Région îledeFrance

Conseil régional

RAA 399

MARS 2020

ISSN 0762-6096

Recueil
des actes administratifs
de la Région d'Île-de-France

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL

- N° CR 2020-014 du 5 mars 2020 relative au désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes……..10

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- N° CR 2020-012 du 5 mars 2020 relative au compte-rendu sur l'usage par la Présidente de la délégation pour ester en justice en application de l'article L. 4231-7-1 du CGCT - mars 2020……..24

- N° CR 2020-008 du 5 mars 2020 relative au compte rendu sur l'usage par la présidente de la délégation pour signer les marchés et leurs avenants en application de l'article L. 4231-8 du CGCT- Mars 2020…….48

- N° CR 2020-011 du 5 mars 2020 relative à la valorisation du site Babylone - Paris 7ème……..80

SPORT, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETÉ ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CR 2020-020 du 5 mars 2020 relative à la communication - Effort régional en faveur des quartiers populaires - Jaune budgétaire 2018…….85

FINANCES ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

- N° CR 2020-021 du 5 mars 2020 relative à la communication - Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes sur la région Île-de-France (exercices 2014 et suivants)……...153

CULTURE, PATRIMOINE ET CRÉATION

- N° CR 2020-015 du 5 mars 2020 relative à une politique du patrimoine renforcée : mise en œuvre des premières Assises franciliennes du patrimoine……313

- N° CR 2020-016 du 5 mars 2020 relative à pour une politique cinéma & audiovisuelle renforcée dans les domaines de l'international et de la diffusion : - Création du volet international du Fonds de soutien - Soutien aux projets de médiations culturelles dans les salles de cinéma franciliennes……..341

- N° CR 2020-019 du 5 mars 2020 relative à pour un soutien innovant aux projets culturels et artistiques menés dans les quartiers populaires……...363

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- N° CR 2020-018 du 5 mars 2020 relative à l'apprentissage, la Région s'engage……369

LOGEMENT

- N° CR 2020-006 du 5 mars 2020 relative au plan régional pour la disparition des passoires thermiques dans le parc social et ouverture du contingent de logements sociaux régionaux aux policiers et surveillants pénitentiaires……..377

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ

- N° CR 2020-007 du 5 mars 2020 relative à la création de la Société d'économie mixte "Île-de-France Investissements et Territoires"……395

SÉCURITÉ ET AIDE AUX VICTIMES

- N° CR 2020-009 du 5 mars 2020 relative au soutien à la sécurisation et à l'agrandissement des établissements pénitentiaires en Île-de-France……422

- N° CR 2020-010 du 5 mars 2020 relative au soutien à l'équipement de la Brigade des Sapeurs-Pompiers et des Services Départementaux d'Incendie et de Secours……...431

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AMÉNAGEMENT

- N° CR 2020-022 du 5 mars 2020 relative à la stratégie régionale énergie climat : Île-de-France, territoire solaire et territoire Hydrogène, Plan méthanisation pour relever le défi du biogaz en Île-de-France, Plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Île-de-France : Confirmation des délibérations n°CR 2019-054, n°CR 2019-055, n°CR 2019-057 et n°CR 2019-053 du 21 novembre 2019……...444

VŒUX DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Vœu présenté par le groupe Centre et des Démocrates au titre de l'article 7.2 (a) du règlement intérieur, adopté le 5 mars 2020, pour promouvoir l'égalité et la fraternité républicaines au sein des lycées franciliens….446

DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

RELATIONS INTERNATIONALES

- N° CP 2020-168 du 4 mars 2020 relative à la lutte contre l'épidémie de nouveau Coronavirus - Aide médicale d'urgence à la Chine……..450

LYCÉES

- N° CP 2020-106 du 4 mars 2020 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales de la région Île-de-France - 2ème rapport de l'année 2020 - budget 2020……...462

- N° CP 2020-128 du 4 mars 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 - 4ème année de mise œuvre - 2ème rapport……470

- N° CP 2020-136 du 4 mars 2020 relative au centre de ressources de techniques avancées (C.E.R.T.A.) - Contrôles techniques et contrats d'entretien obligatoires - Dotations de fonctionnement 2020……...476

- N° CP 2020-137 du 4 mars 2020 relative au budget d'autonomie éducative francilien - 1ère affectation…….481

- N° CP 2020-140 du 4 mars 2020 relative à la gestion foncière des EPLE - mars 2020……493

- N° CP 2020-141 du 4 mars 2020 relative à l'approbation de la convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes entre certains lycées publics et la Région Île-de-France……495

- N° CP 2020-142 du 4 mars 2020 relative aux logements de fonction des établissements publics locaux d'enseignement - valeur des prestations accessoires accordées gratuitement pour l'année 2019 aux agents logés par nécessité absolue de service - conventions d'occupation précaire et conventions d'occupation temporaire conclues pour l'année scolaire 2018-2019……507

- N° CP 2020-151 du 4 mars 2020 relative à la poursuite du soutien aux campus des métiers et des qualifications……...516

- N° CP 2020-105 du 4 mars 2020 relative aux travaux dans les EPLE - 2ème rapport de l'année 2020 - budget 2020……571

- N° CP 2020-107 du 4 mars 2020 relative à la maintenance immobilière - 2ème rapport de l'année……..581

- N° CP 2020-115 du 4 mars 2020 relative à la politique de restauration scolaire dans les lycées publics - 2ème rapport pour 2020……..586

- N° CP 2020-120 du 4 mars 2020 relative à la sécurisation des lycées - Seconde affectation - Budget 2020…606

- N° CP 2020-144 du 4 mars 2020 relative aux équipements pédagogiques et numériques dans les EPLE – 2ème rapport de l'année 2020……611

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- N° CP 2020-139 du 4 mars 2020 relative à l'information sur l'usage par la présidente de la délégation pour signer les marchés et leurs avenants en application de l'article L. 4231- 8 du CGCT - Mars 2020……619

- N° CP 2020-121 du 4 mars 2020 relative aux adhésions à divers organismes - Secteur Ressources Humaines et Moyens Généraux……635

- N° CP 2020-149 du 4 mars 2020 relative au rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux - mars 2020……637

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ

- N° CP 2020-129 du 4 mars 2020 relative à la mise en œuvre de la Stratégie #Leader : soutien aux agences territoriales (77, 91 et 95)……642

- N° CP 2020-103 du 4 mars 2020 relative à Paris Région UP - Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 2ème rapport pour 2020……657

- N° CP 2020-111 du 4 mars 2020 relative à l'innovation des pôles de compétitivité, lieux d'innovation……...673

- N° CP 2020-147 du 4 mars 2020 relative à l'entrepreneuriat : déploiement du dispositif Entrepreneur #Leader……...801

AGRICULTURE ET RURALITÉ

- N° CP 2020-091 du 4 mars 2020 relative aux contrats ruraux : nouveaux dispositifs - Avenant - 2ème rapport 2020……868

- N° CP 2020-085 du 4 mars 2020 relative à la mise en œuvre du Pacte Agricole : 1ère affectation 2020…….934

- N° CP 2020-097 du 4 mars 2020 relative au PNR : programmes d'actions 2020 - Dispositifs de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 1ère affectation 2020……...1240

TRANSPORTS ET MOBILITÉS DURABLES

- N° CP 2020-049 du 4 mars 2020 relative au développement, modernisation du réseau et nouveau matériel roulant……1485

- N° CP 2020-065 du 4 mars 2020 relative au transport de personnes en situation de handicap (PAM) : première affectation pour 2020……..1592

- N° CP 2020-078 du 4 mars 2020 relative à la stratégie fret et logistique : premier rapport 2020……...1613

- N° CP 2020-086 : Plan vélo régional : soutien à cinq opérations (77, 91 et 93)……1691

- N° CP 2020-088 du 4 mars 2020 relative à la route : Mise en œuvre du CPER et du plan "Anti-bouchon et pour changer la route" et affectations relatives à la sécurité routière……..1720

- N° CP 2020-089 du 4 mars 2020 relative aux conventions "Trouvez un stage pour les jeunes franciliens" pour les "grands comptes" transports en 2020……2044

- N° CP 2020-092 du 4 mars 2020 relative au CPER - Tramway - Tram 1 à Colombes et Tram 10 Antony - Clamart (92)……..2081

SPORT, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETÉ ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 2020-126 du 4 mars 2020 relative à la mise en œuvre du dispositif « Tickets loisirs » et affectation d'autorisation d'engagement pour l'année 2020……2166

- N° CP 2020-146 du 4 mars 2020 relative à l'affectation d'autorisations de programme au profit des îles de loisirs - 2ème rapport pour 2020……..2181

- N° CP 2020-087 du 4 mars 2020 relative aux 1ères affectations - Lutte contre les discriminations, égalité femmes hommes et lutte contre les violences faites aux femmes - 2èmes affectations – Citoyenneté……...2208

- N° CP 2020-113 du 4 mars 2020 relative à l'approbation de principe d'une délégation de service public sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy……..2332

- N° CP 2020-084 du 4 mars 2020 relative à la politique régionale en faveur du Sport en Île-de-France - Fonctionnement et Investissement - 2ème rapport pour 2020……...2334

- N° CP 2020-191 du 4 mars 2020 relative à l'approbation de la convention d'occupation du domaine public entre la région Île-de-France et l'Agence Française de Lutte contre le dopage……..2406

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 2020-138 du 4 mars 2020 relative aux aides individuelles au DAEU - seconde liste de bénéficiaires 2019-2020 et réservation de 77 logements à la Maison de l'Île-de-France pour l'année 2020-2021……..2415

- N° CP 2020-104 du 4 mars 2020 relative à l'enseignement supérieur 1ère affectation - Enva, CROUS de Versailles, EHESS, Grand Équipement Documentaire……2420

- N° CP 2020-102 du 4 mars 2020 relative au projet "Paris Région fellowship Programme", soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM) et fonctionnement de la M.I.S.S. en 2020……2446

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AMÉNAGEMENT

- N° CP 2020-101 du 4 mars 2020 relative à la politique énergie-climat - mise en œuvre du plan "changeons d'air" : 2ème affectation 2020……2476

- N° CP 2020-108 du 4 mars 2020 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - 2ème affectation pour 2020……..2526

- N° CP 2020-116 du 4 mars 2020 relative à l'eau, milieux aquatiques et humides : première affectation 2020 ; contrat Seine centrale urbaine ; contrat Champigny……2562

- N° CP 2020-118 du 4 mars 2020 relative à l'appel à projet plan vert - Politique régionale en faveur de la biodiversité : 1ère affectation pour 2020 - Conventions Région - AEV et LPO……...2742

- N° CP 2020-109 du 4 mars 2020 relative aux 100 Quartiers innovants et écologiques et Aide à l'ingénierie territoriale : premiers rapports pour 2020 - Autorisation de la création de la SAS CITALLIOS PROMOTION…2895

- N° CP 2020-152 du 4 mars 2020 relative à la convention d'objectifs et de moyens 2020-2022 entre la Région et l'Institut Paris Région- Affectation de crédits pour la Biennale d'architecture et de paysage 2021……..2948

AFFAIRES EUROPÉENNES

- N° CP 2020-130 du 4 mars 2020 relative à l'affectation provisionnelle « assistance technique FESI » et actions européennes : prorogation convention IdFE - 2ème rapport pour 2020……...2966

CULTURE, PATRIMOINE ET CRÉATION

- N° CP 2020-132 du 4 mars 2020 relative à la politique régionale en faveur des arts plastiques, numériques et urbains en Île-de-France -Première affectation pour l'année 2020…….2971

- N° CP 2020-143 du 4 mars 2020 relative aux affectations dans le cadre de la politique régionale du livre et de l'aménagement culturel en Île-de-France - Première affectation 2020……..3035

- N° CP 2020-133 du 4 mars 2020 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien (première affectation pour 2020)…….3155

- N° CP 2020-134 du 4 mars 2020 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique de soutien à l'investissement culturel pour le spectacle vivant (première affectation pour 2020)……3274

- N° CP 2020-125 du 4 mars 2020 relative à la politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et CFA - Affectations 2020……..3307

- N° CP 2020-094 du 4 mars 2020 relative aux deuxièmes affectations 2020 pour le cinéma et l'audiovisuel...3321

- N° CP 2020-119 du 4 mars 2020 relative aux 1ères affectations 2020 pour la restauration et la valorisation du patrimoine en Île-de-France……..3498

- N° CP 2020-177 du 4 mars 2020 relative à la constitution du groupement d'intérêt public (GIP) - Maison Jean Cocteau à Milly-la-Forêt…….3540

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- N° CP 2020-114 du 4 mars 2020 relative aux mesures pour la mobilité des jeunes : gratuité des transports - Développeurs de l'apprentissage territorial…….3563

- N° CP 2020-098 du 4 mars 2020 relative au PRIC 2020 : Abondement Formations transversales - Parcours Entrée dans l'Emploi - Affectation actions PRIC. Subvention Actions expérimentales……3587

- N° CP 2020-061 du 4 mars 2020 relative au dispositif d'aide individuelle régionale vers l'emploi - Affectation - Modification du règlement d'intervention…….3609

- N° CP 2020-032 du 4 mars 2020 relative à la politique régionale en faveur de l'apprentissage - Développeurs territoriaux…….3616

- N° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1ère affectation, convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP)…….3624

- N° CP 2020-110 du 4 mars 2020 relative à l'aide régionale aux investissements dans les organismes de formation - 1ère affectation 2020 et diverses mesures……...3731

SOLIDARITÉS, SANTÉ ET FAMILLE

- N° CP 2020-122 du 4 mars 2020 relative aux formations sanitaires et sociales : agréments des formations sociales et autorisations des formations paramédicales……..3769

- N° CP 2020-123 du 4 mars 2020 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France - 2ème affectation…….3789

- N° CP 2020-112 du 4 mars 2020 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 2ème rapport pour 2020……..3846

TOURISME

- N° CP 2020-095 du 4 mars 2020 relative à la politique régionale en faveur du tourisme en Île-de France - Deuxième affectation……..3880

SÉCURITÉ ET AIDE AUX VICTIMES

- N° CP 2020-124 du 4 mars 2020 relative au bouclier de sécurité : 2ème affectation pour l'année 2020…….3916

LOGEMENT

- N° CP 2020-072 du 4 mars 2020 relative à l'aide au parc privé - première affectation pour 2020 - Approbation de cinq labels CDSR……3952

- N° CP 2020-083 du 4 mars 2020 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain - Première affectation pour 2020……..3995

- N° CP 2020-090 du 4 mars 2020 relative aux attributions de subventions pour la création de logements locatifs sociaux familiaux, jeunes et étudiants - 1ère affectation pour 2020……4003

HANDICAP

- N° CP 2020-096 du 4 mars 2020 relative à la politique régionale en faveur du handicap - 2ème affectation pour 2020……...4130

ARRÊTÉS DE LA PRÉSIDENTE
DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- N° 2019- 295 du 30 octobre 2019 portant délégations de signature du pôle logement et transports……...4154

- N° 2020-54 du 2 mars 2020 portant désignation, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'aménagement Commercial (CDAC) du d'Oise du 19 mars Val 2020……..4157

- N° 2020-55 du 3 mars 2020 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au Conseil d'administration de l'Ecole supérieure des mines de Paris (Mines Paris Tech)……..4158

- N° 2020-56 du 9 mars 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical – renouvellement de capacité d'accueil annuelle – Institut de formation de d'aides-soignants (IFAS) – lycée polyvalent des métiers de la santé et de l'accompagnement à la personne Louise Michel…4159

- N° 2020-57 du 9 mars 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical – renouvellement-augmentation de capacité d'accueil annuelle – Institut de formation d'auxiliaires de puériculture (IFAP) lycée des métiers de santé et de l'accompagnement a l à personne Louise Michel……..4160

- N° 2020-58 du 16 mars 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les Instituts ou écoles du secteur paramédical – augmentation de capacité d'accueil annuelle Institut de formation cadres de santé (IFCS) Etablissement Public de Santé Ville Evrard……..4162

- N° 2020-59 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage……4163

- N° 2020-60 du 10 mars 2020 portant revalorisation des tarifs de restauration scolaire dans les lycées publics franciliens……4167

- N° 2020-61 du 11 mars 2020 portant désignation des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de la reconstruction et la restructuration sur site du CREPS de Châtenay-Malabry 92 ……4170

- N° 2020-62 du 12 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Directeur Général des Services……...4171

- N° 2020-63 du 13 mars 2020 modifiant l'arrêté n°16-326 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financier de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional……4172

- N° 2020-64 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux……4174

- N° 2020-65 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Lycées……...4176

- N° 2020-66 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle transfert Recherche Enseignement Supérieur Orientation en Réseaux……...4178

- N° 2020-67 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Finances……4180

- N° 2020-68 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Affaires Européennes Coopération Internationale et Tourisme……4182

- N° 2020-69 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Logement et Transports……...4184

- N° 2020-70 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Cohésion Territoriale……...4186

- N° 2020-71 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage……4188

- N° 2020-72 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Achat Performance Commande Publique Juridique et transformation Juridique……...4190

- N° 2020-73 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Politiques Sportives de Santé de Solidarité et de Modernisation……4192

- N° 2020-74 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature de la Direction de la Culture……4194

- N° 2020-75 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Ressources Humaines……4196

- N° 2020-76 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature de la Direction de Système d'Information……...4198

- N° 2020-77 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature de la Direction de la Communication……..4200

- N° 2020-78 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Entreprises et Emploi……..4202

- N° 2020-79 du 16 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Directeur Général des Services……...4204

- N° 2020-80 du 20 mars 2020 portant interdiction temporaire d'accès du public a la forêt de Bondy……4206

- N° 2020-81 du 23 mars 2020 portant modification de la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Ile-de-France ……..4207

- N° 2020-82 du 30 mars 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Transfert Recherche Enseignement Supérieur Orientation en réseaux …….4211

DÉLIBERATIONS
DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 20-005 du 3 mars 2020 relative à la délégation consentie à la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts en matière de marchés publics, accords-cadres et avenants……..4212

- N° 20-006 du 3 mars 2020 relative à l'adoption du Programme Général d'Action et des orientations budgétaires pour 2020……..4213

- N° 20-007 du 3 mars 2020 relative à la modification du tableau des effectifs……..4214

- N° 20-008 du 3 mars 2020 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au protocole relatif à l'intervention d'un psychologue du travail du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne…….4218

- N° 20-009 du 3 mars 2020 relative à l'approbation d'une convention de mise à disposition temporaire entre l'AEV et le SMER La Tégéval pour la réalisation de travaux à Limeil-Brévannes (PRIF Tégéval)……..4220

- N° 20-010 du 3 mars 2020 relative à l'approbation d'une convention de mise en place de mesures compensatoires et de gestion de parcelles rétrocédées par la société Placoplatre (PRIF des Buttes du Parisis)…….4225

- N° 20-011 du 3 mars 2020 relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de recherche et de développement entre l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 – Patrinat……4303

- N° 20-012 du 3 mars 2020 relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre d'activités sportives, culturelles et de loisirs en Forêt de Bondy, dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances……4307

- N° 20-013 du 3 mars 2020 relative à l'approbation de la convention-cadre pour la valorisation des espaces naturels régionaux avec l'EPCC Ateliers Médicis (PRIF de la Dhuis)……..4319

- N° 20-014 du 3 mars 2020 relative à l'approbation de la convention de projet ingénieur 3ème année avec AgroParisTech pour le développement d'un projet agricole sur le PRIF des Coteaux de Nézant (95)……..4329

- N° 20-015 du 3 mars 2020 relative à l'approbation d'acquisitions foncières au titre d'opérations déclarées d'utilité publique et au titre d'opérations amiables……4333

- N° 20-016 du 3 mars 2020 relative à l'approbation de préemptions au titre des Espaces Naturels Sensibles…….4338

- N° 20-017 du 3 mars 2020 relative à l'approbation de la soumission au régime forestier de propriétés régionales situées sur les Buttes de Marsinval……4340

- N° 20-018 du 3 mars 2020 relative à l'habilitation donnée à la Présidente à solliciter des subventions afin de financer des opérations sur des propriétés régionales classées en Réserves Naturelles Régionales……...4342

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-014
DU 5 MARS 2020

DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES - MARS 2020

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2019-1095 du 28 octobre 2019 portant création de CY Cergy Paris Université et approbation de ses statuts ;

VU le décret n° 2019-1130 du 5 novembre 2019 portant création de l'Université Paris sciences et lettres (Université PSL) et approbation de ses statuts ;

VU le décret n° 2019-1131 du 5 novembre 2019 portant création de l'Université Paris-Saclay et approbation de ses statuts ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée portant désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes – Janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 13-16 du 21 janvier 2016 modifiée portant adoption du règlement intérieur du conseil régional ;

VU la délibération n° CR 31-16 TER du 18 février 2016 modifiée portant désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes – Février 2016 ;

VU la délibération n° CR 48-16 du 17 mars 2016 modifiée portant désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes – Mars 2016 ;

VU la délibération n° CR 119-16 du 20 mai 2016 modifiée portant désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes – Mai 2016 ;

VU la délibération n° CR 2019-050 du 21 novembre 2019 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes – Novembre 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-079 du 16 décembre 2019 relative au projet de création d'une SEM régionale : Île-de-France Investissements et Territoires ;

VU la délibération n° CP 2020-177 du 4 mars 2020 relative à la constitution du groupement d'intérêt public (GIP) Maison Jean Cocteau à Milly-la-Forêt ;

VU le projet de délibération n° CR 2020-007 du 5 mars 2020 portant création de la Société d'économie mixte « Île-de-France Investissements et territoires » ;

VU les statuts de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne modifiés en 2016 ;

VU les statuts de l'Université Paris II Panthéon-Assas modifiés en 2016 ;

VU les statuts de l'Université Paris Nanterre modifiés en 2016 ;

VU les statuts du Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique (SMN) modifiés en 2019 ;

VU les statuts de l'Université Sorbonne Paris Nord modifiés en 2019 ;

VU le règlement intérieur de l'École normale supérieure (ENS) Paris-Saclay modifié en 2019 ;

VU le rapport n°CR 2020-014 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Secteur développement économique et attractivité

Abroge les articles 3.7 et 3.1 des délibérations n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 et n° CR 31-16 TER du 18 février 2016, modifiées et susvisées, portant désignation des représentants du conseil régional **au comité syndical du Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique (SMN).**

Désigne **au comité syndical du Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique (SMN) :** 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne, tels que figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Désigne **au conseil d'administration de la SEM « Île-de-France Investissements et Territoires » :** 5 représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne, tels que figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Secteur enseignement supérieur et recherche

Abroge la désignation des représentants de la région Île-de-France **au conseil d'administration de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne,** approuvée à l'article 2.1 de la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée et susvisée.

Désigne **au conseil d'administration de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne :** 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours, tel que figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Abroge la désignation des représentants de la région Île-de-France **au sein des instances centrales de l'Université Paris II Panthéon-Assas,** approuvée à l'article 2.1 de la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée et susvisée.

Désigne **au conseil d'administration et à la commission de la recherche de l'Université Paris II Panthéon-Assas :** 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours, tels que figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Abroge la désignation des représentants de la région Île-de-France **au sein des instances centrales de l'Université Paris Nanterre,** approuvée à l'article 2.1 de la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée et susvisée.

Désigne **au conseil d'administration et à la commission de la recherche de l'Université Paris Nanterre :** 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours, tels que figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Abroge la désignation des représentants de la région Île-de-France **au sein des instances centrales de l'Université Sorbonne Paris Nord,** approuvée à l'article 2.1 de la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée et susvisée.

Désigne **au conseil d'administration de l'Université Sorbonne Paris Nord :** 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours, tel que figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Abroge la désignation des représentants de la région Île-de-France **au sein des instances centrales :**

- **de l'Université Paris-Sud,** approuvée aux articles 2.1 des délibérations n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 et n° CR 119-16 du 20 mai 2016 modifiées et susvisées ;
- **de la Communauté d'universités et établissements (COMUE) Université Paris-Saclay,** approuvée à l'article 2.2 de la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016, modifiée et susvisée, et à l'article 2 de la délibération n° CR 2019-050 du 21 novembre 2019 susvisée.

Désigne **au conseil d'administration de l'Université Paris-Saclay :** 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours, tels que figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Abroge la désignation des représentants de la région Île-de-France **au sein des instances centrales de la COMUE Paris Sciences et Lettres (PSL Research University),** approuvée à l'article 2.2 de la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée et susvisée.

Désigne **au conseil d'administration de l'Université Paris sciences et lettres (PSL) :** 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours, tel que figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Abroge la désignation des représentants de la région Île-de-France **au sein des instances centrales :**

- **de l'Université de Cergy-Pontoise (UCP),** approuvée à l'article 2.1 de la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée et susvisée ;
- **de la COMUE Université Paris-Seine (UPS),** approuvée aux articles 2.2 des délibérations n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 et n° CR 119-16 du 20 mai 2016 modifiées et susvisées.

Désigne **au conseil d'administration de CY Cergy Paris Université :** 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours, tels que figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Abroge l'article 2.3 de la délibération n° CR 48-16 du 17 mars 2016, modifiée et susvisée, portant désignation du représentant du conseil régional **au conseil d'administration de l'École normale supérieure (ENS) Paris-Saclay (anciennement dénommée « Cachan »).**

Désigne **au conseil d'administration de l'ENS Paris-Saclay :** 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours, tel que figurant en annexe 2 à la présente délibération.

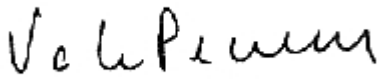
Article 3 : Secteur culture, patrimoine et création

Désigne **à l'assemblée générale de la Maison Jean Cocteau :** 8 représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne, tels que figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Article 4 : Remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes

Procède aux remplacements figurant en annexe 4 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc177215-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Secteur développement économique et attractivité

Annexe complétée selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n° 1.

Comité syndical du Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique (SMN)

Désigne 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Mme Marie-Pierre BADRÉ	M. Julien PROFFIT
M. James CHÉRON	Mme Laure-Agnès MOLLARD-CADIX
Mme Roseline SARKISSIAN	M. Jean-Paul PLANCHOU

Conseil d'administration de la SEM « Île-de-France Investissements et Territoires »

Désigne 5 représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

Mme Alexandra DUBLANCHE
M. Frédéric VALLETOUX
M. Benjamin CHKROUN
Mme Ghislaine SENÉE
M. Frédéric BENHAIM

Annexe 2 : Secteur enseignement supérieur et recherche

Annexe complétée selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n° 2.

Conseil d'administration de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Florence BERTHOUT

Instances centrales de l'Université Paris II Panthéon-Assas

Désigne 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

	TITULAIRE	**SUPPLÉANT**
Conseil d'administration	M. Jean-Pierre LECOQ	M. Franck MARGAIN
Commission de la recherche	Mme Clotilde DEROUARD	Mme Florence BERTHOUT

Instances centrales de l'Université Paris Nanterre

Désigne 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

	TITULAIRE	**SUPPLÉANT**
Conseil d'administration	Mme Béatrice de LAVALETTE	Mme Caroline COBLENTZ
Commission de la recherche	M. Denis GABRIEL	M. Arnaud LE CLERE

Conseil d'administration de l'Université Sorbonne Paris Nord

Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Karine FRANCLET

Conseil d'administration de l'Université Paris-Saclay

Désigne 1 représentant titulaire au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Faten HIDRI

Désigne 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Isabelle PERDEREAU

Conseil d'administration de l'Université Paris sciences et lettres (PSL)

Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Faten HIDRI

Conseil d'administration de CY Cergy Paris Université

Désigne 1 représentant titulaire au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Stéphanie VON EUW

Désigne 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Florence PORTELLI

Conseil d'administration de l'École normale supérieure (ENS) Paris-Saclay

Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

M. Jean-François VIGIER

Annexe 3 : Secteur culture, patrimoine et création

Annexe complétée selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n° 3.

Assemblée générale de la Maison Jean Cocteau

Désigne 8 représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

Mme Isabelle PERDEREAU
Mme Anne-Louise MESADIEU
Mme Catherine PRIMEVERT
M. Nicolas SAMSOEN
Mme Béatrice LECOUTURIER
M. Lamine CAMARA
M. François DAMERVAL
M. Pierre KANUTY

Annexe 4 : Remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes

Annexe complétée selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n° 4.

DÉMISSIONS		CANDIDATURES

CA du lycée public (LPO) Condorcet à Limay

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Titulaire	M. Khattari EL HAIMER (LRI)

CA du lycée public (LPO) Léopold Sédar Senghor à Magnanville

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Titulaire	M. Khattari EL HAIMER (LRI)

CA du lycée public (LPO) Jean Rostand à Mantes-la-Jolie

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Titulaire	M. Khattari EL HAIMER (LRI)

CA du lycée public (LGT) Saint-Exupéry à Mantes-la-Jolie

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Titulaire	M. Khattari EL HAIMER (LRI)

CA du lycée public (LPO) Camille Claudel à Mantes-la-Ville

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Titulaire	M. Khattari EL HAIMER (LRI)

CA du lycée public (LPO) Lavoisier à Porcheville

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Suppléant	M. Khattari EL HAIMER (LRI)

CA du lycée privé (LYA) Sully à Magnanville

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Titulaire	M. Khattari EL HAIMER (LRI)

CA du lycée privé (LGT) Notre-Dame à Mantes-la-Jolie

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Suppléant	M. Khattari EL HAIMER (LRI)

CA du lycée privé (LP) Notre-Dame à Mantes-la-Jolie

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Titulaire	M. Khattari EL HAIMER (LRI)

1er collège du Comité de lecture Cinéma

Mme Florence PORTELLI (LRI)	Titulaire	Mme Clotilde DEROUARD (LRI)

CA de l'Établissement public d'aménagement (EPA) Paris La Défense

M. Jean-Luc SANTINI (LRI)	Titulaire	M. Denis GABRIEL (LRI)
M. Denis GABRIEL (LRI)	Suppléant	Mme Sophie DESCHIENS (LRI)

Région îledeFrance

Conseil régional

PRÉFECTURE DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFECTURE DE PARIS
10 MARS 2020
Mission des affaires juridiques
SECRÉTARIAT

Rapport pour le conseil régional
MARS 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

COMPTE-RENDU SUR L'USAGE PAR LA PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION POUR ESTER EN JUSTICE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 4231-7-1 DU CGCT - MARS 2020

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....3
ANNEXE AU RAPPORT.....4
Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020 5

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'usage par la Présidente de la délégation que le Conseil régional lui a consentie pour ester en justice, en application des dispositions de l'article L. 4231-7 du code général des collectivités territoriales et de la délibération CR n°93-15 du 18 décembre 2015.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'usage de cette compétence. La liste des décisions prises sur cette base figure ainsi en annexe.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
E-2019-000409	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	1902501	Région c/ VEOLIA – Lycée Jules Vernes à SARTROUVILLE (78)	Requête aux fins de désignation d'un expert afin de déterminer l'origine des désordres dans le lycée suite à une rupture de canalisation souterraine d'eau potable sur la Commune de Sartrouville. (référé expertise)	01/04/2019
E-2018-002928	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	1710099	Commune de NOGENT-SUR-MARNE c/ Région LEP La Source/Val de Beauté à NOGENT-SUR-MARNE (94)	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête de la commune qui sollicite une indemnisation pour des travaux et aménagements nécessaires à la maîtrise des nuisances sonores de la salle Charles de Gaulle.	01/10/2019
E-2017-005098	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03125	STE BATEG c/ Région FOND Marché n° M06S0510 du 24 mai 2007 Lycée Clément ADER à TOURNAN-EN-BRIE (77)	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du Tribunal administratif de Melun en date du 18 juillet 2019, qui a condamné la Région à verser à la société BATEG une somme en exécution du marché.	03/10/2019
E-2018-002709	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE VERSAILLES	19VE01105	Madame X c/ Région	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de Madame X qui conteste le jugement du tribunal administratif du 28 janvier 2019 rejetant sa demande tendant à l'annulation d'une décision de mutation d'office.	03/10/2019
E-2018-002598	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	1809796	Mme X c/ Région	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête indemnitaire de Madame X demandant la condamnation de la Région à l'indemniser pour non-respect du délai de prévenance préalablement à son licenciement.	04/10/2019
E-2017-006838	CONSEIL D'ETAT	434.999	Région c/ Département du Val d'OISE et UNEF Délibération n° 42-15 du 18/06/2015 relative au PREDEC	Pourvoi en cassation introduit par l'avocat de la Région contre l'arrêt de la CAA de Paris du 30 juillet 2019 rejetant la requête de la Région tendant à la réformation du jugement du TA de Paris annulant avec effet rétroactif les dispositions de la délibération concernant la création et l'extension des capacités de stockage des déchets inertes dans le Département de Seine-et-Marne.	10/10/2019
E-2019-000066	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	1900272	Madame X c/ Région	Mémoire en défense tendant au non-lieu à statuer dans le contentieux introduit par Madame X	11/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
				contre la décision de refus d'une bourse.	
E-2019-001714	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	1911152	Commune de PIERREFITTE et Région c/ X	Requête en référé aux fins d'expulsion de squatteurs d'un pavillon (référé mesures utiles)	11/10/2019
E-2018-003047	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	1816831	M. X c/ Région	Mémoire en défense de la Région en vue du rejet de la requête de M. X tendant à faire reconnaitre la responsabilité de la Région dans son préjudice et à l'obtention de dommages et intérêts.	14/10/2019
E-2017-007555	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03274	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Condorcet	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007556	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03275	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Eugénie Cotton	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007557	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03276	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Lafayette	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007559	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03277	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Denis Papin	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007563	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03278	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
			Rénovation du lycée Voillaume	Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	
E-2017-007564	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03279	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Marie Laurencin	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007565	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03280	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Louise Michel	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007567	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03281	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Aristide Briand	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007571	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03282	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Jean Moulin	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007573	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03284	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Jean Jaurès à Argenteuil	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007572	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03283	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
			lycée Albert Schweitzer	titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	
E-2017-007575	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03285	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée du Bois (ex-Bourseul)	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007620	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03323	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Evariste Galois	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007618	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03322	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Eugène Delacroix	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007616	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA3319	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Emile Dubois	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007579	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03286	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Sophie Germain	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007614	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03318	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Albert Einstein	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
E-2017-007612	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03317	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Blaise Pascal	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007610	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03316	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée ENREA Newton	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007580	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03287	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Fénelon	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007608	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03315	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Viollet-le-Duc	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007582	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03288	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Santos Dumont	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007584	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03289	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Beaugrenelle (ex-Saint-Charles)	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007587	COUR ADMINISTRATIVE	19PA03290	METP	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
	D'APPEL DE PARIS		Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Fresnel	l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	
E-2017-007588	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03291	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée EREA Françoise Dolto	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007590	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03292	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Etienne Dolet	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007592	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03293	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Martin Nadaud	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007594	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03294	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Pierre Mendès France	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007596	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03295	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Diderot	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007598	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03310	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
			FRANCE et autres Rénovation du lycée Bolland	2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	
E-2017-007600	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03311	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Jean Monnet	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007602	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03312	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Georges Braque	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007604	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03313	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Ferry-Cormier	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007607	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03314	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Colbert	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007550	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03270	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Jean-Baptiste Clément	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007699	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03242	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
			Rénovation du lycée René Cassin au Raincy	versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	
E-2017-007701	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03243	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Evariste Galois de Beaumont-sur-Oise	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007703	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03244	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Jean Zay d'Aulnay-sous-Bois	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007705	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03246	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Jean Mermoz de MONTSOULT	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007707	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03245	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Marcelin Berthelot de Saint-Maur-des-Fossés	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007552	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03273	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Vinci/Jules Verne	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007621	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03200	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Saint Louis à Paris	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
				d'un expert.	
E-2017-007623	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03201	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Vilgenis de MASSY (91)	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007626	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03207	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Edith Piaf - 75020	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007628	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03202	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Gourdou Leseurre à Saint-Maur des Fossés	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007630	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03208	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Turquetil de Paris	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007633	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03209	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Fernand et Nadia Léger d'Argenteuil	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007634	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03210	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Valmy de Colombes	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
E-2017-007636	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03211	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Marcel Cachin de Saint-Ouen	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007638	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03203	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Louis Armand et Jean Rostand de Nogent-sur-Marne	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007640	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03204	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Paul Bert de Maisons-Alfort	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007642	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03205	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Edmond Rostand de Paris	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007644	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03212	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée EREA Dautier	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007646	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03206	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Edouard Branly de Créteil	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-	COUR	19PA03214	METP	Requête d'appel introduite par	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
007649	ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS		Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Erik Satie de Paris	l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	
E-2017-007651	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03215	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée François Rabelais de DUGNY	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007653	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03216	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Vaucanson des Mureaux	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007655	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03217	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Gaston Bachelard CHELLES	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007657	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03218	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Balavoine ex-Delorme de Bois Colombes	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007659	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03219	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Jean ROSTAND de MANTES LA JOLIE de Bonneuil sur Marne	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-	COUR	19PA03220	METP	Requête d'appel introduite par	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
007661	ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS		Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Saint Exupéry de Mantes La Jolie	l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	
E-2017-007663	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03221	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Louis Armand de Paris	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007665	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03222	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Racine de Paris	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007667	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03224	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Van Gogh d'ERMONT	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007669	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03225	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Jean PERRIN de SAINT-OUEN L'AUMONE	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007671	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03226	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Bartholdi à SAINT-DENIS	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007673	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE	19PA03228	METP Région c/ BOUYGUES	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
	PARIS		BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Geoffroy Saint Hilaire d'Etampes	administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	
E-2017-007675	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03229	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du Lycée Eluard de Saint-Denis	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007677	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03231	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Paul Langevin de Suresnes	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007679	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03232	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Henri Moissan de Meaux	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007681	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03233	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Henri Matisse (ex-Montfort) de TRAPPES	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007683	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03234	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Louis Blériot de TRAPPES	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007685	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03235	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
			Rénovation du lycée Marcel Pagnol d'Athis- Mons	Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	
E-2017-007687	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03236	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée ADER Ex SCHUMAN d'Athis-Mons	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007689	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03237	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Jacquard de Paris	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007691	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03238	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Virginia Henderson Ex- Charles Vaillant	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007693	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03239	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Timbaud de Bretigny-sur-Orge	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007695	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03240	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Ferdinand Buisson d'Ermont	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007697	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03241	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
			lycée ENCPB Pierre Gilles de Gennes Ex Pirandello	titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	
E-2017-007533	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03261	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Alexandre Dumas (ex-Schmitt)	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007535	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03262	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Eugène Ronceray	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007537	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03263	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Louis Bascan	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007538	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03264	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Louis Vauquelin (ex-Boutroux)	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007543	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03265	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Langevin Wallon	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007544	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03266	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Jean Jaurès de Châtenay-Malabry	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
E-2017-007545	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03267	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée L'Essouriau	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-007549	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	19PA03268	METP Région c/ BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE et autres Rénovation du lycée Camille Claudel (ex lycée du Breuil)	Requête d'appel introduite par l'avocat de la Région en vue de l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juillet 2019 qui a rejeté la requête de la Région tendant, à titre principal, au versement d'une indemnité et, à titre subsidiaire, à la nomination d'un expert.	16/10/2019
E-2017-005887	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	RG 19/08758	UGICI C/ Région	Conclusions en réponse et d'appel incident produites par l'avocat de la Région afin qu'un ancien bailleur de la Région soit débouté de son appel du jugement par lequel le TGI a prononcé la résiliation judiciaire du bail aux torts du bailleur et rejeté la demande de paiement des loyers et charges jusqu'à l'échéance du bail.	18/10/2019
E-2019-001082	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS	16131001088	Région c/ X	Recours hiérarchique déposé par l'avocat de la Région contre une décision de classement sans suite dans une affaire d'abus de confiance.	21/10/2019
E-2019-000199	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	1900716	Madame X c/ Région	Mémoire en défense de la Région en vue du rejet de la requête de Mme X tendant à faire annuler l'arrêté prononçant son licenciement pour inaptitude physique.	21/10/2019
E-2019-001907	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS	Parquet 17233000183	Région c/ X Dégradations Lycée Henri IV à PARIS	Constitution de partie civile de la Région contre un prévenu dans une affaire de dégradations volontaires.	29/10/2019
E-2019-001680	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY		Région c/ X Tentative de vol et dégradations volontaires Lycée d'horticulture de MONTREUIL (93)	Plainte simple contre X pour dégradations volontaires et tentative de vol.	29/10/2019
E-2019-001327	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	1905831	Sté DEMATHIEU ET BARD BÂTIMENT c/ Région	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête en référé de la	30/10/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
			Restructuration et extension du Lycée, lot 1 « Démolition – Désamiantage – Bâtiments provisoires – Gros œuvre – Clos et couverts – VRD – Espaces Verts – Second œuvre – Mobilier » Lycée Fustel de Coulanges à MASSY (91)	société DEMATHIEU ET BARD par laquelle elle demande l'octroi d'une provision à l'encontre de la Région. (référé provision)	
E-2019-000977	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	1905041	Pierre SERNE c/ Région	Mémoire en défense de la Région en vue du rejet de la requête de M. SERNE tendant à l'annulation de la décision prononçant son exclusion temporaire de la séance.	04/11/2019
E-2017-007186	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	18PA02248	SOCIETE ODC Marché de restructuration du "Château" Lycée Auguste PERDONNET à THORIGNY-SUR-MARNE (77)	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête en appel de la société suite au jugement de 1ère instance du 25 avril 2018 n'ayant que très partiellement fait droit à ses demandes indemnitaires.	06/11/2019
E-2019-002071	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'EVRY		Région c/ X Ile-de-loisirs d'Etampes (91)	Plainte contre X de la Région suite à des dégradations volontaires (incendie).	07/11/2019
E-2019-002040	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS		ALTAREA COGEDIM GRANDS PROJETS c/ Région et autres Lycée Jean Moulin et lycée W. Mozart au BLANC-MESNIL (93)	Observations produites par la Région qui ne s'oppose pas aux opérations d'expertise sollicitées par la requérante. (référé préventif)	07/11/2019
E-2019-001749	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	1910015	Région c/ M. X Lycée Auguste Perdonnet à THORIGNY S/MARNE	Requête en référé aux fins d'expulsion de Monsieur X qui occupe indument un logement de fonction (référé mesures utiles)	08/11/2019
E-2018-003440	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	1812152	Mme X c/ Région	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de Mme X tendant à l'annulation du contrat à durée déterminée par lequel la Région a recruté M.X	08/11/2019
E-2019-002079	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS		SCI VANEAU 32 c/ Région et autres Immeubles rue Barbet de	Observations produites par la Région qui ne s'oppose pas aux opérations d'expertise sollicitées par la requérante.	14/11/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
			Jouy et rue Vaneau à PARIS 7	(référé préventif)	
E-2019-000437	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CRETEIL		Région c/ X Dégradations Lycée Romain Rolland à IVRY (94) l	Constitution de partie civile produite par l'avocat de la Région dans une affaire de dégradations volontaires et pénétration illicite dans l'enceinte d'un établissement scolaire.	21/11/2019
E-2018-003242	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE	1810905	Société UTB c/ Région Lycée Prony à Asnières-sur-Seine (92)	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de la société qui réclame une indemnisation relative au préjudice lié à l'allongement de la durée du marché.	28/11/2019
E-2018-003208	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	1908792	Région c/ Commune de RIS-ORANGIS et autres Lycée Pierre Mendès France à RIS-ORANGIS (91)	Requête aux fins d'attraire à la cause de nouvelles parties. (référé préventif)	28/11/2019
E-2018-000302	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE	1801351-7	M. x c/ décision du proviseur	Mémoire en défense de la Région tendant à sa mise hors de cause suite à la requête de M. X tendant à l'annulation de la décision par laquelle le Proviseur d'un Lycée lui a interdit l'accès à l'établissement	28/11/2019
E-2019-002127	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	1912455	François DAMERVAL c/ délibération n°CR 2019-048 du 19/09/19	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de M. DAMERVAL tendant à faire suspendre la délibération n°CR 2019-048. (référé suspension)	29/11/2019
E-2019-000866	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE		Région C/ Société Européenne de Location d'Immeuble-Commerciaux et Industriels - SELICOMI	Assignation produite par l'avocat de la région contre un ancien bailleur tendant à sa condamnation à lui verser une somme au titre des indexations indûment versées sur un bail.	06/12/2019
E-2019-000868	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS		Région C/ Société Civile Centrale Monceau	Assignation produite par l'avocat de la région contre un ancien bailleur tendant à sa condamnation à lui verser une somme au titre des indexations indûment versées sur un bail.	06/12/2019
E-2019-001302	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE	1906996	Epoux X c/ Région	Mémoire en défense produit par la Région en vue du rejet de la requête des Epoux X tendant à obtenir une indemnité compensatrice des préjudices subis sur leur propriété.	16/12/2019
E-2017-007130	Tribunal pour enfants de Nanterre		Région c/ X Dégradations	Constitution de partie civile produite par l'avocate de la Région dans une affaire de dégradations	16/12/2019

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 7 janvier 2020

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Action/objet	Date du sortant
			Lycée Léonard de Vinci à Levallois-Perret	par incendie et par tout moyen dangereux pour les personnes.	
E-2019-001315	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	1907852	Pierre SERNE c/ délibération CP 2019-344	Mémoire en défense de l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de M. SERNE tendant à l'annulation de la décision de la commission permanente de la Région de lui refuser l'octroi de la protection fonctionnelle.	20/12/2019
E-2018-002364	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE	1804066	Société HERVE c/ Région opération de restructuration du lycée – lot 1 « démolition/gros œuvre ». Lycée René Descartes à ANTONY (92)	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête de la société qui demande la décharge de pénalités de retard appliquées par la Région suite au retard dans les travaux.	20/12/2019
E-2019-001141	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	1911567	Région c/ SOCIETE HANNY et autres BPAL de VAIRES-TORCY (77)	Requête introduite par la Région aux fins d'indemnisation des désordres causés à la Région sur le chantier du bâtiment « club House » par les entreprises de travaux.	31/12/2019
E-2017-007030	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	1610584	ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE IDF c /Région Travaux de construction de la 1ere tranche du Lycée – Lot n°2 VRD /espaces verts Lycée de DAMMARTIN-EN-GOELE (77)	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête de la société qui sollicite une condamnation de la Région à lui verser différentes sommes au titre de préjudices nés de l'exécution du marché.	06/01/2020
E-2019-002160	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE	2000123	Région c/ DUMEZ et autres Lycée Julie Victoire Daubié à ARGENTEUIL (95)	Requête produite par l'avocat de la Région aux fins de désignation d'un expert aux fins de déterminer les causes des dommages et malfaçons apparus au sein du lycée et de chiffrer le montant du préjudice subi par la Région. (référé expertise)	07/01/2020

Région îledeFrance

Conseil régional

PRÉFECTURE DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFECTURE DE PARIS
10 MARS 2020
Mission des affaires juridiques
SECRÉTARIAT

Rapport pour le conseil régional
MARS 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

COMPTE RENDU SUR L'USAGE PAR LA PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION POUR SIGNER LES MARCHÉS ET LEURS AVENANTS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 4231-8 DU CGCT- MARS 2020

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....4
Liste des marchés et des avenants....5

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet, en application de l'article L.4231-8 du Code Général des Collectivités Territoriales de rendre compte de la passation des marchés et de leurs avenants pour lesquels la présidente a reçu délégation par délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015.
La commission permanente a été informée de l'exercice de cette compétence lors des séances du 31 janvier 2020 et du 4 mars 2020.

La liste, jointe en annexe, est établie par pôle, direction et mandataire et par seuil de procédure et rend compte de la passation d'un marché ou d'un avenant signé par la personne ayant reçu délégation de la présidente.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Liste des marchés et des avenants

LES MARCHES PASSES PAR LES SERVICES DE LA REGION

Conseil régional du 05/03/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché	Seuil de procédure	Montant HT*	Date de notification	Nom Attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire	Date de la commission permanente
1900552	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés d'assurances Incendie Accidents et Risques Divers (IARD) de la Région Ile-de-France	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	23 741,00 €	24/10/19	PROTECTAS	92400	COURBEVOIE	Pôle Achats, Performance, Marchés et Juridique	31/01/2020
19M0460	Evaluation des stratégies des investissements territoriaux intégrés et démarches territoriales dans le Programme Opérationnel FEDER – FSE	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	46 250,00 €	16/09/19	SAS EDATER	35390	GRAND FOUGERAY	Pôle Affaires Européennes, Coopération Internationale et Tourisme	31/01/2020
1900309	AMO pour la conduite de travaux d'évaluation du FEADER en 2019 (CONTRÖLE INTERNE) RELANCE	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	55 000,00 €	05/09/19	MAZARS	69100	VILLEURBANNE	Pôle Cohésion Territoriale	31/01/2020
1900402	Etude sur les besoins et l'offre en matière d'innovation pour les métiers d'art et préconisations	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	124 650,00 €	12/09/19	ALCIMED	75016	LA DEFENSE	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation	31/01/2020
1900502	Achat de prestations de traitement de données massives (Big Data)	< 221.000 € HT	92 375,00 €	01/10/19	ADECCO DIGITAL France	34000	MONTPELLIER	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation	31/01/2020
1900618	Délégation de la gestion administrative et financière d'instruction de dossiers dans le cadre du Pack IA	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	49 500,00 €	15/10/19	INSTITUT MINES TELECOM	75014	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation	31/01/2020
1900600	MS n° 2 de l'AC n°1700310 - Lot 4 : Audit du GIP Défi métiers	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	50 625,00 €	01/10/19	EY & Associé	92400	COURBEVOIE	Pôle Finances	31/01/2020
1900587	MS n°2 de l'AC n°1700310-Lot 1 : Mission spécifique d'accompagnement pour garantir une bonne utilisation des fonds attribués en agissant sur les procédures internes des deux dossiers d'audit d'opération relatifs à des dispositifs régionaux de la formation professionnelle	< 25 000 € HT	8 750,00 €	25/07/19	EY & Associé	92400	COURBEVOIE	Pôle Finances	31/01/2020
1900626	MS n°4 de l'AC n°1700310-Lot 1 : Réalisation d'un diagnostic et recommandations opérationnelles sur le modèle économique et juridique du GIP GENOPOLE dans le cadre du dispositif régional de « soutien aux domaines d'intérêt majeur »	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	41 663,00 €	01/10/19	EY & Associé	92400	COURBEVOIE	Pôle Finances	31/01/2020

1900625	MS n°3 de l'AC n°1700310-Lot1 : Définition d'un cadre méthodologique pour l'évaluation des politiques publiques de la Région et des Dispositifs d'intervention qu'elle a institué.	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	80 000,00 €	17/10/19	EY & Associé	92400	COURBEVOIE	Pôle Finances	31/01/2020
1900639	Conception UX/UI de l'espace Pro'mobilité sur le portail iledefrance.fr	< 25 000 € HT	19 941,00 €	30/09/19	NIJI	75009	PARIS	Pôle Logement et transports	31/01/2020
1800614-01	Accords-cadres relatifs à la faisabilité, la conception et le suivi de travaux de rénovation et d'amélioration fonctionnelle de locaux des bâtiments de la Région Île-de-France - Lot n°1 : Ouest - Secteur 1A : 75	> 221.000 € HT	Sans maxi	14/10/19	GO ARCHITECTURE + DESIGN	93000	SAINT-DENIS	Pôle Lycées	31/01/2020
1800614-01	Accords-cadres relatifs à la faisabilité, la conception et le suivi de travaux de rénovation et d'amélioration fonctionnelle de locaux des bâtiments de la Région Île-de-France - Lot n°1 : Ouest - Secteur 1B : 78	> 221.000 € HT	Sans maxi	11/10/19	JEK INGENIERIE + HQE	94340	JOINVILLE-LE-PONT	Pôle Lycées	31/01/2020
1800614-01	Accords-cadres relatifs à la faisabilité, la conception et le suivi de travaux de rénovation et d'amélioration fonctionnelle de locaux des bâtiments de la Région Île-de-France - Lot n° 1 : Ouest - Secteur 1C : 92	> 221.000 € HT	Sans maxi	11/10/19	Groupement ASTER / CAP RT / Fluidex / STEBAT	75014	PARIS	Pôle Lycées	31/01/2020
1800614-01	Accords-cadres relatifs à la faisabilité, la conception et le suivi de travaux de rénovation et d'amélioration fonctionnelle de locaux des bâtiments de la Région Île-de-France - Lot n°1 : Ouest - Secteur 1D : 95	> 221.000 € HT	Sans maxi	11/10/19	Groupement SEREB CONCEPT FORTIER DURAND	92600	ASNIERES-SUR- SEINE	Pôle Lycées	31/01/2020
1800614-02	Accords-cadres relatifs à la faisabilité, la conception et le suivi de travaux de rénovation et d'amélioration fonctionnelle de locaux des bâtiments de la Région Île-de-France - Lot n°2 : Est - Secteur 2A : 77	> 221.000 € HT	Sans maxi	11/10/19	JEK INGENIERIE + HQE	94340	JOINVILLE-LE-PONT	Pôle Lycées	31/01/2020
1800614-03	Accords-cadres relatifs à la faisabilité, la conception et le suivi de travaux de rénovation et d'amélioration fonctionnelle de locaux des bâtiments de la Région Île-de-France - Lot n°2 : Est - Secteur 2B : 91	> 221.000 € HT	Sans maxi	11/10/19	Groupement SEREB CONCEPT FORTIER DURAND	92600	ASNIERES-SUR- SEINE	Pôle Lycées	31/01/2020

1800614-04	Accords-cadres relatifs à la faisabilité, la conception et le suivi de travaux de rénovation et d'amélioration fonctionnelle de locaux des bâtiments de la Région Île-de-France - Lot n°2 : Est - Secteur 2C : 93	> 221.000 € HT	Sans maxi	14/10/19	GO ARCHITECTURE + DESIGN	93000	SAINT-DENIS	Pôle Lycées	31/01/2020
1800614-05	Accords-cadres relatifs à la faisabilité, la conception et le suivi de travaux de rénovation et d'amélioration fonctionnelle de locaux des bâtiments de la Région Île-de-France - Lot n°2 : Est - Secteur 2D : 95	> 221.000 € HT	Sans maxi	11/10/19	Groupement ASTER / CAP RT / Fluidex / STEBAT	75014	PARIS	Pôle Lycées	31/01/2020
1900301	Travaux de restructuration complète du SSI - Lycée Romain Rolland à Ivry sur Seine (94)	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	95 000,00 €	17/09/19	ERIS	94320	THIAIS	Pôle Lycées	31/01/2020
1900477	Marché subséquent pour les travaux de chauffage ventilation dans 5 lycées du 78 et du 92 : lycée Jean Moulin du Chesnay (78), lycée Viollet le Duc de Villiers St. Frédéric (78), lycée l'Agora de Puteaux (92), lycée Langevin de Suresnes (92) et lycée Blériot de Suresnes (92)	> 209.000 € HT	243 999,67 €	20/09/19	SCHNEIDER ET COMPAGNIE	91170	VIRY-CHATILLON	Pôle Lycées	31/01/2020
1900555	Marché subséquent Travaux SSI lycée Monnet La Queue Les Yvelines (78)	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	115 910,00 €	18/09/19	AVISS	78190	TRAPPES	Pôle Lycées	31/01/2020
1900112	Mise en œuvre de l'opération de sensibilisation des lycéens, des apprentis et des jeunes du dispositif d'accès à l'apprentissage (DAA) à l'histoire du XXe siècle, à l'éducation à la paix et à la citoyenneté à travers la visite du Mémorial de Caen	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	180 000,00 €	05/07/19	MEMORIAL DE CAEN	14050	CAEN	Pôle Lycées	31/01/2020
1900679	Travaux de séparation des réseaux électriques au lycée Hoche à Versailles (78)	< 25 000 € HT	1 614,60 €	05/09/19	ENEDIS	78052	SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	Pôle Lycées	31/01/2020
1900698	Travaux de séparation des réseaux / Lycée Léon Blum à Créteil (94)	< 25 000 € HT	1 555,59 €	13/09/19	ENEDIS	94290	VILLENEUVE-LE-ROI	Pôle Lycées	31/01/2020
1900764	Consignation avec essais permutateur automatique au Poste de livraison NT JOLIOT CURIE 92 NEO sur le câble TRAVAIL – lycée Joliot Curie 92 NANTERRE	< 25 000 € HT	1 459,47 €	17/10/19	ENEDIS	92000	NANTERRE	Pôle Lycées	31/01/2020
1900161	MOE Mission de M.O.E hors Loi M.O.P relative aux travaux de rénovation complète des toitures Lycée Camille Claudel à VAUREAL (95)	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	79 482,00 €	29/08/19	LOUIS DUVAL SA	77127	LIEUSAINT	Pôle Lycées	31/01/2020

1900425	MOE MOE loi MOP dans le cadre des travaux d'aménagement d'un logement sur le bâtiment principal et 1 logement sur l'annexe en salle de colle Lycée Fénelon à PARIS (75)	< 25 000 € HT	11 030,00 €	23/09/19	FREDERIC BERNARD ARCHITECTURE 105 rue La Fayette 75010 PARIS	75010	PARIS	Pôle Lycées	31/01/2020
1900207R	MOE Mission de maitrise d'œuvre (hors loi Mop) pour des travaux de remplacement de menuiseries extérieures côté cour des bâtiments A et B Lycée LEONARD DE VINCI A PARIS (75)	< 25 000 € HT	16 965,00 €	18/10/19	LHERBET PATRICK	94100	SAINT-MAUR	Pôle Lycées	31/01/2020
1900158R	RELANCE - MOE Mission de MOE (hors Loi MOP) de la Réfection du faux-plafond du réfectoire Lycée Montesquieu - Herblay	< 25 000 € HT	9 100,00 €	18/10/19	IDF ARCHITECTURE	75009	PARIS	Pôle Lycées	31/01/2020
1900080-01 *Erratum CP Septembre 2019*	TRAVAUX Travaux de rénovation et de mise en conformité du SSI Lot 1 : Menuiseries intérieures Lycée CMR Paul Bert - PARIS (75)	< 25 000 € HT	17 418,72 €	06/05/19	TBES	75019	PARIS	Pôle Lycées	31/01/2020
1900080-02 *Erratum CP Septembre 2019*	TRAVAUX Travaux de rénovation et de mise en conformité du SSI Lot 2 : SSI courants forts - courants faible Lycée CMR Paul Bert - PARIS (75)	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	48 865,00 €	06/05/19	AVISS SECURITE	78190	TRAPPES	Pôle Lycées	31/01/2020
1900075	Prise de débats et établissement de compte-rendu de réunions pour le Conseil régional et le CESER	> 221.000 € HT	880 000,00 €	11/10/19	UBIQUS	92094	PUTEAUX (LA DEFENSE)	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	31/01/2020
1900576	Acquisition d'un nouveau système de gestion documentaire et de veille	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	30 000,00 €	11/10/19	KENTIKA SAS	75020	PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	31/01/2020
1900539R	Marché d'enlèvement des terres et sablons en vide sanitaire d'un gymnase du CREPS à Châtenay-Malabry (92) - Relance	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	37 870,00 €	11/09/19	OXIUM GROUP	92350	LE PLESSIS ROBINSON	Pôle Politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation	31/01/2020
1900319	Achat d'autotests de dépistage du VIH	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	150 000,00 €	20/09/19	AAZ_LMB	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
1900540	Prévention de la radicalisation : sensibilisation, formation et accompagnement des mouvements sportif, de la jeunesse et de l'éducation populaire et des collectivités territoriales.	> 221.000 € HT	252 000,00 €	10/10/19	Challenges Academia	75014	PARIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020

1900518	Fourniture de bon d'achat dans le cadre du dispositif d'aide aux clubs sportifs franciliens	> 221.000 € HT	1 950 000,00 €	11/10/19	UP	92230	GENNEVILLIERS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
1900675	Marché de diagnostics amiante et plomb avant travaux et/ou démolition au CREPS	< 25 000 € HT	7 245,00 €	02/10/19	ADIAG SAS	76130	MONT SAINT-AIGNAN	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
1900681	Assistance à Maîtrise d'ouvrage aménagement du bassin d'eau calme de Vaires Torcy	< 25 000 € HT	6 000,00 €	20/09/19	F-f-c-k FEDREATION FRANCAISE DE CANOE KAYAK	94340	JOINVILLE-LE-PONT	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Soutien au Programme Smart Région - Devis 2019-53	< 25 000 € HT	4 200,00 €	20/08/19	D4 AVOCATS ASSOCIES	75003	PARIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	IDL Vaires-Torcy - Travaux Gros entretien - Devis S201907101-609	< 25 000 € HT	5 701,92 €	22/08/19	MABILLON	77185	LOGNES	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Maintenance et travaux IDL Vaires-Torcy - Devis DE19069	< 25 000 € HT	4 080,00 €	03/09/19	TGP ASSAINISSEMENT	93600	AULNAY-SOUS-BOIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Transports en autocar dans le cadre du dispositif 1 000 stages - JOP - Devis du 06/09/2019	< 25 000 € HT	9 462,46 €	16/09/19	DILIGENCE AUTOCARS	95700	ROISSY en France	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Animation dans le cadre dispositif 1 000 stages - JOP - Devis 19-26950	< 25 000 € HT	4 056,67 €	04/10/19	SMEAG BPAL CERGY PONTOISE	95000	CERGY-PONTOISE	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Animation dans le cadre dispositif 1 000 stages - JOP - Devis du 10/09/2019	< 25 000 € HT	2 625,00 €	04/10/19	PAH CERGY XTREM AVENTURES CERGY	74210	DOUSSARD	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Animation dans le cadre dispositif 1 000 stages - JOP - Devis 10015	< 25 000 € HT	1 345,83 €	04/10/19	AU FOU DU ROY	78000	VERSAILLES	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Animation dans le cadre de la participation de la Région aux JOP 2024 - Devis 19-27053	< 25 000 € HT	5 146,67 €	07/10/19	SMEAG BPAL CERGY PONTOISE	95000	CERGY-PONTOISE	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Animation dans le cadre dispositif 1 000 stages - JOP - Devis du 01/10/2019	< 25 000 € HT	2 625,00 €	07/10/19	PAH CERGY XTREM AVENTURES CERGY	74210	DOUSSARD	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Animation dans la cadre de la participation de la Région aux JOP 2024 - Devis 012 528-V2	< 25 000 € HT	816,00 €	08/10/19	INSEP	75012	PARIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020

	Animation dans le cadre de la participation de la Région aux JOP 2024 - Devis 1539	< 25 000 € HT	4 749,55 €	09/10/19	LS LE VELODROME	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Victoires Sportives d'Ile-de-France - Animation - Devis MP/CG1019 du 30/09/2019	< 25 000 € HT	1 700,00 €	14/10/19	MISTIGRI PODUCTION	75008	PARIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Victoires Sportives d'Ile-de-France - Traduction en langue des signes - Devis D 19408 du 11/10/2019	< 25 000 € HT	587,49 €	14/10/19	BARRERE	75010	PARIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Victoires Sportives d'Ile-de-France - Achat trohées - Trophées selon Devis n° 301/10/19 du 11/10/2019	< 25 000 € HT	3 085,00 €	16/10/19	CŒUR DE COM	75011	PARIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
	Victoires Sportives d'Ile-de-France - Achat objets publicitaires - Clés USB selon devis Réf. MO1001ST du 16/10/2016	< 25 000 € HT	837,00 €	17/10/19	AGM ARBREVERT	75019	PARIS	Pôle Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Modernisation	31/01/2020
1900327	Transport d'agents régionaux en situation de handicap pour des trajets professionnels principalement domicile-travail	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	200 000,00 €	29/08/19	JL International	77240	VERT-SAINT-DENIS	Pôle Ressources Humaines	31/01/2020
1900435	Mise en place de formations à la conduite automobile des agents de la Région Île-de-France.	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	75 000,00 €	17/09/19	BELTOISE EVOLUTION	78190	TRAPPES	Pôle Ressources Humaines	31/01/2020
1900761	SUPERVISION DE PRATIQUES PROFESSIONNELLES	< 25 000 € HT	3 500,00 €	01/10/19	MOUCHEZ SYLVIE CONSEIL	77270	VILLEPARISIS	Pôle Ressources Humaines	31/01/2020
1900763	ETUDE SUR LES NOUVEAUX ESPACES DE TRAVAIL ET L'EXPERIENCE COLLABORATEUR	< 25 000 € HT	10 000,00 €	19/09/19	ACTION SPINOZA	75009	PARIS	Pôle Ressources Humaines	31/01/2020

1900313	Le présent marché a pour objet : - la fourniture et l'hébergement d'un outil dématérialisé fourni en SaaS de gestion (suivi de la production / archivage / consultation et téléchargement) des médias de la Région Île-de- France (photos, visuels, vidéos…) ;- la reprise des contenus existants ; - le développement d'API afin de connecter l'outil à différentes plateformes Région (sites Drupal ; application Gertrude). Cet outil sera utilisé par des services régionaux différents : la direction de la communication et le service patrimoines et inventaire de la direction de la culture. Chacune possède un fonds distinct Le rôle de la médiathèque est de : - réunir l'ensemble des médias de la Région (ceux de la Direction de la communication et ceux du service patrimoines et inventaire) ; - mettre les médias à disposition des agents et partenaires ; - simplifier la diffusion des fonds documentaires sur ses plateformes de diffusion.	> 221.000 € HT	340 000,00 €	09/10/19	BIBLIOMONDO	75012	PARIS	Direction Communication et Culture	31/01/2020
1900449	Marché subséquent à l'accord cadre 1600492 "Réalisation de stands et aménagement d'espaces événementiels la Région Ile-de-France"	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	43 300,00 €	14/06/19	New Dee	75007	Paris	Direction de la Communication	31/01/2020
1900551	Accord-cadre n°1600492 - Marché subséquent : Conception, réalisation et aménagement d'un stand pour le festival Rock en Seine	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	59 000,00 €	30/07/19	New Dee	75007	Paris	Direction de la Communication	31/01/2020
1900688	Forfait d'hébergement des médias pour la période du 1er août au 30 novembre 2019	< 25 000 € HT	1 400,00 €	18/07/19	OPSOMAI	75011	PARIS	Direction de la Communication	31/01/2020
1900701	Dépose des cadres métalliques des expositions installées sur l'ancien bâtiment régional boulevard des Invalides	< 25 000 € HT	4 250,00 €	27/09/19	ART BOULEVARD	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	Direction de la Communication	31/01/2020
1900711	Achat d'objets promotionnels pour diffusion sur les événements financés par la Région	< 25 000 € HT	13 591,36 €	24/09/19	LOGOPROM	95100	ARGENTEUIL	Direction de la Communication	31/01/2020
1900722	Abonnement à une banque d'image pour une durée d'un an	< 25 000 € HT	5 748,00 €	15/10/19	GETTY IMAGES INTERNATIONAL	75009	PARIS	Direction de la Communication	31/01/2020

1900728	Achat d'un portrait de Simone Veil pour affichage murale au siège de la Région IDF à Saint-Ouen (habillage extérieur de l'hémicycle)	< 25 000 € HT	1 330,00 €	27/09/19	GETTY IMAGES INTERNATIONAL	75009	PARIS	Direction de la Communication	31/01/2020
1900748	Conseil pour la définition et la mise en place d'un plan de marquage avec la solution Matomo Analytics	< 25 000 € HT	3 300,00 €	21/10/19	Ronan CHARDONNEAU	44400	REZE	Direction de la Communication	31/01/2020
1900756	Utilisation d'une solution d'analyse permettant de comprendre le comportement des internautes et les parcours utilisateurs sur le portail iledefrance.fr et les sites thématiques	< 25 000 € HT	3 583,33 €	15/10/19	BEAMPULSE	68200	MULHOUSE	Direction de la Communication	31/01/2020
1900757	Achat de pin's pour les élus	< 25 000 € HT	439,00 €	15/10/19	ARBRE VERT	75016	PARIS	Direction de la Communication	31/01/2020
1800524	Conception, identité visuelle et scénographie, organisation et relations presse, d'une manifestation culturelle autour de la Jeune création francilienne pour sa première édition, en 2019	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	59 600,00 €	04/09/19	TOME 2	75006	PARIS	Direction de la Culture	31/01/2020
1900708	Création des trophées des « métiers d'art de la restauration du patrimoine» en Île-de-France dans le cadre des concours « Je filme le métier qui me plaît » et « Je filme ma formation »	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	35 000,00 €	18/10/19	EURO-FRANCE ASSOCIATION	75017	PARIS	Direction de la Culture	31/01/2020
1900163	Prestations de maintenance et d'assistance pour le progiciel Arkheïa et l'application Bach Ricercare	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	109 556,00 €	07/06/19	Sté anaphore SARL	13570	BARBENTANE	Direction des Systèmes d'Informations	31/01/2020
1900404	Assurer une maintenance corrective, programmée et évolutive sur les applications spécifiques RH (GEFF, intranet-RH et extranet-RH, PTREF)	> 221.000 € HT	271 585,00 €	02/10/19	SOPRA STERIA GROUP	69002	LYON	Direction des Systèmes d'Informations	31/01/2020
1900590	Prestations d'animation et d'appui auprès des entreprises franciliennes visant à les inciter et à les accompagner dans le montage de projets économiques à visée inclusive, reposant sur des collaborations avec l'ESS, pour la Région Ile-de-France.	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	171 900,00 €	18/12/19	GROUPE SOS CONSULTING	75011	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation	04/03/2020
1900705	Achat de prestations et de services pour la réalisation d'enquêtes en ligne	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	100 000,00 €	12/12/19	VOCAZA	84916	AVIGNON	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation	04/03/2020
1900556	Diagnostic en vue de la préparation à la certification des comptes de la Région Ile-de-France	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	50 000,00 €	19/11/19	MAZARS SAS	92400	COURBEVOIE	Pôle Finances	04/03/2020

1900833	Séparation avec essais permutateur automatique au Poste de livraison 30000720153861 sur le câble 1D154 – CMR Hélène Boucher 75020 PARIS	< 25 000 € HT	2 437,37 €	20/11/19	ENEDIS	75002	PARIS	Pôle Lycées	04/03/2020
1900825	Réactualisation Diagnostics Techniques (termites et ERP) - Novembre 2019 - Lycée Fortuny (75017)	< 25 000 € HT	460,00 €	12/11/19	GLOBAL DIAGNOSTICS	75017	PARIS	Pôle Lycées	04/03/2020
1900699	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la rénovation du lycée / collège Jacques Decour à Paris IX - Le design au service de la transformation du lycée	< 25 000 € HT	24 375,00 €	22/11/19	KHARDAM AMSYCOM	92300	LEVALLOIS-PERRET	Pôle Lycées	04/03/2020
1900244	Mission de maîtrise d'œuvre hors Loi M.O.P pour divers travaux dans la demi-pension/ lycée H Poincaré PALAISEAU 91	< 25 000 € HT	8 810,00 €	17/09/19	INGENIERIE RESTAURATION	77240	CESSON	Pôle Lycées	04/03/2020
1900395	DPE Remise en état des façades/ lycée F Arago VILLENEUVE SAINT GEORGES 94	< 25 000 € HT	6 960,00 €	25/10/19	COSSATURE	92400	COURBEVOIE	Pôle Lycées	04/03/2020
19M0462	Etudes pour la rénovation et la sécurisation des toitures/ Campus COULOMMIERS 77	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	28 995,00 €	02/09/19	SARL LOUIS DUVAL	77127	LIEUSAINT	Pôle Lycées	04/03/2020
1900484	Mission de Maîtrise d'œuvre hors Loi M.O.P pour la réfection totale de l'étanchéité des toitures/ lycée R Cassin NOISIEL 77	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	35 000,00 €	27/08/19	SOLIDE	94400	VITRY	Pôle Lycées	04/03/2020
1900544	MOE remise à niveau des toitures et réfection des toitures terrasse 2/ lycée A Carême SAVIGNY LE TEMPLE 77	< 25 000 € HT	13 242,50 €	27/08/19	SARL LOUIS DUVAL	77127	LIEUSAINT	Pôle Lycées	04/03/2020
1900524	Mission de Maîtrise d'œuvre hors Loi M.O.P dans le cadre de la réfection des toitures du château/ lycée R Parks MONTGERON 91	< 25 000 € HT	12 000,00 €	10/10/19	Société SOLIDE	94400	VITRY S/SEINE	Pôle Lycées	04/03/2020
1900526	Mission de MOE hors Loi MOP pour le remplacement d'un ascenseur/ lycée M Eliot EPINAY SOUS SENART 91	< 25 000 € HT	7 728,50 €	23/09/19	Société ASCAUDIT	93400	SAINT OUEN	Pôle Lycées	04/03/2020
1900562	Mission de Diagnostic, Préconisation, Estimation dans le cadre de la rénovation des toitures et terrasses attenantes/ lycée N Tesla DOURDAN 91	< 25 000 € HT	3 690,00 €	26/09/19	Société V.C.E	92514	BOULOGNE BILLANCOURT	Pôle Lycées	04/03/2020
1900604	Etudes pour le remplacement des menuiseries menaçant de tomber - Bâtiment DP/ lycée Du Gué à Tresmes CONGIS SUR THEROUANNE 77	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	17 000,00 €	16/09/19	Miguel Piano	94170	LE PERREUX	Pôle Lycées	04/03/2020
1900248R	Mission de MOE Hors Loi MOP pour la mise en accessibilité PMR demi-pension/ lycée R Descartes CHAMPS SUR MARNE 77	< 25 000 € HT	16 000,00 €	16/10/19	Miguel Piano	94170	LE PERREUX	Pôle Lycées	04/03/2020

1900630	MOE Création d'un foyer de vie lycéenne/ Lycée E Branly NOGENT SUR MARNE 94	< 25 000 € HT	21 250,00 €	04/12/19	CABINET D'ARCHITECTURE FIRON	78250	HARDRICOURT	Pôle Lycées	04/03/2020
1900128	Réfection complète des terrasses du Lycée Jean MONET à JUVISY-SUR-ORGE (91)	> 221.000 € HT	432 407,67 €	04/11/19	SOPREMA	92238	GENNEVILLIERS	Pôle Lycées	04/03/2020
1900390-01	Restructuration de 2 logements de fonction sur le site annexe du Lycée La Bruyère à Versailles (78) Lot 1 : ELECTRICITE	> 221.000 € HT (pour l'ensemble des lots)	34 443,35 €	10/12/19	RC TECHNIC	95200	SARCELLES	Pôle Lycées	04/03/2020
1900390-02	Restructuration de 2 logements de fonction sur le site annexe du Lycée La Bruyère à Versailles (78) Lot 2 : TCE	> 221.000 € HT (pour l'ensemble des lots)	205 014,72 €	10/12/19	BOSSAL RENOVATION	78110	LE VESINET	Pôle Lycées	04/03/2020
1900294	Travaux de rénovation des façades du lycée Camille Claudel à Palaiseau (91)	> 221.000 € HT	512 487.08	13/11/19	ISOLBA	28800	BONNEVAL	Pôle Lycées	04/03/2020
1900575	Marché subséquent pour les travaux de chauffage ventilation dans 5 lycées du 78 et du 92 (Lycée Descartes à Antony, Lycée Jean Jaurès à Châtenay-Malabry, Lycée Louis Girard à Malakoff, Lycée Marie Curie à Versailles, Lycée Marie Curie à Sceaux) - Accord cadre n°1800321-02	> 209.000 € HT	419 260,70 €	06/11/19	S3M	77178	OISSERY	Pôle Lycées	04/03/2020
1900589	Manutention, transfert, coordination, réalisation de l'évacuation de mobiliers - matériels divers avec mise au pilon de déchets divers sur et à partir des sites Parisiens de la Région Ile de France	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	200 000,00 €	29/11/19	ARES ASSOCIATION	93210	SAINT-DENIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	04/03/2020
1900547	Service de gestion d'abonnements et de livraison de périodiques et publications d'éditeurs sur tout support imprimé et numérique pour les besoins de la Région-Ile-de-France	> 221.000 € HT	Sans maxi	08/11/19	EBSCO	92183	ANTONY	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	04/03/2020
1900624	Services de blanchisserie et de pressing pour la RIF	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	140 000,00 €	04/11/19	ESAT DE L'ELAN	75013	PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	04/03/2020
1900973	Etude stratégie immobilière	< 25 000 € HT	5 500,00 €	28/05/19	COLLIERS INTERNATIONAL	92300	LEVALLOIS-PERRET	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux / Pôle Achats, Performance, Commande Publique et Juridique	04/03/2020
1800835-01	Prestations de formation et d'accompagnement individuel des parcours professionnels - Lot 1 : bilans professionnels	> 209.000 € HT (pour l'ensemble des lots)	75 000,00 €	14/11/19	AABC	33700	MERIGNAC	Pôle Ressources Humaines	04/03/2020
1900877	Formation CAP installateur sanitaire	< 25 000 € HT	8 288,00 €	16/10/20	LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT	75019	PARIS	Pôle Ressources Humaines	04/03/2020

1900794	Fourniture, marquage de 50 médailles Région Ile de France décernées à l'occasion de remises honorifiques	< 25 000 € HT	2 024,50 €	29/10/19	DRAGO PARIS	91120	PALAISEAU	Direction de la Communication	04/03/2020
1900796	Forfait pour la prestation de réversibilité des médias de la médiathèque	< 25 000 € HT	7 330,00 €	04/11/19	OPSOMAI	75011	PARIS	Direction de la Communication	04/03/2020
1900803	Impression de documents (dossiers de presse, dépliants, brochures) pour le "Parcours de la Gastronomie en Ile-de-France"	< 25 000 € HT	875,00 €	30/10/19	Groupe ALLIANCE	78650	BEYNES	Direction de la Communication	04/03/2020
1900806	Outil permettant de créer des publications consultables en ligne à partir de documents PDF	< 25 000 € HT	588,00 €	04/11/19	CALAMEO	75008	PARIS	Direction de la Communication	04/03/2020
1900862	Achat de coffrets de stylos bille en bambou pour la signature de partenariat	< 25 000 € HT	461,60 €	25/11/19	MBD OBJET PUB	93600	EPINAY SUR SEINE	Direction de la Communication	04/03/2020
1900863	Achat de 600 stylos à billes logotypés Région	< 25 000 € HT	480,00 €	03/12/19	ECLIPSE PROMOTIONS	94000	CRETEIL	Direction de la Communication	04/03/2020
1900876	Etude technique en vue de la pose des enseignes sur le bâtiment Influence 1	< 25 000 € HT	4 333,00 €	03/12/19	RINALDI STRUCTAL	94000	CRETEIL	Direction de la Communication	04/03/2020
1900798	Participation de la Région Île-de-France à l'évènement « Salon Européen de l'Education » du 20 au 24 Novembre 2019	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	40 000,00 €	18/11/19	LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	75989	PARIS	Direction de la Communication	04/03/2020
1900782	La Région Île-de-France partenaire des salons franciliens organisés par l'Etudiant saisons 2020-2021-2022	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	150 000,00 €	04/12/19	L'ETUDIANT	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	Direction de la Communication	04/03/2020
19M0456	Prestations de tirages photographiques et encadrements pour les besoins du service Patrimoines et Inventaire de la Région Ile de France	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	200 000,00 €	30/10/19	DUPON-PHIDAP	75018	PARIS	Direction de la Culture	04/03/2020
1900596	Mise en œuvre du prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaire de la formation professionnelle d'Ile-de-France	> 221.000 € HT	495 000,00 €	05/12/19	LA MAISON DES ECRIVAINS	75016	Paris	Direction de la Culture	04/03/2020
19M0457	Tierce Maintenance Applicative - Application SI Prestations Sociales (Gestion et suivi des demandes de prestations sociales des agents de la Région et leur paiement par le Service Comptable et budgétaire)	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	92 548,00 €	22/11/19	PROWEB CE SA	93200	LEVALLOIS	Direction des Systèmes d'Informations	04/03/2020

*Montant HT à renseigner selon le type de marché
Prix forfaitaire : Prix attribué toutes tranches x nombre de reconductions
Accord-cadre avec maximum: Montant maximum x nombre de reconductions
Accord-cadre sans maximum : Montant DQE x nombre de reconductions ou (*) budget annuel alloué
Accord-cadre sans maximum ni DQE : Inscrire sans maxi

LES AVENANTS PASSES PAR LES SERVICES DE LA REGION

Conseil régional du 05/03/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché initial	Montant HT du marché initial	N° de l'avenant	Objet de l'avenant	Montant HT de l'avenant	Date de notification de l'avenant	Attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire	Date de la commission permanente
1800012	Conception, mise en œuvre et accompagnement dans le déploiement d'une plateforme de données territoriales et de modélisation 3D pour la Région Ile-de-France et l'écosystème francilien	Sans maxi	2	Définition des conditions de délégation de la zone <smartidf.services>,	0,00 €	10/10/2019	Siradel (mandataire groupement)	35760	SAINT-GREGOIRE	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation	31/01/2020
1700691	Mise en œuvre et fourniture en mode SaaS d'une solution de type "agent conversationnel" (chatbot) relative aux aides destinées aux entreprises franciliennes	200 000,00 €	1	Changement de sous-traitant et des modalités de rémunération. Le précédent sous-traitant était rémunéré , en phase d'exploitation, selon le nombre de requêtes mensuelles faites au Chatbot ; le nouveau sous-traitant est rémunéré via l'acquisition de licences.	0,00 €	17/05/2019	AF83 SAS	75002	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation	31/01/2020
1700526	Réalisation d'audits des opérations cofinancées dans le cadre du programme opérationnel régional (FEDER-FSE-IEJ) d'Ile-de-France et du bassin de la Seine de la période 2014-2020	203 500,00 €	2	Avenant de transfert	0,00 €	27/09/2019	EY & Associés	92400	PARIS LA DEFENSE 1 - COURBEVOIRE	Pôle Finances	31/01/2020
1500039-01	Service de Management Applicatif (SMA) : Espace(s) Numérique(s) de Travail (ENT) régional - Lot n° 1 : Assistance Maitrise d'Ouvrage (A-MOA)	1 320 000,00 €	1	Ajout de 3 missions supplémentaires afin d'assurer les objectifs suivants dans les meilleures conditions : - Accès des élèves et étudiants, au travers de monlycée.net, aux nouveaux manuels numériques basés sur les nouveaux programmes. Aide à la rédaction des marchés complémentaires qui permettront ces accès. - Mise en oeuvre du RGPD, dans le cadre de l'accès anonymisé à ces ressources. Aide à la rédaction de la nouvelle convention avec les EPLE. - Les travaux menés pour la construction des modules supplémentaires de monlycée.net (nouvelle messagerie Zimbra, application Lystore pour les demandes d'équipement des lycées, mise en oeuvre de libreOfficeOnline pour tous les lycéens).	726 000,00 €	06/05/2019	KLEE CONSEIL & INTEGRATION	92357	LE PLESSIS	Pôle Lycées	31/01/2020

1500340-01	Fourniture et mise en service d'ordinateurs de bureau destinés aux lycées de la Région Ile-de-France - Lot 1 : Ordinateurs de bureau compatibles Windows et Linux	6 144 661,50 €	1	Prolongation de la durée initiale du marché de 2 mois	0,00 €	25/04/2019	ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS	92800	PUTEAUX	Pôle Lycées	31/01/2020
1600455-01	Fourniture, livraison et installation de matériels de vidéo projection et de diffusion collaborative pour les lycées de la Région Ile-de-France - Lot 1 : matériels de vidéoprojection	3 333 333,32 €	3	Modification d'indice de révision des prix (taux de salaire horaire des ouvriers)	0,00 €	03/06/2019	Société SIGNAL.FR	78125	HERMERAY	Pôle Lycées	31/01/2020
1600455-02	Fourniture, livraison et installation de materiels de video projection et de diffusion collaborative pour les lycees de la Région ile-de-France – Lot 2 : matériels de vidéoprojection interactive	6 666 666,68 €	3	Modification d'indice de révision des prix (taux de salaire horaire des ouvriers)	0,00 €	03/06/2019	Société SIGNAL.FR	78125	HERMERAY	Pôle Lycées	31/01/2020
1600455-03	Fourniture, livraison et installation de materiels de video projection et de diffusion collaborative pour les lycees de la Région ile-de-France – Lot 3 : matériel d'affichage et de diffusion collaborative	2 333 333,32 €	2	Modification d'indice de révision des prix (taux de salaire horaire des ouvriers)	0,00 €	03/06/2019	VIDEOSYNERGIES	91140	VILLEBON-SUR-YVETTE	Pôle Lycées	31/01/2020
1800199-02	Travaux d'amélioration énergétique du lycée Mozart au Blanc-Mesnil (93) Lot 2 Menuiseries extérieures et protections solaires	1 506 000,00 €	1	Travaux supplémentaires	20 550,00 €	13/09/2019	PLASTALU	21600	OUGES	Pôle Lycées	31/01/2020
1800199-03	Travaux d'amélioration énergétique du lycée Mozart au Blanc-Mesnil (93) Lot 3 Isolation - Etanchéité toitures	622 735,00 €	1	Travaux supplémentaires	16 000,00 €	13/09/2019	BALAS	93583	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	Pôle Lycées	31/01/2020
1700546-05	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour des petits travaux d'électricité et de faux plafonds hors programme de maintenance Lot 5 Départements des Yvelines et des Hauts de Seine	Sans maxi	1	Correction erreur BPU	0,00 €	10/10/2019	SAS TESLA 2	93190	LIVRY-GARGAN	Pôle Lycées	31/01/2020
1800321-05	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour les petits travaux de réparation, maintenance et mise en conformité des installations de génie climatique hors programmation annuelle dans les E.P.L.E de la Région Ile-de-France LOT N°5 – Départements des Yvelines et des Hauts de Seine	Sans maxi	2	Correction erreur BPU	0,00 €	22/10/2019	PROCHALOR	92300	LEVALLOIS-PERRET	Pôle Lycées	31/01/2020
1900025-01	Fourniture et la mise en service d'ordinateurs et de matériels numériques mobiles destinés aux établissements de la Région Ile-de-France - Lot n°1 - solutions compatibles intune / intune education et leurs extensions	Sans maxi	1	Actualisation du catalogue permettant l'évolution des accessoires	0,00 €	08/10/2019	ECONOCOM PRODUCTS ET SOLUTIONS	91978	COURTABOEUF	Pôle Lycées	31/01/2020

1900025-02	Fourniture et la mise en service d'ordinateurs et de matériels numériques mobiles destinés aux établissements de la Région Ile-de-France - Lot n°2 - solutions compatibles zuludesk et leurs extensions	Sans maxi	1	Actualisation du catalogue permettant l'évolution des accessoires	0,00 €	08/10/2019	ECONOCOM PRODUCTS ET SOLUTIONS	91978	COURTABOEUF	Pôle Lycées	31/01/2020
1900025-03	Fourniture et la mise en service d'ordinateurs et de matériels numériques mobiles destinés aux établissements de la Région Ile-de-France - Lot n°3 - solutions compatibles sqool ou equivalent	Sans maxi	1	Actualisation du catalogue permettant l'évolution des accessoires	0,00 €	08/10/2019	LA POSTE	75757	PARIS CEDEX 15	Pôle Lycées	31/01/2020
1900164	Travaux d'agrandissement de places de parking des professeurs au lycée Martin Luther King à Bussy Saint Georges (77)	144 000,00 €	1	Remplacement de 19 métres linéaire de réseaux d'assainissement	6 945,00 €	23/08/2019	CAURIS	77200	TORCY	Pôle Lycées	31/01/2020
1900245	TRAVAUX AC SSI Travaux de remplacement du SSI avec modification des fonctions de mise en sécurité Lycée Camille Pissaro à Pontoise (95)	164 992,21 €	1	Ajout : Loge Bât B --> Dépose installation sonorisation SSI et repose dans local atenant à la loge Retrait : Entreprise a pu réaliser le passage des câbles inter-bâtiment dans les fourreaux existants	-4 761,05 €	12/09/2019	SONALARME	95500	GONESSE	Pôle Lycées	31/01/2020
1900343	TRAVAUX Opération de travaux pour la réfection de la couverture du Bâtiment P, sur le site principal Lycée LA BRUYERE, Versailles (78000)	129 750,58 €	1	Suité dépose charpente - constat que la toiture est bcq plus dégradée que prévu, Fourniture et pose de fourrure en sapinn pour redresser la charpente	5 985,00 €	13/09/2019	SCHNEIDER ET CIE	91170	VIRY-CHATILLON	Pôle Lycées	31/01/2020
1700569-02	TRAVAUX Travaux Résolution de malfaçons sur certaines étanchéités, sur réseau dévacuation eaux vannes et travaux connexes sur le bâtiment B, et rénovation de la couverture en ardoise du Bâtiment A Lycée Marie-Curie à Versailles	128 162,70 €	1	Divers travaux complémentaires	9 125,79 €	27/09/2019	LEON GROSSE	78350	BUC	Pôle Lycées	31/01/2020
1900127	Location et maintenance de deux presses numériques couleur haut volume neuves pour la région Idf	Sans maxi	1	Location d'un module TU 503	8 328,96 €	08/10/2019	KONICA MINOLTA BUSINESS	78424	CARRIERES-SUR-SEINE	Pôle Patrimoine et Moyens généraux	31/01/2020
1700361	Entretien et maintenance des ascenceurs de la Région Ile-de-France	160 548,00 €	1	Ajout et suppression d'équipements	5 650,00 €	26/09/2019	OTIS	92156	SURESNES	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	31/01/2020
1800703	Prestations de contrôles techniques périodiques des bâtiments administratifs de la région (Paris et Première Couronne)	191 064,00 €	1	Evolution du nombre d'installations à contrôler	13 468,00 €	22/10/2019	QUALICONSULT	75018	PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	31/01/2020
1600182	Acquisition de matériels nécessaires à des aménagements de poste d'agents en situation de handicap ou de restriction d'aptitude	200 000,00 €	1	Prolongation de 6 mois la durée du marché	0,00 €	26/09/2019	SOCIETE CECCIA SAS	93170	BAGNOLET	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	31/01/2020
1700170-01	Région d'Ile-de-France - Influence 1 et 2 – Fourniture et pose de mobiliers	Sans maxi	2	Ajout de références aux BPU	0,00 €	03/06/2019	KINNARPS	78630	ORGEVAL	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	31/01/2020

1500552-02	Maintenance et assistance technique sur l'ensemble du système audiovisuel de l'hémicycle du conseil régionale - location / exploitation de matériels audiovisuels - Lot 2 : location / exploitation de matériels audiovisuels avec mise à disposition d'un technicien pour diverses réunions organisées dans les locaux administratifs de la Région Ile-de-France	160 000,00 €	1	Anticipation de la reconduction, augmentation de 10 % du maxi et modification du périmètre géographique	4 000,00 €	04/06/2019	SARL JG COM 95	95220	HERBLAY	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	31/01/2020
1800486	Signalétique intérieure du bâtiment 1 (en fonctionnement) et du bâtiment 2 (en construction) de l'Hôtel de Région	220 000,00 €	1	Avenant de transfert - Modification du titulaire du marché suite à une fusion d'entreprise	0,00 €	02/10/2019	SIGN & FACADE LIEGE	4460	GRACE - HOLLOGNE - Belgique	Pôle Ressources Humaines	31/01/2020
1600363-02	Réalisation de reportages photographiques pour la Région Ile de France - Lot n° 2 : reportages photographiques dans le cadre des déplacements de la Présidente et des Elus de la Région Ile-de-France	97 736,00 €	1	Intégration de la TVA aux prix unitaires du BPU	Ajout de la TVA de 10% aux prix unitaires HT	29/05/2019	PHOTO SYNTHESE	95230	SOISY-SOUS-MONTMORENCY	Direction de la Communication	31/01/2020
1800228-01	Fabrication pose et dépose des panneaux de chantier (Lot 1 de l'accord-cadre 1800228 : panneaux de chantier et mobilier signalétique de la Région Ile de France)	Sans maxi	1	Remplacent de l'indice de révision visé au marché	0,00 €	23/09/2019	GER	91070	BONDOUFLE	Direction de la Communication	31/01/2020
1800228-01	Fabrication, pose et dépose des panneaux de chantier de la Région Ile de FRance	781 069,00 €	2	Intégration de prestations supplémentaires (fabrication et pose de panneaux à l'entrée des communes subventionnées par la Région)	0,00 €	09/10/2019	GER	91070	BONDOUFLE	Direction de la Communication	31/01/2020
1700250	Marché relatif à la production d'un rapport de veille hebdomadaire de mesure de l'opinion sur Internet	159 500,00 €	1	Prolongation de l'exécution du marché pour une durée de 3 mois	18 050,00 €	28/08/2019	Antidox SAS	75008	Paris	Direction de la Communication	31/01/2020
1700266	Accompagnement des auteurs soutenus au titre du dispositif régional d'aide à l'écriture de scénarios	150 000,00 €	1	Augmentation du montant du marché	20 000,00 €	01/10/2019	La Maison du Film	75019	PARIS	Direction de la Culture	31/01/2020
1600198	Gestion WEB des prestations de maintenance du logiciel de gestion des demandes (PELEHAS) et assistance complémentaire	44 500,00 €	2	Clause RGPD	0,00 €	05/09/2019	AGENCE FRANÇAISE INFORMATIQUE SA	77260	SAMMERON	Direction des Systèmes d'Information	31/01/2020
1900007	AMO pour la conduite de travaux d'évaluation du FEADER en 2019 (évaluation)	50 350,00 €	1	Prolongation	0,00 €	19/12/2019	Groupement EDATER (mandataire) / AND-INTERNATIONAL	34000	MONTPELLIER	Pôle Cohésion Territoriale	04/03/2020
1800847	Réalisation d'audits financiers et organisationnels de 2 opérations de transport : RER B Nord + et Nanterre université.	116 500,00 €	1	Prorogation de la durée du marché	0,00 €	05/12/2019	ALENIUM	75009	PARIS	Pôle Logement et Transports	04/03/2020
1800155-01	Travaux de création d'un ascenseur et traitement de l'accessibilité du hall au lycée Val de Beauté de Nogent sur Marne (94) - GO	157 092,93 €	3	Prolongation délais	0,00 €	02/08/2019	Ets TETARD	77440	MARY-SUR-MARNE	Pôle Lycées	04/03/2020

1800155-02	Travaux de création d'un ascenseur et traitement de l'accessibilité du hall au lycée Val de Beauté de Nogent sur Marne (94) - SO	28 738,24 €	2	Prolongation délais	0,00 €	02/08/2019	Ets TETARD	77440	MARY-SUR-MARNE	Pôle Lycées	04/03/2020
1800155-03	Travaux de création d'un ascenseur et traitement de l'accessibilité du hall au lycée Val de Beauté de Nogent sur Marne (94) - Electricité	12 170,55 €	2	Prolongation délais	0,00 €	02/08/2019	Sasu M PERTHUISOT	77440	OCQUERRE	Pôle Lycées	04/03/2020
1800155-04	Travaux de création d'un ascenseur et traitement de l'accessibilité du hall au lycée Val de Beauté de Nogent sur Marne (94) - Ascenseurs	25 500,00 €	2	Prolongation délais	0,00 €	02/08/2019	IRIS ASC	93420	VILLEPINTE	Pôle Lycées	04/03/2020
1400400-04	Prestations d'assistance technique en matière de petites réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité pour les toitures dans les EPLE du ressort de la Région Ile de France LOT 4 : SECTEURS SUD OUEST et Paris Nord / Hauts-de-Seine Nord / Yvelines Nord	640 000,00 €	3	Augmentation montant maxi passé à 300.000	Maxi passé à 300.000	22/11/2019	VCE	78270	LIMETZ VILLEZ	Pôle Lycées	04/03/2020
1500531-04	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour les prestations intellectuelles d'assistance technique et de maîtrise d'œuvre hors Loi M.O.P spécialisées en amiante portant sur les E.P.L.E de la Région Ile-de-France LOT 4 : 75 sud, 78 sud, 91 ouest et 92 sud	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre de l'accord-cadre aux bâtiments Barbet et Vaneau	0,00 €	26/11/2019	ANTEA Group	92160	ANTONY	Pôle Lycées	04/03/2020
1600386	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour les prestations intellectuelles de recensement, la localisation et l'évaluation qualitative de la présence de plomb dans les revêtements de murs et/ou de sols et dans les canalisations d'alimentation d'eau des E.P.L.E de la Région Ile-de-France	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre de l'accord-cadre aux bâtiments Barbet et Vaneau	0,00 €	25/11/2019	SARL EXPERTAM	78140	VELIZY	Pôle Lycées	04/03/2020
1800179-02	Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande pour la réalisation de missions de recensement, d'évaluation qualitative des revêtements, produits et matériaux à base d'amiante et établissement de la cartographie des établissements du second degré relevant de la Région Ile de France Lot 2 : 75, 78, 92 et 95	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre de l'accord-cadre aux bâtiments Barbet et Vaneau	0,00 €	25/11/2019	SARL EXPERTAM	78140	VELIZY	Pôle Lycées	04/03/2020

1800179-02	Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande pour la réalisation de missions de recensement, d'évaluation qualitative des revêtements, produits et matériaux à base d'amiante et établissement de la cartographie des établissements du second degré relevant de la Région Ile de France Lot 2 : 75, 78, 92 et 95	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre de l'accord-cadre aux bâtiments Barbet et Vaneau	0,00 €	25/11/2019	QUALITAT EXPERTISES	92110	CLICHY	Pôle Lycées	04/03/2020
1600455-02	Fourniture, livraison et installation de matériels de vidéo projection et de diffusion collaborative pour les lycées de la Région Ile-de-France – Lot 2 : matériels de vidéoprojection interactive	6 666 666,68 €	4	Reconduction anticipée 4eme année	0,00 €	27/07/2019	Société SIGNAL.FR	78125	HERMERAY	Pôle Lycées	04/03/2020
1900025-03	Fourniture et la mise en service d'ordinateurs et de matériels numériques mobiles destinés aux établissements de la Région Ile-de-France.	Sans maxi	2	Intégration des clauses de co-financement européen	0,00 €	14/11/2019	LA POSTE	75757	PARIS CEDEX 15	Pôle Lycées	04/03/2020
1800722	Fourniture, livraison et installation de mobilier de restauration pour les établissements de la Région Ile de France	1 339 033,18 €	1	Ajout d'une ligne au BPU "frais de livraison express"	0,00 €	31/10/2019	LAFA COLLECTIVITES	15003	AURILLAC	Pôle Lycées	04/03/2020
1800945	Fourniture, l'installation, et mise en service des équipements de sûreté dans les bâtiments administratifs de la région Ile-de-France.	223 141,72 €	1	Prolonger de 3 mois la durée du marché pour pallier au retard de la réalisation des prestations	11 602,50 €	30/10/2019	ADEQWATTS	78290	CROISSY-SUR-SEINE	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux	04/03/2020
1700032-02	Fourniture et livraison de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les personnels techniques des lycées de la Région Ile-de-France - Lot 2 : chaussures de sécurité	2 000 000,00 €	3	Intégrer les besoins des agents du siège en attendant le futur marché	0,00 €	10/12/2019	HENRI BRICOUT	75003	PARIS	Pôle Ressources Humaines	04/03/2020

LES MARCHES PASSES PAR LES MANDATAIRES

Conseil régional du 05/03/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché	Seuil de procédure	Montant HT*	Date de notification	Nom Attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire	Date de la commission permanente
1900713	Lycée Alfred Costes à Bobigny (93) Complément gardiennage été 2019	< 25 000 € HT	1 432,03 €	27/08/19	GUARDIAN France	93000	BOBIGNY	AMENAGEMENT 77	31/01/2020
1900712	Lycée Alfred Costes à Bobigny (93) Régularisation foncière avec le domaine public	< 25 000 € HT	1 445,00 €	17/09/19	CABINET ALTIUS	93701	DRANCY	AMENAGEMENT 77	31/01/2020
1900741	Lycée Alfred Costes à Bobigny (93) Réinstallation Magnus 400	< 25 000 € HT	1 135,00 €	30/09/19	KODAK	94700	MAISONS ALFORT	AMENAGEMENT 77	31/01/2020
19S0017	Restructuration d'ensemble du lycée J.B. Poquelin à St-Germain-en-Laye (78) Marché de travaux de démolition	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	82 700,00 €	26/06/19	SARL POLEA CONSTRUCTION	75010	PARIS	CITALLIOS	31/01/2020
1800947	Rénovation simple avec restructuration du service de restauration du lycée A. Escoffier à Eragny/Oise (95) Marché de travaux	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	55 000,00 €	18/03/19	Nouvelle Société d'Ascenseurs NSA division CFA	94000	CRETEIL	CITALLIOS	31/01/2020
1800694	Marché de travaux dans le cadre de la restructuration du lycée des Métiers - site ouest du lycée Monod à Enghien-les-Bains (95).	> 5 548 000 € HT (T)	24 850 000,00 €	14/05/19	NORD France	60200	COMPIEGNE	CITALLIOS	31/01/2020
1900069-1	Marché pour la réalisation de prestations d'équipements du GED sur le Campus Condorcet à Aubervilliers (93). Lot 1: Equipement de prêt	[90 000 € HT et 221 000 € HT]	148 050,00 €	23/08/19	BIBLIOTHECA France SAS	92000	NANTERRE	IDF CD	31/01/2020
1900548-1	Marché de restructuration, extension de la demi-pension du bâtiment C et réaménagement du rez de chaussée du bâtiment G du lycée Couperin à Fontainebleau (77). Lot 1: Diagnostic structure	< 25 000 € HT	20 970,00 €	23/08/19	GEOTEC	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX	IDF CD	31/01/2020
1900548-2	Marché de travaux de restructuration, extension de la demi-pension du bâtiment C et réaménagement du rez de chaussée du bâtiment G du lycée Couperin à Fontainebleau (77). Lot 2: Diagnostic Plomberie Sanitaire	< 25 000 € HT	10 662,00 €	18/09/19	SATES	91450	SOISY SUR SEINE	IDF CD	31/01/2020

1900527	Marché d'études pour diagnostic complémentaire structures en phase V-DIA pour l'opération d'extension de capacité du lycée Georges Brassens à Evry Courcouronnes (91).	< 25 000 € HT	21 000,00 €	16/09/19	AKILA INGENIERIE	95880	ENGHIEN LES BAINS	IDF CD	31/01/2020
1800439R-1	Marché de travaux de restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77). Lot 1: Curage - Désamiantage - Déplombage	> 5 548 000€ HT (pour l'ensemble des lots)	699 000,00 €	20/09/19	NEOM	94550	CHEVILLY-LARUE	IDF CD	31/01/2020
1800439R-3	Marché de travaux de restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77). Lot 3: Etanchéité	> 5 548 000€ HT (pour l'ensemble des lots)	507 226,40 €	20/09/19	ENTREPRISE MODERNE D'APPLICATION	77420	CHAMPS SUR MARNE	IDF CD	31/01/2020
1800439R-4	Marché de travaux de restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77). Lot 4: Traitement des façades - ITE	> 5 548 000€ HT (pour l'ensemble des lots)	1 165 678,58 €	20/09/19	ENTREPRISE MODERNE D'APPLICATION	77421	CHAMPS SUR MARNE	IDF CD	31/01/2020
1800439R-5	Marché de travaux de restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77). Lot 5 : Plâtrerie- Faux plafonds/Peinture - Signalétique	> 5 548 000€ HT (pour l'ensemble des lots)	1 517 662,03 €	20/09/19	SOGEFI	77930	SAINT SAUVEUR SUR ECOLE	IDF CD	31/01/2020
1800439R-6	Marché de travaux de restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77). Lot 6: Menuiseries - Mobiliers	> 5 548 000€ HT (pour l'ensemble des lots)	799 942,58 €	20/09/19	SOGEFI	77930	SAINT SAUVEUR SUR ECOLE	IDF CD	31/01/2020
1800439R-7	Marché de travaux de restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77). Lot 7: Revêtements de sols souples et sols durs - Faïence	> 5 548 000€ HT (pour l'ensemble des lots)	763 973,04 €	20/09/19	DESIGN CONSTRUCTION RENOVATION	91130	RIS ORANGIS	IDF CD	31/01/2020
1800439R-8	Marché de travaux de restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77). Lot 8: Menuiseries extérieures - serrurerie	> 5 548 000€ HT (pour l'ensemble des lots)	5 276 483,51 €	20/09/19	GAM PROTECTION	93230	ROMAINVILLE	IDF CD	31/01/2020
1800439R-9	Marché de travaux de restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77). Lot 9: Plomberie - CVC	> 5 548 000€ HT (pour l'ensemble des lots)	2 099 335,98 €	20/09/19	LES COMPAGNONS D'ERIC	77410	SAINT-MESMES	IDF CD	31/01/2020
1800439R-12	Marché de travaux de restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77). Lot 9 : VRD - Aménagements extérieurs- Espaces verts	> 5 548 000€ HT (pour l'ensemble des lots)	1 586 804,72 €	20/09/19	IDVERDE	77184	EMERAINVILLE	IDF CD	31/01/2020
1800439R-13	Marché de travaux de restructuration globale du lycée Jean Moulin à Torcy (77). Lot 13: Bâtiments provisoires	> 5 548 000€ HT (pour l'ensemble des lots)	2 340 031,21 €	20/09/19	PREF'AUB SARL	10151	LAVAU	IDF CD	31/01/2020

1900141-2	Marché de travaux du périmètre P1 (bâtiments scolaires démontables et parkings) pour l'opération de rénovation globale avec extension de capacité du lycée Pierre Mendès France à Ris Orangis (91). Lot n° 2 : voirie et réseaux divers	[90 000€ HT et 5 548 000 € HT]	1 308 054,15 €	25/09/19	COLAS IDF-NORMANDIE	91150	ETAMPES	IDF CD	31/01/2020
1900569	Marché de Coordination en matière de système de sécurité incendie (S.S.I) pour la construction neuve à l'Université Paris Est Marne la Vallée – Bâtiment 1ère Pierre Val d'Europe à Serris (77)	< 25 000 € HT	10 300,00 €	27/09/19	LODEVA CONSEIL	92120	MONTROUGE	IDF CD	31/01/2020
1900169-1	Marché de fournitures pour la réalisation d'équipements signalétiques lumineux pour le bâtiment "Maison de l'Ile de France" à la Cité Internationale Universitaire de Paris Lot 1: Enseignes lumineuses	< 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	74 957,90 €	30/09/19	BOSCHER	44220	COUERON	IDF CD	31/01/2020
1900169-2	Marché de fournitures pour la réalisation d'équipements signalétiques lumineux pour le bâtiment "Maison de l'Ile de France" à la Cité Internationale Universitaire de Paris Lot 2: Etoile lumineuse	< 221 000 € HT (pour l'ensemble des lots)	121 787,10 €	30/09/19	BOSCHER	44220	COUERON	IDF CD	31/01/2020
1900669	Reprise du faux plafond de l'amphithéâtre des Licences professionnelle sur le Campus de Sénart-Lieusaint (Seine-et-Marne, 77)	< 25 000 € HT	5 054,09 €	04/09/19	SOGEFI	77930	Saint Sauveur sur Ecole	LA SODEREC	31/01/2020
1900570	Mission de Coordination SPS pour l'opération de construction du lycée Alfred Nobel à Clichy-sous-Bois (93)	[25 000 € HT et 90 000 € HT]	8 915,52 €	29/10/19	SARL CCR CTP	77600	Bussy Saint Georges	LA SODEREC	31/01/2020
1900943	Analyse juridique du dossier loi sur l'eau pour la réalisation de l'Île de loisirs de la Corniches des Forts à Romainville (93)	< 25 000 € HT	1 440,00 €	08/11/19	FIDAL	92400	COURBEVOIE	GRAND PARIS AMENAGEMENT	04/03/2020
1900553	Marché d'OPC dans le cadre de la restructuration globale et extension du lycée Georges Brassens à Villeneuve -le-Roi (94).	[90 000 € et 209 000 € HT]	178 562,00 €	21/10/19	IXANS S.A.R.L	69 270	CAILLOUX-SUR-FONTAINES	IDF CD	04/03/2020

*Montant HT à renseigner selon le type de marché
Prix forfaitaire : Prix attribué toutes tranches x nombre de reconductions
Accord-cadre avec maximum: Montant maximum x nombre de reconductions
Accord-cadre sans maximum : Montant DQE x nombre de reconductions ou (*) budget annuel alloué
Accord-cadre sans maximum ni DQE : Inscrire sans maxi

LES AVENANTS PASSES PAR LES MANDATAIRES

Conseil régional du 05/03/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché initial	Montant HT du marché initial	N° de l'avenant	Objet de l'avenant	Montant HT de l'avenant	Date de notification de l'avenant	Attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire	Date de la commission permanente
1800066	Rénovation simple avec restructuration du service de restauration du lycée A. Escoffier à Eragny/Oise (95) Marché de travaux	2 560 097,00 €	1	Travaux supplémentaires	124 170,95 €	17/09/19	EIFFAGE CONSTRUCTION EQUIPEMENTS	92110	CLICHY	CITALLIOS	31/01/2020
1800066	Rénovation simple avec restructuration du service de restauration du lycée A. Escoffier à Eragny/Oise (95) Marché de travaux	2 560 097,00 €	2	Travaux supplémentaires	117 238,61 €	02/10/19	EIFFAGE CONSTRUCTION EQUIPEMENTS	92110	CLICHY	CITALLIOS	31/01/2020
1300033	Mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77)	606 282,72 €	3	Modification de la rémunération suite aux travaux supplémentaires	17 666,08 €	07/10/19	COLOMER DUMONT MCBAD ARCHITECTES (mandataire du grpt COLOMER DUMONT MCBAD ARCHITECTES / OTEIS / ARWYTEC)	75010	PARIS	CITALLIOS	31/01/2020
1600093-08	Travaux-Lot 8 : Menuiseries Intérieures / Agencement / Mobilier / Cloisons/ Doublages / Isolations / Faux-plafonds / Peinture / Nettoyage - restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77)	396 858,05 €	1	Travaux supplémentaires	73 830,35 €	07/10/19	SOGEFI	77930	SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE	CITALLIOS	31/01/2020
1600093-02	Travaux-Lot 2 : Installation de Chantier / Démolitions / Gros-Œuvre / Restaurant provisoire / VRD / Revêtement de façade / Ravalement / Etanchéité / Couverture / Revêtement de murs et sols - restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77)	2 713 177,68 €	3	Travaux supplémentaires	213 414,37 €	07/10/19	EDILE CONSTRUCTION	91140	VILLEBON-SUR-YVETTE	CITALLIOS	31/01/2020
1600093-03	Travaux Lot 3 : Chauffage / Ventilation / Climatisation / Plomberie - restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77)	636 457,40 €	2	Travaux supplémentaires	22 637,80 €	07/10/19	SPIE BATIGNOLLES ENERGIE SESAR	91140	VILLEBON-SUR-YVETTE	CITALLIOS	31/01/2020
1700013-01	Rénovation simple du lycée Antoine de St Exupéry à Créteil (94) Marché de travaux Lot 1 : Couverture Etanchéité.	734 314,00 €	1	Pendre en compte les aléas travaux, les propositions de la MOE validées par la MO ainsi que les demandes du contrôleur technique.	60 420,00 €	25/09/19	ETI	94460	VALENTON	ESSONNE AMENAGEMENT	31/01/2020

1500167-01	Restructuration du service de restauration au lycée Gustave Eiffel à Gagny (93) Marché de travaux Lot 1 : Gros œuvre étendu - Clos couvert - finitions.	5 001 939,78 €	1	Prendre en compte les économies, les aléas survenus pendant le chantier, les travaux modificatifs demandés par la MO et les erreurs ou omissions de la maîtrise d'œuvre.	374 983,08 €	26/09/19	COLAS BATIMENT	78114	MAGNY LES HAMEAUX	ESSONNE AMENAGEMENT	31/01/2020
1600066	Rénovation simple du lycée Antoine de St Exupéry à Créteil (94) - Marché SPS	10 920,00 €	1	Compte tenu de l'allongement des délais des travaux, rémunérer les prestations supplémentaires à savoir : visite et suivi de chantier.	840,00 €	10/07/19	SOLUTECH CORBICE	33150	CENON	ESSONNE AMENAGEMENT	31/01/2020
1900020	Rénovation simple du lycée Antoine de St Exupéry à Créteil (94) Marché de travaux Relance lot 3 : Gros œuvre - Second œuvre	492 827,58 €	1	Prendre en compte les demandes de la MO pour le remplacement des faux plafonds suite à des dégradations par des infiltrations.	3 100,00 €	16/10/19	BARREL	77170	BRIE COMTE ROBERT	ESSONNE AMENAGEMENT	31/01/2020
1600472-3	Marché de travaux de rénovation simple du lycée François Arago à Paris. Lot 3: Menuiseries bois extérieures et intérieures	775 450,00 €	3	Prestations supplémentaires arrêt du nouveau montant du marché	46 892,07 €	02/08/19	RIDORET MENUISERIE	94140	ALFORTVILLE	IDF CD	31/01/2020
1600472-5	Marché de travaux de rénovation simple du lycée François Arago à Paris. Lot 5: Electricité CFA/CFO, Chauffage, Ventilation, Plomberie	1 041 545,18 €	4	Prestations supplémentaires arrêt du nouveau montant du marché	34 413,85 €	02/08/19	SPIE BATIGNOLLES ENERGIE SESAR	91140	VILLEBON -SUR -YVETTE	IDF CD	31/01/2020
1500185-08	Marché de travaux de développement de l'ile de loisirs de Vaires-Torcy à Vaires-sur-Marne (77). Lot 8: Appareil élévateurs	101 238,00 €	1	Travaux supplémentaires Arrêt nouveau montant du marché	3 760,00 €	14/08/19	MECAFOSSE ASCENSEURS	92230	GENNEVILLIERS	IDF CD	31/01/2020
1700269	Marché d'OPC pour la construction d'un internant de 150 lits au lycée Gaston Bachelard à Chelles (77),	93 185,00 €	1	Allongement de la durée des travaux en phase d'exécution (7 mois) Arrêt du nouveau montant du marché	39 254,33 €	26/08/19	SAS GLOBAL	69300	CALUIRE et CUIRE	IDF CD	31/01/2020
1600030	Marché d'OPC dans le cadre de l'opération de restructuration partielle du lycée Vaucanson (78).	64 320,00 €	1	Fixation des honoraires complémentaires Arrêt du montant définitif du marché	1 150,00 €	26/08/19	PRISME INGENIERIE	76237	QUINCAMPOIX	IDF CD	31/01/2020
1800168-7	Marché de restructuration globale et construction d'un internant de 10 places pour le lycée de Bezons (95). Lot 7: Voieries, Réseaux divers, Espaces verts, Mobiliers extérieurs	3 588 355,55 €	1	Travaux supplémentaires	120 199,70 €	28/08/19	URBAN TP	92390	VILLENEUVE LA GARENNE	IDF CD	31/01/2020
10M0007	Marché de travaux de démolition et reconstruction sur site du lycée Léonard de Vinci à Saint-Germain-en-Laye (78). Lot 3: CSSI	16 640,00 €	2	Prolongation du délai de chantier de 25 mois	4 550,00 €	10/09/19	SI PREV	78960	VOISINS LE BRETONNEUX	IDF CD	31/01/2020

1700107-3	Marché de travaux de construction neuve du lycée Emily Brontë à Lognes (77). Lot 3: Chauffage, Ventilation, Climatisation, Plomberie sanitaires	2 875 191,00 €	1	Travaux modificatifs et adaptations techniques arrêt du nouveau montant du marché	130 351,86 €	10/09/19	LES COMPAGNONS D'ERIC	77410	SAINT MESMES	IDF CD	31/01/2020
1400803R	Marché de conception-réalisation-exploitation de rénovation thermique du lycée Galilée à Cergy Pontoise (95).	5 639 955,87 €	4	Transfert de marché	0,00 €	16/09/19	BOUYGUES BATIMENT	78061	SAINT QUENTIN EN YVELINES	IDF CD	31/01/2020
1400484-3	Marché de coordination du système de sécurité incendie dans le cadre de la restructuration partielle du lycée Fernand et Nadia Leger à Argenteuil (95),	14 880,00 €	1	Mission complémentaire	1 500,00 €	24/09/19	PREVENTION INCENDIE	75011	PARIS	IDF CD	31/01/2020
1500185-12	Marché de travaux d'aménagement et construction pour l'opération de développement du site sportif de l'Ile de loisirs de Vaires-Torcy (77). Lot 12: Peinture, Signalétique, Nettoyage	746 317,46 €	1	Adaptations techniques Arrêt du nouveau montant du marché	-70 229,60 €	07/10/19	FELDIS&LEVIAUX	77000	MEAUX	IDF CD	31/01/2020
1500185-10	Marché de travaux d'aménagement et construction pour l'opération de développement du site sportif de l'Ile de loisirs de Vaires-Torcy (77). Lot 10: Menuiseries intérieures, Mobilier, Equipements spécifiques menuisés	1 770 698,34 €	2	Adaptations techniques Arrêt du nouveau montant du marché	31 154,05 €	07/10/19	SUSCILLON	38354	LA TOUR DE PIN	IDF CD	31/01/2020
1500185-01	Marché de travaux d'aménagement et construction pour l'opération de développement du site sportif de l'Ile de loisirs de Vaires-Torcy (77). Lot 1: Gros-œuvre bâtiments: désamiantage, démolitions, installations de chantier, fondations profondes, charpente bois et métallique	14 526 964,00 €	3	Adaptations techniques Arrêt du nouveau montant du marché	362 875,30 €	07/10/19	DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION	77400	SAINT THIBAULT DES VIGNES	IDF CD	31/01/2020
1600093-08	Travaux-Lot 8 : Menuiseries intérieures, agencement, mobilier, cloisons, doublages, isolations, faux-plafonds, peinture, nettoyage - Restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77)	396 858,05 €	2	Travaux supplémentaires	40 522,19 €	29/11/19	SOGEFI	77930	SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE	CITALLIOS	04/03/2020

1600093-02	Travaux-Lot 2 : Installation de chantier, démolitions, gros-œuvre, restaurant provisoire, VRD, revêtement de façade, ravalement, étanchéité, couverture, revêtement de murs et sols - Restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77)	2 713 177,68 €	4	Travaux supplémentaires	360 521,99 €	26/11/19	)ILE CONSTRUCTI(	91140	VILLEBON-SUR-YVETTE	CITALLIOS	04/03/2020
1600093-09	Travaux Lot 9 : Métallerie, serrurerie - Restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77)	634 555,83 €	1	Travaux supplémentaires	18 032,00 €	19/11/19	CHAUVIN	77200	TORCY	CITALLIOS	04/03/2020
1700524-01	Marché de travaux de construction d'un internat de 150 places aux lycées Gaston Bachelard et Louis Lumière à Chelles (77). Lot 1 : Terrassement généraux - Gros œuvre - Charpente métallique - Maçonnerie chape sol minéral	2 393 598,23 €	1	Travaux supplémentaires	6 465,70 €	30/09/19	CONSTRUCTION MODERNE	77164	FERRIERES EN BRIE	IDF CD	04/03/2020
1700524-05	Marché de travaux de construction d'un internat de 150 places aux lycées Gaston Bachelard et Louis Lumière à Chelles (77). Lot 5 : Menuiseries intérieures	355 384,96 €	1	Travaux supplémentaires suppression matériaux installés Prolongation délai de chantier	-2 147,04 €	30/09/19	MENUISERIE FOURNY	80310	LA CHAUSSEE TIRANCOURT	IDF CD	04/03/2020
1500209	Exploitation de rénovation thermique du	5 065 600,00 €	4	Transfert de propriété des CEE au mandataire du groupement	0,00 €	08/10/19	FACADES INGENIERIE CONSTRUCTION	91210	DRAVEIL	IDF CD	04/03/2020
1400747	Marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration globale avec extension de capacité du Lycée Albert Camus à Bois-Colombes (92)	3 856 380,00 €	2	Modification du programme de l'opération et du coût prévisionnel des travaux Prestations complémentaires	262 222,76 €	18/10/19	GERIN-JEAN INCET	75011	PARIS	IDF CD	04/03/2020
1400632-3	Marché de travaux de restructuration et d'extension du Lycée André Boulloche à Livry Gargan (93046). Lot 3 : Electricité CFO/CFA	258 510,98 €	2	Transfert SEMAEST à IDF CD	0,00 €	21/10/19	SPIE BATIGNOLLES ENERGIE	91140	VILLEBON -sur-YVETTE	IDF CD	04/03/2020
1400632-4	Marché de travaux de restructuration et d'extension du Lycée André Boulloche à Livry Gargan (93046) Lot 4 : Chauffage/Ventilation/ Climatisation/Plomberie/ Sanitaires	437 331,85 €	2	Transfert SEMAEST à IDF CD	0,00 €	21/10/19	SPIE BATIGNOLLES ENERGIE	91141	VILLEBON -sur-YVETTE	IDF CD	04/03/2020
1700295	Marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration/reconstruction du lycée Georges Brassens à Villeneuve-le-Roi (94)	3 953 274,75 €	1	Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération	16 165,13 €	29/10/19	TOA ARCHITECTES	93100	MONTREUIL	IDF CD	04/03/2020

1100169	Marché d'études pour assistance technique en qualité environnementale dans le cadre de l'opération de restructuration globale du lycée Jean Vilar à Plaisir (78)	59 281,25 €	1	Suppression d'une partie de la mission (phases8-9-10)	-20 810,50 €	05/11/19	LIGERON/ SONOVISION	92227	BAGNEUX	IDF CD	04/03/2020
1900527	se V-DIA pour l'extension de capacité	21 000,00 €	2	Prestations complémentaires Arrêt du nouveau montant du marché	3 900,00 €	14/11/19	AKILA INGENIERIE	95880	ENGHIEN LES BAINS	IDF CD	04/03/2020
1600329-2	Marché de travaux d'aménagements provisoires pour l'accueil du Lycée Louis Armand à Paris 15ème au lycée François Villon à Paris 14ème. Lot 2 : Bâtiments démontables	1 604 227,42 €	2	Travaux supplémentaires Prolongation de la location	115 107,28 €	15/11/19	COUGNAUD SERVICES	85035	LA ROCHE-SUR-YON	IDF CD	04/03/2020
1600329-4	Marché de travaux d'aménagements provisoires pour l'accueil du Lycée Louis Armand à Paris 15ème au lycée François Villon à Paris 14ème Lot 4 : Electricité CFA/CFO	421 023,00 €	2	Prestations supplémentaires	33 160,00 €	15/11/19	CEG SARL	93350	LE BOURGET	IDF CD	04/03/2020
1600049-4	Marché de restructuration globale du gymnase du lycée Paul Belmondo à Arpajon (91) Lot 4 : TECHNIQUE	328 704,56 €	1	Travaux modificatifs Arrêt du nouveau montant du marché	7 214,50 €	15/11/19	BOUCLET	28230	EPERNON	IDF CD	04/03/2020
1600129	Marché d'OPC dans le cadre de la restructuration après désamiantage du lycée Louis Armand à Paris 15ème	167 642,00 €	1	Mission supplémentaire	12 000,00 €	18/11/19	PROJEXIA INTERNATIONAL	93400	SAINT-OUEN SUR SEINE	IDF CD	04/03/2020
1700107-1	Marché de travaux de construction neuve du lycée Emily Brontë à Lognes (77) Lot 1 : Clos couvert - Corps d'état secondaires	15 204 026,00 €	2	Travaux modificatifs Fixation du nouveau montant du marché	1 374 672,23 €	18/11/19	EIFFAGE CONSTRUCTION	92110	CLICHY	IDF CD	04/03/2020
1700107-5	Marché de travaux de construction neuve du lycée Emily Brontë à Lognes (77) Lot 5: VRD - Espaces verts	2 220 489,85 €	2	Adaptations techniques Travaux modificatifs Arrêt du nouveau montant du marché	231 611,49 €	22/11/19	ID VERDE	77184	EMERAINVILLE	IDF CD	04/03/2020
1700139-3	Marché de travaux de restructuration après désamiantage du lycée Louis Armand à Paris (15ème) Lot 3 : Façades - Menuiserie extérieure - Métallerie	4 351 912,77 €	1	Travaux supplémentaires	93 299,89 €	22/11/19	SARMATES	91420	MORANGIS	IDF CD	04/03/2020
10M0124	Marché de Maîtrise d'œuvre pour l'opération de rénovation patrimoniale de la cité scolaire LAKANAL à Sceaux (92).	656 997,00 €	4	Prestations complémentaires Arrêt du nouveau montant du marché	26 400,00 €	22/11/19	AGENCE GOUTAL	75010	PARIS	IDF CD	04/03/2020
1600049R-2B	Marché de restructuration globale du gymnase du lycée Paul Belmondo à Arpajon (91) Lot 2 : Traitement de l'enveloppe	899 000,00 €	1	Adaptations techniques Travaux modificatifs Arrêt du nouveau montant du marché	-8 470,00 €	26/11/19	ICTM	37170	CHAMBRAY-LES-TOURS	IDF CD	04/03/2020

1200334-2	Marché de prestations intellectuelles CSPS pour l'opération de développement du site sportif de l'Ile de loisirs de Vaires-Torcy (77)	38 255,00 €	2	Modification de la durée de la mission pour la phase réalisation	5 128,00 €	29/11/19	LCA Les Coordonnateurs Associés	77012	MELUN	IDF CD	04/03/2020
1500551	Marché d'OPC pour l'opération de restructuration du gymnase du lycée Paul Belmondo à Arpajon (91)	34 500,00 €	1	Prolongation de la mission d'OPC en phase d'exécution Travaux supplémentaires	7 125,00 €	02/12/19	IPCS INGENIERIE PILOTAGE	75006	PARIS	IDF CD	04/03/2020

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-011
DU 5 MARS 2020

VALORISATION DU SITE BABYLONE - PARIS 7ÈME

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L1311-2 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 3211-14 et L 2141-1 et suivants ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la direction régionale des finances publiques d'Ile-de-France en date du 13 février 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU le rapport n°CR 2020-011 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Considérant le déménagement du siège de la Région sur le site Influence à Saint-Ouen, décidé par délibération du Conseil Régional n° CR 219-16 du 18 novembre 2016 ;

Considérant la volonté de la région Ile-de-France de céder les droits réels immobiliers du site Babylone dans un souci d'optimisation de gestion de son patrimoine immobilier ;

Considérant que le preneur consent au bail emphytéotique administratif dont les caractéristiques essentielles et les conditions de la cession des droits réels immobiliers sont énoncées ci-dessous ;

Article 1 :

Décide la désaffectation du bien immobilier régional de 3 946 m² de surface de plancher situé 57 rue de Babylone à Paris 7ème au plus tard le 31 mai 2020. Ce bien restera affecté à un service public ou à l'usage direct du public jusqu'à sa désaffectation réelle.

Article 2 :

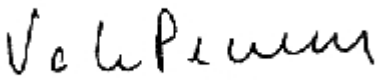
Décide le déclassement de ce bien, par anticipation, du domaine public en vue de son incorporation dans le domaine privé de la Région.

Article 3 :

Approuve les conditions essentielles du bail emphytéotique administratif entre la Région Île-de-France et la société Cohen Media Group, annexées à la présente délibération, portant sur le site régional Babylone, situé 57 rue de Babylone à Paris 7ème.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à signer le bail emphytéotique administratif pour une durée de 30 ans.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc176393-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Conditions essentielles du Bail emphytéotique administratif

CONDITIONS ESSENTIELLES DU BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF

Co-contractant (emphytéote) : la société *COHEN MEDIA GROUP*

Désignation du bien

Il s'agit de l'ensemble immobilier « Babylone » constitué de 3 946 m² de surface de plancher (SDP) situé au 57, rue de Babylone à Paris (7ème) et comprenant :

- en infrastructure, un centre de conférence et un parking (100 places sur 3 niveaux) ;
- en superstructure, un immeuble à usage de bureaux (2 054 m² de SDP).

Etat du bien

L'emphytéote prend le bien dans son état actuel, sans recours contre la Région et sans que celle-ci ait des travaux à réaliser préalablement à la prise à bail. Il s'engage à maintenir le bien en bon état d'entretien et de propreté et assurera, à ses frais, l'ensemble des travaux d'entretien, de maintenance, de renouvellement et de grosses réparations du bien.

Durée du bail

Le bail est accordé pour une durée de 30 ans avec possibilité de renouvellement.

Activité

Pendant toute la durée du bail, l'activité du co-contractant devra restée conforme au projet proposé dans son offre, à savoir un centre culturel et artistique dédié au 7ème art.

Travaux

Le co-contractant s'engage à réaliser les travaux nécessaires à la réalisation de ce projet, pour un montant de 12 M€ hors taxes. Ils comprennent notamment la création d'un concept store, d'une librairie et d'un restaurant, le réaménagement de la cour et la transformation de l'hémicycle en une nouvelle génération d'auditorium pour des projections, symposiums, etc.

Conditions financières

La redevance due par le co-contractant sur la durée totale du bail se monte à 45 M€ hors taxes et hors charges, soit une redevance moyenne annuelle de 1,5 M€ HT HC (hors indexation).

Le montant de la redevance est indexé chaque année, à la date anniversaire du bail, sur l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) publié par l'INSEE.

Autres

La Région pourra utiliser, à titre gratuit, un jour par semaine, l'hémicycle et les parkings.

Région îledeFrance

Conseil régional

PRÉFECTURE DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFECTURE DE PARIS
10 MARS 2020
Mission des affaires juridiques
SECRÉTARIAT

Rapport pour le conseil régional
MARS 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

COMMUNICATION - EFFORT RÉGIONAL EN FAVEUR DES QUARTIERS POPULAIRES - JAUNE BUDGÉTAIRE 2018

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....4
Effort régional en faveur des quartiers populaires - Jaune budgétaire 2018....5

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'exécutif de la Région Île-de-France a pour ambition de combattre les inégalités et réduire les fractures sociales, territoriales, environnementales, numériques ou scolaires qui frappent le territoire, afin de faire de l'Île-de-France la première Région solidaire.

Il a adopté lors du Conseil Régional de juillet 2018 le rapport CR 2018-024 RÉGION ÎLE-DE-France, RÉGION SOLIDAIRE qui comprend trois volets :

- Le Pacte rural de la Région Île-de-France
- Le Pacte pour les quartiers populaires de la Région Île-de-France
- La région Île-de-France, terre d'engagements et d'innovations sociales

Le deuxième axe de la Région Solidaire repose sur un investissement massif et un changement d'approche plus responsabilisant en faveur des quartiers populaires.

Le présent rapport présente un état des lieux synthétique et transversal des engagements réalisés en 2018 dans l'affectation des autorisations de programme et d'engagement votées lors du Budget 2018 dans tous les secteurs opérationnels.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Effort régional en faveur des quartiers populaires - Jaune budgétaire 2018

EFFORT REGIONAL

EN FAVEUR DES QUARTIERS POPULAIRES

- JAUNE BUDGÉTAIRE 2018 -

RESUMÉ

L'action régionale en faveur des quartiers populaires a représenté, en 2018, une affectation votée de **1,314 Milliards d'€,** soit **36%** du total de 3,604 Milliards d'€ affectés pour les projets opérationnels de la Région Île-de-France.

Le public visé par cette politique transversale est celui des habitants en logements sociaux des quartiers populaires de 295 communes urbaines et du parc privé dégradé qui représentent **28%** de la population francilienne, soit **3,421 millions d'habitants en 2015**.

La mise en perspective de ces éléments met en évidence une attention très soutenue en faveur des quartiers populaires, de leur réussite et, ainsi, de la réduction des fractures territoriales et sociales.

L'action de la Région Île-de-France représente des efforts coordonnés avec les autres collectivités, partenaires publics et privés, vers plus de **mixité sociale** et culturelle à travers la politique d'aménagement et de logement, la réussite éducative, le développement économique et l'insertion professionnelle d'une fraction beaucoup plus large des couches populaires. Cet effort porte également sur le désenclavement des quartiers et l'accès des habitants aux zones d'emploi et d'enseignement via les transports, l'accès au soin et l'entretien d'une dynamique d'engagements solidaires.

SOMMAIRE

RESUMÉ **2**

SOMMAIRE **3**

I. INTRODUCTION **6**

1. Rappel du cadre général légal de la politique de la ville 7

2. La politique régionale dédiée aux quartiers populaires 9

a. Le Pacte pour les quartiers populaires de la Région Ile-de-France 9

b. Les champs thématiques retenus dans le présent jaune budgétaire 10

3. Le périmètre des quartiers populaires de la Région Île-de-France 10

II. PRESENTATION GLOBALE CHIFFREE **12**

CHAPITRE 1. HABITAT ET CADRE DE VIE **13**

1. Le développement de logements abordables 15

a. Actions en faveur du logement des jeunes 15

b. Renouvellement urbain 16

c. Construction de nouveaux logements sociaux 16

2. Améliorer et adapter la qualité du parc privé 17

a. Rénovation de copropriétés dégradées 17

b. Lutte contre la Précarité énergétique de l'habitat 18

c. Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap 18

3. Promouvoir la mixité sociale au sein des agglomérations et des intercommunalités 18

CHAPITRE 2. FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET L'ACCÈS À L'EMPLOI **20**

1. Favoriser un développement économique diversifie dans les quartiers défavorisés 23

a. Entrepreneuriat populaire - accompagnement par le microcrédit - Accompagnements des créatrices d'entreprises dans les quartiers populaires 23

b. Soutien à la dynamique entrepreneuriale des quartiers 26

c. Mesures en faveur de l'apprentissage et de la formation 27

d. Programme "Destins changés en Île-de-France" : grands lieux d'innovation dans les quartiers populaires 29

e. Autres actions 29

2. Favoriser l'accès et le retour à l'emploi en quartier prioritaire de la politique de la ville par une mobilisation des Contrats 30

a. Recrutements de jeunes diplômés des quartiers populaires 30

b. Insertion professionnelle – Validation des acquis de l'expérience - formation 31

CHAPITRE 3. PRÉVENIR LA DÉLINQUANCE, PROMOUVOIR LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET SOUTENIR LES EXPRESSIONS CITOYENNES 33

1. Réduire l'insécurité sous toutes ses formes dans les quartiers populaires 35

a. Le bouclier de sécurité 35

b. L'équipement des forces de sécurité 35

c. La sécurisation des équipements publics : lycées, Ile-de-loisirs et Instituts de formation 35

2. Faire respecter l'école et réduire la violence scolaire dans les quartiers défavorisés 36

a. Promotion de la citoyenneté et des valeurs de la République 36

b. Actions en faveur de la citoyenneté, de la participation lycéenne et de la lutte contre les discriminations 36

3. Répondre de manière adaptée aux besoins de médiation sociale dans les quartiers défavorisés 37

a. Favoriser la place des femmes dans les quartiers 37

b. Favoriser l'expression citoyenne 37

4. Développer une réponse de qualité aux besoins d'information juridique des citoyens dans les quartiers populaires 38

a. Soutien à la lutte contre les discriminations et à la promotion de l'égalité femmes hommes via un appel à projets 38

b. Soutien à la lutte contre les discriminations 38

CHAPITRE 4. PROMOUVOIR LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE ET SE BATTRE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES 39

1. Accroitre les chances de réussite éducative des élèves dans les quartiers défavorisés 43

a. Aides aux lycéens et apprentis - aide aux étudiants méritants ou en difficulté - cordées de la réussite 43

b. Soutien aux formations sanitaires et sociales 43

c. Aide aux plus jeunes 44

d. Investissements dans les lycées 44

e. Affectations pour le Fonctionnement des lycées 46

2. Améliorer l'encadrement et le soutien aux élèves dans les établissements situés dans les quartiers défavorisés 46

a. Lutte contre le décrochage scolaire 46

b. Appui aux politiques éducatives 47

3. Développer l'insertion sociale par une plus grande pratique du sport 47

a. Sport pour tous 47

b. Rénovations et constructions d'équipements 50

c. Aménagements sportifs dans les Iles de Loisirs afin de renforcer leur attractivité 50

4. Favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle 51

a. Accès aux arts et à la culture pour apprentis et lycéens 51

b. Permettre un accès large à la culture en Île-de-France 52

5. Favoriser l'engagement et la mobilité des jeunes 54

CHAPITRE 5. AMÉLIORER LA PRÉVENTION ET L'ACCÈS À LA SANTÉ 55

1. Accroitre la prévention des conduites à risque et le dépistage des principales pathologies 56

a. Des actions de prévention en direction des jeunes Franciliens sur le VIH et les Infections Sexuellement Transmissibles 56

b. Equipement d'unités fonctionnelles et de centres de planning familial 57

2. Aide à l'installation et au maintien de programmes de santé dans les quartiers populaires 58

a. Maisons de santé pour lutter contre la désertification médicale 58

b. Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité 58

3. Solidarités : l'action régionale en faveur des plus démunis 58

a. Le fonds régional de solidarité et de soutien aux familles 58

b. Soutien aux personnes en situation de handicap 59

CHAPITRE 6. AMELIORER L'ACCESSIBILITE VERS LES QUARTIERS POPULAIRES ET FAVORISER LES DEPLACEMENTS 61

I. INTRODUCTION

L'Ile-de-France se caractérise par des disparités économiques et sociales très importantes. Elle concentre à la fois 30% du PIB national et dispose du revenu médian régional par unité de consommation le plus élevé (22 639€ en 2015 - Insee) parmi l'ensemble des régions françaises. Plusieurs communes urbaines présentent cependant de très grands écarts en termes de revenu médian, ce qui se traduit par le plus fort degré d'inégalités économiques des régions métropolitaines. Les communes d'Aubervilliers, de Clichy-sous-Bois ou de Grigny affichent par exemple un revenu médian par unité de consommation inférieur[1] de plus de 40% au revenu médian régional. « Ainsi l'Ile-de-France présente-t-elle les plus forte inégalités du pays : 10% de Franciliens les plus riches ont un niveau de vie 23% supérieur à la moyenne des 10% des Français les plus riches. Et symétriquement, les 10% de Franciliens les plus pauvres ont un revenu inférieur de 4,7% par rapport aux 10% des Français les plus pauvres »[2].

Depuis trois ans l'exécutif de la Région Ile-de-France a engagé de nombreuses actions pour combattre les inégalités et réduire les fractures sociales, territoriales et scolaires. C'est toute l'ambition du programme Région Solidaire qui est venu, depuis 2018, conforter cette politique.

Les territoires ruraux de l'Ile-de-France ont fait l'objet d'une attention particulière en raison de l'existence de zones de pauvreté et de phénomènes d'enclavements, de dévitalisation des bourgs ruraux... La Région Ile-de-France a mené une action très volontariste dans le cadre d'un Pacte rural, accordant entre 2016 et 2018 un soutien de 120 Millions d'euros en investissement aux communes et intercommunalités rurales. Cette politique a été retracée dans un document de synthèse sur la mise en œuvre du Pacte rural, approuvé en Conseil régional de mars 2019.

Les **quartiers populaires** ont également fait l'objet d'une attention très soutenue et constituent le second pilier de la politique régionale de solidarité, retracée dans le document cadre ***Région Ile-de-France, région solidaire*** approuvé par le conseil régional de juillet 2018 (rapport CR2018-024). Le nouvel exécutif a exprimé le souhait de modifier en profondeur son mode d'action en matière de politique de la ville en l'élargissant **à l'ensemble des quartiers populaires et en l'ancrant délibérément dans le droit commun régional**. Il s'agit en effet de ne pas conforter des zones d'exclusion par une politique spécifique aux moyens contraints mais de soutenir les initiatives en faveur d'une plus grande cohésion sociale sur d'autres territoires qui présentent des signes comparables de fragilité. Ceci dans le souci d'une plus grande mixité sociale et culturelle et d'un continuum de l'action régionale territorialisée[3].

---

[1] L'unité de consommation est une unité de référence permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente soit une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante : 1 UC pour le premier adulte du ménage ; 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans (définition INSEE).

[2] « Gentrification et paupérisation au cœur de l'Ile-de- »rance", IAU, mai 2019, *https://www.iau-idf.fr/nos-travaux/publications/gentrification-et-pauperisation-au-coeur-de-lile-de-france.html*

[3] Ainsi peut-on lire au **Chapitre 1 du rapport CR 2018-024 :**

Le présent document a pour ambition de retracer, par un *reporting* financier, l'effort régional qui a été consenti en faveur des quartiers populaires en 2018, année qui permet une analyse fine sur des bases consolidées. Cette politique apparait comme une action par essence transversale qui mobilise des champs très différents de l'action régionale.

Ce travail propose une organisation de cette action à partir d'une réflexion originellement structurée par la définition nationale de la Politique de la ville et progressivement élargie à deux autres préoccupations primordiales pour les quartiers populaires : celle de l'accès à la santé et des engagements solidaires, soit le troisième pilier de la politique régionale de solidarité d'une part, et celle du désenclavement d'autre part.

1. Rappel du cadre général légal de la politique de la ville

La politique de la ville est une « politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle vise à assurer l'égalité entre les territoires, à réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants ».

Cette politique territoriale et partenariale engagée à partir des années 1970 a été très profondément réformée par **la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (dite loi Lamy)** en raison de résultats très mitigés. Cette réforme a simplifié considérablement la géographie prioritaire. Elle a également affirmé la mobilisation des crédits de droit commun de l'Etat et des collectivités et la subsidiarité des crédits spécifiques de la politique de la ville, qui s'inscrivent en complément et non en substitution des crédits de droit commun. La loi de 2014 privilégie également la co-construction des politiques publiques avec les habitants.

Les **contrats de ville** proposés dans ce cadre **reposent sur 3 piliers** (définition du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires) :

- **Le développement de l'activité économique et de l'emploi**

Les contrats de ville assurent une présence de Pôle emploi et des missions locales dans chaque territoire prioritaire, la mobilisation d'au moins 20 % des contrats aidés et des aides à l'emploi pour les jeunes des quartiers, et le développement d'un soutien actif à l'entrepreneuriat.

« Pour favoriser la mixité sociale, faire revenir les classes moyennes dans les quartiers, le pacte régional pour les quartiers populaires repose sur trois mesures fortes :
- Encourager la reconstruction de nouveaux quartiers en lieu et place des grands ensembles actuellement paupérisés. 100 quartiers écologiques et innovants sont ainsi financés avec une obligation de mixité. Nous appliquons un « plafond anti-ghetto » de 30% maximum de logements très sociaux (PLAI) dans chaque quartier pour garantir la mixité sociale réelle. Aucun financement régional ne peut être attribué à une opération qui dépasse ce plafond.
- S'abstraire du zonage QPV et des limites que génère cette classification et rendre éligible aux appels à projets régionaux d'autres quartiers qui, tout en n'étant pas classés comme QPV, méritent une attention et des dynamiques renforcées. L'objectif est ainsi de sortir du tout QPV pour encourager une approche plus globale à l'égard des quartiers populaires qui ne cantonne pas les bénéficiaires dans des périmètres restreints ;
- Soutenir les initiatives et les équipements inter quartiers, permettant de favoriser concrètement la mixité et aux habitants des quartiers de ne pas sombrer dans l'enfermement.

- **La cohésion sociale**

Le contrat de ville prévoit les mesures de soutien aux équipements sociaux, culturels, sportifs, et aux associations assurant le lien social sur le territoire. Ils assurent un investissement supplémentaire des partenaires du contrat de ville dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la justice.

- **Le cadre de vie et le renouvellement urbain**

Les contrats de ville programment les créations d'équipements, la mobilité dans le parc résidentiel et l'installation de nouvelles activités dans les quartiers. Ils détaillent les initiatives prises pour l'amélioration des relations entre la police et la population. Enfin, dans les territoires éligibles au nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), les contrats déterminent les objectifs opérationnels de transformation du quartier et de mixité sociale.

La **loi NOTRe** définit quant à elle la politique de la ville comme une compétence optionnelle pour les Régions. Ce cadre législatif impose que l'intervention régionale en matière de politique de la ville ne puisse se déployer que selon deux modes :

- à travers **la mobilisation prioritaire des dispositifs de droits commun** ;
- par l'attribution de **crédits spécifiques, affectés obligatoirement aux Quartiers Politique de la Ville** et correspondant aux 3 piliers des contrats de ville 2015-2020 (le développement de l'activité économique et de l'emploi, la cohésion sociale, cadre de vie et renouvellement urbain)

La Région Île-de-France par délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 s'est engagée dans la signature et le soutien aux contrats de ville. **75 contrats ont ainsi été signés en 2015 et 2016, portant sur 272 quartiers**, prioritairement avec des intercommunalités (et 20 villes), sans engagement financier, sur les thématiques suivantes :

- **Développement économique, emploi, formation et insertion professionnelle** :
- **Réussite éducative et soutien à la parentalité** ;
- **Valeurs de la République, jeunesse, citoyenneté et promotion de la laïcité** : **actions d'éducation à la citoyenneté, de participation citoyenne, d'ateliers sociolinguistiques, de santé.**

A noter que depuis 2017, le dispositif cadre de référence est le **CR 2017-93** qui a été modifié par la délibération n**° CP 2019-075 du 19 mars 2019** (élargissement du périmètre d'action aux quartiers populaires et aux territoires ruraux)**.**

L'information QPV via la localisation de l'aide sur IRIS a ainsi pu être suivie pour tous les dossiers soutenus se déroulant majoritairement ou exclusivement dans un Quartier en Politique de la Ville. Elle permet d'obtenir un montant de **293 M€** (soit 7% du total des affectations 2018).

2. La politique régionale dédiée aux quartiers populaires

a. Le Pacte pour les quartiers populaires de la Région Ile-de-France

Le Pacte régional pour les quartiers populaires adopté en juillet 2018 est fondé sur une approche nouvelle et ambitieuse, recentrée sur le triptyque : Mixité - Réussite - Autorité.

« L'ambition de cette nouvelle politique est de décloisonner l'approche à l'égard des quartiers, de ne pas multiplier les mesures d'exception mais plutôt de les faire entrer le plus possible dans les dispositifs de droit commun et de les engager ainsi, par eux-mêmes, dans une dynamique de réussite. La volonté régionale va au-delà du cadre régissant la Politique de la Ville par l'Etat. Par une redéfinition des publics cibles et l'apparition de la notion de quartiers populaires au sens large, elle souhaite développer une dynamique moins restrictive que celle dédiée aux QPV, et toucher aussi une population aujourd'hui oubliée par la Politique de la Ville » (rapport Région Solidaire, juillet 2018).

Sur ce fondement, trois axes d'engagements régionaux ont été définis comme base pour le déploiement de mesures fortes, en fonctionnement et en investissement, en faveur des quartiers populaires et leurs habitants :

- **Favoriser la mixité sociale**
- **Cultiver la réussite dans les quartiers populaires**
- **Restaurer l'autorité de la loi et le respect de chacun**

Ces trois axes se déclinent selon les objectifs suivants :

- L'encouragement à la reconstruction de 100 nouveaux quartiers écologiques en lieu et place des grands ensembles actuellement paupérisés. Depuis 2016, la Région s'est engagée sur un budget annuel de 40 M€ pour ces nouveaux quartiers, et met en place le dispositif « Anti-Ghetto » ;
- L'éligibilité aux appels à projets régionaux des quartiers populaires qui, tout en n'étant pas classés comme QPV, méritent une attention et des dynamiques renforcées. Il s'agit notamment d'aider les Maires et Présidents de territoires dans la reconstruction, par une nouvelle définition du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPRNU). La sécurisation des quartiers et la construction d'équipements en faveur de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse sont des priorités majeures ;
- Le soutien aux initiatives et les équipements inter-quartiers, permettant aux habitants des quartiers de ne pas sombrer dans l'enfermement ainsi que de favoriser concrètement la mixité. La Région a décidé de flécher 10% de ses engagements NPRU en faveur de ces équipements inter-quartiers, afin de permettre l'ouverture de ces quartiers et de leur population vers le reste de la ville. S'inscrivent aussi dans cette logique, la rénovation des moyens et dessertes de transports, la lutte contre les marchands de sommeil, le soutien aux copropriétés dégradées ;
- L'engagement dans les domaines, de la santé, du sport, de la culture, de la lutte contre toutes les discriminations, de la place des femmes dans l'espace public, avec des objectifs

affirmés d'égal accès pour tous aux territoires et à la vie sociale, de désenclavement des quartiers.

b. Les champs thématiques retenus dans le présent jaune budgétaire

Au regard d'une part du cadre législatif de la politique de la ville et d'autre part du Pacte régional pour les quartiers populaires rappelés ci-dessus, le montant des affectations 2018 en faveur des quartiers populaires a été établi à partir du recensement des actions budgétaires relevant de la Politique de la Ville, telles que présentées annuellement dans le **Document de Politique Tranversale « Ville »**[4] lors du vote de la loi de finances par le Parlement. Les objectifs assignés sont les suivants :

- **Améliorer l'habitat et cadre de vie**
- **Favoriser le développement économique et l'accès à l'emploi**
- **Prévenir la délinquance et développer la citoyenneté**
- **Promouvoir la réussite éducative et l'égalité des chances**

À ce recensement s'ajoutent deux autres priorités au cœur du **Pacte régional pour les quartiers populaires** :

- **Améliorer la prévention et l'accès à la santé, soutenir les publics vulnérables et favoriser les engagements solidaires dans les quartiers**
- **Améliorer l'accessibilité des quartiers populaires par les transports.**

3. Le périmètre des quartiers populaires de la Région Île-de-France

Au regard de l'ambition de ce document de rendre compte de la totalité des actions en faveur des **quartiers populaires,** le périmètre géographique qui a été jugé pertinent correspond à **295 communes franciliennes**.

Ce périmètre cible les quartiers populaires et est constitué des éléments suivants :



[4] https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance_publique/files/files/documents/dpt-2019/DPT2019_ville.pdf

Le périmètre retenu est cohérent avec l'étude « Gentrification et paupérisation au cœur de l'Ile-de-France » publiée en mai 2019 par l'Insitut Paris Région (IAU)[5]. Il cible bien les quartiers de l'agglomération centrale et des villes situées dans la grande couronne qui présentent des signes de fragilité, quand bien même certains de ces quartiers sont insérés dans des communes (très) favorisées.

38 communes de moins de 10 000 habitants ont été ajoutées car possédant des caractéristiques permettant de les assimiler à des quartiers populaires sans forcément les cumuler :

- elles appartiennent à la zone dense ;
- leurs habitants ont un revenu médian inférieur au revenu médian régional et vivent dans des quartiers aux caractéristiques urbaines ;
- elles peuvent posséder le cas échéant un ou plusieurs Quartiers en Politique de la Ville correspondant aux niveaux de revenu les plus faibles de l'Ile-de-France (QPV) ou quartiers en veille active (QVA) soit des quartiers qui dans les années récentes ont été classées dans l'une ou l'autre des catégories de la Politique de la Ville (zone franche urbaine, CUCS…).

A titre d'exemple, on peut citer les communes de Beaumont-sur-Oise ou de Nangis dont les revenus médians par unité de consommation sont faibles et qui présentent des ensembles d'habitats collectifs importants ainsi que des problématiques de quartiers populaires indéniables.

La détermination de ce périmètre a permis de présenter les montants des projets emblématiques affectés en 2018 dans les communes ciblées.

Pour les projets non localisables géographiquement, il a été choisi de calculer le pourcentage représentatif des populations des quartiers populaires.

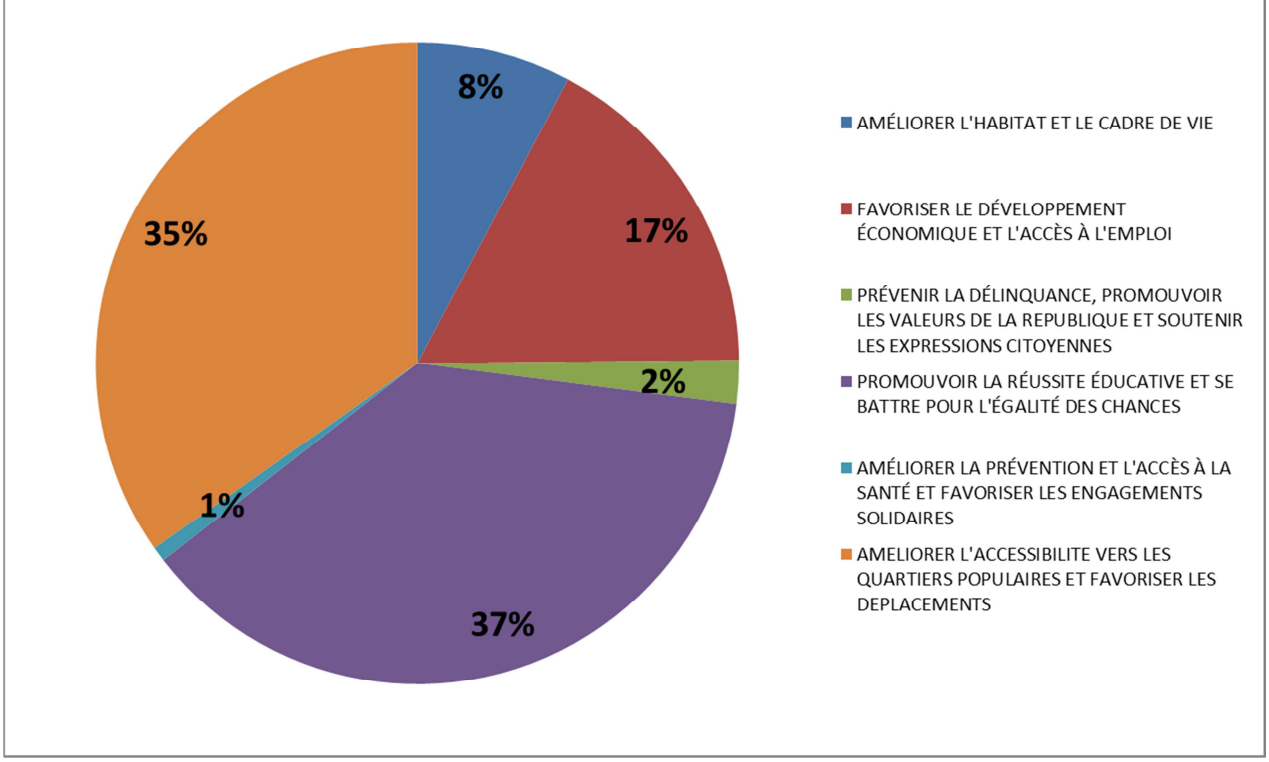
La population retenue est celle des 295 communes vivant en logement locatif social ou gratuit, ou dans le parc privé dégradé, soit **28%** de la population totale de la Région Île-de-France.

[5] https://www.iau-idf.fr/nos-travaux/publications/gentrification-et-pauperisation-au-coeur-de-lile-de-france.html (carte page 18)

II. PRESENTATION GLOBALE CHIFFREE

BILAN DE L'ACTION REGIONALE EN FAVEUR DES QUARTIERS POPULAIRES EN 2018			
THEMATIQUES	TOTAL AFFECTE EN FAVEUR DES QUARTIERS POPULAIRES (€)	TOTAL AFFECTE PAR LA REGION SUR LES ACTIONS CONCERNEES (€)	% DEDIE AUX QP
I AMÉLIORER L'HABITAT ET LE CADRE DE VIE	101 909 145	215 173 276	47%
II FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET L'ACCÈS À L'EMPLOI	224 549 033	751 341 967	30%
III PRÉVENIR LA DÉLINQUANCE, PROMOUVOIR LES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET SOUTENIR LES EXPRESSIONS CITOYENNES	28 712 074	32 246 819	89%
IV PROMOUVOIR LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE ET SE BATTRE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES	492 116 108	1 146 898 672	43%
V AMÉLIORER LA PRÉVENTION ET L'ACCÈS À LA SANTÉ ET FAVORISER LES ENGAGEMENTS SOLIDAIRES	9 823 290	13 611 660	72%
VI AMELIORER L'ACCESSIBILITE VERS LES QUARTIERS POPULAIRES ET FAVORISER LES DEPLACEMENTS	456 734 256	1 444 919 485	32%
TOTAL	1 313 843 906	3 604 191 879	36%

REPARTITION PAR THEMATIQUE DE L'ACTION REGIONALE EN FAVEUR DES QUARTIERS POPULAIRES EN 2018 (TOTAL 1 314 M€)



CHAPITRE 1. HABITAT ET CADRE DE VIE

L'action de la Région Île-de-France en faveur de l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie des habitants des Quartiers Populaires repose sur trois priorités : le soutien au logement social, en particulier celui des jeunes ; l'amélioration et l'adaptation du parc privé avec un effort tout particulier en faveur des copropriétés dégradées ; et les efforts d'aménagement et d'équipements inter-quartiers garants d'une plus grande mixité sociale.

Dans cette dynamique la Région a engagé près de 102 Millions d'euros (7,7 M€ en fonctionnement et 94,2 M€ en investissement) en 2018.

QUARTIERS POPULAIRES 2018					
AMELIORER L'HABITAT ET LE CADRE DE VIE					
THEMATIQUES POLITIQUE DE LA VILLE	MONTANTS AFFECTES EN FAVEUR DES QUARTIERS POPULIARES PAR LA REGION ILE DE FRANCE EN 2018				
	€	dont	€	dont par libellé (action)	€
Maintenir l'offre de logements sociaux dans le cadre du programme national de rénovation urbaine (PNRU)	42 984 658	Actions en faveur du logement des jeunes	14 734 681	Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis	14 674 681
				Soutien au logement des jeunes	40 000
				Mesures diverses	20 000
		Construction et rénovation de logements sociaux	28 249 977	Sites contractualisés ANRU	1 993 457
				Soutien à la production de logements locatifs sociaux	26 256 520
Améliorer et adapter la qualité du parc prive	8 644 008	Rénovation des copropriétés dégradées	7 804 359	Aide aux copropriétés en difficulté	7 804 359
		Adaptation de l'Habitat aux situations de handicap	839 649	Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap	839 649
Promouvoir la mixité sociale au sein des agglomérations et des intercommunalités	50 280 479	Construction 100 quartiers innovants et écologiques	13 527 158	Cent quartiers innovants et écologiques	13 527 158
		Equipements inter-quartiers	12 947 514	Contrat d'aménagement régional	12 947 514
		Urbanisme transitoire et aménagement durable	23 805 807	Aménagement durable et innovation urbaine	949 204
				Territoires stratégiques - EPL La défense	280 000
				Fonds de solidarité relatif aux équipements mobiliers incendiés des collectivités territoriales franciliennes	3 420 614
				Soutien à l'IAU	4 893 840
				Soutien aux dynamiques territoriales	27 793
				Plan vert	3 635 915
				Soutien à l'AEV	2 961 236
				Fonds propreté (investissement)	490 328
				Economie circulaire et déchets	4 263 738
				Energies renouvelables	2 883 141
TOTAL	101 909 145	soit rapporté au total des affectations 2018 :			47%

1. Le développement de logements abordables

a. Actions en faveur du logement des jeunes

L'ambition de répondre aux besoins de logements des jeunes des quartiers populaires est soulignée dans le rapport Cadre Région Solidaire : le conventionnement avec des foyers de jeunes travailleurs et d'étudiants y est privilégié.

La Région s'est engagée en faveur du logement des jeunes, en soutenant directement la construction de foyers de jeunes travailleurs et étudiants. Le montant des affectations au titre de ce programme s'est élevé, en 2018, à **16,911 M€**, représentant près de 94 % de l'enveloppe votée au budget en faveur du logement des jeunes, des étudiants et des apprentis.

Au titre de l'exercice budgétaire 2018, les subventions votées en faveur du logement des étudiants se sont élevées à **11,4 M€** permettant d'accompagner la création de quinze résidences. Ces résidences se décomposant en 957 logements Prêt Locatif à Usage Social (PLUS, correspondant aux logements sociaux traditionnels) et 700 en Prêt Locatif Social (PLS), offrant **1751 nouvelles places**.

Les affectations en faveur du logement des jeunes et apprentis ont représenté **5,484 M€** permettant de soutenir la création de cinq résidences totalisant **465 nouvelles places**, en légère augmentation par rapport à l'exercice précédent.

Ces programmes de soutien à la construction nouvelle de logements pour les jeunes concernent notamment les communes de Montreuil, Vitry-sur-Seine, Mantes-la-Jolie, Houilles. Pour exemple, la Région a aidé à hauteur de **1,5 millions d'euros** à la construction d'un foyer de jeunes travailleurs à Champs-sur-Marne (sis rue Galilée / avenue Blaise Pascal dans la ZAC de la Haute Maison), dans le cadre d'une VEFA (avec charge foncière), offrant 140 places.



Ensemble immobilier îlot du jardin des chênes - cité Descartes - ZAC de la haute maison Champs-sur-Marne

Le Conseil régional a également poursuivi son partenariat avec l'État relatif au financement du logement des jeunes, permettant, à titre dérogatoire, le financement des logements-étudiants relevant de la catégorie PLUS dans un objectif de mixité sociale. Cela permet, par voie de conséquence, d'offrir des niveaux de loyers très accessibles.

En complément du développement de l'offre de logements pour étudiants, et compte tenu des besoins de logements pour les jeunes qui pèsent sur l'attractivité de l'Île-de-France, l'État et la Région ont poursuivi leur soutien à la création de logements en résidences sociales et foyers de jeunes travailleurs issus des appels à projets départementaux. Cela permet de développer une offre de résidences de qualité à des jeunes actifs.

La part du budget allouée par la région en fonctionnement (**0,04 M€)** a permis de financer le partenariat engagé avec L'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes en Ile-de-France (URHAJ) afin de faciliter l'accès à un logement locatif social pérenne pour des jeunes en situation de précarité et issus de foyers de jeunes travailleurs et de résidences sociales. Une autre convention lie l'URHAJ et la Région Ile-de-France, dont il résulte un financement à hauteur de **0,02 M€** destinée aux foyers de jeunes travailleurs dans le but d'augmenter le nombre de places, de développer l'accueil d'urgence et d'accroitre la qualité de cet accueil.

b. Renouvellement urbain

En 2018, la dotation régionale dédiée aux opérations de rénovation urbaine a été engagée à hauteur de **1,99 M**.

La Région a financé trois opérations de rénovation urbaine (NPNRU) :

- la rénovation énergétique et mise en accessibilité du groupe scolaire Langevin Rosenberg au centre d'un quartier QPV de Tremblay en France ;

- la rénovation d'une maison pluridisciplinaire de santé au cœur du quartier Plaine/cinéastes à Epinay-sous-Sénart ;

- une étude de rénovation et de programmation du groupe scolaire Victor Hugo à Villepinte qui s'inscrit dans un programme plus global visant l'attractivité du quartier QPV La noue/Picasso/Pasteur/Europe/Merisier.

De plus, une réaffectation pour restructuration globale de l'entrée des Mézereaux dans le quartier nord de Melun a été votée dans le cadre d'une fin de programme PNRU.

c. Construction de nouveaux logements sociaux

Ce programme a donné lieu en 2018, dans le périmètre retenu pour le présent reporting, à l'affectation de **31,9 M€** pour les quartiers populaires correspondant à 372 opérations de construction **de nouveaux logements** sociaux. (A l'échelle régionale, ce sont **42,3 M€** qui ont été votés en 2018 permettant la création de 8 153 logements). Ces affectations intègrent le montant de **2,2 M€** en faveur de la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) Ile-de-France (ex FNARS) au titre du dispositif régional de sécurisation des associations d'insertion par le logement. Parmi les logements financés par la Région, 965 ont été réalisés au sein de programmes mis en œuvre dans le cadre de projets de rénovation urbaine pour un montant total de 3,383 M€ d'autorisations de programme.

La production de logements **PLS** (pour les tranches supérieures de revenus éligibles au logement locatif social) a augmenté de +60 % par rapport au précédent exercice et de 319 % depuis le début de la mandature. Plus de 71 % des logements PLS financés en 2018 l'ont été dans des communes disposant de plus de +20 % de logements locatifs sociaux.

La production de **PLUS** (pour les tranches moyennes de revenus éligibles au logement locatif social) a quant à elle augmenté de +54,17 % par rapport à 2017. La production accompagnée par la Région en 2018 se situe à hauteur de 69,65 % dans des communes disposant de moins de

25 % de logements locatifs sociaux.

Pour ce qui concerne les logements **PLAI**, la production soutenue par la Région a augmenté de près de +40 % par rapport à l'année antérieure, et de 59,34 % depuis le début de la mandature. La production aidée en 2018 se situe à hauteur de 83,46 % dans des communes disposant de moins de 25 % de logements locatifs sociaux.

Il est rappelé que ce type de conventionnement permet de soutenir la création de logements familiaux mais également la réalisation de programmes spécifiques destinés à l'accueil de ménages défavorisés (résidences sociales, maisons-relais…). A ce titre, cinq opérations spécifiques représentant 303 logements ont été accompagnées, deux à Paris, une en Seine-et-Marne, dans les Yvelines et dans le Val-de-Marne.

L'intervention régionale permet également de soutenir les efforts de production des opérations sous maîtrise d'ouvrage d'insertion. Ainsi, ont pu bénéficier des aides régionales à hauteur de 5,964 M€, 31 programmes totalisant 195 logements portés par les opérateurs suivants : Monde en marge - Monde en marche, FREHA, Habitat et Humanisme, SOLIHA 77 et SNL Prologues.

Parmi ces programmes, 25 opérations totalisant 170 logements et 5,348 M€ de subventions ont été accompagnés au titre de la convention passée entre la Région et la Fondation Abbé Pierre.

Globalement, les aides mises en œuvre en 2018 ont permis de réserver 464 409 heures d'insertion à des personnes éloignées de l'emploi.

Enfin, au regard des enjeux du développement durable, sur un total de 10 233 de logements aidés en 2018 tous secteurs confondus y compris le logement des jeunes et étudiants, plus de 51 % ont des niveaux de consommation énergétique inférieurs de 10 % au niveau de la RT 2012 et près de 14 % se situent en deçà de 20 % dudit niveau. Ce sont donc 65 % des logements aidés par la Région dont le niveau de performance dépasse celui exigé par la réglementation en vigueur.

2. Améliorer et adapter la qualité du parc privé

a. Rénovation de copropriétés dégradées

L'intervention régionale en faveur des copropriétés en difficultés concentre l'ensemble des moyens dédiés au parc privé par la Région. Elle s'appuie sur plusieurs dispositifs ayant donné lieu à un montant total d'affectations de **7,9 M€** en 2018 sur le périmètre des Quartiers Populaires.

Ainsi l'aide aux travaux de réhabilitation a-t-elle mobilisé un montant global de **7,016** M€ en faveur de 25 ensembles immobiliers (1 315 logements) ayant bénéficié du label « copropriété en difficulté soutenue par la Région » (CDSR) et situés dans les communes du Mée-sur-Seine, de Mantes-la-Jolie, Bondy, Sevran, Villepinte, Argenteuil, Garges-lès-Gonesse et Pontoise.

Ces aides aux travaux ont concerné essentiellement des interventions en parties communes, 16 dossiers d'aides aux travaux en parties privatives ayant été en outre accompagnés en 2018, pour un montant de **0,031** M€.

23 mesures d'appui en ingénierie ont par ailleurs été mobilisées (diagnostics, mission de suivi-animation, aide à la gestion, aides aux procédures contentieuses) pour un total de **0,847 M**€ en faveur des copropriétés situées dans les villes du Mée-sur-Seine, de Courcouronnes, Epinay-sur-

Seine, Sevran, Villepinte, Argenteuil, Garges-lès-Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel.

b. Lutte contre la Précarité énergétique de l'habitat

6,600 M€ de crédits de paiement ont été dépensés au titre des engagements antérieurs pris au titre du dispositif dédié à la rénovation thermique dans le parc social et le parc privé.

c. Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

Cette action se traduit par le soutien aux MDPH (Maisons Des Personnes Handicapées) franciliennes. Il s'agit de participer aux fonds de compensation du handicap pour des adaptations de logements, des aides techniques et des appareillages. Le montant des affectations sur le périmètre des quartiers populaires est de 0,84 Md'€.

Dans le cadre de contrats d'aménagement régional, les dispositifs en faveur des personnes en situation de handicap ont fait l'objet d'affectations **de 0,3 M€** en 2018.

3. Promouvoir la mixité sociale au sein des agglomérations et des intercommunalités

La politique de création de **100 quartiers écologiques et innovants** constitue l'un des axes majeurs de la politique régionale de mixité sociale.

42 quartiers lauréats ont déjà été sélectionnés depuis le démarrage du dispositif, sur la base de l'avis d'un jury et l'expertise d'un comité technique, au regard des réponses innovantes qu'ils apportent aux habitants, dans le respect des priorités environnementales.

En 2018, huit nouveaux lauréats ont été désignés qui ont donné lieu à des affectations en 2018 et 2019.

Au titre des Quartiers populaires, on retient particulièrement les affectations dédiées à des aménagements structurants pour les communes du Blanc Mesnil, d'Epinay sous Sénart, d'Aulnay-sous-Bois, de Meudon-la-forêt.

Les nouveaux éco-quartiers quelle que soit leur localisation comportent tous une proportion significative de logements sociaux.

60 **contrats d'aménagement régionaux** (CAR) ont fait l'objet d'affectations au titre de 2018. Parmi les équipements financés parfois jusqu'à près de 800 000€/dossier on relève beaucoup d'équipements inter-quartiers tels que des rénovations ou constructions de salles polyvalentes, plurifonctionnelles, d'établissement scolaires, de travaux d'aménagement d'espaces verts, de voiries structurantes, de rénovations de mairies…

Pour les communes les plus défavorisées, l'effort a surtout porté sur l'accueil des enfants les plus jeunes et les établissements et rénovations de bâtiments scolaires. On retient par exemple la construction **en paille** de l'Ecocentre de loisirs Félix Eboué à Rosny-sous-bois (93) qui ouvrira ses portes en septembre 2019 et qui a fait l'objet d'une subvention totale la Région de 0,9 M d'euros.



L'accueil de loisirs Félix-Eboué à Rosny-sous-Bois va être construit en paille. Il ouvrira ses portes en septembre 2019

A Villemomble (93), la construction d'un nouveau groupe scolaire et la création d'un Pôle Petite enfance ont donné lieu à deux affectations en 2018 à hauteur d'1 million d'euros.

Le Fonds de solidarité relatif aux équipements mobiliers incendiés lors des émeutes urbaines de 2005 des Collectivités Territoriales franciliennes a été abondé à hauteur de **4,051 M€** en 2018**.** Cet abondement a permis de transformer en subventions des avances qui avaient été versées aux communes et intercommunalités concernées par les émeutes urbaines de 2005 et 2007. Elle a concerné les villes de Dugny, Clichy-sous-Bois, Fleury-Mérogis, Grigny, Maurepas, Montfermeil, Poissy, Sevran, Saint-Cyr-l'Ecole, Saint-Pierre-du-Perray, Villejuif, Villiers-le-Bel et la communauté d'agglomération Val-de-France.

La région œuvre également, via le plan vert et le plan déchets, pour un meilleur cadre de vie. Plusieurs projets emblématiques en 2018 : jardins familiaux à Chanteloup les Vignes (78), parc écologique à Epinay sur Seine (93), parc urbain au centre-ville du Kremlin Bicêtre (94), parc du fort de Champigny à Chennevières sur Marne (94). Ce dernier projet vise la requalification du parc afin qu'il devienne un espace de distraction ouvert au public ; une fois tous les travaux terminés, le site sera particulièrement bien desservi avec l'arrivée d'Altival (ligne de bus en site propre) prévue en 2025.



Parc du fort de Champigny à Chennevières sur Marne (94)

CHAPITRE 2. FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET L'ACCÈS À L'EMPLOI

Par l'adoption en décembre 2016 de la stratégie # Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation, la Région Ile-de-France s'est dotée d'une stratégie économique globale pour la

période 2017-2021 avec l'ambition de renouveler en profondeur l'action régionale au service de la croissance, de l'emploi et de l'innovation.

Cette décision s'inscrit dans un contexte historique, marqué à la fois par de formidables opportunités : JOP, transformation digitale, transition énergétique, mise en œuvre de grands projets d'infrastructures, mais aussi par de nombreux défis, qui touchent de près les entreprises et les actifs franciliens : désindustrialisation, accès aux compétences et à l'emploi, formation aux métiers de demain, dépendance aux ressources…

Ces défis revêtent une dimension primordiale dans les quartiers populaires, où la Région souhaite soutenir la création et la pérennisation d'entreprises, permettre à des jeunes créateurs d'accéder à des financements, favoriser l'émergence de grands lieux d'innovation et de logique de filières, tout en renforçant l'accès à la formation, l'insertion professionnelle et l'emploi pour l'ensemble des actifs des quartiers populaires, y compris les plus éloignés de l'emploi.

La **politique de soutien à l'économie sociale et solidaire** au cœur de la stratégie #Leader privilégie notamment la croissance d'entreprises ESS prometteuses en termes d'impact économique et social, mais de taille encore trop modeste pour asseoir leur développement. Cette politique constitue l'une des axes forts de l'intervention régionale dans les quartiers populaires.

Les efforts en 2018 ont également porté sur le déploiement des politiques adoptées plus récemment : la politique de **soutien à l'entrepreneuriat Entrepreneur # leader**, qui vise à porter à 15 000 à horizon 2019 le nombre de créateurs-repreneurs accompagnés dans leur projet, mais aussi à améliorer l'accès à une offre de qualité homogène en Ile-de-France sur les 25 bassins d'emploi, ou encore la **politique industrielle régionale Smart industrie**.

En termes de soutien régional, la politique de développement économique et d'accès à l'emploi est le second axe le plus important parmi les actions menées en faveur des quartiers populaires, avec plus de **224 M€** d'affectations en 2018 dans le périmètre retenu. 37 M€ en investissement et 187 M€ en fonctionnement ont été consacrés aux dispositifs dédiés à l'emploi, à la création entrepreneuriale, à l'économie sociale et solidaire et au soutien à l'accès à l'emploi et à la formation pour les quartiers populaires des 295 communes du périmètre.

Deux sous-axes stratégiques ont été retenus :

- favoriser un développement économique diversifié dans les quartiers défavorisés ;
- favoriser l'accès et le retour à l'emploi en quartier populaire par une mobilisation des Contrats.

QUARTIERS POPULAIRES 2018

FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET L'ACCES A L'EMPLOI

THEMATIQUES POLITIQUE DE LA VILLE	MONTANTS AFFECTES PAR LA REGION ILE DE FRANCE EN 2018				
	€	dont	€	dont par libellé (action)	€
Favoriser un développement économique diversifie dans les quartiers défavorisés	184 382 851	Entreprenariat populaire - accompagnement par le micro-crédit - accompagnement des créatrices d'entreprises dans les quartiers populaires	20 098 305	Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises	1 250 000
				Soutien à l'économie sociale et solidaire	2 702 000
				PM'up ESS	180 000
				PM'up	6 005 440
				TP'up	910 079
				Soutien à l'emploi indépendant, à l'entreprenariat et à la création d'entreprise	2 190 284
				Smart région initiative	420 000
				Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises	6 440 502
		Soutien à la dynamique entreprenariale des quartiers	154 767 424	Tiers lieux	528 156
				Aide aux projets d'infrastructures haut débit	2 790 200
				Soutien à la diffusion des technologies de l'information et de la communication	765 973
				Soutien à la revitalisation des communautés défavorisées	1 405 918
				Soutien aux projets de développement économique locaux	97 500
				Espaces de travail collaboratifs	601 807
				Construction et travaux dans les CFA*	7 981 883
				Equipement des centres de formation d'apprentis*	4 796 370
				Aides individuelles régionales	4 900 000
				Formation des salariés	560 000
				Rémunération des stagiaires et frais annexes	30 833 600
				Financement des CFA*	76 367 821
				Accompagnement de la politique d'apprentissage*	5 792 791
				Indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis*	15 274 960
				Olympiades des métiers	17 485
				Emplois tremplins	2 052 960
		Programmes "Destins changés en Ile de France" grands lieux d'innovation dans les quartiers populaires	9 142 415	Aide à l'innovation des entreprises	8 543 415
				Incubateurs, grands lieux d'innovation	42 000
				Structures d'appui à l'innovation	557 000
		Autres actions vers les quartiers populaires	374 707	Appui aux acteurs de la société de l'information et contribution à la réflexion stratégique	190 000
				Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires	15 000
				Smart industrie	11 760
				Assistance technique FEDER	157 947
Favoriser l'accès et le retour à l'emploi en quartier prioritaire de la politique de la ville par une mobilisation des Contrats	40 166 182	Recrutement de jeunes diplômés des quartiers populaires	20 989 918	Campus des métiers et des qualifications	135 900
				Défi métiers	1 559 000
				Soutien aux missions locales	19 295 018
		Insertion professionnelle - VAE - formation	19 176 265	Actions VAE	3 246
				Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées	6 938 360
				Formations qualifiantes et métiers	3 383 245
				Formations complémentaires	1 053 726
				Pôle régional d'information /conseil en validation des acquis de l'expérience	1 320 000
				Egalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie	1 975 543
				Assistance technique FSE	139 253
				Mesures diverses	72 000
				Accès aux savoirs de base	4 290 892
TOTAL	224 549 033	soit rapporté au total des affectations 2018 :			30%

1. Favoriser un développement économique diversifie dans les quartiers défavorisés

4 thématiques ont été retenues pour diversifier le développement économique dans les quartiers défavorisés : entreprenariat populaire - accompagnement par le microcrédit - Accompagnements des créatrices d'entreprises dans les quartiers populaires ; soutien à la dynamique entrepreneuriale des quartiers ; mesures en faveur de l'apprentissage et de la formation ; programme "Destins changés en Île-de-France" grands lieux d'innovation dans les quartiers populaires et autres actions.

a. Entrepreneuriat populaire - accompagnement par le microcrédit - Accompagnements des créatrices d'entreprises dans les quartiers populaires

La Région s'est dotée d'une nouvelle stratégie en matière de Sensibilisation à l'entreprenariat, l'accompagnement et le financement des entreprises. **1,250 M€ d'investissement ont été consacrés à la mise en place de nouveaux outils de financement, regroupant principalement les prêts, les garanties d'emprunt, les fonds propres ainsi que les aides spécifiques en faveur des entreprises en difficulté.** La structure dominante est l'association.

En renégociant son partenariat avec Bpifrance, la Région a ainsi doublé l'encours de prêts co-garantis. Afin de financer un plus grand nombre d'entreprises. Parallèlement, la Région a élargi son périmètre d'intervention à des secteurs d'activité et à des besoins de financement non couverts auparavant.

Grâce au fonds régional de garantie, le prêt d'amorçage a bénéficié à renforcer la trésorerie de petites entreprises innovantes de moins de 5 ans ayant obtenu un soutien public à l'innovation.

Les fonds de prêts d'honneur ont concerné les Fonds de prêt d'honneur locaux (France Initiative), les Fonds de prêt d'honneur départementaux (Réseau Entreprendre) et les Fonds de prêt d'honneur régional Wilco (ex Scientipôle Initiative).

Parmi les nombreuses structures soutenues, prenons l'exemple d'Initiactive 95 de Cergy, dans le Val d'Oise, aidée par les fonds pour prêts d'honneurs d'un montant de 400 000,00 € : INITIACTIVE 95 propose un accompagnement et un financement aux TPE du Val d'Oise. En plus d'offrir une large gamme de financements, INITIACTIVE 95 propose une offre de prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie. La Région a octroyé une aide en investissement à INITIACTIVE 95 pour abonder son fonds de prêts d'honneurs. Le fonds de prêts d'honneurs de INITIACTIVE 95 est abondé par plusieurs partenaires : CDC, Région.... Les prêts d'honneurs font l'objet de remboursements qui permettent de reconstituer de nouveaux apports nécessaires au financement d'autres projets et pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

Il est également possible de citer **L'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE)** accompagnée à hauteur de **0,3M€.** qui propose à des créateurs d'entreprises ayant des difficultés d'accès au crédit bancaire un financement permettant de démarrer leur activité, dans la limite de

10 000 euros. Ce financement couple généralement :

- un microcrédit (pour 2/3 du montant) : remboursable sur 6 à 48 mois, accessible aux créateurs d'entreprise ou aux entreprises existantes depuis moins de 5 ans. Il permet de financer des investissements, du stock ou de la trésorerie ;
- un prêt d'honneur (pour 1/3 du montant) : pour permettre aux créateurs d'augmenter leurs fonds propres en complément du microcrédit. Ce prêt est à taux zéro et remboursable sur une durée pouvant atteindre 60 mois. Ainsi, 1 233 entreprises se sont vues délivrer un prêt d'honneur.

La Région a soutenu le fonctionnement des fonds territoriaux de **France Active** dans leur mission de financement des entreprises solidaires et des TPE, tout comme la coordination régionale Ile-de-France Active. Ces fonds territoriaux ont concerné : Paris Initiatives Entreprendre (75), AFILE 77 (77), Yvelines Actives (78), Essonne Active (91), Hauts-De-Seine Initiatives (92), Garances (93), Val-de-Marne Actif pour l'Initiative (94) et Initiactive 95 (95). Par cette action, ce sont 39 entreprises de l'ESS et 334 TPE qui ont bénéficié d'un prêt ou d'une garantie d'emprunt pour un montant estimé à **0,5 M€.**



Financement d'INITIACTIVE 95, portail Région Île-de-France

La Région renforce son action dans le champ de **l'économie sociale et solidaire**. Grâce à l'action régionale, ce secteur important de l'économie a été fortement développé et redynamisé.

Une stratégie d'investissement revue, visant à faire émerger les « champions de l'ESS », a été décidée. Les moyens d'InvESS IDF (InvESS IDF, société coopérative à capital variable, cible les structures de l'ESS) ont été renforcés pour mettre en œuvre cette stratégie. Précisément, une levée de fonds de 3 M€ a eu lieu en juillet 2018, dont 1,5 M€ versés par la Région Ile-de-France. Le capital est désormais de 6,7 M€, dont 48.3 % sont détenus par la Région Ile-de-France.

En 2018, InvESS IDF a investi dans quatre structures de l'ESS pour un montant total de 745 k€, soit une moyenne de 186 k€ par dossier.

Le financement du lancement d'un « Club Social Business », visant à intervenir sur mesure auprès des entreprises franciliennes recherchant des coopérations innovantes avec l'ESS (Social Business), a été engagé. Pour cela, l'opérateur REC a été retenu pour animer ce club en partenariat avec d'autres acteurs de haut niveau : KPMG, l'ADIVE, Ashoka et Socialcobizz.

Le lancement de ce club a donné lieu à une soirée inaugurale, plus d'une trentaine d'entreprises franciliennes ont adhéré pour être accompagnées dans la mise en place de projets Social Business.

La Région a fait le choix de subventionner un « Accélérateur ESS » porté par INCO, associé avec Accenture et HEC Paris, pour un montant de près de 0,500 M€. L'objectif de ce dispositif est d'une part de détecter des entreprises de l'ESS au stade de « pépites », c'est-à-dire présentant un fort potentiel de développement, d'essaimage sur le territoire francilien, et de créations d'emplois, d'autre part, d'en retenir dix par « promotion », pour les accompagner durant 24 mois dans leur changement d'échelle, par un apport d'expertises de très haut niveau, dans de nombreux domaines (financement, systèmes d'information, organisation, RH, communication…). Dix entreprises seront sélectionnées fin octobre 2019 et bénéficieront de cet accompagnement.



La poursuite du soutien à des réseaux structurant des filières spécifiques a été réalisée par le financement du Groupement des Acteurs Franciliens de l'Insertion par l'Economique (GRAFIE), lui permettant de mener des actions ciblées de développement économique de la filière, en vertu d'une convention profondément modernisée.
En complément, la Région a également maintenu son soutien à certaines Coopératives d'Activités et d'Emplois (CAE).

La Région a soutenu l'URSCOP, pour renforcer le soutien à l'accompagnement des créations/reprises sous forme SCOP/SCIC, permettant ainsi à l'URSCOP d'accompagner la création et la reprise des entreprises franciliennes sous forme de SCOP/SCIC.

Les montants des actions budgétaires suivantes (PM'up, TP'UP, TP'UP, soutien à l'emploi indépendant, à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprise, smart région initiative poursuivant l'objectif d'entrepreneuriat dans les quartiers populaires correspondent à une proratisation des montants régionaux votés soit plus de 10M€. Le montant accordé au dispositif PM'up ESS, repris dans son intégralité, s'est élevé à 0,180M€. La Région a ainsi lancé 3 marchés publics afin de subventionner les entreprises lauréates d'un concours, désignées par un jury, pour leur stratégie de croissance et de fort potentiel (PM'up, PM'up ESS, TP'up). 142 entreprises (dont 13 relevant du secteur de l'ESS) ont bénéficié de subventions.

Afin de soutenir commerce des métiers d'art (TP'up), la Région a mobilisé 0,234 M€ pour 5 entreprises relevant de l'économie sociale et solidaire.
La Région a aussi développé **une nouvelle politique régionale en faveur de la création et reprise d'entreprises**. Une dotation de près de 6,6 M€ en fonctionnement a été affectée aux dispositifs dédiés à cette nouvelle politique régionale.

A cet égard, l'offre d'accompagnement à la création et reprise d'entreprises a été abondée au bénéfice des trois chefs de file des consortiums des phases ante-création (BGE PaRIF), financement (InitiActive Île-de-France) et post-création (CCI Paris Île-de-France). Les Fonds Européens ont aussi été mobilisés pour l'AAP « Actions en faveur de l'entrepreneuriat ».
La Région réaffirme son engagement vis-à-vis de l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires notamment les quartiers politique de la ville, par l'appel à projets « Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville ». Il s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence France Entrepreneur (AFE) dans le but de renforcer les actions d'accompagnement des créateurs-repreneurs et jeunes dirigeants d'entreprises et de favoriser la pérennité des entreprises et des emplois créés sur les territoires fragiles des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cette action a bénéficié à dix-sept acteurs permettant d'accompagner les franciliens issus des QPV dans leur parcours entrepreneurial en 2018.

Enfin, la mise en place du GIP Maximilien aide les TPE-PME à accéder plus facilement aux marchés publics et facilite ainsi l'acte d'achat public. En termes de formation, le GIP a organisé 46 formations aux outils, soit 406 personnes formées en 2018. Coté entreprises, plus de 37 474 sont inscrites sur le portail Maximilien. L'affectation a été proratisée pour sa prise en compte de l'action régionale dans les quartiers populaires.

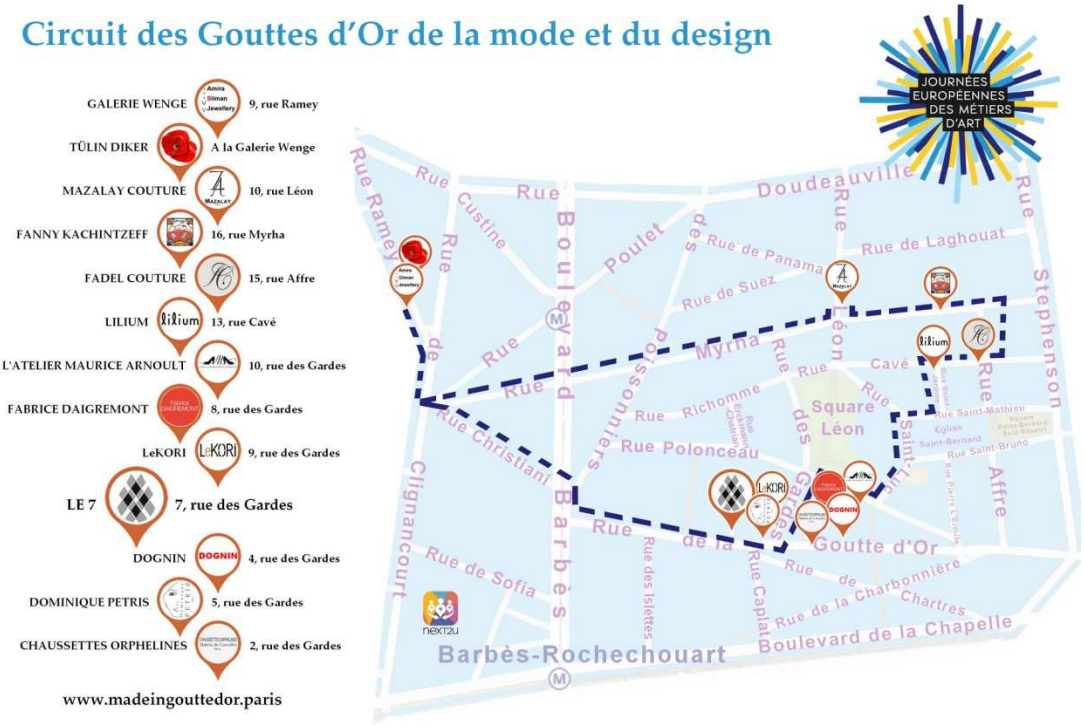
La Région a confirmé le lancement du **programme Smart Région,** avec la volonté de déployer des politiques publiques régionales intelligentes, au travers de nouveaux outils et services numériques innovants à destination des Franciliens. Sur un montant global d'1,500 M€ en 2018, la part susceptible de toucher les quartiers populaires est estimée par proratisation à **0,420** M€. L'objet est de développer les premières couches de la Smart Plateforme 2030, plateforme collaborative de données régionales 3D. Cette plateforme offrira le socle technologique mobilisable pour développer une politique data et de nouveaux services à destination des Franciliens, des entreprises et des territoires à partir de 2019.

b. Soutien à la dynamique entrepreneuriale des quartiers

Dans l'objectif de création de mille tiers-lieux en Ile-de-France à l'horizon 2021, la Région a soutenu 19 projets **pouvant concerner totalement ou partiellement les quartiers populaires :** 7 projets de tiers-lieux ont été développés dans Paris et à proximité (montant estimé à 0,528 M€. Dans les quartiers périphériques 12 opérations ont été menées dans le cadre de partenariats notamment avec SNCF mobilités, la Ligue de l'enseignement- Fédération du Val d'Oise, la communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie, ainsi qu'avec les communes de Romainville et Sucy-en-Brie (montants estimés à 0,6M€).

La Région a investi près de **2,800 M€** (montant proratisé) au profit de la réalisation des Réseaux d'Initiative Publique (RIP) Très Haut Débit (THD) et du raccordement des équipements régionaux. Ont été concernés le Syndicat mixte ouvert Seine-et-Marne Numérique, le Syndicat mixte Essonne Numérique et le Syndicat mixte Val d'Oise Numérique. Ces trois projets concrétisent les Schémas Directeurs Territoriaux d'Aménagement Numérique (SDTAN), élaborés à l'échelle départementale, qui interviennent de manière complémentaire aux déploiements privés. Dans le cadre du Fonds national pour la Société Numérique, l'État y apporte également son soutien. **Le département de la Seine-Saint-Denis a été soutenu pour la fin du raccordement de ses lycées.**
Une enveloppe estimée à **0,97 M€** a été affectée en 2018 aux Projets de Développement Économique Locaux (PDELC) des quartiers populaires. Ce dispositif a permis de soutenir la structuration de filières et le déploiement de stratégies territoriales de développement à une échelle intercommunale. Cinq projets ont ainsi pu être soutenus. Parmi ceux-ci, on peut noter : le

soutien à la coordination de la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion sur le territoire de Plaine Centrale et le développement de la filière mode-textile-design sur le secteur de la Goutte d'Or à Paris.



c. Mesures en faveur de l'apprentissage et de la formation

La région a mené pour un montant estimé à près de **8 M€** (pour les jeunes apprentis des quartiers populaires) des opérations de construction dans les CFA telles que la construction de l'Eco-Campus du bâtiment à Vitry-sur-Seine (94), construction de nouveaux locaux CFA CCIR – site ITESCIA (95), la rénovation, restructuration et agrandissement CFA BTP Bâtiment à Ermont (95), Travaux d'aménagement CFA Rungis Académie, constructions CFA de la Faculté des Métiers de l'Essonne à Bondoufle (91) et CFA de la CMA 77 - IMA du Pays de Montereau à Saint Germain Laval (77), aménagement de 2 hangars CFA de l'AFMAE à Toussus-le-Noble (78).

En matière d'acquisitions diverses d'équipements pour les CFA (informatiques, pédagogiques, audiovisuels, sportifs, matériels techniques, mobiliers, …), l'affectation estimée est de 4,7 M€.



L'Eco-Campus du bâtiment à Vitry-sur-Seine (94)

La Région a mis en place un nouveau dispositif expérimental d'aides individuelles, complémentaire à l'offre collective régionale, ayant pour objectifs le retour, l'accès, le maintien dans l'emploi ou la hausse du niveau de qualification, il s'agit des Aides Individuelles Régionales (AIR).

Au titre de la formation des salariés, la Région a soutenu à hauteur de **5,6 M€** les centres franciliens d'enseignement du conservatoire national des arts et métiers (CNAM) qui dispensent aux salariés des formations conduisant à la délivrance de diplômes reconnus et transférables au niveau européen, notamment sur de nouvelles implantations situées en grande couronne.

Au titre de sa compétence exclusive en matière de formation professionnelle des jeunes de 16−25 ans sans qualification, la Région prend en charge la rémunération pour l'ensemble des stagiaires inscrits dans ses mesures d'insertion professionnelle. La rémunération est également ouverte sur les dispositifs qualifiants selon les modalités votées en Conseil régional en juillet 2016.

Dans le cadre de la décentralisation des missions prévues par la loi du 5 mars 2014, l'État a transféré à la Région, dans le cadre du service public régional de la formation professionnelle, de l'accès à la formation et à la qualification professionnelle des personnes en situation de handicap. Ainsi, elle doit participer à la définition du programme de formation des personnes en situation de handicap mais aussi assurer la rémunération des publics dans l'ensemble des centres de rééducation professionnelle (CRP) présents sur le territoire régional.

De ce fait, la Région Ile-de-France agrée à rémunération les formations dispensées dans les CRP, et assure désormais la rémunération des stagiaires des 23 centres franciliens, pour environ 5 000 stagiaires par an.

La rémunération des stagiaires en formation des quartiers populaires a fait l'objet d'une mobilisation estimée à plus de 30 M€, finançant ainsi la rémunération au titre de la formation professionnelle de stagiaires ne bénéficiant pas ou plus d'une indemnisation au titre de l'assurance chômage.

Au titre de sa compétence apprentissage, la Région a poursuivi son effort, initié lors de la mise en œuvre des contrats de performance CFA-Région en 2016, en faveur de l'accès des jeunes issus de quartiers populaires à des contrats d'apprentissage. A cet effet, les financements de fonctionnement des CFA dédiés à l'accompagnement de jeunes issus de quartiers populaires est estimée à 76,4M€, soit 41% de l'enveloppe globale de soutien des CFA. En outre, trois dispositifs

interviennent plus directement en faveur des jeunes en difficulté : le dispositif d'accès à l'apprentissage (DAA) qui offre un sas de remise à niveau avant la signature d'un contrat et sécurise le jeune en cas de rupture ; les développeurs territoriaux de l'apprentissage (DAT) qui assurent l'intermédiation entre les prescripteurs (missions locales, Ecole de la 2ème chance) et les CFA pour maximiser le nombre d'entrées en apprentissage ; les aides individuelles à l'entrée en apprentissage versées à tous les jeunes des premiers niveaux de qualification (niveaux V, IV et III).

En 2018, la Région a en outre soutenu l'organisation des 45èmes Olympiades régionales des métiers, la préparation physique et mentale et la participation de la délégation francilienne des métiers aux Olympiades nationales qui se sont déroulées à Caen en novembre 2018.

L'accompagnement des jeunes les plus éloignés de l'insertion professionnelle s'est encore développé : 81% des bénéficiaires sont entrés sur des formations de niveau V et IV (40% pour les apprentis), 4% d'entre eux étaient des personnes en situation de handicap (0,6% pour l'ensemble des apprentis franciliens) et 16% étaient domiciliés en quartier politique de la ville (9% pour les apprentis).

d. Programme "Destins changés en Île-de-France" : grands lieux d'innovation dans les quartiers populaires

Deux dispositifs créateurs d'emplois dans l'innovation sont développés par la Région.

- **Innov'up**, lancé depuis 2017 en partenariat avec Bpifrance, ce dispositif a permis de confirmer en 2018 le rôle primordial de la Région en matière de soutien à l'innovation des entreprises franciliennes.

Innov'up a été soutenu comme suit : Aide à l'appel à projets Innov'up Prototype afin de soutenir les 12 projets mobilisant les technologies de l'intelligence artificielle et de la robotique et ayant des applications industrielles ou des perspectives d'industrialisation en Ile-de-France, financement du Fonds régional Innov'up, permettant d'augmenter sa capacité globale d'intervention, lancement d'un nouveau programme dans le cadre du programme d'investissement d'avenir : Innov'up Leader PIA, cofinancé à parité par la Région et l'Etat et opéré par Bpifrance.

Ce dispositif permet de soutenir les projets d'innovation de futurs leaders sur leur marchés avec une aide attractive pouvant aller jusqu'à 500 000€, versés pour deux tiers en subvention et pour un tiers en avance récupérable. Deux appels à projets ont été lancés sur 2018, qui ont vu le dépôt d'un nombre important de candidatures de qualité (plus de 300). 21 lauréats ont été désignés pour le premier appel à projets. Les bénéficiaires du deuxième appel à projets ont été désignés en décembre 2018.

- **Incubateurs, hauts lieux d'innovation** : Sur l'ensemble de l'année 2018, 1 projet de création de nouveaux lieux d'innovation a été soutenu par la Région dans les quartiers populaires, la société Biomunity 621 pour la création de l'incubateur cosmétique Fabrique 621 à Pantin qui accompagne de jeunes créateurs de la Seine-Saint-Denis.

A cela s'ajoute le soutien à **13 structures d'appui à l'innovation**.

e. Autres actions

La Région a décidé de soutenir les événements et les acteurs numériques. Son financement est réparti en deux champs d'intervention : le financement d'événements dans le domaine des contenus numériques, de l'internet et du multimédia accordé à quatorze évènements franciliens

innovants organisés tout au long de l'année 2018, et rassemblés sous le label Paris Région Smart Week.
La Région confirme son Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires. Par délibération N° CR 2017-127 en date du 6 juillet 2017 le Conseil régional d'Ile-de-France a ainsi entériné une politique stratégique en faveur du design en Ile-de-France dont un point saillant est de développer et enrichir la plateforme de mise en relation entreprises / designers. Les opérations d'acquisition de cette plateforme, son hébergement, son développement et son passage à la gratuité et de contribution au prix national du design, remettre un prix Ile-de-France et bénéficier de la visibilité attachée à l'évènement ont été financées.

La politique industrielle régionale, Stratégie Smart Industrie 2017-2021, approuvée lors du Conseil Régional de juillet 2017 a donné lieu au lancement d'un programme partenarial d'accompagnement à la modernisation de 100 PME industrielles sur 2018. Les partenaires pour cette action sont le CETIM (Centre d'Expertises Technologique des Industries Mécaniques), en lien avec GFI Business, le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA List), les chambres de commerce et d'industrie, le GIM-Groupement des Industries Métallurgiques.

2. Favoriser l'accès et le retour à l'emploi en quartier prioritaire de la politique de la ville par une mobilisation des Contrats

a. Recrutements de jeunes diplômés des quartiers populaires

En 2018, les **campus des métiers et des qualifications** ont poursuivi leur essor en partenariat avec les trois Académies de Paris, Créteil et Versailles. En 2018, **0,13 M€** leur ont été affectés. Ces financements permettent de soutenir les projets et les dépenses générales liées à l'activité des campus (frais de communication, d'équipements, etc…).

En 2018, la Région a par exemple soutenu le campus des métiers et des qualifications HUB mis en place par l'Université de Paris 8 de Vincennes. Il visait à l'insertion professionnelle de jeunes des départements proches des deux aéroports du nord de Paris, en les amenant vers les secteurs d'activité de l'aéroportuaire et des échanges internationaux Grand Roissy / Le Bourget, par le biais de parcours de formation plus fluides. Cela dans le but de répondre aux besoins en compétences actuels et futurs des entreprises et de répondre aux attentes des jeunes de ces départements.

En 2018, près de **1,55 M€** ont été affectés au **Défi métiers, le Carif-oref francilien** pour subventionner son fonctionnement. Défi métiers est un groupement d'intérêt public en grande partie financé par la Région, qui **rassemble les principaux acteurs régionaux de la formation et de l'emploi et qui accompagne les politiques publiques et paritaires en termes d'orientation, de formation et d'emploi en Île-de-France**. Il a ainsi pour mission de faciliter l'accès à l'offre de formation professionnelle en Ile de France et à la qualification, ainsi qu'à en promouvoir l'égalité d'accès.



En 2018, le **soutien régional aux missions locales** s'élevait à **19,29 M€**. Parmi les jeunes aidés par les missions locales, une grande partie est issue de quartiers populaires. Ainsi, **16,760 M€** ont permis de financer l'appui aux missions locales, afin d'œuvrer pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes non scolarisés de 16 à 25 ans par un suivi personnalisé permettant de définir, construire et réaliser leurs projets professionnels. **L'association régionale des missions locales** (ARML), qui est conventionnée avec la Région, a reçu **0,60 M€** en 2018, pour son fonctionnement et son animation du réseau des missions locales franciliennes, du suivi de leurs activités et des indicateurs de leur performance. La Région (en partenariat avec Île-de-France mobilités) a alloué **1,5 M€** pour le dispositif **« chèques mobilités »** afin d'attribuer aux jeunes en

recherche d'emploi ou de formation suivis par les missions locales des coupons d'achat de titres de transport RATP, SNCF ou leurs dépositaires. Enfin, la région finance à hauteur de **0,51 M€** des parrainages. On estime en 2018, **un accueil d'environ 170 000 jeunes au sein des 72 missions locales** (dont environ 70 000 en premier accueil).

.

b. Insertion professionnelle – Validation des acquis de l'expérience - formation

La Région a mis en place des **mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées**. Ces dispositifs proposent aux Franciliens en difficulté d'insertion professionnelle un accompagnement et une formation pour un accès durable à l'emploi, **6,93 M€** des affectations vont en direction des publics des quartiers populaires. **6,61 M€ ont été attribués aux Ecoles de la deuxième chance** (E2C). C'est par exemple le cas de l'école de la deuxième chance de Seine Saint-Denis qui amène des jeunes de 18 à 25 ans, sans diplôme ni qualification, vers une insertion durable (emploi direct, formation, ou alternance). **0,17 M€** ont été attribués pour le **soutien au groupement de créateurs** d'entreprises **afin d'informer le public sur la réalité de l'entreprenariat et d'accompagner personnellement les bénéficiaires dans la concrétisation de leur projet**. La Mission locale pour l'emploi de Marne-la-Vallée a par exemple été soutenue pour sa démarche pédagogique et partenariale novatrice en matière d'accompagnement des publics fragiles en difficulté. Sa méthode vise à rendre chaque bénéficiaire accompagné auteur et acteur de son parcours en renforçant son autonomie en vue d'une insertion socioprofessionnelle solide et durable. La Région a également financé à hauteur de **0,15 M€** le **partenariat avec l'association Sport dans la Ville pour son programme « Job dans la Ville » qui favorise l'accès à une qualification et à l'emploi de 330 jeunes issus des quartiers populaires** de 8 communes d'Ile-de-France (Bondy, Drancy, Paris, Saint-Ouen, Sarcelles, Saint-Denis, Gonesse et Bobigny).

Près de **3,38 M€** ont été mobilisés pour les « **Formations qualifiantes et métiers** » **à destination des demandeurs d'emploi afin de leur proposer des formations certifiantes en vue d'un retour rapide à l'emploi** dans des secteurs en tension ou qui recrutent. Ainsi, la Région a affecté 0,18 M€ à l'entreprise 3W ACADEMY pour la formations de 45 franciliens, prioritairement des jeunes peu qualifiés issus de Quartiers Populaires. Elle forme, en partenariat avec les acteurs de l'emploi et Microsoft au métier de développeur intégrateur en réalisation d'applications Web. 0,19 M€ ont été affectés à l'association Epitech pour son projet « Web@cadémie Ambition Féminine » qui forme aux métiers de développeur web, des jeunes (en majorité des femmes) déscolarisés pour répondre à la pénurie de développeurs web en France et au manque de mixité dans le numérique.

Les **formations complémentaires** mobilisent près de **1,05 M€**. La Région soutient par exemple à hauteur de 0,2 M€ à la start-up Tourism Academy pour la mise en place de son programme innovant de formation en ligne (MOOC « Paris-Charles de Gaulle, la France accueille le monde ») et en réseau, permettant à 700 demandeurs d'emploi et jeunes en insertion du territoire du Grand Roissy / Le Bourget de découvrir la maîtrise des techniques d'accueil des clientèles internationales et de l'excellence de service.

En 2018, la Région a affecté **1,32 M€** à l'action « **Pôle régional d'information/conseil en validation des acquis de l'expérience** » à destination des antennes d'information conseil en validation des acquis de l'expérience (VAE) qui apportent un conseil expert sur la VAE permettant de définir plus clairement le projet, de mesurer les risques, et de sécuriser la démarche. D'avril 2017 à avril 2018 (période d'exécution des marchés) 8 antennes régionales et 34 points d'accueil ont assurés plus de 25 000 informations et 9 052 entretiens conseil aux Franciliens. La commande régionale d'entretiens conseil en VAE a été réalisée à 97%.

Le pôle des Affaires européennes de la Région a affecté **1,97 M€** à l'égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie et **0,13 M€** en assistance technique pour la mise en œuvre du Fonds social Européen (FSE).

La Région finance de **0,07 M€** le GIP Défi Métier pour sa mission spécifique d'observation des emplois et formation dans le secteur sanitaire et social, qui sera prise en compte pour le pilotage du schéma régional des formations sanitaires et sociales.

L'action « **Accès aux savoirs de base** » (dispositif "Avenir Jeunes") vise à **favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, sortis du système scolaire sans qualification, grâce à des Parcours d'Entrée en Emploi** (PEE). Pour ce faire, la Région a affecté **4,11 M€** à 40 associations qui accueillent dans des **Espaces Dynamiques d'Insertion** (EDI) des jeunes de 16 à 25 ans de milieux défavorisés, déscolarisés, demandeurs d'emploi, rencontrant diverses problématiques de santé ou de logement. Les associations évaluent leurs acquis, leurs compétences et leurs situations globales afin de proposer un accompagnement individuel et des activités collectives en vue de l'engagement dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle. Ces EDI étaient par exemple localisés à Champigny-sur-Marne, Pontoise, Melun, ou encore Bobigny. La région finance également le GIP FCIP qui met en œuvre des actions de maitrise de la langue française et de professionnalisation.

CHAPITRE 3. PRÉVENIR LA DÉLINQUANCE, PROMOUVOIR LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET SOUTENIR LES EXPRESSIONS CITOYENNES

QUARTIERS POPULAIRES 2018					
PREVENIR LA DELINQUANCE, PROMOUVOIR LES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET SOUTENIR LES EXPRESSIONS CITOYENNES					
THEMATIQUES POLITIQUE DE LA VILLE	MONTANTS AFFECTES PAR LA REGION ILE DE FRANCE EN 2018				
	€	dont	€	dont par libellé (action)	€
Réduire l'insécurité sous toutes ses formes dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville	20 942 132	Bouclier de sécurité	6 871 799	Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité	3 372 622
				Soutien à l'équipement en vidéo protection	3 499 177
		Equipement des forces de sécurité	619 188	Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	619 188
		Soutien aux victimes	297 800	Aide aux victimes	297 800
		Sécurisation des lycées et des instituts de formation sanitaire et sociale	11 452 516	Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales	97 311
				Etudes de sécurité des lycées	435 500
				Travaux de sécurité dans les lycées	2 800 230
				Subvention pour la sécurité aux EPLE	7 007 285
				Subventions pour la sécurité des lycées privés	1 112 190
		Sécurisation des iles de loisirs	1 631 931	Sécurisation des Iles de loisirs	1 631 931
		Téléprotection grave danger pour les femmes	68 898	Téléprotection Grave Danger	68 898
Faire respecter l'école, ses obligations et réduire la violence scolaire dans les quartiers défavorisés	1 652 950	Prévention de la radicalisation	410 206	Citoyenneté et valeurs de la République	410 206
		Citoyenneté et lutte contre les discriminations en milieu scolaire	1 242 744	Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations	1 242 744
Répondre de manière adaptée aux besoins de médiation sociale dans les quartiers défavorisés	3 822 491	Place des femmes dans les quartiers	1 315 780	Centre de ressource égalité femmes / hommes - ORVF	168 000
				Établissements et services pour femmes en difficulté	1 147 780
		Soutien aux radios et télévisions locales	218 462	Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression su	218 462
		Soutien aux initiatives d'innovation sociale	2 288 249	Fonds régional de développement de la vie associative	391 954
				Actions d'innovation sociale	1 896 295
Développer une réponse de qualité aux besoins d'information juridique des citoyens dans les QPV	2 294 501	Lutte contre les discriminations	2 294 501	Soutien aux structures d'accueil aux jeunes en rupture familiale	300 000
				Lutte contre les discriminations	837 345
				Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité des chances	1 157 156
TOTAL	28 712 074	soit rapporté au total des affectations 2018 :			89%

1. Réduire l'insécurité sous toutes ses formes dans les quartiers populaires

La Région porte une action forte en matière de prévention et de réduction de l'insécurité sous toutes ses formes dans les quartiers populaires, notamment celle ressentie par les femmes franciliennes. La lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme sont des exigences qui s'imposent à tous les acteurs publics, dans le cadre d'une politique de « coproduction de la sécurité » à laquelle la Région entend, dans le cadre de ses compétences, contribuer de manière significative.

Cette politique ambitieuse et innovante, unique en France, repose sur deux axes : le rapport cadre « Bouclier de Sécurité » et le rapport cadre « Mieux protéger les Victimes » dont découlent un certain nombre d'actions.

a. Le bouclier de sécurité

Le rapport cadre « Bouclier de Sécurité » a été décliné par une série de dispositifs opérationnels par délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016, afin de moderniser les équipements et soutenir la rénovation des commissariats de police municipale d'Ile-de-France, notamment ceux situés en quartiers prioritaires et d'encourager les communes dans la mise en place d'équipements de vidéoprotection. **Près de 6 900 000 € ont ainsi été dédiés à la mise en place de ces dispositifs au sein des quartiers populaires.**

Il peut notamment être cité la sécurisation du Commissariat de Bagnolet pour **0,021M€** ou encore le vote d'une aide de **0,77M€** euros pour la construction du nouveau commissariat de Corbeil-Essonnes (91).

b. L'équipement des forces de sécurité

Par le biais d'une convention Etat-Région relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Ile-de-France, adoptée par délibération n° CR 212-16 du 18 novembre 2016**, la Région peut désormais apporter son soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics intervenant en quartiers prioritaires**.

Parmi près de 40 projets à destination des communes, on notera par exemple :

- l'équipement de la police municipale de Savigny le Temple (77) : 0,100 M€ pour accompagner l'aménagement de ses nouveaux locaux dans un quartier de densification urbaine,
- la rénovation, l'aménagement, la sécurisation des locaux et du parking, ainsi que l'acquisition de 3 véhicules de service pour la police municipale de Clichy-sous-Bois (93) : 0,085 M€

c. La sécurisation des équipements publics : lycées, Ile-de-loisirs et Instituts de formation



Par le biais de financements accrus, la Région confirme son soutien à la sécurisation des équipements publics tels que les lycées, les Ile-de-loisirs et les Instituts de formation. **Plus de 13 M€ ont ainsi été dédiés à la sécurisation de ces équipements.**

Il peut être cité, à cet effet, les opérations de

travaux de sécurisation du lycée professionnel Claude Nicolas Ledoux aux Pavillons-sous-Bois (93) ou encore du lycée Jacques Prévert à Taverny (95).

Dans les îles de loisirs, ce sont plus d'1,6 M€ qui ont été affectés à des opérations de sécurisation dans les 12 propriétés régionales.

Dans les instituts de formation sanitaire et sociale, l'Ecole Supérieure de Travail Social (Paris) ou l'Institut de Travail Social (Montrouge) ont été sécurisés par l'installation de systèmes de vidéosurveillance.

2. Faire respecter l'école et réduire la violence scolaire dans les quartiers défavorisés

La Région soutient une action volontariste en faveur de la promotion des valeurs de la République et du respect de l'école, de la lutte contre le décrochage scolaire et de la réduction de la violence scolaire dans les quartiers défavorisés. De ce fait, elle porte plusieurs dispositifs dédiés à ces thématiques permettant une action forte dans les quartiers populaires.

a. Promotion de la citoyenneté et des valeurs de la République

La mise en valeur, la diffusion et le respect de la laïcité et des valeurs de la République restent une priorité de l'action régionale et traversent l'ensemble des axes d'intervention. Outre l'instauration de la charte de la laïcité pour toute aide régionale, les dispositifs relatifs à la citoyenneté et aux valeurs de la République apportent un soutien aux structures qui portent des projets en la matière. **Près de 62 projets liés aux expressions citoyennes et à la défense des valeurs de la République ont ainsi pu être financés pour un montant de 0,410 M€.**

b. Actions en faveur de la citoyenneté, de la participation lycéenne et de la lutte contre les discriminations

La mise en place et le renforcement du dispositif en faveur de la citoyenneté, de la participation lycéennes et de la lutte contre les discriminations vise à consolider et élargir des partenariats mis à disposition des lycées pour mettre en œuvre des actions mémorielles et citoyennes, et travailler sur les valeurs de la République, l'ouverture, le respect, la tolérance, et agir ainsi pour prévenir les phénomènes de radicalisation, en complément de la tenue des conférences « Les grands témoins contre le terrorisme » (délibération n° CR 95-16 du 19 mai 2016). Il a également pour objet, à travers le dispositif ALYCCE, de soutenir le dispositif Actions lycéennes et de subventionner les actions en faveur du renforcement de l'élargissement des choix professionnels, de l'égalité filles-garçons dans les filières scientifiques et technologiques, et les parcours d'excellence via l'appel à projets Olympe (délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016). **Près d'1.250 M€ ont ainsi été dédiés à la mise en œuvre de ces dispositifs en quartiers prioritaires.**

Diverses actions sont ainsi subventionnées, telles que la création de clubs artistiques ou culturels ou encore de journée de l'engagement. Il peut être cité à cet effet le projet mis en place au sein du lycée Jean Zay à Aulnay-sous-Bois « La parole en exil - D'une langue ancienne à une langue poétique contemporaine ».

3. Répondre de manière adaptée aux besoins de médiation sociale dans les quartiers défavorisés

a. Favoriser la place des femmes dans les quartiers



La Région **œuvre en faveur de la place des femmes dans les quartiers populaires**, notamment par le biais **du soutien au Centre Hubertine Auclert**, organisme associé et Centre Francilien régional de ressource et d'expertise sur les thématiques d'égalité femmes hommes. Le Centre a ainsi produit un **rapport inédit sur les femmes et l'espace public, accompagné d'une large campagne de sensibilisation « #PARTAGEONSLESPACE ! ».** Le rapport propose des solutions pour contribuer à renforcer la présence des femmes dans les espaces communs, les aménager en répondant mieux à leurs besoins et réduire leur sentiment d'insécurité. S'appuyant sur l'expertise d'universitaires et d'associations, le Centre Hubertine Auclert propose 17 mesures concrètes pour la politique régionale et 14 préconisations complémentaires.

Par ailleurs, la Région porte une action forte et résolue en faveur de la place des femmes dans l'espace public des quartiers populaires **via le soutien qu'elle apporte en investissement aux établissements et services pour femmes en difficulté**. Par cette action, elle contribue au financement de projets de création, de restructuration et d'équipement de centres d'accueil et d'hébergement accueillant ces personnes vulnérables. De ce fait, **près 1.2 M€ ont été attribués à des structures implantées au sein des quartiers populaires**. Il peut être cité à cet effet la reconstruction du Foyer de Sevran (93) accueillant des adolescentes de 14 à 18 ans pour un montant de 255 000€.

b. Favoriser l'expression citoyenne

La Région souhaite **favoriser les modes d'expression citoyens** par le biais d'un ensemble de dispositifs comprenant notamment le **soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression**, le fonds régional de développement de la vie associative ou encore le soutien aux actions d'innovation sociale.

Il peut ainsi être cité le soutien à la radio LFM ELLES FM implantée à Mantes-la-Jolie, à hauteur de 15 000 € annuel. Cette radio locale vise à promouvoir l'égalité femmes-hommes au sein des quartiers populaires.

Par ailleurs, par le biais de son **fonds de développement de la vie associative**, la Région est amenée à financer des projets visant à développer et structurer le secteur associatif. Il peut être ainsi mentionné le soutien à l'association EGAM en vue de la mise en place d'un réseau de la jeunesse pour la lutte contre le racisme et la discrimination à hauteur de 10.000 €.

Enfin, la Région soutien les actions innovantes en investissement, notamment implantées en quartiers populaires. Il peut être ainsi cité le projet porté la Croix Rouge en vue du réaménagement et l'extension de la Maison des Femmes de Saint-Denis.



Peut également être mentionné le projet porté par le Secours Catholique (92) de prise en charge innovante de pauvreté à Antony à hauteur de 270 000€.

4. Développer une réponse de qualité aux besoins d'information juridique des citoyens dans les quartiers populaires

La Région souhaite favoriser l'accès à l'information juridique des citoyens des quartiers populaires, notamment ceux victimes de discriminations, par le biais de dispositifs dédiés.

a. Soutien à la lutte contre les discriminations et à la promotion de l'égalité femmes hommes via un appel à projets

La Région a adopté en 2016 de nouvelles orientations stratégiques en faveur de **la lutte contre les discriminations** (CR n°100-16 du 22 septembre 2016) permettant de soutenir des actions innovantes et offensives qui dépassent la simple sensibilisation au profit, notamment, du testing et de l'accompagnement de poursuites judiciaires. Toutes les formes de discriminations son ainsi visées et permettent un champ d'action élargis.

Un **appel à projets** est, de ce fait, lancé annuellement afin de financer des actions de **lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi, au logement et dans le domaine de la formation et du sport**. La Région œuvre également à la lutte contre les discriminations au travers de partenariats spécifiques, inscrits dans la durée et permettant de soutenir des actions novatrices pérennes.

Plusieurs actions à destination des quartiers populaires sont ainsi financées. Il peut être, à cet effet, mentionné le soutien à l'association MAG JEUNES GAIS, à hauteur de 20 000 €, qui vise à développer une permanence de soutien aux victimes de LGBTphobies en quartier défavorisé.

b. Soutien à la lutte contre les discriminations

Par le biais de son programme de soutien FSE, la Région œuvre en faveur des dynamiques d'inclusion et de la lutte contre les discriminations. **Près 1.150 M€ ont ainsi été dédiés à des projets dédiés à la thématique en quartier prioritaire,** par exemple pour la mise en œuvre d'ateliers sociolinguistiques et d'apprentissage de la langue française à Gonesse et Garges les Gonesse (95).

Par ailleurs, au titre du soutien aux structures d'accueil aux jeunes en rupture familiale, **0,300 M€** ont été mobilisés en 2018, dans le cadre d'un partenariat spécifique avec l'association le Refuge pour favoriser l'insertion et la poursuite d'études, par le logement dans un premier temps, des jeunes victimes d'homophobie ou de transphobie familiale, grâce à l'acquisition d'un studio et d'un local d'accueil de jour pour les accompagner.

CHAPITRE 4. PROMOUVOIR LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE ET SE BATTRE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES

QUARTIERS POPULAIRES 2018

PROMOUVOIR LA REUSSITE EDUCATIVE ET SE BATTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES

THEMATIQUES POLITIQUE DE LA VILLE	MONTANTS AFFECTES PAR LA REGION ILE DE FRANCE EN 2018				
	€	dont	€	dont par libellé (action)	€
Accroitre les chances de réussite éducative des élèves dans les quartiers défavorisés	410 666 981	Aides aux lycéens et apprentis - aide aux étudiants méritants ou en difficulté - cordées de la réussite	3 131 854	Développement de l'accès à l'enseignement supérieur	1 277 298
				Orientation et formations supérieures	104 338
				Aide à la mutuelle des étudiants	28 000
				Aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE	42 218
				Plateforme multilingue	1 680 000
		Formations sanitaires et sociales	126 370 902	Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire	440 270
				Fonds d'urgence pour les écoles et instituts de formation sanitaire	365 784
				Investissement dans les écoles et instituts de formation sociale	794 294
				Bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires	23 169 000
				Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire	76 541 203
				Bourses aux élèves et étudiants des formations sociales	3 529 000
				Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale	21 131 352
				Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sanitaires	220 000
				Fonds régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sociales	180 000
		Aide aux plus jeunes	3 722 791	Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance	156 000
				Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - Actions territorialisées	2 854 429
				Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situ	712 362
		Investissements dans les lycées	193 725 462	Construction des lycées neufs	73 167 090
				Etudes générales lycées publics	2 678 723
				Acquisitions de terrains	45 762
				Rénovation des lycées publics	62 795 994
				Bâtiments démontables	728 000
				Grosses réparations dans les lycées publics	17 507 693
				Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics	7 410 210
				Fonds d'urgence	582 629
				Matériel pédagogique	6 703 545
				Transport	100 800
				Développement des TICE et des ENT	8 368 447
				Participation à la rénovation des lycées privés	1 344 000
				Travaux de maintenance dans les cités mixtes départementales	555
				Equipement des cités mixtes départementales	6 154
				Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part lycées	1 355 985
				Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part collège	313 662
				Fonds d'urgence aux CMR	69 504
				Matériel pédagogique	583 600
				Transports	11 200
				Etudes liées aux cités mixtes régionales	140 000
				Développement des TICE et des ENT	715 938
				Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées	1 397 254
				Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part collèges	683 178
				Bâtiments démontables - part lycées	2 909 899
				Bâtiments démontables - parties collèges	641 912
				Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées	257 684
				Etudes générales cités mixtes régionales - part collège	56 000
				Rénovation des cités mixtes régionales	2 948 970
				Logiciels et matériels didactiques	1 078
				Budget participatif économie d'énergie lycées	56 000
				Budget autonomie des lycées	143 996

QUARTIERS POPULAIRES 2018

PROMOUVOIR LA REUSSITE EDUCATIVE ET SE BATTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES

THEMATIQUES POLITIQUE DE LA VILLE	MONTANTS AFFECTES PAR LA REGION ILE DE FRANCE EN 2018				
	€	dont	€	dont par libellé (action)	€
Accroitre les chances de réussite éducative des élèves dans les quartiers défavorisés	410 666 981	Fonctionnement dans les lycées	83 715 972	Lycées privés forfait d'externat "matériel"	9 309 195
				Maintenance immobilière	4 029 477
				DGFL lycées publics	20 470 655
				Prestations chauffage des lycées publics	7 560 000
				Prestations électricité des lycées publics	5 908 000
				Equipements de protection individuelle des agents des lycées	364 000
				Accès Internet THD lycées publics	339 623
				Action de gestion scolaire	33 165
				Prestations liées aux travaux	1 269 702
				Impôts, loyers et taxes	18 423
				Contentieux, intérêts moratoires, charges exceptionnelles	77 564
				DGFL Cités mixtes départementales	34 048
				Lycées privés forfait d'externat "personnel"	9 631 309
				DGFL Cités mixtes régionales	2 067 528
				Entretien des cités mixtes régionales - part lycées	535 298
				Prestations chauffage des cités mixtes régionales - parties communes	1 741 880
				Prestations électricité des cités mixtes régionales - parties communes	943 600
				Accès Internet CMR	12 454
				CERTA	81 200
				CERGE	2 800
				Aide régionale à la demi-pension	10 884 998
				Aide régionale à l'équipement des lycéens	3 501 100
				Aide régionale à l'acquisition de manuels scolaires	4 519 592
				Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les restaurants scolaires	380 358
Améliorer l'encadrement et le soutien aux élèves dans les établissements situes dans les quartiers défavorisés	10 996 694	Lutte contre le décrochage scolaire	7 634 645	Actions Politique de la Ville	1 435 250
				Réussite des élèves	2 589 597
				Lutte contre le décrochage scolaire et promotion de l'égalité en matière d'éducation	3 609 798
		Appui aux politiques éducatives	3 362 049	Budget autonomie des lycées	836 249
				Aide régionale à l'équipement des élèves en BTS	231 063
				Aide régionale à la demi-pension aux élèves en BTS et CPGE	47 177
				Développement des TICE et des ENT	2 247 560
Développer l'insertion sociale par une plus grande pratique du sport	33 223 920	Sport pour tous	9 210 950	Achat d'équipements en faveur du handisport	86 910
				Accessibilité des Iles de loisirs aux personnes en situation de handicap	316 500
				CREPS Ile de France	448 000
				Participation de la Région au financement des JOP 2024	4 725 000
				Soutien à la formation du mouvement sportif	505 027
				Soutien au mouvement sportif	1 401 450
				Aide au déplacement des jeunes sportifs	196 000
				Soutien aux évènements sportifs	517 702
				Promotion du sport	22 400
				Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances	991 960
		Rénovations et constructions d'équipements sportifs	16 602 783	Équipements sportifs de niveau régional	1 158 579
				Plan piscines	3 300 000
				Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens	1 110 754
				Equipements sportifs de proximité	3 610 895
				Équipements sportifs - Vaires Torcy	5 459 495
				Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées	1 963 059
		Développer les offres des iles de loisirs	7 410 187	Acquisitions foncières	1 007 177
				Aménagements	6 110 566
				Fonds d'urgence Iles de loisirs	100 000
				Frais de gestion des Iles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire	192 444

QUARTIERS POPULAIRES 2018

PROMOUVOIR LA REUSSITE EDUCATIVE ET SE BATTRE POUR L'EGALITE DES CHANCES

THEMATIQUES POLITIQUE DE LA VILLE	MONTANTS AFFECTES PAR LA REGION ILE DE FRANCE EN 2018				
	€	dont	€	dont par libellé (action)	€
Favoriser un accès équitable a la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle	22 506 950	Accès aux arts et à la culture pour apprentis et lycéens	2 815 540	Education artistique des lycéens	1 472 540
				Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle	1 343 000
		Permettre que la culture soit partout en Ile de France	19 691 410	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	3 497 341
				Contrats d'aménagement régional - équipements culturels et artistiques - actions territorialisées	123 200
				Valorisation du patrimoine	471 573
				Construction, rénovation et aménagement des musées	34 992
				Soutien à la création et à la diffusion numériques	591 492
				Construction et aménagement de médiathèques	268 941
				Fonds d'investissement pour la culture	1 520 163
				Jeux videos	538 000
				Connaissance et diffusion du patrimoine	46 866
				Soutien au spectacle vivant	1 454 544
				Développement de la permanence artistique	3 660 195
				Soutien aux manifestations d'arts plastiques	932 400
				Aide à la lecture publique et à la création littéraire	1 099 023
				Fonds régional des talents émergents	1 002 550
				Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des arts de la scène	3 817 800
				Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des arts plastiques	276 080
				Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine du livre et de la lecture	112 000
				Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine du cinéma	244 250
Favoriser l'engagement et la mobilité des jeunes	14 721 563	Favoriser l'engagement et la mobilité des jeunes	14 721 563	Conseil Régional des Jeunes	12 600
				Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens	3 295 843
				Gratuité des transports pour les jeunes en insertion	4 721 120
				Carte Imagine R	6 692 000
TOTAL	492 116 108	soit rapporté au total des affectations 2018 :			43%

1. Accroitre les chances de réussite éducative des élèves dans les quartiers défavorisés

a. Aides aux lycéens et apprentis - aide aux étudiants méritants ou en difficulté - cordées de la réussite

Dans une optique d'accès à l'enseignement supérieur pour tous, **0,708 M€** ont été consacrés à 9 universités franciliennes pour des **cours de préparation au passage du diplôme d'accès aux études universitaires** (DAEU), qui accompagnent 93 étudiants inscrits en 2017-2018 et 850 en 2018-2019.

0,569 M€ a été consacré en 2018 au soutien des **Cordées de la réussite** œuvrant à la réussite éducative d'élèves issus de milieux défavorisés. La Région a ainsi subventionné la Fondation Nationale Sciences Politiques qui aide les lycéens boursiers à dépasser une autocensure dans leurs choix d'orientation universitaire et professionnelle et prépare aux études supérieures. L'association Groupe ESSEC est également soutenue pour du tutorat étudiant destinés à des lycéens de milieux populaires et/ou zone urbaine sensible afin de leur permettre de mieux connaitre les possibilités de l'enseignement supérieur et de construire un projet d'études à la hauteur de leur potentiel. Des nouveaux projets sont également portés par des lycées professionnels pour des cordées visant l'accès aux BTS.

Une affectation de **0,17 M€** a été accordée en 2018 à l'action « Orientation et formations supérieures ». Peut être citée à cet effet, la subvention proposée à la Digitale Académie de Montereau-Fault-Yonne pour l'agrandissement de son tiers-lieu d'études supérieures à distance afin de permettre aux jeunes des quartiers populaires de suivre des enseignements à distance.

Le soutien régional aux inscriptions aux concours des élèves de CPGE issus de milieux modestes comprenant la prise en charge d'une partie des frais d'hébergement, de transport et d'inscription s'élève à **0,42 M€.**

De plus, la Région a mis à disposition des Franciliens une plateforme gratuite d'apprentissage des langues étrangères (anglais, allemand, espagnol, FLE). Une proratisation de ce dispositif porte à **1,68 M**€ la part de celui-ci en faveur des franciliens issus des quartiers populaires.

b. Soutien aux formations sanitaires et sociales

Près de **0,75 M€** ont été dédiés à l'entretien et au renouvellement de l'équipement des écoles et instituts de formation sanitaire et sociale, notamment pour développer les technologies de simulation pour les étudiants infirmiers sur l'ensemble du territoire. Les structures éducatives des communes de Nanterre, Sarcelles, Romainville, Mantes la jolie, Pontoise ont par exemple reçu une aide régionale conséquente.

La Région intervient à près de **0,700 M€** pour co-financer la mise aux normes (incendie et accessibilité) et l'aménagement des locaux des **écoles et instituts de formation sociale et sanitaire.** Plus de **0,600 M**€ ont été affectés aux fonds d'urgence pour les établissements d'enseignements de communes du périmètre de référence des quartiers populaires, afin d'intervenir très rapidement sur des situations urgentes mettant en danger la sécurité des

personnes. A cet effet peuvent être cités les subventions d'investissement pour travaux urgents ou de conformité à La Verrière ou encore à Villeneuve Saint Georges.

Plus de **76 M€** ont été affectés à l'aide au fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire, et plus de **21 M€** à l'aide au fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale (dépenses proratisées en retenant une fraction de 60 % des étudiants issus du périmètre des quartiers populaires). Cela a permis d'assurer l'équilibre des budgets et le fonctionnement des centres de formation paramédicale et maïeutique qui dispensent des formations sur tout le territoire francilien, finançant indirectement la formation d'environ 19 000 étudiants.

La Région a affecté 0,22 M€ et 0,18 M€ au fond régional d'aide sociale pour les élèves et étudiants des formations sanitaires, notamment en direction des étudiants en grande difficulté qui suivent une formation sanitaire ou sociale et dont le statut ne permet pas d'accéder à une bourse. Les bénéficiaires sont en majorité des élèves en voie de reconversion professionnelle.

c. Aide aux plus jeunes

L'adoption de la délibération « Région Solidaire » en juillet 2018 a correspondu à la mise en valeur d'une nouvelle politique régionale en matière de petite enfance. Le conseil régional souhaite faire porter son effort vers des projets en investissement pour le développement des **modes de garde alternatifs et innovants ; 0,156 M€** ont été mobilisés sur cette ligne en 2018. Peut être citée par exemple une subvention à l'association *Enfant présent*, pour des travaux d'aménagement de 3 crèches à Paris permettant d'améliorer l'accueil et l'accompagnement des jeunes enfants, notamment des familles en précarité qui rencontrent des difficultés pour garder leurs enfants.

En 2018, les affectations pour les **contrats d'aménagement régional des écoles du premier degré** s'élevaient à **2,85 M€** en direction des publics des quartiers populaires**.** Ainsi, la commune de Buchelay a été subventionnée pour la construction d'une classe qui accueillera des élèves autistes et d'une salle de motricité pour favoriser l'inclusion scolaire. La Région a également financé des rénovations ou extensions d'écoles primaires de communes comportant des quartiers populaires, telles que les communes d'Egly, Viry Chatillon ou encore Créteil.

La Région a consacré plus de **0,71 M€** pour l'**aide aux établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap relevant des quartiers populaires**. Elle a par exemple financé de 0,1 M€ l'association Ebullescence pour l'ouverture d'un Centre d'Accueil de Jour pour les enfants de 18 mois à 6 ans à Clichy-la-Garenne (92).

d. Investissements dans les lycées

Le choix des constructions nouvelles de lycées a été dicté par des considérations portant sur la réduction des fractures territoriales et des inégalités sociales. Il faut noter le nombre important d'internats dont la construction a été lancée en 2018, ceci afin d'assurer des conditions éducatives de qualité à des élèves issus majoritairement de quartiers populaires.

On peut citer par exemple la construction du lycée François Arago à Villeneuve Saint Georges (94) pour 8,1 M€, du lycée Nadar de Draveil (91) pour 3,9 M€ ou encore de l'internat du lycée Alfred Nobel de Clichy-sous-Bois (93) pour 7,4 M€.



Le projet d'internat de 100 places pour le lycée général et technologique Alfred Nobel de Clichy-sous-Bois en cours de réalisation ; le lycée est classé parmi les établissements qui font le plus progresser les élèves (Ministère de l'Education nationale) en dépit d'un revenu médian inférieur de plus de 40% au niveau régional.

Les autres montants ayant trait à la rénovation des lycées qui ont été retenus dans ce rapport correspondent à un calcul proratisé du total des affectations 2018 en fonction de la part de 28% d'habitants des Quartiers Populaires parmi les Franciliens, soit un total de **120,158 M€.**

La rénovation du lycée Fernand et Nadia Léger à Argenteuil, situé en QPV, dont la première tranche s'achève en 2019, constitue à cet égard une réalisation emblématique :

Construit en 1969, le lycée polyvalent Fernand-et-Nadia-Léger propose des formations allant du CAP au BTS dans les métiers du social, de la santé et des services. Dans ce lycée, situé dans le Val d'argent, l'ancien bâtiment atelier a été démoli et entièrement reconstruit. Il s'agit de la première tranche, lancée en 2017, de la restructuration du lycée menée selon une démarche globale de qualité environnementale. On y trouve des plateaux destinés aux cours de coiffure, de santé, d'esthétique et de cuisine. Tout a été pensé pour que les apprentissages se fassent dans les meilleures conditions à la fois pour les 1.040 élèves et leurs 147 enseignants et personnels scolaires. La seconde tranche comprendra la démolition et la reconstruction du bâtiment abritant le pôle d'enseignement général, le pôle scientifique et le pôle technologique tertiaire, soit 16 salles de cours, des salles spécialisées et des



Crédit photo : Région Île-de-France

laboratoires. L'ensemble sera conçu selon les concepts de l'architecture bioclimatique, privilégiant les apports solaires gratuits tout en limitant les déperditions thermiques. Le coût total de la transformation, d'un montant de **43,7 millions** d'euros, est totalement pris en charge par la Région, qui poursuit ainsi sa politique d'investissement pour moderniser ses lycées. Le second bâtiment sera livré à l'horizon 2022, permettant d'accueillir au total 1.192 élèves dans 43 classes.

Par ailleurs, le développement des TICE (technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement) et des ENT (Espaces numériques de travail) a fait l'objet d'un effort régional remarquable avec plus de 8 M€ pour le périmètre considéré.

e. Affectations pour le Fonctionnement des lycées

Près de 64,430 M€ ont été mobilisés pour le fonctionnement des lycées des quartiers populaires. Parmi ces dépenses figurent bien entendu la dotation globale de fonctionnement des lycées publics (plus de 20M€) et les forfaits d'externat des lycées privés (18,9M€) mais également les dépenses de chauffage et d'électricité.

L'ensemble des aides individuelles accordées à la demi-pension, à l'équipement des lycéens et à l'acquisition de manuels scolaires - retenues dans leur intégralité au regard du critère social qui conditionne leur distribution - représentent 18,9 M€, dont près de 11M€ pour la demi-pension des lycéens issues de familles défavorisées.

2. Améliorer l'encadrement et le soutien aux élèves dans les établissements situés dans les quartiers défavorisés

a. Lutte contre le décrochage scolaire

Les actions en matière de lutte contre le décrochage scolaire dans les quartiers populaires ont mobilisé près de 1,43 M€. L'appel à projets politique de la ville a mobilisé **1,33 M**€. Peut être cité l'association APCIS qui favorise la réussite éducative, le soutien à la parentalité et la promotion de la citoyenneté. Deux partenariats spécifiques ont également été conclus pour un montant de **0,1 M**€, telle que celui avec l'association Quatre-vingt-treize lettres pour le développement d'un programme autour des mots, destiné à favoriser le goût de l'écriture, la maîtrise de la langue mais également les rencontres intergénérationnelles et la mixité sociale.

Le dispositif *Réussite éducative pour tous* comprend pour sa part un soutien régional à l'ouverture à l'international et le développement des parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels. La Région Île-de-France aide ainsi financièrement les lycéens souhaitant bénéficier d'une expérience de mobilité européenne en réalisant un an de stage dans une entreprise européenne via une aide forfaitaire individuelle de 426 €. La Région a enrichi ses partenariats avec les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement visant à renforcer les relations et la connaissance réciproque entre les entreprises et les lycées. En faveur de la lutte contre le décrochage scolaire et de la promotion de l'égalité en matière d'éducation, la Région aura affecté plus de 3,6 M€ en complément des cofinancements du Fonds Social Européen.

b. Appui aux politiques éducatives

Dans les 30 lycées situés en QPV, 168 actions ont été mises en place en 2018, touchant plus de **7300 élèves**. Ces actions ont permis d'investir des jeunes scolarisés dans des établissements en QPV dans différents domaines tels que:

- des projets de lycées
- la citoyenneté
- la lutte contre le décrochage scolaire
- l'aide à la réussite
- l'orientation

Les 10 lycées où ont été principalement déployées ces actions sont : Saint Exupéry à Mantes la Jolie (78), Hector Guimard à Paris 19ème , Le Corbusier à Aubervilliers (93), Auguste Blanqui à Saint-Ouen (93), Albert Einstein à Sainte-Geneviève-des-Bois (91), Albert Einstein à Montereau-Fault-Yonne (77), l'Enna à Saint Denis (93), Marcelin Berthelot à Pantin (93), Jean Jaurès et Fernand et Nadia Léger à Argenteuil (95).

D'autre part, l'aide régionale à la demi-pension aux élèves en BTS et CPGE pour l'année scolaire 2019/2020 s'est élevée à 0,13 M €. De plus, l'aide régionale à l'équipement des élèves en BTS de première année des filières production et de certaines filières de services s'est élevée à 0,64 M€. Par un financement de 2,24 M€, la Région aide à la maintenance informatique de base pour les lycées des quartiers populaires, et à héberger et maintenir en conditions opérationnelles les Espaces Numériques de Travail.

3. Développer l'insertion sociale par une plus grande pratique du sport

a. Sport pour tous

Dans les quartiers populaires, la Région a mobilisé près de 0,08 M€ pour l'achat d'équipements matériel handisport, principalement en direction du comité Ile-de-France handisport, de la ligue Ile-de-France d'aviron ainsi que pour le financement de véhicules adaptés pour la Fédération Française Handisport et le comité Ile-de-France de sport adapté, **pour faciliter le déplacement des sportifs sur les sites d'entrainement et de compétition**. Ce dispositif a été mobilisé dans le cadre de la construction d'un centre aquatique à Pierrefitte-sur-Seine, par ailleurs fortement soutenu par la Région et de la restructuration de la Piscine des Louvrais de la communauté de communes de Pontoise.



Futur centre aquatique de Pierrefitte sur Seine (93)

De plus, la région a affecté **0,316 M€** en 2018 pour **améliorer l'accessibilité des Iles de loisirs** de Saint-Quentin-en-Yvelines, Port-aux-Cerises, Bois-le-Roi et Vaires-Torcy **aux personnes en situation de handicap.**

Sur le total de l'affectation au **Centre de Ressources, d'Expertise et de Performances Sportives** (CREPS) d'Ile-de-France **0,44 M€** ont permis de poursuivre les travaux de rénovation des bâtiments et équipements sportifs au bénéfice des quartiers populaires, ainsi que les mises aux normes de sécurité et de mise en œuvre de l'Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée).

Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2024, **la Région participe au financement de la Société de livraison des ouvrages olympiques et paralympiques** (SOLIDEO). Un travail de revue et d'optimisation du projet olympique et paralympique a été conduit par l'Etat (Délégation interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques), Paris 2024 et la SOLIDEO, en lien étroit avec les collectivités territoriales, dont la Région Île-de-France, et les différents maîtres d'ouvrage. Ce travail collectif a été guidé par trois grands principes : offrir la meilleure expérience possible des Jeux, renforcer l'héritage et sécuriser les budgets. Il a donné lieu à une nouvelle ventilation des contributions des financeurs publics entre les différents ouvrages. La mise en œuvre de cette nouvelle répartition a fait l'objet d'un pacte financier et d'une convention avec la SOLIDEO, adoptés par la Commission permanente du 17 octobre 2018 (CP 2018-471). Au total, près de **4,72 M€** de ces financements vont en direction des publics des quartiers populaires.

En 2018, près de **0,5 M€** (proratisation) ont été affectés pour répondre aux besoins exprimés par le mouvement sportif dans le domaine de la formation, des bénévoles dirigeants et techniciens du sport, fondés sur des conventions passées avec 73 ligues et comités sportifs régionaux. Le périmètre des acteurs bénéficiaires de ce dispositif a été élargi à cinq fédérations sportives afin de valoriser et de renforcer le maillage associatif francilien.

Le **soutien au mouvement sportif** a mobilisé dans sa globalité **1,4 M€** pour les seuls quartiers populaires. La Région a mis en œuvre les conventions avec 73 ligues et comités sportifs régionaux et 7 fédérations sportives, afin de développer les pratiques sportives, lutter contre toutes formes de discrimination, détecter et participer à la formation des jeunes sportifs, favoriser l'animation des territoires etc. La Région a également soutenu les « **Ambassadeurs du sport de la Région Ile-de-France, de l'Olympisme et du Paralympisme** », qui interviennent sur la base du volontariat pour sensibiliser les jeunes franciliens.

Ce dispositif repose sur 95 athlètes qui sensibilisent à la découverte de la pratique sportive et la promotion des valeurs humanistes autour de débats, démonstrations et pratiques concrètes du sport. Une affectation a également été réalisée en faveur des Clubs Excellence Ile-de-France en direction de six « **Clubs Elite** ». 33 « Clubs Prémium » ont été soutenus pour des missions de lutte contre les discriminations, de reconnaissance des bénévoles et d'accès à la pratique pour les personnes en situation de handicap.

Une enveloppe a également été attribuée à l'Institut Régional de Développement du Sport (IRDS) pour des études sur l'accueil des grands évènements sportifs en Ile-de-France (GESI) tels que la Ryder Cup 2018 qui a donné lieu à des animations périphériques destinées aux jeunes des quartiers populaires ; le développement de la pratique sportive parmi les Franciliennes ; et sur l'accès libre aux activités physiques en lien avec le nouveau dispositif Plan sport oxygène.

Concernant le dispositif d'aide au déplacement des jeunes sportifs, une affectation de **0,19 M€** a été

mobilisée pour lancer **l'appel d'offre destiné** à remplacer le dispositif chèque tranSport pour une mise en place effective à partir de 2019.

Le soutien régional aux évènements sportifs dans les quartiers populaires s'élève à **0,51 M€**. Il a concerné plus de 90 manifestations sportives issues de 42 disciplines. De **grands évènements sportifs internationaux** ont été organisés tels que les Gay Games Paris 2018 ; l'Euro de Handball féminin 2018 ; les Finales de la Coupe du Monde de Jumping et de Dressage 2018, etc. **Les pratiques féminine, handisport, universitaire ont également été soutenues** comme par exemple : l'Open de la ligue féminine de Basket-ball ; le tournoi d'escrime handisport de Villemomble et la Journée évasion au Stade de France pour les enfants malades.



15ème Tournoi International d'escrime handisport de Villemomble – 13 octobre 2018

Le soutien régional à la **promotion du sport** s'élève à 0,02 M€ (proratisation relative aux quartiers populaires) pour l'achat de places à destination des jeunes Franciliens et des publics défavorisés dans le cadre d'évènements sportifs d'envergure, tels que la Coupe du Monde de cyclisme sur piste, le Tournoi International HSBC de Rugby à VII, etc. La Région organise également les Victoires sportives de l'Ile-de-France, un séminaire pour la lutte contre la violence dans le sport, la réalisation d'une charte d'éthique et de déontologie du sport.

Près de 0,99 M€ ont été mobilisés pour le **développement de l'accès aux loisirs et aux vacances grâce aux « Tickets Loisirs »**, à destination des jeunes, du mouvement sportif, mais aussi des familles défavorisées et des femmes victimes de violences. Ces tickets loisirs permettent de passer une journée ou d'effectuer des courts séjours dans les îles de loisirs régionales. En 2018 ce dispositif a bénéficié à 84 738 personnes, dont 3 205 pour les séjours.

Les **« Villages sportifs et culturels »** au nombre de 8 en 2018 et 9 en 2019, visent tout particulièrement les jeunes Franciliens, notamment ceux qui ne partent pas en vacances, leur permettant de découvrir et de pratiquer des activités sportives et culturelles dans une ambiance ludique de plein air. En 2018, plus de 12 000 jeunes y ont participé.

b. Rénovations et constructions d'équipements

La Région a mobilisé **1,15 M€ pour le financement d'équipements sportifs d'intérêt régional** (centres techniques et équipements dédiés à la pratique des personnes en situation de handicap) dans les disciplines faisant l'objet d'une convention pluriannuelle passée avec la Région. Ceci dans le cadre du dispositif *Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics.*

Près de **3,4 M€** ont été mobilisé pour le **Plan piscine** visant à réduire les carences en équipements aquatiques, augmenter les créneaux horaires d'utilisation de l'ensemble des utilisateurs et favoriser la pratique par les femmes des sports aquatiques et des personnes en situation de handicap. Les communes du Raincy, d'Aulnay-sous-Bois en sont par exemple bénéficiaires.

La Région a affecté plus d'**1,1 M€** pour la construction et la rénovation des **équipements en faveur des lycéens de communes aux quartiers populaires**. Ce dispositif doit favoriser l'augmentation du nombre de créneaux horaires au bénéfice des lycéens en parallèle de meilleures conditions de pratique. La Région a par exemple soutenu la rénovation de la piste d'athlétisme du stade du Moulin Neuf à Aulnay-sous-Bois ou encore la construction de l'espace sportif Albert Camus à Massy.

3,6 M€ pour les quartiers populaires ont été affectés au nouveau **dispositif « équipements sportifs de proximité » afin de réduire les carences de ces derniers, d'augmenter les créneaux horaires d'utilisation et la capacité d'accueil** dans des disciplines aussi bien traditionnelles qu'émergentes. Des terrains synthétiques de grands jeux ont également été financés. Par exemple la Région a soutenu la réhabilitation du Gymnase des Bruzacques à Jouy-le-Moutier à hauteur de 0,2 M€ ou encore la création d'un parcours de santé à Villeparisis. Ce sont ainsi plusieurs dizaines d'équipements soit rénovés soit créés en 2018 qui ont bénéficié d'un soutien régional.

L'action **« Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées »**, visant un soutien, via les nouveaux contrats régionaux territoriaux, des communes, EPCI et EPT sur ces thématiques, a été portée à hauteur de **1,9 M€ en 2018** dans les communes aux quartiers populaires. Ainsi, 0,67 M€ ont été mobilisés pour l'aménagement du pôle sportif E. Cognevaut à Gonesse.

Plus de **5,45 M€** ont été destinés aux équipements sportifs de l'Ile de loisir de Vaires Torcy. 3,4 M€ ont été affectés à la SAERP pour la couverture des travaux et **2 M€ pour l'équipement du bassin d'eau plate.** Désormais officiellement site olympique, le stade nautique doit répondre aux exigences liées à l'organisation des compétitions internationales, notamment les Jeux de 2024.

c. Aménagements sportifs dans les Iles de Loisirs afin de renforcer leur attractivité

Les îles de loisirs sont conçues prioritairement pour des Franciliens qui partent peu en vacances ou en week-ends et qui sont à la recherche d'activités peu onéreuses, sportives et de plein air. Elles sont toutes situées dans ou à proximité des communes aux caractéristiques populaires.

6,11 M€ ont été alloués en 2018 aux aménagements des Iles de loisirs franciliennes. On peut citer par exemple la création d'aires de jeux d'eau aquatiques à Jablines-Annet et Cergy-Pontoise ; un programme de remise à niveau des équipements à Etampes ; la restructuration de la plage de l'Ile de Créteil, d'importants travaux d'assainissement de l'Ile des Boucles de Seine, l'achèvement du

programme de mise en place de la signalétique régionale sur l'ensemble des îles de loisirs… En 2018, **0,10 M€** ont été affectés pour la réalisation de travaux d'urgence.

Une acquisition foncière à hauteur de **1M€** a été réalisée pour le futur site de la **Corniche des forts** à cheval sur les communes de Romainville, Les Lilas, Noisy-le-Sec et Pantin, **qui** deviendra la première Ile de loisirs dans le département de Seine Saint-Denis.

Plus de 0,19 M€ ont enfin été mobilisés en **frais de gestion des Iles de loisirs** incombant à la Région en tant que propriétaire comprenant par exemple des frais liés à la gestion des propriétés régionales (impôts et taxes…) ou les dépenses liées à la communication sur le projet deVaires.

4. Favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle

La Région a mobilisé **22,5 M€** en 2018 pour favoriser un accès équitable à la culture sous toutes ses formes dans les quartiers populaires. En augmentation, le budget d'investissement a permis **de soutenir partout en Ile-de-France la création, l'extension et la rénovation d'équipements et de commerces culturels structurants** : médiathèques, théâtres, cinémas d'art et d'essai, librairies, musées... Mais au-delà de l'investissement net dans des équipements culturels ou événements ponctuels en quartiers populaires, c'est par le développement d'actions de sensibilisation et d'éducation artistique en milieu scolaire que la Région développe une politique de démocratisation culturelle ambitieuse. Celle-ci est fondée sur la rencontre entre des publics éloignés de la culture et des pratiques culturelles, découvertes sous forme de résidences d'artistes, de théâtre hors les murs, d'ateliers d'écriture etc.

a. Accès aux arts et à la culture pour apprentis et lycéens

Au total, près de **3M€** ont été mobilisés pour permettre un accès plus étendu aux arts et à la culture pour les jeunes des quartiers populaires.

En effet, l'**éducation artistique et culturelle** correspond à une nouvelle orientation régionale adoptée par délibération en novembre 2017. Pour les quartiers populaires, la dépense estimée est de près de 1,5 M€ en 2018. Le premier appel à projets lancé en 2018 a permis d'accompagner **41 projets** portés par des structures culturelles et artistiques **dans des lycées et CFA franciliens des communes comportant des Quartiers Politique de la Ville**.

Outre les disciplines relevant du spectacle vivant, des arts plastiques, numériques ou de l'audiovisuel, ce programme comporte également un dispositif consacré au patrimoine et à l'architecture des lycées intitulé : « Il était une fois mon bahut ».



On peut citer par exemple le projet artistique développé par la *compagnie du mystère bouffe* dans le lycée professionnel Claude Nicolas Ledoux des Pavillons-sous-Bois, une visite guidée théâtralisée et artistique de leur lycée, entièrement pensée, créée et présentée par les élèves. Pour cela, ils ont été accompagnés d'artistes de la compagnie du Mystère Bouffe et de professeurs les invitant à s'interroger sur l'architecture de leur établissement, leur quartier…

27 autres projets dans le reste des communes **du périmètre de référence** complètent ce tour d'horizon des projets auquel ont participé des institutions aussi diverses que le Théâtre de l'Odéon, le théâtre des Amandiers, le FRAC, le 104, Banlieues bleues, ou encore les services culturels de communes très engagées pour une éducation artistique et culturelle de qualité…

Cette action a ainsi permis de poursuivre l'opération Flash collection, menée par le FRAC auprès de 4 000 élèves qui ont ainsi pu découvrir dans leurs établissements des œuvres d'art contemporain.
Ces projets spécifiques s'ajoutent aux autres initiatives d'éducation artistique et culturelle déployées dans le cadre des dispositifs sectoriels (cinéma, littérature, musique…) décrits ci-après.

Par ailleurs, la Région a mobilisé près d'1,34 M€ pour ses actions culturelles cinématographique et audiovisuelle. Le dispositif d'éducation à l'image en direction des lycéens et des apprentis franciliens continue d'intéresser les enseignants, les élèves et des salles de cinémas partenaires. Son financement comprend le coût de communication du dispositif, l'édition du matériel pédagogique et l'intervention de professionnels du cinéma auprès des élèves. Dans le cadre du programme national « Citoyens de la Culture », le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) et l'association Unis-Cité ont développé une mission citoyenne par le cinéma, dans les lycées et CFA. Le soutien régional pour l'année scolaire 2017-2018 a permis la mise en place de plusieurs centaines de séances « ciné-débats » qui avaient vocation à favoriser l'accès de tous à la culture, mettant celle-ci en perspective avec les valeurs républicaines.

La sensibilisation aux différents arts est passée également par d'autres actions de en direction des lycéens et apprentis **:** l**eçons de littérature**, le **Prix Littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle**, le projet **Lycéens en librairies**. « **Premières Seine »** a consistait en un accompagnement professionnel pour 20 groupes de jeunes musiciens en 2018. Pour finir, « **Tous à l'orchestre** ! » a permis de sensibiliser plusieurs milliers d'élèves des quartiers populaires au répertoire symphonique avec l'Orchestre national d'Île-de-France entre 2017 et 2018.

b. Permettre un accès large à la culture en Île-de-France

Près de 4,2 M€ ont été affectés à la construction et l'aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle au bénéfice d'équipements des différents champs culturels. L'étude nous conduit à estimer que **3,5 M€** touchent directement le public des quartiers populaires.

La Région a par exemple financé au titre du spectacle vivant, la construction d'un théâtre de Montereau-Fault-Yonne de 1 000 places à hauteur de **1,95 M€,** une commune dont le revenu médian est inférieur de 34% au niveau régional. La construction d'une médiathèque à Avon, une commune également défavorisée a été accompagnée à hauteur de **0,87M€**, les travaux d'amélioration du Théâtre 95, nouvellement Scéne nationale à Cergy aidés à hauteur de **0,343 M€.** La rénovation et la

modernisation des cinémas indépendants classés arts et essai, François Truffaut à Chilly-Mazarin et Le Luxy à Ivry-sur-Seine ont également été financés dans ce cadre.

Le soutien à la restauration du patrimoine ne touche que marginalement les quartiers populaires (**0,47M€** après proratisation à l'échelle communale). On retient cependant la restauration de la chapelle Notre-Dame des sans-logis et de tout le monde à **Noisy-le-Grand** (93) initiée par la fondation ATD quart monde, soutenue à hauteur de **0,07M€.** De même **Dourdan** (78), une ville se situant parmi les communes en dessous du revenu médian régional a-t-elle été accompagnée pour la refonte de la muséographie de son musée située dans un château médiéval.

Au titre du Soutien à la création et à la diffusion numériques on estime le montant affecté pour les quartiers populaires à hauteur de **0,430M€** (après proratisation à l'échelle communale). Ce dispositif a contribué à la rénovation ou à l'extension des réseaux de lecture publique et à l'acquisition de matériel permettant la création et la diffusion de projets artistiques, notamment le renouvellement de l'équipement de l'espace multimédias de la médiathèque Albert Camus de Chilly-Mazarin (91), du musée du jouet à Poissy (78). Dans le champ du spectacle vivant, il a permis de soutenir neuf opérations notamment l'acquisition d'instruments de musique et de partitions numériques pour l'ONDIF, l'équipement en matériel scénique des Plateaux Sauvages (75), le renouvellement du matériel scénique de la Scène de musiques actuelles Le Plan à Ris-Orangis (CA de Grand Paris Sud, 91). Tandis qu'en fonctionnement un dispositif complémentaire permettait de soutenir des manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains et la fabrique même d'art visuel, soutenues pour le public des quartiers populaires à hauteur de 0,225M€.

Près de **0,27M€** ont été affectés pour la construction et l'aménagement **de médiathèques en faveur de Quartiers Populaires**, les médiathèques du Pré-Saint-Gervais et de Bagnolet, d'Orly et de Goussainville en ont par exemple été bénéficiaires.

Le fonds d'investissement pour la culture accorde des soutiens au spectacle vivant, à la librairie indépendante et pour l'acquisition, la construction et la restauration de structures itinérantes. Le montant estimé de ces soutiens en faveur du public des quartiers populaires est de 1,5 M€. On retient particulièrement l'aide accordée d'1,2 M€ au Cabaret sauvage pour l'acquisition d'un chapiteau insonorisé permettant des spectacles itinérant de cette compagnie basée dans le 19^{e} arrondissement de Paris.

La création de jeux vidéo a été soutenue à hauteur de **0,538M€,** plusieurs des sociétés aidées sont installées dans des quartiers populaires.

La délibération n° CR 2017-084 du 06 juillet 2017 propose une nouvelle intervention en faveur des projets menés par les acteurs du territoire pour valoriser la **connaissance et la diffusion du patrimoine**. En 2018, 0,043 M€ ont permis de financer 10 musées pour des projets d'expositions et d'éditions, parmi lesquels le musée d'histoire urbaine et sociale de Suresnes (92) pour une exposition temporaire "les cites-jardins d'Ile-de-France » ou encore la Maison Banlieue et Architecture d'Athis-Mons pour une exposition «Retour au grand ensemble : regard, histoire et rénovation ».

Le **soutien au spectacle vivant** est toujours bien présent dans l'action culturelle régionale (estimée à 0,432M€ par proratisation). Ce sont plus de 150 compagnies qui sont aidées pour leurs spectacles

chaque année dont plusieurs bien implantées dans les quartiers relevant de la Politique de la Ville. De même l'aide à la permanence artistique accompagne 254 salles et institutions culturelles.

Il faut noter que le **soutien aux arts plastiques** a concerné très majoritairement des communes comportant des quartiers en politique de la ville. Les manifestations ont été aidées dans les quartiers populaires à hauteur de **0,932M€.** De même l'aide à la lecture et à la création littéraire estimée pour le périmètre de l'étude à **1,1 M€** est allée à près de 40% de librairies, lycées, associations, communes situées en Quartiers Politique de la ville.

Les opérations développées sur **les îles de loisirs, Cinéma en plein-air et La Région fête le théâtre, sont importantes pour ceux qui ne partent pas en vacances.** Elles proposent une offre artistique et culturelle de qualité, des ateliers d'apprentissage et de découverte.

Enfin le Fonds FORTe, destiné aux talents émergents sélectionné par un jury composé d'artistes reconnus dans différentes disciplines a permis d'aider 42 jeunes artistes pour un montant total d'1M€ en 2018.

5. Favoriser l'engagement et la mobilité des jeunes

Près de 3,29 M€ ont été affectés à l'aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens issus des quartiers populaires. L'aide à la mobilité internationale des étudiants en universités, grands établissements et écoles pour soutenir les projets de 90 établissements a connu une augmentation de dotation par rapport à l'année 2017. 72 doctorants issus du périmètre des quartiers populaires ont reçu une aide financière de la Région pour leurs travaux de recherche en sciences humaines et sociales à l'étranger. Une enveloppe a également été destinée à la mobilité des BTS pour favoriser les séjours à l'étranger de plus de 300 étudiants en STS. Le Région a également soutenu le lancement du nouveau programme Etudiants–Ambassadeurs ainsi que l'organisation d'évènements en direction des bénéficiaires des bourses mobilité de la Région.

En 2018, **4,72 M€** ont été affectés pour la gratuité des transports pour les jeunes franciliens en insertion.

La participation de la Région au financement des cartes Imagine R destinées aux étudiants habitant des Quartiers Populaires en vue de favoriser leur mobilité dans tout le territoire francilien s'élève à **6,69 M €**.

CHAPITRE 5. AMÉLIORER LA PRÉVENTION ET L'ACCÈS À LA SANTÉ

QUARTIERS POPULAIRES 2018					
AMELIORER LA PREVENTION ET L'ACCES A LA SANTE ET FAVORISER LES ENGAGEMENTS					
THEMATIQUES PRISES EN CHARGE PAR LA REGION ILE DE FRANCE	MONTANTS AFFECTES PAR LA REGION ILE DE FRANCE EN 2018				
	€	dont	€	dont	€
Accroitre la prévention des conduites à risque et le dépistage des principales pathologies	1 912 565	Lutter contre le VIH et les IST	1 580 886	Prévention santé - Jeunes	666 891
				CRIPS	831 880
				Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG	82 115
		Etre en soutien aux situations de grossesses précoces et faciliter l'accès à la contraception, l'IVG	331 679	Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG	331 679
Aide à l'installation et au maintien des programmes de santé dans les quartiers	3 889 545	Lutte contre les déserts médicaux	3 830 745	Fonds régional de résorption des déserts médicaux	3 830 745
		Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité	58 800	Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins	58 800
Aide aux familles dans les quartiers	3 401 035	Solidarités : action régionale en faveur des plus démunis	3 401 035	Aide aux structures spécialisées de prise en charge des malades d'Alzeimer	1 860 000
				Développement régional de l'e-santé	4 200
				Région solidaire en santé	12 600
				GIP transport sanitaire par hélicoptère en IDF	56 000
				Fonds régional de solidarité et soutien aux familles	1 468 235
Partenariats avec les grands secteurs de la Solidarité dans les quartiers	620 145		620 145	Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap	620 145
TOTAL	9 823 290	soit rapporté au total des affectations 2018 :			72%

1. Accroitre la prévention des conduites à risque et le dépistage des principales pathologies

a. Des actions de prévention en direction des jeunes Franciliens sur le VIH et les Infections Sexuellement Transmissibles

La prévention santé, notamment en direction des jeunes Franciliens, est un axe fort de l'action sociale et de la santé en direction des quartiers populaires. Ce soutien prend essentiellement la forme d'actions en fonctionnement. Cette prévention concerne plus spécifiquement les volets de la santé mentale, la prévention des conduites à risque, la promotion de l'hygiène de vie et de la santé sexuelle.

En 2018, la ligne « **Fonds de prévention santé jeunes** » a été très fortement sollicitée (consommation à hauteur de plus de 212 %), permettant de soutenir de nombreux projets, notamment en matière de lutte contre le VIH, de prévention relative à la santé mentale et les conduites à risque.

Ce sont ainsi plus de **0,70 M€** qui ont été alloués à des structures de prévention. Les aides régionales votées totalisent un montant de **0,51 M€** pour la prévention santé et de **0,22 M€** pour le VIH-sida. Plus de 90% de ces aides ont concernés les quartiers populaires.

A titre d'exemple, la Région a ainsi soutenu l'association Sol en Si – Solidarité, enfants, SIDA pour la mise en œuvre de leur projet de sensibilisation des jeunes aux questions de prévention en Seine-Saint-Denis (93).

Les nouvelles orientations en matière de prévention santé mobilisent largement **Île-de-France Prévention Santé**, organisme associé de la Région. Cet organisme a développé un dispositif majeur dans le cadre du Plan régional Prévention santé jeunes : la sensibilisation des parents de collégiens entrant en 6ème sur les questions de bien-être et de santé, pour le département de l'Essonne par exemple.

Ile-de-France Prévention Santé Jeunes a bénéficié d'un soutien pour renforcer ses missions de prévention en lien étroit avec les interventions régionales. Il œuvre pour le plan de prévention pour la santé des jeunes, mais également pour l'avancement de « l'Agenda pour une Ile-de-France sans sida », mobilisé par exemple pour la distribution des auto-tests aux associations habilitées.

Le montant d'affectation en direction des habitants des Quartiers Populaires pour l'année 2018 s'élève à **0,83M€**. Une nouvelle convention triennale d'objectifs et de moyens couvrant les années 2018, 2019 et 2020 a été approuvée en parallèle.

La Région poursuit également son action de prévention et de sensibilisation dans le domaine de la sexualité, de la contraception et de la lutte contre les grossesses non désirées. La Région a en particulier soutenu la Fédération régionale francilienne du mouvement français pour le planning familial, avec une subvention s'élevant à **0,82M€** pour le développement de trois actions phares : le soutien à la plateforme téléphonique du Numéro vert national "sexualités - contraception - ivg" (0 800 08 11 11), anonyme et gratuit ; la prévention et la sensibilisation des professionnels du secteur social, médical, de l'Education nationale sur la santé sexuelle, la prévention des violences faites aux femmes et la lutte contre les discriminations et enfin la formation afin de permettre aux militantes (bénévoles et salariés) de la Fédération MFPF de région parisienne d'échanger sur leurs pratiques et de réactualiser leurs connaissances.

b. Equipement d'unités fonctionnelles et de centres de planning familial

La Région s'est mobilisée en 2018 afin de réaffirmer son soutien aux structures de type « unités fonctionnelles » ou centres dédiés au secteur de la planification-contraception-IVG. Une modification de l'article 22 de la délibération n°CR03-12 du 27 septembre 2012, qui porte le taux de participation régionale à hauteur de 80% de la dépense subventionnable pour tous les opérateurs (contre 50% auparavant pour les communes et EPCI), amplifie le soutien proposé.

Le taux réel de consommation de la ligne budgétaire « Création équipement d'Unité fonctionnelle d'IVG » s'est nettement accru avec une ligne consommée à plus de 140 % en 2018, soit un total d'affectation de **0,359 M€**.

Dix centres de planning familial, hôpitaux ou médicaux municipaux ont été ainsi équipés chacun d'un échographe grâce à cette aide. Elle a par exemple financé l'acquisition d'un échographe pour le service radiologie du centre municipal de santé « Maurice Thorez » sur la commune de Nanterre, ou encore pour le service IVG du Centre de santé Pierre Rouques sur la commune de Goussainville.

2. Aide à l'installation et au maintien de programmes de santé dans les quartiers populaires

a. Maisons de santé pour lutter contre la désertification médicale

Le Fonds régional de résorption des déserts médicaux entrepris par la Région Ile-de-France vise à l'amélioration de l'offre de soins sur les territoires en difficulté. Cette problématique touche notamment de nombreux Quartiers Populaires. L'adoption de la délibération « Région Solidaire » en juillet 2018 a permis d'élargir les périmètres d'intervention, simplifier et alléger les démarches en faveur des professionnels de santé. Le taux réel de consommation de la ligne budgétaire « Fond régional de résorption des déserts médicaux » s'accroit chaque année avec 91 % de consommation en 2017 et une ligne consommée à plus de **113 %** en 2018, soit un total d'affectation de **4,54 M€,** dont **4,19M€** en direction de la population de référence correspondant aux quartiers populaires.

Afin de s'adapter aux nouveaux modes d'exercice et dans le souci de renforcer la politique de soutien aux jeunes professionnels, la Région s'attache tout particulièrement à encourager la création de nouvelles structures collectives de soins telles que les maisons de santé pluri-professionnelles et les centres de santé. Dans le cadre de Région solidaire, la collectivité régionale a également confirmé son aide aux maisons médicales qui assurent des permanences la nuit et les week-ends pour faciliter l'accès aux soins non programmés.

La Région a par exemple soutenu à hauteur de 0,2 M€ la création d'une maison de santé pluridisciplinaire de Nangis (77), une commune dont le revenu médian est inférieur de 20% au niveau régional. On peut également citer la création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Ivry-sur-Seine(94) ou Vigneux-sur-Seine (91) également aidée à hauteur de 200 000€ chacune.

Ce sont ainsi 48 aides qui ont été accordées pour la création ou l'équipement de maisons de santé dans le périmètre de référence des quartiers populaires.

b. Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité

L'action « Bourse régionale d'aide à l'installation des étudiants en maïeutique et kinésithérapie » a permis de financer les études de près d'une vingtaine d'étudiants en maïeutique et en kinésithérapie entre 2016 et 2018. Dans l'objectif de dynamiser l'offre de soin médicale et paramédicale dans les territoires les plus carencés, la Région a noué un partenariat fort avec le Département de Seine-et-Marne où la grande majorité des bénéficiaires de cette bourse choisissent de s'installer à l'issue de leurs études. Sur l'année 2018, c'est un montant de **0,058 M€** qui a été affecté en direction des publics des quartiers populaires, soit environ 98% du total de cette ligne budgétaire, pour couvrir l'octroi de bourses régionales.

3. Solidarités : l'action régionale en faveur des plus démunis

a. Le fonds régional de solidarité et de soutien aux familles

Pour réduire les inégalités entre les Franciliens, la Région apporte de manière volontariste (car hors de ses compétences obligatoires) une aide aux grands acteurs franciliens de la solidarité.

C'est ainsi que des partenariats stratégiques ont été conclus en 2018, avec notamment Emmaüs, Croix-Rouge Française, Bleu Blanc Zèbre, Secours Populaire.

Le **fonds régional de solidarité et de soutien aux familles** permet de financer des actions à l'initiative d'associations sous forme de trois appels à projets thématiques qui ont pour public les Franciliens les plus précaires. Ce sont ainsi **1,38 M€** mobilisés vers les quartiers populaires en 2018.

L'appel à projets « **enfants en précarité et leurs familles** » a permis de soutenir les parents et enfants en situation de précarité pour favoriser l'insertion sociale, scolaire et la mission éducative des parents. En 2018, ce sont plus de **0,310 M€** qui ont été mobilisés au profit de 18 associations. La Région a ainsi aidé au déploiement de l'exposition itinérante "Comprends-moi" par l'association *Ensemble Pour l'Education de la Petite Enfance*. Cette exposition touche aux thématiques de la petite enfance et de la parentalité et a pour objectif de sensibiliser les familles et les professionnels sur cette période essentielle du développement du jeune enfant en partageant notamment les dernières découvertes en neurosciences. Elle se tient dans des quartiers populaires afin de toucher les familles défavorisées qui ont un accès limité à l'information.

L'appel à projets « **Aide au départ en vacances** », à hauteur de **0,200 M€** en 2018, concerne quant à lui l'accès aux loisirs et aux vacances pour les plus démunis. La Région a par exemple soutenu la *Journée des Oubliés des Vacances* organisée par le Secours Populaire Français d'Ile-de-France, qui permet d'offrir une journée à la plage à 5 000 enfants de 6 à 12 ans qui n'ont pas la possibilité de partir en vacances l'été, sur la plage de Cabourg en Normandie.

Et enfin, l'appel à projets « **Soutien aux femmes en difficulté** » finance les associations qui soutiennent les Franciliennes en situation de grande précarité (une vingtaine de projets en 2018 à hauteur de **0,390 M€**). La Région a pour ce faire subventionné Le Foyer d'Olympe pour ses prises en charge collectives ou individuelles de femmes et de jeunes filles en situation de précarité, afin de les accompagner dans leur démarche d'insertion professionnelle. La Région a également soutenu *l'Association pour le Développement de la Santé des Femmes* (ADSF) dans son effort d'amélioration de l'accès aux soins et de la santé de femmes en situation de grande précarité en Ile-de-France

Outre ces appels à projet, la Région a mis en place **un Plan Grand Froid (0,250 M€), une aide alimentaire (40 000 €) et a poursuivi en 2018 son soutien annuel à la FNSF** (Fédération Nationale Solidarité Femmes) à hauteur de **40 000 €**. Avec cette dernière la Région a par exemple noué un partenariat pour favoriser l'accès au logement locatif social pour des femmes victimes de violences conjugales ou familiales.

La Région a également mobilisé plus **d'1,86 M€ pour l'aide aux structures spécialisées de prise en charge des malades d'Alzheimer** permettant de soutenir le projet innovant de l'EHPAD du Parc à Fontenay aux Roses.

b. Soutien aux personnes en situation de handicap

- **L'appel à projet « aide aux aidants »**

Mis en œuvre dans le cadre du Fonds régional de solidarité et de soutien aux familles, l'appel à projet « **aide aux aidants** » a permis de financer les actions d'associations (13 projets) à hauteur de **85 000 €** pour soutenir les proches de personnes en situation de handicap. Par exemple, la Région a financé le Festival du Futur Composé, soit la réalisation d'un spectacle et de plusieurs manifestations culturelles en Île-de-France à l'issue d'une année de travail avec de jeunes autistes d'établissements spécialisés.

- Aide à l'équipement de structures d'accueil de personnes en situation de handicap

La Région œuvre à hauteur de 0,68M€ pour « l'aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité, d'accueil de personnes en situation de handicap » habitant les quartiers populaires. Ce soutien régional aux structures d'accueil et d'hébergement médico-social porte sur l'équipement matériel de des structures, et notamment sur l'acquisition de véhicules de service à carburation propre et/ou de véhicules adaptés aux personnes à mobilité réduite, dans la limite de deux véhicules par structures porteuses.

La Région a par exemple participé à l'acquisition d'équipement pour le Foyer d'accueil médicalisé de 16 places accueillant des personnes handicapées mentales vieillissantes à Montreuil-sous-Bois. Ou encore participé à l'achat, par l'Association des Pays de France et de l'Aulnoye, d'un véhicule adapté au transport de personnes à mobilité réduite pour la Section d'Adaptation Spécialisée (SAS) d'un Etablissement et Service d'Aide par le Travail situé à Villepinte (93), afin de permettre aux personnes à mobilité réduite de participer aux activités à l'extérieur de l'établissement.

CHAPITRE 6. AMELIORER L'ACCESSIBILITE VERS LES QUARTIERS POPULAIRES ET FAVORISER LES DEPLACEMENTS

QUARTIERS POPULAIRES 2018			
AMELIORER L'ACCESSIBILITE VERS LES QUARTIERS POPULAIRES ET FAVORISER LES DEPLACEMENTS			
THEMATIQUES	MONTANTS AFFECTES PAR LA REGION ILE DE FRANCE EN 2018		
	€	dont	€
Développer les réseaux de bus	8 542 797	Développement et amélioration des sites propres pour autobus	6 652 220
		Voies dédiées sur voies rapides	1 828 400
		Réseau principal PDU	62 177
Prolonger les liaisons ferroviaires, les lignes de métro et de tram	152 244 740	Etudes et expérimentations	605 947
		Liaisons ferroviaires	104 842 660
		Liaisons tramway	25 791 663
		Métro	21 004 469
Aménager les pôles gares, développer les parcs de stationnement et l'accessibilité (y compris PMR)	18 398 480	Accessibilité du réseau	11 388 091
		Transport spécialisé en faveur des personnes handicapées	3 388 000
		Grands pôles intermodaux	3 045 029
		Rénovation des gares	18 760
		Parcs de stationnement régionaux	558 600
Exploitation des transports franciliens	182 219 865	Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens	182 219 865
Aides aux personnes les plus modestes	72 440 000	Aide aux transports des personnes les plus modestes	72 440 000
Développer les circulations douces	22 888 374	Réseaux verts et équipements cyclables	4 795 165
		Etudes générales, expérimentations et innovations	342 500
		Ecomobilité	37 898
		Frêt fluvial et portuaire	13 685
		PDU : PLD et actions territoriales	51 244
		Aménagement de voirie nationale	11 107 044
		Aménagement de voirie départementale	5 518 800
		Aménagement de sécurité sur voiries communales	164 285
		Aménagement de sécurité sur RD	857 752
TOTAL	456 734 256	soit rapporté au total des affectations 2018 :	32%

Le tableau précédent propose une proratisation des dépenses de transport en fonction de la population estimée vivant en quartiers populaires (28% de la population francilienne). Cette convention simple est celle qui parait la plus exacte pour cerner l'effort particulier consenti à la desserte des quartiers populaires en 2018. En effet, une nouvelle ligne concourt à plusieurs objectifs : desserte des zones d'activité et des établissements d'enseignement, des espaces résidentiels, des centres villes commerçants et concentrant un grand nombre de services. De plus, l'Île-de-France bénéficiant d'un réseau de transport maillé, les usagers empruntent différentes lignes ou voiries en dehors de celles qui desservent directement leur commune de résidence. Il n'est pas apparu possible de quantifier clairement les financements régionaux ayant directement ou indirectement bénéficiés aux seuls quartiers populaires.

Certains projets sont toutefois emblématiques du désenclavement de communes très populaires.

Le principal projet de cette nature, financé en 2018 à hauteur de **75 M€** est le prolongement à l'est de la ligne 11 du métro qui traverse Les Lilas, Rosny-sous-Bois, Montreuil, Romainville et Noisy-le-Sec (93). On peut citer également le prolongement du tram T1 (20 M€) desservant Rosny-sous-Bois, Montreuil, Romainville, Fontenay-sous-Bois et Noisy-le-Sec (93) ainsi que le T9 (52,5 M€) qui va concerner Vitry-sur- Seine, Ivry-sur-Seine, Thiais, Choisy-le-Roi et Orly (94).

En grande couronne, le Tzen4 a été financé l'an dernier à hauteur de **11,7 M€**. Il s'agit d'un bus à haut niveau de service (BHNS) qui desservira sur voie dédiée les quartiers d'Evry-Courcouronne, Ris-Orangis, Viry-Chatillon, Grigny et Corbeil-Essonnes (91) et qui est un élément essentiel d'attractivité, d'accessibilité et de développement pour ces villes.

Au titre des autres liaisons de rocade banlieue - banlieue, la Région est intervenue en 2018 sur deux projets importants de trams-trains :

- dans l'Essonne, le T12 express qui circulera entre Evry, Grigny, Morsang-sur-Orge, Savigny-sur-Orge, Epinay-sur-Orge, Massy, Viry-Châtillon, Chilly-Mazarin, Longjumeau et Ris-Orangis, c'est-à-dire toute la couronne dense de l'Essonne où sont implantés un grand nombre de quartiers populaires ;
- dans les Yvelines, le T13 express, qui desservira entre autres Achères et Poissy, pour près de 54 M€.

La Région a financé également en 2018 les aménagements de pôles gares d'importance régionale de Juvisy-sur-Orge et de Poissy, destinés à améliorer les rabattements tous modes vers les gares, ainsi que la qualité de service.

A noter également que la Région, avec Île-de-France mobilités intervient massivement pour améliorer et moderniser les infrastructures et le matériel roulant des RER et des lignes SNCF Transilien qui sont des éléments stratégiques essentiels pour répondre à la demande de déplacements des ménages modestes et faciliter leur accès à l'emploi.

A été également retenue l'intégralité de l'affectation pour l'aide aux transports des personnes les plus modestes (**72,4** Millions en 2018).

PRÉ[illegible]E DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
PRÉFECTURE DE PARIS
10 MARS 2020
Mission des affaires juridiques
SECRÉTARIAT

Région îledeFrance

Conseil régional

Rapport pour le conseil régional
MARS 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

COMMUNICATION - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES SUR LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE (EXERCICES 2014 ET SUIVANTS)

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXES AU RAPPORT....6
Annexe 1 : Observations définitives de la CRC....7
Annexe 2 : Paragraphe enlevé par la CRC de la réponse régionale aux observations définitives de la Chambre....148
Annexe 3 : Courrier de la Présidente de la région Île-de-France au Président de la Cour des comptes en date du 29 janvier 2020....150
Annexe 4 : Courrier du DGS de la région Île-de-France au Président de la CRC en date du 4 février 2020....154
Annexe 5 : Réponse du Président de la CRC au DGS de la région Île-de-France en date du 14 février 2020....157

EXPOSÉ DES MOTIFS

La chambre régionale des comptes (CRC) a transmis à la Région, le 17 janvier dernier, son rapport portant observations définitives sur les exercices 2014 et suivants de la Région Ile-de-France. Conformément au code des juridictions financières, ce rapport est inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du conseil régional, la plus proche après réception du document.

La réponse de la Région est annexée au rapport d'observations de la chambre. Mais la chambre régionale a tronqué cette réponse de la Région d'un passage important sur les conditions d'impartialité dans lesquelles son rapport a été rédigé. La loi dispose pourtant expressément que la réponse est établie « *sous la seule responsabilité de leurs auteurs* » (article L. 243-5 du code précité). Dans le présent rapport soumis au conseil régional, et conformément à la loi, la réponse intégrale de la Région a bien désormais été réintégrée par les services régionaux.

Cette réponse de la Région relève de façon détaillée (30 pages) des erreurs factuelles, pour certaines graves, ainsi qu'une tonalité anormalement critique au regard des résultats de la collectivité, pourtant salués par la Cour des comptes elle-même dans son rapport national sur les finances locales. Cette tonalité générale du rapport est en décalage avec l'échange que les services de la Région ont eu avec les magistrats et rapporteurs de la chambre lors de l'entretien de fin de contrôle le 12 décembre 2018. Contrairement à ce rapport, la tonalité de cet entretien était extrêmement positive. Il en résulte un écart qui se retrouve dans les titres choisis pour organiser la structure du rapport qui sont à ce point polémiques qu'ils sont pour certains d'entre eux en contradiction avec le contenu des paragraphes qui les suivent. On ne peut également que s'étonner de la tonalité de la synthèse du rapport qui est sensiblement plus négative que celle du corps du rapport alors qu'elle devrait en être le strict reflet.

D'une manière générale, les conditions de réalisation de ce contrôle par la chambre font naitre un doute sérieux sur la neutralité de la procédure. Tout cela est, malheureusement, de nature à altérer la bonne information du citoyen.

*

1. Malgré des titres trompeurs, le rapport de la chambre souligne la nette amélioration de la gestion de la Région Ile-de-France depuis 2016

Cette amélioration aurait dû ressortir encore davantage dans le rapport tant les résultats sont éclairants. Le travail de la chambre couvre en effet, d'une part, les deux dernières années du mandat du Président Jean-Paul Huchon (2014 et 2015) et, d'autre part, les trois premières années du mandat du nouvel exécutif (2016 - 2018). Ces périodes sont insuffisamment distinctes au regard des résultats et de l'appréciation même de la Cour des comptes au niveau national, le rapport mélangeant également parfois les dates ou les périodes de comparaison.

Néanmoins, le document insiste bien sur les excellentes performances financières qui sont désormais celles de la collectivité. Il souligne en effet « *Un effort de maîtrise des dépenses de gestion […], sensible depuis 2016* ». Il poursuit en relevant « *des efforts d'économie* ». En effet, comme le constate la Cour des comptes, la Région Ile-de-France est la seule Région à avoir baissé, chaque année depuis 2016, ses dépenses de fonctionnement. Une nouvelle baisse a été votée dans le budget régional pour 2020, année non couverte par le rapport de la chambre. Au total, cette diminution, relevée donc par la chambre, est de - 20 % depuis 2015, soit, depuis l'arrivée de l'exécutif en 2016, 1,5 Md€ d'économies en fonctionnement.

Au-delà, la chambre insiste sur une « *Une dette maîtrisée* » en précisant que « *La région a renforcé sa capacité à rembourser l'encours de sa dette sur la période étudiée.* » La conclusion de la chambre sur les performances financières régionales est forte : « *En 2018, en s'élevant à 355 M€, le besoin de financement est le plus bas de la période (24 %) et est nettement plus soutenable que celui observé en début de période (65 %). Ainsi, la région a atteint dès 2017 l'objectif qu'elle s'est fixée de couvrir 60 % de ses investissements par l'autofinancement*. » La chambre aurait pu toutefois renforcer son raisonnement en intégrant l'année 2019 où l'emprunt a été historiquement bas à 200 M€. Surtout, la Région a diminué son encours de dette en 2019. Il devrait baisser à nouveau en 2020 et présenter alors un niveau inférieur à celui du projet de budget pour 2015. Au total, en dépit de recettes contraintes, la Région présente pour 2020 les ratios financiers les plus performants des 15 dernières années. Aujourd'hui, la Région Ile-de-France est la région française la mieux notée pour ses performances financières par les agences qui la suivent (Fitch ratings et Moody's).

En outre, le rapport de la chambre régionale confirme les avancées liées à la réorganisation de l'administration régionale et déplore « *jusqu'en 2016, une absence de définition claire des centres de décision* ». Il poursuit en insistant sur « *une importante transformation de l'administration de la région [qui] a été opérée en 2016 par le nouvel exécutif dans un objectif de modernisation et de plus grande performance de la gestion.* » « *Plusieurs leviers ont été actionnés : réorganisation des services et nouvelle politique managériale (2017), regroupement et déménagement des services centraux (2018), révision du temps de travail (2017).* » Ainsi, selon la chambre « *La région a profité du déménagement et du regroupement des services pour accélérer le processus de transformation de son administration, en recherchant le décloisonnement des services, un management dans la confiance et la simplification des processus.* » Et la chambre de poursuivre, « *Depuis 2016, la région s'est employée à centraliser progressivement les opérations de mandatement en simplifiant les différentes étapes de la chaîne de la dépense* ». La chambre relève aussi une baisse des effectifs au siège de la Région, conforme aux objectifs politiques fixés par l'exécutif depuis 2016 (suppression de 50 postes par an).

La chambre conclut sur le fait que le déménagement « *a été mené de manière efficace* », « *l'emménagement dans le premier bâtiment ayant pu se réaliser deux ans à peine après l'élection du nouvel exécutif* ». Elle insiste en précisant que « *les opérations Influence 1 et 2 seront avantageuses pour la région* » après « *analyse des coûts globaux (investissement et fonctionnement)* » dans la mesure, notamment, où « *la région a négocié des conditions financières avantageuses sous la forme de franchises de loyers, de loyers limités sur une période donnée et de mesures d'accompagnement.* » Surtout, la chambre a examiné les deux scénarii d'un achat ou d'une location des immeubles Influence 1 et 2. Le scénario in fine retenu par l'assemblée délibérante sur le bâtiment Influence 2, de la valorisation de l'option d'achat de l'immeuble, s'avère même encore plus avantageux. Au total, dans un nouveau courrier annexé au présent rapport, le Président de la chambre considère que les appréciations de son institution sur ce déménagement régional sont « *plutôt positives* ».

2. Ce rapport traduit toutefois une partialité de nature à altérer la lecture du citoyen

Tout d'abord, le document de la chambre comporte des erreurs. Elles sont identifiées dans la réponse de la Région annexée au rapport de la chambre. Elles n'ont pourtant pas été modifiées dans le rapport définitif. Ces erreurs portent notamment sur la fiscalité régionale, sur le suivi des engagements budgétaires pluriannuels, sur les calculs des charges de gestion et des charges financières, sur des mécanismes liés à la gestion de la dette, sur l'organigramme régional ou encore sur le régime indemnitaire en vigueur. Ces erreurs sont de nature à biaiser la lecture du citoyen. Surtout, la persistance d'une autre erreur interpelle. En effet, la chambre a maintenu ses observations sur les « *chargés de mission auprès des vice-présidents* » alors que la Région s'est totalement conformée aux recommandations de la Chambre dès qu'elle a pris connaissance du rapport d'observations provisoires (ROP).

Au-delà des erreurs factuelles, plusieurs indices inquiétants invitent en effet à s'interroger sur la partialité de la procédure qui a été menée.

Il aura en effet fallu plusieurs mois pour obtenir le rapport provisoire, même en tenant compte de l'arrivée d'un nouveau Président à la chambre régionale des comptes, et plus d'un an pour obtenir ce rapport définitif, délais dans les deux cas anormalement longs.

Ensuite, il est apparu un conflit d'intérêt au cours de la procédure de contrôle. Un des magistrats ayant délibéré sur le rapport provisoire était en effet, sous la période de contrôle, un membre actif du mouvement En Marche ! en Ile-de-France. A ce titre, il a même été un opposant politique d'un agent mis en cause dans le rapport et d'une conseillère régionale membre de la majorité. Cette situation est constitutive d'un conflit d'intérêt manifeste qui aurait dû l'amener à se déporter dès le début de la procédure de contrôle, conformément aux dispositions de la Charte de déontologie des juridictions financières. Dans un nouveau courrier annexé au présent rapport, le Président de la chambre reconnait lui-même que « *la question de la présence de ce magistrat au premier délibéré et de son déport peut être posée* ». Le Président évoque ainsi l'hypothèse « *d'un manquement individuel au cours de l'une des étapes aboutissant au rapport définitif* ». En cela, le Président de la chambre confirme malheureusement la préoccupation de la Région.

Mais le plus grave réside dans le fait que la chambre a souhaité cacher cette vérité en masquant ce conflit d'intérêt apparent. En effet, alors que cet élément était à juste titre dénoncé dans la réponse de la Région au rapport définitif, la chambre a purement et simplement supprimé ce paragraphe de la réponse régionale. Selon le nouveau courrier du Président de la chambre, annexé au rapport, la CRC a « *retiré les deux paragraphes mettant en cause le comportement déontologique d'un magistrat* ». Or la chambre reconnait elle-même que s'agissant de la déontologie, « *la question […] peut être posée* ». Cette dissimulation de la réalité des faits ne peut que faire peser le soupçon d'une instrumentalisation de la juridiction dans un but politique à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son exécutif. Cet acte grave a été déploré auprès du Président de la chambre régionale et également été porté à la connaissance de la Cour des comptes. Ces deux courriers sont ici annexés. En effet, la loi dispose pourtant expressément que la réponse de la collectivité est établie « *sous la seule responsabilité de leurs auteurs* » (article L. 243-5 du code des juridictions financières). Un rectificatif de la réponse régionale a donc été sollicité. La réponse de la Région ici publiée par les services est la version intégrale, sans censure.

*

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES AU RAPPORT

Annexe 1 : Observations définitives de la CRC

Chambre régionale
des comptes
Île-de-France

Noisiel, le 17 JAN. 2020

Le président

N° G/19-20-0012 E

Dossier suivi par : Nadia Dumoulin, greffière
T 01.64.80.88.02
M nadia.dumoulin@crtc.ccomptes.fr

Réf. : contrôle n° 2018-0091
P.J. : 1 rapport

Objet : notification du rapport d'observations définitives n° 2019-0168 R (et de sa réponse)

Envoi dématérialisé avec accusé de réception (Article R. 241-9 du code des juridictions financières)

à

Madame Valérie Pécresse

Présidente du conseil régional

d'Ile-de-France

2 rue Simone Veil

93400 Saint-Ouen

Madame la Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport comportant les observations définitives de la chambre sur la gestion de la région Ile-de-France concernant les exercices 2014 et suivants (ainsi que la réponse qui y a été apportée).

Je vous rappelle que ce document revêt un caractère confidentiel qu'il vous appartient de protéger jusqu'à sa communication à votre conseil régional. Il conviendra de l'inscrire à l'ordre du jour de sa plus proche réunion, au cours de laquelle il donnera lieu à débat. Dans cette perspective, le rapport et la réponse devront être joints à la convocation adressée à chacun de ses membres.

Dès la tenue de cette réunion, ce document pourra être publié et communiqué aux tiers en faisant la demande, dans les conditions fixées par le code des relations entre le public et l'administration.

En application de l'article R. 243-14 du code des juridictions financières, je vous demande d'informer le greffe de la date de la plus proche réunion de votre assemblée délibérante et de lui communiquer en temps utile copie de son ordre du jour.

Par ailleurs je vous précise qu'en application des dispositions de l'article R. 243-17 du code précité, le rapport d'observations et la réponse jointe sont transmis au Préfet ainsi qu'au directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et de Paris.

Enfin, j'appelle votre attention sur le fait que l'article L. 243-9 du code des juridictions financières dispose que *« dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*

présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes ».

Il retient ensuite que *« ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9 ».*

Dans ce cadre, vous voudrez bien notamment préciser les suites que vous aurez pu donner aux recommandations qui sont formulées dans ce rapport d'observations, en les assortissant des justifications qu'il vous paraîtra utile de joindre, afin de permettre à la chambre d'en mesurer le degré de mise en œuvre.

Je vous informe que vos services peuvent se rapprocher de la chambre pour convenir des modalités de mise en œuvre de ces nouvelles dispositions.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

Christian Martin

Chambre régionale des comptes
Île-de-France

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

ET SA RÉPONSE

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Exercices 2014 et suivants

Observations
délibérées le 4 septembre 2019

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE **5**

RAPPELS AU DROIT ET RECOMMANDATIONS **9**

OBSERVATIONS **11**

1 RAPPEL DE LA PROCÉDURE **11**

2 UN CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL SPÉCIFIQUE **12**

2.1 Un environnement économique favorable mais de réelles difficultés sociales 12

2.2 Des changements institutionnels liés notamment à des transferts de compétences et à la création de la Métropole du Grand Paris 12

3 LES FAIBLESSES PERSISTANTES DES PROCESSUS COMPTABLE, BUDGÉTAIRE ET FINANCIER **13**

3.1 Le suivi non fiabilisé du patrimoine, des provisions et des garanties d'emprunt 13

3.1.1 La connaissance imparfaite du patrimoine 14

3.1.2 Des provisions omises ou irrégulièrement constituées 17

3.2 Un processus budgétaire qui devrait être amélioré en prévision, en exécution et en mesure de la performance 20

3.2.1 Des progrès à poursuivre en matière d'information de l'assemblée délibérante lors des débats d'orientation budgétaire 20

3.2.2 Le manque de fiabilité des prévisions budgétaires, notamment en matière d'investissement 22

3.2.3 Les règles imprécises d'ajustement des AP et AE 23

3.2.4 Une démarche budgétaire inspirée de la LOLF mais qui ne compare pas les résultats aux prévisions 25

3.3 Certaines faiblesses persistantes de la fonction financière 26

3.3.1 Des créances très anciennes restent à apurer 26

3.3.2 Des délais de paiement élevés malgré des réorganisations 27

3.4 Le faible degré de mise en œuvre des précédentes recommandations de la chambre 29

4 UNE SITUATION FINANCIERE QUI S'AMELIORE **30**

4.1 Une amélioration de l'épargne due au dynamisme des recettes régionales et à des efforts d'économie 30

4.1.1 Une nette progression des produits fiscaux qui a plus que compensé la baisse des dotations et participations 31

4.1.2 Un effort de maîtrise des dépenses centré sur les contributions et subventions 37

4.2 Une reprise des investissements financée par l'amélioration de la capacité d'autofinancement et l'accroissement de la dette 43

4.2.1 Une hausse du financement propre disponible 43

4.2.2 Un redémarrage de l'investissement qui s'infléchit en 2018 45

4.2.3 Une dette maîtrisée 46

4.2.4 Le recours à une « stratégie de financement verte et responsable » 47

4.2.5 Une amélioration de la capacité de désendettement 48

5 MALGRE UNE RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE, DES IRREGULARITÉS PERSISTANTES EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES 49

5.1 Une importante réorganisation des services, des locaux et du temps de travail 49
5.1.1 Une réorganisation des services fondée sur une transformation de l'administration 50
5.1.2 Une relocalisation rapide dont le bilan financier est encore incertain 52
5.1.3 Dans un contexte de baisse des effectifs, une hausse de la mobilité des agents du siège et une aggravation de l'absentéisme des agents des lycées 58
5.1.4 Une durée du travail en partie dérogatoire et incomplètement contrôlée 64
5.2 Un nouveau régime indemnitaire qui laisse subsister des irrégularités et inexactitudes 67
5.2.1 La mise en place du nouveau régime indemnitaire non entièrement conforme aux textes 67
5.2.2 Une prime régionale irrégulière et inexactement liquidée 69
5.3 Des irrégularités accrues en matière d'emploi et de rémunération des collaborateurs d'élus 71
5.3.1 L'absence de délibération sur la création des emplois de collaborateurs de cabinet 71
5.3.2 Le large dépassement du plafond d'emploi des collaborateurs de cabinet 71
5.3.3 Le dépassement croissant du plafond des rémunérations des collaborateurs de groupe 76
5.4 Le faible suivi des recommandations de la chambre régionale des comptes 79

6 UNE RESPONSABILITÉ ACCRUE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE QUI APPELLE UNE GESTION PLUS EFFICIENTE DES MOYENS CORRESPONDANTS 80

6.1 Une nouvelle responsabilité régionale à l'égard des autres collectivités locales 80
6.1.1 Une responsabilité régionale exercée en lien avec l'Etat 81
6.1.2 Des relations relativement inchangées avec les départements 82
6.1.3 L'absence de coordination avec la MGP pour la mise en œuvre du SRDEII sur le territoire métropolitain 83
6.1.4 Le poids prédominant des aides régionales par rapport à celles des autres collectivités 85
6.2 Le SRDEII, outil d'affirmation de la responsabilité régionale en matière de développement économique 85
6.2.1 La participation de principaux acteurs institutionnels à l'élaboration du SRDEII 85
6.2.2 La gouvernance du SRDEII, élément clé de la nouvelle responsabilité régionale 86
6.2.3 Des priorités fondées principalement sur l'innovation et l'attractivité 87
6.3 Le rôle mitigé du SRDEII en matière de simplification des dispositifs d'aide et de développement équilibré des territoires 88
6.3.1 L'absence de réelle simplification des dispositifs d'aide 88
6.3.2 Une territorialisation co-pilotée avec l'État 90
6.4 Des améliorations nécessaires de la programmation et du suivi des crédits 91
6.4.1 Un suivi insuffisant des crédits mobilisés en matière de développement économique 91
6.4.2 Une programmation tardive de l'utilisation des fonds européens 92
6.5 La mise en œuvre très partielle des précédentes recommandations de la chambre régionale des comptes 93

ANNEXES 95

SYNTHÈSE

La région Île-de-France a peu suivi les précédentes recommandations de la chambre régionale des comptes.

Lors de ses contrôles précédents, la chambre régionale des comptes d'Île-de-France avait formulé plusieurs recommandations afin d'améliorer la gestion de la collectivité régionale et de mettre fin à de graves irrégularités. Si d'importants changements institutionnels, tels que la création de la Métropole du Grand Paris, et des transferts de compétences au profit de la région sont intervenus depuis, ces recommandations restent actuelles.

A l'issue du présent contrôle, la chambre n'a pu que constater que la région n'avait que très peu suivi ses recommandations. En particulier, elle n'a pas mis fin aux irrégularités relevées. Ce constat s'applique à l'ensemble des champs du contrôle de la chambre.

La démarche d'amélioration du processus comptable, budgétaire et financier est encore inaboutie.

La chambre a relevé des faiblesses dans le suivi comptable de la région ainsi que dans le processus budgétaire et l'exécution financière. Plusieurs d'entre elles avaient déjà donné lieu à des recommandations lors des contrôles antérieurs.

S'agissant du suivi comptable, l'inventaire du patrimoine n'est pas fiabilisé. Aussi, la région n'a pas une connaissance précise de ses actifs. Sa démarche en matière de provisions ne parait pas cohérente : elle n'en constitue pas pour couvrir certains risques avérés mais le fait en dehors des cas où cela se justifie.

En dépit des précédentes recommandations de la chambre, le conseil régional ne dispose pas de toutes les informations exigées lors du débat d'orientation budgétaire, notamment sur les investissements et les ressources humaines. Les règles d'ajustement des autorisations de programme et des autorisations d'engagement n'ont toujours pas été précisées. Quant à la démarche budgétaire, malgré 17 annexes du budget présentées par politique publique, la région ne s'est toujours pas dotée d'instruments de mesure de la performance de sa gestion.

En matière d'exécution budgétaire, la région s'est employée à simplifier les opérations de mandatement mais les délais de paiement restent encore élevés, systématiquement supérieurs au délai de 30 jours fixé par décret.

Aussi, la chambre recommande à la région d'accélérer la simplification et la dématérialisation de sa chaine financière et de créer avec les services du comptable public les conditions favorables à la conduite des chantiers communs prioritaires.

Malgré l'augmentation de son épargne, la région Île-de-France a dû continuer d'emprunter pour financer la relance de ses investissements.

La région a bénéficié d'un fort dynamisme de ses produits fiscaux qui lui a permis d'augmenter significativement ses recettes. Elle s'est efforcée de maitriser ses dépenses mais, malgré la baisse des effectifs, la masse salariale n'a pas diminué, notamment à cause de la hausse des dépenses de rémunération des personnels non titulaires. Une inflexion à la baisse des charges à caractère général est perceptible. De fait, la région a fait porter ses efforts d'économies les plus tangibles sur les tiers, en diminuant les subventions de fonctionnement de près de 9 % entre 2014 et 2018.

L'épargne brute (capacité d'autofinancement brute) s'est améliorée grâce à la hausse des recettes et, dans une moindre mesure, à un effort de maîtrise des dépenses de gestion. Elle est passée de 582 M€ en 2014 à 984 M€ en 2018, soit de 18 % à 28 % des produits de fonctionnement.

La nouvelle majorité régionale installée en décembre 2015 a souhaité relancer les investissements par un plan de modernisation des infrastructures de transport, un engagement en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche et la rénovation des lycées. De 2014 à 2018, les dépenses d'équipement ont progressé de près de 7 % par an en moyenne. Ainsi, en 2016 et 2017, au contraire des années précédentes, les dépenses d'équipement de la région Ile-de-France, rapportées au nombre d'habitants, ont dépassé la moyenne des autres régions. Toutefois, tel n'était plus le cas en 2018, les dépenses d'équipement étant en recul de 9 %.

Le besoin de financement (dépenses d'investissement non couvertes par des recettes propres) avait atteint un milliard d'euros en 2014 et 2015, soit 66 % des dépenses d'investissement. Il est retombé à 34 % des d'investissements en 2016 sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs (redressement de l'épargne, réduction des remboursements d'emprunt, baisse des subventions d'équipement). En 2018, grâce à des investissements en recul et à l'amélioration de l'épargne, le besoin de financement a été inférieur au quart des dépenses d'investissements.

Pourtant, la région a continué de s'endetter. L'encours de sa dette a augmenté de 5,6 % entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2018. Cette dette présente un risque de refinancement à long terme du fait de la part importante des émissions obligataires, réalisées de 2014 à 2018, qui arriveront à échéance entre 2024 et 2028, beaucoup étant remboursables lors du dernier exercice de leur période de maturité. Or, la région n'a pas recouru au mécanisme de mise en réserve budgétaire annuelle prévu par la nomenclature comptable.

Grâce à l'augmentation de son épargne brute, la région Ile-de-France a renforcé sa capacité de désendettement qui est passée de 8,74 années en 2014 à 5,75 années en 2018. Elle a atteint son objectif de réaliser 60 % de ses investissements par autofinancement et de présenter une capacité de désendettement inférieure à dix ans.

Toutefois, la « relance par l'investissement », qui constitue l'une des priorités affichées par la région depuis décembre 2015, pourrait renforcer les tensions et risques exercés sur sa situation financière. C'est pourquoi la chambre lui recommande de poursuivre le travail de consolidation de ses outils de prospective afin de prévoir plus précisément son besoin de financement et d'ajuster en conséquence la maitrise de ses dépenses de fonctionnement.

En dépit d'une importante réorganisation des services, la région Île-de-France n'a pas mis fin à plusieurs irrégularités en matière de gestion des ressources humaines.

L'exécutif régional a manifesté une forte volonté de changement de l'organisation des services et du management des ressources humaines.

La transformation de l'administration a été recherchée à travers le regroupement des services du siège à Saint-Ouen. Cette opération a été menée de manière efficace, l'emménagement dans le premier bâtiment ayant pu se réaliser deux ans à peine après l'élection du nouvel exécutif. La région a obtenu des conditions financières avantageuses sous la forme de franchises de loyers et de prise en charge de travaux d'aménagement intérieur par les bailleurs.

Le bilan financier de l'opération est néanmoins encore incertain dans la mesure où la région n'a pas encore décidé s'il elle lèvera les options d'achat des immeubles. Si cela était le cas, elle pourrait réduire ses charges de fonctionnement d'un montant cumulé de 266 M€ de 2018 à 2031. En revanche, si elle décidait de rester locataire des locaux, ces charges s'alourdiraient de 128 M€ au cours de la même période par rapport à la situation antérieure au déménagement. Pour acheter ces immeubles, la région devrait investir près de 240 M€ mais la vente de biens anciennement occupés couvrirait largement ce montant.

La région s'est fixée pour objectif de diminuer les effectifs de son siège de 50 postes par an. Une légère baisse des effectifs est effectivement constatée (- 0,39 % en moyenne annuelle) au cours de la période sous revue. Ainsi, en 2017, la région comptait 120 agents en équivalent temps plein (ETP) de moins qu'en 2014. Cependant, les dépenses de personnel n'ont pas diminué pour autant.

Malgré les recommandations de la chambre, la région ne s'est pas dotée d'un outil de prévision des charges de personnel. Elle ne s'est conformée que très partiellement aux recommandations visant à mieux documenter ses rapports d'orientation budgétaire en matière de maîtrise de la masse salariale.

Jusqu'au 31 décembre 2017, le temps de travail annuel des agents était fixé à 1 568 heures. En ramenant celui des agents du siège à la durée réglementaire de 1 607 heures, la région estime avoir gagné l'équivalent de 56 ETP et 2,59 M€ de masse salariale par an. Toutefois, en maintenant le temps de travail des agents en poste dans les lycées à 1 568 heures, elle s'est privée de l'équivalent de 194 ETP, soit un coût théorique de 5,6 M€.

En outre, qu'il s'agisse des agents du siège ou des lycées, la région ne mesure pas leur temps de travail effectif puisque les services concernés ne sont toujours pas équipés d'un système de contrôle automatisé (« badgeuses »), contrairement aux textes et à la précédente recommandation de la chambre.

Malgré certaines actions de prévention, l'absentéisme s'aggrave. Avec un taux global de 10,2 % en 2017, il représente un enjeu budgétaire d'environ 41 M€ par an pour la région. Il touche surtout les agents des lycées (90 % du total des jours d'absence), absents en moyenne 41,1 jours en 2017 au lieu de 33,7 jours en 2010.

En matière de rémunération, malgré l'instauration du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), la région continue de verser, hors de tout cadre légal, une « prime régionale » en la considérant à tort comme un avantage collectivement acquis. Elle doit cesser le versement de cette prime d'un coût global d'environ 14,5 M€ en 2017.

Des irrégularités accrues sont constatées en matière d'emploi et de rémunération des collaborateurs d'élus.

S'agissant des collaborateurs d'élus, la région n'a pas mis fin aux irrégularités relevées précédemment par la chambre. Elle les a même aggravées. Loin de mettre fin au dépassement du nombre de collaborateurs de cabinet légalement autorisé, elle l'a amplifié : le dépassement s'élève désormais à 25 collaborateurs de plus que le plafond légal au lieu de 13 lors du précédent contrôle. La région s'est bornée à changer la dénomination de ces agents (« chargés de mission thématiques » au lieu de « chargés de mission auprès des vice-présidents ») et à les rattacher formellement au secrétariat général alors qu'ils sont essentiellement au service des élus. Le coût annuel de ce dépassement était proche de 1,3 M€ en 2016 et 2017. La région a déclaré avoir mis fin à cette situation en juin 2019, notamment en résiliant certains contrats et en repositionnant les agents au sein de l'administration. Toutefois, elle n'a pas démontré que les emplois ont été formellement supprimés et que les agents sont affectés à d'autres missions.

S'agissant des collaborateurs des groupes politiques, la région ne respecte toujours pas les plafonds en matière de rémunération. Le coût annuel du dépassement observé était d'environ 1,14 M€ de 2014 à 2017.

La chambre procède de nouveau à des rappels au droit afin qu'il soit mis fin au plus vite à ces graves irrégularités.

Les dispositifs d'aides au développement économique devraient être simplifiés et leurs moyens mieux suivis.

L'exercice de la compétence de la région en matière de développement économique se traduit par un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), porteur de la stratégie de la collectivité. Alors que la Métropole du Grand Paris semble volontaire pour établir un partenariat étroit avec la région en vue de la mise en œuvre des orientations stratégiques franciliennes sur son territoire, la région n'a pas souhaité lui réserver une place privilégiée dans la gouvernance du SRDEII.

Malgré les efforts réalisés pour faciliter l'accès des aides aux entreprises, elle n'a pas démontré qu'elle a simplifié et rendu plus lisible l'ensemble de ses dispositifs d'aides.

Enfin, il reste difficile d'identifier avec précision les moyens régionaux et européens mobilisés au service du développement économique régional. La direction des entreprises et de l'emploi et celle des affaires européennes ne partagent pas un objectif commun de mobilisation des fonds européens au profit du développement économique francilien.

RAPPELS AU DROIT ET RECOMMANDATIONS

Au terme de ses travaux, la chambre adresse les recommandations reprises dans la présente section.

Les recommandations qui suivent sont des rappels au droit :

Rappel au droit n° 1 : Renforcer les dispositifs internes de recensement des litiges en cours et constituer une provision dès l'ouverture d'un contentieux de première instance à hauteur du risque établi, conformément aux dispositions de l'article D. 4321-2 du code général des collectivités territoriales. 18

Rappel au droit n° 2 : Respecter le délai global de paiement et verser les intérêts moratoires dus aux fournisseurs en cas de non-respect de ce délai. 28

Rappel au droit n° 3 : Généraliser le contrôle automatisé de décompte du temps de travail conformément aux dispositions du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires. ... 67

Rappel au droit n° 4 : Appliquer le CIA à l'ensemble des agents et supprimer la prime régionale conformément aux dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). 71

Rappel au droit n° 5 : Formaliser dans une délibération le nombre de postes de collaborateurs de cabinet et l'enveloppe budgétaire annuelle consacrée à leur rémunération conformément à la circulaire n° INTB0100217C du 23 juillet 2001 relative à la mise en œuvre du protocole du 10 juillet 2000 et de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale. 71

Rappel au droit n° 6 : Mettre fin au dépassement du nombre de collaborateurs de cabinet autorisés. 75

Rappel au droit n° 7 : Respecter les dispositions de la loi du 26 janvier 1984 lors du recrutement d'agents contractuels. 75

Rappel au droit n° 8 : Rétablir une rémunération des collaborateurs de groupes d'élus conforme aux dispositions de l'article L. 4132-23 du CGCT et de la circulaire INTB9500079C du 6 mars 1995..... 78

Les autres recommandations adressées par la chambre sont les suivantes :

Recommandation n° 1 : Actualiser la convention de services comptable et financier, notamment en vue de formaliser les opérations requises afin de garantir la concordance entre l'inventaire comptable et l'état de l'actif. 15

Recommandation n° 2 : Fiabiliser le processus d'intégration des immobilisations et les montants des participations en capital constatées dans les comptes d'immobilisations financières. 16

Recommandation n° 3 : Expliciter dans les rapports d'orientations budgétaires les objectifs de la région en matière de dépenses de personnel et les indicateurs correspondants, et renforcer l'analyse de la soutenabilité des investissements. 22

Recommandation n° 4 : Clarifier les règles d'annulation et d'ajustement des autorisations de programme et d'engagement (AP/AE) dans le règlement budgétaire et financier et assurer une information appropriée et régulière de l'assemblée délibérante sur les stocks d'AP/AE demeurant sans emploi. 25

Recommandation n° 5 : Réviser la structure et le contenu des annexes budgétaires afin de mettre en cohérence la présentation et l'information budgétaires avec la présentation en mode « LOLF » adoptée par la région. 26

Recommandation n° 6 : Poursuivre l'optimisation de l'organisation de la chaîne financière tout en renforçant les dispositifs de contrôle interne comptable et financier. 28

« La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration »
Article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

OBSERVATIONS

1 RAPPEL DE LA PROCÉDURE

Le présent rapport d'observations provisoires est issu d'un contrôle de la chambre mené dans le cadre d'une enquête nationale, conduite conjointement par la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes sur le thème des « *nouvelles régions* », en vue de l'élaboration du rapport public annuel sur les finances publiques locales. Dans le cas de la région Île-de-France, les points suivants ont été examinés : la trajectoire financière de la région de 2014 à 2018 ; l'impact financier et organisationnel de la réforme territoriale (extension des compétences) ; la prise en compte des risques organisationnels et financiers liés à la mise en œuvre de la réforme territoriale ; la stratégie financière prospective de la région jusqu'en 2021.

Par ailleurs, ont été examinées les suites réservées par la région aux observations et recommandations formulées dans quatre rapports d'observations définitives portant sur les thèmes suivants, en lien avec le présent contrôle : gouvernance et organisation interne (janvier 2016), interventions économiques (juillet 2015), situation financière (septembre 2014), gestion des personnels et des ressources humaines des lycées (juillet 2013).

Le présent contrôle a été engagé par lettres du 16 avril 2018 à Mme Valérie Pécresse, présidente du conseil régional d'Île-de-France depuis le 18 décembre 2015, ainsi qu'à M. Jean-Paul Huchon, son prédécesseur. L'entretien de fin de contrôle a eu lieu le 12 décembre 2018 avec M. Bonneau, directeur général des services, dûment mandaté pour représenter Mme Pécresse. M. Huchon n'a pas donné suite à la proposition de la chambre d'organiser un entretien de fin de contrôle.

Les observations provisoires délibérées les 25 et 31 janvier 2019 ont été notifiées le 10 avril 2019 à l'ordonnateur en fonction, Mme Pécresse, les 11 puis 26 avril 2019 à l'ancien ordonnateur, M. Huchon, ainsi que, sous forme d'extraits, à la Métropole du Grand Paris, au département de l'Essonne, ainsi qu'à 54 autres tiers mis en cause.

Le présent rapport a été délibéré le 4 septembre 2019, sous la présidence de M. Christian Martin, président de la chambre, au vu des observations provisoires et des réponses reçues les 10 juin et 8 juillet 2019 de l'ordonnateur en fonction et du 21 mai au 13 juin 2019 de la Métropole du Grand Paris, du département de l'Essonne, de la SEM Genopole et de onze autres tiers mis en cause.

Ont participé au délibéré MM. Alain Stéphan et Romuald du Breil de Pontbriand, présidents de section, MM. Philippe Grenier et Vincent Crosnier de Briand, premiers conseillers et Mme Sandrine Taupin, première conseillère.

Ont été entendus :

- en son rapport : Mme Caroline Dupuis-Verbeke, première conseillère, assistée de Mme Valérie Carvajal et M. Denis Poissonnet, vérificateurs des juridictions financières ;

- en ses conclusions, sans avoir pris part au délibéré, le procureur financier.

Mme Viviane Barbe, auxiliaire de greffe, assurait la préparation de la séance de délibéré et tenait les registres et dossiers.

2 UN CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL SPÉCIFIQUE

2.1 Un environnement économique favorable mais de réelles difficultés sociales

La région Île-de-France est la première région française au plan démographique et économique. Composée de huit départements, 1 296 communes et arrondissements, elle accueille sur un territoire de 12 000 km² une population de 12 millions d'habitants[1], soit 18 % de la population française métropolitaine, qui est en moyenne plus jeune que cette dernière. La « région-capitale » représente également 30 % du produit intérieur brut du pays et près de 4 % de celui de l'Union européenne. Elle concentre de nombreux atouts : premier bassin d'emploi européen doté d'une main d'œuvre hautement qualifiée, tissu dense de PME/PMI aux activités diversifiées, forte densité d'entreprises technologiques et de pôles scientifiques, deuxième plate-forme fluviale d'Europe.

Toutefois, la région Île-de-France est marquée par de fortes inégalités territoriales. En raison de faiblesses en matière de logement, de transports et de qualité de vie, elle peine à retenir ses jeunes actifs. Sur le plan économique, elle connaît une chute de l'emploi industriel de 26 % entre 1998 et 2013, des difficultés d'embauche dans certains secteurs, un solde migratoire négatif et un taux de chômage de 8,5 % de la population active, plus élevé chez les jeunes.

2.2 Des changements institutionnels liés notamment à des transferts de compétences et à la création de la Métropole du Grand Paris

Contrairement à plusieurs autres régions, le ressort géographique de la région Île-de-France n'a pas été modifié par la récente réforme territoriale[2]. En revanche, son environnement institutionnel a subi une évolution majeure avec la création le 1er janvier 2016 de la Métropole du Grand Paris[3] (MGP) qui regroupe 131 communes (dont la Ville de Paris), soit une population de près de 7 millions d'habitants au 1er février 2017, et s'étend sur six des huit départements franciliens. Même si la loi encadre strictement les attributions dévolues aux différents échelons territoriaux par le biais des compétences obligatoires ou d'intérêt communautaire, la région doit articuler son action avec celle de la MGP.

Par ailleurs, la loi NOTRé a supprimé la clause générale de compétence des régions. Il en résulte que le conseil régional ne peut plus délibérer que dans les domaines de compétence que la loi lui attribue. En particulier, la région est dorénavant responsable sur son territoire de la définition des orientations en matière de développement économique et de soutien à l'innovation et à l'internationalisation des entreprises.

Néanmoins, en comparaison des autres régions françaises, la région Île-de-France dispose de compétences particulières, héritées du district de l'agglomération parisienne, créé par la loi du 2 août 1961 relative à l'organisation de la région de Paris, pour répondre aux besoins d'aménagement et d'équipement de son territoire. Historiquement, ces compétences spécifiques portent principalement sur la planification par le biais du schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF), le cadre de vie (espaces verts) et les transports, via

[1] Données INSEE au 01/01/2016.
[2] Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.
[3] MGP créée par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et dont les règles de fonctionnement ont été précisées par la loi NOTRé du 7 août 2015.

Île-de-France Mobilités. Cet établissement public, dont les membres sont la région, la Ville de Paris et les départements franciliens, est l'autorité organisatrice de transports en Île-de-France. Ainsi, à la différence de ses homologues, la région Île-de-France n'a pas été concernée par le transfert des compétences des départements en matière de transports scolaires et de transports interurbains, décidé par la loi NOTRé.

Par ailleurs, comme les autres régions, elle est depuis 2016 autorité de gestion des fonds européens, soit le fonds européen de développement régional (FEDER), le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et une partie du fonds social européen (FSE). Ainsi, pour la période 2014-2020, elle est responsable de la rédaction des programmes opérationnels, de la sélection des porteurs de projets et de l'octroi et du suivi des fonds accordés d'un montant total de 480 M€. Lors de la période précédente (2007-2013), alors que l'autorité de gestion était l'État, la région Île-de-France intervenait par délégation en tant qu'organisme intermédiaire pour une partie des fonds du FSE.

3 LES FAIBLESSES PERSISTANTES DES PROCESSUS COMPTABLE, BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

La chambre a relevé des faiblesses dans la tenue des comptes, le processus budgétaire et l'exécution financière. Plusieurs d'entre elles avaient donné lieu à des recommandations de la chambre lors des précédents contrôles.

3.1 Le suivi non fiabilisé du patrimoine, des provisions et des garanties d'emprunt

Au 31 décembre 2017, l'actif net de la région Île-de-France s'élevait à 21,8 Md€, soit 5,6 années de produits fiscaux.

Tableau n° 1 : Bilan synthétique au 31 décembre 2017

ACTIF NET	*Total (en K€)*	*PASSIF*	*Total (en K€)*
Immobilisations incorporelles nettes (a)	*8 907 664,63*	**FONDS PROPRES (a)**	***15 467 508,45***
Immobilisations corporelles nettes (b)	*11 575 936,47*	*Dont résultat de l'exercice*	*358 388,13*
Immobilisations financières (c)	*528 324,26*	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (b)**	***9 132,60***
ACTIF IMMOBILISÉ (d = a + b + c)	***21 011 925,36***	*Total des dettes financières à long terme (c)*	*5 587 387,95*
Créances (e)	*286 030,48*	*Total des dettes à court terme (d)*	*708 299,40*
Disponibilités (f)	*477 761,84*	*Dont dettes fournisseurs*	*95 508,36*
Autres actifs circulants (g)	*30,00*	*Dont autres dettes à court terme*	*612 791,04*
ACTIF CIRCULANT (h = e + f + g)	***763 822,32***	**DETTES (e = c + d)**	***6 295 687,35***
Comptes de régularisations (i)	*2,69*	*Comptes de régularisations (f)*	*3 421,97*
ACTIF NET TOTAL (j = d + h + i)	**21 775 750,37**	**PASSIF TOTAL (g = a + b + e + f)**	**21 775 750,37**

Source : CRC Île-de-France à partir du compte de gestion 2017

L'actif immobilisé (21 Md€) était couvert à hauteur de 74 % par les fonds propres de la région (15,5 Md€), constitués par les réserves, des fonds divers, le report à nouveau, le résultat de l'exercice et les subventions d'équipement reçues. Les dettes (6,3 Md€) et les provisions (9,1 M€) représentaient respectivement 29 % et 0,04 % du passif total.

À l'actif, les immobilisations corporelles et incorporelles sont imparfaitement suivies. Au passif, certaines provisions sont omises et d'autres irrégulièrement constituées. Enfin, s'agissant des engagements hors bilan, la région accorde irrégulièrement des garanties d'emprunt en dehors de son champ de compétence.

3.1.1 La connaissance imparfaite du patrimoine

3.1.1.1 Un défaut de concordance entre l'état de l'actif et l'inventaire

Le rapprochement entre l'état de l'actif tenu par le comptable public et l'inventaire établi par les services de la région fait l'objet, selon cette dernière, d'échanges réguliers avec les services de la DRFiP. Elle leur adresse des certificats administratifs d'ajustements de l'actif lorsque se produit un changement de consistance de son patrimoine. La réformation ou la sortie de biens de l'actif est constatée par opération d'ordre non budgétaire à hauteur du montant de la valeur nette comptable du bien réformé ou détruit. Cette opération est retracée par un état de sortie de l'actif, qui comporte le numéro d'inventaire du bien, sa désignation, son montant et son année d'acquisition. Ce certificat est ensuite transmis au comptable public, appuyé des pièces justifiant la réforme ou la destruction du bien.

La direction de la comptabilité de la région élabore les tableaux d'amortissement à partir de requêtes automatisées qui permettent de consolider l'ensemble des annuités d'amortissement de l'exercice correspondant à chaque fiche de l'inventaire général. L'indice de qualité des comptes locaux (IQCL) établi par la DRFiP[4] en 2016 faisait apparaître un degré raisonnable de fiabilité des opérations d'amortissement (cotation A)[5]. Le rapport de présentation des résultats de l'IQCL en 2017 révélait toutefois de nombreuses corrections en cours d'exercice.

S'agissant des échanges entre ordonnateur et comptable, l'organisation pourrait être améliorée. En effet, les circuits de communication et les référentiels communs en matière de gestion patrimoniale ne sont pas formalisés par la convention de services comptable et financier (CSCF), conclue en juillet 2007, qui se borne à définir des protocoles d'échanges dématérialisés des flux d'inventaire et, selon la région, à prévoir des réunions régulières entre services, sans objectifs précis en matière de fiabilisation de l'état de l'actif.

Selon la région, la dématérialisation des flux d'inventaire serait intervenue à compter du 1er janvier 2018. Elle indique avoir mis en place un tableau de pilotage de son inventaire comptable destiné à identifier les éventuelles discordances avec l'état de l'actif dressé par le comptable public. Cet outil présenterait, pour chaque exercice et chaque compte, les entrées et les sorties d'inventaire et les soldes au 31 décembre de l'exercice. La chambre ne peut cependant pas porter une appréciation sur la fiabilité de cet instrument et sur sa contribution à l'amélioration de la qualité comptable, dans la mesure où la région ne le lui a pas produit.

De plus, la région élabore chaque année un état des immobilisations annexé au compte administratif. Toutefois, sa présentation rend impossible tout rapprochement avec l'état de l'actif tenu par la DRFiP ou la balance générale du compte de gestion. La catégorie des « bâtiments scolaires et administratifs » comprend aussi bien la valorisation des biens corporels enregistrés aux différents comptes prévus à cet effet (21311 « *Bâtiments administratifs* », 21312 « *Bâtiments scolaires* », etc.) que celle des immobilisations incorporelles (frais d'études imputés aux subdivisions du compte 203 et subventions d'équipement versées comptabilisées aux subdivisions du compte 204). De même, la

[4] L'indice IQCL permet de valoriser le niveau de qualité comptable au moyen d'un score établi sur 20. L'IQCL est calculé à partir d'une cinquantaine de points de contrôle ou items portant sur quatre domaines : les hauts de bilan (domaine A), les comptes de tiers (domaine B), les opérations complexes (domaine C) et les délais sur mouvements (domaine D).

[5] La cotation « A » traduit l'obtention d'un score compris entre 18 et 20 sur l'item considéré. La cotation « B » correspond à une note comprise entre 16 et 18, « C » entre 14 et 16, « D » entre 12 et 14 et « E » entre 10 et 12. Lorsque le score est inférieur à 10, l'item est noté « F ».

catégorie des « autres immobilisations corporelles » regroupe des réseaux, du matériel de transport, du matériel de téléphonie et de bureau, sans préciser les comptes par nature propre à chaque composante de l'inventaire. L'examen de cet état patrimonial ne permet donc pas d'obtenir une assurance raisonnable sur l'exhaustivité et l'actualisation de l'inventaire soumis à l'approbation du conseil régional.

La région déclare avoir engagé une démarche d'intégration de lycées dans son patrimoine. Dix-huit auraient été enregistrés entre 2015 et 2018 et 13 seraient en cours de transfert. Par ailleurs, elle aurait entrepris une démarche de gestion de son patrimoine, en procédant notamment à la valorisation de son patrimoine non occupé (lycées), au recensement des terrains non occupés situés sur l'emprise des lycées, qui pourraient en être détachés et de ceux gérés par l'agence des espaces verts. Enfin, une mission d'identification exhaustive du patrimoine régional aurait été confiée à l'inspection générale de la région.

Recommandation n° 1 : Actualiser la convention de services comptable et financier, notamment en vue de formaliser les opérations requises afin de garantir la concordance entre l'inventaire comptable et l'état de l'actif.

3.1.1.2 La comptabilisation partielle des travaux achevés

Le compte 23 « immobilisations en cours » enregistre, à son débit, les dépenses afférentes aux immobilisations non achevées à la fin de l'exercice. Il enregistre à son crédit le montant des travaux achevés. Lorsque ces immobilisations sont mises en service, elles doivent être transférées à une subdivision du compte 21 par une opération d'ordre. Celle-ci est réalisée sur la base d'un certificat administratif produit par l'ordonnateur.

Entre 2014 et 2017, le solde débiteur du compte 23 « immobilisations en cours » a progressé de 17,3 %, passant de 5,66 Md€ à 6,64 Md€. Au cours de cette période, moins de 270 M€ d'immobilisations ont été basculés sur un compte d'immobilisation définitif. Certains comptes n'ont fait l'objet d'aucune opération de régularisation. L'intégralité des montants comptabilisés aux comptes 2312 (agencement de terrains), 2315 (installations de matériel technique) et 2316 (restauration de collections et œuvres d'art) entre 2014 et 2017 demeuraient ainsi non intégrés à leur compte d'imputation définitif au 1er janvier 2018. Le rythme de variations du solde créditeur du compte 23 indique que le processus de transfert des immobilisations n'est pas pleinement maîtrisé. La région indique néanmoins avoir « *mis en place une organisation destinée à sécuriser l'intégration régulière à l'actif régional de ses immobilisations* » qui prévoit la consultation des services opérationnels par la direction de la comptabilité afin de recenser les équipements mis en service au cours de l'année. Toutefois, le rapport de présentation des résultats de l'IQCL en 2017 révélait la persistance de ces insuffisances.

Le défaut de transfert des immobilisations en cours vers le compte d'immobilisation définitif au moment de leur mise en service nuit à la fiabilité des comptes car il a pour effet de minorer les dotations aux amortissements des immobilisations et conduit à fausser en partie le résultat de la section de fonctionnement. La chambre recommande donc à la région de fiabiliser le processus d'intégration de ses immobilisations.

La région déclare avoir engagé une démarche conjointe avec la DRFIP afin de rattraper le retard constaté.

3.1.1.3 Le suivi non exhaustif des immobilisations financières

Au 31 décembre 2017, le total des participations et titres immobilisés s'élevait à 84,7 M€.

Tableau n° 2 : Immobilisations financières (hors prêts)

En €	*2014*	*2015*	*2016*	*2017*
261 - Titres de participation	15 948 798,55	15 335 418,55	15 335 418,55	15 335 418,55
266 - Autres formes de participation	600 411,86	600 411,86	600 411,86	600 411,86
Total des participations et créances correspondantes	**16 549 210,41**	**15 935 830,41**	**15 935 830,41**	**15 935 830,41**
271 - Titres immobilisés	40 786 109,21	42 278 837,56	48 127 411,32	68 761 960,42
Total des participations et titres immobilisés	**57 335 319,62**	**58 214 667,97**	**64 063 241,73**	**84 697 790,83**

Source : Comptes de gestion 2014 à 2017

Or l'annexe D2.1 du compte administratif de 2017 faisait apparaître 15 organismes dans lesquels la région Île-de-France détenait une part du capital pour un engagement total de 100 M€, avec des participations allant de 38 000 € à 42,5 M€. Cette divergence de plus de 15 M€ entre les enregistrements comptables et l'information budgétaire ne permet pas d'obtenir une assurance raisonnable sur l'exhaustivité et la sincérité du suivi des immobilisations financières. Une actualisation des états financiers et budgétaires s'avère d'autant plus indispensable que la nature des risques supportés par la région requiert un pilotage scrupuleux. La chambre recommande à la région de fiabiliser les montants des participations en capital qu'elle constate dans les comptes d'immobilisations financières.

Les principales participations de la région[6] concernent *CAP Decisif* (9,8 M€), *Innovacom* (15 M€), *IDF Capital* (19,5 M€) ainsi que le *Fonds régional de co-investissement* (33,4 M€) dont elle est l'actionnaire unique. Elle a jugé que le volume de ce fonds était « *trop faible pour répondre aux besoins des jeunes entreprises franciliennes et tout spécialement lors des second et troisième tours de table* ». Elle a décidé de renforcer sa capacité d'intervention « *par une augmentation de capital de 16,400 M€ et par l'apport de subventions équivalentes du FEDER. 32,400 M€ seront ainsi versés au Paris Région venture funds, au fur et à mesure de ses prises de participation dans de jeunes entreprises franciliennes* »[7]. Comme l'indique l'évolution des soldes comptables, l'augmentation en capital en 2017 a été en partie retracée au compte 271, ce qui est conforme à la nomenclature M71. En l'espèce, la région est bien actionnaire du fonds de co-investissement et a décidé de faire un apport de 4,1 M€ en numéraire par la souscription de 4 100 000 actions d'une valeur nominale d'un euro chacune.

Recommandation n° 2 : Fiabiliser le processus d'intégration des immobilisations et les montants des participations en capital constatées dans les comptes d'immobilisations financières.

3.1.1.4 L'absence de stratégie d'optimisation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation (0,73 M€ en 2017) pèsent peu dans le budget de fonctionnement de la région. Ils sont principalement constitués de revenus locatifs et de produits issus d'études ou de diverses prestations de services. Leur montant a été multiplié par six en 2015, puis s'est infléchi en 2016 (- 2 %) et en 2017 (- 37 %). La région n'a pu expliquer ces évolutions à la chambre même si elle a mentionné des « *recettes de régie RH* », des produits issus du fonctionnement des cités mixtes régionales ainsi que des revenus locatifs liés à la mise à disposition de l'hémicycle du conseil régional à partir de 2017 à la métropole du Grand Paris.

[6] Voir l'annexe 3 : Principales participations en capital de la région Île-de-France.
[7] Budget 2018, Annexe 16, « Développement économique et innovation », p. 38.

Elle a déclaré qu'elle « ne s'est pas dotée, en tant que telle, d'une stratégie d'optimisation des produits d'exploitation consistant en particulier à maximiser les revenus locatifs. » Le suivi des « recettes diverses » donne lieu uniquement à des bilans « lors des conférences budgétaires émaillant l'exercice, ainsi qu'en fin de gestion. » La collectivité évoque *« un tableau de bord [qui] a été constitué par la Direction des finances, mis à jour périodiquement »*. Mais cet outil n'a pas été transmis à la chambre. Il n'est donc pas possible d'obtenir une assurance raisonnable sur la fiabilité du processus de constatation des droits, qu'il appartient à l'ordonnateur d'effectuer à partir des contrats, des titres de propriétés et des autres actes en sa possession en vertu de l'article 11 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Bien que leur part soit faible dans le budget régional, il apparaît nécessaire que la région adopte une stratégie d'optimisation de ses produits d'exploitation.

3.1.2 Des provisions omises ou irrégulièrement constituées

Traduction du principe de prudence, les provisions pour risques et charges visent à couvrir des dépenses futures ou de moindres recettes dont l'objet est connu précisément et que des événements survenus ou en cours rendent probables. Elles sont constituées dès la naissance du risque et maintenues tant que ce dernier subsiste. Elles donnent lieu à une reprise lors de sa disparition ou de sa réalisation. La nomenclature de l'instruction budgétaire et comptable applicable aux régions (M71) prévoit un régime semi-budgétaire de constitution et de reprise des provisions. Les opérations correspondantes donnent lieu à l'émission d'un mandat de dépenses de fonctionnement (au compte 6815) et à une écriture comptable non budgétaire pour le même montant à une subdivision du compte 15.

L'absence de provisions pour garanties d'emprunt n'appelle pas d'observation au regard des caractéristiques de ces dernières. En revanche, pour l'ensemble des autres types de provisions, la pratique de la région n'est pas satisfaisante.

3.1.2.1 L'absence ou la tardiveté de certaines provisions pour litiges

Au 31 décembre 2017, le solde du compte 1511 « *provisions pour litiges* » s'élevait à 9 132 600 €. La région a constitué une provision en 2014 à hauteur de 3 132 600 € au titre d'un contentieux en cours au sujet de loyers de locaux situés dans la Tour Montparnasse. De nouvelles provisions ont été comptabilisées au cours de l'exercice 2016 à hauteur de 6 M€.

En application du 11° de l'article L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales, les « *dotations aux provisions* » pour litiges sont au nombre des dépenses obligatoires des régions. Elles sont comptabilisées dès qu'il y a apparition du risque pour le montant prévisible de la réparation du préjudice et des éventuels frais et intérêts à acquitter. Aux termes de l'article D. 4321-2 du code général des collectivités territoriales, « *une délibération est nécessaire pour constater, ajuster et reprendre la dépréciation ou la provision* ».

Toutefois, dans la plupart des cas, la décision de la région de constitution ou d'ajustement des provisions s'avère tardive, en méconnaissance du principe de rattachement des produits et des charges à l'exercice. Le risque de contentieux pour les loyers de la Tour Montparnasse était connu dès le 20 novembre 2013, date à laquelle le conseil régional a autorisé l'exécutif à résilier, de manière unilatérale et avant leurs termes, les baux litigieux. En outre, par requête du 9 avril 2015, l'un des bailleurs a assigné la région à comparaître devant le tribunal de grande instance de Paris et a demandé sa condamnation au paiement de la somme de 4,16 M€ à parfaire au titre des loyers, taxes et charges impayés. Plus d'une année plus tard, le 13 octobre 2016, la région a adopté une délibération d'ajustement de la provision initialement constituée.

De même, une provision a été constatée à hauteur de 1,5 M€ par la même délibération du 13 octobre 2016 au titre d'un litige opposant la région à l'Association professionnelle des hôteliers, restaurateurs, limonadiers, alors que le risque contentieux correspondant était connu depuis juillet 2014.

Enfin, le rapprochement entre l'annexe IV – B3 jointe au compte administratif 2017 et la liste des instances contentieuses en cours fait apparaître l'absence de provisionnement pour un certain nombre de litiges indemnitaires en cours. Le défaut de constitution de provisions pour ces affaires pendantes nuit à la fiabilité des comptes et conduit à majorer indûment le résultat de la section de fonctionnement.

La chambre invite donc la région à se mettre en conformité avec la réglementation applicable en matière de provisions pour litige.

Rappel au droit n° 1 : Renforcer les dispositifs internes de recensement des litiges en cours et constituer une provision dès l'ouverture d'un contentieux de première instance à hauteur du risque établi, conformément aux dispositions de l'article D. 4321-2 du code général des collectivités territoriales.

3.1.2.2 Un manque de rigueur dans la constitution de provisions pour dépréciation des comptes de tiers

L'instruction budgétaire et comptable applicable aux régions prévoit que des provisions pour dépréciation des comptes de tiers doivent être constituées lorsqu'une créance emporte un risque d'irrécouvrabilité, malgré les diligences effectuées par le comptable public, dès l'apparition d'une instance contentieuse ou d'un aléa faisant peser une incertitude sur la capacité du redevable à honorer la créance.

Tableau n° 3 : Provisions pour dépréciation des comptes de tiers

Soldes au 31 décembre de l'exercice (en €)	2014	2015	2016	2017
Créances redevables amiable (c/4111)	0,00	10 418,85	3 553,08	0,00
Créances redevables contentieux (c/4116)	0,00	0,00	280,41	17,11
Créances locataires amiable (c/4141)	0,00	0,00	11 000,00	0,00
Créances locataires contentieux (c/4146)	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions à recevoir (c/4411)	160 000,00	10 519 841,40	1 200 000,00	0,01
Subventions à recevoir contentieux (c/4416)	0,00	10 000,00	0,00	0,00
Créances détenues sur l'État amiable (c/44312)	19 918 931,18	7 669 609,08	0,00	157 745 587,80
Créances détenues sur l'État contentieux (c/44316)	0,00	0,12	895,12	63 392,05
Créances détenues sur les départements amiable (c/44332)	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances détenues sur les départements contentieux (c/44336)	1,01	1,01	881 670,64	1,00
Créances détenues sur des EP amiable (c/44382)	6 964,71	0,15	0,15	104 491,13
Créances détenues sur des EP contentieux (c/44386)	368 668,70	0,10	0,10	1 432 600,64
Créances sur cessions d'immobilisation amiable (c/4621)	8 350,00	28 838,50	5 769,43	5 378,25
Créances sur cessions d'immobilisation contentieux (c/4626)	1 920,66	600,00	0,00	0,00
Débiteurs divers amiable (c/46721)	9 691 231,75	19 927 251,96	22 248 020,08	12 648 089,69
Débiteurs divers contentieux (c/46726)	31 173 038,86	19 652 978,87	10 600 255,25	9 313 990,27
Montant total des restes au 31 décembre de l'exercice	**61 329 106,87**	**57 819 540,04**	**34 951 444,26**	**181 313 547,95**
Dont montant des créances contentieuses au 31 décembre	*31 543 629,23*	*19 663 580,10*	*11 483 101,52*	*10 810 001,07*
Montant des admissions en non-valeur (c/ 6541)	235 700,91	80 166,35	38 841,69	126 926,18
Provisions pour dépréciation des comptes de tiers (c/491)	0,00	9 913 401,67	13 616 372,04	2 836 744,20
Part des créances contentieuses provisionnées	0,00 %	50,42 %	118,58 %	26,24 %

Source : Comptes de gestion 2014 à 2017

Aucune écriture comptable n'a été constatée à ce titre sur l'exercice 2014 alors que le montant des restes à recouvrer s'élevait à 61,3 M€ au 31 décembre 2014, dont 31,5 M€ de créances contentieuses, et que la région a admis en non-valeur des créances définitivement compromises à hauteur de 235 701 €. Des dotations pour dépréciations de créances ont été constatées à hauteur de 9,9 M€ en 2015, de 13,6 M€ en 2016 et 2,8 M€ en 2017. Ces montants sont repris en intégralité l'année même de leur comptabilisation. Or, l'instruction budgétaire et comptable des régions prévoit que seul le montant correspondant aux admissions en non valeurs et aux créances éteintes doit venir en diminution des provisions constituées. Une provision ne peut être régulièrement reprise que lors de la réalisation effective de l'aléa ou de la charge prévue. De plus, si les créances contentieuses ont été provisionnées dans leur intégralité en 2016, elles ne l'ont été qu'à concurrence de 50 % en 2015 et de 26 % en 2017.

Le manque de rigueur dans le calcul des montants à provisionner et à reprendre en matière de dépréciation des comptes de tiers méconnaît le principe de prudence. Il conduit également à majorer le résultat de fonctionnement de l'année. La chambre invite donc la région à fiabiliser davantage la constitution et la reprise des provisions pour dépréciation des comptes de tiers.

3.1.2.3 Des provisions non justifiées par un risque ou une dépréciation

Au 1er janvier 2014, la balance d'entrée du compte 158 « *autres provisions pour risques et charges* » présentait un solde créditeur de 89 M€. Cette provision a été entièrement reprise en 2014 et 2015. Depuis lors, la région n'a constaté aucune dotation à ce même compte. Cette provision a été constituée et reprise en méconnaissance des dispositions de l'article D. 4321-2 du code général des collectivités territoriales et les prescriptions de la nomenclature

budgétaire et comptable M71 : les provisions « *n'ont pas vocation à servir à la constitution de réserves budgétaires […], à financer l'augmentation future des charges annuelles récurrentes ou la diminution future de recettes annuelles récurrentes* ».

En effet, le rapport de présentation de la délibération du 21 novembre 2013 révèle que cette « *provisions pour charge* » n'a pas pour origine l'apparition d'un risque ou la perte de valeur d'une immobilisation, comme le dispose l'article D 4321-2 précité. Elle correspond de fait à la mise en réserve d'une « *recette supplémentaire de fiscalité directe* ». Selon ladite délibération, le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises notifié courant 2013 (1,36 Md€) « *est supérieur de 84,265 M€ à la prévision du BP 2013 (1 278,973 M€)* ». Ainsi, la provision « *a pour objet la couverture de la charge que la Région devra supporter au titre du prélèvement de la péréquation CVAE en 2014 et au-delà* ». Elle vise donc expressément à financer des charges annuelles futures récurrentes et non un risque précis.

Cette finalité est confirmée à la chambre par la région : *« Cette provision avait été constituée au titre de la contribution de la région Île-de-France au fonds de péréquation perçu par les régions et la collectivité territoriale de Corse pour les années 2014 et suivantes. L'exposé des motifs relatif à cette délibération, constate d'une part une forte hausse du produit de fiscalité directe sur l'exercice 2013, et anticipe ses conséquences sur la péréquation 2014. La provision a été reprise à hauteur de 79 M€ en 2014, pour couvrir le montant de la péréquation versée par la région aux autres collectivités régionales (75 M€ en 2014 après 10 M€ en 2013). Le reliquat, soit 10 M€, a été repris en 2015 ».*

Ce schéma comptable a conduit à minorer le résultat de fonctionnement de l'exercice 2013 et à majorer ceux des exercices durant lesquels la provision a été reprise, ce qui a affecté la fiabilité des opérations d'affectation des résultats sur ces exercices. La progression budgétaire rendue possible en 2014 sur la base de cette mise en réserve constituait d'ailleurs un objectif clairement affiché par la collectivité qui a fait un usage irrégulier des mécanismes comptables, connu et assumé, la DRFiP l'ayant alertée par courrier du 15 juillet 2014 sur le défaut de justification de la provision pour risque ou charge future.

La région est donc invitée à ne plus procéder de la sorte et à respecter les dispositions de l'article D. 4321-2 du CGCT.

3.2 Un processus budgétaire qui devrait être amélioré en prévision, en exécution et en mesure de la performance

La chambre a relevé plusieurs faiblesses du processus budgétaire, dont certaines avaient déjà donné lieu à des recommandations lors de ses contrôles précédents.

3.2.1 Des progrès à poursuivre en matière d'information de l'assemblée délibérante lors des débats d'orientation budgétaire

L'article L. 4312-1 du code général des collectivités territoriales prévoyait jusqu'en 2015 l'organisation d'un débat, au sein des conseils régionaux, « *sur les orientations budgétaires de l'exercice, y compris les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la région* ». Ce débat devait intervenir *« dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget »*. Aux termes de la nouvelle rédaction de cet article issue de la loi NOTRé, le président du conseil régional est tenu d'établir un « *rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail »*. La

présentation de ce rapport au conseil régional et la délibération dont il fait l'objet doivent intervenir « *dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget* ».

L'absence de communication du rapport d'orientation budgétaire aux membres du conseil régional « *constitue un vice revêtant un caractère substantiel* »[8] et peut entraîner l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif.[9] De même, lorsque le rapport communiqué aux élus n'est « *pas suffisamment détaillé, notamment s'[il] ne comporte pas d'éléments d'analyse prospective ni d'informations sur les principaux investissements projetés, sur le niveau d'endettement, sur son évolution et sur l'évolution des taux de la fiscalité locale, le débat sur les orientations budgétaires doit être regardé comme s'étant tenu sans que les membres de l'assemblée délibérante aient bénéficié de l'information prévue par les dispositions législatives applicables* ». Ainsi que l'a confirmé la jurisprudence[10], « *cette circonstance constitue une irrégularité substantielle de nature à entacher d'irrégularité la procédure d'adoption du budget primitif* ». De 2014 à 2017, la région Île-de-France a respecté le délai légal maximum de dix semaines, avant l'entrée en vigueur de la loi NOTRé comme sous l'empire des nouvelles dispositions.

Tableau n° 4 : Dates des débats d'orientation budgétaire et d'adoption des budgets primitifs

Date des votes	2014	2015	2016	2017	2018
Débat d'orientations budgétaires	21/11/2013	21/11/2014	18/03/2016	14/12/2016	23/11/2017
Adoption du budget primitif	20/12/2013	19/12/2014	08/04/2016	25/01/2017	20/12/2017

Source : Délibérations portant adoption des budgets primitifs et rapports d'orientations budgétaires 2014 à 2018

De même, le budget primitif de la région a été adopté, pour chaque exercice, « *avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique, ou avant le 30 avril de l'année du renouvellement des organes délibérants* », conformément aux dispositions de l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales.

Les rapports communiqués lors des débats d'orientation budgétaire sont riches. Ils déclinent un ensemble de données sur le contexte économique et social de la collectivité, sa situation financière rétrospective (analyse de l'épargne brute et de l'épargne nette, du résultat de l'exercice, etc.), les perspectives de recettes et dépenses en section de fonctionnement, la dette et sur les dépenses d'équipement.

En revanche, les données sur les ressources humaines demeurent insuffisamment détaillées. Leur présentation ne permet d'apporter qu'une réponse partielle à la recommandation n° 2 du rapport de la chambre de 2013 relatif à la gestion des ressources humaines. La région y était invitée à délivrer « *une lecture plus stratégique des données significatives en matière de dépenses de personnel, actuellement dispersées* » et à « *en présenter une synthèse consolidée dans les rapports de présentation des documents budgétaires. Outre une présentation des principales données relatives aux effectifs et à la masse salariale, elle pourrait également expliciter leur évolution au cours des derniers exercices [et] indiquer et expliciter dans le rapport de présentation du débat budgétaire annuel les objectifs que s'assigne la collectivité en matière de dépenses de personnel à moyen terme*. »

Depuis 2017, les rapports d'orientation budgétaire décomposent les facteurs d'évolution des frais de personnel pour l'année en cours et à venir et délivrent des éléments statistiques sur la structure des effectifs et le temps de travail, tout en indiquant quelques leviers qui peuvent être actionnés pour générer des économies.

[8] Réponse du ministre en charge des collectivités territoriales publiée au Journal officiel de l'Assemblée nationale (JOAN) du 25 octobre 2011, p. 11319, à la question n° 113040 publiée au JOAN du 5 juillet 2011, p. 7036.
[9] CAA de Marseille, 19 octobre 1999, *Commune de Port-la-Nouvelle*, req. n° 96MA12282.
[10] TA de Nice, 10 novembre 2006, *Commune de La Valette-du-Var*, req. n° 0202069.

En revanche, aucun des rapports d'orientation budgétaire de la période étudiée n'explicite les objectifs de la région en matière de dépenses de personnel. Ils ne proposent pas davantage d'indicateurs de mesure de l'atteinte de ces objectifs. Eu égard à la logique pluriannuelle voulue par l'article L. 4312-1 du code général des collectivités territoriales, il apparaît nécessaire que les prochains rapports d'orientation budgétaire soient enrichis en ce sens.

De même, les déterminants de l'évolution des dépenses d'investissement sont le plus souvent traités de façon globale, sans identifier précisément le coût des projets envisagés. Les développements sur les « *engagements pluriannuels envisagés* » ne sont pas suffisants pour permettre au conseil régional d'anticiper les conséquences de ses choix d'investissement et d'apprécier la stratégie financière proposée par l'exécutif. Bien que les documents soumis définissent des objectifs d'investissement par politique publique, notamment dans le champ couvert par le contrat de plan Etat-région, ils ne sont assortis, dans leur forme actuelle, d'aucune analyse de leur soutenabilité. Leur volet prospectif ne précise pas les prévisions pluriannuelles de financement des investissements.

Recommandation n° 3 : Expliciter dans les rapports d'orientations budgétaires les objectifs de la région en matière de dépenses de personnel et les indicateurs correspondants, et renforcer l'analyse de la soutenabilité des investissements.

3.2.2 Le manque de fiabilité des prévisions budgétaires, notamment en matière d'investissement

En application de l'article L. 4312-2 du code général des collectivités territoriales, le budget d'une région peut être voté *« soit par nature, soit par fonction. Si le budget est voté par nature, il comporte, en outre, une présentation croisée par fonction ; s'il est voté par fonction, il comporte une présentation croisée par nature »*.

L'article 1er du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération du conseil régional du 17 juin 2010 et prorogé par une nouvelle délibération du 22 janvier 2016, prévoit que « *le budget de la Région est présenté par chapitre fonctionnel, décliné en programmes et actions auxquels correspondent, en investissement, des autorisations de programmes et en fonctionnement, des autorisations d'engagement* ». L'article 2 de ce même règlement précise en outre que « *le budget est voté par chapitre fonctionnel sauf exception prévue par l'instruction M71* ». Seuls les crédits correspondant aux frais de personnel des groupes d'élus font l'objet d'un vote sur un article budgétaire spécialisé (l'article 65861).

Le taux d'exécution des dépenses de la section de fonctionnement (hors virement de la section d'investissement) tend à diminuer durant la période 2014-2018. Il s'établissait à 95,75 % en 2018 au lieu de à 98,3 % en 2014. Certains chapitres fonctionnels font apparaître des taux d'exécution faibles et appellent une vigilance accrue de la collectivité. Tel est le cas des chapitres 934 « *Santé et action sociale* » et 936 « *Gestion des fonds européens* » dont les taux d'exécution moyens s'élèvent respectivement à 77,2 % et à 9,2 % depuis 2015.

Tableau n° 5 : Taux d'exécution budgétaire en section de fonctionnement

En %	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses de fonctionnement (hors virement à la section d'investissement)	98,31 %	97,83 %	96,49 %	96,94 %	95,75%
Recettes de fonctionnement (hors résultat reporté)	99,67 %	99,94 %	100,13 %	99,13 %	100,91%

Source : Comptes administratifs 2014 à 2018

La comparaison entre les prévisions de recettes de fonctionnement et les recettes effectivement comptabilisées ne fait pas apparaître globalement d'écart significatif. En revanche, certains chapitres fonctionnels sont sujets à une sous-évaluation fréquente. Il en va ainsi des services généraux (83,6 % de crédits consommés en moyenne durant la période) et des fonds européens (9,2 %).

Le taux d'exécution des dépenses d'investissement s'est fortement détérioré en 2016 et 2018. Le taux d'exécution des recettes de la section d'investissement suit une évolution équivalente. Ce manque de fiabilité des prévisions révèle une analyse insuffisante des besoins en investissement, auquel la région doit remédier.

Tableau n° 6 : Taux d'exécution budgétaire en section d'investissement

En %	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses d'investissement (hors solde reporté)	72,34 %	75,34 %	57,28 %	57,34 %	58,35%
Recettes d'investissement (hors virement de la section de fonctionnement)	71,70 %	74,12 %	57,99 %	53,48 %	48,42%

Source : Comptes administratifs 2014 à 2018

3.2.3 Les règles imprécises d'ajustement des AP et AE

L'article L. 4312-4 du code général des collectivités territoriales dispose que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP). Cette distinction permet de ne pas faire peser l'intégralité d'une dépense pluriannuelle sur le budget d'un exercice mais les seules dépenses à mandater. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie ainsi en tenant compte des seuls crédits de paiement. Aux termes de l'article R. 4312-3 du même code, les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la région, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être également révisées.

Dans son rapport de 2016 sur la « *Gouvernance de la région Île-de-France* », la chambre régionale des comptes a invité la collectivité (recommandation n° 4) à mieux encadrer les opérations d'ajustement et d'annulation des autorisations de programme et d'engagement. La région était invitée à « *faire évoluer les règles afin d'encadrer totalement les cas d'automaticité et de garantir, par exemple, par la définition de seuils et natures d'opérations, la qualité de l'information de l'assemblée délibérante concernant les projets jugés stratégiques* ».

La chambre avait relevé que le règlement général budgétaire et financier, adopté le 17 juin 2010, prévoyait un ensemble de règles pour encadrer l'affectation et l'engagement des autorisations de programme et d'engagement mais était silencieux sur les règles de « désaffectation », opération permettant de consacrer tout ou partie d'une autorisation de programme ou d'engagement au financement d'une opération autre que celle initialement prévue. Par ailleurs, le rapport soulignait l'imprécision des règles de caducité relatives aux autorisations de programme et d'engagement engagées et non mandatées. Pour les subventions, les délais et les critères d'appréciation de l'achèvement d'une opération étaient détaillés avec précision par l'article 10 du règlement budgétaire et financier. En revanche, le traitement des autres dépenses directes était laissé à l'appréciation des services de la collectivité. Il était simplement prévu que « *les engagements restent valables jusqu'à l'achèvement de l'opération* », sans conditions de délai ou critères de prescription vérifiables par le conseil régional. La chambre invitait donc la région à clarifier les conditions de caducité

de ces autorisations de programme et d'engagement en prévoyant, au besoin, des seuils pour ne pas compliquer le traitement d'opérations aux montants et aux enjeux limités.

Les limites qui s'attachent à la doctrine budgétaire de la région se posent aujourd'hui dans les mêmes termes. L'examen des articles 7 à 10 du règlement général budgétaire et financier actuellement en vigueur fait apparaître des imprécisions analogues. Le règlement budgétaire et financier annexé à la délibération du 22 janvier 2016 reprend à l'identique les dispositions du règlement précité, sans définir un cadre exhaustif pour les modalités de désaffectation et les règles de caducité relatives aux autorisations de programme et d'engagement engagées et non mandatées autres que celles relatives aux subventions.

Pour justifier l'absence de suites réservées à la recommandation de la chambre, la région indique en premier lieu que la transparence des opérations de désaffectation est garantie et que la commission permanente est amenée à se prononcer « *systématiquement* » sur leur principe. En effet, une délibération du 18 décembre 2015, modifiée le 22 septembre 2017, prévoit, dans son article 1er, que la commission permanente est compétente pour « *affecter les autorisations d'engagement et les autorisations de programme dans la limite des disponibilités budgétaires en autorisations d'engagement ou de programme* ». En vertu du principe de parallélisme des formes et des procédures, elle est donc pleinement habilitée pour leur révision et leur « désaffectation ».

Elle rappelle ensuite « *le traitement des autorisations budgétaires caduques, non engagées ou clôturées fait l'objet d'une information des élus en annexe IV du compte administratif, conformément à l'article R. 4312-3. Pour compléter cette information, des tableaux de suivi des engagements pluriannuels figurant dans l'exposé général de présentation du compte administratif présentent le bilan, par année d'affectation et secteur d'intervention, des affectations et engagements restant à couvrir par des crédits de paiement à la fin de l'exercice considéré. La présentation consolidée détaille précisément la part des AP et des AE affectées et le cas échéant engagées au cours de l'exercice* ».

Enfin, la région exprime ses doutes sur l'utilité de conditions de seuil « *rendant obligatoire une délibération actant la révision voire l'annulation des AP/AE* ». Selon elle, « *il reste difficile de définir un seuil pertinent qui correspondrait aux opérations les plus stratégiques, adapté à toute la diversité des champs d'intervention régionale. Cette raison a conduit à prévoir dans le règlement budgétaire et financier de la région (RBF) un régime d'autorisation de programme de projet (APP), sans date de caducité autre que l'achèvement de l'opération, au même titre que les opérations menées directement par la région, notamment sur le secteur des lycées* ».

Toutefois ces objections demeurent sans incidence sur l'obligation du conseil régional d'épuiser pleinement sa compétence pour définir les « *règles relatives à l'annulation des autorisations de programme et des autorisations d'engagement* ». En effet, l'article L. 4312-5 du code général des collectivités territoriales prévoit que le conseil régional ne peut abandonner à l'exécutif l'appréciation de leurs critères d'annulation : « *le règlement budgétaire et financier de la région précise […] les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement y afférents, et notamment les règles relatives à l'annulation des autorisations de programme et des autorisations d'engagement* ». La simple mention de « *l'achèvement d'une opération* » ne saurait suffire, pas plus que le simple renvoi à la délibération fixant les délégations consenties à la commission permanente.

Par ailleurs, le présent contrôle a fait apparaître l'existence de restes à mandater à hauteur de 786,2 M€ sur des autorisations de programme affectées et 755,3 M€ sur des autorisations engagées, dont certains sont relatifs à des engagements comptables remontant à 2005. Si le pôle « finances » de la région a engagé une démarche pour apurer le stock d'autorisations de programme et d'engagement affectées et engagées, mais demeurées sans emploi, la

persistance de cet état de fait révèle un défaut de collaboration des directions opérationnelles entretenu par un défaut de transparence.

Recommandation n° 4 : Clarifier les règles d'annulation et d'ajustement des autorisations de programme et d'engagement (AP/AE) dans le règlement budgétaire et financier et assurer une information appropriée et régulière de l'assemblée délibérante sur les stocks d'AP/AE demeurant sans emploi.

3.2.4 Une démarche budgétaire inspirée de la LOLF mais qui ne compare pas les résultats aux prévisions

La région met en œuvre une démarche budgétaire inspirée de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) appliquée au budget de l'État. Cette démarche se traduit notamment dans la structure interne du budget de la région, qui associe la nomenclature fonctionnelle applicable aux régions (M71) et une décomposition en secteurs, programmes et actions. Le budget primitif de la région est assorti de 17 annexes budgétaires par politique publique, qui sont construites selon une logique budgétaire traditionnelle et ne comportent pas d'objectifs et d'indicateurs de performance. En outre, les recettes échappent à cette présentation et leur prévision n'est pas structurée par politique publique, contrairement au pilotage en « mode LOLF » dans lequel les recettes opérationnelles sont suivies au sein d'un secteur. Enfin, les comptes administratifs ne sont pas assortis d'annexes analogues qui permettraient, par politique publique, de comparer les résultats obtenus aux objectifs fixés.

Dans son rapport de 2016 sur la gouvernance de la région, la chambre a invité la collectivité (recommandation n° 5) à « réviser la structure et le contenu des annexes budgétaires afin de mettre en cohérence la présentation et l'information budgétaires avec la présentation en mode « LOLF » adoptée par la région ». L'examen des rapports joints au budget primitif 2017 et leur confrontation avec la présentation de l'exécution budgétaire figurant dans les annexes au compte administratif font apparaître l'absence de suites réservées à cette recommandation. L'approche de la région demeure essentiellement budgétaire, assez éloignée de la logique de suivi et d'évaluation de la performance qui sous-tend la loi organique du 1er août 2001.

A titre d'illustration, l'annexe 17 sur la « gestion des fonds européens » demeure peu opérante pour permettre au conseil régional d'exercer son contrôle. Elle décline les propositions de crédits en investissement (programme 906 « Gestion des fonds européens ») et en fonctionnement (programme 936 « Gestion des fonds européens ») ainsi que les principales orientations correspondantes. Elle comporte essentiellement « un bilan prévisionnel de l'exécution 2016 » et ne permet pas d'appréhender l'évolution de la trajectoire budgétaire sur les trois dernières années. Faute d'objectifs et d'indicateurs de performance, elle ne délivre aucune indication sur l'efficacité des soutiens délivrés à partir des fonds européens.

Par exemple, pour les soutiens « à l'efficacité énergétique », il est mentionné que « 6,925 M€ en AP ont été affectés sur cette action en 2016 dont 3,995 M€ au titre de l'appel à projets " réhabilitation durable " et 2,930 M€ au titre des opérations relevant des territoires ITI [11]». En revanche, aucune indication n'est apportée sur les gains obtenus en termes d'intensité énergétique ou de volume de consommation d'énergies fossiles, alors que cette action s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Europe 2020, dont l'un des objectifs est d'« améliorer de 20 % l'efficacité énergétique », ainsi que de la directive 2012/27/UE sur l'efficacité énergétique qui établit des objectifs contraignants s'imposant aux Etats membres et aux autorités publiques locales.

L'annexe 1 jointe au compte administratif ne permet pas davantage de mesurer les résultats obtenus ou l'efficience de la gestion des fonds européens comme, par exemple, par le suivi

[11] ITI : investissements territoriaux intégrés.

d'indicateurs de taux de soutiens non employés ou du coût RH par dossier étudié. Le bilan des engagements pluriannuels par secteur figurant dans l'annexe 2 au compte administratif est centré sur les restes à mandater et ne délivre aucune indication d'ordre qualitatif sur la gestion des fonds européens et, en particulier, sur les « *soutiens à l'efficacité énergétique* » cités en exemple.

Les réponses apportées par la région ne permettent pas de conclure que la recommandation a été mise en œuvre bien qu'elle ait indiqué avoir engagé un travail en ce sens. La démarche LOLF demeurant imparfaitement, la chambre renouvelle sa recommandation :

Recommandation n° 5 : Réviser la structure et le contenu des annexes budgétaires afin de mettre en cohérence la présentation et l'information budgétaires avec la présentation en mode « LOLF » adoptée par la région.

3.3 Certaines faiblesses persistantes de la fonction financière

3.3.1 Des créances très anciennes restent à apurer

L'examen des états des restes à recouvrer de la région Île-de-France ne fait pas apparaître de risques majeurs. Au 31 décembre 2017, les créances non recouvrées représentaient approximativement l'équivalent d'une semaine de recettes de fonctionnement de la collectivité. A l'exception de l'année 2017, leur niveau et leur poids dans les recettes de fonctionnement diminuent tendanciellement. L'augmentation observée en 2017 doit être relativisée car elle découle essentiellement de l'évolution des créances inférieures à un an, à savoir des créances amiables. Le poids des créances contentieuses, qui constituent les restes à recouvrer les plus anciens, a continué à reculer lors de cet exercice pour s'établir à 0,19 % des recettes de fonctionnement. Le montant des admissions en non-valeur demeure relativement faible sur la période étudiée, inférieur à 1,2 % des créances contentieuses entre 2014 et 2017.

Tableau n° 7 : Admissions en non-valeur

Au 31 décembre de l'exercice En €	*2014*	*2015*	*2016*	*2017*
Montant des recettes réelles de fonctionnement (RRF)	4 171 647 973,08	4 182 315 904,68	4 199 458 740,89	5 635 559 767,30
Montant total des restes à recouvrer	61 329 106,87	57 819 540,04	34 951 444,26	181 313 547,95
Part des créances restant à recouvrer / RRF	1,47 %	1,38 %	0,83 %	3,22 %
Montant des créances contentieuses	31 543 629,23	19 663 580,10	11 483 101,52	10 810 001,07
Part des créances contentieuses restant à recouvrer / RRF	0,76 %	0,47 %	0,27 %	0,19 %
Montant des admissions en non-valeur (c/ 6541)	235 700,91	80 166,35	38 841,69	126 926,18
Part des admissions en non-valeur / RRF	0,0057 %	0,0019 %	0,0009 %	0,0023 %
Part des admissions en non-valeur / créances contentieuses restant à recouvrer	0,75 %	0,41 %	0,34 %	1,17 %

Source : Comptes de gestion 2014 à 2017

L'examen des restes les plus anciens révèle toutefois des négligences dans le recouvrement de créances sur des personnes publiques. Parmi les sommes restant à recouvrer sur le fondement de titres exécutoires émis par la région entre 2001 et 2012, 1,5 M€ sont dus par des personnes morales de droit public, dont 1,1 M€ par deux établissements publics, l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFRTP), devenue l'établissement public Grand Paris Aménagement par décret n° 2017-777 du 5 mai 2017, et par l'établissement public

d'aménagement de la ville nouvelle d'Évry. Au regard de leur ancienneté, ces créances devraient être apurées.

Au cas d'espèce, la région a dû faire face aux changements successifs de statuts des créanciers mais elle reconnaît que « *l'ancienneté des dossiers et le changement de gestionnaires (avec des déménagements entraînant des dispersions d'archives)* » ont compliqué « *le suivi et la résolution de certains différends* ». Elle indique que, « *le 22 décembre 2008, le DGA Finances de la Région avait écrit au PDG de l'AFTRP pour lui demander de verser les échéances dues, sous peine de saisine du TPG de la Région Île-de-France pour qu'il intervienne auprès du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire*. » Mais elle n'apporte pas d'éléments tendant à établir l'existence de relances et d'interventions répétées avant la prescription de créances : « *Le mandatement d'office n'a pas été utilisé car il n'a pas dû être jugé opportun avec la DRFIP de déclencher une telle procédure coercitive contre un établissement public de l'État et compte tenu d'un questionnement sur la prescription des titres* ».

Ces dysfonctionnements font apparaître la nécessité d'une meilleure coopération entre les services de l'ordonnateur et du comptable pour le suivi des restes à recouvrer. Un plan d'action pourrait être mis en œuvre à cet effet dans le cadre du renouvellement de la convention de services comptable et financier susmentionnée.

3.3.2 Des délais de paiement élevés malgré des réorganisations

Jusqu'en 2015, la chaîne de mandatement était fortement segmentée. Chacune des directions opérationnelles était dotée d'équipes spécialisées qui effectuaient des opérations déconcentrées de pré-mandatement. Le service de la comptabilité procédait ensuite, après un certain nombre de contrôles partiellement redondants avec ceux opérés par les services opérationnels, à l'émission des mandats de paiement.

Depuis 2016, la région s'est employée à centraliser progressivement les opérations de mandatement en simplifiant les différentes étapes de la chaîne de la dépense. Dans un premier temps, le pôle « finances » a centralisé le mandatement des acomptes et soldes sur marchés, sauf ceux suivis par le pôle « lycées », puis en 2017 les subventions versées en matière de logement et de cohésion.

Depuis 2018, toutes les opérations sont mandatées au niveau du pôle « finances » à l'exception de celles correspondant aux marchés de travaux des lycées et aux fonds européens. La centralisation des opérations de mandatement aurait permis à la région d'économiser 10 ETP au total. A court terme, elle n'envisage pas de mettre en place un service facturier, comme le propose la direction régionale des finances publiques. La région déclare avoir « *dématérialisé l'ensemble des pièces justificatives transmises au comptable à l'appui des dépenses d'achat, ce qui l'a conduite à mettre en place entre les différents acteurs internes de la chaîne de la dépense des nouvelles modalités d'échanges et de validation, au format dématérialisé, mais sans évolution substantielle de son système d'information. Une réorganisation de cette ampleur nécessite un certain temps d'adaptation avant de donner sa pleine mesure* ».

Si ces évolutions garantissent une spécialisation accrue et permettent d'éliminer les tâches et contrôles redondants le long de la chaîne d'exécution, elles ne se sont pas traduites par une amélioration des délais de paiement qui sont systématiquement supérieurs au délai de 30 jours fixé par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Comme le reconnait la région, après avoir diminué entre 2014 et 2016, ces délais se sont dégradés, passant en moyenne de 40,65 jours en 2016 à 43,69 jours en 2017. Le délai de paiement moyen « ordonnateur » s'est

allongé de 30,50 en 2016 à 37,35 jours en 2017 alors que le délai du comptable a diminué de 10,15 à 6,34 jours.

Tableau n° 8 : Évolution des délais globaux de paiement et des intérêts moratoires versés

En nombre de jours	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018** (de janvier à juillet)
Délai de paiement ordonnateur	44,70	36,70	30,50	37,35	37,30
Délai de paiement comptable public	5,72	9,91	10,15	6,34	5,11
Délai global de paiement	50,42	46,61	40,65	43,69	42,41
En €	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
Intérêts moratoires versés	88 616,76	82 676,94	467 663,40	91 957,91	Nc

Source : États Delphes 2014 à juillet 2018

Ces délais de paiement génèrent des intérêts moratoires d'un montant de 0,73 M€ sur l'ensemble de la période.

Suite à la signature de la « Charte relations fournisseurs et achats responsables » en décembre 2017, la région s'est engagée à obtenir le label « Relations fournisseurs et achats responsables », qui implique la mise en place de bonnes pratiques, dont le respect des délais de paiement. Pour atteindre cet objectif, elle aurait notamment mis en place une « formation aux concepts comptables des agents régionaux en charge de la passation des commandes et de la constatation du service fait », et sensibilisé les fournisseurs à l'utilisation du portail CHORUS PRO et à l'envoi de factures conformes.

A partir du 1er janvier 2019, la région devrait être en mesure de dématérialiser l'ensemble de sa chaine comptable en recettes et en dépenses, conformément aux dispositions de l'article 108 de la loi NOTRé. Cela devrait lui permettre de réduire ses délais de traitement. Toutefois, elle apparaît en retrait sur les projets de simplification et de dématérialisation de la chaîne financière. Elle n'a pas communiqué à la chambre les éléments permettant d'établir qu'elle a mené les opérations de test lui permettant de tenir ce calendrier.

Enfin, la concentration des opérations financières au sein d'un même service implique, en contrepartie, un contrôle interne comptable et financier renforcé. La région a indiqué que la direction de la comptabilité, « *désormais en charge du contrôle unique des documents comptables transmis par les fournisseurs et bénéficiaires de subventions régionales, a lancé en 2018 un chantier de normalisation et de formalisation des procédures dans un souci constant de sécurisation de la gestion des deniers publics* ».

En dépit de cette initiative, la démarche de contrôle interne comptable et financier demeure embryonnaire. La région n'a établi une carte des risques et un guide des procédures que pour la gestion des fonds européens. Le suivi des risques financiers est limité à des programmes de financement spécifiques. La base incident demeure circonscrite au recensement des situations de non-conformité relatives au versement des aides européennes. Comme le reconnaît la région elle-même, « *il n'existe pas, sur le chantier comptable, de cartographie des risques ou plan d'action similaires à ce qui a été élaboré pour la gestion des fonds européens* ». Par ailleurs, le volet stratégique du schéma directeur stratégique des systèmes d'information ne prévoit aucun axe ni aucune action particulière visant à l'intégration de contrôles internes dans les systèmes d'information financiers et les applications de gestion.

Rappel au droit n° 2 : Respecter le délai global de paiement et verser les intérêts moratoires dus aux fournisseurs en cas de non-respect de ce délai.

Recommandation n° 6 : Poursuivre l'optimisation de l'organisation de la chaîne financière tout en renforçant les dispositifs de contrôle interne comptable et financier.

3.4 Le faible degré de mise en œuvre des précédentes recommandations de la chambre

Ces recommandations et les suites apportées par la région sont récapitulées dans le tableau suivant.

Tableau n° 9 : Suites réservées aux recommandations sur la fiabilité budgétaire et comptable

Intitulé	Degré de mise en œuvre	Éléments justifiant l'appréciation portée sur la mise en œuvre
Gouvernance et organisation – gouvernance interne Contrôle n° 2014-0119		
Recommandation n°1 : Fixer les critères objectifs, notamment en matière de seuil financier, qui justifient le caractère stratégique d'une opération financière et, en conséquence, la présentation au conseil régional des demandes de remises gracieuses ou des propositions d'admission en non-valeur s'y rapportant	Non mise en œuvre	Au-delà de la définition de seuils d'admission en non-valeur, qui n'ont pas été formalisés par la collectivité, les dysfonctionnements constatés font apparaître la nécessité d'une meilleure coopération entre les services de l'ordonnateur et du comptable pour le suivi des restes à recouvrer. Un plan d'actions pourrait être mis en œuvre à cet effet dans le cadre du renouvellement de la convention de services comptable et financier passée avec la DRFIP.
Recommandation n°4 : En matière d'ajustement et d'annulation des autorisations de programme et d'engagement, faire évoluer les règles afin d'encadrer totalement les cas d'automaticité et de garantir, par exemple par la définition de seuils et natures d'opérations, la qualité de l'information de l'assemblée délibérante concernant les projets jugés stratégiques	Non mise en œuvre	Le règlement budgétaire et financier annexé à la délibération du 22 janvier 2016 reprend à l'identique les dispositions du précédent règlement adopté le 17 juin 2010, sans définir un cadre exhaustif sur les modalités de « désaffectation » et les règles de caducité relatives aux autorisations de programme et d'engagement engagées et non mandatées autres que celles relatives aux subventions.
Recommandation n°5 : Réviser la structure et le contenu des annexes budgétaires afin de mettre en cohérence la présentation et l'information budgétaire avec la présentation en mode « LOLF » adoptée par la région	Mise en œuvre incomplète	L'examen des rapports joints au budget primitif 2017 et leur confrontation avec la présentation de l'exécution budgétaire figurant dans les annexes au compte administratif 2017 font apparaître l'absence de suites effectives réservées à cette recommandation. Le budget primitif de la région est assorti de 17 annexes budgétaires présentées par politique publique. Celles-ci sont construites selon une logique budgétaire traditionnelle, mais ne comportent pas d'objectifs et d'indicateurs de performance. En outre les recettes échappent à cette présentation et leur prévision n'est pas construite comme un moyen au services des politiques de la région. Enfin les comptes administratifs ne sont pas assortis d'annexes analogues qui mesureraient les résultats obtenus et permettraient d'apprécier, par politique publique, l'atteinte des objectifs fixés.
Situation et gestion financières (enquête) Contrôle n° 2013-0219		
Recommandation n° 1 : Développer un système de contrôle interne en s'inspirant des référentiels existants	Mise en œuvre incomplète	La démarche de contrôle interne comptable et financier demeure embryonnaire. La collectivité n'a établi une cartographie des risques et un guide des procédures que pour la seule gestion des fonds européens. Le suivi des risques financiers est limité à des programmes de financement spécifiques. La base incident demeure circonscrite au recensement des seules situations de non-conformité relatives au versement des aides européennes. Par ailleurs le volet stratégique du schéma directeur stratégique des systèmes d'information ne prévoit aucun axe, ni aucune action particulière visant à la conception de contrôles internes embarqués dans les systèmes d'information financiers et les applications de gestion.
Gestion des ressources humaines Contrôle n° 2010-0180		
Recommandation n°2 : Pour faciliter une lecture plus stratégique des données significatives en matière de dépenses de personnel, actuellement dispersées, en présenter une synthèse consolidée dans les rapports de présentation des documents budgétaires. Outre une présentation des principales données relatives aux effectifs et à la masse salariale, elle pourrait également expliciter leur évolution au cours des derniers exercices. De même, indiquer et expliciter dans le rapport de présentation du débat budgétaire annuel les objectifs que s'assigne la collectivité en matière de dépenses de personnel à moyen terme.	Mise en œuvre incomplète	Les rapports communiqués lors des débats d'orientation budgétaire déclinent un ensemble de données sur le contexte économique et social de la collectivité, sur sa situation financière rétrospective, sur les perspectives de recettes et dépenses en section de fonctionnement, sur la dette et sur les dépenses d'équipement. En revanche, les jeux de données sur les ressources humaines demeurent insuffisamment détaillés. Leur présentation ne permet d'apporter qu'une réponse partielle à la recommandation de la Chambre. Aucun des rapports d'orientations budgétaires de la période étudiée n'explicite les objectifs que s'assigne la collectivité en matière de dépenses de personnel. Ils ne proposent pas davantage d'indicateurs qui permettraient de mesurer l'atteinte de ces objectifs.

Source : CRC Île-de-France

4 UNE SITUATION FINANCIERE QUI S'AMELIORE

La région n'a pas répondu à l'invitation de la chambre d'actualiser elle-même les chiffres de 2018 dans sa réponse aux observations provisoires. L'analyse financière de la chambre s'appuie donc sur les données issues du compte de gestion et du compte administratif de 2018, et de la fiche financière de la DGFiP.

4.1 Une amélioration de l'épargne due au dynamisme des recettes régionales et à des efforts d'économie

Entre 2014 et 2018, la région Île-de-France est parvenue à mobiliser une part croissante de ses produits de fonctionnement pour autofinancer ses investissements et rembourser sa dette. L'épargne brute[12] est passée de 582,4 M€ en 2014, soit 17,7 % des produits de fonctionnement (contre 21,5 % en moyenne pour les autres régions de métropole hors Corse) à 984,4 M€ en 2018, soit 27,9 % des produits de fonctionnement de l'exercice (contre 20,9 % en moyenne pour les autres régions de métropole hors Corse).

Cette hausse résulte autant du dynamisme des recettes (+ 1,89 % par an en moyenne) que d'un effort de maîtrise des dépenses des gestion (- 1,39 % par an en moyenne), sensibles depuis 2016.

[12] L'épargne brute ou capacité d'autofinancement brute représente l'excédent de produits décaissables (les produits réels de fonctionnement) une fois couvertes les charges décaissables (les charges réelles de fonctionnement).

Tableau n° 10 : Formation de la capacité d'autofinancement brute

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle 2014-2018
Ressources fiscales de la section de fonctionnement	3 073 880 895	3 379 747 775	3 481 815 856	3 635 785 675	4 187 545 498	8,04%
Ressources d'exploitation	193 563	1 172 910	1 149 540	723 927	7 417 986	148,81%
Dotations et participations	920 403 238	706 599 127	665 157 424	591 493 848	93 450 136	-43,55%
Fiscalité reversée	- 749 409 988	- 685 428 688	- 749 747 888	- 755 044 080	-790 552 176	1,35%
Produits de gestion (A)	**3 245 067 709**	**3 402 091 124**	**3 398 374 933**	**3 472 959 370**	**3 497 861 444**	**1,89%**
Charges à caractère général	231 443 831	252 181 101	298 626 177	297 154 189	271 375 520	4,06%
Charges de personnel	407 871 851	419 120 038	418 369 921	428 773 526	433 885 259	1,56%
Aides à la personne	109 569 443	134 963 007	115 056 721	137 866 469	123 598 432	3,06%
Subventions de fonctionnement	943 026 174	976 437 460	875 644 286	799 085 256	652 130 660	-8,81%
Autres charges de gestion	878 438 217	864 768 153	839 785 646	846 618 064	949 351 487	1,96%
Charges de gestion (B)	**2 570 349 515**	**2 647 469 759**	**2 547 482 752**	**2 509 497 503**	**2 430 341 359**	**-1,39%**
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	**674 718 194**	**754 621 365**	**850 892 181**	**963 461 866**	**1 067 520 085**	**12,15%**
En % des produits de gestion	*13,32 %*	*14,39 %*	*16,64 %*	*18,82 %*	30,5%	**-**
+/- résultat financier	- 102 915 334	- 78 684 075	- 97 290 393	- 101 665 073	- 97 480 458	-1,35%
+/- autres produits et charges excep. réels	10 554 219	9 298 430	15 480 082	9 884 912	14 377 194	8,03%
CAF brute	**582 357 080**	**685 235 719**	**769 081 870**	**871 681 705**	**984 416 821**	**14,02%**
En % des produits de gestion	*17,9 %*	*20,1 %*	*22,6 %*	*25,1 %*	28,1%	-
En % des produits réels de fonctionnement	*17,75 %*	*19,78 %*	*22,36 %*	*24,88 %*	27,9%	**-**
Moyenne pour l'ensemble des régions métropolitaines	*21,10 %*	*20,10 %*	*20,10 %*	*20,23 %*	21,2%	-

Source : CRC Île-de-France d'après les comptes de gestion 2014 à 2018, et fiches financières DGFIP

4.1.1 Une nette progression des produits fiscaux qui a plus que compensé la baisse des dotations et participations

Entre 2014 et 2018, les produits de gestion ont enregistré en moyenne une progression de l'ordre de 1,89 % par an, qui a résulté principalement de la dynamique propre des ressources fiscales (+ 8 %).

4.1.1.1 Une nette progression des produits fiscaux grâce au dynamisme des bases d'imposition

Les ressources fiscales de la région se composent d'impôts directs et de diverses taxes indirectes. En 2017, les premiers ont généré, avant application des prélèvements légaux, un produit de 1,64 Md€ et les secondes une recette de 2,24 Md€, dont 1,99 Md€ comptabilisés en section de fonctionnement et 0,25 Md€ en section d'investissement.

Tableau n° 11 : **Recettes fiscales de la section de fonctionnement**

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle 2014-2018
Fiscalité directe nette	1 386 596 236	1 484 598 725	1 495 335 244	1 637 260 899	1 613 266 682	3,86%
Fiscalité indirecte nette	1 687 284 659	1 895 149 050	1 986 480 612	1 998 524 776	2 574 278 816	11,14%
Total	**3 073 880 895**	**3 379 747 775**	**3 481 815 856**	**3 635 785 675**	**4 187 545 498**	**8,04%**
Part de la fiscalité indirecte nette	54,89 %	56,07 %	57,05 %	54,97 %	61,4%	3,86%

Source : Comptes de gestion 2014 à 2017 et données provisoires 2018

La fiscalité directe régionale pèse exclusivement sur les entreprises. Son dynamisme entre 2014 et 2018 (+ 3,9 % par an en moyenne) résulte pour l'essentiel de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) (+ 4,2 %).

Jusqu'en 2016, la région percevait 25 % du produit de CVAE collecté sur son territoire (1,49 Md€ en 2018). L'évolution de l'assiette de la CVAE présente la particularité d'être fortement fluctuante en fonction des cycles de l'activité économique sans qu'un lien direct puisse néanmoins être clairement établi comme la Cour des comptes à déjà pu le souligner[13]. Ainsi, les recettes de CVAE de la région Ile-de-France ont augmenté de 7,8 % en 2015 et 10,3 % en 2017 mais seulement de 0,67 % en 2016, et ont diminué de 1,6 % en 2018. Cette variabilité imprévisible constitue une contrainte de gestion.

Depuis 2017, conformément à l'article 89 de la loi de finances initiale pour 2016, les régions perçoivent une fraction supplémentaire de 25 % du produit de la CVAE, antérieurement perçue par les départements. Après déduction éventuelle du coût net des charges correspondant aux compétences transférées par les départements en application de la loi NOTRé, une partie de cette seconde part de CVAE est reversée à ces derniers par le biais d'une attribution de compensation conformément à l'article 146 de la loi de finances pour 2017. N'étant pas concernée par ces transferts de compétences, la région Île-de-France reverse l'intégralité de cette nouvelle part de CVAE (soit 1,37 Md€ en 2017) aux différents départements franciliens.

Tableau n° 12 : Attributions de compensation versées aux départements franciliens en 2017

Départements	Montants en €
Département de Paris	475 293 962,89
Département du Val-de-Marne	99 524 742,27
Département de Seine-Saint-Denis	115 696 907,22
Département des Hauts-de-Seine	337 986 597,94
Département du Val d'Oise	63 354 639,18
Département de l'Essonne	84 236 082,47
Département de Seine-et-Marne	85 671 649,48
Département des Yvelines	110 654 123,71
Montant total	**1 372 418 705,15**

Source : Rapport région Île-de-France n° CR 2017-31 de janvier 2017

[13] Cour des comptes, *Les finances publiques locales, Rapport sur la situation financière et la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics*, octobre 2016 (page 138, *C – Un enjeu de prévisibilité : la CVAE*).

Tableau n° 13 : Évolution des recettes fiscales directes nettes

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle 2014-2018
CVAE (25% de base)	1 264 969 724	1 363 192 804	1 372 376 357	1 514 251 754	1 242 476 423	6,26 %
IFER	121 626 512	121 405 921	122 958 887	123 009 145	103 008 657	0,38 %
Fiscalité directe nette	**1 386 596 236**	**1 484 598 725**	**1 495 335 244**	**1 637 260 899**	**1 345 485 080**	**5,76 %**

Source : Comptes de gestion 2014 à 2018

La région ne dispose pas de pouvoir de taux sur la CVAE mais elle est libre de définir le régime d'exonérations facultatives. En 2017 et 2018, celles-ci représentait une perte annuelle de recettes d'environ 1,3 M€. Leurs montants ont été particulièrement dynamiques durant la période sur revue (+ 25 % par an en moyenne).

Tableau n° 14 : **Exonérations de CVAE accordées par la région**

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle
Exonérations de CVAE facultatives	598 142	571 486	701 421	1 315 089	1 274 908	25,68 %

Source : Fiches financières DGFIP 2014 à 2018

L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) a rapporté à la région 122,4 M€ en 2018. Sur la période, son évolution est faible (+ 0,16 % en moyenne annuelle). La part de l'IFER portant sur les matériels utilisés pour le transport ferroviaire de voyageurs est stable, notamment en raison de son mode de calcul qui est peu influencé par les variations du trafic ferroviaire[14]. En revanche, le rendement de l'IFER portant sur les entreprises de réseaux de télécommunications est appelé à s'éroder progressivement avec le recul prévisible du réseau téléphonique commuté traditionnel[15].

L'ensemble des ressources fiscales indirectes a représenté 55 % des recettes fiscales de la section de fonctionnement entre 2014 et 2017. En 2018, elles en représentaient 61,5 %. Elles ont plus fortement progressé que les ressources de fiscalité directe, soit de 11,1 % en moyenne par an entre 2014 et 2018, pour atteindre près de 2,6 Md€ en 2018. Certaines impositions indirectes sont propres à la région Île-de-France. Il en va ainsi de la taxe annuelle sur les surfaces de stationnement, de la « taxe additionnelle spéciale » due par les personnes assujetties à la taxe foncière sur les propriétés bâties et à la cotisation foncière des entreprises, de la taxe additionnelle aux droits de mutation à titre onéreux, ainsi que de la taxe pour la création de bureaux en Île-de-France. La région ne dispose pas d'un pouvoir de vote des taux ou des tarifs sur ces impositions.

[14] Les matériels roulants imposés sont ceux dont une entreprise de transport ferroviaire à la disposition pour les besoins de son activité professionnelle au 1er janvier de l'année d'imposition. Il n'est pas tenu compte de la circulation effective ou non des matériels roulants taxés sur le réseau ferré national, ni de la distance parcourue par ceux-ci.

[15] L'article 71 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013 exempte d'IFER télécom les unités de raccordement d'abonnés et les cartes d'abonnés du réseau téléphonique commuté à compter de 2017. Il est prévu d'établir un bilan sur la soutenabilité de l'assiette, des tarifs ainsi que du rendement fiscal de cette imposition, pour tenir compte de l'évolution tendancielle des technologies de la communication.

Tableau n° 15 : Évolution des recettes fiscales indirectes en section de fonctionnement

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle 2014-2018
Autres impôts locaux et assimilés nets	475 181	382 175	470 175	531 532	191 416	-20,33%
TICPE	918 908 815	962 858 681	974 426 380	954 408 713	972 571 299	1,43%
Fraction de TVA	0	0	0	0	497 910 752	-
Taxes cartes grises et permis de conduire	333 114 675	339 564 657	348 435 867	331 847 364	377 306 606	3,16%
Impositions dédiées au financement de l'apprentissage	251 652 051	368 619 183	378 901 107	386 758 852	401 196 424	12,37%
Autres taxes nettes (y.c. DMTO)	- 1 941	40 778 400	101 300 959	112 039 515	112 163 520	40,11%
Taxe sur les locaux à usage de bureaux	183 135 878	182 945 955	182 946 125	212 938 800	212 938 800	3,84%
Fiscalité indirecte nette	**1 687 284 659**	**1 895 149 050**	**1 986 480 612**	**1 998 524 776**	**2 574 278 816**	**11,14%**

Source : Comptes de gestion 2014 à 2018

Le principal produit de fiscalité indirecte de la région est issu de la TICPE[16]. Il est composé de plusieurs parts allouées pour compenser les transferts de compétences opérés au profit des régions. La part issue de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, qui est une ressource de fonctionnement, présente un faible dynamisme sur la période (+1,4 % par an en moyenne).

En revanche, les recettes affectées au financement de l'apprentissage, composées d'une fraction de la taxe d'apprentissage (51 % du produit de la taxe due) et d'une part du produit de la TICPE, ont connu une progression particulièrement nette (+ 12,4 % par an moyenne) sous l'effet des réformes successives opérées en loi de finances. Les tarifs de la TICPE adoptés par le conseil régional d'Île-de-France correspondent à la limite supérieure maximale autorisée par les articles 265 et 265 A *bis* du code des douanes.[17]

Enfin, en 2018, conformément aux dispositions de l'article 149 de la loi de finances pour 2017, la région a perçu une fraction de TVA en contrepartie de la suppression de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'État. L'article 41 de la loi de finances pour 2018 prévoit que cette fraction des recettes de TVA allouée aux régions correspond au montant de la DGF perçue au titre de l'année 2017 auquel s'ajoute le dynamisme des recettes nationales de TVA. Pour la région Île-de-France, ce montant s'élève à 497,91 M€.

Au total, la forte progression des recettes fiscales (+ 807 M€ de 2014 à 2018) a permis de couvrir largement la diminution des dotations et participations reçues par la région au cours de la même période (- 613 M€), même après déduction des prélèvements au titre de la péréquation.

4.1.1.2 Des produits diminués d'importants prélèvements au profit d'autres régions

Jusqu'en 2016, la région Île-de-France supportait deux prélèvements fiscaux, représentant un cinquième de ses ressources fiscales brutes.

[16] TICPE : taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques.
[17] La fraction de tarif applicable sur le territoire de la région Île-de-France est fixé à 1,77 € par hectolitre pour les supercarburants et à 1,15 € par hectolitre pour le gazole, soit le maximum légal au titre de la TICPE « LRL ». Le conseil régional d'Île-de-France a également fixé le tarif de la TICPE « Grenelle » à 0,73 euro par hectolitre pour les supercarburants et à 1,35 euro par hectolitre pour le gazole.

Tableau n° 16 : Evolution de la fiscalité reversée (hors attributions de compensation)

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle 2014-2018
Reversement sur FNGIR	674 815 742	674 815 742	674 815 742	674 815 742	674 815 742	0,00%
Fonds péréquation des ressources fiscales régionales	74 594 246	10 612 946	74 932 146	80 228 339	115 736 435	11,61%
+/- Attribution de CVAE	0	0	0	0	0	
Reversements annuels totaux	**749 409 988**	**685 428 688**	**749 747 888**	**755 044 081**	**790 552 177**	**1,35%**

Source : Comptes de gestion 2014 à 2018

En premier lieu, la région acquitte un prélèvement au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) depuis la réforme de la taxe professionnelle, remplacée par de nouvelles impositions (cotisation foncière des entreprises, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux) et par le transfert de recettes fiscales entre collectivités. Le législateur a prévu une compensation au bénéfice des régions dont les nouvelles ressources ainsi créées seraient inférieures aux anciennes ressources fiscales directes. Cette compensation est versée aux régions « perdantes » à partir des versements au FNGIR des régions « gagnantes ». Les montants individuels des versements ou des prélèvements du FNGIR régional sont figés en fonction des montants enregistrés en 2010, ce qui permet aux régions contributrices, à l'instar de la région Île-de-France, de bénéficier du dynamisme des nouveaux impôts.

Le prélèvement opéré sur les recettes fiscales de la région Île-de-France au titre du FNGIR s'élevait à 675 M€ en 2018, soit 85 % des prélèvements fiscaux supportés par la collectivité. Il constitue une charge fixe sur laquelle elle ne dispose d'aucune marge de manœuvre.

En deuxième lieu, la région est contributrice au fonds de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), institué par la loi de finances pour 2010, qui redistribue une partie des ressources fiscales des régions bénéficiant d'un dynamisme plus important que la moyenne. L'objectif du fonds est de faire converger les taux de croissance régionaux des ressources (CVAE et IFER) issues de la suppression de la taxe professionnelle.

Sauf en 2015, la contribution de la région Île-de-France à ce fonds de péréquation est en augmentation constante. Elle s'élevait à 115,74 M€ en 2018 contre 74,6 M€ en 2014.

4.1.1.3 Une forte baisse des recettes en dotations et participations

Les dotations et participations dont bénéficie la région Île-de-France ont été divisées par dix entre 2014 et 2018.

Tableau n° 17 : Évolution des dotations et participations perçues par la région

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle 2014-2018
Dotation Globale de Fonctionnement	**704 491 031**	**628 180 119**	**554 901 959**	**477 244 235**	**87 925**	**-89,43%**
Dont dotation forfaitaire	*704 491 031*	*628 180 119*	*554 901 959*	*477 148 956*	*0*	*-100,00%*
Dont dotation des permanents syndicaux	*0*	*0*	*0*	*95 279*	*87 925*	
+ Autres dotations	**168 578 663**	**15 992 204**	**8 820 204**	**8 820 204**	**8 820 204**	**-52,17%**
Dont dotation d'apprentissage et de formation professionnelle	*159 758 459*	*7 172 000*	*0*	*0*	*0*	*-100,00%*
Dont dotation générale de décentralisation	*8 820 204*	*8 820 204*	*8 820 204*	*8 820 204*	*8 820 204*	*0,00%*
+ FCTVA	**0**	**0**	**0**	**0**	**12 827**	
+ Participations	**8 853 373**	**29 886 543**	**67 828 166**	**91 496 044**	**75 151 728**	**70,69%**
Dont Etat	*337 218*	*1 414 166*	*32 366 162*	*79 467 385*	*35 773 791*	*220,93%*
Dont régions	*45 000*	*45 000*	*0*	*0*		*-100,00%*
Dont départements	*136 000*	*125 000*	*0*	*0*		*-100,00%*
Dont fonds européens	*6 325 155*	*15 963 203*	*10 075 346*	*7 078 796*	*15 299 875*	*24,71%*
Dont autres	*2 010 000*	*12 339 175*	*25 386 657*	*4 949 864*	*24 078 061*	*86,04%*
+ Autres participations et compensations	**38 527 890**	**32 540 261**	**33 607 095**	**13 933 364**	**9 377 453**	**-29,76%**
Dont compensations	*10 161 353*	*9 228 935*	*8 750 239*	*125 844*	*125 322*	*-66,68%*
Dont autres	*28 366 537*	*23 311 326*	*24 856 856*	*13 807 520*	*9 252 131*	*-24,43%*
- Reversements et restitutions sur dotations et participations	47 719	0	0	0	0	-100,00%
= Ressources institutionnelles (dotations et participations)	**920 403 238**	**706 599 127**	**665 157 424**	**591 493 848**	**93 450 136**	**-43,55%**

Source : Comptes de gestion 2014 à 2018

Au titre de la contribution des collectivités locales au redressement des comptes publics appliquée par la loi de programmation des finances publiques 2014-2019, la composante forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de la région Île-de-France a été réduite de 227 M€ (- 32 %) de 2014 à 2017, puis supprimée en 2018 et remplacée par une fraction de TVA (*cf. supra*).

Par ailleurs, les participations reçues par la région ont vu leur montant global multiplié par dix, de 8,8 M€ en 2014 à 91,5 M € en 2017. En 2016, la région a reçu un premier versement de l'Etat de 30,6 M€ au titre de sa participation au « Plan 500 000 formations ». Un deuxième acompte a été versé en 2017 pour un montant de 24,1 M€. Par ailleurs, la région a bénéficié en 2017 de 55,1 M€ au titre du fonds de transition pour le développement économique[18]. Ce dispositif n'a pas été reconduit par la loi de finances pour 2018.

La chambre s'interroge sur l'absence de versements du FCTVA sur l'ensemble de la période. En effet, l'article 34 de la loi de finances pour 2016 a élargi le périmètre du FCTVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics des collectivités territoriales. Afin de faciliter le suivi de ces dépenses, la nomenclature M71 a été précisée par un arrêté NOR: INTB1526075A du 21 décembre 2015 avec une déclinaison de l'article 61522 « *bâtiments* » en 615221 « *bâtiments publics* » et 615228 « *autres bâtiments* ». L'article 35 prévoit que le versement du FCTVA sur les dépenses mandatées en fonctionnement sur l'article 615221 intervient en section de fonctionnement. Or, aucun versement n'est inscrit en 2017 au titre des dépenses de 2016. La région n'a pas répondu sur ce point.

[18] L'article 149 de la loi de finances pour 2017 a créé, en 2017, un fonds de soutien exceptionnel destiné à renforcer les dépenses des régions consacrées au développement économique. Ce dernier était doté à hauteur de 450 millions d'euros. Le dispositif d'aide n'a pas été reconduit en 2018.

4.1.2 Un effort de maîtrise des dépenses centré sur les contributions et subventions

4.1.2.1 Des charges de gestion en recul depuis 2016

Les charges de fonctionnement de la région Île-de-France ont progressé en 2015 (+ 3 %), puis elles ont reculé de 8,2 % au cours des trois années suivantes. Elles paraissent donc avoir été globalement maîtrisées au cours de la période sous revue (2014-2018). En 2018, elles représentaient 209 € par habitant (contre 329 € par habitant pour l'ensemble des régions métropolitaines hors Île-de-France)[19].

La région a refusé de conclure un contrat avec l'Etat pour les années 2018 à 2021 dans le cadre du nouveau dispositif de partenariat financier introduit par la loi de programmation des finances publiques[20]. En avril 2018, le préfet de région lui a proposé de souscrire un contrat dans lequel le taux de progression annuel maximal des dépenses réelles de fonctionnement était fixé à 1,19 %, soit une augmentation plafonnée à 56,7 M€ en 2018. La région a refusé car ses demandes de retraitement du périmètre des dépenses prises en compte n'ont pas été acceptées par le préfet. Elle souhaitait qu'en soient exclues les dépenses au titre de la gestion des fonds européens (+ 40 M€ de dépenses supplémentaires de fonctionnement prévues en 2018), du plan d'investissement dans les compétences « PIC » (+ 39,5 M€) et des transferts de compétence (+ 6 M€ dans les formations sanitaires et sociales). Elle souhaitait aussi l'exclusion des charges supplémentaires imposées par le législateur (revalorisation du point d'indice de la fonction publique, nombre de conseillers du CESER, etc.), des cofinancements obtenus pour la mise en œuvre de politiques partagées (convention avec Pôle Emploi sur les formations sanitaires et sociales, cofinancement de l'AFD en matière de coopération décentralisée) et de certains flux financiers (flux sur *swap*, restitutions de taxes, etc.).

Le préfet a fait application des dispositions du VI de l'article 29 de la loi de programmation, qui prévoient que, pour les collectivités n'ayant pas signé de contrat, un niveau maximal annuel des dépenses réelles de fonctionnement est arrêté de façon unilatérale par l'État, par référence au taux cible national de 1,2 % et après application éventuelle de modulations légales tenant compte de la population, du revenu moyen par habitant et de contraintes financières spécifiques. Par arrêté du 21 septembre 2018, le préfet de région a fixé à 1,14 % le taux d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de la région Île-de-France. En cas de non-respect de ce taux plafond, la région se verra appliquer une reprise financière égale à 100 % du dépassement constaté. Le montant de cette reprise ne pourra pas excéder 2 % des recettes réelles de fonctionnement du budget principal. Ainsi, en application de cet arrêté préfectoral, la progression des dépenses de fonctionnement de la région ne devait pas excéder 54,3 M€ en 2018. Or, de fait, elle n'a été que de 32,7 M€, soit de 0,93 %.

4.1.2.2 Une inflexion à la baisse des charges à caractère général

Les charges à caractère général constituent le poste le plus dynamique entre 2014 et 2018 (+ 4,6 % par an en moyenne). Toutefois après une hausse continue de 2014 à 2016, elles ont été stables en 2017, puis en baisse en 2018.

[19] Rapport de l'observatoire des finances et de la gestion publique locales, « Les finances des collectivités locales en 2019 », Annexe 5 « Les disparités des situations communales, départementales et régionales », p. 136.
[20] Articles 13 et 29 de la loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022.

Tableau n° 18 : Structure des charges à caractère général

Région Île-de-France En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle
Charges à caractère général	**231 443 830,89**	**252 181 100,85**	**298 626 177,44**	**297 154 188,91**	**271 375 520**	**4,06%**
Dont achats (y c. variation de stocks)	18 433 297,02	31 557 810,94	57 429 121,92	57 371 438,33	60 300 777	34,49%
Dont locations et charges de copropriétés	26 100 936,37	21 727 489,83	22 022 029,87	24 895 506,73	22 950 775	-3,16%
Dont entretien et réparations	7 299 805,26	8 298 388,98	12 231 059,95	13 416 274,30	17 671 409	24,74%
Dont assurances et frais bancaires	7 677 408,41	9 580 146,76	7 759 979,89	5 219 472,76	4 038 101	-14,84%
Dont autres services extérieurs	6 938 095,70	8 028 376,17	11 185 506,58	11 023 243,08	7 065 004	0,45%
Dont contrats de prestations de services avec des entreprises	124 301 170,93	135 492 187,23	159 023 760,93	156 080 240,85	127 559 412	0,65%
Dont honoraires, études et recherches	16 733 274,11	17 868 324,13	16 158 667,61	14 907 057,38	13 321 835	-5,54%
Dont publicité, publications et relations publiques	18 055 257,05	14 040 957,98	7 587 740,54	9 072 709,86	12 548 489	-8,69%
Dont transports collectifs et de biens (y c. transports scolaires)	2 272 851,64	2 405 960,09	2 695 605,12	2 928 616,99	3 143 956	8,45%
Dont déplacements et missions	553 920,74	471 486,43	333 568,70	358 408,49	458 251	-4,63%
Dont frais postaux et télécommunications	1 725 027,45	1 488 575,32	1 171 345,71	1 366 359,14	1 920 054	2,71%
Dont impôts et taxes (sauf sur personnel)	1 352 786,21	1 221 396,99	1 027 790,62	514 861,00	397 458	-26,38%

Source : Comptes de gestion 2014 à 2017 et données provisoires 2018

a) Les dépenses de chauffage urbain, d'énergie et d'électricité des lycées

La progression des achats résulte de la prise en charge par le budget régional des dépenses de chauffage urbain, d'énergie et d'électricité des lycées, qui étaient précédemment retracées dans les comptes des établissements publics locaux d'enseignement.

La reprise directe par la région des contrats de fourniture de gaz et des marchés d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage au gaz des lycées a été opérée de façon progressive depuis 2013. Elle avait pour but de satisfaire les objectifs du Plan Climat adopté par le conseil régional le 23 juin 2011. Elle visait également à obtenir les meilleures conditions tarifaires suite à l'ouverture à la concurrence du marché de la fourniture de gaz par la loi du 9 août 2004 à compter du 1er juillet 2007. La région a fait le choix, par une délibération du 11 juillet 2013, d'adhérer au groupement de commandes du syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité d'Île-de-France (SIGEIF) afin de mutualiser les achats de gaz des établissements. Fin 2017, la région avait pris en charge les contrats de chauffage au gaz de 443 lycées sur 467. Seule une vingtaine de lycées continuaient à bénéficier d'une dotation de chauffage au sein de leur dotation globale de fonctionnement des lycées (DGFL) du fait du recours à des sources énergétiques spécifiques (géothermie, biomasse, etc.).

De même, les dépenses d'électricité des lycées ont été reprises par la région en raison de la fin des tarifs réglementés pour les puissances supérieures à 36 kVA (tarifs jaune et vert) au 31 décembre 2015, en application de la loi du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME). La région a adhéré au groupement de commandes du SIPPEREC (syndicat intercommunal de la périphérie de paris pour l'électricité et les réseaux de communication) en vue de l'achat à des tarifs réduits de l'électricité à compter du 1er janvier 2016 pour les sites dont la puissance est supérieure à 36 kVA.

D'après le rapport présenté en novembre 2018 à la commission « éducation » du conseil régional, comme prévu par la délibération du 22 septembre 2017, le gain financier sur la consommation de chauffage au gaz s'élèverait à 21 M€ sur la période 2013-2018. L'économie générée suite à l'adhésion au groupement de commandes du SIPPEREC représenterait 5,5 M€ sur la période 2016-2018. Ces gains se trouvent néanmoins réduits par l'intéressement versé aux exploitants (5,5 M€) et les coûts salariaux du service chargé de la gestion de la politique énergétique de la région (3,6 M€).

Tableau n° 19 : Progression des postes relatifs aux dépenses d'énergie et de chauffage

En €	2014	2015	2016	2017	Evolution moyenne annuelle
Achats énergie et chauffage	**18 433 297**	**31 557 811**	**57 429 122**	**57 371 439**	**51 %**
Dont énergie et électricité	14 423 711	19 713 568	41 722 621	43 792 714	51 %
Dont chauffage urbain	1 142 529	9 160 403	13 222 536	10 746 570	242 %

Source : Région Île-de-France

L'estimation de ces économies porte sur la différence entre l'estimation des coûts supportés par les lycées en l'absence de groupement de commandes et ceux réellement pris en charge par la région. Leur calcul est donc tributaire d'hypothèses sur les tarifs réglementés de vente alors que cette comparaison n'est matériellement plus possible depuis l'appel d'offres 2016-2019 en ce qui concerne le gaz et l'appel d'offres 2018-2020 pour la fourniture d'électricité.

Ces achats groupés n'ont permis d'infléchir l'augmentation des dépenses de chauffage et d'énergie qu'à partir de 2017. Le poste relatif au chauffage urbain a en effet reculé en 2017 de l'ordre de 2,47 M€. Toutefois cette économie a été compensée en grande partie par la progression des dépenses d'électricité (+ 2,07 M€). L'ensemble des dépenses de chauffage et d'énergie des lycées ont globalement progressé de 38,97 M€ pour l'ensemble de la période.

Tableau n° 20 : Coûts de recentralisation des dépenses de chauffage et d'énergie des lycées

En €	Évolution 2014/2015	Évolution 2015/2016	Évolution 2016/2017	Charges complémentaires (+) ou économies cumulées (-)
Évolution des charges d'énergie et électricité	5 289 857	22 009 053	2 070 093	29 369 003
Évolution des charges de chauffage urbain	8 017 874	4 062 134	- 2 475 966	9 604 041
Évolution totale des deux postes de charge	**13 307 731**	**26 071 186**	**- 405 874**	**38 973 044**
Évolution de la dotation globale de fonctionnement des lycées	**- 10 299 941**	**- 23 184 579**	**636 487**	**- 32 848 033**

Source : Région Île-de-France

La région a compensé en partie cette charge nouvelle par une baisse de 32,85 M€ de la dotation globale de fonctionnement des lycées publics (DGFL). Toutefois la réduction de la DGFL n'offre qu'une solution partielle et de court terme. La prise en charge par la région d'une part du surcoût (6 M€) pourrait déresponsabiliser les gestionnaires des lycées face à l'augmentation de la consommation énergétique. Une politique d'achat plus efficiente constituerait une réponse durable à l'objectif que s'est fixé la région.

b) Les dépenses d'entretien et de réparations

Ces dépenses ont fortement progressé de 47 % en 2016, 9,6 % en 2017 et 32 % en 2018 en raison, selon la région, de la remise en état de ses locaux avant le déménagement sur le site de Saint-Ouen. La région n'a pas apporté les explications précises demandées par la chambre

au regard de l'accroissement des dépenses d'entretien et de réparation (+ 9,4 M€) en trois ans.

c) *Les « autres services extérieurs » et les « contrats de prestations de services avec des entreprises »*

De même, la région n'a fourni à la chambre aucune explication sur la croissance de 2014 à 2017 des dépenses enregistrées au titre des « *autres services extérieurs* » (+ 18 %) et des « *contrats de prestations de services avec des entreprises* » (+ 8 %). Sachant que ces derniers représentaient plus de la moitié des charges à caractère général en 2017 et s'établissaient à 127,6 M€ en 2018.

4.1.2.3 Des dépenses de personnel maîtrisées malgré une forte progression relative aux non-titulaires en 2017 et 2018

Jusqu'en 2016, la région Île-de-France se caractérisait par une part de dépenses de personnel inférieure à celle des autres régions métropolitaines, soit 15,7 % de ses dépenses de fonctionnement en 2016 contre 18 % pour l'ensemble des autres régions métropolitaines (hors Corse). Elle se situe depuis dans la moyenne des régions métropolitaines (hors Corse) avec des dépenses de personnel qui représentaient 16,3 % de ses dépenses de fonctionnement en 2017 et 16,9 % en 2018, contre 16,6 % et 16,4 % pour la moyenne des régions.

De plus, moins dynamiques que dans les autres régions métropolitaines, les rémunérations du personnel de la région Île-de-France ont progressé de 1,8 % en moyenne annuelle sur la période sous revue. Après une année de stabilité en 2016, elles sont reparties à la hausse en 2017 (+ 2,25 %) et en 2018 (+1,75 %) suite à la mise en place du RIFSEEP.

Tableau n° 21 : Évolution des différentes composantes des dépenses de rémunération

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Évol 2014/ 2015	Évol 2015/ 2016	Évol 2016/ 2017	Évol 2017/ 2018	Evolution moyenne annuelle
Rémunération principale	182 875 728	187 623 481	188 664 264	194 396 733	193 231 153	2,60%	0,55%	3,04%	-0,60%	1,39%
+ Régime indemnitaire voté par l'assemblée	61 899 713	63 924 325	63 623 367	62 442 697	63 964 528	3,27%	-0,47%	-1,86%	2,44%	0,84%
+ Autres indemnités	10 792 423	10 811 042	10 694 784	10 773 788	10 802 569	0,17%	-1,08%	0,74%	0,27%	0,02%
Sous-total Personnel titulaire (a)	**255 567 864**	**262 358 849**	**262 982 416**	**267 613 218**	**267 998 250**	**2,66%**	**0,24%**	**1,76%**	**0,14%**	**1,19%**
Rémunération principale	25 593 906	26 009 663	23 996 689	25 875 639	29 476 288	1,62%	-7,74%	7,83%	13,92%	3,91%
+ Régime indemnitaire voté par l'assemblée	1 425 545	1 474 376	3 458 984	4 622 587	5 812 950	3,43%	134,61%	33,64%	25,75%	49,36%
+ Autres indemnités	1 144 854	1 210 104	1 273 697	1 381 328	1 642 630	5,70%	5,26%	8,45%	18,92%	9,58%
Sous-total Personnel non titulaire (b)	**28 164 305**	**28 694 143**	**28 729 370**	**31 879 553**	**36 931 868**	**1,88%**	**0,12%**	**10,97%**	**15,85%**	**7,20%**
Autres rémunérations (c)	1 226 322	2 202 422	2 193 537	1 528 861	1 001 271	79,60%	-0,40%	-30,30%	-34,51%	3,60%
= Rémunérations du personnel hors atténuations de charges (a+b+c)	284 958 491	293 255 414	293 905 322	301 021 633	305 931 389	2,91%	0,22%	2,42%	1,63%	1,79%
Atténuations de charges	558 282	597 576	512 693	1 041 463	687 992	7,04%	-14,20%	103,14%	-33,94%	15,40%
Rémunérations du personnel	**284 400 210**	**292 657 838**	**293 392 629**	**299 980 169**	**305 243 397**	**2,90%**	**0,25%**	**2,25%**	**1,75%**	**1,78%**

Source : Comptes de gestion 2014 à 2018

La progression annuelle moyenne des rémunérations des agents non titulaires (+ 7,2 %) est six fois plus importante que des agents titulaires (+ 1,2 %), principalement en raison des régimes indemnitaires des non titulaires (+ 49 % par an en moyenne entre 2014 et 2018). En particulier, ceux-ci sont passés de 1,47 M€ en 2015 à 3,46 M€ en 2016, puis 4,62 M€ en 2017 et à 5,81 M€ en 2018. De plus, la rémunération principale des agents contractuels a augmenté de 7,8 % en 2017 et de 13,9 % en 2018.

S'agissant des personnels titulaires, la hausse constatée est liée à leur rémunération principale en 2017 (+ 3 %) qui a diminué de 0,6 % en 2018. Leur régime indemnitaire a reculé en 2017 (- 1,9 %), mais a progressé en 2018 (+ 2,4 %).

De façon surprenante, la région n'a pas fourni à la chambre d'explication précise sur ces évolutions à la hausse de sa masse salariale alors que ses effectifs globaux étaient en baisse. Elle a seulement indiqué qu'elles seraient dues pour l'essentiel aux charges statutaires et obligatoires (5,3 M€ pour le glissement-vieillesse-technicité - GVT - et les promotions internes et 1,2 M€ pour la poursuite du plan d'alignement PPCR) alors que la réduction des effectifs au siège aurait généré une économie de 1,8 M€.

4.1.2.4 D'importantes contributions versées à Ile-de-France Mobilités et aux lycées

Tableau n° 22 : Évolution des participations et contributions

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle
Dotation de fonctionnement des lycées	142 485 563	136 772 885	149 430 748	149 544 200	148 115 565	0,97%
Prime employeurs apprentis	92 327 034	48 456 488	33 690 221	33 654 416	34 859 867	-21,61%
Autres contributions obligatoires (subvention à IDF mobilités)	627 875 946	664 441 000	640 626 300	645 750 270	748 410 232	4,49%
Montant total des contributions obligatoires (A)	**862 688 542**	**849 670 373**	**823 747 269**	**828 948 886**	**931 385 664**	**1,93%**
Participations allouées aux organismes de regroupement (syndicats mixtes notamment)	577 180	609 310	639 685	439 937	376 812	-10,11%
Autres participations	245 505	0	0	1 870 000	0	
Montant total des participations (B)	**822 685**	**609 310**	**639 685**	**2 309 937**	**376 812**	**-17,73%**
Montant total des contributions obligatoires et des participations (A + B)	**863 511 228**	**850 279 683**	**824 386 955**	**831 258 823**	**931 762 476**	**1,92%**
Charges de gestion	2 570 349 514	2 647 469 758	2 547 482 751	2 509 497 503	2 430 341 359	-1,39%
Part des contributions et participations dans les charges de gestion	33,60 %	32,12 %	32,36 %	33,12 %	38,34%	3,36%
Part de la subvention à IDF Mobilités dans les contributions et participations	72,71 %	78,14 %	77,71 %	77,68 %	80,32%	2,52%
Part des dotations aux lycées dans les contributions et participations	16,50 %	16,09 %	18,13 %	17,99 %	15,90%	-0,93%

Source : Comptes de gestion 2014 à 2018

Les participations et contributions (931 M€ en 2018) représentent environ le tiers des charges de gestion. Elles ont reculé de 0,43 % par an en moyenne entre 2014 et 2017, puis ont progressé de 12 % en 2018. Ces évolutions cachent des disparités entre les catégories de dépenses.

La contribution à Île-de-France Mobilités, nouvelle appellation d'usage du Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), a augmenté de 1 % par an en moyenne entre 2014 et 2017, puis de près de 16 % en 2018. D'un montant de 748 M€ en 2018, elle représentait 80 % des contributions et participations régionales.

Les dotations octroyées aux lycées publics et privés ont bénéficié d'une hausse de 1,8 % par an en moyenne entre 2014 et 2017, puis ont diminué de 1 % en 2018 pour atteindre 148 M€, soit 16 % des contributions et participations régionales. Ces évolutions s'expliquent, pour les lycées publics, par la reprise par la région des dépenses d'énergie[21] et, pour les lycées privés, par l'intégration de la part liée au forfait d'externat dans la dotation à compter de 2016. Ainsi, la part des lycées publics est passée de 80 % en 2014 à 55 % en 2017 de la dotation de fonctionnement versée aux lycées.

Tableau n° 23 : Évolution de la dotation de fonctionnement des lycées publics et privés

En €	2014	2015	2016	2017	Taux moyen annuel
Dotation de fonctionnement des lycées publics	114 958 575	104 273 613	82 847 145	82 428 316	- 10,12 %
Dotation de fonctionnement des lycées privés	27 526 987	32 499 272	66 583 602	67 115 884	41,25 %
Dotation de fonctionnement des lycées publics et privés	**142 485 563**	**136 772 885**	**149 430 748**	**149 544 200**	**1,77 %**
Part de la dotation versée aux lycées publics	80,68 %	76,24 %	55,44 %	55,12 %	

Source : Comptes de gestion 2014 à 2017

4.1.2.5 Des subventions de fonctionnement en baisse mais un effort de rationalisation encore souhaitable

Le montant des subventions de fonctionnement a diminué de 8,8 % par an en moyenne entre 2014 et 2018, pour s'établir à 652 M€ en 2018.

Tableau n° 24 : Évolution des subventions de fonctionnement versées par la région

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle
Subventions à la SNCF	40 487	0,00	0,00	0,00	0,00	
Subventions à des services publics industriels et commerciaux	2 872 033	3 064 925	720 982	1 937 607	295 509	-43,36%
Subventions aux collectivités et autres organismes publics	524 756 480	547 428 752	515 766 591	446 190 424	324 075 795	-11,35%
Subventions aux organismes privés	415 357 171	425 943 782	359 156 712	350 957 224	327 759 356	-5,75%
Montant total des subventions de fonctionnement versées	**943 026 173**	**976 437 459**	**875 644 286**	**799 085 255**	**652 130 660**	**-8,81%**

Source : Comptes de gestion 2014 à 2018

[21] Voir partie 4.1.2.2 du présent rapport.

Les subventions allouées aux organismes privés ont connu une diminution significative à compter de 2016, qui a permis de dégager une économie de 102 M€ depuis 2015.

De même, la région a réduit les subventions aux collectivités et aux organismes publics à hauteur de 228 M€ sur cette période. Elle explique cette évolution par un recentrage sur les « *dépenses de fonctionnement liées à des compétences obligatoires, notamment la contribution au STIF, les marchés de la formation professionnelle indexés, et les dotations versées en faveur des lycées ou des CFA* » et la « *volonté affirmée de l'exécutif régional de rééquilibrer les interventions de la région en faveur de l'investissement* ».

Ainsi, la région a réussi à rationnaliser ce poste de dépenses qui représentait 18,2% de ses recettes réelles de fonctionnement en 2018.

4.1.2.6 Des charges financières élevées

En 2018, les intérêts de la dette régionale (119 M€) étaient inférieurs de près de 8 % à ceux enregistrés en 2014.

Tableau n° 25 : Évolution des charges financières entre 2014 et 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Charges financières	**128 777 661,49**	**123 989 908,27**	**122 609 318,06**	**121 837 728,52**	**118 690 300,62**
En € par habitant	11	10	10	10	10
Moyenne de la strate	9	11	10	9	9
En % des dépenses réelles de fonctionnement	4,77 %	4,46 %	4,59 %	4,63 %	4,65 %
Moyenne de la strate	3,45 %	3,88 %	3,64 %	2,96 %	2,81 %

Source : Fiches financières DGFIP 2014 à 2018

Les obligations régionales étant émises à taux fixe, la région Île-de-France n'est pas exposée à court terme à un risque de taux. Cependant, elles sont remboursables à l'issue de leur durée de maturité. La collectivité a fait le choix de procéder chaque année à de nouvelles émissions, ce qui, selon elle, permet de lisser le profil d'amortissement et de limiter les à-coups d'une année sur l'autre. Ce calendrier d'émissions annuelles vise à limiter les impasses de trésorerie. Toutefois, il a pour inconvénient d'accroître le risque lié au contexte de marché pour le refinancement des tombées d'échéance. Avec la perspective d'une normalisation des taux de la Banque centrale européenne, l'augmentation prévisible des charges financières fait peser un risque supplémentaire sur l'autofinancement de la région.

4.2 Une reprise des investissements financée par l'amélioration de la capacité d'autofinancement et l'accroissement de la dette

4.2.1 Une hausse du financement propre disponible

Le poids du désendettement limite la capacité de la région à autofinancer une partie de ses investissements une fois l'annuité de la dette payée. Le financement propre disponible, qui mesure le niveau d'autofinancement après remboursement du capital de la dette, a connu une forte contraction en 2014 (542 M€) et 2015 (548 M€). Après un net rétablissement en 2016 (1 Md€), il a de nouveau reculé en 2017 (940 M€), puis s'est amélioré en 2018 (1,13 Md).

Tableau n° 26 : Structure du financement des investissements régionaux depuis 2014

En €	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution moyenne annuelle
Capacité d'autofinancement brute (A)	582 357 080	685 235 719	769 081 870	871 681 705	984 416 821	14,02%
Recettes d'investissement hors emprunt (B)	493 257 715	618 019 382	669 817 648	588 193 683	668 502 731	7,90%
Ressources totales (C = A + B)	**1 075 614 794**	**1 303 255 101**	**1 438 899 518**	**1 459 875 389**	**1 652 919 552**	**11,34%**
Remboursement de la dette en capital (D)	532 997 108	754 555 166	436 026 750	519 631 768	526 877 629	-0,29%
Financement propre disponible (E = C - D)	**542 617 687**	**548 699 935**	**1 002 872 769**	**940 243 621**	**1 126 041 923**	**20,02%**
Dépenses d'équipement (dont travaux en régie) (F)	396 780 509	434 402 291	515 358 628	563 901 904	511 864 570	6,57%
Subventions d'équipement (G)	1 216 715 667	1 232 298 689	1 040 233 574	1 010 788 997	992 671 955	-4,96%
Dons, subventions et prises de participations reçues ou données (H)	- 12 098 702	- 12 678 961	- 8 113 416	- 9 357 907	-7 604 677	-10,96%
Participations et investissements financiers nets (I)	- 30 439 767	- 41 150 098	- 33 671 551	- 15 958 317	-23 256 054	-6,51%
Solde des opérations pour le compte de tiers (J)	- 3 097 112	12 387 395	4 385 210	- 1 908 653	-7 307 826	23,94%
Emplois totaux (K = F+G+H+I-J)	**1 574 054 820**	**1 600 484 526**	**1 509 422 025**	**1 551 283 330**	1 480 983 620	-1,51%
Besoin de financement (L = E - K)	**- 1 031 437 133**	**- 1 051 784 591**	**- 506 549 257**	**- 611 039 709**	**-354 941 697**	**-23,41%**

Source : Comptes de gestion 2014 à 2018

Toutefois, alors que le niveau d'autofinancement net de la région rapporté à ses recettes réelles de fonctionnement demeurait en 2016 et 2017 significativement inférieur à des autres régions métropolitaines hors Corse, il s'en approchait en 2018 (12,95 % contre 13,38 % pour les autres régions métropolitaines hors Corse) :

Tableau n° 27 : Evolution de la CAF nette en pourcentage des produits de fonctionnement

En % des produits réels de fonctionnement)	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution 2014-2018
Région Île-de-France	1,50%	-2,00%	9,68%	10,05%	12,95%	11,45%
Moyenne pour l'ensemble des régions métropolitaines hors Corse	13,84%	13,47%	13,80%	14,41%	13,38%	-0,18%

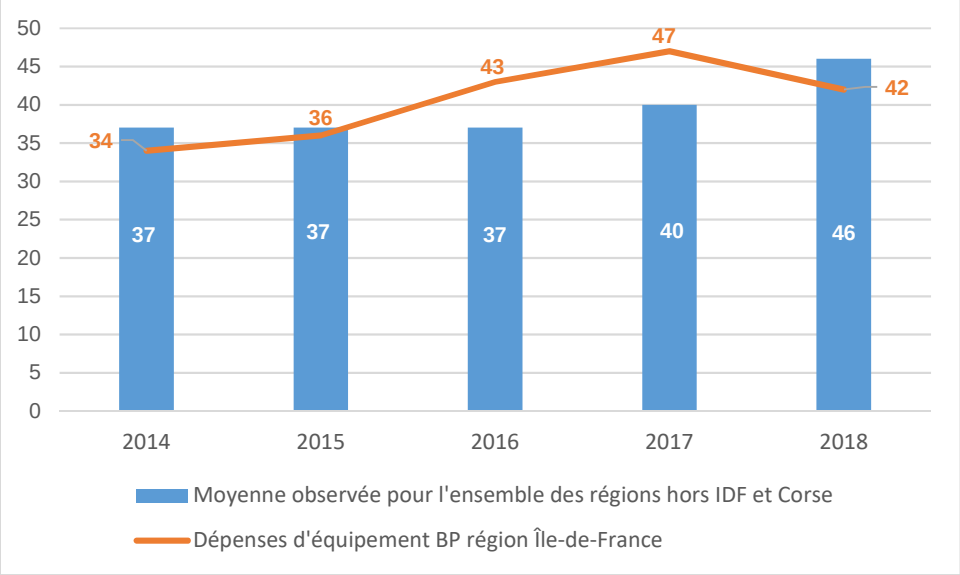
Source : Fiches financières DGFIP 2014 à 2018

L'amélioration de l'autofinancement brut (+ 14 % par an en moyenne de 2014 à 2018) et le dynamisme des recettes d'investissement hors emprunt (+ 7,9 % par an), malgré le poids croissant des annuités d'emprunts à rembourser, ont permis de stabiliser le besoin de financement des investissements. Celui-ci a atteint son maximum en 2015 (1,05 Md€), soit 66 % des dépenses d'investissement, puis est retombé à 507 M€ en 2016 (soit 34 % des investissements), avant de repartir à la hausse en 2017 sous le double effet d'une diminution du financement propre et de la progression dépenses d'investissement à financer. En 2018, en s'élevant à 355 M€, le besoin de financement est le plus bas de la période (24 %) et est nettement plus soutenable que celui observé en début de période (65 %). Ainsi, la région a atteint dès 2017 l'objectif qu'elle s'est fixée de couvrir 60 % de ses investissements par l'autofinancement.

4.2.2 Un redémarrage de l'investissement qui s'infléchit en 2018

Entre 2014 et 2018, les dépenses d'équipement ont progressé de 6,6 % par an en moyenne. Jusqu'en 2015, la région Île-de-France investissait moins que la moyenne des autres régions métropolitaines. Cette tendance s'est inversée à partir de 2016. Les dépenses d'équipement s'élevaient à 47 € par habitant en 2017 en Île-de-France contre 40 € par habitant en moyenne dans les autres régions. En 2017, la région mobilisait 16,3 % de ses recettes de fonctionnement pour financer ses dépenses d'équipement (contre 10,4 % pour les autres régions métropolitaines). Toutefois, en 2018, ses dépenses d'équipement étaient en recul de 9 % et s'élevaient à 42 € par habitant contre 46 € dans les autres régions.

Graphique n° 1 : Évolution des dépenses d'équipement de la région Île-de-France (en € par habitant)



Source : Fiches financières DGFIP 2014 à 2018

La « relance par l'investissement » constitue l'une des priorités affichées par l'exécutif régional depuis décembre 2015. Cette politique se matérialise notamment par la mise en œuvre d'un plan de développement et de modernisation des infrastructures de transport, d'engagements en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche et d'un programme pluriannuel de rénovation et de construction de lycées revu à la hausse.

Le contrat de plan Etat-région (CPER) 2015-2020 prévoit des investissements au titre du volet « *Enseignement supérieur et recherche, innovation, numérique et emploi* » (financements de 65,7 M€ par an à la charge de la région) et « *mobilité* » (738 M€ par an). Dans le domaine des transports, l'essentiel des investissements porte sur la création ou l'extension d'infrastructures (EOLE, extension des lignes de métro 4, 11 et 14, et de tramways T1, T9 et T12).

Des investissements complémentaires sont également prévus hors CPER pour la période 2015-2020, à hauteur de 14,3 M€ pour les projets ferroviaires, 19,1 M€ pour les projets portuaires et 9,73 M€ pour les infrastructures fluviales.

Par ailleurs, la région a révisé le plan pluriannuel d'investissement (PPI) dans les lycées franciliens. Le précédent PPI présentait une enveloppe financière globale de 2,1 Md€. Le PPI 2012-2022 révisé en 2017 affiche 4,1 Md€ de crédits de paiement en investissement sur dix ans. Les projets envisagés portent principalement sur des créations (43 lycées en rénovation globale, dont 3 reconstructions complètes) ou des extensions de lycées (95 lycées en opérations ciblées et 59 lycées en opérations « toits et façades »).

Par une délibération du 22 novembre 2017, la commission permanente a engagé plusieurs opérations dans le cadre du « plan d'urgence pour les lycées franciliens », à la fois en maîtrise d'ouvrage publique et par le recours à deux marchés de partenariat pour la construction de deux lycées neufs à Palaiseau et à Cormeilles (1 200 places chacun), dont la livraison est prévue à la rentrée 2021, et une opération de reconstruction du lycée Jules Ferry de Versailles-Satory (2 300 places), qui devrait ouvrir à la rentrée de 2022. La région a indiqué que le recours à ces montages contractuels présente des avantages en termes de maîtrise des délais de mise en service. Elle a précisé que les contrats de partenariat ne portent que sur des construction neuves de lycées généraux, sans contraintes techniques et géologiques particulières. Leur signature devrait donner lieu à l'inscription d'engagements hors bilan (70 % au titre de la participation en capital à la société de projet et 30 % au titre des redevances). L'opération relative au lycée Jules Ferry de Versailles-Satory représente un coût d'investissement prévisionnel d'environ 70 M€ HT valeur 2017. Les coûts d'exploitation maintenance et services sont valorisés à 0,9 M€ HT par an en valeur 2017 (hors coût des fluides). Le projet portant sur les lycées de Cormeilles et de Saclay représente un investissement prévisionnel de 71,6 M€, dont 30,7 M€ pour Cormeilles et 40,9 M€ pour Saclay. Les coûts d'exploitation sont estimés à 0,8 M€ HT en valeur 2017 (hors coût des fluides).

4.2.3 Une dette maîtrisée

Afin de financer ses investissements, la région a eu recours à l'emprunt. Entre 2014 et 2018, l'encours de dette (5,66 Md€ au 31 décembre 2018) a progressé de 1,8 % par an en moyenne. Il présente la particularité d'être composé à titre principal d'émissions obligataires publiques (4,44 Md€) et privées (462 M€). Sa durée de vie moyenne est de 6,3 ans au 31 décembre 2018, soit un niveau équivalent celui observé au 1er janvier 2014.

La région a indiqué s'être fixé pour objectif de ne pas réviser le plafond de 7 Md€ fixé initialement pour le programme « *euro medium term note* » (EMTN) à l'horizon 2021. Selon elle, l'ensemble des émissions obligataires réalisées sous ce programme ne devrait pas excéder 6,5 M€ d'ici 2021.

Tableau n° 28 : Composition de l'encours de dette régional

En €	Situation au 31 décembre 2015	Situation au 31 décembre 2016	Situation au 31 décembre 2017	Situation au 31 décembre 2018
Emprunts obligataires	**4 225 910 590,80**	**4 742 143 663,14**	**4 821 641 150,58**	**4 957 612 645**
Dont émissions publiques	*3 416 132 370,68*	*3 969 339 443,02*	*4 148 836 930,46*	*4 445 000 000*
Dont placements privés	*759 778 220,12*	*722 804 220,12*	*622 804 220,12*	*462 612 645*
Dont Schuldschein	*50 000 000,00*	*50 000 000,00*	*50 000 000,00*	*50 000 000*
Emprunts contractés auprès d'établissements financiers	**1 137 135 878,49**	**834 876 056,33**	**765 746 800,76**	**702 897 677**
Dont emprunts en euros	*763 135 878,49*	*689 876 056,33*	*590 746 800,76*	*672 897 677*
Dont emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie	*374 000 000,00*	*145 000 000,00*	*175 000 000,00*	*30 000 000*
Encours total	**5 363 046 469,29**	**5 577 019 719,47**	**5 587 387 951,34**	**5 660 510 322**

Source : Comptes administratifs 2015 à 2018

Au 31 décembre 2018, le capital restant dû par la région se composait donc intégralement de produits cotés A-1 au titre de la charte Gissler. Depuis 2014, une large majorité des nouveaux emprunts a été souscrite à taux fixe simple. Une faible proportion de l'encours se compose de produits à taux variables indexés sur l'*Euribor 3 mois* ou sur l'*Eonia*. Les produits libellés en

devises étrangères représentent un capital restant dû de 392 M€ au 31 décembre 2017[22], soit à peine 7 % de l'encours total (contre 12 % en 2015). Ainsi, la région est de moins en moins exposée à un risque de change, eu égard au recul progressif du poids des produits libellés en franc suisse, en yen ou en dollar australien dans l'encours total.

4.2.4 Le recours à une « stratégie de financement verte et responsable »

La région Île-de-France a procédé à sept émissions obligataires « vertes » depuis 2012 pour un montant de 2,7 Md€. Leur part dans l'encours régional est ainsi passée de 8 % en 2012 à 49 % en 2017.

La notion d'« obligations vertes » comprend l'ensemble des « instruments financiers visant à lever des fonds sur le marché obligataire pour des projets/activités caractérisés par un impact positif démontré sur l'environnement »[23] ou accroissant la résilience aux changements environnementaux. Cette définition inclut les obligations dites « climatiques », centrées sur des investissements liés à l'atténuation ou à l'adaptation au changement climatique. Le recours à ce type de financement permet d'élargir le périmètre de financeurs en accédant aux investisseurs socialement responsables (ISR) qui intègrent des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans leurs choix d'investissement. La région évalue à 1 Md€ par an le montant des autorisations de programme adoptées en 2017 et en 2018 qui découlent de l'intégration des préoccupations environnementales dans ses projets, soit respectivement 54 % et 57% des investissements votés.

L'ouverture à de nouvelles catégories d'investisseurs au niveau international a garanti à la région l'obtention de taux d'intérêt plus faibles sous l'effet de l'accroissement de la demande et d'une offre encore en gestation[24]. L'écart de taux avec les obligations assimilables du Trésor à dix ans est ainsi passé de 43 points de base à 20 points de base, ce qui traduit un rapprochement des conditions de financement de la région avec celles dont bénéficie l'Etat.

Tableau n° 29 : Taux des obligations vertes régionales (à 10 ans)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Spread / OAT	43	20	18	21	30	25	20
Coupon	3,625 %	2,25 %	2,375 %	0,625 %	0,50 %	1,375 %	1,397 %

Source : Région Île-de-France

L'élargissement de la base d'investisseurs a permis également une augmentation du volume de la demande, qui a occasionné une sur-souscription croissante des émissions de la région.

Tableau n° 30 : Evolution du nombre d'investisseurs et volume des adjudications

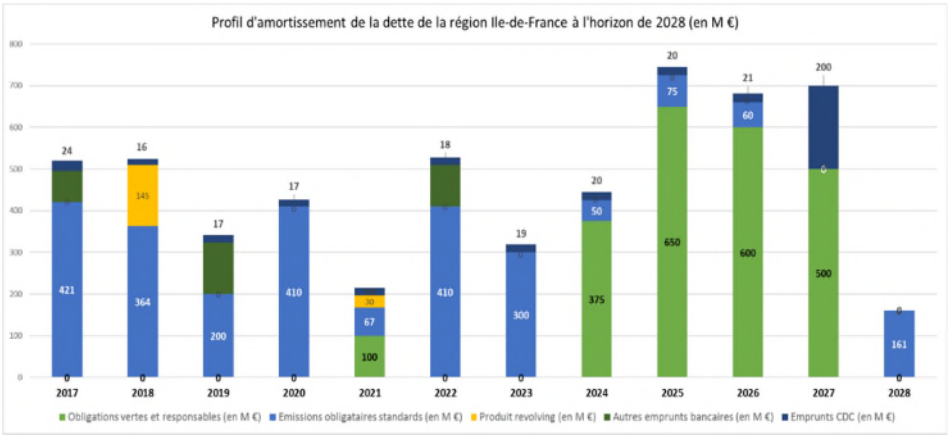
Livres d'ordres des émissions vertes et responsables	2012	2014	2015	2016	2017	2018
Demande (en M€)	617,8	755,8	500	1 073	929	1 337
Allocation (en M€)	350	600	500	650	500	500
Taux de sursouscription	177%	126%	100%*	165%	186%	267%
Nombre d'investisseurs	23	28	30	73	38	61

Source : Région Île-de-France

[22] Les données du compte administratif 2018 n'ayant pas été actualisées, la chambre ne dispose pas d'une information plus récente que celle figurant au compte administratif 2017.
[23] Direction générale du Trésor, « Le secteur financier face à la transition vers une économie bas-carbone résiliente au changement climatique », Lettre Trésor-Eco, n°185, novembre 2016, p. 4.
[24] CDC Climat Recherche, *Point Climat, Eclairage sur l'économie du changement climatique*, n°14, mai 2012.

Par ailleurs, la région s'expose à de fortes contraintes de refinancement à long terme. Les importantes émissions réalisées de 2014 à 2018 donneront lieu à des échéances lourdes entre 2024 et 2027, les obligations étant remboursables lors du dernier exercice de leur période de maturité. Or, la région n'a pas recouru au mécanisme de mise en réserve budgétaire annuelle prévu par la nomenclature comptable applicable aux régions qui, bien que facultative, lui permettrait d'étaler dans le temps le coût de refinancement de la tombée d'échéance. A défaut de ce mécanisme prudentiel, la région risque d'être contrainte d'emprunter plus que le montant nécessaire au financement des investissements lors de l'exercice de la tombée d'échéance pour honorer ses engagements. La région précise qu'elle n'a pas sollicité le mécanisme de provisionnement considérant qu'il ne constitue pas, selon elle, une protection contre le risque de refinancement et conduit en revanche à un surenchérissement de l'encours de dette.

Graphique n° 2 : Profil d'amortissement de la dette régionale à l'horizon de 2028

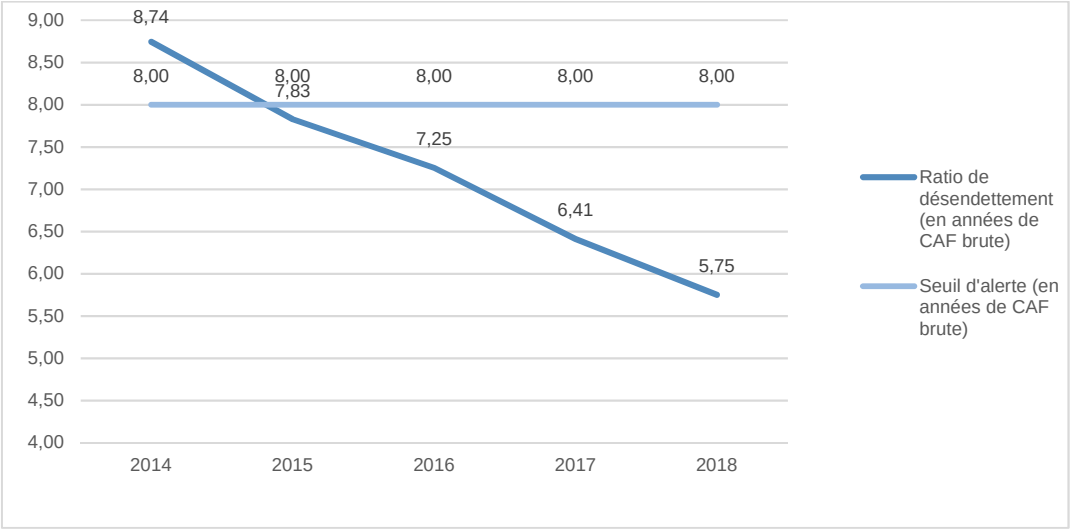


Source : Présentation de la situation financière de la région aux investisseurs (mars 2018)

4.2.5 Une amélioration de la capacité de désendettement

La région a renforcé sa capacité à rembourser l'encours de sa dette sur la période étudiée. En 2014, celui-ci correspondait à 8,74 années de capacité d'autofinancement brute. Ce ratio de désendettement est passé à 5,75 années en 2018.

Graphique n° 3 : Évolution du ratio de désendettement



Source : Comptes de gestion 2014 à 2018

De 2014 à 2018, la dette de la région s'est accrue de 1,8 % par an en moyenne. Cette tendance s'est infléchie en fin de période (+ 0,19 % en 2017) mais elle est repartie à la hausse en 2018 (+ 1,3 %).

Ainsi, la « relance par l'investissement », qui constitue l'une des priorités affichées par la région depuis décembre 2015, pourrait renforcer les tensions et risques exercés sur sa situation financière, même si son autofinancement brut s'est bien amélioré. C'est pourquoi la chambre lui recommande de poursuivre le travail de consolidation de ses outils de prospective afin de prévoir précisément son besoin de financement et d'ajuster en conséquence la maitrise de ses dépenses de fonctionnement.

5 MALGRE UNE RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE, DES IRREGULARITÉS PERSISTANTES EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES

La chambre s'est attachée à identifier les caractéristiques et les objectifs des évolutions significatives de l'organisation administrative et de la gestion des ressources humaines de la région. Elle a contrôlé le suivi de ses recommandations antérieures formulées sur la gestion des ressources humaines dans ses rapports sur la gouvernance et l'organisation (janvier 2016), et sur les ressources humaines affectées dans les lycées franciliens (juillet 2013).

5.1 Une importante réorganisation des services, des locaux et du temps de travail

Une importante transformation de l'administration de la région a été opérée en 2016 par le nouvel exécutif dans un objectif de modernisation et de plus grande performance de la gestion. Plusieurs leviers ont été actionnés : réorganisation des services et nouvelle politique managériale (2017), regroupement et déménagement des services centraux (2018), révision du temps de travail (2017).

Conformément au projet présenté lors du comité technique du 23 janvier 2018, la région a créé une direction de la transformation au sein du pôle ressources humaines, comme en atteste l'organigramme des services disponible sur son site internet[25]. De plus, elle a décidé de s'adjoindre les services d'un cabinet externe pour réaliser des prestations d'accompagnement aux changements des collaborateurs dans le cadre du déploiement des nouveaux modes de travail, comme en attestent les avis d'attribution publiés le 6 septembre 2018 au BOAMP et au JOUE, pour un montant de 400 000 € HT, renouvelable une fois.

La région n'a pas transmis à la chambre l'intégralité des pièces qui auraient permis de vérifier la régularité de la procédure d'attribution de ce marché à une société déjà prestataire pour la transformation de ses modes de travail dans le cadre de son emménagement à St Ouen[26].

[25] Organigramme des services – novembre 2018.
[26] Source : cadre de réponse rédigé par la société prestataire

5.1.1 Une réorganisation des services fondée sur une transformation de l'administration

5.1.1.1 La région a cherché à clarifier les centres de décision par une organisation en pôles fonctionnels et opérationnels

5.1.1.1.1 Jusqu'en 2016, une absence de définition claire des centres de décision

Le rapport portant sur la gouvernance de la région faisait état d'une organisation générale des services « *proche du schéma courant que l'on retrouve dans la plupart des collectivités* ». Les « unités », niveau hiérarchique directement inférieur au directeur général des services, dirigées par un directeur général adjoint, étaient au nombre de dix. La direction des systèmes d'information, sans posséder la qualité d'unité, était placée elle aussi auprès du DGS et son organisation interne était assimilable à celle des unités. Les secteurs dits « fonctionnels », consacrés aux missions d'administration générale étaient divisés en différentes unités[27]. Ce cloisonnement présentait des limites en termes d'échanges et de coordination. Pour y remédier, la région organisait des réunions d'instances transversales : le comité de la direction générale se réunissait chaque semaine et le comité de direction chaque mois.

Le rapport relevait aussi l'existence de secrétariats généraux au sein des différentes unités, source de concurrence avec les services fonctionnels. Il soulignait les risques liés à cette absence de définition claire des centres de décision et invitait la région à définir précisément :

- *« le lien entre les unités fonctionnelles et les secrétariats généraux ;*
- *les compétences et missions relevant par principe de leur responsabilité ;*
- *les procédures et instructions relevant de chaque unité fonctionnelle et s'appliquant aux activités et missions des secrétariats généraux. Cette formalisation devrait s'accompagner de la définition et de l'animation de ce réseau de services fonctionnels afin d'améliorer les échanges, les travaux communs et la diffusion d'informations ».*

5.1.1.1.2 Des objectifs regroupés autour de six enjeux organisationnels

En vue de la réorganisation de ses services, la région a confié au cabinet Deloitte conseil une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Les préconisations de ce cabinet ont été présentées dans un document de synthèse de juillet 2016 qui identifie six enjeux principaux, rejoignant en partie les recommandations de la chambre dans son rapport sur la gouvernance de 2016 :

- revoir l'organisation au regard des engagements du nouvel exécutif régional, donner un cadre et des directives administratives claires à l'action régionale ;
- développer de nouveaux modes de collaboration afin de favoriser la transversalité entre les pôles (ex-unités) ;
- simplifier les processus internes et disposer d'outils performants ;
- fluidifier la prise de décision et revoir le pilotage des actions ;
- accompagner le changement (réforme territoriale, changement d'exécutif, déménagement) ;
- renforcer le sens du travail des agents et la responsabilisation à tous les niveaux.

[27] « Personnel et ressources humaines », « Finances, audit et contrôle de gestion », « Affaires juridiques, marchés et qualité », « Patrimoine et moyens généraux ».

5.1.1.1.3 Un nouvel organigramme constitué de pôles fonctionnels ou opérationnels

L'organisation des services a évolué à plusieurs reprises depuis 2016, suivant notamment les préconisations d'un cabinet de conseil. Selon l'organigramme le plus récent communiqué par la région[28], ses services sont organisés en onze « pôles » : quatre pôles fonctionnels (pôle finances, pôle RH, pôle patrimoine et moyens généraux et pôle achats, performance, commande publique et juridique) et sept pôles opérationnels (pôle politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation ; pôle lycées ; pôle logement - transports ; pôle cohésion territoriale ; pôle transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation en réseaux ; pôle développement économique, emploi et formation ; pôle affaires européennes, coopération internationale et tourisme).

Par ailleurs, sont directement rattachées au directeur général des services (DGS) les trois directions de la communication, de la culture et des systèmes d'information.

Dorénavant, le secrétariat général est rattaché à la fois au DGS et au cabinet de la présidente, et l'inspection générale des services est rattachée à la présidence.

La région n'a pas d'organisation territorialisée à l'exception des antennes lycées, qui sont désormais regroupées sur deux sites (Nanterre et Pantin) au lieu de quatre, et qui regroupent 250 adjoints techniques des établissements d'enseignement. Elle réfléchit à la mise en place de solutions mobiles telles qu'un bus itinérant pour réaliser les visites médicales des agents des lycées, par exemple.

5.1.1.2 La transformation de l'administration régionale et la nouvelle politique managériale

La région a profité du déménagement et du regroupement des services pour accélérer le processus de transformation de son administration, en recherchant le décloisonnement des services, un management dans la confiance et la simplification des processus.

5.1.1.2.1 Le télétravail en cours de généralisation

Dans le cadre de sa politique « d'administration libérée », la région a mis en place le télétravail et des bureaux non attribués. Une expérimentation de télétravail a été menée de septembre à décembre 2017 par 200 agents à raison de deux jours par semaine, fixés par convention. Le bilan a été jugé concluant selon une enquête interne : « 88 % des agents concernés [par l'expérimentation] affirment avoir une meilleure qualité de vie et 90 % estiment que cela a un effet bénéfique sur l'équilibre vie privée-vie professionnelle ; de même une très grande majorité d'entre eux ressentent une baisse du stress et de la fatigue. 100 % des agents interrogés envisageaient de reconduire leur convention de télétravail ».

Le contexte du début d'année 2018 ayant été caractérisé par le déménagement d'une partie des services à Saint-Ouen, des intempéries (épisodes neigeux rapprochés et intenses) et des grèves de transports, le télétravail a été généralisé le 1er janvier 2018 à l'ensemble des postes identifiés comme compatibles avec ce type d'organisation, ce qui représente 80 % des agents du siège. Ainsi, au 31 août 2018, il concernait 1 053 agents sur 1 600. Conformément à l'article 6 du décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique, la région dédommage les agents télétravailleurs à hauteur de 10 € par mois pour participation à leur abonnement internet personnel, sur présentation d'un justificatif.

[28] Organigramme des services de février 2019.

Par ailleurs, elle propose à ses agents d'exercer leur activité dans des tiers-lieux, c'est-à-dire des espaces de travail partagés à proximité de leur domicile, localisables depuis une application mobile et auxquels ils accèdent grâce à des jetons de réservation. A cette fin, la région a passé un marché en avril 2018 d'un montant estimé à 268 000 €/an maximum dont 20 000 € sont consacrés aux dépenses annexes telles que l'application mobile.

Les bureaux non attribués, pour l'instant, ne concernent que les agents du siège volontaires, soit 13 % des effectifs, mais la région souhaite étendre cette pratique.

Ces démarches impliquent une accélération des processus de dématérialisation et de simplification au sein de l'administration régionale ainsi qu'une amélioration de ses outils. La région s'est fixé un objectif de 100 % sans papiers en 2020. Toutefois, au regard du retard constaté en matière de dématérialisation, cet objectif paraît ambitieux.

5.1.1.2.2 Un effort d'accompagnement de la transformation de l'administration

Les nouveaux modes de travail (télétravail, espaces ouverts, dématérialisation) transforment le management de la région. Afin d'accompagner le développement des compétences managériales, une mission « campus des cadres » a été créée au sein du pôle RH. Elle anime un programme d'actions ciblées et assure l'animation de l'ensemble de l'offre des services RH à destination des encadrants. Ont ainsi été organisés des séminaires et conférences : « manager en télétravail » (mars 2017), « manager dans les nouveaux espaces de travail » (juin 2017), « le manager à l'ère du numérique » (janvier 2018), « le télétravail si on en reparlait » (avril 2018) ; ainsi que des ateliers (dans et hors les murs) : « les outils numériques » (mars 2017), « le *co-working* » (avril 2017), « manager humaniste » (mai 2017), « manager urgentiste » (juin 2017), « manager pédagogique » (juillet 2017), « manager sensible » (juillet 2017), « manager éthique » (décembre 2017).

La démarche s'appuie aussi sur une lettre mensuelle destinée à l'encadrement, présentant des retours d'expériences et des informations pratiques, un fonds documentaire et une veille informationnelle en lien avec le service documentation.

Afin de formaliser le changement qui doit reposer sur la confiance, l'autonomie, le sens du collectif et la responsabilité, la région a rédigé une charte managériale dans le cadre des ateliers du « campus des cadres ». Par ailleurs, pour présenter de nouveaux modèles de management et des exemples concrets de transformation des organisations, elle a organisé neuf conférences destinées aux agents du siège. Un sur deux aurait assisté au moins à l'une d'entre elles, soit 1 645 participants. Elle a aussi a proposé des visites d'organisations dites « libérées » (AXA, Société Générale, L'Oréal, Danone, ministère des transports belges).

La région n'a pas communiqué ses évaluations des politiques de transformation de l'administration et de management initiées depuis 2016, et les perspectives d'évolution qu'elle envisage pour les années à venir.

5.1.2 Une relocalisation rapide dont le bilan financier est encore incertain

Les services centraux de la région (1 950 agents) occupaient une surface de 64 786 m² de bureaux, répartie entre 16 sites (antennes territoriales et archives incluses), dont 52 % étaient situés dans le 7ème arrondissement et propriété de la région (33 683 m²), et 48 % loués via des baux commerciaux (31 103 m²)[29]. La valorisation des propriétés régionales, confiée en 2016 à une société spécialisée notamment dans l'expertise immobilière, est comprise entre 261 et 286 M€ tandis que la charge locative des sites loués était de 20,916 M€ (impôts et charges locatives inclus) selon le rapport CR 2017-139.

[29] Données portées au rapport au CR n°219-16 du 18/11/2016.

Dans son rapport de 2016 sur la gouvernance de la région Île-de-France, la chambre avait recommandé à la collectivité de développer la transversalité entre ses services. En réponse, la région avait indiqué que le regroupement de ses services sur un site unique était de nature à répondre à cette problématique. Ainsi, ce projet de déménagement et de regroupement des services centraux ne s'est concrétisé que récemment[30]. Il répondait à plusieurs objectifs : mettre fin à la dispersion des services ; rationaliser l'organisation et le fonctionnement de la région ; moderniser les conditions de travail ; réduire les charges de fonctionnement ; rééquilibrer le territoire en exportant les services régionaux au-delà du périphérique.

Une mission d'information et d'évaluation (MIE) sur le choix du site a été créée par délibération en novembre 2016[31]. Son rapport a été présenté au conseil régional en juillet 2017.

Un avis a été rendu par France Domaine en juin 2018, fixant la valeur vénale de trois des six sites propriétés régionales[32] à 187 M€, en cas de poursuite d'usage de bureaux, ou à 172 M€, dans le cas d'un usage mixte bureaux et logements sociaux.

La région s'est adjointe, via un MAPA, les services de la société Colliers International dans le cadre d'une prestation de conseil et d'assistance à maitrise d'ouvrage pour le choix d'une solution immobilière permettant le regroupement des implantations de son siège. A partir de 37 sites potentiels identifiés, un processus de sélection a permis de retenir trois candidats selon différents critères : le calendrier de mise à disposition du bien, l'accessibilité en transports (temps de parcours et multi-modalité), l'environnement (sécurité, positionnement en centre-ville), la qualité du bâtiment et l'économie du projet. A l'issue du processus de consultation, de concertation et de négociation, la région a arrêté son choix sur un ensemble immobilier dénommé « Influence » composé de deux immeubles en l'état futur d'achèvement, situés dans le nouvel éco-quartier des Docks de Saint Ouen.

A l'origine, conformément à la plaquette commerciale jointe en annexe de la délibération CR 219-16 du 18 novembre 2016 relative aux « Bail Influence 1 – principales caractéristiques » et « Bail Influence 2 – principales caractéristiques », il était prévu que ces deux immeubles de bureaux soient reliés par une passerelle et disposent de trois restaurants (800 places assises), une cafétéria, une salle de sport et une salle d'exposition. L'immeuble Influence 1, d'une superficie de 32 781 m² (dont un auditorium de 199 places) et 245 places de parking, a été mis à la disposition de la région en février 2018 (date de prise d'effet du bail au 29 janvier 2018). L'immeuble Influence 2, d'une superficie de 24 034 m² (dont un hémicycle de 300 places et une salle polyvalente de 950 m² qui seront aménagés par la région dans le socle pré-livré) et de 280 places de stationnement, devait être livré en janvier 2019 (date de prise d'effet du bail au 1er octobre 2019). Toutefois, selon la région, le site ne devrait finalement disposer que de deux restaurants au lieu des trois prévus initialement, et ne compter que 500 places. Par ailleurs, l'hémicycle ne comporterait que 277 places et au lieu des 300 prévues.

5.1.2.1 Une opération rapidement menée grâce au recours à de baux en l'état futur d'achèvement

La région a conclu deux baux en l'état futur d'achèvement (BEFA), soumis au statut des baux commerciaux, avec deux bailleurs distincts. Ces contrats sont assortis d'une promesse unilatérale de vente[33]. Pour l'immeuble Influence 1, la région peut lever l'option entre le 1er avril 2021 et le 30 juin 2021, pour un achat fixé au 12 juillet 2022 à 257 595 983 € HT, majoré de la TVA au taux en vigueur et des frais d'acte. Pour l'immeuble Influence 2, la région

[30] Rapport 06-16 du 21 janvier 2016 et rapport CR 219-16 du 18 novembre 2016
[31] Délibération n° CR 218-16 du 18 novembre 2016
[32] Sites régionaux : Babylone, Barbet, Invalides, Monsieur, Murat et Vaneau.
[33] Pour mémoire, une promesse unilatérale de vente est un contrat par lequel une personne s'engage à vendre un bien sans que l'autre partie au contrat soit engagée à acheter.

devra exercer son droit d'achat dans les trois mois suivant la date de prise d'effet du bail, soit le 1er octobre 2019. Elle a la possibilité de proroger son option de neuf mois supplémentaires, moyennant le versement d'une indemnité d'immobilisation de 14 556 784 € qui resterait acquise au bailleur dans l'hypothèse où elle renoncerait finalement à acheter le bien. Le prix d'achat de l'immeuble est fixé à 145 567 846 € hors TVA et frais d'acte.

En contrepartie des engagements financiers et autres mesures d'accompagnement consentis par les bailleurs (*cf. infra*), les baux sont assis sur des durées longues et fermes. Ainsi, le preneur renonce aux facultés de résiliation triennale prévues dans les baux commerciaux[34]. Pour l'immeuble Influence 1, le bail court sur 12 ans, dont 10,5 ans fermes, portés à 14 ans incompressibles en cas de renonciation à l'exercice de l'option d'achat. Pour l'immeuble Influence 2, il s'étend sur 12 ans, dont 10 ans fermes. Ces baux n'appellent aucune remarque particulière au plan juridique. Ils contiennent des clauses usuelles de répartition des charges et de transfert de fiscalité, largement pratiquées par les bailleurs du secteur tertiaire, et traduisent les conventions expresses établies entre les parties contractantes.

Par ailleurs, la région a négocié des conditions financières avantageuses sous la forme de franchises de loyers, de loyers limités sur une période donnée et de mesures d'accompagnement. Il en résulte une réduction substantielle du loyer facial, affiché à 330 €/m², pour atteindre un loyer économique[35] de 248 €/m² pour Influence 1 et de 221 €/m² pour Influence 2 que l'on peut comparer aux 240 à 250 €/m² de valeurs constatées sur le marché local des immeubles tertiaires neufs de grande dimension.

Pour l'immeuble Influence 1, le loyer a été fixé à 7 144 667 €/an/HT/HC durant les trois premières années du bail alors que le loyer de base est de 12 248 000 €/an/HT/HC, soit une franchise de 15 mois de loyers, plus une franchise supplémentaire de 10 mois (9 834 300 €) dans l'hypothèse où la région ne lèverait pas l'option d'achat. En ce qui concerne l'immeuble Influence 2, elle bénéficie d'une franchise de 18 mois de loyers, répartie sur les trois premières années du bail. A l'issue de cette période, le loyer de base s'établira à 8 597 296 €/an/HT/HC. Dès que ces mesures d'accompagnement seront totalement consommées, en trois ou quatre ans, les loyers seront dus à taux plein.

Tableau n° 31 : Récapitulatif des rabais obtenus par la région sur les immeubles Influence 1 et 2

Montants HT	**Influence 1**	**Influence 2**
Franchises de loyer	15 309 990 €	12 895 943 €
Equivalence en nombre de mois de loyers	*15 mois*	*18 mois*
Prise en charge du financement des travaux intérieurs par les bailleurs	27 558 000 €	18 627 475 €
Equivalence en nombre de mois de loyers	*27 mois*	*26 mois*
Exonération du dépôt de garantie*	3 112 000 €	2 149 324 €
Equivalence en nombre de mois de loyers HT	*3 mois*	*3 mois*
Franchise complémentaire en cas de non levée d'option d'achat	9 834 000 €	S.O
TOTAL	**585 813 990 €**	**33 672 742 €**

Source : CRC Île-de-France d'après les baux signés et le rapport CR n° 219-16

Par ailleurs, les propriétaires financent et réalisent les travaux d'aménagement intérieurs relatifs aux espaces de bureaux, salles de réunion, espaces de détente, espaces de stockage, de photocopie, locaux de service (dont la restauration), ainsi qu'à la sûreté du bâtiment et au câblage. Toutefois, les aménagements de l'hémicycle et de la salle polyvalente étant considérés comme spécifiques, ils sont réalisés en maitrise d'ouvrage directe par la région. Le montant estimatif des aménagements réalisés par les propriétaires est de 27,56 M€ pour

[34] Article L 145-9 du Code de Commerce
[35] Valeurs basées sur la surface utile brute, d'après l'avis de France Domaine du 3 novembre 2016.

l'immeuble Influence 1 et de 18,63 M€ pour Influence 2, ce qui représente 53 mois de franchise de loyers pour l'ensemble immobilier[36].

Les conditions financières de l'opération telles qu'exposées ci-dessus ont été jugées conformes par France Domaine, dans un avis rendu le 3 novembre 2016, aux conditions observées sur le marché.

5.1.2.2 Un bilan financier global de l'opération encore incertain

La région n'ayant pas été en mesure de fournir le bilan financier de l'opération, la chambre s'est livrée à une estimation du coût du déménagement ainsi qu'à un bilan global de l'opération, à partir des données communiquées par la région.

Le coût du déménagement des services régionaux en 2018 et 2019 peut être estimé sur la base :

- des coûts dits « d'entrée » dans les nouveaux bâtiments, estimés à 29,48 M€ pour les deux immeubles ;
- des coûts liés à la restitution des locaux loués par la région (travaux de remise en état, loyers de « tuilage ») et à la location de locaux qui seront conservés (archives et antennes régionales) pour un montant total de 20,5 M€ ;
- des coûts de location et d'occupation des nouveaux locaux (loyers et charges) : 23,02 M€ pour Influence 1 en 2018 et 2019 et 4,66 M€ en 2019 pour Influence 2.

Tableau n° 32 : Coût d'entrée des immeubles Influence 1 et 2

En €	Influence 1	Influence 2	Total
Dépôt de garantie	0	0	0
Honoraires de commercialisation	0	0	0
Honoraires AMO (Collier international)	0	0	0
Prestation Collier international	0	0	54 000
Déménagement des services	189 899	114 000	313 899
Divers aménagements	318 127	715 000	1 033 127
Aménagement hémicycle et salle polyvalente[37]		21 379 830	21 379 830
Autres coûts (mobilier)	4 637 407	2 064 000	6 701 407
Total	**5 155 433**	**24 272 830**	**29 482 263**

Source : CRC Île-de-France selon les données communiquées par la région Île-de-France (non retraitées)

[36] Il existe deux types de mesures d'accompagnement : des franchises dites « pures » (des mois de loyers gratuits qui ont un impact concret sur le budget du preneur) et des franchises qui fonctionnent comme des variables d'ajustement. Elles sont exprimées en mois de loyers gratuits mais n'ont aucun effet sur le décaissement pour le locataire. En l'occurrence, cette variable d'ajustement consiste ici en un financement des travaux du preneur par les bailleurs. Grâce à ce deuxième type de mesure, les valeurs faciales ne chutent pas brutalement, et ne génèrent pas un risque de déséquilibrage du marché des immeubles de bureaux en affectant leur rentabilité et leur valeur locative ou vénale. L'importance des mesures d'accompagnement consenties est étroitement liée à la qualité de signature du preneur et à la durée de son engagement. Un bail long, contracté avec un preneur éminemment solvable sécurise les revenus du propriétaire.

[37] Coût prévisionnel.

Tableau n° 33 : Coûts annuels de location des immeubles Influence 1 et 2

En €	Influence 1		Influence 2	
	2018	2019	2018	2019
Loyer annuel	8 605 752[38]	8 810 412	Sans objet	2 579 189[39]
Loyer restaurant inter-entreprises, charges, adhésion	so	so		So
Charges locatives annuelles[40]	0	0		0
Impôts	1 377 505	1 446 380[41]		1 009 428
Taxes				
Coût assurance en qualité de locataire occupant	5 720[42]	5 834		4 194[43]
Honoraires de gestion	so	so		
Honoraires techniques	so	so		
Autres coûts à préciser	1 376 802[44]	1 404 338		1 067 110[45]
Total	**11 365 779**	**11 666 965**		**4 659 920**

Source : CRC Île-de-France selon les données communiquées par la région Île-de-France (non retraitées)

La chambre s'est livrée à une évaluation prospective des dépenses engendrées par le regroupement sur la durée des baux signés, soit jusqu'en 2031, sur la base des données communiquées par la région. Malgré les enjeux financiers, cette dernière ne s'est pas livrée à cet exercice. Elle a fourni, à la demande expresse de la chambre, une note contenant quelques éléments, succincts, incomplets et peu structurés, qu'elle a intitulés « *éléments de synthèse des économies générées par le déménagement* ».

Deux hypothèses ont été étudiées : levée de l'option d'achat ou renonciation à l'acquisition des locaux[46]. Cette estimation est comparée aux dépenses d'occupation des locaux parisiens, de différents statuts juridiques (propriété ou location), en l'absence de déménagement. Sont intégrées des hypothèses de revalorisation telles qu'arrêtées par la région : 2,2 % de révision annuelle de l'indice ILAT ; 5 % par an sur les impôts et taxes ; 2 % par an sur les primes d'assurance et les couts d'entretien/maintenance et travaux ; TVA intégrée au taux actuellement en vigueur ainsi que les franchises consenties.

Si la région décide de lever l'option d'achat pour les deux immeubles Influence et si elle parvient à vendre trois biens dont elle souhaite se dessaisir à hauteur de 250 M€, elle devra investir près de 240 M€. En revanche, si elle renonce à l'acquisition des immeubles Influence et qu'elle vend ses biens, elle enregistrera une recette d'investissement de 250 M€.

[38] Prise à bail au 29/01/2018. Les dépenses de loyers de l'année N intègrent le 1er trimestre de l'année N+1. Par ailleurs, il est prévu une hausse de l'ILAT de 2,2 % par an.
[39] Prise à bail prévue au 1er octobre 2019. Les dépenses de loyers de l'année N intègrent le 1er trimestre de l'année N+1. Par ailleurs, il est prévu une hausse de l'ILAT de 2,2 % par an.
[40] Pas de charges locatives au-delà de la 1ère année du bail ; la région reprenant directement en gestion l'ensemble des contrats d'entretien, de maintenance et de fluides.
[41] Prévision d'évolution des dépenses impôts et taxes de 5% par an et de 2 % pour celles portant sur les assurances et autres coûts d'entretien.
[42] Estimation sur la base de la prime globale payée en 2018 pour l'ensemble des bâtiments et rapportée à la surface du bâtiment influence 1.
[43] Estimation sur la base de la prime globale payée en 2018 pour l'ensemble des bâtiments et rapportée à la surface du bâtiment influence 2.
[44] Estimation des dépenses de fonctionnement et d'entretien sur la base d'un ratio (35 € HT / m²) directement prises en charge par la région.
[45] Estimation des dépenses de fonctionnement et d'entretien sur la base d'un ratio (37 € HT / m²) directement prises en charge par la région.
[46] Les annexes n° 4 et n° 5 présente les projections relatives aux dépenses générées par les immeubles sur les durées respectives des baux.

Tableau n° 34 : Impact du choix de la région sur l'investissement

En €	Hypothèse 1	Hypothèse 2
	Achat des 2 immeubles	Renonciation à l'acquisition et poursuite de la location
Dépenses d'investissement (A)	489 755 094	0
Coût acquisition[47] (hors frais notaire et autres)	483 796 594	SO
Frais de notaire(estimation)[48]	5 958 500	SO
Recettes : vente de sites régionaux[49] (B)	**250 000 000**	**250 000 000**
Bilan investissement (B)-(A)	**- 239 755 094**	**+ 250 000 000**

Source : CRC Île-de-France selon les données communiquées par la région Île-de-France (non retraitées)

Ce choix en matière d'investissement n'est pas sans incidence sur ses charges de fonctionnement à venir, car si elle lève l'option d'achat, la région dépensera 186,5 M€ en fonctionnement entre 2018 et 2031. Si elle renonce à acquérir les immeubles Influence, les loyers feront porter sur elle des dépenses de fonctionnement de 581,5 M€ d'ici 2031.

Tableau n° 35 : Estimation de l'impact du choix de la région en charges de fonctionnement (2018-2031)

Estimation en €	Hypothèse 1	Hypothèse 2
	Achat des 2 immeubles	Renonciation à l'acquisition et poursuite de la location
Dépenses de fonctionnement	**186 438 811**	**581 449 858**
Loyers, charges, impôts, assurances, travaux, entretien (déduction faite des franchises de loyers) pour Influence 1 et 2[50]	70 626 621	527 760 813
Coûts d'entrée	29 482 263	29 482 263
Charges, impôts, taxes, entretien, travaux que la région devra continuer d'acquitter en qualité de propriétaire	62 123 145	SO
Dépenses liées aux services (restauration, conciergerie, cafeteria, distributeurs de boisson)[51]	13 905 808	13 905 808
Coûts de résiliation des baux (rue gal Bertrand, Nord Pont et Rue du Bac)[52]	10 300 974	10 300 974
Coûts de location Manufacture saint Denis, Nanterre site carillon et Pantin Cité Environnement sur la durée respective des baux[53]	10 278 923	10 278 923

Source : CRC Île-de-France selon les données communiquées par la région Île-de-France (non retraitées)

Si la région n'avait pas réalisé les opérations Influence 1 et 2, elle aurait supporté des charges de fonctionnement estimées à 453 M€ entre 2018 et 2031.

[47] TVA incluse.
[48] Estimation réalisée sur le site officiel de l'immobilier des notaires de France.
[49] Estimation non stabilisée. En attente de l'avis de France Domaine.
[50] Dépenses jusqu'à l'achat des immeubles, le cas échéant.
[51] Dépenses basées sur les coûts 2018 communiqués par la région, non revalorisées sur la durée au regard de la difficulté d'estimer la progression de ce type de dépenses.
[52] Les loyers et charges de "tuilage" entre les anciens et nouveaux sites (immeuble rue du Bac conservé jusqu'au 30/06/2018 et Nord Pont jusqu'au 01/05/2019) ont été repris ainsi que les coûts liés à la remise des biens à leurs propriétaires (à l'exception de deux sites relatifs aux antennes régionales dont la remise n'était pas finalisée au moment du contrôle de la chambre).
[53] Sites conservés en location pour les archives régionales et les antennes RH Lycées.

Tableau n° 36 : Estimation des dépenses de fonctionnement si la région n'avait pas mené l'opération de Saint-Ouen (2018-2031)

Dépenses (en €)	Montants estimés
Dépenses des sites en location (à partir des facturations 2017)[54]	400 032 090
Dépenses des sites propriétés régionales (à partir des facturations 2017)	38 924 712
Dépenses liées aux services (restauration, cafeteria)	14 025 000
Dépenses totales	**452 981 802**
Solde selon hypothèse 1	266 542 991
Solde selon hypothèse 2	- 128 468 056

Source : CRC Île-de-France selon les données communiquées par la région Île-de-France (non retraitées)

L'analyse des coûts globaux (investissement et fonctionnement) montre que, quel que soit son choix en matière d'acquisition des immeubles de Saint-Ouen, les opérations Influence 1 et 2 seront avantageuses pour la région. En effet, si elle décide d'acheter les deux immeubles, elle devrait en tirer un bénéfice de 26,7 M€ sur la période 2018-2031 (hors charges financières) et enrichir son patrimoine de deux immeubles récents. Si elle décide de rester locataires, elle devrait réaliser un gain de 121,5 M€ grâce à la vente de ses anciens locaux.

Selon ces estimations, la région a intérêt à lever l'option d'achat des immeubles Influence en vue d'une diminution significative de ses charges de fonctionnement à moyen et long terme. Elle doit dans ce cas investir 240 M€, sous réserve de céder ou de valoriser une partie des actifs immobiliers précédemment occupés par ses services à hauteur de 250 M€.

En effet, au moment du contrôle, la région avait mis en vente trois de ses sites parisiens via un appel à candidatures international, visant à la meilleure valorisation possible de ses actifs de bureaux[55]. Les résultats de l'appel à candidatures public ont été présentés par la présidente du conseil régional dans un communiqué de presse du 28 janvier 2019. Le groupe AG2R La mondiale s'est porté acquéreur pour un montant de 176,1 M€, supérieur à l'estimation de France Domaine (172 M€). Dans le cas où l'acquéreur ne réaliserait pas les 30 % de logements sociaux prévus par le Plan de sauvegarde et de mise en valeur de la Ville de Paris, il serait redevable à la région d'un complément de prix de 21,84 M€, ce qui porterait le montant de la vente à 197,94 M€, soit 10 M€ de plus que l'estimation de France Domaine dans cette hypothèse (187 M€).

5.1.3 Dans un contexte de baisse des effectifs, une hausse de la mobilité des agents du siège et une aggravation de l'absentéisme des agents des lycées

5.1.3.1 Des effectifs en légère baisse

Toutes catégories confondues, les effectifs permanents[56] s'établissaient à 10 292 ETP au 31 décembre 2017, dont 7 997 ETP sont des agents des lycées[57].

[54] Estimation réalisée avec l'application d'un coefficient annuel d'augmentation des dépenses identique à celui retenu par la région pour projeter ses dépenses sur Influence, soit 5% pour les impôts et taxes, 2% pour les assurances, l'entretien, maintenance et autres charges et 2,2% pour les loyers.
[55] Contrairement à l'Etat, la loi n'impose pas aux collectivités locales ce type de procédure.
[56] Les effectifs permanents comprennent les agents titulaires, stagiaires et contractuels sur emplois permanents (CDI, CDD de trois ans), les agents non titulaires recrutés pour assurer le remplacement d'un agent titulaire ou pour faire face temporairement à la vacance d'un emploi.
[57] Source : SID absentéisme.

Tableau n° 37 : Évolution des effectifs permanents

	Au 31 décembre (en ETP)	2014	2015	2016	2017	Variation annuelle moyenne 2014/2017	Variation 2017/2014
A	**Effectifs permanents[58]**	**10 412,4**	**10 379,4**	**10 418,4**	**10 292,2**	**- 0,29 %**	**- 1,15 %**
	Dont effectifs lycées[59]	*8 053,4*	*7 969,4*	*8 012,4*	*7 996,9*	*- 0,18 %*	*- 0,70 %*
	Dont catégories A	*900,6*	*911,4*	*870,8*	*887,1*	- 0,38 %	- 1,50 %
	Dont catégories B	*361,5*	*365,2*	*356,4*	*343,8*	- 1,25 %	- 4,90 %
	Dont catégories C	*9 150,3*	*9 102,8*	*9 191,2*	*9 061,3*	- 0,24 %	- 0,97 %
B	**Taux d'administration pour 1 000 habitants[60]**	**0,87**	**0,86**	**0,86**	**0,84**		
C	Nombre de cadres encadrants en ETP (toutes catégories)	1 029	991	1 009	1 034	0,12 %	0,49 %
	Taux d'encadrement = A/C	**10,12**	**10,47**	**10,33**	**9,95**		

Source : Région Île-de-France

Une légère baisse des effectifs est constatée entre 2014 et 2017, de 0,39 % par an en moyenne. Ainsi, la région comptait 120 ETP de moins en 2017 qu'en 2014, avec une diminution des taux d'administration et d'encadrement en 2017 alors que le nombre d'encadrants était en constante progression depuis 2015.

A compter de 2016, la région s'est fixée pour objectif de réduire ses effectifs de 50 ETP par an. Elle a indiqué qu'elle avait atteint cet objectif en 2016 et 2017 en ciblant d'abord les postes devenus vacants notamment lors des départs en retraite, puis en procédant à une analyse des dispositifs régionaux afin d'en rationaliser le traitement et d'économiser des postes sans plus-value. Ainsi, grâce à la dématérialisation de leur traitement, les dossiers de demandes de subventions sont désormais complétés par les bénéficiaires, ce qui a permis de réduire les effectifs correspondants. Le DGS fixe les objectifs de réduction aux DGA environ deux fois par an lors du dialogue de gestion. Il procède aux arbitrages lors des comités de validation des postes. La région n'a pas communiqué les objectifs visés à compter de 2018.

En revanche, s'agissant des agents des lycées, la région a indiqué avoir fait le choix de mettre fin à la baisse des effectifs amorcée en 2014 et 2015, et de veiller au pourvoi rapide des postes vacants. Il est effectivement constaté une hausse des effectifs affectés dans les lycées à la fin de 2016 par rapport à la fin de 2015 (+ 43 ETP). En revanche, une baisse était enregistrée à la fin de 2017 (- 15,50 ETP).

[58] Source : bilans sociaux de 2014 à 2017.
[59] Source : région Île-de-France SID absentéisme
[60] La population totale retenue pour le calcul du taux d'administration est celle figurant au compte administratif pour chaque année concernée.

5.1.3.2 Une hausse de la mobilité liée à la réorganisation et à la relocalisation

Tableau n° 38 : La mobilité des personnels

Au 31 décembre (en nombre de postes)	2014	2015	2016	2017	Variation annuelle moyenne 2014/2017	Variation 2017/2014
Mobilités internes	**249**	**346**	**537**	**714**	**42,07 %**	**186,75%**
Dont catégories A	*53*	*59*	*143*	*225*	*61,92 %*	*324,53 %*
Dont catégories B	*16*	*18*	*53*	*98*	*82,97 %*	*512,50 %*
Dont catégories C	*180*	*269*	*341*	*391*	*29,51 %*	*117,22 %*
Mobilités externes[61]	**59**	**66**	**93**	**150**	**36,48 %**	**154,24 %**
Dont catégories A	*21*	*18*	*56*	*60*	*41,90 %*	*185,71 %*
Dont catégories B	*9*	*9*	*10*	*22*	*34,71 %*	*144,44 %*
Dont catégories C	*29*	*39*	*27*	*68*	*32,85 %*	*134,48 %*
Recrutements externes[62]	**588**	**559**	**572**	**623**	**1,95 %**	**5,95 %**
Dont catégories A	*88*	*74*	*105*	*144*	*17,84 %*	*63,64 %*
Dont catégories B	*22*	*18*	*9*	*33*	*14,47 %*	*50,00 %*
Dont catégories C	*478*	*467*	*458*	*446*	*- 2,28 %*	*- 6,69 %*
Solde recrutement- mobilités externes	**529**	**493**	**479**	**473**	-	-
A	*67*	*56*	*49*	*84*	-	-
B	*13*	*9*	*- 1*	*11*	-	-
C	*449*	*428*	*431*	*378*	-	-

Source : Région Île-de-France

Lors de la mise en œuvre de la nouvelle organisation, 221 postes ont été modifiés de manière substantielle, selon la région. Ils ont fait l'objet d'une publication, amenant les agents à faire acte de candidature. 120 agents auraient été confirmés sur un poste très proche de leur poste précédent. En revanche, sur les 101 agents non confirmés, 35 auraient trouvé une affectation sur un poste ouvert dans le cadre de la réorganisation des services, 24 auraient été replacés dans les services en 2017, 40 auraient quitté la collectivité et 2 auraient été mis en disponibilité.

Selon la région, sur les 1 634 agents du siège, 1 413 agents n'auraient pas été concernés par des modifications de postes « substantielles ».

Parallèlement, les mobilités externes (détachements, mutations) se sont accélérées en 2016 (+ 41 %) et 2017 (+ 61 %). Mécaniquement, ces départs ont généré une augmentation des recrutements externes, dans les catégories A et B. En revanche, les recrutements externes des agents de catégorie C ont baissé de 2,3 % par an en moyenne annuelle sur la période.

Le solde des mobilités et des recrutements externes est resté positif sur la période, la région considérant qu'elle ne dispose pas en interne de l'ensemble des compétences dont elle a besoin, notamment sur des métiers en émergence, comme la nécessité d'un rapprochement avec les acteurs du monde économique, par exemple. Toutefois, elle ne semble qu'au début d'une démarche de GPEEC. Elle aurait récemment élaboré un répertoire des fonctions, un référentiel de compétences et engagé un travail d'identification des besoins en compétences lui permettant d'adapter son plan de formation.

[61] Mobilités externes : départs de la collectivité en détachement et en mutation d'agents titulaires.
62 Recrutements externes : arrivées d'agents titulaires par voie de concours, intégration directe, détachement et mutation, et recrutement d'agents non titulaires permanents à l'exclusion des remplaçants.

Ainsi, au regard de ces éléments, le taux de rotation du personnel permanent a progressé globalement de 3 % en 2015 à 3,71 % en 2017. Le taux de rotation des personnels de catégorie A, de près de 12 % en 2017, avait plus que doublé par rapport à 2015. En revanche, le taux de rotation des personnels de catégorie C est resté stable entre 2015 et 2017.

Tableau n° 39 : Taux de rotation du personnel permanent

Ensemble du personnel permanent		**2015**	**2016**	**2017**
A	Mobilités externes	66	93	150
B	Recrutements externes	559	572	623
C	Effectifs permanents en EPT au 31.12 N-1	10 412,40	10 379,40	10 418,40
	Taux rotation = (A+B)/2/C*100	3,00 %	3,20 %	3,71 %
Personnel de catégorie A				
A	Mobilités externes	18	56	60
B	Recrutements externes	74	105	144
C	effectifs permanents au 31.12 N-1	900,6	911,4	870,8
	Taux rotation	5,11 %	8,83 %	11,71 %
Personnel de catégorie C				
A	Mobilités externes	39	27	68
B	Recrutements externes	467	458	446
C	effectifs permanents au 31.12 N-1	9 150,30	9 102,80	9 191,20
	Taux rotation	2,76 %	2,66 %	2,80 %

Source : CRC Île-de-France d'après les données communiquées par la région Île-de-France

5.1.3.3 Un absentéisme en forte aggravation dans les lycées

En 2010, la chambre avait relevé l'absentéisme important (33,7 jours/an/agent) des agents des lycées, quoique probablement sous-estimé, la région ne comptabilisant pas l'intégralité des absences, notamment des autorisations spéciales d'absence. Avec un taux moyen d'absentéisme de 9,26 %, ces agents étaient deux fois plus absents que ceux du siège (4,47 %). La région avait fait état de diverses actions mises en œuvre pour lutter contre l'absentéisme au travers de la médecine préventive et du renforcement des conditions d'hygiène et de sécurité. Elle avait aussi indiqué la mise en place d'un système de suivi des données sur l'absentéisme dans le progiciel Astre. Enfin, elle envisageait d'allonger le délai de carence avant de procéder au remplacement des agents techniques absents afin de limiter le recours à des agents suppléants, source de coûts supplémentaires.

Lors du présent contrôle, la chambre n'a pu calculer l'absentéisme avec une totale précision car la région a communiqué des éléments relatifs à l'absentéisme de 9 739 ETP alors que les effectifs totaux des emplois permanents s'établissaient à 10 292 ETP au 31 décembre 2017 selon les bilans sociaux. Il est néanmoins possible d'analyser les principales tendances qui se dégagent des données fournies par la région.

En 2017, l'absentéisme des agents des lycées s'est aggravé par rapport à 2010, avec 41 jours d'absences par agent et un taux d'absentéisme de 11,27 %. Ainsi, ces agents restaient deux fois plus absents que ceux du siège (5,5 % en moyenne de 2014 à 2017). Selon la région, cette situation serait la conséquence d'une moyenne d'âge élevée des agents des lycées (52 ans en 2018).

Tableau n° 40 : Absence des agents titulaires et contractuels sur emplois permanents – ensemble des effectifs

	Absences	2014	2015	2016	2017	Evol période	Evol moy annuelle
A	Maladie ordinaire	169 633	173321	169 310	169 265	- 0,22 %	- 0,07 %
B	Maternité	13 402	13 682	12 765	9 877	- 26,30 %	- 9,67 %
C	Garde enfant malade	1 048	1 153	1 142	901	- 14,03 %	- 4,91 %
D	Congé paternité	667	917	774	630	- 5,55 %	- 1,88 %
E	Maladie professionnelle	6 743	9 131	10 844	14 561	115,94 %	29,25 %
F	Longue maladie	81 701	69 852	87 604	93 808	14,82 %	4,71 %
G	Maladie longue durée	44 490	45 269	46 985	47 563	6,91 %	2,25 %
H	Accidents du travail	22 120	22 980	21 557	23 402	5,80 %	1,90 %
I	Absences injustifiées	4 993	4 854	3 992	2 359	- 52,75 %	- 22,11 %
J	**Total journées absence**	**344 167**	**341 159**	**354 973**	**362 366**	**5,29 %**	**1,73 %**
K	Total effectif ETP	9 863	9 787	9 781	9 739	- 1,26 %	- 0,42 %
L	Nombre jours calendaires	365	365	366	365	-	-
m = j*100/(k*l)	**Taux global absentéisme**	**9,56 %**	**9,55 %**	**9,92 %**	**10,19 %**	6,59 %	2,15 %
n=j/k	Nbr de jours absence/agent	34,89	34,86	36,29	37,21	-	-

Source : Région Île-de-France

Tableau n° 41 : Absence des agents titulaires et contractuels sur emplois permanents – effectifs du siège

	Absences	2014	2015	2016	2017	Evol période	Evol moy annuelle
A	Maladie ordinaire	16 685	16 617	17 010	14 303	- 14,28 %	- 5,01 %
B	Maternité	5 156	5 486	5 859	3 143	- 39,04 %	- 15,21 %
C	Garde enfant malade	1 048	1 153	1 142	901	- 14,03 %	- 4,91 %
D	Congé paternité	149	304	145	135	- 9,40 %	- 3,24 %
E	Maladie professionnelle	0	0	0	0	-	-
F	Longue maladie	7 346	6 666	6 710	6 981	- 4,97 %	- 1,68 %
G	Maladie longue durée	4 834	4 029	6 713	6 672	38,02 %	11,34 %
H	Accidents du travail	1 605	906	886	1 036	- 35,45 %	- 13,58 %
I	Absences injustifiées	149	99	229	214	43,62 %	12,83 %
j = a+b+c+d+e+f+g+h+i	**Total jours absence**	**36 972**	**35 260**	**38 694**	**33 385**	**- 9,70 %**	**- 3,34 %**
K	Total effectif ETP	1 809,60	1 817,60	1 768,60	1 742,10	- 3,73 %	- 1,26 %
L	Nombre jours calendaires	365	365	366	365	-	-
M	**Taux global absentéisme**	**5,60 %**	**5,31 %**	**5,99 %**	**5,25 %**	**- 6,25 %**	**- 2,13 %**
n=j/k	Nbr de jours absence/agent	20,43	19,40	21,88	19,16	-	-

Source : Région Île-de-France

Tableau n° 42 : Absence des agents des lycées

	Absences	2014	2015	2016	2017	Evol période	Evol moy annuelle
J	**Total jours absence**	**307 195**	**305 899**	**316 279**	**328 981**	**7,09 %**	**2,31 %**
K	Total effectif ETP	8 053,40	7 969,40	8 012,40	7 996,90	- 0,70 %	- 0,23 %
L	Nombre jours calendaires	365	365	366	365	0,00 %	0,00 %
m = j*100/(k*l)	**Taux global absentéisme**	**10,45**	**10,52**	**10,79**	**11,27**	**7,85 %**	**2,55 %**
n=j/k	Nbr de jours absence/agent	38,14	38,38	39,47	41,14	-	-

Source : Région Île-de-France

L'absentéisme global s'établissait à 10,19 % en 2017, en hausse constante depuis 2014. Il représentait un coût budgétaire d'environ 41 M€[63] pour la région.

Afin de lutter contre cet absentéisme, préserver la santé et la sécurité au travail, prévenir l'usure professionnelle et la pénibilité, et favoriser le maintien dans l'emploi, la région a initié un plan d'action « santé et prévention au travail » en juin 2014. Elle a mené des actions de prévention des risques psychosociaux (RPS) et d'amélioration des conditions de travail (nouvelle organisation des services, charte managériale), cherché à améliorer l'environnement matériel de travail (espace de travail et mobilier ergonomiques, nouveau siège régional) et à alléger les contraintes de transport (télétravail). Elle a aussi organisé des formations sur la prévention des risques professionnels. De plus, elle a renforcé la médecine préventive, procédé à l'aménagement de postes de travail pour les agents en restriction d'aptitude physique (fauteuils ergonomiques, adaptation des équipements du lieu de travail, outils bureautiques et techniques) et doté les agents des lycées d'équipements de protection individuelles et de matériels visant à limiter la pénibilité des tâches. Enfin, la région cherche à rajeunir ses recrutements et mène pour cela une campagne de communication visant à valoriser les métiers dans les lycées.

Pour accompagner les agents en restriction d'aptitude ou situation de handicap, la région a développé des parcours de mobilité et de reconversion professionnelle (parcours PEPS). La première session de ce dispositif s'est tenue sur la période 2016-2018 et a concerné 24 agents. La région a indiqué envisager une seconde session et un doublement des effectifs concernés. De même, elle a mis en place un accompagnement spécifique pour les agents en reprise après un arrêt maladie long.

La région a développé en 2011 un système d'information permettant de produire des analyses et tableaux de bord et d'assurer la collecte des données nécessaires à la constitution des REC, dont celles relatives à l'absentéisme. Toutefois, à l'exception de l'action sur le maintien dans l'emploi, elle n'a pas mis en place d'outils de suivi et de mesure des effets du plan d'action « santé et prévention ». Elle n'est donc pas en mesure d'en évaluer l'efficacité.

Enfin, la région conventionne avec le FIPHFP car elle n'atteint pas les 6 % d'agents reconnus travailleurs handicapés fixés par les textes. La convention 2014-2016, prorogée jusqu'en 2017 prévoyait 14 actions représentant une dépense totale prévisionnelle de 3,56 M€, dont 2,23 M€ pris en charge par le FIPHFP, soit près de 63 %. Bien que le taux d'emploi ait progressé pour atteindre 5,5 % en 2017 au lieu de 4,1 % en 2014, il reste en-deçà des engagements de la convention et du taux légal. En matière de recrutement de travailleurs handicapés, l'objectif initial de 80 recrutements sur la période conventionnée n'a pas été atteint ; seulement 22 recrutements (hors apprentis) ont été réalisés.

[63] Effectifs ETP permanents 2017 x taux global d'absentéisme x coût moyen annuel d'un agent régional (rémunérations brutes annuelles/ETP 2017) : 9 739 x 10,19% x 41 566,74 €.

Par ailleurs, les fonds du FIPHFP ont été mobilisés partiellement par la région, à hauteur de 1,13 M€ sur les 3,35 M€ accordés dans la convention. Toutefois, ils l'ont été davantage que les crédits régionaux affectés à la politique du handicap, qui se sont élevés à 63 512 € alors que le plan d'action prévoyait 1,33 M€. La convention 2018-2020 semble rééquilibrer les interventions en prévoyant un plan d'action de 2,83 M€, dont seulement 0,7 M€ pris en charge par le FIPHFP, soit environ 25 %.

En complément de ce partenariat, un accord-cadre a été signé entre la région et les partenaires sociaux le 20 janvier 2017, afin d'affirmer la volonté de renforcer l'action envers les travailleurs handicapés.

La chambre invite la région à fiabiliser ses données en matière d'absentéisme et à mesurer l'efficacité des actions entreprises en matière de lutte contre l'absentéisme.

5.1.4 Une durée du travail en partie dérogatoire et incomplètement contrôlée

A compter du 1er janvier 2018, le régime de temps des agents a été révisé en application des articles 22 à 26 de la délibération CR2017-175 du 23 novembre 2017.

5.1.4.1 Un temps de travail des agents du siège conforme à la durée réglementaire

Depuis le 1er janvier 2018, la durée annuelle du travail est fixée à 1 607 heures, soit la durée réglementaire. Auparavant, elle était fixée à 1 568 heures en application de la délibération CR 14-01 du 05 avril 2001. Pour opérer cette régularisation, la région a supprimé cinq jours d'autorisation spéciale d'absence : deux jours de majoration des congés annuels et de deux jours supplémentaires dit « du président », par délibération du 23 novembre 2017 précitée, et la journée de solidarité (lundi de Pentecôte), par délibération CP2018-163 du 16 mars 2018.

Quatre formules sont proposées aux agents pour réaliser leurs obligations horaires sur 4, 4,5 ou 5 jours par semaines, suivant une quotité quotidienne variant de 7 heures à 8 heures et 45 minutes. Lorsque le temps de travail hebdomadaire est supérieur à 35 heures (formule M4), 24 jours de RTT compensatoires sont accordés.

Tableau n° 43 : Cycles de travail des agents du siège depuis le 1er janvier 2018

Formules	Nombre de jours travaillés par semaine	Nombre d'heures travaillées par semaine	Nombre d'heures travaillées par jour	Nombre de RTT compensatoires
M1	5	35h	7h	0
M2	4,5	35h	4 jours de 8h et ½ journée de 3h	0
M3	4	35h	8h45	0
M4	5	39h10	7h50	24

Source : Règlement relatif au temps de travail des agents du siège

Tableau n° 44 : Temps de travail annuel des agents

	Jusqu'au 31/12/17	Depuis le 1er janvier 2018		Mode de calcul
		Régimes M1, M2 et M3	Régime M4	
Nombre de jours dans une année (a)	365	365	365	
Jours de repos hebdomadaires (b)	104	104	104	52 semaines x 2 jours
Congés annuels légaux (c)	25	25	25	
ARTT (d)	0	0	24	
Jours fériés (e)	7	7	7	Nombre de jours moyen. Variable chaque année.
Jours de congés supplémentaires (f)	5	0	0	
Nombre de jours travaillés (g)	**223**	**229**	**205**	**g=a-(b+c+d+e+f)**
Heures de travail par semaine (h)	35	35	39h10	
Semaines travaillées (i)	44,6	45,6	40,8	i = g/5 jours
Durée annuelle du travail (j)	**1 568**	**1 604**	**1 606**	**j = i * h**
Écart en heures / durée légale du travail (k)	**39**	**3**	**1**	**= 1 607 heures - j**

Source : CRC Île-de-France à partir des règlements intérieurs

Selon la région, le gain financier annuel résultant de l'alignement sur la durée annuelle réglementaire du travail s'élèverait à 2,59 M€, soit environ 56 ETP. Il s'agit toutefois d'un gain purement théorique puisqu'en l'absence de contrôle automatisé, la région ne mesure pas le temps de travail effectivement accompli par les agents du siège.

Tableau n° 45 : Gain généré par l'application des 1 607 heures pour les agents du siège en 2017 selon la région

Siège		Détail des calculs
Nombre de jours travaillés par an et par agent	224	
Nombre d'heures travaillées par an et par agent	1 568	224 jours x 7 heures
Nombre d'heures non travaillées par an et par agent avant l'application des 1 607 h	39	1 607h – 1 568h
Nombre d'ETP	1 980,70	Effectifs au 31 décembre 2017
Nombre total d'heures non travaillées :	77 247,30	39 heures x 1 980,70 ETP
Nombre d'ETP 2017 correspondants au nombre d'heures non travaillées avant l'application des 1 607 h	48,07	77 247,30 heures/1 607 heures
Masse salariale annuelle 2017 (en M€) des ETP de la collectivité du mois de décembre 2017	106 620 691	Masse salariale chargée
Coût moyen annuel d'un ETP (en €) :	53 830	106 620 691 € /1 980,70 ETP
Coût total annuel pour l'employeur en 2017 (en M€) correspondant au nombre d'heures non travaillées avant l'application des 1 607 h	2 587 559	53 830 x 48,07

Source : CRC Île-de-France d'après les données communiquées par la région Île-de-France

Outre les mesures prises par la région pour respecter la durée légale du travail, la collectivité a revu son régime d'autorisations spéciales d'absence justifiées par des motifs d'ordre familial, et a ainsi réduit les possibilités d'absence de l'ordre de 18 à 19 jours. Toutefois, cela est sans incidence sur la durée théorique du travail calculée *supra* (tableau n°43).

5.1.4.2 Une durée du travail des agents des lycées qui reste dérogatoire

La région a décidé de maintenir à 1 568 heures par an le temps de travail des agents affectés dans les lycées afin de compenser la pénibilité des postes de travail, à raison de 39 heures par an, conformément à l'article 2 du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Leur temps de travail avait été aligné sur celui des agents du siège par la délibération n° CP12-598 du 12 juillet 2012. Auparavant, le régime en vigueur résultait de la circulaire du 21 janvier 2002 précisant les modalités d'application du décret n° 2000-815 relatif à l'ARTT dans la fonction publique de l'Etat, pour les services déconcentrés de l'éducation nationale. La durée théorique annuelle était de 1 586 heures, dont étaient déduits 45 jours de congés accordés aux agents à temps complet des services déconcentrés du ministère de l'éducation nationale. La chambre, dans son rapport de 2013 sur la gestion des ressources humaines des lycées, mentionnait un temps de travail de 182,5 jours ou 1 277 heures par an.

Tableau n° 46 : Coût théorique du maintien d'un temps de travail des agents des lycées inférieur à la durée réglementaire en 2017

Lycées		Détail des calculs
Nombre de jours travaillés par an et par agent	224	
Nombre d'heures travaillées par an et par agent	1 568	224 jours x 7 heures
Nombre d'heures non travaillées par an et par agent	39	1 607h – 1 568h
Nombre d'ETP	7 996,90	Effectifs au 31 décembre 2017 selon bilans sociaux 2014 à 2017 et SID absentéisme lycées[64]
Nombre total d'heures non travaillées :	311 879	39 heures x 2 296 ETP
Nombre d'ETP 2017 correspondants au nombre d'heures qui étaient non travaillées avant l'application des 1 607 heures	194,07	311 879 heures/1 607 heures
Coût moyen annuel d'un ETP des lycées (en €) :	29 004[65]	
Coût total annuel pour l'employeur en 2017 (en M€) correspondant au nombre d'heures non travaillées avant l'application des 1 607 heures	5 628 806	194,07 ETP x 29 004 €

Source : Région Île-de-France

Par ailleurs, en décidant de maintenir en 2018 une durée annuelle de travail des agents des lycées à caractère dérogatoire, la région se prive de l'équivalent d'environ 194 ETP. Ce régime particulier représente un coût théorique de 5,63 M€ par an.

5.1.4.3 Un contrôle très incomplet du temps de travail réellement effectué

La région s'est dotée d'un outil informatisé de gestion du temps de travail dans une partie des lycées à la rentrée 2013. Toutefois, 65 établissements n'en sont pas équipés en raison du refus des directions concernées ainsi que, par ailleurs, l'intégralité des services du siège.

Or, la région verse des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) à certains de ses agents, comme en attestent les rapports d'orientation budgétaire, alors que le versement de ces indemnités doit être subordonné à la mise en œuvre par l'employeur de moyens de contrôle automatisés afin de comptabiliser de façon exacte les heures supplémentaires accomplies[66].

[64] Voir paragraphe dédié aux effectifs dans le présent rapport.
[65] Ce coût moyen a été établi à partir des fichiers paies Xémélios de l'année 2017 pour les agents des lycées
[66] Excepté pour les personnels exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement et pour les sites dont l'effectif des agents susceptibles de percevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est inférieur à dix. Un décompte déclaratif contrôlable peut alors remplacer le dispositif de contrôle automatisé.

Tableau n° 47 : Indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Exercices	Statut du montant	Montant en €
2014	Prévisionnel	Nc
	Réalisé	Nc
2015	Prévisionnel	Nc
	Réalisé	319 782
2016	Prévisionnel	324 800
	Réalisé	415 464
2017	Prévisionnel selon le ROB 2017	424 789
	Prévisionnel selon le ROB 2018	420 523
	Réalisé	Nc
2018	Prévisionnel	421 376
	Réalisé	Nc

Source : ROB 2014 à 2018

Même si la région souhaite développer le télétravail, elle doit se conformer aux dispositions du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires[67]. Or, elle verse environ 400 000 € d'IHTS chaque année de manière irrégulière.

Par ailleurs, elle ne dispose d'aucun moyen lui permettant d'attester que les agents du siège respectent les 1 607 heures de travail annuel.

Rappel au droit n° 3 : Généraliser le contrôle automatisé de décompte du temps de travail conformément aux dispositions du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

5.2 Un nouveau régime indemnitaire qui laisse subsister des irrégularités et inexactitudes

5.2.1 La mise en place du nouveau régime indemnitaire non entièrement conforme aux textes

La région a mis fin au régime indemnitaire qui était en vigueur depuis 2002 pour les agents du siège et 2006 pour les agents des lycées. Elle applique en effet le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) depuis le 1er mars 2016[68] pour les administrateurs territoriaux et le 1er janvier 2018[69] pour les attachés, rédacteurs, adjoints administratifs, agents de maîtrise et adjoints techniques. Elle semble avoir délibéré en septembre 2018[70] sur le RIFSEEP applicable aux agents de la filière culturelle.

En revanche, s'agissant de la filière technique, dans la mesure où les arrêtés d'application relatifs aux ingénieurs en chef, ingénieurs et techniciens ne sont pas encore publiés, la région ne peut instaurer le RIFSEEP. Par délibération n° CR2017-175 du 23 novembre 2017, elle a révisé le régime indemnitaire applicable aux ingénieurs et techniciens, composé de l'indemnité

[67] Décret du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.
[68] Délibération n°CR 29-16.
[69] Délibération n°CR 2017-175.
[70] Rapport CR 2018-036 de septembre 2018.

spécifique de service (ISS) et de la prime de service et de rendement (PSR), afin de le rendre conformes aux textes en vigueur[71], suite aux observations formulées par la DRFiP dès 2014[72].

S'agissant du RIFSEEP, elle a adopté un régime indemnitaire composé de deux parts. La première part, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), versée mensuellement, est fixée selon le niveau de responsabilité, d'autonomie, de technicité et de sujétions particulières. Les montants minimaux et maximaux sont établis par grade selon l'appartenance de l'agent à l'un des onze groupes de fonctions.

Tableau n° 48 : Groupes de fonctions du RIFSEEP de la région Île-de-France

Groupes	Fonctions
Groupe 1	Direction générale
Groupe 2	Direction
Groupe 3	Encadrement supérieur
Groupe 4	Inspecteur général, expert de haut niveau
Groupe 5	Chef de service
Groupe 6	Pilotage administratif, technique ou de projet
Groupe 7	Encadrement intermédiaire
Groupe 8	Gestion administrative
Groupe 9	Agent de sécurité et sûreté, conducteur
Groupe 10	Assistance technique 1
Groupe 11	Assistance technique 2

Source : Délibération n°CR 2017-175 du 23 novembre 2017

La seconde part, le complément indemnitaire annuel (CIA), est basée sur l'engagement professionnel et la manière de servir, appréciés dans le cadre de l'entretien professionnel annuel. Les critères de détermination du CIA sont la valeur professionnelle de l'agent ; son affectation sur un poste relevant d'un cadre d'emploi supérieur au sien, le cas échéant ; son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions ; sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail ; l'investissement collectif d'une équipe autour d'un projet porté par le service. La part relative au CIA est modulable selon un coefficient pouvant varier entre 0 et 100 % du montant maximal du groupe de fonctions de référence de l'agent.

Les plafonds retenus pour l'IFSE et le CIA de chaque cadre d'emplois sont ceux fixés par les arrêtés pris en application du décret n° 2014-513. Cependant, la région reconnait ne pas avoir mis en œuvre le CIA pour l'ensemble des bénéficiaires du RIFSEEP, limitant son application à certains agents appartenant au groupe 1 de fonctions, c'est-à-dire aux DGS et DGA « *dans le but d'attribuer un certain niveau de rémunératio*n ». En effet, alors que tous les emplois fonctionnels bénéficient de l'IFSE, seuls six DGA bénéficient du CIA. Pourtant, la délibération CR n° 29-16 du 19 février 2016 portant diverses dispositions relatives aux ressources humaines et instituant le RIFSEEP et le CIA pour le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux à compter du 1er mars 2016, précise que le CIA bénéficie *« aux fonctionnaires détachés dans un emploi fonctionnel et appartenant à un corps ou un cadre d'emplois dont d'indice terminal est au moins égal à la HEB ; aux agents contractuels occupant un emploi fonctionnel en application de l'article 47 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée »*.

S'agissant de l'application du CIA aux autres groupes de fonctions, la région a indiqué vouloir redéfinir le contenu de l'entretien professionnel annuel afin d'y intégrer les critères de modulation individuelle qui serviront de base à la détermination de cette part indemnitaire. En outre, elle a déclaré que l'enveloppe du CIA devra reposer sur les économies de fonctionnement réalisées, sans fondement dans la délibération et sans cible communiquée à la chambre.

[71] Décret n°2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'ISS allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement ; et décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouées à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.
[72] Courriers des 17 mars 2014, 9 juillet 2014, 23 juillet 2014, 24 juillet 2014 et 4 août 2016.

Ainsi, bien que la région déclare envisager la généralisation du versement du CIA à l'ensemble des agents, elle applique un CIA à deux vitesses : celui accordé aux emplois du groupe de fonctions n°1, qui ne repose pas sur les économies de fonctionnement, et celui qui pourrait être ultérieurement accordé aux autres groupes selon les économies réalisées. Ce dispositif provoque une rupture d'égalité de traitement des agents.

La région a indiqué que la mise en place du RIFSEEP et la refonte du régime indemnitaire des ingénieurs et techniciens ont été réalisées à enveloppe budgétaire constante, ce que semble confirmer l'évolution des dépenses correspondantes jusqu'en 2017. Les données définitives de 2018 indiquent que l'application du RIFSEEP à l'ensemble des catégories de personnels éligibles a eu pour conséquence une augmentation de 1,4 % des dépenses indemnitaires, principalement au bénéfice des personnels contractuels (+ 23 %) alors que les personnels titulaires subissent une diminution (- 3 %).

Toutefois, alors que les délibérations instaurant le RIFSEEP abrogent expressément toutes les dispositions indemnitaires antérieures, la région a maintenu de manière irrégulière le versement de primes regroupées sous le libellé « prime régionale », considérant que celle-ci relève des dispositifs institués avant le 27 janvier 1984[73].

5.2.2 Une prime régionale irrégulière et inexactement liquidée

La région attribue une prime dite « prime régionale » à certains de ses agents en application de deux délibérations :

- la délibération n° CR 88-23 du 8 novembre 1988 – article 19, qui dispose que l'indemnité dite « de mise à disposition » versée aux personnels est intitulée « prime régionale » ; et que le président du conseil régional en fixe les modalités ;
- la délibération n° CR 20-89 du 25 avril 1989, qui vise la lettre du 12 juin 1962 du ministre de l'économie et des finances autorisant le versement d'une indemnité aux agents de l'Etat mis à disposition, la délibération n° DB 82-01 du 10 novembre 1982 du bureau du conseil régional étendant cette indemnité aux agents contractuels, et la délibération n° 82-23 du 8 novembre 1988 transformant cette indemnité en prime régionale et l'étendant aux agents titulaires.

Cette délibération prévoit dans son article 1er que la prime est *« attribuée [ ] à l'ensemble du personnel de la Région quel que soit son statut. Le président du conseil régional en fixe le montant pour chaque agent selon les règles suivantes : le taux moyen de cette prime est calculé sur la base de 12 % des traitements bruts soumis à retenue pour pension, les attributions individuelles ne pouvant excéder le double de ce taux moyen. Cette prime est destinée à récompenser les agents pour leur assiduité, la qualité de leur travail, leur manière de servir, leur valeur et leur action ».*

Il en ressort donc que, contrairement à ce que déclare la région[74], la prime régionale ne peut être considérée comme un avantage collectivement acquis car sa création est postérieure à 1984, les conditions d'attribution à l'ensemble des agents ayant été arrêtées en 1988 et 1989. De plus, l'attribution individuelle de la prime étant basée sur des critères d'assiduité, de résultats et de manière de servir, elle ne s'apparente pas à une prime dite « de fin d'année ». En effet, l'examen des fiches de paie montre que la prime régionale est versée en quatre parts

[73] Article 10 de la délibération n°CR 2017-175 du 23 novembre 2017.

[74] La région a déclaré que « conformément à ce que permettent les textes, la prime de fin d'année n'a pas été intégrée dans le RIFSEEP. Seule la part de la prime régionale qui était liée aux sujétions liées à des postes d'encadrement (prime de responsabilité) a été intégrée dans le RIFSEEP ».

distinctes : prime régionale, prime de responsabilité, complément de prime régionale et prime de fin d'année. Ces parts sont allouées suivant une « enveloppe » attribuée par agent[75].

Tableau n° 49 : Primes composant la prime régionale

Primes composant la prime régionale	Modalités de versement	Montant	Critères d'attribution	Bénéficiaires
Prime régionale	Mensuel continu	Fixe ou % selon les agents	Selon la valeur professionnelle de l'agent	
Prime de responsabilité	Mensuel continu	Fixe		
Complément de prime régionale	Mensuel continu ou ponctuel	Fixe		
Prime de fin d'année	Annuel pour les agents du siège ; en trois parts pour les agents des lycées (mars, septembre, décembre).	1 500 € par an		- la quasi-totalité des agents du siège ; - la totalité des agents titulaires des lycées ; - quelques agents contractuels des lycées

Source : CRC Île-de-France d'après les éléments communiqués par la région Île-de-France et la DRFIP

La région a indiqué à la chambre que la prime est versée mensuellement en fonction de la valeur professionnelle de l'agent et de sa manière de servir. La prime régionale dite « prime de fin d'année », soit 1 500 € brut pour un agent à temps complet, est versée en une seule fois en décembre pour les agents du siège et en trois parts égales pour ceux des lycées (mars, septembre, décembre). Par ailleurs, jusqu'à la mise en place du RIFSEEP, la prime régionale faisait également l'objet de versements aux agents ayant des fonctions d'encadrement. On parlait alors de prime de responsabilité (délibérations : CR 08-03, CR 15-07 et CR 102-08). Selon ces indications, la région a utilisé la prime régionale pour le versement de la prime de responsabilité (délibération CR 102-08), l'IFR (délibération CR 15-07) et diverses autres indemnités (délibération CR 08-03).

Ainsi, alors que cette décomposition n'est pas prévue par la délibération, la région a versé quatre types de primes sous l'appellation « prime régionale » depuis au moins 2014, en dépit des demandes de régularisation par la DRFiP. Ces primes sont versées sans définition précise des critères d'attribution, avec des différences de traitement entre contractuels et titulaires mais aussi entre contractuels, certains agents n'en bénéficiant aucunement. La région a utilisé la prime régionale pour ajuster la rémunération de certains collaborateurs. Elle a maintenu irrégulièrement ces primes en sus du RIFSEEP alors qu'elles ne peuvent être considérées ni comme un avantage acquis antérieur à 1984 ni comme une prime de fin d'année puisqu'elles dépendent de la manière de servir et des responsabilités exercées. Elle a cumulé l'attribution de l'IFSE et de la prime régionale, ou l'attribution de l'IFSE, du CIA et de la prime régionale aux emplois fonctionnels comme le démontrent les éléments issus du fichier de paie. Certains directeurs généraux adjoints ont perçu en 2017 une prime régionale et un CIA. Il y a donc une double indemnisation de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Du fait des modalités de versement de la prime régionale (découpage en quatre primes, critères d'attribution non transparents), du foisonnement de codes paie[76] et de l'insertion d'une part de la prime régionale sous un libellé générique « régime indemnitaire », il n'est pas aisé d'en contrôler la liquidation. Toutefois, l'examen d'un échantillon de dossiers individuels a permis à la chambre d'établir que la liquidation de la prime régionale n'est pas toujours conforme aux arrêtés individuels des agents.

La région doit donc mettre fin sans délai au versement de ces primes sans base légale.

[75] Informations mentionnées dans le mail adressé par la région à la DRFiP le 27 juillet 2017.
[76] La région utilise 23 codes paie pour le versement de la prime régionale : 18 pour les agents du siège et 5 pour ceux des lycées.

Rappel au droit n° 4 : Appliquer le CIA à l'ensemble des agents et supprimer la prime régionale conformément aux dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

5.3 Des irrégularités accrues en matière d'emploi et de rémunération des collaborateurs d'élus

5.3.1 L'absence de délibération sur la création des emplois de collaborateurs de cabinet

Aux termes de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, l'autorité territoriale recrute librement ses collaborateurs de cabinet et met fin de la même façon à leurs fonctions. L'article 12 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales, pris pour l'application de ces dispositions légales, en fixe l'effectif maximum. Ainsi, de 2014 à 2017, la région paraît avoir respecté le plafond ainsi fixé à 27 collaborateurs avec des effectifs de collaborateurs de cabinet déclarés comme tels compris entre 23 et 27.

En revanche, alors qu'elle a inscrit 26 ou 27 collaborateurs de cabinet dans ses états du personnel annexés aux budgets primitifs, la région n'a pas été en mesure de transmettre à la chambre la délibération créant ces emplois et déterminant l'enveloppe budgétaire consacrée. Pourtant, la circulaire du 23 juillet 2001 relative à la mise en œuvre du protocole du 10 juillet 2000 et de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale précise bien cette obligation.

Rappel au droit n° 5 : Formaliser dans une délibération le nombre de postes de collaborateurs de cabinet et l'enveloppe budgétaire annuelle consacrée à leur rémunération conformément à la circulaire n° INTB0100217C du 23 juillet 2001 relative à la mise en œuvre du protocole du 10 juillet 2000 et de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.

5.3.2 Le large dépassement du plafond d'emploi des collaborateurs de cabinet

5.3.2.1 Un dépassement déjà constaté en 2016 avec des « chargés de mission auprès des vice-présidents »

La chambre a relevé dans son rapport de 2016 sur la gouvernance de la région Île-de-France[77] un dépassement du plafond des postes de collaborateurs d'élus du fait du recrutement de chargés de mission placés auprès des vice-présidents, en sus des collaborateurs de cabinet et des collaborateurs de groupe déclarés comme tels. Elle avait identifié 13 contrats de chargés de mission auprès des vice-présidents en vigueur au 1er juillet 2015. Au vu des données communiquées par la région à la chambre dans le cadre du présent contrôle, confirmées par les paies des agents concernés, il y avait en fait 21 ETP affectés aux vice-présidents en 2014 et environ 23 en 2015.

Selon les constats de la chambre, ces chargés de mission étaient budgétairement rattachés aux dépenses de personnel du chapitre 930, ce qui revenait à les « fondre » dans l'ensemble des effectifs de l'administration régionale alors qu'ils travaillaient de fait auprès des élus. Ils jouaient un rôle de coordination entre ceux-ci et l'administration, sans pourtant détenir une

[77] Contrôle n°2014-0119. Observations définitives (ROD 2) notifiées en mai 2016.

autorité sur cette dernière, dans des conditions normalement dévolues au cabinet du président. Ils étaient recrutés de façon discrétionnaire et dérogatoire au droit commun des emplois publics. Leurs contrats avaient pour échéance la fin du mandature, signe du rattachement hiérarchique et du lien de subordination aux élus.

La région avait répondu à la chambre que ces recrutements avaient été effectués en accord avec la préfecture. Elle avait précisé que ces chargés de mission étaient positionnés sur *« un échelon de coordination entre l'exécutif et l'administration préservant la nécessaire distinction entre les collaborateurs participant à l'activité politique et les agents assurant sa mise en œuvre administrative et technique »*.

Dans son rapport d'observations définitives, la chambre avait considéré que ces chargés de mission devaient se voir appliquer les dispositions de l'article 110 de la loi du 26 janvier 1984, applicable aux collaborateurs de cabinet. Elle avait explicitement demandé à la région de mettre fin au recrutement de chargés de mission auprès des membres de l'exécutif au-delà des dispositifs et plafonds prévus par les textes applicables aux collaborateurs d'élus[78]. Elle avait précisé que *« la mise en conformité de ce régime devra, s'accompagner de l'abrogation des délibérations successives ayant pu consister soit à créer ces postes, soit à transformer des postes administratifs en poste de chargés de mission auprès des vice-présidents. Il résulte de ce dispositif qu'il est aujourd'hui extrêmement complexe d'établir de façon certaine, à partir des différentes délibérations, le nombre de postes budgétaires ayant servi d'assises à ces chargés de mission »*.

5.3.2.2 Un positionnement différent des « chargés de mission thématiques » mais une situation toujours irrégulière

Dans un rapport présenté au conseil régional le 5 mai 2017[79] portant sur les actions entreprises à la suite des observations et recommandations formulées dans le rapport précité de la chambre régionale des comptes, la présidente du conseil régional a indiqué que *« l'irrégularité liée au rattachement des chargés de mission des vice-présidents a pour sa part été réglée dès le début de l'année 2016 »*, et précisé que « *le nouvel exécutif avait pris acte, dès son arrivée et avant même la transmission du rapport d'observations définitives, de la demande de régularisation adressée par la CRC. Il a ainsi été mis un terme aux recrutements de chargés de mission auprès des vice-présidents, qui étaient organisés selon les modalités contraires aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Les chargés de mission sont désormais rattachés au directeur général des services* ».

Toutefois, au lieu de mettre fin à la situation irrégulière constatée par la chambre, le nouvel exécutif régional a recruté des « chargés de mission thématiques », placés auprès du DGS, et effectuant des tâches analogues à celles prévues dans le dispositif antérieur. Un service intitulé « chargés de mission thématiques » a été créé au sein du secrétariat général, positionné dans l'organigramme entre le cabinet de la présidence et la direction générale des services. Il a été extrêmement complexe pour la chambre d'établir la liste de des chargés de mission qui composent ce service depuis janvier 2016.

Les requêtes réalisées par la chambre et les informations fournies par la région, d'une part, et l'examen de 64 dossiers individuels de chargés de missions principalement placés auprès du DGS et du cabinet de la présidente, d'autre part, permettent d'établir que la situation irrégulière précédemment constatée par la chambre a perduré. Des chargés de mission sont toujours mis à disposition des vice-présidents. Seuls leur rattachement hiérarchique et l'intitulé de leurs postes ont été modifiés.

[78] Demande de régularisation n°2.
[79] Rapport n° CR 2017-100.

La chambre estime qu'au 1er octobre 2018, la région disposait d'au moins 25 chargés de mission thématiques rattachés au DGS et placés auprès des vice-présidents.

Bien que la plupart des fiches de publication des postes mentionnent sans plus de détail « *chargé de mission thématique placé auprès du DGS* », l'examen approfondi de 41 dossiers de « chargés de mission thématiques » placés au secrétariat général et au cabinet de la présidence entre 2016 et 2018, permet de confirmer la nature politique des missions attendues de ces agents. Il en ressort que 32 chargés de mission ont exercé des missions auprès d'élus de la région, d'une durée variable, de 2016 à 2018 et peuvent être considérés comme des collaborateurs de cabinet de fait. Les autres chargés de mission paraissent remplir des missions relevant de l'administration tout en étant rattachés au cabinet de la présidente ou au secrétariat général (attachés de commission, chargés de mission dématérialisation, chargée de mission placée auprès du médiateur régional, etc.) ou à des services régionaux (directions de la culture, des affaires internationales, etc.).

L'une des pièces justificatives les plus explicites a été trouvée dans le dossier d'un agent. Il s'agit d'une fiche de poste datée de juillet 2016, intitulée « *Chargé de mission politique publiq*ue ». Y sont précisés le rattachement hiérarchique au DGS et au secrétaire général, l'objet du poste « *Conseiller la VP dans l'exercice de sa délégation* » et ses trois missions : mission 1 : conseiller la VP (20 %) ; mission 2 : assister la VP (60 %) ; mission 3 : représenter la VP (20 %). Les compétences requises portent notamment sur la *« connaissance de l'environnement politique local et national* ». Parmi les facteurs d'évolution du poste figurent : « *renouvellement de l'assemblée régionale* », « *évolution de la délégation de la VP* » et « *renouvellement de l'exécutif* ».

De même, la publication d'un autre poste de chargé de mission, en juillet 2017, mentionne *« Conseiller le VP. Veille politique et législative sur les secteurs d'intervention du VP. Rédaction de notes de synthèse sur des sujets relevant de la délégation du VP. Aide à la décision lors d'arbitrages proposés par l'administration. Conseil sur les stratégies de communication à mettre en œuvre. Formulation de propositions pour la planification et le contenu des politiques publiques »*.

Aucun des autres dossiers des chargés de mission « thématiques » ne contenait de fiche de poste. Les dossiers des agents contractuels ne contenaient pas les documents attestant de la régularité de la procédure. C'est pourquoi les fiches de postes ainsi que les éléments relatifs au recrutement (candidatures, PV de recrutement) et à l'évaluation des agents concernés ont été demandés à la région. Malgré plusieurs relances, la collectivité n'avait pas transmis les pièces au bout de trois semaines. La chambre a demandé, lors d'un contrôle sur place le 24 octobre, à avoir accès aux dossiers de recrutement de ces agents, ce qui lui a été refusé. Ce refus d'accès aux pièces et dossiers a été formalisé dans un mail au DGS le 25 octobre[80].

Le 25 octobre, la région a finalement communiqué les fiches de poste de 30 chargés de mission, dont 27 « collaborateurs de fait », ainsi que quelques *curriculums vitae*. Aucune fiche d'évaluation, lettre de candidature au poste de chargé de mission thématique ou procès-verbal de recrutement n'a été communiqué. Ainsi, la région n'a pas démontré que les recrutements des 19 contractuels sur la base de l'article 3.3.2 de la loi du 26 janvier 1984 étaient justifiés et n'avaient pas un caractère discrétionnaire. En effet, les recrutements sur la base de cet article d'agents de catégorie A, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient, ne sont possibles qu'à la condition qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté statutairement. Il revient donc à la région de démontrer que cette condition était réunie pour chacun des recrutements en cause.

[80] Message enregistré au greffe le 30 octobre 2018.

Les fiches de poste transmises par la région le 25 octobre, datées pour certaines du début de l'année 2016, présentent une finalité « *Assurer le lien entre l'administration et l'exécutif* » et deux missions dévolues aux chargés de mission thématiques :

- coordonner les relations entre l'administration et l'exécutif sur le secteur : interface entre l'administration et l'exécutif pour la préparation et le suivi des décisions et délibération (40 %) ; faire connaitre et défendre les positions de la région auprès des partenaires (10 %) ; préparation des réunions, notes et éléments de langage (10 %) ;
- suivi du travail en commission et en séance : organisation de réunions entre les services, la DGS et l'exécutif en vue de la préparation des réunions de la commission du secteur (20 %) ; suivi des travaux de la commission dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques (10%) ; préparation des réunions des instances de la région (10 %).

Ces missions sont peu éloignées de celles présentées dans la fiche de poste trouvée par la chambre dans le dossier d'un agent, comme mentionné *supra*. Toutefois, elles sont expurgées des mentions explicites des missions de conseil et d'assistance directe aux élus. Dans les faits, les activités de ces agents sont inchangées par rapport à celles des « chargés de mission auprès des vice-présidents » de la précédente mandature, comme en atteste les pièces produites par la région le 5 décembre 2018.

Il est curieux que deux fiches de poste transmises le 25 octobre présentent des incohérences (dates relatives aux prises de poste) avec celles trouvées dans les dossiers des agents lors du contrôle effectué sur place.

D'autres pièces figurant dans les dossiers individuels des agents confirment leur positionnement auprès des élus : décisions d'affectation, messages électroniques, etc.

Afin de disposer de davantage d'éléments d'appréciation, la chambre a adressé à la région en fin d'instruction une demande complémentaire relative aux *« productions professionnelles ou tout élément permettant d'attester de l'effectivité de ces missions pour les agents mentionnés dans le tableau joint »*. La région a communiqué des pièces pour 18 agents sur 32 le 5 décembre 2018.

La quasi-intégralité des dossiers transmis comporte une note de présentation des missions de l'agent. La plupart de ces notes semblent rédigées par les agents eux-mêmes et mettent en avant le rôle d'interface entre le DGS, les services et l'élu, ainsi que parfois le cabinet de la présidente. Toutefois, il ressort de la plupart des pièces fournies à l'appui de ces notes que les chargés de mission remplissent en premier lieu des missions de collaborateurs des vice-présidents ou délégués spéciaux et que, dans ce cadre, ils assurent un lien avec le DGS et les DGA, ainsi qu'avec les services et le cabinet de la présidente. En effet, les principales pièces transmises sont des discours, des notes à l'attention de l'élu ou à l'attention du DGS pour rendre compte de l'activité, des positions prises ou des propositions formulées par l'élu auquel le chargé de mission est rattaché de fait.

Ainsi, s'agissant des 32 agents dits « chargés de mission thématiques » ayant exercé des missions auprès des élus, la région a communiqué :

- une fiche de poste et des éléments relatifs à leur production professionnelle (16 agents) ;
- une fiche de poste sans produire d'élément permettant d'attester de l'effectivité de leurs missions (11 agents) ;
- des éléments relatifs à la production professionnelle sans produire de fiche de poste (2 agents).

Pour trois agents, elle n'a communiqué aucune pièce.

5.3.2.3 L'aggravation du dépassement du plafond d'emploi des collaborateurs de cabinet

Malgré les observations et demandes de régularisation de la chambre formulées en 2016, la région n'a pas mis fin au dépassement du plafond d'emploi des collaborateurs de cabinet. En les rattachant hiérarchiquement au secrétaire général et au DGS, elle n'a pas modifié la nature de leurs missions qui restent sans ambiguïté d'assistance politique aux élus et non de nature administrative. Cette réorganisation revient seulement à rendre moins visibles les moyens mis à disposition des élus.

Au-delà de la nature des missions exercées par ces chargés de mission, un faisceau d'indices démontre leur qualité de collaborateurs d'élus : le caractère discrétionnaire de leurs recrutements ; le passage de certains par des emplois de chargé de mission « thématiques », collaborateur au cabinet de la présidence et collaborateur de groupe politique ; le profil politique de la plupart de ces agents.

Ainsi, au-delà des 27 collaborateurs de cabinet et des collaborateurs auprès des groupes politiques constitués au sein de l'assemblée délibérante (*cf. infra*), au moins 25 emplois ont été créés au sein de l'administration régionale pour remplir des missions d'assistance aux élus. Or, la notion de collaborateur d'élu dans une collectivité territoriale ne connait que deux fondements juridiques : le décret du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de l'autorité territoriale et l'article L. 3121-24 du CGCT relatif aux collaborateurs de groupe d'élus.

En l'occurrence, les vice-présidents et délégués spéciaux composant l'exécutif régional agissent, en vertu d'une délégation accordée par la présidente. De fait, les « chargés de mission thématiques » peuvent être requalifiés en collaborateurs de cabinet au regard de la nature de leurs missions, de leur rattachement exclusif à un élu et de leurs fréquentes affinités politiques avec celui-ci, signe de la relation de confiance personnelle que le juge administratif retient pour la qualification de collaborateur de l'autorité territoriale.

Ainsi, la région emploie à des fins d'assistance des élus au moins 25 emplois prélevés sur les moyens de son administration. Le coût correspondant peut être estimé au minimum[81] à 1,27 M€ en 2016 et 2017.

Lors de son contrôle, la chambre a donc constaté que la région, contrairement à ses dires, n'a pas corrigé les irrégularités relevées dans ses observations précédentes et les a même aggravées.

Suite aux nouvelles observations de la chambre, la région a déclaré avoir mis fin aux missions de ces agents dans le courant du premier trimestre 2019, soit à l'occasion de leur départ (mutation ou non renouvellement de leur contrat), soit en les affectant dans les services de la collectivité. Toutefois, elle n'a pas produit de délibération supprimant explicitement ces emplois. Elle n'a pas non plus communiqué les nouvelles fiches de poste des agents repositionnés au sein de l'administration. La chambre n'a donc pu s'assurer que la région a mis fin aux missions de ces agents alors qu'un simple repositionnement de ces derniers au sein de l'administration ne modifierait en rien le caractère irrégulier de la situation.

Rappel au droit n° 6 : Mettre fin au dépassement du nombre de collaborateurs de cabinet autorisés.

Rappel au droit n° 7 : Respecter les dispositions de la loi du 26 janvier 1984 lors du recrutement d'agents contractuels.

[81] Estimation basée sur les seules rémunérations brutes perçues, dans le cadre de leurs fonctions de chargés de mission dits « thématiques », par les agents identifiés comme tels par la chambre.

5.3.3 Le dépassement croissant du plafond des rémunérations des collaborateurs de groupe

L'alinéa 4 de l'article L. 4132-23 du CGCT dispose que « le président du conseil régional peut, dans les conditions fixées par le conseil régional et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus une ou plusieurs personnes ».

L'intégralité des dépenses de personnel relatives aux collaborateurs de groupes d'élus (rémunérations et cotisations sociales) est inscrite sur un chapitre budgétaire spécifique. Leur montant est limité à 30 % des indemnités versées annuellement aux conseillers régionaux, ce qui exclut les cotisations sociales.

L'étude de ce plafond sur la période 2014-2017 met en évidence que les plafonds légaux applicables à la région sont dépassés par les rémunérations des collaborateurs de groupes identifiés comme tels.

Dans son rapport de mai 2016 sur la gouvernance de la région Île-de-France, la chambre avait relevé un dépassement du plafond de rémunérations précité et avait appelé à une régularisation de cette situation. En réponse aux observations provisoires, la région avait contesté les modalités de calcul retenues par la chambre au motif que, selon elle, les périmètres de calcul n'étaient pas les mêmes (dépenses chargées pour les rémunérations des collaborateurs, dépenses non chargées pour les indemnités des élus). La chambre n'avait pas retenu cette remarque et maintenu sa méthode de calcul conforme aux textes en vigueur. L'article L. 4132-23 du CGCT prévoit que *« Le président du conseil régional peut, dans les conditions fixées par le conseil régional et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus une ou plusieurs personnes. Le conseil régional ouvre au budget de la région, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du conseil régional* ». La circulaire INTB9500079C du 6 mars 1995, transposée en M71, précise que, pour les indemnités versées aux élus, à partir du compte 6531 (anciens comptes 6660 et 6662 de la M51) du « dernier exercice connu », la circulaire exclut explicitement « la part patronale des cotisations sociales et de retraite » de l'assiette de ce calcul, qui est donc évaluée hors comptes 6533 et 6534. Pour la rémunération des collaborateurs de groupes (et uniquement de ceux-ci, les chargés de mission rattachés à l'exécutif étant rémunérés, selon les termes de leurs contrats, sur le chapitre 930), sont considérées les dépenses « de rémunération » inscrites, selon l'article L. 4132-23, sur le « chapitre spécialement créé à cet effet », soit le chapitre 944 en M71, qui cumule les comptes 65861 (frais de personnel) et 6454 (cotisations aux ASSEDIC).

Dans un rapport présenté à l'assemblée délibérante le 5 mai 2017[82] portant sur les actions entreprises à la suite des recommandations formulées par la chambre dans le rapport précité, la présidente du conseil régional a maintenu que le mode de calcul retenu par la chambre était erroné. Elle a indiqué qu'en 2016 et 2017, la région avait calculé l'enveloppe relative aux collaborateurs de groupes politiques sur la base de 30 % des indemnités chargées des élus. La région a ainsi considéré qu'elle disposait d'une enveloppe de 2,27 M€ en 2015, puis de 2,82 M€ en 2016 et 2017, à répartir entre les groupes politiques au prorata du nombre d'élus.

Ainsi, de 2014 à 2017, elle a systématiquement dépassé les plafonds de rémunérations des collaborateurs de groupes. Ces dépassements ont augmenté de 83 000 € en 2014 à plus de 430 000 € en 2017.

[82] Rapport n° CR 2017-100.

Tableau n° 50 : Dépassement du plafond des rémunérations des collaborateurs de groupes

		2014	2015	2016	2017
A	Indemnités des élus hors cotisations sociales (exercice N-1)	7 037 192,30	6 657 558,45	7 270 695,94	7 128 923,68
B = 30% de A	Plafond des rémunérations des collaborateurs de groupes	2 111 157,69	1 997 267,54	2 181 208,78	2 138 677,10
C	Rémunérations des collaborateurs de groupe	2 194 393,05	2 225 871,81	2 574 178,74	2 569 566,92
D = C-B	Dépassements du plafond	+ 83 235,36	+ 228 604,27	+ 392 969,96	+ 430 889,82

Source : CRC Île-de-France d'après les comptes administratifs

Tableau n° 51 : Répartition par groupe du dépassement du plafond en 2014 et 2015

	2014		2015	
	Part de l'enveloppe globale (en %)	Répartition du dépassement de l'enveloppe (en €)	Part de l'enveloppe globale (en %)	Répartition du dépassement de l'enveloppe (en €)
Socialiste, Républicain et apparentés	30,15	25 095,46	29,70	67 895,47
Union pour un Mouvement Populaire	24,25	20 184,57	24,64	56 328,09
Europe Ecologie les Verts	24,90	20 725,60	22,69	51 870,31
Front de gauche	7,28	6 059,53	7,25	16 573,81
Union Démocrates Indépendants	8,33	6 933,51	8,70	19 888,57
ACE	2,43	2 022,62	2,42	5 532,22
PRG-MdP	2,67	2 222,38	2,90	6 629,52
DE	0	0,00	1,72	3 931,99
TOTAL	**100**	**83 235,36**	**100**	**228 604,27**

Source : CRC Île-de-France d'après le tableau n°51 et des informations relatives à la répartition des enveloppes par groupe communiquées par la région Île-de-France

Tableau n° 52 : Répartition par groupe du dépassement du plafond en 2016 et 2017

	2016		2017	
	Part de l'enveloppe globale (en %)	Répartition du dépassement de l'enveloppe (en €)	Part de l'enveloppe globale (en %)	Répartition du dépassement de l'enveloppe (en €)
Socialiste, Républicain et apparentés	17,27	67 865,91	16,74	72 130,96
Les Républicains	37,91	148 974,91	38,11	164 212,11
Alternative Ecologiste et Sociale	6,40	25 150,08	6,92	29 817,58
FN-IDF Bleu Marine	10,28	40 397,31	9,56	41 193,07
Union des Démocrates et Indépendants	13,91	54 662,12	13,73	59 161,17
Centre et des Démocrates	6,24	24 521,33	6,3	27 146,06
Front de Gauche et PCF	5,28	20 748,81	5,08	21 889,20
Radical Citoyen Démocrate Ecologiste et apparentés	2,72	10 688,78	3,56	15 339,68
TOTAL	**100**	**392 969,96**	**100**	**430 889,82**

Source : CRC Île-de-France d'après le tableau n°51 et des informations relatives à la répartition des enveloppes par groupe communiquées par la région Île-de-France

La région doit donc rétablir une rémunération des collaborateurs de groupes d'élus conforme aux dispositions de l'article L. 4132-23 du CGCT et de la circulaire INTB9500079C du 6 mars 1995.

S'agissant de la rémunération individuelle de ces collaborateurs, l'article 17 de la délibération n° CR04-16 du 22 janvier 2016[83] précise que des moyens humains sont mis à la disposition des groupes politiques au prorata du nombre d'élus appartenant à chaque groupe, et que ces personnels sont rémunérés par référence aux grades de la fonction publique territoriale en distinguant les directeurs de cabinet et secrétaires généraux (administrateurs territoriaux ; IM mini 452 ; IM maxi HEB) et les chargés de mission (attachés territoriaux ; IM mini 349 ; IM maxi 798). Ces dispositions sont respectées par la région.

Toutefois, comme le montrent les fiches de paie de décembre 2017, 18 collaborateurs sur les 29 recensés ont perçu un complément de prime, contrairement aux affirmations de la région, alors que le plafond des rémunérations a été dépassé pour l'ensemble des groupes politiques.

Rappel au droit n° 8 : Rétablir une rémunération des collaborateurs de groupes d'élus conforme aux dispositions de l'article L. 4132-23 du CGCT et de la circulaire INTB9500079C du 6 mars 1995.

[83] Délibération n° CR04-16 du 22 janvier 2016 fixant les conditions d'exercice du mandat de conseiller régional et les conditions de fonctionnement des groupes d'élus.

5.4 Le faible suivi des recommandations de la chambre régionale des comptes

En matière de gestion des ressources humaines, la région a peu suivi les recommandations précédentes de la chambre, comme le récapitule le tableau suivant.

Tableau n° 53 : Suites réservées aux demandes de régularisation et recommandations de la chambre en matière de gestion des ressources humaines

Demandes de régularisation – Recommandations	Degré de mise en œuvre	Éléments justifiant l'appréciation
Gouvernance et organisation – gouvernance interne Contrôle n° 2014-0119		
Régularisation n°1 : Rétablir une rémunération des collaborateurs de groupe respectant les plafonds légaux prévus pour ces agents	Refus de mise en œuvre	Constat du dépassement des plafonds.
Régularisation n°2 : Mettre fin au recrutement des chargés de mission auprès des membres de l'exécutif en dehors des dispositifs et plafonds prévus par les textes applicables aux collaborateurs d'élus	Non mise en œuvre	Constat du dépassement des plafonds lors de l'instruction. Des mesures ont été prises par la région après réception des observations provisoires, mais les déclarations de la région ne sont pas étayées par des pièces de type délibération de suppression des emplois ou fiches de postes lors des repositionnements des agents concernés au sein de l'administration.
Gestion des ressources humaines affectées aux lycées franciliens Contrôle n° 2010-0180		
Recommandation n°1 : Etablir les bilans sociaux conformément aux obligations réglementaires quant à leur contenu, notamment en matière de logements de fonction et de décompte des autorisations exceptionnelles d'absence pour évènements familiaux	Mise en œuvre incomplète	Le décompte des absences n'est toujours pas fiabilisé, comme en atteste le REC 2015.
Recommandation n°2 : Pour faciliter une lecture plus stratégique des données significatives en matière de dépenses de personnel, actuellement dispersées, en présenter une synthèse consolidée dans les rapports de présentation des documents budgétaires. Outre une présentation des principales données relatives aux effectifs et à la masse salariale, elle pourrait également expliciter leur évolution au cours des derniers exercices. De même, indiquer et expliciter dans le rapport de présentation du débat budgétaire annuel les objectifs que s'assigne la collectivité en matière de dépenses de personnel à moyen terme.	Mise en œuvre incomplète	Les rapports d'orientations budgétaires présentent les principaux déterminants des dépenses de personnel. Toutefois, les perspectives d'évolution sont insuffisamment documentées et les leviers de maîtrise de la masse salariale sont rarement développés[84].
Recommandation n°3 : Formaliser dans une délibération les critères, la procédure et les délais de recrutements pour les fonctionnaires recrutés sans concours et les agents non titulaires recrutés sur emploi permanents et non permanents.	Non mise en œuvre	La région n'a pas pris de délibération en ce sens. Elle a produit deux documents succincts, sous forme de schéma : l'un portant sur la gestion des candidatures et l'autre sur les vacances de poste. Ils ne peuvent être considérés comme des procédure.
Recommandation n°4 : Doter la région d'un outil de prévision plus fiable de l'évolution des charges de personnel à moyen terme	Non mise en œuvre	La région dispose seulement d'un outil de suivi limité (mensuel). Néanmoins, elle engagé une réflexion sur l'acquisition d'un SIRH
Recommandation n°6 : Fiabiliser la mesure de l'absentéisme en y intégrant la totalité des autorisations spéciales d'absence qui ne sont pas comptabilisées et, plus largement, renforcer les mesures de lutte contre l'absentéisme, en particulier au sein de certains établissements scolaires où il atteint un niveau élevé.	Mise en œuvre incomplète	La région a mis en œuvre un premier plan de lutte contre l'absentéisme qui sera renforcé fin 2018 avec de nouvelles actions. Toutefois, tous les types d'absence ne sont pas comptabilisées (Disponibilité d'office pour raison de santé, garde enfant malade, par exemple).
Recommandation n°7 : Doter les établissements scolaires et les services du siège d'un dispositif de gestion automatisée du temps de travail, de sorte que les règles adoptées puissent être plus facilement mises en œuvre par les gestionnaires.+	Mise en œuvre incomplète	La région a mis en place un outil informatisé de gestion du temps de travail dans une partie des lycées à la rentrée 2013. Toutefois, 65 établissements ne sont pas équipés en raison d'un refus des directions concernées. Les services du siège sont également exclus du dispositif.

Source : CRC Île-de-France

[84] Voir partie 3.2.1 du présent rapport.

6 UNE RESPONSABILITÉ ACCRUE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE QUI APPELLE UNE GESTION PLUS EFFICIENTE DES MOYENS CORRESPONDANTS

6.1 Une nouvelle responsabilité régionale à l'égard des autres collectivités locales

En application de la loi NOTRé du 7 août 2015, les régions exercent une responsabilité accrue en matière de développement économique, de soutien aux entreprises et d'innovation. Elles ne sont plus simplement les « chefs de file » du développement économique mais elles disposent d'une compétence exclusive de définition sur leur territoire des orientations des politiques publiques de développement économique et d'aides aux entreprises[85]. Comme le précise la circulaire interministérielle NORINTB1531125J du 22 décembre 2015, la région devient la seule collectivité qui peut définir et octroyer des aides en faveur de la création ou de l'extension d'activités économiques et des aides aux entreprises en difficulté. Les communes et leurs groupements peuvent participer au financement de ces aides dans un cadre contractuel avec la région et, par délégation de celle-ci, contribuer à l'octroi de ces aides.

En revanche, la région ne peut plus définir et attribuer des aides en matière d'immobilier d'entreprise. Cette compétence relève désormais exclusivement des communes et de leurs groupements à fiscalité propre. La région peut toutefois participer au financement de ces aides dans le cadre d'une convention. La compétence peut aussi être déléguée par convention au département.

Les métropoles exercent leurs compétences en matière d'aides aux entreprises dans les mêmes conditions que les autres EPCI à fiscalité propre sauf dans deux domaines où elles peuvent agir sans intervention préalable de la région : les subventions à des organismes ayant pour objet exclusif de participer à la création ou à la reprise d'entreprise ; la participation dans le capital de sociétés de capital investissement, de sociétés de financement régionales ou interrégionales, de sociétés d'économie mixte nationales et de sociétés ayant pour objet l'accélération du transfert de technologies.

Les communes et leurs groupements peuvent encore, sans intervention préalable de la région, octroyer des aides spécifiques telles que : les aides aux professionnels de santé en zones déficitaires ou aux exploitants de salles de cinéma ; des aides au maintien ou la création d'un service nécessaire à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural lorsque l'initiative privée est défaillante ou insuffisante, ou dans une commune comprenant des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ils peuvent aussi garantir les emprunts de personnes morales de droit privé, participer au capital de sociétés de garantie ou à la constitution d'un fonds de garantie auprès d'un établissement de crédit.

En matière d'intervention économique, la compétence du département est désormais circonscrite aux actions relevant de la solidarité territoriale. Il peut toutefois, par convention, cofinancer des projets relevant des communes et de leurs groupements (aides à l'immobilier), ou de la région (aides aux activité de production, commercialisation et transformation de produits agricoles, de produits de la forêt ou de la pêche). Enfin, le département conserve la possibilité d'octroyer des aides spécifiques telles que les aides à l'exploitation de salles de cinéma ou aux professionnels de santé.

[85] Article L.4251-12 du CGCT.

Schéma n° 1 : Répartition des compétences en matière d'aides aux entreprises et à l'immobilier

Répartition des compétences des collectivités en matière d'aides aux entreprises et à l'immobilier

Compétence	Région	Département	Commune et EPCI	Métropole
Aides à la création ou à l'extension d'activités économiques	✓	⊘	€ D	€ D
Aides en faveurs des producteurs des filières agricole, forestière et halieutique	✓	€	€	€
Aides aux entreprises en difficulté	✓	⊘	€	€
Aides à l'immobilier d'entreprises	€*	D*	✓	✓
Aides aux organismes qui participent à la création-reprise d'entreprises	✓	⊘	€	✓
Aides aux professionnels de santé	✓	✓	✓	✓
Aides au cinéma (Exploitation de salles de spectacle)	✓	✓	✓	✓
Aides au services en maintien rural	✓ €*	€*	✓	✓

✓ Compétence de plein droit
⊘ Pas de possibilité d'intervention sauf exception
€ Intervention financière possible en complément de la Région (convention) ou d'une autre collectivité compétente par défaut
D Possibilité de délégation de l'octroi (instruction) des aides
? Indéterminé ou en attente de précision
* Délégation ou intervention possible en complément du bloc communal, pas de la Région

Source : SDREII – Annexe n°3 – Tableau n°2

6.1.1 Une responsabilité régionale exercée en lien avec l'Etat

L'État s'est impliqué de manière significative dans la préparation du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) francilien. Dans un premier temps, en avril 2016, l'État et la région ont signé une feuille de route partagée et des engagements réciproques pour la croissance et l'emploi portant sur la nécessaire harmonisation des territoires d'intervention et des modalités et outils de pilotage pour faciliter l'exercice des nouvelles responsabilités de la région. Puis, en septembre 2016, le préfet de région a formalisé sa contribution au SRDEII autour de quatre axes :

- disposer pour la région d'une organisation qui permette de coordonner les interventions économiques des autres collectivités (communes, EPCI et département) ;
- prendre en compte le devenir des agences de développement économique, notamment départementales, du point de vue de leur positionnement et de leur financement après 2017 ; si la région a déjà engagé la réorientation de Paris Région entreprises (PRE), le positionnement des autres agences reste à clarifier ;
- instaurer une gouvernance territoriale dans le cadre de bassins d'emploi économie-emploi-formation, prioritairement dans les territoires porteurs de projets structurants comme Saclay, la Défense, Roissy, Cergy et Marne la Vallée ;
- partager la SRDEII avec les régions voisines afin de favoriser la coopération interrégionale sur des projets communs.

Par ailleurs, le préfet a rappelé que le rôle de l'État en matière de développement économique porte sur le soutien et l'accompagnement individuel aux entreprises, notamment par le réseau des Direccte ; l'appui aux TPE et PME ; l'implication dans l'internationalisation des entreprises, via notamment Business France, les organismes consulaires et les conseillers de commerce extérieur de la France ; le soutien à l'innovation par l'accompagnement l'écosystème régional des start-ups et en favorisant les liens entre acteurs académiques et entreprises (pôles de compétitivité, institut de recherche et sociétés d'accélération du transfert technologique). Il a aussi souligné le rôle de l'État en matière d'aménagement du territoire et d'environnement dans des opérations d'intérêt national (Paris-Saclay, La Défense, les zones aéroportuaires).

6.1.2 Des relations relativement inchangées avec les départements

Comme rappelé *supra*, les départements ont perdu leur compétence de droit commun en matière de développement économique. Toutefois, ce resserrement de leurs compétences depuis le 1er janvier 2016 n'a eu que peu d'incidence sur les interventions de la région.

Ainsi, la région Île-de-France n'a pas souhaité se substituer systématiquement aux départements dans le soutien aux activités des agences départementales de développement. Elle leur confie l'animation locale du réseau économique, l'attractivité (promotion territoriale) et l'ingénierie territoriale, en application du principe de subsidiarité, lorsque les intercommunalités ne sont pas en capacité de remplir ces missions. Ainsi, elle conventionne avec les agences Essonne développement et Seine-et-Marne attractivité et le comité d'expansion économique du Val d'Oise, considérés comme des « agences de territoires » dans le SRDEII. En revanche, l'agence du Val-de-Marne a été dissoute.

Par ailleurs, l'article 133 de la loi NOTRé fait obligation aux départements de céder, avant le 31 décembre 2016, plus des deux-tiers de leurs parts dans les sociétés d'économie mixte (SEM) et les sociétés publiques locales (SPL) dont l'objet social relève d'une compétence que la loi ne leur attribue plus. A ce titre, la SEM GENOPOLE[86], dont l'objet social principal est l'immobilier d'entreprise, a vu la structuration de son capital modifiée. Au 1er janvier 2018, la région Île-de-France détenait 48 % du capital social sous la forme de 914 600 actions d'un montant total de 9,15 M€, aux côtés du département de l'Essonne (32 % du capital), de la Caisse des dépôts et consignations (16,01 %), de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud (3,2 %) et de divers actionnaires minoritaires dont la Société Générale (0,56 %) et la Chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne (0,04 %). Conformément aux dispositions de la loi NOTRé, par délibération du 24 septembre 2018, le département de l'Essonne a cédé deux tiers de ses parts[87] à la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud, qui disposerait désormais de 24,5 % du capital, contre 10,7% pour le département.

La SEM Genopole n'a pas procédé à une modification de son objet social.

En 2018, la région a renforcé son soutien à la SEM par des garanties d'emprunt[88] en lieu et place du département pour permettre l'acquisition d'un bâtiment destiné à un restaurant inter-entreprises (investissement total estimé à 3,11 M€ HT) et de divers terrains « *appartenant à SAFRAN et destinés à l'implantation d'une unité de bioproduction sur les maladies rares*. »

[86] La SEM GENOPOLE a pour objet « d'intervenir à la demande des collectivités publiques pour toutes les actions nécessaires au développement » du GENOPOLE situé sur les communes d'Evry et de Corbeil-Essonnes. La SEM assure la gestion du parc immobilier de ce pôle qui compte 17 laboratoires de recherche, 28 plateformes technologiques et 87 entreprises de biotechnologies.
[87] La cession porte sur 406 467 actions d'une valeur unitaire de 10 €.
[88] Au 31 décembre 2017, elle garantissait un encours de 0,12 M€ en capital.

Selon le rapport CR 2017-153 fourni par la région, les garanties d'emprunt pour les projets immobiliers de la SEM étaient traditionnellement prises en charge par le département de l'Essonne, conjointement avec la communauté d'agglomération Grand Paris Sud[89].

Tableau n° 54 : Garanties d'emprunt de la région au 1er janvier 2018

En €	Année de mobilisation	Part garantie	Montant initial de l'emprunt	Capital restant dû au 01/01/2018	Taux	*Durée résiduelle*
SEM GENOPOLE	2007	30 %	4 150 000,00	414 999,96	fixe (4,5 %)	60 mois
SEM GENOPOLE	2018	12,5 %	2 500 000,00	312 500,00	fixe (2,41 %)	300 mois
SEM GENOPOLE	2018	12,5 %	2 000 000,00	250 000,00	fixe (2,67 %)	360 mois

Source : Etat IV C 1.1 du budget primitif de 2018

Même si l'article L. 4253-1 du code général des collectivités territoriales permet à la région d'accorder des garanties d'emprunt sans condition de compétence, l'article L. 1511-3 du même code, dans sa rédaction issue de la loi NOTRé, dispose que « *les communes, la métropole de Lyon et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles. […] La région peut participer au financement des aides et des régimes d'aides mentionnés au premier alinéa du présent article dans des conditions précisées par une convention passée avec la commune, la métropole de Lyon ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre* ».

La région aurait donc intérêt à formaliser ses interventions dans le champ d'attribution exclusif de la communauté d'agglomération en concluant une convention avec celle-ci.

6.1.3 L'absence de coordination avec la MGP pour la mise en œuvre du SRDEII sur le territoire métropolitain

Les dispositions de l'article L. 4251-15 et du I de l'article L. 4251-17 du CGCT ne sont pas applicables à la métropole du Grand Paris (MGP) qui n'est pas tenue d'adopter les orientations régionales. En revanche, elle doit prendre en compte les orientations du SRDEII comme en dispose le II de l'article L. 4251-17. De plus, elle est privée de la capacité de définir des régimes d'aides de droit commun, ce qui relève de la responsabilité de la région[90]. Dans une contribution écrite[91], la MGP a confirmé que l'exercice de ses compétences en matière de développement économique (zones d'activités, actions de développement d'intérêt métropolitain) s'inscrira dans les orientations régionales conformément à la loi NOTRé. Le projet métropolitain devrait donc être compatible avec le SDREII.

Ce dernier prévoit d'ailleurs que la région confie à la MGP le soin de conduire une réflexion sur les conditions de développement d'une offre immobilière et de services en direction des entreprises innovantes de nature à élargir le vivier de l'innovation au-delà des frontières de la capitale. Par ailleurs, un guichet unique *« Choose Paris Region »* porté par l'État, Paris Région Entreprise, Business France, la MGP et la Ville de Paris a été créé pour offrir un point d'entrée privilégié aux entreprises étrangères qui envisagent de s'installer en région parisienne.

Par ailleurs, la métropole a indiqué à la région que la transformation en cours du réseau de transport (Grand Paris Express, liaisons entre les aéroports et le centre de Paris) constitue une opportunité pour favoriser l'émergence de nouveaux pôles de développement

[89] La compétence des départements est limitée à certaines personnes privées ou publiques définies par le code général des impôts (CGCT, art. L.3231-4), parmi lesquelles les organismes d'intérêt général, les organismes d'habitation à loyer modéré, ou les sociétés d'économie mixte réalisant des opérations de construction, acquisition ou amélioration de logements, les personnes de droit privé construisant des logements, les acquérant ou les améliorant.
[90] Instruction du Gouvernement n°NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015.
[91] Document non daté qui présente la position de la métropole en réponse à la sollicitation de la région.

économique. Ainsi, même si la MGP n'est pas compétente en matière de transport, elle déclare être particulièrement attentive à la qualité des mobilités durables dans l'espace métropolitain. C'est pourquoi, en accord avec la région, la MGP envisageait de conduire une étude prospective sur l'aménagement des berges de la Seine, couplée avec une étude sur le transport fluvial de passagers. Ces éléments ont été repris par la région dans le SDREII.

De plus, la MGP a exprimé son souhait d'être étroitement associée à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du SRDEII dans le cadre d'une relation partenariale équilibrée, un co-pilotage respectant les principes de subsidiarité et de complémentarité, qui assurerait la convergence des priorités métropolitaines et régionales, dans l'intérêt général des acteurs économiques et des habitants. La MGP s'est engagée à participer au financement de *« tout grand investissement métropolitain* » dans le cadre du SRDEII.

En s'appuyant sur les missions qui lui sont dévolues par la loi, elle a aussi évoqué la possibilité d'une délégation par convention, conformément aux dispositions de l'article L. 1511-2 du CGCT, de l'attribution des aides économiques à tout projet relevant de ses compétences et inscrit dans le SRDEII. La MGP a précisé que la coordination des actions en matière de développement économique sur son territoire relevait avant tout de sa responsabilité et que l'articulation avec la région et les établissements publics territoriaux (EPT) devait être décrite dans le SRDEII. Ce point a de nouveau été évoqué par le président de la MGP lors de la CTAP du 10 novembre 2016.

La région rappelle dans le SRDEII qu'elle *« porte une volonté d'agir collectivement au bénéfice des entrepreneurs franciliens. L'action seule de la Région ne permettra pas de répondre aux enjeux de croissance et d'emploi auxquels l'Île-de-France est confrontée. C'est pourquoi, dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre du SRDEII, elle a résolument choisi de s'appuyer sur l'ensemble des acteurs de l'écosystème régional et compte sur l'implication forte de chacun »*. Elle a donné pour objectif au schéma de *« définir précisément la répartition des rôles et leur complémentarité en matière d'attractivité internationale, d'internationalisation, de création, de reprise et de croissance d'activité, d'innovation et de transfert de technologie, de ressources humaines, d'économie sociale et solidaire, d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes »*.

Cependant, le SRDEII est silencieux sur l'enjeu de l'articulation à trouver entre la région, la MGP et les EPT. La mention du rôle de la MGP se limite à une seule phrase : *« Les actes de la Métropole du Grand Paris doivent prendre en compte les orientations du SRDEII »*. Ainsi, il n'apparaît pas que l'élaboration et la mise en œuvre du SRDEII sur le territoire métropolitain soit coordonnées avec la MGP.

Alors que la région affirme que la MGP et les EPT ont été pleinement associés et que leurs nombreuses contributions ont toutes été prises en considération et intégrées dans le SRDEII, la MGP confirme, dans sa réponse à la chambre, l'absence de reprise des orientations métropolitaines et d'association de la métropole et des EPT dans la mise en œuvre du schéma. Les projets communs identifiés dans le SRDEII ne se seraient pas réalisés ou pas dans des conditions partenariales (études sur l'aménagement des berges de Seine, transport fluvial de passagers). La MGP regrette également que « *la région n'ait pas précisé l'articulation entre elle, la MGP et les EPT, considérant ces derniers comme autant de « bassins d'emplois » régionaux et non comme partie de la MGP avec laquelle elle aurait dû travailler en direct* ».

6.1.4 Le poids prédominant des aides régionales par rapport à celles des autres collectivités

La loi NOTRé permet aux communes et à leurs groupements à fiscalité propre de continuer de participer au financement des aides économiques à condition que leurs interventions s'inscrivent dans un cadre conventionnel défini avec la région et soient compatibles avec le schéma régional qui devient prescriptif[92]. En application de l'article L. 1511-7 du CGCT, ils ont notamment la possibilité, en complément de la région, de financer des aides mises en place par celle-ci en faveur de la création ou de l'extension d'activités économiques ou destinées aux entreprises en difficulté[93]. Ils conservent par ailleurs une capacité d'initiative exclusive en matière d'aides à l'immobilier des entreprises.

Conformément à l'article L. 5111-1 du CGCT et à l'instruction correspondante [94], la région est tenue de transmettre au préfet un rapport annuel sur les aides mises en œuvre sur son territoire. Ainsi, chaque année, elle adresse à cette fin un courrier aux collectivités locales. Une à deux relances sont effectuées par courriel. Depuis 2017, une plateforme a été créée pour saisir directement leurs réponses. Le bilan des aides versées en 2017 s'appuie sur 254 déclarations contre 210 en 2016 : cinq départements franciliens (sur 7, hors Paris[95]), 22 EPCI (sur 63) et 227 communes (sur 1 276), soit un taux de déclaration de 19 % contre 16 % en 2016 et 12 % en 2015.

D'après ces déclarations, le total des aides versées en 2017 par les collectivités locales s'est élevé à 71,5 M€[96], soit un recul de 20 % par rapport au recensement de 2016 et de 29 % par rapport à celui de 2015. De plus, 89 % des aides ont été versées par la région, ce qui est à peu près similaire aux années précédentes. Selon la région, l'évolution du montant des aides versées s'établit à -14 % pour la région et à + 90 % pour les départements alors que les aides économiques des départements étaient en baisse de 30 % en 2016 par rapport à 2014, et celles des communes et EPCI de 88 %.

La région estime que ses nouvelles responsabilités en matière de développement économique devraient lui permettre à l'avenir d'avoir une connaissance des dispositifs utilisés par les collectivités avant même le recensement des aides versées, qu'elle pourra ainsi fiabiliser.

6.2 Le SRDEII, outil d'affirmation de la responsabilité régionale en matière de développement économique

6.2.1 La participation de principaux acteurs institutionnels à l'élaboration du SRDEII

Conformément aux articles L. 4251-12 à L. 4251-20 du CGCT, la région Île-de-France a adopté son SRDEII, *« stratégie # Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation en Île-de-France »*, par délibération du 14 décembre 2016, ensuite approuvé par arrêté préfectoral du 26 décembre 2016, pour une mise en œuvre à compter du 1er janvier 2017.

[92] Article L.4251-7 du CGCT.
[93] Les communes et leurs groupements à fiscalité propre peuvent aussi : verser des subventions aux organismes ayant pour objet exclusif de participer à la création ou à la reprise d'entreprise (article L. 1511-7 du CGCT) ; prendre des participations dans le capital de sociétés de capital investissement, de sociétés de financement interrégionales ou propres à chaque région, de sociétés d'économie mixte (nationales) et de sociétés ayant pour objet l'accélération du transfert de technologies (article L. 4211-1) ; souscrire des parts dans un fonds commun de placement à risques à vocation régionale ou interrégionale ayant pour objet d'apporter des fonds propres à des entreprises (article L. 4211-1 9°) ; participer financièrement à la mise en œuvre d'un fonds d'investissement de proximité défini à l'article L. 214-30 du code monétaire et financier (article L. 4211-1 11°).
[94] Instruction NOR : INTB1704578N.
[95] Le département de Paris est pris en compte par la région dans la catégorie dédiée aux communes.
[96] Hors aides *de minimis*.

Avant de travailler à l'élaboration de son nouveau schéma, la région a procédé à une évaluation du précédent, le schéma régional de développement économique et d'innovation (SRDEI), couvrant initialement la période 2011-2014. Pour cela, elle s'est adjointe une assistance à maîtrise d'ouvrage qui a formulé huit recommandations[97].

L'élaboration du SRDEII s'est déroulée courant 2016 avec la participation active des principaux acteurs institutionnels et opérateurs du développement économique franciliens : l'État, la MGP, la Ville de Paris, les conseils départementaux, BPI France, Business France, CCI Paris Île-de-France, Caisse des dépôts et consignations, CGPME, CRMA, EPCI, MEDEF, organismes associés de la région, pôles de compétitivité, etc. En tout, la région a reçu environ 150 contributions sur les enjeux, les priorités d'action et le niveau d'implication des acteurs. Une synthèse des contributions écrites a été réalisée par la région en décembre 2016. Le processus de concertation[98] s'est achevé le 10 novembre 2016 avec la présentation du SRDEII à la conférence territoriale de l'action publique (CTAP).

6.2.2 La gouvernance du SRDEII, élément clé de la nouvelle responsabilité régionale

En dépit de réunions de pilotage régulières, l'évaluation du schéma précédent[99] a relevé les insuffisances de sa gouvernance jugée trop « descendante » et peu participative[100]. De plus, fin 2015, le système de recueil des données nécessaires à l'alimentation des tableaux de bord et de suivi de la mise en œuvre du SRDEI n'avait pas encore été mis en place.

Ainsi, le cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage a recommandé à la région de revoir la gouvernance du SRDEII, de mettre en place un dispositif d'observation de l'économie régionale pour alimenter les fonctions décisionnelles en données et informations stratégiques et de prévoir trois niveaux de pilotage : une conférence politique (ou comité d'orientation) rassemblant les principales institutions régionales ; des comités thématiques par grande priorité stratégique ; une conférence des territoires. La gouvernance du schéma a donc été revue afin de permettre un meilleur exercice de la responsabilité régionale. Les principes en sont définis dans l'orientation n°4 du SRDEII *« Agir collectivement au service des entreprises, de l'emploi et des territoires »*.

Trois instances de pilotage ont été mises en place[101]. La conférence stratégique du SRDEII assure le suivi du déploiement opérationnel du schéma et arbitre les grandes questions de politique de développement économique. Elle est composée de sept acteurs majeurs (région, Etat, BPI, Business France, CDC, CCI Paris Île-de-France, CRMA). Le comité des partenaires[102] assure la coordination technique des partenaires afin de favoriser l'articulation des interventions, le suivi et l'analyse de l'évolution du contexte, l'examen des propositions de

[97] 1 - Accroître le budget régional dédié à l'économie et en renforcer l'effet de levier ; 2 - Simplifier l'offre de dispositifs de développement économique vis-à-vis des partenaires et entreprises ; 3 - Renforcer la dimension territoriale de la politique régionale de développement économique ; 4 - Conserver l'approche stratégique du futur SRDEII et la compléter par un plan d'actions à usage interne et externe ; 5 - Repenser la gouvernance du futur SRDEII ; 6 - Disposer d'un système de suivi consolidé et partagé de la SRDEII à l'échelle de l'Unité Développement ; 7 - Mieux communiquer sur le SRDEII vis-à-vis de l'extérieur pour affirmer le rôle de la région comme chef de file, organe d'impulsion du développement économique du territoire ; 8 - Positionner la gestion de la relation avec les intermédiaires sur la performance et non pas seulement sur la gestion(rapport final du 14 mars 2016 : tome 1 et rapport sur la méthodologie : tome 2).

[98] Annexe n° 2 du SRDEII, page 73 : principales étapes de la concertation du SDREII.

[99] Tome 1 rapport final du 14 mars 2016 point 5-3.

[100] Le comité de pilotage était présidé par le vice-président du Conseil régional en charge du développement économique. Il rassemble les acteurs du développement économique, tels que des agences de développement économique, les organismes associés, l'INSEE, des EPCI, des organismes consulaires, des services déconcentrés de l'Etat, des pôles de compétitivité, des entreprises (grands groupes et PME), et des partenaires sociaux. (P14 du rapport final).

[101] SDREII Objectif 4-1 : Organiser la coordination des acteurs et de la gouvernance de l'action économique.

[102] Liste des participants : AdCF, APVF, BPI France, Business France, CDC, CESER, CGPME, Chambres d'agriculture, CCI Paris Île-de-France, CRMA, CRESS, Etat, EPA, Grand établissement public foncier d'Île-de-France, IAU, MEDEF, Paris Région Entreprises, SGP, Systematic Paris Région, UPA (Power point de présentation du comité des partenaires du 14 novembre 2017 : gouvernance, 1er bilan 2017 et enjeux et perspectives pour 2018).

réorientations à l'intention de la conférence stratégique. Le comité technique interne à la région est chargé du déploiement du SRDEII par les services régionaux.

Par ailleurs, afin d'assurer le pilotage du SRDEII, la région s'est dotée d'un dispositif de suivi et d'évaluation de l'action économique régionale, comprenant le programme pluriannuel d'études et d'évaluation, qui arrête les travaux à mener pour évaluer la mise en œuvre des actions sur la durée du schéma, et une grille d'indicateurs pour suivre en continu la mise en œuvre du schéma. Selon la région, cette démarche poursuit deux objectifs : mieux communiquer sur les résultats de la région ; éclairer la prise de décision politique. Elle a vocation à alimenter les réflexions menées par les instances de gouvernance du SRDEII.

La région a indiqué qu'un suivi consolidé et partagé a été structuré en 2017, permettant la réalisation d'un bilan intermédiaire du SRDEII intitulé « *Bilan 2017, première année de mise en œuvre, et perspectives 2018* », et une communication des premiers résultats. Toutefois, ni le bilan intermédiaire ni le tableau de suivi synthétique ne font référence aux objectifs visés. Il n'est donc pas possible de mesurer réellement le degré d'atteinte des objectifs.

La production des outils de pilotage n'est probablement pas facilitée par l'inadaptation du système d'information. En effet, la région a mentionné l'engagement de plusieurs chantiers dans ce domaine par sa direction des entreprises et de l'emploi (DEE) : mise à plat des processus ; acquisition d'un outil de gestion de la relation client (GRC) ouvert aux partenaires ; construction de tableaux de bord décisionnels ; mise en place d'un dispositif d'évaluation en continu des aides aux entreprises auprès des bénéficiaires. La DEE devrait être l'une des directions expérimentatrices en matière de déploiement du GRC, prévu sur trois ans à compter de 2019, et visant à fiabiliser les données collectées et à assurer un suivi individualisé des entreprises aidées par la région.

6.2.3 Des priorités fondées principalement sur l'innovation et l'attractivité

Orientation 1 : Investir sur l'attractivité de l'Île-de-France

- Objectif 1.1 : Attirer les entreprises, investisseurs et talents en Île-de-France
- Objectif 1.2 : Accroître l'internationalisation des entreprises franciliennes
- Objectif 1.3 : Appuyer le développement des territoires de projet identifiés internationalement et ceux à fort potentiel pour accroître l'internalisation des entreprises franciliennes

Orientation 2 : Développer la compétitivité de l'économie francilienne

- Objectif 2.1 : Miser sur les filières stratégiques
- Objectif 2.2 : Devenir un hub mondial de l'innovation au service des entreprises
- Objectif 2.3 : Faire grandir les TPE-PME en Île-de-France

Orientation 3 : Développer l'esprit d'entreprendre et d'innover sur tous les territoires

- Objectif 3.1 : Accompagner la création d'entreprise et le développement de l'entrepreneuriat
- Objectif 3.2 : Anticiper et accompagner les évolutions des besoins en compétences en emplois des entreprises
- Objectif 3.3 : Favoriser la diversité de l'économie francilienne
- Objectif 3.4 : Dynamiser l'économie des territoires ruraux et des quartiers

Orientation 4 : Agir collectivement au service des entreprises, de l'emploi et des territoires

- Objectif 4.1 : Organiser la coordination des acteurs et la gouvernance de l'action économique
- Objectif 4.2 : Maximiser l'effet levier des interventions et des financements régionaux et européens autour de partenariats et d'une stratégie d'influence collective renforcés
- Objectif 4.3 : Suivre, évaluer l'action économique en s'appuyant sur des outils d'aide au pilotage renforcés
- Objectif 4.4 : Accroître la capacité collective d'anticipation des évolutions de l'environnement francilien

Le SRDEII 2017-2021 a vocation à traduire les ambitions partagées de l'ensemble des acteurs franciliens en matière de développement économique, d'innovation et d'internalisation. Alors que le SRDEI 2011-2014 était structuré autour de 5 ambitions, 3 priorités et 17 axes d'intervention, le SRDEII s'articule autour de 4 orientations stratégiques principales, qui se traduisent en 17 objectifs stratégiques, eux-mêmes déclinés en 55 objectifs opérationnels.

La région considère que le SRDEII a significativement évolué par rapport au SRDEI en matière de soutien aux filières stratégiques (industrie, économie sociale et solidaire, artisanat, aéronautique spatiale défense, santé, ville durable, cyber-sécurité, mobilité, intelligence artificielle, robotique, fabrication additive). Pourtant, en lien avec six pôles de compétitivité labellisés, le SRDEI ciblait déjà huit filières stratégiques : optique et systèmes complexes ; sciences de la vie (dont les biotechnologies et la santé) ; transports et mobilité (dont l'automobile, l'aéronautique et le spatial) ; industries de la création (dont l'image et le multimédia, les industries culturelles, la mode, le design et les métiers d'art) ; services à la personne ; services financiers ; tourisme et les loisirs ; éco-activités.

6.3 Le rôle mitigé du SRDEII en matière de simplification des dispositifs d'aide et de développement équilibré des territoires

Les services économiques de la région ont adapté leur organisation au nouveau cadre stratégique, à effectif constant (57 ETP en août 2018). Cette nouvelle organisation a été effective à compter du 1er janvier 2017.

6.3.1 L'absence de réelle simplification des dispositifs d'aide

L'évaluation du SRDEI relevait *« un manque de lisibilité au-delà des grandes priorités »*. Le foisonnement des dispositifs d'aide (environ 80) était l'un des facteurs explicatifs mentionnés par le cabinet évaluateur. Le rapport Technopolis-Amnyos soulignait néanmoins la mise en cohérence des dispositifs : « *la mise en place d'un parcours intégré pour l'entrepreneur ; la simplification de l'accès des entreprises aux dispositifs d'aide à l'investissement, via notamment la refonte de PM'UP, ou l'accès aux marchés publics (plateforme Maximilien, l'allotissement des marchés, l'adhésion à Pacte PME) ; la création de la marque territoriale Paris Région en 2013 (gérée par PRE) afin de faire rayonner le territoire francilien à l'international et de contribuer à l'attractivité du territoire ».*

La région s'est fixée comme objectif de poursuivre la simplification de ses dispositifs d'aide au développement économique vis-à-vis des partenaires et entreprises. Selon elle, le nombre d'aides directes aux entreprises aurait été ramené à quatre pour le dispositif PM'up (TP'up, PM'up, Innov'up et Back'up) contre 27 auparavant. Il n'est toutefois pas aisé d'établir le nombre exact de dispositifs d'aides. Les informations communiquées par la région n'étant pas constantes. Selon ses indications, 13 dispositifs sur 36 auraient été supprimés. Il en subsisterait donc 23.

D'ailleurs, une simple recherche sur le site internet de la région permet de relever sous le bandeau « économie et agriculture », neufs dispositifs d'aides[103] et sept appels à projets[104] ; et sous le bandeau « développement économique », deux dispositifs d'aides[105] et six appels

[103] Dispositifs TP'up, PM'up, Innov up expérimentation, Innov'up, Back'up prévention, Qualitair, Prêt croissance, Fonds régional de garantie, Soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire, Aides spécifiques destinées aux entreprises de plus de 250 salariés.
[104] Fonds de transition ESS (octobre 2016), appel à manifestation d'intérêt Paris Region Digital Event 2017 (janvier 2017), offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et reprise d'entreprise 2017-2019 (Septembre 2017), Paris Région – Incubateurs 2018-2020 (Avril 2018), aide à la création de tiers-lieux (juillet 2018), réflexe bois-biosourcés (Septembre 2018), appel à projets pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France (octobre 2018).
[105] Très petites entreprises créées par des personnes en difficulté d'insertion et entreprises solidaires, et prêts d'honneur pour projets innovants.

à projets[106]. Pour pallier cette difficulté de lisibilité, la région a indiqué être en cours de déploiement d'un nouveau site internet.

Par ailleurs, le bilan du SRDEI relevait une importante externalisation des aides régionales[107] vers des organismes associés[108] et des opérateurs partenaires de la région[109]. Il en résultait un manque de visibilité de l'action régionale en matière d'accompagnement et d'aides financières aux entreprises ; de mise en œuvre effective de la stratégie régionale par des organismes extérieurs ; de suivi des actions à partir de données dont la fiabilité était altérée par la diversité des systèmes d'information. La région a indiqué avoir ré-internalisé les dispositifs d'aides, comme cela avait été fait pour PM'up durant la période du SRDEI[110], à l'exception d'Innov'up toujours confié à BPI France. Elle déclare ainsi gérer directement plus de 60 % des crédits votés au BP de 2018.

Afin de simplifier l'accès aux aides, la région déclare instruire dorénavant les demandes « au fil de l'eau » et valider les dossiers en jury mensuellement alors qu'elle procédait à deux appels à projets par an. Par ailleurs, un travail sur les procédures internes aurait été opéré pour réduire les délais de traitement. Aujourd'hui, un délai de deux mois serait constaté entre l'appel de fond par l'entreprise et le paiement de l'aide. Toutefois, la région n'a communiqué aucun élément permettant à la chambre de vérifier cette évolution. Par ailleurs, entre octobre 2016 et octobre 2018, il a été relevé sur le site internet de la région treize et non deux appels à projets dans le domaine du développement économique.

La région a engagé depuis plusieurs années une démarche de rationalisation des structures d'appui aux entreprises via la fusion d'organismes associés et la fermeture de trois d'entre eux. La cessation d'activité de La Fonderie, qui intervenait dans le champ du numérique, est intervenue en janvier 2018. Deux salariés ont été repris par PRE. L'Atelier, qui intervenait dans le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), a fermé en janvier 2018 concomitamment à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie ESS, à la restructuration des aides au développement de ce secteur d'activité avec le Groupement régional des acteurs franciliens d'insertion par l'économique (GRAFIE) et au renforcement des missions de la Chambre régionale d'économie sociale et solidaire (CRESS) Île-de-France. Le Lieu du Design devait fermer à la fin 2018 suite à la reprise en gestion directe par la région de la démarche *« design »*. La région a recruté un salarié de la structure. Enfin, elle a recentré l'activité de l'association Paris Région Entreprises (PRE) sur l'attractivité du territoire francilien et diminué sa subvention de 20 %, soit 10,38 M€ en 2017, ce qui a été formalisé dans un avenant à la convention d'objectifs et de moyens 2015-2017[111].

En conclusion, même si la région a mis en place un système d'orientation des entreprises sur son site internet afin de les guider vers les dispositifs d'aide appropriés, la simplification de l'ensemble des dispositifs existants n'apparaît pas réellement alors qu'elle constitue l'une des conditions d'un pilotage efficient de la politique régionale en la matière.

Malgré les demandes réitérées de la chambre, la région n'a d'ailleurs pas été en mesure de lui fournir un document récapitulant l'ensemble des dispositifs d'aides régionales aux entreprises, ce qui conduit à s'interroger sur la conduite efficace de son action et du suivi qu'elle peut en faire.

[106] Entreprendre dans les quartiers de la politique de la Ville (septembre 2017), appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Accélérateur au changement d'échelle de structures de l'ESS 2018-2020 » (Mars 2018), appels à manifestation d'intérêt : réalisation de diagnostics et d'accompagnements de dirigeants de PMI franciliennes dans leurs projets de transformation 2018-2020 (juillet 2018), lancement d'un « Social Business Challenge » pour l'Île-de-France (septembre 2018), Paris Region Smart Weeks (octobre 2018), Paris Region business club (octobre 2018).
[107] 201 M€ environ pour le SRDEI 2011-2014, selon le bilan évaluatif réalisé ;
[108] Les organismes associés ont géré 38% des aides SRDEI, selon le bilan évaluatif réalisé.
[109] Les partenaires/opérateurs de la région ont géré 54% des aides SRDEI, selon le bilan évaluatif réalisé.
[110] L'évaluation SRDEI mentionne une économie de 1,35 M€ par an grâce à la réinternalisation du dispositif PM'Up, selon une évaluation réalisée en mars 2014.
[111] Avenant adopté en CR du 22 novembre 2017.

6.3.2 Une territorialisation co-pilotée avec l'État

Comme mentionné dans le rapport d'évaluation du SRDEI, la contribution du schéma au développement solidaire et équilibré des territoires infra-régionaux est jugée insuffisante par de nombreux acteurs franciliens du développement économique. Sont notamment relevés l'absence de couverture par des dispositifs régionaux de nombreux territoires défavorisés (importante concentration des lieux d'accueil des entreprises et des aides sur Paris) et le défaut de réflexion stratégique de la région sur les territoires. La région a donc décidé, conjointement avec l'État, de structurer son approche territoriale à partir des bassins d'emplois, devenant désormais le niveau d'intervention et de suivi des politiques de développement économique et de formation professionnelle.

Carte n° 1 : Bassins d'emploi de la région Île-de-France



Source : Région Île-de-France – SRDEII

La région a instauré des réseaux territoriaux (réseaux #Leader) tournés vers les entreprises et chargés de coordonner l'offre locale existante (publique/privée) pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises locales (extension, accès aux aides aux entreprises, informations et mise en réseau, etc.). Leur pilotage opérationnel est assuré par un EPCI ou une agence de développement économique volontaire. La région met à disposition de ces réseaux des outils et une assistance à maîtrise d'ouvrage pour construire et déployer une offre locale.

La région a indiqué que les réseaux #Leader sont co-pilotés par le sous-préfet et un élu de la région (développement économique et formation professionnelle). Toutefois, elle n'a pas précisé les modalités de mise en œuvre de ce co-pilotage. Ces réseaux territoriaux ont vocation à instaurer une forme de coopération nouvelle, non contractualisée à ce jour, avec les EPCI-EPT. Selon la région, après une première phase de mise en œuvre au printemps 2018 de ces réseaux territoriaux avec 11 bassins d'emplois expérimentaux, l'État et la Région ont décidé de déployer les 14 bassins d'emploi restants à compter de février 2019.

La région estime que la stratégie économique #Leader commence à porter ses fruits et se félicite des premières retombées. L'enjeu pour les années à venir résiderait dans les engagements qui seront signés sur chacun des bassins d'emploi afin de territorialiser les interventions de la région.

6.4 Des améliorations nécessaires de la programmation et du suivi des crédits

La politique régionale de développement économique bénéficie de la mobilisation de crédits régionaux et de fonds européens.

6.4.1 Un suivi insuffisant des crédits mobilisés en matière de développement économique

Les dépenses d'aide au développement économique figurent aux chapitres 939 et 909, dotés en AP en en CP pour les dépenses d'investissement et en AE et CP pour les dépenses de fonctionnement. Selon la région, 506 M€ ont été mandatés entre 2014 et 2017 en CP d'investissement et 446 M€ en fonctionnement. Toutefois, les CP ne reflètent pas réellement l'engagement annuel de la région en faveur du développement économique, en raison des règles de gestion des AP/CP et AE/CP.

Tableau n° 55 : Chapitre 909 - action économique : dépenses d'équipement (en M€)

Sous fonctions		2014		2015		2016		2017		Total	Total
		affecté	Mandaté	Affecté	mandaté	affecté	mandaté	affecté	mandaté	affecté	mandaté
91	*interventions économiques transversales*	50,86	40,42	24,57	25,23	21,63	16,77	41,31	45,34	138,37	127,76
92	*recherche et innovation*	56,48	74,50	56,13	64,50	49,35	61,97	72,24	94,93	234,20	295,90
93	*agriculture, pêche, agro-industrie*	2,69	2,79	2,55	2,78	5,89	1,31	8,10	13,02	19,23	19,90
94	*industrie, artisanat, commerce, autres services*	22,03	4,84	25,81	10,83	40,54	16,73	35,81	16,09	124,18	48,49
95	*tourisme et thermalisme*	4,86	4,49	4,21	3,34	3,28	4,00	4,68	1,79	17,04	13,63
Total chapitre		**136,92**	**127,04**	**113,28**	**106,68**	**120,69**	**100,78**	**162,14**	**171,19**	**533,02**	**505,69**

Source : Région Île-de-France

Tableau n° 56 : Chapitre 939 - action économique : dépenses de fonctionnement (en M€)

Sous fonctions		2014		2015		2016		2017		total	
		affecté	mandaté	Affecté	mandaté	affecté	mandaté	affecté	mandaté	affecté	mandaté
91	interventions économiques transversales	63,46	52,56	58,70	57,69	42,03	40,88	46,99	39,42	211,17	190,54
92	recherche et innovation	37,83	35,84	25,83	28,57	18,25	26,83	25,54	30,72	107,45	121,95
93	agriculture, pêche, agro-industrie	6,96	5,97	7,15	5,30	12,81	5,40	7,14	13,24	34,06	29,91
94	industrie, artisanat, commerce, autres services	5,32	8,44	4,10	7,07	3,09	4,04	4,99	4,67	17,49	24,22
95	tourisme et thermalisme	22,99	22,99	21,00	21,00	18,81	18,29	16,92	16,67	79,71	78,95
Total chapitre		**136,54**	**125,79**	**116,78**	**119,63**	**94,99**	**95,44**	**101,58**	**104,72**	**449,89**	**445,57**

Source : Région Île-de-France

S'agissant de l'investissement, entre 2014 et 2017, les autorisations de programme ouvertes au chapitre 909 se sont élevées à 644 M€. 82 % de ces AP ont été affectées (532 M€) et seulement 21 % ont été mandatées dans l'année de l'affectation. Ainsi, au 31 décembre 2017, 303 M€ restaient à mandater sur les AP affectées depuis 2014.

Tableau n° 57 : Synthèse AP/CP du chapitre 909

Chapitre 909 (en M€)	2014	2015	2016	2017	Total période	Total 2015-17
AP ouvertes	180,65	174,10	124,00	166,00	644,75	464,10
AP affectées	136,92	114,28	120,69	160,15	532,04	395,12
CP ouverts	127,52	106,95	107,05	188,45	529,97	402,45
CP mandatés dans l'année d'affectation	31,20	19,20	9,32	54,16	113,88	82,68
CP restant à mandater au 31.12.17	51,78	46,94	99,04	105,96	303,72	251,94
Part des CP restant à mandater au 31.12.17	49 %	49 %	89 %	66 %		

Source : CRC Île-de-France à partir des comptes administratifs

En fonctionnement, entre 2014 et 2017, les autorisations d'engagement ouvertes au chapitre 939 se sont élevées à 507 M€. 89 % de ces AE ont été affectées (449 M€) et moins de la moitié (48 %) ont été mandatées dans l'année de l'affectation. Ainsi, au 31 décembre 2017, 135 M€ restaient à mandater sur les AE affectées depuis 2014.

Tout comme en 2015 lors du contrôle de la chambre sur les aides économiques, la région n'a pas pu fournir des données précises et fiables sur les moyens mobilisés en matière d'aide au développement économique. Ainsi, la chambre s'interroge sur la qualité de la gestion des crédits pluriannuels en matière de développement économique et sur la justification du maintien de crédits engagés en fonctionnement depuis plus de trois ans et non mandatés.

Tableau n° 58 : Synthèse AE/CP du chapitre 939

Chapitre 939 (en M€)	2014	2015	2016	2017	Total période	Total 2015-17
AE ouvertes	154,16	145,61	102,87	104,68	507,32	353,16
AE affectées	136,54	116,78	94,99	101,58	449,89	313,35
CP ouverts	130,23	123,88	106,47	110,93	471,51	341,28
CP mandatés dans l'année d'affectation	63,27	55,15	43,41	54,69	216,52	153,25
CP restant à mandater au 31.12.17	19,52	28,35	40,78	46,82	135,47	115,95
Part des CP restant à mandater au 31.12.17	27 %	46 %	79 %	46 %		

Source : CRC Île-de-France à partir des comptes administratifs

Par ailleurs, la région a bénéficié du fonds exceptionnel d'aide au développement économique des régions, instauré par l'article 149 de la LFI de 2017. Elle a ainsi perçu 55,06 M€, soit le maximum attribué, en deux tranches : 24,47 M€ en mai 2017 et 30,59 M€ en avril 2018. Pour cela, elle a attesté d'une hausse des mandatements de plus de 80 M€ sur les fonctions 909 et 939 entre 2016 et 2017, dont 70 M€ en investissement. La chambre constate que cette justification de la hausse des mandatements a été facilitée par un niveau de CP mandatés très bas en 2016 (9,72 M€), année d'affectation en investissement, par rapport aux années antérieures, et très élevé en 2017 (51,71 M€).

6.4.2 Une programmation tardive de l'utilisation des fonds européens

Sur l'ensemble des fonds européens perçus entre 2007 et 2013 la région Ile de France a dû reverser 70 M€ (dégagement d'office)[112] parce qu'elle n'avait pas été en mesure de justifier l'utilisation de l'intégralité des crédits engagés dans les délais. Le taux d'absorption des programmes FEDER de la région n'était que de 82 %.

[112]https://www.leparisien.fr/espace-premium/seine-et-marne-77/fonds-europeens-bonnet-d-ane-pour-la-region-26-10-2016-6251904.php ; https://www.lagazettedescommunes.com/419709/fonds-structurels-2007-2013-presque-lheure-du-bilan/

Pour la période 2014-2020, la région devrait percevoir 531 M€ de fonds européens. Même si elle a pris des mesures[113] qui devraient, selon ses déclarations, lui permettre de ne pas subir de dégagement d'office, la collectivité n'a pas été en capacité de communiquer à la chambre le montant total qu'elle compte consacrer aux actions en matière de développement économique. Ni la direction des entreprises et de l'emploi ni le pôle affaires européennes et internationales n'ont été en mesure de préciser les objectifs et prévisions de programmation pour 2019 et 2020 au bénéficie de la politique de développement économique régionales.

Par ailleurs, comme le mentionne le bilan de l'action européenne de la région présenté au conseil régional en septembre 2017, la programmation a démarré avec retard en raison de l'adoption tardive des programmes opérationnels, ce qui explique le faible niveau de programmation et l'absence de mandatement entre 2014 et 2018. Toutefois, selon les informations communiquées par la région durant l'instruction, sur les 84,78 M€ de fonds européens programmés entre 2015 et 2018 sur les axes 2 « développer la compétitivité de l'économie francilienne » (63,84 M€) et 3 « développer l'esprit d'entreprendre et d'innover sur tous les territoires » (20,94 M€), seulement 14,34 M€ ont été mandatés en 2017 et 2018, soit 13 % des montants programmés sur l'axe 2 et 30 % des montants programmés sur l'axe 3.

Tableau n° 59 : Mobilisation des fonds européens pour les actions en faveur du développement économique (en M€)

Axes de la SRDEII	2014	2015	2016	2017		2018		2019	2020
	programmé			Progr.	mandaté	Progr.	mandaté	programmé	
1 Investir sur l'attractivité de l'Île-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. Développer la compétitivité de l'économie francilienne	0,00	0,00	4,62	40,42	6,37	18,81	2,04	0,00	0,00
3. Développer l'esprit d'entreprendre et d'innover sur tous les territoires	0,00	3,48	8,35	2,05	1,29	7,06	4,91	0,00	0,00
4. Agir collectivement au service des entreprises, de l'emploi et des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**0**	**3,48**	**12,97**	**42,47**	**7,66**	**25,87**	**6,95**	**0,00**	**0,00**

Source : Région Ile-de France

Par ailleurs, hormis des collaborations ponctuelles, nécessaires au lancement des appels à projets, il apparaît que les stratégies et priorités de ces deux services sont indépendantes et cloisonnées. En effet, la direction des entreprises et de l'emploi n'a pas été en mesure de communiquer l'enveloppe de fonds européens qui pourrait être mobilisée au profit de sa stratégie de développement économique, de l'innovation et de l'internationalisation. De même, le pôle affaires européennes et internationales a rencontré des difficultés à positionner les priorités du SRDEII dans le programme opérationnel. Cependant, la région aurait tout intérêt à favoriser des synergies interservices afin de se donner pleinement la capacité de mobiliser les fonds européens disponibles pour l'Île-de-France.

6.5 La mise en œuvre très partielle des précédentes recommandations de la chambre régionale des comptes

Les suites données par la région aux recommandations résultant des précédents contrôles de la chambre sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

[113] « Face aux retards pris dans l'adaptation de ses services et procédures internes aux exigences de la gestion des FESI pour la période 2014-2020, et au risque de dégagement d'office qui se profilait » [113], la région s'est dotée d'une nouvelle stratégie européenne, de nouveaux processus d'instruction des demandes de subvention et de programmation des FESI, d'une nouvelle organisation des services et a renforcé ses moyens humains en tant qu'autorité de gestion.

Observations de la Chambre	Degré de mise en œuvre	Eléments justifiant l'appréciation
Simplifier et rendre lisible la stratégie régionale en matière de dispositif d'aides au développement économique.	Mise en œuvre Incomplète	La région considère avoir simplifié son offre de dispositifs d'aides aux entreprises car elle a regroupé dispositif PM'up en 4 aides (TPE, PME, innov up, back up), contre 27 auparavant (CR de la CTAP du 10-11-2016). Toutefois, aucun récapitulatif global des aides régionales aux entreprises permet de s'assurer d'une réduction significative de leur nombre. De plus, alors que la région déclare instruire les demandes d'aides « au fil de l'eau » au lieu de deux appels à projet par an, elle lance de nombreux appels à projets, ce qui n'améliore pas la lisibilité de sa stratégie.
Consolider les évaluations des dispositions d'aide aux entreprises, notamment en rendant possible le recensement des bénéficiaires.	Mise en œuvre en cours	La région a mis en place des d'indicateurs dans le cadre du SRDEII. Elle s'est également dotée d'un programme d'évaluations et d'études pour la période 2017-2021. Toutefois, le système d'information relatif au suivi des aides reste inadapté. La région a indiqué qu'elle déploiera, de 2019 à 2021, un Customer Relationship Management (CRM) permettant de mieux suivre et d'optimiser ses relations avec les entreprises. Par ailleurs, elle a initié une démarche d'évaluation continue de certains dispositifs, basée sur l'appréciation par les bénéficiaires.
Etablir un bilan financier fin 2015 du SRDEI : montant des crédits de paiement et des restes à mandater sur les engagement pluriannuels décidés par la collectivité.	Absence de mise en œuvre	La direction des entreprises et de l'emploi n'a pas été en mesure de fournir des éléments, notamment chiffrés, permettant de constater une réelle amélioration dans le pilotage du volume des restes à mandater sur affectation relatives aux actions programmées.
Assurer le recensement des régimes d'aides, notamment ceux relevant d'autres collectivités.	Totalement mise en œuvre	Les bilans annuels 2014 à 2017 montent que des progrès ont été accomplis par la région pour améliorer la recension. En effet, la région a mis en place une plateforme de saisie en ligne en 2017. 210 collectivités ou EPCI ont complété les éléments sur 1348 entités sollicitées, soit 16%. La région estime que cela reflète la réalité des collectivités qui versent des aides aux entreprises, car elles sont peu nombreuses en Île-de-France.

Source : CRC Île-de-France

ANNEXES

Annexe n° 1. Glossaire des sigles.....96

Annexe n° 2. Observations et recommandations précédemment formulées par la chambre 98

Annexe n° 3. Objet et nature des fonds d'investissement dans lesquels la région Île-de-France détient des participations en capital.....101

Annexe n° 4. Projection des dépenses des sites de Saint-Ouen 2018-2031 – Hypothèse 1 : sans exercice de l'option d'achat 103

Annexe n° 5. Projection des dépenses des sites de Saint-Ouen 2018-2031 – Hypothèse 2 : exercice de l'option d'achat.....104

Annexe n° 1. Glossaire des sigles

AC	Attribution de compensation
ADCF	Assemblée des Districts et Communautés
AE	Autorisation d'engagement
AFD	Agence française de développement
AFTRP	Agence foncière et technique de la région parisienne
AMI	Appels à manifestation d'intérêt
AMO	Assistance à maîtrise d'ouvrage
AP	Autorisation de programme
APVF	Association des Petites Villes de France
ASP	Agence de services et de paiement
BEFA	Bail en l'état futur d'achèvement
BPI	Banque publique d'investissement
CAF	Capacité d'autofinancement
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CE	Conseil d'Etat
CESER	Conseil économique, social et environnemental régional
CFA	Centre de formation d'apprentis
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CGPME	Confédération des petites et moyennes entreprises
CJF	Code des juridictions financières
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale
CNRACL	Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales
CPER	Contrat de plan Etat-région
CRAM	Caisse régionale d'assurance maladie
CRESS	Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire
CRM	Customer Relationship management
CTAP	Conférence territoriale de l'action publique
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
DEE	Direction des entreprises et de l'emploi
DGA	Directeur général adjoint
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DGFL	Dotation globale de fonctionnement des lycées
DGS	Directeur général des services
DRFIP	Direction régionale des finances publiques
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale
EPT	Etablissement public territorial
ESS	Economie sociale et solidaire
ETP	Equivalent temps plein
FEDER	Fonds européen de développement régional
FESI	Fonds Européens Structurels et d'Investissement
FIPHFP	Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique
FNGIR	Fond national de garantie individuelle des ressources
FRCI	Fonds régional de co-investissement
GPEEC	Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
GRAFIE	Groupement des acteurs franciliens d'insertion par l'économie
GRC	Gestion de la relation client
HEB	Hors échelle B
IAU	Institut d'aménagement et d'urbanisme
IDF Mobilités	Île-de-France Mobilités
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux
IFSE	Indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise
ILAT	Indice des loyers des activités tertiaires

IM	Indice majoré
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques
ISR	Investisseurs socialement responsables
ISS	Indemnité spécifique de service
JRTT	Jours de réduction du temps de travail
LFI	Loi de finances initiale
Loi Maptam	Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles
Loi NOTRé	Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République
MAPA	Marché à procédure adaptée
MEDEF	Mouvement des entreprises de France
MGP	Métropole du grand Paris
MIE	Mission d'information et d'évaluation
PME	Petite et moyenne entreprise
PMI	Petite et moyenne industrie
PPCR	Parcours professionnels, carrières et rémunérations
PRE	Paris région entreprises
PSR	Prime de service et de rendement
REC	Rapport sur l'état de la collectivité
RIFSEEP	Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel
RPS	Risques psycho-sociaux
SEM	Société d'économie mixte
SGP	Société du grand Paris
STIF	Syndicat des transports d'Île-de-France (devenu Île-de-France Mobilités)
TICPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
VEFA	Vente en l'état futur d'achèvement
VP	Vice-président

Annexe n° 2. Observations et recommandations précédemment formulées par la chambre

Rapports portant sur la fiabilité des comptes et le contrôle interne (n° 2006-0567) et sur la situation financière de la région (n° 2013-0219)

Le rapport de 2006 sur la fiabilité des comptes et le contrôle interne estimait que le contrôle interne en place était globalement satisfaisant, exception faite du système d'information et de l'audit interne qui présentait des marges de progression importantes, et que les comptes présentaient une image fidèle, sous réserve des restes à réaliser.

Le rapport du 9 septembre 2014, sur la situation et la gestion financière de la région mentionnait que « la région a répondu par des actions appropriées. La chambre, à cet égard, a pu constater la qualité du travail accompli. » Il indiquait, en particulier, la volonté « de la région d'intégrer davantage les recommandations de la direction de l'audit en amont, lors de la création des dispositifs et de l'instruction des demandes de subvention, et en aval, lors des visas des unités fonctionnelles aux rapports soumis au vote du Conseil régional et de la commission permanente. »

Par ailleurs, la chambre mettait en lumière un certain nombre de carences en matière d'information financière et comptable : défaut d'intégration des systèmes d'information, limites du suivi des autorisations de programme, système d'information patrimonial défaillant (Coriolis), absence d'échéancier budgétaire pluriannuel pour chacune des fonctions et secteurs retracées dans le budget régional, fragmentation de l'information financière et suivi insatisfaisant des subventions[114].

Elle soulignait également les failles du système de pilotage de la performance. Celui-ci était jugé insuffisamment abouti, tant en ce qui concerne les « moyens humains et matériels »[115] dédiés à l'analyse des résultats obtenus qu'au regard de l'information donnée au conseil régional à ce sujet.

Toutefois, le rapport ne formulait qu'une seule recommandation formalisée sur le système de contrôle interne.116 La chambre relevait l'existence de « procédures internes » permettant de sécuriser certaines catégories d'opérations, notamment en ce qui concerne « la chaîne de la dépense ». Toutefois elle déplorait l'absence de « systématisation » de cette démarche à l'ensemble de l'organisation régionale et, en particulier, le défaut de finalisation de la « cartographie des risques ». Dans le cadre de la contradiction, la région a fait savoir qu'elle entendait « établir un état des lieux du contrôle interne régional et du système de management des risques existant sur les principaux processus. »

Rapport portant sur la gestion des ressources humaines (n° 2010-0180)

Le rapport d'observations définitives paru le 11 juillet 2013 était consacré à la gestion des ressources humaines liée au transfert des agents techniques et de service des lycées dans le cadre de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Le rapport relevait trois enjeux budgétaires important en matière de ressources humaines pour la région :

- un absentéisme élevé ;
- l'inachèvement de la régularisation du régime de temps de travail des agents des lycées ;
- l'absence d'un outil fiable de prévision pluriannuelle des emplois et de la masse salariale.

[114] CRC Île-de-France, *Région Île-de-France. Situation et gestion financières. Exercices 2007 et suivants*, p. 29-39.
[115] CRC Île-de-France, *ibid.*, p. 41-44.
[116] CRC Île-de-France, *ibid.*, p. 44-47.

La chambre préconisait d'améliorer la transparence et la lisibilité de la politique de gestion des ressources humaines, et améliorer les outils de pilotage de la masse salariale et des emplois.

Rapport relatif à la gouvernance de la région (n° 2014-0119)

Le rapport relatif à la gouvernance de la région Île-de-France estimait que l'organisation des instances et des services de la région permettait un fonctionnement courant efficace de l'institution. La chambre mettait toutefois en avant la nécessité d'améliorer l'information du conseil régional en matière de recettes stratégiques, de dépenses majeures et de grands projets. Elle questionnait le rôle des instances consultatives adossées à la région, et tout particulièrement celui de l'agence régionale de promotion de l'égalité, (ARPE).

La chambre préconisait également de suivre davantage une logique de pilotage de la performance dans le cadre de la gouvernance budgétaire, inspirée des pratiques de l'Etat issues de la LOLF ; et de développer la transversalité entre les services régionaux dans la conduite des projets.

Enfin, la chambre relevait le non-respect des textes en matière de nombre et de rémunération des collaborateurs d'élus.

Conformément à l'article L. 243-9 du CJF, la région a fait connaitre à la chambre les suites qui ont été réservées aux recommandations. Elle informe la chambre des avancées suivantes :

- les chargés de mission placés auprès des vice-présidents sont désormais placés auprès du DGS ; en revanche, la région conteste le bienfondé de l'observation de la chambre portant sur le dépassement du plafond des collaborateurs de groupe (mode de calcul erroné) ;
- la gouvernance de la région a été modernisée et renforcée : 13 réunions de l'assemblée plénière depuis le début de la nouvelle mandature ; renouvellement des conseil scientifique, comité consultatif du handicap et conseil régional des jeunes ; toutefois, la région n'évoque pas la question du maintien de l'ARPE ; les délégations des vice-présidents et délégués ont été précisées.
- au-delà de la réorganisation des services, le regroupement des services en un même site va permettre d'améliorer la transversalité et la coordination entre les services ;
- l'IGRIF (inspection générale) est désormais rattachée à la présidente et est composé d'un service d'inspection et d'un service d'audit interne ;
- trois accords sociaux ont été signés en janvier 2017 avec les organisations syndicales : qualité de vie et bien-être au travail, égalité femmes/hommes, et emploi des personnes en situation de handicap ;
- la qualité de l'information budgétaire s'est renforcée : fin de la pratique du gel budgétaire (annulation des autorisations d'engagement aussitôt le budget voté) ; triplement es provisions pour risques et charges ; révision du périmètre des annexes budgétaires suivant les périmètres des vice-présidents ; instauration de « jaunes » budgétaires (environnement, handicap, fonds européens) ; publication sur le portail internet Marianne du document de synthèse du budget voté (« blanc ») ; meilleure information sur les restes à mandater ;
- un schéma directeur des systèmes d'information est en cours de finalisation, et un rattrapage du budget consacré aux systèmes d'information a été opéré (15 M€, soit 0,2 7% du budget primitif 2017).

Rapport relatif aux aides au développement économique (n°2014-0120)

La chambre a contrôlé à deux reprises les aides relatives au développement économique octroyées par la région Île-de-France. Le premier ROD a été notifié en février 2007 et s'inscrivait dans les travaux d'un rapport thématique de la Cour portant sur les aides des collectivités territoriales au développement économique, publié en novembre 2007. Le second date d'août 2015, et portait sur le contrôle des suites réservées aux recommandations formulées par la chambre en 2007.

Le rapport de 2007 relevait les difficultés rencontrées par la région dans la mise en place de cadres et d'outils de coordination de ses interventions économiques (notamment la stratégie et son schéma régional de développement économique), mais aussi l'évaluation des dispositifs d'aides aux entreprises.

Le rapport de 2015 constatait l'adoption d'une stratégie régionale de développement économique et d'innovation (SRDEI) en juin 2011, basée sur trois objectifs principaux : le renforcement des PME-PMI, la valorisation du potentiel d'innovation et le développement solidaire des territoires. Cette stratégie est mise en œuvre par le biais d'aides directes aux entreprises et indirectes par le soutien aux structures d'appui et réseaux.

La chambre constatait des progrès significatifs en matière d'évaluation des dispositifs d'aide (évaluation *in itinere*). L'ensemble des résultats des évaluations devaient être disponible avant la fin de l'année 2015.

De même, elle mentionnait des efforts significatifs accomplis par la région pour mettre en conformité ses dispositifs d'aides avec les règles européennes visant à prévenir les distorsions de concurrence entre les Etats – membres. Toutefois, elle ne respectait pas l'obligation de recension des régimes d'aides, prévoyant l'agrégation par la région des aides des autres collectivités territoriales avant que l'Etat ne procède aux déclarations à la Commission européenne.

Par courrier du 17 juillet 2017, la région a répondu au courrier de la chambre sur les actions qu'elle a engagées suite aux recommandations dans le cadre de la loi NOTRé (article L. 243-9 du CJF). Elle indique à la chambre qu'elle a réalisé les avancées suivantes :

- adoption d'un nouveau cadre stratégique en matière de développement économique et d'innovation pour la période 2017-2021, le 14 décembre 2016 : stratégie #leader pour la croissance, l'innovation et l'emploi[117], intégrant son SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation), conformément à la loi NOTRé du 7 août 2015 ;
- mise en place des dispositifs de soutien à l'économie simplifiés avec l'ambition de renouveler en profondeur l'action régionale au service de la croissance, de l'emploi et de l'innovation ;
- déploiement en cours d'un système d'information pour mieux mesurer l'impact des aides régionales et renforcer l'évaluation et l'efficience des dispositifs ;
- réalisation d'un bilan annuel des aides et régimes d'aides mis en œuvre en Île-de-France en conformité avec les règles de l'Union Européenne.

[117] CR 230-16

Annexe n° 3. Objet et nature des fonds d'investissement dans lesquels la région Île-de-France détient des participations en capital

Participation en capital de la région au 31 décembre 2017

En €	Délibérations	Montant de l'engagement
Société d'études, de maitrise d'ouvrage et d'aménagement parisienne (Semapa)	CR 02-90 du 18/01/1990	38 112,25
Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) d'Île-de-France	CR 46-90 du 13/11/1990 CR 28-00 du 21/06/2000	51 405,80
Saem Citallios	CR 36-91 du 09/07/1991 CR 139-16 du 16/06/2016	914 694,10
Sem Genopole	CR 65-01 du 13/12/2001	9 146 000,00
Société d'aménagement et d'équipement de la région parisienne	CR 10-02 du 27/06/2002 CR 69-08 du 26/06/2008 CR 112-12 du 22/11/2012 CR 45-15 du 18/06/2015 CP 2017-367 du 05/07/2017	3 400 000,00
Genopole 1er jour	CP 07-640 du 12/07/2007	1 649 992,20
Financites	CP 09-068 du 22/01/2009	2 000 000,00
Scientipole IDF capital	CR 08-06 du 17/03/2006 CP 09-475 du 28/05/2009	1 800 000,00
Fonds régional de co-investissement	CP 11-185 du 10/03/2011 CP 12-508 du 12/07/2012 CP 13-726 du 17/10/2013 CP 14-236 du 10/04/2014 CP 15-230 du 09/04/2015 CP 15-649 du 08/10/2015 CP 2017-220 du 17/05/2017 CP 2017-496 du 18/10/2017	33 400 000,00
Île-de-France capital	CR 10-95 du 23/03/1995 CR 15-95 du 06/07/1995 CR 02-96 du 03/02/1996 CP 07-1105 du 29/11/2007 CP 08-1286 du 27/11/2008	9 511 542,61
Île-de-France capital 2	CR 31-14 du 19/06/2014	10 000 000,00
Cap décisif	CR 64-00 du 13/12/2000 CP 01-710 du 6/12/2001 CP 07-1105 du 29/11/2007 CP 11-312 du 19/05/2011	9 838 935,00
Innovacom Île-de-France	CP 14-665 du 17/10/2014	15 000 000,00
Sem Énergies posit'if	CR 115-11 du 17/11/2011	3 020 000,00
Seml Sigeif mobilités	CR 2017-83 du 18/05/2017	350 000,00
Total		***100 120 681,96***

Source : Compte administratif 2017

Créé en 2001, « *Cap Decisif* » est un fonds d'investissement amont, dédié aux entreprises innovantes de hautes technologies, situées en Île-de-France et liées en majorité à la recherche publique dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication, des biotechnologies et des sciences de l'ingénieur.

Le fonds *Innovacom* est un fonds d'investissement qui peut intervenir par apport en fonds propres dans les secteurs des technologies de la communication, de la domotique, de la santé, de l'énergie et des transports. La région a décidé de souscrire à ce fonds numérique à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt lancé en juin 2014.

IDF Capital est une société de capital-investissement, qui intervient dans le développement et la reprise de petites et moyennes entreprises implantées en région Île-de-France. Elle est détenue à la fois par des actionnaires institutionnels (Région Île-de-France, CCI Paris Îlede-France, CCI Essonne), des banques, des sociétés de capital-risque et des assureurs (Bred, BPI France, Caisse d'Epargne, Crédit Mutuel, etc.) et des sociétés industrielles (Aéroport de Paris, Industries Dassault, Revital'emploi, etc.). *IDF Capital* intervient uniquement en fonds propres et quasi-fonds propres (actions, obligations convertibles et ses dérivés) pour des prises de participation minoritaire en phase de développement ou de reprise d'entreprise (y compris croissance externe et rachat de minoritaire) principalement dans le secteur de l'industrie et des prestataires de services à l'industrie (hors sciences de la vie et biotechnologies).

Le Fonds régional de co-investissement (devenu « *Paris Region Venture Fund* » en 2017) est une société par actions simplifiée à associé unique créée en juillet 2011 à l'initiative du conseil régional d'Île-de-France. Celle-ci a pour objet de réaliser des « co-investissements »[118] en fonds propres ou quasi fonds-propres, sous forme de prise de participations au capital de petites et moyennes entreprises ayant leur siège social ou un établissement situé dans la Région Île-de-France en phase d'amorçage ou de démarrage. Les interventions sont ciblées sur le secteur de l'aéronautique, du spatial et de la défense, de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la nutrition, de la sylviculture, de l'automobile et des mobilités, du numérique et de la santé.

[118] Le co-investissement (*carried interest*) est généralement effectué par des investisseurs dans une entreprise aux côtés d'un gestionnaire de fonds et de capital risqueurs. Le co-investissement en actions permet aux investisseurs de réaliser des interventions en capital sans payer les frais habituels facturés par le fonds classiques d'investissement. Les investisseurs des fonds exigent que l'équipe de gestion effectue un investissement significatif aux mêmes conditions qu'eux, impliquant un risque de perte. En revanche le *carried interest*, assurant le cas échéant à l'équipe de gestion un pourcentage des gains supérieur, est sans contrepartie directe. Le droit préférentiel des managers du fonds est ainsi « porté » (*carried*) en majeure partie par l'investissement effectué par des tiers à l'équipe. Ce sont les investisseurs qui acceptent une dilution de leurs droits financiers au profit de l'équipe de gestion du fonds, une fois que celle-ci a rempli certaines conditions de performance.

Annexe n° 4. Projection des dépenses des sites de Saint-Ouen 2018-2031 – Hypothèse 1 : sans exercice de l'option d'achat

INFLUENCE 1	29/01/2018[119]	2019	2020	2021[120]	2022[121]	2023***	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	31/12/2031	TOTAL
Loyers	10 104 792	8 796 060	10 077 346	15 749 448	13 364 760	5 525 344	16 673 916	17 181 811	17 559 811	17 946 127	18 340 940	18 744 435	19 156 820	14 627 473	203 849 083
Impôts et taxes	1 377 505	1 446 380	1 518 699	1 594 634	1 674 365	1 758 083	1 845 987	1 938 286	2 035 200	2 045 360	2 147 628	2 255 009	2 367 759	2 486 146	26 491 041
Assurances	5 720	5 834	5 950	6 069	6 190	6 314	6 440	6 569	6 580	6 712	6 846	6 983	7 123	7 265	90 595
Entretien, exploitation, maintenance	1 376 802	1 404 338	1 432 425	1 461 073	1 490 294	1 520 099	1 550 501	1 581 511	1 613 141	1 645 404	1 678 312	1 711 878	1 746 116	1 781 038	21 992 932
TOTAL TTC	**12 864 819**	**11 652 612**	**13 034 420**	**18 811 224**	**16 535 609**	**8 809 840**	**20 076 844**	**20 708 177**	**21 214 732**	**21 643 603**	**22 173 726**	**22 718 305**	**23 277 818**	**18 901 922**	**252 423 651**

Source : CRC Île-de-France selon les données communiquées par la région Île-de-France (non retraitées)

INFLUENCE 2	01/10/2019	2020[122]	2021	2022[123]	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	31/12/2030	TOTAL
Loyers	2 579 189	7 135 325	3 997 389	6 516 597	11 133 892	11 378 836	11 629 171	11 885 012	12 146 483	12 413 705	12 686 807	9 689 169	113 191 575
Impôts et taxes	1 009 428	1 059 899	1 112 894	1 168 539	1 226 966	1 288 314	1 352 730	1 420 366	1 491 384	1 565 953	1 644 251	1 726 464	16 067 188
Assurances	4 194	4 278	4 364	4 451	4 540	4 631	4 724	4 818	4 914	5 012	5 112	5 214	56 252
Entretien, exploitation, maintenance	1 067 110	1 088 452	1 110 221	1 132 425	1 155 073	1 178 174	1 201 737	1 225 771	1 250 286	1 275 291	1 300 796	1 326 811	14 312 147
TOTAL TTC	**4 659 921**	**9 287 954**	**6 224 868**	**8 822 012**	**13 520 471**	**13 849 955**	**14 188 362**	**14 535 967**	**14 893 067**	**15 259 961**	**15 636 966**	**12747658**	**143 627 162**

Source : CRC Île-de-France selon les données communiquées par la région Île-de-France (non retraitées)

[119] 5 trimestres acquittés au lieu de 4 en raison de la fréquence de paiement (d'avance). Impact est limité à la mise en place de la première année de bail
[120] Fin du loyer progressif consenti les 3 premières années/Mise en œuvre du loyer initial
[121] 10 mois de franchise de loyers supplémentaires.
[122] Facturation de loyers décalés.
[123] Fin des loyers progressifs/Mise en œuvre loyers de base

Annexe n° 5. Projection des dépenses des sites de Saint-Ouen 2018-2031 – Hypothèse 2 : exercice de l'option d'achat.

INFLUENCE 1	Prise à bail 29/01/2018	2019	2020	2021	12/07/2022[124]	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Loyers	1 0104 792[125]	8 796 060	10 077 346	15 749 448	7 077 574	SO	SO	SO	SO	SO	SO	SO	SO	SO
Impôts et taxes	1 377 505	1 446 380	1 518 699	1 594 634	1 674 365	1 758 083	1 845 987	1 938 286	2 035 200	2 045 360	2 147 628	2 255 009	2 367 759	2 486 146
Assurances	5 720	5 834	5 950	6 069	6 190	6 314	6 440	6 569	6 580	6 712	6 846	6 983	7 123	7 265
Entretien, exploitation, maintenance	1 376 802	1 404 338	1 432 425	1 461 073	1 490 294	1 520 099	1 550 501	1 581 511	1 613 141	1 645 404	1 678 312	1 711 878	1 746 116	1 781 038
TOTAL TTC	**2 760 027**	**11 652 612**	**13 034 420**	**18 811 224**	**10 248 423**	**3 284 496**	**3 402 928**	**3 526 366**	**3 654 921**	**3 697 476**	**3 832 786**	**3 973 870**	**4 120 998**	**4 274 449**

Source : CRC Île-de-France selon les données communiquées par la région Île-de-France (non retraitées)

INFLUENCE 2	Prise à bail 01/10/2019	01/01/2020[126]	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	TOTAL
Loyers	1 934 391	SO	SO	SO	SO	SO	SO	SO	SO	SO	SO	SO	1 934 391
Impôts et taxes	1 009 428	1 059 899	1 112 894	1 168 539	1 226 966	1 288 314	1 352 730	1 420 366	1 491 384	1 565 953	1 644 251	1 726 464	16 067 188
Assurances	4 194	4 278	4 364	4 451	4 540	4 631	4 724	4 818	4 914	5 012	5 112	5 214	56 252
Entretien, exploitation, maintenance	1 067 110	1 088 452	1 110 221	1 132 425	1 155 073	1 178 174	1 201 737	1 225 771	1 250 286	1 275 291	1 300 796	1 326 811	14 312 147
TOTAL TTC	**4 015 123**	**2 152 629**	**2 227 479**	**2 305 415**	**2 386 579**	**2 471 119**	**2 559 191**	**2 650 955**	**2 746 584**	**2 846 256**	**2 950 159**	**3 058 489**	**32 369 978**

Source : CRC Île-de-France selon les données communiquées par la région Île-de-France (non retraitées)

[124] La date butoir d'acquisition de l'immeuble est fixée au 12 juillet 2022. Les loyers ont été calculés au prorata (6 mois et 11 jours d'occupation en qualité de locataire). En revanche, même en qualité de propriétaire, la région devra acquitte l'ensemble des charges, assurances, impôts et travaux, par conséquent ces sommes sont conservées dans le calcul du coût global de l'opération.
[125] Y compris le 1er trimestre 2018 rattaché budgétairement à l'exercice 2017.
[126] La région peut lever l'option dans les 3 mois suivant la prise d'effet du bail.

Réponse du directeur général des services de la région Ile-de-France (*)

(*) Conformément à l'article L. 243-4 du code des juridictions financières, la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France a adressé ses observations définitives le 16 septembre 2019 à l'ordonnateur de la collectivité, la présidente de la région, qui disposait du délai d'un mois pour communiquer en retour sa réponse écrite comme prévu par l'article L. 243-5 du même code.

La chambre a reçu le 17 octobre 2019, au terme du délai précité, une lettre du directeur général des services de la région. N'émanant pas de l'ordonnateur, cette lettre ne peut être considérée comme la réponse de la collectivité. L'article R. 243-13 du code précité précise en effet que le destinataire du rapport d'observations définitives peut adresser à la chambre une réponse « qu'il signe personnellement ».

La chambre n'avait donc pas l'obligation de joindre à son rapport d'observations définitives la réponse du directeur général des services de la région Ile-de-France. Elle a néanmoins choisi de le faire à titre exceptionnel.

Toutefois, en application des dispositions de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse, notamment de son article 29, la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France a estimé nécessaire de retirer de la lettre du directeur général des services de la région un paragraphe susceptible de présenter un caractère diffamatoire pour l'un de ses magistrats. Le retrait correspondant est signalé par le symbole « […] ». C'est en cette forme que, dans le cadre prévu à l'article R. 243-16 du code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la chambre sera publié et communiqué aux tiers qui en feraient la demande.

Chambre Régionale des Comptes
d'Ile-de-France
17/10/2019
G/1053
ARRIVÉE AU GREFFE

Région îledeFrance

Le Directeur général des services

Saint-Ouen, le mercredi 16 octobre 2019

Monsieur Christian Martin
Président
Chambre régionale des comptes
d'Ile-de-France
6 Cours des Roches
Noisiel BP 187
77315 Marne-la-Vallée Cedex 2

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 16 septembre 2019, vous avez notifié à la Présidente de la région Ile-de-France les observations définitives relatives au contrôle des comptes de la gestion de la collectivité.

Je souhaite par la présente, et conformément aux dispositions de l'article L. 243-5 du code des juridictions financières, vous apporter les remarques de la collectivité sur le document qui nous a été transmis.

En préambule, je vous prie de bien vouloir trouver ci-après plusieurs remarques liminaires. Elles avaient été portées à votre connaissance dès le rapport provisoire, mais la chambre régionale n'a pas souhaité les prendre en compte dans son rapport définitif.

*

1. **Une méthodologie qui ne met pas suffisamment en évidence les différences de gestion de l'ancienne et de la nouvelle mandatures et qui ne permet donc pas de souligner la rupture majeure intervenue en 2015**

Le travail de la Chambre régionale porte sur les exercices 2014 et suivants, c'est-à-dire dans les faits, et compte tenu du rythme de publication des documents budgétaires prévus par la loi, sur la période 2014 - 2017 (le compte administratif 2018 n'étant pas encore délibéré à la date d'envoi du rapport d'observations provisoires). Or cette période correspond à deux gestions bien différentes. D'un côté, la période 2014 - 2015 correspondant aux deux dernières années du mandat du président Jean-Paul Huchon. De l'autre, la période 2016 - 2017 correspondant aux deux premières années du mandat de la présidente Valérie Pécresse. Ces deux périodes correspondent à des choix de gestion radicalement différents que le rapport ne distingue pas suffisamment, même si l'on note une inflexion, au moins dans les titres, suite à notre réponse au rapport d'observations provisoires. J'en veux pour preuve les exemples suivants : les charges à caractère général ont augmenté de 9 % entre 2014 et 2015 quand

elles ont baissé de 7 % entre 2016 et 2018 ; les charges de personnel ont bondi de 3 % pour la seule année 2015 quand leur progression, malgré les indexations mécaniques, a été contenue à 2,6 % pour l'ensemble des trois années suivantes, soit un niveau en ligne avec l'inflation. Dans son dernier rapport sur les finances locales en 2019 publié le mois dernier[1], la Cour des comptes considère à ce titre que la variation des dépenses de personnel en Ile-de-France est l'une « *des progressions les plus contenues* » en France (la deuxième la plus faible)[2], situation d'autant plus remarquable que l'Ile-de-France a d'ores et déjà la dépense de personnel par habitant la plus faible de toutes les régions.

2. Une tonalité générale du rapport éloignée de celle de l'entretien de fin de contrôle

Je m'étonne également de la tonalité générale du rapport qui est en décalage avec l'échange que nous avons eu avec les rapporteurs et magistrats de la Chambre lors de l'entretien de fin de contrôle du 12 décembre 2018. Contrairement au rapport qui nous est communiqué, la tonalité de cet entretien était extrêmement positive, les représentants de la Chambre ayant en particulier salué l'excellente gestion financière de la collectivité (précisant au demeurant qu'elle représentait une véritable singularité dans le paysage des collectivités françaises et pouvait être prise en exemple) et soulignant l'efficacité et les conditions financières particulièrement avantageuses du déménagement du siège de la région de Paris à Saint-Ouen.

Ce « grand-écart » se retrouve au demeurant dans les titres choisis pour organiser la structure du rapport **qui sont à ce point polémiques qu'ils sont pour certains d'entre eux en contradiction avec le contenu des paragraphes qui les suivent**. Ainsi, pour le déménagement de la région en Seine-Saint-Denis, la Chambre titre *« un bilan financier de l'opération encore incertain »* alors que, quelques lignes plus loin, elle conclut que *« l'analyse des coûts globaux montre que, quel que soit son choix en matière d'acquisition des immeubles de Saint-Ouen, les opérations Influence 1 et 2 seront avantageuses pour la région »*.

De ce point de vue, **nous nous étonnons également de la tonalité de la synthèse du rapport qui est plus négative que celle du corps du rapport** alors qu'elle devrait en être le strict reflet.

3. Des erreurs factuelles

Par ailleurs, et à de nombreuses reprises, le rapport comporte des éléments factuellement erronés. Ainsi, la Chambre écrit que *« la fiscalité directe régionale pèse exclusivement sur les entreprises »* alors que la seule taxe pour laquelle la région dispose d'un pouvoir de taux est la taxe sur les « cartes grises » qui est en grande partie assise sur les véhicules particuliers. Autre exemple : vous écrivez que les recettes de fonctionnement de la région (hors excédents) progressent de 2,3 % par an sur la période 2015-2018 alors qu'en réalité leur progression n'est que de 0,4 %.

---

[1] Les finances publiques locales 2019, fascicule 2 ; Cour des comptes ; septembre 2019.
[2] *Idem.*

[...]

5. Des observations maintenues sur les « chargés de mission auprès des vice-présidents » alors que, sur ce sujet, la région s'est toujours et totalement conformée aux recommandations de la Chambre

La CRC consacre ainsi plusieurs pages de son rapport à des « chargés de mission thématiques », contestant leur rattachement auprès du secrétariat général, lui-même rattaché à la direction générale des services.

La région rappelle :

1° Que c'est précisément pour se conformer aux observations de la CRC formulées dans son rapport d'observations définitives de janvier 2016 et préconisant de *« mettre fin au recrutement de chargés de mission auprès des membres de l'exécutif »*, qu'elle avait fait le choix de ce rattachement.

2° Qu'elle en avait informé la CRC en juillet 2017 dans le cadre du rapport pris conformément aux dispositions de l'article L. 243-9 du code des juridictions financières, qui dispose que *« dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale (...) présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes »*.

3° Que depuis cette date, la CRC n'avait formulé aucune remarque suite à la réponse de la région.

4° Que l'ensemble des recrutements effectués sur le fondement de ce nouveau rattachement, ont, comme la loi le prévoit, été soumis au contrôle de légalité exercé par le préfet de région lequel, comme le directeur régional des finances publiques, n'a émis aucune critique de principe sur la nature de leur emploi et leur rattachement.

5° Que dès qu'elle a reçu le rapport provisoire de la CRC estimant que la situation actuelle de ces emplois n'était pas satisfaisante, la région y a mis fin, comme en témoigne la note, à ma signature, en date du 15 avril 2019 et les actes pris ensuite pour son application.

Dans ces conditions, la région ne comprend pas la raison du maintien de ces observations. Elle note au passage qu'entre le 10 juin 2019, date de l'envoi de sa réponse au rapport d'observations provisioires, et le 16 septembre, date de réception du rapport d'observations définitives, les magistrats de la Chambre ne sont pas revenus vers la collectivité pour demander des compléments d'information sur la fin de contrat ou le repositionnement des agents concernés, informations et documents que la région tient naturellement à son entière disposition.

*

Au final, et compte tenu de ces biais méthodologiques, il ressort de la lecture du sommaire du rapport une impression qui n'est conforme ni à la synthèse, ni à son contenu et encore moins à la réalité de la situation.

Ainsi, et alors que la région Ile-de-France est la seule région de France à avoir réduit ses dépenses de fonctionnement trois années de suite (2016, 2017 et 2018) - ce qui constitue une performance relevée par la Cour des comptes en septembre dernier[3] - ou qu'elle est la région qui de très loin dispose de la dépense par habitant la plus faible en matière de masse salariale, de tels éléments ne sont pas mis en avant par la Chambre régionale des comptes.

Sans remettre en cause le caractère souverain de l'analyse de la Chambre, la région ne peut également que regretter le contraste saisissant entre l'analyse que celle-ci fait de la situation de la collectivité avec les analyses faites par ailleurs, notamment par la Cour des comptes (alors que de son côté, la région est très attentive aux recommandations de la Chambre qu'elle s'attache à mettre en œuvre, en témoignent les actions entreprises suite aux rapports de la CRC sur l'AEV, la Commission du film d'Ile-de-France ou sur le domaine de Villarceaux, pour ne prendre que ces seuls exemples).

Coïncidence calendaire, le rapport d'observations définitives est publié la même année que plusieurs récompenses nationales ou internationales saluant la gestion de la région : le Trophée d'or des leaders de la finance publique ; la 1ère position du panel européen des collectivités territoriales de l'agence de notation Vigeo ; le prix annuel de Environmental Finance pour notre dernière émission obligataire verte et responsable (*cf. présentation infra*).

Coïncidence calendaire encore, ce rapport est publié de façon concomitante avec la publication des orientations budgétaires de la région pour 2020 ainsi que du projet de budget pour 2020. Documents budgétaires au sein desquels la région présente les meilleurs ratios financiers de la période récente.

C'est pour cela que l'agence Fitch considère, depuis avril dernier, que la région dispose désormais d'une note intrinsèque supérieure à celle de l'Etat. L'agence a en

[3] *Les finances publiques locales 2019, fascicule 2 ; Cour des comptes ; septembre 2019.*

effet décidé d'attribuer le 19 mai dernier à la région Ile-de-France une note intrinsèque (*stand alone credit profile*) de 'AA+', soit un niveau supérieur à celui de l'Etat ('AA'). La région Île-de-France est la seule région française parmi celles suivies par l'agence Fitch qui bénéficie d'une note intrinsèque aussi élevée. Selon l'agence, qui vient de confirmer sa note en octobre 2019, *« L'Ile-de-France exerce un contrôle strict sur ses dépenses, lié à la rigueur de sa prévision et de son exécution budgétaire »* [...] *« Les dépenses de gestion ont baissé chaque année depuis 2016 [...] ». [...] « la dette de l'Ile-de-France est gérée de manière prudente et robuste » [...] « Les engagements financiers de la région sont peu risqués » [...] « La dette nette ajustée était de 5,7 Md€ fin 2018. Elle devrait décroitre vers 5,3 Md€ fin 2019, soit un niveau inférieur à celui de 2015 ».*

D'une manière générale, la région **Île-de-France est la région française la mieux notée pour ses performances financières par les agences qui la suivent** (Fitch ratings et Moody's).

Au final, l'analyse de la CRC se trouve ainsi en complet décalage avec le jugement tenu par ailleurs sur la gestion régionale, y compris par la Cour des comptes laquelle, dans son rapport d'observations définitives sur les finances locales qu'elle vient de publier[4], confirme que la région Ile-de-France est la seule à baisser ses dépenses de fonctionnement depuis 2016 inclus et qu'elle est la deuxième région de France pour la maîtrise de sa masse salariale.

*

Le tableau ci-dessous, établi sur la base des données des comptes administratifs de la région, permet de mettre en lumière l'ampleur des efforts de gestion réalisés depuis 2015.

(en millions d'euros)	CA 2010	CA 2015	*Evolution (2010-2015)*	CA 2018	*Evolution (2015-2018)*
Recettes	3817	4209	*10,3%*	4305	*2,3%*
Dépenses réelles de fonctionnement	2546	2780	*9,2%*	2552	*-8,2%*
Autorisations de programme (AP) affectées	1580	1556	*-1,5%*	1880	*20,8%*
AP affectées lycées	243	380	*56,4%*	508	*33,7%*
AP affectées transports	550	552	*0,4%*	713	*29,2%*
Dépenses totales	4441	4918	*10,7%*	4660	*-5,2%*
Dette	3507	5363	*52,9%*	5660	*5,5%*
Emprunt moyen sur la période	691			593	*-14,2%*
Effectifs siège (bilan social)	1741	1876	*7,8%*	1776	*-5,3%*

[4] Les finances publiques locales 2019, fascicule 2 ; Cour des comptes ; septembre 2019.

Il ressort de ces quelques éléments de synthèse :

- que les recettes de la région augmentent beaucoup moins vite sous la présente mandature que sous la mandature précédente et à un niveau qui ne permet même pas de couvrir l'inflation ;

- que la région a globalement réduit ses dépenses de 5 % depuis 2015 là où la précédente majorité les avait augmentées de 10 % sous sa mandature ;

- que cette réduction des dépenses a été permise par un effort considérable sur les dépenses de fonctionnement qui ont baissé de 8 % là où sous la précédente mandature elles avaient augmenté de 9 % ;

- que cet effort de maîtrise des dépenses a notamment été permis par une baisse des effectifs du siège ;

- que cette maîtrise des dépenses ne s'est pas faite au détriment de l'investissement puisque là où les autorisations de programmes affectées avaient reculé entre 2010 et 2015, elles bondissent de 20 % depuis 2015. Le montant des investissements dans les lycées a ainsi plus que doublé entre 2015 et 2019 et, dans les transports, il progresse de 29 % après avoir stagné entre 2010 et 2015 ;

- que cette accélération de l'investissement, malgré des recettes contraintes, n'a pas été financée par un alourdissement de la dette puisque celle-ci n'a crû que de 5,5 % entre 2015 et 2018 là où elle avait bondi de 53 % entre 2010 et 2015 et que l'emprunt moyen constaté sur la période est passé de 691 M€ à 593 M€, soit un recul très significatif de 14 %.

En résumé, si l'ensemble des administrations publiques locales (APUL) avaient suivi la même trajectoire financière que celle de la région depuis 2015, elles auraient réduit leurs dépenses de 13 milliards d'euros[5]. La même trajectoire financière appliquée à l'ensemble de la dépense publique (les APUL représentant 20 % de celle-ci), l'économie aurait été de 65 milliards d'euros.

Il me semblait important de rappeler ces quelques éléments préalables avant de répondre en détail à vos observations (*infra*).

*

Je vous prie de croire, Monsieur le président, à l'assurance de toute ma considération.

Cordialement,

David BONNEAU

[5] Dépenses APUL 2015 : 251 Md€ (Cour des comptes, rapport sur les Finances publiques locales 2015).

I.- Sur les processus comptable, budgétaire et financier

La région souhaite tout d'abord faire part de son incompréhension sur le titre choisi de la partie 3. *« Les faiblesses persistantes des processus comptable, budgétaire et financier »* au regard de sa situation financière (*cf. supra*) et de la complétude de sa documentation budgétaire. La région Ile-de-France est ainsi la seule région de France à avoir adopté une présentation budgétaire en mode « LOLF ».

Sur la connaissance du patrimoine

La région tient à souligner qu'à son arrivée, la nouvelle majorité a effectivement constaté des lacunes importantes dans la gestion du patrimoine régional.

Ainsi, un nombre important de lycées qui, de par la loi, doivent appartenir à la région n'avait pas formellement intégré son patrimoine faute, de la part du précédent exécutif, d'avoir enclenché les transferts depuis l'Etat ou les communes. Depuis 2015, la région a entamé ces démarches qui ont permis l'intégration effective dans le patrimoine régional de 18 établissements (13 transferts étant en cours de finalisation).

L'exécutif régional a également pu constater que des locaux avaient été maintenus vides pendant des années sans que la collectivité ne se préoccupe de les valoriser. C'est en particulier le cas de l'ex lycée des Camélias, transféré vide à la région en 2009 et qui n'avait pas trouvé de destination avant que l'actuelle majorité ne le vende à l'hôpital Saint-Joseph voisin pour un montant de 2,1 M€.

En parallèle, la région a entamé une véritable gestion dynamique de son patrimoine dont le déménagement du siège de la collectivité à Saint-Ouen ne constitue que la partie la plus emblématique.

Outre la vente de son siège historique des Invalides (pour 176 M€ auxquels il convient d'ajouter 0,7 M€ pour la vente d'un appartement attenant à ce lot), la région a vendu l'ex lycée des Camélias à Paris 14^{e} (2,1 M€). Les cessions d'un local à Versailles et de l'*ex* lycée Fortuny à Paris 17^{e} sont en cours de finalisation et une procédure d'appel à manifestation d'intérêt est en cours pour louer l'immeuble de la rue de Babylone (Paris 7^{e}) qui abrite aujourd'hui l'hémicycle régional lorsque celui-ci sera installé à Saint-Ouen.

En parallèle, la région, conformément aux engagements pris par la présidente auprès des Franciliens, a engagé un processus d'identification des fonciers situés sur l'emprise de lycées et qui pourraient en être détachés. La région a également lancé un audit de ses propriétés gérées par l'AEV qui là encore font désormais l'objet d'une gestion dynamique avec 3,658 M€ de recettes entre 2015 et 2018 et d'ores et déjà 2,1 M€ pour la seule année 2019.

Enfin, et cela répondra aux observations de la Chambre, la présidente de la région vient de confier à l'inspection générale de la collectivité (désormais rattachée directement à la présidente, conformément aux bonnes pratiques, ce qui n'était pas le cas sous la précédente mandature où elle relevait hiérarchiquement du directeur général des services) une mission, en lien avec le pôle finances, d'identification exhaustive du patrimoine régional en vue de la certification des comptes de la collectivité, processus dans lequel la région est engagée depuis cette année (le diagnostic d'entrée est en cours d'élaboration).

S'agissant des remarques plus précises de la Chambre, la région a fourni à la CRC le « tableau de pilotage de l'inventaire comptable » ainsi que le « tableau de bord des produits d'exploitation » constitué par la direction des finances.

Sur le sujet de la comptabilisation partielle des travaux achevés, le compte 23 enregistre en effet un montant cumulé de 6,64 Md€. Dans la perspective de la certification des comptes, un travail de rapprochement des écritures est en cours avec le comptable pour réduire les écarts constatés entre le compte administratif et le compte de gestion, écart dû essentiellement au retard pris côté DRFIP dans l'intégration des certificats transmis par l'ordonnateur. Compte tenu des montants en jeu, les partenaires ont décidé de se concentrer dans un premier temps sur l'assainissement du compte 2313. La DRFIP a mobilisé une équipe dédiée pour prendre en charge ce rattrapage nécessaire des écritures, préalable à toute nouvelle intégration.

Concernant enfin la divergence de plus de 15 M€ entre les enregistrements comptables et l'information budgétaire s'agissant des immobilisations financières, la région a donné à la Chambre, à plusieurs reprises, les éléments qui justifient cet écart : l'annexe D2.1 du compte administratif présente la liste des organismes dans lesquels la région a pris un engagement financier, alors que le compte de gestion retrace les mouvements liés à ces prises de participation ; il est donc normal qu'un décalage puisse être constaté entre les engagements budgétaires pris par la collectivité et les participations effectivement versées.

Sur les provisions omises ou irrégulièrement constituées

Concernant ce paragraphe, la région regrette que la Chambre n'ait pas explicitement écrit que ces manquements relevaient de la gestion de la précédente mandature et ne sont en rien imputables au présent exécutif, créant par là-même une confusion préjudiciable.

La Chambre souligne ainsi que *« dans la plupart des cas, la décision de la région relative à la constitution ou l'ajustement des provisions s'avère tardive, en méconnaissance du principe de rattachement des produits et des charges à l'exercice »*. Elle précise ainsi que le risque de contentieux pour les loyers de la Tour Montparnasse, connu dès 2013, n'a pourtant été provisionné que par une délibération de 2016. Même chose pour une provision liée à un contentieux avec l'Association professionnelle des hôteliers, restaurateurs et limonadiers connu, lui, dès 2014. Pour la bonne information du lecteur-citoyen, il est regrettable que la Chambre ne dise pas clairement que la nouvelle majorité a régularisé une situation irrégulière léguée par la précédente majorité.

Même chose s'agissant de la constitution de provisions pour dépréciation des comptes de tiers (régularisation entre 2015 et 2017 pour des créances datant de 2014) ou des provisions non justifiées par un risque ou une dépréciation. Dans le cas d'espèce, c'est bien la précédente majorité qui a sciemment *« fait un usage irrégulier des mécanismes comptables »* pour minorer son résultat de fonctionnement de l'exercice 2013 et majorer les suivants. Il conviendrait là aussi de le souligner plus clairement.

Sur le processus budgétaire

Là encore, la région regrette le décalage entre les titres des paragraphes d'une part et leur contenu et la réalité des faits d'autre part.

Ecrire que le « *processus budgétaire […] devrait être amélioré en prévision, en exécution et en mesure de la performance* » alors que la région connaît de très bons ratios financiers reconnus par tous (y compris le président de sa commission des finances issu de l'opposition), est la seule en France à faire l'effort de présenter son budget en mode « LOLF » et n'a jamais fait l'objet – y compris sous la précédente mandature – d'observations du contrôle de légalité sur ses délibérations budgétaires, est abusif. En effet, la chambre constate *in fine* que *« les rapports communiqués lors des débats d'orientation budgétaire sont riches »*.

Sur la fiabilité des prévisions budgétaires

La Chambre titre sur *« le manque de fiabilité des prévisions budgétaires »*. C'est précisément l'inverse de ce qui est salué par les parties prenantes, extérieures à la région, agences de notation et CESER, notamment. D'une manière générale, dans le CA 2018, il est précisé que les recettes permanentes ont été exécutées à 99 % et que le total des dépenses a été exécuté à 90 %. Ces taux ne peuvent être qualifiés de non fiables. Les autorisations de programme ont été exécutées à 97 % et les autorisations d'engagement à 101 %. A titre d'exemple, pour l'agence Fitch, la région se distingue par *« [sa] gouvernance de qualité, caractérisée par la rigueur de sa prévision et de son exécution budgétaires et de sa gestion de la dette »*. Le CESER, dans son avis sur le CA 2018 considère que le taux d'exécution des dépenses est *« élevé »*.

Sur les règles qualifiées d'imprécises pour les ajustements des AP et des AE

La région tient à souligner le travail considérable et inédit d'apurements des AP et des AE restant à mandater qui a été réalisé depuis 2016 : 1,2 milliard d'euros ont été apurés en investissement et 152 M€ en fonctionnement. La région n'a pas connaissance qu'un travail d'une telle ampleur soit mené au sein d'une autre collectivité régionale.

Sur le lien entre démarche budgétaire et performance de la gestion

La région souligne une nouvelle fois qu'elle est la seule région de France à avoir adopté une présentation de son budget en mode LOLF.

Par ailleurs, poursuivant l'objectif d'une meilleure lisibilité de ses politiques publiques, la région a construit plusieurs *« jaunes budgétaires »* permettant d'avoir une vision consolidée de son action dans différents champs de son action : un jaune « stratégie environnementale » (depuis 2018), un jaune « plan régional pour l'égalité des personnes en situation de handicap et des personnes valides » (depuis 2017) et un jaune « Europe » (depuis 2017). D'autres jaunes sont en cours de finalisation.

Cette documentation est sans nul doute perfectible, mais il est regrettable que la Chambre ne souligne pas davantage la singularité de la région en ce domaine et la richesse de sa documentation budgétaire. La région est en effet la seule au niveau national à disposer de ces divers documents.

Des travaux sont d'ailleurs en cours au sein de la région pour intégrer des objectifs et des indicateurs de performance dans les annexes budgétaires et le compte administratif de la région pour les prochains exercices.

La région s'étonne enfin de certaines recommandations de la Chambre comme celle de *« structurer (les prévisions de recettes) par politiques publiques »* qui, si elle était mise en place, contreviendrait au principe général des finances publiques de non affectation des recettes aux dépenses.

Sur les délais de paiement

La région reconnaît que la centralisation des opérations de mandatement, jusqu'ici dispersées dans chaque direction de la région, avant de produire ses effets positifs attendus (fiabilisation des opérations, réduction des délais de paiement et des effectifs) – selon une analyse partagée avec la Chambre – s'est d'abord traduite, au moment de sa mise en œuvre, par une phase d'adaptation ayant entraîné un allongement des délais de paiement. Cette phase achevée et accompagnée d'une réforme de la procédure de constatation du service fait dont la mise en œuvre a débuté devrait permettre de réduire notablement ces délais de paiement. La région s'est par ailleurs engagée dans l'obtention du Label des Relations Fournisseurs et Achats Responsables, lequel est adossé à la norme ISO 20400. Le respect des délais de paiement est une des exigences structurantes du Label.

Sur la dématérialisation de la chaîne comptable

Comme indiqué, la région a réorganisé en plusieurs étapes depuis 2016, ses circuits financiers en centralisant l'arrivée des factures et leur mandatement en un point unique, à la Direction de la Comptabilité, la constatation du service fait quant à elle restant bien entendu de la responsabilité des pôles opérationnels. Elle a par ailleurs dématérialisé l'ensemble des pièces justificatives transmises au comptable à l'appui des dépenses d'achat, ce qui l'a conduite à mettre en place entre les différents acteurs internes de la chaîne de la dépense des nouvelles modalités d'échanges et de validation, au format dématérialisé, mais sans évolution substantielle de son système d'information. Une réorganisation de cette ampleur nécessite un certain temps d'adaptation avant de donner sa pleine mesure.

Un plan d'action fondé sur la formation aux concepts comptables des agents régionaux en charge de la passation des commandes et de la constatation du service fait, sur la sensibilisation des fournisseurs à l'utilisation du portail CHORUS PRO et l'envoi de factures conformes, et sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs est en cours de mise en œuvre, avec pour objectif d'obtenir le label « Relations fournisseurs et achats responsables ».

Sur la cartographie des risques

La présidente a mandaté l'inspection générale de la collectivité sur ce sujet et des marchés ont été lancés pour accompagner la région dans la réalisation de cet outil.

*

II.- Sur les investissements et le niveau d'épargne

D'une manière générale, la chambre relève une « situation financière qui s'améliore ». Cela résulte notamment, selon la chambre, « d'efforts d'économies ».

En matière de performances financières, la Chambre distingue deux périodes, 2014-2015 d'une part et 2016-2017. Toutefois, cette distinction n'est pas suffisamment explicite pour permettre au lecteur de comprendre que deux gestions, rigoureusement opposées, ont été à l'œuvre durant la période sous contrôle.

Par ailleurs, la région ne partage pas l'analyse de la Chambre la conduisant à émettre des doutes sur la soutenabilité des investissements lancés et envisagés par la collectivité.

La Chambre laisse entendre que l'amélioration de l'épargne régionale serait pour l'essentiel liée au dynamisme des recettes plutôt qu'aux efforts de gestion de la Région. Cette analyse, si elle fait sens pour la période relevant de la précédente mandature, ne résiste en revanche pas à l'examen des chiffres pour la mandature actuelle.

Ainsi, selon les propres chiffres de la Chambre, les charges de gestion ont augmenté de 77 M€ entre 2014 et 2015 quand elles baissaient de 138 M€ entre 2015 et 2017. Les charges à caractère général ont encore baissé de 26 M€ en 2018. Si l'augmentation des ressources a effectivement permis à la précédente majorité d'augmenter son autofinancement (épargne brute) tout en dépensant plus, ce n'est plus le cas depuis 2015. Il convient d'ailleurs de davantage mettre en avant les chiffres qui comparent la situation de la région à celle de ses homologues : en 2015, la région avait un taux d'épargne brut 4 points sous la moyenne des autres régions ; il est désormais 4 points au-dessus de celle-ci, signe d'un retournement complet de gestion en un temps extrêmement court.

L'analyse de la Chambre interpelle aussi car elle va également à l'encontre des constats des observateurs externes tels que les agences de notation Fitch ratings et Moody's.

Elle est enfin d'autant plus surprenante que la baisse des charges de fonctionnement de la région Ile-de-France a par ailleurs été constatée par la Cour des comptes dans son rapport dernier rapport sur la situation des finances locales en 2019[1] : la région Ile-de-France est la seule à avoir diminué ses dépenses de fonctionnement, chaque année, depuis 2016.

Sur les charges de gestion

La chambre relève « Des charges de gestion en recul depuis 2016 ». En cela, la chambre distingue à juste titre les deux mandatures sous revue. En effet, les charges de fonctionnement ont progressé de + 3 % en 2015 puis elles ont reculé de - 8,2 % depuis 2016. La chambre précise que, en 2018, ces charges « représentaient 209 € par habitant (contre 239 € par habitant pour l'ensemble des régions métropolitaines hors Ile-de-France), soit 13 % de moins en région Ile-de-France que dans les autres régions.

[1] www.ccomptes.fr/system/files/2019-09/20190924-rapport-Finances-publiques-locales-2019-fascicule2_0.pdf

Sur les charges à caractère général

La Chambre relève « une inflexion à la baisse des charges à caractère général ».

Cette évolution est en dépit des effets de la reprise directe par la région des contrats d'énergie des lycées pour 39 M€. A périmètre constant, à 276 M€ au compte administratif 2018, les charges à caractère général sont donc globalement stables en valeur par rapport à 2014, et en baisse depuis 2018.

La région souhaite également rappeler qu'elle a mis en place une politique d'achat plus efficiente (création d'une fonction achat au sein des services, centralisation des marchés, création d'une centrale d'achat régionale) qui a d'ores et déjà permis d'économiser 60 M€ sur l'objectif de 100 M€ qu'elle s'était fixé pour la mandature.

Sur les charges de personnel

La chambre relève *« des dépenses de personnel maîtrisées »*. Elle rejoint en cela la Cour des comptes qui constate que la variation des dépenses de personnel en Ile-de-France est l'une « des progressions les plus contenues » en France[2] (la deuxième progression la plus faible en France). Cette situation est d'autant plus remarquable que le niveau de la dépense de personnel par habitant est le plus faible de toutes les régions en France.

La Chambre souligne, à raison, que la région se caractérise par une dynamique salariale et un niveau de dépenses inférieur à la moyenne des régions. La CRC aurait pu aller plus loin dans son analyse puisque, selon les chiffres de la DGCL, l'Ile-de-France est la région de France dont les charges de personnel par habitant sont les plus faibles de France : 35 euros par habitant en 2017, un montant inférieur de près de 30 % à la moyenne métropolitaine.

La Chambre ne souligne pas en revanche que les charges de personnel ont moins progressé entre 2015 et 2017 (+11 M€) que pour la seule année 2015 (+12 M€). On observe d'ailleurs un très net ralentissement de la dynamique salariale depuis le début de cette mandature. Ainsi, alors que les dépenses de personnel avaient progressé de 15 % entre 2010 et 2015, leur progression a été contenue à moins de 4 % depuis 2015, soit une division pratiquement par quatre de cette dynamique, tout en ouvrant des postes dans les lycées. La hausse constatée des rémunérations est pour l'essentiel due aux charges statutaires et obligatoires (5,3 M€ d'évolution mécanique du GVT et des promotions internes et 1,2 M€ pour la poursuite du plan d'alignement PPCR), la réduction des effectifs au siège ayant de son côté généré une économie de 1,8 M€.

Sur les charges financières

La CRC aurait pu souligner que les charges financières de la région ont reculé en valeur absolue passant de 132 M€ en 2015 à 121 M€ en 2018, soit un recul de 2,4 %.

Sur le financement des investissements

La région partage l'appréciation de la Chambre qui souligne que *« jusqu'en 2015, (la région) investissait moins que la moyenne des autres régions métropolitaines »* et que *« cette*

[2] Les finances publiques locales 2019, fascicule 2 ; Cour des comptes ; septembre 2019.

tendance s'est inversée à partir de 2016 ». La chambre constate que l'autofinancement de la région a sensiblement progressé entre 2014 et 2017 passant de 910 à 1 143 M€. Le niveau d'autofinancement net de la région rapporté à ses dépenses réelles d'investissement a ainsi littéralement bondi passant de 55,6 % en 2014 à 70,9 % en 2017. En 2018, les conditions de financement de l'investissement régional ont encore été améliorées, avec un niveau d'autofinancement de 1 274 M€, soit un taux d'autofinancement des investissements à 81,2 %.

Sur l'encours de dette

La chambre relève une « dette maîtrisée ».

Il est toutefois regrettable que la Chambre n'ait pas mis en avant l'évolution contrastée de la dette entre l'actuelle et la précédente mandature. Ainsi, la dette a progressé plus vite pour la seule année 2015 (+ 271 M€) qu'entre 2015 et 2017 (+ 224 M€) et a pratiquement été stabilisée depuis 2016 : + 83 M€ entre 2016 et 2018, soit + 1,4 %, un rythme inférieur à l'inflation. Pour 2019, après le budget supplémentaire voté par l'assemblée délibérante en mai 2019, l'emprunt d'équilibre est historiquement bas : 370,4 M€. *A contrario*, si l'exécutif actuel avait poursuivi la trajectoire d'endettement de ses prédécesseurs, la dette de la région serait aujourd'hui à 7,2 milliards d'euros, soit 1,3 milliard de plus que son niveau prévisionnel en BP 2019.

Sur la stratégie de financement

Concernant la stratégie de financement de la Région, il apparaît complètement disproportionné d'écrire que *« la région s'expose à de fortes contraintes de refinancement à long terme »*. Sur la période récente, la région a pu faire face à une hausse de l'amortissement de la dette (de 366 M€ en 2014 à 526 M€ en 2018), tout en améliorant ses ratios financiers. La région a également su augmenter l'épargne brute à un niveau suffisant pour lui permettre de couvrir actuellement à 140 % « le pic de remboursement » 2025 de 751 M€. En 2018, l'épargne brute dégagée sur la section de fonctionnement s'élève à 1 051 M€, ce qui représente le double de l'amortissement de la dette sur l'exercice (527 M€).

La CRC suggère par ailleurs que la région devrait utiliser le mécanisme de provisionnement ouvert par l'instruction comptable. La région a déjà apporté une réponse circonstanciée et détaillée à la CRC expliquant en quoi le mécanisme comptable de provisionnement des emprunts *in fine* n'apparaît pas adapté à la Région, ni optimal d'un point de vue financier. Or nous ne retrouvons à aucun moment des éléments suggérant que notre réponse a bien été prise en compte dans l'analyse de la CRC. La région rappelle donc qu'elle n'a pas sollicité le mécanisme de provisionnement car il ne constitue pas une protection contre le risque de refinancement et conduit en revanche à un surenchérissement de l'encours de dette : cela obligerait à payer des intérêts supplémentaires pour emprunter l'amortissement supplémentaire.

Au-delà, la région n'a jamais supporté de risque de change, ses emprunts étant couverts dès l'origine par des swaps. Là encore, l'information est factuellement inexacte.

Parmi les prix récemment obtenus par la région :

- Trophée d'or des leaders de la finance publique

Ce prix, reçu en avril 2019, récompense l'engagement quotidien de l'ensemble des agents de la Région, au service d'une gestion économe et ambitieuse. Le jury a particulièrement mis en valeur :

- *« la région l'Île-de-France, collectivité leader européenne pour les émissions obligataires vertes et responsables »* ;
- *« la forte baisse des dépenses régionales »* ;
- *« la politique « achats » ambitieuse et volontariste »*, dont la dernière concrétisation est la nouvelle centrale d'achats territoriale, permettant de mutualiser des moyens et des expertises d'achats au service de ses parties prenantes (lycées, organismes associés, autres collectivités …).

- Prix annuel de Environmental Finance pour la dernière émission obligataire verte et responsable de la Région

En mars 2019, la région Île-de-France a reçu le prix annuel de Environmental Finance pour sa dernière émission obligataire verte et responsable en tant que collectivité territoriale.

- Prix de l'émetteur public local le plus impressionnant

En septembre 2018, la région a reçu le prix de l'émetteur public local le plus impressionnant sur les marchés financiers en matière d'emprunts verts et responsables (« Most Impressive Local Government Green/SRI Bond Issuer»), lors du forum des marchés de capitaux responsables et durables d'Amsterdam.

*

III.- Sur la réorganisation administrative

La région souhaite avant tout souligner que la réorganisation des services de la région entreprise en 2016 répondait à une recommandation de la Chambre et que la nouvelle organisation mise en place se conforme pour l'essentiel aux préconisations de celle-ci.

La région a rétabli le temps de travail à 1 607 heures, a supprimé 50 postes par an au siège, a généralisé le télétravail et l'*open-space* pour l'ensemble des agents du siège, a installé ces derniers au cœur de la Seine-Saint-Denis réduisant ainsi drastiquement le coût de ses occupations immobilières. Elle a réalisé tous ces changements majeurs en atteignant la quasi-totalité des objectifs de la mandature en moins de 3 ans et en diminuant le nombre annuel de jours de grève. Ces seules réalisations valent à la collectivité une renommée sur tout le territoire national, y compris parmi les acteurs privés. Cette renommée, on la doit avant tout à tous les agents, car ce sont eux qui ont entrepris et embrassé le changement (réduction de 60 % du nombre annuel de feuilles de papier imprimées ; disparition de 40 000 heures de trajet inter-sites que la multiplicité des bâtiments parisiens impliquait ; appropriation des outils de travail à distance…) tout en consentant à une baisse de 5 jours de congés annuels. Cette transformation inédite dans une collectivité, les agents l'ont entreprise dans un contexte de « fonctionnaire bashing » et ils ont été la première administration à obtenir le prix ESSEC de la transformation. Les grands groupes français – Danone, Vinci, Orange… - viennent désormais trouver leur inspiration dans notre administration.

Or, loin de s'en féliciter, la Chambre semble juger qu'un agent est réputé ne rien faire tant qu'il n'a pas pointé à un horodateur. La Chambre oublie que les seules preuves valables du temps de travail d'un agent sont la qualité et la quantité de sa production. Et dans ce domaine, les résultats de la région Ile-de-France sont éloquents : malgré une baisse des effectifs du siège et une réduction des dépenses, jamais la région n'avait autant investi dans les transports et dans les lycées, jamais elle n'avait soutenu autant d'entreprises, jamais autant d'apprentis n'avaient été formés et de formations professionnelles dispensées, jamais l'Ile-de-France n'avait accueilli autant de touristes, jamais le soutien à culture n'avait atteint un tel niveau dans l'histoire de la collectivité…

La région regrette aussi que la Chambre décrive en plusieurs pages une situation qui n'existe plus mais passe sous silence la baisse de 6,25 % du taux d'absentéisme au siège ou ne mentionne pas que la région a désormais dépassé le seuil réglementaire de 6 % de taux d'emploi de personnes en situation de handicap.

La région tient enfin à préciser qu'elle a remis à la Chambre toutes les pièces requises, dont naturellement l'organigramme des services, qui est public, et les modifications d'ajustement d'organisation des services qui passent systématiquement en comité technique (CT).

S'agissant des prestations d'accompagnement aux changements des collaborateurs, elles ont effectivement fait l'objet d'un marché et tous les documents demandés par la CRC ont été communiqués, étant toutefois précisé que s'agissant de pièces de marché, il s'agit pour l'essentiel de documents publics auxquels la Chambre peut directement avoir accès si elle le souhaite.

Sur le nouvel organigramme

Contrairement à ce que mentionne la Chambre, les effectifs des antennes territoriales ne sont pas des agents techniques des établissements d'enseignement.

Sur le télétravail

La Chambre écrit que *« le contexte du début d'année 2018 ayant été caractérisé par le déménagement d'une partie des services à Saint-Ouen, des intempéries (épisodes neigeux rapprochés et intenses) et des grèves de transports, le télétravail a été généralisé le 1er janvier 2018 »* . Elle laisse ainsi penser que la mise en place du télétravail serait la conséquence d'une situation conjoncturelle alors qu'il s'agit d'une politique volontariste et totalement assumée de la Région, indépendante de facteurs extérieurs, et qui fait de la région une collectivité pionnière en la matière.

Il est en outre à relever que, en 2018, l'agence de notation sociale et environnementale Vigeo Eiris place la région Ile-de-France en 1ère position du panel européen des collectivités territoriales. Cette distinction aurait mérité d'être mentionnée.

Sur le déménagement de la région à Saint-Ouen

S'agissant du bilan financier du déménagement, il y a, comme évoqué au début de ce courrier, une incohérence manifeste entre le titre du paragraphe 5.1.2.2 *« un bilan financier de l'opération encore incertain »* et le contenu du rapport qui conclut : *« l'analyse des coûts*

globaux (investissement et fonctionnement) montre que, quel que soit son choix en matière d'acquisition des immeubles de Saint-Ouen, les opérations Influence 1 et 2 seront avantageuses pour la région. »

Cette dernière phrase montre également que contrairement à ce qu'elle laisse sous-entendre, la Chambre a eu communication de tous les éléments lui permettant de procéder à l'analyse financière de l'opération. La région a d'ailleurs répondu à toutes les demandes d'information des magistrats de la Chambre et il va de soi que la région est en mesure de leur communiquer tout document complémentaire qu'ils souhaiteraient obtenir.

Il convient de relever que dans son bilan financier global de l'opération, la Chambre ne tient à aucun moment compte des dépenses d'investissement (à hauteur de 30 à 40 M€) que la région aurait dû consentir au titre des travaux de rénovation et de mise aux normes sur ses bâtiments parisiens si elle avait décidé de ne pas déménager (éléments fournis à la CRC lors de la phase de contrôle).

Enfin, comme elle l'a indiqué à la Chambre lors de la phase de contrôle, la région souhaite rappeler que, quel que soit le scénario qu'elle privilégie in fine, location ou exercice de ses options d'achat, l'opération sera très largement bénéficiaire pour la collectivité et donc pour le contribuable francilien.

Dans l'hypothèse où la région resterait à l'avenir totalement en location sur Influence, les charges immobilières directes et indirectes (organismes associés) qu'elle aurait à supporter seraient de 31,8 M€, soit une économie de 7,4 M€ par an en valeur réelle par rapport à 2015. En parallèle, la région aura réduit les surfaces occupées par elle-même ou par ses organismes associés de 17,5 %.

Par ailleurs, la région aura libéré son patrimoine (évalué par France Domaine 314,9 M€, *cf. supra*) et sera donc en mesure de le valoriser, soit en le cédant (opération en cours sur les immeubles Invalides, Monsieur, Murat) soit en le mettant en location. A titre indicatif, l'étude menée par Colliers, prestataire qui accompagne la région dans son actuelle opération de cession, a montré que la valorisation locative de ses immeubles était d'environ 502 € HT par m² et par an. Sur cette base, la location des immeubles non cédés par la région dans l'opération en cours lui rapporterait environ 6,8 M€ par an.

Dans cette hypothèse, les charges immobilières nettes de la région (après encaissement des loyers) seraient de 25,0 M€, soit une économie de 14,2 M€ par an en valeur réelle.

Il convient enfin de souligner que, par définition, les calculs de la CRC, arrêtés au 16 septembre, n'intègrent pas la contrepartie financière de 46 M€ obtenue par la région en contrepartie de son renoncement à l'exercice de son option d'achat sur l'immeuble Influence 2 votée le 19 septembre. Cette somme vient donc encore augmenter significativement le solde positif de l'opération emménagement à Saint-Ouen.

Sur l'évolution des effectifs

La région observe que la Chambre constate que la nouvelle majorité a mis fin à la baisse des effectifs des lycées amorcée en 2014 et 2015 et a au contraire augmenté ces derniers (+ 28 ETP entre 2015 et 2017).

Elle note également que la Chambre prend acte de la baisse des effectifs du siège et consécutivement de la diminution des taux d'administration et d'encadrement *« alors que le nombre d'encadrants était en constante progression depuis 2015 »*. La région a confirmé à la Chambre que son objectif est de maintenir cette réduction de 50 postes par an.

Sur l'absentéisme dans les lycées

La CRC a raison de noter le fort taux d'absentéisme dans les lycées mais omet de mentionner le premier facteur d'explication de cette hausse : entre 2014 et 2017, la moyenne d'âge des agents des lycées a augmenté en moyenne de 6 mois par an, pour atteindre 52 ans en 2018. La maladie professionnelle, la maladie de longue durée et la longue maladie sont responsables, à eux seuls, de près de la moitié des jours d'absence. Les accidents du travail sont en augmentation et font l'objet d'un plan de prévention soutenu auprès des équipes.

Plus globalement, le nouvel exécutif agit sur tous les leviers à sa disposition pour réduire cet absentéisme. Des mesures systématiques de retenue sur salaire ont permis de faire baisser le taux d'absences injustifiées. Un vaste plan d'équipements a été mis en place afin de maintenir les agents dans l'emploi : centralisation des achats de vêtements et d'équipements, achat de 4530 chariots de nettoyage ergonomiques pour supprimer les risques de troubles musculo-squelettiques liés au nettoyage. Enfin, la collectivité œuvre au rajeunissement des recrutements via une vaste campagne ciblée.

Dès 2018, on pouvait constater une baisse de deux ans de la moyenne d'âge des nouvelles recrues dans les lycées. En parallèle, sur l'ensemble des effectifs de la Région, toutes les autres catégories d'absentéisme sont en diminution depuis 2015, ce qui démontre le succès des actions mises en œuvre. Enfin, la CRC oublie d'indiquer que le taux d'absentéisme au siège a baissé de 6,25 % sur la période.

Sur l'emploi des travailleurs handicapés

La région regrette que la CRC n'ait pas modifié son rapport suite à notre réponse au rapport d'observations provisoires dans laquelle nous indiquions que désormais la région remplissait ses obligations légales de 6 % d'emploi pour les personnes en situation de handicap. Cet objectif a été atteint grâce un volontarisme affirmé, la région ayant augmenté de 50 % ce taux d'emploi entre 2014 et 2018.

Sur le temps de travail des agents

Concernant le règlement du temps de travail, il est matériellement inexact d'affirmer que les agents des lycées bénéficieraient d'un régime dérogatoire. Ces agents sont soumis au régime des 1607 heures. Néanmoins, conformément à la circulaire du 31 mars 2017, *« la durée annuelle de 1607 heures peut être réduite pour tenir compte des sujétions spécifiques liées à la nature des missions »*. Les critères définis par la loi pour déterminer la pénibilité ont été appliqués afin de déterminer la compensation en temps de travail à appliquer aux agents

des lycées. Ces critères sont notamment les horaires décalés, la station debout prolongée, l'effort physique, les tâches répétitives, le bruit. L'absentéisme important de ces agents, observé par ailleurs par la Chambre, justifie pleinement ce choix de la collectivité.

Par ailleurs, la Chambre omet de mentionner que la région a également modifié de manière substantielle son régime d'autorisation d'absences exceptionnelles, pour le faire coïncider avec celui pratiqué à l'Etat. Ce sont ainsi 25 jours qui ont été retirés de ce règlement, pour les agents du siège comme pour ceux des lycées.

Enfin, la CRC ne précise pas non plus que le nombre de jours de grève a reculé de 56 % entre 2016 et 2018, preuve de la qualité du dialogue social au sein de la Région, particulièrement dans une période de transformation aussi intense de la collectivité.

Sur le contrôle du temps de travail

La région conteste l'analyse de la CRC selon laquelle elle devrait se doter d'un système automatisé de contrôle des heures de travail des agents. Elle rappelle que le gouvernement, en faisant adopter une loi sur le télétravail, a pris acte des transformations sociétales induites par les outils numériques. A leur tour, ces transformations engagent à préférer le management par objectifs au management par le contrôle. Le décret du 11 février 2016 relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique, ne mentionne aucunement la nécessité d'un contrôle automatisé des temps de travail. Au contraire, la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), dans son guide, précise bien, à propos du télétravail, que *« ce mode de travail repose à la fois sur le volontariat et la confiance. Il constitue une opportunité, pour les agents comme pour l'administration, d'améliorer la qualité de vie au travail et l'efficacité des organisations. »*

L'objectif de la collectivité est que 80 % des agents du siège dont les missions sont éligibles, pratiquent le télétravail au moins un jour par semaine.

Un contrôle automatisé des présences, dans ce contexte, semble illusoire. En revanche, en modifiant son organisation et ses modes de management, la collectivité affiche clairement son souhait de vérifier l'effectivité du travail de ses agents : le management par objectifs se focalise sur les résultats et non plus sur les moyens.

Ce sont les managers qui ont la charge de définir les objectifs des agents et de vérifier leur atteinte. Ainsi, des agents qui ne respectent pas leur temps de travail sont identifiés et rappelés à l'ordre. Au siège comme dans les lycées, les retenues sur salaire en attestent.

Sur ce point, la meilleure preuve de l'augmentation de la productivité de la collectivité est qu'avec des effectifs du siège et des dépenses globalement en baisse la région est parvenue à augmenter très significativement les services apportés aux Franciliens : niveau inédit d'investissement dans les transports, dans les lycées, de logements financés (depuis 10 ans), d'entreprises soutenues, de nombre d'apprentis, de formations financées, de fonds européens mobilisés ou d'actions culturelles soutenues.

Le gouvernement semble attaché à généraliser ce mode de travail, la fonction publique étant encouragée à l'instaurer 3 jours par semaine, soit plus de la moitié du temps travaillé des agents. La région est attachée à garantir l'efficience du service public, aussi met-elle tout en œuvre pour que les agents aient, chacun, des objectifs de travail clairs et quantifiables et que les conditions de l'atteinte de leurs objectifs soient réunies. Lors de l'entretien annuel

d'évaluation, chaque manager note le taux d'atteinte de chaque objectif. L'affirmation de la CRC selon laquelle la région *« ne dispose d'aucun moyen lui permettant d'attester que les agents du siège respectent les 1 607 heures de travail annuel »* est donc contestée par la Région.

Sur le régime indemnitaire

S'agissant de la **mise en œuvre du Complément indemnitaire annuel (CIA)**, la région précise que celle-ci est juridiquement effective depuis le 1er janvier 2018, date de la mise en place du RIFSEEP dont il est une des composantes. Les textes prévoient en revanche que l'employeur peut verser entre 0 et 100 % du CIA et n'exige pas, de ce fait, de versement effectif. Aujourd'hui, la région verse exceptionnellement le CIA à certains agents pour leur permettre de conserver à la région la rémunération qui était la leur lorsqu'ils exerçaient leurs missions auprès de l'Etat, conformément au principe de mobilité des fonctionnaires. Sans cette disposition, la région n'aurait pas été en mesure d'attirer ces talents qui offrent toute satisfaction à la collectivité. La région envisage par ailleurs la généralisation du versement du CIA à l'ensemble des agents sur la base d'une évaluation individuelle et collective, l'enveloppe CIA devant, dans la logique de maîtrise de la masse salariale, être gagée sur une économie correspondante en dépenses de fonctionnement.

Concernant la **prime dite « régionale »**, la région conteste l'interprétation des textes faite par la CRC et confirme que la prime régionale constitue un dispositif d'avantage acquis au sens de la loi de 1984 qui dispose que *« les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération (…) sont maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents. »* et qu'il appartient donc à la région de décider si elle l'intègre au RIFSEEP ou si elle choisit de cumuler ces deux dispositifs. En effet, si la prime a fait l'objet de deux délibérations de régularisation, respectivement en 1988 et 1989, elle a en réalité été mise en place par une lettre du ministre de l'économie et des finances du 19 juin 1962, soit une date bien antérieure à 1984. La DRFIP qui a été étroitement associée à la mise en œuvre du RIFSEEP à la région confirme cette interprétation et le contrôle de légalité n'a fait aucune remarque sur le nouveau dispositif indemnitaire de la Région.

Sur les collaborateurs d'élus

Le titre *« des irrégularités accrues en matière d'emploi et de rémunération des collaborateurs d'élus »* n'est pas acceptable dans la mesure où la CRC n'avance aucun fait nouveau par rapport à son précédent contrôle.

S'agissant des **emplois de cabinet**, la région respecte scrupuleusement le plafond d'emploi fixé par la loi et le nombre d'emplois ainsi que l'enveloppe budgétaire associée figurent dans le compte administratif de la région qui est un document public. Il convient de préciser que le contrôle de légalité n'a jamais fait de remarque sur les points soulevés par la Chambre.

La CRC conteste par ailleurs **le rattachement de certains chargés de mission auprès du secrétariat général**, lui-même rattaché à la direction générale des services. La région ne comprend pas le maintien de ces éléments dans le rapport définitif dès lors qu'elle a mis fin à ces emplois à la suite de la réception du relevé d'observations provisoires, qu'elle en a informé la Chambre et que la Chambre n'a pas demandé de complément d'information sur ce point. Elle rappelle ainsi que c'est précisément pour se conformer aux observations de la

CRC formulées dans son rapport d'observations définitives de janvier 2016 et préconisant *de « mettre fin au recrutement de chargés de mission auprès des membres de l'exécutif »*, qu'elle avait fait le choix du rattachement au DGS.

Conformément aux dispositions de l'article L. 243-9 du code des juridictions financières, qui dispose que *« dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale (…) présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes »*, la région avait publiquement indiqué que, pour se conformer aux observation de la Chambre, le nouvel exécutif régional avait *« pris acte, dès son arrivée et avant même la transmission du rapport d'observations définitives, de la demande de régularisation adressée par la CRC. »* La région avait ainsi *« mis un terme aux recrutements de chargés de mission auprès de vice-présidents »,* précisant que les *« chargés de mission sont désormais rattachés au directeur général des services »* (rapport CR 2017-100 de mai 2017).

En application de la loi, ce rapport a été transmis par voie officielle à la CRC le 17 juillet 2017 laquelle, depuis cette date, n'avait formulé aucune remarque à la région sur cette nouvelle organisation.

En parallèle, l'ensemble des recrutements effectués sur le fondement de ce nouveau rattachement, ont, comme la loi le prévoit, été soumis au contrôle de légalité exercé par le préfet de région lequel, comme le directeur régional des finances publiques, n'a émis aucune critique de principe sur la nature de leur emploi et leur rattachement.

En conséquence, la région avait donc considéré que la procédure mise en place dès le début 2016 était de nature à répondre aux observations formulées par la CRC et donc à assurer la parfaite régularité des recrutements réalisés.

La région souligne par ailleurs que bien qu'elle se soit conformée à l'analyse de la Chambre, elle en conteste les fondements (estimant que les emplois en question ne revêtaient pas un caractère politique mais correspondent à un travail réel et indispensable et constituent une interface nécessaire entre l'exécutif et l'administration pour la bonne conduite des politiques régionales).

Toutefois, et afin de nous conformer pleinement aux dernières observations de la CRC lors du rapport d'observations provisoires, par une note en date du 15 avril 2019 à ma signature, il a été mis fin aux situations considérées comme irrégulières par la CRC dans le respect des dispositions juridiques en vigueur, ce qui a été fait dans les semaines qui ont suivi. Ainsi, s'agissant des agents mentionnés par la Chambre, plus de la moitié ont quitté la collectivité et les autres occupent des postes répondant parfaitement aux préconisations de la Chambre, la région tenant à la disposition de celle-ci toutes les pièces lui permettant de s'en assurer depuis sa réponse au rapport d'observations provisoires le 10 juin dernier.

Sur la rémunération des collaborateurs de groupe

La région conteste tout d'abord le mode de calcul retenu par la Chambre pour déterminer le plafond de l'enveloppe de rémunération. La Chambre considère que l'enveloppe pour déterminer les salaires bruts chargés des collaborateurs de groupe doit être calculée sur la base des indemnités nettes des élus. A l'occasion de son rapport sur les actions entreprises suite aux observations définitives de la CRC dans son rapport de 2016 sur la Gouvernance de la région Ile-de-France, délibéré en mai 2017, la région avait eu l'occasion de rappeler qu'elle

considérait que l'enveloppe pour la rémunération des collaborateurs de groupe devait être calculée sur la base de 30 % des indemnités chargées des élus. Ce rapport a été officiellement transmis à la CRC en juillet 2017 qui n'a en retour formulé aucune observation.

Sur le fond, l'article L. 4132-23 qui organise cette rémunération dispose :

« Le président du conseil régional peut, dans les conditions fixées par le conseil régional et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus une ou plusieurs personnes. Le conseil régional ouvre au budget de la région, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du conseil régional. »

A aucun moment la loi ne précise si le montant pris en compte est calculé en net ou en brut. Le mode de calcul retenu par la région est d'ailleurs en tous points conforme à celui explicité par le CNFPT dans sa *« Fiche 30 – Notions clés sur les collaborateurs de groupes politiques »*. Celle-ci précise que ces dépenses sont plafonnées à 30 % du montant annuel des indemnités de fonctions versées aux membres de l'assemblée délibérante, tel qu'il ressort du dernier compte administratif ».

Le dernier compte administratif de la région fait ainsi apparaître une enveloppe de 10,126 M€ pour les indemnités des élus. L'enveloppe pour la rémunération des collaborateurs de groupes, établie à 2,830 M€ au dernier budget, entre donc bien dans la limite des 30 % fixée par la loi.

Enfin, la région tient à préciser que l'enveloppe est ensuite ventilée proportionnellement à l'effectif des groupes. En valeur absolue, elle profite donc mécaniquement davantage aux groupes d'élus les plus nombreux qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition. En revanche, et contrairement à l'assertion de la Chambre, ce sont bien les groupes aux effectifs les moins étoffés qui profitent en réalité de cette mesure puisqu'elle leur permet d'avoir un minimum de ressources pour accomplir leur travail démocratique là où le mode de calcul de la CRC les priverait en réalité du socle de ressources humaines nécessaires pour faire vivre l'opposition démocratique. Ce mode de calcul n'a pas été modifié par rapport aux mandatures précédentes.

S'agissant des rémunérations individuelles des collaborateurs

Par ailleurs, la région ne considère pas que le surplus de rémunération décidé par certains présidents des groupes politiques en fin d'année soit assimilable à la prime de fin d'année distribuée aux agents titulaires des services. En effet, ce surplus de rémunération n'est ni automatique ni de droit et donne lieu à un avenant au contrat. Il est versé à la discrétion de chaque président de groupe et en fonction de la disponibilité financière sur l'enveloppe des groupes. Sur ce point, la région conteste, pour les raisons évoquées plus haut, l'analyse de la CRC selon laquelle le plafond des rémunérations aurait été dépassé pour l'ensemble des groupes puisqu'il s'inscrit dans le plafond des 30 % tel que calculé, conformément à la loi, par la Région.

*

IV.- Sur la compétence développement économique

La Chambre a très justement souligné les acquis importants de l'action de la région en matière de développement économique et d'innovation depuis 2015, en rupture avec l'exercice du précédent schéma régional de développement économique (SRDEI) : une **approche partenariale** de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie régionale de développement économique, d'innovation et d'internationalisation # Leader, un **pilotage par la performance**[3] qui s'est notamment traduit par une rationalisation drastique de la relation entre la région et ses organismes associés (3 organismes associés ont ou sont en voie de liquidation, recentrage de l'agence Paris Region Entreprise sur sa mission d'attractivité), une réorganisation de la Direction en charge du pilotage de la politique de développement économique et d'innovation[4] à effectifs constants, et la réinternalisation de la gestion des principales aides aux entreprises (TP'Up et PM'Up), permettant ainsi de gagner en lisibilité, en efficacité (+ 48,6 % d'aides attribuées depuis 2016) et en efficience (les coûts de gestion externalisés s'élevaient à plus de 2 M€ par an). Ces évolutions, conjuguées à un engagement fort de la présidente suite au Brexit, ont aussi produit des résultats significatifs en matière d'attractivité : en 2018, la région Ile-de-France s'est classée en deuxième position des métropoles les plus attractives du monde et en première position pour les investissements internationaux de R&D. A ce jour, 90 projets d'implantation liés au Brexit ont été recensés représentant près de 5 000 emplois. **Comme l'indique la Chambre, la région a ainsi clairement fait le choix d'affirmer, et d'exercer, la responsabilité que lui a confiée le législateur en matière de développement économique.**

En revanche, **nous réfutons plusieurs observations de la Chambre, qui conduisent à une appréciation fausse de la réalité et de l'objectif poursuivi par la Région**. La simplification des aides aux entreprises depuis 2015 fait l'objet d'améliorations significatives et de mesures de gestion concrètes depuis 2015[5], qui constituent des progrès réels pour les entreprises. **Dans ce domaine, le bilan est donc loin d'être mitigé**. La priorisation des orientations stratégiques n'est pas un affichage comme dans le SRDEI précédent. Elle s'est traduite par des plans d'action co-construits avec les entreprises, budgétés et programmés dans le temps[6]. Contrairement à ce qu'indique la Chambre, la relation avec les collectivités infrarégionales (EPT, Départements, MGP) est en cours de transformation profonde : la Région, avec l'Etat, a fait le choix et l'effort de sortir du mille-feuille administratif, pour écrire un nouveau partenariat dans un cadre correspondant à la réalité économique, celui des bassins d'emplois.

Au vu de ces éléments, il apparaît que contrairement à ce qui a été indiqué par la Chambre, la totalité des précédentes recommandations ont été mises en œuvre.

*****

Dans le détail :

6.1. Une nouvelle responsabilité régionale à l'égard des autres collectivités locales

[3] Mise en place d'une démarche d'évaluation en continue, structuration d'indicateurs, mise en place de tableaux de bord.
[4] Direction des entreprises et de l'emploi
[5] Voir tableau relatif à la simplification en pièce jointe
[6] Smart industry 2017/2021, stratégie artisanat commerces 2018/2021, Plan IA 2021.

6.1.2. Des relations inchangées avec les Départements

Les conventions signées entre la région et les trois agences départementales de développement dites « agences de territoire » visent, d'une part, à faire de celles-ci des relais des politiques régionales, et d'autre part, à rationaliser les interventions des différents acteurs dans le champ économique.

Sur le volet de l'attractivité, les agences de territoire doivent ainsi inscrire leur action en complémentarité des missions confiées à *Choose Paris Region*, agence d'attractivité de la région Ile-de-France. Concrètement, les agences interviennent en appui à *Choose Paris Region* pour accompagner l'implantation d'entreprises étrangères sur leur territoire (identification du foncier et de l'immobilier disponible, mise en relation avec les acteurs locaux, etc.). Concernant les bassins d'emplois, qui constituent, pour l'Etat et la Région, la nouvelle échelle d'intervention publique en matière d'emploi et de formation professionnelle en Ile-de-France, les trois agences jouent un rôle d'animation économique au service des priorités de terrain définies par la gouvernance locale (identification des besoins des entreprises, mise en relation avec les acteurs locaux de l'emploi, appui au montage de projets…).

6.1.3. L'absence de coordination avec la MGP pour la mise en œuvre du SRDEII sur le territoire métropolitain

En vertu des articles L4251-12 et L4251-13 du Code général des collectivités territoriales issus de la loi NOTRe, la région est la collectivité responsable, sur son territoire, de la définition des orientations en matière de développement économique et élabore le SRDEII. La région Ile-de-France a pleinement assumé cette compétence nouvelle dans une optique de rationalisation des interventions économiques sur le territoire, tout en veillant à associer la MGP et les EPCI à l'élaboration et la mise en œuvre du SRDEII, et dans le respect de leurs compétences propres en matière économique.

Au titre de l'élaboration du SRDEII, la MGP et les EPCI ont été pleinement associés :

- lors des conférences territoriales ayant eu lieu dans chaque département, les EPCI ont été invités et ont pu s'exprimer, tout comme la MGP, invitée aux 8 conférences ;
- en adressant de nombreuses contributions à la région (par l'intermédiaire d'une plateforme web) qui ont toutes été prises en considération et intégrées dans le texte du SRDEII.

La MGP et les EPT sont également associés à la mise en œuvre du SRDEII à plusieurs titres :

- en tant que membres de droit de la conférence territoriale de l'action publique (CTAP) de l'Ile-de-France, ils ont été conviés à la dernière conférence du 6 novembre 2018 lors de laquelle a été présenté un point d'étape sur la mise en œuvre du SRDEII (cf. ordre du jour et compte-rendu en pièce jointe n°4). En dépit de plusieurs relances, la MGP n'a pas assisté à cette CTAP ;
- des échanges entre la région et les EPT sur la mise en œuvre du SRDEII ont également eu lieu à l'occasion de l'intervention de la vice-présidente lors du colloque organisé par l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) le 20 septembre 2018 et intitulé « Intercommunalités et développement économique, confirmer la nouvelle donne. Les responsabilités des communautés en matière de développement économique » ;

- l'AdCF est enfin conviée au comité des partenaires comme représentant des EPCI-EPT, l'une des trois instances de gouvernance du SRDEII. A ce jour, elle n'a pas participé à cette instance.

Ainsi, la région est particulièrement attentive à dialoguer avec tous les échelons disposant d'une compétence économique, et peut être amenée à ce titre à échanger avec les EPT comme la MGP selon l'intérêt territorial ou métropolitain des sujets traités. **Elle exclut en revanche tout co-pilotage en matière d'élaboration et de suivi de la mise en œuvre du SRDEII, qui relèvent de sa compétence propre.**

6.1.4. Le poids prédominant des aides régionales par rapport à celles des autres collectivités

Dans le cadre de la stratégie #Leader, les relations entre la région et les EPCI-EPT sont renforcées (déploiement des bassins d'emplois et des réseaux # leader, conventions d'autorisation d'EPCI-EPT à abonder les régimes d'aides régionaux, conférence des territoires à l'initiative de Paris Region Entreprises, déplacement de l'exécutif et des services dans de nombreux EPCI-EPT, etc.). Ces relations de proximité permettent de :

- sensibiliser encore davantage les EPCI-EPT à la nécessité de compléter le recensement annuel des aides aux entreprises ;
- mieux connaître la nature des aides réalisées par les EPCI-EPT.

6.2. Le SRDEII, outil d'affirmation de la responsabilité régionale en matière de développement économique

6.2.2. La gouvernance du SRDEII, élément clé de la nouvelle responsabilité régionale

La région produit annuellement un bilan de suivi de la mise en œuvre du SRDEII qui détaille pour chaque objectif opérationnel des indicateurs de réalisation, de résultat et d'impact. Deux bilans annuels ont ainsi été produits : « *Bilan 2017, première année de mise en œuvre et perspectives 2018* » et « « *Bilan 2017-2018 et perspectives 2019* ». Ce dernier comprend les indicateurs consolidés depuis la mise en œuvre du SRDEII.

6.2.3. Des priorités fondées principalement sur l'innovation et l'attractivité

Les filières stratégiques identifiées dans le SRDEII sont les suivantes :

- aéronautique, spatial, défense ;
- agriculture, agroalimentaire et nutrition, sylviculture ;
- automobile et mobilités ;
- numérique (dont big data, calcul haute performance, cybersécurité, industries culturelles et créatives, infrastructures numériques, intelligence artificielle, internet des objets, fintech, logiciels, réseaux, smart grid) ;
- santé (dont biotechnologies, dispositifs médicaux, silver économie) ;
- tourisme, sports, loisirs ;
- Région –Ville durable et intelligente.

Lors du précédent SRDEI, les filières prioritaires identifiées n'avaient donné lieu à aucune déclinaison opérationnelle et pouvaient être considérées comme une forme « d'affichage ». Désormais, au titre du SRDEII, des déploiements concrets sont mis en place.

Dans un premier temps, la région a choisi d'appuyer la structuration de quatre filières stratégiques pour l'Ile-de-France (aéronautique spatial défense/santé/ville durable/mobilités), et affirmer par ailleurs une ambition forte dans deux domaines technologiques majeurs : la cyber sécurité, l'intelligence artificielle.

Pour ce faire, il a été engagé en 2018 et 2019, à l'initiative de la Région, une série de concertations sur ces thématiques, co-présidées par la vice-présidente en charge du développement économique, ainsi que par un acteur dont la légitimité et la représentativité pour la filière à l'échelle régionale/nationale est incontestable.

Les concertations permettent d'amorcer et de structurer un dialogue durable avec l'ensemble des acteurs des filières concernées (PME/ETI/grands donneurs d'ordre, recherche, formation, apprentissage, …). Elles débouchent sur des engagements concrets et réciproques, sur des thèmes d'intérêt commun (par exemple : formation et accès aux compétences, financement de l'innovation, place des PME et des structures d'insertion franciliennes dans la commande privée, attractivité internationale, développement export), tels que le plan Intelligence Artificielle 2021.

Aux côtés de ces sept filières stratégiques, l'industrie est reconnue comme filière transversale qui a fait l'objet d'une stratégie Smart Industrie adoptée en juillet 2017 (300 M€ sur les 5 ans qui viennent). En outre, la région a identifié un certain nombre de thématiques prioritaires, qui ont donné lieu à l'adoption de stratégies spécifiques : commerce et artisanat, économie sociale et solidaire, etc.

6.3. Le rôle mitigé du SRDEII en matière de simplification des dispositifs d'aide et de développement équilibré des territoires

6.3.1. L'absence de réelle simplification des dispositifs d'aide

La recherche d'une plus grande lisibilité et d'accessibilité des dispositifs d'aide régionale constitue l'une des principales priorités de l'exécutif. La région a engagé plusieurs démarches à cette fin.

En premier lieu, plusieurs actions ont été engagées pour faciliter l'accès à l'information et les candidatures aux dispositifs. Sur la nouvelle version du site Internet, un espace dédié « *Aides régionales Appels à projets* » a été créé permettant de sélectionner les aides par secteur, par public et par mot-clé. Toutes les informations sur les dispositifs économiques ont été actualisées à l'occasion de la mise en ligne du nouveau site.

Par ailleurs, un chatbot (ou robot conversationnel) apparaît désormais sur le portail web. Spécialisé sur les aides aux entreprises, il a précisément vocation à guider les entreprises franciliennes désireuses de connaître les aides économiques régionales. De même, une adresse mail unique (aides.economiques@iledefrance.fr) est mentionnée sur toutes les pages relatives aux aides économiques. Une équipe dédiée répond ainsi, en 24 h, à toute question d'entreprises pour les informer sur les aides franciliennes et les orienter vers celles qui correspondent à leurs projets.

Enfin, les dispositifs relevant du développement économique et de l'innovation sont progressivement intégrés à la plateforme Mesdemarches.fr permettant aux candidats de

déposer leurs demandes d'appui de façon dématérialisée et simplifiée (principe du dites-le nous une fois, formulaires de demande uniformisés et allégés, etc.).

Les évaluations menées par le cabinet EDATER en 2018 et 2019 permettent justement de mesurer le taux de satisfaction des entreprises bénéficiaires des aides PM'up et TP'up quant à l'accessibilité des informations sur les aides et les procédures. Ce taux a progressé de 76 % (satisfaits et très satisfaits) à 79 % entre 2018 et 2019.

En deuxième lieu, des travaux importants ont été conduits pour améliorer l'ensemble du processus de traitement d'une demande d'aide et de gestion des bénéficiaires. L'ensemble des dispositifs relevant du développement économique et de l'innovation ont fait l'objet d'une cartographie par le Cabinet BEARING POINT afin de supprimer les étapes inutiles, sans valeur ajoutée et à faible valeur ajoutée. Tous les process permettant d'accorder des aides aux entreprises ont donc été revus et simplifiés.

Comme le rappelle la Chambre, les candidatures aux dispositifs PM'up et TP'up, ainsi qu'à la majorité des volets d'Innov'up, se font désormais au fil de l'eau et non par appels à projets, pour assurer une plus grande réactivité face aux besoins des entreprises. La candidature PM'up a en outre été simplifiée, plusieurs pièces étant rendues facultatives.

La région confirme également avoir engagé d'importants travaux sur les procédures internes afin de réduire les délais de paiement. Le délai de traitement des appels de fonds du dispositif PM'up est un indicateur suivi depuis le 1er février 2018. Selon cet indicateur, ce délai a diminué de 4 mois et demi au 1er février 2018 à 2 mois et demi au 31 juillet 2019.

En troisième lieu, une rationalisation du nombre de dispositifs d'aide a été engagée dès le début du mandat, qui s'articule notamment autour de la gamme Up. La réforme du dispositif Innov'up annoncée en juillet 2019 constitue la dernière étape d'ampleur du travail de simplification des aides engagé depuis le début du mandat. Avec cette réforme qui entrera en vigueur en début d'année 2020, les cinq dispositifs existants (Innov'up faisabilité, Innov'up développement, Innov'up proto, Innov'up expérimentation, Innov'up Leader PIA) sont fusionnés au sein d'un dispositif unique Innov'up pouvant s'adapter à l'ensemble des besoins des entreprises innovantes.

En dernier lieu, la direction des entreprises et de l'emploi a fortement renforcé ses outils de pilotage et de suivi de l'activité à travers :

- la réalisation d'un bilan d'activité semestriel détaillant les caractéristiques de chacun des dispositifs d'aide (montant moyen d'aide, répartition des bénéficiaires par secteurs d'activité, localisation, etc.) ;
- la mise en place d'une évaluation en continu des aides régionales, confiée au cabinet EDATER, dont l'objectif est de suivre, auprès des bénéficiaires des aides régionales depuis 2015, la finalité des aides, leur impact sur la croissance et l'emploi, et le niveau de satisfaction des bénéficiaires. Une première évaluation a été réalisée en 2018 et la deuxième évaluation est en cours.

Ces outils traduisent le suivi très fin que la région fait de ses dispositifs, de façon à s'assurer qu'ils répondent pleinement aux besoins des entreprises pour créer des emplois.

6.3.2. Une territorialisation co-pilotée avec l'Etat

La région et l'Etat ont fait le choix d'identifier 25 territoires économiques cohérents, les « bassins d'emploi », qui couvrent l'ensemble du territoire régional. Maille territoriale de

référence pour l'action Etat-Région, les bassins d'emploi constituent une échelle pertinente à la fois pour l'observation socioéconomique et l'identification des enjeux de développement de l'activité et des compétences, d'animation et de gouvernance, et d'adaptation de l'offre de service des acteurs publics aux besoins des territoires, de leurs entreprises et de leurs habitants. L'animation territoriale s'appuie sur une gouvernance partagée et co-pilotée par l'Etat et la Région, respectivement le sous-préfet et un élu régional. La gouvernance s'appuie d'une part sur un comité stratégique restreint associant l'Etat, la Région, les EPCI/EPT et le département, et d'autre part sur un comité des partenaires élargi à l'ensemble des acteurs locaux de l'emploi et du développement économique.

Après une 1ère phase réussie avec 11 bassins d'emplois expérimentaux lancée au printemps 2018, l'Etat et la région ont décidé de déployer les 14 bassins d'emploi restants sur toute l'Île-de-France à compter de février 2019. La gouvernance est installée presque totalement en Île-de-France (22 bassins sur 25, les 11 de la 1ère phase + 11 de 2nde phase). Les feuilles de route des 11 bassins de la 1ère phase sont en cours de mise en œuvre. Pour les 14 nouveaux bassins, cette feuille de route est cours de construction et de validation.

D'un point de vue opérationnel, plus de 130 actions sont déployées ou en cours sur les bassins d'emploi dont une 30taine « d'actions pépites ». On entend par « actions pépites » des actions remarquables, soit par le volume d'emploi créé, soit des actions expérimentales ou particulièrement innovantes, soit enfin des actions qui aboutissent à l'insertion dans l'emploi de nos publics les plus éloignés de l'emploi comme les personnes en situation de handicap, et qui ont ainsi le potentiel pour devenir des « vitrines » de la mise en œuvre territoriale des bassins.

En matière de territorialisation, les réseaux #Leader constituent l'une des actions opérationnelles des bassins d'emploi sur lesquels ont été identifiés des enjeux d'articulation et de mise en visibilité de l'offre de services aux entreprises. On peut également citer à titre d'exemple la task force recrutement mise en place sur le bassin des Portes Sud du Grand Paris, qui a permis à 4 entreprises nouvellement installées de recruter 400 emplois qualifiés, et bientôt 450 de plus courant 2019, grâce à la mobilisation du bassin. Autre action concrète, l'action expérimentale, Plate-forme Jeunes d'avenir Recrut, financée par la région à hauteur de 250 k€. Il s'agit d'une application développée avec APAME et Neolink (et de nombreux partenaires, publics et privés : AEF, Crédit Agricole Île-de-France, AGEFOS PME, ONISEP), qui vise à rendre plus fluide le marché de l'emploi par le rapprochement effectif des patrons de TPE/PME et des jeunes les plus éloignés de l'emploi, non identifiés par les acteurs de l'emploi (NEETS, décrocheurs avec l'appui des référents de parcours du plan d'insertion pour la jeunesse – PRIJ…). Cette action est expérimentée sur le bassin de Seine Aval.

6.4. Des améliorations nécessaires au suivi et à la programmation des crédits

La Chambre indique les AE et les AP ouvertes dans l'année ont été faiblement mandatées dans l'année de l'affectation.

Cette situation est tout à fait normale dans la mesure où la très grande majorité des actions soutenues par la région se déploient de façon pluri-annuelle. Plusieurs exemples permettent d'illustrer le bien-fondé de cette situation :

- Le dispositif PM'up (83 M€ de RAM – Restes à mandater – au 31.12.2018) accompagne les entreprises dans leurs projets de développement sur une période de 3 ans, souvent 4 dans la réalité ;
- Le Très Haut Débit (57 M€ de RAM au 31.12.2018) couvre des conventions entre la région et les Départements qui s'échelonnent sur 5 ans afin de permettra la couverture de l'Ile-de-France en THD d'ici 2021 (à l'exception de la Seine-et-Marne en 2023) ;
- Le FUI (Fonds Unique Interministériel), dont la région accompagne le déploiement, soutien des projets se déployant entre 3 à 8 ans (67 M€ de RAM au 31.12.2018) ;
- Les Grands Lieux d'Innovation (23 M€ de RAM au 31.12.2018) soutenus par la région (Addictive Factory Hub de Saclay, circuit autonome de Montlhéry, etc.) sont par nature des opérations de mettant en œuvre sur des temps longs (3-5 ans à minima).

De très nombreux dispositifs sont concernés par cette pluri-annualité, expliquant ce décalage entre les AE-AP affectées et celles mandatées dans l'année d'affectation.

La Chambre indique que *« la région n'a pas été en mesure de fournir des données précises et fiables sur les moyens mobilisés en matière de développement économique. Ainsi, la chambre s'interroge sur la qualité de la gestion des crédits pluri-annuels en matière de développement économique et sur la justification du maintien de certains crédits engagés en fonctionnement depuis plus de 3 ans et non mandatés ».*

L'ensemble des données financières relatives au développement économique et à l'innovation figure de façon précise dans le compte administratif de la Région.

Sur le second point abordé par la Chambre, la Direction des entreprises et de l'emploi, en lien avec le Pôle finances, a engagé un travail de vérification des RAM en fonctionnement et en investissement. Plus de 850 opérations seront analysées individuellement.

6.4.2 : Une programmation tardive de l'utilisation des fonds européens

Les résultats de l'exécution sous la précédente programmation ont effectivement été insatisfaisants, avec l'obligation finale pour la région de restituer près de 70 M€ de fonds non consommés. Pour la programmation 2014 - 2020, la région a pris - tout particulièrement à partir de 2016 - la mesure de ses obligations et s'est dotée des procédures et des ressources humaines indispensables à une bonne gestion de ses fonds.

Le programme 2014-2020, qui a été négocié par l'Exécutif régional précédent, a été validé tardivement par la Commission européenne, en décembre 2014. Faute de process internes de gestion clairement définis et installés, un retard conséquent a été pris en début de programmation. Fin 2015, cette programmation atteignait 4,6 %, soit 22 M€ (le taux de programmation au niveau national étant de 16 %).

Une mobilisation forte et un effort constant de la région à partir de 2016 pour, d'une part, renforcer très significativement les équipes dédiées à cette gestion et, d'autre part, se doter d'outils de pilotage et de méthodes de gestion à la hauteur des enjeux et de ses responsabilités lui ont permis de rattraper ce retard initial : au 31 mai 2019, 346 M€ de crédits européens ont été programmés, soit un taux de 71 % (67 % pour le FEDER ; 72 % pour le FSE).

Contrairement à ce qu'affirme la CRC, les objectifs de programmation sont donc connus. A fin 2019, la région Ile-de-France prévoit ainsi de programmer 100 M€ de crédits FESI, dont 54 M€ pour le FEDER et 46 M€ pour le FSE, ce qui représenterait une consommation de 91 % de la

maquette Union européenne. Celle-ci devrait être intégralement exécutée à horizon été 2020 (80 opérations déposés à ce jour sur Synergie, pour un montant UE de près de 80 M€).

La région assure donc une gestion conforme à ses prévisions. Elle est pleinement en capacité de préciser le rythme et les niveaux d'engagement jusqu'à la fin de l'actuelle programmation.

La validation du Programme opérationnel, intervenue en décembre 2014, a précédé la rédaction du SRDEII, qui n'a a été finalement adopté qu'en décembre 2016. Dès lors, les priorités du SRDEII ne pouvaient être logiquement intégrées dans le PO.

La Direction des Affaires européennes travaille aujourd'hui en totale concertation avec les Pôles opérationnels, et particulièrement avec le Pôle Développement économique dont relève la Direction des entreprises et de l'emploi. Les priorités du PO ont d'ailleurs été définies en concertation entre les deux directions. Leur déclinaison résulte d'un travail mené en commun. La DEE est ainsi un partenaire régulier de la Direction des Affaires européennes : elle participe à l'élaboration des appels à projets et émet des avis opérationnels lors de l'instruction des dossiers. Cette même logique conduit la DAE à travailler régulièrement avec les services compétents sur les thématiques du PO.

Les retards initiaux des mandatements étaient essentiellement dus à un manque de ressources humaines et à des process internes de pilotage et de gestion non stabilisés. Ces insuffisances ont été progressivement corrigées. Au début de la période de programmation, le Service Instruction et Gestion ne comptait que 4 personnes, contre 20 aujourd'hui. Cette augmentation des effectifs dédiés s'est accompagnée d'une réorganisation des services, d'une définition nouvelle des missions dévolues à chaque agent et du développement d'une approche et d'une culture commune applicables à la gestion des FESI (notamment par la mise en place de formations spécifiques) afin de gagner en efficacité et qualité dans l'instruction et le contrôle des dossiers.

Par ailleurs, les débuts très compliqués et les manquements du système d'information pour la gestion des FESI (Synergie) mis en place par le CGET ont fortement contrarié la portée de ces mesures nouvelles et ont ralenti le process de gestion adopté par la région (des rattrapages de saisie étant nécessaires pour pallier les fonctionnalités indisponibles en 2014 et 2015). Les mesures adoptées par la région ont néanmoins permis de compenser ces difficultés et de rattraper les retards initiaux de mandatements.

6.5. La mise en œuvre très partielle des précédentes recommandations de la chambre régionale des comptes

Les précédentes recommandations portent sur 4 points :

- Simplifier et rendre lisible la stratégie régionale en matière de dispositifs d'aides au développement économique (la chambre indique une mise en œuvre complète)
- Consolider les évaluations des dispositions d'aide aux entreprises, notamment en rendant possible le recensement des bénéficiaires (la chambre indique une mise en œuvre en cours)
- Etablir un bilan financier fin 2015 du SRDEI : montant des crédits de paiement et des restes à mandater sur les engagements pluriannuels décidés par la collectivité (la chambre indique une absence de mise en œuvre)
- Assurer le recensement des régimes d'aides, notamment ceux relevant d'autres collectivités (la chambre indique une totale mise en œuvre)

Compte tenu des éléments apportés en réponse aux observations de la Chambre (cf. supra), nous considérons que les précédentes recommandations ont fait l'objet d'une mise en œuvre, à l'exception, il est vrai, de l'établissement d'un bilan financier fin 2015 du SRDEI, schéma déployé par le précédent exécutif.

« Rappels au droit » et « Recommandations » de la Chambre Régionale des comptes

N°	« Rappels au droit »	« Réponse de la région »
1	Renforcer les dispositifs internes de recensement des litiges en cours et constituer une provision dès l'ouverture d'un contentieux de première instance à hauteur du risque établi, conformément aux dispositions de l'article D. 4321-2 du code général des collectivités territoriales.	Le manquement relève de la majorité précédente. Le respect de la règle a été assuré depuis 2016.
2	Respecter le délai global de paiement et verser les intérêts moratoires dus aux fournisseurs en cas de non-respect de ce délai.	Un plan d'action est mis en œuvre en ce sens.
3	Généraliser le contrôle automatisé de décompte du temps de travail conformément aux dispositions du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.	La région conteste l'analyse de la CRC.
4	Appliquer le CIA à l'ensemble des agents et supprimer la prime régionale conformément aux dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).	La région conteste l'analyse de la CRC.
5	Formaliser dans une délibération le nombre de postes de collaborateurs de cabinet et l'enveloppe budgétaire annuelle consacrée à leur rémunération conformément à la circulaire du 23 juillet 2001 notamment relative à la résorption de l'emploi précaire.	Le nombre de collaborateurs de cabinet et l'enveloppe budgétaire consacrée à leur rémunération figure au sein du BP et CA chaque année. A ce titre, ils sont délibérés par la collectivité.
6	Mettre fin au dépassement du nombre de collaborateurs de cabinet autorisés.	La région rappelle qu'elle respecte strictement le plafond d'emplois des collaborateurs de cabinet fixé par la loi et que ce point n'a pas fait l'objet d'une remarque du contrôle de légalité.
7	Respecter les dispositions de la loi du 26 janvier 1984 lors du recrutement d'agents contractuels.	La région respecte toutes les dispositions en vigueur.
8	Rétablir une rémunération des collaborateurs de groupes d'élus conforme aux dispositions de l'article L. 4132-23 du CGCT et de la circulaire INTB9500079C du 6 mars 1995	La région conteste l'analyse de la CRC et respecte ce plafond qui n'a jamais fait l'objet d'une remarque du contrôle de légalité.

N°	« Recommandations »	« Réponse de la région »
1	Actualiser la convention de services comptable et financier, notamment en vue de formaliser les opérations requises afin de garantir la concordance entre l'inventaire comptable et l'état de l'actif.	Actualisation de la convention en cours avec le comptable public (réunions à l'initiative de la région début 2019). La région s'est en outre engagée dans un processus de certification de ses comptes dont l'étape préalable est cette concordance, déjà effective. Cette matière a été sensiblement améliorée depuis 2016.
2	Fiabiliser le processus d'intégration des immobilisations et les montants des participations en capital constatées dans les comptes d'immobilisations financières.	Ce processus est fiabilisé.
3	Expliciter dans les rapports d'orientations budgétaires les objectifs de la région en matière de dépenses de personnel et les indicateurs correspondants, et renforcer l'analyse de la soutenabilité des investissements.	Les rapports d'orientations budgétaires comprennent ces données depuis 2016. Surtout, ils sont les plus complets des régions au niveau national. Et reconnus par l'ensemble des parties prenantes (y compris par l'opposition).
4	Clarifier les règles d'annulation et d'ajustement des autorisations de programme et d'engagement (AP/AE) dans le règlement budgétaire et financier et assurer une information appropriée et régulière de l'assemblée délibérante sur les stocks d'AP/AE demeurant sans emploi	Un travail inédit et considérable d'apurement des AP et des AE a été réalisé depuis 2016.
5	Réviser la structure et le contenu des annexes budgétaires afin de mettre en cohérence la présentation et l'information budgétaires avec la présentation en mode « LOLF » adoptée par la région	La région est la seule à présenter son budget en mode « LOLF » avec les annexes budgétaires « bleus ». Elle s'engage en outre dans une démarche de performance et d'évaluation des politiques publiques.
6	Poursuivre l'optimisation de l'organisation de la chaîne financière tout en renforçant les dispositifs de contrôle interne comptable et financier	Les marchés sont lancés pour ce renforcement.

* *

*

« La société a le droit de demander compte
à tout agent public de son administration »
Article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

L'intégralité de ce rapport d'observations définitives
est disponible sur le site internet
de la chambre régionale des comptes Île-de-France :
www.ccomptes.fr/fr/crc-ile-de-france

Chambre régionale des comptes Île-de-France
6, Cours des Roches
BP 187 NOISIEL
77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2
Tél. : 01 64 80 88 88
www.ccomptes.fr/fr/crc-Île-de-France

Annexe 2 : Paragraphe enlevé par la CRC de la réponse régionale aux observations définitives de la Chambre

Paragraphe enlevé par la CRC de la réponse régionale aux observations définitives de la Chambre (voir supra pp. 114 et 117)

« Un conflit d'intérêt apparent pour l'un des magistrats au cours de la procédure de contrôle

La région note que ses observations quant au conflit d'intérêt constaté d'un des magistrats qui a participé au délibéré du rapport d'observations provisoires ont été prises en compte puisque, sans que la CRC n'ait répondu formellement à l'interpellation de la région dans son rapport définitif, le magistrat en question a été écarté du délibéré du rapport d'observations définitives. Le magistrat en question était en effet, sous la période de contrôle, un membre actif du mouvement En Marche ! à Montgeron, dans l'Essonne (co-animateur du blog « Comité local : Montgeron en Marche » à l'adresse https://en-marche.fr/comites/montgeron-en-marche). A ce titre, il a été un opposant politique d'un agent mis en cause dans le rapport et est actuellement un opposant de Mme Sylvie CARILLON, maire de Montgeron et conseillère régionale membre de la majorité.

Cette situation est constitutive d'un conflit d'intérêt manifeste qui aurait dû l'amener à se déporter dès le début de la procédure de contrôle, conformément aux dispositions de la Charte de déontologie des juridictions financières. Rappelons que cette Charte *a « pour objectif de garantir que les magistrats et autres personnes concernées des juridictions financières exercent leurs fonctions en toute indépendance, avec impartialité, neutralité, dans le respect du principe de laïcité, avec dignité, intégrité et probité, et se comportent de façon à prévenir à cet égard tout doute légitime »* (point 3) ; que *« le respect de ces valeurs et principes est un élément essentiel de l'image et de la réputation des juridictions financières et, comme tel, une condition de leur crédibilité et de la confiance qui leur est accordée »* (point 4) ; et qu'en conséquence : *« les personnes concernées par la charte font en sorte, dans leurs comportements tant professionnels que privés, de ne pas se trouver dans une situation qui pourrait porter atteinte ou paraître porter atteinte à l'impartialité et à la neutralité de la juridiction à laquelle ils appartiennent »* (point 11). »

Annexe 3 : Courrier de la Présidente de la région Île-de-France au Président de la Cour des comptes en date du 29 janvier 2020

Région îledeFrance

La présidente

Saint-Ouen, le 29 janvier 2020

Réf : D20-00315

Monsieur Didier Migaud
Premier Président de la Cour des comptes
13 rue Cambon
75100 Paris

Monsieur le Premier Président,

Par courrier du 17 janvier 2020, le Président de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France m'a notifié le rapport d'observations définitives n°2019-0168 R intitulé *Région Ile-de-France, Exercices 2014 et suivants*, ainsi que la réponse qui a été apporté par les services de la Région Ile-de-France.

La teneur de ce document a suscité mon étonnement. Le ton adopté est celui d'un rapport à charge dont les titres et la synthèse ne correspondent ni aux conclusions très positives de l'entretien de fin de contrôle qui a eu lieu entre les responsables des services de la Région et les rapporteurs de la chambre le 12 décembre 2018, ni au fond du rapport dont les développements sont en contradiction avec les titres polémiques qui les précèdent comme, par exemple, pour les paragraphes relatifs au déménagement de la Région en Seine-Saint-Denis. La présentation qui en est ainsi faite se trouve dès lors en complet décalage avec l'appréciation tenue par ailleurs sur la gestion régionale tant par les agences de notation que par la Cour des comptes elle-même.

J'ai surtout eu la surprise de découvrir que l'ensemble des réponses au rapport d'observations définitives formulées par la Région n'y figure pas. En effet le passage suivant de notre réponse a été purement et simplement enlevé du document définitif destiné à être rendu public :

Conseil régional
Adresse Postale : 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN
Tél. : 01 53 85 53 85 : Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr
REPUBLIQUE FRANÇAISE

« 4. Un conflit d'intérêt apparent pour l'un des magistrats au cours de la procédure de contrôle

« La région note que ses observations quant au conflit d'intérêt constaté d'un des magistrats qui a participé au délibéré du rapport d'observations provisoires ont été prises en compte puisque, sans que la CRC n'ait répondu formellement à l'interpellation de la région dans son rapport définitif, le magistrat en question a été écarté du délibéré du rapport d'observations définitives. Le magistrat en question était en effet, sous la période de contrôle, un membre actif du mouvement En Marche ! à Montgeron, dans l'Essonne (co-animateur du blog « Comité local : Montgeron en Marche » à l'adresse https://en-marche.fr/comites/montgeron-en-marche). A ce titre, il a été un opposant politique d'un agent mis en cause dans le rapport et est actuellement un opposant de Mme Sylvie CARILLON, maire de Montgeron et conseillère régionale membre de la majorité.

« Cette situation est constitutive d'un conflit d'intérêt manifeste qui aurait dû l'amener à se déporter dès le début de la procédure de contrôle, conformément aux dispositions de la Charte de déontologie des juridictions financières. Rappelons que cette Charte *a « pour objectif de garantir que les magistrats et autres personnes concernées des juridictions financières exercent leurs fonctions en toute indépendance, avec impartialité, neutralité, dans le respect du principe de laïcité, avec dignité, intégrité et probité, et se comportent de façon à prévenir à cet égard tout doute légitime »* (point 3) ; que *« le respect de ces valeurs et principes est un élément essentiel de l'image et de la réputation des juridictions financières et, comme tel, une condition de leur crédibilité et de la confiance qui leur est accordée »* (point 4) ; et qu'en conséquence : *« les personnes concernées par la charte font en sorte, dans leurs comportements tant professionnels que privés, de ne pas se trouver dans une situation qui pourrait porter atteinte ou paraître porter atteinte à l'impartialité et à la neutralité de la juridiction à laquelle ils appartiennent »* (point 11). »

Cette situation est extrêmement grave. En effet, l'un des magistrats de la chambre régionale des comptes qui a délibéré sur le rapport d'observations provisoires est un membre actif de la LREM en Ile-de-France et, en violation de toute déontologie, ne s'est pas déporté. A cette première entorse à la déontologie s'en ajoute une seconde, encore plus choquante, avec « le caviardage » de notre réponse qui s'apparente à une volonté de cacher la vérité. Cette dissimulation de la réalité des faits ne peut que faire peser le soupçon d'une instrumentalisation de la juridiction dans un but politique à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son exécutif.

Ceci m'amène à vous demander de diligenter une inspection de la Cour des comptes à la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France afin de comprendre comment de tels dysfonctionnements ont pu se produire. La Cour des comptes est, je le sais, particulièrement soucieuse de déontologie pour ses propres magistrats. Ne devrait-elle pas poser en principe pour toutes les juridictions financières dépendant d'elle, que des magistrats ou rapporteurs, élus ou anciennement élus dans le territoire contesté, se déportent systématiquement sur ce type de rapport, pour garantir l'impartialité qui s'impose et prévenir tout soupçon de conflit d'intérêt ? Cette règle élémentaire de déontologie s'appliquerait naturellement aux membres de la chambre régionale des comptes élus en Ile-de-France lorsqu'ils examinent la situation de l'Ile-de-France, mais il paraîtrait également sage d'envisager de l'étendre à tous les magistrats qui ont exercé des fonctions politiques.

Conseil régional
Adresse Postale : 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN
Tél. : 01 53 85 53 85 : Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr
R E P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Je tiens à vous indiquer que la Région Ile-de-France, va demander à la chambre régionale des comptes, en application de l'article L 243-10 du code des juridictions financières, de bien vouloir rectifier le rapport d'observations définitives en intégrant les paragraphes que la chambre a décidé de retirer contrairement aux règles en vigueur.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Président, à l'expression de ma très haute considération.

Bien à vous

Valérie PÉCRESSE

Copie à :

- Madame Catherine de Kersauson, Procureur général de la Cour des comptes

Conseil régional
Adresse Postale : 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN
Tél. : 01 53 85 53 85 : Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr
R E P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Annexe 4 : Courrier du DGS de la région Île-de-France au Président de la CRC en date du 4 février 2020

Région îledeFrance

Le Directeur général des services

Saint-Ouen, le - 4 FEV. 2019

Réf : DB/ZK/2020/005 RAR 2C 131 530 1242 4

M. Christian MARTIN
Président de la Chambre régionale des comptes
6, cours des Roches
77315 MARNE-LA-VALLEE Cedex 2

Monsieur le Président,

C'est avec le plus grand étonnement que j'ai pris connaissance du rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes (CRC) sur la gestion de la Région Ile-de-France pour les exercices 2014 et suivants.

Je m'étonne, en premier lieu, des commentaires dont vous avez assorti la réponse que la collectivité a formulée en réponse à votre rapport.

Vous écrivez en effet que « *n'émanant pas de l'ordonnateur, cette lettre ne peut être considérée comme la réponse de la collectivité* » ajoutant que « *la chambre n'avait donc pas l'obligation de joindre à son rapport d'observations définitives la réponse du directeur général des services de la région Ile-de-France. Elle a néanmoins choisi de le faire à titre exceptionnel.* »

J'observe que la Chambre n'avait pas eu les mêmes préventions et avait joint sans aucun commentaire la réponse de la région, signée par mon ante-prédécesseur, Monsieur Jean-Michel Thornary, magistrat à la Cour des comptes, au rapport de la CRC sur la gestion des ressources humaines de la collectivité de juillet 2013, sous la mandature de Monsieur Jean-Paul Huchon.

Je m'interroge donc sur cette différence de traitement et sur les motivations qui la sous-tendent.

Sur le fond, je m'étonne également que vous ayez unilatéralement fait le choix de censurer la réponse de la collectivité en supprimant tout un paragraphe.

Ce choix est d'autant plus étonnant qu'il concerne un passage important de cette réponse portant sur les conditions d'impartialité dans lesquelles le rapport de la Chambre a été rédigé et que, par ailleurs, la loi prévoit expressément (article L. 243-5 du code des juridictions financières) que la réponse est établie sous la seule responsabilité de son auteur.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr RegionileDeFrance @iledefrance

Dans ces conditions, l'argument avancé par la CRC pour justifier sa censure, à savoir que ce passage serait soi-disant *« susceptible de présenter un caractère diffamatoire »* n'a pas lieu d'être. Aux termes de la loi, il appartient en effet à la collectivité de prendre ses responsabilités sur la nature de sa réponse et non à la CRC d'en apprécier le contenu et ses éventuelles répercussions juridiques.

En procédant à une censure de la collectivité, la CRC a donc clairement outrepassé ses droits.

En outre, et sur le fond, il est clair que la partie censurée ne présente aucun caractère diffamatoire puisqu'elle se fonde strictement sur des faits établis.

Je rappelle que ce qui est ici en cause, c'est l'existence de situation de conflit d'intérêt pour l'un des magistrats de la chambre ayant participé au contrôle, celui-ci exerçant en parallèle de ce contrôle des activités politiques d'opposant à l'un des conseillers régionaux de l'actuelle majorité.

La charte de déontologie des juridictions financières est sur ce point extrêmement claire : *«Les personnes concernées par la charte font en sorte, dans leurs comportements tant professionnels que privés, de ne pas se trouver dans une situation qui pourrait porter atteinte ou paraître porter atteinte à l'impartialité et à la neutralité de la juridiction à laquelle ils appartiennent »* (point 11) ; *« L'impartialité des membres des formations de délibéré suppose que leur opinion a été formée sans préjugé ni parti pris. »* (point 12)

On voit bien ici que le conflit d'intérêt est établi et que, par voie de conséquence, le caractère diffamatoire de son affirmation tombe.

La meilleure preuve en est d'ailleurs que le magistrat en question, qui avait participé au délibéré du rapport d'observations provisoires (ROP), n'a pas participé au rapport d'observations définitives (ROD). Il est donc préjudiciable que la CRC n'assume pas pleinement la situation en ne la signalant dans son ROD et en censurant la réponse de la région. Cela montre que la CRC avait non seulement pleinement conscience du conflit d'intérêt qui lui avait signalé par la région dans sa réponse au ROD mais qu'elle a en outre cherché à en dissimuler l'existence.

Pour toutes ces raisons, et en application des dispositions de l'article L. 243-10 du code des juridictions financières, je vous demande donc de rectifier votre rapport d'observations définitives pour y restituer l'intégralité de la réponse de la collectivité. En l'absence de rectification, la collectivité saisira le tribunal administratif pour faire valoir ses droits.

Je vous informe enfin qu'en parallèle la présidente de la Région Ile-de-France saisira le Premier président de la Cour des comptes pour l'alerter sur ce sujet qui met en cause le respect par la CRC des règles de déontologie dans l'exercice de ses missions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Cordialement,

Pour la Présidente
du Conseil régional d'Ile-de-France
et par délégation
Le directeur Général des Services

David BONNEAU

David BONNEAU

Annexe 5 : Réponse du Président de la CRC au DGS de la région Île-de-France en date du 14 février 2020

Chambre régionale
des comptes
Île-de-France

N°/S/SP/20- 0068

Le 14 février 2020

Le président

Madame la présidente,

J'ai pris connaissance avec attention de votre lettre du 29 janvier 2020 adressée au Premier président de la Cour des comptes à propos du rapport d'observations définitives sur les comptes et la gestion de la région Île-de-France, que je vous ai notifié le 17 janvier 2020 et qui sera rendu public à compter de la prochaine réunion du conseil régional.

Dans cette lettre, vous faites part d'abord de votre « étonnement » relatif à la tonalité de ce rapport qui serait celle d'un « rapport à charge ». Vous évoquez des développements qui seraient en contradiction avec des titres polémiques. Vous illustrez votre propos en faisant référence aux paragraphes portant sur le déménagement des services de la région en Seine-Saint-Denis.

La lecture de ce rapport ne permet pas de percevoir le fondement de telles appréciations.

Pour reprendre le seul exemple que vous citez, le regroupement des services du siège à Saint-Ouen fait l'objet de deux paragraphes dans la synthèse du rapport. On peut lire dans le premier que « cette opération a été menée de manière efficace, l'emménagement dans le premier bâtiment ayant pu se réaliser deux ans à peine après l'élection du nouvel exécutif ». Le rapport ajoute que « la région a obtenu des conditions financières avantageuses sous la forme de franchises de loyers et de prise en charge de travaux d'aménagement intérieur par les bailleurs ». Dans le second paragraphe, le rapport relève que « le bilan financier de l'opération est néanmoins encore incertain dans la mesure où la région n'a pas encore décidé si elle lèvera les options d'achat des immeubles ». Ce constat factuel est illustré par quelques données financières sur le bilan de l'opération.

Ainsi, les observations de la chambre sur cette opération, loin d'être « à charge », ne sont globalement pas critiques mais plutôt positives. Elles sont développées aux pages 52 à 58 au sein d'un paragraphe 5.1.2 intitulé « Une relocalisation rapide dont le bilan financier est encore incertain ». Ce titre est parfaitement en cohérence avec le sens des observations rappelées ci-dessus.

De même, les titres principaux du sommaire du rapport sont formulés en des termes mesurés : « Une situation financière qui s'améliore » ; « Malgré une réorganisation administrative, des irrégularités persistantes en matière de ressources humaines » ; « Une responsabilité accrue en matière de développement économique qui appelle une gestion plus efficiente des moyens correspondants ».

Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente de la région Île-de-France
57, rue de Babylone
75359 PARIS Cedex 07 SP

6 cours des Roches - Noisiel - BP 187 - 77315 Marne-la-Vallée Cedex 2
Tél. : 01.64.80.88.88 – Fax : 01.64.80.88.53 - Courriel : iledefrance@crtc.ccomptes.fr

En second lieu, votre lettre du 29 janvier 2020 met en cause l'impartialité de l'un des magistrats de la chambre.

Quoique vous ne l'ignoriez pas, je vous rappelle que le magistrat visé n'est pas l'un des rapporteurs qui ont conduit le contrôle. Il a fait partie de la formation collégiale qui a délibéré sur le rapport provisoire mais il n'a pas participé au délibéré au cours duquel a été analysée la réponse de la région et adopté le rapport définitif, celui-là même qui sera rendu public.

Même si la question de la présence de ce magistrat au premier délibéré et de son déport peut être posée, il serait totalement déplacé d'affirmer que cette situation aurait entraîné une « instrumentalisation politique » de la chambre régionale des comptes.

Ce rapport sur la région a été élaboré dans le respect absolu des deux principes fondamentaux qui garantissent la neutralité des juridictions financières et l'objectivité de leurs constats : tous les rapports sont délibérés par des formations composées de plusieurs magistrats (principe de collégialité) ; tous les éléments de la réponse au rapport provisoire adressée par la collectivité sont analysés et pris en compte en fonction des justifications apportées (principe du contradictoire). Ainsi, la stricte neutralité de la chambre reste assurée même dans l'hypothèse d'un manquement individuel au cours de l'une des étapes aboutissant au rapport définitif.

Dans le cas d'espèce, le rapport définitif sur l'examen des comptes et de la gestion de la région Île-de-France comporte différents constats, certains positifs, d'autres critiques. Les constats relatifs à des irrégularités de gestion s'appuient sur des faits qui sont rigoureusement documentés et des textes juridiques qui sont rappelés.

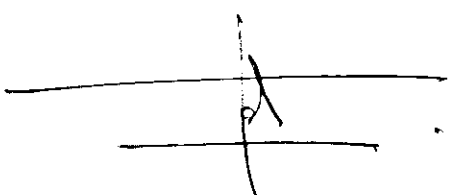
Enfin, vous évoquez la non-publication par la chambre de deux paragraphes de la lettre du directeur général des services de la région, annexée au rapport, qui mettent en cause ledit magistrat.

La chambre régionale des comptes n'était nullement obligée de publier cette lettre du directeur général des services de la région. En effet, conformément à l'article R. 243-13 du code des juridictions financières, la réponse de la collectivité au rapport définitif doit être signée par l'ordonnateur personnellement. Cette lettre du DGS ne peut donc être considérée comme la réponse de la collectivité.

La chambre a néanmoins décidé à titre exceptionnel de la publier pour assurer une complète information des citoyens. Elle en a retiré les deux paragraphes mettant en cause le comportement déontologique d'un magistrat, en des termes le rendant aisément identifiable et susceptibles d'avoir un caractère diffamatoire.

Au demeurant, le retrait de ces deux paragraphes et ses motivations sont exposés en exergue de la lettre, ce qui montre le souci de transparence de la chambre.

Je vous prie de croire, Madame la présidente, à l'assurance de ma considération.



Christian MARTIN
Conseiller-maître à la Cour des comptes

6 cours des Roches Noisiel BP 187 77315 Marne-la-Vallée Cedex 2
Tél. : 01.64.80.88.88 – Fax : 01.64.80.88.53 - Courriel : iledefrance@crtc.ccomptes.fr

Cour des comptes

Le 14 FEV. 2020

La Doyenne des Présidents de chambre

n° D 000400

Madame la Présidente,

J'ai pris connaissance avec la plus grande attention de votre courrier du 29 janvier dernier relatif au rapport d'observations définitives que vous a communiqué le 17 janvier 2020 la chambre régionale des comptes Ile-de-France, en vue de son inscription à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil régional.

Vous évoquez notamment une éventuelle situation de conflit d'intérêts dans laquelle se serait trouvé l'un des magistrats de la chambre régionale précitée.

J'attire toutefois votre attention sur le fait que le code des juridictions financières prévoit que le contrôle des comptes et de la gestion des collectivités territoriales relève exclusivement de la compétence des chambres régionales et territoriales des comptes, qui sont des juridictions distinctes de la Cour des comptes.

Dans ce cadre, chaque chambre régionale ou territoriale a le pouvoir de programmer et de mener en toute indépendance les contrôles qui relèvent de son propre champ de compétence.

En conséquence, je vous informe avoir transmis ce courrier au président de la chambre régionale Ile-de-France en lui demandant de veiller à vous apporter les éléments de réponse si nécessaire.

Ce dernier appréciera les suites à donner, plus particulièrement sur le point du potentiel manque à ses obligations déontologiques du magistrat que vous mentionnez.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

La Doyenne des Présidents
de chambre faisant fonction
de Première présidente,

Sophie Moati

Madame Valérie Pécresse
Présidente
Conseil régional d'Ile de France
2, rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-015
DU 5 MARS 2020

UNE POLITIQUE DU PATRIMOINE RENFORCÉE : MISE EN ŒUVRE DES PREMIÈRES ASSISES FRANCILIENNES DU PATRIMOINE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la propriété intellectuelle ;

VU le code du patrimoine ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, modifiée par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-84 du 6 juillet 2017 approuvant l'évolution du soutien régional à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 relative à l'aménagement culturel approuvant la convention-type ;

VU la délibération n° CP 2018-244 du 30 mai 2018 approuvant la convention-type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CP 2018-507 du 21 novembre 2018 approuvant l'avenant de modification de la convention-type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-015 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de modifier le règlement d'intervention du dispositif « Soutien au patrimoine labellisé d'intérêt régional, aux maisons d'artistes et aux musées » de la délibération CR 2017-084 du 6 juillet 2017, comme présenté en annexe 1 à la délibération.

A titre transitoire, décide que les dossiers déposés par les candidats avant l'approbation de la présente délibération seront instruits et les subventions attribuées sur la base de la délibération

n° CR 2017-84 du 6 juillet 2017.

Article 2 :

Décide de modifier le règlement d'intervention du dispositif « Aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine » la délibération CR 2017-084 du 6 juillet 2017, comme présenté en annexe 2 de la délibération.

A titre transitoire, décide que les dossiers déposés par les candidats avant l'approbation de la présente délibération seront instruits et les subventions attribuées sur la base de la délibération n° CR 2017-84 du 6 juillet 2017.

Article 3 :

Approuve le dispositif « Fonds d'acquisition exceptionnelle pour les collections des musées » dont le règlement figure en annexe 3 de la présente délibération.

Article 4 :

Approuve la convention du Fonds régional d'acquisition des musées et ses annexes figurant en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

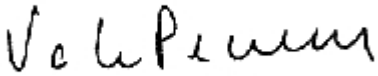
Article 5 :

Délègue à la Commission permanente l'approbation des convention-type à conclure avec les bénéficiaires de subventions.

Article 6 :

Délègue à la Commission permanente la possibilité de modifier le règlement d'intervention relatif au dispositif « Soutien au patrimoine protégé » approuvé par la délibération CR 2017-084 du 6 juillet 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc175511-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1_Règlement d'intervention_Soutien au patrimoine labellisé d'intérêt régional, aux maisons d'artistes et aux musées

REGLEMENT D'INTERVENTION

SOUTIEN AU PATRIMOINE LABELLISE D'INTERET REGIONAL, AUX MAISONS D'ARTISTES ET AUX MUSEES

I. Le patrimoine labellisé d'intérêt régional

1. Objectifs

Proposer un soutien régional pour la restauration et la valorisation du patrimoine non protégé, ou « petit patrimoine », qui fait la spécificité du cadre de vie et l'originalité de l'Ile-de-France par la trace visible et signifiante qu'il apporte au territoire. Ce patrimoine, bien que non protégé au titre des Monuments Historiques, présente un réel intérêt à l'échelle de la Région. Pour être soutenu, ce type de patrimoine devra au préalable obtenir le label « Patrimoine d'intérêt régional ».

A travers ce dispositif, la Région souhaite également encourager les établissements scolaires proches des sites labellisés "Patrimoine d'intérêt régional" à mener, avec leurs élèves, un travail de recherche sur l'histoire du site, en vue de sa valorisation auprès du grand public.

2. Label « Patrimoine d'intérêt régional »

Critères du label
Pour être labellisé, le patrimoine doit à minimum répondre à 1 critère parmi les 5 critères suivants:

- un caractère patrimonial démontré ou une force particulière de témoignage,
- une qualité architecturale et une relative homogénéité du bâti (ce qui exclut une dénaturation trop importante ou une transformation majeure du caractère de l'édifice),
- un réel caractère d'exemplarité ou de représentativité notamment pour le patrimoine vernaculaire ou le patrimoine du XXème siècle,
- la rareté du patrimoine, objet atypique "unicum" ou dernier témoignage d'un courant ou d'un type de construction emblématique de l'Ile-de-France ou de l'histoire de l'architecture,
- la qualité de l'insertion dans le site et la qualité environnementale du bâtiment.

Les projets labellisés sont éligibles à une aide s'ils répondent aux conditions suivantes :

3. Critères d'éligibilité

- Sont éligibles les propriétaires publics et privés et les aménageurs mandatés par des collectivités territoriales,
- Le projet de restauration sera lié à l'intérêt architectural du bâtiment. Il aura été visé par un architecte du patrimoine et/ou du CAUE qui veillera à ce que le bâtiment ne soit pas dénaturé par les travaux qui devront être conduits dans les règles de l'art dans le respect des matériaux et de la structure d'origine,
- Le bâtiment disposera au moins d'une façade extérieure visible de la rue,
- Une ouverture au public sera proposée.

4. Nature de l'aide

L'aide régionale permet de financer en investissement les travaux de restauration (clos et couvert) et d'aménagement.

5. Dépenses éligibles et modalités de l'aide

L'obtention du Label « Patrimoine d'intérêt régional » constitue un préalable pour l'obtention du soutien régional.

Le dépôt du dossier doit intervenir obligatoirement **avant le début des travaux ou l'engagement du projet.**

Modalités de calcul du financement régional :
La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible.

La subvention est accordée sur la base du montant HT lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité locale ou TTC s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une association ne récupérant pas la TVA.

- Pour le patrimoine relevant du label « Patrimoine d'intérêt régional » :
Les dépenses éligibles correspondent au coût des travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre, à l'exclusion des postes de dépenses suivants :
- acquisitions foncières,
- études préalables (diagnostics techniques, programme fonctionnel, environnemental et technique, etc.),
- assurance dommages ouvrage,
- travaux de démolition préalable,
- travaux de dépollution,
- travaux de voirie et réseaux divers (VRD).

Le taux d'intervention régional est de 30 % maximum des dépenses éligibles.
L'aide régionale est plafonnée à 500 000 €.

II. Les Musées et les « Maisons d'artistes »

1. Objectifs

- Valoriser le patrimoine francilien au travers des musées et « Maisons d'artistes » en aidant leur construction, leur restauration et/ou l'aménagement des espaces.
- Favoriser la numérisation des collections des musées, afin de professionnaliser la gestion des collections et leur mise à disposition numérique à un plus large public.

2. - Nature de l'aide

L'aide régionale permet de financer en investissement :
- les travaux de construction, restauration (clos et couvert) et aménagement des espaces y compris les réserves.
- l'acquisition de logiciel d'inventaire et de base de données nécessaires à la numérisation, les travaux de numérisation des collections et leur indexation.

3. Bénéficiaires éligibles

- les musées :

Sont éligibles les musées départementaux, intercommunaux, communaux ou associatifs à l'exclusion des musées nationaux. L'établissement doit être labellisé « Musée de France ».

- les « Maisons d'artistes » :

Sont éligibles les propriétaires publics et privés de maisons ou d'ateliers d'artistes remarquables. L'établissement doit avoir fait l'objet d'un projet culturel et bénéficier d'une expertise scientifique. La présence, le témoignage ou la trace tangibles de l'artiste ayant vécu sur place doivent être attestés.

Sont également éligibles les établissements labellisés «Maisons des Illustres ».

4. Dépenses éligibles et modalités de l'aide

L'attribution de l'aide régionale est subordonnée au strict respect de l'ensemble des critères techniques de recevabilité décrits ci-dessous.

Pour tous les projets, le dépôt du dossier doit intervenir obligatoirement **avant le début des travaux ou l'engagement du projet.**

Le versement de la subvention est soumis à la signature d'une convention type.

Modalités de calcul du financement régional :
La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible.

La subvention est accordée sur la base du montant HT lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité locale ou TTC s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une association ne récupérant pas la TVA.

Les dépenses éligibles correspondent au coût des travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre, à l'exclusion des postes de dépenses suivants :
- acquisitions foncières,
- études préalables (diagnostics techniques, programme fonctionnel, environnemental et technique, etc.),
- assurances dommage ouvrage,
- travaux de démolition préalable,
- travaux de dépollution,
- travaux de voirie et réseaux divers (VRD).

Le taux d'intervention régional est de 40 % maximum des dépenses éligibles.
L'aide régionale est plafonnée à 1 M€ pour les musées et à 500 000 € pour les « Maisons d'artistes ».

- Pour la numérisation des collections des musées :
Les dépenses éligibles correspondent au coût de l'acquisition du logiciel et des prestations de numérisation et d'indexation, hors coût du contrat de garantie et de maintenance.

Le taux d'intervention régional est de 30% maximum des dépenses éligibles, avec un plafond de subvention à 30 000 €.

Le cumul d'aides régionales portant sur les mêmes dépenses éligibles n'est pas autorisé.

Annexe 2_Règlement d'intervention_Aide aux projets oeuvrant à la valorisation du patrimoine

REGLEMENT D'INTERVENTION

L'AIDE AUX PROJETS ŒUVRANT A LA VALORISATION DU PATRIMOINE

1. Objectifs

- Améliorer la visibilité de l'offre culturelle régionale en soutenant les initiatives collectives et concertées,
- Favoriser les synergies et les échanges entre des acteurs parfois isolés,
- Favoriser les démarches participatives auprès des franciliens et contribuer à rendre le patrimoine plus visible,
- Soutenir le rayonnement régional du projet et l'animation du territoire.

2. Bénéficiaires éligibles

- les musées :
Musées départementaux, intercommunaux, communaux ou associatifs à l'exclusion des musées nationaux. L'établissement doit être labellisé « Musée de France ».

- les « Maisons d'artistes » :
  - Propriétaires publics et privés de maisons ou d'ateliers d'artistes remarquables.

L'établissement doit avoir fait l'objet d'un projet culturel et bénéficier d'une expertise scientifique. La présence, le témoignage ou la trace tangibles de l'artiste ayant vécu sur place doivent être attestés.

  - Les établissements labellisés «Maisons des Illustres ».

- les structures type « réseaux » :
Structures qui fédèrent des acteurs professionnels ou associatifs dans le secteur du patrimoine en Ile-de-France. Leurs effectifs d'adhérents doivent être représentatifs à l'échelle du territoire francilien soit sur le plan géographique, soit en lien avec leur thématique.

- les structures labellisées « Patrimoine d'intérêt régional »

3. Critères d'éligibilité

- Pour les musées : les projets soutenus doivent favoriser la découverte des collections constitutives du patrimoine francilien.

- Pour les « Maisons d'artistes » : les projets soutenus doivent favoriser l'ouverture au public de bâtiments témoins de la présence en Ile-de-France de personnages qui auront marqué l'histoire et les arts. Ces projets doivent faire l'objet d'une expertise scientifique.

- Pour les structures type « réseaux » : les projets soutenus doivent favoriser la connaissance, la valorisation de l'histoire, de la mémoire collective des franciliens et du patrimoine en Ile-de-France. Ils doivent faire l'objet d'un rayonnement régional et d'une expertise scientifique. Ils s'accompagnent d'un dispositif d'action culturelle avec une attention particulière pour les lycéens et le jeune public.
Ces projets doivent également témoigner de la qualité des patrimoines promus. Ils font preuve d'une dynamique de partenariat et d'actions innovantes.

- Pour les structures labellisées « Patrimoine d'intérêt régional » : les projets soutenus doivent favoriser la découverte du petit patrimoine francilien méconnu et l'ouverture au public.

4. Dépenses éligibles et modalités de calcul du financement régional :

L'aide régionale est une aide au projet.

Les dépenses éligibles couvrent diverses aides correspondant à des :

- Actions de valorisation (expos physiques ou virtuelles, journées d'étude, site internet, publications, documentaires…),
- Outils de médiation (cartes et itinéraires papier ou numériques, livrets de visite, outils numériques, multimédia, parcours d'interprétation…),
- Dispositifs pédagogiques (mallettes pédagogiques, Moocs, supports de visite à destination des jeunes…),
- Événements rayonnant à l'échelle de l'Île-de-France.

Une attention particulière sera portée à la qualité des contenus, à l'originalité et la pertinence des outils ou actions proposés, et à leur adéquation avec les publics ciblés.

La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible.
Les dépenses éligibles sont celles du projet et non au fonctionnement de la structure. Néanmoins, les frais de fonctionnement généraux relatifs au projet peuvent être pris en compte dans la limite de 20% du budget du projet.
Les dépenses d'investissement sont exclues de la base subventionnable.

Le taux d'intervention régional est de 40 % maximum des dépenses éligibles.

L'aide régionale est plafonnée à 30 000 €.

Le versement de la subvention est soumis à la signature d'une convention type.

Le cumul d'aides régionales portant sur les mêmes dépenses éligibles n'est pas autorisé.

Annexe 3_Règlement d'intervention_Fonds d'acquisition exceptionnelle pour les collections des musées

REGLEMENT D'INTERVENTION

FONDS D'ACQUISITION EXCEPTIONNELLE POUR LES COLLECTIONS DES MUSEES

1. Objectifs

Enrichir les collections des musées et développer le patrimoine francilien

2. Bénéficiaires éligibles

Sont éligibles les musées départementaux, intercommunaux, communaux ou associatifs à l'exclusion des musées nationaux. L'établissement doit être labellisé « Musée de France ».

3. Critères d'éligibilité

Pour être éligible, le projet d'acquisition doit répondre à l'intégralité des critères suivants :

- Thématique du musée : l'objet vient éclairer le discours du musée. Il s'avère incontestable pour enrichir son discours scientifique
- Collection : il apporte un complément déterminant à une collection déjà constituée qu'il éclaire et renforce de façon significative
- Territoire : il renseigne de façon exceptionnelle le territoire sur lequel se trouve le musée, soit en le documentant, soit en révélant un trait saillant de ce territoire (paysage, urbanisation, activité économique, personnages emblématiques…)
- Acquisition exceptionnelle hors de portée du budget d'acquisition du musée.

4. - Nature de l'aide

L'aide régionale permet de financer en investissement les acquisitions d'œuvres, objets ou collections. Ces acquisitions doivent s'inscrire dans le cadre du projet scientifique et culturel du musée et être cohérentes avec la collection existante du musée.

5. Dépenses éligibles et modalités de l'aide

Le dépôt du dossier doit intervenir obligatoirement avant l'engagement du projet sauf en cas d'urgence et pour une acquisition en vente publique avec ou sans recours à une demande de préemption.

Modalités de calcul du financement régional :
La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible qui correspond au coût d'acquisition du bien concerné.

Le taux d'intervention régional est de 50 % maximum des dépenses éligibles.

L'aide régionale est plafonnée à 80 000 €.

La subvention est accordée sur la base du montant HT ou TTC selon que le bénéficiaire récupère ou pas la TVA.

Le versement de la subvention est soumis à la signature d'une convention type.

Le cumul d'aides régionales portant sur les mêmes dépenses éligibles n'est pas autorisé.

Annexe 4 _Convention FRAM

Convention relative à la mise en œuvre du
Fonds régional d'acquisition pour les musées (FRAM)

L'Etat, ministère de la culture, direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France, représenté par le préfet de la région d'Ile-de-France, d'une part,

et

La Région Ile-de-France, représentée par la présidente du conseil régional, en vertu de la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015, d'autre part,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Un fonds régional d'acquisition pour les musées est constitué pour permettre à l'Etat et à la Région d'Ile-de-France de coordonner le soutien qu'ils apportent aux efforts des personnes morales propriétaires ou gestionnaires de collections en faveur de l'enrichissement des collections des musées de France, situés sur le territoire de la région Ile-de-France.

Le FRAM est destiné à subventionner les acquisitions d'œuvres, objets ou collections qui ne pourraient être réalisées sans aide extérieure au bénéfice des musées de France du territoire francilien par les collectivités territoriales, associations, fondations et plus généralement les personnes morales propriétaires ou gestionnaires de collections au sens de la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France (code du patrimoine, livre IV). La liste des musées de France concernés est jointe en annexe 1.

L'acquisition de documents pour l'enrichissement des fonds de bibliothèques et d'archives et la restauration d'œuvres d'art, de manuscrits ou autres documents conservés dans l'ensemble de ces musées peut également être subventionnée.

Ces acquisitions doivent s'inscrire dans le cadre du projet scientifique et culturel du musée et être cohérentes avec la collection existante du musée. Elles devront notamment combler une lacune dans la collection, compléter sa spécificité, l'enrichir dans le domaine de l'art moderne et contemporain.

Article 2

Le fonds est constitué à parts égales par une dotation annuelle inscrite pour partie au budget de l'Etat et pour partie au budget de la Région. Le principe est celui de la parité, qui s'apprécie sur la totalité de la dotation de l'année.

Article 3

Le FRAM est géré par un comité régional d'acquisition, qui donne un avis sur l'attribution des subventions sollicitées pour l'achat des œuvres.

Ce comité est composé de 14 membres dont :

- 7 représentants de l'Etat nommés par le préfet de région ;
- 7 représentants du conseil régional nommés par la présidente du conseil régional.

Article 4

Le comité est coprésidé par le préfet de région et la présidente du conseil régional ou leurs représentants.

Il se réunit au moins une fois par an dans les locaux de l'Etat ou de la Région.

Le secrétariat du comité est assuré par le service des musées de la direction régionale des affaires culturelles qui instruit les dossiers en liaison avec les services des patrimoines et de l'inventaire de la direction de la culture du conseil régional d'Ile-de-France. Il fixe l'ordre du jour, adresse les convocations et dresse le procès-verbal des réunions du comité.

Article 5

Chaque membre du comité dispose d'une voix et les avis sont donnés à la majorité des voix.

Article 6

La subvention accordée au titre du FRAM intervient en complément des financements de la personne morale bénéficiaire et, dans la mesure du possible, des participations d'autres partenaires.

Le FRAM est sollicité pour des acquisitions dont le prix d'achat est supérieur à :

- 1.500 euros pour des collections d'archéologie, d'ethnographie, d'estampes, de photographies et de lettres autographes ;

- 3.500 euros pour les objets d'art, les dessins, les livres rares ou précieux et les manuscrits ;

- 15.000 euros pour les peintures et les sculptures.

Procédure ordinaire

Les propositions d'acquisition sont soumises au secrétariat du comité du FRAM par la personne morale qui désire acquérir au profit d'une collection de musée de France.

Ces projets d'acquisition doivent avoir reçu un avis favorable préalable de la commission scientifique régionale d'Ile-de-France compétente en matière d'acquisition, conformément à l'article 10 de la loi du 4 janvier 2002. Un dossier, décrit en annexe 2, doit obligatoirement accompagner cette demande.

Le responsable scientifique du musée à l'inventaire duquel l'œuvre, l'objet ou la collection sera inscrit, présente personnellement le dossier devant le comité.

Le comité propose le montant total de la subvention, en tenant compte, à la fois, de la qualité de l'œuvre, l'objet ou la collection, de son intérêt patrimonial et de son intégration dans le projet scientifique et culturel du musée, ainsi que des capacités financières de la personne morale qui envisage l'acquisition.

Procédure d'urgence

En cas d'urgence pour une acquisition en vente publique avec ou sans recours à une demande de préemption, la personne morale qui souhaite acquérir une œuvre doit obtenir un avis scientifique favorable de la délégation permanente de la commission scientifique régionale d'Ile-de-France compétente en matière d'acquisition.

Sur la base de l'avis favorable de la commission scientifique régionale d'Ile-de-France compétente pour les acquisitions, les coprésidents peuvent alors décider, en dehors de la séance plénière du comité, de l'octroi d'une subvention et de son taux.

Article 7

Les subventions accordées par l'Etat et la Région font l'objet d'une notification conjointe, signée par les deux coprésidents du comité du FRAM.

Les arrêtés attributifs de subventions de l'Etat ou les notifications de subventions régionales valent seuls engagement définitif de l'Etat ou de la Région pour chaque opération.

En fin d'exercice, un bilan annuel est établi par la direction régionale des affaires culturelles et transmis à la présidente du Conseil régional ainsi qu'au ministre chargé de la culture (service des musées de France, direction générale des patrimoines).

Fait à Paris, le

Le préfet de la région d'Île-de-France,
préfet de Paris

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

FRAM ILE-DE-FRANCE

Annexe 1

Musées de France

CODE POSTAL	VILLE	NOM	GESTIONNAIRE DE L'ETABLISSEMENT	ADRESSE	TELEPHONE	RESPONSABLE DU MUSÉE
75003	Paris	Musée d'art et d'histoire du judaïsme	Association du Musée d'art et d'hisroire du judaïsme	Hôtel de Saint-Aignan 71, rue du Temple	01 53 01 86 53	Paul Salmona
75003	Paris	Musée de la chasse et de la nature	Fondation François Sommer pour la chasse et la nature	Hôtel de Mongélas 62, rue des Archives	01 53 01 92 40	Claude d'Anthenaise Karen Chastagnol
75005	Paris	Musée de l'Institut du monde arabe	Fondation	1, rue des Fossés-Saint-Bernard Place Mohammed V	01 40 51 38 42	Éric Delpont
75009	Paris	Musée de la franc-maconnerie	Association du Grand-Orient de France	16, rue Cadet	01 45 23 20 92	Pierre Mollier
75014	Paris	Musée d'art et d'histoire de l'hôpital Sainte-Anne	Etablissement public du Centre hospitalier Sainte-Anne	1, rue Cabanis	01 45 65 85 41	Anne-Marie Dubois Margaux Pisteur
75016	Paris	Musée Yves Saint Laurent	Fondation Yves Saint Laurent - Pierre Bergé	5, avenue Marceau	01 44 31 64 00	Olivier Flaviano Aurélie Samuel
75018	Paris	Musée de Montmartre	Société d'histoire et d'archéologie Le Vieux Montmartre	12, rue Cortot	01 49 25 89 35 01 49 25 89 41	Fanny de Lépineau Saskia Ooms

FRAM ILE-DE-FRANCE

Annexe 1

Musées de France

77630	Barbizon	Musée des peintres de Barbizon	Conseil départemental de Seine-et-Marne	92, Grande Rue	01 64 19 27 40	Hervé Boesch
77500	Chelles	Musée Alfred Bonno	Commune de Chelles	Place de la République	01 64 72 65 80	Christian Charamond
77120	Coulommiers	Musée des Capucins	Commune de Coulommiers	Parc des Capucins	01 64 65 11 31	Fabrice Rigault
77700	Coupvray	Maison natale Louis Braille	Association, ville	13, rue Louis Braille	01 60 04 82 80	Farida Saïdi
77300	Fontainebleau	Musée napoléonien d'art et d'histoire militaire	Commune de Fontainebleau	40, rue Grande	06 08 42 01 40	Stéphanie Frances
77400	Lagny-sur-Marne	Musée Gatien Bonnet	Commune de Lagny-sur-Marne	8, cour Pierre Herbin	01 64 30 30 78	Céline Cotty
77350	Le Mée-sur-Seine	Musée Henri Chapu	Commune du Mée-sur-Seine	937, rue Chapu	01 64 39 52 73	Dominique Ghesquière
77100	Meaux	Musée Bossuet	Commune de Meaux	Palais épiscopal	01 64 34 84 45	Denis Vassigh
77100	Meaux	Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux	Communauté d'agglomération du Pays de Meaux	Rue Lazare Ponticelli	01 83 69 05 61 01 83 69 05 62	Elena Le Gall Johanne Berlemont
77008	Melun	Musée d'art et d'histoire de Melun	Commune de Melun	Hôtel de la Vicomté 5, rue du Franc-Murier	01 64 79 77 70	Dominique Ghesquière
77250	Moret-sur-Loing	Musée municipal	Commune de Moret-sur-Loing	5, place de Samois	01 60 70 32 30	Jacques Bel
77140	Nemours	Musée de Préhistoire d'Ile-de-France	Conseil départemental de Seine-et-Marne	48, avenue Etienne Dailly	01 64 87 37 82	Anne-Sophie Leclerc
77140	Nemours	Château-Musée de Nemours	Commune de Nemours	Rue Gauthier 1er	01 64 28 27 42	Arnaud Valdenaire
77160	Provins	Musée de Provins et du Provinois	Commune de Provins	7, rue du Palais	01 64 01 40 19	Luc Duchamp
77750	Saint-Cyr-sur-Morin	Musée de la Seine-et-Marne	Conseil départemental de Seine-et-Marne	17, avenue de La Ferté-sous-Jouarre	01 60 24 46 02	Evelyne Baron
77547	Savigny-le-Temple	Ecomusée de Savigny-le-Temple	Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud	Ferme du Coulevrain	01 64 41 01 23	Virginie Lacour

FRAM ILE-DE-FRANCE

Annexe 1

Musées de France

77870	Vulaines-sur-Seine	Musée départemental Stéphane Mallarmé	Conseil départemental de Seine-et-Marne	Pont de Valvins 4, quai Stéphane Mallarmé	01 64 23 73 27	Hervé Boesch

FRAM ILE-DE-FRANCE

Annexe 1

Musées de France

78700	Conflans-Sainte-Honorine	Musée de la batellerie et des voies navigables	Commune de Conflans-Sainte-Honorine	3, place Gévelot	01 34 90 39 50	Laurent Roblin
78350	Jouy-en-Josas	Musée de la toile de Jouy	Commune de Jouy-en-Josas	54, rue Charles de Gaulle	01 39 56 98 21	Charlotte Du Vivier Lebrun Alexia Fontaine
78430	Louveciennes	Musée du domaine royal de Marly	Syndicat intercommunal	La Grille Royale - Parc de Marly	01 39 69 06 26	Géraldine Chopin
78670	Médan	Maison Zola-Musée Dreyfus	Association Maison Zola - Musée Dreyfus	26 rue Pasteur	01 44 31 64 39 01 39 75 35 65	Anne-Gaële Duriez Björn Dahlström
78200	Mantes-la-Jolie	Musée de l'Hôtel-Dieu	Commune de Mantes-la-Jolie	Rue Thiers	01 34 78 86 61	Jeanne Paquet
78580	Maule	Musée Victor Aubert	Association culturelle pour l'information de Maule et ses environs	24, rue Quincampoix	01 30 90 80 51	Odette Cosyns
78490	Montfort-L'Amaury	Maison-musée Maurice Ravel « Le Belvédère »	Commune de Montfort-L'Amaury	5, rue Maurice Ravel	01 34 86 00 89	Patricia Guerlain
78180	Montigny-le-Bretonneux	Saint-Quentin-en-Yvelines - Musée de la Ville	Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	Quai François Truffaut	01 34 52 28 80	Frédéric Debussche
78300	Poissy	Musée du jouet et collection d'art et d'histoire	Commune de Poissy	1, enclos de l'Abbaye	06 89 38 80 52	Hélène Meyer-Roudet
78120	Rambouillet	Musée Rambolitrain	Commune de Rambouillet	4, place Jeanne d'Arc	01 34 83 15 93 01 75 03 44 63	Élodie Carnis
78100	Saint-Germain-en-Laye	Musée départemental Maurice Denis	Conseil départemental des Yvelines	6, rue Volta	06 68 90 44 08 01 39 07 56 16	Marie-Aline Charier Élisabeth Verbecq
78100	Saint-Germain-en-Laye	Musée municipal	Commune de Saint-Germain-en-Laye	3, rue Henri V	01 30 87 21 99	Agnès Virole
78470	Saint-Rémy-lès-Chevreuse	Collections de la Fondation de Coubertin	Fondation de Coubertin	Domaine de Courbertin	01 30 85 69 89	Soline Dusausoy
78000	Versailles	Musée Lambinet	Commune de Versailles	54, boulevard de la Reine	01 30 97 28 73 06 22 66 47 32	Émilie Maisonneuve

FRAM ILE-DE-FRANCE

Annexe 1

Musées de France

91570	Bièvres	Musée français de la photographie	Conseil départemental de l'Essonne	78, rue de Paris	01 60 79 99 90 01 60 79 99 94	Laurent Laliberté Céline Marot
91800	Boussy-Saint-Antoine	Musée Dunoyer de Segonzac	Commune de Boussy-Saint-Antoine	5, place des droits de l'Homme	01 69 00 13 17	Christophe Timmermans
91800	Brunoy	Musée Robert Dubois-Corneau	Commune de Brunoy	16, rue du Réveillon	01 60 46 33 60	Magali Botlan
91410	Dourdan	Musée du Château de Dourdan	Commune de Dourdan	Place du Général de Gaulle	01 64 59 66 83	Damien De Nardo
91150	Étampes	Musée intercommunal d'Etampes	Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud-Essonne	Cour de l'Hôtel de ville Place des droits de l'Homme	01 69 92 69 16 01 69 92 69 02	Sylvain Duchêne Thomas Crosnier

FRAM ILE-DE-FRANCE

Annexe 1

Musées de France

92100	Boulogne-Billancourt	Musée des Années Trente	Commune de Boulogne-Billancourt	26, avenue André Morizet	01 55 18 53 42	Claire Poirion
92100	Boulogne-Billancourt	Musée Paul Belmondo et de la sculpture figurative du XX^{e} siècle	Commune de Boulogne-Billancourt	14, rue de l'Abreuvoir	01 55 18 53 42	Claire Poirion
92100	Boulogne-Billancourt	Musée-jardin Paul Landowski	Commune de Boulogne-Billancourt	14, rue Max Blondat	01 55 18 53 42	Claire Poirion
92100	Boulogne-Billancourt	Musée départemental Albert-Kahn	Conseil départemental des Hauts-de-Seine	10-14, rue du Port	01 55 19 28 10	Magali Mélandri
92140	Clamart	Fondation Arp	Fondation Arp	21, rue des châtaigniers	01 45 34 22 63	Claude Weil-Seigeot
92700	Colombes	Musée d'art et d'histoire	Commune de Colombes	2, rue Gabriel Péri	01 47 86 38 85	Christine Dessemme
92400	Courbevoie	Musée Roybet Fould	Commune de Courbevoie	178, boulevard Saint-Denis	01 71 05 77 92 06 17 94 20 92	Emmanuelle Trief-Touchard
92130	Issy-les-Moulineaux	Musée français de la carte à jouer et Galerie d'histoire de la ville	Commune d'Issy-les-Moulineaux	16, rue Auguste Gervais	01 41 23 83 61 01 41 23 83 57	Charlotte Guinois Gwenaël Beuchet
92190	Meudon	Musée d'art et d'histoire	Commune de Meudon	11, rue des Pierres	01 46 23 87 34	Marianne Lombardi
92500	Rueil-Malmaison	Musée d'histoire locale	Commune de Rueil-Malmaison	Place du 11 Novembre 1918	01 47 32 66 50	Cécile Lestienne
92210	Saint-Cloud	Musée des Avelines	Commune de Saint-Cloud	Jardin des Avelines 60, rue Gounod	01 46 02 67 18	Emmanuelle Le Bail
92330	Sceaux	Musée du domaine départemental de Sceaux	Conseil départemental des Hauts-de-Seine	Château de Sceaux	01 41 87 29 59 01 41 87 28 60	Dominique Brême Céline Barbin
92510	Suresnes	Musée d'histoire urbaine et sociale de Suresnes	Commune de Suresnes	1, place de la gare de Suresnes-Longchamp	01 41 18 18 75	Marie-Pierre Deguillaume

FRAM ILE-DE-FRANCE

Annexe 1

Musées de France

93100	Montreuil-sous-Bois	Musée de l'Histoire vivante	Association pour l'Histoire vivante	31, boulevard Théophile Sueur	06 16 31 69 18 01 48 70 61 62	Éric Lafon Véronique Fau-Vincenti
93200	Saint-Denis	Musée d'art et d'histoire Paul Eluard	Commune de Saint-Denis	22 bis, rue Gabriel Péri	01 83 72 24 63 06 63 57 06 75	Anne Yanover
93400	Saint-Ouen	Musée municipal	Commune de Saint-Ouen	12, rue Albert Dahlenne	01 49 45 67 53	Anne-Marie Doledec-Gonitzke

FRAM ILE-DE-FRANCE

Annexe 1

Musées de France

94360	Bry-sur-Marne	Musée Adrien-Mentienne	Commune de Bry-sur-Marne	1, Grande rue Charles de Gaulle	01 45 16 68 33 06 49 71 74 95	Vincent Roblin
94500	Champigny-sur-Marne	Musée de la Résistance nationale	Association des amis du musée de la Résistance nationale	88, avenue Marx Dormoy	01 48 81 00 80 06 76 51 74 88	Thomas Fontaine
94260	Fresnes	Ecomusée du Val-de-Bièvre	Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre	41, rue Maurice Ténine	01 41 24 32 22	Anne-Laure Chambaz
94270	Le Kremlin-Bicêtre	Musée de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris	Assistance publique - Hôpitaux de Paris	Département des patrimoines culturels - Direction générale CHU de Bicêtre 78 rue du général Leclerc Bâtiment Mathieu-Jaboulay - Porte 36	01 40 27 50 04 06 74 98 85 64	Camille Perez
94130	Nogent-sur-Marne	Musée intercommunal de Nogent-sur-Marne	Etablissement public Paris Est Marne et Bois	36, boulevard Gallieni	01 43 24 63 65 06 29 12 11 39	Vincent Villette
94210	La Varenne-Saint-Hilaire	Musée de Saint-Maur	Commune de la Varenne-Saint-Hilaire	Villa Médicis 5, rue Saint-Hilaire	01 48 86 33 28 06 08 09 28 87	Bernadette Boustany
94350	Villiers-sur-Marne	Musée Emile-Jean	Société historique de Villiers-sur-Marne	31, rue Louis Lenoir	01 49 41 95 49	Daniel Poisson
94400	Vitry-sur-Seine	MAC VAL	Conseil départemental du Val-de-Marne	Place de la Libération CS10022	01 43 91 64 20 01 43 91 64 36	Alexia Fabre Anne-Laure Flacelière

FRAM ILE-DE-FRANCE

Annexe 1

Musées de France

95100	Argenteuil	Musée d'Argenteuil	Commune d'Argenteuil	Hôtel de Ville Maison de la Culture 12-14, boulevard Léon Feix	01 34 23 42 11	Jérôme Politi
95450	Guiry-en-Vexin	Musée archéologique du Val-d'Oise	Conseil départemental du Val-d'Oise	Place du Château	01 34 33 86 00 06 61 22 08 65	Céline Blondeau François Collinot
95290	L'Isle-Adam	Musée d'art et d'histoire Louis Senlecq	Commune de L'Isle-Adam	Château Conti 1, rue Conti	01 34 69 45 44 06 22 14 53 08	Caroline Oliveira
95380	Louvres	ARCHEA, archéologie en Pays de France	Communauté d'agglomération Roissy Porte de France	56, rue de Paris	01 34 09 01 06 06 22 88 10 02	Antoinette Hubert
95160	Montmorency	Musée Jean-Jacques Rousseau	Commune de Montmorency	Le Mont-Louis 5, rue Jean-Jacques Rousseau	01 39 34 98 25	Christiane Oillic
95300	Pontoise	Musée Tavet-Delacour	Commune de Pontoise	4, rue Lemercier	01 30 38 02 40 06 78 78 45 74	Christophe Duvivier
95300	Pontoise	Musée Camille Pissarro	Commune de Pontoise	17, rue du Château	01 30 38 02 40 06 78 78 45 74	Christophe Duvivier

FRAM ILE-DE-FRANCE

Convention relative à la mise en place des crédits du fonds régional d'acquisition pour les musées

Annexe 2

Liste des documents à fournir à l'appui d'une demande de subvention

- lettre signée par la personne morale, tutelle du musée (le maire, le président du conseil départemental, le président d'association…) sollicitant la participation financière du FRAM ;

  A l'aide du formulaire ci-après

- descriptif précis de l'œuvre, de l'objet ou de la collection (titre ou appellation, nom de l'artiste ou de l'école, lieu d'origine, usage, datation, techniques, matériaux, dimensions, marques, historique, état de l'œuvre ou de l'objet…) accompagné de bonne (s) photographie(s) en couleur ;
- note d'opportunité détaillée sur l'intérêt de l'œuvre pour la collection du musée à l'inventaire duquel elle sera inscrite et sur son intégration dans le projet scientifique et culturel ;
- coût de l'œuvre, de l'objet ou de la collection et modalité d'acquisition ; plan de financement ;
- avis de la commission scientifique régionale d'acquisition d'Ile-de-France ou de sa délégation permanente

A ENVOYER EN DEUX EXEMPLAIRES PAPIER ET UNE VERSION NUMÉRIQUE A

DRAC ILE-DE France/Service des musées
47, rue Le Peletier, 75009 Paris
Tél : 01 56 06 50 01
Fax 01 56 06 52 85

FONDS REGIONAL D'ACQUISITION POUR LES MUSEES DE FRANCE

I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Personne morale qui sollicite le FRAM :
Nom: . . . . . .
Adresse: . . . . . .
Nom et adresse du musée: . . . . . .
N° de téléphone: . . . . . N° de télécopie: . . . . . .

Adresse électronique : . . ..
Nom du responsable scientifique: . . . . . .

II - RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OBJET OU A L'ENSEMBLE

(joindre obligatoirement une bonne photographie)
Coût d'acquisition: . . . . . .
(inclure les frais en cas d'achat en vente publique; en cas d'achat à l'étranger, préciser le prix dans la devise du pays où se fait la transaction et sa conversion en euros).

Domaine: . . . . . .

Nom de l'artiste ou école (ou collecteur): . . . . . .

Titre ou désignation (ou identification): . . . . . .

Techniques (ou mode de conservation) : . . . .
Matières (ou complément d'identification): . . . . . .
Mesures: H. L. Prof. Poids : . . . . . .
Datation (ou date de collecte): . . . . . .
Marques: . . . . . .
Signatures: . . . . . .
Etat de l'objet: . . . . . .
Historique: . . . . . .

III - MODE D'ACQUISITION

En cas d'acquisition dans un pays étranger, fournir l'autorisation de sortie de ce pays :
Archéologie: Date de la découverte et/ou de la fouille / Date de l'autorisation de la fouille/ Nom du propriétaire ou du fouilleur s'il est différent/ S'il existe une documentation des fouilles, le préciser / Préciser également si cette documentation est comprise dans l'acquisition

Nom du vendeur ou du responsable de la transaction :
a) Particulier: . . . . . .
. . . . . .
b) Galerie: . . . . . .
. . . . . .
(préciser obligatoirement l'adresse et le numéro de téléphone du vendeur)
c) Vente publique- Achat ferme: . . . . . .
(préciser le lieu et la date de la vente).

IV INTERET DE L'ACQUISITION PAR RAPPORT AUX COLLECTIONS

(joindre une note d'opportunité scientifique détaillée)

V AVIS DE LA COMMISSION SCIENTIFIQUE REGIONALE COMPETENTE POUR LES ACQUISITIONS / DELEGATION PERMANENTE / COMMISSION SCIENTIFIQUE NATIONALE.

VI PLAN DE FINANCEMENT :

(indiquer le coût de l'opération, les montants des aides souhaitées et ceux déjà obtenus ; en cas de subvention du Fonds du patrimoine indiquer le montant) :

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-016
DU 5 MARS 2020

POUR UNE POLITIQUE CINÉMA & AUDIOVISUELLE RENFORCÉE DANS LES DOMAINES DE L'INTERNATIONAL ET DE LA DIFFUSION : - CRÉATION DU VOLET INTERNATIONAL DU FONDS DE SOUTIEN - SOUTIEN AUX PROJETS DE MÉDIATIONS CULTURELLES DANS LES SALLES DE CINÉMA FRANCILIENNES

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération CP2018-140 du 16 mars 2018 portant sur l'aménagement culturel en Ile-de-France ;

VU la délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 portant refonte du fonds de soutien cinéma et audiovisuel et amélioration de l'Aide à l'écriture de scénario ;

VU les délibérations, CP 2017-465 du 18 octobre 2017 et CP 2018-238 du 30 mai 2018 relatives aux évolutions du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par les délibérations n°CP2017-191 du 17 mai 2017 et CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-016 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Fonds de soutien cinéma & audiovisuel

Créé un volet dédié aux coproductions minoritaires et approuve le nouveau règlement du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel en annexe 1 à la présente délibération.

Abroge l'article 1 de la délibération CR2017-10 du 26 janvier 2017 et l'article 5 de la délibération CP2018-238 du 30 mai 2018 relatives au fonds de soutien cinéma et audiovisuel.

A titre transitoire, décide que les dossiers déposés par les candidats à la 2ème session 2020 et votés à la CP du 27 mai 2020 seront instruits et les aides remboursables attribuées sur la base de la délibération n°CR2017-10 du 26 janvier 2017.

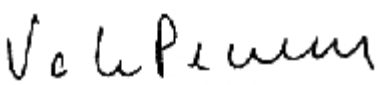
Article 2 : Médiation culturelle dans les salles de cinéma franciliennes

Approuve le dispositif de soutien aux projets de médiation culturelle dans les salles de cinéma franciliennes dont le règlement d'intervention figure en annexe 2 à la présente délibération.

Article 3 : Conventions types

Délègue à la Commission permanente l'approbation des conventions-types relatives aux dispositifs approuvés par les articles 1 et 2 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc175453-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Règlement du Fonds de Soutien au Cinéma et à l'Audiovisuel

REGLEMENT DU FONDS DE SOUTIEN CINEMA ET AUDIOVISUEL

Objectifs du dispositif :

Le Fonds de soutien cinéma et audiovisuel est une aide sélective à la production visant à soutenir la diversité de la création et à créer un effet structurant sur le secteur cinématographique et audiovisuel en Ile-de-France**.**

Conditions d'attribution de l'aide régionale :

L'attribution des aides du Fonds de soutien Cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre Ier et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles.

Elles sont également subordonnées :

- Au strict respect de l'ensemble des critères techniques de recevabilité prévus par le présent règlement ;
- A l'avis favorable consultatif du Comité de lecture cinéma ou audiovisuel conformément aux articles 3 des parties 1 et 2 du présent règlement ;
- Au vote favorable de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
- A la signature par le producteur bénéficiaire d'une convention avec la Région.

PARTIE I : Les productions majoritaires

1 – PROJETS ELIGIBLES

Sont éligibles à ce dispositif les projets répondant à l'ensemble des critères suivants :

1.1 CARACTERISTIQUES DE L'ŒUVRE

1.1.1 Nature, durée et genre des œuvres cinématographiques

Le dispositif est ouvert aux œuvres cinématographiques de longue durée (égale ou supérieure à 60 minutes, conformément aux dispositions de l'alinéa 1 de l'article 6 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 et de l'article 2 du décret n°90-66 du 17 janvier 1990 modifié par décret n°2004-1481 du 23 décembre 2004) ;

Les œuvres cinématographiques éligibles sont les œuvres de fiction, d'animation et les documentaires de création.

1.1.2 Nature durée et genre des œuvres audiovisuelles

Sont éligibles les œuvres audiovisuelles destinées à une diffusion télévisuelle ainsi que les œuvres de fiction et d'animation destinées à une diffusion sur Internet, dans certaines conditions.

L'œuvre audiovisuelle est entendue au sens de l'article 4 du décret n°90-66 du 17 janvier 1990 tel que modifié par décret n°2004-1481 du 23 décembre 2004

Ne sont donc pas éligibles :

- les émissions dites de flux (information, sport, jeux, talk-shows, télé-réalité, divertissements émissions de plateau, télé-achat…) et les sketches,
- les recréations et captations de spectacles vivants
- les magazines
- la vidéo musique.

Les œuvres audiovisuelles doivent respecter un critère de durée :

- Œuvres unitaires de fiction, d'animation, ou documentaire de création : 60 minutes minimum ;
- Séries de fiction audiovisuelles : 26 minutes minimum par épisode, durée minimum cumulée de 150 minutes ;
- Séries d'animation : 2 minutes minimum par épisode avec une durée cumulée de 60 minutes au moins. Pour les productions avec des épisodes de 5 minutes et plus, la durée cumulée doit être supérieure à 90 minutes.
- Documentaires en plusieurs parties : 26 minutes minimum par épisode, durée minimum cumulée de 90 minutes

Les œuvres destinées aux plateformes internet doivent respecter un critère de durée :

- Web fiction ou animation unitaires : 60 minutes minimum
- Web séries de fiction: 5 minutes minimum par épisode, durée cumulée de 100 minutes minimum;
- Web séries d'animation : ***2 minutes*** minimum par épisode avec une ***durée cumulée de 60 minutes au moins***. Pour les productions avec des épisodes de 5 minutes et plus, la durée cumulée doit être ***supérieure à 90 minutes***.

Les web documentaires ne sont pas éligibles

Ces durées doivent être attestées par une lettre de préachat du diffuseur principal émettant en Ile-de-France, une semaine avant la tenue du comité de lecture.

1.1.3 Caractéristiques des œuvres de série

Plusieurs saisons d'une même série peuvent être soutenues dans la limite de 3 et selon un barème d'aide dégressif prévu à l'article 4, Partie 1 du présent règlement.

1.1.4 Caractéristiques des œuvres d'animation

Pour être considérée comme une œuvre d'animation, l'œuvre (série ou unitaire) devra être constituée à 100% d'images animées.
Les œuvres recourant partiellement à de l'animation seront considérées comme des œuvres de fiction ou des documentaires de création.

1.1.5 Caractéristiques des œuvres documentaires

Le projet devra être un documentaire de création, soit pour le cinéma soit pour la télévision, d'une durée supérieure ou égale à 60 minutes.

Sera considérée comme documentaire de création « *une œuvre traitant de la réalité, passée ou présente, ayant fait l'objet d'un travail de recherche, d'analyse, d'écriture, traduisant l'originalité du regard de son ou ses auteur(s) et dont l'organisation de la production témoigne d'un soin particulier apporté à l'écriture, à la préparation, au tournage et à la post-production. Un documentaire de création est avant tout une proposition audiovisuelle qui résulte d'un parti pris artistique par rapport à un sujet, quel qu'il soit.* » (Définition du Centre national de la cinématographie et de l'image animée).
Les documentaires fictionnés ou les fictions-documentaires seront considérés comme des œuvres de fiction s'ils sont constitués à 100% de scènes jouées et dialoguées ; à défaut, ils seront considérés comme des documentaires.

1.1.6 Caractéristiques financières des œuvres

Pour les projets cinéma de plus de 2,5M€ de budget, 10% minimum du financement de l'œuvre (coproduction, apport d'un distributeur, aides publiques à la production, préachats de diffuseurs…) doivent être confirmés par des engagements formels (contrats, lettres accord, lettres d'intention chiffrées, lettre de soutien public, etc.) au plus tard 10 jours avant le comité de lecture. Les apports en participation, le crédit d'impôt prévisionnel et l'apport producteur ne peuvent être inclus dans ces 10%. Sans ce document, le dossier sera déclaré irrecevable. Le producteur conserve la possibilité de le retirer dans les conditions prévues à l'article 1.2.2.

Pour les projets audiovisuels, le producteur devra disposer au moment du passage en comité de lecture d'un engagement écrit et chiffré de préachat d'un diffuseur national ou local d' Ile-de-France, portant mention de la durée de l'œuvre. Ce document devra être remis au service cinéma et audiovisuel la semaine qui précède le comité. Sans ce document, le dossier sera déclaré irrecevable.

Pour les web productions, l'apport du diffuseur, chaine de télévision ou plateforme web, devra atteindre au moins 25% du budget total de l'œuvre. Le projet devra respecter la réglementation française concernant le droit d'auteur.

Les productions candidates doivent respecter les plafonds de rémunération conformément aux dispositions des articles 211-44, 211-105 et 211-128 du RGA (règlement général des aides), adopté le 27 novembre 2014 par le CNC et publié au JO le 10 février 2015.

1.2 PRODUCTEURS ELIGIBLES

1.2.1 Nationalité du producteur

Le projet doit être présenté par une société de production ayant son siège social dans un pays de l'Union européenne. Toutefois, le bénéficiaire doit avoir un établissement ou une succursale en France au moment du versement de l'aide, conformément aux articles 54 §10 et 1 point 5-(a) du RGEC.

Les sociétés de production basées dans un pays hors de l'Union Européenne, devront être représentées auprès de la Région par un coproducteur français, co-délégué ou exécutif, qui présentera la demande d'aide au nom de la coproduction et en assumera toutes les obligations.

En cas de co-production déléguée, le producteur candidat sera celui désigné librement par l'ensemble des producteurs délégués ; il devra être en mesure de répondre à toutes les demandes et obligations envers la Région qui découlent de l'attribution d'une aide.

1.2.2 Conditions du dépôt pour le producteur

Un producteur ne pourra pas présenter un projet qui a déjà reçu un avis défavorable du Comité de lecture. Une dérogation peut toutefois être accordée pour un nouveau dépôt en cas de réécriture significative de l'œuvre, à condition que le tournage n'ait pas commencé. Le producteur devra en informer les services de la Région 15 jours minimum avant la date de dépôt du dossier par un courrier accompagné d'une note de réécriture.

Le producteur a la possibilité de retirer un dossier déposé, au plus tard la semaine qui précède la date du Comité de lecture. Le nouveau dépôt doit intervenir avant le premier jour de tournage. Un maximum de deux retraits est autorisé pour un même projet**.**

Les comités de lecture conservent la possibilité d'ajourner un projet si les membres considèrent que les conditions ne sont pas réunies pour rendre leur avis, à condition que le tournage n'ait pas commencé. Dans ce cas le producteur peut représenter son projet quand il le souhaite, avant le premier jour de tournage.

Un même projet ne pourra faire l'objet que de deux examens en Comité de lecture au total. Toutefois si le premier examen par le comité est antérieur à deux ans, au jour du 3ème dépôt du dossier complet sur la plateforme régionale, le projet pourra être soumis une troisième et dernière fois au comité de lecture, à condition que le tournage n'ait pas commencé.

Un producteur doit être en règle avec ses obligations contractuelles vis-à-vis de la Région issues d'un projet antérieur pour lequel il aurait reçu une aide (exemple : compte d'exploitation du film non remis à la Région, absence de mention de la Région à un générique…). Faute de quoi, il ne pourra présenter un nouveau projet.

1.2.3 Procédure de dépôt

Le producteur doit utiliser le dossier de candidature type disponible sur le site internet de la Région. Le dossier doit impérativement être complet et respecter la liste des pièces à joindre annoncée dans le dossier de candidature, être entièrement en langue française et déposé en ligne sur la plateforme des aides régionales (PAR) de la Région Ile-de-France avant le premier jour de tournage. Si le tournage a démarré ou est terminé au moment du comité de lecture, le projet reste éligible.
Les projets déposés après la date limite d'une session de dépôt seront automatiquement inscrits à la session suivante.

2 – CONDITIONS DE TOURNAGE ET DE DEPENSE SUR LE TERRITOIRE

2.1 DUREE ET LIEU DE TOURNAGE

Pour les œuvres de fiction, cinématographiques, télévisuelles ou web, le temps de tournage total de l'œuvre est fixé à 20 jours minimum avec une durée du tournage en Ile-de-France qui devra être d'au moins 50% du temps de tournage total.

Il n'y a pas de durée minimum et de conditions de lieu de tournage pour les documentaires et les projets d'animation.

2.2 DEPENSES SUR LE TERRITOIRE

Les dépenses localisées en Ile-de-France devront représenter 50% minimum du budget total de production (hors poste 9 et imprévus du devis de la Région). Pour les projets d'animation les dépenses localisées en Ile-de-France devront représenter 50% minimum du budget total de production ***tout poste confondu***, hors imprévus.

Ces dépenses devront être indiquées dans une colonne ad-hoc du budget du film.

Les informations relatives aux caractéristiques de l'œuvre, au budget global, à la durée de tournage et aux dépenses en Ile-de-France présentées au comité de lecture feront référence pour l'engagement du producteur vis à vis de la Région. Leur non-respect pourra entraîner la baisse ou l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.
Le producteur s'engagera au moment du versement à transmettre à la Région les informations complètes relatives au tournage, aux dépenses sur le territoire, aux salaires (DADS - déclaration annuelle des salaires) ainsi qu'aux organismes sociaux et fiscaux. La liste complète de ces pièces sera fixée par la convention signée avec la Région.

2.3 CONDITIONS DEROGATOIRES POUR LES COPRODUCTIONS EUROPEENNES

Est considérée comme coproduction européenne, une œuvre produite par au moins trois pays membres de l'Union européenne. Pour être prise en compte la participation financière de chacun des partenaires européens doit être de 15% minimum.

Les coproductions européennes bénéficient de seuils de dépense et de tournage minorés :

- ***30% du budget total de production (hors poste 9 et imprévus du devis de la Région) doit être dépensé en Ile-de-France.*** Pour les projets d'animation les dépenses localisées en Ile-de-France devront représenter 30% minimum du budget total de production ***tout poste confondu***, hors imprévus.
- ***20% du temps de tournage doit être effectué en Ile-de-France.***
- ***Le seuil de temps de tournage peut être supprimé pour raisons artistiques. Dans ce cas, le seuil de dépenses en Ile-de-France est porté à 40% et le producteur doit présenter une demande de dérogation au comité de lecture accompagnée d'une note explicative.***

3 – MODALITES DE SELECTION DES PROJETS

3.1 COMITE DE LECTURE CINEMA

Un Comité de lecture Cinéma est chargé d'examiner les projets candidats. Il est composé de membres titulaires élus régionaux désignés par les groupes politiques qui composent l'assemblée du Conseil Régional, et membres professionnels titulaires (scénaristes, réalisateurs, producteurs, directeurs de production, experts, personnalités, industries techniques...) désignés par arrêté de la Présidente, et d'autant de suppléants.

Les membres du Comité porteront une attention particulière aux 1ers et 2emes films de réalisateurs afin de favoriser l'émergence de nouveaux talents, aux films à forte ambition artistique, aux œuvres apportant une contribution notable à l'art cinématographique, à la diversité des genres (documentaires, animations, fictions), aux productions à forte ambition artistique susceptibles de stimuler de façon significative l'emploi des techniciens et le développement des industries techniques les plus innovantes ainsi qu'aux films mettant en valeur l'attractivité du territoire francilien grâce notamment à leur vocation à l'exportation.

Ces membres sont répartis dans trois collèges, dont les seuils sont désormais les suivants :

- 1er Collège '*Emergence, diversité de la création, Art et essai'* (4 élus, 4 professionnels)

Seront examinés au sein de ce collège tous les longs métrages de fictions ou documentaires de ***moins de 2,5 M€*** de budget total de l'œuvre.

- 2ème Collège '*Structuration du secteur et accompagnement des talents'* (4 élus, 4 professionnels)

Seront examinés au sein de ce collège tous les longs métrages de fictions ou documentaires dont le budget total est compris ***entre 2,5 M€ et 5 M€.***

- 3ème Collège '*Films à fort impact économique et à rayonnement national et international*' (4 élus, 4 professionnels)

Seront examinés au sein de ce collège tous les longs métrages de fiction ou documentaire dont le budget total est ***supérieur à 5 M€ ainsi que les longs métrages d'animation quel que soit leur budget.***

La désignation des 4 élus titulaires et des 4 élus suppléants se fera au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne.
Le président du comité de lecture est désigné par l'Exécutif régional parmi les conseillers régionaux titulaires et siège dans chacun des trois collèges.

3.2 COMITE DE LECTURE AUDIOVISUEL

Un Comité de lecture Audiovisuel est chargé d'examiner les projets candidats relevant de son domaine, tous genres confondus (fiction, animation, documentaire de création, web productions).
Le Comité audiovisuel est composé :

- de 4 membres élus régionaux titulaires et de 4 élus suppléants. Leur désignation se fera au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne ;
- de 4 membres professionnels titulaires et de 4 suppléants (scénaristes, réalisateurs, producteurs, directeurs de production, experts, personnalités, industries techniques…), désignés par arrêté de la Présidente.

Le président du comité sera désigné par l'Exécutif régional parmi les conseillers régionaux titulaires.

3.3 FONCTIONNEMENT DES COMITES

Le producteur devra fournir un plan de diffusion détaillé de l'œuvre qui permettra de déterminer la qualification d'une œuvre et son examen par le Comité de lecture audiovisuel ou par le comité cinéma (en fonction de la nature de la première diffusion).

Chaque Comité de lecture examine, à titre consultatif, l'éligibilité des œuvres candidates à l'allocation d'une aide de la Région, sur la base des informations artistiques, économiques, techniques et financières contenues dans le dossier qui lui est soumis. Les services de la Région en charge du cinéma et de l'audiovisuel assurent l'organisation des Comités.

Tout membre du Comité de lecture partie prenante à un projet présenté ne peut siéger à la réunion du Comité de lecture examinant son projet et sera remplacé automatiquement par son suppléant, ou en cas d'impossibilité par un autre suppléant du même collège.

Le Comité de lecture examine les projets et rend :

- Soit un avis favorable : le projet est alors présenté en Commission permanente pour le vote d'une aide financière ;
- Soit un avis défavorable : le projet ne peut pas prétendre à l'attribution d'une aide régionale.
- Soit un avis d'ajournement : le projet pourra être déposé ultérieurement par le producteur, sauf si le tournage a commencé avant la date du nouveau dépôt.

Les règles de fonctionnement du comité de lecture sont énoncées dans le Règlement Intérieur des comités de lecture.

Les comités de lecture apprécieront et sélectionneront les projets selon les critères cumulatifs suivants :

- La qualité d'écriture du scénario et l'approche artistique du dossier ;
- L'originalité du projet et sa contribution à la diversité de la création ;
- Les références du producteur et du réalisateur et/ou des équipes artistiques et techniques ;
- La capacité du projet à favoriser la diversité de création et le renouvellement des talents en particulier féminins ;
- La cohérence du budget et du plan de financement du projet ;
- Les perspectives de distribution/diffusion ;
- L'impact économique et l'effet structurant sur le secteur cinématographique et audiovisuel francilien.

4 – NATURE ET MONTANT DE L'AIDE REGIONALE

L'aide de la Région Ile-de-France est remboursable selon les modalités énoncées dans la convention signée entre le Producteur et la Région.
La Région s'engage à respecter les règles d'intensité maximum de financements publics en vigueur.

4.1 ŒUVRES CINEMATOGRAPHIQUES

4.1.1 Œuvres de fiction et d'animation

Budget total du film En Millions d'€uros	**Montant de l'aide =** Taux % X dépenses en IDF (hors poste 9 du devis de la Région, et imprévus) dans la limite de 80% du budget de production.	**Aide sans bonification plafonnée à**	**Bonification*** *Pratiques et/ou technologies Innovantes*	**Bonification*** *Dépenses de fabrication exceptionnelles*
Inférieur à 3 M€	Maximum 20%	350 000 €	25 000 € à 75 000 €	
Entre 3 et 6 M€	Maximum 12%	425 000 €	25 000 € à 75 000 €	
Entre 6 de 10M€	Maximum 7%	500 000 €	25 000 € à 100 000 €	50 000 € à 100 000 €
Plus de 10M€	Maximum 5%	600 000 €	25 000 € à 100 000 €	50 000 € à 100 000 €

*Principe des bonifications

Les producteurs peuvent solliciter une aide complémentaire au barème de base dans deux cas particuliers.

- *Bonification pour dépenses de fabrication exceptionnelles*. Les dépenses exceptionnelles devront être liées aux tournages en studios, à la construction de décors ou costumes, aux moyens techniques, à la post-production son et image ou à la fabrication de l'animation. L'ampleur exceptionnelle des dépenses, au moins 20% du budget consacrés aux postes 5, 7 et 8 du devis pour les fictions devra contribuer à dynamiser les prestataires et les emplois. Pour les films d'animation les dépenses et salaires techniques des postes 2 (hors salaires producteurs, réalisateurs et équipes de production), 5, 7 et 8 du devis devront représenter au moins 50% du budget total du film.
- *Bonification pour des dépenses spécifiques liées à des pratiques ou technologies innovantes* (Previz On Set, Réalité Virtuelle, Eco-production, Effets visuels…). L'utilisation de ces technologies doit permettre aux prestataires techniques de développer les outils et services indispensables à ces pratiques

Ces deux types de bonifications ne sont pas cumulables.
Dans les deux cas le producteur doit intégrer à son dossier de candidature une note détaillée et chiffrée présentant les dépenses particulières de nature à justifier une aide complémentaire.
Cette bonification n'est pas automatique. Après analyse de la demande, la Région décidera au moment du chiffrage des aides de l'opportunité d'accorder cette bonification.
Les justificatifs des dépenses liés aux bonifications seront demandés au producteur lors de sa demande de versements de l'aide.

4.1.2 Documentaire de création

L'aide sera comprise entre 15 000€ et 100 000€ et ne pourra excéder 15% du budget global de production.

4.2 ŒUVRES AUDIOVISUELLES

4.2.1 Œuvres de fiction et d'animation

Nature du projet	**Montant de l'aide** % des dépenses en IDF (hors poste 9 du devis de la Région et imprévus) Dans la limite de 80% du budget de production.	**Aide sans bonification plafonnée à**	**Bonification** *Pratiques et/ou technologies Innovantes*	**Bonification** *Dépenses techniques exceptionnelles*
Unitaire de fiction et d'animation (plus de 60mn) et ***Œuvres de fiction et d'animation*** **en 2 épisodes** (durée cumulée 90mn)	Maximum 10%	180 000 €	25 000 € à 50 000 €	
Séries de fiction et d'animation (TV ou web)				
Budget inférieur ou égal à 2,5 M€	Maximum 12%	200 000 €	25 000 € à 50 000 €	
inférieur ou égal à 5 M€	Maximum 8%	300 000 €	25 000 € à 75 000 €	
supérieur à 5 M€	Maximum 6%	350 000 €	25 000 € à 75 000 €	
supérieur à 8 M€	Maximum 5%	400 000 €	25 000 € à 100 000 €	50 000 € à 100 000 €
supérieur à 10 M€	Maximum 4%	500 000 €	25 000 € à 100 000 €	50 000 € à 100 000

***** Principe des bonifications

Les producteurs peuvent solliciter une aide complémentaire au barème de base dans deux cas particuliers.

- *Bonification pour dépenses de fabrication exceptionnelles*. Les dépenses exceptionnelles devront être liées aux tournages en studios, à la construction de décors ou costumes, aux moyens techniques, à la post-production son et image ou à la fabrication de l'animation. L'ampleur exceptionnelle des dépenses, au moins 20% du budget consacrés aux postes 5, 7 et 8 du devis pour les fictions devra contribuer à dynamiser les prestataires et les emplois. Pour les films d'animation les dépenses et salaires techniques des postes 2 (hors salaires producteurs, réalisateurs et équipes de production), 5, 7 et 8 du devis devront représenter au moins 50% du budget total du film.
- *Bonification pour des dépenses spécifiques liées à des pratiques ou technologies innovantes* (Previz On Set, Réalité Virtuelle, Eco-production, Effets visuels…). L'utilisation de ces technologies doit permettre aux prestataires techniques de développer les outils et services indispensables à ces pratiques

Ces deux types de bonifications ne sont pas cumulables.

Dans les deux cas le producteur doit intégrer à son dossier de candidature une note détaillée et chiffrée présentant les dépenses particulières de nature à justifier une aide complémentaire.

Cette bonification n'est pas automatique. Après analyse de la demande, la Région décidera au moment du chiffrage des aides de l'opportunité d'accorder cette bonification.

Les justificatifs des dépenses liés aux bonifications seront demandés au producteur lors de sa demande de versements de l'aide.

Une même série peut être aidée jusqu'à 3 fois.

Les nouvelles saisons d'une série soutenue par la Région ne sont pas soutenues automatiquement. Chaque saison déposée est examinée indépendamment des autres, pour ses qualités artistiques et financières propres et son respect des critères du fonds de soutien.
Le nombre de jours de tournage et les dépenses en Ile-de-France de deux ou plusieurs saisons ne peuvent pas être additionnés pour atteindre les seuils d'éligibilité de 50%.

Lorsqu'une même série est aidée pour la deuxième et/ou la troisième fois, l'aide régionale est dégressive :

- La deuxième saison aidée recevra une aide au maximum égale à 70% du montant qui lui aurait été attribuée par la Région si la série était aidée pour la première fois.
- La troisième saison aidée recevra une aide au maximum égale à 50% du montant qui lui aurait été attribuée par la Région si la série était aidée pour la première fois.
- Les montants des aides attribuées à plusieurs saisons d'une même série ne sont pas liés entre eux mais dépendent des caractéristiques de chaque saison et du nombre de projets soutenus à la même session.

4.2.2 Documentaire de création

L'aide sera comprise entre 15 000€ et 100 000€ et ne pourra excéder 15% du budget global.

4.3 MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Les modalités de versement sont fixées par la convention signée entre le producteur et la Région.

5 – ENGAGEMENTS DU PRODUCTEUR

5.1 EMPLOI :

- Le producteur s'engage à ce que son projet respecte le droit du travail et les conventions collectives du secteur lorsque ces accords sont étendus.
- Le producteur s'engage à respecter le droit du travail français pour toutes les étapes de fabrication du film réalisées en Ile-de-France, conformément à la directive européenne 9671/CE[1] relative au détachement des travailleur dans l'Union.
- Le producteur devra être en mesure de présenter les contrats de travail des intermittents techniques et artistiques.

5.2 FORMATION

Le Producteur s'engage à :
- recruter 3 stagiaires ou alternants au moins pour les fictions et animation, 1 à 2 au moins pour les documentaires (selon le montant de l'aide régionale), pour une durée minimum de 2 mois chacun et fournir une copie des conventions de stage correspondantes conclues avec les organismes de formation dans lesquels les stagiaires poursuivent leur formation. Chaque stagiaire devra être rémunéré et conventionné avec un maître de stage,
- saisir les offres de stages ou de contrats de travail (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans leur déroulement.
- Par ailleurs le producteur bénéficiaire d'une aide pour un projet de fiction s'engage à accueillir un élève scénariste afin de lui permettre de découvrir les différentes étapes de la production et de la fabrication d'un film.

[1] Réaffirmée par la Directive 2014/67/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative au détachement des travailleurs dans l'Union, publiée le 28 mai 2014 au journal officiel de l'Union Européenne.

5.3 DELAIS DE REALISATION

Le producteur s'engage à débuter le tournage de l'œuvre dans un délai de deux ans à compter de la délibération d'attribution de l'aide financière remboursable par l'assemblée délibérante. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé dans les conditions prévues de la convention entre le bénéficiaire et la Région Ile-de-France.
Le bénéficiaire s'engage à terminer cette réalisation dans un délai supplémentaire de 2 ans après le début du tournage.

5.4 INFORMATION ET COMMUNICATION

Le producteur doit tenir informé la Région de toute évolution des conditions de tournages ou des caractéristiques de l'œuvre, entre le dépôt du dossier, la réunion du Comité de lecture et le vote de l'aide.
L'obtention d'une aide régionale engage le producteur à des obligations d'information, de promotion, de communication et de remise de matériels et de documents énumérées dans la convention signée entre lui et la Région.
L'attribution de l'aide régionale est subordonnée au strict respect de toutes les obligations détaillées dans la convention signée par le producteur.
Le non-respect d'une ou plusieurs de ces obligations peut entraîner la baisse ou l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.

5.5 DIFFUSION

Le producteur s'engage, à la demande de la Région, à organiser des avant-premières ou des projections à destination des lycéens franciliens selon les conditions détaillées dans la convention signée avec la Région.

PARTIE II : les coproductions minoritaires

1 – PROJETS ELIGIBLES

Sont éligibles à ce dispositif les projets répondant à l'ensemble des critères suivants :

1.1 CARACTERISTIQUES DE L'ŒUVRE

1.1.1 Nature, durée et genre des œuvres cinématographiques

Le dispositif est ouvert aux œuvres cinématographiques de longue durée (égale ou supérieure à 60 minutes, conformément aux dispositions de l'alinéa 1 de l'article 6 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 et de l'article 2 du décret n°90-66 du 17 janvier 1990 modifié par décret n°2004-1481 du 23 décembre 2004) ;

Les œuvres cinématographiques éligibles sont les œuvres de fiction, d'animation et les documentaires de création.

1.1.2 Nature durée et genre des œuvres audiovisuelles

Sont éligibles les œuvres audiovisuelles destinées à une diffusion télévisuelle ainsi que les œuvres de fiction et d'animation destinées à une diffusion sur Internet, dans certaines conditions.

L'œuvre audiovisuelle est entendue au sens de l'article 4 du décret n°90-66 du 17 janvier 1990 tel que modifié par décret n°2004-1481 du 23 décembre 2004

Ne sont donc pas éligibles :

- les émissions dites de flux (information, sport, jeux, talk-shows, télé-réalité, divertissements émissions de plateau, télé-achat…) et les sketches,
- les recréations et captations de spectacles vivants
- les magazines
- la vidéo musique.

Les œuvres audiovisuelles doivent respecter un critère de durée :

- Œuvres unitaires de fiction, d'animation, ou documentaire de création : 60 minutes minimum ;
- Séries de fiction audiovisuelles : 26 minutes minimum par épisode, durée minimum cumulée de 150 minutes ;
- Séries d'animation : 2 minutes minimum par épisode avec une durée cumulée de 60 minutes au moins. Pour les productions avec des épisodes de 5 minutes et plus, la durée cumulée doit être supérieure à 90 minutes.
- Documentaires en plusieurs parties : 26 minutes minimum par épisode, durée minimum cumulée de 90 minutes

Les œuvres destinées aux plateformes internet doivent respecter un critère de durée :

- Web fiction ou animation unitaires : 60 minutes minimum
- Web séries de fiction : 5 minutes minimum par épisode, durée cumulée de 100 minutes minimum;
- Web séries d'animation : 2 minutes minimum par épisode avec une durée cumulée de 60 minutes au moins. Pour les productions avec des épisodes de 5 minutes et plus, la durée cumulée doit être supérieure à 90 minutes.

Les web documentaires ne sont pas éligibles

Ces durées doivent être attestées par une lettre de préachat du diffuseur principal émettant en Ile-de-France, une semaine avant la tenue du comité de lecture.

1.1.3 Caractéristiques des œuvres d'animation

Pour être considérée comme une œuvre d'animation, l'œuvre (série ou unitaire) devra être constituée à 100% d'images animées.

Les œuvres recourant partiellement à de l'animation seront considérées comme des œuvres de fiction ou des documentaires de création.

1.1.4 Caractéristiques des œuvres documentaires

Le projet devra être un documentaire de création, soit pour le cinéma soit pour la télévision, d'une durée supérieure ou égale à 60 minutes.
Sera considérée comme documentaire de création « *une œuvre traitant de la réalité, passée ou présente, ayant fait l'objet d'un travail de recherche, d'analyse, d'écriture, traduisant l'originalité du regard de son ou ses auteur(s) et dont l'organisation de la production témoigne d'un soin particulier apporté à l'écriture, à la préparation, au tournage et à la post-production. Un documentaire de création est avant tout une proposition audiovisuelle qui résulte d'un parti pris artistique par rapport à un sujet, quel qu'il soit.* » (Définition du Centre national de la cinématographie et de l'image animée).

Les documentaires fictionnés ou les fictions-documentaires seront considérés comme des œuvres de fiction s'ils sont constitués à 100% de scènes jouées et dialoguées ; à défaut, ils seront considérés comme des documentaires.

1.2 PRODUCTIONS ELIGIBLES

1.2.1 Conditions de coproduction

Sont éligibles les véritables coproductions technique et artistique :
- Pour les coproductions multilatérales : la participation du coproducteur majoritaire ne doit pas dépasser 70% du budget total de coproduction. Celle du coproducteur candidat ne doit pas être inférieure à 20% ;
- Pour les coproductions bilatérales, la participation du coproducteur majoritaire ne doit pas dépasser 80% du budget total de coproduction. Pour les projets dont le budget excède 5M€, la participation du coproducteur majoritaire ne doit pas dépasser 90 % et celle du coproducteur minoritaire candidat ne doit pas être inférieure à 10%.
- Le producteur candidat doit apporter la preuve de l'existence d'un accord de coproduction dûment signé par toutes les parties.
- Le producteur candidat doit présenter les justificatifs de financements déjà acquis.

1.2.2 Nationalité du producteur minoritaire

Le projet doit être présenté par une société de production ayant son siège social dans un pays de l'Union européenne. Toutefois, le bénéficiaire doit avoir un établissement ou une succursale en France au moment du versement de l'aide, conformément aux articles 54 §10 et 1 point 5-(a) du RGEC.

1.2.3 Conditions du dépôt pour le producteur

Un producteur ne pourra pas présenter un projet qui a déjà reçu un avis défavorable du Comité de lecture. Une dérogation peut toutefois être accordée pour un nouveau dépôt en cas de réécriture significative de l'œuvre, à condition que le tournage n'ait pas commencé. Le producteur devra en informer les services de la Région 15 jours minimum avant la date de dépôt du dossier par un courrier accompagné d'une note de réécriture.

Le producteur a la possibilité de retirer un dossier déposé, au plus tard la semaine qui précède la date du Comité de lecture. Le nouveau dépôt doit intervenir avant le premier jour de tournage. Un maximum de deux retraits est autorisé pour un même projet.

Les comités de lecture conservent la possibilité d'ajourner un projet si les membres considèrent que les conditions ne sont pas réunies pour rendre leur avis, à condition que le tournage n'ait pas commencé. Dans ce cas le producteur peut représenter son projet quand il le souhaite, avant le premier jour de tournage.

Un même projet ne pourra faire l'objet que de deux examens en Comité de lecture au total. Toutefois si le premier examen par le comité est antérieur à deux ans, au jour du 3ème dépôt du dossier complet sur la plateforme régionale, le projet pourra être soumis une troisième et dernière fois au comité de lecture, à condition que le tournage n'ait pas commencé.

Un producteur doit être en règle avec ses obligations contractuelles vis-à-vis de la Région issues d'un projet antérieur pour lequel il aurait reçu une aide (exemple : compte d'exploitation du film non remis à la Région, absence de mention de la Région à un générique…). Faute de quoi, il ne pourra présenter un nouveau projet.

Les œuvres cinématographiques de plus de 2,5M€ doivent avoir fait l'objet d'une demande d'agrément auprès du CNC.

L'aide régionale est compatible avec l'Aide au Cinéma du Monde du CNC et avec le crédit d'impôt international (C2I ou TRIP). Elle n'est pas compatible avec l'Aide après réalisation de la Région Ile-de-France.

1.2.4 Procédure de dépôt

Le producteur doit utiliser le dossier de candidature type disponible sur le site internet de la Région. Le dossier doit impérativement être complet et respecter la liste des pièces à joindre annoncée dans le dossier de candidature, être entièrement en langue française et déposé en ligne sur la plateforme des aides régionales (PAR) de la Région Ile-de-France avant le premier jour de tournage. Si le tournage a démarré ou est terminé au moment du comité de lecture, le projet reste éligible.
Les projets déposés après la date limite d'une session de dépôt seront automatiquement inscrits à la session suivante.

2 – CONDITIONS DE TOURNAGE ET DE DEPENSE SUR LE TERRITOIRE

2.1 DUREE ET LIEU DE TOURNAGE

Il n'y a pas de durée minimum de tournage en Ile-de-France pour les productions candidates.

2.2 DEPENSES SUR LE TERRITOIRE

Pour être éligible, le producteur candidat s'engage à dépenser un ***montant minimum de 100 000 € en Ile-de-France.***

Le producteur candidat devra pouvoir justifier des dépenses sur ce territoire.

Les informations relatives aux caractéristiques de l'œuvre, au budget global, à la durée de tournage et aux dépenses en Ile-de-France présentées au comité de lecture feront référence. Leur non-respect pourra entraîner la baisse ou l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.

3 – MODALITES DE SELECTION DES PROJETS

Les coproductions cinématographiques et audiovisuelles sont soumises à l'avis d'un Comité de lecture composé d'élus et de professionnels selon les règles prévues à l'article 3 « Modalités de sélection des projets » de la Partie 1 du présent règlement.
Les projets de coproduction minoritaire sont présentés indépendamment des autres projets, dans chacun des trois collèges du comité de lecture.

4 – NATURE ET MONTANT DE L'AIDE REGIONALE

L'aide de la Région est ***versée sous forme de subvention et est plafonnée à 250 000€.***

Conformément aux dispositions du RGEC, ***le montant de l'aide est calculé par application d'un taux de 50% maximum sur les dépenses réalisées en Ile-de-France.***

La Région s'engage à respecter les règles d'intensité maximum de financements publics en vigueur.

5 - MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Les modalités de versement sont fixées par la convention signée entre le producteur et la Région.

6 – ENGAGEMENTS DU PRODUCTEUR

6.1 EMPLOI :

- Le producteur s'engage à ce que son projet respecte le droit du travail et les conventions collectives du secteur lorsque ces accords sont étendus.
- Le producteur s'engage à respecter le droit du travail français pour toutes les étapes de fabrication du film réalisées en Ile-de-France, conformément à la directive européenne 9671/CE[2] relative au détachement des travailleur dans l'Union.

6.2 FORMATION

Le Producteur s'engage à :

- recruter 3 stagiaires ou alternants au moins pour les fictions et animation, 1 à 2 au moins pour les documentaires (selon le montant de l'aide régionale), pour une durée minimum de 2 mois chacun et fournir une copie des conventions de stage correspondantes conclues avec les organismes de formation dans lesquels les stagiaires poursuivent leur formation. Chaque stagiaire devra être rémunéré et conventionné avec un maître de stage,
- saisir les offres de stages ou de contrats de travail (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans leur déroulement.
- Par ailleurs le producteur bénéficiaire d'une aide pour un projet de fiction s'engage à accueillir un élève scénariste afin de lui permettre de découvrir les différentes étapes de la production et de la fabrication d'un film.

6.3 DELAIS DE REALISATION

Le producteur s'engage à débuter le tournage de l'oeuvre dans un délai de deux ans à compter de la délibération d'attribution de l'aide financière remboursable par l'assemblée délibérante. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé dans les conditions prévues de la convention entre le bénéficiaire et la Région Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à terminer cette réalisation dans un délai supplémentaire de 2 ans après le début du tournage.

6.4 INFORMATION ET COMMUNICATION

Le producteur doit tenir informé la Région de toute évolution des conditions de tournages ou des caractéristiques de l'œuvre, entre le dépôt du dossier, la réunion du Comité de lecture et le vote de l'aide.

L'attribution de l'aide régionale est subordonnée au strict respect de toutes les obligations détaillées dans la convention signée par le producteur.

Le non-respect d'une ou plusieurs de ces obligations peut entraîner la baisse ou l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.

6.5 DIFFUSION

Le producteur s'engage, à la demande de la Région, à organiser des avant-premières ou des projections à destination des lycéens franciliens selon les conditions détaillées dans la convention signée avec la Région.

---

[2] Réaffirmée par la Directive 2014/67/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative au détachement des travailleurs dans l'Union, publiée le 28 mai 2014 au journal officiel de l'Union Européenne.

Annexe 2 - Réglement Médiation culturelle

REGLEMENT D'INTERVENTION

PROJETS DE MEDIATION CULTURELLE DANS LES CINEMAS FRANCILIENS

Préambule

La Région accompagne la création artistique régionale dans toutes ses dimensions à la fois sur les projets : manifestations, festivals, films… et sur l'équipement : aide aux cinémas, aux ateliers d'artistes, aux conservatoires, aux médiathèques, aux salles de spectacles, aux lieux de répétition, de formation et de diffusion des lieux culturels...

Depuis 2016 la Région a engagé une rénovation de sa politique culturelle afin d'inventer de nouvelles formes d'investissements, lisibles et accessibles au plus grand nombre. La délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 est venue concrétiser cette volonté de renforcer l'investissement culturel en Ile-de-France.

C'est dans ce contexte que le CNC et la Région ont souhaité ensemble encourager l'exploitation cinématographique de proximité garante de la diversité culturelle sur tout le territoire. Ainsi la convention de coopération signée pour la période 2017-2019 (délibération n° CP 2017-465 du 18 octobre 2017) et renouvelée en 2020 pour trois années, prévoit dans son article 3.3 un soutien aux projets de médiations culturelles portés par les salles de cinémas indépendants et les associations départementales et régionales de salles :
« *La Région et le CNC aident les salles de proximité à se développer en contribuant au financement d'emplois de médiateurs dans les salles. Ces emplois sont consacrés à l'animation dans les salles, à la recherche de public et à la communication. Ces médiateurs doivent œuvrer au développement culturel des territoires pour diversifier l'offre et toucher des publics plus larges et plus divers notamment les jeunes lycéens et apprentis. En raison de la spécificité du parc de salles du territoire régional, ces emplois peuvent être mutualisés entre plusieurs salles notamment par l'intermédiaire des associations et réseaux de salles de cinéma.* »

CADRE D'INTERVENTION

La Région soutient des projets culturels en contribuant au financement des postes de médiateurs nécessaires à leur mise en œuvre dans les cinémas indépendants franciliens.

ARTICLE 1 / Objectifs du dispositif

La région encourage l'exploitation cinématographique de proximité garante de la diversité culturelle sur l'ensemble du territoire afin de contribuer au maintien du parc de salles indépendantes.

Les projets de médiation doivent permettre de :

- Favoriser l'accès des publics à la culture et à la diversité des propositions cinématographiques ;
- Aider les salles à conquérir de nouveaux publics, notamment le public jeune, par une politique de partenariats et d'animation innovante et par des actions de communication, notamment virale sur les réseaux sociaux et sur internet ;
- Développer et accompagner des actions d'éducation à l'image au sein des salles de cinéma hors temps scolaire ;
- Développer des actions dans un cadre partenarial, en lien étroit avec les dynamiques territoriales existantes et avec les actions de réseau menées au niveau départemental ou régional.

ARTICLE 2 / Structures éligibles

- Les exploitants d'établissement cinématographique indépendant francilien (établissement n'appartenant pas à un circuit de plus de 50 écrans) classé Art et Essai (ou qui s'engage à obtenir le classement) présentant une demande en groupement (au moins 2 cinémas) ;
- Les collectivités territoriales ou leur groupement (intercommunalité) présentant une demande portant sur au moins 3 établissements cinématographiques différents ;
- Les associations départementales ou régionales de salles de cinéma.

ARTICLE 3 / Projets éligibles

- La demande doit obligatoirement porter sur une création de poste. Les postes déjà existants ne peuvent faire l'objet d'un soutien. En 2ème année, il est possible de solliciter une subvention pour pérenniser le poste ;
- La demande doit s'inscrire dans un projet culturel d'ensemble et contribuer à renforcer sa structuration ;
- Le projet culturel et le poste doivent être d'une durée minimum d'1 an ;
- La fiche de poste doit impérativement prévoir un travail spécifique de développement des publics et un volet communication intégrant les nouvelles pratiques et l'usage des réseaux sociaux ;
- Un exploitant ne peut pas solliciter une aide à la fois dans le cadre d'un groupement et en tant que partie prenante dans une demande portée par une collectivité ou une association de salles de cinéma ;
- Une nouvelle demande peut être présentée par le bénéficiaire sur la pérennisation d'un emploi crée l'année précédente, sous réserve d'avoir remis à la Région les éléments permettant le versement du solde de la subvention initiale.

ARTICLE 4 / Conditions d'attribution

L'aide financière est attribuée dans le cadre d'un appel à projet lancé annuellement par la Région.

Le candidat présente à l'appui de sa demande un dossier comportant une présentation du projet culturel d'ensemble de la structure ainsi que le poste de médiateur venant en appui de ce projet.

En cas de projet mutualisé entre plusieurs salles, les salles doivent obligatoirement désigner un mandataire qui sera l'interlocuteur unique de la Région sur le dossier.

La Région apprécie la qualité du projet déposé au regard des critères d'appréciation suivants *:*

- Cohérence du projet culturel et des moyens mis en œuvre ;
- Qualification de l'équipe professionnelle, qualité des partenariats noués, formations envisagées ;
- Conformité de la fiche de poste du médiateur avec les objectifs du présent dispositif ;
- Inscription du projet sur le territoire, rayonnement, mise en perspective des priorités régionales ;
- Projet de développement sur trois années précisant les actions menées en vue de favoriser le développement des publics, le développement des partenariats, l'inscription dans les dispositifs d'éducation à l'image, l'animation de la salle, l'accueil d'événements, le développement de la communication, la mobilisation de la salle dans les dynamiques de réseaux ;
- Présentation d'outils permettant d'évaluer l'impact de l'action (nouvelles actions menées, nouveaux partenariats, fréquentation...) ;
- Les projets s'organisant en coopération et/ou mutualisation seront privilégiés.

ARTICLE 5 / Nature et montant de l'aide régionale

L'aide régionale est une subvention et son versement est soumis à la signature d'une convention type. Elle est attribuée dans le cadre de la convention de coopération cinématographique avec la participation financière du CNC et sur la base du règlement de Minimis (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 qui fixe un plafond de 200 000 € d'aide publique maximum par société sur une durée de 3 ans.

La subvention régionale représente 75% du budget du projet de médiation culturelle plafonné à 30 000 € par an et par projet.

Les dépenses d'investissement sont exclues de la base subventionable.

Cette aide porte sur les salaires, charges et dépenses de fonctionnement suivantes :

- Charges de personnel : prise en charge du coût du poste de médiateur à hauteur de 75%, plafonnée à 25 000€ (ou 30 000 € si pas de dépenses annexes) ;
- Charges liées à la fonction : aide plafonnée à 5 000€.

Les charges liées au projet doivent concerner des dépenses de fonctionnement relatives à la mise en place d'actions et d'outils favorisant le développement des publics (frais de communication, frais de déplacement, location de matériel...).

En cas de création ou de pérennisation d'un poste à temps partiel, l'aide régionale est proratisée en fonction de la durée de travail effective.

ARTICLE 6 / Modalité de versement

Les modalités de versement de la subvention sont précisées dans la convention signée entre la Région et le bénéficiaire.

La subvention est versée en 2 fois :

- Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les dépenses prévisionnelles du projet, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 70% de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.
- Le solde est versé après présentation des justificatifs de dépenses (bulletins de salaires des 12 mois, attestations de régularité vis-à-vis des obligations fiscales et sociales) et présentation d'un bilan détaillé des actions menées.

ARTICLE 7 / Engagements du bénéficiaire

L'obtention de l'aide engage le bénéficiaire à des obligations d'information auprès de la Région, conformément à la convention signée avec la Région.

Par dérogation à la délibération n° CR08-16 du 18 février 2016 et compte tenu des objectifs du dispositif le bénéficiaire n'est pas soumis à l'obligation de recrutement de stagiaires ou alternant dans le cadre de cette subvention.

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-019

DU 5 MARS 2020

POUR UN SOUTIEN INNOVANT AUX PROJETS CULTURELS ET ARTISTIQUES MENÉS DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) N° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité paru au journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014, L187/1 et notamment son article 54 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération n°CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-93 du 18 mai 2017 relative à la politique de la ville rénovée modifiée par la délibération n° CP 2019-075 du 19 mars 2019 ;

VU La délibération n° CR 2017-189 du 23 novembre 2017 relative à la politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et CFA d'Île-de-France ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-019 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

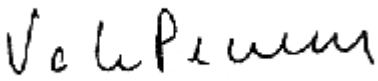
Article 1 :

Approuve le dispositif **« POUR UN SOUTIEN INNOVANT AUX PROJETS CULTURELS ET ARTISTIQUES MENES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES »** dont le règlement d'intervention figure en annexe à la présente délibération.

Article 2 :

Délègue à la Commission permanente l'approbation de la convention-type relative au dispositif approuvé par l'article 1 à la présente délibération et la modification éventuelle du règlement d'intervention.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc175737-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

REGLEMENT D'INTERVENTION

REGLEMENT D'INTERVENTION POUR UN SOUTIEN INNOVANT AUX PROJETS CULTURELS ET ARTISTIQUES MENES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

1- Définition et objectifs généraux

Le dispositif de soutien aux projets culturels et artistiques menés dans les quartiers populaires tels que définis dans la communication CR 2020-020 « Effort régional en faveur des quartiers populaires », vise à développer et renforcer les initiatives culturelles dans les quartiers populaires menées par des structures de terrain, notamment les structures du champ social.

Les objectifs sont les suivants :

- Contribuer à renforcer la cohésion sociale en soutenant des projets artistiques et culturels fédérateurs, favorisant la rencontre et l'échange entre habitants,
- Développer l'accès à la culture et à la pratique artistique des habitants des quartiers populaires, y compris pratique amateur,
- Promouvoir les initiatives conjointes des structures du champ social et des structures culturelles,
- Favoriser la rencontre des œuvres et des artistes par les habitants des quartiers populaires,
- Développer les actions culturelles dans les quartiers populaires.

2- Bénéficiaires éligibles

Peut être bénéficiaire toute personne morale à but non lucratif.

La structure doit être en capacité d'assurer la faisabilité du projet.

3- Critères d'éligibilité

Le projet doit s'adresser aux habitants de quartiers populaires, en particulier aux publics les plus fragiles ou les plus éloignés de la culture (enfants, adolescents, jeunes adultes, femmes, personnes âgées ou en situation de handicap, inactifs).

.

Les actions proposées doivent :

- Impliquer de manière active des habitants,
- Favoriser l'accès à la culture et à la pratique artistique des habitants,
- Encourager le dialogue entre les habitants et particulièrement entre les différents sexes, générations et milieux sociaux.

Si le projet doit s'adresser aux habitants du quartier, il peut avoir lieu dans ou hors de ce quartier, avec pour but de favoriser le désenclavement..

Les actions proposées doivent être de préférence gratuites pour le public visé. Dans le cas contraire la contribution demandée doit être modique.

4- Critères d'attribution

La Région sera attentive aux points suivants :

- La nature, les objectifs, le contenu et la qualité du projet,
- L'adéquation du projet avec le diagnostic territorial,
- Le rayonnement du projet sur le territoire et ses habitants,
- La cohérence du budget et la viabilité du projet,
- Le respect des législations en vigueur.
- La capacité du projet à nouer des jumelages durables avec différentes institutions ou acteurs culturels.

5- Nature de l’aide

L’aide régionale est liée aux crédits de fonctionnement du budget régional et porte sur un projet spécifique.

6- Modalités de calcul du financement régional

L’aide régionale est une aide au projet. Les dépenses éligibles sont celles du projet mené dans le cadre de la convention. La part des coûts de fonctionnement de la structure pouvant être pris en compte dans l’assiette des dépenses du projet ne peut dépasser 20% du budget du projet. Les dépenses d’investissement, les dotations aux amortissements et les frais financiers sont exclus de la base subventionnable. Le versement de la subvention est soumis à la signature d'une convention type.

Le soutien régional peut atteindre 100% des dépenses subventionnables du projet, dans la limite d’une subvention régionale annuelle de 20 000€.

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-018
DU 5 MARS 2020

APPRENTISSAGE, LA RÉGION S'ENGAGE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-018 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

S'engage à mettre en œuvre la stratégie « Apprentissage, la Région s'engage ».

Article 2 :

Adopte le règlement d'intervention régional du dispositif « Majoration des coûts-contrats des organismes de formation dispensant des formations par apprentissage » figurant en annexe à la présente délibération.

Délègue à la commission permanente la compétence pour décider tout ajustement nécessaire au règlement d'intervention.

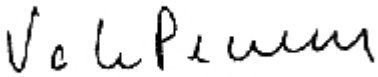
Article 3 :

Délègue à la commission permanente l'adoption du règlement d'intervention régional relatif au dispositif de soutien à l'investissement dans les organismes de formation dispensant des formations par apprentissage.

Article 4 :

Autorise la création d'un label des « CFA franciliens », gage de l'excellence des formations dispensées. Ce label est automatiquement attribué aux bénéficiaires des dispositifs de majoration et de soutien à l'investissement et accessible aux CFA souhaitant s'inscrire volontairement dans cette démarche.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc175514-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe : Règlement d'intervention Majoration du coût contrat

MAJORATION DES COÛTS-CONTRATS DES ORGANISMES DE FORMATION DISPENSANT DES FORMATIONS PAR APPRENTISSAGE

REGLEMENT D'INTERVENTION

1. Contexte

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » réforme en profondeur la politique d'apprentissage. Pour la Région, il s'agit de passer d'une compétence obligatoire, dans laquelle la région régulait l'offre de formation en apprentissage, à une faculté d'avoir un rôle de financeur additionnel, quand des besoins d'aménagement du territoire et de développement économique qu'elle définit le justifient, au sein d'une activité de formation en apprentissage devenue concurrentielle.
En application de l'article L.6211-3 du code du travail, la Région peut ainsi dorénavant intervenir auprès des organismes de formation dispensant des formations en apprentissage (OF-CFA) en majorant la prise en charge des contrats d'apprentissage assurée par les opérateurs de compétences (OPCO).

2. Eligibilité des formations pour lesquelles une majoration est sollicitée

L'examen de la demande de majoration régionale de la prise en charge des contrats d'apprentissage est accessible à tous les OF-CFA, dès lors que la condition suivante est remplie :

- Dispenser une activité apprentissage ayant obtenu leur certification qualité au sens de l'article L.6316-1 et suivants du code du travail, à l'exception des organismes relevant de l'article L.6316-4 du code du travail et des organismes s'inscrivant dans le périmètre des OF-CFA cités à l'article 24. VIII de la loi du 5 septembre 2018 ;
- Dispenser des formations en apprentissage sur le territoire francilien depuis au moins un an en qualité de CFA, d'OF-CFA ou d'UFA.

Le non-respect d'une de ces situations conduit au rejet de la demande de majoration régionale avant instruction par les services, la situation de l'organisme n'étant pas éligible à une majoration du coût-contrat.
A noter, les organismes gestionnaires de CFA existants à la date de publication de la loi du 5 septembre 2018 (soit le 6 septembre 2018) sont assimilés à des OF-CFA.

3. Critères d'instruction

La majoration régionale a pour objectif d'accompagner le développement de l'apprentissage en Île-de-France en soutenant les OF-CFA qui concourent directement aux objectifs régionaux en matière d'aménagement du territoire et de développement économique.

La demande de majoration est donc examinée sur la base des critères suivants. Ceux-ci donnent lieu à un classement des demandes de majoration présentées par les OF-CFA permettant de mesurer leur niveau d'adéquation aux priorités définies par la région.

3.1 Critères d'instruction de l'OF-CFA

Une partie des critères intervenant dans le classement des formations des OF-CFA porte sur l'organisme sollicitant la majoration financière.

- **Le besoin de financement de l'activité apprentissage de l'organisme** à l'appui de la comptabilité analytique mise en place en application de l'article L.6231-4 du code du travail. Ce besoin de financement tient compte de toutes les ressources perçues ou à percevoir de l'organisme contribuant à l'activité apprentissage (coûts-contrats définis par la règlementation, péréquation de la section alternance de l'OPCO ou autres) à l'exclusion des éventuelles majorations régionales qui seraient attribuées. Ce besoin de financement est apprécié sur la base du budget réalisé de l'activité apprentissage en année N-1 ;
- **L'accueil des publics prioritaires** : nombre de jeunes issus des quartiers prioritaires de la ville et des territoires ruraux ; nombre d'apprentis en situation de handicap ; taux de représentation des femmes ; part des premiers niveaux de qualification (ce dernier critère est apprécié sur les effectifs d'apprentis de l'organisme).

3.2 Critères d'instruction de la formation

Les critères ci-dessous sont appréciés au niveau des formations au titre desquelles la majoration est sollicitée.

- **Le caractère prioritaire de la filière** : les formations à des métiers en tension, des métiers émergents, des formations dont les besoins en recrutement sont avérés ;
- **Le caractère innovant des formations :** les formations s'inscrivant dans une démarche d'excellence et d'innovation tant sociale que pédagogique sont privilégiées.
- **L'implantation sur un territoire peu pourvu en offre de formation professionnelle** : afin de soutenir prioritairement les formations présentes dans les territoires les moins bien dotés, une comptabilisation des formations en apprentissage dans un rayon de 10 km sera demandée.

4. Modalités de financement

Le montant de la majoration est déterminé au terme de chaque campagne de financement, dans la limite des crédits disponibles, en fonction du nombre de demandes éligibles considérées comme prioritaire compte tenu de l'application des critères mentionnés ci-dessus et des formations et contrats afférents conclus entre le 1er septembre de l'année N-1 et le 31 août de l'année N.

Pour chaque contrat d'apprentissage éligible, un montant forfaitaire est appliqué. Cette majoration est versée au titre de l'année comptable pour lequel le financement est demandé, quelle que soit l'année d'exécution du contrat.

Le montant des majorations régionales ne peut excéder 2M€ par OF-CFA candidat et ne doit pas représenter plus de 30% de la moyenne des coût-contrat applicables à la formation considérée.

5. Modalités d'attribution et de versement des majorations

5.1 Modalités de candidature et de conventionnement

Tout OF-CFA souhaitant bénéficier d'une majoration transmet sa demande de financement via le portail « Mes Démarches » (https://mesdemarches.iledefrance.fr/) avant la date limite de

candidature indiquée sur le page web du dispositif. Toute demande de financement transmise par un autre biais ou en dehors des dates indiquées est inéligible et donnera lieu à un rejet.

Après application des critères, les différentes demandes éligibles de majoration sont classées, pour chaque formation, selon leur niveau de compatibilité avec les priorités définies ci-dessus ; celles présentant le niveau le plus élevé sont soumises à l'approbation de la Commission permanente du Conseil Régional d'Ile-de-France qui peut arrêter pour chaque structure le montant de la majoration, selon les dispositions comprises dans la convention-type correspondante.

5.2 Versement des majorations

Une avance de 40% des majorations votées est versée dès signature en double exemplaire des conventions-type correspondantes. La Région se réserve le droit d'émettre des titres de recettes sur les avances versées aux OF-CFA selon les dispositions comprises dans la convention-type correspondante.

Le montant du solde de la majoration est calculé en fonction des contrats d'apprentissage éligibles parvenus au terme de la formation, tels que déclarés dans l'état nominatif joint à la convention-type. Si le nombre de contrats d'apprentissage éligibles parvenus au terme de la formation est inférieur au nombre déclaré lors de l'attribution des majorations, le solde du (des) contrat(s) considéré(s) n'est pas dû à l'OF-CFA.

L'OF-CFA transmet, en même temps que sa demande de solde, ses comptes certifiés N-1, incluant les résultats comptable de son activité apprentissage selon les règles de comptabilité analytique mises en place en application de l'article L.6231-4 du code du travail.
S'il apparaît que l'attribution de la majoration résulte pour tout ou partie de déclarations fausses ou erronées, un titre de recettes sur les sommes indument perçues est émis.

6. Labellisation des OF-CFA

Tout OF-CFA dont au moins l'une des formations bénéficie d'une majoration à l'issue de la phase d'instruction est automatiquement labellisé en qualité de « CFA francilien ». Ce label d'excellence vise à éclairer les jeunes et leurs familles au moment des choix d'orientation, en les assurant que les formations dispensées garantissent une insertion durable sur le marché du travail. A ce titre, les CFA labellisés bénéficieront d'une visibilité renforcée sur le portail d'information Oriane.info.

7. Engagement des bénéficiaires

L'organisme bénéficiaire du dispositif s'engage à accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, conformément au dispositif régional « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens» (délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016).

Pour les bénéficiaires de droit privé, toute subvention régionale est conditionnée au respect et à la promotion de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur (délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée).

8. Evaluation du dispositif

L'évaluation et le suivi du dispositif s'appuient sur la transmission, par chaque bénéficiaire au moment de sa demande de solde, des indicateurs suivants :

- Nombre et profil des bénéficiaires (âge, genre, formation suivie, niveau de formation) ;
- Taux de sorties positives (poursuite de formation en d'apprentissage, en alternance ou en étude, signature d'un CDD/CDI) ;
- Taux de réalisation des actions au regard des données prévisionnelles ;
- Indicateurs de diversification :
  - Taux de bénéficiaires issus de des quartiers politique de la ville ;
  - Taux de bénéficiaires issus des missions locales ;
  - Taux de bénéficiaires en situation de handicap ;
  - Taux de bénéficiaires issus d'une structure de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS/PSAD) ;

L'ensemble de ces éléments est recueilli via un tableau type, intitulé « état nominatif évaluation » annexé à la convention-type et transmis par le bénéficiaire concomitamment à sa demande de solde. Ce tableau est réservé au seul ordonnateur.
La Région est également attentive aux données plus qualitatives recueillies dans le cadre des rencontres avec les CFA et/ou des bilans transmis.
En cas de nouvelle demande de majoration par l'OF-CFA au titre d'un autre exercice comptable, il sera tenu compte de ces indicateurs.

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-006
DU 5 MARS 2020

PLAN RÉGIONAL POUR LA DISPARITION DES PASSOIRES THERMIQUES DANS LE PARC SOCIAL ET OUVERTURE DU CONTINGENT DE LOGEMENTS SOCIAUX RÉGIONAUX AUX POLICIERS ET SURVEILLANTS PÉNITENTIAIRES

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU La décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380) ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la construction et de l'habitation ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 relative à la production de logements et à l'amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité et modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 portant attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la création de logements locatifs sociaux – deuxième affectation pour 2017 ;

VU La convention signée entre la Région Île-de-France et la Fondation Abbé Pierre et approuvée par la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 susvisée ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-006 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1
Décide de mettre en œuvre un programme de rénovation thermique des logements locatifs sociaux.

L'aide régionale a pour objet de soutenir et d'accélérer le traitement des passoires énergétiques en participant au financement des opérations de rénovation thermique.

Approuve le règlement d'intervention du dispositif joint en annexe 1 à la délibération.

Article 2
Approuve le modèle-type de convention régionale en faveur de la rénovation thermique des passoires énergétiques joint en annexe au règlement d'intervention.

Article 3
Délègue à la commission permanente la compétence pour modifier en tant que de besoin le règlement d'intervention et la convention-type.

Article 4
Décide d'ouvrir aux personnels nommés en Ile-de-France dans les effectifs de police nationale et des services de l'administration pénitentiaire les droits de réservation dont dispose la Région en contrepartie de ses aides au logement.

Modifie l'article 2.1.6.3 de la convention type relative à l'aide régionale en faveur de la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires adoptée par délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017, par l'ajout d'un alinéa supplémentaire rédigé comme suit :

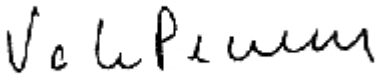
« - au profit des policiers et des surveillants pénitentiaires nommés en Ile-de-France. »

Délègue à la commission permanente l'approbation des partenariats de mise en œuvre correspondants.

Article 5
Décide de prolonger jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de partenariat avec la Fondation Abbé Pierre.

Approuve en ce sens l'avenant joint en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc175890-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - REGLEMENT D'INTERVENTION

REGLEMENT D'INTERVENTION DU DISPOSITIF REGIONAL D'AIDE A LA RENOVATION THERMIQUE

I - Le présent dispositif d'aide est pris en application de la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Les bénéficiaires potentiels des subventions régionales sont les sociétés d'économie mixte de construction, les organismes d'habitations à loyer modéré énumérés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation ainsi que leurs groupements. Ils sont chargés de la gestion de services d'intérêt économique général, dont les obligations de service public sont définies par ledit article L.411-2.

II - Pour être éligibles, les logements doivent répondre aux conditions suivantes :

- être conventionnés depuis plus de 5 ans,
- relever d'un niveau de consommation énergétique supérieur ou égal à 331 kWhEP/m².an (étiquette DPE F ou G),
- faire l'objet de travaux de rénovation thermique dont l'achèvement intervient dans un délai de 3 ans à compter de l'attribution de la subvention, y compris les opérations engagées avant la signature de la convention, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la Région.

Sont exclues du bénéfice des aides régionales les structures d'hébergement d'urgence (centres de stabilisation, centres d'hébergement et de réinsertion sociale, centres d'hébergement d'urgence, centres d'accueil pour demandeurs d'asile…), les structures dédiées à une population spécifique (établissements pour personnes âgées, établissements pour personnes handicapées, résidences accueil, foyers de travailleurs migrants …) à l'exception des résidences pour étudiants et des foyers de jeunes travailleurs.

III - Le versement des subventions régionales relevant du présent dispositif est subordonné à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention en faveur de la rénovation thermique des passoires énergétiques conforme au modèle type joint en annexe qui définit, notamment, le périmètre de l'intervention régionale.

Elle peut être signée avec un organisme seul ou avec un groupement d'organismes représentés par l'un d'entre eux, sur production de l'ensemble des éléments permettant d'examiner l'éligibilité et le volume des opérations concernées.

Ces éléments sont :

- liste des logements (Format XLS),
- diagnostics (DPE ou études thermiques) justifiant du classement en niveau F ou G,
- conventions APL,
- courrier des membres du groupement mandatant l'organisme,
- engagement de recrutement de stagiaires,
- engagement de respect de la charte régionale sur la laïcité et les valeurs de la République.

Les groupements pris en compte au titre du présent règlement sont :

- les sociétés de coordination, sous forme de société anonyme ou de société anonyme coopérative,
- les groupes capitalistiques,
- les groupements d'intérêt économique.

L'intervention de la Région s'inscrivant dans la limite des dotations disponibles au budget, elle se réserve la possibilité, en cas de nécessité liée à l'importance des demandes présentées au regard des dits moyens disponibles, de plafonner le volume du périmètre éligible retenu pour chaque opérateur.

IV - La subvention mobilisable est attribuée par décision de la commission permanente et s'élève forfaitairement à 2 000 € pour chaque logement rénové thermiquement répondant aux critères d'éligibilité définit au point I dans le délai prévu au point II. Les fonds perçus par le bénéficiaire *[pour son compte et celui des membres du groupement]* sont utilisables de manière fongible en faveur des opérations inscrites dans le périmètre défini au point II.

La subvention versée par la Région ne doit pas dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public, en tenant compte des recettes y étant relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable. Un contrôle régulier sera réalisé par les services de la Région pour s'assurer de l'absence de surcompensation. En cas de surcompensation, la Région procèdera à la récupération des aides trop perçues dans les conditions prévues par l'article 6 de la décision précitée.

V - La subvention régionale est versée selon les modalités suivantes :

- un premier versement correspondant à 30% du montant de la subvention prévisionnelle régionale est effectué à la signature de la convention en faveur de la rénovation thermique des passoires énergétiques,
- un deuxième versement correspondant à 40% du montant de la subvention prévisionnelle régionale est effectué dès justification par le bénéficiaire de l'achèvement des travaux d'au moins 50% des logements inscrits dans le cadre du périmètre d'intervention régionale,
- le solde est versé au vu d'un bilan définitif des opérations effectivement réalisées et tient compte des versements déjà effectués.

Chaque versement fait l'objet d'une demande expresse du bénéficiaire.

VI - Le bénéficiaire des aides régionales s'engage [s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement] à réserver à la Région Ile-de-France un nombre de logements calculé sur la base d'un logement par tranche de 15 000 € de subvention régionale, et portant sur la totalité de son patrimoine locatif conventionné.

Ces logements s'ajouteront au flux annuel des propositions qui sera établi dans la convention à conclure entre la Région et le bénéficiaire conformément à l'article 114 de la loi ELAN et son décret d'application.

VII - La convention mentionnée au point II fixe notamment les obligations du bénéficiaire en matière de communication et de valorisation de l'action régionale.

VIII - Lorsqu'une convention de rénovation thermique est passée avec un groupement d'organismes HLM, le groupement assure, sous sa responsabilité, et pour le compte des organismes HLM parties prenantes de ladite convention, la répartition de l'aide régionale entre ses membres.

Le groupement se charge de collecter auprès des organismes HLM parties prenantes de la convention de rénovation thermique, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à la bonne mise en œuvre de cette dernière et de les transmettre à la Région conformément au point IX.

IX - Les demandes de subventions et les pièces justificatives afférentes présentées au titre du présent règlement d'intervention doivent être transmises sous format dématérialisé par le biais de clés USB.

X - Les subventions régionales accordées dans le cadre du présent dispositif sont imputées en investissement sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » du programme 154008 « Lutte contre la précarité énergétique », action 15400801 « Lutte contre la précarité énergétique ».

Annexe au règlement d'intervention

CONVENTION RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA RÉNOVATION THERMIQUE DES PASSOIRES ÉNERGETIQUES
N° xxxxxxxx

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé XXXXXXXX dont le siège social est situé XXXXXX, ayant pour représentant XXXXXXX

Agissant pour son compte / ou agissant pour son compte et celui des membres de son groupement à savoir les organismes XXXXXX / *ou agissant pour le compte des organismes membres de son groupement et parties prenantes à la présente convention à savoir les organismes XXXXX*

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part.

PREAMBULE :

La lutte contre la précarité énergétique et les passoires énergétiques représente un enjeu environnemental, social, économique et de santé publique.

Le développement durable et la réduction de l'empreinte écologique de l'Île-de-France constituent une priorité transversale de toutes les politiques régionales. Dans ce cadre, la Région apporte son soutien financier au bénéficiaire afin de traiter les logements locatifs sociaux de son patrimoine classés F et G.

Ce soutien financier est apporté sur le fondement de la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention établit les conditions du partenariat entre la Région et le bénéficiaire pour la rénovation thermique de son parc de logements locatifs sociaux *[du parc de logements sociaux des organismes HLM qu'il représente et parties prenantes de la présente convention]*, et particulièrement en vue d'accélérer le traitement des dernières passoires énergétiques.

Sont concernés xxxxxxxx logements selon la programmation donnée par le bénéficiaire et annexée à la présente convention.

Peuvent être comptabilisés au titre de la présente convention les logements locatifs sociaux répondant aux conditions ci-après :

- constituer des logements sociaux familiaux ordinaires, des résidences sociales, maisons-relais ou pensions de famille, des logements pour étudiants ou pour jeunes (salariés, actifs, travailleurs), à l'exclusion des structures dédiées à d'autres publics (résidence accueil, EHPAD, FTM,…) ou d'hébergement (CHRS, CHU, CADA,…) ;
- être conventionnés depuis plus de 5 ans ;

- relever d'un classement DPE de type F ou G, ou d'un niveau de consommation énergétique équivalent selon une étude thermique ThCex ;
- faire l'objet de travaux de rénovation thermique dont l'achèvement intervient au plus tard dans les 3 années qui suivent la date d'approbation de la signature de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Article 2.1.1 :

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à réaliser, à son *[leur]* initiative et sous sa *[leur]* responsabilité, les investissements nécessaires à la réalisation du programme de rénovation thermique visé en annexe à la présente convention.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions de la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 et à signaler toute modification du programme de logements aidés, dès lors que la modification aurait pour effet de contrevenir aux conditions d'intervention prévues par la Région, telles que définies par la délibération susvisée ou d'impacter des éléments essentiels pris en compte pour l'instruction de la demande de subvention.

Les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée s'engagent à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.1.2 :

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à maintenir l'affectation sociale des logements visés en annexe à la présente convention pendant une durée minimale de 15 ans.

Il s'engage également à ce que les logements ayant bénéficié de l'aide régionale ne soient pas mis en vente, excepté à des organismes visés à l'article L 411-2 du CCH, pendant une période minimum correspondant à celle visée à l'alinéa précédent.

Article 2.1.3 :

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à transmettre, à la demande de la Région, tout document d'information portant sur le montant des loyers et des charges, sur le niveau des consommations énergétiques des programmes aidés ainsi que les résultats des enquêtes de satisfaction menées auprès des locataires.

Article 2.1.4 :

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à réserver à la Région Ile-de-France un nombre de logements calculé sur la base d'un logement par tranche de 15 000 € de subvention régionale, et portant sur la totalité de son patrimoine locatif conventionné.

Ces logements s'ajouteront au flux annuel des propositions qui sera établi dans la convention à conclure entre la Région et le bénéficiaire conformément à l'article 114 de la loi ELAN et son décret d'application.

Article 2.1.4.1. :

La Région est avisée, dès que la date d'emménagement dans le logement peut être précisée, des conditions locatives précises (loyers et charges, mode de chauffage, loyers des annexes le cas échéant, plans) des logements qui lui sont réservés. Il est entendu qu'à la date de l'emménagement, les logements devront être en conformité avec les normes d'habitabilité et de fonctionnement et que leur accès sera

possible sans nuisance particulière. Tout retard de disponibilité du logement devra être signalé, par écrit, à la Région.

La Région dispose d'un délai d'un mois à compter de la date effective de mise à disposition des logements qui lui sont réservés pour procéder à la désignation des candidats locataires. Le bénéficiaire devra autoriser la visite préalable des logements par les candidats avant désignation officielle de ceux-ci par la Région. Ces candidats devront remplir les conditions requises par la réglementation en vigueur pour l'occupation des logements. Il appartient au bénéficiaire de veiller au respect des règles de fixation des loyers et des plafonds de ressources des locataires.

Conformément à l'article R.441-3 du Code de la construction et de l'habitation, la Région propose au moins trois candidatures pour un même logement examiné en commission d'attribution de logement, sauf en cas d'insuffisance du nombre de candidats.

Pour chaque candidature retenue, le bénéficiaire *[et chaque membre du groupement concerné]* notifie à la Région la date de signature du bail.

En cas de refus par le bénéficiaire *[ou par un membre du groupement concerné]* d'un candidat proposé par la Région, celle-ci est informée sous huit jours par le bénéficiaire afin qu'elle procède à une nouvelle désignation. La Région dispose d'un délai supplémentaire d'un mois pour désigner un nouveau candidat, sans que le loyer et les charges afférents au logement puissent lui être réclamés. Tout nouveau refus par le bénéficiaire *[ou par un membre du groupement concerné]* devra être motivé et la Région dispose dans ce cas d'un nouveau délai d'un mois pour présenter un candidat, en franchise de loyer.

Article 2.1.4.2 :

Le contrat de location est passé directement entre le bénéficiaire *[ou le membre du groupement concerné]* et le locataire désigné.

Les rapports entre le bénéficiaire *[ou le membre du groupement concerné]* et le locataire se poursuivent dans les mêmes conditions que pour les autres locataires, sans que la Région ait à intervenir pour quelque motif que ce soit.

Article 2.1.4.3 :

La Région peut transférer les droits de désignation qui n'auraient pas été utilisés pour ses agents :

- au profit de femmes victimes de violences conjugales ou familiales accueillies dans des centres d'hébergements collectifs ou temporaires, dont la candidature est proposée par l'intermédiaire de la Fédération Nationale Solidarité Femmes dans le cadre de la convention de partenariat signée avec la Région,
- au maire de la commune où se situe l'opération,
- au profit de professeurs nouvellement nommés dans des lycées confrontés à une pénurie d'enseignants dans les académies de Versailles et Créteil,
- au profit de jeunes et apprentis sortant de résidences sociales - foyers jeunes travailleurs, dont la candidature est proposée par l'intermédiaire de l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes dans le cadre de la convention de partenariat signée avec la Région,
- au profit de personnels soignants, fonctionnaires de police ou surveillants pénitentiaires nouvellement nommés en Ile-de-France,
- au profit de candidatures proposées par l'intermédiaire de l'Etat dans le cadre de la convention de partenariat signée avec la Région en faveur des ménages reconnus prioritaires.

Les délais, la procédure de désignation, et les modalités d'information par l'organisme bailleur décrits précédemment, demeurent inchangés.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à recruter, sur la période de la présente convention, xxxxx stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire *[et les membres du groupement]* saisit *[-ssent]* les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des aides régionales « Mes Démarches » selon les modalités qui sont communiquées par la Région.

Il informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Article 2.3.1 :

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de statuts, de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Transmettre à la Région le test de contrôle d'absence de surcompensation (module SIEG du logiciel LOLA) au moment de la demande de versement du solde, puis tous les 3 ans jusqu'à l'expiration de la durée indiquée à l'article 2.1.2.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc…) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de l'exécution des obligations de la présente convention et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 2.3.2 :

En cas de cessation d'activité totale ou partielle de l'organisme bénéficiaire *[ou de l'un des membres du groupement]*, pour quelque cause que ce soit, les logements subventionnés par la Région doivent être cédés à un organisme poursuivant un même objet, dès lors que cette cessation d'activité est susceptible de mettre en cause l'affectation initiale desdits logements.

Le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à informer officiellement le repreneur de la totalité des obligations de la présente convention, à charge pour ce dernier de les appliquer sans exception, notamment en ce qui concerne le droit de désignation régional. Cette obligation est une condition essentielle de la cession. Il s'engage également à informer la Région par lettre recommandée avec accusé de réception, et à lui communiquer le nom, l'adresse et le statut juridique du repreneur.

Dans l'hypothèse où la subvention régionale n'aurait pas été versée en totalité et ne serait pas caduque au regard des dispositions du règlement budgétaire et financier régional en vigueur, un avenant de

transfert de subvention peut être demandé par le repreneur et est soumis au vote de la commission permanente.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage *[s'engage pour ce qui le concerne et confirme l'engagement des organismes membres du groupement]* à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire *[et les organismes membres du groupement]* autorise *[-ent]* à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France ».

A la fin des travaux, une plaque avec le logotype de la Région Île-de-France mentionnant le financement par la Région doit être apposée à demeure dans le ou les halls d'accès des bâtiments dont la rénovation thermique a bénéficié du soutien financier de la Région. Sont exonérés de cette obligation les lots de copropriétés et les maisons individuelles.

Par ailleurs, le bénéficiaire *[et chaque membre du groupement]* devra adresser à chaque ménage locataire du ou des bâtiments dont la rénovation thermique a bénéficié du soutien financier de la Région, un courrier d'information établi conjointement avec les services de la Région.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

En cas d'inauguration, le bénéficiaire *[et chaque membre du groupement]* s'oblige à en informer préalablement la Région et à recueillir son avis sur le projet de carton d'invitation et tout document s'y rapportant.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire *[et les membres du groupement]* s'engage *[-ent]* à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 3.1 : Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir financièrement l'effort de rénovation thermique des passoires énergétiques mis en œuvre dans le cadre de la présente convention par le versement d'une subvention d'investissement pour la réalisation des opérations programmées dans la liste jointe en annexe à la présente convention.

Pour bénéficier de cette subvention, les opérations comptabilisées au titre de la présente convention doivent respecter les critères d'éligibilité posés par l'article 1 ci-dessus et le règlement d'intervention approuvé par la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020.

Conformément à la décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011, la subvention versée par la Région ne doit pas dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts

occasionnés par l'exécution des obligations de service public, en tenant compte des recettes y étant relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable.

Art 3.2 : Modalités de calcul de la subvention

L'aide régionale prend la forme d'une subvention globale calculée sur la base d'un forfait de 2 000 € pour chaque logement rénové thermiquement pendant la période contractuelle, soit une subvention d'un montant maximum prévisionnel de XXXXX €.

Les fonds perçus par le bénéficiaire *[pour son compte et celui des membres du groupement]* sont utilisables de manière fongible en faveur des opérations inscrites au programme joint en annexe à la présente convention.

Art 3.3 : Modalités de versement

Par dérogation au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention est versée selon les conditions ci-après :

- un premier versement correspondant à 30% du montant de la subvention prévisionnelle régionale est effectué conjointement à la signature de la présente convention ;

- un deuxième versement correspondant à 40% du montant de la subvention prévisionnelle est effectué sur présentation d'un état d'avancement physique et financier du programme de rénovation énergétique justifiant de la réalisation d'au moins 50 % de l'objectif de la présente convention ;

- le solde est versé au vu d'un bilan définitif des opérations effectivement réalisées, et des versements déjà réalisés par la Région au titre des alinéas précédents du présent article et après vérification du test de contrôle d'absence de surcompensation (module SIEG du logiciel LOLA), dûment rempli.

Lorsqu'il représente un groupement d'organismes, le bénéficiaire est autorisé par la Région à reverser la subvention à ses membres selon la répartition indiquée dans la fiche projet figurant en annexe à la convention et fait son affaire, sous sa responsabilité, de la répartition de l'aide régionale entre les organismes membres du groupement.

Pour le deuxième versement et le solde, le bénéficiaire présente *[pour son compte et celui des membres du groupement]* la liste détaillée des opérations réalisées complétée, pour chacune d'elles, par les justificatifs suivants : prix de revient définitif et plan de financement détaillé, déclaration d'achèvement des travaux ou, à défaut, PV de réception des travaux, DPE ou études thermiques après travaux et éventuellement certification ou label énergétique obtenu, justification de la pose de plaque (cf. article 2.4).

Toute autre pièce complémentaire peut être demandée par l'administration régionale.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, le versement du solde est subordonné en outre à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande expresse du bénéficiaire.

Art 3.4 : CONTROLE DE L'ABSENCE DE SURCOMPENSATION

En cas de contrôle, sur pièces ou sur place, opéré, soit par toute autorité compétente ou personne physique ou morale mandatée par la Région, le bénéficiaire s'engage à présenter toutes les pièces justificatives relatives aux opérations menées (notamment celles citées dans le test de contrôle de l'absence de surcompensation) et toutes les pièces justificatives du paiement des dépenses déclarées auprès de la Région au titre de la subvention.

Dans le cas où le test de contrôle d'absence de surcompensation remis au moment de la demande de versement du solde ferait apparaître une surcompensation pour l'opération subventionnée, le montant du solde est révisé à due concurrence et la Région procède, le cas échéant, à la demande de reversement du trop-perçu sur les montants déjà versés dans les conditions prévues à l'article 6 de la décision d'exemption précitée.

En cas de surcompensation constatée suite aux contrôles effectués, la Région notifie au bénéficiaire le montant correspondant à la surcompensation et les éléments justifiant sa décision. La totalité des sommes dues sera récupérée dans les trois mois à compter de la réception par le bénéficiaire de la demande reversement de la surcompensation.

Art 3.5 : CADUCITE

Les règles de caducité sont celles mise en œuvre pour les subventions d'investissement dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la Région-Ile-de-France en vigueur au moment de l'attribution de la subvention régionale.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle est publiée au bureau des hypothèques à l'initiative de l'organisme bénéficiaire. Les frais de publication sont à la charge de ce dernier.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 2.1.2, 2.3.1 et 6, elle expire soit après versement du solde de la subvention selon les modalités prévues à l'article 3.3, soit à la date de caducité selon les modalités de l'article 3.4, soit en cas de résiliation conformément à l'article 5.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

Si à la fin de la période contractuelle, il est constaté que le bénéficiaire *[ou les membres du groupement]* n'a pas atteint ses objectifs de rénovation thermique, seules sont remboursables les sommes qui,

versées par la Région, ne correspondent pas à des rénovations effectives. Les versements correspondant à des rénovations thermiques effectives et conformes aux conditions posées par la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 restent acquis par le bénéficiaire *[ou les membres du groupement]*.

Si le bénéficiaire *[ou les membres du groupement]* ne respecte*[-ent]* pas son *[leur]* engagement prévu à l'article 2.1.2 alinéa 2 de ne pas mettre les logements en vente, il est tenu de rembourser tout ou partie de la subvention régionale correspondant à ce ou ces logements, au prorata temporis, en fonction du temps restant à courir par rapport au terme de la convention.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie des subventions versées au regard de la qualité des actions réalisées et en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie des subventions, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire *[ou les membres du groupement*] sont à la charge de ce*[s]* dernier*[s]*.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Le bénéficiaire fera son affaire des éventuels différents entre les organismes parties prenantes de la présente convention sur la répartition de la subvention régionale ou sur les éventuelles demandes de reversement de celle-ci.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et son annexe dénommée « Programme prévisionnel de rénovation thermique ».

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le xxxxxxxx

L'organisme

Le xxxxxxxx

La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France

PROGRAMME PREVISIONNEL DE RÉNOVATION THERMIQUE

ANNEXE A LA CONVENTION N° xxxxxxxx
N° CP xxxxxxxx **du** xxxxxxxx

Dépt	Commune	Adresse	Logts	ANRU	Organisme

ANNEXE 2 - AVENANT A LA CONVENTION REGION, FONDATION ABBE PIERRE

AVENANT N° 1
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LA FONDATION ABBE PIERRE ET LA REGION ILE-DE-FRANCE

La Région Ile-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en vertu de la délibération n° CR ..... du .....

d'une part,

et

La Fondation Abbé Pierre représentée par Monsieur Laurent DESMARD, Président, en vertu de la délibération

d'autre part,

PREAMBULE

La mise en œuvre de la convention signée le 19 avril 2017 entre la Fondation Abbé Pierre et la Région Ile-de-France a permis d'apporter des concours financiers déterminants pour le développement du parc locatif social et très social dédié à l'accueil des ménages franciliens en difficulté, contribuant à préserver le rôle spécifique des opérateurs de la maîtrise d'ouvrage d'insertion dans la fourniture d'une réponse adaptée aux besoins des collectivités. Compte tenu de l'intérêt de ce partenariat, les partenaires sont convenus de le prolonger.

ARTICLE UNIQUE

L'alinéa 1 de l'article 9 de la convention de partenariat entre la Fondation Abbé Pierre et la Région Ile-de-France est ainsi rédigé :

«La présente convention est conclue pour la période allant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021.».

Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en deux exemplaires, le

Le

Le Président
de la Fondation Abbé Pierre

Laurent DESMARD

Le

La Présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-007
DU 5 MARS 2020

CRÉATION DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE "ÎLE-DE-FRANCE INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES"

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 21-16 du 16 juin 2016 : « 1 000 tiers-lieux à l'horizon 2021 » ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération n° CR 2017-130 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader : Stratégie Smart Industrie 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2019-079 du 18 décembre 2019 relative au projet de création d'une SEM régionale : Île-de-France Investissements et Territoires ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-007 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la participation de la Région au capital de la société d'économie mixte « Île-de-France Investissements et Territoires ».

Article 2 :

Approuve les statuts de la SEM « Île-de-France Investissements et Territoires » figurant en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente à les signer.

Article 3 :

Décide d'affecter au titre de sa participation au capital de la SEM « Île-de-France Investissements et Territoires » une autorisation de programme d'un montant total de 3 600 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100104 « Ile-de-France Investissements et Territoires ».

Article 4 :

Décide d'affecter au titre de son apport en comptes courants d'associés une autorisation de programme d'un montant total de 400 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100104 « Île-de-France Investissements et Territoires ».

Article 5 :

Autorise la présidente du conseil régional à signer et à réaliser au nom de la SEM « Île-de-France Investissements et Territoires » en formation tout acte nécessaire à sa création et à son immatriculation, notamment : consigner le capital, domicilier la société et nommer les commissaires aux comptes.

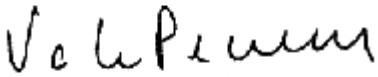
Article 6 :

Le Président du conseil d'administration de la SEM « Île-de-France Investissements et Territoires » peut bénéficier du versement par la société d'une indemnité annuelle brute maximum de 21 600 €.

Article 7 :

Délègue à la commission permanente les décisions relatives à la SEM « Île-de-France Investissements et Territoires » en ce qui concerne les apports en capital et en comptes courants, les modifications statutaires, l'approbation et les modifications du pacte d'actionnaires, les prises de participations minoritaires dans des sociétés tierces, constitutions de filiales et de groupements d'intérêts économiques, et tout autre acte afférent.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc173963-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe : Statuts constitutifs de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires

ÎLE-DE-FRANCE INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES
Société anonyme d'économie mixte locale
au capital social de ***[chiffres]*** euros
Siège social : ***[adresse siège social]***
(la « **Société** »)

STATUTS CONSTITUTIFS

Interne

ÎLE-DE-FRANCE INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES
Société anonyme d'économie mixte locale
au capital social de ***[chiffres]*** euros
Siège social : ***[adresse siège social]***
(la « **Société** »)

STATUTS

LES SOUSSIGNÉES :

(1) **La Région Ile de France**, [*forme*], dont le siège social est situé [*adresse du siège social*], représentée par [*prénom et nom du signataire*], en qualité de [*fonction du signataire*], dûment habilité aux fins des présentes aux termes d'une délibération de [*nom de l'entité délibérante*] en date du [*Date*], (« [●] »),

(2) **La Caisse des Dépôts et Consignations**, établissement spécial, créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est situé au 56, rue de Lille, 75007 Paris, représentée par [●], [●], dûment habilité, (la « **CDC** »),

(3) **La Caisse d'Epargne,** [*forme sociale*], dont le siège social est situé [*adresse du siège social*], identifiée sous le numéro [●] RCS [*ville*], représentée par [*prénom et nom du signataire*], [*fonction du signataire*], dûment habilité, (« [●] »),

ET

(4) **Le Crédit Mutuel Arkéa**, [*forme sociale*], dont le siège social est situé [*adresse du siège social*], identifiée sous le numéro [●] RCS [*ville*], représentée par [*prénom et nom du signataire*], [*fonction du signataire*], dûment habilité, (« [●] »),

ont décidé de constituer entre eux une société anonyme d'économie mixte locale et ont adopté les statuts établis ci-après et devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'actionnaires en raison de l'intérêt général qu'elle présente :

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société anonyme d'économie mixte locale, régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le Code de commerce et les dispositions des articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, ainsi que par les présents statuts et tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L. 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, dans un but d'intérêt général, l'acquisition, la construction et la gestion d'immeubles en Île-de-France, ayant pour vocation de :

- Lutter contre la désertification médicale en appuyant l'implantation de professionnels de santé ;

- Favoriser le maintien ou le développement d'une activité artisanale ou commerciale à proximité ou dans les centres bourgs ;
- Appuyer la structuration d'une offre de locaux de travail de proximité pour rapprocher l'emploi des territoires ;
- Maintenir et développer l'industrie productive sur le territoire ;

- A titre accessoire et complémentaire aux objectifs précités, la Société pourra participer à la transformation d'usages de bâtiments vacants en vue de leurs cessions

et tout autre opération immobilière concourant à son développement.

Les actions/opérations qualifiables d'aides à l'immobilier d'entreprises sont réalisées dans les conditions fixées par une convention conclue entre la SEML ou la Région Ile-de-France et la Commune ou l'établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre compétent en application des dispositions de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales.

A ce titre, elle pourra notamment :

- se porter acquéreur de biens immobiliers, y compris dépendant d'une copropriété, en vue de :
    - leur mise en location (sans pouvoir exploiter elle-même un fonds de commerce de détail, sauf circonstances exceptionnelles) ;
    - leur rénovation, restructuration, requalification, r ou leur reconstruction ;
- se porter acquéreur en vue de leur restructuration, requalification, de logements accessoires de locaux ou plus généralement situés dans le même immeuble qu'un local dont la société se serait portée acquéreur, y compris dans le cadre d'une copropriété, en vue de leur changement d'usage. conformément aux objectifs définis ci-dessus ;
- A titre exceptionnel et dans l'optique d'une revente, se porter acquéreur de fonds de commerce ou de droit au bail.

A cet effet, la société pourra mener toutes études préalables et opérationnelles, réaliser, en tant que maître d'ouvrage, tous travaux de réhabilitation, de reconstruction ou de construction, en lien avec son activité principale et à cet effet conclure toute convention, contrat ou marché, y compris en vue de se procurer les financements nécessaires à la réalisation des opérations.
Plus généralement, la société effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.
Elle pourra également prendre des participations dans des sociétés ou entités de toute forme juridique appropriée, à l'exclusion cependant de prises de participation dans des sociétés commerciales d'exploitation ou de services.
Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.
Elle exercera l'ensemble de ses activités tant pour son propre compte que pour celui d'autrui.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **ÎLE-DE-FRANCE INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES**.

Dans tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots « s*ociété d'économie mixte locale* » ou des initiales « *S.E.M.L.* » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN.

Il peut être déplacé par le conseil d'administration dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

A la constitution de la Société, il est procédé aux apports suivants :

- La Région Ile de France apporte à la Société la somme en espèces de trois million six cent mille euros (3.600.000 €), ladite somme correspondant à la souscription de la totalité de la valeur nominale de 36.000 actions de valeur nominale de 100 euros ;

- La CDC apporte à la Société la somme en espèces de un million sept cent mille euros (1.700.000 €), ladite somme correspondant à la souscription de la totalité de la valeur nominale de 17.000 actions de valeur nominale de 100 euros.

- La Caisse d'Epargne apporte à la Société la somme en espèces de cinq cent mille euros (500.000 €), ladite somme correspondant à la souscription de la totalité de la valeur nominale de 5.000 actions de valeur nominale de 100 euros ;

- Crédit Mutuel Arkéa apporte à la Société la somme en espèces de deux cent mille euros (200.000 €), ladite somme correspondant à la souscription de la totalité de la valeur nominale de 2.000 actions de valeur nominale de 100 euros ;

Montant total des apports en numéraire : six million d'euros (6.000.000 €), correspondant à la totalité de la valeur nominale de 60.000 actions de valeur nominale de 100 euros.

Le montant du capital souscrit et libéré est déposé à la banque [●], sur un compte ouvert au nom de la Société, le [●].

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **six million euros (6.000.000 €)**

Il est divisé en soixante mille (60.000) actions de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie.

Conformément, aux articles L. 1522-1 et L. 1522-2 du Code général des collectivités territoriales, la participation des collectivités territoriales et de leurs groupements ne peut être supérieure à 85% et inférieure à plus de la moitié du capital social.

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

Si l'augmentation de capital résulte d'une incorporation d'un apport en compte courant d'associés, consenti par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, l'augmentation de capital ne pourra valablement être décidée qu'au vu d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement se prononçant sur l'opération.

Si l'augmentation ou la réduction du capital résulte d'une modification de la composition de celui-ci, l'accord du représentant des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales

devra intervenir, à peine de nullité, sur la base d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante approuvant la modification.

Les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales, actionnaires de la société, peuvent allouer à cette dernière, des apports en compte courant d'associés, dans le respect des dispositions de l'article L. 1522-5 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions ont obligatoirement la forme nominative.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES ACTIONS

9.1 Transmission des actions

Sous réserve des dispositions des articles 9.2, 9.3 et 9.4, les actions sont librement négociables. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Le transfert de propriété des actions résulte de leur inscription au compte du cessionnaire dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le virement du compte du cédant au compte du cessionnaire s'effectue sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant et le cessionnaire ou leur mandataire.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La cession des actions appartenant aux collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales doit être autorisée par délibération de la collectivité ou du groupement cédant.

Tous les Transferts de Titres effectués en violation du présent article 9 sont nuls.

DÉFINITIONS PRÉALABLES ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

- « ***Affilié*** » d'un actionnaire : désigne, pour cet actionnaire, toute personne physique ou morale qui, directement ou indirectement, contrôle cet actionnaire , ou est contrôlée par cet actionnaire ou est contrôlée par toute personne contrôlant cet actionnaire , ainsi que tout fonds commun de placement dont cet actionnaire ou tout Affilié de cet actionnaire est la société de gestion, ou tout fonds d'investissement dont cet actionnaire ou tout Affilié de cet actionnaire est le gestionnaire, étant précisé que les termes « contrôle», « contrôler », « contrôlant » ci-avant s'entendent au sens de l'article L. 233-3 I et II du Code de commerce.
- « ***Titres*** » : actions et autres titres émis par la Société (ou les titres représentatifs du capital social ou des droits de vote de la Société après une opération de transformation, fusion, d'apport partiel d'actif ou une opération assimilée), qu'il s'agisse d'actions, de certificats d'investissements ou de vote, de droits de souscription ou d'attribution, d'obligations convertibles, échangeables ou remboursables en actions, de bons autonomes de souscription ou d'attribution ou de tous autres droits, bons ou valeurs mobilières composées pouvant donner immédiatement ou à terme des droits quelconques partiels ou globaux à une fraction du capital, aux bénéfices, ou aux votes des assemblées générales de la Société (ou de toutes sociétés qui viendraient aux droits de la Société notamment après une opération de fusion, d'apport partiel d'actif ou opération assimilée).
- « ***Transfert*** » : toute opération (autre qu'une émission de Titres par la Société), à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcée, entraînant le transfert, même à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit d'un Titre ou de tous droits dérivant d'un Titre ou y donnant droit (en ce compris notamment tout droit de vote, droit préférentiel de souscription ou droit de percevoir des dividendes), y compris, notamment, (i) les transferts par voie de cession, d'apport en société, de fusion, scission, de transfert universel du patrimoine, d'échange, de remboursement, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de dation en paiement, de transferts en fiducie ou en

trust (ou autres opérations semblables), de donation, d'attribution, de liquidation de société, communauté ou succession, par voie d'adjudication publique ou (ii) toute renonciation individuelle à un droit de souscription ou d'attribution ou (iii) toute mise en œuvre de sûreté sur les Titres ou (iv) tout mécanisme d'*equity swap* ou similaire.

9.2 Notification de Transfert

Tout projet de Transfert par un actionnaire (le « ***Cédant*** ») de Titres qu'il détient (le « ***Projet de Transfert*** ») à un autre actionnaire ou un tiers (le « ***Cessionnaire*** ») devra être notifié aux actionnaires et à la Société (la « ***Notification de Transfert*** »), sauf s'il s'agit d'un Transfert Libre au sens de l'article 9.4 ci-dessous.

9.2.1 Eléments de la Notification de Transfert

Les modalités d'envoi de la Notification de Transfert devront répondre aux conditions définies au présent article 9.2.1 et la date de la Notification de Transfert sera déterminée en application des stipulations dudit article 9.2.1.

La Notification de Transfert devra comporter les éléments suivants :

- nombre et nature des Titres dont le Transfert est envisagé (les « ***Titres Transférés*** ») ;
- le prix ou la contrepartie auquel le Cessionnaire propose d'acquérir les Titres Transférés ;
- les autres conditions, notamment de paiement, du Transfert (en ce compris toute cession/rachat de créance(s) au titre d'avance(s) en compte courant) ;
- l'identité précise du Cessionnaire ainsi que, s'il n'est pas une personne physique, de la ou des personnes qui en détiennent, directement ou indirectement, le contrôle ultime au sens de l'article L. 233-3 I du Code de commerce ;
- les liens financiers ou autres, directs ou indirects, entre le Cédant et le Cessionnaire ;
- la justification, au moyen d'une attestation du Cessionnaire que ce dernier (i) n'est pas domicilié dans un pays ou territoire figurant sur la liste des États ou Territoires Non Coopératifs (ETNC) et (ii) respecte les règles relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme prévues au chapitre 1er du titre VI du livre V du code monétaire et financier ;
- si le Cessionnaire est un tiers, son engagement irrévocable d'adhérer à un accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des actionnaires de la Société et la Société au plus tard à la date de réalisation du Transfert projeté en la même qualité que celle du Cédant ;
- la copie de l'engagement irrévocable du Cessionnaire d'acquérir les Titres Transférés aux conditions indiquées dans la Notification de Transfert.

Dans le cas d'un Projet de Transfert à titre gratuit (la « ***Donation*** »), d'un Projet de Transfert dont le prix ne serait pas payé intégralement en numéraire (tel que notamment en cas d'apport, de fusion ou de scission) (l'« ***Opération d'Echange*** ») ou d'un Projet de Transfert dont les Titres Transférés ne seraient pas le seul bien dont le Cédant envisage le Transfert (l'« ***Opération Complexe*** »), la Notification de Transfert devra également comporter les éléments de référence pris en compte et la(es) méthode(s) de valorisation retenue(s), la valeur des Titres Transférés ainsi que, dans le cas d'une Opération d'Echange ou d'une Opération Complexe, la valeur des biens qu'il recevrait au titre de l'échange.

9.2.2 Effets de la Notification de Transfert - Délais d'exercice des droits

La Notification de Transfert ouvrira aux autres actionnaires le droit d'exercer, au titre du Projet de Transfert considéré, son ou ses droits résultants de l'article 9.3.

La Notification de Transfert vaudra, le cas échéant, et sous les conditions prévues audit article 9.3 promesse de Transfert au profit des autres actionnaires.

La date de la Notification de Transfert fera courir le(s) délai(s) d'exercice des droits des actionnaires prévus à l'article 9.3.

A l'expiration de ce(s) délai(s), l'actionnaire qui n'aura pas notifié l'exercice d'un droit lui étant consenti aux termes de l'article 9.3 sera réputé avoir renoncé à l'exercice de ce droit au titre du seul Projet de Transfert en question.

Par ailleurs, dans le cas où le Cédant détiendrait une créance en compte courant d'actionnaire, le Préempteur (tel que défini ci-après à l'article 9.3) devra acquérir cette créance auprès du Cédant, dans les mêmes conditions que dans le cadre du Projet de Transfert.

9.2.3 Expertise

Dans tous les cas où les actionnaires auront recours à une expertise pour la détermination d'un prix ou d'une valeur, les principes suivants s'appliqueront :

(i) l'expertise désigne la procédure de détermination d'un prix ou d'une contrepartie par un expert désigné, soit d'un commun accord entre les actionnaires concernés, soit, à défaut d'accord entre les actionnaires concernés dans un délai de quinze (15) jours, par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal compétent statuant en la forme des référés, sans recours possible, sur demande de la partie la plus diligente (l'« ***Expert*** ») ;

(ii) l'Expert exercera sa mission conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil ;

(iii) d'ores et déjà, il est convenu entre les actionnaires qu'ils feront leurs meilleurs efforts pour que l'Expert désigné opère suivant une méthode multicritères telle qu'habituellement pratiquée pour ce type de transaction et qu'il ne pratique aucune décote, notamment de minorité, de *holding* ou d'illiquidité, concernant l'évaluation des Titres ;

(iv) les frais d'expertise seront répartis entre le Cédant, d'une part, et les actionnaires ayant sollicité l'expertise, d'autre part, à parts égales ;

(v) dans le cas où plusieurs stipulations des statuts pouvant s'appliquer concurremment et pouvant donner lieu à expertise seraient invoquées à l'occasion d'un même Transfert, il ne sera procédé qu'à une seule expertise. Dans ce cas, l'Expert désigné devra inclure dans son rapport les réponses aux demandes complémentaires présentées par d'autres actionnaires ;

(vi) préalablement à la remise de son rapport définitif, l'Expert remettra aux actionnaires concernés un rapport provisoire sur lequel les actionnaires concernés pourront pendant un délai de dix (10) jours à compter de la remise du rapport provisoire, lui faire part de leur éventuelles remarques, le rapport définitif de l'Expert sera notifié aux actionnaires concernés et à la Société dans les vingt (20) jours de la remise du rapport provisoire ; les actionnaires (concernés ou non) seront tenus par les conclusions de l'Expert, qu'ils acceptent par avance et renoncent par avance à contester, sauf en cas d'erreur grossière ou manifeste de l'Expert ;

(vii) le Cédant et/ou l'actionnaire ayant mis en œuvre l'Expertise pourront renoncer au Projet de Transfert concerné, en le notifiant au plus tard dans les dix (10) jours suivant la notification du rapport de l'Expert, à céder/acquérir les Titres, auquel cas la partie qui se rétractera supportera seule les honoraires et les frais de l'Expertise par exception au paragraphe (v) ci-dessus.

9.3 Droit de préemption

9.3.1 Principe

Tout Cédant consent aux autres actionnaires un droit de préemption sur les Titres Transférés mentionnées dans la Notification de Transfert.

Il est rappelé, en tant que de besoin, que le droit de préemption ne s'applique pas en cas de Transfert Libre.

9.3.2 Modalités d'exercice du droit de préemption

Les autres actionnaires disposeront d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la Notification de Transfert pour notifier au Cédant et à la Société qu'ils entendent exercer leur droit de préemption (le « ***Préempteur*** »), en indiquant le nombre de Titres qu'ils souhaitent préempter (les « ***Titres Préemptés*** »).

Le droit de préemption prévu au présent article s'exercera dans les conditions suivantes :

(i) le droit de préemption des autres actionnaires ne pourra s'exercer que pour la totalité des Titres Transférés, tel que ce nombre résulte des termes de la Notification de Transfert étant précisé que si le nombre cumulés de Titres dont la préemption est demandée par les autres actionnaires, dépasse le nombre de Titres Transférés, ceux-ci seront répartis entre les actionnaires (i) en premier lieu, dans la limite de leurs demandes respectives et en proportion des participations dans le capital de la Société de chacun de ces actionnaires immédiatement avant la réalisation de la préemption et (ii) pour le surplus, dans la limite de la demande de chaque actionnaire qui aura souhaité exercer la préemption sur une quote part des Titres Transférés qui dépasse sa participation dans le capital de la Société, en proportion des participations dans le capital de la Société que chacun de ces actionnaires détiendrait immédiatement après la réalisation des Transferts visés au (i) ;

(ii) il est rappelé, à toutes fins utiles, que le Cessionnaire, dans le cas où il serait actionnaire et serait ainsi lui-même bénéficiaire du droit de préemption, pourra décider d'exercer ou de renoncer à son droit de préemption, sous réserve d'avoir mentionné explicitement sa décision dans la Notification de Transfert ;

(iii) en cas d'exercice du droit de préemption, le prix d'achat au Cédant des Titres Transférés sera :

  (a) en cas de Transfert des Titres Transférés dont le prix est payable uniquement en numéraire, le prix convenu entre le Cédant et le Cessionnaire et mentionné dans la Notification de Transfert ; ou

  (b) dans les autres cas, et notamment en cas de Donation, ou d'Opération d'Echange, ou d'une forme combinée de ces formes de Transfert, comme en cas d'Opération Complexe, la contrepartie offerte de bonne foi par le Cessionnaire (la « ***Contrepartie*** »), ou, en cas de contestation, la Contrepartie fixée par un Expert tel que défini à l'article 9.3, étant précisé que, dans cette hypothèse, la contestation devra être notifiée par l'autre actionnaire au Cédant et à la Société dans le délai prévu à l'article 11.3.2 ci-dessus pour l'exercice du droit de préemption ;

(iv) dans le cas où le droit de préemption serait exercé pour un nombre de Titres au moins égal à la totalité des Titres Transférés, le Cédant procédera au Transfert des Titres Transférés au bénéfice du Préempteur dans le délai prévu dans la Notification de Transfert (ou à défaut d'un tel délai dans les trente (30) jours à compter de l'expiration du délai d'exercice du droit de préemption, éventuellement étendu en cas de recours à un Expert) ;

(v) dans le cas où les actionnaires auraient pu exercer leur droit de préemption et ne l'auraient pas exercé à l'occasion d'un Projet de Transfert ou dans le cas où le droit de préemption aurait été exercé pour un nombre de Titres inférieur à celui des Titres Transférés, le Cédant devra procéder au Transfert des Titres Transférés au profit du Cessionnaire, dans le strict respect des termes de la Notification de Transfert et dans le délai figurant dans la Notification de Transfert ou, à défaut de

délai prévu, au plus tard dans les trente (30) jours à compter de l'expiration du délai d'exercice du droit de préemption ;

(vi) faute pour le Cédant de procéder aux Transferts dans le respect des termes prévus aux paragraphes (iv) et (v) ci-dessus, il devra à nouveau, préalablement à tout Transfert de Titres, se conformer aux stipulations des présentes.

9.4 Transfert Libre

Tout actionnaire pourra librement Transférer tout ou partie des Titres qu'il détient à un ou plusieurs Affiliés (un « ***Transfert Libre*** »), à la condition que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

(i) que l'Affilié Cessionnaire se soit engagé à rétrocéder à l'actionnaire Cédant, qui se soit engagé à les acquérir ou à les faire acquérir par l'une de ses sociétés Affiliées, les Titres de la Société que l'Affilié détient, préalablement à la date à laquelle l'Affilié Cessionnaire cesserait d'être Affilié de l'actionnaire Cédant ;

(ii) que l'Affilié Cessionnaire soit préalablement devenu partie à tout accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des actionnaires de la Société et la Société, l'actionnaire Cédant ayant convenu de rester solidaire des obligations de l'Affilié Cessionnaire au titre de cet accord extrastatutaire ;

(iii) que l'actionnaire Cédant ait notifié son projet de Transfert Libre aux autres actionnaires au moins dix (10) jours ouvrés avant la réalisation de ce Transfert. Cette notification devra comprendre l'ensemble des informations de nature à permettre aux autres actionnaires de vérifier que le Transfert Libre envisagé répond au cas de Transfert Libre visé au présent article.

Un Transfert Libre pourra également résulter d'un accord écrit et non-équivoque de l'ensemble des actionnaires de ne pas soumettre un Transfert de Titres aux restrictions prévues par le présent article 9. Cet accord pourra résulter d'un acte spécifique ou d'un accord général préalable dans le cadre d'un accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des actionnaires de la Société et la Société.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE – USUFRUIT

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Le droit de communication ou de consultation de l'actionnaire peut être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et par le nu-propriétaire d'actions.

ARTICLE 12 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

12.1 Composition du conseil d'administration

Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un conseil d'administration composé de huit (8) membres dont cinq (5) membres représentant les collectivités territoriales et leurs groupements, (le « **Conseil d'Administration** ») désignés conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La proportion des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au Conseil d'Administration est égale à la proportion du capital détenu par les collectivités territoriales ou leurs groupements, avec possibilité d'arrondir à l'unité supérieure ; les collectivités et leurs groupements devant détenir au moins la majorité des sièges.

Si le nombre des membres d'un Conseil d'Administration prévu à l'article L 225-17 du Code de commerce ne suffit pas à assurer, en raison de leur nombre, la représentation directe des collectivités territoriales ou de leurs groupements ayant une participation réduite au capital, ils sont réunis en assemblée spéciale, un siège au moins leur étant réservé. L'assemblée spéciale désigne parmi les élus de ces collectivités ou groupements le ou les représentants communs qui siégeront au Conseil d'Administration.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

12.2 Durée des fonctions

La durée des fonctions des administrateurs, autres que ceux représentant les collectivités territoriales ou leurs groupements, est de six (6) années. Elles prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les collectivités territoriales et leurs groupements ne participent pas à la désignation de ces administrateurs. Pour le calcul du quorum et la majorité, leurs actions ne sont pas prises en compte.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de celle-ci, leur mandat est prorogé jusqu'à la désignation de leur remplaçant par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant, dans ce cadre, à la gestion des affaires courantes de la Société.

En cas de vacance des postes représentants les collectivités territoriales ou leurs groupements, leurs assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref.

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'Administration par l'assemblée délibérante qui les a élus, celle-ci étant tenue de pourvoir simultanément à leur remplacement et d'en informer le Président du Conseil d'Administration.

12.3 Limite d'âge

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 65 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil d'Administration le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

Nonobstant ce qui précède, les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements ne peuvent être déclarés démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, ils dépassent la limite d'âge statutaire.

Il n'est pas tenu compte de ces personnes pour le calcul du nombre des administrateurs qui peuvent demeurer en fonction au-delà de la limite d'âge, en vertu des statuts de la Société.

12.4 Organisation et direction du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres personnes physiques un président (le « **Président** »). Il fixe la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Le Président est rééligible.

La rémunération du Président est déterminée par le Conseil d'Administration

Si le président est le représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, il ne peut percevoir une rémunération ou des avantages particuliers qu'après avoir été autorisé par une délibération expresse de l'assemblée qui l'a désigné. Cette délibération prévoit le montant maximum de la rémunération du Président.

Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'Administration s'il est âgé de plus de 70 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Conseil d'Administration peut révoquer le Président à tout moment. Toute disposition contraire est réputée non écrite.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

En cas d'absence du Président, le Conseil d'Administration désigne, parmi ses membres, un président de séance.

12.5 Vice-Président

Le Conseil d'Administration peut désigner un vice-président qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

12.6 Réunions et délibérations de Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président, au siège social ou en tout autre lieu en France.

Tout membre du Conseil d'Administration ou le directeur général peut demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé. Le président est lié par les demandes qui lui sont ainsi adressées.

La convocation, qui mentionne l'ordre du jour, est faite par tous moyens écrits, en ce compris les courriels (avec accusé de réception), au moins huit (8) jours ouvrés avant la date de réunion ; elle peut aussi intervenir verbalement et sans délai si tous les administrateurs en sont d'accord et sont tous présents, réputés présents ou représentés ou en cas d'urgence dûment motivée par des circonstances exceptionnelles. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mission et une prise de décision éclairée.

Tout administrateur peut donner, par tous moyens écrits, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil d'Administration ; chaque administrateur ne pouvant représenter plus d'un administrateur.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi sous réserve des aménagements apportés par les statuts ou le règlement intérieur. En cas de partage des voix, celle du Président n'est pas prépondérante.

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires, le règlement intérieur pourra prévoir que sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective. Toutefois, la présence effective ou par représentation sera nécessaire pour toutes délibérations du Conseil relatives à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion, ainsi que pour l'établissement des comptes consolidés et du rapport sur la gestion du groupe ainsi que pour les décisions relatives à la révocation du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de séance et au moins un administrateur ayant pris part à la séance. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par au moins deux administrateurs. Ils sont établis sur un registre spécial, coté et paraphé et tenu au siège social. Les copies ou extraits des délibérations du Conseil d'Administration sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

12.7 Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Les décisions suivantes concernant la Société et ses Filiales seront soumises à l'autorisation expresse préalable du Conseil d'Administration :

(i) Validation et actualisation du plan d'affaires et du budget annuel ;

(ii) Validation et actualisation des critères de sélection des opérations d'investissements ;

(iii) Validation et actualisation du budget annuel et tout dépassement (qui ne figure pas dans le budget annuel) de budget annuel de plus de 5 % ;

(iv) Toute décision représentant un investissement, engagement, coût, responsabilité même potentielle (en ce compris toute décision concernant un éventuel litige), cession ou désinvestissement (y compris d'actifs) (i) dont le montant est supérieur à [200.000] euros, (ii) représentant plus de 10% des actifs ou (iii) portant sur un actif essentiel dans tous les cas, à l'exception de ce qui a été prévu dans le plan d'affaires et/ou dans le budget annuel voté et approuvé conformément au point (i) ci-dessus ;

(v) Toute décision de prise de participation, adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association ainsi que toute décision de création, transformation, acquisition, cession ou liquidation de succursales, filiales, bureaux ou autres établissements distincts (en ce compris tout prêt, apport en fiducie, démembrement des actions, droits de vote ou titres de filiales) ;

(vi) Toute émission de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société ou ses Filiales, et notamment tout plan d'intéressement des salariés ;

(vii) Conclusion et octroi de tout prêt, avance, caution, aval ou garantie consenti par la Société ou ses Filiales et conclusion par la Société ou ses Filiales de tout emprunt ou contrat de financement ainsi que la modification de leurs termes et conditions ;

(viii) Toute proposition de distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes ou autres distributions assimilées et sans que cette distribution ne puisse remettre en cause un investissement prioritaire pour la solvabilité de la société ;

(ix) Arrêté des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés et approbation du rapport de gestion ;

(x) Nomination, rémunération, renouvellement et révocation du Président Directeur Général/Directeur Général ;

(xi) Tout appel de fonds en compte courant d'actionnaire (autre que dans le cadre d'un engagement existant des actionnaires au titre d'une convention de compte courant d'actionnaire) ;

(xii) Toute décision de recrutement, rupture ou modification du contrat de travail de toute personne dont le salaire brut annuel serait supérieur à [150.000] euros à l'exception des licenciements pour motif disciplinaire non prévu au Plan d'Affaires et/ou au budget annuel ;

(xiii) Toute modification de la localisation géographique des activités de la Société en dehors de la région ;

(xiv) Décision de confier tout mandat ou mission en vue de la levée de fonds, de la cession des titres de la Société ou l'une de ses filiales ;

(xv) Tout remboursement de dépenses excédant 2.000 euros en cumulé sur 12 mois glissants encourues par le Président Directeur Général/Directeur Général, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ;

(xvi) Toute décision susceptible de conduire à un cas de défaut au regard de la documentation relative au(x) financement(s) ;

(xvii) Toute décision soumise par le Conseil d'administration et ayant reçu un avis défavorable ou partagé d'un Comité.

« ***Filiale*** » désigne toute société contrôlée par la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ou toute société dont les organes de direction sont composés majoritairement de membres nommés (ou dont la nomination a été proposée) par la Société.

Les décisions visées aux points (i) à (viii) ci-dessus sont prises à la majorité qualifiée des [5/6ème] des voix des membres présents ou représentées. Les décisions visées aux points (ix) à (xvii) ci-dessus sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas d'égalité de vote, le Président du conseil d'administration dispose d'une voix prépondérante. Dans le cas où la Société intervient pour le compte de tiers n'ayant pas apporté ou garanti la totalité du financement nécessaire à une opération autre que des prestations de services, l'intervention de la Société est soumise à l'accord préalable du Conseil d'Administration pris à une majorité des deux tiers comprenant la moitié, au moins, des administrateurs représentants les collectivités territoriales ou de leurs groupements, actionnaires, ainsi, s'il y a lieu, qu'à l'accord de la collectivité territoriale sur le territoire de laquelle l'investissement immobilier est prévu.

12.8 Rémunération des administrateurs

Les administrateurs ne percevront aucune rémunération au titre de leurs fonctions et les frais éventuellement exposés par les administrateurs pour l'exercice de leur mandat ne seront pas remboursés par la Société à l'exception des frais raisonnablement encourus par le Président du conseil d'administration qui seront remboursés sur présentation de justificatifs dans la limite de 2.000 euros en cumulé sur 12 mois glissants.

12.9 Comités

Le Conseil d'Administration peut décider de la création de tous comités chargés d'étudier les questions que le Conseil d'Administration ou son Président soumet pour avis à leur examen.

Le Conseil d'Administration fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Le Conseil d'Administration pourra notamment décider la création d'un comité technique en charge de se prononcer sur les opérations d'investissement de la Société et ses Filiales au regard notamment des critères de sélection approuvés le Conseil d'Administration.

ARTICLE 13 – DIRECTION GENERALE

13.1 Modalités d'exercice

Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la Société (la « **Direction générale** ») est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et qui prend le titre de directeur général (le « **Directeur Général** »).

Le Conseil d'Administration, en délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 12.6 des présents statuts, choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées à l'alinéa précédent. Ce mode de direction demeure en application jusqu'à décision contraire.

Lorsque la Direction générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'Administration, les stipulations ci-après relatives au Directeur Général lui sont applicables et il prendra dans ce cas le titre de Président Directeur Général.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

13.2 Pouvoirs

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve (i) des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'Administration et (ii) des dispositions de l'article 12.7 ci-dessus. Le Conseil d'Administration pourra en outre limiter l'étendue des pouvoirs du Directeur Général de façon spécifique.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social de la Société, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

Les stipulations des statuts ou les décisions du Conseil d'Administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

13.4 Rémunération

La rémunération du Président Directeur Général est fixée par le Conseil d'Administration.

13.5 Limite d'âge

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 65 ans. Si un Directeur Général vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

13.6 Révocation

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 14 – ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires, mixtes ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre. Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

14.1 Convocation

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu choisi par l'auteur de la convocation.

14.2 Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration et procéder à leur remplacement.

14.3 Droit d'admission aux assemblées

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription de ses actions dans les comptes de la Société au jour de la réunion de l'assemblée.

Tout actionnaire remplissant les conditions requises pour participer aux assemblées peut y assister personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance. Les formulaires de vote ne sont pris

en compte qu'à condition de parvenir à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation au plus tard le jour ouvré précédent la date de l'assemblée, sauf délai plus court fixé par le Conseil d'Administration.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire, ou pour les actionnaires personnes physiques, par leur conjoint, ou par le partenaire avec lequel ils ont conclu un pacte civil de solidarité ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication satisfaisant aux caractéristiques techniques prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

14.4 Présidence

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'Administration ou par le vice-président, s'il en existe un. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son Président.

14.5 Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, tant en son nom personnel que comme mandataire.

14.6 Quorum et majorité

Les assemblées générales, qu'elles soient à caractère ordinaire, extraordinaire, mixte ou spécial sont subordonnées à la présence au quorum d'une majorité des actions détenues par les collectivités territoriales. Elles délibèrent en outre dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur qui les régissent et exercent les pouvoirs qui leurs sont attribués par lesdites dispositions,

ARTICLE 15 – CENSEURS

Le Conseil d'Administration peut nommer, sur proposition de son Président, un ou plusieurs censeurs choisis parmi les actionnaires, personnes physiques ou morales, ou en dehors d'eux.

La durée de leurs fonctions est fixée par le Conseil d'Administration sans qu'elle puisse excéder six (6) ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice social au cours duquel expire la durée de six (6) ans susvisée.

Les censeurs sont toujours rééligibles. Le Conseil d'Administration peut, à tout moment, mettre fin à leur mandat.

En cas de décès, démission ou cessation de fonctions d'un censeur pour tout autre motif, le Conseil d'Administration peut procéder à son remplacement pour la durée de ses fonctions restant à courir.

Les censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration. Les censeurs ont accès aux mêmes informations que celles communiquées aux administrateurs.

Les censeurs ne sont pas rémunérés pour leurs fonctions.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes exerçant leur mission conformément à la loi.

ARTICLE 17 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le [●] et finit le [●].

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le [●].

ARTICLE 18 – COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration établit des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Le Conseil d'Administration peut procéder à la distribution d'acomptes sur dividende dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

L'assemblée générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

ARTICLE 20 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 21 - DELEGUE SPECIAL

Lorsqu'une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales a accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société, elle a le droit, à condition de ne pas en être actionnaire, d'être directement représentée auprès de la Société par un délégué spécial désigné par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement parmi ses membres.

Le délégué spécial doit être entendu, sur sa demande, par tous les organes de direction de la Société. Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du Conseil d'Administration.

Le délégué spécial peut procéder à la vérification des livres et des documents comptables, et s'assurer de l'exactitude de leur mention, conformément aux dispositions de l'article L. 1524-6 du Code général des collectivités territoriales.

Le délégué spécial rend compte de son mandat dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues par les représentants au conseil d'administration par l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales.

Les mêmes dispositions sont applicables aux collectivités territoriales et au groupement de collectivités territoriales qui détiennent des obligations émises par la Société.

ARTICLE 22 - COMMUNICATION

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, les délibérations du Conseil d'Administration et des assemblées générales, accompagnées du rapport de présentation et de l'ensemble des pièces s'y rapportant, sont communiquées dans les quinze (15) jours suivant leur adoption au représentant de l'État dans le département où la Société a son siège social.

De même, sont transmis au représentant de l'État les contrats visés aux articles L. 1523-2 à L. 1523-4 du Code général des collectivités territoriales, ainsi que les comptes annuels et le rapport du ou des commissaires aux comptes.

En cas de saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État, il est procédé à une seconde lecture de la délibération contestée par le Conseil d'Administration ou l'assemblée générale.

ARTICLE 23 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les membres du Conseil d'Administration ou les commissaires aux comptes, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement relatifs aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 24 – NOMINATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés administrateurs de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le [●] et tenue au cours de l'année [●] :

- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●];
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●] ;
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●] ;
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●] ;
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●] ;
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●].

Chacun des administrateurs a déclaré par avance accepter les fonctions ainsi confiées et déclaré qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne lui interdit d'exercer celles-ci.

ARTICLE 25 – NOMINATION DES PREMIERS CENSEURS [OPTIONNEL]

Sont nommés censeurs de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le [●] et tenue au cours de l'année [●] :

- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●];

- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●] ;

ARTICLE 26 – DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés pour une durée de six (6) exercices :

- **[●]**, société [●], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [●] sous le numéro [●] dont le siège social est sis [●] en qualité de Commissaire aux comptes titulaire,

- **[[●]** né(e) le [●] à [●] de nationalité française domicilié(e) [●], en qualité de Commissaire aux comptes suppléant,]

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, ont fait connaître à l'avance qu'ils acceptaient le mandat qui viendrait à leur être confié et ont déclaré, chacun en ce qui le concerne, n'être atteints d'aucune incompatibilité ni interdiction susceptible d'empêcher leur nomination.

ARTICLE 27 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – REPRISE DES ENGAGEMENTS SOUSCRITS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutefois, les soussignés déclarent accepter, purement et simplement, les actes accomplis pour le compte de la société en formation, tels qu'ils sont énoncés dans un état annexé aux présents statuts avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la Société.

En conséquence, la Société reprendra, purement et simplement, lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

L'immatriculation de la Société emportera de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

ARTICLE 28 - PUBLICITÉ – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à [●] ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social,
- pour faire procéder à toutes les formalités en vue de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés,
- et généralement, au porteur d'un original ou d'une copie des présentes, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à [●],

Le [●] 2020
En [●] ([●]) exemplaires

_____	_____
Pour la Caisse des dépôts et consignations Monsieur/ Madame [●] *Et pour acceptation de son mandat d'administrateur*	Pour [●] Monsieur/ Madame [●] *Et pour acceptation de son mandat d'administrateur*
_____	_____
Monsieur/ Madame [●] *Pour acceptation de son mandat d'administrateur*	Monsieur/ Madame [●] *Pour acceptation de son mandat d'administrateur*

ANNEXE 1
ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

1. Ouverture d'un compte auprès [de la Caisse des dépôts et consignations], et dépôt des souscriptions en numéraire pour le compte des futurs actionnaires de la société en formation ;
2. [Signature d'un titre d'occupation juridique] ;
3. [A compléter].

Fait à [●],
Le [●] 2020
En [●] ([●]) exemplaires

_____	_____
Pour la Caisse des dépôts et consignations Monsieur/ Madame [●] *Et pour acceptation de son mandat d'administrateur*	Pour [●] Monsieur/ Madame [●] *Et pour acceptation de son mandat d'administrateur*
_____	_____
Monsieur/ Madame [●] *Pour acceptation de son mandat d'administrateur*	Monsieur/ Madame [●] *Pour acceptation de son mandat d'administrateur*

ANNEXE 2
LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Les [60.000] actions souscrites, d'une valeur nominale de [100] euros chacune, formant la totalité du capital social ont été libérées en numéraire de la moitié de leur valeur nominale à la souscription.

Liste des souscripteurs	**Montant des versements effectués**	**Nombre des actions souscrites**
La Région Ile-de-France	[3.600.000] €	[36.000]
La Caisse des dépôts et consignations	[1.700.000] €	[17.000]
Caisse d'Epargne	[500.000] €	[5.000]
Crédit Mutuel Arkéa	[200.000] €	[2.000]
TOTAL : 4 actionnaires	[6.000.000] €	[60.000]

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-009
DU 5 MARS 2020

SOUTIEN À LA SÉCURISATION ET À L'AGRANDISSEMENT DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES EN ÎLE-DE-FRANCE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire, article 2-1 ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, telle que modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du conseil régional » ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;
VU la délibération n° CR 212-16 du 18 novembre 2016 établissant la convention Etat-Région relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Île-de-France ;
VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-009 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention en annexe relative à la construction, la rénovation, l'agrandissement et la sécurisation des établissements pénitentiaires en Île-de-France à signer avec le Ministère de la Justice. Les aides découlant de la convention seront imputées sur le chapitre 905 « aménagement des territoires » sous-fonction 57 « sécurité » programme HP 57-001 (157 001) « bouclier de sécurité », action 15700108 « soutien à la sécurisation et à l'agrandissement d'établissements pénitentiaires ».

Autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :

Délègue à la commission permanente compétence pour approuver toute modification de la convention mentionnée à l'article 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc172577-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

CONVENTION ENTRE LA REGION ET LE MINISTERE DE LA JUSTICE RELATIVE A LA CONSTRUCTION, LA RENOVATION, L'AGRANDISSEMENT ET LA SECURISATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES EN ÎLE-DE-FRANCE

CONVENTION RELATIVE A LA CONSTRUCTION, LA RENOVATION, L'AGRANDISSEMENT ET LA SECURISATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES EN ÎLE-DE-FRANCE

Entre

La région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, présidente du conseil régional, agissant en vertu de la délibération CR N°2020-009 du 5 Mars 2020.

Ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et le Ministère de la Justice, représenté par Madame Nicole BELLOUBET, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

Ci-après dénommé « l'Etat »,

D'autre part,

Après avoir rappelé :

Que la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme sont une exigence majeure pour notre société comme pour nos concitoyens. Une politique de sécurité associant les collectivités territoriales doit en renforcer l'efficacité tout en contribuant à améliorer le service public s'inscrivant ainsi dans la logique de « coproduction de sécurité » et d'amélioration du parc immobilier pénitentiaire en Île-de-France.

Qu'au regard de la situation spécifique de l'Île-de-France, notamment en matière de population carcérale, la sécurité présente un intérêt régional direct au sens de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire article 2-1, autorisant la Région à agir dans ce domaine.

Que la Région a décidé :

- de favoriser la construction, la reconstruction ou la rénovation de commissariats, de bureaux et antennes de police et de casernes de gendarmerie, notamment lorsque ces bâtiments sont implantés dans des zones à forts enjeux de sécurité, par délibération n° CR 212-16 du 18 novembre 2016 ;

- de contribuer de manière active à la sécurité des Franciliens au quotidien, par délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 « mise en place du bouclier de sécurité ».

Que l'Etat et la Région ont souhaité, dans ce cadre, développer leur coopération en vue d'améliorer le service public de la sécurité et contribuer à le moderniser pour mieux répondre aux formes actuelles de la délinquance et de la criminalité, et lutter contre le terrorisme.

Les parties réaffirment leur volonté de poursuivre les objectifs communs suivants :

1. moderniser les conditions d'exercice des missions dévolues aux personnels pénitentiaires en Île-de-France ;

2. augmenter le nombre de places de prison en Île-de-France au travers de la construction de nouveaux établissements pénitentiaires en Île-de-France ;

3. concourir à la rénovation et à la sécurisation des établissements pénitentiaires et de leurs domaines en Île-de-France.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1 : Modalités générales d'intervention de la Région

La Région apporte son soutien financier aux projets définis conjointement par la Région et l'Etat dans le cadre des objectifs précités.

Le taux de la subvention régionale est de 50 % maximum du montant hors taxes des dépenses à engager par l'Etat au titre des actions détaillées infra.

Sont éligibles au financement les projets définis conjointement par la Région et l'Etat et prévus par la présente convention.

Cependant, de manière exceptionnelle, les parties conviennent que des projets non prévus par la convention mais répondant aux objectifs précités, et dont la mise en œuvre s'avère, d'un commun accord, indispensable pour faire face à l'évolution de la population carcérale peuvent également, dans les mêmes conditions, bénéficier d'un financement régional. Ces projets sont soumis au vote de la commission permanente du conseil régional.

Article 2 : Equipement immobilier du ministère de la Justice

2.1 - Engagements de la Région

La Région, dans la limite de ses compétences, apporte une contribution financière aux investissements immobiliers de l'administration pénitentiaire en Île-de-France, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Etat ou l'Agence pour l'Immobilier de la Justice en fonction des projets.

La subvention régionale porte sur le coût HT des travaux, hors honoraires, aléas et révisions de prix. Les acquisitions foncières et immobilières nécessaires à ces équipements peuvent être subventionnées au même taux, le montant retenu comme base subventionnable étant plafonné à l'estimation de la valeur vénale par France Domaine.

2.2 - Engagements de l'Etat

L'Etat affecte, dans les équipements immobiliers objets de la présente convention ayant bénéficié d'une participation financière de la Région, les effectifs nécessaires à leur fonctionnement. La participation régionale est assortie d'une clause d'affectation des biens au service public de l'administration pénitentiaire pour une durée minimale de quinze ans. A défaut, la subvention est restituée à due proportion de la période d'affectation non réalisée pour le bien concerné.

2.3 - Eligibilité des projets

Sont éligibles au financement les projets définis conjointement par la Région et l'Etat. La programmation veillera à respecter un équilibre géographique dans le patrimoine immobilier pénitentiaire francilien.

Les dépenses éligibles sont :

- les dépenses concernant les travaux relatifs à la construction, la rénovation, l'agrandissement et/ou la sécurisation (sas, alarmes, etc.) des établissements pénitentiaires, en vue d'améliorer les conditions d'exercice de leurs missions et la modernisation de leurs services ;

- les acquisitions foncières, immobilières et mobilières nécessaires à ces équipements ;

- les travaux d'adaptation des locaux destinés :

  - au renforcement de la sécurité et à l'amélioration des conditions de travail des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire ;
  - à l'accueil des détenus ;
  - aux mises aux normes et à l'amélioration des performances énergétiques et environnementales des locaux.

En revanche, les études ne sont pas éligibles.

Article 3 : Elaboration et suivi de la programmation

La programmation des projets financés au titre de la présente convention fait l'objet d'un accord entre les parties après communication par l'Etat d'une liste de ses projets prioritaires en Île-de-France.

Toutefois, pour tenir compte d'éléments imprévus ou de la nécessité d'investissements ou d'équipements urgents, l'Etat et la Région peuvent conjointement décider d'ajouter des projets en cours d'exercice, en complément de cette programmation annuelle.

Les décisions de financement sont soumises à la commission permanente du conseil régional dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle ouverte et sous réserve du vote des élus.

Les services de l'Etat et de la Région se réunissent au moins deux fois par an pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de la présente convention. Ces réunions de travail permettent :

- de recenser les nouveaux projets,
- de suivre le déroulement des opérations en cours,
- de faire le point sur l'état du versement des subventions et les prévisions budgétaires,
- de traiter de toutes questions relatives à la bonne exécution de la présente convention.

Article 4 : Modalités de paiement

Les contributions de la Région à l'Etat sont versées sur les fonds de concours prévus à cet effet (n° 1-2-00399 « participations diverses aux opérations d'investissement des services pénitentiaires » rattaché au programme 107 « Administration pénitentiaire »).

Chaque versement est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates, montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom des entreprises concernées et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande est signée du représentant légal qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Les versements sont échelonnés de la manière suivante :

- Le bénéficiaire peut prétendre au versement d'une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les 3 mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention et sur production de la promesse de vente pour les acquisitions foncières, et de la copie des lettres de notification des marchés de travaux pour les opérations de construction, réhabilitation ou reconstruction. Le montant de l'avance ne peut excéder 30 % du montant de la subvention ;

- Le versement d'acomptes intermédiaires s'effectue sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention. Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant de la subvention ;

- Le solde de la subvention est versé à l'achèvement de l'opération sur justificatif du service fait (factures acquittées). S'agissant des travaux, le paiement intervient sur présentation du procès-verbal de réception et justificatif du coût définitif de l'opération.

Les délais de caducité des subventions attribuées par application de la présente convention sont précisés par le règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur à la date du vote de l'aide.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Article 5 : Communication

5.1 – Communication au public

Tous les évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

La Région est associée à chaque inauguration d'infrastructure ou livraison de matériel pour laquelle elle a participé au financement.

S'agissant des travaux, pendant toute leur durée, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information facilement visible, faisant apparaître la mention « Ici la région Île-de-France finance ».

La présence du logotype de la Région est obligatoire sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France.

5.2 – Communication au conseil régional

Chaque année, le ministère de la Justice adresse à la présidente du conseil régional un rapport sur l'exécution de la présente convention et le présente devant le conseil régional au cours d'une séance consacrée aux questions de sécurité en Île-de-France. Ce rapport comprend notamment :

- un bilan de l'utilisation des contributions de l'année précédente et les prévisions budgétaires pour l'année en cours ;

- un bilan des financements des années antérieures mettant en lumière les effectifs bénéficiaires des équipements financés, les modalités d'accueil des détenus mises en place, et l'évolution de la situation pénitentiaire en Île-de-France.

Article 6 : Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 5 mars 2020 pour une durée d'un an. Elle est tacitement reconduite annuellement, sauf dénonciation expresse formulée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard un mois avant sa date anniversaire, dans la limite de quatre reconductions successives. Elle expire au versement du solde des flux financiers dus au titre de la présente.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant entre les parties dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Paris, le
En deux exemplaires

La Garde des Sceaux, Ministre de la Justice	**La présidente de la région Île-de-France**
Nicole BELLOUBET	**Valérie PÉCRESSE**

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-010
DU 5 MARS 2020

SOUTIEN À L'ÉQUIPEMENT DE LA BRIGADE DES SAPEURS-POMPIERS ET DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX D'INCENDIE ET DE SECOURS

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article 4211-1 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, telle que modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du conseil régional » ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 212-16 du 18 novembre 2016 établissant la convention Etat-Région relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-010 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

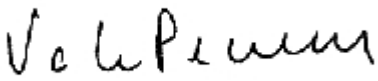
Approuve les conventions en annexes relatives aux soutiens à l'équipement des Sapeurs-Pompiers de Paris et des Services Départementaux d'Incendie et de Secours de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val-d'Oise à signer avec la Préfecture de Police de Paris et les Services Départementaux d'Incendie et de Secours de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val-d'Oise. Les aides découlant des conventions seront imputées sur le chapitre 905 « aménagement des territoires » sous-fonction 57 « sécurité » programme HP 57-001 (157 001) « bouclier de sécurité », action 15700107 « soutien à l'équipement des sapeurs-pompiers et des centres départementaux ».

Autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 2 :

Délègue à la commission permanente compétence pour approuver toute modification des conventions mentionnées à l'article 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc172604-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : CONVENTION RELATIVE AU SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA BRIGADE DES SAPEURS-POMPIERS DE PARIS

CONVENTION RELATIVE AU SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA BRIGADE DE SAPEURS-POMPIERS DE PARIS

Entre

La région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, présidente du conseil régional, agissant en vertu de la délibération CR N° 2020-010 du 5 mars 2020.

Ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et la Préfecture de police de Paris, représenté par Monsieur Didier LALLEMENT, Préfet de police de Paris.

Ci-après dénommée « la Préfecture de police de Paris »,

D'autre part,

Après avoir rappelé :

Que la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris et les Services Départementaux d'Incendie et de Secours forment le cœur du système de secours en cas d'incendie ou d'assistance aux personnes en situation d'urgence vitale.

Par leur maillage territorial extrêmement dense, les sapeurs-pompiers sont en première ligne pour intervenir face aux fractures sanitaires sur notre territoire et répondre en urgence aux besoins de nos concitoyens.

Soutenir ces femmes et ces hommes, c'est renforcer la protection des plus démunis sur notre territoire.

Qu'au regard de la situation spécifique de l'Île-de-France, notamment en matière d'assistance et de secours, le soutien à la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris et aux SDIS présente un intérêt régional direct au sens de l'article L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales, autorisant la Région à agir dans ce domaine ;

Les parties affirment leur volonté commune de poursuivre la modernisation des conditions d'exercice des missions dévolues aux sapeurs-pompiers en Île-de-France.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1 : Modalités générales d'intervention de la Région

La Région apporte son soutien financier aux projets définis conjointement par la Région et le SDIS dans le cadre des objectifs précités.
Le taux de la subvention régionale est de 50 % maximum du montant hors taxes des dépenses engagées par la Préfecture de Police de Paris au titre des actions détaillées infra.

Sont éligibles au financement les projets définis conjointement par la Région et la Préfecture de Police de Paris et prévus par la présente convention.

Cependant, de manière exceptionnelle, les parties conviennent que des projets non prévus par la convention mais répondant aux objectifs précités, et dont la mise en œuvre s'avère, d'un commun accord, indispensable pour faire face à l'évolution des besoins de secours et d'assistance, peuvent également, dans les mêmes conditions, bénéficier d'un financement régional. Ces projets sont soumis au vote de la commission permanente du conseil régional.

Article 2 : Périmètre du soutien apporté à la Préfecture de Police de Paris

2.1 - Engagements de la Région

La Région, dans la limite de ses compétences, apporte une contribution financière aux financement des équipements et matériels de la Préfecture de Police de Paris destinés à la mission assurée par la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (hors progiciels).

La subvention régionale porte sur le coût HT des équipements.

2.2 - Engagements de la Préfecture de Police de Paris

La Préfecture de Police de Paris assure, pour les équipements, objets de la présente convention ayant bénéficié d'une participation financière de la Région, leur mise en service et leur entretien. La participation régionale est assortie d'une clause d'affectation des biens au service public de secours et d'incendie pour une durée minimale de trois ans. A défaut, la subvention est restituée à due proportion de la période d'affectation non réalisée pour le bien concerné.

2.3 - Eligibilité des projets

Sont éligibles au financement les projets définis conjointement par la Région et la Préfecture de Police de Paris. La programmation veillera à respecter un équilibre fonctionnel, entre les équipements de proximité et les équipements ayant une vocation plus large (zonale ou départementale).

Les projets portent sur les équipements mobiliers de la Préfecture de Police de Paris (véhicules, matériels d'intervention et de secours, logiciels, etc), en vue d'améliorer les conditions d'exercice de ses missions, participant ainsi à la modernisation de ses services.

Article 3 : Elaboration et suivi de la programmation

La programmation des projets financés au titre de la présente convention fait l'objet d'un accord entre les parties après communication par la Préfecture de Police de Paris d'une liste de ses projets prioritaires en Île-de-France.

Toutefois, pour tenir compte d'éléments imprévus ou de la nécessité d'investissements ou d'équipements urgents, la Préfecture de Police de Paris et la Région peuvent conjointement décider d'ajouter des projets en cours d'exercice, en complément de cette programmation annuelle.

Les décisions de financement sont soumises à la commission permanente du conseil régional dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle ouverte et sous réserve du vote des élus.

Les services de la Préfecture de Police de Paris et de la Région se réunissent au moins deux fois par an pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de la présente convention. Ces réunions de travail permettent :

- de recenser les nouveaux projets,
- de suivre le déroulement des opérations en cours,
- de faire le point sur l'état du versement des subventions et les prévisions budgétaires,
- de traiter de toutes questions relatives à la bonne exécution de la présente convention.

Article 4 : Modalités de paiement

Les contributions de la Région à la Préfecture de Police de Paris sont versées sur les fonds de concours prévus à cet effet.

Chaque versement est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates, montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom des entreprises concernées et la nature exacte des prestations réalisées. La demande est signée du représentant légal qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Les versements sont échelonnés de la manière suivante :

- Le bénéficiaire peut prétendre au versement d'une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les 3 mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention. Le montant de l'avance ne peut excéder 30 % du montant de la subvention ;

- Le versement d'acomptes intermédiaires s'effectue sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention. Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant de la subvention ;

- Le solde de la subvention est versé à l'achèvement de l'opération sur justificatif du service fait (factures acquittées).

Les délais de caducité des subventions attribuées par application de la présente convention sont précisés par le règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur à la date du vote de l'aide.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Article 5 : Communication

5.1 – Communication au public

Tous les évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer dans la mesure de ses moyens à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

La Région est associée à chaque livraison de matériel pour laquelle elle a participé au financement.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France.

5.2 – Communication au conseil régional

Chaque année, la Préfecture de Police de Paris adresse à la présidente du conseil régional un rapport sur l'exécution de la présente convention. Ce rapport comprend notamment :

- un bilan de l'utilisation des contributions de l'année en cours, mettant en lumière leur impact sur l'évolution des conditions d'exercice des missions de la Préfecture de Police de Paris ;

- un état prévisionnel des projets d'équipements pour l'année à venir.

Article 6 : Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 5 mars 2020 pour une durée d'un an. Elle est tacitement reconduite annuellement, sauf dénonciation expresse formulée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard un mois avant sa date anniversaire, dans la limite de quatre reconductions successives. Elle expire au versement du solde des flux financiers dus au titre de la présente.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant entre les parties dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Paris, le
En deux exemplaires

Le Préfet de Police	**La présidente de la région Île-de-France**
Didier LALLEMENT	**Valérie PÉCRESSE**

ANNEXE 2 : CONVENTION TYPE RELATIVE AU SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

CONVENTION RELATIVE AU SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Entre

La région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, présidente du conseil régional, agissant en vertu de la délibération CR N° 2020-010 du 5 mars 2020.

Ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et le Service départemental d'incendie et de secours de …, représenté par ….

Ci-après dénommé « le SDIS »,

D'autre part,

Après avoir rappelé :

Que la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris et les Services Départementaux d'Incendie et de Secours forment le cœur du système de secours en cas d'incendie ou d'assistance aux personnes en situation d'urgence vitale.

Par leur maillage territorial extrêmement dense, les sapeurs-pompiers sont en première ligne pour intervenir face aux fractures sanitaires sur notre territoire et répondre en urgence aux besoins de nos concitoyens.

Soutenir ces femmes et ces hommes, c'est renforcer la protection des plus démunis sur notre territoire.

Qu'au regard de la situation spécifique de l'Île-de-France, notamment en matière d'assistance et de secours, le soutien à la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris et aux SDIS présente un intérêt régional direct au sens de l'article L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales, autorisant la Région à agir dans ce domaine ;

Les parties affirment leur volonté commune de poursuivre la modernisation des conditions d'exercice des missions dévolues aux sapeurs-pompiers en Île-de-France ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1 : Modalités générales d'intervention de la Région

La Région apporte son soutien financier aux projets définis conjointement par la Région et le SDIS dans le cadre des objectifs précités.

Le taux de la subvention régionale est de 50 % maximum du montant hors taxes des dépenses engagées par le SDIS au titre des actions détaillées infra.

Sont éligibles au financement les projets définis conjointement par la Région et le SDIS et prévus par la présente convention.

Cependant, de manière exceptionnelle, les parties conviennent que des projets non prévus par la convention mais répondant aux objectifs précités, et dont la mise en œuvre s'avère, d'un commun accord, indispensable pour faire face à l'évolution des besoins de secours et d'assistance, peuvent également, dans les mêmes conditions, bénéficier d'un financement régional. Ces projets sont soumis au vote de la commission permanente du conseil régional.

Article 2 : Périmètre du soutien apporté au Service Départemental d'Incendie et de Secours

2.1 - Engagements de la Région

La Région, dans la limite de ses compétences, apporte une contribution financière au financement des équipements et matériels du Service Départemental d'Incendie et de Secours (hors progiciels).

La subvention régionale porte sur le coût HT des équipements.

2.2 - Engagements du SDIS

Le SDIS assure, pour les équipements, objets de la présente convention ayant bénéficié d'une participation financière de la Région, leur mise en service et leur entretien. La participation régionale est assortie d'une clause d'affectation des biens au service public de secours et d'incendie pour une durée minimale de trois ans. A défaut, la subvention est restituée à due proportion de la période d'affectation non réalisée pour le bien concerné.

2.3 - Eligibilité des projets

Sont éligibles au financement les projets définis conjointement par la Région et le SDIS. La programmation veillera à respecter un équilibre fonctionnel, entre les équipements de proximité et les équipements ayant une vocation plus large (zonale ou départementale).

Les projets portent sur les équipements mobiliers du SDIS (véhicules, matériels d'intervention et de secours, logiciels, etc), en vue d'améliorer les conditions d'exercice de ses missions, participant ainsi à la modernisation de ses services.

Article 3 : Elaboration et suivi de la programmation

La programmation des projets financés au titre de la présente convention fait l'objet d'un accord entre les parties après communication par le SDIS d'une liste de ses projets prioritaires en Île-de-France.
Toutefois, pour tenir compte d'éléments imprévus ou de la nécessité d'investissements ou d'équipements urgents, le SDIS et la Région peuvent conjointement décider d'ajouter des projets en cours d'exercice, en complément de cette programmation annuelle.

Les décisions de financement sont soumises à la commission permanente du conseil régional dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle ouverte et sous réserve du vote des élus.

Les services du SDIS et de la Région se réunissent au moins deux fois par an pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de la présente convention. Ces réunions de travail permettent :

- de recenser les nouveaux projets,
- de suivre le déroulement des opérations en cours,
- de faire le point sur l'état du versement des subventions et les prévisions budgétaires,
- de traiter de toutes questions relatives à la bonne exécution de la présente convention.

Article 4 : Modalités de paiement

Les contributions de la Région au SDIS sont versées sur les fonds de concours prévus à cet effet.

Chaque versement est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates, montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom des entreprises concernées et la nature exacte des prestations réalisées. La demande est signée du représentant légal qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Les versements sont échelonnés de la manière suivante :

- Le bénéficiaire peut prétendre au versement d'une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les 3 mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention. Le montant de l'avance ne peut excéder 30 % du montant de la subvention ;

- Le versement d'acomptes intermédiaires s'effectue sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention. Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant de la subvention ;

- Le solde de la subvention est versé à l'achèvement de l'opération sur justificatif du service fait (factures acquittées).

Les délais de caducité des subventions attribuées par application de la présente convention sont précisés par le règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur à la date du vote de l'aide.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Article 5 : Communication

5.1 – Communication au public

Tous les évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

La Région est associée à chaque livraison de matériel pour laquelle elle a participé au financement.

La présence du logotype de la Région est obligatoire sur tous les véhicules financés par la Région.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France.

5.2 – Communication au conseil régional

Chaque année, le SDIS adresse à la présidente du conseil régional un rapport sur l'exécution de la présente convention. Ce rapport comprend notamment :

- un bilan de l'utilisation des contributions de l'année en cours, mettant en lumière leur impact sur l'évolution des conditions d'exercice des missions du SDIS ;

- un état prévisionnel des projets d'équipements pour l'année à venir, présentant de façon spécifique les projets s'inscrivant dans le cadre de la coopération opérationnelle mutualisée entre les SDIS d'Île-de-France.

Article 6 : Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 5 mars 2020 pour une durée d'un an. Elle est tacitement reconduite annuellement, sauf dénonciation expresse formulée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard un mois avant sa date anniversaire, dans la limite de quatre reconductions successives. Elle expire au versement du solde des flux financiers dus au titre de la présente.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant entre les parties dont la signature est autorisée par les assemblées délibérantes.

Fait à Paris, le
En deux exemplaires

Le président du Conseil d'administration du SDIS	**La présidente de la région Île-de-France**
	Valérie PÉCRESSE

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-022

DU 5 MARS 2020

STRATÉGIE RÉGIONALE ÉNERGIE CLIMAT : ÎLE-DE-FRANCE, TERRITOIRE SOLAIRE ET TERRITOIRE HYDROGÈNE, PLAN MÉTHANISATION POUR RELEVER LE DÉFI DU BIOGAZ EN ÎLE-DE-FRANCE, PLAN RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE : CONFIRMATION DES DÉLIBÉRATIONS N°CR 2019-054, N°CR 2019-055, N°CR 2019-057 ET N°CR 2019-053 DU 21 NOVEMBRE 2019

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

VU la délibération n° CR 2019-054 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale énergie climat : Île-de-France, territoire solaire ;

VU la délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale énergie climat : Île-de-France, territoire Hydrogène ;

VU la délibération n° CR 2019-057 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan méthanisation pour relever le défi du biogaz en Île-de-France **;**

VU l'avis favorable de l'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental régional en date du 27 février 2020 ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-022 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Confirme la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du « PRPGD de la région Île-de-France et de son rapport environnemental ».

Article 2 :

Confirme la délibération n° CR 2019-054 du 21 novembre 2019 portant adoption du « Plan Solaire 2024 ».

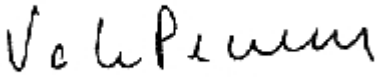
Article 3 :

Confirme la délibération n° CR 2019-057 du 21 novembre 2019 portant adoption du « Plan Méthanisation pour le développement de la méthanisation de la région Île-de-France ».

Article 4 :

Confirme la délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 approuvant la charte « Île-de-France Territoire Hydrogène ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200305-lmc175932-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Région îledeFrance

Conseil régional

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS

17 JUIN 2020

Service des collectivités locales
et du contentieux

VŒU POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA FRATERNITÉ RÉPUBLICAINES AU SEIN DES LYCÉES FRANCILIENS

adopté à la séance plénière du 5 mars 2020

Une école vectrice des valeurs du socle républicain, génératrice de lien social, de la libre pensée, une école favorisant une égalité démocratique basée sur le mérite plutôt que la naissance… Tels ont toujours été les axes structurant le système éducatif moderne.

Le principe d'égal accès à l'enseignement a été traduit à la fois au sommet de notre droit, dans le cadre du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, qui souligne un principe *«[d']égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture »,* ainsi que dans les engagements internationaux de la France avec, notamment, le principe 7 de la Déclaration des Droits de l'Enfant du 20 novembre 1959 qui énonce que chaque enfant *« doit bénéficier d'une éducation qui contribue à sa culture générale et lui permette, dans des conditions d'égalité de chances, de développer ses facultés, son jugement personnel et son sens des responsabilités morales et sociales ».*

Si ce principe d'égalité est ancré en théorie, la pratique, elle, s'avère différente. En effet, l'égalité réelle dépasse le simple cadre de l'instruction scolaire : si chaque élève reçoit le même enseignement, il n'en demeure pas moins confronté à des inégalités aux origines extrascolaires. A cet égard, environ 20% des élèves favorisés, mais seulement 2% des élèves défavorisés, se classent parmi les élèves très performants en compréhension de l'écrit en France. Les performances en mathématiques sont, elles aussi, fortement liées au statut socio-économique des élèves. Ce faisant, en France, un élève défavorisé n'a qu'une chance sur six de fréquenter le même lycée qu'un élève performant, et présente des ambitions moins élevées que ce à quoi on pourrait s'attendre au regard de ses résultats scolaires.

Cette inégalité structurelle doit être combattue. Les lycées occupent une place fondamentale dans la construction de notre jeunesse. Dernier échelon avant une entrée sur le marché de l'emploi ou l'accès à des études supérieures, ils constituent une étape essentielle pour l'établissement personnel et professionnel

uturs. Ils doivent en ce sens remplir un rôle important dans la lutte contre les déséquilibres qui prennent place dès l'enseignement primaire, en portant une attention particulière aux élèves les plus défavorisés. Sur le plan académique, il serait opportun de poursuivre et d'encourager l'ouverture des lycées en dehors des heures scolaires et durant les vacances pour soutenir ces élèves, comme le préconise le rapport de Madame Karine Franclet concernant la lutte contre ledécrochage scolaire. Sur le plan pédagogique, un dispositif pragmatique permettant aux lycéens d'aborder leur orientation avec sérénité serait utile.

Sur ce dernier point, la Région Île-de-France a beaucoup fait, avec l'adoption d'une stratégie sur l'orientation tout au long de la vie, fortement soutenue par notre groupe et mise en œuvre par la Déléguée spéciale à l'Orientation, Madame Lamiré-Burtin. Au-delà de ce dispositif essentiel et nécessaire, nous le voyons aujourd'hui, il est important que chaque lycéen soit en mesure de bénéficier de conseils d'orientation provenant de personnes ayant appartenu au même établissement secondaire qu'eux, afin que les retours d'expérience soient les plus instructifs possible.

L'expérience de chacun est essentielle sur cette question. Aussi, **les anciens élèves, bacheliers ou non, devraient pouvoir, par la constitution d'un réseau propre à chaque établissement, être en mesure d'éclairer les questionnements des élèves**. Ce retour d'expérience, éventuellement sur des professions en lien avec le bassin d'emplois dans lequel se trouve l'établissement, bénéficiera grandement aux élèves qui n'ont pas la chance d'être conseillés dans leur sphère personnelle, au nom de cette égalité que nous prônons tous.

Se démarquant généralement par leurs bons résultats, même si nous notons de grandes disparités, les lycées franciliens doivent donc dorénavant porter une autre ambition. Davantage que l'instruction scolaire, qu'un lieu générateur de lien social, les lycées ont la responsabilité d'ancrer les valeurs de notre République dans le quotidien de lycéens qui, parfois, n'en est pas imprégné : il s'agit là d'une responsabilité collective.

Au-delà de l'égalité réelle, c'est par une refonte du sens que nous accordons à la fraternité entre lycéens au sein des établissements secondaires que nous pourrons créer un environnement dans lequel ces derniers pourront pleinement s'épanouir, tant intellectuellement que d'un point de vue personnel. *« Les lois de l'éducation sont les premières que nous recevons ; et comme elles nous préparent à être citoyens, chaque famille particulière doit être gouvernée sur le plan de la grande famille qui les comprend toutes »,* nous rappelait Montesquieu dans *l'Esprit des lois*.

Il nous faut en ce sens **réintroduire un souffle collectif, un sentiment d'appartenance à une collectivité dépassant le simple entre-soi**. Cet aspect est essentiel à la préparation à l'entrée dans les études supérieures ou dans la vie active : c'est en évoluant au sein d'un collectif assumé que les lycéens s'habitueront à la socialisation et à l'autonomie, le tout dans un climat de confiance propice à un apprentissage efficace des enseignements dispensés.

Pour développer cet esprit collectif, il nous faut cultiver l'altruisme de chacun. En 2020, le Service Civique fête ses 10 ans. D'après les derniers chiffres à notre disposition, 72% des volontaires estiment que ce dispositif leur a été utile pour définir leur projet citoyen ou professionnel. Neuf volontaires sur dix se disent satisfaits ou très satisfaits de leur Service Civique. Il convient donc de se servir de ce dispositif de première expérience et d'insertion professionnelle. La Région doit, en ce sens, inciter les lycéens à s'impliquer en dehors du cadre de leur lycée, en faveur des autres, par un temps d'engagement hebdomadaire au sein de missions locales ou d'associations dans le secteur géographique de leur lycée.

S'il peut s'exprimer en dehors du cadre du lycée, ce sentiment collectif peut et doit également être matérialisé en ce cadre. Les cours d'éducation physique et sportive présentent un intérêt particulier en ce domaine : il s'agit des moments de la vie scolaire où les interactions sociales entre élèves sont les plus fortes, où la fraternité doit être la plus visible, où le collectif doit l'emporter sur l'individualisme. Personne ne l'ignore, chacun appréhende son environnement par ce qu'il voit et intellectualise. Aussi, il serait bienvenu, à la discrétion des conseils d'administration des lycées franciliens, de **mettre à disposition des lycéens une tenue de sport intégrant l'emblème de la Région Île-de-France, portée durant ces cours d'éducation physique et sportive**.

L'inclusion des lycéens dans le corps social de leur établissement sera davantage significative si elle permet à ces derniers de s'impliquer pour leur lycée, en dehors du cadre *stricto sensu* de la vie de classe. Admettre cela, c'est concevoir le lycée comme un lieu d'initiative des lycéens, forçant chacun à s'inscrire dans un collectif à travers différents projets. A ce titre, il serait intéressant **d'organiser, pour chaque lycée francilien, une convention associant l'ensemble de leurs lycéens afin de conceptualiser et de réaliser l'emblème de leur établissement.**

Eu égard à ces considérations, la Région mettra en oeuvre l'ensemble des moyens à sa disposition afin :

1. Dans le prolongement de l'expérimentation entreprise par la délibération n°2018-024 en date du 3 juillet 2018 sur l'extension des horaires de l'ouverture des lycées, d'encourager les lycées franciliens à systématiser la mise en place de cours intensifs gratuits pour les lycéens qui en ont le plus besoin ;

2. D'appeler les lycées franciliens à établir un réseau d'anciens élèves permettant aux lycéens de s'orienter et de s'informer sur les choix de parcours personnels et professionnels ;

3. D’inciter l’ensemble des lycées franciliens à mettre en place, à destination de leurs lycéens, un temps d’engagement civique hebdomadaire auprès de missions locales ou d’associations dans le secteur géographique de leur lycée ;

4. De mettre à disposition de chaque lycéen francilien, à la discrétion du conseil d’administration de leur établissement, une tenue de sport intégrant l’emblème de la Région Île-de-France, revêtue durant les cours d’éducation physique et sportive ;

5. D’encourager les conseils d’administration des lycées franciliens à organiser une convention associant l’ensemble de leurs lycéens dans le but de conceptualiser et de réaliser l’emblème de leur établissement.

La présidente du conseil régional

d’Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-168
DU 4 MARS 2020

LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE NOUVEAU CORONAVIRUS AIDE MÉDICALE D'URGENCE À LA CHINE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 92-15 modifiée du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2018-176 du 4 juillet 2018 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-168 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article Unique :

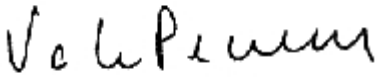
Décide de participer, au titre du fonds d'intervention d'urgence, au financement du projet détaillé en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution au MEAE d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 30 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention en annexe 2 et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 044 « Aide publique au développement », programme HP 044-015 (104015) « Solidarité Internationale», Action 10401503- Fonds d'intervention d'urgence » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles indiquées dans la fiche projet en annexe de la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc175982-CC-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1: FICHE PROJET

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-168

DOSSIER N° 20004104 - AIDE MEDICALE D'URGENCE POUR LA PROVINCE DU ZHEJIANG - LUTTE CONTRE L'EPIDEMIE DE NOUVEAU CORONAVIRUS

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement) (n° 00000643)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 930-044-65731-104015-020
Action : 10401503- Fonds d'intervention d'urgence

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement)	30 000,00 € TTC	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ETRANGERES – CDCS.
Adresse administrative : 37 QUAI D ORSAY
75007 PARIS SP 07
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Eric CHEVALLIER, directeur du Centre de crise et de soutien

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 février 2020 - 10 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'aide doit être déployée en urgence pour lutter efficacement contre l'épidémie

Description :
La région répond à l'appel à la mobilisation des collectivités territoriales françaises pour venir en aide aux provinces chinoises touchées par l'épidémie du nouveau coronavirus.
La subvention vise à abonder le Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) utilisé par le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères pour répondre aux situations appelant une aide humanitaire d'urgence.
Elle permettra d'envoyer des équipements de protection médicale d'urgence dans la province du Zhejiang, partenaire de coopération de la Région et province la plus touchée par le nouveau Coronavirus après celle du Hubei.

Localisation géographique :
- CHINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
matériel de protection médicale	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention Région	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2020	0,00 €

ANNEXE 2: CONVENTION

CONVENTION 20004104

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° 2020-168 du 4 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères -CDCS
dont le statut juridique est : Ministère
N° SIRET : 11000201100044
Code NAF :
dont le siège social est situé au : 17 Quai D'Orsay, PARIS
ayant pour représentant : M. Eric CHEVALLIER, Directeur du Centre de crise et de soutien
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de la politique régionale du fonds d'intervention d'urgence adoptée par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2020-168 du 4 mars 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention : **20004104**.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention de fonctionnement (référence dossier n° 20004104) correspondant à 100 % de la base subventionnable du projet en fonctionnement (30 000 €), soit un montant maximum de subvention de 30 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part

des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention de fonctionnement par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à l'issue de la signature de la présente convention par les deux parties et sous réserve qu'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie en français et en euros daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire.
- Un compte-rendu d'exécution

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Les montants de subvention, tels qu'indiqués à l'article 1 de la présente convention, constituent un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans les délais indiqués à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter 10 février 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 4 mars 2020, et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.sans préjudice des dispositions des articles 2.4.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « fiche projet » adoptées par délibération N° CP2020-168 du 4 mars 2020.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du conseil régional d'Ile France et par délégation,
le Directeur Général adjoint des services chargé des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme

Le

Pour le bénéficiaire

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-106

DU 4 MARS 2020

TRAVAUX DANS LES CITÉS MIXTES RÉGIONALES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE - 2ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2020 - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 6ème rapport de l'année 2018 » comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-106 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **13.096,80 €**, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2020.

Article 2 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **4.903.20 €**, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes » programme HP 224-032 (122032) « Grosses

réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **500.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-035 (122035) « Rénovation des cotés mixtes régionales », action (12203501) Rénovation des cités mixtes régionales » du budget 2020.

Article 4:

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **120.760,50 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part lycées » du budget 2020.

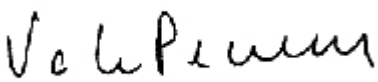
Article 5 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **18.190,50 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part collèges » du budget 2020.

Article 6 :

Subordonne le versement des dotations en annexe 2 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171005-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes n°1 à 2 : Listes des affectations

Annexe n° : 1

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-032 Grosses réparations dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
75	PARIS 08EME	CHAPTAL	0750663N	PROG-2019-MOE POUR TRAVAUX DE MISE EN SURETÉ DU SITE (PHASE 2) complément de l'opération 18B039622403231801	18 000,00	12203201	2031	13 096,80
						12203202	4551	4 903,20

Total Annexe n° : 1 **18 000,00**

Dont

Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées (12203201) **13 096,80**

Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part collèges (12203202) **4 903,20**

Annexe n° : 2

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-035 Rénovation des cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-AFFECTATION ACCORDS CADRES P2P3PFI		12203501	2313	500 000,00

Total Annexe n° : 2 **500 000,00**

Dont

Rénovation des cités mixtes régionales (12203501) **500 000,00**

Annexe n°3 : Fiches de synthèse de dotations

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 04EME	CHARLEMAGNE	0750652B	36701	09/12/2019	PROG-2019-TRAVAUX D'AMÉLIORATION SALLES DE SCIENCES	60 000,00	60 000,00	12202901	236.1
75	PARIS 05EME	LAVOISIER	0750656F	36691	09/12/2019	PROG-2019-TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ÉLECTRICITÉ, GAZ, SSI, ASCENSEUR, MONTE-CHARGE, AUTOMATISME, ¿) - ANNÉE 2017-2018	35 000,00	24 349,50	12202901	236.1
75	PARIS 05EME	LAVOISIER	0750656F	36691	09/12/2019	PROG-2019-TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BUREAUX DE CONTRÔLE (ÉLECTRICITÉ, GAZ, SSI, ASCENSEUR, MONTE-CHARGE, AUTOMATISME, ¿) - ANNÉE 2017-2018		10 650,50	12202902	4551
75	PARIS 16EME	CLAUDE-BERNARD	0750698B	36693	09/12/2019	PROG-2019-SUITE AU PASSAGE DU SERVICE D ¿HYGIÈNE REPRISE DES MURS DE LA RESTAURATION POUR LEVER L¿OBSERVATION N °A04.	25 000,00	17 460,00	12202901	236.1
75	PARIS 16EME	CLAUDE-BERNARD	0750698B	36693	09/12/2019	PROG-2019-SUITE AU PASSAGE DU SERVICE D ¿HYGIÈNE REPRISE DES MURS DE LA RESTAURATION POUR LEVER L¿OBSERVATION N °A04.		7 540,00	12202902	4551
93	MONTREUIL	JEAN-JAURES	0930121B	36607	04/12/2019	PROG-2019-PROGRAMMME 2020 - PARTIE LYCÉE: TRAVAUX DE LEVÉE DES PRESCRIPTIONS DE LA CDS, REMPLACEMENT DES COUVRES-JOINTS DE DILATATION DANS LES CIRCULATIONS DE TOUS LES ÉTAGES	18 951,00	18 951,00	12202901	236.1

Total Annexe n° : 1 **138 951,00**

Dont

Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part lycées (12202901) **120 760,50**

Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part collège (12202902) **18 190,50**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-128

DU 4 MARS 2020

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS: DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 - 4ÈME ANNÉE DE MISE OEUVRE - 2ÈME RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 69-08 du 26 juin 2008 portant transformation de la SAERP en société publique locale d'aménagement : approbation des statuts, habilitation des représentants de la Région Ile-de-France au sein des instances de gestion de la SAERP à poursuivre les opérations de transformation ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU la délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 relative au programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération CR 83-16 du 19 mai 2016 « Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins »;

VU la délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées Franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 ;

VU la délibération n° CP 2019-513 du 20 novembre 2019 relative au Plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 3ème année de mise en œuvre – 3ème rapport ;

VU l'accord-cadre n°1800347 lot 3 portant sur la maîtrise d'ouvrage d'opérations de rénovation globale dans les lycées et autres bâtiments de la Région, attribué en commission d'appel d'offres le 22 février 2019 et notifié le 30 avril 2019 à ICADE PROMOTION;

VU le budget régional d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-128 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le programme de rénovation globale du lycée Jeanne d'Albret à Saint Germain-en-Laye (78) et autorise la Présidente à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie ;

Affecte en conséquence un montant d'autorisation de programme de 7 040 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics» (122004), action « rénovation des lycées publics » (12200401) du budget 2020 ;

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 6 852 590 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-003 « Construction des lycées neufs» (122003), action « construction des lycées neufs » (12200301) du budget 2020 pour les opérations visées à l'annexe à la délibération ;

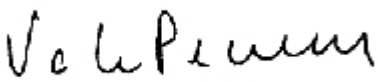
Article 3 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 78 760 637 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics» (122004), action « rénovation des lycées publics » (12200401) du budget 2020 pour les opérations visées à l'annexe à la délibération ;

Article 4:

Affecte un montant d'autorisation de programme de 95 507 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-005 « Grosses réparations dans les lycées publics » (122005), action « grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget 2020 pour l'opération visée à l'annexe à la délibération ;

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171694-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Récapitulatif des autorisations de programme

Libellé pôle LYCEES
Commission Commission permanente du 4 mars 2020

Numéro de rapport	Dossier - Code	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision	Code de l'enveloppe	Action
CP2020-128	D1000603	PPI/PPR 2010 - 91 CERNY LYC DENIS	Affectation	500 000,00	HP222-003	12200301 - Construction des lycées neufs
CP2020-128	D1700324	94 CHEVILLY LARUE LYCEE PAULINE ROLAND - EXTENSION DE CAPACITE 400 PLACES	Affectation	5 310 000,00	HP222-003	12200301 - Construction des lycées neufs
CP2020-128	D1300167	77 AVON LYCEE URUGUAY FRANCE CONSTRUCTION RESTRUCTURATION INTERNAT	Affectation	1 042 590,00	HP222-003	12200301 - Construction des lycées neufs
			Sous-total	6 852 590,00		
CP2020-128	D1000317	78 GUYANCOURT LYT D HOTELLERIE ET TOURISME RESTRUCTURATION D ENSEMBLE	Affectation	359 521,00	HP222-004	12200401 - Rénovation des lycées publics
CP2020-128	D1000477	77 MELUN LYT LEONARD DE VINCI RESTRUCTURATION PARTIELLE DU LYCEE	Affectation	500 000,00	HP222-004	12200401 - Rénovation des lycées publics
CP2020-128	D1100452	PPR 2011 91 ARPAJON LYCEE PAUL BELMONDO	Affectation	21 324,00	HP222-004	12200401 - Rénovation des lycées publics
CP2020-128	D1100530	PPI / PPR 2011 - EPINAY SUR SEINE LYC JACQUES FEYDER P 4	Affectation	3 500 000,00	HP222-004	12200401 - Rénovation des lycées publics
CP2020-128	D1500184	94 CHAMPIGNY MICHEL ET WALLON RG RESTRUCT GLOBALE	Affectation	32 000 000,00	HP222-004	12200401 - Rénovation des lycées publics
CP2020-128	D1500294	94 VILLENEUVE LEE ROI RECONSTRUCTION LYCEE	Affectation	40 000 000,00	HP222-004	12200401 - Rénovation des lycées publics
CP2020-128	D1700104	94 CHAMPIGNY LYC GABRIEL PERI RESTRUCTURATION EXTENSION	Affectation	2 379 792,00	HP222-004	12200401 - Rénovation des lycées publics
CP2020-128	D2000203	78 ST GERMAIN EN LAYE JEANNE DALBRET RG	Affectation	7 040 000,00	HP222-004	12200401 - Rénovation des lycées publics
			Sous-total	85 800 637,00		
CP2020-128	D1800381	75 PARIS ARMAND CARREL CONVENTION DE MANDAT	Affectation	95 507,00	HP222-005	12200501 - Grosses réparations dans les lycées publics

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-136

DU 4 MARS 2020

CENTRE DE RESSOURCES DE TECHNIQUES AVANCÉES (C.E.R.T.A.) CONTRÔLES TECHNIQUES ET CONTRATS D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code de l'éducation,

VU Le code du commerce,

VU La délibération CR 87-45 du 20 octobre 1987 relative à la création du CERTA,

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n°CR-01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La convention tripartite portant création du groupement d'intérêt économique signée le 12 avril 1988 par les trois membres fondateurs, l'Etat, la Région Ile-de-France et Renault,

VU La délibération n° CP 99-599 du 17 décembre 1999 relative au transfert du CERTA,

VU La décision de l'assemblée générale du 30 juin 2017 prorogeant le C.E.R.T.A pour 3 ans à compter du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2020,

VU La décision du comité de direction du CERTA du 9 janvier 2020 approuvant le budget pour 2020,

VU La délibération du Conseil Régional N°CR 2019-041 en date du 19 septembre 2019 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2020,

VU La délibération de la commission permanente N°CP 2020-038 du 31 janvier 2020 relative à l'affectation de la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2020,

VU Le budget régional 2020 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement »,

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-136 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Attribue au Centre de Ressources de Techniques Avancées une subvention de fonctionnement pour l'année 2020 d'un montant maximum de 290 000 €.

Affecte, à cet effet, un montant d'autorisation d'engagement de **290 000 €** disponible sur le chapitre 932 "Enseignement", code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes »,

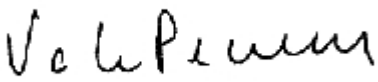
programme HP 28-003 (128003) « Centres de ressources », action « CERTA » (12800301) du budget 2020.

Article 2

Attribue des dotations complémentaires CEO-CTO d'un montant total de **118 056 €** pour ajuster les dotations de cinq établissements conformément aux tableaux figurant en annexe 1**.**

Affecte une autorisation d'engagement de **118 056 €** disponible sur le chapitre 932 "Enseignement", code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Maintenance immobilière» (12201702) du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171772-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Dotations pour les contrôles techniques et les contrats d'entretien obligatoires

UAI	Nom établissement	Commune	Type	**Dotation complémentaire CTO CEO**
0750697A	Du bâtiment (dit Saint Lambert)	PARIS 19EME	LYC TECHNO	33 168
0922615T	LUCIE AUBRAC	COURBEVOIE	LYC GENE	46 299
0772229E	JEAN VILAR	MEAUX	LYC GT	18 325
0772225A	LINO VENTURA	OZOIR LA FERRIERE	LYC POLYV	10 714
0770342D	LEOPOLD BELLAN	CHAMIGNY	EREA	9 550
			TOTAL	**118 056**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-137
DU 4 MARS 2020

BUDGET D'AUTONOMIE ÉDUCATIVE FRANCILIEN - 1ÈRE AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 2019-038 du 19 septembre 2019 « un budget d'autonomie éducative pour tous les lycées au service de la réussite des lycéens franciliens » ;

VU La délibération n° CP 2020-015 du 31 janvier 2020 « ajustements de dotations 2019-2020 et 2018-2019 des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac. Aide régionale aux lycées privés » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-137 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

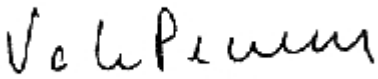
Article unique :

Décide, dans le cadre du dispositif « Budget d'autonomie éducative francilien », d'attribuer des subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 580 000 €** conformément au tableau de répartition des subventions figurant en annexe à la délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 580 000** € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme (HP 28-005) «Schéma des formations » (128005), Action «Budget d'autonomie éducatives et réussite des élèves» (12800501), du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er septembre 2019 pour les lycées publics et du 31 janvier 2020 pour les lycées privés sous contrat d'association par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, les projets subventionnés ayant déjà démarré.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172394-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

LISTE DES LYCEES FRANCILIENS

Liste des lycées franciliens

Type	Tiers IRIS	UAI	TYPE	NOM ETABLISSEMENT	COMMUNE	MONTANT SUBVENTION
PUB	**R3409**	0750770E	LP	ABBE-GREGOIRE (L')	PARIS 03EME	5 000,00 €
PUB	**R3408**	0750651A	LGT	SIMONE-WEIL	PARIS 03EME	5 000,00 €
PUB	**R3406**	0750647W	LGT	TURGOT	PARIS 03EME	5 000,00 €
PUB	**R3407**	0750648X	LG	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	5 000,00 €
PUB	**R3412**	0750652B	LG	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	5 000,00 €
PUB	**R3411**	0750653C	LGT	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	5 000,00 €
PUB	**R3415**	0750654D	LG	HENRI IV	PARIS 05EME	5 000,00 €
PUB	**R3414**	0750656F	LG	LAVOISIER	PARIS 05EME	5 000,00 €
PUB	**R3413**	0750655E	LG	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	5 000,00 €
PUB	**R3417**	0750660K	LG	FENELON	PARIS 06EME	5 000,00 €
PUB	**R3418**	0750657G	LG	MONTAIGNE	PARIS 06EME	5 000,00 €
PUB	**R3416**	0750658H	LG	SAINT-LOUIS	PARIS 06EME	5 000,00 €
PUB	**R3420**	0752961L	LP	GUSTAVE-EIFFEL	PARIS 07EME	5 000,00 €
PUB	**R3419**	0750662M	LG	VICTOR-DURUY	PARIS 07EME	5 000,00 €
PUB	**R3422**	0750663N	LGT	CHAPTAL	PARIS 08EME	5 000,00 €
PUB	**R3421**	0750664P	LGT	RACINE	PARIS 08EME	5 000,00 €
PUB	**R3423**	0750667T	LG	CONDORCET	PARIS 09EME	5 000,00 €
PUB	**R3424**	0750671X	LPO	EDGAR-QUINET	PARIS 09EME	5 000,00 €
PUB	**R3429**	0750668U	LG	JACQUES-DECOUR	PARIS 09EME	5 000,00 €
PUB	**R3425**	0750669V	LG	JULES-FERRY	PARIS 09EME	5 000,00 €
PUB	**R3426**	0750670W	LG	LAMARTINE	PARIS 09EME	5 000,00 €
PUB	**R3428**	0750673Z	LG	COLBERT	PARIS 10EME	5 000,00 €
PUB	**R3432**	0750775K	LP	GUSTAVE-FERRIE	PARIS 10EME	5 000,00 €
PUB	**R3430**	0750674A	LT	JULES-SIEGFRIED	PARIS 10EME	5 000,00 €
PUB	**R3431**	0750776L	LP	MARIE-LAURENCIN	PARIS 10EME	5 000,00 €
PUB	**R3433**	0750676C	LPO	DORIAN	PARIS 11EME	5 000,00 €
PUB	**R3437**	0750788Z	LP	MARCEL-DEPREZ	PARIS 11EME	5 000,00 €
PUB	**R3230**	0750558Z	LPO	PAUL-POIRET	PARIS 11EME	5 000,00 €
PUB	**R3436**	0750778N	LP	TURQUETIL	PARIS 11EME	5 000,00 €
PUB	**R3435**	0750675B	LGT	VOLTAIRE	PARIS 11EME	5 000,00 €
PUB	**R3438**	0750680G	LGT	ARAGO	PARIS 12EME	5 000,00 €
PUB	**R3441**	0750783U	LP	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	5 000,00 €
PUB	**R3440**	0750677D	LPO	ELISA-LEMONNIER	PARIS 12EME	5 000,00 €
PUB	**R3442**	0750784V	LP	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT (Lié à Ecole Boulle)	PARIS 12EME	5 000,00 €
PUB	**R3439**	0750679F	LG	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	5 000,00 €
PUB	**R3449**	0750787Y	LP	ARTS-GRAPHIQUES (Corvisart/Tolbiac)	PARIS 13EME	5 000,00 €
PUB	**R3446**	0750683K	LG	CLAUDE-MONET	PARIS 13EME	5 000,00 €
PUB	**R3452**	0750684L	LG	GABRIEL-FAURE	PARIS 13EME	5 000,00 €
PUB	**R3447**	0750785W	LP	GALILEE	PARIS 13EME	5 000,00 €
PUB	**R3444**	0753268V	LPO	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	5 000,00 €
PUB	**R3451**	0751710B	LP	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	PARIS 13EME	5 000,00 €
PUB	**R3364**	0750685M	LGT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	PARIS 13EME	5 000,00 €
PUB	**R3445**	0750682J	LG	AUGUSTE-RODIN	PARIS 13EME	5 000,00 €
PUB	**R3366**	0752799K	EREA	CROCE-SPINELLI	PARIS 14EME	5 000,00 €
PUB	**R3454**	0750692V	LGT	EMILE-DUBOIS	PARIS 14EME	5 000,00 €
PUB	**R3459**	0752846L	LP	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	5 000,00 €
PUB	**R3456**	0750690T	LGT	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	5 000,00 €
PUB	**R3357**	0754476H	LPO	GUILLAUME-TIREL	PARIS 14EME	5 000,00 €
PUB	**R3455**	0750689S	LG	PAUL-BERT	PARIS 14EME	5 000,00 €
PUB	**R3453**	0750691U	LPO	RASPAIL	PARIS 14EME	5 000,00 €
PUB	**R3368**	0753256G	EREA	ALEXANDRE-DUMAS	PARIS 15EME	5 000,00 €
PUB	**R3380**	0750793E	LP	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	5 000,00 €
PUB	**R3461**	0750794F	LP	BRASSAÏ	PARIS 15EME	5 000,00 €
PUB	**R3462**	0750693W	LG	BUFFON	PARIS 15EME	5 000,00 €
PUB	**R3384**	0750694X	LG	CAMILLE-SEE	PARIS 15EME	5 000,00 €
PUB	**R3367**	0750612H	LT	ECOLE-NATIONALE-SUP-DES-ARTS-APPLIQUES	PARIS 15EME	5 000,00 €
PUB	**R3385**	0750695Y	LPO	FRESNEL	PARIS 15EME	5 000,00 €
PUB	**R3460**	0754475G	LPO	LEONARD-DE-VINCI	PARIS 15EME	5 000,00 €
PUB	**R3383**	0751708Z	LPO	LOUIS-ARMAND	PARIS 15EME	5 000,00 €
PUB	**R3381**	0750696Z	LGT	ROGER-VERLOMME	PARIS 15EME	5 000,00 €
PUB	**R3386**	0750698B	LGT	CLAUDE-BERNARD	PARIS 16EME	5 000,00 €
PUB	**R3387**	0750699C	LG	JANSON-DE-SAILLY	PARIS 16EME	5 000,00 €
PUB	**R3388**	0750700D	LGT	JEAN-BAPTISTE-SAY	PARIS 16EME	5 000,00 €
PUB	**R3389**	0750702F	LG	JEAN-DE-LA-FONTAINE	PARIS 16EME	5 000,00 €
PUB	**R3390**	0750703G	LG	MOLIERE	PARIS 16EME	5 000,00 €
PUB	**R3369**	0750796H	LP	OCTAVE-FEUILLET	PARIS 16EME	5 000,00 €
PUB	**R3371**	0750704H	LG	CARNOT	PARIS 17EME	5 000,00 €
PUB	**R3370**	0750707L	LT	ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE (dit Bessières)	PARIS 17EME	5 000,00 €
PUB	**R3372**	0750705J	LGT	HONORE-DE-BALZAC	PARIS 17EME	5 000,00 €
PUB	**R3800**	0750708M	LPO	JEAN-DROUANT	PARIS 17EME	5 000,00 €
PUB	**R3379**	0750710P	LT	AUGUSTE-RENOIR	PARIS 18EME	5 000,00 €
PUB	**R3378**	0750800M	LP	EDMOND-ROSTAND	PARIS 18EME	5 000,00 €
PUB	**R3349**	0752608C	LP	HÔTELIER (dit Belliard)	PARIS 18EME	5 000,00 €
PUB	**R3376**	0750688R	LGT	RABELAIS	PARIS 18EME	5 000,00 €
PUB	**R3354**	0750650Z	LPO	ALEMBERT (D')	PARIS 19EME	5 000,00 €
PUB	**R3353**	0752700C	LP	ARMAND-CARREL	PARIS 19EME	5 000,00 €
PUB	**R3759**	0750697A	LT	BÂTIMENT (DU) (dit St Lambert)	PARIS 19EME	5 000,00 €
PUB	**R3350**	0750712S	LPO	DIDEROT	PARIS 19EME	5 000,00 €
PUB	**R3210**	0754684J	LG	GEORGES-BRASSENS	PARIS 19EME	5 000,00 €
PUB	**R3355**	0750802P	LP	HECTOR-GUIMARD	PARIS 19EME	5 000,00 €
PUB	**R3351**	0750711R	LGT	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	5 000,00 €
PUB	**R3698**	0750828T	EREA	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	5 000,00 €
PUB	**R3360**	0750808W	LP	ETIENNE-DOLET	PARIS 20EME	5 000,00 €
PUB	**R3363**	0750714U	LG	HELENE-BOUCHER	PARIS 20EME	5 000,00 €
PUB	**R3362**	0754530S	LPO	MARTIN-NADAUD	PARIS 20EME	5 000,00 €
PUB	**R3358**	0750715V	LGT	MAURICE-RAVEL	PARIS 20EME	5 000,00 €
PUB	**R3250**	0770918E	LGT	URUGUAY-FRANCE	AVON	5 000,00 €
PUB	**R15059**	0772230F	LPO	BLAISE-PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	5 000,00 €
PUB	**R3668**	0771436T	LEGTPA	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	5 000,00 €
PUB	**R19061**	0772292Y	LGT	MARTIN-LUTHER-KING	BUSSY-SAINT-GEORGES	5 000,00 €
PUB	**R3205**	0772332S	LPO	SONIA-DELAUNAY	CESSON - VERT ST DENIS	5 000,00 €
PUB	**R3667**	0771357G	LEGTPA	BRETONNIERE (LA)	CHAILLY-EN-BRIE	5 000,00 €
PUB	**R3251**	0770342D	EREA	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	5 000,00 €

Liste des lycées franciliens

PUB	**R3252**	0770920G	LPO	LA-FAYETTE	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R15359**	0772223Y	LPO	RENE-DESCARTES	CHAMPS-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3254**	0770922J	LGT	GASTON-BACHELARD	CHELLES	5 000,00 €
PUB	**R18914**	0772276F	LPO	JEHAN-DE-CHELLES	CHELLES	5 000,00 €
PUB	**R3699**	0771171E	LP	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	5 000,00 €
PUB	**R3255**	0771995A	LP	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	CLAYE-SOUILLY	5 000,00 €
PUB	**R3257**	0772127U	LGT	GALILÉE	COMBS-LA-VILLE	5 000,00 €
PUB	**R3256**	0771997C	LP	JACQUES-PRÉVERT	COMBS-LA-VILLE	5 000,00 €
PUB	**R3258**	0771658J	LPO	GUÉ-A-TRESMES (DU)	CONGIS-SUR-THEROUANNE	5 000,00 €
PUB	**R3259**	0770924L	LPO	LYCEE FUSIONNE (CAMPUS)	COULOMMIERS	5 000,00 €
PUB	**R3261**	0771027Y	LPO	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	5 000,00 €
PUB	**P0023982**	0772751X	LPO	CHARLOTTE DELBO	DAMMARTIN-EN-GOELE	5 000,00 €
PUB	**R3262**	0770926N	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	5 000,00 €
PUB	**R3263**	0770927P	LG	INTERNATIONAL FRANCOIS-1ER	FONTAINEBLEAU	5 000,00 €
PUB	**R3983**	0772685A	LGT	SAMUEL-BECKETT	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	5 000,00 €
PUB	**R3265**	0770943G	LP	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	5 000,00 €
PUB	**R3264**	0771512A	LGT	VAN-DONGEN	LAGNY-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3266**	0771663P	LGT	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3235**	0772294A	LGT	EMILY-BRONTË	LOGNES	5 000,00 €
PUB	**R15277**	0772228D	LPO	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	5 000,00 €
PUB	**R3271**	0771880A	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	MEAUX	5 000,00 €
PUB	**R3270**	0770930T	LGT	HENRI-MOISSAN	MEAUX	5 000,00 €
PUB	**R15275**	0772229E	LGT	JEAN-VILAR	MEAUX	5 000,00 €
PUB	**R3269**	0770932V	LP	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	MEAUX	5 000,00 €
PUB	**R18495**	0770931U	LGT	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	5 000,00 €
PUB	**R3272**	0770933W	LGT	JACQUES-AMYOT	MELUN	5 000,00 €
PUB	**R3273**	0770934X	LPO	LEONARD-DE-VINCI	MELUN	5 000,00 €
PUB	**R3276**	0771996B	LPO	HONORÉ-DE-BALZAC	MITRY-MORY	5 000,00 €
PUB	**R19203**	0772296C	LPO	MARE-CARRÉE (DE LA)	MOISSY-CRAMAYEL	5 000,00 €
PUB	**R18497**	0770938B	LPO	ANDRÉ-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	5 000,00 €
PUB	**R3279**	0772312V	LPO	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	5 000,00 €
PUB	**R19205**	0772277G	LPO	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	5 000,00 €
PUB	**R3704**	0770940D	LPO	ETIENNE-BEZOUT	NEMOURS	5 000,00 €
PUB	**R3268**	0771940R	LPO	GÉRARD-DE-NERVAL	NOISIEL	5 000,00 €
PUB	**R3267**	0771941S	LPO	RENÉ-CASSIN	NOISIEL	5 000,00 €
PUB	**R3203**	0772225A	LP	LINO-VENTURA	OZOIR-LA-FERRIERE	5 000,00 €
PUB	**R15273**	0772243V	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	PONTAULT-COMBAULT	5 000,00 €
PUB	**R3282**	0771336J	LPO	PANNEVELLES (LES)	PROVINS	5 000,00 €
PUB	**R3715**	0770942F	LPO	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	PROVINS	5 000,00 €
PUB	**R3283**	0771763Y	LGT	CHARLES-LE-CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE	5 000,00 €
PUB	**R20737**	0772295B	LPO	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	ROZAY-EN-BRIE	5 000,00 €
PUB	**R3284**	0770687D	ERPD	SAINT-MAMMÈS	SAINT-MAMMES	5 000,00 €
PUB	**R3286**	0772244W	LP	ANTONIN-CARÈME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	5 000,00 €
PUB	**R3108**	0772188K	LGT	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	SAVIGNY-LE-TEMPLE	5 000,00 €
PUB	**R3919**	0772688D	LPO	EMILIE-DU-CHÂTELET	SERRIS	5 000,00 €
PUB	**R3285**	0770944H	LP	AUGUSTE-PERDONNET	THORIGNY-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3287**	0772120L	LGT	JEAN-MOULIN	TORCY	5 000,00 €
PUB	**R3289**	0772342C	LPO	CLÉMENT-ADER	TOURNAN-EN-BRIE	5 000,00 €
PUB	**R3290**	0770945J	LP	GUSTAVE-EIFFEL	VARENNES-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3236**	0772310T	LPO	SIMONE-SIGNORET	VAUX-LE-PENIL	5 000,00 €
PUB	**R3718**	0781950W	LPO	LOUISE-WEISS	ACHERES	5 000,00 €
PUB	**R3722**	0781859X	LPO	VINCENT-VAN-GOGH	AUBERGENVILLE	5 000,00 €
PUB	**R3233**	0783548H	LG	FRANCO-ALLEMAND	BUC	5 000,00 €
PUB	**R3723**	0781860Y	LGT	PIERRES-VIVES (LES)	CARRIERES-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3298**	0780486E	ERPD	BATELLERIE (LA)	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	5 000,00 €
PUB	**R3300**	0781845G	LGT	JULES-FERRY	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	5 000,00 €
PUB	**R3761**	0783447Y	LPO	SIMONE-WEIL	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	5 000,00 €
PUB	**R3301**	0781578S	LPO	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	5 000,00 €
PUB	**R19046**	0781949V	LGT	VILLAROY (DE)	GUYANCOURT	5 000,00 €
PUB	**R3677**	0783213U	ERPD	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	5 000,00 €
PUB	**R3304**	0782822U	LGT	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	5 000,00 €
PUB	**R3303**	0783214V	LP	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	5 000,00 €
PUB	**R3305**	0781839A	LPO	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	5 000,00 €
PUB	**R3307**	0783259U	ERPD	ERPD	LA VERRIERE	5 000,00 €
PUB	**R3306**	0782602E	LP	JEAN-MOULIN	LE CHESNAY	5 000,00 €
PUB	**R3308**	0782568T	LGT	ALAIN	LE VESINET	5 000,00 €
PUB	**R3310**	0780422K	LGT	FRANCOIS-VILLON	LES MUREAUX	5 000,00 €
PUB	**R3309**	0781984H	LPO	JACQUES-VAUCANSON	LES MUREAUX	5 000,00 €
PUB	**R15875**	0781884Z	LPO	CONDORCET	LIMAY	5 000,00 €
PUB	**R16239**	0781951X	LPO	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	5 000,00 €
PUB	**R3708**	0782540M	LPO	JEAN-ROSTAND	MANTES-LA-JOLIE	5 000,00 €
PUB	**R3669**	0782539L	LGT	SAINT-EXUPÉRY	MANTES-LA-JOLIE	5 000,00 €
PUB	**R3671**	0783533S	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	5 000,00 €
PUB	**R8267**	0781861Z	LGT	LOUIS-DE-BROGLIE	MARLY-LE-ROI	5 000,00 €
PUB	**R15879**	0781883Y	LPO	DUMONT-D'URVILLE	MAUREPAS	5 000,00 €
PUB	**R3311**	0780515L	LGT	SEPT-MARES (LES)	MAUREPAS	5 000,00 €
PUB	**R3672**	0781512V	LGT	DESCARTES	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	5 000,00 €
PUB	**R18986**	0781819D	LPO	EMILIE-DE-BRETEUIL	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	5 000,00 €
PUB	**R3674**	0780582J	LGT	JEAN-VILAR	PLAISIR	5 000,00 €
PUB	**R3675**	0781983G	LPO	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	5 000,00 €
PUB	**R18229**	0781898P	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	POISSY	5 000,00 €
PUB	**R3676**	0782546U	LGT	LE-CORBUSIER	POISSY	5 000,00 €
PUB	**R3664**	0781948U	LPO	LAVOISIER	PORCHEVILLE	5 000,00 €
PUB	**R3313**	0782549X	LPO	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	5 000,00 €
PUB	**R3314**	0782593V	LP	JEAN-PERRIN	SAINT-CYR-L'ECOLE	5 000,00 €
PUB	**R3312**	0783140P	LGT	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	5 000,00 €
PUB	**R3665**	0780004F	LEGTPA	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5 000,00 €
PUB	**R3231**	0783549J	LG	INTERNATIONAL	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5 000,00 €
PUB	**R3710**	0782557F	LPO	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5 000,00 €
PUB	**R3229**	0782132U	LGT	JEANNE-D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5 000,00 €
PUB	**R3317**	0782556E	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5 000,00 €
PUB	**R3319**	0782924E	LGT	EVARISTE-GALOIS	SARTROUVILLE	5 000,00 €
PUB	**R3755**	0783431F	LPO	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	5 000,00 €
PUB	**R3690**	0780584L	LP	HENRI-MATISSE	TRAPPES	5 000,00 €
PUB	**R3689**	0780273Y	LP	LOUIS-BLÉRIOT	TRAPPES	5 000,00 €
PUB	**R3691**	0781297L	LGT	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	TRAPPES	5 000,00 €
PUB	**R3692**	0782562L	LG	HOCHE	VERSAILLES	5 000,00 €
PUB	**R3695**	0782603F	LP	JACQUES-PRÉVERT	VERSAILLES	5 000,00 €

Liste des lycées franciliens

PUB	**R3712**	0782565P	LPO	JULES-FERRY	VERSAILLES	5 000,00 €
PUB	**R3693**	0782563M	LGT	LA-BRUYÈRE	VERSAILLES	5 000,00 €
PUB	**R3694**	0782567S	LGT	MARIE-CURIE	VERSAILLES	5 000,00 €
PUB	**R19646**	0781952Y	LPO	SONIA-DELAUNAY	VILLEPREUX	5 000,00 €
PUB	**R3673**	0782587N	LPO	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	5 000,00 €
PUB	**R18145**	0911961M	LGT	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	5 000,00 €
PUB	**R3322**	0910628N	LP	PAUL-BELMONDO	ARPAJON	5 000,00 €
PUB	**R3323**	0911632E	LGT	RENÉ-CASSIN	ARPAJON	5 000,00 €
PUB	**R3325**	0910676R	LPO	CLÉMENT-ADER	ATHIS-MONS	5 000,00 €
PUB	**R3324**	0910623H	LGT	MARCEL-PAGNOL	ATHIS-MONS	5 000,00 €
PUB	**R3724**	0911937L	LPO	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	5 000,00 €
PUB	**R3714**	0910975R	LPO	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	BRETIGNY-SUR-ORGE	5 000,00 €
PUB	**R3327**	0911021R	LGT	TALMA	BRUNOY	5 000,00 €
PUB	**R3339**	0910630R	LP	ALEXANDRE-DENIS	CERNY	5 000,00 €
PUB	**R3703**	0910620E	LPO	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	5 000,00 €
PUB	**P0037479**	0912364A	LPO	NIKOLA-TESLA	DOURDAN	5 000,00 €
PUB	**R3332**	0910755B	LP	NADAR	DRAVEIL	5 000,00 €
PUB	**R3200**	0911927A	LGT	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	5 000,00 €
PUB	**R3705**	0910622G	LPO	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	5 000,00 €
PUB	**R3333**	0911401D	LP	NELSON-MANDELA	ETAMPES	5 000,00 €
PUB	**R3335**	0910629P	LP	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	5 000,00 €
PUB	**R15795**	0911343R	LP	AUGUSTE-PERRET	EVRY-COURCOURONNES	5 000,00 €
PUB	**R3337**	0911254U	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY-COURCOURONNES	5 000,00 €
PUB	**R3329**	0911828T	LPO	GEORGES-BRASSENS	EVRY-COURCOURONNES	5 000,00 €
PUB	**R3336**	0911251R	LGT	PARC-DES-LOGES	EVRY-COURCOURONNES	5 000,00 €
PUB	**R3321**	0911913K	LGT	VALLÉE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	GIF-SUR-YVETTE	5 000,00 €
PUB	**R3338**	0910631S	LP	JEAN-MONNET	JUVISY-SUR-ORGE	5 000,00 €
PUB	**R18509**	0911492C	LPO	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	5 000,00 €
PUB	**R3014**	0911983L	LGT	JULES-VERNE	LIMOURS	5 000,00 €
PUB	**R3342**	0911577V	LGT	JACQUES-PRÉVERT	LONGJUMEAU	5 000,00 €
PUB	**R3343**	0910715H	LP	JEAN-PERRIN	LONGJUMEAU	5 000,00 €
PUB	**R3344**	0910687C	LGT	FUSTEL-DE-COULANGES	MASSY	5 000,00 €
PUB	**R3345**	0910632T	LP	GUSTAVE-EIFFEL	MASSY	5 000,00 €
PUB	**R3346**	0910727W	LPO	PARC-DE-VILGÉNIS	MASSY	5 000,00 €
PUB	**R16853**	0911962N	LPO	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	5 000,00 €
PUB	**R3347**	0911353B	EREA	JEAN-ISOARD	MONTGERON	5 000,00 €
PUB	**R3544**	0910625K	LGT	ROSA-PARKS	MONTGERON	5 000,00 €
PUB	**R15365**	0911945V	LPO	MARGUERITE-YOURCENAR	MORANGIS	5 000,00 €
PUB	**R3545**	0911037H	LP	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	MORSANG-SUR-ORGE	5 000,00 €
PUB	**R3555**	0910429X	EREA	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	5 000,00 €
PUB	**R3546**	0910626L	LGT	BLAISE-PASCAL	ORSAY	5 000,00 €
PUB	**R3725**	0911938M	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	PALAISEAU	5 000,00 €
PUB	**R3547**	0912251C	LPO	HENRI-POINCARÉ	PALAISEAU	5 000,00 €
PUB	**R3548**	0911493D	LP	LES-FRÈRES-MOREAU	QUINCY-SOUS-SENART	5 000,00 €
PUB	**R3549**	0911578W	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	RIS-ORANGIS	5 000,00 €
PUB	**R3550**	0911346U	LGT	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R3754**	0912163G	LPO	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R15431**	0911946W	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	5 000,00 €
PUB	**R3742**	0912142J	LPO	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	5 000,00 €
PUB	**R3552**	0910627M	LGT	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	5 000,00 €
PUB	**R3554**	0910756C	LP	LOUIS-ARMAND	YERRES	5 000,00 €
PUB	**R3615**	0920130S	LGT	DESCARTES	ANTONY	5 000,00 €
PUB	**R3614**	0921676X	LP	THÉODORE-MONOD	ANTONY	5 000,00 €
PUB	**R3556**	0920131T	LGT	AUGUSTE-RENOIR	ASNIERES-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3559**	0920429S	EREA	MARTIN-LUTHER-KING	ASNIERES-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3558**	0920150N	LP	PRONY (DE)	ASNIERES-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3561**	0920680P	LP	LÉONARD-DE-VINCI	BAGNEUX	5 000,00 €
PUB	**R3560**	0920132U	LGT	ALBERT-CAMUS	BOIS-COLOMBES	5 000,00 €
PUB	**R3562**	0921595J	LP	DANIEL-BALAVOINE	BOIS-COLOMBES	5 000,00 €
PUB	**R3762**	0922443F	LPO	ETIENNE-JULES-MAREY	BOULOGNE-BILLANCOURT	5 000,00 €
PUB	**R3563**	0920134W	LGT	JACQUES-PRÉVERT	BOULOGNE-BILLANCOURT	5 000,00 €
PUB	**P0038493**	0922801V	LGT	LYCEE DU TRAPEZE	BOULOGNE-BILLANCOURT	5 000,00 €
PUB	**R3565**	0920135X	LGT	EMMANUEL-MOUNIER	CHATENAY-MALABRY	5 000,00 €
PUB	**R3566**	0921166T	LPO	JEAN-JAURÈS	CHATENAY-MALABRY	5 000,00 €
PUB	**R3567**	0921555R	LGT	JACQUES-MONOD	CLAMART	5 000,00 €
PUB	**R3570**	0920136Y	LPO	NEWTON-ENREA	CLICHY	5 000,00 €
PUB	**R3572**	0922149L	LPO	RENÉ-AUFFRAY	CLICHY	5 000,00 €
PUB	**R3575**	0921229L	LPO	ANATOLE-France	COLOMBES	5 000,00 €
PUB	**R3753**	0922427N	LPO	CLAUDE-GARAMONT	COLOMBES	5 000,00 €
PUB	**R3573**	0920137Z	LGT	GUY-DE-MAUPASSANT	COLOMBES	5 000,00 €
PUB	**R3981**	0922615T	LG	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	5 000,00 €
PUB	**R3577**	0920138A	LGT	PAUL-LAPIE	COURBEVOIE	5 000,00 €
PUB	**R3578**	0921625S	LP	PAUL-PAINLEVÉ	COURBEVOIE	5 000,00 €
PUB	**R20735**	0922287L	EREA	JACQUES-BREL	GARCHES	5 000,00 €
PUB	**R3579**	0920810F	EREA	JEAN-MONNET	GARCHES	5 000,00 €
PUB	**R3580**	0921156G	LPO	GALILÉE	GENNEVILLIERS	5 000,00 €
PUB	**R3743**	0922397F	LPO	EUGÈNE-IONESCO	ISSY-LES-MOULINEAUX	5 000,00 €
PUB	**R3583**	0920158X	LP	TOURNELLE (LA)	LA GARENNE-COLOMBES	5 000,00 €
PUB	**R3584**	0922249V	LPO	MONTESQUIEU	LE PLESSIS-ROBINSON	5 000,00 €
PUB	**R3585**	0921230M	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	5 000,00 €
PUB	**R3586**	0920163C	LP	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	5 000,00 €
PUB	**R3588**	0921592F	LP	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	5 000,00 €
PUB	**R3587**	0920798T	LGT	RABELAIS	MEUDON	5 000,00 €
PUB	**R3590**	0920164D	LP	JEAN-MONNET	MONTROUGE	5 000,00 €
PUB	**R3589**	0921399W	LGT	MAURICE-GENEVOIX	MONTROUGE	5 000,00 €
PUB	**R3593**	0921626T	LP	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	5 000,00 €
PUB	**R3592**	0920141D	LGT	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	5 000,00 €
PUB	**R3779**	0922464D	LPO	LOUISE-MICHEL	NANTERRE	5 000,00 €
PUB	**R3597**	0920143F	LG	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	NEUILLY-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3595**	0920142E	LG	PASTEUR	NEUILLY-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3596**	0920166F	LP	VASSILY-KANDINSKY	NEUILLY-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3598**	0920144G	LGT	AGORA (L')	PUTEAUX	5 000,00 €
PUB	**R3599**	0921500F	LP	VOILIN	PUTEAUX	5 000,00 €
PUB	**R3745**	0922398G	LPO	GUSTAVE-EIFFEL	RUEIL-MALMAISON	5 000,00 €
PUB	**R3601**	0920799U	LGT	RICHELIEU	RUEIL-MALMAISON	5 000,00 €
PUB	**R3602**	0920801W	LGT	ALEXANDRE-DUMAS	SAINT-CLOUD	5 000,00 €
PUB	**R3603**	0922276Z	LPO	SANTOS-DUMONT	SAINT-CLOUD	5 000,00 €
PUB	**R3606**	0920170K	LP	FLORIAN	SCEAUX	5 000,00 €
PUB	**R3604**	0920145H	LGT	LAKANAL	SCEAUX	5 000,00 €

Liste des lycées franciliens

PUB	**R3605**	0920146J	LG	MARIE-CURIE	SCEAUX	5 000,00 €
PUB	**R3844**	0920802X	LGT	JEAN-PIERRE-VERNANT	SEVRES	5 000,00 €
PUB	**R3608**	0920171L	LP	LOUIS-BLÉRIOT	SURESNES	5 000,00 €
PUB	**R3607**	0920147K	LGT	PAUL-LANGEVIN	SURESNES	5 000,00 €
PUB	**R3610**	0921505L	LP	LOUIS-DARDENNE	VANVES	5 000,00 €
PUB	**R3609**	0920149M	LGT	JULES-MICHELET	VANVES	5 000,00 €
PUB	**R3611**	0921935D	EREA	TOULOUSE-LAUTREC	VAUCRESSON	5 000,00 €
PUB	**R3612**	0922277A	LPO	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	5 000,00 €
PUB	**R15803**	0921594H	LGT	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	5 000,00 €
PUB	**R3768**	0932122B	LPO	ALEMBERT (D')	AUBERVILLIERS	5 000,00 €
PUB	**R3619**	0930116W	LGT	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	5 000,00 €
PUB	**R3618**	0931024H	LP	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	5 000,00 €
PUB	**R3616**	0930117X	LGT	LE-CORBUSIER	AUBERVILLIERS	5 000,00 €
PUB	**R3622**	0930833A	LGT	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R3620**	0930834B	LGT	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R18517**	0930846P	LP	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	AULNAY-SOUS-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R3623**	0932119Y	LPO	EUGÈNE-HÉNAFF	BAGNOLET	5 000,00 €
PUB	**R3625**	0931198X	LP	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	5 000,00 €
PUB	**R3731**	0932123C	LPO	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	5 000,00 €
PUB	**R3624**	0931613Y	LGT	LOUISE-MICHEL	BOBIGNY	5 000,00 €
PUB	**R3627**	0930118Y	LGT	JEAN-RENOIR	BONDY	5 000,00 €
PUB	**R3781**	0932282A	LPO	LEO-LAGRANGE	BONDY	5 000,00 €
PUB	**R3628**	0930129K	LP	MADELEINE-VIONNET	BONDY	5 000,00 €
PUB	**R15267**	0932026X	LPO	ALFRED-NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R3630**	0930119Z	LPO	EUGENE-DELACROIX	DRANCY	5 000,00 €
PUB	**R3631**	0932229T	LPO	PAUL-LE-ROLLAND	DRANCY	5 000,00 €
PUB	**R3632**	0932126F	LPO	FRANCOIS-RABELAIS	DUGNY	5 000,00 €
PUB	**R3633**	0930120A	LGT	JACQUES-FEYDER	EPINAY-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3634**	0931735F	LP	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3635**	0931272C	LGT	GUSTAVE-EIFFEL	GAGNY	5 000,00 €
PUB	**R3636**	0931233K	LP	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	GAGNY	5 000,00 €
PUB	**R3638**	0931738J	LP	ARTHUR-RIMBAUD	LA COURNEUVE	5 000,00 €
PUB	**R3637**	0930128J	LP	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	5 000,00 €
PUB	**R3639**	0931430Z	LGT	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	5 000,00 €
PUB	**R3641**	0930831Y	LP	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	5 000,00 €
PUB	**R3640**	0932118X	LPO	JEAN-MOULIN	LE BLANC-MESNIL	5 000,00 €
PUB	**R15427**	0932034F	LGT	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	5 000,00 €
PUB	**P0028709**	0932577W	LGT	GERMAINE-TILLION	LE BOURGET	5 000,00 €
PUB	**R3643**	0930830X	LGT	ALBERT-SCHWEITZER	LE RAINCY	5 000,00 €
PUB	**R3642**	0932222K	LPO	RENÉ-CASSIN	LE RAINCY	5 000,00 €
PUB	**R3644**	0932073Y	LPO	PAUL-ROBERT	LES LILAS	5 000,00 €
PUB	**R3645**	0930136T	LP	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R3646**	0931585T	LGT	ANDRÉ-BOULLOCHE	LIVRY-GARGAN	5 000,00 €
PUB	**R3647**	0932120Z	LPO	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	5 000,00 €
PUB	**R18521**	0930122C	LGT	CONDORCET	MONTREUIL	5 000,00 €
PUB	**R3949**	0930130L	LP	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	MONTREUIL	5 000,00 €
PUB	**R3650**	0932116V	LPO	EUGÉNIE-COTTON	MONTREUIL	5 000,00 €
PUB	**R1331**	0931779D	LPO	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	MONTREUIL	5 000,00 €
PUB	**R3648**	0930121B	LGT	JEAN-JAURÈS	MONTREUIL	5 000,00 €
PUB	**R3812**	0932291K	LPO	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R18858**	0932047V	LPO	EVARISTE-GALOIS	NOISY-LE-GRAND	5 000,00 €
PUB	**R3652**	0931565W	LGT	FLORA-TRISTAN	NOISY-LE-GRAND	5 000,00 €
PUB	**P0033460**	0932638M	LPO	SECTIONS-INTERNATIONALES	NOISY-LE-GRAND	5 000,00 €
PUB	**R15801**	0930123D	LGT	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	5 000,00 €
PUB	**R15799**	0930133P	LP	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	5 000,00 €
PUB	**R3654**	0932117W	LPO	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	5 000,00 €
PUB	**R3655**	0930124E	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	5 000,00 €
PUB	**R3656**	0930135S	LP	SIMONE-WEIL	PANTIN	5 000,00 €
PUB	**R3756**	0932267J	LPO	LIBERTE	ROMAINVILLE	5 000,00 €
PUB	**R15357**	0932031C	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	ROSNY-SOUS-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R3658**	0931739K	LP	JEAN-MOULIN	ROSNY-SOUS-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R3663**	0932129J	LP	ENNA (L')	SAINT-DENIS	5 000,00 €
PUB	**R3662**	0930138V	LP	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	5 000,00 €
PUB	**R3660**	0930125F	LGT	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	5 000,00 €
PUB	**P0036077**	0932667U	LPO	PLAINE-COMMUNE	SAINT-DENIS	5 000,00 €
PUB	**R3661**	0932121A	LPO	SUGER	SAINT-DENIS	5 000,00 €
PUB	**R3543**	0930126G	LPO	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3542**	0932074Z	LPO	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R19063**	0932048W	LPO	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	5 000,00 €
PUB	**R15269**	0932030B	LPO	MAURICE-UTRILLO	STAINS	5 000,00 €
PUB	**R3540**	0931193S	LP	HÉLÈNE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	5 000,00 €
PUB	**R17099**	0932046U	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	5 000,00 €
PUB	**R3757**	0932221J	LPO	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	5 000,00 €
PUB	**R3539**	0930127H	LGT	GEORGES-CLÉMENCEAU	VILLEMOMBLE	5 000,00 €
PUB	**R3730**	0932260B	LPO	GEORGES-BRASSENS	VILLEPINTE	5 000,00 €
PUB	**R3537**	0931584S	LPO	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	5 000,00 €
PUB	**R3503**	0940126B	LPO	MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE	5 000,00 €
PUB	**R3534**	0940171A	EREA	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3533**	0940580V	LPO	LYCEE POLYVALENT	CACHAN	5 000,00 €
PUB	**R3529**	0940132H	LP	GABRIEL-PÉRI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3530**	0940113M	LPO	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3531**	0940112L	LPO	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3528**	0941951K	LPO	MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3527**	0941974K	LPO	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	5 000,00 €
PUB	**R18525**	0941604H	LP	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFESSIONNEL)	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3526**	0941470M	LGT	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**P0015628**	0942269F	LPO	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	5 000,00 €
PUB	**R3517**	0940141T	LPO	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	5 000,00 €
PUB	**R3518**	0941232D	LP	JEAN-MACÉ	CHOISY-LE-ROI	5 000,00 €
PUB	**R18527**	0941018W	LPO	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	5 000,00 €
PUB	**R19129**	0941930M	LPO	GUTENBERG	CRETEIL	5 000,00 €
PUB	**R3522**	0941413A	LPO	LÉON-BLUM	CRETEIL	5 000,00 €
PUB	**R3521**	0940114N	LPO	SAINT-EXUPÉRY	CRETEIL	5 000,00 €
PUB	**R3524**	0941298A	LP	JULES-MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R3523**	0941347D	LGT	PABLO-PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS	5 000,00 €
PUB	**R3525**	0941301D	LPO	FRÉDÉRIC-MISTRAL	FRESNES	5 000,00 €
PUB	**R3516**	0940134K	LP	VAL-DE-BIÈVRE	GENTILLY	5 000,00 €
PUB	**R3508**	0941972H	LPO	FERNAND-LÉGER	IVRY-SUR-SEINE	5 000,00 €

Liste des lycées franciliens

PUB	**R3507**	0940115P	LGT	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3515**	0941474S	LPO	DARIUS-MILHAUD	LE KREMLIN-BICETRE	5 000,00 €
PUB	**R3234**	0941975L	LPO	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	5 000,00 €
PUB	**R18533**	0940119U	LPO	PAUL-DOUMER	LE PERREUX-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3464**	0940742W	LPO	GUILLAUME-BUDÉ	LIMEIL-BREVANNES	5 000,00 €
PUB	**R3488**	0940116R	LGT	EUGÈNE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT	5 000,00 €
PUB	**R3487**	0941355M	LPO	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	5 000,00 €
PUB	**R3493**	0940117S	LG	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3494**	0940319L	EREA	FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3491**	0940137N	LP	LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3490**	0940118T	LPO	LOUIS-ARMAND	NOGENT-SUR-MARNE	5 000,00 €
PUB	**R3495**	0940138P	LP	ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY	5 000,00 €
PUB	**R3498**	0940121W	LGT	ARSONVAL (D')	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	5 000,00 €
PUB	**R3510**	0940122X	LPO	CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	5 000,00 €
PUB	**R3496**	0940585A	LPO	FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	5 000,00 €
PUB	**R3511**	0940140S	LP	GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	5 000,00 €
PUB	**R3497**	0940120V	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	5 000,00 €
PUB	**R16037**	0941918Z	LPO	CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE	5 000,00 €
PUB	**R3499**	0942130E	LPO	PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE	5 000,00 €
PUB	**R3500**	0940123Y	LGT	GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS	5 000,00 €
PUB	**R3502**	0940743X	LPO	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	5 000,00 €
PUB	**R3501**	0941952L	LPO	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	5 000,00 €
PUB	**R3504**	0940124Z	LGT	HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES	5 000,00 €
PUB	**R3505**	0940143V	LP	JEAN-MOULIN	VINCENNES	5 000,00 €
PUB	**R3479**	0940145X	LP	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3478**	0940129E	LPO	JEAN-MACÉ	VITRY-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3476**	0941294W	LPO	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE cedex	5 000,00 €
PUB	**R3466**	0951811C	LPO	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	ARGENTEUIL	5 000,00 €
PUB	**R3486**	0950666H	LPO	GEORGES-BRAQUE	ARGENTEUIL	5 000,00 €
PUB	**R18539**	0950641F	LPO	JEAN-JAURÈS	ARGENTEUIL	5 000,00 €
PUB	**R3484**	0950640E	LGT	JULIE-VICTOIRE-DAUBIÉ	ARGENTEUIL	5 000,00 €
PUB	**R3468**	0950709E	LP	VIRGINIA-HENDERSON	ARNOUVILLE	5 000,00 €
PUB	**R3469**	0951748J	LPO	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	5 000,00 €
PUB	**R3470**	0950164M	EREA	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	5 000,00 €
PUB	**P0030507**	0952173W	LPO	LYCEE FUSIONNE	BEZONS	5 000,00 €
PUB	**R3473**	0951399E	LGT	ALFRED-KASTLER	CERGY	5 000,00 €
PUB	**R3474**	0951637N	LGT	GALILÉE	CERGY	5 000,00 €
PUB	**R18856**	0951756T	LPO	JULES-VERNE	CERGY	5 000,00 €
PUB	**R3679**	0951282C	LP	VEXIN (DU)	CHARS	5 000,00 €
PUB	**R3680**	0950656X	LP	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	5 000,00 €
PUB	**R3214**	0951922Y	LGT	CAMILLE-SAINT-SAENS	DEUIL-LA-BARRE	5 000,00 €
PUB	**R19249**	0951788C	LPO	GEORGE-SAND	DOMONT	5 000,00 €
PUB	**R3744**	0951974E	LPO	LOUIS-ARMAND	EAUBONNE	5 000,00 €
PUB	**P0034141**	0952196W	LPO	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	5 000,00 €
PUB	**R3683**	0951618T	LP	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY	5 000,00 €
PUB	**R3685**	0950657Y	LP	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	5 000,00 €
PUB	**R3686**	0951673C	LPO	GUSTAVE-EIFFEL	ERMONT	5 000,00 €
PUB	**R3684**	0950645K	LGT	VAN-GOGH	ERMONT	5 000,00 €
PUB	**R3728**	0951727L	LPO	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	5 000,00 €
PUB	**R3726**	0951722F	LPO	JEAN-MONNET	FRANCONVILLE	5 000,00 €
PUB	**R3475**	0951787B	LPO	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	5 000,00 €
PUB	**R18171**	0951766D	LGT	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	5 000,00 €
PUB	**R3687**	0950646L	LGT	RENÉ-CASSIN	GONESSE	5 000,00 €
PUB	**R18617**	0950667J	LPO	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	5 000,00 €
PUB	**R3729**	0951723G	LGT	MONTESQUIEU	HERBLAY-SUR-SEINE	5 000,00 €
PUB	**R3209**	0951824S	LPO	HAUTIL (DE L')	JOUY-LE-MOUTIER	5 000,00 €
PUB	**R3392**	0951147F	LGT	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM	5 000,00 €
PUB	**R3393**	0950647M	LGT	GÉRARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	5 000,00 €
PUB	**R3394**	0950648N	LGT	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	MONTMORENCY	5 000,00 €
PUB	**R3395**	0951281B	LP	TURGOT	MONTMORENCY	5 000,00 €
PUB	**R3396**	0950949R	LP	JEAN-MERMOZ	MONTSOULT	5 000,00 €
PUB	**R3215**	0951937P	LPO	PAUL-EMILE-VICTOR	OSNY	5 000,00 €
PUB	**R3397**	0950649P	LPO	CAMILLE-PISSARRO	PONTOISE	5 000,00 €
PUB	**R3365**	0950658Z	LP	CHÂTEAU-EPLUCHES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	5 000,00 €
PUB	**R8263**	0951728M	LPO	EDMOND-ROSTAND	SAINT-OUEN-L'AUMONE	5 000,00 €
PUB	**R3399**	0951104J	LPO	JEAN-PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	5 000,00 €
PUB	**R16193**	0951753P	LGT	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-WITZ	5 000,00 €
PUB	**R3400**	0950983C	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	5 000,00 €
PUB	**R18545**	0950650R	LPO	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	5 000,00 €
PUB	**R3402**	0950947N	LPO	TOURELLE (DE LA)	SARCELLES	5 000,00 €
PUB	**R3403**	0950651S	LGT	JACQUES-PRÉVERT	TAVERNY	5 000,00 €
PUB	**R3404**	0951763A	LPO	LOUIS-JOUVET	TAVERNY	5 000,00 €
PUB	**R3678**	0951710T	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	VAUREAL	5 000,00 €
PUB	**R3405**	0951090U	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	5 000,00 €
MUN	**R3884**	0752388N	LP	PIERRE-LESCOT	PARIS 01ER	5 000,00 €
MUN	**P0031321**	0750428H	LPO	JACQUES-MONOD	PARIS 05EME	5 000,00 €
MUN	**R3885**	0750463W	LPO	LUCAS-DE-NEHOU	PARIS 05EME	5 000,00 €
MUN	**P0030723**	0750502N	LPO	MAXIMILIEN-VOX	PARIS 06EME	5 000,00 €
MUN	**R3883**	0752845K	LP	THEOPHILE-GAUTIER	PARIS 12EME	5 000,00 €
MUN	**P0030722**	0750553U	LP	GASTON-BACHELARD	PARIS 13EME	5 000,00 €
MUN	**P0022087**	0750436S	LP	CLAUDE-ANTHIME-CORBON	PARIS 15EME	5 000,00 €
MUN	**P0030721**	0750588G	LP	RENE-CASSIN	PARIS 16EME	5 000,00 €
MUN	**R3888**	0753350J	LP	MARIA-DERAISMES	PARIS 17EME	5 000,00 €
MUN	**P0030391**	0750419Y	LP	CAMILLE-JENATZY	PARIS 18EME	5 000,00 €
MUN	**R3825**	0752109K	LP	SUZANNE-VALADON	PARIS 18EME	5 000,00 €
MUN	**R3361**	0750508V	LP	CHARLES-DE-GAULLE	PARIS 20EME	5 000,00 €
PRIV EN	**R3122**	0753820V	LGT	FRANCS-BOURGOIS	PARIS 04EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3123**	0753824Z	LG	MASSILLON	PARIS 04EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3124**	0753827C	LG	LOUISE-DE-MARILLAC	PARIS 05EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3125**	0753598D	LG	SEVIGNE	PARIS 05EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3127**	0753647G	LG	ALSACIENNE	PARIS 06EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3134**	0754029X	LPO	CARCADO-SAISSEVAL	PARIS 06EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3129**	0753842U	LGT	NOTRE-DAME-DE-SION	PARIS 06EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3130**	0753844W	LGT	SAINTE-GENEVIEVE	PARIS 06EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3133**	0754025T	LPO	SAINT-NICOLAS	PARIS 06EME	1 000,00 €
PRIV EN	**P0037430**	0753838P	LG	SAINT-SULPICE	PARIS 06EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3132**	0753840S	LG	STANISLAS	PARIS 06EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3143**	0754030Y	LPO	ALBERT-DE-MUN	PARIS 07EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3136**	0753849B	LG	ALMA	PARIS 07EME	1 000,00 €

Liste des lycées franciliens

PRIV EN	**R3139**	0753851D	LG	LA-ROCHEFOUCAULT	PARIS 07EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3137**	0753809H	LG	PAUL-CLAUDEL- d'HULST	PARIS 07EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3140**	0753852E	LGT	SAINTE-JEANNE-ELISABETH	PARIS 07EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3141**	0753850C	LG	SAINT-THOMAS-D'AQUIN	PARIS 07EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3783**	0754860A	LG	THERESE-CHAPPUIS	PARIS 07EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3145**	0753873C	LG	FENELON-SAINTE-MARIE-LA-PLAINE-MONC	PARIS 08EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3146**	0754037F	LT	FENELON-SAINTE-MARIE-LA-PLAINE-MONC	PARIS 08EME	1 000,00 €
PRIV EN	**P0000971**	0753825A	LG	MORVAN	PARIS 09EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3150**	0753887T	LG	BOSSUET-NOTRE-DAME	PARIS 10EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3152**	0753883N	LG	EDGAR-POE	PARIS 10EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3153**	0753885R	LG	ROCROY-SAINT-VINCENT-DE-PAUL	PARIS 10EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3156**	0753890W	LGT	CHARLES-PEGUY	PARIS 11EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3121**	0753815P	LGT	COURS-DES-PETITS-CHAMPS	PARIS 11EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3228**	0754479L	LG	OZAR-HATORAH	PARIS 11EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3149**	0753935V	LG	ENIO-GEORGES-LEVEN	PARIS 12EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3158**	0753898E	LG	EUGENE-NAPOLEON-SAINT-PIERRE-FOURI	PARIS 12EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3135**	0751883P	LT	INSTITUT-SUPERIEUR-CLORIVIERE	PARIS 12EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3157**	0753897D	LG	SAINT-MICHEL-DE-PICPUS	PARIS 12EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3161**	0750330B	LT	ECOLE-TECHNOLOGIQUE-SUPERIEURE-DE	PARIS 13EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3160**	0754042L	LPO	LE-REBOURS	PARIS 13EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3163**	0753902J	LG	NOTRE-DAME-DE-FRANCE	PARIS 13EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3162**	0754924V	LPO	NOTRE-DAME-SAINT-VINCENT-DE-PAUL	PARIS 13EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3126**	0753834K	LG	YABNE	PARIS 13EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3164**	0754045P	LPO	CATHERINE-LABOURE	PARIS 14EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3166**	0753874D	LG	ACTIVE-BILINGUE-JEANNINE-MANUEL	PARIS 15EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3167**	0753915Y	LG	BLOMET	PARIS 15EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3168**	0753916Z	LG	SAINTE-ELISABETH	PARIS 15EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3170**	0753948J	LG	ASSOMPTION	PARIS 16EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3171**	0753941B	LG	GERSON	PARIS 16EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3178**	0753943D	LG	INSTITUT-DE-LA-TOUR	PARIS 16EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3173**	0753946G	LG	NOTRE-DAME-DES-OISEAUX	PARIS 16EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3174**	0753919C	LG	PASCAL	PARIS 16EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3242**	0754666P	LGT	PASSY-SAINT-HONORE	PARIS 16EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3179**	0753217P	LPO	SAINTE-THERESE-FONDATION-D'AUTEUIL	PARIS 16EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3175**	0753947H	LG	SAINT-JEAN-DE-PASSY	PARIS 16EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3177**	0753933T	LG	SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE	PARIS 16EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3144**	0752937K	LG	EIB-ETOILE *(ex-Active-Bilingue-Etoile)*	PARIS 17EME	1 000,00 €
PRIV EN	**P0014706**	0755537L	LGT	GROUPE SCOLAIRE ALLIANCE RACHI (ex Gaston-Tenoudji)	PARIS 17EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3775**	0754081D	LG	SAINTE-URSULE-LOUISE-DE-BETTIGNIES	PARIS 17EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3180**	0753959W	LG	SAINT-MICHEL-DES-BATIGNOLLES	PARIS 17EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3182**	0754086J	LGT	CHARLES-DE-FOUCAULD	PARIS 18EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3184**	0754239A	LP	SAINT-JEAN-DE-MONTMARTRE	PARIS 18EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3194**	0753231E	LG	SINAI	PARIS 18EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R40442**	0755352K	LG	ASSOCIATION-N'R-HATORAH	PARIS 19EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3773**	0754325U	LG	BETH-HANNA	PARIS 19EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3186**	0754016H	LPO	INITIATIVE (L')	PARIS 19EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3187**	0754015G	LPO	JULES-RICHARD-MICROTECHNIQUE	PARIS 19EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3766**	0754965P	LGT	LUCIEN-DE-HIRSCH	PARIS 19EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3190**	0753384W	LG	BETH-YACOV	PARIS 20EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3189**	0753537M	LT	ECOLE SUPERIEURE DES TECHNIQUES DE BIOLOGIE APPLIQUEE	PARIS 20EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R3782**	0755025E	LG	HEIKHAL-MENAHEM-SINAI	PARIS 20EME	1 000,00 €
PRIV EN	**P0026757**	0755709Y	LG	SAINTE-LOUISE	PARIS 20EME	1 000,00 €
PRIV EN	**R19991**	0772275E	LPO	MAURICE-RONDEAU	BUSSY SAINT GEORGES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3000**	0771720B	LG	GUY-GASNIER-SAINTE-BATHILDE	CHELLES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3003**	0771200L	LPO	BLANCHE-DE-CASTILLE	FONTAINEBLEAU	1 000,00 €
PRIV EN	**R3002**	0771232W	LG	SAINT-ASPAIS	FONTAINEBLEAU	1 000,00 €
PRIV EN	**R3793**	0772602K	LG	SAINTE-CELINE	LA FERTE SOUS JOUARRE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3007**	0771237B	LGT	SAINT-LAURENT-LA-PAIX-NOTRE-DAME	LAGNY SUR MARNE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3009**	0772153X	LPO	JEAN-ROSE	MEAUX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3008**	0771246L	LG	INSTITUT-BOSSUET	MEAUX CEDEX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3010**	0771238C	LPO	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	MELUN	1 000,00 €
PRIV EN	**R19979**	0772324H	LGT	SAINTE-THERESE	OZOIR LA FERRIERE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3777**	0772290W	LG	SAINTE-CROIX	PROVINS	1 000,00 €
PRIV EN	**R19044**	0772151V	LP	LES-SINOPLIES	ROISSY EN BRIE	1 000,00 €
PRIV EN	**P0036045**	0772840U	LG	LA-SALLE-SAINTE-MARIE	SAINT-PIERRE LES NEMOURS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3013**	0783282U	LGT	BLANCHE-DE-CASTILLE	LE CHESNAY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3023**	0783297K	LGT	LE-BON-SAUVEUR	LE VESINET	1 000,00 €
PRIV EN	**R3015**	0783283V	LGT	ERMITAGE (L')	MAISONS LAFFITTE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3016**	0783289B	LGT	NOTRE-DAME	MANTES LA JOLIE	1 000,00 €
PRIV EN		0783537W	LP	NOTRE-DAME (Professionnel)	MANTES LA JOLIE	1 000,00 €
PRIV EN	**R16729**	0783330W	LP	ROULLEAU	MEULAN	1 000,00 €
PRIV EN	**R19981**	0781974X	LGT	SAINT-EXUPERY	MONTIGNY LE BRETONNEUX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3774**	0781899R	LGT	SAINT-FRANCOIS-D'ASSISE	MONTIGNY LE BRETONNEUX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3018**	0781664K	LGT	SAINTE-THERESE	RAMBOUILLET	1 000,00 €
PRIV EN	**R3021**	0783288A	LPO	NOTRE-DAME	SAINT GERMAIN EN LAYE	1 000,00 €
PRIV EN	**P0033799**	0783657B	LGT	SAINT-AUGUSTIN	SAINT GERMAIN EN LAYE	1 000,00 €
PRIV EN		0783286Y	LGT	SAINT-EREMBERT	SAINT GERMAIN EN LAYE	1 000,00 €
PRIV EN	**R18585**	0781856U	LP	SAINT-EREMBERT(Professionnel)	SAINT GERMAIN EN LAYE	1 000,00 €
PRIV EN	**R18561**	0783323N	LT	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE	SAINT GERMAIN EN LAYE	1 000,00 €
PRIV EN		0781581V	LP	SAINT THOMAS DE VILLENEUVE (Professionnel)	SAINT GERMAIN EN LAYE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3022**	0783344L	LGT	NOTRE-DAME-LES-OISEAUX	VERNEUIL SUR SEINE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3772**	0783293F	LGT	LES-CHATAIGNIERS	VERSAILLES	1 000,00 €
PRIV EN		0782100J	LP	LES-CHATAIGNIERS (Professionnel)	VERSAILLES	1 000,00 €
PRIV EN	**R18563**	0783351U	LGT	NOTRE-DAME-DU-GRANDCHAMP	VERSAILLES	1 000,00 €
PRIV EN		0781582W	LP	NOTRE DAME DU GRANDCHAMP (Professionnel)	VERSAILLES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3029**	0783325R	LP	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	VERSAILLES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3026**	0783053V	STS CPGE	SAINTE-GENEVIEVE	VERSAILLES CEDEX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3030**	0783350T	LGT	SAINT-JEAN-HULST	VERSAILLES CEDEX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3031**	0910808J	LGT	SAINT-CHARLES	ATHIS MONS CEDEX	1 000,00 €
PRIV EN	**P0040350**	0912384X	LGT	JEANNE-D'ARC	BRETIGNY-SUR-ORGE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3096**	0910843X	LPO	SAINT-PIERRE (Professionnel)	BRUNOY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3032**	0910812N	LG	SAINT-PIERRE	BRUNOY CEDEX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3033**	0911264E	LPO	OPTOMETRIE (d')	BURES SUR YVETTE	1 000,00 €

Liste des lycées franciliens

PRIV EN	**R3751**	0912161E	LPO	SAINT-LEON	CORBEIL ESSONNES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3034**	0910815S	LGT	INSTITUTION-JEANNE-D'ARC	ETAMPES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3035**	0912117G	LPO	NOTRE-DAME-DE-SION	EVRY-COURCOURONNES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3207**	0912342B	LGT	LA-SALLE-IGNY (Agricole) (ex-Saint Nicolas)	IGNY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3036**	0910824B	LGT	SACRE-COEUR	LA VILLE DU BOIS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3037**	0910819W	LGT	COURS-SECONDAIRE-D'ORSAY	ORSAY	1 000,00 €
PRIV EN	**R16604**	0912321D	LPO	SAINT-MARTIN	PALAISEAU	1 000,00 €
PRIV EN	**R3041**	0911844K	LG	RUDOLF-STEINER	VERRIERES LE BUISSON	1 000,00 €
PRIV EN	**R3038**	0910823A	LGT	ILE-DE-France	VILLEBON SUR YVETTE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3039**	0910826D	LGT	SAINT-LOUIS-SAINT-CLEMENT	VIRY CHATILLON	1 000,00 €
PRIV EN	**R3771**	0910838S	LG	BETH-RIVKHA	YERRES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3042**	0920904H	LGT	SAINTE-MARIE	ANTONY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3043**	0920889S	LGT	SAINTE-GENEVIEVE	ASNIERES SUR SEINE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3044**	0920894X	LGT	SAINT-GABRIEL(Apprentis d'Auteuil)	BAGNEUX	1 000,00 €
PRIV EN	**P0040351**	0922691A	LG	HAUTEFEUILLE	BOIS-COLOMBES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3045**	0920897A	LGT	NOTRE-DAME-DE-BOULOGNE	BOULOGNE BILLANCOURT	1 000,00 €
PRIV EN	**R3046**	0920898B	LGT	RAMBAM	BOULOGNE BILLANCOURT	1 000,00 €
PRIV EN	**R3047**	0920906K	LGT	NOTRE-DAME	BOURG LA REINE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3048**	0920907L	LGT	SOPHIE-BARAT	CHATENAY MALABRY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3049**	0920908M	LGT	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE	CHAVILLE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3050**	0921663H	LGT	JEANNE-D'ARC	COLOMBES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3051**	0921484N	LPO	MONTALEMBERT	COURBEVOIE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3053**	0920963X	LP	SAINT-FRANCOIS-D'ASSISE	FONTENAY AUX ROSES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3733**	0922653J	LPO	SAINT-NICOLAS (La Salle)	ISSY LES MOULINEAUX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3055**	0920916W	LGT	LA-SOURCE	MEUDON	1 000,00 €
PRIV EN	**R3056**	0920917X	LGT	NOTRE-DAME	MEUDON	1 000,00 €
PRIV EN	**R3057**	0920981S	LP	SAINT-PHILIPPE (Apprentis d'Auteuil)	MEUDON	1 000,00 €
PRIV EN	**R3058**	0920918Y	LGT	JEANNE-D'ARC	MONTROUGE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3059**	0920985W	LPO	LA-TRINITE (ex-Georges-Guerin)	NEUILLY SUR SEINE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3060**	0920919Z	LGT	NOTRE-DAME-DE-SAINTE-CROIX	NEUILLY SUR SEINE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3061**	0920875B	LGT	SAINTE-MARIE	NEUILLY SUR SEINE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3062**	0920921B	LGT	SAINT-DOMINIQUE	NEUILLY SUR SEINE CEDEX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3064**	0920928J	LGT	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL	RUEIL MALMAISON	1 000,00 €
PRIV EN		0921932A	LP	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL(Professionnel)	RUEIL MALMAISON	1 000,00 €
PRIV EN	**R3063**	0921365J	LGT	MADELEINE-DANIELOU	RUEIL MALMAISON	1 000,00 €
PRIV EN	**R3066**	0920937U	LGT	SUGER	VAUCRESSON	1 000,00 €
PRIV EN	**P0015938**	0932110N	LG	CHNE-OR	AUBERVILLIERS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3067**	0931026K	LPO	PROTECTORAT-SAINT-JOSEPH	AULNAY SOUS BOIS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3068**	0930961P	LG	ESPERANCE (L')	AULNAY SOUS BOIS CEDEX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3069**	0930936M	LPO	SAINT-BENOIST-DE-L'EUROPE	BAGNOLET	1 000,00 €
PRIV EN	**P0039969**	0932721C	LP	CENTRE-MARCEL-LAMY-COIFFURE-ESTHETIQUE	BOBIGNY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3070**	0930962R	LG	CHARLES-PEGUY	BOBIGNY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3071**	0930933J	LPO	ASSOMPTION	BONDY	1 000,00 €
PRIV EN	**P0033801**	0932619S	LG	SAINT-GERMAIN	DRANCY	1 000,00 €
PRIV EN		0931573E	LP	ROBERT-SCHUMAN	DUGNY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3072**	0932618R	LT	ROBERT-SCHUMAN	DUGNY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3788**	0931464L	LG	MERKAZ-HATORAH (garçons)	GAGNY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3073**	0930929E	LP	JEANNE-LA-LORRAINE	LE RAINCY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3787**	0932303Y	LG	MERKAZ-HATORAH (filles)	LE RAINCY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3074**	0931812P	LG	SAINT-LOUIS-SAINTE-CLOTILDE	LE RAINCY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3087**	0931813R	LG	GROUPE-SCOLAIRE-ALLIANCE	LES PAVILLONS SOUS BOIS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3076**	0930965U	LG	HENRI-MATISSE	MONTREUIL	1 000,00 €
PRIV EN	**R21207**	0931796X	LGT	ORT (Daniel Meyer)	MONTREUIL cedex	1 000,00 €
PRIV EN		0930960N	LP	ORT (Daniel Meyer) (Professionnel)	MONTREUIL cedex	1 000,00 €
PRIV EN	**R3077**	0932036H	LGT	FRANCOISE-CABRINI	NOISY LE GRAND	1 000,00 €
PRIV EN		0931369H	LP	FRANCOISE-CABRINI (Professionnel)	NOISY LE GRAND	1 000,00 €
PRIV EN	**P0036046**	0932653D	LG	SAINT-JOSEPH-LA-SALLE	PANTIN	1 000,00 €
PRIV EN	**R3079**	0931797Y	LPO	LA-SALLE-SAINT-DENIS	SAINT DENIS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3081**	0930946Y	LP	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	SAINT DENIS	1 000,00 €
PRIV EN	**P0035974**	0932654E	LG	SAINTE-MARIE	STAINS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3084**	0931799A	LG	FENELON	VAUJOURS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3085**	0930974D	LG	BLANCHE-DE-CASTILLE	VILLEMOMBLE	1 000,00 €
PRIV EN	**R15299**	0941909P	LG	PALISSY	BOISSY ST LEGER	1 000,00 €
PRIV EN	**R3089**	0940823J	LP	FOYER-DE-CACHAN (dit Robert Keller)	CACHAN	1 000,00 €
PRIV EN	**R18573**	0941877E	LG	NOTRE-DAME-DES-MISSIONS	CHARENTON LE PONT	1 000,00 €
PRIV EN	**R3090**	0940885B	LG	SAINT-ANDRE	CHOISY LE ROI	1 000,00 €
PRIV EN	**R18571**	0942354Y	LGT	ENSEMBLE-SAINTE-MARIE	CRETEIL	1 000,00 €
PRIV EN	**R3091**	0941711Z	LG	OZAR-HATORAH (Filles)	CRETEIL	1 000,00 €
PRIV EN	**R3213**	0941943B	LG	OZAR-HATORAH (Garçons)	CRETEIL	1 000,00 €
PRIV EN	**R3092**	0941407U	LP	CE3P	IVRY SUR SEINE	1 000,00 €
PRIV EN		0942145W	LT	CE3P	IVRY SUR SEINE	1 000,00 €
PRIV EN	**R18571**	0942355Z	LP	ENSEMBLE-SAINTE-MARIE	JOINVILLE LE PONT	1 000,00 €
PRIV EN	**R3095**	0940880W	LG	ALBERT-DE-MUN	NOGENT SUR MARNE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3097**	0940881X	LG	MONTALEMBERT	NOGENT SUR MARNE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3098**	0940882Y	LGT	SAINT-MICHEL	SAINT MANDE CEDEX	1 000,00 €
PRIV EN	**R3101**	0940878U	LGT	TEILHARD-DE-CHARDIN	SAINT MAUR DES FOSSES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3102**	0940891H	LG	PETIT-VAL	SUCY EN BRIE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3103**	0940853S	LP	CLAUDE-FRANCOIS-POULLART-DES-PLACE	THIAIS	1 000,00 €
PRIV EN	**P0036558**	0942376X	LPO	COURS-DU-HAMEAU	THIAIS	1 000,00 €
PRIV EN		0942443V	LGT	SAINT-JOSEPH	VILLEJUIF	1 000,00 €
PRIV EN	**R3106**	0940822H	LGT	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	VINCENNES	1 000,00 €
PRIV EN		0941724N	LP	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS (Professionnel)	VINCENNES	1 000,00 €
PRIV EN	**R18575**	0940821G	LGT	GREGOR-MENDEL	VINCENNES	1 000,00 €
PRIV EN		0941722L	LP	GREGOR-MENDEL (professionnel)	VINCENNES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3104**	0940877T	LG	NOTRE-DAME-DE-LA-PROVIDENCE	VINCENNES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3107**	0941719H	LGT	EPIN	VITRY SUR SEINE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3111**	0950800D	LP	FONDATION-COGNAC-JAY	ARGENTEUIL	1 000,00 €
PRIV EN	**R3776**	0951998F	LPO	GARAC	ARGENTEUIL	1 000,00 €
PRIV EN	**P0035975**	0952208J	LGT	SAINT-JOSPEH	ARGENTEUIL	1 000,00 €
PRIV EN	**R3112**	0950753C	LGT	NOTRE-DAME-DE-LA-PROVIDENCE	ENGHIEN LES BAINS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3113**	0950812S	LP	JEANNE-D'ARC	FRANCONVILLE	1 000,00 €
PRIV EN	**P0018658**	0952158E	LGT	INSTITUT-PAUL-RICOEUR	LOUVRES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3114**	0950759J	LGT	NOTRE-DAME-DE-BURY	MARGENCY-ANDILLY	1 000,00 €
PRIV EN	**P0033802**	0952126V	LG	APPRENDRE-AUTREMENT	MONTMAGNY	1 000,00 €
PRIV EN	**R20911**	0950804H	LP	NOTRE-FAMILLE	OSNY	1 000,00 €
PRIV EN	**R3115**	0950761L	LPO	NOTRE-DAME-DE-LA-COMPASSION	PONTOISE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3116**	0950762M	LGT	SAINT-MARTIN-DE-France	PONTOISE	1 000,00 €

Liste des lycées franciliens

PRIV EN	**R3216**	0951221L	LPO	VAUBAN	PONTOISE	1 000,00 €
PRIV EN	**R3117**	0950785M	LGT	NOTRE-DAME	SANNOIS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3118**	0950805J	LP	SAINT-JEAN (Apprentis d'Auteuil)	SANNOIS	1 000,00 €
PRIV EN	**R3119**	0950786N	LGT	LA-SALLE-SAINT-ROSAIRE	SARCELLES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3217**	0951940T	LGT	OZAR-HATORAH	SARCELLES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3227**	0951048Y	LGT	TORAT-EMET	SARCELLES	1 000,00 €
PRIV EN	**R3778**	0951994B	LPO	ROBERT-BLUM (ORT)	VILLIERS LE BEL	1 000,00 €

2 580 000,00 €

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-140
DU 4 MARS 2020

GESTION FONCIÈRE DES EPLE - MARS 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU Le code de l'Education ;

VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2019-046 du 19 septembre 2019 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-140 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

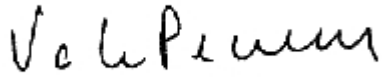
Article 1 :
Accepte le transfert en pleine propriété et à titre gratuit à la région Ile-de-France de l'assiette foncière du lycée Fustel de Coulanges et des bâtiments qu'elle supporte appartenant à la Ville de Massy, représentée par la parcelle cadastrée AL 115 pour 16 897 m² à Massy.

Autorise la Présidente de la Région Ile-de-France à signer tous les actes, pièces et documents nécessaires au transfert en pleine propriété objet du précédent alinéa.

Article 2 :
Affecte une autorisation de programme de **30 000,00 euros** disponible sur le Chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-002 « Acquisitions », action 12200201 «Acquisitions des terrains» du budget 2020, afin d'assurer les transferts de propriété des lycées prévus en 2020.

Article 3 :
Affecte une autorisation d'engagement de **18 000,00 euros** afin de pouvoir régler les appels de charges relatifs à la copropriété du 31 avenue Ledru Rollin 75012 Paris pour l'année 2020.
La dépense sera prélevée sur le Chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-018 (122018) « dépenses de gestion associées aux programmes scolaires» action 12201803 « impôts loyers et taxes » du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172496-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-141

DU 4 MARS 2020

APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT D'AUTORITÉS CONCÉDANTES ENTRE CERTAINS LYCÉES PUBLICS ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation nationale ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 13-897du 20 novembre 2013 relative au protocole d'accord entre la Ville de Paris et la Région Île-de-France concernant les lycées municipaux parisiens ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2017-67 du 10 mars 2017 relative à une région exemplaire en matière d'alimentation locale et bio, en particulier pour ses lycées ;

VU la délibération n° CP 2020-59 du 31 janvier 2020 relative à l'approbation du principe du contrat de concession pour la gestion et l'exploitation de la restauration scolaire de certains lycées régionaux ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-141 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

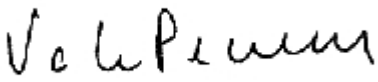
Article 1 :

Approuve la constitution d'un groupement d'autorités concédantes entre certains lycées publics et la Région Île-de-France.

Article 2 :

Autorise la signature de la présente convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes entre certains lycées publics et la Région Île-de-France.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171842-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1

Convention constitutive de groupement d'autorités concédantes entre certains lycées publics et la Région Île-de-France en vue de la passation d'un contrat de concession pour la gestion et l'exploitation de la restauration scolaire

Vu le code de la commande publique,
Vu le code de l'éducation nationale,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° CP 2020-059 du 31/01/2020 relative à l'approbation du principe du contrat de concession pour la gestion et l'exploitation de certains lycées régionaux,
Vu la délibération n°…….. des lycées……..,
Vu la délibération n°……du Conseil régional d'Ile de France,

ENTRE

La Région Ile-de-France, dont le siège est domicilié, 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Ci-après « la Région »,

ET

- Les lycées publics régionaux, dont la liste figure en annexe (n°1),

Ci- après « les lycées »,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Préambule : Exposé de la situation

Conformément au code de l'éducation, la région assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les établissements dont elle a la charge. Le chef d'établissement, assisté des services d'intendance et d'administration, encadre et organise le travail des personnels techniciens, ouvriers et de service placés sous son autorité. Il assure la gestion du service de demi-pension conformément aux modalités d'exploitation définies par la collectivité compétente.

Au regard du principe d'autonomie des établissements, 21 lycées ont choisi de déléguer historiquement leurs services de restauration dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP). Pour ces établissements, c'est le délégataire avec ses agents qui assure le fonctionnement du service de restauration ainsi que la facturation et le recouvrement des convives. Provisoirement, deux d'entre eux ont recours à un marché à procédure adaptée (MAPA) durant la phase de travaux de rénovation des locaux de restauration.

Sur la base de ce constat, la Région doit choisir un mode de gestion de la restauration pour ses 21 lycées. Les objectifs à atteindre sont une optimisation du processus achat, une sécurisation de la procédure de passation des contrats et une harmonisation des prestations fournies.

Article 1 - Objet du groupement

Le groupement a pour objet principal la passation de contrats de concession ayant pour objet la gestion et l'exploitation du service public de restauration scolaire.

Ces contrats permettront ainsi l'achat de prestations de services, directement liés à l'exploitation et à l'exécution du service de restauration scolaire. Les caractéristiques des prestations intégrées aux contrats de concession pour la gestion et l'exploitation de la restauration scolaire figurent en annexe 2.

La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement d'autorités concédantes.

Article 2 - Durée du groupement

Le groupement est conclu pour une durée indéterminée. Il se termine à la fin d'exécution des contrats passés dans le cadre de ce groupement.

La présente convention de groupement prend effet au 1er avril 2020.

Article 3 – Règles applicables au groupement

En application des articles L2113-6 et suivants du code de la commande publique, les règles applicables à la constitution du présent groupement sont les règles du code de la commande publique applicables aux autorités concédantes.

Article 4 - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur du groupement est **La Région**.

Durant toute la phase de passation et d'exécution des contrats, la Région sera accompagnée par un cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage titulaire d'un marché dont l'objet est la rédaction, la passation et le pilotage des contrats de concession relatifs à la restauration scolaire de lycées publics régionaux.

Le coordonnateur a pour missions :

- La définition des besoins de chaque membre du groupement en fonction des éléments fournis par chacun ;

- La prise en charge de la passation des contrats, comprenant notamment :
    - la rédaction des pièces des contrats ;
    - les mesures de publicité et de mise en concurrence ;
    - l'ouverture des plis et l'analyse des offres ;

- l'attribution des contrats ;
- l'information des candidats non retenus ;
- l'élaboration du rapport de présentation en vue de la transmission des pièces des contrats au contrôle de légalité ;
- la signature et la notification des contrats aux concessionnaires;
- l'envoi de l'avis d'attribution ;

- La passation des éventuels avenants à ces contrats ainsi que, après en avoir approuvé le bien fondé et les modalités, la résiliation de ces contrats.

- La réalisation de contrôles inopinés pour s'assurer du respect des engagements contractuels du titulaire ;

- La prise en charge de la représentation du groupement dans les procédures contentieuses liées à la passation et l'exécution des contrats ;

- Le reporting de l'exécution des contrats dans la perspective de la rédaction d'un rapport d'activité annuel.

Le coordonnateur informe les représentants de tous les autres membres du groupement du lancement de la procédure de passation, du choix de l'attributaire et de la signature des contrats.

A l'issue de la procédure de passation, le coordonnateur est chargé de signer et notifier au nom et pour le compte des autres membres du groupement les contrats, et le cas échéant les avenants, avec le cocontractant retenu.

Article 5 – Obligations des membres du groupement.

Les membres du groupement s'engagent, en signant la présente convention constitutive, à :

- Désigner dès la signature de la convention parmi leurs agents un interlocuteur dédié ;

- Autoriser le cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage mandaté par la Région à effectuer un état des lieux du service de restauration et à lui transmettre tous les documents nécessaires à la réalisation de ses missions ;

- Définir préalablement leurs besoins propres dans les délais requis pour assurer le bon déroulement des procédures;

- Transmettre au coordonnateur leurs besoins prévisionnels fondés sur une estimation sincère et rigoureuse ;

- Informer le coordonnateur de tout dysfonctionnement constaté dans l'exécution du contrat ;

- Fournir au coordonnateur tous les éléments nécessaires à la rédaction d'avenants ou de décisions de résiliation ;

- Etablir un bilan semestriel de l'exécution du marché, pour la partie qui le concerne, et le transmettre au coordonnateur au plus tard trente (30) jours après réception de la demande du coordonnateur ;

- Créer le budget service restauration hébergement ;

- Transmettre au titulaire du contrat de concession les informations nécessaires à la facturation des convives du service de restauration ;

- Exécuter le contrat. Chaque membre assure dans ce cadre le versement des compensations financières prévues au contrat et applique le cas échéant les pénalités contractuelles.

Les membres du groupement s'engagent également à fournir au coordonnateur l'ensemble des éléments utiles à la passation des contrats, dans les meilleurs délais.

Article 6 - Participation financière

6.1 Rémunération du Coordonnateur

La mission de la Région Ile-de-France comme Coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

6.2 Rémunération du titulaire des marchés

Le Coordonnateur ayant pour mission de signer les contrats au nom de l'ensemble des membres du groupement, l'exécution administrative et financière des contrats est à la charge de chaque membre du groupement.

Chacun des membres du groupement s'acquittera directement de sa part respective, auprès du titulaire retenu, selon les modalités définies dans les contrats.

Les contrats pourront donner lieu au versement d'avances et d'acomptes selon les modalités définies dans les contrats du titulaire par un échéancier de paiement.

Article 7 – Retrait d'un membre en cours

Tout membre peut se retirer du groupement. Toutefois, il reste engagé jusqu'à l'expiration de la période en cours d'exécution des contrats auxquels il est rattaché.

Le retrait est autorisé par une délibération de son assemblée délibérante. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement. Tout retrait d'un membre du groupement se conclut par la passation d'un avenant signé par le membre qui souhaite quitter le groupement et le coordonnateur.

Article 8 – Modification de la convention constitutive

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra être signé par chacun des membres selon ses propres modalités. Les décisions des membres sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque les membres du groupement concernés par cette modification ont approuvé celle-ci.

Article 9 - Litiges entre les membres du groupement

Les membres du groupement s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'exécution de la présente convention qui pourrait survenir entre eux.
En cas d'impossibilité d'arriver à un accord, les litiges entre les membres du groupement sont portés devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à …….

Le……...

-Le représentant du coordonnateur :

Madame Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

- Le représentant de lycée (cf annexe 2)

Annexe 2

Annexe 1 - Convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes - Liste des lycées

Liste des lycées actuellement en DSP

UAI	Nom	Adresse	Commune	DEPT	Prestataire	Date de fin de contrat
0781950W	LOUISE WEISS	201 AVENUE DU GAL DE GAULLE	ACHERES	78	SCOLAREST	31/08/2020
0781859X	VINCENT VAN GOGH	RUE JULES FERRY	AUBERGENVILLE	78	ELRES ELIOR	31/08/2020
0781949V	DE VILLAROY	2 RUE VIOLLET LE DUC	GUYANCOURT	78	ELRES ELIOR	25/08/2020
0781839A	JEAN MONNET	PLACE DE L EUROPE	LA QUEUE LEZ YVELINES	78	SCOLAREST	31/08/2020
0781861Z	LOUIS DE BROGLIE	1 AVENUE JEAN BERANGER	MARLY LE ROI	78	ELRES ELIOR	31/12/2020
0911962N	MARIE LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	MENNECY	91	ELRES ELIOR	23/08/2020
0911945V	MARGUERITE YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	MORANGIS	91	CONVIVIO	31/08/2020
0911938M	CAMILLE CLAUDEL	17 RUE ROBESPIERRE	PALAISEAU	91	ELRES ELIOR	30/08/2020
0951722F	JEAN MONNET	RUE JEAN MONNET	FRANCONVILLE	95	ELRES ELIOR	31/08/2020
0951753P	LEONARD DE VINCI	2 RUE ROBQUIN	SAINT WITZ	95	ELRES ELIOR	31/08/2020
0951710T	CAMILLE CLAUDEL	AVENUE FEDERICO GARCIA LORCA	VAUREAL	95	API	31/12/2018
0781860Y	LES PIERRES VIVES	1 RUE DES ALOUETTES	CARRIERES SUR SEINE	78	CONVIVIO	31/12/2020
0911961M	EDMOND MICHELET	5 BOULEVARD ABEL CORNATON	ARPAJON	91	ELRES ELIOR	31/12/2020
0951922Y	CAMILLE SAINT SAENS	18 RUE GUYNEMER	DEUIL LA BARRE	95	ELRES ELIOR	31/08/2021
0951723G	MONTESQUIEU	165 RUE EMILE ZOLA	HERBLAY	95	ELRES ELIOR	31/08/2021
0781952Y	SONIA DELAUNAY	AVENUE DE ST GERMAIN	VILLEPREUX	78	API	31/12/2021
0781845G	JULES FERRY	7 RUE BOUYSSEL	CONFLANS SAINTE HONORINE	78	ELRES ELIOR	31/08/2022
0781883Y	DUMONT D'URVILLE	2 AVENUE DE FRANCHE COMTE	MAUREPAS	78	ELRES ELIOR	31/08/2022
0781898P	CHARLES DE GAULLE	10 RUE GUSTAVE EIFFEL	POISSY	78	ELRES ELIOR	31/07/2022
0921230M	LEONARD DE VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDOU	LEVALLOIS PERRET	92	SODEXO	27/08/2022
0911937L	FRANCOIS TRUFFAUT	RUE GEORGES POMPIDOU	BONDOUFLE	91	ELRES ELIOR	31/08/2023

Annexe 3

ANNEXE 2
Signature de la convention de groupement par le lycée

Le lycée……..

Représenté par ……, en sa qualité de ……

Le, ……..….. à ……..

Signature et tampon

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-142

DU 4 MARS 2020

LOGEMENTS DE FONCTION DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT - VALEUR DES PRESTATIONS ACCESSOIRES ACCORDÉES GRATUITEMENT POUR L'ANNÉE 2019 AUX AGENTS LOGÉS PAR NÉCESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE - CONVENTIONS D'OCCUPATION PRÉCAIRE ET CONVENTIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONCLUES POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2018-2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation et notamment ses articles R 216-4 à R 216-19 ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L2124-32 ;

VU La loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale ;

VU La délibération n°CR 83-06 du 6 octobre 2006 relative à la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2019-046 du 19 septembre 2019,

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-142 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de fixer le montant des prestations accessoires accordées gratuitement en 2019 aux personnels logés dans les E.P.L.E., dans le cadre d'une concession par nécessité absolue de service aux valeurs suivantes :

CATEGORIES DE PERSONNEL	Logement avec chauffage collectif		Logement sans chauffage collectif	
	année 2018	année 2019	année 2018	année 2019
- chef d'établissement - adjoint au chef d'établissement - gestionnaire - responsable d'exploitation (lycée agricole) - conseiller d'éducation - A.A.S.U. ou S.A.S.U. non gestionnaire - personnel soignant - personnels territoriaux	1.785 €	1.785 €	2.382 €	2.382 €

Article 2 :

Approuve les conventions d'occupation précaire et les conventions d'occupation temporaire conclues pour l'année scolaire 2018/2019 détaillées dans les annexes 1 et 2 jointes à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172458-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Conventions d'occupation précaire (COP)

CONVENTIONS D'OCCUPATION PRECAIRE (COP)

UAI	Patronyme de l'établissement	Commune de l'établissement	Type de logement	Superficie (m²)	Nombre de pièces	Occupation du logement	Fonction de l'occupant	Date de début d'occupation	Date de fin d'occupation
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	50.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	81.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/06/2018	30/06/2019
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	109.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	129.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	101.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	58.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	24/09/2018	30/06/2019
0920144G	AGORA (L')	PUTEAUX	Chambre	19.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/06/2019
0780004F	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Appartement	40.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0911346U	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-	Appartement	62.0	3	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2018	30/06/2019
0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	Appartement	67.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0952173W	BEZONS (DE)	BEZONS	Appartement	65.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2018	30/06/2019
0772230F	BLAISE-PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0911938M	CAMILLE-CLAUDEL	PALAISEAU	Pavillon	82.0	4	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/01/2019	31/07/2019
0750694X	CAMILLE-SEE	PARIS 15EME	Appartement	27.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	22/09/2018	30/06/2019
0772228D	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	Pavillon	85.0	4	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	05/12/2018	30/06/2019
0772228D	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0910629P	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	Appartement	25.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0910429X	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	Appartement	45.0	2	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2018	30/06/2019
0910429X	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	Chambre	9.0	1	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2018	30/06/2019
0750783U	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	Appartement	32.49	1	Convention d'occupation précaire	gestionnaire	01/11/2018	31/08/2019
0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	Appartement	73.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0930136T	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BO	Appartement	100.0	4	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	05/10/2018	30/06/2019
0910676R	CLÉMENT-ADER	ATHIS-MONS	Appartement	68.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0772342C	CLÉMENT-ADER	TOURNAN-EN-BRIE	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0910676R	CLÉMENT-ADER	ATHIS-MONS	Appartement	60.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0921592F	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	Appartement	68.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0920130S	DESCARTES	ANTONY	Appartement	56.0	2	Convention d'occupation précaire	infirmier/ère (Education nationale)	01/07/2018	30/06/2019
0920130S	DESCARTES	ANTONY	Appartement	56.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0920130S	DESCARTES	ANTONY	Appartement	57.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/04/2019
0920130S	DESCARTES	ANTONY	Appartement	57.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0951728M	EDMOND-ROSTAND	SAINT-OUEN-L'AUMONE	Pavillon	80.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/06/2018	31/08/2019
0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	Appartement	93.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	Appartement	55.0	3	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/09/2018	30/06/2019
0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	Appartement	69.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0911492C	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0911492C	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	Appartement	66.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	26/09/2018	30/04/2019
0951748J	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	Appartement	46.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/06/2019
0951811C	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	ARGENTEUIL	Appartement	76.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0772312V	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YON	Chambre	15.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	77.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	18/08/2018	30/06/2019
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	32.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	11/01/2019	30/06/2019
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	45.0	3	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2018	30/06/2019
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	24.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	14/12/2018	30/06/2019
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	38.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/06/2019
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	77.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	20/10/2018	30/06/2019
0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	Pavillon	85.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	Pavillon	85.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	Pavillon	85.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/12/2018	30/06/2019
0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	Appartement	46.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	21/09/2018	30/06/2019
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	Appartement	32.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0910687C	FUSTEL-DE-COULANGES	MASSY	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/09/2018	31/08/2019
0770922J	GASTON-BACHELARD	CHELLES	Appartement	59.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	26/01/2019	30/06/2019
0771940R	GÉRARD-DE-NERVAL	NOISIEL	Appartement	99.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0950647M	GÉRARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	Appartement	75.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/06/2019
0952196W	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0750711R	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	Chambre	14.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/06/2019
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	Appartement	75.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	Appartement	93.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/07/2018	30/06/2019
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	Appartement	79.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	Appartement	92.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	Appartement	32.0	2	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2018	30/06/2019
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	Pavillon	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	Appartement	116.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019

UAI	Patronyme de l'établissement	Commune de l'établissement	Type de logement	Superficie (m^2)	Nombre de pièces	Occupation du logement	Fonction de l'occupant	Date de début d'occupation	Date de fin d'occupation
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	Appartement	35.0	2	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/07/2018	30/06/2019
0782562L	HOCHE	VERSAILLES	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/06/2019
0770933W	JACQUES-AMYOT	MELUN	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	03/09/2018	30/06/2019
0750699C	JANSON-DE-SAILLY	PARIS 16EME	Appartement	36.0	2	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/07/2018	30/06/2019
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Appartement	64.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	31/08/2019
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Appartement	54.0	2	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/09/2018	31/08/2019
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Appartement	56.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Chambre	18.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	31/08/2019
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Chambre	18.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	31/08/2019
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Appartement	18.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	31/08/2019
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Chambre	18.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	31/08/2019
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Chambre	18.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/06/2019
0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	Appartement	85.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	Appartement	70.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	Appartement	91.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0950650R	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	Appartement	85.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/07/2018	30/06/2019
0930121B	JEAN-JAURES	MONTREUIL	Pavillon	69.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2018	30/06/2019
0930121B	JEAN-JAURES	MONTREUIL	Appartement	69.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/07/2018	30/06/2019
0781839A	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	Appartement	110.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/04/2019
0930833A	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	17/04/2019	30/06/2019
0920145H	LAKANAL	SCEAUX	Appartement	98.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/01/2019	30/06/2019
0921230M	LÉONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0941413A	LÉON-BLUM	CRETEIL	Appartement	62.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	40.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	40.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/03/2019	30/06/2019
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	80.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/01/2019	30/06/2019
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	40.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2018	30/06/2019
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	40.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	80.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	40.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	Appartement	50.0	3	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2018	20/04/2019
0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	Appartement	50.0	3	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2018	30/11/2018
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/07/2018	31/08/2019
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	Chambre	10.0	1	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	27/09/2018	30/04/2019
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	Appartement	57.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/07/2018	31/08/2018
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	Appartement	85.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/09/2018	31/08/2019
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	Chambre	10.0	1	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/10/2018	30/06/2019
0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	Appartement	19.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	Chambre	9.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	31/03/2019
0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	Chambre	9.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	31/05/2019
0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	Chambre	9.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	31/05/2019
0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	Appartement	19.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	31/03/2019
0940580V	Lycée Polyvalent	CACHAN	Appartement	95.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0940580V	Lycée Polyvalent	CACHAN	Appartement	42.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0940120V	MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSE	Appartement	51.0	2	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2018	30/06/2019
0940120V	MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSE	Appartement	47.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0920149M	MICHELET	VANVES	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0920149M	MICHELET	VANVES	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0911401D	NELSON-MANDELA	ETAMPES	Appartement	103.5	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0930123D	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	Appartement	55.0	2	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/07/2018	30/06/2019
0930123D	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	Appartement	60.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	14/07/2018	30/06/2019
0910727W	PARC-DE-VILGÉNIS	MASSY	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	05/11/2018	31/08/2019
0930125F	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	Appartement	76.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/11/2018	30/06/2019
0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES	PARIS 13EME	Appartement	29.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	15/07/2018	30/06/2019
0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES	PARIS 13EME	Appartement	53.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES	PARIS 13EME	Appartement	48.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0951090U	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	Appartement	52.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0781297L	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	TRAPPES	Appartement	80.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0920798T	RABELAIS	MEUDON	Pavillon	135.0	7	Convention d'occupation précaire	principale/e adjoint/e	01/09/2018	30/06/2019
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	31/08/2019
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/09/2018	30/06/2019
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/11/2018	30/06/2019
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	adjoint/e au chef de cuisine	01/09/2018	30/06/2019

UAI	Patronyme de l'établissement	Commune de l'établissement	Type de logement	Superficie (m²)	Nombre de pièces	Occupation du logement	Fonction de l'occupant	Date de début d'occupation	Date de fin d'occupation
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/04/2019
0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	Appartement	78.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	Appartement	76.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2018	30/06/2019
0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	Chambre	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2018	30/06/2019
0770687D	SAINT-MAMMES	SAINT-MAMMES	Appartement	77.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	12/01/2018	30/06/2018
0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	Chambre	14.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	08/09/2018	30/06/2019
0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	Appartement	52.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	07/09/2018	30/06/2019
0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	Appartement	51.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	03/09/2018	30/06/2019
0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	Appartement	49.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	16/10/2018	30/06/2019
0930133P	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	Appartement	112.0	5	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2018	30/06/2019
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC (EREA	VAUCRESSON	Appartement	42.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	06/12/2018	30/06/2019
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC (EREA	VAUCRESSON	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2018	30/06/2019
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC (EREA	VAUCRESSON	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	infirmier/ère (Education nationale)	07/12/2018	30/06/2019
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC (EREA	VAUCRESSON	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/11/2018	30/06/2019
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC (EREA	VAUCRESSON	Appartement	87.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	13/12/2018	30/06/2019
0770918E	URUGUAY-FRANCE	AVON	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/01/2019	30/06/2019
0770918E	URUGUAY-FRANCE	AVON	Appartement	75.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2018	30/06/2019
0750648X	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	Appartement	65.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education national	01/09/2018	30/06/2019
0782587N	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERI	Chambre	19.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	07/11/2018	30/06/2019
0930834B	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	Chambre	7.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	19/11/2018	15/07/2019
0930834B	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	Chambre	7.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	19/11/2018	15/07/2019

Annexe 2 - Conventions d'occupation temporaire (COT)

CONVENTIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE (COT)

UAI	Patronyme de l'établissement	Commune de l'établissement	Type de logement	Superficie (m^2)	Nombre de pièces	Occupation du logement	Fonction de l'occupant	Date de début d'occupation	Date de fin d'occupation
0920130S	DESCARTES	ANTONY	Appartement	76.0	3	Convention d'occupation temporaire	chef de cuisine	01/09/2018	31/08/2019
0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	Appartement	81.0	4	Convention d'occupation temporaire	gestionnaire	01/09/2018	
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	Appartement	57.0	3	Convention d'occupation temporaire	proviseur/e adjoint/e	01/09/2018	
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	Appartement	59.0	3	Convention d'occupation temporaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/09/2018	
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	Appartement	75.0	4	Convention d'occupation temporaire	agent d'accueil	01/09/2018	
0782562L	HOCHE	VERSAILLES	Appartement	83.0	3	Convention d'occupation temporaire	autres fonctions	01/09/2018	31/08/2019
0750713T	JACQUARD	PARIS 19EME	Appartement	68.0	3	Convention d'occupation temporaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/09/2018	
0782132U	JEANNE-D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Appartement	65.0	4	Convention d'occupation temporaire	proviseur/e	29/11/2018	31/08/2019
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	Appartement	65.0	3	Convention d'occupation temporaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/09/2018	31/08/2019
0940743X	GEORGES BRASSENS	VILLENEUVE LE ROI	Appartement	145.0	6	Convention d'occupation temporaire	proviseur/e		
0940743X	GEORGES BRASSENS	VILLENEUVE LE ROI	Appartement	74.0	3	Convention d'occupation temporaire	proviseur/e adjoint/e		
0940743X	GEORGES BRASSENS	VILLENEUVE LE ROI	Appartement	120.0	5	Convention d'occupation temporaire	agent d'accueil		
0940743X	GEORGES BRASSENS	VILLENEUVE LE ROI	Appartement	96.0	5	Convention d'occupation temporaire	Responsable entretien et Maintenance		

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-151

DU 4 MARS 2020

POURSUITE DU SOUTIEN AUX CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation, notamment les articles D 335-33 et suivants ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

VU le décret n° 2019-962 du 16 septembre 2019 portant modification des dispositions du code de l'éducation relatives au label campus des métiers et des qualifications ;

VU L'arrêté ministériel du 12 avril 2016 fixant la liste des campus des métiers et des qualifications établie au titre de l'appel à projets du 25 février 2015 ;

VU L'arrêté ministériel du 20 septembre 2016 modifiant l'arrêté du 12 avril 2016 fixant la liste des campus des métiers et des qualifications établie au titre de l'appel à projets du 25 février 2015 ;

VU L'arrêté ministériel du 9 février 2017 fixant la liste des campus des métiers et des qualifications établie au titre de l'appel à projets du 13 avril 2016 ;

VU L'arrêté ministériel du 1er août 2018 fixant la liste des campus des métiers et des qualifications établie au titre de l'appel à projets du 10 février 2017 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 2019 relatif au cahier des charges national pour l'obtention ou le renouvellement du label « campus des métiers et des qualifications » ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 94-16 du 20 mai 2016 « Ouvrir les lycées sur le monde de l'entreprise » ;

VU La délibération n° CR 194-16 du 23 septembre 2016 portant approbation de la convention constitutive du campus économie touristique Paris – Val d'Europe ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'approbation de #Leader – Stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 portant le contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle – CPRDFOP ;

VU La délibération n° CR 2017-102 du 19 mai 2017 relative à l'approbation du règlement d'intervention et à la signature des conventions constitutives de deux nouveaux campus hub de l'aéroportuaire Le Bourget – Roissy, campus conception et construction automobile ;

VU La délibération n° CP2019-453 du 17 octobre 2019 relative à la poursuite du soutien aux campus des métiers et des qualifications ;

VU L'avis du 28 novembre 2019 du Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle ;

VU l'avis du 10 septembre 2019 du Comité interacadémique de l'éducation nationale ;

VU Le budget 2020 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-151 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention cadre du campus des métiers et des qualifications « Transition numérique et écologique de la Construction » et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.
Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications », au financement des projets de ce CMQ détaillé dans la fiche projet en annexe à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 €.
Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 2017-102 du 19 mai 2017 susvisée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.
Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », Code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme HP28-003 (128003) « Centre de ressources », Action 12800303 « Campus des métiers et des qualifications » du budget 2020.

Article 2 :

Approuve la convention cadre du campus des métiers et des qualifications « Sciences de la

sécurité dans le Val d'Oise à Argenteuil » et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.
Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications », au financement des projets de ce CMQ détaillé dans la fiche projet en annexe à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 €.
Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 2017-102 du 19 mai 2017 susvisée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.
Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », Code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme HP28-003 (128003) « Centre de ressources », Action 12800303 « Campus des métiers et des qualifications » du budget 2020.

Article 3 :

Approuve les modifications de la convention cadre du campus des métiers et des qualifications « Paris-Gobelins : métiers d'art et du design » approuvée initialement par la délibération n° CP 2019-453 du 17 octobre 2019 susvisée et autorise la présidente du Conseil régional à signer la convention consolidée jointe en annexe 3 à la présente délibération

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications » au financement des campus des métiers et des qualifications déjà en fonctionnement dont les projets sont détaillés dans les fiches projets en annexe n°6 à 10 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 250 000 €.
Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 2017-102 du 19 mai 2017 susvisée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.
Affecte une autorisation d'engagement de 250 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », Code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme HP28-003 (128003) « Centre de ressources », Action 12800303 « Campus des métiers et des qualifications » du budget 2020.

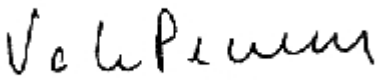
Article 5 :

Affecte en vue de la passation de marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des actions d'évaluation et de communication une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », Code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme HP28-003 (128003) « Centre de ressources », Action 12800303 « Campus des métiers et des qualifications » du budget 2020.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172727-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention constitutive campus Construction

Campus des métiers et des qualifications

Transition Numérique et Ecologique dans la Construction

CONVENTION CADRE

La présente convention définit les conditions générales d'organisation et de fonctionnement du campus des métiers et des qualifications « **Transition Numérique et Ecologique dans la Construction**» entre :

- l'État, représenté par :
  - le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités,
  - le recteur de l'académie de Créteil, chancelier des universités,

- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,

- l'Université de Paris Est Créteil, représentée par son président, M. Jean-Luc DUBOIS-RANDE.

PRÉAMBULE

La création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit dans le cadre de la loi de refondation de l'école du 8 juillet 2013. Elle participe du côté de l'État d'un processus interministériel qui s'est renforcé au fil des appels à projets, coordonné par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Elle témoigne de la volonté de soutenir par la formation, les politiques territoriales de développement économique et social, tout particulièrement autour des filières économiquement les plus stratégiques. Leur dynamique doit faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi.

Pour la Région, leur action s'inscrit à la fois :

- dans la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, et plus particulièrement dans l'animation des filières retenues comme prioritaires par le schéma. Les campus doivent contribuer au développement des filières en apportant des réponses à leurs besoins en emplois et compétences ;
- dans la déclinaison du Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP), tant s'agissant de la carte des formations initiale et continue que de la mise en œuvre du Service public régional de l'orientation.

Le processus de création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit également

dans le cadre de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Il apparaît à ce titre comme un vecteur de réorganisation de l'action publique répondant aux « besoins de formation et aux enjeux économiques des territoires ».
Le dossier de campus des métiers et des qualifications « **Transition Numérique et Ecologique dans la Construction** », (ci-après dénommé le campus) va être déposé le 16 mars 2020 au titre de l'appel à projets PIA Territoires d'innovation pédagogique « Campus des métiers et des qualifications ».

Le campus ainsi labellisé constitue un cadre territorialisé de concertation dans un domaine dont les enjeux stratégiques sont avérés pour l'économie et l'emploi tant au plan national que francilien. A ce titre, il porte une approche nouvelle de la formation professionnelle mobilisant opérateurs de formation publics et privés, entreprises ou organisations professionnelles, et collectivités territoriales. Il constitue un espace de dialogue permettant d'harmoniser les choix des différents opérateurs de formation concernés, en fonction des priorités communes, et en cohérence avec les besoins en compétences, actuelles et prévisibles, des acteurs économiques de la filière. Il doit organiser leur mise en réseau, faciliter les échanges. Il n'a néanmoins nullement vocation à se substituer aux opérateurs de formation. De leur côté, l'État et la Région s'engagent à faire évoluer leurs politiques et leurs financements pour faciliter l'atteinte des objectifs.

Article 1 - OBJECTIFS DU CAMPUS

La création du campus « **Transition Numérique et Ecologique dans la Construction** » porte sur les formations dans le domaine de la Construction. Le Campus se déploie sur les domaines d'activités suivants :

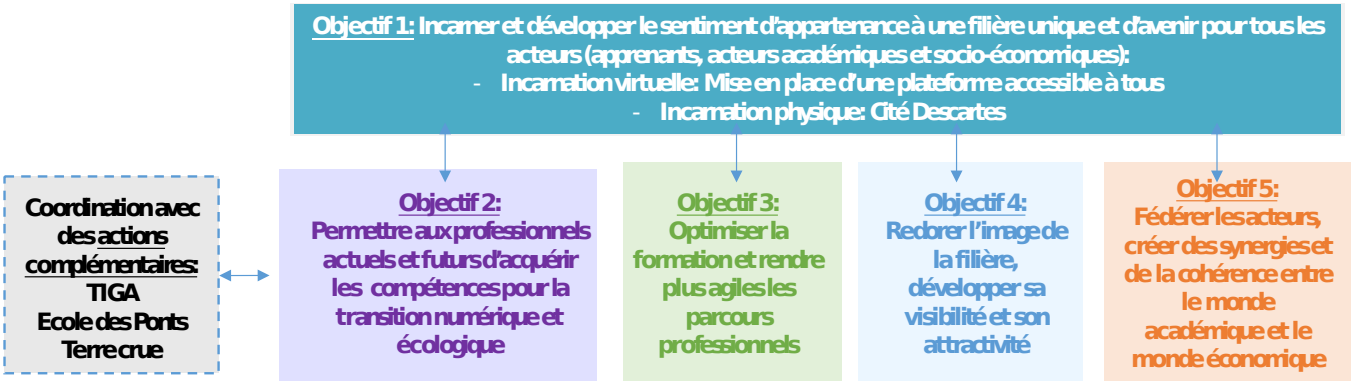
- Gros œuvre
- Enveloppe du Bâtiment (étanchéité, ….)
- Bois (construction bois, charpente, menuiserie,…..)
- Aménagement finitions
- Equipements Techniques (électricité, énergies, climatisation,….)

Le campus s'est fixé 5 objectifs stratégiques principaux :

1. **Incarnation et structuration de la filière :**
   a. Améliorer l'incarnation de la filière bâtiment et écoconstruction, via le regroupement des informations et outils en un lieu virtuel unique, accessible pour tous et partout ;
   b. Engager tous les acteurs des filières bâtiment et matériaux biosourcés autour d'un lieu emblématique et l'organisation de rencontres régulières et l'implication de tous.
2. **Formation (tout au long de la vie) intégrant la transition numérique et écologique :**
   a. Intégrer davantage la transition numérique et écologique dans les formations, via des mises en situation et des outils innovants (formation continue et initiale y compris par apprentissage) en lien avec des besoins identifiés :
   i. Introduire l'outil numérique dans les formations
   ii. Sensibiliser et former les apprenants à la transition écologique dans le bâtiment
   iii. Mutualiser les outils pour faciliter l'accès aux technologies les plus récentes
   iv. Développer le lien Recherche-Formation-Emploi, notamment en s'appuyant sur les activités du booster bois-biosourcés et les centres de recherche de la cité Descartes et de l'UPEC.
3. **Formation (tout au long de la vie) flexible et agile pour un parcours optimisé :**
   a. Modulariser les formations et créer des passerelles (notamment entre les filières bâtiment et construction biosourcés) afin d'individualiser les parcours des apprenants ;

b. Adapter l'appareil de formation aux enjeux et contraintes des entreprises et salariés.

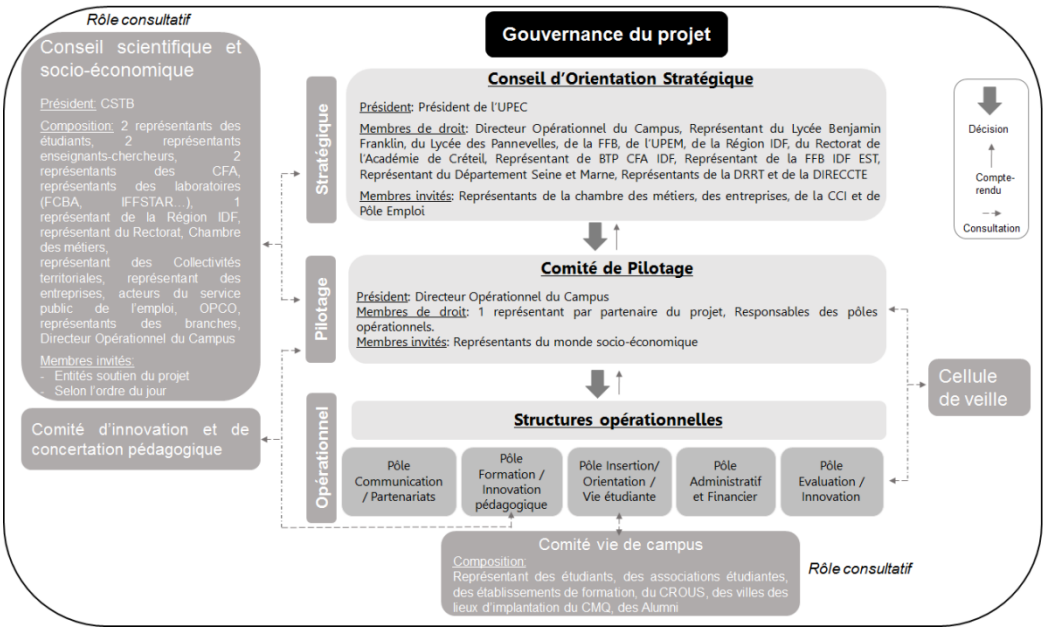
4. **Attractivité et rayonnement :**
   a. Ouvrir les formations et les métiers à l'international ;
   b. Développer et valoriser la culture de l'excellence, et soutenir la démarche entrepreneuriale auprès des étudiants ;
   c. Valoriser le Campus et ses atouts, redorer l'image des métiers qui composent la filière, en développant le bien-vivre ;
   d. Faire connaître la filière.
5. **Insertion professionnelle :**
   a. Favoriser l'insertion professionnelle des apprenants en entreprise ;
   b. Favoriser le décloisonnement et l'interprofessionalisme de la filière (échanges de pratiques, travail collaboratif, etc.).



La constitution du campus des métiers et des qualifications aura un impact significatif sur les décisions futures, et notamment sur l'évolution de la carte des formations. Ainsi, les propositions d'évolution concernant les établissements faisant partie du campus devront être considérées à la lumière de leur appartenance à cette entité et des besoins exprimés par les entreprises. Les projets d'évolution devront être portés dans une approche concertée, faisant en particulier apparaître la logique, la cohérence et la synergie des demandes, les mutualisations possibles, tant pour les compétences des formateurs, que pour l'utilisation des équipements.

Article 2 – GOUVERNANCE DU CAMPUS

L'organisation générale du Campus prévue pour animer et piloter le projet dans la durée est prévue, comme illustré ci-dessous :



2.1 <u>Un Comité d'Orientation Stratégique (COS)</u> : en charge de définir les orientations stratégiques, d'examiner et de valider les objectifs proposés par le comité de pilotage, à partir des bilans d'activité et des rapports d'évaluation réalisés régulièrement, en s'appuyant sur les avis du conseil pédagogique, scientifique et socio-économique. Il valide le budget, et établit un compte rendu de son activité.
Il est composé des partenaires du Campus. Sa présidence est assurée par le président de l'établissement porteur. Ce comité se réunit au minimum une fois par an.
Des membres invités pourront être invités.

2.2 <u>Un Comité de Pilotage (COPIL)</u> : en charge de la mise en œuvre des orientations stratégiques par les comités opérationnels. Il comité de pilotage prend les décisions qui garantissent l'efficacité des outils et moyens mis en œuvre. La présidence de ce comité est assurée par le(la) Directeur(-trice) Opérationnel(le) du Campus. Ce comité se réunit au minimum une fois tous les 3 mois et établit des comptes rendus.

Il est composé de droit de :

- Le(a) Directeur(-trice) Opérationnel(le) du Campus ;
- 1 représentant de la Région IDF
- 1 représentant du Rectorat de Créteil
- 1 représentant de l'UPEC *(porteur du projet et tête de réseau pour l'enseignement supérieur) ;*
- 1 représentant du Lycée des Pannevelles *(participant pour le second degré du Campus) ;*
- 1 représentant du Lycée Benjamin Franklin *(participant pour le second degré du Campus) ;*
- 1 représentant de BTP CFA IDF *(participant pour le volet apprentissage du Campus) ;*
- 1 représentant de l'UPEM *(deuxième tête de réseau pour l'enseignement supérieur) ;*
- 1 représentant de la FFB IDF EST *(représentant du monde socio-économique) ;*
- 1 représentant par pôle opérationnel.

Des représentants du monde socio-économique (dont l'OPCO), ainsi que les membres du Comité pédagogique, scientifique et socio-économique seront également invités et consultés sur les grandes orientations du projet dès que nécessaire et selon l'ordre du jour.
Le comité de pilotage définira son règlement intérieur pour préciser son fonctionnement. Il

se réunit autant que de besoins.

2.3 Un **Conseil scientifique et socio-économique (CSSE) qui est force de propositions pour les orientations en termes de formation et de recherche. Il est également en charge d'assurer l'évaluation régulière du projet.** Il représente à la fois le monde académique et les institutions du territoire et les acteurs du monde socio-économique. Ce conseil est présidé par le CSTB. Ce conseil se réunit une fois par an pour analyser les avancées du projet en termes pédagogiques et scientifiques. Il élabore un rapport sur son analyse et ses conseils pour la poursuite du projet, ainsi qu'un rapport d'évaluation, qui est transmis au COS.

2.4 Le pilotage opérationnel du campus

Un (une) Directeur(-rice) opérationnel(le) du Campus sera recruté et placé sous l'autorité fonctionnelle de l'UPEC, établissement support du Campus.

Il(elle) assure la coordination du projet :

- Mettre en œuvre le plan d'action du Campus au regard des objectifs et de la politique de développement définis par les instances décisionnelles et assurer à cet égard, une fonction d'appui et de conseil ;
- Assurer le pilotage administratif du Campus en lien avec les différents partenaires et leurs services supports ;
- Mettre en œuvre et suivre les partenariats financiers ;
  A ce titre, il participera également à la recherche de financements.
- Mobiliser et animer l'ensemble des partenaires opérationnels et des intervenants de l'opération et porter les projets de développement ;
- Elaborer une stratégie de communication et de valorisation du Campus et de ses réalisations, y compris dans sa dimension pédagogique ;
- Assurer le suivi et le bilan de l'opération et organiser son évaluation avec la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le(a) Directeur(-rice) opérationnel(le) recrutera **également une équipe** et/ou pourra faire appel à des collaborateurs de membres du consortium dans les domaines suivants :

- Ingénierie informatique, numérique et digitale
- Ingénierie pédagogique
- Communication (print et digital)

5 pôles opérationnels seront mis en place **:**

- Un pôle Communication/Partenariats
- Un pôle Formation/ Innovations pédagogiques
- Un pôle Orientation / Insertion / Vie du Campus
- Un pôle Administratif et Financier
- Un pôle Evaluation/Innovation

Ces pôles ont pour mission d'assurer la mise en œuvre des actions du projet. Ils prennent en compte les décisions et orientations du comité de pilotage, communiquent régulièrement l'état d'avancement des actions et sont force de proposition.

Chaque pôle opérationnel est composé d'un coordinateur de l'action et d'un représentant de chaque partenaire impliqué dans l'action. Le(a) Directeur(-trice) Opérationnel(le) est partie intégrante de tous les pôles afin d'assurer le bon pilotage et une communication fluide à tous les niveaux.

Les pôles opérationnels se réunissent aussi souvent que nécessaire et à minima tous les 8 semaines. Ils utiliseront autant que possible les moyens de visioconférence pour se réunir, mais se réuniront au minimum une fois par trimestre en présentiel.

Un Comité Vie de campus, composé des membres suivants : représentant des étudiants, des associations étudiantes, des établissements de formation, du CROUS, des villes des lieux d'implantation du CMQ, des Alumni, est prévu. Il est force de retour d'expériences et de propositions pour les orientations en termes d'insertion et de vie étudiante, avec un lien renforcé avec le Pôle lié à ces actions.

Un Comité d'innovation et de concertation pédagogique, rassemblant des personnels des partenaires en charge de l'innovation pédagogique dans leurs établissements respectifs, travaillera de concert avec le Pôle opérationnel formation / innovation pédagogique.

Une Cellule de veille, menée par la FFB IDF EST et son réseau, rassemblera des études et informations sur la Veille technologique réalisée dans chaque spécialité de métiers du Campus. Elle inclura les établissements partenaires, mais travaillera également de concert avec les entités soutenant le projet. Elle est force de propositions pour les orientations en termes d'innovation, et travaillera en étroite collaboration avec le Pôle opérationnel Evaluation / Innovation.

Article 3 – ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

3.1 Contributions :

Les membres fondateurs du campus signataires de la présente convention s'engagent aux contributions suivantes :

La région Ile de France, à parité avec l'Académie de Créteil

- participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, …). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de 100 000 euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° CR 2017-102. Pour 2019, la Région Ile-de-France prévoit le versement d'une subvention spécifique de 50 000 € maximum, versée à l'Université Paris-Est Créteil.
  Le versement de ces subventions est subordonné à la signature, par le bénéficiaire de la subvention, d'une convention conforme à la convention-type du dispositif régional « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications », adoptée par la délibération n° CR 2017-102.

L'académie de Créteil, à parité avec la Région Ile-de-France :

- prend en charge le poste à temps plein du (de la) directeur (-trice) opérationnel(le) du Campus, au titre de la coordination de l'action du campus
- participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, …) à travers la mobilisation des corps d'inspection, des chargés de mission école-entreprise et des ingénieurs pour l'école.

L'Université de Paris-Est Créteil :

- met à disposition des moyens logistiques destinés à la direction opérationnelle du Campus
- assure la gestion administrative et financière du Campus, en lien avec le(la) Directeur(-rice) opérationnel(le) du Campus, en conformité avec les règles applicables à l'action « Territoires d'innovation pédagogique » du 3ème programme d'investissements d'avenir.

En l'attente de la création d'une structure administrative dédiée au Campus, l'Université Paris-Est Créteil est identifiée comme bénéficiaire des financements destinés au fonctionnement du Campus.

Les autres partenaires du Campus pourront également contribuer à l'organisation du Campus, en :

- mettant à disposition les moyens logistiques nécessaires aux actions développées dans

leurs locaux au titre du Campus
- mettant à disposition des compétences techniques de leurs collaborateurs, par la valorisation en ressources humaines.

D'autres sources de financement seront recherchées (FSE, contribution directe des partenaires, …).

3.2 Gestion financière et comptable :

Elle est assurée par l'établissement support en relation étroite avec le(a) directeur(-trice) opérationnel(le). Un bilan annuel est établi par ce même directeur et présenté au comité de pilotage et au comité de projet.

3.3 Siège :

Le campus aura son siège dans les locaux d'un des membres du consortium, localisés sur le territoire de la Cité Descartes.

Article 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

4.1 Durée :

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature par les Parties. Elle est renouvelable au-delà de cette date, en cas de renouvellement du label du Campus, pour la durée de la nouvelle labellisation par reconduction expresse.

Elle donne lieu à une évaluation à mi-parcours, réalisée sous la responsabilité du comité de pilotage.

4.2 Avenants :

Des avenants pourront être signés en cas de modifications substantielles dans l'organisation du campus telle que définie dans le document labellisé.

4.3 Résiliation :

En cas d'inobservation des clauses de la présente convention, une résiliation pourra être demandée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux partenaires signataires et copie au directeur opérationnel, deux mois avant la fin de l'année scolaire et universitaire.

Fait à Paris, le

Gilles PECOUT	Daniel AUVERLOT	Jean-Luc DUBOIS-RANDE	Valérie PÉCRESSE
Recteur de la région académique Ile- de-France, recteur de l’académie de Paris Chancelier des universités	Recteur de l’académie de Créteil	Président de l’Université Paris-Est Créteil	Présidente de la Région Île-de-France

Annexe 2 : Convention constitutive campus sécurité

Campus des métiers et des qualifications
SURETÉ, SÉCURITÉ, CYBER ET SERVICES ASSOCIÉS

CONVENTION CADRE

La présente convention définit les conditions générales d'organisation et de fonctionnement du campus des métiers et des qualifications sureté, sécurité, cyber et services associés entre :

- l'État, représenté par :
  - le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités,
  - la rectrice de l'académie de Versailles, chancelière des universités,

- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,

- CY Cergy Paris Université, représentée par son administrateur provisoire, M. François Germinet.

PRÉAMBULE

La création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit dans le cadre de la loi de refondation de l'école du 8 juillet 2013. Elle participe du côté de l'État d'un processus interministériel qui s'est renforcé au fil des appels à projets, coordonné par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Elle témoigne de la volonté de soutenir par la formation, les politiques territoriales de développement économique et social, tout particulièrement autour des filières économiquement les plus stratégiques. Leur dynamique doit faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi.

Pour la Région, leur action s'inscrit à la fois :

- dans la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, et plus particulièrement dans l'animation des filières retenues comme prioritaires par le schéma. Les campus doivent contribuer au développement des filières en apportant des réponses à leurs besoins en emplois et compétences ;

- dans la déclinaison du Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP), tant s'agissant de la carte des formations initiale et continue que de la mise en œuvre du Service public régional de l'orientation.

Le processus de création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit également dans le cadre de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Il apparaît à ce titre comme un vecteur de réorganisation de l'action publique répondant aux « besoins de formation et aux enjeux économiques des territoires ».

Le dossier de campus des métiers et des qualifications sureté, sécurité, cyber et services associés, (ci-après dénommé le campus) sera déposé le 01 juin 2020 au titre de l'appel à projets PIA Territoires d'innovation pédagogique « Campus des métiers et des qualifications ». Une demande de labellisation aux Campus des Métiers et Qualifications - catégorie Excellence sera effectué en parallèle.

Le campus ainsi labellisé constitue un cadre territorialisé de concertation dans un domaine dont les enjeux stratégiques sont avérés pour l'économie et l'emploi tant au plan national que francilien. A ce titre, il porte une approche nouvelle de la formation professionnelle mobilisant opérateurs de formation publics et privés, entreprises ou organisations professionnelles, et collectivités territoriales. Il constitue un espace de dialogue permettant d'harmoniser les choix des différents opérateurs de formation concernés, en fonction des priorités communes, et en cohérence avec les besoins en compétences, actuelles et prévisibles, des acteurs économiques de la filière. Il doit organiser leur mise en réseau, faciliter les échanges. Il n'a néanmoins nullement vocation à se substituer aux opérateurs de formation. De leur côté, l'État et la Région s'engagent à faire évoluer leurs politiques et leurs financements pour faciliter l'atteinte des objectifs.

Article 1 - OBJECTIFS DU CAMPUS

La création du campus sureté, sécurité, cyber et services associés a vocation à adresser des réponses aux besoins des filières :

- Sûreté
- Sécurité des biens, des personnes, des infrastructures et des transports
- Cyber sécurité (données, informations, prévention)
- cyber criminalité (actes malveillants)
- Hygiène-Sécurité-Environnement
- Protection de l'environnement
- protection des personnes
- Protection de l'image et de la réputation (individuelle, collective, économique, institutionnelle)

De façon conjoncturelle, ce campus répond aux enjeux liés à l'accompagnement régional à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP). En effet, la cartographie des emplois, présentée par Paris 2024 le 4 avril 2019, montre que plus de 150 000 emplois seront mobilisés pour cet événement. Trois secteurs seront principalement concernés : la construction, l'organisation et le tourisme. Une opportunité unique pour chacun de contribuer à la réussite du plus grand événement sportif mondial.
Derrière l'appellation « secteur de l'organisation » se trouve un ensemble de secteurs professionnels ayant trait à l'évènementiel et plus particulièrement à l'évènementiel sportif. Cela renvoie notamment aux entreprises des secteurs de la sécurité privée.

En effet, les Jeux mobiliseront de l'emploi dans les entreprises de la sécurité privée sur deux principaux métiers :
- agents de sûreté et de sécurité privée positionnés à l'entrée des sites / établissements sur le contrôle d'accès, le filtrage, la palpation et positionnés dans les enceintes sportives sur le contrôle visuel ;
- agents de sécurité incendie pour la prévention, le contrôle et la surveillance essentiellement dans des bâtiments qui reçoivent du public.
D'autres métiers seront également mobilisés par les Jeux (liste non exhaustive) : agents cynophiles (maîtres-chiens pour la sécurisation des sites, notamment la nuit), opérateurs de télésurveillance (notamment en centrale) et enfin les métiers de l'encadrement.

Dans ce contexte, le campus se fixe 4 objectifs principaux :

• la formation massive par la transmission des savoir-faire et l'acquisition de compétences, sous la forme de réalisation de projets, en s'appuyant sur l'innovation pédagogique et la recherche de haut niveau ;
• l'accompagnement de l'évolution des métiers des entreprises publiques et privées, françaises et internationales, par une offre de formation adaptée à tous les publics (scolaire, apprentis, formation continue) ;
• l'accompagnement des entreprises du secteur dans leurs enjeux d'innovation, par de l'incubation de projet (de l'idéation au prototypage) et la possibilité de bénéficier d'élèves et étudiants en équipe-projet ;
• la promotion, la valorisation et le développement de l'attractivité des métiers de la filière, ainsi que leur visibilité à l'international.

Les premiers éléments à intégrer dans le campus seront les suivants :

- Disposer sur un même site de plusieurs formations dans le secteur de la sécurité, du niveau V au niveau I, de la sécurité privée à la sécurité des systèmes :
    - Donner plus de visibilité à la notion de sécurité globale ;
    - Générer des interactions entre les différents univers de la sécurité et ses différents acteurs ;
    - Donner de la visibilité à ces savoir-faire et aux spécificités franciliennes en France et à l'international.

- Intégrer sur cet espace des modes de formation, d'accueil d'entreprises innovants / originaux pour répondre au besoin d'attractivité :
    - Adapter les formations initiales et continues existantes aux besoins des filières, des entreprises et des grands événements organisés sur le territoire francilien tel que les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ;
    - Intégrer de nouvelles formations initiales (du CAP au doctorat) et continues ;
    - Intégrer des Summer & Winter school ainsi qu'un « bootcamp » ;
    - Proposer un incubateur / accélérateur d'entreprise ;
    - Disposer d'un cadre valorisant et motivant pour répondre aux attentes des futurs actifs et salariés (enjeu d'attractivité).

- Sensibiliser les jeunes aux métiers de la sureté, sécurité, cyber et services associés
- via des outils d'orientation dédiés et en s'appuyant sur le réseau Lycées-Licences (LyLi) porté par CY Cergy Paris Université.

La constitution du campus des métiers et des qualifications aura un impact significatif sur les décisions futures, et notamment sur l'évolution de l'offre de formation. Ainsi, les propositions d'évolution concernant les établissements faisant partie du campus devront être considérées à la lumière de leur appartenance à cette entité. Les projets d'évolution devront être portés dans une approche concertée, faisant en particulier apparaître la logique, la cohérence et la

synergie des demandes, les mutualisations possibles, tant pour les compétences des formateurs, que pour l'utilisation des équipements.

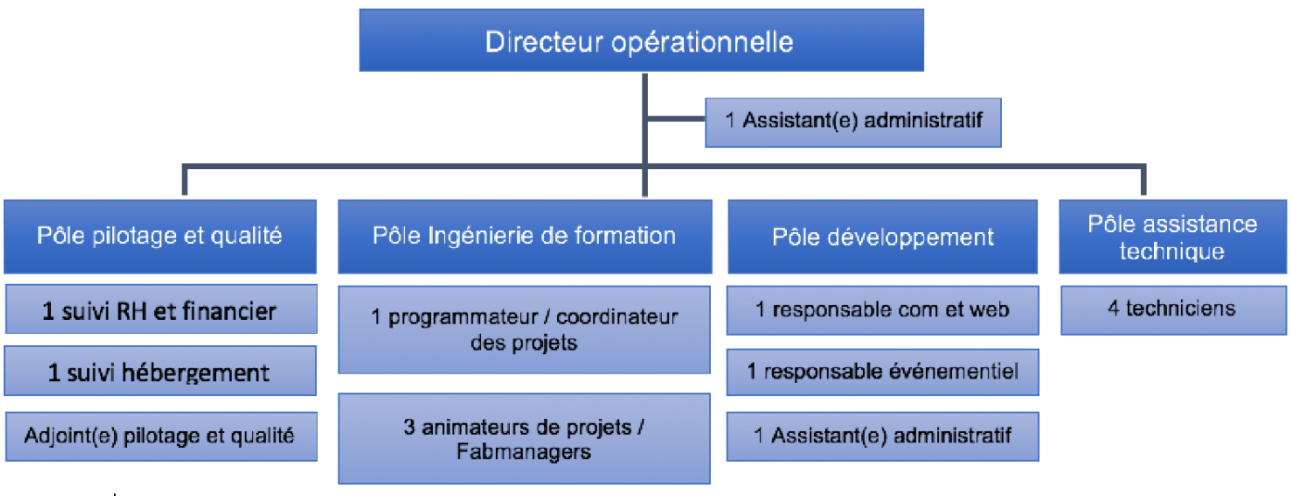
Article 2 – GOUVERNANCE DU CAMPUS

Il est prévu la mise en place :
• d'un comité de pilotage composé de 5 collèges : collège Collectivités territoriales, collège enseignement secondaire, collège enseignement supérieur et recherche, collège entreprises et réseaux professionnels, collège Ministère (Intérieur, Défense, …);
• ce comité de pilotage se dotera d'un bureau incluant un porteur de chaque collège (Région IDF, rectorat de Versailles, CY Cergy Paris Université, Entreprises, Ministère, …) ;
• d'un comité de projet : il prépare les appels à projet, analyse les demandes et fait ses propositions au comité de pilotage. Il sera composé des représentants du rectorat, de CY Cergy Paris Université et sa fondation et d'experts qualifiés de chacun des domaines professionnels du campus ;
• d'un comité qualité (des utilisateurs et employeurs) : dans le cadre d'un perfectionnement continu, il analyse les retours d'évaluation et suggestion des utilisateurs (établissements d'enseignement scolaire et du supérieur, classes, élèves étudiants, professeurs) mais aussi des employeurs et entreprises du secteur ;
• d'un comité sectoriel : il est composé des représentants des filières représentées, et a pour objet d'assurer la bonne orientation du CMQ en fonction des besoins de la profession.

Les 3 comités de projet, qualité, sectoriel rendent comptent de leurs travaux / observations / suggestions au comité de pilotage.

Enfin, un comité stratégique international pourra être envisagé sur décision du comité de pilotage.

Le pilotage opérationnel du campus sera opéré par une équipe dirigée par un (une) Directeur(-rice) des opérations du Campus. La structure de pilotage comprendra 4 pôles : pilotage et qualité, ingénierie de formation, développement, assistance technique. Le campus recrutera et mettra à disposition à terme une équipe de 15 personnels. Celle-ci sera financée en partie par la valorisation en ressources humaines des partenaires du consortium et en partie par le budget du campus, d'une part, et par un modèle de prestations rémunératrices d'autre part.
Le (la) Directeur(-rice) des opérations du Campus assure la coordination du projet : il gère les ressources matérielles et financières ; il informe les membres du campus, organise et anime ses instances et en assure sa communication et la visibilité. Il fédère les entreprises et les opérateurs de formation. Il est garant de la mise en œuvre du plan d'actions.



Le (la) Directeur(-rice) des opérations du Campus aura pour mission de :

En phase pré-opérationnelle :

- Contribuer à la définition des objectifs qualitatifs et quantitatifs du programme ;
- Proposer les partenariats à conclure ;
- Définir la stratégie d'intervention ;
- Suivre et animer le programme immobilier avec les différentes parties prenantes ;
- Elaborer le projet de consortium du Campus des Métiers et Qualifications Sciences de la Sécurité.

En phase opérationnelle :

- Mettre en œuvre et suivre les partenariats financiers ;
- Mobiliser et animer l'ensemble des partenaires opérationnels et des intervenants de l'opération et porter les projets de développement ;
- Mettre en œuvre le plan d'action du Campus au regard des objectifs et de la politique de développement définis par les instances décisionnelles du maître d'ouvrage et assurer à cet égard, une fonction d'appui et de conseil ;
- Assurer le pilotage administratif du lieu de vie et de formation en lien avec les différents partenaires et leurs services supports ;
- Elaborer une stratégie de communication et de valorisation du programme et de ses réalisations, y compris dans sa dimension pédagogique ;
- Assurer le suivi et le bilan de l'opération et organiser son évaluation avec la Caisse des Dépôts et Consignations dès lors que le projet est retenu dans le cadre du PIA ;

Article 3 – ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

3.1 *Contributions :*

Les membres fondateurs du campus signataires de la présente convention s'engagent aux contributions suivantes :

L'académie de Versailles

- fournit au (à la) Directeur(-rice) des opérations un espace de travail et les moyens informatiques et de télécommunication nécessaires à sa fonction. Elle s'engage à verser à CY Cergy Paris Université le montant correspondant à son engagement de financement annuel dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation pédagogique », soit 50 000 euros (cinquante mille euros) par an sur la durée de l'action, notamment destiné à prendre en charge une partie des frais liés à la rémunération du (de la) Directeur(-rice) des opérations.
- participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, …) à travers la mobilisation des corps d'inspection et des chargés de mission école-entreprise.

La région Ile de France

- participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, …). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de 100 000 euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° CR 2017-102. Pour 2020, la Région Ile-de-France prévoit le versement d'une subvention spécifique de 50 000 € maximum, versée à CY Cergy Paris Université.

Le versement de ces subventions est subordonné à la signature, par le bénéficiaire de la subvention, d'une convention conforme à la convention-type du dispositif régional « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications », adoptée par la délibération n° CR 2017-102.

CY Cergy Paris Université :

- procède la gestion administrative et à la rémunération du (de la) Directeur(-rice) des opérations du Campus, en conformité avec les règles applicables à l'action « Territoires d'innovation pédagogique » du 3ème programme d'investissements d'avenir. CY Cergy Paris Université est identifiée comme bénéficiaire des financements destinés au fonctionnement du Campus.

D'autres sources de financement seront recherchées (FSE, contribution directe des partenaires, projets européens…).

3.2 *Gestion financière et comptable :*

Elle est assurée par l'établissement support en relation étroite avec le (la) Directeur(-rice) des opérations. Un bilan annuel est établi par ce même directeur(-rice) et présenté au comité de pilotage et au comité de projet.

3.3 *Siège :*

Le campus a son siège à l'adresse suivante : CY Cergy Paris Universtié, 33 boulevard du port, 95011 Cergy-Pontoise cedex

Article 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

4.1 *Durée :*

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature par les Parties. Elle est renouvelable au-delà de cette date, en cas de renouvellement du label du Campus, pour la durée de la nouvelle labellisation par reconduction expresse.

Elle donne lieu à une évaluation à mi-parcours, réalisée sous la responsabilité du comité de pilotage.

4.2 *Avenants :*

Des avenants pourront être signés en cas de modifications substantielles dans l'organisation du campus telle que définie dans le document labellisé.

4.3 *Résiliation :*

En cas d'inobservation des clauses de la présente convention, une résiliation pourra être demandée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux partenaires signataires et copie au directeur opérationnel, deux mois avant la fin de l'année scolaire et universitaire.

Fait à Paris, le XXXXXXXXXXXX.

Gilles PECOUT	Charline AVENEL	François GERMINET	Valérie PÉCRESSE
Recteur de la	Rectrice de	Administrateur	Présidente de la

région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris Chancelier des universités	l'académie de Versailles	Provisoire de CY Cergy Paris Université	Région Île-de-France

Annexe 3 : Convention constitutive campus métiers d'art et du design - modifiée

Campus des métiers et des qualifications – catégorie Excellence
Campus des Métiers d'Art et Design
Paris – Manufacture des Gobelins

CONVENTION CADRE

La présente convention définit les conditions générales d'organisation et de fonctionnement du campus des métiers et des qualifications **Campus des Métiers d'Art et du Design, Paris – Manufacture des Gobelins** entre :

- l'État, représenté par le recteur de la région académique d'Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités,

- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,

- l'ENSAAMA, représentée par son directeur.

- Le Mobilier national, représenté par son directeur

PRÉAMBULE

La création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit dans le cadre de la loi de refondation de l'école du 8 juillet 2013. Elle participe d'un processus interministériel qui s'est renforcé au fil des appels à projets, coordonné par le ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Elle témoigne de la volonté de soutenir par la formation, les politiques territoriales de développement économique et social, tout particulièrement autour des filières économiquement les plus stratégiques. Leur dynamique doit faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi.
Une nouvelle impulsion au dispositif a été donnée par le ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse par la publication au bulletin officiel de l'éducation nationale du 13 décembre 2018 d'un nouveau cahier des charges introduisant une catégorie Excellence.

Pour la région Ile de France, l'action des campus des métiers et qualification s'inscrit à la fois :

- dans la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, et plus particulièrement dans l'animation des filières retenues comme prioritaires par le schéma. Les campus doivent contribuer au développement des filières en apportant des réponses à leurs besoins en emplois et compétences ;
- dans la déclinaison du Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP), tant s'agissant de la carte des formations initiales et continues que de la mise en œuvre du Service public régional de l'orientation.

Le processus de création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit également dans le cadre de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Il apparaît à ce titre comme un vecteur de réorganisation de l'action publique répondant aux « besoins de formation et aux enjeux économiques des territoires ».

Le dossier de campus des métiers et des qualifications « **Campus des Métiers d'Art et du Design, Paris – Manufacture des Gobelins** », (ci-après dénommé le campus) a été déposé au titre de la catégorie Excellence du cahier des charges publié en décembre 2018. Il a été transmis aux autorités compétentes le 11 juin 2019.

Le campus constitue un cadre territorialisé de concertation dans un domaine dont les enjeux stratégiques sont avérés pour l'économie et l'emploi tant au plan national que francilien. A ce titre, il porte une approche nouvelle de la formation professionnelle mobilisant opérateurs de formation publics et privés, entreprises ou organisations professionnelles, et collectivités territoriales. Il constitue un espace de dialogue permettant d'harmoniser les choix des différents opérateurs de formation, en fonction des priorités communes, et en cohérence avec les besoins en compétences, actuelles et prévisibles, des acteurs économiques des filières concernées. Il doit organiser leur mise en réseau, faciliter les échanges. (Il n'a néanmoins nullement vocation à se substituer aux opérateurs de formation). De leur côté, l'État et la Région s'engagent à faire évoluer leurs politiques et leurs financements pour faciliter l'atteinte des objectifs.

Article 1 - OBJECTIFS DU CAMPUS

Le campus des métiers et des qualifications « **Campus des Métiers d'Art et du Design, Paris – Manufacture des Gobelins**» porte sur les formations dans le domaine des métiers d'art et du design. Le Campus se déploie sur les domaines d'activités suivants[1] :

- Domaine de l'ameublement et de la décoration
- Domaine de l'architecture intérieure et des jardins
- Domaine de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie
- Domaine de la céramique et des arts du feu
- Domaine du verre et du cristal
- Domaine du textile, et de l'accessoire
- Domaine du métal
- Domaine de la pierre
- Domaine de l'objet
- Domaine du papier, du livre

[1] La liste des métiers d'art fixée par arrêté compte plus de 280 activités regroupées au sein de 16 domaines dans un logique de filière. Les métiers d'art et du design sont définit en 14 mentions par l'arrêté du 18 mai 2018 relatif au diplôme DNMADE

- Domaine du graphisme de la communication et de l'impression
- Domaine du numérique et de l'animation
- Domaine de l'évènementiel et de la scénographie
- Domaine du spectacle

Le campus vise les objectifs suivants :

- Promouvoir les formations d'excellence aux métiers d'arts et en design à l'échelle francilienne, nationale et internationale et valoriser les filières du secteur
- Développer et adapter les formations en cohérence avec les perspectives économiques et sociales pour construire des parcours de réussite pour tous les publics, en formation initiale et formation continue
- Faciliter l'insertion professionnelle tout au long de la vie et renforcer les échanges et les partenariats entre organismes de formation et acteurs économiques
- Adapter et moderniser les pratiques professionnelles et accompagner le développement des formations et des entreprises par la recherche, l'innovation et l'évolution des compétences et des pratiques.

La constitution du campus des métiers et des qualifications aura un impact significatif sur les décisions futures, et notamment sur l'évolution de la carte des formations, les modalités de recrutement et l'identification des publics. Ainsi, les propositions d'évolution concernant les établissements faisant partie du campus devront être considérées à la lumière de leur appartenance à cette entité. Les projets d'évolution devront être portés dans une approche concertée, faisant en particulier apparaître la logique, la cohérence et la synergie des demandes, les mutualisations possibles, tant pour les compétences des formateurs que pour l'utilisation des équipements.

Article 2 – GOUVERNANCE DU CAMPUS

2.1 Le comité d'orientation stratégique (COS)

Le Comité d'Orientation Stratégique (COS) a pour mission de :

- définir la (les) stratégie(s) à mettre en œuvre et l'(les)adapter ;
- établir, phaser et contrôler le programme d'actions et affecter les moyens ;
- valider puis évaluer le plan d'action élaboré par le directeur opérationnel sur la base des orientations stratégiques définies par le COS
- évaluer les actions conduites ;

Il comprend les membres suivants :

- 1 représentant de la région Île-de-France (la présidente de Région ou son représentant) ;
- 1 représentant des autorités académiques (le recteur de Paris, chancelier des universités, recteur de la région académique ou son représentant)
- Le directeur de l'établissement porteur (directeur de l'ENSAAMA ou son représentant)
- Le directeur de l'unité régionale de la Direction des entreprises, du commerce, de la concurrence, du travail et de l'emploi (ou son représentant)
- Le directeur du Mobilier national ou son représentant
- 2 représentants des structures partenaires (le directeur de l'EnsAD ou son représentant, l'administrateur général du CNAM ou son représentant)
- Un représentant du Comité Colbert

- Au moins un représentant des entreprises partenaires
- Au moins 1 représentant des mécènes

Auront vocation à siéger pour avis au titre des personnalités qualifiées, un représentant du monde l'enseignement supérieur et de la recherche, un représentant de l'inspection générale de l'éducation nationale, et un acteur ou expert étranger.

Il se réunit au moins une fois par an. Il est co-présidé par la Présidente de la Région et le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités.

Un Directoire du Campus, instance de pilotage émanant du COS permettant de suivre au plus près la mise en œuvre des orientations stratégiques définies par le COS se réunit régulièrement, et à minima 3 fois par an. Ce Directoire sera composé des personnalités suivantes :

- Un inspecteur général en charge des métiers d'art et du design
- Le directeur de l'établissement support (ENSAAMA)
- Un représentant du Mobilier national
- Le directeur opérationnel
- Un représentant de la Région
- Un représentant des entreprises et/ou du Comité Colbert

2.2 Le Comité de pilotage stratégique

Un Comité de Pilotage stratégique (COPIL) a pour rôle de :

- préparer le programme annuel d'actions ;
- suivre l'avancement des projets ;
- organiser les missions et la composition des groupes de travail, dont la nomination des pilote ;
- mobiliser les co-financements utiles pour la mise en œuvre des projets.

Le Copil sera constitué des personnalités suivantes :

- Le directeur de l'établissement porteur (directeur de l'ENSAAMA ou son représentant)
- Le directeur opérationnel du Campus
- La directrice de projet Campus des métiers et qualification de la Région Ile de France
- Le délégué académique à la formation professionnelle, initiale et continue
- Le délégué académique aux arts et à la culture
- 1 inspecteur d'académie – inspecteur pédagogique régional (IA-IPR) en charge des arts appliqués
- 1 inspecteur de l'Education nationale de l'enseignement technique (IEN-ET) en charge des arts appliqués
- 1 représentant de chacun des membres du consortium
- 1 représentant de chacun des établissements partenaires membres du Campus
- 1 représentant de chacune des structures ou organisations professionnelles membres du Campus
- 1 représentant de chacune des institutions culturelles ou organismes publics membres du Campus
- 1 représentant de chacune des entreprises partenaires du Campus

Ce COPIL est présidé par le directeur de l'établissement porteur. Il se réunit deux fois par an.

2.3 Le comité technique (COTECH)

Le Comité technique (COTECH) a pour rôle de mettre en œuvre le programme d'action arrêté par le Copil et de coordonner l'avancement des groupes de travail.

Un comité technique sera constitué des personnalités suivantes :

- Le directeur de l'établissement porteur (directeur de l'ENSAAMA ou son représentant)
- Le directeur opérationnel du Campus
- La directrice de projet Campus des métiers et qualification de la Région Ile de France (ou son représentant)
- 1 représentant de l'académie
- 1 représentant du Mobilier national
- 1 représentant de chacun des membres du consortium
- 1 représentant de chacun des groupes de travail constitués

Le COTECH est présidé par le directeur opérationnel. Sont également membres de ce groupe des experts de structures du monde académique, économique ou institutionnel, ayant un intérêt pour le domaine du design et des métiers d'art. Il pourra faire appel à d'autres experts selon les besoins et au fil de l'avancement des projets. Il se réunit trois fois par an.

Le programme annuel d'activités sera suivi à l'aide d'un tableau de bord. L'évaluation consolidée des projets, des résultats et des performances atteintes sera présentée périodiquement au COPIL.

2.4 Le directeur opérationnel

Le directeur opérationnel du campus des métiers et des qualifications est nommé par le recteur d'académie après avis du COS, instance de gouvernance du campus des métiers et des qualifications. Il met en œuvre, en lien avec les partenaires, la stratégie, les plans d'actions et les actions de communication du campus des métiers et des qualifications

Localisé dans l'établissement support, il gère les ressources matérielles et financières mises à sa disposition pour l'exercice de sa mission et le fonctionnement du campus Il informe les membres du campus, en organise et anime les instances et assure sa communication. Il fédère les entreprises et les opérateurs de formation. Il structure le campus des métiers et des qualifications pour accroitre sa fonctionnalité et sa visibilité. Il participe également à la recherche de nouveaux financements.

Le directeur opérationnel a un rôle de pivot entre COPIL et COTEC et prépare les travaux du COS. Il anime le COTEC et les groupes de travail. Les travaux de ces derniers sont animés conjointement par le directeur opérationnel et un membre du groupe.

Le Directeur opérationnel organise et suit la mise en œuvre des actions et la promotion du campus, il organise et fédère les interventions des différents opérateurs et veille au respect de l'orientation de la politique générale.

Le Directeur opérationnel, en liaison avec le Directeur de l'établissement support, prospecte pour d'autres sources de financement (FSE, contribution directe des partenaires).

Ses missions sont définies par une lettre de mission signée du recteur-chancelier précisant

son positionnement hiérarchique et fonctionnel. Il est placé sous l'autorité hiérarchique du recteur de l'académie de Paris et sous l'autorité fonctionnelle du directeur de l'ENSAAMA, établissement support du campus. Il rend compte de son action devant le Comité d'Orientation Stratégique.

2.5 *Les groupes de travail*

Ils formulent des propositions au comité technique et ils assurent le suivi, le bilan et l'expertise des actions dans leur domaine de compétences. Ils sont composés de représentants du monde professionnel, des opérateurs de formation et des prescripteurs. Ils se réunissent en tant que de besoin. Les travaux sont coordonnés par le directeur opérationnel. Les thèmes de travail et le pilotage des groupes sont définis par le COPIL.

Article 3 – ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

3.1 Contributions

Les membres fondateurs du campus signataires de la présente convention s'engagent aux contributions suivantes :

L'académie de Paris, à parité avec le Conseil Régional

- prend en charge le poste à temps plein du directeur opérationnel du Campus, au titre de la coordination de l'action du campus.

- participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs) à travers la mobilisation des corps d'inspection, des chargés de mission école-entreprise et des ingénieurs pour l'école.

La région Ile de France, à parité avec l'Académie de Paris

Participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de 100 000 euros par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° CR 2017-102. Pour 2019, la Région Ile-de-France prévoit le versement d'une subvention spécifique de 50 000 € maximum, versée à l'ENSAAMA.
Le versement de ces subventions est subordonné à la signature, par le bénéficiaire de la subvention, d'une convention conforme à la convention-type du dispositif régional « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications », adoptée par la délibération n° CR 2017-102.

L'ENSAAMA

Met à disposition un bureau et les moyens logistiques associés destinés à la direction opérationnel du Campus et assure la gestion financière et comptable des ressources affectées au campus en lien avec le directeur opérationnel.

Le Directeur, en liaison avec le directeur opérationnel, prospecte pour d'autres sources de financement (FSE, contribution directe des partenaires).

Le Mobilier national

Met à disposition l'ensemble des locaux prévus dans le complément du dossier d'habilitation du Campus et assure la maintenance et le bon fonctionnement des espaces affectées au campus en lien avec le directeur opérationnel. Ces locaux comprennent :

- Des espaces dédiés au Campus
- Un espace administratif (2 bureaux, 1 salle de réunion, 1 salle de formation, un espace de stockage)
- Un espace de co-working permettant d'accueillir des groupes
- Un atelier de prototypage (fablab) et un espace de stocakge
- Des espaces mutualisés
- Une matériauthèque
- Des espaces d'exposition disponibles régulièrement sur demande selon une programmation élaborée en collaboration avec les équipes du mobilier national
- Galerie des Gobelins
- Chapelle des Gobelins

3.2 Gestion financière et comptable

Elle est assurée par l'établissement support en relation étroite avec le directeur opérationnel. Un bilan annuel est établi par ce même directeur et présenté au comité d'orientation stratégique et au comité de pilotage.

3.3 Siège

Le campus a son siège à l'adresse suivante : à l'ENSAAMA – 63, rue Olivier de Serre – 75015 Paris

Article 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

4.1 Durée

La présente convention est conclue pour une période comprise entre la date de sa signature et jusqu'à l'échéance de la labellisation du Campus. Elle est renouvelable en cas de renouvellement du label du Campus, pour la durée de la nouvelle labellisation par reconduction expresse.

Elle donne lieu à une évaluation à mi-parcours, réalisée sous la responsabilité du comité d'orientation stratégique.

4.1 Avenants

Des avenants pourront être signés en cas de modifications substantielles dans l'organisation du campus telle que définie dans le document labellisé.

4.2 Résiliation

En cas d'inobservation des clauses de la présente convention, une résiliation pourra être

demandée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux partenaires signataires et copie au directeur opérationnel, deux mois avant la fin de l'année scolaire et universitaire.

Fait à Paris, le XXXXXX

Gilles PECOUT

Recteur de la région académique
Ile-de-France
Recteur de l'académie de Paris
Chancelier des universités

Valérie PECRESSE

Présidente de la Région
Ile-de-France

Hervé LEMOINE

Directeur du Mobilier national

Laurent SCORDINO-MAZANEC

Directeur de l'École nationale supérieure des métiers d'art et du design

Annexe 4 : Fiche IRIS Construction

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-151

DOSSIER N° 20004123 - Campus des Métiers et des Qualifications "Transition numérique et écologique de la Construction" - budget 2020

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)
Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 932-28-65735-128003-100
Action : 12800303- Campus des Métiers et des Qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : 61 AVENUE DU G N RAL DE GAULLE 94010 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur JEAN-LUC DUBOIS-RANDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Budget pour l'année 2020 entière.

Description :
Le projet porte sur la « Transition numérique et écologique de la Construction ». Axé sur le secteur de la Construction, il a pour objectif d'accompagner l'ensemble des acteurs de la filière à intégrer les enjeux de la transition écologique et numérique, en adaptant l'offre de formation professionnelle aux évolutions des besoins des entreprises, de leurs activités et donc des métiers.

Conçu comme un lieu de partenariats, d'innovation et de recherche, de décloisonnement entre les mondes économiques-académiques-recherche, ce projet sera incarné à la Cité Descartes, lieu emblématique de la filière Bâtiment, mais créera également des outils favorisant une dynamique de collaboration entre les différentes structures membres du Campus, de professionnalisation agile des acteurs sur ces enjeux et participera à la valorisation des métiers de la filière. Porté par l'Université Paris-Est Créteil, il bénéficie d'une dynamique d'acteurs de la filière déjà fédérés autour de ces enjeux et en situation de coopération : lieux de formation du secondaire et du supérieur, entreprises du territoires et organisation professionnelle représentative, laboratoires de recherche,…… et s'inscrit dans la dimension régionale, notamment, en s'articulant avec les différents schémas régionaux et études et actions développées à ce niveau.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Subvention de 50 000 euros TTC.
Financement des actions et/ou des dépenses salariales du campus.

NB : le financement régional n'excèdera en aucun cas le financement mis en place par le rectorat de Créteil sur ce campus.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par la Région	50 000,00	50,00%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par l'Education nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	50,00%
Education Nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Annexe 5 : Fiche IRIS Sciences de la sécurité

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-151

DOSSIER N° 20004122 - Campus des Métiers et Qualifications "Sciences de la sécurité - Cergy" - budget 2020

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)
Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 932-28-65735-128003-100
Action : 12800303- Campus des Métiers et des Qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE CERGY PONTOISE
Adresse administrative	:	33 BOULEVARD DU PORT 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur FRAN OIS GERMINET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Budget pour l'année 2020 entière.

Description :
Le campus "Sciences de la sécurité" s'inscrit dans le cadre du plan d'urgence pour le Val d'Oise annoncé le 20 novembre 2019. Intégrant les enjeux de sécurité, de sûreté et de cyber sécurité, il répond aux besoins importants de formation aux nouveaux métiers dans ce secteur. Et sera positionné sur Argenteuil dont le territoire historiquement industriel dispose actuellement de nombreux atouts fonciers pour aménager un lieu incarné pour ce campus. Ce projet s'inscrit dans le contexte de l'accompagnement régional à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP). En effet, la cartographie des emplois, présentée par Paris 2024 le 4 avril 2019, montre que plus de 150 000 emplois seront mobilisés pour l'organisation des Jeux. La Région veillera ainsi à ce que le secteur, dont la qualité de la formation est primordiale, soit un des points forts de l'organisation des JOP.

Ce CMQ sera développé sous le format d'une Très Grande Infrastructure de Formation Professionnelle (TGIFP). De nombreux acteurs notamment du monde socio-économique ont d'ores et déjà fait part de leur intérêt pour participer à ce CMQ des Sciences de la sécurité. La dynamique des acteurs est déjà importante, notamment entre les entreprises, l'enseignement Supérieur avec CY Cergy Paris Université, en tant que porteur du projet, l'Académie de Versailles et les collectivités.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Subvention de 50 000 euros TTC.

Financement des actions et/ou des dépenses salariales du campus.

NB : le financement régional n'excèdera en aucun cas le financement mis en place par le rectorat de Versailles sur ce campus.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par la Région	50 000,00	50,00%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par l'Education nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	50,00%
Education Nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Annexe 6 : Fiche IRIS Aéronautique et Spatial

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-151

DOSSIER N° 20004118 - Campus des Métiers et des Qualifications "Aéronautique et spatial, conception, production et maintenance 4.0" - budget 2020

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)
Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 932-28-65735-128003-100
Action : 12800303- Campus des Métiers et des Qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE
Adresse administrative : UNIVERSITE D'EVRY VAL D'ESSONNE
91025 EVRY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Patrick CURMI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Budget pour l'année 2020 entière.

Description :
L'objectif général des campus est d'accompagner les mutations économiques et technologiques de la filière aéronautique et spatiale en Ile de France en adaptant l'offre de formation professionnelle et les certifications associées aux besoins des entreprises et en anticipant les métiers de demain.

Le campus des métiers et des qualifications « Aéronautique et spatial, conception, production et maintenance 4.0 » porte sur cinq domaines d'activités :
• Structure
• Avionique
• Systèmes
• Fabrication mécanique (Usinage, Chaudronnerie, …)

Le campus vise les objectifs suivants :
• Promouvoir les métiers et les parcours de formation de la conception, de la production et de la maintenance dans le secteur aéronautique et spatial,
• Co-élaborer des formations et des parcours pour répondre aux défis du secteur aéronautique et spatial,
• Renforcer la performance pédagogique et industrielle par les partenariats,

• Favoriser la veille technologique, la recherche, le développement et l'innovation.

Un premier dossier PIA a été déposé en mars 2019 sans succès. Il sera redéposé en mars 2020 pour une nouvelle tentative.

Un Directeur Opérationnel, Sophie Uhl, a été recruté en 2019.

Les partenaires et membres fondateurs du campus sont mobilisés et commencent à initier des actions.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Subvention de 50 000 euros TTC.
Financement des actions et/ou des dépenses salariales du campus.

NB : le financement régional n'excèdera en aucun cas le financement mis en place par le rectorat de Versailles sur ce campus.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par la Région	50 000,00	50,00%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par l'Education Nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	50,00%
Education Nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Annexe 7: Fiche IRIS Economie Touristique

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-151

DOSSIER N° 20004116 - Campus des Métiers et des Qualifications "Economie Touristique Paris-Val d'Europe" - Budget 2020

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)
Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 932-28-65735-128003-100
Action : 12800303- Campus des Métiers et des Qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMUE COMMUNAUTE DUNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS EST
Adresse administrative	:	6 AV BLAISE PASCAL 77420 MARNE LA VALLEE CEDEX 2
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur Philippe TCHAMITCHIAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Subvention pour l'année 2020 entière.

Description :
Le campus a pour objectif de créer un pôle d'excellence offrant une large gamme de formations dans le domaine du tourisme, afin de mieux adapter l'offre de formation professionnelle aux besoins des territoires, d'anticiper et d'accompagner les mutations économiques et technologiques, en développant des synergies entre les acteurs du triptyque « Formation-Emploi-Recherche ».
Il s'agit notamment d'ancrer territorialement le campus en :
- valorisant la recherche et développer un vivier de compétences à l'échelle de l'Ile-de-France ;
- renforçant les passerelles entre les différents niveaux et voies de formation pour favoriser les poursuites d'études ;
- renforçant l'apprentissage de l'anglais ;
- améliorant l'information sur la filière et en renforçant l'orientation ;
- promouvant et mutualisant l'offre du réseau du Campus.

Le processus de recrutement du Directeur Opérationnel est en cours de finalisation (candidats auditionnés).

Néanmoins, des premières actions, intitiées par le Rectorat de Créteil et la Région, ont été menées en 2019 et depuis le début de l'année. A la rentrée 2019, des élèves ont ainsi bénéficiés de contrats d'apprentissage d'une année, avec Disneyland Paris en tant qu'employeur et le lycée Emilie du Chatelet de Serris-77, en tant qu'établissement formateur. Les certifications obtenues seront le CAP cuisine, le CAP Commercialisation et Services en Hôtel-Café-Restaurant.

De plus, l'internat du lycée de Serris, inauguré par la Présidente de Région et le Recteur de Créteil en 2018, a ouvert ses portes et est un élément central du campus (accueil des élèves qui suivront les cursus proposés par le campus). Une réflexion quant à son ouverture à d'autres publics du campus est en cours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Subvention de 50 000 euros TTC.
Financement des actions et/ou des dépenses salariales du campus.

NB : le financement régional n'excèdera en aucun cas le financement mis en place par le rectorat de Créteil sur ce campus.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par la Région	50 000,00	50,00%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par l'Education nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	50,00%
Education Nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Annexe 8 : Fiche IRIS Gobelins Métiers d'Arts

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-151

DOSSIER N° 20004119 - Campus des Métiers et des Qualifications « Paris-Gobelins : métiers d'art et design » - budget 2020

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)
Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 932-28-65735-128003-100
Action : 12800303- Campus des Métiers et des Qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LT ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS APPLIQUES ET DES METIERS D'ARTS
Adresse administrative	:	63/65 RUE OLIVIER DE SERRES 75015 PARIS 15EME
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	Monsieur Laurent SCORDINO-MAZANEC, Proviseur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Budget pour l'année 2020 entière.

Description :
L'objectif général de ce campus est d'accompagner les mutations économiques et technologiques des filières des métiers d'arts et du design en Ile de France en adaptant l'offre de formation professionnelle et les certifications associées aux besoins des entreprises et en anticipant les métiers de demain.

Le Campus des Métiers et Qualifications (CMQ) "Paris-Gobelins : métiers d'art et design", porté par l'Ecole nationale supérieure des arts appliqués et des métiers d'art (ENSAAMA) et incarné par le Mobilier National, entend tirer pleinement parti de la situation exceptionnelle de Paris en termes d'écoles, de lieux de formations secondaire et supérieur pour fédérer un large réseau d'acteurs autour de cette filière complexe et protéiforme et travailler sur les besoins des entreprises et l'ensemble des recruteurs, y compris les établissements publics nationaux, l'attractivité des métiers et le continuum de formation. Il mettra en place le cluster dont la filière a besoin pour décloisonner et permettre la mise en synergie des acteurs.

Un dossier PIA a été déposé avec succès en Mai 2019 pour l'obtention de financements à 10 ans. Le campus est en cours de labellisation "catégorie Excellence".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Subvention de 50 000 euros TTC.
Financement des actions et/ou des dépenses salariales du campus.

NB : le financement régional n'excèdera en aucun cas le financement mis en place par le rectorat de Paris sur ce campus.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par la Région	50 000,00	50,00%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par l'Education Nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	50,00%
Education Nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Annexe 9 : Fiche IRIS Patrimoine Versailles

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-151

DOSSIER N° 20004120 - Campus des Métiers et des Qualifications « Les chantiers de Versailles : Art et Patrimoine » - budget 2020

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)
Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 932-28-65735-128003-100
Action : 12800303- Campus des Métiers et des Qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE CERGY PONTOISE
Adresse administrative : 33 BOULEVARD DU PORT
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur FRAN OIS GERMINET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Budget pour l'année 2020 entière.

Description :
L'objectif général de ce campus est d'accompagner les mutations économiques et technologiques des filières de l'art et du patrimoine en Ile de France en adaptant l'offre de formation professionnelle et les certifications associées aux besoins des entreprises et en anticipant les métiers de demain.

Le Campus des Métiers et Qualifications (CMQ) « des Chantiers de Versailles » offre un site exceptionnel pour mettre à l'honneur l'ensemble des métiers du Château : patrimoine bâti, art et design, horticulture, gastronomie, accueil et tourisme. Conçu à la fois comme un lieu de conservation d'un savoir-faire, un lieu innovant et de recherche, un lieu de formation et un FabLab, ce projet porté par l'Université de Cergy, entend initier le public et créer une synergie nouvelle entre les différents niveaux de formation afin d'améliorer le niveau de compétences des apprenants.

Un Directeur Opérationnel, Charlotte Degoulet, a été recruté et est en poste depuis 2019.

Un dossier de financement PIA a été déposé avec succès en 2019. Le campus est en cours de labellisation catégorie Excellence. De premières actions concrètes vont commencer à la rentrée 2020.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Subvention de 50 000 euros TTC.
Financement des actions et/ou des dépenses salariales du campus.

NB : le financement régional n'excèdera en aucun cas le financement mis en place par le rectorat de Versailles sur ce campus.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par la Région	50 000,00	50,00%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par l'Education nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	50,00%
Education Nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Annexe 10 : Fiche IRIS Automobile

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-151

DOSSIER N° 20004117 - Campus des Métiers et Qualifications "Conception et Construction Automobile" - budget 2020

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)
Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 932-28-65735-128003-100
Action : 12800303- Campus des Métiers et des Qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : 55 AVENUE DE PARIS
78035 VERSAILLES
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Alain BUI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Budget pour l'année 2020 entière.

Description :
L'objectif général de ce campus est d'accompagner les mutations économiques et technologiques de la filière automobile amont en Ile-de-France en adaptant l'offre de formation professionnelle et les certifications associées aux besoins des entreprises.
Par un ancrage territorial renforcé, il doit permettre :
- d'adapter et développer l'offre de formation à partir d'une meilleure estimation des besoins des entreprises et l'anticipation des évolutions liées particulièrement aux nouveaux usages du numérique et à leurs impacts sur les nouvelles formes de travail et les outils de production ;
- de créer des parcours de formation originaux adaptés à ces nouveaux besoins, notamment dans les filières en apprentissage ;
- de promouvoir les métiers de l'industrie, à tous les niveaux de formation ;
- de renforcer la collaboration entre les partenaires.

Suite au départ de l'ancien Directeur Opérationnel, un nouveau DO, Corinne Gomond, a été recruté en 2019.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Subvention de 50 000 euros TTC.
Financement des actions et/ou des dépenses salariales du campus.

NB : le financement régional n'excèdera en aucun cas le financement mis en place par le rectorat de Versailles sur ce campus.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par la Région	50 000,00	50,00%
Dépenses liées aux actions et/ou co-financement des dépenses salariales (rémunération du DO principalement), pris en charge par l'Education nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	50 000,00	50,00%
Education Nationale	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-105

DU 4 MARS 2020

TRAVAUX DANS LES EPLE - 2ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2020 - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 « relative à la mise en place du bouclier de sécurité » ;

VU la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 6ème rapport de l'année 2018 » comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-105 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **2.613.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200401) « Rénovation des lycées publics» du budget 2020.

Article 2 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **5.000.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovations des lycées publics », action (12200402) « Bâtiments démontables» du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **11.695.000.00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2020.

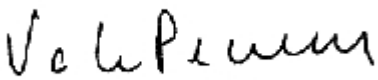
Article 4 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **814.405.69 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2020.

Article 5 :

Subordonne le versement des dotations de l'annexe 3 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc170964-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes n°1 à 2 : Listes des affectations

Annexe n° : 1

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-004 Rénovation des lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-AFFECTATION MARCHES BÂTIMENTS DÉMONTABLES	12200402	21351	5 000 000,00
		REGION	99	2020-AFFECTATION P2P3PFI	12200401	2313	2 000 000,00
93	TREMBLAY-EN-FRANCE	LÉONARD-DE-VINCI	0932046U	2019-COMPLEMENT D'AP COMPLEMENTAIRE HONORAIRE,ALEAS,FRAIS DIVERS complément de l'opération 15B1272220040005	12200401	238	613 000,00

Total Annexe n° : 1 **7 613 000,00**

Dont

Bâtiments démontables (12200402) **5 000 000,00**

Rénovation des lycées publics (12200401) **2 613 000,00**

en Avances sur commandes d'immobilisations corporelles (238)	613 000,00
en Constructions (2313)	2 000 000,00

Annexe n° : 2

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-005 Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE OPÉRATION MULTI SITES JEAN JAURÈS CHATENAY RÉNOVATION DES ATELIERS, DESCARTES ANTONY INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE VENTILATION DES LOGEMENTS complément de l'opération 19B012222200533808	12200501	2313	30 000,00
		REGION	99	2020-AFFECTATIONS ACCORD-CADRES TRAVAUX	12200501	2313	3 000 000,00
75	PARIS 15EME	LÉONARD-DE-VINCI	0754475G	2019-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTÉRIEURES	12200501	2313	290 000,00
75	PARIS 18EME	EDMOND-ROSTAND	0750800M	2019-TX RÉFECTION MENUISERIE EXTERIEUR COUR	12200501	2313	249 000,00
75	PARIS 18EME	EDMOND-ROSTAND	0750800M	2019-TX RÉFECTION PLATEAUX TECHNIQUES SALLES 101-102-103-104	12200501	2313	249 000,00
75	PARIS 18EME	RABELAIS	0750688R	2019-RÉFECTION CLÔTURE ET MURET COTÉ BLV NEY SUITE À SON DÉGRADATION ET LA DEMANDE DE LA PPP complément de l'opération 19B028322200534714	12200501	2313	160 000,00
77	CHAMPS-SUR-MARNE	RENE-DESCARTES	0772223Y	2019-MOD: TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITÉ PMR DEMI-PENSION	12200501	2313	250 000,00
77	CHELLES	GASTON-BACHELARD	0770922J	2019-MOD 2020: TRAVAUX POUR LA CRÉATION D'UN FOYER LYCÉENS PAR LA FERMETURE DU PRÉAU DU BÂTIMENT D	12200501	2313	300 000,00
77	CHELLES	GASTON-BACHELARD	0770922J	2019-MOD 2020: TRAVAUX POUR LA RÉHABILITATION COMPLÈTE DU SOUS-SOL DU BÂTIMENT DEMI-PENSION	12200501	2313	500 000,00
77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUÉ-A-TRESMES (DU)	0771658J	2019-MOD 2018 : TRAVAUX POUR MISE EN CONFORMITÉ DE LA CUISINE D'APPLICATION complément de l'opération 18B055922200532361	12200501	2313	120 000,00
77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUÉ-A-TRESMES (DU)	0771658J	2019-MOD: TRAVAUX POUR LE REMPLACEMENT DES MENUISERIES, FENÊTRES MENANCANT DE TOMBER - BÂTIMENT DP	12200501	2313	330 000,00
77	MEAUX	CHARLES-BAUDELAIRE	0771880A	2019-MOD 2020: ÉTUDES POUR LE REMPLACEMENT DES MENUISERIES DU 1ER ET 2ÈME ÉTAGE	12200501	2031	25 000,00
77	MEAUX	HENRI-MOISSAN	0770930T	2019-MOD 2018 : TRAVAUX RÉNOVATION ET RESTRUCTURATION DE LA LOGE BÂTIMENT VERDUN complément de l'opération 18B0192220050014	12200501	2313	250 000,00
77	MEAUX	JEAN-VILAR	0772229E	2019-MOD 2020: ETUDES POUR LA RÉNOVATION ET SÉCURISATION DE 3 600 M² DE TOITURE TERRASSE	12200501	2031	30 000,00
77	NOISIEL	RENÉ-CASSIN	0771941S	2019-MOD : TRAVAUX RÉFECTION TOTALE DE L'ÉTANCHÉITÉ DU LYCÉE	12200501	2313	950 000,00
77	PROVINS	PANNEVELLES (LES)	0771336J	2019-MOD 2019: TRAVAUX POUR LA RÉNOVATION BÂCHE RÉSERVE INCENDIE	12200501	2313	80 000,00
77	SAVIGNY-LE-TEMPLE	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	0772188K	2019-MOD 2020 : ETUDES RÉNOVATION PÔLE SCIENCES SALLES 204 ET 216	12200501	2031	25 000,00
91	ATHIS-MONS	CLÉMENT-ADER	0910676R	2019-MOD 2020: TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA LAVERIE SUITE À CHANGEMENT DE LAVE-VAISSELLE	12200501	2313	120 000,00
91	LES ULIS	ESSOURIAU (DE L')	0911492C	2019-MOD 2017: TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR complément de l'opération 17B1682220050006	12200501	2313	156 000,00
91	LIMOURS	JULES-VERNE	0911983L	2019-MOD 2019: COMPLÉMENT TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA POUTRAISON PRÉAU EXTÉRIEUR complément de l'opération 18B001722200533000	12200501	2313	10 000,00
91	LIMOURS	JULES-VERNE	0911983L	2019-MOD 2019: TRAVAUX POUR LA MISE EN CONFORMITÉ DU VIDE-SANITAIRE complément de l'opération 19B012222200533658	12200501	2313	510 000,00
91	LONGJUMEAU	JACQUES-PRÉVERT	0911577V	2019-MOD 2020: ETUDES POUR LA RÉFECTION DE L'ASCENSEUR COMPLET	12200501	2031	15 000,00
91	LONGJUMEAU	JACQUES-PRÉVERT	0911577V	2019-MOD 2020: TRAVAUX POUR LA RÉFECTION DE L'ASCENSEUR COMPLET	12200501	2313	115 000,00
91	MASSY	PARC-DE-VILGÉNIS	0910727W	2019-MOD 2020: TRAVAUX DE RÉNOVATION COMPLÈTE EN TCE DE LA CUISINE	12200501	2313	225 000,00
91	MONTGERON	ROSA-PARKS	0910625K	2019-MOD 2019: COMPLÉMENT TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU CHÂTEAU complément de l'opération 19B018622200534415	12200501	2313	50 000,00
91	MORANGIS	MARGUERITE-YOURCENAR	0911945V	2019-MOD 2020: MOE RÉNOVATION DES TOITURES	12200501	2031	100 000,00
91	OLLAINVILLE	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	0910429X	2019-MOD 2020: MOE RÉALISATION DE PARKING EXTÉRIEUR Y COMPRIS ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR	12200501	2031	60 000,00
91	PALAISEAU	HENRI-POINCARÉ	0912251C	2019-MOD 2019: TRAVAUX ZONE LAVERIE/TRI/DÉCHETS/ DEMI-PENSION complément de l'opération 18B001722200533005	12200501	2313	170 000,00
91	SAVIGNY-SUR-ORGE	JEAN-BAPTISTE-COROT	0910627M	2019-MOD 2019: TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU GYMNASE	12200501	2313	716 000,00
92	CLAMART	JACQUES-MONOD	0921555R	2019-ETUDES POUR AMÉNAGEMENTS DES ACCÈS EXTÉRIEURS	12200501	2031	50 000,00
93	GAGNY	GUSTAVE-EIFFEL	0931272C	2019-MOD : TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES ATELIERS PAR LA CRÉATION D'UNE SALLE DE MUSCULATION ET LOCAUX ASSOCIÉS	12200501	2313	300 000,00

Annexe n° : 2

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-005 Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
93	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	0932034F	2019-MOD 2018: COMPLÉMENT ÉTUDES AFFAISSEMENT DU BÂTIMENT ENSEIGNEMENT AU-DESSUS DU PRÉAU complément de l'opération 18B0192220050048	12200501	2031	30 000,00
93	LE BLANC-MESNIL	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	0932034F	2019-MOD 2018: TRAVAUX AFFAISSEMENT DU BÂTIMENT ENSEIGNEMENT AU-DESSUS DU PRÉAU complément de l'opération 18B0192220050048	12200501	2313	300 000,00
93	VILLEMOMBLE	GEORGES-CLEMENCEAU	0930127H	2019-MOD 2019: COMPLÉMENT TRAVAUX DE CRÉATION VESTIAIRES DOUCHES MANQUANTS POUR PERSONNEL D'ENTRETIEN RÉGION complément de l'opération 19B012222200533661	12200501	2313	80 000,00
94	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	0941470M	2019-MOD 2020: TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT LOCAL BIR	12200501	2313	200 000,00
94	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	0941470M	2019-MOD 2020: TRAVAUX DE CRÉATION D'UN FOYER DE VIE LYCÉENNE	12200501	2313	300 000,00
94	CRETEIL	EDOUARD-BRANLY	0941018W	2019-MOD 2020: MOE RÉFECTION DE L'ÉTANCHÉITÉ DE L'ENSEMBLE DES BÂTIMENTS	12200501	2031	60 000,00
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	2019-MOD 2019: COMPLÉMENT TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU LYCÉE ET DES LOGEMENTS DE FONCTION complément de l'opération 19B012222200533662	12200501	2313	70 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	ROMAIN-ROLLAND	0940115P	2019-MOD 2019: TRAVAUX DE MISE EN PLACE D¿UNE RÉSINE AU SOL POUR ASSURER UNE ÉTANCHÉITÉ, BÂTIMENT A , 1ER ÉTAGE LOCAL CUISINE complément de l'opération 19B012222200533664	12200501	2313	300 000,00
94	LE KREMLIN-BICETRE	PIERRE-BROSSOLETTE	0941975L	2019-MOD 2020: TRAVAUX POUR REPRISE AU SOUS-SOL (CAVE DU PLAFOND QUI S'AFFAISSE SUR 10M LINÉAIRE)	12200501	2313	20 000,00
94	NOGENT-SUR-MARNE	LOUIS-ARMAND	0940118T	2019-MOD 2019: TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA DEMI-PENSION (MISE EN PLACE DE LA MARCHE EN AVANT) complément de l'opération 19B012222200533666	12200501	2313	200 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	ARSONVAL (D')	0940121W	2019-MOD 2020: TRAVAUX DE RÉFECTION DES SANITAIRES	12200501	2313	200 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CONDORCET	0940122X	2019-MOD 2020: ETUDES TRAITEMENT DE L'ÉTANCHÉITÉ DU GYMNASE (AMPHITHÉÂTRE)	12200501	2031	80 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CONDORCET	0940122X	2019-MOD 2020: TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE VITRAGES	12200501	2313	300 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	FRANCOIS-MANSART	0940585A	2019-MOD 2020: DPE ASPIRATION POUSSIÈRES BOIS DANS ATELIERS	12200501	2031	20 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	MARCELIN-BERTHELOT	0940120V	2019-MOD 2020: TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DE L'INTERNAT	12200501	2313	100 000,00

Total Annexe n° : 2	**11 695 000,00**

Dont

Grosses réparations dans les lycées publics (12200501)	**11 695 000,00**
en Constructions (2313)	11 200 000,00
en Frais d'études (2031)	495 000,00

Annexe n°3 : Fiches de synthèse de dotations

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 10EME	COLBERT	0750673Z	36702	09/12/2019	2019-DÉPOSE DE LA MOQUETTE DANS LES BUREAUX (PB HYGIÈNE) ET MIS EN PLACE D'UN NOUVEAU REVÊTEMENT DE SOL DANS TOUS LES BUREAUX DE L'INTENDANCE ET PROVISEUR	15 500,00	15 500,00	12200601	236.1
75	PARIS 10EME	GUSTAVE-FERRIE	0750775K	36705	09/12/2019	2019-CRÉATION D'UNE VMC SALLE 20	1 176,00	1 176,00	12200601	236.1
75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	0750558Z	36700	09/12/2019	2019-TRAVAUX CONSOLIDATION MUR CIRCULATION 3ÈME ÉTAGE	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	JEAN-LURCAT	0753268V	36690	09/12/2019	2019-REMISE EN ÉTAT DES ÉQUIPEMENTS SSI DES 2 SITES	8 325,14	8 325,14	12200601	236.1
75	PARIS 14EME	CROCÉ-SPINELLI	0752799K	36698	09/12/2019	2019-RÉFECTION TCE MAISONS DES LYCÉENS	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 15EME	BRASSAÏ	0750794F	36697	09/12/2019	2019-RÉFECTION TCE DE LOGEMENT DE FONCTION DE L ¿AGENT D¿ACCUEIL	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 15EME	ALEXANDRE-DUMAS	0753256G	36692	09/12/2019	2019-AMÉNAGEMENT DE LA SALLE R08 EN SALLE DE MUSCULATION, DE LA SALLE DE PRÉPARATION EN VESTIAIRE AU RDC BAS, LE REMPLACEMENT DES LUMINAIRES VÉTUSTES CIRCULATION RDC HAUT PROCHE DU FOYER, RÉFECTION DU WC ACCESSIBLE AU PUBLIC DU RESTAURANT PÉDAGOGIQUE RDC HAUT ET RÉNOVATION DU LOGEMENT DE L¿AGENT D¿ACCUEIL APRÈS 30 ANS D¿OCCUPATION.	60 000,00	60 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	0750708M	36699	09/12/2019	2019-TRAVAUX DE LEVÉE DE RÉSERVES PRÉSENT DANS LE RAPPORT DE L'ARCHITECTE EXPERT	65 000,00	65 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	0750710P	36695	09/12/2019	2019-TRAVAUX DE CHANGEMENT DE PAILLASSES HUMIDES SALLES F32, F36	12 879,00	12 879,00	12200601	236.1
75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	0750710P	36696	09/12/2019	2019-TRAVAUX DE POSE DE DALLES BOIS SUR TERRASSE	12 812,00	12 812,00	12200601	236.1
77	CESSON	SONIA-DELAUNAY	0772332S	36620	04/12/2019	2019-REMISE EN PEINTURE DES COULOIRS DU 1ER ÉTAGE (TRAVAUX EMOP)	15 651,00	15 651,00	12200601	236.1
77	LA ROCHETTE	BENJAMIN-FRANKLIN	0770943G	36629	04/12/2019	2019-MODIFICATION DES GAINES D'EXTRACTION DES 2 HOTTES CUISINE	28 746,00	28 746,00	12200601	236.1
77	LA ROCHETTE	BENJAMIN-FRANKLIN	0770943G	36630	04/12/2019	2019- RÉNOVATION SOL MUR PLAFOND DE LA SALLE A232 DU BÂTIMENT A (TRAVAUX À RÉALISER PAR L ¿ÉQUIPE DE MAINTENANCE)	9 000,00	9 000,00	12200601	236.1
77	LE MEE-SUR-SEINE	GEORGE-SAND	0771663P	36628	04/12/2019	2019-RÉNOVATION DU RÉFECTOIRE (PEINTURE ET FAUX PLAFONDS)	9 838,00	9 838,00	12200601	236.1
77	MEAUX	JEAN-VILAR	0772229E	36627	04/12/2019	2019-TRAVAUX SSI, MISE EN FONCTIONNEMENT DES NOUVELLES PORTES EXTÉRIEURES	1 266,00	1 266,00	12200601	236.1
77	MELUN	JACQUES-AMYOT	0770933W	36626	04/12/2019	2019-REMPLACEMENT D'UNE VITRE BRISÉE (ASSURANCE RÉGIONALE SAISIE)	1 815,00	1 815,00	12200601	236.1
77	MELUN	LÉONARD-DE-VINCI	0770934X	36624	04/12/2019	2019- RÉNOVATION (SOLS, MURS ET PLAFONDS) DE 6 CHAMBRES DU 3ÈME ÉTAGE DE L¿INTERNAT. TRAVAUX EMOP	21 000,00	21 000,00	12200601	236.1
77	MELUN	LÉONARD-DE-VINCI	0770934X	36625	04/12/2019	2019-REMISE EN PEINTURE DE DEUX CAGES D'ESCALIER DU BÂTIMENT GYMNASE (TRAVAUX EMOP)	2 661,00	2 661,00	12200601	236.1
77	NOISIEL	GÉRARD-DE-NERVAL	0771940R	36669	04/12/2019	2019-POSE DE REVÊTEMENTS DE SOL ET FINITION DE PLUSIEURS SALLES (INFIRMERIE ET ANNEXE, SALLES 135,134,133)	5 378,00	5 378,00	12200601	236.1
77	NOISIEL	RENÉ-CASSIN	0771941S	36623	04/12/2019	2019-MISE EN PEINTURE DU CDI ET SALLE DES PROFESSEURS ET RÉFECTION DU SOL DE LA SALLE DES PROFESSEURS BÂTIMENT A	16 324,62	16 324,62	12200601	236.1
77	PROVINS	PANNEVELLES (LES)	0771336J	36622	04/12/2019	2019-MISE EN PLACE DE PRISES ET D'INTÉRUPTEURS ANTI VANDALISME DANS LES COULOIRS DES BÂTIMENTS B ET C	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
77	VAUX-LE-PENIL	SIMONE-SIGNORET	0772310T	36621	04/12/2019	2019-CRÉATION DE FAUX PLAFONDS EN SALLES 143 ET 144 (TRAVAUX EMOP) BÂTIMENT PRINCIPAL	12 825,00	12 825,00	12200601	236.1
78	LA QUEUE-LES-YVELINES	JEAN-MONNET	0781839A	36682	05/12/2019	2019-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE RIDEAUX DANS LES SALLES DU BÂTIMENT B	13 500,00	13 500,00	12200601	236.1
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	DESCARTES	0781512V	36681	05/12/2019	2019-TRAVAUX DE RÉPARATION ET DE REMPLACEMENT DE STORES MOTORISÉS	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
91	ATHIS-MONS	MARCEL-PAGNOL	0910623H	36618	04/12/2019	2019-REMPLACEMENT DE 50 RIDEAUX DU BÂTIMENT A ET B	5 954,00	5 954,00	12200601	236.1
91	ATHIS-MONS	MARCEL-PAGNOL	0910623H	36619	04/12/2019	2019-RAFRAÎCHISSEMENT LOGEMENT DU PROVISEUR ADJOINT (PEINTURE,SOL ECT,,,,)	28 632,00	28 632,00	12200601	236.1
91	DRAVEIL	NADAR	0910755B	36617	04/12/2019	2019-POSE DE CARRELAGE AU-DESSUS DU LAVE-BATTERIE ET EN SALLE DE REPOS SUITE AU RAPPORT DE LA D.D.P.P.	2 700,00	2 700,00	12200601	236.1
91	EPINAY-SOUS-SENART	MAURICE-ELIOT	0911927A	36615	04/12/2019	2019-TRAVAUX DE RÉNOVATION DU LOGEMENT DE L'AGENT D'ACCUEIL (SOL ET PEINTURE)	13 660,00	13 660,00	12200601	236.1
91	EPINAY-SOUS-SENART	MAURICE-ELIOT	0911927A	36616	04/12/2019	2019-REMPLACEMENT DE 9 EXTINCTEURS AU BÂTIMENT PÉDAGOGIQUE	1 621,01	1 621,01	12200601	236.1
91	MENNECY	MARIE-LAURENCIN	0911962N	36614	04/12/2019	2019-FOURNITURE ET POSE D'UN REVÊTEMENT DE SOL DANS LE BUREAU DU PROVISEUR ET DÉGAGEMENT (SAS)	4 236,00	4 236,00	12200601	236.1
91	MORANGIS	MARGUERITE-YOURCENAR	0911945V	36613	04/12/2019	2019-REMPLACEMENT DES 2 PORTES DU HALL	14 746,00	14 746,00	12200601	236.1
92	ANTONY	THÉODORE-MONOD	0921676X	36687	05/12/2019	2019-TX FOURNITURE ET POSE D'UN ENSEMBLE MENUISÉ POUR LA LOGE	2 340,00	2 340,00	12200601	236.1
92	LA GARENNE-COLOMBES	TOURNELLE (LA)	0920158X	36683	05/12/2019	2019-RÉPARATION DES SIÉGES USAGERS DE L'AMPHITHÉÂTRE.	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
92	NANTERRE	LOUISE-MICHEL	0922464D	36685	05/12/2019	2019-MISE EN CONFORMITÉ ASCENSEUR	5 343,00	5 343,00	12200601	236.1
93	CLICHY-SOUS-BOIS	ALFRED-NOBEL	0932026X	36612	04/12/2019	2019-RÉFECTION DE CARRELAGE DANS LA DEMI-PENSION SUITE AU RAPPORT DES SERVICES VÉTÉRINAIRES	4 057,92	4 057,92	12200601	236.1
93	LA COURNEUVE	JACQUES-BREL	0931430Z	36611	04/12/2019	2019-RÉFECTION REVÊTEMENT DE SOL ESCALIER CENTRAL BÂTIMENT PRINCIPAL	11 850,00	11 850,00	12200601	236.1
93	MONTREUIL	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	0931779D	36604	04/12/2019	2019-REMISE EN PEINTURE DES CIRCULATIONS DU 1ER ÉTAGE VÉTUSTES, BÂTIMENT PRINCIPAL	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
93	MONTREUIL	EUGÉNIE-COTTON	0932116V	36606	04/12/2019	2019-MISE EN PLACE DE CONSIGNES INCENDIES DANS 45 SALLES DE CLASSES DU LYCÉE ET DE 40 PANNEAUX DE SIGNALISATION EXTINCTEURS MANQUANTS DANS LES CIRCULATIONS DE TOUS LES ÉTAGES ET TOUS LES BÂTIMENTS D¿ENSEIGNEMENT	1 598,00	1 598,00	12200601	236.1
93	NOISY-LE-GRAND	FLORA-TRISTAN	0931565W	36600	04/12/2019	2019-TRAVAUX DE PEINTURE CIRCULATIONS AU 1ER ÉTAGE (MURS ET PLAFONDS)	10 015,00	10 015,00	12200601	236.1
93	NOISY-LE-GRAND	FLORA-TRISTAN	0931565W	36601	04/12/2019	2019-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES SOLS VÉTUSTES CIRCULATIONS AU 1ER ÉTAGE	26 000,00	26 000,00	12200601	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
93	NOISY-LE-GRAND	EVARISTE-GALOIS	0932047V	36603	04/12/2019	2019-TRAVAUX DE LEVÉE DES RÉSERVES CCS ET BUREAUX DE CONTRÔLE (SSI, COMPARTIMENTAGE, EXTINCTEURS ETC...)	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
93	PANTIN	MARCELIN-BERTHELOT	0930124E	36599	04/12/2019	2019-RÉNOVATION DE 3 BLOCS SANITAIRES DE L'ÉTABLISSEMENT (SOLS, MURS, PLAFOND ET PLOMBERIE) BÂTIMENT PRINICPAL	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-DENIS	PAUL-ELUARD	0930125F	36598	04/12/2019	2019-RÉNOVATION DU PÔLE MEDICO-SOCIAL (SOL, MURS, PLAFOND ¿)	20 700,00	20 700,00	12200601	236.1
93	STAINS	MAURICE-UTRILLO	0932030B	36597	04/12/2019	2019-RÉFECTION PEINTURE CAGE D'ESCALIER DU RDC JUSQU'AU SECOND ÉTAGE AVEC CIRCULATION DU 1ER ÉTAGE	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
93	VILLEMOMBLE	BLAISE-PASCAL	0932221J	36596	04/12/2019	2019-TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA VIE SCOLAIRE VÉTUSTE (MOISISSURES ET CONDENSATION, ISOLATION DE 2 MURS, REPRISES FAUX PLAFOND ET PEINTURE)	4 500,00	4 500,00	12200601	236.1
94	BONNEUIL-SUR-MARNE	STENDHAL	0940171A	36595	04/12/2019	2019-RÉPARATION DU SYSTÈME DE PILOTAGE DU CHAUFFAGE ET DES OUVRANTS DES SERRES DE LA SECTION HORTICULTURE	6 628,00	6 628,00	12200601	236.1
94	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LANGEVIN-WALLON	0940113M	36594	04/12/2019	2019-REMPLACEMENT DE L'AUTOCOM	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
94	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	0941470M	36593	04/12/2019	2019-CRÉATION D'UNE DALLE EN BÉTON POUR LE STOCKAGE EXTÉRIEUR DES MATÉRIAUX	4 028,00	4 028,00	12200601	236.1
95	CHARS	VEXIN (DU)	0951282C	36712	09/12/2019	2019-TRAVAUX DE REMISE EN PEINTURE DES MURS DES CIRCULATION DU 2E ÉTAGE, LES SALLES 205 ET 107 ET DU CDI	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
95	GARGES-LES-GONESSE	SIMONE-DE-BEAUVOIR	0951766D	36715	09/12/2019	2019-RÉAMÉNAGEMENT DU LABO PHYSIQUE-CHIMIE AU 1ER ÉTAGE	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
95	GARGES-LES-GONESSE	SIMONE-DE-BEAUVOIR	0951766D	36716	09/12/2019	2019-CRÉATION D'UN LOCAL POUBELLE POUR LA RESTAURATION	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
95	GARGES-LES-GONESSE	ARTHUR-RIMBAUD	0951787B	36714	09/12/2019	2019-CRÉATION D'UN ESPACE DÉDIÉ À LA LOGISTIQUE	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
95	MONTMORENCY	TURGOT	0951281B	36708	09/12/2019	2019-REMISE EN ÉTAT DES MURS DANS LES CIRCULATIONS, SUITE DÉGRADATIONS VOLONTAIRES (TENTATIVE DE VOL, EXCÈS DE VIOLENCE)	6 600,00	6 600,00	12200601	236.1
95	PONTOISE	CAMILLE-PISSARRO	0950649P	36709	09/12/2019	2019-TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA DEMI-PENSION. PEINTURES MURS ET REMPLACEMENT DES SOLS PVC	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
95	SAINT-OUEN-L'AUMONE	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	0950658Z	36710	09/12/2019	2019-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE MOQUETTE DE L'ADMINISTRATION TRÈS VIEILLISSANTES (15 ANS), VECTEUR D'ALLERGIE, À LA FAVEUR DE SOLS PVC	11 000,00	11 000,00	12200601	236.1
95	SAINT-OUEN-L'AUMONE	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	0950658Z	36711	09/12/2019	2019-TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA CAGE D'ESCALIER DES LOGEMENTS	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
95	SAINT-OUEN-L'AUMONE	JEAN-PERRIN	0951104J	36713	09/12/2019	2019-TRAVAUX DE MAÇONNERIE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE CLOISON EN SALLE 04 DU BÂTIMENT F.	5 500,00	5 500,00	12200601	236.1

Total Annexe n° : 1 **814 405,69**

Dont

Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics (12200601) **814 405,69**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-107

DU 4 MARS 2020

MAINTENANCE IMMOBILIÈRE - 2ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2020 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement »

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-107 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique:

Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine de lycées pour un montant total de **60 232 €** conformément au tableau figurant en **annexe 1**.

Décide d'affecter à ce titre un montant total d'autorisation d'engagement de **60 232 €** prélevé sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action (12201702) « Maintenance immobilière » du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171007-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Liste des dotations

Exercice comr 2020
Commission Commission permanente du 4 mars 2020
Profil du gestic PLYC/DPBC Direction performance budgétaire et contractuelle
Dispositif {TOUS}
Numéro de rar {Aucun(e)}

Code dossier	Code dispositif	Code profil gestionnaire	Bénéficiaire	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision	Code domaine
20003096	00000571	PLYC-MAPP	LP L'ABBE GREGOIRE PARIS 03EME	ABBE G 75003 PROTEC EXTINCT	Affectation	6 204,00	DOMSUB
20003099	00000571	PLYC-MAPP	LP L'ABBE GREGOIRE PARIS 03EME	ABBE G 75003 PROTEC DES EXTIENT TURBIGO	Affectation	5 028,00	DOMSUB
20003100	00000571	PLYC-MAPP	LP LINO VENTURA OZOIR LA FERRIERE	VENTURA OZOIR 77 ELAGAGE	Affectation	15 000,00	DOMSUB
20003101	00000571	PLYC-MAPP	LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY	EIFFEL GAGNY 93 ELAGAGE	Affectation	24 000,00	DOMSUB
20003102	00000571	PLYC-MAPP	LGT FLORA TRISTAN NOISY LE GRAND	TRISTAN N LE GRAND 93 ELAGAGE	Affectation	6 000,00	DOMSUB
20003103	00000571	PLYC-MAPP	LGT FLORA TRISTAN NOISY LE GRAND	TRISTAN N LE G 93 NETTOY VITRES	Affectation	4 000,00	DOMSUB
					TOTAL	60 232,00	

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-115
DU 4 MARS 2020

POLITIQUE DE RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCÉES PUBLICS 2ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU Le Code de le commande publique ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération du Conseil régional CR 23-14 du 14 février 2014 « renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace »;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 « Simplifier le fonctionnement du conseil régional » ;

VU La délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CP 16-362 du 12 juillet 2016 relative à la réforme du service public de la restauration scolaire des lycées publics d'Ile-de-France : évolution du cadre technique de mise en œuvre et du modèle de compensation régionale applicable à partir de la rentrée scolaire 2016 ;

VU La délibération CP 2018-541 du 21 novembre 2018 relative à l'évolution de la politique de restauration scolaire dans les lycées publics ;

VU La délibération CP 2019-110 du 20 mars 2019 relative à la politique de restauration scolaire – mars 2019 ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-115 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Abroge le point III de l'annexe 3 à la délibération CP n° 2018-541 du 21 novembre 2018.

Article 2 :

Approuve l'attribution de la dotation afférente au solde de la compensation régionale au titre de l'année scolaire 2018-2019 au bénéfice d'un établissement qui s'élève à 951,10 € telle que présentée en annexe I à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 951,10 € disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 28 «autres services périscolaires et annexes», programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle» action (12800401) «aide régionale à la demi-pension» du budget 2020.

Article 3 :

Approuve les termes de la convention-type de partenariat à conclure avec les CAF de Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise et de Paris jointe en annexe II à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer les conventions visées au précédent alinéa.

Affecte dans le cadre du partenariat avec les CAF des huit départements franciliens, une autorisation d'engagement provisionnelle de 300 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-004 (128004) « Aides aux élèves de second cycle » action 12800401 « Aide régionale à la demi-pension » du budget 2020.

Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement de 400 000 € disponible sur le chapitre 932 «Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes», programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2020 afin de lancer une consultation pour la mise en place d'une plateforme téléphonique d'accueil et de renseignements dédiée à la tarification de la restauration scolaire destinée aux familles et aux élèves.

Article 5 :

Approuve la constitution d'un groupement de commandes entre les lycées anciennement gérés par la ville de Paris et la Région Île-de-France.

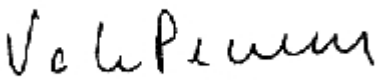
Article 6:

Autorise la signature de la présente convention constitutive d'un groupement de commandes entre les lycées anciennement gérés par la ville de Paris et la Région Île-de-France.

Article 7:

Affecte une autorisation de programme de 100 000 € disponibles sur le chapitre 902, code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP 222-008 « équipement des lycées publics », action 12200803 « Développement des TICE et des ENT » pour la mise en place d'une plateforme de référencement des producteurs dans le cadre du développement des produits locaux ou biologiques, favorisant les circuits courts dans les restaurations des lycées franciliens ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 9 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 9 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171174-DE-1-1) et affichage ou notification le 9 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE I

ANNEXE I

TARIFICATION SOCIALE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE -

DOTATIONS DE COMPENSATION REGIONALE - Solde AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2018/2019

Code tiers	Code UAI	Type	Patronyme de l'établissement	adresse	code postale	Commune	Dotations affectées
R3919	0772688D	Err :504	EMILIE-DU-CHÂTELET	69 RUE DE TURBIGO	75003	SERRIS	951,10 €

1	**Total Etablissement**	**951,10 €**

ANNEXE II

Annexe III

CONVENTION –TYPE DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES «TITRE» RELATIVE A LA MISE EN PLACE DE LA REFORME DE LA TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DES LYCEES PUBLICS AU QUOTIENT FAMILIAL

ENTRE

La région Île-de-France représentée par Valérie PECRESSE présidente du Conseil régional

Ci-après dénommée la Région

D'une part,

ET

La Caisse d'allocations familiales XXXX**,** représentée par XXXX, Directeur général

Ci-après dénommée la Caf XXXX,

D'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

1 - PREAMBULE

Pour rappel, par délibération n° CR 23-14 du 14 février 2014, la Région Île-de-France a voté la réforme du service public de restauration scolaire avec l'adoption d'une grille tarifaire commune à l'ensemble des départements franciliens. Cette grille tient compte du quotient familial des familles et se divise en 10 tranches.

La mise en œuvre de cette tarification sociale n'est qu'un volet d'une refonte plus générale du service public de la restauration dans les lycées visant à :

- favoriser l'égal accès des lycéen-ne-s à la demi-pension par la réforme tarifaire,
- améliorer la qualité de l'alimentation sur le plan nutritionnel pour lutter contre l'obésité,
- lutter contre le gaspillage alimentaire.

Cette politique tarifaire a été déployée à compter de la rentrée 2014 de manière progressive elle concerne l'ensemble des lycées publics des huit départements franciliens depuis la rentrée scolaire 2017.

Afin d'éviter au plus grand nombre des démarches supplémentaires et s'inspirant d'expériences déjà menées par certains départements, la Région a sollicité les Caf des huit départements franciliens, institutions de référence, qui disposent d'un savoir-faire indéniable dans la relation avec les familles allocataires, pour qu'elles contribuent directement à l'information de ces dernières concernant leur quotient familial dans le cadre d'un projet partenarial.

La Caf de Seine-Saint-Denis assure la mission de pilote et de coordination, à la demande de la Région et avec l'accord des autres Caf de la campagne, pour l'ensemble des Caf départementales partenaires.

2 – OBJET DU PARTENARIAT

L'objet de cette convention est de fixer le cadre de ce partenariat qui a pour objectif essentiel de converger sur l`optimisation de l'information aux familles ayant des enfants âgés de 15 à 20 ans concernant leur quotient familial. Cela leur permettra de faire valoir ces éléments auprès des lycées publics situés dans leur département lors de l'inscription à la demi-pension.

Ainsi, la Région sollicite l'appui et le partenariat des Caf pour informer leurs familles allocataires potentiellement concernées.

3- ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Les Caf et la Région s'engagent à mobiliser tous les moyens possibles afin de permettre aux familles allocataires de disposer de toute information utile à l'inscription de leur enfant au service public de restauration scolaire, pour les enfants âgés de 15 à 20 ans au 1er janvier de l'année précédant la rentrée scolaire ciblée.

Pour ce faire, les Caf proposent de faire parvenir à toutes les familles allocataires du département un courrier comprenant :

- une lettre de la présidente de la Région cosignée par le directeur général ou la directrice de la Caf concernée ;
- une attestation de la Caf relative à la restauration par enfant précisant le quotient familial applicable pour la détermination du prix de repas selon les modalités de calcul du Conseil régional ;
- une notice régionale d'informations destinée aux familles en recto verso indiquant les modalités d'inscription à la demi-pension et détaillant le prix du repas à la charge de la famille.

Si certaines familles allocataires ne devaient pas être destinataires de cet envoi, plusieurs moyens mis à la disposition par les Caf sont rappelés et communiqués aux familles par la Région Île de France :

- la connexion sur le site internet Ma Caf.fr afin d'obtenir une attestation quotient familial Caf en saisissant le numéro d'allocataire de l'un des parents de l'élève ;
- les applications sur Smartphone permettant de récupérer une attestation dématérialisée ;
- la récupération d'une attestation quotient familial Caf via les bornes Caf implantées sur certains des départements ;
- une calculette web régionale permettant aux parents d'élève de saisir le montant annuel de leurs revenus afin de déterminer le quotient familial.

La Région pilote de cette réforme sur la tarification scolaire s'engage à répondre aux observations ou réclamations qui pourraient provenir d'une mauvaise interprétation des documents régionaux d'information transmis aux familles. Ainsi pour répondre aux questions, la Région met en place une plate-forme téléphonique dédiée aux familles avec un numéro vert 0800 075 065 ouverte à pour chaque rentrée scolaire selon des périodes déterminées et communiquées par la Région.

Par ailleurs, ce partenariat entre la Région et les Caf se doit de promouvoir l'accès à une prestation d'offres d'informations dématérialisées afin de permettre aux familles allocataires d'accéder facilement à la connaissance de leur quotient familial Caf nécessaire pour l'inscription de leurs enfants au service public de restauration scolaire de chaque lycée concerné.

Les parties s'engagent également à poursuivre leur réflexion commune sur une possible dématérialisation quant à l'accès ou à la transmission du quotient familial aux familles allocataires au vu du très grand nombre de familles concernées par cette réforme de la restauration scolaire.

4 – MODALITES TECHNIQUES DU PARTENARIAT

Les Caf et la Région ont convenu de mobiliser tous les moyens possibles afin de permettre aux familles allocataires de disposer de toute information utile à l'inscription de leur enfant au service public de restauration scolaire, pour les enfants âgés de 15 à 20 ans au 1er janvier de l'année scolaire ciblée.

4.1. Contenu et modalités des engagements des Caf

4.1.1 Sur la base du public cible de familles allocataires déterminé en amont par la Région et les Caf, les Caf conçoivent les requêtes et effectuent les traitements informatiques qui permettront de disposer des éléments relatifs à l'adressage des attestations de restauration scolaire et du courrier co-signé aux familles destinataires de l'information.

4.1.2 Les Caf s'engagent à adresser, au plus tard le 30 juin de chaque année, à toutes les familles allocataires du département concerné ayant des enfants un envoi postal comprenant :

- une lettre de la présidente de la Région cosignée par le directeur général ou la directrice de la Caf du département concerné
- une attestation de la Caf relative à la restauration scolaire par enfant âgés de 15 à 20 ans au 1er janvier de l'année scolaire ciblée précisant le quotient familial applicable au calcul du prix de repas selon les modalités de calcul du Conseil Régional,
- une notice régionale d'informations destinée aux familles en recto verso indiquant les modalités d'inscription à la demi-pension et le prix du repas à la charge de la famille.

L'ensemble de ces documents font préalablement l'objet d'échanges et de validation par les parties.

4.1.3. Contenu de l'attestation restauration scolaire par élève

L'attestation restauration scolaire complétée par la Caf par élève portera les indications suivantes (à titre indicatif) :

- le nom, le prénom, la date de naissance, le quotient familial et le tarif/jour du repas selon la grille de tarifs en vigueur à la rentrée concernée qui est transmise par la Région ;

Accompagnant l'attestation de restauration scolaire, une notice régionale d'informations devra préciser :

- que le document est à présenter au lycée public fréquenté par l'élève ;
- les conditions d'actualisation le cas échéant du quotient familial via la connexion sur le site internet Ma Caf.fr, la récupération d'une attestation quotient familial Caf via les bornes Caf implantées sur certains départements ;
- qu'au cas où cette information ne reflèterait pas la situation réelle de la famille, celle-ci devra s'adresser exclusivement au lycée public où l'élève est affecté et non directement à la Caf.

4.1.4. Les courriers retournés à la Caf suite à une non distribution postale seront détruits par les Caf.

4.2 Contenu et modalités des engagements de la Région

4.2.1 La Région s'engage à fournir les documents ci-après à la Caf de Seine-Saint-Denis qui coordonne et pilote l'opération pour l'ensemble des Caf selon les normes techniques du service éditique de la Caf :

- courriers co-signés (fourniture papier et impression format A4 recto verso)
- attestations de restauration (fourniture papier et impression format A4)
- notices d'information aux familles (fourniture papier et impression en format A4 recto verso)

Préalablement, la Région s'engage à fournir à la Caf des échantillons test de ces documents afin que l'ensemble de ces documents répondent aux procédures techniques de la Caf.

Le nombre de courriers, attestations de restauration et notices d'information varient d'une caf à l'autre en fonction du nombre de familles allocataires concernées et seront précisés dans la facture unique que la Caf de Seine-Saint-Denis adressera à la région.

4.2.2 La Région s'engage à répondre aux observations et réclamations qui pourraient provenir d'une mauvaise interprétation des documents par les familles et déploie à cet effet un dispositif de communication vers les familles :

- ouverture d'une plate-forme téléphonique dédiée aux familles avec un numéro vert 0 800 075 065 pour chaque rentrée scolaire selon des périodes déterminées et communiquées par la Région ;
- distribution dans les établissements scolaires concernés des dossiers d'inscription à la demi-pension à tous les élèves explicitant la réforme de la tarification ;

4.2.3. La Région s'engage à transmettre pour information aux Caf ses dispositifs de communication envers les différents acteurs concernés : lycées, familles.

4.2.4. La Région veillera à informer les familles de la manière la plus efficace possible de la mise en œuvre de la réforme de la tarification de la restauration scolaire: une évaluation conjointe Caf / Région permettra d'ajuster les actions en conséquence.

4.2.5 La Région pourra mentionner, le cas échéant, dans ces communications internes et externes le partenariat mis en œuvre sur ce dispositif avec les Caf franciliennes.

4.3 Contenu et modalités de la mise en place d'une calculette web

4.3.1 La Région s'engage à mettre à disposition des familles une calculette web régionale reprenant le calcul du quotient familial Cnaf.

4.3.2 La Caf de Seine-Saint-Denis et la Région ont mis en place un protocole de labellisation de la calculette susnommée comprenant :

Une série de tests réalisés par la Caf sur la calculette web dont 95% minimum doivent correspondre aux résultats de la Caf.

4.3.3 Une inscription sera intégrée sur le site web ainsi que sur l'attestation fournie par la calculette web mentionnant que les résultats fournis par celle-ci n'engagent pas les Caf.

5 – DISPOSITIONS MATERIELLES DU PARTENARIAT

Les présentes dispositions sont fixées pour l'exécution des modalités visées à l'article 4.

Les enveloppes Caf traditionnelles ou des enveloppes personnalisées avec le logo des allocations familiales et de la Région sont fournies par la Caf.

La Caf met sous plis les courriers et les documents par famille.

La Caf affranchit et poste ces courriers.

6 – PRISE EN CHARGE FINANCIERE

6.1. Les Caf prennent en charge par l'intermédiaire de la Cnaf qui coordonnera l'opération au niveau régional :

- l'extraction des données relatives aux familles,
- les tris et les rapprochements de documents.

6.2. La Région prend en charge les coûts suivants :

- la fourniture des enveloppes traditionnelles Caf ou le coût des enveloppes couleur imprimées avec les deux logos Caf et Région ; L'impression des champs manquants sur l'attestation de restauration scolaire : état civil, le quotient familial et tarif/jour sur le courrier et l'attestation de restauration scolaire ;

- L'impression des champs manquants sur le courrier co-signé : informations d'adresse ;
- La mise sous pli et le coût de l'affranchissement des courriers ;

6.3. Pour le remboursement des frais, la Caf de Seine-Saint-Denis dans le cadre de sa mission de pilote et de coordination de la campagne pour l'ensemble des Caf départementales partenaires d'Île-de-France adressera à la région une facture unique pour l'ensemble des Caf partenaires en précisant le nombre de familles allocataires concernées par département.

7 – MODALITES DE REMBOURSEMENT

La facture détaillée par poste de dépenses (fourniture des enveloppes, impression des lettres et attestations, mise sous pli, affranchissement,…) devra être transmise à la Région Île-de-France, Pôle lycées - Service hébergement, restauration et aides sociales – 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen dans un délai d'un mois après décompte définitif fourni à la Caf.

La Région, s'engage à rembourser la Caf de ses frais dans un délai maximum de 45 jours à réception de cette facture.

8 – COMMUNICATION SUR LE DISPOSITIF REGIONAL DE LA TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

La Région et les Caf s'engagent à mutualiser tous leurs outils pour assurer la meilleure convergence possible dans leur communication et information destinée aux familles qui inscriront leur enfant à la restauration scolaire de leur lycée public situé dans les départements concernés par le déploiement de la réforme :

- mise en place d'une plateforme téléphonique régionale dédiée destinée à accueillir et informer les élèves et leurs parents sur les modalités d'inscription à la demi-pension ;
- diffusion d'une information sur les modalités d'inscription à la demi-pension dans les lycées publics dans le magazine et webmagazine de la Caf Vies de famille ;
- lien sur le site de la Région Île-de-France pour accéder au site des Caf ;
- Mise en place de supports régionaux d'information aux familles relative à la tarification scolaire et aux modalités d'inscription à la demi-pension dans les lycées publics.

9 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention est conclue à compter de la date de sa signature par les parties cocontractantes et ce, pour une durée d'un an non renouvelable.

La convention peut être résiliée par chacune des parties à tout moment moyennant un préavis de trois mois. Le préavis est envoyé par courrier recommandé avec accusé de réception.

10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra faire l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation des parties en cas de modification du dispositif proposé par la Région ou de toute autre modification du contenu de la présente convention.

11- REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possibles avant de saisir le tribunal administratif compétent.

Fait à……le…….. en 4 exemplaires originaux

Pour la Caisse d'allocations familiales de XXXX Le Directeur général de la Caf «titre_fin»	Pour la Région Île-de-France La Présidente du Conseil régional Valérie PECRESSE

ANNEXE III

Convention constitutive de groupement entre les lycées anciennement gérés par la ville de Paris et la Région Île-de-France en vue de la passation des marchés publics de gestion de la restauration scolaire

Vu le code de la commande publique,
Vu le code de l'éducation nationale,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° CP 13-879 du 20/11/2013 relative au protocole d'accord entre la ville de Paris et la Région Île-de-France concernant les lycées municipaux.
Vu la délibération n°… .. des lycées……..,
Vu la délibération n°……du Conseil régional d'Ile de France,

ENTRE

La Région Ile-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dont le siège est domicilié, 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen sur Seine.

ET

- Les lycées anciennement gérés par la Ville de Paris, dont la liste figure en annexe (n°1),

Ci- après désigné « les lycées »,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Préambule : Exposé de la situation.

Par un protocole d'accord avec la ville de Paris en date du 20 novembre 2013, la Région Ile-de-France récupère la gestion des lycées municipaux de la ville de Paris à la rentrée scolaire de 2020. L'exploitation du service de demi-pension est actuellement assurée par la caisse des écoles de chaque arrondissement où sont localisés les lycées.

Du fait de cette organisation, les services d'intendance des lycées n'ont pas la charge de fonctionnement et de gestion de la restauration scolaire. Ils ne disposent donc pas des moyens matériels et humains permettant une gestion directe de leur restauration.

La compétence en matière de restauration scolaire appartient aux lycées et à la Région. En effet, la Région « assure l'accueil, la restauration, l'hébergement (…) dans les établissements dont elle a la charge » (article L. 214-6 du Code de l'éducation). En parallèle, le Code de l'éducation attribue au chef d'établissement la gestion quotidienne du service de restauration, « conformément aux modalités d'exploitation définies par la collectivité » (Article L. 421-23 du Code de l'éducation).

Article 1 - Objet du groupement

Le groupement a pour objet principal la passation des marchés publics ayant pour objet la gestion du service public de restauration scolaire.

Ces marchés permettront ainsi l'achat de fournitures et de prestations services, directement liés à l'exécution du service de restauration scolaire (notamment, fourniture de denrées, assistance technique de restauration, fourniture de repas en liaison froide).

La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement de commandes.

Article 2 - Durée du groupement

Le groupement est conclu pour une durée indéterminée. Il se termine à la fin d'exécution des marchés passés en application de ce groupement.

La présente convention de groupement prend effet au 9 mars 2020.

Article 3 – Règles applicables au groupement

En application des articles L2113-6 et suivants du code de la commande publique, les règles applicables à la passation du groupement sont les règles du code de la commande publique applicables aux collectivités territoriales.

Article 4 - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur du groupement est **La Région**.

Le coordonnateur a pour missions :

- La coordination et la centralisation de la définition des besoins;

- La prise en charge de la passation des marchés publics, comprenant notamment :
    - la rédaction des pièces du marché ;
    - les mesures de publicité et de mise en concurrence ;
    - l'ouverture des plis et l'analyse des offres ;
    - l'attribution du marché ;
    - l'information des candidats non retenus ;
    - l'élaboration du rapport de présentation en vue de la transmission des pièces du marché au contrôle de légalité ;

- la signature et la notification du marché au titulaire;
- l'envoi de l'avis d'attribution ;

- L'exécution, comprenant la passation des éventuels avenants à ces marchés ainsi que, après en avoir approuvé le bien fondé et les modalités, la résiliation de ces marchés ;

- La prise en charge de la représentation du groupement dans les procédures contentieuses liées à la passation et l'exécution des marchés ;

Le coordonnateur informe les représentants de tous les autres membres du lancement des marchés et de leur signature.

Par la signature de la présente convention, les autres membres donnent leur mandat au coordonnateur pour signer à leur place les marchés publics passés en application de la présente convention de groupement et leurs éventuels avenants.

Article 5 – Obligations des membres du groupement.

Les membres du groupement s'engagent, en signant la présente convention constitutive, à :

- désigner dès la signature de la convention parmi leurs agents un interlocuteur dédié, puis dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à chaque demande du coordonnateur et au plus tard sept (7) jours après réception de la demande du coordonnateur ;
- définir préalablement ses besoins propres dans les délais requis pour assurer le bon déroulement des procédures ;
- transmettre au coordonnateur leurs besoins prévisionnels fondés sur une estimation sincère et rigoureuse ;
- d'informer le coordonnateur de tout dysfonctionnement qu'il constate dans l'exécution du marché ;
- fournir au coordonnateur tous les éléments nécessaires à la rédaction d'avenants ou de décisions de résiliation ;
- établir un bilan semestriel de l'exécution du marché, pour la partie qui le concerne, et le transmettre au coordonnateur au plus tard trente (30) jours après réception de la demande du coordonnateur ;
- créer le budget service restauration hébergement ;
- exécuter le marché pour ce qui les concerne, après que le coordonnateur ait signé et notifié le marché pour leur compte ; chaque membre assure dans ce cadre les émissions et la signature des bons de commandes, atteste les services faits, applique le cas échéant les pénalités et liquide les factures qui le concerne.

Les membres du groupement s'engagent également à fournir au coordonnateur l'ensemble des éléments utiles à la passation des marchés publics, dans les meilleurs délais.

Article 6 - Participation financière

6.1 Rémunération du Coordonnateur

La mission de la Région Ile-de-France comme Coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

6.2 Rémunération du titulaire des marchés

Le Coordonnateur ayant pour mission de signer les marchés au nom de l'ensemble des membres du groupement, l'exécution administrative et financière des marchés est à la charge de chaque membre du groupement pour les commandes qu'ils effectueront.

Chacun des membres du groupement s'acquittera directement de sa part respective, auprès du titulaire retenu, selon les modalités définies dans le marché.

Les marchés pourront donner lieu au versement d'avances et d'acomptes selon les modalités définies dans les marchés du titulaire par un échéancier de paiement.

Article 7 – Retrait d'un membre en cours

Tout membre peut se retirer du groupement. Toutefois, il reste engagé jusqu'à l'expiration de la période en cours d'exécution du marché.

Le retrait est autorisé par une délibération de son assemblée délibérante. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement. Tout retrait d'un membre du groupement se conclut par la passation d'un avenant signé par le membre qui souhaite quitter le groupement et le coordonnateur.

Article 8 – Modification de la convention constitutive

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra être approuvé par chacun des membres selon ses propres modalités. Les décisions des membres sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement a approuvé les modifications.

Article 9 - Litiges entre les membres du groupement

Les membres du groupement s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'exécution des marchés qui pourrait survenir entre eux.
En cas d'impossibilité d'arriver à un accord, les litiges entre les membres du groupement sont portés devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à …….

Le……...

-Le représentant du coordonnateur :

Madame Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

- Le représentant de lycée (cf annexe 2)

Annexe 1 à la convention de groupement de commandes - liste des lycées

RNE	Lycée	Adresse	Arrdt	Locaux de restauration	Mode de production des repas
0752388N	PIERRE-LESCOT	35, RUE DES BOURDONNAIS	75001	Oui	Office de réchauffage - livraison de repas en liaison froide
0750428H	JACQUES-MONOD (annexe)	44, RUE DES JEUNEURS	75002	Oui	Office de réchauffage - livraison de repas en liaison froide
0750463W	LUCAS-DE-NEHOU	4, RUE DES FEUILLANTINES	75005	Oui	Production sur place
0752845K	THEOPHILE-GAUTIER (annexe)	IMPASSE GUEMENEE	75004	Oui	Production sur place
0750553U	GASTON-BACHELARD	2, RUE TAGORE	75013	Oui	Office de réchauffage - livraison de repas en liaison chaude
0750588G	RENE-CASSIN	185, AVENUE DE VERSAILLES	75016	Oui	Office de réchauffage - livraison de repas en liaison chaude
0753350J	MARIA-DERAISMES	19, RUE MARIA DERAISMES	75017	Oui	Office de réchauffage - livraison de repas en liaison chaude
0750419Y	CAMILLE-JENATZY	6, RUE CHARLES HERMINTE	75018	Oui	Office de réchauffage - livraison de repas en liaison froide
0752109K	SUZANNE-VALADON	7, RUE FERDINAND FLOCON	75018	Oui	Office de réchauffage - livraison de repas en liaison froide
0750508V	CHARLES-DE-GAULLE	17 RUE LIGNER	75020	Oui	Office de réchauffage - livraison de repas en liaison froide

ANNEXE 2
Signature de la convention de groupement par le lycée

Le lycée……..

Représenté par ……, en sa qualité de ……

Le, ……..….. à ……..

Signature et tampon

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-120
DU 4 MARS 2020

SÉCURISATION DES LYCÉES
SECONDE AFFECTATION - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU la délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018, et notamment son article 10 approuvant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU le budget de la Région pour 2020 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-120 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'attribuer une dotation pour un montant de **30.000 €**, conformément au tableau figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Subordonne le versement de cette dotation à la signature d'une convention conforme à la

convention-type approuvée par la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte pour cette opération une autorisation de programme de **30.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171229-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Synthèse des fiches de demande de dotation

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP27-001 Sécurisation des lycées

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
93	LE RAINCY	ALBERT-SCHWEITZER	0930830X	35439	05/07/2019	2019-MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'ALARME ANTI-INTRUSION	30 000,00	30 000,00	12700103	236.1

Total Annexe n° 1 : 30 000,00

Dont

Subventions pour la sécurité des EPLE (12700103) 30 000,00

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-144

DU 4 MARS 2020

ÉQUIPEMENTS PÉDAGOGIQUES ET NUMÉRIQUES DANS LES EPLE DEUXIÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017

VU La délibération n°CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numériques

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-144 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **204 510 €,** conformément au tableau figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **204 510 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2020.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 898 600 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2020, au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques qui englobe **les lancements des marchés défibrillateurs de 22 000 € et 22 000 € pour les remorques , ainsi qu'une provision concernant les chariots de nettoyage d'un montant de 1 354 600 €** pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France.

Article 3 :

Décide d'attribuer à une cité mixte régionale de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques une dotation d'un montant de **26 948 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **26 948 €**, disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2020.

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **511 400 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) « Equipement des cités mixtes régionales », action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2020, au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques et qui englobe **les lancements des marchés défibrillateurs de 5 000 € et 5 000 € pour les remorques , ainsi qu'une provision concernant les chariots de nettoyage d'un montant de 101 400 € ainsi que pour les lancements des marchés défibrillateurs et remorques** pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France.

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **200 000 €** disponible sur le chapitre 902 «enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «équipements des lycées publics», action «transports» (12200802) du budget régional 2020 **afin de renouveler le marché** des établissements publics locaux d'enseignement de la Région Île-de-France en véhicules.

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **40 000 €** disponible sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP224-030 (122030) « Équipement des cités mixtes régionales », action « transports » (12203002) du budget régional 2020 **afin de renouveler le marché** des cités mixtes régionales de la Région Île-de-France en véhicules.

Article 7 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 000 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2020 au titre des marchés publics relatifs à l'achat d'équipements informatiques ainsi que **le lancement du marché de prestations relatives au système d'information Educatif, notamment des plateformes monlycees.net, Oriane et d'accès aux ressources pédagogiques**.

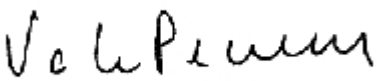
Article 8 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **300 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT » (12203004) sur le budget régional 2020, au titre des marchés publics d'équipements informatiques ainsi que **le lancement du marché de prestations relatives au système d'information Educatif, notamment des plateformes monlycees.net, Oriane et d'accès aux ressources pédagogiques**.

Article 9 :

Affecte une autorisation d'engagement de **2 100 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres service périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) sur le budget régional 2020, afin de réaliser la maintenance et le maintien en conditions opérationnelles de l'infrastructure informatique.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172498-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 Dotations financières aux Lycées

ANNEXE au rapport

Dotation sur marchés régionaux au titre du présent rapport

204 510,00 €

75 - PARIS - LT LYC METIER-AUGUSTE RENOIR-PARIS 18E ARRONDISSEMENT (0750710P)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
BOUDINEUSE POUR TRAVAIL DE LA TERRE (CERAMIQUE...)	DNMAD Ceramique : renouvellement tour de potier + boudineuse	1	**23 090,00 €**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	BTS Photographie : passage au numérique des appareils de prise de vue suite devis Prophot	1	**63 405,00 €**
			86 495,00 €

78 - ST GERMAIN EN LAYE - LPO LYC METIER-LEONARD DE VINCI-SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (0782556E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	amenagement salle multimédia suite devis Aratice 5728	1	**29 189,00 €**
			29 189,00 €

78 - PLAISIR CEDEX - LGT-JEAN VILAR-PLAISIR (0780582J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS ACCESSOIRES	Remise en état du système GPL du Renault Kangoo du lycée selon devis RENAULT N°172722/E/ du 06.01.2020 (D.A.)	1	**1 223,00 €**
			1 223,00 €

78 - CONFLANS STE HONORINE - LPO LYC METIER-SIMONE WEIL-CONFLANS-SAINTE-HONORINE(0783447Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement frais de maintenance : Rosilio TBI280 (tourelle + plateau + reglage + tuyaux graissage + sauvegarde memoire + ecran) + Hass minimill (bloqueur porte)	1	**4 428,00 €**
			4 428,00 €

92 - LEVALLOIS PERRET CEDEX - LPO LYC METIER-LEONARD DE VINCI-LEVALLOIS-PERRET(0921230M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	MICROSCOPES VIEILLISSANTS QUI FONCTIONNENT MAL	1	**3 960,00 €**
			3 960,00 €

92 - ASNIERES SUR SEINE - LGT-AUGUSTE RENOIR-ASNIERES-SUR-SEINE(0920131T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Création d'une seconde salle EXAO pour SVT apparait nécessaire pour notre établissement présentant 12 classes de seconde + 10 groupes. Pas de devis, l'article est proposé sur Lystore. COMPLEMENT RENOUVELLEMENT / LYSTORE / 2019 / PRIORITE 3	1	**24 000,00 €**
RIDEAUX, STORES OCCULTANTS POUR SALLE DE CLASSE	L'absence des rideaux occultants dans certaines salles ne permet pas de profiter pleinement des vidéoprojecteurs. D'autres salles ont des rideaux usés et abimés. Le renouvellement de ce matériel est demandé par les membres du Conseil d'Administration et l'ensemble des professeurs. COMPLEMENT RENOUVELLEMENT / LYSTORE / 2019 / PRIORITE 7	1	**9 240,00 €**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	Notre gymnase n'a pas assez de tables de tennis pour s'entrainer à plusieurs. Cela empêche d'organiser les tournois entre les groupes d'élèves. COMPLEMENT RENOUVELLEMENT / LYSTORE / 2019 / PRIORITE 5	1	**2 650,00 €**
			35 890,00 €

93 - AULNAY SOUS BOIS CEDEX - LGT-VOILLAUME-AULNAY-SOUS-BOIS(0930834B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
ARMOIRE PEDAGOGIQUE D'HABILITATION ELECTRIQUE	Cabine en forme de peigne pour apprentissage électricité avec plafond et plancher technique	1	**14 744,00 €**
			14 744,00 €

94 - SUCY EN BRIE CEDEX - LPO LYC METIER-MONTALEAU-SUCY-EN-BRIE(0942130E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement des frais de maintenance : Calendreuse (bornier) + Armoires froides (Compresseurs + joints portes + carte electronique) + centrale positive (grilles + helices + ventilateurs) + fours (joints) + chambre froide (coffret regulation)	1	**11 935,00 €**
			11 935,00 €

95 - ARGENTEUIL - LPO-JEAN JAURES-ARGENTEUIL(0950641F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement de frais de maintenance : Plieuse + centre usinage + tour CN + Minimill + Cisaille + Compresseur (plastron + pile + panne + variateur + câbles pneumatique + regulateur air + pile)	1	**16 646,00 €**
			16 646,00 €

Annexe n°2 Dotations financières aux CMR

ANNEXE au rapport

Dotation sur marchés régionaux au titre du présent rapport

26 948,00 €

75 - PARIS - LG-RODIN-PARIS 13E ARRONDISSEMENT(0750682J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
ACCESSOIRE BANC OPTIQUE (LENTILLE, MIROIR…)	Renouvellement Banc Optique suite devis Didalab 0345	1	**26 948,00 €**
			26 948,00 €

Région îledeFrance

Conseil régional

PRÉFECTURE DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFECTURE DE PARIS
10 MARS 2020
Mission des affaires juridiques
SECRÉTARIAT

Rapport pour la commission permanente du conseil régional MARS 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

INFORMATION SUR L'USAGE PAR LA PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION POUR SIGNER LES MARCHÉS ET LEURS AVENANTS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 4231- 8 DU CGCT - MARS 2020

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....4
Liste des marchés et des avenants....5

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet, en application de l'article L.4231-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'informer la commission permanente sur la passation des marchés pour lesquels la présidente a reçu délégation par délibération CR 93 -15 du 18 décembre 2015.
La liste, jointe en annexe, est établie par pôle, direction et mandataire et par seuil de procédure et informe de la passation d'un marché ou d'un avenant signé par la personne ayant reçu délégation de la présidente.

Conformément au même texte, il en sera rendu compte au prochain conseil régional.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Liste des marchés et des avenants

LES MARCHES PASSES PAR LES SERVICES DE LA REGION

Commission permanente du 04/03/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché	Seuil de procédure	Montant HT*	Date de notification	Nom Attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire
1900590	Prestations d'animation et d'appui auprès des entreprises franciliennes visant à les inciter et à les accompagner dans le montage de projets économiques à visée inclusive, reposant sur des collaborations avec l'ESS, pour la Région Ile-de-France.	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	171 900,00 €	18/12/19	GROUPE SOS CONSULTING	75011	PARIS	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1900705	Achat de prestations et de services pour la réalisation d'enquêtes en ligne	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	100 000,00 €	12/12/19	VOCAZA	84916	AVIGNON	Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
1900556	Diagnostic en vue de la préparation à la certification des comptes de la Région Ile-de-France	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	50 000,00 €	19/11/19	MAZARS SAS	92400	COURBEVOIE	Pôle Finances
1900833	Séparation avec essais permutateur automatique au Poste de livraison 30000720153861 sur le câble 1D154 – CMR Hélène Boucher 75020 PARIS	< 25 000 € HT	2 437,37 €	20/11/19	ENEDIS	75002	PARIS	Pôle Lycées
1900825	Réactualisation Diagnostics Techniques (termites et ERP) - Novembre 2019 - Lycée Fortuny (75017)	< 25 000 € HT	460,00 €	12/11/19	GLOBAL DIAGNOSTICS	75017	PARIS	Pôle Lycées
1900699	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la rénovation du lycée / collège Jacques Decour à Paris IX - Le design au service de la transformation du lycée	< 25 000 € HT	24 375,00 €	22/11/19	KHARDAM AMSYCOM	92300	LEVALLOIS-PERRET	Pôle Lycées
1900244	Mission de maîtrise d'œuvre hors Loi M.O.P pour divers travaux dans la demi-pension/ lycée H Poincaré PALAISEAU 91	< 25 000 € HT	8 810,00 €	17/09/19	INGENIERIE RESTAURATION	77240	CESSON	Pôle Lycées
1900395	DPE Remise en état des façades/ lycée F Arago VILLENEUVE SAINT GEORGES 94	< 25 000 € HT	6 960,00 €	25/10/19	COSSATURE	92400	COURBEVOIE	Pôle Lycées
19M0462	Etudes pour la rénovation et la sécurisation des toitures/ Campus COULOMMIERS 77	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	28 995,00 €	02/09/19	SARL LOUIS DUVAL	77127	LIEUSAINT	Pôle Lycées
1900484	Mission de Maîtrise d'œuvre hors Loi M.O.P pour la réfection totale de l'étanchéité des toitures/ lycée R Cassin NOISIEL 77	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	35 000,00 €	27/08/19	SOLIDE	94400	VITRY	Pôle Lycées

1900544	MOE remise à niveau des toitures et réfection des toitures terrasse 2/ lycée A Carême SAVIGNY LE TEMPLE 77	< 25 000 € HT	13 242,50 €	27/08/19	SARL LOUIS DUVAL	77127	LIEUSAINT	Pôle Lycées
1900524	Mission de Maîtrise d'œuvre hors Loi M.O.P dans le cadre de la réfection des toitures du château/ lycée R Parks MONTGERON 91	< 25 000 € HT	12 000,00 €	10/10/19	Société SOLIDE	94400	VITRY S/SEINE	Pôle Lycées
1900526	Mission de MOE hors Loi MOP pour le remplacement d'un ascenseur/ lycée M Eliot EPINAY SOUS SENART 91	< 25 000 € HT	7 728,50 €	23/09/19	Société ASCAUDIT	93400	SAINT OUEN	Pôle Lycées
1900562	Mission de Diagnostic, Préconisation, Estimation dans le cadre de la rénovation des toitures et terrasses attenantes/ lycée N Tesla DOURDAN 91	< 25 000 € HT	3 690,00 €	26/09/19	Société V.C.E	92514	BOULOGNE BILLANCOURT	Pôle Lycées
1900604	Etudes pour le remplacement des menuiseries menaçant de tomber - Bâtiment DP/ lycée Du Gué à Tresmes CONGIS SUR THEROUANNE 77	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	17 000,00 €	16/09/19	Miguel Piano	94170	LE PERREUX	Pôle Lycées
1900248R	Mission de MOE Hors Loi MOP pour la mise en accessibilité PMR demi-pension/ lycée R Descartes CHAMPS SUR MARNE 77	< 25 000 € HT	16 000,00 €	16/10/19	Miguel Piano	94170	LE PERREUX	Pôle Lycées
1900630	MOE Création d'un foyer de vie lycéenne/ Lycée E Branly NOGENT SUR MARNE 94	< 25 000 € HT	21 250,00 €	04/12/19	CABINET D'ARCHITECTURE FIRON	78250	HARDRICOURT	Pôle Lycées
1900128	Réfection complète des terrasses du Lycée Jean MONET à JUVISY-SUR-ORGE (91)	> 221.000 € HT	432 407,67 €	04/11/19	SOPREMA	92238	GENNEVILLIERS	Pôle Lycées
1900390-01	Restructuration de 2 logements de fonction sur le site annexe du Lycée La Bruyère à Versailles (78) Lot 1 : ELECTRICITE	> 221.000 € HT (pour l'ensemble des lots)	34 443,35 €	10/12/19	RC TECHNIC	95200	SARCELLES	Pôle Lycées
1900390-02	Restructuration de 2 logements de fonction sur le site annexe du Lycée La Bruyère à Versailles (78) Lot 2 : TCE	> 221.000 € HT (pour l'ensemble des lots)	205 014,72 €	10/12/19	BOSSAL RENOVATION	78110	LE VESINET	Pôle Lycées
1900294	Travaux de rénovation des façades du lycée Camille Claudel à Palaiseau (91)	> 221.000 € HT	512 487.08	13/11/19	ISOLBA	28800	BONNEVAL	Pôle Lycées
1900575	Marché subséquent pour les travaux de chauffage ventilation dans 5 lycées du 78 et du 92 (Lycée Descartes à Antony, Lycée Jean Jaurès à Châtenay-Malabry, Lycée Louis Girard à Malakoff, Lycée Marie Curie à Versailles, Lycée Marie Curie à Sceaux) - Accord cadre n°1800321-02	> 209.000 € HT	419 260,70 €	06/11/19	S3M	77178	OISSERY	Pôle Lycées

1900589	Manutention, transfert, coordination, réalisation de l'évacuation de mobiliers - matériels divers avec mise au pilon de déchets divers sur et à partir des sites Parisiens de la Région Ile de France	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	200 000,00 €	29/11/19	ARES ASSOCIATION	93210	SAINT-DENIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900547	Service de gestion d'abonnements et de livraison de périodiques et publications d'éditeurs sur tout support imprimé et numérique pour les besoins de la Région-Ile-de-France	> 221.000 € HT	Sans maxi	08/11/19	EBSCO	92183	ANTONY	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900624	Services de blanchisserie et de pressing pour la RIF	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	140 000,00 €	04/11/19	ESAT DE L'ELAN	75013	PARIS	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux
1900973	Etude stratégie immobilière	< 25 000 € HT	5 500,00 €	28/05/19	COLLIERS INTERNATIONAL	92300	LEVALLOIS-PERRET	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux / Pôle Achats, Performance, Commande Publique et Juridique
1800835-01	Prestations de formation et d'accompagnement individuel des parcours professionnels - Lot 1 : bilans professionnels	> 209.000 € HT (pour l'ensemble des lots)	75 000,00 €	14/11/19	AABC	33700	MERIGNAC	Pôle Ressources Humaines
1900877	Formation CAP installateur sanitaire	< 25 000 € HT	8 288,00 €	16/10/20	LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT	75019	PARIS	Pôle Ressources Humaines
1900794	Fourniture, marquage de 50 médailles Région Ile de France décernées à l'occasion de remises honorifiques	< 25 000 € HT	2 024,50 €	29/10/19	DRAGO PARIS	91120	PALAISEAU	Direction de la Communication
1900796	Forfait pour la prestation de réversibilité des médias de la médiathèque	< 25 000 € HT	7 330,00 €	04/11/19	OPSOMAI	75011	PARIS	Direction de la Communication
1900803	Impression de documents (dossiers de presse, dépliants, brochures) pour le "Parcours de la Gastronomie en Ile-de-France"	< 25 000 € HT	875,00 €	30/10/19	Groupe ALLIANCE	78650	BEYNES	Direction de la Communication
1900806	Outil permettant de créer des publications consultables en ligne à partir de documents PDF	< 25 000 € HT	588,00 €	04/11/19	CALAMEO	75008	PARIS	Direction de la Communication
1900862	Achat de coffrets de stylos bille en bambou pour la signature de partenariat	< 25 000 € HT	461,60 €	25/11/19	MBD OBJET PUB	93600	EPINAY SUR SEINE	Direction de la Communication
1900863	Achat de 600 stylos à billes logotypés Région	< 25 000 € HT	480,00 €	03/12/19	ECLIPSE PROMOTIONS	94000	CRETEIL	Direction de la Communication
1900876	Etude technique en vue de la pose des enseignes sur le bâtiment Influence 1	< 25 000 € HT	4 333,00 €	03/12/19	RINALDI STRUCTAL	94000	CRETEIL	Direction de la Communication

1900798	Participation de la Région Île-de-France à l'évènement « Salon Européen de l'Education » du 20 au 24 Novembre 2019	[25.000 € HT et 90.000 € HT]	40 000,00 €	18/11/19	LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	75989	PARIS	Direction de la Communication
1900782	La Région Île-de-France partenaire des salons franciliens organisés par l'Etudiant saisons 2020-2021-2022	[90.000 € HT et 209.000 € HT]	150 000,00 €	04/12/19	L'ETUDIANT	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	Direction de la Communication
19M0456	Prestations de tirages photographiques et encadrements pour les besoins du service Patrimoines et Inventaire de la Région Ile de France	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	200 000,00 €	30/10/19	DUPON-PHIDAP	75018	PARIS	Direction de la Culture
1900596	Mise en œuvre du prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaire de la formation professionnelle d'Ile-de-France	> 221.000 € HT	495 000,00 €	05/12/19	LA MAISON DES ECRIVAINS	75016	Paris	Direction de la Culture
19M0457	Tierce Maintenance Applicative - Application SI Prestations Sociales (Gestion et suivi des demandes de prestations sociales des agents de la Région et leur paiement par le Service Comptable et budgétaire)	[90.000 € HT et 221.000 € HT]	92 548,00 €	22/11/19	PROWEB CE SA	93200	LEVALLOIS	Direction des Systèmes d'Informations

*Montant HT à renseigner selon le type de marché
Prix forfaitaire : Prix attribué toutes tranches x nombre de reconductions
Accord-cadre avec maximum: Montant maximum x nombre de reconductions
Accord-cadre sans maximum : Montant DQE x nombre de reconductions ou (*) budget annuel alloué
Accord-cadre sans maximum ni DQE : Inscrire sans maxi

LES AVENANTS PASSES PAR LES SERVICES DE LA REGION

Commission permanente du 04/03/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché initial	Montant HT du marché initial	N° de l'avenant	Objet de l'avenant	Montant HT de l'avenant	Date de notification de l'avenant	Attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire
1900007	AMO pour la conduite de travaux d'évaluation du FEADER en 2019 (évaluation)	50 350,00 €	1	Prolongation	0,00 €	19/12/2019	Groupement EDATER (mandataire) / AND-INTERNATIONAL	34000	MONTPELLIER	Pôle Cohésion Territoriale
1800847	Réalisation d'audits financiers et organisationnels de 2 opérations de transport : RER B Nord + et Nanterre université.	116 500,00 €	1	Prorogation de la durée du marché	0,00 €	05/12/2019	ALENIUM	75009	PARIS	Pôle Logement et Transports
1800155-01	Travaux de création d'un ascenseur et traitement de l'accessibilité du hall au lycée Val de Beauté de Nogent sur Marne (94) - GO	157 092,93 €	3	Prolongation délais	0,00 €	02/08/2019	Ets TETARD	77440	MARY-SUR-MARNE	Pôle Lycées
1800155-02	Travaux de création d'un ascenseur et traitement de l'accessibilité du hall au lycée Val de Beauté de Nogent sur Marne (94) - SO	28 738,24 €	2	Prolongation délais	0,00 €	02/08/2019	Ets TETARD	77440	MARY-SUR-MARNE	Pôle Lycées
1800155-03	Travaux de création d'un ascenseur et traitement de l'accessibilité du hall au lycée Val de Beauté de Nogent sur Marne (94) - Electricité	12 170,55 €	2	Prolongation délais	0,00 €	02/08/2019	Sasu M PERTHUISOT	77440	OCQUERRE	Pôle Lycées
1800155-04	Travaux de création d'un ascenseur et traitement de l'accessibilité du hall au lycée Val de Beauté de Nogent sur Marne (94) - Ascenseurs	25 500,00 €	2	Prolongation délais	0,00 €	02/08/2019	IRIS ASC	93420	VILLEPINTE	Pôle Lycées
1400400-04	Prestations d'assistance technique en matière de petites réparations et de mesures conservatoires de couverture et d'étanchéité pour les toitures dans les EPLE du ressort de la Région Ile de France LOT 4 : SECTEURS SUD OUEST et Paris Nord / Hauts-de-Seine Nord / Yvelines Nord	640 000,00 €	3	Augmentation montant maxi passé à 300.000	Maxi passé à 300.000	22/11/2019	VCE	78270	LIMETZ VILLEZ	Pôle Lycées
1500531-04	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour les prestations intellectuelles d'assistance technique et de maîtrise d'œuvre hors Loi M.O.P spécialisées en amiante portant sur les E.P.L.E de la Région Ile-de-France LOT 4 : 75 sud, 78 sud, 91 ouest et 92 sud	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre de l'accord-cadre aux bâtiments Barbet et Vaneau	0,00 €	26/11/2019	ANTEA Group	92160	ANTONY	Pôle Lycées

1600386	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour les prestations intellectuelles de recensement, la localisation et l'évaluation qualitative de la présence de plomb dans les revêtements de murs et/ou de sols et dans les canalisations d'alimentation d'eau des E.P.L.E de la Région Ile-de-France	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre de l'accord-cadre aux bâtiments Barbet et Vaneau	0,00 €	25/11/2019	SARL EXPERTAM	78140	VELIZY	Pôle Lycées
1800179-02	Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande pour la réalisation de missions de recensement, d'évaluation qualitative des revêtements, produits et matériaux à base d'amiante et établissement de la cartographie des établissements du second degré relevant de la Région Ile de France Lot 2 : 75, 78, 92 et 95	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre de l'accord-cadre aux bâtiments Barbet et Vaneau	0,00 €	25/11/2019	SARL EXPERTAM	78140	VELIZY	Pôle Lycées
1800179-02	Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande pour la réalisation de missions de recensement, d'évaluation qualitative des revêtements, produits et matériaux à base d'amiante et établissement de la cartographie des établissements du second degré relevant de la Région Ile de France Lot 2 : 75, 78, 92 et 95	Sans maxi	1	Elargissement du périmètre de l'accord-cadre aux bâtiments Barbet et Vaneau	0,00 €	25/11/2019	QUALITAT EXPERTISES	92110	CLICHY	Pôle Lycées
1600455-02	Fourniture, livraison et installation de matériels de vidéo projection et de diffusion collaborative pour les lycées de la Région Ile-de-France – Lot 2 : matériels de vidéoprojection interactive	6 666 666,68 €	4	Reconduction anticipée 4eme année	0,00 €	27/07/2019	Société SIGNAL.FR	78125	HERMERAY	Pôle Lycées
1900025-03	Fourniture et la mise en service d'ordinateurs et de matériels numériques mobiles destinés aux établissements de la Région Ile-de-France.	Sans maxi	2	Intégration des clauses de co-financement européen	0,00 €	14/11/2019	LA POSTE	75757	PARIS CEDEX 15	Pôle Lycées
1800722	Fourniture, livraison et installation de mobilier de restauration pour les établissements de la Région Ile de France	1 339 033,18 €	1	Ajout d'une ligne au BPU "frais de livraison express"	0,00 €	31/10/2019	LAFA COLLECTIVITES	15003	AURILLAC	Pôle Lycées
1800945	Fourniture, l'installation, et mise en service des équipements de sûreté dans les bâtiments administratifs de la région Ile-de-France.	223 141,72 €	1	Prolonger de 3 mois la durée du marché pour pallier au retard de la réalisation des prestations	11 602,50 €	30/10/2019	ADEQWATTS	78290	CROISSY-SUR-SEINE	Pôle Patrimoine et Moyens Généraux

1700032-02	Fourniture et livraison de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les personnels techniques des lycées de la Région Ile-de-France - Lot 2 : chaussures de sécurité	2 000 000,00 €	3	Intégrer les besoins des agents du siège en attendant le futur marché	0,00 €	10/12/2019	HENRI BRICOUT	75003	PARIS	Pôle Ressources Humaines

LES MARCHES PASSES PAR LES MANDATAIRES

Commission permanente du 04/03/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché	Seuil de procédure	Montant HT*	Date de notification	Nom Attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire
1900943	Analyse juridique du dossier loi sur l'eau pour la réalisation de l'Île de loisirs de la Corniches des Forts à Romainville (93)	< 25 000 € HT	1 440,00 €	08/11/19	FIDAL	92400	COURBEVOIE	GRAND PARIS AMENAGEMENT
1900553	Marché d'OPC dans le cadre de la restructuration globale et extension du lycée Georges Brassens à Villeneuve -le-Roi (94).	[90 000 € et 209 000 € HT]	178 562,00 €	21/10/19	IXANS S.A.R.L	69 270	CAILLOUX-SUR-FONTAINES	IDF CD

*Montant HT à renseigner selon le type de marché
Prix forfaitaire : Prix attribué toutes tranches x nombre de reconductions
Accord-cadre avec maximum: Montant maximum x nombre de reconductions
Accord-cadre sans maximum : Montant DQE x nombre de reconductions ou (*) budget annuel alloué
Accord-cadre sans maximum ni DQE : Inscrire sans maxi

LES AVENANTS PASSES PAR LES MANDATAIRES

Commission permanente du 04/03/2020

Numéro Maximilien	Objet du marché initial	Montant HT du marché initial	N° de l'avenant	Objet de l'avenant	Montant HT de l'avenant	Date de notification de l'avenant	Attributaire	Code postal de l'attributaire	Ville de l'attributaire	Pôle / Mandataire
1600093-08	Travaux-Lot 8 : Menuiseries intérieures, agencement, mobilier, cloisons, doublages, isolations, faux-plafonds, peinture, nettoyage - Restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77)	396 858,05 €	2	Travaux supplémentaires	40 522,19 €	29/11/19	SOGEFI	77930	SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE	CITALLIOS
1600093-02	Travaux-Lot 2 : Installation de chantier, démolitions, gros-œuvre, restaurant provisoire, VRD, revêtement de façade, ravalement, étanchéité, couverture, revêtement de murs et sols - Restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77)	2 713 177,68 €	4	Travaux supplémentaires	360 521,99 €	26/11/19	EDILE CONSTRUCTION	91140	VILLEBON-SUR-YVETTE	CITALLIOS
1600093-09	Travaux Lot 9 : Métallerie, serrurerie - Restructuration du service de restauration des Lycées Bachelard et Lumière à Chelles (77)	634 555,83 €	1	Travaux supplémentaires	18 032,00 €	19/11/19	CHAUVIN	77200	TORCY	CITALLIOS
1700524-01	Marché de travaux de construction d'un internat de 150 places aux lycées Gaston Bachelard et Louis Lumière à Chelles (77). Lot 1 : Terrassement généraux - Gros œuvre - Charpente métallique - Maçonnerie chape sol minéral	2 393 598,23 €	1	Travaux supplémentaires	6 465,70 €	30/09/19	CONSTRUCTION MODERNE	77164	FERRIERES EN BRIE	IDF CD
1700524-05	Marché de travaux de construction d'un internat de 150 places aux lycées Gaston Bachelard et Louis Lumière à Chelles (77). Lot 5 : Menuiseries intérieures	355 384,96 €	1	Travaux supplémentaires suppression matériaux installés Prolongation délai de chantier	-2 147,04 €	30/09/19	MENUISERIE FOURNY	80310	LA CHAUSSEE TIRANCOURT	IDF CD
1500209	Marché de Conception-Réalisation - Exploitation de rénovation thermique du lycée Fragonard à L'Isle-Adam (95)	5 065 600,00 €	4	Transfert de propriété des CEE au mandataire du groupement	0,00 €	08/10/19	FACADES INGENIERIE CONSTRUCTION	91210	DRAVEIL	IDF CD
1400747	Marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration globale avec extension de capacité du Lycée Albert Camus à Bois-Colombes (92)	3 856 380,00 €	2	Modification du programme de l'opération et du coût prévisionnel des travaux Prestations complémentaires	262 222,76 €	18/10/19	GERIN-JEAN INCET	75011	PARIS	IDF CD

1400632-3	Marché de travaux de restructuration et d'extension du Lycée André Boulloche à Livry Gargan (93046). Lot 3 : Electricité CFO/CFA	258 510,98 €	2	Transfert SEMAEST à IDF CD	0,00 €	21/10/19	SPIE BATIGNOLLES ENERGIE	91140	VILLEBON -sur-YVETTE	IDF CD
1400632-4	Marché de travaux de restructuration et d'extension du Lycée André Boulloche à Livry Gargan (93046) Lot 4 : Chauffage/Ventilation/ Climatisation/Plomberie/ Sanitaires	437 331,85 €	2	Transfert SEMAEST à IDF CD	0,00 €	21/10/19	SPIE BATIGNOLLES ENERGIE	91141	VILLEBON -sur-YVETTE	IDF CD
1700295	Marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration/reconstruction du lycée Georges Brassens à Villeneuve-le-Roi (94)	3 953 274,75 €	1	Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération	16 165,13 €	29/10/19	TOA ARCHITECTES	93100	MONTREUIL	IDF CD
1100169	Marché d'études pour assistance technique en qualité environnementale dans le cadre de l'opération de restructuration globale du lycée Jean Vilar à Plaisir (78)	59 281,25 €	1	Suppression d'une partie de la mission (phases8-9-10)	-20 810,50 €	05/11/19	LIGERON/ SONOVISION	92227	BAGNEUX	IDF CD
1900527	Marché de diagnostic complémentaire structures en phase V-DIA pour l'extension de capacité du lycée Georges Brassens à Evry Courcouronnes (91)	21 000,00 €	2	Prestations complémentaires Arrêt du nouveau montant du marché	3 900,00 €	14/11/19	AKILA INGENIERIE	95880	ENGHIEN LES BAINS	IDF CD
1600329-2	Marché de travaux d'aménagements provisoires pour l'accueil du Lycée Louis Armand à Paris 15ème au lycée François Villon à Paris 14ème. Lot 2 : Bâtiments démontables	1 604 227,42 €	2	Travaux supplémentaires Prolongation de la location	115 107,28 €	15/11/19	COUGNAUD SERVICES	85035	LA ROCHE-SUR-YON	IDF CD
1600329-4	Marché de travaux d'aménagements provisoires pour l'accueil du Lycée Louis Armand à Paris 15ème au lycée François Villon à Paris 14ème Lot 4 : Electricité CFA/CFO	421 023,00 €	2	Prestations supplémentaires	33 160,00 €	15/11/19	CEG SARL	93350	LE BOURGET	IDF CD
1600049-4	Marché de restructuration globale du gymnase du lycée Paul Belmondo à Arpajon (91) Lot 4 : TECHNIQUE	328 704,56 €	1	Travaux modificatifs Arrêt du nouveau montant du marché	7 214,50 €	15/11/19	BOUCLET	28230	EPERNON	IDF CD
1600129	Marché d'OPC dans le cadre de la restructuration après désamiantage du lycée Louis Armand à Paris 15ème	167 642,00 €	1	Mission supplémentaire	12 000,00 €	18/11/19	PROJEXIA INTERNATIONAL	93400	SAINT-OUEN SUR SEINE	IDF CD

1700107-1	Marché de travaux de construction neuve du lycée Emily Brontë à Lognes (77) Lot 1 : Clos couvert - Corps d'état secondaires	15 204 026,00 €	2	Travaux modificatifs Fixation du nouveau montant du marché	1 374 672,23 €	18/11/19	EIFFAGE CONSTRUCTION	92110	CLICHY	IDF CD
1700107-5	Marché de travaux de construction neuve du lycée Emily Brontë à Lognes (77) Lot 5: VRD - Espaces verts	2 220 489,85 €	2	Adaptations techniques Travaux modificatifs Arrêt du nouveau montant du marché	231 611,49 €	22/11/19	ID VERDE	77184	EMERAINVILLE	IDF CD
1700139-3	Marché de travaux de restructuration après désamiantage du lycée Louis Armand à Paris (15ème) Lot 3 : Façades - Menuiserie extérieure - Métallerie	4 351 912,77 €	1	Travaux supplémentaires	93 299,89 €	22/11/19	SARMATES	91420	MORANGIS	IDF CD
10M0124	Marché de Maîtrise d'œuvre pour l'opération de rénovation patrimoniale de la cité scolaire LAKANAL à Sceaux (92).	656 997,00 €	4	Prestations complémentaires Arrêt du nouveau montant du marché	26 400,00 €	22/11/19	AGENCE GOUTAL	75010	PARIS	IDF CD
1600049R-2B	Marché de restructuration globale du gymnase du lycée Paul Belmondo à Arpajon (91) Lot 2 : Traitement de l'enveloppe	899 000,00 €	1	Adaptations techniques Travaux modificatifs Arrêt du nouveau montant du marché	-8 470,00 €	26/11/19	ICTM	37170	CHAMBRAY-LES-TOURS	IDF CD
1200334-2	Marché de prestations intellectuelles CSPS pour l'opération de développement du site sportif de l'Ile de loisirs de Vaires-Torcy (77)	38 255,00 €	2	Modification de la durée de la mission pour la phase réalisation	5 128,00 €	29/11/19	LCA Les Coordonnateurs Associés	77012	MELUN	IDF CD
1500551	Marché d'OPC pour l'opération de restructuration du gymnase du lycée Paul Belmondo à Arpajon (91)	34 500,00 €	1	Prolongation de la mission d'OPC en phase d'exécution Travaux supplémentaires	7 125,00 €	02/12/19	IPCS INGENIERIE PILOTAGE	75006	PARIS	IDF CD

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-121

DU 4 MARS 2020

ADHÉSIONS À DIVERS ORGANISMES - SECTEUR RESSOURCES HUMAINES ET MOYENS GÉNÉRAUX

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CP 10-806 du 14 octobre 2010 relative à l'adhésion à l'association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel (AFCDP) ;

VU La délibération n° CR 12-12 du 16 février 2012 portant adhésion de la Région Île de France à l'association « la 27ème Région » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 2019-521 du 20 novembre 2019 portant adhésion de la Région Île de France aux associations « Interdoc » et « ADBS » ;

VU la délibération n° CP 2020-070 du 31 janvier 2020 portant affectations provisionnelles et spécifiques des autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 « services généraux » - premier rapport 2020 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 930 « Services généraux » ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-121 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Cotisation 2020 à la 27ème Région

Affecte un montant de 5 000 € afin de couvrir le montant de la cotisation annuelle à l'association « la 27ème Région ». La dépense est imputée sur le chapitre 930, code fonctionnel 0202, programme HP 0202-004, action 10200401 du budget 2020.

Article 2 : Cotisation 2020 à l'AFCDP

Affecte un montant de 450€ afin de couvrir le montant de la cotisation annuelle à l'association française des correspondants à caractère personnel (AFCDP). La dépense est imputée sur le chapitre 930, code fonctionnel 0202, programme HP 0202-004, action 10200401 du budget 2020.

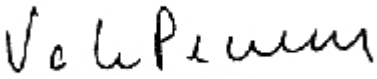
Article 3 : Cotisation 2020 à INTERDOC

Décide de cotiser au titre de l'année 2020 à INTERDOC : Association des documentalistes de collectivités territoriales et de verser la cotisation annuelle de 150 €.

Article 4 : Cotisation 2020 à ADBS

Décide de cotiser au titre de l'année 2020 à ADBS : Association des professionnels de l'information et de la documentation et de verser la cotisation annuelle de 264 €.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171271-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-149

DU 4 MARS 2020

RAPPORT DONNANT MANDATS SPÉCIAUX AUX ÉLUS RÉGIONAUX - MARS 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 DU 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 04-16 du 22 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU le budget de la Région pour l'année 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-070 du 31 janvier 2020 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 « Services généraux » ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-149 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

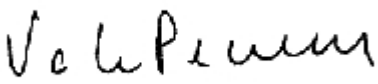
Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172330A-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

tableau annexe

TABLEAU CP DU 4 MARS 2020

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSPORT SUR SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
PECRESSE	Valérie	France	Crespin	Visite du site de production des RER nouvelle génération	23-avr.-20	23-avr.-20	X	X	X			X
De Lasteyrie	Grégoire	France	Crespin	Visite du site de production des RER nouvelle génération	23-avr.-20	23-avr.-20	X	X	X			X
BEAUDET	Stéphane	France	Crespin	Visite du site de production des RER nouvelle génération	23-avr.-20	23-avr.-20	X	X	X			X
DUGOIN-CLÉMENT	Jean-Philippe	Écosse	Édimbourg	Biodiversité	1-avr.-20	3-avr.-20		X	X			X
DUGOIN-CLÉMENT	Jean-Philippe	Arménie	Erevan	Conférence "Yerevan Program for Urban Change"	31-mai-20	3-juin-20		X	X			X
DUGOIN-CLÉMENT	Jean-Philippe	France	Marseille	Congrès Mondial de la nature	11-juin-20	18-juin-20		X	X			X
PECRESSE	Valérie	Allemagne	Munich	Signature de l'accord de coopération avec le Land de Bavière	07-mai-20	07-mai-20		X	X			X
VON EUW	Stéphanie	Allemagne	Munich	Signature de l'accord de coopération avec le Land de Bavière	07-mai-20	07-mai-20		X	X			X
MESADIEU	Anne-Louise	France	Cannes	Rencontres culturelles dans le cadre de la politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel	12-mai-20	15-mai-20		X	X			X
PORTELLI	Florence	France	Cannes	Rencontres culturelles dans le cadre de la politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel	19-mai-20	23-mai-20		X	X			X

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-129

DU 4 MARS 2020

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE #LEADER : SOUTIEN AUX AGENCES TERRITORIALES (77, 91 ET 95)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-221 du 17 mai 2017 relative à la mise en oeuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) – Convention entre la région Île-de-France et le département de l'Essonne ;

VU la délibération n° CP 2017-426 du 20 septembre 2017 relative à la mise en oeuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : actions pour l'économie, l'emploi et la formation sur les territoires ;

VU la délibération n° CR 2017-186 du 23 novembre 2017 portant adoption de conventions d'objectifs et de moyens (COM) avec les agences territoriales Seine-et-Marne Développement, Essonne Développement, Comité d'expansion économique du Val d'Oise (CEEVO). Affectations de subventions ;

VU la délibération n° CP 2018-369 du 19 septembre 2018 portant diverses mesures pour l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2019-379 du 18 septembre 2019 relative à la mise en oeuvre de la stratégie #Leader : soutien à divers organismes économiques ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-129 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

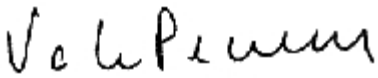
Approuve les avenants aux conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (COM) conclues entre la Région et respectivement les agences Seine-et-Marne Attractivité (SMA 77), Essonne Développement ainsi que le Comité d'Expansion Economique du Val d'Oise (CEEVO) et annexés à la présente délibération.

Décide de participer au financement des agences Seine-et-Marne Attractivité (SMA 77), Essonne Développement et le Comité d'Expansion Economique du Val d'Oise (CEEVO) par l'attribution de trois subventions d'un montant cumulé global de 2 228 500 € qui se répartissent de la façon suivante : 600 000 € pour Seine et Marne Attractivité, 857 100 € pour Essonne Développement et 771 400 € pour le Comité d'Expansion Economique du Val d'Oise.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des avenants joints et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 228 500 € disponible sur le chapitre 939 « Action Economique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-006 « Développement économique des territoires », action 19100606 « Agences territoriales » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc173957-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Projet Avenant 2 COM 77

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017-2021

ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET L'AGENCE SEINE ET MARNE ATTRACTIVITE

ENTRE

La région Île-de-France,
Dont le siège social est situé à SAINT-OUEN, 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

Seine-et-Marne Attractivité
Dont le n° SIRET est 83413475100017
Dont le siège social est situé à MELUN, 12 Rue des Saint Pères – 77010 MELUN
représentée par son Président, Patrick SEPTIERS,
Ci-après dénommée « l'Agence »

d'autre part,

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 de la convention d'objectifs et de moyens, « engagement financier de la région » approuvée par délibération n° CR 2017-186 du 23 novembre 2017, signée le 27/11/2017.

« ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DE LA RÉGION »

La Région s'engage à soutenir financièrement l'Agence par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1 de la convention d'objectifs et de moyens, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à l'Agence par la commission permanente du conseil régional.
Le montant de la subvention régionale pour l'année 2020 s'établit à 600 000 €.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT A LA CONVENTION

Le présent avenant à la convention est conclu pour l'année 2020 et prendra effet le 5 mars 2020.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……

Pour la Région,

la présidente du conseil régional d'Île-de-France,

Valérie PÉCRESSE

Le ……

Pour Seine et Marne Attractivité, SMA

le Président,

Patrick SEPTIERS

<u>ANNEXE N° 1 A L'AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS</u> :
synthèse des indicateurs de suivi et d'évaluation.

Annexe à l’avenant de la convention d’objectifs et de moyens de janvier à décembre 2020

Indicateurs qui s’ajoutent à ceux déjà définis dans la COM

AXE 1 : Attractivité et appui à l’implantation d’entreprises

- Organiser annuellement 10 réunions d’informations sur les aides régionales pour les entreprises (délocalisées / au niveau d’une ou plusieurs intercommunalités)

Critère de performance : nb. de réunions / nb. d’entreprises présentes

- Jouer un rôle clé en matière d’intelligence économique territoriale en faisant remonter à la Région les informations clés sur les entreprises

Critère de performance : nb. d’informations clés remontées

AXE 2 : Appui aux projets de développement porteurs d’emploi

- Appuyer techniquement les collectivités territoriales et les porteurs de projets privés dans la création de tiers-lieux

Critère de performance : nb. de CT – porteurs de projets accompagnés / nb. de projets accompagnés et financés par la Région

- Participer aux travaux sur le foncier mobilisable par les entreprises : appui au recensement du foncier mobilisable / mobilisation des acteurs / mise à jour de la base de données régionales

Critère de performance : nb. d’informations clés remontées

AXE 3 : Animation territoriale et mise en réseau des acteurs

Annexe 2 : Projet Avenant 3 COM 91

AVENANT N° 3 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017-2021

ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET L'AGENCE ESSONNE DEVELOPPEMENT

ENTRE

La région Île-de-France,
Dont le siège social est situé à SAINT-OUEN, 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

L'Association Essonne Développement,
Dont le n° SIRET est 38948786900031
Dont le siège social est situé à 91000 ÉVRY, 9 Cours Blaise Pascal – 91000 ÉVRY
Représenté par son Président, Monsieur Patrick IMBERT,
Ci-après dénommée « l'Agence »

d'autre part,

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 de la convention d'objectifs et de moyens, « engagement financier de la région » approuvée par délibération n° CR 2017-186 du 23 novembre 2017, signée le 27/11/2017.

« ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DE LA RÉGION »

La Région s'engage à soutenir financièrement l'Agence par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1 de la convention d'objectifs et de moyens, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à l'Agence par la commission permanente du conseil régional.
Le montant de la subvention régionale pour l'année 2020 s'établit à 857 100 €.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT A LA CONVENTION

Le présent avenant à la convention est conclu pour l'année 2020 et prendra effet le 5 mars 2020.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……

Pour la Région,

la présidente du conseil régional d'Île-de-France,

Valérie PECRESSE

Le ……

Pour Essonne Développement

le Président,

Patrick IMBERT

<u>ANNEXE N° 1 A L'AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS</u> :
synthèse des indicateurs de suivi et d'évaluation.

Annexe à l’avenant de la convention d’objectifs et de moyens de janvier à décembre 2020

Indicateurs qui s’ajoutent à ceux déjà définis dans la COM

AXE 1 : Attractivité et appui à l’implantation d’entreprises

- Organiser annuellement 10 réunions d’informations sur les aides régionales pour les entreprises (délocalisées / au niveau d’une ou plusieurs intercommunalités)

Critère de performance : nb. de réunions / nb. d’entreprises présentes

- Jouer un rôle clé en matière d’intelligence économique territoriale en faisant remonter à la Région les informations clés sur les entreprises

Critère de performance : nb. d’informations clés remontées

AXE 2 : Appui aux projets de développement porteurs d’emploi

- Appuyer techniquement les collectivités territoriales et les porteurs de projets privés dans la création de tiers-lieux

Critère de performance : nb. de CT – porteurs de projets accompagnés / nb. de projets accompagnés et financés par la Région

- Participer aux travaux sur le foncier mobilisable par les entreprises : appui au recensement du foncier mobilisable / mobilisation des acteurs / mise à jour de la base de données régionales

Critère de performance : nb. d’informations clés remontées

AXE 3 : Animation territoriale et mise en réseau des acteurs

Annexe 3 : Projet Avenant 4 COM 95

AVENANT N° 4 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017-2021

ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LE COMITE D'EXPANSION ECONOMIQUE DU VAL D'OISE (CEEVO)

ENTRE

La région Île-de-France,
Dont le siège social est situé à SAINT-OUEN, 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

Le Comité d'expansion économique du Val d'Oise,
Dont le n° SIRET est 31528096600039
Dont le siège social est situé à CERGY, 2 avenue du Parc – CS 20201 CERGY – 95032 CERGY-PONTOISE CEDEX.
représenté par son Président, Monsieur Philippe SUEUR,
Ci-après dénommée « l'Agence »

d'autre part,

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 de la convention d'objectifs et de moyens, « engagement financier de la région » approuvée par délibération n° CR 2017-186 du 23 novembre 2017, signée le 27/11/2017.

« ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DE LA RÉGION »

La Région s'engage à soutenir financièrement l'Agence par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1 de la convention d'objectifs et de moyens, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à l'Agence par la commission permanente du conseil régional.
Le montant de la subvention régionale pour l'année 2020 s'établit à 771 400 €.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT A LA CONVENTION

Le présent avenant à la convention est conclu pour l'année 2020 et prendra effet le 5 mars 2020.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……

Pour la Région,

la présidente du conseil régional d'Île-de-France,

Valérie PÉCRESSE

Le ……

Pour le Comité d'Expansion Economique du Val d'Oise, CEEVO

le Président,

Philippe SUEUR

ANNEXE N° 1 A L'AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS :
synthèse des indicateurs de suivi et d'évaluation.

Annexe à l’avenant de la convention d’objectifs et de moyens de janvier à décembre 2020

Indicateurs qui s’ajoutent à ceux déjà définis dans la COM

AXE 1 : Attractivité et appui à l’implantation d’entreprises

- Organiser annuellement 10 réunions d’informations sur les aides régionales pour les entreprises (délocalisées / au niveau d’une ou plusieurs intercommunalités)

Critère de performance : nb. de réunions / nb. d’entreprises présentes

- Jouer un rôle clé en matière d’intelligence économique territoriale en faisant remonter à la Région les informations clés sur les entreprises

Critère de performance : nb. d’informations clés remontées

AXE 2 : Appui aux projets de développement porteurs d’emploi

- Appuyer techniquement les collectivités territoriales et les porteurs de projets privés dans la création de tiers-lieux

Critère de performance : nb. de CT – porteurs de projets accompagnés / nb. de projets accompagnés et financés par la Région

- Participer aux travaux sur le foncier mobilisable par les entreprises : appui au recensement du foncier mobilisable / mobilisation des acteurs / mise à jour de la base de données régionales

Critère de performance : nb. d’informations clés remontées

AXE 3 : Animation territoriale et mise en réseau des acteurs

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-103

DU 4 MARS 2020

PARIS RÉGION UP - AIDES PM'UP, TP'UP ET AUTRES DISPOSITIFS MOBILISÉS POUR LES ENTREPRISES FRANCILIENNES - 2ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 69-10 du 18 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement ;

VU la délibération n° CR 37-12 du 28 juin 2012 relative à la politique régionale de soutien au parcours résidentiel du créateur d'entreprises innovantes : de l'immobilier d'entreprises exemplaires aux ecoparcs/écopôles ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up – INNOV'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CR 110-16 du 16 juin 2016, relative au Fonds régional de garantie Île-de-France 2 et au prêt TPE ;

VU la délibération n° CP 16-373 du 12 juillet 2016 relative au Fonds régional de garantie et Prêt croissance TPE – Adoption des conventions entre la région Île-de-France et Bpifrance et affectation de crédits pour 2016 ;

VU la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative au Grand Paris Région Up tome 1 : attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, INNOV'up Proto et TP'up ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à #Leader stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la Région Île-de-France – Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 – Débat sur le rapport relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération n° CP 2017-576 du 22 novembre 2017 relative au Paris Région UP – Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up et TP'up, soutien aux réseaux franciliens de business angels, dotation au dispositif du Prêt croissance TPE, dotation au fonds Equisol ;

VU la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 relative au Paris Région UP : subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2018-484 du 17 octobre 2018 relative au Paris Région UP – Attribution des subventions PM'up, TP'up, INNOV'up Proto, ajustement des modalités de TP'up et d'INNOV'up Leader PIA et cession d'Île-de-France capital ;

VU la délibération n° CR 2018-052 du 22 novembre 2018 relative au Programme Smart Région ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant adoption de la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) – Année 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-048 du 31 janvier 2020 relative au Paris Région UP – Aides PM'up, TP'up et INNOV'up mobilisées pour les entreprises franciliennes – 1er rapport pour 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-103 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation de 23 nouveaux bénéficiaires PM'up

Décide de participer au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 3 505 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 675 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 615 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400107 « PM'up industrie » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 215 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400109 « PM'up ESS » du budget 2020.

Article 2 : Modification de la date de prise en charge des dépenses de l'aide PM'up allouée à l'entreprise HISTOVERY suite à une erreur matérielle

Modifie la date au 27 juillet 2019 (et non au 6 juillet 2015), pour la prise en charge des dépenses de l'aide PM'up attribuée à l'entreprise HISTOVERY, par délibération n° CP 2020-048 du 31 janvier 2020 susvisée.

Cette modification intervient sans impact budgétaire.

Article 3 : Désignation de 10 nouveaux bénéficiaires TP'up

Décide de participer au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 322 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 322 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 «TP'up » du budget 2020.

Article 4 : Modification de la composition du jury PM'up

Approuve la modification du règlement intérieur du jury de sélection PM'up adopté par délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 susvisée tel que présenté en annexe 3 à la délibération.

Article 5 : Assouplissement temporaire du Prêt croissance TPE

Modifie l'avenant n° 3 à la convention Prêt croissance TPE adopté par délibération n° CP 2020-048 du 31 janvier 2020 susvisée, tel qu'il figure en annexe 4 à la délibération, afin de limiter au 30 septembre 2020 la dérogation relative à la condition d'âge et de reconduire la convention jusqu'au 25 août 2021 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 6 : Marché Smart service PRBC (Paris région business club)

Décide de financer le développement d'un Smart service à destination des dirigeants d'entreprise du PRBC.

Affecte une autorisation de programme de 200 000 € disponible sur le chapitre 909 «Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2020.

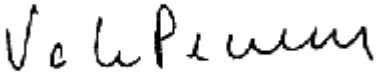
Article 7 : Autorisation donnée à l'EPT Plaine commune et la CA Cergy-Pontoise pour participer au financement de régimes d'aide régionaux

Décide d'autoriser l'EPT Plaine commune à participer au financement des régimes d'aides régionaux « Prix », « Aide pour les projets à utilité sociale » et « Entrepreneuriat ».

Décide d'autoriser la CA Cergy-Pontoise à participer au financement des régimes d'aides régionaux « Prix », « Soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation » et « Entrepreneuriat ».

Subordonne ces autorisations à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc175644-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Désignation des bénéficiaires PM'up

Désignation de 23 bénéficiaires PM'up

jury du 6 février 2020

Raison sociale	Filière	Ville	Subvention attribuée	Date de prise en compte des dépensese	Nombre de stagiaires
AOS	Numérique	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	150 000 €	10/10/2019	3
ASSOCIATION HERCULE-INSERTION	Autre	VIRY-CHATILLON	95 000 €	16/10/2019	2
BJT PARTNERS	Numérique	PARIS	150 000 €	27/08/2019	3
CONNECTING FOOD	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	ORGEVAL	220 000 €	28/08/2019	3
CSI	Autre	CONFLANS SAINTE HONORINE	220 000 €	25/09/2019	3
FORESEA TECHNOLOGIES	Numérique	PARIS	150 000 €	16/10/2019	3
HOMELAND	Numérique	MONTREUIL	150 000 €	05/08/2019	3
JPS CONTROLE	Numérique	COURBEVOIE	120 000 €	15/07/2019	3
LABORATOIRE PRECILENS SAS	Santé	CRETEIL	190 000 €	10/07/2019	3
LEXBASE	Numérique	PARIS	150 000 €	21/10/2019	3
LIBERKEYS SAS	Autre	PARIS	120 000 €	04/06/2019	3
LINEUP7	Numérique	PARIS	180 000 €	31/07/2019	3
M2M FACTORY	Numérique	VIGNY	180 000 €	24/07/2019	3
N&C	Numérique	PARIS	150 000 €	28/08/2019	3
NEXT MOTION	Santé	SAINT-MANDE	180 000 €	03/09/2019	3
OPA-OPTICAD S.A.	Autre	MITRY MORY	105 000 €	29/08/2019	3
OXALYS TECHNOLOGIES	Numérique	LA GARENNE COLOMBES	150 000 €	03/09/2019	3
PLUS-ÉDITIONS	Autre	PARIS	100 000 €	04/06/2019	2
PORT PARALLELE	Autre	PARIS	120 000 €	01/10/2019	3
PR INDUSTRIES	Autre	COLLEGIEN	100 000 €	24/07/2019	3
STANLEY ROBOTICS	Automobile et mobilités	VERSAILES	180 000 €	18/06/2019	3
TEKYN SAS	Numérique	LA COURNEUVE	225 000 €	28/11/2019	3
VALOTEC	Santé	VILLEJUIF	120 000 €	05/11/2019	3

Annexe 2 : Désignation des bénéficiaires TP'up

Désignation de 10 bénéficiaires TP’up

Raison-sociale	Filière	Ville	subvention de fonctionnement	subvention d'investissement	Total subvention	Date de prise en compte des dépenses	Engagement stagiaire
LES ATELIERS SAINT GERMAIN	Tourisme/ sports/ loisirs	PARIS 6E ARRONDISSEMENT	0 €	44 000 €	44 000 €	30/05/2019	2
ONIRIS	Santé	RUEIL-MALMAISON	0 €	45 000 €	45 000 €	25/09/2019	2
FUNKY VEGGIE	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	MONTMAGNY	0 €	40 000 €	40 000 €	30/09/2019	2
SCINNOV	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	CLICHY	0 €	35 000 €	35 000 €	21/10/2019	2
INVYO	Numérique	VERSAILLES	0 €	25 000 €	25 000 €	04/11/2019	2
ODYSWAY SAS	Numérique	LE PLESSIS TREVISE	0 €	30 000 €	30 000 €	14/11/2019	2
ALEGRIA SAS	Autre	SEVRES	0 €	15 000 €	15 000 €	02/12/2019	1
ANYGENES	Santé	PARIS 20E ARRONDISSEMENT	0 €	40 000 €	40 000 €	09/12/2019	2
LAB ESSENTIEL	Autre	SURESNES	0 €	23 000 €	23 000 €	12/12/2019	1
MADEMOISELLE SAINT GERMAIN	Autre	PARIS 17E ARRONDISSEMENT	0 €	25 000 €	25 000 €	30/12/2019	2

Annexe 3 : Règlement intérieur du jury de sélection PM'up

Règlement intérieur du jury de sélection PM'up

Article 1 : rôle

Le jury de sélection PM'up se réunit sur convocation de son Président.

Le jury émet, à l'attention de la commission permanente du conseil régional, un avis consultatif sur les projets qui lui sont soumis et propose en cas d'avis favorable un montant d'aide.

Le jury est appelé à se prononcer sur la base des éléments communiqués par l'entreprise et des conclusions de l'instruction des services au regard des critères suivants :

- Viabilité de l'entreprise
- Pertinence de la stratégie
- Potentiel de création d'emplois
- Contribution du projet au développement de l'Île-de-France[1]

Cet avis ne lie pas la présidente du conseil régional, seule chargée de l'administration.

Article 2 : composition

Le jury de sélection PM'up est présidé par le vice-président du conseil régional en charge de l'économie et de l'emploi.

Le Président du jury désigne les personnalités membres du jury après s'être assuré de leur engagement en matière de déontologie.

La composition du jury est la suivante :

- Les représentants des groupes politiques désignés par délibération du conseil régional
- 3 chefs d'entreprise (en activité ou non)
- 1 représentant de Bpifrance
- 2 représentants des fonds d'investissements régionaux
- 1 représentant de Business France
- 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale Paris Île-de-France
- 4 représentants des pôles de compétitivité et clusters franciliens
- 1 représentant de la Banque de France
- 1 représentant d'un réseau de Business angels actif en Île-de-France

Article 3 : déontologie

Tout membre du jury en situation de conflit d'intérêt avec l'un des candidats doit en informer le Président du jury et ne peut prendre part aux délibérations du jury.

Les membres du jury s'engagent au respect de la confidentialité de l'ensemble des informations portées à leur connaissance, ainsi que des débats auxquels ils prennent part.

---

[1] ce critère est notamment apprécié au regard de l'ancrage local de l'entreprise, des retombées sociales, sociétales et environnementales du projet et de sa participation aux orientations prioritaires régionales

Article 4 : avis

Le jury émet un avis favorable ou défavorable.

Il peut ajourner un projet dans l'attente de réponse aux réserves ou demandes de complément qu'il formule.

Les avis sont formulés en privilégiant le consensus.

La décision finale est prise à la majorité des présents. En cas d'égalité des votes favorables/défavorables, le Président du jury a voix prépondérante.

Les réserves émises par le jury régional de sélection sont notifiées dans le relevé de délibération.

Article 5 : publicité

Le relevé de délibération du jury est communiqué à la commission permanente.

Article 6 : secrétariat

Les services de la région Île-de-France assurent le secrétariat du jury régional de sélection.

Annexe 4 : Avenant n° 3 à la convention Prêt croissance TPE

Avenant n°3 à la convention

pour la création du « Prêt croissance TPE » en région Île-de-France

Entre :

la région Île-de-France,
située au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint Ouen,
représentée par sa présidente, dûment habilitée par n° CP 2020-103,

d'une part,

et

Bpifrance Régions,
société anonyme au capital de 4.800.000 €, identifiée sous le numéro 319.997.466, RCS Créteil, dont le siège social est au 27/31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort,

représentée par Monsieur Arnaud CAUDOUX, agissant en qualité de Directeur Général,

d'autre part,

VU la convention pour la création du « Prêt croissance TPE » en région Île-de-France, adoptée par délibération n° CP 16-373 du 12 juillet 2016 et signée avec Bpifrance le 25 août 2016 ;
VU son avenant n°1 adopté par délibération n° CP 2017-576 du 22 novembre 2017 ;
VU son avenant n°2 adopté par délibération n° CP 2020-048 du 31 janvier 2020 ;

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de modifier l'avenant n°2 adopté par délibération n° CP 2020-048 du 31 janvier 2020 à la convention pour la création du « Prêt croissance TPE » en région Île-de-France visée ci-dessus.

Cette modification consiste à :

- limiter jusqu'au 30 septembre 2020 l'assouplissement de la condition d'âge requise des entreprises bénéficiaires du « Prêt croissance TPE » ;

- prolonger cette même convention jusqu'au 25 août 2021.

Article 1 - Modification temporaire de la condition d'âge requise des entreprises bénéficiaires du « Prêt croissance TPE » :

L'article 1er de l'avenant n°2 consiste à insérer un deuxième alinéa à l'article 2 de la convention. Ce deuxième alinéa est rédigé ainsi :

« Afin de soutenir les entreprises franciliennes impactées par les récents mouvements sociaux, la condition d'âge (3 ans) peut, à titre dérogatoire jusqu'au 30 septembre 2020, être considérée comme satisfaite dès lors que l'entreprise présente deux bilans d'une durée minimum cumulée de 24 mois. »

Article 2 - Prolongation :

Le premier alinéa de l'article 8 de la convention est modifié de la manière suivante :

« Article 8 :
La convention est prolongée jusqu'au 25 août 2021, sauf dénonciation de la présente convention par l'une ou l'autre des parties, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. »

Article 3 - Dispositions non modifiées :

Les autres dispositions de la convention et de son avenant n°1 visés ci-dessus demeurent inchangées et sont applicables aux parties.

Article 4 - Entrée en vigueur de l'avenant n°3 :

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties.

fait à Paris, le
en deux exemplaires originaux.

Pour la région Île-de-France,

Valérie PECRESSE
présidente de la région Île-de-France

Pour Bpifrance Régions,

Arnaud CAUDOUX
Directeur Général

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-111

DU 4 MARS 2020

INNOVATION : PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ, LIEUX D'INNOVATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187/1 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la commission européenne le 17 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE le 26 juin 2017 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de commerce ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative à l'emploi et aux filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes ;

VU la délibération n° CR 69-10 du 18 novembre 2010 relative à l'adoption de la politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement ;

VU la délibération n° CP 11-140 du 27 janvier 2011 portant adoption des plans filières régionaux : renouvellement des plans filières mécanique, optique et systèmes complexes, contenus numériques et automobile ;

VU La délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013 relative au dispositif cadre relatif aux projets d'information sur l'emploi et au développement économique ;

VU la délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 portant ajustement de la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-348 du 12 juillet 2016 relative au soutien 2016 relative au cluster francilien du jeu vidéo « Capital Games » – Signature de l'avenant type relatif aux projets « Espaces de travail collaboratif » ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption du sSchéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU La délibération n° CR 2017-130 du 6 juillet 2017 portant adoption de la Stratégie Smart Industrie 2017-2021 ;

VU la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 portant soutien au Paris Region Smart Weeks Events 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 relative à l'aménagement numérique et actions en faveur du développement économique ;

VU la délibération n° CR 2018-043 du 20 septembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce 2018-2021 ;

VU la délibération n° CP 2019-266 du 3 juillet 2019 relative aux pôles de compétitivité ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-111 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux pôles de compétitivité

Décide de poursuivre, au titre du dispositif « de soutien aux structures d'interface et d'appui à l'innovation », le financement des projets 2020 des 6 pôles de compétitivité, détaillés dans les fiches projets et annexes financières figurant en annexe 1 à la présente délibération, et conformément à la convention adoptée par la délibération n° CP2019-266 du 3 juillet 2019 susvisée, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 553 000** €.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 553 000** € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92005 (192005) « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200501 « Gouvernance des pôles de compétitivité », du budget 2020.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Soutien régional à Cap Digital au titre de l'action filière d'animation de la communauté des smart territoires

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires » à la mise en œuvre d'un réseau des smart territoires régional, tel que décrit en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution à Cap Digital d'une subvention d'un montant de 72 750 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 11 -140 du 27 janvier 2011 modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 72 750 € sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat commerce et autres services », programme HP 94001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires », du budget 2020.

Autorise la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution d'une subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage anticipé dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier.

Article 3 : Soutien à l'évènement Paris-Saclay Spring

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux évènements et manifestations dans les domaines des contenus numériques de l'internet et du multimédia », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 70 000€ déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention type conforme à la convention, adoptée par la délibération n° CP 2017-599 date du 22 novembre 2017 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 70 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : Soutien à l'évènement Fintech R.evolution

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux évènements et manifestations dans les domaines des contenus numériques de l'internet et du multimédia », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 15 000 € déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention type conforme à la convention, adoptée par la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 15 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5 : Soutien à l'évènement Journée de la Femme Digitale

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux évènements et manifestations dans les domaines des contenus numériques de l'internet et du multimédia », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 40 000€ déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention type conforme à la convention adoptée par la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier.

Article 6 : Financement de la participation régionale à Viva Technology

Décide de participer au salon Viva Technology,

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 390 000 € disponible sur le Chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », Action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2020, pour couvrir des dépenses de logistique et communication engendrées par la participation de la Région à Viva Technology et l'accueil des start-up exposantes sur son stand.

Article 7 : Financement de l'organisation du grand prix ETI et de la participation à d'autres manifestations en faveur du numérique et des politiques régionales

Décide d'organiser le grand prix ETI et de participer à d'autres manifestations en faveur du numérique et des politiques régionales.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 165 000 € disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation», programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », Action 19200207 « Evaluation études et promotion », du budget 2020, pour couvrir des dépenses de logistique et de communication engendrées par l'organisation par la Région du grand prix ETI et d'autres manifestations.

Article 8 : Soutien au fonctionnement du club ETI

Décide de participer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » au financement du Club ETI Île-de-France, détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 30 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 30 000 € au titre du dispositif « politique de soutien à l'entreprenariat et au développement des TPE-PME », prélevée sur le Chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services » Programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », Action 19400108 « Smart industrie », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2020 par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 9 : Soutien à l'aménagement de l'Escalator

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation au financement de l'aménagement de l'Escalator, tel que décrit dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de 190 000 € en faveur de la société L'Escalator.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée, par la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 190 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200208 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2020.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 10 : Financement d'une étude de faisabilité d'un lieu d'innovation Deeptech Factory

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation au financement d'une étude technique préalable dans le cadre de la création d'un lieu d'innovation Deeptech Factory à Paris Saclay tel que décrit dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de 50 000 € en faveur de l'association La French Tech Paris Saclay.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 50 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200208 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2020.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 11 : Financement d'études pré-opérationnelles du Campus des Métiers et des Qualification d'Excellence de Versailles

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation au financement d'une étude préopérationnelle à la création du Campus des Métiers et des Qualification d'Excellence de Versailles, tel que décrit dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de 300 000 € en faveur de l'université de Cergy Pontoise.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 7 à la présente délibération susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 300 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200208 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2020.

Article 12 : Modification des conventions des projets MROLab et MROLab Factory

Approuve les conventions spécifiques figurant en annexes 4 et 5 à la présente délibération.

Approuve la fiche projet modifiée telles que présentée en annexe 1 à la présente délibération.

Abroge partiellement le deuxième alinéa de l'article 4 de la délibération n° CP 2019-266 du 3 juillet 2019 en tant qu'il subordonne le versement des subventions n°18014706 et n° 18014707 attribuées à la société Air France KLM à la signature de conventions conforme à la convention type relative aux lieux d'innovation.

Subordonne le versement des aides de 112 500 € et 170 000 €, attribuées par délibération n° CP 2019-266 du 03 juillet 2019, à la signature avec le bénéficiaire des deux conventions spécifiques figurant en annexes 4 et 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 13 : Correction d'une erreur matérielle sur la convention relative au soutien 2019 de l'incubateur LookForward

À la suite d'une erreur matérielle, décide de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention de la convention n° 19004097 entre la Région et la société Showroomprivé, adoptée par la délibération n° CP 2019-184 du 22 mai 2019 susvisée, pour les porter à 439 600 € et 9,10%, tel que décrit dans la fiche projet jointe en annexe 1 à la présente délibération.

Article 14 : Avenant à la convention de partenariat pour le AI for Industry Challenge 2019

Approuve l'avenant à la convention de partenariat relative à l'organisation du Paris Region AI for Industry Challenge 2019, adoptée par délibération n° CP 2019-266 du 3 juillet 2019 susvisée, jointe en annexe 6 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 15 : Participation de la Région aux JEMA

Décide de participer aux Journées Européennes des Métiers d'Art.

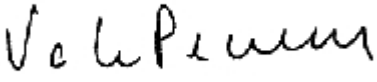
Affecte une autorisation d'engagement de 24 500 €, prélevée sur le Chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2020 pour couvrir des dépenses de logistique et communication engendrées par la participation de la Région aux JEMA.

Article 16 : **Missions d'assistance au pilotage de la SEM « Île-de-France Investissements et Territoires »**

Décide de financer deux missions d'assistance au pilotage de la future SEM « Île-de-France Investissements et Territoires ».

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 75 000 € disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation», programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », Action 19200207 « Evaluation études et promotion », du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc173938-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-111

DOSSIER N° 20003154 - SOUTIEN 2020 - POLE ASTECH PARIS REGION

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 160 000,00 € HT	20,23 %	234 700,00 €
		Montant total de la subvention	234 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ASTECH PARIS REGION
Adresse administrative : 1 ALLEE DE BRUXELLES 93350 LE BOURGET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean PERROT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Subvention globale de fonctionnement pour l'année 2020.

Description :
Le pôle ASTech a effectué l'ensemble des actions sur lesquelles il s'était engagé au titre de la Convention d'objectifs et de moyens 2019. Il s'est notamment impliqué dans la concertation régionale de la filière aéronautique-spatial-défense qui a permis la définition de la stratégie Smart Aerospace Paris Region.

En 2020, le partenariat entre ASTech et la Région s'inscrit dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens qui vise à :
- Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation,
- S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés ;
- Définir les moyens mis en œuvre et les modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoutent des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional à chaque pôle :

• Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière ;
• Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets ;
• Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides :
- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Les dépenses liées à la réalisation des objectifs 2 et 3 sont considérées hors Aides d'Etat pour un montant de subvention estimé à 2 912 € en 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Annexe 1 : Présentation du plan d'actions et d'objectifs

Objectifs généraux	*Objectifs stratégiques (niveau 2)*	*Actions*	*Indicateurs*
Objectif 1: Être un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…)	• Sensibiliser les 250 membres franciliens aux aides de la Région lors des entretiens de fidélisation et aux travers des différents outils de communication du pôle • Promouvoir les aides sur le site internet et via la newsletter (présence dans 5 newsletters) • Proposer des stands Région sur 1-2 événements internationaux • Participer à l'attractivité de la région en présentant la force de l'écosystème sur des salons et conférences dédiés à l'aéronautique, au spatial et à la défense et en accueillant des délégations étrangères
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets	• Organiser, sur le territoire francilien, 10 événements (ateliers et plénières thématiques) de génération de projets sur les ASD avec présentation des aides de la Région. • Animer 10 comités d'experts qui fixent la stratégie thématique, qui aident à l'émergence des projets, les accompagnent et les expertisent. Les sensibiliser aux aides de la Région. • Accompagner 5 projets vers les guichets régionaux • Faire remonter 3 entreprises vers le Pack IA permettant de faciliter l'usage de l'IA pour les PME (financement de PoC)
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	• Identifier 2 terrains • Accompagner 2 dossiers
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Proposer du contenu innovant en lien avec la filière.	• Relayer les événements du pôle aux membres du PRBC
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels	• 2 conventions annuelles • 2 rencontres BtoB • 10 événements thématiques

	filières prioritaires et verticales technologiques régionales	rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	• cumul de 1000 participants
		Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	En 2020 : • Contribuer au Challenge AI for Aeronautics • Solliciter les grands comptes membres pour une mise en relation avec les lauréats/pré-lauréats du challenge
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Y sur les thématiques G et Z.	• Actions avec Systematic : • Actions avec Mov'eo : • Interpole IA avec les 6 pôles franciliens : 1 événement interpole sur thématique IA appliquée aux domaines des pôles
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes dans la limite des règles prévues par le Code de la commande publique.	• Contribuer à 2 mardi de la Smart Région sur les thématiques d'ASTech et proposer 6 start-ups
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet ou partenaire, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	• Organiser 2 réunions annuelles avec la Direction des Affaires Européennes de la Région • Monter une mission ASTech à Bruxelles • Animer un Club Europe
Objectif 2: Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides PIA, Innov'up Expé et des grands projets	• Assurer le suivi des projets
		Transmettre à la Région des points d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	• Transmettre 1 point d'étape par an pour les projets en remplissant la trame de repporting par projet fournie par la Région.
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	• Organiser, avec la Région (service des aides aux entreprises), 1 réunion de bilan/suivi par an des projets en portefeuille

Objectif 3: Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimestrielle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	• Transmettre selon le besoin et l'actualité des notes d'information à la région en partenariat avec la GIFAS (format court, à définir avec la Région)

Missions spécifiques 2020 :

Objectifs généraux	***Objectifs stratégiques (niveau 2)***	***Actions***	***Indicateurs pôle 2020 sur la Région Ile-de-France***
Animation et développement d'une filière spatiale en IDF	Développer l'écosystème du spatial en Ile de France tant pour des acteurs du NewSpace que pour les acteurs déjà présents sur le secteur et qui doivent maintenir leur compétitivité	ESA BIC Nord France : accompagner des start up franciliennes dans le cadre de l incubateur de l ESA	• Start-up franciliennes incubées : 3
		Organiser pour la 3e édition Act In Space en Ile de France pour faire émerger des propositions d'utilisations des données du spatial pour des applications quotidiennes	Nombre de participants a l'hackathon : > 70

Annexe 2 : annexe financière

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE ASTech

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT
Salaires et charges	***655.000 €***
Contribution des membres et bénévoles*	***150.000 €***
Achats de prestations	***240.000 €***
Communication/promotion/supports	50.000 €
Réflexion stratégique / expertise	150.000 €
Animations Membres / Réunion	40.000 €
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***265.000 €***
Loyers et charges	90.000 €
Equipement, Assurance	35.000 €
Consommable	22.000 €
frais divers de gestion	38.000 €
frais déplacement	80.000 €
TOTAL DEPENSES	**1.310.000 €**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1.160.000 €**

*** Hors assiette éligible**

RECETTES	Montant en €
Financements privés	***807.000 €***
Cotisations privées	448.300 €
Services	207.000 €
Contribution des membres	150.000 €
Financements publics	***503.000 €***
Collectivités Territoriales	
Région Ile de France	234.700 €
DIRECCTE	270.000 €
TOTAL RECETTES	**1.310.000 €**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2020	Montant en €	
	Achat de prestations	**Salaires et charges**
Mission socle 1 (missions de type A et B - guide DGE)	**370.800 €**	**330.566 €**
Mission socle 2 (missions de type B - guide DGE) -	**1.920 €**	**9.000 €**
Mission socle 3 (missions de type B - Guide DGE)	**640 €**	**3.000 €**
Missions spécifiques (ESA BIC Nord France	**7.040 €**	**5.000 €**
Missions spécifiques (Organisation Act In Space)	**37.040 €**	**5.000 €**
Missions organisées pour le compte de l'Etat	**87.560 €**	**302.434 €**
TOTAL	**505.000 €**	**655.000 €**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-111

DOSSIER N° 20003086 - Soutien 2020 au pôle Cap Digital

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 892 826,00 € HT	28,44 %	538 350,00 €
	Montant total de la subvention		538 350,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK COCQUET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention régionale est nécessaire pour le financement de la trésorerie de l'association qui a déjà engagée les actions mentionnées en annexe à la convention.

Description :
Cap Digital est le pôle francilien de la transition numérique et écologique. Avec plus de 1 000 membres, il rassemble un écosystème large composé de tous les acteurs de l'innovation : start-up, laboratoires de recherche, petites, moyennes et grandes entreprises, ETI, écoles, universités et investisseurs.

Le partenariat entre le pôle de compétitivité Cap Digital et la Région s'inscrit dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens. Il vise à :
- Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation ;
- S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés ;
- Définir les moyens mis en œuvre ;
- Définir des modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

Le soutien régional porte sur la mise en œuvre de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention (sera produit à la prochaine livraison du rapport) auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui

permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôle :

- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides à l'innovation et des grands projets
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Les dépenses liées à la réalisation des objectifs 2 et 3 sont considérées hors d'Etat pour un montant de subvention estimé à 55 000 euros en 2020 ;

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Annexe 1 : Présentation du plan d'actions et d'objectifs

Objectifs généraux	*Objectifs stratégiques (niveau 2)*	*Actions*	*Indicateurs pôle*
Objectif 1: Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…) Relayer les éléments de communication de la Région sur les offres en lien avec l'innovation numérique et durable.	- 30 événements / an incluant la promotion des aides et dispositifs régionaux - 25+ Newsletters / an - envoyées à 12K+ contacts qualifiés -15 à 20 mailing / an assurant la promotion des dispositifs de la région à des bases ciblées et qualifiées de membres et prospects -100+ publications social médias / an assurant la promotion des événements et dispositifs de la région sur nos comptes LinkedIn et Twitter (- nb d'entreprises ayant pris connaissances des aides et dispositifs régionaux et ayant manifesté un intérêt =>75 à 100 leads générés par an (l'analyse des lead doit être faite par la région)
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up', PIA Leader, et PSPC Région.	-10 R&D Corner pour présenter les aides -nombreux entretiens individuels avec des porteurs - nombre de projets déposés labellisés par le pôle (nbre fonction du nombre d'AAP en 2020)
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur les thématiques retenues et sur l'AAP Expé Lycée Paul Valéry	- 15 dossiers d'expérimentations déposés par le pôle - 5 matching réalisés "Solution-Terrain"
		Concernant « Innov'up proto » : Contribuer à l'émergence de projets prototypes technologiques pour le ou les appels retenus en 2020.	- 30/40 dossiers déposés par appel (conseil aux porteurs), -12 dossiers retenus par appel - participation aux jurys.
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Proposer du contenu innovant en lien avec la filière. Sensibiliser les membres du PRBC aux opportunités de la transformation numérique et écologique	-présentations sur demande des services de la Région

	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Animation des communautés : Technologies, industries culturelles et créatives, ville durable, formation, santé, commerce/services. Organisation de groupes de travail sur une thématique de communauté ou transverses aux communautés : ville et santé, JO2024…	40 ateliers/évènements dédiés aux communautés Organisation de strat-camps en vue de l'édition 2020/21 du cahier des tendances
		Organiser 4 événements Futur# sur 4 thématiques portées par Cap Digital en lien avec les priorités régionales.	-15 entreprises sélectionnées pour présenter leur innovation. - public professionnel de 200 à 400 personnes.
		Organiser des actions interpoles : - sur la thématique IA avec les 6 pôles et une coordination par Systematic -sur la thématique santé avec Medicen et systematic -sur la thématique VD avec un positionnement clair des pôles concernés.	Interpôle IA : 1 événement interpôle sur thématique IA appliquée aux domaines des pôles (report action 2019) TIC et Santé : 2 sessions regroupant les membres des 3 pôles
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes dans la limite des règles prévues par le Code de la commande publique..	Participation au sourcing des mardis de la smart region sur demande
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet ou partenaire, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	12 dossiers déposés en tant que partenaire ou leader 4 dossiers retenus en tant que partenaire ou leader
Objectif 2: Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel des lauréats des aides PIA, Innov'up Expé et des grands projets	14 projets suivis
		Assurer un suivi opérationnel des lauréats des aides Innov'up Proto	12 projets suivis
		Transmettre à la Région des points d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	point d'étape et bilan transmis
Objectif 3: Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	2 notes d'information + notes d'alerte si événement particulier.

Annexe 2 : annexe financière

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE CAP DIGITAL

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges	***1 352 355 €***	***71,4%***
Contribution des membres et bénévoles*		
Achats de prestations	***225 000 €***	***11,9%***
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais) 20%	***315 471 €***	***16,7%***
Loyers et charges		
Télécom		
TOTAL DEPENSES	**1 892 826 €**	
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1 892 826 €**	

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés			
Cotisations privées		900 000 €	*47,5%*
Participations entreprises		50 000 €	*2,6%*
Financements publics			
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France	538 350 €	28,44%
	Etat	404 496 €	21,37%
	TOTAL RECETTES	**1 892 846 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2020	Montant en €		
	Achat de prestations	**Salaires et charges**	**TOTAL**
Mission socle 1 (missions de type B - guide DGE)	**215 000 €**	**1 021 355 €**	**1 236 355 €**
Mission socle 2 (missions de type A - guide DGE) -		**55 500 €**	**55 500 €**
Mission socle 3 (missions de type A - Guide DGE)			
Missions spécifiques (Missions de type B - Guide DGE)	**10 000 €**	**275 500 €**	**285 500 €**
TOTAL			

DOSSIER N° 20002828 - soutien 2020 - Gouvernance - Pôle Finance innovation

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	130 018,00 € HT	47,75 %	62 080,00 €
	Montant total de la subvention		62 080,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EUROPLACE
Adresse administrative : PL DE LA BOURSE
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Augustin de ROMANET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le travail au titre de la gouvernance a commencé début janvier 2020.

Description :
Le partenariat entre le pôle de compétitivité Finance innovation et la Région s'inscrit dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens. Il vise à :

-Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation
-S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés
-Définir les moyens mis en œuvre
-Définir des modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles peuvent s'ajouter des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional à chaque pôle :

•Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
•Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets
•Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE FINANCE INNOVATION

Période : 1er Janvier 2020- 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges	***87 157 €***	***60,4%***
Contribution des membres et bénévoles*	***0 €***	***0,0%***
Achats de prestations	***27 258 €***	***28,8%***
Etudes / Amorçage de projets	10 900 €	
Marketing / Offre / Prospection	858 €	
Animations Membres / Editions	12 700 €	
Services juridiques et comptables		
Cotisations - Déplacements		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***15 603 €***	***10,8%***
Loyers et charges	13 602	
Frais bancaires + Amortissements	0	
Télécom	2 055	
TOTAL DEPENSES	**130 018 €**	**100%**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE		

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		***67 938 €***	***52,25%***
Fondateurs			
Cotisations privées		52 938 €	
Sponsorship		15 000 €	
Financements publics		***62 080 €***	***47,75%***
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France	*62 080 €*	
	Projets européens		
	Etat		
	DIRECCTE		
	TOTAL RECETTES	**130 018 €**	**100,00%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2020	Montant en €		
	Achat de prestations	**Salaires et charges (y/c frais de fonctionnement)**	**TOTAL**
Mission socle 1 (missions de type B - guide DGE)	**27 258 €**	**90 680 €**	**117 938 €**
Mission socle 2 (missions de type A - guide DGE) -	**0 €**	**8 720 €**	**8 720 €**
Mission socle 3 (missions de type A - Guide DGE)	**0 €**	**3 360 €**	**3 360 €**
Missions spécifiques (décliner ci-dessous ligne par ligne les actions identifiées) - (Missions de type B ou C - Guide DGE)	/	/	/
TOTAL	**27 258 €**	**102 760 €**	**130 018 €**

Objectifs généraux	Objectifs stratégiques (niveau 2)	Actions	indicateurs (à chiffrer avec le pôle)	Nombre de jours/homme
Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…)	- Faire intervenir des représentants de la Région IDF à des événements au rayonnement régional, national et international - newsletter, communication électronique mentionnant les aides et dispositifs régionaux (présence logo,…) - nb d'entreprises fléchées/retenues sur dispositifs (Pack IA, Acc Industrie,…)	2 événements majeurs permettant la mise en valeur de l'offre de la Région - cible l'écosystème élargi du Pôle : les 500 membres directs du Pôle (dont 300 fintechs) + 10 000 contacts newsletter : 4 j/h Newsletter, réseaux sociaux : 4 j/h (0,5 j/h par mois) Sourcing de sociétés, fléchage des entreprises pertinentes - objectif de 1 société/mois fléchée : 12 j/h (1 j/h par mois) Coordination communication : 6 j/h (0,5 j/h par mois) direction
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets ?	- organisation d'atelier et d'échanges thématiques pour présenter les aides ou faire émerger des projets sur une thématique (techno/marché) - Pour les pôles marché : sourcing et transformation dans le cadre du Pack PME IA - nb projets déposés / retenus par les membres du pôle	Organisation de 1 atelier ciblé sur les aides de la Région (notamment InnovUp expé ci-dessous), cible les 300 fintechs membres du Pôle. Ateliers de sensibilisation de 3h avec 10-20 participants. Organisation de l'atelier, communication et recrutement de participants parmi les membres, suivi des membres post ateliers : 20 j/h
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	- nb de terrain identifiés et mobilisés pour une expérimentation - nb de dossiers d'expérimentations déposés par le pôle / retenus - nb de matching réalisés "Solution-Terrain"	/
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	à préciser		Participation active aux réunions, sourcing d'entreprises pertinentes, suivi des actions du Club : 20 j/h (1j/h par mois)
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	nb d'événements : 1 1 Fin&Tech Community : rendez-vous international de promotion de l'innovation en finance et des actions clés de la Région en matière d'innovation (par ex. Intelligence artificielle)	Fin&Tech Community réunit 1000 participants, une centaine d'intervenants experts, notamment internationaux, la présence de +200 fintechs au travers de pitchs et stands. Fin&Tech Community est le seul événement majeur en France dédié à l'innovation dans le secteur financier qui soit **gratuit et ouvert au public**. Il s'agit du haut lieu de rencontre et de réfléxion autour de la construction de la finance de demain, s'appuyant notamment sur les nouvelles technologies. Cet événement a pour objectif de promouvoir l'excellence de la fintech française, issue essentiellement de la Région Île-de-France. Sur les réseaux sociaux #ftcommunity touche entre 1M et 2,5M de personnes. Organisation et équipes opérationnelles pour l'événement : les équipes communication du Pôle sont mobilisées à temps plein sur cet événement pendant les trois mois précédent l'événement : 120 j/h + frais externes (€ de locations de salle, communication, etc) Direction : 40 j/h
		Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	- Mobilisation de grands comptes pour les challenges - Mobilisation de start-up (nombre de participants) - Appui à la PI (nombre d'heures)	/
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec les pôles Cap Digital, Systematic, Astech, Movéo, Médicen sur l'intelligence artificielle et la valorisation des actions de la Région IdF sur cette thématique (Challenge, Plan IA, etc).	- événement interpôle sur thématique Intelligence artificielle - Ciblage sur les secteurs des Pôles de compétitivité	Organisation et équipes opérationnelles pour l'événement IA : 40 j/h + frais externes (€ de locations de salle, communication, etc) Direction : 5 j/h
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes dans la limite des règles prévues par le Code de la commande	- nb, qualité et pertinence des start-up proposées lors des Mardis de la Smart Région	Identifier, contacter et faire les mises en relation des startups avec la Région : 5 j/h
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	- nb de dossiers déposés / retenus (KIC, DIH,…)	Dépôt de trois candidatures Analyse des appels à projets, construction des dossiers : 15 j/h
Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides PIA, Innov'up Expé et des grands projets	- nb projets suivis : 5	10
		Transmettre à la Région des point d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	- point d'étape et bilan transmis	6
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	- 6 réunions dans l'année, identification des sociétés, prise de connaissance des dossiers, préparation aux réunions et actions de suivi	10
Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimensuelle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	6 notes par an	12

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-111

DOSSIER N° 20002714 - SOUTIEN 2020 AU PÔLE MEDICEN

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 299 800,00 € HT	50,00 %	649 900,00 €
		Montant total de la subvention	649 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDICEN PARIS REGION
Adresse administrative : 3 IMPASSE REILLE
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian LAJOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention globale de fonctionement pour l'année 2020

Description :
Le pôle Medicen a effectué l'ensemble des actions sur lesquelles il s'était engagé au titre de la Convention d'objectifs et de moyens 2019. Il s'est notamment totalement impliqué dans la concertation régionale de la filière santé qui a fait l'objet d'un lancement le 4 septembre par la VP Alexandra Dublanche puis d'un point d'étape, le 4 décembre, par la Présidente. Elle a notamment annoncé la création à Paris d'un fond de co-investissement entre l'EIT Health et le fond Européen d'investissement de 2 Mds à destination des PME européennes de la santé.

En 2020, le partenariat entre Medicen et la Région s'inscrit dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens qui vise à :
- Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation
- S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés
- Définir les moyens mis en œuvre et les modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

Ce partenariat se matérialise à travers trois missions socles communes à l'ensemble des pôles, détaillées ci-après :

• Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de la filière Santé. En 2020, une attention particulière sera portée à la finalisation, à la promotion et au suivi des travaux issus de la concertation régionale du secteur de la santé, ainsi qu'à la participation active à certaines mesures comme le challenge IA santé 2020 ;
• Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA, Innov'up Expe et des grands projets ;
• Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière.

S'ajoutent à ces missions socle des actions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de la Santé. Celles-ci sont présentées en annexe à la convention et comportent notamment la mise en œuvre de plusieurs mesures issues de la concertation, telles que l'accompagnement de Choose Paris Region pour la construction d'une offre de services sur-mesure valorisant l'écosystème santé francilien auprès des investisseurs et industriels étrangers (VIP), le montage d'un projet pour valoriser les données de santé des hôpitaux franciliens ou la dynamisation de la rencontre des besoins et de l'offre en innovation au service des établissements de santé par le déploiement de la méthodologie "in-demand". A noter que la feuille de route issue de la concertation sera officiellement présentée à l'occasion de l'événement Bio Spring Europe en mars à Paris, le pôle étant co-organisateur sur financements dédiés (hors convention quadriennale).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

BUDGET PREVISIONNEL PÔLE MEDICEN PARIS REGION

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges	***762 800 €***	***58,7 %***
Achats de prestations	***346 300 €***	***26,7 %***
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***190 700 €***	***14,6 %***
Loyers et charges		
Télécom		
TOTAL DEPENSES	**1 299 800 €**	**100%**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1 299 800 €**	

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		***649 900 €***	***50,0%***
Financements publics		***649 900 €***	***50,0%***
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France	649 900 €	
	Etat		
	DGE		
	TOTAL RECETTES	**1 299 800 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2020	Achat de Prestations	Salaires & Charges	TOTAL
Mission Socle 1	**140 000 €**	**532 500 €**	**672 500 €**
Mission Socle 2	**0**	**72 500 €**	**72 500 €**
Mission Socle 3	**23 800 €**	**52 500 €**	**76 300 €**
TOTAL « SOCLE »	**163 800 €**	**657 500 €**	**821 300 €**
TOTAL « SPECIFIQUES »	**182 500 €**	**296 000 €**	**478 500 €**
GRAND TOTAL	**346 300 €**	**953 500 €**	**1 299 800 €**

Présentation du plan d'actions et d'objectifs

Actions socle

Annexe 1 : Présentation du plan d'actions et d'objectifs avec la Région Ile de France en 2020			
Actions socle			
Objectifs généraux	**Objectifs stratégiques**	**Actions**	**Indicateurs**
Objectif 1 : Être un relai des politiques régionales auprès des acteurs de la filière	1- Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Outils de communication	Mise en place de supports numériques actualisés de présentation de la gamme Up
			Mise en avant des aides régionales sur le nouveau site web du pôle (lancement en janvier 2020)
			Création d'un kakémono « gamme Up »
			Création d'une plaquette
			Création de vidéos courtes sur la gamme Up et les dispositifs régionaux
		Evénementiels	Programme de 3 ateliers de présentations des dispositifs dont gamme Up
			Présentation de dispositifs régionaux à l'occasion des commissions mensuelles
			Utilisation des supports créés (vidéos, kakémonos, plaquettes) pour les événements (commissions, salons, …)
			Colloque ETI 2020 / Club ETI IDF
		Interactions, suivi et promotion	Diffusion des supports d'information sur le site institutionnel et sur les réseaux sociaux
			Diffusion des aides de la gamme Up via l'extranet Medicen (mis en ligne mars 2020)
			Prise de contact avec 150 prospects
			Accompagnement de 15 Innov'Up Leader PIA
	2- Participer activement au Paris Région	Mobiliser les adhérents, participer	Définition d'un plan d'action commun avec les équipes de la Région

	Business Club et à le promouvoir auprès des membres	aux réunions de travail et promotion du Club, notamment Club ETI	2ème édition des rencontres d'affaires PRBC sur les ETI en Santé
		Création et animation d'un réseau de clusters d'excellence	Mise en place de 3 Actions de maillage avec clusters EU partenaires : Suède / Pays Bas / Espagne
			Synergies / ateliers à développer à l'occasion de BIO Europe Spring 2020 à Paris en Mars
	3- Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Actions inter-pôles	Organisation de 2 plénières TIC & Santé (1/semestre), dont 1 en marge de l'événement SANTEXPO en mai 2020 (ex-Paris Healthcare Week)
			Contribution à l'événement de la région : « AI for competitivity » (au premier semestre 2020)
		Concertation Santé (ingénierie globale)	Finalisation de la feuille de route
			Restitution de la feuille de route finale à BIO EUROPE SPRING, 23-25 Mars 2020
			Promotion et valorisation de la démarche.
			(CP – annonce de la feuille de route)
			Contribution active au pilotage, au monitoring de la feuille de route
			Copilotage d'actions identifiées (actions spécifiques et/ou autres financements)
	4- Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Contribuer à faciliter les mises en relation avec le RESAH, UGAP et UNiAchat & Promouvoir les PMEs franciliennes dans la limite des règles prévues par le Code de la commande publique	Atelier d'information sur l'achat innovant pour les entreprises : 5 février 2020 par le RESAH chez Medicen
			Promotion de la mesure 9 de la concertation relative à un événement à destination des établissements de santé
		Contribuer à une session du cycle des Mardis de la Smart Region	Promotion et relai de l'événement auprès des publics concernés

	5-Contribuer aux dynamiques européennes de l'écosystème régional	Actions à l'Europe	Recherche partenaires
			30 mises en relation qualifiées / an auprès de partenaires européens
			Accueillir équipes européennes EITH sur Paris pour mises en relation écosystème IDF
			Evénements et visibilité à l'Europe
			InfoDay « HorizonEurope » prévu fin 2020 après le lancement officiel à Bruxelles
			Organisation de 2 Ateliers d'information sur EIC pour les PMEs en 2020
			Organisation de 3 évènements à dimension européenne sur Paris dans le cadre des projets européens du pôle (eg blockchain, implants, oncologie, …)
			Partenariats stratégiques à l'Europe
			Positionnement du pôle pour accueillir équipes EITH et/ ou une demi-finale du programme Catapult
			3 Actions de maillage avec clusters EU partenaires : Suède / Pays Bas / Espagne
			Adhésions aux réseaux européens pertinents : EIT Health, CEBR
			Information & accès opportunités de financements directs et indirects (cascade funding, accélérateur EIT Health)
			Idem, sensibilisation et qualification des PMEs vers les guichets EITH et INNOSUP
		Candidature en tant que pôle de compétitivité à des AAP spécifiques	Candidatures BP 2021 EITH – même volumétrie 2019 avec objectif d'un Bootcamp France piloté par Medicen
			Positionnement sur le programme communautaire « Horizon Europe » et nouveaux instruments pour clusters européens
			1 dépôt de projet INNOSUP
			Mobilisation d'un cabinet spécialisé à Bruxelles au financement partagé entre les pôles santé
		Actions à l'international	Participation du pôle sur 8 grands déplacements internationaux pour animer le réseau du pôle, mettre en avant l'attractivité de la région auprès d'entreprises et d'investisseurs et détecter des marques d'intérêts pour offre VIP
			Pavillon de la Région via Medicen sur BIO USA en Juin (San Diego) et BioEUROPE à Munich en Novembre
			Accueil de délégations étrangères en lien avec cibles internationales pour initier des intérêts en amont de l'offre VIP portée par Choose Paris Region
			Animations (ateliers marchés) et invitations réseau international du pôle sur BES 2020 pour maximiser l'attractivité de la région à cette occasion
Objectif 2 : Suivre les projets	Suivre 10 projets Innov Up Leader PIA et Innov Up Expé		Mettre en place dès début 2020 un processus d'accompagnement des lauréats 2019

stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets	Promouvoir les dispositifs : prêt croissance TPE, FRG, Impact création IDF, Entrepreneur leader	Organisation de 2 Ateliers Medicen
	Transmettre à la Région des points d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an à minima par projet)	Organisation de points d'étapes (dates à planifier)
	Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	Actions spécifiques de suivi pour Innov'Up expé
Objectif 3 : Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière	Transmettre, à minima de façon bimensuelle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	Envoi d'une liste des levées de fonds dans la région 2 fois par an
		Mise en exergue, dans toutes les newsletters, les enjeux spécifiques à la Région
	Réaliser à la demande des analyses spécifiques (4/an)	Rapport d'étonnement sur les salons professionnels du secteur
		Recueil d'analyses et points de vue d'experts
	Veille et Intelligence économique	Compilation d'études et rapports
		Base de données de l'écosystème francilien

Actions spécifiques

Objectif stratégique	**Actions**	**Indicateurs**
Concertation Santé	A/ Mesure 1 Créer d'une offre de services sur-mesure valorisant l'écosystème santé francilien auprès des investisseurs et industriels étrangers (VIP) en visite.	
	B/ Mesure 2 IA et CRM intelligent	
	C/ Mesure 4 Grandes conférences internationales	
	D/ Mesure 5 Valorisation des données de santé	Identification de 2 à 3 projets de production de données par un ou plusieurs établissements de santé sur un périmètre défini
		Définition des objectifs à atteindre pour chacun
		Sélection de partenaires industriels
		Construction d'un business model

		Mise en place du partenariat
	E/ Mesure 8 Adapter les dispositifs existants de la Région et de l'Europe pour dynamiser la rencontre des besoins et de l'offre en innovation au service des établissements de santé.	Construction collaborative avec la région et le Resah de la marche à suivre
		Accompagnement des PME à l'Innov'up expé
		Lancement et suivi des projets en co-création
		Pérennisation
	F/ Mesure 11 Plateformes techniques DM	
	G/ Secrétariat Concertation et promotion des Mesures 6, 0, 10, 12, 13, 14 et 18	Rédaction FDR
H/ Structuration écosystème et émergence de projet en oncologie	Challenge Data oncologie 2020	Organisation édition 2020
	Identification des besoins des industriels franciliens et adéquation avec l'offre des acteurs académiques en oncologie	Analyse de besoins (interviews et réunions de restitution) Mise en place et animation d'un groupe de travail ad'hoc Emergence et formalisation des thématiques pour le challenge 2021
	Candidature à des appels d'offres régionaux et nationaux	PoC puis déploiement d'un projet finalisé

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-111

DOSSIER N° 20002848 - POLE MOVEO 2020

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 578 981,00 € HT	13,88 %	219 220,00 €
	Montant total de la subvention		219 220,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOV'EO
Adresse administrative : AVENUE GALILEE
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Remi BASTIEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention régionale est nécessaire pour le financement de la trésorerie de l'association qui a déjà engagée les actions mentionnées en annexe à la convention.

Description :
Dédié à l'automobile et, plus largement, aux mobilités, MOV'EO couvre les Régions Normandie et l'Île-de-France. L'île-de-France est la première région automobile française avec près de 19% des effectifs de l'industrie automobile française et 40 099 salariés en 2017. En termes de nombre d'établissements, avec 190 établissements, elle se classe seconde après la région Auvergne-Rhône Alpes.

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôle :

- Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière ;
- Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides à l'innovation et des grands projets ;
- Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Les dépenses liées à la réalisation des objectifs 2 et 3 sont considérées hors d'Etat pour un montant de subvention estimé à 15 000 euros en 2020.

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE MOV'EO

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT
Salaires et charges	***786 641 €***
Contribution des membres et bénévoles*	***210 000 €***
Achats de prestations	***577 440 €***
Communication/promotion/supports	240 000 €
Réflexion stratégique / expertise	246 000 €
Animations Membres / Réunion	91 440 €
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***214 900 €***
Loyers et charges	38 000 €
Equipement	7 000 €
Consommables	6 000 €
frais divers de gestion	90 000 €
frais déplacement	73 900 €
TOTAL DEPENSES	**1 788 981 €**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1 578 981 €**

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €
Financements privés		
Cotisations privées		457 845 €
Services		243 126 €
Contribution des membres		210 000 €
Financements publics		
	Collectivités Territoriales	
	Région Ile de France	219 220 €
	Région Normandie	259 130 €
	DIRECCTE	399 660 €
	TOTAL RECETTES	**1 788 981 €**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2020		Montant en €
	Achat de prestations	**Salaires et charges**
Mission socle 1 (missions de type A et B - guide DGE)	**284 500 €**	**217 749 €**
Mission socle 2 (missions de type B - guide DGE) -		**12 000 €**
Mission socle 3 (missions de type B - Guide DGE)		**3 000 €**
Missions spécifiques (Booster la croissance des entreprises mission type A B ou C)	**507 840 €**	**453 892 €**
Missions spécifiques (Apporter des solutions pour les territoires mission type B)		**100 000 €**
TOTAL	**792 340 €**	**786 641 €**

Missions socles 2020 :

Objectifs généraux	*Objectifs stratégiques (niveau 2)*	*Actions*	*Indicateurs*
Objectif 1: Être un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…)	• Sensibiliser les 200 membres franciliens aux aides de la Région lors des entretiens de fidélisation • Promouvoir les aides sur le site internet et via la newsletter (présence dans 2 newsletters) • Proposer des stands Région sur les événements internationaux organisés par Mov'eo • Promouvoir les aides régionales dans le book produits et success stories • Organiser 3 webinars dans lesquels seront présentés les aides Up (dont un webinar spécifique à la Région) • Promouvoir les aides régionales et les résultats des projets UP sur la plateforme de veille CI'eo animée par le pôle • Participer à l'attractivité de la région en présentant la force de l'écosystème sur des salons et conférences dédiés à la mobilité et en accueillant des délégations étrangères
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets	• Organiser, sur le territoire francilien, 5 événements (ateliers et plénières thématiques) de génération de projets sur les sujets mobilité (H2, Maas, VA, Allègement, Recharge, etc…) avec présentation des aides de la Région. • Animer 4 comités d'experts qui fixent la stratégie thématique, qui aide à l'émergence des projets, les accompagnent et les expertisent. Les sensibiliser aux aides de la Région. • Créer un nouveau comité d'experts « excellence industrielle » • Animer un comité territorial Ile-de-France composé de membres représentatifs de l'écosystème • Accompagner 7 projets vers les guichets régionaux (dont 2 expé) / 4 retenus • Faire remonter 3 entreprises vers le Pack IA permettant de

			faciliter l'usage de l'IA pour les PME (financement de PoC)
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	• Identifier 2 terrains • Accompagner 2 dossiers
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Proposer du contenu innovant en lien avec la filière.	• Proposer un accès gratuit aux membres du PRBC concernés par la thématique mobilité à la Plateforme de veille CI'eo
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	• 1 convention annuelle = IMF (Imagine Mobility Forum) • 5 événements thématiques • 600 participants • Contribuer aux Assises des Smart Territoires
		Organiser, en lien avec la Région, des Challenges en détectant des besoins technologiques nécessitant le développement de solutions nouvelles	• Contribuer au Challenge IA Industrie de la Région avec coopération VEDECOM • Être partenaire de la Région sur un Challenge dédié à la mobilité (Challenge Véhicule Autonome ou Challenge Maas) • Identifier 15 PME et start-ups par Challenge • Solliciter les grands comptes membres
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Y sur les thématiques G et Z.	• Actions avec Systematic : coopération sur la thématique "Numérique pour la mobilité intelligente & la mobilité durable" : 1 événement commun + 1 projet commun • Actions avec ASTech : coopération sur la thématique "Systèmes embarqués à forte criticité" : 1 événement commun + 1 projet commun • Promouvoir le plan smart industry si ressources (dispositif accompagnement industrie du futur) • Interpole IA avec les 6 pôles franciliens : 1 événement interpole sur thématique IA appliquée aux domaines des pôles (pour Mov'eo = IA et

			Mobilité)
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes dans la limite des règles prévues par le Code de la commande publique.	• Contribuer à 1 mardi de la Smart Région sur les thématiques de Mov'eo et proposer 10 start-ups
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet ou partenaire, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle. Appuyer la région pour l'organisation d'une mission à Bruxelles (En marge des EU Industry Days)	• Impliquer Mov'eo comme porteur ou partenaire de 6 projets déposés (DIH, H2020, COSME…). 1 projet retenu • Organiser 2 réunions annuelles avec la Direction des Affaires Européennes de la Région • Accompagner la plateforme S3 "mobilité sûre et durable" • Promotion de la mission Bruxeles auprès de l'écosystème Mov'eo
Objectif 2: Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats des aides PIA, Innov'up Expé et des grands projets	• Assurer le suivi de 6 projets
		Transmettre à la Région des points d'étapes et bilan de l'avancement des projets (1 par an a minima par projet)	• Transmettre 1 point d'étape par an pour les 6 projets en remplissant la trame de repporting par projet fournie par la Région.
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	• Organiser, avec la Région (service des aides aux entreprises), 1 réunion de bilan/suivi par an des projets en portefeuille
Objectif 3: Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les		Transmettre, a minima de façon bimestrielle, à la Région des notes d'informations et d'alertes	• Tenir régulièrement informé la région sur les actualités de la filière et les actions sur lesquelles la région pourrait se

projets des acteurs de la filière		sur les acteurs de la filière.	positionner (6 informations par an)

Missions spécifiques 2020 :

Objectifs généraux	***Objectifs stratégiques (niveau 2)***	***Actions***	***Indicateurs pôle 2020 sur la Région Ile-de-France***
Booster la croissance des entreprises et accompagner l'excellence industrielle	Favoriser le business collaboratif	Accompagner les Groupements de PME pour générer du CA complémentaire et générer des projets innovants	• 3 Groupements = 15 PME franciliennes impliquées • 1M€ de CA supplémentaire généré
	Favoriser la mise en relation grand compte / PME	Décliner les besoins d'innovation de la filière sur les territoires Participer à la démarche "Open innovation PFA" en contribuant aux webinars et aux sessions de pitch	• Participation à 2 webinars • Participation à 1 pitch
	Promouvoir les activités et les réalisations des PME membres	Mettre en avant les PME sur tous les supports du pôle	• Site Internet + Réseaux sociaux • 20 newsletters • 1 book produit / succes stories • Participation à Autonomy 2020 • 4 vidéos succes stories
	Décliner le programme performance industrielle de la PFA sur le territoire du pôle	Déployer l'industrie 4.0 dans l'écosystème, Accompagner les mutations industrielles, Accompagner l'industrialisation des solutions innovantes issues des projets	Si mise à disposition d'une ressource de la CCI : • Promouvoir le plan Accompagnement Smart Industry sur les supports du pôle • Identifier 20 bénéficiaires potentiels et les inciter à participer
Apporter des solutions pour les territoires	Accompagner les collectivités de la Vallée de la Seine dans leurs réflexions sur les nouvelles mobilités	Intégrer des territoires dans les instances du pôle et dans les projets Accompagner les territoires dans leur recherche de financement pour leurs projets mobilité Être le relais du dispositif France Mobilité Promouvoir le dispositif Innov'up Expé	• Intégrer 2 territoires dans les projets • Participer aux actions "France Mobilité" : plateforme des solutions, identification des financements, événements… • Accompagner 3 collectivités franciliennes (conventions) • Contribuer aux assises des Smart Territoires organisées par CapDigital avec le soutien de la Région en 2020

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-111

DOSSIER N° 20002921 - SOUTIEN 2020 - POLE SYSTEMATIC PARIS REGION

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)
Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 710 150,00 € HT	49,63 %	848 750,00 €
	Montant total de la subvention		848 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYSTEMATIC PARIS REGION
Adresse administrative : 8 AVENUE DE LA VAUVE
91127 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC BEYLAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le travail du pôle au titre de la gouvernance commence dès ce début d'année

Description :
Le partenariat entre le pôle de compétitivité SYSTEMATIC et la Région s'inscrit dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens. Il vise à :

-Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation
-S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés
-Définir les moyens mis en œuvre
-Définir des modalités d'évaluation et de pilotage de ce partenariat.

Ce partenariat se concrétise par la réalisation de trois missions socles (précisées ci-dessous), communes à l'ensemble des pôles, détaillées en annexe de la convention auxquelles s'ajoute des missions spécifiques qui permettent d'adapter le soutien régional aux spécificités de chaque pôles :

•Etre un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière
•Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides PIA et des grands projets

•Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

- Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – catégorie Pôles d'Innovation

Les dépenses liées à la réalisation des objectifs 2 et 3 sont considérées hors d'Etat pour un montant de subvention estimé à 68 000 euros en 2020

Localisation géographique :

- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

1. Présentation du plan d'actions et d'objectifs et du budget prévisionnel SYSTEMATIC PARIS REGION 2020

Objectifs généraux	***Objectifs stratégiques (niveau 2)***	***Actions***	***Indicateurs pôle 2020 sur la Région Ile-de-France***
Objectif 1: Être un relai des politiques régionales auprès des acteurs de leur filière	Promouvoir les aides de la gamme Up et les dispositifs régionaux ciblant les membres du pôle et l'émergence de projets innovants	Communiquer, sensibiliser et orienter (via les newsletters, l'événementiel du pôle et les rencontres avec les membres/prospects) les entreprises de son écosystème aux différentes aides et dispositifs régionaux (Pack IA, Industrie,…)	'9 Evénements Hubs & Enjeux : événements 1/2 journée ou journée inter-Hubs / Enjeux avec en moyenne 100 participants 10 Welcome Sessions : sessions de rencontres des PME de l'écosystème : présentation du Pôle et des dispositifs régionaux d'aide avec en moyenne 10/15 participants 40 Newsletters : newsletters coporate ou par thématiques technologiques : Optique et Photonique, Digital Engineering (HPC, Quantum compting...), data Science & IA, Open Source, Cyber & Securité, Territoires, Société (Santé

			numérique, Smart Food Chain)...
		Favoriser l'émergence de projets d'innovations susceptibles de candidater aux guichets régionaux up' et grands projets	- 8 Webinars : diffusion d'informations pratiques sur dispositifs régionaux, nationaux et européens, présentation des AAP, AMI, opportunités 1 réferentiel des AAP regionaux, nationaux et européens : création et mise à jour 5 ateliers montage de projets sur thème Data Science et IA 3 actions spécifiques sur le Pack IA : sessions information / sensibilisation
		Concernant « Innov'up expé » : Contribuer à l'émergence de projets d'expérimentations sur leurs thématiques	3 Challenges à faire émerger ou à suivre dont AI for Industry (Industrie 4.0, Cyber, Smart Energy, Smart Food Chain, Drones …) incluant définition CDC GG + recrutement PME + animation Challenges 5 à 10 PME par Challenge
	Participer activement au Paris Region Business Club et à le promouvoir auprès des membres	Proposer du contenu innovant en lien avec la filière. Rencontres d'affaires	2 Rencontres d'affaire startups/PME/ETI/GG : thèmes Industrie (30-50 participants), RDV qualifiés en amont et matchmaking
	Contribuer à l'animation de l'écosystème de filières prioritaires et verticales technologiques régionales	Appuyer la Région dans l'organisation d'assises / évènements annuels rassemblant les écosystèmes (verticales technologiques ou filière)	4 Evénements DeepTech ~ 100 personnes incluant assistance, logistique, organisation, contenu, recrutement intervenants et participants, communication via RS, Web + mini-site dédié

			+ recherche de lieu avec plusieurs salles pour organiser les rencontres : Industrie 4.0, Deep Tech pour transition énergétique, OSIS Cyber, ... 6 conférences / workshops DeepTech : Cyber, IA, HPC/simulation, Ingénierie Logicielle, Modèles économiques Open source, Soirées de l'Innovation... 6 événements de rencontres PME / Investisseurs : thématiques (IA, Cyber ...) / Label Entreprise Innovante de Pôle pour identifier les pépites, faciliter les levées de fonds et rencontrer des investisseurs en phase d'amorcage / évenements accompagnement en developpement avec des PME/ETI et fonds d'investissements (Build up ...)
		Proposer des actions interpoles avec une coordination avec le pôle Y sur les thématiques G et Z.	'5 Evénements Interpôles franciliens : IA avec tous les pôles incluant pilotage de l'interpôles, réunions coordination interpôles / Région, numérique avec Cap Digital (CES), TIC & Santé avec Medicen, Cap Digital & Genopole X3, Smart Food Chain
	Participer à la démarche de construction et de promotion de l'achat innovant public au sein de la Région	Appuyer la Région, dans la mise en relation entre acheteurs publics et offreurs de solutions innovantes sur ses thématiques cibles en sourçant des start-up pertinentes dans la limite des règles prévues par le Code de la commande publique.	'3 Rencontres d'affaires PME collectivités et Région incluant organisation réunions collège et sourcing PME 1 Evénement référencement acheteurs Marchés Publics thème cyber incluant logistique, organisation, sourcing intervenants et

			participants
	Contribuer à la dynamique européenne de l'écosystème régional	Répondre, en tant que porteur de projet ou partenaire, à des appels à projets européens structurants au regard de la thématique et l'expertise du pôle.	'Accompagnement PME franciliennes à l'Europe : meetings + clusters européens (ex. rencontres franco-allemandes cyber et IA) + Représentation de l'écosystème francilien à Bxl , participation aux réseaux EPIC (Photonique), EFFRA (Industrie 4.0), ECSO (Cyber et sécurité)... y compris déplacements en représentation des PME franciliennes + Aide au sourcing pour accompagnement de la Région lors d'évents internationaux (CES, Chine ....) + relations et accueil délégations étrangères, mises en relation ecosystème, promotion attractivité, en partenariat avec Choose Paris Region. 10 dossiers à l'Europe déposés en tant que cluster Evénement PME Europe : 100-150 participants Etude de marché Open Source à l'Europe avec le CNLL : poids de la Région IDF en Europe
Objectif 2: Suivre les projets stratégiques des lauréats des aides Leader PIA, Innov'up Expé et des grands projets		Assurer un suivi opérationnel (estimé à 2 jours par projets) des lauréats Innov'up Expé et des grands projets	Projets - sourcing de PME, accompagnement des PME au montage, suivi avec les équipes de la région, participations aux réunions de la Région
		Organiser, avec les services régionaux, des réunions de suivi de portefeuilles des entreprises suivies afin d'échanger de façon qualitative sur l'état	'Points réguliers avec Chargé de mission + 2 Bilans semestriels

		d'avancement et les orientations possibles du dirigeant à l'issue du projet.	
Objectif 3: Jouer un rôle d'alerte auprès de la Région sur les projets des acteurs de la filière		Transmettre, a minima de façon bimestrielle, à la Région des notes d'informations et d'alertes sur les acteurs de la filière.	4 notes de veille par an couvrant les actions et acteurs (détection pépites, levées de fonds, attentes vis-à-vis de la Région …) incluant mobilisation des outils de support à la veille, CRM, etc

Missions spécifiques SYSTEMATIC PARIS REGION

Animation du DIH (Digital Innovation Hub) Paris-Saclay "DigiHALL" regroupant les partenaires CEA List, INRIA, IRT SystemX, Université Paris-Saclay/Université Paris-Sud Actions spécifiques autour de DigiHALL en lien avec l'enjeu transformation numérique de l'industrie et des services : - inventaire/cartographie du portefeuille de services proposés par les partenaires de DigiHall à l'écosystème régional et européen - suivi et participation à la gouvernance de Digihall - évènementiel (DigiHall Day, Assises, ateliers divers) - engager et maintenir la participation de l'écosystème industriel (start-ups, PME, ETI, Grands Groupes) - suivi avec la Région Ile de France (S3) - association d'autres partenaires (autres pôles de compétitivité franciliens, associations professionnelles, etc.) - contacts avec les autres DIH européens (qualification, mise en place, animation, suivi avec les partenaires européens) - suivi des AAP DIH et autres AAP européens pertinents pour DigiHall (projets européens remportés dans les DIH Robotics (RIMA coordinateur CEA, AgroRobotFood, HERO) - lien avec la KIC Manufacturing "Made by Europe"	Animation du DIH incluant réunions, déplacements etc ... 1 Evénement DigiHall Day
Actions avec Cluster Drones Paris Region Coordination : Réunions mensuelles entre les deux parties pour assurer le suivi des actions. Expertise technologique : Sourcing de solutions technologiques à mettre en regard des cas d'usage + Participations aux GT de DRONES PARIS REGION / Hubs & Enjeux (DSAI, Cyber, Territoires, Industrie & services…) de Systematic : représentation croisée dans les groupes de travail. Projets nationaux et européens Communication / networking JO2024/ Roadmap Drones for Good	Animation du partenariat Drones incluant réunions, etc ... 1 Evénement

Cas d'usage à faire émerger 1 Evénement commun	
Plateforme Exéprimentation 5G pour des applications type véhicule autonome, sécurité, etc... Déjà 35 partenaires industriels et académiques mobilisés avec multiples cas d'usage. Incluant mise en place du core group, réunions hebdomadaires, ingénierie financière, formalisation des applications et use cases,...	Animation core group, réunions d'avancement, etc... et montage PF
Fédération de l'écosystème Francilien autour du thème des Jeux 2024 > Organisation de 1 Evènement JO2024 avec les pôles et partenaires (ex Mov'eo, Cap,...) > Animation des AMI Jeux Olympiques avec le CSF Sécurité et Safe > Sourcing, animation et enrichissiement du vivier des PME de sécurité	1 Evènement + animation du thème + animation des AMI et PME (sourcing, émergence d'idées, …)
Enjeu Transformation de l'Industrie et des Services Organisation 2 1/2 journées « Factory Tour » : découverte et connaisance + networking et business avec les entités emblématiques de l'industrie 4.0 2 ateliers collectifs pour les PME Industrie 4.0 : partage problématiques et opportunités action coordonnée avec la Région, CETIM.	2 Factory Tour 2 Ateliers PME Industrie 4.0
Convention annuelle Systematic 21 avril 2020 : 500 pax / Théâtre dans Paris / Intervention discours d'ouverture par Région IDF	1 Convention
Animation grosses PME Champions, Pionniers du Pôle Cible particulière de l'écosystème du Pôle et de l'IDF, les PME de grande taille avec besoins spécifiques (+200 salariés) - recensement des besoins et attentes - établissement d'un plan d'actions et relais des offres régionales - rencontres de partage d'expériences et opportunités	40 J/H 3 rencontres
Cartographies de l'ecosystème régional en IA et Digital infrastructure, IoT, Embedded - Définition de la taxonomie - cartographie des plateformes technologiques - cartographie des acteurs (PME, ETI, GG, Académiques) Restitution à la Région sur IA, intégrer le croisement carto technos / marchés applicaifs	2 cartographies

Publication de 2 Livres Blancs DeepTech en IDF Digital engineering (Quantum computing/HPC), Roadmap cyber et securité, Open source : Focus IDF …. Réunion de programme, comités de lecture, édition …	2 livres blancs
WHAT'S ON Visites d'entreprises "learning expeditions" en collectif pour promotion des Deep Tech et de PME/ETI ou académiques emblématiques	6 WHAT'S ON
DIH Photonics Elaboration de la réponse DIH Photonics et lancement du Photonics Innovation Hub régional à l'Europe - réponse à l'appel à candidature incluant fédération des acteurs, montage programme, budget, actions, workpackages... - réunions inter-partenaires et avec la Région incluant déplacements, frais liés aux réunions, conférences, ateliers....	1 suivi DIH Photonics 1 événement
MeetUps PHD : faciliter le parcours et l'emploi des doctorants dans les PME/ETI/GG - 2 évenements MeetUp doctorants et entreprises de 100 pax - Mise en relation doctorants et entreprises pour missions entreprises PME - Mutualisation des candidatures thésards entre académiques du pôle et entre PME francilienes - Suivi actions avec la DG TRESOR de la Région IDF	2 Meetups PHD Day Animation
Cartographie métiers et formation dans les PME franciliennes en IA, Cyber et Photonique - Promotion et mise en oeuvre auprès de l'écosystème industriel - Présentation des 3 cartos réalisées - Evénement de restitution de l'enquête RH auprès des PME IDFet besoins exprimés Lien à établir avec la Région sur sujet Economie Sociale et Solidaire (ESS - Florence Oules)	Promotion & com 1 Evénement
Intensifier la visibilité et les relations entre PME/ETI franciliennes et monde académique pour favoriser l'excellence technologique des PME - Intensifier les actions au travers de TechMeetings - Prix d'excellence sur projet DeepTech - Indentification et relais des conférences technologiques pertinentes aux membres de l'écosystème - Impliquer les académiques dans les challenges industriels	2 TechMeetings 1 Prix 1 Challenge

Quantum Computing - Mise en place et réunions mensuelles Groupe de travail interHubs Digital Engineering et Optics & Photonics piloté par Philippe Duluc, ATOS, - Structuration d'une feuille de route - Organisation des actions par sous-thématiques - Recherche et fédération des acteurs clés franciliens du domaine : universités, industriels, startups, PME... - Sourcing PME Deep Tech IDF - Sessions de présentation/lancement puis restitution à la Région IDF	Animation thématique + lancement Réunions mensuelles
Smart Food Chain - Mise en place d'un core group avec Vitagora et acteurs clés IDF AgTech, Food Tech, et partenaires associés (coopératives, Ferme Digitale,…) et organisation des réunions, reporting, suivi, mise en place de groupes de travail dédiés visant à faire émerge challenges, POC, Expé, ... à flécher sur dispositifs régionaux (Gamme UP) - Recensement des initiatives innovantes - Etude Food pour village olympique Jeux 2024 - Sous-thèmes spécifiques : IA, Data, IoT et blockchain pour l'agriculture - Sourcing PME Deep Tech pour les filières agri-agro / ruralité IDF	Animation thématique + lancement Réunions mensuelles

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE SYSTEMATIC PARIS REGION

Période : 1er Janvier 2020 - 31 Décembre 2020

DEPENSES	BP 2020 HT	en %
Salaires et charges	***1 097 625 €***	***64,2%***
Contribution des membres et bénévoles*	***0 €***	***0,0%***
Achats de prestations	***393 000 €***	***23,0%***
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)	***219 525 €***	***12,8%***
(Forfait 20% sur Salaires et charges)		
Loyers et charges		
Frais bancaires + Amortissements		
Télécom		
TOTAL DEPENSES	**1 710 150 €**	**100%**
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	**1 710 150 €**	**100%**
*** Hors assiette éligible**		

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		***861 400 €***	***50,4%***
Fondateurs			
Cotisations privées			
Sponsorship			
Contribution des membres et bénévoles*		***0 €***	***0,0%***
Financements publics		***848 750 €***	***49,6%***
	Collectivités Territoriales		
	Région Ile de France	848 750 €	
	Etat		
	DIRECCTE		
	TOTAL RECETTES	**1 710 150 €**	**100%**

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2020	Montant en €		
	Achat de prestations	**Salaires et charges**	**TOTAL**
Mission socle 1 (missions de type B - guide DGE)	**234 000 €**	**603 900 €**	**837 900 €**
Mission socle 2 (missions de type A - guide DGE) -	**10 000 €**	**46 800 €**	**56 800 €**
Mission socle 3 (missions de type C - Guide DGE)			**0 €**
Missions spécifiques (préciser dans la parenthèse les thématiques ou décliner ci-dessous ligne par ligne les actions identifiées) - (Missions de type B ou C - Guide DGE)	**149 000 €**	**666 450 €**	**815 450 €**
TOTAL	**393 000 €**	**1 317 150 €**	**1 710 150 €**

Total dépenses	1 710 150 €
Total dépenses éligibles à l'aide régionale	1 710 150 €
Subvention régionale	848 750 €
% subvention régionale / total éligible	49,63%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-111

DOSSIER N° 20003066 - Spring Saclay 2020

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013 modifiée
Imputation budgétaire : 935-56-65738-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	450 000,00 € HT	15,56 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPAPS ETABLISSEMENT PUBLIC D AMENAGEMENT PARIS SACLAY
Adresse administrative : 6 BOULEVARD DUBREUIL 91400 ORSAY
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Philippe VAN DE MAELE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles du projet: 9 décembre 2019 - 31 décembre 2020
Date de l'évènement : 10 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 09/12/19.

Description :
Paris-Saclay Spring vise à valoriser l'écosystème d'innovation de pointe du campus de Paris-Saclay. L'évènement rassemble l'ensemble des partenaires du cluster : académiques, collectivités, organismes de recherche, incubateurs et investisseurs du territoire avec l'objectif de démontrer le potentiel d'attractivité de campus, notamment à l'international.

Organisé la veille de Viva Technology, l'évènement connaît une fréquentation exponentielle, à la fois francilienne, française et internationale. 3 000 participants sont attendus pour cette troisième édition.

La programmation s'articulera autour de :
- une série de keynotes dans les établissements académiques et de recherche, par des grands scientifiques et de chefs d'entreprise de renommée internationale,

- l'exposition de prototypes de labos et PME du campus au sein d'une village des innovations,
- des parcours de visite off-site à la découverte des grands équipements du campus, destinés aux porteurs de projet d'implantation,
- Une convention de financement startups, avec pitchs, showroom, rendez-vous d'affaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Agence évènementielle AMO	150 000,00	33,33%
Logistique web et physique	80 000,00	17,78%
Production technique	70 000,00	15,56%
Communication	50 000,00	11,11%
Aménagement et scénographie	100 000,00	22,22%
Total	450 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	175 000,00	38,89%
Subvention publique : Ile-de-France	70 000,00	15,56%
Subvention publique: Versailles Grand Parc	20 000,00	4,44%
Subvention publique : CEA	15 000,00	3,33%
Sponsors Privés	150 000,00	33,33%
Subvention publique : Polytechnique	10 000,00	2,22%
Subvention publique : Saint Quentin en Yvelines	10 000,00	2,22%
Total	450 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - 2020-111

DOSSIER N° 20003061 - France Fintech R.evolution 2020

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013 modifiée
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	185 000,00 € HT	8,11 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFT FRANCE FINTECH
Adresse administrative : 94 RUE DE LA VICTOIRE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN CLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles du projet : 18 décembre 2019 - 31 décembre 2020
Date de l'évènement : 23 avril 2020
Lieu de l'évènement : Station F
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 18/12/19.

Description :
Fintech R.evolution est l'évènement de référence de la filière fintech en France. Organisé à Station F par France Fintech, il rassemble 1 300 participants représentatifs de l'écosystème international du secteur : décideurs, chercheurs, investisseurs, entrepreneurs.

En 2020, l'évènement sera organisé autour du thème "Beyond Frontiers" pour évoquer les sujets liés au grand décloisonnement des services financiers. La programmation intégrera une série de keynotes, interviews et tables rondes mais aussi des workshops, sessions de pitch, démonstrations ainsi que du networking.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes: salaires	20 000,00	10,81%
Location Station F	30 000,00	16,22%
Prestataires externes : logistique, gestion de projet, décors, installation son et vidéo, communication	135 000,00	72,97%
Total	185 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Ile-de-France	15 000,00	8,11%
Sponsoring privé	130 000,00	70,27%
Billeterie	40 000,00	21,62%
Total	185 000,00	100,00%

La région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aide suivant : Règlement (UE) n ° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis '.

Commission permanente du 4 mars 2020 – CP2020-111

DOSSIER N° 20003105 - la Journée de la femme digitale

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013 modifiée
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	300 000,00 € TTC	13,33 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THE BUREAU
Adresse administrative : 11 BOULEVARD DELESSERT
75016 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Delphine Remy Boutang, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles du projet : 4 décembre 2019 - 31 décembre 2020
Date prévisionnelle de l'évènement : 21 avril 2020
Lieu de l'évènement : Maison de la Radio, Paris
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 04/12/2019.

Description :
Avec seulement 27% de femmes dans le secteur du numérique en France, moins de 15% dans l'intelligence artificielle et moins 10% de femmes à la tête de start-up tech en France, la journée de la femme digitale s'engage à sensibiliser les participants aux inégalités existantes dans le secteur du numérique.

Organisé à la maison de la radio, l'évènement rassemblera plus de 3 000 participants, et s'articulera autour :
- de conférences et de talks,
- de rencontres employeurs – talents,
- de formations et workshops,
- d'un espace Start-up to Scale-up : entièrement dédié aux rencontres entrepreneurs et investisseurs, pour favoriser les opportunités de croissance.

Dans le cadre de cette 8ème édition, la Région s'associe au prix Margaret, dédié à l'accompagnement et à l'accélération business des talents féminins du digital venues d'Europe et d'Afrique. Lors de l'évènement, quatre entrepreneures seront désignées lauréates par la Région. Elles bénéficieront par la suite d'un financement et d'un accompagnement dédié pour développer leur projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes : frais de personnel	200 000,00	66,67%
Logistique et production	70 000,00	23,33%
Communication	30 000,00	10,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	40 000,00	13,33%
Sponsorship privé	210 000,00	70%
Billeterie et packs délégation	50 000,00	16,67%
Total	300 000,00	100,00%

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	30 000,00 €

La région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aide suivant : Règlement (UE) n ° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis '.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-111

DOSSIER N° 20002847 - Club ETI 2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-94-6574-194001-400
Action : 19400108- Smart industrie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	130 000,00 € TTC	23,08 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB ETI ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 18 RUE BOISSIERE
75116 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre-Olivier Brial, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention annuelle de fonctionnement. L'association a besoin de la subvention pour financer ses actions.

Description :
L'île-de-France compte aujourd'hui près de 200 ETI industrielles. Du fait de leur statut et de la réglementation des aides d'Etat, les ETI ne bénéficient généralement pas de l'accompagnement dédié aux PME, ni de l'attention portée traditionnellement aux grandes entreprises. Pourtant les ETI constituent des moteurs non négligeables de l'industrie francilienne, avec un ancrage territorial affirmé. Le soutien régional au Club des ETI franciliennes vise à valoriser ces entreprises dynamiques, qui peuvent constituer des références pour les PME en développement, mais aussi à créer un lieu d'échanges entre elles et avec l'exécutif régional.
Objectifs du Club :
- Créer un espace d'échanges attendu des dirigeants d'ETI d'île-de-France qui se connaissent très peu mais qui pourtant partagent des enjeux communs ;
- Créer une relation privilégiée entre les dirigeants d'entreprises stratégiques pour l'emploi francilien et la Présidente,
- Valoriser le modèle de l'ETI auprès de dirigeants de PME, notamment celles du réseau régional PRBC ;

- Susciter des courants d'affaires entre les ETI mais également avec les entreprises régionales du réseau PRBC notamment.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations et études	10 000,00	7,69%
Charges salariales et associées	100 000,00	76,92%
Communication et événementiel	5 000,00	3,85%
Frais de structure	15 000,00	11,54%
Total	130 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	30 000,00	23,08%
cotisations membres	100 000,00	76,92%
Total	130 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013),

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-111

DOSSIER N° 20001022 - Soutien à l'aménagement de l'Escalator

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
Action : 19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	545 738,00 € HT	34,82 %	190 000,00 €
	Montant total de la subvention		190 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ESCALATOR
Adresse administrative : 36 RUE RASPAIL
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Maurice LEVY, président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet ici présenté s'inscrit dans un projet plus large d'aménagement d'un immeuble qui a son propre calendrier.

Description :
L'Escalator est un incubateur généraliste dédié aux personnes privées des réseaux et des moyens financiers habituels pour crée une entreprise, en particulier les jeunes des milieux défavorisés.

L'offre de services : Un hébergement et accompagnement des projets, dont :
- Un programme d'amorçage de 3 mois gratuit ;
- Un programme d'incubation de 12 mois gratuit, mais avec prise de participation de l'Escalator au capital de la société ;
- Un accompagnement à la carte au-delà par tranches de 6 mois avec prises de participation complémentaires.
Chaque projet bénéficiera d'un coach attitré et des experts interviendront en complément.

Le porteur évalue le nombre de projets accompagnés à 50 par an. A ce titre il s'engage à ce que 50% d'entre eux soient portés par des femmes.

L'Escalator se déploiera sur une surface de 1 000 m² au sein de l'immeuble de la société Proximedia-Regicom, filiale de Publicis, dont 700 m² dédiés à l'incubation et 300 m² à

l'hébergement en coworking. 200m² sont par ailleurs consacrés aux espaces de détente.
L'immeuble accueille des sociétés du numérique (communication digitale, big data, référencement, etc) comme Weborama, Chandago, Regicom avec lesquelles des collaborations pourront naître, d'autant que l'architecture du lieu a été pensé pour faciliter les échanges.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier	238 193,00	43,65%
Aménagement	307 545,00	56,35%
Total	545 738,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	355 738,00	65,18%
Subvention Région	190 000,00	34,82%
Total	545 738,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-111

DOSSIER N° 20001023 - Financement d'une étude de faisabilité du projet Deeptech Factory Network Paris Saclay

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
Action : 19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	220 000,00 € TTC	22,73 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FRENCH TECH PARIS SACLAY
Adresse administrative : 86 RUE DE PARIS
91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arnaud PELTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les premières dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2020. La demande de financement est antérieure.

Description :
Partant d'un constant de carence de l'offre, la communauté French Tech Paris Saclay s'est fixé pour objectif de faciliter l'accompagnement des start-ups deeptech du prototypage à l'industrialisation.

Le projet, qui porte le nom de Deep Tech Factory Network, comprend 3 plateformes : Deep Tech Factory, Hyper Fablab, et « j'irai startuper chez vous », avec :
- la création de surfaces dédiées ;
- la mise à disposition d'équipements clés ;
- des services d'accompagnement à l'industrialisation ;
- la facilitation de l'accès aux moyens existants.

Afin de concevoir l'architecture des lieux et de l'offre et de les adapter au besoin des entreprises cibles, l'association La French Tech Paris Saclay doit réaliser une étude technique pré-opérationnelle approfondie.

La présente subvention vise à participer au financement de cette étude.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	220 000,00	100,00%
Total	220 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CA Paris Saclay	60 000,00	27,27%
EPA Paris Saclay	60 000,00	27,27%
Subvention Région	50 000,00	22,73%
Community fund	50 000,00	22,73%
Total	220 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-184

Fiche projet modifiée par délibération N° CP2020-111 du 4 mars 2020

DOSSIER N° 19004097 - 2018-2020 INCUBATEURS - LOOK FORWARD / SHOWROOMPRIVE - SUBVENTION 2019

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	439 600,00 € HT	9,10 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SHOWROOMPRIVE COM
Adresse administrative : 1 RUE DES BLES
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Thierry Petit, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Candidature à l'appel Incubateur 2018-2020 : Développement international de l'incubateur Look Forward du Groupe Showroomprivé

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2019.

Description :
Look Forward est l'incubateur de la société Showroomprivé.com.
Situé au sein des locaux de la société mère à Saint-Denis (93) sur 600m², son modèle repose sur le partage des compétences des collaborateurs de Showroomprivé en marketing ou production audiovisuelle.

L'une des valeurs ajoutée de LookForward est également l'accès au réseau de Showroomprivé.com, en particulier des investisseurs et les marques partenaires de la société.

Il est positionné sur une filière mode, beauté et distribution pour laquelle il participe à fédérer les acteurs franciliens.

Pour la dimension internationale, Look Forward possède une implantation à Madrid pour l'accompagnement de projets locaux, et initie la création de nouveaux partenariats internationaux afin de sourcer de nouveaux projets.

En 2019 l'incubateur accompagnera pendant 12 mois 16 startups dont 3 projets internationaux.

La présente aide est la deuxième subvention d'un engagement triennal prévu dans le cadre de l'appel à projet "Paris Region - Incubateurs 2018-2020"
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes (salaires chargés....)	370 000,00	61,19%
Prestations externes (services, prestations intellectuelles...)	6 480,00	1,07%
Frais de mission, réception, évènementiel	42 420,00	7,02%
Communication	20 700,00	3,42%
Dépenses non retenues	165 080,00	27,30%
Total	604 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	564 680,00	93,38%
Région Ile-de-France	40 000,00	6,62%
Total	604 680,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

DOSSIER N° 20003178 - Soutien 2020 à Cap Digital pour l'animation de la communauté des smart territoires

Dispositif : Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires (n° 00000322)
Délibération Cadre : CR63-07 modifiée du 27/09/2007
Imputation budgétaire : 939-94-6574-194001-400
Action : 19400103- Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	145 500,00 € HT	50,00 %	72 750,00 €
	Montant total de la subvention		72 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK COCQUET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 01/01/2020 ;
Description :
Cap Digital a intégré en 2019 les activités d'Advancity, pour créer le premier pôle européen de la ville du futur en réunissant les acteurs du numérique et de la transition écologique en Île-de-France.
La structuration d'un écosystème rassemblant l'ensemble des parties prenantes (collectivités, aménageurs, PME, startups, Industriels, acteurs académiques et de l'innovation), dans une logique d'open-innovation, est une priorité pour permettre d'animer la filière Ville durable et intelligente.
Il est donc proposé de soutenir Cap Digital pour structurer et animer cet écosystème, au travers d'un réseau régional des smart territoires.

Objectifs :
- Identifier et rassembler les parties prenantes d'une dynamique collective sur les smart territoires.
- Animer ce réseau en mobilisant différents leviers : organisation d'évènements, rencontres, sensibilisation, groupes de travail, émergence de projets d'innovation, mise en relation et accompagnement collectif, etc...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	99 800,00	68,59%
Dépenses externes: expertise, communication, organisation ateliers, sous-traitance	21 450,00	14,74%
frais de fonctionnement	24 250,00	16,67%
Total	145 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Region Ile-de-France (sollicitée)	72 750,00	50,00%
Ressources propres	72 750,00	50,00%
Total	145 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-266

Fiche projet modifiée par délibération CP n°2020-111 du 4 mars 2020

DOSSIER N° 18014707 - Aménagement MRO LAB FACTORY

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
Action : 19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	425 000,00 € HT	40,00 %	170 000,00 €
	Montant total de la subvention		170 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE AIR FRANCE
Adresse administrative : 45 RUE DE PARIS
95700 ROISSY CH DE GAULLE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne RIGAIL, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux d'aménagement nécessitent d'êtres anticipés pour accueillir les machines destinées à occuper l'espace. La demande de financement est intervenue avant le démarrage des travaux.

Description :
Air France Industries KLM Engineering & Maintenance porte un projet de création d'un pôle d'innovation et digital sur le site de Roissy CDG destiné à favoriser l'innovation dans les métiers de la maintenance aéronautique : Le MRO Lab Air France. Ce pôle a deux composantes : Le MRO Lab et le MRO Lab Factory. Ils permettront ensemble la création de 20 emplois directs et de près de 40 projets d'innovation par an.

Le MRO Lab Factory, objet de la présente fiche, est un atelier de fabrication numérique destiné à recevoir de nouveaux moyens techniques mis à disposition des employés d'AFI et de ses partenaires (startups, étudiants, chercheurs, PME…) pour prototyper les solutions hardware autour de la maintenance aéronautique. Ces équipements seront de type imprimante 3D, découpe laser, scanner 3D, découpe vinyle.

Des échanges sont envisagés avec d'autres lieux similaires dans le cadre de Fab&Co et de Makertour dont AFI est partenaire.

Le MRO Lab Factory s'étend sur 165 m² comprenant des espaces créativité et formation/conférence autour de l'espace atelier à proprement parler. Il sera situé à proximité immédiate des hangars de maintenance d'Air France Industries pour faciliter les collaborations avec ses techniciens et le test des nouvelles solutions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
lot technique (non éligible)	15 000,00	3,41%
Aménagements intérieurs	45 000,00	10,23%
Mobiliers et équipements	380 000,00	86,36%
Total	440 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	290 000,00	65,91%
Subvention Région	150 000,00	34,09%
Total	440 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-111

DOSSIER N° 20004125 - Financement d'études techniques préalables au CMQ Versailles

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017 modifiée
Imputation budgétaire : 909-92-204181-192002-400
Action : 19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	850 000,00 € TTC	35,29 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE CERGY PONTOISE
Adresse administrative : 33 BOULEVARD DU PORT
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur FRAN OIS GERMINET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Les Chantiers de Versailles: Art et Patrimoine" est le campus des métiers et des qualifications d'excellence de Versailles porté par le rectorat de Versailles, CY Paris Cergy Université, et l'Etablissement Public du Domaine de Versailles.

Il porte sur cinq familles de métiers: patrimoine bâti, métiers d'art et de design, horticulture et espaces paysagers, gastronomie, accueil et tourisme. Il réunit des opérateurs d'enseignement publics et privés et des artenaires économiques et institutionnels majeurs.

Le projet est installé dans les grandes écures du Château de Versailles sur 7000m².
Le projet immobiler consiste en des travaux de rénovation et d'aménagement des 2 ailes du bâtiment. La maitrise d'ouvrage du projet est partagée entre CY Paris Cergy Université et l'Etablissement Public du Domaine de Versailles.

L'investissement global représente un montant prévisionnel de plus de 48 M€.

La présente subvention vise à financer une partie des études techniques pré-opérationnelles du projet de réhabilitation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA VERSAILLES GRAND PARC (78-YVELINES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostics techniques	150 000,00	13,04%
Programmation fonctionnelle et technique détaillée	350 000,00	30,43%
Procédure concurrentielle négociée de maitrise d'œuvre dont indemnisations	350 000,00	30,43%
Structuration juridico-financière (non retenu)	300 000,00	26,09%
Total	1 150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CA Versailles Grand Parc	500 000,00	43,48%
Région Ile-de-France	300 000,00	26,09%
Autres financements (en cours)	350 000,00	30,43%
Total	1 150 000,00	100,00%

Annexe 2 : Convention Club ETI

CONVENTION N°
RELATIVE AU SOUTIEN DU CLUB ETI ILE-DE-FRANCE EN 2020

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CP 2020-111 du 4 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

CLUB ETI ILE DE FRANCE
Association loi 1901
N° SIRET : 835 182 841 00014
dont le siège social est situé au 18 rue Boissière, 75016 Paris,
ayant pour représentant, Monsieur Pierre-Olivier BRIAL, Président, dûment habilité
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- Que la stratégie Smart Industrie adoptée lors du CR 2017-130 du 6 juillet 2017 prévoit la création d'un Club des Entreprises de Taille Intermédiaire en Ile-de-France.
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2020-111, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'action du Club des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) Ile-de-France dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe à la convention, par l'attribution au Club ETI Ile-de-France d'une subvention de fonctionnement 30 000€, soit 23,08 % des dépenses éligibles, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention, à la réalisation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à disposition de la Région les données collectées relatives aux ETI sur le territoire francilien.

Toutes modifications substantielles du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur l'année civile (du 1er janvier au 31 décembre).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage recruter 1 stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. Le bénéficiaire saisira l'offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, les

communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews…) indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux projets subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :

- les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité
- un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2020. Elle prend effet à compter de sa signature et expire au versement du solde des flux financiers dûs au titre des présentes, ou par application des règles de caducité prévues à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-111 du 4 mars 2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le	Le
CLUB ETI ILE DE FRANCE	**La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ou son représentant**
M. Pierre-Olivier BRIAL	**Mme Valérie PECRESSE**

Annexe 3 : Convention French Tech Paris saclay

CONVENTION

de soutien aux lieux d'innovation

INVESTISSEMENT

La French Tech Paris Saclay
Statut juridique : Association
Dont le numéro SIRET est : 879243426 00019
Dont le siège social est situé au 86, rue de Paris
Ayant pour représentant Monsieur Arnaud PELTIER, Président

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »,

Et

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération CP n° 2020-111 du 4 mars 2020

Ci-après dénommée « La Région »,

VU, Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-101 du 19 mai 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-111 du 4 mars 2020, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation d'un étude de faisabilité du projet Deeptech Factory Network Paris Saclay dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 22,73 % de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à 220 000 € TTC,
- soit un montant maximum de subvention de 50 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC est détaillé dans l'annexe technique et la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS DIVERSES

Le Bénéficiaire s'engage à :

- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans la fiche projet.
- s'il est concerné, à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
- à recruter 2 stagiaires ou alternant pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit l' offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :
    - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
    - des différentes phases de recrutement et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
    - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
    - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment

par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ART. 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

  Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération

subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

ART. 3.2.2 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ART. 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-

comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette

décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes techniques, dont la fiche projet.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le …….	Le ……..
Pour la Région Ile-de-France, La Présidente du Conseil Régional	Pour le Bénéficiaire …….. Le Représentant

Annexe 4 : Convention MRO Lab

CONVENTION N°18014706

de soutien aux lieux d'innovation

INVESTISSEMENT

Société Air France ,

Statut juridique : société anonyme régie par la loi française, au capital de 126.74.775 euros,

Immatriculée au Registre du Commerce et de Sociétés de Bobigny sous le numéro 420 495 178,

Dont le siège social est situé au 45 rue de Paris, F-95747 Roissy Charles De Gaulle Cedex

Ayant pour représentant Madame Anne Rigail, directeur général

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Et

La Région Ile-de-France,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu des délibérations de la collectivité n°CP2019-266 du 3 juillet 2019 et n°CP2020-111 du 4 mars 2020,

Ci-après dénommée « La Région »,

VU, Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté d'aide à la recherche, au développement et à l'innovation RDI SA 40391, adoptée sur la base du RGEC n°651/2014 adopté par la commission européenne 17 juin 2014 modifiée par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE le 26 juin 2017.

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-101 du 18 mai 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP2019-266 du 3 juillet 2019, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet « MRO Lab Air France » dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 39.98 % de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à 281 400 € HT,
- soit un montant maximum de subvention de 112 500 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe technique et la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- **maintenir pendant une durée de sept ans** l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité dont les caractéristiques sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation de l'espace MRO Labt ou de la nature de ses occupants doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- constituer et à présider un Comité de Pilotage composé des financeurs de l'opération dont la Région et de personnalités qualifiées. Le Bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte rendu annuel d'activités du lieu.
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.
- Communiquer chaque année à la Région un bilan du fonctionnement de l'équipement, comprenant au moins les informations et indicateurs suivants :
    - Nombre ou pourcentage, nom et description des projets et entreprises accueillis et accompagnés dans et hors les murs dont :
        - portés par des femmes
        - étrangers
    - Nombre et montant des levées de fonds réalisées par les entreprises accompagnées
    - Nombre d'emplois directs créés par les projets/entreprises accompagnés

ART. 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le Bénéficiaire accompagne les porteurs de projet et/ou les entreprises dans leur démarche de création, de développement de leurs activités et de mise en relation avec les réseaux d'experts et de financeurs.

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire y assure les prestations matérielles correspondant à :

- l'accueil et l'hébergement,
- des services généraux partagés,
- l'accès aux équipements mutualisés,
- l'entretien des locaux, etc.

Les prestations immatérielles (évaluation des projets, accompagnement et suivi des entreprises, préparation à l'insertion dans l'environnement économique) pourront être assurées par un ou plusieurs organismes compétents selon les modalités à définir avec le Bénéficiaire et les entreprises.

Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

ART. 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- s'il est concerné, à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
- à recruter quatre stagiaires ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :
    - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
    - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
    - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
    - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

- Fournir sur demande de la Région le bilan d'activités de la gestion du projet.

Pour les subventions attribuées sur le fondement du régime d'aide exempté n° SA 40391 relatif aux aides à la RDI (aides en faveur des pôles d'innovation) :

- Les prix pratiqués auprès des utilisateurs du pôle correspondent au prix du marché ;
- L'accès aux locaux, installations et activités proposés est ouvert à plusieurs utilisateurs et sur une base transparente et non discriminatoire ;
- L'aide a été calculée conformément aux modalités visées aux § 5.2.3 du régime précité

ART. 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région.

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de 26.79 % du montant global ».

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

  Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

ART. 3.2.2 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ART. 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er avril 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet

subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes techniques, dont la fiche projet.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le …….	Le ……..
Pour la Présidente du Conseil régional et par délégation XXX	Pour le Bénéficiaire, Le Représentant

Annexe 5 : Convention MRO Lab Factory

CONVENTION N°18014707

de soutien aux lieux d'innovation

INVESTISSEMENT

Société Air France,

Statut juridique : société anonyme régie par la loi française, au capital de 126.74.775 euros,

Immatriculée au Registre du Commerce et de Sociétés de Bobigny sous le numéro 420 495 178,

Dont le siège social est situé au 45 rue de Paris, F-95747 Roissy Charles De Gaulle Cedex

Ayant pour représentant Madame Anne Rigail, directeur général

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Et

La Région Ile-de-France,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu des délibérations de la collectivité n°CP2019-266 du 3 juillet 2019 et n°2020-111 du 4 mars 2020,

Ci-après dénommée « La Région »,

VU, Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté d'aide à la recherche, au développement et à l'innovation RDI SA 40391, adoptée sur la base du RGEC n°651/2014 adopté par la commission européenne 17 juin 2014 modifiée par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE le 26 juin 2017.

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-101 du 18 mai 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP2019-266 du 3 juillet 2019, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet « MRO Lab Air France » dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 40 % de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à 425 000 € HT,
- soit un montant maximum de subvention de 170 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe technique et la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- **maintenir pendant une durée de sept ans** l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité dont les caractéristiques sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation de l'espace MRO Lab Factory ou de la nature de ses occupants doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- constituer et à présider un Comité de Pilotage composé des financeurs de l'opération dont la Région et de personnalités qualifiées. Le Bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte rendu annuel d'activités du lieu.
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.
- Communiquer chaque année à la Région un bilan du fonctionnement de l'équipement, comprenant au moins les informations et indicateurs suivants :
    - Nombre ou pourcentage, nom et description des projets et entreprises accueillis et accompagnés dans et hors les murs dont :
        - portés par des femmes
        - étrangers
    - Nombre et montant des levées de fonds réalisées par les entreprises accompagnées
    - Nombre d'emplois directs créés par les projets/entreprises accompagnés

ART. 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le Bénéficiaire accompagne les porteurs de projet et/ou les entreprises dans leur démarche de création, de développement de leurs activités et de mise en relation avec les réseaux d'experts et de financeurs.

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire y assure les prestations matérielles correspondant à :

- l'accueil et l'hébergement,
- des services généraux partagés,
- l'accès aux équipements mutualisés,
- l'entretien des locaux, etc.

Les prestations immatérielles (évaluation des projets, accompagnement et suivi des entreprises, préparation à l'insertion dans l'environnement économique) pourront être assurées par un ou plusieurs organismes compétents selon les modalités à définir avec le Bénéficiaire et les entreprises.

Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

ART. 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- s'il est concerné, à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
- à recruter quatre stagiaires ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :
    - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
    - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
    - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
    - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

- Fournir sur demande de la Région le bilan d'activités de la gestion du projet.

Pour les subventions attribuées sur le fondement du régime d'aide exempté n° SA 40391 relatif aux aides à la RDI (aides en faveur des pôles d'innovation) :

- Les prix pratiqués auprès des utilisateurs du pôle correspondent au prix du marché ;
- L'accès aux locaux, installations et activités proposés est ouvert à plusieurs utilisateurs et sur une base transparente et non discriminatoire ;
- L'aide a été calculée conformément aux modalités visées aux § 5.2.3 du régime précité

ART. 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région.

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de 34.09 % du montant global ».

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

  Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

ART. 3.2.2 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ART. 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er octobre 2018 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes techniques, dont la fiche projet.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le …….	Le ……..
Pour la Présidente du Conseil régional et par délégation XXX	Pour le Bénéficiaire, Le Représentant

Annexe 6 : Avenant Convention AI for Industry Challenge 2019

AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

Relative à l'organisation du Paris Region AI for Industry Challenge 2019

ENTRE

La Région d'Ile-de-France
Ayant son siège social 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse
agissant en vertu de la délibération n° CP 2020-111 du 04 mars 2020

ci-après dénommée la " **Région** "

D'une part,
,

Et

MICHELIN
…
Ci-après dénommée «**Michelin**».

D'autre part,

Et

SOCIETE NATIONALE SNCF, Société Anonyme (SA) au capital social de 1,000,000,000 euros dont le siège social est situé 2 place aux étoiles - 93200 SAINT-DENIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 552 049 447, représentée par Madame Carole DESNOST en sa qualité de Directeur Innovation et Recherche, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée «**SNCF**».

D'autre part,

Et

CMLA,
Ayant son siège
Représenté par son Président,.

Ci-après dénommée « **CMLA** ».

D'autre part,

La Région et le CMLA sont ci-après dénommés collectivement par les « Organisateurs ».

Michelin et SNCF sont ci-après dénommés collectivement par les « Industriels »

Les Organisateurs et les Industriels sont dénommés collectivement par les « Parties » et individuellement par la « Partie »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La Région, Ile-de-France a adopté en octobre 2018 son plan IA2021 en faveur du développement de l'Intelligence artificielle dans lequel elle souhaite mettre cette technologie au service de la ré-industrialisation de son territoire.

Par délibération n° CP 2019-266 du 3 juillet 2019, la Région a adopté une convention relative à l'organisation du Paris Region AI for Industry Challenge 2019.

L'objectif des Parties à travers ce partenariat est d'organiser une compétition sur l'usage de l'intelligence artificielle dans divers domaines industriels (ci-après dénommée « **Challenge** »), afin de sélectionner des lauréats pouvant aboutir sur un projet scientifique collaboratif avec l'un ou l'autre des Industriels.

Les Parties se sont donc rapprochées, pour venir préciser leurs droits et obligations respectifs dans ce cadre et conclure la présente Convention.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Les Parties entendent donner la signification suivante aux termes employés avec une lettre majuscule ci-après, étant entendu que les mots au pluriel peuvent s'entendre au singulier et réciproquement :

« **Affiliés** » signifie pour une Partie donnée, (i) toute personne morale dont la Partie détient directement ou indirectement plus de cinquante pour cent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette personne morale, ou plus de cinquante pourcent (50 %) des droits de vote ordinaires de cette personne morale ou (ii) toute personne morale qui, au moment de cette détermination, détient directement ou indirectement plus de cinquante pourcent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette Partie, ou au moins cinquante pourcent (50 %) des droits de vote de ladite Partie.

« **Convention** » signifie la présente convention de partenariat, ses annexes et ses avenants éventuels.

« **Challenge** » signifie l'ensemble du processus permettant de répondre aux questions industrielles soumises par les Industriels, et comprenant, notamment, l'ensemble des tâches décrites en Annexe 1.

« **Informations Confidentielles** » toute information et/ou toute donnée de toute nature, incluant notamment les informations de nature technique, scientifique, médicale, opérationnelle, administrative, financière, économique, commerciale, comptable, juridique ou autre, sous quelle que forme que ce soit, brevetable ou non, divulguée par une Partie (ci-après « la Partie Divulgatrice ») à une ou plusieurs autres Parties (ci-après « la (les) Partie(s) Réceptrice(s) ») au titre de la Convention et (i) qui sera confirmée comme étant confidentielle par l'apposition d'une mention « confidentiel » sur le support matériel de l'information divulguée, ou (ii) s'il s'agit d'une information divulguée oralement ou visuellement, qui aura été confirmée par écrit par la Partie Divulgatrice comme étant confidentielle, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de sa communication orale ou visuelle. Jusqu'à l'expiration de ce délai de quinze (15) jours calendaires, les informations concernées seront considérées comme des Informations Confidentielles.

En tout état de cause, et sans qu'une telle confirmation écrite soit nécessaire, les connaissances propres appartenant (en totalité ou en partie) à une autre Partie, lesquels incluent entre autres le matériel et les données, de même que le contenu du Convention seront d'emblée considérés comme des Informations Confidentielles. Cette notion s'appliquera selon ce qui est prévu au Convention, plus particulièrement dans son article 4 ci-après.

« **Responsables de Challenge** » : signifie les responsables de Challenge des Parties désignés par chaque Partie à l'Article 3.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet :

- de définir les conditions de réalisation par les Parties du Challenge
- de déterminer la répartition des tâches afférentes au partenariat telles que définies en Annexe 1.

ARTICLE 3 – MOYENS MIS EN ŒUVRE ET ORGANISATION

3.1 Les Responsables du Challenge sont :

- Pour la Région :
  Nom Prénom : JOUSSET Samy
  Fonction : Chargé de mission Deep Techs
  Mail : samy.jousset@iledefrance.fr

- Pour le CMLA : MOUGEOT Mathilde
  Fonction :
  Mail :

- Pour Michelin : DEHEEGER François
  Fonction :
  Mail :

- Pour SNCF : CHAPUIS Xavier
  Fonction : Chef de projet Innovation & Recherche
  Numéro de téléphone : +33 6 26 91 96 42
  Mail : xavier.chapuis@sncf.fr

Tout changement de Responsable du Challenge par l'une ou l'autre des Parties devra être notifié par écrit aux autres Parties dans les meilleurs délais.

3.2 Chacune des Parties mettra en œuvre tout le savoir-faire, toute la compétence et tous les moyens nécessaires à la bonne exécution du Challenge, objet du Convention. Les tâches sont définies pour chacune des Parties dans l'Annexe 1.

3.3 Les Parties se tiendront régulièrement informées de l'évolution du Challenge Dans cette optique les Responsables du Challenge se concerteront et organiseront des réunions périodiques en vue d'examiner les points suivants :

- suivi du déroulement du Challenge, sa réorientation éventuelle ;
- propositions de communication selon les stipulations de la Convention ;
- propositions de solutions en cas de litiges d'ordre technique, selon les stipulations de la Convention.

Ces réunions de travail et de suivi auront lieu à la demande de l'une ou l'autre des Parties.

3.4 En outre, les Parties s'informeront en cas de difficultés ou incidents quelconques pouvant survenir et susceptibles de compromettre ou de retarder la réalisation du Challenge.

3.5 Nonobstant toute disposition contraire, toute décision des Responsables du Challenge, le contenu de tout compte-rendu ou le contenu de tout échange, oral ou écrit, entre les Responsables Opérationnels qui modifierait ou affecterait substantiellement les droits et/ou les obligations des Parties au titre des présentes ne sera valide et opposable qu'après avoir été constaté par voie d'un avenant écrit signé des Parties.

ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITE

4.1 Chacune des Parties, dans la limite de ses droits, transmettra à l'autre Partie les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à la poursuite des objectifs de la présente Convention. Les Parties s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité s'agissant du contenu du Challenge et des Informations Confidentielles et à ne les communiquer à aucun tiers.

4.2 La Partie Réceptrice s'engage à ce que les Informations Confidentielles qu'elle reçoit :

- Soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles de même importance ;
- Ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui de la Convention, sans le consentement préalable et écrit de la Partie Divulgatrice ;
- Ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été spécifiquement autorisées par écrit par la Partie Divulgatrice.

Le non-respect par la Partie Réceptrice ou ses préposés de l'obligation de confidentialité telle que décrite dans le présent article entraînera la mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-vis de la Partie Divulgatrice.

La Partie Réceptrice s'engage à obtenir de ceux de ses Affiliées et employés, préposés, consultants ou des personnes placées sous sa responsabilité, qui seront amenés à connaître tout ou partie de ces Informations Confidentielles, l'adhésion pleine et entière à un engagement de confidentialité au moins identique dans l'étendue et dans ses dispositions au présent engagement de confidentialité, et s'engage à assumer, vis-à-vis de la Partie Divulgatrice, l'entière responsabilité de tout manquement à ces obligations.

4.3 N'est pas considérée comme Information Confidentielle, l'information pour laquelle la Partie Réceptrice est en mesure d'établir :

a) qu'elle était accessible au public à la date de sa communication par la Partie Divulgatrice, ou viendrait à l'être sans faute de la Partie Réceptrice ;

b) qu'elle était déjà connue de la Partie Réceptrice au moment de la communication par la Partie Divulgatrice ;

c) qu'elle lui a été transmise sans obligation de confidentialité par un tiers la détenant légitimement ;

d) qu'elle a été obtenue par la Partie Réceptrice par des développements indépendants entrepris de bonne foi par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à l'information en question ;

e) qu'elle est tenue de divulguer en application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive ou d'une décision d'une autorité administrative, sous réserve (i) d'informer préalablement par écrit la Partie Divulgatrice d'une telle divulgation, (ii) qu'elle mette en œuvre tous les moyens nécessaires afin de limiter l'étendue d'une telle divulgation à ce qui est strictement nécessaire et (iii) que la confidentialité des Informations Confidentielles soit par ailleurs strictement maintenue.

4.4 Les dispositions du présent article s'appliqueront pendant la durée de la Convention et survivront pendant une période de cinq (5) ans à compter de l'expiration ou de la résiliation de la Convention et ce, quelle qu'en soit la cause.

4.5 Il est expressément convenu entre les Parties que la divulgation par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre de la Convention, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie Réceptrice un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur ces Informations Confidentielles.

ARTICLE 5 –– COMMUNICATIONS

Il est convenu que la communication du Challenge sera co-pilotée par la Région Ile-de-France et les Industriels. En particulier, toute décision dans les domaines suivants (sans que cela ne soit limitatif) sera prise par la Région Ile-de-France et les Industriels d'un commun accord :

- (i) médiatisation, création et diffusion des supports, détermination et exécution du plan d'engagement des Contributeurs et des Experts, etc.,

- (ii) de l'IT (création, hébergement et gestion du site web dédié au Concours, gestion des candidatures, etc.),

- (iii) logistique (lieux dans lesquels seront notamment organisés les pitchs et les cérémonies) ;

- (iv) choix des média partenaires ;

- (v) toute communication dans le cadre du Challenge

ARTICLE 6 - GARANTIE - RESPONSABILITÉ

6.1 Dans le cadre du Challenge, du personnel des Parties peut être amené à travailler dans les locaux de l'autre Partie. Ce personnel est tenu de respecter les règles de confidentialité, de discipline, d'hygiène et de sécurité de l'établissement d'accueil. Chaque Partie assume, à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur ainsi que la responsabilité civile concernant les actes dudit personnel et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). Les consignes techniques particulières à un poste de travail sont notifiées aux personnels concernés par le Responsable du Challenge de la Partie concernée. Le personnel de la Partie amené à travailler dans les locaux de l'autre Partie devra signer tous les documents nécessaires à son hébergement. Dans cette optique, le personnel concerné devra le cas échéant signer une convention d'accueil avec la Partie qui l'accueille.

6.2 Pendant toute la durée de la Convention, chaque Partie est responsable selon les règles de droit commun des dommages directs résultant de sa faute et/ou de sa négligence et/ou de celles de son personnel, qui pourraient être causés aux personnes et aux biens.

6.3 Chaque Partie s'engage à respecter toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables, existantes et futures, qui lui incombent lors de la réalisation de sa part de travaux au titre du Challenge.

6.4 Les Parties ne seront pas responsables les unes envers les autres des dommages indirects qu'elles pourraient se causer en application de la Convention, notamment de tous dommages immatériels tels que pertes de chiffre d'affaires, de marge, de clientèle, de chance, préjudice d'image ou coûts d'interruption d'activité économique, sauf si ces pertes, préjudice ou coûts résultent du non-respect de l'article 4 – CONFIDENTIALITE, ou d'une négligence ou d'une faute, auquel cas ils ne seront pas concernés par la présente exclusion.

6.5 Chacune des Parties prend en charge, pour ce qui la concerne, la couverture de ses personnels ou des personnes agissant pour son compte et intervenant dans le cadre du Projet, conformément à la législation applicable, notamment la législation du travail et des maladies professionnelles et procède aux formalités légales qui lui incombent, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. La réparation des dommages éventuels subis par ces personnes s'effectuera notamment en tenant compte de leur statut propre.

Chaque Partie reconnaît, au regard de son statut et pour ce qui la concerne, être son propre assureur ou à défaut prendre en charge la souscription et le maintien des polices d'assurance nécessaires à la couverture de ses responsabilités dans le cadre de l'exécution de la Convention.

ARTICLE 7 – FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera tenue responsable d'un manquement à ses obligations définies à la présente Convention résultant d'une cause de force majeure, définie par l'article 1218 du Code Civil et de la jurisprudence.

En cas de force majeure, l'autre Partie ne pourra réclamer des dommages et intérêts pour non-exécution de ses obligations définies dans le présent Convention.

Pour se prévaloir de la force majeure, la Partie qui en est affectée doit notifier à l'autre l'événement de force majeure, dès sa survenance, en indiquant une estimation de sa durée, par lettre recommandée avec avis de réception. Dès que celui-ci prend fin, la Partie empêchée le notifie à l'autre et doit reprendre l'exécution de ses obligations.

Dans le cas où cet événement se prolongerait pendant une période excédant trente (30) jours et ne permettrait pas l'exécution des clauses essentielles de la présente Convention, les Parties se réuniront afin de déterminer, de bonne foi, les conditions dans lesquelles le présent Convention pourra être poursuivi ou résilié.

ARTICLE 8 - DURÉE

La Convention entre en vigueur de manière rétroactive au 1er avril 2019 et restera en vigueur sauf résiliation anticipée telle que prévue à l'article 14 ci-dessous, pour une durée de dix-huit (18) mois.

Toute extension ou prolongation de la durée de la Convention se fera par voie d'avenant signé par les Parties précisant notamment l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION

Toute violation des obligations contractuelles par l'une des Parties entraînera la résiliation de plein droit de la Convention et ce, dans les délais précisés dans la mise en demeure restée sans effet dans un délai de trente (30) jours et adressée par la lettre recommandée avec avis de réception à la Partie défaillante qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de la prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la Convention.

La présente Convention pourra être résiliée d'un commun accord par voie d'un simple courrier signé des Parties.

Nonobstant l'arrivée à échéance de la Convention ou sa résiliation anticipée, les dispositions concernant la propriété intellectuelle, la confidentialité, les publications et communications, les litiges et la responsabilité demeureront applicables aux Parties, pendant les durées visées aux articles concernés.

ARTICLE 10 – GENERALITES

10.1 La Convention constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties. Tout accord préalable, écrit ou oral, exprès ou tacite, relatif à l'objet de la Convention est caduc et est nul et non avenu.

10.2 Toute modification de la Convention devra faire l'objet d'un accord écrit signé par les Parties.

ARTICLE 11 - CESSION – TRANSFERT DE CONVENTION

11.1 Les Parties déclarent que la Convention est conclu « intuitu-personae ». En conséquence, elle est personnelle aux Parties, incessible et intransmissible.

11.2 Aucune des Parties ne pourra céder en tout ou partie à quiconque, de quelque manière que ce soit, les droits et obligations résultant de la Convention, sans autorisation préalable écrite de l'autre Partie. Le repreneur éventuel s'engage à respecter l'ensemble des termes de la Convention.

11.3 En cas de consentement pour transfert de la Convention à un tiers, il est d'ores et déjà entendu que ledit tiers sera, en tout état de cause, soumis aux mêmes obligations que celles mises à la charge des Parties

dans la présente Convention à moins que les nouvelles Parties en conviennent ensemble autrement. Un avenant à la présente Convention entre les nouvelles Parties devra être élaboré, ce dernier définira les obligations respectives desdites Parties, conformément à l'alinéa précédent.

ARTICLE 12– SOUS-TRAITANCE

Aucune Partie n'est autorisée à sous-traiter à un tiers tout ou partie des droits et obligations qui en découlent pour elle, sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Dans le cas où une Partie donnerait son accord écrit à la sous-traitance par l'autre Partie à un tiers d'une partie de ses travaux au titre du Challenge, il est d'ores et déjà entendu que (i) l'autre Partie restera en tout état de cause pleinement et entièrement responsable de l'exécution de toutes ses obligations sous-traitées et fera respecter, sous sa responsabilité, par le sous-traitant tous les termes de la Convention, (ii) que tout manquement du sous-traitant sera réputé être un manquement de l'autre Partie et (iii) que l'autre Partie conclut avec ledit sous-traitant une convention écrite qui prévoit la cession à ladite Partie des droits de propriété intellectuelle attachés aux travaux sous traités et qui contient des obligations de confidentialité au moins aussi contraignantes que celles contenues aux présentes.

ARTICLE 13 – LITIGES

La Convention est régie par le droit français. En cas de difficultés quant à l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties feront leur possible pour trouver de façon amiable, un terrain d'entente et un accord. En cas de désaccord persistant, la Partie la plus diligente saisira le tribunal compétent en vertu des règles du Code de Procédure Civile.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Sont annexés à la convention pour en faire partie intégrante les documents suivants :

Annexe 1 : Partage des tâches
Annexe 2 : Règlement du concours

14.2 Les Parties agissent en tant que contractants indépendants. La Convention ne peut être interprétée comme faisant d'une Partie le représentant, l'agent ou le mandataire de l'autre Partie ni comme établissant un partenariat ou une société commune entre les Parties, toute responsabilité solidaire à l'égard des tiers ou entre les Parties étant formellement exclue. Ainsi, chaque Partie s'engage à ne rien faire qui puisse induire en erreur un tiers à cet égard, ni prendre aucun engagement, ni offrir une quelconque garantie au nom de l'autre Partie, ni à utiliser de quelque manière que ce soit les noms et marques d'une autre Partie sans l'accord préalable écrit de celle-ci.

14.3 Le fait pour l'une ou l'autre des Parties d'omettre, en une ou plusieurs occasions, de se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions de la Convention, ne pourra en aucun cas être interprété comme une renonciation par la Partie intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

14.4 Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des dispositions de la Convention serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feront les amendements nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres dispositions resteront en vigueur et les Parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution acceptable, tant sur le plan économique que juridique, dans l'esprit du Convention.

Fait à Saint-Ouen en quatre (4) exemplaires originaux,

Pour la Région Ile-de-France Valérie Pecresse Présidente	Pour SNCF Carole Desnost Directeur Innovation et Recherche
Pour	Pour

Convention de partenariat – Challenge IA Industrie

Annexe 1 Partage des tâches

Les tâches et responsabilités des partenaires impliqués dans le challenge sont les suivantes :

Région Ile-de-France

- Assure le pilotage et l'ingénierie du projet
- Pilote la communication

Phase 1 (Pré-Challenge):
- Publie l'appel à projet
- Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles
- Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection
- Consolide le dossier de presse
- Participe aux évènements de promotion/réunion d'information dédiés

Phase 2 (Challenge):
- Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature
- Participe au jury
- Délivre les prix aux gagnants en proposant aux élus régionaux une subvention en faveur des lauréats

Phase 3 (Post Challenge): Retour d'expérience et communication:
- Communication autour des résultats des projets : communiqués de presse,
- Recueil des suggestions d'amélioration

Industriel(s)

- Contribue au pilotage et à l'ingénierie du projet

Phase 1 (Pré-Challenge):
- Recueille, prépare, labellise l'ensemble des données sources qui seront mises à disposition des candidats
- Fournit les questions scientifiques et le usecase
- Met à disposition les éléments de communication nécessaires à la mise en place de la plateforme de candidature
- Participe aux évènements de promotion/réunions d'information dédiés
- Met à disposition des candidats toute information utile relatives aux données (formats, données type)

Phase 2 (Challenge):
- Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature
- Participe au jury
- Contribue à la désignation du lauréat final (un par Défi Industriel)

Phase 3 (Post Challenge) : Retour d'expérience et communication :
- Eventuel travail collaboratif avec les lauréats de communication autour des résultats des projets : communiqués de presse, soumission à des revues scientifiques pertinentes au regard des résultats obtenus
- Retour d'expérience et recueil des suggestions d'amélioration avec les lauréats

CMLA

- Contribue au pilotage et à l'ingénierie du projet
- Aide les Industriels dans la définition des questions scientifiques et des métriques d'évaluation associées, la mise à disposition des données
- Participe au panel d'expertise des candidatures et au jury
- Soumet si pertinent des projets à des revues scientifiques adaptées au regard des résultats obtenus (IPOL,..)

REGLEMENT DU CONCOURS

Paris Region AI for Industry Challenge 2019

CONTEXTE

La Région Ile-de-France a adopté le 15 octobre 2018 son plan IA2021 visant, notamment, à valoriser l'excellence des entreprises franciliennes dans ce domaine, et à leur donner les moyens de prendre des positions dans la compétition internationale, tout en contribuant à faire progresser des enjeux économiques, sociaux et sociétaux.

ARTICLE 1 : ORGANISATION

Dans le cadre de son plan IA2021, la Région Île-de-France met en place un challenge IA Industrie intitulé « *Paris Region AI for Industry Challenge 2019*» tel que précisé à l'Article 2 (ci-après désigné par le « **Challenge** »).

Les modalités du Challenge sont définies dans le présent règlement (ci-après désigné par le « **Règlement** »).

Le Challenge est organisé par :
la Région Île-de-France Ayant son siège social 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen
Ci-après désignée par la « **Région** »

En partenariat avec les industriels :
Société Nationale SNCF, Société Anonyme (SA) au capital social de 1,000,000,000 euros dont le siège social est situé 2 place aux étoiles - 93200 Saint-Denis, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 552 049 447,
Ci-après désignée par « **SNCF** »

Et,

Michelin,

Ci-après désignée par « **Michelin** »

SNCF et Michelin étant ci-après désignés ensemble par les « **Industriels** ».

Ainsi que le CMLA

Ci-après désignée par « **CMLA** »

La Région, les Industriels et le CMLA étant ci-après dénommés collectivement les « **Organisateurs** ».

ARTICLE 2 : OBJECTIF, DESCRIPTION ET CALENDRIER DU CHALLENGE

2.1. Objectif du Challenge

Le Challenge a pour objectif de mettre à l'épreuve tout candidat inscrit au Challenge et répondant aux critères d'éligibilité précisés à l'Article 3.1 (ci-après désigné par le(s) « **Candidat(s)** ») afin qu'ils soumettent une proposition à l'un ou l'autre des problèmes scientifiques identifiés par SNCF ou Michelin (ces problèmes scientifiques étant ci-après désignés par le(s) « **Défi(s) Industriel** »).

La proposition de réponse (ci-après désigné par le « Dossier Scientifique ») devra comprendre les éléments suivants :

i. Un algorithme basé sur l'analyse des données multiples répondant au Défi Industriel concerné

ii. La justification de l'approche scientifique et méthodologique ainsi que de son originalité.

2.2. Déroulement du Challenge

Les Candidats ayant remis un dossier de candidature avant la clôture des inscriptions pourront se positionner sur l'un des Défis Industriels et auront accès à un échantillon test correspondant à un sous-ensemble non représentatif.

Ils pourront s'exercer sur ces données afin de développer un algorithme à même de répondre au Défi Industriel concerné.

Pour chacun des Défis Industriel, les Candidats pourront également entraîner leurs algorithmes sur des données extérieures, notamment des bases de données publiques.

Les Candidats ayant posté leur Dossier Scientifique avant la date limite visée à l'Article 2.3 seront alors considérés comme participants au Challenge (ci-après désignés par le(s) « **Participant(s)** »).

Les Organisateurs et les Industriels désignent un panel de personnes chargé d'étudier et évaluer les réponses des Participants (ci-après désigné par le « Jury »)

Le Jury sera en charge :

- du processus de sélection des Participants appelés devant le Jury pour une présentation de leur Dossier Scientifique
- de la désignation des Lauréats des Défis Industriels, (ci-après désignés par les « **Lauréats** ») sur la base des critères d'évaluation identifiés à l'Article 4.2 du Règlement à la suite de la présentation susvisée.

Le Jury est composé de représentants de la Région Île de France, Michelin, SNCF, CMLA, Atos et Bertin.

Le Jury n'est pas dans l'obligation de motiver ses décisions, qui sont sans recours.

2.3. Calendrier

- Les inscriptions sont ouvertes à partir du 1er octobre 2019. A l'issue de l'inscription, un dossier de candidature est remis aux Candidats.
- Clôture des inscriptions le 1er décembre 2019 23h59 UTC+1, rendu du dossier de candidature par les Candidats
- Les échantillons de données sont accessibles à partir du 9 décembre2019
- Les Dossiers Scientifiques sont à remettre lors de la dernière soumission sur le site dédié https://chaml.extremefactory.com avant le 9 février 23h59 (horodatage informatique faisant foi)
- Les Dossiers Scientifiques des Participants seront évalués dans un premier temps par le Jury
- Les Participants selectionnés sur la base de leur Dossier Scientifique seront sollicités pour défendre leur projet en pléinière le 26 février 2020 durant lequel ils pourront présenter leurs solutions au

Jury, suivi d'un temps de questions-réponses. Le Jury délibèrera suite à ces présentation sur la base des critères d'évaluation identifiés à l'Article 4.2 du Règlement.

- L'annonce des Lauréats aura lieu dans la semaine suivant la présentation des solutions devant le Jury le 26 février 2020

- La remise des Prix se tiendra le 28 avril 2020 à Station F lors de l'évènement AI for Industry

Pour toute demande d'information complémentaire, contactez : aichallenge@parisregion.eu

2.4 Montant du Prix

Chaque Lauréat sera éligible à une subvention pour un projet de développement collaboratif avec l'Industriel concerné pour un montant plafonné à 500 000 € (ci-après désigné le « **Prix** ») déterminé en fonction des coûts nécessaires à la réalisation du projet proposé à l'Industriel par le Lauréat ainsi qu'en fonction des taux identifiés à l'Article 3.1 du Règlement selon le type d'entreprise du Lauréat.

ARTICLE 3 : CRITERES D'ELIGIBILITES ET D'EXCLUSION

3.1 Critères d'éligibilité:

Le Challenge est ouvert aux :

- TPE et PE (entreprises de moins de 50 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros) ;

- ME (entreprises de moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros) ;

- ETI

- Les Groupements associant soit un laboratoire public et une ou plusieurs entreprises privées, soit plusieurs entreprises (TPE, PME ou ETI).

Le Règlement d'Intervention régional utilisé pour le soutien à ces entreprises ou groupements est le règlement « AIDE AUX GRANDS PROJETS DE RECHERCHE DEVELOPPEMENT et INNOVATION » (délibération cadre : CP 2019-163).

Ce cadre d'intervention prévoit des taux de subventionnement maximum de :

- 60% des dépenses liées au projet suivant la désignation du Lauréat pour les TPE et PE ;
- 50% des dépenses liées au projet suivant la désignation du Lauréat pour les ME ;
- 40% des dépenses liées au projet suivant la désignation du Lauréat pour les ETI.

Le Challenge est ouvert aux entreprises, ou Groupements, français et européens, déjà constitués, et ayant leur siège social ou l'établissement permanent qui participera aux travaux relatifs au Challenge situé dans la Région Île-de-France ou ayant un projet d'implantation en Île-de-France dans un délai d'un an maximum à partir de la date d'ouverture du Challenge (ce projet d'implantation devant être significatif en termes de moyens et ressources humaines).
Conformément au droit européen, les entreprises en difficulté ne seront pas éligibles au Challenge comme mentionné ci-après :
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52014XC0731(01)&from=FR

3.2 Conditions d'admissibilité relatives au logiciel de travail

Les conditions d'admissibilité relatives au logiciel de travail sont décrites directement sur la plateforme dédiée au challenge à l'adresse suivante
https://chaml.extremefactory.com

3.3 Critères d'exclusion

Les Participants seront exclus si directement ou si, s'agissant de Groupement, l'une ou l'autre des entités le composant :
- font l'objet d'une sanction administrative
- se trouvent dans l'une des situations suivantes :
  - en état de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de concordat préventif, de cessation d'activité ou de toute autre procédure ou procédure de même nature prévue par le droit national (y compris les personnes dont la responsabilité est illimitée pour les dettes du Participant)
  - déclarés en violation des obligations de sécurité sociale ou fiscales par un jugement ou une décision définitive (y compris les personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du Participant)
  - reconnu coupable de faute professionnelle grave par un jugement ou une décision définitive (y compris les personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle)
    condamnés pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment d'argent, infractions liées au terrorisme (y compris le financement du terrorisme), travail des enfants ou traite des êtres humains (y compris les personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle)
  - ont présenté des déficiences importantes dans le respect des principales obligations découlant d'un marché, d'une convention de subvention ou d'une décision de subvention financés par le budget de l'UE ou d'Euratom (y compris les personnes ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle)
  - ont étés reconnu coupable d'irrégularités au sens de l'article 1er, paragraphe 2, du règlement n° 2988/95 (y compris les personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle)
  - on fait de fausses déclarations quant à l'information requise pour participer au concours ou avoir omis de fournir cette information
  - ont participé à la préparation des documents relatifs au prix, ce qui entraîne une distorsion de concurrence.

ARTICLE 4 : PROCÉDURE

4.1. Soumission

Les modalités de soumissions sont décrites pour chaque Défi Industriel sur la plateforme dédiée au Challenge https://chaml.extremefactory.com.

4.2 Évaluation

Le Jury sera en charge dans un premier temps, du processus de sélection des Participants appelés à défendre leur Dossier Scientifique dans les conditions de l'Article 2.3.

Ensuite, il évaluera et déterminera les Lauréats parmi ce panel pré-selectionné à l'issue de leur présentation et du temps de question/réponse.

Pour l'évaluation des Participants et le choix des Lauréats, le Jury appréciera la valeur des Participants notamment au regard des critères suivants, cités sans ordre croissant ou décroissant d'importance :

- Expériences & compétences du Participants dans le domaine industriel concerné
- Expériences & compétences du Participants dans le domaine de l'intelligence artificielle
- Explicabilité des résultats
- Caractère innovant et différenciant de la solution présentée dans le Dossier Scientifique
- Perspectives en termes de développement économique et de création d'emploi

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

5.1. Obligations du Jury et des Organisateurs

Le Jury, les Organisateurs s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance à lors de l'examen des dossiers de candidature.
Ces informations ne pourront être divulguées sans accord préalable écrit des Candidats.
Néanmoins, les Organisateurs sont autorisés à communiquer à la presse et à publier sur le Site Internet du Challenge le nom des Lauréats ainsi que les Prix obtenus par chacun d'eux.
Les Participants, sous la condition qu'ils soient sélectionnés comme Lauréats du Challenge, autorisent donc les Organisateurs à reproduire et à utiliser librement leurs marques et logos, ainsi que les photographies prises lors de la remise des Prix. Ces éléments pourront être reproduits et édités sur diverses formes de support utiles à la promotion du Challenge et en relation avec celui-ci (que ce soit support écrit, audiovisuel ou électronique).
Un Lauréat du Challenge peut cependant autoriser la publication dans les documents de communication des Organisateurs et la communication à la presse d'un extrait de son dossier de candidature, à charge pour lui de fournir cet extrait qui ne devra plus contenir d'information confidentielle du point de vue de l'entreprise du lauréat.
Les Organisateurs et les membres du Jury s'engagent à ne faire aucun usage des informations confidentielles portées à leur connaissance dans un autre but que celui du Challenge et de la sélection des Lauréats.

5.2. Obligations des Candidats

Les Candidats s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance lors du Challenge. Ces informations incluent notamment, mais ne sont pas limités à, toutes données pseudonymisées et/ou anonymisées, toute information relative aux deux questions industrielles ainsi qu'aux organisateurs.
Tout Candidat n'ayant pas préalablement signé cet engagement ne pourra pas participer au Challenge.

ARTICLE 6 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque candidat reste propriétaire à part entière de son code et de ses algorithmes.

6.1. Répartition de la propriété intellectuelle en phase de présélection

Les Candidats ne peuvent prétendre à un droit quelconque, exprès ou implicite, sur les savoir-faire, brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposés, droits d'auteur, données et bases de données détenus par les Organisateurs.

Les Candidats signeront avant l'accès à l'échantillon de données, un accord de confidentialité formalisant l'apport de l'Organisateur.

Sauf renonciation d'une partie ou accord contraire des parties, tout dépôt de titre de propriété industrielle portant sur des résultats obtenus dans le cadre du challenge et utilisant les données fournies par l'Organisateur, fera l'objet d'une copropriété à quotes-parts égales, charge au Candidat de procéder aux formalités de dépôt et de maintien en vigueur.

6.2. Répartition de la propriété intellectuelle après sélection des Lauréats

Il est entendu que le présent règlement ne peut être considéré comme concédant, aux Lauréats et/ou aux Participants un droit quelconque, exprès ou implicite, sur les savoir-faire, les brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposés, les droits d'auteur, les données et bases de données détenus par les Organisateurs.
Une fois sélectionnés, un accord de collaboration pourra être négocié entre les Industriels et les Lauréats relatif à la mise en œuvre d'un projet de développement collaboratif proposé par les Lauréats aux Industriels.

6.3. Garantie

Le Candidat garantit détenir toutes les autorisations pour participer au Challenge. Il garantit notamment qu'il n'enfreint aucun droit de propriété intellectuelle/secret d'affaires (au sens de la Directive (UE) 2016/943) de tiers.

6.4. Communication Site internet/logos

Les Candidats autorisent les Organisateurs, à titre gratuit, à utiliser leur marque, logo, la présentation de la solution dépourvue d'informations confidentielles, sur tout type de support pendant toute la durée du Challenge et 3 ans après la clôture de celui-ci.

ARTICLE 7 : ANNULATION

Les Organisateurs se réservent le droit d'annuler ou de modifier partiellement ou en totalité le Challenge ainsi que le présent règlement sans préavis et sans avoir à justifier cette décision et ne pourront, en aucun cas être tenus pour responsables.
Les modifications éventuelles du présent règlement seront communiqués aux candidats sur la version du règlement figurant sur le site du challenge : https://www.aichallenge.parisregion.eu/industry-challenge/

ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS DES CANDIDATS

Tout candidat au Challenge s'engage à :

- prendre connaissance et accepter sans réserve le présent Règlement ;
- détenir les droits de propriété intellectuelle de l'objet de la candidature ou être autorisé par les codétenteurs à candidater au Challenge» ;
- renoncer à tout recours concernant les conditions d'organisation du Challenge, les résultats et les décisions du Jury ;
- s'interdire toute réclamation ou demande de dédommagement en cas de modification, report ou annulation de la manifestation de lancement ou de remise des Prix du Challenge,
- autoriser par avance et à titre gracieux, les Organisateurs du Challenge, à reproduire et représenter son nom, adresse et photographie, sur tout support qui pourraient être utilisé dans toute manifestation.

ARTICLE 9 : NON-RESPECT DU REGLEMENT

Le non-respect d'un des articles du présent règlement entraîne l'exclusion définitive du Candidat du Challenge.

ARTICLE 10 : UTILISATION DU SITE ET DE LA PLATEFORME DE CANDIDATURE

Les Candidats s’engagent à :

- respecter les droits afférents aux contenus diffusés sur le site ;

- Ne pas détourner ou tenter de détourner le site de son usage normal

ARTICLE 11 : DIVERS

Les Candidats renoncent à tout recours de toute nature à l’encontre des Organisateurs dans le cadre du Challenge.

Les Organisateurs se réservent le droit de poursuivre en justice les Candidats en cas de fraude ou tentative de fraude au présent règlement ou à l’encontre de toute loi ou règlement applicable.

Le présent règlement est soumis exclusivement à la loi française.

Annexe 7 : Convention CMQ Versailles

CONVENTION

de soutien aux lieux d'innovation

INVESTISSEMENT

L'Université de Cergy Pontoise

Statut juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Dont le numéro SIRET est : 199517939 – 00013

Dont le siège social est situé au 33, boulevard du Port 95000 CERGY

Ayant pour représentant Monsieur François GERMINET, Président

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »,

Et

La Région Ile-de-France,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération CP n° 2020-111 du 4 mars 2020

Ci-après dénommée « La Région »,

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-101 du 19 mai 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-111 du 4 mars 2020, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation d'une étude technique préopérationnelle du projet de Campus des Métiers et qualification d'Excellence de Versailles Saclay dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 35,29 % de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à 850 000 € TTC,
- soit un montant maximum de subvention de 300 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC est détaillé dans l'annexe technique et la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS DIVERSES

Le Bénéficiaire s'engage à :

- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans la fiche projet.
- à recruter 2 stagiaires ou alternant pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit l'offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :
    - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
    - des différentes phases de recrutement et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
    - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
    - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ART. 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

  Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

ART. 3.2.2 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ART. 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 4 mars 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes techniques, dont la fiche projet.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le …….	Le ……..
Pour la Région Ile-de-France, La Présidente du Conseil Régional	Pour le Bénéficiaire …….. Le Représentant

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-147

DU 4 MARS 2020

ENTREPRENEURIAT : DÉPLOIEMENT DU DISPOSITIF ENTREPRENEUR #LEADER

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187/1 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE le 26 juin 2017 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de commerce ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d' attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-612 du 13 décembre 2016 relative au financement de l'entrepreneuriat ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie # Leader : mesures en faveur de l'entreprenariat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 relative aux mesures en faveur de l'entrepreneuriat : soutien à la création et reprise d'entreprise, soutien aux points d'accueil et à la création d'entreprise ;

VU la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2018-139 du 16 mars 2018 relative à l'Entreprenariat et aux autres actions économiques ;

VU la délibération n° CP 2018-564 du 21 novembre 2018 relative au déploiement du programme Entrepreneur # Leader 2018-2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-135 du 22 mai 2019 relative à l'entrepreneuriat et au soutien à l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2019-306 du 3 juillet 2019 relative au soutien à l'économie sociale et solidaire et à l'entrepreneuriat QPV ;

VU la délibération n° CP 2019-501 du 20 novembre 2019 relative au soutien de l'innovation et de l'entrepreneuriat ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-147 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Avenants relatifs au dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise « Entrepreneur # Leader »

N° IRIS	Dispositif Entrepreneur # Leader	Montant (€)
20003091	**Parcours Régionale en faveur de l'entrepreneuriat – Phase Ante Création - 2020**	**1 990 101 €**
20003098	**Parcours Régionale en faveur de l'entrepreneuriat – Phase Ante Création – 2020 – Couveuse Lab**	**497 819 €**
20003083	**Parcours régional de l'entrepreneuriat-phase financement**	**483 000 €**
20003104	**Parcours régional de l'entrepreneuriat-phase Piloter mon entreprise**	**1 002 000 €**
	Total	**3 972 920 €**

Adopte l'avenant n° 6 à la convention n° 17014954 relative à l'offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création d'entreprise 2017-2020, approuvée par la délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 susvisée, joint en annexe 2 à la présente délibération.

Adopte l'avenant n° 4 à la convention n° 17015407 relative à l'offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création d'entreprise 2017-2019, approuvée par la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 susvisée, joint en annexe 2 à la présente délibération.

Modifie la fiche projet n° 18013885 telle que présentée en annexe 1 à la présente délibération en ce que la répartition de la subvention soit modifiée sans impact budgétaire

Adopte l'avenant n° 6 à la convention n° 17014958 relative à l'offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création d'entreprise 2017-2020, approuvée par la délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 susvisée, joint en annexe 2 à la présente délibération.

Décide de participer au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **3 972 920 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature des avenants en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 487 920 €** disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 485 000 €** prélevés sur le chapitre 939 « Action économique » code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales » programme HP 91-003 « Economie sociale et solidaire » action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire » du budget 2020.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Autorise la présidente du conseil régional à signer ces avenants.

Article 2 : Dotation des fonds de prêts d'honneur pour l'entrepreneuriat

Décide d'attribuer au titre des dispositifs respectifs « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » et « Soutien aux associations de prêt d'honneur », une dotation aux projets détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, pour l'abondement des fonds de prêt d'honneur d'un montant maximum de **1 430 000 €** au titre de l'année 2020 aux structures suivantes :

N° IRIS	Adie	Territoire d'intervention	Dotations aux fonds de prêts d'honneurs 2020
20002930	ADIE : Association Pour le Droit à l'Initiative Economique	IDF	300 000 €
	Total Adie		**300 000 €**

N° IRIS	Plateformes TPE classiques	Territoire	Dotations aux fonds de prêts d'honneurs 2020
20002933	Initiative Melun Val de Seine et Sud Seine-et-Marne	77	300 000 €
20003072	Ile de France Transmission	IDF	250 000 €
20003073	Initiative 95	95	150 000 €
20003081	Initiative Seine Yvelines	78	100 000 €
20002932	Initiative Nord seine et marne	77	50 000 €
	Total Réseau Initiative Île-de-France		**850 000 €**

N° IRIS	Plateformes TPE à potentiel	Territoire	Dotations aux fonds de prêts d'honneurs 2020
20003074	Réseau Entreprendre 77	77	80 000 €
20003075	Réseau Entreprendre 91	91	150 000 €
20003079	Réseau Entreprendre 78	78	50 000 €
	Total Réseau Entreprendre Île-de-France		**280 000 €**

Affecte une autorisation de programme de **300 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique » - code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **1 130 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique » - code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 (191001) « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100101 « sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la délibération par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé

Adopte l'avenant type en annexe 3 à la présente délibération.

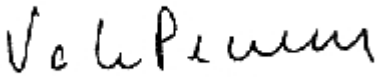
Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'un avenant à la convention triennale, adoptée par la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 3 : Modification de la convention 19010167

À la suite d'une erreur matérielle survenue dans la convention n° 19010167 approuvée par délibération n° CP 2019-501 du 20 novembre 2019 susvisée, l'article 3.4 relatif à l'éligibilité des dépenses subventionnables de la convention, fait l'objet d'une modification par avenant en annexe 4 à la présente délibération.

Autorise la présidente du conseil régional à signer cet avenant.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc176271-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets

DOSSIER N° 20003091 - PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT - PHASE ANTE CREATION - 2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	4 007 234,00 € HT	49,66 %	1 990 101,00 €
	Montant total de la subvention		1 990 101,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF
Adresse administrative : 18 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard MONTEIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la région Île-de-France a décidé de poursuivre son soutien à Boutiques de gestion PaRIF, chef de file du consortium « Bâtir son projet » et les opérateurs du consortium dans le cadre de sa politique entrepreneuriat en 2020.
La subvention votée à la N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 portait sur un soutien au consortium Ante création piloté par Boutiques de gestion PaRIF sur 2017 et une partie de 2018.
La subvention votée à la N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018 couvre l'activité de Boutiques de gestion PaRIF et de ses opérateurs du 1er juillet 2018 et au 31 décembre 2019.

La nouvelle subvention proposée au vote de la N° CP 2020-147 du 4 mars 2020 pourra couvrir l'activité de Boutiques de gestion PaRIF et de ses opérateurs du 1er septembre 2019 et jusqu'au 31 décembre 2020.

Description :
La phase ante création de l'offre régionale d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise a pour but d'accompagner toute personne, quel que soit son statut, souhaitant créer ou reprendre une entreprise. Cette phase ante création propose la formalisation du projet, l'élaboration du business plan et de l'étude

de marché. Cette phase permet également d'accompagner vers le financement ou de lancer directement son entreprise de manière plus sécurisée.
Cette phase peut être poursuivie par une phase financement (prêt d'honneur/garantie bancaire) et/ou une phase post création permettant d'accompagner l'entrepreneur jusqu'à 3 ans d'activité.

BGE PaRIF est le chef de file du consortium regroupant les opérateurs suivants:
- Accompagnement des porteurs de projets : réseau BGE, CCI Paris IDF, CRMA
- Test d'activités : Réseau BGE, Astrolabe Conseil, Rives de Seine Initiative, Afile 77

L'offre d'accompagnement en phase ante création se décompose en 3 temps :
1) une information collective de présentation du parcours (3-4h) : étapes de la création d'activité, financer son projet, présentation du parcours proposé dans le cadre de l'offre régionale d'accompagnement;
2) une phase d'accueil–diagnostic de projet (adéquation individu/projet puis état d'avancement du projet) : entretien individuel (2 rdv d'1h en moyenne, soit 2h total) => diagnostic partagé qui oriente vers la poursuite du parcours ou vers une autre sortie positive (emploi, formation, etc.);
3) un accompagnement à la réalisation d'étude de faisabilité du projet : formalisation totale ou partielle en plan d'affaires nécessaire à la poursuite du parcours. Cette phase s'articule autour de l'étude faisabilité économique (qui va jusqu'à la définition de l'organisation de l'entreprise), puis autour de l'étude financière permettant à l'entrepreneur d'être autonome sur la gestion de son entreprise au quotidien et de pouvoir discuter avec ses futurs financeurs.

Dans les cas de reprise d'entreprise, cet accompagnement est complété par un diagnostic de reprise (audit de l'entreprise à reprendre, adéquation avec le repreneur, etc.).

Les projets portés par les créateurs ou repreneurs non réalistes ou non viables sont accompagnés sur le « deuil » de leur projet et réorientés de façon qualifiée.

La durée de l'accompagnement ante création est comprise entre 3-10h de conseil individualisé (6h de RDV en moyenne) + 2h de travail à distance soit 7-8h en moyenne d'accompagnement par projet.
=> cette moyenne est à apprécier en fonction du candidat (niveau de qualification, situation sociale), typologie du projet ou caractéristiques du territoire. Cette moyenne sera réinterrogée après le lancement du dispositif avec les services de la Région.

En complément, l'offre d'accompagnement en phase ante création propose une intégration en couveuse-lab (test d'activité avec hébergement juridique et fiscal) pour :
- Valider le modèle économique ;
- Booster la phase de lancement de l'activité ;
- Apprendre à entreprendre ;
- Renforcer les fonds propres et la capacité d'emprunt.

Le consortium porté par BGE PaRIF propose une couverture territoriale de l'ensemble des 24 bassins d'emplois franciliens avec 36 antennes territoriales et 4 antennes thématiques régionalisées : métiers de la création, innovation, entrepreneuriat social, développement durable

Le projet propose de cibler prioritairement les créateurs et repreneurs suivants :
- manque de visibilité économique (domaine novateur ou carnet de commande trop faible pour se lancer sereinement);
- manque d'expérience commerciale;
- temps long de certains projets (secteur d'activité de la mode par ex);
- réseau à mettre en place, labellisation nécessaire;
- besoins particuliers en formation et conseil;
- besoin de l'entrepreneur de prendre plus de temps pour se lancer (posture du chef d'entreprise).

Un bilan synthétique de chaque entretien définissant un plan d'action sera produit systématiquement.

Depuis 2017, nous avons réalisé plus de 10450 accompagnements.

Cette subvention vise à financer 228 accompagnements pour l'année 2019.

Pour l'année 2020, cette subvention vise à financer 4013 accompagnements dont 50% de femmes accompagnées, 15% de personnes issues des Quartiers Politiques de la Ville et 60% de demandeurs d'emploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale affectée à la réalisation des 228 accompagnements pour l'année 2019 est d'un montant de 103 981 €.

La subvention régionale affectée à la réalisation des 4013 accompagnements pour l'année 2020 est d'un montant de 1 826 120 €.

La subvention régionale est répartie de la façon suivante :

60 000 € à BGE PaRIF
En tant que pilote, coordonnateur du consortium

490 320 € à BGE PaRIF en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création pour l'année 2020

13 082 € à BGE 78 en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création pour l'année 2019

145 280 € à BGE 78 en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création pour l'année 2020

14 465 € à BGE Adil en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création pour l'année 2019

381 360 à BGE Adil en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création pour l'année 2020

23 186 € à la CRMA en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création pour l'année 2019

188 760 € à la CRMA en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création pour l'année 2020

53 248 € à la CCI Paris-Ile de France en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création pour l'année 2019

620 400 € à la CCI Paris-Ile de France en tant qu'opérateur du volet accompagnement ante création pour l'année 2020

Seul le budget prévisionnel agrégé du consortium sera intégré à la fiche projet. Toutefois il sera nécessaire pour les services de la Région de prendre en compte l'ensemble des budgets prévisionnels et réalisés du chef de file et de ses opérateurs pour s'assurer de la bonne réalisation des objectifs.

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata des engagements de réalisations pris par opérateur, par action et par année.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	93 012,00	2,32%
Services externes	284 651,00	7,10%
Autres services externes	216 756,00	5,41%
Impôts et taxes liés au projet	150 805,00	3,76%
Frais de personnel	3 199 922,00	79,85%
Autres charges de gestion courante	57 896,00	1,44%
Charges exceptionnelles	4 192,00	0,10%
Total	4 007 234,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	246 548,00	6,15%
Etat	6 380,00	0,16%
Région IDF	1 990 101,00	49,66%
Département	75 283,00	1,88%
EPCI	6 380,00	0,16%
FSE	805 419,00	20,10%
Organismes semi-publics	869 599,00	21,70%
Organismes privés	7 524,00	0,19%
Total	4 007 234,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Le régime d'aide de minimis SIEG s'applique à la structure porteuse BGE PaRIF pour un montant de 60 000 €.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent, est-ce pour un montant de 1 930 101 €.

DOSSIER N° 20003098 - PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT - PHASE ANTE CREATION - 2020 - Couveuses Lab

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	1 071 241,00 € HT	46,47 %	497 819,00 €
	Montant total de la subvention		497 819,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF
Adresse administrative : 18 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard MONTEIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la région Île-de-France a décidé de poursuivre son soutien à Boutiques de gestion PaRIF, chef de file du consortium « Bâtir son projet » et les opérateurs du consortium dans le cadre de sa politique entrepreneuriat en 2020.
La subvention votée à la N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 portait sur un soutien au consortium Ante création piloté par Boutiques de gestion PaRIF sur 2017 et une partie de 2018.
La subvention votée à la N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018 couvre l'activité de Boutiques de gestion PaRIF et de ses opérateurs du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2019.

La nouvelle subvention proposée au vote de la N° CP 2020-147 du 4 mars 2020 pourra couvrir l'activité de Boutiques de gestion PaRIF et de ses opérateurs du 1er septembre 2019 et jusqu'au 31 décembre 2020.

Description :
La phase ante création de l'offre régionale d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise a pour but d'accompagner toute personne, quel que soit son statut, souhaitant créer ou reprendre une entreprise. Cette phase ante création propose la formalisation du projet, l'élaboration du business plan et de l'étude

de marché. Cette phase permet également d'accompagner vers le financement ou de lancer directement son entreprise de manière plus sécurisée.
Cette phase peut être poursuivie par une phase financement (prêt d'honneur/garantie bancaire) et/ou une phase post création permettant d'accompagner l'entrepreneur jusqu'à 3 ans d'activité.

L'offre d'accompagnement en phase ante création propose une intégration en couveuse-lab (test d'activité avec hébergement juridique et fiscal) pour :
- Valider le modèle économique ;
- Booster la phase de lancement de l'activité ;
- Apprendre à entreprendre ;
- Renforcer les fonds propres et la capacité d'emprunt.

Depuis 2017, 1100 accompagnements en couveuse lab ont été réalisés.

Cette subvention vise à financer 100 accompagnements en couveuse lab sur l'année 2019.

L'objectif de cette phase pour 2020 est d'accompagner 200 personnes en couveuses lab, dont 50% de femmes, 15% de personnes issues des Quartiers Politiques de la Ville et 60% de demandeurs d'emploi.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale affectée à la réalisation des 200 accompagnements en couveuses lab pour l'année 2020 est d'un montant de 331 800 €.

La subvention régionale affectée à la réalisation des 100 accompagnements en couveuse lab pour l'année 2019 est d'un montant de 166 019 €.

La subvention régionale est répartie de la façon suivante :

154 287 € à BGE PaRIF en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2020.

27 002 € à BGE 78 en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2019.

36 498 € à BGE 78 en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2020.

63 340 € à BGE Adil en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2019.

61 383 € à BGE Adil en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2020.

46 460 € à Astrolabe Conseil en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2019.

38 157 € à Astrolabe Conseil en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2020.

10 845 € à Rives de Seine Initiative en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2019.

13 272 € à Rives de Seine Initiative en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2020.

18 372 € à Afile 77 en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2019.

28 203 € à Afile 77 en tant qu'opérateur du volet accompagnement Couveuse Lab pour l'année 2020.

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata des engagements de réalisations pris par opérateur, par action et par année.

Seul le budget prévisionnel agrégé du consortium sera intégré à la fiche projet. Toutefois il sera nécessaire pour les services de la Région de prendre en compte l'ensemble des budgets prévisionnels et réalisés du chef de file et de ses opérateurs pour s'assurer de la bonne réalisation des objectifs.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	48 259,00	4,50%
Services externes	149 415,00	13,95%
Autres services externes	75 775,00	7,07%
Impôts et taxes liés au projet	41 856,00	3,91%
Frais de personnel	753 035,00	70,30%
Autres charges de gestion courante	2 596,00	0,24%
Charges exceptionnelles	305,00	0,03%
Total	1 071 241,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	137 651,00	12,85%
Etat	16 718,00	1,56%
Région Ile-de-France	497 819,00	46,47%
Département	50 964,00	4,76%
EPCI	38 566,00	3,60%
Communes	10 497,00	0,98%
FSE	300 840,00	28,08%
Organismes privés	13 660,00	1,28%
Autres produits de gestion courante	4 393,00	0,41%
Produits financiers	133,00	0,01%
Total	1 071 241,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent, est-ce pour un montant de 497 819 €.

Commission Permanente CP 2018-564 du 21 novembre 2018
modifiée par CP 2020-147 du 04 mars 2020

DOSSIER N° 18013885 - Parcours régional à l'entrepreneuriat-Phase financement-2018 -Fiche Projet votée en CP 2018-564 du 21/11/2018 modifiée par CP 2020-147 du 4/03/2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	12 295 985,00 € TTC	30,72 %	3 777 393,00 €
	Montant total de la subvention		3 777 393,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 36 RUE DES PETITS CHAMPS
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionnel RAINFRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : INITIACTIVE Ile-de-France a conventionné avec la Région en novembre 2017 pour proposer un accompagnement en financement des porteurs de projets sur la période 2017-2019. Un démarrage anticipé du projet est souhaité de façon à permettre aux opérateurs de poursuivre leur accompagnement dans le cadre de la politique régionale Entrepreneur # Leader sur la totalité de la période 2017-2019, sans rupture.
Motivation démarrage anticipé: Le bénéficiaire a démarré son action au 1er avril 2018.

Description :
La phase financement de l'offre régionale d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise a pour but d'accompagner toute personne, quel que soit son statut, souhaitant créer/reprendre une entreprise.

Cette phase d'accompagnement au financement propose une aide à la structuration financière et au financement du projet de création/reprise.

Elle constitue la 2ème étape du parcours régional entrepreneuriat Entrepreneur # Leader.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
131 388 € à INITIACTIVE Ile-de-France : en tant que chef de file

1 125 623 € à l' ADIE : en tant qu'opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »

224 394 € au Réseau Entreprendre : en tant qu'opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »

395 400 € à Scientipôle- Wilco : en tant qu'opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »

1 900 588 € à INITIACTIVE Ile-de-France : en tant qu'opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »

Par délibération N°CP 2020-147 du 4 mars 2020, la région décide de modifier la répartition de la subvention attribuée en 2018 (N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018) à INITIACTIVE Ile-de-France d'un montant de 1 900 588 € comme suit :

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention dans les conditions suivantes :

1 368 113 € à INITIACTIVE Ile-de-France, en tant qu'opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »

375 475 € à l'Adie, en tant qu'opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »

157 000 € au Réseau Entreprendre, en tant qu'opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »

Seul le budget prévisionnel agrégé du consortium sera intégré à la fiche projet. Toutefois il sera nécessaire pour les services de la Région de prendre en compte l'ensemble des budgets prévisionnels et réalisés du chef de file et de ses opérateurs pour s'assurer de la bonne réalisation des objectifs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	256 863,00	2,09%
Services externes	1 693 745,00	13,77%
Autres services externes	1 021 570,00	8,31%
Impots et taxes liés au projet	255 422,00	2,08%
Frais de personnel	8 984 405,00	73,07%
Autres charges de gestion courante	69 341,00	0,56%
Charges exceptionnelles	14 639,00	0,12%
Total	12 295 985,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	122 003,00	0,99%
Subvention Région (E#L)	3 777 393,00	30,72%
Autres subventions Région	57 993,00	0,47%
Autres subventions d'exploitation	4 666 324,00	37,95%
Autres produits de gestion courante	3 004 613,00	24,44%
Produits financiers	79 926,00	0,65%
Produits exceptionnels	145 992,00	1,19%
Transfert de charges	441 741,00	3,59%
Total	12 295 985,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20003083 - PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT-PHASE FINANCEMENT-2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
Action : 19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	1 028 888,00 € TTC	46,94 %	483 000,00 €
	Montant total de la subvention		483 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 36 RUE DES PETITS CHAMPS
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionnel RAINFRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Entrepreneur # Leader sera mis en oeuvre sur la période suivante : du 07/07/2017 au 31/12/2020. De façon à assurer une continuité du dispositif sur cette période, il est souhaitable de faire démarrer l'exécution de cette subvention au 01/09/2019. L'exécution de cette subvention se déroulera du 01/09/2019 au 31/12/2020.

Description :
La phase financement de l'offre régionale d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise a pour but d'accompagner toute personne, quel que soit son statut, souhaitant créer/reprendre une entreprise.

Cette phase d'accompagnement au financement propose une aide à la structuration financière et au financement du projet de création/reprise.

Elle constitue la 2ème étape du parcours régional entrepreneuriat Entrepreneur # Leader.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le consortium INITIACTIVE Île-de-France recevra une dotation d'un montant total de 483 000 €. Cette subvention permettra au consortium de couvrir les réalisations de 2020.

La Région autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale dans les conditions suivantes :

INITIACTIVE Ile-de-France :
En tant que chef de file : 60 000 €

ADIE
Phase financement : 423 000 €

Seul le budget prévisionnel agrégé du consortium sera intégré à la fiche projet. Toutefois il sera nécessaire pour les services de la Région de prendre en compte l'ensemble des budgets prévisionnels et réalisés du chef de file et de son opérateur, l'Adie, pour s'assurer de la bonne réalisation des objectifs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes-Location	177 621,00	17,26%
Autres services externes-rémunération d'intermédiaires et d'honoraires	4 000,00	0,39%
Frais personnel-rémunération spécifique au projet	847 267,00	82,35%
Total	1 028 888,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	483 000,00	46,94%
Fonds européens	465 000,00	45,19%
Autofinancement	80 888,00	7,86%
Total	1 028 888,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG à hauteur de 60 000 €.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 423 000 €.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20003104 - PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT - PHASE POST CREATION - 2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
Action : 19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	2 421 362,00 € HT	41,38 %	1 002 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 002 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG
Adresse administrative : 27 AV DE FRIEDLAND 75382 PARIS CEDEX 08
Statut Juridique : Etablissement public administratif
Représentant : Monsieur Didier KLING, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la région Île-de-France a décidé de poursuivre son soutien à la CCI, chef de file du consortium « Piloter mon entreprise » et les opérateurs du consortium dans le cadre de sa politique entrepreneuriat en 2020.
La subvention votée à la N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 portait sur un soutien au consortium Post création piloté par CCI de 2017 à 2018, prolongée pour l'année 2019 par la délibération N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018.

La nouvelle subvention proposée au vote de la N° CP 2020-147 du 4 mars 2020 pourra couvrir l'activité de la CCI et de ses opérateurs dès le 1er janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020.

Description :
La CCI Paris Île-de-France est le chef de file d'un consortium regroupant les opérateurs suivants :
- CCI;
- CRMA;
- Réseau BGE;

- InitiActive IDF;
- ADIE.

Les règles d'entrée dans la phase post création sont les suivantes :
- Dans le cas où le chef d'entreprise a bénéficié d'un accompagnement en phase 1, il sera naturellement orienté, mais sans exclusivité, vers le partenaire qui l'aura accompagné dans cette phase et pourra bénéficier ainsi de la connaissance que ce partenaire a de son projet.
- Dans le cas d'une entrée directe en phase 2, et si les fondamentaux du montage de projet dédiés à la phase 1 sont respectés, le chef d'entreprise bénéficiera d'un accompagnement, non exclusif, porté par le partenaire engagé à ses côtés dans la phase 2.
- Dans le cas d'une entrée directe dans la phase 3, un diagnostic de l'entreprise devra être impérativement réalisé afin de préciser le parcours proposé au chef d'entreprise et l'orienter ainsi vers le partenaire le plus adapté à son projet de développement.

Les projets innovants seront identifiés dès la fin de la phase 1 ou à l'occasion du diagnostic d'entrée en phase 3 ou si le projet de développement a évolé et s'inscrit au moment de la phase 3 dans cette orientation.

L'offre de service auprès des créateurs/repreneurs d'entreprise est constituée de temps individuels et collectifs. Les services déployés sont individualisés (modularités dans le parcours) et les services d'accompagnement se positionnent en experts.

La phase post création s'organise selon 3 principes d'accompagnement :
- le choix : le dirigeant choisit ses priorités de développement;
- la pertinence : le conseiller propose les actions et en mesure l'efficacité avec le dirigeant;
- la liberté : souplesse de l'accompagnement dans les RDV et thématiques.

Les éléments suivants sont communs à tous les parcours :
- Diagnostic d'entrée et charte d'engagement réciproque (2h);
- Bilan de sortie (2h);
- Plusieurs RDV d'étapes chaque année (6h en année 1, 4h en année 2, 2h en année 3);
- Communication privilégiée avec le conseiller (hotline) => 4h/an ;
- Workshops par des experts => session de 3h maxi et a minima 6 workshops /3 ans (thématiques : action commerciale, Emploi & gestion RH, Management de l'entreprise, Networking, sécurité juridique, Stratégique & Croissance, Outils de pilotage, Posture managériale).

L'entreprise dispose d'une relation renforcée avec un conseiller référent de profil généraliste tout au long de son parcours.

Livrables proposés :
- Diagnostic d'entrée;
- Charte des engagements réciproques;
- Bilan de sortie;
- Carnet de suivi des actions;
- Compte-rendu de RDV d'étape;

Depuis le 7 juillet 2017 et ce jusqu'au 31 décembre 2019, plus de 2880 parcours d'accompagnement en phase post creation ont été réalisés.

L'objectif est de faire 2125 parcours d'accompagnement en 2020, dont 50% de femmes accompagnées, 15% de personnes issues des Quartiers Politiques de la Ville et 60% de demandeurs d'emploi.

Cette subvention permettra le financement de 1570 parcours d'accompagnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Toutes les dépenses présentées au plan de financement sont éligibles. La subvention régionale est répartie de la façon suivante :

CCIR :
en tant que chef de file : 60 000 €
en tant qu'opérateur : 318 000 €

BGE PaRIF :
18 000 €

BGE ADIL :
60 000 €

BGE Yvelines :
96 000 €

CRMA:
6 000 €

InitiActive :
390 000 €

ADIE :
54 000 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	63 628,00	2,63%
Services Externes	208 221,00	8,60%
Autres Services Externes	210 089,00	8,68%
Impôts et taxes liés au projet	57 567,00	2,38%
Frais de personnel	1 858 357,00	76,75%
Autres charges de gestion courante	23 098,00	0,95%
Charges exceptionnelles	402,00	0,02%
Total	2 421 362,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	230 323,00	9,51%
Région Ile-de-France	1 002 000,00	41,38%
Etat	17 806,00	0,74%
Département	29 907,00	1,24%
EPCI	172 704,00	7,13%
Communes	9 333,00	0,39%
FSE	287 108,00	11,86%
Organismes Semi-Publics	342 828,00	14,16%
Organismes privés	14 446,00	0,60%
Transfert de charges	314 907,00	13,01%
Total	2 421 362,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Le régime d'aide de minimis SIEG s'applique à la structure porteuse CHAMBRE DE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF pour un montant de 60 000 €.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent, est-ce pour un montant de 942 000 €.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20002930 - ADIE-DOTATION DU FONDS DE PRETS D'HONNEURS-2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191003-400
Action : 19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	3 799 858,00 € TTC	7,90 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADIE ASS POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE
Adresse administrative : 139 BOULEVARD SEBASTOPOL 75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AZELINE DOUDET, Responsable financier

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts 2020.

Description :
L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) aide les personnes exclues du système bancaire classique à créer leur activité en leur octroyant un microcrédit et un prêt d'honneur complémentaire sans intérêt ni garantie.

La Région s'engage à octroyer une aide en investissement à l'ADIE pour abonder son fonds de prêts d'honneurs.

En effet le prêt d'honneur vient compléter l'apport financier du créateur d'entreprise accompagné par l'ADIE.

Le fonds de prêts d'honneurs de l'ADIE est abondé par plusieurs partenaires : BPI, Région....

Les prêts d'honneurs font l'objet de remboursements qui permettent de reconstituer de nouveaux apports nécessaires au financement d'autres projets et pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région s'engage sous la forme de dotation aux fonds de prêts d'honneurs dans la limite de 50 % du total des apports.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de prêts d'honneurs octroyés prévisionnels	3 795 000,00	99,87%
Trésorerie N+1	4 858,00	0,13%
Total	3 799 858,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations régionales prêts d'honneurs	300 000,00	7,90%
Autre dotation régionale prêts d'honneurs QPV	500 000,00	13,16%
Trésorerie N-1	199 858,00	5,26%
Dotation Bpifrance	750 000,00	19,74%
Dotations EPCI	250 000,00	6,58%
Remboursements	1 800 000,00	47,37%
Total	3 799 858,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 300 000 €.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20002933 - INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D''HONNEUR 2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	1 627 998,00 € TTC	18,43 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : 11 RUE BENJAMIN FRANKLIN 77000 LA ROCHETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Loic Dupont, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2020.

Description :
Ces prêts d'honneurs son prélevés au profit des créateurs sur des fonds de prêts constitués des apports de plusieurs partenaires : la Région Île-de-France, Bpifrance, EPCI, banques.....

Les remboursements permettent aux fonds de prêts de reconstituer de nouveaux apports pour attribuer de nouveaux prêts. Toutefois de nouveaux apports sont néanmoins nécessaires pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

La Région et Bpifrance constituent les financeurs les plus importants des plateformes de prêts d'honneurs.
Aussi de façon à répondre au plus prés des besoins de ces structures, la Région et Bpifrance travaillent conjointement dans l'objectif d'attribuer des dotations de façon complémentaire et efficiente.
La Région et Bpifrance interviennent en dotations en tenant compte à la fois de l'activité, réalisée et prévisionnelle mais aussi du montant des dotations perçues et des remboursements à venir.
Le montant de la Trésorerie (N+1) est calculé de façon normative et est égal à 4 mois d'activité de l'année (n+1) afin de permettre à la structure de financer son activité en attente des nouvelles dotations.

La Région Île-de-france s'engage sous forme de dotations de fonds de prêts d'honneurs dans la limite de 50 % du total des apports.
La Région a déjà octroyé une dotation de 35 000 € au titre de 2020 lors de la CP 2019-501 du 20/11/2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant prêts d'honneurs octroyés prévisionnels	1 122 000,00	68,92%
Pertes prévisionnelles	40 000,00	2,46%
Trésorerie N+1	315 998,00	19,41%
EPCI-fonds croissance	150 000,00	9,21%
Total	1 627 998,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations régionales prêts d'honneurs 1	35 000,00	2,15%
Dotations régionales prêts d'honneurs 2	300 000,00	18,43%
Bpifrance	300 000,00	18,43%
Remboursements	850 000,00	52,21%
Trésorerie N-1	142 998,00	8,78%
Total	1 627 998,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 300 000 €.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20003072 - Ile de France Initiative-Dotation au Fonds de prêts Ile-de-France Transmission-2020- 2ème versement

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	2 707 148,00 € TTC	9,23 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 36 RUE DES PETITS CHAMPS
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LIONNEL RAINFRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2020

Description :
Ile-de-France Initiative propose un accompagnement et un financement à la reprise de TPE en Ile-de-France.

Ile-de-France Initiative propose une offre de prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie à des repreneurs d'entreprises.

La Région s'engage à octroyer une aide en investissement à Ile-de-France Initiative pour abonder son fonds de prêts d'honneurs.

Les prêts d'honneurs font l'objet de remboursements qui permettent de reconstituer de nouveaux apports nécessaires au financement d'autres projets et pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.
Ces prêts d'honneurs son prélevés au profit des créateurs sur des fonds de prêts constitués des apports de plusieurs partenaires : la Région Île-de-France, Bpifrance, EPCI, banques.....

Les remboursements permettent aux fonds de prêts de reconstituer de nouveaux apports pour attribuer

de nouveaux prêts. Toutefois de nouveaux apports sont néanmoins nécessaires pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

La Région et Bpifrance constituent les financeurs les plus importants des plateformes de prêts d'honneurs.
Aussi de façon à répondre au plus près des besoins de ces structures, la Région et Bpifrance travaillent conjointement dans l'objectif d'attribuer des dotations de façon complémentaire et efficiente.
La Région et Bpifrance interviennent en dotations en tenant compte à la fois de l'activité, réalisée et prévisionnelle mais aussi du montant des dotations perçues et des remboursements à venir.
Le montant de la Trésorerie (N+1) est calculé de façon normative et est égal à 4 mois d'activité de l'année (n+1) afin de permettre à la structure de financer son activité en attente des nouvelles dotations.
La Région a octroyé une dotation de 80 000 € au titre de 2020 lors de la CP 2019-501 du 20/11/2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région s'engage sous la forme de dotation aux fonds de prêts d'honneurs dans la limite de 50 % du total des apports.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant prêts d'honneurs octroyés prévisionnel	2 000 000,00	73,88%
Pertes sur prêts d'honneurs prévisionelles	40 000,00	1,48%
Trésorerie N+1	667 148,00	24,64%
Total	2 707 148,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations régionales prêts d'honneurs 1	80 000,00	2,96%
Dotations régionales prêts d'honneurs 2	250 000,00	9,23%
Dotation Bpifrance	250 000,00	9,23%
Remboursements	1 282 890,00	47,39%
Trésorerie N-1	844 258,00	31,19%
Total	2 707 148,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 250 000 €.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20003073 - INITIACTIVE 95 - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2020-2ème versement

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	3 654 038,00 € TTC	4,11 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE
Adresse administrative : 3 AV DES BEGUINES 95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Jocelyne GANTOIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2020.

Description :
INITIACTIVE 95 propose un accompagnement et un financement aux TPE du Val d'Oise.
En plus d'offrir une large gamme de financements, INITIACTIVE 95 propose une offre de prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie.
La Région s'engage à octroyer une aide en investissement à INITIACTIVE 95 pour abonder son fonds de prêts d'honneurs.

Les prêts d'honneurs font l'objet de remboursements qui permettent de reconstituer de nouveaux apports nécessaires au financement d'autres projets et pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

Les associations de prêts d'honneurs ont vocation à octroyer des prêts à taux 0 % à des créateurs d'entreprises.

Cette offre est intégrée au programme régional Entrepreneur # Leader.

La Région a déjà octroyé une dotation de 200 000 € au titre de 2020 lors de la CP 2019-501 du 20/11/2019.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région et Bpifrance constituent les financeurs les plus importants des plateformes de prêts d'honneurs.
a Région et Bpifrance constituent les financeurs les plus importants des plateformes de prêts d'honneurs.
Aussi de façon à répondre au plus près des besoins de ces structures, la Région et Bpifrance travaillent conjointement dans l'objectif d'attribuer des dotations de façon complémentaire et efficiente.
La Région et Bpifrance interviennent en dotations en tenant compte à la fois de l'activité, réalisée et prévisionnelle mais aussi du montant des dotations perçues et des remboursements à venir.
Le montant de la Trésorerie (N+1) est calculé de façon normative et est égal à 4 mois d'activité de l'année (n+1) afin de permettre à la structure de financer son activité en attente des nouvelles dotations.

La Région Île-de-France s'engage sous forme de dotations de fonds de prêts d'honneurs dans la limite de 50 % du total des apports.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant prêts d'honneurs octroyés prévisionnels	2 561 000,00	70,09%
Pertes	120 000,00	3,28%
Trésorerie N+1	973 038,00	26,63%
Total	3 654 038,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations régionales prêts d'honneurs 1	200 000,00	5,47%
Dotations régionales prêts d'honneurs 2	150 000,00	4,11%
Bpifrance	150 000,00	4,11%
Remboursements	1 850 000,00	50,63%
Trésorerie N-1	1 304 038,00	35,69%
Total	3 654 038,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 150 000 €.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20003081 - INITIATIVES SEINE YVELINES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	2 286 949,00 € TTC	4,37 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ISY INITIATIVE SEINE YVELINES
Adresse administrative : 38 AV PAUL RAOULT
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Juliette BOURDILLON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2020

Description :
Initiatives Seine Yvelines propose un accompagnement et un financement aux TPE de 5 territoires des Yvelines. La plateforme intervient sur les intercommunalités suivantes :

Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise

Communauté de Communes Gally Mauldre

Communauté de Communes du Pays Houdanais

Communauté de Communes des Portes de l'Ile-de-France

Communauté d'Agglomération Rambouillet Territoire

En plus d'offrir une large gamme de financements, Initiatives Seine Yvelines propose une offre de prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie.

La Région s'engage à octroyer une aide en investissement à Initiatives Seine Yvelines pour abonder son fonds de prêts d'honneurs.

Le fonds de prêts d'honneurs d'Initiatives Seine Yvelines est abondé par plusieurs partenaires : Bpifrance, Région....

Les prêts d'honneurs font l'objet de remboursements qui permettent de reconstituer de nouveaux apports nécessaires au financement d'autres projets et pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

La Région et Bpifrance constituent les financeurs les plus importants des plateformes de prêts d'honneurs.
Aussi de façon à répondre au plus près des besoins de ces structures, la Région et Bpifrance travaillent conjointement dans l'objectif d'attribuer des dotations de façon complémentaire et efficiente.
La Région et Bpifrance interviennent en dotations en tenant compte à la fois de l'activité, réalisée et prévisionnelle mais aussi du montant des dotations perçues et des remboursements à venir.
Le montant de la Trésorerie (N+1) est calculé de façon normative et est égal à 4 mois d'activité de l'année (n+1) afin de permettre à la structure de financer son activité en attente des nouvelles dotations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région Île-de-France s'engage sous forme de dotations de fonds de prêts d'honneurs dans la limite de 50 % du total des apports.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montants Prêts d'honneurs décaissés prévisionnel	1 612 500,00	70,51%
Pertes sur prêts d'honneurs	65 000,00	2,84%
Trésorerie N+1	609 449,00	26,65%
Total	2 286 949,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations régionales prêts d'honneurs	100 000,00	4,37%
Dotations Bpifrance	100 000,00	4,37%
Remboursements	1 195 000,00	52,25%
Trésorerie N-1	891 949,00	39,00%
Total	2 286 949,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 100 000 €.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20002932 - NORD SEINE ET MARNE INITIATIVES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2020-2ème versement

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	1 343 405,00 € TTC	3,72 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE NORD SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 1 AV JOHANNES GUTEMBERG
77700 SERRIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arnaud Alacir, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts d'honneurs 2020.

Description :

Ces prêts d'honneurs son prélevés au profit des créateurs sur des fonds de prêts constitués des apports de plusieurs partenaires : la Région Ile-de-france, Bpifrance, EPCI, banques.....

Les remboursements permettent aux fonds de prêts de reconstituer de nouveaux apports pour attribuer de nouveaux prêts. Toutefois de nouveaux apports sont néanmoins nécessaires pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

La Région et Bpifrance constituent les financeurs les plus importants des plateformes de prêts d'honneurs.
Aussi de façon à répondre au plus près des besoins de ces structures, la Région et Bpifrance travaillent conjointement dans l'objectif d'attribuer des dotations de façon complémentaire et efficiente.
La Région et Bpifrance interviennent en dotations en tenant compte à la fois de l'activité, réalisée et prévisionnelle mais aussi du montant des dotations perçues et des remboursements à venir.
Le montant de la Trésorerie (N+1) est calculé de façon normative et est égal à 4 mois d'activité de l'année

(n+1) afin de permettre à la structure de financer son activité en attente des nouvelles dotations.

La Région a octroyé à la plateforme une dotation de 115 000 € au titre de 2020 lors de la CP 2019-501 du 20 novembre 2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montants prêts d'honneurs décaissés prévisionnels	1 020 000,00	75,93%
Pertes	15 000,00	1,12%
Trésorerie N+1	308 405,00	22,96%
Total	1 343 405,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations régionales prêts d'honneurs 1	115 000,00	8,56%
Dotations régionales prêts d'honneurs 2	50 000,00	3,72%
Dotations Bpifrance	165 000,00	12,28%
EPCI	32 260,00	2,40%
Remboursements	750 000,00	55,83%
Trésorerie N-1	231 145,00	17,21%
Total	1 343 405,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 50 000 €.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20003074 - RESEAU ENTREPRENDRE SEINE ET MARNE-DOTATIONS AUX FONDS DE PRÊTS DES ASSOCIATIONS DE PRÊTS D'HONNEURS 2020-2ème versement

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	793 680,00 € TTC	10,08 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 22 RUE PIERRE MENDES FRANCE 77200 TORCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionel MERCOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Objet : Versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts d'honneurs 2020

Description :
Les plateformes proposent des prêts d'honneurs aux créateurs d'entreprises.
Ces prêts d'honneurs son prélevés au profit des créateurs sur des fonds de prêts constitués des apports de plusieurs partenaires : la Région Île-de-France, Bpifrance, EPCI, banques.....
Les remboursements permettent aux Fonds de prêts de se reconstituer ; de nouveaux apports sont néanmoins nécessaires pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

La Région et Bpifrance constituent les financeurs les plus importants des plateformes de prêts d'honneurs.
Aussi de façon à répondre au plus prés des besoins de ces structures, la Région et Bpifrance travaillent conjointement dans l'objectif d'attribuer des dotations de façon complémentaire et efficiente.
La Région et Bpifrance interviennent en dotations en tenant compte à la fois de l'activité, réalisée et prévisionnelle mais aussi du montant des dotations perçues et des remboursements à venir.
Le montant de la Trésorerie (N+1) est calculé de façon normative et est égal à 4 mois d'activité de l'année (n+1) afin de permettre à la structure de financer son activité en attente des nouvelles dotations.

La Région Ile-de-France s'engage sous forme de dotation aux fonds de prêts d'honneur dans la limite de 50 % du total des apports.

La Région a octroyé une dotation de 75 000 € au titre de 2020 à la CP 2019-501 du 20 novembre 2019.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant prêts d'honneurs octroyés prévisionnel	550 000,00	69,30%
Pertes	6 000,00	0,76%
Trésorerie N+1	237 680,00	29,95%
Total	793 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations régionales prêts d'honneurs 1	75 000,00	9,45%
Dotations régionales prêts d'honneurs 2	80 000,00	10,08%
Dotations Bpifrance	80 000,00	10,08%
Trésorerie N-1	200 280,00	25,23%
Remboursements	358 400,00	45,16%
Total	793 680,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 80 000 €.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20003075 - RESEAU ENTREPRENDRE ESSONNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2020-2ème versement

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	916 898,00 € TTC	16,36 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RE ESSONNE RESEAU ENTREPRENDRE ESSONNE
Adresse administrative : 2 CRS MONSEIGNEUR ROMERO 91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jérôme BRETTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : versement de la dotation au fonds de prêts d'honneur de l'association au titre de 2020.

Description :
Réseau Entreprendre Essonne propose un accompagnement et un financement à la création/reprise de TPE en Essonne.

Réseau Entreprendre Essonne propose une offre de prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie à des créateurs/repreneurs d'entreprises.

La Région s'engage à octroyer une aide en investissement au Réseau Entreprendre Essonne pour abonder son fonds de prêts d'honneurs.

Le fonds de prêts d'honneurs de Réseau Entreprendre Essonne est abondé par plusieurs partenaires : BPI, Région....

Les prêts d'honneurs font l'objet de remboursements qui permettent de reconstituer de nouveaux apports nécessaires au financement d'autres projets et pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

La Région a déjà octroyé une dotation de 50 000 € au titre de 2020 lors de la CP 2019-501 du 20 novembre 2019.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région et Bpifrance constituent les financeurs les plus importants des plateformes de prêts d'honneurs.
Aussi de façon à répondre au plus près des besoins de ces structures, la Région et Bpifrance travaillent conjointement dans l'objectif d'attribuer des dotations de façon complémentaire et efficiente.
La Région et Bpifrance interviennent en dotations en tenant compte à la fois de l'activité, réalisée et prévisionnelle mais aussi du montant des dotations perçues et des remboursements à venir.
Le montant de la Trésorerie (N+1) est calculé de façon normative et est égal à 4 mois d'activité de l'année (n+1) afin de permettre à la structure de financer son activité en attente des nouvelles dotations.

La Région Île-de-France s'engage sous forme de dotations de fonds de prêts d'honneurs dans la limite de 50 % du total des apports.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montants prêts d'honneurs octroyés prévisionnel	610 000,00	66,53%
Pertes	12 000,00	1,31%
Restitution dotations innovations -Banques	63 181,00	6,89%
Trésorerie N+1	231 717,00	25,27%
Total	916 898,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotations régionales-prêts d'honneurs 1	50 000,00	5,45%
Dotations régionales -prêts d'honneurs 2	150 000,00	16,36%
Dotations Bpifrance	150 000,00	16,36%
Remboursements	400 000,00	43,63%
Trésorerie N-1	166 898,00	18,20%
Total	916 898,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 150 000 €.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-147

DOSSIER N° 20003079 - RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement) (n° 00001057)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
Action : 19100101- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (investissement)	1 593 597,00 € TTC	3,14 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE TOURAINE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Claude ROBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2020

Description :
Réseau Entreprendre Yvelines propose un accompagnement et un financement à la création/reprise de TPE dans les Yvelines.

Réseau Entreprendre Yvelines propose une offre de prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie à des créateurs/repreneurs d'entreprises.

La Région s'engage à octroyer une aide en investissement au Réseau Entreprendre Yvelines pour abonder son fonds de prêts d'honneurs.

Le fonds de prêts d'honneurs de Réseau Entreprendre Yvelines est abondé par plusieurs partenaires : CDC, Région....

Les prêts d'honneurs font l'objet de remboursements qui permettent de reconstituer de nouveaux apports nécessaires au financement d'autres projets et pour accompagner la croissance du nombre de projets annuellement soutenus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région s'engage sous la forme de dotation aux fonds de prêts d'honneurs dans la limite de 50 % du total des apports.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant prêts d'honneurs octroyés prévisionnels	800 000,00	50,20%
Pertes	80 000,00	5,02%
Trésorerie N+1	713 597,00	44,78%
Total	1 593 597,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotation régionale prêts d'honneurs	50 000,00	3,14%
Dotation prêts d'honneurs Bpifrance prévisionnelle	50 000,00	3,14%
Remboursements	500 000,00	31,38%
Trésorerie N-1	649 847,00	40,78%
Dotation Plan revitalisation	233 750,00	14,67%
Autre financement	110 000,00	6,90%
Total	1 593 597,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 50 000 €.

Annexe 2 : Avenants Entrepreneur #Leader 2017-2020

AVENANT N° 6- A LA CONVENTION N° 17014954-RELATIVE A L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNE VERS LA CREATION ET REPRISE D'ENTREPRISE 2017-2019 (ADOPTE LE 18 OCTOBRE 2017 PAR LA DELIBERATION N° CP 2017-488)
PHASE ANTE CREATION

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer l'avenant par délibération N° CP 2020-147 du 4 mars 2020.

Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF, sise 18 rue du Faubourg du Temple à Paris, représentée par son Président Bernard MONTEIL.

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

Vu la délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 de la région Île-de-France qui décide de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase Ante création de 2017 à 2019 en attribuant, dans le cadre de la convention n° 17014954, une subvention du 07/07/2017 au 31/12/2017.

Vu l'avenant N°1 adopté lors de la délibération N° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 du Conseil régional Île-de-France qui modifie l'article 1 relatif à l'objet de la convention n° 17014954 et prolonge la période d'exécution de 12 mois (du 07/07/2017 au 31/12/2018).

Vu l'avenant N°2 adopté lors de la délibération N° CP 2018-483 du 17 octobre 2018 du Conseil régional Île-de-France qui modifie l'article 1 relatif à l'objet de la convention n° 17014954 et prolonge la période d'exécution de 12 mois (du 07/07/2017 au 31/12/2019).

Vu l'avenant N°3 adopté lors de la délibération N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018 du Conseil régional Île-de-France qui modifie la convention n° 17014954 et décide de poursuivre son soutien à Boutiques de gestion PaRIF IDF, chef de file du consortium « Bâtir son projet » dans le cadre de sa politique entrepreneuriat en 2018 et 2019.

Vu l'avenant N°4 adopté lors de la délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019 du Conseil régional Île-de-France qui vient modifier la convention n° 17014954 et corrige des erreurs matérielles survenues lors de la N° CP 2018-564.

Vu l'avenant N°5 adopté lors de la N° CP 2019-501 du 20 novembre 2019 a prolongé la période d'exécution de la convention d'une durée de 12 mois. La période d'exécution de la convention est remplacée par « 07/07/2017 au 31/12/2020 ».

L'avenant N°6 à la convention 17014954 adopté lors de la N° CP 2020-147 du 4 mars 2020 décide la poursuite du soutien à Boutiques de gestion PaRIF IDF, chef de file du consortium « Bâtir son projet » pour l'année 2020.

ARTICLE 1 :

A l'article 1, il convient d'ajouter :

Par délibération N° CP 2020-147 du 4 mars 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase 1 de 2017 à 2020 dont le descriptif figure dans la fiche projet Dossier 20003091 – Parcours Régionale en faveur de l'entrepreneuriat – Phase Ante Création - 2020 en annexe 1 , **par l'attribution à** BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF**, d'une nouvelle subvention de fonctionnement de 1 990 101 €** pour la période du 01/09/2019 au 31/12/2020.

Par délibération N° CP 2020-147 du 4 mars 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase 1 de 2017 à 2020 dont le descriptif figure dans la fiche projet Dossier 20003091 – Parcours Régionale en faveur de l'entrepreneuriat – Phase Ante Création – 2020 – Couveuse Lab en annexe 1 , **par l'attribution à** BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF**, d'une nouvelle subvention de fonctionnement de 497 819 €** pour la période du 01/09/2019 au 31/12/2020.

ARTICLE 2 :

Article 2.1 : Il convient d'ajouter à l'article 2.1 obligations relatives au projet subventionné :

L'ensemble des opérateurs doivent transmettre trimestriellement toutes les données y comprises personnelles qu'ils possèdent sur les personnes et projets accompagnés que la région Île-de-France finance au regard du rapport cadre CR2017-141 du 06/07/2017 et de la convention N° **17014954** à compter du 1er janvier 2020. Lors de la première transmission à la région Île-de-France, les opérateurs transmettront toutes les données y comprises personnelles des personnes et projets accompagnés depuis le début de la convention N° **17014954** depuis le 7 juillet 2017.

Article 2.2 : Il convient de remplacer à l'article 2.3 obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :

Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute 6 stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. La répartition des stagiaires ou alternants, fait l'objet d'un accord entre les membres du consortium.
Les membres du consortium saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

Article 2.3 : Il convient d'ajouter l'article suivant : « obligations relatives aux aides d'Etat » :

Pour le volet « Accompagnement Ante-création des créateurs d'entreprises et l'accompagnement en Couveuse Lab» : ces soutiens financiers sont octroyés conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium sont chargés de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la présente convention sur les bénéficiaires finaux (les créateurs d'entreprises) sous forme d'accompagnement à la création d'entreprises. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final. BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium seront chargés d'appliquer la règlementation des aides d'Etat notamment le régime d'aide en faveur des PME SA 40453 (catégorie aides en faveur des jeunes pousses) ou le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.

BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium s'engagent ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée à BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et aux membres du consortium a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium se soumettent aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium transmettent annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

BOUTIQUE DE GESTION PARIS IDF et les membres du consortium conservent l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Pour le volet « Soutien à la structure porteuse » : l'activité réalisée par BGE PARIF dans le cadre de l'animation du consortium est une activité économique qui poursuit un objectif d'intérêt général. En effet, la région confie à BGE PARIF le pilotage et l'animation d'opérateurs d'accompagnement ante-création désignés dans le cadre de l'AMI régional entrepreneuriat, pour leur permettre, à leur tour, d'accompagner les créateurs d'entreprises sur le territoire de l'Ile-de-France. Dans ce cadre, les porteurs de projets bénéficiant d'un accompagnement, sont essentiellement composés de personnes éloignées de l'emploi. En effet, l'accompagnement doit cibler au minimum 60 % de personnes sans emploi ou personnes rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, 50 % de femmes et à minima 15 % de personne habitants dans les Quartiers en politique de la ville. Ainsi, ces aides sont octroyées sur la base du règlement de minimis SIEG n°360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018).

Le bénéficiaire et les membres du consortium s'engagent à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 3 :

A l'article 3.1, il convient d'ajouter :

La subvention régionale affectée à la réalisation des 228 accompagnements pour l'année 2019 est d'un montant de 103 981 €.

La subvention régionale affectée à la réalisation des 4013 accompagnements pour l'année 2020 est d'un montant de 1 826 120 €.

La subvention régionale affectée à la réalisation des 100 accompagnements en couveuse lab pour l'année 2019 est d'un montant de 166 019 €.

La subvention régionale affectée à la réalisation des 200 accompagnements en couveuses lab pour l'année 2020 est d'un montant de 331 800 €.

La subvention régionale est répartie de la façon suivante :

60 000 € à BGE PaRIF
En tant que pilote, coordonnateur du consortium

Ante Création

	2019	2020
BGE PaRIF		490 320 €
BGE 78	13 082 €	145 280 €
BGE Adil	14 465 €	381 360 €
CRMA	23 186 €	188 760 €
CCI Paris-Ile de France	53 248 €	620 400 €

Couveuse Lab

	2019	2020
BGE PaRIF		154 287 €
BGE 78	27 002 €	36 498 €
BGE Adil	63 340 €	61 383 €
Astrolabe Conseil	46 460 €	38 157 €
Rives de Seine	10 845 €	13 272 €
Afile 77	18 372 €	28 203 €

ARTICLE 4 :

Les articles 3.3.1 et 3.3.2 et 3.3.3 sont modifiés de la façon suivante :

ARTICLE 3.3.1: VERSEMENT D'AVANCES
Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.3.2: VERSEMENT D'ACOMPTES
Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte :

-un état récapitulatif des dépenses pour le consortium doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
-un état récapitulatif des dépenses pour chaque membre du consortium doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Chaque état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.3.3: VERSEMENT DU SOLDE
Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses pour le consortium et pour chacun des membres du consortium qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
  - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
  - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un compte-rendu financier pour le consortium et pour chacun des membres du consortium (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- Le(s) convention(s) de stage/contrats d'alternants, au nombre prévu à l'article 2. du présent avenant.

ARTICLE 5 :

A l'article 8, les pièces contractuelles sont complétées.

Il convient donc de lire :

« Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP2017-488 et ***l'annexe dénommée « fiche projet Dossier N°20003091 – Parcours régional en faveur de l'entrepreneuriat – Phase ante création - 2020 » adoptée par délibération N°CP2020-147****.*

ARTICLE 6 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A,

Le

Le Président

Boutiques de Gestion Paris IDF

Bernard MONTEIL

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation

La Directrice Générale Adjointe Pôle Entreprises et Emploi

Marie ESNAULT-BERTRAND

AVENANT N°4 A LA CONVENTION N° 17015407 - RELATIVE A L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNÉ VERS LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE 2017 – 2020
PHASE FINANCEMENT

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer l'avenant par délibération N° CP 2020-147 du 4 mars 2020.

Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

INITIACTIVE Ile-de-France, sise 36 rue des petits champs Paris 75 002, représenté par son Président, Monsieur Lionnel RAINFRAY, habilité à signer cet avenant.

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

Vu la délibération N° CP2017-586 du 22 novembre 2017, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium « Financer son projet » de 2017 à 2019. Elle a attribué dans la convention n° 17014954 une subvention pour la période du 07/07/2017 au 31/12/2018.

Vu l'avenant N°1 adopté lors de la délibération N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018, la région Île-de-France a décidé de poursuivre son soutien à INITIACTIVE Ile-de-France, chef de file du consortium « Financer son projet » dans le cadre de sa politique entrepreneuriat pour période du 01/04/2018 au 31/12/2019

Vu l'avenant N°2 adopté lors de la délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019 vient corriger des erreurs matérielles survenues lors de la N° CP 2018-564.

Vu l'avenant N°3 à la convention n° 17015407, adopté à la N° CP 2019-501 du 20 novembre 2019 vient prolonger la période d'exécution de la convention de 12 mois passant de la période du « 07/07/2017 au 31/12/2018 » à « 07/07/2017 au 31/12/2020 ».Il est précisé également les conditions de versement de l'intégralité de la subvention à Wilco par le chef de file.

L'avenant N° 4 à la convention n° 17015407 adopté à la N° CP 2020-147 du 4 mars 2020 décide de poursuivre l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium « Financer son projet » en 2020 en octroyant une subvention pour la période du 01/09/2019 au 31/12/2020. Il décide de prolonger l'exécution de la subvention votée à la CP 2018-564 du 21 novembre 2018 jusqu'au 31/12/2020**.** Il propose aussi une redistribution de la subvention qui avait été affectée le 21 novembre 2018 (N° CP 2018-564) au consortium INITIACTIVE Ile de France.

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :

A l'article 1, il convient d'ajouter :

Par délibération N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium de la phase « financer son projet » de 2017 à 2019, par l'attribution à INITIACTIVE IDF, d'une nouvelle subvention de fonctionnement de 3 777 393

Euros pour la période du 01/04/2018 au 31/12/2019. **Par délibération N° CP 2020-147 du 4 mars 2020, la région Île de France décide de prolonger la période d'exécution de cette subvention jusqu'au 31/12/2020.**

Par délibération N°CP 2020-147 du 4 mars 2020, la région décide **de modifier la répartition de la subvention attribuée en 2018** (N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018).

Par délibération N° CP 2020-147 du 4 mars 2020, la région Île-de-France décide de **poursuivre l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium de la phase « financer son projet » de 2017 à 2020 dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe 1, par l'attribution à Initiactive Ile-de-France, d'une subvention de fonctionnement 483 000 € du 01/09/2019 au 31/12/2020.**

ARTICLE 2 :

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Il convient d'ajouter à l'article 2.1 obligations relatives au projet subventionné :

L'ensemble des opérateurs doivent transmettre trimestriellement toutes les données y comprises personnelles qu'ils possèdent sur les personnes et projets accompagnés que la région Île-de-France finance au regard du rapport cadre CR2017-141 du 06/07/2017 et de la convention N° **17015407** à compter du 1er janvier 2020. Lors de la première transmission à la région Île-de-France, les opérateurs transmettront toutes les données y comprises personnelles des personnes et projets accompagnés depuis le début de la convention N° **17015407** depuis le 7 juillet 2017.

Il convient d'ajouter l'article suivant : « obligations relatives aux aides d'Etat » :

Pour le volet «Accompagnement en financement des créateurs d'entreprises» : ces soutiens financiers sont octroyés conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium sont chargés de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la présente convention sur les bénéficiaires finaux (les jeunes d'entreprises) sous forme d'accompagnement à la création d'entreprises. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final.
INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium seront chargés d'appliquer la règlementation des aides d'Etat notamment le régime d'aide en faveur des PME SA 40453 (catégorie aides en faveur des jeunes pousses) ou le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.
INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium s'engagent ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. INITIACTIVE Ile-de-France devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée à INITIACTIVE Ile-de-France et aux membres du consortium a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium se soumettent aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium transmettent

annuellement à la Région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

INITIACTIVE Ile-de-France et les membres du consortium conservent l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Pour le volet « Soutien à la structure porteuse », l'activité réalisée par INITIACTIVE Ile-de-France dans le cadre de l'animation du consortium est une activité économique qui poursuit un objectif d'intérêt général. En effet, la Région confie à INITIACTIVE Ile-de-France le pilotage et l'animation d'opérateurs d'accompagnement du financement désignés dans le cadre de l'AMI régional entrepreneuriat, pour leur permettre, à leur tour, d'accompagner les créateurs d'entreprises sur le territoire de l'Ile-de-France. Dans ce cadre, les porteurs de projets bénéficiant d'un accompagnement en financement, sont essentiellement composés de personnes éloignées de l'emploi. En effet, l'accompagnement doit cibler au minimum 60 % de personnes sans emploi ou personnes rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, 50 % de femmes et à minima 15 % de personne habitants dans les Quartiers en politique de la ville. Ainsi, ces aides sont octroyées sur la base du règlement de minimis SIEG n°360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018).

Le bénéficiaire et les membres du consortium s'engagent à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Il convient de remplacer à l'article 2.3 obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :
Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute **1** stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. La répartition des stagiaires ou alternants, fait l'objet d'un accord entre les membres du consortium.
Les membres du consortium saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»
2017.

ARTICLE 3 :

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le présent avenant a pour objet de modifier la répartition de la subvention dite « en cascades » attribuée au titre de l'année 2018 (Par délibération N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018) comme suit :

Article 3.1. Répartition des subventions en « cascades » au titre de l'année 2018 :

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale attribuée au titre de l'année 2018 dans les conditions suivantes :

1 368 113 € à INITIACTIVE Ile de France, en tant qu'*opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »*

375 475 € à l'Adie, en tant qu'*opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »*

157 000 € au Réseau Entreprendre, en tant qu'*opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »*

Il convient d'ajouter à :

Article 3.1 répartition des subventions « en cascades » au titre de l'année 2020 :

Par délibération N° CP 2020-147 du 4 mars 2020, la région Île-de-France décide donc de poursuivre l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase Financement de 2017 à 2020 par l'attribution à Initiactive Ile-de-France, d'une subvention de fonctionnement 483 000 € jusqu'au 31/12/2020 et autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale dans les conditions suivantes :

60 000 € à INITIACTIVE Ile-de-France, *en tant que pilote, coordonnateur du consortium*
423 000 € à l'ADIE en tant qu'*opérateur du volet « Accompagnement des entreprises »*

ARTICLE 4 :

A l'article 8, les pièces contractuelles sont complétées.

Il convient donc de lire :

« Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP2017-586, l'annexe dénommée « fiche projet N° 18013885 » votée en CP 2018-564 du 21/11/2018 modifiée par CP 2020-147 du 04/03/2020 et l'annexe dénommée « fiche projet N°20003083» adoptée par délibération N°CP2020-147 ».

ARTICLE 5 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A,
Le

Le Président d'INITIACTIVE Ile-de-France,

Lionnel RAINFRAY

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Pôle Entreprises et Emploi

Marie ESNAULT-BERTRAND

AVENANT N°6 A LA CONVENTION N° 17014958-RELATIVE A L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNE VERS LA CREATION ET REPRISE D'ENTREPRISE 2017-2019 (ADOPTE LE 18 OCTOBRE 2017 PAR LA DELIBERATION N° CP 2017-488)

Phase Post création

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération N° CP 2019-147 du 4 mars 2020.

Et,

La CHAMBRE DE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF, sise 27 avenue de Friedland à Paris, représentée par son Président Mr Didier KLING.

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

Par délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium de la phase « Piloter mon projet » de 2017 à 2019. Elle attribue dans la convention n° 17014958 une subvention à la CCI Paris IDF au titre de 2017-2018.

Vu l'avenant n° 1 à la convention n° 17014958 adopté lors de la Commission permanente du Conseil régional Île-de-France le 22 novembre 2017 sous le N° CP2017-586 modifie l'article 1 relatif à l'objet de la convention et prolonge la période d'exécution de 12 mois du « 07/07/2017 au 31/12/2018 ».

Vu l'avenant n° 2 à la convention n° 17014958 adopté lors de la Commission permanente du Conseil régional Île-de-France le 17 octobre 2018 sous le N° CP 2018-483 modifie l'article 1 relatif à l'objet de la convention et prolonge la période d'exécution de 12 mois. La période d'exécution est désormais la suivante du « 07/07/2017 au 31/12/2019 ».

Vu l'avenant N°3 à la convention n° 17014958 adopté par délibération N° CP 2018-564 du 21 novembre 2018, la région Île-de-France a décidé de poursuivre son soutien à CHAMBRE DE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF, chef de file du consortium « Piloter son entreprise » dans le cadre de sa politique entrepreneuriat 2019.

Vu l'avenant N°4 à la convention n° 17014958 adopté par délibération N° CP 2019-306 du 3 juillet 2019 vient corriger des erreurs matérielles survenues lors de la N° CP 2018-564.

Vu l'avenant N°5 à la convention n° 17014958 adopté à la N° CP 2019-501 du 20 novembre 2019 a prolongé la période d'exécution de la convention d'une durée de 12 mois et octroyé une subvention de fonctionnement de 600 000€. La période d'exécution de la convention est remplacée par « 07/07/2017 au 31/12/2020 ».

L'avenant N°6 à la convention n° 17014958 adopté à la N° CP 2020-147 du 4 mars 2020, décide de poursuivre le soutien à CHAMBRE DE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF, chef de file du consortium « Piloter son entreprise » dans le cadre de la politique entrepreneuriat 2020.

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :

A l'article 1, il convient d'ajouter :

Par délibération N° CP 2020-147 du 4 mars 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase 3 de 2017 à 2020 dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe, **par l'attribution à CHAMBRE DE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF, d'une nouvelle subvention de fonctionnement de 1 002 000 €** pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

ARTICLE 2 :

Article 2.1 : Il convient d'ajouter à l'article 2.1 obligations relatives au projet subventionné :

L'ensemble des opérateurs doivent transmettre trimestriellement toutes les données y comprises personnelles qu'ils possèdent sur les personnes et projets accompagnés que la région Île-de-France finance au regard du rapport cadre CR2017-141 du 06/07/2017 et de la convention N° **17014958** à compter du 1er janvier 2020. Lors de la première transmission à la région Île-de-France, les opérateurs transmettront toutes les données y comprises personnelles des personnes et projets accompagnés depuis le début de la convention N° **17014958** depuis le 7 juillet 2017.

Article 2.2 : Il convient de remplacer à l'article 2.3 obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :

Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute 3 stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. La répartition des stagiaires ou alternants, fait l'objet d'un accord entre les membres du consortium.
Les membres du consortium saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

Article 2.3 : Il convient d'ajouter l'article suivant : « obligations relatives aux aides d'Etat » :

Pour le volet «Accompagnement Post-création des jeunes d'entreprises» : ces soutiens financiers sont octroyés conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire CCI Région Paris IDF et les membres du consortium sont chargés de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la convention cadre qui a fait l'objet d'un vote lors de la CP 2017-488 du 18 octobre 2017 sur les bénéficiaires finaux (les jeunes entreprises) sous forme d'accompagnement à la création d'entreprises. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final.
La CCI Paris-Ile-de-France et les membres du consortium seront chargés d'appliquer la règlementation des aides d'Etat notamment le régime d'aide en faveur des PME SA 40453 (catégorie aides en faveur des jeunes pousses) ou le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.
La CCI Région Paris IDF et les membres du consortium s'engagent ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. La CCI Région Paris IDF devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée à la CCI Région Paris IDF et aux membres du consortium a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, la CCI Région Paris IDF et les membres du consortium se soumettent aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de cet avenant et à l'article 1

de la convention cadre n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, la CCI Région Paris IDF et les membres du consortium transmettent annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

La CCI Région Paris IDF et les membres du consortium conservent l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Pour le volet soutien à la structure porteuse, l'activité réalisée par la CCI Région Paris IDF dans le cadre de l'animation du consortium est une activité économique qui poursuit un objectif d'intérêt général. En effet, la région confie à la CCI Région Paris IDF le pilotage et l'animation d'opérateurs d'accompagnement en post création désignés dans le cadre de l'AMI régional entrepreneuriat, pour leur permettre, à leur tour, d'accompagner les créateurs d'entreprises sur le territoire de l'Ile-de-France. Dans ce cadre, les porteurs de projets bénéficiant d'un accompagnement en post création, sont essentiellement composés de personnes éloignées de l'emploi. En effet, l'accompagnement doit cibler au minimum 60 % de personnes sans emploi ou personnes rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi, 50 % de femmes et à minima 15 % de personne habitants dans les Quartiers en politique de la ville. Ainsi, ces aides sont octroyées sur la base du règlement de minimis SIEG n°360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018).

Le bénéficiaire et les membres du consortium s'engagent à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 3 :

A l'article 3.1, il convient d'ajouter :

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale votée par délibération N° CP 2020-147 du 4 mars 2020 dans les conditions suivantes :

CCIR :
en tant que chef de file : 60 000 €
en tant qu'opérateur : 318 000 €

BGE PaRIF : 18 000 €

BGE ADIL : 60 000 €

BGE Yvelines : 96 000 €

CRMA : 6 000 €

InitiActive : 390 000 €

ADIE : 54 000 €.

ARTICLE 4 :

Les articles 3.3.1 et 3.3.2 et 3.3.3 sont modifiés de la façon suivante :
ARTICLE 3.3.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.3.2: VERSEMENT D'ACOMPTES
Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte :
-un état récapitulatif des dépenses pour le consortium doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
--un état récapitulatif des dépenses pour chaque membre du consortium doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Chaque état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.3.3: VERSEMENT DU SOLDE
Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses pour le consortium et pour chacun des membres du consortium qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
  - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
  - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un compte-rendu financier pour le consortium et pour chacun des membres du consortium (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

- Le(s) convention(s) de stage/contrats d'alternants, au nombre prévu à l'article 2. du présent avenant.

ARTICLE 5 :

A l'article 8, les pièces contractuelles sont complétées.

Il convient donc de lire :

« Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP2017-488 et ***l'annexe dénommée « Fiche projet Dossier 20003104 – Parcours régional en faveur de l'entrepreneuriat – Phase Post Création - 2020 » adoptée par délibération N°CP2020-147****.*

ARTICLE 6 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux,

A,

Le	**Le**
le Président de la	**Pour la Présidente du Conseil Régional**
Chambre de Commerce et d'Industrie	**d'Île-de-France et par délégation**
Région Paris IDF	**La Directrice Générale Adjointe Pôle Entreprises et Emploi**
Didier KLING	**Marie ESNAULT-BERTRAND**

Annexe 3 : Avenant type dotations prêts d'honneurs

AVENANT N°4 A LA CONVENTION RELATIVE A l'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNE VERS LA CREATION ET REPRISE D'ENTREPRISES 2017-2019 ABONDEMENT DES FONDS DE PRÊTS D'HONNEURS

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération CP 2020-147 du 4 mars 2020.
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'association XXXXXXX
N° SIRET : XXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXX
ayant pour représentant le XXXXXX

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibération N° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative au soutien de la création/reprise des entreprises franciliennes, la Région Île-de-France a décidé d'apporter des solutions de financement aux créateurs d'entreprises pour favoriser la création d'entreprise en Ile-de-France et pérenniser leur activité.
Dans ce cadre le consortium « Financer son projet » ayant pour chef de file INITIACTIVE IIe de France et composé des 8 fonds territoriaux du réseau France active, des 13 plateformes du réseau Ile de France Initiative, de l'ADIE et des 8 plateformes du Réseau Entreprendre en Ile de France est sélectionné à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt qui a été lancé le 6 juillet 2017. Dans ce cadre le consortium INITIACTIVE Ile de France apportera des solutions de financement aux créateurs/repreneurs d'entreprises dans le programme Entrepreneur # Leader.

Dans ce cadre il est convenu d'apporter un soutien régional aux plateformes du réseau Entreprendre, du réseau Initiative et de l'ADIE.

Dans la convention 2017-2019, seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017 correspond à la dotation du fonds de prêts d'honneurs de la première année d'exécution de la convention.

Par délibération CP 2018-564 du 21 novembre 2018, sous la forme d'un avenant N°1, la Région Ile-de-France décide de poursuivre son soutien à l'ADIE et aux plateformes TPE classiques de fonds de prêts d'honneurs pour 2018. Dans ce cadre, la Région Ile-de-France décide également de poursuivre son soutien à Scientipôle Initiative, plateforme de TPE technologiques pour 2019 et 2020.

Par délibération CP 2019-135 du 22 mai 2019, sous la forme d'un avenant N°2 précise le régime d'aides d'Etat qui sera applicable par les 13 plateformes du réseau Initiative Ile de France, par l'ADIE et les 8 plateformes du réseau Entreprendre au profit de leurs bénéficiaires finaux.

Par délibération CP 2019-501 du 20 novembre 2019, sous la forme d'un avenant N°3, la Région Ile-de-France décide de poursuivre son soutien à l'ADIE et aux plateformes TPE classiques de fonds de prêts d'honneurs pour 2019 (réseau Initiative et réseau Entreprendre).

Par délibération CP 2020-147 du 4 mars 2020, sous la forme d'un avenant N°4, la Région Ile-de-France décide de poursuivre son soutien à l'ADIE et aux plateformes TPE classiques de fonds de prêts d'honneurs du réseau Initiative Ile de France et du réseau Entreprendre Ile-de-France pour 2020.

ARTICLE 1

La Région soutient le bénéficiaire par des dotations en investissement qui serviront de ressources *pour les prêts d'honneur.*
La contribution de la Région permet d'accroître le *montant du fonds de prêts d'honneur Ce montant diminue en fonction des prêts accordés et est progressivement reconstitué par les remboursements.*

- *Dotation pour l'ADIE :*

La Région octroie au titre de 2020 une dotation au fonds de prêts d'honneurs de l'ADIE dont le montant ne pourra pas dépasser XXXX € dans la limite d'une participation maximale de 50 % du fonds.

- *Dotation pour les membres du réseau Initiative Ile-de-France et du réseau Entreprendre :*

Pour les plateformes TPE classiques fonds de prêts d'honneurs :

- *Dotation pour Ile-de-France Initiative:*

La Région octroie au titre de 2020 une dotation d'un montant maximum de XXXX € à Ile-de-France Initiative visant à abonder exclusivement le fonds Ile-de-France Transmission.

- *Dotation aux plateformes de prêts d'honneurs franciliennes affiliées à France Initiative Réseau :*

La Région octroie au titre de 2020 une dotation d'un montant maximum de XXXX € pour accroître le fonds de prêts d'honneurs de la plateforme XXXXXX, affiliée à France Initiative Réseau.

- *Dotation aux plateformes de prêts d'honneurs franciliennes affiliées au Réseau Entreprendre :*

La Région octroie au titre de 2020 une dotation d'un montant maximum de XXXX € pour accroître le fonds de prêts d'honneurs de la plateforme XXXXXX, membre du Réseau Entreprendre, dédié aux projets de création/reprise ayant un potentiel de création d'emploi.

ARTICLE 2

Il convient d'ajouter dans l'article 2.1 dans l'alinéa présentant les « obligations relatives aux aides d'Etat » par l'alinéa suivant :

Ce financement régional est octroyé conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent.
Le bénéficiaire est chargé de répercuter l'intégralité du financement régional sous forme de prêts d'honneur. Pour cela, il respecte la règlementation des aides d'Etat lors de l'octroi de chaque prêt d'honneur aux bénéficiaires finaux.
La règlementation applicable au niveau des bénéficiaires finaux peut notamment être le règlement de minimis n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis soit le régime d'aide jeune pousse (SA 40390 : sur les jeunes pousses) soit
le régime d'aide SA 40453 relatif aux aides en faveur des PME dans la catégorie des aides aux jeunes pousses. Le bénéficiaire est chargé de vérifier le respect de l'ensemble des règles prévues par la règlementation applicable, notamment s'agissant de l'éligibilité des bénéficiaires finaux, des plafonds d'aides ainsi que des déclarations des aides perçues.

Lorsque cela est nécessaire, le bénéficiaire calcule le montant d'équivalent-subvention brut (ESB) des prêts d'honneur. L'ESB est calculé par application de la méthode de calcul de l'ESB des prêts publics rappelée dans le régime N677/A/2007.

Le bénéficiaire envoie, à la demande de la région, des documents de reporting permettant de justifier que l'intégralité de la subvention régionale a été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme de prêts d'honneur. Ainsi, le bénéficiaire se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires

finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, le bénéficiaire transmet annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant du prêt octroyé et son ESB si celui-ci a été calculé, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

Le bénéficiaire conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 3

Cet avenant vient modifier l'article 3-2 de la convention « Modalités de versement de la subvention » :
Lors de la demande d'avance ou de solde de la dotation, l'association justifiera sa demande en présentant le tableau complété en annexe de cet avenant.
Le calcul de la capacité d'engagement sera désormais :
Capacité d'engagement = situation de trésorerie – montant des prêts accordés non encore décaissés + X % remboursements attendus + dotations octroyés restant à percevoir

ARTICLE 4

A l'article 8, les pièces contractuelles sont complétées.

Il convient donc de lire :

« Les pièces contractuelles comprennent l'avenant N°4 proprement dit et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP 2020-147 du 4 mars 2020».

ARTICLE 3

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux
Le

XXXXXXXX

Pour la Présidente du Conseil Régional
D'Île-de-France et par délégation
La directrice générale adjointe des entreprises et de l'emploi

Marie ESNAULT-BERTRAND

ANNEXE A L'AVENANT

Case blanche : à saisir	
Case grisée : calcul automatique - aucune de saisie requise	
Exercice actuel (saisir l'année en cours)	2019

	Depuis l'origine au 31.12 2017	Réalisé 2018	Depuis l'origine au 31.12 2018	Prévisionnel 2019	Prévisionnel au 31.12 2019	Prévisionnel 2020	Prévisionnel au 31.12 2020
Indicateurs activités							
Nombre de prêts décaissés			0		0		0
Nombre d'entreprises financées			0		0		0
Montant des PH décaissés (en €)			0		0		0
Montant moyen par prêt (en €)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Indicateurs financiers							
Dotations brutes perçues	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
dont Région Île-de-France			*0*		*0*		*0*
dont Financeur principal 2 (à renseigner)			*0*		*0*		*0*
dont Financeur principal 3 (à renseigner)			*0*		*0*		*0*
dont Financeur principal 4 (à renseigner)			*0*		*0*		*0*
dont Autres financeurs			*0*		*0*		*0*
Pertes sur prêts d'honneur			0		0		0
Frais de fonctionnement du fonds de PH*	0	0	0	0	0	0	0
dont frais bancaires			*0*		*0*		*0*
dont commissions garanties			*0*		*0*		*0*
A renseigner			*0*		*0*		*0*
A renseigner			*0*		*0*		*0*
A renseigner			*0*		*0*		*0*
Dotations nettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Encours de prêts			0		0		0
Décaissements		*0*		*0*		*0*	
Remboursements							
Restes à décaisser en N+1 sur N							
Trésorerie disponible	**0**		**0**		**0**		**0**

**commissions garanties Bpi, frais bancaires, etc. nets des éventuels produits de trésorerie*

Annexe 4 : Avenant BGE-Cité des métiers

AVENANT N° 1- A LA CONVENTION N° 1901067- (ADOPTE LE 20 NOVEMBRE 2019 PAR LA DELIBERATION N° CP 2019-501)

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer l'avenant par délibération N° CP 2020-147 du 4 mars 2020.

Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF, sise 18 rue du Faubourg du Temple à Paris, représentée par son Président Bernard MONTEIL.

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

Vu la délibération N° CP 2019-501 du 20 novembre 2019 de la région Île-de-France qui décide de soutenir le programme de conseil en création d'entreprise et de sensibilisation à l'entrepreneuriat à la Cité des Métiers 2019,

L'avenant N°1 à la convention 19010167 adopté lors de la N° CP 2020-147 du 4 mars 2020 modifie l'article 3.4 de la convention relatif à l'éligibilité des dépenses.

Article 1 :

L'article 3.4 est modifié de la façon suivante :

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage de la fiche projet et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 2 :

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A,

Le

Le Président
Boutiques de Gestion Paris IDF

Bernard MONTEIL

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Pôle Entreprises et Emploi

Marie ESNAULT-BERTRAND

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-091

DU 4 MARS 2020

CONTRATS RURAUX : NOUVEAUX DISPOSITIFS - AVENANT - 2ÈME RAPPORT 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010 portant approbation de contrats ruraux (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise) ;

VU la délibération n° CP 11-406A du 19 mai 2011 portant approbation de contrats ruraux et d'avenants (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val d'Oise);

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

VU la délibération n° CP 2017-312 du 5 juillet 2017 portant affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux et sur des contrats antérieurement conclus – Contrat rural, contrat régional territorial, contrat régional, nouveau contrat rural – Deuxième affectation de 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-421 du 20 septembre 2017 portant affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux et sur les contrats antérieurement conclus, contrats ruraux, contrats d'aménagement régionaux, nouveaux contrats ruraux, fonds régional d'intervention exceptionnelle en faveur des territoires ruraux d'Île-de-France – Troisième affectation de 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-542 du 22 novembre 2017 portant affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux et sur des contrats antérieurement conclus – Quatrième affectation de 2017 ;

VU la délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 relative aux contrats ruraux – Décisions d'affectations sur les dispositifs nouveaux contrats ruraux, fonds régional d'intervention exceptionnelle ;

VU la délibération n° CP 2018-197 du 30 mai 2018 relative aux nouveaux contrats ruraux – Troisième affectation 2018 – Avenant à un contrat rural ;

VU la délibération n° CP 2019-260 du 3 juillet 2019 relative aux contrats ruraux : nouveaux et anciens dispositifs – Avenant – Quatrième affectation 2019 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU le rapport n°CP 2020-091 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif **« nouveau contrat rural »**,

d'une part, de conclure avec chaque commune citée en annexe 1 à la présente délibération, pour les opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération, un contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée ;

et d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération et inscrites dans les nouveaux contrats ruraux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la présente délibération, d'un montant total de **1 313 499,93 €**, prélevés sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux», du budget 2020.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 :

Approuve l'avenant au contrat rural de la commune de Haute-Isle (95) figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve en conséquence la nouvelle fiche-projet n° 20001046 figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de 16 132,20 € disponible sur le chapitre budgétaire 905 «Aménagement des territoires», code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural», action 15300202 « Contrats ruraux», du budget 2020.

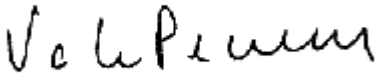
Article 4 :

Décide d'accorder, à titre exceptionnel, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » au titre du (des) contrat(s), concernant les collectivités suivantes :

- Commune des Mesnuls (78) approuvé par la délibération n° CP 2017-421 du 20 septembre 2017 susvisée ;
- Commune de Saint-Sauveur-les-Bray (77) approuvé par la délibération n° CP 2017-542 du 22 novembre 2017 susvisée ;
- Commune des Bréviaires (78) approuvé par la délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 susvisée ;
- Commune de Boullay-les-troux (78) approuvé par la délibération n° CP 2018-197 du 30 mai 2018 susvisée ;
- Commune de Thoury-Ferottes (77) approuvé par la délibération n° CP 2019-260 du 3 juillet 2019 susvisée.

Autorise les versements des soldes de subventions attribuées à ces structures communales au titre du dispositif « nouveau contrat rural » pour les opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 4 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171192-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : TABLEAU RECAPITULATIF DES NOUVEAUX CONTRATS RURAUX

NOUVEAUX CONTRATS RURAUX **CP 2020-091**

COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/ AFFECTATIONS EN €
77 SEINE ET MARNE			
CHALAUTRE-LA-PETITE	**EX047976**	Aménagement de la rue du 27 aout 1944 avec cheminement pieton	86 998,65
	20002737	Aménagement de la rue de la croix blanche	51 381,82
	20002738	Aménagement de la rue du stade	9 619,53
		Total subvention	***148 000,00***
GOUAIX	**EX047916**	Rénovation de la gendarmerie et des logements de fonction associés	99 752,73
	20001051	Rénovation des logements communaux de Flamboin	43 747,20
		Total subvention	***143 499,93***
MONTGE-EN-GÖELE	**EX047896**	Création d'un terrain multisports et de ses abords	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
YEBLES	**EX047965**	Réhabilitation de voieries communales et parking	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
78 YVELINES			
AUTEUIL-LE-ROI	**EX048012**	Remise à niveau des équipements municipaux	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
GRESSEY	**EX048022**	Amélioration des équipements communaux	134 000,00
		Total subvention	***134 000,00***
SAULX MARCHAIS	**EX048008**	Création d'un batiment pour les services techniques et la médiatheque	100 000,00
	20002624	Enfouissement de reseaux	48 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
91 ESSONNE			
GUIBEVILLE	**EX047981**	Restructuration et extension de la grange Saint-Vincent en pôle culturel et associatif	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
95 VAL D'OISE			
SAINT-CYR-EN-ARTHIES	**EX047954**	Réaménagement de la rue du Parc	84 800,00
	20002028	Réaménagement de la rue du Coteau	31 200,00
	20002029	Réaménagement de l'allée des Tilleuls	32 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
		TOTAL GENERAL	**1 313 499,93**

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° EX047965 - COR - REHABILITATION DE VOIRIES COMMUNALES ET PARKING - YEBLES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE YEBLES
Adresse administrative : 3 GRANDE RUE
77390 YEBLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marieme TAMATA-VARIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 octobre 2019 - 31 octobre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement budgétaire et financier (RBF), l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Yèbles (922 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "réhabilitation de voiries communales et parking".

Le projet concerne la réhabilitation des voiries communales et leur mise en sécurité ainsi que la création d'un parking au niveau de la salle des fêtes.
Il est prévu de renforcer les voiries suivantes du cœur de bourg (rues de la gare, de Vulaines et de la Corneillerie) afin de mettre en sécurité les circulations piétonnes et de les rendre accessibles à tous (mise aux normes PMR). La sécurisation et la réhabilitation de la rue Saint Médard, située hors agglomération, sont également prévues. Enfin, il est proposé de réaliser un parking de 30 places dans le respect des normes PMR devant la salle polyvalente sur la rue de la Fontaine. Un aménagement paysager sera réalisé une fois que le chantier sera terminé, hors contrat rural, afin d'embellir le site autour du parking.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 413 200 €, plafonné à 370 000 €. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- YEBLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	392 100,00	94,89%
FRAIS DE MAITRISE D'OEUVRE	21 100,00	5,11%
Total	413 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	35,82%
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE (sollicité)	111 000,00	26,86%
COMMUNE	154 200,00	37,32%
Total	413 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX047976 - COR - AMENAGEMENT DE LA RUE DU 27 AOUT 1944 AVEC CHEMINEMENT PIETON - CHALAUTRE-LA-PETITE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	217 496,62 € HT	40,00 %	86 998,65 €
		Montant total de la subvention	86 998,65 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHALAUTRE LA PETITE
Adresse administrative	:	MAIRIE 77160 CHALAUTRE-LA-PETITE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur NUYTTENS JEAN-PIERRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2018 - 15 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Chalautre-la-Petite (582 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Aménagement de la rue du 27 août avec cheminement piéton ».

La rue du 27 août 1944 est une voie en double sens desservant le centre-bourg de la commune. L'état de sa chaussée dont la largeur varie entre 4,20 m et 5,70 m est dégradé et présente des affaissements. Les accotements existants, couverts d'herbes, vont de 40 cm à 3,5m de large, sans assurer une continuité d'itinéraire pour les piétons ni un revêtement adéquat.

L'objectif de l'opération est d'offrir aux piétons vulnérables un cheminement sans contraintes et sécurisé.

Le projet prévoit la création de trottoir en enrobé d'un seul côté de la voirie, sur le côté pair. La voirie sera élargie à 4,80m et limitée à 30km/h. Elle sera en pente unique coulant vers le côté pair et des grilles seront créées afin de récolter les eaux de pluie dans le réseau communal passant sous le trottoir côté impair.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 217 496,62€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- CHALAUTRE-LA-PETITE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	200 582,50	92,22%
HONORAIRES	16 914,12	7,78%
Total	217 496,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	86 998,65	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	65 248,99	30,00%
COMMUNE	65 248,98	30,00%
Total	217 496,62	100,00%

DOSSIER N° 20002737 - COR - AMENAGEMENT DE LA RUE DE LA CROIX BLANCHE - VOIRIE ET CHEMINEMENT PIETON - CHALAUTRE-LA-PETITE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	128 454,56 € HT	40,00 %	51 381,82 €
		Montant total de la subvention	51 381,82 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHALAUTRE LA PETITE
Adresse administrative	:	MAIRIE 77160 CHALAUTRE-LA-PETITE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur NUYTTENS JEAN-PIERRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2018 - 15 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Chalautre-la-Petite (582 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Aménagement de la rue de la Croix blanche ».

L'état de la chaussée est dégradé et présente des affaissements.
Les accotements existants, couverts d'herbes, vont de 0,60m à 2,30m de large, sans assurer une continuité d'itinéraire sécurisée pour les piétons ni un revêtement adéquat.

L'objectif de l'opération est d'offrir aux piétons et aux conducteurs un cheminement sans contraintes et permettant une évolution aisée.

Le projet prévoit l'aménagement de la voirie avec délimitation des enrobés par une bordure béton neuve et la création d'un trottoir d'un seul côté de la voirie sur la section la plus large. La rue, d'une largeur de 3m sera en sens unique et en zone 30. Les réseaux sont enterrés sous la voirie.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX047976.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 128 454,56€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- CHALAUTRE-LA-PETITE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	118 465,00	92,22%
HONORAIRES	9 989,56	7,78%
Total	128 454,56	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	51 381,82	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	38 536,37	30,00%
COMMUNE	38 536,37	30,00%
Total	128 454,56	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° 20002738 - COR - AMENAGEMENT DE LA RUE DU STADE AVEC CHEMINEMENT PIETON - CHALAUTRE-LA-PETITE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	24 048,82 € HT	40,00 %	9 619,53 €
		Montant total de la subvention	9 619,53 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHALAUTRE LA PETITE
Adresse administrative : MAIRIE
77160 CHALAUTRE-LA-PETITE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur NUYTTENS JEAN-PIERRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2018 - 15 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Chalautre-la-Petite (582 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Aménagement de la rue du Stade avec cheminement piéton ».
L'état de sa chaussée de la rue du stade est dégradé et présente des affaissements.
Les accotements existants n'assurent pas une continuité d'itinéraire pour les piétons ni ne présentent un revêtement adéquat.

L'objectif de l'opération est d'offrir aux piétons vulnérables et aux conducteurs un cheminement sans contraintes et sécurisé.

Les travaux consistent en :
- élargissement de la voirie à 4,50m de large,
- création d'un trottoir en enrobé côté pair,
- création d'un trottoir en béton bitumineux, délimité par une bordure béton, côté impair.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX047976.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 48 816,32€ HT, plafonné à 24 048,82€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- CHALAUTRE-LA-PETITE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	45 020,00	92,22%
HONORAIRES	3 796,32	7,78%
Total	48 816,32	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	9 619,53	19,71%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	7 214,65	14,78%
COMMUNE	31 982,14	65,52%
Total	48 816,32	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° EX047916 - COR - RENOVATION DE LA GENDARMERIE ET DES LOGEMENTS DE FONCTION ASSOCIES - COMMUNE DE GOUAIX (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	249 381,83 € HT	40,00 %	99 752,73 €
		Montant total de la subvention	99 752,73 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE GOUAIX
Adresse administrative	:	12 AVENUE DE LA GARE 77114 GOUAIX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Paul FENOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2017 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Gouaix (1478 habitants – INSEE 2016) propose l'opération « Rénovation de la gendarmerie et des logements de fonction associés ».

La gendarmerie est accueillie sur un site communal comprenant des locaux pour la brigade, 6 logements de fonction et des garages, desservis par une cour centrale. La surface construite est d'environ 524 m² au sol.
Les menuiseries extérieures sont peu performantes, les portes des garages sont détériorées, le ravalement des bâtiments est dégradé. La couverture est constituée de tuiles mécaniques en béton et présente de nombreuses traces de mousse. Il existe divers désordres au niveau de la cour intérieure.
Le projet de rénovation comprendra le remplacement des portes de garage et des menuiseries extérieures, avec pose de volets roulants motorisés, la motorisation et la rénovation du portail d'entrée. Le ravalement des bâtiments et du mur d'enceinte, la réparation des réseaux d'eaux pluviales et usées suite à différents désordres constatés, la réfection de la cour centrale et la mise en accessibilité des locaux recevant du public sont également prévus.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 249 381,83 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- GOUAIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	229 845,00	92,17%
HONORAIRES	19 536,83	7,83%
Total	249 381,83	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	99 752,73	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	74 814,54	30,00%
COMMUNE	74 814,56	30,00%
Total	249 381,83	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° 20001051 - COR - RENOVATION DES LOGEMENTS COMMUNAUX DE FLAMBOIN - COMMUNE DE GOUAIX (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	109 368,00 € HT	40,00 %	43 747,20 €
	Montant total de la subvention		43 747,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOUAIX
Adresse administrative : 12 AVENUE DE LA GARE
77114 GOUAIX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul FENOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2017 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Gouaix (1478 habitants – INSEE 2016) propose l'opération « Rénovation des logements communaux de Flamboin ».

La commune est propriétaire de 5 logements situés dans une bâtisse du 19ème siècle dans le hameau de Flamboin. Le chauffage central au gaz date des années 1970. Les installations sanitaires de ces logements sont dégradées et vétustes.
Le projet consiste à remplacer la chaudière par un équipement à condensation de nouvelle génération plus performant, à mettre en conformité l'installation électrique de la chaufferie, à revoir le calorifugeage des réseaux de distribution et à poser des robinets thermostatiques sur les corps de chauffe. La rénovation portera également sur les installations sanitaires et électriques des logements, ainsi que sur les systèmes de ventilation des pièces humides.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise

en compte dans la fiche IRIS n°EX047916.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 109 368 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- GOUAIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	100 800,00	92,17%
HONORAIRES	8 568,00	7,83%
Total	109 368,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	43 747,20	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	32 810,40	30,00%
COMMUNE	32 810,40	30,00%
Total	109 368,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° EX047896 - COR - CREATION D'UN TERRAIN MULTISPORTS ET DE SES ABORDS - MONTGÉ EN GOËLE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
		Montant total de la subvention	148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGE EN GOELE
Adresse administrative : RUE DE LA LOI
77230 MONTGE EN GOELE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal HIRAUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Montgé-en-Goële (762 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante :"Création d'un terrain multisports et de ses abords". Elle souhaite améliorer son offre d'espaces récréatifs et sportifs en direction des enfants et adolescents (notamment les 0-14 ans) dont le poids démographique s'est beaucoup renforcé avec l'installation de jeunes ménages.
L'objectif est d'enrichir l'offre de la plaine de jeux située dans la partie basse et plane de la commune en proximité de l'école du village et de la salle polyvalente. Celle-ci est déjà pourvue de deux tennis, d'une aire de jeux pour les petits et d'une plaine servant aux jeux de ballons. La création du terrain multisport permettra de pratiquer le mini foot, le basket et le handball.

Le terrain multisports de 20 mètres par 30 mètres comprendra deux frontons à barreaudage de 3 mètres de haut sur 20 mètres de large, deux filets pare–ballon, en prolongement de chaque fronton, deux buts mixtes foot-basket, 4 mini-buts brésiliens.
Les parties latérales du terrain seront fermées par des palissades à barreaudage de 1,10 mètre de haut sur 30 mètres de long avec un portail à accès sélectif.

Sur les abords, seront réalisés :
- des travaux de terrassement, d'assainissement avec notamment la réalisation d'un bassin de régulation des eaux pluviales,

- la voirie et le stationnement sont aménagés,
- de nombreuses plantations seront réalisées : pelouse rustique sur 5 665 m², plantations d'arbres et d'arbustes et plate-bande de vivaces sur 305 m².

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 518 012,19 € HT plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- MONTGE-EN-GOELE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires	67 566,81	13,04%
Travaux	450 445,38	86,96%
Total	518 012,19	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	28,57%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	111 000,00	21,43%
DETR (acquis)	103 602,44	20,00%
Commune	155 409,75	30,00%
Total	518 012,19	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° EX048012 - COR - REMISE A NIVEAU DES EQUIPEMENTS MUNICIPAUX - MAIRIE D'AUTEUIL LE ROI (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'AUTEUIL LE ROI
Adresse administrative	:	25 GRANDE RUE 78770 AUTEUIL
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame MARIE CHRISTINE CHAVILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2019 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune d'Auteuil-le-Roi (938 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Remise à niveau des équipements municipaux".

La commune souhaite engager d'importants travaux de remise à niveau de ses équipements communaux :
- Rénovation des toitures communales avec remplacement complet ou reprise de l'isolation pour améliorer les performances techniques. Les bâtiments concernés sont : le bâtiment de stockage, la mairie, l'église, l'école et le restaurant scolaire.
- Reprise des vitraux de l'église Saint-Eparche du 12e siècle qui se dégrade faute d'un entretien suffisant. La commune souhaite reprendre les vitraux, usés et cassés.
- Création d'un espace intergénérationnel avec la réhabilitation d'un bâtiment situé au centre du village. Il comprendra deux salles permettant d'accueillir des réunions, des assemblées générales et des événements organisés par les associations locales. L'étage permettra de créer une surface de stockage.
- Création d'un city-stade prévu dans l'enceinte du stade de foot en cœur de village. Il pourra être utilisé

aussi bien par les parents, les enfants, l'école et les associations. Les sports praticables seront le football, le basket, le hand-ball et le hockey.
- Réaménagement du parking de la mairie : la commune souhaite créer un parking formalisé et arboré pour faciliter la circulation et l'accès aux services publics.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 464 382 € HT, plafonné à 370 000€ HT. Le taux est de 40%.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	22 000,00	4,74%
TRAVAUX	442 382,00	95,26%
Total	464 382,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	31,87%
DEPARTEMENT (78) - sollicité	111 000,00	23,90%
DEPARTEMENT (78) Extension	6 208,00	1,34%
ETAT - Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)	59 850,00	12,89%
COMMUNE	139 324,00	30,00%
Total	464 382,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° EX048022 - COR - AMELIORATION DES EQUIPEMENTS COMMUNAUX - COMMUNE DE GRESSEY (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	335 000,00 € HT	40,00 %	134 000,00 €
	Montant total de la subvention		134 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE GRESSEY
Adresse administrative	:	2 RUE DES PLANTES 78550 GRESSEY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur VALERY BERTRAND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 novembre 2019 - 30 novembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Gressey (545 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Amélioration des équipements communaux".

La commune souhaite réaliser plusieurs opérations pour l'amélioration de ses équipements municipaux :
- L'amélioration de l'atelier municipal avec la création d'un espace de stockage de 100 m2 pour entreposer les véhicules municipaux et le matériel. Des aménagements (douches, vestiaires, sanitaires...) permettront d'améliorer les conditions de travail des agents de la commune. L'atelier sera intégré à la typologie traditionnelle du centre-bourg. Des panneaux photovoltaïques seront apposés sur la toiture.
- La restructuration d'une aire de stationnement paysagère adjacente à la salle des fêtes par la création de 24 places de parking dont 9 en sable stabilisé et 15 sur une dalle « Evergreen » (enherbé). Des plantations d'arbres fruitiers seront également prévues pour matérialiser le stationnement.
- L'aménagement d'un terrain multisport à proximité de la salle des fêtes et de l'atelier municipal. Le terrain multisport serait la première infrastructure communale à usage sportif et de loisirs avec la réalisation prochaine des jeux pour enfants et d'un parcours de santé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 335 000 € HT. Le taux est de 40 %.

Localisation géographique :

- GRESSEY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	40 000,00	11,94%
TRAVAUX	295 000,00	88,06%
Total	335 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	134 000,00	40,00%
DEPARTEMENT (78) - Sollicité	100 500,00	30,00%
COMMUNE	100 500,00	30,00%
Total	335 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° EX048008 - COR CREATION D'UN BATIMENT POUR LES SERVICES TECHNIQUES ET LA MEDIATHEQUE - COMMUNE DE SAULX MARCHAIS (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	250 000,00 € HT	40,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAULX MARCHAIS
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE
78650 SAULX-MARCHAIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JACQUES CHAUMETTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 décembre 2018 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par :
- la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

- l'acquisition foncière, directement liée à l'opération subventionnée, avec un acte de vente, établi le 14/12/2018 ; le montant de l'acquisition s'élève à 250 000 € HT.

Description :
La commune de Saulx-Marchais (928 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Création d'un bâtiment pour les services techniques et la médiathèque".

Les services techniques et la bibliothèque de Saulx-Marchais sont actuellement implantés dans un même bâtiment, acquis par la commune en décembre 2018. L'ensemble des locaux actuels seront affectés à la bibliothèque (modernisation et augmentation de la surface) et les services techniques seront relocalisés dans une nouvelle construction réalisée à proximité immédiate sur le même foncier.
Les travaux comprennent :
- le réaménagement des locaux avec création d'un espace multimédia, une salle d'animation et un local pour le centre communal d'action sociale,

- l'amélioration des performances thermiques et de l'accessibilité du bâtiment actuel (remplacement de menuiseries, ravalement de façade, déplacement de l'entrée),
- la création d'une annexe attenante de 158 m² pour accueillir les services techniques, isolée thermiquement mais également phoniquement de la médiathèque.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 901 160 € HT, plafonné à 250 000€ HT. Le taux est de 40%.

Localisation géographique :
- SAULX-MARCHAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	51 160,00	5,68%
TRAVAUX	600 000,00	66,58%
ACQUISITION	250 000,00	27,74%
Total	901 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	100 000,00	11,10%
DEPARTEMENT 78 (sollicité)	75 000,00	8,32%
DEPARTEMENT 78 EXTENSION	161 000,00	17,87%
ETAT - DRAC	138 000,00	15,31%
Communauté de communes Coeur d'Yvelines - FONDS DE CONCOURS	83 948,00	9,32%
ETAT - CONTRAT DE RURALITE	60 000,00	6,66%
COMMUNE	283 212,00	31,43%
Total	901 160,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° 20002624 - COR ENFOUISSEMENT DE RESEAUX - COMMUNE DE SAULX MARCHAIS (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	120 000,00 € HT	40,00 %	48 000,00 €
	Montant total de la subvention		48 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAULX MARCHAIS
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE
78650 SAULX-MARCHAIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JACQUES CHAUMETTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 juillet 2019 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Saulx Marchais (928 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Enfouissement de réseaux"

La commune de Saulx-Marchais s'inscrit dans une démarche générale d'enfouissement de réseaux aériens, pour des raisons de fiabilité mais aussi d'esthétique paysagère.

L'opération proposée concerne la rue du Rouet, située en plein centre-bourg, sur environ un kilomètre. Les travaux comprennent le terrassement en tranchées, le réseau d'éclairage public, le réseau basse tension et le réseau courant faible.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX048008.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 347 025 € HT, plafonné à 120 000€ HT. Le taux est de 40%.

Localisation géographique :

- SAULX-MARCHAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	23 025,00	6,63%
TRAVAUX	324 000,00	93,37%
Total	347 025,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	48 000,00	13,83%
DEPARTEMENT (78) - Sollicité	36 000,00	10,37%
Syndicat d'énergie des Yvelines - Acquis	120 204,00	34,64%
ORANGE	7 516,00	2,17%
COMMUNE	135 305,00	38,99%
Total	347 025,00	100,00%

DOSSIER N° EX047981 - COR - RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE LA GRANGE SAINT-VINCENT EN POLE CULTUREL ET SPORTIF - GUIBEVILLE (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GUIBEVILLE
Adresse administrative : RUE PASTEUR
91630 GUIBEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles LELU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Guibeville (725 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "restructuration et extension de la Grange Saint-Vincent en pôle culturel et sportif".

Le projet consiste en la réhabilitation et l'extension de l'ancienne grange Saint-Vincent, d'une superficie de 456 m2, située à l'angle de la rue du même nom et de l'avenue Charles de Gaulle. Construite en pierres calcaires à la fin du 19ème siècle, cet édifice appartient au patrimoine agricole local et se situe au cœur de la commune, à proximité de la mairie et de la bibliothèque, ce qui représente un atout pour l'aménagement d'un pôle culturel et sportif à destination de ses habitants. En effet, la ville possède actuellement peu d'espaces à offrir aux habitants et aux associations sportives : la salle polyvalente construite en annexe de la mairie ne suffit plus à couvrir les besoins.

Aussi, le programme prévoit un espace pour les associations locales (tennis de table, yoga, zumba, lotos, réunions de quartier), une salle de spectacle, un espace de projection, un espace destiné aux réceptions et un centre de loisirs sans hébergement en mezzanine. La salle multi-activités sera équipée d'une scène fixe et de gradins télescopiques en fond de salle.

Les travaux envisagés consisteront en :
- l'aménagement d'une salle multi-activités de 209 m² accessible aux PMR,
- la création d'une mezzanine de 79 m² avec accès aux PMR pour le centre de loisirs,

- la création d'une extension de 205 m² afin d'y implanter tous les locaux annexes (vestiaires, sanitaires, office de réchauffage, local rangement, local technique, local ménage, local poubelles),
- la réfection thermique et acoustique de la couverture par une toiture zinc et l'isolation thermique de la grange existante,
- la modification des façades par l'ouverture du pignon nord et la création d'une façade vitrée du hall d'entrée, création d'ouvertures en façade ouest pour l'éclairage naturel des espaces, création d'une issue de secours en façade sud, rejointoiement des façades en pierre meulière,
- l'aménagement d'un parking de 15 places ainsi que l'aménagement paysager des abords (plantation d'arbres et de haie persistante),
- la création d'un cheminement piétonnier non imperméabilisé,
- la mise en œuvre d'isolants biosourcés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 2 103 755 € HT, plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- GUIBEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 103 755,00	100,00%
Total	2 103 755,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	7,04%
DEPARTEMENT 91 (sollicité)	111 000,00	5,28%
COMMUNE	1 844 755,00	87,69%
Total	2 103 755,00	100,00%

DOSSIER N° 20001046 - COR - REFECTION DE LA PARTIE BASSE DU CHEMIN DU VILLAGE - HAUTE ISLE (Remplacement de l'opération EX021018)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	40 330,50 € HT	40,00 %	16 132,20 €
	Montant total de la subvention		16 132,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'HAUTE ISLE
Adresse administrative	:	RTE DE LA VALLEE 95780 HAUTE-ISLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Laurent SKINAZI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagements de village Réfection des bordures grès création allée piétonne

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Haute-Isle (283 habitants - Insee 2016) propose de remplacer l'opération de "Création d'une allée piétonne" (EX021018) par cette opération de "Réfection de la partie basse du chemin du village".

Cette section de voirie, située dans le centre historique du village appartenant au Parc naturel régional du Vexin français et localisée dans le périmètre de protection de l'église troglodytique, se trouve aujourd'hui fragilisée. Ce passage est en effet quotidiennement emprunté par les habitants de ce secteur et les randonneurs car il fait partie intégrante du GR2. La partie haute a déjà fait l'objet d'une remise en état et d'une consolidation. Dans le but d'harmoniser et de finaliser la restauration de l'ensemble de ce réseau viaire, ce chemin fera l'objet de travaux de remise en état, incluant le remplacement des bordures en grès de type Vexinois et le maintien des caniveaux en pavés anciens. Ils consisteront, sur un linéaire d'environ cent mètres, à restaurer la chaussée dégradée et à pérenniser la jonction avec les éléments architecturaux existants (bordures et propriétés bâties).
Pour ce faire, la chaussée existante sera rabotée, les bombés aplanis et une grave de ciment avec un revêtement hydrocarburé à gros grain sera mis en place afin de permettre une meilleure adhérence en raison de la forte déclivité du terrain.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens", est

prise en compte dans la fiche IRIS 17008762.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 40 330,50 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- HAUTE-ISLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	39 680,50	98,39%
HONORAIRES	650,00	1,61%
Total	40 330,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	16 132,20	40,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE (95) sollicité	12 099,15	30,00%
COMMUNE	12 099,15	30,00%
Total	40 330,50	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° EX047954 - COR - REAMENAGEMENT DE LA RUE DU PARC - SAINT-CYR-EN-ARTHIES (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	212 000,00 € HT	40,00 %	84 800,00 €
	Montant total de la subvention		84 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SAINT CYR EN ARTHIES
Adresse administrative	:	1 RUE DU PARC 95510 SAINT CYR EN ARTHIES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Martine PANTIC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saint-Cyr-en-Arthies (246 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réaménagement de la rue du Parc".

La rue du Parc traverse tout le village du nord au sud. A vocation structurante, cette voie dessert la mairie, l'école, l'église d'une part, et la ferme Barrois et le Château Hôtel de la Bûcherie d'autre part.
La commune souhaite procéder :
- à la réfection de la voirie à l'identique,
- à la vérification et à la reprise du réseau d'eau pluviales existant à l'identique,
- à l'assainissement de la voirie avec la réalisation de caniveaux,
- à la réfection des bordures de grés cassées,
- au réaménagement du carrefour, au croisement avec la rue de la Grande Vallée dont le fonctionnement reste anarchique et dangereux.

A terme, ces travaux permettront une sécurisation de cet axe très emprunté par les automobilistes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 212 134.65 € HT plafonnés à 212 000.00 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- SAINT-CYR-EN-ARTHIES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	212 134,65	100,00%
Total	212 134,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	84 800,00	39,97%
DEPARTEMENT 95 sollicité	63 600,00	29,98%
COMMUNE	63 734,65	30,04%
Total	212 134,65	100,00%

DOSSIER N° 20002028 - COR - REAMENAGEMENT DE LA RUE DU COTEAU - SAINT-CYR-EN-ARTHIES (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	78 000,00 € HT	40,00 %	31 200,00 €
	Montant total de la subvention		31 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SAINT CYR EN ARTHIES
Adresse administrative	:	1 RUE DU PARC 95510 SAINT CYR EN ARTHIES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Martine PANTIC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saint-Cyr-en-Arthies (246 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réaménagement de la rue du Coteau".

Cette voie, très étroite est un ancien chemin rural.
Les travaux prévus pour le réaménagement de la rue consistent en la réfection de la voirie avec la réalisation de purges et de poutres de rives. Pour cela, il est nécessaire de raboter les enrobés existants et de réaliser un nouveau tapis en enrobés en pleine largeur. Des essais sur la couche d'assise de la voirie seront réalisés pour faire des reprises de structures et des purges.
Le projet intègre l'assainissement de la voirie avec la mise en place de caniveaux, les eaux de ruissellement n'étant aujourd'hui pas canalisées et occasionnant des désordres. Ces eaux garderont les mêmes points d'exutoires, au milieu de la rue du Coteau et de la rue du Parc.
Enfin, il faudra reprendre l'altimétrie de l'accès de la rue du Parc au niveau de cette rue, compte tenu de la forte déclivité.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens", est prise en compte dans la fiche IRIS EX047954.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 78 188.25 € HT plafonnés à 78 000.00 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- SAINT-CYR-EN-ARTHIES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	78 188,25	100,00%
Total	78 188,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	31 200,00	39,90%
DEPARTEMENT 95 sollicité	23 400,00	29,93%
COMMUNE	23 588,25	30,17%
Total	78 188,25	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-091

DOSSIER N° 20002029 - COR - REAMENAGEMENT DE L'ALLEE DES TILLEULS - SAINT-CYR-EN-ARTHIES (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	80 000,00 € HT	40,00 %	32 000,00 €
	Montant total de la subvention		32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT CYR EN ARTHIES
Adresse administrative : 1 RUE DU PARC
95510 SAINT CYR EN ARTHIES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Martine PANTIC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 février 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Saint-Cyr-en-Arthies (246 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réaménagement de l'Allée des Tilleuls":

L'allée des Tilleuls constitue une partie de l'allée du Château qui a été cédée à la commune. Elle est bordée de tilleuls de chaque côté, ce qui en fait une voie remarquable.
Pour son réaménagement, il est nécessaire de procéder à la réfection totale de la voirie à l'identique ainsi qu'à la réalisation d'une structure complète car cette voie en est dépourvue, les revêtements précédents étant posés à même la terre.
Il est aussi prévu d'assainir la voirie grâce à la mise en place de caniveaux. Les eaux de ruissellement ne sont pas canalisées, ce qui provoque des débordements. Ces eaux garderont les points exutoires qu'elles avaient auparavant, rue de la Grande Vallée et rue du Parc.
Enfin, la régulation de la circulation est prise en considération par l'implantation de nouveaux panneaux de signalisation (sens interdit, sauf riverains et engins agricoles).

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX047954.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 81 459.00 € HT plafonnés à 80 000.00 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- SAINT-CYR-EN-ARTHIES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	81 459,00	100,00%
Total	81 459,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	32 000,00	39,28%
DEPARTEMENT 95 sollicité	24 000,00	29,46%
COMMUNE	25 459,00	31,25%
Total	81 459,00	100,00%

ANNEXE 3 : AVENANT A UN NOUVEAU CONTRAT RURAL

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL
DE HAUTE-ISLE (95)

La région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2020-091 du 4mars 2020,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Le département du Val d'Oise, sis à Cergy (95000) - 2 avenue du parc, représenté par sa Présidente, Madame Marie-Christine CAVECCHI, en vertu de la délibération n° CP-2020/XX/XX-X/XX du 2020,

ci-après dénommée « le Département »

d'autre part,

La Commune de Haute-Isle (95780) sise au 146, route de la Vallée, représentée par son Maire, Monsieur Laurent SKINAZI, en vertu de la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2019,

ci-après dénommée « la Commune »

enfin,

Après avoir rappelé :

- le nouveau contrat rural (Cor) de Haute-Isle signé le 13 décembre 2017, la délibération du conseil régional n° CP 17-312 du 5 juillet 2017 et la délibération du conseil départemental n° CP 2-63 du 7 juillet 2017,
- la délibération du conseil régional n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux,
- la délibération du conseil municipal du 4 octobre 2019,

A la demande de la commune de Haute-Isle en date du 7 octobre 2019, la Région, par délibération n° CP 2020-091 du 4 mars 2020, et le Département, par délibération n° CP-2020/XX/XX-X/XX du X XXX 2020 ont accepté de substituer l'opération *'création d'une allée piétonne – route de la vallée '* par l'opération *'réfection de la partie basse du chemin du village'* pour un montant de subvention inférieur à celui voté initialement.

Par ailleurs, la commune de Haute-Isle, sollicite, dans sa demande, la Région et le Département pour une prorogation d'un an, au titre de l'article 9 .5 du règlement du nouveau contrat rural (Cor).

C'est le double objet du présent avenant.

Article 1 :

L'annexe 1 du contrat initial est modifiée comme suit :

Tableau initial

Haute-Isle (95)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2017	2018	2019	2020	2021	EN € HT	(40%)	(30%)
Réfection du Chemin de l'Abbaye	168 832.80	168 832.80	168 832.80					168 832.80	67 533.12	50 649.84
Réfection du Chemin du Village	80 724.82	80 724.82		80 724.82				80 724.82	32 289.93	24 217.44
Création d'une allée piétonne- Route de la Vallée	93 575.92	93 575.92			93 575.92			93 575.92	37 430.37	28 072.77
TOTAL	**343 133.54**	**343 133.54**	168 832.80	80 724.82	93 575.92	0,00	0,00	**343 133.54**		
SUBVENTION DEPARTEMENT			50 649.84	24 217.45	28 072.77	0,00	0,00			**102 940.06**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			67 533.120	32 289.93	37 430.37	0,00	0,00		**137 253.42**	

Tableau modifié

Haute-Isle (95)

OPERATIONS	MONTANTS OPERATIONS PROPOSEES	RETENUS PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					RETENUS PAR LE DEPARTEMENT	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2017	2018	2019	2020	2021	EN € HT	(40%)	(30%)
Réfection du Chemin de l'Abbaye	183 940.45	168 832.80		168 832.80				168 832.80	67 533.12	50 649.84
Réfection du Chemin du Village	81 506.35	80 724.82			80 724.82			80 724.82	32 289.93	24 217.44
Réfection du chemin du village- partie basse	40 330.50	40 330.50				40 330.50		40 330.50	16 132.20	12 099.15
TOTAL	**305 777.30**	**289 888.12**		168 832.80	80 724.82	40 330.50	0,00	**289 888.12**		
SUBVENTION DEPARTEMENT				50 649.84	24 217.44	12 099.15	0,00			**86 966.43**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION				67 533.12	32 289.93	16 132.20	0,00		**115 955.25**	

Article 2 :

L'échéance du nouveau contrat rural liant la commune de Haute-Isle, le département du Val d'Oise et la Région est prorogée d'un an.

Article 3 :

Toutes les stipulations du nouveau contrat rural (Cor) de Haute-Isle non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées**.**

Fait en trois exemplaires originaux.

A Haute-Isle, le	A Cergy, le	A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la commune de Haute-Isle *le maire*	Pour le département du Val d'Oise *la présidente du conseil départemental du Val d'Oise*	Pour la région Île-de-France *la présidente du conseil régional*
Laurent SKINAZI	**Marie-Christine CAVECCHI**	**Valérie PECRESSE**

ANNEXE 4 : FICHES PROJETS MODIFIEES RELATIVES AUX "100 000 STAGES"

Commission permanente du 22 novembre 2017 – CP 2017-542
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° EX026278 - COR AMENAGEMENT DE LA MAIRIE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR 200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	193 200,00 € HT	40,00 %	77 280,00 €
		Montant total de la subvention	77 280,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY
Adresse administrative	:	MAIRIE 77480 SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Anne-Marie CHARLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 mai 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
Les bureaux administratifs de la mairie étant situés à l'étage, leur accès est difficile voire impossible aux personnes à mobilité réduite (PMR). Il s'agit donc de relocaliser le secrétariat et le bureau du maire au rez-de-chaussée, en lieu et place de l'actuel office de réchauffage, donnant directement sur l'entrée. L'office de réchauffage ainsi que des sanitaires accessibles aux PMR seront aménagés sous l'actuel préau donnant sur la cour arrière de la mairie. Le préau sera pour ce faire agrandi, son sol rehaussé pour permettre un accès de plain-pied, il sera couvert en ardoises et sa nouvelle façade sera enduite comme celle de la mairie. La jonction entre le bâtiment (mairie) et l'ancien préau sera réalisée par une construction du type véranda entièrement vitrée, orientée nord sur la cour intérieure. La véranda et les menuiseries extérieures de l'ancien préau seront réalisées en aluminium laqué.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	168 000,00	86,96%
HONORAIRES	25 200,00	13,04%
Total	193 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	77 280,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	57 960,00	30,00%
COMMUNE	57 960,00	30,00%
Total	193 200,00	100,00%

Commission permanente du 22 novembre 2017 – CP 2017-542
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° 17014170 - COR AMENAGEMENTS EXTERIEURS DE LA MAIRIE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR 200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	46 000,00 € HT	40,00 %	18 400,00 €
	Montant total de la subvention		18 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY
Adresse administrative : MAIRIE
77480 SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne-Marie CHARLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 mai 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...)

Description :
Cette opération s'inscrit dans la continuité de l'opération d'aménagement intérieur de la mairie. L'accès à la mairie depuis la rue par la façade sud comprenant actuellement une marche, il est prévu de créer un perron desservi par une rampe. L'aménagement à proximité d'une place handicapée permettra d'éviter aux personnes à mobilité réduite de se garer sur le parking situé de l'autre côté de la rue et ainsi de limiter leurs déplacements. Sur la façade arrière deux nouveaux perrons seront réalisés pour l'accès à la salle des fêtes et à l'espace traiteur. L'assainissement individuel sera mis aux normes. Par ailleurs, le cheminement permettant aux véhicules de livraison de desservir la cour sera réalisé en béton désactivé.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	40 000,00	86,96%
HONORAIRES	6 000,00	13,04%
Total	46 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	18 400,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	13 800,00	30,00%
COMMUNE	13 800,00	30,00%
Total	46 000,00	100,00%

Commission permanente du 22 novembre 2017 – CP 2017-542
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° 17014171 - COR RESTAURATION DE L'EGLISE - SAINT SAUVEUR LES BRAY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR 200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	130 800,00 € HT	40,00 %	52 320,00 €
	Montant total de la subvention		52 320,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SAINT SAUVEUR LES BRAY
Adresse administrative	:	MAIRIE 77480 SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Anne-Marie CHARLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 mai 2017 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
Différents désordres ont été relevés sur l'église, principalement liés aux infiltrations et à la vétusté de l'édifice. L'opération consiste à restaurer le mur gouttereau sud de la nef et du chœur, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Il est également nécessaire de reprendre les couvertures par la réfection à neuf des couvertures du chœur et de la sacristie et la révision de leurs charpentes, le repiquage de la couverture de la nef, le traitement des bois et l'intervention sur les ouvrages maçonnés, la mise en place de gouttières et de descentes d'eau pluviale.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	167 700,00	86,96%
HONORAIRES	25 155,00	13,04%
Total	192 855,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	52 320,00	27,13%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	39 240,00	20,35%
COMMUNE	101 295,00	52,52%
Total	192 855,00	100,00%

Commission permanente du 20 septembre 2017 – CP 2017-421
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° EX024092 - COR CREATION D'UNE SALLE PERISCOLAIRE- LES MESNULS 78

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR 200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	263 695,00 € HT	40,00 %	105 478,00 €
	Montant total de la subvention		105 478,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MESNULS
Adresse administrative : 6 GRANDE RUE
78490 LES MESNULS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel ROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 septembre 2017 - 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La nouvelle construction sera implantée dans le prolongement du bâtiment de l'école primaire en lieu et place des entrepôts et des sanitaires extérieurs. Le nouveau bâtiment sera sobre, harmonieux en complet accord avec les volumes de l'école et la mairie. La structure sera en bois et en maçonnerie traditionnelle enduite et les menuiseries extérieures en aluminium laqué. La toiture sera à deux pans en tuiles similaires aux couvertures existantes.
La nouvelle construction permettra de proposer :
- une salle périscolaire pour les élèves de maternelle,
- une salle pour les élèves de maternelle et les élèves de primaire en situation de mobilité réduite,
- des sanitaires pour les élèves de maternelle,
- des sanitaires pour les adultes et les élèves de primaire. Ils seront accessibles depuis la cour pendant les horaires d'ouverture de l'école,
- un local technique.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- LES MESNULS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	229 300,00	85,43%
HONORAIRES	39 102,00	14,57%
Total	268 402,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	105 478,00	39,30%
DEPARTEMENT 78 - En cours	79 109,00	29,47%
COMMUNE	83 815,00	31,23%
Total	268 402,00	100,00%

Commission permanente du 20 septembre 2017 – CP 2017-421
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° 17011761 - COR CONSTRUCTION D'UNE MINI-CRECHE - LES MESNULS 78

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR 200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	106 305,00 € HT	40,00 %	42 522,00 €
	Montant total de la subvention		42 522,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES MESNULS
Adresse administrative : 6 GRANDE RUE
78490 LES MESNULS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel ROUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Demande de subvention de la commune de Les Mesnuls pour deux opérations

Dates prévisionnelles : 20 septembre 2017 - 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le bâtiment est positionné parallèlement à la cour de l'école et perpendiculairement au bâtiment de la cantine. La mini-crèche comporte une grande pièce de vie autour de laquelle s'articulent les différentes fonctions : dortoirs, change, bureau. La pièce de vie s'ouvre largement sur le jardin extérieur par l'intermédiaire de grandes baies. Les cloisons intérieures sont vitrées à mi-hauteur afin d'apporter un maximum de lumière naturelle à l'ensemble des locaux. La couverture est en tuiles terre cuite d'aspect plat. Les murs seront réalisés en maçonnerie enduite. Les menuiseries extérieures seront en aluminium laqué et PVC.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- LES MESNULS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	233 000,00	100,00%
Total	233 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	42 522,00	18,25%
DEPARTEMENT 78 - En cours	31 892,00	13,69%
FINANCEMENT CAF EN COURS	90 000,00	38,63%
COMMUNE	68 586,00	29,44%
Total	233 000,00	100,00%

Commission permanente du 30 mai 2018 – CP 2018-197
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° EX029977 - COR CREATION D'UNE GARDERIE PERISCOLAIRE ET D'UN PREAU, RENOVATION DE LA CLASSE MATERNELLE, AGRANDISSEMENT DE LA COUR DE L'ECOLE - BOULLAY LES TROUX (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULLAY LES TROUX
Adresse administrative : 2 RUE CLOS SAINT-JEAN
91470 BOULLAY-LES-TROUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain VIGOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre...) identifiées par le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Boullay-les-Troux (631 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Création d'une garderie périscolaire et d'un préau, rénovation de la classe maternelle, agrandissement de la cour de l'école"
Ce projet prévoit :
- l'agrandissement de la cour de l'élémentaire : les haies de thuyas doivent être supprimées en partie et remplacées par des panneaux en bois doublés de haies de charmille,
- la création d'une garderie et d'un préau ; en effet, actuellement la garderie est organisée dans le dortoir de la classe de maternelle. Ce local de 24m2 accueillant une vingtaine d'enfants avant et après la classe n'est pas du tout adapté. Par ailleurs, il est nécessaire de tenir compte d'une augmentation des effectifs liée aux différents projets de logement sur la commune (25 terrains à bâtir et une quinzaine de nouveaux

appartements),
- la rénovation de la classe de maternelle : les performances énergétiques du bâtiment sont médiocres en été comme en hiver. Une meilleure isolation du bâtiment est nécessaire.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- BOULLAY-LES-TROUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	45 346,00	12,18%
TRAVAUX	326 812,00	87,82%
Total	372 158,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	148 000,00	39,77%
DEPARTEMENT (91) - Sollicité	111 000,00	29,83%
COMMUNE	113 158,00	30,41%
Total	372 158,00	100,00%

Commission permanente du 16 mars 2018 – CP 2018-112
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° EX031208 - COR REHABILITATION EXTENSION DU FOYER RURAL - LES BREVIAIRES (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR 200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	222 000,00 € HT	40,00 %	88 800,00 €
	Montant total de la subvention		88 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES BREVIAIRES
Adresse administrative : 12 RTE DES HARAS
78610 LES BREVIAIRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves MAURY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 mars 2018 - 30 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune Des Bréviaires (1238 habitants - INSEE 2015) propose l'opération «réhabilitation extension du foyer rural».

L'opération consiste à mettre aux normes sanitaires et d'hygiène les sanitaires et l'office traiteur du foyer rural et à prévoir une extension du bâtiment permettant de le relier à la salle des associations.

Ces aménagements répondent à plusieurs objectifs :
- Conforter les actions des associations en créant des espaces d'accueil des activités plus importantes
- Favoriser les évènements festifs organisés par le Comité des fêtes et les associations
- Renforcer l'accessibilité du local avec création d'un nouveau bloc sanitaire intégrant une cabine PMR

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- LES BREVIAIRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	483 370,00	100,00%
Total	483 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	88 800,00	18,37%
DEPARTEMENT + (SUBVENTION ET EXTENSION) - Sollicité	88 800,00	18,37%
COMMUNE	305 770,00	63,26%
Total	483 370,00	100,00%

Commission permanente du 16 mars 2018 – CP 2018-112
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° 18002313 - COR CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE - LES BREVIAIRES (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR 200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	111 000,00 € HT	40,00 %	44 400,00 €
	Montant total de la subvention		44 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES BREVIAIRES
Adresse administrative : 12 RTE DES HARAS
78610 LES BREVIAIRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves MAURY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 mars 2018 - 30 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune des Bréviaires (1238 habitants - INSEE 2015) propose l'opération «Construction d'une salle de classe en remplacement d'une salle provisoire de type préfabriqué».

L'opération consiste à supprimer une classe préfabriquée et à édifier une salle de classe d'une surface de 60m² en extension de la mairie. Cette opération consiste également à aménager le chemin accessible de plain-pied depuis la cour de l'école.

Cette action accompagne l'évolution et le rajeunissement de la population bruyeroise avec l'accueil régulier de nouveaux enfants au sein du groupe scolaire.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- LES BREVIAIRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	232 000,00	100,00%
Total	232 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	44 400,00	19,14%
DEPARTEMENT + SUBVENTION EXTENSION - Sollicité	44 400,00	19,14%
COMMUNE	143 200,00	61,72%
Total	232 000,00	100,00%

Commission permanente du 16 mars 2018 – CP 2018-112
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° 18002314 - COR MISE EN ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES DES SERVICES DE LA MAIRIE - LES BREVIAIRES (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR 200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	37 000,00 € HT	40,00 %	14 800,00 €
	Montant total de la subvention		14 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES BREVIAIRES
Adresse administrative : 12 RTE DES HARAS
78610 LES BREVIAIRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves MAURY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 mars 2018 - 1 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune Des Bréviaires (1238 habitants - INSEE 2015) propose l'opération «Mise en accessibilité aux personnes handicapées des services de la mairie».

Cette opération consiste à créer une nouvelle entrée pour accéder à la mairie afin de permettre l'accés pour tous aux services communaux. Les travaux portent sur la réhabilitation de l'aile nord de l'Hôtel de Ville afin d'installer en un unique niveau l'ensemble des services (secrétariat général, Urbanisme, Etat civil, Services aux habitants) ainsi que la salle du Conseil et la salle des mariages.

Le projet prévoit également la mise en place d'un bloc sanitaire respectant les normes PMR, un local d'archives isolé du feu et une tisanerie pour le personnel.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- LES BREVIAIRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	14 800,00	29,60%
DEPARTEMENT + SUBVENTION EXTENSION - Sollicité	14 800,00	29,60%
COMMUNE	20 400,00	40,80%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-260
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° EX044744 - COR - COUVERTURE ET RAVALEMENT DE LA MAIRIE - COMMUNE DE THOURY-FERROTTES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR 200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	68 890,67 € HT	40,00 %	27 556,27 €
	Montant total de la subvention		27 556,27 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE THOURY FEROTTES
Adresse administrative	:	ALL E DE LA MAIRIE 77940 THOURY-FEROTTES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Yves ROY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de THOURY-FERROTTES (684 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Couverture et ravalement de la mairie".

Le ravalement des façades comprend notamment la fourniture et l'application d'un enduit pour les quatre façades avec mise en place d'une trame de verre si nécessaire, la réfection des joints des briques, la remise en lettrage du fronton de la mairie et du bandeau, la reprise de la corniche sous toiture et des bandeaux d'étage de la façade droite.

Les travaux de couverture portent sur le versant sud-ouest et consistent à remplacer les tuiles anciennes par des tuiles neuves, sans changer le lattage.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 68 890.67 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- THOURY-FEROTTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	68 890,67	100,00%
Total	68 890,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	27 556,27	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	20 667,20	30,00%
COMMUNE	20 667,20	30,00%
Total	68 890,67	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP 2019-260
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-091

DOSSIER N° 19005011 - COR - RESTAURATION DE LA TOITURE DE L'EGLISE (VERSANT SUD) - COMMUNE DE THOURY-FERROTTES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR 200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	49 291,38 € HT	40,00 %	19 716,55 €
	Montant total de la subvention		19 716,55 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THOURY FEROTTES
Adresse administrative : ALL E DE LA MAIRIE
77940 THOURY-FEROTTES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves ROY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de THOURY-FERROTTES (684 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Restauration de la toiture de l'église (versant sud)".

Le projet consiste en la rénovation de la couverture du versant sud de l'église « Saint Pierre Saint Paul », qui n'est pas protégée au titre des monuments historiques, afin d'éviter les infiltrations d'eau et les fuites. Les travaux porteront sur la fourniture et la pose de tuiles neuves en remplacement des tuiles anciennes ainsi que sur la reprise de la fixation du lattage existant.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 49 291.38 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- THOURY-FEROTTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	49 291,38	100,00%
Total	49 291,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	19 716,55	40,00%
DEPARTEMENT 77 - sollicité	14 787,41	30,00%
COMMUNE	14 787,42	30,00%
Total	49 291,38	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-085
DU 4 MARS 2020

MISE EN ŒUVRE DU PACTE AGRICOLE : 1ÈRE AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

VU le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 ;

VU le régime d'aide SA. 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la commission européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014 ;

VU le code forestier ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

VU le programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 modifié ;

VU la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur co-financement FEADER des mesures du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) de la programmation 2014-2020 signée le 24 juin 2017 ;

VU la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signée le 11 décembre 2015, et ses avenants n° 1 et n° 2 signés respectivement les 15 mars et 22 novembre 2017 ;

VU la convention cadre relative à la gestion en paiement dissocié par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signée le 8 janvier 2019 ;

VU la délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du Fonds Européen Agricole Pour le Développement rural (FEADER) 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 modifiée relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Île-de-France;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-432 du 21 septembre 2016 modifiée relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité – 3ème affectation 2016 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-185 du 23 novembre 2017 portant adoption de la stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021 ;

VU la délibération n° CP 2018-137 du 16 mars 2018, relative à la stratégie régionale pour la forêt et le bois (SRFB) 2018-2021 : règlement d'intervention et conventions cadre / MAEC (1ère affectation) ;

VU la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 portant adoption du Pacte agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-085 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif **« ALIMENTAIR »** au financement des projets détaillés dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 105 413 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-432 du 21 septembre 2016, modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **105 413 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits », du budget 2020.

Article 2 :

Décide au titre du dispositif « **Soutien aux investissements dans les exploitations agricoles** », dans le cadre des appels à projets « Bâtiments agricoles » et « Diversification », d'attribuer une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 3 000 000 €.

Affecte en faveur de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) une autorisation de programme d'un montant de **3 000 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, Pêche, Agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Agriculture et agro-alimentaire », action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits », du budget 2020.

Article 3 :

Décide au titre du dispositif « **Soutien aux investissements dans les exploitations agricoles** », dans le cadre de l'appel à projets « Investissements environnementaux », d'attribuer 'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 300 000 €.

Affecte en faveur de l'ASP une autorisation de programme d'un montant de **300 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, Pêche, Agro-industrie », programme HP 93-004 (193004) « Agriculture et environnement », action 19300405 « Agriculture et environnement », du budget 2020.

Article 4 :

Décide au titre du dispositif « **Soutien à l'agroforesterie** » d'attribuer une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 20 000 €.

Affecte en faveur de l'ASP une autorisation de programme d'un montant de **20 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », programme HP 93-004 « Agriculture et environnement », action 19300405 « Agriculture et environnement », du budget 2020.

Article 5 :

Décide de participer au titre du dispositif « **MAEC - Mesures agroenvironnementales et climatiques** » au financement des projets des agriculteurs franciliens engagés dans une démarche de changement des pratiques agricoles par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 800 000 €.

Affecte en faveur de l'ASP une autorisation d'engagement de **800 000 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri environnementales », action 19300306 « Agriculture et environnement », du budget 2020.

Article 6 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Soutien régional en faveur de l'agriculture biologique dans le cadre du Programme de développement rural de la région Île-de-France** » au financement des projets des agriculteurs par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 800 000 €.

Affecte en faveur de l'ASP une autorisation d'engagement de **800 000 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-003 (193003) « Actions agri environnementales », action 19300308 « Agriculture biologique », du budget 2020.

Article 7 :

Approuve le règlement d'intervention du dispositif d'aide à la transformation agroalimentaire francilienne, s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte agricole adopté le 31 mai 2018, figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 8 :

Approuve les conventions relatives à l'agrément d'une structure assurant la réalisation de prestations de diagnostics et conseil dans le cadre du programme pour l'accompagnement à l'installation et la transmission en agriculture (AITA) et aux modalités de financement de prestations, figurant en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 9 :

Approuve la convention financière relative à la réalisation de prestations de diagnostics et conseil dans le cadre du programme pour l'AITA, figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Article 10 :

Approuve la convention cadre de soutien aux activités des Points Accueil Installation entre la région Île-de-France, le département de l'Essonne, l'État et l'Association Régionale des Points Accueil Installation en Île-de-France, figurant en annexe 5 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 11 :

Approuve l'avenant n° 1 à la convention cadre relative à la gestion en paiement dissocié par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020, figurant en annexe 6 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à signer la convention validée par l'ASP.

Article 12 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 13 :

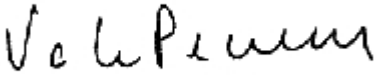
Approuve l'avenant n° 2 à la convention entre la région Île-de-France et Francilbois relative à la Structuration de la filière forêt-bois francilienne – Stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021, figurant en annexe 7 à la présente délibération.

Décide de participer, au titre du dispositif **« Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés »** au financement du projet détaillé dans la fiche-projet figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 220 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant joint en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte en faveur de Francilbois une autorisation d'engagement d'un montant de **220 000 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie, forêt et éco-matériaux », programme HP 93-005 (193005) « forêt et éco-matériaux », action 19300502 « Forêt, bois et matériaux biosourcés», du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc170163-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-085

DOSSIER N° 20002093 - DISPOSITIF ALIMENTAIR : COOP BIO ILE-DE-FRANCE

Dispositif : ALIMENTAIR (n° 00000891)
Délibération Cadre : CR77-14 du 21/11/2014
Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-1700
Action : 19300109- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	515 491,00 € HT	20,45 %	105 413,00 €
	Montant total de la subvention		105 413,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOP BIO ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 1 RUE DE DE LA MAIRIE
77167 CHATENOY
Statut Juridique : Société civile d'Intérêt Collectif Agricole
Représentant : Monsieur Marc CHAUVIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une ligne de traitement et transformation de fruits et légumes BIO en particulier pour la restauration collective francilienne avec l'attribution de marchés publics pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Démarrage anticipé pour que l'outil soit opérationnel pour la récolte 2020, notamment pour les pommes de terre. Besoin que tous les process soient mis en place et prêts pour cette activité saisonnière.

Description :
Diversification de l'offre de produits biologiques issus de l'agriculture francilienne. Ces investissements concernent la partie 5ème gamme (plats cuisinés) visant à stabiliser les légumes dans le temps par une action thermique de blanchiment (blancheur) ou de pasteurisation (autoclave). Pour ce faire, l'achat d'un générateur de vapeur (chaudière) est nécessaire. Cet outil vise à répondre aux besoins de production de la coopérative mais pourront aussi faire l'objet de prestation de service à des tiers sur le territoire à terme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux est de 40% : Taux de base de 30% + bonification de 10% production en Agriculture Biologique (conditions prévues par le règlement d'intervention). L'aide ALIMENTAIR étant attribuée dans le cadre des minimis, le taux est limité ici à 20,45%.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autoclave	140 209,00	27,20%
Blancheur	142 000,00	27,55%
Chaudière	220 582,00	42,79%
Elevateur à colonne	12 700,00	2,46%
Total	515 491,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	105 413,00	20,45%
Autofinancement	410 078,00	79,55%
Total	515 491,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-085

DOSSIER N° 20002925 - FRANCILBOIS - PROGRAMME D'ACTIONS 2020 POUR CONTRIBUER A LA STRUCTURATION DE LA FILIERE FORET BOIS FRANCILIENNE

Dispositif : Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement) (n° 00001095)
Délibération Cadre : CR2017-185 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193005-1700
Action : 19300502- Forêt, bois et matériaux biosourcés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional des structures œuvrant dans les secteurs de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés (fonctionnement)	275 000,00 € TTC	80,00 %	220 000,00 €
	Montant total de la subvention		220 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IRBF IDF INTERPROF BOIS FORET ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	38 AVENUE VILLEMAIN 75014 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Paul JARQUIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 3 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le plan d'actions 2020 visant à structurer la filière forêt-bois à l'échelle régionale repose sur 9 axes :
1 Fédérer les acteurs de la filière, structurer la filière en Île-de-France et communiquer ;
2 Analyser et mieux comprendre le marché francilien de la construction bois ;
3 Sensibiliser, convaincre les collectivités, aménageurs et maîtres d'ouvrage et prescrire le bois construction ;
4 Former les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre, et les entreprises de la construction ;
5 Promouvoir le feuillus en Ile-de-France, avec les acteurs de l'amont forestier ;
6 Travailler à l'échelle du bassin parisien ;
7 Sensibiliser la société civile aux enjeux de la construction bois et accompagner les collectivités vers la ville bas carbone ;
8 Innover via le booster bois-biosourcés ;
9 S'emparer du sujet bois-énergie via l'élaboration d'une charte bois énergie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale représente 80% de la base subventionnable, conformément au 1er niveau d'intervention du règlement "mobilisation des acteurs de la filière forêt-bois et matériaux biosourcés".

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	178 000,00	64,73%
Charges externes et prestations	97 000,00	35,27%
Total	275 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	220 000,00	80,00%
Fonds propres	55 000,00	20,00%
Total	275 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Recherche industrielle

ANNEXE 2 : REGLEMENT D'INTERVENTION DU DISPOSITIF D'AIDE A LA TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE FRANCILIENNE

Règlement d'intervention – Dispositif d'aide à la transformation agroalimentaire francilienne

I. Contexte et objectifs

Le Pacte agricole adopté par le conseil régional le 31 mai 2018 propose que l'agriculture et les filières agroalimentaires d'Île-de-France reconquièrent l'assiette des franciliens.

Ce règlement d'intervention, préfiguratif du Plan Régional de l'Alimentation, a pour objet de contribuer à l'action « Favoriser l'émergence d'outils de transformation franciliens » pour consolider, voire créer des filières alimentaires franciliennes.

II. Déclinaison de la mesure

1. Appel à projets Aide à la transformation agroalimentaire francilienne

1. Objectifs de la Région

Base règlementaire :
Mesure de fonctionnement et d'investissement répondant aux :

Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.
Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012.

Cette mesure vise à :

- Structurer et relocaliser les productions des filières agricoles en Île-de-France par l'investissement et le conseil individuel ou collectif des secteurs locaux de la transformation alimentaire.
- Favoriser l'émergence de produits agroalimentaires mettant en œuvre prioritairement et de manière significative les matières premières agricoles franciliennes (50% de matière première agricole ou produit iconique de la région Île-de-France, voir annexe 1),
- Soutenir des projets qui s'inscrivent dans le socle de valeurs du Plan Régional de l'Alimentation, c'est-à-dire incluant notamment le local, les savoir-faire régionaux, la qualité et saisonnalité des produits, l'innovation, l'économie circulaire, la valorisation des métiers de bouche et les emplois structurants dans l'artisanat, l'appui au monde rural et la responsabilité sociétale et environnementale.

L'appui porte sur le financement de projets stratégiques comportant des investissements et des actions de conseil au développement d'entreprises alimentaires franciliennes qui mettent en avant le patrimoine agricole et alimentaire d'Île-de-France.

Les projets reçus, pour être éligibles, ne doivent pas concerner les mises à jour avec la règlementation. Les projets correspondent à l'objet de la demande de financement et ne concernent aucunement la totalité des actions, missions de l'entreprise ni l'entreprise elle-même.

2. Bénéficiaires éligibles

Bénéficiaires éligibles :
Les TPE et PME, hors régime de la micro-entreprise, implantées en Île-de-France qui portent un projet agroalimentaire structurant pour le territoire et qui répondent aux critères européens de la TPE et PME (dont l'effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d'affaire n'excède pas 50 millions d'euros, ou le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.)
Les représentants de professionnels de l'alimentation, associations, syndicats représentatifs et fédérations professionnelles portant des actions collectives à destination des entreprises franciliennes.

Les TPE et PME de collecte et de transformation de produits agricoles dont le siège et les activités sont localisés en Île-de-France.

- « transformation agricole » : toute opération sur un produit agricole de l'annexe 1 du traité (à l'exclusion des produits de la pêche) dont le résultat du processus de transformation peut être un produit ne relevant pas de cette annexe.

Les artisans : bouchers, boulangers, charcutiers traiteurs, brasseurs, crémiers-fromagers, chocolatiers-confiseurs, glaciers, pâtissiers, tripiers, limonadiers utilisant des produits agricoles franciliens et/ou des produits iconiques du territoire.

Critères d'éligibilité :

- Origine des approvisionnements en matière première agricole du projet : ils doivent être significatifs au regard des productions agricoles franciliennes, au minimum 50% du projet ou permettre l'installation/développement de nouvelles productions agricoles dédiées sous réserve de l'engagement (lettre d'engagement de développement de la production en local) dans le projet d'un acteur agricole local. Pour les projets en phase de lancement, c'est-à-dire lorsque le ou les produits n'existent qu'à l'état de projet, le bénéficiaire doit obtenir des accords de principe auprès de producteurs franciliens permettant d'atteindre ce seuil à moyen terme (3 ans). Les projets intégrant un produit iconique d'Île-de-France (annexe 1) sont également éligibles quel que soit le pourcentage dans le produit final, et
- Dimension économique du projet et logique filière : les candidats devront présenter dans leur dossier une étude légitimant la faisabilité économique du projet réalisée par l'entreprise, contenant une analyse technico-économique du projet (résumé opérationnel, modèle économique, plan de financement du projet, retours sur investissement attendus d'après une projection financière, …) ainsi que les retombées attendues pour les acteurs régionaux de la filière, et
- Impact environnemental : les candidats devront fournir le détail des mesures environnementales prévues et mise en place dans le cadre du projet (optimisation de l'utilisation des ressources, gestion des déchets, …). Dans le cas où une évaluation de l'impact environnemental est nécessaire dans le cadre du projet, celle-ci devra être annexée à la demande, et
- Impact social : les candidats devront fournir le détail des mesures réalisées pour l'accès à l'alimentation pour tous et notamment aux plus démunis (distribution de produits alimentaires, partenariats avec des associations, dons financiers ou de produits alimentaires à des associations d'aide alimentaires, localisation de l'entreprise ou du projet en quartier prioritaire de la ville et inclusion du projet dans celui-ci, …), et

- Etre impliqué dans la « marque Produit en Île-de-France ».

Les bénéficiaires doivent être à jour de leurs obligations légales et fiscales et ne pas être en situation de difficulté structurelle. Les projets ne doivent pas avoir pour objet une simple mise à niveau règlementaire.

Les entreprises éligibles aux dispositifs agricoles (PCAE) de la Région Ile-de-France pour tout ou partie du projet ne sont pas retenues dans ce dispositif.

3. Dépenses éligibles

Cette mesure s'articule en deux parties :

- Partie A : Investissements liés à la production
- Partie B : Investissement conseil et études à la création, l'extension ou l'optimisation d'activité (optimisation de process, réduction de l'impact environnemental, certification, …),

Les dépenses éligibles retenues sont les coûts hors taxes pour les structures assujetties à la TVA et les coûts toutes taxes comprises pour les structures non assujetties à la TVA. Sont éligibles, sur présentation de deux devis, les dépenses suivantes :

- **Partie A : investissements matériels :**
    - Construction, équipement et aménagement de bâtiments en vue de mettre en place ou d'améliorer une activité de transformation de produit agricole à l'exclusion de bâtiment de simple stockage.
    - Sont exclus des investissements éligibles les matériels et équipements d'occasion, le remplacement à l'identique d'équipement, le financement par crédit bail, ainsi que les investissements liés à une mise à niveau règlementaire.

- **Partie B : dépenses en conseil et étude (liées aux dépenses visées dans la partie A) :**
    - La mise en place d'études, diagnostics ou conseils portant sur les thématiques de :
        - Les alternatives aux additifs alimentaires,
        - La qualité nutritionnelle des produits,
        - Etude préalable à la sécurité sanitaire des aliments et optimisation de la maîtrise sanitaire en dehors des démarches administratives règlementaires obligatoires,
        - L'optimisation de l'utilisation des ressources (énergie, eau, emballages, consigne, …),
        - La gestion et la valorisation des déchets,
        - L'innovation procédé ou l'innovation produit,
        - L'optimisation de la traçabilité des aliments,
        - La mise en place d'un référentiel Qualité reconnu et la première certification de l'entreprise,
        - Les analyses stratégiques et commerciales destinées à augmenter la performance de l'entreprise (études de marché, étude marketing),
    - Les études et honoraires liés aux dépenses visées dans la partie A dans la limite de 10% des coûts éligibles afférents aux constructions et à l'acquisition de biens immobiliers

Ne sont pas éligibles :

- Les études, conseils d'une durée inférieure ou égale à 2 jours,
- Les coûts internes (salaires, R&D interne, charges courantes, …),
- Les frais de déplacement,
- Les études liées au fonctionnement habituel de l'entreprise (autocontrôles, analyse de routine, …),
- Les actions de formation,
- Les audits de validations et de suivis postérieurs à l'attribution de la première certification et les frais d'émission de ce certificat.

4. Indicateurs de suivi et indicateurs de réalisation et de résultats

Indicateurs de suivi :
Nombre de projets financés
Montant total attribué
Indicateurs de réalisation et résultat :
Nombre de projets financés
Montant total attribué
Répartition entre les différents départements

5. Modalités de financement

➢ **Plafond de dépenses et taux de subvention**

Le taux maximal d'aide publique est de :

1. **Pour la partie A :**
   - 30% du montant HT des investissements éligibles.
   - L'aide régionale est alors plafonnée à 100 000 € par dossier et 150 000 € en cas de bonification.
   - Le plancher est de 10 000 €.

2. **Pour la partie B :**
   - 50% du montant HT des dépenses éligibles pour un dossier ne concernant que la mise en place d'une étude/conseil. L'aide régionale est alors plafonnée à 25 000 € par dossier. Le plancher est de 5 000 €.
   - Ce taux est limité à 30% lorsque la demande est liée à la partie A et limitée à 10% du prix des coûts éligibles afférents aux investissements. L'aide régionale est alors plafonnée à 4 000 €.

3. **Pour les parties A et B**

L'aide régionale totale par an et par dossier est plafonnée (A+B) à 150 000 € et à 175 000 € si bonification. Le plancher étant fixé à un minimum de 15 000 € d'aide régionale.

Les bonifications prévues (non cumulables) concernant les parties A et B sont les suivantes :

- Projet collectifs : + 5%
- Projet transformant des produits issus de l'agriculture biologique : +10%
- Projet ayant un approvisionnement d'origine 100% francilienne : +10%

L'aide est plafonnée à un dossier de demande de financement par entreprise pour 4 années complètes concernant la partie A.

L'aide est plafonnée à un dossier de demande de financement par entreprise pour 2 années complètes concernant la partie B.

Date de prise en compte des dépenses :

L'aide est réputée avoir un effet incitatif à compter de la date de dépôt du dossier de candidature. Le dossier doit être déposé avant le démarrage du projet. Les dépenses éligibles liées au projet sont prises en compte à compter de la date de dépôt de la candidature. La Région Île-de-France et îledeFrance Terre de saveurs peuvent solliciter tout justificatif permettant d'apprécier la nature et le coût estimé des dépenses pour lesquelles la subvention est sollicitée.

Modalité de versement :

Le versement de la subvention est demandée en une fois par l'entreprise et sur justificatif de travaux et de dépense (rapport d'étude, facture certifiée acquittées).

➢ Instruction, décision, et modalités de versement de l'aide

Le présent règlement d'intervention sera mis en œuvre avec 2 appels à projets annuels, hors année de démarrage (2020).

L'instruction est faite par îledeFrance Terre de saveurs et la Région. Les dossiers éligibles sont présentés en comité de sélection qui se prononcera sur l'appréciation des critères de sélection et le montant de l'aide (taux de base et bonifications éventuelles). **Seuls les dossiers reçus dûment complets à la date de fin de l'appel à projet seront étudiés par le comité.**

Critères de sélection des dossiers :

1. **Caractère structurant du projet global pour le territoire francilien (/5 pts) :**
    - Utilisation de matières premières d'origines franciliennes :
        - 2 : 75% < MPA IDF < ou = 100%,
        - 0,5 : 50% < MPA IDF < ou = 75% ou projet utilisant un produit iconique de la région Île-de-France,
        - 0 : MPA IDF < 50% au moment du dépôt de la demande dans le cas de projet émergents spécifiques,
    - Projet structurant pour les filières franciliennes :
        - 1 : projet ayant un impact sur les filières franciliennes fragilisées, voire un effet structurant sur des filières émergentes,
        - 0,5 : projet lié à une filière prioritaire du pacte agricole ou ayant un impact fort sur les filières franciliennes, notamment de par la quantité des matières premières franciliennes nécessaires,
        - 0 : projet ayant un impact sur les filières franciliennes ni spécialement conséquent, ni sur des filières fragilisées ou émergentes,
    - Destination des produits :
        - 1 : produit destiné à être commercialisé sur le territoire d'Île-de-France,
        - 0 : produit destiné à être commercialisé hors d'Île-de-France, ou pas d'information claire sur le sujet,
    - Localisation du projet/de l'établissement en zone rurale :
        - 1 : établissement situé dans une commune de moins de 10 000 habitants, hors métropole du Grand Paris,
        - 0 : autre,

2. **Impact économique du projet pour le territoire et l'entreprise (/4 pts) :**
    - Potentiel de création d'emplois :
        - 1 : Embauche prévue à court terme grâce au projet (dans les 2 années suivant la réalisation du projet),
        - 0 : aucune embauche, ou pas d'informations précises sur la question,
    - Viabilité du projet au vu des données économiques de l'entreprise :
        - 2 : projet fiable et sécurisé,
        - 1 : projet structuré, mais présentant un risque économique (débouchés, financements, retour sur investissement, … non sécurisés)
        - 0 : Projet prématuré, risqué économiquement,
    - Intérêt de l'aide par rapport au projet global et à la stratégie de l'entreprise :
        - 1 : effet significatif,
        - 0 : pas d'effet significatif,

3. **Caractéristiques du projet (/6) :**
    - Adéquation de la vocation première du projet avec les valeurs de la Région (cumulables) :
        - 1 : produit valorisant le patrimoine gastronomique ou les savoir-faire d'Île-de-France,
        - 1 : projet d'innovation produit ou procédé,
        - 1 : projet sur la qualité-santé du produit,
        - 1 : projet de performance environnementale et/ou d'économie circulaire,
        - 1 : projet intégrant une dimension d'accessibilité sociale alimentaire,
        - 1 : projet intégrant l'insertion professionnelle de personnes en difficultés,
        - 0 : autre,

4. **Qualité de la candidature (/1 pt) :**
    - Qualité de la candidature déposée :
        - 1 : dossier clair, précis, et bien renseigné,
        - 0 : description partielle, de nombreux éléments manquants pour la compréhension du projet et de l'entreprise.

Seuls les dossiers ayant atteint 7 points ou plus pourront bénéficier d'un financement dans les limites des enveloppes financières disponibles.

L'attribution de l'aide régionale est décidée par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France. Elle est subordonnée à la conclusion de la convention qui définit notamment les pièces justificatives nécessaires au paiement.

Les investissements (parties A et B) du projet devront être réalisés dans les 2 ans suivant la date du comité de sélection.

La demande de versement de l'aide régionale du bénéficiaire est réalisée en une seule fois. Son montant est déterminé par le relevé détaillé de la prestation réellement effectuée (factures acquittées, demande de versement du solde, bilan des dépenses effectuées et tout autre justificatif nécessaire à la vérification du service fait), dans la limite des montants justifiés. Les modalités de versement seront précisées dans la convention attributive de la subvention.

La structure bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à :

- **S'impliquer dans la marque régionale « Produit en Île-de-France » : le bénéficiaire adhère à la marque Produit en Île-de-France et s'engage à apposer le logo sur les produits de l'entreprise avant demande du solde de l'aide régionale pour une durée minimale de 3 années consécutives. Les candidats ne respectant le cahier des charges de la marque « produit en Île-de-France » verrons leur candidature ajournée ;**
- Recruter un ou plusieurs stagiaires, conformément à la délibération du Conseil régional n°CR 08-16 du 18 février 2016 sur la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » (le nombre de stagiaires à recruter dépend du montant de la subvention régionale attribuée et sera communiqué au porteur de projet suite à l'analyse de son projet) ;
- Respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, conformément à la délibération du Conseil régional n°CR 2017-51, et dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

➢ **Engagements du bénéficiaire, suivi et contrôle**

Le bénéficiaire s'engage à bénéficier de la Marque « Produit en Île-de-France » pour une durée minimale de 3 années à partir de la date de signature de la convention financière et à apposer la marque sur les produits concernés dans l'année qui suit la signature de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région dans tous ses supports de communication et à y apposer le logo de la Région. Il s'engage à convier la Région aux différentes manifestations qu'il organise et à participer aux événements organisés par îledeFrance Terre de saveurs et/ou la Région mettant en avant le patrimoine gastronomique régional.

L'utilisation de l'aide régionale fait l'objet d'un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

Annexe 1

Liste des produits iconiques d'Île-de-France

Fruits et légumes

- Artichaut de Paris,
- Asperge d'Argenteuil,
- Betterave rouge crapaudine,
- Carotte de Croissy
- Carotte rouge lisse de Meaux,
- Cerise de Montmorency,
- Champignon de Paris produit en Île-de-France,
- Chasselas de Thomery,
- Chou Milan de Pontoise,
- Cresson de Méréville,
- Fleur de coquelicot de Nemours,
- Fraise de Paris,
- Haricot chevrier d'Arpajon,
- Mâche verte de Versailles,
- Mâche verte d'Etampes,
- Menthe poivrée de Milly-la-Forêt,
- Navet d'Île-de-France,
- Oignon blanc de Malakoff,
- Oignon blanc de Paris,
- Oignon blanc de Vaugirard,
- Oignon jaune paille des Vertus,
- Pêche de Montreuil,
- Pissenlit de Montmagny,
- Poire d'Île-de-France dont la poire de Groslay,
- Pomme d'Île-de-France dont la Faro, la belle de Brie, la Bondy
- Pomme de terre Belle de Fontenay,
- Potiron rouge vif d'Etampes,
- Reine Claude de Chambourcy,
- Salade des plaines de Chailly-en-Bière, de Milly-la-Forêt et de Montesson,

Viandes et charcuterie *(produites en Île-de-France)*

- Agneau d'Île-de-France,
- Agneau des bergers d'Île-de-France,
- Boudin noir de Paris,
- Cervelas de Paris,
- Jambon de Paris,
- Lapin du Gâtinais,
- Nos Bovins d'Île-de-France,
- Nos Volailles d'Île-de-France,
- Pâté de Houdan,
- Poulet blanc Le Favray,
- Saucisson de Paris,
- Volailles de Houdan label rouge et IGP,
- Volailles fermières du Gâtinais label rouge et IGP,

Fromages et crèmerie

- Boursault de Saint-Cyr sur Morin,
- Boursault de Tournan-en-Brie,

- Brie de Meaux AOP,
- Brie de Melun AOP,
- Brie de Montereau,
- Brie de Nangis,
- Brie de Provins,
- Brie fermier,
- Brie noir,
- Brillat-Savarin,
- Coulommiers,
- Délice de Saint-Cyr,
- Fontainebleau,
- Fougerus,
- L'explorateur,
- Saint-Antoine,
- Saint-foin à la sauge,

Epicerie sucrée et salée

- Coquelicot de Nemours,
- Confiture de rose de Provins,
- Confit de pétales de rose de Provins,
- Miel du Gâtinais,
- Moutarde de Meaux,
- Safran du Gâtinais,
- Sucre d'Orge des religieuses de Moret sur Loing,
- Vinaigre de Lagny,

Boulangerie et pâtisserie *(produites en Île-de-France)*

- Amandine,
- Baguette parisienne,
- Brioche de Nanterre,
- Brioche parisienne,
- Chouquettes,
- Macarons lisses,
- Niflette de Provins,
- Opéra,
- Paris-Brest,
- Puits d'amour,
- Saint honoré,
- Savarin ou Baba,
- Tarte Bourdaloue,

Boissons

- Bière de la Brie, du Gâtinais et du Vexin,
- Cidre de la brie,
- Claquesin (liqueur de pin),
- Grand Marnier, Noyau de Poissy.

ANNEXE 3 : CONVENTIONS RELATIVES A L'AGREMENT D'UNE STRUCTURE

CONVENTION RELATIVE A L'AGREMENT D'UNE STRUCTURE assurant la réalisation de prestations de diagnostics et conseil dans le cadre du programme pour l'accompagnement à l'installation et la transmission en agriculture (AITA)

ET AUX MODALITES DE FINANCEMENT DES PRESTATIONS

Entre
La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil - 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2020-xx du DATE DE VOTE DE L'AGREMENT et ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et
La structure prestataire dénommée : **La Chambre d'agriculture de région Île-de-France** dont le statut juridique est : Organisme consulaire, n° SIRET : 13002381500017, dont le siège social est situé au 19 rue d'Anjou, 75008 PARIS ayant pour représentant Monsieur HILLAIRET Christophe, le Président, ci-après dénommé « la structure »

d'autre part,

VU les articles 107 et 108 du traité UE,

VU le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 4111-1 et suivants ainsi que les articles R 4311-1 et suivants,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations et notamment son article 10,

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU le régime cadre exempté n° SA 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission Européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014,

VU les crédits votés au budget du conseil régional,

VU l'instruction technique DGPE/SDC/2018-613 du 14 août 2018 relative à la gestion et à la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA) ;

VU le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux structures agréées pour le conseil à l'installation, la transmission agricoles et aux nouveaux exploitants,

VU l'appel à candidatures du 10 octobre 2019 organisé par la région Île-de-France et son cahier des charges,

VU les dossiers de candidature réceptionnés le 10 octobre 2019,

VU l'avis émis par les membres du Comité régional de l'installation et de transmission (CRIT) Île-de-France lors de la réunion du 11 janvier 2020,

VU la délibération n° 2020 CP-XXX de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France du 4 mars 2020,

APRES AVOIR RAPPELE :
Les engagements pris par la Région dans son Pacte agricole, adopté par la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018, de faire de l'installation une grande cause régionale, et soutenir le conseil à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France. Et dans son règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux structures agréées pour le conseil à l'installation, la transmission agricoles et aux nouveaux exploitants.

LES PARTIES SIGNATAIRES DECLARENT ET CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La mise en œuvre opérationnelle du programme AITA en région implique au préalable la sélection et l'agrément des structures assurant les prestations de diagnostic/conseil prévus dans les parties « Conseil à l'installation » et « Suivi du nouvel exploitant ». La région Île-de-France développe les volets suivants :

Volet 1 : Conseil à l'installation Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre
Objectif : évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise
Soutien à la réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles à destination des candidats à l'installation disposant d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) agréé et s'installant hors cadre familial.

Volet 2 : Conseil à l'installation Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché
Objectif : apprécier la faisabilité et la viabilité de projets d'installation lorsque ces derniers prévoient la mise en place d'une diversification, des productions à forte valeur ajoutée ou des modes de commercialisation particuliers (circuits courts, …).
Soutien à la réalisation d'études permettant d'apprécier la faisabilité et la viabilité d'un projet d'installation à destination des candidats à l'installation (après établissement de l'autodiagnostic et après attestation du Point Accueil Installation (PAI) ou rdv au Centre d'élaboration des PPP) et ayant une idée précise de la localisation de leur projet (terres ou exploitation à reprendre).

Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant
Objectif : assurer succès de l'installation dans les premières années suivant l'installation en confortant le professionnalisme du nouvel exploitant dans la réalisation de son projet personnel à destination des exploitants installés depuis moins de 5 ans, âgés de moins de 45 ans, disposant d'un PPP, affiliés à un régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles et disposant d'un prévisionnel économique qui dessine le développement de son projet sur les 4 premières années de son installation.
Seules 3 années de suivi, réalisées dans les 4 premières années de l'installation, peuvent être soutenues financièrement par la Région au titre du présent dispositif.
Etablissement d'un diagnostic de la situation de l'exploitation, actualisation des éléments de son fonctionnement et anticipation des décisions à prendre avec au moins un déplacement de la structure agréée sur l'exploitation par année de suivi.

Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants
Objectif : anticiper les départs pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé et participer à la mise en place de conditions favorables pour la transmission de l'exploitation à moyen terme.
Soutien au conseil auprès de futurs cédants (le futur cédant doit être âgé de 52 à 57 ans au dépôt de la demande d'aide) afin d'établir un état des lieux de l'exploitation agricole et d'identifier les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions.

Les dispositifs prévus dans l'AITA ciblent des candidats à l'installation, des jeunes installés ou des exploitants futurs cédants, ci-après désignés « porteur de projet ». Les porteurs de projets sont les bénéficiaires finaux de l'aide attribuée. Toutefois, c'est la structure, réalisant l'action pour le compte du porteur de projet qui percevra l'aide financière. Le montant de l'aide vient en déduction de la facture TTC réglée par le porteur de projet.

La présente convention est passée entre les parties pour :

- agréer la structure La Chambre d'agriculture de région Île-de-France en tant que structure assurant les prestations de diagnostic/conseil suivantes prévues dans le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France »adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018. Le présent agrément concerne les volets suivants :
  - volet 1 « Conseil à l'installation _ prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre »,
  - volet 2 « Conseil à l'installation _ prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché »,
  - volet 3 « suivi du nouvel exploitant »
  - volet 4 « Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants » de l'appel à candidatures du 10 octobre 2019.

- déterminer les modalités d'emploi et de versement des subventions accordées par la Région, ainsi que le montant maximum annuel qui pourra être attribué à la structure.

Néanmoins, cette convention et les subventions qui en découlent ne peuvent financer des actions de service public ou encore des actions concernées dans d'autres conventions passées entre la structure et la Région.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

L'agrément de la structure est donné, à compter du 30 mars 2020, pour un an et pourra être prolongé deux fois d'une année par tacite reconduction, sans nécessité de renouveler l'appel à candidatures. Toutefois en cas d'évolution de la règlementation ou du cahier des charges ou en cas de défaillance de la structure, l'agrément sera suspendu.

Cet agrément offre la possibilité à la structure de déposer une demande d'aide au dispositif régional, et ce, avant son expiration au 1er avril 2023. Les demandes d'aides feront l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par délibération de la Région en CP de septembre 2018. La présente convention ne vaut pas décision de principe d'octroi d'un soutien financier.

La mise en œuvre opérationnelle des dispositions de la présente convention est établie une à deux fois par an dans le cadre de conventions financières entre la structure et la Région. Cette convention financière précise le montant prévisionnel de la participation régionale qui est conditionnée au vote de l'assemblée délibérante et sous réserve du vote du budget et de l'affectation des crédits correspondants par la commission permanente de la Région d'Ile-de-France. Le montant prévisionnel de l'aide sera déterminé sur la base des documents détaillant les porteurs de projet à accompagner par la structure pour la période définie.

Cette convention doit comporter :

- des clauses techniques : contenu des prestations, modalités de réalisation des prestations pour chacun des volets concernés,
- un prévisionnel technique : nombre de prestations de conseil, nom des porteurs de projets, nombre de journées prévues pour les prestations, nombre de personnes travaillant sur l'action et leur nom,
- des données financières : participation financière prévisionnelle de la région Île-de-France, des autres financeurs le cas échéant et du porteur de projet,
- un prévisionnel financier : coût prévisionnel des prestations prévues.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE

La structure doit être en capacité d'assurer les missions d'aide, de conseils, d'accompagnement et de suivi :

- établir un diagnostic de la situation du porteur de projet et de son projet,
- préconiser des actions à suivre pour la réussite du projet,
- se positionner comme un véritable organisme ressource pouvant répondre aux sollicitations et aux questionnements formulés par les porteurs de projet sur l'évolution de leur projet.

Dans une démarche de qualité, la structure s'attachera à respecter les règles suivantes :

- réaliser des prestations conformes à l'appel à candidature et à l'annexe 1,
- déposer une à deux fois par an un dossier de demande de subvention comprenant :
    - le prévisionnel des dépenses intégré dans le modèle du document Excel transmis à la structure agréée correspondant à l'annexe 2,
    - la liste des porteurs de projet souhaitant bénéficier d'une prestation de la structure qui s'inscrit dans le cadre de la présente convention dans l'année à venir, dont le modèle est présenté à l'annexe 3,
    - la demande individuelle d'aide au conseil à l'installation-transmission dûment remplie et signée par chacun des porteurs de projet à accompagner (annexe 4).
- réaliser sans délai, les prestations pour lesquelles l'agrément a été accordé.
- remettre et expliciter le rapport de la prestation et sa synthèse au bénéficiaire de la prestation,
- ne pas intervenir dans une exploitation vis-à-vis de laquelle il ne présenterait pas toutes les garanties d'objectivité,
- informer la Région et la DRIAAF de tout changement (remplacement de conseiller, ...) ayant un impact sur la mise en œuvre de la prestation,

La structure s'engage à maintenir strictement confidentiels toutes les informations, documents et résultats produits pour les diagnostics ou études ainsi que toutes les données et informations qui auront été communiquées par le porteur de projet. Il s'engage également à respecter les règles de neutralité.

La structure est responsable du respect des règles du régime cadre exempté SA. 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la commission européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014, notamment s'agissant de l'éligibilité des bénéficiaires.

Par ailleurs, la structure s'engage à fournir à la Région un rapport d'activité annuel dont le contenu est précisé à l'article 6.

ARTICLE 4 - MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER

L'agrément offre la possibilité de déposer une demande d'aide au dispositif de soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Ile-de-France. Cette demande fera l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par la délibération CP 2018-151 du 19 septembre 2018.

L'aide de la région Île-de-France, conditionnée au vote de l'assemblée délibérante, portera sur les prestations d'accompagnement du candidat à l'installation, du nouvel exploitant ou de l'exploitant futur cédant dans le cadre des volets précisés à l'article 1 de la présente convention. Seules les prestations réalisées conformément au cahier des charges et aux règlements d'intervention régionale peuvent faire l'objet d'une prise en charge. Les dispositions en vigueur sont reprises dans l'annexe 1 de la présente convention.

Les dispositifs prévus dans l'AITA et dans le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018 ciblent les porteurs de projet. Toutefois, c'est la structure, réalisant l'action pour le compte du porteur de projet qui percevra l'aide financière. Le montant de l'aide vient en déduction de la facture TTC réglée par le porteur de projet.

La participation financière de la région Île-de-France correspond à une aide de :

- volet 1 « Conseil à l'installation _ prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,
- volet 2 « Conseil à l'installation _ prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,
- volet 3 « suivi du nouvel exploitant » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,
- volet 4 « Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,

A noter : la TVA est exclue du bénéfice de l'aide, sauf si elle est non récupérable. Ainsi l'aide sera calculée sur la base :

- *des dépenses HT lorsque la part d'autofinancement du conseil est prise en charge par l'exploitation du porteur de projet,*
- *des dépenses TTC lorsque le porteur de projet prend en charge personnellement la part d'autofinancement du conseil et qu'il ne récupère donc pas la TVA.*

Le montant éligible des prestations de diagnostic/conseil est défini sur la base des prix retenus pour les prestations proposées lors de la réponse de la structure à l'appel à candidature. La base tarifaire pour la structure est reprise en annexe 5, ainsi que la subvention annuelle maximale destinée aux porteurs de projet qui sera attribuée à la structure.

Ce montant prend en compte :
- les dépenses directes de personnel,
- les coûts de sous-traitance.

Attribution de l'aide

L'aide de la région Île-de-France, conditionnée au vote de l'assemblée délibérante, sera attribuée au vu de l'instruction de la demande de financement déposée une à deux fois par an selon les porteurs de projet identifiés par la structure selon le calendrier détaillé en annexe 6. Les dossiers déposés après ces échéances ne pourront être pas être prises en compte. Le détail du circuit de gestion et le calendrier de dépôt des dossiers est spécifié en annexe 7.

ARTICLE 5 - MODALITES DE VERSEMENT

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, et après instruction par la région Île-de-France du dossier de demande de versement de la subvention correspondant aux prestations réalisées, au 30 juin et 30 novembre de chaque année, assorti des pièces justificatives nécessaires, la région Île-de-France procède à la vérification du service fait, puis au versement de la subvention.

Le versement des aides est conditionné :
- au respect des engagements pris par la structure dans sa demande de labellisation dans le cadre de l'appel à candidature clos le 10 octobre 2019 et conformément à cet appel à candidatures organisé en vue de l'agrément ;

- à la conformité des dépenses présentées au regard de l'objet de la convention et des dates de réalisation des prestations ;
- à la production des pièces justificatives ci-dessous :
    - la liste des porteurs de projet accompagnés dans le modèle transmis à la structure agréée dont le modèle est présenté à l'annexe 8,
    - le bilan chiffré des prestations réalisées dans le modèle transmis à la structure agréée et sur le modèle présenté à l'annexe 9,
    - la copie des études/diagnostics réalisés,
    - toutes les factures acquittées par porteurs de projet qui ont bénéficié de l'accompagnement indiquant a minima les éléments mentionnés à l'annexe 10,
    - la demande de versement de solde (transmise dans le courrier d'attribution de l'aide envoyé par la région Île-de-France)
    - le mandat signé par chaque porteur de projet accompagné par la structure (annexe 11).

L'attribution par les financeurs d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par leurs règlements budgétaires et financiers.

ARTICLE 6 - RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, un rapport d'activité annuel est obligatoirement transmis avec la dernière demande de versement, et au plus tard au 30 juin N+1.

Le rapport d'activité annuel présentera le bilan financier de l'opération de l'année N, ainsi qu'un bilan quantitatif et qualitatif des actions réalisées.

Il devra mentionner à minima :

- le nombre de conseils/diagnostics/études réalisés,
- l'identification des bénéficiaires,
- une synthèse des prescriptions,
- les dépenses effectuées,
- le détail du temps consacré à la réalisation des actions et au total sur l'année (avec les justifications correspondantes).

ARTICLE 7 - JUSTIFICATIF DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS D'AUTRES FINANCEURS

La structure s'engage à informer la région Île-de-France de toutes les subventions versées par d'autres financeurs publics et privés pour l'opération citée en objet.

Cette information prendra la forme d'une déclaration sur l'honneur du bénéficiaire ou de son représentant légal.

ARTICLE 8 - PUBLICITE

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, la structure s'engage à :

- faire figurer le logo de la Région sur tous les supports de communication conçus en lien avec l'opération définie par l'article 1,
- soumettre le(s) support(s) de communication à la Direction de la Communication de la Région **avant impression ou fabrication** du ou des supports,
- associer la Région et ses représentants à la mise au point de toute action d'information du public, en particulier en mentionnant la participation financière de la Région à la réalisation de l'opération considérée,

- faire état de l'aide financière apportée par la Région à l'occasion de toute publicité ou toute manifestation d'information portant, pour tout ou partie, sur la réalisation des missions envisagées en utilisant le logo de la région Île-de-France :

« Avec le soutien financier de la région Île-de-France »

L'apposition du logo régional, conformément à la charte graphique régionale se doit d'être en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication. La mention et le logotype de la région sont positionnés en page d'accueil des sites Web et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France. Toutes les correspondances adressées sur l'opération mentionnent explicitement le soutien de la Région.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la région Île-de-France dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

La structure autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publication y compris photographiques, vidéos, communication, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le non-respect de ces clauses peut entraîner l'exclusion du bénéfice de l'aide régionale.

ARTICLE 9 - CONTROLE

La structure s'engage à détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses de prestations, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, suivi des recettes, comptabilité, factures émises au porteur de projet…

La structure s'engage à détenir, conserver, fournir l'ensemble des factures acquittées par les porteurs de projet pour les études réalisées et mentionnées dans la convention financière.

Le région Île-de-France se réserve le droit de procéder à des contrôles croisés avec d'autres administrations à tout moment de l'instruction du dossier.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, en cas de non-respect des obligations ou des engagements de la structure et notamment en cas de non-exécution partielle ou totale de l'opération ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, la région Île-de-France pourra mettre fin à la présente convention et exiger le reversement total ou partiel des sommes versées.

Le reversement total de la somme perçue sera requis en cas de refus de contrôle, de fausse déclaration ou fraude manifeste.

ARTICLE 11 - AVENANTS ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issu d'un délai de préavis de 3 mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou on fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure ;

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêté définitif des comptes, et la restitution, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 12 – JURIDICTION COMPETENTE

Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour connaître, à défaut d'accord amiable, de toute contestation relative à la présente convention.

ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES

Conformément au **Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016** (règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données), et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « loi informatique et libertés »), les personnes concernées bénéficient de droits sur leurs données personnelles. Vous pouvez les exercer en contactant la région Île-de-France.

En outre, lorsque la Région exige des pièces justificatives qui comportent des informations sur la vie privée sans rapport avec l'objet de la présente convention, la structure informe les personnes concernées de la faculté d'occulter ces informations.

La structure est ici considéré comme le sous-traitant. Il s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement, ici, la région Île-de-France
3. respecter les clauses de sécurité RGPD de l'annexe

1 Devoir de conseil :
Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement, ici, la région Île-de-France.

2 Devoir d'information
Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'information et la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

6. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile

afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité
Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « sécurité » du marché.
En cas de risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le sous-traitant s'engage à suivre les mesures de sécurité résultantes de l'évaluation de l'impact en matière de vie privée le cas échéant en matière de certification ISO 27000 ou équivalent.

12. Sort des données
Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel ou
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. Délégué à la protection des données
Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. Registre des catégories d'activités de traitement
Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;

- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Saint-Ouen,

Le _____	Le _____
Pour la région Île de France, *la Présidente,*	Pour La Chambre d'agriculture de région Île-de-France, *le Président,*
Valérie Pécresse	Christophe HILLAIRET

ANNEXE 1

Etapes et trames des diagnostics proposés aux porteurs de projets

Les étapes de l'accompagnement des porteurs de projet doivent a minima être les suivantes :

1. le contact préalable pour préciser la demande du porteur de projet, formaliser l'expression des besoins et établir le devis des prestations ;
2. l'entretien d'une demi-journée minimum avec le porteur de projet pour le recueil des données ;
3. l'analyse et la synthèse globale : l'analyse portera sur toutes les composantes de l'exploitation à partir de l'entretien et des documents disponibles. La synthèse comportera :
    a) le descriptif de l'exploitation,
    b) l'historique et la trajectoire du projet,
    c) les motivations du porteur de projet,
    d) les atouts et contraintes de l'exploitation agricole,
    e) des préconisations avec chiffrage sommaire et description des moyens à mettre en œuvre, ainsi que les orientations envisageables ;
4. la restitution au porteur de projet qui permettra de valider l'analyse, la synthèse globale et le projet du diagnostic. Il s'agit d'une restitution verbale et écrite de l'audit au porteur de projet dans le cadre d'une rencontre ;
5. la rédaction définitive d'un rapport.

VOLET 1 : Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre

Le diagnostic préalable à l'installation a pour objectif d'accompagner un candidat à l'installation en amont de son projet. Il doit permettre d'appréhender toutes les dimensions du projet : économiques, techniques, juridiques, fiscales, sociales, familiales, environnementales… Il ne s'agit en aucun cas de l'élaboration de l'étude économique réalisée dans le cadre d'une autre prestation d'accompagnement à l'installation.
L'objectif du diagnostic est d'évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise.

La trame du document écrit du diagnostic d'exploitation à reprendre est la suivante :

1. Candidat à l'installation
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole

2. Projet du candidat à l'installation
- Type d'installation : installation progressive ou non, hors cadre familial, à titre principal ou secondaire
- Motivations et interrogations du candidat
- Stratégie pour la mise en œuvre et échéances du projet

3. Description de l'exploitation à reprendre
- L'historique de l'exploitation
- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…) et incidences sur la conduite de l'exploitation
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales)
- Analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Engagements soumis à réglementation
- Modalités de reprise

4. Synthèse générale
- Atouts/contraintes de l'exploitation à reprendre
- Préconisations et points de vigilance pour les suites à donner à la mise en œuvre du projet
- Accompagnement à mettre en place
- Calendrier des démarches

VOLET 2.1 : Prise en charge des études de faisabilité

Cette étude de faisabilité a pour objet d'apprécier la faisabilité et la viabilité d'un projet d'installation, lorsque ce dernier prévoit la mise en place de productions atypiques et/ou à forte valeur ajoutée ou des modes de commercialisation particuliers (circuits courts, etc.). Le diagnostic de faisabilité propose une description globale des caractéristiques du ou des projets envisagés par le candidat (surface agricole envisagée, types d'atelier de production et dimensionnement, moyens de production, main d'œuvre disponible, modes de commercialisation et de valorisation des produits), ainsi que les objectifs économiques, environnementaux et sociaux.
L'analyse et l'expertise du technicien s'appuient sur des références locales ou nationales, pour juger de la cohérence d'ensemble du projet. Il détermine a priori si les objectifs du porteur de projet sont compatibles avec le système de production envisagé. Il propose, le cas échéant les évolutions structurelles à apporter au projet en vue de répondre aux objectifs du porteur.

La trame du document écrit du diagnostic de faisabilité est la suivante :

1. Candidat à l'installation
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Activité du conjoint et implication dans le projet
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole
- Analyse de l'adéquation homme – compétences – projet

2. Projet du candidat à l'installation

- Type d'installation : installation progressive ou non, hors cadre familial, à titre principal ou secondaire
- En quoi le projet nécessite-t-il l'étude de faisabilité, productions atypiques, modes de commercialisation particuliers envisagés
- Lieu du projet
- Motivations et interrogations du candidat
- Stratégie pour la mise en œuvre et échéances du projet

3. Description de l'exploitation à ce jour et évolutions prévues

- L'historique de l'exploitation
- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…)
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Analyse des moyens de production (bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Engagements soumis à réglementation
- Lien avec cédant et modalités de reprise

4. Analyse des moyens de production (initiale et développement)

- Système de production par atelier (productions végétales et animales)
- Bâtiments, matériels, stocks
- Foncier (potentiel agronomiques des sols, parcellaire, etc...)
- Main d'œuvre et organisation du travail
- Ressources en eau
- Synthèse sur les modalités de commercialisation et de valorisation.
- Environnement socio/économique
- Présence et adhésion à des outils collectifs pour la production (CUMA, groupement d'employeur, société, etc…)
- Environnement de conseil extérieur : centre de gestion, OP.
- Synthèse sur l'adéquation du projet et les moyens de productions

5. Prévisionnel et principaux éléments de résultats économiques

- Chiffre d'affaires
- Charges de l'exploitation
- EBE
- Revenu du candidat
- Synthèse : points forts/points faibles sur la contrainte de réalisation du revenu
- Programme d'investissements prévu
- Financement prévu
- Ratios économiques
- Synthèse : points forts/points faibles sur le prévisionnel économique dans la réalisation du projet

6. Synthèse générale

- Atouts/contraintes pour la réalisation du projet
- Analyse des risques techniques, financiers, juridiques
- Analyse des conditions de réussite
- Synthèse sur la faisabilité
- Préconisations et points de vigilance pour les suites à donner à la mise en œuvre du projet

VOLET 2.2 : Prise en charge des études de marché

L'étude de marché doit être réalisée dans le cadre de projet en diversification avec la mise en place ou le développement de productions dont la commercialisation se ferait en dehors d'une filière organisée. Il est déterminant de définir sa zone de chalandise et les possibilités d'écoulement des quantités produites en vue de l'atteinte du chiffre d'affaires fixé.

La trame du document écrit de l'étude de marché est la suivante :

1. Candidat à l'installation

- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Activité du conjoint et implication dans le projet
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole

2. Présentation du projet

- Individuel ou société
- Cadre familial ou non
- Caractéristiques de l'exploitation reprise

3. Vendre quoi ?

- Description des différents produits proposés à la vente

4. Où ?

- Livraison, vente directe à la ferme, sur les marchés,…
- Détail des prises de contact et résultats obtenus (enquêtes)

5. A qui ?

- Définition et caractérisation de la clientèle : particuliers, intermédiaires,…
- Détails des prises de contact et résultats obtenus (enquêtes)

6. Quelle concurrence ?

- Producteurs locaux, distributeurs
- Description détaillée de l'offre des concurrents (types de produits, lieux de vente, prix,…)

7. Etude budgétaire

- Coût de production des produits vendus (en lien avec le PE)
- Détermination des prix de vente
- Comparaison des prix de vente par rapport au marché
- Détermination du chiffre d'affaire et de la marge

8. Plan de communication

- Comment se faire connaître
- Choix et mise en œuvre des supports de communication,

9. Annexes

- Aperçu du marché français, régional,….

VOLET 3 : Prise en charge du suivi du nouvel exploitant
Le suivi est réalisé à partir du plan d'entreprise (PE). Il doit permettre de s'assurer de l'atteinte des objectifs fixés dans le PE et surtout de son bon déroulement pour l'atteinte de la viabilité au terme des 4 ans.

La trame du document écrit du suivi du nouvel exploitant est la suivante :

1. Le candidat à l'installation
- Nom, prénom, adresse, SIRET, téléphone
- Formation
- Situation familiale
- Type d'aide sollicitée et montant
- Date d'installation
- Type d'installation
- Objectif de revenu
- Ressources extérieures
- Centre comptable, banque, date de clôture d'exercice, etc...

2. Rappels administratifs et réglementaires pour le développement de l'activité
- Faire le point sur les différentes démarches administratives que le jeune doit réaliser et s'assurer du respect des différentes réglementations en lien avec son exploitation.

3. Structures d'exploitation pour l'année en cours (Prévision / Réalisation)
L'approche consiste à faire le tour des éléments, des évolutions par rapport au PE et son déroulement (la situation initiale, la reprise, etc....).
- Reprise de l'exploitation
- Main d'œuvre
- Environnement socio/économique
- Surfaces et modes de faire valoir
- Bâtiments
- Matériels
- Aspects juridiques et fiscaux
- Aspects commerciaux

4. Système de production
L'objectif est de décrire le système de production et la conduite technique.
Productions végétales
- Cultures pérennes en production : type, surfaces, quantités récoltées, produit total, rendement moyen, prix moyen, mode de commercialisation.
- Cultures pérennes en non production : type, surfaces, coûts, aides.
- Cultures annuelles : type, surfaces, quantités récoltées, produit total, rendement moyen, prix moyen, mode de commercialisation.
- Ressource en eau
- Potentiel agronomique des sols

Productions animales
- Reproduction, génétique
- Productivité, mortalité, etc....
- Problème sanitaire
- Suivi de l'autonomie fourragère, alimentation, ration, etc.

5. Suivi financier de l'installation
L'objectif est de faire le point sur le plan de financement du PE.
- les investissements de reprise
- les investissements nécessaires au démarrage de l'activité
- les investissements de renouvellement
- les investissements de développement

L'objectif est de chiffrer et d'analyser les résultats économiques des ateliers.
- Production globale des productions végétales et des productions animales
- Charges d'exploitation
- Marge brute

L'objectif est de chiffrer les résultats de l'année en cours et de les comparer aux données du PE.
- EBE
- EBE sur produits
- Prélèvements privés
- Résultat courant
- Revenu disponible
- Capacité d'autofinancement nette (CAFn)
- Emprunts à plus d'un an
- Annuités sur EBE
- Fonds de roulement
- Analyse de l'endettement
- Problèmes de trésorerie rencontrés et les raisons
- Valorisation des excédents
- Prévision de trésorerie pour l'année suivante

6. Choix
L'objectif est de faire une analyse qualitative et d'engager une discussion sur ce point.
- Investissement prévu, nouveaux investissements
- Changement sur les productions
- Demande d'avenants ou pas suivant les évolutions par rapport au PE.

7. Perspectives et conseils
- Conseils sur les actions prévues, accès à de nouveaux contacts ou prestations
- Conseils technico-économiques, juridiques, fiscaux, organisationnels
- Échéances administratives à ne pas oublier
- Perspective sur la formation continue
- Points de vigilance pour la réussite

VOLET 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont à la transmission
Le conseil d'accompagnement en amont de la transmission a pour objectif d'anticiper le départ et de mettre en place les conditions favorables pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé. Il doit permettre d'établir un état des lieux de l'exploitation agricole et d'identifier les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions.

La trame du conseil d'accompagnement en amont à la transmission est la suivante :

1. Cédant
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse, téléphone
- Individuel ou société
- Contexte de l'exploitation à céder (famille, habitation,...)

2. Description de l'exploitation à céder
- L'historique de l'exploitation

- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…)
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales)
- Analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Modalités potentielles de reprise
- Préparation à la transmission (investissements à prévoir et évaluation des coûts, modification conduite d'exploitation, etc....)

3. Synthèse générale

- Cartographie de l'exploitation
- Atouts/contraintes de l'exploitation à céder
- Préconisations et points de vigilance
- Accompagnement à mettre en place
- Calendrier des démarches

ANNEXE 2

Modèle de prévisionnel des dépenses

PREVISIONNEL ANNUEL détaillé du projet pour agrément des structures de conseil à l'installation-transmission

Un volet est décliné dans votre structure en plusieurs prestations à détailler ci-dessous

Intitulé de la prestation	Description synthétique de la prestation	Durée de la prestation par dossier en jours	Nombre de dossiers prévus par intervenant de la structure								Nombre total de dossiers prévus	Coût total par dossier	Estimation de l'aide sollicité par prestation *	Coût total par action HT
			NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*				
Ex : Diagnostic sur une fragilité identifiée (Volet 3)		*1*	*3*			*1*					*4*	*350,00 €*		*1 400,00 €*
Ex : Suivi global de l'exploitation (Volet 3)		*1,5*	*5*			*4*					*9*	*400,00 €*		*3 600,00 €*
VOLET 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 3 : Suivi du nouvel exploitant														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
	TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	**0**		**0,00 €**	**0,00 €**

ANNEXE 3

Modèle d'enregistrement des porteurs de projets à accompagner

	Candidat					Prestation				Coût	
Date d'enregistrement de la demande	Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville	VOLET concerné (1,2,3 ou 4)	Structure agréée accompagnatrice	Prestation réalisée	Aide d'Etat concernée	Coût HT en €	Aide sollicité pour ce diagnostic pour le candidat *(financé par la Région)*

ANNEXE 4

Demande individuelle d'aide au conseil à l'installation-transmission du porteur de projet

DEMANDE INDIVIDUELLE D'AIDE AU CONSEIL A L'INSTALLATION

Une fois complété, ce formulaire doit être retourné avec tous les justificatifs correspondants, aux dates indiquées par la région Île-de-France

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Civilité : ☐ M. ☐ Mme

Nom d'usage : ……

Prénom ; ……

Date de naissance : ……/……/……

Adresse : ……

Code postal : .... Commune : ……

Téléphone : ……

Portable : ……

Mail : ……@…… . ……

PROJET D'INSTALLATION – TRANSMISSION

Projet concerné : ☐ installation ☐ transmission

Statut juridique : ……

Nom de l'exploitation : ……

Qualité : ……

Adresse : ……

Code postal : .... Commune : ……

SIRET : ……

APE : ……

Date prévisionnelle d'installation-transmission : ……/……/……

Pour les candidats à l'installation :

Date de passage en PAI : ……/……/……

Date d'agrément du Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) :

☐ effective ☐ prévisionnelle en date du ……/……/……

Pour les candidats à l'installation, identification du cédant le cas échéant

Statut juridique : ……

Nom de l'exploitation : ……

Qualité : ……

Adresse : ……

Code postal : .... Commune : ……

PRESTATION DEMANDEE A LA STRUCTURE AGREEE AU CONSEIL PAR LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

☐ Volet 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre

☐ Volet 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché

☐ Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant

☐ Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants

Détail de la prestation demandée : ……..

……

……

Prix HT de la prestation demandée : ……€

Montant de l'aide régionale sollicité : ……€

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Pour un diagnostic d'exploitation :

- ☐ Création d'une activité nouvelle de production : ……
- ☐ Hors cadre familial

Pour des études de faisabilité et/ou de marché :

- ☐ Projet de conversion à l'agriculture biologique, pour tout ou partie de l'exploitation
- ☐ Activité d'élevage : ……
- ☐ Production atypique : ……
- ☐ Production à forte valeur ajoutée : ……
- ☐ Transformation à la ferme : ……
- ☐ Vente en circuits courts : ……

Pour le suivi du nouvel exploitant :
Date de début de l'étude prévue : …….. / …….. / ……

- ☐ J'atteste ne percevoir aucune autre subvention que celle de la Région Île-de-France dans le cadre de la présente prestation,
- ☐ J'atteste percevoir une ou plusieurs autres aides dans le cadre de la présente prestation, préciser la ou lesquelles :
  - Aide 1 : ……
  - Aide 2 : ……..
  - Aide 3 : ……

PIECES A FOURNIR

Projet concerné :

- ☐ pièce(s) d'identité des signataires
- ☐ pouvoirs le cas échéant
- ☐ extrait k-bis pour les personnes morales
- ☐ statuts pour les GAEC et associations
- ☐ justificatif de propriété le cas échéant
- ☐ RIB

MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Ce dispositif d'aide vise la prise en charge partielle des frais inhérents à l'apport des conseils à l'installation-transmission, des études et des diagnostics d'exploitations réalisés par une structure agréée par le Conseil Régional. Ce dispositif vise à soutenir des actions de conseil à l'installation qui viennent en complément notamment des actions d'orientation proposées par les Points Accueils Installation (PAI) et les Centres d'Elaboration des Plans de Professionnalisation Personnalisés (PPP).

Sont éligibles :
• les diagnostics d'exploitation à reprendre dans le cadre d'une installation :

- Pour le Volet 1 : *Conseil à l'installation : prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre* :
  - Eligibilité du candidat :
    - disposer d'un PPP
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - projet d'installation hors cadre familiale,
- Pour le Volet 2 : *Conseil à l'installation : Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché* :
  - Eligibilité du candidat :
    - avoir réalisé un autodiagnostic auprès du PAI (attestation)
    - ou disposer d'un PPP (attestation)
    - avoir une idée précise de la localisation du projet (terres ou exploitation à reprendre)
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - conversion à l'agriculture biologique pour tout ou partie de l'exploitation,
    - transformation à la ferme ou vente en circuits courts,
    - projets avec une activité d'élevage,
    - projet de productions atypiques et/ou à forte valeur ajoutée.

    Une production atypique s'entend ici comme une production peu présente sur le territoire hors grandes cultures.
- Pour le Volet 3 : *Suivi du nouvel exploitant* :
  - Eligibilité de l'exploitant agricole :
    - être installé depuis moins de 5 ans,
    - être âgé de moins de 45 ans,
    - disposer d'un PPP,
    - être affilié à un régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles et
    - disposer d'un prévisionnel économique qui dessine le développement de son projet sur les 4 premières années de son installation.
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - suivi sur 3 années au plus ou conseil unitaire,
    - suivi dans les 4 premières années de l'installation,
    - suivi global de l'exploitation pour assurer le bon déroulement du projet initial,
    - diagnostic sur un domaine particulier ou sur une fragilité identifiée en lien avec le projet d'installation et nécessitant un conseil spécialisé.
  - Priorisation des projets éligibles :
    -
- Pour le Volet 4 : *Prise en charge su conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants* :
  - Eligibilité du cédant :
    - être âgé de 52 à 57 ans à la date de dépôt de la demande individuelle d'aide,
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - état des lieux de l'exploitation agricole et identification des facteurs clés, étapes à conduire, investissement à réaliser pour envisager une transmission dans les meilleures conditions.

Le diagnostic des Volet 1 et 2 ne sera pas pris en charge si le futur cédant a, de son côté, bénéficié d'un diagnostic de son exploitation dans le cadre du présent dispositif, et inversement.

Détail des prestations éligibles :
Les prestations de conseil à l'installation et à la transmission recouvrent au minimum les cinq phases suivantes :

1. le contact préalable pour préciser la demande du porteur de projet, formaliser l'expression des besoins et établir le devis des prestations ;
2. l'entretien d'une demi-journée minimum avec le porteur de projet pour le recueil des données ;
3. l'analyse et la synthèse globale : l'analyse portera sur toutes les composantes de l'exploitation à partir de l'entretien et des documents disponibles. La synthèse comportera :
   - le descriptif de l'exploitation,
   - l'historique et la trajectoire du projet,
   - les motivations du porteur de projet,
   - les atouts et contraintes de l'exploitation agricole,
   - des préconisations avec chiffrage sommaire et description des moyens à mettre en œuvre, ainsi que les orientations envisageables ;
4. la restitution au porteur de projet qui permettra de valider l'analyse, la synthèse globale et le projet du diagnostic. Il s'agit d'une restitution verbale et écrite de l'audit au porteur de projet dans le cadre d'une rencontre ;
5. la rédaction définitive d'un rapport.
   - Le diagnostic global d'exploitation agricole, décrit ci-dessus, constitue le pivot de la prestation éligible.
   - Il peut être complété par l'intervention de spécialistes déterminée d'un commun accord entre le porteur de projet et l'auditeur du diagnostic global.

Les résultats de l'intervention des spécialistes sont obligatoirement intégrés au diagnostic global et les documents joints au rapport final. La seule étude d'un problème technique, fiscal ou comptable de l'exploitation est hors du champ de la prestation finançable.

Seules les prestations effectuées par les structures agréées par le conseil régional Île-de-France sont éligibles.
Sont exclues des prestations éligibles :

- les prestations de services qui relèvent du fonctionnement normal de l'exploitation (tenue de comptabilité, inscription au contrôle laitier, aide au montage des dossiers PAC 1er et 2ème pilier, bilan économique, …) et celles qui relèvent d'obligations légales (frais d'actes, rédaction d'actes, …) ;
- l'intervention dans une exploitation vis-à-vis de laquelle le conseiller ne présenterait pas l'objectivité requise ;
- l'adjonction de démarches commerciales concernant des biens ou services (ayant un lien avec les recommandations) au cours de l'intervention du conseiller.

Montant de la subvention :
Taux d'aide maximum : 80% des dépenses engagées éligibles
Montant d'aide maximum : 1 500 €
Le montant de la dépense éligible est établi sur la base des dépenses de la structure prestataire conformément à la convention d 'agrément.

Modalités liées au versement de l'aide :
L'aide attribuée est versée à la structure ayant réalisé les prestations. La structure mandatée fera l'aménagement financier nécessaire sur la facture établie, en rapport avec le montant de l'aide accordée.
Il est précisé que le versement de l'aide est également conditionné à la transmission, par la structure ayant réalisé la prestation, d'un rapport d'activité annuel, conformément à la convention d'agrément signée avec le conseil régional.

ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR

Je soussigné M. / Mme

- ✓ Sollicite l'aide de la région Île-de-France,
- ✓ Certifie que les renseignements mentionnés sur cette demande d'aide sont exacts,
- ✓ M'engage à réaliser le diagnostic d'exploitation dans un délai de 6 mois à compter de la décision d'octroi de l'aide,
- ✓ M'engage à réaliser le diagnostic d'exploitation avec la ou les structures ayant réalisés le ou les devis joints au présent dossier,
- ✓ M'engage sur la compatibilité du présent projet avec les dispositions précisées ci-dessus.

J'ai également pris connaissance du fait que la structure agréée : …….. retourne ce document à la région Île-de-France pour attribution de l'aide :

Fait à : ……

Le : ……..

Signature du demandeur :
Précédé de la mention « lu et approuvé »

Fait à : ……

Le : ……..

Signature de la structure accompagnatrice :
Précédé de la mention « lu et approuvé »

ANNEXE 5

Base tarifaire sur laquelle seront attribuées les aides aux différents porteurs de projet accompagnés par la structure

L’agrément offre la possibilité de déposer une demande d’aide au dispositif de soutien à l’installation et à la transmission agricoles en Ile-de-France. Cette demande fera l’objet d’une instruction spécifique conformément au règlement d’intervention voté par la délibération CP 2018-151 du 19 septembre 2018. Cette demande devra intégrer les éléments précisés dans la présente annexe.

Grille tarifaire de référence pour La Chambre d'agriculture de région Île-de-France :

- Volet 1
  - ✓ Diagnostic d'exploitation à reprendre : coût prestation de 2 400 €, aide régionale de 1 500 €

- Volet 2
  - ✓ Etude de marché : coût prestation de 3 166 €, aide régionale de 1 500 €
  - ✓ Etude faisabilité et étude de marché : coût prestation de 5 026 €, aide régionale de 1 500 €
  - ✓ Etude faisabilité, économique diversification et étude de marché : coût prestation de 7 729 €, aide régionale de 1 500 €

- Volet 3
  - ✓ Suivi nouvel installé niveau 1 : coût prestation de 2 400 €, aide régionale de 1 500 €
  - ✓ Suivi nouvel installé niveau 2 : coût prestation de 4 000 €, aide régionale de 1 500 €

- Volet 4
  - ✓ Accompagnement amont transmission : coût prestation de 2 000 €, aide régionale de 1 500 €

La subvention annuelle attribuée aux porteurs de projets via la structure prestataire est limitée à un montant maximal de 84 000 € pour La Chambre d'agriculture de région Île-de-France.

ANNEXE 6

Calendrier des échéances annuelles quant au dépôt des dossiers complets de demande de subvention

Tableau prévisionnel des échéances annuelles de dépôt des dossiers de demandes de subventions et de passage en CP :

Aide	Objet	Date prévisionnelle
Aide n°1-2020	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 mars 2020
	Passage en CP pour affectation	Juillet 2020
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2020
Aide n°2-2020	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2020
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2020
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2020
Aide n°3-2021	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2020
	Passage en CP pour affectation	Mars 2021
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2021
Aide n°4-2021	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2021
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2021
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2021
Aide n°5-2022	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2021
	Passage en CP pour affectation	Mars 2022
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2022
Aide n°6-2022	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2022
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2022
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2022
Aide n°7-2023	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2022
	Passage en CP pour affectation	Mars 2023
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2023

ANNEXE 7

Circuit de gestion de l'aide dans le cadre de la convention délivrant agrément de structure de conseil a l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France

Etapes	Acteurs	Calendrier à titre indicatif
1) Agrément des structures pour le conseil à l'installation-transmission agricole en Île-de-France		
Validation des candidatures par la région Île-de-France	Région Île-de-France	Novembre 2019
Avis consultatif du Comité Régional à l'Installation-Transmission (CRIT)	CRIT	Janvier 2020
Signature de la convention délivrant agrément de structure de conseil à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France	Région Île-de-France et Structure agréée	Mars 2020
2) Demande de subventions nominatives		
Prise de contact entre porteurs de projet et la structure agréée	Porteur de projet et structure agréée	
Signature d'une demande individuelle de prestation	Structure agréée	A partir de la date de l'agrément donné en CP
Enregistrement des porteurs de projet signataire dans la base de données prévue à cet effet	Structure agréée	A partir de la date de l'agrément donné en CP
Bilan financier de l'aide n°1-2020 sollicitée	Structure agréée	Mars 2020
Dépôt des demandes d'aides de toutes les structures agréées	**Structure agréée**	**30 mars 2020**
3) Instruction des demandes		
Réception du dossier complet définitif de demande de l'aide transmise fin mai, sans relance, c'est-à-dire : - La compilation des demandes individuelles de prestation signées, - Base de données des porteurs de projet signataires, - Bilan financier de l'aide sollicitée pour le 2nd semestre.	Région Île-de-France	**30 mars 2020**
Instruction des demandes : - Vérification de la compatibilité des prestations proposées, - Vérification des porteurs de projet, - Priorisation des prestations si nécessaire, - Calcul du montant prévisionnel de l'aide.	Région Île-de-France	**Avril 2020**
Intégration au rapport de la CP de juillet ***Attention : aucune prestation ne pourra être financée avant la date de vote de l'affectation en octobre 2020.***	Région Île-de-France	**Avril 2020**
4) Affectation de l'aide à la structure agréée		
Affectation en CP de l'aide calculée lors de l'instruction	Région Île-de-France et Structure agréée	Juillet 2020
Signature de la convention de financement	Région Île-de-France et Structure agréée	Juillet 2020
5) Réalisation des prestations		
Réalisation des prestations spécifiées dans la convention de financement	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Enregistrement des porteurs de projet accompagnés et des prestations réalisées dans la base de données prévue à cet effet	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Compilation des factures nominatives présentant les champs spécifiés en annexe 10	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Compilation des mandats signés par les porteurs de projet	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
6) Mise en paiement		
Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement : - Demande de versement du solde - Base de données des porteurs de projets et prestations réalisées, - Factures signées par les porteurs de projets accompagnés - Mandats individuels signés par les porteurs de projet	Structure agréée	**30 novembre 2020**
Contrôle des justificatifs après réalisation des prestations : ✓ contrôle des pièces justificatives de la réalisation du projet ✓ calcul du montant à payer, pour chaque structure agréée, ✓ conclusions du service instructeur	Région Île-de-France	Décembre 2020

Validation de service fait pour mise en paiement	Région Île-de-France	Janvier 2021
Vérification de la liquidation de l'aide à verser	Région Île-de-France	Février 2021
Paiement et envoi d'un avis de paiement au bénéficiaire	Région Île-de-France	Février 2021
7) En cas d'irrégularités		
Décision de déchéance partielle ou totale	Région Île-de-France	
Liquidation du ou des ordres de recouvrer Emission et envoi du ou des ordres de recouvrer Mise en recouvrement des sommes dues	Région Île-de-France	
H) Recours		
Réponse aux recours administratif	Région Île-de-France	
Réponse aux recours contentieux	Région Île-de-France	

ANNEXE 8

Modèle de bilan chiffré des prestations réalisées pour demande de versement du solde

	A remplir par les structures agréées											Demande de versement du solde		
	Candidat					Prestation				Coût		Prestation		Bilan financier
Date d'enregistrement de la demande	Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville	VOLET concerné (1,2,3 ou 4)	Structure agréée accompagnatrice	Prestation réalisée	Aide d'Etat concernée	Coût HT en €	Aide sollicité pour ce diagnostic pour le candidat *(financé par la Région)*	Date de facturation de cette prestation	Date de dépôt de demande de versement correspondant à cette prestation	Coût HT en €

ANNEXE 9

Modèle de bilan des dépenses réalisées

BILAN détaillé du projet pour agrément des structures de conseil à l'installation-transmission

Intitulé de l'action	Description synthétique de l'action	Durée par dossier en jours	Nombre de dossiers prévus par intervenant de la structure								Nombre total de dossiers	Coût total par dossier	Aide sollicitée par action	Coût total par action HT
			NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*				
Ex : Diagnostic sur une fragilité identifiée (Volet 3)		*0,5*	*2*			*0*					*2*	*350,00 €*		*700,00 €*
Ex : Suivi global de l'exploitation (Volet 3)		*1,5*	*6*			*1*					*7*	*400,00 €*		*2 800,00 €*
VOLET 1														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 2														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 3														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 4														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
	TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	**0**			**0,00 €**

ANNEXE 10

Facturation

FACTURATION

Dénomination des champs obligatoires spécifiques aux prestations de conseil menées dans le cadre de la convention cadre au conseil à l'installation-transmission dans la facturation établie avec le porteur de projet pour qu'elle puisse être prise en compte dans la Demande de Versement du Solde

PORTEUR DE PROJET

Nom
Prénom
Adresse
Date de naissance

STRUCTURE AGREEE

Dénomination
N° SIRET
Date de la facture
Date de la prestation

PRESTATION REALISEE

Volet concerné (1, 2, 3 ou 4)
Prestation réalisée
Prix de la prestation HT
Prix de la prestation TTC
Logo de la Région Île-de-France
Montant de la subvention de la Région Île-de-France
Montant payé par le porteur de projet

ANNEXE 11

Mandat

MANDAT

Le mandat est personnel, il n'est pas cessible, ni transmissible

DEMANDEUR

Je soussigné(e) ……

Né le …….. , à ……..

Demeurant : ……

……

……

…. …. …. …. …. ……

STRUCTURE AGREEE CONCERNEE

Donne mandat à l'organisme désigné ci-après : ……

Dénomination : ……

Adresse : ……

……

……

…. …. …. …. …. ……

N° de SIRET : ……

Représenté par (joindre une copie du pouvoir) :

Pour recevoir en mon nom l'aide au conseil à l'installation-transmission consistant en une prise en charge partielle des coûts de prestations.

L'organisme mandaté mentionnera sur la facture établie, le coût total de l'étude, la part restant à charge du demandeur et la part de la subvention accordée par la Région.

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties du présent mandat, celle-ci devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux services de la Région. Cette résiliation prendra effet huit jours après la date de réception de la résiliation.

Je demeure responsable de l'ensemble des engagements relatifs à l'aide précisée ci-dessus, notamment du remboursement des sommes indûment perçues.

Fait à : ……	Fait à : ……
Le : ……..	Le : ……..
Date et signature du demandeur	Date et signature de la structure
A faire précéder de la mention « lu et approuvé, bon pour acceptation »	*A faire précéder de la mention « lu et approuvé, bon pour acceptation »*

ANNEXE 12

Clauses de sécurité RGPD

Plan d'Assurance Sécurité

Dans les 30 jours suivants la notification de la convention d'agrément, la structure formalisera et transmettra au conseil régional d'Île-de-France le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) applicable de la présente convention. Le Plan d'Assurance Sécurité comportera notamment les éléments suivants :

Les modalités de gestion du cycle de vie du Plan d'Assurance Sécurité qui permettent de le faire évoluer et de valider ses modifications ;
L'inventaire des procédures et des processus de sécurité applicables dans le cadre des services ;
La procédure de traitement des attaques recensant notamment l'ensemble des intervenants, le processus d'alerte et de remontée des informations, le cas échéant les SLA spécifiques au traitement des alertes de sécurité ;
L'échelle de gravité des incidents de sécurité et les procédures de traitement associées ;
La description des mesures de protection répondant aux exigences de sécurité de la présente convention ;

Le PAS s'appliquera tout au long de la présente convention. Une fois validé en début de convention, le PAS pourra être révisé à la demande du conseil régional d'Île-de-France. La révision du PAS sera en particulier déclenchée en cas d'incident grave de sécurité.

Le PAS doit être porté à la connaissance de chaque personne et de chaque intervenant impliqué dans la fourniture des prestations dans le cadre de la présente convention.

Obligations de la structure

La structure de la présente convention reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier il s'engage à informer le conseil régional d'Île-de-France des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.

Outre le respect de ses obligations au titre de la convention de service, la structure informera préalablement le conseil régional d'Île-de-France de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité ou une dégradation des performances du système.

Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte. La structure de la présente convention s'engage à suivre et corriger dans les délais les plus brefs les vulnérabilités présentes dans les systèmes dont il assure la gestion. Il devra à minima traiter les alertes et prendre en compte les recommandations émises à par le CERT-FR (https://www.cert.ssi.gouv.fr/).

De façon générale, la structure est responsable pendant toute la durée de la prestation du maintien en conditions opérationnelles et du maintien en conditions de sécurité de l'ensemble des infrastructures, des équipements, des systèmes, des applications, etc. qu'il gère pour le compte du conseil régional d'Île-de-France ainsi que l'ensemble de ses systèmes propres impliqués dans l'infogérance (ex : réseaux, postes d'administrations, serveurs, applications, etc.).

Responsabilité

La structure de la présente convention est responsable des moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences de sécurité, afin d'éviter tout préjudice pour le conseil régional d'Île-de-France dans le cadre de la fourniture des services.

Protection des données personnelles

La structure de la présente convention est responsable de la protection des données personnelles qu'il sera amené à traiter pour exécuter les prestations. En complément des mesures de sécurité générales énoncées, la structure prendra toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données personnelles et pour que ces données ne puissent être accédées et manipulées que par des personnes explicitement autorisées et uniquement dans le but de fournir les services convenus dans le cadre de la présente convention.

La structure est soumis à une obligation de résultat pour assurer la protection des données qui lui sont confiés dans le cadre de la présente convention et qui sont stockées, manipulées et traitées par les systèmes qu'il met en œuvre. La structure doit notamment garantir une isolation effective des données du Conseil régional d'Île-de-France ainsi que des systèmes de traitement mis en œuvre vis-à-vis de ses autres clients.

Le conseil régional d'Île-de-France demande que les données dont la gestion est confiée à la structure dans le cadre de la présente convention soient protégées par des mécanismes de chiffrement. Si une telle protection n'est pas possible ou n'est pas préconisée par la structure de la présente convention (par exemple pour des questions de performances), la structure mettra en œuvre des contrôles de sécurité complémentaires pour garantir un niveau de protection équivalent.

Organisation de la sécurité

La structure doit disposer d'une organisation lui permettant de s'assurer de la mise en œuvre des exigences de sécurité définies dans la convention. Le système de management de sécurité mis en œuvre par la structure suivra idéalement la norme ISO 27001 et ses déclinaisons (sans nécessairement être certifié conforme ISO 27001).

La structure décrit dans le Plan d'Assurance Sécurité cette organisation, son fonctionnement, ses pratiques, les moyens dont il dispose, les interactions avec le Conseil régional d'Île-de-France, ainsi que les éventuels prérequis nécessaires pour la tenue des engagements en matière de sécurité.

Gestion des risques

La structure prestataire de la présente convention élabore et déploie un processus d'amélioration continue de la sécurité dont les objectifs sont :

- L'identification de tous les risques de sécurité pouvant impacter la qualité, la disponibilité, la performance des services ;
- La gestion des risques identifiés afin que ceux-ci n'aient aucun impact sur la qualité, la disponibilité et la performance des services fournis dans le cadre de la présente convention ;
- La réduction des risques de sécurité des SI pesants sur le Conseil régional d'Île-de-France et sur ses activités.

La structure identifie les risques et estime leur impact pour la fourniture des services dans le cadre de la présente convention. La structure a la responsabilité de mesurer le niveau d'exposition aux risques. Il doit reporter l'ensemble des risques potentiels ou avérés dont il a connaissance afin de décider des mesures opérationnelles et/ou organisationnelles à prendre pour traiter les risques identifiés. Il notifie sans délais le responsable de la convention d'agrément et le RSSI du Conseil régional d'Île-de-France des risques critiques et majeurs. La notification des autres risques sera effectuée à l'occasion du comité de sécurité ou du comité de suivi de la convention d'agrément. Il informe ensuite le comité de pilotage du suivi et de la mise en œuvre du plan d'actions de traitement de ces risques.

Comité de suivi de sécurité des systèmes d'information

Un comité de suivi de sécurité des SI pourra être établi dans le cadre de la présente convention. Ce comité coordonnera l'exécution et la conformité des travaux liés à la sécurité des SI prévus de la présente convention :

Conformité des prestations ;

- Respect des obligations contractuelles liées à la sécurité des SI ;
- Validation des améliorations pour accroître la sécurité ;
- Revues des incidents de sécurité ;
- Exploitation des résultats des audits, validations et vérifications des mesures pour la remise en conformité ;
- Gestion des exceptions.

Ce comité se réunira selon la périodicité définie dans le PAS, et au moins annuellement. Ce comité se réunira également en cas d'incident grave de sécurité.

Il sera composé des représentants suivants :

- MOA du conseil régional d'Île-de-France chargée de l'exécution de la présente convention ;
- Chef de projet applicatif et/ou technique de la DSI du conseil régional d'Île-de-France;
- RSSI du conseil régional d'Île-de-France;
- DPD du conseil régional d'Île-de-France;
- Responsable de la convention d'agrément de la structure prestataire ;
- RSSI de la structure prestataire ou son représentant.

Durant l'opération de réversibilité, ce comité s'assurera des conditions techniques et financières du transfert des moyens de sécurité matériels et logiciels mis en place et du maintien en conditions de sécurité de la totalité du système ou de l'application. Il sera alors composé des représentants des 2 prestataires.

Gestion des ressources humaines

Avant toute intervention d'un collaborateur (ou d'un personnel d'un sous-traitant) dans le cadre de la présente convention, la structure doit procéder à la vérification de probité et des compétences de cette personne. Le titulaire doit s'assurer en particulier :

Que le collaborateur possède les connaissances et les compétences suffisantes pour exécuter les tâches qui lui sont confiées ;

- De l'absence notoire d'actions contraires à la déontologie attribuables au collaborateur ;
- De l'exhaustivité et l'exactitude du CV du collaborateur ;
- Des diplômes et des qualifications du collaborateur.

Tout collaborateur intervenant dans le cadre de la présente convention doit avoir reçu :

Une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information
Une formation particulière concernant son domaine d'intervention (développement sécurisé applicable aux technologies utilisées, administration sécurisée, conception sécurisée, etc.) ;

Documentation de sécurité des systèmes d'information

La structure prestataire de la présente convention est en charge de créer et de maintenir à jour l'ensemble de documentation d'exécution de la convention d'agrément et notamment la documentation de sécurité, à minima :

- Réglementations applicables ;
- Normes et guides de bonnes pratiques applicables ;
- Plan d'Assurance Sécurité ;
- Eventuelles politiques et procédures internes non inclues dans le PAS et permettant le respect des exigences de sécurité de la présente convention ;
- Documents de suivi d'application des mesures de sécurité ;
- Documentations relatives aux incidents de sécurité survenus, à leur impact, leur portée, leur traitement et leur résolution ;
- Schémas, cartographies, matrices des flux ;
- Inventaire des actifs utilisés dans le cadre de la prestation objet de la présente convention.

Le conseil régional d'Île-de-France pourra demander à tout moment à la structure la fourniture de ces documents, en particulier dans le cadre d'un audit.

Audits de sécurité

Le conseil régional d'Île-de-France pourra, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par la structure de la présente convention. Il mandatera à cette fin un organisme indépendant et qualifié pour procéder à un audit de sécurité du système (et qui, dans la mesure de possible, n'est pas un concurrent direct de la structure de la convention d'agrément).

L'audit pourra concerner l'organisation ou l'architecture mises en place, les configurations déployées ou se faire sous une forme de test d'intrusion. Les tests d'intrusion seront encadrés par une charte commune signée entre la structure prestataire de la présente convention, le Conseil régional d'Île-de-France et la société mandatée pour l'audit.

Les audits de sécurité pourront être effectués de façon planifiée avec une fréquence maximale d'une fois par an, ou suite à un incident grave de sécurité survenu sur les systèmes du Conseil non des systèmes rentrant dans le cadre de la présente convention).

La structure prestataire de la convention d'agrément sera prévenue au minimum 30 jours en avance. En cas d'indisponibilité justifiée des personnes clés chez la structure prestataire de la convention d'agrément, il pourra demander de décaler l'audit d'un délai d'un mois maximum. Cependant, un audit pourra être effectué sans délais en cas d'urgence engendrée par un incident grave de sécurité en cours.

Suite à cet audit, le titulaire devra prendre à sa charge et corriger toute vulnérabilité ou non-conformité découverte. Les vulnérabilités ou non-conformités majeurs ou critiques devront être corrigés dans les plus brefs délais.

Localisation des données

Lorsque des données appartenant au conseil régional d'Île-de-France ou collectées dans le cadre de l'exécution de la présente convention sont hébergées par la structure, leur localisation en France, ou, à minima, à l'intérieur du l'Union Européenne doit être privilégiée.

Le titulaire fournira au conseil régional d'Île-de-France la liste des sites hébergeant les données dans le cadre de la présente convention.

Si l'architecture technique mise en œuvre par la structure prestataire ne permet pas la localisation précise des données en permanence, la structure s'engage à localiser les données, a posteriori. Cette localisation des données pourra lui être demandée à tout moment et en particulier suite à un incident.

Sécurité des développements applicatifs

La structure prestataire de la présente convention est tenu d'assurer la sécurité des développements conformément à l'état de l'art dans chacune des technologies mises en œuvre. En particulier, la structure prestataire de la présente convention doit :

- Mettre en place un environnement de développement sécurisé et contrôlé ;
- S'assurer que tout collaborateur intervenant dans le projet de développement ou en TMA ait reçu une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information et une formation particulière concernant le développement sécurisé applicable aux technologies utilisées dans le cadre de la présente convention ;
- S'assurer de la sécurité des outils utilisés dans le cadre du développement, en particulier du respect des recommandations des éditeurs concernant la maintenance de l'environnement applicatif, l'application des correctifs, le contrôle d'accès, la traçabilité des actions, etc.
- Implémenter des contrôles rigoureux des entrées utilisateurs ou des données transmises par des systèmes tierces, en particulier s'assurer de l'absence des erreurs de développement permettant des injections ou exécutions de code (débordements, etc .), des requêtes SQL, de scripts (Cross-Site Scripting, Cross-Site Request Forgery), dépassements des capacités, etc.;
- S'assurer de l'implémentation du principe du moindre privilège ;
- Protéger les accès aux fonctions d'administration ;
- Lors des installations des systèmes, des applications, des bibliothèques, etc. : installer le stricte minimum de composants nécessaires au bon fonctionnement et à l'administration ;
- S'interdire l'utilisation de mots de passe dans le code et l'utilisation ou le stockage des mots de passe non chiffrés (en clair) ;
- Pour les applications web s'interdire la transmission des identifiants et des mots de passe dans les URL ;
- Mettre en œuvre d'une gestion efficace des erreurs. Les erreurs affichées aux utilisateurs ne doivent pas présenter d'informations pouvant être utilisées à des fins malveillantes, par exemple des traces des piles d'exécution (ces traces doivent être dirigées vers un fichier de debuggage uniquement accessible aux exploitants du système), présence d'un compte d'utilisateur, versions des composants, etc. ,

Les développements web devront suivre et implémenter sur les recommandations de l'OWASP (*Open Web Application Security Project*).

Gestion des évolutions

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité ou compromettre une éventuelle opération de réversibilité.

En cas d'évolution, la structure prestataire de la présente convention devra vérifier que sa mise en œuvre est conforme aux exigences contractuelles et en apporter la justification auprès du donneur d'ordres, avant validation par ce dernier.

Journalisation, conservation et analyse des traces

La structure prestataire de la présente convention doit mettre en place une journalisation des événements système et des évènements liés à la sécurité (accès, déconnexions, utilisation des privilèges, échecs des traitements, etc.). Cette journalisation doit être activée sur tous les équipements impliqués dans la prestation et sur les équipements d'exploitation associés.

La collecte des évènements doit être réalisée en respectant les meilleures pratiques actuelles. Les traces doivent être horodatées avec une référence de temps unique, fiable, et permettant leur corrélation avec d'autres évènements externes à la structure prestataire (en particulier d'autres évènements collectés par le Conseil régional d'Île-de-France). Afin de garantir leur complétude et de faciliter leur exploitation, les traces doivent être centralisées de façon continue.

Le conseil régional d'Île-de-France doit pouvoir accéder aux journaux le concernant, idéalement en temps réel. Si l'accès en temps réel n'est pas possible, la structure prestataire de la présente convention doit procéder aux extractions des traces demandées au plus tard 24 heures suivants la demande. Ce délai pourra être raccourci à 1 heure en cas d'urgence signalée (par exemple, en cas d'attaque en cours).

La structure doit garantir une stricte confidentialité des traces collectées et notamment leur isolation vis-à-vis de ses autres clients.

La structure prestataire de la présente convention doit procéder à l'analyse des traces collectées. Outre l'amélioration permanente du service rendu, cette analyse des traces a pour but de détecter les incidents de sécurité.

Ces traces devront être préservées pour une durée maximale légalement autorisée ou, par défait, pendant un an.

Traitement des attaques

La structure prestataire de la présente convention doit mettre en place des mécanismes techniques et organisationnels de détection, de prévention et de traitement des attaques sur le périmètre des prestations d'infogérance et d'hébergement des données ou des systèmes. Il doit informer sans délais, selon la procédure formalisée dans le PAS de la convention d'agrément, le conseil régional d'Île-de-France en cas de survenue d'une attaque susceptible de lui porter préjudice.

Traitement des incidents de sécurité

La structure doit avertir sans délais le responsable de la présente convention au conseil régional d'Île-de-France de la survenue d'un incident de sécurité.

Les incidents de sécurité envisageables dans le cadre de la présente convention et les procédures de leur traitement seront formalisés dans le PAS de la convention d'agrément.

Pour traiter et résoudre un incident survenu, le conseil régional d'Île-de-France pourra mandater un organisme indépendant et qualifié (et qui, dans la mesure de possible, n'est pas un concurrent direct de la structure prestataire de la convention d'agrément) ou demander la structure de mandater un tel organisme. Cette structure en charge de traitement de l'incident doit pouvoir procéder à un contrôle total de l'environnement de la ressource à des fins d'analyse, en particulier :

- Prélever tout élément nécessaire à l'analyse conformément aux règles de l'art ;
- Analyser tout système impliqué dans l'incident ;

- Préconiser les actions de confinement de l'incident, de réduction d'impact, etc. et de remise en fonctionnement nominal, dont la décision reste prérogative du conseil régional d'Île-de-France.

Protection antivirale

Une politique antivirale stricte devra être mise en place par la structure pour la totalité des équipements supportant la prestation objet de la présente convention (serveurs, stations d'administration, stations de développement, postes de travail, etc.). La mise à jour des signatures devra être automatique et d'une fréquence élevée (par exemple toutes les 30 minutes).

La politique antivirale appliquée sur le système d'information de la structure devra être précisée dans le PAS.

Un contrôle de non contamination des serveurs Web devra être effectué périodiquement. La structure précisera les modalités de mise en œuvre de ce contrôle.

Sauvegardes et restauration

La structure prestataire de la présente convention doit prendre toutes les mesures qui s'imposent en termes de sauvegarde et de restauration pour se conformer au niveau de service exigé.

Les copies de sauvegarde ne doivent pas être soumises aux mêmes risques que les données en production (que ces risques soient d'origine accidentelle ou de malveillance).

Un exemplaire des sauvegardes devra idéalement être conservé dans des locaux physiquement séparés du centre informatique hébergeant les données et/ou l'application. En cas de sauvegarde externalisée, les sauvegardes doivent être chiffrées avant leur transfert et la clé de chiffrement doit être protégée.

Le titulaire doit prendre des mesures permettant de garantir la confidentialité des données relatives aux sauvegardes :

- confidentialité des flux lors des opérations de sauvegardes ;
- stockage sécurisé des sauvegardes.

La structure prestataire de la présente convention formalisera dans le Plan d'Assurance Sécurité le processus de de sauvegarde et de restauration des données.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

Continuité d'activité

La structure est soumis à une obligation de résultat pour assurer la disponibilité du système d'information, conformément aux exigences définies dans la clause relative au niveau de service exigé.

Les soumissionnaires indiqueront dans leur mémoire technique les mesures techniques, organisationnelles, procédurales qu'ils s'engagent à prendre pour assurer la continuité d'activité du système, ou en cas de sinistre la reprise d'activité conformément aux exigences définies dans la clause sur la convention de service. Ses mesures seront ensuite intégrées au Plan d'Assurance Sécurité et au Plan d'Assurance Qualité de la convention d'agrément.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

Mises à jour, correctifs de sécurité

La structure prestataire de la présente convention appliquera les correctifs de sécurité recommandés par les fournisseurs de solutions matérielles ou logicielles (logiciels système ou applicatifs, logiciels embarqués) sur tous les matériels impliqués dans la prestation.

En cas d'alerte grave (attaque d'envergure, faille critique) annoncée par le CERT-FR, le correctif devra être appliqué de manière urgente (idéalement dans un délai de 24 heures) sur les infrastructures hébergeant les systèmes accessibles depuis Internet (serveurs, pare-feux, routeurs ouverts vers l'extérieur).

Le traitement des alertes mineures pourra intervenir durant les périodes de maintenance planifiés.

La structure prestataire de la présente convention précisera les modalités de déploiement des correctifs de sécurité dans le Plan d'Assurance Sécurité.

Confidentialité et intégrité des flux

Tous les flux d'accès des utilisateurs et tous les flux d'administration et de façon générale tous les échanges de données doivent être chiffrés par des procédés fiables (SSH, SSL, Ipsec,etc.), permettant d'assurer leur la confidentialité et leur intégrité. Le candidat indiquera l'ensemble des mécanismes et des mesures mis en œuvre pour garantir la confidentialité et l'intégrité.

Les interfaces avec les applications hébergées par le Conseil Régional d'Ile de de France se feront au travers d'un tunnel Ipsec.

Le choix et le dimensionnement des algorithmes cryptographiques doivent être effectués conformément aux règles et recommandations du RGS.

Résiliation et pénalités

Dans le cadre d'un manquement grave par la structure prestataire de la présente convention (ou, le cas échéant, un de ces sous-traitants) à l'une des obligations de sécurité mises à sa charge dans le présent contrat, le conseil régional d'Île-de-France pourra le mettre en demeure de réparer ce manquement dans un délai donné.

À l'issue de ce délai, si le manquement n'est pas réparé, le conseil régional d'Île-de-France pourra résilier de plein droit le contrat et enclencher l'opération de réversibilité au frais de la structure.

De façon générale, tout manquement aux clauses de sécurité entraîne l'application des pénalités prévues dans le cadre de la présente convention.

CONVENTION RELATIVE A L'AGREMENT D'UNE STRUCTURE assurant la réalisation de prestations de diagnostics et conseil dans le cadre du programme pour l'accompagnement à l'installation et la transmission en agriculture (AITA)

ET AUX MODALITES DE FINANCEMENT DES PRESTATIONS

Entre
La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil - 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2020-xx du DATE DE VOTE DE L'AGREMENT et ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et
La structure prestataire dénommée : **Les Champs des Possibles** dont le statut juridique est : SARL, n° SIRET : 51402794500013, dont le siège social est situé au : Hameau de Toussacq, 77480 VILLENAUXE LA PETITE ayant pour représentant Monsieur PECHOUX Sylvain, gérant, ci-après dénommé « la structure »

d'autre part,

VU les articles 107 et 108 du traité UE,

VU le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 4111-1 et suivants ainsi que les articles R 4311-1 et suivants,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations et notamment son article 10,

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU le régime cadre exempté n° SA 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission Européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014,

VU les crédits votés au budget du conseil régional,

VU l'instruction technique DGPE/SDC/2018-613 du 14 août 2018 relative à la gestion et à la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA) ;

VU le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux structures agréées pour le conseil à l'installation, la transmission agricoles et aux nouveaux exploitants,

VU l'appel à candidatures du 10 octobre 2019 organisé par la région Île-de-France et son cahier des charges,

VU les dossiers de candidature réceptionnés le 10 octobre 2019,

VU l'avis émis par les membres du Comité régional de l'installation et de transmission (CRIT) Île-de-France lors de la réunion du 11 janvier 2020,

VU la délibération n° 2020 CP-XXX de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France du 4 mars 2020,

APRES AVOIR RAPPELE :
Les engagements pris par la Région dans son Pacte agricole, adopté par la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018, de faire de l'installation une grande cause régionale, et soutenir le conseil à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France. Et dans son règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux structures agréées pour le conseil à l'installation, la transmission agricoles et aux nouveaux exploitants.

LES PARTIES SIGNATAIRES DECLARENT ET CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La mise en œuvre opérationnelle du programme AITA en région implique au préalable la sélection et l'agrément des structures assurant les prestations de diagnostic/conseil prévus dans les parties « Conseil à l'installation » et « Suivi du nouvel exploitant ». La région Île-de-France développe les volets suivants :

Volet 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre
Objectif : évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise
Soutien à la réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles à destination des candidats à l'installation disposant d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) agréé et s'installant hors cadre familial.

Volet 2 : Conseil à l'installation Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché
Objectif : apprécier la faisabilité et la viabilité de projets d'installation lorsque ces derniers prévoient la mise en place d'une diversification, des productions à forte valeur ajoutée ou des modes de commercialisation particuliers (circuits courts, …).
Soutien à la réalisation d'études permettant d'apprécier la faisabilité et la viabilité d'un projet d'installation à destination des candidats à l'installation (après établissement de l'autodiagnostic et après attestation du Point Accueil Installation (PAI) ou rdv au Centre d'élaboration des PPP) et ayant une idée précise de la localisation de leur projet (terres ou exploitation à reprendre).

Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant
Objectif : assurer succès de l'installation dans les premières années suivant l'installation en confortant le professionnalisme du nouvel exploitant dans la réalisation de son projet personnel à destination des exploitants installés depuis moins de 5 ans, âgés de moins de 45 ans, disposant d'un PPP, affiliés à un régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles et disposant d'un prévisionnel économique qui dessine le développement de son projet sur les 4 premières années de son installation.
Seules 3 années de suivi, réalisées dans les 4 premières années de l'installation, peuvent être soutenues financièrement par la Région au titre du présent dispositif.
Etablissement d'un diagnostic de la situation de l'exploitation, actualisation des éléments de son fonctionnement et anticipation des décisions à prendre avec au moins un déplacement de la structure agréée sur l'exploitation par année de suivi.

Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants
Objectif : anticiper les départs pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé et participer à la mise en place de conditions favorables pour la transmission de l'exploitation à moyen terme.
Soutien au conseil auprès de futurs cédants (le futur cédant doit être âgé de 52 à 57 ans au dépôt de la demande d'aide) afin d'établir un état des lieux de l'exploitation agricole et d'identifier les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions.

Les dispositifs prévus dans l'AITA ciblent des candidats à l'installation, des jeunes installés ou des exploitants futurs cédants, ci-après désignés « porteur de projet ». Les porteurs de projets sont les bénéficiaires finaux de l'aide attribuée. Toutefois, c'est la structure, réalisant l'action pour le compte du porteur de projet qui percevra l'aide financière. Le montant de l'aide vient en déduction de la facture TTC réglée par le porteur de projet.

La présente convention est passée entre les parties pour :

- agréer la structure Les Champs des Possibles en tant que structure assurant les prestations de diagnostic/conseil suivantes prévues dans le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France »adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018. Le présent agrément concerne les volets suivants :
  - volet 2 « Conseil à l'installation _ prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché »,
  - volet 3 « suivi du nouvel exploitant »
  - volet 4 « Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants »
    de l'appel à candidatures du 10 octobre 2019.

- déterminer les modalités d'emploi et de versement des subventions accordées par la Région, ainsi que le montant maximum annuel qui pourra être attribué à la structure.

Néanmoins, cette convention et les subventions qui en découlent ne peuvent financer des actions de service public ou encore des actions concernées dans d'autres conventions passées entre la structure et la Région.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

L'agrément de la structure est donné, à compter du 30 mars 2020, pour un an et pourra être prolongé deux fois d'une année par tacite reconduction, sans nécessité de renouveler l'appel à candidatures. Toutefois en cas d'évolution de la règlementation ou du cahier des charges ou en cas de défaillance de la structure, l'agrément sera suspendu.

Cet agrément offre la possibilité à la structure de déposer une demande d'aide au dispositif régional, et ce, avant son expiration au 1er avril 2023. Les demandes d'aides feront l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par délibération de la Région en CP de septembre 2018. La présente convention ne vaut pas décision de principe d'octroi d'un soutien financier.

La mise en œuvre opérationnelle des dispositions de la présente convention est établie une à deux fois par an dans le cadre de conventions financières entre la structure et la Région. Cette convention financière précise le montant prévisionnel de la participation régionale qui est conditionnée au vote de l'assemblée délibérante et sous réserve du vote du budget et de l'affectation des crédits correspondants par la commission permanente de la Région d'Ile-de-France. Le montant prévisionnel de l'aide sera déterminé sur la base des documents détaillant les porteurs de projet à accompagner par la structure pour la période définie.

Cette convention doit comporter :

- des clauses techniques : contenu des prestations, modalités de réalisation des prestations pour chacun des volets concernés,
- un prévisionnel technique : nombre de prestations de conseil, nom des porteurs de projets, nombre de journées prévues pour les prestations, nombre de personnes travaillant sur l'action et leur nom,
- des données financières : participation financière prévisionnelle de la région Île-de-France, des autres financeurs le cas échéant et du porteur de projet,
- un prévisionnel financier : coût prévisionnel des prestations prévues.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE

La structure doit être en capacité d'assurer les missions d'aide, de conseils, d'accompagnement et de suivi :

- établir un diagnostic de la situation du porteur de projet et de son projet,
- préconiser des actions à suivre pour la réussite du projet,
- se positionner comme un véritable organisme ressource pouvant répondre aux sollicitations et aux questionnements formulés par les porteurs de projet sur l'évolution de leur projet.

Dans une démarche de qualité, la structure s'attachera à respecter les règles suivantes :

- réaliser des prestations conformes à l'appel à candidature et à l'annexe 1,
- déposer une à deux fois par an un dossier de demande de subvention comprenant :
    - le prévisionnel des dépenses intégré dans le modèle du document Excel transmis à la structure agréée correspondant à l'annexe 2,
    - la liste des porteurs de projet souhaitant bénéficier d'une prestation de la structure qui s'inscrit dans le cadre de la présente convention dans l'année à venir, dont le modèle est présenté à l'annexe 3,
    - la demande individuelle d'aide au conseil à l'installation-transmission dûment remplie et signée par chacun des porteurs de projet à accompagner (annexe 4).
- réaliser sans délai, les prestations pour lesquelles l'agrément a été accordé.
- remettre et expliciter le rapport de la prestation et sa synthèse au bénéficiaire de la prestation,
- ne pas intervenir dans une exploitation vis-à-vis de laquelle il ne présenterait pas toutes les garanties d'objectivité,
- informer la Région et la DRIAAF de tout changement (remplacement de conseiller, ...) ayant un impact sur la mise en œuvre de la prestation,

La structure s'engage à maintenir strictement confidentiels toutes les informations, documents et résultats produits pour les diagnostics ou études ainsi que toutes les données et informations qui auront été communiquées par le porteur de projet. Il s'engage également à respecter les règles de neutralité.

La structure est responsable du respect des règles du régime cadre exempté SA. 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la commission européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014, notamment s'agissant de l'éligibilité des bénéficiaires.

Par ailleurs, la structure s'engage à fournir à la Région un rapport d'activité annuel dont le contenu est précisé à l'article 6.

ARTICLE 4 - MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER

L'agrément offre la possibilité de déposer une demande d'aide au dispositif de soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Ile-de-France. Cette demande fera l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par la délibération CP 2018-151 du 19 septembre 2018.

L'aide de la région Île-de-France, conditionnée au vote de l'assemblée délibérante, portera sur les prestations d'accompagnement du candidat à l'installation, du nouvel exploitant ou de l'exploitant futur cédant dans le cadre des volets précisés à l'article 1 de la présente convention. Seules les prestations réalisées conformément au cahier des charges et aux règlements d'intervention régionale peuvent faire l'objet d'une prise en charge. Les dispositions en vigueur sont reprises dans l'annexe 1 de la présente convention.

Les dispositifs prévus dans l'AITA et dans le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018 ciblent les porteurs de projet. Toutefois, c'est la structure, réalisant l'action pour le compte du porteur de projet qui percevra l'aide financière. Le montant de l'aide vient en déduction de la facture TTC réglée par le porteur de projet.

La participation financière de la région Île-de-France correspond à une aide de :

- volet 2 « Conseil à l'installation _ prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,
- volet 3 « suivi du nouvel exploitant » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,
- volet 4 « Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,

A noter : la TVA est exclue du bénéfice de l'aide, sauf si elle est non récupérable. Ainsi l'aide sera calculée sur la base :

- *des dépenses HT lorsque la part d'autofinancement du conseil est prise en charge par l'exploitation du porteur de projet,*
- *des dépenses TTC lorsque le porteur de projet prend en charge personnellement la part d'autofinancement du conseil et qu'il ne récupère donc pas la TVA.*

Le montant éligible des prestations de diagnostic/conseil est défini sur la base des prix retenus pour les prestations proposées lors de la réponse de la structure à l'appel à candidature. La base tarifaire pour la structure est reprise en annexe 5, ainsi que la subvention annuelle maximale destinée aux porteurs de projet qui sera attribuée à la structure.

Ce montant prend en compte :
- les dépenses directes de personnel,
- les coûts de sous-traitance.

Attribution de l'aide

L'aide de la région Île-de-France, conditionnée au vote de l'assemblée délibérante, sera attribuée au vu de l'instruction de la demande de financement déposée une à deux fois par an selon les porteurs de projet identifiés par la structure selon le calendrier détaillé en annexe 6. Les dossiers déposés après ces échéances ne pourront être pas être prises en compte. Le détail du circuit de gestion et le calendrier de dépôt des dossiers est spécifié en annexe 7.

ARTICLE 5 - MODALITES DE VERSEMENT

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, et après instruction par la région Île-de-France du dossier de demande de versement de la subvention correspondant aux prestations réalisées, au 30 juin et 30 novembre de chaque année, assorti des pièces justificatives nécessaires, la région Île-de-France procède à la vérification du service fait, puis au versement de la subvention.

Le versement des aides est conditionné :
- au respect des engagements pris par la structure dans sa demande de labellisation dans le cadre de l'appel à candidature clos le 10 octobre 2019 et conformément à cet appel à candidatures organisé en vue de l'agrément ;
- à la conformité des dépenses présentées au regard de l'objet de la convention et des dates de réalisation des prestations ;
- à la production des pièces justificatives ci-dessous :

- la liste des porteurs de projet accompagnés dans le modèle transmis à la structure agréée dont le modèle est présenté à l'annexe 8,
- le bilan chiffré des prestations réalisées dans le modèle transmis à la structure agréée et sur le modèle présenté à l'annexe 9,
- la copie des études/diagnostics réalisés,
- toutes les factures acquittées par porteurs de projet qui ont bénéficié de l'accompagnement indiquant a minima les éléments mentionnés à l'annexe 10,
- la demande de versement de solde (transmise dans le courrier d'attribution de l'aide envoyé par la région Île-de-France)
- le mandat signé par chaque porteur de projet accompagné par la structure (annexe 11).

L'attribution par les financeurs d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par leurs règlements budgétaires et financiers.

ARTICLE 6 - RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, un rapport d'activité annuel est obligatoirement transmis avec la dernière demande de versement, et au plus tard au 30 juin N+1.

Le rapport d'activité annuel présentera le bilan financier de l'opération de l'année N, ainsi qu'un bilan quantitatif et qualitatif des actions réalisées.

Il devra mentionner à minima :

- le nombre de conseils/diagnostics/études réalisés,
- l'identification des bénéficiaires,
- une synthèse des prescriptions,
- les dépenses effectuées,
- le détail du temps consacré à la réalisation des actions et au total sur l'année (avec les justifications correspondantes).

ARTICLE 7 - JUSTIFICATIF DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS D'AUTRES FINANCEURS

La structure s'engage à informer la région Île-de-France de toutes les subventions versées par d'autres financeurs publics et privés pour l'opération citée en objet.

Cette information prendra la forme d'une déclaration sur l'honneur du bénéficiaire ou de son représentant légal.

ARTICLE 8 - PUBLICITE

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, la structure s'engage à :

- faire figurer le logo de la Région sur tous les supports de communication conçus en lien avec l'opération définie par l'article 1,
- soumettre le(s) support(s) de communication à la Direction de la Communication de la Région **avant impression ou fabrication** du ou des supports,
- associer la Région et ses représentants à la mise au point de toute action d'information du public, en particulier en mentionnant la participation financière de la Région à la réalisation de l'opération considérée,
- faire état de l'aide financière apportée par la Région à l'occasion de toute publicité ou toute manifestation d'information portant, pour tout ou partie, sur la réalisation des missions envisagées en utilisant le logo de la région Île-de-France :

« Avec le soutien financier de la région Île-de-France »



L'apposition du logo régional, conformément à la charte graphique régionale se doit d'être en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication. La mention et le logotype de la région sont positionnés en page d'accueil des sites Web et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France. Toutes les correspondances adressées sur l'opération mentionnent explicitement le soutien de la Région.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la région Île-de-France dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

La structure autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publication y compris photographiques, vidéos, communication, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le non-respect de ces clauses peut entraîner l'exclusion du bénéfice de l'aide régionale.

ARTICLE 9 - CONTROLE

La structure s'engage à détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses de prestations, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, suivi des recettes, comptabilité, factures émises au porteur de projet…

La structure s'engage à détenir, conserver, fournir l'ensemble des factures acquittées par les porteurs de projet pour les études réalisées et mentionnées dans la convention financière.

Le région Île-de-France se réserve le droit de procéder à des contrôles croisés avec d'autres administrations à tout moment de l'instruction du dossier.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, en cas de non-respect des obligations ou des engagements de la structure et notamment en cas de non-exécution partielle ou totale de l'opération ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, la région Île-de-France pourra mettre fin à la présente convention et exiger le reversement total ou partiel des sommes versées.

Le reversement total de la somme perçue sera requis en cas de refus de contrôle, de fausse déclaration ou fraude manifeste.

ARTICLE 11 - AVENANTS ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issu d'un délai de préavis de 3 mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou on fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure ;

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêté définitif des comptes, et la restitution, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 12 – JURIDICTION COMPETENTE

Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour connaître, à défaut d'accord amiable, de toute contestation relative à la présente convention.

ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES

Conformément au **Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016** (règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données), et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « loi informatique et libertés »), les personnes concernées bénéficient de droits sur leurs données personnelles. Vous pouvez les exercer en contactant la région Île-de-France.

En outre, lorsque la Région exige des pièces justificatives qui comportent des informations sur la vie privée sans rapport avec l'objet de la présente convention, la structure informe les personnes concernées de la faculté d'occulter ces informations.

La structure est ici considéré comme le sous-traitant. Il s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement, ici, la région Île-de-France
3. respecter les clauses de sécurité RGPD de l'annexe

1 Devoir de conseil :
Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement, ici, la région Île-de-France.

2 Devoir d'information
Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'information et la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

6. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « sécurité » du marché.

En cas de risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le sous-traitant s'engage à suivre les mesures de sécurité résultantes de l'évaluation de l'impact en matière de vie privée le cas échéant en matière de certification ISO 27000 ou équivalent.

12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel ou
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;

- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49,

paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Saint-Ouen,

Le _____	Le _____
Pour la région Île de France, *la Présidente,*	Pour Les Champs des Possibles, *le Gérant,*
Valérie Pécresse	Sylvain PECHOUX

ANNEXE 1

Etapes et trames des diagnostics proposés aux porteurs de projets

Les étapes de l'accompagnement des porteurs de projet doivent a minima être les suivantes :

1. le contact préalable pour préciser la demande du porteur de projet, formaliser l'expression des besoins et établir le devis des prestations ;
2. l'entretien d'une demi-journée minimum avec le porteur de projet pour le recueil des données ;
3. l'analyse et la synthèse globale : l'analyse portera sur toutes les composantes de l'exploitation à partir de l'entretien et des documents disponibles. La synthèse comportera :
    a) le descriptif de l'exploitation,
    b) l'historique et la trajectoire du projet,
    c) les motivations du porteur de projet,
    d) les atouts et contraintes de l'exploitation agricole,
    e) des préconisations avec chiffrage sommaire et description des moyens à mettre en œuvre, ainsi que les orientations envisageables ;
4. la restitution au porteur de projet qui permettra de valider l'analyse, la synthèse globale et le projet du diagnostic. Il s'agit d'une restitution verbale et écrite de l'audit au porteur de projet dans le cadre d'une rencontre ;
5. la rédaction définitive d'un rapport.

VOLET 1 : Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre

Le diagnostic préalable à l'installation a pour objectif d'accompagner un candidat à l'installation en amont de son projet. Il doit permettre d'appréhender toutes les dimensions du projet : économiques, techniques, juridiques, fiscales, sociales, familiales, environnementales… Il ne s'agit en aucun cas de l'élaboration de l'étude économique réalisée dans le cadre d'une autre prestation d'accompagnement à l'installation.
L'objectif du diagnostic est d'évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise.

La trame du document écrit du diagnostic d'exploitation à reprendre est la suivante :

1. Candidat à l'installation
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole

2. Projet du candidat à l'installation
- Type d'installation : installation progressive ou non, hors cadre familial, à titre principal ou secondaire
- Motivations et interrogations du candidat
- Stratégie pour la mise en œuvre et échéances du projet

3. Description de l'exploitation à reprendre
- L'historique de l'exploitation
- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…) et incidences sur la conduite de l'exploitation
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales)
- Analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Engagements soumis à réglementation
- Modalités de reprise

4. Synthèse générale
- Atouts/contraintes de l'exploitation à reprendre
- Préconisations et points de vigilance pour les suites à donner à la mise en œuvre du projet
- Accompagnement à mettre en place
- Calendrier des démarches

VOLET 2.1 : Prise en charge des études de faisabilité

Cette étude de faisabilité a pour objet d'apprécier la faisabilité et la viabilité d'un projet d'installation, lorsque ce dernier prévoit la mise en place de productions atypiques et/ou à forte valeur ajoutée ou des modes de commercialisation particuliers (circuits courts, etc.). Le diagnostic de faisabilité propose une description globale des caractéristiques du ou des projets envisagés par le candidat (surface agricole envisagée, types d'atelier de production et dimensionnement, moyens de production, main d'œuvre disponible, modes de commercialisation et de valorisation des produits), ainsi que les objectifs économiques, environnementaux et sociaux.
L'analyse et l'expertise du technicien s'appuient sur des références locales ou nationales, pour juger de la cohérence d'ensemble du projet. Il détermine a priori si les objectifs du porteur de projet sont compatibles avec le système de production envisagé. Il propose, le cas échéant les évolutions structurelles à apporter au projet en vue de répondre aux objectifs du porteur.

La trame du document écrit du diagnostic de faisabilité est la suivante :

1. Candidat à l'installation
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Activité du conjoint et implication dans le projet
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole
- Analyse de l'adéquation homme – compétences – projet

2. Projet du candidat à l'installation

- Type d'installation : installation progressive ou non, hors cadre familial, à titre principal ou secondaire
- En quoi le projet nécessite-t-il l'étude de faisabilité, productions atypiques, modes de commercialisation particuliers envisagés
- Lieu du projet
- Motivations et interrogations du candidat
- Stratégie pour la mise en œuvre et échéances du projet

3. Description de l'exploitation à ce jour et évolutions prévues

- L'historique de l'exploitation
- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…)
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Analyse des moyens de production (bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Engagements soumis à réglementation
- Lien avec cédant et modalités de reprise

4. Analyse des moyens de production (initiale et développement)

- Système de production par atelier (productions végétales et animales)
- Bâtiments, matériels, stocks
- Foncier (potentiel agronomiques des sols, parcellaire, etc...)
- Main d'œuvre et organisation du travail
- Ressources en eau
- Synthèse sur les modalités de commercialisation et de valorisation.
- Environnement socio/économique
- Présence et adhésion à des outils collectifs pour la production (CUMA, groupement d'employeur, société, etc…)
- Environnement de conseil extérieur : centre de gestion, OP.
- Synthèse sur l'adéquation du projet et les moyens de productions

5. Prévisionnel et principaux éléments de résultats économiques

- Chiffre d'affaires
- Charges de l'exploitation
- EBE
- Revenu du candidat
- Synthèse : points forts/points faibles sur la contrainte de réalisation du revenu
- Programme d'investissements prévu
- Financement prévu
- Ratios économiques
- Synthèse : points forts/points faibles sur le prévisionnel économique dans la réalisation du projet

6. Synthèse générale

- Atouts/contraintes pour la réalisation du projet
- Analyse des risques techniques, financiers, juridiques
- Analyse des conditions de réussite
- Synthèse sur la faisabilité
- Préconisations et points de vigilance pour les suites à donner à la mise en œuvre du projet

VOLET 2.2 : Prise en charge des études de marché

L'étude de marché doit être réalisée dans le cadre de projet en diversification avec la mise en place ou le développement de productions dont la commercialisation se ferait en dehors d'une filière organisée. Il est déterminant de définir sa zone de chalandise et les possibilités d'écoulement des quantités produites en vue de l'atteinte du chiffre d'affaires fixé.

La trame du document écrit de l'étude de marché est la suivante :

1. Candidat à l'installation

- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Activité du conjoint et implication dans le projet
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole

2. Présentation du projet

- Individuel ou société
- Cadre familial ou non
- Caractéristiques de l'exploitation reprise

3. Vendre quoi ?

- Description des différents produits proposés à la vente

4. Où ?

- Livraison, vente directe à la ferme, sur les marchés,…
- Détail des prises de contact et résultats obtenus (enquêtes)

5. A qui ?

- Définition et caractérisation de la clientèle : particuliers, intermédiaires,…
- Détails des prises de contact et résultats obtenus (enquêtes)

6. Quelle concurrence ?

- Producteurs locaux, distributeurs
- Description détaillée de l'offre des concurrents (types de produits, lieux de vente, prix,…)

7. Etude budgétaire

- Coût de production des produits vendus (en lien avec le PE)
- Détermination des prix de vente
- Comparaison des prix de vente par rapport au marché
- Détermination du chiffre d'affaire et de la marge

8. Plan de communication

- Comment se faire connaître
- Choix et mise en œuvre des supports de communication,

9. Annexes

- Aperçu du marché français, régional,….

VOLET 3 : Prise en charge du suivi du nouvel exploitant
Le suivi est réalisé à partir du plan d'entreprise (PE). Il doit permettre de s'assurer de l'atteinte des objectifs fixés dans le PE et surtout de son bon déroulement pour l'atteinte de la viabilité au terme des 4 ans.

La trame du document écrit du suivi du nouvel exploitant est la suivante :

1. Le candidat à l'installation
- Nom, prénom, adresse, SIRET, téléphone
- Formation
- Situation familiale
- Type d'aide sollicitée et montant
- Date d'installation
- Type d'installation
- Objectif de revenu
- Ressources extérieures
- Centre comptable, banque, date de clôture d'exercice, etc...

2. Rappels administratifs et réglementaires pour le développement de l'activité
- Faire le point sur les différentes démarches administratives que le jeune doit réaliser et s'assurer du respect des différentes réglementations en lien avec son exploitation.

3. Structures d'exploitation pour l'année en cours (Prévision / Réalisation)
L'approche consiste à faire le tour des éléments, des évolutions par rapport au PE et son déroulement (la situation initiale, la reprise, etc....).
- Reprise de l'exploitation
- Main d'œuvre
- Environnement socio/économique
- Surfaces et modes de faire valoir
- Bâtiments
- Matériels
- Aspects juridiques et fiscaux
- Aspects commerciaux

4. Système de production
L'objectif est de décrire le système de production et la conduite technique.
Productions végétales
- Cultures pérennes en production : type, surfaces, quantités récoltées, produit total, rendement moyen, prix moyen, mode de commercialisation.
- Cultures pérennes en non production : type, surfaces, coûts, aides.
- Cultures annuelles : type, surfaces, quantités récoltées, produit total, rendement moyen, prix moyen, mode de commercialisation.
- Ressource en eau
- Potentiel agronomique des sols

Productions animales
- Reproduction, génétique
- Productivité, mortalité, etc....
- Problème sanitaire
- Suivi de l'autonomie fourragère, alimentation, ration, etc.

5. Suivi financier de l'installation
L'objectif est de faire le point sur le plan de financement du PE.
- les investissements de reprise
- les investissements nécessaires au démarrage de l'activité
- les investissements de renouvellement
- les investissements de développement

L'objectif est de chiffrer et d'analyser les résultats économiques des ateliers.
- Production globale des productions végétales et des productions animales
- Charges d'exploitation
- Marge brute

L'objectif est de chiffrer les résultats de l'année en cours et de les comparer aux données du PE.
- EBE
- EBE sur produits
- Prélèvements privés
- Résultat courant
- Revenu disponible
- Capacité d'autofinancement nette (CAFn)
- Emprunts à plus d'un an
- Annuités sur EBE
- Fonds de roulement
- Analyse de l'endettement
- Problèmes de trésorerie rencontrés et les raisons
- Valorisation des excédents
- Prévision de trésorerie pour l'année suivante

6. Choix
L'objectif est de faire une analyse qualitative et d'engager une discussion sur ce point.
- Investissement prévu, nouveaux investissements
- Changement sur les productions
- Demande d'avenants ou pas suivant les évolutions par rapport au PE.

7. Perspectives et conseils
- Conseils sur les actions prévues, accès à de nouveaux contacts ou prestations
- Conseils technico-économiques, juridiques, fiscaux, organisationnels
- Échéances administratives à ne pas oublier
- Perspective sur la formation continue
- Points de vigilance pour la réussite

VOLET 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont à la transmission
Le conseil d'accompagnement en amont de la transmission a pour objectif d'anticiper le départ et de mettre en place les conditions favorables pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé. Il doit permettre d'établir un état des lieux de l'exploitation agricole et d'identifier les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions.

La trame du conseil d'accompagnement en amont à la transmission est la suivante :

1. Cédant
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse, téléphone
- Individuel ou société
- Contexte de l'exploitation à céder (famille, habitation,...)

2. Description de l'exploitation à céder
- L'historique de l'exploitation

- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…)
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales)
- Analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Modalités potentielles de reprise
- Préparation à la transmission (investissements à prévoir et évaluation des coûts, modification conduite d'exploitation, etc....)

3. Synthèse générale

- Cartographie de l'exploitation
- Atouts/contraintes de l'exploitation à céder
- Préconisations et points de vigilance
- Accompagnement à mettre en place
- Calendrier des démarches

ANNEXE 2

Modèle de prévisionnel des dépenses

PREVISIONNEL ANNUEL détaillé du projet pour agrément des structures de conseil à l'installation-transmission

Un volet est décliné dans votre structure en plusieurs prestations à détailler ci-dessous

Intitulé de la prestation	Description synthétique de la prestation	Durée de la prestation par dossier en jours	Nombre de dossiers prévus par intervenant de la structure								Nombre total de dossiers prévus	Coût total par dossier	Estimation de l'aide sollicité par prestation *	Coût total par action HT
			NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*				
Ex : Diagnostic sur une fragilité identifiée (Volet 3)		*1*	*3*			*1*					*4*	*350,00 €*		*1 400,00 €*
Ex : Suivi global de l'exploitation (Volet 3)		*1,5*	*5*			*4*					*9*	*400,00 €*		*3 600,00 €*
VOLET 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 3 : Suivi du nouvel exploitant														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
	TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	**0**		**0,00 €**	**0,00 €**

ANNEXE 3

Modèle d'enregistrement des porteurs de projets à accompagner

	Candidat					Prestation				Coût	
Date d'enregistrement de la demande	Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville	VOLET concerné (1,2,3 ou 4)	Structure agréée accompagnatrice	Prestation réalisée	Aide d'Etat concernée	Coût HT en €	Aide sollicité pour ce diagnostic pour le candidat *(financé par la Région)*

ANNEXE 4

Demande individuelle d'aide au conseil à l'installation-transmission du porteur de projet

DEMANDE INDIVIDUELLE D'AIDE AU CONSEIL A L'INSTALLATION

Une fois complété, ce formulaire doit être retourné avec tous les justificatifs correspondants, aux dates indiquées par la région Île-de-France

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Civilité : ☐ M. ☐ Mme

Nom d'usage : ……

Prénom ; ……

Date de naissance : ……/……/……

Adresse : ……

Code postal : .... Commune : ……

Téléphone : ……

Portable : ……

Mail : ……@…… . ……

PROJET D'INSTALLATION – TRANSMISSION

Projet concerné : ☐ installation ☐ transmission

Statut juridique : ……

Nom de l'exploitation : ……

Qualité : ……

Adresse : ……

Code postal : .... Commune : ……

SIRET : ……

APE : ……

Date prévisionnelle d'installation-transmission : ……/……/……

Pour les candidats à l'installation :

Date de passage en PAI : ……/……/……

Date d'agrément du Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) :

☐ effective ☐ prévisionnelle en date du ……/……/……

Pour les candidats à l'installation, identification du cédant le cas échéant

Statut juridique : ……

Nom de l'exploitation : ……

Qualité : ……

Adresse : ……

Code postal : .... Commune : ……

PRESTATION DEMANDEE A LA STRUCTURE AGREEE AU CONSEIL PAR LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

☐ Volet 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre

☐ Volet 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché

☐ Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant

☐ Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants

Détail de la prestation demandée : ……..

……

……

Prix HT de la prestation demandée : ……€

Montant de l'aide régionale sollicité : ……€

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Pour un diagnostic d'exploitation :

- ☐ Création d'une activité nouvelle de production : ……
- ☐ Hors cadre familial

Pour des études de faisabilité et/ou de marché :

- ☐ Projet de conversion à l'agriculture biologique, pour tout ou partie de l'exploitation
- ☐ Activité d'élevage : ……
- ☐ Production atypique : ……
- ☐ Production à forte valeur ajoutée : ……
- ☐ Transformation à la ferme : ……
- ☐ Vente en circuits courts : ……

Pour le suivi du nouvel exploitant :
Date de début de l'étude prévue : …….. / …….. / ……

☐ J'atteste ne percevoir aucune autre subvention que celle de la Région Île-de-France dans le cadre de la présente prestation,

☐ J'atteste percevoir une ou plusieurs autres aides dans le cadre de la présente prestation, préciser la ou lesquelles :

- Aide 1 : ……
- Aide 2 : ……..
- Aide 3 : ……

PIECES A FOURNIR

Projet concerné :

- ☐ pièce(s) d'identité des signataires
- ☐ pouvoirs le cas échéant
- ☐ extrait k-bis pour les personnes morales
- ☐ statuts pour les GAEC et associations
- ☐ justificatif de propriété le cas échéant
- ☐ RIB

MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Ce dispositif d'aide vise la prise en charge partielle des frais inhérents à l'apport des conseils à l'installation-transmission, des études et des diagnostics d'exploitations réalisés par une structure agréée par le Conseil Régional. Ce dispositif vise à soutenir des actions de conseil à l'installation qui viennent en complément notamment des actions d'orientation proposées par les Points Accueils Installation (PAI) et les Centres d'Elaboration des Plans de Professionnalisation Personnalisés (PPP).

Sont éligibles :
• les diagnostics d'exploitation à reprendre dans le cadre d'une installation :

- Pour le Volet 1 : *Conseil à l'installation : prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre* :
  - Eligibilité du candidat :
    - disposer d'un PPP
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - projet d'installation hors cadre familiale,
- Pour le Volet 2 : *Conseil à l'installation : Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché* :
  - Eligibilité du candidat :
    - avoir réalisé un autodiagnostic auprès du PAI (attestation)
    - ou disposer d'un PPP (attestation)
    - avoir une idée précise de la localisation du projet (terres ou exploitation à reprendre)
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - conversion à l'agriculture biologique pour tout ou partie de l'exploitation,
    - transformation à la ferme ou vente en circuits courts,
    - projets avec une activité d'élevage,
    - projet de productions atypiques et/ou à forte valeur ajoutée.

    Une production atypique s'entend ici comme une production peu présente sur le territoire hors grandes cultures.
- Pour le Volet 3 : *Suivi du nouvel exploitant* :
  - Eligibilité de l'exploitant agricole :
    - être installé depuis moins de 5 ans,
    - être âgé de moins de 45 ans,
    - disposer d'un PPP,
    - être affilié à un régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles et
    - disposer d'un prévisionnel économique qui dessine le développement de son projet sur les 4 premières années de son installation.
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - suivi sur 3 années au plus ou conseil unitaire,
    - suivi dans les 4 premières années de l'installation,
    - suivi global de l'exploitation pour assurer le bon déroulement du projet initial,
    - diagnostic sur un domaine particulier ou sur une fragilité identifiée en lien avec le projet d'installation et nécessitant un conseil spécialisé.
  - Priorisation des projets éligibles :
    -
- Pour le Volet 4 : *Prise en charge su conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants* :
  - Eligibilité du cédant :
    - être âgé de 52 à 57 ans à la date de dépôt de la demande individuelle d'aide,
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - état des lieux de l'exploitation agricole et identification des facteurs clés, étapes à conduire, investissement à réaliser pour envisager une transmission dans les meilleures conditions.

Le diagnostic des Volet 1 et 2 ne sera pas pris en charge si le futur cédant a, de son côté, bénéficié d'un diagnostic de son exploitation dans le cadre du présent dispositif, et inversement.

Détail des prestations éligibles :
Les prestations de conseil à l'installation et à la transmission recouvrent au minimum les cinq phases suivantes :

1. le contact préalable pour préciser la demande du porteur de projet, formaliser l'expression des besoins et établir le devis des prestations ;
2. l'entretien d'une demi-journée minimum avec le porteur de projet pour le recueil des données ;
3. l'analyse et la synthèse globale : l'analyse portera sur toutes les composantes de l'exploitation à partir de l'entretien et des documents disponibles. La synthèse comportera :
   - le descriptif de l'exploitation,
   - l'historique et la trajectoire du projet,
   - les motivations du porteur de projet,
   - les atouts et contraintes de l'exploitation agricole,
   - des préconisations avec chiffrage sommaire et description des moyens à mettre en œuvre, ainsi que les orientations envisageables ;
4. la restitution au porteur de projet qui permettra de valider l'analyse, la synthèse globale et le projet du diagnostic. Il s'agit d'une restitution verbale et écrite de l'audit au porteur de projet dans le cadre d'une rencontre ;
5. la rédaction définitive d'un rapport.
   - Le diagnostic global d'exploitation agricole, décrit ci-dessus, constitue le pivot de la prestation éligible.
   - Il peut être complété par l'intervention de spécialistes déterminée d'un commun accord entre le porteur de projet et l'auditeur du diagnostic global.

Les résultats de l'intervention des spécialistes sont obligatoirement intégrés au diagnostic global et les documents joints au rapport final. La seule étude d'un problème technique, fiscal ou comptable de l'exploitation est hors du champ de la prestation finançable.

Seules les prestations effectuées par les structures agréées par le conseil régional Île-de-France sont éligibles.
Sont exclues des prestations éligibles :

- les prestations de services qui relèvent du fonctionnement normal de l'exploitation (tenue de comptabilité, inscription au contrôle laitier, aide au montage des dossiers PAC 1er et 2ème pilier, bilan économique, …) et celles qui relèvent d'obligations légales (frais d'actes, rédaction d'actes, …) ;
- l'intervention dans une exploitation vis-à-vis de laquelle le conseiller ne présenterait pas l'objectivité requise ;
- l'adjonction de démarches commerciales concernant des biens ou services (ayant un lien avec les recommandations) au cours de l'intervention du conseiller.

Montant de la subvention :
Taux d'aide maximum : 80% des dépenses engagées éligibles
Montant d'aide maximum : 1 500 €
Le montant de la dépense éligible est établi sur la base des dépenses de la structure prestataire conformément à la convention d 'agrément.

Modalités liées au versement de l'aide :
L'aide attribuée est versée à la structure ayant réalisé les prestations. La structure mandatée fera l'aménagement financier nécessaire sur la facture établie, en rapport avec le montant de l'aide accordée.
Il est précisé que le versement de l'aide est également conditionné à la transmission, par la structure ayant réalisé la prestation, d'un rapport d'activité annuel, conformément à la convention d'agrément signée avec le conseil régional.

ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR

Je soussigné M. / Mme

- ✓ Sollicite l'aide de la région Île-de-France,
- ✓ Certifie que les renseignements mentionnés sur cette demande d'aide sont exacts,
- ✓ M'engage à réaliser le diagnostic d'exploitation dans un délai de 6 mois à compter de la décision d'octroi de l'aide,
- ✓ M'engage à réaliser le diagnostic d'exploitation avec la ou les structures ayant réalisés le ou les devis joints au présent dossier,
- ✓ M'engage sur la compatibilité du présent projet avec les dispositions précisées ci-dessus.

J'ai également pris connaissance du fait que la structure agréée : …….. retourne ce document à la région Île-de-France pour attribution de l'aide :

Fait à : ……

Le : ……..

Signature du demandeur :
Précédé de la mention « lu et approuvé »

Fait à : ……

Le : ……..

Signature de la structure accompagnatrice :
Précédé de la mention « lu et approuvé »

ANNEXE 5

Base tarifaire sur laquelle seront attribuées les aides aux différents porteurs de projet accompagnés par la structure

L’agrément offre la possibilité de déposer une demande d’aide au dispositif de soutien à l’installation et à la transmission agricoles en Ile-de-France. Cette demande fera l’objet d’une instruction spécifique conformément au règlement d’intervention voté par la délibération CP 2018-151 du 19 septembre 2018. Cette demande devra intégrer les éléments précisés dans la présente annexe.

Grille tarifaire de référence pour Les Champs des Possibles :

- Volet 2
  - ✓ Etude de faisabilité : coût prestation de 1 200 €, aide régionale de 960 €

- Volet 3
  - ✓ Suivi global de l'exploitation : coût prestation de 1 200 €, aide régionale de 960 €
  - ✓ Accompagnement fonctionnement relationnel : coût prestation de 1 800 €, aide régionale de 1 440 €

- Volet 4
  - ✓ Accompagnement transmission progressive : coût prestation de 2 400 €, aide régionale de 1 500 €

La subvention annuelle attribuée aux porteurs de projets via la structure prestataire est limitée à un montant maximal de 21 240 € pour Les Champs des Possibles.

ANNEXE 6

Calendrier des échéances annuelles quant au dépôt des dossiers complets de demande de subvention

Tableau prévisionnel des échéances annuelles de dépôt des dossiers de demandes de subventions et de passage en CP :

Aide	Objet	Date prévisionnelle
Aide n°1-2020	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 mars 2020
	Passage en CP pour affectation	Juillet 2020
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2020
Aide n°2-2020	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2020
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2020
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2020
Aide n°3-2021	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2020
	Passage en CP pour affectation	Mars 2021
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2021
Aide n°4-2021	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2021
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2021
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2021
Aide n°5-2022	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2021
	Passage en CP pour affectation	Mars 2022
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2022
Aide n°6-2022	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2022
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2022
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2022
Aide n°7-2023	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2022
	Passage en CP pour affectation	Mars 2023
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2023

ANNEXE 7

Circuit de gestion de l'aide dans le cadre de la convention délivrant agrément de structure de conseil a l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France

Etapes	Acteurs	Calendrier à titre indicatif
1) Agrément des structures pour le conseil à l'installation-transmission agricole en Île-de-France		
Validation des candidatures par la région Île-de-France	Région Île-de-France	Novembre 2019
Avis consultatif du Comité Régional à l'Installation-Transmission (CRIT)	CRIT	Janvier 2020
Signature de la convention délivrant agrément de structure de conseil à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France	Région Île-de-France et Structure agréée	Mars 2020
2) Demande de subventions nominatives		
Prise de contact entre porteurs de projet et la structure agréée	Porteur de projet et structure agréée	
Signature d'une demande individuelle de prestation	Structure agréée	A partir de la date de l'agrément donné en CP
Enregistrement des porteurs de projet signataire dans la base de données prévue à cet effet	Structure agréée	A partir de la date de l'agrément donné en CP
Bilan financier de l'aide n°1-2020 sollicitée	Structure agréée	Mars 2020
Dépôt des demandes d'aides de toutes les structures agréées	**Structure agréée**	**30 mars 2020**
3) Instruction des demandes		
Réception du dossier complet définitif de demande de l'aide transmise fin mai, sans relance, c'est-à-dire : - La compilation des demandes individuelles de prestation signées, - Base de données des porteurs de projet signataires, - Bilan financier de l'aide sollicitée pour le 2nd semestre.	Région Île-de-France	**30 mars 2020**
Instruction des demandes : - Vérification de la compatibilité des prestations proposées, - Vérification des porteurs de projet, - Priorisation des prestations si nécessaire, - Calcul du montant prévisionnel de l'aide.	Région Île-de-France	**Avril 2020**
Intégration au rapport de la CP de juillet ***Attention : aucune prestation ne pourra être financée avant la date de vote de l'affectation en octobre 2020.***	Région Île-de-France	**Avril 2020**
4) Affectation de l'aide à la structure agréée		
Affectation en CP de l'aide calculée lors de l'instruction	Région Île-de-France et Structure agréée	Juillet 2020
Signature de la convention de financement	Région Île-de-France et Structure agréée	Juillet 2020
5) Réalisation des prestations		
Réalisation des prestations spécifiées dans la convention de financement	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Enregistrement des porteurs de projet accompagnés et des prestations réalisées dans la base de données prévue à cet effet	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Compilation des factures nominatives présentant les champs spécifiés en annexe 10	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Compilation des mandats signés par les porteurs de projet	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
6) Mise en paiement		
Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement : - Demande de versement du solde - Base de données des porteurs de projets et prestations réalisées, - Factures signées par les porteurs de projets accompagnés - Mandats individuels signés par les porteurs de projet	Structure agréée	**30 novembre 2020**
Contrôle des justificatifs après réalisation des prestations : ✓ contrôle des pièces justificatives de la réalisation du projet ✓ calcul du montant à payer, pour chaque structure agréée, ✓ conclusions du service instructeur	Région Île-de-France	Décembre 2020
Validation de service fait pour mise en paiement	Région Île-de-France	Janvier 2021

Vérification de la liquidation de l'aide à verser	Région Île-de-France	Février 2021
Paiement et envoi d'un avis de paiement au bénéficiaire	Région Île-de-France	Février 2021
7) En cas d'irrégularités		
Décision de déchéance partielle ou totale	Région Île-de-France	
Liquidation du ou des ordres de recouvrer Emission et envoi du ou des ordres de recouvrer Mise en recouvrement des sommes dues	Région Île-de-France	
H) Recours		
Réponse aux recours administratif	Région Île-de-France	
Réponse aux recours contentieux	Région Île-de-France	

ANNEXE 8

Modèle de bilan chiffré des prestations réalisées pour demande de versement du solde

	A remplir par les structures agréées											Demande de versement du solde		
	Candidat					Prestation				Coût		Prestation		Bilan financier
Date d'enregistrement de la demande	Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville	VOLET concerné (1,2,3 ou 4)	Structure agréée accompagnatrice	Prestation réalisée	Aide d'Etat concernée	Coût HT en €	Aide sollicité pour ce diagnostic pour le candidat *(financé par la Région)*	Date de facturation de cette prestation	Date de dépôt de demande de versement correspondant à cette prestation	Coût HT en €

ANNEXE 9

Modèle de bilan des dépenses réalisées

BILAN détaillé du projet pour agrément des structures de conseil à l'installation-transmission

Intitulé de l'action	Description synthétique de l'action	Durée par dossier en jours	Nombre de dossiers prévus par intervenant de la structure								Nombre total de dossiers	Coût total par dossier	Aide sollicitée par action	Coût total par action HT
			NOM Prénom	NOM Prénom	NOM Prénom	NOM Prénom	NOM Prénom	NOM Prénom	NOM Prénom	NOM Prénom				
			Intitulé du poste	*Intitulé du poste*	*Intitulé du poste*	*Intitulé du poste*	*Intitulé du poste*	*Intitulé du poste*	*Intitulé du poste*	*Intitulé du poste*				
Ex : Diagnostic sur une fragilité identifiée (Volet 3)		*0,5*	*2*			*0*					*2*	*350,00 €*		*700,00 €*
Ex : Suivi global de l'exploitation (Volet 3)		*1,5*	*6*			*1*					*7*	*400,00 €*		*2 800,00 €*
VOLET 1														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 2														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 3														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 4														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
	TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	**0**			**0,00 €**

ANNEXE 10

Facturation

FACTURATION

Dénomination des champs obligatoires spécifiques aux prestations de conseil menées dans le cadre de la convention cadre au conseil à l'installation-transmission dans la facturation établie avec le porteur de projet pour qu'elle puisse être prise en compte dans la Demande de Versement du Solde

PORTEUR DE PROJET

Nom
Prénom
Adresse
Date de naissance

STRUCTURE AGREEE

Dénomination
N° SIRET
Date de la facture
Date de la prestation

PRESTATION REALISEE

Volet concerné (1, 2, 3 ou 4)
Prestation réalisée
Prix de la prestation HT
Prix de la prestation TTC
Logo de la Région Île-de-France
Montant de la subvention de la Région Île-de-France
Montant payé par le porteur de projet

ANNEXE 11

Mandat

MANDAT

Le mandat est personnel, il n'est pas cessible, ni transmissible

DEMANDEUR

Je soussigné(e) ……

Né le …….. , à ……..

Demeurant : ……

……

……

…. …. …. …. …. ……

STRUCTURE AGREEE CONCERNEE

Donne mandat à l'organisme désigné ci-après : ……

Dénomination : ……

Adresse : ……

……

……

…. …. …. …. …. ……

N° de SIRET : ……

Représenté par (joindre une copie du pouvoir) :

Pour recevoir en mon nom l'aide au conseil à l'installation-transmission consistant en une prise en charge partielle des coûts de prestations.

L'organisme mandaté mentionnera sur la facture établie, le coût total de l'étude, la part restant à charge du demandeur et la part de la subvention accordée par la Région.

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties du présent mandat, celle-ci devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux services de la Région. Cette résiliation prendra effet huit jours après la date de réception de la résiliation.

Je demeure responsable de l'ensemble des engagements relatifs à l'aide précisée ci-dessus, notamment du remboursement des sommes indûment perçues.

Fait à : ……	Fait à : ……
Le : ……..	Le : ……..
Date et signature du demandeur	Date et signature de la structure
A faire précéder de la mention « lu et approuvé, bon pour acceptation »	*A faire précéder de la mention « lu et approuvé, bon pour acceptation »*

ANNEXE 12

Clauses de sécurité RGPD

Plan d'Assurance Sécurité

Dans les 30 jours suivants la notification de la convention d'agrément, la structure formalisera et transmettra au conseil régional d'Île-de-France le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) applicable de la présente convention. Le Plan d'Assurance Sécurité comportera notamment les éléments suivants :

Les modalités de gestion du cycle de vie du Plan d'Assurance Sécurité qui permettent de le faire évoluer et de valider ses modifications ;
L'inventaire des procédures et des processus de sécurité applicables dans le cadre des services ;
La procédure de traitement des attaques recensant notamment l'ensemble des intervenants, le processus d'alerte et de remontée des informations, le cas échéant les SLA spécifiques au traitement des alertes de sécurité ;
L'échelle de gravité des incidents de sécurité et les procédures de traitement associées ;
La description des mesures de protection répondant aux exigences de sécurité de la présente convention ;

Le PAS s'appliquera tout au long de la présente convention. Une fois validé en début de convention, le PAS pourra être révisé à la demande du conseil régional d'Île-de-France. La révision du PAS sera en particulier déclenchée en cas d'incident grave de sécurité.

Le PAS doit être porté à la connaissance de chaque personne et de chaque intervenant impliqué dans la fourniture des prestations dans le cadre de la présente convention.

Obligations de la structure

La structure de la présente convention reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier il s'engage à informer le conseil régional d'Île-de-France des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.

Outre le respect de ses obligations au titre de la convention de service, la structure informera préalablement le conseil régional d'Île-de-France de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité ou une dégradation des performances du système.

Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte. La structure de la présente convention s'engage à suivre et corriger dans les délais les plus brefs les vulnérabilités présentes dans les systèmes dont il assure la gestion. Il devra à minima traiter les alertes et prendre en compte les recommandations émises à par le CERT-FR (https://www.cert.ssi.gouv.fr/).

De façon générale, la structure est responsable pendant toute la durée de la prestation du maintien en conditions opérationnelles et du maintien en conditions de sécurité de l'ensemble des infrastructures, des équipements, des systèmes, des applications, etc. qu'il gère pour le compte du conseil régional d'Île-de-France ainsi que l'ensemble de ses systèmes propres impliqués dans l'infogérance (ex : réseaux, postes d'administrations, serveurs, applications, etc.).

Responsabilité

La structure de la présente convention est responsable des moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences de sécurité, afin d'éviter tout préjudice pour le conseil régional d'Île-de-France dans le cadre de la fourniture des services.

Protection des données personnelles

La structure de la présente convention est responsable de la protection des données personnelles qu'il sera amené à traiter pour exécuter les prestations. En complément des mesures de sécurité générales énoncées, la structure prendra toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données personnelles et pour que ces données ne puissent être accédées et manipulées que par des personnes explicitement autorisées et uniquement dans le but de fournir les services convenus dans le cadre de la présente convention.

La structure est soumis à une obligation de résultat pour assurer la protection des données qui lui sont confiés dans le cadre de la présente convention et qui sont stockées, manipulées et traitées par les systèmes qu'il met en œuvre. La structure doit notamment garantir une isolation effective des données du Conseil régional d'Île-de-France ainsi que des systèmes de traitement mis en œuvre vis-à-vis de ses autres clients.

Le conseil régional d'Île-de-France demande que les données dont la gestion est confiée à la structure dans le cadre de la présente convention soient protégées par des mécanismes de chiffrement. Si une telle protection n'est pas possible ou n'est pas préconisée par la structure de la présente convention (par exemple pour des questions de performances), la structure mettra en œuvre des contrôles de sécurité complémentaires pour garantir un niveau de protection équivalent.

Organisation de la sécurité

La structure doit disposer d'une organisation lui permettant de s'assurer de la mise en œuvre des exigences de sécurité définies dans la convention. Le système de management de sécurité mis en œuvre par la structure suivra idéalement la norme ISO 27001 et ses déclinaisons (sans nécessairement être certifié conforme ISO 27001).

La structure décrit dans le Plan d'Assurance Sécurité cette organisation, son fonctionnement, ses pratiques, les moyens dont il dispose, les interactions avec le Conseil régional d'Île-de-France, ainsi que les éventuels prérequis nécessaires pour la tenue des engagements en matière de sécurité.

Gestion des risques

La structure prestataire de la présente convention élabore et déploie un processus d'amélioration continue de la sécurité dont les objectifs sont :

- L'identification de tous les risques de sécurité pouvant impacter la qualité, la disponibilité, la performance des services ;
- La gestion des risques identifiés afin que ceux-ci n'aient aucun impact sur la qualité, la disponibilité et la performance des services fournis dans le cadre de la présente convention ;
- La réduction des risques de sécurité des SI pesants sur le Conseil régional d'Île-de-France et sur ses activités.

La structure identifie les risques et estime leur impact pour la fourniture des services dans le cadre de la présente convention. La structure a la responsabilité de mesurer le niveau d'exposition aux risques. Il doit reporter l'ensemble des risques potentiels ou avérés dont il a connaissance afin de décider des mesures opérationnelles et/ou organisationnelles à prendre pour traiter les risques identifiés. Il notifie sans délais le responsable de la convention d'agrément et le RSSI du Conseil régional d'Île-de-France des risques critiques et majeurs. La notification des autres risques sera effectuée à l'occasion du comité de sécurité ou du comité de suivi de la convention d'agrément. Il informe ensuite le comité de pilotage du suivi et de la mise en œuvre du plan d'actions de traitement de ces risques.

Comité de suivi de sécurité des systèmes d'information

Un comité de suivi de sécurité des SI pourra être établi dans le cadre de la présente convention. Ce comité coordonnera l'exécution et la conformité des travaux liés à la sécurité des SI prévus de la présente convention :

Conformité des prestations ;

- Respect des obligations contractuelles liées à la sécurité des SI ;
- Validation des améliorations pour accroître la sécurité ;
- Revues des incidents de sécurité ;
- Exploitation des résultats des audits, validations et vérifications des mesures pour la remise en conformité ;
- Gestion des exceptions.

Ce comité se réunira selon la périodicité définie dans le PAS, et au moins annuellement. Ce comité se réunira également en cas d'incident grave de sécurité.

Il sera composé des représentants suivants :

- MOA du conseil régional d'Île-de-France chargée de l'exécution de la présente convention ;
- Chef de projet applicatif et/ou technique de la DSI du conseil régional d'Île-de-France;
- RSSI du conseil régional d'Île-de-France;
- DPD du conseil régional d'Île-de-France;
- Responsable de la convention d'agrément de la structure prestataire ;
- RSSI de la structure prestataire ou son représentant.

Durant l'opération de réversibilité, ce comité s'assurera des conditions techniques et financières du transfert des moyens de sécurité matériels et logiciels mis en place et du maintien en conditions de sécurité de la totalité du système ou de l'application. Il sera alors composé des représentants des 2 prestataires.

Gestion des ressources humaines

Avant toute intervention d'un collaborateur (ou d'un personnel d'un sous-traitant) dans le cadre de la présente convention, la structure doit procéder à la vérification de probité et des compétences de cette personne. Le titulaire doit s'assurer en particulier :

Que le collaborateur possède les connaissances et les compétences suffisantes pour exécuter les tâches qui lui sont confiées ;

- De l'absence notoire d'actions contraires à la déontologie attribuables au collaborateur ;
- De l'exhaustivité et l'exactitude du CV du collaborateur ;
- Des diplômes et des qualifications du collaborateur.

Tout collaborateur intervenant dans le cadre de la présente convention doit avoir reçu :

Une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information
Une formation particulière concernant son domaine d'intervention (développement sécurisé applicable aux technologies utilisées, administration sécurisée, conception sécurisée, etc.) ;

Documentation de sécurité des systèmes d'information

La structure prestataire de la présente convention est en charge de créer et de maintenir à jour l'ensemble de documentation d'exécution de la convention d'agrément et notamment la documentation de sécurité, à minima :

- Réglementations applicables ;
- Normes et guides de bonnes pratiques applicables ;
- Plan d'Assurance Sécurité ;
- Eventuelles politiques et procédures internes non inclues dans le PAS et permettant le respect des exigences de sécurité de la présente convention ;
- Documents de suivi d'application des mesures de sécurité ;
- Documentations relatives aux incidents de sécurité survenus, à leur impact, leur portée, leur traitement et leur résolution ;
- Schémas, cartographies, matrices des flux ;
- Inventaire des actifs utilisés dans le cadre de la prestation objet de la présente convention.

Le conseil régional d'Île-de-France pourra demander à tout moment à la structure la fourniture de ces documents, en particulier dans le cadre d'un audit.

Audits de sécurité

Le conseil régional d'Île-de-France pourra, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par la structure de la présente convention. Il mandatera à cette fin un organisme indépendant et qualifié pour procéder à un audit de sécurité du système (et qui, dans la mesure de possible, n'est pas un concurrent direct de la structure de la convention d'agrément).

L'audit pourra concerner l'organisation ou l'architecture mises en place, les configurations déployées ou se faire sous une forme de test d'intrusion. Les tests d'intrusion seront encadrés par une charte commune signée entre la structure prestataire de la présente convention, le Conseil régional d'Île-de-France et la société mandatée pour l'audit.

Les audits de sécurité pourront être effectués de façon planifiée avec une fréquence maximale d'une fois par an, ou suite à un incident grave de sécurité survenu sur les systèmes du Conseil régional d'Île-de-France (qu'il s'agit ou non des systèmes rentrant dans le cadre de la présente convention).

La structure prestataire de la convention d'agrément sera prévenue au minimum 30 jours en avance. En cas d'indisponibilité justifiée des personnes clés chez la structure prestataire de la convention d'agrément, il pourra demander de décaler l'audit d'un délai d'un mois maximum. Cependant, un audit pourra être effectué sans délais en cas d'urgence engendrée par un incident grave de sécurité en cours.

Suite à cet audit, le titulaire devra prendre à sa charge et corriger toute vulnérabilité ou non-conformité découverte. Les vulnérabilités ou non-conformités majeurs ou critiques devront être corrigés dans les plus brefs délais.

Localisation des données

Lorsque des données appartenant au conseil régional d'Île-de-France ou collectées dans le cadre de l'exécution de la présente convention sont hébergées par la structure, leur localisation en France, ou, à minima, à l'intérieur du l'Union Européenne doit être privilégiée.

Le titulaire fournira au conseil régional d'Île-de-France la liste des sites hébergeant les données dans le cadre de la présente convention.

Si l'architecture technique mise en œuvre par la structure prestataire ne permet pas la localisation précise des données en permanence, la structure s'engage à localiser les données, a posteriori. Cette localisation des données pourra lui être demandée à tout moment et en particulier suite à un incident.

Sécurité des développements applicatifs

La structure prestataire de la présente convention est tenu d'assurer la sécurité des développements conformément à l'état de l'art dans chacune des technologies mises en œuvre. En particulier, la structure prestataire de la présente convention doit :

- Mettre en place un environnement de développement sécurisé et contrôlé ;
- S'assurer que tout collaborateur intervenant dans le projet de développement ou en TMA ait reçu une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information et une formation particulière concernant le développement sécurisé applicable aux technologies utilisées dans le cadre de la présente convention ;
- S'assurer de la sécurité des outils utilisés dans le cadre du développement, en particulier du respect des recommandations des éditeurs concernant la maintenance de l'environnement applicatif, l'application des correctifs, le contrôle d'accès, la traçabilité des actions, etc.
- Implémenter des contrôles rigoureux des entrées utilisateurs ou des données transmises par des systèmes tierces, en particulier s'assurer de l'absence des erreurs de développement permettant des injections ou exécutions de code (débordements, etc .), des requêtes SQL, de scripts (Cross-Site Scripting, Cross-Site Request Forgery), dépassements des capacités, etc.;
- S'assurer de l'implémentation du principe du moindre privilège ;
- Protéger les accès aux fonctions d'administration ;
- Lors des installations des systèmes, des applications, des bibliothèques, etc. : installer le stricte minimum de composants nécessaires au bon fonctionnement et à l'administration ;
- S'interdire l'utilisation de mots de passe dans le code et l'utilisation ou le stockage des mots de passe non chiffrés (en clair) ;
- Pour les applications web s'interdire la transmission des identifiants et des mots de passe dans les URL ;
- Mettre en œuvre d'une gestion efficace des erreurs. Les erreurs affichées aux utilisateurs ne doivent pas présenter d'informations pouvant être utilisées à des fins malveillantes, par exemple des traces des piles d'exécution (ces traces doivent être dirigées vers un fichier de debuggage uniquement accessible aux exploitants du système), présence d'un compte d'utilisateur, versions des composants, etc. ,

Les développements web devront suivre et implémenter sur les recommandations de l'OWASP (*Open Web Application Security Project*).

Gestion des évolutions

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité ou compromettre une éventuelle opération de réversibilité.

En cas d'évolution, la structure prestataire de la présente convention devra vérifier que sa mise en œuvre est conforme aux exigences contractuelles et en apporter la justification auprès du donneur d'ordres, avant validation par ce dernier.

Journalisation, conservation et analyse des traces

La structure prestataire de la présente convention doit mettre en place une journalisation des événements système et des évènements liés à la sécurité (accès, déconnexions, utilisation des privilèges, échecs des traitements, etc.). Cette journalisation doit être activée sur tous les équipements impliqués dans la prestation et sur les équipements d'exploitation associés.

La collecte des évènements doit être réalisée en respectant les meilleures pratiques actuelles. Les traces doivent être horodatées avec une référence de temps unique, fiable, et permettant leur corrélation avec d'autres évènements externes à la structure prestataire (en particulier d'autres évènements collectés par le Conseil régional d'Île-de-France). Afin de garantir leur complétude et de faciliter leur exploitation, les traces doivent être centralisées de façon continue.

Le conseil régional d'Île-de-France doit pouvoir accéder aux journaux le concernant, idéalement en temps réel. Si l'accès en temps réel n'est pas possible, la structure prestataire de la présente convention doit procéder aux extractions des traces demandées au plus tard 24 heures suivants la demande. Ce délai pourra être raccourci à 1 heure en cas d'urgence signalée (par exemple, en cas d'attaque en cours).

La structure doit garantir une stricte confidentialité des traces collectées et notamment leur isolation vis-à-vis de ses autres clients.

La structure prestataire de la présente convention doit procéder à l'analyse des traces collectées. Outre l'amélioration permanente du service rendu, cette analyse des traces a pour but de détecter les incidents de sécurité.

Ces traces devront être préservées pour une durée maximale légalement autorisée ou, par défait, pendant un an.

Traitement des attaques

La structure prestataire de la présente convention doit mettre en place des mécanismes techniques et organisationnels de détection, de prévention et de traitement des attaques sur le périmètre des prestations d'infogérance et d'hébergement des données ou des systèmes. Il doit informer sans délais, selon la procédure formalisée dans le PAS de la convention d'agrément, le conseil régional d'Île-de-France en cas de survenue d'une attaque susceptible de lui porter préjudice.

Traitement des incidents de sécurité

La structure doit avertir sans délais le responsable de la présente convention au conseil régional d'Île-de-France de la survenue d'un incident de sécurité.

Les incidents de sécurité envisageables dans le cadre de la présente convention et les procédures de leur traitement seront formalisés dans le PAS de la convention d'agrément.

Pour traiter et résoudre un incident survenu, le conseil régional d'Île-de-France pourra mandater un organisme indépendant et qualifié (et qui, dans la mesure de possible, n'est pas un concurrent direct de la structure prestataire de la convention d'agrément) ou demander la structure de mandater un tel organisme. Cette structure en charge de traitement de l'incident doit pouvoir procéder à un contrôle total de l'environnement de la ressource à des fins d'analyse, en particulier :

- Prélever tout élément nécessaire à l'analyse conformément aux règles de l'art ;
- Analyser tout système impliqué dans l'incident ;

- Préconiser les actions de confinement de l'incident, de réduction d'impact, etc. et de remise en fonctionnement nominal, dont la décision reste prérogative du conseil régional d'Île-de-France.

Protection antivirale

Une politique antivirale stricte devra être mise en place par la structure pour la totalité des équipements supportant la prestation objet de la présente convention (serveurs, stations d'administration, stations de développement, postes de travail, etc.). La mise à jour des signatures devra être automatique et d'une fréquence élevée (par exemple toutes les 30 minutes).

La politique antivirale appliquée sur le système d'information de la structure devra être précisée dans le PAS.

Un contrôle de non contamination des serveurs Web devra être effectué périodiquement. La structure précisera les modalités de mise en œuvre de ce contrôle.

Sauvegardes et restauration

La structure prestataire de la présente convention doit prendre toutes les mesures qui s'imposent en termes de sauvegarde et de restauration pour se conformer au niveau de service exigé.

Les copies de sauvegarde ne doivent pas être soumises aux mêmes risques que les données en production (que ces risques soient d'origine accidentelle ou de malveillance).

Un exemplaire des sauvegardes devra idéalement être conservé dans des locaux physiquement séparés du centre informatique hébergeant les données et/ou l'application. En cas de sauvegarde externalisée, les sauvegardes doivent être chiffrées avant leur transfert et la clé de chiffrement doit être protégée.

Le titulaire doit prendre des mesures permettant de garantir la confidentialité des données relatives aux sauvegardes :

- confidentialité des flux lors des opérations de sauvegardes ;
- stockage sécurisé des sauvegardes.

La structure prestataire de la présente convention formalisera dans le Plan d'Assurance Sécurité le processus de de sauvegarde et de restauration des données.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

Continuité d'activité

La structure est soumis à une obligation de résultat pour assurer la disponibilité du système d'information, conformément aux exigences définies dans la clause relative au niveau de service exigé.

Les soumissionnaires indiqueront dans leur mémoire technique les mesures techniques, organisationnelles, procédurales qu'ils s'engagent à prendre pour assurer la continuité d'activité du système, ou en cas de sinistre la reprise d'activité conformément aux exigences définies dans la clause sur la convention de service. Ses mesures seront ensuite intégrées au Plan d'Assurance Sécurité et au Plan d'Assurance Qualité de la convention d'agrément.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

Mises à jour, correctifs de sécurité

La structure prestataire de la présente convention appliquera les correctifs de sécurité recommandés par les fournisseurs de solutions matérielles ou logicielles (logiciels système ou applicatifs, logiciels embarqués) sur tous les matériels impliqués dans la prestation.

En cas d'alerte grave (attaque d'envergure, faille critique) annoncée par le CERT-FR, le correctif devra être appliqué de manière urgente (idéalement dans un délai de 24 heures) sur les infrastructures hébergeant les systèmes accessibles depuis Internet (serveurs, pare-feux, routeurs ouverts vers l'extérieur).

Le traitement des alertes mineures pourra intervenir durant les périodes de maintenance planifiés.

La structure prestataire de la présente convention précisera les modalités de déploiement des correctifs de sécurité dans le Plan d'Assurance Sécurité.

Confidentialité et intégrité des flux

Tous les flux d'accès des utilisateurs et tous les flux d'administration et de façon générale tous les échanges de données doivent être chiffrés par des procédés fiables (SSH, SSL, Ipsec,etc.), permettant d'assurer leur la confidentialité et leur intégrité. Le candidat indiquera l'ensemble des mécanismes et des mesures mis en œuvre pour garantir la confidentialité et l'intégrité.

Les interfaces avec les applications hébergées par le Conseil Régional d'Ile de de France se feront au travers d'un tunnel Ipsec.

Le choix et le dimensionnement des algorithmes cryptographiques doivent être effectués conformément aux règles et recommandations du RGS.

Résiliation et pénalités

Dans le cadre d'un manquement grave par la structure prestataire de la présente convention (ou, le cas échéant, un de ces sous-traitants) à l'une des obligations de sécurité mises à sa charge dans le présent contrat, le conseil régional d'Île-de-France pourra le mettre en demeure de réparer ce manquement dans un délai donné.

À l'issue de ce délai, si le manquement n'est pas réparé, le conseil régional d'Île-de-France pourra résilier de plein droit le contrat et enclencher l'opération de réversibilité au frais de la structure.

De façon générale, tout manquement aux clauses de sécurité entraîne l'application des pénalités prévues dans le cadre de la présente convention.

CONVENTION RELATIVE A L'AGREMENT D'UNE STRUCTURE assurant la réalisation de prestations de diagnostics et conseil dans le cadre du programme pour l'accompagnement à l'installation et la transmission en agriculture (AITA)

ET AUX MODALITES DE FINANCEMENT DES PRESTATIONS

Entre
La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil - 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2020-xx du DATE DE VOTE DE L'AGREMENT et ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et
La structure prestataire dénommée : **le Groupement régional des Agriculteurs Biologiques d'Île-de-France** dont le statut juridique est : Association loi 1901, n° SIRET : 43753681600048, dont le siège social est situé au : 5 rue de Paris, 77200 TOURNAN EN BRIE ayant pour représentant Monsieur MARBOT Laurent, le Président, ci-après dénommé « la structure »

d'autre part,

VU les articles 107 et 108 du traité UE,

VU le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 4111-1 et suivants ainsi que les articles R 4311-1 et suivants,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations et notamment son article 10,

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU le régime cadre exempté n° SA 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission Européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014,

VU les crédits votés au budget du conseil régional,

VU l'instruction technique DGPE/SDC/2018-613 du 14 août 2018 relative à la gestion et à la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA) ;

VU le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux structures agréées pour le conseil à l'installation, la transmission agricoles et aux nouveaux exploitants,

VU l'appel à candidatures du 10 octobre 2019 organisé par la région Île-de-France et son cahier des charges,

VU les dossiers de candidature réceptionnés le 10 octobre 2019,

VU l'avis émis par les membres du Comité régional de l'installation et de transmission (CRIT) Île-de-France lors de la réunion du 11 janvier 2020,

VU la délibération n° 2020 CP-XXX de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France du 4 mars 2020,

APRES AVOIR RAPPELE :
Les engagements pris par la Région dans son Pacte agricole, adopté par la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018, de faire de l'installation une grande cause régionale, et soutenir le conseil à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France. Et dans son règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux structures agréées pour le conseil à l'installation, la transmission agricoles et aux nouveaux exploitants.

LES PARTIES SIGNATAIRES DECLARENT ET CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La mise en œuvre opérationnelle du programme AITA en région implique au préalable la sélection et l'agrément des structures assurant les prestations de diagnostic/conseil prévus dans les parties « Conseil à l'installation » et « Suivi du nouvel exploitant ». La région Île-de-France développe les volets suivants :

Volet 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre
Objectif : évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise
Soutien à la réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles à destination des candidats à l'installation disposant d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) agréé et s'installant hors cadre familial.

Volet 2 : Conseil à l'installation Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché
Objectif : apprécier la faisabilité et la viabilité de projets d'installation lorsque ces derniers prévoient la mise en place d'une diversification, des productions à forte valeur ajoutée ou des modes de commercialisation particuliers (circuits courts, …).
Soutien à la réalisation d'études permettant d'apprécier la faisabilité et la viabilité d'un projet d'installation à destination des candidats à l'installation (après établissement de l'autodiagnostic et après attestation du Point Accueil Installation (PAI) ou rdv au Centre d'élaboration des PPP) et ayant une idée précise de la localisation de leur projet (terres ou exploitation à reprendre).

Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant
Objectif : assurer succès de l'installation dans les premières années suivant l'installation en confortant le professionnalisme du nouvel exploitant dans la réalisation de son projet personnel à destination des exploitants installés depuis moins de 5 ans, âgés de moins de 45 ans, disposant d'un PPP, affiliés à un régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles et disposant d'un prévisionnel économique qui dessine le développement de son projet sur les 4 premières années de son installation.
Seules 3 années de suivi, réalisées dans les 4 premières années de l'installation, peuvent être soutenues financièrement par la Région au titre du présent dispositif.
Etablissement d'un diagnostic de la situation de l'exploitation, actualisation des éléments de son fonctionnement et anticipation des décisions à prendre avec au moins un déplacement de la structure agréée sur l'exploitation par année de suivi.

Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants
Objectif : anticiper les départs pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé et participer à la mise en place de conditions favorables pour la transmission de l'exploitation à moyen terme.
Soutien au conseil auprès de futurs cédants (le futur cédant doit être âgé de 52 à 57 ans au dépôt de la demande d'aide) afin d'établir un état des lieux de l'exploitation agricole et d'identifier les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions.

Les dispositifs prévus dans l'AITA ciblent des candidats à l'installation, des jeunes installés ou des exploitants futurs cédants, ci-après désignés « porteur de projet ». Les porteurs de projets sont les bénéficiaires finaux de l'aide attribuée. Toutefois, c'est la structure, réalisant l'action pour le compte du porteur de projet qui percevra l'aide financière. Le montant de l'aide vient en déduction de la facture TTC réglée par le porteur de projet.

La présente convention est passée entre les parties pour :

- agréer la structure le Groupement régional des Agriculteurs Biologiques d'Île-de-France en tant que structure assurant les prestations de diagnostic/conseil suivantes prévues dans le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France »adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018. Le présent agrément concerne les volets suivants :
  - volet 1 « Conseil à l'installation _ prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre »,
  - volet 2 « Conseil à l'installation _ prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché »,
  - volet 3 « suivi du nouvel exploitant »
  - volet 4 « Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants »
  - de l'appel à candidatures du 10 octobre 2019.

- déterminer les modalités d'emploi et de versement des subventions accordées par la Région, ainsi que le montant maximum annuel qui pourra être attribué à la structure.

Néanmoins, cette convention et les subventions qui en découlent ne peuvent financer des actions de service public ou encore des actions concernées dans d'autres conventions passées entre la structure et la Région.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

L'agrément de la structure est donné, à compter du 30 mars 2020, pour un an et pourra être prolongé deux fois d'une année par tacite reconduction, sans nécessité de renouveler l'appel à candidatures. Toutefois en cas d'évolution de la règlementation ou du cahier des charges ou en cas de défaillance de la structure, l'agrément sera suspendu.

Cet agrément offre la possibilité à la structure de déposer une demande d'aide au dispositif régional, et ce, avant son expiration au 1er avril 2023. Les demandes d'aides feront l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par délibération de la Région en CP de septembre 2018. La présente convention ne vaut pas décision de principe d'octroi d'un soutien financier.

La mise en œuvre opérationnelle des dispositions de la présente convention est établie une à deux fois par an dans le cadre de conventions financières entre la structure et la Région. Cette convention financière précise le montant prévisionnel de la participation régionale qui est conditionnée au vote de l'assemblée délibérante et sous réserve du vote du budget et de l'affectation des crédits correspondants par la commission permanente de la Région d'Ile-de-France. Le montant prévisionnel de l'aide sera déterminé sur la base des documents détaillant les porteurs de projet à accompagner par la structure pour la période définie.

Cette convention doit comporter :

- des clauses techniques : contenu des prestations, modalités de réalisation des prestations pour chacun des volets concernés,
- un prévisionnel technique : nombre de prestations de conseil, nom des porteurs de projets, nombre de journées prévues pour les prestations, nombre de personnes travaillant sur l'action et leur nom,
- des données financières : participation financière prévisionnelle de la région Île-de-France, des autres financeurs le cas échéant et du porteur de projet,
- un prévisionnel financier : coût prévisionnel des prestations prévues.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE

La structure doit être en capacité d'assurer les missions d'aide, de conseils, d'accompagnement et de suivi :

- établir un diagnostic de la situation du porteur de projet et de son projet,
- préconiser des actions à suivre pour la réussite du projet,
- se positionner comme un véritable organisme ressource pouvant répondre aux sollicitations et aux questionnements formulés par les porteurs de projet sur l'évolution de leur projet.

Dans une démarche de qualité, la structure s'attachera à respecter les règles suivantes :

- réaliser des prestations conformes à l'appel à candidature et à l'annexe 1,
- déposer une à deux fois par an un dossier de demande de subvention comprenant :
    - Le prévisionnel des dépenses intégré dans le modèle du document Excel transmis à la structure agréée correspondant à l'annexe 2,
    - la liste des porteurs de projet souhaitant bénéficier d'une prestation de la structure qui s'inscrit dans le cadre de la présente convention dans l'année à venir, dont le modèle est présenté à l'annexe 3,
    - la demande individuelle d'aide au conseil à l'installation-transmission dûment remplie et signée par chacun des porteurs de projet à accompagner (annexe 4).
- réaliser sans délai, les prestations pour lesquelles l'agrément a été accordé.
- remettre et expliciter le rapport de la prestation et sa synthèse au bénéficiaire de la prestation,
- ne pas intervenir dans une exploitation vis-à-vis de laquelle il ne présenterait pas toutes les garanties d'objectivité,
- informer la Région et la DRIAAF de tout changement (remplacement de conseiller, ...) ayant un impact sur la mise en œuvre de la prestation,

La structure s'engage à maintenir strictement confidentiels toutes les informations, documents et résultats produits pour les diagnostics ou études ainsi que toutes les données et informations qui auront été communiquées par le porteur de projet. Il s'engage également à respecter les règles de neutralité.

La structure est responsable du respect des règles du régime cadre exempté SA. 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la commission européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014, notamment s'agissant de l'éligibilité des bénéficiaires.

Par ailleurs, la structure s'engage à fournir à la Région un rapport d'activité annuel dont le contenu est précisé à l'article 6.

ARTICLE 4 - MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER

L'agrément offre la possibilité de déposer une demande d'aide au dispositif de soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Ile-de-France. Cette demande fera l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par la délibération CP 2018-151 du 19 septembre 2018.

L'aide de la région Île-de-France, conditionnée au vote de l'assemblée délibérante, portera sur les prestations d'accompagnement du candidat à l'installation, du nouvel exploitant ou de l'exploitant futur cédant dans le cadre des volets précisés à l'article 1 de la présente convention. Seules les prestations réalisées conformément au cahier des charges et aux règlements d'intervention régionale peuvent faire l'objet d'une prise en charge. Les dispositions en vigueur sont reprises dans l'annexe 1 de la présente convention.

Les dispositifs prévus dans l'AITA et dans le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018 ciblent les porteurs de projet. Toutefois, c'est la structure, réalisant l'action pour le compte du porteur de projet qui percevra l'aide financière. Le montant de l'aide vient en déduction de la facture TTC réglée par le porteur de projet.

La participation financière de la région Île-de-France correspond à une aide de :

- volet 1 « Conseil à l'installation _ prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,
- volet 2 « Conseil à l'installation _ prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,
- volet 3 « suivi du nouvel exploitant » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,
- volet 4 « Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,

A noter : la TVA est exclue du bénéfice de l'aide, sauf si elle est non récupérable. Ainsi l'aide sera calculée sur la base :

- *des dépenses HT lorsque la part d'autofinancement du conseil est prise en charge par l'exploitation du porteur de projet,*
- *des dépenses TTC lorsque le porteur de projet prend en charge personnellement la part d'autofinancement du conseil et qu'il ne récupère donc pas la TVA.*

Le montant éligible des prestations de diagnostic/conseil est défini sur la base des prix retenus pour les prestations proposées lors de la réponse de la structure à l'appel à candidature. La base tarifaire pour la structure est reprise en annexe 5, ainsi que la subvention annuelle maximale destinée aux porteurs de projet qui sera attribuée à la structure.

Ce montant prend en compte :

- les dépenses directes de personnel,
- les coûts de sous-traitance.

Attribution de l'aide

L'aide de la région Île-de-France, conditionnée au vote de l'assemblée délibérante, sera attribuée au vu de l'instruction de la demande de financement déposée une à deux fois par an selon les porteurs de projet identifiés par la structure selon le calendrier détaillé en annexe 6. Les dossiers déposés après ces échéances ne pourront être pas être prises en compte. Le détail du circuit de gestion et le calendrier de dépôt des dossiers est spécifié en annexe 7.

ARTICLE 5 - MODALITES DE VERSEMENT

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, et après instruction par la région Île-de-France du dossier de demande de versement de la subvention correspondant aux prestations réalisées, au 30 juin et 30 novembre de chaque année, assorti des pièces justificatives nécessaires, la région Île-de-France procède à la vérification du service fait, puis au versement de la subvention.

Le versement des aides est conditionné :

- au respect des engagements pris par la structure dans sa demande de labellisation dans le cadre de l'appel à candidature clos le 10 octobre 2019 et conformément à cet appel à candidatures organisé en vue de l'agrément ;
- à la conformité des dépenses présentées au regard de l'objet de la convention et des dates de réalisation des prestations ;
- à la production des pièces justificatives ci-dessous :
    - la liste des porteurs de projet accompagnés dans le modèle transmis à la structure agréée dont le modèle est présenté à l'annexe 8,
    - le bilan chiffré des prestations réalisées dans le modèle transmis à la structure agréée et sur le modèle présenté à l'annexe 9,
    - la copie des études/diagnostics réalisés,
    - toutes les factures acquittées par porteurs de projet qui ont bénéficié de l'accompagnement indiquant a minima les éléments mentionnés à l'annexe 10,
    - la demande de versement de solde (transmise dans le courrier d'attribution de l'aide envoyé par la région Île-de-France)
    - le mandat signé par chaque porteur de projet accompagné par la structure (annexe 11).

L'attribution par les financeurs d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par leurs règlements budgétaires et financiers.

ARTICLE 6 - RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, un rapport d'activité annuel est obligatoirement transmis avec la dernière demande de versement, et au plus tard au 30 juin N+1.

Le rapport d'activité annuel présentera le bilan financier de l'opération de l'année N, ainsi qu'un bilan quantitatif et qualitatif des actions réalisées.

Il devra mentionner à minima :

- le nombre de conseils/diagnostics/études réalisés,
- l'identification des bénéficiaires,
- une synthèse des prescriptions,
- les dépenses effectuées,
- le détail du temps consacré à la réalisation des actions et au total sur l'année (avec les justifications correspondantes).

ARTICLE 7 - JUSTIFICATIF DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS D'AUTRES FINANCEURS

La structure s'engage à informer la région Île-de-France de toutes les subventions versées par d'autres financeurs publics et privés pour l'opération citée en objet.

Cette information prendra la forme d'une déclaration sur l'honneur du bénéficiaire ou de son représentant légal.

ARTICLE 8 - PUBLICITE

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, la structure s'engage à :

- faire figurer le logo de la Région sur tous les supports de communication conçus en lien avec l'opération définie par l'article 1,
- soumettre le(s) support(s) de communication à la Direction de la Communication de la Région **avant impression ou fabrication** du ou des supports,
- associer la Région et ses représentants à la mise au point de toute action d'information du public, en particulier en mentionnant la participation financière de la Région à la réalisation de l'opération considérée,
- faire état de l'aide financière apportée par la Région à l'occasion de toute publicité ou toute manifestation d'information portant, pour tout ou partie, sur la réalisation des missions envisagées en utilisant le logo de la région Île-de-France :

« Avec le soutien financier de la région Île-de-France »

L'apposition du logo régional, conformément à la charte graphique régionale se doit d'être en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication. La mention et le logotype de la région sont positionnés en page d'accueil des sites Web et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France. Toutes les correspondances adressées sur l'opération mentionnent explicitement le soutien de la Région.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la région Île-de-France dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

La structure autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publication y compris photographiques, vidéos, communication, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le non-respect de ces clauses peut entraîner l'exclusion du bénéfice de l'aide régionale.

ARTICLE 9 - CONTROLE

La structure s'engage à détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses de prestations, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, suivi des recettes, comptabilité, factures émises au porteur de projet…

La structure s'engage à détenir, conserver, fournir l'ensemble des factures acquittées par les porteurs de projet pour les études réalisées et mentionnées dans la convention financière.

Le région Île-de-France se réserve le droit de procéder à des contrôles croisés avec d'autres administrations à tout moment de l'instruction du dossier.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, en cas de non-respect des obligations ou des engagements de la structure et notamment en cas de non-exécution partielle ou totale de l'opération ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, la région Île-de-France pourra mettre fin à la présente convention et exiger le reversement total ou partiel des sommes versées.

Le reversement total de la somme perçue sera requis en cas de refus de contrôle, de fausse déclaration ou fraude manifeste.

ARTICLE 11 - AVENANTS ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issu d'un délai de préavis de 3 mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou on fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure ;

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêté définitif des comptes, et la restitution, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 12 – JURIDICTION COMPETENTE

Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour connaître, à défaut d'accord amiable, de toute contestation relative à la présente convention.

ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES

Conformément au **Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016** (règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données), et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « loi informatique et libertés »), les personnes concernées bénéficient de droits sur leurs données personnelles. Vous pouvez les exercer en contactant la région Île-de-France.

En outre, lorsque la Région exige des pièces justificatives qui comportent des informations sur la vie privée sans rapport avec l'objet de la présente convention, la structure informe les personnes concernées de la faculté d'occulter ces informations.

La structure est ici considéré comme le sous-traitant. Il s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement, ici, la région Île-de-France

3. respecter les clauses de sécurité RGPD de l'annexe

1 Devoir de conseil :
Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement, ici, la région Île-de-France.

2 Devoir d'information
Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'information et la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

6. Sous-traitance
Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées
Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8. Exercice des droits des personnes
Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.
Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. Notification des violations de données à caractère personnel
Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité
Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « sécurité » du marché.
En cas de risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le sous-traitant s'engage à suivre les mesures de sécurité résultantes de l'évaluation de l'impact en matière de vie privée le cas échéant en matière de certification ISO 27000 ou équivalent.

12. Sort des données
Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel ou

- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Saint-Ouen,

Le _____	Le _____
Pour la région Île de France, *la Présidente,*	Pour le Groupement régional des Agriculteurs Biologiques d'Île-de-France, *le Président,*
Valérie Pécresse	Laurent MARBOT

ANNEXE 1

Etapes et trames des diagnostics proposés aux porteurs de projets

Les étapes de l'accompagnement des porteurs de projet doivent a minima être les suivantes :

1. le contact préalable pour préciser la demande du porteur de projet, formaliser l'expression des besoins et établir le devis des prestations ;
2. l'entretien d'une demi-journée minimum avec le porteur de projet pour le recueil des données ;
3. l'analyse et la synthèse globale : l'analyse portera sur toutes les composantes de l'exploitation à partir de l'entretien et des documents disponibles. La synthèse comportera :
    a) le descriptif de l'exploitation,
    b) l'historique et la trajectoire du projet,
    c) les motivations du porteur de projet,
    d) les atouts et contraintes de l'exploitation agricole,
    e) des préconisations avec chiffrage sommaire et description des moyens à mettre en œuvre, ainsi que les orientations envisageables ;
4. la restitution au porteur de projet qui permettra de valider l'analyse, la synthèse globale et le projet du diagnostic. Il s'agit d'une restitution verbale et écrite de l'audit au porteur de projet dans le cadre d'une rencontre ;
5. la rédaction définitive d'un rapport.

VOLET 1 : Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre

Le diagnostic préalable à l'installation a pour objectif d'accompagner un candidat à l'installation en amont de son projet. Il doit permettre d'appréhender toutes les dimensions du projet : économiques, techniques, juridiques, fiscales, sociales, familiales, environnementales… Il ne s'agit en aucun cas de l'élaboration de l'étude économique réalisée dans le cadre d'une autre prestation d'accompagnement à l'installation.
L'objectif du diagnostic est d'évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise.

La trame du document écrit du diagnostic d'exploitation à reprendre est la suivante :

1. Candidat à l'installation
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole

2. Projet du candidat à l'installation
- Type d'installation : installation progressive ou non, hors cadre familial, à titre principal ou secondaire
- Motivations et interrogations du candidat
- Stratégie pour la mise en œuvre et échéances du projet

3. Description de l'exploitation à reprendre
- L'historique de l'exploitation
- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…) et incidences sur la conduite de l'exploitation
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales)
- Analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Engagements soumis à réglementation
- Modalités de reprise

4. Synthèse générale
- Atouts/contraintes de l'exploitation à reprendre
- Préconisations et points de vigilance pour les suites à donner à la mise en œuvre du projet
- Accompagnement à mettre en place
- Calendrier des démarches

VOLET 2.1 : Prise en charge des études de faisabilité

Cette étude de faisabilité a pour objet d'apprécier la faisabilité et la viabilité d'un projet d'installation, lorsque ce dernier prévoit la mise en place de productions atypiques et/ou à forte valeur ajoutée ou des modes de commercialisation particuliers (circuits courts, etc.). Le diagnostic de faisabilité propose une description globale des caractéristiques du ou des projets envisagés par le candidat (surface agricole envisagée, types d'atelier de production et dimensionnement, moyens de production, main d'œuvre disponible, modes de commercialisation et de valorisation des produits), ainsi que les objectifs économiques, environnementaux et sociaux.
L'analyse et l'expertise du technicien s'appuient sur des références locales ou nationales, pour juger de la cohérence d'ensemble du projet. Il détermine a priori si les objectifs du porteur de projet sont compatibles avec le système de production envisagé. Il propose, le cas échéant les évolutions structurelles à apporter au projet en vue de répondre aux objectifs du porteur.

La trame du document écrit du diagnostic de faisabilité est la suivante :

1. Candidat à l'installation
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Activité du conjoint et implication dans le projet
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole
- Analyse de l'adéquation homme – compétences – projet

2. Projet du candidat à l'installation

- Type d'installation : installation progressive ou non, hors cadre familial, à titre principal ou secondaire
- En quoi le projet nécessite-t-il l'étude de faisabilité, productions atypiques, modes de commercialisation particuliers envisagés
- Lieu du projet
- Motivations et interrogations du candidat
- Stratégie pour la mise en œuvre et échéances du projet

3. Description de l'exploitation à ce jour et évolutions prévues

- L'historique de l'exploitation
- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…)
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Analyse des moyens de production (bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Engagements soumis à réglementation
- Lien avec cédant et modalités de reprise

4. Analyse des moyens de production (initiale et développement)

- Système de production par atelier (productions végétales et animales)
- Bâtiments, matériels, stocks
- Foncier (potentiel agronomiques des sols, parcellaire, etc...)
- Main d'œuvre et organisation du travail
- Ressources en eau
- Synthèse sur les modalités de commercialisation et de valorisation.
- Environnement socio/économique
- Présence et adhésion à des outils collectifs pour la production (CUMA, groupement d'employeur, société, etc…)
- Environnement de conseil extérieur : centre de gestion, OP.
- Synthèse sur l'adéquation du projet et les moyens de productions

5. Prévisionnel et principaux éléments de résultats économiques

- Chiffre d'affaires
- Charges de l'exploitation
- EBE
- Revenu du candidat
- Synthèse : points forts/points faibles sur la contrainte de réalisation du revenu
- Programme d'investissements prévu
- Financement prévu
- Ratios économiques
- Synthèse : points forts/points faibles sur le prévisionnel économique dans la réalisation du projet

6. Synthèse générale

- Atouts/contraintes pour la réalisation du projet
- Analyse des risques techniques, financiers, juridiques
- Analyse des conditions de réussite
- Synthèse sur la faisabilité
- Préconisations et points de vigilance pour les suites à donner à la mise en œuvre du projet

VOLET 2.2 : Prise en charge des études de marché

L'étude de marché doit être réalisée dans le cadre de projet en diversification avec la mise en place ou le développement de productions dont la commercialisation se ferait en dehors d'une filière organisée. Il est déterminant de définir sa zone de chalandise et les possibilités d'écoulement des quantités produites en vue de l'atteinte du chiffre d'affaires fixé.

La trame du document écrit de l'étude de marché est la suivante :

1. Candidat à l'installation

- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Activité du conjoint et implication dans le projet
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole

2. Présentation du projet

- Individuel ou société
- Cadre familial ou non
- Caractéristiques de l'exploitation reprise

3. Vendre quoi ?

- Description des différents produits proposés à la vente

4. Où ?

- Livraison, vente directe à la ferme, sur les marchés,…
- Détail des prises de contact et résultats obtenus (enquêtes)

5. A qui ?

- Définition et caractérisation de la clientèle : particuliers, intermédiaires,…
- Détails des prises de contact et résultats obtenus (enquêtes)

6. Quelle concurrence ?

- Producteurs locaux, distributeurs
- Description détaillée de l'offre des concurrents (types de produits, lieux de vente, prix,…)

7. Etude budgétaire

- Coût de production des produits vendus (en lien avec le PE)
- Détermination des prix de vente
- Comparaison des prix de vente par rapport au marché
- Détermination du chiffre d'affaire et de la marge

8. Plan de communication

- Comment se faire connaître
- Choix et mise en œuvre des supports de communication,

9. Annexes

- Aperçu du marché français, régional,….

VOLET 3 : Prise en charge du suivi du nouvel exploitant
Le suivi est réalisé à partir du plan d'entreprise (PE). Il doit permettre de s'assurer de l'atteinte des objectifs fixés dans le PE et surtout de son bon déroulement pour l'atteinte de la viabilité au terme des 4 ans.

La trame du document écrit du suivi du nouvel exploitant est la suivante :

1. Le candidat à l'installation
- Nom, prénom, adresse, SIRET, téléphone
- Formation
- Situation familiale
- Type d'aide sollicitée et montant
- Date d'installation
- Type d'installation
- Objectif de revenu
- Ressources extérieures
- Centre comptable, banque, date de clôture d'exercice, etc...

2. Rappels administratifs et réglementaires pour le développement de l'activité
- Faire le point sur les différentes démarches administratives que le jeune doit réaliser et s'assurer du respect des différentes réglementations en lien avec son exploitation.

3. Structures d'exploitation pour l'année en cours (Prévision / Réalisation)
L'approche consiste à faire le tour des éléments, des évolutions par rapport au PE et son déroulement (la situation initiale, la reprise, etc....).
- Reprise de l'exploitation
- Main d'œuvre
- Environnement socio/économique
- Surfaces et modes de faire valoir
- Bâtiments
- Matériels
- Aspects juridiques et fiscaux
- Aspects commerciaux

4. Système de production
L'objectif est de décrire le système de production et la conduite technique.
Productions végétales
- Cultures pérennes en production : type, surfaces, quantités récoltées, produit total, rendement moyen, prix moyen, mode de commercialisation.
- Cultures pérennes en non production : type, surfaces, coûts, aides.
- Cultures annuelles : type, surfaces, quantités récoltées, produit total, rendement moyen, prix moyen, mode de commercialisation.
- Ressource en eau
- Potentiel agronomique des sols

Productions animales
- Reproduction, génétique
- Productivité, mortalité, etc....
- Problème sanitaire
- Suivi de l'autonomie fourragère, alimentation, ration, etc.

5. Suivi financier de l'installation
L'objectif est de faire le point sur le plan de financement du PE.
- les investissements de reprise
- les investissements nécessaires au démarrage de l'activité
- les investissements de renouvellement
- les investissements de développement

L'objectif est de chiffrer et d'analyser les résultats économiques des ateliers.
- Production globale des productions végétales et des productions animales
- Charges d'exploitation
- Marge brute

L'objectif est de chiffrer les résultats de l'année en cours et de les comparer aux données du PE.
- EBE
- EBE sur produits
- Prélèvements privés
- Résultat courant
- Revenu disponible
- Capacité d'autofinancement nette (CAFn)
- Emprunts à plus d'un an
- Annuités sur EBE
- Fonds de roulement
- Analyse de l'endettement
- Problèmes de trésorerie rencontrés et les raisons
- Valorisation des excédents
- Prévision de trésorerie pour l'année suivante

6. Choix
L'objectif est de faire une analyse qualitative et d'engager une discussion sur ce point.
- Investissement prévu, nouveaux investissements
- Changement sur les productions
- Demande d'avenants ou pas suivant les évolutions par rapport au PE.

7. Perspectives et conseils
- Conseils sur les actions prévues, accès à de nouveaux contacts ou prestations
- Conseils technico-économiques, juridiques, fiscaux, organisationnels
- Échéances administratives à ne pas oublier
- Perspective sur la formation continue
- Points de vigilance pour la réussite

VOLET 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont à la transmission
Le conseil d'accompagnement en amont de la transmission a pour objectif d'anticiper le départ et de mettre en place les conditions favorables pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé. Il doit permettre d'établir un état des lieux de l'exploitation agricole et d'identifier les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions.

La trame du conseil d'accompagnement en amont à la transmission est la suivante :

1. Cédant
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse, téléphone
- Individuel ou société
- Contexte de l'exploitation à céder (famille, habitation,...)

2. Description de l'exploitation à céder
- L'historique de l'exploitation

- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…)
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales)
- Analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Modalités potentielles de reprise
- Préparation à la transmission (investissements à prévoir et évaluation des coûts, modification conduite d'exploitation, etc....)

3. Synthèse générale

- Cartographie de l'exploitation
- Atouts/contraintes de l'exploitation à céder
- Préconisations et points de vigilance
- Accompagnement à mettre en place
- Calendrier des démarches

ANNEXE 2

Modèle de prévisionnel des dépenses

PREVISIONNEL ANNUEL détaillé du projet pour agrément des structures de conseil à l'installation-transmission

Un volet est décliné dans votre structure en plusieurs prestations à détailler ci-dessous

Intitulé de la prestation	Description synthétique de la prestation	Durée de la prestation par dossier en jours	Nombre de dossiers prévus par intervenant de la structure								Nombre total de dossiers prévus	Coût total par dossier	Estimation de l'aide sollicité par prestation *	Coût total par action HT
			NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*				
Ex : Diagnostic sur une fragilité identifiée (Volet 3)		*1*	*3*			*1*					*4*	*350,00 €*		*1 400,00 €*
Ex : Suivi global de l'exploitation (Volet 3)		*1,5*	*5*			*4*					*9*	*400,00 €*		*3 600,00 €*
VOLET 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 3 : Suivi du nouvel exploitant														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
	TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	**0**		**0,00 €**	**0,00 €**

ANNEXE 3

Modèle d'enregistrement des porteurs de projets à accompagner

	Candidat					Prestation				Coût	
Date d'enregistrement de la demande	Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville	VOLET concerné (1,2,3 ou 4)	Structure agréée accompagnatrice	Prestation réalisée	Aide d'Etat concernée	Coût HT en €	Aide sollicité pour ce diagnostic pour le candidat *(financé par la Région)*

ANNEXE 4

Demande individuelle d'aide au conseil à l'installation-transmission du porteur de projet

DEMANDE INDIVIDUELLE D'AIDE AU CONSEIL A L'INSTALLATION

Une fois complété, ce formulaire doit être retourné avec tous les justificatifs correspondants, aux dates indiquées par la région Île-de-France

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Civilité : ☐ M. ☐ Mme

Nom d'usage : ……

Prénom ; ……

Date de naissance : ……/……/……

Adresse : ……

Code postal : .... Commune : ……

Téléphone : ……

Portable : ……

Mail : ……@…… . ……

PROJET D'INSTALLATION – TRANSMISSION

Projet concerné : ☐ installation ☐ transmission

Statut juridique : ……

Nom de l'exploitation : ……

Qualité : ……

Adresse : ……

Code postal : .... Commune : ……

SIRET : ……

APE : ……

Date prévisionnelle d'installation-transmission : ……/……/……

Pour les candidats à l'installation :

Date de passage en PAI : ……/……/……

Date d'agrément du Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) :

☐ effective ☐ prévisionnelle en date du ……/……/……

Pour les candidats à l'installation, identification du cédant le cas échéant

Statut juridique : ……

Nom de l'exploitation : ……

Qualité : ……

Adresse : ……

Code postal : .... Commune : ……

PRESTATION DEMANDEE A LA STRUCTURE AGREEE AU CONSEIL PAR LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

☐ Volet 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre

☐ Volet 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché

☐ Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant

☐ Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants

Détail de la prestation demandée : ……..

……

……

Prix HT de la prestation demandée : ……€

Montant de l'aide régionale sollicité : ……€

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Pour un diagnostic d'exploitation :

- ☐ Création d'une activité nouvelle de production : ……
- ☐ Hors cadre familial

Pour des études de faisabilité et/ou de marché :

- ☐ Projet de conversion à l'agriculture biologique, pour tout ou partie de l'exploitation
- ☐ Activité d'élevage : ……
- ☐ Production atypique : ……
- ☐ Production à forte valeur ajoutée : ……
- ☐ Transformation à la ferme : ……
- ☐ Vente en circuits courts : ……

Pour le suivi du nouvel exploitant :
Date de début de l'étude prévue : …….. / …….. / ……

- ☐ J'atteste ne percevoir aucune autre subvention que celle de la Région Île-de-France dans le cadre de la présente prestation,
- ☐ J'atteste percevoir une ou plusieurs autres aides dans le cadre de la présente prestation, préciser la ou lesquelles :
  - Aide 1 : ……
  - Aide 2 : ……..
  - Aide 3 : ……

PIECES A FOURNIR

Projet concerné :

- ☐ pièce(s) d'identité des signataires
- ☐ pouvoirs le cas échéant
- ☐ extrait k-bis pour les personnes morales
- ☐ statuts pour les GAEC et associations
- ☐ justificatif de propriété le cas échéant
- ☐ RIB

MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Ce dispositif d'aide vise la prise en charge partielle des frais inhérents à l'apport des conseils à l'installation-transmission, des études et des diagnostics d'exploitations réalisés par une structure agréée par le Conseil Régional. Ce dispositif vise à soutenir des actions de conseil à l'installation qui viennent en complément notamment des actions d'orientation proposées par les Points Accueils Installation (PAI) et les Centres d'Elaboration des Plans de Professionnalisation Personnalisés (PPP).

Sont éligibles :
• les diagnostics d'exploitation à reprendre dans le cadre d'une installation :

- Pour le Volet 1 : *Conseil à l'installation : prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre* :
  - Eligibilité du candidat :
    - disposer d'un PPP
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - projet d'installation hors cadre familiale,
- Pour le Volet 2 : *Conseil à l'installation : Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché* :
  - Eligibilité du candidat :
    - avoir réalisé un autodiagnostic auprès du PAI (attestation)
    - ou disposer d'un PPP (attestation)
    - avoir une idée précise de la localisation du projet (terres ou exploitation à reprendre)
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - conversion à l'agriculture biologique pour tout ou partie de l'exploitation,
    - transformation à la ferme ou vente en circuits courts,
    - projets avec une activité d'élevage,
    - projet de productions atypiques et/ou à forte valeur ajoutée.

    Une production atypique s'entend ici comme une production peu présente sur le territoire hors grandes cultures.
- Pour le Volet 3 : *Suivi du nouvel exploitant* :
  - Eligibilité de l'exploitant agricole :
    - être installé depuis moins de 5 ans,
    - être âgé de moins de 45 ans,
    - disposer d'un PPP,
    - être affilié à un régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles et
    - disposer d'un prévisionnel économique qui dessine le développement de son projet sur les 4 premières années de son installation.
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - suivi sur 3 années au plus ou conseil unitaire,
    - suivi dans les 4 premières années de l'installation,
    - suivi global de l'exploitation pour assurer le bon déroulement du projet initial,
    - diagnostic sur un domaine particulier ou sur une fragilité identifiée en lien avec le projet d'installation et nécessitant un conseil spécialisé.
  - Priorisation des projets éligibles :
    -
- Pour le Volet 4 : *Prise en charge su conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants* :
  - Eligibilité du cédant :
    - être âgé de 52 à 57 ans à la date de dépôt de la demande individuelle d'aide,
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - état des lieux de l'exploitation agricole et identification des facteurs clés, étapes à conduire, investissement à réaliser pour envisager une transmission dans les meilleures conditions.

Le diagnostic des Volet 1 et 2 ne sera pas pris en charge si le futur cédant a, de son côté, bénéficié d'un diagnostic de son exploitation dans le cadre du présent dispositif, et inversement.

Détail des prestations éligibles :
Les prestations de conseil à l'installation et à la transmission recouvrent au minimum les cinq phases suivantes :

1. le contact préalable pour préciser la demande du porteur de projet, formaliser l'expression des besoins et établir le devis des prestations ;
2. l'entretien d'une demi-journée minimum avec le porteur de projet pour le recueil des données ;
3. l'analyse et la synthèse globale : l'analyse portera sur toutes les composantes de l'exploitation à partir de l'entretien et des documents disponibles. La synthèse comportera :
   - le descriptif de l'exploitation,
   - l'historique et la trajectoire du projet,
   - les motivations du porteur de projet,
   - les atouts et contraintes de l'exploitation agricole,
   - des préconisations avec chiffrage sommaire et description des moyens à mettre en œuvre, ainsi que les orientations envisageables ;
4. la restitution au porteur de projet qui permettra de valider l'analyse, la synthèse globale et le projet du diagnostic. Il s'agit d'une restitution verbale et écrite de l'audit au porteur de projet dans le cadre d'une rencontre ;
5. la rédaction définitive d'un rapport.
   - Le diagnostic global d'exploitation agricole, décrit ci-dessus, constitue le pivot de la prestation éligible.
   - Il peut être complété par l'intervention de spécialistes déterminée d'un commun accord entre le porteur de projet et l'auditeur du diagnostic global.

Les résultats de l'intervention des spécialistes sont obligatoirement intégrés au diagnostic global et les documents joints au rapport final. La seule étude d'un problème technique, fiscal ou comptable de l'exploitation est hors du champ de la prestation finançable.

Seules les prestations effectuées par les structures agréées par le conseil régional Île-de-France sont éligibles.
Sont exclues des prestations éligibles :

- les prestations de services qui relèvent du fonctionnement normal de l'exploitation (tenue de comptabilité, inscription au contrôle laitier, aide au montage des dossiers PAC 1er et 2ème pilier, bilan économique, …) et celles qui relèvent d'obligations légales (frais d'actes, rédaction d'actes, …) ;
- l'intervention dans une exploitation vis-à-vis de laquelle le conseiller ne présenterait pas l'objectivité requise ;
- l'adjonction de démarches commerciales concernant des biens ou services (ayant un lien avec les recommandations) au cours de l'intervention du conseiller.

Montant de la subvention :
Taux d'aide maximum : 80% des dépenses engagées éligibles
Montant d'aide maximum : 1 500 €
Le montant de la dépense éligible est établi sur la base des dépenses de la structure prestataire conformément à la convention d 'agrément.

Modalités liées au versement de l'aide :
L'aide attribuée est versée à la structure ayant réalisé les prestations. La structure mandatée fera l'aménagement financier nécessaire sur la facture établie, en rapport avec le montant de l'aide accordée.
Il est précisé que le versement de l'aide est également conditionné à la transmission, par la structure ayant réalisé la prestation, d'un rapport d'activité annuel, conformément à la convention d'agrément signée avec le conseil régional.

ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR

Je soussigné M. / Mme

- ✓ Sollicite l'aide de la région Île-de-France,
- ✓ Certifie que les renseignements mentionnés sur cette demande d'aide sont exacts,
- ✓ M'engage à réaliser le diagnostic d'exploitation dans un délai de 6 mois à compter de la décision d'octroi de l'aide,
- ✓ M'engage à réaliser le diagnostic d'exploitation avec la ou les structures ayant réalisés le ou les devis joints au présent dossier,
- ✓ M'engage sur la compatibilité du présent projet avec les dispositions précisées ci-dessus.

J'ai également pris connaissance du fait que la structure agréée : …….. retourne ce document à la région Île-de-France pour attribution de l'aide :

Fait à : ……

Le : ……..

Signature du demandeur :
Précédé de la mention « lu et approuvé »

Fait à : ……

Le : ……..

Signature de la structure accompagnatrice :
Précédé de la mention « lu et approuvé »

ANNEXE 5

Base tarifaire sur laquelle seront attribuées les aides aux différents porteurs de projet accompagnés par la structure

L’agrément offre la possibilité de déposer une demande d’aide au dispositif de soutien à l’installation et à la transmission agricoles en Ile-de-France. Cette demande fera l’objet d’une instruction spécifique conformément au règlement d’intervention voté par la délibération CP 2018-151 du 19 septembre 2018. Cette demande devra intégrer les éléments précisés dans la présente annexe.

Grille tarifaire de référence pour le Groupement régional des Agriculteurs Biologiques d'Île-de-France :

- Volet 1
  - ✓ Diagnostic de conversion : coût prestation de 1 000 €, aide régionale de 800 €
- Volet 2
  - ✓ Etude faisabilité technique niveau 1 : coût prestation de 1 000 €, aide régionale de 800 €
  - ✓ Etude faisabilité technique niveau 2 : coût prestation de 1 500 €, aide régionale de 1 200 €
- Volet 3
  - ✓ Suivi global de l'exploitation : coût prestation de 750 €, aide régionale de 600 €
  - ✓ Conseil technique spécifique : coût prestation de 1 500 €, aide régionale de 1 200 €
  - ✓ Volet 4
  - ✓ Diagnostic de l'exploitation à transmettre : coût prestation de 1 500 €, aide régionale de 1 200 €
  - ✓ Etude technico économique de conversion : coût prestation de 1 500 €, aide régionale de 1 200 €

La subvention annuelle attribuée aux porteurs de projets via la structure prestataire est limitée à un montant maximal de 35 000 € pour le Groupement régional des Agriculteurs Biologiques d'Île-de-France.

ANNEXE 6

Calendrier des échéances annuelles quant au dépôt des dossiers complets de demande de subvention

Tableau prévisionnel des échéances annuelles de dépôt des dossiers de demandes de subventions et de passage en CP :

Aide	Objet	Date prévisionnelle
Aide n°1-2020	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 mars 2020
	Passage en CP pour affectation	Juillet 2020
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2020
Aide n°2-2020	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2020
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2020
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2020
Aide n°3-2021	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2020
	Passage en CP pour affectation	Mars 2021
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2021
Aide n°4-2021	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2021
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2021
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2021
Aide n°5-2022	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2021
	Passage en CP pour affectation	Mars 2022
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2022
Aide n°6-2022	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2022
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2022
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2022
Aide n°7-2023	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2022
	Passage en CP pour affectation	Mars 2023
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2023

ANNEXE 7

Circuit de gestion de l'aide dans le cadre de la convention délivrant agrément de structure de conseil a l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France

Etapes	Acteurs	Calendrier à titre indicatif
1) Agrément des structures pour le conseil à l'installation-transmission agricole en Île-de-France		
Validation des candidatures par la région Île-de-France	Région Île-de-France	Novembre 2019
Avis consultatif du Comité Régional à l'Installation-Transmission (CRIT)	CRIT	Janvier 2020
Signature de la convention délivrant agrément de structure de conseil à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France	Région Île-de-France et Structure agréée	Mars 2020
2) Demande de subventions nominatives		
Prise de contact entre porteurs de projet et la structure agréée	Porteur de projet et structure agréée	
Signature d'une demande individuelle de prestation	Structure agréée	A partir de la date de l'agrément donné en CP
Enregistrement des porteurs de projet signataire dans la base de données prévue à cet effet	Structure agréée	A partir de la date de l'agrément donné en CP
Bilan financier de l'aide n°1-2020 sollicitée	Structure agréée	Mars 2020
Dépôt des demandes d'aides de toutes les structures agréées	**Structure agréée**	**30 mars 2020**
3) Instruction des demandes		
Réception du dossier complet définitif de demande de l'aide transmise fin mai, sans relance, c'est-à-dire : - La compilation des demandes individuelles de prestation signées, - Base de données des porteurs de projet signataires, - Bilan financier de l'aide sollicitée pour le 2nd semestre.	Région Île-de-France	**30 mars 2020**
Instruction des demandes : - Vérification de la compatibilité des prestations proposées, - Vérification des porteurs de projet, - Priorisation des prestations si nécessaire, - Calcul du montant prévisionnel de l'aide.	Région Île-de-France	**Avril 2020**
Intégration au rapport de la CP de juillet ***Attention : aucune prestation ne pourra être financée avant la date de vote de l'affectation en octobre 2020.***	Région Île-de-France	**Avril 2020**
4) Affectation de l'aide à la structure agréée		
Affectation en CP de l'aide calculée lors de l'instruction	Région Île-de-France et Structure agréée	Juillet 2020
Signature de la convention de financement	Région Île-de-France et Structure agréée	Juillet 2020
5) Réalisation des prestations		
Réalisation des prestations spécifiées dans la convention de financement	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Enregistrement des porteurs de projet accompagnés et des prestations réalisées dans la base de données prévue à cet effet	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Compilation des factures nominatives présentant les champs spécifiés en annexe 10	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Compilation des mandats signés par les porteurs de projet	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
6) Mise en paiement		
Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement : - Demande de versement du solde - Base de données des porteurs de projets et prestations réalisées, - Factures signées par les porteurs de projets accompagnés - Mandats individuels signés par les porteurs de projet	Structure agréée	**30 novembre 2020**
Contrôle des justificatifs après réalisation des prestations : ✓ contrôle des pièces justificatives de la réalisation du projet ✓ calcul du montant à payer, pour chaque structure agréée, ✓ conclusions du service instructeur	Région Île-de-France	Décembre 2020
Validation de service fait pour mise en paiement	Région Île-de-France	Janvier 2021

Vérification de la liquidation de l'aide à verser	Région Île-de-France	Février 2021
Paiement et envoi d'un avis de paiement au bénéficiaire	Région Île-de-France	Février 2021
7) En cas d'irrégularités		
Décision de déchéance partielle ou totale	Région Île-de-France	
Liquidation du ou des ordres de recouvrer Emission et envoi du ou des ordres de recouvrer Mise en recouvrement des sommes dues	Région Île-de-France	
H) Recours		
Réponse aux recours administratif	Région Île-de-France	
Réponse aux recours contentieux	Région Île-de-France	

ANNEXE 8

Modèle de bilan chiffré des prestations réalisées pour demande de versement du solde

	A remplir par les structures agréées											Demande de versement du solde		
	Candidat					Prestation				Coût		Prestation		Bilan financier
Date d'enregistrement de la demande	Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville	VOLET concerné (1,2,3 ou 4)	Structure agréée accompagnatrice	Prestation réalisée	Aide d'Etat concernée	Coût HT en €	Aide sollicité pour ce diagnostic pour le candidat *(financé par la Région)*	Date de facturation de cette prestation	Date de dépôt de demande de versement correspondant à cette prestation	Coût HT en €

ANNEXE 9

Modèle de bilan des dépenses réalisées

BILAN détaillé du projet pour agrément des structures de conseil à l'installation-transmission

Intitulé de l'action	Description synthétique de l'action	Durée par dossier en jours	Nombre de dossiers prévus par intervenant de la structure								Nombre total de dossiers	Coût total par dossier	Aide sollicitée par action	Coût total par action HT
			NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*				
Ex : Diagnostic sur une fragilité identifiée (Volet 3)		*0,5*	*2*			*0*					*2*	*350,00 €*		*700,00 €*
Ex : Suivi global de l'exploitation (Volet 3)		*1,5*	*6*			*1*					*7*	*400,00 €*		*2 800,00 €*
VOLET 1														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 2														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 3														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 4														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
	TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	**0**			**0,00 €**

ANNEXE 10

Facturation

FACTURATION

Dénomination des champs obligatoires spécifiques aux prestations de conseil menées dans le cadre de la convention cadre au conseil à l'installation-transmission dans la facturation établie avec le porteur de projet pour qu'elle puisse être prise en compte dans la Demande de Versement du Solde

PORTEUR DE PROJET

Nom
Prénom
Adresse
Date de naissance

STRUCTURE AGREEE

Dénomination
N° SIRET
Date de la facture
Date de la prestation

PRESTATION REALISEE

Volet concerné (1, 2, 3 ou 4)
Prestation réalisée
Prix de la prestation HT
Prix de la prestation TTC
Logo de la Région Île-de-France
Montant de la subvention de la Région Île-de-France
Montant payé par le porteur de projet

ANNEXE 11

Mandat

MANDAT

Le mandat est personnel, il n'est pas cessible, ni transmissible

DEMANDEUR

Je soussigné(e) ……

Né le …….. , à ……..

Demeurant : ……

……

……

…. …. …. …. …. ……

STRUCTURE AGREEE CONCERNEE

Donne mandat à l'organisme désigné ci-après : ……

Dénomination : ……

Adresse : ……

……

……

…. …. …. …. …. ……

N° de SIRET : ……

Représenté par (joindre une copie du pouvoir) :

Pour recevoir en mon nom l'aide au conseil à l'installation-transmission consistant en une prise en charge partielle des coûts de prestations.

L'organisme mandaté mentionnera sur la facture établie, le coût total de l'étude, la part restant à charge du demandeur et la part de la subvention accordée par la Région.

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties du présent mandat, celle-ci devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux services de la Région. Cette résiliation prendra effet huit jours après la date de réception de la résiliation.

Je demeure responsable de l'ensemble des engagements relatifs à l'aide précisée ci-dessus, notamment du remboursement des sommes indûment perçues.

Fait à : ……	Fait à : ……
Le : ……..	Le : ……..
Date et signature du demandeur	Date et signature de la structure
A faire précéder de la mention « lu et approuvé, bon pour acceptation »	*A faire précéder de la mention « lu et approuvé, bon pour acceptation »*

ANNEXE 12

Clauses de sécurité RGPD

Plan d'Assurance Sécurité

Dans les 30 jours suivants la notification de la convention d'agrément, la structure formalisera et transmettra au conseil régional d'Île-de-France le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) applicable de la présente convention. Le Plan d'Assurance Sécurité comportera notamment les éléments suivants :

Les modalités de gestion du cycle de vie du Plan d'Assurance Sécurité qui permettent de le faire évoluer et de valider ses modifications ;
L'inventaire des procédures et des processus de sécurité applicables dans le cadre des services ;
La procédure de traitement des attaques recensant notamment l'ensemble des intervenants, le processus d'alerte et de remontée des informations, le cas échéant les SLA spécifiques au traitement des alertes de sécurité ;
L'échelle de gravité des incidents de sécurité et les procédures de traitement associées ;
La description des mesures de protection répondant aux exigences de sécurité de la présente convention ;

Le PAS s'appliquera tout au long de la présente convention. Une fois validé en début de convention, le PAS pourra être révisé à la demande du conseil régional d'Île-de-France. La révision du PAS sera en particulier déclenchée en cas d'incident grave de sécurité.

Le PAS doit être porté à la connaissance de chaque personne et de chaque intervenant impliqué dans la fourniture des prestations dans le cadre de la présente convention.

Obligations de la structure

La structure de la présente convention reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier il s'engage à informer le conseil régional d'Île-de-France des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.

Outre le respect de ses obligations au titre de la convention de service, la structure informera préalablement le conseil régional d'Île-de-France de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité ou une dégradation des performances du système.

Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte. La structure de la présente convention s'engage à suivre et corriger dans les délais les plus brefs les vulnérabilités présentes dans les systèmes dont il assure la gestion. Il devra à minima traiter les alertes et prendre en compte les recommandations émises à par le CERT-FR (https://www.cert.ssi.gouv.fr/).

De façon générale, la structure est responsable pendant toute la durée de la prestation du maintien en conditions opérationnelles et du maintien en conditions de sécurité de l'ensemble des infrastructures, des équipements, des systèmes, des applications, etc. qu'il gère pour le compte du conseil régional d'Île-de-France ainsi que l'ensemble de ses systèmes propres impliqués dans l'infogérance (ex : réseaux, postes d'administrations, serveurs, applications, etc.).

Responsabilité

La structure de la présente convention est responsable des moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences de sécurité, afin d'éviter tout préjudice pour le conseil régional d'Île-de-France dans le cadre de la fourniture des services.

Protection des données personnelles

La structure de la présente convention est responsable de la protection des données personnelles qu'il sera amené à traiter pour exécuter les prestations. En complément des mesures de sécurité générales énoncées, la structure prendra toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données personnelles et pour que ces données ne puissent être accédées et manipulées que par des personnes explicitement autorisées et uniquement dans le but de fournir les services convenus dans le cadre de la présente convention.

La structure est soumis à une obligation de résultat pour assurer la protection des données qui lui sont confiés dans le cadre de la présente convention et qui sont stockées, manipulées et traitées par les systèmes qu'il met en œuvre. La structure doit notamment garantir une isolation effective des données du Conseil régional d'Île-de-France ainsi que des systèmes de traitement mis en œuvre vis-à-vis de ses autres clients.

Le conseil régional d'Île-de-France demande que les données dont la gestion est confiée à la structure dans le cadre de la présente convention soient protégées par des mécanismes de chiffrement. Si une telle protection n'est pas possible ou n'est pas préconisée par la structure de la présente convention (par exemple pour des questions de performances), la structure mettra en œuvre des contrôles de sécurité complémentaires pour garantir un niveau de protection équivalent.

Organisation de la sécurité

La structure doit disposer d'une organisation lui permettant de s'assurer de la mise en œuvre des exigences de sécurité définies dans la convention. Le système de management de sécurité mis en œuvre par la structure suivra idéalement la norme ISO 27001 et ses déclinaisons (sans nécessairement être certifié conforme ISO 27001).

La structure décrit dans le Plan d'Assurance Sécurité cette organisation, son fonctionnement, ses pratiques, les moyens dont il dispose, les interactions avec le Conseil régional d'Île-de-France, ainsi que les éventuels prérequis nécessaires pour la tenue des engagements en matière de sécurité.

Gestion des risques

La structure prestataire de la présente convention élabore et déploie un processus d'amélioration continue de la sécurité dont les objectifs sont :

- L'identification de tous les risques de sécurité pouvant impacter la qualité, la disponibilité, la performance des services ;
- La gestion des risques identifiés afin que ceux-ci n'aient aucun impact sur la qualité, la disponibilité et la performance des services fournis dans le cadre de la présente convention ;
- La réduction des risques de sécurité des SI pesants sur le Conseil régional d'Île-de-France et sur ses activités.

La structure identifie les risques et estime leur impact pour la fourniture des services dans le cadre de la présente convention. La structure a la responsabilité de mesurer le niveau d'exposition aux risques. Il doit reporter l'ensemble des risques potentiels ou avérés dont il a connaissance afin de décider des mesures opérationnelles et/ou organisationnelles à prendre pour traiter les risques identifiés. Il notifie sans délais le responsable de la convention d'agrément et le RSSI du Conseil régional d'Île-de-France des risques critiques et majeurs. La notification des autres risques sera effectuée à l'occasion du comité de sécurité ou du comité de suivi de la convention d'agrément. Il informe ensuite le comité de pilotage du suivi et de la mise en œuvre du plan d'actions de traitement de ces risques.

Comité de suivi de sécurité des systèmes d'information

Un comité de suivi de sécurité des SI pourra être établi dans le cadre de la présente convention. Ce comité coordonnera l'exécution et la conformité des travaux liés à la sécurité des SI prévus de la présente convention :

Conformité des prestations ;

- Respect des obligations contractuelles liées à la sécurité des SI ;
- Validation des améliorations pour accroître la sécurité ;
- Revues des incidents de sécurité ;
- Exploitation des résultats des audits, validations et vérifications des mesures pour la remise en conformité ;
- Gestion des exceptions.

Ce comité se réunira selon la périodicité définie dans le PAS, et au moins annuellement. Ce comité se réunira également en cas d'incident grave de sécurité.

Il sera composé des représentants suivants :

- MOA du conseil régional d'Île-de-France chargée de l'exécution de la présente convention ;
- Chef de projet applicatif et/ou technique de la DSI du conseil régional d'Île-de-France;
- RSSI du conseil régional d'Île-de-France;
- DPD du conseil régional d'Île-de-France;
- Responsable de la convention d'agrément de la structure prestataire ;
- RSSI de la structure prestataire ou son représentant.

Durant l'opération de réversibilité, ce comité s'assurera des conditions techniques et financières du transfert des moyens de sécurité matériels et logiciels mis en place et du maintien en conditions de sécurité de la totalité du système ou de l'application. Il sera alors composé des représentants des 2 prestataires.

Gestion des ressources humaines

Avant toute intervention d'un collaborateur (ou d'un personnel d'un sous-traitant) dans le cadre de la présente convention, la structure doit procéder à la vérification de probité et des compétences de cette personne. Le titulaire doit s'assurer en particulier :

Que le collaborateur possède les connaissances et les compétences suffisantes pour exécuter les tâches qui lui sont confiées ;

- De l'absence notoire d'actions contraires à la déontologie attribuables au collaborateur ;
- De l'exhaustivité et l'exactitude du CV du collaborateur ;
- Des diplômes et des qualifications du collaborateur.

Tout collaborateur intervenant dans le cadre de la présente convention doit avoir reçu :

Une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information
Une formation particulière concernant son domaine d'intervention (développement sécurisé applicable aux technologies utilisées, administration sécurisée, conception sécurisée, etc.) ;

Documentation de sécurité des systèmes d'information

La structure prestataire de la présente convention est en charge de créer et de maintenir à jour l'ensemble de documentation d'exécution de la convention d'agrément et notamment la documentation de sécurité, à minima :

- Réglementations applicables ;
- Normes et guides de bonnes pratiques applicables ;
- Plan d'Assurance Sécurité ;
- Eventuelles politiques et procédures internes non inclues dans le PAS et permettant le respect des exigences de sécurité de la présente convention ;
- Documents de suivi d'application des mesures de sécurité ;
- Documentations relatives aux incidents de sécurité survenus, à leur impact, leur portée, leur traitement et leur résolution ;
- Schémas, cartographies, matrices des flux ;
- Inventaire des actifs utilisés dans le cadre de la prestation objet de la présente convention.

Le conseil régional d'Île-de-France pourra demander à tout moment à la structure la fourniture de ces documents, en particulier dans le cadre d'un audit.

Audits de sécurité

Le conseil régional d'Île-de-France pourra, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par la structure de la présente convention. Il mandatera à cette fin un organisme indépendant et qualifié pour procéder à un audit de sécurité du système (et qui, dans la mesure de possible, n'est pas un concurrent direct de la structure de la convention d'agrément).

L'audit pourra concerner l'organisation ou l'architecture mises en place, les configurations déployées ou se faire sous une forme de test d'intrusion. Les tests d'intrusion seront encadrés par une charte commune signée entre la structure prestataire de la présente convention, le Conseil régional d'Île-de-France et la société mandatée pour l'audit.

Les audits de sécurité pourront être effectués de façon planifiée avec une fréquence maximale d'une fois par an, ou suite à un incident grave de sécurité survenu sur les systèmes du Conseil régional d'Île-de-France (qu'il s'agit ou non des systèmes rentrant dans le cadre de la présente convention).

La structure prestataire de la convention d'agrément sera prévenue au minimum 30 jours en avance. En cas d'indisponibilité justifiée des personnes clés chez la structure prestataire de la convention d'agrément, il pourra demander de décaler l'audit d'un délai d'un mois maximum. Cependant, un audit pourra être effectué sans délais en cas d'urgence engendrée par un incident grave de sécurité en cours.

Suite à cet audit, le titulaire devra prendre à sa charge et corriger toute vulnérabilité ou non-conformité découverte. Les vulnérabilités ou non-conformités majeurs ou critiques devront être corrigés dans les plus brefs délais.

Localisation des données

Lorsque des données appartenant au conseil régional d'Île-de-France ou collectées dans le cadre de l'exécution de la présente convention sont hébergées par la structure, leur localisation en France, ou, à minima, à l'intérieur du l'Union Européenne doit être privilégiée.

Le titulaire fournira au conseil régional d'Île-de-France la liste des sites hébergeant les données dans le cadre de la présente convention.

Si l'architecture technique mise en œuvre par la structure prestataire ne permet pas la localisation précise des données en permanence, la structure s'engage à localiser les données, a posteriori. Cette localisation des données pourra lui être demandée à tout moment et en particulier suite à un incident.

Sécurité des développements applicatifs

La structure prestataire de la présente convention est tenu d'assurer la sécurité des développements conformément à l'état de l'art dans chacune des technologies mises en œuvre. En particulier, la structure prestataire de la présente convention doit :

- Mettre en place un environnement de développement sécurisé et contrôlé ;
- S'assurer que tout collaborateur intervenant dans le projet de développement ou en TMA ait reçu une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information et une formation particulière concernant le développement sécurisé applicable aux technologies utilisées dans le cadre de la présente convention ;
- S'assurer de la sécurité des outils utilisés dans le cadre du développement, en particulier du respect des recommandations des éditeurs concernant la maintenance de l'environnement applicatif, l'application des correctifs, le contrôle d'accès, la traçabilité des actions, etc.
- Implémenter des contrôles rigoureux des entrées utilisateurs ou des données transmises par des systèmes tierces, en particulier s'assurer de l'absence des erreurs de développement permettant des injections ou exécutions de code (débordements, etc .), des requêtes SQL, de scripts (Cross-Site Scripting, Cross-Site Request Forgery), dépassements des capacités, etc.;
- S'assurer de l'implémentation du principe du moindre privilège ;
- Protéger les accès aux fonctions d'administration ;
- Lors des installations des systèmes, des applications, des bibliothèques, etc. : installer le stricte minimum de composants nécessaires au bon fonctionnement et à l'administration ;
- S'interdire l'utilisation de mots de passe dans le code et l'utilisation ou le stockage des mots de passe non chiffrés (en clair) ;
- Pour les applications web s'interdire la transmission des identifiants et des mots de passe dans les URL ;
- Mettre en œuvre d'une gestion efficace des erreurs. Les erreurs affichées aux utilisateurs ne doivent pas présenter d'informations pouvant être utilisées à des fins malveillantes, par exemple des traces des piles d'exécution (ces traces doivent être dirigées vers un fichier de debuggage uniquement accessible aux exploitants du système), présence d'un compte d'utilisateur, versions des composants, etc. ,

Les développements web devront suivre et implémenter sur les recommandations de l'OWASP (*Open Web Application Security Project*).

Gestion des évolutions

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité ou compromettre une éventuelle opération de réversibilité.

En cas d'évolution, la structure prestataire de la présente convention devra vérifier que sa mise en œuvre est conforme aux exigences contractuelles et en apporter la justification auprès du donneur d'ordres, avant validation par ce dernier.

Journalisation, conservation et analyse des traces

La structure prestataire de la présente convention doit mettre en place une journalisation des événements système et des évènements liés à la sécurité (accès, déconnexions, utilisation des privilèges, échecs des traitements, etc.). Cette journalisation doit être activée sur tous les équipements impliqués dans la prestation et sur les équipements d'exploitation associés.

La collecte des évènements doit être réalisée en respectant les meilleures pratiques actuelles. Les traces doivent être horodatées avec une référence de temps unique, fiable, et permettant leur corrélation avec d'autres évènements externes à la structure prestataire (en particulier d'autres évènements collectés par le Conseil régional d'Île-de-France). Afin de garantir leur complétude et de faciliter leur exploitation, les traces doivent être centralisées de façon continue.

Le conseil régional d'Île-de-France doit pouvoir accéder aux journaux le concernant, idéalement en temps réel. Si l'accès en temps réel n'est pas possible, la structure prestataire de la présente convention doit procéder aux extractions des traces demandées au plus tard 24 heures suivants la demande. Ce délai pourra être raccourci à 1 heure en cas d'urgence signalée (par exemple, en cas d'attaque en cours).

La structure doit garantir une stricte confidentialité des traces collectées et notamment leur isolation vis-à-vis de ses autres clients.

La structure prestataire de la présente convention doit procéder à l'analyse des traces collectées. Outre l'amélioration permanente du service rendu, cette analyse des traces a pour but de détecter les incidents de sécurité.

Ces traces devront être préservées pour une durée maximale légalement autorisée ou, par défait, pendant un an.

Traitement des attaques

La structure prestataire de la présente convention doit mettre en place des mécanismes techniques et organisationnels de détection, de prévention et de traitement des attaques sur le périmètre des prestations d'infogérance et d'hébergement des données ou des systèmes. Il doit informer sans délais, selon la procédure formalisée dans le PAS de la convention d'agrément, le conseil régional d'Île-de-France en cas de survenue d'une attaque susceptible de lui porter préjudice.

Traitement des incidents de sécurité

La structure doit avertir sans délais le responsable de la présente convention au conseil régional d'Île-de-France de la survenue d'un incident de sécurité.

Les incidents de sécurité envisageables dans le cadre de la présente convention et les procédures de leur traitement seront formalisés dans le PAS de la convention d'agrément.

Pour traiter et résoudre un incident survenu, le conseil régional d'Île-de-France pourra mandater un organisme indépendant et qualifié (et qui, dans la mesure de possible, n'est pas un concurrent direct de la structure prestataire de la convention d'agrément) ou demander la structure de mandater un tel organisme. Cette structure en charge de traitement de l'incident doit pouvoir procéder à un contrôle total de l'environnement de la ressource à des fins d'analyse, en particulier :

- Prélever tout élément nécessaire à l'analyse conformément aux règles de l'art ;
- Analyser tout système impliqué dans l'incident ;

- Préconiser les actions de confinement de l'incident, de réduction d'impact, etc. et de remise en fonctionnement nominal, dont la décision reste prérogative du conseil régional d'Île-de-France.

Protection antivirale

Une politique antivirale stricte devra être mise en place par la structure pour la totalité des équipements supportant la prestation objet de la présente convention (serveurs, stations d'administration, stations de développement, postes de travail, etc.). La mise à jour des signatures devra être automatique et d'une fréquence élevée (par exemple toutes les 30 minutes).

La politique antivirale appliquée sur le système d'information de la structure devra être précisée dans le PAS.

Un contrôle de non contamination des serveurs Web devra être effectué périodiquement. La structure précisera les modalités de mise en œuvre de ce contrôle.

Sauvegardes et restauration

La structure prestataire de la présente convention doit prendre toutes les mesures qui s'imposent en termes de sauvegarde et de restauration pour se conformer au niveau de service exigé.

Les copies de sauvegarde ne doivent pas être soumises aux mêmes risques que les données en production (que ces risques soient d'origine accidentelle ou de malveillance).

Un exemplaire des sauvegardes devra idéalement être conservé dans des locaux physiquement séparés du centre informatique hébergeant les données et/ou l'application. En cas de sauvegarde externalisée, les sauvegardes doivent être chiffrées avant leur transfert et la clé de chiffrement doit être protégée.

Le titulaire doit prendre des mesures permettant de garantir la confidentialité des données relatives aux sauvegardes :

- confidentialité des flux lors des opérations de sauvegardes ;
- stockage sécurisé des sauvegardes.

La structure prestataire de la présente convention formalisera dans le Plan d'Assurance Sécurité le processus de de sauvegarde et de restauration des données.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

Continuité d'activité

La structure est soumis à une obligation de résultat pour assurer la disponibilité du système d'information, conformément aux exigences définies dans la clause relative au niveau de service exigé.

Les soumissionnaires indiqueront dans leur mémoire technique les mesures techniques, organisationnelles, procédurales qu'ils s'engagent à prendre pour assurer la continuité d'activité du système, ou en cas de sinistre la reprise d'activité conformément aux exigences définies dans la clause sur la convention de service. Ses mesures seront ensuite intégrées au Plan d'Assurance Sécurité et au Plan d'Assurance Qualité de la convention d'agrément.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

Mises à jour, correctifs de sécurité

La structure prestataire de la présente convention appliquera les correctifs de sécurité recommandés par les fournisseurs de solutions matérielles ou logicielles (logiciels système ou applicatifs, logiciels embarqués) sur tous les matériels impliqués dans la prestation.

En cas d'alerte grave (attaque d'envergure, faille critique) annoncée par le CERT-FR, le correctif devra être appliqué de manière urgente (idéalement dans un délai de 24 heures) sur les infrastructures hébergeant les systèmes accessibles depuis Internet (serveurs, pare-feux, routeurs ouverts vers l'extérieur).

Le traitement des alertes mineures pourra intervenir durant les périodes de maintenance planifiés.

La structure prestataire de la présente convention précisera les modalités de déploiement des correctifs de sécurité dans le Plan d'Assurance Sécurité.

Confidentialité et intégrité des flux

Tous les flux d'accès des utilisateurs et tous les flux d'administration et de façon générale tous les échanges de données doivent être chiffrés par des procédés fiables (SSH, SSL, Ipsec,etc.), permettant d'assurer leur la confidentialité et leur intégrité. Le candidat indiquera l'ensemble des mécanismes et des mesures mis en œuvre pour garantir la confidentialité et l'intégrité.

Les interfaces avec les applications hébergées par le Conseil Régional d'Ile de de France se feront au travers d'un tunnel Ipsec.

Le choix et le dimensionnement des algorithmes cryptographiques doivent être effectués conformément aux règles et recommandations du RGS.

Résiliation et pénalités

Dans le cadre d'un manquement grave par la structure prestataire de la présente convention (ou, le cas échéant, un de ces sous-traitants) à l'une des obligations de sécurité mises à sa charge dans le présent contrat, le conseil régional d'Île-de-France pourra le mettre en demeure de réparer ce manquement dans un délai donné.

À l'issue de ce délai, si le manquement n'est pas réparé, le conseil régional d'Île-de-France pourra résilier de plein droit le contrat et enclencher l'opération de réversibilité au frais de la structure.

De façon générale, tout manquement aux clauses de sécurité entraîne l'application des pénalités prévues dans le cadre de la présente convention.

CONVENTION RELATIVE A L'AGREMENT D'UNE STRUCTURE assurant la réalisation de prestations de diagnostics et conseil dans le cadre du programme pour l'accompagnement à l'installation et la transmission en agriculture (AITA)

ET AUX MODALITES DE FINANCEMENT DES PRESTATIONS

Entre
La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil - 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2020-xx du DATE DE VOTE DE L'AGREMENT et ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et
La structure prestataire dénommée : **le Réseau des AMAP d'Île-de-France** dont le statut juridique est : Association loi 1901, n° SIRET : 48031261000037, dont le siège social est situé au : 47 avenue Pasteur, 93100 MONTREUIL ayant pour représentant Monsieur DEVISME Jérôme, le représentant légal, ci-après dénommé « la structure »

d'autre part,

VU les articles 107 et 108 du traité UE,

VU le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 4111-1 et suivants ainsi que les articles R 4311-1 et suivants,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations et notamment son article 10,

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU le régime cadre exempté n° SA 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission Européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014,

VU les crédits votés au budget du conseil régional,

VU l'instruction technique DGPE/SDC/2018-613 du 14 août 2018 relative à la gestion et à la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA) ;

VU le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux structures agréées pour le conseil à l'installation, la transmission agricoles et aux nouveaux exploitants,

VU l'appel à candidatures du 10 octobre 2019 organisé par la région Île-de-France et son cahier des charges,

VU les dossiers de candidature réceptionnés le 10 octobre 2019,

VU l'avis émis par les membres du Comité régional de l'installation et de transmission (CRIT) Île-de-France lors de la réunion du 11 janvier 2020,

VU la délibération n° 2020 CP-XXX de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France du 4 mars 2020,

APRES AVOIR RAPPELE :
Les engagements pris par la Région dans son Pacte agricole, adopté par la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018, de faire de l'installation une grande cause régionale, et soutenir le conseil à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France. Et dans son règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux structures agréées pour le conseil à l'installation, la transmission agricoles et aux nouveaux exploitants.

LES PARTIES SIGNATAIRES DECLARENT ET CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La mise en œuvre opérationnelle du programme AITA en région implique au préalable la sélection et l'agrément des structures assurant les prestations de diagnostic/conseil prévus dans les parties « Conseil à l'installation » et « Suivi du nouvel exploitant ». La région Île-de-France développe les volets suivants :

Volet 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre
Objectif : évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise
Soutien à la réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles à destination des candidats à l'installation disposant d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) agréé et s'installant hors cadre familial.

Volet 2 : Conseil à l'installation Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché
Objectif : apprécier la faisabilité et la viabilité de projets d'installation lorsque ces derniers prévoient la mise en place d'une diversification, des productions à forte valeur ajoutée ou des modes de commercialisation particuliers (circuits courts, …).
Soutien à la réalisation d'études permettant d'apprécier la faisabilité et la viabilité d'un projet d'installation à destination des candidats à l'installation (après établissement de l'autodiagnostic et après attestation du Point Accueil Installation (PAI) ou rdv au Centre d'élaboration des PPP) et ayant une idée précise de la localisation de leur projet (terres ou exploitation à reprendre).

Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant
Objectif : assurer succès de l'installation dans les premières années suivant l'installation en confortant le professionnalisme du nouvel exploitant dans la réalisation de son projet personnel à destination des exploitants installés depuis moins de 5 ans, âgés de moins de 45 ans, disposant d'un PPP, affiliés à un régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles et disposant d'un prévisionnel économique qui dessine le développement de son projet sur les 4 premières années de son installation.
Seules 3 années de suivi, réalisées dans les 4 premières années de l'installation, peuvent être soutenues financièrement par la Région au titre du présent dispositif.
Etablissement d'un diagnostic de la situation de l'exploitation, actualisation des éléments de son fonctionnement et anticipation des décisions à prendre avec au moins un déplacement de la structure agréée sur l'exploitation par année de suivi.

Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants
Objectif : anticiper les départs pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé et participer à la mise en place de conditions favorables pour la transmission de l'exploitation à moyen terme.
Soutien au conseil auprès de futurs cédants (le futur cédant doit être âgé de 52 à 57 ans au dépôt de la demande d'aide) afin d'établir un état des lieux de l'exploitation agricole et d'identifier les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions.

Les dispositifs prévus dans l'AITA ciblent des candidats à l'installation, des jeunes installés ou des exploitants futurs cédants, ci-après désignés « porteur de projet ». Les porteurs de projets sont les bénéficiaires finaux de l'aide attribuée. Toutefois, c'est la structure, réalisant l'action pour le compte du porteur de projet qui percevra l'aide financière. Le montant de l'aide vient en déduction de la facture TTC réglée par le porteur de projet.

La présente convention est passée entre les parties pour :

- agréer la structure le Réseau des AMAP d'Île-de-France en tant que structure assurant les prestations de diagnostic/conseil suivantes prévues dans le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France »adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018. Le présent agrément concerne les volets suivants :
  - volet 2 « Conseil à l'installation _ prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché »,
  - volet 3 « suivi du nouvel exploitant » de l'appel à candidatures du 10 octobre 2019.

- déterminer les modalités d'emploi et de versement des subventions accordées par la Région, ainsi que le montant maximum annuel qui pourra être attribué à la structure.

Néanmoins, cette convention et les subventions qui en découlent ne peuvent financer des actions de service public ou encore des actions concernées dans d'autres conventions passées entre la structure et la Région.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

L'agrément de la structure est donné, à compter du 30 mars 2020, pour un an et pourra être prolongé deux fois d'une année par tacite reconduction, sans nécessité de renouveler l'appel à candidatures. Toutefois en cas d'évolution de la règlementation ou du cahier des charges ou en cas de défaillance de la structure, l'agrément sera suspendu.

Cet agrément offre la possibilité à la structure de déposer une demande d'aide au dispositif régional, et ce, avant son expiration au 1er avril 2023. Les demandes d'aides feront l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par délibération de la Région en CP de septembre 2018. La présente convention ne vaut pas décision de principe d'octroi d'un soutien financier.

La mise en œuvre opérationnelle des dispositions de la présente convention est établie une à deux fois par an dans le cadre de conventions financières entre la structure et la Région. Cette convention financière précise le montant prévisionnel de la participation régionale qui est conditionnée au vote de l'assemblée délibérante et sous réserve du vote du budget et de l'affectation des crédits correspondants par la commission permanente de la Région d'Ile-de-France. Le montant prévisionnel de l'aide sera déterminé sur la base des documents détaillant les porteurs de projet à accompagner par la structure pour la période définie.

Cette convention doit comporter :

- des clauses techniques : contenu des prestations, modalités de réalisation des prestations pour chacun des volets concernés,
- un prévisionnel technique : nombre de prestations de conseil, nom des porteurs de projets, nombre de journées prévues pour les prestations, nombre de personnes travaillant sur l'action et leur nom,
- des données financières : participation financière prévisionnelle de la région Île-de-France, des autres financeurs le cas échéant et du porteur de projet,
- un prévisionnel financier : coût prévisionnel des prestations prévues.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE

La structure doit être en capacité d'assurer les missions d'aide, de conseils, d'accompagnement et de suivi :

- établir un diagnostic de la situation du porteur de projet et de son projet,
- préconiser des actions à suivre pour la réussite du projet,

- se positionner comme un véritable organisme ressource pouvant répondre aux sollicitations et aux questionnements formulés par les porteurs de projet sur l'évolution de leur projet.

Dans une démarche de qualité, la structure s'attachera à respecter les règles suivantes :

- réaliser des prestations conformes à l'appel à candidature et à l'annexe 1,
- déposer une à deux fois par an un dossier de demande de subvention comprenant :
    - le prévisionnel des dépenses intégré dans le modèle du document Excel transmis à la structure agréée correspondant à l'annexe 2,
    - la liste des porteurs de projet souhaitant bénéficier d'une prestation de la structure qui s'inscrit dans le cadre de la présente convention dans l'année à venir, dont le modèle est présenté à l'annexe 3,
    - la demande individuelle d'aide au conseil à l'installation-transmission dûment remplie et signée par chacun des porteurs de projet à accompagner (annexe 4).
- réaliser sans délai, les prestations pour lesquelles l'agrément a été accordé.
- remettre et expliciter le rapport de la prestation et sa synthèse au bénéficiaire de la prestation,
- ne pas intervenir dans une exploitation vis-à-vis de laquelle il ne présenterait pas toutes les garanties d'objectivité,
- informer la Région et la DRIAAF de tout changement (remplacement de conseiller, ...) ayant un impact sur la mise en œuvre de la prestation,

La structure s'engage à maintenir strictement confidentiels toutes les informations, documents et résultats produits pour les diagnostics ou études ainsi que toutes les données et informations qui auront été communiquées par le porteur de projet. Il s'engage également à respecter les règles de neutralité.

La structure est responsable du respect des règles du régime cadre exempté SA. 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la commission européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014, notamment s'agissant de l'éligibilité des bénéficiaires.

Par ailleurs, la structure s'engage à fournir à la Région un rapport d'activité annuel dont le contenu est précisé à l'article 6.

ARTICLE 4 - MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER

L'agrément offre la possibilité de déposer une demande d'aide au dispositif de soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Ile-de-France. Cette demande fera l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par la délibération CP 2018-151 du 19 septembre 2018.

L'aide de la région Île-de-France, conditionnée au vote de l'assemblée délibérante, portera sur les prestations d'accompagnement du candidat à l'installation, du nouvel exploitant ou de l'exploitant futur cédant dans le cadre des volets précisés à l'article 1 de la présente convention. Seules les prestations réalisées conformément au cahier des charges et aux règlements d'intervention régionale peuvent faire l'objet d'une prise en charge. Les dispositions en vigueur sont reprises dans l'annexe 1 de la présente convention.

Les dispositifs prévus dans l'AITA et dans le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018 ciblent les porteurs de projet. Toutefois, c'est la structure, réalisant l'action pour le compte du porteur de projet qui percevra l'aide financière. Le montant de l'aide vient en déduction de la facture TTC réglée par le porteur de projet.

La participation financière de la région Île-de-France correspond à une aide de :

- volet 2 « Conseil à l'installation _ prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,
- volet 3 « suivi du nouvel exploitant » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,

A noter : la TVA est exclue du bénéfice de l'aide, sauf si elle est non récupérable. Ainsi l'aide sera calculée sur la base :

- *des dépenses HT lorsque la part d'autofinancement du conseil est prise en charge par l'exploitation du porteur de projet,*
- *des dépenses TTC lorsque le porteur de projet prend en charge personnellement la part d'autofinancement du conseil et qu'il ne récupère donc pas la TVA.*

Le montant éligible des prestations de diagnostic/conseil est défini sur la base des prix retenus pour les prestations proposées lors de la réponse de la structure à l'appel à candidature. La base tarifaire pour la structure est reprise en annexe 5, ainsi que la subvention annuelle maximale destinée aux porteurs de projet qui sera attribuée à la structure.

Ce montant prend en compte :
- les dépenses directes de personnel,
- les coûts de sous-traitance.

Attribution de l'aide

L'aide de la région Île-de-France, conditionnée au vote de l'assemblée délibérante, sera attribuée au vu de l'instruction de la demande de financement déposée une à deux fois par an selon les porteurs de projet identifiés par la structure selon le calendrier détaillé en annexe 6. Les dossiers déposés après ces échéances ne pourront être pas être prises en compte. Le détail du circuit de gestion et le calendrier de dépôt des dossiers est spécifié en annexe 7.

ARTICLE 5 - MODALITES DE VERSEMENT

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, et après instruction par la région Île-de-France du dossier de demande de versement de la subvention correspondant aux prestations réalisées, au 30 juin et 30 novembre de chaque année, assorti des pièces justificatives nécessaires, la région Île-de-France procède à la vérification du service fait, puis au versement de la subvention.

Le versement des aides est conditionné :
- au respect des engagements pris par la structure dans sa demande de labellisation dans le cadre de l'appel à candidature clos le 10 octobre 2019 et conformément à cet appel à candidatures organisé en vue de l'agrément ;
- à la conformité des dépenses présentées au regard de l'objet de la convention et des dates de réalisation des prestations ;
- à la production des pièces justificatives ci-dessous :
    - la liste des porteurs de projet accompagnés dans le modèle transmis à la structure agréée dont le modèle est présenté à l'annexe 8,

- le bilan chiffré des prestations réalisées dans le modèle transmis à la structure agréée et sur le modèle présenté à l'annexe 9,
- la copie des études/diagnostics réalisés,
- toutes les factures acquittées par porteurs de projet qui ont bénéficié de l'accompagnement indiquant a minima les éléments mentionnés à l'annexe 10,
- la demande de versement de solde (transmise dans le courrier d'attribution de l'aide envoyé par la région Île-de-France)
- le mandat signé par chaque porteur de projet accompagné par la structure (annexe 11).

L'attribution par les financeurs d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par leurs règlements budgétaires et financiers.

ARTICLE 6 - RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, un rapport d'activité annuel est obligatoirement transmis avec la dernière demande de versement, et au plus tard au 30 juin N+1.

Le rapport d'activité annuel présentera le bilan financier de l'opération de l'année N, ainsi qu'un bilan quantitatif et qualitatif des actions réalisées.

Il devra mentionner à minima :

- le nombre de conseils/diagnostics/études réalisés,
- l'identification des bénéficiaires,
- une synthèse des prescriptions,
- les dépenses effectuées,
- le détail du temps consacré à la réalisation des actions et au total sur l'année (avec les justifications correspondantes).

ARTICLE 7 - JUSTIFICATIF DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS D'AUTRES FINANCEURS

La structure s'engage à informer la région Île-de-France de toutes les subventions versées par d'autres financeurs publics et privés pour l'opération citée en objet.

Cette information prendra la forme d'une déclaration sur l'honneur du bénéficiaire ou de son représentant légal.

ARTICLE 8 - PUBLICITE

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, la structure s'engage à :

- faire figurer le logo de la Région sur tous les supports de communication conçus en lien avec l'opération définie par l'article 1,
- soumettre le(s) support(s) de communication à la Direction de la Communication de la Région **avant impression ou fabrication** du ou des supports,
- associer la Région et ses représentants à la mise au point de toute action d'information du public, en particulier en mentionnant la participation financière de la Région à la réalisation de l'opération considérée,

- faire état de l'aide financière apportée par la Région à l'occasion de toute publicité ou toute manifestation d'information portant, pour tout ou partie, sur la réalisation des missions envisagées en utilisant le logo de la région Île-de-France :

« Avec le soutien financier de la région Île-de-France »

L'apposition du logo régional, conformément à la charte graphique régionale se doit d'être en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication. La mention et le logotype de la région sont positionnés en page d'accueil des sites Web et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France. Toutes les correspondances adressées sur l'opération mentionnent explicitement le soutien de la Région.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la région Île-de-France dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

La structure autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publication y compris photographiques, vidéos, communication, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le non-respect de ces clauses peut entraîner l'exclusion du bénéfice de l'aide régionale.

ARTICLE 9 - CONTROLE

La structure s'engage à détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses de prestations, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, suivi des recettes, comptabilité, factures émises au porteur de projet…

La structure s'engage à détenir, conserver, fournir l'ensemble des factures acquittées par les porteurs de projet pour les études réalisées et mentionnées dans la convention financière.

Le région Île-de-France se réserve le droit de procéder à des contrôles croisés avec d'autres administrations à tout moment de l'instruction du dossier.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, en cas de non-respect des obligations ou des engagements de la structure et notamment en cas de non-exécution partielle ou totale de l'opération ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, la région Île-de-France pourra mettre fin à la présente convention et exiger le reversement total ou partiel des sommes versées.

Le reversement total de la somme perçue sera requis en cas de refus de contrôle, de fausse déclaration ou fraude manifeste.

ARTICLE 11 - AVENANTS ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issu d'un délai de préavis de 3 mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou on fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure ;

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêté définitif des comptes, et la restitution, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 12 – JURIDICTION COMPETENTE

Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour connaître, à défaut d'accord amiable, de toute contestation relative à la présente convention.

ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES

Conformément au **Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016** (règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données), et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « loi informatique et libertés »), les personnes concernées bénéficient de droits sur leurs données personnelles. Vous pouvez les exercer en contactant la région Île-de-France.

En outre, lorsque la Région exige des pièces justificatives qui comportent des informations sur la vie privée sans rapport avec l'objet de la présente convention, la structure informe les personnes concernées de la faculté d'occulter ces informations.

La structure est ici considéré comme le sous-traitant. Il s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement, ici, la région Île-de-France
3. respecter les clauses de sécurité RGPD de l'annexe

1 Devoir de conseil :
Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement, ici, la région Île-de-France.

2 Devoir d'information
Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'information et la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

6. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. Notification des violations de données à caractère personnel
Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante : alertergpd@iledefrance.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité
Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « sécurité » du marché.
En cas de risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le sous-traitant s'engage à suivre les mesures de sécurité résultantes de l'évaluation de l'impact en matière de vie privée le cas échéant en matière de certification ISO 27000 ou équivalent.

12. Sort des données
Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel ou
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. Délégué à la protection des données
Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. Registre des catégories d'activités de traitement
Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Saint-Ouen,

Le _____	Le _____
Pour la région Île de France, *la Présidente,*	Pour le Réseau des AMAP d'Île-de-France, *le représentant légal,*
Valérie Pécresse	Jérôme DEVISME

ANNEXE 1

Etapes et trames des diagnostics proposés aux porteurs de projets

Les étapes de l'accompagnement des porteurs de projet doivent a minima être les suivantes :

1. le contact préalable pour préciser la demande du porteur de projet, formaliser l'expression des besoins et établir le devis des prestations ;
2. l'entretien d'une demi-journée minimum avec le porteur de projet pour le recueil des données ;
3. l'analyse et la synthèse globale : l'analyse portera sur toutes les composantes de l'exploitation à partir de l'entretien et des documents disponibles. La synthèse comportera :
    a) le descriptif de l'exploitation,
    b) l'historique et la trajectoire du projet,
    c) les motivations du porteur de projet,
    d) les atouts et contraintes de l'exploitation agricole,
    e) des préconisations avec chiffrage sommaire et description des moyens à mettre en œuvre, ainsi que les orientations envisageables ;
4. la restitution au porteur de projet qui permettra de valider l'analyse, la synthèse globale et le projet du diagnostic. Il s'agit d'une restitution verbale et écrite de l'audit au porteur de projet dans le cadre d'une rencontre ;
5. la rédaction définitive d'un rapport.

VOLET 1 : Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre

Le diagnostic préalable à l'installation a pour objectif d'accompagner un candidat à l'installation en amont de son projet. Il doit permettre d'appréhender toutes les dimensions du projet : économiques, techniques, juridiques, fiscales, sociales, familiales, environnementales… Il ne s'agit en aucun cas de l'élaboration de l'étude économique réalisée dans le cadre d'une autre prestation d'accompagnement à l'installation.
L'objectif du diagnostic est d'évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise.

La trame du document écrit du diagnostic d'exploitation à reprendre est la suivante :

1. Candidat à l'installation
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole

2. Projet du candidat à l'installation
- Type d'installation : installation progressive ou non, hors cadre familial, à titre principal ou secondaire
- Motivations et interrogations du candidat
- Stratégie pour la mise en œuvre et échéances du projet

3. Description de l'exploitation à reprendre
- L'historique de l'exploitation
- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…) et incidences sur la conduite de l'exploitation
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales)
- Analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Engagements soumis à réglementation
- Modalités de reprise

4. Synthèse générale
- Atouts/contraintes de l'exploitation à reprendre
- Préconisations et points de vigilance pour les suites à donner à la mise en œuvre du projet
- Accompagnement à mettre en place
- Calendrier des démarches

VOLET 2.1 : Prise en charge des études de faisabilité

Cette étude de faisabilité a pour objet d'apprécier la faisabilité et la viabilité d'un projet d'installation, lorsque ce dernier prévoit la mise en place de productions atypiques et/ou à forte valeur ajoutée ou des modes de commercialisation particuliers (circuits courts, etc.). Le diagnostic de faisabilité propose une description globale des caractéristiques du ou des projets envisagés par le candidat (surface agricole envisagée, types d'atelier de production et dimensionnement, moyens de production, main d'œuvre disponible, modes de commercialisation et de valorisation des produits), ainsi que les objectifs économiques, environnementaux et sociaux.
L'analyse et l'expertise du technicien s'appuient sur des références locales ou nationales, pour juger de la cohérence d'ensemble du projet. Il détermine a priori si les objectifs du porteur de projet sont compatibles avec le système de production envisagé. Il propose, le cas échéant les évolutions structurelles à apporter au projet en vue de répondre aux objectifs du porteur.

La trame du document écrit du diagnostic de faisabilité est la suivante :

1. Candidat à l'installation
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Activité du conjoint et implication dans le projet
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole
- Analyse de l'adéquation homme – compétences – projet

2. Projet du candidat à l'installation

- Type d'installation : installation progressive ou non, hors cadre familial, à titre principal ou secondaire
- En quoi le projet nécessite-t-il l'étude de faisabilité, productions atypiques, modes de commercialisation particuliers envisagés
- Lieu du projet
- Motivations et interrogations du candidat
- Stratégie pour la mise en œuvre et échéances du projet

3. Description de l'exploitation à ce jour et évolutions prévues

- L'historique de l'exploitation
- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…)
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Analyse des moyens de production (bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Engagements soumis à réglementation
- Lien avec cédant et modalités de reprise

4. Analyse des moyens de production (initiale et développement)

- Système de production par atelier (productions végétales et animales)
- Bâtiments, matériels, stocks
- Foncier (potentiel agronomiques des sols, parcellaire, etc...)
- Main d'œuvre et organisation du travail
- Ressources en eau
- Synthèse sur les modalités de commercialisation et de valorisation.
- Environnement socio/économique
- Présence et adhésion à des outils collectifs pour la production (CUMA, groupement d'employeur, société, etc…)
- Environnement de conseil extérieur : centre de gestion, OP.
- Synthèse sur l'adéquation du projet et les moyens de productions

5. Prévisionnel et principaux éléments de résultats économiques

- Chiffre d'affaires
- Charges de l'exploitation
- EBE
- Revenu du candidat
- Synthèse : points forts/points faibles sur la contrainte de réalisation du revenu
- Programme d'investissements prévu
- Financement prévu
- Ratios économiques
- Synthèse : points forts/points faibles sur le prévisionnel économique dans la réalisation du projet

6. Synthèse générale

- Atouts/contraintes pour la réalisation du projet
- Analyse des risques techniques, financiers, juridiques
- Analyse des conditions de réussite
- Synthèse sur la faisabilité
- Préconisations et points de vigilance pour les suites à donner à la mise en œuvre du projet

VOLET 2.2 : Prise en charge des études de marché

L'étude de marché doit être réalisée dans le cadre de projet en diversification avec la mise en place ou le développement de productions dont la commercialisation se ferait en dehors d'une filière organisée. Il est déterminant de définir sa zone de chalandise et les possibilités d'écoulement des quantités produites en vue de l'atteinte du chiffre d'affaires fixé.

La trame du document écrit de l'étude de marché est la suivante :

1. Candidat à l'installation

- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Activité du conjoint et implication dans le projet
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole

2. Présentation du projet

- Individuel ou société
- Cadre familial ou non
- Caractéristiques de l'exploitation reprise

3. Vendre quoi ?

- Description des différents produits proposés à la vente

4. Où ?

- Livraison, vente directe à la ferme, sur les marchés,…
- Détail des prises de contact et résultats obtenus (enquêtes)

5. A qui ?

- Définition et caractérisation de la clientèle : particuliers, intermédiaires,…
- Détails des prises de contact et résultats obtenus (enquêtes)

6. Quelle concurrence ?

- Producteurs locaux, distributeurs
- Description détaillée de l'offre des concurrents (types de produits, lieux de vente, prix,…)

7. Etude budgétaire

- Coût de production des produits vendus (en lien avec le PE)
- Détermination des prix de vente
- Comparaison des prix de vente par rapport au marché
- Détermination du chiffre d'affaire et de la marge

8. Plan de communication

- Comment se faire connaître
- Choix et mise en œuvre des supports de communication,

9. Annexes

- Aperçu du marché français, régional,….

VOLET 3 : Prise en charge du suivi du nouvel exploitant
Le suivi est réalisé à partir du plan d'entreprise (PE). Il doit permettre de s'assurer de l'atteinte des objectifs fixés dans le PE et surtout de son bon déroulement pour l'atteinte de la viabilité au terme des 4 ans.

La trame du document écrit du suivi du nouvel exploitant est la suivante :

1. Le candidat à l'installation
- Nom, prénom, adresse, SIRET, téléphone
- Formation
- Situation familiale
- Type d'aide sollicitée et montant
- Date d'installation
- Type d'installation
- Objectif de revenu
- Ressources extérieures
- Centre comptable, banque, date de clôture d'exercice, etc...

2. Rappels administratifs et réglementaires pour le développement de l'activité
- Faire le point sur les différentes démarches administratives que le jeune doit réaliser et s'assurer du respect des différentes réglementations en lien avec son exploitation.

3. Structures d'exploitation pour l'année en cours (Prévision / Réalisation)
L'approche consiste à faire le tour des éléments, des évolutions par rapport au PE et son déroulement (la situation initiale, la reprise, etc....).
- Reprise de l'exploitation
- Main d'œuvre
- Environnement socio/économique
- Surfaces et modes de faire valoir
- Bâtiments
- Matériels
- Aspects juridiques et fiscaux
- Aspects commerciaux

4. Système de production
L'objectif est de décrire le système de production et la conduite technique.
Productions végétales
- Cultures pérennes en production : type, surfaces, quantités récoltées, produit total, rendement moyen, prix moyen, mode de commercialisation.
- Cultures pérennes en non production : type, surfaces, coûts, aides.
- Cultures annuelles : type, surfaces, quantités récoltées, produit total, rendement moyen, prix moyen, mode de commercialisation.
- Ressource en eau
- Potentiel agronomique des sols

Productions animales
- Reproduction, génétique
- Productivité, mortalité, etc....
- Problème sanitaire
- Suivi de l'autonomie fourragère, alimentation, ration, etc.

5. Suivi financier de l'installation
L'objectif est de faire le point sur le plan de financement du PE.
- les investissements de reprise
- les investissements nécessaires au démarrage de l'activité
- les investissements de renouvellement
- les investissements de développement

L'objectif est de chiffrer et d'analyser les résultats économiques des ateliers.
- Production globale des productions végétales et des productions animales
- Charges d'exploitation
- Marge brute

L'objectif est de chiffrer les résultats de l'année en cours et de les comparer aux données du PE.
- EBE
- EBE sur produits
- Prélèvements privés
- Résultat courant
- Revenu disponible
- Capacité d'autofinancement nette (CAFn)
- Emprunts à plus d'un an
- Annuités sur EBE
- Fonds de roulement
- Analyse de l'endettement
- Problèmes de trésorerie rencontrés et les raisons
- Valorisation des excédents
- Prévision de trésorerie pour l'année suivante

6. Choix
L'objectif est de faire une analyse qualitative et d'engager une discussion sur ce point.
- Investissement prévu, nouveaux investissements
- Changement sur les productions
- Demande d'avenants ou pas suivant les évolutions par rapport au PE.

7. Perspectives et conseils
- Conseils sur les actions prévues, accès à de nouveaux contacts ou prestations
- Conseils technico-économiques, juridiques, fiscaux, organisationnels
- Échéances administratives à ne pas oublier
- Perspective sur la formation continue
- Points de vigilance pour la réussite

VOLET 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont à la transmission
Le conseil d'accompagnement en amont de la transmission a pour objectif d'anticiper le départ et de mettre en place les conditions favorables pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé. Il doit permettre d'établir un état des lieux de l'exploitation agricole et d'identifier les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions.

La trame du conseil d'accompagnement en amont à la transmission est la suivante :

1. Cédant
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse, téléphone
- Individuel ou société
- Contexte de l'exploitation à céder (famille, habitation,...)

2. Description de l'exploitation à céder
- L'historique de l'exploitation

- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…)
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales)
- Analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Modalités potentielles de reprise
- Préparation à la transmission (investissements à prévoir et évaluation des coûts, modification conduite d'exploitation, etc....)

3. Synthèse générale

- Cartographie de l'exploitation
- Atouts/contraintes de l'exploitation à céder
- Préconisations et points de vigilance
- Accompagnement à mettre en place
- Calendrier des démarches

ANNEXE 2

Modèle de prévisionnel des dépenses

PREVISIONNEL ANNUEL détaillé du projet pour agrément des structures de conseil à l'installation-transmission

Un volet est décliné dans votre structure en plusieurs prestations à détailler ci-dessous

Intitulé de la prestation	Description synthétique de la prestation	Durée de la prestation par dossier en jours	Nombre de dossiers prévus par intervenant de la structure								Nombre total de dossiers prévus	Coût total par dossier	Estimation de l'aide sollicité par prestation *	Coût total par action HT
			NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*				
Ex : Diagnostic sur une fragilité identifiée (Volet 3)		*1*	*3*			*1*					*4*	*350,00 €*		*1 400,00 €*
Ex : Suivi global de l'exploitation (Volet 3)		*1,5*	*5*			*4*					*9*	*400,00 €*		*3 600,00 €*
VOLET 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 3 : Suivi du nouvel exploitant														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
	TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	**0**		**0,00 €**	**0,00 €**

ANNEXE 3

Modèle d'enregistrement des porteurs de projets à accompagner

	Candidat					Prestation				Coût	
Date d'enregistrement de la demande	Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville	VOLET concerné (1,2,3 ou 4)	Structure agréée accompagnatrice	Prestation réalisée	Aide d'Etat concernée	Coût HT en €	Aide sollicité pour ce diagnostic pour le candidat *(financé par la Région)*

ANNEXE 4

Demande individuelle d'aide au conseil à l'installation-transmission du porteur de projet

DEMANDE INDIVIDUELLE D'AIDE AU CONSEIL A L'INSTALLATION

Une fois complété, ce formulaire doit être retourné avec tous les justificatifs correspondants, aux dates indiquées par la région Île-de-France

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Civilité : ☐ M. ☐ Mme

Nom d'usage : ……

Prénom ; ……

Date de naissance : ……/……/……

Adresse : ……

Code postal : ..… …. …. …. …. Commune : ……

Téléphone : ……

Portable : ……

Mail : ……@…… . ……

PROJET D'INSTALLATION – TRANSMISSION

Projet concerné : ☐ installation ☐ transmission

Statut juridique : ……

Nom de l'exploitation : ……

Qualité : ……

Adresse : ……

Code postal : ..… …. …. …. …. Commune : ……

SIRET : ……

APE : ……

Date prévisionnelle d'installation-transmission : ……/……/……

Pour les candidats à l'installation :

Date de passage en PAI : ……/……/……

Date d'agrément du Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) :

☐ effective ☐ prévisionnelle en date du ……/……/……

Pour les candidats à l'installation, identification du cédant le cas échéant

Statut juridique : ……

Nom de l'exploitation : ……

Qualité : ……

Adresse : ……

Code postal : ..… …. …. …. …. Commune : ……

PRESTATION DEMANDEE A LA STRUCTURE AGREEE AU CONSEIL PAR LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

☐ Volet 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre

☐ Volet 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché

☐ Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant

☐ Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants

Détail de la prestation demandée : ……..

……

……

Prix HT de la prestation demandée : ……€

Montant de l'aide régionale sollicité : ……€

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Pour un diagnostic d'exploitation :

- ☐ Création d'une activité nouvelle de production : ……
- ☐ Hors cadre familial

Pour des études de faisabilité et/ou de marché :

- ☐ Projet de conversion à l'agriculture biologique, pour tout ou partie de l'exploitation
- ☐ Activité d'élevage : ……
- ☐ Production atypique : ……
- ☐ Production à forte valeur ajoutée : ……
- ☐ Transformation à la ferme : ……
- ☐ Vente en circuits courts : ……

Pour le suivi du nouvel exploitant :
Date de début de l'étude prévue : …….. / …….. / ……

☐ J'atteste ne percevoir aucune autre subvention que celle de la Région Île-de-France dans le cadre de la présente prestation,

☐ J'atteste percevoir une ou plusieurs autres aides dans le cadre de la présente prestation, préciser la ou lesquelles :

- Aide 1 : ……
- Aide 2 : ……..
- Aide 3 : ……

PIECES A FOURNIR

Projet concerné :

- ☐ pièce(s) d'identité des signataires
- ☐ pouvoirs le cas échéant
- ☐ extrait k-bis pour les personnes morales
- ☐ statuts pour les GAEC et associations
- ☐ justificatif de propriété le cas échéant
- ☐ RIB

MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Ce dispositif d'aide vise la prise en charge partielle des frais inhérents à l'apport des conseils à l'installation-transmission, des études et des diagnostics d'exploitations réalisés par une structure agréée par le Conseil Régional. Ce dispositif vise à soutenir des actions de conseil à l'installation qui viennent en complément notamment des actions d'orientation proposées par les Points Accueils Installation (PAI) et les Centres d'Elaboration des Plans de Professionnalisation Personnalisés (PPP).

Sont éligibles :
• les diagnostics d'exploitation à reprendre dans le cadre d'une installation :

- Pour le Volet 1 : *Conseil à l'installation : prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre* :
  - Eligibilité du candidat :
    - disposer d'un PPP
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - projet d'installation hors cadre familiale,
- Pour le Volet 2 : *Conseil à l'installation : Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché* :
  - Eligibilité du candidat :
    - avoir réalisé un autodiagnostic auprès du PAI (attestation)
    - ou disposer d'un PPP (attestation)
    - avoir une idée précise de la localisation du projet (terres ou exploitation à reprendre)
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - conversion à l'agriculture biologique pour tout ou partie de l'exploitation,
    - transformation à la ferme ou vente en circuits courts,
    - projets avec une activité d'élevage,
    - projet de productions atypiques et/ou à forte valeur ajoutée.

    Une production atypique s'entend ici comme une production peu présente sur le territoire hors grandes cultures.
- Pour le Volet 3 : *Suivi du nouvel exploitant* :
  - Eligibilité de l'exploitant agricole :
    - être installé depuis moins de 5 ans,
    - être âgé de moins de 45 ans,
    - disposer d'un PPP,
    - être affilié à un régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles et
    - disposer d'un prévisionnel économique qui dessine le développement de son projet sur les 4 premières années de son installation.
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - suivi sur 3 années au plus ou conseil unitaire,
    - suivi dans les 4 premières années de l'installation,
    - suivi global de l'exploitation pour assurer le bon déroulement du projet initial,
    - diagnostic sur un domaine particulier ou sur une fragilité identifiée en lien avec le projet d'installation et nécessitant un conseil spécialisé.
  - Priorisation des projets éligibles :
    -
- Pour le Volet 4 : *Prise en charge su conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants* :
  - Eligibilité du cédant :
    - être âgé de 52 à 57 ans à la date de dépôt de la demande individuelle d'aide,
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - état des lieux de l'exploitation agricole et identification des facteurs clés, étapes à conduire, investissement à réaliser pour envisager une transmission dans les meilleures conditions.

Le diagnostic des Volet 1 et 2 ne sera pas pris en charge si le futur cédant a, de son côté, bénéficié d'un diagnostic de son exploitation dans le cadre du présent dispositif, et inversement.

Détail des prestations éligibles :
Les prestations de conseil à l'installation et à la transmission recouvrent au minimum les cinq phases suivantes :

1. le contact préalable pour préciser la demande du porteur de projet, formaliser l'expression des besoins et établir le devis des prestations ;
2. l'entretien d'une demi-journée minimum avec le porteur de projet pour le recueil des données ;
3. l'analyse et la synthèse globale : l'analyse portera sur toutes les composantes de l'exploitation à partir de l'entretien et des documents disponibles. La synthèse comportera :
   - le descriptif de l'exploitation,
   - l'historique et la trajectoire du projet,
   - les motivations du porteur de projet,
   - les atouts et contraintes de l'exploitation agricole,
   - des préconisations avec chiffrage sommaire et description des moyens à mettre en œuvre, ainsi que les orientations envisageables ;
4. la restitution au porteur de projet qui permettra de valider l'analyse, la synthèse globale et le projet du diagnostic. Il s'agit d'une restitution verbale et écrite de l'audit au porteur de projet dans le cadre d'une rencontre ;
5. la rédaction définitive d'un rapport.
   - Le diagnostic global d'exploitation agricole, décrit ci-dessus, constitue le pivot de la prestation éligible.
   - Il peut être complété par l'intervention de spécialistes déterminée d'un commun accord entre le porteur de projet et l'auditeur du diagnostic global.

Les résultats de l'intervention des spécialistes sont obligatoirement intégrés au diagnostic global et les documents joints au rapport final. La seule étude d'un problème technique, fiscal ou comptable de l'exploitation est hors du champ de la prestation finançable.

Seules les prestations effectuées par les structures agréées par le conseil régional Île-de-France sont éligibles.
Sont exclues des prestations éligibles :

- les prestations de services qui relèvent du fonctionnement normal de l'exploitation (tenue de comptabilité, inscription au contrôle laitier, aide au montage des dossiers PAC 1er et 2ème pilier, bilan économique, …) et celles qui relèvent d'obligations légales (frais d'actes, rédaction d'actes, …) ;
- l'intervention dans une exploitation vis-à-vis de laquelle le conseiller ne présenterait pas l'objectivité requise ;
- l'adjonction de démarches commerciales concernant des biens ou services (ayant un lien avec les recommandations) au cours de l'intervention du conseiller.

Montant de la subvention :
Taux d'aide maximum : 80% des dépenses engagées éligibles
Montant d'aide maximum : 1 500 €
Le montant de la dépense éligible est établi sur la base des dépenses de la structure prestataire conformément à la convention d 'agrément.

Modalités liées au versement de l'aide :
L'aide attribuée est versée à la structure ayant réalisé les prestations. La structure mandatée fera l'aménagement financier nécessaire sur la facture établie, en rapport avec le montant de l'aide accordée.
Il est précisé que le versement de l'aide est également conditionné à la transmission, par la structure ayant réalisé la prestation, d'un rapport d'activité annuel, conformément à la convention d'agrément signée avec le conseil régional.

ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR

Je soussigné M. / Mme

- ✓ Sollicite l'aide de la région Île-de-France,
- ✓ Certifie que les renseignements mentionnés sur cette demande d'aide sont exacts,
- ✓ M'engage à réaliser le diagnostic d'exploitation dans un délai de 6 mois à compter de la décision d'octroi de l'aide,
- ✓ M'engage à réaliser le diagnostic d'exploitation avec la ou les structures ayant réalisés le ou les devis joints au présent dossier,
- ✓ M'engage sur la compatibilité du présent projet avec les dispositions précisées ci-dessus.

J'ai également pris connaissance du fait que la structure agréée : …….. retourne ce document à la région Île-de-France pour attribution de l'aide :

Fait à : ……

Le : ……..

Signature du demandeur :
Précédé de la mention « lu et approuvé »

Fait à : ……

Le : ……..

Signature de la structure accompagnatrice :
Précédé de la mention « lu et approuvé »

ANNEXE 5

Base tarifaire sur laquelle seront attribuées les aides aux différents porteurs de projet accompagnés par la structure

L’agrément offre la possibilité de déposer une demande d’aide au dispositif de soutien à l’installation et à la transmission agricoles en Ile-de-France. Cette demande fera l’objet d’une instruction spécifique conformément au règlement d’intervention voté par la délibération CP 2018-151 du 19 septembre 2018. Cette demande devra intégrer les éléments précisés dans la présente annexe.

Grille tarifaire de référence pour le Réseau des AMAP d'Île-de-France :

- Volet 2
  - ✓ Conseil à l'installation : coût prestation de 900 €, aide régionale de 720 €
- Volet 3
  - ✓ Suivi du nouvel installé : coût prestation de 1 200 €, aide régionale de 960 €

La subvention annuelle attribuée aux porteurs de projets via la structure prestataire est limitée à un montant maximal de 13 920 € pour le Réseau des AMAP d'Île-de-France.

ANNEXE 6

Calendrier des échéances annuelles quant au dépôt des dossiers complets de demande de subvention

Tableau prévisionnel des échéances annuelles de dépôt des dossiers de demandes de subventions et de passage en CP :

Aide	Objet	Date prévisionnelle
Aide n°1-2020	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 mars 2020
	Passage en CP pour affectation	Juillet 2020
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2020
Aide n°2-2020	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2020
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2020
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2020
Aide n°3-2021	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2020
	Passage en CP pour affectation	Mars 2021
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2021
Aide n°4-2021	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2021
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2021
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2021
Aide n°5-2022	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2021
	Passage en CP pour affectation	Mars 2022
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2022
Aide n°6-2022	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2022
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2022
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2022
Aide n°7-2023	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2022
	Passage en CP pour affectation	Mars 2023
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2023

ANNEXE 7

Circuit de gestion de l'aide dans le cadre de la convention délivrant agrément de structure de conseil a l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France

Etapes	Acteurs	Calendrier à titre indicatif
1) Agrément des structures pour le conseil à l'installation-transmission agricole en Île-de-France		
Validation des candidatures par la région Île-de-France	Région Île-de-France	Novembre 2019
Avis consultatif du Comité Régional à l'Installation-Transmission (CRIT)	CRIT	Janvier 2020
Signature de la convention délivrant agrément de structure de conseil à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France	Région Île-de-France et Structure agréée	Mars 2020
2) Demande de subventions nominatives		
Prise de contact entre porteurs de projet et la structure agréée	Porteur de projet et structure agréée	
Signature d'une demande individuelle de prestation	Structure agréée	A partir de la date de l'agrément donné en CP
Enregistrement des porteurs de projet signataire dans la base de données prévue à cet effet	Structure agréée	A partir de la date de l'agrément donné en CP
Bilan financier de l'aide n°1-2020 sollicitée	Structure agréée	Mars 2020
Dépôt des demandes d'aides de toutes les structures agréées	**Structure agréée**	**30 mars 2020**
3) Instruction des demandes		
Réception du dossier complet définitif de demande de l'aide transmise fin mai, sans relance, c'est-à-dire : - La compilation des demandes individuelles de prestation signées, - Base de données des porteurs de projet signataires, - Bilan financier de l'aide sollicitée pour le 2nd semestre.	Région Île-de-France	**30 mars 2020**
Instruction des demandes : - Vérification de la compatibilité des prestations proposées, - Vérification des porteurs de projet, - Priorisation des prestations si nécessaire, - Calcul du montant prévisionnel de l'aide.	Région Île-de-France	**Avril 2020**
Intégration au rapport de la CP de juillet ***Attention : aucune prestation ne pourra être financée avant la date de vote de l'affectation en octobre 2020.***	Région Île-de-France	**Avril 2020**
4) Affectation de l'aide à la structure agréée		
Affectation en CP de l'aide calculée lors de l'instruction	Région Île-de-France et Structure agréée	Juillet 2020
Signature de la convention de financement	Région Île-de-France et Structure agréée	Juillet 2020
5) Réalisation des prestations		
Réalisation des prestations spécifiées dans la convention de financement	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Enregistrement des porteurs de projet accompagnés et des prestations réalisées dans la base de données prévue à cet effet	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Compilation des factures nominatives présentant les champs spécifiés en annexe 10	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Compilation des mandats signés par les porteurs de projet	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
6) Mise en paiement		
Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement : - Demande de versement du solde - Base de données des porteurs de projets et prestations réalisées, - Factures signées par les porteurs de projets accompagnés - Mandats individuels signés par les porteurs de projet	Structure agréée	**30 novembre 2020**
Contrôle des justificatifs après réalisation des prestations : ✓ contrôle des pièces justificatives de la réalisation du projet ✓ calcul du montant à payer, pour chaque structure agréée, ✓ conclusions du service instructeur	Région Île-de-France	Décembre 2020
Validation de service fait pour mise en paiement	Région Île-de-France	Janvier 2021

Vérification de la liquidation de l'aide à verser	Région Île-de-France	Février 2021
Paiement et envoi d'un avis de paiement au bénéficiaire	Région Île-de-France	Février 2021
7) En cas d'irrégularités		
Décision de déchéance partielle ou totale	Région Île-de-France	
Liquidation du ou des ordres de recouvrer Emission et envoi du ou des ordres de recouvrer Mise en recouvrement des sommes dues	Région Île-de-France	
H) Recours		
Réponse aux recours administratif	Région Île-de-France	
Réponse aux recours contentieux	Région Île-de-France	

ANNEXE 8

Modèle de bilan chiffré des prestations réalisées pour demande de versement du solde

	A remplir par les structures agréées											Demande de versement du solde		
	Candidat					**Prestation**				**Coût**		**Prestation**		**Bilan financier**
Date d'enregistrement de la demande	Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville	VOLET concerné (1,2,3 ou 4)	Structure agréée accompagnatrice	Prestation réalisée	Aide d'Etat concernée	Coût HT en €	Aide sollicité pour ce diagnostic pour le candidat *(financé par la Région)*	Date de facturation de cette prestation	Date de dépôt de demande de versement correspondant à cette prestation	Coût HT en €

ANNEXE 9

Modèle de bilan des dépenses réalisées

BILAN détaillé du projet pour agrément des structures de conseil à l'installation-transmission

Intitulé de l'action	Description synthétique de l'action	Durée par dossier en jours	Nombre de dossiers prévus par intervenant de la structure								Nombre total de dossiers	Coût total par dossier	Aide sollicitée par action	Coût total par action HT
			NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*				
Ex : Diagnostic sur une fragilité identifiée (Volet 3)		*0,5*	*2*			*0*					*2*	*350,00 €*		*700,00 €*
Ex : Suivi global de l'exploitation (Volet 3)		*1,5*	*6*			*1*					*7*	*400,00 €*		*2 800,00 €*
VOLET 1														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 2														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 3														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 4														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
	TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	**0**			**0,00 €**

ANNEXE 10

Facturation

FACTURATION

Dénomination des champs obligatoires spécifiques aux prestations de conseil menées dans le cadre de la convention cadre au conseil à l'installation-transmission dans la facturation établie avec le porteur de projet pour qu'elle puisse être prise en compte dans la Demande de Versement du Solde

PORTEUR DE PROJET

Nom
Prénom
Adresse
Date de naissance

STRUCTURE AGREEE

Dénomination
N° SIRET
Date de la facture
Date de la prestation

PRESTATION REALISEE

Volet concerné (1, 2, 3 ou 4)
Prestation réalisée
Prix de la prestation HT
Prix de la prestation TTC
Logo de la Région Île-de-France
Montant de la subvention de la Région Île-de-France
Montant payé par le porteur de projet

ANNEXE 11

Mandat

MANDAT

Le mandat est personnel, il n'est pas cessible, ni transmissible

DEMANDEUR

Je soussigné(e) ……

Né le …….. , à ……..

Demeurant : ……

……

……

…. …. …. …. …. ……

STRUCTURE AGREEE CONCERNEE

Donne mandat à l'organisme désigné ci-après : ……

Dénomination : ……

Adresse : ……

……

……

…. …. …. …. …. ……

N° de SIRET : ……

Représenté par (joindre une copie du pouvoir) :

Pour recevoir en mon nom l'aide au conseil à l'installation-transmission consistant en une prise en charge partielle des coûts de prestations.

L'organisme mandaté mentionnera sur la facture établie, le coût total de l'étude, la part restant à charge du demandeur et la part de la subvention accordée par la Région.

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties du présent mandat, celle-ci devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux services de la Région. Cette résiliation prendra effet huit jours après la date de réception de la résiliation.

Je demeure responsable de l'ensemble des engagements relatifs à l'aide précisée ci-dessus, notamment du remboursement des sommes indûment perçues.

Fait à : ……	Fait à : ……
Le : ……..	Le : ……..
Date et signature du demandeur	Date et signature de la structure
A faire précéder de la mention « lu et approuvé, bon pour acceptation »	*A faire précéder de la mention « lu et approuvé, bon pour acceptation »*

ANNEXE 12

Clauses de sécurité RGPD

Plan d'Assurance Sécurité

Dans les 30 jours suivants la notification de la convention d'agrément, la structure formalisera et transmettra au conseil régional d'Île-de-France le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) applicable de la présente convention. Le Plan d'Assurance Sécurité comportera notamment les éléments suivants :

Les modalités de gestion du cycle de vie du Plan d'Assurance Sécurité qui permettent de le faire évoluer et de valider ses modifications ;
L'inventaire des procédures et des processus de sécurité applicables dans le cadre des services ;
La procédure de traitement des attaques recensant notamment l'ensemble des intervenants, le processus d'alerte et de remontée des informations, le cas échéant les SLA spécifiques au traitement des alertes de sécurité ;
L'échelle de gravité des incidents de sécurité et les procédures de traitement associées ;
La description des mesures de protection répondant aux exigences de sécurité de la présente convention ;

Le PAS s'appliquera tout au long de la présente convention. Une fois validé en début de convention, le PAS pourra être révisé à la demande du conseil régional d'Île-de-France. La révision du PAS sera en particulier déclenchée en cas d'incident grave de sécurité.

Le PAS doit être porté à la connaissance de chaque personne et de chaque intervenant impliqué dans la fourniture des prestations dans le cadre de la présente convention.

Obligations de la structure

La structure de la présente convention reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier il s'engage à informer le conseil régional d'Île-de-France des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.

Outre le respect de ses obligations au titre de la convention de service, la structure informera préalablement le conseil régional d'Île-de-France de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité ou une dégradation des performances du système.

Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte. La structure de la présente convention s'engage à suivre et corriger dans les délais les plus brefs les vulnérabilités présentes dans les systèmes dont il assure la gestion. Il devra à minima traiter les alertes et prendre en compte les recommandations émises à par le CERT-FR (https://www.cert.ssi.gouv.fr/).

De façon générale, la structure est responsable pendant toute la durée de la prestation du maintien en conditions opérationnelles et du maintien en conditions de sécurité de l'ensemble des infrastructures, des équipements, des systèmes, des applications, etc. qu'il gère pour le compte du conseil régional d'Île-de-France ainsi que l'ensemble de ses systèmes propres impliqués dans l'infogérance (ex : réseaux, postes d'administrations, serveurs, applications, etc.).

Responsabilité

La structure de la présente convention est responsable des moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences de sécurité, afin d'éviter tout préjudice pour le conseil régional d'Île-de-France dans le cadre de la fourniture des services.

Protection des données personnelles

La structure de la présente convention est responsable de la protection des données personnelles qu'il sera amené à traiter pour exécuter les prestations. En complément des mesures de sécurité générales énoncées, la structure prendra toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données personnelles et pour que ces données ne puissent être accédées et manipulées que par des personnes explicitement autorisées et uniquement dans le but de fournir les services convenus dans le cadre de la présente convention.

La structure est soumis à une obligation de résultat pour assurer la protection des données qui lui sont confiés dans le cadre de la présente convention et qui sont stockées, manipulées et traitées par les systèmes qu'il met en œuvre. La structure doit notamment garantir une isolation effective des données du Conseil régional d'Île-de-France ainsi que des systèmes de traitement mis en œuvre vis-à-vis de ses autres clients.

Le conseil régional d'Île-de-France demande que les données dont la gestion est confiée à la structure dans le cadre de la présente convention soient protégées par des mécanismes de chiffrement. Si une telle protection n'est pas possible ou n'est pas préconisée par la structure de la présente convention (par exemple pour des questions de performances), la structure mettra en œuvre des contrôles de sécurité complémentaires pour garantir un niveau de protection équivalent.

Organisation de la sécurité

La structure doit disposer d'une organisation lui permettant de s'assurer de la mise en œuvre des exigences de sécurité définies dans la convention. Le système de management de sécurité mis en œuvre par la structure suivra idéalement la norme ISO 27001 et ses déclinaisons (sans nécessairement être certifié conforme ISO 27001).

La structure décrit dans le Plan d'Assurance Sécurité cette organisation, son fonctionnement, ses pratiques, les moyens dont il dispose, les interactions avec le Conseil régional d'Île-de-France, ainsi que les éventuels prérequis nécessaires pour la tenue des engagements en matière de sécurité.

Gestion des risques

La structure prestataire de la présente convention élabore et déploie un processus d'amélioration continue de la sécurité dont les objectifs sont :

- L'identification de tous les risques de sécurité pouvant impacter la qualité, la disponibilité, la performance des services ;
- La gestion des risques identifiés afin que ceux-ci n'aient aucun impact sur la qualité, la disponibilité et la performance des services fournis dans le cadre de la présente convention ;
- La réduction des risques de sécurité des SI pesants sur le Conseil régional d'Île-de-France et sur ses activités.

La structure identifie les risques et estime leur impact pour la fourniture des services dans le cadre de la présente convention. La structure a la responsabilité de mesurer le niveau d'exposition aux risques. Il doit reporter l'ensemble des risques potentiels ou avérés dont il a connaissance afin de décider des mesures opérationnelles et/ou organisationnelles à prendre pour traiter les risques identifiés. Il notifie sans délais le responsable de la convention d'agrément et le RSSI du Conseil régional d'Île-de-France des risques critiques et majeurs. La notification des autres risques sera effectuée à l'occasion du comité de sécurité ou du comité de suivi de la convention d'agrément. Il informe ensuite le comité de pilotage du suivi et de la mise en œuvre du plan d'actions de traitement de ces risques.

Comité de suivi de sécurité des systèmes d'information

Un comité de suivi de sécurité des SI pourra être établi dans le cadre de la présente convention. Ce comité coordonnera l'exécution et la conformité des travaux liés à la sécurité des SI prévus de la présente convention :

Conformité des prestations ;

- Respect des obligations contractuelles liées à la sécurité des SI ;
- Validation des améliorations pour accroître la sécurité ;
- Revues des incidents de sécurité ;
- Exploitation des résultats des audits, validations et vérifications des mesures pour la remise en conformité ;
- Gestion des exceptions.

Ce comité se réunira selon la périodicité définie dans le PAS, et au moins annuellement. Ce comité se réunira également en cas d'incident grave de sécurité.

Il sera composé des représentants suivants :

- MOA du conseil régional d'Île-de-France chargée de l'exécution de la présente convention ;
- Chef de projet applicatif et/ou technique de la DSI du conseil régional d'Île-de-France;
- RSSI du conseil régional d'Île-de-France;
- DPD du conseil régional d'Île-de-France;
- Responsable de la convention d'agrément de la structure prestataire ;
- RSSI de la structure prestataire ou son représentant.

Durant l'opération de réversibilité, ce comité s'assurera des conditions techniques et financières du transfert des moyens de sécurité matériels et logiciels mis en place et du maintien en conditions de sécurité de la totalité du système ou de l'application. Il sera alors composé des représentants des 2 prestataires.

Gestion des ressources humaines

Avant toute intervention d'un collaborateur (ou d'un personnel d'un sous-traitant) dans le cadre de la présente convention, la structure doit procéder à la vérification de probité et des compétences de cette personne. Le titulaire doit s'assurer en particulier :

Que le collaborateur possède les connaissances et les compétences suffisantes pour exécuter les tâches qui lui sont confiées ;

- De l'absence notoire d'actions contraires à la déontologie attribuables au collaborateur ;
- De l'exhaustivité et l'exactitude du CV du collaborateur ;
- Des diplômes et des qualifications du collaborateur.

Tout collaborateur intervenant dans le cadre de la présente convention doit avoir reçu :

Une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information
Une formation particulière concernant son domaine d'intervention (développement sécurisé applicable aux technologies utilisées, administration sécurisée, conception sécurisée, etc.) ;

Documentation de sécurité des systèmes d'information

La structure prestataire de la présente convention est en charge de créer et de maintenir à jour l'ensemble de documentation d'exécution de la convention d'agrément et notamment la documentation de sécurité, à minima :

- Réglementations applicables ;
- Normes et guides de bonnes pratiques applicables ;
- Plan d'Assurance Sécurité ;
- Eventuelles politiques et procédures internes non inclues dans le PAS et permettant le respect des exigences de sécurité de la présente convention ;
- Documents de suivi d'application des mesures de sécurité ;
- Documentations relatives aux incidents de sécurité survenus, à leur impact, leur portée, leur traitement et leur résolution ;
- Schémas, cartographies, matrices des flux ;
- Inventaire des actifs utilisés dans le cadre de la prestation objet de la présente convention.

Le conseil régional d'Île-de-France pourra demander à tout moment à la structure la fourniture de ces documents, en particulier dans le cadre d'un audit.

Audits de sécurité

Le conseil régional d'Île-de-France pourra, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par la structure de la présente convention. Il mandatera à cette fin un organisme indépendant et qualifié pour procéder à un audit de sécurité du système (et qui, dans la mesure de possible, n'est pas un concurrent direct de la structure de la convention d'agrément).

L'audit pourra concerner l'organisation ou l'architecture mises en place, les configurations déployées ou se faire sous une forme de test d'intrusion. Les tests d'intrusion seront encadrés par une charte commune signée entre la structure prestataire de la présente convention, le Conseil régional d'Île-de-France et la société mandatée pour l'audit.

Les audits de sécurité pourront être effectués de façon planifiée avec une fréquence maximale d'une fois par an, ou suite à un incident grave de sécurité survenu sur les systèmes du Conseil régional d'Île-de-France (qu'il s'agit ou non des systèmes rentrant dans le cadre de la présente convention).

La structure prestataire de la convention d'agrément sera prévenue au minimum 30 jours en avance. En cas d'indisponibilité justifiée des personnes clés chez la structure prestataire de la convention d'agrément, il pourra demander de décaler l'audit d'un délai d'un mois maximum. Cependant, un audit pourra être effectué sans délais en cas d'urgence engendrée par un incident grave de sécurité en cours.

Suite à cet audit, le titulaire devra prendre à sa charge et corriger toute vulnérabilité ou non-conformité découverte. Les vulnérabilités ou non-conformités majeurs ou critiques devront être corrigés dans les plus brefs délais.

Localisation des données

Lorsque des données appartenant au conseil régional d'Île-de-France ou collectées dans le cadre de l'exécution de la présente convention sont hébergées par la structure, leur localisation en France, ou, à minima, à l'intérieur du l'Union Européenne doit être privilégiée.

Le titulaire fournira au conseil régional d'Île-de-France la liste des sites hébergeant les données dans le cadre de la présente convention.

Si l'architecture technique mise en œuvre par la structure prestataire ne permet pas la localisation précise des données en permanence, la structure s'engage à localiser les données, a posteriori. Cette localisation des données pourra lui être demandée à tout moment et en particulier suite à un incident.

Sécurité des développements applicatifs

La structure prestataire de la présente convention est tenu d'assurer la sécurité des développements conformément à l'état de l'art dans chacune des technologies mises en œuvre. En particulier, la structure prestataire de la présente convention doit :

- Mettre en place un environnement de développement sécurisé et contrôlé ;
- S'assurer que tout collaborateur intervenant dans le projet de développement ou en TMA ait reçu une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information et une formation particulière concernant le développement sécurisé applicable aux technologies utilisées dans le cadre de la présente convention ;
- S'assurer de la sécurité des outils utilisés dans le cadre du développement, en particulier du respect des recommandations des éditeurs concernant la maintenance de l'environnement applicatif, l'application des correctifs, le contrôle d'accès, la traçabilité des actions, etc.
- Implémenter des contrôles rigoureux des entrées utilisateurs ou des données transmises par des systèmes tierces, en particulier s'assurer de l'absence des erreurs de développement permettant des injections ou exécutions de code (débordements, etc .), des requêtes SQL, de scripts (Cross-Site Scripting, Cross-Site Request Forgery), dépassements des capacités, etc.;
- S'assurer de l'implémentation du principe du moindre privilège ;
- Protéger les accès aux fonctions d'administration ;
- Lors des installations des systèmes, des applications, des bibliothèques, etc. : installer le stricte minimum de composants nécessaires au bon fonctionnement et à l'administration ;
- S'interdire l'utilisation de mots de passe dans le code et l'utilisation ou le stockage des mots de passe non chiffrés (en clair) ;
- Pour les applications web s'interdire la transmission des identifiants et des mots de passe dans les URL ;
- Mettre en œuvre d'une gestion efficace des erreurs. Les erreurs affichées aux utilisateurs ne doivent pas présenter d'informations pouvant être utilisées à des fins malveillantes, par exemple des traces des piles d'exécution (ces traces doivent être dirigées vers un fichier de debuggage uniquement accessible aux exploitants du système), présence d'un compte d'utilisateur, versions des composants, etc. ,

Les développements web devront suivre et implémenter sur les recommandations de l'OWASP (*Open Web Application Security Project*).

Gestion des évolutions

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité ou compromettre une éventuelle opération de réversibilité.

En cas d'évolution, la structure prestataire de la présente convention devra vérifier que sa mise en œuvre est conforme aux exigences contractuelles et en apporter la justification auprès du donneur d'ordres, avant validation par ce dernier.

Journalisation, conservation et analyse des traces

La structure prestataire de la présente convention doit mettre en place une journalisation des événements système et des évènements liés à la sécurité (accès, déconnexions, utilisation des privilèges, échecs des traitements, etc.). Cette journalisation doit être activée sur tous les équipements impliqués dans la prestation et sur les équipements d'exploitation associés.

La collecte des évènements doit être réalisée en respectant les meilleures pratiques actuelles. Les traces doivent être horodatées avec une référence de temps unique, fiable, et permettant leur corrélation avec d'autres évènements externes à la structure prestataire (en particulier d'autres évènements collectés par le Conseil régional d'Île-de-France). Afin de garantir leur complétude et de faciliter leur exploitation, les traces doivent être centralisées de façon continue.

Le conseil régional d'Île-de-France doit pouvoir accéder aux journaux le concernant, idéalement en temps réel. Si l'accès en temps réel n'est pas possible, la structure prestataire de la présente convention doit procéder aux extractions des traces demandées au plus tard 24 heures suivants la demande. Ce délai pourra être raccourci à 1 heure en cas d'urgence signalée (par exemple, en cas d'attaque en cours).

La structure doit garantir une stricte confidentialité des traces collectées et notamment leur isolation vis-à-vis de ses autres clients.

La structure prestataire de la présente convention doit procéder à l'analyse des traces collectées. Outre l'amélioration permanente du service rendu, cette analyse des traces a pour but de détecter les incidents de sécurité.

Ces traces devront être préservées pour une durée maximale légalement autorisée ou, par défait, pendant un an.

Traitement des attaques

La structure prestataire de la présente convention doit mettre en place des mécanismes techniques et organisationnels de détection, de prévention et de traitement des attaques sur le périmètre des prestations d'infogérance et d'hébergement des données ou des systèmes. Il doit informer sans délais, selon la procédure formalisée dans le PAS de la convention d'agrément, le conseil régional d'Île-de-France en cas de survenue d'une attaque susceptible de lui porter préjudice.

Traitement des incidents de sécurité

La structure doit avertir sans délais le responsable de la présente convention au conseil régional d'Île-de-France de la survenue d'un incident de sécurité.

Les incidents de sécurité envisageables dans le cadre de la présente convention et les procédures de leur traitement seront formalisés dans le PAS de la convention d'agrément.

Pour traiter et résoudre un incident survenu, le conseil régional d'Île-de-France pourra mandater un organisme indépendant et qualifié (et qui, dans la mesure de possible, n'est pas un concurrent direct de la structure prestataire de la convention d'agrément) ou demander la structure de mandater un tel organisme. Cette structure en charge de traitement de l'incident doit pouvoir procéder à un contrôle total de l'environnement de la ressource à des fins d'analyse, en particulier :

- Prélever tout élément nécessaire à l'analyse conformément aux règles de l'art ;
- Analyser tout système impliqué dans l'incident ;

- Préconiser les actions de confinement de l'incident, de réduction d'impact, etc. et de remise en fonctionnement nominal, dont la décision reste prérogative du conseil régional d'Île-de-France.

Protection antivirale

Une politique antivirale stricte devra être mise en place par la structure pour la totalité des équipements supportant la prestation objet de la présente convention (serveurs, stations d'administration, stations de développement, postes de travail, etc.). La mise à jour des signatures devra être automatique et d'une fréquence élevée (par exemple toutes les 30 minutes).

La politique antivirale appliquée sur le système d'information de la structure devra être précisée dans le PAS.

Un contrôle de non contamination des serveurs Web devra être effectué périodiquement. La structure précisera les modalités de mise en œuvre de ce contrôle.

Sauvegardes et restauration

La structure prestataire de la présente convention doit prendre toutes les mesures qui s'imposent en termes de sauvegarde et de restauration pour se conformer au niveau de service exigé.

Les copies de sauvegarde ne doivent pas être soumises aux mêmes risques que les données en production (que ces risques soient d'origine accidentelle ou de malveillance).

Un exemplaire des sauvegardes devra idéalement être conservé dans des locaux physiquement séparés du centre informatique hébergeant les données et/ou l'application. En cas de sauvegarde externalisée, les sauvegardes doivent être chiffrées avant leur transfert et la clé de chiffrement doit être protégée.

Le titulaire doit prendre des mesures permettant de garantir la confidentialité des données relatives aux sauvegardes :

- confidentialité des flux lors des opérations de sauvegardes ;
- stockage sécurisé des sauvegardes.

La structure prestataire de la présente convention formalisera dans le Plan d'Assurance Sécurité le processus de de sauvegarde et de restauration des données.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

Continuité d'activité

La structure est soumis à une obligation de résultat pour assurer la disponibilité du système d'information, conformément aux exigences définies dans la clause relative au niveau de service exigé.

Les soumissionnaires indiqueront dans leur mémoire technique les mesures techniques, organisationnelles, procédurales qu'ils s'engagent à prendre pour assurer la continuité d'activité du système, ou en cas de sinistre la reprise d'activité conformément aux exigences définies dans la clause sur la convention de service. Ses mesures seront ensuite intégrées au Plan d'Assurance Sécurité et au Plan d'Assurance Qualité de la convention d'agrément.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

Mises à jour, correctifs de sécurité

La structure prestataire de la présente convention appliquera les correctifs de sécurité recommandés par les fournisseurs de solutions matérielles ou logicielles (logiciels système ou applicatifs, logiciels embarqués) sur tous les matériels impliqués dans la prestation.

En cas d'alerte grave (attaque d'envergure, faille critique) annoncée par le CERT-FR, le correctif devra être appliqué de manière urgente (idéalement dans un délai de 24 heures) sur les infrastructures hébergeant les systèmes accessibles depuis Internet (serveurs, pare-feux, routeurs ouverts vers l'extérieur).

Le traitement des alertes mineures pourra intervenir durant les périodes de maintenance planifiés.

La structure prestataire de la présente convention précisera les modalités de déploiement des correctifs de sécurité dans le Plan d'Assurance Sécurité.

Confidentialité et intégrité des flux

Tous les flux d'accès des utilisateurs et tous les flux d'administration et de façon générale tous les échanges de données doivent être chiffrés par des procédés fiables (SSH, SSL, Ipsec,etc.), permettant d'assurer leur la confidentialité et leur intégrité. Le candidat indiquera l'ensemble des mécanismes et des mesures mis en œuvre pour garantir la confidentialité et l'intégrité.

Les interfaces avec les applications hébergées par le Conseil Régional d'Ile de de France se feront au travers d'un tunnel Ipsec.

Le choix et le dimensionnement des algorithmes cryptographiques doivent être effectués conformément aux règles et recommandations du RGS.

Résiliation et pénalités

Dans le cadre d'un manquement grave par la structure prestataire de la présente convention (ou, le cas échéant, un de ces sous-traitants) à l'une des obligations de sécurité mises à sa charge dans le présent contrat, le conseil régional d'Île-de-France pourra le mettre en demeure de réparer ce manquement dans un délai donné.

À l'issue de ce délai, si le manquement n'est pas réparé, le conseil régional d'Île-de-France pourra résilier de plein droit le contrat et enclencher l'opération de réversibilité au frais de la structure.

De façon générale, tout manquement aux clauses de sécurité entraîne l'application des pénalités prévues dans le cadre de la présente convention.

CONVENTION RELATIVE A L'AGREMENT D'UNE STRUCTURE assurant la réalisation de prestations de diagnostics et conseil dans le cadre du programme pour l'accompagnement à l'installation et la transmission en agriculture (AITA)

ET AUX MODALITES DE FINANCEMENT DES PRESTATIONS

Entre
La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil - 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2020-xx du DATE DE VOTE DE L'AGREMENT et ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et
La structure prestataire dénommée : **Terre de Liens Île-de-France** dont le statut juridique est : Association loi 1901, n° SIRET : 53802564400039, dont le siège social est situé au : 47 avenue Pasteur, 93100 MONTREUIL ayant pour représentant Monsieur Pierre-François WEBER, le représentant légal, ci-après dénommé « la structure »

d'autre part,

VU les articles 107 et 108 du traité UE,

VU le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 4111-1 et suivants ainsi que les articles R 4311-1 et suivants,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations et notamment son article 10,

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU le régime cadre exempté n° SA 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission Européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014,

VU les crédits votés au budget du conseil régional,

VU l'instruction technique DGPE/SDC/2018-613 du 14 août 2018 relative à la gestion et à la mise en œuvre du programme pour l'accompagnement et la transmission en agriculture (AITA) ;

VU le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux structures agréées pour le conseil à l'installation, la transmission agricoles et aux nouveaux exploitants,

VU l'appel à candidatures du 10 octobre 2019 organisé par la région Île-de-France et son cahier des charges,

VU les dossiers de candidature réceptionnés le 10 octobre 2019,

VU l'avis émis par les membres du Comité régional de l'installation et de transmission (CRIT) Île-de-France lors de la réunion du 11 janvier 2020,

VU la délibération n° 2020 CP-XXX de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France du 4 mars 2020,

APRES AVOIR RAPPELE :
Les engagements pris par la Région dans son Pacte agricole, adopté par la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018, de faire de l'installation une grande cause régionale, et soutenir le conseil à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France. Et dans son règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux structures agréées pour le conseil à l'installation, la transmission agricoles et aux nouveaux exploitants.

LES PARTIES SIGNATAIRES DECLARENT ET CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La mise en œuvre opérationnelle du programme AITA en région implique au préalable la sélection et l'agrément des structures assurant les prestations de diagnostic/conseil prévus dans les parties « Conseil à l'installation » et « Suivi du nouvel exploitant ». La région Île-de-France développe les volets suivants :

Volet 1 : Conseil à l'installation Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre
Objectif : évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise
Soutien à la réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles à destination des candidats à l'installation disposant d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) agréé et s'installant hors cadre familial.

Volet 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché
Objectif : apprécier la faisabilité et la viabilité de projets d'installation lorsque ces derniers prévoient la mise en place d'une diversification, des productions à forte valeur ajoutée ou des modes de commercialisation particuliers (circuits courts, …).
Soutien à la réalisation d'études permettant d'apprécier la faisabilité et la viabilité d'un projet d'installation à destination des candidats à l'installation (après établissement de l'autodiagnostic et après attestation du Point Accueil Installation (PAI) ou rdv au Centre d'élaboration des PPP) et ayant une idée précise de la localisation de leur projet (terres ou exploitation à reprendre).

Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant
Objectif : assurer succès de l'installation dans les premières années suivant l'installation en confortant le professionnalisme du nouvel exploitant dans la réalisation de son projet personnel à destination des exploitants installés depuis moins de 5 ans, âgés de moins de 45 ans, disposant d'un PPP, affiliés à un régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles et disposant d'un prévisionnel économique qui dessine le développement de son projet sur les 4 premières années de son installation.
Seules 3 années de suivi, réalisées dans les 4 premières années de l'installation, peuvent être soutenues financièrement par la Région au titre du présent dispositif.
Etablissement d'un diagnostic de la situation de l'exploitation, actualisation des éléments de son fonctionnement et anticipation des décisions à prendre avec au moins un déplacement de la structure agréée sur l'exploitation par année de suivi.

Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants
Objectif : anticiper les départs pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé et participer à la mise en place de conditions favorables pour la transmission de l'exploitation à moyen terme.
Soutien au conseil auprès de futurs cédants (le futur cédant doit être âgé de 52 à 57 ans au dépôt de la demande d'aide) afin d'établir un état des lieux de l'exploitation agricole et d'identifier les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions.

Les dispositifs prévus dans l'AITA ciblent des candidats à l'installation, des jeunes installés ou des exploitants futurs cédants, ci-après désignés « porteur de projet ». Les porteurs de projets sont les bénéficiaires finaux de l'aide attribuée. Toutefois, c'est la structure, réalisant l'action pour le compte du porteur de projet qui percevra l'aide financière. Le montant de l'aide vient en déduction de la facture TTC réglée par le porteur de projet.

La présente convention est passée entre les parties pour :

- agréer la structure Terre de Liens Île-de-France en tant que structure assurant les prestations de diagnostic/conseil suivantes prévues dans le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France »adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018. Le présent agrément concerne les volets suivants :
  - volet 1 « Conseil à l'installation _ prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre »,
  - volet 4 « Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants » de l'appel à candidatures du 10 octobre 2019.

- déterminer les modalités d'emploi et de versement des subventions accordées par la Région, ainsi que le montant maximum annuel qui pourra être attribué à la structure.

Néanmoins, cette convention et les subventions qui en découlent ne peuvent financer des actions de service public ou encore des actions concernées dans d'autres conventions passées entre la structure et la Région.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

L'agrément de la structure est donné, à compter du 30 mars 2020, pour un an et pourra être prolongé deux fois d'une année par tacite reconduction, sans nécessité de renouveler l'appel à candidatures. Toutefois en cas d'évolution de la règlementation ou du cahier des charges ou en cas de défaillance de la structure, l'agrément sera suspendu.

Cet agrément offre la possibilité à la structure de déposer une demande d'aide au dispositif régional, et ce, avant son expiration au 1er avril 2023. Les demandes d'aides feront l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par délibération de la Région en CP de septembre 2018. La présente convention ne vaut pas décision de principe d'octroi d'un soutien financier.

La mise en œuvre opérationnelle des dispositions de la présente convention est établie une à deux fois par an dans le cadre de conventions financières entre la structure et la Région. Cette convention financière précise le montant prévisionnel de la participation régionale qui est conditionnée au vote de l'assemblée délibérante et sous réserve du vote du budget et de l'affectation des crédits correspondants par la commission permanente de la Région d'Ile-de-France. Le montant prévisionnel de l'aide sera déterminé sur la base des documents détaillant les porteurs de projet à accompagner par la structure pour la période définie.

Cette convention doit comporter :

- des clauses techniques : contenu des prestations, modalités de réalisation des prestations pour chacun des volets concernés,
- un prévisionnel technique : nombre de prestations de conseil, nom des porteurs de projets, nombre de journées prévues pour les prestations, nombre de personnes travaillant sur l'action et leur nom,
- des données financières : participation financière prévisionnelle de la région Île-de-France, des autres financeurs le cas échéant et du porteur de projet,
- un prévisionnel financier : coût prévisionnel des prestations prévues.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE

La structure doit être en capacité d'assurer les missions d'aide, de conseils, d'accompagnement et de suivi :

- établir un diagnostic de la situation du porteur de projet et de son projet,
- préconiser des actions à suivre pour la réussite du projet,
- se positionner comme un véritable organisme ressource pouvant répondre aux sollicitations et aux questionnements formulés par les porteurs de projet sur l'évolution de leur projet.

Dans une démarche de qualité, la structure s'attachera à respecter les règles suivantes :

- réaliser des prestations conformes à l'appel à candidature et à l'annexe 1,
- déposer une à deux fois par an un dossier de demande de subvention comprenant :
    - le prévisionnel des dépenses intégré dans le modèle du document Excel transmis à la structure agréée correspondant à l'annexe 2,
    - la liste des porteurs de projet souhaitant bénéficier d'une prestation de la structure qui s'inscrit dans le cadre de la présente convention dans l'année à venir, dont le modèle est présenté à l'annexe 3,
    - la demande individuelle d'aide au conseil à l'installation-transmission dûment remplie et signée par chacun des porteurs de projet à accompagner (annexe 4).
- réaliser sans délai, les prestations pour lesquelles l'agrément a été accordé.
- remettre et expliciter le rapport de la prestation et sa synthèse au bénéficiaire de la prestation,
- ne pas intervenir dans une exploitation vis-à-vis de laquelle il ne présenterait pas toutes les garanties d'objectivité,
- informer la Région et la DRIAAF de tout changement (remplacement de conseiller, ...) ayant un impact sur la mise en œuvre de la prestation,

La structure s'engage à maintenir strictement confidentiels toutes les informations, documents et résultats produits pour les diagnostics ou études ainsi que toutes les données et informations qui auront été communiquées par le porteur de projet. Il s'engage également à respecter les règles de neutralité.

La structure est responsable du respect des règles du régime cadre exempté SA. 40833 portant sur les aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 et adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la commission européenne publié au JOUE du 1er juillet 2014, notamment s'agissant de l'éligibilité des bénéficiaires.

Par ailleurs, la structure s'engage à fournir à la Région un rapport d'activité annuel dont le contenu est précisé à l'article 6.

ARTICLE 4 - MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER

L'agrément offre la possibilité de déposer une demande d'aide au dispositif de soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Ile-de-France. Cette demande fera l'objet d'une instruction spécifique conformément au règlement d'intervention voté par la délibération CP 2018-151 du 19 septembre 2018.

L'aide de la région Île-de-France, conditionnée au vote de l'assemblée délibérante, portera sur les prestations d'accompagnement du candidat à l'installation, du nouvel exploitant ou de l'exploitant futur cédant dans le cadre des volets précisés à l'article 1 de la présente convention. Seules les prestations réalisées conformément au cahier des charges et aux règlements d'intervention régionale peuvent faire l'objet d'une prise en charge. Les dispositions en vigueur sont reprises dans l'annexe 1 de la présente convention.

Les dispositifs prévus dans l'AITA et dans le règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par délibération à la CP 2018-151 du 19 septembre 2018 ciblent les porteurs de projet. Toutefois, c'est la structure, réalisant l'action pour le compte du porteur de projet qui percevra l'aide financière. Le montant de l'aide vient en déduction de la facture TTC réglée par le porteur de projet.

La participation financière de la région Île-de-France correspond à une aide de :

- volet 1 « Conseil à l'installation _ prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,
- volet 4 « Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants » : 1 500 € maximum par porteur de projet, dans la limite de 80 % des dépenses engagées éligibles,

A noter : la TVA est exclue du bénéfice de l'aide, sauf si elle est non récupérable. Ainsi l'aide sera calculée sur la base :

- *des dépenses HT lorsque la part d'autofinancement du conseil est prise en charge par l'exploitation du porteur de projet,*
- *des dépenses TTC lorsque le porteur de projet prend en charge personnellement la part d'autofinancement du conseil et qu'il ne récupère donc pas la TVA.*

Le montant éligible des prestations de diagnostic/conseil est défini sur la base des prix retenus pour les prestations proposées lors de la réponse de la structure à l'appel à candidature. La base tarifaire pour la structure est reprise en annexe 5, ainsi que la subvention annuelle maximale destinée aux porteurs de projet qui sera attribuée à la structure.

Ce montant prend en compte :
- les dépenses directes de personnel,
- les coûts de sous-traitance.

Attribution de l'aide

L'aide de la région Île-de-France, conditionnée au vote de l'assemblée délibérante, sera attribuée au vu de l'instruction de la demande de financement déposée une à deux fois par an selon les porteurs de projet identifiés par la structure selon le calendrier détaillé en annexe 6. Les dossiers déposés après ces échéances ne pourront être pas être prises en compte. Le détail du circuit de gestion et le calendrier de dépôt des dossiers est spécifié en annexe 7.

ARTICLE 5 - MODALITES DE VERSEMENT

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, et après instruction par la région Île-de-France du dossier de demande de versement de la subvention correspondant aux prestations réalisées, au 30 juin et 30 novembre de chaque année, assorti des pièces justificatives nécessaires, la région Île-de-France procède à la vérification du service fait, puis au versement de la subvention.

Le versement des aides est conditionné :
- au respect des engagements pris par la structure dans sa demande de labellisation dans le cadre de l'appel à candidature clos le 10 octobre 2019 et conformément à cet appel à candidatures organisé en vue de l'agrément ;
- à la conformité des dépenses présentées au regard de l'objet de la convention et des dates de réalisation des prestations ;
- à la production des pièces justificatives ci-dessous :

- la liste des porteurs de projet accompagnés dans le modèle transmis à la structure agréée dont le modèle est présenté à l'annexe 8,
- le bilan chiffré des prestations réalisées dans le modèle transmis à la structure agréée et sur le modèle présenté à l'annexe 9,
- la copie des études/diagnostics réalisés,
- toutes les factures acquittées par porteurs de projet qui ont bénéficié de l'accompagnement indiquant a minima les éléments mentionnés à l'annexe 10,
- la demande de versement de solde (transmise dans le courrier d'attribution de l'aide envoyé par la région Île-de-France)
- le mandat signé par chaque porteur de projet accompagné par la structure (annexe 11).

L'attribution par les financeurs d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par leurs règlements budgétaires et financiers.

ARTICLE 6 - RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, un rapport d'activité annuel est obligatoirement transmis avec la dernière demande de versement, et au plus tard au 30 juin N+1.

Le rapport d'activité annuel présentera le bilan financier de l'opération de l'année N, ainsi qu'un bilan quantitatif et qualitatif des actions réalisées.

Il devra mentionner à minima :

- le nombre de conseils/diagnostics/études réalisés,
- l'identification des bénéficiaires,
- une synthèse des prescriptions,
- les dépenses effectuées,
- le détail du temps consacré à la réalisation des actions et au total sur l'année (avec les justifications correspondantes).

ARTICLE 7 - JUSTIFICATIF DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS D'AUTRES FINANCEURS

La structure s'engage à informer la région Île-de-France de toutes les subventions versées par d'autres financeurs publics et privés pour l'opération citée en objet.

Cette information prendra la forme d'une déclaration sur l'honneur du bénéficiaire ou de son représentant légal.

ARTICLE 8 - PUBLICITE

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, la structure s'engage à :

- faire figurer le logo de la Région sur tous les supports de communication conçus en lien avec l'opération définie par l'article 1,
- soumettre le(s) support(s) de communication à la Direction de la Communication de la Région **avant impression ou fabrication** du ou des supports,
- associer la Région et ses représentants à la mise au point de toute action d'information du public, en particulier en mentionnant la participation financière de la Région à la réalisation de l'opération considérée,

- faire état de l'aide financière apportée par la Région à l'occasion de toute publicité ou toute manifestation d'information portant, pour tout ou partie, sur la réalisation des missions envisagées en utilisant le logo de la région Île-de-France :

« Avec le soutien financier de la région Île-de-France »

L'apposition du logo régional, conformément à la charte graphique régionale se doit d'être en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication. La mention et le logotype de la région sont positionnés en page d'accueil des sites Web et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France. Toutes les correspondances adressées sur l'opération mentionnent explicitement le soutien de la Région.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la région Île-de-France dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

La structure autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publication y compris photographiques, vidéos, communication, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le non-respect de ces clauses peut entraîner l'exclusion du bénéfice de l'aide régionale.

ARTICLE 9 - CONTROLE

La structure s'engage à détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses de prestations, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, suivi des recettes, comptabilité, factures émises au porteur de projet…

La structure s'engage à détenir, conserver, fournir l'ensemble des factures acquittées par les porteurs de projet pour les études réalisées et mentionnées dans la convention financière.

Le région Île-de-France se réserve le droit de procéder à des contrôles croisés avec d'autres administrations à tout moment de l'instruction du dossier.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Sous réserve que la commission permanente vote l'attribution d'une subvention après instruction du dossier, en cas de non-respect des obligations ou des engagements de la structure et notamment en cas de non-exécution partielle ou totale de l'opération ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, la région Île-de-France pourra mettre fin à la présente convention et exiger le reversement total ou partiel des sommes versées.

Le reversement total de la somme perçue sera requis en cas de refus de contrôle, de fausse déclaration ou fraude manifeste.

ARTICLE 11 - AVENANTS ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issu d'un délai de préavis de 3 mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou on fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure ;

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêté définitif des comptes, et la restitution, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 12 – JURIDICTION COMPETENTE

Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour connaître, à défaut d'accord amiable, de toute contestation relative à la présente convention.

ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES

Conformément au **Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016** (règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données), et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « loi informatique et libertés »), les personnes concernées bénéficient de droits sur leurs données personnelles. Vous pouvez les exercer en contactant la région Île-de-France.

En outre, lorsque la Région exige des pièces justificatives qui comportent des informations sur la vie privée sans rapport avec l'objet de la présente convention, la structure informe les personnes concernées de la faculté d'occulter ces informations.

La structure est ici considérée comme le sous-traitant. Il s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement, ici, la région Île-de-France
3. respecter les clauses de sécurité RGPD de l'annexe

1 Devoir de conseil :
Au titre de son devoir de conseil, si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement, ici, la région Île-de-France.

2 Devoir d'information
Au titre de son devoir d'information, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent l'information et la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

6. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans toute la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

Le sous-traitant informe systématiquement et dans les meilleurs délais le responsable de traitement des demandes et des réponses effectuées dans ce cadre.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à l'adresse suivante :

alertergpd@iledefrance.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité
Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans la section « sécurité » du marché.
En cas de risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le sous-traitant s'engage à suivre les mesures de sécurité résultantes de l'évaluation de l'impact en matière de vie privée le cas échéant en matière de certification ISO 27000 ou équivalent.

12. Sort des données
Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel ou
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction selon la procédure indiquée par le service des archives.

13. Délégué à la protection des données
Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

14. Registre des catégories d'activités de traitement
Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;

- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Saint-Ouen,

Le _____	Le _____
Pour la région Île de France, *la Présidente,*	Pour Terre de Liens Île-de-France, *le représentant légal,*
Valérie Pécresse	Pierre-François WEBER

ANNEXE 1

Etapes et trames des diagnostics proposés aux porteurs de projets

Les étapes de l'accompagnement des porteurs de projet doivent a minima être les suivantes :

1. le contact préalable pour préciser la demande du porteur de projet, formaliser l'expression des besoins et établir le devis des prestations ;
2. l'entretien d'une demi-journée minimum avec le porteur de projet pour le recueil des données ;
3. l'analyse et la synthèse globale : l'analyse portera sur toutes les composantes de l'exploitation à partir de l'entretien et des documents disponibles. La synthèse comportera :
    a) le descriptif de l'exploitation,
    b) l'historique et la trajectoire du projet,
    c) les motivations du porteur de projet,
    d) les atouts et contraintes de l'exploitation agricole,
    e) des préconisations avec chiffrage sommaire et description des moyens à mettre en œuvre, ainsi que les orientations envisageables ;
4. la restitution au porteur de projet qui permettra de valider l'analyse, la synthèse globale et le projet du diagnostic. Il s'agit d'une restitution verbale et écrite de l'audit au porteur de projet dans le cadre d'une rencontre ;
5. la rédaction définitive d'un rapport.

VOLET 1 : Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre

Le diagnostic préalable à l'installation a pour objectif d'accompagner un candidat à l'installation en amont de son projet. Il doit permettre d'appréhender toutes les dimensions du projet : économiques, techniques, juridiques, fiscales, sociales, familiales, environnementales… Il ne s'agit en aucun cas de l'élaboration de l'étude économique réalisée dans le cadre d'une autre prestation d'accompagnement à l'installation.
L'objectif du diagnostic est d'évaluer le potentiel de l'exploitation susceptible d'être reprise.

La trame du document écrit du diagnostic d'exploitation à reprendre est la suivante :

1. Candidat à l'installation
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole

2. Projet du candidat à l'installation
- Type d'installation : installation progressive ou non, hors cadre familial, à titre principal ou secondaire
- Motivations et interrogations du candidat
- Stratégie pour la mise en œuvre et échéances du projet

3. Description de l'exploitation à reprendre
- L'historique de l'exploitation
- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…) et incidences sur la conduite de l'exploitation
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales)
- Analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Engagements soumis à réglementation
- Modalités de reprise

4. Synthèse générale
- Atouts/contraintes de l'exploitation à reprendre
- Préconisations et points de vigilance pour les suites à donner à la mise en œuvre du projet
- Accompagnement à mettre en place
- Calendrier des démarches

VOLET 2.1 : Prise en charge des études de faisabilité

Cette étude de faisabilité a pour objet d'apprécier la faisabilité et la viabilité d'un projet d'installation, lorsque ce dernier prévoit la mise en place de productions atypiques et/ou à forte valeur ajoutée ou des modes de commercialisation particuliers (circuits courts, etc.). Le diagnostic de faisabilité propose une description globale des caractéristiques du ou des projets envisagés par le candidat (surface agricole envisagée, types d'atelier de production et dimensionnement, moyens de production, main d'œuvre disponible, modes de commercialisation et de valorisation des produits), ainsi que les objectifs économiques, environnementaux et sociaux.
L'analyse et l'expertise du technicien s'appuient sur des références locales ou nationales, pour juger de la cohérence d'ensemble du projet. Il détermine a priori si les objectifs du porteur de projet sont compatibles avec le système de production envisagé. Il propose, le cas échéant les évolutions structurelles à apporter au projet en vue de répondre aux objectifs du porteur.

La trame du document écrit du diagnostic de faisabilité est la suivante :

1. Candidat à l'installation
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Activité du conjoint et implication dans le projet
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole
- Analyse de l'adéquation homme – compétences – projet

2. Projet du candidat à l'installation

- Type d'installation : installation progressive ou non, hors cadre familial, à titre principal ou secondaire
- En quoi le projet nécessite-t-il l'étude de faisabilité, productions atypiques, modes de commercialisation particuliers envisagés
- Lieu du projet
- Motivations et interrogations du candidat
- Stratégie pour la mise en œuvre et échéances du projet

3. Description de l'exploitation à ce jour et évolutions prévues

- L'historique de l'exploitation
- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…)
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Analyse des moyens de production (bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Engagements soumis à réglementation
- Lien avec cédant et modalités de reprise

4. Analyse des moyens de production (initiale et développement)

- Système de production par atelier (productions végétales et animales)
- Bâtiments, matériels, stocks
- Foncier (potentiel agronomiques des sols, parcellaire, etc...)
- Main d'œuvre et organisation du travail
- Ressources en eau
- Synthèse sur les modalités de commercialisation et de valorisation.
- Environnement socio/économique
- Présence et adhésion à des outils collectifs pour la production (CUMA, groupement d'employeur, société, etc…)
- Environnement de conseil extérieur : centre de gestion, OP.
- Synthèse sur l'adéquation du projet et les moyens de productions

5. Prévisionnel et principaux éléments de résultats économiques

- Chiffre d'affaires
- Charges de l'exploitation
- EBE
- Revenu du candidat
- Synthèse : points forts/points faibles sur la contrainte de réalisation du revenu
- Programme d'investissements prévu
- Financement prévu
- Ratios économiques
- Synthèse : points forts/points faibles sur le prévisionnel économique dans la réalisation du projet

6. Synthèse générale

- Atouts/contraintes pour la réalisation du projet
- Analyse des risques techniques, financiers, juridiques
- Analyse des conditions de réussite
- Synthèse sur la faisabilité
- Préconisations et points de vigilance pour les suites à donner à la mise en œuvre du projet

VOLET 2.2 : Prise en charge des études de marché

L'étude de marché doit être réalisée dans le cadre de projet en diversification avec la mise en place ou le développement de productions dont la commercialisation se ferait en dehors d'une filière organisée. Il est déterminant de définir sa zone de chalandise et les possibilités d'écoulement des quantités produites en vue de l'atteinte du chiffre d'affaires fixé.

La trame du document écrit de l'étude de marché est la suivante :

1. Candidat à l'installation

- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse
- Situation familiale du candidat
- Activité du conjoint et implication dans le projet
- Formation et parcours professionnel du candidat à l'installation (PPP)
- Expérience professionnelle et statut du candidat à l'installation : agricole et non agricole

2. Présentation du projet

- Individuel ou société
- Cadre familial ou non
- Caractéristiques de l'exploitation reprise

3. Vendre quoi ?

- Description des différents produits proposés à la vente

4. Où ?

- Livraison, vente directe à la ferme, sur les marchés,…
- Détail des prises de contact et résultats obtenus (enquêtes)

5. A qui ?

- Définition et caractérisation de la clientèle : particuliers, intermédiaires,…
- Détails des prises de contact et résultats obtenus (enquêtes)

6. Quelle concurrence ?

- Producteurs locaux, distributeurs
- Description détaillée de l'offre des concurrents (types de produits, lieux de vente, prix,…)

7. Etude budgétaire

- Coût de production des produits vendus (en lien avec le PE)
- Détermination des prix de vente
- Comparaison des prix de vente par rapport au marché
- Détermination du chiffre d'affaire et de la marge

8. Plan de communication

- Comment se faire connaître
- Choix et mise en œuvre des supports de communication,

9. Annexes

- Aperçu du marché français, régional,….

VOLET 3 : Prise en charge du suivi du nouvel exploitant
Le suivi est réalisé à partir du plan d'entreprise (PE). Il doit permettre de s'assurer de l'atteinte des objectifs fixés dans le PE et surtout de son bon déroulement pour l'atteinte de la viabilité au terme des 4 ans.

La trame du document écrit du suivi du nouvel exploitant est la suivante :

1. Le candidat à l'installation
- Nom, prénom, adresse, SIRET, téléphone
- Formation
- Situation familiale
- Type d'aide sollicitée et montant
- Date d'installation
- Type d'installation
- Objectif de revenu
- Ressources extérieures
- Centre comptable, banque, date de clôture d'exercice, etc...

2. Rappels administratifs et réglementaires pour le développement de l'activité
- Faire le point sur les différentes démarches administratives que le jeune doit réaliser et s'assurer du respect des différentes réglementations en lien avec son exploitation.

3. Structures d'exploitation pour l'année en cours (Prévision / Réalisation)
L'approche consiste à faire le tour des éléments, des évolutions par rapport au PE et son déroulement (la situation initiale, la reprise, etc....).
- Reprise de l'exploitation
- Main d'œuvre
- Environnement socio/économique
- Surfaces et modes de faire valoir
- Bâtiments
- Matériels
- Aspects juridiques et fiscaux
- Aspects commerciaux

4. Système de production
L'objectif est de décrire le système de production et la conduite technique.
Productions végétales
- Cultures pérennes en production : type, surfaces, quantités récoltées, produit total, rendement moyen, prix moyen, mode de commercialisation.
- Cultures pérennes en non production : type, surfaces, coûts, aides.
- Cultures annuelles : type, surfaces, quantités récoltées, produit total, rendement moyen, prix moyen, mode de commercialisation.
- Ressource en eau
- Potentiel agronomique des sols

Productions animales
- Reproduction, génétique
- Productivité, mortalité, etc....
- Problème sanitaire
- Suivi de l'autonomie fourragère, alimentation, ration, etc.

5. Suivi financier de l'installation
L'objectif est de faire le point sur le plan de financement du PE.
- les investissements de reprise
- les investissements nécessaires au démarrage de l'activité
- les investissements de renouvellement
- les investissements de développement

L'objectif est de chiffrer et d'analyser les résultats économiques des ateliers.
- Production globale des productions végétales et des productions animales
- Charges d'exploitation
- Marge brute

L'objectif est de chiffrer les résultats de l'année en cours et de les comparer aux données du PE.
- EBE
- EBE sur produits
- Prélèvements privés
- Résultat courant
- Revenu disponible
- Capacité d'autofinancement nette (CAFn)
- Emprunts à plus d'un an
- Annuités sur EBE
- Fonds de roulement
- Analyse de l'endettement
- Problèmes de trésorerie rencontrés et les raisons
- Valorisation des excédents
- Prévision de trésorerie pour l'année suivante

6. Choix
L'objectif est de faire une analyse qualitative et d'engager une discussion sur ce point.
- Investissement prévu, nouveaux investissements
- Changement sur les productions
- Demande d'avenants ou pas suivant les évolutions par rapport au PE.

7. Perspectives et conseils
- Conseils sur les actions prévues, accès à de nouveaux contacts ou prestations
- Conseils technico-économiques, juridiques, fiscaux, organisationnels
- Échéances administratives à ne pas oublier
- Perspective sur la formation continue
- Points de vigilance pour la réussite

VOLET 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont à la transmission
Le conseil d'accompagnement en amont de la transmission a pour objectif d'anticiper le départ et de mettre en place les conditions favorables pour permettre la transmission de l'exploitation et/ou l'arrivée d'un nouvel associé. Il doit permettre d'établir un état des lieux de l'exploitation agricole et d'identifier les facteurs clés, les étapes à conduire et les investissements à réaliser afin d'envisager, à moyen terme, une transmission de l'exploitation dans les meilleures conditions.

La trame du conseil d'accompagnement en amont à la transmission est la suivante :

1. Cédant
- Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse, téléphone
- Individuel ou société
- Contexte de l'exploitation à céder (famille, habitation,...)

2. Description de l'exploitation à céder
- L'historique de l'exploitation

- Situation de l'exploitation (zone agricole, ZV, document d'urbanisme,…)
- Environnement socio/économique
- Exploitation individuelle ou sociétaire (description des associés et leurs fonctions)
- Main d'œuvre
- Superficie totale et mode de faire valoir
- Description des systèmes de production par atelier (productions végétales et animales)
- Analyse des moyens de production (sols, bâtiments, matériels,....)
- Mode de commercialisation
- Analyse économique et financière
- Aspect juridique, fiscal, social, patrimonial et administratif
- Modalités potentielles de reprise
- Préparation à la transmission (investissements à prévoir et évaluation des coûts, modification conduite d'exploitation, etc....)

3. Synthèse générale

- Cartographie de l'exploitation
- Atouts/contraintes de l'exploitation à céder
- Préconisations et points de vigilance
- Accompagnement à mettre en place
- Calendrier des démarches

ANNEXE 2

Modèle de prévisionnel des dépenses

PREVISIONNEL ANNUEL détaillé du projet pour agrément des structures de conseil à l'installation-transmission

Un volet est décliné dans votre structure en plusieurs prestations à détailler ci-dessous

Intitulé de la prestation	Description synthétique de la prestation	Durée de la prestation par dossier en jours	Nombre de dossiers prévus par intervenant de la structure								Nombre total de dossiers prévus	Coût total par dossier	Estimation de l'aide sollicité par prestation *	Coût total par action HT
			NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*				
Ex : Diagnostic sur une fragilité identifiée (Volet 3)		*1*	*3*			*1*					*4*	*350,00 €*		*1 400,00 €*
Ex : Suivi global de l'exploitation (Volet 3)		*1,5*	*5*			*4*					*9*	*400,00 €*		*3 600,00 €*
VOLET 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 3 : Suivi du nouvel exploitant														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
	TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	**0**		**0,00 €**	**0,00 €**

ANNEXE 3

Modèle d'enregistrement des porteurs de projets à accompagner

	Candidat					Prestation				Coût	
Date d'enregistrement de la demande	Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville	VOLET concerné (1,2,3 ou 4)	Structure agréée accompagnatrice	Prestation réalisée	Aide d'Etat concernée	Coût HT en €	Aide sollicité pour ce diagnostic pour le candidat *(financé par la Région)*

ANNEXE 4

Demande individuelle d'aide au conseil à l'installation-transmission du porteur de projet

DEMANDE INDIVIDUELLE D'AIDE AU CONSEIL A L'INSTALLATION

Une fois complété, ce formulaire doit être retourné avec tous les justificatifs correspondants, aux dates indiquées par la région Île-de-France

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Civilité : ☐ M. ☐ Mme

Nom d'usage : ……

Prénom ; ……

Date de naissance : ……/……/……

Adresse : ……

Code postal : ..… …. …. …. …. Commune : ……

Téléphone : ……

Portable : ……

Mail : ……@…… . ……

PROJET D'INSTALLATION – TRANSMISSION

Projet concerné : ☐ installation ☐ transmission

Statut juridique : ……

Nom de l'exploitation : ……

Qualité : ……

Adresse : ……

Code postal : ..… …. …. …. …. Commune : ……

SIRET : ……

APE : ……

Date prévisionnelle d'installation-transmission : ……/……/……

Pour les candidats à l'installation :

Date de passage en PAI : ……/……/……

Date d'agrément du Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) :

☐ effective ☐ prévisionnelle en date du ……/……/……

Pour les candidats à l'installation, identification du cédant le cas échéant

Statut juridique : ……

Nom de l'exploitation : ……

Qualité : ……

Adresse : ……

Code postal : ..… …. …. …. …. Commune : ……

PRESTATION DEMANDEE A LA STRUCTURE AGREEE AU CONSEIL PAR LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

☐ Volet 1 : Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre

☐ Volet 2 : Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché

☐ Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant

☐ Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants

Détail de la prestation demandée : ……..

……

……

Prix HT de la prestation demandée : ……€

Montant de l'aide régionale sollicité : ……€

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Pour un diagnostic d'exploitation :

- ☐ Création d'une activité nouvelle de production : ……
- ☐ Hors cadre familial

Pour des études de faisabilité et/ou de marché :

- ☐ Projet de conversion à l'agriculture biologique, pour tout ou partie de l'exploitation
- ☐ Activité d'élevage : ……
- ☐ Production atypique : ……
- ☐ Production à forte valeur ajoutée : ……
- ☐ Transformation à la ferme : ……
- ☐ Vente en circuits courts : ……

Pour le suivi du nouvel exploitant :
Date de début de l'étude prévue : …….. / …….. / ……

- ☐ J'atteste ne percevoir aucune autre subvention que celle de la Région Île-de-France dans le cadre de la présente prestation,
- ☐ J'atteste percevoir une ou plusieurs autres aides dans le cadre de la présente prestation, préciser la ou lesquelles :
  - Aide 1 : ……
  - Aide 2 : ……..
  - Aide 3 : ……..

PIECES A FOURNIR

Projet concerné :

- ☐ pièce(s) d'identité des signataires
- ☐ pouvoirs le cas échéant
- ☐ extrait k-bis pour les personnes morales
- ☐ statuts pour les GAEC et associations
- ☐ justificatif de propriété le cas échéant
- ☐ RIB

MODALITES DE PRISE EN CHARGE

Ce dispositif d'aide vise la prise en charge partielle des frais inhérents à l'apport des conseils à l'installation-transmission, des études et des diagnostics d'exploitations réalisés par une structure agréée par le Conseil Régional. Ce dispositif vise à soutenir des actions de conseil à l'installation qui viennent en complément notamment des actions d'orientation proposées par les Points Accueils Installation (PAI) et les Centres d'Elaboration des Plans de Professionnalisation Personnalisés (PPP).

Sont éligibles :
• les diagnostics d'exploitation à reprendre dans le cadre d'une installation :

- Pour le Volet 1 : *Conseil à l'installation : prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre* :
  - Eligibilité du candidat :
    - disposer d'un PPP
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - projet d'installation hors cadre familiale,
- Pour le Volet 2 : *Conseil à l'installation : Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché* :
  - Eligibilité du candidat :
    - avoir réalisé un autodiagnostic auprès du PAI (attestation)
    - ou disposer d'un PPP (attestation)
    - avoir une idée précise de la localisation du projet (terres ou exploitation à reprendre)
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - conversion à l'agriculture biologique pour tout ou partie de l'exploitation,
    - transformation à la ferme ou vente en circuits courts,
    - projets avec une activité d'élevage,
    - projet de productions atypiques et/ou à forte valeur ajoutée.

    Une production atypique s'entend ici comme une production peu présente sur le territoire hors grandes cultures.
- Pour le Volet 3 : *Suivi du nouvel exploitant* :
  - Eligibilité de l'exploitant agricole :
    - être installé depuis moins de 5 ans,
    - être âgé de moins de 45 ans,
    - disposer d'un PPP,
    - être affilié à un régime de protection sociale des personnes salariées des professions agricoles et
    - disposer d'un prévisionnel économique qui dessine le développement de son projet sur les 4 premières années de son installation.
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - suivi sur 3 années au plus ou conseil unitaire,
    - suivi dans les 4 premières années de l'installation,
    - suivi global de l'exploitation pour assurer le bon déroulement du projet initial,
    - diagnostic sur un domaine particulier ou sur une fragilité identifiée en lien avec le projet d'installation et nécessitant un conseil spécialisé.
  - Priorisation des projets éligibles :
    -
- Pour le Volet 4 : *Prise en charge su conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants* :
  - Eligibilité du cédant :
    - être âgé de 52 à 57 ans à la date de dépôt de la demande individuelle d'aide,
  - Prestation éligibles financées par la Région :
    - état des lieux de l'exploitation agricole et identification des facteurs clés, étapes à conduire, investissement à réaliser pour envisager une transmission dans les meilleures conditions.

Le diagnostic des Volet 1 et 2 ne sera pas pris en charge si le futur cédant a, de son côté, bénéficié d'un diagnostic de son exploitation dans le cadre du présent dispositif, et inversement.

Détail des prestations éligibles :
Les prestations de conseil à l'installation et à la transmission recouvrent au minimum les cinq phases suivantes :

1. le contact préalable pour préciser la demande du porteur de projet, formaliser l'expression des besoins et établir le devis des prestations ;
2. l'entretien d'une demi-journée minimum avec le porteur de projet pour le recueil des données ;
3. l'analyse et la synthèse globale : l'analyse portera sur toutes les composantes de l'exploitation à partir de l'entretien et des documents disponibles. La synthèse comportera :
   - le descriptif de l'exploitation,
   - l'historique et la trajectoire du projet,
   - les motivations du porteur de projet,
   - les atouts et contraintes de l'exploitation agricole,
   - des préconisations avec chiffrage sommaire et description des moyens à mettre en œuvre, ainsi que les orientations envisageables ;
4. la restitution au porteur de projet qui permettra de valider l'analyse, la synthèse globale et le projet du diagnostic. Il s'agit d'une restitution verbale et écrite de l'audit au porteur de projet dans le cadre d'une rencontre ;
5. la rédaction définitive d'un rapport.
   - Le diagnostic global d'exploitation agricole, décrit ci-dessus, constitue le pivot de la prestation éligible.
   - Il peut être complété par l'intervention de spécialistes déterminée d'un commun accord entre le porteur de projet et l'auditeur du diagnostic global.

Les résultats de l'intervention des spécialistes sont obligatoirement intégrés au diagnostic global et les documents joints au rapport final. La seule étude d'un problème technique, fiscal ou comptable de l'exploitation est hors du champ de la prestation finançable.

Seules les prestations effectuées par les structures agréées par le conseil régional Île-de-France sont éligibles.
Sont exclues des prestations éligibles :

- les prestations de services qui relèvent du fonctionnement normal de l'exploitation (tenue de comptabilité, inscription au contrôle laitier, aide au montage des dossiers PAC 1er et 2ème pilier, bilan économique, …) et celles qui relèvent d'obligations légales (frais d'actes, rédaction d'actes, …) ;
- l'intervention dans une exploitation vis-à-vis de laquelle le conseiller ne présenterait pas l'objectivité requise ;
- l'adjonction de démarches commerciales concernant des biens ou services (ayant un lien avec les recommandations) au cours de l'intervention du conseiller.

Montant de la subvention :
Taux d'aide maximum : 80% des dépenses engagées éligibles
Montant d'aide maximum : 1 500 €
Le montant de la dépense éligible est établi sur la base des dépenses de la structure prestataire conformément à la convention d 'agrément.

Modalités liées au versement de l'aide :
L'aide attribuée est versée à la structure ayant réalisé les prestations. La structure mandatée fera l'aménagement financier nécessaire sur la facture établie, en rapport avec le montant de l'aide accordée.
Il est précisé que le versement de l'aide est également conditionné à la transmission, par la structure ayant réalisé la prestation, d'un rapport d'activité annuel, conformément à la convention d'agrément signée avec le conseil régional.

ENGAGEMENT SUR L'HONNEUR

Je soussigné M. / Mme

- ✓ Sollicite l'aide de la région Île-de-France,
- ✓ Certifie que les renseignements mentionnés sur cette demande d'aide sont exacts,
- ✓ M'engage à réaliser le diagnostic d'exploitation dans un délai de 6 mois à compter de la décision d'octroi de l'aide,
- ✓ M'engage à réaliser le diagnostic d'exploitation avec la ou les structures ayant réalisés le ou les devis joints au présent dossier,
- ✓ M'engage sur la compatibilité du présent projet avec les dispositions précisées ci-dessus.

J'ai également pris connaissance du fait que la structure agréée : …….. retourne ce document à la région Île-de-France pour attribution de l'aide :

Fait à : ……

Le : ……..

Signature du demandeur :
Précédé de la mention « lu et approuvé »

Fait à : ……

Le : ……..

Signature de la structure accompagnatrice :
Précédé de la mention « lu et approuvé »

ANNEXE 5

Base tarifaire sur laquelle seront attribuées les aides aux différents porteurs de projet accompagnés par la structure

L’agrément offre la possibilité de déposer une demande d’aide au dispositif de soutien à l’installation et à la transmission agricoles en Ile-de-France. Cette demande fera l’objet d’une instruction spécifique conformément au règlement d’intervention voté par la délibération CP 2018-151 du 19 septembre 2018. Cette demande devra intégrer les éléments précisés dans la présente annexe.

Grille tarifaire de référence pour Terre de Liens Île-de-France :

- Volet 1
  - ✓ Diagnostic opportunité foncière : coût prestation de 500 €, aide régionale de 400 €
  - ✓ Rdv préconisations : coût prestation de 500 €, aide régionale de 400 €

- Volet 4
  - ✓ Diagnostic exploitation à transmettre : coût prestation de 1 000 €, aide régionale de 800 €
  - ✓ Rdv suivi et préconisations : coût prestation de 500 €, aide régionale de 400 €

La subvention annuelle attribuée aux porteurs de projets via la structure prestataire est limitée à un montant maximal de 14 000 € pour Terre de Liens Île-de-France.

ANNEXE 6

Calendrier des échéances annuelles quant au dépôt des dossiers complets de demande de subvention

Tableau prévisionnel des échéances annuelles de dépôt des dossiers de demandes de subventions et de passage en CP :

Aide	Objet	Date prévisionnelle
Aide n°1-2020	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 mars 2020
	Passage en CP pour affectation	Juillet 2020
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2020
Aide n°2-2020	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2020
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2020
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2020
Aide n°3-2021	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2020
	Passage en CP pour affectation	Mars 2021
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2021
Aide n°4-2021	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2021
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2021
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2021
Aide n°5-2022	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2021
	Passage en CP pour affectation	Mars 2022
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2022
Aide n°6-2022	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 juin 2022
	Passage en CP pour affectation	Octobre 2022
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 novembre 2022
Aide n°7-2023	Dépôt du dossier définitif de demande d'aides nominatives	30 novembre 2022
	Passage en CP pour affectation	Mars 2023
	Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement	30 juin 2023

ANNEXE 7

Circuit de gestion de l'aide dans le cadre de la convention délivrant agrément de structure de conseil a l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France

Etapes	Acteurs	Calendrier à titre indicatif
1) Agrément des structures pour le conseil à l'installation-transmission agricole en Île-de-France		
Validation des candidatures par la région Île-de-France	Région Île-de-France	Novembre 2019
Avis consultatif du Comité Régional à l'Installation-Transmission (CRIT)	CRIT	Janvier 2020
Signature de la convention délivrant agrément de structure de conseil à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France	Région Île-de-France et Structure agréée	Mars 2020
2) Demande de subventions nominatives		
Prise de contact entre porteurs de projet et la structure agréée	Porteur de projet et structure agréée	
Signature d'une demande individuelle de prestation	Structure agréée	A partir de la date de l'agrément donné en CP
Enregistrement des porteurs de projet signataire dans la base de données prévue à cet effet	Structure agréée	A partir de la date de l'agrément donné en CP
Bilan financier de l'aide n°1-2020 sollicitée	Structure agréée	Mars 2020
Dépôt des demandes d'aides de toutes les structures agréées	**Structure agréée**	**30 mars 2020**
3) Instruction des demandes		
Réception du dossier complet définitif de demande de l'aide transmise fin mai, sans relance, c'est-à-dire : - La compilation des demandes individuelles de prestation signées, - Base de données des porteurs de projet signataires, - Bilan financier de l'aide sollicitée pour le 2nd semestre.	Région Île-de-France	**30 mars 2020**
Instruction des demandes : - Vérification de la compatibilité des prestations proposées, - Vérification des porteurs de projet, - Priorisation des prestations si nécessaire, - Calcul du montant prévisionnel de l'aide.	Région Île-de-France	**Avril 2020**
Intégration au rapport de la CP de juillet ***Attention : aucune prestation ne pourra être financée avant la date de vote de l'affectation en octobre 2020.***	Région Île-de-France	**Avril 2020**
4) Affectation de l'aide à la structure agréée		
Affectation en CP de l'aide calculée lors de l'instruction	Région Île-de-France et Structure agréée	Juillet 2020
Signature de la convention de financement	Région Île-de-France et Structure agréée	Juillet 2020
5) Réalisation des prestations		
Réalisation des prestations spécifiées dans la convention de financement	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Enregistrement des porteurs de projet accompagnés et des prestations réalisées dans la base de données prévue à cet effet	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Compilation des factures nominatives présentant les champs spécifiés en annexe 10	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
Compilation des mandats signés par les porteurs de projet	Structure agréée	Juillet à novembre 2020
6) Mise en paiement		
Envoi des éléments constitutifs de la demande de versement : - Demande de versement du solde - Base de données des porteurs de projets et prestations réalisées, - Factures signées par les porteurs de projets accompagnés - Mandats individuels signés par les porteurs de projet	Structure agréée	**30 novembre 2020**
Contrôle des justificatifs après réalisation des prestations : ✓ contrôle des pièces justificatives de la réalisation du projet ✓ calcul du montant à payer, pour chaque structure agréée, ✓ conclusions du service instructeur	Région Île-de-France	Décembre 2020
Validation de service fait pour mise en paiement	Région Île-de-France	Janvier 2021

Vérification de la liquidation de l'aide à verser	Région Île-de-France	Février 2021
Paiement et envoi d'un avis de paiement au bénéficiaire	Région Île-de-France	Février 2021
7) En cas d'irrégularités		
Décision de déchéance partielle ou totale	Région Île-de-France	
Liquidation du ou des ordres de recouvrer Emission et envoi du ou des ordres de recouvrer Mise en recouvrement des sommes dues	Région Île-de-France	
H) Recours		
Réponse aux recours administratif	Région Île-de-France	
Réponse aux recours contentieux	Région Île-de-France	

ANNEXE 8

Modèle de bilan chiffré des prestations réalisées pour demande de versement du solde

A remplir par les structures agréées												Demande de versement du solde		
	Candidat					Prestation				Coût		Prestation		Bilan financier
Date d'enregistrement de la demande	Nom	Prénom	Adresse	CP	Ville	VOLET concerné (1,2,3 ou 4)	Structure agréée accompagnatrice	Prestation réalisée	Aide d'Etat concernée	Coût HT en €	Aide sollicitée pour ce diagnostic pour le candidat *(financé par la Région)*	Date de facturation de cette prestation	Date de dépôt de demande de versement correspondant à cette prestation	Coût HT en €

ANNEXE 9

Modèle de bilan des dépenses réalisées

BILAN détaillé du projet pour agrément des structures de conseil à l'installation-transmission

Intitulé de l'action	Description synthétique de l'action	Durée par dossier en jours	Nombre de dossiers prévus par intervenant de la structure								Nombre total de dossiers	Coût total par dossier	Aide sollicitée par action	Coût total par action HT
			NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*	NOM Prénom *Intitulé du poste*				
Ex : Diagnostic sur une fragilité identifiée (Volet 3)		*0,5*	*2*			*0*					*2*	*350,00 €*		*700,00 €*
Ex : Suivi global de l'exploitation (Volet 3)		*1,5*	*6*			*1*					*7*	*400,00 €*		*2 800,00 €*
VOLET 1														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 2														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 3														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
VOLET 4														
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
											0			*0,00 €*
	TOTAL		0	0	0	0	0	0	0	0	**0**			**0,00 €**

ANNEXE 10

Facturation

FACTURATION

Dénomination des champs obligatoires spécifiques aux prestations de conseil menées dans le cadre de la convention cadre au conseil à l'installation-transmission dans la facturation établie avec le porteur de projet pour qu'elle puisse être prise en compte dans la Demande de Versement du Solde

PORTEUR DE PROJET

Nom
Prénom
Adresse
Date de naissance

STRUCTURE AGREEE

Dénomination
N° SIRET
Date de la facture
Date de la prestation

PRESTATION REALISEE

Volet concerné (1, 2, 3 ou 4)
Prestation réalisée
Prix de la prestation HT
Prix de la prestation TTC
Logo de la Région Île-de-France
Montant de la subvention de la Région Île-de-France
Montant payé par le porteur de projet

ANNEXE 11

Mandat

MANDAT

Le mandat est personnel, il n'est pas cessible, ni transmissible

DEMANDEUR

Je soussigné(e) ……

Né le …….. , à ……..

Demeurant : ……

……

……

…. …. …. …. …. ……

STRUCTURE AGREEE CONCERNEE

Donne mandat à l'organisme désigné ci-après : ……

Dénomination : ……

Adresse : ……

……

……

…. …. …. …. …. ……

N° de SIRET : ……

Représenté par (joindre une copie du pouvoir) :

Pour recevoir en mon nom l'aide au conseil à l'installation-transmission consistant en une prise en charge partielle des coûts de prestations.

L'organisme mandaté mentionnera sur la facture établie, le coût total de l'étude, la part restant à charge du demandeur et la part de la subvention accordée par la Région.

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties du présent mandat, celle-ci devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux services de la Région. Cette résiliation prendra effet huit jours après la date de réception de la résiliation.

Je demeure responsable de l'ensemble des engagements relatifs à l'aide précisée ci-dessus, notamment du remboursement des sommes indûment perçues.

Fait à : ……	Fait à : ……
Le : ……..	Le : ……..
Date et signature du demandeur	Date et signature de la structure
A faire précéder de la mention « lu et approuvé, bon pour acceptation »	*A faire précéder de la mention « lu et approuvé, bon pour acceptation »*

ANNEXE 12

Clauses de sécurité RGPD

Plan d'Assurance Sécurité

Dans les 30 jours suivants la notification de la convention d'agrément, la structure formalisera et transmettra au conseil régional d'Île-de-France le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) applicable de la présente convention. Le Plan d'Assurance Sécurité comportera notamment les éléments suivants :

Les modalités de gestion du cycle de vie du Plan d'Assurance Sécurité qui permettent de le faire évoluer et de valider ses modifications ;
L'inventaire des procédures et des processus de sécurité applicables dans le cadre des services ;
La procédure de traitement des attaques recensant notamment l'ensemble des intervenants, le processus d'alerte et de remontée des informations, le cas échéant les SLA spécifiques au traitement des alertes de sécurité ;
L'échelle de gravité des incidents de sécurité et les procédures de traitement associées ;
La description des mesures de protection répondant aux exigences de sécurité de la présente convention ;

Le PAS s'appliquera tout au long de la présente convention. Une fois validé en début de convention, le PAS pourra être révisé à la demande du conseil régional d'Île-de-France. La révision du PAS sera en particulier déclenchée en cas d'incident grave de sécurité.

Le PAS doit être porté à la connaissance de chaque personne et de chaque intervenant impliqué dans la fourniture des prestations dans le cadre de la présente convention.

Obligations de la structure

La structure de la présente convention reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier il s'engage à informer le conseil régional d'Île-de-France des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.

Outre le respect de ses obligations au titre de la convention de service, la structure informera préalablement le conseil régional d'Île-de-France de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité ou une dégradation des performances du système.

Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte. La structure de la présente convention s'engage à suivre et corriger dans les délais les plus brefs les vulnérabilités présentes dans les systèmes dont il assure la gestion. Il devra à minima traiter les alertes et prendre en compte les recommandations émises à par le CERT-FR (https://www.cert.ssi.gouv.fr/).

De façon générale, la structure est responsable pendant toute la durée de la prestation du maintien en conditions opérationnelles et du maintien en conditions de sécurité de l'ensemble des infrastructures, des équipements, des systèmes, des applications, etc. qu'il gère pour le compte du conseil régional d'Île-de-France ainsi que l'ensemble de ses systèmes propres impliqués dans l'infogérance (ex : réseaux, postes d'administrations, serveurs, applications, etc.).

Responsabilité

La structure de la présente convention est responsable des moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences de sécurité, afin d'éviter tout préjudice pour le conseil régional d'Île-de-France dans le cadre de la fourniture des services.

Protection des données personnelles

La structure de la présente convention est responsable de la protection des données personnelles qu'il sera amené à traiter pour exécuter les prestations. En complément des mesures de sécurité générales énoncées, la structure prendra toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données personnelles et pour que ces données ne puissent être accédées et manipulées que par des personnes explicitement autorisées et uniquement dans le but de fournir les services convenus dans le cadre de la présente convention.

La structure est soumis à une obligation de résultat pour assurer la protection des données qui lui sont confiés dans le cadre de la présente convention et qui sont stockées, manipulées et traitées par les systèmes qu'il met en œuvre. La structure doit notamment garantir une isolation effective des données du Conseil régional d'Île-de-France ainsi que des systèmes de traitement mis en œuvre vis-à-vis de ses autres clients.

Le conseil régional d'Île-de-France demande que les données dont la gestion est confiée à la structure dans le cadre de la présente convention soient protégées par des mécanismes de chiffrement. Si une telle protection n'est pas possible ou n'est pas préconisée par la structure de la présente convention (par exemple pour des questions de performances), la structure mettra en œuvre des contrôles de sécurité complémentaires pour garantir un niveau de protection équivalent.

Organisation de la sécurité

La structure doit disposer d'une organisation lui permettant de s'assurer de la mise en œuvre des exigences de sécurité définies dans la convention. Le système de management de sécurité mis en œuvre par la structure suivra idéalement la norme ISO 27001 et ses déclinaisons (sans nécessairement être certifié conforme ISO 27001).

La structure décrit dans le Plan d'Assurance Sécurité cette organisation, son fonctionnement, ses pratiques, les moyens dont il dispose, les interactions avec le Conseil régional d'Île-de-France, ainsi que les éventuels prérequis nécessaires pour la tenue des engagements en matière de sécurité.

Gestion des risques

La structure prestataire de la présente convention élabore et déploie un processus d'amélioration continue de la sécurité dont les objectifs sont :

- L'identification de tous les risques de sécurité pouvant impacter la qualité, la disponibilité, la performance des services ;
- La gestion des risques identifiés afin que ceux-ci n'aient aucun impact sur la qualité, la disponibilité et la performance des services fournis dans le cadre de la présente convention ;
- La réduction des risques de sécurité des SI pesants sur le Conseil régional d'Île-de-France et sur ses activités.

La structure identifie les risques et estime leur impact pour la fourniture des services dans le cadre de la présente convention. La structure a la responsabilité de mesurer le niveau d'exposition aux risques. Il doit reporter l'ensemble des risques potentiels ou avérés dont il a connaissance afin de décider des mesures opérationnelles et/ou organisationnelles à prendre pour traiter les risques identifiés. Il notifie sans délais le responsable de la convention d'agrément et le RSSI du Conseil régional d'Île-de-France des risques critiques et majeurs. La notification des autres risques sera effectuée à l'occasion du comité de sécurité ou du comité de suivi de la convention d'agrément. Il informe ensuite le comité de pilotage du suivi et de la mise en œuvre du plan d'actions de traitement de ces risques.

Comité de suivi de sécurité des systèmes d'information

Un comité de suivi de sécurité des SI pourra être établi dans le cadre de la présente convention. Ce comité coordonnera l'exécution et la conformité des travaux liés à la sécurité des SI prévus de la présente convention :

Conformité des prestations ;

- Respect des obligations contractuelles liées à la sécurité des SI ;
- Validation des améliorations pour accroître la sécurité ;
- Revues des incidents de sécurité ;
- Exploitation des résultats des audits, validations et vérifications des mesures pour la remise en conformité ;
- Gestion des exceptions.

Ce comité se réunira selon la périodicité définie dans le PAS, et au moins annuellement. Ce comité se réunira également en cas d'incident grave de sécurité.

Il sera composé des représentants suivants :

- MOA du conseil régional d'Île-de-France chargée de l'exécution de la présente convention ;
- Chef de projet applicatif et/ou technique de la DSI du conseil régional d'Île-de-France;
- RSSI du conseil régional d'Île-de-France;
- DPD du conseil régional d'Île-de-France;
- Responsable de la convention d'agrément de la structure prestataire ;
- RSSI de la structure prestataire ou son représentant.

Durant l'opération de réversibilité, ce comité s'assurera des conditions techniques et financières du transfert des moyens de sécurité matériels et logiciels mis en place et du maintien en conditions de sécurité de la totalité du système ou de l'application. Il sera alors composé des représentants des 2 prestataires.

Gestion des ressources humaines

Avant toute intervention d'un collaborateur (ou d'un personnel d'un sous-traitant) dans le cadre de la présente convention, la structure doit procéder à la vérification de probité et des compétences de cette personne. Le titulaire doit s'assurer en particulier :

Que le collaborateur possède les connaissances et les compétences suffisantes pour exécuter les tâches qui lui sont confiées ;

- De l'absence notoire d'actions contraires à la déontologie attribuables au collaborateur ;
- De l'exhaustivité et l'exactitude du CV du collaborateur ;
- Des diplômes et des qualifications du collaborateur.

Tout collaborateur intervenant dans le cadre de la présente convention doit avoir reçu :

Une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information
Une formation particulière concernant son domaine d'intervention (développement sécurisé applicable aux technologies utilisées, administration sécurisée, conception sécurisée, etc.) ;

Documentation de sécurité des systèmes d'information

La structure prestataire de la présente convention est en charge de créer et de maintenir à jour l'ensemble de documentation d'exécution de la convention d'agrément et notamment la documentation de sécurité, à minima :

- Réglementations applicables ;
- Normes et guides de bonnes pratiques applicables ;
- Plan d'Assurance Sécurité ;
- Eventuelles politiques et procédures internes non inclues dans le PAS et permettant le respect des exigences de sécurité de la présente convention ;
- Documents de suivi d'application des mesures de sécurité ;
- Documentations relatives aux incidents de sécurité survenus, à leur impact, leur portée, leur traitement et leur résolution ;
- Schémas, cartographies, matrices des flux ;
- Inventaire des actifs utilisés dans le cadre de la prestation objet de la présente convention.

Le conseil régional d'Île-de-France pourra demander à tout moment à la structure la fourniture de ces documents, en particulier dans le cadre d'un audit.

Audits de sécurité

Le conseil régional d'Île-de-France pourra, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par la structure de la présente convention. Il mandatera à cette fin un organisme indépendant et qualifié pour procéder à un audit de sécurité du système (et qui, dans la mesure de possible, n'est pas un concurrent direct de la structure de la convention d'agrément).

L'audit pourra concerner l'organisation ou l'architecture mises en place, les configurations déployées ou se faire sous une forme de test d'intrusion. Les tests d'intrusion seront encadrés par une charte commune signée entre la structure prestataire de la présente convention, le Conseil régional d'Île-de-France et la société mandatée pour l'audit.

Les audits de sécurité pourront être effectués de façon planifiée avec une fréquence maximale d'une fois par an, ou suite à un incident grave de sécurité survenu sur les systèmes du Conseil régional d'Île-de-France (qu'il s'agit ou non des systèmes rentrant dans le cadre de la présente convention).

La structure prestataire de la convention d'agrément sera prévenue au minimum 30 jours en avance. En cas d'indisponibilité justifiée des personnes clés chez la structure prestataire de la convention d'agrément, il pourra demander de décaler l'audit d'un délai d'un mois maximum. Cependant, un audit pourra être effectué sans délais en cas d'urgence engendrée par un incident grave de sécurité en cours.

Suite à cet audit, le titulaire devra prendre à sa charge et corriger toute vulnérabilité ou non-conformité découverte. Les vulnérabilités ou non-conformités majeurs ou critiques devront être corrigés dans les plus brefs délais.

Localisation des données

Lorsque des données appartenant au conseil régional d'Île-de-France ou collectées dans le cadre de l'exécution de la présente convention sont hébergées par la structure, leur localisation en France, ou, à minima, à l'intérieur du l'Union Européenne doit être privilégiée.

Le titulaire fournira au conseil régional d'Île-de-France la liste des sites hébergeant les données dans le cadre de la présente convention.

Si l'architecture technique mise en œuvre par la structure prestataire ne permet pas la localisation précise des données en permanence, la structure s'engage à localiser les données, a posteriori. Cette localisation des données pourra lui être demandée à tout moment et en particulier suite à un incident.

Sécurité des développements applicatifs

La structure prestataire de la présente convention est tenu d'assurer la sécurité des développements conformément à l'état de l'art dans chacune des technologies mises en œuvre. En particulier, la structure prestataire de la présente convention doit :

- Mettre en place un environnement de développement sécurisé et contrôlé ;
- S'assurer que tout collaborateur intervenant dans le projet de développement ou en TMA ait reçu une sensibilisation générale concernant la sécurité des systèmes d'information et une formation particulière concernant le développement sécurisé applicable aux technologies utilisées dans le cadre de la présente convention ;
- S'assurer de la sécurité des outils utilisés dans le cadre du développement, en particulier du respect des recommandations des éditeurs concernant la maintenance de l'environnement applicatif, l'application des correctifs, le contrôle d'accès, la traçabilité des actions, etc.
- Implémenter des contrôles rigoureux des entrées utilisateurs ou des données transmises par des systèmes tierces, en particulier s'assurer de l'absence des erreurs de développement permettant des injections ou exécutions de code (débordements, etc .), des requêtes SQL, de scripts (Cross-Site Scripting, Cross-Site Request Forgery), dépassements des capacités, etc.;
- S'assurer de l'implémentation du principe du moindre privilège ;
- Protéger les accès aux fonctions d'administration ;
- Lors des installations des systèmes, des applications, des bibliothèques, etc. : installer le stricte minimum de composants nécessaires au bon fonctionnement et à l'administration ;
- S'interdire l'utilisation de mots de passe dans le code et l'utilisation ou le stockage des mots de passe non chiffrés (en clair) ;
- Pour les applications web s'interdire la transmission des identifiants et des mots de passe dans les URL ;
- Mettre en œuvre d'une gestion efficace des erreurs. Les erreurs affichées aux utilisateurs ne doivent pas présenter d'informations pouvant être utilisées à des fins malveillantes, par exemple des traces des piles d'exécution (ces traces doivent être dirigées vers un fichier de debuggage uniquement accessible aux exploitants du système), présence d'un compte d'utilisateur, versions des composants, etc. ,

Les développements web devront suivre et implémenter sur les recommandations de l'OWASP (*Open Web Application Security Project*).

Gestion des évolutions

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité ou compromettre une éventuelle opération de réversibilité.

En cas d'évolution, la structure prestataire de la présente convention devra vérifier que sa mise en œuvre est conforme aux exigences contractuelles et en apporter la justification auprès du donneur d'ordres, avant validation par ce dernier.

Journalisation, conservation et analyse des traces

La structure prestataire de la présente convention doit mettre en place une journalisation des événements système et des évènements liés à la sécurité (accès, déconnexions, utilisation des privilèges, échecs des traitements, etc.). Cette journalisation doit être activée sur tous les équipements impliqués dans la prestation et sur les équipements d'exploitation associés.

La collecte des évènements doit être réalisée en respectant les meilleures pratiques actuelles. Les traces doivent être horodatées avec une référence de temps unique, fiable, et permettant leur corrélation avec d'autres évènements externes à la structure prestataire (en particulier d'autres évènements collectés par le Conseil régional d'Île-de-France). Afin de garantir leur complétude et de faciliter leur exploitation, les traces doivent être centralisées de façon continue.

Le conseil régional d'Île-de-France doit pouvoir accéder aux journaux le concernant, idéalement en temps réel. Si l'accès en temps réel n'est pas possible, la structure prestataire de la présente convention doit procéder aux extractions des traces demandées au plus tard 24 heures suivants la demande. Ce délai pourra être raccourci à 1 heure en cas d'urgence signalée (par exemple, en cas d'attaque en cours).

La structure doit garantir une stricte confidentialité des traces collectées et notamment leur isolation vis-à-vis de ses autres clients.

La structure prestataire de la présente convention doit procéder à l'analyse des traces collectées. Outre l'amélioration permanente du service rendu, cette analyse des traces a pour but de détecter les incidents de sécurité.

Ces traces devront être préservées pour une durée maximale légalement autorisée ou, par défait, pendant un an.

Traitement des attaques

La structure prestataire de la présente convention doit mettre en place des mécanismes techniques et organisationnels de détection, de prévention et de traitement des attaques sur le périmètre des prestations d'infogérance et d'hébergement des données ou des systèmes. Il doit informer sans délais, selon la procédure formalisée dans le PAS de la convention d'agrément, le conseil régional d'Île-de-France en cas de survenue d'une attaque susceptible de lui porter préjudice.

Traitement des incidents de sécurité

La structure doit avertir sans délais le responsable de la présente convention au conseil régional d'Île-de-France de la survenue d'un incident de sécurité.

Les incidents de sécurité envisageables dans le cadre de la présente convention et les procédures de leur traitement seront formalisés dans le PAS de la convention d'agrément.

Pour traiter et résoudre un incident survenu, le conseil régional d'Île-de-France pourra mandater un organisme indépendant et qualifié (et qui, dans la mesure de possible, n'est pas un concurrent direct de la structure prestataire de la convention d'agrément) ou demander la structure de mandater un tel organisme. Cette structure en charge de traitement de l'incident doit pouvoir procéder à un contrôle total de l'environnement de la ressource à des fins d'analyse, en particulier :

- Prélever tout élément nécessaire à l'analyse conformément aux règles de l'art ;
- Analyser tout système impliqué dans l'incident ;

- Préconiser les actions de confinement de l'incident, de réduction d'impact, etc. et de remise en fonctionnement nominal, dont la décision reste prérogative du conseil régional d'Île-de-France.

Protection antivirale

Une politique antivirale stricte devra être mise en place par la structure pour la totalité des équipements supportant la prestation objet de la présente convention (serveurs, stations d'administration, stations de développement, postes de travail, etc.). La mise à jour des signatures devra être automatique et d'une fréquence élevée (par exemple toutes les 30 minutes).

La politique antivirale appliquée sur le système d'information de la structure devra être précisée dans le PAS.

Un contrôle de non contamination des serveurs Web devra être effectué périodiquement. La structure précisera les modalités de mise en œuvre de ce contrôle.

Sauvegardes et restauration

La structure prestataire de la présente convention doit prendre toutes les mesures qui s'imposent en termes de sauvegarde et de restauration pour se conformer au niveau de service exigé.

Les copies de sauvegarde ne doivent pas être soumises aux mêmes risques que les données en production (que ces risques soient d'origine accidentelle ou de malveillance).

Un exemplaire des sauvegardes devra idéalement être conservé dans des locaux physiquement séparés du centre informatique hébergeant les données et/ou l'application. En cas de sauvegarde externalisée, les sauvegardes doivent être chiffrées avant leur transfert et la clé de chiffrement doit être protégée.

Le titulaire doit prendre des mesures permettant de garantir la confidentialité des données relatives aux sauvegardes :

- confidentialité des flux lors des opérations de sauvegardes ;
- stockage sécurisé des sauvegardes.

La structure prestataire de la présente convention formalisera dans le Plan d'Assurance Sécurité le processus de de sauvegarde et de restauration des données.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

Continuité d'activité

La structure est soumis à une obligation de résultat pour assurer la disponibilité du système d'information, conformément aux exigences définies dans la clause relative au niveau de service exigé.

Les soumissionnaires indiqueront dans leur mémoire technique les mesures techniques, organisationnelles, procédurales qu'ils s'engagent à prendre pour assurer la continuité d'activité du système, ou en cas de sinistre la reprise d'activité conformément aux exigences définies dans la clause sur la convention de service. Ses mesures seront ensuite intégrées au Plan d'Assurance Sécurité et au Plan d'Assurance Qualité de la convention d'agrément.

Les procédures de sauvegarde et de secours pourront être auditées conformément aux modalités identifiées dans la clause relative aux audits de sécurité.

Mises à jour, correctifs de sécurité

La structure prestataire de la présente convention appliquera les correctifs de sécurité recommandés par les fournisseurs de solutions matérielles ou logicielles (logiciels système ou applicatifs, logiciels embarqués) sur tous les matériels impliqués dans la prestation.

En cas d'alerte grave (attaque d'envergure, faille critique) annoncée par le CERT-FR, le correctif devra être appliqué de manière urgente (idéalement dans un délai de 24 heures) sur les infrastructures hébergeant les systèmes accessibles depuis Internet (serveurs, pare-feux, routeurs ouverts vers l'extérieur).

Le traitement des alertes mineures pourra intervenir durant les périodes de maintenance planifiés.

La structure prestataire de la présente convention précisera les modalités de déploiement des correctifs de sécurité dans le Plan d'Assurance Sécurité.

Confidentialité et intégrité des flux

Tous les flux d'accès des utilisateurs et tous les flux d'administration et de façon générale tous les échanges de données doivent être chiffrés par des procédés fiables (SSH, SSL, Ipsec,etc.), permettant d'assurer leur la confidentialité et leur intégrité. Le candidat indiquera l'ensemble des mécanismes et des mesures mis en œuvre pour garantir la confidentialité et l'intégrité.

Les interfaces avec les applications hébergées par le Conseil Régional d'Ile de de France se feront au travers d'un tunnel Ipsec.

Le choix et le dimensionnement des algorithmes cryptographiques doivent être effectués conformément aux règles et recommandations du RGS.

Résiliation et pénalités

Dans le cadre d'un manquement grave par la structure prestataire de la présente convention (ou, le cas échéant, un de ces sous-traitants) à l'une des obligations de sécurité mises à sa charge dans le présent contrat, le conseil régional d'Île-de-France pourra le mettre en demeure de réparer ce manquement dans un délai donné.

À l'issue de ce délai, si le manquement n'est pas réparé, le conseil régional d'Île-de-France pourra résilier de plein droit le contrat et enclencher l'opération de réversibilité au frais de la structure.

De façon générale, tout manquement aux clauses de sécurité entraîne l'application des pénalités prévues dans le cadre de la présente convention.

ANNEXE 4 : CONVENTION FINANCIERE RELATIVE A LA REALISATION DE PRESTATIONS DE DIAGNOSTICS ET CONSEIL DANS LE CADRE DU PROGRAMME POUR L'ACCOMPAGNEMENT A L'INSTALLATION ET A LA TRANSMISSION EN AGRICULTURE (AITA)

CONVENTION FINANCIERE RELATIVE A LA REALISATION DE PRESTATIONS DE DIAGNOSTICS ET CONSEILS DANS LE CADRE DU PROGRAMME POUR L'ACCOMPAGNEMENT A L'INSTALLATION ET A LA TRANSMISSION EN AGRICULTURE (AITA)

N°

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS (données complémentaires CORIOLIS)
N° SIRET : XXXXXXXXX XXXXX
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier dans le cadre du « Pacte agricole » adopté par la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018, et au titre du dispositif « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'un régime d'aide spécifique : aide allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA 40833 (2015/XA), relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014 ».

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE (référence dossier n°XXXXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX DE SUBVENTION % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Ce montant étant réparti comme suit :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Volet 1 : Conseil à l'installation Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre	0,00 €	80%	1 500,00 € / porteur de projet
Volet 2 : Conseil à l'installation Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché	0,00 €	80%	1 500,00 € / porteur de projet
Volet 3 : Suivi du nouvel exploitant	0,00 €	80%	1 500,00 € / porteur de projet
Volet 4 : Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants	0,00 €	80%	1 500,00 € / porteur de projet
Dépense subventionnable TOTAL Conseil installation-transmission	0,00 €	80%	1 500,00 € / porteur de projet

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ». Il s'engage à réaliser des prestations auprès des porteurs de projet bénéficiaires dont la liste figure en Annexe 1 de la présente convention, réparties comme suit :

- XX prestations pour le Volet 1 : « Conseil à l'installation _ Prise en charge du diagnostic d'exploitation à reprendre »
- XX prestations pour le Volet 2 : « Conseil à l'installation _ Prise en charge des études de faisabilité et/ou de marché »
- XX prestations pour le Volet 3 : « Suivi du nouvel exploitant »
- XX prestations pour le Volet 4 : « Prise en charge du conseil d'accompagnement en amont de la transmission auprès des futurs cédants ».

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'accompagnement des porteurs de projet dans les 6 mois suivant la date de vote de la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Le bénéficiaire est déjà engagé dans le cadre d'une convention spécifique avec la région Île-de-France. Il est donc exempté de recrutement de stagiaires dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication (dont les mandats et factures destinées aux porteurs de projet) liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire sous réserve de présenter les pièces justificatives suivantes :

- la liste des porteurs de projet accompagnés dans le modèle transmis à la structure agréée (voir convention d'agrément),
- le bilan chiffré des prestations réalisées dans le modèle transmis à la structure agréée (voir convention d'agrément),
- la copie des études/diagnostics réalisés,
- toutes les factures acquittées par porteurs de projet qui ont bénéficié de l'accompagnement (voir convention d'agrément),
- la demande de versement de solde (transmise dans le courrier d'attribution de l'aide envoyé par la Région Île-de-France)
- le mandat signé par chaque porteur de projet accompagné par le bénéficiaire (voir convention d'agrément).

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, les pièces justificatives précisées à l'article 3.2 doivent être fournies pour les porteurs de projet accompagnés et un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom des porteurs de projets accompagnés et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir la DATE DE VOTE. Elle prend fin lorsque le solde de l'aide a été appelé par le bénéficiaire, au plus tard un an et demi après la date de vote.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS

Annexe 1

Liste des porteurs de projets bénéficiaires de l'aide

-

ANNEXE 5 : CONVENTION CADRE DE SOUTIEN AUX ACTIVITES DES POINTS ACCUEIL INSTALLATION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE, LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE, L'ETAT ET L' ASSOCIATION REGIONALE DES POINTS ACCUEIL INSTALLATION EN ILE-DE-FRANCE

CONVENTION CADRE DE SOUTIEN AUX ACTIVITES DES POINTS ACCUEIL INSTALLATION ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE, L'ETAT ET L' « ASSOCIATION REGIONALE DES POINTS ACCUEIL INSTALLATION EN ÎLE-DE-FRANCE»

Entre

La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP xx et ci-après dénommée « la Région »

Le département de l'Essonne, sis Hôtel du Département, boulevard de France 91012 EVRY-COURCOURONNES, représenté par son Président, Monsieur François Durovray ou Monsieur le Président délégué, Guy Crosnier en charge de la ruralité et du monde agricole, ci-après dénommé « le Département »
sis

L'Etat, représenté par la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, sise au 18 avenue Carnot 94234 CACHAN CEDEX, représentée par sa directrice, et ci-après dénommée « la DRIAAF »

d'une part,

Et

L'Association Régionale des Points Accueil Installation en Île-de-France, statuts publiés au JORF du 4 novembre 2017, sise 7, rue du Louvre Paris 75001 – n° SIRET : 833 759 566, représentée par Monsieur Frédéric ARNOULT, Président, et ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Les engagements pris par la Région dans son Pacte agricole, adopté par la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018, de faire de l'installation une grande cause régionale, et soutenir les Points Accueil Installation dans leur mission d'accueil et de coordination de l'accompagnement de proximité de tous les porteurs de projet qui souhaitent s'installer en agriculture. Et dans son règlement d'intervention « Nouveau soutien à l'installation et à la transmission agricoles en Île-de-France » adopté par la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018, qui définit notamment le cadre de son soutien financier aux Points Accueil Information en Île-de-France.

La labellisation du Point Accueil Information (PAI) par la préfecture de région Île-de-France par arrêté n° IDF-2017-12-21-005, portant « labellisation des Points accueil installation (PAI), pour la région Île-de-France ».

Objectifs du Département

La politique agricole départementale pour la période 2017-2020, approuvée le 30 janvier 2017, vise à garantir une agriculture essonnienne dynamique, fonctionnelle et durable. Elle répond à la fois aux besoins des agriculteurs et à ceux des Essonniens, avec pour cadre d'actions essentiel : l'installation de nouveaux agriculteurs, le maintien des exploitations agricoles existantes par le développement de pratiques plus durables (rationalisation des intrants, accompagnement vers de nouvelles méthodes…), l'amélioration de la compétitivité et la diversification des exploitations agricoles.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'axe 1 visant à soutenir l'installation de nouveaux agriculteurs à travers le développement de partenariat avec des organismes spécialisés dont l'association régionale des PAI afin d'accompagner l'association dans ses missions d'accueil et d'accompagnement de proximité des porteurs de projets souhaitant s'installer en agriculture en Agriculture.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet :
- De définir les modalités de financement des activités des Points Accueil Installation par la région Île-de-France et le département de l'Essonne.
- D'harmoniser les interventions entre les différents financeurs

ARTICLE 2 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

Cette convention cadre est valable jusqu'à la fin de labellisation des PAI pour la période 2018-2020, approuvée par le Comité Régional Installation Transmission, co-présidé par l'Etat et la Région. Cette décision est formalisée par arrêté préfectoral du 21 décembre 2017, n°IDF-2017-12-21-005, portant labellisation des Points accueil installation pour la région Île-de-France.
La mise en œuvre opérationnelle des dispositions de la présente convention est établie annuellement, par une convention financière entre la structure labellisée PAI et chacun des financeurs signataires de la présente convention. Cette convention précise le montant prévisionnel de l'aide qui sera accordée à la structure bénéficiaire, déterminé sur la base des dépenses réalisées en année N-1, et instruites par la DRIAAF.

Cette convention doit comporter :
- **des clauses techniques :** organisation du Point accueil installation, convention de partenariat, contenu des actions mises en place, modalités de réalisation des prestations ;
- **un prévisionnel technique :** nombre de journées nécessaires, nombre de personnes travaillant sur l'action avec leur nom ;
- **des données financières :** participation financière prévisionnelle de l'État en année N, participation financière prévisionnelle **de la Région et du Département** et des divers partenaires locaux pour l'année N,
- **un prévisionnel financier** : coût prévisionnel des prestations pour l'année N : notamment salaires, charges, frais de déplacement de l'animateur.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

L'Association régionale des PAI s'engage à respecter les dispositions définies à l'article D. 343-21 du code rural :

- d'accueillir toute personne souhaitant s'installer à court ou moyen terme en agriculture ;
- d'informer les porteurs de projet sur toutes les questions liées à une première installation en agriculture, les conditions d'éligibilité aux aides à l'installation en agriculture, les conditions d'éligibilité aux aides à l'installation, les conditions de mise en œuvre du plan de professionnalisation personnalisé ainsi que les conditions de prise en charge des actions à réaliser dans le cadre du plan de professionnalisation personnalisé et l'offre de formation professionnelle continue régionale ;
- d'orienter les porteurs de projet vers des organismes d'aide à l'ingénierie susceptibles de leur apporter un appui dans la définition de celui-ci.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication. Il doit également faire participer des représentants de la région Île-de-France aux actions publiques concernées.

Concernant les sites Web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France. Toutes les correspondances adressées aux destinataires de l'opération mentionnent explicitement le soutien de la région Île-de-France. Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la région Île-de-France selon les règles définies ci-dessus.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, vidéos, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Dans le cadre du partenariat avec le département de l'Essonne, le bénéficiaire d'une aide départementale est tenu de mentionner la participation financière du Département. Il fait figurer le logo-type téléchargeable sur le site www.essonne.fr sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de l'aide départementale précédé de la mention « avec le concours financier de ».

La mention de l'aide du Département est un élément de conditionnalité pour le versement de la subvention. La non-mention peut entraîner la suspension du versement.

Le bénéficiaire doit également tenir informé le Département des évènements publics de tous les types qu'il organise (fête annuelle, pose d'une première pierre, inaugurations…). Pour chaque évènement, il s'assure auprès du cabinet du Président du Conseil départemental de la nécessité ou non que le Président assiste à cet événement. Le cas échéant, le bénéficiaire mentionne le Président sur son carton d'invitation qu'il soumet à validation du Cabinet.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE LA REGION ET DU DEPARTEMENT

5.1. DEPENSES ELIGIBLES ET TAUX D'AIDE :

Le coût des activités liées à l'accueil est défini sur la base des dépenses suivantes : dépenses directes de personnel ; frais de déplacement, de restauration d'hébergement ; location de salle/matériel ; dépenses de fonctionnement courant interne à la structure si elles sont liées à l'opération ; les coûts de sous-traitance (sur la base des justificatifs demandés en annexes 2 et 3). Ces dépenses peuvent être financées à hauteur de 100 %, en vertu des dispositions nationales (Instruction technique DGPE/SDC/2016-651 du 03/08/2016).

5.2. CIRCUIT DE GESTION

Modalités d'attribution de l'aide

La délibération relative à la participation des financeurs est prise par leur organe délibérant respectif au vu de l'instruction de la demande de subvention déposée en année N assortie des justificatifs de l'année N-1. Chaque financeur signe la décision juridique d'aide pour sa part. Il la notifie au bénéficiaire et en communique une copie à la DRIAAF.
La Région notifie l'attribution de la subvention régionale à son bénéficiaire et en adresse une copie à la DRIAAF

5.3. MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Modalités de paiement de l'aide (détaillé en annexe 1)

Après instruction par la DRIAAF du dossier de paiement **entre le 30 juin et le 30 septembre** de l'année N+1 assorti des pièces justificatives nécessaires et la transmission d'un rapport d'instruction signé, chaque financeur procède à la vérification du service fait puis au versement de la subvention.
Chaque financeur transmet à la DRIAAF un état récapitulatif des versements effectués auprès du bénéficiaire.
L'attribution par les financeurs d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par leurs règlements budgétaires et financiers.

Concernant le département de l'Essonne, le paiement sera effectué après l'approbation par la commission permanente de la délibération relative à l'attribution de la subvention départementale en année N. En cas de besoin, et après vérification du service et de la fourniture d'un état récapitulatif de la mise en œuvre des actions et des versements effectués, le Département pourra récupérer le trop perçu de la subvention départemental en année N+1 et par l'émission d'un titre de recette.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

Le Comité Régional Installation Transmission (CRIT), institué par l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2017 portant création du Comité régional Installation-transmission en agriculture dans la région Île-de-France, est l'instance partenariale du suivi de la mise en œuvre de la convention.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France et du Conseil départemental de l'Essonne.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2020.
Elle expire après le versement du solde de l'ensemble des subventions qui y sont rattachées. Aucune nouvelle subvention ne sera attribuée au-delà du 31 décembre 2021.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis de 3 mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :
- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure ;

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêté définitif des comptes, et la restitution, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, de tout ou partie de la subvention versée par la Région et le Département.

ARTICLE 10 : CONTENTIEUX

En cas de contentieux, le tribunal de Paris est compétent.

LISTE DES ANNEXES :

Cette convention comporte 3 annexes :

- Annexe 1 : Interventions des financeurs, de la DRIAAF et de l'Association régionale des PAI ;
- Annexe 2 : Elaboration des points accueil information – Compte-rendu d'exécution financier de la convention ;
- Annexe n° 3 : MISSIONS DU PAI - Détail des justificatifs de dépenses

Fait en 4 exemplaires à Saint-Ouen,

Le _____

Pour la DRIAAF,
Le Directeur,

Benjamin Beaussant

Le _____

Pour ledépartement de l'Essonne,
le *Président délégué en charge de la ruralité et du monde agricole*,

Guy Crosnier

Le _____

Pour la région Ile de France,
la Présidente,

Valérie Pécresse

Le _____

Pour L'Association Régionale des Points Accueil Installation en Île-de-France,
le Président,

Frédéric Arnoult

ANNEXE 1

Interventions des financeurs, de la DRIAAF et de l'Association régionale des PAI

Etapes	**Acteurs**	**Calendrier à titre indicatif**
A) Information et montage des projets individuels		
Dépôt des dossiers de demande d'aide auprès de la DRIAAF	Association régionale des PAI	**15** Janvier N
B) Instruction des demandes		
Collecte des **pièces constitutives du dossier** avec relance(s) éventuelle(s), c'est-à-dire : - la subvention accordée en N-1 pour chaque financeur (copie des conventions de financement en N-1 pour chaque financeur), - le prévisionnel des dépenses et des réalisations techniques de l'année N basé sur les réalisations de l'année N-1 (nombre de personnes accueillies et nombre de DJA attribuées prévues)	DRIAAF	15/01 au 31/01**/N**
Réception du dossier complet	DRIAAF	31/01**/N**
Instruction : - Compatibilité du projet avec les autres aides, contrôles croisés Calcul du montant prévisionnel de l'aide - Conclusions de la fiche de synthèse des éléments de l'instruction	DRIAAF	31/01 au 15/02**/N**
C) Examen des demandes		
Transmission du récapitulatif de la demande par la DRIAAF aux financeurs	DRIAAF	15/02**/N**
Visa des financeurs sur le récapitulatif des demandes sélectionnées	Région – Département	15/02**/N**
D) Affectations à l'Association régionale des PAI des crédits annuels par les financeurs en Assemblées délibérantes	Région – Département	Région : mai de l'année N Département de l'Essonne : entre janvier et septembre de l'année N
E) Décision juridique d'attribution de l'aide	Région – Département	Mai – Juin N
F) Mise en paiement		
Contrôle des justificatifs après réalisation du projet : - contrôle des pièces justificatives de la réalisation du projet au cours de l'année N (pièces réceptionnées au 30 juin N+1) - calcul du montant à payer, pour chaque financeur - conclusions du service instructeur	DRIAAF	**Du 30 juin au 30 septembre N+1**
Transmission par la DRIAAF du contrôle de service fait pour mise en paiement par les autres financeurs	DRIAAF	Septembre N+1
Validation de service fait : visa des financeurs sur le dossier validé pour mise en paiement	Région – Département	Septembre N+1

Saisie de l'autorisation de paiement Versement de l'aide départementale après l'approbation de la délibération individualisant le montant de la subvention départementale Vérification du bilan financier et régularisation du montant de subvention départementale	Région Département Département	Septembre N+1 Année N Année N+1
Vérification de la liquidation de l'aide à verser ou émission du titre de recette pour le Département en cas de trop perçu	Région – Département	Septembre N+1
Paiement et envoi d'un avis de paiement au bénéficiaire	Région – Département	Octobre N+1
G) En cas d'irrégularités		
Décision de déchéance partielle ou totale	Région – Département	
Liquidation du ou des ordres de recouvrer Emission et envoi du ou des ordres de recouvrer Mise en recouvrement des sommes dues	Région – Département	
H) Recours		
Réponse aux recours administratif	Région – Département	
Réponse aux recours contentieux	Région – Département	

ANNEXE 2

ELABORATION DES POINTS ACCUEIL INFORMATION
COMPTE-RENDU D'EXECUTION FINANCIER DE LA CONVENTION

Portée géographique : départements 75-77-78-91-92-93-94-95
Dénomination du PAI : Association régionale des points accueil installation en Île-de-France

Compte rendu financier du PAI :

Dépenses (4)		**Recettes**	
Nature	**Montant en €**	Nature	**Montant en €**
Coûts de sous-traitance		Subvention du financeur	
Dépenses de personnel		Autres financements publics (précisez)	
Frais de déplacement, hébergement, restauration		Autres financements	
Frais de location de salle			
Frais de fonctionnement			
Frais généraux			
Somme versée aux partenaires (conseillers PPP)			
Dépenses imputables aux PPP restant à valider			
Total « dépenses »	0	***Total « recettes »***	0,00

(4) Les dépenses doivent être réelles et justifiables par des pièces comptables ou de nature probante équivalente.
Par exemple, les frais de personnel doivent être justifiés sur la base du salaire et du temps passé par des intervenants identifiés par session.
Les autres frais doivent être justifiés par des listes de mandats.
Les frais généraux doivent être affectés selon une clé de répartition explicité et cohérente.
Il ne doit pas être utilisé de forfait.
L'ensemble des pièces sont conservées par le bénéficiaire et seront transmises au financeur sur demande.

Je soussigné

Président de l'association régionale des points accueil installation en Île-de-France,

Certifie pouvoir justifier les dépenses ci-dessus déclarées par des pièces comptables ou de nature probante équivalente.

Fait le à

Signature et cachet

ANNEXE 3

MISSIONS DU PAI
Détail des justificatifs des dépenses

Départements : 75-77-78-91-92-93 -94-95
Dénomination du PAI : Association régionale des points accueil installation en Île-de-France

JUSTIFICATIFS DES FRAIS DE SALAIRES

Le bénéficiaire adresse au financeur un tableau récapitulatif du temps passé à la réalisation de l'opération précisant, pour chaque agent, le nombre total de jours consacrés à la réalisation de l'opération ainsi qu'une copie des fiches de salaires pour les périodes concernées. Le tableau récapitulatif du temps passé doit être signé par le bénéficiaire ou son représentant légal. Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à tenir à jour un tableau de suivi détaillé du temps passé à la réalisation de l'opération, à la journée ou par demi-journée. Ce tableau est à présenter en cas de contrôle.

Sont éligibles les salaires bruts, les taxes et les cotisations patronales.

Sont inéligibles :
- les jours de formation, sauf s'ils ont un lien direct avec l'opération ;
- les jours de congé maladie ;
- les dividendes du travail ;
- l'intéressement et la participation aux résultats de l'entreprise ;
- les plans d'épargne salariale ;
- les provisions pour les congés payés et les RTT.

	Coût total (salaires + charges) pour la période du …/…/… au …/…/… **(a)**	Nombre total de jours travaillés pour la période du …/…/… au …/…/… **(b)**	Nombre de jours consacrés à l'action pour la période du …/…/… au …/…/… **(c)**	Coût retenu pour l'opération **(a) x (c) / (b)**
Agent 1				

Nota bene : les périodes renseignées devront être identiques dans les colonnes (a), (b) et (c).

JUSTIFICATIFS DES FRAIS DE STRUCTURE

Le bénéficiaire adresse au financeur un tableau récapitulatif des frais de structures pour chaque dépense : loyers, fournitures de bureau, eau, gaz, électricité, coût d'entretien des locaux, affranchissement, téléphone, internet, assurances. Ce tableau doit être signé par l'agent comptable de la structure.

Nature de la dépense	Coût total pour la période du …/…/… au …/…/…	Clé de répartition retenue	Coût affecté à l'opération pour la période du …/…/… au …/…/…
		… %	
		… %	
		… %	
		TOTAL	

Ne constituent pas des frais de structure :
- les frais de déplacement ; les frais de restauration ; les frais d'hébergement (ex : nuit d'hôtel) ;
- les locations de véhicules ; les dépenses de carburant ; les impôts, taxes et versements assimilés.

JUSTIFICATIFS DES DÉPENSES SUR FACTURES
Pour toutes les dépenses autres que les frais de salaires, les frais de structure et les frais de déplacement, le bénéficiaire adresse au financeur un tableau récapitulatif des dépenses sur factures, répondant au modèle suivant :

Action (cf article 3)	Nature de la dépense	Fournisseur	Numéro de facture	Date d'émission	Date d'acquittement	Montant acquitté (HT ou TTC)

Les dépenses réellement acquittées par le bénéficiaire sont justifiées :

- Soit par des copies des factures acquittées présentant obligatoirement éléments suivants :
  - La mention « Acquittée le …/…/… »
  - La date d'acquittement
  - Le cachet du fournisseur
  - La signature du fournisseur

· Soit par des copies de factures accompagnées de copies de relevés de comptes bancaires. Le bénéficiaire doit mettre en évidence sur chaque relevé de compte les dépenses présentées dans le tableau récapitulatif joint à la demande de paiement. Les relevés de compte doivent être suffisamment explicites pour que le service instructeur puisse faire le lien entre une facture de l'opération et la preuve de son acquittement par le relevé de compte.

· Soit par un état récapitulatif des factures signé d'un comptable public, d'un commissaire aux comptes ou d'un expert-comptable. La présence de cette signature apportera la preuve de l'acquittement pour l'ensemble des dépenses inscrites dans l'état récapitulatif. Le comptable habilité devra être clairement identifié : nom, qualité, signature et cachet.

JUSTIFICATIFS DE RECETTES

Le bénéficiaire s'engage à fournir au financeur tout élément comptable relatif aux recettes générées directement par l'opération subventionnée : vente de prestations, droits d'inscription, diffusion de documents…
Les éléments comptables attendus sont des relevés bancaires ou toute autre pièce comptable de nature équivalente, par exemple un état récapitulatif des recettes certifié par un comptable externe à la structure (comptable public, commissaire aux comptes, expert-comptable…).
Les recettes directement générées par l'opération sont intégrées dans le budget global du projet. La subvention versée est calculée en conséquence.

ANNEXE 6 : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION CADRE RELATIVE A LA GESTION EN PAIEMENT DISSOCIE PAR L'ASP DES AIDES DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET DE LEUR CONFINANCEMENT PAR LE FEADER HORS SIGC POUR LA PERIODE DE PROGRMAMATION 2014-2020

Avenant n°1 à la convention-cadre relative à la gestion en paiement dissocié par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020

- Vu la convention-cadre relative à la gestion en paiement dissocié par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signée le 8 janvier 2019 ;
- Vu le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 modifié ;
- Vu le Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 modifié ;
- Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CP xx du xx approuvant le présent avenant.

Il est convenu ce qui suit entre :

La région Île-de-France, ayant son siège 2 rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, ci-après dénommée « la Région » ;

Et

L'Agence de services et de paiement, Établissement public ayant son siège 2 rue du Maupas, 87040 Limoges cedex 1, représentée par son Président-directeur général, Monsieur Stéphane LEMOING, ci-après dénommée « l'ASP ».

Article 1er : objet du présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- de compléter la liste des sous-mesures et types d'opération mis en œuvre dans la convention initiale ;
- et par conséquent de modifier les articles 2 et 4 de la convention initiale.

Article 2 : modification de l'article 1er de la convention initiale, intitulé « Objet » :

Le tableau de l'article 1 de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

Sous-mesures et types d'opération mis en œuvre		Guichets uniques services instructeurs désignés par la Région
Sous-mesure 7.6	Type d'opération 7.6.2 - Contrats Natura 2000 ni-agricoles ni-forestiers	DDT / DRIEE
Sous-mesure 16.7	Type d'opération 16.7.1 - Stratégies locales de développement - Volet hors forêt bois	Région

Article 3 : l'article 2 de la convention initiale est supprimé et remplacé par :

« **Pour le type d'opération 7.6.2 : la Présidente de la Région a délégué la signature de la décision d'attribution des aides pour la part FEADER aux DDT (pour les départements de la grande couronne) et à la DRIEE (pour les départements de la petite couronne)**

L'instruction de la part FEADER est faite par le Guichet Unique Service Instructeur (GUSI) sous OSIRIS sur la base des éléments transmis par le service-instructeur de la part de la Région, et notamment la décision juridique individuelle d'attribution des aides de la Région.

Au vu de cette instruction et sur proposition du GUSI, la DDT ou la DRIEE signe par délégation du Président de la Région la décision juridique individuelle d'attribution de l'aide pour la part FEADER.

Le GUSI la notifie au bénéficiaire. Le GUSI communique une copie des décisions juridiques individuelles d'attribution de l'aide de la Région et du FEADER à l'ASP.

Pour le type d'opération 16.7.1 : la présidente de la Région signe les décisions d'attribution des aides pour la part de la Région et pour la part FEADER

Au vu de l'instruction réalisée sur OSIRIS et sur proposition du GUSI, la Présidente de la Région signe la décision juridique individuelle d'attribution de l'aide pour la part de la Région.

La Région la notifie au bénéficiaire. La Région en communique une copie au GUSI qui la transmet à l'ASP.

Le service-instructeur de la Région, signe par délégation de la présidente de la Région la décision juridique individuelle d'attribution de l'aide pour la part FEADER. La Région la notifie au bénéficiaire. Elle en communique une copie à l'ASP. ».

Article 3 : l'article 3 de la convention initiale est supprimé et remplacé par :

« **Pour le type d'opération 7.6.2 : les services-instructeurs pour la part de la Région et pour la part FEADER sont différents :**

Au vu de la demande de paiement et du montant établi par le GUSI sur OSIRIS, la Région procède au versement de sa part au bénéficiaire. Elle communique au GUSI :

- la preuve du versement effectif de la participation de la Région matérialisée par l'annexe 1 « État des versements effectués par la Région » dûment complétée et signée par le payeur régional ;
- les autres pièces prévues par la réglementation.

Pour le type d'opération 16.7.1 : le service-instructeur pour la part de la Région et pour la part FEADER est le même

La Région procède au versement de sa part au bénéficiaire. Elle communique au GUSI :

- la preuve du versement effectif de la participation de la Région matérialisée par l'annexe 1 « *État des versements effectués par la Région* » dûment complétée et signée par le payeur régional ;
- les autres pièces prévues par la réglementation.

Article 4 : l'article 5 de la convention initiale est supprimé et remplacé par :

« **Pour le type d'opération 7.6.2 : la Présidente de la Région a délégué la signature de la décision d'attribution des aides pour la part FEADER aux DDT (pour les départements de la grande couronne) et à la DRIEE (pour les départements de la petite couronne)**

En cas de constat d'anomalie suite à un contrôle ou en cas de modification du projet entraînant une réduction d'aide, une décision de déchéance partielle ou totale de droits doit être prise à l'encontre du bénéficiaire pour la part de la Région et la part FEADER, sur la base du montant déterminé par le GUSI.

La DDT ou la DRIEE signe, par délégation de la Présidente de la Région, la décision de déchéance de droits pour la part FEADER.

Le GUSI la notifie au bénéficiaire. Il en communique une copie à l'ASP.

Les éléments nécessaires à l'instruction, dont la décision de déchéance de droit pour la part FEADER, sont communiqués par le GUSI au service-instructeur de l'aide de la Région.

La Présidente de la Région s'engage à signer une décision de déchéance de droits pour la part de la Région conforme à celle de la part FEADER.

La Présidente de la Région la notifie au bénéficiaire. La Présidente de la Région en communique une copie au GUSI qui la transmet à l'ASP.

Pour le type d'opération 16.7.1 : la Présidente de la Région signe les décisions d'attribution des aides pour la part de la Région et pour la part FEADER

En cas de constat d'anomalie suite à un contrôle ou en cas de modification du projet entraînant une réduction d'aide, une décision de déchéance partielle ou totale de droits doit être prise à l'encontre du bénéficiaire pour la part de la Région et la part FEADER, sur la base du montant déterminé par la Région.

La Présidente de la Région signe la décision de déchéance de droits pour la part FEADER, établie par le GUSI.

La Présidente de la Région la notifie au bénéficiaire. Elle en communique une copie à l'ASP.

Les éléments nécessaires à l'instruction, dont la décision de déchéance de droit pour la part FEADER, sont communiqués par le GUSI au service-instructeur de l'aide de la Région.

La Présidente de la Région s'engage à signer une décision de déchéance de droits établie par le GUSI pour la part de la Région conforme à celle de la part FEADER.

La Présidente de la Région la notifie au bénéficiaire. Elle en communique une copie à l'ASP. ».

Article 5 : l'article 7 de la convention initiale est supprimé et remplacé par :

Pour permettre à l'ASP d'effectuer un contrôle avant paiement, en vue de garantir les intérêts de la Région signataire, celle-ci transmet à l'ASP :

- à la signature de la présente convention, les copies des délégations de signature listant les agents de la Région habilités à signer par délégation de la présidente, ainsi qu'un spécimen de leur signature ;

- conformément à la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 concernant la Politique de développement rural dans la région Île-de-France signée le 24/02/15, les copies des délégations de signature listant les libellés des sous mesures et types d'opération pour lesquelles la Présidente de la Région délègue sa signature à :

- la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne ;
- la Direction départementale des territoires des Yvelines ;
- la Direction départementale des territoires de l'Essonne ;
- la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise ;
- la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.

Dans les deux hypothèses, la Région s'engage à actualiser et à communiquer ces délégations et spécimens de signature en cas de changement et à les transmettre à l'ASP.

En l'absence de communication de ces documents à jour, la responsabilité de l'ASP est dégagée en cas de contentieux portant sur l'habilitation des signataires concernés.

Article 6 : dispositions diverses :

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées et demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet à compter du 1er janvier 2015.

Le présent avenant à la convention est établi en 2 exemplaires, un pour chaque signataire.

Fait à Saint-Ouen, le

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France,	**Le Président-directeur général de l'Agence de services et de paiement,**

ANNEXE 7 : AVENANT N° 2 A LA CONVENTION CADRE ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET FRANCILBOIS

CONTRIBUTION A LA STRUCTURATION DE LA FILIERE FORET-BOIS FRANCILIENNE
STRATEGIE REGIONALE POUR LA FORET ET LE BOIS 2018-2021

CONVENTION CADRE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET FRANCILBOIS

AVENANT N° 2

La **Région Île-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2 rue Simone Veil -, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, En vertu de la délibération n° CP 2019-288 du 3 juillet 2019,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

L'association **Francilbois**, sise à Paris (75 014) – 38 avenue de Villemain, représentée par son président Monsieur Paul Jarquin

N°SIRET : 497976191 00013 Code APE : 9499Z

ci-après dénommée «*Francilbois*»

d'autre part

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2018-137 du 16 mars 2018 relative à la Stratégie régionale pour la forêt et le bois pour 2018-2021, la Région Île-de-France a approuvé la convention cadre avec Francilbois pour la contribution à la structuration de la filière forêt-bois francilienne (axe 2).

Par délibération n° CP 2019-288 du 3 juillet 2019 relative à la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la forêt et le bois, la Région Île-de-France a approuvé par avenant le renouvellement de la convention cadre pour réaliser un plan d'actions sur 8 mois, de juillet 2019 à février 2020, en rectifiant la date d'approbation de la convention cadre intervenue le 16 mars 2018.

Il est proposé de reconduire la convention cadre pour réaliser un nouveau plan d'actions sur 12 mois, soit de mars 2020 à février 2021, en modifiant le cadre du programme pluriannuel d'actions ainsi que les dispositions financières.

C'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Modification de l'article 2

Au premier alinéa de l'article 2, après les termes *« soit pour la période de réalisation du programme d'actions »* est inséré *« 2020 »* et, *« soit de mars 2020 à février 2021 ».*

Au deuxième alinéa de l'article 2, après les termes *« elle prend effet à compter de son approbation par l'assemblée régionale délibérante »* est inséré *« le 4 mars 2020 ».*

ARTICLE 2 - Modification de l'article 3

Au premier alinéa de l'article 3, après les termes *« Pour la mise en œuvre d'une partie de l'axe 2 de la SRFB, l'interprofession Francilbois porte les actions »* est inséré *« relevant de la feuille de route pour 2020 ».*

A partir de l'alinéa 2 jusqu'au dernier alinéa de l'article 3, les termes suivants substituent les termes de la convention cadre :

« *Le programme d'actions annexé au présent avenant repose sur 9 axes stratégiques :*

1. *Fédérer les acteurs de la filière, structurer la filière en Ile-de-France et communiquer ;*
2. *Analyser et mieux comprendre le marché francilien de la construction bois ;*
3. *Sensibiliser, convaincre les collectivités, aménageurs et maitres d'ouvrage et prescrire le bois construction ;*
4. *Former les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre, et les entreprises de la construction ;*
5. *Promouvoir le feuillus en Ile-de-France (circuit court), avec les acteurs de l'amont forestier ;*
6. *Travailler à l'échelle du bassin parisien ;*
7. *Sensibiliser la société civile aux enjeux de la construction bois et accompagner les collectivités vers la ville bas carbone ;*
8. *Innover via le booster bois-biosourcés ;*
9. *S'emparer du sujet bois-énergie via l'élaboration d'une charte bois énergie. »*

ARTICLE 3 - Modification de l'article n°5

Après le deuxième alinéa de l'article 5 de la convention cadre est ajouté l'alinéa suivant :
« *La Région accorde, au titre du programme d'actions 2020, une subvention correspondant à 80,00 % de la dépense subventionable dont le montant prévisionnel s'élève à 275 000,00 €, soit un montant maximum de subvention régionale de 220 000,00 €.* »

ARTICLE 4 - Modification de l'article n°6

A l'article 6.2.1 *« versement d'avances »,* après les termes *« Si le bénéficiaire justifie de ne pas disposer de trésorerie, il peut bénéficier d'une avance, sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention »,* les termes suivants se substituent à ceux de la convention cadre *« dans la limite de 30% du montant de la convention »*

A l'article 6.3. *« révision du montant de la subvention »,* l'alinéa premier est supprimé *« le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 5 de la présente convention, constitue le plafond du soutien annuel ».*

ARTICLE 5 - Modification de l'article n°7

Le premier alinéa de l'article 7 de la convention cadre est remplacé par l'alinéa suivant :
« *Francîlbois participe aux réunions du comité de pilotage, réuni par la Région, pour suivre la mise en œuvre de la SRFB il y présente l'état d'avancement des actions réalisées et le calendrier des actions programmées. Le comité de pilotage est composé des financeurs, des organismes de la filière forêt-bois francilienne et d'experts invités. Il est prévu de réunir ce comité de pilotage au moins une fois par an.* »

ARTICLE 6 - Confidentialité et respect des normes en matière de traitement des données à caractère personnel

La Région est le responsable de traitement dans la limite des textes pour lesquels cette responsabilité est prévue.
Francilbois, au titre de la convention cadre, est considérée comme sous-traitant au sens de l'article 28 du Règlement (UE) 2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard

du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de la convention, objet du présent avenant, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** »).

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour contribuer à la structuration de la filière forêt-bois francilienne.

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte des données, la vérification de la validité des données, le traitement des données, l'archivage ou la suppression des données.

La ou les finalité(s) du traitement sont décrites aux articles 1 et 3 de la convention cadre, objet du présent avenant.

Les catégories de données à caractère personnel traitées sont les données d'identification des bénéficiaires du réseau régional de référents forêt-territoire, ainsi que celles des partenaires de ce réseau (nom, prénom, adresse physique, adresse électronique, numéros de téléphones, autres identifiants).

Les catégories de personnes concernées sont les adhérents et partenaires de Francilbois. Pour l'exécution de l'action objet du présent avenant, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations à sa disposition et nécessaires pour en assurer le traitement.

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
    a. s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
    b. reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
    c. Prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

5. **Droit d'information des personnes concernées**

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

6. **Exercice des droits des personnes**
Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée.
Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

7. **Notification des violations de données à caractère personnel**
Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par messagerie électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Une adresse mail d'alerte sera fournie à Francilbois par le responsable du traitement.
Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.
La notification contient au moins :
- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.
Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.
La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données (à compter de sa désignation) ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

8. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

9. **Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le sous-traitant s'engage à mettre en oeuvre les mesures de sécurité prévues par sa propre PSSI (Politique de sécurité des systèmes d'information).

10. **Sort des données**

Au terme du traitement des données relatives à la convention objet du présent avenant, le sous-traitant s'engage à :

- renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou
- renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.

Sauf cadre règlementaire spécifique lié notamment à la compatibilité et à l'archivage public, le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

11. **Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, dès sa désignation conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

12. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit et à compter de mars 2020, un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, 19 paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

13. **Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des

inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. En cas de niveau de confidentialité important, les documents demandés seront consultés exclusivement dans les locaux de l'ASP.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

ARTICLE 7 - Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter du 4 mars 2020.

ARTICLE 8 – Maintien des dispositions de la convention

Toutes les stipulations de la convention cadre initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le programme d'actions 2020 est annexé au présent avenant

Fait en 2 exemplaires originaux.

Le _____	Le _____
Pour Francilbois	Pour la Région Ile-de-France
son président Paul JARQUIN	La présidente du conseil régional Valérie PECRESSE

ANNEXE 8 : PLAN D'ACTIONS FRANCILBOIS

FRANCÎLBOIS

Feuille de route 2020
(Mars 2020 à Février 2021)

Les axes de notre feuille de route

1. Fédérer les acteurs de la filière, structurer la filière en Ile-de-France et communiquer

Francîlbois, à travers ses adhérents, constitue un réseau d'acteurs mobilisés à travers des événements, visites de chantiers, rencontres B to B…

L'année 2019 s'est déjà traduite par une augmentation importante du nombre d'adhérents, et en particulier des maîtrises d'ouvrage et aménageurs qui, par leur prescription, stimulent la filière. Le nombre d'adhérents est passé de 10 au 31 mars 2019 à 69 au 19 décembre 2019.

En 2020, Francîlbois poursuivra cette campagne afin de rallier de nouveaux adhérents et de mobiliser un maximum d'acteurs, dans l'optique d'augmenter la part d'autofinancement (après une révision de la grille tarifaire à l'AG de mars 2020).

Par ailleurs, Francîlbois animera le réseau en proposant notamment :

- Des visites de chantiers d'opérations bois en Ile-de-France (8)
- Des petits déjeuners thématiques en lien avec le cursus (4)
- La remise des trophées franciliens d'Ile-de-France en juin 2020 avec un objectif d'avoir le maximum de projets franciliens au PNCB (1)

L'événement de fin d'année autour des résultats de l'étude de marché sur la construction bois en Ile-de-France Indicateurs : (nombre d'organisations rencontrées)

Francîlbois devra également dynamiser sa communication grâce à un nouveau site internet et via les réseaux sociaux.

Indicateurs : (nombre d'événements)

2. Analyser et mieux comprendre le marché francilien de la construction bois et de la ressource

A / Afin de mieux comprendre le marché francilien, ses spécificités, et ses évolutions, Francîlbois commandera une étude d'état des lieux / de diagnostic et de prospective sur la construction bois en Région Ile-de-France afin d'obtenir des projections sur les prochaines décennies de construction bois en Ile-de-France pour la construction, la rénovation, de logements et de tertiaires. Cette étude pourra être faite en partenariat avec l'Institut Paris Région notamment pour le recensement des opérations urbaines prévues dans les 5 à 10 prochaines années.

Cette étude sera achevée pour la fin de l'année 2020 et sera le support de l'événement annuel de fin d'année de Francîlbois. Elle sera par la suite un support aux réunions de travail de prescription bois avec les collectivités / les aménageurs, les SEM, les EPA mentionnés ci-après mais également avec les entreprises de 1ère et 2ème transformation de la région francilienne ou des régions limitrophes pour permettre aux entreprises de la filière d'investir en région francilienne afin de créer de nouvelles unités de transformation du bois (scieries, ateliers de montage,…). Elle permettra par ailleurs de mieux comprendre la commande pour une meilleure anticipation des besoins par la filière française qui pourra répondre aux besoins da manière plus anticipée.

B / Par ailleurs, en ce qui concerne la ressource, il conviendra de bien analyser l'évolution de la forêt en Ile-de-France et ses différents usages (productif, récréatif, environnemental), notamment vis-à-vis de la pression urbaine et de l'impact du changement climatique sur les essences, en lien avec les adhérents de l'amont forestier et l'ONF.

3. Sensibiliser, convaincre les collectivités, aménageurs et maitres d'ouvrage et prescrire le bois construction

A / Francîlbois, dans son rôle d'interprofession de la filière forêt-bois, fera du lobbying auprès des différentes cibles du territoire de l'Ile-de-France, notamment en accompagnant les acteurs nationaux de la construction (bailleurs, aménageurs, promoteurs) vers l'usage de la construction bois et positionner le bois dans les projets nombreux ou de grandes envergures développés dans des métropoles de très grandes tailles comme l'Ile-de-France.

Les organisations qui sont rencontrées sont notamment :

- Les collectivités qui lancent des AAP (Paris et MGP) (2)
- Les collectivités qui sont maitre d'ouvrages des collèges (8 départements) (3)
- La Région Ile-de-France MOA des lycées, avec un accompagnement (1)
- Les Etablissement Publique d'Etat (2)
- Les SEM départementales ou municipales : SEQUANO (93), Citalios (92), SADEV94 (94), SEMAPA, SEM Paris Seine, Paris Métropole Aménagement, SEM Plaine Commune Développement (3)
- Les principaux bailleurs : RIVP, Paris Habitat, Immobilière 3F, SNI - travail particulier avec l'AORIF (3)
- Les promoteurs, notamment les promoteurs labellisés BBCA : Nexity, ICADE, QUARTUS, Compagnie de Phalsbourg, Woodeum, REI Habitat… (3)
- Les Etablissements Publics d'Aménagement (EPA Marne, EPA Sénart,…) (2)

Ces rencontres seront l'occasion de faire connaître le dispositif régional de financement Réflexe Bois Biosourcés pour financer des études en phase construction pour les maîtrises d'ouvrage publiques et les bailleurs sociaux.

Indicateurs : (nombre d'organisations rencontrées)

B / Cette démarche de prescription et de généralisation du bois construction passera par la mise en place du dispositif de la « Charte Construction Bois Biosourcés » sur le périmètre de la rénovation et la réhabilitation, selon le processus suivant :

- Démarrage de la co-construction lors des Etats Généraux de la Forêt et du Bois en Ile-de-France en janvier 2020 avec les signataires de la V1 de la charte construction bois de 2015 qui ont été contactés, ainsi qu'avec les promoteurs et futurs signataires (en particulier les 10 promoteurs labellisés BBCA) autour de 4 grandes questions
- Poursuite des ateliers de travail sur les mois de février et mars 2020, en particulier pour faire émerger les solutions préconisées par les groupes de travail et parvenir à la formalisation de la nouvelle charte
- Une fois la charte signée par les premiers signataires, Francîlbois proposera une animation régulière aux signataires afin de leur permettre d'échanger entre pairs sur les problématiques rencontrées et les solutions mises en œuvre afin de permettre l'atteinte des engagements pris.

Cette charte d'engagement s'élargira aux MOA privés (promoteurs) et prendra en compte les thématiques de la traçabilité, de la réhabilitation, et intégrera les autres matériaux biosourcés tels que la paille et le chanvre, en lien avec Construire en Chanvre Ile-de-France et Collect'IF Paille.

Cette action ferait l'objet d'une convention ad-hoc avec la DRIAAF.

C / Par ailleurs, outre ce travail de prescription sur la région francilienne, le poste de Prescription Bois prévu en budget intègrera un mi-temps dédié à l'animation du réseau des prescripteurs bois de France Bois Régions (regroupant 26 prescripteurs dans 12 interprofessions régionales), qui permettra ainsi à la région francilienne porteuses de nombreux projets de construction de travailler conjointement avec les régions limitrophes pour sécuriser l'approvisionnement en ressources bois, ou les commandes des entreprises de la construction (menuisiers, charpentiers).

Cette action ferait l'objet d'une convention ad-hoc avec France Bois Forêt.

4. Former les MOA, MOE et les entreprises de la construction

A / Francîlbois a initié en novembre 2019 un groupe de travail autour du sujet des formations auquel ont participé le FCBA, la FNCOFOR, France Bois 2024 et l'organisme de formation FAB21, adhérent de Francilbois. L'objectif de ce groupe de travail qui perdurera durant l'année 2020 est d'analyser et de répertorier les formations existantes, et d'en concevoir de nouvelles lorsque le besoin n'est pas couvert en Ile-de-France. Les populations suivantes ont d'ores et déjà été identifiées :

- Pour les entreprises (charpentiers, menuisiers,…) : former les salariés à la pratique de la construction bois, en particulier ceux des entreprises qui souhaitent se tourner vers la construction bois. Cette action se fera en partenariat avec FAB21 et/ou avec le FCBA.
- Pour les MOA/MOE : développer le niveau de connaissance et de maîtrise des chantiers bois au travers de formation dédiées et de visites de chantiers bois en cours afin de permettre aux architectes de partager entre professionnels sur les difficultés du chantier. Cette action se fera en partenariat avec le CNDB.
- Pour les élus : sensibiliser et accompagner aux avantages de la construction bois, déconstruction des idées reçues et compréhension du cycle du bois de la forêt jusqu'à l'utilisateur final. Cette action se fera en partenariat avec la FNCOFOR.

Cette action de recensement des formations se fera dans le cadre du développement du site www.metiers-forets-bois.org de France Bois Régions (ainsi que de futur Observatoire dynamique de FRB)

B / Par ailleurs, Francîlbois a déposé une fiche action, en tant que chef de fil, sur le projet de développement de campus des métiers de l'éco-construction en Ile-de-France dans le cadre du Campus des Métiers et de la Qualification du Bâtiment. Cette action consiste à créer un campus des métiers autour du bois et des biosourcés pour structurer l'offre de formations en Île-de-France. Cela constitue une innovation procédurale et méthodologique. Ce campus a vocation à apporter un soutien technique aux professionnels de l'éco-construction en développant des actions de formation, à organiser une offre complète et coordonnée de formations des établissements d'enseignement secondaire et supérieur, de formation initiale ou continue, des métiers de l'amont forestier et agricole jusqu'à la transformation finale de la matière.

Si elle était validée, cette action fera l'objet d'une deuxième convention ad-hoc avec la Région.

5. Promouvoir le feuillus en Ile-de-France, avec les acteurs de l'amont forestier (circuit court)

Francîlbois interviendra en 2020 auprès des collectivités territoriales et des maîtrises d'ouvrages pour promouvoir l'utilisation de bois feuillus et notamment le feuillu d'Île-de-France dans une logique de circuit court, pour les projets d'aménagement intérieur, d'ameublement ou encore d'aménagement extérieur sur l'espace public (travail avec les collectivités et les aménageurs).

A titre d'exemple, Francîlbois intervient déjà auprès du projet de la Place des Droits de l'Enfant dans le 14ème arrondissement, pour un projet de réaménagement de la place et a mis en relation la MOA du projet, portée par l'association de quartier Les Hypers Voisins, avec son réseau de professionnels adhérents (scierie Roeser, charpente Paris Charpente, amont avec l'AEV). Ce projet pourrait être dupliqué sur d'autres places parisiennes.

Le travail de prescription bois explicité en amont sera donc également effectué auprès des aménageurs et des collectivités afin de leur faire intégrer des bois feuillus d'Ile-de-France en circuit court notamment dans leur projet d'aménagement urbain extérieurs.

6. Travailler à l'échelle du bassin parisien

La spécificité de la région est sa position centrale qui est bordé géographiquement, par cinq régions Centre Val de Loire, Normandie, Hauts-de-France, Grand Est et Bourgogne Franche Comté. Il a été démontré que dans la construction bois, les entreprises se trouvent principalement dans ces régions mais répondent particulièrement aux marchés du « Grand Paris ». En 2018, le chiffre d'affaire est réalisé principalement par des entreprises des régions Grand Est, Centre-Val de Loire, Normandie et Auvergne-Rhône-Alpes.

On retrouve le même schéma plus à l'amont de la filière puisqu'il n'existe plus de scierie capable de répondre au marché sur le territoire francilien. En effet, il y a peu de bois exploité pour le bois d'œuvre en Ile-de-France, les constructeurs ont donc privilégié des bois dans un rayon de 150 km ce qui a surement permit le développement de produits et d'entreprises dans les autres régions.

En conclusion, la région francilienne ne peut fonctionner qu'en synergie avec les autres régions, dans tout le secteur de la forêt et du bois, et cela est amplifié en bois construction. A titre d'exemple,

80% des constructeurs candidats aux Trophées Bois Ile-de-France 2015 se trouvaient hors de la région.

Dans ce contexte, Francilbois accompagnera notamment les projets suivants (2) :

- Un travail de réflexion avec les interprofessions notamment Arbocentre, Atlanbois, FIBOIS Grand Est et Haut de France et Profession Bois (Normandie), pour mieux connaître les unités de 1ère transformation et de 2ème transformation situées dans les régions limitrophes et qui interviennent pour des marchés franciliens. Cette connaissance des filières de transformations permettra de travailler sur un acheminement de la ressource en circuit court (250- 300 km) éventuellement d'envisager des relocalisations, notamment d'entreprises de 2ème transformation.

- Le projet de frêt fluvial PROBOIS : ce projet est un projet collaboratif coordonné par l'interprofession forêt-bois de Normandie, Profession Bois. Les partenaires associés au projet sont le FCBA, Manubois, Cuiller Frères, la FNB et Francîlbois. Ce projet a pour objectifs :
    - D'étudier des solutions constructives bois à partir de produits innovants utilisant la principale essence disponible en Normandie, le Hêtre sous forme de produit lamelle collé.
    - D'étudier le développement industriel de ces produits au sein des entreprises de transformation de bois normandes.
    - D'étudier les solutions de transport de ces produits de construction par vois fluviale sur la Seine pour l'alimentation des chantiers en Ile-de-France à partir de la Normandie.

  A partir de juin 2020, une suite de ce projet est envisagée en partenariat avec VNF et Haropa pour réaliser de nouvelles actions expérimentales ainsi qu'un événement en mai-juin notamment avec la Solideo, qui souhaite expérimenter le fret fluvial pour le Village olympique et paralympique.

Indicateurs : (nombre de projets accompagnés)

7. Sensibiliser la société civile aux enjeux de la forêt et du bois et accompagner les collectivités vers la ville bas carbone

A / Francîlbois développera en 2020 plusieurs programmes de communication destinés à sensibiliser la société civile aux enjeux de l'utilisation du bois en construction et à la gestion forestière (2) :

- Concevoir des actions de sensibilisation, de pédagogie, de vulgarisation scientifique auprès de la population francilienne pour sensibiliser aux enjeux de la gestion forestière et de l'utilisation du bois en construction :
    - Lors du Forum Bois Construction organisé à Paris en avril 2020 et, pour la première fois, ouvert à la société civile, avec des visites en forêts pour des replantations d'arbres exposés en marge du Forum
    - Communication spécifique sur les chiffres des forêts franciliennes et le lien avec un territoire dense et en évolution (agriculture, végétalisation urbaine, etc.)
- Sensibiliser le grand public (futurs utilisateurs des logements ou bureaux) aux enjeux de la provenance du bois et de la gestion des forêts et promouvoir l'usage de bois français, notamment pour le résineux (enjeu de traçabilité) pour répondre à la montée en puissance de ces demandes des MOA qui mettent en place des stratégies globales de résilience et

d'adaptation au changement climatique. Pour cela, Francîlbois s'appuiera également sur les outils existants auprès de la filière (FBR, FBF, CODIFAB, CNDB, ADIVBOIS).
- Par ailleurs, Francîlbois s'appuiera sur la dynamique lancée par Francebois 2024 qui met en place un dispositif de traçabilité qui repose sur PEFC, FSC et bois de France. Ce projet s'inscrit donc bien dans une continuité autour de ces marques.

Indicateurs : (nombre de programmes mis en oeuvre)

B / Par ailleurs, Francîlbois accompagnera les collectivités territoriales franciliennes (2) dans leur réflexion pour une transition vers la ville bas carbone, notamment en les accompagnant vers la réalisation de leur plan climat en intégrant des programmes de construction bois. Les contacts avec les collectivités de Plaine Commune, de Paris Saclay, de la ville de Paris sont déjà pris, avec des actions envisagées de type conseil sur les plans climat, formations des équipes techniques des collectivités aux bienfaits de la construction bois…

L'entrée dans le réseau de Francîlbois d'adhérents de l'amont forestier comme NéoSylva permettra notamment d'accompagner les MOA franciliennes vers des schémas de compensation carbone via la replantation en forêts franciliennes.

Indicateurs : (nombre de collectivités accompagnées sur leur plan climat)

8. Innover via le Booster Bois Biosourcés

Francîlbois, en 2020, continuera l'animation du Booster Bois Biosourcés en collaboration avec le FCBA et avec les membres fondateurs Région / l'UPE / l'IFSTTAR / l'EPAMarne notamment sur les actions suivantes :

- Intégration de nouveaux territoires comme membres du Booster
- Rédaction du règlement de l'Appel à Projets
- Analyse des candidatures et organisation du processus de sélection avec les référents des membres et les instances de pilotage avec les Présidents / DG (Comité Orientation et de Suivi)
- Accompagnement des porteurs de projet (montage de projet / orientation vers des financements,…)

Cette action ferait l'objet d'une troisième convention ad-hoc avec la Région.

9. S'emparer du sujet bois-énergie via l'élaboration d'une charte bois énergie

Francîlbois, en 2020, entamera des actions sur le sujet bois-énergie en réalisant les actions suivantes :

- Elaborer une feuille de route bois énergie proposée à l'AG de mars 2020;
- Contribuer à la structuration et à la fédération de la filière : identifier les entreprises du bois énergie qui pourraient adhérer et former un « collège bois énergie » au sein de Francîlbois ;
- Recenser les acteurs du bois bûche sous forme d'un annuaire en ligne pour faciliter l'achat de bois de qualité par les utilisateurs, en cohérence avec le site www.biomasseenergieidf.org;
- Mettre en place une instance de coordination en vue de l'élaboration de la charte « Île-de-France Bois Bûche » et identifier les groupes de travail à organiser et participants.

- Organiser des groupes de travail avec les acteurs de la filière bois bûche francilienne dans le but de construire une charte « Île-de-France Bois Bûche » qui pourra s'adosser au dispositif national (www.franceboisbuche.com)

Au second semestre 2020, et sous réserve de la possibilité de créer un poste sur le sujet bois énergie, Francîlbois élaborera, en co-construisant avec les acteurs concernés une charte bois énergie, et mettra en place un collège bois énergie au sein de Francîlbois.

En fonction des financements complémentaires obtenues, FrancîlBois s'engage à :

- Elaborer et diffuser auprès des professionnels, des particuliers, des collectivités et des services de l'Etat un argumentaire partagé sur le bois énergie ;
- A partir de l'instance de coordination mentionnée ci-dessus, organiser des groupes de travail avec les acteurs de la filière bois bûche francilienne dans le but de construire la charte «Bois Energie » ;
- Diffuser les bonnes pratiques d'installation, d'entretien et d'utilisation du chauffage au bois domestique, via notamment le site internet hébergeant l'annuaire ;
- Inciter les collectivités territoriales à accompagner la structuration de la filière « bois bûche» par la diffusion des chartes de qualité

Cette action ferait l'objet d'une convention ad-hoc avec la DRIAAF.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-097

DU 4 MARS 2020

PNR : PROGRAMMES D'ACTIONS 2020 - DISPOSITIFS DE SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITÉ EN MILIEU RURAL : 1ÈRE AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013 ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 333-1 et suivants et R. 333-1 et suivant ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret du 30 juillet 2008 portant classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2011-1430 du 3 novembre 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU le décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2018-750 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU le décret n° 2018-751 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2018-752 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU la délibération n° CR 19-03 du 26 juin 2003 relative à la création du Parc naturel régional Oise – Pays de France ;

VU la délibération n° CR 125-07 du 16 novembre 2007 relative au renouvellement du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU la délibération n° CR 53-10 du 1er octobre 2010 relative au Parc naturel régional du Gâtinais français : approbation du projet de charte révisée et renouvellement du classement du parc ;

VU la délibération n° CR 02-11 A du 10 février 2011 portant approbation du projet de charte révisée du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse et demande de renouvellement de classement ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du Contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 relative au doublement des aides aux territoires ruraux ;

VU la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et à la contribution des parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural ;

VU la délibération n° CP 2017-565 du 22 novembre 2017 relative à la convention entre la Région et l'ASP ;

VU la délibération n° CR 2017-184 du 23 novembre 2017 relative aux orientations régionales des nouveaux contrats de parcs naturels régionaux (2018-2020) ;

VU la délibération n° CP 2018-043 du 24 janvier 2018 relative aux parcs naturels régionaux PNR – contrats de parcs – Frais de structure – Convention type – PNR du Gâtinais et de la Haute Vallée de Chevreuse – Subventions réaffectation ;

VU la délibération n° CP 2018-269 du 4 juillet 2018 relative à l'affectation de crédits relatifs aux programmes d'actions 2018 des PNR et versement de la cotisation annuelle à la fédération des PNR ;

VU la délibération n° CP 2018-376 du 19 septembre 2018 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 5ème affectation 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-083 du 19 mars 2019 relative à la sauvegarde commerces de proximité milieu rural : première affectation 2019 ; désaffectation partielle frais structure 2019-PNR Oise-Pays de France ;

VU la délibération n° CR 2019-006 du 20 mars 2019 relative au Parc naturel régional du Vexin français : engagement de la procédure de renouvellement de classement ;

VU la délibération n° CP 2019-196 du 22 mai 2019 relative aux parcs naturels régionaux : programmes d'actions 2019 - dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : deuxième affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-297 du 3 juillet 2019 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 3ème affectation 2019 – Modification du règlement d'intervention – Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole : règlement d'intervention ;

VU la délibération n° CP 2019-375 du 17 octobre 2019 relative aux PNR : frais de structure et programme d'actions 2019 et au dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 5ème affectation 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-058 du 21 novembre 2019 relative à l'approbation du nouveau périmètre du Parc naturel régional Oise – Pays de France et de sa charte révisée ;

VU la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU le rapport n°CP 2020-097 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du **soutien aux parcs naturels régionaux** de participer au financement des 29 actions détaillées en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 243 500 €.

Affecte au titre du programme d'actions 2020 en faveur du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français :

- un montant total d'autorisations de programme de 900 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002046 « Soutien aux programmes d'investissement », du budget 2020 ;
- un montant total d'autorisations d'engagement de 343 500 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002056 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan État-Région 2015-2020, volet 6 « Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 2 :

Décide au titre du **soutien aux parcs naturels régionaux** de participer au financement des 25 actions détaillées en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 159 400 €.

Affecte au titre du programme d'actions 2020 en faveur du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse :

- un montant total d'autorisations de programme de 805 900 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002046 « Soutien aux programmes d'investissement », du budget 2020 ;
- un montant total d'autorisations d'engagement de 353 500 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002056 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan État-Région 2015-2020, volet 6 « Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 3 :

Décide au titre du **soutien aux parcs naturels régionaux** de participer au financement des 17 actions détaillées en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise – Pays de France de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **288 558 €**.

Approuve la convention relative au programme d'actions 2020 en faveur du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise – Pays de France figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à signature de cette convention avec le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise – Pays de France et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte au titre du programme d'actions 2020 en faveur du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise – Pays de France :

- un montant total d'autorisations de programme de 193 221 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002046 « Soutien aux programmes d'investissement », du budget 2020 ;
- un montant total d'autorisations d'engagement de 95 337 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002056 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan État-Région 2015-2020, volet 6 « Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 4 :

Décide au titre du **soutien aux parcs naturels régionaux** de participer au financement des 38 actions détaillées en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Vexin français de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 453 000 €.

Affecte au titre du programme d'actions 2020 en faveur du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Vexin français :

- un montant total d'autorisations de programme de 1 100 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002046 « Soutien aux programmes d'investissement », du budget 2020 ;
- un montant total d'autorisations d'engagement de 353 500 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002056 « Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan de Plan État-Région 2015-2020, volet 6 « Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 5 :

Approuve l'avenant au contrat de Parc du Vexin français entre l'État, le SMAG du parc et la Région, figurant en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 6 :

Approuve la modification de la fiche projet n° 18007545 adoptée par la délibération n° CP 2018-269 du 4 juillet 2018, telle que présentée en annexe 4 de la précédente délibération.

Article 7 :

Décide de participer, au titre **du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural**, au financement des projets portés par des entreprises et détaillés en annexe 5 à la présente délibération.

Subordonne le versement de chaque subvention à la signature avec son bénéficiaire d'une convention, conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016, modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 437 208,01 €, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300108 «Sauvegarde des commerces de proximité», du budget 2020.

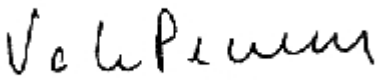
Article 8 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 et à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 9 :

Accorde, au titre du **dispositif de sauvegarde des commerces de proximité** en milieu rural, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » pour les bénéficiaires des projets portés par des entreprises et détaillés en annexe 6 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 9 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 9 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171328-DE-1-1) et affichage ou notification le 9 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS PNR

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002068 - ACTION 16B - ACCOMPAGNER LES PROJETS D'URBANISME ET DE CONSTRUCTIONS EXEMPLAIRES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	20 000,00 € TTC	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 16B de la mesure 16 : accompagnons les collectivités dans leurs démarches d'urbanisme durable en favorisant les projets exemplaires (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'action consiste à relancer en 2020 un nouvel appel à projet d'aménagement durable, auprès des collectivités du Parc. Cet appel à projet permettra au parc de sélectionner une collectivité à accompagner dans l'élaboration de son projet d'aménagement. L'étude doit permettre d'aboutir à la constitution d'un programme détaillé qualitatif et exemplaire répondant aux enjeux des différents acteurs. Suite à l'étude un accompagnement réalisé par des agents du parc permettra la transition entre le pré-opérationnel et l'opérationnel (marché public, financement, subventions...). Les études se décomposent en trois phases : diagnostic, scénarios-programmatique, esquisse.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Appel à projet du parc aux collectivités pour des études de rénovation / réhabilitation du bâti suivi des travaux correspondants	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002070 - ACTION 4A : METTRE EN ŒUVRE LA GESTION ECOLOGIQUE DES ESPACES COMMUNAUX ET DES JARDINS PRIVES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	5 000,00 € TTC	100,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des actions de la fiche n° 4 de la mesure 4 - Améliorons la qualité de l'eau par une gestion rigoureuse de la ressource et des usages (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération "Plantons nos trottoirs" sera réalisée sur les trottoirs de la commune d'Ury. Il s'agit d'accompagner la commune à la sélection des lieux à planter, l'achat des plants, et d'assurer l'organisation et l'animation des séances de plantation où participent les habitants.
Concernant les cimetières, une nouvelle commande groupée de tapis de Sedum, déjà utilisés par de nombreuses communes, sera organisée. Ces tapis seront mis à disposition des communes volontaires.
Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY	ARBONNE-LA-FORET	CHAILLY-EN-BIERE
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY	BARBIZON	FLEURY-EN-BIERE
	CELY	PERTHES

SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
plantations des trottoirs et toutes actions qui y sont liées (notamment achat plants, aide aux habitants…)	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002077 - ACTION 2D - PROJETS AGRO-FORESTIERS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	30 000,00 € TTC	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des actions 2D de la mesure 2 : protégeons et gérons les milieux naturels, dans une logique de trame écologique (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'accompagner trois nouveaux projets d'agroforesterie en 2020. À Valpuiseaux, la ferme de Beaumont souhaite replanter 7 ha en agro-foresterie. Le projet regroupe la reconstitution de trois haies, la plantation d'un verger pâturé et de haies intra-parcellaires. À La Chapelle-la-Reine, un agriculteur souhaite replanter un parcours de volailles de 3 ha avec plantation de haies (environ 1 km) et un verger de plein vent (soit 150 arbres fruitiers). À Courances-Fleury-en-Bière, la ferme de Chalmont souhaite replanter des vergers, de la vigne et des haies.
Le premier semestre 2020 permettra de définir les projets agro-forestiers avec les agriculteurs et les partenaires concernés.
Le parc montera un cahier des charges et recrutera un bureau d'études pour l'accompagner dans la définition de ces projets.
Le parc sera maître d'ouvrage des plantations (haies, vergers, vignes) et celles-ci auront lieu à l'automne-hiver 2020-2021.
Suite aux plantations, le parc réalisera une communication sur ces projets (rédaction d'articles, éditions de plaquettes, réunions sur le terrain de présentation et promotion des projets). Ces actions de communication seront financées avec les fonds de la fiche dédiée à la communication.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :
- LA CHAPELLE-LA-REINE
- VALPUISEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
études suivies de travaux de plantation	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002078 - Action 18A - ORGANISONS L'ACCUEIL DE PORTEURS DE PROJETS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	35 000,00 € TTC	100,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des actions 18A de la mesure 18 : organisons l'accueil des porteurs de projets (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de :
- accompagner techniquement et financièrement les porteurs de projets implantés sur le territoire du parc, non éligibles aux dispositifs d'aide régionaux et répondant au nouveau cahier des charges de l'aide proposées par le parc, et ce afin de soutenir les projets locaux de développement économique.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY	PONTHIERRY	BARBIZON
SAINT-FARGEAU-	ARBONNE-LA-FORET	CELY

CHAILLY-EN-BIERE	ORMESSON	VILLENEUVE-SUR-AUVERS
FLEURY-EN-BIERE	RECLOSES	BOUVILLE
PERTHES	RUMONT	LA FORET-SAINTE-CROIX
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE	TOUSSON	PUISELET-LE-MARAIS
	URY	VALPUISEAUX
SAINT-MARTIN-EN-BIERE	LE VAUDOUE	BOIGNEVILLE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE	VILLIERS-SOUS-GREZ	BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
	COURANCES	BROUY
VILLIERS-EN-BIERE	DANNEMOIS	BUNO-BONNEVAUX
ACHERES-LA-FORET	MILLY-LA-FORET	CHAMPMOTTEUX
AMPONVILLE	MOIGNY-SUR-ECOLE	COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
BOISSY-AUX-CAILLES	ONCY-SUR-ECOLE	
BOULANCOURT	SOISY-SUR-ECOLE	D'HUISON-LONGUEVILLE
BURCY	BAULNE	GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
BUTHIERS	CERNY	
LA CHAPELLE-LA-REINE	CHAMPCUEIL	GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
CHATENOY	CHEVANNES	
CHEVRAINVILLIERS	LA FERTE-ALAIS	MAISSE
FROMONT	AUVERS-SAINT-GEORGES	MONDEVILLE
GARENTREVILLE	BOISSY-LE-CUTTE	ORVEAU
GUERCHEVILLE	BOURAY-SUR-JUINE	PRUNAY-SUR-ESSONNE
LARCHANT	CHAMARANDE	VAYRES-SUR-ESSONNE
NANTEAU-SUR-ESSONNE	JANVILLE-SUR-JUINE	VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions du parc aux collectivités et privés pour l'achat de matériels professionnels d'activité, travaux de réhabilitation en éco-matériaux, travaux de remise aux normes, étude, R&D, suivi de travaux	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002079 - ACTION 21C - PROPOSER DES AIDES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DE L'HEBERGEMENT RURAL DE QUALITE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	30 000,00 € TTC	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation les actions 21C de la mesure 21 : développons l'offre de découverte et de loisirs pour un tourisme durable (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les dispositifs d'aide sont présentés aux porteurs de projets et un accompagnement dans la constitution du dossier de demande de subvention répondant au cahier des charges est effectué.
Afin d'accompagner au mieux les acteurs ne pouvant pas bénéficier des aides régionales et départementales, le parc a mis en place des aides en faveur du développement de l'hébergement rural de qualité. Elles sont axées sur des critères d'éco-conditionnalité et concernent des investissements en matière de mobilier et d'électroménager, de restauration du bâti traditionnel, de mobilité, de valorisation de la filière bois et d'aménagements liés à l'accessibilité.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions aux communes/assimilés/personnes privées pour achat mobilier/électroménager/poêle, travaux de restauration bâti/paysage, travaux risque incendie, dispositifs de mobilité; aménagements accessibilité	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002084 - ACTION 2B - CONNAITRE ET CONSERVER LA TRAME VERTE ET BLEUE DU TERRITOIRE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 2B de la mesure 2 : protégeons et gérons les milieux naturels, dans une logique de trame écologique (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 1 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il est prévu de restaurer 4 mouillères à étoiles d'eau (fleur protégée au niveau national). L'objectif est de réaliser les travaux de restauration des mouillères (en maîtrise d'ouvrage parc) et de contractualiser avec l'agriculteur pour leur entretien et leur conservation sur le long terme.
Est également prévue la mise en place de pâturage sur les trames prairiales à restaurer comme les platières de grès ou sur les prairies sèches calcaires mais aussi dans les zones humides.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de gestion de milieux naturels	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002085 - ACTION 7C – ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITES DANS LEURS POLITIQUES DE MAITRISE DE L'ENERGIE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	70 000,00 € TTC	100,00 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 7C : Incitons à l'utilisation sobre des énergies et au développement des énergies renouvelables (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Il s'agira d'aider les communes :
- dans leurs travaux de rénovation énergétique en matériaux biosourcés des bâtiments publics (école, mairie, salle polyvalente, logements... etc) ;
- dans leurs travaux de rénovation des équipements d'éclairage public (remplacement de lampadaires ou horloges de programmation).
Les collectivités sont maîtres d'ouvrage des travaux réalisés. Le rôle du Parc est de les accompagner tout au long de leur projet : recherche de solutions techniques et suivi des travaux. Pour clôturer un dossier de subvention, le Parc effectue une visite de fin de travaux et communique sur les opérations réalisées (par exemple dans l'Abeille, sur Facebook, etc).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
BOULANCOURT
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
GARENTREVILLE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
URY
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
MOIGNY-SUR-ECOLE
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
MONDEVILLE
VALPUISEAUX
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
subventions par le parc de Travaux d'isolation des bâtiments communaux et remplacement d'équipements d'éclairage public.	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002086 - ACTION 7D - ACCOMPAGNER LES ACTEURS PRIVES POUR UNE MEILLEURE MAITRISE DE L'ENERGIE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	150 000,00 € TTC	100,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 7D de la mesure 7 : Incitons à l'utilisation sobre des énergies et au développement des énergies renouvelables (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pour développer la rénovation thermique des logements des particuliers, il s'agit de subventionner des travaux d'isolation avec des matériaux d'isolation biosourcés et/ou l'installation de mode de production de chaleur utilisant les énergies renouvelables. Dans le cadre de ce dispositif d'aide, les particuliers sont accompagnés par le conseiller énergie du Parc.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions aux personnes privées pour travaux d'isolation avec des matériaux biosourcés et équipements de chauffage et de productions d'eau chaude sanitaire utilisant des énergies renouvelables.	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002087 - ACTION 8B : ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DE LA MOBILITE ELECTRIQUE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	15 000,00 € HT	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des actions 8B de la mesure 08 : accompagnons le développement des moyens de transport durables (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
L'action est destinée à :
- Poursuivre l'acquisition d'une flotte de vélos à assistance électrique (VAE) - entre 10 et 15 appareils prévus - qui seront mis à disposition des hébergeurs et professionnels du tourisme du territoire.
- Investir dans des infrastructures permettant de développer et faciliter la pratique du vélo : achat d'arceaux parkings vélos.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'une flotte de vélos à assistance électrique (VAE) et achat arceaux vélos	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002088 - ACTION 09B -RESTAURER LE PATRIMOINE IMMOBILIER IDENTITAIRE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	80 000,00 € TTC	100,00 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 9B de la mesure 9 : complétons la connaissance du patrimoine bâti et agissons pour sa préservation (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit, pour les collectivités et porteurs privés bénéficiaires des subventions du parc, de restaurer les éléments du patrimoine bâti non protégé identitaires du territoire (privés uniquement pour le patrimoine vernaculaire et publics pour tous les types de patrimoine immobilier non protégé). Environ 6 projets de restauration sont prévus.
Une valorisation pédagogique sera réalisée auprès des élus et des habitants sur la nature du patrimoine et les obligations qui en découlent.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
subventions aux collectivités et privés de travaux d'isolation des bâtiments communaux et remplacement d'équipements d'éclairage public.	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002089 - ACTION 11A - RESTAURER LE PATRIMOINE MOBILIER ET LES SOURCES HISTORIQUES IDENTITAIRES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 11A de la mesure 11 valorisons les patrimoines historiques, ethnologiques et archéologiques (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette action sert à accompagner la restauration du patrimoine mobilier du territoire du Parc. Les porteurs de projets sont des communes qui souhaitent restaurer leur patrimoine mobilier (horloge, statues, tableaux, archives communales, etc.).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention du parc aux collectivités et assimilés pour tous travaux de restauration du patrimoine mobilier non protégé	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002092 - ACTION 8C : DEVELOPPER LES CENTRES DE TELETRAVAIL

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	15 000,00 € HT	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des actions 8C de la mesure 08 développer les centres de télétravail (investissement).

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Le télétravail permet d'agir sur tous les volets du développement durable (social, économique et écologique). Donner la possibilité aux salariés de travailler près de chez eux, dans des télécentres adaptés, permet une baisse des émissions de CO2.

Après la réalisation du centre de télétravail La Bobitaine le projet a pour objet de financer la réalisation d'un site internet dédié à La Bobitaine afin de valoriser l'exemplarité du projet et accroître sa visibilité auprès d'une communauté de futurs usagers.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
CERNY
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
BAULNE
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
MONDEVILLE
VALPUISEAUX
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel, équipements	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 -

DOSSIER N° 20002097 - CP4 - P23-A04 - OPERATION 1014 - DEVELOPPEMENT D'ITINERAIRES THEMATIQUES VISANT A LA VALORISATION DU PATRIMOINE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	30 000,00 € HT	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En complément des Sentiers du Patrimoine initiés en 2010 et déployés fin 2019 dans 37 communes, le Parc souhaite poursuivre la création de nouveaux itinéraires sur les thématiques de la peinture, de l'histoire, de la nature et des paysages avec pour objectifs de valoriser les patrimoines des communes du territoire, apporter aux visiteurs et habitants une meilleure connaissance des patrimoines, améliorer l'accueil des visiteurs pour les inviter à poursuivre leur séjour dans les communes ....

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT	NEUILLY-EN-VEXIN	GADANCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT	SANTEUIL	LONGUESSE
GOMMECOURT	THEUVILLE	SERAINCOURT
BRUEIL-EN-VEXIN	ARRONVILLE	THEMERICOURT
JAMBVILLE	BERVILLE	CHAUSSY
JUZIERS	ENNERY	US
MEZY-SUR-SEINE	EPIAIS-RHUS	VIGNY
OINVILLE-SUR-MONTCIENT	GENICOURT	AMENUCOURT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE	HEDOUVILLE	CHERENCE
VAUX-SUR-SEINE	HEROUVILLE	HAUTE-ISLE
EVECQUEMONT	LABBEVILLE	LA ROCHE-GUYON
FONTENAY-SAINT-PERE	LIVILLIERS	VETHEUIL
GAILLON-SUR-MONTCIENT	MENOUVILLE	VIENNE-EN-ARTHIES
GARGENVILLE	NESLES-LA-VALLEE	VILLERS-EN-ARTHIES
GUERNES	VALLANGOUJARD	AINCOURT
GUITRANCOURT	LE BELLAY-EN-VEXIN	AMBLEVILLE
LAINVILLE-EN-VEXIN	CLERY-EN-VEXIN	ARTHIES
MONTALET-LE-BOIS	COMMENY	BANTHELU
SAILLY	GOUZANGREZ	BRAY-ET-LU
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE	GUIRY-EN-VEXIN	BUHY
CHARS	MOUSSY	LA CHAPELLE-EN-VEXIN
BOISSY-L'AILLERIE	NUCOURT	CHARMONT
BREANCON	LE PERCHAY	FROUVILLE
BRIGNANCOURT	CHAMPAGNE-SUR-OISE	GENAINVILLE
CORMEILLES-EN-VEXIN	PARMAIN	HODENT
FREMECOURT	AUVERS-SUR-OISE	MAGNY-EN-VEXIN
GRISY-LES-PLATRES	BUTRY-SUR-OISE	MAUDETOUR-EN-VEXIN
HARAVILLIERS	VALMONDOIS	MONTREUIL-SUR-EPTE
LE HEAULME	ABLEIGES	OMERVILLE
MARINES	AVERNES	RONQUEROLLES
MONTGEROULT	CONDECOURT	SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
	COURCELLES-SUR-VIOSNE	SAINT-CYR-EN-ARTHIES
	SAGY	SAINT-GERVAIS
	FREMAINVILLE	WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création itinéraires pédestres (marquage, chemins, signalétiques…)	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002100 - CP4-P28 OPERATION 1024 - FONDS D'INITIATIVES LOCALES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Fonds d'Initiatives Locales (FIL) est un dispositif valorisant les actions collectives et individuelles mis en place dans le cadre du processus de travail sur les dynamiques de développement social territorial engagé par le parc.
Ce dispositif destiné aux associations, aux structures et aux collectifs d'habitants qui agissent sur le territoire du parc permet de soutenir chaque année financièrement et techniquement une dizaine de projets portés par les habitants sur une thématique donnée dans le domaine du développement durable et du lien social.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions à destination des écoles, associations.	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002101 - CP4 - P02 - OPÉRATION 1031 - INITIATION DE FILIERES LOCALES D'ECO-CONSTRUCTION ET RENOVATION DU BATI

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	60 000,00 € HT	100,00 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 septembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation de démonstrateurs "grandeur nature" d'ouvrages éco-construits ou éco-rénovés. Les travaux seront effectués par des entreprises déjà expérimentées en lien avec des fournisseurs spécialisés, sur l'encadrement de ces travaux lorsqu'ils seront réalisés par des entreprises débutantes, ainsi que sur l'acquisition de fournitures et, en cas de besoin, de matériel dédié.
Le parc se chargera en parallèle de la mobilisation des acteurs locaux (entreprises du bâtiment, propriétaires, prescripteurs et agriculteurs notamment).
A cette occasion, le parc renforcera ses partenariats avec les réseaux compétents.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et acquisition matériel.	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002103 - CP4 - P23-A05 - OPERATION 1017 - AIDE AU DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS ET SERVICES ADAPTES AUX DIFFERENTES PRATIQUES DE RANDONNEE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	76 500,00 € TTC	100,00 %	76 500,00 €
	Montant total de la subvention		76 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
De nouveaux itinéraires cyclables ainsi que d'autres dédiés à de nouvelles pratiques sont en cours de création. Les équipements et les services proposés le long de ces itinéraires sont encore peu nombreux et restent attendus par les différents pratiquants.
L'aide au développement des équipements et des services adaptés aux différentes pratiques de randonnée vise à inciter les communes, les communautés de communes, les associations et les prestataires touristiques à mettre en place les équipements et les services adaptés aux différents modes de randonnée dans le cadre d'un appel à candidatures lancé chaque année.
Les projets éligibles portent sur les inventaires des chemins ruraux, les travaux de réhabilitation de chemins dont l'acquisition et le bornage, les aménagements et équipements de protection des chemins, les équipements permettant d'améliorer l'accueil des cyclotouristes et des cavaliers ainsi que tous les autres équipements et aménagements de valorisation des chemins pouvant servir à toutes les pratiques (aires de pique-nique, toilettes....)

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du

volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions : inventaires, travaux de réhabilitation de chemins, aménagements et équipements de protection de chemins, équipements et aménagements liés aux pratiques.	76 500,00	100,00%
Total	76 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	76 500,00	100,00%
Total	76 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002105 - CP4-P07-A05 - OPERATION 1033 - AMELIORATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS PUBLICS ET PRIVES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	150 000,00 € TTC	100,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 septembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Poursuite des actions d'accompagnement des communes et des particuliers en matière de rénovation énergétique, en termes d'amélioration thermique du parc bâti et de changement d'équipements vers des appareils performants.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT	JUZIERS	VAUX-SUR-SEINE
FOLLAINVILLE-DENNEMONT	MEZY-SUR-SEINE	EVECQUEMONT
GOMMECOURT	OINVILLE-SUR-MONTCIENT	FONTENAY-SAINT-PERE
BRUEIL-EN-VEXIN	TESSANCOURT-SUR-AUBETTE	GAILLON-SUR-MONTCIENT
JAMBVILLE		GARGENVILLE

GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions pour travaux de rénovation énergétique, amélioration thermique, changements d'équipements.	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002107 - CP4 - P05- OPERATION 1034 - EXPERIMENTATION LOCALES FAVORABLES AUX MOBILITES DURABLES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	50 000,00 € HT	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Poursuite des divers investissements concernant les expérimentations relatives au covoiturage local (poursuite des améliorations du réseau Covoit'Ici), à l'autopartage, et aux mobilités douces "du dernier kilomètre" (plus particulièrement les vélos électriques et consignes sécurisées), notamment avec l'appui des Communautés de communes et en lien avec les réflexions du département du Val d'Oise dans le domaine.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'équipements, matériels et mobiliers (consignes, VAE, dispositifs mobiliers covoiturage…)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002108 - CP4-P31-A02- OPERATION 1028 - SIGNALETIQUE DU PARC

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	35 000,00 € HT	100,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lors de la création du parc, l'ensemble du territoire a été équipé d'une signalétique de jalonnement de type touristique (panneaux normalisés de couleur marron). Conformément aux instructions ministérielles, ces panneaux ont été implantés aux principales entrées du territoire, sur les grands axes, et aux principales entrées de communes afin de signaler leur appartenance au parc.
Progressivement, cette signalétique a été complétée par le jalonnement des équipements touristiques du parc (musées notamment), par la signalisation discrète des entrées secondaires des communes (simple logo du parc) et par la signalisation des villes-porte, etc.
Il est proposé de compléter ces équipements.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements de signalétique.	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002110 - CP4 - P23 - OPERATION 1016 - DEVELOPPEMENT DE NOUVELLES ACTIVITES DE PLEINE NATURE RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	10 000,00 € HT	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Après avoir contribué au développement et à la promotion des itinéraires pédestres et cyclables, le parc souhaite aujourd'hui accompagner la création de nouvelles activités de pleine nature respectueuses de l'environnement parmi lesquelles figurent notamment la randonnée équestre dans le cadre de la création de la Route d'Artagnan, le VTT avec la création d'itinéraires et d'une base.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT	GOMMECOURT	JUZIERS
FOLLAINVILLE-DENNEMONT	BRUEIL-EN-VEXIN	MEZY-SUR-SEINE
	JAMBVILLE	OINVILLE-SUR-MONTCIENT

TESSANCOURT-SUR-AUBETTE	EPIAIS-RHUS	THEMERICOURT
VAUX-SUR-SEINE	GENICOURT	US
EVECQUEMONT	HEDOUVILLE	VIGNY
FONTENAY-SAINT-PERE	HEROUVILLE	AMENUCOURT
GAILLON-SUR-MONTCIENT	LABBEVILLE	CHAUSSY
GARGENVILLE	LIVILLIERS	CHERENCE
GUERNES	MENOUVILLE	HAUTE-ISLE
GUITRANCOURT	NESLES-LA-VALLEE	LA ROCHE-GUYON
LAINVILLE-EN-VEXIN	VALLANGOUJARD	VETHEUIL
MONTALET-LE-BOIS	LE BELLAY-EN-VEXIN	VIENNE-EN-ARTHIES
SAILLY	CLERY-EN-VEXIN	VILLERS-EN-ARTHIES
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE	COMMENY	AINCOURT
BOISSY-L'AILLERIE	GOUZANGREZ	AMBLEVILLE
BREANCON	GUIRY-EN-VEXIN	ARTHIES
BRIGNANCOURT	MOUSSY	BANTHELU
CHARS	NUCOURT	BRAY-ET-LU
CORMEILLES-EN-VEXIN	LE PERCHAY	BUHY
FREMECOURT	CHAMPAGNE-SUR-OISE	LA CHAPELLE-EN-VEXIN
GRISY-LES-PLATRES	PARMAIN	CHARMONT
HARAVILLIERS	AUVERS-SUR-OISE	FROUVILLE
LE HEAULME	BUTRY-SUR-OISE	GENAINVILLE
MARINES	VALMONDOIS	HODENT
MONTGEROULT	ABLEIGES	MAGNY-EN-VEXIN
NEUILLY-EN-VEXIN	AVERNES	MAUDETOUR-EN-VEXIN
SANTEUIL	CONDECOURT	MONTREUIL-SUR-EPTE
THEUVILLE	COURCELLES-SUR-VIOSNE	OMERVILLE
ARRONVILLE	FREMAINVILLE	RONQUEROLLES
BERVILLE	GADANCOURT	SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
ENNERY	LONGUESSE	SAINT-CYR-EN-ARTHIES
	SAGY	SAINT-GERVAIS
	SERAINCOURT	WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier, panneaux, jalonnement…	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002117 - CP4 - P14 - OPÉRATION 1030 - RESTAURATION DES MURS ET FACADES ET DU PETIT PATRIMOINE RURAL

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	170 000,00 € TTC	100,00 %	170 000,00 €
	Montant total de la subvention		170 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 septembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de poursuivre le soutien aux communes et aux particuliers en matière de restauration du patrimoine rural remarquable et des murs et façades.
L'attribution d'une aide financière du parc est conditionnée au respect des prescriptions techniques du parc qui garantissent le respect des dispositions d'origine des ouvrages restaurés ou leur restitution, ainsi que l'usage de techniques et matériaux traditionnels.
La particularité de ce soutien réside dans le haut niveau d'exigence et d'accompagnement technique apporté par le parc, qui permet en outre de faire évoluer les pratiques des entreprises vers des pratiques et des matériaux mieux adaptés aux caractéristiques patrimoniales.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions pour travaux de restauration du patrimoine rural, des murs et façades.	170 000,00	100,00%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	170 000,00	100,00%
Total	170 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002118 - CP4 - P32 - OPÉRATION 1026 - TRAVAUX DU DOMAINE DE LA MAISON DU PARC

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	50 000,00 € HT	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation de travaux afin de garder le domaine et la Maison du parc en bon état, assurer la sécurité des visiteurs, accueillir des animations et du public dans de bonnes conditions.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS

SAILLY	VALLANGOUJARD	CHAUSSY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE	LE BELLAY-EN-VEXIN	CHERENCE
BOISSY-L'AILLERIE	CLERY-EN-VEXIN	HAUTE-ISLE
BREANCON	COMMENY	LA ROCHE-GUYON
BRIGNANCOURT	GOUZANGREZ	VETHEUIL
CHARS	GUIRY-EN-VEXIN	VIENNE-EN-ARTHIES
CORMEILLES-EN-VEXIN	MOUSSY	VILLERS-EN-ARTHIES
FREMECOURT	NUCOURT	AINCOURT
GRISY-LES-PLATRES	LE PERCHAY	AMBLEVILLE
HARAVILLIERS	CHAMPAGNE-SUR-OISE	ARTHIES
LE HEAULME	PARMAIN	BANTHELU
MARINES	AUVERS-SUR-OISE	BRAY-ET-LU
MONTGEROULT	BUTRY-SUR-OISE	BUHY
NEUILLY-EN-VEXIN	VALMONDOIS	LA CHAPELLE-EN-VEXIN
SANTEUIL	ABLEIGES	CHARMONT
THEUVILLE	AVERNES	FROUVILLE
ARRONVILLE	CONDECOURT	GENAINVILLE
BERVILLE	COURCELLES-SUR-VIOSNE	HODENT
ENNERY	FREMAINVILLE	MAGNY-EN-VEXIN
EPIAIS-RHUS	GADANCOURT	MAUDETOUR-EN-VEXIN
GENICOURT	LONGUESSE	MONTREUIL-SUR-EPTE
HEDOUVILLE	SAGY	OMERVILLE
HEROUVILLE	SERAINCOURT	RONQUEROLLES
LABBEVILLE	THEMERICOURT	SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
LIVILLIERS	US	SAINT-CYR-EN-ARTHIES
MENOUVILLE	VIGNY	SAINT-GERVAIS
NESLES-LA-VALLEE	AMENUCOURT	WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
gestion du jardin et l'étang, pâturage, gestion des bassins d'épuration, murs d'enceinte, intérieur du château, restauration du ponton…	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002119 - CP4 - P32 - OPÉRATION 1027 - EQUIPEMENT DE MOBILIER, INFORMATIQUE, BUREAUTIQUE, VEHICULES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	50 000,00 € HT	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Acquisition de mobiliers, d'équipements informatique et bureautique et d'au moins un véhicule pour remplacer le pick-up défectueux du parc.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériel informatique, de téléphonie, véhicules…	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002120 - CP4-P10-A03 - OPERATION 1001 - PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DU PATRIMOINE GEOLOGIQUE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	10 000,00 € HT	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Vexin français possède un patrimoine géologique et paléontologique important avec des stratotypes de référence pour l'échelle des temps géologique, ainsi que des particularités sur certains sites.
Mais de multiples sites ne sont pas protégés ni valorisés.
Un diagnostic doit être réalisé prochainement afin de définir les sites prioritaires à préserver et / ou à aménager, puis à valoriser par la création de circuits de découverte.
Il est prévu la réalisation d'une 1ère tranche de travaux de protection, restauration et valorisation de sites géologiques préalablement identifiés.
Le Parc est maitre d'ouvrage pour cette opération.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de protection, restauration, valorisation des sites.	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002123 - CP4-P26-A02 - OPERATION 1006 - SOUTIEN AUX PROJETS PEDAGOGIQUES ET CULTURELS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	20 000,00 € TTC	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En créant un dispositif de soutien aux projets pédagogiques et culturels, le parc a pour but d'élargir sa mission de sensibilisation en s'appuyant sur des lieux relais qui permettront au public du territoire de prendre connaissance de la richesse du patrimoine local. Les objectifs sont donc de favoriser la connaissance du territoire auprès du plus grand nombre avec une attention particulière pour le jeune public en développant des outils de médiation adaptés et de participer à l'animation de la vie locale. L'objectif est de soutenir les structures type ERP (établissements recevant du public) proposant des projets pédagogiques et culturels (expositions, animations) facilitant la connaissance du territoire et des patrimoines.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions aux ERP dans l'aménagement des lieux pour de nouvelles expositions ou animations (meubles, vitrines, matériel vidéo et/ou scénographique…)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002124 - CP4-P08 - OPÉRATION 1035 - SIGNALETIQUE D'INTERET LOCAL DU PARC

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 septembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Conformément à la décision du comité syndical d'octobre 2013, afin de mutualiser les commandes, le Parc est le maître d'ouvrage des opérations d'implantation de la signalétique locale, par délégation des communes.
Le financement de ces implantations est pris en charge par le Parc à hauteur de 70% des dépenses plafonnées à un montant de 9 600 € TTC pour les communes de moins de 3 000 habitants et 24 000 € TTC pour les communes de plus de 3 000 habitants ainsi que les EPCI.
Les communes et EPCI prennent à leur charge le solde de 30% et les dépenses au delà des plafonds indiqués.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements de signalétique.	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002125 - CP4 - P07 - OPÉRATION 1032 - SOUTIEN AU DISPOSITIF CEP POUR L'AMELIORATION DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS PUBLICS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	45 000,00 € TTC	100,00 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 juin 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Poursuite du déploiement du dispositif de conseil en énergie partagée et accompagnement des communes souhaitant aller plus loin dans leur démarche d'exemplarité.
Pour les communes ayant déjà bénéficié de financements externes au Parc, leur permettre d'établir un feuille de route des travaux restant à réaliser.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de SOLIHA sur le patrimoine public pour élaborer et mettre en œuvre un programme de travaux de rénovation énergétique.	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002129 - CP4-P26-A02 - OPERATION 1008 - SOUTIEN AUX INITIATIVES CULTURELLES LOCALES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	40 000,00 € TTC	100,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif est de poursuivre l'action de soutien aux initiatives locales dans le domaine culturel initié depuis douze ans en contribuant à l'émergence de nouvelles initiatives et de favoriser leur inscription dans le paysage culturel local.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions pour le soutien d'une dizaine de projets culturels selon guide des aides du Parc	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002130 - CP4-P18-A01 - OPERATION 1021 - OPERATION COLLECTIVE DE MODERNISATION DE L'ARTISANAT

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	65 000,00 € TTC	100,00 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 août 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif de l'opération est d'apporter une aide financière aux entreprises artisanales dont le chiffre d'affaire est inférieur à 1M€ qui portent des projets :
- d'acquisition de matériels, outillages et équipements pour la production, le stockage et la commercialisation,
- d'aménagement de locaux,
- d'acquisition de logiciels ou création de site internet,
- d'investissements liés à l'environnement (énergie, réduction de l'impact environnemental).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions aux entreprises : acquisitions de matériel pour la production, le stockage et la commercialisation, acquisition de logiciels ou réalisation d'un site internet, aménagements des locaux	65 000,00	100,00%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	65 000,00	100,00%
Total	65 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002634 - 1003 : PROTECTION DES ESPECES, RESTAURATION DES MILIEUX NATURELS, AMENAGEMENTS CONTRE LE RUISSELLEMENT

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	180 200,00 € TTC	100,00 %	180 200,00 €
	Montant total de la subvention		180 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1003 : protection des espèces, restauration des milieux naturels, aménagements contre le ruissellement (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Territoire rural francilien, le Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse est constitué d'une matrice écologique globale, entravée par l'impact de l'urbanisation et des infrastructures, ou bien uniformisée par l'agriculture. La partie subsistante est constituée d'un maillage d'espaces naturels plus ou moins discontinu, d'intérêt écologique, paysager et agronomique essentiel. Elle constitue la trame verte et bleue.

La subvention sollicitée permettra de mener des actions dans les domaines suivants :
1. actions de protection des espèces protégées par des aménagements sur les voies de migration des amphibiens
2 actions de protection, d'aménagement et de mise en valeur des zones d'intérêt écologique à conforter en maîtrise d'ouvrage parc (pour recouvrer une trame verte et bleue plus riche et homogène à l'échelle du Parc)

3. actions sous maîtrise d'ouvrage parc de coordination de l'ensemble des acteurs du territoire autour de projets d'aménagements qui permettent de gérer les eaux météoriques à l'endroit même où elles touchent le sol, et de faire en sorte que l'artificialisation du sol soit compensée sur la parcelle même, afin de ne rejeter dans le circuit naturel de l'eau que le volume qu'aurait concentré la même surface sans modification des sols.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et travaux d'aménagement pour amphibiens, travaux de : lutte contre les ruissellements, restauration milieux naturels, financement de la part de la TVA sur opérations antérieures de même nature, restauration milieux naturels humides	180 200,00	100,00%
Total	180 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	180 200,00	100,00%
Total	180 200,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002635 - 1009 : OUTILS DU PARC

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	35 000,00 € HT	100,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1009 : outils du parc (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette action comprend :
La maintenance et développement des équipements et services informatiques et téléphoniques : le parc naturel régional assure le maintien et le développement de ses équipements et services. Il s'agit essentiellement de faire l'acquisition des matériels, logiciels et outils nécessaires à la réalisation des missions du PNR (postes informatiques, serveurs et réseaux, équipements de téléphonie, matériels de reprographie, logiciels et outils métier, services web, messagerie, petits matériels divers, etc.)
La maintenance et développement du SIG et de l'évaluation : dans le cadre de ses missions et de l'évaluation, le parc naturel régional met régulièrement à jour et acquiert des outils et logiciels SIG et des données géographiques de référence (auprès de l'IGN par exemple). Il met en ligne des données accessibles à tous les publics.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement numérique et prestations de maintenance et développement des équipements du parc	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002636 - 1011 : AMELIORATION DU RESEAU DE LIAISONS DOUCES : RESTAURATION – MISE EN SECURITE – JALONNEMENT

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	80 000,00 € TTC	100,00 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1011 : amélioration du réseau de liaisons douces : restauration – mise en sécurité - jalonnement (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ces actions visent à améliorer et à conforter la praticabilité des voies douces et ainsi d'accroître le confort et le nombre d'utilisateurs. Il s'agira donc de mettre en sécurité et de conforter l'assise des itinéraires par des travaux de terrassement et de revêtement complété par du jalonnement et de la signalétique.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS

LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux terrassement, revêtement, jalonnement, signalétique	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002637 - 1002 : AIDES BIODIVERSITE ET PAYSAGE - FAUNE/FLORE - MILIEUX NATURELS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	45 700,00 € TTC	100,00 %	45 700,00 €
	Montant total de la subvention		45 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1002 aides biodiversité et paysage - faune/flore - milieux naturels (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 août 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif est de favoriser toutes les démarches de préservation de l'environnement, de développement d'espace appropriés pour la réalisation de la continuité de la trame verte et bleue. Il s'agit par des actions de terrain de garantir le bon fonctionnement des écosystèmes et des services écologiques associés, de conserver la biodiversité fragile et remarquable et de préserver l'identité et la diversité des paysages.

Ces aides se déclinent ainsi :
Porter à connaissance relatif au patrimoine naturel et de l'impact anthropique
Intégrer l'environnement, la biodiversité et le paysage dans les infrastructures de transport, les aménagements et les constructions
Restaurer et préserver la trame verte et paysagère
Restaurer et préserver la trame bleue
Favoriser pour la chasse les aménagements et pratiques favorables à la biodiversité
Protéger les espaces, habitats et espèces remarquables, restaurer les milieux naturels altérés
Protéger le patrimoine paysager et restaurer les paysages dégradés

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
SAINT-LAMBERT
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions du parc aux collectivités et acteurs privés pour : biodiversité, faune/flore, milieux naturels, paysages : réalisations d'études, restauration et développement des éléments fixes et des continuités écologiques (haies, prairies, etc.), expertise écologique et hydraulique des rivières, mares, zones humides, entretien des rivières, actions de protection et restauration des espèces et espaces naturels ainsi que du patrimoine paysager	45 700,00	100,00%
Total	45 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	45 700,00	100,00%
Total	45 700,00	100,00%

DOSSIER N° 20002638 - 1001 : RESTAURATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE DES RIVIERES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	50 000,00 € HT	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1001 : restauration de la continuité écologique des rivières (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif est de conduire l'ensemble du processus depuis l'identification des sites, les études hydrologiques et environnementales, la définition des projets, la communication et les conventionnements avec les propriétaires publics et privés, les démarches réglementaires, jusqu'à la réalisation des aménagements. Le chantier en cours de finition de la restauration de l'Yvette à Saint Rémy-lès-Chevreuse témoigne de l'ampleur des phases préparatoires et de la réalisation de l'opération. Voir le film : https://www.parc-naturel-chevreuse.fr/une-autre-vie-sinvente-ici/nature-ressources-gestion-des-rivieres/renaturation-de-lyvette-saint-remy
Outre la finalisation de cette opération, trois projets sont en cours : la restauration de l'Yvette en amont de Dampierre, celle de l'Aulne à Bullion et de la Mérantaise à Châteaufort. Ils s'inscrivent dans un contexte de partenariat local avec le Syndicat d'aménagement hydraulique de l'Yvette (SIAHVY) et la communauté d'agglomération Rambouillet Territoires. Les conventions permettent de coordonner les actions.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration de la continuité écologique des cours d'eau : études hydrauliques et environnementales, information des riverains, démarches réglementaires, travaux.	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002639 - 999 : EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 999 : équipements pédagogiques (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 avril 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Parc dispose de plusieurs équipements pédagogiques :
- le Centre d'Initiation Nature des Hauts-Besnières ;
- le sentier de découverte des Maréchaux ;
- le sentier de Maincourt (situé sur la commune de Dampierre et qui propose une approche systémique de l'organisation et de la biodiversité d'une vallée type du Parc).

Ces sites nécessitent de réinvestir dans les équipements pédagogiques au service de la compréhension des visiteurs et des publics en formation qui les fréquentent.

Le Centre d'Initiation Nature et les sentiers de découverte disposent d'un environnement privilégié permettant de proposer aux classes et aux différents publics accueillis en séjour ou en visite une diversité importante de supports et d'aménagement pédagogiques. De nouveaux aménagements et équipements pédagogiques sont prévus afin d'améliorer encore l'attractivité de ces équipements et d'actualiser les contenus. Il s'agit de matériel, kits, dispositifs d'expérimentation à disposition du public pour renforcer les moyens de formation et de compréhension des enjeux de ces sites.
Dans le site des Hauts Besnières, surtout fréquenté par des publics scolaires ou dédié à des formations pour adultes, les équipements de formation seront enrichis afin d'étendre les champs de formation et d'observation.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Équipements pédagogiques	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002640 - 997 : SOUTIEN AUX ACTIVITES ECONOMIQUES ET FILIERES DE PROXIMITE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	40 000,00 € TTC	100,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 997 : soutien aux activités économiques et filières de proximité (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le parc apporte des subventions aux porteurs de projet pour soutenir les activités économiques et filières de proximité.
Les aides porteront sur des investissements amortissables (travaux, études, équipements…) relatifs à la création, la modernisation ou la mise aux normes à l'exclusion des reprises de l'immobilier. Sont également encouragés au titre de ce programme, les investissements favorisant les économies d'énergie et les énergies renouvelables.
Ces aides seront attribuées conformément aux règles définies par le règlement intérieur du parc. La commission restreinte peut toutefois proposer des dispositions spécifiques selon l'intérêt du projet au regard de la Charte et des dispositifs locaux (Projet Alimentaire Territorial).
L'attribution des subventions est systématiquement soumise à l'avis préalable de la Commission restreinte « Développement économique et énergie » du PNR (composée de techniciens des chambres consulaires, élus des collectivités locales).
Cet avis est pris au vu d'un diagnostic économique pris en charge dans le cadre de ce programme et pouvant être réalisé par les chambres consulaires, par tout organisme agréé type boutique de gestion ou par les techniciens du PNR selon les besoins.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention du parc aux porteurs de projets pour des études suivies d'investissements, travaux, équipements, véhicules, aménagements	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002641 - 995 : COMMUNICATION NUMERIQUE ET EQUIPEMENT EXPOSITION

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	25 000,00 € TTC	100,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 995 : communication numérique et équipement exposition (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
La visibilité du projet de territoire ou des initiatives conduites dans cette logique est un facteur essentiel pour créer un effet d'entrainement et réussir à impliquer les habitants, les élus et les associations. A ce titre le site internet permet de capitaliser les bonnes pratiques et de les valoriser. De la même manière, lors d'événements, ou par le biais des réseaux sociaux, la nécessité d'outils visuels à même de délivrer des informations didactiques sur les réalisations du Parc ou de ses partenaires s'impose. Le matériel d'exposition, de signalisation et de médiation doit donc être renouvelé en répondant à un double impératif : être facile d'utilisation et attirer l'attention en délivrant des messages clairs.
Des développements nouveaux sont prévus sur le site internet, notamment un outil de cartographie thématique des initiatives, avec des fonctionnalités collaboratives et permettant une diffusion lors d'événements.
Les équipements d'exposition seront acquis pour faciliter la médiation lors des événements.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements d'exposition, développements, graphisme	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002642 - 991 : ACTIONS EN FAVEUR D'UNE AGRICULTURE DURABLE ET APPUI A L'INSTALLATION ET AU DEVELOPPEMENT DES PRODUCTEURS EN CIRCUITS COURTS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	35 000,00 € TTC	100,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative	:	CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 991 : actions en faveur d'une agriculture durable et appui à l'installation et au développement des producteurs en circuits courts (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 novembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de subventions attribuées par le parc dans le cadre de son guide des aides.
Chaque demande de subvention présentée au titre de ce programme d'actions, fait l'objet d'une fiche d'opération précisant la finalité de l'action, sa contribution environnementale, sa localisation et ses caractéristiques techniques, son coût et les modalités de mise en œuvre. Le bénéficiaire de la subvention signe une convention avec le Parc l'engageant à continuer son activité agricole pendant une durée de 10 ans ou plus suivant le type d'investissement. Les demandes sont examinées et instruites par le Bureau syndical après avis de la commission restreinte d'attribution des aides et dans la limite des moyens disponibles ouverts par le présent programme général.

Pour l'année 2020, l'accent sera mis sur l'accompagnement de projet d'installation et de diversification à grande échelle, notamment pour tout projet de légumes de plein champ ou bien de maraîchage intensif. Dans ce cadre, plusieurs études environnementale ou agricole vont être réalisées.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions du parc pour travaux, aménagements d'exploitations pour circuits courts, clôtures, outils de transformation, plateforme collective, outils d'entretien, signalisation, études...	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002643 - 1007 : DEVELOPPEMENT DE L'ECOMOBILITE SUR LE TERRITOIRE DU PARC NATUREL

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	80 000,00 € TTC	100,00 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1007 : développement de l'écomobilité sur le territoire du parc naturel - lancement d'un transport à la demande (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Parc naturel a pour mission de développer et promouvoir toutes les formes de mobilités alternatives à la voiture. Ainsi il s'engage aux côtés des communes et des acteurs de la mobilité au niveau local à soutenir tous projets constructifs allant dans ce sens, tels que listés ci-dessous :
* aide à la réalisation de liaisons douces
* aide au développement des déplacements doux
* développement du covoiturage
* l'aiguillage
* expérimentation d'un transport à la demande

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aide à l'achat d'équipement et matériel roulant, panneaux signalétiques	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002644 - 1006 : DEVELOPPER L'ECOMOBILITE SUR LE TERRITOIRE DU PARC - MAISON DU TOURISME ET DE L'ECOMMOBILITE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	125 000,00 € TTC	100,00 %	125 000,00 €
	Montant total de la subvention		125 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative	:	CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1006 : développer l'écomobilité sur le territoire du parc naturel - maison du tourisme et de l'écomobilité (investissement).

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'opération doit être conclue dans les premiers mois de l'année 2020.

Description :
Cette opération a pour objet de finaliser la création de la Maison du Tourisme et de l'Ecomobilité, pour lequel le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse suit un double objectif, conformément aux enjeux inscrits dans sa charte, notamment la promotion d'un tourisme durable et un territoire d'exception aux portes de la capitale et la réduction de l'empreinte écologique de son territoire en favorisant des modes de déplacements alternatifs aux technologies basées sur les énergies fossiles.
L'enjeu est donc :
-De structurer l'offre touristique à l'échelle du territoire en proposant des prestations liées aux loisirs : information et valorisation des richesses patrimoniales et touristiques, activités de plein air : randonnées pédestres, cyclotourisme, balades équestres ; offres d'hébergements et de restauration, actualité évènementielle, prestations d'accompagnement de balades à vélos, loisirs VTT ou encore balades accompagnées par les guides de Parc.
- De structurer et développer une offre de services liés aux déplacements de proximité à travers :
  o La location, vente et entretien de vélo et VAE à destination des habitants
  o La valorisation et la promotion de moyens de déplacements alternatifs présents sur le territoire : vélo,

marche à pied, covoiturage, auto-partage, auto-stop organisé, transports en commun etc…
- o L'aide à la gestion et réservation de transport à la demande
- o Location de véhicules électriques pour des déplacements ponctuels et de box à vélos sécurisés
- o L'organisation d'animation ou d'ateliers participatifs autour de la mobilité : atelier d'autoréparation de vélo, marquage bicycode etc…

Après la rénovation du site, la mise en place des partenariats avec l'office du patrimoine et du tourisme de la ville de Saint-Rémy-les Chevreuse et la société ECOX titulaire d'une DSP pour le développement du tourisme et de l'écomobilité ainsi que l'installation d'un garage à vélo, il s'agit d'effectuer l'acquisition du site afin d'assurer une gestion durable du site.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :
- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition	125 000,00	100,00%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	125 000,00	100,00%
Total	125 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002656 - 1012 : DEVELOPPEMENT D'ITINERAIRES DE RANDONNEES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	60 000,00 € TTC	100,00 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1012 : développement d'itinéraires de randonnées (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette action est constituée de trois opérations:
* L'aide à la réalisation de mobiliers d'information et signalétique qui vise à inciter et aider les communes à faire appliquer la législation sur la publicité dans les territoires de Parcs sans pour autant pénaliser les activités économiques. Le parc apporte un soutien technique et financier tant pour la mise en œuvre de schémas globaux de signalétique que pour la mise en place de Relais Information Service (RIS), ou de micro-signalétique (SIL).
* L'aménagement et restauration de chemins, acquisitions d'emprises qui visent à subventionner l'aménagement et la restauration de chemins ruraux qualifiés de structurants, ayant subi des dégradations les rendant difficile d'accès et/ou dangereux. Cette réhabilitation participe ainsi au maintien du réseau de chemins de la commune et donc de son patrimoine, tout en limitant la création de cheminements sauvages à fort impact sur le milieu naturel et la propriété privée.
Un volet de cette opération concerne plus particulièrement l'acquisition d'emprises foncières pour ouverture de passages publics.
* L'équipement d'itinéraires de randonnées : les itinéraires balisés par le parc sont équipés de mobilier spécifique « Parc » comprenant des panneaux de départ et des poteaux directionnels. Le territoire compte à ce jour 21 boucles « PNR » qui permettent de découvrir la richesse du patrimoine naturel,

culturel et paysager du PNR. Le parc souhaite étendre cette offre à de nouvelles boucles.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions du parc aux collectivités ou assimilés pour des travaux (aménagement, restauration de chemins…) et des équipements (signalétique, implantation de mobiliers…)	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 -

CP4 - P34 - OPÉRATION 1019 - AIDE A LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES HEBERGEMENTS TOURISTIQUES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	15 000,00 € HT	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Soutien à la création d'hébergements exemplaires en matière de tourisme durable.
Sont éligibles les travaux apportant une réelle plus-value en matière de développement durable relatifs à une meilleure gestion de l'eau, de l'énergie et des déchets et/ou à l'intégration paysagère, liés à un projet de création, d'extension ou de modernisation d'une structure d'une capacité d'accueil de 4 lits minimum à 50 lits maximum.
Cette aide est composée d'un volet aide au conseil et d'un volet aide à l'investissement :
- aide au conseil : subvention d'un taux de 70% sur une dépense subventionnable plafonnée à 2500 € HT par structure.
travaux : subvention d'un taux de 40% sur un dépense subventionnable plafonnée à 2500 € HT par lit et 15 000 € par structure.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions aux hébergeurs 1/ Etudes ; 2/ Travaux	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 -

DOSSIER N° 20002936 - ACTION N° 11B VALORISER LE PATRIMOINE CULTUREL

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	25 000,00 € TTC	100,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation les actions 11B de la mesure 11 : valorisons les patrimoines historiques, ethnologiques et archéologiques (investissement).

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Le parc souhaite acquérir une machine de topographie, des barnums pour la réalisation des fouilles d'Ormesson, et réaliser des travaux de levage d'une dalle archéologique.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY	BARBIZON	PERTHES
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY	CELY	SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
ARBONNE-LA-FORET	CHAILLY-EN-BIERE	SAINT-MARTIN-EN-BIERE
	FLEURY-EN-BIERE	

SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE	URY	LA FORET-SAINTE-CROIX
VILLIERS-EN-BIERE	LE VAUDOUE	PUISELET-LE-MARAIS
ACHERES-LA-FORET	VILLIERS-SOUS-GREZ	VALPUISEAUX
AMPONVILLE	COURANCES	BOIGNEVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES	DANNEMOIS	BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BOULANCOURT	MILLY-LA-FORET	BROUY
BURCY	MOIGNY-SUR-ECOLE	BUNO-BONNEVAUX
BUTHIERS	ONCY-SUR-ECOLE	CHAMPMOTTEUX
LA CHAPELLE-LA-REINE	SOISY-SUR-ECOLE	COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
CHATENOY	BAULNE	D'HUISON-LONGUEVILLE
CHEVRAINVILLIERS	CERNY	GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
FROMONT	CHAMPCUEIL	GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
GARENTREVILLE	CHEVANNES	MAISSE
GUERCHEVILLE	LA FERTE-ALAIS	MONDEVILLE
LARCHANT	AUVERS-SAINT-GEORGES	ORVEAU
NANTEAU-SUR-ESSONNE	BOISSY-LE-CUTTE	PRUNAY-SUR-ESSONNE
ORMESSON	BOURAY-SUR-JUINE	VAYRES-SUR-ESSONNE
RECLOSES	CHAMARANDE	VIDELLES
RUMONT	JANVILLE-SUR-JUINE	
TOUSSON	VILLENEUVE-SUR-AUVERS	
	BOUVILLE	

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de biens et matériels	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 -

DOSSIER N° 20003033 - CP4 - P32 - OPÉRATION 1036 - TRAVAUX MAISON DU PARC

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	163 500,00 € HT	100,00 %	163 500,00 €
	Montant total de la subvention		163 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation d'une première tranche de travaux relative au changement de fenêtres et volets sur la façade principale en raison de leur vétusté.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et équipements	163 500,00	100,00%
Total	163 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	163 500,00	100,00%
Total	163 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20003038 - ACTION 17C - INCITONS A LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE LOGEMENT

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	400 000,00 € TTC	100,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation de l'action 17 C de la mesure 17 proposons une offre de logements diversifiée et de qualité (investissement).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'apporter une aide financière aux propriétaires occupants, le Parc portera ce dispositif sur l'ensemble de son périmètre, et ce, avec l'appui de ses partenaires que sont les départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne ainsi que les Anah 77 et 91.
Par ailleurs, le Parc pourra également accompagner techniquement et financièrement les particuliers dans leurs projets : aides financières par le biais de dossiers de demande de subvention d'isolation avec des matériaux biosourcés ou bien appels à projet pour des rénovations exemplaires avec des matériaux biosourcés. Ces aides comprennent également l'accompagnement technique par le biais d'opérateur externe au Parc.
Dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG) d'amélioration de l'habitat, le budget de cette action pourra compléter le budget de l'action 7D pour le financement de travaux d'isolation avec des matériaux biosourcés ou de travaux d'installation de chauffage et de chauffe-eau utilisant les énergies renouvelables.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
BOULANCOURT
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
GARENTREVILLE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GUERCHEVILLE
LARCHANT
URY
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
MOIGNY-SUR-ECOLE
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
MONDEVILLE
VALPUISEAUX
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation énergétique de logement et accompagnement technique et administratif les précédents (notamment diagnostics énergétiques)	400 000,00	100,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	400 000,00	100,00%
Total	400 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20003114 - ACTIONS EN INVESTISSEMENT SOUS MAITRISE D'OUVRAGE PARC DU PROGRAMME D'ACTIONS 2020

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	384 226,00 € HT	34,85 %	133 907,00 €
	Montant total de la subvention		133 907,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Patrice MARCHAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions en investissement sous maîtrise d'ouvrage Parc du programme d'action 2020

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme d'action 2020 comprend 7 opérations en investissement sous maîtrise d'ouvrage parc qui relèvent de 3 orientations de la Charte du PNR :
Orientation 1 : Préserver et favoriser la biodiversité
- F 443 : Restauration écologique de milieux naturels
Ce programme de travaux découle des actions engagées, en faveur des milieux naturels remarquables, et des actions pour lutter contre le développement d'espèces exotiques envahissantes. Le Parc envisage de confier au Chantier d'insertion de Chantilly des travaux de restauration écologique de milieux naturels (pelouses, landes, mares et marais).
Orientation 4 : Mettre en œuvre un urbanisme durable répondant aux besoins en matière de logement
- F 447 : Fonds Etudes d'aménagement (études d'aménagement, études de reconversion de fermes, prescriptions architecturales…)
- F 448 : Etudes pour des aménagements paysagers intégrant une gestion alternative des eaux pluviales
Orientation 10 : Développer l'économie touristique
- F 455 : Jalonnement d'un itinéraire de randonnée vélo V5
Pour faire face à la demande des visiteurs et des habitants du territoire, le Parc a réalisé avec l'ensemble des acteurs concernés, un Schéma d'Accueil du Public à l'échelle du territoire, qui a permis, en particulier,

l'élaboration d'un schéma de circuits de randonnée. Ces circuits permettent la découverte du patrimoine naturel, paysager et culturel du territoire et favorisent la vie locale des villages.
Pour faciliter la découverte de ces itinéraires, il est nécessaire de jalonner ces itinéraires et de sécuriser les cheminements en aménageant les chemins et les carrefours dangereux.
- F 456 : Totem d'informations touristiques
Avec l'élargissement du périmètre, il convient de mettre à jour les informations présentées (nouveau territoire), de remplacer les totems hors d'usage et d'installer des nouveaux totems dans les nouvelles gares du territoire.
Organisation et moyens
- F 460 : Panneaux d'entrée de communes - nouvelles communes
Dans le nouveau territoire, le Parc poursuit sa politique de communication en s'appuyant sur les outils qu'il a mis en place au cours de sa première Charte. Dans un premier temps, la mise en place, à l'entrée des communes et de son territoire, de panneaux « Commune du Parc naturel régional Oise-Pays de France » permet au Parc de signifier sa présence.
- F 461 : Travaux à la Maison du Parc : aménagement de la salle d'exposition et l'acquisition de nouveaux mobiliers d'accueil du public, de réunions, d'information et de rangement pour l'ensemble des pièces refaites ; travaux de mise en peinture du centre de documentation ; aménagement d'un lieu d'accueil pour le centre de documentation.

Détail du calcul de la subvention :
Le programme d'actions 2020 est financé conformément aux statuts du SMAG. La région Île-de-France finance ainsi 100% des actions sur son territoire.

Localisation géographique :

BELLEFONTAINE	FOSSES	NOISY-SUR-OISE
CHATENAY-EN-FRANCE	SURVILLIERS	SAINT-MARTIN-DU-TERTRE
CHAUMONTEL	BETHEMONT-LA-FORET	SEUGY
JAGNY-SOUS-BOIS	CHAUVRY	VIARMES
LASSY	PRESLES	BEAUMONT-SUR-OISE
LUZARCHES	VILLIERS-ADAM	MOURS
MAREIL-EN-FRANCE	ASNIERES-SUR-OISE	NOINTEL
LE PLESSIS-LUZARCHES	BELLOY-EN-FRANCE	
VILLIERS-LE-SEC	MAFFLIERS	

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration écologique, matériel pour la préservation de la faune, implantation de signalétique, travaux de rénovation et acquisition de mobilier pour la Maison du Parc	384 226,00	100,00%
Total	384 226,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	133 907,00	34,85%
Région Hauts de France	150 000,00	39,04%
Département de l'Oise	100 319,00	26,11%
Total	384 226,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20003117 - ACTIONS EN INVESTISSEMENT SOUS MAITRISE D'OUVRAGE EXTERNE DU PROGRAMME D'ACTIONS 2020

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	118 627,00 € TTC	50,00 %	59 314,00 €
	Montant total de la subvention		59 314,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Patrice MARCHAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions en investissement sous maîtrise d'ouvrage externe du programme d'action 2020.

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme d'action 2020 comprend 3 opérations en investissement sous maîtrise d'ouvrage parc qui relèvent de 2 orientations de la Charte du PNR :

Orientation 1 : Préserver et favoriser la biodiversité
- F 444 : Fonds en faveur de la préservation de la faune
Le Fonds en faveur de la préservation de la faune doit permettre d'accompagner des projets de préservation de la faune sauvage, plus particulièrement : L'aménagement de gîtes pour les chauves-souris ; l'installation d'écuroducs ; la protection de nids d'Hirondelles,…

Orientation 5 : Faire du paysage un bien commun
- F 451 : Programme de réhabilitation du patrimoine rural
Le programme annuel de réhabilitation du patrimoine rural des communes participe à la sauvegarde et à la mise en valeur du petit patrimoine rural local. Les dossiers de cette année présentent un intérêt historique, architectural, esthétique ou culturel et démontrent un caractère d'urgence. Ils concernent le patrimoine archéologique avec 1 projet proposé, le patrimoine religieux et commémoratif avec 4 projets proposés, le patrimoine lié à l'eau avec 2 projets proposés et le patrimoine civil avec 1 projet proposé.

Orientation 8 : Accompagner le développement des activités rurales
- F 453 : Fonds d'intervention pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles
Le fonds pour l'intégration des bâtiments agricoles et/ou liés à l'activité forestière a pour objectif d'apporter une aide technique et financière aux gestionnaires des espaces naturels pour assurer une meilleure intégration des bâtiments agricoles ou forestiers dans le paysage naturel ou bâti. Peut être concernée l'intégration architecturale et paysagère de tous types de bâtiments liés à l'exploitation agricole (hangars, granges, bâtiments de stockage, bâtiments d'élevage, habitation), y compris les bâtiments concernant l'activité hippique et les centres équestres. De même, l'intégration paysagère de tous types de bâtiments liés à l'activité forestière est susceptible d'être aidée, y compris celle concernant des scieries.

Détail du calcul de la subvention :
Le programme d'actions 2020 est financé conformément aux statuts du SMAG. La région Île-de-France finance ainsi 100% des actions sur son territoire.

Localisation géographique :
BELLEFONTAINE
CHATENAY-EN-FRANCE
CHAUMONTEL
JAGNY-SOUS-BOIS
LASSY
LUZARCHES
MAREIL-EN-FRANCE
LE PLESSIS-LUZARCHES
VILLIERS-LE-SEC
FOSSES
SURVILLIERS
BETHEMONT-LA-FORET
CHAUVRY
PRESLES
VILLIERS-ADAM
ASNIERES-SUR-OISE
BELLOY-EN-FRANCE
MAFFLIERS
NOISY-SUR-OISE
SAINT-MARTIN-DU-TERTRE
SEUGY
VIARMES
BEAUMONT-SUR-OISE
MOURS
NOINTEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions aux communes pour travaux de restauration fourniture, nettoyage, création d'ouvrages	118 627,00	100,00%
Total	118 627,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	59 314,00	50,00%
Département de l'Oise	59 313,00	50,00%
Total	118 627,00	100,00%

DOSSIER N° 20002069 - 19 A : DEVELOPPER LES FILIERES AGRICOLES ET LES CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	28 000,00 € TTC	100,00 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation de l'action 19 A de la mesure 19: incitons les acteurs économiques à intégrer le développement durable et solidaire (Fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé

Description :
Pour accompagner la mise en place d'une démarche de certification du cresson de fontaine, le parc fait appel à un prestataire pour suivre et animer l'ensemble du projet, en lien avec les cressiculteurs et les acteurs de la filière. Le Parc aura donc un rôle de coordinateur dans ce projet, à travers le suivi et l'orientation :
- du plan d'actions à mener ;
- des études complémentaires à réaliser (physico-chimiques, marketing, technico-économiques, etc.) ;
- de l'animation du groupe de cressiculteurs ;
- de la rédaction du dossier de candidature pour la labellisation.
En parallèle, le prestataire, accompagné par le parc, sera également chargé d'aider les cressiculteurs

dans leur reconnaissance en Groupement d'Intérêt Économique et Environnemental (GIEE).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
AUVERNAUX
BALLANCOURT-SUR-ESSONNE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
ECHARCON
LA FERTE-ALAIS
FONTENAY-LE-VICOMTE
ITTEVILLE
LEUDEVILLE
MENNECY
NAINVILLE-LES-ROCHES
ORMOY
SAINT-VRAIN
VERT-LE-GRAND
VERT-LE-PETIT
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
AUTHON-LA-PLAINE
BLANDY EN BEAUCE
BOIS-HERPIN
BOISSY-LE-SEC
BOUTERVILLIERS
BOUVILLE
BRIERES-LES-SCELLES
CHALO-SAINT-MARS
CHATIGNONVILLE
ETAMPES
LA FORET-SAINTE-CROIX
MAROLLES-EN-BEAUCE
MEROBERT
MESPUITS
MORIGNY-CHAMPIGNY
ORMOY-LA-RIVIERE
PLESSIS-SAINT-BENOIST
PUISELET-LE-MARAIS
ROINVILLIERS
SAINT-ESCOBILLE
SAINT-HILAIRE
VALPUISEAUX
ABBEVILLE-LA-RIVIERE
ANGERVILLE
ARRANCOURT
BOIGNEVILLE
BOISSY-LA-RIVIERE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHALOU-MOULINEUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
FONTAINE-LA-RIVIERE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
GUILLERVAL
MAISSE
LE MEREVILLOIS
MONDEVILLE
MONNERVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
PUSSAY
SACLAS
SAINT-CYR-LA-RIVIERE
CONGERVILLE-THIONVILLE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Études ; Prestation de service ; Événements, communication	28 000,00	100,00%
Total	28 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	28 000,00	100,00%
Total	28 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002071 - ACTION N° 11B VALORISER LE PATRIMOINE CULTUREL

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	21 000,00 € TTC	100,00 %	21 000,00 €
	Montant total de la subvention		21 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation de l'action 11B de la mesure 11 : Valorisons les patrimoines historiques, ethnologiques et archéologiques (Fonctionnement)

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Le parc souhaite financer des actions de sensibilisation relatives aux abris ornés : réalisation d'un programme de conférences, projet de réalité augmentée suite à la numérisation de l'abri de Champcueil, préservation de la dalle ornée de Larchant, et soutien au projet archéologique d'Ormesson.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

- LARCHANT
- ORMESSON
- CHAMPCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
conférence, projet réalité augmentée suite numérisation abris orné, soutien au projet archéologique d'Ormesson	21 000,00	100,00%
Total	21 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	21 000,00	100,00%
Total	21 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002072 - Action 18B - ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES DANS UNE DEMARCHE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	25 000,00 € TTC	100,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation de l'action 18B de la mesure 18 : organisons l'accueil des porteurs de projets (Fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de la mise en œuvre de la seconde phase de l'étude relative à la mise en place d'une filière locale de valorisation des déchets issus du BTP afin de connaître et développer les opportunités de valorisation économique des déchets inertes et non dangereux liés à la construction et la déconstruction locale, via le réemploi, la réutilisation et/ou le recyclage. Cette deuxième phase (tranche optionnelle) s'intitule "opportunité, positionnement et faisabilité de la structuration de filières locales de valorisation économique des déchets issus du BTP".

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002073 - ACTION 19F - DEVELOPPER LA FILIERE CHANVRE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	12 000,00 € TTC	100,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation de l'action 19F de la mesure 19 : incitons les acteurs économiques à intégrer le développement durable et solidaire (Fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Cette action consiste en l'organisation d'une formation sur l'utilisation du chanvre dans la construction (financement du formateur, du chantier pratique...). Cette formation est à destination des professionnels de la construction (maîtres d'ouvrage, artisans et architectes) et se déroulera sur deux sessions de deux jours entre février et mars 2020. L'objectif est de proposer une partie théorique sur les bases de construction en chanvre ainsi qu'une partie pratique sur un chantier de mise en œuvre. La session de formation est ouverte jusqu'à 12 participants et est assurée par un formateur agréé Construire en chanvre, M. Van Nieuheunhuyse Luc.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de service pour la réalisation d'une formation	12 000,00	100,00%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	12 000,00	100,00%
Total	12 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002074 - ACTION 20A - FAIRE CONNAITRE L'OFFRE ECOTOURISTIQUE ET FEDERER LES ACTEURS DU TERRITOIRE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	5 000,00 € TTC	100,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 20A de la mesure 20 : renforçons l'attractivité touristique du Parc par la structuration concertée de l'offre à l'échelle du territoire (fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Il s'agit de promouvoir l'offre touristique et de loisirs du territoire (dépliants et brochures, site internet, page Facebook, Abeille du Parc) par des actions de communication :
1) Réédition des Sets de Table Parc pour les restaurateurs ;
2) "Éductours" sous forme d'évènement "Journée découverte du Parc" à destination :
- d'une part des élus des Intercommunalités et Communes (secrétaires) pour une meilleure connaissance des richesses de notre territoire. Organisation d'un éductour à destination de la presse ;
- d'autre part des acteurs du tourisme (Offices de tourisme, Comités départementaux et régionaux du tourisme, hébergeurs...) pour faire connaître l'offre touristique du Parc et ainsi fédérer les partenaires autour d'une éco-destination.

Ces éductours seront l'occasion de valoriser les nouveaux sentiers (Sentier d'interprétation agricole) et le nouveau site internet de randonnées du Parc (Geotrek), ainsi que les produits du terroir (valorisation de la marque Valeurs Parc naturel régional).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Événements, communication (dépliants, brochures, actualisation site Internet, Abeille du parc, participation au salon nature)	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002075 - ACTION 25A : CONCEVOIR ET ANIMER DES EVENEMENTS POUR TOUS LES PUBLICS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 25A de la mesure 25 : mobilisons les citoyens en menant des actions de sensibilisation (fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé

Description :
**Organisation de journées de formations et d'échanges (cf. temps agent parfois en 26B mais budget toujours rassemblé en 25A : frais d'intervenants, matériel, repas, collation ou déplacements éventuels) :
- Jeudis pédagogiques : 1 séance sur "Traces et Trésors" prévue le 2/04/19) ; une 2e à caler.
- Conseil éducation et citoyenneté
- Rencontres du Réseau EDD91 (en principe en juin)
- Les "formations développement durable du Parc" (techniques, en groupe restreint : élus, personnel des services techniques, mais aussi les hébergeurs touristiques.....) : économie de la ressources en eau + déchets, compostage ; fleurissement durable ; permaculture, urbanisme, utilisation de la ressource en eau dans les bâtiments publics et pour la gestion des espaces verts communaux.

- Chantiers nature : mars-avril et/ou octobre-novembre
- formation au patrimoine, formation aux inventaires participatifs
**Conception de scenarii pédagogiques sur l'art rupestre pour un projet en réalité augmentée (amorçage sur budget 26B-2019).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Événements, communication ; prestations de service ; études ; achat de petit matériel	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002076 - ACTION 26G MUTUALISATION D'UN SYSTEME D'INFORMATION COMMUN AUX PARCS NATURELS REGIONAUX FRANCILIENS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	6 000,00 € TTC	100,00 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 26G de la mesure 26 : échangeons et expérimentons avec d'autres territoires et des organismes de recherche (fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé

Description :
L'ensemble de l'infrastructure génère des besoins financiers concernant l'hébergement et la maintenance du serveur mutualisé, l'acquisition, le renouvellement et l'assistance technique des licences logicielles installées. L'objet de l'action est donc d'assurer la pérennité de l'infrastructure mutualisée, à la fois d'un point de vue technique et financier. Il s'agit donc de :
- poursuivre la mise en place d'outils communs aux quatre parcs franciliens, à l'image de l'inventaire du patrimoine et de Geotrek, à visée grand public ;
- poursuivre la mise en place d'outils cartographiques propres à chaque Parc mais basés sur l'infrastructure commune ;
- assurer la stabilité technique et le fonctionnement de l'infrastructure, à la fois pour les éléments

accessibles au grand public mais aussi pour les éléments destinés aux partenaires techniques (en particulier catalogue de métadonnées, flux cartographiques et outils non grand public).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de service pour gestion et hébergement du serveur, applications	6 000,00	100,00%
Total	6 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	6 000,00	100,00%
Total	6 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002080 - ACTION 12A DEVELOPPER LA VIE CULTURELLE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation de l'action 12A de la mesure 12 : inscrivons le territoire au cœur de la création artistique (Fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le parc accompagne, dans le cadre des appels à projets en faveur du patrimoine culturel, des initiatives culturelles venant des communes et/ou d'associations, telles que les festivals « les Automnales de la harpe », « les Zarmoniques » et « Musique d'abord » ou encore le site du Cyclop à Milly-la-Forêt.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions du parc aux collectivités et privés pour toutes dépenses artistiques (notamment scénographie, mise en scène, création d'une œuvre, rémunération du ou des artiste(s) professionnel(s))	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002081 - ACTION 19 B ACCOMPAGNER SPECIFIQUEMENT LES PROFESSIONNELS DES METIERS D'ART

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation de l'action 19B de la mesure 19 : incitons les acteurs économiques à intégrer le développement durable et solidaire (Fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé

Description :
La fiche présentée par le parc comporte trois actions :
1) Co-organisation avec l'association des Ateliers d'Art du Gâtinais de plusieurs évènements en faveur des métiers d'art :
- Journées européennes des métiers d'arts : inauguration de l'évènement au sein de la Maison du Parc et mise en place de l'opération "Carte blanche aux ateliers d'art" du Gâtinais à la Maison du Parc (accueil des artisans) ;
- Printemps des Ateliers d'Art du Gâtinais : journée d'inauguration de l'évènement assurée par le parc.
2) Édition de l'Annuaire des professionnels des métiers d'art, réactualisé avec les nouveaux artisans récemment installés sur le territoire.

3) Accompagnement financier aux artisans d'art dans le cadre de leur participation à des salons professionnels portant sur la valorisation des métiers d'art.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
BOULANCOURT
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
GARENTREVILLE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GUERCHEVILLE
LARCHANT
URY
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
MOIGNY-SUR-ECOLE
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
MONDEVILLE
VALPUISEAUX
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions du parc aux communes et assimilés (dont établissements scolaires), subventions aux privés et particuliers pour évènements et actions de communication (co-organisation de manifestations sous maitrise d'ouvrage parc)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002082 - ACTION 24A - ACCOMPAGNER LES INITIATIVES PEDAGOGIQUES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l' action 24A de la mesure 24 agissons en priorité en direction des publics jeunes, dont les scolaires (fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de :
1. Soutenir et accompagner les initiatives pédagogiques locales par le biais des "Appels à projets pédagogiques du Parc".
Les thèmes proposés sont : alimentation au territoire, découverte de l'art rupestre, découverte des chiroptères, prévention des déchets, environnement construit (sur la découverte de l'environnement proche, la mobilité…), découverte du monde forestier, patrimoine géologique, jardin au naturel, métiers d'art, patrimoine apicole, patrimoine fruitier, découverte des rapaces nocturnes, zones humides. Un soutien est aussi accordé aux projets plus transversaux, avec une dimension artistique, permettant une sensibilisation au territoire et/ou au développement durable.
Les bénéficiaires de l'aide sont les structures d'accueil des jeunes portant le projet.
2. Proposer un programme d'animations sur les thématiques suivantes :
- Traces et trésors : animation nature ;

- Spectacle musical et écologique : fable avec un apiculteur sur le thème des plantes, des arbres et des abeilles, à la Miellerie du Gâtinais de Boutigny-sur-Essonne) ;
- Art rupestre : atelier en salle animé par ArkéoMédia suivie d'une visite guidée d'un abri orné (rocher gravé) en forêt ;
- On se presse à l'école : pressage de pommes avec l'atelier mobile ;
- Rivière : animation en salle avec la maquette de rivière du Parc suivie d'une animation terrain

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service, achat de petit matériel et programme de subventions des projets pédagogiques (frais d'intervenants, frais de petit matériel, frais de visites pédagogiques)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002083 - ACTION 1A – MIEUX CONNAITRE LE PATRIMOINE NATUREL DU PARC

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	20 000,00 € TTC	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation de l'action 1A de la mesure 1 : Connaître le patrimoine naturel du Parc (Fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agira de compléter les inventaires malacologiques et étudier l'impact des mesures de gestion réalisées par le Parc ou ses partenaires sur les marais de l'Essonne (Buno-Bonnevaux, Jarcy, Maisse, Vayres-sur-Essonne, Boigneville), de la Juine (Chamarande, Auvers-Saint-Georges) et de l'École et de ses affluents (Baudelut à Fleury-en-Bière, Milly-La-Forêt).
L'inventaire des sites à Characées sera complété sur l'ensemble du territoire du Parc afin de déterminer les secteurs à enjeux, suite à la première année d'inventaire menée sur la Seine et Marne. À titre d'exemple, la première année d'inventaire a permis de doubler le nombre d'espèces connues sur le territoire du Parc.
Les nouvelles données seront intégrées dans la base de données CETTIA. Le Parc réalisera également un suivi de la biodiversité de la plaine de Courances actuellement en conversion vers une agriculture de conservation biologique avec des bandes agroforestières. Il s'agit de superviser un prestataire dans la continuité de la première année de suivi effectuée en 2019 et d'y intégrer un protocole pour détecter les

carabes nocturnes (pot barber).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :
- FLEURY-EN-BIERE
- COURANCES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diverses actions pour mieux connaitre le patrimoine naturel du parc : étude impact mesures de gestion, inventaires malacologiques	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002090 - ACTION 19E PRESERVER ET VALORISER LE PATRIMOINE FRUITIER ET LEGUMIER DU TERRITOIRE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	27 000,00 € TTC	100,00 %	27 000,00 €
	Montant total de la subvention		27 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de l'action 19E de la mesure 19 : incitons les acteurs économiques à intégrer le développement durable et solidaire (fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
- Études : poursuite de l'inventaire et de la cartographie des vergers du parc. En 2018, 10 communes ont ainsi été inventoriées. Lors de ces prospections sur le terrain, les variétés à la détermination douteuse et paraissant intéressantes seront envoyées à l'INRA pour un séquençage ADN.
- Travaux de restauration et de plantation de vergers communaux et de particuliers.
- Création et édition d'étiquettes portant les noms des variétés à destination de l'ensemble des arbres fruitiers plantés avec l'aide du Parc.
- Organisation de stages à destination du grand public (greffage, taille, marquage…).
- Organisation de l'évènement 'On se presse' et gestion du prêt de l'atelier mobile de pressage.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
CERNY
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
BAULNE
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES
VALPUISEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de petit matériel (plantes) ; événements, communication ; prestation de service ; études.	27 000,00	100,00%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	27 000,00	100,00%
Total	27 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002095 - CP4-P26- OPERATION N° 1007 - DEVELOPPEMENT DE LA POLITIQUE CULTURELLE DU TERRITOIRE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif est de développer des appels à projets avec pour but de favoriser les pratiques artistiques et la diffusion culturelle par exemple dans le cadre de résidences mission.
Il s'agit de poursuivre l'animation du réseau d'acteurs et de nouer de nouveaux partenariats permettant la réalisation de projets réunissant plusieurs acteurs du territoire et favorisant l'accès du plus grand nombre à la culture et aux pratiques artistiques.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animations, ateliers artistiques, transport d'enfants (prestataires externes)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002096 - CP4-P10-A02 - OPERATION 1000 - VALORISATION ET ACTUALISATION DES ATLAS COMMUNAUX DU PATRIMOINE NATUREL

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de :
- Reconduire les opérations annuelles récurrentes de suivi et de protection des espèces patrimoniales (chouette chevêche, suivi des nidifications du busard, prospections hivernales des chiroptères, suivi et entretien des batracoducs...),
- Mettre en œuvre les protocoles annuels ou pluriannuels de suivis standardisés sur le long terme sur certaines espèces ou groupes d'espèces (habitats, flore patrimoniale, chouette chevêche, Oedicnème criard...) élaborés dans le cadre d'études financées par la DRIEE, en lien avec l'évaluation de la Charte du parc
- Réaliser de nouveaux inventaires ou suivis pour d'autres groupes d'espèces (batraciens, entomofaune...).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et édition de supports, organisation d'évènements, animations (prestations externes).	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002098 - CP4-P21- OPERATION N° 1012 - ANIMER, DEVELOPPER ET METTRE EN RESEAU LES PRESTATAIRES POUR UNE MEILLEURE STRUCTURATION DE L'OFFRE DE TOURISME ET DE LOISIRS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Parc souhaite poursuivre le développement d'une gamme de produits autour de la découverte du territoire et de son patrimoine.
Le parc organise depuis 2010 chaque année un programme de sorties accompagnées en lien avec l'association des guides du Vexin.
Les objectifs de l'opération sont :
- de proposer aux habitants et visiteurs une gamme de produits et prestations respectant les critères du tourisme durable,
- d'accompagner les acteurs privés, dans le montage et la mise sur le marché de produits et prestations,
- d'animer des démarches d'amélioration globale des prestations.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de guides, organisation de courts séjours, développement produits week-end	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002099 - CP4 - P28-A01 - OPÉRATION 1022 - PROGRAMME D'ATELIERS DE SENSIBILISATION

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	5 000,00 € TTC	100,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 30 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de l'accompagnement des habitants vers des pratiques de jardinage respectueuses de la santé, l'environnement et favorisant la biodiversité mis en place par le parc depuis plusieurs années, il s'agit de proposer un nouveau programme d'une dizaine d'ateliers en lien avec le jardinage durable et d'étendre cette thématique au développement durable.
Cette opération comprend la réalisation d'une plaquette de communication, l'intervention d'un prestataire et, le cas échéant, la prise en charge du transport pour une visite de site.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et édition, prestations externes d'animations, éductours…	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002102 - CP4-P25-A01- OPERATION 1020 - POURSUIVRE L'EDITION DE DOCUMENTS QUALIFIANT L'OFFRE DE TOURISME ET DE LOISIRS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	40 000,00 € TTC	100,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les objectifs de cette action sont de :
- asseoir la notoriété du Vexin français en tant que destination touristique à part entière en Île-de-France,
- mettre en valeur les acteurs locaux impliqués dans les démarches de tourisme durable,
- recenser et qualifier l'offre de tourisme et loisirs sur le territoire,
- porter à connaissance du public cette offre.

Ainsi cette action permettra de poursuivre des éditions touristiques dont :
- la carte touristique du territoire,
- le guide découverte présentant de manière détaillée les richesses naturelles et patrimoniales, l'offre touristique ainsi que les acteurs engagés dans les démarches de tourisme durable.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du

volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et édition diverses. Prestations externes	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002104 - CP4-P28- OPERATION 1023 - PARTICIPATION CITOYENNE ET IMPLICATION DES HABITANTS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le parc favorise l'implication de tous les acteurs, et notamment des habitants dans la vie du parc, en instaurant un fonctionnement participatif dans ses instances, en favorisant les lieux de rencontre et de débat entre eux. Une meilleure prise en compte du dialogue territorial et de l'implication des habitants au sein d'actions conduites sur le territoire permet de répondre de manière plus efficace aux enjeux de transitions énergétique, écologique, sociale et économique que connaissent les territoires du parc.
Il s'agit de mettre en place les actions suivantes :
- la préfiguration d'un "Labo du Vexin" pour développer la culture de la participation
- l'accompagnement d'un projet de parc pour favoriser les démarches participatives
- un soutien technique et financier aux "mois des initiatives" en 2020 et 2021
- des formations et des animations auprès des habitants pour donner les moyens de mettre en œuvre les initiatives

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100 % de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de formations et d'animations, soutien d'initiatives participatives des habitants, communication, achat petit matériel et alimentation pour ateliers.	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002106 - CP4-P22- OPERATION N° 1013 - VALORISER LES ACTEURS PRIVES ET PUBLICS INTEGRANT LES PRINCIPES DU DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LEURS ACTIVITES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement du tourisme et des loisirs, le parc s'est fixé pour objectif de développer la marque « Valeur Parc naturel régional » d'accompagner les bénéficiaires dans une démarche de progrès et de valoriser les actions exemplaires en matière de gestion environnementale.
Les objectifs de cette action sont :
- de poursuivre le développement d'un réseau d'ambassadeurs du parc sur le territoire,
- de valoriser les initiatives des professionnels engagés dans une démarche de développement durable en adéquation avec les valeurs des Parcs,
- de créer du lien entre les bénéficiaires pour renforcer la dynamique du réseau.
Le Parc est maître d'ouvrage pour cette opération.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Edition d'un guide, achats sacs et autres petits matériels, visites clients mystères, atribution Marque Parc (prestations externes).	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002109 - CP4-P24-A01-OPERATION 1018 - PROPOSER DES ALTERNATIVES A LA VOITURE POUR LES DEPLACEMENTS TOURISTIQUES ET DE LOISIRS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le parc s'est fixé comme objectif d'améliorer l'accessibilité du territoire pour tous les publics.
Pour cela le parc souhaite accompagner la mise en œuvre d'actions visant à développer les modes alternatifs de déplacement, d'une part, et favoriser la découverte du territoire et la pratique des loisirs pour tous, d'autre part.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations accompagnement tous publics, location vélos...	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002111 - CP4 - P30 - OPERATION 1025 - DES APPELS A PROJETS EN DIRECTION DU JEUNE PUBLIC DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET DES STRUCTURES DE LOISIRS)

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	45 000,00 € TTC	100,00 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
- favoriser la sensibilisation à l'environnement dans les établissements scolaires et les accueils de loisirs du parc et des villes portes, en accompagnant les projets des enseignants et des animateurs par la mise en place d'ateliers, la rencontre de professionnels et de chercheurs, la visite de sites naturels et industriels. Les thématiques pourront être autour de la biodiversité, l'alimentation, le patrimoine culturel et les paysages, le cadre de vie et les mobilités.
- développer des séjours expérimentaux sur le territoire pour inciter les établissements scolaires, notamment du secondaire d'Île-de-France, à mener des courts séjours.
- organiser des journées éco-citoyennes réunissant des classes d'établissements du primaire et du secondaire ayant mené un projet avec le parc
- accompagner les restitutions des classes et des structures d'accueil qui ont mené un projet avec le parc par l'édition de livrets, d'affiches, de panneaux d'exposition.
- édition d'un livret pour présenter les actions éducatives aux établissements scolaires et aux accueils de

loisirs.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :
DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations d'éducation à l'environnement, prestation de graphisme et édition, prestations d'acquisition de matériels pédagogiques… Location matériel. Transport enfants…	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002112 - CP4 - P16 - OPÉRATION 1010 - DEVELOPPEMENT D'UNE AGRICULTURE DIVERSIFIEE ET DE PROXIMITE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	25 000,00 € TTC	100,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Poursuivre les actions menées par le parc pour accompagner et communiquer sur l'agriculture durable dans le Vexin français en appui et en complément des interventions déjà réalisées par les acteurs du territoire, agricoles et non agricoles, avec pour objectifs de :
- mettre à disposition différents outils d'information, d'analyse et de conseil pour accompagner les agriculteurs volontaires dans la mise en œuvre de mode de production répondant aux forts enjeux environnementaux et socioéconomiques du territoire
- travailler sur le lien de l'agriculture au sein du territoire et la communication sur le métier d'agriculteurs auprès du plus grand nombre

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
GARGENVILLE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
MONTALET-LE-BOIS
BRIGNANCOURT
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
SAGY
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SERAINCOURT
THEMERICOURT
CHAUSSY
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, formations, intervenants, organisation d'évènements et communication.	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002113 - CP4 - P27 - OPÉRATION 1009 - GESTION ET ANIMATION DU MUSEE DU VEXIN FRANCAIS - RESEAU DES MUSEES ET MAISONS A THEMES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 21 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin de renouveler l'attrait du site et de proposer de nouvelles thématiques de visite, le musée accueille chaque année dans ses salles d'exposition temporaire 1 à 3 expositions, ainsi qu'un programme évènementiel complet en lien avec les sujets développés.
En 2021, 3 expositions temporaires et le programme évènementiel lié (ateliers, spectacles, conférences, journées d'animation grand public) seront présentés. Les thèmes restent à définir et les travaux préparatoires commenceront en janvier 2020.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception, réalisation ou location d'expositions, évènementiel lié aux expos (ateliers, spectacles, conférences, animations - prestations extérieures).	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002115 - CP4 - P29 - OPÉRATION 1004 - MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DES PUBLICS DU PAYS D'ART ET D'HISTOIRE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre du label national Pays d'Art et d'Histoire obtenu par le parc en 2014, il est proposé de poursuivre les actions du parc destinées à présenter et promouvoir les patrimoines locaux et sensibiliser les habitants et visiteurs à la richesse du territoire.
Ces actions de valorisation et de médiation permettent au grand public, et en premier lieu aux habitants du parc, de s'approprier le patrimoine et d'acquérir une sensibilité à cette question. Elles participent également au rayonnement culturel et touristique du Vexin français en le faisant connaître auprès des populations limitrophes et des habitants d'Île-de-France notamment.
Le but est de mettre en œuvre des actions de médiations variées, rendant compte de la diversité des patrimoines du parc et qui pourront toucher un public nombreux et diversifié.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de guides conférenciers, prestations de graphistes, acquisition de matériel pédagogiques, supports d'expositions…, éditions de publications.	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002116 - CP4 - P26 - OPÉRATION 1005- PROGRAMME EVENEMENTIEL DE LA MAISON DU PARC

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	20 000,00 € TTC	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Permettre au parc naturel régional du Vexin français de poursuivre des animations et journées événementielles, en proposant un programme varié s'adressant à tous types de publics et favorisant la participation et l'implication des habitants.
Une participation du parc à la Fête de la nature 2021 est d'ores et déjà prévue.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT	NEUILLY-EN-VEXIN	LONGUESSE
FOLLAINVILLE-DENNEMONT	SANTEUIL	SAGY
GOMMECOURT	THEUVILLE	SERAINCOURT
BRUEIL-EN-VEXIN	ARRONVILLE	THEMERICOURT
JAMBVILLE	BERVILLE	US
JUZIERS	ENNERY	VIGNY
MEZY-SUR-SEINE	EPIAIS-RHUS	AMENUCOURT
OINVILLE-SUR-MONTCIENT	GENICOURT	CHAUSSY
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE	HEDOUVILLE	CHERENCE
VAUX-SUR-SEINE	HEROUVILLE	HAUTE-ISLE
EVECQUEMONT	LABBEVILLE	LA ROCHE-GUYON
FONTENAY-SAINT-PERE	LIVILLIERS	VETHEUIL
GAILLON-SUR-MONTCIENT	MENOUVILLE	VIENNE-EN-ARTHIES
GARGENVILLE	NESLES-LA-VALLEE	VILLERS-EN-ARTHIES
GUERNES	VALLANGOUJARD	AINCOURT
GUITRANCOURT	LE BELLAY-EN-VEXIN	AMBLEVILLE
LAINVILLE-EN-VEXIN	CLERY-EN-VEXIN	ARTHIES
MONTALET-LE-BOIS	COMMENY	BANTHELU
SAILLY	GOUZANGREZ	BRAY-ET-LU
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE	GUIRY-EN-VEXIN	BUHY
BOISSY-L'AILLERIE	MOUSSY	LA CHAPELLE-EN-VEXIN
BREANCON	NUCOURT	CHARMONT
BRIGNANCOURT	LE PERCHAY	FROUVILLE
CHARS	CHAMPAGNE-SUR-OISE	GENAINVILLE
CORMEILLES-EN-VEXIN	PARMAIN	HODENT
FREMECOURT	AUVERS-SUR-OISE	MAGNY-EN-VEXIN
GRISY-LES-PLATRES	BUTRY-SUR-OISE	MAUDETOUR-EN-VEXIN
HARAVILLIERS	VALMONDOIS	MONTREUIL-SUR-EPTE
LE HEAULME	ABLEIGES	OMERVILLE
MARINES	AVERNES	RONQUEROLLES
MONTGEROULT	CONDECOURT	SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
	COURCELLES-SUR-VIOSNE	SAINT-CYR-EN-ARTHIES
	FREMAINVILLE	SAINT-GERVAIS
	GADANCOURT	WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de graphistes, d'animations, de conférences et d'ateliers, d'interventions d'artistes (spectacles…) et location de matériels. Achat de petit matériel.	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 -

DOSSIER N° 20002121 - CP4-P12-A01 - ACCOMPAGNEMENT AUX CHANGEMENTS DE PRATIQUES DE GESTION DES ESPACES NON AGRICOLES : GESTION DIFFÉRENCIÉE ET "ZÉRO PHYTO"

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif est de poursuivre les actions de sensibilisation et les temps de dialogue pour contribuer à ce que les enjeux de nature prennent place dans l'espace public et dans les visions collectives.
Ainsi il est proposé :
- la médiation et l'animation de films (documentaire et d'animation),
- l'organisation d'évènements ou "d'expérience de nature" en lien avec la politique de l'arbre et les trames éco-paysagères,
- de compléter la série des fiches techniques déjà existantes.
Le Parc est maître d'ouvrage sur cette opération.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de médiation et d'animation, organisation d'évènements.	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002122 - CP4 - P04 - OPÉRATION 1029 - ETUDES ET ACTIONS DE SENSIBILISATION LIEES A LA MISE EN OEUVRE DU PCET

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	10 000,00 € TTC	100,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
- actions de sensibilisation à différents moments clés de l'année, s'appuyant notamment sur des évènements nationaux ou régionaux (ex : semaines européennes de la mobilité),
- actions de promotion des évènements liés à la rénovation énergétique,
- actions visant à lever les blocages au développement des énergies renouvelables, avec par exemple une étude-action sur l'intégration de la production photovoltaïque en secteurs patrimoniaux protégés.

Ces actions permettront de mettre en valeur les actions du parc et les solutions disponibles sur le territoire en matière de transition énergétique.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Actions de sensibilisation, actions de promotion, prestation d'études.	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002127 - CP4-P23-A01 - OPERATION 1015 - CREATION, ENTRETIEN ET VALORISATION D'ITINERAIRES PEDESTRES ET CYCLABLES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le parc souhaite poursuivre son accompagnement pour la création d'itinéraires pédestres et cyclables et contribuer à leur entretien et valorisation.
Cette action a donc pour objectifs de :
- contribuer à la création, l'entretien d'itinéraires de randonnées pédestres et cyclables sur l'ensemble du territoire,
- veiller au maintien de la qualité de ces itinéraires et au développement des équipements et services,
- valoriser ces itinéraires par différents supports de communication,
- qualifier l'offre de services notamment en attribuant le label national "Accueil vélo" et en animant le réseau.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Entretien des itinéraires, abonnement éco-compteurs, actions marketing, valorisation itinéraires (évènementiels, signalétique, panneaux…)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002128 - CP4 - P21- OPERATION 1011 - PROGRAMME DE JOURNEES D'INFORMATION, DE FORMATION ET D'EDUCTOURS DES ACTEURS DU TOURISME ET DES LOISIRS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement du tourisme et des loisirs 2017-2021, le parc a pour objectif de mettre en réseau les acteurs du tourisme et des loisirs et de structurer l'offre locale.
Pour cela, il propose chaque année aux acteurs et porteurs de projet du territoire de participer à des journées d'information, des formations et des éductours sur différentes thématiques.
Ces journées permettent :
- d'améliorer les connaissances des professionnels du tourisme et des loisirs sur le parc et les notions de développement durable,
- de renforcer les relations entre les acteurs de différentes filières et développer le travail en réseau,
- de favoriser l'émergence de projets communs pour maintenir et développer les activités économiques locales

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de formations et d'animations et éductours.	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002561 - ACTION 3A – AGIR POUR LA PRESERVATION DES ESPECES DU PARC

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	5 000,00 € HT	100,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation de l'action 3A de la mesure 3 : Agissons pour la conservation de la diversité des espèces du territoire

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agira de poursuivre les actions d'inventaire et de suivi des espèces, en lien avec la sensibilisation à ces espèces auprès du grand public.
Pour les chiroptères, il s'agira d'équiper une nouvelle église d'un accès en vol libre. Est également prévue l'organisation d'une soirée de sensibilisation pour le grand public dans le cadre de la Nuit européenne de la chauve-souris.
Pour les amphibiens, il s'agira d'organiser deux matinées de sensibilisation pour le grand public et d'assurer la gestion du batracoduc de Larchant.
Pour les rapaces nocturnes (dont chouettes effraie), il s'agira d'installer des nichoirs dans les églises difficilement aménageables en sécurisant leur accès (mise aux normes).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
BOULANCOURT
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
GARENTREVILLE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GUERCHEVILLE
LARCHANT
URY
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
MOIGNY-SUR-ECOLE
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
MONDEVILLE
VALPUISEAUX
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de petit matériel (exemple nichoirs), prestation de service, événements, communication	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002572 - ACTION 5A – PARTICIPER A LA PREVENTION DE LA PRODUCTION DES DECHETS ET A UNE MEILLEURE GESTION DE CES DERNIERS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	4 500,00 € TTC	100,00 %	4 500,00 €
	Montant total de la subvention		4 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la réalisation de l'action 5A de la mesure 5 : luttons contre la production de déchets pour en assurer une meilleure gestion.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans la perspective de compléter les actions menées par les différents acteurs des déchets (syndicats, intercommunalités et associations) afin de lutter activement contre les dépôts sauvages qui meurtrissent le territoire et de sensibiliser la population à la réduction des déchets, le Parc propose pour l'année 2020 les actions suivantes :
1) Organiser des ateliers de sensibilisation aux gestes en faveur du zéro déchet et/ou des ateliers de fabrication de produits d'entretien, cosmétiques. Cette action a pour vocation de promouvoir la réduction de la quantité de déchets produite, mais également de préserver les ressources naturelles et la qualité de l'environnement.
2) Développer une politique exemplaire sur les déchets en matière d'évènementiel et de l'étendre à l'ensemble des communes. Plusieurs ateliers seront organisés tout au long de l'année, de manière indépendante ou liée à d'autres évènements (Semaine Européenne de Réduction des Déchets...) en

concertation avec l'ensemble des partenaires concernés. Le Parc proposera également son accompagnement aux communes et aux associations afin de les aider à mettre en place des évènements éco-responsables.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
RUMONT
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VILLENEUVE-SUR-AUVERS
BOUVILLE
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Événements (notamment atelier de sensibilisation à la réduction des déchets) et communication en relation avec la réduction des déchets	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002610 - CP4-P10-A01 - OPÉRATION 999 - INVENTAIRE, SUIVI ET PROTECTION DE LA FLORE ET DE LA FAUNE - PNR VEXIN FRANCAIS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	18 500,00 € TTC	100,00 %	18 500,00 €
	Montant total de la subvention		18 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le PNR du Vexin français abrite de nombreuses espèces patrimoniales tant au niveau de la flore que de la faune. Des programmes d'inventaires sont menés régulièrement sur différents groupes d'espèces (en interne par le parc ou en sous-traitance).
Ces suivis sont indispensables, mais il est nécessaire d'établir ceux-ci sur le long terme avec des protocoles standardisés afin de pouvoir évaluer les actions du parc et de ses partenaires dans le cadre de la charte et d'avoir un regard sur l'évolution du territoire et de ces enjeux.
L'objectif de la présente opération est de :
- reconduire les opérations annuelles récurrentes de suivi ou de protection,
- mettre en œuvre des protocoles annuels ou pluriannuels,
- réaliser de nouveaux inventaires ou suivis.
Le parc est maître d'ouvrage et les actions seront réalisées par des prestataires extérieurs et en régie.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, inventaires, suivis et entretiens dans le cadre de la protection des espèces patrimoniales… (prestations externes)	18 500,00	100,00%
Total	18 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	18 500,00	100,00%
Total	18 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002645 - 1010 : FAVORISER LE DEVELOPPEMENT D'UN TOURISME DURABLE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	36 000,00 € TTC	100,00 %	36 000,00 €
	Montant total de la subvention		36 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative	:	CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1010 : favoriser le développement d'un tourisme durable.

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le PNR assurera la création d'une nouvelle offre d'itinérance et confortera le développement de l'offre existante autour du tourisme durable et du slow tourisme. L'accent sera mis notamment sur le portail web et l'appli rando communes aux 4 PNR ainsi que sur l'accompagnement du développement de la Véloscénie. L'accessibilité touristique constitue un élément majeur de l'attractivité de la « destination parc », il s'agira de conforter l'offre existante en la matière mais également de proposer et d'accompagner la mise en place de nouvelles solutions de « mobilités touristiques ». Cette offre de tourisme durable doit également s'adresser à tous les publics, des propositions à destination des publics en situation de handicap continueront à être misent en œuvre.
L'animation du réseau des professionnels est également au cœur de la stratégie du Parc elle fait l'objet de rencontres et ateliers de sensibilisation chaque année.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement Tourisme durable et accompagnement des acteurs touristiques et porteurs de projets	36 000,00	100,00%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	36 000,00	100,00%
Total	36 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002646 - 1008 : CONNAISSANCE, VALORISATION ET ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS CULTURELS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	52 000,00 € TTC	100,00 %	52 000,00 €
	Montant total de la subvention		52 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1008 : connaissance, valorisation et accompagnement des projets culturels.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : demande d'autorisation de démarrage anticipé pour une action partenariale DRAC/Région/Parc lancée dès janvier 2020.

Description :
Cette action regroupe plusieurs opérations
* Afin de répondre à l'ambition de la charte de mieux connaître le territoire, son patrimoine et son histoire, plusieurs types d'inventaires thématiques et d'études sont en cours, élaborés et suivis avec le Service Patrimoines et Inventaire de la Région Île-de-France, en collaboration avec les communes et les associations historiques.
* Afin de transmettre aux partenaires mobilisés mais aussi au plus grand nombre le fruit de ces recherches, différentes opérations de valorisation sont prévues :
- création d'outils pédagogiques, supports de médiation pour les écoles ou le grand public, et d'outils de conseil,
- publications en ligne,

- organisation de journées de restitution et d'échange autour des inventaires et des études,
- fédération des initiatives mises en place pour les Journées du patrimoine dans l'ensemble du territoire du Parc (programme commun) et organisation d'animations spécifiques pour cet événement national,
- animations valorisant les sites et les différents patrimoines et mise en place de projets culturels de valorisation en partenariat avec les institutions culturelles. Un projet de valorisation des inventaires du patrimoine des communes de l'Essonne est lancé,
- valorisation de la Maison de Fer afin de mieux faire connaître l'histoire et l'architecture de cette maison exceptionnelle reconnue par le label « Patrimoine d'intérêt régional ».

* Un fonds d'intervention intitulé Valorisation des patrimoines et actions culturelles a été créé pour le financement des projets retenus par la Commission restreinte culture.
Ce fonds a permis d'apporter un soutien à des manifestations aussi différentes que le Festival Jazz à Toute Heure, le Salon du livre de Chevreuse, le Parcours Portes ouvertes d'ateliers d'artistes d'Hélium, Les Journées Ravel ...
* Enfin, un appel à projet a été lancé dans le cadre du dispositif des « Résidences-missions » porté et financé par la DRAC Île-de-France. L'ambition est la mise en place d'un projet artistique collectif autour du thème « Se mettre au vert », fil rouge qui relie l'ensemble des sites. Une équipe artistique a été sélectionnée et travaillera avec les équipements et les habitants du territoire pendant l'année 2020. Des temps de présentations publiques sont prévus à l'automne 2020.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, réalisation d'outils pédagogiques et de conseil pour différents publics, animations, aides aux projets culturels (manifestations et animations culturelles)	52 000,00	100,00%
Total	52 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	52 000,00	100,00%
Total	52 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002647 - 1005 : INFORMER ET PROMOUVOIR LES MODES DE TRANSPORTS INTERMODAUX ET ALTERNATIFS A L'AUTOSOLISME

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	11 000,00 € TTC	100,00 %	11 000,00 €
	Montant total de la subvention		11 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1005 : informer et promouvoir les modes de transports intermodaux et alternatifs à l'autosolisme.

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette opération s'inscrit dans une volonté de développer tous les modes de transports alternatifs à la voiture individuelle sur le territoire du Parc. La part modale de la voiture étant encore prépondérante dans la majorité des déplacements des habitants, l'objectif est donc de réduire son utilisation en mettant en place des actions et outils de sensibilisation, d'information et d'animation auprès de la population pour contribuer au changement des comportements.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accompagnement des projets de communes et acteurs de la mobilité, animations et promotion sur la mobilité, évènementiels avec les acteurs du territoire	11 000,00	100,00%
Total	11 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	11 000,00	100,00%
Total	11 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002648 - 1004 : ACCOMPAGNEMENT SUR L'EVALUATION A MI-PARCOURS DE LA CHARTE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	14 000,00 € TTC	100,00 %	14 000,00 €
	Montant total de la subvention		14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1004 : accompagnement sur l'évaluation à mi-parcours de la charte.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
Un certain nombre de travaux relatifs à l'évaluation à mi-parcours de la charte ont d'ores et déjà été réalisés ou sont en cours, d'autres sont à mener :
- le recueil des réalisations 2011-2018 afin de capitaliser l'ensemble des actions réalisées par le PNR et les signataires,
- le traitement des indicateurs pour répondre aux 16 questions évaluatives, chacune prenant en compte un objectif stratégique de la Charte. Ces indicateurs sont liés à la mise en œuvre de la Charte, à l'action du syndicat mixte ou à l'observation du territoire. Le traitement des indicateurs contribue à préciser de manière quantitative et qualitative les actions du Parc,
- la perception du public et des acteurs économiques au travers d'entretiens ou de questionnaires,
- les ateliers et débats, principalement avec les communes et en commissions, permettant d'ouvrir

le débat sur le bilan des réalisations, les perspectives souhaitées et de mobiliser à nouveau sur le projet de Charte,
- l'évaluation de l'efficience du Parc au travers d'un bilan des moyens humains et financiers, sur la base des financements obtenus.

Un rapport d'évaluation à mi-parcours sera rédigé synthétisant l'ensemble des travaux effectués et les résultats obtenus. Il sera diffusé à l'ensemble des contributeurs et transmis à la présidente de la Région et au Préfet de Région.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX	BULLION	SAINT-FORGET
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES	CERNAY-LA-VILLE	SAINT-LAMBERT
HERMERAY	CHATEAUFORT	SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
POIGNY-LA-FORET	CHEVREUSE	SAINT-REMY-L'HONORE
RAIZEUX	CHOISEL	SENLISSE
RAMBOUILLET	DAMPIERRE-EN-YVELINES	LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
SONCHAMP	GALLUIS	BOULLAY-LES-TROUX
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES	GAMBAIS	COURSON-MONTELOUP
JOUARS-PONTCHARTRAIN	GAMBAISEUIL	FONTENAY-LES-BRIIS
AUFFARGIS	MAREIL-LE-GUYON	FORGES-LES-BAINS
LES BREVIAIRES	GROSROUVRE	GOMETZ-LA-VILLE
LES ESSARTS-LE-ROI	LEVIS-SAINT-NOM	JANVRY
LE PERRAY-EN-YVELINES	LONGVILLIERS	LES MOLIERES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES	MERE	SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
LA CELLE-LES-BORDES	LE MESNIL-SAINT-DENIS	VAUGRIGNEUSE
BAZOCHES-SUR-GUYONNE	LES MESNULS	GIF-SUR-YVETTE
BONNELLES	MILON-LA-CHAPELLE	
	MONTFORT-L'AMAURY	
	LA QUEUE-LES-YVELINES	
	ROCHEFORT-EN-YVELINES	

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations d'études / animation	14 000,00	100,00%
Total	14 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	14 000,00	100,00%
Total	14 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002649 - 1000 : GESTION DES PRAIRIES HUMIDES PAR PATURAGE EXTENSIF D'ANIMAUX RUSTIQUES, CONNAISSANCE ET SUIVI DU PATRIMOINE NATUREL ET DES RELATIONS HOMME/NATURE, PLAN POLLINISATEURS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	18 000,00 € TTC	100,00 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1000 : gestion des prairies humides par pâturage extensif d'animaux rustiques, connaissance et suivi du patrimoine naturel et des relations homme/nature, plan pollinisateurs.

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le dispositif sur les pollinisateurs entre les PNR et la région se met en place dès le début de l'année 2020 dans le prolongement de l'adoption de la Stratégie régionale pour la biodiversité.

Description :
Les trois opérations proposées s'inscrivent dans la stratégie régionale pour la biodiversité, et la préservation et la sauvegarde du paysage, du patrimoine naturel et bâti et des espaces ouverts.
Elles concernent :
a/- La gestion courante du cheptel de bovins hightland Cattle et de chevaux Camargue permettant la gestion des prairies humides patrimoniales. La gestion du cheptel consiste en la gestion courante avec éleveur, vétérinaire, maréchal ferrant, transport, abattage, suivi des prairies, etc.
b/- La capitalisation et la diffusion des expériences et les connaissances auprès des communes, des professionnels et du grand public. Elles comprennent des supports de connaissance locale et de

vulgarisation naturalistes ; des visites de terrain thématiques pour les élus, acteurs et partenaires du Parc, grand public ; l'édition d'autres documents en particulier web et des conférences et rencontres.
c/- le plan d'action pollinisateurs sauvages. Les peuplements de pollinisateurs sauvages souffrent d'une très mauvaise connaissance de la part des acteurs et du public. Pourtant ils jouent un très grand rôle dans la pollinisation de la flore et par conséquent dans le bon fonctionnement des écosystèmes. Leurs habitats méconnus des gestionnaires publics et privés les rendent particulièrement vulnérables. C'est pourquoi les quatre PNR d'Île de France et la Région conduisent un programme d'action à l'échelle des quatre parcs. Afin notamment de mieux connaitre les peuplements de pollinisateurs sauvages et leurs biotopes, caractériser les pressions et dangers qui pèsent sur eux, former les gestionnaires publics et privés, sensibiliser le grand public, et la mise en en œuvre des projets de restauration et de protection de biotopes favorables.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX	CERNAY-LA-VILLE	ROCHEFORT-EN-YVELINES
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES	CHATEAUFORT	SAINT-FORGET
HERMERAY	CHEVREUSE	SAINT-LAMBERT
POIGNY-LA-FORET	CHOISEL	SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
RAIZEUX	DAMPIERRE-EN-YVELINES	SAINT-REMY-L'HONORE
RAMBOUILLET	GALLUIS	SENLISSE
SONCHAMP	GAMBAIS	LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES	GAMBAISEUIL	BOULLAY-LES-TROUX
JOUARS-PONTCHARTRAIN	GROSROUVRE	COURSON-MONTELOUP
AUFFARGIS	LEVIS-SAINT-NOM	FONTENAY-LES-BRIIS
LES BREVIAIRES	LONGVILLIERS	FORGES-LES-BAINS
LES ESSARTS-LE-ROI	MAREIL-LE-GUYON	GOMETZ-LA-VILLE
LE PERRAY-EN-YVELINES	MERE	JANVRY
SAINT-LEGER-EN-YVELINES	LE MESNIL-SAINT-DENIS	LES MOLIERES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE	LES MESNULS	SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
BONNELLES	MILON-LA-CHAPELLE	VAUGRIGNEUSE
BULLION	MONTFORT-L'AMAURY	GIF-SUR-YVETTE
LA CELLE-LES-BORDES	LA QUEUE-LES-YVELINES	

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion courante du cheptel d'animaux rustiques avec éleveurs, vétérinaire, maréchal ferrant, etc., supports de connaissance locale et vulgarisation naturalistes, visites thématiques, conférences et rencontres, plan d'action pollinisateurs sauvages	18 000,00	100,00%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	18 000,00	100,00%
Total	18 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002650 - 998 : ACTIONS EDUCATIVES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	18 500,00 € TTC	100,00 %	18 500,00 €
	Montant total de la subvention		18 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 998 : actions éducatives.

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les actions éducatives s'adressent à un public très large et se déclinent en plusieurs volets :
* Le parc organise et soutient des actions fédératrices à dimension éducatives dont l'opération « Ma commune dans le Parc ». Ces opérations ont notamment pour but d'amener les publics à découvrir les patrimoines et à participer au projet de territoire.
* Le parc propose différents supports pédagogiques pour soutenir et enrichir les projets visant à faciliter la compréhension par le public des enjeux ou problématiques du territoire.
* Le parc apporte un soutien technique et financier aux projets éducatifs scolaires et portés par des structures jeunesse. Le financement est réservé aux établissements du territoire et concerne les dépenses liées à l'achat de matériel et/ou de ressources pédagogiques en lien avec l'environnement et le développement durable ainsi que les dépenses liées aux animations réalisées par des structures éducatives et/ou par des intervenants en lien avec l'environnement.
* Le sentier de découverte des Maréchaux est ouvert au public depuis de nombreuses années et celui de Maincourt depuis plus de cinq ans. Plusieurs travaux ponctuels d'entretien doivent être régulièrement réalisés sur ces deux équipements (coupe d'arbres dangereux, débroussaillage, entretien du platelage,

réfections ponctuelles du cheminement, …).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aide aux projets éducatifs, réalisation d'outils pédagogiques, entretien	18 500,00	100,00%
Total	18 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	18 500,00	100,00%
Total	18 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002651 - 990 : ANIMER ET ACCOMPAGNER LES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INNOVANTES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	11 000,00 € TTC	100,00 %	11 000,00 €
	Montant total de la subvention		11 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 990 : animer et accompagner les actions de développement agricole innovantes (fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le cadre de la transition agroécologique, une dynamique territoriale s'est enclenchée et témoigne de la volonté des agriculteurs de s'engager dans des démarches d'expérimentations, de formation et de collectif. Afin de faire évoluer et de pérenniser les engagements déjà pris, une dotation financière du fonds d'aides à la hauteur des enjeux agri environnementaux et d'investissements techniques coûteux est indispensable pour permettre au Parc d'accompagner les agriculteurs.

Au regard de ces enjeux interdépendants de transitions, les actions sont les suivantes :
- Animation du Plan Alimentaire Territorial par la mise en œuvre des actions concrètes définies avec les acteurs et partenaires suite au diagnostic de territoire ;
- Expérimentation avec l'INRA concernant la thématique des bandes fleuries et de la biodiversité ;
- La réalisation d'outils à destination des agriculteurs concernant les prairies et leurs compositions ;
- Animation et formation de différents collectifs d'agriculteurs en fonction d'objectifs communs identifiés.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation d'un guide des prairies et création et animation de réseau par le parc mais aussi subventions versées pour expérimentations et installation et entretien de prairies	11 000,00	100,00%
Total	11 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	11 000,00	100,00%
Total	11 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002652 - 994 : SENSIBILISATION AUX VALEURS DE LA CHARTE ET VALORISATION DES ACTIONS SUR LE TERRITOIRE - INFORMATION LIEE AUX ACTIONS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 994 : sensibilisation aux valeurs de la charte et valorisation des actions sur le territoire, information liée aux actions.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
L'objectif est de diffuser largement les valeurs et les ambitions de la charte, de faire du parc une réalité pour tous les publics afin d'engager avec eux une démarche partagée et innovante.
Cette diffusion des ambitions de la charte est rendue visible et lisible grâce à l'édition de magazines, de supports spécialisés, de newsletter, l'actualisation du site internet, l'alimentation des réseaux sociaux, la réalisation de vidéos didactiques.
Sont prévus notamment :
- L'édition de l'Echo du Parc,
- Le site internet (maintenance, hébergements)
- L'édition de guides de visites
- Des panneaux chantiers

- La réalisation de photos et d'illustrations
- Le référencement du site et la promotion des réseaux sociaux
- La diffusion pour l'annonce des événements et de l'offre loisirs, nature et culture, notamment sur les formations, la culture et le tourisme, en lien avec les professionnels et les acteurs du territoire

Les dépenses seront essentiellement des prestations de services (impressions, graphisme, rédaction, illustration, distribution, photographie).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Editions, impressions, rédaction, conception, illustrations, graphisme, photographie, vidéo, diffusion	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002653 - 992 : CHANTIERS JEUNES BENEVOLES SUR LES PATRIMOINES BATI ET NATUREL - SENSIBILISATION DES COLLECTIVITES, DU PUBLIC ET DES PROFESSIONNELS

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	20 000,00 € TTC	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 992 : chantiers jeunes bénévoles sur les patrimoines bâti et naturel - sensibilisation des collectivités, du public et des professionnels (fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Fort d'un partenariat régulier avec l'association Etudes et Chantiers Île-de-France (ECIDF) pour l'organisation de chantiers de jeunes bénévoles internationaux, le PNR et ECIDF ont décidé de mener depuis 2018 une opération groupée. Pour 2020, ECIDF et le PNR souhaitent poursuivre l'action sous cette forme itinérante, en proposant deux chantiers pour une durée totale de 5 semaines.
Le PNR recense les sites d'interventions, monte le projet de convention avec chaque commune, puis pilote l'organisation des chantiers entre ECIDF et les communes bénéficiaires.

En plus de l'opération décrite ci-dessus, cette action permettra aussi de sensibiliser des collectivités du public et des professionnels pour une meilleure application des recommandations en matière d'architecture. Sont prévues :

- Réédition du « Guide des couleurs et matériaux du bâtis »
- Réédition du « Guide devantures commerciales »
- Edition du « Guide des recommandations architecturales »

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, animation, chantiers de bénévoles, réalisation d'exposition, édition.	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002655 - 1013 : ACCOMPAGNEMENT DES DEMARCHES D'URBANISME DURABLE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	9 000,00 € TTC	100,00 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 1013 : accompagnement des démarches d'urbanisme durable.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 28 février 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisations prévisionnelles :
- Animation de sessions de sensibilisation sur les enjeux d'urbanisme durable
- Formations des élus aux enjeux d'urbanisme durable et visites d'exemples concrets
- Réalisation d'outils de sensibilisation

Afin de favoriser une approche transversale et partagée, les actions engagées s'appuieront sur des partenariats avec des associations, des professionnels mais aussi des habitants du territoire.
Les actions de sensibilisation intégreront des visites de sites remarquables par leur prise en compte dans un même programme d'aménagement de l'ensemble des enjeux.
La réalisation d'outils, à l'instar de jeu « Urban'O» édité en 2019, permettra par une approche collaborative une meilleure appropriation des enjeux et des solutions.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, outils de formation et de sensibilisation, animations de sessions de sensibilisation et de formation	9 000,00	100,00%
Total	9 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	9 000,00	100,00%
Total	9 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002658 - 993 : ANIMATIONS, FORMATIONS ET ACCUEIL DES NOUVELLES EQUIPES MUNICIPALES

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	40 000,00 € TTC	100,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 993 : animations, formations et accueil des nouvelles équipes municipales.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : les animations et rencontres sont programmées toute l'année. La préparation du congrès, événement majeur de l'année se fera dès le début de l'année 2020.

Description :
Conserver et renforcer le travail de terrain, le lien de proximité avec les publics et les contacts directs est un complément indispensable aux éditions et publications, pour sensibiliser et mobiliser. C'est pourquoi sont prévus des événements thématiques, des sorties ou animations grand public, parmi lesquels notamment :
- Un congrès des élus du Parc les 12 et 13 juin
- Des événements thématiques
- Des sorties grand public

Les dépenses seront essentiellement des prestations de services (impressions sur matériel d'exposition ou stands, conférencier, location /installation de matériel, graphisme, accompagnement de visite, formation, traiteur, prestation de transport, rémunération de vacations).

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Impressions, fabrication de supports d'exposition, de décoration, animations, formations, conférences, location, installation de matériel, prestation, mission d'organisation logistique	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002659 - 996 : LANCEMENT OPERATIONNEL DU PROJET ALIMENTAIRE ET VALORISATION DES SAVOIR-FAIRE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	24 000,00 € TTC	100,00 %	24 000,00 €
	Montant total de la subvention		24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de la fiche 996 lancement : opérationnel du projet alimentaire et valorisation des savoir-faire.

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Projet Alimentaire Territorial (PAT), qui touchera près de 80 communes (150 000 habitants), vise à bâtir une gouvernance alimentaire cohérente sur un territoire situé dans le sud des Yvelines. Il s'agit d'améliorer l'autonomie alimentaire du territoire. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la loi d'avenir pour l'agriculture et la forêt promulguée, du Programme National de l'Alimentation (PNA) qui en découle et du Programme Régional de l'Alimentation.
A l'issue d'une première phase de travail partagé, un diagnostic territorial a été réalisé permettant de caractériser les flux alimentaires entrants et sortants du territoire. Concrètement l'étude identifie des productions pour lesquelles le territoire pourrait améliorer son autonomie alimentaire : céréales, pomme de terre, lait et produits laitiers et d'autres fortement déficitaires à l'image des besoins franciliens (fruits et légumes, viande). Parallèlement, les échanges avec toutes les catégories d'acteurs ont mis en évidence des enjeux et des actions prioritaires. L'objectif du programme est maintenant de faire émerger des actions structurantes et d'animer le réseau des acteurs pour les mener à bien. La maîtrise d'ouvrage de

ce programme sera assurée par le Parc et la Bergerie Nationale dans le prolongement de la phase de diagnostic.

Par ailleurs, dans le prolongement du travail effectué par le parc pour accompagner le développement des métiers d'art, l'opération prévoit de soutenir les artisans dans leur participation aux salons professionnels, de soutenir l'organisation des salons Métiers d'Art et de participer à la fin de l'année 2020 au salon du Carrousel du Louvre des Métiers d'art (31 000 visiteurs).Parallèlement, le Parc souhaite mettre en place un label « Artisans du parc » afin de promouvoir les savoir-faire des artisans du territoire auprès de la clientèle touristique. Le label s'adresse aux métiers d'art, de la création et aux métiers de bouche. Il a pour objectifs la promotion auprès de la clientèle touristique des savoir-faire locaux, de valoriser les artisans qui contribuent à l'attractivité et au dynamisme du territoire.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT
CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
LES MOLIERES
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
VAUGRIGNEUSE
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et indemnités de stages, frais de mission, études, communication/ stands	24 000,00	100,00%
Total	24 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	24 000,00	100,00%
Total	24 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20002731 - CP4-P09-A01 - OPERATION 1002 - PROGRAMME DE SENSIBILISATION ET OBSERVATOIRE PHOTOGRAPHIQUE DU PAYSAGE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – fonctionnement

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il est prévu dans le cadre de cette action, notamment de :
- Poursuivre la collaboration avec le photographe pour développer des actions et des supports de médiation et engager un débat autour du paysage sous forme de balades ou d'ateliers,
- Poursuivre et valoriser la mise en place d'une base de données spatialisée et d'un websig OPP du Vexin français,
- Participer à un projet de thèse sur ce sujet,
- Remettre en ligne du webdocumentaire « voyages auprès de mon arbre » nécessitant des adaptations du langage informatique.
Le parc est maître d'ouvrage.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du

volet socle.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT
LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création d'une base de données photographiques, actions d'animation et de sensibilisation, financement d'un projet de thèses, prestations photographe.	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20003044 - ACTION 22A : COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des actions de la mesure 22 : faisons mieux connaître le Parc (fonctionnement).

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé.

Description :
La demande actuelle d'information sur le Parc, de la part des élus et des habitants, démontre que les moyens de communication employés doivent être forts afin de donner une représentation concrète de ses missions.
La communication mise en œuvre doit s'adresser à des publics très différents (élus, partenaires, habitants, scolaires, acteurs socio-professionnels, associations, journalistes...).

Le Parc suit donc un plan éditorial, adapté aux sujets traités et aux cibles :
*Des éditions (plaquettes, guides, flyers, annuaires...) régulières (Abeilles du Parc, programmes liés aux évènements annuels...), ponctuelles dans une collection (fiches-outils, guides...), ou simplement ponctuelles (Guide nature, plaquettes des présentations Leader...).

*L’animation du site internet, afin de proposer aux habitants une présentation du Parc sous l'angle marketing territorial pour faire découvrir le territoire, faire comprendre comment fonctionne le Parc, permettre à chacun d'agir en ligne via des formulaires comme pour les couloirs aériens, la présence d'animaux, les recettes...
*Les réseaux sociaux (page Facebook, compte Twitter notamment) donnant aux gens la possibilité d’interagir
* Organisation de rencontres, de formations, de visites sur le terrain... à destination des communes signataires de la Charte, premières interlocutrices pour les habitants, elles doivent pouvoir jouer le rôle de relais d'information.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

PRINGY	GUERCHEVILLE	BOURAY-SUR-JUINE
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY	LARCHANT	CHAMARANDE
ARBONNE-LA-FORET	NANTEAU-SUR-ESSONNE	JANVILLE-SUR-JUINE
BARBIZON	ORMESSON	VILLENEUVE-SUR-AUVERS
CELY	RECLOSES	BOUVILLE
CHAILLY-EN-BIERE	RUMONT	LA FORET-SAINTE-CROIX
FLEURY-EN-BIERE	TOUSSON	PUISELET-LE-MARAIS
PERTHES	URY	VALPUISEAUX
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE	LE VAUDOUE	BOIGNEVILLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE	VILLIERS-SOUS-GREZ	BOUTIGNY-SUR-ESSONNE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE	COURANCES	BROUY
VILLIERS-EN-BIERE	DANNEMOIS	BUNO-BONNEVAUX
ACHERES-LA-FORET	MILLY-LA-FORET	CHAMPMOTTEUX
AMPONVILLE	MOIGNY-SUR-ECOLE	COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
BOISSY-AUX-CAILLES	ONCY-SUR-ECOLE	D'HUISON-LONGUEVILLE
BOULANCOURT	SOISY-SUR-ECOLE	GIRONVILLE-SUR-ESSONNE
BURCY	BAULNE	GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
BUTHIERS	CERNY	MAISSE
LA CHAPELLE-LA-REINE	CHAMPCUEIL	MONDEVILLE
CHATENOY	CHEVANNES	ORVEAU
CHEVRAINVILLIERS	LA FERTE-ALAIS	PRUNAY-SUR-ESSONNE
FROMONT	AUVERS-SAINT-GEORGES	VAYRES-SUR-ESSONNE
GARENTREVILLE	BOISSY-LE-CUTTE	VIDELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Evènements, communication, prestations de service	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° 20003090 - ACTIONS EN FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS 2020

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR (n° 00000260)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-1700
Action : 476002056- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	360 438,00 € TTC	26,45 %	95 337,00 €
	Montant total de la subvention		95 337,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Patrice MARCHAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser les actions de fonctionnement du programme d'action 2020

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme d'action 2020 comprend 7 opérations en fonctionnement qui relèvent de 5 orientations de la Charte du PNR :
Orientation 1 : Préserver et favoriser la biodiversité
- F 442 : Assistance scientifique et technique à la préservation des milieux naturels par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Picardie : gestion de sites ; suivi scientifique des actions entreprises ; inventaires et plans d'actions et de gestion ;
- F 446 : Adaptation de la forêt de Chantilly au changement climatique - Recherche et expérimentation en accompagnement de l'Institut de France (étude des peuplements forestiers, réflexion sur les modes de gestion)
Orientation 4 : Mettre en œuvre un urbanisme durable répondant aux besoins en matière de logement
Orientation 5 : Faire du paysage un bien commun
- F 449 : Elaboration de cahiers de recommandations architecturales
- F 450 : Inventaire du patrimoine - nouvelles communes
Orientation 7 : Préserver et gérer durablement les ressources naturelles
- F 452 : Fonds Expertises environnementales : réalisation d'expertises variées (corridors écologiques, expertises liées aux milieux naturels ou aux espèces, sujets énergie, mesures de pollution, nuisances)

Orientation 11 : Sensibiliser et éduquer pour impliquer les publics dans le projet de territoire
- F 457 : Programme de communication
- F 458 : Programmes pédagogiques dans les écoles

Détail du calcul de la subvention :
Le programme d'actions 2020 est financé conformément aux statuts du SMAG. La région Île-de-France finance ainsi 100% des actions sur son territoire.

Localisation géographique :
BELLEFONTAINE
CHATENAY-EN-FRANCE
CHAUMONTEL
JAGNY-SOUS-BOIS
LASSY
LUZARCHES
MAREIL-EN-FRANCE
LE PLESSIS-LUZARCHES
VILLIERS-LE-SEC
FOSSES
SURVILLIERS
BETHEMONT-LA-FORET
CHAUVRY
PRESLES
VILLIERS-ADAM
ASNIERES-SUR-OISE
BELLOY-EN-FRANCE
MAFFLIERS
NOISY-SUR-OISE
SAINT-MARTIN-DU-TERTRE
SEUGY
VIARMES
BEAUMONT-SUR-OISE
MOURS
NOINTEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service, d'études, d'animation ; fourniture de petit matériel ; subventions à des associations ; services de reprographie et édition	360 438,00	100,00%
Total	360 438,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	95 337,00	26,45%
Région Hauts de France	169 764,00	47,10%
Département de l'Oise	95 337,00	26,45%
Total	360 438,00	100,00%

ANNEXE 2 : CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2020 POUR LE PARC NATUREL REGIONAL OISE - PAYS DE FRANCE

CONVENTION 2020
EN FAVEUR DU PARC NATUREL REGIONAL OISE – PAYS DE FRANCE
RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2020

La région d'Île-de- France, sise à Saint-Ouen (93400) – 2, rue Simone Veil ; représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, en vertu de la délibération n° CP XXXX-XXX en date du XXXXX
ci-après dénommée « *la région Île-de-France* »

d'une part,

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional Oise – Pays de France, sis à Orry-la-Ville (60560) - Maison du Parc, 48 Rue d'Hérivaux, représenté par son Président, Monsieur Patrice MARCHAND, autorisé par délibération du Comité syndical du …… ,
ci-après dénommé « *le parc* »

d'autre part.

APRES AVOIR RAPPELE :

Le Contrat de plan Etat-Région (CPER) 2015 – 2020 prévoit la poursuite du soutien financier régional aux PNR, et d'établir de nouveaux contrats jusqu'en 2020, de manière à accompagner les missions des parcs de manière dynamique et pluriannuelle sur la mandature, tout en respectant la temporalité du CPER à laquelle les financements sont adossés.

Sans attendre le contrat de parc dont les négociations aboutiront suite au renouvellement du label du PNR prévu en 2020, il est nécessaire d'organiser pour 2020, de façon bipartite, le soutien financier apporté au Parc naturel régional Oise – Pays de France pour son programme d'actions 2020 par la région Île-de-France.

L'aménagement et la gestion du Parc naturel régional Oise-Pays de France intéressent l'Etat, les régions Hauts-de-France et Île-de-France, ainsi que les Départements de l'Oise et du Val d'Oise et soixante-dix communes, conformément aux dispositions de la Charte constitutive.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les engagements de la région Île-de-France pour le financement du programme d'actions 2020 du parc, ainsi que les engagements de ce dernier, dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte constitutive du parc, selon les opérations du programme d'actions définies en annexe.

ARTICLE 2 - OBJECTIFS STRATEGIQUES POURSUIVIS PAR LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

Il est rappelé les priorités régionales suivantes s'appuyant sur les fondamentaux des parcs qui sont à l'origine de leur création :

- La préservation et la sauvegarde du paysage, du patrimoine naturel et des espaces ouverts ;
- Le soutien à l'économie locale par la valorisation des productions agricoles locales en circuits courts et le développement des filières de bio-matériaux ;
- La maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- Le développement des éco-mobilités ;
- La sensibilisation à l'environnement.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU PARC

Le parc s'engage à déployer les moyens nécessaires à la mise en œuvre de sa Charte et à :

- Porter à la connaissance de la région Île-de-France, et des Départements concernés tous les projets de modifications concernant les statuts du parc.
- Informer la région Île-de-France des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exécution de la présente convention.
- Ne pas engager les crédits relatifs aux opérations prévues avant d'avoir reçu l'agrément de la région Île-de-France.
- Fournir à la région Île-de-France, dans les six mois de l'année suivante, le bilan des crédits consommés au cours de l'année écoulée (compte administratif et compte de gestion) ainsi que le rapport d'activités indiquant les opérations réalisées et leur niveau d'avancement.
- Faciliter le contrôle, par la région Île-de-France, ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

Promotion et communication
Le parc s'engage à assurer la promotion de la participation de la Région au programme annuel des opérations, conformément à l'annexe détaillant les obligations en matière de communication.

La mesure régionale « 100.000 stages pour les jeunes franciliens » : obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants
Le parc s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le parc saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (https://mesdemarches.iledefrance.fr) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
Le parc s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement

ARTICLE 4– ENGAGEMENTS DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

La région Île-de-France s'engage à ce que, sur le territoire du parc, ses actions soient en cohérence avec les objectifs de la Charte.

La région Île-de-France s'engage à soutenir financièrement le parc pour la réalisation des objectifs définis à l'article 2 par le versement de subventions dont le montant maximum s'élève à **288 558 €, sur un montant total de dépenses subventionnables de 863 291 €** au titre des opérations du programme d'actions 2020 définies en annexe à la présente convention. Le taux moyen de participation de la Région au financement de ces opérations est de 33,4% :

- la subvention versée en fonctionnement s'élève à 95 337 € pour 7 opérations, sur un montant total subventionnable total de 360 438 €.
- la subvention versée en investissement, sous maîtrise d'ouvrage du parc naturel régional, s'élève à 133 907 € pour 7 opérations, sur un montant total subventionnable total de 384 226 €.
- la subvention versée en investissement, sous maîtrise d'ouvrage autre que le parc naturel régional, s'élève à 59 314 € pour 3 opérations, sur un montant total subventionnable total de 118 627 €.

La Région s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre de ce programme, sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante et dans la limite de leur disponibilité.

La mise en œuvre de ce programme est conditionnée par la mise à disposition des crédits correspondants par la région Île-de-France.

L'éventuel arrêt des financements apportés par un ou plusieurs signataires ne saurait amener les autres partenaires de la convention à prendre en charge les compléments de financement nécessaires à la poursuite des actions menées par le parc.

ARTICLE 5 – SUIVI DE LA CONVENTION

La réalisation du programme d'action annuel fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région, sur la base des indicateurs définis dans la présente convention (annexe 2).

Pour chaque opération :

- Le PNR fournit une fiche projet par opération
    - Notice descriptive et exhaustive de l'opération (contexte de l'opération, choix du parti d'aménagement et nature des travaux / études à réaliser)
    - Si l'opération concerne une étude, projet de cahier des clauses techniques particulières

    - Estimation prévisionnelle HT et TTC (présentant les différents postes de dépenses)
    - Plan de financement prévisionnel complet
    - Calendrier prévisionnel des travaux et mise en service
    - Calendrier prévisionnel des demandes de versements
    - Attestation non commencement des travaux/ de l'opération.
- Le PNR réalise une fiche bilan à chaque fin d'opération présentant notamment l'historique de la mise en œuvre de l'action, l'état des indicateurs identifiés, tout commentaire synthétique facilitant le suivi de l'action ainsi qu'un exemplaire des publications réalisées dans ce cadre et des photographies illustrant l'action.

En complément des réunions de financeurs qui interviennent en préparation du programme d'actions, il est institué un comité de suivi comprenant le parc et les Régions. Ce comité a pour objectif d'assurer la bonne exécution de la convention.

- Ce comité établit, autant de fois que nécessaire, le point sur l'état d'avancement de la convention tant sur les aspects opérationnels et techniques, qu'administratifs et financiers.
- Ce comité examine un état annuel des indicateurs réalisé par le parc.
- Il pourra proposer des réajustements au cas où des événements extérieurs viendraient interférer de façon significative et incontestable dans la gestion des projets.

Ce comité de suivi, dont le secrétariat est pris en charge par le PNR, est composé d'au minimum un représentant des services administratifs de chaque partenaire.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Afin de percevoir le versement de la subvention, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région les documents suivants, signés par le représentant légal dûment habilité :

Pour des acomptes :

- Un état récapitulatif des dépenses précisant le montant et la nature des dépenses par opération ;

Pour le versement du solde de la subvention :

- Un état récapitulatif des dépenses et des recettes précisant le montant et la nature des dépenses par opération visé par le percepteur ;
- Un bilan de l'exécution du programme d'action annuel et des indicateurs de suivi par opération, ainsi que les justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 7 – MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Les subventions régionales versées au titre de la présente convention sont régies par les dispositions du règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016. Les dispositions de ce règlement relatives à la caducité sont intégralement applicables dans le cadre de cette convention, à savoir :

- pour les subventions de fonctionnement : si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de versement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut-être exceptionnellement prolongé de un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.
A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

- pour les subventions d'investissement : si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Les versements seront effectués par les services régionaux et interviendront comme suit :

- Les acomptes sont versés, après validation de constatation du service fait par les services régionaux sur les pièces énumérées à l'article 6.
  Le montant cumulé des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.
- Le solde de la subvention sera versé après validation de constatation n du service fait par les services régionaux sur les pièces énumérées à l'article 6.

Le montant de la subvention régionale est assis sur des dépenses subventionnables. Si la dépense subventionnable réelle de l'opération s'avère inférieure au montant de la dépense subventionnable prévisionnelle, la subvention sera révisée sur la base du taux de participation de la Région.
Si la dépense subventionnable réelle est supérieure à la dépense subventionnable prévisionnelle, la subvention restera égale au montant prévu dans la délibération.

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom du parc :
Code banque : .....
Code guichet : .....
N° compte : .....
Clé RIB : .....
Domiciliation : .....

Le comptable assignataire est, pour la région Île-de-France, le Directeur Régional des Finances Publiques de la région Île-de-France et de Paris.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé selon les mêmes formes d'approbation de la présente convention.

ARTICLE 9 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale des subventions au bénéficiaire, à savoir le 4 mars 2020, et couvre la période de mise en œuvre des actions, telle que définies dans les fiches-projet ci-annexées.

ARTICLE 10 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au parc qui s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le parc pour les activités non conformes à celles qui sont définies aux articles 1 et 2 de la présente convention ou si le parc ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention ;
- en cas de résiliation de la présente convention selon les cas énumérés à l'article 10 de la présente convention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants

ARTICLE 11 – RESILIATION

La région Île-de-France peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

La région Île-de-France peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif.

Au titre du programme d'actions **du Parc naturel régional « Oise – Pays de France »** pour l'année 2020, la présente convention comporte en annexe les 3 fiches-projet suivantes :

- Fiche projet Investissement / Maîtrise d'ouvrage PNR
- Fiche projet Investissement / Subventions versées
- Fiche projet fonctionnement

Fait à Saint Ouen en 2 exemplaires originaux

Le _____

Pour la région Île-de-France,	Pour le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise – Pays de France,
la présidente du conseil régional, **Valérie PÉCRESSE**	*le Président du Syndicat mixte* **Patrice MARCHAND**

ANNEXE 1 A LA CONVENTION :
OBLIGATIONS DU PNR EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région, le parc naturel régional s'engage à faire apparaître la contribution de la Région dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le parc s'engage à apposer la mention « Action financée par « nom du financeur» » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …).
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale, qui lui est communiquée à sa demande par les services de la Région. La maquette des documents et supports concernés devant être transmise à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Évènements :
Le parc s'engage à mettre en place et à transmettre régulièrement aux services de la Région un calendrier prévisionnel de l'ensemble des manifestations publiques et actions de communication liées à la présente convention.
Pour tous les événements organisés liés à l'aide attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le parc est tenu d'en informer préalablement les partenaires financeurs de l'opération et de leur soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes, l'État et la Présidence de la Région et en réservant à ces derniers ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le parc s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.
Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication des partenaires financeurs de l'opération dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc.
Le parc s'engage à apposer de façon systématique le logotype de la Région, selon les principes de la charte graphique en vigueur. Pour les actions relevant de la maitrise d'ouvrage du parc, la réalisation du panneau en fonction des normes, sa pose, et son entretien sont de son ressort.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région, en lien avec l'objet de la convention.

Le parc s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par la Région, (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité de la Région, …
Dans ce cadre, le parc autorise à titre gracieux la Région, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : la Région devra pouvoir valider l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention avant fabrication et/ou diffusion
- En aval : le parc s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ANNEXE 2 A LA CONVENTION :
TABLEAU DES OPERATIONS

	OPERATION	Coût de l'opération	Coût pour le PNR (dépenses subventionnables)	Conseil Régional IDF	I/F	Maître d'ouvrage	TTC /HT	Fiche IRIS	Nature des dépenses	Indicateurs de suivi	Conseil régional HAUT DE FRANCE	Département de l'Oise	Département du Val d'Oise	autres
Orientation 1 : Préserver et favoriser la biodiversité														
F 442	Assistance scientifique et technique à la préservation des milieux naturels	13 750	13 750	**6 875**	F	PNR	TTC	1	Subventions au CENP pour l'accompagnement technique dans la gestion de sites ; le suivi scientifique des actions entreprises ; les inventaires et plans d'actions et de gestion	Rapport produit par le conservatoire		6 875		
F 443	Restauration écologique de milieux naturels	10 800	10 800	**5 400**	I	PNR	HT	2	Subvention au chantier d'insertion pour des travaux de restauration et de gestion écologique de milieux naturels	Réalisation au moins de 4 chantiers		5 400		
F 444	Fonds en faveur de la préservation de la faune	15 000	15 000	**7 500**	I	communes et propriétaires	TTC	3	Subventions : acquisition et pose de matériels pour la préservation de la faune et actions de sensibilisation des publics	Au moins 4 projets financés		7 500		
F 445	Inventaire des arbres fruitiers et vergers - nouvelles communes	16 800	16 800	**0**	F	PNR	TTC	-	Réalisation d'un inventaire	Inventaire et fiches techniques de gestion	16 800			
F 446	Adaptation de la forêt de Chantilly au changement climatique - Recherche et expérimentation	182 800	100 000	**25 000**	F	PNR et institut de France	TTC	1	• Prestations de services et subvention à l'Institut de France : études, expertises, formations, documents de sensibilisation et de valorisation scientifique, • Acquisition de petit matériel	Un rapport d'étude sur l'histoire des peuplements Formations et des prestations d'accompagnement de la gestion forestière	50 000	25 000		82 800
Orientation 4 : Mettre en œuvre un urbanisme durable répondant aux besoins en matière de logement														
F 447	Fonds Etudes d'aménagement	150 000	150 000	**30 000**	I	PNR	HT	2	Prestations de bureaux d'études pour des études d'aménagement	Réalisation d'au moins de 4 études	90 000	30 000		
F 448	Etudes pour des aménagements paysagers intégrant une gestion alternative des eaux pluviales	199 266	59 780	**14 890**	I	PNR	HT	2	Prestations pour des études d'aménagement et de conception d'aménagement	Réalisation de 6 études	30 000	14 890		139 486
Orientation 5 : Faire du paysage un bien commun														
F 449	Elaboration de cahiers de recommandations architecturales	62 520	59 160	**14 580**	F	PNR	TTC	1	Prestations d'architectes, prestation de mise en page et reprograpie	Réalisation de 4 cahiers de recommandations architecturales	30 000	14 580		3 360
F 450	Inventaire du patrimoine - nouvelles communes	28 000	28 000	**9 000**	F	PNR	TTC	1	Prestations d'inventaires du patrimoine bâti	Réalisation de minimum 4 inventaires	10 000	9 000		
F 451	Programme de réhabilitation du patrimoine rural	128 492	83 627	**41 814**	I	Communes et associations	TTC	3	Subventions aux communes et associations pour travaux de restaurationn fourniture, nettoyage, création d'ouvrages	Réhabilitation de 8 éléménts de patrimoine rural		41 813		44 865
Orientation 7 : Préserver et gérer durablement les ressources naturelles														
F 452	Fonds Expertises environnementales	50 000	50 000	**12 500**	F	PNR	TTC	1	Prestations études environnementales (biodiversité, continuités écologiques, eau, énergie, bruit, déchets, risque, pollution, ...)	Réalisation au minimum de 3 études environnementales	25 000	12 500		
Orientation 8 : Accompagner le développement des activités rurales														
F 453	Fonds d'intervention pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles	20 000	20 000	**10 000**	I	propriétaires et exploitants	TTC	3	Prestations d'études, travaux de second œuvre, aménagement paysagers,	2 bâtiments agricoles accompagnés		10 000		
F 454	Développement de l'alimentation locale	65 591	65 591	**0**	F	PNR	TTC	-	Etudes, développement d'outil de communication	une première tranche d'étude réalisée une plaquette de référencement éditée	35 591		30 000	
Orientation 10 : Développer l'économie touristique														
F 455	Jalonnement d'un itinéraire de randonnée vélo V5	21 708	21 708	**10 854**	I	PNR	HT	2	Acquisition et implantation de signalétique	50 km d'itinéraire jalonné		10 854		
F 456	Totem d'informations touristiques	50 320	50 320	**25 160**	I	PNR	HT	2	Prestations pour la réalisation, acquisition et implantation de signalétique	Plaques de texte remplacées sur 6 totem bois 10 totems d'information alu remplacés 10 nouveaux totems		25 160		
Orientation 11 : Sensibiliser et éduquer pour impliquer les publics dans le projet de territoire														
F 457	Programme de communication	58 100	58 100	**14 525**	F	PNR	TTC	1	Prestations de communication, de reprographie et graphisme	Edition du magazines du Parc, Refonte de la charte graphique, Réalisation d'un plan de communication	29 050	14 525		
F 458	Programmes pédagogiques dans les écoles	51 428	51 428	**12 857**	F	PNR	TTC	1	Prestations d'animations pédagogiques	Accompagnement de 35 classes	25 714	12 857		
Organisation et moyens														
F 459	Reprographie de la Charte	18 940	18 940	**0**	F	PNR	HT	-	Reprographie	Chartes imprimées	18 940			
F 460	Panneaux d'entrée de communes - nouvelles communes	28 030	28 030	**14 015**	I	PNR	HT	2	Prestations d'acquisition et implantation de signalétique	Mise en place de 100 panneaux		14 015		
F 461	Travaux à la Maison du Parc	63 588	63 588	**33 588**	I	PNR	HT	2	Travaux de rénovation, aménagement interieur, acquisition de mobilier	Deux salles de réunion et la salle d'exposition équipées de mobilier, Rénovation de deux pièces pour des bureaux et le centre de documentation	30 000			
	TOTAL	**1 235 133**	**964 622**	**288 558**							**391 095**	**254 969**	**30 000**	**270 511**

ANNEXE 3 : AVENANT AU CONTRAT DE PARC DU VEXIN FRANÇAIS

AVENANT N°1 AU CONTRAT DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANÇAIS 2018-2020

ENTRE

L'État représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine –Normandie **M. Michel CADOT**,

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du conseil régional, **Mme Valérie PÉCRESSE**, autorisée par délibération n° CP 2020-097 du 4 mars 2020,

d'une part,

ET :

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse**,** représenté par son Président, **M. Marc GIROUD**, dénommé « Le Parc », autorisé par délibération du Comité syndical ……..

d'autre part,

Le présent avenant modifie l'article 7 du contrat de parc 2018-2020 du Vexin français approuvé par la délibération n° CP2018-043 du 24 janvier 2018 et conclu le 27 avril 2018 en remplaçant les dispositions du deuxième alinéa du paragraphe portant sur les financements des actions du volet socle du Parc par les dispositions suivantes :

La Région Île-de-France consacre une contribution maximale de **4 123 400** € durant la période 2018-2020, au volet socle du programme d'actions.

Les autres dispositions du contrat du parc naturel régional du Vexin français 2018-2020 demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Fait à ……..……..le……..……..

Pour l'État,
Le Préfet de la Région Île-de-France
M. Michel CADOT,

Pour la Région Île-de-France,
La Présidente du Conseil régional
Mme Valérie PÉCRESSE,

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion
(SMAG) du Parc naturel Régional du Vexin français,
Le Président du SMAG du Parc naturel Régional du Vexin français
M. Marc GIROUD

ANNEXE 4 : FICHE PROJET PNR DU VEXIN FRANÇAIS MODIFIEE

Commission permanente du 4 juillet 2018 - CP2018-269

DOSSIER N° 18007545 - CP4 - P02-A01 - OPÉRATION 934 - SOUTIEN A L'ECO CONSTRUCTION DANS LE CADRE DE L'ECO-HAMEAU DU CHAMP FOULON

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Investissement (n° 00000261)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-1700
Action : 476002046- Soutien aux programmes d'investissement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	200 000,00 € HT	100,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN Français
Adresse administrative	:	CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'attribution d'une subvention au titre du CP4 2018-2020 - volet socle – investissement

Dates prévisionnelles : 1 juin 2018 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : afin de permettre la continuité des actions répondant aux objectifs de la Charte, il est proposé un démarrage anticipé

Description :
Le projet d'éco-hameau du Champ Foulon est porté par le Parc, en tant que prototype de l'urbanisme durable adapté au Vexin français. Il doit permettre d'expérimenter des solutions nouvelles et de concentrer les innovations techniques, sociales et organisationnelles.
Afin de permettre une réalisation exemplaire sans peser sur le bailleur et les ménages qui portent financièrement l'opération, il est proposé d'apporter une aide à la construction afin de prendre en charge une partie importante du coût de construction induit par l'exemplarité de ce projet (les études APS ont estimé ce surcoût à 450 000 €) :
- exigence de l'ABF
- mode constructif innovant et recourant à des matériaux biosourcés ou issus du site
-comportement thermique et hygrothermique optimal permettant de réduire au maximum les consommations énergétiques
- utilisation et production d'énergies renouvelables pour les besoins résiduels.
Le bénéficiaire de la subvention du Parc sera l'aménageur, la SCIA (société civile immobilière

d’attribution) du Champ foulon.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au contrat de parc 2018-2020, la Région participe à hauteur de 100% de cette action du volet socle.

Localisation géographique :

Ableiges	Cormeilles-en-Vexin	Hodent	Omerville
Aincourt	Courcelles-sur-Viosne	Jambville	Parmain
Ambleville	Drocourt	Juziers	Ronquerolles
Amenucourt	Ennery	La Chapelle-en-Vexin	Sagy
Arronville	Epiais-Rhus	La Roche-Guyon	Sailly
Arthies	Evecquemont	Labbeville	Saint-Clair-sur-Epte
Auvers-sur-Oise	Follainville-Dennemont	Lainville-en-Vexin	Saint-Cyr-en-Arthies
Avernes	Fontenay-Saint-Père	Le Bellay-en-Vexin	Saint-Gervais
Banthelu	Frémainville	Le Heaulme	Saint-Martin-la-Garenne
Berville	Frémécourt	Le Perchay	Santeuil
Boissy-l'Aillerie	Frouville	Livilliers	Seraincourt
Bray-et-Lû	Gaillon-sur-Montcient	Longuesse	Tessancourt-sur-Aubette
Bréançon	Gargenville	Magny-en-Vexin	Théméricourt
Brignancourt	Genainville	Marines	Theuville
Brueil-en-Vexin	Génicourt	Maudétour-en-Vexin	Us
Buhy	Gommecourt	Ménouville	Vallangoujard
Butry-sur-Oise	Gouzangrez	Mézy-sur-Seine	Valmondois
Champagne-sur-Oise	Grisy-les-Plâtres	Montalet-le-Bois	Vaux-sur-Seine
Charmont	Guernes	Montgeroult	Vétheuil
Chars	Guiry-en-Vexin	Montreuil-sur-Epte	Vienne-en-Arthies
Chaussy	Guitrancourt	Moussy	Vigny
Chérence	Haravilliers	Nesles-la-Vallée	Villers-en-Arthies
Cléry-en-Vexin	Haute-Isle	Neuilly-en-Vexin	Wy-dit-Joli-Village
Commeny	Hédouville	Nucourt	
Condécourt	Hérouville	Oinville-sur-Montcient	

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CP4 - P02-A01 - OPÉRATION 934 - soutien à l’écoconstruction dans le cadre de l'éco-hameau du Champ foulon	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région 100 % - CP4 2018-2020 - volet socle	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

ANNEXE 5 : FICHES PROJETS COMMERCES DE PROXIMITE

DOSSIER N° EX048143 - COMMUNE DE GENICOURT - CREATION D'UNE BOULANGERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	556 425,00 € HT	26,96 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GENICOURT
Adresse administrative : 8 RUE DES SABLONS
95650 GENICOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Annie POUCET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réhabilitation d'un bâtiment communal pour création d'une boulangerie

Dates prévisionnelles : 3 février 2020 - 4 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission permanente du 4 mars 2020.

Description :
Il s'agit de la réhabilitation d'un bâtiment communal (gros oeuvre et second oeuvre) pour la création d'une boulangerie dans la commune rurale de Génicourt (536 habitants) dans le Val d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles est de 556 425 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 150 000 € (montant plafonné).

Localisation géographique :

- GENICOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	492 200,00	88,46%
Achats d'études et prestations de services	64 225,00	11,54%
Total	556 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat	156 000,00	28,04%
Subvention collectivité territoriale et groupement	98 440,00	17,69%
Subvention régionale pour investissements	150 000,00	26,96%
Autofinancement	151 985,00	27,31%
Total	556 425,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° EX047404 - SAS MARA - REPRISE D'UN FONDS DE COMMERCE D'ALIMENTATION GENERALE ET CREATION D'UN RAYON BOUCHERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	78 017,36 € HT	30,00 %	23 405,21 €
	Montant total de la subvention		23 405,21 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAS MARA
Adresse administrative : 1 RUE DE PARIS
78121 CRESPIERES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur THIERRY SIMON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rachat d'un fonds de commerce d'alimentation générale avec création d'un rayon boucherie traditionnelle

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission permanente du 4 mars 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de reprise de fonds de commerce d'amlimentation générale et de la création d'un rayon de boucherie traditionnelle dans la commune rurale de Feucherolles (2 862 habitants) en Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles de 78 017,36 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 23 405,21 €.

Localisation géographique :

- FEUCHEROLLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	50 000,00	64,09%
Achats de matériels, équipements et travaux	28 017,36	35,91%
Total	78 017,36	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	54 612,15	70,00%
Subvention régionale sur investissements	23 405,21	30,00%
Total	78 017,36	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° EX047665 - A UN POIL PRES - TOILETTAGE CANIN - TRAVAUX ET AMENAGEMENT DES LOCAUX

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	34 125,62 € HT	31,64 %	10 797,69 €
	Montant total de la subvention		10 797,69 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A UN POIL PRES
Adresse administrative : 4 RUE SERRET
77580 CRECY LA CHAPELLE
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame CELINE LETROU, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux et aménagement du commerce

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission permanente du 4 mars 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de modernisation (travaux et aménagement) d'un commerce de toilettage canin dans la commune rurale de Crecy-la-Chapelle (4 472 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 10 797,69 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 33 325,62 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 9 997,69 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- CRECY-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	33 325,62	97,66%
Achats d'études et prestations de services	800,00	2,34%
Total	34 125,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	23 327,93	68,36%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	9 997,69	29,30%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	2,34%
Total	34 125,62	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX047898 - LES GOURMETS D'ETRECHY - MODERNISATION DUNE BOULANGERIE/PATISSERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	15 040,00 € HT	30,00 %	4 512,00 €
	Montant total de la subvention		4 512,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES GOURMETS D ETRECHY
Adresse administrative : 17 GRANDE RUE
91580 ETRECHY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame SONIA PEREIRA, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réaménagement de l'espace de production et de la devanture

Dates prévisionnelles : 9 décembre 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission permanente du 4 mars 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de réaménagement de l'atelier de production et de la devanture d'une boulangerie/pâtisserie dans la commune rurale d'Etrechy (6 024 habitants) en Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles de 15 040 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 4 512 €.

Localisation géographique :

- ETRECHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	15 040,00	100,00%
Total	15 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (à préciser)	4 512,00	30,00%
Emprunt bancaire	10 528,00	70,00%
Total	15 040,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° EX047959 - LE 22 - MODERNISATION D'UN SALON DE COIFFURE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	52 462,65 € HT	30,00 %	15 738,67 €
	Montant total de la subvention		15 738,67 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE22
Adresse administrative : 47 RUE GRANDE
77250 MORET LOING ET ORVANNE
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Monsieur ROMAIN TRSTENJAK, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation d'un salon de coiffure

Dates prévisionnelles : 13 mars 2020 - 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'un projet de modernisation d'un salon de coiffure dans la commune de Moret-Loing-et-Orvanne (EPCI rural)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des investissements éligibles de 52 462,65 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 15 738,67 €.

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	52 462,65	100,00%
Total	52 462,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	36 723,98	70,00%
Subvention régionale investissements matériels	15 738,67	30,00%
Total	52 462,65	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° EX047964 - LA BIO'LANGERIE - Christophe PIAN

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	173 300,00 € HT	29,31 %	50 800,00 €
	Montant total de la subvention		50 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIO'LANGERIE
Adresse administrative : 1 RUE ALPHONSE TELLIER
77165 IVERNY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE PIAN

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise d'un fonds de commerce de boulangerie/pâtisserie

Dates prévisionnelles : 20 décembre 2019 - 26 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission permanente du 4 mars 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de reprise d'un fonds de commerce de boulangerie/pâtisserie dans la commune rurale de Charny (1 300 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 50 800 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 172 500 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné) ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- CHARNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	172 500,00	99,54%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,46%
Total	173 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	107 500,00	62,03%
Autofinancement	15 000,00	8,66%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	50 000,00	28,85%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,46%
Total	173 300,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° EX048004 - SASU PIERRE POUPARD - MODERNISATION D'UNE BOULANGERIE/PATISSERIE/TRAITEUR

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	28 805,20 € HT	30,00 %	8 641,56 €
	Montant total de la subvention		8 641,56 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SASU PIERRE POUPARD
Adresse administrative : 1 RUE THIEBAULT
95690 NESLES LA VALLEE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PIERRE POUPARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation d'une boulangerie/pâtisserie/traiteur

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de la modernisation avec de nouveaux équipements (chambre froide, four) d'une boulangerie/pâtisserie dans la commune rurale de Nesles-la-Vallée (1 858 habitants) dans le Val d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles est de 28 805,20 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention d'un montant maximum de 8 641,56 € .

Localisation géographique :
- NESLES-LA-VALLEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	28 805,20	100,00%
Total	28 805,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	20 163,64	70,00%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	8 641,56	30,00%
Total	28 805,20	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° EX048089 - JEANNE SNC - REPRISE ET RENOVATION / MODERNISATION D'UN CAFE BAR/TABAC/RESTAURATION

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	224 000,00 € HT	22,32 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEANNE SNC
Adresse administrative : 7 GRANDE RUE
78720 DAMPIERRE EN YVELINES
Statut Juridique : Société en Nom Collectif
Représentant : Monsieur PIERRE DIRIL, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise du fonds de commerce d'un café et rénovation modernisation

Dates prévisionnelles : 24 octobre 2019 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission permanente du 4 mars 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de reprise d'un fonds de commerce d'un tabac dans la commune rurale de Dampierre-en-Yvelines (1 063 habitants) en Yvelines.
La rénovation et modernisation de ce fonds de commerce permettra d'établir une activité de barc/tabac/restauration et de créer 3 emplois salariés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles de 224 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné).

Localisation géographique :

- DAMPIERRE-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	136 000,00	60,71%
Achats de matériels, équipements et travaux	88 000,00	39,29%
Total	224 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	100 000,00	44,64%
Autofinancement	74 000,00	33,04%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	50 000,00	22,32%
Total	224 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° EX048144 - DU PAIN MAIS PAS QUE - REHABILITATION ET AMENAGEMENT D'UNE BOULANGERIE/PATISSERIE/PETITE RESTAURATION

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	635 865,80 € HT	10,25 %	50 800,00 €
	Montant total de la subvention		50 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DU PAIN MAIS PAS QUE
Adresse administrative	:	38 RUE GRANDE 77760 RECLOSES
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur FRANK BIELIKOFF, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Déménagement d'une boulangerie/pâtisserie et création de nouveaux services : café, petite restauration

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'un projet de déménagement d'une actuelle boulangerie et de son transfert dans un espace à réhabiliter et à agencer de manière à créer de nouveaux services (bar, petite restauration). Ce projet est situé dans la commune rurale de Récloses (659 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total de la subvention s'élève à 50 800 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 494 960 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné) ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à une prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :

- RECLOSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	494 960,00	77,84%
Achats d'études et prestations de services	140 905,80	22,16%
Total	635 865,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	294 160,00	46,26%
Autofinancement	290 905,80	45,75%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	50 000,00	7,86%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,13%
Total	635 865,80	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° EX048149 - EPIS ET PAINS - MODERNISATION ET DEVELOPPEMENT DE L'APPAREIL DE PRODUCTION D'UNE BOULANGERIE/PATISSERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	72 376,28 € HT	30,00 %	21 712,88 €
	Montant total de la subvention		21 712,88 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPIS ET PAINS
Adresse administrative : 5 RUE DE GALLY
78450 CHAVENAY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BRUNO MONDET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Accroissement de l'appareil de production

Dates prévisionnelles : 11 juillet 2020 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de répondre au développement de l'activité de cette boulangerie/pâtisserie en investissant dans de nouveaux équipements pour l'appareil de production (four, équipement de meunerie, etc.).
Ce commerce se situe dans la commune rurale de Chavenay (1 889 habitants) dans les Yvelines.
A terme (début 2021), ce projet créera 2 emplois salariés pérennes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles de 72 376,28 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de subvention de 21 712,88 €.

Localisation géographique :
- CHAVENAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	72 376,28	100,00%
Total	72 376,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	20 000,00	27,63%
Autofinancement	30 663,40	42,37%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	21 712,88	30,00%
Total	72 376,28	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-097

DOSSIER N° EX048153 - PETIT CHRISTOPHE - CREATION D'UNE BOULANGERIE/PATISSERIE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	365 374,00 € HT	13,90 %	50 800,00 €
	Montant total de la subvention		50 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BOULANGERIE PETIT
Adresse administrative	:	RUE ORADOUR SUR GLANE 95270 CHAUMONTEL
Statut Juridique	:	Monsieur
Représentant	:	Monsieur CHRISTOPHE PETIT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une boulangerie/pâtisserie

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2020 - 20 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission permanente du 4 mars 2020.

Description :
Il s'agit de la création d'une boulangerie/pâtisserie ainsi que l'acquisition d'équipements dans la commune rurale de Chaumontel (3 316 habitants) dans le val d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 50 800 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 364 574 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné) ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI du Val d'Oise.

Localisation géographique :

- CHAUMONTEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	364 574,00	99,78%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,22%
Total	365 374,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention collectivité territoriale et groupement	14 574,00	3,99%
Emprunt bancaire	300 000,00	82,11%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	50 000,00	13,68%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,22%
Total	365 374,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

ANNEXE 6 : FICHES PROJETS DEROGATIONS STAGES

Commission permanente du 19 septembre 2018 - CP2018-376
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 - CP 2020-097

DOSSIER N° EX038009 - BIO PAYSAN - CREATION D'UNE EPICERIE BIO

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	24 736,00 € HT	32,26 %	7 980,00 €
	Montant total de la subvention		7 980,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE BIO PAYSAN
Adresse administrative : 4 RUE JEAN GALLAND
77570 CHATEAU-LANDON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BENJAMIN ITIE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une épicerie bio

Dates prévisionnelles : 25 mai 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'ouverture du commerce a eu lieu fin mai afin de pouvoir couvrir les charges (emprunt et loyer). Les investissements nécessaires à l'ouverture doivent être réalisés au préalable.

Description :
Il s'agit d'un projet de création d'une épicerie bio située à Château-Landon (3 040 habitants), en Seine-et-Marne.
Le gérant souhaite valoriser les circuits courts en proposant des produits issus de la production locale.
Cette activité sera complétée par un espace ressourcerie pour donner une seconde vie à des produits destinés à être jetés, et par un espace de vie type salon de thé où seront organisés des évènements sur le thème du développement durable.
Déjà récompensée par le Prix de la créativité décerné par La Maison de l'Emploi et de la Formation de Sénart, cette structure permettra la création de 2 emplois.
Le projet est accompagné par la CCI de Seine-et-Marne.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant total de s'élève à 7 980 € se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 23 936 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 7 180 €
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne

Localisation géographique :
- CHATEAU-LANDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagements (plomberie, électricité, enseigne, vitrines ...)	23 230,00	93,91%
Achats d'équipements professionnels (bocaux, contenants...)	706,00	2,85%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	3,23%
Total	24 736,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale (travaux et équipements)	7 180,00	29,03%
Aide régionale (ingénierie)	800,00	3,23%
Prêt bancaire	16 756,00	67,74%
Total	24 736,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 17 octobre 2019 - CP2019-375
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 - CP 2020-097

DOSSIER N° EX046674 - BOUCHERIE BOUQUET - AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DE LA BOUCHERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	85 300,00 € HT	30,00 %	25 590,00 €
	Montant total de la subvention		25 590,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: BOUCHERIE BOUQUET
Adresse administrative	: 3 AVENUE JEAN MERMOZ 95530 LA FRETTE SUR SEINE
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur JEREMY BOUQUET, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement et équipement de la boucherie

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 1 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la commission permanente du 17 octobre 2019.

Description :
Il s'agit d'un projet d'aménagement et d'équipement d'une boucherie dans la commune rurale de Beaumont-sur-Oise (9 695 habitants) dans le Val d'Oise.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles de 85 300 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 25 590 €

Localisation géographique :

- BEAUMONT-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	85 300,00	100,00%
Total	85 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	49 710,00	58,28%
Autofinancement	10 000,00	11,72%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	25 590,00	30,00%
Total	85 300,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-083
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 - CP 2020-097

DOSSIER N° EX043564 - CATEZ - MODERNISATION DES EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS D'UNE BOUCHERIE/CHARCUTERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	21 767,00 € HT	32,57 %	7 090,00 €
	Montant total de la subvention		7 090,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CATEZ PHILIPPE GHISLAIN AUGUSTIN
Adresse administrative	:	5 PLACE DU GENERAL LECLERC 77570 CHATEAU-LANDON
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation et équipement d'une boucherie/charcuterie

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2019 - 20 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier de demande de subvention a été déposé le 18 décembre 2018.
Il n'est pas envisageable pour l'activité de cette boucherie/charcuterie d'attendre la tenue de la Commission Permanente du 20 mars 2019 pour démarrer les travaux.

Description :
Il s'agit d'un projet situé dans la commune rurale de Château-Landon (3 105 habitants) en Seine-et-Marne.
Dernier commerce de produits carnés dans cette commune, le gérant de cette boucherie/charcuterie souhaite moderniser les équipements (équipements frigorifiques) et l'aménagement de son commerce (amélioration de l'enseigne commerciale).

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 7 090 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 20 967 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 6 290 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- CHATEAU-LANDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	20 967,00	96,32%
Achats d'études et prestations de services	800,00	3,68%
Total	21 767,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	14 676,90	67,43%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	6 290,10	28,90%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	3,68%
Total	21 767,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-196
Modifiée par la commission permanente du 4 mars 2020 - CP 2020-097

DOSSIER N° EX044694 - ECHANSON DE CONDE - CREATION D'UN RESTAURANT BAR A VINS - TRAVAUX ET EQUIPEMENTS

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	250 691,00 € HT	19,94 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL ECHANSON DE CONDE
Adresse administrative : 9 PLACE DE L HOTEL DE VILLE
77260 LA FERTE-SOUS-JOUARRE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur FABRICE DURANEL, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création et aménagement d'un restaurant/bar à vins

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 1 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour des raisons de chiffres d'affaires, les travaux d'aménagement et d'équipement doivent démarrer rapidement et ne peuvent attendre la tenue de la Commission Permanente du 22 mai.

Description :
Il s'agit de la création d'un restaurant/bar à vins dans un local qui doit être aménagé. Il est situé dans la commune rurale de La Ferté-sous-Jouarre (9 764 habitants) en Seine-et-Marne.
La création de cet espace de restauration de qualité permettra de compléter l'offre de restauration dans la ville. Par ailleurs, l'expérience importante du dirigeant, la qualité de l'emplacement en coeur de ville permettent d'assurer le bien-fondé de cette création de restaurant.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles de 250 691 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné).

Localisation géographique :

- LA FERTE-SOUS-JOUARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	250 691,00	100,00%
Total	250 691,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale sur investissements	50 000,00	19,94%
Emprunt bancaire	150 691,00	60,11%
Autofinancement	50 000,00	19,94%
Total	250 691,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-049

DU 4 MARS 2020

DÉVELOPPEMENT, MODERNISATION DU RÉSEAU ET NOUVEAU MATÉRIEL ROULANT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU la délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 09 juillet 2015 et sa révision par délibération n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 (avenant portant sur le volet mobilité multimodale) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 par laquelle la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 2017-121 du 8 mars 2017 relative à l'approbation de la convention de financement des études Avant-Projet/Projet et premiers travaux des études d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau de la ligne Transilien J ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-412 du 18 octobre 2017 relative à l'approbation de la convention de financement des études APO et travaux d'adaptation des infrastructures entre les gares de Conflans-Sainte-Honorine et Mantes-la-Jolie sur la ligne Transilien J6 ;

VU la délibération n° CP 2018-331 du 19 septembre 2018 relative à l'approbation de la convention « Adaptation des infrastructures de SNCF Réseau en vue du déploiement du Francilien sur la branche Provins et de l'AGC sur la branche La Ferté Milon (Ligne Transilien P) - Dossier de consultation des entreprises – Réalisation des premiers travaux » ;

VU la délibération n° CP 2018-455 du 21 novembre 2018 relative à l'approbation de la convention de financement des études d'Avant-Projet, Projet (AVP/PRO) et DCE pour les installations fixes liées au garage et maintenance du matériel roulant des lignes L/A/J/, E/P, N et D/R ;

VU la délibération n° CP 2019-255 du 18 septembre 2019 relative à l'approbation de la convention « Prolongement de la ligne 11 du métro de Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier - convention de financement travaux n°4 – Prolongement » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-049 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du projet « Métro ligne 11 – Prolongement à Rosny Bois-Perrier – Convention de financement travaux n°5 » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **78 957 187 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **78 957 187 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR811-006 « Métro », action 481006011 « Métro » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »,
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »,
- Action 112 « Développement du réseau »,
- Opération 11205 « Métro Ligne 11 à Rosny Bois-Perrier ».

Article 2 :

Décide de participer au financement du projet « Ligne Transilien P - Adaptation des infrastructures en vue du déploiement du Francilien et de l'AGC - APO-REA » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **12 040 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **12 040 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »,
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »,

- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »,
- Opération 11115 « Schéma de secteurs Transilien - Ligne P ».

Article 3 :

Décide de participer au financement du projet « Transilien Ligne J – avenant n°1 à la convention de financement des adaptations des infrastructures pour le déploiement de la NAT sur la Ligne J – APO-REA » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **2 818 823 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de l'avenant joint en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **2 818 823 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »,
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »,
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »,
- Opération 11111 « Schéma de secteurs Transilien – Ligne J ».

Article 4 :

Décide de participer au financement du projet « RER D – Amélioration des accès au futur atelier de Villeneuve - APO-REA » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **24 421 620 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **24 421 620 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

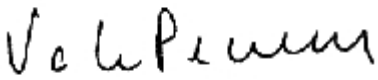
Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »,
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »,
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »,

- Opération 11104 « Schéma Directeur – RER D ».

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets jointes en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33- 10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc170672-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projet

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-049

DOSSIER N° 20000108 - TRANSILIEN LIGNE J - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE FINANCEMENT DES ADAPTATIONS DES INFRASTRUCTURES POUR LE DEPLOIEMENT DE LA NAT SUR LA LIGNE J - APO-REA

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 026 890,00 € HT	70,00 %	2 818 823,00 €
	Montant total de la subvention		2 818 823,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention complémentaire pour l'extension des études et travaux sur la ligne Transilien J en vue du déploiement du Francilien.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2015 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de démarrage correspond à la date indiquée lors du vote de la convention initiale.

Description :
L'avenant n°1 à la convention de financement des adaptations des infrastructures en vue du déploiement de la NAT sur la ligne J a pour but d'élargir le périmètre pour couvrir les branches J5 entre Paris et Vernon via Mantes-la-Jolie et J6 entre Mantes et Conflans.

Le présent avenant a pour objet également d'affecter 4 026 890 € supplémentaires (dont 2 818 823 € pour la Région) à SNCF Réseau pour mener les études d'avant-projet, Projet et les premiers travaux d'adaptation des infrastructures.

Le coût d'objectif sera défini à la suite des études AVP/PRO, en cours de réalisation par SNCF Réseau et sera validé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant

leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est financée dans le cadre du CPER 2015-2020 à hauteur de 4 026 890 € selon la clé de répartition suivante :

- Etat à 30%,
- Région à 70 %.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne J

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
APO	1 000 000,00	24,83%
REA	3 026 890,00	75,17%
Total	4 026 890,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	2 818 823,00	70,00%
Etat (en cours d'attribution)	1 208 067,00	30,00%
Total	4 026 890,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-049

DOSSIER N° 20001085 - METRO LIGNE 11 - PROLONGEMENT A ROSNY-BOIS-PERRIER - CONVENTION DE FINANCEMENT TRAVAUX N°5

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041783-200
Action : 481006011- Métro

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	139 479 017,00 € HT	56,61 %	78 957 187,00 €
	Montant total de la subvention		78 957 187,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE 75012 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-Directrice-Générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement des travaux du prolongement de la ligne 11 du métro.

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2028
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier se caractérise par :
• le prolongement de 6 km environ avec 6 nouvelles stations,
• un nouveau site de maintenance et de remisage à Rosny-sous-Bois,
• un nouveau matériel roulant (passage de 4 à 5 voitures).

Cette opération s'appuie sur une co-maîtrise d'ouvrage RATP et Île-de-France Mobilités.

Le coût d'objectif s'élève à 1 298 M€ (aux CE 01/2014), dont 1 084 M€ (aux CE 01/2014) uniquement pour le volet prolongement.

La mise en service de cette opération est prévue à horizon 2023.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers

avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux du prolongement de la ligne 11 sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020. Conformément au protocole cadre de financement approuvé par délibération n° CR 83-15 du 24 septembre 2015, la présente convention de financement permet de poursuivre les travaux sur le volet "prolongement" pour un montant global de 139 479 017 € courants, réparti comme suit :

- Etat : 24,23 % (en cours d'instruction),
- Région : 56,61 %,
- Société du Grand Paris : 11,30 % (en cours d'instruction),
- Département de Seine-Saint-Denis : 7,86 % (en cours d'instruction).

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Métro Ligne 11 à Roisny-BoisPerrier

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	139 479 017,00	100,00%
Total	139 479 017,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'attribution)	33 800 165,00	24,23%
Région	78 957 187,00	56,61%
SGP (en cours d'attribution)	15 765 003,00	11,30%
Département 93 (en cours d'attribution)	10 956 662,00	7,86%
Total	139 479 017,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-049

DOSSIER N° 20002023 - LIGNE TRANSILIEN P – ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES EN VUE DU DEPLOIEMENT DU FRANCILIEN ET DE L'AGC - APO-REA

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	17 200 000,00 € HT	70,00 %	12 040 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 040 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention d'investissement pour le déploiement du Francilien sur la branche Provins et Château-Thierry et de l'AGC sur la branche La Ferté Milon, de la ligne P du Transilien.

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2028
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ile-de-France Mobilités a approuvé le 13 juillet 2016 l'acquisition du matériel roulant NAT, dit « Francilien », sur la branche Paris – Provins, en lien avec le projet d'électrification de cette même ligne prévue à l'horizon 2021.

La ligne Paris - La Ferté Milon est actuellement desservie par du matériel roulant "AGC".
Le déploiement du Francilien sur la branche de Provins permettra de déployer les AGC sur la branche de La Ferté Milon (en UM3), ce qui nécessite d'adapter les infrastructures.

Le coût d'objectif sera défini à la suite des études AVP/PRO, en cours de réalisation par SNCF Réseau et sera validé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est financée dans le cadre du CPER 2015-2020.
Le coût du périmètre conventionnel, d'un montant de 17 200 000 €, est pris en charge par l'Etat et la région Île-de-France, selon la clé de répartition suivante :
- Etat : 30%,
- Région : 70%.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne P

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
NAT Provins/Château-Thierry et AGC La Ferté Milon	12 900 000,00	75,00%
Action tri à Pantin	4 300 000,00	25,00%
Total	17 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	5 160 000,00	30,00%
Région	12 040 000,00	70,00%
Total	17 200 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-049

DOSSIER N° 20002040 - RER D - AMELIORATION DES ACCES AU FUTUR ATELIER DE VILLENEUVE - APO-REA

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	34 888 029,00 € HT	70,00 %	24 421 620,00 €
	Montant total de la subvention		24 421 620,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour les études d'Avant-Projet/Projet (APO) et premiers travaux (REA) concernant l'amélioration des accès au futur atelier de Villeneuve sur le RER D

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération consiste à améliorer les accès au futur atelier de Villeneuve sur le RERD.

Le coût d'objectif sera défini à la suite des études AVP/PRO, en cours de réalisation par SNCF Réseau et sera validé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

La présente convention couvre les études d'Avant-Projet/Projet (APO) et les premiers travaux (REA) d'amélioration : renforcement des sous stations, adaptation des voies principales et des voies de service, accès à l'atelier.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût du périmètre conventionnel, d'un montant de 34 888 029 €, est pris en charge par l'Etat et la région Île-de-France, selon la clé de répartition suivante :

- Etat à 30 %, soit 10 466 408 €,
- Région à 70%, soit 24 421 620 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER D

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Poste encadrant PAIVS	5 316 615,00	15,24%
Accès nord SAS 1 et 2	6 849 614,00	19,63%
Accès Nord Est voie 34	11 446 100,00	32,81%
Accès Nord Ouest	5 910 700,00	16,94%
Accès ferroviaire ITIF	4 900 000,00	14,04%
Renforcement sous-station Pompadour	465 000,00	1,33%
Total	34 888 029,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	24 421 620,00	70,00%
Etat (en cours d'attribution)	10 466 409,00	30,00%
Total	34 888 029,00	100,00%

Annexe 2 : Convention Métro Ligne 11 - REA n° 5

Prolongement de la ligne 11

De Mairie des Lilas
à Rosny - Bois-Perrier

Convention de financement relative à la réalisation de l'opération

Convention de financement travaux n°5 prolongement

2020CONV

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 7

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 8

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 8

2.1. PERIMETRE DE LA CONVENTION 8
2.2. CONTENU DES DOSSIERS 9

ARTICLE 3 - ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE DU PROJET 9
3.1.1 Rappel du contexte de la maîtrise d'ouvrage conjointe 9
3.1.2 Identification et engagements des maîtres d'ouvrage conjoints ... 9
3.2 L'AUTORITE ORGANISATRICE DES MOBILITES 10
3.3 LES FINANCEURS 10
3.3.1 Identification 10
3.3.2 Financement par le Département de la Seine-Saint-Denis 10
3.3.3 Engagements 10
3.3 CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION 10

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 11

4.1 COUT GLOBAL DE L'OPERATION DE PROLONGEMENT DE LA LIGNE 11 A ROSNY – BOIS-PERRIER 11
4.2 COUT DE REALISATION DE LA CONVENTION 11
4.3 MODALITES D'ACTUALISATION 12
4.4 PLAN DE FINANCEMENT 12
4.5 MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS 12
4.5.1 Versement d'acomptes 12
4.5.2 Versement du solde 14
4.5.3 Paiement à la RATP 14
4.5.4 Domiciliation 14

ARTICLE 5. MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE 15

5.1 PAR LES FINANCEURS 15
5.2 PAR ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES 16
5.3 INTERVENTION D'EXPERTS 16

ARTICLE 6. DEFINITION ET GESTION DES ECARTS 16

6.1 DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DU COUT PREVISIONNEL DE L'AVP 16

6.2 DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DES DELAIS 16
6.3 DISPOSITIONS COMMUNES 17

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 17

7.1 COMMISSION DE SUIVI 17
7.2 COMITE DE SUIVI DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT (CSCF) 17
7.3 INFORMATION HORS COMITE ET HORS COMMISSION DE SUIVI 19
7.4 COMMUNICATION 19
7.5 OBLIGATION D'INFORMATION PAR LA MAITRISE D'OUVRAGE 19

ARTICLE 8. MODIFICATION DE L'AVANT-PROJET 19

ARTICLE 9. BILAN DE L'OPERATION 20

ARTICLE 10. STIPULATIONS GENERALES 20

10.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 20
10.2 RESILIATION DE LA CONVENTION 20
10.3 LITIGES 21
10.4 CONFIDENTIALITE 21
10.5 DATE D'EFFET DE LA CONVENTION 21
10.6 MESURES D'ORDRE 21

ANNEXES 29

Entre,

En premier lieu,

L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

La **région d'Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, dûment mandatée par délibération n° CP 2020-049 de la commission permanente en date du 4 mars 2020,

La **Société du Grand Paris** (SGP), établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège est 30 avenue des Fruitiers à Saint Denis et dont le numéro de SIRET est : 525 046 017 00030, représentée par le président du directoire,

Le **Département de la Seine-Saint-Denis** (CD 93), représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n° en date du

Ci-après désignés par les « **financeurs** » ;

En deuxième lieu,

Île-de-France Mobilités dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération de son Conseil d'administration n°2020/…… en date du ……2020,

Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités » ou « l'autorité organisatrice » ou « l'AO », et « maître d'ouvrage conjoint » ;**

La **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisiens, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à Paris 12ème, 54 quai de la Rapée, 75012 Paris, représentée par sa Présidente Directrice Générale,

Ci-après désignée par la « **RATP** », et « **maître d'ouvrage conjoint** » ;

L'ensemble des signataires de la présente convention est ci-après désigné « **les Parties** ».

Visas

VU le code des transports, et notamment les articles L. 1214-9 et suivants, L.1241-1 et suivants et L.2142-1 et suivants,
Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 modifiée relative au Grand Paris, notamment son article 20-1,
VU le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris, notamment le *o* de l'article 9, modifié par le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014,
VU le décret n° 2011-320 du 23 mars 2011 relatif aux missions de gestionnaire d'infrastructure exercées par la Régie autonome des transports parisiens (RATP) et aux transferts patrimoniaux entre l'Etat, Île-de-France Mobilités et la RATP,
VU le décret n° 2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris,
VU le Contrat de projets 2007-2013 État – Région Île-de-France signé le 23 mars 2007,
VU la délibération n° CR 75-09 du 18 juin 2009 du Conseil régional d'Île-de-France approuvant le protocole d'intention relatif à la mise en œuvre et au financement du plan de mobilisation pour les transports en Île-de-France,
VU la délibération n° CR 113-09 du Conseil régional d'Île-de-France en date du 27 novembre 2009 approuvant la charte pour l'aménagement d'un territoire durable autour du prolongement de la ligne 11 du métro,
VU le règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,
VU la délibération n° CS 2011-4 du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris en date du 26 mai 2011 adoptant l'acte motivé prévu par le V de l'article 3 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,
VU la délibération n° CR 50-11 du Conseil régional d'Île-de-France en date du 23 juin 2011 – Convention Particulière relative à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports collectifs de 2011 à 2013,
VU la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de plan 2015-2020 État – Région Île-de-France, modifiée par la délibération du Conseil Régional n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de plan 2015-2020 État – Région Île-de-France,
VU la délibération n°2013/025 en date du 13 février 2013 par laquelle le Conseil d'Île-de-France Mobilités a approuvé le schéma de principe relatif au prolongement de la ligne 11, schéma de principe également approuvé par le conseil d'administration de la RATP le 29 mars 2013,
VU la délibération n°2013/223 en date du 10 juillet 2013 par laquelle le Conseil d'Île-de-France Mobilités a approuvé la convention de financement et de réalisation du dossier d'avant-projet du prolongement de la ligne 11 actant la reprise de la branche Est de l'ex-ligne orange du Grand Paris Express par la ligne 11,
VU la délibération n°2014/0143 en date du 5 mars 2014 par laquelle le Conseil d'Île-de-France Mobilités a approuvé la déclaration de projet du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier,
VU l'arrêté inter-préfectoral n°2014-1331 en date du 28 mai 2014 déclarant d'utilité publique les travaux de prolongement à l'Est de la ligne 11 du métro parisien de « Mairie des Lilas » à « Rosny Bois-Perrier », l'aménagement des stations existantes et emportant mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes des Lilas, Romainville et Rosny-sous-Bois,
VU la délibération n° CR 67-14 du Conseil Régional d'Île-de-France en date du 21 novembre 2014 approuvant le contrat « aménagement transport » du prolongement de la ligne 11 du métro,
VU la délibération n° CP 14-814 du Conseil régional d'Île-de-France du 20 novembre 2014 approuvant les études projet du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier,
VU la délibération n°10-01 de la Commission permanente du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis en date du 20 novembre 2014 approuvant le contrat « aménagement transport » du prolongement de la ligne 11 du métro,
VU la délibération n°CS2014/11 en date du 24 novembre 2014 par laquelle le Conseil de Surveillance de la Société du Grand Paris a approuvé la convention de financement des études Projet du prolongement de la ligne 11 de la Mairie des Lilas à Rosny – Bois-Perrier,

VU l'approbation des études d'AVP par le conseil d'administration de la RATP le 28 novembre 2014,
VU la délibération n°2014/479 en date du 10 décembre 2014 par laquelle le Conseil d'Île-de-France Mobilités a approuvé les études d'AVP,
VU la délibération n°2014/479 en date du 10 décembre 2014 par laquelle le Conseil d'Île-de-France Mobilités a approuvé la convention de financement relative aux études projet du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier
VU la convention de financement des études projet du prolongement de la ligne 11 de la Mairie des Lilas à Rosny – Bois-Perrier n°2014CONV061/14DPI029 notifiée le 27 mai 2015 conclue entre l'Etat, la Région Île-de-France, la Société du Grand Paris, Île-de-France Mobilités et la RATP,
VU la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CR 83-15 du 24 septembre 2015 approuvant le protocole cadre relatif au financement du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier et l'adaptation des stations existantes de la ligne 11 du métro,
VU la délibération n° 6-2 du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis en date du 24 septembre 2015 approuvant le protocole cadre de financement du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier et de l'adaptation des stations existantes
VU la délibération n°2015/521 du Conseil d'Île-de-France Mobilités en date du 7 octobre 2015 approuvant le protocole cadre de financement du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier et de l'adaptation des stations existantes,
VU la convention de maîtrise d'ouvrage conjointe entre Île-de-France Mobilités et la RATP relative au prolongement de la ligne 11 du métro à l'est (Rosny-Bois-Perrier) et à l'adaptation de la ligne existante approuvée par délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n°2015/571 en date du 7 octobre 2015 et signée le 2 mars 2016,
VU la délibération n° CP 16-338 du Conseil régional d'Île-de-France en date du 12 juillet 2016 approuvant la convention de financement travaux n°1 du prolongement de la ligne 11 du métro,
VU la convention de financement travaux n°1 pour le prolongement de la ligne 11 notifiée en date du 28 novembre 2016,
VU la délibération n° CP 2017-117 de la Commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France en date du 8 mars 2017 approuvant la convention de financement travaux n°2 du prolongement de la ligne 11 du métro,
VU la convention de financement travaux n°2 pour le prolongement de la ligne 11 notifiée en date du 24 août 2017,
VU la délibération n° CP 2018-165 de la Commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France en date du 30 mai 2018 approuvant la convention de financement travaux n°3 du prolongement de la ligne 11 du métro,
VU la convention de financement travaux n°3 pour le prolongement de la ligne 11 notifiée en date du 31 octobre 2018,
VU la délibération n° 2019-255 en date du 18 septembre 2019 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France approuvant la convention de financement travaux n°4 du prolongement de la ligne 11 du métro,
VU la convention de financement travaux n°4 pour le prolongement de la ligne 11 notifiée en date du ……..,
VU la délibération n° 2020-049 en date du 4 mars 2020 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France approuvant la présente convention,
VU la délibération n°…… en date du du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris approuvant la présente convention,
VU la délibération n°…….. en date du de la Commission permanente du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis approuvant la présente convention,
VU la délibération n°…… en date du ……. du Conseil d'Administration de la RATP approuvant la présente convention.

Il est convenu ce qui suit :

Contexte général de l'opération

Prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier

Actuellement, la ligne 11 se caractérise par une longueur de 6,3 km et treize stations, reliant le centre de Paris (Châtelet) à la station Mairie des Lilas (Seine-Saint-Denis). Le prolongement de la ligne 11, jusqu'à la station du RER E de Rosny Bois-Perrier sur le territoire de Rosny-sous-Bois permettra de relier l'est parisien à la capitale à l'horizon 2023.

Ce prolongement prévoit la création de six nouvelles stations, dont le nom provisoire est : Serge Gainsbourg (Les Lilas), Place Carnot (Romainville), Montreuil-Hôpital (Montreuil-sous-Bois/Noisy-le-Sec), La Dhuys (Rosny-sous-Bois/Montreuil-sous-Bois), Coteaux-Beauclair (Noisy-le-Sec/Rosny-sous-Bois) et Rosny-Bois-Perrier en terminus. Le projet s'insère principalement en souterrain avec des stations enterrées. En raison de la topographie du territoire, le tracé comporte un viaduc sur une longueur de 600 m environ, avec une station aérienne (Coteaux-Beauclair).

Il entraînera une hausse du nombre de voyageurs sur la ligne 11 dans sa globalité. Pour répondre à ce besoin capacitaire, le matériel roulant actuel sera remplacé et le système d'exploitation de la ligne sera revu avec un Poste de Commande Centralisée (PCC) créé à Bagnolet.

Un nouvel atelier sera aménagé à Rosny-sous-Bois à la fois pour accueillir les rames MP14 (le Site de maintenance et de remisage (SMR) actuel n'étant pas adapté à ses dimensions) et pour intégrer le nombre de rames supplémentaires à prévoir pour le prolongement. L'atelier de maintenance actuel, situé dans l'axe de la ligne existante aux Lilas, sera donc démantelé et remplacé par ce nouvel atelier. Enfin, une zone de garage implantés à Rosny-sous-Bois assurera l'exploitation et la maintenance de l'ensemble de la ligne 11, depuis Châtelet jusqu'à Rosny - Bois-Perrier.

La station « Rosny - Bois Perrier » deviendra à terme une gare de maillage avec la ligne 15 Est du Grand Paris Express dont la mise en service est également prévue à horizon 2030.

Financement de l'opération

Ce projet était inscrit au Contrat de Projets Etat Région (CPER) Île-de-France « 2007-2013 », repris dans le Plan de Mobilisation de la Région voté en 2009, puis successivement confirmé le 26 janvier 2011 dans le protocole Etat-Région relatif aux transports publics en Île-de-France, et en 2013 à la fois dans le protocole cadre Etat-Région pour la période « 2013-2017 » signé le 19 juillet 2013 et au Schéma Directeur de la région Île-de-France (SDRIF), arrêté en Conseil régional le 18 octobre 2013 (n°CR97-13) et approuvé par le décret n°2013-1241 en date du 27 décembre 2013.

Les principes de financement de ce projet ont été retranscrits dans le contrat de plan Etat-Région 2015-2020, voté le 18 juin 2015 en Conseil régional et signé le 9 juillet 2015. Ce projet est inscrit à la revoyure du CPER validée par avenant au CPER le 7 février 2017.

Le plan de financement général a été fixé dans le protocole cadre de financement du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier et de l'adaptation des stations existantes, approuvé par le conseil d'Île-de-France Mobilités en date du 7 octobre 2015 et signé le 8 mars 2016.
L'article 3.2.2 du protocole cadre de financement indique que « *les besoins prévisionnels en AP/AE sont indiqués ci-dessous. Ces montants pourront être retravaillés lors de l'élaboration des conventions dans la limite des valeurs indiquées ci-dessous qui constituent des plafonds actualisables* ».

Or, dès 2018, la RATP a indiqué aux partenaires que le rythme des dépenses engendrées par l'opération sur le volet « prolongement » génèrerait en 2019 un besoin de trésorerie supérieur aux montants prévisionnels indiqués dans le protocole cadre.
Par conséquent, plusieurs hypothèses ont été présentées par la RATP à l'ensemble des partenaires dont l'une d'entre elles consiste à anticiper dès 2019, le versement d'une partie de la participation de la Société du Grand Paris qui aurait dû être initialement versée sur la période 2020 - 2022.
Cette hypothèse a été acceptée par la Société du Grand Paris et a été formalisée dans la convention 2019CONV265 dite « REA 4 » qui a été financée à 100% par la SGP.

Cette anticipation ne remet pas en question les clés de financement définies à l'article 2.3 du protocole cadre sur le volet prolongement.

La présente convention vise donc à financer la poursuite des travaux du prolongement de la ligne 11 depuis « Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier » et concerne en particulier le volet « prolongement ».

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des Parties pour le financement de la poursuite des travaux de réalisation du prolongement de la ligne 11 du métro.

Ainsi, elle a pour objet de définir les modalités de financement des travaux objet de la convention et de préciser les conditions de suivi de la convention et des travaux objet de la convention, dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utilisent pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Prolongement de la ligne 11 du métro de Mairie des Lilas à Rosny-Bois-Perrier - Convention de financement travaux n°5 – Prolongement »

Article 2. Contenu de la présente convention de financement

2.1. Périmètre de la convention

Dans le cadre de cette convention, la RATP assure la poursuite :

- des dossiers de consultation des entreprises (DCE), notamment pour les aménagements des stations et les systèmes d'exploitation,
- du démantèlement de l'AMT des Lilas,
- des travaux de voie, de systèmes et d'équipements électriques.

La présente convention intègre de plus :

- Les coûts de maîtrise d'ouvrage : pilotage, information, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, contribution des différentes entités de la RATP à la conduite de la phase Achats et du suivi contractuel des marchés,
- Les missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, lui permettant d'assurer la qualité des missions qu'elle dirige tant sur les plans organisationnel, juridique, économique et financier que technique,
- Les missions d'assistance réglementaires telles que coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) en phase réalisation, le contrôle technique (CT),
- La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC) du projet, qui analyse les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, détermine leurs enchaînements ainsi que le chemin critique par des documents graphiques, du commencement des travaux jusqu'à la levée des réserves,
- Le coût des maîtres d'œuvre nécessaire à la bonne exécution de leurs missions (frais d'études, etc.).

2.2. Contenu des dossiers

Ils comprennent :

- les dossiers de consultation des entreprises,
- un dossier de synthèse sur les études des concessionnaires et l'impact des déviations sur le planning général de l'opération,
- un dossier de synthèse portant sur les acquisitions foncières réalisées durant cette phase.

Lorsque la demande est formulée, l'ensemble des documents, hors dossier de consultation des entreprises (DCE), est remis par la RATP aux Parties sous format CD-Rom.

A la demande d'une des Parties, l'ensemble des documents hormis ceux concernant le système d'automatisation de l'exploitation des trains (SAET), y compris les DCE, peut être consulté auprès de la RATP.

Article 3 - Rôle et engagements des Parties

3.1 La maîtrise d'ouvrage du projet

3.1.1 Rappel du contexte de la maîtrise d'ouvrage conjointe

L'article L. 1241-4 du code des transports, dispose que :

« Île-de-France Mobilités peut assurer la maîtrise d'ouvrage ou désigner le ou les maîtres d'ouvrage de projets d'infrastructures nouvelles destinées au transport public de voyageurs, dans la limite des compétences reconnues à SNCF Réseau et à l'établissement public Société du Grand Paris.

Île-de-France Mobilités et la Régie autonome des transports parisiens exercent conjointement, dans la limite des compétences reconnues à SNCF Réseau, la maîtrise d'ouvrage des opérations, décidées à partir du 1er janvier 2010, ayant pour objet les aménagements, les extensions ou les prolongements directs, dépendants ou accessoires des lignes, ouvrages ou installations constitutifs de l'infrastructure gérée par la Régie, en application de l'article L. 2142-3 existant à la même date. Île-de-France Mobilités s'assure de la faisabilité et de l'opportunité des opérations considérées, en détermine la localisation, le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle et, sans préjudice de la contribution de la régie en assure le financement. La Régie autonome des transports parisiens choisit le processus selon lequel l'infrastructure et les matériels sont réalisés ou acquis, en assure ou en fait assurer la maîtrise d'œuvre et conclut les contrats ayant pour objet les études et l'exécution des travaux. Pour chaque opération, une convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage dont le syndicat assure le suivi et le contrôle d'ensemble. »

Le projet de prolongement de la ligne 11 n'ayant pas fait l'objet d'un schéma de principe approuvé au 1er janvier 2010, c'est donc une opération décidée après le 1er janvier 2010 devant faire l'objet d'une maîtrise d'ouvrage conjointe Île-de-France Mobilités /RATP.

La convention prévue par l'article L. 1241-4 du code des transports précisant les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée conjointement par Île-de-France Mobilités et la RATP a été signée le 2 mars 2016 (délibération du CA d'Île-de-France Mobilités 2015/521 du 7 octobre 2015).

3.1.2 Identification et engagements des maîtres d'ouvrage conjoints

Pour la réalisation de ce projet, Île-de-France Mobilités et la RATP exercent conjointement la maîtrise d'ouvrage et en assument la responsabilité conjointe.

En application de l'article L. 1241-4 du code des transports, la répartition précise des tâches et responsabilités entre les deux maîtres d'ouvrage est prévue par la convention de maîtrise d'ouvrage conjointe précitée.

3.2 L'Autorité organisatrice des mobilités

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, Île-de-France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le Maître d'ouvrage.

3.3 Les financeurs

3.3.1 Identification

Le protocole-cadre précité prévoit le plan de financement général du projet ainsi que la clé de répartition suivante :

- L'Etat : 19,78%,
- La Région : 46,15%,
- La Société du Grand Paris : 28,16%,
- Le Département de la Seine-Saint-Denis : 5,90%.

3.3.2 Financement par le Département de la Seine-Saint-Denis

Conformément au protocole de financement, il a été retenu que les montants des versements se feront selon l'échéancier suivant :

En M€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Crédits de paiement (en CE 2014)	1	4	7	7	7	7	7	7	7	7	3

L'actualisation de ces montants conduit à des appels de fonds de :

- 7 350 715,61 € courants en 2020 ;
- 7 571 237,08 € courants en 2021.

3.3.3 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation, par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 3.1.2, des travaux précisés à l'article 2 de la présente convention dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.4 de la présente convention.

3.3 Calendrier prévisionnel de réalisation

Le délai prévisionnel de réalisation de cette phase est évalué à environ 60 mois, à compter de la notification de la présente convention par Île-de-France Mobilités.
Ces missions, détaillées à l'article 2.1 de la présente convention, s'inscrivent dans le cadre du planning général, joint en annexe 2 à la présente convention.
Cette durée prévisionnelle est conforme aux dispositions de l'article 10.5 portant sur la date d'effet de la convention.

Article 4. Modalités de financement et de paiement

4.1 Coût global de l'opération de prolongement de la ligne 11 à Rosny – Bois-Perrier

Pour mémoire, le coût d'objectif du projet sur la base des études d'avant-projet (AVP), approuvées par le Conseil d'Île-de-France Mobilités le 10 décembre 2014 et par le Conseil d'Administration de la RATP le 28 novembre 2014**, a été établi à 1 298 M€ (aux CE 01/2014)**, dont 1 084 M€ (aux CE 01/2014) uniquement pour le volet prolongement.

Les montants en euros courants sont estimés en actualisant les coûts prévus aux conditions économiques de référence de janvier 2014, par application de l'indice professionnel des Travaux Publics (TP) 01.

La RATP fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien les missions visées à l'article 2 :

Estimation prévisionnelle des coûts (en M€ HT CE janvier 2014)	**Montant**
Ouvrages d'art et infrastructures des stations	496
Equipements des stations	90
Déviations réseaux	70
PCC/Système de transports/Courant faible (CF)	53
Atelier de maintenance des trains (AMT)	48
Acquisitions Foncières/ Libération d'emprises	38
Voie	47
Alimentation Energie traction	25
Opérations induites	23
Frais AMOA/MOA/Conduite de Projet (CDP)	42
Frais MOE	68
PAI	84
TOTAL	**1 084**

4.2 Coût de réalisation de la convention

Le montant prévisionnel des coûts de réalisation correspondant aux missions visées à l'article 2 est évalué à 128 955 560,00 € CE 01/2014**,** soit **139 479 017,00 € courants** selon les modalités d'actualisation prévues à l'article 4.3.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage (MOA) et de maîtrise d'œuvre (MOE).

4.3 Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de janvier 2014.

Pour être comparables aux coûts d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants:
- à partir des indices connus à la date de la convention (voir Annexe 4),
- puis de 3 % par an au-delà jusqu'à la date de fin de chantier appliqués aux montants figurant dans l'échéancier en Annexe 3.

L'actualisation est calculée à chaque acompte en prenant en compte la date de comptabilisation de la dépense. Les états d'acompte sont établis à partir des derniers indices connus; l'état du solde est établi par application des indices définitifs rapporté au montant global des dépenses objet de la présente convention.

4.4 Plan de financement

Compte-tenu des engagements précédemment contractualisés dans le cadre du projet de prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier, le plan de financement de la présente convention est établi comme suit :

Partenaire financier	Montant en € courants prévisionnels	Taux
Etat	33 800 165 €	24,23 %
région Île-de-France	78 957 187 €	56,61 %
Société du Grand Paris	15 765 003 €	11,30 %
Département de Seine Saint-Denis	10 956 662 €	7,86 %
TOTAL	**139 479 017 €**	**100,00 %**

Les engagements contractuels du Département et de la Société du Grand Paris sont en € constants, actualisables selon les conditions prévues à l'article 4.3 :
- la participation du Département est de 10 135 907 € constants CE 01/2014, soit 10 956 662 € courants prévisionnels.
- la participation de la Société du Grand Paris est de 14 571 978 € constants CE 01/2014, soit 15 765 003 € courants prévisionnels.

La participation de la Société du Grand Paris visée au présent article constitue le solde de sa contribution globale au projet telle que définie dans le protocole-cadre 2015CONV101. Par conséquent, le montant définitif de la participation de la Société du Grand Paris visée au présent article sera déterminé au moment du solde et en fonction des engagements et versements passés, dans le strict respect de sa contribution globale de 300 M€ CE de 01/2012 soit 305,3 M€ CE 01/2014.

4.5 Modalités de versement des subventions

4.5.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation par la RATP d'appels de fonds.

A cette fin, la RATP transmet, auprès de l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les

autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache trois fois par an : en avril, en octobre et une dernière fois entre novembre et décembre.

A-Versement des acomptes pour l'État, la Région, la SGP et le Département de la Seine-Saint-Denis :

Pour la Région et le CD 93, la demande de versements d'acomptes comprend :
- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention,
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant la référence des factures comptabilisées, leur montant et leur date de comptabilisation ainsi que le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4.
Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le directeur financier de la RATP.

Pour la SGP, la demande de versements d'acomptes comprend :
- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention en € courants et en € CE 01/2014,
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant la référence des factures comptabilisées, leur montant et leur date de comptabilisation ainsi que le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4, en € courants et en € CE 01/2014.
Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le directeur financier de la RATP.

Pour l'État, la demande de versements d'acomptes par chaque bénéficiaire comprend :
- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros constants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2 signé par le responsable de projet ;
- la demande d'acompte résultant des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4;
- la demande d'acompte signée par le représentant habilité du bénéficiaire ou le directeur financier.

B-Plafonnement des acomptes pour l'État, la Région, la SGP et le Département de la Seine-Saint-Denis :

Pour la région Île-de-France, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région sur le projet, conformément à l'article n°3 de la délibération de la commission permanente du 12 février 2015 (n° CR 09-15) portant sur les modalités de paiement des acomptes pour les opérations relevant du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Le Département de la Seine-Saint-Denis adopte le même principe que la Région à savoir un cumul des acomptes plafonné à 95% du montant global de l'opération indiqué à l'article 4.1 et conformément à l'article 3.3.1.

Pour l'État, le montant est plafonné à 90 % du montant global de l'opération indiqué à l'article 4.1, et conformément à l'article 3.3.1, avant le versement du solde de l'opération.

Pour la SGP, le cumul des acomptes est plafonné à 90 % du montant global de l'opération indiqué à l'article 4.1, et conformément à l'article 3.3.1.

Les financeurs demandent à avoir un échéancier actualisé des appels de fonds de la présente convention en avril et en août jusqu'à terminaison des travaux de la présente convention. En

complément, en avril et août, les MOA fournissent la prévision annuelle de paiement jusqu'à terminaison de l'opération.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du maître d'ouvrage.

4.5.2 Versement du solde

Après achèvement de l'opération de prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier, la RATP présente un relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde au maître d'ouvrage est subordonné à la production des documents signés par le représentant dûment habilité dudit maître d'ouvrage indiqué à l'article 4.5.1. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, effectué pour la SGP et le CD 93 en € courants et en € CE 01/2014 par application des indices définitifs la RATP procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fera sur présentation de la liste des factures acquittées et, pour la Région, dans le respect des dispositions de l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

4.5.3 Paiement à la RATP

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.5.1.
Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement en tant que versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance des maîtres d'ouvrage, éventuellement sous forme électronique.

4.5.4 Domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire, portant numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement) à :

RATP sur le compte ouvert au nom de RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES de CALYON, dont le RIB est le suivant :

Cobe banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
31489	00010	00 198 757 753	47

Le paiement est effectué à la RATP par virement bancaire, portant dans son libellé le numéro de référence de la facture.

La domiciliation pour la gestion des flux financiers est la suivante :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel

Etat (DRIEA)	21/23 rue Miollis 75015 PARIS	DRIEA– SPOT – CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
SGP	2, mail de la Petite Espagne CS10-011 93 212 LA-PLAINE-SAINT-DENIS Cedex	Agence comptable	01 82 46 20 05 agence.comptable@ societedugrandparis.fr
région Île-de-France	2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances et Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSSON
Département de la Seine-Saint-Denis	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, Hôtel du Département 93006 Bobigny Cedex	Direction du Développement, des Mobilités et de l'Habitat, Bureau des Mobilités Métropolitaines	Bertrand Masquelier 01 43 93 87 46 bmasquelier@seinesaintdenis.fr
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54, quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	01 58 78 21 53 subvention.investissement@ratp.fr
Île-de-France Mobilités	39-41, rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des Infrastructures Département Management de Projet & Expertises	01 82 53 81 36 api-marches@stif.info

Article 5. Modalités d'audit et de contrôle

Les maîtres d'ouvrage conjoints conservent l'ensemble des pièces comptables justificatives relatives à l'investissement objet de la présente convention, pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces.

Les financeurs se réservent le droit de solliciter des maîtres d'ouvrage conjoints, à tout moment et jusqu'à expiration de ce délai, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

5.1 Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Chaque financeur peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

A compter de la mise en service du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier, la Région pourra engager un audit financier du projet.

5.2 Par Île-de-France Mobilités

Conformément à l'article R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

Pour répondre à ce suivi, la RATP fournit et actualise les documents de suivi financier, dont les items sont détaillés à l'article 7.2, et les présente à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits à l'article 7.2.

5.3 Intervention d'experts

Sur proposition de l'Autorité organisatrice des transports après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité organisatrice, les Maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. La RATP est chargée de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

Article 6. Définition et gestion des écarts

6.1 Dispositions en cas de modification du coût prévisionnel de l'AVP

S'il apparaît que, au cours de l'opération, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif ne peut être respecté, la RATP fournit aux Parties, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Île-de-France Mobilités aux financeurs qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par la RATP et propose le cas échéant la réalisation d'un avant-projet modificatif.

Au vu de l'avis rendu par Île-de-France Mobilités, les financeurs précisent alors le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu à l'article 4.1 au titre du coût d'objectif initial du maître d'ouvrage.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs et Île-de-France Mobilités. Les maîtres d'ouvrage sont entendus et informés de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un avant-projet modificatif et d'un avenant à la convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe à la RATP.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii selon lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

En cas d'économie, la participation des financeurs est réduite en conséquence par application de la clé de répartition mentionnée à l'article 3.3.1. En cas de trop perçu, les financeurs sont remboursés à due concurrence.

6.2 Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect du délai ne peut être assuré, Île-de-France Mobilités et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Île-de-France Mobilités aux membres du comité de suivi de la convention de financement qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par la RATP, et précise la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif. Il indique notamment les

incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'opération. Par ailleurs cet avis précise l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport, de l'avis rendu par Île-de-France Mobilités et de l'avis formulé par la RATP, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, Île-de-France Mobilités et la RATP.

6.3 Dispositions communes

Si, en application des statuts de la RATP, ou des règles qui lui sont applicables, les propositions doivent faire l'objet d'une décision d'approbation d'Île-de-France Mobilités, la RATP transmet à Île-de-France Mobilités l'ensemble des pièces et dossier justificatif éventuel (avant-projet modificatif).

Île-de-France Mobilités instruit la demande de la RATP, approuve le cas échéant l'avant-projet modificatif et arrête selon les cas :

- un nouveau coût d'objectif pour la RATP,
- un nouveau délai de l'opération.

En application de ces décisions, un avenant formalisera l'ensemble des modifications apportées à la convention, notamment en termes d'augmentation:

- du coût d'objectif initial,
- du délai initial.

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.4 de la présente convention, comme le coût de la phase travaux du projet, tel qu'indiqué à l'article 4.1, constitue un plafond global.

Article 7. Organisation et suivi de la convention

Conformément à l'article L 1241-4 du code des transports, Île-de-France Mobilités s'assure de la faisabilité et de l'opportunité des opérations considérées, en détermine la localisation, le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle et, sans préjudice de la contribution de la RATP, en assure le financement, conformément aux conditions prévues par la convention d'organisation de la maîtrise d'ouvrage conjointe visée à l'article 3.1.1.

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus locaux et des financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1 Commission de suivi

Placée sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, la Commission de suivi comprend les Parties et les élus des collectivités territoriales concernées par le projet.

Elle se réunit en tant que de besoin, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins 15 jours au préalable par Île-de-France Mobilités.

La Commission de Suivi informe ses membres de l'avancement du projet et arbitre, si le Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) n'a pu diligenter, les dispositions permettant l'avancement du projet dans les meilleures conditions de respect du délai, du programme et du coût du projet notamment.

7.2 Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un comité de suivi de la convention de financement, ci-après désigné « le comité de suivi ou CSCF » comprenant l'ensemble des signataires de la présente convention. Ce comité aborde principalement les questions techniques et financières de l'opération relevant du protocole cadre et de la présente convention.

Il a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'Avant-projet. Il se réunit suite à une convocation d'Île-

de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois, en tant que de besoin et au moins deux fois par an :

1- **en séance ordinaire concernant l'avancement général de l'opération (volet opérationnel et financier),**

La RATP y présente l'avancement général de l'opération et détaille les risques notamment en matière de respect du délai de réalisation et de coût d'objectif. Cela constitue un compte-rendu de l'exécution de ses missions. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.
A cette fin, l'ensemble des documents produits par la RATP devra être transmis aux membres du comité de suivi deux semaines avant la réunion du comité de suivi.

Le suivi de l'opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel de l'opération tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel de l'opération tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour la RATP,
- un état des lieux sur la consommation des provisions (nature, origine de la demande, montant estimé, prise en charge…),
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant la même opération, la RATP effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements et de l'échéancier prévisionnel des appels de fonds. Ces tableaux couvrent la totalité de la période de l'opération. Ils sont établis en euros courants prévisionnels conventionnels et en euros aux conditions économiques de référence pour toute la période de réalisation.

Le comité de suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, de l'opération.

3/ La communication autour du projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour l'opération,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

2- **en séance extraordinaire à l'initiative d'un des membres, sur des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés en séance ordinaire.**

La RATP y présente les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au comité d'arbitrer sur ces évolutions sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 8 et 10 de la présente convention.

7.3 Information hors comité et hors commission de suivi

La RATP s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement de l'étude devant le Conseil d'Île-de-France Mobilités à la demande de ce dernier,
- à informer Île-de-France Mobilités et les Parties sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

La RATP s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les Parties, ou les experts missionnés par ceux-ci, à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Les documents présentés dans le cadre des différents organes de gouvernance prévus à l'article 7 de la présente convention, sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

7.4 Communication

Les Parties s'engagent à faire mention des financements accordés dans le cadre de la convention dans toute publication ou communication des Etudes, notamment par une indication portée sur les documents finaux. L'ensemble des dossiers d'Etudes, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des Parties de la présente convention.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, la Société du Grand Paris, le Département, la RATP,
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région, la Société du Grand Paris, le Département,
- en dernier : le logo d'Île-de-France Mobilités.

7.5 Obligation d'information par la maîtrise d'ouvrage

Conformément au Contrat de projets Etat-Région d'Île-de-France, les financeurs chargent conjointement Île-de-France Mobilités d'assurer pour leur compte le contrôle de la RATP.

Île-de-France Mobilités s'assure notamment du respect, par la RATP, des délais indiqués et des estimations conformément aux articles 3.3 et 4.2 de la présente convention.

Article 8. Modification de l'avant-projet

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 3.3) ou des coûts d'objectif précisés à l'article 4.1. de la présente convention, peut conduire, selon la réglementation applicable aux maîtres d'ouvrage ou selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un Avant-Projet Modificatif, présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que la RATP envisage des modifications de son programme dans l'opération stipulée à l'article 2, elle transmet, à Île-de-France Mobilités et aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Elle doit veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités valide les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou apprécie l'opportunité d'une saisine du comité de suivi ainsi que la nécessité de réaliser un Avant-Projet Modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Cet Avant-Projet Modificatif est présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités. Il donne lieu ensuite à la conclusion d'un avenant au protocole cadre et le cas échéant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'opération. Les travaux concernés ne peuvent avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application des stipulations de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces stipulations ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-Projet. La prise en compte de ces modifications est soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage conjoints. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

Article 9. Bilan de l'opération

La dernière convention de financement qui boucle le financement des travaux de la ligne 11 actera dans des articles spécifiques :

- les modalités de bilan financiers, d'audit et de clôture de l'opération,
- le bilan prévu par l'article L.1511-6 du code des transports.

Article 10. Stipulations générales

10.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.5.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

10.2 Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent chacun prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée aux autres parties par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des missions requises est consécutive à un cas de force majeure.

Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire du financement, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation du bénéficiaire des subventions, sauf à ce que ce dernier justifie des coûts et préjudices résultant pour lui de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues au titulaire du ou des marchés passés pour la réalisation des travaux, objet de la présente convention.

10.3 Litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la Convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

.

10.4 Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq (5) années civiles suivant son terme, les Parties s'engagent à traiter toutes les informations liées à la convention comme strictement confidentielles et non-divulgables. Ceci n'est toutefois pas applicable :

- aux résultats et notes de synthèses eux-mêmes dans l'hypothèse où, conformément à l'article 10.4 « propriété et diffusion des études » de la convention, le maître d'ouvrage propriétaire autoriserait leur diffusion par les autres Parties.
- aux rapports et délibérations du Conseil d'Île-de-France Mobilités qui ne sont pas considérés comme confidentiels.

Les Parties s'engagent ainsi à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que leurs employés, dirigeants, administrateurs, agents, sous-traitants, prestataires et mandataires amenés à avoir connaissance de ces informations confidentielles dans le cadre de leurs missions soient informés de cette obligation de confidentialité et en respectent la teneur.
- Ne pas exploiter les informations commercialement sensibles dont elles ont eu connaissance dans le cadre de la négociation ou de la mise en œuvre de la convention.

Cette obligation n'interdit cependant pas la divulgation de ces informations lorsqu'une telle divulgation ou utilisation est exigée (i) par la loi ou par toute décision de justice rendue exécutoire, (ii) pour permettre le plein exercice des droits dont chacune des Parties est titulaire en vertu de la Convention, (iii) par l'objet d'un litige relatif à l'application de la Convention ou (iv) si cette divulgation est effectuée à l'attention des conseils des Parties, à la condition qu'ils s'engagent à respecter les dispositions du présent article.

Préalablement à toute divulgation ou utilisation d'une quelconque information relative à la convention et l'application des points (i), (ii) et (iii) du paragraphe précédent, chaque Parties notifie sans délai aux autres Parties la raison qui lui impose de divulguer les informations, cela afin de fournir aux autres Parties la possibilité soit de contester cette divulgation ou utilisation soit d'en agréer le contenu.

10.5 Date d'effet de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Néanmoins, la présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la commission permanente de la région Île-de-France.

Sans préjudice de l'article 10.5, la convention expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 10.2, soit après le solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.5.2 et au plus tard 72 mois après la mise en service.

10.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

Fait en six exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée le

Pour l'Etat

Michel CADOT
Préfet de la région d'Île-de-France
Préfet de Paris

Fait en six exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée le

Pour la Région

Valérie PECRESSE
Présidente du conseil régional d'Île-de-France

Fait en six exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée le

Pour la Société du Grand Paris

Thierry DALLARD
Président du directoire

Fait en six exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée le

Pour le Département de la Seine Saint-Denis

Stéphane TROUSSEL
Président du Conseil départemental

Fait en six exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée le

Pour la RATP

Catherine GUILLOUARD
Présidente Directrice Générale

Fait en six exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée le

Pour Île-de-France Mobilités

Laurent PROBST
Directeur Général

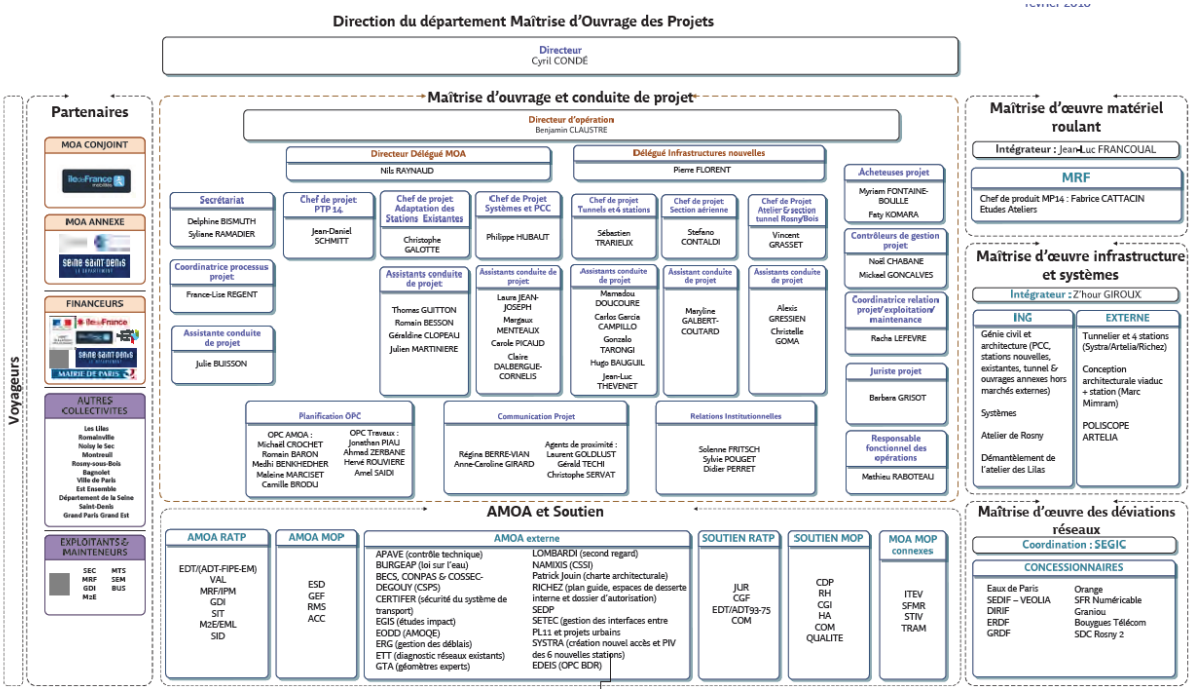
ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

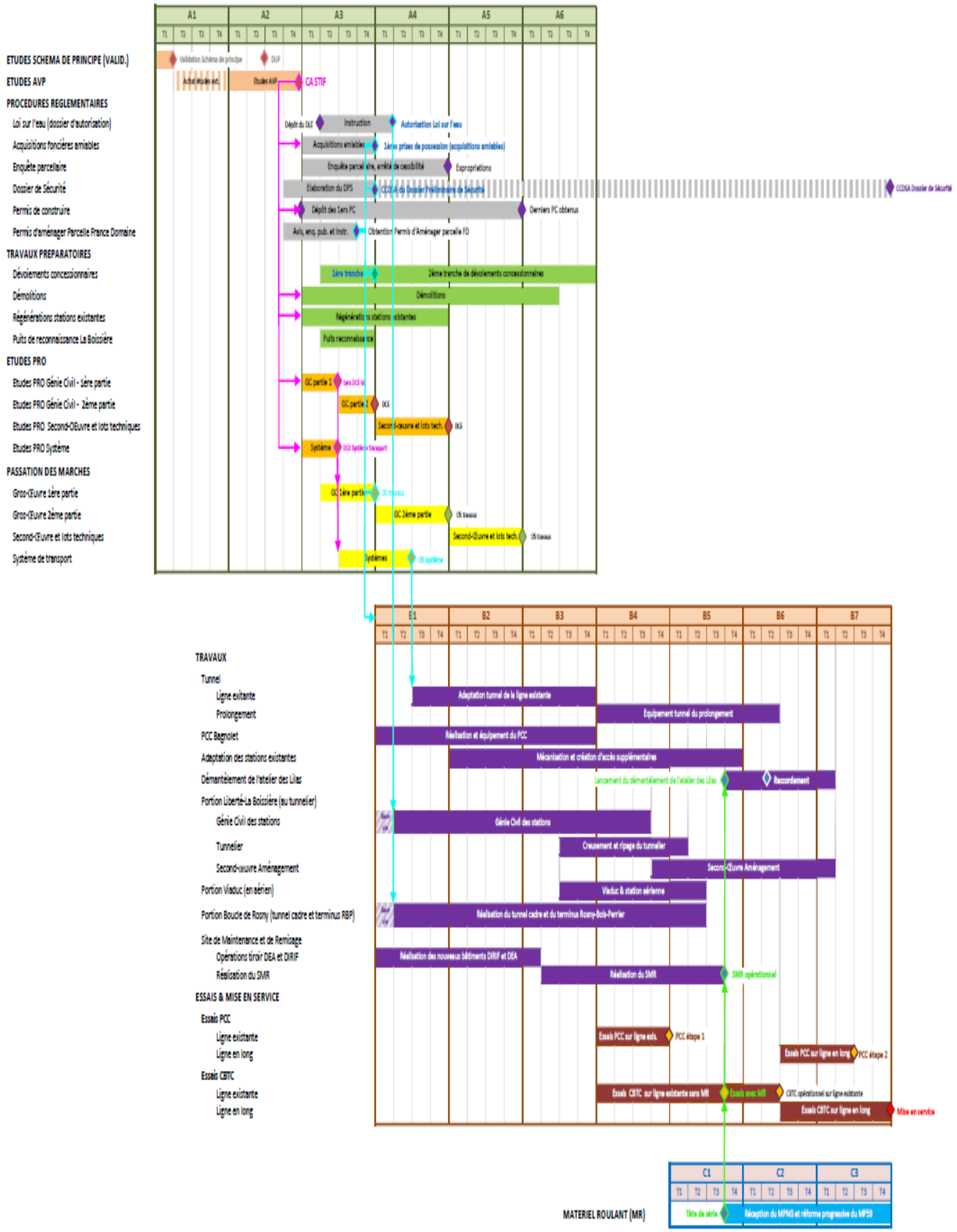
Annexe 2 : Calendrier

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ANNEXE 1 : Organigramme de l'opération



ANNEXE 2 : Calendrier de l'Avant-Projet



ANNEXE 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

€ Courants	Clé	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Etat	24,23%	3 380 016,50	6 760 033,00	6 760 033,00	6 760 033,00	6 760 033,00	2 366 011,55	1 014 004,95	33 800 165,00
RIF	56,61%	7 895 718,70	15 791 437,40	15 791 437,40	15 791 437,40	15 791 437,40	5 527 003,09	2 368 715,61	78 957 187,00
SGP	11,30%	1 576 500,30	3 153 000,60	3 153 000,60	3 153 000,60	3 153 000,60	1 103 550,21	472 950,09	15 765 003,00
CD93	7,86%	1 095 666,20	2 191 332,40	2 191 332,40	2 191 332,40	2 191 332,40	766 966,34	328 699,86	10 956 662,00
TOTAL	100,00%	13 947 901,70	27 895 803,40	27 895 803,40	27 895 803,40	27 895 803,40	9 763 531,19	4 184 370,51	139 479 017,00

€ CE 01/2014	Clé	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Etat	24,23%	3 124 593,20	6 249 186,40	6 249 186,40	6 249 186,40	6 249 186,40	2 187 215,24	937 377,96	31 245 932,00
RIF	56,61%	7 300 174,30	14 600 348,60	14 600 348,60	14 600 348,60	14 600 348,60	5 110 122,01	2 190 052,29	73 001 743,00
SGP	11,30%	1 457 197,80	2 914 395,60	2 914 395,60	2 914 395,60	2 914 395,60	1 020 038,46	437 159,34	14 571 978,00
CD93	7,86%	1 013 590,70	2 027 181,40	2 027 181,40	2 027 181,40	2 027 181,40	709 513,49	304 077,21	10 135 907,00
TOTAL	100,00%	12 895 556,00	25 791 112,00	25 791 112,00	25 791 112,00	25 791 112,00	9 026 889,20	3 868 666,80	128 955 560,00

Note 1 : les montants prévisionnels d'appels de fonds du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis renseignés sont théoriques. Les fonds effectivement appelés dans l'année le seront en application de l'article 3.3.2.

ANNEXE 4 : Méthodologie de calcul de l'actualisation conventionnelle

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect d'un coût d'objectif en € constants, en l'occurrence, pour le prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois-Perrier, aux conditions économiques de janvier 2014. La référence au coût d'objectif en € constants permet de comparer les coûts entre eux et de s'assurer du respect du coût d'objectif, indépendamment des fluctuations conjoncturelles.

Les financeurs affectent les subventions (AP/AE) en € courants, au fur et à mesure de l'état d'avancement du projet. C'est pourquoi, les conventions de financement prévoient une méthodologie de calcul en € courants conventionnels.

Le montant prévisionnel du projet (qu'il s'agisse du coût d'objectif ou du coût de la phase de réalisation ou le montant de la présente convention), en € courants conventionnels, est calculé de la manière suivante :

- actualisation du montant en € constants au regard de l'indice de janvier 2019. Compte tenu du changement de base des indices TP à compter d'octobre 2014, la série des index en vigueur entre juin 2011 et octobre 2014 est harmonisée par application du coefficient de raccordement de l'INSEE ;

Valeur TP01	
janv-14	107,6
Janv-19	**109,7**

- à partir de la chronique de dépenses du maître d'ouvrage, application du taux de 3 % par an jusqu'en 2021 inclus.

Convention ligne Transilien P - adaptations des infrastructures pour nouveau matériel roulant

2020

Ligne Transilien P

Convention de financement

Adaptation des infrastructures en vue du déploiement du Francilien et de l'AGC – APO-REA

SOMMAIRE

Article 1. Objet de la convention 6
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation 6
2.1. Périmètre de la Convention 6
2.2. Délais de réalisation 7
Article 3. Rôles et engagements des parties 7
3.1. L'autorité organisatrice de la mobilité 7
3.2. La maîtrise d'ouvrage 7
3.2.1. Identification du maitre d'ouvrage 7
3.2.2. Périmètre d'intervention du maitre d'ouvrage 7
3.2.3. Engagements du maître d'ouvrage 7
3.3. Identification des financeurs 8
3.4. Engagements des financeurs 8
Article 4. Modalités de financement et de paiement 8
4.1. Coûts détaillés du Maître d'ouvrage 8
4.2. Plan de financement 9
4.3. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 9
4.3.1. Echéanciers des appels de fonds 9
4.3.2. Versement d'acomptes 9
4.3.3. Versement du solde 10
4.3.4. Paiement 10
4.3.5. Bénéficiaire et domiciliation 11
4.4. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 11
4.5. Comptabilité du Bénéficiaire 11
Article 5. Modalités de contrôle 12
5.1. Par les financeurs 12
5.2. Par Île-de-France Mobilités 12
5.3. Intervention d'experts 12
Article 6. MODALITES D'AUDIT 12
Article 7. Gestion des écarts suite à l'approbation des dossiers d'avant-projet 12
7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 12
7.2. Dispositions en cas de modification des délais 13
Article 8. Organisation et suivi de la convention 13
8.1. Le comité de suivi de la convention de financement 13
8.2. Le comité des financeurs 14
8.3. Information des financeurs hors instances partenariales 14
8.4. Suivi de la communication institutionnelle 15
Article 9. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS relatifs aux travaux sncf reseau 15
Article 10. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE L'OPERATION 15
Article 11. Propriete, communication et diffusion des etudes 16
Article 12. Dispositions générales 16
12.1. Modification de la convention 16
12.2. Règlement des litiges 16
12.3. Résiliation de la convention 17
12.4. Date d'effet et durée de la convention 17
12.5. Mesures d'ordre 17
Annexes 19

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,
- La **région d'Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la présidente du conseil régional, dûment mandatée par délibération n° CP2020-049 de la commission permanente du conseil régional en date du 4 mars 2020,

  Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Société Anonyme au capital de 500 000 000 €, inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro SIREN 412 280 737, dont le siège est situé 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 93 418 La Plaine St Denis, représenté par Guillaume MARBACH, en qualité de Directeur Général IDF, dûment habilité à cet effet,

  Ci-après désigné par « **le maître d'ouvrage »**, le « **bénéficiaire** »,

- **Île-de-France Mobilités**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°…….. en date du ……..,

  Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités** », « **IDFM** », « **l'Autorité Organisatrice** », « **l'AO** ».

  Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** ».

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de la commande publique,

Vu la loi n°2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire,

Vu le décret n° 2017-443 du 30 mars 2017 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau,

Vu le décret n° 2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la société SNCF Réseau,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016,

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2016-220 du 1er juin 2016 relative à l'approbation du schéma directeur du réseau Paris Est,

Vu la délibération n° CP 2018-082 du 16 mars 2018 relative à l'approbation de la convention « Adaptation du RFN pour la réalisation du site de maintenance et de garage de Vaires-sur-Marne - travaux »,

Vu la délibération n° CP 2017-121 du 8 mars 2017 relative à l'approbation de la convention de financement portant sur les études préliminaires, les acquisitions de données, le dossier d'AVP et le dossier PRO pour l'adaptation des infrastructures de SNCF Réseau pour le déploiement généralisé du Francilien sur la ligne P, signée le 11 juillet 2017,

Vu la délibération n° CP 2018-331 du 19 septembre 2018 relative à l'approbation de la convention « Adaptation des infrastructures de SNCF Réseau en vue du déploiement du Francilien sur la branche Provins et de l'AGC sur la branche La Ferté Milon (Ligne Transilien P) - Dossier de consultation des entreprises – Réalisation des premiers travaux », signée le 12 avril 2019,

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2018/459 du 9 octobre 2018 relative à l'approbation de la convention « Adaptation des infrastructures de SNCF Réseau en vue du déploiement du Francilien sur la branche Provins et de l'AGC sur la branche La Ferté Milon (Ligne Transilien P) - Dossier de consultation des entreprises – Réalisation des premiers travaux »,

Vu la délibération n° CP 2020-049 du 4 mars 2020 relative à l'approbation de la présente convention,

Vu la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n°2020/… du ……. 2020 relative à l'approbation de la présente convention,

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant l'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Francilien, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne les Etudes d'avant-projet et Projet réalisées par le maître d'ouvrage définies dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes d'Avant-projet Projet réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Coût prévisionnel** » : coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation conventionnelle.

« **Euros courants** » : euros constants à la date des conditions de référence retenues pour établir le coût d'objectif, actualisés selon la méthode d'indexation précisée dans la convention.

PREAMBULE

La desserte de la branche Paris-Provins de la ligne P est effectuée au moyen du matériel roulant « AGC ».

La desserte de la branche Paris – La Ferté Milon de la ligne P est effectuée, sur la section Trilport – La Ferté Milon non électrifiée, au moyen du matériel diesel BB67400 + RIB dont l'échéance de révision générale est proche (2022).

Lors de la séance de son Conseil du 13 juillet 2016, le Syndicat des Transports d'Île-de-France a approuvé l'acquisition et le déploiement du matériel roulant NAT, dit « Francilien », sur la branche Paris – Provins en lien avec le projet d'électrification de cette même ligne, dont la livraison des travaux est prévue à l'horizon 2021.

Le déploiement du Francilien sur la branche Provins de la ligne P permettra de redéployer les AGC y circulant actuellement, sur les missions Meaux - La Ferté Milon (en UM3), ce qui nécessite au préalable d'adapter les infrastructures ferroviaires de SNCF Réseau.

C'est pourquoi, par délibération n° CP 2017-121 du 8 mars 2017, la commission permanente du conseil régional a approuvé la convention de financement portant notamment sur les études préliminaires, les acquisitions de données, le dossier d'AVP et le dossier PRO pour l'adaptation des infrastructures de SNCF Réseau pour le déploiement du Francilien en UM2 sur la branche Paris – Provins, pour le déploiement du Francilien en US/UM2 sur la branche Paris Château Thierry et du redéploiement d'AGC en UM3 sur la branche Paris - La Ferté Milon. La subvention des partenaires s'est élevée à 3 200 000 €, dont 2 240 000 € ont été apportés par la Région et 960 000 € par l'Etat.

Par délibération n° CP 2018-331 du 19 septembre 2018, la commission permanente du conseil régional a approuvé la convention de financement portant sur la réalisation du dossier de consultation des entreprises et la réalisation des premiers travaux d'adaptation des infrastructures de SNCF Réseau en vue du déploiement du Francilien sur la branche Provins et de l'AGC sur la branche La Ferté Milon. La subvention des partenaires s'est élevée à 14 700 000 €, dont 10 290 000 € ont été apportés par la Région et 4 410 000 € par l'Etat.

Concernant l'opération de tri sur le site de Pantin

Le Technicentre de Noisy est saturé. Le taux de saturation de 98% des voies fosse / passerelle en 2018 (calcul Transilien), devrait continuer d'augmenter suite au déploiement de la NAT sur la branche Provins et avec l'arrivée des futures rames du RER NG dans le cadre du projet Eole. Cette saturation a des conséquences sur les capacités d'entretien du parc ainsi que sur la ponctualité.

L'objectif du réaménagement du site est d'effectuer un premier tri sur le site de Pantin des rames Z50000, afin de n'envoyer que les rames réellement « malades » au Technicentre de Noisy-le-Sec qui est aujourd'hui fortement saturé, et de garder les rames « saines » sur le site de Pantin.
Le tri de 5 rames par vacation sur le site de Pantin, soit 10 rames par jour, permettrait, conformément aux calculs effectués par Transilien, de baisser de 10 points le taux de saturation du technicentre de Noisy.

Coût d'objectif prévisionnel global du projet

Le coût de la phase REA de l'opération d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement de NAT sur la ligne P entre Gretz et Provins, entre Meaux et Château-Thierry et d'AGC en UM3 entre Paris et La Ferté Milon est estimé, au stade des études préliminaires à 27,6 M€ HT courants.
Au stade des études préliminaires, il a été identifié des travaux en dehors de l'Île-de-France (Région Hauts-de-France) pour la branche Meaux Château-Thierry.

Ce coût d'objectif sera actualisé à la suite des études AVP/PRO, en cours de réalisation par SNCF Réseau et sera validé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont définies dans les études AVP des différentes opérations. Le maitre d'ouvrage justifie *in fine* le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de signature de la convention
- puis par application d'une hypothèse d'évolution de l'indice TP01 de 3 % par an au-delà.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet de :

- définir les conditions et modalités de financement des opérations sur la ligne Transilien P en vue:
  - du déploiement des rames NAT sur les branches Paris Provins et Paris Château-Thierry;
  - du déploiement des rames AG en UM3 sur le branche Paris Château-Thierry ;
  - de la réalisation de l'opération « action de tri » à Pantin ;

La convention précise le contenu et les conditions de suivi des opérations dans le respect du calendrier général de l'Opération et définit les documents à remettre aux Parties.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au Projet, objet de la Convention, la dénomination unique suivante :

« **Ligne Transilien P - Adaptation des infrastructures de SNCF Réseau en vue du déploiement du Francilien et de l'AGC - APO-REA ».**

ARTICLE 2. PÉRIMÈTRE ET CALENDRIER DE RÉALISATION

2.1. Périmètre de la Convention

La convention porte sur le financement de :

Opérations	Caractéristiques	Enjeu	Phases concernées
Adaptations VP et VS MEX AGC en UM3 sur Trilport / La Ferté Milon, NAT sur l'axe Château Thierry et sur l'axe Provins	Permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par les rames NAT (US/UM) et AGC (UM3), les circulations techniques associées et les aménagements des VS nécessaires	Circulation du matériel roulant	- Phase études APO - Phase REA 1ère partie
Opération « action de tri » à Pantin	Permettre la gestion du matériel sur Pantin avant envoi à Noisy	Désaturation TNC de Noisy	- Phase études APO - Phase REA

2.2. Délais de réalisation

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à achever les travaux, objet de la présente convention, dans un délai de 48 mois à partir de la notification de la Convention.

Un calendrier prévisionnel figure en Annexe 1.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'autorité organisatrice de la mobilité

Conformément aux dispositions prévues aux articles L.1241-2 et R.1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit les maîtres d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

3.2. La maîtrise d'ouvrage

3.2.1. Identification du maitre d'ouvrage

Le maître d'ouvrage des opérations objet de la présente convention est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

3.2.2. Périmètre d'intervention du maitre d'ouvrage

SNCF Réseau est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans les dossiers d'Avant-projet approuvés par le Conseil d'Île-de-France Mobilités pour les différents projets d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien P dans la perspective du déploiement des NAT et AGC.

SNCF Réseau est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes des Avant-projets pour les opérations mentionnées aux articles 2.1 et 2.2 qui seront validés par le Conseil d'Île-de-France Mobilités et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Engagements du maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation travaux, dès lors que les financements obtenus permettront de mener les réalisations jusqu'à leur terme, conformément aux coûts et délais des AVP correspondants qui seront approuvés par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Sous réserve de disposer des financements nécessaires dans les conditions définies à la présente convention, le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des études APO et des premiers travaux, tels que définis aux articles 2.1 et 2.2 de la présente convention.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, dans les meilleurs délais, des éventuels risques de dérive du planning et/ou des coûts. Île-de-France Mobilités informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

La présente convention correspond à une anticipation par les financeurs du financement de la phase de réalisation. Un allotissement sera défini au plus tard à l'engagement de la phase de réalisation, ce qui permettra de solliciter les financeurs sur l'échéance et le montant du besoin de financement complémentaire.

Compte-tenu de l'avancement des études à la date de rédaction de la présente convention, l'engagement du maître d'ouvrage sur la phase de réalisation est sous réserve de validation par les instances de gouvernances compétentes de SNCF Réseau de l'engagement de la phase REA de chaque projet. SNCF Réseau s'engage à informer Île-de-France Mobilités dès l'intervention de cette validation.

Le Maître d'ouvrage s'engage au respect du coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence tel qu'il sera défini dans les Avant-Projets correspondants, sous réserve que la notification de la présente convention, et des suivantes, ne génère pas de retards ou d'arrêts des interventions du Maître d'ouvrage.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le Maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif fixé en euros constants.

3.3. Identification des financeurs

Le financement du Projet est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020 par l'Etat et la Région.

3.4. Engagements des financeurs

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation des études et travaux définis à l'article 2.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.2.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le périmètre et le coût objectif global du projet seront précisés une fois l'ensemble des études AVP achevés et approuvés par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Les signataires de la convention conviennent de mettre en place un financement de 17 200 000 € courants au bénéfice de SNCF Réseau pour la réalisation des études et travaux, objet de la présente convention.

Il est prévu une convention complémentaire destinée à compléter le financement du projet. La convention complémentaire sera mise en place conformément aux besoins d'engagement du maître d'ouvrage, sous réserve du vote par l'assemblée délibérante.

4.1. Coûts détaillés du Maître d'ouvrage

Le coût prévisionnel des dépenses est évalué à 17 200 000 € HT courants, décomposé comme suit :

APO – REA partielle Ligne P	Coût HT en € courants
Déploiement de l'AGC sur la branche La Ferté-Milon	2 700 000
Déploiement de la NAT sur la branche Château-Thierry	3 900 000
Déploiement de la NAT sur la branche Provins	6 300 000
Sous-total NAT à Provins/Château-Thierry et AGC à La Ferté-Milon	*12 900 000*

Action de tri à Pantin	4 300 000
Total	**17 200 000**

L'estimation de ces dépenses inclut les frais d'expertises et les frais de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus.

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect de l'enveloppe globale.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée à l'ensemble des partenaires en Comité de Suivi de la Convention de Financement, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.).

4.2. Plan de financement

L'opération est financée sous forme de subventions d'investissement suivant la clé de répartition définie dans le contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Le plan de financement est établi comme suit, en euros courants:

Partenaires financiers	Subvention en euros courants HT	Taux
Etat	5 160 000 €	30 %
région Île-de-France	12 040 000 €	70 %
TOTAL	**17 200 000 €**	**100 %**

4.3. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.3.1. Echéanciers des appels de fonds

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds.

Les financeurs sont avisés des évolutions de l'échéancier prévisionnel par le maître d'ouvrage. Au premier trimestre de chaque année, le maître d'ouvrage transmet une version mise à jour de cette annexe au comité ad hoc, tel que défini à l'Article 8. En l'absence de la transmission d'un échéancier mis à jour, les financeurs se réservent le droit de limiter leurs versements aux montants annuels inscrits dans le dernier échéancier mis à jour transmis.

Le cas échéant, les financeurs informent les maîtres d'ouvrage des difficultés éventuelles posées par une évolution substantielle de l'échéancier d'appels de fonds et proposent une solution. Si les difficultés persistent, les parties peuvent solliciter l'examen de ces difficultés par le comité *ad'hoc*.

4.3.2. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation par le bénéficiaire d'appels de fonds.

A cette fin, le bénéficiaire transmettra aux financeurs, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'Article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés et perçus au titre de la présente convention ;
- un état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage contenant la référence, la date de comptabilisation et le montant comptabilisé ainsi que le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.2.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du bénéficiaire.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.1, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.2;
- un récapitulatif des dépenses comptabilisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020 et par dérogation à son règlement budgétaire et financier, la Région applique l'article n°3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 qui dispose que les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du CPER 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

Si au moins une convention relative à cette opération a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes seront reprises dans la dernière convention de financement relative à cette opération.

4.3.3. Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 4.3.2. signés par le représentant dûment habilité de SNCF Réseau. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants.

Le versement du solde se fera sur présentation de la liste des factures acquittées et dans le respect des dispositions de l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

Si au moins une convention relative à cette opération a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au solde sont reportées dans la convention la plus récente.

4.3.4. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le maître d'ouvrage des dispositions de la Convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 4.3.2. et 4.3.3 et 4.4 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées à la connaissance des maîtres d'ouvrage, par écrit, éventuellement sous forme électronique.

4.3.5. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements seront effectués par virement bancaire à :

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SPOT/CBSF	01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région	2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen	Pôle finances Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSSON, Pôle finances – Direction de la comptabilité
Île-de-France Mobilités	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction ferroviaire	sylvie.tamisier@iledefrance-mobilites.fr 01.47.53.28.29
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

4.4. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, la subvention devient caduque et est annulée si à l'expiration **d'un délai de trois (3) ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.5. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution du projet, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Île-de-France Mobilités

Dans le cadre de l'article R.1241-30 du code des transports, l'autorité organisatrice de la mobilité veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

5.3. Intervention d'experts

L'Autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'Autorité organisatrice. Le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. MODALITES D'AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 7. GESTION DES ECARTS SUITE A L'APPROBATION DES DOSSIERS D'AVANT-PROJET

Cet article concerne la gestion des écarts constatés après approbation des dossiers d'Avant-projet correspondant à l'opération.

7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les bénéficiaires s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées à due proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.2. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté par le Maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois à l'AO et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le Maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par l'AO, les financeurs préciseront alors, lors du comité des financeurs (article 8.2), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4.2 au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le Maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au Maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii selon lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

7.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des études et travaux prévus à l'article 2.2 de la présente convention ne peut être assuré, l'État, la Région et l'AO peuvent solliciter du Maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'État et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le Maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par l'AO, l'État et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'État, la Région, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance s'articule autour des deux instances suivantes qui permettent de garantir le suivi des études et travaux.

8.1. Le comité de suivi de la convention de financement

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Après chaque approbation de dossiers d'Avant-Projet correspondant à l'opération, une mise à jour des prévisions de dépenses par lot sera examinée en Comité de suivi de la convention de financement.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités (AO) avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités (AO), dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le Maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le Maître d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,

- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence tel que définis dans les AVP / APO correspondants,
- un état des lieux sur la consommation des provisions et les justifications correspondantes,
- un état d'avancement des dépenses comptabilisées et le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le montant des subventions que le Maître d'ouvrage prévoit d'appeler pour l'année en cours et l'année n+1,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, le Maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du Maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

8.2. Le comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et le Maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le Maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 8.1. Le Maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux Article 6 et Article 7 de la présente convention seront mises en œuvre.

8.3. Information des financeurs hors instances partenariales

Pendant toute la durée de validité de la convention, les Maîtres d'ouvrage s'engagent à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles des appels de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière sur le respect du calendrier et du programme.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept (7) jours avant la réunion.

8.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du maître d'ouvrage, de l'AO et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit le maître d'ouvrage, l'AO, les financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage.

Ce comité permet d'échanger sur la communication relative au projet dont notamment la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication ainsi que la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre dudit comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région ;
- en dernier : le logo d'Île-de-France Mobilités.

La surface allouée au logo de chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 9. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS RELATIFS AUX TRAVAUX SNCF RESEAU

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées des études Avant-projet / projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2.2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût objectif, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que le Maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, il transmettra à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'État et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi de la Convention de Financement ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le Maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du Maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 10. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE L'OPERATION

Le Maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq (5) ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet / Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le Maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison. Le coût d'objectif de l'opération sera arrêté dans le cadre de l'approbation de l'étude Avant-Projet / Projet par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le Maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 11. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des Etudes qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmet aux financeurs les résultats d'Etudes, après validation du comité des financeurs.

Le maître d'ouvrage transmet à l'autorité organisatrice le résultat des études visées dans la présente convention et tout autre document et support d'information nécessaires à Île-de-France Mobilités pour remplir son rôle d'autorité organisatrice.

Les Résultats des Etudes pourront être utilisés librement par l'autorité organisatrice et les financeurs dans le cadre de la poursuite de la réalisation de l'Opération.

Les résultats d'Etudes seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format informatique natif et PDF.

Chaque maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses Etudes et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des Etudes en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.3.5 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

12.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à chercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août.

Les éventuels litiges entre les parties liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal territorialement compétent, à défaut de règlement amiable.

12.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai d'un mois minimum, fixé dans le courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception par la personne publique. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf:

- si dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à un reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation du bénéficiaire des subventions, sauf à ce que ce dernier justifie des coûts et préjudices résultant pour lui de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues au titulaire du ou des marchés passés pour la réalisation des études et travaux, objet de la présente convention.

12.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 5 et 6, la présente convention expire :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.3.3 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.4.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

12.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée à ……par toutes les parties et notifiée le …… .

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris	Pour la région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Guillaume Marbach** Directeur général Île-de-France	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

Annexes

Annexe 1 : **Calendrier prévisionnel**

Annexe 2 : **Echéancier prévisionnel des appels de fonds**

Annexe 3 : **Organigramme nominatif**

ANNEXE 1
Calendrier prévisionnel

Mise en exploitation AGC en UM3 sur la branche La Ferté-Milon :	Décembre 2021
Mise en exploitation NAT (US/UM2) sur la branche Meaux Château-Thierry :	Mars 2022
Mise en exploitation NAT (US/UM2) sur la branche Paris-Provins :	Septembre 2021

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des appels de fonds

M€ courants	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
Etat	516 000	1 032 000	1 032 000	1 032 000	1 032 000	361 200	154 800	**5 160 000**
Région	1 204 000	2 408 000	2 408 000	2 408 000	2 408 000	842 800	361 200	**12 040 000**
TOTAL	**1 720 000**	**3 440 000**	**3 440 000**	**3 440 000**	**3 440 000**	**1 204 000**	**516 000**	**17 200 000**

ANNEXE 3 :
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU :

Direction Générale Île-de-France - Direction de la modernisation et du développement – Agence SDMR – Stéphane Leprince

Ligne Transilien J - Avenant n°1 à la convention adaptation des infrastructures pour la NAT

2020

Avenant 1 à la convention de financement des adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement de la NAT sur la ligne Transilien J

(Etudes APO-Travaux)

Avenant n°1

A LA CONVENTION N° 17DPI062

Table des matières

PREAMBULE 5

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT 5

ARTICLE 2 : ARTICLES MODIFIES DE LA CONVENTION INITIALE 5

ARTICLE 3 : MESURES D'ORDRE 9

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,
- **La région Île-de-France**, ci-après désignée par « la Région », représentée par la présidente du conseil régional dûment mandatée par délibération n° CP …….. de la commission permanente du …….. du conseil régional d'Île-de-France,

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau,** Société Anonyme au capital de 500 000 000 €, inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro SIREN 412 280 737 , dont le siège social est situé 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 93 418 La Plaine St Denis, représenté par M. Stéphane CHAPIRON, Directeur Modernisation et Développements SNCF Réseau Île-de-France, dûment habilité à signer la présente convention, »

Ci-après désignés par « **le maître d'ouvrage** »,

En troisième lieu,

- **Île-de-France Mobilités** dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2020/……. en date du ……..2020,

Ci-après désigné comme « **Île-de-France Mobilités** » ou **« l'autorité organisatrice** » ou « **l'AO** », le Syndicat des Transports d'Ile-de-France,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire ;

Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

Vu le décret n°2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la société SNCF Réseau,

Vu le décret 2017-443 du 30 mars 2017 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

Vu l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 du conseil régional d'Île-de-France adoptant le projet de Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du conseil régional d'Île-de-France approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 du conseil régional d'Île-de-France portant prorogation de son Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° 2016/253 du Conseil du STIF du 13 juillet 2016 approuvant les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant ;

Vu la délibération n° 2016/498 du Conseil du STIF du 15 novembre 2016 approuvant la commande de 52 NAT pour le réseau Transilien de Paris Saint Lazare ;

Vu la délibération n° CP 2017-121 du 8 mars 2017 approuvant la convention de financement des études Avant-Projet/Projet et premiers travaux des études d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau de la ligne Transilien J ;

Vu la délibération n°CP 2017-412 du 18 octobre 2017 approuvant la convention de financement des études APO et travaux d'adaptation des infrastructures entre les gares de Conflans-Sainte-Honorine et Mantes-la-Jolie sur la ligne Transilien J6, ci-après désignée « **la convention de financement initiale** », signée le 14 avril 2018 ;

Vu la délibération n° CP 2020-049 du 4 mars 2020 autorisant la signature du présent avenant ;

Vu la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n° en date du autorisant la signature du présent avenant ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Lors de la séance de son conseil d'administration du 13 juillet 2016, le Syndicat des Transports d'Île-de-France a validé l'acquisition de matériel de type NAT pour le réseau de Paris Saint-Lazare.

La convention 17DPI062 délibérée par le conseil régional d'Île-de-France le 18 octobre 2017 (n° CP 2017-412) a permis le financement des travaux d'adaptation des infrastructures nécessaires à la mise en exploitation des rames NAT sur la branche Conflans - Mantes.

Les études préliminaires pour la branche Mantes Vernon sont financées par la CFI 19FER031 délibérée par le conseil régional d'Île-de-France le 18 septembre 2019 (n° CP 2019-255).

Les parties souhaitent contractualiser le financement des études APO et des premiers travaux d'adaptation des infrastructures ferroviaires à mener sur la branche Mantes – Vernon afin de permettre le déploiement de la NAT.

A cet effet, la convention n°17DPI062 est modifiée par le présent avenant.

Le coût d'objectif du projet regroupant l'ensemble des opérations d'adaptation des voies principales sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau sera définitivement établi à l'issue des phases AVP ou APO et de leur validation par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'élargir le périmètre de la convention initiale pour compléter le financement de la ligne J concernée par le déploiement des NAT. Il permettra d'affecter 4 026 890 € supplémentaires à SNCF Réseau pour mener les études d'avant-projet, Projet et les premiers travaux d'adaptation des infrastructures.

Ainsi il convient de modifier les articles 1, 2.1, 2.2, 3.3.1, 4.1, 4.2, 4.2.1, 4.3 et 11.4 de la convention de financement initiale ainsi que les annexes 1, 2 et 3.

ARTICLE 2 : ARTICLES MODIFIES DE LA CONVENTION INITIALE

L'article 1 « objet de la convention » de la convention de financement initiale est remplacé par l'article suivant :

« La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études d'Avant-Projet/Projet ainsi que les travaux nécessaires aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement commercial de la NAT sur la ligne J
- de préciser les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement de la NAT sur la ligne J– études APO et travaux». »

L'article 2.1 « contexte » de la convention de financement initiale est remplacé par l'article suivant :

« Cette convention concerne les études et les travaux d'adaptations sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau liées aux matériels roulants NAT de la ligne J, notamment :

- Les adaptations de quais : hauteur, longueur, suppression de traversées de voies,
- Les adaptations d'équipements permettant l'arrêt en gare : pancartes, balises, visibilité des signaux, …
- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : caténaires, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques, KVB, annonces PN,…

La convention vise à permettre la réalisation des opérations et phases suivantes :

Opérations	**Caractéristiques**	**Enjeu**	**Phases concernées**
Adaptation infrastructures de la ligne J entre Conflans-Sainte-Honorine et Mantes-la-Jolie	Permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par la NAT en US/UM2 et circulation technique associée entre Poissy et Mantes-la-Jolie	Circulation matériel roulant	APO et REA
Adaptation des infrastructures de voies principales et voies de service entre Mantes la Jolie et Vernon	Permettre la circulation et la desserte commerciale des gares entre Mantes exclu et Vernon par des NAT en US/UM2	Circulation matériel roulant et garages	APO-REA (financement partiel phase REA)

»

L'article 2.2 « délais de réalisation » de la convention de financement initiale est remplacé par l'article suivant :

« Le délai de réalisation prévisionnel est fixé à 72 mois à compter de la notification de la convention par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux figure en annexe 3. »

L'article 3.3.1 « identification » de la convention de financement initiale est remplacé par l'article suivant :

« Le financement des études et travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, Les études et travaux, objet de la présente convention sont estimés à hauteur de 11 675 000 € courants, et sont financés selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 3 502 500 € ;
- La région Île-de-France (70 %), soit 8 172 500 €. »

L'article 4.1 « estimation du coût des études de projet et des travaux » de la convention de financement initiale est remplacé par l'article suivant :

« Le coût en euros courants conventionnels est estimé à 11 675 000 € HT en euros courants (Il est précisé que ce montant ne comprend pas la part d'études EP préalablement financée par SNCF Mobilités.)

L'estimation de ces dépenses inclut les frais d'expertises et les frais de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus. »

L'article 4.2 « coût détaillé » de la convention de financement initiale est remplacé par l'article suivant :

« Le Maître d'ouvrage fournit une estimation des différents postes, dont le détail figure à titre indicatif ci-dessous.

Opération	**Phases financées**	**Coût en € courants**
Ligne J entre Conflans Sainte Honorine et Mantes la Jolie	APO	4 675 000
	REA	
Ligne J entre Mantes la Jolie et Vernon	APO	7 000 000 (financement partiel)
	REA	
Total ligne J		**11 675 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans un principe de fongibilité entre postes de dépenses et dans le respect de l'enveloppe globale du bénéficiaire, allouée par la convention.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée à l'ensemble des partenaires en Comité de Suivi de la Convention de Financement, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée,….).

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont définies dans l'AVP en fonction des opérations. Le maitre d'ouvrage justifie *in fine* le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention
- puis de 3 % par an au-delà.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants. »

L'article 4.3 « plan de financement » de la convention de financement initiale est remplacé par l'article suivant :

« Le plan de financement est établi en euros courants HT et est défini comme suit :

Adaptation Infra – NAT ligne J
Plan de financement
Montant en € courants et %

Périmètre	Etat 30%	Région 70%	Total
SNCF Réseau	3 502 500 €	8 172 500 €	11 675 000 €

Le périmètre et le coût objectif global du projet seront précisés une fois l'ensemble des AVP achevés et approuvés par le Conseil d'Île-de-France Mobilités. Etant donné la criticité du calendrier d'arrivée de la NAT et les impacts positifs attendus par ce nouveau matériel pour les usagers, les signataires de la convention conviennent de mettre en place un financement de 11 675 000 € courants. Il est prévu une ou plusieurs conventions complémentaires destinées à compléter le financement du projet jusqu'à la clôture comptable de l'opération. Les conventions complémentaires seront mises en place conformément aux besoins d'engagement du Maître d'ouvrage, sous réserve du vote par l'assemblée délibérante. »

L'article 11.4 « date d'effet et durée de la convention » de la convention de financement initiale est remplacé par l'article suivant :

« La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 5,9 et 10, la présente convention expire :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues aux Maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4
- à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.5. »

L'annexe 1 « organigramme de l'opération » de la convention de financement initiale est remplacée par l'annexe suivante :

« Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

Maitrise d'ouvrage SNCF RESEAU

Maitrise d'ouvrage Direction Générale Île-de-France - Direction de la modernisation et du développement – Agence SDMR – Stéphane Leprince »

L'annexe 2 « « échéancier prévisionnel des appels de fonds et des dépenses » de la convention de financement initiale est remplacée par l'annexe suivante :

« Echéancier prévisionnel des appels de fonds :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Région		817 250	1 634 500	1 634 500	1 634 500	1 634 500	572 075	245 175	8 172 500

Île-de-France									
Etat		350 250	700 500	700 500	700 500	700 500	245 175	105 075	3 502 500
Total		**1 167 500**	**2 335 000**	**2 335 000**	**2 335 000**	**2 335 000**	**817 250**	**350 250**	**11 675 000**

»

L'annexe 3 « calendrier » de la convention de financement initiale est remplacée par l'annexe suivante :

Conflans Mantes : mise en exploitation avril 2019

Mantes / Vernon : études préliminaires en cours (livraison avril 2020)

ARTICLE 3 : MESURES D'ORDRE

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités. Les articles de la convention de financement initiale non modifiés par le présent avenant demeurent applicables.

Fait en quatre exemplaires originaux

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur Modernisation et Développements SNCF Réseau Île-de-France	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

RER D - Convention futur atelier de Villeneuve

2020

Schéma Directeur du RER D

Convention de financement

Grand Villeneuve – RER D

-Amélioration des accès entrées/sorties du futur atelier de Villeneuve

- Adaptation des installations existantes sur les voies principales (VP) et sur les voies de service (VS).

Etudes Avant-Projet/Projet (APO) et premiers travaux (REA)

Région îledeFrance

SNCF RÉSEAU

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance mobilités

Schéma Directeur du RER D

« Convention relative aux études Avant-Projet/Projet (APO) et premiers travaux (REA) nécessaires à l'amélioration des accès au futur atelier de Villeneuve »

SOMMAIRE

PREAMBULE 6
Article 1. Objet de la convention 6
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des TRAVAUX 7
2.1. Périmètre de la convention 7
2.2. Délais de réalisation 8
Article 3. Rôles et engagements des parties 8
3.1. L'Autorité organisatrice 8
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 8
3.2.1. Identification du maître d'ouvrage 8
3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage 9
3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage 9
3.3. Les financeurs 9
3.3.1. Identification 9
3.3.2. Engagements 9
3.4. Le bénéficiaire 10
Article 4. Modalités de financement et de paiement 10
4.1. Estimation du coût des travaux 10
4.2. Coût global des études et premiers travaux 10
4.2.1. Coût de réalisation détaillé 10
4.3. Plan de financement 11
4.4. Modalités de paiement 11
4.4.1. Versement d'acomptes 11
4.4.2. Versement du solde 12
4.4.3. Paiement 13
4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 13
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 13
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 14
Article 5. Modalités de contrôle 14
5.1. Par les financeurs 14
5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France 14
ARTICLE 6. MODALITES D'AUDIT 14
ARTICLE 7. Gestion des écarts 15
7.1 En cas d'économies par rapport au coût d'objectif 15
7.2 En cas de dépassement du coût d'objectif 15
ARTICLE 8. Organisation et suivi de la présente convention 15
8.1. Le comité de pilotage 15
8.2. Le comité des financeurs 16
8.3. L'information des financeurs, hors instances de gouvernance 17
8.4. Suivi de la communication institutionnelle 17
ARTICLE 9. MODIFICATION DEs AVANT-PROJETS 17
ARTICLE 10. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 18
ARTICLE 11. BILAN DE L'OPERATION 19
ARTICLE 12. Dispositions générales 19
12.1. Modification de la convention 19
12.2. Règlement des litiges 19
12.3. Résiliation de la convention 19
12.4. Date d'effet et durée de la convention 20
Annexes 22

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Société Anonyme au capital de 500 000 000 €, inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro SIREN 412 280 737, dont le siège est situé 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 93 418 La Plaine St Denis, représenté par Guillaume MARBACH, en qualité de Directeur Général IDF, dûment habilité à cet effet,

Ci-après désigné par « **le Maître d'ouvrage »**.

En troisième lieu,

- **Île-de-France Mobilités**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités** », « **le Syndicat des Transports d'Île-de-France** », « **l'Autorité Organisatrice** » ou « **l'AOM** »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

Vu le décret 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

Vu le décret 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu le décret 2017-443 du 30 mars 2017 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

Vu le décret n° 2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la société SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu la délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 13/07/2016 ;

Vu les délibérations n° CP 2018-455 du 21 novembre 2018 et n° CP 2018 082 du 16 mars 2018 approuvant les conventions de financement des études d'Avant-Projet, Projet (AVP/PRO) et DCE relatives aux installations fixes liées au garage et maintenance du matériel roulant des lignes L/A/J/, E/P, N et D/R ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Présentation du projet

Lors de la séance de son conseil d'administration le 13 juillet 2016, le Syndicat des Transports d'Île-de-France a préconisé l'acquisition du RER NG sur la ligne D. Les premières rames ont été commandées au conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 11 janvier 2017.

Le déploiement de nouveaux matériels roulants nécessite des adaptations des voies principales ainsi que des voies de garages et de maintenance.

Une première convention de financement portant sur les études AVP/PRO/DCE des installations fixes sur les Lignes L/A/J, E/P, N, D/R, convention dite « multi-sites 1 », a été conclue et notifiée le 8 octobre 2018. Elle a été complétée par une deuxième convention de financement, convention dite « multi-sites 2 », conclue et notifiée le 20 juin 2019.

La présente convention s'inscrit (i) dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à l'ensemble de ces déploiements de nouveaux matériels roulants, et (ii) dans le prolongement des conventions de financement précitées.

Elle couvre les besoins de financement liés aux engagements de phases nécessaires en 2020, pour ne pas mettre en péril le calendrier de déploiement envisagé.

Coût d'objectif provisoire global du projet

Le coût d'objectif provisoire global du projet d'amélioration des accès au futur atelier de Villeneuve, réalisés sous la maitrise d'ouvrage de SNCF Réseau, est estimé à **58 950 000 € CE décembre 201**7 (70 700 000 € courants). Il sera alors validé par le conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études d'Avant-Projet/Projet et travaux concernant l'amélioration des accès au futur atelier de Villeneuve.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Projet, ainsi que les premiers travaux d'amélioration des accès au futur atelier de Villeneuve,
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention,
- de préciser les conditions de suivi des études et des travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Amélioration des accès au futur atelier de Villeneuve – études d'Avant-Projet/Projet et premiers travaux »

ARTICLE 2. PÉRIMÈTRE ET CALENDRIER DE RÉALISATION DES TRAVAUX

2.1. Périmètre de la convention

La présente convention finance les études d'Avant-Projet/Projet (APO) pour les sujets EALE, ainsi que les premiers travaux (REA) concernant l'amélioration des accès au futur ateliers de Villeneuve :

- **Phase APO** pour les adaptations nécessaires pour les sujets EALE (renforcement sous-station Pompadour incluant les adaptations nécessaires sur le PMP Muzey pour le secours 1500V, adaptation alimentation 25kV depuis la source d'alimentation Berlioz …) des infrastructures en ligne (VP) et de voies de service (VS) sur le site Villeneuve Saint Georges,

- **Phase REA** pour les adaptations des infrastructures en ligne (VP) et de voies de service (VS) sur le site Villeneuve Saint Georges :
    - REA Modification des Installations de signalisation RFN périmètre SNCF Réseau : postes encadrants (PRCI km9, poste B, point P, PAI 22(Poste 1 et poste 4) …)
    - REA Accès Nord SAS 1 et 2
    - REA Accès Nord Est V 34 (incluant accès faisceau Remisage attente TMV)
    - REA Accès Nord-Ouest
    - REA Accès ferroviaires ITIF sur le site de l'ITE Rodriguez
    - REA renforcement EALE : SS Pompadour

SNCF Réseau fera, opération par opération, un point financier de l'état des dépenses dans le cadre des comités techniques et comités des financeurs mentionnés à l'article 8, et remettra l'ensemble des résultats d'études à Île-de-France Mobilités en précisant les interfaces et la cohérence avec les installations étudiées par ailleurs par SNCF Mobilités dans le cadre du SDMR selon la connaissance que SNCF Réseau en a. Afin de permettre la bonne instruction des dossiers, il est attendu que l'ensemble des livrables sur le périmètre Réseau soit transmis à Île-de-France Mobilités.

La présente convention intègre notamment dans son périmètre :

- la prise en charge des frais de maîtrise d'ouvrage (notamment pilotage, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, participation des entités des Maîtres d'ouvrage en charge de l'exploitation, de la maintenance, de la sûreté et de la sécurité des lieux et des services de transport à l'élaboration des études d'avant-projet/projet) ;
- les études ;
- les frais de maîtrise d'œuvre nécessaires à la bonne exécution de leurs missions ;
- les activités nécessaires au compte rendu de l'avancement des études qui sont à la charge des Maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention ;
- la mise à jour et la présentation d'un planning de réalisation jusqu'à sa mise en service ;
- l'évaluation pour chaque situation concernée des frais liés à la mise en place d'une offre de substitution en cas d'interruption du trafic ;
- les commandes de matière nécessaire pour la réalisation des travaux ;
- la réalisation des travaux ;
- le suivi de l'exécution des travaux ;

- les missions d'ingénierie et d'accompagnement nécessaires : Mission Sécurité Ferroviaire (MSF), contrôle technique, coordination sécurité et protection de la santé, sondages, levés topographiques et diagnostics divers ;
- la réception des travaux et la levée des réserves.

L'ensemble des documents diffusables sera remis par le maître d'ouvrage à Île-de-France Mobilités et aux financeurs de la présente convention sous le format le plus adapté (papier, CD-Rom…).

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation prévisionnel des études et travaux concernant l'amélioration des accès au futur atelier de Villeneuve est fixé à 36 mois à compter de la notification de l'entrée en vigueur de la présente convention, dans les conditions définies à l'article 12.4 de la présente convention par IDFM à l'ensemble des autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux figure en annexe 3 de la présente convention.

Ces délais sont donnés à titre indicatif et sous réserve de l'obtention de l'intégralité des financements nécessaires à la réalisation de l'opération. A cet effet, les parties conviennent qu'à minima une convention de financement complémentaire devra être conclue pour couvrir le besoin de financement nécessaire à la réalisation de l'intégralité des travaux.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, le Syndicat des Transports d'Île-de-France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément au code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des études d'Avant-Projet/Projet, Projet et premiers travaux, tels que définis dans l'article 2, objet de la présente convention.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Île-de-France Mobilités informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans les dossiers d'Avant-projet approuvés par le Conseil d'Île-de-France Mobilités pour le projet d'amélioration des accès au futur atelier de Villeneuve.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des études Avant-Projet / Projet et premiers travaux, tels que définis à l'article 2 et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif défini à l'issue des études APO. Comme indiqué à l'article 2.1, le coût objectif de l'opération sera validé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités suite à la remise par SNCF Réseau des études APO.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût objectif tel que validé par Île-de-France Mobilités.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études et premiers travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de **34 888 029 €** courants, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 10 466 409 € ;
- La Région Île-de-France (70 %), soit 24 421 620 €.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2.1, des travaux, dans la limite des montants inscrits au plan de financement en euros courants tel qu'arrêté à l'article 4.3 de la

présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des appels de fonds visé à l'annexe 2.

3.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Île-de-France

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études et premiers travaux de l'opération de la présente convention est évalué **34 888 029 € HT courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade des études d'avant-projet.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calcul de l'article 4.4.1.

4.2. Coût global des études et premiers travaux

4.2.1. Coût de réalisation détaillé

Le Maître d'ouvrage fournit une estimation de niveau AVP/PRO en euros courants des différents postes d'études et des travaux du projet global concernant l'amélioration des accès au futur atelier de Villeneuve, dont le détail figure à titre indicatif ci-dessous.

Opérations	Phase	Coûts € courants
Poste encadrant + PAIVS+ J/K	REA	5 316 615 €
Accès Nord SAS 1 et 2	REA	6 849 614 €
Accès Nord Est voie 34	REA	11 446 100 €
Accès Nord-Ouest	REA	5 910 700 €
Accès ferroviaire ITIF	REA	4 900 000 €
Renforcement sous station Pompadour	APO	465 000 €
Total		**34 888 029 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles selon un principe de fongibilité des différents postes de dépenses, dans le respect de l'enveloppe globale.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.), dans l'instance de suivi de la convention.

4.2.2. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont celles de janvier 2017.

Tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 3% par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Plan de financement

Les études et les travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des études et premiers travaux objet de la présente convention est établi en euros courants HT, le plan de financement de la présente convention est défini comme suit :

Amélioration accès VIP – Convention PRO-REA Montant € courants HT et %			
	Etat 30 %	**Région 70 %**	**TOTAL**
MOA SNCF Réseau	10 466 409	24 421 620	**34 888 029**

4.4. Modalités de paiement

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmet aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants. Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées indiquant notamment la date et la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application de la clé de financement définie à l'article 4.3.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

Les demandes de versement d'acomptes auprès de l'Etat comporteront les éléments suivants :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2. daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 4.3.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020, la Région applique l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné pour SNCF Réseau à 90% du montant de la subvention.

Si au moins une convention relative à cette opération est notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes seront reprises dans la dernière convention de financement relative à cette opération.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement du Projet, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage, ainsi que le bilan physique et financier de l'Opération.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 signés par le représentant légal de l'organisme indiqués à l'article 3.2.1. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fera sur présentation de la liste des factures acquittées et dans le respect des dispositions de l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.
Si au moins une convention relative à cette opération a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au solde sont reportées dans la convention la plus récente.

4.4.3. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le maître d'ouvrage des stipulations de la présente convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 4.4.1, 4.3.3, 4.4.2 et 4.5 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance du maître d'ouvrage, éventuellement sous forme électronique.

4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du bénéficiaire aux coordonnées suivantes :

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ÎLE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	Patricia LANGELEZ Patricia.langelez@reseau.sncf.fr TEL : 01 85 57 96 70

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Île-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Île-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les

retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de Projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études et travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Île-de-France Mobilités

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

5.3 Intervention d'experts

L'autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'autorité organisatrice. Le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. MODALITES D'AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article L. 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les Parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 7. GESTION DES ECARTS

Le coût objectif, tel qu'il sera validé par Île-de-France Mobilités constitue un plafond dans lequel l'ensemble des subventions successives s'inscrit, y compris celle relative au présent Projet.
Les écarts sont examinés en fin de Projet par comparaison entre le coût final justifié par chaque maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif du Projet fixé en euros constants, conformément à l'AVP. Le respect du coût d'objectif est calculé par l'application d'une désactualisation selon l'indice réel du mois de facturation

7.1 En cas d'économies par rapport au coût d'objectif

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au coût d'objectif du Projet tel qu'il sera validé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

7.2 En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté par le maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois à l'autorité organisatrice et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'autorité organisatrice aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage.

Au vu de l'avis rendu par l'autorité organisatrice, les financeurs précisent alors, lors du comité des financeurs (article 8), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'autorité organisatrice et le(s) maître(s) d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.
En cas de désaccord entre les Parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii selon lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule autour des deux instances suivantes classées par ordre décroissant de niveau de représentation, qui permettent de garantir le suivi des travaux.

8.1. Le comité de pilotage

Sous la présidence de l'autorité organisatrice, ce comité est composé du maître d'ouvrage ainsi que des élus, ou leurs délégataires, représentant les financeurs.
Ce comité pilote et arbitre les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et des coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant les questions ayant des incidences majeures sur l'Opération, notamment les ajustements techniques, administratifs et financiers qui n'auraient pu être validés par le comité des financeurs décrit à l'article suivant. Ce comité de pilotage est nécessairement précédé par un comité des financeurs préparatoire. Le maître d'ouvrage présente alors au comité de pilotage les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur l'Opération et ce, en vue de permettre au comité de pilotage de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'Opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 5,6 et 7 de la convention seront mises en œuvre.

Les membres sont convoqués par l'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité de pilotage au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.
Le secrétariat est assuré par l'AOM.

8.2. Le comité des financeurs

Le comité des financeurs est composé des représentants de l'ensemble des Parties et notamment des techniciens en charge de la réalisation de l'Opération. Le comité aborde principalement les questions techniques et financières de l'Opération.
A l'initiative de l'AOM, le comité se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire.
A l'initiative de l'une des Parties, le comité peut être réuni en séance extraordinaire, après convocation envoyée par l'AOM, dans le mois suivant sa saisine.
Le(s) maître(s) d'ouvrage établit/établissent un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par l'AOM et fait l'objet d'un avis transmis par ce dernier aux financeurs.
Les membres sont convoqués par l'AOM avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des deux thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
- le point sur l'avancement des travaux ;
- une appréciation sur le déroulement de l'Opération ;
- la liste des marchés signés avec leur montant d'engagement et le nom des prestataires ;
- la liste des marchés à venir ;
- le suivi du calendrier des travaux ;
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses) ;
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel de l'Opération tel qu'il peut être estimé à la date du comité ;
- un état comparatif entre le coût d'objectif détaillé par postes tels qu'indiqués à l'AVP et le coût final de l'Opération détaillé par postes CERTU tel qu'il est estimé à la date du comité au

regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, un état des lieux sur la consommation des provisions ;
- un état d'avancement des dépenses et le coût final prévisionnel ;
- un état des appels de fonds appelés et versés à date ;
- un état actualisé des prévisions pluriannuelles des appels de fonds.

Le secrétariat est assuré par l'AOM.

8.3. L'information des financeurs, hors instances de gouvernance

Pendant toute la durée de validité de la convention, le maître d'ouvrage s'engage à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de réalisation des appels de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières de l'Opération.

8.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du maître d'ouvrage, de l'AOM et des financeurs.
Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins et au minimum une fois par an, il réunit le maître d'ouvrage, l'AOM et les financeurs de l'Opération ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre).

Ce comité échange sur la communication relative à l'Opération : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des Etudes qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des opérations inscrites au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présentent les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, autres financeurs.

La surface allouée à chaque partenaire est identique.

Le compte-rendu du comité de communication est assuré par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 9. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2.2 de la convention), entrainant un décalage de la mise en

service, ou un dépassement du coût d'objectif, peut conduire à la réalisation d'un avant-projet modificatif, approuvé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.
En conséquence, dès que l'un des maîtres d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la convention, il transmet à Île-de-France Mobilités ainsi qu'aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il doit veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières, y compris sur les échéanciers d'appels de fonds. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités valide les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou apprécie l'opportunité d'une saisine du Comité ad hoc ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif est présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités. Il donne lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'Opération. Les travaux concernés ne peuvent avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.
Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage, sur leur périmètre, de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'Opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications est soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 10. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des Etudes qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmet aux financeurs les résultats d'Etudes, après validation du comité des financeurs.

Le maître d'ouvrage transmet à l'autorité organisatrice les résultats des Etudes visées dans la présente convention et tout autre document et support d'information nécessaires à Île-de-France Mobilités pour remplir son rôle d'autorité organisatrice.

Les Résultats des Etudes pourront être utilisés librement par l'autorité organisatrice et les financeurs dans le cadre de la poursuite de la réalisation de l'Opération.

Les résultats d'Etudes seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format informatique natif et PDF.

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses Etudes et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné.
Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des Etudes en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

ARTICLE 11. BILAN DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition du coût final selon les postes constitutifs du coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 4.4.4 qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

12.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à six (6) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

12.3. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis

de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop- perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation des bénéficiaires des subventions, sauf à ce que ces derniers justifient des coûts et préjudices résultant pour lui de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues au(x) titulaire(s) du(des) marché(s) passé(s) pour la réalisation des études et premiers travaux objet de la présente convention.

12.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île de France Mobilités à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 6, 10 et 11, la présente convention expire :

- Après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.5.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention par le conseil régional d'Île-de-France ou sa commission permanente ou de la date indiquée par ladite délibération, si elle est différente.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / / .

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Guillaume MARBACH** Directeur Général Île-de-France	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

Annexes

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Directeur de l'Agence Grand Villeneuve : DESVIGNES Laurent

Représentant MOA AYTEN Ramazan

MAITRISE D'ŒUVRE RESEAU

BORNETTE Arnaud

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des appels de fonds SNCF RESEAU en K€

K€ HT courant	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Etat	140	2 619	2 697	2 525	1 545	179	762	10 466
Région	325	6 110	6 294	5 892	3 605	418	1 777	24 422
Total	**465**	**8 729**	**8 991**	**8 417**	**5 150**	**597**	**2 539**	**34 888**

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

Opérations	Date début	Date fin
Impacts Réseau : Poste encadrant + PAIVS+ J/K	T1 2021	T4 2025
Accès Nord SAS 1 et 2	T1 2021	T4 2024
Accès Nord Est voie 34	T1 2021	T3 2023
Accès Nord-Ouest	T1 2021	T4 2024
Accès ferroviaire ITIF	T1 2020	T1 2021
Renforcement sous station Pompadour	T4 2021	T3 2023

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-065
DU 4 MARS 2020

TRANSPORT DE PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (PAM) : PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU la loi n°82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;

VU la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain qui créé une collectivité à statut particulier dénommée « Ville de Paris », en lieu et place de la commune de Paris et du département de Paris ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 78-10 du 18 novembre 2010 relative à la participation de la région Île-de-France au financement du réseau PAM Île-de-France Service de transport spécialisé pour les personnes handicapées - Evolution du dispositif ;

VU la délibération n° CP 13-216 du 04 avril 2013 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans le département de Seine-et-Marne ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-209 du 15 juin 2016 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans la Ville de Paris et le département du Val d'Oise ;

VU la délibération n° CP 2017-123 du 08 mars 2017 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans les départements de l'Essonne et du Val-de-Marne ;

VU la délibération n° CP 2018-075 du 16 mars 2018, relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans les départements des Yvelines et des Hauts de Seine ;

VU la délibération n° CP 2019-067 du 19 mars 2019 relative au transport de personnes en situation de handicap (PAM) : première affectation pour 2019 et renouvellement de convention PAM 93 ;

VU la délibération n° CP 2019-360 du 20 novembre 2019 relative au transport de personnes en situation de handicap (PAM) : deuxième affectation pour 2019 et ajustement pour 2018 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-065 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

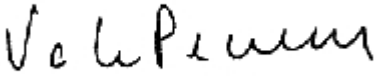
Décide de participer au titre du dispositif « Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite », au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions pour les sept départements et la Ville de Paris concernés d'un montant maximum prévisionnel de ***7 300 000 €***.

Affecte une autorisation d'engagement de ***7 300 000 €*** disponible sur le chapitre 938 «Transports » code fonctionnel 818 « Autres Transports en Commun », programme HP 818-018 « Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées » - action 18101801 « Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées » du budget 2020.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions fixées à l'article 1, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171261-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Fiches projet

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-065

DOSSIER N° 20000351 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LA VILLE DE PARIS

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)
Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	6 300 000,00 € TTC	33,33 %	2 100 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLE DE PARIS
Adresse administrative : 4 PL DE L HOTEL DE VILLE
75004 PARIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LA VILLE DE PARIS

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :
Le service PAM 75 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 16-209 du 15 juin 2016 entre la Ville de Paris, Île-de-France Mobilités et la Région. Ce dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas avoir recours aux transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM POUR LA VILLE DE PARIS	6 300 000,00	100,00%
Total	6 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	2 100 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES	2 100 000,00	33,33%
VILLE DE PARIS	2 100 000,00	33,33%
Total	6 300 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-065

DOSSIER N° 20000527 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DES YVELINES

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)
Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 € TTC	33,33 %	700 000,00 €
	Montant total de la subvention		700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINES

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :
Le service PAM 78 a été régi depuis 2014 par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 14-391 du 18 juin 2014 pour le marché passé avec son prestataire jusqu'au 30 septembre 2018. Depuis le 1er octobre 2018, ce service est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2018-075 du 16 mars 2018 liant les départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine, la région Île-de-France et Île-de-France Mobilités.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINES	2 100 000,00	100,00%
Total	2 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	700 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES	700 000,00	33,33%
DEPARTEMENT DES YVELINES	700 000,00	33,33%
Total	2 100 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-065

DOSSIER N° 20000529 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)
Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 800 000,00 € TTC	33,33 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative	:	BOULEVARD DE FRANCE 91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur François DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :
Le service PAM 91 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2017-123 du 8 mars 2017 entre le département de l'Essonne, Île-de-France Mobilités et la Région. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE	1 800 000,00	100,00%
Total	1 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	600 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES	600 000,00	33,33%
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE	600 000,00	33,33%
Total	1 800 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-065

DOSSIER N° 20000530 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)
Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 500 000,00 € TTC	33,33 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :
Le service PAM 92 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2018-075 du 16 mars 2018 liant le département des Hauts-de-Seine, la région Île-de-France et Île-de-France Mobilités. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE	1 500 000,00	100,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	500 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES	500 000,00	33,33%
DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE	500 000,00	33,33%
Total	1 500 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-065

DOSSIER N° 20000532 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)
Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 800 000,00 € TTC	33,33 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESP JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :
Le service PAM 93 est régi par la nouvelle convention PAM II approuvée par délibération CP 2019-067 du 19 mars 2019 entre le département de la Seine-Saint-Denis, Île-de-France Mobilités et la Région. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM EN ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS	1 800 000,00	100,00%
Total	1 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	600 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES	600 000,00	33,33%
DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS	600 000,00	33,33%
Total	1 800 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-065

DOSSIER N° 20000533 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)
Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 400 000,00 € TTC	33,33 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DEFRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Le service PAM 94 a connu en 2019 une augmentation du nombre de courses effectuées et un solde de 60 000 € n'a pas pu être couvert par les autorisations d'engagement. Aussi la première affectation de l'année 2020 se base sur ces prévisions de nombre de courses plus élevées.

Description :
Le service PAM 94 est régi par la nouvelle convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2017-123 du 8 mars 2017 entre le Département du Val-de-Marne, Île-de-France Mobilités et la Région. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement de l'année et peuvent aussi permettre un ajustement sur les besoins d'années antérieures, en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE	2 400 000,00	100,00%
Total	2 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	800 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES	800 000,00	33,33%
CD 94	800 000,00	33,33%
Total	2 400 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-065

DOSSIER N° 20000535 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)
Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	3 000 000,00 € TTC	33,33 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AVENUE DU PARC
95000 CERGY
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DEFRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. En 2017, la réalisation s'est avérée plus élevée que prévu pour le Département et un solde de 115 000 € n'a pas pu être couvert par les autorisations d'engagement de 2017. Ainsi, au total pour la première affectation, la participation Régionale au dispositif PAM 95 s'élève à hauteur de 1 000 000 €

Description :
Le service PAM 95 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 16-209 du 15 juin 2016 entre le Département du Val d'Oise, Ile-de-France Mobilités et la Région. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement de l'année et peuvent aussi permettre un ajustement sur les besoins d'années antérieures, en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE	3 000 000,00	100,00%
Total	3 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 000 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES	1 000 000,00	33,33%
CD 95	1 000 000,00	33,33%
Total	3 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-065

DOSSIER N° 20000537 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)
Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010
Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	3 000 000,00 € TTC	33,33 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 12 RUE DES SAINTS P RES
77010 MELUN
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :
Le service PAM 77 est régi par la Convention PAM II approuvée par délibération n° CP 13-216 du 4 avril 2013 entre le département de Seine-et-Marne, Île-de-France Mobilités et la Région. Ce dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas avoir recours aux transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE	3 000 000,00	100,00%
Total	3 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 000 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES	1 000 000,00	33,33%
CD 77	1 000 000,00	33,33%
Total	3 000 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-078
DU 4 MARS 2020

STRATÉGIE FRET ET LOGISTIQUE : PREMIER RAPPORT 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 ;

VU le régime d'aides exempté de notification n° SA.51296, relatif aux aides en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leur voies d'accès et du dragage d'investissement pour la période 2018-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014, tel que modifié par le règlement (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017 ;

VU la décision d'exécution (UE) 2019/1118 de la Commission du 27 juin 2019 relative au projet transfrontalier Seine-Escaut sur les corridors de réseau central « Mer du Nord – Méditerranée » et « Atlantique » ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1, L4211-1 et L4221-1 ;

VU le code des transports ;

VU la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 sur l'Organisation des Mobilités (LOM) ;

VU l'ordonnance n°2016-489 du 21 avril 2016 relative à la création de la Société du Canal Seine-Nord Europe ;

VU le décret n°2017-427 du 29 mars 2017 relatif à la Société du Canal Seine-Nord Europe ;

VU le décret du 4 mai 2017 portant nomination des membres et du président du directoire de la Société du Canal Seine-Nord Europe ;

VU le Protocole de financement et de gouvernance pour la réalisation du canal Seine-Nord Europe du 13 mars 2017 ;

VU la convention de financement et de réalisation du canal Seine-Nord Europe signée le 22 novembre 2019 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020, modifiée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur la révision du

Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-34 du 9 mars 2017 du conseil régional d'Île-de-France relative au financement du Canal Seine-Nord Europe ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-241 du 5 juillet 2017 relative à l'approbation de la convention spécifique à la mise en œuvre du dispositif 100 000 stages de la Région Île-de-France dans le domaine des transports avec Haropa-Ports de Paris pour la période 2017-2020 ;

VU la délibération n° CR 2018-001 du 15 mars 2018 relative à la Stratégie régionale pour le fret et la logistique ;

VU la délibération n° CP 2018-434 du 21 novembre 2018 de la commission permanente de la région Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-078 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien aux actions d'innovation en matière de logistique » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, au financement du projet « Port Gennevilliers – Amélioration accès terminal à conteneurs – Système de dématérialisation », détaillé en annexe 1 (fiche projet) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement apportée à la société Paris Terminal S.A d'un montant maximum prévisionnel total de 250 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **250 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 885 « Liaisons multimodales », programme HP 885-003 « Développement du transport multimodal », action 18800302 « Fret et logistique », du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer au titre du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 au financement du projet « Port Gennevilliers - Amélioration accès terminal à conteneurs - Travaux de réaménagement des voiries d'accès », détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement apportée à HAROPA-Ports de Paris d'un montant maximum prévisionnel total de **363 783 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **363 783 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 885 « Liaisons multimodales », programme PR 885-003 « Développement et transport multimodal », action 488003011 « Plateformes portuaires », du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 :
Volet 1 « Mobilité multimodale », Sous-volet 12 « Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris », Action 124 « Projets portuaires », Projet 12402 « Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports ».

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Appel à projets : accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, au financement du projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement à UPS FRANCE SAS d'un montant maximum de 500 000 € pour l'aménagement et l'équipement d'un centre de distribution urbain UPS PARIS E-CENTRE.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 8 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **500 000 €** disponible sur le chapitre 908 « transports », code fonctionnel 885 « Liaisons multimodales », programme HP885-003 « Développement du transport multimodal », action 18800302 « Fret et logistique » du budget 2020

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif « Appel à projets : accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, au financement du projet détaillé en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement à Le Marché du Jour d'un montant maximum 100 000 € pour l'expérimentation de sa solution numérique et logistique sur des marchés alimentaires de communes d'Île-de-France.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 9 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **100 000 €** disponible sur le chapitre 908 « transports », code fonctionnel 885 « Liaisons multimodales », programme HP885-003 « Développement du transport multimodal », action 18800302 « Fret et logistique » du budget 2020.

Article 5 :

Confirme sa participation au financement du projet d'aménagement du Canal Seine-Nord Europe à titre exceptionnel et forfaitaire y compris en cas de survenance d'aléas de chantier ou de défaut de financement, à hauteur de 107,6 M€ correspondant au solde de la participation globale et forfaitaire de 110 000 000 € sur laquelle la Région s'est engagée par délibération n° CR 2017-34 du 9 mars 2017.

Dans ce cadre, autorise la Présidente à signer le protocole joint en annexe 10 à la présente délibération.

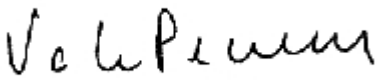
Article 6 :

Décide de participer au titre du dispositif « Appel à projets : accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local » de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, au financement du projet détaillé en annexe 5 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en fonctionnement à Le Marché du Jour d'un montant maximum 10 000 € pour l'expérimentation de sa solution numérique et logistique sur des marchés alimentaires de communes d'Île-de-France.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 9 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **10 000 €** disponible sur le Chapitre 938 « transports », code fonctionnel 885 «Liaisons multimodales », programme 88003 « Développement du transport multimodal », action 18800303 « Fret et logistique » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc169872-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiche projet - Port Gennevilliers - Amélioration accès terminal à conteneurs - Paris Terminal S.A

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-078

DOSSIER N° 20001083 - PORT GENNEVILLIERS - AMELIORATION ACCES TERMINAL A CONTENEURS - SYSTEME DE DEMATERIALISATION

Dispositif : Fret - Soutien aux actions d'innovation en matière de logistique - INV (n° 00001104)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20421-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - Soutien aux actions d'innovation en matière de logistique - INV	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS TERMINAL SA
Adresse administrative : SIS 6 ROUTE DU BASSIN NUMERO 1
92230 GENNEVILLIERS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Alain O'JEANSON, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La société Paris Terminal S.A, spécialisée dans la manutention, le stockage et les services connexes aux conteneurs, est l'exploitant du terminal à conteneurs de la plateforme portuaire multimodale de Gennevilliers.

La croissance des trafics conteneurs sur le terminal à conteneurs du port de Gennevilliers (382 00 EVP en 2018, 425 000 EVP attendus en 2019) s'accompagne d'une augmentation des trafics routiers, notamment nécessaires aux pré et post acheminement des conteneurs sur la plateforme. Avec plus de 152 000 mouvements comptabilisés en 2017 à l'entrée du terminal, avec des pics de trafics dépassant 600 poids lourds (PL) par jour et une augmentation constante des trafics depuis 2015, l'accès au terminal par voie routière est désormais fréquemment congestionné, concourant à une perte de compétitivité de la plateforme et générant des nuisances importantes : temps d'attente importants des PL pour entrer sur le terminal aux heures de pointe, remontées de file de plus de 200 m impactant les autres activités économiques du port et générant des risques d'accidents etc.
La saturation actuelle de cet accès complique le fonctionnement du terminal et obère sa capacité à capter de nouveaux trafics pour atteindre un objectif de 600 000 EVP à moyen terme.

Les études menées par Haropa-Ports de Paris et Paris Terminal S.A ont conduit aux préconisations

suivantes :
- la modernisation du système informatique et dématérialisation des procédures et des contrôles d'accès (actuellement la procédure se fait sur place et au format papier) ;
- la création d'un parking d'attente pour les poids lourds,
- le réaménagement des accès routiers au terminal par un nouveau partage et un redimensionnement des voiries.

La partie du projet portant sur la mise en oeuvre de la dématérialisation, le développement du système informatique ainsi que l'aménagement et l'équipement des accès au terminal et la création d'un parking d'attente pour poids lourds (hors revêtement/enrobés), est pris en charge par Paris Terminal S.A.
La partie de l'opération portant sur le réaménagement des voiries d'accès au terminal ainsi que la couverture en enrobés du parking PL est à la charge d'Haropa-Ports de Paris et fait l'objet d'une autre subvention régionale (fiche projet n°20002585).

La présente subvention régionale porte sur la partie de l'opération portée par Paris Terminal S.A et uniquement sur les dépenses relatives à la mise en oeuvre de la dématérialisation, comprenant le déploiement du système informatique et l'adaptation de l'infrastructure matérielle, les équipements de bornes d'accès et portail OCR (reconnaissance optique des caractères), l'interfaçage logiciel et des provisions pour aléas, frais annexes et accessoires divers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération globale prise en charge par Paris Terminal S.A, ensemble des investigations et travaux nécessaires à la réalisation du projet de dématérialisation des accès, s'élève à 1 095 000 € HT.
La partie de l'opération relative à la mise en oeuvre de la dématérialisation et correspondant aux dépenses éligibles s'élève à 560 000 € HT.

La base subventionnable retenue par la région Île-de-France est plafonnée à 500 000 € HT, montant des dépenses éligibles, conformément aux modalités de financement du dispositif concerné. La région Île-de-France finance la présente opération au titre du dispositif "Soutien aux actions d'innovation en matière de logistique " de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique.

Ainsi, la participation financière attendue de la région Île-de-France s'élève à 50 % des dépenses éligibles hors taxes de l'opération, soit à 250 000 €. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

L'aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.51296, relatif aux aides en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leur voies d'accès et du dragage d'investissement pour la période 2018-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014, tel que modifié par le règlement (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017.

Localisation géographique :
- BOUCLE NORD DE SEINE (EPT5 / 92-HAUTS DE SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation portail OCR pour entrée/sortie	140 000,00	25,00%
Installation borne accueil entrée/sortie parking	78 000,00	13,93%
Déploiement logiciel et interfaçage matériels	130 000,00	23,21%
Intervention sur site, configuration et tests	80 000,00	14,29%
Frais annexes (déplacements, livraisons, location de matériels, génie civil)	24 000,00	4,29%
Adaptation de l'infrastructure matérielle (serveur, stockage, licences, installation)	49 000,00	8,75%
Installation 2 bornes chauffeurs self-service (matériel, logiciel et installation)	44 000,00	7,86%
Interfaçage du logiciel Interman	5 000,00	0,89%
Provisions pour aléas et accessoires divers	10 000,00	1,79%
Total	560 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Paris Terminal S.A	310 000,00	55,36%
Région Ile-de-France	250 000,00	44,64%
Total	560 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.51296 (Ports) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement

Annexe 2 - Fiche projet - Port Gennevilliers - Amélioration accès terminal à conteneurs - Haropa-Ports de Paris

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-078

DOSSIER N° 20002585 - PORT GENNEVILLIERS - AMELIORATION ACCES TERMINAL A CONTENEURS - TRAVAUX REAMENAGEMENT VOIRIES D'ACCES

Dispositif : Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures (n° 00000297)
Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015
Imputation budgétaire : 908-885-204183-488003-200
Action : 488003011- Plateformes portuaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures	1 190 000,00 € HT	30,57 %	363 783,00 €
		Montant total de la subvention	363 783,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAP PORT AUTONOME DE PARIS
Adresse administrative : 2 QUAI DE GRENELLE
75015 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Madame Régine BREHIER, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'établissement public d'Etat Haropa-Ports de Paris est exploitant et gestionnaire de la plateforme portuaire multimodale de Gennevilliers.

La croissance des trafics conteneurs sur le terminal à conteneurs du port de Gennevilliers (382 00 EVP en 2018, 425 000 EVP attendus en 2019) s'accompagne d'une augmentation des trafics routiers, notamment nécessaires aux pré et post acheminements des conteneurs sur la plateforme. Avec plus de 152 000 mouvements comptabilisés en 2017 à l'entrée du terminal, avec des pics de trafics dépassant 600 poids lourds (PL) par jour et une augmentation constante des trafics depuis 2015, l'accès au terminal par voie routière est désormais fréquemment congestionné, concourant à une perte de compétitivité de la plateforme et générant des nuisances importantes : temps d'attente importants des PL pour entrer sur le terminal aux heures de pointe, remontées de file de plus de 200 m impactant les autres activités économiques du port et générant des risques d'accidents etc.
La saturation actuelle de cet accès complique le fonctionnnement du terminal et obère sa capacité à capter de nouveaux trafics pour atteindre un objectif de 600 000 EVP à moyen terme.

Les études menées par Haropa-Ports de Paris et Paris Terminal S.A ont mené aux préconisations suivantes :
- modernisation du système informatique et dématérialisation des procédures et des contrôles d'accès ;

- devant s'accompagner nécessairement du réaménagement des accès routiers au terminal par un nouveau partage et un redimensionnement des voiries ainsi que la création d'un parking d'attente pour les poids lourds.

La partie du projet portant sur la mise en oeuvre de la dématérialisation, le développement du système informatique ainsi que l'aménagement et l'équipement des accès au terminal et la création d'un parking d'attente pour poids lourds, incombe à Paris Terminal S.A et fait l'objet d'une autre subvention régionale.
La partie de l'opération portant sur le réaménagement des voiries d'accès au terminal ainsi que la couverture en enrobés du parking PL est à la charge d'Haropa-Ports de Paris.

La présente subvention porte uniquement sur la partie prise en charge par Haropa-Paris Terminal qui comprend l'ensemble des travaux de voiries et réseaux divers (VRD) de la route du bassin n°1 et de la route annexe du bassin n°1 qui permettent l'accès routier au terminal à conteneurs ainsi que les travaux d'enrobés du parking poids lourds du secteur Paris Terminal S.A (travaux de voirie/chaussée/signalisations du parking PL sont pris en charge par PTSA).

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des études de conception ainsi que les travaux nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 1 190 000 € HT.

L'État et la région Île-de-France financent la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports ».

La base subventionnable retenue par la région Île-de-France s'élève à 1 190 000 € HT.

Conformément aux montants inscrits au CPER Île-de-France 2015-2020, la participation financière attendue de l'État s'élève à 12,57 % du montant total HT de l'opération, soit 149 583 €.

La participation financière attendue de la région Île-de-France, conformément aux montants inscrits au CPER, s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit 363 783 €.
Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de Ports de Paris, conformément au CPER 2015-2020, est de 56,86 % du montant total HT de l'opération, soit 676 634 €.

Localisation géographique :
- BOUCLE NORD DE SEINE (EPT5 / 92-HAUTS DE SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Terminaux conteneurs - logistique et desserte ferrée des ports

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Démolitions terrassements inclus évacuation des déblais	100 000,00	8,40%
Travaux de bordures (300 ml) - route du bassin n°1	50 000,00	4,20%
Reconstruction de chaussée PL (2 400 m2) - route du bassin n°1 + Réhabilitation de chaussée- tapis (1 400 m2) - route annexe du bassin n°1	500 000,00	42,02%
Travaux d'assainissement - route du bassin n°1	130 000,00	10,92%
Travaux de marquage au sol/signalisation de police - route du bassin n°1	10 000,00	0,84%
Travaux d'enrobés parking PL secteur Paris Terminal S.A (environ 6 000 m2)	300 000,00	25,21%
Provisions pour aléas et frais divers	100 000,00	8,40%
Total	1 190 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	149 583,00	12,57%
Région Ile-de-France	363 783,00	30,57%
Haropa-Ports de Paris	676 634,00	56,86%
Total	1 190 000,00	100,00%

Annexe 3 - Fiche projet - UPS Paris E Center

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-078

DOSSIER N° 20002049 - UPS PARIS E-CENTER

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPS UNITED PARCEL SERVIC FRANCE SNC
Adresse administrative : 460 RUE DU VALIBOUT
78370 PLAISIR
Statut Juridique : Société en Nom Collectif
Représentant : Monsieur Rob BURROWS, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 3 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
UPS travaille actuellement avec la SOGARIS afin de trouver de nouveaux bâtiments sur la région Île-de-France. SOGARIS a présenté l'opportunité de réhabiliter une ancienne station-service, située Porte de Champerret, en un centre de livraison.
L'opération UPS PARIS E-CENTER consiste à aménager et équiper un centre de distribution urbain pour une logistique du dernier kilomètre zéro émission. Ce centre accueillera 30 camionnettes électriques et 7 quadricycles. Il desservira Neuilly-sur-Seine, les 8e et 16e arrondissements et une partie du 17e.
L'ouverture de ce nouveau site permet de réduire la distance et le temps d'approche des chauffeurs entre le centre UPS et la zone de livraison. Actuellement cette zone est desservie par le centre UPS de Saint-Ouen : 30 véhicules diésel (3,5t) parcourent aujourd'hui environ 30 km pour rejoindre et quitter la zone de la tournée.
Le centre de distribution sera alimenté en électricité d'origine renouvelable (certificats garanties d'origine Powernext) et géré par un système de recharge intelligent type «smartgrid».
Cet aménagement permettra d'économiser près de 300 000 KgCO2e/an. Le projet permet également la création d'emplois.
Le projet permet de réintégrer la logistique dans une opération d'aménagement urbain en zone dense et de valoriser l'utilisation des équipements existants. Il est aussi l'occasion de tester un changement d'échelle dans l'organisation des livraisons par vélocargo.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le budget d'aménagement et d'équipement de ce centre de distribution urbain est estimé à 2 114 645 €. A cet investissement s'ajoute un loyer annuel de 333 300 €.
Conformément aux exigences du régime d'aide d'Etat SA 40405 relatif à l'environnement, seuls les surcouts liés à la transition écologique sont pris en compte dans le calcul des dépenses éligibles.
L'installation électrique pour le chargement de 30 véhicules de livraisons et 7 quadricycles est estimée à 578 578 € HT. A ces coûts directement liés au choix d'utiliser des véhicules 100% électriques, s'ajoutent les surcouts liés au prix des véhicules électriques (1 350 000 € à comparer au coût de véhicules diesel classiques 898 890 € ; soit un surcoût de 451 110 €), ainsi qu'à l'achat de quadricycles électriques (133 567 €) et des caisses pour ces engins (52 500 €).
Soit un surcoût de 1 215 755 € lié à la distribution logistique du dernier kilomètre zéro émission (comparé à une distribution par véhicules diesel) qui correspond à la base éligible.
Toutefois, la base subventionnable retenue pour le calcul de la subvention régionale est plafonnée à 1 M€ HT, conformément aux modalités de financement du dispositif "Accompagnement des territoires" de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique. Ainsi, la subvention régionale proposée s'élève à 50% de la base éligible maximum, soit 500 000 €.
Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Infrastructures pour véhicules électriques	578 578,00	27,36%
Camionettes électriques	1 350 000,00	63,84%
Quadricycles électriques	133 567,00	6,32%
Caisses	52 500,00	2,48%
Total	2 114 645,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 614 645,00	76,36%
Subvention régionale	500 000,00	23,64%
Total	2 114 645,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel

que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes de protection environnementale de l'Union européenne (UE) ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes de l'UE

Annexe 4 - Fiche projet - Le Marche du jour INV

DOSSIER N° 20002660 - LE MARCHE DU JOUR - INV

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV (n° 00001105)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-885-20422-188003-200
Action : 18800302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - INV	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE MARCHE DU JOUR
Adresse administrative : 4-6 RUE DES CHAUFFOURS
95000 CERGY
Statut Juridique : SAS
Représentant : Christine SEGAUD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 2018, la société Le Marché du Jour accompagne les communes dans leurs projets de création et de développement de marchés alimentaires de centre-ville, en s'appuyant sur une plateforme de services numériques et logistiques.

Cette plateforme permet « d'augmenter » les marchés traditionnels par sa dimension numérique et d'offrir aux marchands non-sédentaires (producteurs, artisans et revendeurs) des solutions e-commerce adaptées à leurs contraintes, répondant aux nouvelles demandes des consommateurs dans leurs modes de vie et comportements d'achats. Cette solution a fait l'objet d'une expérimentation sur le marché de Beauchamp (Val d'Oise) et a vocation à être déployée dans au moins quatre autres communes franciliennes dans les prochaines années.

La proposition de service de LeMarchéduJour.fr couvre l'ensemble de la chaine de valeur des marchés alimentaires de centre-ville : conception à partir d'une offre de proximité (circuits-courts) ; gestion et animation de la relation avec les marchands ; portail web et offre de services de livraisons (e-commerce) ; gestion des chaines d'approvisionnement aval et amont. Le Marché du Jour n'intervient que comme un intermédiaire (marketplace) et un facilitateur, les communes conservent leurs rôles de gestionnaires des marchés et les marchands assurent eux-mêmes la vente de leurs produits (vente physique et e-commerce). L'ensemble des opérations de transport et logistiques sont confiées à un partenaire spécialisé, Le Marché du Jour mettant à disposition des transporteurs et des marchands le matériel

nécessaire à ces opérations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total du projet s'élève à 200 000€ HT en investissement et 20 000€ HT en fonctionnement.

Les dépenses d'investissement liées au projet sont réparties en trois postes. Le premier poste comprend les dépenses liées aux études et développements de la plateforme de service numériques et logistiques (150 000 €). Le deuxième poste comprend les dépenses liées à l'acquisition d'équipements logistiques nécessaire à la manutention des produits alimentaires (45 000 €). Le troisième poste comprend les dépenses liées à l'acquisition d'équipements informatiques (PDA, imprimantes…) permettant la gestion des commandes (5 000 €).

Le montant des dépenses d'investissement liées au projet s'élève à 200 000 € HT, constituant la base subventionnable retenue par la région Île-de-France. Le taux d'intervention de la Région est de 50%. Le montant de la subvention régionale s'élève à 100 000 €. La subvention régionale constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La subvention est attribuée dans le cadre de la règle des minimis.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et développements	150 000,00	75,00%
Equipement logistique	45 000,00	22,50%
Matériel informatique	5 000,00	2,50%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	100 000,00	50,00%
Subvention régionale	100 000,00	50,00%
Total	200 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du règlement *de minimis* (Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis).

Annexe 5 - Fiche projet - Le marché du jour FON

DOSSIER N° 20002685 - LE MARCHE DU JOUR - FON

Dispositif : Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT (n° 00001109)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 938-885-6574-188003-200
Action : 18800303- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - AAP Accompagnement des territoires pour la logistique - FCT	20 000,00 € HT	50,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE MARCHE DU JOUR
Adresse administrative : 4 RUE DES CHAUFFOURS
95000 CERGY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame CHRISTINE SEGAUD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 2018, la société Le Marché du Jour accompagne les communes dans leurs projets de création et de développement de marchés alimentaires de centre-ville, en s'appuyant sur une plateforme de services numériques et logistiques.

Cette plateforme permet « d'augmenter » les marchés traditionnels par sa dimension numérique et d'offrir aux marchands non-sédentaires (producteurs, artisans et revendeurs) des solutions e-commerce adaptées à leurs contraintes, répondant aux nouvelles demandes des consommateurs dans leurs modes de vie et comportements d'achats. Cette solution a fait l'objet d'une expérimentation sur le marché de Beauchamp (Val d'Oise) et a vocation à être déployée dans au moins quatre autres communes franciliennes dans les prochaines années.

La proposition de service de LeMarchéduJour.fr couvre l'ensemble de la chaine de valeur des marchés alimentaires de centre-ville : conception à partir d'une offre de proximité (circuits-courts) ; gestion et animation de la relation avec les marchands ; portail web et offre de services de livraisons (e-commerce) ; gestion des chaines d'approvisionnement aval et amont. Le Marché du Jour n'intervient que comme un intermédiaire (marketplace) et un facilitateur, les communes conservent leurs rôles de gestionnaires des marchés et les marchands assurent eux-mêmes la vente de leurs produits (vente physique et e-commerce). L'ensemble des opérations de transport et logistiques sont confiées à un partenaire spécialisé, Le Marché du Jour mettant à disposition des transporteurs et des marchands le matériel

nécessaire à ces opérations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le cout total du projet s'élève à 200 000€ HT en investissement et 20 000€ HT en fonctionnement.

Les dépenses de fonctionnement retenues pour le calcul de la base subventionnable sont les frais de personnel directement liées aux investissements : accompagnement des communes pour la création ou le développement de leurs marchés (conception, mise en œuvre opérationnelle, gestion) et des marchands pour la mise en œuvre et l'utilisation de la plateforme.

Le montant des dépenses de fonctionnement liées au projet s'élève à 20 000 € HT, constituant la base subventionnable retenue par la région Île-de-France.

Le taux d'intervention de la Région est de 50%. Le montant de la subvention régionale s'élève à 10 000 €. La subvention régionale constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La subvention est attribuée dans le cadre de la règle des minimis.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel pour l'accompagnement des communes et des marchands	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 000,00	50,00%
subvention régionale	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du règlement *de minimis* (Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis).

Annexe 6 - Convention - Port Gennevilliers - Amélioration accès terminal à conteneurs - Paris Terminal S.A

Convention de financement entre la région Île-de-France et Paris Terminal S.A pour l'opération :

PORT GENNEVILLIERS - AMELIORATION ACCES TERMINAL À CONTENEURS - SYSTEME DE DEMATERIALISATION

Entre :

La REGION ILE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

En vertu de la délibération de la commission permanente n° CP 2020-078 du 4 mars 2020
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Le bénéficiaire dénommé : **PARIS TERMINAL S.A**
dont le statut juridique est : SA à conseil d'administration
N° SIRET : 409 911 674 00011
dont le siège social est situé sis 6 route du bassin n°1 CE 111 92631 Gennevilliers CEDEX
ayant pour représentant Alain O'JEANSON,
ci-après dénommée « le bénéficiaire »

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Stratégie régionale pour le fret et la logistique approuvée par délibération n° CR 2018-001 du 15 mars 2018,

Après avoir rappelé que :

Face à la saturation et la congestion fréquentes de l'accès routier au terminal à conteneurs du port de Gennevilliers, le système informatique doit être modernisé et dématérialisé. Cela doit nécessairement s'accompagner du réaménagement des accès routiers au terminal ainsi que la création d'un parking d'attente pour les poids lourds.

La partie du projet portant sur la mise en œuvre de la dématérialisation et le développement du système informatique ainsi que l'aménagement et l'équipement des accès au terminal et la création d'un parking d'attente pour poids lourds incombe à Paris Terminal S.A, amodiataire exploitant actuel du terminal. La partie de l'opération portant sur le réaménagement des voiries d'accès au terminal ainsi que la couverture en enrobés du parking PL est à la charge d'Haropa-Ports de Paris.

La présente convention concerne uniquement les investigations nécessaires à la mise en œuvre de la dématérialisation portée par Paris Terminal S.A et comprenant uniquement le développement du système informatique, l'adaptation de l'infrastructure matérielle, les équipements et pose de bornes d'accès et portail OCR, l'interfaçage logiciel et des provisions pour aléas, frais annexes et accessoires divers.

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif "Soutien aux actions d'innovation en matière de logistique " de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique adoptée par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-001 du 15 mars 2018 pour la mise en œuvre d'un système complet de dématérialisation d'accès des poids lourds au terminal à conteneurs du port de Gennevilliers.

L'aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté de notification n° SA.51296, relatif aux aides en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leur voies d'accès et du dragage d'investissement pour la période 2018-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014, tel que modifié par le règlement (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP2020-078 du 4 mars 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir PARIS TERMINAL S.A pour l'opération intitulée « **PORT GENNEVILLIERS - AMELIORATION ACCES TERMINAL À CONTENEURS - SYSTEME DE DEMATERIALISATION** ».

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération.

Paris Terminal S.A est le maître d'ouvrage du projet et le bénéficiaire de la subvention.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES ACTIONS COUVERTES PAR LA CONVENTION

Article 2.1 Description du projet

L'opération consiste à mettre en œuvre d'un système complet de dématérialisation d'accès des poids lourds au terminal avec développement d'une plateforme web pour les démarches administratives, mise en place de bornes de gestion des accès.
Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève **à 560 000 € HT**.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 3.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Article 3.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements

fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 3.3 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter **3 stagiaires ou alternants** pour une période minimale de deux mois au titre de la subvention d'investissement.

Le bénéficiaire saisit ses offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 3.4 Obligations relatives à la charte régionales des valeurs de la Répulique et de la laïcité au recrutement de stagiaires ou alternants

Le bénéficiaire s'engage à respecter la Charte régionale de la république et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 Principe de financements

Le coût global de l'opération prise en charge par Paris Terminal S.A, ensemble des investigations et travaux nécessaires à la réalisation du projet de dématérialisation des accès, s'élève à 1 095 000 € HT.
La partie de l'opération relative à la mise en œuvre de la dématérialisation, comprenant le déploiement du système informatique et l'adaptation de l'infrastructure matérielle, les équipements de bornes d'accès et portail OCR, l'interfaçage logiciel et des provisions pour aléas, frais annexes et accessoires divers s'élève à 560 000 € HT.

La région Île-de-France finance la présente opération **au titre du dispositif "Soutien aux actions d'innovation en matière de logistique "** de la ***Stratégie régionale pour le fret et la logistique***.

La base subventionnable retenue par la région Île-de-France est plafonnée à 500 000 € HT, montant des dépenses éligibles, conformément aux modalités de financement du dispositif concerné.

Ainsi, la participation financière attendue de la région Île-de-France s'élève à 50 % des dépenses éligibles hors taxes de l'opération, soit à **250 000 €**. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA.51296, relatif aux aides en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de

leur voies d'accès et du dragage d'investissement pour la période 2018-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014, tel que modifié par le règlement (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017.

Article 4.2 Versement de la subvention

Article 4.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

La demande de versement auprès de la région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Article 4.2.2 Versement d'acomptes

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour le financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Article 4.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article 2.2 de la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- d'une note relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention ;

- après présentation du décompte général définitif de l'opération ;

- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Article 4.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.
La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.
Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).
Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région Ile-de-France.

Article 4.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant des subventions constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 4.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention de la Région attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l'article 4.1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4.2.6 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte **à compter de la délibération en commission permanente du 4 mars 2020** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération

Article 4.2.7 Suivi financier de l'opération

La Direction des Transports du Pôle Logements et Transports est le service instructeur de la région Île-de-France.

Article 4.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de

l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

À compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, Paris Terminal S.A s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble du financeur et à faire apparaître sa contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique respective.

Paris Terminal S.A autorise à titre gracieux la région Île-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France est interdite.

Article 5.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de …. ».

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération régionale de la commission permanente, à savoir le **4 mars 2020**.

Elle prend fin lors du versement du solde dû par la Région au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sans préjudice des dispositions de l'art. 3.2.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.
Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessus.

En outre, la Région se réservent le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Pour les personnes de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l’objet d'un avenant.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

La Présidente du Conseil Régional D'Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

Le Directeur Général de Paris Terminal S.A

Alain O'JEANSON

Annexe 7 - Convention - Port Gennevilliers - Amélioration accès terminal à conteneurs - Haropa-Ports de Paris

Convention de financement entre la région Île-de-France et HAROPA-Ports de Paris pour l'opération :

PORT GENNEVILLIERS - AMELIORATION ACCES TERMINAL A CONTENEURS – TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES VOIRIES D'ACCES

Entre :

La REGION ILE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

En vertu de la délibération de la commission permanente n° CP 2020-078 du 4 mars 2020
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

HAROPA-PORTS DE PARIS, Établissement Public de l'État, crée par la loi n°68-917 du 24 octobre 1968, ayant son siège : 2 quai de Grenelle – 75015 PARIS, représenté par Madame Régine BRÉHIER, Directrice Générale nommée à l'issue du conseil des ministres du 30 mars 2016, et conformément à l'avis rendu par le Conseil d'Administration de Ports de Paris du 9 mars 2016, désigné par « PAP »,

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.

Après avoir rappelé que :

Face à la saturation et la congestion fréquentes de l'accès routier au terminal à conteneurs du port de Gennevilliers, le système informatique doit être modernisé et dématérialisé. Cela doit nécessairement s'accompagner du réaménagement des accès routiers au terminal ainsi que de la création d'un parking d'attente pour les poids lourds.
La partie du projet portant sur la mise en œuvre de la dématérialisation, le développement du système informatique ainsi que l'aménagement et l'équipement des accès au terminal et la création d'un parking d'attente pour poids lourds, incombe à Paris Terminal S.A, amodiataire exploitant actuel du terminal. La partie de l'opération portant sur le réaménagement des voiries d'accès au terminal ainsi

que la couverture en enrobés du parking PL est à la charge d'Haropa-Ports de Paris.

La présente convention concerne les travaux nécessaires pour accompagner, par des aménagements de voirie (redimensionnement et nouveau partage de la voirie), la mise en œuvre de la dématérialisation des accès au terminal à conteneurs du port de Gennevilliers de mars 2020 à décembre 2021 par Haropa-Ports de Paris.

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports » approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP2020-078 du 4 mars 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir Haropa-Ports de Paris pour l'opération intitulée « PORT GENNEVILLIERS – AMELIORATION ACCES TERMINAL A CONTENEURS - TRAVAUX REAMENAGEMENT VOIRIE D'ACCES ».

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération.

HAROPA-Ports de Paris est maître d'ouvrage du projet.
Les co-financeurs sont : l'État, la région Île-de-France et Ports de Paris.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES ACTIONS COUVERTES PAR LA CONVENTION

Article 2.1 Description du projet

Il s'agit de mener la phase de conception puis les travaux nécessaires au réaménagement des voiries d'accès au terminal à conteneurs du port de Gennevilliers.

Article 2.2 Description du programme de l'opération

Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève, de façon estimative, à **1 190 000 € HT** et se décompose selon les grands postes de dépenses suivants :

Postes de dépenses	Coût HT estimatif en Euros
Démolitions-terrassements inclus évacuation des déblais	100 000 €
Travaux de bordures (300 ml) - route du bassin n°1	50 000 €
Reconstruction de chaussée PL (2 400 m2) - route du bassin n°1 + Réhabilitation de chaussée- tapis (1 400 m2) - route annexe du bassin n°1	500 000 €
Travaux d'assainissement - route du bassin n°1	130 000 €
Travaux de marquage au sol/signalisation de police - route du bassin n°1	10 000 €
Travaux d'enrobés parking PL secteur Paris Terminal S.A (environ 6 000 m2)	300 000 €
Provisions pour aléas et frais divers	100 000 €
TOTAL	**1 190 000 €**

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 3.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Article 3.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 Principe de financements

Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des études de conception ainsi que les travaux nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 1 190 000 € HT.

L'État et la région Île-de-France financent la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports ».

La **base subventionnable retenue par la région Île-de-France s'élève à 1 190 000 € HT**.

Conformément aux montants inscrits au CPER Île-de-France 2015-2020, la participation financière attendue de l'État s'élève à 12,57 % du montant total HT de l'opération, soit 149 583 €.

La participation financière attendue de la région Île-de-France, conformément aux montants inscrits au CPER, s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit **363 783 €**.
Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de Ports de Paris, conformément au CPER 2015-2020, est de 56,86 % du montant total HT de l'opération, soit 676 634 €.

La participation financière de l'État prendra la forme d'une décision attributive de subvention.
La participation financière de la région Île-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Ports de Paris.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit ainsi :

	Clé de financement	Montants HT
État	12,57 %	**149 583 €**
Région Île-de-France	30,57 %	**363 783 €**
Ports de Paris	56,86 %	**676 634 €**
TOTAL	100 %	**1 190 000 €**

Article 4.2 Versement de la subvention

Article 4.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

La demande de versement auprès de la région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Article 4.2.2 Versement d'acomptes

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour le financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Les subventions sont versées à PAP, sur le compte 00001000274- code banque 10071- code guichet 75000- clé RIB 34- ouvert au nom de : « PORT AUTONOME DE PARIS agence comptable » à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur – 75002 Paris.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Conformément à la délibération CR09-15 du 12 février 2015, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la Région d'Ile de France pour les opérations relevant du Contrat de Plan Etat / Région 2015-2020 est plafonné à 95 % avant versement du solde.

La participation financière de l'Etat fera l'objet de délégations en AE et CP au maître d'ouvrage.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Article 4.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article 2.2 de la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.2.2 ;

- d'une note de présentation « d'avancement de projet » relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention et indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;

- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes.
Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté.

- du procès-verbal de réception des travaux.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Article 4.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France et de l'Etat est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.
La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.
Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).
Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région Île-de-France.

Article 4.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant des subventions constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 4.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les subventions de l'Etat et de la Région attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à

l'article 4.1 de la présente convention. Elles font l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à l'Etat et à la Région en cas de trop perçu.

Article 4.2.6 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale au bénéficiaire et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

Article 4.2.7 Suivi financier de l'opération

- Le service instructeur et financier pour le compte de l'Etat est la DGITM/DST/PTF1
Le service instructeur référent, représentant de l'Etat au niveau régional, est la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Equipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France.

- La Direction des Transports du Pôle Logements et Transports est le service instructeur de la région Île-de-France.

Article 4.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

À compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France et de l'Etat, Ports de Paris s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France et l'Etat » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique respective.

Ports de Paris autorise à titre gracieux la région Île-de-France et l'État à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La région Île-de-France et l'Etat ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France et l'État est interdite.

Article 5.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « **travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de 363 783 €** ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 5.2 Modalités de transmission de données

Dans le cadre du programme Smart Région Initiative qui vise à faire de l'Ile-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région se dote d'une plate-forme de données et de services. Cette plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.

Dans ce cadre, Ports de Paris s'engage à fournir, à chaque demande de versement, un état des lieux des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme data régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 6 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPERATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention est organisé par Ports de Paris et assuré dans le cadre :

- Un **comité technique des financeurs de la Seine Amont et de la Seine Aval**, composé, au minimum des services techniques des instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage.
Le comité technique des financeurs aborde l'état d'avancement des opérations financées par la région Île-de-France au titre de sa politique pour le fret et la logistique et notamment de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :
    - suivi technique et opérationnel,
    - suivi financier et administratif.

Le comité technique des financeurs se réunit **au moins deux fois par an** pour s'assurer du bon déroulement du projet et notamment préalablement à chaque réunion du comité de suivi.
En tant que de besoin, à l'initiative d'un financeur, le comité technique peut être réuni en séance supplémentaire.

- Un **comité de suivi dédié à l'opération**, pouvant être réuni en tant que de besoin, qui vient compléter le système de gouvernance de l'opération.

Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'opération. Les instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage sont également associées au comité de suivi.

Le comité de suivi permet notamment d'aborder certains points bloquants ne relevant pas du comité technique.

- le **Conseil d'Administration** de Ports de Paris reste l'**instance décisionnaire**.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération régionale de la **commission permanente du 4 mars 2020**.

Elle prend fin lors du versement du solde par la Région au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sans préjudice des dispositions de l'art. 3.2.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité portuaire.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.
Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessus.

En outre, la Région se réservent le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Pour les personnes de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

La Directrice Générale de Haropa-Ports de Paris

Régine BRÉHIER

Annexe 8 - Convention - UPS E center

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AU PROJET
UPS PARIS E-CENTER

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-078 du 04 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : UPS FRANCE
dont le statut juridique est : SAS
N° SIRET : 334175221 01010
dont le siège social est situé 20 rue Escoffier – 75012 Paris
ayant pour représentant Monsieur Rob BURROWS – Country manager
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « appel à projets : accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-001 du 15 mars 2018.

Pour permettre une desserte à la fois efficace et vertueuse en zone urbaine, l'une des principales solutions consiste à y réimplanter des surfaces logistiques qui rendent possible une arrivée massifiée des marchandises, au sein même du territoire desservi, puis une livraison du dernier kilomètre en véhicules propres et adaptés au tissu urbain dense.

L'opération UPS PARIS E-CENTER consiste à aménager et équiper un centre de distribution urbain situé sur le boulevard périphérique au niveau de la Porte de Champerret à Paris pour une logistique du dernier kilomètre zéro émission. Ce centre accueillera 27 camionnettes électriques et 7 quadricycles. Il desservira Neuilly-sur-Seine, les 8e et 16e arrondissements et une partie du 17e.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

L'aide est allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2020-078 du 04 mars 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir la société UPS FRANCE pour la réalisation de l'opération suivante :

OBJET : aménagement et équipement d'un centre de distribution urbain sur le boulevard périphérique, porte de Champerret, pour une logistique du dernier kilomètre zéro émission.

Dans cet objectif, la région Île-de-France accorde à la société UPS FRANCE :

- une subvention d'investissement correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 500 000€.

Le descriptif complet ainsi que le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, sont détaillés dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » n°20002049.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 7 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique urbaine.

En cas de changement d'affectation des biens avant le terme des 7 ans, il sera demandé au bénéficiaire un remboursement de la subvention au prorata temporis.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser un suivi annuel quantitatif et qualitatif du projet et à produire une évaluation globale de la mise en œuvre du projet au plus tard pour le versement du solde de la subvention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois au titre de la subvention d'investissement.

Le bénéficiaire saisit ses offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter la Charte régionale de la république et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention suivante : « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de …. € ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'OUVERTURE DES DONNEES

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région ;
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échange (colloque, séminaires..) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles ;
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal, ou son représentant, est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention

Dans le cadre du programme Smart Région Initiative qui vise à faire de l'Ile-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région se dote d'une plate-forme de données et de services. Cette

plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.

Des jeux de données relatifs à la présente convention pourront être publiés en *open data* sur cette plate-forme afin notamment de contribuer à améliorer la connaissance des flux de marchandises en Ile-de-France.

Dans ce but, le bénéficiaire s'engage à fournir la liste (le catalogue) de l'ensemble des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.

Le bénéficiaire s'engage à fournir, à chaque demande de versement, un état des lieux des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme data régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention d'investissement par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Conformément à l'article 2.6 de la présente convention, le bénéficiaire produira également pour chaque demande de versement un récapitulatif des données produites dans le cadre du projet.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- les justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- un bilan opérationnel du projet avec les indicateurs d'évaluation portant notamment sur les impacts en terme de réduction des polluants, de réduction des km parcourus, d'optimisation des flux et de création d'emplois…qui permettront de mesurer la pertinence environnementale et urbaine du projet.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 04 mars 2020 et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.sans préjudice des dispositions des articles 2.1 et 2.4.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une

mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-078 du 04 mars 2020

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
Monsieur Rob BURROWS
Country manager UPS FRANCE

Annexe 9 - Convention - Le marché du jour

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AU PROJET
LE MARCHE DU JOUR

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-078 du 4 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LE MARCHE DU JOUR
dont le statut juridique est : SAS
N° SIRET : 83884370400019
dont le siège social est situé au : 4-6 Rue des Chauffours, 95095 Cergy-Pontoise
ayant pour représentant Madame Christine SEGAUD *(représentant signataire convention)*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « appel à projets : accompagnement des territoires pour une logistique vecteur de développement local » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-001 du 15 mars 2018.

L'attribution par la Région de deux subventions et leurs versements se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2020-078 du 4 mars 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la société LE MARCHE DU JOUR pour le déploiement de sa solution de plateforme de services numériques et de services dédiée à la gestion et au développement des marchés alimentaires de centre-ville dans des communes d'Île-de-France.

ARTICLE 1.1 : DESCRIPTION DU PROJET

Créée en 2018, la société Le Marché du Jour accompagne les communes dans leurs projets de création et de développement de marchés alimentaires de centre-ville, en s'appuyant sur une plateforme de service numérique et logistiques.

Cette plateforme permet « d'augmenter » les marchés traditionnels par sa dimension numérique et d'offrir aux marchands non-sédentaires (producteurs, artisans et revendeurs) des solutions e-commerce adaptées à leurs contraintes, répondant aux nouvelles demandes des consommateurs dans leurs modes de vie et comportements d'achats.

La plateforme de services numériques et de services se structure autour de 5 modules métiers :

- Module 'Avant-projet', qui regroupe l'ensemble des prestations de services préalables à la création d'un nouveau marché ou la mise en œuvre de la plateforme sur un marché existant,
- Module 'Interface de gestion', qui permet à la commune de gérer directement et pleinement son marché tout en bénéficiant de nouveaux services et d'une dynamique plus forte,

- Module ‘Web’ (se décomposant en 3 niveaux : Référencement/e-commerce/marketplace), qui constitue le portail web du marché et rassemble toutes les fonctions permettant aux marchands d’accéder au e-commerce,
- Module ‘Supply chain’, pour assurer les livraisons de commandes aux clients,
- Module ‘Nouveaux services’, qui regroupe des services supplémentaires aux clients, marchands mais aussi des services permettant aux communes de diversifier l’activité du marché.

Le périmètre d’intervention du Marché du Jour recouvre toutes les facettes du marché, de l’amont à l’aval, avec une approche ‘phygitale’ associant à la fois le marché traditionnel physique et le digital :

- la conception du marché et sa mise en œuvre y compris le sourcing marchands,
- la gestion du marché, la relation avec les marchands et son animation,
- le portail web du marché et son espace e-commerce,
- la supply chain liée aux commandes clients (cas du e-commerce).

Le Marché du Jour n’intervient pas en tant que gestionnaire des marchés en délégation de service public (DSP), mais accompagne les communes pour la création ou le développement de leur marché, en s’appuyant sur sa solution de plateforme de services qui adresse de façon modulable toutes les fonctions et besoins du marché.

Le Marché du Jour n’assure pas la vente des produits alimentaires, mais agit en tant que *marketplace* pour mettre en relation marchands, clients potentiels et gestionnaires et marchés et en tant que facilitateur pour accompagner la transition numérique des marchands (producteurs, artisans, commerçants sédentaires et non sédentaires).

Les solutions opérationnelles de transport et logistiques amont (approvisionnement des marchés) et aval (e-commerce) sont confiées par Le Marché du Jour à un ou des prestataire(s) spécialisé(s), selon un cahier des charges spécifique. Le Marché du Jour mets à disposition des marchands, des communes et de ses prestataire(s) les équipements logistiques (casiers, conteneurs isothermes, …) et le matériel informatique (PDA, imprimantes…) indispensables à la mise en œuvre de ces solutions opérationnelles.

ARTICLE 2.2 : DETAILS DES SUBVENTIONS

La Région Île-de-France accorde à la société LE MARCHE DU JOUR :
- une subvention d’investissement correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s’élève à 200 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 100 000 € (dossier n°20002660).
- une subvention de fonctionnement correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s’élève à 20 000 HT, soit un montant maximum de subvention de 10 000 € (dossier n°20002685).

Les dépenses éligibles pour la subvention d’investissement comprennent les dépenses liées aux études et développements de la plateforme de service numériques et logistiques (150 000 €), à l’acquisition d’équipements logistiques nécessaire à la manutention des produits alimentaires (45 000€) et à l’acquisition d’équipements informatiques (PDA, imprimantes…) permettant la gestion des commandes (5 000 €).

Les dépenses éligibles pour la subvention de fonctionnement sont les frais de personnel directement liées aux investissements : accompagnement des communes pour la création ou le développement de leurs marchés (conception, mise en œuvre opérationnelle, gestion) et des marchands pour la mise en œuvre et l’utilisation de la plateforme.

Le plan de financement prévisionnel de l’opération, précisant les montants HT, est détaillé dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique urbaine.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser un suivi annuel quantitatif et qualitatif du projet et à produire une évaluation globale de la mise en œuvre du projet au plus tard pour le versement du solde de la subvention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois au titre de la subvention d'investissement et 1 stagiaire ou alternant au titre de la subvention de fonctionnement.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter la Charte régionale de la république et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le cas échéant, pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention suivante : « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de …. € ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'OUVERTURE DES DONNEES

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échange (colloque, séminaires..) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal, ou son représentant, est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention

Dans le cadre du programme Smart Région Initiative qui vise à faire de l'Ile-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région se dote d'une plate-forme de données et de services. Cette plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.

Des jeux de données relatifs à la présente convention pourront être publiés en *open data* sur cette plate-forme afin notamment de contribuer à améliorer la connaissance des flux de marchandises en Ile de France

Dans ce but, le bénéficiaire s'engage à fournir la liste (le catalogue) de l'ensemble des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.

Le bénéficiaire s'engage à fournir, à chaque demande de versement, un état des lieux des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme data régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

- Subvention d'investissement

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention d'investissement par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

- Subvention de fonctionnement

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention de fonctionnement par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état

récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Conformément à l'article 2.6 de la présente convention, le bénéficiaire produira également pour chaque demande de versement un récapitulatif des données produites dans le cadre du projet.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est également subordonné à la production des justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- les justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans les délais indiqués à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 4 mars 2020 et prend fin au versement du solde ou à la date

d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.sans préjudice des dispositions des articles 2.1 et 2.4.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-078 du 4 mars 2020.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
Madame Christine SEGAUD
Présidente de LE MARCHE DU JOUR

Annexe 10 - Protocole cadre Canal Seine-Nord Europe

La Région Île de France et
La Société Canal Seine-Nord Europe

Protocole cadre relatif à la contribution de la Région Île-de-France au financement du Canal Seine-Nord Europe

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
ci-après dénommée « la Région »

D'une part

Et

La Société du Canal Seine-Nord Europe, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est situé 134 rue de Beauvais à Margny-les-Compiègne, représentée par le Président du Directoire, M. Jérôme DEZOBRY, ci-après désignée « le maître d'ouvrage » ou « la Société du Canal Seine-Nord Europe »

D'autre part

Visas

Vu la Décision d'exécution (UE) 2019/1118 de la Commission du 27 juin 2019 relative au projet transfrontalier Seine-Escaut sur les corridors de réseau central « Mer du Nord – Méditerranée » et « Atlantique » ;

Vu l'Ordonnance n°2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe ;

Vu le Décret n° 2017-427 du 29 mars 2017 relatif à la Société du Canal Seine-Nord Europe ;

Vu le Protocole de financement et de gouvernance pour la réalisation du Canal Seine-Nord Europe du 13 mars 2017 ;

Vu la délibération n°19-74-02 du conseil d'administration du 20 novembre 2019, de l'AFITF relative à la convention de financement et de réalisation du Canal Seine-Nord Europe

Vu La délibération n° CR 2017-34 du 9 mars 2017 du conseil régional d'Île-de-France relative au financement du Canal Seine-Nord Europe ;

Vu la délibération n° CP 2018-434 du 21 novembre 2018 de la commission permanente de la Région Île-de-France;

Préambule

Le projet de canal Seine-Nord Europe consiste en la création d'un canal à grand gabarit long de 107 km, entre Compiègne et le canal Dunkerque-Escaut. Ce canal permettra le transport de chargements de fret atteignant 4 400 tonnes.

A sa mise en service, il s'intègrera au réseau de voies navigables à grand gabarit géré par Voies navigables de France, et reliera les bassins de la Seine et de l'Oise aux 20 000 km de réseau européen à grand gabarit du nord de l'Europe. Il favorisera le développement du transport fluvial et la compétitivité économique des entreprises. Il s'inscrit dans une politique de report modal du fret de longue distance de la route vers la voie d'eau et décongestionnera les autoroutes sur un corridor Nord-Sud saturé.

Cette nouvelle infrastructure permettra la création de 10 000 à 13 000 emplois directs et indirects au plus fort du chantier. A l'horizon 2050, le développement de nouvelles activités économiques engendrées par le projet et les plateformes multimodales est estimé à 50 000 emplois.

Pour que le Canal Seine-Nord Europe atteigne l'ensemble des effets recherchés, il doit être accompagné de la réalisation de plateformes multimodales sur son tracé, d'aménagements à grand gabarit du réseau de voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais et de la rivière Oise qui permet la connexion à la Seine, ainsi que d'aménagements à grand gabarit sur les réseaux de voies navigables de Flandre et de Wallonie.

Ainsi, ce projet s'inscrit dans le cadre de la liaison fluviale internationale Seine-Escaut et est présélectionné comme faisant partie du corridor multimodal « Mer du Nord – Méditerranée » du réseau central du réseau transeuropéen de transport. La décision d'exécution de la commission du 27 juin 2019 a rappelé le caractère essentiel de la réalisation du Canal Seine-Nord Europe et de la liaison fluviale Seine-Escaut dans le cadre des objectifs de la politique de transports de l'Union européenne.

Le projet du Canal Seine-Nord Europe et ses aménagements connexes, y compris les plateformes multimodales, ont été déclarés d'utilité publique par le décret du 11 septembre 2008. Suite à la reconfiguration du projet réalisée entre 2013 et 2015, le décret n° 2017-578 du 20 avril 2017 est venu modifier cette déclaration d'utilité publique. Cette déclaration d'utilité publique a été prorogée pour 9 ans par le décret n°2018-673 du 25 juillet 2018.

L'Union européenne, l'État, et les collectivités territoriales ont déjà soutenu le projet du Canal Seine-Nord Europe en consacrant 236 M€ à sa réalisation entre 2003 et 2015.

L'établissement public de l'État Société du Canal Seine-Nord Europe, créé par l'ordonnance n°2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe, s'est vu confier la maîtrise d'ouvrage de cette infrastructure depuis le 4 mai 2017, succédant à Voies navigables de France, précédent maître d'ouvrage du canal.

La loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités prévoit la transformation de cet établissement public en établissement public local rattaché à la Région Hauts-de-France et aux Départements du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, au plus tard le 1er avril 2020, permettant de confier à ces collectivités territoriales le pilotage du projet.

Prévu par l'article 5 de l'ordonnance du 21 avril 2016, un protocole de financement et de gouvernance pour la réalisation du Canal Seine-Nord Europe a été conclu entre l'État et les Collectivités territoriales partenaires du projet, signé en date du 13 mars 2017. A ce titre, les conditions de la participation de la Région Île-de-France au projet ont été fixées par la délibération CR 2017-34 du 9 mars 2017 du conseil régional, notamment le premier alinéa de l'article unique qui stipule que la Région « Décide de participer au financement du projet d'aménagement du Canal Seine-Nord Europe à titre exceptionnel et forfaitaire à hauteur de 110 000 000 €, y compris en cas de survenance d'aléas de chantier ou de défaut de financement ». Le protocole définit les principes de financement du projet entre l'Etat et les Collectivités territoriales partenaires, ainsi que les principes de gouvernance de la Société du Canal Seine-Nord Europe. En particulier, l'article 2 de ce protocole prévoit qu'il ne concerne les coûts du projet qu'à compter du 1er janvier 2016. L'article 3 de ce protocole prévoit notamment un principe de parité des financements hors taxe entre l'Etat et les collectivités. Il est à noter que le projet sur les années 2016 et 2017 a été financé par la convention de l'AFITF du 30 novembre 2015, son avenant du 13 juin 2018 et le « grant agreement » (convention de financement de l'Europe) conclu entre les partenaires du projet Seine Escaut (La France, les régions wallonne et flamande) et l'agence exécutive de la Commission Européenne « INNOVATION AND NETWORKS EXECUTIVE AGENCY» (INEA).

Afin de respecter le principe de parité entre l'Etat et les Collectivités défini par l'article 2 de ce protocole, une convention relative au financement des dépenses de 2018 et 2019 a été signée par la Région Île-de-France et la Société du Canal Seine-Nord Europe, conformément à la délibération CP 2018-434 du 21 Novembre 2018 du Conseil Régional, dans l'attente de la validation des conditions définitives de financement prévue par l'article 9 du protocole.

La Société du Canal Seine-Nord-Europe, l'Etat, la Région Hauts-de-France et les départements du Nord, du Pas-de-Calais, et l'Oise et de la Somme ont par ailleurs établi une convention de financement et de réalisation du Canal Seine-Nord Europe pour organiser les conditions de leur apport. Le présent protocole définit les conditions du financement du Canal Seine-Nord Europe par la Région Île-de-France s'inscrivant dans le cadre des principes du protocole du 13 mars 2017.

* *
*

Article 1 – Objet du protocole

L'objet du présent protocole est de définir les modalités de financement par la Région Île-de-France des investissements nécessaires à la réalisation du Canal Seine-Nord Europe, dénommé ci-après « le Projet ».

Le présent protocole, qui fixe les engagements définitifs pris par chacun des signataires, est élaboré sur la base des principes posés par le précédent protocole *de financement et de gouvernance pour la réalisation du canal Seine-Nord-Europe* conclu le 13 mars 2017, issu de l'article 5 de l'ordonnance du 21 avril 2016. Il actualise et complète ces principes, afin de tenir compte notamment du changement de statut de la société de projet et des nouvelles orientations retenues pour son financement.

Ce protocole se déclinera, au fur et à mesure de l'avancement du Projet, en conventions de financements qui préciseront les conditions techniques, administratives et financières de versement des subventions.
Une première convention sera proposée pour l'année 2020 pour engager une enveloppe correspondant à l'échéancier prévisionnel des appels de fonds précisé dans l'article 5.2 ci – après.

Article 2 – Consistance du projet

Le Projet, objet du présent protocole, comprend la réalisation des opérations suivantes :

- le Canal Seine-Nord Europe de Compiègne (Oise) à Aubencheul-au-Bac (Nord), sur 107km de linéaire, y compris les franchissements ;
- les six écluses implantées à Montmacq, Noyon, Campagne, Allaines, Marquion et Oisy-le-Verger avec des avant-ports dimensionnés pour un seul sas, y compris les mesures conservatoires permettant la construction ultérieure d'un deuxième sas sous exploitation ;
- une écluse de raccordement au gabarit « canal du Nord » entre le Canal Seine-Nord Europe et le canal du Nord à Moislains ;
- le bassin réservoir de la vallée de Louette ;
- les mesures environnementales.

Par ailleurs, le Projet comprend aussi la réalisation des éléments suivants, qui pourront faire l'objet de modifications ultérieures, sans que le coût du Projet au sens du présent protocole ne puisse en être augmenté. Ces modifications seront à déterminer dans le cadre des contrats territoriaux de développement prévus à l'article 1er de l'ordonnance du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe ainsi qu'avec la ou les structures qui seront chargées de l'exploitation des sites concernés :

- les quais industriels entre Thourotte et Pimprez;
- les quais céréaliers à Languevoisin, Moislains et Graincourt-lès-Havrincourt ;
- des équipements pour la plaisance à Saint-Christ-Briost et Allaines ;

Le Projet comprend enfin la réalisation des quais et le terrassement des arrières-quais de plateformes multimodales. Est ainsi prévu la réalisation des terrassements et murs de quai des plates-formes de Nesle, de Péronne et de Noyon et de la partie Est de la plate-forme de Cambrai-Marquion, ces éléments pouvant faire l'objet de modifications ultérieures dans les conditions décrites au précédent alinéa. Ces modifications ne pourront conduire à intégrer au Projet la viabilisation et l'aménagement des plateformes multimodales, ni les raccordements routiers et ferroviaires de ces plateformes.

La consistance détaillée de ces opérations figure en annexe 1.

La Société du Canal Seine-Nord Europe SCSNE est le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine – Nord Europe.

Article 3 – Calendrier prévisionnel des opérations

A la date de conclusion du présent protocole, en référence au calendrier prévu par la décision d'exécution (UE) 2019/1118 de la Commission du 27 juin 2019 relative au projet transfrontalier Seine-Escaut, la mise en service du Canal Seine-Nord Europe est prévue de manière échelonnée entre juin 2027 pour le secteur 1 entre Compiègne et Passel et décembre 2028 pour les secteurs 2,3,4 entre Passel et Aubencheul-au-bac. Le calendrier prévisionnel de réalisation du Projet figure en annexe 2.

Article 4 – Coût et financement des opérations

4.1 - Coût prévisionnel du projet

Le coût prévisionnel du Projet est estimé par la Société du Canal Seine-Nord Europe à 4 524 M€ HT aux conditions économiques de 2016. Ce montant ne comprend pas les dépenses déjà réalisées entre 2004 et 2015 et financées par l'Etat, l'Union européenne, la Région Nord-Pas-de-Calais et la Région Picardie.

Sur ces bases, le coût prévisionnel à terminaison de l'opération s'établit à 5 118M€ HT en tenant compte d'un taux d'actualisation de référence de 1,5% et du planning directeur.

4.2 - Montant de la participation de la Région Île-de-France

La Région Île-de-France s'engage à participer au financement du Projet défini dans l'article 2 à hauteur de 110M€ HT courants.

La Région Île-de-France ne prend pas en charge les risques financiers, administratifs ou techniques associés à la réalisation du projet. Sa participation est forfaitaire et non révisable, et ne sera pas modifiée par l'actualisation ou l'évolution du coût du projet, quelle qu'en soit l'origine.

La Région Île-de-France n'apporte notamment aucune garantie aux emprunts effectués par la Société du Canal Seine-Nord Europe dans le cadre de la contribution d'équilibre du projet décrite dans l'article 7 de la convention de financement et de réalisation du Canal Seine-Nord Europe.

Une subvention plafonnée forfaitairement de 2,94M€HT relative au financement des dépenses de 2018 et 2019 a d'ores et déjà été attribuée par la Région Île-de-France à la Société du Canal Seine-Nord Europe, conformément à la délibération CP n°2018-434 du conseil régional. Conformément au protocole de financement et de gouvernance pour la réalisation du Canal Seine-Nord Europe, cette subvention vient en déduction du montant de 110M€HT alloué par la Région Île-de-France pour le financement du projet.

La montant restant à verser pour couvrir les dépenses à partir du 1er janvier 2020 s'élève ainsi à 107,06M€HT.

Article 4.3 – Prise en charge de la TVA

La Région Île-de-France ne prend pas en charge la TVA. Les dépenses éligibles prises en compte pour le versement de la subvention régionale sont présentées hors taxe.

Article 5 - Modalités de financement

5.1 – Principes de cadencement des conventions de financement

Les contributions de la Région Île-de-France seront mises en place sous la forme d'autorisations de programme (AP) dans le cadre de conventions de financements établies sur la base des besoins prévisionnels du maître d'ouvrage, afin de permettre le versement des crédits de paiement selon les montants indicatifs figurant dans les tableaux de l'article 5.2.
Ces conventions de financement respecteront les termes du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

5.2 – Besoins prévisionnels en AP

En cohérence avec les échéanciers de l'annexe 4 de la convention et de réalisation du Canal Seine-Nord Europe délibéré par l'AFITF le 20 novembre 2019, les besoins prévisionnels indicatifs en AP sont indiqués ci-dessous. Ces montants pourront être ajustés lors de l'élaboration des conventions de financement dans la limite du montant total de 110M€ qui constitue un plafond.

Années	2016 - 2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028 et au-delà	Total
M€	2,94	10,28		24,97		38.03	33.78	0	0	0	110

Tableau 1 : Besoins prévisionnels en AP

5.3 – Besoins prévisionnels en CP

Les besoins prévisionnels en CP sont mentionnés ci-dessous à titre indicatif et seront précisés dans les conventions de financement successives. Leur montant n'excédera pas les plafonds cumulés retenus en AP précisés dans l'article 5.2.

Années	2016 - 2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028 et au-delà	Total
M€	2.94	10,28		24,97		38.03	33.78	0	0	0	110

Tableau 2 : Besoins prévisionnels en CP

Article 6 – Engagement du maitre d'ouvrage

La Société du Canal Seine-Nord Europe s'engage à transmettre chaque année à la Région Île-de-France un échéancier des appels de fonds et un plan de financement pluriannuel, qui détaille la mobilisation de l'ensemble des contributions au Projet et le reste à tirer des subventions. Ces éléments doivent correspondre à ceux transmis aux parties signataires de la convention de financement et de réalisation du Canal Seine-Nord Europe conformément à l'article 6.1 de cette dernière.

Le maitre d'ouvrage, sous réserve du respect des engagements pris à l'article 4.2, s'engage à :

- procéder à des appels de fonds en justifiant de dépenses comptabilisées. Le versement d'avances est possible conformément à l'article 24 du règlement budgétaire et financier de la Région, dans la limite de 30 % maximum du total de la subvention affectée et sur présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal démontrant le besoin de trésorerie du bénéficiaire. La demande d'avance est à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois. Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.
- ne procéder aux appels de fonds qu'après signature de chaque convention de financement du projet.

6.1 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants

Par délibération n°CR 08-16 du 8 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf disposition législative ou règlementaire contraire, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois dans le cadre de leur parcours de formation ou d'insertion.
En application de ce dispositif, la Région et la SCSNE conviennent de fixer à 330 le nombre total de stagiaires ou alternants à recruter au titre de la subvention globale d'investissement de 110M€.

Dans le cadre du dispositif « Canal Solidaire », les Conseils départementaux de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais, de la Somme et du Val d'Oise et la Société du Canal

Seine-Nord Europe ont engagé une démarche partenariale afin d'intégrer à l'ensemble des marchés en lien avec le CSNE (marchés d'études, de travaux, de prestations, etc.) la Clause d'Insertion par l'Activité Economique (CIAE). Les stagiaires et salariés en contrats d'apprentissage ou de professionnalisation recrutés par les attributaires dans le cadre de marchés publics en application de la CIAE seront pris en compte pour valider le respect des obligations afférentes à CSNE.

Le bénéficiaire saisit ses offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui seront précisées dans les futures conventions de financement.

Article 7 – Modification du protocole cadre

Toute modification des termes du présent protocole cadre fait l'objet d'un avenant.

Article 8 – Date d'effet et durée du protocole cadre

Le protocole cadre prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

La date de prise en considération des dépenses financées sera précisée dans les conventions de financement subséquentes au présent protocole.

Le protocole cadre prend fin à l'expiration de la dernière des conventions de financement visées à l'article 5.

ANNEXES

ANNEXE 1 Consistance détaillée du projet

ANNEXE 2 Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Annexe 1 - Consistance détaillée du projet

La présente convention de financement porte sur la réalisation par la Société du Canal Seine-Nord Europe des éléments suivants :

- l'infrastructure de 107 km environ entre Compiègne (Oise) et Aubencheul-au-Bac, incluant plusieurs ponts-canaux,
- les ouvrages de franchissement, notamment ferroviaires et routiers,
- les 6 écluses implantées à Montmacq, Noyon, Campagne, Allaines, Marquion et Oisy-le-Verger avec des avant-ports dimensionnés pour un seul sas, y compris les mesures conservatoires permettant la construction ultérieure d'un deuxième sas sous exploitation,
- une écluse de raccordement au gabarit « canal du Nord » entre le Canal Seine-Nord Europe et le canal du Nord à Moislains,
- le bassin réservoir de la vallée de Louette,
- les mesures environnementales

Par ailleurs, les équipements suivants sont également prévus dans le cadre du projet, mais les définitions précises de réalisation seront finalisés notamment dans le cadre des échanges tenus pour les contrats territoriaux de développement prévus par l'article 1er de l'ordonnance du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe ainsi qu'avec la ou les structures qui seront chargées de leur exploitation :

- les terrassements et murs de quai des plates-formes de Nesle, Péronne et Noyon, et de la partie Est de la plate-forme de Cambrai-Marquion,,
- les quais industriels entre Thourotte et Pimprez,
- les quais céréaliers à Languevoisin, Moislains et Graincourt-lès-Havrincourt,
- des équipements pour la plaisance à Saint-Christ-Briost et Allaines,

Ne sont pas compris :

- la viabilisation et l'aménagement des plates-formes,
- les raccordements routiers et ferroviaires des plates-formes.

I. Description générale du projet

Le projet, intitulé Canal Seine-Nord Europe, consiste en une infrastructure nouvelle de 107,345 km de longueur entre Compiègne et Aubencheul-au-Bac, au gabarit Vb, ménageant un rectangle de navigation de 38 mètres x 4 mètres et une hauteur libre sous les ponts de 7 mètres.

Les 6 écluses séparant les 7 biefs de l'ouvrage autorisent le passage de convois poussés de 185 mètres de long sur 11,40 mètres de large.

Le projet comporte également un bassin réservoir pour l'alimentation en eau du canal en période de basses eaux, les infrastructures fluviales des plates-formes multimodales, des quais céréaliers, des quais industriels et des équipements pour la plaisance ainsi que les zones de dépôts de déblais excédentaires. Enfin, il comporte la réalisation de mesures environnementales, prévues notamment dans l'étude d'impact sur l'environnement et qui seront réalisées avec un objectif de qualité architecturale et paysagère.

Les ouvrages du canal en chiffres
(niveau d'études Avant Projet Sommaire Modificatif – biefs et section courante)

Longueur :	107 km entre Compiègne et Aubencheul-au-Bac
Largeur en surface :	54 m
Profondeur d'eau :	4,50 m
Tirant d'eau :	3 m
Rectangle de navigation :	38 m x 4 m
Hauteur libre sous les ponts :	7 m
Nombre d'écluses :	6 (chutes de 6,4 m à 25,7 m)
Nombre de ponts-canaux :	3 dont le pont-canal de la Somme (1,3 km de long)
Bassin-réservoir d'eau	14 millions de mètres cubes
Nombre d'ouvrages de franchissement :	61
Mouvement de terres :	57 millions de m^3
Volume de remblais :	20 millions de m^3
Volume de déblais excédentaires :	37 millions de m^3
Nombre d'équipements fluviaux prévus pour les plates-formes multimodales (*):	- 3 quais de 400 ml (Noyon, Nesle, Péronne- Haute Picardie) - un quai de 1000 ml (Cambrai-Marquion) - un bassin de virement (Cambrai-Marquion) - 363 ha de réserves foncières
Nombre de quais céréaliers (*) :	3
Nombre de quais industriels (*):	3
Nombre d'équipements pour la plaisance (*):	2

Tableau 1 : Les ouvrages du canal reconfiguré en chiffres

(*) ces éléments descriptifs indicatifs constituent des limites maximales et seront à préciser dans le cadre notamment des réflexions sur les contrats territoriaux de développement prévus par l'article 1er de l'ordonnance du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe, et avec les structures juridiques qui seront en charge de la gestion ultérieure de ces éléments.

Le projet comprend également le rétablissement des réseaux concessionnaires (Gaz, électricité..).

1. *Terrassements*

Le volume des déblais excavés, hors terre végétale, est d'environ 71 millions de m^3 et le volume de remblais utiles à la construction de l'ouvrage de 31 millions de m^3.
Les excédents de matériaux sont mis en dépôt dans les emprises du projet ou valorisés en aménagement ou sur des chantiers de remblaiement. La localisation des sites de dépôts, les conditions de mise en dépôt et la vocation ultérieure de ces sites seront définies notamment en concertation avec la profession agricole en application du protocole signé le 25 septembre 2015 entre VNF et les organisations professionnelles agricoles. Un schéma de gestion et de valorisation des déblais validé par le conseil de surveillance de la Société di Canal Seine-Nord Europe permettra de définir le cadre général de mise en œuvre.

2. *Ecluses*

Les écluses sont conçues de manière à permettre la construction d'un deuxième sas pendant la phase d'exploitation 15 à 20 ans après le début de mise en exploitation. Le tableau ci-dessous présente les 6 écluses ainsi que leur hauteur de chute.

Ecluse	Commune	Hauteur de chute
0	Montmacq	6,41 m
1	Noyon	19,57 m
2	Campagne	15,50 m
3	Allaines	13,10 m
4	Marquion-Bourlon	25,71 m
5	Oisy-le-Verger	25,00 m

Tableau 2 : Les écluses et leur hauteur de chute

3. *Ouvrages d'art*

Le franchissement des étangs de la Somme à l'Ouest de Péronne s'effectue par un pont-canal d'une longueur de 1 330 m et d'une largeur de 32,80 m.

Le rétablissement des voies de communication nécessite la construction de :
- 2 ponts-canaux franchissant respectivement les autoroutes A26 et A29 ;
- 3 ponts-rails ;
- 56 ponts routes.

4. *Alimentation en eau*

L'alimentation en eau sera assurée par un prélèvement dans l'Oise au niveau de l'écluse de Montmacq et un bassin réservoir d'une capacité de 14 millions de mètres cubes.
Le canal est rendu étanche sur l'ensemble de sa longueur. La perméabilité moyenne correspond à une couche de 30 cm d'épaisseur avec un coefficient d'infiltration de 10^{-8} m/s.

5. Les mesures environnementales

Le projet comporte des berges lagunées, des annexes hydrauliques, des boisements compensatoires, des restaurations de zones humides, des requalifications de cours d'eau naturel, des mesures de reconstitution des habitats pour la faune et la flore tels que décrits dans l'étude d'impact sur l'environnement et les dossiers d'autorisation environnementale.
Les ouvrages sont conçus et réalisés avec un objectif de qualité architecturale et paysagère.

La réalisation de l'ensemble de ces mesures est suivie par un observatoire de l'environnement.

4. *Les plates-formes multimodales et les quais de transbordement les équipements pour la plaisance*

Le projet comprend les équipements suivants :

- *Les infrastructures fluviales des plates-formes multimodales* à vocation portuaire, industrielle et logistique, situées à Nesle, à Cambrai-Marquion, à Noyon et à Péronne. Sur la plate-forme de Nesle d'une surface de 84 ha, il est ainsi prévu la réalisation des terrassements et d'un quai de 400 m de long. Sur la plate-forme de Cambrai-Marquion d'une surface de 82 ha, il est prévu la réalisation des terrassements, d'un quai de 1000 m de long et d'un bassin de virement. Sur la plateforme de Noyon (60ha) et Péronne (60ha), il est prévu la réalisation de terrassements et de quais de 400m de long. Il est également prévu les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la partie Ouest de la plateforme de Cambrai-Marquion (74 ha).
- *Deux zones équipées de quais* de transbordement à vocation de desserte des industries locales entre Thourotte et Pimprez ;
- *Trois sites de transbordement* à vocation agricole : Languevoisin (quai de 300 m), Moislains (quai de 200m), Graincourt-lès-Havrincourt (quai de 300 m).
- Equipements pour la plaisance privée ou collective : réalisation de 2 equipements pour les bateaux promenades ou paquebots fluviaux sur les sites de Saint-Christ-Briost et Allaines.

Ces éléments indicatifs constituent des limites maximales et seront précisés ultérieurement notamment dans le cadre des réflexions sur les contrats territoriaux de développement prévus par l'article 1er de l'ordonnance du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe et avec la ou les structures qui seront en charge de la maitrise d'ouvrage ou de la gestion ultérieure de ces équipements. Les terrassements à la charge de la SCSNE seront réalisés avec les matériaux excédentaires issus de la réalisation du canal.

II. Organisation générale du projet

Tenant compte de la taille du projet, un découpage en quatre secteurs géographiques (numérotés de 1 à 4 du Sud au Nord) et deux secteurs fonctionnels (pont canal de la Somme et Ecluses) a été mis en œuvre :

➔ Secteur 1 – entre Choisy au Bac (pk0) et Passel (pk18.6)

Le secteur 1 s'étend sur environ 18,6 km entre Compiègne et Passel. Il traverse 15 communes du département de l'Oise. Ce secteur se caractérise principalement par une reprise des voies d'eau existantes, la rivière Oise et le canal latéral à l'Oise.
Il comporte la construction d'une écluse de basse chute (Montmacq), 3 quais de transbordements. Il intègre également 7 rétablissements routiers et 5 rétablissements hydrauliques.

➔ Secteur 2 entre Passel (pk18.6) et Allaines (pK66)

Le secteur 2 s'étend sur un linéaire d'environ 49 km entre Passel et Allaines. Il traverse les départements de l'Oise et de la Somme. Le secteur 2 comporte trois écluses sur le Canal Seine-Nord Europe, à Noyon, Campagne et Allaines, trois plates-formes multimodales à Noyon, Nesle et Péronne, des quais de transbordement, un aménagement pour la plaisance. Le secteur 2 prévoit également un rétablissement autoroutier (A29),29 rétablissements routiers, 3 rétablissements ferroviaires et est en interface avec le Pont Canal de la Somme.

➔ **Secteur 3 entre Allaines (pK66) et Etricourt-Manancourt (pK79.5)**

Le secteur 3 s'étend sur un linéaire d'environ 11 km entre Allaines et Etricourt-Manancourt. Il traverse le département de la Somme. Il se caractérise par le remblaiement du canal du Nord sur 8 km environ. Le secteur 3 comporte un quai de transbordement, un bassin réservoir, un port de plaisance et 8 rétablissements routiers.

➔ **Secteur 4 entre Etricourt-Manancourt (pk79.5) et Aubencheul au Bac (pK107.4)**

Le secteur 4 s'étend sur un linéaire d'environ 30 km entre Etricourt-Manacourt et Aubencheul-au-Bac. Il traverse les départements du Pas de Calais et du Nord. Ce secteur se caractérise par le terrassement d'un déblai de grande profondeur (environ 40 mètres) et par le remblaiement du canal du Nord sur un linéaire important (environ 7 km).
Il est jalonné par deux écluses (Marquion et Oisy-Verger), une plateforme multimodale (Cambrai-Marquion) et comporte 2 quais de transbordement, 2 rétablissements autoroutiers et 13 rétablissements routiers.

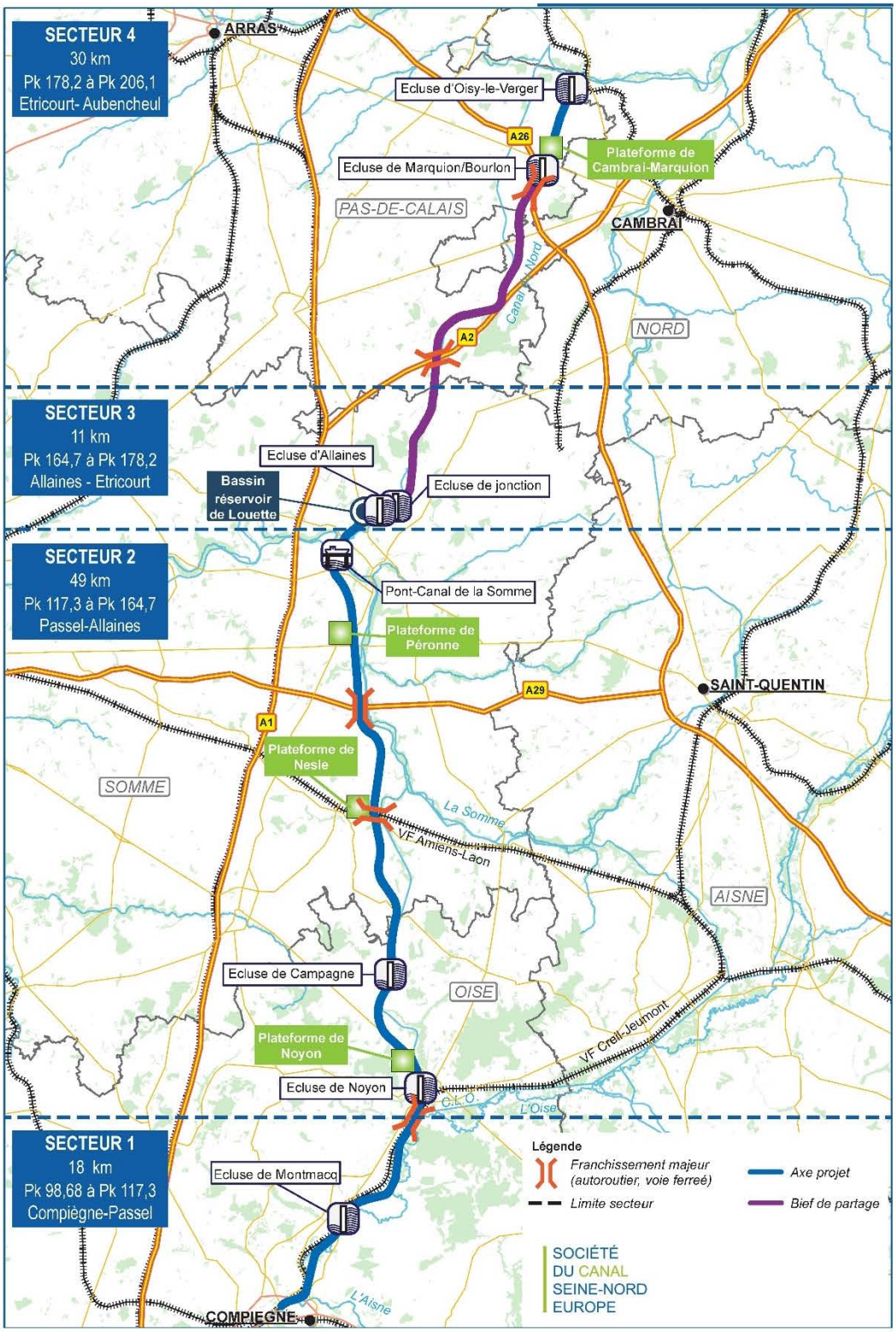
➔ **Secteur 5 Pont Canal de la Somme**

Le Pont Canal de la Somme d'une longueur total de 1330 mètres et d'une largeur de 32,80m permet de franchir la vallée de la Somme à l'Ouest de Péronne.

➔ **Secteur 6 Ecluses**

Ce secteur comprend la réalisation des écluses 1 à 5 du tableau 2 ci-avant ainsi que l'écluse de jonction avec le canal du Nord.

Le plan ci-dessous présente ces différents secteurs, ainsi que les principaux ouvrages.


SECTEUR 4
30 km
Pk 178,2 à Pk 206,1
Etricourt- Aubencheul
SECTEUR 3
11 km
Pk 164,7 à Pk 178,2
Allaines - Etricourt
SECTEUR 2
49 km
Pk 117,3 à Pk 164,7
Passel-Allaines
SECTEUR 1
18 km
Pk 98,68 à Pk 117,3
Compiègne-Passel
ARRAS
CAMBRAI
SAINT-QUENTIN
COMPIEGNE
Ecluse d'Oisy-le-Verger
Ecluse de Marquion/Bourlon
Plateforme de Cambrai-Marquion
Ecluse d'Allaines
Bassin réservoir de Louette
Ecluse de jonction
Pont-Canal de la Somme
Plateforme de Péronne
Plateforme de Nesle
Ecluse de Campagne
Plateforme de Noyon
Ecluse de Noyon
Ecluse de Montmacq
A1
A2
A26
A29
PAS-DE-CALAIS
NORD
SOMME
AISNE
OISE
Canal du Nord
La Somme
VF Amiens-Laon
VF Creil-Jeumont
C.L.O.
L'Oise
L'Aisne
Légende
Franchissement majeur (autoroutier, voie ferreé)
Limite secteur
Axe projet
Bief de partage
SOCIÉTÉ DU CANAL SEINE-NORD EUROPE
07/03/2018

Annexe 2 - Calendrier prévisionnel de réalisation du Projet

La construction et la mise en service du Canal Seine-Nord Europe, de Compiègne à Aubencheul-au-Bac, au gabarit CEMT Vb et permettant le passage de bateaux transportant des conteneurs empilés sur trois niveaux d'ici à décembre 2028.

Les étapes clés de réalisation du Projet sont les suivantes :

1) secteur 1 de Compiègne à Passel, comprenant la construction de l'écluse de Montmacq :

— planification de l'aménagement du territoire d'ici à septembre 2020,
— autorisation environnementale unique d'ici à septembre 2020,
— début des travaux principaux d'ici à octobre 2020,
— achèvement des travaux d'ici à décembre 2026,
— mise en service d'ici à juin 2027;

2) secteur 2 de Passel à Allaines (49 km) traversant 33 communes, secteur 3 d'Allaines à Etricourt-Manancourt (11 km) traversant trois communes et secteur 4 d'Etricourt-Manancourt à Aubencheul-au-Bac (30 km) traversant 11 communes, comprenant la construction des écluses de Noyon, Campagne, Allaines, Marquion-Bourlon, Oisy- Le-Verger et Moislains (l'écluse de jonction avec le canal du Nord), du bassin réservoir de Louette et du pont-canal de 1,33 km traversant la vallée de la Somme :

— planification de l'aménagement du territoire d'ici à décembre 2022,
— autorisation environnementale unique d'ici à octobre 2022,
— début des travaux principaux d'ici à décembre 2023,
— achèvement des travaux d'ici à juin 2028,
— mise en service d'ici à décembre 2028;

3) mesures environnementales :

— Premières mesures initiées en février 2017,
— marché de maîtrise d'œuvre des mesures compensatoires : attribution d'ici à décembre 2019,
— Premier lot de travaux environnementaux (100 ha) : démarrage des travaux d'ici à automne 2020,
— Fin des travaux environnementaux d'ici à décembre 2028.

Ce calendrier prévisionnel est conforme à la décision d'exécution (UE) 2019/1118 de la Commission du 27 juin 2019 relative au projet transfrontalier Seine-Escaut sur les corridors de réseau central « Mer du Nord – Méditerranée » et « Atlantique », adoptée par la Commission européenne après approbation des Gouvernements français, flamand et wallon, et conforme au calendrier de la maîtrise d'ouvrage.

En application de l'article 5 (« Réexamen ») de cette décision d'exécution et de l'article 47.2 du Règlement (UE) n° 1315/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 sur les orientations de l'Union pour le développement du réseau transeuropéen de transport, ce calendrier pourra être adapté par la Commission européenne, notamment à l'issue d'une procédure de réexamen initiée par la Belgique et la France, ou par la Commission européenne et à conduire au plus tard le 31 décembre 2023.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-086
DU 4 MARS 2020

PLAN VÉLO RÉGIONAL : SOUTIEN À CINQ OPÉRATIONS (77, 91 ET 93)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la route ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-62 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

VU la délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 relative au Plan Vélo régional ;

VU la délibération n° CP 2017-430 du 18 octobre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique vélo en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-192 du 30 mai 2018 approuvant l'adaptation du plan vélo régional, et adoptant la convention territoriale d'exercice concerté des compétences (CTEC) type ;

VU la délibération n° CP 2019-084 du 19 mars 2019 relative à l'appel à projet « Vélo du quotidien » ;

VU la séance du 14 mars 2018 de la Conférence Territoriale de l'Action publique ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-086 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan vélo régional – Soutien régional aux projets cyclables » au financement de 5 projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 558 070 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 558 070 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 78 « Autres actions » - programme HP 78-001 « Circulations douces » - action 17800101 « Réseaux verts et équipements cyclables » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de remplacer la fiche projet adoptée par la délibération n°CP2017-430, relative à l'aménagement par le département de Seine-Saint-Denis d'un itinéraire cyclable le long de l'ex-RN 14 à Epinay-sur-Seine, par la fiche projet jointe en annexe n°2.

Approuve l'avenant à la convention de financement approuvée par la délibération n° CP2017-430 du 18 octobre 2017, relative à l'aménagement par le département de Seine-Saint-Denis d'un itinéraire cyclable le long de l'ex RN14 à Epinay-sur-Seine, et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

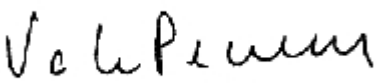
Article 3 :

Décide de remplacer la fiche projet adoptée par la délibération n°CP2019-084, relative à l'aménagement par la société K-Ryole d'un service de remorques à assistance électrique dans le cadre du projet « convertissons la mobilité des franciliens vers le vélo », par la fiche projet jointe en annexe n°3

.

Approuve l'avenant à la convention de financement approuvée par la délibération n° CP2019-084 du 19 mars 2019, relative à la mise en place par la société K-Ryole d'un service de remorques cyclables à assistance électrique dans le cadre du projet « Convertissons la mobilité des Franciliens vers le vélo », et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc169762-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-086

DOSSIER N° EX047961 - VELO - DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - PLAN TRIENNAL VELO ANNEE 3 - PARTIE 1 (93)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	4 431 130,00 € HT	50,00 %	2 215 565,00 €
	Montant total de la subvention		2 215 565,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESP JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre de la 1ère partie de la 3ème année du plan d'action du Département.

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le département de Seine Saint-Denis a réalisé un document stratégique cyclable intégrant les volets infrastructures, stationnement, jalonnement, services et promotion du vélo. Il s'est engagé par délibération sur un plan d'action sur 3 ans.
La présente demande de subvention concerne la 1ère partie de la 3ème année de ce plan d'action, et concerne les projets suivants :

1) l'aménagement cyclable de la RD1bis (quai du Châtelier) à L'Ile Saint-Denis. Il s'agit du premier chantier du franchissement de la Seine entre Saint-Denis et L'Ile Saint-Denis pour les modes actifs. Entre le pont de Saint-Ouen et le périmètre d'aménagement du futur franchissement, sur une section de 600m environ, le projet comporte :
- la complétion du maillage cyclable sur un linéaire de 600 mètres environ,
- la création de 10 places de stationnement.

2) l'aménagement cyclable de la RD 30 (avenue Lech Walesa) à Rosny-sous-Bois entre le carrefour de la rue Paul Cavaré (RD986) et l'avenue du Président John Kennedy (RD902), sur une section de 700 mètres environ. Le projet prévoit de réduire l'espace de circulation à 2x1 voies pour aménager des pistes cyclables unidirectionnelles de part et d'autre, et la création de 10 places de stationnement.

3) l'aménagement cyclable de la RD115 à Pantin et Bobigny. Le projet prévoit :
- la création d'une piste unidirectionnelle en rive sud de la voie (vers Drancy) entre les rues Diderot et Henry Gautier (section 1),
- des aménagements cyclables unidirectionnels et bilatéraux entre la rue Henry Gautier et l'avenue Paul Vaillant-Couturier (RD986) (section 2).

4) des aménagements cyclables sur la RD 401 à Aulnay-sous-Bois entre les giratoires de la RD40 et de la RD932 (ex RN2). Le projet prévoit de diminuer le nombre de voies afin de réduire les vitesses et de créer des pistes cyclables avec une bande séparatrice végétalisée, ainsi que la création de 10 places de stationnement.

5) l'insertion d'aménagements cyclables sur la RD402 à Montreuil. Le projet propose la création de pistes cyclables de part et d'autre de la voie protégées physiquement par des bordures séparatives, et la création de 80 places de stationnement.

6) le réaménagement de la RD970 à Sevran et des carrefours entre l'impasse Limanton et l'avenue Liégeard. Le projet prévoit la création d'une piste cyclable dans le sens sud-nord, et d'une bande cyclable dans le sens nord-sud.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le département de Seine Saint-Denis ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo. Le taux de subvention applicable est de 50% pour des aménagements de complétion du maillage cyclable et des places de stationnement.

1) le coût des aménagements de la RD1bis à l'Ile-Saint-Denis est de 2 466 000 € HT pour un linéaire de 600 mètres environ. Le plafond de dépenses subventionnables (550 €/ml) étant dépassé, la participation régionale s'élève à 165 000 € (600 ml x 550 € x 50%), et 5 000 € (10 x 1 000 € x 50%) concernant la création de 10 places de stationnement, soit au total 170 000 €.

2) Le coût total des aménagements de la RD30 à Rosny-sous-Bois est de 596 000 € HT. Le plafond de dépenses subventionnables (550 €/ml) n'étant pas atteint, la participation régionale s'élève à 298 000 € (50% x 596 000 €).

3) Le coût total des aménagements de la RD115 à Pantin est de 1 725 430 € HT pour un linéaire total de 3 200 mètres environ. Le plafond des dépenses subventionnables (550 €/ml) n'étant pas atteint, la participation régionale s'élève à 862 715 € (1 725 430 € x 50%).

4) Le coût total des aménagements de la RD401 à Aulnay s'élève à 1 213 800 € HT pour un linéaire de 1 400 mètres environ. Le plafond des dépenses subventionnables (550 €/ml) étant dépassé, la dépense subventionnable s'élève à 770 000 € HT (1 400 ml x 550 €/ml), et la participation régionale est de 385 000 € (770 000 € HT x 50%) concernant la piste bidirectionnelle, et de 5 000 € (10 x 1 000 € x 50%) concernant la création de 10 places de stationnements, soit une participation régionale totale de 390 000 €.

5) Le coût total des aménagements de la RD 902 à Montreuil est de 666 400 € HT pour un linéaire de 1 640 mètres environ. Le plafond de dépenses subventionnables (550 €/ml) n'étant pas atteint, la

participation régionale s'élève à 333 200 €.

6) Le coût des aménagements de la RD970 à Sevran est de 323 300 € HT pour un linéaire de 820 mètres environ. Le plafond de dépenses subventionnables (550 €/ml) n'étant pas atteint, la participation régionale s'élève à 161 650 € (323 300 € x 50 %).

Au total, le montant de la subvention s'élève donc à 2 215 565 € HT.

Localisation géographique :

- L'ILE-SAINT-DENIS
- AULNAY-SOUS-BOIS
- BOBIGNY
- MONTREUIL
- PANTIN
- ROSNY-SOUS-BOIS
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux RD1bis à L'Ile Saint-Denis	2 466 000,00	35,27%
Travaux RD 30 à Rosny	596 000,00	8,53%
Travaux RD115 à Pantin	1 725 430,00	24,68%
Travaux RD401 à Aulnay	1 213 800,00	17,36%
Travaux RD902 à Montreuil	666 400,00	9,53%
Travaux RD970 à Sevran	323 300,00	4,62%
Total	6 990 930,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	2 215 565,00	31,69%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	4 775 365,00	68,31%
Total	6 990 930,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-086

DOSSIER N° EX047958 - VELO - AVON - PLAN TRIENNAL - 3EME ANNÉE

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	142 940,00 € HT	38,25 %	54 675,00 €
	Montant total de la subvention		54 675,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AVON
Adresse administrative : 8 RUE DU PERE MAURICE
77210 AVON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Charlotte NOUHAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de la rue Nelly Kopp et de la rue du Viaduc

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Avon a réalisé en 2018 un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructures, stationnement et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans la mise en oeuvre d'un plan triennal. La présente demande de subvention porte sur la 3ème année de ce plan d'action, et concerne la réalisation de deux aménagements cyclables rue du Viaduc et Rue Nelly Kopp, entre le rond-point du 19 mars 1962 et le rond-point situé à l'intersection avec la rue de la République.

Ces deux aménagements permettront d'améliorer la desserte de la gare de Fontainebleau - Avon.

Sur la rue Nelly Kopp, une bande cyclable d'une largeur d'environ 1,50 mètre sera réalisée. Sur la rue du Viaduc, la commune aménagera une piste cyclable unidirectionnelle d'une largeur d'environ 1,50 mètre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût du projet est estimé à 142 940 € HT. La commune d'Avon ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan triennal de développement de la pratique cyclable, la Région peut apporter une

subvention au taux maximum prévu par son plan vélo (50%).

Cependant, la commune a également obtenu une subvention de l'Etat à hauteur de 31,75% au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

L'article L1111-9 du Code général des Collectivités Territoriales prévoyant une participation minimale du maître d'ouvrage de 30% pour une opération relevant de la compétence "Mobilité durable", le taux de subvention régionale est donc réduit à 38,25% afin de ne pas réduire la participation du maitre d'ouvrage en-dessous de ce seuil de 30%.

Le plan de financement de cet aménagement est donc le suivant :
- Etat (DSIL) : 31,75%
- Région : 38,25%
- Commune : 30%

Le coût du projet étant estimé à 142 940 € HT, le montant de la participation régionale est de 54 675 € (142 940 € X 38,25%).

Localisation géographique :
- AVON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	142 940,00	100,00%
Total	142 940,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	54 675,00	38,25%
Subvention Etat (obtenue)	45 383,00	31,75%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	42 882,00	30,00%
Total	142 940,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-086

DOSSIER N° EX047973 - VELO - COMMUNE DE PANTIN - PLAN TRIENNAL VELO - ANNEE 1 - PARTIE 2 (93)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	90 600,00 € HT	50,00 %	45 300,00 €
	Montant total de la subvention		45 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PANTIN
Adresse administrative : 84/88 AVENUE DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bertrand KERN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 1 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Pantin a réalisé un document stratégique cyclable intégrant les volets infrastructures, stationnement, jalonnement, services et promotion du vélo. Elle s'est engagée par délibération dans un plan d'action sur 3 ans.
La présente demande de subvention concerne la seconde partie de la première année de ce plan d'action, et porte sur les projets suivants :
- la 2ème tranche de l'aménagement en zone 30 de la rue Jacquart, sur un linéaire de 170 mètres environ,
- l'installation de 150 arceaux vélo dans le cadre du déploiement des zones 30 sur le territoire communal.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Pantin ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de la pratique cyclable, la Région apporte une subvention aux taux maximaux prévus par son plan vélo. Le taux de subvention applicable pour l'aménagement de zones 30 est de 30% et de 50% pour l'installation de places de stationnement vélo.

- le coût total prévu pour la 2ème tranche de l'aménagement en zone 30 de la rue Jacquart est de 478 851 € HT pour un linéaire de 170 mètres environ. Le plafond de dépenses subventionnables de 550 €/ml est dépassé. La dépense subventionnable s'élève donc à 93 500 € (170 ml x 550 €/ml). La participation régionale s'élève à 28 050 € (93 500 € x 30%).
- le coût total pour l'installation de 150 arceaux est de 34 500 € HT. Le plafond de dépenses subventionnables (1 000 €/place de stationnement) n'étant pas atteint, la participation régionale s'élève à 17 250 € (34 500 € x 50%).

Au total, la participation régionale s'élève à 45 300 €.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux 2ème tranche zone 30 rue Jacquert	478 851,00	93,28%
Installation arceaux vélo	34 500,00	6,72%
Total	513 351,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	45 300,00	8,82%
Subventions attendues partenaire extérieur 1 (MGP)	160 350,00	31,24%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	307 701,00	59,94%
Total	513 351,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-086

DOSSIER N° EX047995 - VELO - FONTAINEBLEAU - PLAN TRIENNAL - 1ERE ANNEE (77)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	97 986,00 € HT	50,00 %	48 993,00 €
	Montant total de la subvention		48 993,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative	:	40 RUE GRANDE 77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur FREDERIC VALLETOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Fontainebleau a réalisé en 2019 un document stratégique pour sa politique vélo, intégrant les volets infrastructures, stationnement et services aux cyclistes. Elle s'est engagée par délibération dans la mise en oeuvre d'un plan triennal.
Le plan triennal porte sur la réalisation, en trois phases, d'une liaison cyclable de 7 km entre la gare de Fontainebleau et le Grand Parquet. Entre les deux, elle desservira plusieurs pôles générateurs de déplacements : hôpital, lycées et un établissement d'enseignement supérieur notamment.

La présente demande de subvention porte sur la 1ère phase de réalisation de cette liaison, prévue pour 2020. Il s'agira de réaliser :
- Une voie verte d'environ 3 mètres de large (sauf obstacles ponctuels) entre l'avenue du Touring Club et la rue Paul Jozon, en traversée d'un espace boisé.
- Une voie verte d'environ 3 mètres de large (sauf obstacles ponctuels) entre la rue Paul Jozon et le boulevard Orloff, sur la route de Deroy.

Un revêtement en stabilisé renforcé sera appliqué, compatible avec un usage de l'aménagement pour le vélo du quotidien.

Les traversées de la rue Paul Jozon et du boulevard Orloff seront également sécurisées, par la mise en oeuvre de dispositif de ralentissement de la circulation de part et d'autre de la traversée de la voie verte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Fontainebleau ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan triennal de développement de la pratique cyclable, la Région peut apporter une subvention à hauteur de 50% des dépenses au titre de la complétion du maillage cyclable.

Le coût de la 1ère phase étant estimé à 97 986 € HT, le montant de la participation régionale s'élève à 48 993 €.

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	97 986,00	100,00%
Total	97 986,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	48 993,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	48 993,00	50,00%
Total	97 986,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-086

DOSSIER N° EX048024 - VELO - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE - PLAN TRIENNAL - ANNÉE 2 (91)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	388 011,31 € HT	49,88 %	193 537,00 €
	Montant total de la subvention		193 537,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNAUTE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE
Adresse administrative	:	PLACE CHARLES DE GAULLE 91580 ETRECHY
Statut Juridique	:	Communauté de Communes
Représentant	:	Monsieur Jean-Marc FOUCHER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté de communes Entre Juine et Renarde (CCEJR) a validé fin 2018 son plan vélo intercommunal qui décrit le maillage complet du territoire et les actions à mettre en œuvre pour permettre le développement des modes actifs via un plan d'actions sur 3 ans (2019-2021).

La CCEJR a actualisé son plan d'actions pour l'année 2020 car certaines contraintes et opportunités n'avaient pas été identifiées à la date de validation de la première version du plan d'actions. Une nouvelle délibération du conseil communautaire en date du 21/11/2019 a acté ces adaptations.

La présente demande de subvention porte sur la 2ème année de ce plan d'actions et concerne la réalisation de 4 itinéraires, la création de stationnement à proximité des gares et la poursuite du jalonnement.

Les itinéraires pour 2020 sont les suivants :

1. Itinéraire n°4_a à c - Étréchy : réalisation de bandes cyclables sur 570 ml environ (soit 1140 ml en comptant les deux sens), sécurisées par des blocs de caoutchouc recyclé. Création d'un plateau piéton. La jonction manquante vers la gare d'Étréchy sera réalisée en 2021.

2. Itinéraire n°6_g - Chamarande : création d'une zone de rencontre. Un plateau piéton surélevé permettra la traversée de la route départementale en direction de la gare RER dont environ 510 ml en complétion du maillage cyclable et environ 190 ml en apaisement de la circulation.

3. Itinéraire n°11 - Lardy - Bouray-sur-Juine : intervention pour apaiser la circulation par l'extension et création de zones 30 sur 1070 ml environ, traitement de giratoires, création d'une chaussée à voie centrale banalisée sur 380 ml environ, et mise en double sens cyclable.

4. Itinéraire n°24c - Lardy : création de la dernière section de la voie verte sur un tronçon de 50 ml environ autour du rond-point du Québec. Avec cette réalisation, le tronçon 24_c sera complétement aménagé.

Le jalonnement des itinéraires prévus en 2020 sera créé.

En 2020, des arceaux vélos seront implantés aux abords de la gare RER C de Chamarande :

- installation d'un second abri vélos au niveau de la seconde entrée de la gare ;
- installation de 5 arceaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût du projet est estimé à 193 537 € HT. La Communauté de communes Entre Juine et Renarde ayant réalisé un schéma stratégique cyclable et un plan triennal de développement de la pratique cyclable, la Région peut apporter une subvention au taux maximum prévu par le Plan vélo régional : 50 % pour la complétion du maillage cyclable, 30% pour les aménagements en faveur de la pacification de la voirie (zones 30 et zones de rencontre), 50 % pour l'installation de places de stationnement et 50 % pour le jalonnement.

- le coût total prévu pour les itinéraires venant compléter le maillage cyclable défini dans le schéma stratégique est de 379 000 € HT pour 2 270 ml. Le plafond de dépenses subventionnables (550 € /ml) n'est pas atteint, la participation régionale s'élève à 189 500 € ;

- le coût total prévu pour les aménagements contribuant à la pacification de la voirie (zones 30 et zones de rencontre) est de 2 340 € HT pour 190 ml. Le plafond de dépenses subventionnables (550 € /ml) n'est pas atteint, la participation régionale s'élève à 702 € ;

- le coût total prévu pour le stationnement est de 3 690 € HT pour 8 places de stationnement. Le plafond de dépenses subventionnables (8 x 1000 € x 50%) n'est pas atteint, la participation régionale s'élève à 1845 € ;

- le coût total pour le jalonnement est de 2 980 € HT pour 2 770 ml. Le plafond de dépenses subventionnables (50 € / ml) n'est pas atteint, la participation régionale s'élève à 1 490 €.

Localisation géographique :
- CC ENTRE JUINE ET RENARDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	381 341,31	98,28%
JALONNEMENT	2 980,00	0,77%
STATIONNEMENT	3 690,00	0,95%
Total	388 011,31	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE (en cours)	193 537,00	49,88%
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE (en cours)	77 602,00	20,00%
COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE (fonds propres)	116 872,31	30,12%
Total	388 011,31	100,00%

ANNEXE 2 : AVENANT À LA CONVENTION DE FINANCEMENT - ITINÉRAIRE CYCLABLE À ÉPINAY-SUR-SEINE

AVENANT

A la convention de financement relative à l'opération
« VELO – ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE l'EX
RN14 A EPINAY-SUR-SEINE (93) »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°…….. du ……., ci-
après dénommée « la Région » d'une part

et

Le bénéficiaire dénommé : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
dont le statut juridique est : Département
N° SIRET : 229300082 01453
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN 93006 BOBIGNY CEDEX
ayant pour représentant Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Visas

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au plan d'action régional en faveur de la mobilité durable ;

Vu la délibération n° CP 2017-430 du 18 octobre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique vélo en Île-de-France.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet la prise en compte d'une modification de l'opération subventionnée. Cette opération porte sur l'aménagement de deux pistes cyclables unidirectionnelles sur la RD914 à Epinay-sur-Seine.

Le projet initial prévoyait l'aménagement de ces deux pistes cyclables sur les trottoirs. Suite à plusieurs retours d'expérience négatifs sur l'insertion de pistes cyclable sur les trottoirs, le projet est modifié afin d'aménager ces pistes cyclables sur la chaussée, au détriment d'une voie de circulation motorisée.

Cette nouvelle insertion permettra de conserver des trottoirs suffisamment larges pour les piétons, et d'éviter les conflits entre cyclistes et piétons.

Ainsi, le présent avenant modifie l'article 8 (pièces contractuelles) et l'annexe « fiche projet ».

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 8 « PIECES CONTRACTUELLES »

L'article 8 « Pièces contractuelles » de la convention initiale est modifié comme suit :

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2017-430 du 18 octobre 2017 et modifiée par délibération N° CP2020-086 du ……mars 2020.

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE L'ANNEXE « FICHE PROJET »

L'annexe « fiche projet » de la convention initiale est remplacée par l'annexe « fiche projet modifiée » du présent avenant.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

ANNEXE : FICHE PROJET MODIFIEE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013882

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE L'EX RN 14 A EPINAY-SUR-SEINE (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	606 800,00 €	50,00 %	303 400,00 €
	Montant Total de la subvention		303 400,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : l'aménagement de l'itinéraire cyclable le long de l'ex RN14 à Epinay-sur-Seine (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le département de Seine-Saint-Denis a lancé un Plan Mobilités Durables dont l'un des objectifs est de réaliser 20 km d'itinéraires cyclables d'ici 2020. La présente opération fait partie de ce Plan.

Description :
Le projet consiste en l'aménagement de deux pistes cyclables unidirectionnelles d'environ 1,50 m de large sur la RD914 à Epinay, entre l'ex RN310 (avenue Joffre) et la RD234 (avenue Salvador Allende).

Sur la section ouest du projet (entre ex-RN 310 et rue de Saint-Gratien), une piste cyclable unidirectionnelle a déjà été aménagée en 2016 sur le trottoir Nord, dans le cadre de la réfection du trottoir.

Il s'agira donc de créer une piste cyclable unidirectionnelle côté sud.

Sur la section est du projet (entre la rue de Saint-Gratien et la RD234), il s'agit d'insérer des pistes cyclables unidirectionnelles sur chaussée de part et d'autre de la voirie, au détriment d'une voie de circulation.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Département de la Seine-Saint-Denis.

Intérêt régional : L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 de la politique vélo régional : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 en accompagnant les opérations sur le réseau viaire et celles définies au schéma vélo de la Ville de Paris, ainsi que celles portées par les réseaux viaires départementaux ».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous publics.
Le projet permettra notamment une desserte cyclable du tramway T8, du collège Robespierre et du lycée professionnel Louise Michel.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total des aménagements prévus par le Département est de 606 800 € HT.

Au regard du linéaire aménagé de 1 200 ml (300m + 450m X2) et du ratio linéaire applicable de 610€m/l, le plafond de dépense subventionnable est de 732 000 € et est supérieur au coût de l'opération. Le montant des dépenses éligibles est donc limité au coût de l'opération.
Après application du taux maximum de 50%, le montant de la subvention s'élève à 303 400 € HT.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
entretien réfection et amélioration des chaussées et dépendances	538 920,00	88,81%
revêtements bitumineux	37 120,00	6,12%
fourniture et travaux d'installation de panneaux de signalisation verticale	7 080,00	1,17%
travaux de marquage de signalisation horizontale	18 940,00	3,12%
Fourniture et travaux d'installation de panneaux de signalisation directionnelle	4 740,00	0,78%
Total	606 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département de Saine-Saint-Denis	303 400,00	50,00%
Région Île-de-France	303 400,00	50,00%
Total	606 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	303 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	1 200 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €

2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	915 000,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	-628,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	251 880,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	47 912 400,90 €

ANNEXE 3 : AVENANT À LA CONVENTION DE FINANCEMENT - AAP VELO - K-RYOLE

AVENANT

A la convention de financement relative à l'opération
« AAP VELO CONVERTISSONS LA MOBILITE DES FRANCILIENS VERS LE VELO – K-RYOLE (92) »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N°…….. du ……,
ci-après dénommée « la Région » d'une part

et

Le bénéficiaire dénommé : K RYOLE
dont le statut juridique est : Société par Actions Simplifiées
N° SIRET : 818670093 00033
Code APE : 29.20Z
dont le siège social est situé au : 17 RUE DE LA VANNE 92120 MONTROUGE
ayant pour représentant Monsieur Nicolas DUVAUT, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part

Visas

Vu la délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 relative à l'approbation du Plan Vélo régional ;

Vu la délibération n° CP 2018-192 du 30 mai 2018 approuvant l'adaptation du Plan Vélo régional et adoptant le règlement de l'appel à projets Vélo du quotidien ;

Vu la délibération n° CP 2019-084 du 19 mars 2019 relative à l'appel à projet Vélo du quotidien et approuvant l'attribution d'une subvention à la société K-Ryole.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet la prise en compte d'une modification de l'opération subventionnée. Cette opération porte sur la mise en place d'un service de remorques électriques pour remplacer des véhicules utilitaires légers par un système de cyclo-logistique, sur le territoire de l'EPT Paris Ouest La Défense. Il est mis en œuvre dans le cadre du projet « Convertissons la mobilité des franciliens vers le vélo » porté par le consortium POLD – IFPEN – Géovélo – K-Ryole – Galanck sur le territoire de l'EPT POLD.

Il s'agissait initialement d'expérimenter la pertinence de ce service de remorques électriques sur deux sites du territoire :

- Sur le campus de l'Université de Nanterre, pour une utilisation de trois remorques par les services techniques et les étudiants,
- Pour la préparation et la distribution du courrier par La Poste, dans le cadre d'une mise à disposition d'une remorque à la Plateforme de Préparation et de Distribution du Courrier de Rueil-Malmaison.

Sur le premier point, l'expérimentation a déjà débutée. Sur le deuxième, la subvention régionale n'a plus lieu d'être mobilisée : K-Ryole étant désormais client de la Poste à l'échelle nationale, c'est dans ce cadre que l'expérimentation pourra être menée.

Le présent avenant prévoit donc de remplacer cette expérimentation par une autre : une remorque sera ainsi mise à disposition des communes de l'EPT POLD, pour une utilisation par leurs agents, notamment en remplacement de l'usage d'un véhicule thermique.

Ainsi, le présent avenant modifie l'article 8 (pièces contractuelles) et l'annexe « fiche projet ».

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 8 « PIECES CONTRACTUELLES »

L'article 8 « Pièces contractuelles » de la convention initiale est modifié comme suit :

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2019-084 du 19 mars 2019 et modifiée par délibération N° CP2020-086 du ……mars 2020.

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE L'ANNEXE « FICHE PROJET »

L'annexe « fiche projet » de la convention initiale est remplacée par l'annexe « fiche projet modifiée » du présent avenant.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
K RYOLE
Monsieur Nicolas DUVAUT, Président

ANNEXE : FICHE PROJET MODIFIEE

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-084

DOSSIER N° 19001850 - AAP VELO CONVERTISSONS LA MOBILITE DES FRANCILIENS VERS LE VELO - K-RYOLE (92)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Appel à Projets (n° 00001062)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-20422-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Appel à Projets	80 000,00 € TTC	50,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : K RYOLE
Adresse administrative : 17 RUE DE LA VANNE
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Nicolas DUVAUT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 mars 2019 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'EPT Paris Ouest La Défense (POLD) coordonne les politiques cyclables du territoire afin de développer les aménagements, résorber les coupures et lever les freins à la pratique du vélo. Ce territoire compte plus de 560 000 salariés et étudiants qui représentent un levier puissant pour faire basculer le territoire vers le vélo du quotidien. A cet effet le consortium POLD – IFPEN – Géovélo - K-Ryole - Galanck s'est formé pour apporter une offre complète de services pour inciter à utiliser le vélo dans me cadre du travail.

Cette offre s'articule autour de trois axes: incitation dans le cadre des plans de mobilité, sécurité et logistique. Le projet cible des pôles économiques représentatifs (ZA les Guilleraies, Campus universitaire, centre-ville de Rueil) afin d'expérimenter et d'évaluer les solutions logicielles et matérielles qui visent à augmenter la part d'utilisation du vélo dans les déplacements quotidiens des salariés, pour qu'elles puissent être déployées plus largement ensuite. Concrètement le projet est composé de :
- deux applications (PDM et Géovélo entreprises) permettant d'inciter les salariés à utiliser le vélo et de faciliter la gestion administrative et technique pour l'entreprise ;
- d'un service de remorques électriques pour remplacer les véhicules utilitaires légers par un système de cyclo-logistique ;
- d'éléments de sécurité comportant un équipement de protection individuel innovant et d'un système d'analyse des zones dangereuses.

En ville ou sur les sites étendus, près de 50% des déplacements effectués en véhicule utilitaire léger pourraient être remplacés par des moyens de cyclo-logistique adaptés. La solution K-Ryole, déjà proposée à la vente, propose d'expérimenter la pertinence de nouveaux business models sur 2 applications emblématiques du territoire urbain :

- en intra-site, sur le campus de l'Université de Nanterre : trois K-Ryoles seront mises à disposition en libre-service à disposition des services techniques et des étudiants afin de remplacer deux véhicules utilitaires et de mutualiser le service pour plusieurs usages.
- sur route ouverte classique, une K-Ryole sera mise à disposition des communes de l'EPT POLD, dont Saint-Cloud, pour un usage quotidien intensif. En fournissant un véhicule plus agile aux agents effectuant des circuits de livraisons usuels ou des dépannages d'urgence, l'objectif est de mieux appréhender le changement de comportement de ces professionnels mais aussi de regarder l'effet sur la circulation locale et la sécurité routière.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant global de l'opération est estimé à 870 000 € TTC.
La part supportée par K-RYOLE est de 80 000 € TTC.

Par application du taux de 50% prévu dans le règlement de l'appel à projet, la subvention régionale attribuée à K-RYOLE s'élève à 40 000 €.

Cette aide est allouée sur la base du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Localisation géographique :

- NANTERRE
- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coordination et gestion de projet	1 000,00	1,25%
Logistique urbaine	79 000,00	98,75%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
K-RYOLE	40 000,00	50,00%
REGION	40 000,00	50,00%
Total	80 000,00	100,00%

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2016	0,00 €
2017	0,00 €
2018	0,00 €

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-088

DU 4 MARS 2020

ROUTE : MISE EN ŒUVRE DU CPER ET DU PLAN "ANTI-BOUCHON ET POUR CHANGER LA ROUTE" ET AFFECTATIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de l'énergie ;

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique et pour une croissance verte ;

VU le décret en conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997 approuvant la convention type fixant les conditions de la mise à disposition des SMEAG, des biens immeubles des BPAL propriétés de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU la délibération cadre n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative à la politique de sécurité routière ;

VU la délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 relative à l'approbation de la convention-type concernant les dispositifs de la « politique régionale de sécurité routière » ;

VU le Contrat de plan Etat-Région Île-de-France 2015-2020 approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015, et révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les

jeunes franciliens ;

VU le protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines (78), signé le 14 décembre 2016 par les représentants de l'Etat, de la région Île-de-France, du département des Yvelines, de l'établissement public de coopération intercommunale de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la commune de Trappes-en-Yvelines ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

VU les délibérations n° CP 2017-151 du 17 mai 2017, CP 2017-226 du 5 juillet 2017, CP 2017-414 du 18 octobre 2017 et CP 2017-529 du 22 novembre 2017 relatives au protocole d'intention avec l'Etat et aux contrats-cadre Région-Départements pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

VU la délibération n° CP 2017-414 du 18 octobre 2017 relative à la convention-type d'investissement concernant la politique de management de la mobilité ;

VU la délibération n° CP 2019-346 du 18 septembre 2019 affectant les subventions de sécurité routière « RD41 à Bondy » et « rue du 18 juin à Margency » ;

VU la délibération n°2019-042 du 03 octobre 2019 du Syndicat Mixte de la Base de Loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines prenant acte de la cession des parcelles n° B108 et B109 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant les avenants aux contrats-cadre avec chacun des Départements pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

VU le contrat d'engagement signé entre la région Île-de-France et ENEDIS en date du 13 juillet 2018, en application de la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 adoptant la stratégie régionale Energie-Climat de la région Île-de-France ;

VU les avis rendus par la Direction générale des finances publiques pour les parcelles B108 et B109 situées route de Dreux à Trappes, datés du 21 mars 2016, du 20 juin 2016, et du 29 mars 2019 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-088 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, au financement des projets d'aménagement de voirie départementale détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **7 640 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes en annexes 2 à 12 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **6 930 000 €** et une autorisation de programme de projet de **710 000 €** disponibles sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200301 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer au financement du projet relatif au Contournement Est de Roissy détaillé en annexe 1 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de **2 000 000 €**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention de financement, jointe en annexe 13 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **2 000 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 821 « voirie nationale » - PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale », action 482001051 « Aménagement de voirie nationale » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 13 « Opérations sur le réseau routier »,
- Action 131 « Opérations d'optimisation des caractéristiques du réseau routier structurant »,
- Opération 13102 « A104 – Contournement Est de Roissy ».

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Innovation – INV », au financement des programme d'innovation 2020 de la DIRIF détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de **10 440 000 €**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention jointe en annexe 14 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **10 440 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » - programme HP 810-003 « Etudes et expérimentations » - action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2020.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité – INV », au financement des projets détaillés en annexe 1

(fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **218 650 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par la délibération n° CP2017-414 du 18 octobre 2017, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **218 650 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » - programme HP 810-003 « Etudes et expérimentations » - action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2020.

Article 5 :

Décide de participer au titre de l'annexe 6 à la délibération n° CR 37-14 relative à la politique régionale de la sécurité routière, au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de **624 500 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **624 500 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » programme HP 825-004 « Aménagements de sécurité » - action 18200402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2020.

Article 6 :

Décide de la cession amiable et à titre gratuit à l'Etat des parcelles cadastrées B108 et B109, d'une superficie respective de 4525m² et 3872m², situées route de Dreux, 78 190 Trappes.

Tous les frais, droits, taxes et honoraires auxquels pourra donner lieu la cession sont à la charge de l'acquéreur. Les contributions et taxes de toutes natures auxquelles les biens cédés sont ou pourraient être assujettis sont supportées par l'acquéreur à compter du jour de la signature du contrat de vente à intervenir.

Autorise la présidente du conseil régional à signer l'acte notarié à intervenir.

Article 7 :

Décide, dans le cadre de la politique régionale en faveur de l'électromobilité, de formaliser un partenariat technique avec Enedis, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, pour accompagner les porteurs de projets dans leurs démarches visant à déployer un réseau de bornes de recharge accessible et de qualité.

Autorise la présidente du conseil régional à signer et à mettre en œuvre la convention de partenariat jointe en annexe 15 à la présente délibération.

Article 8 :

Décide de remplacer les fiches projet n° EX45753 et EX45881 adoptées par la délibération n° CP2019-346 du 18 septembre 2019 par les fiches projet jointes en annexe 16 à la présente délibération.

Article 9 :

Décide de participer au financement du projet de réaménagement de la RN10 à Trappes détaillé en annexe 1 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fond de concours d'un montant maximum prévisionnel de 5 392 485 €.

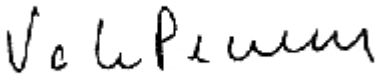
Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention de financement, jointe en annexe 17 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 5 392 485 € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 821 « voirie nationale » - PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale », action 482001051 « Aménagement de voirie nationale » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 12 « opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris »
- Action 121 « Etudes et interventions générales »,
- Opération 12107 « RN10 – Requalification de la traversée de Trappes ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc170419-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002617 - ROUTE - INNOVATION - PROGRAMME ETAT 2020

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV (n° 00001026)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204114-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	20 880 000,00 € TTC	50,00 %	10 440 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 440 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MTES
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92000 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme d'innovations sur le réseau routier national (RRN) prévoit 7 actions pour 2020 :

1. Enrobés phoniques sur RRN

Les expérimentations d'enrobés phoniques depuis 2017 ont été saluées par les riverains qui ont déjà perçu une amélioration de leur confort de vie. Fort de ce succès, l'Etat programme en 2020 le prolongement de nouvelles sections sur A1, A13, A86 et RN104.

2. Enrobés à fort taux de recyclage

Le recyclage d'enrobés permet de limiter la demande de matériaux et de réduire les gaz à effet de serre. L'utilisation d'un taux important de matériaux recyclés est une pratique encore trop marginale. Les expérimentations sur A3, A6b, A10, A86, A104, RN4, RN10, RN12, RN19, RN104 et RN184 permettront d'initier le changement de pratique auprès des gestionnaires de voirie et des industriels.

3. Véhicules autonomes : mise à niveau d'enrobés (A1, A12, A86 et RN186) et d'équipements (A1)

L'objectif de ces opérations est de mettre à disposition des industriels le meilleur terrain d'expérimentation possible afin qu'ils puissent fiabiliser leurs véhicules en testant les différents cas d'usage préalables au déploiement des véhicules autonomes, dans les conditions du trafic francilien.

4. Expérimentation d'une signalisation horizontale haute performance (A13 et A104).

5. Etudes relatives au covoiturage

Pour faire décoller la pratique en offrant de vraies incitations aux usagers, il est proposé d'une part, d'actualiser le schéma directeur des voies réservées en y intégrant la dimension covoiturage, et d'autre part, d'améliorer la connaissance du taux d'occupation des véhicules.

6. Généralisation des balises Bluetooth dans tous les tunnels autoroutiers, suite au succès de l'expérimentation dans le tunnel de La Défense (A14)

7. Expérimentation de panneaux à message variable mobiles et connectés.

Détail du calcul de la subvention :

Le projet décline pour 2020 le "Protocole d'intention entre l'État et la Région pour la réduction de la congestion et pour l'évolution de la qualité du service par l'innovation et l'expérimentation sur le réseau routier national non concédé en Île-de-France" signé le 21 juillet 2017 dans le cadre de la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route. L'opération peut donc bénéficier d'un fonds de concours à hauteur de 50% des dépenses subventionnables.

Le coût du programme 2020 s'élève à 20 880 000 € TTC en investissement. Après application du taux maximum de 50%, la participation régionale s'élève à 10 440 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Enrobés phoniques	3 765 000,00	18,03%
Enrobés à fort taux de recyclage	10 915 000,00	52,27%
Mise à niveau d'itinéraire pour véhicules autonomes	5 570 000,00	26,68%
Expérimentation signalisation horizontale	200 000,00	0,96%
Etudes relatives au covoiturage	300 000,00	1,44%
Généralisation des balises Blue touth dans les tunnels autoroutiers	70 000,00	0,34%
Expérimentation de Panneaux à Message Variable mobiles et connectés	60 000,00	0,29%
Total	20 880 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	10 440 000,00	50,00%
Région (sollicitée)	10 440 000,00	50,00%
Total	20 880 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002024 - ROUTE - CREATION DE 2 AIRES DE COVOITURAGE (91)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204132-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	10 000,00 € HT	50,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative	:	BOULEVARD DE FRANCE 91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur François DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement de deux aires de covoiturage à Brétigny-sur-Orge et Montgeron (91).

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Département de l'Essonne s'est engagé depuis 2013 dans la création d'aires de covoiturage. Le Département a ainsi réalisé au total 16 aires de covoiturage offrant 82 places de stationnement dédiées. Leur financement est peu élevé et ces aires sont réalisées sur des parkings existants, donc sans création de nouvelles emprises.

Le Département souhaite poursuivre la réalisation d'aires de covoiturage et étendre le périmètre d'intervention à l'ensemble de l'Essonne, conformément au plan Ecomobilité voté par l'Assemblée départementale le 27 mars 2017. Pour cela, il souhaite renforcer le réseau partenarial d'aires de covoiturage en collaboration avec les EPCI, la région Île-de-France, les communes, la SNCF et les partenaires privés.

En lien avec les gestionnaires de centres commerciaux, le Département souhaite créer en 2020 deux nouvelles aires de covoiturage à Brétigny-sur-Orge (RD19 - ZAC Maison Neuve - 6 places) et à Montgeron (RN6 / RD31 - parking communal - 7 places).

Les travaux consistent à signaler l'aire correspondante depuis les axes routiers proches, puis à l'intérieur des centres commerciaux concernés au moyen d'une signalisation adaptée.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage, soit une participation régionale de 5 000 €.

Les 2 aires de covoiturage proposées par le Département de l'Essonne répondent aux critères d'éligibilité car elles sont situées à proximité d'un itinéraire du réseau routier d'intérêt régional (RRIR) et elles concourent à la mise en oeuvre des objectifs du plan régional pour la qualité de l'air.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE
- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE DES PANNEAUX	8 000,00	80,00%
PEINTURE AU SOL	2 000,00	20,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE (sollicitée)	5 000,00	50,00%
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE (fonds propres)	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002570 - AMENAGEMENT D'UNE STATION MULTIMODALE DE COVOITURAGE SUR LA COMMUNE DE SAMMERON (77)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204132-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	110 000,00 € HT	50,00 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative	:	12 RUE DES SAINTS PERES 77010 MELUN
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif de l'opération est de créer une station mutlimodale de covoiturage à Sammeron, à proximité directe de la RD603 et à 2,5 km de l'échangeur A4-RD603.

La RD603 concentre ici les flux en provenance de l'Est et des communes environnantes, et à destination de Meaux (via la RD603) ainsi que de Marne-la-Vallée et Paris (via l'A4).
La station sera également implantée à proximité de l'arrêt de Bus Prés Macquais, desservi par 4 lignes de bus.

Le projet consiste à réaliser une station de covoiturage en deux parties :
- Une première partie allant de l'entrée de la rue Cassine depuis la RD603 jusqu'à la fin actuelle de la rue (en impasse). 20 places de stationnment seront créées sur cette première partie et un cheminement piéton sera inséré.
- Une deuxième partie créée dans le chemin agricole situé dans le prolongement de la rue Cassine. 9 places seront aménagées.

Le projet prévoit également d'implanter 6 mats pour éclairer la station.

Pour compléter l'aménagement de la station de covoiturage, le Département installera également 4 box individuels de stationnement vélo à l'angle de la rue du Pré Macquais et de la RD603, à proximité directe de l'arrêt de bus. Deux arceaux seront également implantés à l'intersection de la RD603 et de la RD21p.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54 modifiée par la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maitre d'ouvrage estimée à 110 000 € HT, soit une participation maximale de 55 000 €.

Localisation géographique :
- SAMMERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	110 000,00	100,00%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	55 000,00	50,00%
Fonds propres (CD77)	55 000,00	50,00%
Total	110 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002592 - AMENAGEMENT D'UNE STATION MULTIMODALE DE COVOITURAGE SUR LA COMMUNE DE MONTCEAUX-LES-PROVINS (77)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204132-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	220 000,00 € HT	50,00 %	110 000,00 €
	Montant total de la subvention		110 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative	:	12 RUE DES SAINTS PERES 77010 MELUN
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'une station multimodale de covoiturage

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif est de créer une station multimodale de covoiturage à Montceaux-lès-Provins, à proximité directe de la RN4. Montceaux-lès-Provins est en effet une porte d'entrée de l'Île-de-France, sur un axe structurant supportant près de 12 000 véhicules / jours.
Cette localisation semble donc intéressante pour développer une pratique de covoiturage.

Par ailleurs, les travaux d'aménagement de la station de covoiturage s'accompagneront du déplacement de l'arrêt de bus à proximité pour créer les conditions les plus favorables à des pratiques d'intermodalité. Deux lignes de bus desservent cet arrêt.

Le projet consiste donc à réaliser notamment :
- 24 places de stationnement sur l'aire de covoiturage, dont 2 places pour le rechargement de véhicules électriques
- Une voie d'accès débouchant sur l'intersection entre la rue de Brangis et le chemin de la Garenne
- Une zone d'attente
- 2 box de stationnement cyclable sécurisés

Le carrefour entre la rue de Brangis et le chemin de la Garenne sera également réaménagé afin de faciliter les liaisons entre l'aire de covoiturage et l'arrêt de bus déplacé (carrefour traversant en enrobé clair).
Les travaux d'aménagement et de déplacement de l'arrêt de bus en lui-même sont en revanche exclus du périmètre de la présente subvention.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR2017-54 modifiée par la délibération CR2019-047, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maitre d'ouvrage estimée à 220 000 € HT, soit une participation maximale de 110 000 €.

Localisation géographique :
- MONTCEAUX-LES-PROVINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	220 000,00	100,00%
Total	220 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	110 000,00	50,00%
Fonds propres (CD77)	110 000,00	50,00%
Total	220 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20001069 - PLAN MOBILITÉ INTER-ENTREPRISES - PARC D'ACTIVITÉ MITRY-MORY / COMPANS - ETUDE (77)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204142-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	15 600,00 € HT	50,00 %	7 800,00 €
	Montant total de la subvention		7 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CARPF COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE
Adresse administrative	:	6B AVENUE CHARLES DE GAULLE 95700 ROISSY EN FRANCE
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur PATRICK RENAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF) souhaite mettre en place des Plans de mobilité inter-entreprises sur plusieurs parcs d'activités majeurs de son territoire.
Dans ce but, la CARPF a engagé un partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne, sur plusieurs années, pour mettre en place une démarche cohérente et coordonnée. Ce partenariat permettra de dresser un tableau de la mobilité des salariés sur les pôles d'activités de la CARPF et de mettre en place des actions concrètes en partenariat avec les acteurs locaux.

Le premier parc d'activité concerné, objet de la présente subvention, est celui de Mitry-Mory - Compans. Cette zone industrielle accueille plus de 250 entreprises et 6500 salariés sur 237,5 hectares. Elle est située à cheval sur les communes de Compans et Mitry-Mory.

La présente demande concerne une première phase d'étude : il s'agira de réaliser un diagnostic territorial et de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés autour du projet. Cette phase d'étude aboutira à la formalisation d'un plan d'actions sur trois ans pour la mise en place rapide d'actions concrètes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n° CR 2017-54, modifiée par la délibération n°CR 2019-047, la Région participe à hauteur de 50% aux dépenses d'investissement relatives aux études de plans inter-employeurs.
Les dépenses éligibles étant de 15 600 € HT, la subvention régionale s'élève à 7 800 €.

Localisation géographique :
- COMPANS
- MITRY-MORY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	15 600,00	100,00%
Total	15 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CA Roissy Pays de France (fonds propres)	7 800,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	7 800,00	50,00%
Total	15 600,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002598 - PLAN DE MOBILITE INTER-ENTREPRISES - PARCS D'ACTIVITES DE GONESSE / FOSSES-ST-WITZ / LOUVRES-PUISIEUX - ETUDES (95)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204142-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	46 800,00 € HT	50,00 %	23 400,00 €
	Montant total de la subvention		23 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CARPF COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE
Adresse administrative	:	6B AVENUE CHARLES DE GAULLE 95700 ROISSY EN FRANCE
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur PATRICK RENAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF) souhaite mettre en place des Plans de mobilité inter-entreprises sur plusieurs parcs d'activités majeurs de son territoire.
Dans ce but, la CARPF a engagé un partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie du Val d'Oise (ainsi que la CCI de Seine-et-Marne sur le territoire correspondant), sur plusieurs années, pour mettre en place une démarche cohérente et coordonnée. Ce partenariat permettra de dresser un tableau de la mobilité des salariés sur les pôles d'activités de la CARPF et de mettre en place des actions concrètes en partenariat avec les acteurs locaux.

Les premiers parcs d'activité concernés, objets de la présente subvention, sont ceux de :
- Gonesse : zone couvrant l'hôpital de Gonesse (3000 salariés) et 3 ZA voisines (près de 250 entreprises) : Grande Couture Est, Grande Couture Ouest et Cressonnières ;
- Fosses St Witz (environ 40 entreprises) ;
- Louvres/Puiseux (plusieurs ZA).

La présente demande concerne une première phase d'étude : il s'agira de réaliser un diagnostic territorial et de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés autour du projet. Cette phase d'étude aboutira à la formalisation d'un plan d'actions sur trois ans pour la mise en place rapide d'actions concrètes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n° CR 2017-54, modifiée par la délibération n°CR 2019-047, la Région participe à hauteur de 50% aux dépenses d'investissement relatives aux études de plans inter-employeurs.
Les dépenses éligibles étant de 46 800 € HT (soit 15 600 € par parc), la subvention régionale s'élève à 23 400 €.

Localisation géographique :
- FOSSES
- LOUVRES
- PUISEUX-EN-FRANCE
- SAINT-WITZ
- VILLERON
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	46 800,00	100,00%
Total	46 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CA Roissy Pays de France (fonds propres)	23 400,00	50,00%
Région IDF (sollicitée)	23 400,00	50,00%
Total	46 800,00	100,00%

DOSSIER N° 20001084 - PMIE - ELABORATION DU PMIE ORLY'PRO'MOBILITE (94)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-20422-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	34 900,00 € TTC	50,00 %	17 450,00 €
	Montant total de la subvention		17 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION ORLY PRO MOBILITE
Adresse administrative	:	11 AVENUE HENRI FARMAN 94310 ORLY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur YANNAEL BILLARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 5 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'aéroport d'Orly se situe dans le bassin d'emploi d'Orly-Rungis, qui accueille près de 25 000 emplois et 250 entreprises. Il est desservi par un réseau de voiries et de transports en commun relativement important (A6, A86, RER, tramway, bus), mais pâtit d'un accès difficile à certaines zones de la plateforme. Les activités 24h/24 de certaines entreprises interrogent également sur la problématique de la mobilité des salariés.
Huit entreprises de la plateforme aéroportuaire d'Orly, regroupant plus de 10 000 salariés au total, ont ainsi créé l'association Orly'Pro'Mobilité qui aura en charge l'élaboration de leur Plan de Mobilité Inter-Entreprises et la réalisation des actions qui en découleront.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n° CR 2017-54 et au dispositif Plan "anti-bouchons" et pour changer la route, les dépenses éligibles sont de 34 900 € TTC. Sur cette base s'applique un taux maximum de

subvention de 50%. La subvention régionale maximale s'établit ainsi à 17 450 €.

Localisation géographique :

- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Elaboration du diagnostic et du plan d'actions	34 900,00	100,00%
Total	34 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	17 450,00	50,00%
Fonds propres	17 450,00	50,00%
Total	34 900,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20000390 - ROUTE - CONTOURNEMENT EST DE ROISSY - 5E AFFECTATION

Dispositif : CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale (n° 00001067)
Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 908-821-204113-482001-200
Action : 482001051- Aménagement de voirie nationale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale	7 500 000,00 € TTC	26,67 %	2 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MTES
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92000 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des travaux pour l'aménagement du contournement Est de Roissy

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans les départements du Val-d'Oise et de Seine-et-Marne, l'opération de contournement de Roissy entre la RN2 et la RN104, au niveau de l'échangeur A1, doit permettre d'assurer le bouclage de la Francilienne. Ce tronçon fait actuellement défaut entre la liaison Cergy-Roissy qui prend fin au niveau de l'autoroute A1 au Nord-Ouest, et de la Francilienne Est (A104) qui débouche actuellement sur la RN2 au Sud-Est. Il pénalise également les usagers en provenance de Seine-et-Marne depuis la RN2 et la RN3 pour accéder à la plate-forme aéroportuaire.

La présente convention (la cinquième dans le cadre du CPER 2015-2020) porte sur les études et travaux préparatoires nécessaires à la poursuite de l'opération. Les crédits ainsi affectés permettront notamment la réalisation des travaux préparatoires des ouvrages d'art PS9, PS11 et PS12 (défrichement, décapage, réalisation de déviation provisoire, etc.).

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du protocole d'accord pour l'aménagement complet du contournement Est de Roissy sur la Francilienne, l'Etat, la Région, le Département de Seine-et-Marne, le Département du Val d'Oise et la

Communauté d'agglomération de Roissy - Pays de France ont convenu de financer ce projet au titre du CPER 2015/2020 selon les clés de répartition suivantes.

- Etat.....41,8%
- Région 41,8%
- CD77.....4,0%
- CD95.....4,4%
- CARPF.....1,6%

Le cout total des travaux faisant l'objet du protocole est estimé à 117,5 M€ TTC.
La présente affectation concerne la participation financière de la Région à l'opération pour l'année 2020, dans le cadre d'une convention bipartite avec l'Etat qui s'inscrit dans le protocole.

Pour l'année 2020, les participations financières des signataires du protocole sont les suivantes, pour un total de 7,5 M€ :

- Etat : 2 M€
- Région : 2 M€
- CD77 : 1,5 M€
- CD95 : 1,5 M€
- CARPF : 0,5 M€

La clé de financement régionale pour l'année 2020 est donc de 26,67 %.

Cette opération bénéficie d'une autorisation de programme de projet.

Localisation géographique :

- MAUREGARD
- LE MESNIL-AMELOT
- MITRY-MORY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/A104 - Contournement Est de Roissy

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et travaux	7 500 000,00	100,00%
Total	7 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	2 000 000,00	26,67%
Région Île-de-France (en cours)	2 000 000,00	26,67%
Département du Val d'Oise (en cours)	1 500 000,00	20,00%
Département de Seine-et-Marne (en cours)	1 500 000,00	20,00%
Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France (en cours)	500 000,00	6,67%
Total	7 500 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002019 - REQUALIFICATION DE LA RN10 EN TRAVERSEE DE TRAPPES-EN-YVELINES - POSTE 1 - 3EME AFFECTATION (78)

Dispositif : CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale (n° 00001067)
Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 908-821-204113-482001-200
Action : 482001051- Aménagement de voirie nationale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale	19 950 000,00 € TTC	27,03 %	5 392 485,00 €
	Montant total de la subvention		5 392 485,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MTES
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92000 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Suite aux deux premières conventions relatives aux acquisitions foncières, études et travaux préparatoires, cette troisième affectation permet la réalisation du giratoire RN10-RD912, conformément au protocole de l'opération.
Les surcoûts générés par le changement de programme pour le pont provisoire et des frais d'assistance à maitrise d'ouvrage sont également couverts par la présente convention.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10, l'État, la Région, le Département, SQY et la Commune ont convenu de financer ce projet au titre du CPER 2015/2020 selon la clé de répartition suivante :
- Etat.....45,41%
- Région 27,03%
- SQY.....14,59%
- Département.....10,81%
- Commune.....2,16%

La base éligible de cette nouvelle affectation s'élevant à 19 950 000 € TTC, la participation régionale est

fixée à 5 392 485 €.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/RN10 - Requalification de la traversée de Trappes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
surcoûts liés au pont provisoire	350 000,00	1,75%
giratoire RN10/RD912	15 000 000,00	75,19%
maitrise d'oeuvre	4 000 000,00	20,05%
assistance à maitrise d'ouvrage	600 000,00	3,01%
Total	19 950 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 392 485,00	27,03%
Fonds propres État	9 059 295,00	45,41%
Autres cofinanceurs	5 498 220,00	27,56%
Total	19 950 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20001077 - ROUTE - ECHANGEUR DE VILLEPARISIS - REA 2 (77)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	1 500 000,00 € HT	50,00 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative	:	12 RUE DES SAINTS PERES 77010 MELUN
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : finalisation des travaux de réaménagement de l'échangeur de Villeparisis

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet a pour objectif d'améliorer les conditions de déplacements sur le secteur. Les travaux déjà réalisés ont permis d'améliorer les échanges entre l'A104 et la RN3 d'une part, et entre l'A104 et la RD105 d'autre part.
Les travaux objet de la présente convention portent sur les échanges entre la RD603 et la RD84c, et permettront d'améliorer le fonctionnement de ce secteur.
Ils visent également à améliorer la desserte du futur collège Marthe-Simard, situé à proximité directe, et de la future gare routière.

Les travaux consistent à :
-Décaler le giratoire Jean Moulin vers l'Ouest afin d'y connecter les bretelles d'entrée et de sortie de la RD603.
-Requalifier la RD84C entre le nouveau giratoire et le « rond-point du 6 juin 1944 » (RD 105 x bretelles RD 603)

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs

de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2019-054 modifiée par la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer cette opération à hauteur de 50% d'une enveloppe de 1 500 000 € HT, soit une subvention de 750 000 €.

Localisation géographique :
- VILLEPARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 470 000,00	98,00%
Coordination SPS	30 000,00	2,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	750 000,00	50,00%
Fonds propres (CD77)	750 000,00	50,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002016 - ROUTE - BRETELLE A13-RD153 ET DENIVELLATION DU CARREFOUR DE FAUVEAU A ORGEVAL - ETUDES (78)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : études pour la création d'une bretelle entre l'A13 et la RD153 et la dénivellation du carrefour de Fauveau à Orgeval

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les objectifs du projet sont les suivants :
- Fluidifier le trafic sur l'A13 à l'heure de pointe du matin,
- Permettre une meilleure accessibilité des zones d'emplois et d'activités du secteur en particulier du groupe PSA à Poissy (Usine et pôle tertiaire) et à la zone commerciale des quarante sous.

La présente subvention permet la réalisation des études suivantes :
- Les études de trafic du projet ;
- L'étude géotechnique G2 PRO ;
- Les études de faisabilité et d'avant-projet du giratoire et de la bretelle ;
- Les documents de présentation/d'exposition pour la concertation publique ;
- L'établissement du dossier d'enquête unique (DUP et Loi sur l'eau) et dossier d'enquête parcellaire (inclus les plans et états parcellaires et documents d'arpentage) et les frais d'enquêtes (panneaux d'exposition, avocat, commissaire enquêteur,…) ;

- L’archéologie préventive.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2019-047, la Région s’engage à financer 50% d’une enveloppe de 400 000 € HT allouée pour l’opération « Bretelle A13-RD153 et dénivellation du carrefour de Fauveau », soit une participation régionale de 200 000 €.

Localisation géographique :
- ORGEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
études amont	105 000,00	26,25%
relevés terrain	45 000,00	11,25%
dossiers administratifs	110 000,00	27,50%
information du public	25 000,00	6,25%
études AVP	100 000,00	25,00%
contrôle extérieur	15 000,00	3,75%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (sollicitée)	200 000,00	50,00%
Département	200 000,00	50,00%
Total	400 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002030 - ROUTE - REQUALIFICATION DE LA RD7 - ETUDES AVP ET PRO, ET TRAVAUX ANTICIPES (94)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	7 000 000,00 € HT	30,00 %	2 100 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21-29 AVENUE DU G N RAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 5 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Route Départementale 7 est l'un des trois axes structurants du sud francilien. Elle compose l'axe historique RD7-RN7 qui traverse le Val-de-Marne et l'Essonne du nord au sud au niveau du pôle d'Orly-Rungis.
Les simulations de trafic réalisées par le département du Val-de-Marne à horizon 2030 ont montré que la suppression d'une voie sur cet axe y abaisserait le volume de circulation et réduirait également les trafics sur l'A86 voisine, par rapport à la situation au fil de l'eau. Les reports de trafic s'effectueraient alors sur l'A106, qui resterait néanmoins non-congestionnée.
Le projet porté par le département du Val-de-Marne vise ainsi à requalifier cet axe par la suppression d'une voie de circulation et la mise en place de cheminements adaptés et confortables pour les modes doux.

La subvention vise ainsi à réaliser :
- d'une part, les études de niveau AVP et PRO sur la section située au sud du pont du Cor de Chasse ;
- d'autre part, des travaux anticipés au nord du pont du Cor de Chasse au niveau des communes de Thiais et Chevilly-Larue (phase 1), ainsi qu'au niveau de la future station de métro ligne 14 "MIN Porte de

Thiais" (phase 2).

Par ailleurs, le projet RD7 ne fait pas l'objet d'études d'impacts car il n'est pas soumis à une procédure de déclaration d'utilité publique, et ne fait pas l'objet d'une évaluation environnementale. Cette dernière est encadrée par une liste de critères environnementaux (R122-2 du Code de l'environnement) dont l'analyse a montré que le projet n'est pas non plus concerné par la procédure dite « au cas par cas », et que les enjeux environnementaux sont faibles au sein ou à proximité de la zone d'étude.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet de requalification de la RD7 est inscrit au Plan "anti-bouchon" et pour changer la route avec une enveloppe de 7 M€, dont 2,1 M€ (30%) de participation régionale.

Localisation géographique :
- CHEVILLY-LARUE
- RUNGIS
- THIAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	2 000 000,00	28,57%
Travaux au nord du pont du Cor de Chasse	3 000 000,00	42,86%
Travaux au niveau de la future station MIN Porte de Thiais	2 000 000,00	28,57%
Total	7 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 100 000,00	30,00%
Fonds propres	4 900 000,00	70,00%
Total	7 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002580 - ROUTE - FRANCHISSEMENT DE SEINE ENTRE ATHIS-MONS ET VIGNEUX - ETUDES AVANT EP (91)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur François DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation d'études techniques et environnementales du franchissement de Seine entre Athis-Mons et Vigneux afin de constituer le dossier d'enquête publique préalable à la DUP.

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 juin 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'insuffisance des franchissements de Seine au nord de l'Essonne est facteur de réelles coupures entre les habitants de l'est et les zones d'emplois de l'ouest du département. En effet les deux ponts existants, à Villeneuve-Saint-Georges (94) et Draveil, sont distants de 7 km ce qui génère de fortes congestions routières et limite l'offre de transport en commun.

Afin de remédier à la saturation du réseau départemental, de compléter le maillage du réseau routier d'intérêt régional et de dynamiser le développement économique, la Région accompagne le Département dans son ambition de création d'un nouveau franchissement de Seine au nord de l'Essonne. Ce projet s'inscrit bien dans la stratégie du Département de créer une véritable liaison Est-Ouest d'intérêt régional au Nord de l'Essonne, entre le Plateau de Saclay et le Val d'Yerres en passant par les pôles de Massy et d'Orly.

Après avoir réalisé une étude d'opportunité et l'organisation d'une large concertation préalable, le Département souhaite poursuivre les études en vue de la constitution du dossier d'enquête préalable à la DUP pour la création d'un nouveau franchissement de Seine.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n° CR 2017-54, modifiée par la délibération n° CR 2019-047, la Région s'engage à financer l'opération « franchissement de Seine Athis Mons - Vigneux » selon une clé de financement de 50% appliquée à une enveloppe maximale de 8 M€ HT.
La Région a déjà affecté une première enveloppe de 150 000 € pour les études de définition du projet et la concertation. La deuxième phase du projet, objet du présent rapport, s'élève à 1 000 000 € HT. Par application de la clé ci-dessus, la participation régionale est de 500 000 €.

Localisation géographique :
- ATHIS-MONS
- MONTGERON
- VIGNEUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Détermination des usages sur la liaison	75 000,00	7,50%
Consolidation de l'étude d'opportunité (choix variante d'aménagement)	75 000,00	7,50%
Etude d'opportunité et de faisabilité (maillage local pour modes actifs)	100 000,00	10,00%
Etude de faisabilité sur l'ensemble du linéaire	250 000,00	25,00%
Etude d'impacts	425 000,00	42,50%
Elaboration du dossier d'enquête publique	25 000,00	2,50%
Autres missions d'études	50 000,00	5,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE (en cours)	500 000,00	50,00%
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE (fonds propres)	500 000,00	50,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002586 - ROUTE - DESSERTE DU SITE PARIS VILLAROCHE - ETUDES PREALABLES (77)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	1 000 000,00 € HT	30,50 %	305 000,00 €
	Montant total de la subvention		305 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative	:	12 RUE DES SAINTS PERES 77010 MELUN
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : conduite des études préalables pour la desserte du site de Paris-Villaroche

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le pôle d'activités de Paris-Villaroche est un site à fort potentiel en matière de développement économique, situé sur les communes de Montereau-sur-le-Jard, Limoges-Fourches, Lissy et Réau.
L'ambition du territoire est que ce pôle d'activités devienne un site majeur pour l'industrie aéronautique et les hautes technologies aux échelles régionale, nationale et internationale.

Plusieurs études ont été menées pour l'aménagement du site, et démontrent que la mise à niveau des infrastructures de transport routier et collectif est nécessaire pour son développement.

La présente subvention doit ainsi permettre la réalisation par le département de Seine-et-Marne des études de faisabilité de plusieurs opérations routières :
- Aménagement de la première partie de la future RD57,
- Aménagement de l'intersection entre la RD57 et la RD471,
- Redimensionnement de la RD57 entre la RD471 et la RN36, et aménagement de l'intersection entre la RD57 et la RN36,

- Réaménagement de la RD471 jusqu'à la RD619 (hors barreau d'accès à la ZAC Nord),

Elle doit également permettre de réaliser un complément et une mise à jour des études de trafic déjà réalisées sur le site.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des études objet de la présente subvention est estimé à 1 000 000 € HT. Le reste à charge du Département, après déduction des participations des autres financeurs (hors Région), est de 610 000 €.

Conformément à la délibération n° CR2017-54, modifiée par la délibération n° CR2019-047, la participation financière de la Région s'élève à 50% du montant pris en charge par le Département, soit 305 000 € sur une base de 610 000 €.

Il en résulte le plan de financement suivant :
- Etat : 310 000 € (31%)
- RIF : 305 000 € (30,5%)
- CD77 : 305 000 € (30,5%)
- CAMVS : 40 000 € (4%)
- CAGPS : 40 000 € (4%)

La Région Île-de-France participera donc à hauteur de 30,5 % du coût des études objet de la présente subvention.

Localisation géographique :
- MONTEREAU-SUR-LE-JARD
- REAU
- LIMOGES-FOURCHES
- LISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Future RD57 – Etude de faisabilité	200 000,00	20,00%
Intersection RD57/RD471 – Etude de faisabilité	200 000,00	20,00%
RD57 existante et intersection RD57/RN36 – Etude de faisabilité	200 000,00	20,00%
RD471 existante – Etude de faisabilité	200 000,00	20,00%
Complément et mise à jour des études de trafic	200 000,00	20,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	310 000,00	31,00%
Subvention CA Melun Val de Seine (sollicitée)	40 000,00	4,00%
Subvention CA Grand Paris Sud (sollicitée)	40 000,00	4,00%
Fonds propres CD 77	305 000,00	30,50%
Subvention Région (sollicitée)	305 000,00	30,50%
Total	1 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002591 - ROUTE - GERFAUT II NOUVELLES TRANCHES FONCTIONNELLES - CD93

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	1 650 000,00 € HT	50,00 %	825 000,00 €
	Montant total de la subvention		825 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative	:	3 ESP JEAN MOULIN 93006 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la mise en oeuvre de nouvelles tranches fonctionnelles de GERFAUT II.

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Gerfaut II est le système de Gestion et Exploitation des Régulations des Feux AUTomatisés du CD93. Ce système prend en charge la régulation de plus de 600 carrefours à feux et permet de donner la priorité en traversée de carrefour aux transports collectifs (Tram, Tzen, bus Mobilien).
La présente subvention vise à financer la mise en oeuvre (études et travaux) de nouvelles tranches fonctionnelles de Gerfaut II, à savoir :
- la centralisation par fibre optique de carrefours situés sur le secteur de Plaine-Commune et de Livry-Gargan,
- le remplacement des contrôleurs des communes de Saint-Ouen, Villepinte et Tremblay,
- le déploiement de la 3G pour raccorder des carrefours isolés,
- la centralisation au poste central de régulation des déplacements de stations de comptages routier,
- le déploiement de caméras vidéo-trafics sur la zone d'action renforcée de Villemomble et du T8,
- le développement de la macro-régulation sur la zone d'action renforcée du Pont de Bondy et mise en œuvre de stratégies de régulation innovantes à l'aide de capteurs thermiques,
- les évolutions des fonctionnalités du poste central de régulation des déplacements suivantes : évolution des équipements et matériels, amélioration des modules existants, développement de nouveaux modules

d’intégration de données trafics.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût du projet est estimé à 1 650 000 € HT. La participation de la Région est fixée à 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage, soit une participation régionale de 825 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Centralisation par fibre optique de carrefours situés sur le secteur de Plaine-Commune et de Livry-Gargan	600 000,00	36,36%
Remplacement des contrôleurs des communes de Saint-Ouen, Villepinte et Tremblay	250 000,00	15,15%
Déploiement de la 3G pour raccorder des carrefours isolés	100 000,00	6,06%
Déploiement de caméras vidéo-trafics sur la zone d'action renforcée de Villemomble et du T8	50 000,00	3,03%
Centralisation au poste central de régulation des déplacements de stations de comptages routier	150 000,00	9,09%
Développement de la macro-régulation sur la zone d'action renforcée du Pont de Bondy et mise en oeuvre de stratégies de régulation innovantes à l'aide de capteurs thermiques	100 000,00	6,06%
Evolution des fonctionnalités du poste central de régulation des déplacements : évolution des équipements et matériels, amélioration des modules existants, développement de nouveaux modules d'intégrat	400 000,00	24,24%
Total	1 650 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region Ile-de-France	825 000,00	50,00%
Département de la Seine Saint-Denis	825 000,00	50,00%
Total	1 650 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002593 - ROUTE - DEMARCHE CIRCULATION - CD93

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	3 000 000,00 € HT	36,67 %	1 100 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESP JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation du projet de démarche circulation.

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans un premier temps, la démarche circulation consiste à recenser, trimestre par trimestre pour l'année à venir, les chantiers et leurs impacts quel que soit le réseau de voirie concerné. Le recueil sera effectué via une plateforme collaborative, alimentée par chaque maître d'ouvrage. Il concernera des données « statiques » de restrictions de circulation telles que les emprises de chantier et des données « dynamiques » telles que les trajets des poids lourds dont l'accumulation mérite également d'être analysée.
Ensuite, ces données feront l'objet de synthèses cartographiques au trimestre des situations les plus contraignantes. Leur analyse permettra d'identifier les points durs de circulation ou d'accessibilité à un secteur.
Ces données concerneront le réseau dit structurant composé de l'ensemble des voiries nationales, l'ensemble des rues départementales et les voiries communautaires représentant un enjeu important en termes de déplacements sur le territoire.
Ce travail aboutira à la proposition des mesures d'exploitations telles que le jalonnement, la modification de plans de circulation ou encore la modification de fonctionnement de carrefours.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de

transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
La participation régionale est fixée à 36,67% des dépenses supportées par le maître d'ouvrage (3 000 000 € HT), soit 1 100 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Volet 1 : Assistance technique à la mise en oeuvre de la démarche	1 500 000,00	50,00%
Volet 2 : recueil de données pour les évaluations	500 000,00	16,67%
Volet 3 : modélisations macroscopiques	500 000,00	16,67%
Volet 4 : mise en œuvre de mesures d'accompagnement	500 000,00	16,67%
Total	3 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (sollicitée)	1 100 000,00	36,67%
Département de Seine Saint-Denis	1 900 000,00	63,33%
Total	3 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002596 - ROUTE - AMENAGEMENT RD10-RD16 EN SORTIE D'AUTOROUTE A1 A SAINT-WITZ - ETUDES (95)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AVENUE DU PARC
95000 CERGY
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 2 janvier 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les projets urbains sur Saint Witz induisent un accroissement du trafic de l'ordre de 20 à 30 % dans le sens le plus chargé (matin vers A1 et soir vers Plailly).

Afin de répondre à cet accroissement du trafic, des aménagements de voirie sont proposés sur les carrefours suivants :
- Giratoire Ouest de l'échangeur A1/RD16 : élargissement, affectation de 2 files de circulation au sens Est, création d'un by-pass de tourne à droite depuis la RD16 vers A1 Paris ;
- Giratoire Est de l'échangeur A1/RD16 : giratoire en semi oblong, à 2 files de l'entrée du giratoire depuis RD10 venant de St Witz, affecter 2 files à l'ouvrage de franchissement d'A1 dans le sens Est – Ouest. Création d'une nouvelle branche permettant l'accès à la zone hôtelière. Stockage de véhicules dans l'anneau du giratoire sur la partie sud du giratoire qui est redressée en ligne droite. Trajectoire curviligne sur la partie nord de l'anneau pour éviter la prise de vitesse. Système de feux tricolores à cycle fixe (50 secondes) et boucles de détections
- Aménager un carrefour giratoire au niveau de l'insertion au sud entre A1 et la RD16, avec deux files en entrée depuis A1 et depuis RD16. Création d'un bypass de tourne-à-droite depuis la sortie d'A1 vers

RD16 sud.

La subvention doit permettre le financement des études : dossier d'enquête publique, enquêtes publiques (environnementale, d'utilité publique et parcellaire), études d'avant-projet, études de projet, dossier de consultation des entreprises.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
La Région accorde au Département une subvention correspondant à 50% du coût des études, dont le montant prévisionnel s'élève à 400 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 200 000 €.

Localisation géographique :
- SAINT-WITZ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	400 000,00	100,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 95	200 000,00	50,00%
Région IDF (sollicitée)	200 000,00	50,00%
Total	400 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002597 - ROUTE - DEVIATION RD370 ENTRE RD10 ET RD316 A VILLIERS-LE-BEL ET ECOUEN - ETUDES (95)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AVENUE DU PARC
95000 CERGY
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 2 janvier 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La RD370 a une fonction de transit importante, mais également de desserte locale, puisqu'elle traverse le centre de Villiers-le-Bel. Cette route départementale permet une liaison Est-Ouest avec le réseau structurant : l'autoroute A1 à l'Est, la RD316 à l'ouest et la francilienne au nord. Elle accueille un niveau de trafic important de 20 000 véh/j, avec un important trafic poids-lourds (8,5%).
La diminution du trafic traversant le centre-ville est un fort enjeu pour la commune qui a engagé la rénovation de plusieurs quartiers dans le cadre du PNRU.

Le projet consiste donc à créer un nouveau barreau d'environ 4,7 km, en continuité de la RD970 pour contourner le centre-ville de Villiers-le-Bel et le délester du trafic de transit.

Les principales caractéristiques du projet sont les suivantes :
- nouveau barreau entre le giratoire RD970/RD10 et la RD316 avec ajout d'une branche au giratoire RD970/RD10 et création d'un giratoire avec la route de bouqueval ;
- zone de raccordement à la RD316 avec un barreau de liaison (bypass) ;
- Raccordement à la RD316 par la création d'un carrefour giratoire ;

- profil en travers à 2x1 voie ;
- création d’une piste cyclable bidirectionnelle et raccordement aux différents réseaux de pistes cyclables.

La subvention doit permettre la réalisation des études.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
La Région accorde au Département une subvention correspondant à 50% du coût des études, dont le montant prévisionnel s’élève à 400 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 200 000 €.

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL
- ECOUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	400 000,00	100,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 95	200 000,00	50,00%
Région IDF (sollicitée)	200 000,00	50,00%
Total	400 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20002612 - ROUTE - RD36 OUEST SACLAY - CHÂTEAUFORT - ETUDES (91)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	1 420 000,00 € HT	50,00 %	710 000,00 €
	Montant total de la subvention		710 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur François DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation des études d'avant-projet (AVP), de projet (PRO) et environnementales en vue de l'aménagement de la RD36 ouest entre Saclay et Châteaufort.

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pour répondre aux besoins actuels et futurs de desserte du plateau de Saclay, le Département a décidé d'aménager la RD36 en plateforme multimodale entre Châteaufort (Yvelines) et Palaiseau (Essonne), opération déclarée d'utilité publique le 14 juin 2011 prorogée jusqu'en 2021 par arrêté du Préfet du 16 mai 2016.

Sur la section ouest entre Saclay (entrée du CEA) et Châteaufort, le Département prévoit sur un linéaire de 4,5km un aménagement de la RD 36 en 2 x 2 voies avec la création d'une circulation douce, en laissant la possibilité d'aménager ultérieurement un site propre pour transports en commun (SPTC) s'inscrivant dans la liaison Massy – Saint-Quentin-en-Yvelines.

L'aménagement projeté permettra de fluidifier la circulation compte tenu de l'évolution du trafic attendu à l'horizon 2035 en tenant compte du développement du plateau de Saclay.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54 modifiée par la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maitre d'ouvrage estimée à 1 420 000 € HT, soit une participation maximale de 710 000 €.

Localisation géographique :
- CHATEAUFORT
- SACLAY
- VILLIERS-LE-BACLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDE AVANT-PROJET	180 000,00	12,68%
ETUDE PROJET (PRO)	220 000,00	15,49%
MISSIONS COMPLEMENTAIRES	100 000,00	7,04%
FOUILLES ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES	920 000,00	64,79%
Total	1 420 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE (en cours)	710 000,00	50,00%
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE (fonds propres)	710 000,00	50,00%
Total	1 420 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002627 - ROUTE - LIAISON RD48/RD392 A CORMEILLES-EN-PARISIS - DESSERTE SUD PLACOPLATRE (95)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	2 500 000,00 € HT	30,00 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative	:	2 AVENUE DU PARC 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La RD48 (route d'Argenteuil) et la RD392 (boulevard Joffre), à Cormeilles-en-Parisis, connaissent un trafic respectif de plus de 9 000 et 21 000 véhicules par jour en semaine. La voie privée Lambert, assurant la liaison entre ces deux routes départementales, supporte actuellement environ 5 000 véhicules en heures ouvrées, dont 470 poids lourds liés notamment à l'activité de l'usine Placoplatre située sur la RD48. La voie est fermée à la circulation le soir, les weekends et les jours fériés.

L'opération consiste à réaménager la voie Lambert afin d'améliorer la liaison entre les RD48 et RD392 et de fluidifier le trafic.
Les aménagements prévus pour optimiser les conditions de circulation et l'accès aux poids-lourds liés à l'activité de l'usine Placoplatre consistent en la création d'un giratoire, ainsi que d'une aire dédiée aux poids-lourds, accessible depuis le giratoire précité et via un accès spécifique (financés par Placoplatre).
Autres aménagements prévus dans le projet :
- élargissement d'un trottoir dans la rue des Carouges,
- aménagement d'un trottoir dans la rue des Pommiers,
- réalisation d'une voie douce pour piétons/cycles (reliant la rue des Pommiers à la RD48),

- création d’un bassin de rétention des eaux pluviales.

La voie privée Lambert intègrera le réseau routier public, et sera ainsi également ouverte à la circulation le soir et le week-end.

La subvention permettra de financer la finalisation des études ainsi que les travaux de la nouvelle infrastructure.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément à la délibération CR 2017-54 modifiée par la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer 30% de la dépense supportée par le maitre d'ouvrage estimée à 2 500 000 € HT, soit une participation maximale de 750 000 €.

Localisation géographique :

- CORMEILLES-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	200 000,00	8,00%
Travaux	2 300 000,00	92,00%
Total	2 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 95	1 750 000,00	70,00%
Région IDF (sollicitée)	750 000,00	30,00%
Total	2 500 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° EX047982 - Sécurité routière : infrastructure, prévention, passages à niveau - DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	458 000,00 € HT	50,00 %	229 000,00 €
	Montant total de la subvention		229 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESP JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagements de sécurité routière sur la RD901 (avenue Marcel Cachin et boulevard Maxime Gorki) à Stains (93)

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération consiste à sécuriser la RD901 qui traverse la commune de Stains sur 1,3 km. 35 accidents y ont eu lieu entre 2013 et 2017. Les aménagements prévus consistent à :
- créer deux nouvelles traversées piétonnes sur la section nord (une au sud de la rue Roger Gautre, une entre la rue Dewaele et la rue Pierre Huet),
- créer un plateau surélevé au niveau du carrefour avec la rue des Parouzets, aux abords du tunnel sous la voie ferrée,
- créer des traversées piétonnes encadrant le croisement avec le débouché nord de la rue Carnot, permettant de sécuriser les piétons au niveau de la nouvelle médiathèque,
- créer un plateau au niveau de la place du 19 mars 1962 (en accord avec le réaménagement récent de la place par Plaine Commune),
- créer des traversées piétonnes encadrant le croisement avec la rue Lebrun, sur la section sud.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces

tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 1 "Actions portant sur l'infrastructure", point 1 "Opérations visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriés où se sont produits au moins 5 accidents sur une section de moins de 850 mètres sur une période de 5 ans."

Coût de l'opération et base subventionnable : 458 000 € HT
Taux de subvention : 50%
Montant de la subvention régionale : 229 000 € HT

Localisation géographique :
- STAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	458 000,00	100,00%
Total	458 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France (sollicitée)	229 000,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	229 000,00	50,00%
Total	458 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-088

DOSSIER N° 20001081 - SR - Aménagement du carrefour RD13 RD191 – Cheval Mort – Mareil-le-Guyon et Bazoches-sur-Guyonne (78)

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	791 000,00 € HT	50,00 %	395 500,00 €
	Montant total de la subvention		395 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement du carrefour dit du Cheval mort (RD13 RD191)

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le carrefour RD13/RD191, situé en entrée d'agglomération de Mareil-le-Guyon présente une configuration entrainant un fort risque d'accident. Les virages très prononcés en approche de cette intersection depuis la RD191 réduisent fortement la visibilité. Par ailleurs, les vitesses pratiquées sur la RD13 sont trop élevées du fait de l'absence de zone de transition entre les sections non urbanisées et urbanisées.

Ainsi, les aménagements proposés visent à corriger ces points :
- aménagement de trottoirs et de traversées piétonnes ;
- mise aux normes de l'installation de signalisation lumineuse tricolore au carrefour RD13-RD191 et création de traversées piétonnes gérées par feux.
- accompagnement de la réduction des vitesses de 80km/h à 50 km/h en aménageant la voirie en créant des îlots centraux et des plateaux surélevés et en adaptant la signalisation horizontale et verticale.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces

tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est éligible à la politique régionale de sécurité routière (CR 37-14), et plus particulièrement au dispositif 1 "actions portant sur l'infrastructure", point 2 "traitement des zones de transition en entrée d'agglomération concernées par une réduction des vitesses autorisées de 30km/h au moins".

Le coût du projet est estimé à 791 000 € HT. Le montant de la subvention régionale, par application du taux de 50% est donc de 395 500 €.

Localisation géographique :
- BAZOCHES-SUR-GUYONNE
- MAREIL-LE-GUYON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux préparatoires, terrassement et assainissement	190 000,00	24,02%
travaux	480 000,00	60,68%
signalisation	121 000,00	15,30%
Total	791 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation de la Région (sollicitée)	395 500,00	50,00%
Fonds propres du CD78	253 500,00	32,05%
Participation de la commune de Mareil-le-Guyon (sollicitée)	72 000,00	9,10%
Participation de la commune de Bazoches-sur-Guyonne (sollicitée)	70 000,00	8,85%
Total	791 000,00	100,00%

ANNEXE 2 : CONVENTION VILLEPARISIS (77)

Echangeur de Villeparisis
A104-RN3

Convention de financement relative à la dernière phase de travaux

2020

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE GENERAL 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7
2.4 FINANCEMENT DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2 LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 10
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5 GESTION DES ECARTS 11

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 13
9.2 MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.3 REGLEMENT DES LITIGES 13
9.4 RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6 MESURES D'ORDRE 15

10 ANNEXES 16

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds 17
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel 18
Annexe 3 : Détail du programme des Travaux 19

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,

- **Le département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…… de la commission permanente du conseil département de Seine-et-Marne en date du ……..,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CP 06-523 de la commission permanente du conseil régional du 7 juin 2006 attribuant une subvention au département de Seine-et-Marne pour la première phase de travaux de l'échangeur de Villeparisis ;

Vu la délibération n° 7/02 du conseil départemental en date du 29 juin 2012 approuvant son Règlement budgétaire et financier, modifié par délibération n°7/01 du 26 avril 2013 ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 2/01 du 20 novembre 2015 portant délégation de compétences au Président du conseil départemental dans le cadre des dispositions générales de l'article susvisé du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 3/02 du 9 juin 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° CP 2017-414 de la commission permanente du conseil régional du 18 octobre 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la région Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département de Seine-et-Marne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer la route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le département de Seine-et-Marne et la région Île-de-France prévoit une enveloppe de 1,5 million d'euros pour la finalisation des travaux de l'échangeur de Villeparisis. Cette enveloppe permettra d'achever l'opération, qui a bénéficié en 2006 d'une subvention régionale d'un montant de 3,7 M€.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la dernière phase de travaux de l'échangeur de Villeparisis ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces travaux dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Echangeur de Villeparisis – REA 2 ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 500 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 750 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'opération doit permettre la conduite des travaux nécessaires pour la réalisation de l'échangeur entre la RD603 et la RD84c sur la commune de Villeparisis.

L'Annexe 3 : Détail du programme des Travaux, de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel des travaux est de 20 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique général

Le projet de réaménagement de l'échangeur de Villeparisis entre l'A104, la RD 105, la RD 84a et la RD 84c a été pris en considération par l'Assemblée départementale lors de sa séance du 25 avril 2003 et a été déclaré d'utilité publique le 29 novembre 2006.

La configuration de l'échangeur ne permettait que les mouvements entre l'A104 Nord et la RN3 Est, renvoyant sur la voirie locale les autres mouvements (notamment entre la RN3 Ouest et l'A104 Sud).

Cette situation générait une saturation quotidienne du secteur.

2.2 Objectifs du Projet

Le projet a pour objectif d'améliorer les conditions de déplacements sur le secteur. Les travaux déjà réalisés ont permis d'améliorer les échanges entre l'A104 et la RN3 d'une part, et entre l'A104 et la RD105 d'autre part.

Les travaux objet de la présente convention portent sur les échanges entre la RD603 et la RD84c, et permettront d'améliorer le fonctionnement de ce secteur.

Ils visent également à améliorer la desserte du futur collège Marthe-Simard, situé à proximité directe, et de sa future gare routière.

2.3 Caractéristiques principales du Projet

L'échangeur de Villeparisis devant permettre les échanges entre plusieurs axes importants (A104, RD603, RD105 et RD84c), son réaménagement a été divisé en plusieurs phases. Les principaux travaux suivants ont ainsi été réalisés :

- La création d'une bretelle de sortie A104 Nord en amont de la RN3,
- La création d'une bretelle directe RN3 Ouest vers A104 Sud,
- La requalification de la RD105 et la réalisation sur la RD105 d'un giratoire au débouché des bretelles A104 (sens Sud vers Nord) et au futur accès à la carrière exploitée par la société Placoplâtre.

La dernière phase de travaux, objet de la présente convention porte sur la réalisation de l'échangeur entre la RD603 et la RD84c sur la commune de Villeparisis.

2.4 Financement du projet

Le projet a fait l'objet d'une subvention régionale de 3 700 000 € en 2006, pour la réalisation des premières phases de travaux. Au 1er janvier 2020, seuls 2 499 323.45 € ont été versés et 1 200 676.55 € restent disponibles.

Le coût de la dernière phase de travaux est estimé à 3 900 000 € HT, dont 2 401 353 € HT sont déjà couverts à 50% par les sommes disponibles sur subvention mentionnée ci-dessus.

Il reste donc 1 498 648 € HT, (arrondis à 1 500 000 €), non couverts par la subvention votée en 2006. La présente convention a justement pour objet la mise en place d'un financement complémentaire afin de finaliser le plan de financement de cette dernière phase de travaux.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 1 500 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- région Île-de-France (50%) : soit 750 000 €
- département de Seine-et-Marne (50 %), soit 750 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 1 500 000 € HT en euros courants, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
Travaux de la dernière phase de réaménagement de l'échangeur de Villeparisis (non pris en charge par la précédente subvention)	1 470 000 €
Coordination SPS et contrôles externes	30 000 €
TOTAL en €	**1 500 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la région Île-de-France.

4.3 Plan de financement

Montant € courants HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine-et-Marne**	**Total**
Département de Seine-et-Marne	750 000 €	750 000 €	1 500 000 €
	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les dépenses engagées par la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;
- l'état d'avancement des travaux ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire des éléments suivants :

- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	IBAN
Département de Seine-et-Marne	Payeur départemental de Seine-et-Marne	30001	00525	C7700000000	66	FR5730001005 25C770000000066

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE	Pôle Finances Direction de la comptabilité

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article

4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2019-047, approuvant la révision du « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention objet de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de Seine-et-Marne,	Pour la Région Ile-de-France,
Patrick SEPTIERS Président du conseil départemental de Seine-et-Marne	**Valérie PÉCRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Annexe 3 : Détail du programme des travaux

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros courants HT)

	ANNEE		Total
	2020	2021	
Département de Seine-et-Marne	100 000	1 400 000	1 500 000

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2020	2021	2022	
Région Île-de-France	25 000	25 000	700 000	750 000

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

La durée prévisionnelle des travaux est de 20 mois, dont 2 mois de période de préparation.

Ils débuteront au 2ème trimestre 2020, pour une livraison visée en 2021.

Annexe 3 : Détail du programme des Travaux

Les travaux consistent à :

- Décaler le giratoire Jean Moulin vers l'Ouest afin d'y connecter les bretelles d'entrée et de sortie de la RD603.

- Requalifier la RD84C entre le nouveau giratoire et le « rond-point du 6 juin 1944 » (RD 105 x bretelles RD 603)

Il est également prévu la création d'une station multimodale de covoiturage de 20 places, accessible depuis le « rond-point du 6 juin 1944 ».

ANNEXE 3 : CONVENTION A13-RD153

A13-RD153 – Bretelle de l'A13 et dénivellation du carrefour de Fauveau

Convention de financement relative aux études amont et d'avant projet (AVP)

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1. DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2. DELAIS DE REALISATION DE L'OPERATION 6

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1. CONTEXTE 7
2.2. OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 7

3.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE 7
3.1.1 IDENTIFICATION 7
3.1.2 ENGAGEMENTS 7
3.2. LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8

4.1. ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 8
4.2. COUTS DETAILLES 8
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 10
4.5. CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 10
4.6. COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5 GESTION DES ECARTS 11

6 MODALITES DE CONTROLE 11

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 11

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12

9 DISPOSITIONS GENERALES 12

9.1. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 12

9.2. MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.3. REGLEMENT DES LITIGES 13
9.4. RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.5. QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 13
9.6. MESURES D'ORDRE 14

ANNEXES 16

ANNEXE 1 ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND 17
ANNEXE 2 CALENDRIER PREVISIONNEL 18

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le département des Yvelines** dont le siège est situé au 2 place André MIGNOT, 78012 Versailles, représenté par son Président, Monsieur Pierre BEDIER, dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° 1717 du conseil départemental en date du _____ approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CP 2017-226 du 5 juillet 2017 de la commission permanente du conseil régional approuvant le contrat-cadre avec le Département des Yvelines pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération n°2017 CD 2 5584 1 du conseil départemental en date du 30 juin 2017 relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions et modalités de financement des études de création d'une nouvelle bretelle de l'A13 vers la RD153 à Orgeval et de la dénivellation du carrefour de Fauveau.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« A13-RD153 – études amont et AVP ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense maximale dont le montant est fixé à 400 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 200 000 €.

1.1. Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation des études suivantes :

- Les études de trafic du projet ;
- L'étude géotechnique G2 PRO ;
- Les études de faisabilité et d'avant-projet du giratoire et de la bretelle ;
- Les documents de présentation/d'exposition pour la concertation publique ;
- L'établissement du dossier d'enquête unique (DUP et Loi sur l'eau) et dossier d'enquête parcellaire (inclus les plan et états parcellaires et documents d'arpentage) et les frais d'enquêtes (panneaux d'exposition, avocat, commissaire enquêteur,…) ;
- L'archéologie préventive.

1.2. Délais de réalisation de l'opération

Le délai prévisionnel de l'opération est de 42 mois. Le calendrier prévisionnel du projet figure en Annexe 2 Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1. Contexte

Dans le cadre d'un fort développement économique de la région d'Orgeval, Villennes-sur-Seine et Poissy, il apparait nécessaire de fluidifier le trafic entre la RD113, la RD153 et l'A13. En effet, cette zone est particulièrement congestionnée aux heures de pointe. Cette situation devrait s'aggraver dans les années à venir, en raison des nouveaux projets de développement économique : le nouveau campus du PSG, le réaménagement de la zone commerciale des 40 sous, l'augmentation des employés de PSA sur le site de Poissy, la création de nouveaux musées à proximité du projet, etc.

2.2.Objectifs du Projet

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Fluidifier le trafic sur l'A13 à l'heure de pointe du matin,
- Permettre une meilleure accessibilité des zones d'emplois et d'activités du secteur en particulier du groupe PSA à Poissy (Usine et pôle tertiaire) et à la zone commerciale des quarante sous.

2.3.Caractéristiques principales du Projet

- Création d'une boucle de sortie directe depuis la bretelle n°7 de l'A13 rejoignant la RD 153 Nord vers Poissy,
- Reprise du perré sous l'ouvrage A13 pour insertion de la nouvelle voie,
- Création d'un giratoire dénivelé sur la RD 153 permettant de supprimer le cisaillement des flux au droit du pont sur l'A13 (mouvements de tourne-à-gauche gérés par des feux tricolores),
- Aménagement du chemin Fauveau pour relier le quartier de la Coudraye.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1.La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.2, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4 et dans l'Annexe 2 Calendrier prévisionnel, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2.Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de la présente opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 400 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 50%, soit 200 000 €,
- Département des Yvelines : 50 %, soit 200 000 €.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1.Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 400 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2.Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
Etudes amont :	
Etudes de trafic du projet	30 000
Levés topographiques	15 000
Etude d'opportunité/faisabilité de la bretelle SAPN	45 000
Dossier de Demande de Principe SAPN	15 000
Etude géotechnique G2 PRO	25 000
Etude de faisabilité/dimensionnement du giratoire	30 000
Documents de présentation/d'exposition pour la concertation publique	25 000
Etablissement du dossier d'enquête unique (DUP et Loi sur l'eau) et dossier d'enquête parcellaire (inclus les plan et états parcellaires et documents d'arpentage) et les frais d'enquêtes (panneaux	100 000

d'exposition, avocat, commissaire enquêteur,…)	
Avant-projet du giratoire dénivelé	50 000
Avant-projet de la bretelle	50 000
Contrôle extérieur	15 000
TOTAL en €	**400 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Ile-de-France.

4.3.Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département des Yvelines**	**Total**
Département des Yvelines	200 000 €	200 000 €	400 000 €
	50%	**50%**	**100%**

4.4.Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- du bilan financier des études, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département des Yvelines sur le compte ouvert au nom de Paierie Départementale des Yvelines (domiciliation : BDF Versailles), dont le RIB est le suivant :

Code IBAN							Code BIC
FR70	3000	1008	66C7	8500	0000	067	BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Yvelines	2 Place André Mignot 78000 Versailles	Direction des mobilités / Sous-direction Politique des Transports et des Mobilités

4.5.Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande d'acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'Opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5. Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signé avec le Département des Yvelines dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier

de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;

- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6.Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département des Yvelines,	Pour la région Île-de-France,
Pierre BÉDIER Président du conseil départemental des Yvelines	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros HT)

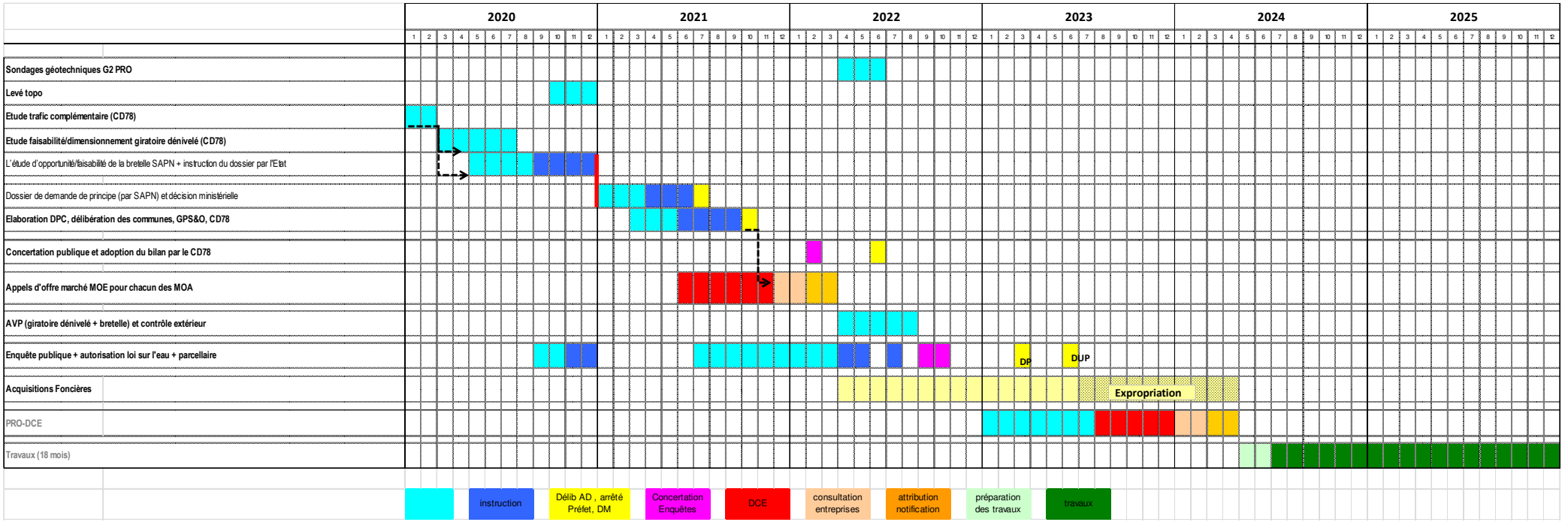
	Année				Total
	2020	2021	2022	2023	
Département des Yvelines	80 000	100 000	200 000	20 000	**400 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En euros HT)

	Année				Total
	2020	2021	2022	2023	
Région Île-de-France	40 000	50 000	100 000	10 000	**200 000**

Annexe 2 Calendrier prévisionnel



ANNEXE 4 : CONVENTION RD7 (94)

Requalification de la RD7

Convention de financement relative aux études AVP et PRO, et aux travaux anticipés sur la partie nord

2020

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 5
1 OBJET DE LA CONVENTION 5
1.1 Définition et contenu de l'opération 5
1.2 Délais de réalisation des études et travaux 6
2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6
2.1 Historique 6
2.2 Objectifs du projet 6
2.3 Caractéristiques principales 7
3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 7
3.1 La maîtrise d'ouvrage 7
3.2 Les financeurs 7
4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8
4.1 Estimation du coût de l'opération 8
4.2 Coûts détaillés 8
4.3 Plan de financement 8
4.4 Modalités de versement des crédits de paiement 8
4.5 Caducité de la subvention régionale 10
4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage 10
5 GESTION DES ECARTS 11
6 MODALITES DE CONTROLE 11
7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 11
8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 11
9 DISPOSITIONS GENERALES 12
9.1 Modification de la convention 12
9.2 Règlement des litiges 12
9.3 Résiliation de la convention 12
9.4 Date d'effet et durée de la convention 13
9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional 13
9.6 Mesures d'ordre 13
10 ANNEXES 15
Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds 16
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération 17
Annexe 3 : Carte de localisation du projet RD7 18

Entre,

- **La région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France en date du _____,

- **Le département du Val-de-Marne**, représenté par le Président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental du Val-de-Marne en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon » et pour changer la route, modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° 2017-5-1.8.8 du conseil départemental en date du 18 décembre 2017 approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-414 du 11 octobre 2017, approuvant le contrat-cadre avec le département du Val-de-Marne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil départemental n° 2018-7-7 du 28 mai 2018 relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département du Val-de-Marne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer la route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

0 PREAMBULE

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le département du Val-de-Marne et la région Île-de-France prévoit une enveloppe globale de 7 millions d'euros pour l'opération « RD7 ». La présente convention porte sur la réalisation d'études de niveau AVP et PRO pour la requalification de la Route Départementale 7, ainsi que sur la réalisation de travaux anticipés pour la partie située au nord du pont du Cor de Chasse, et au droit de la future station « MIN Porte de Thiais » de la ligne 14.

Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« ***Projet*** » *:* désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux…) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.

« ***Opération*** » *:* désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études et travaux ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de l'opération dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« RD7 – Etudes AVP-PRO et travaux anticipés au nord »

La Région accorde au Département une subvention correspondant à 30% du coût du projet, dont le montant prévisionnel s'élève à 7 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 2 100 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

Le projet de requalification de la RD7 consiste à transformer la voie rapide existante sur les communes de Chevilly-Larue, Thiais et Rungis, en boulevard urbain intégrant des circulations confortables pour les modes actifs.

Les simulations de trafic réalisées par le Département à horizon 2030 ont montré que cette requalification de la RD7 engendrerait une diminution de 2000 UVP/h sur l'axe par rapport à la situation au fil de l'eau, permettant par conséquent une circulation plus fluide pour les usagers. Les simulations ont également mis en avant une réduction des trafics sur l'A86 voisine.

Le contenu de l'opération objet de la présente convention est le suivant :

- Réalisation des études de niveau AVP et PRO,
- Réalisation de travaux anticipés sur la section non classée voie express au nord du pont du Cor de Chasse (phase 1),
- Réalisation de travaux anticipés en lien avec l'arrivée de la gare « MIN Porte de Thiais » - ligne 14 (phase 2).

Ces travaux anticipés consistent à réaliser les aménagements de requalification conformément aux objectifs du projet et au programme d'aménagement décrits aux articles 2.2 et 2.3 de la présente convention.

1.2 Délais de réalisation des études et travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des études est d'environ 12 mois. Le délai prévisionnel de réalisation des travaux est d'environ 24 mois.

Le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération figure en Annexe 2.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La RD7 est l'un des trois axes structurants du sud francilien. Composante de l'axe historique RD7-RN7 qui traverse le Val-de-Marne et l'Essonne en nord-sud au niveau du pôle d'emploi d'Orly-Rungis (135 000 emplois), elle est partie prenante du Réseau routier d'Intérêt Régional (RRIR).

La RD7 a été requalifiée sur 6 km entre la Porte d'Italie et l'esplanade du cimetière de Thiais, notamment dans le cadre de l'implantation du tramway T7. Dans le pôle d'Orly, cet axe est actuellement classé voie express et est aménagé en voie rapide avec des bretelles d'entrée et de sortie.

Le pôle d'Orly est caractérisé par de nombreuses coupures urbaines, causées à la fois par des infrastructures de transport (autoroutes, voies ferrées) et de grands équipements métropolitains (Marché d'intérêt national de Rungis, cimetière de Thiais, centre commercial Belle Epine, plateformes logistiques).

Le prolongement de la ligne 14 prévu à horizon 2024 s'accompagnera de projets urbains nombreux et variés qui vont fortement faire évoluer le pôle d'Orly, tout en conservant son rôle de bassin d'emploi tourné vers la logistique.

2.2 Objectifs du projet

Les principaux objectifs du projet sont :

1. D'améliorer les conditions de trafic par rapport à une situation où la RD7 ne serait pas réaménagée, ce qui sera profitable pour les employés et futurs résidents du pôle d'Orly-Rungis, en évitant l'embolie que générerait l'absence d'intervention dans ce secteur ;
2. De permettre l'accueil de nouveaux usagers (piétons, cycles) ;

3. De créer des espaces publics permettant de jouer un rôle de liaison sur un territoire aujourd'hui marqué par les coupures urbaines ;
4. De simplifier la lecture des espaces et des cheminements pour tous, alors que les usagers seront plus nombreux et plus diversifiés (piétons, cyclistes, véhicules particuliers, deux-roues motorisés, bus, poids-lourds…) ;
5. De changer l'image de l'axe et de créer une identité urbaine qui pourra s'adapter aux mutations en rive ;
6. D'assurer, à terme, les liaisons Est-Ouest et ainsi améliorer la desserte du pôle d'Orly.

2.3 Caractéristiques principales

Les principes du programme d'aménagement comprennent la réduction du nombre de voies de circulation actuelles (passage d'une chaussée à 2x3 voies à une chaussée à 2x2 voies), la réalisation de trottoirs et pistes cyclables larges, ainsi que des aménagements paysagers.

Les intersections avec les voies existantes et à créer seront aménagées sous forme de carrefour à feux. Des places de stationnement pourront être aménagées selon les besoins, le long de l'axe.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

Identification

Le département du Val-de-Marne est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

Engagements du Département

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 de la présente convention.

Le calendrier de l'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi, défini à l'article 7 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur.

3.2 Les financeurs

Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 7 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France : 30%, soit 2 100 000 €
- Département du Val-de-Marne : 70%, soit 4 900 000 €

Engagements
La signature de la présente convention vaut engagement de la Région à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 7 000 000 HT en euros, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le Département fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien le projet :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Etudes AVP et PRO	2 000 000 €
Travaux anticipés au nord du pont du Cor de Chasse	3 000 000 €
Travaux anticipés au droit de la gare « MIN Porte de Thiais »	2 000 000 €
TOTAL en € HT	**7 000 000 € HT**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
Financeurs :	**Région**	**Département du Val de Marne**	**Total**
Maitrise d'ouvrage : département du Val-de-Marne	2 100 000 €	4 900 000 €	7 000 000 €
	30%	70%	100%

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur présentation d'appels de fonds par le Département. L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du Département.

Le comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les prestations, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement de l'opération.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département ou son directeur financier. Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

Versement du solde

Après achèvement de l'opération couverte par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4 ;
- d'un rapport de présentation indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées, signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
Département du Val-de-Marne	Paierie Départementale du Val-de-Marne	30001	00907	D9400000000	49
IBAN	FR05 3000 1009 07D9 4000 0000 49				

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres au projet réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux de 30% indiqué à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance de l'opération s'articule autour d'un comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le maitre d'ouvrage et les financeurs autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments sont envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le Département et la Région dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation, mentionnées à l'article 4.4 ci-avant et qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et l'autre Partie signataire de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, à compter de la date de réception de la décision (expédiée en recommandé avec accusé de réception) par l'autre partie.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, le financeur s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la dernière des Parties.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la commission permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le département du Val-de-Marne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé.

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention objet de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendraient soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département du Val-de-Marne,	Pour la région Ile-de-France,
Christian FAVIER Président du conseil départemental du Val de Marne	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 3 : Carte de localisation du projet RD7

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

En €	Année			Total
	2020	2021	2022	
Région Ile-de-France	300 000	1 600 000	200 000	**2 100 000 €**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

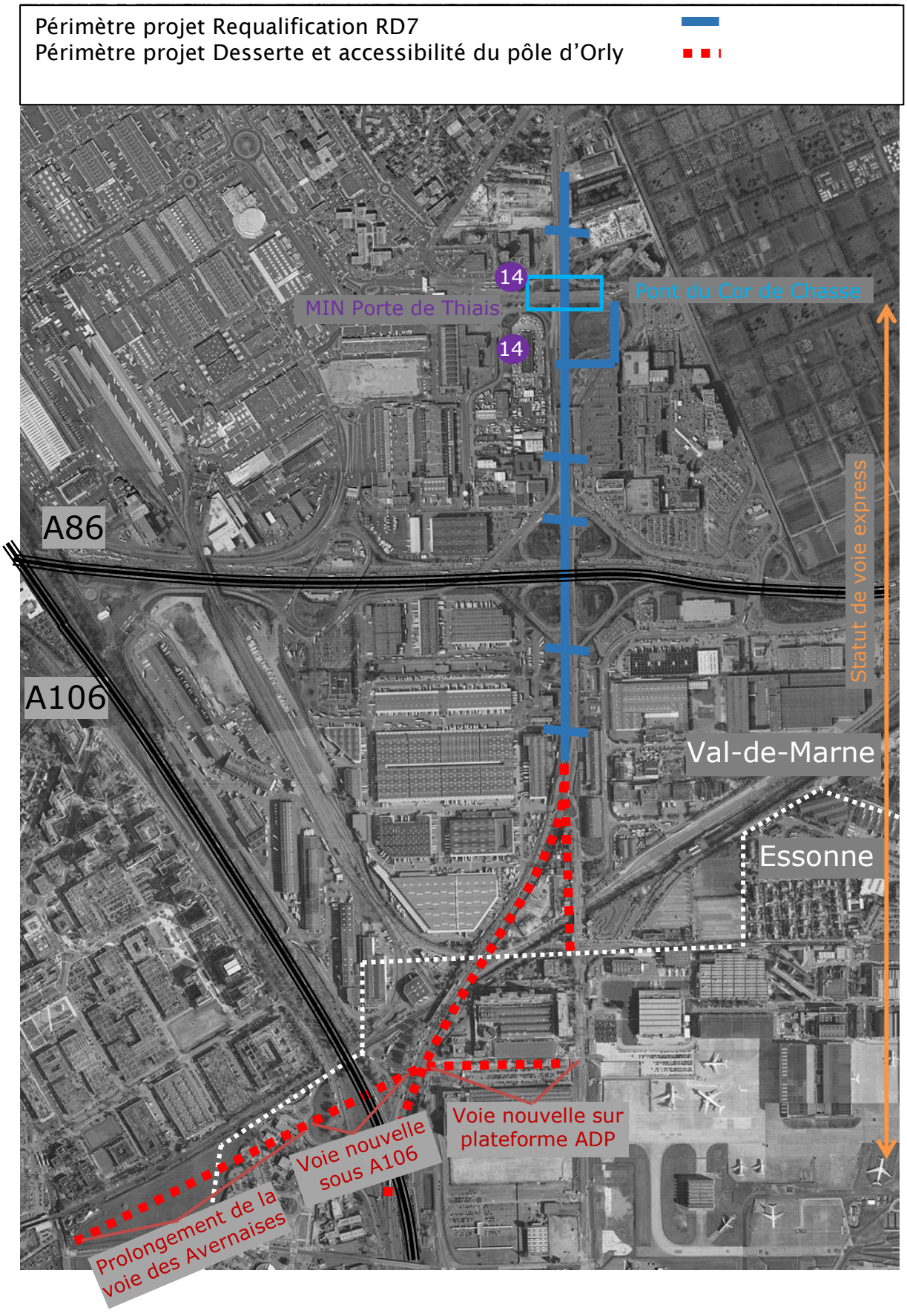
2020 :

- Validation du programme d'aménagement (dossier de prise en considération)
- Etudes AVP
- Déclassement du statut de voie express
- Concertation publique
- Travaux anticipés au nord du pont du Cor de Chasse

2021 :

- Etudes PRO
- Travaux anticipés au droit des émergences de la ligne 14 « MIN Porte de Thiais »

Annexe 3 : Carte de localisation du projet RD7



ANNEXE 5 : CONVENTION FRANCHISSEMENT DE SEINE (91)

Franchissement de Seine

entre Athis-Mons et Vigneux-sur-Seine

Convention de financement relative aux études techniques et environnementales préparatoires à l'enquête publique

2020

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 7
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES ET DES ACQUISITIONS FONCIERES 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 8
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 9
3.1.1 IDENTIFICATION 9
3.1.2 ENGAGEMENTS 9
3.2 LES FINANCEURS 9
3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 11
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 11
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 11
4.4.3 PAIEMENT 12
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 12
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 12
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 13

6 MODALITES DE CONTROLE 13

7 ORGANISATION ET SUIVI DE L'OPERATION 13

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 14

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 14
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 14
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 14
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 15
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 15
9.6 MESURES D'ORDRE 15

ANNEXES 17

ANNEXE 1 CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES ETUDES 18
ANNEXE 2 : ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES APPELS DE FONDS .. 19
ANNEXE 3 : DETAIL DU PROGRAMME DES ETUDES 20

Entre,

- **La Région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée « la Région » dûment mandatée par la délibération n°…….….. de la commission permanente du conseil régional en date du ……..…. ,

- **Le Département de l'Essonne**, représenté par Monsieur François DUROVRAY, Président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…….….. de la commission permanente du conseil départemental en date du ……..….,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon » et pour changer la route, modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération du conseil départemental N°2017-04-0037 du 27 mars 2017 approuvant le contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer de route de la région Ile-de-France lui donnant délégation pour approuver les conventions ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-226 du 05/07/2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département de l'Essonne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération n° 2011-01-0012 du conseil départemental du 27 juin 2011 adoptant son nouveau règlement financier ;

Vu la délibération du conseil départemental n°2017-01-0029 du 29 mai 2017 approuvant la refonte du règlement budgétaire et financier du Département ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP 2018-501 du 21 novembre 2018 approuvant la convention de financement relative aux études de définition du projet et à la concertation préalable ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Département de l'Essonne n°…… du 3 décembre 2018 approuvant la convention de financement relative aux études de définition du projet et à la concertation préalable ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le Département de l'Essonne et la Région Île-de-France intègre des crédits d'études pour le « Franchissement de Seine entre Athis-Mons et Vigneux-sur-Seine ».

La présente convention porte sur le financement de l'ensemble des études techniques et environnementales à mener pour la constitution d'un dossier d'enquête publique.

Les phases suivantes du projet feront l'objet de conventions ultérieures et selon des modalités de financement qui resteront à définir en fonction des conclusions de l'enquête publique.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (Dossiers réglementaires, enquête publique, acquisitions foncières, études d'Avant-projet, de Projet, Travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études en vue d'une enquête publique pour le projet de franchissement de Seine sur les communes d'Athis-Mons, de Vigneux-sur-Seine et de Montgeron ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Franchissement de Seine Athis-Mons – Vigneux-sur-Seine : Etudes techniques et environnementales préparatoires à l'enquête publique ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 500 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre :

- la réalisation des études techniques et environnementales du projet,
- l'élaboration du dossier d'enquête publique.

Le détail du programme des études est présenté en annexe 3.

1.2 Délais de réalisation des études et des acquisitions foncières

La durée prévisionnelle des études est estimée à **36 mois** à compter de mars 2020.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en annexe 1.

2 Contexte général du projet

2.1 Historique

La Seine et le manque de liaison est-ouest dans le nord du département représentent une véritable coupure pour l'accès au plateau d'Orly depuis la rive droite.

Seuls 2 ponts permettent aujourd'hui d'assurer les traversées entre les deux rives de la Seine dans le nord Essonne : le pont de Villeneuve-Saint-Georges dans le Val-de-Marne et le pont de la première armée française (D931) entre Juvisy-sur-Orge et Draveil, qui sont distants de 7 km, ce qui génère une forte congestion aux heures de pointe en amont des têtes de ponts et sur les voies d'accès jusqu'à impacter la voirie locale. De plus, la faible performance de l'offre transport en commun rend les déplacements inter-rives fortement tributaires de la voiture particulière.

Les engorgements récurrents des franchissements de Juvisy-sur-Orge et de Villeneuve-Saint-Georges confèrent à cette problématique toute son acuité.

Fort de ce constat, le Département a souhaité réexaminer la question de l'amélioration des franchissements de Seine. Afin d'actualiser sa lecture de la problématique, il a engagé, fin 2015, une étude d'opportunité relative à un nouveau franchissement de Seine améliorant la liaison Orly / Val d'Yerres Val-de-Seine, avec les objectifs :

- d'appréhender, d'analyser et de confirmer le besoin ;
- de bâtir des scénarios (aménagement et/ou création d'un ouvrage sur la Seine, avec un choix entre plusieurs implantations) ;
- d'approfondir le (ou les) scénario(s) retenu(s).

Réalisée sous maîtrise d'ouvrage départementale, elle intéresse un périmètre interdépartemental couvrant le Nord de l'Essonne et le Sud du Val-de-Marne.

Elle s'appuie notamment sur une modélisation des déplacements, actualisée avec des données récentes de trafic sur les ponts existants et le réseau viaire mis en jeu par les traversées, les projets d'infrastructures de transport susceptibles de modifier l'offre (viaire et TC) et l'évolution urbaine à attendre sur le périmètre d'étude.

Ce processus a permis de faire émerger le scenario « Port Courcel », qui a été soumis au public lors d'une concertation préalable qui s'est déroulée du 15 mai au 5 juillet 2019, sous l'égide d'un garant de la Commission Nationale du Débat Public.

Le 30 septembre 2019, l'Assemblée départementale a approuvé le bilan de la concertation préalable portant sur la création d'un franchissement de la Seine pour une liaison multimodale entre le pôle économique d'Orly et le Val d'Yerres Val de Seine.

Les principales observations recueillies lors de la concertation sont :

- porter une exigence environnementale forte à la conception, la réalisation et l'exploitation de ce projet d'aménagement, et son intégration dans les sites concernés,
- concevoir un projet innovant, en adéquation avec les défis de mobilité à venir,
- envisager les usages de ce nouveau franchissement dans une complémentarité optimum avec les franchissements existants.
- intégrer au projet une fonctionnalité de maillage local pour modes actifs entre les gares du RER C à Athis-Mons et du RER D à Vigneux-sur-Seine,
- étudier les impacts sur un large périmètre intégrant la N6 et la N7,
- étudier les moyens de limiter les nuisances en réservant l'infrastructure à des usages spécifiques, sous la réserve que ces restrictions ne dégradent pas l'évaluation socioéconomique du projet et permettent de préserver sa fonctionnalité de liaison structurante entre la rive droite de la Seine et le pôle d'Orly-Rungis.

Le Département souhaite poursuivre les études en vue de la constitution du dossier d'enquête préalable à la DUP pour la création d'un nouveau franchissement de Seine permettant de répondre aux enjeux de mobilité du secteur et d'accessibilité au pôle d'Orly.

2.2 Objectifs du projet

Au-delà l'ouvrage sur la Seine et son implantation, le Département est à la recherche d'une liaison structurante, cohérente et lisible qui doit permettre de prolonger le contournement Sud de la plateforme aéroportuaire en rive droite de la Seine pour se connecter à la RN 6.

Cette opération s'intègre à une liaison Nord Essonne de plus grande dimension, dessinant une transversale Est / Ouest d'intérêt départemental et métropolitain entre le Val d'Yerres et le plateau de Saclay, desservant les principaux pôles économiques de Saclay, Massy et Orly.

Cette liaison a été intégrée par la Région dans sa définition du Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR) et au plan route régional « anti-bouchon », dispositif de financement dont le contrat cadre de mise en œuvre a été approuvé par le Département par délibération du 27 mars 2017.

Cette liaison a pour objectif de diminuer la congestion routière dans le Nord du Département et sur les traversées de Seine, dans la perspective d'une amélioration de la qualité de service sur le Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR).

2.3 Caractéristiques principales du projet

Le projet consiste à créer les ouvrages permettant l'achèvement d'une liaison complète au Sud de la plateforme aéroportuaire d'Orly. Celle-ci comprendra :

- Le raccordement au contournement Sud de la Plateforme aéroportuaire d'Orly sur Athis-Mons (RN7, RD118),
- La création d'un nouveau franchissement de Seine,

- Le raccordement à la RN6 côté Vigneux-sur-Seine et Montgeron.

3 Rôles et engagements des parties

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4.1 et dans l'annexe 1 de la présente convention. Le calendrier de l'opération peut faire l'objet d'adaptations après accord du comité de suivi défini à l'article 7 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant total de 1 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 500 000 €
- Département de l'Essonne (50 %), soit 500 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 1.

4 Modalités de financement et de paiement

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 1 000 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Franchissement de Seine entre Athis-Mons et Vigneux-sur-Seine	
Postes de dépenses	**Montants HT**
Détermination des usages sur la liaison, en complémentarité avec les franchissements existants	75 000 €
Consolidation de l'étude d'opportunité et choix de la variante d'aménagement	75 000 €
Etudes d'opportunité et de faisabilité pour une fonctionnalité de maillage local pour modes actifs	100 000 €
Etude de faisabilité sur l'ensemble du linéaire (études géométriques, points de raccordement, analyse foncière, étude niveau AVP pour les ouvrages, programme des études géotechniques	250 000 €
Etudes d'impact (études de circulation dans le périmètre du projet à horizon 2040 ; études environnementales, détermination des impacts et des mesures permettant de les éviter, de les réduire ou de les compenser ; bilan socio-économique et des effets en matière d'aménagement du territoire ; estimation fiable du coût global de l'opération)	425 000 €
Elaboration du dossier d'enquête publique	25 000 €
Autres missions d'étude dans le cadre de la définition du projet	50 000 €
Total	**1 000 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Ile-de-France.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
Financeurs	**Région Île-de-France**	**Département de l'Essonne**	**Total**
Maîtrise d'ouvrage : Département de l'Essonne	500 000 €	500 000 €	**1 000 000 €**
	50%	*50%*	***100%***

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement des prestations couvertes par la présente convention sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Pour les études objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement, le montant des factures acquittées et la nature exacte des prestations réalisées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des prestations couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage liés aux études supplémentaires ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études produites,
- du bilan financier de l'opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	IBAN
Département de l'Essonne	Banque de France à EVRY	30001	00312	C9110000000	19	FR 54 3000 1003 12C9 1100 0000 019

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	2 rue Simone Veil 93 400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 Modalités de contrôle

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 Organisation et suivi de l'opération

La gouvernance de l'opération s'articule autour d'un comité de suivi comprenant des représentants des parties de la présente convention. Ce comité de suivi aborde principalement les questions techniques et financières du projet. Il veille au bon déroulement et à la qualité des études, à présenter les résultats des études à chacune des étapes clés de l'opération et à contribuer à la réorientation de leur contenu si nécessaire.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an.

Le compte rendu de chaque comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 Communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 Dispositions générales

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une

facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de l'Essonne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2019-047, approuvant la révision du « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de l'Essonne, **François DUROVRAY** Président du Conseil départemental de l'Essonne	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

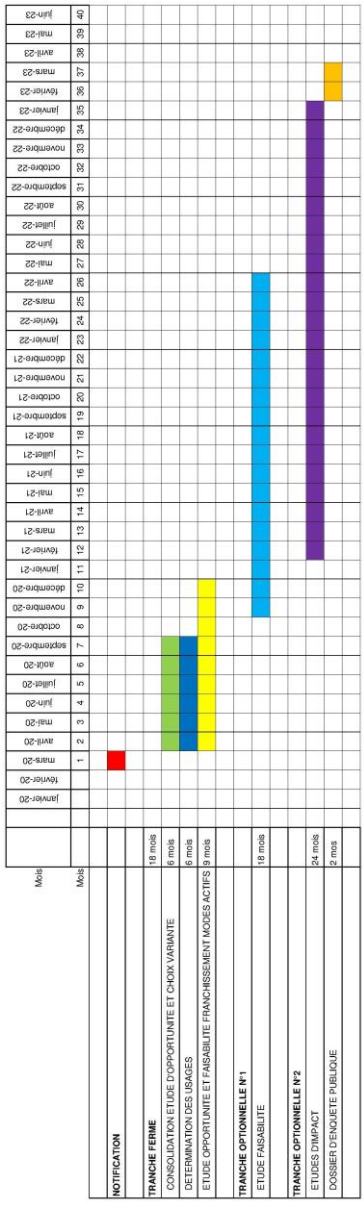
ANNEXES

Annexe 1 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études

Annexe 2 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 3 : Détail du programme des études

Annexe 1 Calendrier prévisionnel de réalisation des études



Annexe 2 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses

(En euros HT)

	ANNEE			Total
	2020	2021	2022	
Département de l'Essonne	**250 000**	**300 000**	**450 000**	**1 000 000**

Echéancier prévisionnel du versement des subventions

(en Euros)

	ANNEE				Total
	2020	2021	2022	2023	
Région Ile-de-France	**100 000**	**125 000**	**225 000**	**50 000**	**500 000**

Annexe 3 : Détail du programme des études

Le Département engage un nouveau cycle d'études qui doit permettre :

- de poursuivre la définition du projet,
- d'étudier l'opportunité et la faisabilité d'un franchissement modes actifs
- établir la faisabilité sur l'ensemble du linéaire,
- De mener l'ensemble des études techniques et environnementales conduisant à l'élaboration d'un dossier d'enquête publique

1. Périmètre de l'étude

L'étude sera menée sur un périmètre s'étendant de l'A6 à l'ouest, l'A86 au nord, l'axe RD94 (CD91) RD136 (CD94) à l'est, et l'axe RD310 / RD31 au sud.

2. Forme du marché

Le marché comprend une partie forfaitaire pour les prestations attendues connues au lancement du marché, comprenant une tranche ferme en trois phases, et plusieurs tranches optionnelles, et une partie à bons de commande permettant de réaliser les prestations connexes à cette étude et pour lesquelles le besoin n'a pas été identifié à ce jour.

3. Contenu du marché

A/ Poursuite de la définition du projet

A l'issue de la concertation, la localisation du franchissement a été actée à Port Courcel. La définition du tracé sur la rive droite jusqu'à la RN6 reste à consolider.

Cette première phase du nouveau cycle d'études doit également s'attacher à définir les usages à satisfaire pour cette liaison.

Enfin, une étude d'opportunité et de faisabilité sur un franchissement dédié aux modes actifs entre les gares de Vigneux-sur-Seine et Athis-Mons sera menée.

B/ Etude de faisabilité

Cette phase doit s'attacher à approfondir la définition du scenario retenu jusqu'au stade de faisabilité, et niveau Avant-Projet pour les ouvrages de franchissement (Seine et voies ferrées).

C/ Etudes d'impact

Cette phase vise à la réalisation de l'ensemble des études nécessaires à la constitution d'un dossier d'enquête publique.

D/ Elaboration du dossier d'enquête publique

Cette phase concerne la constitution du dossier d'enquête publique.

E/ Autres missions

Cette partie concerne l'ensemble des missions liées au projet dont le besoin ne peut être décrit précisément ou n'est pas identifié à ce jour.

Ces missions feront l'objet de bons de commande.

ANNEXE 6 : CONVENTION VILLAROCHE (77)

Desserte du site de Paris-Villaroche – Etudes préalables

Convention de financement relative aux études de faisabilité et de trafic de plusieurs opérations routières

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE GENERAL 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2 LES FINANCEURS 9
3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 10
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 11
4.4.3 PAIEMENT 11
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 12
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 13

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 13

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 14

9.1 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 14

9.2 MODIFICATION DE LA CONVENTION 14
9.3 REGLEMENT DES LITIGES 14
9.4 RESILIATION DE LA CONVENTION 14
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 15
9.6 MESURES D'ORDRE 16

10 ANNEXES 17

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fond 18
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel 19
Annexe 3 : Plan du programme des études routières de desserte du site de Paris-Villaroche 20

Entre,

- **La région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France en date du _____,

- **Le département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…… de la commission permanente du conseil département de Seine-et-Marne en date du ……..,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° 7/02 du conseil départemental en date du 29 juin 2012 approuvant son Règlement budgétaire et financier, modifié par délibération n°7/01 du 26 avril 2013 ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 2/01 du 20 novembre 2015 portant délégation de compétences au Président du conseil départemental dans le cadre des dispositions générales de l'article susvisé du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 3/02 du 9 juin 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° CP 2017-414 de la commission permanente du conseil régional du 18 octobre 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département de Seine-et-Marne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », et approuvant l'avenant n°2 au protocole d'accord relatif à l'aménagement du site de Paris-Villaroche ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer la route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études préalables pour la desserte routière du site de Paris-Villaroche ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Desserte de Paris-Villaroche – Etudes préalables ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 30,5 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 305 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'opération doit permettre la réalisation des études de faisabilité de plusieurs opérations routières :

- Aménagement de la première partie de la future RD57,
- Aménagement de l'intersection entre la RD57 et la RD471,
- Redimensionnement de la RD57 entre la RD471 et la RN36, et aménagement de l'intersection entre la RD57 et la RN36,
- Réaménagement de la RD471 jusqu'à la RD619 (hors barreau d'accès à la ZAC Nord),

Elle doit également permettre de réaliser un complément et une mise à jour des études de trafic déjà réalisées sur le site.

L'Annexe 3 : Plan du programme des études routières de desserte du site de Paris-Villaroche, replace ces opérations dans le contexte du programme complet des études de desserte routière du site.

1.2 Délais de réalisation des études

Le délai prévisionnel des études est de 18 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique général

Le pôle d'activités de Paris-Villaroche est un site à fort potentiel en matière de développement économique, situé sur les communes de Montereau-sur-le-Jard, Limoges-Fourches, Lissy et Réau.

L'ambition du territoire pour Paris-Villaroche est qu'il devienne un site majeur pour l'industrie aéronautique et les hautes technologies aux échelles régionale, nationale et internationale.

Afin de répondre à cette ambition, un protocole d'accord a été défini pour traduire l'engagement commun des signataires. La Région a intégré ce protocole à l'occasion de son deuxième avenant, qu'elle a approuvé à son conseil régional du 22 novembre 2019. Il regroupe donc l'Etat, le Département de Seine-et-Marne, la Région, Île-de-France Mobilités, la communauté d'agglomération Grand Paris Sud – Seine-Essonne-Sénart, la communauté d'agglomération Melun Val de Seine et l'Etablissement Public d'Aménagement de Sénart.

Plusieurs études ont été menées pour l'aménagement du site, et démontrent que la mise à niveau des infrastructures de transport routier et collectif est nécessaire pour son développement.

Un programme d'étude a été défini en conséquence. Les études routières portées par le Département de Seine-et-Marne sont celles listées à l'article 1.1.

2.2 Objectifs du Projet

L'objet du projet est d'étudier les aménagements routiers sur routes départementales, nécessaires au développement du pôle d'activités de Paris-Villaroche et situés à l'extérieur de ce pôle.

En effet, le pôle est desservi par la RD 57, elle-même reliée à la RN 36, à la RD 471 et à l'A5b. Il est constaté aujourd'hui un fonctionnement dégradé aux heures de pointe surtout le matin, notamment aux carrefours RD 471 x RD 57, RN 36 x RD 57 et RD 57 x A5b. Cette situation est amenée à s'aggraver au vu du développement attendu du pôle.

Aussi, des aménagements routiers situés en dehors du périmètre du pôle d'activités ont été identifiés pour en améliorer la desserte (voir Annexe 3 : Plan du programme des études routières de desserte du site de Paris-Villaroche).

- La restructuration du diffuseur A5b x RD 57 - échangeur 13 (étude d'opportunité portée par Etat / APRR, hors présente convention),
- La création d'une première partie de la future RD 57 contournant le pôle d'activités (étude de faisabilité portée par le Département de Seine-et-Marne, nota : la poursuite de la future RD 57 contournant le pôle par le Sud est dans le périmètre du pôle),

- L'aménagement des intersections RD57 x RN36 et RD471 x RD57 (étude de faisabilité portée par le Département de Seine-et-Marne),
- Le réaménagement de la RD57 entre la RD471 et la RN36 (étude de faisabilité portée par le Département de Seine-et-Marne),
- Le réaménagement de la RD471 jusqu'à la RD619, hors barreau d'accès ZAC Nord (étude de faisabilité portée par le Département de Seine-et-Marne),
- La création d'un point d'échange à hauteur de la barrière de péage des Eprunes (étude d'opportunité portée par Etat / APRR, hors présente convention),
- L'amélioration du rabattement vers le RER D (étude de faisabilité portée par Île-de-France Mobilités (hors présente convention).

2.3 Caractéristiques principales du Projet

Le projet concerne les études suivantes :

- Aménagement de la première partie de la future RD57 (à l'Est) – Etude de faisabilité
- Aménagement de l'intersection RD57 / RD471 – Etude de faisabilité
- Redimensionnement de la RD57 entre la RD471 et la RN36 et aménagement de l'intersection entre la RD57 et la RN36 – Etude de faisabilité
- Réaménagement de la RD471 jusqu'à la RD619 (hors barreau d'accès ZAC Nord) – Etude de faisabilité
- Complément et mise à jour des études de trafic.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le coût des études objet de la présente convention est estimé à 1 000 000 € HT. Le reste à charge du Département, après déduction des participations des autres financeurs (hors Région), est de 610 000 €.

Conformément au contrat cadre du plan « anti-bouchon » passé avec le Département de Seine-et-Marne, la participation financière de la Région s'élève à 50% du montant pris en charge par le Département, soit 305 000 € sur une base de 610 000 €.

Il en résulte le plan de financement suivant :

- Etat : 310 000 € (31%)
- RIF : 305 000 € (30,5%)
- Département de Seine-et-Marne : 305 000 € (30,5%)
- CAMVS : 40 000 € (4%)
- CAGPS : 40 000 € (4%)

La Région Île-de-France participera donc à hauteur de 30,5 % du coût des études objet de la présente convention de financement.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement de la Région Île-de-France à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fond.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 1 000 000 € HT en euros courants, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	Montant en € courants
Aménagement de la première partie de la future RD57 – Etude de faisabilité	200 000
Aménagement de l'intersection RD57 / RD471 – Etude de faisabilité	200 000
Redimensionnement de la RD57 entre la RD471 et la RN36 et aménagement de l'intersection entre la RD57 et la RN36 – Etude de faisabilité	200 000
Réaménagement de la RD471 jusqu'à la RD619 (hors barreau d'accès ZAC Nord) – Etude de faisabilité	200 000
Complément et mise à jour des études de trafic	200 000
TOTAL en €	**1 000 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Île-de-France.

4.3 Plan de financement

	Montant € courants HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine-et-Marne**	**Autres financeurs**	**Total**
Département de Seine-et-Marne	305 000 €	305 000 €	390 000 €	1 000 000 €
	30,5%	30,5%	39 %	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les dépenses engagées par la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;

- l'état d'avancement des études ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire des éléments suivants :

- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	**Etablissement Agence**	**Code établissement**	**Code guichet**	**N° de compte**	**Clé RIB**	**IBAN**
Département de Seine-et-Marne	Payeur départemental de Seine-et-Marne	30001	00525	C7700000000	66	FR5730001005 25C770000000066

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE	Pôle Finances Direction de la comptabilité

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;

- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;

- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;

- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2019-047, approuvant la révision du « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention objet de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département de Seine-et-Marne,	Pour la région Île-de-France,
Patrick SEPTIERS Président du conseil départemental de Seine-et-Marne	**Valérie PÉCRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Annexe 3 : Plan des projets routiers de desserte du site de Paris-Villaroche

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros courants HT)

	ANNEE		Total
	2020	2021	
Département de Seine-et-Marne	**800 000 €**	**200 000 €**	**1 000 000 €**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

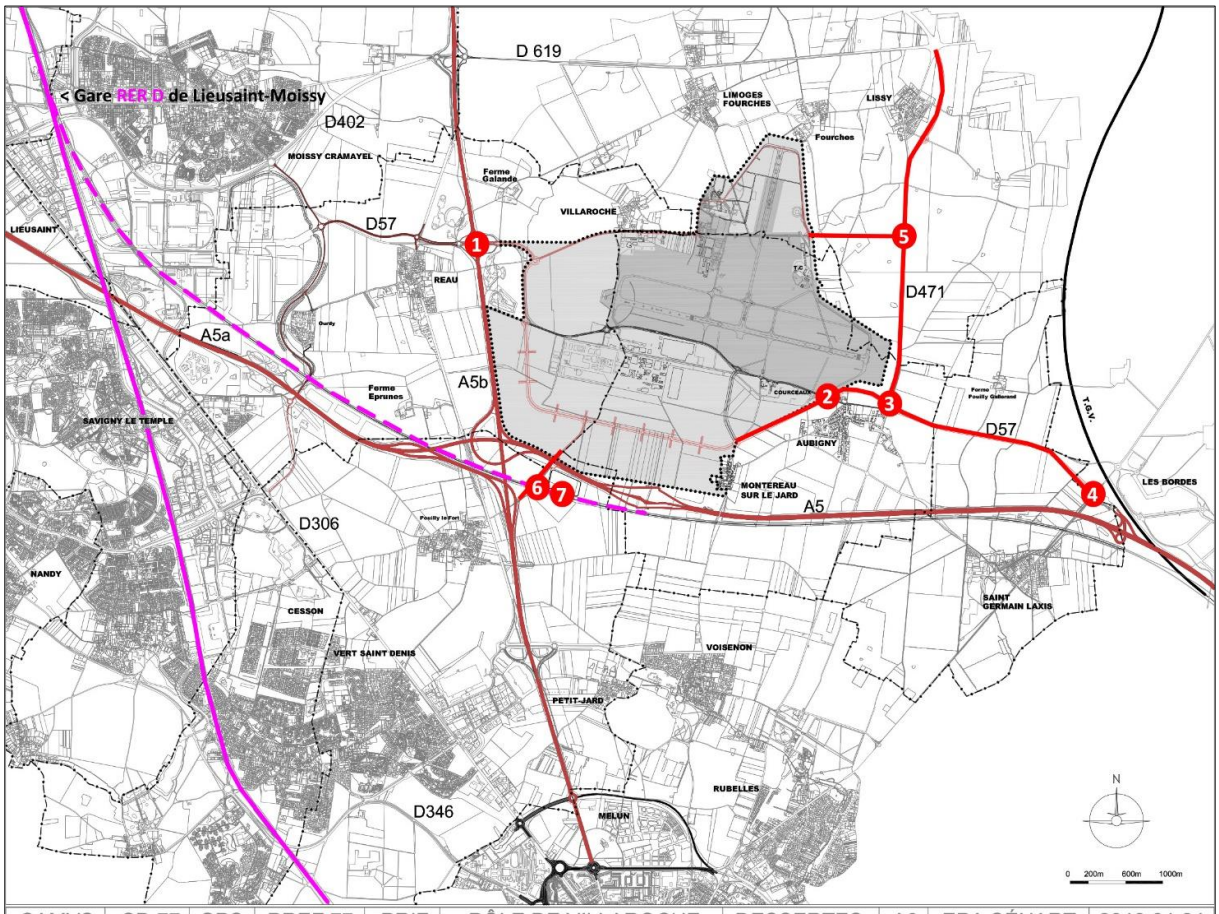
(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2020	2021	2022	
Région Île-de-France	**0 €**	**240 000 €**	**65 000 €**	**305 000 €**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Aménagement de la première partie de la future RD57 – Etude de faisabilité	Rendu prévisionnel : septembre 2020
Aménagement de l'intersection RD57 / RD471 – Etude de faisabilité	Rendu prévisionnel : septembre 2020
Complément et mise à jour des études de trafic	Rendu prévisionnel : septembre 2020
Redimensionnement de la RD57 entre la RD471 et la RN36 et aménagement de l'intersection entre la RD57 et la RN36 – Etude de faisabilité	Rendu prévisionnel : fin 2020
Réaménagement de la RD471 jusqu'à la RD619 (hors barreau d'accès ZAC Nord) – Etude de faisabilité	Rendu prévisionnel : 2021

Annexe 3 : Plan du programme des études routières de desserte du site de Paris-Villaroche



CAMVS	CD 77	GPS	PREF 77	PRIF	PÔLE DE VILLAROCHE	DESSERTES	A0	EPA SÉNART	2019.01.24

1. Restructuration du diffuseur A5b / RD 57 (échangeur13)
2. Réaménagement de la RD 57
3. Aménagement de l'intersection RD57xRD471
4. Aménagement de l'intersection RD57xRN36
5. Aménagement de la RD471 jusqu'à la RD619
6. Création d'un point d'échanges à hauteur de la barrière de péages des Eprunes
7. Création d'une station de rabattement sur RERD + PSR + Gare routière

ANNEXE 7 : CONVENTION GERFAUT (93)

Gerfaut II

–

Plan Régional « Anti-Bouchon et pour changer la route »

Nouvelles tranches fonctionnelles

Convention de financement n°2 relative aux études et travaux

2020

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1. DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 7
1.2. DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 8

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 9

2.1. HISTORIQUE 9
2.2. OBJECTIFS DU PROJET 9
2.3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 10

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 10

3.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE 10
3.1.1 IDENTIFICATION 10
3.1.2 ENGAGEMENTS 10
3.2. LES FINANCEURS 10
3.2.1 IDENTIFICATION 10
3.2.2 ENGAGEMENTS 10

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 11

4.1. ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 11
4.2. COUTS DETAILLES 11
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 12
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 12
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 12
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 12
4.4.3 PAIEMENT 13
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 13
4.5. CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 13
4.6. COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 13

5 GESTION DES ECARTS 14

6 MODALITES DE CONTROLE 14

7 ORGANISATION ET SUIVIDE LA CONVENTION 14

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 14

9 DISPOSITIONS GENERALES 15

9.1. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 15
9.2. MODIFICATION DE LA CONVENTION 15
9.3. REGLEMENT DES LITIGES 15
9.4. RESILIATION DE LA CONVENTION 15
9.5. QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 16
9.6. MESURES D'ORDRE 16

ANNEXES 18

ANNEXE 1 ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 19
ANNEXE 2 CALENDRIER PREVISIONNEL 20

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le département de Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° ___du conseil départemental en date du _____approuvant son règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional n° CP 2017-414 du 18 octobre 2017, approuvant le contrat-cadre avec le département de Seine Saint-Denis pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département de Seine Saint-Denis pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____ relative à l'approbation du contrat cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, et de son avenant,

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

0 PREAMBULE

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le département de Seine-Saint-Denis et la région Île-de-France prévoit une enveloppe globale de 5,85 millions d'euros pour l'opération «Gerfaut II, nouvelles tranches fonctionnelles ». Une première convention de 830 000 € a été mise en place en 2017.

La présente convention concerne la mise en œuvre de tranches fonctionnelles suivantes :

- centralisation par fibre optique de carrefours situés sur le secteur de Plaine-Commune et de Livry-Gargan,
- remplacement des contrôleurs des communes de Saint-Ouen, Villepinte et Tremblay,
- déploiement de la 3G pour raccorder des carrefours isolés,
- centralisation au poste central de régulation des déplacements de stations de comptages routier,
- déploiement de caméras vidéo-trafics sur la zone d'action renforcée de Villemomble et du T8,
- développement de la macro-régulation sur la zone d'action renforcée du Pont de Bondy et mise en œuvre de stratégies de régulation innovantes à l'aide de capteurs thermiques,
- évolution des fonctionnalités du poste central de régulation des déplacements : évolution des équipements et matériels, amélioration des modules existants, développement de nouveaux modules d'intégration de données trafics.

Le montant global de l'investissement est estimé à 1 650 000 € HT.

Les étapes suivantes du projet feront l'objet de conventions ultérieures.

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la réalisation du projet de Gerfaut II, sur les nouvelles tranches fonctionnelles que constituent :
    - la centralisation par fibre optique de carrefours situés sur le secteur de Plaine-Commune et de Livry-Gargan,
    - le remplacement des contrôleurs des communes de Saint-Ouen, Villepinte et Tremblay,
    - le déploiement de la 3G pour raccorder des carrefours isolés,

- la centralisation au poste central de régulation des déplacements de stations de comptages routier,
- le déploiement de caméras vidéo-trafics sur la zone d'action renforcée de Villemomble et du T8,
- le développement de la macro-régulation sur la zone d'action renforcée du Pont de Bondy et mise en œuvre de stratégies de régulation innovantes à l'aide de capteurs thermiques,
- les évolutions des fonctionnalités du poste central de régulation des déplacements suivantes : évolution des équipements et matériels, amélioration des modules existants, développement de nouveaux modules d'intégration de données trafics ;

- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des travaux dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Gerfaut II- Nouvelles tranches fonctionnelles– CFI 2».

Pour cela, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 650 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 825 000 €.

1.1. Définition et contenu de l'opération

a) Centralisation par fibre optique de carrefours situés sur le secteur de Plaine-Commune et de Livry-Gargan

La libération d'emprise de chantiers sur territoire de Plaine commune est rendue possible la poursuite du déploiement de la fibre optique sur les axes départementaux du territoire. Aussi, les travaux consistent à la réalisation du génie civil, au déroulage de la fibre optique ainsi qu'au raccordement des contrôleurs. Par ailleurs le bouclage du « Back-Bone 2 » permet désormais de déployer la fibre optique sur la RD933 sur la commune de Livry-Gargan.

b) Remplacement des contrôleurs des communes de Saint-Ouen, Villepinte et Tremblay

Le raccordement en fibre optique nécessite le remplacement des contrôleurs. Les travaux identifiés concernent les contrôleurs situés sur les communes de Saint-Ouen, Villepinte et Tremblay.

c) Déploiement de la 3G pour raccorder des carrefours isolés

Certains carrefours, trop éloignés du cœur de réseau, sont actuellement isolés du système. Il est envisagé de les raccorder au poste central par une technologie sans fil : la 3G.

d) Centralisation au poste central de régulation des déplacements de stations de comptages routier

La bonne connaissance des conditions de circulation en temps réel participe à la mise en œuvre de stratégies de régulations plus efficaces. Plusieurs stations de comptages installées sur le réseau sont actuellement isolées du système. Aussi, les travaux consistent au raccordement de ces stations au système afin de bénéficier des remontées de données en temps réel.

e) Déploiement de caméras vidéo-trafics sur la zone d'action renforcée de Villemomble et du T8

La macro-régulation a été mise en place sur la zone d'action renforcée de Villemomble. Afin d'en améliorer les fonctionnalités, le déploiement de plusieurs caméras de vidéo-trafics est envisagé. Utilisées comme capteurs elles permettraient de compléter les données actuelles ainsi que de vérifier la bonne adéquation des stratégies mises en place avec les conditions réelles de trafic.

f) Développement de la macro-régulation sur la zone d'action renforcée du Pont de Bondy et mise en œuvre de stratégies de régulation innovantes à l'aide de capteurs thermiques

Le pont de Bondy est identifié comme une zone d'action renforcée dans la stratégie de régulation des déplacements. Au regard des projets d'aménagement prévus sur le site, il est prévu l'étude et la mise en œuvre d'une régulation dynamique à l'aide de capteurs non intrusifs de type caméras intelligentes.

La dimension innovante de Gerfaut II impose également la mise en œuvre de nouveaux capteurs. Aussi, il est prévu le test et la mise en œuvre de capteurs thermiques afin d'optimiser la régulation de carrefours existants.

g) Evolution des fonctionnalités du poste central de régulation des déplacements : évolution des équipements et matériels, amélioration des modules existants, développement de nouveaux modules d'intégration de données trafics

L'amélioration des stratégies de régulation nécessite de poursuivre les évolutions matérielles et logicielles du PCRD. Pour les travaux de cette tranche fonctionnelle, il est prévu :
- l'évolution des équipements et matériels du poste central de régulation des déplacements,
- l'amélioration de plusieurs modules existants du logiciel de régulation, à savoir : le système Claire, la gestion TC centralisée, la macro-régulation et le module statistique de traitement des données,
- le développement d'un nouveau module d'intégration des données trafics.

1.2. Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de l'opération est de 24 mois. Le calendrier prévisionnel figure en Annexe 2 Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1.Historique

Le conseil général a délibéré, le 13 juin 2006, pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de maîtrise des déplacements sur la voirie de la Seine-Saint-Denis, avec l'ébauche d'un Schéma Départemental de Régulation des Déplacements. L'ébauche de ce Schéma place au centre des réflexions la question du partage du temps entre les différents modes de déplacements par la régulation des carrefours à feux.

L'enjeu majeur est de passer d'un objectif «d'amélioration des conditions générales de circulation» à une politique de «maîtrise des déplacements ». En outre, le système Gerfaut II constituera un outil essentiel de gestion des flux dans la période pluriannuelle à venir de grands chantiers d'infrastructures et d'aménagement, dont le métro du Grand Paris.

Cette politique ambitieuse nécessitait une rénovation globale et une modernisation du système Gerfaut. Ce système n'était plus adapté pour gérer la nature, la capacité et la qualité de ces déplacements urbains, et notamment la prise en compte des besoins futurs de gestion des lignes de bus Mobilien, des lignes de tramways et du projet du Grand Paris.

Le projet Gerfaut II, amorcé en 2010, se poursuit jusqu'en 2017 pour permettre un déploiement sur la partie est du département.

Les subventions accordées, dans le cadre du CPRD 2009-2014, prorogé en 2015 par la Région Ile-de-France au Département de la Seine-Saint-Denis, pour l'opération Gerfaut II, ont fait l'objet d'une participation financière couvrant la phase des études générales et des études techniques appliquées, suivi de 4 programmes de travaux. Elles ont permis la réalisation d'une première tranche fonctionnelle.

La seconde tranche fonctionnelle a permis d'achever le déploiement terrain et de raccorder les équipements terrains nécessaires au fonctionnement du système par :

- le déploiement du « Blackbone 2 » de Villemomble à Aulnay,
- la mise en œuvre de la macro-régulation à Villemomble,
- la centralisation des carrefours situés sur la RD 44 à Aulnay-sous-Bois et Sevran.

2.2.Objectifs du Projet

Gerfaut II est le système de Gestion et Exploitation des Régulations des Feux AUTomatisés du CD93. Ce système prend en charge la régulation de plus de 600 carrefours à feux et permet de donner la priorité en traversée de carrefour aux transports collectifs (Tram, Tzen, bus Mobilien). Un réseau de capteurs de trafic, de vidéo-trafic et de stations météorologiques assure une connaissance permanente des conditions de déplacement et permet d'informer les usagers de la route sur leurs conditions de circulation.

Le système vise les objectifs suivants :

- maîtrise des déplacements tous modes,
- désaturation des points noirs de circulation routière,
- optimisation des déplacements des TC,
- amélioration de la sécurité routière,
- mise en œuvre d'une information aux usagers,
- coordination avec des gestionnaires partenaires (réseaux départementaux limitrophes, réseau magistral).

2.3.Caractéristiques principales du Projet

Suite à une refonte globale du système Gerfaut, financée à hauteur de 13,2M€ par la Région dans le cadre du CPRD 2009-2013, le Plan régional « anti-bouchon et pour changer le route» doit permettre la mise en place de nouvelles tranches fonctionnelles permettant d'améliorer en continue les capacités du système. Ces nouvelles tranches sont réparties en 4 volets :

- la poursuite du déploiement Gerfaut II,
- la mise en œuvre de mesures innovantes pour accompagner le potentiel technologique de Gerfaut II,
- le développement de nouvelles fonctionnalités de stratégies de régulation,
- la mise en œuvre d'un Living Lab Gerfaut II.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1.La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4 et dans l'Annexe 2 Calendrier prévisionnel de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2.Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 1 650 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 50%, soit 825 000 €,
- Département de Seine Saint-Denis : 50 %, soit 825 000 €.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1,dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du

calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 1 650 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2. Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
- Centralisation par fibre optique de carrefours situés sur le secteur de Plaine-Commune et de Livry-Gargan	600 000
- Remplacement des contrôleurs des communes de Saint-Ouen, Villepinte et Tremblay	250 000
- Déploiement de la 3G pour raccorder des carrefours isolés	100 000
- Déploiement de caméras vidéo-trafics sur la zone d'action renforcée de Villemomble et du T8	50 000
- Centralisation au poste central de régulation des déplacements de stations de comptages routier	150 000
- Développement de la macro-régulation sur la zone d'action renforcée du Pont de Bondy et mise en œuvre de stratégies de régulation innovantes à l'aide de capteurs thermiques	100 000
- Evolution des fonctionnalités du poste central de régulation des déplacements : évolution des équipements et matériels, amélioration des modules existants, développement de nouveaux modules d'intégration de données trafics	400 000
TOTAL en €	**1 650 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la région Ile-de-France.

4.3.Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine Saint-Denis**	**Total**
Département de Seine Saint-Denis	825 000 €	825 000 €	1 650 000 €
	50%	**50%**	**100%**

4.4.Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;
- l'état d'avancement des travaux ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom du receveur général des finances des collectivités territoriales, à Saint-Denis, Banque de France, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
30001	00934	C 9340000000	92

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE	Pôle Finances Direction de la comptabilité

4.5.Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région, au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux annexé à la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité ad hoc. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que le Projet est achevé au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6.Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVIDE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires :financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1.Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2.Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3.Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4.Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5.Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département des Seine Saint-Denis dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2019-047, approuvant la révision du « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6.Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour ledépartement deSeine Saint-Denis **Stéphane TROUSSEL** Président du conseil départemental de Seine Saint-Denis	Pour la région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En K euros HT)

	Année						Total
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
Département de Seine Saint-Denis	600	600	450				**1 650**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En K euros)

	Année						Total
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
Région Île-de-France	200	300	200	150			**850**

Annexe 2 Calendrier prévisionnel

Nature des travaux	**Calendrier prévisionnel**
- Centralisation par fibre optique de carrefours situés sur le secteur de Plaine-Commune et de Livry-Gargan,	2020- 2021
- Remplacement des contrôleurs des communes de Saint-Ouen, Villepinte et Tremblay,	2020- 2021
- Déploiement de la 3G pour raccorder des carrefours isolés,	2021
- Déploiement de caméras vidéo-trafics sur la zone d'action renforcée de Villemomble et du T8	2020
- Centralisation au poste central de régulation des déplacements de stations de comptages routier,	2021
- Développement de la macro-régulation sur la zone d'action renforcée du Pont de Bondy et mise en œuvre de stratégies de régulation innovantes à l'aide de capteurs thermiques,	2021-2022
- Evolution des fonctionnalités du poste central de régulation des déplacements : évolution des équipements et matériels, amélioration des modules existants, développement de nouveaux modules d'intégration de données trafics	2021-2022

ANNEXE 8 : CONVENTION DEMARCHE CIRCULATION (93)

Démarche circulation

Convention de financement relative aux études

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1. DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2. DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1. CONTEXTE 7
2.2. OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2. LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1. ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2. COUTS DETAILLES 9
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 10
4.5. CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6. COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5 GESTION DES ECARTS 11

6 MODALITES DE CONTROLE 11

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12

9 DISPOSITIONS GENERALES 12

9.1. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 12

9.2. MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.3. REGLEMENT DES LITIGES 13
9.4. RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.5. QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6. MESURES D'ORDRE 14

ANNEXES 16

ANNEXE 1 ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 17
ANNEXE 2 CALENDRIER PREVISIONNEL 18

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le département de Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° ___du conseil départemental en date du _____approuvant son règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional n° CP 2017-414 du 18 octobre 2017, approuvant le contrat-cadre avec le département de Seine Saint-Denis pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département de Seine Saint-Denis pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____ relative à l'approbation du contrat cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, et de son avenant,

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la réalisation du projet de démarche circulation
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des travaux dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Démarche circulation».

Pour cela, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 36,67 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 3 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 1 100 000€.

1.1. Définition et contenu de l'opération

La démarche circulation consiste, dans un premier temps, au recensement, trimestre par trimestre pour l'année à venir, des phasages chantiers et de leurs impacts quel que soit le réseau de voirie concerné. Le recueil sera effectué via une plateforme collaborative, alimentée par chaque maître d'ouvrage. Elles concerneront des données « statiques » de restrictions de circulation telles que les emprises de chantier et des données « dynamiques » telles que les trajets des poids lourds dont l'accumulation mérite également d'être analysée.

Ensuite, ces données feront l'objet de synthèses cartographiques au trimestre des situations les plus contraignantes. Leur analyse permettra d'identifier les points durs de circulation ou d'accessibilité à un secteur.

Elles s'intéresseront à un réseau dit structurant composé de l'ensemble des voiries nationales, l'ensemble des rues départementales et les voiries communautaires représentant un enjeu important en termes de déplacements sur le territoire.

Ce travail aboutira à la proposition des mesures d'exploitations telles que le jalonnement, la modification de plans de circulation ou encore la modification de fonctionnement de carrefours.

Enfin, le dispositif s'accompagnera d'une évaluation des propositions qui s'appuieront notamment sur :

- des dispositifs de comptages « classiques » (nombre de véhicules particuliers et poids lourds)
- l'analyse des données issues des capteurs permanents reliés au poste central de régulation des déplacements (nombre de véhicules et vitesses)
- l'acquisition de données floating card data issues des GPS des véhicules (vitesses et temps de parcours).

1.2. Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de l'opération est de 72 mois. Le calendrier prévisionnel figure en Annexe 2 Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1. Contexte

Le Département de la Seine-Saint-Denis va accueillir sur son territoire de nombreux projets urbains et de transports. Cette transformation, déjà largement amorcée, s'intensifiera avec :

- l'arrivée du Grand Paris Express,
- la construction des infrastructures nécessaires à la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (sous maîtrise d'ouvrage départementale ou autres),
- la réalisation d'infrastructures ou opérations diverses (T1 Est, Tzen 3, requalifications de voirie, projets urbains structurants).

Cette démarche doit, par le biais de la mise à disposition auprès des maîtres d'ouvrages intervenant sur le territoire Sequano-Dyonisien (ou à proximité directe) des outils collaboratifs du Département (géoportail93.fr et un site collaboratif), donner à voir le calendrier des projets sous maîtrise d'ouvrage diverses (Département, EPT, Communes, Aménageurs, Solideo, SGP, Etat, etc.) pour permettre au Département d'évaluer les impacts de ces différents projets sur la circulation des transports en commun, des véhicules particuliers et des autres usagers du réseau viaire départemental. La démarche s'appuie sur une mobilisation importante des acteurs, et ce sur plusieurs années. L'évaluation des conditions de circulation sur son territoire permettra au Département d'élaborer des stratégies de régulation et de déplacements adaptées aux conditions réelles du terrain.

2.2. Objectifs du Projet

- Représentation spatio-temporelle des chantiers,
- Identification et qualification des impacts sur les déplacements de l'accumulation de chantiers,
- Proposition de mesures d'exploitation d'accompagnement,
- Évaluation de l'efficacité des mesures mise en œuvre.

2.3. Caractéristiques principales du Projet

Les analyses seront menées par bassin de chantiers. A ce jour, 3 bassins sont identifiés :

- Secteur Pleyel-Le Bourget
- Secteur Aulnay-sous-Bois/Sevran/Livry,
- Secteur Est-Ensemble.

VOLET 1 : Assistance technique à la mise en œuvre de la démarche
- Recollement des données
- Mise à jour régulière
- Synthèse et cartographie des données
- Analyse et formulation de préconisations
- Evaluation des mesures mises en place
- Animation des comités techniques et de pilotage

VOLET 2 : Recueil de données pour les évaluations
- Acquisition de données FCD
- Pose de capteurs reliés au PCRD
- Commande de comptages

VOLET 3: Modélisations macroscopiques
- Dans certains cas, l'accumulation de restrictions de circulation nécessitera la réalisation de simulations macroscopiques afin d'identifier les reports attendus

VOLET 4: Mise en œuvre de mesures d'accompagnement

Mise en œuvre de mesures d'exploitation

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1.La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4 et dans l'Annexe 2 Calendrier prévisionnel de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2.Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 3 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France :36,67%, soit 1 100 000 €,
- Département de Seine Saint-Denis :63,33 %, soit 1 900 000 €.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1,dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1.Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 3 000 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2.Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
Volet 1 : Assistance technique à la mise en oeuvre de la démarche	1 500 000 €
Volet 2 : recueil de données pour les évaluations	500 000 €
Volet 3 : modélisations macroscopiques	500 000 €
Volet 4 : mise en œuvre de mesures d'accompagnement	500 000 €
TOTAL en €	**3 000 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la région Ile-de-France.

4.3.Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine Saint-Denis**	**Total**
Département de Seine Saint-Denis	1 100 000 €	1 900 000€	3 000 000 €
	36,67 %	**67,33%**	**100%**

4.4.Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique

indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;
- l'état d'avancement des travaux ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom du receveur général des finances des collectivités territoriales, à Saint-Denis, Banque de France, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
30001	00934	C 9340000000	92

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE	Pôle Finances Direction de la comptabilité

4.5.Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande d'acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'Opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6.Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires :financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la

délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une

facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5.Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département des Seine Saint-Denis dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2019-047, approuvant la révision du « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6.Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département de Seine-Saint-Denis	Pour la région Île-de-France,
Stéphane TROUSSEL Président du conseil départemental de Seine Saint-Denis	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En K euros HT)

	Année						Total
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
Département de Seine Saint-Denis	200 K€	450 K€	550 K€	600 K€	600 K€	600 K€	**3 000 K€**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En K euros)

	Année							Total
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	
Région Île-de-France	50 k€	100 k€	150 k€	200 k€	250 k€	200 k€	150 k€	**1 100 K€**

Annexe 2 Calendrier prévisionnel

La démarche circulation sera mise en place à partir de 2020 jusqu'à 2025. Il est prévu un démarrage échelonné selon les secteurs d'analyses.

Le calendrier prévisionnel de mise en place de la démarche est le suivant :

- Démarrage de la démarche sur la zone de Pleyel-Le Bourget : 1er trimestre 2020
- Démarrage de la démarche sur la zone d'Est-Ensemble : 2nd trimestre 2020
- Démarrage de la démarche sur la zone Nord-Est du Département : fin 2021.

ANNEXE 9 : CONVENTION SAINT-WITZ (95)

20-____

Aménagement des RD10 et RD16 en sortie d'autoroute A1 à Saint-Witz

Convention de financement relative aux études

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 5
1.1 Définition et contenu de l'opération 5
1.2 Délais de réalisation des études 6
2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6
2.1 Historique 6
2.2 Objectifs du projet 6
2.3 Caractéristiques principales du projet 6
3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 7
3.1 La maîtrise d'ouvrage 7
3.1.1 Identification 7
3.1.2 Engagements 7
3.2 Les financeurs 7
3.2.1 Identification 7
3.2.2 Engagements 7
4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 7
4.1 Estimation du coût de l'opération 7
4.2 Coûts détaillés 8
4.3 Plan de financement 8
4.4 Modalités de versement des crédits de paiement 8
4.4.1 Versement d'acomptes 8
4.4.2 Versement du solde 9
4.4.3 Paiement 9
4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation 9
4.5 Caducité de la subvention régionale 9
4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage 10
5 GESTION DES ECARTS 10
6 MODALITES DE CONTROLE 10
7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 11
8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 11
9 DISPOSITIONS GENERALES 11
9.1 Date d'effet et durée de la convention 11
9.2 Modification de la convention 12
9.3 Règlement des litiges 12
9.4 Résiliation de la convention 12
9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional 13
9.6 Mesures d'ordre 13
10 ANNEXES 15
Annexe 1 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds 16
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet 17
Annexe 3 : Détail du programme du projet 18

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,

- **Le département du Val d'Oise**, représenté par la Présidente du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental du Val d'Oise en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-151 du 17 mai 2017, approuvant le contrat-cadre avec le département du Val d'Oise pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération n° 6-18 de l'Assemblée départementale du 19 mai 2017 approuvant le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département du Val d'Oise pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 6-22 du 29 novembre 2019 approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer la route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études en phase de faisabilité, avant-projet et projet pour l'aménagement des RD10 et RD16 en sortie d'autoroute A1 à Saint-Witz ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Aménagement RD10 et RD16 en sortie d'autoroute A1 à Saint-Witz (95) : études ».

La Région accorde au Département une subvention correspondant à 50% du coût de l'opération, dont le montant prévisionnel s'élève à 400 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 200 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation :

- de la constitution du dossier d'enquête publique ;
- des enquêtes publiques (environnementale, d'utilité publique et parcellaire) ;
- du contenu des études d'avant-projet ;
- du contenu des études de projet ;

« L'Annexe 3 : Détail du programme du projet » de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des études

La durée prévisionnelle des études est de 20 mois. Le calendrier prévisionnel figure en « Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet ».

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

Saint Witz prévoit une augmentation annuelle de 2 % par an de sa population et la création de 3 zones à urbaniser d'environ 365 logements.
Les projets pris en compte sur la commune de Saint-Witz induisent un accroissement du trafic de l'ordre de 20 à 30 % dans le sens le plus chargé (matin vers A1 et soir vers Plailly).

Les projets sur Vémars génèrent d'importants accroissement de trafic sur les giratoires du diffuseur de Saint-Witz. Afin de répondre à l'accroissement du trafic lié aux projets d'urbanisation de la commune, des aménagements de voirie sont proposés sur les carrefours suivants :
- Giratoire Ouest de l'échangeur A1/D16
- Giratoire Est de l'échangeur A1/D16
- Desserte de la zone hôtelière depuis la RD 10

2.2 Objectifs du projet

Les principaux objectifs du projet sont les suivants :

- Garantir la fluidité du trafic
- Accompagner la ville de Saint Witz dans de nombreux aménagements futurs
- Sécuriser les carrefours et garantir le bon fonctionnement des nouveaux aménagements

2.3 Caractéristiques principales du projet

Les principales caractéristiques du projet sont les suivantes :

- Giratoire ouest : Elargir l'entrée de la Grande Rue depuis Survilliers à 2 files sur 50m et affecter 2 files de circulation au sens Est. Création d'un bypass de tourne-à-droite depuis la RD16 vers A1 Paris.
- Giratoire Est : Giratoire en semi oblong, à 2 files de l'entrée du giratoire depuis RD10 venant de St Witz et affecter 2 files à l'ouvrage de franchissement d'A1 dans le sens Est – Ouest. Création d'une nouvelle branche permettant l'accès à la zone hôtelière. Stockage de véhicule dans l'anneau du giratoire sur la partie sud du giratoire qui est redressée en ligne droite. Trajectoire curviligne sur la partie nord de l'anneau pour éviter la prise de vitesse. Système de feux tricolores à cycle fixe (50 secondes) et boucles de détections.
- Aménager un carrefour giratoire au niveau de l'insertion au sud entre A1 et la RD16, avec deux files en entrée depuis A1 et depuis A16. Création d'un bypass de tourne-à-droite depuis la sortie d'A1 vers RD16 sud.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4.1 et dans « l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet » de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 400 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 200 000 €, soit 50%
- Département du Val d'Oise : 200 000 €, soit 50%

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 400 000 € HT en euros, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le Département fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien l'opération :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Etudes	400 000
TOTAL en € HT	**400 000 € HT**

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département du Val d'Oise**	**Total**
Département du Val d'Oise	200 000 €	200 000 €	**400 000 €**
	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les études, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- l'état d'avancement du projet ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études produites ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées, signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 0.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom du Payeur Départemental, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 300001

Code guichet : 0651

N° compte : C956 0000000

Clé : 97

IBAN : FR18 3000 1008 5100 00D0 5005 908

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Ile-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département du Val d'Oise	2 Avenue du Parc 95032 CERGY-PONTOISE CEDEX	Direction des Routes Service des Ressources Administratives

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale

une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention, constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée dans les plus brefs délais.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions

dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant et qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, le financeur s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département du Val d'Oise dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2019-047, approuvant la révision du « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendraient soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département du Val-d'Oise,	Pour la région Île-de-France,
Marie-Christine CAVECCHI Présidente du conseil départemental du Val-d'Oise	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Annexe 3 : Détail du programme du projet

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses
Aménagement des RD10 et RD16 en sortie d'autoroute A1 à Saint-Witz (études)

En € HT	ANNEE		Total
	2020	2021	
Département du Val d'Oise	**300 000**	**100 000**	**400 000 €**

Echéancier prévisionnel de versement des subventions
Aménagement des RD10 et RD16 en sortie d'autoroute A1 à Saint-Witz (études)

En €	ANNEE		Total
	2020	2021	
Région Île-de-France	**150 000**	**50 000**	**200 000 €**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

2020 : Etudes

2020 : Dossier de prise en considération

2020 : Concertation publique

2021 : Enquêtes publiques

2021/22 : Démarrage des travaux

Annexe 3 : Détail du programme du projet

Le projet est actuellement en étude de faisabilité.

Une fois la géométrie et l'estimation du projet réalisée, le projet va être présenté aux communes.

Les différentes études à réaliser pour mener à bien le projet sont :

- Etudes d'opportunité (fuseaux, coûts d'objectif, etc.)
- Etudes travaux préparatoires (Topographie, déboisement, géotechnie, pollution de sol, recherche amiante)
- Etudes de faisabilité (trafic, géométrie, diagnostic d'état initial d'environnement)
- Etudes réglementaires (Faune et flore, air et santé, acoustique, eau, soci-économique)
- Etudes d'avant-projet
- Etudes projet

ANNEXE 10 : CONVENTION VILLIERS-LE-BEL (95)

20-_____

Déviation RD370 entre RD10 et RD316 à Villiers-le-Bel et Ecouen

Convention de financement relative aux études

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 5
1.1 Définition et contenu de l'opération 5
1.2 Délais de réalisation des études 6
2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6
2.1 Historique 6
2.2 Objectifs du projet 6
2.3 Caractéristiques principales du projet 7
3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 7
3.1 La maîtrise d'ouvrage 7
3.1.1 Identification 7
3.1.2 Engagements 7
3.2 Les financeurs 7
3.2.1 Identification 7
3.2.2 Engagements 7
4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8
4.1 Estimation du coût de l'opération 8
4.2 Coûts détaillés 8
4.3 Plan de financement 8
4.4 Modalités de versement des crédits de paiement 8
4.4.1 Versement d'acomptes 8
4.4.2 Versement du solde 9
4.4.3 Paiement 9
4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation 9
4.5 Caducité de la subvention régionale 10
4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage 10
5 GESTION DES ECARTS 10
6 MODALITES DE CONTROLE 11
7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 11
8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 11
9 DISPOSITIONS GENERALES 12
9.1 Date d'effet et durée de la convention 12
9.2 Modification de la convention 12
9.3 Règlement des litiges 12
9.4 Résiliation de la convention 12
9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional 13
9.6 Mesures d'ordre 13
10 ANNEXES 15
Annexe 1 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds 16
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet 17
Annexe 3 : Détail du programme du projet 18

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,

- **Le département du Val d'Oise**, représenté par la Présidente du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental du Val d'Oise en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-151 du 17 mai 2017, approuvant le contrat-cadre avec le département du Val d'Oise pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération n° 6-18 de l'Assemblée départementale du 19 mai 2017 approuvant le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département du Val-d'Oise pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 6-22 du 29 novembre 2019 approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer la route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études en phase de faisabilité, avant-projet et projet pour la déviation de la RD370 entre la RD10 et la RD316 à Villiers-le-Bel et Ecouen ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Déviation RD370 entre RD10 et RD316 à Villiers-le-Bel et Ecouen (95) : études ».

La Région accorde au Département une subvention correspondant à 50% du coût de l'opération, dont le montant prévisionnel s'élève à 400 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 200 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation :

- de la constitution du dossier d'enquête publique ;
- des enquêtes publiques (environnementale, d'utilité publique et parcellaire) ;
- du contenu des études d'avant-projet ;
- du contenu des études de projet ;

« L'Annexe 3 : Détail du programme du projet » de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des études

La durée prévisionnelle des études est de 24 mois. Le calendrier prévisionnel figure en « Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet ».

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La RD370 a une fonction de transit importante et joue un rôle très important de desserte locale. En effet, le centre de Villiers-le-Bel est traversé par la RD370. Cette route départementale permet une liaison Est-Ouest avec le réseau structurant : l'autoroute A1 à l'Est, la RD316 à l'ouest et la francilienne au nord. La RD370 accueille un niveau de trafic important : le Trafic Moyen Jours Ouvrés est de 20 000 véh/j. La partie ouest de la RD370 accueille un niveau de trafic poids-lourds très important de 8,5%. Par ailleurs, la commune de Villiers-le-Bel a engagé, dans le cadre du Programme National pour la Rénovation Urbaine, la rénovation de plusieurs de ses quartiers. Ainsi, la diminution du trafic traversant son centre-ville est un fort enjeu pour la commune.

La commune de Villiers–le-Bel a saisi le conseil départemental pour mener une étude sur la réalisation de la déviation de la RD370. Le PLU prévoit de longue date une déviation du centre-ville de Villiers-le-Bel au nord du territoire en prolongement de la RD970 jusqu'à la RD316. Un emplacement réservé au bénéfice du département a été créé à cet effet.

Ce projet s'inscrit dans le prolongement de la déviation de la RD370 (section RD10 – giratoire Léonessa) sur les communes de Gonesse et Villiers-le-Bel déjà réalisé (RD970).

Le présent projet prévoit la création d'un nouveau barreau entre le giratoire RD970/RD10 et la RD316, et le déclassement de la RD370. Ainsi, le trafic de la RD370 traversant Villiers-le-Bel, sera dévié. Les études de faisabilité seront également menées sur la poursuite de la déviation jusqu'à Moiselles.

L'enjeu de ce projet est donc de créer un nouvel axe permettant d'absorber le trafic du centre-ville de Villiers-le-Bel.

2.2 Objectifs du projet

Les objectifs principaux de l'aménagement consistent à résoudre les problématiques suivantes :

- Délestage du trafic de transit,
- Report du trafic hors zones urbanisées,
- Desserte des zones agglomérées pour diminuer les flux locaux,
- Augmentation du niveau de sécurité au sein des zones agglomérées,
- Sécuriser les usagers, piétons et cycles sur l'ensemble de l'opération,
- Maillage des deux roues sur le territoire

Ce projet a donc pour but de créer un nouveau barreau en continuité de la RD970 en vue de le rendre plus attractif que la RD370 traversant les centres villes de Villiers-le-Bel et Ecouen, ainsi que de permettre une continuité des trajets cyclables en provenance de la RD970 et la RD10 existants en créant une piste cyclable bidirectionnelle sur l'ensemble du tracé.

2.3 Caractéristiques principales du projet

Le projet présente un linéaire d'environ 4,7 km.

Les principales caractéristiques du projet sont les suivantes :

- création d'un nouveau barreau entre le giratoire RD970/RD10 et la RD316 comprenant l'ajout d'une branche au giratoire RD970/RD10 et la création d'un giratoire avec la route de bouqueval.
- zone de raccordement à la RD316 avec un barreau de liaison (bypass)
- Raccordement à la RD316 par la création d'un carrefour giratoire.
- profil en travers à 2x1 voie;
- création d'une piste cyclable bidirectionnelle;
- raccordement aux différents réseaux de pistes cyclables

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4.1 et dans « l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet » de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 400 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 200 000 €, soit 50%
- Département du Val d'Oise : 200 000 €, soit 50%

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de

financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 400 000 € HT en euros, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le Département fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien l'opération :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Etudes	400 000
TOTAL en € HT	**400 000 € HT**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Île-de-France.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département du Val d'Oise**	**Total**
Département du Val d'Oise	200 000 €	200 000 €	**400 000 €**
	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les études, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- l'état d'avancement du projet ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études produites ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées, signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom du Payeur Départemental, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 300001

Code guichet : 0651

N° compte : C956 0000000

Clé : 97

IBAN : FR18 3000 1008 5100 00D0 5005 908

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département du Val d'Oise	2 Avenue du Parc 95032 CERGY-PONTOISE CEDEX	Direction des Routes Service des Ressources Administratives

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention, constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée dans les plus brefs délais.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant et qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, le financeur s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département du Val d'Oise dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2019-047, approuvant la révision du « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendraient soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département du Val-d'Oise,	Pour la région Île-de-France,
Marie-Christine CAVECCHI Présidente du conseil départemental du Val-d'Oise	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Annexe 3 : Détail du programme du projet

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses
Déviation RD370 entre RD10 et RD316 à Villiers-le-Bel et Ecouen (95) : études

En € HT	ANNEE		Total
	2020	2021	
Département du Val d'Oise	**316 667**	**83 333**	**400 000 €**

Echéancier prévisionnel de versement des subventions
Déviation RD370 entre RD10 et RD316 à Villiers-le-Bel et Ecouen (95) : études

En €	ANNEE		Total
	2020	2021	
Région Île-de-France	**150 000**	**50 000**	**200 000 €**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

2020 : Etudes

2020 : Dossier de prise en considération

2021 : Concertation publique

2021 : Enquêtes publiques

2022 : Démarrage des travaux

Annexe 3 : Détail du programme du projet

Le projet est actuellement en étude de faisabilité.

Une fois la géométrie et l'estimation du projet réalisée, le projet va être présenté aux communes.

Les différentes études à réaliser pour mener à bien le projet sont :

- Etudes d'opportunité (fuseaux, coûts d'objectif, etc.)
- Etudes travaux préparatoires (Topographie, déboisement, géotechnie, pollution de sol, recherche amiante)
- Etudes de faisabilité (trafic, géométrie, diagnostic d'état initial d'environnement)
- Etudes réglementaires (Faune et flore, air et santé, acoustique, eau, soci-économique)
- Etudes d'avant-projet
- Etudes projet

ANNEXE 11 : CONVENTION RD36 OUEST (91)

RD 36 ouest

Saclay – Châteaufort

Convention de financement relative aux études d'avant-projet, de projet et environnementales et à la réalisation des fouilles archéologiques préventives

2020

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 7
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES ET DES TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 8
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2 LES FINANCEURS 9
3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 10
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 11
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE L'OPERATION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 13
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 14
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6 MESURES D'ORDRE 15

ANNEXES 17

ANNEXE 1 CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES ETUDES 18
ANNEXE 2 : ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES APPELS DE FONDS .. 19
ANNEXE 3 : DETAIL DU PROGRAMME DES ETUDES ET DES TRAVAUX 20

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée « la Région » dûment mandatée par la délibération n°…….….. de la commission permanente du conseil régional en date du ……..…. ,

- **Le département de l'Essonne**, représenté par Monsieur François DUROVRAY, Président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…….….. de la commission permanente du conseil départemental en date du ……..….,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° 2011-01-0012 du conseil départemental du 27 juin 2011 adoptant son nouveau règlement financier ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon » et pour changer la route, modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération du conseil départemental N°2017-04-0037 du 27 mars 2017 approuvant le contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer de route de la région Ile-de-France lui donnant délégation pour approuver les conventions ;

Vu la délibération du conseil départemental n°2017-01-0029 du 29 mai 2017 approuvant la refonte du règlement budgétaire et financier du Département ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-226 du 05 juillet 2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département de l'Essonne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le Département de l'Essonne et la Région Île-de-France intègre des crédits d'études pour l'aménagement de la « RD36 ouest entre Saclay et Châteaufort ».

La présente convention porte sur le financement de l'ensemble des études d'avant-projet, de projet et des études environnementales nécessaires pour établir les dossiers loi sur l'eau et des espèces protégées et pour la mise à jour de l'étude d'impact.

Les phases suivantes du projet feront l'objet de conventions ultérieures et selon des modalités de financement qui resteront à définir en fonction des conclusions de ces études.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (Dossiers réglementaires, enquête publique, acquisitions foncières, études d'Avant-projet, de Projet, Travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études d'avant-projet, de projet et des études environnementales ainsi que les fouilles archéologiques préventives ;

- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« RD36 ouest Saclay - Châteaufort : Etudes d'avant-projet, projet et environnementales et à la réalisation des fouilles archéologiques préventives ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 420 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 710 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre :

- la réalisation des études d'avant-projet (AVP) et de projet (PRO)
- des missions complémentaires pour la réalisation des dossiers loi sur l'eau et des espèces protégées et la mise à jour de l'étude d'impacts
- la réalisation de fouilles archéologiques préventives à réaliser préalablement au marché de travaux.

Le détail du programme des études et des travaux est présenté en annexe 3.

1.2 Délais de réalisation des études et des travaux

La durée prévisionnelle des études est estimée à **12 mois** à compter de mai 2020.

La durée prévisionnelle des travaux est estimée à **33 mois** à compter de mai 2020.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et des travaux figure en annexe 1.

2 Contexte général du projet

2.1 Historique

La RD 36, d'orientation générale ouest-est, relie la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (78) aux secteurs de Saclay et Massy-Palaiseau en Essonne (91). Elle assure un rôle majeur de desserte de différents pôles : zone d'habitat, zones commerciales et d'activités industrielles, pôle universitaire et de recherche Paris-Saclay.

L'échangeur du Christ de Saclay, traversé par la RD 36, constitue un nœud routier important permettant de nombreux échanges entre la RN 118 et les routes départementales RD 36 / RD 306 / RD 446. Il permet notamment l'accessibilité au plateau de Saclay en plein essor (ZAC du quartier de l'Ecole polytechnique et ZAC du Moulon).

Pour répondre aux besoins actuels et futurs de desserte du plateau de Saclay, le Département a décidé d'aménager la RD36 en plateforme multimodale entre Châteaufort en Yvelines et Palaiseau en Essonne, opération déclarée d'utilité publique le 14 juin 2011 prorogée jusqu'en 2021 par arrêté du 16 mai 2016. Une priorité d'aménagement a été donnée à la Place du Christ de Saclay élargie – secteur qui s'étend du poste EDF à Villiers-le-Bâcle jusqu'au carrefour de la RD36 avec la rue de la Martinière à Saclay - dont les travaux sont en cours de réalisation.

Le Département prévoit la poursuite de cette opération sur la section Ouest, entre Châteaufort en Yvelines et l'entrée du CEA (4,5 km).

L'aménagement prévu consiste en l'aménagement de la RD 36 en 2 x 2 voies et d'une circulation douce, avec la possibilité d'aménager ultérieurement un site propre pour transports en commun (SPTC) s'inscrivant dans la liaison Massy – Saint-Quentin-en-Yvelines.

Le diagnostic d'archéologie préventive a été réalisé en 2017 et a révélé la présence d'importants vestiges du patrimoine archéologique enfoui et ce, localisés en plusieurs points de l'emprise de la future RD36 à Villiers-le-Bâcle.

Aussi, un arrêté (N°02018-353 du 15 juin 2018) prescrit une fouille d'archéologie préventive.

2.2 Objectifs du projet

La poursuite de l'aménagement de la RD36 entre Châteaufort et Saclay s'inscrit en cohérence avec les aménagements existants ou en cours de réalisation.

L'aménagement projeté permettra de fluidifier la circulation compte tenu de l'évolution du trafic attendu à l'horizon 2035 en tenant compte du développement du plateau de Saclay.

Cette liaison a été intégrée par la Région dans sa définition du Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR) et au plan route régional « anti-bouchon », dispositif de financement dont l'avenant au contrat cadre de mise en œuvre a été approuvé par la Région par délibération du 21/11/2019 et le sera par le Département lors d'une prochaine séance de la commission permanente.

Cette liaison a pour objectif de diminuer la congestion routière du plateau de Saclay et d'accompagner les développements urbains en cours, dans la perspective d'une amélioration de la qualité de service sur le Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR).

2.3 Caractéristiques principales du projet

L'aménagement de la RD36 entre Châteaufort en Yvelines et l'accès au CEA consiste en :

- L'aménagement de la RD 36 à 2 x 2 voies ;
- L'aménagement de circulations douces ;
- Le réaménagement des carrefours aux intersections avec la RD 361, la RD 938, l'accès à la ZA des Graviers, la rue du Moulin, la rue de Toussus ;
- Le rétablissement des accès et du drainage agricoles ;
- La réalisation des bassins multifonctions pour le traitement des eaux de ruissellement de la plateforme routière.

Concernant les fouilles d'archéologie à réaliser, elles se situent sur 3 emprises à savoir :

- Au lieu-dit « les Fonds d'Orsigny » - 30 000 m² - pour un établissement antique, l'occupation alto-médiévale et la transition premier-second Moyen-Âge ainsi qu'une tranchée de la Première Guerre mondiale ;
- Au lieu-dit « Les Graviers de Voisins-le-Cuit » - 14 600 m² - pour l'occupation de la transition du premier-second Moyen-Âge ;
- Au lieu-dit « la Mare aux Rats » - 400 m² - pour la tranchée du Camp retranché de Paris.

3 Rôles et engagements des parties

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4.1 et dans l'annexe 1 de la présente

convention. Le calendrier de l'opération peut faire l'objet d'adaptations après accord du comité de suivi défini à l'article 7 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant total de 1 420 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 710 000 €
- Département de l'Essonne (50 %), soit 710 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 1.

4 Modalités de financement et de paiement

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 1 420 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Franchissement de Seine entre Athis-Mons et Vigneux-sur-Seine	
Postes de dépenses	**Montants HT**
Etude d'avant-projet (AVP)	180 000
Etude projet (PRO)	220 000
Missions complémentaires pour réaliser les dossiers loi sur l'eau et des espèces protégées + mise à jour de l'étude d'impacts	100 000
Fouilles archéologiques préventives	920 000 €
Total	**1 420 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Ile-de-France.

4.3 Plan de financement

Montant € courants HT et %			
Financeurs	**Région Île-de-France**	**Département de l'Essonne**	**Total**
Maîtrise d'ouvrage : Département de l'Essonne	710 000 €	710 000 €	**1 420 000 €**
	50%	*50%*	***100%***

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement des prestations couvertes par la présente convention sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Pour les études objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement, le montant des factures acquittées et la nature exacte des prestations réalisées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des prestations couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage liés aux études supplémentaires ;

- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études produites,
- du bilan financier de l'opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	IBAN
Département de l'Essonne	Banque de France à EVRY	30001	00312	C9110000000	19	FR 54 3000 1003 12C9 1100 0000 019

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	2 rue Simone Veil 93 400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région, au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux annexé à la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité ad hoc. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que le Projet est achevé au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 Modalités de contrôle

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 Organisation et suivi de l'opération

La gouvernance de l'opération s'articule autour d'un comité de suivi comprenant des représentants des parties de la présente convention. Ce comité de suivi aborde principalement les questions techniques et financières du projet. Il veille au bon déroulement et à la qualité des études, à présenter les résultats des études à chacune des étapes clés de l'opération et à contribuer à la réorientation de leur contenu si nécessaire.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an.

Le compte rendu de chaque comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 Communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 Dispositions générales

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de l'Essonne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2019-047, approuvant la révision du « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département de l'Essonne, **François DUROVRAY** Président du conseil départemental de l'Essonne	Pour la région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

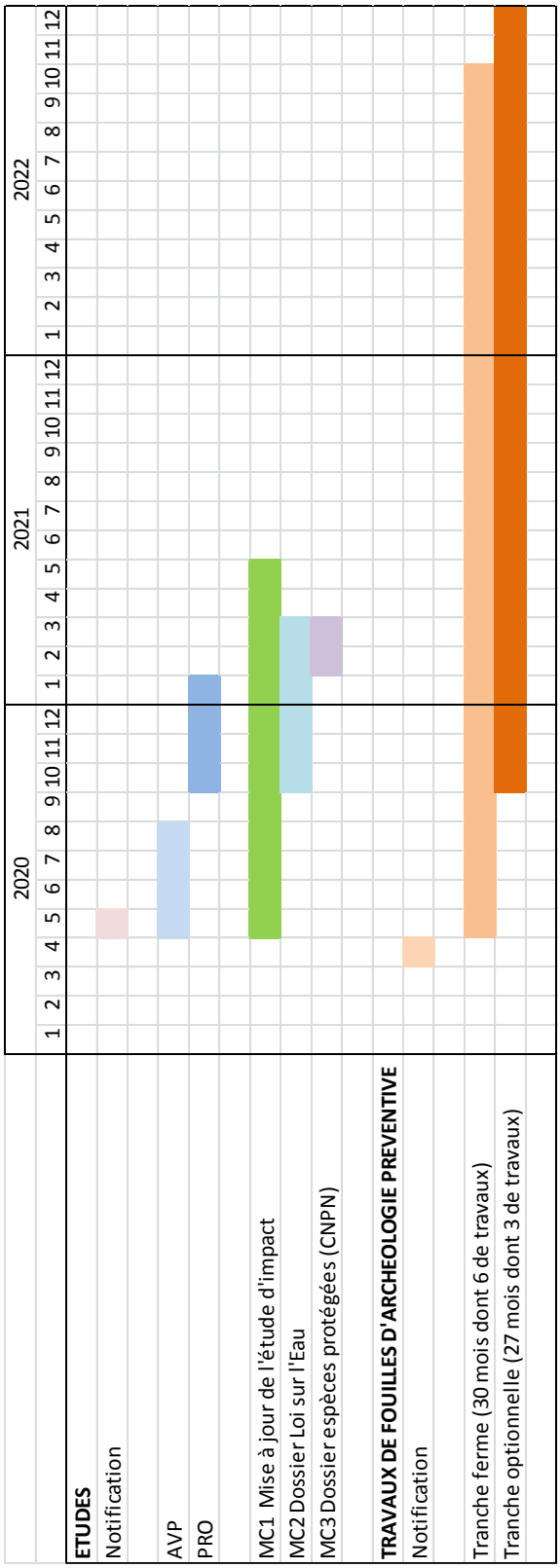
ANNEXES

Annexe 1 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études et des travaux

Annexe 2 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 3 : Détail du programme des études et des travaux

Annexe 1 Calendrier prévisionnel de réalisation des études



Annexe 2 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses

(En euros HT)

	ANNEE			Total
	2020	2021	2022	
Département de l'Essonne	**700 000**	**600 000**	**120 000**	**1 420 000**

Echéancier prévisionnel du versement des subventions

(en Euros)

	ANNEE			Total
	2020	2021	2022	
Région Ile-de-France	**200 000**	**300 000**	**210 000**	**710 000**

Annexe 3 : Détail du programme des études et des travaux

Le Département engage un nouveau cycle d'études avec un maître d'œuvre qui doit permettre de réaliser :

- Les phases d'avant-projet (AVP), de projet (PRO)
- des missions complémentaires pour l'établissement des dossiers loi sur l'eau et des espèces protégées, la mise à jour de l'étude d'impact.

Ces missions visent à la réalisation de l'ensemble des études nécessaires à l'obtention des autorisations environnementales.

Préalablement aux travaux de réaménagement de la RD36, et comme le prescrit l'arrêté du 15 juin 2018, des fouilles d'archéologie préventive sont à réaliser et vont faire l'objet d'un marché de travaux.

1. Périmètre de l'étude et des travaux

L'étude sera menée sur un périmètre s'étendant du carrefour d'accès au CEA sur la commune de Saclay au carrefour giratoire RD 36 / rue de Châteaufort / rue de Toussus sur la commune de Châteaufort-en-Yvelines

Les travaux de fouilles archéologiques préventives sont situés sur la commune de Villiers le Bâcle et concernent trois secteurs :

- Au lieu-dit « les Fonds d'Orsigny »
- Au lieu-dit « Les Graviers de Voisins-le-Cuit »
- -Au lieu-dit « la Mare aux Rats »

2. Formes des marchés

Le marché d'études est un marché de maîtrise d'œuvre.

Les fouilles archéologiques préventives seront réalisées dans le cadre d'un marché de travaux comprenant une tranche ferme et une tranche optionnelle.

3. Contenu du marché de maitrise d'œuvre

A/ Etudes de conception détaillée du projet : phases AVP et PRO

Conformément au code de la commande publique 2019.***B/Missions complémentaires :***

- ***MC1 – mise à jour de l'étude d'impact***
- ***MC2 – Etablissement du dossier loi sur l'eau***
- ***MC3 – établissement du dossier CNPN***

4. Contenu du marché de travaux

Suite au diagnostic d'archéologie préventive, le marché de travaux porte sur la réalisation de fouilles archéologiques sur les sites ci-dessous conformément aux prescriptions de la DRAC, à savoir :

En tranche ferme :

- Au lieu-dit « les Fonds d'Orsigny » - 30 000 m² - pour un établissement antique, l'occupation alto-médiévale et la transition premier-second Moyen-Âge ainsi qu'une tranchée de la Première Guerre mondiale ;
- Au lieu-dit « Les Graviers de Voisins-le-Cuit » - 14 600 m² - pour l'occupation de la transition du premier-second Moyen-Âge ;
- Au lieu-dit « la Mare aux Rats » - 400 m² - pour la tranchée du Camp retranché de Paris.

En tranche optionnelle : des fouilles complémentaires sur les emprises de la RD36 actuelle et ses accotements en fonction des vestiges trouvés.

ANNEXE 12 : CONVENTION CORMEILLES-EN-PARISIS (95)

20-_____

Création d'une liaison RD48 – RD392 à Cormeilles-en-Parisis

Desserte sud de Placoplatre

Convention de financement relative aux travaux

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 5
1.1 Définition et contenu de l'opération 5
1.2 Délais de réalisation des travaux 5
2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6
2.1 Historique 6
2.2 Objectifs de l'outil 6
2.3 Caractéristiques principales du projet 6
3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 6
3.1 La maîtrise d'ouvrage 6
3.1.1 Identification 6
3.1.2 Engagements 6
3.2 Les financeurs 7
3.2.1 Identification 7
3.2.2 Engagements 7
4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 7
4.1 Estimation du coût de l'opération 7
4.2 Coûts détaillés 7
4.3 Plan de financement 8
4.4 Modalités de versement des crédits de paiement 8
4.4.1 Versement d'acomptes 8
4.4.2 Versement du solde 8
4.4.3 Paiement 9
4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation 9
4.5 Caducité de la subvention régionale 9
4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage 10
5 GESTION DES ECARTS 10
6 MODALITES DE CONTROLE 10
7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 10
8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 11
9 DISPOSITIONS GENERALES 11
9.1 Date d'effet et durée de la convention 11
9.2 Modification de la convention 11
9.3 Règlement des litiges 12
9.4 Résiliation de la convention 12
9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional 12
9.6 Mesures d'ordre 13
10 ANNEXES 14
Annexe 1 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds 15
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet 16
Annexe 3 : Détail du programme du projet 17

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,

- **Le département du Val d'Oise**, représenté par la Présidente du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental du Val d'Oise en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional n° CP 2017-151 du 17 mai 2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département du Val d'Oise pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération n° 6-18 de l'Assemblée départementale du 19 mai 2017 approuvant le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département du Val d'Oise pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° n° 6-22 du 29 novembre 2019 approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des travaux pour la création d'une liaison entre la RD48 et la RD 392 à Cormeilles-en-Parisis ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Liaison RD48 – RD392 à Cormeilles-en-Parisis (95) ».

La Région accorde au Département une subvention correspondant à 30% du coût de l'opération, dont le montant prévisionnel s'élève à 2 500 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 750 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation de la liaison routière entre les RD392 et RD48 à Cormeilles-en-Parisis. L'opération regroupe la finalisation des études ainsi que les travaux de la nouvelle infrastructure.

« L'Annexe 3 : Détail du programme du projet » de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de l'opération est de 24 mois. Le calendrier prévisionnel figure en « Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet ».

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La RD48 (route d'Argenteuil) et la RD392 (boulevard Joffre), à Cormeilles-en-Parisis, connaissent un trafic respectif de plus de 9 000 et 21 000 véhicules par jour en semaine. La voie privée Lambert, située entre ces deux Routes départementales (RD) et assurant la liaison entre elles en heures ouvrées, supporte actuellement environ 5 000 véhicules, dont 470 poids lourds liés notamment à l'activité de l'usine Placoplatre située sur la RD48. La voie reste fermée à la circulation le soir, les weekends et les jours fériés.

2.2 Objectifs du projet

Il s'agit d'améliorer la liaison entre les RD48 et RD392 en rendant publique la voie Lambert, qui fera l'objet de réaménagements favorisant la fluidité du trafic et le développement des modes actifs. Ces derniers seront également facilités via la création d'une voie douce, et ce en cohérence avec ce secteur situé à proximité de l'itinéraire cyclable London-Paris.

La voie privée Lambert intègrera le réseau routier public, et sera ainsi également ouverte à la circulation le soir et le week-end.

2.3 Caractéristiques principales du projet

Les aménagements prévus pour optimiser les conditions de circulation et l'accès aux poids-lourds liés à l'activité de l'usine Placoplatre se traduiront pour les usagers par la création d'un giratoire, ainsi que par la création d'une aire dédiée aux poids-lourds, accessible depuis le giratoire précité et via un accès spécifique (financés par Placoplatre).
Autres aménagements :
- élargissement d'un trottoir dans la rue des Carouges,
- aménagement d'un trottoir dans la rue des Pommiers,
- réalisation d'une voie douce pour piétons/cycles (reliant la rue des Pommiers à la RD48),

- création d'un bassin de rétention des eaux pluviales.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4.1 et dans « l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet »

de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 2 500 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 750 000 €, soit 30%
- Département du Val d'Oise : 1 750 000 €, soit 70%

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 2 500 000 € HT en euros, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le Département fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien l'opération :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Etudes	**200 000**
Travaux	**2 300 000**
Foncier (Placoplatre)	**Cédé sans soulte**
TOTAL en € HT	**2 500 000 € HT**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Île-de-France.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département du Val d'Oise**	**Total**
Département du Val d'Oise	750 000 €	1 750 000 €	**2 500 000 €**
Taux	30%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- l'état d'avancement du projet ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- d'un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées, signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom du Payeur Départemental, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 300001

Code guichet : 0651

N° compte : C956 0000000

Clé : 97

IBAN : FR18 3000 1008 5100 00D0 5005 908

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Ile-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département du Val d'Oise	2 Avenue du Parc 95032 CERGY-PONTOISE CEDEX	Direction des Routes Service des Ressources Administratives

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la

demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention, constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée dans les plus brefs délais.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;

- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant et qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, le financeur s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département du Val d'Oise dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;

- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2019-047, approuvant la révision du « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendraient soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département du Val-d'Oise,	Pour la région Île-de-France,
Marie-Christine CAVECCHI Présidente du conseil départemental du Val-d'Oise	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Annexe 3 : Détail du programme du projet

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses
Liaison RD48-RD392 à Cormeilles-en-Parisis (95)

En € HT	ANNEE		Total
	2020	2021	
Département du Val d'Oise	**1 600 000**	**900 000**	**2 500 000 €**

Echéancier prévisionnel de versement des subventions
Liaison RD48-RD392 à Cormeilles-en-Parisis (95)

En €	ANNEE		Total
	2020	2021	
Région Île-de-France	**500 000**	**250 000**	**750 000 €**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Présentation du Dossier de prise en considération (DPC) en Assemblée départementale : 13 juillet 2018

- Concertation publique : du 29 mai au 28 juin 2019
- Enquêtes publiques : 1er semestre 2020
- Démarrage des travaux : 2021
- Mise en service : mars 2022

Annexe 3 : Détail du programme du projet

Le projet consiste à aménager en réhabilitant une liaison routière existante entre la RD392 et la RD48, en rendant publique une partie de l'actuelle voie privée Lambert, dans la continuation de la rue des Carouges (RD121).

La rue des Carouges, située entre la RD392 tout au Sud et la rue des Pommiers, sera réaménagée de façon à disposer d'un trottoir plus large du côté Ouest, dans la continuité du trottoir à créer le long de la voie Lambert située au Nord de la rue des Pommiers. La voie Lambert sera réhabilitée dans sa portion allant du carrefour avec la rue Pommiers jusqu'à quelques mètres après le pont SNCF où elle sera détournée à l'Est et une nouvelle voie sera créée en direction à la RD48 au Nord. Cette nouvelle voie longera la limite entre Cormeilles-en-Parisis et Argenteuil, dans cette portion située au Nord de la voie ferrée et l'actuelle RD48.

Le foncier situé entre la voie ferrée et la RD48 appartient à l'usine Placoplatre et sera à priori utilisé pour le stockage des poids-lourds. La nouvelle voie permettra l'accès au stationnement, mais surtout la liaison depuis la RD392 et la RD121 avec la commune de Cormeilles-en-Parisis à l'Ouest, Argenteuil à l'Est et Placoplatre au Nord via le giratoire prévu dans le projet. La portion de la RD48 qui pénètre dans le tissu urbain de Cormeilles-en-Parisis sera déclassée dans le réseau communal.

Parallèlement à cette nouvelle voie située entre la voie ferrée et la RD48 il sera créé une voie pour les modes actifs. Cette voie traversera en passage inférieur la voie ferrée via un ouvrage existant et qui sera propre à elle, ensuite elle longera le chemin Vert (dans sa portion rural) jusqu'au carrefour avec la rue des Pommiers.

Un bassin de stockage des eaux de ruissellement sera installé dans la parcelle située au Sud de la voie ferrée, entourée par cette dernière avec la rue des Pommiers, la voie Lambert et le Chemin Vert. Toutes les eaux de la nouvelle infrastructure départementale y seront versées avant de se rejeter dans le réseau souterrain à proximité.

ANNEXE 13 : CONVENTION CONTOURNEMENT EST DE ROISSY (CPER)

Convention de financement N°5 relative à l'opération contournement Est de Roissy

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris,
Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, sis 29 rue Barbet de Jouy, 75700 Paris Cedex 7, dénommé ci-après « le maître d'ouvrage »

ET

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par Madame la Présidente du conseil Régional d'Île-de-France ou son délégataire et agissant en application de la délibération n° CP……. du…….

Vu la délibération du conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le CPER 2015-2020 signé le 09 juillet 2015 ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 du conseil régional d'Île-de-France portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 approuvant l'avenant au contrat de plan État – Région Île-de-France 2015-2020 signé le 7 février 2017 ;

Vu la délibération n° CP 2017-147 du 17 mai 2017 approuvant le protocole d'accord pour l'aménagement complet du contournement Est de Roissy sur la Francilienne signé par toutes les parties le 31 mai 2018 ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans les départements du Val-d'Oise et de Seine-et-Marne, l'opération de contournement de Roissy entre la RN2 et la RN104, au niveau de l'échangeur A1, doit permettre d'assurer le bouclage de la Francilienne. Ce tronçon fait actuellement défaut entre la liaison Cergy-Roissy qui prend fin au niveau de l'autoroute A1 au nord-ouest, et de la Francilienne Est (A104) qui débouche actuellement sur la RN2 au sud-est. Il pénalise également les usagers en provenance de Seine-et-Marne depuis la RN2 et la RN3 pour accéder à la plate-forme aéroportuaire.

Le trafic correspondant emprunte la RN2 direction Paris pour rejoindre l'A1. Une part significative se reporte sur le réseau départemental. L'opération intègre le réaménagement de l'accès à l'Est de la plate-forme aéroportuaire pour décharger l'accès principal par l'autoroute A1 et améliorer la desserte des nouvelles aérogares de la zone orientale de la plate-forme aéroportuaire. À terme, ce sont 40 000 véhicules par jour qui y accéderont, un tiers provenant de l'Ouest de la plate-forme et deux tiers de l'Est.

L'opération, déclarée d'utilité publique en 2003, consiste à créer une liaison à 2x2 voies entre l'autoroute A1 et l'échangeur RN2/RD212. Elle s'accompagne de l'aménagement d'un échangeur d'accès à l'Est de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, d'un diffuseur au sud de la commune du Mesnil-Amelot et de l'échangeur A1/RN104 au nord de l'aéroport. Dans le cadre de cette opération, la RD212 est recréée, parallèlement à la liaison nouvelle, afin de favoriser les fonctions de desserte secondaire.

Un protocole définissant les perspectives d'engagements financiers respectifs de l'État, la région Île-de-France, le conseil départemental de Seine-et-Marne, le conseil départemental du Val-d'Oise et la communauté d'agglomération Roissy Pays-de-France, pour permettre la mise en service du contournement Est de Roissy avant 2024, a été approuvé par la commission permanente de la Région Île-de-France le 17 mai 2017. Conformément à l'avenant au CPER 2015-2020 signé le 07 février 2017, il détaille les engagements financiers respectifs des mêmes partenaires pour la réalisation de la partie de cet aménagement au cours de la période 2015/2020. Ce protocole a été signé par toutes les parties le 31 mai 2018.

Les crédits précédemment affectés à l'opération (PDMI) ont permis la mise en service de la section entre l'échangeur de Compans jusqu'à l'accès Est inclus en 2014, la réalisation des travaux de modification de l'échangeur A1/A104 et le dévoiement du réseau de l'oléoduc TRAPIL (achevé mi 2015). Sur le CPER actuel (2015-2020), les crédits affectés ont permis le dévoiement du réseau SMCA (en cours de finalisation), et l'engagement des travaux du pont au-dessus des LGV.

Une première affectation a été votée par la commission permanente de la Région le 21 septembre 2016 pour le financement et la réalisation d'une partie de l'opération du contournement Est de Roissy (CER) correspondant à la Phase « Dévoiement du réseau SMCA » qui consiste à dévoyer la canalisation servant à l'alimentation en carburant de l'aéroport de Roissy-CDG.

Une deuxième affectation a été votée par la commission permanente de la région Île-de-France le 05 juillet 2017 pour le financement des travaux de la première section de la RD212 jusqu'au Mesnil-Amelot, de l'ouvrage d'art PS7 franchissant l'A104 au niveau du Mesnil-Amelot ainsi que des acquisitions foncières.

Une troisième affectation a été votée par la commission permanente de la Région le 16 mars 2018 pour le financement des premiers travaux pour la réalisation de la section A1 / Mesnil-Amelot, de la finalisation des travaux de la section entre l'accès Est à l'aéroport et le Mesnil-Amelot, ainsi que des acquisitions foncières et études ponctuelles (diagnostic, renouvellement des autorisations administratives, etc).

Une quatrième affectation a été votée par la commission permanente de la Région le 19 mars 2019 pour la finalisation de la section de la francilienne entre l'accès Est CDG et le Mesnil-Amelot, la réalisation des travaux pour la section entre les LGV et le Mesnil-Amelot, la réalisation des ouvrages d'art de franchissement de l'A104 par la RD212 (PS9, PS11 et 12), la réalisation des premiers travaux pour la section

entre l'A1 et les LGV, la réalisation des premiers travaux pour la complétude de l'échangeur A1/A104 (phase 2), ainsi que les acquisitions foncières, études et travaux ponctuels permettant de préparer la poursuite de l'opération.

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation du contournement Est de Roissy (CER) dans le cadre du CPER 2015-2020 et en déclinaison du protocole d'accord de financement, signé le 31 mai 2018 pour les travaux et études listés à l'article 2.

ARTICLE 2 : Études et travaux

2.1 : Description des travaux restants

Du fait des contraintes techniques et financières, l'opération a été scindée en plusieurs phases fonctionnelles pour les travaux restants :

- réalisation de l'échangeur entre les autoroutes A1 et A104 (phase 2) : réalisation du nouveau mouvement depuis Paris vers Cergy-Pontoise ;
- section de la Francilienne entre l'accès Est de CDG et le Mesnil-Amelot ;
- réalisation de l'ouvrage de franchissement des lignes à grande vitesse (LGV) (en cours) ;
- réalisation de la Francilienne entre les LGV et l'A1 (dont complétude de l'échangeur A1 / A104) ;
- réalisation de la Francilienne entre les LGV et le Mesnil-Amelot ;
- réalisation des ouvrages de franchissement de la future A104 par la RD212 ;
- dévoiement de l'oléoduc SMCA (en cours de finalisation).

2.2 : Description des travaux objets de la présente convention

La présente convention porte sur les études et travaux préparatoires nécessaires à la poursuite de l'opération. Les crédits ainsi affectés permettront notamment la réalisation des travaux préparatoires des ouvrages d'art PS9, PS11 et PS12 (défrichement, décapage, réalisation de déviation provisoire, etc.).

ARTICLE 3 : Maîtrise d'ouvrage de l'opération

L'État est maître d'ouvrage de l'opération. À ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études et travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

L'État assume par ailleurs la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements réalisés dont il est propriétaire.

La région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

L'État est représenté par le Préfet de Région Île-de-France, en la personne de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France.

ARTICLE 4 : Estimation du coût des dépenses et calendrier

Le coût plafond de l'opération est fixé à 240 M€ TTC (avec une hypothèse de livraison fin 2023), dont 48,9 M€ ont été financés préalablement au CPER actuel (2015-2020).

À titre indicatif, le calendrier de réalisation des travaux est le suivant :

Phases	Études	Travaux	Coûts réels estimés (en TTC avec actualisation 3 % par an)
Échangeur A1/A104 : mouvement depuis Paris vers Cergy	Terminées	Fini en 2017	2,5 M€
Dévoiement SMCA	Terminées	2018-2020	5,3 M€
Ouvrage de franchissement des LGV	Terminées	2018-2020	7,5 M€
RD déviée entre Épiais-lès-Louvres et le Mesnil-Amelot	Terminées	2020-2021	11,0 M€
Doublement de l'accès Est de CDG	2018-2020	2021-2022	6,5 M€
Section entre l'accès Est et le Mesnil-Amelot	Terminées	2020-2022	38,0 M€
Section entre les LGV et le Mesnil-Amelot	2016-2019	2021-2023	49,0 M€
Section entre l'A1 et les LGV	2017-2019	2021-2023	50,0 M€
Complétude de l'échangeur A1/A104	2017-2019	2021-2022	13,0 M€
Foncier (reste à acquérir)			4,5 M€
Études à réaliser			3,8 M€
Total			**191,1 M€**

Le montant précis de l'opération sera affiné en fonction de l'évolution réelle des indices de coût de construction.

ARTICLE 5 : Foncier

Les acquisitions foncières restant à opérer concernent le rachat de parcelles auprès du département du Val-d'Oise et auprès d'Aéroports de Paris, ainsi que des parcelles au droit des futures bretelles de l'échangeur A1/A104 non acquises par le département du Val-d'Oise.

ARTICLE 6 : Dispositions financières

6.1 : Principe de financement du protocole

La ventilation des engagements pris par chaque co-financeur se retrouve dans le protocole et est rappelée dans le tableau ci-dessous :

Engagements en M€	Ventilation par année					CPER 2015/2020	
	2016[1]	2017	2018	2019	2020	Total	Part
État	1,2	6,4	14,4	28,5	2,0	52,5	41,8%
Région Île-de-France	1,2	6,4	14,4	28,5	2,0	52,5	41,8%
Département du Val-d'Oise	0	1,0	1,5	1,5	1,5	5,5	4,4%
Département de Seine-et-Marne	0	0,5	1,5	1,5	1,5	5,0	4,0%
Com. d'agglomération de Roissy Pays de France	0	0,5	0,5	0,5	0,5	2,0	1,6%
Total protocole	2,4	14,8	32,3	60,5	7,5	117,5	
Autres financements faisant l'objet de protocoles spécifiques (*)						*8,0*	*6,4%*
Total CPER						125,5	100%

(*) Les autres financements sont mobilisés par l'État auprès d'autres partenaires concernés par les bénéfices du contournement Est de Roissy.

1

La ventilation du paiement des dépenses détaillée dans le protocole est rappelée ci-dessous :

Paiement des dépenses en M€	Ventilation par année					CPER 2015/2020	
	2017	2018	2019	2020	2021	Total	Part
État	0,65	8,65	17,35	24,1	1,75	52,5	41,8%
Région Île-de-France	0,65	8,65	17,35	24,1	1,75	52,5	41,8%
Département du Val-d'Oise	0,5	1,5	1,5	1,5	0,5	5,5	4,4%
Département de Seine-et-Marne	0,5	1	1,5	1,5	0,5	5,0	4,0%
Com. d'agglomération de Roissy Pays de France	0,5	0,5	0,5	0,5	0	2	1,6%
Total protocole	2,8	20,3	38,2	51,7	4,5	117,5	
Autres financements faisant l'objet de protocoles spécifiques (*)						8	6,4%
Total CPER						125,5	100,0%

6.2 : Conventions existantes

À ce jour, quatre conventions de financement lient l'État et la Région pour cette opération sur le CPER 2015-2020 :

- une convention de financement d'études et travaux pour l'année 2016 signée le 17 janvier 2017 pour un montant de 2,4 M€ (1,2 pour l'État / 1,2 pour la Région) ;
- une convention de financement d'études et travaux signée le 1er décembre 2017 engageant l'État et la Région pour un montant de 12,8 M€ (6,4 pour l'État / 6,4 pour la Région) et faisant état de 2 M€ relevant d'autres financeurs ;
- une convention de financement d'études et travaux signée le 24 avril 2018 engageant l'État et la Région pour un montant de 28,8 M€ (14,4 pour l'État / 14,4 pour la Région) et faisant état de 3,5 M€ relevant d'autres financeurs. Elle est actuellement en cours d'exécution et concerne principalement les travaux de la phase 1 de l'opération (section entre l'accès Est et le Mesnil-Amelot) ;
- une convention de financement d'études et travaux signée le 17 mai 2020 engageant l'État et la Région pour un montant de 57 M€ (28,5 pour l'État / 28,5 pour la Région) faisant état de 3,5 M€ relevant d'autres financeurs. Elle est actuellement en cours d'exécution et concerne principalement les travaux de la phase 2 de l'opération (section entre le Mesnil-Amelot et l'A1).

6.3 : Déclinaison du protocole pour l'année 2020

6.3.1 : Principe de financement

Le montant de la présente convention est fixé à 4 000 000 € dont :

- 2 000 000 € relevant de la part de l'État,
- 2 000 000 € relevant de la part de la Région Île-de-France.

Pour l'année 2020, le protocole de financement prévoit également une participation à hauteur de 3,5 M€ du bloc local. Cette participation est contractualisée via des conventions spécifiques entre les collectivités et l'État, sans participation de la Région.

6.3.2 : Versement des fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception selon l'échéancier prévisionnel suivant

Montant approché (en M€) des demandes de versement correspondant aux engagements 2020		Ventilation par année
		2021
Cofinanceurs	État	2
	Région	2
Total		4

Des ajustements de cet échéancier prévisionnel pourront être opérés en fonction de l'avancement réel de réalisation et des dépenses prévisibles de l'opération, ainsi que de l'identification de cofinanceurs. Pour chaque ajustement, l'État présentera un état d'avancement de l'opération et des dépenses réalisées ainsi qu'un calendrier d'opération et un échéancier financier recalés.

6.3.3 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques.

6.3.4 : Caducité

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France, chaque fonds de concours attribué dans le cadre de la présente convention devient caduc et est annulé si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de versement.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

Le fonds de concours attribué dans le cadre de cette convention ayant donné lieu à des autorisations de programme de projet, il demeure valable jusqu'à la fin de l'opération à condition d'avoir fait l'objet d'une première demande de versement dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

6.3.5 : Révision du montant global pris en compte pour calculer le fonds de concours

En cas de dépassement du montant visé à l'article 6.3.1, la poursuite de la mission est conditionnée à un nouvel accord financier. À défaut, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage de l'opération.

Les parties examinent les modalités de financement du coût définitif de l'opération, sur propositions justifiées de l'État, notamment à l'issue des études de conception détaillée de l'opération.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère en fin de projet inférieure au montant total initialement prévu, et ce en tenant compte des ajustements annuels de l'échéancier de versement des fonds de concours tels que décrits au 6.3.2, la participation régionale attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 6.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

6.4 : Bilan financier de l'opération

Un bilan financier provisoire relatif aux études, procédures et travaux concernés par la présente convention devra être présenté chaque année.

Le versement du solde de l'opération est conditionné à la production d'un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux, qui ne pourra être remis plus de 3 ans après la fin des travaux. Ce bilan détaillera le montant des différentes participations. Ce bilan respectera impérativement la clé de financement globale du projet.

ARTICLE 7 : Obligations administratives et comptables

La région Île-de-France s'engage à :

- informer l'État du fonds de concours relié à cette convention qui sera présenté en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- faciliter tout contrôle par les futurs co-financeurs, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 8 : Réception des ouvrages

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adressera à la Région une copie du procès-verbal de réception.

ARTICLE 9 : Date d'effet – Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par l'État à la Région par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région Île-de-France et attribuant les fonds de concours afférents.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 12, soit après le versement du solde du fonds de concours au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 6.3, soit dans le cas d'expiration de la convention par application des règles de caducité prévues à l'article 6.3.4.

ARTICLE 10 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de la région Île-de-France, l'État s'engage à faire apparaître les contributions pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action co-financée par la région Île-de-France » et l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la région Île-de-France à utiliser les résultats du projet cofinancé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, etc.), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de 41,8 %* ».

ARTICLE 11 : Restitution du fonds de concours

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à leur objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 12 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées,
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la région Île-de-France. La

résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 13 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. Les avenants de la convention doivent être approuvés par la commission permanente de la région Île-de-France.

ARTICLE 14 : Règlement des litiges

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

ARTICLE 15 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, en deux exemplaires, le

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie PECRESSE	Le Préfet de la Région Île-de-France Préfet de Paris Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Michel CADOT

Annexe 1 : Récapitulatif des appels de fonds prévisionnels par an des conventions relatives à l'opération « Contournement Est de Roissy »

Convention	Date	Statut	Cofinanceurs	Montant global (M€)		Appels de fonds réalisés/prévus par an en €				
						2017	2018	2019	2020	2021
N°1 (SMCA)	17/01/17	En cours d'exécution	Etat	2,4	1,2	300 000	900 000			
			Région		1,2	10 000	290 000		900 000	
N°2	01/12/17	En cours d'exécution	Etat	12,8	6,4	5 460 000	940 000			
			Région		6,4		6 400 000			
N°3	24/04/18	En cours d'exécution	Etat	28,8	14,4		8 840 468	5 559 532		
			Région		14,4		9 740 468		4 659 532	
N°4	17/05/19	En cours d'exécution	Etat	57	28,5			1 740 468	15 150 000	11 609 532
			Région		28,5			7 300 000	9 590 468	11 609 532
N°5		Présente convention	Etat	4	2					2 000 000
			Région		2					2 000 000
Total des conventions			Etat	105	52,5	5 760 000	10 680 468	7 300 000	15 150 000	13 609 532
			Région		52,5	10 000	16 430 468	7 300 000	15 150 000	13 609 532

ANNEXE 14 : CONVENTION INNOVATION ETAT 2020

Convention de financement entre l'Etat et la Région d'opérations concourant à la réduction de la congestion et à l'évolution de la qualité de service par l'innovation et l'expérimentation sur le réseau routier national non concédé (RRN) en Île-de-France

Année 2020

ENTRE :

L'**État**, représenté par Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, 5 rue Leblanc, 75911 Paris Cedex 15, dénommé ci-après « le maître d'ouvrage »

ET

La **région Île-de-France**, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, agissant en application de la délibération n° CP2020-088 du 4 mars 2020.

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France en date du 9 mars 2017 approuvant le plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu le protocole d'intention entre l'État et la région Île-de-France pour la réduction de la congestion et pour l'évolution de la qualité du service par l'innovation et l'expérimentation sur le réseau routier national non concédé (RRN) en Île-de-France signé le 21 juillet 2017 ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation des opérations citées à l'article 2 ci-après et détaillées dans le tableau annexé à la présente convention. Elle est la déclinaison pour 2020 du protocole d'intention sus-visé.
Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« DIRIF – Innovation sur RRN – Programme 2020 »

ARTICLE 2 : DESCRIPTION GÉNÉRALE DES OPERATIONS

Les opérations concernées sont les suivantes. Elles relèvent des thématiques pouvant faire, dans le cadre du protocole d'intention, l'objet de financement de la Région.

Thématiques liées à l'infrastructure routière

- déploiement d'enrobés à très haute performance acoustique sur A13 dans le prolongement des sections traitées en 2019 et sur de nouvelles sections : A1 (Saint-Denis), A86 (Choisy-le-Roi et Thiais), et RN104 (Corbeil-Essonne) ;
- déploiement d'enrobés à fort taux de recyclage parmi celles figurant en annexe notamment sur A3 (Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil), A6b (fresnes), A10 (Antony), A86 (Créteil), A104 (Villeparisis/Le Pin, Aulnay-sous-Bois/Villepinte), RN4 (Béton-Bazoches, Courtacon et Cernaux), RN10 (Rambouillet, Orcemont, Sonchamp), RN12 (La Queue-les-Yvelines, Millemont, Gambais et Bazainville), RN19 (Marolles-en-Brie, Santeny), RN104 (Lieusaint / Moissy-Cramayel, Linas / Leuville-sur-Orge / Longpont-sur-Orge, Courcouronnes / Evry) et RN184 (Mériel et Villiers-Adam)
- Remise à niveau d'itinéraires support d'expérimentations de niveau régional de véhicules autonomes : A1 (Porte de la Chapelle – La Courneuve), A12 (Bailly, Bois-D'Arcy, Saint-Cyr-L'Ecole), A86 (Clamart, Le Plessis-Robinson, Vélizy-Villacoublay et Gennevilliers) et RN186 (Louveciennes)
- expérimentation d'une nouvelle signalisation horizontale plus performante et plus durable dans le temps : sur les sections A13 et A104 citées ci-dessus ;

Thématiques liées à l'exploitation

- Etudes relatives au covoiturage : étude de révision du schéma directeur des voies réservées, pour intégration du covoiturage et comptages de taux d'occupation des véhicules en divers points du réseau routier national.
- généralisation des balises Bluetooth en tunnels suite au succès de l'expérimentation de 2018 à La Défense (A14) ;
- expérimentation de panneaux à messages variables (PMV) mobiles et connectés.

Les parties conviennent qu'ont vocation à se poursuivre en 2021 les actions sur :

- le déploiement d'enrobés à très haute performance acoustique ;
- le déploiement d'enrobés à fort taux de recyclage ;

sans préjudice de nouvelles actions s'inscrivant dans le cadre du protocole d'intention.

ARTICLE 3 : MAÎTRISE D'OUVRAGE DES OPÉRATIONS

L'État est maître d'ouvrage des opérations. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les opérations visées à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

L'État assume par ailleurs la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements réalisés dont il est propriétaire.

La région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

ARTICLE 4 : ESTIMATION DU COÛT DES DÉPENSES

Le coût des opérations décrites à l'article 2 de la présente convention est estimé à 20 880 000 € TTC.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

5.1 : Principe de financement

Le montant total des opérations pris en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) est fixé à 20 880 000 € TTC.

La région Île-de-France s'engage à financer les opérations par un fonds de concours correspondant à un taux de 50% de ce montant total, soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 10 440 000 €.

La région Île-de-France s'engage à inscrire en temps utile dans son budget les sommes nécessaires au règlement des dépenses qui lui incombent.

L'engagement financier de la Région à hauteur du montant rappelé ci-dessus donnera lieu à une affectation d'autorisation de programme d'un montant de 10 440 000 € dans le cadre de la délibération régionale n° CP 2020-088 du 04/03/2020.

5.2 : Versement du fonds de concours

5.2.1 : Fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront sous forme d'une avance de 80 % et d'un solde.

L'avance sera versée dès la réception du titre de perception.
Le solde sera versé au vu des justificatifs des dépenses fournis par l'État, dont une attestation d'achèvement des travaux et un mémoire explicitant les résultats obtenus suivant les critères définissant des niveaux de service en entretien et exploitation courants sur le réseau routier national non concédé, tels qu'ils sont présentés dans l'article 7 de la présente convention.

5.2.2 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région d'Île-de-France.

5.2.3 : Révision du montant des opérations pris en compte pour calculer le fonds de concours

Le montant du financement régional indiqué à l'article 5.1 de la présente convention constitue un plafond. En l'absence d'avenant, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage des opérations.

Cependant, en cas de difficulté particulière mise au jour lors des études d'exécution des opérations, un avenant à la présente convention pourra être signé avec l'accord des parties.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la participation régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 5.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la région Île-de-France en cas de trop perçu.

5.2.4 : Caducité du fonds de concours

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Région, si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution du fonds de concours, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de la première demande de versement, l'Etat dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 6 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE VERSEMENT DES FONDS DE CONCOURS

Le calendrier prévisionnel de titres de perception envers la région Île-de-France et de mise en place des crédits de paiement de l'État est le suivant : versement des fonds de concours à hauteur de 80 % soit 8 352 000 € en 2020, le solde en 2021.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DE L'ETAT

7.1 : Engagement sur l'évaluation des solutions techniques mises en œuvre

L'État mettra en place un dispositif de suivi et d'évaluation des performances des solutions techniques mises en œuvre en matière :

- d'enrobés à très haute performance acoustique ;
- d'enrobés à fort taux de recyclage

Les modalités d'évaluation sont mises au point par l'État en liaison avec la région Île-de-France. Les résultats des évaluations restent propriété de l'État. Ils font l'objet d'échanges entre les partenaires de la présente convention.

7.2 : Engagement sur la qualité de service en matière d'entretien et exploitation courants sur le réseau routier national non concédé d'Île-de-France

Conformément au protocole d'intention, l'État et la Région conviennent que la qualité de service en entretien courant du RRN en Île-de-France peut être améliorée pour viser les objectifs suivants :

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain		Autre réseau
		Niveau 1	Niveau 2	
Entretien courant	Fréquence de nettoyage des chaussées (y compris BAU/BDD et BDG) : balayage et ramassage systématique des déchets :			
	• sections courantes	2x/an	1x/an	1x/an
	• bretelles des diffuseurs	1x/an	1x/an	-
	Fréquence d'entretien des abords (TPC entre dispositifs de retenue et zone de sécurité de 1,5 m en rives) : fauchage, nettoyage (ramassage des déchets) et élagage de la végétation masquant la signalisation de police :			
	• sections courantes	1x/an	1x/an	1x/an
	• bretelles des diffuseurs	1x/an	1x/an	1x/an
	Fréquence d'enlèvement des déchets sur les dépendances vertes au-delà de la zone de sécurité de 1,5 m :			
	• sections courantes	1x/2 ans	1x/2 ans	-
	• bretelles des diffuseurs	1x/2 ans	1x/2 ans	-
Viabilité hivernale	Intervention sur le RRN Île-de-France en cas de gel et neige (salages préventifs et curatifs, déneigement) : délai de retour aux conditions nominales de circulation (C1) à partir de la fin du phénomène ayant provoqué des conditions délicates de circulation (C2)	4h		
	Veille qualifiée pour les situations de crise (DIR de zone)	H24 7j/7		
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	En tunnel de plus de 300 m :			
	• délai d'intervention pour la maintenance d'urgence afin d'éviter la fermeture du tunnel à la circulation pour mise en cause rédhibitoire des conditions de sécurité des usagers	3h		
	• délai d'intervention pour la maintenance accélérée pour corriger un défaut qui ne conduit pas à la fermeture du tunnel à la circulation	3 jours		
	Hors tunnels de plus de 300 m : • délai d'intervention pour la maintenance ordinaire	au plus rapide suivant programme des fermetures d'axes à la circulation, coordonnées au niveau régional		
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRN Île-de-France	2x/sem		
	Délai d'intervention sur événement aléatoire (incident/accident) en procédure d'urgence (mise en sécurité, assistance aux usagers…)	1h en moyenne		
Guidage et le jalonnement sur le RRN Île-de-France	Fréquence des campagnes de rénovation des marquages (signalisation horizontale) :			
	• axes à fort trafic (lignes d'axe / lignes de rive)	4 ans / 8 ans		
	• autres axes (lignes d'axe / ligne de rive)	6 ans / 8 ans		
	• bretelles de diffuseurs et îlots	8 ans		

Objectif de qualité de service sur le RRN Île-de-France	Critère d'évaluation	Réseau urbain		Autre réseau
		Niveau 1	Niveau 2	
Guidage et le jalonnement sur le RRN Île-de-France	Fréquence de renouvellement de la signalisation verticale de police (réflectométrie des panneaux)	12 ans		
	Fréquence de renouvellement de la signalisation verticale de direction	15 ans		
Informer les usagers en cas d'incident ou de travaux	Information des usagers du RRN Île-de-France :			
	• délai de mise à disposition des événements confirmés auprès des réseaux d'information (médias, applications, sites web, …)	15 min		
	• délai d'affichage PMV	15 min		
Intervention en cas d'accident	Délai d'intervention en cas d'accident sur le RRN Île-de-France	1h en moyenne		

Les périmètres pour les différents niveaux comprennent :

- **réseau urbain de niveau 1 :** en totalité soit les radiales à l'intérieur de A86 ainsi que A86 et accès aux aéroports sur tout leur linéaire,
- **réseau urbain de niveau 2** :
    - les radiales suivantes entre A86 et Francilienne (ou continuité de la Francilienne) **:**
        - A15
        - A115
        - A4
        - A6
        - A10
        - A126
        - RN118
    - les sections suivantes de la Francilienne (ou continuité de la Francilienne) :
        - A104
        - RN104 de RN6 à A4 et de A1 à RN184
        - RN184 de A1 à A15
        - RN1104

Pour l'entretien courant, les sections courantes comprennent les bretelles de liaison entre deux routes nationales ou autoroutes.

Pour les interventions prévues 1 fois tous les deux ans, l'État fixe les axes traités en 2020 en concertation avec la Région. Sauf difficultés techniques, notamment la programmation des fermetures à la circulation nécessaires aux interventions, l'ensemble des axes du réseau urbain, hormis A1, A6 et A15 sont concernés par les interventions en 2020.

En sus, les parties conviennent d'agir conjointement pour mener des actions afin d'éviter les incivilités des usagers et ou des dépôts illicites de déchets notamment du secteur des BTP. Elles accompagnent également la prise en charge par les communes ou les EPCI des interventions complémentaires nécessaires à un niveau de service supérieur pour l'entretien courant, que les communes et/ou les EPCI demanderaient pour les bretelles de diffuseur, notamment en entrée de ville, et pour les dépendances vertes, notamment en milieu fortement urbanisé.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

La région Île-de-France s'engage à informer l'État des opérations qui seront présentées en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toute pièce justificative ;
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 9 : RÉCEPTION DES OUVRAGES

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adresse à la région Île-de-France une attestation certifiant que tous les marchés ont été réceptionnés sans réserve.

ARTICLE 10 : DATE D'EFFET – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties. Elle prend fin lors du versement du solde du fonds de concours.

ARTICLE 11 : COMMUNICATION

En application du protocole d'intention, l'État, en tant que maître d'ouvrage, prend en charge la communication sur les projets que la Région subventionne au titre de la présente convention. Il s'engage à valoriser l'action de la Région au titre de sa participation financière et à l'associer étroitement à la définition des principes de cette communication.

Pour la valorisation et conformément à la charte graphique de la Région, l'État fait figurer le logo de la Région sur les documents et supports de communication au titre de sa participation financière.

L'État et la Région conviennent avant le versement du premier fonds de concours, des modalités d'information des usagers sur le programme d'amélioration du réseau routier national, objet de la présente convention. Ces modalités comportent notamment des panneaux d'information sur le RRN au droit des travaux réalisés au titre de la présente convention.

La Région associe étroitement l'État à la définition des actions de communication qu'elle compte mener sur les projets. La Région s'engage à faire explicitement mention de l'État, maître d'ouvrage du RRN Île-de-France, dans sa communication sur ces projets. Toute utilisation ou exploitation commerciale des projets et de leurs résultats par la région Île-de-France est proscrite.

Les résultats de chaque projet sont la propriété de l'État. La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les projets ni sur leurs résultats. La Région peut en faire usage sous réserve de l'accord de l'État.

Les partenaires s'emploient à mener des actions conjointes de communication sur chaque projet ainsi que sur l'accord global traduit par la présente convention annuelle en application du protocole d'intention.

Les présents principes de communication font l'objet d'une déclinaison de leur définition pour leur mise en œuvre opérationnelle.

ARTICLE 12 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution des opérations.

Tous les frais engagés par la région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation des opérations. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées ;
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Tout avenant à la présente convention doit être approuvé par la commission permanente de la région Île-de-France.

ARTICLE 15 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

ARTICLE 16 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le tableau qui lui est annexé.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, le

Le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers	La Présidente de la région Île-de-France
Michel CADOT	Valérie PECRESSE

ANNEXE

Opération	Localisation	Cout total € TTC	Participation Région (50%)
Requalification de chaussées A13 vers Province – PR 7+000 à 9+200	Marnes-la-Coquette, Vaucresson, le Chesnay (78-92)	1 575 000	787 500
Entretien préventif (enrobés) N104 Intérieure et Extérieure – PR 34+000 à 35+000	Corbeil-Essonnes (91)	740 000	370 000
Requalification de chaussées A1 sens vers Paris et sens vers Province, PR 0+500 à 0	Saint-Denis (93)	750 000	375 000
Entretien préventif (enrobés) A86 Extérieure – PR 42+900 à 44	Thiais, Choisy-le-Roi (94)	700 000	350 000
SOUS-TOTAL ENROBES PHONIQUES		**3 765 000**	**1 882 500**
Requalification de chaussées A104 Intérieure – PR 15 à 18+500	Villeparisis, Le Pin (77)		
Couche de roulement A86 Extérieure – PR 37+750 à 36+400	Créteil (94)		
Couche de roulement N4 – PR 54+44 à 58+400	Béton-Bazoches, Courtacon, Cerneux (77)		
Couche de roulement N19 – PR 21+0 à 23+400	Marolles-en-Brie, Santeny (94)		
Couche de roulement N104 Extérieure – PR 24 à 27+000	Lieusaint, Moissy-Cramayel (77)		
Requalification de chaussées N184 Extérieure - PR 13+300 à PR 12+100	Mériel, Villiers-Adam (95)		
Requalification de chaussées A104 Intérieure – PR 0+800 à PR 2+600	Aulnay-sous-Bois, Villepinte (93)		
Requalification de chaussées A3 vers Province – PR 11+200 à 12+400	Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil (93)	10 915 000	5 457 500
Requalification de chaussées N10 vers Paris – PR 36+800 à 38+600	Rambouillet, Orcemont, Sonchamp (78)		
Requalification de chaussées N12 vers Province – PR 50+000 à 55+000	La Queue-les-Yvelines, Millemont, Gambais, Bazainville (78)		
Couche de roulement N10 vers Paris – PR 34+800 à 36+800	Rambouillet (78)		
Couche de roulement N10 vers Province – PR 34+200 à 37+800	Rambouillet (78)		
Requalification de chaussées N104 Extérieure – PR 51+600 à 48+670	Linas, Leuville-sur-Orge, Longpont-sur-Orge (91)		
Requalification de chaussées N104 Extérieure – PR 38+900 à 37+400	Courcouronnes, Evry (91)		
Couche de roulement A10 vers Paris – PR 1+800 à 1+300	Antony (92)		
Couche de roulement A6b vers Paris – PR 8+414 à 7+400	Fresnes (94)		
SOUS-TOTAL CHAUSSEES FORT TAUX DE RECYCLAGE		**10 915 000**	**5 457 500**
A104 Intérieure – Expérimentation marquage innovant Starmark sur enrobés à fort taux de recyclage	Aulnay-sous-Bois, Villepinte (93)	100 000	50 000
A13 vers Province – Expérimentation marquage innovant Starmark sur enrobés phoniques	Marnes-la-Coquette, Vaucresson, le Chesnay (78-92)	100 000	50 000
Etude de révision du schéma directeur des voies réservées, pour intégration du covoiturage	Toute la région	200 000	100 000
Comptages de taux d'occupation des véhicules en divers points du réseau routier national	Toute la région	100 000	50 000
Généralisation balises blue tooth dans tous les tunnels autoroutiers	Toute la région	70 000	35 000
PMV mobiles et connectés (4 prototypes expérimentaux)	Utilisables dans toute la région	60 000	30 000
SOUS-TOTAL EXPERIMENTATION SECURITE ET MOBILITES		**630 000**	**315 000**
Regénération éclairage d'A1	Le Bourget, Le Blanc Mesnil (93)	400 000	200 000
Requalification de chaussées A1 vers Paris PR 7 à 2+500 et vers Province PR 3+500 à 2+500	Saint-Denis, La Courneuve (93)	2 450 000	1 225 000
Requalification de chaussées N186 – PR 24+000 à 25+600	Mise à niveau d'itinéraire pour véhicules autonomes	650 000	325 000
Requalification de chaussées A86 Intérieure – PR 6+000 à 9+000	Gennevilliers (92)	740 000	370 000
Requalification de chaussées A86 Intérieure – PR 58+000 à 59+200	Clamart, Chatenay-Malabry (92)	510 000	255 000
Couche de roulement A12 vers Paris - PR 0+000 à 4+600	Bailly, Saint-Cyr l'Ecole (78)	630 000	315 000
Couche de roulement A12 vers Province – PR 5+600 à 7+000	Fontenay-le-Fleury, Bois d'Arcy, Montigny-le-Bretonneux (78)	190 000	95 000
SOUS-TOTAL ITINERAIRES VEHICULES AUTONOMES		**5 570 000**	**2 785 000**
TOTAL GENERAL		**20 880 000**	**10 440 000**

ANNEXE 15 : ELECTROMOBILITE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENEDIS

Convention de Partenariat entre la Région Île-de-France et ENEDIS pour accompagner la mobilité électrique

Entre

La RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, située au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN

Représentée par :

Madame Valérie PECRESSE, agissant en qualité de Présidente du Conseil Régional, dûment habilitée à signer la présente convention cadre par délibération n° CP 2020-088 de la Commission permanente du Conseil Régional en date du 4 mars 2020 ;

Ci-après dénommée « La Région »

D'UNE PART,

ET

ENEDIS, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, dont le siège social est situé Tour ENEDIS, 34 Place des corolles - 92079 Paris La Défense Cedex,

Représenté par :

Monsieur Nicolas MACHTOU, agissant en qualité de Directeur Délégué d'ENEDIS dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée « ENEDIS »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 : VOLONTE DES PARTIES

En ce qui concerne la Région Île-de-France

Collectivité chef de file sur la qualité de l'air, la Région Île-de-France a voté le plan « Changeons d'air en Île-de-France » dès juin 2016 pour agir de manière globale et transversale sur un sujet qui figure parmi les premières préoccupations de santé environnementale des Franciliens. En 2019, la majorité des démarches figurant dans ce plan sont opérationnelles. La Région affirme sa volonté de mobiliser tous les acteurs du territoire, citoyens, collectivités et entreprises sur une trajectoire qui permettra à l'Île-de-France de prendre une place dans le peloton de tête des territoires sobres sur le plan énergétique et à l'économie décarbonée.

En ce qui concerne ENEDIS

Enedis a été constituée le 1er janvier 2008 en application de l'article 13 de la loi n° 2004-807 du 9 août 2004 modifiée, relative au service public de l'électricité et du gaz pour être le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire national.

Dans la région Île-de-France, Enedis distribue l'électricité auprès de 6,5 millions de clients et accueille l'électricité produite par environ 13 000 producteurs en énergie renouvelable et de récupération. Enedis en Île-de-France raccorde environ 65 000 nouveaux clients par an aux 82 000 kilomètres de réseau public de distribution d'électricité.

Si le marché de la fourniture d'électricité a été ouvert à la concurrence, l'activité de gestion du réseau public de distribution d'électricité relève d'un monopole confié à Enedis. Conformément aux articles L. 111-61 et L. 322-8 du code de l'énergie, Enedis assure le développement, l'exploitation et l'entretien dudit réseau dans le cadre des conditions fixées par le cahier des charges de concession (cf. art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales).

Enedis assure deux grandes missions : la continuité et la qualité de desserte en électricité d'une part et l'accès des utilisateurs au réseau, sans discrimination, d'autre part.

Aussi, en tant qu'aménageur du territoire et dans le contexte de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 dite « de transition énergétique pour la croissance verte », Enedis est un partenaire de proximité naturel et incontournable de la performance énergétique. Enedis est un acteur clef de la transition énergétique des territoires et accompagne les territoires dans l'élaboration de leurs projets en lien avec la transition énergétique et le réseau de distribution d'électricité.

Ainsi, Enedis contribue à la soutenabilité énergétique du territoire et souhaite accompagner la Région avec une électricité de qualité et avec un réseau communicant qui permet de valoriser au mieux les énergies renouvelables locales, de contribuer au développement de la mobilité électrique et d'inciter à l'efficacité énergétique.

C'est pourquoi, la Région Île-de-France et Enedis ont signé le 13 juillet 2018, un **cadre d'engagement pour la transition énergétique et climatique**, destiné à définir la nature de leur partenariat dans la limite de leurs attributions respectives, en faveur des objectifs pour la transition énergétique en Île-de-France, à travers :

- la promotion de la sobriété énergétique ;
- le soutien du développement des énergies renouvelables et de récupération ;
- l'accompagnement du déploiement d'une mobilité propre ;
- le soutien à l'innovation sur les technologies d'avenir.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet de préciser les modalités de collaboration entre les Parties qui présideront aux modes d'intervention d'Enedis dans le cadre des projets de développement de la mobilité électrique en Île-de-France.

Elle permettra la mise en œuvre d'axes de coopération sur le thème de l'alimentation électrique des nouvelles mobilités.

ARTICLE 3 : SUIVI OPERATIONNEL DES PROJETS DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE ACCESSIBLES AU PUBLIC

Un facteur de réussite du programme de la Région de contribuer financièrement au déploiement en Île-de-France de bornes de recharge sur le domaine public est la satisfaction dont pourront témoigner les maîtres d'ouvrage sur l'efficacité du raccordement par Enedis au réseau public de distribution d'électricité des infrastructures de recharge.

Le périmètre de l'article 3 de la convention concerne les infrastructures de recharge de véhicules électriques sur le domaine public. Toutefois, les infrastructures publiques et privées étant complémentaires, un partage entre les Parties sur le développement des infrastructures de recharge du domaine privé pourra être réalisé dans la limite du respect de la réglementation sur les informations commercialement sensibles et des données à caractère personnel.

Une attention particulière sera portée au développement des infrastructures nécessaires au bon déroulement des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

L'annexe 3 aux présentes précise les modalités de suivi des opérations.

Pour les zones déficitaires en infrastructures de recharge accessibles au public telles qu'identifiées par l'étude financée par Enedis et l'Ademe, Enedis portera à la connaissance des maîtres d'ouvrage, les informations afférentes aux impacts sur le réseau public de distribution d'électricité, du raccordement des infrastructures de recharge concernées, sous forme de cartographies colorisées, avec des codes couleurs fonction de l'appréciation de la puissance pouvant être raccordée.

Une convention entre le maître d'ouvrage concerné et Enedis précisera alors, les conditions dans lesquelles la confidentialité des informations ainsi transmises par Enedis doit être préservée, ainsi que le délai de validité, fixé à trois mois, desdites informations, lesquelles demeurent indicatives, et ne sont donc en aucun cas susceptibles d'engager la responsabilité d'Enedis. Les informations communiquées sont susceptibles d'être complétées en fonction des échanges à intervenir entre Enedis et le maître d'ouvrage dans des conditions qui seront également précisées par la convention susmentionnée.

Pour être mené à son terme, le projet nécessitera le dépôt d'une demande de raccordement en conformité aux règles en vigueur. Cette prise de connaissance par le maître d'ouvrage des impacts du raccordement des infrastructures de recharge au réseau public de distribution d'électricité, est un préalable pour que ce maître d'ouvrage puisse bénéficier des subventions de la Région Île-de-France à la fourniture, à la pose et au raccordement de bornes de recharge sur domaine public.

Le dialogue sur ces projets site par site est assuré pour Enedis par le Directeur Territorial Enedis du département administratif sur lequel le site est implanté (la liste des Directeurs Territoriaux d'Enedis en Île-de-France sera transmise à la Région).

ARTICLE 4 : AUTRES SUJETS DE COOPERATION SUR L'ALIMENTATION ELECTRIQUE DES NOUVELLES MOBILITES

L'article 199 de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte ouvre la possibilité d'expérimenter un service de flexibilité locale. Les services locaux de flexibilité sont des solutions innovantes qui s'appuient sur les réseaux électriques intelligents, sur les énergies renouvelables locales et éventuellement sur les batteries de véhicules électriques.

Le décret d'application est entré en vigueur le 31 mai 2016 (décret n°2016-704 du 30 mai 2016 relatif aux expérimentations de services de flexibilité locaux sur des portions du réseau public de distribution d'électricité).

En complément, le « bac à sable » réglementaire, prescription de la Commission de la Régulation de l'Energie reprise dans la loi d'orientation des mobilités ouvre le champ à de nouveaux services et modèles expérimentaux de mobilité.

Dans le cadre de ses missions telles qu'exposées ci-dessus à l'article 1er, Enedis accompagne ces expérimentations en dialoguant avec les porteurs de projet en amont du dépôt de dossier pour co-construire les solutions adaptées aux besoins. Cet accompagnement peut prendre différentes formes : partage sur les apports du réseau public de distribution d'électricité, étude de faisabilité technique, partage de retours d'expériences sur des réalisations en matière de nouvelles mobilités…

La Région Île-de-France et Enedis prendront en considération les dernières évolutions en matière de réseaux de distribution d'électricité (expérimentations de smartgrids, développement de la mobilité électrique, déploiement des générateurs d'électricité à énergies renouvelables, etc.).

Enedis pourra être sollicitée sur les thèmes suivants :

- faciliter et accompagner le développement des nouvelles mobilités
- contribuer à l'émergence d'un éco-système favorisant le développement des nouvelles mobilités
- partager des informations pertinentes sur leur développement ;
- communiquer auprès de différents publics (grand public, acteurs industriels et élus locaux…) lors d'événements organisés conjointement avec la Région, en lien avec les autres acteurs concernés ;
- sensibiliser aux impacts technico-économiques des nouvelles mobilités sur le réseau public de distribution.

Au titre du raccordement de divers services attachés au mobilier urbain

- sensibiliser au cadre réglementaire et aux impacts technico-économiques du raccordement de chaque type de service au mobilier urbain ;
- informer sur la consommation en fonction des usages et services conformément aux dispositions du code de l'énergie relatives à la confidentialité des informations détenues par les gestionnaires de réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ;
- prévoir l'accompagnement sur l'optimisation du réseau public de distribution d'électricité.

ARTICLE 5 : ORGANISATION

La Région Île-de-France s'engage à désigner un « Responsable Mobilité électrique » interlocuteur d'Enedis.

Enedis s'engage à nommer pour la Région Île-de-France et compte-tenu du nombre important de projets de raccordement d'infrastructures de recharge de véhicules électriques, des interlocuteurs comme suit :

- un interlocuteur Enedis de la Région Île-de-France, dont le rôle consiste à :
  - donner de la visibilité sur l'avancement des travaux d'Enedis ;
  - construire des solutions à un niveau régional ;
  - servir de facilitateur au cas où l'une des Parties estimerait qu'une difficulté demeure non-résolue, tout en respectant les acteurs, structures et procédures existantes ;
  - améliorer les modes de fonctionnement transverse et de circulation des informations.

  De plus, il a en charge l'animation de la relation institutionnelle entre Enedis et la Région Île-de-France, notamment au travers du pilotage et du suivi de la présente convention, ainsi que de l'organisation des échanges autour de thèmes prospectifs tels que cités dans la présente convention.
- un Responsable « Mobilité Electrique » pour la Direction Régionale IDF Est d'Enedis (départements 93/94/91/77) ;
- un Responsable « Mobilité Electrique » pour la Direction Régionale Paris d'Enedis (département 75) ;
- un Responsable « Mobilité Electrique » pour la Direction Régionale IDF Ouest d'Enedis (départements 78/92/95).

Des réunions de « revue de projet » seront organisées par le Responsable Mobilité Electrique de la Région Île-de-France a minima une fois par trimestre au siège de la Région avec la participation de tout ou partie des Responsables Mobilité Electrique d'Enedis.

Dans le cadre des revues de projet, le rôle des Responsables Mobilité Electrique des deux Parties consiste à :

- lister l'ensemble des projets en cours et suivre leur évolution ;
- échanger des informations sur les nouvelles opérations, dans les limites fixées par les dispositions législatives et réglementaires régissant la confidentialité des informations sensibles[1], et en utilisant ces informations dans le but de garantir la faisabilité du projet dans le meilleur intérêt des deux parties ;
- faire part des évolutions au sein des différentes structures impactant leurs modes de travail et faire progresser leurs modes de collaboration ;
- harmoniser la phase de « demande de raccordement » au réseau public de distribution géré par Enedis de manière à ce que les délais de raccordement soient similaires pour des projets similaires ;

[1] Conformément aux dispositions du code de l'énergie (cf. articles, L111-73, L111-73-1, L111-80 et L111-81 et articles R111-26 et suivants) Enedis ne peut valablement transmettre aucune information commercialement sensible (ICS), sauf autorisation expresse des clients concernés et dans la mesure où cette communication n'est pas de nature à porter atteinte aux règles de concurrence libre et loyale.

- échanger sur les propositions faites par Enedis aux maîtres d'ouvrage d'infrastructures de recharge de véhicules électriques pour optimiser l'implantation en fonction des capacités d'accueil du réseau public de distribution d'électricité ;
- analyser les besoins spécifiques et co-construire des solutions et axes de collaboration ;
- effectuer un point sur le fonctionnement de la convention.

Chaque Partie s'engage à nommer un Pilote Stratégique de la présente convention au sein de son entité venant la représenter.

Ces pilotes suivront la mise en place et le suivi de la convention et se réuniront, a minima, 1 fois par an pour faire un point global des conditions dans lesquelles se déroule le partenariat.

Chaque Partie transmettra à l'autre Partie les coordonnées des différents interlocuteurs indiqués ci-dessus.

ARTICLE 6 : ACTUALISATION DE LA PRESENTE CONVENTION PARTENARIALE

A chaque date anniversaire de la signature de la présente convention, les Parties examineront les conditions dans lesquelles elle aura été mise en œuvre durant l'année écoulée. Le cas échéant elles conviendront par voie d'avenant des modifications à apporter au présent Avenant dans l'intérêt de leur collaboration.

ARTICLE 7 : CLAUSE DE SORTIE

A tout moment, chaque Partie pourra sortir de la présente convention sans justification de motif.

Cette résolution sera effective 1 (UN) mois après en avoir informé l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 8 : LITIGE

En cas de litige concernant l'interprétation de la présente convention ou en cas de non-respect de celle-ci par l'une des parties, le litige devra être signalé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

Si aucune solution amiable n'est trouvée dans un délai de 30 (TRENTE) jours à compter de la réception de ce courrier chacune des parties se réserve le droit de saisir la juridiction compétente.

A PARIS, le :

En deux exemplaires originaux

avec mention **« lu et approuvé »**

Pour **la Région Île-de-France**

La Présidente

Valérie PECRESSE

Pour **ENEDIS**

Le Directeur Délégué,
membre du Comex d'Enedis

Nicolas MACHTOU

LES ANNEXES

ANNEXE 1 : LES ACCUEILS-CLIENTS DU DISTRIBUTEUR ENEDIS

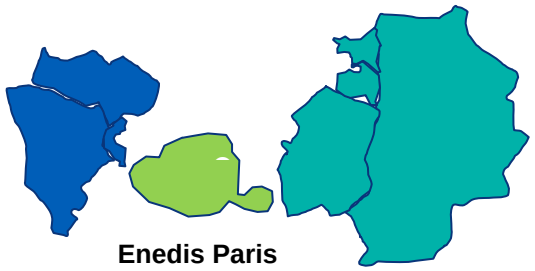
ANNEXE 2 : LES DIRECTIONS REGIONALES ENEDIS EN ÎLE-DE-FRANCE

ANNEXE 3 : RAPPEL DES PROCEDURES ET DELAIS ASSOCIES

ANNEXE 1 : **LES ACCUEILS-CLIENTS DU DISTRIBUTEUR ENEDIS**

Enedis Ile-de-France Ouest

- Hauts de Seine
- Val D'Oise
- Yvelines



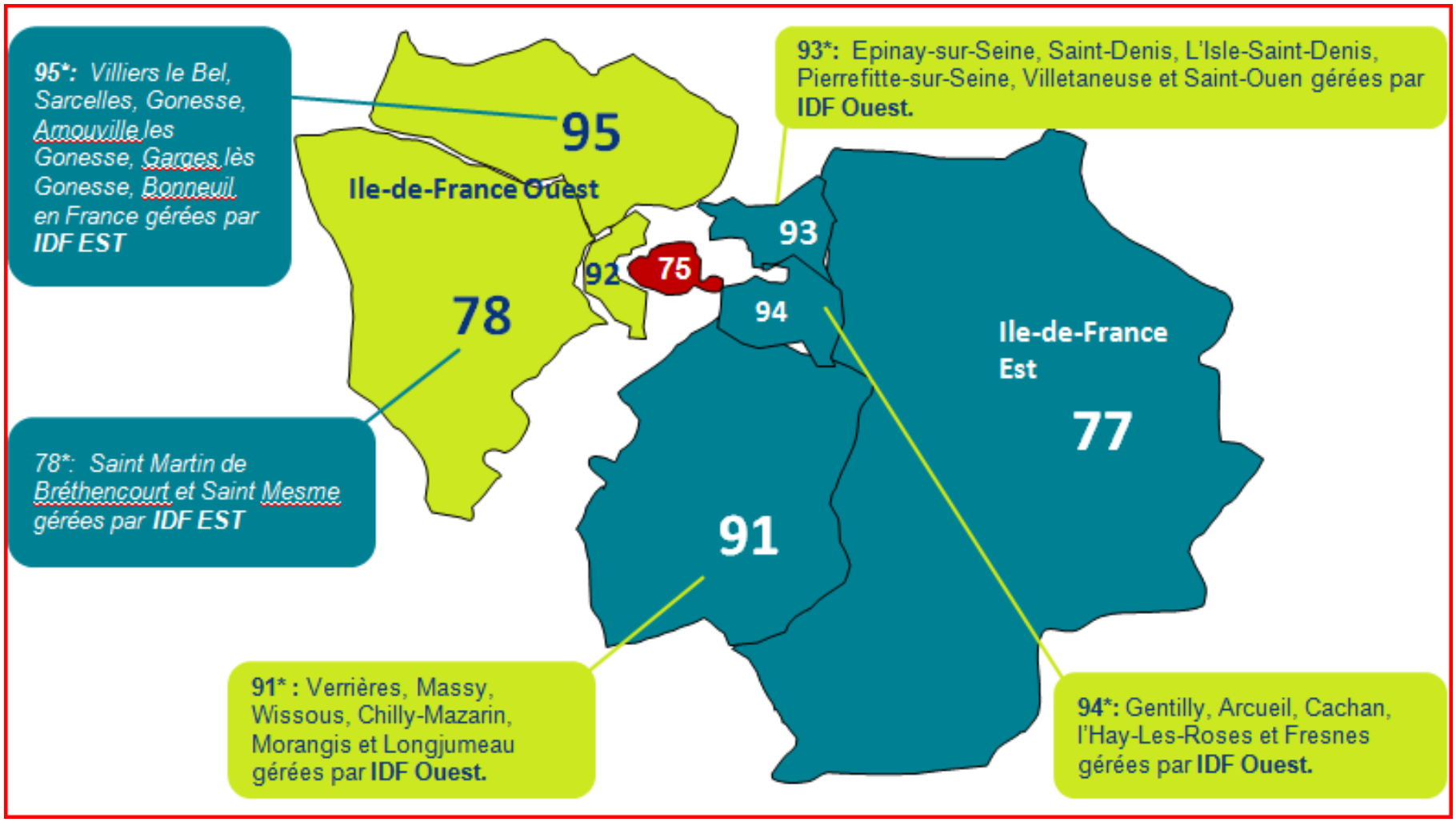
Enedis Paris

Enedis Ile-de-France Est

- Seine Saint Denis
- Val de Marne
- Essonne
- Seine et Marne

P < 36 kVA	ARE Ile-de-France Ouest Tel: 09 69 32 18 77 arepro-dridfouest@enedis.fr	**ARE Ile-de-France Est** **Tel: 09.69.32.18.77** **are-essonne@enedis.fr**
36 kVA < P < 250 kVA	ARE Ile-de-France Ouest Tel: 09 69 32 18 77 arepro-dridfouest@enedis.fr	AREMA BT Ile-de-France Est Tel: 09.69.32.18.77 aremabt-idfest@enedis.fr
P > 250 kVA	ARE Ile-de-France Ouest Tel: 09 69 32 18 77 arepro-dridfouest@enedis.fr	AREMA HTA Ile-de-France Est Tel: 01.41.67.91.80 dridfest-aremahta@enedis.-grdf.fr
Raccordement Producteurs	**P ≤ 36kva : areprod-inf36-essonne@enedis.fr** **P ≥ 36kva : areprod-sup36-idf@enedis.fr**	

ANNEXE 2 : **LES DIRECTIONS REGIONALES ENEDIS EN ILE-DE-FRANCE**



ANNEXE 3 : **RAPPEL DES PROCEDURES ET DELAIS ASSOCIES**

5-1 : La demande anticipée de raccordement

Cette demande anticipée permet d'obtenir une estimation, sans engagement ferme de la part d'Enedis, des coûts et des délais de réalisation des travaux pour l'alimentation d'un projet. Ladite demande anticipée intègre les extensions du réseau dit 'HTA', en dehors de l'assiette de l'opération. Cependant, le développement du réseau sur le site lui-même et les branchements à réaliser ne sont pas pris en compte dans cette demande anticipée.

Une demande anticipée est effectuée en complétant le formulaire FOR-RAC-07 E disponible sur le site internet d'Enedis à l'adresse suivante : http://www.Enedis.fr/medias/DTR_Racc_Conso/ENEDIS-FOR-RAC_07E.pdf.

Cette demande complétée est adressée au représentant de l'accueil « Aménageur ».

Afin de prendre en compte les besoins exprimés par les maîtres d'ouvrage en termes de délais de raccordement, les Responsables Mobilité Electrique Enedis s'informeront régulièrement de l'état d'avancement des demandes anticipées afin d'apprécier les écarts de délais prévisionnels autour d'une valeur repère de 6 semaines.

Dans le cadre de consultation aménageurs, les délais de réponses pour l'aménageur peuvent être de 3 semaines. Enedis mettra tout en œuvre afin de communiquer les pré-études dans ce délai.

Par ailleurs, il est rappelé que la définition de programme d'aménagement relève de la responsabilité du maître d'ouvrage et qu'il en résulte des choix structurants pour les solutions proposées par Enedis. En particulier, le recours aux énergies renouvelables ainsi que les besoins en puissance électrique pour l'installation de bornes pour véhicules électriques seront systématiquement pris en compte dans l'établissement du bilan prévisionnel initial des puissances appelées.

5-2 : La demande de raccordement

Sur demande du maître d'ouvrage de raccordement au réseau public de distribution géré par Enedis (cf. ENEDIS-FOR-RAC_29E, ENEDIS-FOR-RAC_07E, ENEDIS-FOR-RAC_15E), Enedis a un délais de 3 mois pour exercer son devoir de conseil : de ce fait, Enedis s'engage à transmettre au maître d'ouvrage un avis sur les puissances calculées afin d'éviter les surdimensionnements des réseaux.

Sur le plan opérationnel, le Responsable Mobilité Electrique proposé par Enedis est chargé de coordonner toutes les contributions techniques liées à la Convention-Cadre de raccordement, le plus en amont possible et, au plus tard, au moment de la signature de la convention-cadre de raccordement.

Les délais pour l'instruction et la réalisation des travaux 'HTA' et éventuellement 'HTB' extérieurs à la zone d'aménagement seront précisés dans les Propositions De Raccordement (disponible sur le site internet d'Enedis http://www.Enedis.fr/medias/DTR_Racc_Prod/ENEDIS-FOR-RAC_29E.pdf).

ANNEXE 16 : FICHES PROJET SECURITE ROUTIERE MODIFIEES

Commission permanente du 18 septembre 2019 - CP2019-346

DOSSIER N° EX045753 - SR - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS - SECURISATION DE LA RD41 A BONDY (93)

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	640 725,91 € HT	40,00 %	256 290,00 €
		Montant total de la subvention	256 290,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative	: 3 ESP JEAN MOULIN 93006 BOBIGNY
Statut Juridique	: Département
Représentant	: Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaménagement de la RD 41 (rue Henri Varagnat) à Bondy pour sécuriser l'ensemble des usagers et insérer une continuité cyclable.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à sécuriser la RD 41. 7 accidents, dont 1 mortel, ont été répertoriés dans le périmètre du projet (520 mètres). Le CD 93 sollicite une subvention au titre des actions portant sur l'infrastructure visant à sécuriser une zone d'accidents répertoriés.

Les solutions d'aménagement suivantes sont proposées :
- réduction du gabarit des voies circulables pour éviter les prises de vitesse excessives ;
- insertion d'une piste cyclable protégée par un séparateur dans le sens sud-nord ;
- protection des traversées piétonnes par la pose d'ilôts en axial, l'aménagement de zones de covisibilité en amont des feux et des traversées piétonnes et vélos ;
- régulation du stationnement en rive ouest de la voie et dispositifs permettant de dissuader le stationnement en zone dangereuse ;
- resserrement du carrefour situé au droit du marché Suzanne Buisson afin de faciliter son fonctionnement les jours de marché et faciliter les traversées piétonnes entre les deux rives de la voie ;
- réaménagement de l'intersection sud avec la rue Andreï Sakharov (RD 78) pour faciliter et sécuriser la traversée piétons / vélos et améliorer le maillage avec la piste cyclable bidirectionnelle existante sur cette rue ;

- déplacement du quai bus de desserte du marché Suzanne Buisson pour améliorer la sécurité des usagers du bus en attente.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 1 "Actions portant sur l'infrastructure", point 1 "Opérations visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées où se sont produits au moins 5 accidents sur une section de moins de 850m sur une période de 5 ans".

Le coût de l'opération s'élève à 640 725.91 euros. S'agissant d'une intervention sur infrastructure visant à sécuriser une zone d'accidents répertoriée, le taux de participation régionale maximum est de 50%. Le département finance l'opération à hauteur de 20% sur fonds propres, et sollicite une subvention de l'Etat (Dotation de Soutien à l'Investissement Départemental) de 40% et une subvention de la Région de 40% pour atteindre un taux de subvention global de 80%. Conformément à l'article L1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les collectivités territoriales maitres d'ouvrage doivent en effet assurer un taux d'autofinancement minimal de 20%.

La subvention demandée s'élève donc à 640 725, 91 € HT X 40% = 256 290 €.

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	640 725,90	100,00%
Total	640 725,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	256 290,00	40,00%
Subventions Etat - DSID (sollicitée)	256 290,36	40,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	128 145,54	20,00%
Total	640 725,90	100,00%

Commission permanente du 18 septembre 2019 - CP2019-346

DOSSIER N° EX045881 - SR - PASSAGE PIETONS RUE DU 18 JUIN A MARGENCY (95)

Dispositif : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
Action : 18200403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	28 385,55 € HT	30,00 %	8 516,00 €
	Montant total de la subvention		8 516,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE MARGENCY
Adresse administrative	: AV GEORGES POMPIDOU 95580 MARGENCY
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur CHRISTIAN RENAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 septembre 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet concerne la réalisation d'un passage piétons surélevé et éclairé rue du 18 juin à Margency, entre le centre de loisirs "les Marcyens" et l'école élémentaire Saint Exupéry.

Ce passage piéton surélevé permettra de sécuriser la traversée de la rue du 18 juin et les abords immédiats des établissements scolaires. En effet, les enfants du centre de loisirs "les Marcyens" transitent par ce passage au minimum 4 fois par jour.

La rue du 18 juin est une rue très fréquentée par les automobilistes puisqu'elle relie le sud de la vallée (Eaubonne, Saint Prix, Monlignon, Margency, etc.) au plateau nord en direction de Domont.
Il y a 180 enfants inscrits au centre de loisirs Les Marcyens avec une moyenne de 70 enfants qui l'utilisent quotidiennement. Ces enfants, âgés de 3 à 12 ans, doivent traverser tous les matins et tous les soirs pour aller et revenir des écoles maternelle et élémentaire ou du restaurant scolaire, situés de l'autre côté de la rue par rapport au centre de loisirs.

Il n'y a jamais eu d'accident grave dans la rue du 18 juin, mais beaucoup de comportements dangereux ont été constatés, ainsi que des infractions pour non respect du passage piétons installé actuellement. Au moins deux animateurs du centre de loisirs sont obligés de se mettre de chaque côté du passage piétons

pour sécuriser les traversées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est éligible à la politique régionale de sécurité routière (CR 37-14), et plus particulièrement au dispositif 2 "développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque", point 1 "sécurisation des traversées aux abords immédiats des établissements recevant du public".

Le montant des travaux est estimé à 28 385,55 € HT.

La subvention régionale s'élève à 30%, soit 8 516 €.

Localisation géographique :
- MARGENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	28 385,55	100,00%
Total	28 385,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 516,00	30,00%
Subvention Conseil départemental du Val d'Oise (sollicitée)	11 354,22	40,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	8 515,33	30,00%
Total	28 385,55	100,00%

ANNEXE 17 - RN10 - Trappes - Convention-de-financement n°3.pdf

Convention de financement n°3 relative au poste 1 de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines (78)

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, 5 rue Leblanc 75911 Paris Cedex 15,
dénommé ci-après « l'État »,

ET

La région Île-de-France, dont le siège est situé 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par Madame la Présidente de la région Île-de-France et agissant en application de la délibération **n**°
dénommée ci-après **«** la région ».

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports ;

Vu le code de la route ;

Vu la délibération n° CR 92-15 du conseil régional d'Île-de-France du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

Vu la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le projet de Contrat de plan Etat-région Île-de-France 2015-2020 et notamment son article 3 relatif aux subventions régionales accordées pour les opérations de transport du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de plan Etat-région Île-de-France 2015-2020, modifiée par délibération du n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de plan Etat-région Île-de-France et notamment sur le volet mobilité multimodale ;

Vu le protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines (78), signé le 14 décembre 2016 par les représentants des deux parties présentées ci-dessus et du Département des Yvelines, de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la Commune de Trappes-en-Yvelines ;

Vu la délibération du conseil régional n°CR 123-16 du 14 décembre 2016 approuvant l'avenant au contrat de plan État / région Île-de-France 2015-2020 ;

Vu la signature de l'avenant au contrat de plan État / région Île-de-France 2015-2020 en date du 7 février 2017 ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération du conseil régional n° CP_____ du ____ 2020 approuvant la présente convention ;

Vu la signature de la convention de financement n°1 en date du 28 mai 2018 ;

Vu la signature de la convention de financement n°2 en date du 19 décembre 2019 ;

Dans la suite du présent document,
- *le Département des Yvelines est dénommé « le Département »,*
- *l'Établissement Public de Coopération Intercommunale de Saint-Quentin-en-Yvelines est dénommé « SQY »,*
- *la Commune de Trappes-en-Yvelines est dénommée « la Commune ».*

PREAMBULE

La présente convention est relative à la requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines.

La requalification de la RN10 à Trappes-en-Yvelines a pour objectifs de diminuer les nuisances, améliorer l'insertion urbaine et paysagère de la RN10, améliorer les conditions de sécurité des usagers et fluidifier le trafic.

L'enquête publique du projet s'est tenue du 17 novembre au 17 décembre 2016. Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ont été rendus le 17 février 2017. La commission d'enquête a donné un avis favorable à la DUP du projet, assorti de quatre recommandations. La commission d'enquête a donné un avis favorable à la poursuite de l'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation des parcelles indispensables à la réalisation du projet, assorti d'une recommandation. La prise en compte des recommandations par l'État ne conduit pas à une réévaluation du coût de l'opération. Le projet a été déclaré d'utilité publique le 04 août 2017 par arrêté préfectoral.

L'opération est inscrite au contrat de plan État / région (CPER) 2015/2020, révisé par avenant du 07 février 2017, pour un montant de 95 M€ TTC.

Au jour de la signature de la présente convention, le coût de cette opération est estimé à 95 M€ TTC.

L'opération comprend 3 postes :

- Poste 1 : acquisitions foncières des parcelles privées, études, direction de travaux et travaux de requalification de la RN10, à l'exception des travaux d'assainissement de SQY, pour un montant total de 89,9 M€ TTC.

  Ce poste fait l'objet de conventions annuelles entre l'État et la Région, et d'une convention spécifique pluriannuelle pour les contributions du Département, de SQY et de la Commune.
- Poste 2 : acquisition des 2 parcelles situées sur la base de loisirs appartenant à la région.
  Ce poste fait l'objet d'une convention spécifique.
- Poste 3 : contribution aux travaux de la refonte et du déplacement des réseaux d'assainissement dont SQY est le maître d'ouvrage, pour un montant maximum de 2,6 M€ TTC.
  Ce poste fait l'objet d'une convention spécifique.

L'opération routière de couverture de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines, objet de la présente convention, est connexe à une opération d'aménagement d'un plateau urbain sur la couverture qui vise à retisser un lien urbain entre les deux parties de la ville ; cette opération est portée par la ville de Trappes-en-Yvelines dans le cadre du premier programme national de rénovation urbaine pour un coût global de 22 M€ TTC.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

article 1. Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de préciser les engagements annuels de l'État et de la région pour le financement de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines dans le département des Yvelines dans le cadre du CPER 2015-2020 et en déclinaison du protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10 signé le 14 décembre 2016, pour les acquisitions foncières, études et travaux listés à l'article 2.2 pour le compte de l'année 2020.

article 2. Description des études et travaux

2.1. Requalification de la RN10

Les principales caractéristiques fonctionnelles de la requalification de la RN10 sont les suivantes :

- dénivellation de la RN10 entre les carrefours avec les RD912 et RD23, aux entrées de la ville ;
- création de 3 dalles de couverture au-dessus de la RN10, proposées par le grand projet de ville de Trappes-en-Yvelines ;
- aménagement des carrefours avec les RD912 et RD23 d'entrée de ville en carrefours à feux à îlots centraux ;
- création de 2 passages souterrains à gabarits normaux (PSGN) permettant les insertions des RD23 et RD912 sur la RN10 en direction de Paris.

2.2. Au titre de la présente convention

Dans la continuité des deux conventions précédentes, la présente convention permet de financer :

- une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage à hauteur de 600 000 € TTC
- les surcoûts liés au changement de programme du pont provisoire sur la RN10 à hauteur de 350 000 € TTC
- les travaux relatifs aux travaux de réalisation du giratoire RN10/RD912. Montant estimé : 15 000 000 € TTC
- une prestation de Maîtrise d'œuvre. Montant estimé : 4 000 000 € TTC

La présente convention correspond donc à un montant total de 19,95M€ TTC.

article 3. Maîtrise d'ouvrage de l'opération

L'État est le maître d'ouvrage de l'opération de requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études et travaux visés à l'article 2.2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.
La région ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

article 4. Foncier

Le foncier nécessaire à la réalisation de ces travaux est en cours d'acquisition par voie d'expropriation. Les besoins fonciers de l'ensemble des travaux de l'opération concernent 16 parcelles privées pour une surface d'environ 8 838 m². Le coût de ces acquisitions est couvert par la convention de financement n°1 du 28 mai 2018.

article 5. Dispositions financières

5.1. Principe de financement du poste 1

La présente convention est relative au poste 1 de l'opération de requalification de la RN10. Le principe de financement de ce poste est présenté ci-après.

Dans le cadre du protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10, l'État, la Région, le Département, SQY et la Commune ont convenu de financer au titre du CPER 2015/2020 à hauteur de 89,9 M€ TTC, les études, les travaux et les acquisitions foncières des parcelles privées nécessaires à la réalisation de l'opération de requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines.

Le plan de financement du poste 1 est décomposé de la manière suivante :

	Montant (M€ TTC)	Clé de répartition
État	40,82	45,41%
Région	24,30	27,03%
Autres financeurs	24,78	27,56%
SQY	*13,12*	*14,59%*
Département	*9,72*	*10,81%*
Commune	*1,94*	*2,16%*
Total	89,90	100,00%

5.2. Échéanciers prévisionnels du poste 1

A titre indicatif, le calendrier de réalisation du poste 1 de l'opération est le suivant.

		Montant (M€ TTC)	Date
Etudes et direction travaux		5	2019-2024
Acquisitions foncières		1,7	2019
Travaux	Travaux préparatoires	3,8	2019-2020
	Carrefour RN10-RD912	15	2020-2021
	Enfouissement RN10	54,2	2021-2023
	Carrefour RN10-RD23	10,2	2023-2024
Total		89,9	

L'échéancier prévisionnel des engagements du poste 1 réparti par cofinanceurs est présenté dans le tableau ci-dessous.

Engagements en M € TTC	Ventilation par année (arrondis)					Total	Clé de répartition
	2018-2019	2020	2021	2022	2023		
État	2,77	9,06	11,35	10,92	6,72	40,82	45,41%
Région	1,65	5,39	6,76	6,5	4,00	24,30	27,03%
Autres financeurs	1,68	5,5	6,89	6,63	4,08	24,78	27,56%
Total	6,10	19,95	25	24,05	14,80	89,90	100,00%

L'échéancier prévisionnel des dépenses du poste 1 réparti par cofinanceurs est présenté dans le tableau ci-dessous.**Paiement des dépenses en M € TTC**	Ventilation par année (arrondis)						Total	Clé de répartition
	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
État	0,68	3	10,56	11,35	10,19	5,04	40,82	45,41%
Région	0,4	1,78	6,29	6,76	6,07	3	24,30	27,03%
Autres financeurs	0,42	1,82	6,4	6,89	6,19	3,06	24,78	27,56%
Total	1,5	6,6	23,25	25,00	22,45	11,10	89,90	100,00%

5.3. Déclinaison du protocole pour les acquisitions foncières et travaux préparatoires

5.3.1. Montant de la convention

Le montant des dépenses faisant l'objet de la présente convention et détaillées à l'article 2.2, est de **19 950 000 € TTC** dont :

- 9 059 295 € TTC relevant de la part Etat
- 5 392 485 € TTC relevant de la part Région
- 5 498 220 € TTC relevant d'autres cofinanceurs qui contractualiseront leur participation via une convention spécifique pluriannuelle avec l'État, sans participation de la région.

5.3.2. Versement des fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la région au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception selon l'échéancier prévisionnel suivant.

Montant en € TTC des dépenses	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
État	1 362 300,00 €	4 109 605,00 €	3 587 390,00 €	9 059 295,00 €
Région	810 900,00 €	2 446 215,00 €	2 135 370,00 €	5 392 485,00 €
Autres financeurs*	826 800,00 €	2 494 180,00 €	2 177 240,00 €	5 498 220,00 €
Total	3 000 000,00 €	9 050 000,00 €	7 900 000,00 €	19 950 000,00 €

**pour information*

L'annexe 1 à la présente convention fait état de l'ensemble des conventions à venir dans le cadre du financement de l'opération, en déclinaison du protocole.

Des ajustements de cet échéancier prévisionnel pourront être opérés en fonction de l'avancement réel de réalisation et des dépenses prévisibles de l'opération, et de l'identification de cofinanceurs. Pour chaque ajustement, l'État présentera un état d'avancement de l'opération et des dépenses réalisées ainsi qu'un calendrier d'opération et un échéancier financier recalés.

Conformément la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le projet de Contrat de plan Etat-région Île-de-France 2015-2020 et notamment son article 3 relatif aux subventions régionales accordées pour les opérations de transport du Contrat de Plan 2015-2020, les acomptes seront plafonnés dans la limite de 95% de la participation régionale.

5.3.3. Modalités de mandatement

Le mandatement de la région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire de l'État est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques.

5.3.4.Caducité

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France, chaque fonds de concours attribué dans le cadre de la présente convention devient caduc et est annulé si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de versement.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

A compter de la date de première demande d'acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'Opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc, conformément au Règlement budgétaire et financier de la région.

Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

5.3.5.Révision du montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours

Le montant du financement indiqué à l'article 5.1 constitue un plafond. En l'absence d'accord entre les parties de la présente convention, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage de l'opération.

Les parties examinent les modalités de financement du coût définitif de l'opération, sur propositions justifiées de l'État, notamment à l'issue des études de conception détaillée de l'opération (dossier PROJET).

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les participations des financeurs sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fond de concours indiqué à l'article 5.1. Elles font l'objet d'un versement du fond de concours au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

5.4. Bilan financier

Le versement du solde de l'opération est conditionné à la production d'un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux, qui ne pourra être remis plus de 3 ans après la fin des travaux. Ce bilan détaillera le montant des différentes participations. Ce bilan respectera impérativement la clé de financement globale du projet et sera accompagné d'une attestation certifiant que tous les marchés ont été réceptionnés sans réserve.

article 6. Obligations administratives et comptables

La région s'engage à :

- informer l'État des fonds de concours reliés à cette convention qui sont présentés en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- informer la région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne

exécution de ses engagements dans la présente convention,

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

Par ailleurs et conformément à l'article 7 du protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines, dans le cas où d'autres financeurs seraient identifiés après signature du protocole, l'Etat s'engage à défalquer leur participation financière aux participations des co-financeurs de la présente convention, au prorata de l'investissement initial de ces derniers.

article 7. Date d'effet – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle prend fin soit lors du versement du solde du fonds de concours, soit en application des règles de caducité mentionnée à l'article 5.3.4.

article 8. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, l'État s'engage à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « *action co-financée par la région Île-de-France* » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la région à utiliser les résultats du projet co-financé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, …), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible(s), faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France* ».

article 9. Restitution du fonds de concours

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à son objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet.

Tous les frais engagés par la région pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

article 10. Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération (absence de démarrage des travaux, défaut de versement de fonds de concours de la part d'un cofinanceur,...). La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées,
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la région. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

article 11. Modification de la convention

Toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant.
Les avenants de la convention doivent être approuvés par l'ensemble des parties.

article 12. Règlement des litiges

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention doit, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux, le

Pour l'État,

Le Préfet de la région Île-de-France,
Préfet de Paris,
Préfet coordonnateur des itinéraires routiers

Michel CADOT

Pour la Région,

La Présidente de la région Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

Annexe 1 – Récapitulatif des conventions de financement relatives à la requalification de la RN10

<table>
<tr><td rowspan="4">Requalification de la RN10
CPER 2015 - 2020</td><td rowspan="3">Poste 1</td><td rowspan="2">Acquisitions foncières et travaux préparatoires</td><td>Convention n°1 du 28 mai 2018</td><td rowspan="3">Convention pluriannuelle Etat / Département/ SQY/ Commune</td></tr>
<tr><td>Convention n°2 du 19 décembre 2019</td></tr>
<tr><td>Travaux enfouissement RN10
Aménagement du carrefour RN10-RD912
Aménagement du carrefour RN10-RD23</td><td>Présente convention Etat - Région
Conventions ultérieures Etat - Région</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste 3</td><td colspan="2">Convention spécifique du 6 Novembre 2018</td></tr>
</table>

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-089
DU 4 MARS 2020

CONVENTIONS "TROUVEZ UN STAGE POUR LES JEUNES FRANCILIENS" POUR LES "GRANDS COMPTES" TRANSPORTS EN 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU la loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

VU le décret n° 2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les statuts de la société SNCF Réseau et portant dispositions relatives à la société SNCF Réseau ;

VU le décret n° 2019-1589 du 31 décembre 2019 approuvant les statuts de la société SNCF Voyageurs et portant dispositions relatives à la société SNCF Voyageurs ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative au dispositif 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-647 du 13 décembre 2016 approuvant les modalités spécifiques d'application du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » pour les bénéficiaires de subventions régionales, dans le domaine des transports, de plus d'un millions d'euros ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-089 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention, jointe en annexe 1, entre la Région et Île-de-France Mobilités, et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :

Approuve la convention, jointe en annexe 2, entre la Région et SNCF Voyageurs, et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 3 :

Approuve la convention, jointe en annexe 3, entre la Région et SNCF Réseau, et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

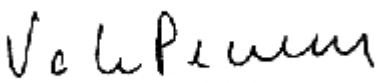
Article 4 :

Approuve la convention, jointe en annexe 4, entre la Région et la RATP, et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 5 :

Approuve la convention, jointe en annexe 5, entre la Région et Voies Navigables de France, et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc169873-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : convention entre la Région et Île-de-France Mobilités

Convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la région Île-de-France pour l'année 2020 dans le domaine des transports

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-089 du 4 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Île-de-France Mobilités
dont le statut juridique est : Établissement Public Administratif
dont le siège social est situé au : 39 bis - 41 rue de Châteaudun, 75009 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Laurent PROBST, Directeur général, en vertu de sa délégation d'attribution en date du 11 janvier 2017,
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Préambule :

Par délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.

En application de ce dispositif, adopté par la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 la Région et le bénéficiaire conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer le nombre de stagiaires et / ou alternants que le bénéficiaire s'engage à recruter au titre de l'année 2020
- définir les modalités d'information des services régionaux sur la campagne de recrutement
- préciser les modalités de contrôle et des dispositions prévues en cas de non-respect des termes de la convention.

Article 2 : engagements du bénéficiaire

Le nombre de stagiaires est fixé entre la Région et le bénéficiaire à l'issue d'une concertation préalable sur la base des subventions régionales allouées en 2019.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 417 stagiaires selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention.

Cet engagement de recrutement doit être mis en œuvre du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020. Les conventions de stage et / ou contrats de travail comptabilisés au titre de l'année 2020 doivent entrer en vigueur entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020, ils peuvent se poursuivre au-delà du 31 décembre 2020.

Dans le cas particulier où le bénéficiaire n'est pas en mesure de recruter directement tout ou partie des stagiaires, il a la possibilité de transmettre l'obligation de recrutement à un tiers, prestataire ou partenaire, qui s'engage à recruter des stagiaires pour son compte. Dans un tel cas, le bénéficiaire avertit préalablement la Région du nombre de stages et du tiers concerné et supporte seul les conséquences du non-respect de cette obligation.

Le bénéficiaire saisit la ou les offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la Plateforme des Aides Régionales.

Le bénéficiaire doit informer, régulièrement, la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants ainsi que de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, interruptions de conventions, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire permet à la Région de consulter les conventions de stages si cette dernière en fait la demande.

Le bénéficiaire adresse à la Région, au plus tard le 31 juillet 2020, un premier bilan de recrutements de stagiaires au titre de la présente convention en précisant notamment le nombre de stagiaires recrutés et la durée de ces stages.

Le bénéficiaire adressera à la Région, au plus tard le 31 janvier 2021, un bilan détaillé de la mise en œuvre (nombre de stagiaires recrutés et précisant le type de contrat, services pourvus, durée des stages…) de la présente convention au cours de l'année 2020.

Article 3 : modalités de contrôle

Le défaut de respect d'une des dispositions de l'article 2 donne lieu à un accord des parties sur les mesures correctrices à apporter, lesquelles feront l'objet d'un échange de courriers.

En tout état de cause, le non-respect par le bénéficiaire des obligations lui incombant au titre de la présente convention est un élément pris en compte, le cas échéant, par le conseil régional ou sa commission permanente lors de l'instruction et de l'attribution de futures

subventions et de la détermination du nombre global de stagiaires et alternants à recruter par le bénéficiaire pour l'année 2021.

Article 4 : durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de la délibération n° CP 2020-089 et prend fin à la plus tardive des deux dates du 31 décembre 2021 ou du dernier des courriers mentionné au deuxième alinéa de l'article 3.

Fait à en deux exemplaires originaux,
Le ……..

Pour la région Île-de-France La Présidente	Pour Île-de-France Mobilités Le Directeur général
Valérie PÉCRESSE	Laurent PROBST

Annexe 1 – Critères retenus par la Région pour les stages répondant à la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016

La délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 vise à promouvoir :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation qui « *correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève ou l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil* » ;
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- Les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Au sens de la présence instruction, les termes de « stages » et « stagiaires » sont entendus comme comprenant également les apprentissages et périodes de professionnalisation.

Les stages et contrats d'une durée minimale de deux mois répondant à ces objectifs sont visés par la présente convention.

Les stagiaires recrutés peuvent être affectés aux projets subventionnés ou à toute autre activité du Syndicat des transports d'Île-de-France.

Annexe 2 - Délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte rendu exécutoire
Par publication électronique le 18/02/2016
Par transmission au Contrôle de Légalité le 18/02/2016

DELIBERATION N° CR 08-16

du 18 février 2016

100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code du Travail

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La loi n° 2014-788 du 10 Juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU Le décret n° 2001-495 du 06 Juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 Novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 Octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU Le rapport CR 08-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision.

Article 2 :

Décide que les cahiers des charges des marchés publics passés par la Région pourront prévoir, dans des conditions fixées par la Commission permanente, outre des clauses d'insertion dans l'emploi, des clauses d'insertion de stagiaires ou relatives à toute autre modalité d'insertion professionnelle, qui vaudront engagement de la part des attributaires de marchés publics.

Article 3 :

S'engage à mobiliser tous les organismes financés par la Région et à accompagner les publics dans leur insertion (stages, contrats alternés…).
S'engage à faire preuve d'exemplarité dans ses propres services pour accueillir et accompagner ces mêmes publics en portant une attention particulière aux personnes en situation de handicap.
S'engage enfin à mieux préparer ces publics à la réalité professionnelle, notamment en les aidant à anticiper les besoins immédiats des entreprises et en renforçant leurs compétences clés.

Article 4 :

Met en ligne sur son site Internet toutes les propositions de stages offertes par ses partenaires.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre de cette action.

Article 6 :

S'engage à réaliser un bilan annuel de l'action 100 000 nouveaux stages qui sera effectué par les services régionaux et présenté au CREFOP.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Annexe 2 : convention entre la Région et SNCF Voyageurs

Convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la région Île-de-France pour l'année 2020 dans le domaine des transports

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-089 du 4 mars 2010,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : SNCF VOYAGEURS
dont le statut juridique est : Société anonyme immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 519 037 584
dont le siège social est situé au : 9 rue Jean Philippe Rameau, 93200 Saint-Denis
ayant pour représentant Monsieur Alain KRAKOVITCH, Directeur Général de l'activité Transilien
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Préambule :

Par délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.

En application de ce dispositif, adopté par la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 la Région et le bénéficiaire conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer le nombre de stagiaires et / ou alternants que le bénéficiaire s'engage à recruter au titre de l'année 2020
- définir les modalités d'information des services régionaux sur la campagne de recrutement
- préciser les modalités de contrôle et des dispositions prévues en cas de non-respect des termes de la convention.

Article 2 : engagements du bénéficiaire

Le nombre de stagiaires est fixé entre la Région et le bénéficiaire à l'issue d'une concertation préalable sur la base des subventions régionales allouées en 2019.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 165 stagiaires selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention.

Cet engagement de recrutement doit être mis en œuvre du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020. Les conventions de stage et / ou contrats de travail comptabilisés au titre de l'année 2020 doivent entrer en vigueur entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020, ils peuvent se poursuivre au-delà du 31 décembre 2020.

Dans le cas particulier où le bénéficiaire n'est pas en mesure de recruter directement tout ou partie des stagiaires, il a la possibilité de transmettre l'obligation de recrutement à un tiers, prestataire ou partenaire, qui s'engage à recruter des stagiaires pour son compte. Dans un tel cas, le bénéficiaire avertit préalablement la Région du nombre de stages et du tiers concerné et supporte seul les conséquences du non-respect de cette obligation.

Le bénéficiaire saisit la ou les offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la Plateforme des Aides Régionales. Le cas échéant, il peut saisir une offre générique sur la PAR, avec un lien renvoyant à ses propres sites référençant l'intégralité des offres publiées.

Le bénéficiaire doit informer, régulièrement, la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants ainsi que de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, interruptions de conventions, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire permet à la Région de consulter les conventions de stages si cette dernière en fait la demande.

Le bénéficiaire adresse à la Région, au plus tard le 31 juillet 2020, un premier bilan de recrutements de stagiaires au titre de la présente convention en précisant notamment le nombre de stagiaires recrutés et la durée de ces stages.

Le bénéficiaire adressera à la Région, au plus tard le 31 janvier 2021, un bilan détaillé de la mise en œuvre (nombre de stagiaires recrutés et précisant le type de contrat, services pourvus, durée des stages…) de la présente convention au cours de l'année 2020.

Article 3 : modalités de contrôle

Le défaut de respect d'une des dispositions de l'article 2 donne lieu à un accord des parties sur les mesures correctrices à apporter, lesquelles feront l'objet d'un échange de courriers.

En tout état de cause, le non-respect par le bénéficiaire des obligations lui incombant au titre de la présente convention est un élément pris en compte, le cas échéant, par le conseil régional ou sa commission permanente lors de l'instruction et de l'attribution de futures

subventions et de la détermination du nombre global de stagiaires et alternants à recruter par le bénéficiaire pour l'année 2021.

Article 4 : durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de la délibération n° CP 2020-089 et prend fin à la plus tardive des deux dates du 31 décembre 2021 ou du dernier des courriers mentionné au deuxième alinéa de l'article 3.

Fait à en deux exemplaires originaux,
Le ……..

Pour la région Île-de-France La Présidente	Pour SNCF VOYAGEURS Le Directeur de Transilien
Valérie PÉCRESSE	Alain KRAKOVITCH

Annexe 1 – Critères retenus par la Région pour les stages répondant à la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016

La délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 vise à promouvoir :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation qui « *correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève ou l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil* » ;
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- Les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Au sens de la présence instruction, les termes de « stages » et « stagiaires » sont entendus comme comprenant également les apprentissages et périodes de professionnalisation.

Les stages et contrats d'une durée minimale de deux mois répondant à ces objectifs sont visés par la présente convention.

Les stagiaires recrutés peuvent être affectés aux projets subventionnés ou à toute autre activité de SNCF Mobilités.

Annexe 2 – Délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte rendu exécutoire
Par publication électronique le 18/02/2016
Par la transmission au Contrôle de Légalité le 18/02/2016

DELIBERATION N° CR 08-16

du 18 février 2016

100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code du Travail

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La loi n° 2014-788 du 10 Juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU Le décret n° 2001-495 du 06 Juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 Novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 Octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU Le rapport CR 08-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision.

Article 2 :

Décide que les cahiers des charges des marchés publics passés par la Région pourront prévoir, dans des conditions fixées par la Commission permanente, outre des clauses d'insertion dans l'emploi, des clauses d'insertion de stagiaires ou relatives à toute autre modalité d'insertion professionnelle, qui vaudront engagement de la part des attributaires de marchés publics.

Article 3 :

S'engage à mobiliser tous les organismes financés par la Région et à accompagner les publics dans leur insertion (stages, contrats alternés…).
S'engage à faire preuve d'exemplarité dans ses propres services pour accueillir et accompagner ces mêmes publics en portant une attention particulière aux personnes en situation de handicap.
S'engage enfin à mieux préparer ces publics à la réalité professionnelle, notamment en les aidant à anticiper les besoins immédiats des entreprises et en renforçant leurs compétences clés.

Article 4 :

Met en ligne sur son site Internet toutes les propositions de stages offertes par ses partenaires.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre de cette action.

Article 6 :

S'engage à réaliser un bilan annuel de l'action 100 000 nouveaux stages qui sera effectué par les services régionaux et présenté au CREFOP.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Annexe 3 : convention entre la Région et SNCF Réseau

Convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la région Île-de-France pour l'année 2020 dans le domaine des transports

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-089 du 4 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : SNCF Réseau
dont le statut juridique est : Société anonyme
dont le siège social est situé au : 15/17 rue Jean-Philippe Rameau, 93418 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX
ayant pour représentant ……, Directeur général
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Préambule :

Par délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.

En application de ce dispositif, adopté par la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 la Région et le bénéficiaire conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer le nombre de stagiaires et / ou alternants que le bénéficiaire s'engage à recruter au titre de l'année 2020
- définir les modalités d'information des services régionaux sur la campagne de recrutement
- préciser les modalités de contrôle et des dispositions prévues en cas de non-respect des termes de la convention.

Article 2 : engagements du bénéficiaire

Le nombre de stagiaires est fixé entre la Région et le bénéficiaire à l'issue d'une concertation préalable sur la base des subventions régionales allouées en 2019.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 960 stagiaires selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention.

Cet engagement de recrutement doit être mis en œuvre du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020. Les conventions de stage et / ou contrats de travail comptabilisés au titre de l'année 2020 doivent entrer en vigueur entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020, ils peuvent se poursuivre au-delà du 31 décembre 2020.

Dans le cas particulier où le bénéficiaire n'est pas en mesure de recruter directement tout ou partie des stagiaires, il a la possibilité de transmettre l'obligation de recrutement à un tiers, prestataires ou partenaire, qui s'engage à recruter des stagiaires pour son compte. Dans un tel ca, le bénéficiaire avertit préalablement la Région du nombre de stages et du tiers concerné et supporte seul les conséquences du non-respect de cette obligation.

Le bénéficiaire saisit la ou les offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la Plateforme des Aides Régionales. Le cas échéant, il peut saisir une offre générique sur la PAR, avec un lien renvoyant à ses propres sites référençant l'intégralité des offres publiées.

Le bénéficiaire doit informer, régulièrement, la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants ainsi que de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, interruptions de conventions, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire permet à la Région de consulter les conventions de stages si cette dernière en fait la demande.

Le bénéficiaire adresse à la Région, au plus tard le 31 juillet 2020, un premier bilan de recrutements de stagiaires au titre de la présente convention en précisant notamment le nombre de stagiaires recrutés et la durée de ces stages.

Le bénéficiaire adressera à la Région, au plus tard le 31 janvier 2021, un bilan détaillé de la mise en œuvre (nombre de stagiaires recrutés et précisant le type de contrat, services pourvus, durée des stages…) de la présente convention au cours de l'année 2020.

Article 3 : modalités de contrôle

Le défaut de respect d'une des dispositions de l'article 2 donne lieu à un accord des parties sur les mesures correctrices à apporter, lesquelles feront l'objet d'un échange de courriers.

En tout état de cause, le non-respect par le bénéficiaire des obligations lui incombant au titre de la présente convention est un élément pris en compte, le cas échéant, par le Conseil régional ou sa commission permanente lors de l'instruction et de l'attribution de futures

subventions et de la détermination du nombre global de stagiaires et alternants à recruter par le bénéficiaire pour l'année 2021.

Article 4 : durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de la délibération n° CP 2020-089 et prend fin à la plus tardive des deux dates du 31 décembre 2021 ou du dernier des courriers mentionné au deuxième alinéa de l'article 3.

Fait à en deux exemplaires originaux,
Le ……..

Pour la région Île-de-France La Présidente	Pour SNCF Réseau Le Directeur général
Valérie PÉCRESSE	……..

Annexe 1 – Critères retenus par la Région pour les stages répondant à la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016

La délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 vise à promouvoir :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation qui « *correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève ou l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil* » ;
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- Les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Au sens de la présence instruction, les termes de « stages » et « stagiaires » sont entendus comme comprenant également les apprentissages et périodes de professionnalisation.

Les stages et contrats d'une durée minimale de deux mois répondant à ces objectifs sont visés par la présente convention.

Les stagiaires recrutés peuvent être affectés aux projets subventionnés ou à toute autre activité de SNCF Réseau.

Annexe 2 - Délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte rendu exécutoire
Par publication électronique le 18/02/2016
Par transmission au Contrôle de Légalité le 18/02/2016

DELIBERATION N° CR 08-16

du 18 février 2016

100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code du Travail

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La loi n° 2014-788 du 10 Juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU Le décret n° 2001-495 du 06 Juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 Novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 Octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU Le rapport CR 08-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision.

Article 2 :

Décide que les cahiers des charges des marchés publics passés par la Région pourront prévoir, dans des conditions fixées par la Commission permanente, outre des clauses d'insertion dans l'emploi, des clauses d'insertion de stagiaires ou relatives à toute autre modalité d'insertion professionnelle, qui vaudront engagement de la part des attributaires de marchés publics.

Article 3 :

S'engage à mobiliser tous les organismes financés par la Région et à accompagner les publics dans leur insertion (stages, contrats alternés…).
S'engage à faire preuve d'exemplarité dans ses propres services pour accueillir et accompagner ces mêmes publics en portant une attention particulière aux personnes en situation de handicap.
S'engage enfin à mieux préparer ces publics à la réalité professionnelle, notamment en les aidant à anticiper les besoins immédiats des entreprises et en renforçant leurs compétences clés.

Article 4 :

Met en ligne sur son site Internet toutes les propositions de stages offertes par ses partenaires.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre de cette action.

Article 6 :

S'engage à réaliser un bilan annuel de l'action 100 000 nouveaux stages qui sera effectué par les services régionaux et présenté au CREFOP.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Annexe 4 : convention entre la Région et la RATP

Convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la région-Île-de-France
pour l'année 2020 dans le domaine des transports

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

En vertu de la délibération n° CP 2020-089 du 4 mars 2020,

ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : RATP

dont le statut juridique est : Établissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

dont le siège social est situé au : Quai de la Rappée, 75012 PARIS

ayant pour représentant Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente Directrice Générale

ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Préambule

Par délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.

En application de ce dispositif, adopté par la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 la Région et le bénéficiaire conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer le nombre de stagiaires et / ou alternants que le bénéficiaire s'engage à recruter au titre de l'année 2020
- définir les modalités d'information des services régionaux sur la campagne de recrutement
- préciser les modalités de contrôle et des dispositions prévues en cas de non-respect des termes de la convention.

Article 2 : engagements du bénéficiaire

Le nombre de stagiaires est fixé entre la Région et le bénéficiaire à l'issue d'une concertation préalable sur la base des subventions régionales allouées en 2019.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 610 stagiaires selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention.

Cet engagement de recrutement doit être mis en œuvre du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020. Les conventions de stage et / ou contrats de travail comptabilisés au titre de l'année 2020 doivent entrer en vigueur entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020, ils peuvent se poursuivre au-delà du 31 décembre 2020.

Le bénéficiaire saisit la ou les offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la Plateforme des Aides Régionales.

Le bénéficiaire doit informer, régulièrement, la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants ainsi que de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, interruptions de conventions, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire permet à la Région de consulter les conventions de stages si cette dernière en fait la demande.

Le bénéficiaire adresse à la Région, au plus tard le 31 juillet 2020, un premier bilan de recrutements de stagiaires au titre de la présente convention en précisant notamment le nombre de stagiaires recrutés et la durée de ces stages.

Le bénéficiaire adressera à la Région, au plus tard le 31 janvier 2021, un bilan détaillé de la mise en œuvre (nombre de stagiaires recrutés et précisant le type de contrat, services pourvus, durée des stages…) de la présente convention au cours de l'année 2020.

Article 3 : modalités de contrôle

Le défaut de respect d'une des dispositions de l'article 2 donne lieu à un accord des parties sur les mesures correctrices à apporter, lesquelles feront l'objet d'un échange de courriers.

En tout état de cause, le non-respect par le bénéficiaire des obligations lui incombant au titre de la présente convention est un élément pris en compte, le cas échéant, par le conseil régional ou sa commission permanente lors de l'instruction et de l'attribution de futures subventions et de la détermination du nombre global de stagiaires et alternants à recruter par le bénéficiaire pour l'année 2021.

Article 4 : durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de la délibération n° CP 2020-089 et prend fin à la plus tardive des deux dates du 31 décembre 2021 ou du dernier des courriers mentionné au deuxième alinéa de l'article 3.

Fait à en deux exemplaires originaux,
Le ……..

Pour la région Île-de-France La Présidente	Pour la RATP La Présidente Directrice Générale

Valérie PÉCRESSE Catherine GUILLOUARD

Annexe 1 – Critères retenus par la Région pour les stages répondant à la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016

La délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 vise à promouvoir :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation qui « *correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève ou l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil* » ;
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- Les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Au sens de la présence instruction, les termes de « stages » et « stagiaires » sont entendus comme comprenant également les apprentissages et périodes de professionnalisation.

Les stages et contrats d'une durée minimale de deux mois répondant à ces objectifs sont visés par la présente convention.

Les stagiaires recrutés peuvent être affectés aux projets subventionnés ou à toute autre activité de de la RATP.

Annexe 2 - Délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte rendu exécutoire
Publié le 18/02/2016
Transmis au Contrôle de Légalité le 18/02/2016

DELIBERATION N° CR 08-16

du 18 février 2016

100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code du Travail

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La loi n° 2014-788 du 10 Juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU Le décret n° 2001-495 du 06 Juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 Novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 Octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU Le rapport CR 08-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision.

Article 2 :

Décide que les cahiers des charges des marchés publics passés par la Région pourront prévoir, dans des conditions fixées par la Commission permanente, outre des clauses d'insertion dans l'emploi, des clauses d'insertion de stagiaires ou relatives à toute autre modalité d'insertion professionnelle, qui vaudront engagement de la part des attributaires de marchés publics.

Article 3 :

S'engage à mobiliser tous les organismes financés par la Région et à accompagner les publics dans leur insertion (stages, contrats alternés…).
S'engage à faire preuve d'exemplarité dans ses propres services pour accueillir et accompagner ces mêmes publics en portant une attention particulière aux personnes en situation de handicap.
S'engage enfin à mieux préparer ces publics à la réalité professionnelle, notamment en les aidant à anticiper les besoins immédiats des entreprises et en renforçant leurs compétences clés.

Article 4 :

Met en ligne sur son site Internet toutes les propositions de stages offertes par ses partenaires.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre de cette action.

Article 6 :

S'engage à réaliser un bilan annuel de l'action 100 000 nouveaux stages qui sera effectué par les services régionaux et présenté au CREFOP.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Annexe 5 : convention entre la Région et VNF

Projet de convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages de la région Île-de-France dans le domaine des transports

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-089 du 4 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Voies Navigables de France
dont le statut juridique est : Établissement Public Administratif
dont le siège social est situé au : 175 rue Ludovic Boutleux, 62408 BETHUNE CEDEX
ayant pour représentant Monsieur Thierry GUIMBAUD, Directeur général
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

Préambule :

Par délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, la Région a décidé que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) doit être subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.

En application de ce dispositif, adopté par la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 la Région et le bénéficiaire conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer le nombre de stagiaires et / ou alternants que le bénéficiaire s'engage à recruter au titre de l'année 2020
- définir les modalités d'information des services régionaux sur la campagne de recrutement
- préciser les modalités de contrôle et des dispositions prévues en cas de non-respect des termes de la convention.

Article 2 : engagements du bénéficiaire

Le nombre de stagiaires est fixé entre la Région et le bénéficiaire à l'issue d'une concertation préalable sur la base des subventions régionales allouées en 2019.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 7 stagiaires selon les critères, rappelés en annexe, fixés par la Région dans le cadre de la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016, également jointe en annexe à la présente convention, les stagiaires seront soit des résidents en Île-de-France, soit des étudiants dont l'organisme se situe en Île-de-France. La localisation du stage pourra se situer sur l'ensemble du territoire d'intervention de l'EPA Voies Navigables de France.

Cet engagement de recrutement doit être mis en œuvre du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020. Les conventions de stage et / ou contrats de travail comptabilisés au titre de l'année 2020 doivent entrer en vigueur entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020, ils peuvent se poursuivre au-delà du 31 décembre 2020.

Dans le cas particulier où le bénéficiaire n'est pas en mesure de recruter directement tout ou partie des stagiaires, il a la possibilité de transmettre l'obligation de recrutement à un tiers, prestataire ou partenaire, qui s'engage à recruter des stagiaires pour son compte. Dans un tel cas, le bénéficiaire avertit préalablement la Région du nombre de stages et du tiers concerné et supporte seul les conséquences du non-respect de cette obligation.

Le bénéficiaire s'engage à saisir la ou les offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la Plateforme des Aides Régionales.

Le bénéficiaire doit informer, régulièrement, la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants ainsi que de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, interruptions de conventions, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire permet à la Région de consulter les conventions de stages si cette dernière en fait la demande.

Le bénéficiaire adresse à la Région, au plus tard le 31 juillet 2020, un premier bilan de recrutements de stagiaires au titre de la présente convention en précisant notamment le nombre de stagiaires recrutés et la durée de ces stages.

Le bénéficiaire adressera à la Région, au plus tard le 31 janvier 2021, un bilan détaillé de la mise en œuvre (nombre de stagiaires recrutés et précisant le type de contrat, services pourvus, durée des stages…) de la présente convention au cours de l'année 2020.

Article 3 : modalités de contrôle

Le défaut de respect d'une des dispositions de l'article 2 donne lieu à un accord des parties sur les mesures correctrices à apporter, lesquelles feront l'objet d'un échange de courriers.

En tout état de cause, le non-respect par le bénéficiaire des obligations lui incombant au titre de la présente convention est un élément pris en compte, le cas échéant, par le Conseil

régional ou sa commission permanente lors de l'instruction et de l'attribution de futures subventions et de la détermination du nombre global de stagiaires et alternants à recruter par le bénéficiaire pour l'année 2021.

Article 4 : durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de la délibération n° CP 2020-089 et prend fin à la plus tardive des deux dates du 31 décembre 2021 ou du dernier des courriers mentionné au premier alinéa de l'article 3.

Fait à en deux exemplaires originaux,
Le ……..

Pour la région Île-de-France La Présidente	Pour VNF Le Directeur général
Valérie PÉCRESSE	Thierry GUIMBAUD

Annexe 1 – Critères retenus par la Région pour les stages répondant à la délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016

La délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016 vise à promouvoir :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation qui « *correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève ou l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil* » ;
- Les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- Les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Au sens de la présence instruction, les termes de « stages » et « stagiaires » sont entendus comme comprenant également les apprentissages et périodes de professionnalisation.

Les stages et contrats d'une durée minimale de deux mois répondant à ces objectifs sont visés par la présente convention.

Les stagiaires recrutés peuvent être affectés aux projets subventionnés ou à toute autre activité de VNF.

Annexe 2 - Délibération n° CR 08-16 du 8 février 2016

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte rendu exécutoire
Par publication électronique le 18/02/2016
Par transmission au Contrôle de Légalité le 18/02/2016

DELIBERATION N° CR 08-16

du 18 février 2016

100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code du Travail

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La loi n° 2014-788 du 10 Juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU Le décret n° 2001-495 du 06 Juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU L'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU Le décret n° 2014-1420 du 27 Novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,

VU Le décret n° 2015-1359 du 26 Octobre 2015 relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU Le rapport CR 08-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage,

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision.

Article 2 :

Décide que les cahiers des charges des marchés publics passés par la Région pourront prévoir, dans des conditions fixées par la Commission permanente, outre des clauses d'insertion dans l'emploi, des clauses d'insertion de stagiaires ou relatives à toute autre modalité d'insertion professionnelle, qui vaudront engagement de la part des attributaires de marchés publics.

Article 3 :

S'engage à mobiliser tous les organismes financés par la Région et à accompagner les publics dans leur insertion (stages, contrats alternés…).
S'engage à faire preuve d'exemplarité dans ses propres services pour accueillir et accompagner ces mêmes publics en portant une attention particulière aux personnes en situation de handicap.
S'engage enfin à mieux préparer ces publics à la réalité professionnelle, notamment en les aidant à anticiper les besoins immédiats des entreprises et en renforçant leurs compétences clés.

Article 4 :

Met en ligne sur son site Internet toutes les propositions de stages offertes par ses partenaires.

Article 5 :

Délègue à la Commission permanente la mise en œuvre de cette action.

Article 6 :

S'engage à réaliser un bilan annuel de l'action 100 000 nouveaux stages qui sera effectué par les services régionaux et présenté au CREFOP.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-092

DU 4 MARS 2020

CPER - TRAMWAY
TRAM 1 À COLOMBES ET TRAM 10 ANTONY - CLAMART (92)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 11-109 du 27 janvier 2011 approuvant la convention de financement relative aux études et modalités de concertation du DOCP à l'enquête publique dans le cadre du prolongement du tramway T1 des Courtilles au T2 à Colombes ;

VU la délibération n° CR n°55-13 du 20 juin 2013 relative à l'approbation du protocole État-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013 ;

VU la délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le Plan de déplacements urbains d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 15-196 du 9 avril 2015 approuvant la convention de financement relative aux études AVP de la création du tramway T10 Antony – Clamart ;

VU le Contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015, et révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-092 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du projet de prolongement du Tram T1 à l'Ouest, détaillé en annexe 1 (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **8 673 980 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet d'un montant total de **8 673 980 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » - programme PR 811-005 « Liaisons tramways » - Action 481005011 « Liaisons tramways », du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale » ;
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris » ;
- Action 112 « Développement du réseau » ;
- Projet 11207 « T1 à Colombes ».

Article 2 :

Décide de participer au financement du projet de Tram 10 Antony – Clamart, détaillé en annexe 1 (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **38 521 840 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet d'un montant total de **38 521 840 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » - programme PR 811-005 « Liaisons tramways » - Action 481005011 « Liaisons tramways », du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale » ;
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris » ;
- Action 112 « Développement du réseau » ;
- Projet 11214 « T10 - Tramway Antony – Clamart ».

Article 3 :

Décide de participer au financement du projet de prolongement du tramway T1 à Colombes, détaillé en annexe 1 (fiche projet n°20002664) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **88 125 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant joint en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **88 125 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » - programme HP 811-005 « Liaisons tramways » - Action 18100501 « Liaisons tramways », du budget 2020.

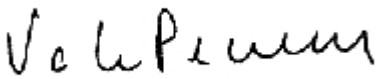
Article 4 :

Approuve l'avenant n°1 à la convention de financement relative aux études AVP du Tram 10 Antony-Clamart joint en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet n° 20002664, en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-06 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc170493-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJET

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-092

DOSSIER N° 20002577 - TRAMWAY - PROLONGEMENT DU TRAM 1 A L'OUEST ASNIERES-COLOMBES - ACQUISITIONS FONCIERES N°4 - CD92

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-204133-481005-200
Action : 481005011- Liaisons tramways

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	17 102 000,00 € HT	49,00 %	8 379 980,00 €
	Montant total de la subvention		8 379 980,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le tracé du prolongement du tramway Tram 1 à l'Ouest s'étend sur 6,5 kilomètres et dessert trois communes : Asnières-sur-Seine, Bois-Colombes et Colombes. A terme, 12 stations seront desservies par le tramway, qui offrira un temps de trajet d'environ 24 minutes et des correspondances avec les lignes Train J, Métro 13 et Tram 2.

Le prolongement à l'Ouest se divise en deux phases :
- phase 1 : Les Courtilles – Quatre Routes (environ 900 m – 1 station)
- phase 2 : Quatre Routes – Gabriel Péri (environ 5,6km – 11 stations)

La phase 1, déjà financée à hauteur de 35,6M€, a été mise en service le 12 octobre 2019. Au stade de l'avant-projet, le coût de la phase 2 est estimé à 239,4 M€ (CE janvier 2013), hors matériel roulant.

La présentation affectation vise à poursuivre les acquisitions foncières de la phase 2. Elle prend en compte les acquisitions foncières et les frais afférents, ainsi que les prestations nécessaires à la libération des emprises acquises et le cas échéant les travaux de reconstitution des emprises riveraines.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant

leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est inscrit au Contrat de plan État – Région 2015 – 2020 avec la clé de financement suivante :
- 21% pour l'État ;
- 49 % pour la Région ;
- 30 % pour le CD 92.

Le montant de la présente convention, liée aux acquisitions foncières, est estimé à 17 702 000 € HT. Ces prestations seront réalisées par Île-de-France Mobilité, à hauteur de 600 000 € HT, et par le département des Hauts-de-Seine, à hauteur de 17 102 000 € HT.

Par conséquent, en application du taux de 49%, la subvention régionale attribuée au département des Hauts-de-Seine est d'un montant de 8 379 980 €.

Cette opération bénéficie d'une autorisation de programme de projet.

Localisation géographique :
- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T1 à Colombes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions foncières	11 326 000,00	66,23%
Frais afférents, dont démolitions	2 039 000,00	11,92%
Travaux de reconstructions des emprises riveraines	3 737 000,00	21,85%
Total	17 102 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	3 591 420,00	21,00%
Région	8 379 980,00	49,00%
Département 92	5 130 600,00	30,00%
Total	17 102 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002578 - TRAMWAY - PROLONGEMENT DU TRAM 1 A L'OUEST ASNIERES-COLOMBES - ACQUISITIONS FONCIERES N°4 - IDFM

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041733-481005-200
Action : 481005011- Liaisons tramways

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	600 000,00 € HT	49,00 %	294 000,00 €
	Montant total de la subvention		294 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le tracé du prolongement du tramway Tram 1 à l'Ouest s'étend sur 6,5 kilomètres et dessert trois communes : Asnières-sur-Seine, Bois-Colombes et Colombes. A terme, 12 stations seront desservies par le tramway, qui offrira un temps de trajet d'environ 24 minutes et des correspondances avec les lignes Train J, Métro 13 et Tram 2.

Le prolongement à l'Ouest se divise en deux phases :
- phase 1 : Les Courtilles – Quatre Routes (environ 900 m – 1 station)
- phase 2 : Quatre Routes – Gabriel Péri (environ 5,6km – 11 stations)

La phase 1, déjà financée à hauteur de 35,6M€, a été mise en service le 12 octobre 2019. Au stade de l'avant-projet, le coût de la phase 2 est estimé à 239,4 M€ (CE janvier 2013), hors matériel roulant.

La présentation affectation vise à poursuivre les acquisitions foncières de la phase 2. Elle prend en compte les acquisitions foncières et les frais afférents, ainsi que les prestations nécessaires à la libération des emprises acquises et le cas échéant les travaux de reconstitution des emprises riveraines. Elle intègre également l'acquisition en VEFA du poste de redressement dit "Entrepreneurs".

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de

transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est inscrit au Contrat de plan État – Région 2015 – 2020 avec la clé de financement suivante :
- 21% pour l'État ;
- 49 % pour la Région ;
- 30 % pour le CD 92.

Le montant de la présente convention, liée aux acquisitions foncières, est estimé à 17 702 000 € HT. Ces prestations seront réalisées par Île-de-France Mobilité, à hauteur de 600 000 € HT, et par le département des Hauts-de-Seine, à hauteur de 17 102 000 € HT.

Par conséquent, en application du taux de 49%, la subvention régionale attribuée à Île-de-France Mobilités est d'un montant de 294 000 €.

Cette opération bénéficie d'une autorisation de programme de projet.

Localisation géographique :
- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T1 à Colombes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions foncières	500 000,00	83,33%
Frais afférents, dont démolitions	100 000,00	16,67%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	126 000,00	21,00%
Région (sollicitée)	294 000,00	49,00%
Département 92 (sollicitée)	180 000,00	30,00%
Total	600 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-092

DOSSIER N° 20002589 - TRAMWAY T10 ANTONY - CLAMART - CONVENTION REA3 (IDFM)

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041733-481005-200
Action : 481005011- Liaisons tramways

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	20 800 000,00 € HT	49,00 %	10 192 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 192 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le tramway T10 Antony-Clamart, inscrit au SDRIF, a été déclaré d'utilité publique le 11 octobre 2016. Il reliera la Croix-de-Berny à la Place du Garde et desservira les villes d'Antony, de Chatenay-Malabry, du Plessis Robinson et de Clamart. Ces quatre communes forment un territoire dynamique qui accueille près de 175 000 habitants et environ 65 000 emplois. Sur 8,5km, ce projet permettra de renforcer l'offre de transport dans le sud des Hauts-de-Seine et proposera des correspondances avec le RER B, le T6, le « TVM » et de nombreuses lignes de bus. L'arrivée du T10 facilitera les déplacements au quotidien et apaisera les circulations.

Le coût d'objectif du projet défini au niveau des études AVP et validé par le conseil d'administration du syndicat des transports d'Île-de-France du 22 mars 2017, est de 351 M€ HT aux conditions économiques de décembre 2011 (hors matériel roulant).

La présente convention permet d'engager la troisième tranche de réalisation, comprenant le lancement des travaux d'aménagements urbains et la poursuite des travaux liés à la voie ferrée, à la ligne aérienne de contact et au site de maintenance et de remisage.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant

leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est inscrit au Contrat de plan État – Région 2015 – 2020 avec la clé de financement suivante :
- 21 % pour l'État ;
- 49 % pour la Région ;
- 30 % pour le CD 92.

Le montant de la présente convention, liée aux travaux, est estimé à 78 616 000 € HT. Ces prestations seront réalisées par Île-de-France Mobilité, à hauteur de 20 800 000 € HT, et par le département des Hauts-de-Seine, à hauteur de 57 816 000 € HT.

Par conséquent, en application du taux de 49%, la subvention régionale attribuée à Île-de-France Mobilités est d'un montant de 10 192 000 €.

Cette opération bénéficie d'une autorisation de programme de projet.

Localisation géographique :
- ANTONY
- CHATENAY-MALABRY
- LE PLESSIS-ROBINSON
- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T10 - Tramway Antony-Clamart

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'infrastructure	12 000 000,00	57,69%
Travaux du SMR	3 600 000,00	17,31%
Frais de MOA et MOE	5 200 000,00	25,00%
Total	20 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	4 368 000,00	21,00%
Région (sollicitée)	10 192 000,00	49,00%
Département 92 (sollicitée)	6 240 000,00	30,00%
Total	20 800 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002590 - TRAMWAY T10 ANTONY - CLAMART - CONVENTION REA3 (CD92)

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-204133-481005-200
Action : 481005011- Liaisons tramways

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	57 816 000,00 € HT	49,00 %	28 329 840,00 €
	Montant total de la subvention		28 329 840,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le tramway T10 Antony-Clamart, inscrit au SDRIF, a été déclaré d'utilité publique le 11 octobre 2016. Il reliera la Croix-de-Berny à la Place du Garde et desservira les villes d'Antony, de Chatenay-Malabry, du Plessis Robinson et de Clamart. Ces quatre communes forment un territoire dynamique qui accueille près de 175 000 habitants et environ 65 000 emplois. Sur 8,5km, ce projet permettra de renforcer l'offre de transport dans le sud des Hauts-de-Seine et proposera des correspondances avec le RER B, le T6, le « TVM » et de nombreuses lignes de bus. L'arrivée du T10 facilitera les déplacements au quotidien et apaisera les circulations.

Le coût d'objectif du projet défini au niveau des études AVP et validé par le conseil d'administration du syndicat des transports d'Île-de-France du 22 mars 2017, est de 351 M€ HT aux conditions économiques de décembre 2011 (hors matériel roulant).

La présente convention permet d'engager la troisième tranche de réalisation, comprenant le lancement des travaux d'aménagements urbains et la poursuite des travaux liés à la voie ferrée, à la ligne aérienne de contact et au site de maintenance et de remisage.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces

tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est inscrit au Contrat de plan État – Région 2015 – 2020 avec la clé de financement suivante :
- 21 % pour l'État ;
- 49 % pour la Région ;
- 30 % pour le CD 92.

Le montant de la présente convention, liée aux travaux, est estimé à 78 616 000 € HT. Ces prestations seront réalisées par Île-de-France Mobilité, à hauteur de 20 800 000 € HT, et par le département des Hauts-de-Seine, à hauteur de 57 816 000 € HT.

Par conséquent, en application du taux de 49%, la subvention régionale attribuée au département des Hauts-de-Seine est d'un montant de 28 329 840 €.

Cette opération bénéficie d'une autorisation de programme de projet.

Localisation géographique :
- ANTONY
- CHATENAY-MALABRY
- LE PLESSIS-ROBINSON
- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T10 - Tramway Antony-Clamart

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	52 034 400,00	90,00%
Frais MOA et MOE	5 781 600,00	10,00%
Total	57 816 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	12 141 360,00	21,00%
Région	28 329 840,00	49,00%
Département 92	17 344 800,00	30,00%
Total	57 816 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002664 - PROLONGEMENT DU TRAMWAY T1 DES COURTILLES AU TRAMWAY T2 A COLOMBES - CD92 - AFFECTATION COMPLEMENTAIRE

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-204133-181005-200
Action : 18100501- Liaisons tramways

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	282 000,00 € HT	31,25 %	88 125,00 €
	Montant total de la subvention		88 125,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2010 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'un avenant de régularisation à la convention de 2011, les dépenses sont prises en compte à partir de la date de début des études indiquée dans la CP 11-109, à savoir le 1er septembre 2010.

Description :
Le présent projet porte sur les études du Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP), la concertation préalable, le schéma de principe et l'enquête publique des deux sections du prolongement du T1 à l'Ouest, de la station Asnières-Gennevilliers les Courtilles jusqu'au T2 à Colombes.

Un phasage de l'opération a effectivement été réalisé à l'issue de l'enquête publique :
- Phase 1 : prolongement du T1 des Courtilles au carrefour des 4 Routes (900 mètres)
- Phase 2 : prolongement du T1 du carrefour des 4 Routes au T2 à Colombes (4 à 5 km)

La phase 1, déjà financée à hauteur de 35,6M€, a été mise en service le 12 octobre 2019. Au stade de l'avant-projet, le coût de la phase 2 est estimé à 239,4 M€ (CE janvier 2013), hors matériel roulant.

Suite à une modification des périmètres de maîtrise d'ouvrage, les dépenses nécessaires à la levée des réserves de la commission d'enquête excèdent le budget initialement alloué au Département des Hauts-de-Seine et nécessite la présente régularisation.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de

transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la convention de 2011 relatives aux études du DOCP à l'enquête publique, la clé de financement est de 68,75% pour le Département et 31,25% pour la Région.

Le coût réel des études couvertes par la convention est de 3 008 000 € HT, dont 1 890 000 € portés par le department des Hauts-de-Seine. L'affectation de 2011 était basée sur des dépenses d'un montant de 1 608 000 € HT. Le besoin complémentaire est donc de 282 000 € HT.

Par application de la clé ci-dessous, la participation complémentaire de la Région s'élève à 88 125 €.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes initiales	1 608 000,00	85,08%
Etudes complémentaires	282 000,00	14,92%
Total	1 890 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (attribué)	502 500,00	26,59%
CD92 (attribué)	1 105 500,00	58,49%
Région (sollicité)	88 125,00	4,66%
CD92 (fonds propres)	193 875,00	10,26%
Total	1 890 000,00	100,00%

ANNEXE 2 : CONVENTION TRAM 1 ASNIERES - COLOMBES

2020

Prolongement du T1 à l'Ouest

Asnières-Colombes

Convention de financement n°4 relative aux acquisitions foncières (AF)

Convention n°20 INFRA

Convention de financement régissant les rapports entre
l'État, la région Île-de-France,
le département des Hauts-de-Seine, la RATP et le Syndicat des Transports d'Île-de-France
relative à la réalisation de l'opération

Prolongement du T1 à l'Ouest – Asnières-Colombes

« Convention de financement des acquisitions foncières n°4 »

Table des matières

PREAMBULE 6
ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT 7
1.1 Définitions et contenu des acquisitions foncières réalisées par le Département des Hauts-de-Seine 7
1.2 Acquisition du volume du poste de redressement « Entrepreneurs » par IDFM 7
1.3 Le contenu des dossiers 8
1.4 Calendrier prévisionnel de réalisation des acquisitions foncières 8
ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8
2.1 L'autorité organisatrice 8
2.2 La maîtrise d'ouvrage 8
2.2.1 Identification et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage 8
2.2.2 Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage 9
2.2.3 Engagements des maîtres d'ouvrage 9
2.3 Les financeurs 9
2.3.1 Identification 9
2.3.2 Engagements 9
ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10
3.1 Estimation du coût des acquisitions foncières et des frais afférents 10
3.2 Coût détaillé de la convention 10
3.3 Plan de financement 10
3.4 Modalités de versement des crédits de paiement 10
3.4.1 Versement d'acomptes 10
3.4.2 Versement du solde 11
3.4.3 Paiement 12
3.4.4 Bénéficiaires et domiciliation 12
3.5 Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 13
3.6 Caducité des subventions de l'Etat 13
3.7 Comptabilité de l'opération 13
ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE 13
ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS 14
ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE L'OPERATION 14
6.1 Comité technique 14
6.2 Comité des financeurs 15
6.3 Information hors comité et commission de suivi 15
6.4 Communication institutionnelle 16
ARTICLE 7. DISPOSITIONS GENERALES 16
7.1 Modification de la convention 16
7.2 Résiliation de la convention 16
7.3 Règlement des litiges 17
7.4 Date d'effet et durée de la convention 17
7.5 Mesures d'ordre 17
ANNEXES 19
ANNEXE 1 : Organigramme nominatif de l'opération 20
ANNEXE 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds 21
ANNEXE 3 : Détail du coût d'objectif du Projet 22
ANNEXE 4 : Liste des études du Projet et des conventions de financement précédentes 23

Entre,

En premier lieu,

- L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- La **région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la commission Permanente du _____ du conseil régional d'Île-de-France,

- Le **département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du conseil départemental, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par délibération n°_____ de la commission permanente du _____ du conseil départemental,

Ci-après désignés par « **les financeurs »**.

En deuxième lieu,

- Le **département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du conseil départemental, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par délibération n°_____ de la commission permanente du _____ du conseil départemental,

- La **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisiens, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) inscrit au registre de commerce de Paris sous le numéro RCS B775663438, dont le siège est à Paris 12ème, 54 quai de la Râpée, représentée par sa Présidente Directrice Générale, dûment habilitée à signer la présente convention, maître d'ouvrage du système de transport depuis l'issue de l'enquête publique,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, **dont le nom d'usage est Île de France Mobilités,** Etablissement Public à Caractère Administratif, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, dument habilité à cet effet par la délibération n°2020/___ en date du _____,

Ci-après désignés conjointement par « **les maîtres d'ouvrages »**.

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, **dont le nom d'usage est Île de France Mobilités,** Etablissement Public à Caractère Administratif, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, dument habilité à cet effet par la délibération n°2020/___ en date du _____,

  Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités** », « **le Syndicat des Transports d'Île-de-France** », « **l'Autorité Organisatrice de la Mobilité** » ou « **l'AOM** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le cadre du Contrat de Plan État – Région Île-de-France (CPER) 2015-2020, adopté par délibération du conseil régional n° CR 53-15 en date du 18 juin 2015, signé le 9 juillet 2015 par l'Etat et la Région, et son avenant, approuvé par la délibération du conseil régional n° CR123-16 en date du 14 décembre 2016 et signé le 7 février 2017 par l'Etat et la Région ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP), approuvé par décision du conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011/0628 du 06 juillet 2011 ;

Vu le Bilan de la Concertation, approuvé par décision du conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2012/100, le 11 avril 2012, et par la commission permanente du département des Hauts-de-Seine du 10 avril 2012 ;

Vu le Schéma de principe (SDP), approuvé par décision du conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2014-045 du 05 mars 2014 et par la commission permanente du département des Hauts-de-Seine du 10 février 2014 ;

Vu le Dossier d'enquête d'utilité publique approuvé par décision du conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2014/045 du 5 mars 2014 ;

Vu la Déclaration de projet approuvée par décision du conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2015/052 du 11 février 2015 et par la commission permanente du département des Hauts-de-Seine du 9 février 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-119 du 7 juillet 2015 déclarant d'utilité publique (DUP) le projet de prolongement du T1 à l'Ouest, d'Asnières à Colombes ;

Vu le Dossier d'Avant-Projet phase 1 approuvé par décision du conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2015-268 du 8 juillet 2015, par la commission permanente du département des Hauts-de-Seine du 6 juillet 2015 et par le conseil d'administration de la RATP le 26 juin 2015 ;

Vu le Dossier d'Avant-Projet phase 2 approuvé par décision du conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n° 2017-640 du 3 octobre 2017 et par la commission permanente du département des Hauts-de-Seine du 18 septembre 2017 ;

Vu la convention de financement relative aux premières acquisitions foncières, approuvée par délibération de la commission permanente de la région Île-de-France n° CP 14-604 du 20 novembre 2014 ;

Vu la convention de financement relative aux acquisitions foncières n°2, approuvée par délibération de la commission permanente de la région Île-de-France n° CP 15-709 du 8 octobre 2015 ;

Vu la convention de financement relative aux acquisitions foncières n°3, approuvée par délibération de la commission permanente de la région Île-de-France n° CP 2019-257 du 3 juillet 2019 ;

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du Projet et leur financement défini dans le cadre de la présente convention.

PREAMBULE

Le tramway T1 relie Asnières à Noisy-le-Sec.

Le prolongement du T1 à l'ouest entre Asnières et Colombes se divise en deux phases :

- Phase 1, mise en service le 12 octobre 2019 : prolongement du T1 des Courtilles au carrefour des 4 Routes à Asnières-sur-Seine (environ 1km) ;
- Phase 2 : prolongement du T1 du carrefour des 4 Routes au Petit-Colombes à Colombes (5,5 km).

Le projet de prolongement du T1 à Colombes est inscrit au SDRIF adopté en 2013. Il contribue à la réalisation d'une rocade tramway autour de Paris, afin de faciliter les déplacements dans le département des Hauts-de-Seine et en Île-de-France. Il renforce la desserte des pôles urbains et des polarités d'emplois ou de transports et accompagne la requalification et l'intensification urbaine.

La déclaration d'utilité publique a été obtenue le 7 juillet 2015 et les deux dossiers d'avant-projet (AVP) ont été approuvés le 8 juillet 2015 pour la phase 1 et le 3 octobre 2017 pour la phase 2 (Cf. ANNEXE 4 : Liste des études du Projet et des conventions de financement précédentes).

Le coût d'objectif de la phase 2, défini au stade des études d'avant-projet, est de 239,4M€ HT aux conditions économiques de janvier 2013, auquel doit encore être ajouté le coût des transports de substitution en cours d'évaluation conformément au CPER 2015-2020. Pour rappel le coût d'objectif pour la phase 1 est de 34 429 102 € aux conditions économiques de janvier 2013.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect du coût d'objectif prévisionnel AVP en euros constants aux conditions économiques de référence de janvier 2013 (voir annexe 3 pour rappel). Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par chaque maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel défini, en euros constants, dans l'avant-projet. Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

Pour réaliser ce projet, 8 conventions de financement ont été mises en place couvrant un montant de 98,4 M€ en euros courants (voir détail en annexe 4).

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT

La présente convention a pour objectif de définir :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la finalisation des acquisitions foncières du prolongement du T1 à Colombes, et notamment l'acquisition en VEFA de l'enveloppe du poste de redressement « Entrepreneurs »,
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des acquisitions foncières, dans le respect du calendrier général du prolongement du T1 à Colombes.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination unique suivante :

« Prolongement du T1 à Colombes – convention AF 4 dont PR Entrepreneurs »

1.1 Définitions et contenu des acquisitions foncières réalisées par le Département des Hauts-de-Seine

Dans le cadre du schéma de principe, les impacts fonciers du projet ont été estimés et les emprises nécessaires ont fait l'objet d'une enquête parcellaire conjointe à l'enquête d'utilité publique. Les études menées en phase AVP ont affiné ces données.

Les acquisitions foncières sont menées dans un cadre de suivi et de maîtrise des coûts du projet. Elles seront réalisées sur la base des estimations de la Division Nationale des Interventions Domaniales (DNID).

La présente convention concerne la finalisation par le Département des Hauts-de-Seine des acquisitions foncières de la phase 2, ainsi que la libération des emprises acquises et les travaux de reconstitution des emprises riveraines. Cette convention autorise ainsi le financement des frais afférents à ces acquisitions et libérations d'emprises, dont notamment :

- les frais d'études et de procédure (agent foncier, établissement de plans parcellaires, procédures foncières et archéologiques, diagnostics légaux, prestations d'huissiers, de notaires et d'avocats, …),
- les sécurisations et les frais de maintenance qui pourraient s'avérer nécessaires pour prévenir le risque d'occupations illégales, la clôture des lieux, les éventuelles expulsions le cas échéant,
- les démolitions des bâtis et la libération des terrains nécessaires aux déplacements des réseaux des concessionnaires,
- les diagnostics avant démolition et la dépollution des terrains libérés.

1.2 Acquisition du volume du poste de redressement « Entrepreneurs » par IDFM

Au cours des études AVP et Projet, l'un des postes de redressement (PR) de la ligne a dû être déplacé de l'emplacement envisagé en Schéma de Principe. En raison d'un avis défavorable sur l'emplacement proposé en enquête parcellaire, le PR dit « Entrepreneurs » sera intégré dans un futur immeuble de la ZAC Arc Sportif. Cette évolution modifie le montage initial par lequel Île-de-France Mobilités devait acquérir le foncier et la RATP assurer la construction du PR. Île-de-France Mobilités pilotera à la fois l'acquisition de la propriété et la réalisation du local dans le cadre d'une procédure de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA). Ce montage nécessite une anticipation du financement de la construction du PR, initialement envisagée dans le cadre des conventions de financement REA.

La présente convention permet donc de couvrir les dépenses d'acquisition/réalisation et frais afférents supplémentaires induits, en complément des affectations déjà attribuées dans le cadre des conventions AF1 et AF2.

1.3 Le contenu des dossiers

Les documents remis par les bénéficiaires aux financeurs permettront, par comparaison avec le montant conventionné d'une part et avec le montant inscrit dans l'avant-projet de chacune des deux phases d'autre part, un suivi régulier des acquisitions foncières indispensables au projet et des conventions d'occupation du foncier nécessaires au projet. Les bénéficiaires devront aussi faire l'inventaire des espaces éventuellement non utilisés et des possibilités de transfert ou de revente qui pourraient en découler au profit du projet.

En effet, dans le cas d'acquisitions foncières, dont la superficie serait supérieure aux besoins définis dans le cadre du projet, les produits liés à la revente des parcelles ou des droits à construire non nécessaires se feront au bénéfice du projet.

1.4 Calendrier prévisionnel de réalisation des acquisitions foncières

Les délais prévisionnels de réalisation sont de 18 mois pour les acquisitions foncières à compter de l'approbation de la convention par la Région.

ARTICLE 2. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 L'autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, elle suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), Île-de-France Mobilités est amenée à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, Île-de-France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, du planning et des coûts du projet.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est Autorité Organisatrice.

2.2 La maîtrise d'ouvrage

2.2.1 Identification et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

Le département des Hauts-de-Seine a été désigné maître d'ouvrage des aménagements urbains selon les dispositions de la convention de maîtrise d'ouvrage afférente et maître d'ouvrage des acquisitions foncières des emprises nécessaires aux aménagements urbains.

Île-de-France Mobilités est désigné maître d'ouvrage des acquisitions foncières des emprises nécessaires au système de transport.

La RATP a été désignée maître d'ouvrage du périmètre « système de transport » et n'est pas bénéficiaire de la présente convention.

2.2.2 Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage

Le **département des Hauts-de-Seine** a été désigné **maître d'ouvrage coordinateur** de l'opération.

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :
- d'établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des deux maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi réguliers ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage coordinateur se charge :
- de rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage de l'opération,
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévus à cet effet (ARTICLE 6).

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas à l'autre maître d'ouvrage dans les responsabilités propres qui lui incombent et ne peut lui imposer des choix ou des solutions qui relèvent de ses prérogatives. Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 1.4 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

2.2.3 Engagements des maîtres d'ouvrage

Les bénéficiaires s'engagent sur la réalisation des acquisitions foncières, telles que précisées aux articles 1.1 et 1.2 dans le respect du calendrier indiqué à l'article 1.4 et sous réserve de la mise en place des financements.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'AOM, des risques de non-respect du planning et/ou celui du dépassement des coûts, dans les meilleurs délais. Île-de-France Mobilités informera par la suite les financeurs, en relation avec les maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

2.3 Les financeurs

2.3.1 Identification

Le financement de la présente convention est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, dont les taux de participation sont les suivants :

- l'Etat : 21% ;
- la région Ile-de-France : 49% ;
- le département des Hauts-de-Seine : 30%.

2.3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation, par les maîtres d'ouvrage concernés visés à l'article 2.2.1, des acquisitions foncières et des frais afférents, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention.

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1 Estimation du coût des acquisitions foncières et des frais afférents

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux acquisitions foncières et des frais afférents objets de cette convention est évalué à **17 702 000 € courants hors taxes**.

3.2 Coût détaillé de la convention

Les maîtres d'ouvrage fournissent une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Prolongement du T1 à Colombes – convention AF 4 en euros courants HT			
	RATP	**CD92**	**IDFM**
Acquisitions foncières	-	11 326 000 €	500 000€-
Frais afférents, dont démolitions	-	2 039 000 €	100 000€-
Travaux de reconstitution des emprises riveraines	-	3 737 000 €	-
TOTAL	**-**	**17 102 000 €**	**600 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour chaque maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par maître d'ouvrage.

3.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants comme suit :

Prolongement du T1 à Colombes – convention AF 4 en euros courants HT et clé de financement				
Financeurs / MOA	**Etat 21%**	**Région 49%**	**CD 92 30%**	**Total 100%**
CD 92	3 591 420 €	8 379 980 €	5 130 600 €	**17 102 000 €**
IDFM	126 000 €	294 000 €	180 000 €	**600 000 €**
RATP	-	-	-	**-**
Total	**3 717 420 €**	**8 673 980 €**	**5 310 600 €**	**17 702 000 €**

3.4 Modalités de versement des crédits de paiement

3.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage. A cette fin, chaque maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté

de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

A-Versement des acomptes

a – Versement des acomptes par la Région

La demande de versement des acomptes formulée par le **département des Hauts-de-Seine** et **Île-de-France Mobilités** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le bénéficiaire indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3.

b – Versement des acomptes par l'Etat :

La demande de versement des acomptes formulée par le **département des Hauts-de-Seine** et **Île-de-France Mobilités** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage et en euros constants par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2 de la présente convention, daté et signé par le responsable du projet ;
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du bénéficiaire.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3 ;

B – Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés **par la Région** au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde. Ce taux de 95% est applicable pour la Région uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Pour **l'Etat**, les versements d'acompte sont plafonnés à 80 % de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants avant le versement du solde.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des bénéficiaires.

3.4.2 Versement du solde

Après achèvement des prestations couvertes par la présente convention, chaque bénéficiaire présente un relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde à un maître d'ouvrage est subordonné à la production des documents indiqués à l'article 3.4.1 et signés par le représentant légal ou le directeur financier de ce maître d'ouvrage. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Pour le département des Hauts-de-Seine et Île-de-France Mobilités, le versement du solde se fera sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses signé par son représentant légal et certifié par son comptable public.

3.4.3 Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règles budgétaires et financières de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 3.4.1, 3.4.2, 3.5 et 3.6 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des maîtres d'ouvrage.

3.4.4 Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès des bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- **Département des Hauts-de-Seine :**

Code IBAN							Code BIC
FR30	3000	1009	36D9	2000	0000	003	BDFEFRPPCCT

- **Syndicat des Transports d'Île-de-France**

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service / Coordonnées
Etat	DRIEA 21-23, rue Miollis 75 015 PARIS	SPoT / CBSF
Région Île-de-France	2, rue Simone Veil 93 400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Hauts-de-Seine	Hôtel du Département - Arena 92 731 Nanterre Cedex	Pôle Attractivité, Culture et Territoire Direction des Mobilités
Île-de-France Mobilités	39-41, rue de Châteaudun 75 009 PARIS	Direction des Infrastructures
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances Contrôle de Gestion Investissements

3.5 Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, la subvention devient caduque et est annulée si, à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.6 Caducité des subventions de l'Etat

Au titre du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement accordées aux personnes de droit privé et aux personnes publiques à l'exception des établissements publics de l'État, si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la notification de la subvention de l'État, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'État constate la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un (1) an.

Le début d'exécution de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, ...) créant une obligation entre le maître d'ouvrage et le premier prestataire.

3.7 Comptabilité de l'opération

Les bénéficiaires s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses liées à l'opération « Prolongement du T1 à Colombes – convention AF 4 », objet de la présente convention.

Les bénéficiaires s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Les bénéficiaires conservent l'ensemble des pièces justificatives de l'opération pendant dix (10) ans à compter de l'émission desdites pièces.

ARTICLE 4. MODALITES DE CONTROLE

Jusqu'à l'expiration de la présente convention, les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Dans ce délai, les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du Code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

Les bénéficiaires conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Sur proposition de l'autorité organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'autorité organisatrice, les bénéficiaires s'engagent à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'autorité organisatrice ou les financeurs, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Chaque bénéficiaire est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 5. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.3 de la présente convention constitue un plafond global.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les co-financeurs sont informés lors du comité des financeurs. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge desdits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel il est intervenu.

ARTICLE 6. ORGANISATION ET SUIVI DE L'OPERATION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les maîtres d'ouvrages en charge des études, les financeurs et Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

6.1 Comité technique

Il est constitué un comité technique de suivi de la présente convention. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage coordinateur, comprend l'ensemble des signataires et des maîtres d'ouvrages concernés par ce projet.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments de réalisation des acquisitions foncières, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération,
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- de suivre le déroulement technique de la démarche,
- le suivi financier de la convention et les éventuels écarts constatés, les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade,

- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le projet.

6.2 Comité des financeurs

Le Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect du coût et des délais prévisionnels. Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et les maîtres d'ouvrage. Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoin.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable. Chaque Maître d'ouvrage établit un compte-rendu à l'intention d'Île-de-France Mobilités et des financeurs de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

Le comité se prononce et valide :

- l'avancement de l'opération au regard des éléments demandés dans la convention de financement, et du calendrier,
- le suivi financier de la convention et les éventuels écarts constatés, les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade,
- le suivi des estimations du projet (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet),
- les éléments liés à la communication du projet,
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures du projet,
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi,
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île de France.

Le compte rendu de chaque Comité des financeurs est transmis pour avis avant envoi officiel.

Le comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage du projet, notamment son financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs. Chaque financeur peut demander à Île-de-France Mobilités d'organiser la tenue d'un comité des financeurs s'il l'estime nécessaire.

6.3 Information hors comité et commission de suivi

Le bénéficiaire s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement de réalisation des acquisitions foncières devant le Conseil d'Île-de-France Mobilités à la demande de ce dernier,
- à tenir informés les financeurs, entre deux comités, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles des appels de fonds sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

6.4 Communication institutionnelle

Le comité technique de communication (CTC) réunit Île-de-France Mobilités, les maîtres d'ouvrage et les financeurs.

Il est coordonné par le maître d'ouvrage coordonnateur. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication de l'opération (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage coordonnateur puis approuvé par les autres maîtres d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les maîtres d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, Département ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 7. DISPOSITIONS GENERALES

7.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

7.2 Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Les autres signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée à la Partie défaillante, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les bénéficiaires procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

7.3 Règlement des litiges

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les éventuels litiges ne pouvant être réglés de manière amiable entre les parties sont de la compétence du Tribunal Administratif territorialement compétent.

7.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 4, la présente convention expire soit à la date d'effet de la résiliation telle que prévu à l'article 7.2, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 3.4.2 et 5, soit à la date de caducité prévue par l'article 3.5 et au plus tard 24 mois après la mise en service du Projet.

7.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

Fait en cinq exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris	Pour la région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités) **Laurent PROBST** Directeur général
Pour le département des Hauts-de-Seine, **Patrick DEVEDJIAN** Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine	Pour la RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale	

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération
Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds relatifs à la convention AF4
Annexe 3 : Détail du coût d'objectif du Projet
Annexe 4 : Liste des études du Projet et des conventions de financement précédentes

ANNEXE 1 : Organigramme nominatif de l'opération

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

Maîtrise d'ouvrage Dép. 92

Maître d'ouvrage :	M. Devedjian, Président du Conseil départemental
Représentant du Maître d'ouvrage :	M. Caron, Directeur des Infrastructures de Transports
Chef de Projet :	Mme Dupas, chef du projet T1 Colombes

Maitrise d'ouvrage Île-de-France Mobilités

Elodie HANEN – Directrice générale adjointe

Arnaud CROLAIS – Directeur des infrastructures

Emilie LEMAIRE – Chef du département « Projets de surface – zone 1 »

Romain BOURGET – Chargé de projet T1 Colombes

ANNEXE 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES

€ HT Courants	2020	2021	TOTAL
Département 92	17 102 000 €		**17 102 000 €**
Île-de-France Mobilité	200 000 €	400 000	**600 000 €**
Total	**17 302 000 €**	**400 000 €**	**17 702 000 €**

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

€ HT Courants	2021	2022	TOTAL
Etat	3 633 420 €	84 000 €	**3 717 420 €**
Région	8 477 980 €	196 000 €	**8 673 980 €**
Département 92	5 190 600 €	120 000 €	**5 310 600€**
Total	**17 302 000 €**	**400 000 €**	**17 702 000 €**

ANNEXE 3 : Détail du coût d'objectif du Projet

Selon l'AVP phase 2 approuvé par le conseil d'Île-de-France Mobilités du 3 octobre 2017, les coûts de la phase de réalisation sont les suivants (exprimés en M€ constants aux CE de janvier 2013 et hors frais de substitution bus et hors matériel roulant) :

N° poste CERTU	Intitulé poste CERTU	Estimation AVP en M€ HT (val. janv 2013)			
		IU	ST AF	ST	Total
5	Déviations de réseaux	-			0
6	Travaux préparatoires	18,7		8,3	27,0
7	Ouvrages d'art	1,1			1,1
8	Plate-forme tramway	5,4		9,5	14,9
9	Voie ferrée			17,7	17,7
10	Revêtement de la plate-forme tramway			9,0	9,0
11	Voirie (hors site propre) et espaces publics	35,7			35,7
12	Equipements, mobiliers urbains, espaces verts	5,8			5,8
13	Signalisation routière	3,0			3,0
14	Stations			7,6	7,6
15	Alimentation en énergie de traction			11,6	11,6
16	Courants faibles et Poste de commandes centralisé (PCC)			11,9	11,9
17	Dépôt			-	0
19	Opérations induites	1,6			1,6
Sous-total travaux hors AF et aléas		**71,3**		**75,6**	**146,9**
4	Acquisitions foncières et libération d'emprises	48,0	0,2		48,2
20	Provision pour aléas et incertitude (PAI)	6,5	0,02	8,5	15,0
	Divers			3,1	3,1
Sous-total travaux hors études, MOE et MOA		**125,8**	**0,2**	**87,2**	**213,2**
1	Etudes d'avant-projet / projet	4,4		8,5	12,9
2	Frais de maîtrise d'ouvrage	4,2	0,03	4,5	8,7
3	Frais de maîtrise d'œuvre travaux	4,6			4,6
Total (hors MR)		**139,0**	**0,2**	**100,2**	**239,4**

ANNEXE 4 : Liste des études du Projet et des conventions de financement précédentes

1/ Etudes précédentes :

- Etudes de DOCP, approuvées au conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 06 juillet 2011
- Etudes de schéma de principe et dossier d'enquête publique, approuvées au conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 05 mars 2014
- Etudes AVP phase 1, approuvées au conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 8 juillet 2015
- Etudes AVP phase 2, approuvées au conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 3 octobre 2017
- Etudes PRO phase 1, finalisées par les MOA en mai 2016
- Etudes PRO phase 2, finalisées par les MOA en décembre 2018 et reprises en 2019 avec les nouvelles données du SIAAP

2/ Conventions de financement précédentes :

	Montant en € courants HT			
Convention	**Département des Hauts-de-Seine**	**Région Île-de-France**	**Etat**	**TOTAL**
2011 Du DOCP à l'Enquête publique	3 157 000 €	1 435 000 €		**4 592 000 €**
	68,75%	*31,25%*		
2014 Etudes AVP	1 642 405 €	2 463 606 €	406 089 €	**4 512 100 €**
	34,40%	*54,60%*	*9%*	
2014 1ères AF	1 810 380 €	1 671 120 €		**3 481 500 €**
	52%	*48%*		
2015 – Phase 1 Etudes PRO Mission ACT	630 559 €	1 029 914 €	441 392 €	**2 101 865 €**
	30%	49%	21%	
2015 2nd AF	3 665 294 €	5 986 648 €	2 565 706 €	**12 217 648 €**
	30%	49%	21%	
2015 – Phase 1 REA	10 686 006 €	17 453 810 €	7 480 204 €	**35 620 021 €**
	30%	49%	21%	
2017 – Phase 2 Etudes PRO Mission ACT 1er travaux	3 264 273,30 €	5 331 646,39 €	2 284 991,31 €	**10 880 911 €**
	30%	49%	21%	
2019 3ème AF	5 250 000 €	12 250 000 €	7 500 000 €	**25 000 000 €**
	30%	49%	21%	
Montant global	**30 105 917,30 €**	**47 621 744,39 €**	**20 678 382,31 €**	**98 406 044 €**
Taux global	***30,59%***	***48,39%***	***21,01%***	***100%***

ANNEXE 3 : CONVENTION TRAM 10 ANTONY - CLAMART

2020

Création du Tram 10

Antony – Clamart

Convention de financement
Réalisation n°3

Convention n° 20 INFRA……

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE

Région îledeFrance

hauts-de-seine
LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

Table des matières

0 PREAMBULE 6
0.1 DEFINITIONS 6
0.2 OBJECTIFS DU PROJET 6
0.3 INSCRIPTION DU PROJET DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION 6
0.4 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU TRAM 10 ANTONY – CLAMART 6
0.5 LE COUT GLOBAL DU PROJET 7
0.6 MODALITES D'ACTUALISATION 8
0.7 PRINCIPE DE CONVENTIONNEMENT DE LA PHASE TRAVAUX DU PROJET 8
1 OBJET DE LA CONVENTION 8
1.1 RAPPEL DES ETUDES EFFECTUEES 9
1.2 PERIMETRE DE LA CONVENTION 9
1.3 DELAIS DE REALISATION 9
2 ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9
2.1 L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 9
2.2 LA MAITRISE D'OUVRAGE 10
2.3 LES FINANCEURS 11
3 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 11
3.1 COUT DE LA CONVENTION 11
3.2 COUTS DETAILLES DE LA CONVENTION 11
3.3 PLAN DE FINANCEMENT DE LA CONVENTION 12
3.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 12
3.5 CADUCITE DES SUBVENTIONS 15
3.6 COMPTABILITE DES MAITRES D'OUVRAGE 16
4 MODALITES DE CONTROLE 16
5 DEFINITION ET GESTION DES ECARTS 16
5.1 EN CAS D'ECONOMIES 17
5.2 EN CAS DE DEPASSEMENT DU COUT PREVISIONNEL DES DEPENSES 17
5.3 DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DES DELAIS 17
6 PILOTAGE ET SUIVI DU PROJET 17
6.1 COMITE DE SUIVI DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT (CSCF) 18
6.2 COMITE DES FINANCEURS DE L'OPERATION 19
6.3 INFORMATION HORS CSCF ET COMITE DES FINANCEURS 19
6.4 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 20
7 MODIFICATION DU PROGRAMME 21
8 MODALITES D'AUDIT 22
9 BILAN FINANCIER DE LA CONVENTION 22
10 BILAN DE LA REALISATION DU PROJET 23
11 DISPOSITIONS GENERALES 23
11.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 23

11.2 REGLEMENT DES LITIGES 23
11.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 23
11.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 24
11.5 MESURES D'ORDRE 25

ANNEXES 26

ANNEXE 1 : LISTE DES ETUDES ET CONVENTIONS DE FINANCEMENT PRECEDENTES .. 27
ANNEXE 2 : CALENDRIER PREVISIONNEL 28
ANNEXE 3 : ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET APPELS DE FONDS RELATIFS A LA CONVENTION REA 3 29
ANNEXE 4 : ORGANIGRAMME DETAILLE 30
ANNEXE 5 : DETAIL DU COUT D'OBJECTIF DU PROJET 31

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris ;

- La **région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional d'Île-de-France, ou son délégataire, dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____ ;

- Le **département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine, ou son délégataire, dûment mandaté par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____ ;

Ci-après désigné par « **les financeurs** » ;

En deuxième lieu,

- Le **département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine, ou son délégataire, dûment mandaté par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____ ;

- Le **Syndicat des transports d'Île-de-France**, établissement public à caractère administratif, numéro de SIRET 287 500 078 00020, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, représenté par le Directeur Général, ou son délégataire, dûment habilité par délibération n° _____ du conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du _____,

Ci-après désignés conjointement par « **les maîtres d'ouvrage** » ou « **les bénéficiaires** » ;

En troisième lieu,

- Le **Syndicat des Transports d'Île de France**, établissement public à caractère administratif, numéro de SIRET 287 500 078 00020, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, représenté par le Directeur Général, ou son délégataire, dûment habilité par délibération n° _____ du conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du _____ ;

Ci-après désigné comme « **le Syndicat des Transports d'Île de France** », **« Île-de-France Mobilités** » ou « **l'autorité organisatrice** » ;

Ci-après désignés collectivement par « **les Parties** ».

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de la commande publique,

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'orientation sur les transports intérieurs,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement,

Vu l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 adoptant le projet de Contrat de Plan Etat Région 2015-2020,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, signé le 9 juillet 2015 par l'Etat et la Région, révisé par avenant portant notamment sur le volet « mobilité multimodale » approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 et signé le 7 février 2017 par l'Etat et la Région,

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

Vu le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP), approuvé par délibération du conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2012-0206 du 11 juillet 2012,

Vu le bilan de la concertation et les orientations pour le schéma de principe et le dossier d'enquête publique, approuvé par délibération du conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2013-226 du 10 juillet 2013,

Vu le schéma de principe et le dossier d'enquête d'utilité publique approuvés par la délibération n° 2015-050 du conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 11 février 2015,

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 5 octobre au 6 décembre 2015,

Vu la délibération n° 2016-029 du conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 17 février 2016 levant les réserves de la commission d'enquête et confirmant l'intérêt général du projet de création du Tram 10 Antony - Clamart,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-174 du 11 octobre 2016 déclarant d'utilité publique la réalisation de la ligne de tramway T10 entre Antony et Clamart et mettant en compatibilité les documents d'urbanisme des communes d'Antony, Châtenay-Malabry, Le Plessis-Robinson et Clamart,

Vu l'Avant-projet approuvé par la délibération n° 2017/150 du conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 22 mars 2017,

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

0.1 Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du Projet et leur financement défini dans le cadre de la présente convention.

« **Coût prévisionnel** » : coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation définis lors de l'AVP.

« **Maître d'ouvrage coordinateur** » : désigne le Maître d'ouvrage en charge :

- d'établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des Etudes des différents Maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'Opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents Maîtres d'ouvrage.

0.2 Objectifs du Projet

Ce Projet permettra de renforcer l'offre de transport dans le sud du département des Hauts-de-Seine en complétant l'offre existante en matière de transport en commun grâce à la création d'une desserte de transport structurante et en proposant des correspondances avec le RER B à la Croix-de-Berny (Antony), le TVM à la Croix-de-Berny (Antony) et le tramway T6 à l'Hôpital Béclère (Clamart).

Le Tram 10 accompagnera les projets urbains d'un territoire en plein développement. Il répondra notamment aux nouveaux besoins de déplacement induits par ces nombreux projets, tels que les quartiers Allende et Europe à Chatenay-Malabry, le quartier Jean Zay à Antony ou le développement de la zone d'activités Novéos au Plessis-Robinson et Clamart.

Plus qu'un projet de transport, le Tram 10 constitue également un projet de requalification urbaine et de réorganisation des espaces traversés.

0.3 Inscription du Projet dans les documents de planification et de programmation

Le Tram 10 Antony – Clamart est un projet s'intégrant au sein du Nouveau Grand Paris. Ce projet est inscrit au SDRIF, approuvé par le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, et au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 approuvé le 18 juin 2015.

0.4 Caractéristiques principales du Tram 10 Antony – Clamart

Le Projet de tramway reliera la Croix de Berny (Antony) à la Place du Garde (Clamart). Il desservira quatre communes : Antony, Chatenay-Malabry, Le Plessis-Robinson et Clamart.

Longueur	8,2 km environ
Nombre de stations	14 stations
Mode	Tramway fer
Mise en service	2023
Fréquentation estimée	25 200 voyageurs/jour
Temps de trajet	25 minutes
Fréquence	6 minutes en HP / 8 minutes en HC

Evolutions du projet de tramway lors des études Projet :

A l'issue des études PRO, les évolutions de programme notables sont les suivantes :

- ajout d'une 3ème voie routière sur la RD 2 dans la traversée de la forêt de Meudon à la demande du maire de Clamart pour tenir compte des projets urbains de sa commune ;
- abandon, par la Ville de Chatenay-Malabry, de la dalle de mixité au-dessus des voies de remisage ;
- modification de l'aménagement des terminus pour tenir compte des recommandations de l'inspectrice des sites (entrée secondaire du Parc de Sceaux) et de la réorganisation des arrêts de bus (Place du Garde) ;
- prise en compte des chartes des communes pour le mobilier urbain.

Les études PRO ont également intégré une évolution des périmètres de maîtrise d'ouvrage, transférant les prestations suivantes de l'aménagement urbain au système de transport :

- la réalisation des massifs situés à l'intérieur du GLO
- la fourniture et la pose des bordures de GLO faisant fonction de chasse-roue
- la réalisation des espaces sécurisés Véligo situés aux terminus

Par rapport aux coûts détaillés présentés à l'AVP, ces évolutions impliquent un transfert de plus de 1,1 M € HT de coûts de travaux du périmètre de l'insertion urbaine (AMU) vers le périmètre du système de transport (ST) dans le coût prévisionnel des travaux.

0.5 Le coût global du Projet

Le coût d'objectif du Projet défini au niveau des études AVP et validé par le conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France Mobilités du 22 mars 2017, est de **351 M€ HT** aux conditions économiques de décembre 2011 (hors matériel roulant).

Ce coût recouvre les frais liés aux études d'Avant-Projet et Projet, d'acquisitions foncières et de travaux conventionnés précédemment. Ainsi les coûts d'objectif du Projet sont différents des coûts des travaux.

Ce coût d'objectif se répartit de la manière suivante :

Maîtres d'ouvrage	Montant en M€ HT constant CE 12/2011
Île-de-France Mobilités	178
Département des Hauts-de-Seine	173
Total	351

0.6 Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du Projet sont celles de décembre 2011, correspondant à celles utilisées pour le schéma de principe. Les maitres d'ouvrage justifient in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices TP01 connus à la date de la convention ;
- puis sur l'hypothèse d'une évolution de 1,8 % par an au-delà.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

0.7 Principe de conventionnement de la phase travaux du Projet

Concernant le financement de la phase travaux du Projet, il est convenu de mettre en place plusieurs conventions de financement. Elles permettront de mettre en adéquation les besoins des maîtres d'ouvrage et les capacités de mobilisation de crédits des financeurs.

A l'heure actuelle, six conventions ont été signées pour le financement du Projet :

- une convention relative au DOCP, concertation, schéma de principe et enquête publique financée par la Région et le Département des Hauts-de-Seine et notifiée le 6 décembre 2011 ;
- une convention relative aux études d'avant-projet financée par la Région et le Département des Hauts-de-Seine et notifiée le 5 juin 2015 ;
- une convention de financement relative aux acquisitions foncières et libérations d'emprises financée par la Région et le Département des Hauts-de-Seine et notifiée le 5 juin 2015 ;
- une convention relative aux « études PRO, mission d'assistance aux contrats de travaux, acquisitions foncières complémentaires et premiers travaux », financée dans le cadre du CPER 2015-2020 et notifiée le 25 octobre 2017 ;
- une première convention de réalisation, incluant aussi le troisième volet des acquisitions foncières, financée dans le cadre du CPER 2015-2020 et notifiée le 4 décembre 2018.
- une seconde convention de réalisation, financée dans le cadre du CPER 2015-2020 et notifiée le _____.

« L'Annexe 1 : Liste des études et conventions de financement précédentes » rappelle les sommes engagées par ces conventions.

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- définir les modalités de financement de la troisième tranche des travaux à hauteur de **78 616 000 € HT** en euros courants.
- de préciser les conditions de suivi et de réalisation des travaux relatifs à la réalisation du Tram 10 Antony – Clamart, dans le respect du calendrier général du projet ;
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination suivante :

« Tramway Tram 10 Antony – Clamart – Convention REA 3 »

1.1 Rappel des études effectuées

Les études pilotées par Île-de-France Mobilités et le département des Hauts-de-Seine, et définissant les travaux à réaliser sont référencées en « Annexe 1 : Liste des études et conventions de financement précédentes ».

1.2 Périmètre de la convention

La présente convention permet d'engager ou poursuivre les **travaux** suivants :

- Aménagements urbains
  - Voirie et réseaux divers,
  - Eclairage public,
  - Signalisation lumineuse et tricolore
  - Espaces verts,
  - Frais de MOE et MOA.

- Système de transport :
  - infrastructure de la voie ferrée,
  - ligne aérienne de contact,
  - infrastructure du site de maintenance et de remisage.

1.3 Délais de réalisation

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à achever les travaux dans un délai de 48 mois à partir de la notification de la Convention.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux objet de la convention figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel.

2 Rôle et engagements des parties

2.1 L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit les maîtres d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

2.2 La maîtrise d'ouvrage

2.2.1 Identification et périmètre d'intervention des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage du Projet sont le Syndicat des transports d'Île-de-France, pour le « système de transport », et le département des Hauts-de-Seine pour « l'insertion urbaine ».

2.2.2 Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage

Le département des Hauts-de-Seine est le maître d'ouvrage coordinateur du Projet.

Le maître d'ouvrage coordinateur se charge :

- de rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage de l'opération,
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet.

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas à l'autre maître d'ouvrage dans les responsabilités propres qui lui incombent et ne peut lui imposer des choix ou des solutions qui relèvent de ses prérogatives. Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'annexe 2 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

Une convention entre maîtres d'ouvrage, associant le département des Hauts-de-Seine et Île-de-France Mobilités, définit jusqu'à la mise en service, l'organisation et les périmètres de maîtrise d'ouvrage de chacun afin de permettre notamment une bonne anticipation dans l'élaboration des conventions de financement relative aux travaux et des marchés nécessaires à la réalisation du Projet.

L'Etat et la Région en sont tenus informés par transmission de la Convention dès sa signature.

2.2.3 Engagements des maîtres d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engagent sur :

- le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de décembre 2011 tel qu'il a été voté en conseil d'Île-de-France Mobilités le 22 mars 2017, et tel que rappelé en Préambule ;
- la réalisation de l'Opération, objet de la Convention ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 1.3 ;
- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds relatifs à la convention REA 3, mis à jour le cas échéant en comité, selon l'avancement du projet ;
- le respect des règles de l'art.

Les tiers ne peuvent se prévaloir du versement de la présente subvention pour engager la responsabilité des financeurs en cas de litige résultant de la réalisation du Projet.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en qualité d'Autorité organisatrice de la mobilité, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France informe alors sans délai les financeurs de la situation, en relation avec les maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

2.3 Les financeurs

2.3.1 Identification

Le financement de la présente convention est assuré, au titre du Contrat de plan Etat-Région (CPER) 2015-2020, par :

- L'Etat : 21 % ;
- La région Île-de-France : 49 % ;
- Le département des Hauts-de-Seine: 30 %.

2.3.2 Engagements des financeurs

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'Opération, par les maîtres d'ouvrages visés à l'article 2.2.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention.

Ce financement s'inscrit, comme indiqué dans l'article 0.7 de la présente convention, dans le cadre de conventions de financement de la phase de réalisation du Projet qui seront mises en place au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

3 Modalités de financement et de paiement

3.1 Coût de la convention

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention est évalué à **78 616 000** euros **courants hors taxes**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, d'information aux usagers, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

3.2 Coûts détaillés de la convention

Les maîtres d'ouvrage fournissent une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet.

Opération tramway T10 Antony-Clamart en euros courants HT		
Maître d'ouvrage	**Poste de dépense**	**Estimation des Coûts en € HT courants**
Département des Hauts-de-Seine	Aménagements urbains	52 034 400 €
	Frais de MOA et MOE	5 781 600 €
	Sous Total CD92	57 816 000 €
Île-de-France Mobilités	Travaux d'infrastructure	12 000 000 €
	Travaux du SMR	3 600 000 €
	Frais de MOA et MOE	5 200 000 €
	Sous Total IDFM	20 800 000€
TOTAL		**78 616 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour chaque maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par maître d'ouvrage.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.), dans l'instance de gouvernance ad hoc.

3.3 Plan de financement de la convention

Le plan de financement est établi en euros courants comme suit :

Tram 10 Antony-Clamart – CFi REA 3 en euros courants HT et clé de financement				
Financeurs / MOA	**Etat 21%**	**Région 49%**	**CD 92 30%**	**Total 100%**
CD 92	**12 141 360,00**	**28 329 840,00**	**17 344 800,00**	**57 816 000,00**
IDFM	**4 368 000**	**10 192 000**	**6 240 000**	**20 800 000**
Total	**16 509 360**	**38 521 840**	**23 584 800**	**78 616 000**

3.4 Modalités de versement des crédits de paiement

3.4.1 Echéanciers des appels de fonds

L'Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds relatifs à la convention REA 3 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds des maîtres d'ouvrage, par financeur.

Les financeurs sont avisés des évolutions de l'échéancier prévisionnel par les maîtres d'ouvrage. Au premier trimestre de chaque année, les maîtres d'ouvrage transmettent une version mise à jour de cette annexe au comité ad hoc, tel que défini à l'article 6. En l'absence de la transmission d'un échéancier mis à jour, les financeurs se réservent le droit de limiter leurs versements aux montants annuels inscrits dans le dernier échéancier mis à jour transmis.

Le cas échéant, les financeurs informent les maîtres d'ouvrage des difficultés éventuelles posées par une évolution substantielle des échéanciers d'appels de fonds et proposent une solution. Si les difficultés persistent, les parties peuvent solliciter l'examen de ces difficultés par le Comité ad hoc.

3.4.2 Acomptes

A-Versement des acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par les bénéficiaires. A cette fin, chaque bénéficiaire transmet aux financeurs et sur son périmètre, des demandes de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/d'engagement auxquels l'appel de fonds se rattache.

a – pour la Région et le département des Hauts-de-Seine :

La demande de versement des acomptes formulée par le bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le bénéficiaire indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations, et le cas échéant, les frais de maîtrise d'ouvrage. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3.

b – pour l'Etat :

La demande de versement des acomptes formulée par le bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage et en euros constants par rapport au coût d'objectif) par postes de dépenses tel que définis à l'article 3.2, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire ;
- un état récapitulatif des factures acquittées daté et certifié exact par le comptable public en charge de la comptabilité du bénéficiaire.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

B-Plafonnement des acomptes

Pour la **Région**, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. Toutefois, s'agissant d'un Projet inscrit au CPER 2015-2020, la Région applique l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

De plus, si au moins une convention a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement sont reportées sur l'engagement comptable le plus récent.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par le **département des Hauts-de-Seine** au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'**Etat** au bénéficiaire est plafonné à 80% de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants avant le versement du solde.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des bénéficiaires et des appels de fonds, à actualiser chaque année en septembre.

3.4.3 Versement du solde

Après achèvement des travaux prévus dans la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par les bénéficiaires :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 3.4.1 ;
- d'un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de la convention, comprenant notamment le relevé final des dépenses et des recettes, tel qu'indiqué à l'article 9 ;

La demande de solde est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, chaque bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et certifié par le comptable public.

3.4.4 Paiement

Le paiement est conditionné au respect par les maîtres d'ouvrage des dispositions de la Convention.

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règles budgétaires et financières de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 3.4.1, 3.4.3, 3,5 et 3.6 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

3.4.5 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès des bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- **Département des Hauts-de-Seine :**

Code IBAN							Code BIC
FR30	3000	1009	36D9	2000	0000	003	BDFEFRPPCCT

- **Syndicat des Transports d'Île-de-France**

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service / Coordonnées
Etat	DRIEA 21-23, rue Miollis 75 015 PARIS	SPoT / CBSF
Région Île-de-France	2, rue Simone Veil 93 400 Saint-Ouen-Sur-Seine	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Hauts-de-Seine	Hôtel du Département - Arena 92 731 Nanterre Cedex	Pôle Aménagement et Développement du Territoire Direction des Mobilités
Île-de-France Mobilités	Syndicat des transports d'Ile-de-France 39-41, rue de Châteaudun 75 009 PARIS	Direction des Infrastructures

3.5 Caducité des subventions de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, la subvention devient caduque et est annulée si, à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région, au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier prévisionnel des travaux joint en annexe 2 à la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité ad hoc. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que le Projet est achevé au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.6 Caducité des subventions de l'Etat

Au titre du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement accordées aux personnes de droit privé et aux personnes publiques à l'exception des établissements publics de l'État, si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la notification de la subvention de l'État, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'État constate la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un (1) an.

Le début d'exécution de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, ...) créant une obligation entre le maître d'ouvrage et le premier prestataire.

3.7 Comptabilité des maîtres d'ouvrage

Chaque bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'Opération faisant l'objet de la présente convention.

Chaque bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 Modalités de contrôle

Les financeurs et Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOM, se réservent le droit de solliciter auprès des maîtres d'ouvrage toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Les maîtres d'ouvrage conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

Par Île-de-France Mobilités

Dans le cadre de l'article R 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

Intervention d'experts

L'Autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'Autorité organisatrice. Les Maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

5 Définition et gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué en préambule de la Convention constitue un plafond dans lequel l'ensemble des subventions successives s'inscrivent, y compris celle relative à la présente Opération.

Les écarts sont examinés en fin de Projet par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif du projet fixé en euros constants, conformément à l'AVP. Le respect du coût d'objectif est calculé par l'application d'une désactualisation selon l'indice réel du mois de facturation.

5.1 En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par chaque maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu à l'article 3.2, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

5.2 En cas de dépassement du coût prévisionnel des dépenses

S'il apparaît que, au cours de l'Opération, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention ne peut être respecté, les maîtres d'ouvrage fournissent dans un délai maximum de un (1) mois à l'autorité organisatrice et aux financeurs un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'autorité organisatrice aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par l'autorité organisatrice, les financeurs préciseront alors, lors du Comité des Financeurs (cf. article 6.2), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'Opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu en préambule au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'autorité organisatrice et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe aux maîtres d'ouvrage.

En cas de désaccord entre les Parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii selon lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

5.3 Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect du délai prévu à « Annexe 2 : Calendrier prévisionnel » ne peut être assuré, Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOM, et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé auprès des maîtres d'ouvrage, sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOM, aux financeurs, qui s'appuiera notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'Opération. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport, et de l'avis éventuel formulé par les maîtres d'ouvrage, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, l'autorité organisatrice et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

6 Pilotage et suivi du Projet

La gouvernance du Projet s'articule comme suit autour de plusieurs comités.

6.1 Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un comité de suivi de la convention de financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi » ou « CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Ce CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués d'Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités ou les financeurs, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses et procèdent à la mise à jour de la programmation financière.

Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
- le point sur l'avancement des travaux et acquisitions foncières ;
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature ;
- la liste des principaux marchés signés avec leur date, leur montant d'engagement et le nom du titulaire ;
- la liste des principaux marchés à venir avec leur date et leur montant prévisionnel d'engagement ;
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu ;
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage ;
- un état comparatif entre le coût prévisionnel du Projet détaillé par postes CERTU tel qu'indiqué à l'AVP et le coût final du Projet détaillé par postes CERTU tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des prestations déjà exécutées et de celles restant à réaliser ;
- un état des lieux sur la consommation des provisions ;
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais ;

- le montant des dépenses comptabilisées ;
- le montant des subventions appelées, versées et restant à verser par financeur ;
- le montant prévisionnel réactualisé des appels de fonds par financeur pour l'exercice en cours et pour les exercices suivants ;
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même Projet, chaque maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses, de ses engagements et de ses appels de fonds. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 12/2011 pour toute la période de réalisation.

Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet.

Lors de sa première séance, le CSCF acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés de chaque maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi du Projet, en termes financier et d'avancement.

3/ La communication autour du projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour l'Opération ;
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

6.2 Comité des financeurs de l'Opération

Il réunit les financeurs et les maîtres d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses réalisées. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du Projet dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'Opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 6.1. Les maîtres d'ouvrage présentent alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le Projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'Opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention seront mises en œuvre.

6.3 Information hors CSCF et Comité des financeurs

Les maîtres d'ouvrage s'engagent, pendant toute la durée de validité de la convention, à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;

- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par ceux-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze jours avant la réunion.

6.4 Communication institutionnelle

6.4.1 Région Île-de-France

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la Convention. Le bénéficiaire s'engage ainsi à apposer la mention « Action financée par la Région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la Convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication. De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France. L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles de tous les événements organisés liés au Projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du Projet doit être établi et transmis régulièrement à la Région.

Le bénéficiaire est tenu de soumettre préalablement les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole de la région Île-de-France. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Le bénéficiaire s'engage également à porter à la connaissance des services, les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la Convention et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des éditoriaux, interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

La communication de chantier (panneaux, palissades, supports d'information du public et riverains) doit faire apparaître la contribution régionale sous la forme suivante : « action financée par la région Île-de-France » avec l'apposition du logotype, conformément à la charte graphique en vigueur.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la Convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale, etc.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du Projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des

fins de communication relative à l'action régionale. Toute utilisation ou exploitation commerciale du Projet par la Région est interdite.

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus :

- en amont : les supports de communication liés à l'objet de la Convention devront être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge du suivi du dossier ;
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir les justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings, etc.).

6.4.2 Etat

Les dispositions de l'article 6.4.1 relatives à la communication de la Région Ile-de-France s'appliquent à l'État, partenaire financeur du projet.

6.4.3 Suivi de la communication

Le comité technique de communication (CTC) réunit les maîtres d'ouvrage et les financeurs.

En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit les maîtres d'ouvrage et les financeurs du Projet ainsi que les prestataires de communication de l'Opération (stratégie et mise en œuvre). Les financeurs sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable.

Le compte-rendu sera assuré par les maîtres d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication.

Cette communication est partagée et validée par les maîtres d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, Département ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

7 Modification du programme

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'avant-projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 1.3 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût d'objectif définis dans l'AVP, peut conduire, selon la réglementation applicable aux maîtres d'ouvrage ou selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès qu'un maître d'ouvrage envisage des modifications du programme du projet défini dans l'avant-projet approuvé en conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités du 22 mars

2017 par la délibération susvisée, il transmet à l'autorité organisatrice, ainsi qu'aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il doit veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOM, validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité des Financeurs ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'Opération.

L'avant-projet modificatif est présenté au conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'opération. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application des dispositions de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage, sur leur périmètre, de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'Opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

8 Modalités d'audit

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

9 Bilan financier de la convention

A l'appui de la demande de solde de la convention, le bénéficiaire établit sous sa responsabilité un bilan financier des dépenses et des recettes relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition des dépenses selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel, l'ensemble des dépenses comptabilisées étant désactualisé mensuellement aux conditions économiques de référence de la convention à titre informatif (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par les maîtres d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan financier de la convention comportera notamment :

- le récapitulatif des subventions attribuées ;
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs ;
- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan ;
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs.

10 Bilan de la réalisation du Projet

La dernière convention de financement de réalisation du projet Tram 10 Antony-Clamart actera, dans des articles spécifiques :

- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan de la dernière convention de réalisation du projet et les versements effectués par les financeurs (l'ensemble des dépenses des maîtres d'ouvrage fera l'objet d'une désactualisation mensuelle afin de permettre la vérification du respect du coût d'objectif du Projet, établi en euros constants),
- les modalités de bilan financier, d'audit et de clôture de la réalisation du Projet ;
- les modalités de réalisation du bilan LOTI du projet.

11 Dispositions générales

11.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.4.5 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont soumis au Tribunal Administratif territorialement compétent.

11.3 Résiliation de la convention

Les parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,

- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A la date d'effet de la résiliation, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation de la convention. Sur cette base, les bénéficiaires procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

11.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 4, 8 et 10, la présente convention expire soit après le solde de la totalité des subventions dues au bénéficiaire selon les modalités des articles 3.4.3 et 5, soit à la date d'effet de la résiliation telle que prévu à l'article 11.3, soit à la date de caducité prévue par l'article 3.5.

11.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, Michel CADOT Préfet de la région Île-de-France – Préfet de Paris	Pour la région Île-de-France, Valérie PECRESSE Présidente du conseil régional d'Île-de-France	Pour le département des Hauts-de-Seine Patrick DEVEDJIAN Président du département des Hauts-de-Seine
	Pour le Syndicat des transports d'Île-de-France, Laurent PROBST Directeur Général	

Annexes

Annexe 1 : Liste des études et des conventions de financement précédentes

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds relatifs à la convention REA 3

Annexe 4 : Organigramme détaillé

Annexe 5 : Détail du coût d'objectif du Projet

Annexe 1 : Liste des études et conventions de financement précédentes

1/ Etudes précédentes :

- Etudes de DOCP, approuvées au conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 11 juillet 2012,
- Etudes de schéma de principe et dossier d'enquête publique, approuvées au conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 11 février 2015.
- Etudes AVP, approuvées au conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 22 mars 2017
- Etudes PRO, finalisées en 2018.

2/ Conventions de financement précédentes :

	Montant en € courants HT			
Convention	**Département des Hauts-de-Seine**	**Région Île-de-France**	**Etat**	**TOTAL**
2011 DOCP Concertation Schéma de principe Enquête publique	4 420 000 € *65%*	2 380 000 € *35%*		**6 800 000 €**
2015 Etudes AVP	4 316 000 € *52%*	3 984 000 € *48%*		**8 300 000 €**
2015 1ères acquisitions foncières	3 153 800 € *52%*	2 911 200 € *48%*		**6 065 000 €**
2017 Etudes PRO Mission ACT 2nd acquisitions foncières 1er travaux	8 040 000 € 30%	13 132 000 € 49%	5 628 000 € 21%	**26 800 000 €**
2018 REA 1 AF 3	11 400 000 € 30%	18 620 000 € 49%	7 980 000 € 21%	**38 000 000 €**
2019 REA2	30 000 000 € 30%	49 000 000 € 49%	21 000 000 € 21%	**100 000 000 €**
Montant global	**61 329 800 €**	**90 027 200 €**	**34 608 000 €**	**185 965 000 €**
Participation globale	***32,98%***	***48,41%***	***18,61%***	***100%***

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

➢ Calendrier prévisionnel des opérations couvertes par cette convention

	2019	2020	2021	2022	2023
Aménagement urbains	X	X	X	X	X
Système de transport	X	X	X	X	X

➢ Calendrier prévisionnel du Projet

Acquisitions foncières : 2016 - 2020

Travaux préparatoires aménagements urbains : 2017 – 2020

Travaux sur le site du SMR : mars 2018-fin 2021

Travaux préparatoires système de transport : fin 2018 / 2019

Travaux du tramway : mi 2019 à fin 2022

Mise en service du tramway : 1er semestre 2023

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds relatifs à la convention REA 3

a) Echéancier prévisionnel des dépenses exprimées en euros **courants** HT :

CD92	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Aménagements urbains	18 509 251,50	33 443 248,50				52 034 400 €
Frais de MOA et MOE	2 056 583,50	3 715 916,50				5 781 600 €
TOTAL	20 565 835	37 159 165				**57 816 000**

IDFM	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Infrastructure – voie ferrée		1 000 000	6 000 000	4 000 000	1 000 000	**12 000 000**
Infrastructure – SMR	1 000 000	1 000 000	1 600 000			**3 600 000**
Frais de MOA et MOE	500 000	500 000	1 500 000	1 500 000	1 200 000	**5 200 000**
TOTAL	**1 500 000**	**2 500 000**	**9 100 000**	**5 500 000**	**2 200 000**	**20 800 000**

b) Echéancier prévisionnel des appels de fonds exprimés en euros **courants** :

CD92	2020	2021	2022	2023	Total
Région (49 %)		10 121 849,15	18 207 990,85		**28 329 840,00**
Etat (21 %)		4 337 935,35	7 803 424,65		**12 141 360,00**
CD 92 (30 %)		6 197 050,50	11 147 749,50		**17 344 800,00**
TOTAL appel de fonds		**20 656 835,00**	**37 159 165,00**		**57 816 000,00**

IDFM	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
Région (49 %)		735 000	1 225 000	4 459 000	2 695 000	1 078 000	**10 192 000**
Etat (21 %)		315 000	525 000	1 911 000	1 155 000	462 000	**4 368 000**
CD 92 (30 %)		450 000	750 000	2 730 000	1 650 000	660 000	**6 240 000**
TOTAL appel de fonds		**1 500 000**	**2 500 000**	**9 100 000**	**5 500 000**	**2 200 000**	**20 800 000**

Annexe 4 : Organigramme détaillé

MAITRISE D'OUVRAGE ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES

Maître d'ouvrage :

Elodie HANEN – Directrice générale adjointe

Emilie LEMAIRE – Chef du département « Projets de surface – zone 1 »

Gaëlle LE GENISSEL – Chargée de projet Tram 10 Antony – Clamart

Marine LERCH – Chargée de projet Tram 10 Antony – Clamart

MAITRISE D'OUVRAGE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Maître d'ouvrage :

Philippe CARON – Directeur des Mobilités

Thomas SANSONETTI – Chef du service Maîtrise d'ouvrage

Frédéric TORNIOR – Chef de projet Tram 10 Antony – Clamart

Mathieu PIMOR – Adjoint au chef de projet Tram 10 Antony – Clamart

Annexe 5 : Détail du coût d'objectif du Projet

Selon l'AVP du projet approuvé par le conseil d'Île-de-France Mobilités du 22 mars 2017, les coûts de la phase de réalisation sont les suivants (exprimés en M€ constants aux CE de décembre 2011 et hors matériel roulant) :

N° poste CERTU	Intitulé poste CERTU	Estimation AVP en M€ HT (val. déc 2011)		
		Département 92	Île-de-France Mobilités	Total
5	Déviations de réseaux	0,8	1	1,8
6	Travaux préparatoires	20,6	13,9	34,5
7	Ouvrages d'art	10,5	0	10,5
8	Plate-forme tramway	10,1	7,1	17,2
9	Voie ferrée	0	22,6	22,6
10	Revêtement de la plate-forme tramway	0	12,8	12,8
11	Voirie (hors site propre) et espaces publics	54,6	0	54,6
12	Equipements, mobiliers urbains, espaces verts	7,6	0,5	8,1
13	Signalisation routière	4,1	0	4,1
14	Stations	0	9,5	9,5
15	Alimentation en énergie de traction	0	14	14
16	Courants faibles et Poste de commandes centralisé (PCC)	0	14,8	14,8
17	Dépôt	0	38	38
19	Opérations induites	4,6	0	4,6
Sous-total travaux hors AF et aléas		**112,9**	**134,2**	**247,1**
4	Acquisitions foncières et libération d'emprises	24,8	5,1	29,9
20	Provision pour aléas et incertitude (PAI)	11,3	13,4	24,7
Sous-total travaux hors études, MOE et MOA		**149**	**152,7**	**301,7**
1	Etudes d'avant-projet / projet	5,8	5,5	11,3
2	Frais de maîtrise d'ouvrage	12,8	13,8	26,6
3	Frais de maîtrise d'œuvre travaux	5,2	6,1	11,3
Total (hors MR)		**173**	**178**	**351**

ANNEXE 4 : AVENANT TRAM 1 ASNIERES - COLOMBES

Avenant n°1 à la convention relative aux études et modalités de concertation du DOCP à l'enquête publique dans le cadre du prolongement du tramway T1 des Courtilles au T2 à Colombes

Entre :

La **région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la commission Permanente du _____ du conseil régional d'Île-de-France,

Le **département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du conseil départemental, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par délibération n°_____ de la commission permanente du _____ du conseil départemental,
Ci-après désignés « les financeurs », d'une part,

Et :

Le **Syndicat des Transports d'Île-de-France**, dont le nom d'usage est Île de France Mobilités, Etablissement Public à Caractère Administratif, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, dument habilité à cet effet par la délibération n°2020/___ en date du _____,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des Transports d'Île-de-France », « l'Autorité Organisatrice de la Mobilité » ou « l'AOM », d'autre part.

*
* *

VU le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des transports d'Île-de-France et notamment son article 15-I qui stipule que le STIF élabore lui-même ou fait élaborer les schémas de principe de projets d'infrastructures nouvelles ;

VU le schéma directeur de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 82-08 du conseil régional en date du 25 septembre 2008 ;

VU les délibérations n° CR 61-05 du conseil régional d'Île-de-France du 26 et 27 novembre 2009 et n°09.181 du conseil général des Hauts-de-Seine du 19 juin 2009 approuvant le contrat particulier 2009-2013 région Île-de-France - département des Hauts-de-Seine ;

VU le protocole d'intention relatif à la mise en œuvre et au financement du plan de mobilisation pour les transports en Île-de-France, voté par le conseil régional le 18 juin 2009 et par l'assemblée départementale le 23 octobre 2009 ;

VU la délibération n° CP 11-109 de la commission permanente du conseil régional du 27 janvier 2011 approuvant la convention initiale ;

VU la délibération n° 10 801 CP de l'assemblée départementale du conseil départemental du 6 décembre 2010 approuvant la convention initiale ;

VU la délibération n° 2010/0716 du conseil du syndicat des transports d'Île-de-France du 8 décembre 2010 approuvant la convention initiale ;

VU la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la convention de maîtrise d'ouvrage du 26 juillet 2013 entre le département des Hauts-de-Seine et le Syndicat des transports d'Île-de-France relative à la phase schéma de principe / enquête publique ;

Il est précisé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La convention de financement, approuvée par la commission permanente de la Région n° CP11-109 du 27 janvier 2011, fixe les engagements réciproques des trois parties pour le financement et la réalisation des études du DOCP à l'enquête publique dans le cadre du prolongement du tramway T1 des Courtilles au T2 à Colombes.

L'article 3 de cette convention définit les périmètres de maitrise d'ouvrage entre Île-de-France Mobilités et le département des Hauts-de-Seine. Ces périmètres ont évolué en 2013 lors de la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage entre ces deux Parties pour les phases schéma de principe / enquête publique. Cet accord n'avait pas été répercuté dans la convention de financement signée par la Région car l'accostage de la convention était prévu suffisamment en économie pour absorber cette évolution.

Cependant, au moment de dresser son bilan financier de la convention en 2016, le Département a constaté un dépassement de 282 000 € HT résultant des dépenses non prévues initialement. Ces dépenses nécessaires pour lever les réserves de la commission d'enquête n'étaient plus absorbables par la convention du fait de l'évolution des périmètres de maitrise d'ouvrage.

En 2017, les trois Parties ont décidé en comité des financeurs d'attendre la présentation du solde de l'affectation attribuée à Île-de-France mobilités pour rédiger le présent avenant à la convention DOCP/EP afin de l'établir sur la base d'un bilan financier fiable et définitif.

Le présent avenant propose ainsi d'entériner l'évolution du périmètre de maitrise d'ouvrage et ses incidences financières, à savoir une économie de 1 866 198,24 € HT sur le périmètre d'Île-de-France Mobilités et une augmentation de 282 000 € HT sur le périmètre du département des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'acter la modification des périmètres de maitrise d'ouvrage opérée en cours de projet et d'en répercuter les incidences sur le plan de financement.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.2 « MAITRISE D'OUVRAGE DU DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE »

L'article est modifié comme suit :

Le Département des Hauts-de-Seine assurera la maîtrise d'ouvrage des études d'insertion urbaines relatives au schéma de principe et à l'enquête publique et de l'étude d'impact. L'insertion urbaine comprend également la plateforme ainsi que son assainissement et les accès aux locaux techniques et SMR.

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 « COÛT DES DEPENSES »

L'article est modifié comme suit :

Le montant des dépenses correspondant à l'objet de la présente convention est établi à 3 007 801,76 €HT, décomposé comme suit :

	MOA STIF	MOA Dép.92	Total
Etudes préalables, DOCP et concertation préalable	483 801,76 €HT	247 000 €HT	730 801,76 €HT
Schéma de principe et enquête publique phase 1	300 000 €HT	198 000 €HT	498 000 €HT
Schéma de principe et enquête publique phase 2	334 000 €HT	1 445 000 €HT	1 779 000 €HT
Total	**1 117 801,76** €HT	**1 890 000** €HT	**3 007 801,76€HT**

Au sein de chaque périmètre de maîtrise d'ouvrage, cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles de chaque phase d'étude, dans un principe de fongibilité et dans le respect de l'enveloppe globale des études de 3 007 801,76 €HT. Ce montant est forfaitaire et non actualisable.

Ces montants viennent compléter les dépenses déjà réalisées et financées intégralement par le Département de Hauts-de-Seine d'un montant de 342 614,47 € HT en euros courants.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 5.2 « PLAN DE FINANCEMENT ET CALENDRIER DES ETUDES »

L'article est modifié comme suit :

Le financement des prestations objets de la présente convention est assuré à 68,75% par le département des Hauts-de-Seine et à 31,25% par la Région dans la limité d'un plafond de 3 007 801,76€HT, soit une participation de 2 067 863,71 €HT pour le département des Hauts-de-Seine et de 939 938,05 €HT pour la région Île-de-France, montant forfaitaire et non révisable.

Le plan de financement global de l'opération est le suivant :

€ HT	MOA STIF	MOA Dép.92	Total
Région *31,25%*	349 313,05	590 625	939 938,05
Dép92 *68,75%*	768 488,71	1 299 375	2 067 863,71
Total	1 117 801,76	1 890 000	3 007 801,76

Le plan de financement détaillé ainsi que les échéanciers de financement et de réalisation des études figurent en annexe 4.

Le calendrier de réalisation des études de DOCP et concertation figure en annexe 5, à titre indicatif.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 4 « PLAN DE FINANCEMENT ET ECHEANCIER PREVISIONNEL»

L'annexe est modifiée comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT

€ HT	MOA STIF	MOA Dép.92	Total
Région *31,25%*	349 313,05	590 625	939 938,05
Dép92 *68,75%*	768 488,71	1 299 375	2 067 863,71
Total	1 117 801,76	1 890 000	3 007 801,76

ECHEANCIER DE FINANCEMENT ET DE REALISATION

Sous maîtrise d'ouvrage du STIF :

ECHEANCIER DES BESOINS EN AP

Planning (€ courants)	2011	2012	2020	**TOTAL**
Région Ile-de-France	+ 932 500		- **583 186,95**	**349 313,05**
Conseil départemental des Hauts-de-Seine	+ 1 312 437,50	+ 739 062, 50	- **1 283 011,29**	**768 488,71**
Total	**+ 2 244 937,50**	**+ 739 062, 50**	- **1 866 198,24**	**1 117 801,76**

ECHEANCIER DES APPELS DE FONDS EN CP

Planning (€ courants)	2012	2013	2014	2015	2019	**TOTAL**
Région Ile-de-France	116 059,10	128 932,84	66 214,09	33 076,71	5 030,31	**349 313,05**
Conseil départemental des Hauts-de-Seine	255 330,02	283 652,25	145 671,00	72 768,76	11 066,68	**768 488,71**
Total	371 389,12	412 585,09	211 885,09	105 845,47	16 096,99	**1 117 801,76**

Sous maîtrise d'ouvrage du département des Hauts-de-Seine :

ECHEANCIER DES BESOINS EN AP

Planning (€ courants)	2010	2011	2012	2020	**TOTAL**
Région Ile-de-France		502 500,00		88 125	**590 625**
Conseil départemental des Hauts-de-Seine	137 500,00	516 312,50	451 687,50	193 875	**1 299 375**
Total	**137 500,00**	**1 018 812,50**	**451 687,50**	**282 000**	**1 890 000**

ECHEANCIER DES APPELS DE FONDS EN CP

Planning (€ courants)	2012	2014	2020	**TOTAL**
Région Ile-de-France	59 843,82	442 656,18	88 125,00	**590 625**
Conseil départemental des Hauts-de-Seine	131 656,40	973 843,60	193 875,00	**1 299 375**
Total	191 500,22	1 416 499,78	282 000,00	**1 890 000**

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 5 « CALENDRIER PREVISIONNEL»

L'annexe est modifiée comme suit :

Calendrier des études :

DOCP : janvier – juillet 2011
Concertation : juillet 2011 – avril 2012
Schéma de Principe : avril 2012 – mars 2014
Enquête publique : septembre – octobre 2014
Déclaration d'utilité publique : juillet 2015

ARTICLE 7 : ENTREE EN VIGUEUR ET VALIDITE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par la dernière des parties.

Le présent avenant tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de début des études indiquée dans le rapport n° CP 11-109, de la commission permanente de la région Île-de-France du 27 janvier 2011, soit le 1er septembre 2010.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses de la convention de financement initiale non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°1 demeurent inchangées et applicables de plein droit.

Fait à Paris en 3 exemplaires, le

Pour la région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France	Pour le département des Hauts-de-Seine, **Patrick DEVEDJIAN** Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités) **Laurent PROBST** Directeur général

ANNEXE 5 : AVENANT TRAM 10 ANTONY - CLAMART

2020

Création du Tram 10

Antony – Clamart

Avenant n°1 à la convention n° 15DPI002 relative aux études d'avant-projet (AVP)

Région îledeFrance

hauts-de-seine LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

Entre,

En premier lieu,

- La **région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional d'Île-de-France, ou son délégataire, dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____ ;

- Le **département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine, ou son délégataire, dûment mandaté par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____ ;

Ci-après désigné par « **les financeurs** » ;

En deuxième lieu,

- Le **département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine, ou son délégataire, dûment mandaté par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____ ;

- Le **Syndicat des transports d'Île-de-France**, établissement public à caractère administratif, numéro de SIRET 287 500 078 00020, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, représenté par le Directeur Général, ou son délégataire, dûment habilité par délibération n° _____ du conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du _____,

Ci-après désignés conjointement par « **les maîtres d'ouvrage** » ou « **les bénéficiaires** » ;

En troisième lieu,

- Le **Syndicat des Transports d'Île de France**, établissement public à caractère administratif, numéro de SIRET 287 500 078 00020, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, représenté par le Directeur Général, ou son délégataire, dûment habilité par délibération n° _____ du conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du _____ ;

Ci-après désigné comme « **le Syndicat des Transports d'Île de France** », **« Île-de-France Mobilités** » ou « **l'autorité organisatrice** » ;

Ci-après désignés collectivement par « **les Parties** ».

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de la commande publique,

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'orientation sur les transports intérieurs,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

Vu le Protocole d'intention relatif à la mise en œuvre et au financement du Plan de mobilisation pour les transports en Île-de-France, voté par le Conseil régional le 18 juin 2009,

Vu le Protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du Plan de mobilisation pour les transports pour la période 2013/2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013,

Vu le Contrat Particulier Région - Département des Hauts-de-Seine 2009-2013 approuvé par le Conseil régional le 26 novembre 2009 et par le Département le 19 juin 2009,

Vu l'avenant n°1 au Contrat Particulier Région – Département des Hauts-de-Seine 2009-2013 approuvée par le Conseil régional le 20 juin 2013 et par le Département le 21 juin 2013,

Vu la délibération n°11-634 du 7 juillet 2011 du Conseil régional d'Ile-de-France relative à la convention de financement des études relative à l'élaboration du Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et du Dossier de concertation préalable associé, du Schéma de Principe (SDP) et du Dossier d'enquête publique associé,

Vu le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP), approuvé par délibération du conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2012-0206 du 11 juillet 2012,

Vu le bilan de la concertation et les orientations pour le schéma de principe et le dossier d'enquête publique, approuvé par délibération du conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n° 2013-226 du 10 juillet 2013,

Vu le schéma de principe et le dossier d'enquête d'utilité publique approuvés par la délibération n° 2015-050 du conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 11 février 2015,

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 5 octobre au 6 décembre 2015,

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

Vu la délibération n° 2016-029 du conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 17 février 2016 levant les réserves de la commission d'enquête et confirmant l'intérêt général du projet de création du Tram 10 Antony - Clamart,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-174 du 11 octobre 2016 déclarant d'utilité publique la réalisation de la ligne de tramway T10 entre Antony et Clamart et mettant en compatibilité les documents d'urbanisme des communes d'Antony, Châtenay-Malabry, Le Plessis-Robinson et Clamart,

Vu l'Avant-projet approuvé par la délibération n° 2017/150 du conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 22 mars 2017,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La convention de financement n°15DPI002, approuvée par la commission permanente de la Région n° CP15-196 du 9 avril 2015, fixe les engagements réciproques des trois parties pour le financement et la réalisation des études AVP de la création du tramway T10 entre Antony et Clamart (92).

Les durées prévisionnelles suggérées dans la convention initiale, tant pour la réalisation des études que pour la formalisation des appels de fonds, s'avèrent avoir été sous-évaluées. L'article 7.1 de la convention précise que celle-ci ne peut être modifiée que par avenant.

Pour que les financeurs puissent verser aux maîtres d'ouvrage les sommes dues, le présent avenant propose ainsi d'entériner l'évolution du calendrier de la mission et de la durée de la convention. Cette évolution n'entraine pas la mise en place de nouveaux financements.

1 Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'acter l'évolution du calendrier de la mission et d'en répercuter les incidences sur la durée de la convention.

2 Modification de l'article 1.2 « Calendrier prévisionnel de réalisation de l'AVP »

L'article est modifié comme suit :

Le délai prévisionnel de réalisation des études est de 25 mois à compter de la date de l'approbation de la présente convention en Conseil du STIF.

Le calendrier prévisionnel de l'AVP joint en annexe 3 à la convention, est modifié par l'article 4 du présent avenant.

3 Modification de l'article 7.4 « date d'effet et durée de la convention »

L'article est modifié comme suit :

La convention prend effet à compter de sa notification par l'autorité organisatrice à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter à compter du 1er novembre 2014.

Elle expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 7.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 1.1.2 de la présente convention,
- solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.2,

et au plus tard 40 mois après l'approbation de l'avant-projet par l'autorité organisatrice.

4 Modification de l'annexe 3 « calendrier prévisionnel »

L'annexe est modifiée comme suit :

Calendrier prévisionnel des études :

	2014				2015				2016				2017			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Financement AVP Choix de la MOE																
Etudes AVP																
Enquête publique et avis de la commission d'enquête et arrêté de DUP																
Reprise AVP																
Synthèse et validation des AVP																

Date prévisionnelle de livraison de la phase Avant-projet T10 Antony – Clamart : mars 2017.

5 Entrée en vigueur et validité de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par la dernière des parties.

Le présent avenant tient compte des dépenses réalisées à compter du 1er novembre 2014, conformément à la convention initiale.

6 Dispositions diverses

Toutes les clauses de la convention de financement initiale non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°1 demeurent inchangées et applicables de plein droit.

Le présent avenant est établi en 3 exemplaires originaux un pour chacun des signataires.

Il est signé par toutes les parties et notifié le / /

Pour la région Île-de-France,	Pour le département des Hauts-de-Seine	Pour le Syndicat des transports d'Île-de-France,
Valérie PECRESSE Présidente du conseil régional d'Île-de-France	Patrick DEVEDJIAN Président du département des Hauts-de-Seine	Laurent PROBST Directeur Général

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-126
DU 4 MARS 2020

MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF ' TICKETS LOISIRS ' ET AFFECTATION D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT POUR L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération N°2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération N° CR 2017-55 du 9 mars 2017 relative à la nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances

VU la délibération N°CP 2018-085 du 18 mars 2018 relative à la stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs ;

VU la délibération N°CP 2019-120 du 19 mars 2019 relative à la stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs ;

VU la délibération N° CP 2019-224 du 22 mai 2019, approuvant les conventions de mise à disposition de service pour la réalisation de villages sportifs et culturels sur les Îles de loisirs ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-126 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide la mise en œuvre du dispositif de « développement de l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances » pour la période du 04 avril 2020 au 1er mars 2021.

Article 2 :

Autorise la présidente du conseil régional à signer, avec chaque bénéficiaire de ticket loisirs attribué hors appel à projets, une convention conforme à la convention type figurant à l'annexe n°2 de la délibération N°CP 2019-120 du 19 mars 2019.

Autorise la présidente du conseil régional à signer, avec chaque gestionnaire des îles de loisirs régionales, une convention conforme à la convention type approuvée par délibération N°CP 2018-085 du 18 mars 2018.

Autorise la présidente du conseil régional à signer, avec chaque bénéficiaire de ticket loisirs attribué dans le cadre de l'appel à projet, une convention conforme à la convention type approuvée dans la délibération N°CP 2018-085 du 18 mars 2018.

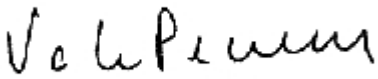
Décide de maintenir à 6 € la valeur unitaire des tickets-loisirs pour la période de mise en œuvre du dispositif indiquée à l'article 1 de la délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **800.000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-003 (133003) « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300301 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », nature 656 « Participations ».

Article 3 :

Approuve les 4 avenants aux conventions de mise à disposition de service jointes en annexe et habilite la Présidente du Conseil Régional à les signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171462-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

avenant bois le rois

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE BOIS LE ROI
Avenant N° 1

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-126 du 4 mars 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Bois le Roi**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération n° CP 2019-224 du 22 mai 2019, la commission permanente du Conseil Région d'Île-de-France a approuvé des conventions de mise à disposition de service pour la réalisation de villages sportifs et culturels sur les Îles de loisirs.

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier la rédaction de l'article 1 de ladite convention pour l'île de loisirs ci-dessus mentionnée.

Tel est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention est ainsi modifié :

1° Dans le deuxième alinéa, le montant « 32 138 € TTC » est remplacé par le montant « 32 000 € TTC » ;
2° Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant de 21 250 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant de 10 750 € TTC. »

ARTICLE 2 :

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Saint Ouen, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

avenant cergy

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Avenant N° 1

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-126 du 4 mars 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Cergy-Pontoise**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération n° CP 2019-224 du 22 mai 2019, la commission permanente du Conseil Région d'Île-de-France a approuvé des conventions de mise à disposition de service pour la réalisation de villages sportifs et culturels sur les Îles de loisirs.

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier la rédaction de l'article 1 de ladite convention pour l'île de loisirs ci-dessus mentionnée.

Tel est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention est ainsi modifié :

1° Dans le deuxième alinéa, le montant « 32 138 € TTC » est remplacé par le montant « 32 000 € TTC » ;
2° Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant de 21 250 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant de 10 750 € TTC. »

ARTICLE 2 :

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Saint Ouen, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

avenant créteil

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE CRETEIL
Avenant N° 1

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-126 du 4 mars 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Créteil**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération n° CP 2019-224 du 22 mai 2019, la commission permanente du Conseil Région d'Île-de-France a approuvé des conventions de mise à disposition de service pour la réalisation de villages sportifs et culturels sur les Îles de loisirs.

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier la rédaction de l'article 1 de ladite convention pour l'île de loisirs ci-dessus mentionnée.

Tel est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention est ainsi modifié :

1° Dans le deuxième alinéa, le montant « 32 138 € TTC » est remplacé par le montant « 32 000 € TTC » ;
2° Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant de 21 250 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant de 10 750 € TTC. »

ARTICLE 2 :

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Saint Ouen, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

avenant buthiers

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
VILLAGE SPORTIF ET CULTUREL DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ÎLE DE LOISIRS DE BUTHIERS
Avenant N° 1

Entre

« La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-126 du 4 mars 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

« L'organisme dénommé : **Île de loisirs de Buthiers**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le cocontractant »

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération n° CP 2019-224 du 22 mai 2019, la commission permanente du Conseil Région d'Île-de-France a approuvé des conventions de mise à disposition de service pour la réalisation de villages sportifs et culturels sur les Îles de loisirs.

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier la rédaction de l'article 1 de ladite convention pour l'île de loisirs ci-dessus mentionnée.

Tel est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention est ainsi modifié :

1° Dans le deuxième alinéa, le montant « 32 138 € TTC » est remplacé par le montant « 32 000 € TTC » ;
2° Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Le coût prévisionnel de fonctionnement est décomposé en coûts d'activité, d'une part, pour un montant de 21 250 € TTC et en frais généraux dédiés à l'opération, d'autre part, pour un montant de 10 750 € TTC. »

ARTICLE 2 :

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Saint Ouen, le , en 2 exemplaires originaux,

Pour *l'organisme* ***(Nom et Fonction du signataire)***	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
(signature et cachet)	Valérie PECRESSE

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-146

DU 4 MARS 2020

AFFECTION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME AU PROFIT DES ÎLES DE LOISIRS 2ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 28 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997 approuvant la convention type fixant les conditions de la mise à disposition des SMEAG, des biens immeubles des BPAL propriétés de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée

VU la délibération n° CR 2017-201 du 15 décembre 2017 relative à la délégation de service public de l'île de loisirs de Vaires-Torcy ;

VU la délibération CP 2018-219 du 30 mai 2018 approuvant la convention grand compte applicable aux SMEAG des îles de loisirs;

VU les statuts des SMEAG des îles de loisirs de Boucles de Seine, Saint-Quentin en Yvelines, Jablines-Annet et Créteil;

VU la convention de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Boucles de Seine, Saint-Quentin en Yvelines, Jablines-Annet et Créteil;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-146 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs »

Aménagement

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, tel que cela figure dans l'annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **1.132.358 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre de l'action 13300102 « Aménagements », du budget 2020.

Accessibilité

Décide de participer au financement des investissements relatifs à l'accessibilité des îles de loisirs, et de leurs activités, aux personnes en situation de handicap, pour l'île de loisirs de Cergy-Pontoise par l'attribution au syndicat mixte d'études, d'aménagement et de gestion, d'une dotation à 100 % du coût des investissements, comme précisé dans l'annexe 3 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **290.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », du budget 2020, au titre de l'action 13300104 « Accessibilité des îles de loisirs aux personnes en situation de handicap».

Démarrage anticipé d'opérations

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 : Programme HP 37001 (137001) « Sécurité dans les propriétés régionales »

Affecte une autorisation de programme de **48.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 37 « Sécurité », programme HP 37-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », l'action 13700103 « Sécurisation des îles de loisirs », du budget 2020 pour la sécurisation de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines.

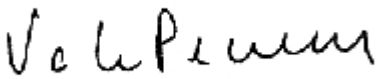
Article 3 : Programme HP 33-002 (133001) Île de loisirs de Vaires-Torcy (77)

Affecte une autorisation de programme de **182.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Aménagements » du budget 2020, la Région étant maître d'ouvrage.

Article 4 : Conventions 100.000 stages 2020

Décide de fixer le nombre de stagiaires à recruter par les syndicats mixtes de gestion des îles de loisirs (SMEAG) au titre de l'année 2020 conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à signer avec chacun d'eux une convention conforme à la convention grand compte approuvée par délibération n°CP 2018-219 du 30 mai 2018.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172294-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Fiches projet Aménagement

DOSSIER N° 20002946 - JABLINES-ANNET - ETUDES POUR LA CONSTRUCTION DES SERVICES TECHNIQUES

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	70 000,00 € TTC	100,00 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET 77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : études pour la construction des services techniques

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 24 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'ensemble des bâtiments de l'Ile de Loisirs a été réhabilité au cours de ces dernières années à l'exception des services techniques. Les locaux datent d'une trentaine d'années. La conception du hangar et les locaux du personnel sont complètement inadaptés et non conformes à la législation du travail.

En 2018, le SMEAG a réalisé une étude financée par la Région et portant sur la réhabilitation des services techniques actuels. Très vite, les analyses se sont orientées vers une délocalisation des services techniques dans un autre espace de l'Ile de Loisirs du fait des contraintes des locaux actuels, situés dans une zone inondable.

Afin de poursuivre le projet, il est proposé de financer les études jusqu'au niveau Avant-Projet Détaillé (APD).

Le montant total de l'opération a été estimé à 70.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes construction services techniques	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20003034 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - SECURISATION DES MOYENS D'ENCAISSEMENT

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative	:	ROND POINT ERIC TABARLY - RD912 78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre PLUYAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sécurisation des moyens d'encaissement

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 23 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le SMEAG de l'île de loisirs de Saint Quentin-en-Yvelines offre à ses usagers de nombreuses activités dont certaines sont payantes, avec un paiement sur place. Ces activités génèrent une manipulation importante de fonds, et notamment d'espèces, y compris sur des périodes de fermeture des services administratifs (week-end, soirée…).

Pour faciliter les démarches et se conformer aux nouvelles normes en vigueur, la Région avait octroyé une subvention au SMEAG en 2017 à hauteur de 15 000 € pour répondre aux besoins urgents de sécurisation des encaissements recommandés par la CRC et le Trésor Public.

La présente sollicitation complète la demande initiale, en effet le SMEAG souhaite faire l'acquisition d'un coffre-fort, de deux coffres-tampons, de 2 terminaux de paiement et de trois caisses enregistreuses, afin d'accompagner le développement d'activités sur l'île de loisirs.

Le montant total de l'opération qui relève du premier équipement a été estimé à 15.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation moyen encaissement	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-146

DOSSIER N° 20003046 - BOUCLES DE SEINE - ACQUISITION D'UN FILET DE PRACTICE GOLF

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	35 000,00 € TTC	100,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un filet de practice golf

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le practice du golf de l'île de loisirs des Boucles de Seine a une longueur de 200 mètres, ce qui aujourd'hui devient trop court pour utiliser tous types de clubs, au vu de l'évolution du matériel depuis plusieurs années et les performances physiques des joueurs qui fréquentent cet équipement.

En effet, les balles de practice dépassent très régulièrement la limite, venant à forte vitesse atterrir sur le fairway du trou numéro 3. Elles pourraient atteindre un joueur ou du personnel d'entretien et provoquer de graves accidents.

Dans ce contexte le SMEAG souhaite installer un filet de protection de 2 mètres de hauteur sur les côtés du practice et de 6 mètres de hauteur en fond de practice afin d'éviter toute situation dangereuse.

Le montant total de l'opération a été estimé à 35.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Filet de practice golf	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-146

DOSSIER N° 20003175 - CRETEIL - ACQUISITION DE DEUX BARBECUES COLLECTIFS

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	30 000,00 € TTC	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CRETEIL
Adresse administrative : 9 RUE JEAN GABIN 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Madame Béatrice BARBUSSE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de deux barbecues collectifs

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 19 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

En considération du patrimoine arboré de l'île de loisirs de Créteil, le syndicat mixte a interdit les barbecues depuis 1999. Néanmoins en l'absence de contrôle des usagers, les usages individuels se sont multipliés tout particulièrement en période estivale.
Pour améliorer la situation, le syndicat mixte souhaite structurer cette activité pour réglementer les pratiques la circonscrire à des localisations précises et limiter le rejet de déchets dans la nature.

A cet effet, il prévoit l'implantation de 2 barbecues collectifs à l'entrée nord et l'entrée sud qui sont deux points de passages du public. L'installation d'un radier est nécessaire, de même que l'acquisition de matériels prévus pour une forte utilisation ainsi qu'une adaptation de la signalétique.

Le montant total de l'opération a été estimé à 30.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de barbecues	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20003176 - CRETEIL - IMPLANTATION D'UNE STRUCTURE MULTI-JEUX

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	55 600,00 € TTC	100,00 %	55 600,00 €
	Montant total de la subvention		55 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CRETEIL
Adresse administrative : 9 RUE JEAN GABIN
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Madame Béatrice BARBUSSE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : implantation d'une structure multi-jeux

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs de Créteil joue au rôle de poumon vert dans un environnement urbain dense, marqué par l'ouverture de la station de métro de la ligne 8 « Pointe du Lac » et l'aménagement d'un quartier à cet endroit. Compte tenu de l'urbanisation et de l'arrivée de nouveaux habitants, le syndicat mixte souhaite implanter une aire de jeux pour enfants de 4 à 7 ans, des tables de pique-nique et des bancs pour les parents et les promeneurs en pointe sud de l'île de loisirs.

Le projet s'inscrit également dans un plan d'ensemble visant à assurer la sécurisation des installations utilisées par le public.

Le montant total de l'opération a été estimé à 55.600 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Structure multi-jeux	55 600,00	100,00%
Total	55 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	55 600,00	100,00%
Total	55 600,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-146

DOSSIER N° 20003177 - CRETEIL - REFECTION DU RESEAU D'ARROSAGE

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	25 000,00 € TTC	100,00 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CRETEIL
Adresse administrative : 9 RUE JEAN GABIN 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Madame Béatrice BARBUSSE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection du réseau d'arrosage

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'arrosage intégré a été financé par la Région sur l'île de loisirs de Créteil en 1995. Depuis sa mise en place, les canalisations ont vieilli au point d'être hors service pour certaines, ce qui provoque des fuites à répétition et la mise en défaut de l'installation. Parallèlement, le réseau d'arrosage a subi de forte dégradations sur la plaine et aux bords des voiries, par l'usure naturelle du temps, mais aussi par toutes sortes de dégradations et actes de vandalisme. Ce réseau est aujourd'hui en fin de vie et remplit donc difficilement sa fonction initiale.

Le syndicat mixte souhaite dans ce cadre assurer la réfection des parties endommagées du réseau (fuites, câblage et vanne d'alimentation), et de poursuivre le travail d'automatisation des pompes du lac (station de pompage) autant que d'apporter une gestion maîtrisée de la ressource en eau du site.

L'enjeu est d'offrir des terrains de plein air de qualité et entretenus par un réseau d'arrosage intégré et automatisé. L'ensemble garantit la pérennité du poumon vert que représente l'île de loisirs de Créteil dans un environnement urbain très dense.

Le montant total de l’opération a été estimé à 25.000 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réseau d'arrosage	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19010296 - CRETEIL - RESTRUCTURATION DES PLAGES ET DE L'ENTREE DE LA PISCINE (2ème tranche)

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	901 758,00 € TTC	100,00 %	901 758,00 €
	Montant total de la subvention		901 758,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CRETEIL
Adresse administrative : 9 RUE JEAN GABIN 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Madame Béatrice BARBUSSE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : restructuration des plages et de l'entrée de la piscine (2ème tranche)

Dates prévisionnelles : 7 janvier 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaliser les travaux en prévision de la réouverture de la piscine pour la saison estivale 2020

Description :

Le comité syndical de l'île de loisirs de Créteil s'est prononcé le 13 décembre 2017 pour la demande à la Région du financement de la restructuration de la piscine. Le 30 mai 2018, la commission permanente a voté le financement d'une première tranche de travaux pour un montant de 963 468 € incluant la réfection des pédiluves et des clôtures ainsi que la sécurisation de l'entrée. Ces travaux ont été menés préalablement à la saison estivale 2019 et ont notamment permis une meilleure qualité d'accueil des usagers et une optimisation des contrôles d'accès.

En prévision de la saison 2020, le syndicat mixte souhaite désormais engager la seconde tranche des travaux qui concerne la restructuration des plages. Une analyse de la DDCS du Val de Marne en date du 10 octobre 2019 a alerté sur la dangerosité des aménagements en l'état, relatifs aux plages (pavés manquants, clous apparents pouvant blesser les pieds des usagers) et aux bassins (infiltration d'eau sous le revêtement, fissures constatées dans le revêtement en polyester du grand bassin qui date de 30 ans).

Dans ce contexte, la DDCS a pointé la nécessité de procéder à la rénovation de ces équipements.

Le montant total de l'opération a été estimé à 901.758 € TTC
Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Restructuration plages et entrée piscine	901 758,00	100,00%
Total	901 758,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	901 758,00	100,00%
Total	901 758,00	100,00%

Fiches projet Sécurité

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-146

DOSSIER N° 20003040 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - REHABILITATION CLOTURES ET PORTAILS (Ferme pédagogique et Relais des Canardières)

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)
Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003
Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
Action : 13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	48 000,00 € TTC	100,00 %	48 000,00 €
	Montant total de la subvention		48 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative	:	ROND POINT ERIC TABARLY - RD912 78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre PLUYAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation des clôtures et portails (Ferme pédagogique et Relais des Canardières)

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Au niveau de la Ferme pédagogique de l'île de loisirs de Saint-Quentin en Yvelines, des portails en bois sont fragilisés à leur base. L'un d'entre eux est déjà tombé ; d'autres, compte tenu de leur poids, présentent un risque pour les agents du syndicat mixte et pour le public composé essentiellement de jeunes enfants. Des situations analogues sont observées autour du Relais des Canardières et de la salle des Bernaches qui est louée pour des événements publics et privés.

Des clôtures, fixées sur poteaux bois, présentent les mêmes risques. Certaines, n'étant, par ailleurs, n'étant pas adaptées. En effet, les animaux qui engagent leur tête à travers les mailles trop grandes des grillages ne peuvent les dégager sans l'intervention d'un agent.

Dans ce contexte, le SMEAG souhaite installer de nouvelles clôtures et portails en remplacement des équipements existants qui sont fortement dégradés et potentiellement dangereux pour les usagers.

Le montant total de l'opération a été estimé à 48.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhab clôtures et portails	48 000,00	100,00%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	48 000,00	100,00%
Total	48 000,00	100,00%

Fiches projet Accessibilité

DOSSIER N° 20002937 - JABLINES-ANNET - AMENAGEMENT PMR RESTAURATION ET HEBERGEMENT

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300104- Accessibilité des Iles de loisirs aux personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	290 000,00 € TTC	100,00 %	290 000,00 €
	Montant total de la subvention		290 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET 77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement PMR restauration et hébergement

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 10 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Conformément à la réglementation, l'Ile de Loisirs a déposé un plan « Ad'Ap » afin d'assurer la conformité de ses installations durant l'hiver 2015-2016. Des travaux d'aménagement et de rénovation sont nécessaires notamment dans le cadre d'une demande de labellisation « Tourisme et Handicap ». Trois secteurs d'intervention ont été recensés par la Commission Régionale du Tourisme pour l'accessibilité (CRT), lors d'une visite sur site le 23 octobre 2019.

- Le secteur restauration : la rampe d'accès présente des fissures profondes et continues dans le béton sur toute la longueur du muret et la largeur de la rampe. Le chemin d'accès au secteur restauration possède des ruptures de niveau sur le plan incliné. La CRT signale qu'une action rapide doit être envisagée afin de sécuriser l'utilisation du plan incliné

- Le secteur hébergement : la CRT signale que l'accès au premier étage et l'utilisation de la chambre PMR est difficile d'accès. La CRT recommande d'envisager la mise en place d'une rampe en

substitution à l'élévateur.

• Espaces extérieurs : la CRT recommande l'aménagement d'un plan incliné en extérieur et d'une rampe d'accès pérenne à l'extérieur. Celui-ci permettrait de relier l'hébergement au centre nautique sans obliger les personnes à un détour d'environ 600m

Le montant total de l'opération a été estimé à 290.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement PMR restauration et hébergement	290 000,00	100,00%
Total	290 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	290 000,00	100,00%
Total	290 000,00	100,00%

Tableau récapitulatif du nombre de stagiaires à recruter par les SMEAG des îles de loisirs en 2020

Île de loisirs	Nombre de stagiaires à recruter en 2020
Bois-le-Roi	5
Boucles de Seine	1
Buthiers	2
Cergy-Pontoise	2
Corniche des Forts	1
Créteil	1
Etampes	1
Jablines-Annet	2
Port-aux-Cerises	10
Saint-Quentin-en-Yvelines	1
Val de Seine	2
TOTAL	**28**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-087

DU 4 MARS 2020

1ÈRES AFFECTATIONS - LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, ÉGALITÉ FEMMES HOMMES ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES
2ÈMES AFFECTATIONS - CITOYENNETÉ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de la commande publique ;
VU la loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
VU la loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe ;
VU la loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
VU la loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations ;
VU la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité ;
VU la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;
VU la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations ;
VU la loi n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des Droits ;
VU la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
VU la loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale ;
VU la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;
VU la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;
VU la délibération n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
VU la délibération n° CR 167-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes ;
VU la délibération n° CR 161-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien aux expressions citoyennes modifiée par la délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018 ;
VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU la délibération n° CR 2017-093 du 18 mai 2017 relative à la politique de la ville rénovée, modifiée par la délibération n° CP 2019-075 du 19 mars 2019 relative au soutien régional à la politique de la ville, aux têtes de réseau, concours les Chanté Nwel en Île-de-France ;
VU la délibération n° CR 2017-121 du 21 septembre 2017 relative au soutien régional aux radios locales d'Île-de-France et à l'organisation d'un concours « Les Chanté Nwel en Île-de- France », modifiée par la délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018 et la délibération n° CP 2019-335 du 18 septembre 2019 ;
VU la délibération n° CP 2018-187 du 30 mai 2018 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes hommes ;

VU la délibération n° CP 2018-196 du 30 mai 2018 relative au soutien régional aux expressions citoyennes et aux radios locales d'Île-de-France - actions de prévention de la radicalisation, modifiée ;
VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative à la Région Ile-de-France, Région solidaire ;
VU la délibération n° CP 2018-428 du 17 octobre 2018 relative au soutien régional aux radios locales d'Île-de-France, aux expressions citoyennes et en faveur de la protection des jeunes en situation de précarité ;
VU La délibération n° CP 2019-069 du 19 mars 2019 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes hommes ;
VU la délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019 relative au soutien régional à la citoyenneté, à la vie associative et à la jeunesse ;
VU la délibération n° CP 2019-335 du 18 septembre 2019 relative au centre Hubertine Auclert, à la citoyenneté et à la vie associative ;
VU la délibération n° CP 2020-022 du 31 janvier 2020 relative à la 1ère affectation – Centre Hubertine Auclert, lutte contre les discriminations et chante nwel ;
VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-087 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes », au financement de 21 associations, dont les projets sont détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 266 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 266 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants », au financement de 26 associations, dont les projets sont détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 320 500 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2019-150 du 22 mai 2019 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 320 500 € disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'accorder aux associations PAROLES DE FEMMES – LE RELAIS et PARCOURS D'EXIL une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires au titre des subventions qui leur sont accordées par la présente délibération.

Article 4 :

Décide d'accorder à 11 associations supplémentaires ayant participé au concours 2019 « Les Chanté Nwel en Île-de-France » une dotation forfaitaire de 300 €, tel que détaillé en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la charte régionale du concours.

Affecte une autorisation d'engagement de 3 300 €, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2020.

Article 5 :

Décide d'attribuer des prix aux 14 lauréats du concours « Chanté Nwel en Île-de-France » 2019, tels que présentés en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 14 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 14 000 € sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2020.

Article 6 :

Affecte en autorisation d'engagement un montant de 41 600 €, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2020, pour l'organisation du concours « Les Chanté Nwel en Île-de-France » et d'un « Chanté Nwel » régional.

Article 7 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux expressions citoyennes » au financement du projet de l'association « Fédération du Carnaval Tropical de Paris » détaillé dans la fiche projet en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type votée par délibération n° CP 2018-196 du 30 mai 2018

modifiée par avenant-type adopté par délibération n° CP 2018-428 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2020.

Article 8 :

Décide de participer au titre des dispositifs « soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux », « soutien aux expressions citoyennes » et « soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux » au financement, en faveur de l'association AREB - ASSOCIATION RESEAU ESPERANCE BANLIEUES, des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 6 à la présente délibération par l'attribution de 3 subventions d'un montant total de 150 000 €.

Approuve la convention de partenariat avec l'association, telle que présentée en annexe 6 à la délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par le bénéficiaire de ladite convention et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre 935 « Aménagement du territoire », code fonctionnel 51 « Politique de la ville », programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », action 15100308 « Actions en faveur des quartiers populaires » du budget 2020.

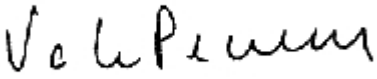
Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 50 000 €, disponible sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP 40-001 « Développement de la vie associative », action 14000101 « Soutien aux réseaux solidaires, associations et bénévolat » du budget 2020.

Article 9 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, et à partir du 15 novembre 2019 pour les subventions visées à l'article 4 de la présente délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc169831-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET EGALITE FEMMES HOMMES

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047547 - Marche des fiertés 2020

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	65 000,00 € TTC	38,46 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LGBT INTERASSOCIATIVE LESBIEN GAIE BI TRANS
Adresse administrative	:	5 RUE PERREE 75003 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jérôme BEAUGE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la marche des fiertés 2020

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'Inter associative LGBT a pour objet de lutter contre les discriminations, contre l'homophobie et contre la sérophobie. Elle regroupe environ 60 associations.

Elle organise en juin 2020 la "Marche des Fiertés LGBT" qui rassemble environ 80 organismes qui défilent avec plus de 500 000 participants (marcheurs et spectateurs) dans les rues de Paris.

Cette manifestation, qui est aujourd'hui interdite dans de nombreux pays, est symbolique de la lutte contre l'homophobie et de la liberté d'expression.
Le soutien régional contribuera à l'organisation générale de cette manifestation.

Le projet vise à organiser le Podium de fin de Marche des Fiertés LGBT de Paris afin :

- de lutter contre les discriminations et l'homophobie,
- de diffuser des messages de prévention VIH.

L'événement est organisé bénévolement par les membres de l'Inter-LGBT et encadré par plus de 200 bénévoles, principalement issus des associations membres de l'Inter-LGBT. Un Dispositif Prévisionnel de Secours est organisé avec l' «Association française des premiers secours ».

Le public cible vient principalement de Paris et de la région parisienne.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges locatives	60 000,00	93,33%
Combustible, carburants, alimentation	1 700,00	2,27%
Contrats prestations de services avec des entreprises	1 800,00	2,40%
Transports - déplacements - missions	1 500,00	2,00%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris	15 000,00	23,08%
Ressources propres	12 500,00	19,23%
DILCRAH	12 500,00	19,23%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	38,46%
Total	65 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047548 - Egalité femmes hommes pour les jeunes étudiants franciliens et dans le secteur de la recherche

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	15 800,00 € TTC	47,47 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FEMMES ET SCIENCES
Adresse administrative	:	7 RUE LAMENNAIS 75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Nadine HALBERSTADT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : égalité femmes hommes pour les jeunes étudiants franciliens et dans le secteur de la recherche

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à favoriser la mixité des formations dans l'enseignement supérieur et à valoriser l'accès des femmes à la recherche et l'enseignement supérieur. Il poursuit trois objectifs principaux :
-Sensibilisation à l'égalité femmes - hommes et aux discriminations de jeunes adultes étudiants ;
-Mentorat de doctorantes pour faciliter leur accès à l'emploi ;
-Formation initiale et continue de futurs enseignants.

Le projet vise ainsi à mettre en oeuvre un certain nombre d'actions :
- Formation des étudiants par les bénévoles de l'association ;
- Mentoring des étudiantes par des scientifiques du public et du privé via des échanges individuels, des cercles de discussion thématiques et des ateliers de formation (préparation à l'entretien d'embauche, envisager le post-doctorat à l'étranger etc) ;
- Formation des enseignants à l'égalité femmes hommes (identification des stéréotypes, études des manuels scolaires, témoignages de femmes scientifiques, étude de parcours, contexte sociologique etc).

Le public bénéficiaire est estimé à 600 bénéficiaires directs et 900 bénéficiaires indirects.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	1 000,00	6,33%
Achats non stockés de matières et fournitures	200,00	1,27%
Fournitures d'entretien - petit équipement	200,00	1,27%
Locations	1 200,00	7,59%
Frais de colloques et séminaires	4 000,00	25,32%
Publicité, publications, relations publiques	4 500,00	28,48%
Transports, déplacements, missions	250,00	1,58%
Frais postaux et frais de télécommunications	150,00	0,95%
Rémunération des personnels	500,00	3,16%
Charges sociales et Frais de personnel	3 800,00	24,05%
Total	15 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	2 300,00	14,56%
MESRI	2 000,00	12,66%
Région Ile-de-France	7 500,00	47,47%
Fondation l'Oréal	2 000,00	12,66%
Fonds privés ENGIE	2 000,00	12,66%
Total	15 800,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047549 - Création d'une application smartphone "Stop Homophobie"

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STOP HOMOPHOBIE
Adresse administrative : 106 RUE DE LOURMEL
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Valérie PLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une application smartphone "Stop Homophobie"

Dates prévisionnelles : 2 avril 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à créer une application smartphone de sensibilisation et de soutien aux victimes de LGBTphobies comprenant un flux média, un bouton "Porter plainte" et un bouton "Urgence".

1. Flux média : cette première utilisation de l'application aura pour objet de sensibiliser les utilisateurs aux LGBTphobies, notamment via les articles publiés sur le site de stophomophobie.com L'application devra permettre de développer une communauté ;
2. Bouton « Porter plainte » : Un formulaire permettra de mettre en contact les victimes gratuitement avec un avocat, que ceux-ci portent plainte devant le procureur de la République pour le compte de la victime. Si la demande de la victime ne concerne pas des faits de violence ou de discrimination homophobe répréhensibles pénalement, la victime sera mise en relation avec le Pôle Soutien de Stop Homophobie ;
3. Bouton « Urgence » : Ce bouton permettra de fournir une assistance aux victimes ou témoins face à une situation violente présente ou potentielle. Le but est d'alerter et de contacter rapidement des proches de confiance dans un premier temps puis les secours le cas échéant.

Le projet cible les victimes de LGBTPhobies et leur entourage.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	20 000,00	20,00%
Contrats prestations de services avec des entreprises	60 000,00	60,00%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	10 000,00	10,00%
Publicité, publications, relations publiques, communication	10 000,00	10,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris	20 000,00	20,00%
Ressources propres	30 000,00	30,00%
Région Ile-de-France	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047550 - Prix des femmes architectes 2020

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	42 000,00 € TTC	11,90 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARVHA ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LA VILLE ET L'HABITAT
Adresse administrative : 5 RUE PERREE
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN FRANCOIS PRIOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du prix des femmes architectes 2020

Dates prévisionnelles : 2 avril 2020 - 30 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à l'organisation du prix des femmes architectes 2020 qui vise à valoriser la mixité du métier et à promouvoir l'égalité femmes hommes au sein de ce secteur d'activité. Quatre catégories de prix sont proposées :
- Jeune femme architecte - moins de 40 ans : 5 projets réalisés - diplômée et enregistrée à l'ordre des architectes ;
- Femme architecte de l'année primée pour ses projets réalisés : 5 projets - diplômée et enregistrée à l'ordre des architectes ;
- Une oeuvre originale réalisée par une femme architecte, pour son caractère exemplaire ;
- Prix international - Femme architecte : 5 projets - enregistrée à l'ordre des architectes de son Etat

Le projet prévoit également la création d'un comité scientifique composé de représentants des institutions ayant en charge l'architecture et l'égalité professionnelle, des membres de l'ordre des architectes des professionnels, et des institutions comme le Pavillon de l'Arsenal, de représentants de collectivités locales et des maîtres d'ouvrages publics et privés.

Une exposition sera également organisée présentant les projets 2013 - 2019, accompagnée de conférences pour annoncer le prix 2020.

Le projet cible, notamment, les 37 100 architectes inscrits à l'ordre dont 35 % en région Ile de France.

La région parisienne est une région où le tiers des architectes français est implanté ainsi que des institutions représentatives en la matière telle que le Pavillon de l'Arsenal ou encore la cité Chaillot d'égalité entre les femmes et les hommes dans architecture.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de réception	800,00	1,90%
Catalogues, imprimés, publications	850,00	2,02%
Charges locatives	1 600,00	3,81%
Contrats prestations de services avec des entreprises	17 350,00	41,31%
Etudes et recherches	1 000,00	2,38%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	8 500,00	20,24%
Frais de colloques et séminaires	3 500,00	8,33%
Frais postaux et télécommunications	300,00	0,71%
Publicité, publications, relations publiques, communication	850,00	2,02%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 500,00	15,48%
Transports - déplacements - missions	750,00	1,79%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris	1 000,00	2,38%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	2 000,00	4,76%
Fonds privés (Unibail Rodamco Ciments calcia et bnp paribas real estate et cogedim)	24 000,00	57,14%
Ressources propres	6 000,00	14,29%
Ministère de la Culture	4 000,00	9,52%
Région Ile-de-France	5 000,00	11,90%
Total	42 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047551 – Diffusion d'une pièce de théâtre dédiée à la lutte contre les discriminations

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	11 000,00 € TTC	45,45 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARIANNE FILMS
Adresse administrative : 45 ALLEES ARISTIDE BRIAND
91100 CORBEIL-ESSONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HELENE PICARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'actions de théâtre en appartement

Dates prévisionnelles : 19 mars 2020 - 18 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à la diffusion d'une pièce dédiée à la lutte contre les discriminations, créée en amont, auprès d'un large public via la mise en place de séances théâtrales chez l'habitant. Celles-ci seront suivies de discussions débats.

Le projet sera, par ailleurs, mis en place dans les quartiers en politique de la ville et plus particulièrement, dans un premier temps, dans la commune de Corbeil-Essonne. Il a néanmoins vocation à s'étendre largement à l'ensemble de la Région Ile-de-France.

La modalité innovante prévue par le projet permettra un accès à la culture à des publics éloignés et isolés. 50 bénéficiaires directs sont ainsi estimés ainsi que 1000 bénéficiaires indirects.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Catalogues, imprimés, publications	600,00	5,45%
Frais de personnel	600,00	5,45%
Combustible, carburants, alimentation	500,00	4,55%
Documentation générale et technique	500,00	4,55%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	3 000,00	27,27%
Publicité, publications, relations publiques, communication	500,00	4,55%
Rémunérations du personnel	5 000,00	45,45%
Transports - déplacements - missions	300,00	2,73%
Total	11 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département Essonne	3 000,00	27,27%
Ressources propres	1 000,00	9,09%
DILCRAH	2 000,00	18,18%
Région Ile-de-France	5 000,00	45,45%
Total	11 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047552 - Développement d'un site internet pour dénoncer le sexisme : "www.un-mondesexiste.fr"

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	40 000,00 € TTC	50,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOUSSE
Adresse administrative : 54 AV DE CHOISY
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Damien SARTRAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement d'un site internet pour dénoncer le sexisme : "www.un-mondesexiste.fr"

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à développer un site internet "un-monde-sexiste" destiné à mesurer l'ampleur du sexisme au quotidien. Les propos sexistes seront affichés en temps réel, sur le modèle du site "nohomophobes.fr" qui propose une veille automatique des propos homophobes sur le réseau social Twitter.

Le projet permettra ainsi de réaliser une étude sémantique visant à connaitre les propos les plus fréquemment utilisés et sera un indicateur des discriminations sexistes en temps réel.

Le projet cible ainsi l'ensemble du public francilien et a pour objectif principal de sensibiliser au sexisme, notamment sur internet et les réseaux sociaux.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	5 000,00	12,50%
Contrats prestations de services avec des entreprises	30 000,00	75,00%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	5 000,00	12,50%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds privés (Crédit mutuelle de Paris)	10 000,00	25,00%
Ressources propres	10 000,00	25,00%
Région Ile-de-France	20 000,00	50,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047554 - 12 représentations de la pièce FROID de Lars Norén en milieu scolaire et en centres éducatifs fermés

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	24 270,00 € TTC	20,60 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE COLLECTIF D'ARTS D'ART
Adresse administrative : 239 BD PEREIRE
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Cathy CASORLA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la mise en place de 12 représentations de la pièce FROID de Lars Norén en milieu scolaire et en centres éducatifs fermés

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 3 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à prévenir et lutter contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations LGBT via des représentations théâtrales suivies de débats en milieu scolaire et en centre éducatif fermé.

La présentation de la pièce en milieu scolaire sera un outil permettant d'apporter des ressources et un support au système éducatif, de renouer le dialogue encadrants/jeunes mais également le dialogue parents/jeunes LGBT afin d'apporter plus de tolérance et d'assurer le cadre protecteur de l'école pour permettre à chacun d'apprendre en toute sérénité et de réussir.

12 représentations seront ainsi organisées dans les collèges et les lycées, ainsi que dans les centres éducatifs fermés et les fondations qui aident la jeunesse. Le débat permettra de renforcer la protection et la prévention, mais aussi de pouvoir, le cas échéant, identifier des victimes et leur transmettre les ressources nécessaires pour être accompagnées.

1000 bénéficiaires directs sont estimés, ciblant prioritairement les enseignants, les encadrants, les élèves à partir de la 3ème et les jeunes en apprentissage, en insertion ou réinsertion.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	170,00	0,70%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	2 600,00	10,71%
Locations	500,00	2,06%
Publicité, publications, relations publiques, communication	2 000,00	8,24%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	17 000,00	70,05%
Transports - déplacements - missions	2 000,00	8,24%
Total	24 270,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ligue de l'enseignement	2 610,00	10,75%
Ressources propres	360,00	1,48%
CIPDR	2 000,00	8,24%
Région Ile-de-France	5 000,00	20,60%
DILCRAH	3 800,00	15,66%
Ville de Paris	1 500,00	6,18%
Département des Yvelines	1 500,00	6,18%
Département de l'Essonne	1 500,00	6,18%
Département des Hauts de Seine	1 500,00	6,18%
Département de Seine-Saint-Denis	1 500,00	6,18%
Département du Val de Marne	1 500,00	6,18%
Département du Val d'Oise	1 500,00	6,18%
Total	24 270,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047555 - "Regards de Femmes"

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	48 000,00 € TTC	10,42 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FEMMES ET CINEMA
Adresse administrative	:	10 RUE DES BLUETS 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ESTELLE ALLARD SAMAIN, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place du concours "Regards de Femmes"

Dates prévisionnelles : 30 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à reconduire le projet "Regard de femmes" qui a pour objet de sensibiliser les jeunes lycéens aux inégalités filles/garçons, aux violences conjugales et plus largement à la lutte contre les discriminations au moyen de l'éducation aux images. Il existe depuis 2017 et à vocation à être essaimer sur l'ensemble du territoire.

Il s'inscrit ainsi dans le temps scolaire avec une première phase s'écoulant de septembre à décembre, et une seconde de janvier à juin.

1/ Première phase : à travers un appel à projet lancé par l'association "Femmes et Cinéma" dans différents territoires académiques, les classes lycéennes sont invitées à adapter des scénarios écrits par des femmes qui ont vécus des situations difficiles (ces femmes ont rédigé les scénarios dans le cadre d'un atelier d'écriture). Au terme de cette première phase, un jury de professionnels du cinéma et de l'audiovisuel se réunit et sélectionne les projets qui seront accompagnés à la réalisation par l'association Femmes et Cinéma ;

2/ Seconde phase : L'association Femmes et Cinéma pilote les différentes productions de courts

métrages au sein des lycées (organisation, intervention de professionnels ...). Il permet ainsi à des publics dits "empêchés" de réaliser un projet de court métrage.

Le projet s'adresse aux lycéennes et lycéens. Cette année, le projet s'ouvre également aux classes de BTS.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Catalogues, imprimés, publications	2 000,00	4,17%
Charges de personnel	6 500,00	13,54%
Charges locatives	4 000,00	8,33%
Charges sociales et Frais de personnel	7 500,00	15,63%
Frais postaux et télécommunications	1 000,00	2,08%
Publicité, publications, relations publiques, communication	500,00	1,04%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	25 000,00	52,08%
Transports - déplacements - missions	1 500,00	3,13%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC	8 000,00	16,67%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	10 000,00	20,83%
Fondations BNP Paribas	5 000,00	10,42%
France Télévision	20 000,00	41,67%
Région Ile-de-France	5 000,00	10,42%
Total	48 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047556 - Panel d'ateliers permettant d'ouvrir le champs des possibles des jeunes en déconstruisant les idées reçues concernant les caractéristiques et les compétences liées au sexe

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	30 502,00 € TTC	45,90 %	14 000,00 €
	Montant total de la subvention		14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OSEZ LE FEMINISME MDA 14
Adresse administrative : 22 RUE DEPARCIEUX
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Céline PIQUES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de panel d'ateliers permettant d'ouvrir le champs des possibles des jeunes en déconstruisant les idées reçues concernant les caractéristiques et les compétences liées au sexe

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 3 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à organiser un panel d'ateliers ayant pour objectif la déconstruction des idées reçues qui concernent les caractéristiques et compétences liées au sexe. 10 ateliers destinés aux jeunes seront ainsi organisés et permettront :
- D'éduquer à l'égalité filles – garçons ;
- De prévenir les discriminations sexistes et les violences sexuelles ;
- De mettre en confiance les jeunes filles dans le milieu scolaire, aussi bien dans les relations entre camarades que dans leurs ambitions professionnelles.

Le panel des interventions porte notamment sur les thématiques suivantes :
- Les droits des femmes : des valeurs et des conquêtes ;
- Le cybersexisme
- Le sexisme au quotidien : prévenir et réagir face aux insultes et au harcelement

- Le sport : promotion du sport féminin, valeurs sportives

Ces modules donneront aux jeunes des clés, des conseils et des contacts pour décrypter le monde qui les entoure et s'orienter vers des loisirs, sports, formations, choix personnels de manière éclairée. Ces interventions seront organisées selon un modèle participatif permettant la diffusion de supports ludiques et adaptés à l'âge des bénéficiaires :
- Outils pédagogiques diversifiés faisant référence à des séries, publicités, jeux vidéos, films, Youtubeuses et artistes ;
- Outils de sensibilisation à destination des élèves (brochures, flyers) ;
- Fiches « contacts utiles » personnalisées au quartier de l'établissement ;
- Mise à disposition de l'établissement d'exemplaires de l'ouvrage "Beyoncé est-elle féministe ?".

Enfin, ces interventions seront destinées au territoire nord-est de la Région Ile-de-France dans un premier temps puis à l'ensemble du territoire francilien.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Catalogues, imprimés, publications	2 740,00	8,98%
Documentation générale et technique	780,00	2,56%
Etudes et recherches	1 450,00	4,75%
Fournitures administratives	790,00	2,59%
Frais de formation	1 800,00	5,90%
Frais postaux et télécommunications	480,00	1,57%
Publicité, publications, relations publiques, communication	3 250,00	10,66%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 061,00	26,43%
Frais de personnel	10 380,00	34,03%
Transports - déplacements - missions	771,00	2,53%
Total	30 502,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Universités	1 800,00	5,90%
Ville de Paris	12 000,00	39,34%
Ressources propres	2 702,00	8,86%
Région Ile-de-France	14 000,00	45,90%
Total	30 502,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047557 - Déploiement du programme JUMP IN TECH en Ile-de-France

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	212 827,00 € TTC	11,75 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BECOMTECH
Adresse administrative	:	19 RUE TOURNEFORT 75005 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Marine SOROKO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : déploiement du programme JUMP IN TECH en Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 3 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à déployer le projet "Jump in Tech". La pédagogie active du programme JUMP IN TECH associe une initiation aux sciences de l'informatique avec des rencontres et des immersions avec des professionnels de l'industrie informatique, des visites d'entreprises et de lieux de formation.

Le programme JUMP IN TECH se compose de trois phases :
1/Sensibilisation : Interventions dans les lycées et collèges pour sensibiliser 400 jeunes filles de seconde et 400 jeunes filles de troisième à l'égalité filles/garçons et les informer sur le programme JUMP IN TECH ;

2/ Parcours d'Ateliers de 4 semaines soit 130 heures pour 4 promotions de 20 jeunes filles dont 40 lycéennes qui se déroulent hors temps scolaire ;

3/ GirlsCamp ou restitution publique : présentation par les filles des projets réalisés sur une demi-journée devant les partenaires du projet, la communauté éducative et les parents des participantes.

A la fin du programme, les filles deviennent des ambassadrices du numérique dans leur environnement. A ce jour, 160 ambassadrices continuent à mener des projets qui démultiplient l'impact du programme. La première promotion a passé son bac en 2017. 50 % d'entre elles ont fait un choix d'orientation lié au numérique, toutes ont envisagé différemment l'ensemble des possibles en matière de choix professionnels à la suite du programme. Le programme JUMP IN TECH a été créé pour répondre aux discriminations indirectes qui touchent les filles sur l'accès aux métiers du numérique et vise 860 bénéficiaires directs.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel informatique	4 000,00	1,88%
Charges de personnel	3 168,00	1,49%
Charges sociales et Frais de personnel	48 576,00	22,82%
Documentation générale et technique	800,00	0,38%
EDF, autres fournitures	560,00	0,26%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	1 600,00	0,75%
Frais de formation	18 600,00	8,74%
Publicité, publications, relations publiques, communication	3 200,00	1,50%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	52 000,00	24,43%
Rémunérations du personnel	52 800,00	24,81%
Contrats prestations de services avec des entreprises	19 523,00	9,17%
Transports - déplacements - missions	8 000,00	3,76%
Total	212 827,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	15 000,00	7,05%
Ministère de l'Education nationale	10 000,00	4,70%
Ministère Secrétariat aux droits des femmes	15 000,00	7,05%
Région Ile-de-France	25 000,00	11,75%
Département des Yvelines	6 000,00	2,82%
Ville de Paris	20 500,00	9,63%
CUCS	10 000,00	4,70%
Fondation TOTAL	80 000,00	37,59%
Fonds Maif pour l'éducation	15 000,00	7,05%
OKTA	6 327,00	2,97%
Workday	10 000,00	4,70%
Total	212 827,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 -

DOSSIER N° EX047558 - Accueil, soutien et accompagnement des jeunes LGBT et lutte contre les LGBTphobies et le sexisme en Ile-de-France

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	39 891,00 € TTC	25,07 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10,000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAG JEUNES GAIS
Adresse administrative : 106 RUE DE MONTREUIL
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OMAR DIDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accueil, soutien et accompagnement des jeunes LGBT et lutte contre les LGBTphobies et le sexisme en Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 3 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à la reconduction des actions de lutte contre les LGBTphobies et d'accompagnement des personnes victimes via un ensemble d'actions précisées ci-après :
1- Lutter contre l'isolement et pour le bien-être des jeunes LGBT :
- Accueillir, soutenir et accompagner les jeunes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans ou en questionnement, âgés de 15 à 26, afin qu'ils puissent sortir de l'isolement, affirmer leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre et avoir accès à leurs droits sociaux plus particulièrement l'accès aux logements, l'accès à l'emploi et le soutien juridique. Ceci sera réalisé notamment via des permanences d'accueil situées sur le territoire parisien. L'antenne ouverte en 2018 en Seine-Saint-Denis sera reconduite ;
- Donner aux jeunes LGBT accès aux droits à la santé à travers de l'écoute professionnelle, des activités d'éducation à la prévention des IST/VIH et la mise à disposition d'information/outils de prévention ;
- Permettre l'accès à la culture, aux loisirs et aux sports des jeunes LGBT en situation de précarité sociale et/ou économique pour leur bien-être et épanouissement personnel ;

- Assurer la mobilité des jeunes LGBT à des fins d'éducation et de formation en Europe et dans la région méditerranéenne.

2- Lutter contre les LGBTphobies et le sexisme :
- Lutter contre toutes les formes de discriminations liées à l'identité de genre, l'orientation sexuelle et le sexisme notamment en intervenant auprès de la société civile et dans le milieu scolaire, le milieu universitaire et le milieu professionnel ;
- Représenter les jeunes LGBT de la région Ile-de-France ainsi que leurs revendications à tous les niveaux auprès des acteurs publics, des acteurs associatifs et des acteurs privés ;
- études et enquêtes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges locatives	2 000,00	5,01%
Contrats prestations de services avec des entreprises	500,00	1,25%
EDF, autres fournitures	2 500,00	6,27%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	800,00	2,01%
Fournitures administratives	5 000,00	12,53%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	2 000,00	5,01%
Frais de colloques et séminaires	1 000,00	2,51%
Frais postaux et télécommunications	500,00	1,25%
Locations	8 000,00	20,05%
Publicité, publications, relations publiques, communication	8 488,00	21,28%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 000,00	7,52%
Services extérieurs	5 000,00	12,53%
Transports - déplacements - missions	1 103,00	2,77%
Total	39 891,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris	23 000,00	57,66%
Ressources propres	1 891,00	4,74%
Ministère de l'Éducation national - DGESCO	5 000,00	12,53%
Région Ile-de-France	10 000,00	25,07%
Total	39 891,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047559 - Dispositif d'accompagnement des hauts potentiels à des postes de dirigeantes dans le monde du sport

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	35 200,00 € TTC	28,41 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS FEMMES MIXITE SPORTS FEMIX SPORTS
Adresse administrative : STADE DE FRANCE
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-FRANCOISE POTEREAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'un dispositif d'accompagnement des hauts potentiels à des postes de dirigeantes dans le monde du sport

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 – 3 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Le projet vise à développer des formations pour des femmes à "haut potentiel" présentes au sein de fédérations sportives d'Ile-de-France afin de leur permettre de se présenter sur des postes à responsabilité au sein de structures décisionnelles dans le monde du sport (fédérations notamment).

Le projet permettra de mettre en place les actions suivantes :
- 1 journée de kick off / formation et de co-développement / échanges de pratiques ;
- 12 points mentorings ;
- 6 coachings d'une heure individuelle avec des coachs professionnels ;
- Travaux d'étude pour le compte des fédérations ;
- 2/3 journées en présentiel sur des thèmes à définir avec les participantes lors de la journée de lancement ;
- Jury de validation finale.

Le contenu de cette formation est co-construit avec les participantes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges locatives	1 000,00	2,84%
Combustible, carburants, alimentation	500,00	1,42%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	1 500,00	4,26%
Fournitures administratives	500,00	1,42%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	100,00	0,28%
Frais de formation	30 000,00	85,23%
Frais postaux et télécommunications	200,00	0,57%
Transports - déplacements - missions	1 400,00	3,98%
Total	35 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenariat privé FDJ	15 500,00	44,03%
Ressources propres	9 700,00	27,56%
Région Ile-de-France	10 000,00	28,41%
Total	35 200,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047560 - Résidence itinérante Madame Rap en Seine-Saint-Denis

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	42 500,00 € TTC	23,53 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MADAME RAP
Adresse administrative	:	76 RUE SADI CARNOT 93170 BAGNOLET
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Sara-Linh NGUYEN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'une résidence itinérante Madame Rap en Seine-Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à mettre en place une résidence itinérante "Madame Rap" en Seine-Saint-Denis afin de lutter contre les stéréotypes sexistes et LGBTphobes et de promouvoir l'égalité femmes-hommes dans le rap.

Madame Rap propose différentes actions :
- Des ateliers d'écriture pédagogique pour les jeunes publics/scolaires qui visent à sensibiliser des jeunes au contenu sexiste et LGBTphobe de certains textes de rap et à leur proposer des exercices d'écriture d'un morceau qui ne soit ni sexiste ni LGBTphobe ;
- Des master class de DJIng/beatmaking qui visent à initier des filles à la composition musicale hip-hop et à démontrer que ces pratiques ne sont pas réservées aux hommes ;
- Des tables rondes et conférences qui détricotent les stéréotypes de genre ;
- Des formations des professionnels des salles qui accueillent ces actions afin d'apprendre à accueillir les rappeuses, de mettre en place des dispositifs face à d'éventuelles violences sexistes/LGBTphobes en interne ;
- mettre en place une communication non-sexiste et LGBTphobe (développer des supports de

communication non stigmatisants, veiller à être inclusifs et à respecter la parité dans la programmation…) ; fournir des outils pour combattre les clichés dans le hip hop et promouvoir un « autre » rap, non sexiste et pluriel.

La résidence se déroule sur le territoire de Seine-Saint-Denis, dans différents lieux musicaux et culturels. 300 bénéficiaires directs et 500 bénéficiaires indirects sont estimés.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - petit équipement	1 000,00	2,35%
Contrats prestations de services avec des entreprises	17 140,00	40,33%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 730,00	8,78%
Publicité, publications, relations publiques	3 500,00	8,24%
Transports, déplacements, missions	4 746,70	11,17%
Frais postaux et frais de télécommunications	270,00	0,64%
Rémunération du personnel	3 400,00	8,00%
Charges sociales et Frais de personnel	2 142,00	5,04%
Droits d'auteurs et valeurs similaires	6 571,30	15,46%
Total	42 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	4 500,00	10,59%
CGET du 93	15 000,00	35,29%
Région Ile-de-France	10 000,00	23,53%
Département de Seine-Saint-Denis	10 000,00	23,53%
Fondation Agnès B	3 000,00	7,06%
Total	42 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047563 - Journées "filles et maths / info : une équation lumineuse"

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	20 000,00 € TTC	37,50 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEMMES & MATHEMATIQUES
Adresse administrative : 11 RUE PIERRE MARIE CURIE
75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne BOYE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de journées "filles et maths / info : une équation lumineuse"

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à organiser six journées "filles et maths/info : une équation lumineuse", dans plusieurs universités franciliennes.

Chaque journée est organisée autour de 4 temps :
- une "promenade mathématique ou informatique";
- un atelier sur les débouchés après des études scientifiques ;
- une réflexion sur l'effet des stéréotypes de sexe sur les choix d'orientation ;
- un speed-meeting permettant aux jeunes filles de rencontrer des doctorantes, des chercheuses, des ingénieures ;
- une pièce de théâtre-forum.

L'organisation de la journée découle des recherches qui ont été faites au sein de l'association sur les choix d'orientation différenciés filles/garçons (les stéréotypes sociaux de sexe, le manque de modèles d'identification et la méconnaissance des métiers des mathématiques et du numérique).

Un livret sera également élaboré. Celui-ci commencera par un état des lieux sur les choix d'orientation

des filles et des garçons à l'école, fera le point sur les recherches récentes sur "la menace du stéréotype" en psychologie sociale, sur la plasticité du cerveau en neurosciences. Il comportera des témoignages de mathématiciennes et informaticiennes et se terminera par une bibliographie pour inciter à une réflexion plus approfondie.

La participation de filles issues des territoires de l'éducation prioritaire et/ou de zones géographiquement isolées sera favorisée. 720 bénéficiaires directs sont ainsi estimés.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Contrats de prestations de services avec des entreprises	7 200,00	36,00%
Charges sociales et Frais de personnel	900,00	4,50%
Publicité, publications, relations publiques	1 000,00	5,00%
Rémunérations du personnel	1 100,00	5,50%
Transports - déplacements - missions	100,00	0,50%
Frais postaux et frais de télécommunications	100,00	0,50%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 600,00	48,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de l'Education nationale et de la jeunesse	2 000,00	10,00%
Région Ile-de-France	7 500,00	37,50%
Fondation Blaise Pascal	5 300,00	26,50%
Fondation Jacques Hadamard	3 200,00	16,00%
Fondation l'Oréal	2 000,00	10,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047564 - "Mauvais Poils" : une sensibilisation aux stéréotypes sexistes et à l'homophobie dans l'éducation et la sphère scolaire

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	31 456,24 € TTC	47,69 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BROUHA ART
Adresse administrative	:	4 MAIL YVONNE ODDON 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur YANN KUKUCKA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place de la pièce "Mauvais Poils" : une sensibilisation aux stéréotypes sexistes et à l'homophobie dans l'éducation et la sphère scolaire

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 30 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à proposer des interventions en milieu scolaire sur les thématiques de la lutte contre les discriminations liées au sexe et à l'apparence physique via des représentations de théâtre-débats de la pièce "Mauvais Poil". Les sessions comprennent plusieurs phases :

1/ Temps de sensibilisation en classe aux problématiques sexistes et à l'homophobie à travers deux modes d'expression : d'abord, en nommant et catégorisant les représentations de la féminité et de la virilité, puis grâce à un exercice de théâtre ;

2/ Représentation de la pièce "Mauvais Poil" : la pièce de théâtre forum met en scène, dans une première partie une adolescente souffrant d'hypertrichose (d'un excès de poils) et, dans une deuxième partie, un adolescent imberbe. Ces deux personnages sont en proie à des stérotypes sexistes. Cette pièce est conçue de manière interractive. Les spectateurs sont invités à se mettre dans la peau d'un personnage oppressé ou témoin afin d'améliorer la situation ;

3/ Temps d'échange et de restitution.

Le public cible est constitué des lycéens et lycéennes d'une trentaine de lycées franciliens et est estimé à 3000 bénéficiaires directs.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	400,00	1,27%
Combustible, carburants, alimentation	200,00	0,64%
Fournitures d'entretien - petit équipement	1 537,84	4,89%
Fournitures administratives	150,00	0,48%
Contrats prestations de service avec des entreprises	1 320,00	4,20%
Locations	464,00	1,48%
Documentation	86,00	0,27%
Publicité, publications, relations publiques	140,00	0,45%
Catalogues, imprimés, publications	2 000,00	6,36%
Transports, déplacements, missions	1 238,40	3,94%
Frais de personnel	23 920,00	76,04%
Total	31 456,24	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 600,00	11,44%
FONPEPS	7 256,24	23,07%
Région Ile-de-France	15 000,00	47,69%
Commune d'Aubervilliers	1 000,00	3,18%
Spédidam	4 600,00	14,62%
Total	31 456,24	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047565 - Ateliers de sensibilisation en milieu scolaire

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	19 630,00 € TTC	25,47 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HANDSAWAY
Adresse administrative	:	10 RUE COLETTE MAGNY 75019 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Alma GUIRAO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'ateliers de sensibilisation en milieu scolaire

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
HandsAway s'associe à Ekiwork, Maydée, Pépite Sexiste, Gender Buster et Carine Bloch, structures et/ou intervenantes spécialisées dans l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les discriminations afin de créer des ateliers de sensibilisation pluridisciplinaires et complets sur ces thématiques. Les interventions seront structurées autour de trois axes principaux :

1. UN TEMPS D'INTERVENTION DÉDIÉ : deux interventions de 2h dédiées uniquement aux sujets des discriminations seront proposées ;
2. LA CRÉATION D'ESPACE DE PAROLE POUR LES ÉLÈVES : des formats spécifiques ont été conçus pour faciliter l'interaction et la mise en action entre les élèves, évitant ainsi des postures « descendantes » ;
3. UNE FORMATION DU CORPS ENSEIGNANT : afin d'épauler les professeurs, souvent démunis face aux situations de discriminations auxquelles ils sont confrontés au quotidien, le collectif propose des

temps de formation afin d'acquérir certaines bases de connaissances et/ou de « bons réflexes » à adopter auprès de leurs élèves.

Les ateliers s'articulent autour de deux grandes thématiques :
1. Un axe dédié à la lutte contre les discriminations qui abordera notamment les notions de stéréotypes, de violences et de culture de l'égalité ;
2. Un axe dédié à l'Egalité Filles et Garçons au travers de la mixité des métiers et de la mixité dans le sport.

Le public cible est constitué des collégiens franciliens et est estimé à 1855 bénéficiaires directs.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	16 630,00	84,72%
Frais de personnel	3 000,00	15,28%
Total	19 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris	14 630,00	74,53%
Région Ile de France	5 000,00	25,47%
Total	19 630,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047568 - Et si on s'émancipait ensemble ?

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	8 000,00 € TTC	50,00 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PAROLES
Adresse administrative	:	MAISON DE QUARTIER DES LINANDES 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CAROLINE RENAULT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place du projet "Et si on s'émancipait ensemble ?"

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à créer, avec un groupe de personnes accompagnées par l'amicale du Nid, une pièce de théâtre forum sur le parcours de sortie de la prostitution afin de déconstruire les idées reçues et de prévenir les discriminations des personnes victimes.

Le projet poursuit ainsi plusieurs objectifs :
- poursuivre l'exploration et la transformation débutées il y a un an avec le groupe volontaire de personnes accompagnées par l'Amicale du Nid afin de mettre fin aux parcours de prostitution ;
- multiplier les séances publiques de théâtre forum afin d'aller à la rencontre d'autres personnes concernées par les sujets abordés et tenter de continuer à déconstruire les idées reçues ;
- renforcer l'autonomisation du groupe en les associant à la préparation et l'organisation de ces séances publiques ;
- offrir un renouvellement des pratiques professionnelles via la formation aux méthodes du théâtre institutionnel et l'autonomisation des professionnels dans la pratique de ces méthodes.

Le public cible est constitué de femmes de 18 à 50 ans accompagnées par l'association Amicale du Nid 92 et du public invité lors des séances publiques organisées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - petit équipement	100,00	1,25%
Fournitures administratives	100,00	1,25%
Charges sociales et Frais de personnel	2 220,00	27,75%
Rémunérations du personnel	5 180,00	64,75%
Transports - déplacements - missions	400,00	5,00%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Amicale du Nid	4 000,00	50,00%
Région Ile-de-France	4 000,00	50,00%
Total	8 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047569 - Identification et accompagnement juridique des victimes d'esclavage moderne et de traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	150 692,00 € TTC	9,95 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CCEM COMITE CONTRE L'ESCLAVAGE MODERNE
Adresse administrative	:	169BIS BD VINCENT AURIOL 75013 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SYLVIE O'DY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : identification et accompagnement juridique des victimes d'esclavage moderne et de traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail

Dates prévisionnelles : 17 mai 2020 - 16 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à identifier et accompagner des victimes d'actes d'esclavage moderne et de traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail. Le projet, centré sur l'action d'identification et d'accompagnement juridique des victimes, concerne le territoire francilien et porte sur les deux axes suivants :

1- Identification et signalement :
L'identification des victimes de la traite s'effectue au travers d'indicateurs :
- charge de travail sans congé,
- absence ou insuffisance de rémunération,
- confiscation des documents d'identité,
- menaces, brimades, insultes ou toute autre violence psychologique et/ou physique,
- contrôle de relations extérieures et isolement,

- conditions de vie et de travail discriminatoires.

2- Action du pôle « juridique » : Accompagnement des victimes devant les tribunaux par la mise en œuvre de toutes procédures juridiques et judiciaires dans le but de faire condamner les auteurs et de restaurer les droits et la dignité des victimes.
L'action juridique comporte un suivi au niveau du droit pénal, social, administratif et ce, à tout niveau de juridiction. Ceci comporte notamment :
- Audience approfondie de la victime et rassemblement de pièces de preuve,
- Dépôt de plainte ou signalement au procureur,
- Suivi de la situation administrative,
- Demande d'aide juridictionnelle et identification des avocats (notamment du réseau CCEM),
- Constitution en partie civile auprès de la victime (un euro symbolique),
- Suivi de l'exécution des condamnations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	1 538,00	1,02%
Locations	9 913,00	6,58%
Entretien et réparations	2 517,00	1,67%
Documentation	12,00	0,01%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 364,00	1,57%
Publicité, publications, relations publiques	417,00	0,28%
Déplacements, missions et réceptions	1 805,00	1,20%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 786,00	1,19%
Cotisations documentation / réseau avocats	221,00	0,15%
Rémunération des personnels	84 473,00	56,06%
Charges sociales	39 469,00	26,19%
Aides directes aux victimes	6 177,00	4,10%
Total	150 692,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Justice	35 000,00	23,23%
DGCS	18 530,00	12,30%
Région Ile-de-France	15 000,00	9,95%
Ville de Paris	29 000,00	19,24%
ONU AAV France	6 177,00	4,10%
Fondations	45 000,00	29,86%
Dons	1 985,00	1,32%
Total	150 692,00	100,00%

DOSSIER N° EX047652 - "Etre soi-même avec les autres"

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	27 991,00 € TTC	25,01 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DU COTE DES FEMMES
MAISON DES FEMMES
Adresse administrative : 21 AVENUE DES GENOTTES
95805 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MICH LE ROUBINET-LOUP, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place du projet "Etre soi-même avec les autres"

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à proposer des espaces de parole aux jeunes filles sur des thématiques dites « tabous » pour elles, permettant la conscientisation de leur valeur personnelle et collective (la connaissance de son propre corps, les sexualités, le désir, le plaisir, le consentement, les stéréotypes de genre, les injonctions et les discriminations liées à la beauté, les modèles et figures féminines, les choix personnels etc).

Toutes ces thématiques seront déclinées à l'aide de supports pédagogiques pour nourrir les échanges :
- Illustrations, photos ;
- Extrait de films, court-métrage, vidéos ;
- Articles, livres, biographies ;
- Expositions ;
- Débat et débat mouvant ;
- Quizz ;
- Théâtre-forum, jeu de rôle.

Le projet a ainsi pour objectif :
- la déconstruction des stéréotypes de genre ;

- la lutte contre toutes les formes de discriminations ;
- la connaissance, l'affirmation et la valorisation de soi et des autres femmes.

Des séjours, stages et ateliers seront ainsi organisés à destination de 135 jeunes filles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	774,00	2,77%
Fournitures administratives	600,00	2,14%
Transports - déplacements - missions	4 089,00	14,61%
Frais de personnel	22 528,00	80,48%
Total	27 991,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 000,00	25,01%
Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise	20 991,00	74,99%
Total	27 991,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° 19012023 - "Station Egalité" : une radio créée et animée par des personnes en situation de handicap parlant d'égalité et de sexualité pour tous et toutes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	30 000,00 € TTC	20,00 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DANS LE GENRE EGALES
Adresse administrative : 22 RUE ANDRE DEL SARTE
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle OSTERMANN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement de la "Station Egalité" : une radio créée et animée par des personnes en situation de handicap parlant d'égalité et de sexualité pour tous et toutes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à implanter la caravane de l'association Dans le Genre Egales au sein d'un ESAT afin de sensibiliser à l'égalité femmes-hommes, notamment du point de vue des personnes en situation de handicap, via la création d'une radio diffusée dans 16 établissements partenaires.

Dans un premier temps, 5 ateliers de préparation sont prévus en début d'année.
Dans un deuxième temps, en mai et juin 2020, 2 heures hebdomadaires seront consacrées à l'émission radio en direct, en valorisant toujours l'autonomie avec l'aide des soignants (animation, réalisation, proposition d'interventions) au sein de la caravane de l'association, qui devient pour l'occasion un studio mobile.
Dans un troisième temps, un atelier hebdomadaire sera mis en oeuvre.

A l'écoute : chroniques, poèmes, chansons, musique, blagues, débats, entretiens. Dans cet espace semi ouvert, les personnes circulent et peuvent intervenir, regarder et écouter les chroniqueurs. Le micro joue le rôle du médiateur et permet des échanges qui n'auraient peut-être pas lieu dans un atelier classique. Les chroniques, reportages, ou séries en épisodes peuvent être réalisés en collaboration avec des ateliers du centre comme la création d'une fiction radiophonique à partir d'un atelier théâtre ou d'un conte radiophonique avec un atelier d'écriture.

500 bénéficiaires directs et 3000 bénéficiaires indirects sont estimés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- JOUY-LE-MOUTIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations	600,00	2,00%
Fournitures administratives	500,00	1,67%
Fournitures d'entretien - petit équipement	4 945,60	16,49%
Publicité, publications, relations publiques, communication	494,40	1,65%
Frais de personnel	23 060,00	76,87%
Transports, déplacements, missions	400,00	1,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune de Jouy-le-Moutier	2 000,00	6,67%
FONGEP	2 000,00	6,67%
Fondation de France	20 000,00	66,67%
Région Ile-de-France	6 000,00	20,00%
Total	30 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° 19012026 - Forum de l'emploi à destination des femmes victimes de discriminations en raison du genre

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)
Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	45 000,00 € TTC	33,33 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE SOUTIEN A LA FONDATION DES FEMMES
Adresse administrative : 4 RUE DUVERGIER 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Valence BORGIA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation d'un forum de l'emploi à destination des femmes victimes de discriminations en raison du genre

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à organiser un forum de l'emploi, accompagné d'une offre de formation professionnelle adaptée. Les femmes accompagnées par des associations telles que Force Femmes (discrimination en raison de l'âge), Led by HER (programme de reconstruction pour des femmes victimes de violences via l'entrepreneuriat), ou encore FDFA (femmes en situation de handicap) mais aussi toutes associations accompagnant des femmes discriminées ayant besoin d'une aide vers l'emploi pourront en bénéficier.

Des ateliers de coaching professionnel groupé (estime de soi, rédaction d'un CV, préparation à un entretien, ...) seront organisés en amont du forum. Le forum se déroulera ensuite sur deux jours. Y seront présent des dizaines d'entreprises et collectivités ayant des postes à pourvoir et souhaitant s'engager plus concrètement pour un respect de l'égalité femmes-hommes dans le monde professionnel. Les femmes seront donc préparées au préalable à ces rencontres avec de potentiels employeurs, favorisant leur chance d'accéder à un emploi.

En parallèle du forum de l'emploi, des associations spécialisées dans l'égalité salariale, tel que le Labo de l'Egalité, présenteront aux acteurs privés et publics leur recherche en la matière lors de panel de discussion et mini-conférences.

Le public cible est estimé à 200 bénéficiaires directs et 1000 bénéficiaires indirects.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	1 050,00	2,33%
Combustible, carburants, alimentation	2 000,00	4,44%
Fournitures d'entretien - petit équipement	3 250,00	7,22%
Fournitures administratives	500,00	1,11%
Locations	500,00	1,11%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 000,00	17,78%
Publicité, publications, relations publiques	2 000,00	4,44%
Catalogues, imprimés, publications	1 000,00	2,22%
Transports, déplacements, missions	1 500,00	3,33%
Frais postaux et frais de télécommunications	200,00	0,44%
Rémunération du personnel	16 250,00	36,11%
Charges sociales et Frais de personnel	8 750,00	19,44%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	15 000,00	33,33%
Région Ile-de-France	15 000,00	33,33%
Ville de Paris	15 000,00	33,33%
Total	45 000,00	100,00%

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX ENFANTS

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047571 - Harcèlement sexuel et autres violences sexistes et sexuelles au travail : créer les conditions de l'accès à la justice des victimes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	65 000,00 € TTC	38,46 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AVFT ASSOCIATION EUROPEENNE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES AU TRAVAIL
Adresse administrative	:	23 RUE JULES GUESDE 75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame JOANNA KOCIMSKA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place du projet "Harcèlement sexuel et autres violences sexistes et sexuelles au travail : créer les conditions de l'accès à la justice des victimes"

Dates prévisionnelles : 2 avril 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à favoriser l'accès au droit des victimes de violences sexistes et sexuelles au travail et poursuit plusieurs objectifs opérationnels :

- Développer et stabiliser les capacités de réponse juridique de l'AVFT et donc le nombre de victimes renseignées et conseillées via l'accueil téléphonique et le support mail ;
- Développer et stabiliser la capacité de réponses aux sollicitations des tiers aux victimes ;
- Développer la prise en charge du contentieux judiciaire du harcèlement sexuel ;
- Actualiser, perfectionner et pérenniser l'outillage transféré aux structures associatives, à l'inspection du travail et professionnels du droit dans le cadre du précédent projet subventionné ;
- Mettre en place des "courroies de transmission" entre les victimes et les services publics dédiés à la mise en oeuvre de leurs droits (Défenseur Des Droits, Inspection du Travail, Service public de la justice)
- Encourager les employeurs à respecter leurs obligations de prévention par la garantie que les droits des salariées victimes soient effectifs.

Le public cible est estimé à 50 bénéficiaires directs et 150 bénéficiaires indirects.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges locatives	15 200,00	23,38%
Charges sociales et Frais de personnel	15 000,00	23,08%
EDF, autres fournitures	200,00	0,31%
Fournitures administratives	500,00	0,77%
Fournitures d'entretien - petit équipement	300,00	0,46%
Frais postaux et frais de télécommunications	800,00	1,23%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 000,00	4,62%
Rémunération des personnels	30 000,00	46,15%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits des Femmes	20 000,00	30,77%
Région Ile-de-France	25 000,00	38,46%
Ville de Paris	10 000,00	15,38%
Fondation des Femmes	10 000,00	15,38%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047596 - Accueillir et accompagner les femmes en couple, séparées, célibataires (enceintes avec ou sans enfant) qui sont en situation de rue et victimes de violence

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	84 978,00 € TTC	17,65 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EMMAUS SOLIDARITE
Adresse administrative	:	32 RUE DES BOURDONNAIS 75001 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MARIE FRANCE EPRINCHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accueillir et accompagner les femmes en couple, séparées, célibataires (enceintes avec ou sans enfant) qui sont en situation de rue et victimes de violence

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à développer les actions initiées en 2018 et a pour objectif d'accueillir et d'accompagner les femmes en couple, séparées, célibataires (enceintes avec ou sans enfant) qui sont en situation de rue et victimes de violence. Ce projet concernera différents types de violence, actuelle ou passée, avec des traumatismes résiduels : excision et mutilation corporelle, mariage forcé, viols et violences sexuelles et les violences physiques et psychologiques intrafamiliales et extrafamiliales.
La prise en charge et la prise en compte de ces violences, dont les enfants sont souvent témoins, concernera l'ensemble des membres de la famille.

Il se décompose de la façon suivante :

Axe 1 : Proposer un lieu d'accueil sécurisé physique et psychique. Chaque femme pourra chaque jour

prendre une douche, laver ses vêtements, prendre un petit déjeuner complet, se reposer dans une salle adaptée et être écoutée dans l'expression de ses douleurs intérieures et de ses angoisses. Une prise en charge holistique des femmes sera dispensée par le biais d'ateliers de sophrologie, par la présence d'une masseuse, d'une osthéopathe, de psychologue ou encore de psychomotriciens ;
Axe 2 : Renforcer la formation des professionnels de terrain : une demi-journée mensuelle animée par un spécialiste du traumatisme psychique permettra à l'équipe en charge de l'accompagnement de se former à la prise en charge psychotraumatique ;
Axe 3 : Créer des espaces d'expression des traumatismes et de réparation psychique via la mise en place d'entretiens psychologiques individualisés pour les femmes et/ou enfants, la mise en place de groupes de parole préventifs et réparateurs à destination des femmes ou encore la mise en place d'ateliers préventifs et réparateurs à destination des enfants. Ces ateliers auront pour but de repérer les éventuelles difficultés ou traumatismes des enfants témoins et/ou victimes de violence ;
Axe 4 : Apporter une écoute et un accompagnement juridique : chaque femme pourra rencontrer une juriste de droits d'urgence pour être informée de ses droits ;
Axe 5 : Sensibiliser le public aux violences subies par la réalisation d'un film avec les femmes accueillies.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	3 000,00	3,53%
Combustible, carburants, alimentation	6 500,00	7,65%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	3 500,00	4,12%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	36 210,00	42,61%
Rémunérations du personnel	18 247,00	21,47%
Charges sociales et Frais de personnel	17 521,00	20,62%
Total	84 978,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	17,65%
DRIHL	15 998,00	18,83%
Ville de Paris	15 998,00	18,83%
Fondation Abbé Pierre	37 982,00	44,70%
Total	84 978,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047597 - Accompagner les femmes victimes et lutter contre le sexisme auprès des jeunes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	30 200,00 € TTC	16,56 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GENERATIONS FEMMES
Adresse administrative : 108 PLACE SALVADOR ALLENDE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Elie SEONNET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagner les femmes victimes et lutter contre le sexisme auprès des jeunes

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet comporte deux axes d'actions principaux :
- proposer un accompagnement global aux femmes victimes de violences ;
- sensibiliser le jeune public à la lutte contre le sexisme et pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Axe 1 : Proposer un accompagnement aux femmes victimes de violence
Le projet vise à proposer un accompagnement collectif et individuel aux femmes victimes de violences par le biais de groupes de parole et d'un accompagnement spécifique psychologique et juridique. Cet accompagnement est réalisé par des médiatrices spécialisées.

Axe 2 : Sensibiliser le jeune public à la lutte contre le sexisme
Le projet a également pour objet de mettre en place des actions de sensibilisation à l'égalité, aux relations filles/garçons, au cybersexisme et au cyberharcèlement par le biais d'interventions en milieu scolaire et au

sein des maisons de quartier.

Le public cible est estimé à 2000 bénéficiaires directs et 1500 bénéficiaires indirects.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	1 000,00	3,31%
Combustible, carburants, alimentation	550,00	1,82%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	800,00	2,65%
Fournitures administratives	1 000,00	3,31%
Locations	2 600,00	8,61%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 000,00	3,31%
Transports - déplacements - missions	1 080,00	3,58%
Frais postaux et télécommunications	500,00	1,66%
Rémunérations du personnel	17 927,00	59,36%
Charges sociales et Frais de personnel	3 743,00	12,39%
Total	30 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	3 000,00	9,93%
Région Ile-de-France	5 000,00	16,56%
Etat	19 200,00	63,58%
Département	3 000,00	9,93%
Total	30 200,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047598 - Agir avec les femmes victimes de violences dans le couple et leurs enfants co-victimes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	15 000,00 € TTC	33,33 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MDF MAISON DES FEMMES DE PARIS
Adresse administrative : 163 RUE DE CHARENTON
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAUDIE LESSELIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : agir avec les femmes victimes de violences dans le couple et leurs enfants co-victimes

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à mettre en place des actions en faveur des femmes et de leurs enfants co-victimes :

1. Actions en faveur des femmes
Le projet vise à développer des moments d'accueil collectif des femmes victimes permettant de les informer et les orienter dans leur parcours d'accès au droit (divorce, autorité, parentale, mesures de protection...) et de reconstruction (orientation vers le groupe de parole et d'échange, vers les autres ateliers de la Maison Des femmes et vers des partenaires extérieurs). Ces moments collectifs comprennent des groupes de paroles et d'échange ainsi que des ateliers animés à la Maison des femmes spécialement dédiés aux femmes victimes de violences. Un nouvel atelier d'art-thérapie sera expérimenté, animé par une professionnelle, ainsi qu'un nouvel atelier d'initiation au self défense qui doit favoriser la réflexion sur les violences et la reprise de confiance psychique, verbale et physique. Des ateliers et rencontres conviviales, des animations et sorties culturelles seront également prévues.

2. Actions en faveur des enfants co-victimes
Le projet vise également à la prise en charge des enfants co-victimes durant l'accueil des femmes selon

des modalités d'accueil qui diffèrent en fonction de leur âge, par deux animatrices. Des ateliers d'expression plastique pour les enfants jusqu'à 9 ans seront prévus afin d'inciter les enfants à s'exprimer et échanger par le biais d'outils d'expression graphique. Des partenariats seront noués avec les structures de l'arrondissement pour l'accueil des enfants et le travail avec les femmes sur la parentalité (espace « bébés parents » organisé par la Croix rouge ou encore le « passage des tout petits » de l'association Aurore). Des temps de médiation mère-enfant à destination des pré-adolescents et adolescents, individuels et confidentiels, seront animés par une psychologue clinicienne spécialiste des violences.

Les femmes en situation de précarité bénéficieront d'une attention particulière.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	140,00	0,93%
Combustible, carburants, alimentation	120,00	0,80%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	140,00	0,93%
Locations	2 000,00	13,33%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 770,00	11,80%
Publicité, publications, relations publiques, communication	190,00	1,27%
Rémunérations du personnel	7 900,00	52,67%
Charges sociales et Frais de personnel	2 740,00	18,27%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 000,00	33,33%
FIPD	1 000,00	6,67%
Ville de Paris	3 000,00	20,00%
Femmes en Méditerranée	2 000,00	13,33%
Fondation des Femmes	2 000,00	13,33%
Ressources propres	2 000,00	13,33%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047599 - Poursuivre la professionnalisation des acteurs franciliens pour protéger les femmes contre les violences spécifiques

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	63 500,00 € TTC	31,50 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GAMS GROUP FEMMES ABOLITION MUTIL SEXUELLES
Adresse administrative	:	51 AVENUE GAMBETTA 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Coumba TOURE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : poursuivre la professionnalisation des acteurs franciliens pour protéger les femmes contre les violences spécifiques

Dates prévisionnelles : 6 avril 2020 - 5 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à poursuivre et développer la formation des acteurs du droit commun et des associations qui accompagnent les femmes victimes d'excision et de violences spécifiques.

1. Développement de la fonction ressource
Les actions mises en place ont ainsi pour objet de développer l'outillage des acteurs, de proposer les ressources techniques et documentaires et d'apporter un soutien afin de mieux accompagner ce public spécifique, notamment les femmes et les adolescentes.

2. Développement d'une offre de formation
A ces actions s'ajoute une offre de sensibilisation et de formation à la prise en charge, l'information et l'orientation par les professionnels de ce public spécifique (en individuel ou en collectif).

Le public cible est estimé à 500 bénéficiaires directs, constitués de professionnels, et 7000 bénéficiaires

indirects, constitués notamment des femmes et jeunes filles victimes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures administratives	2 000,00	3,15%
Documentation générale et technique	500,00	0,79%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 500,00	5,51%
Transports - déplacements - missions	3 055,00	4,81%
Frais postaux et télécommunications	7 000,00	11,02%
Rémunérations du personnel	27 445,00	43,22%
Charges sociales et Frais de personnel	20 000,00	31,50%
Total	63 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 500,00	2,36%
Région Ile-de-France	20 000,00	31,50%
Ministère de l'Intérieur	15 000,00	23,62%
Cotisations	500,00	0,79%
Dons manuels	1 500,00	2,36%
Secrétariat d'Etat Droits des Femmes	15 000,00	23,62%
Ville de Paris	10 000,00	15,75%
Total	63 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047600 - Prise en charge psychologique et psychotraumatique des enfants co-victimes de violences conjugales à partir de 16 ans

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	24 000,00 € TTC	50,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION ELLE S IMAGINE'NT
Adresse administrative	:	8 RUE POIRIER DE NARCAY 75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Catherine CHEREAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prise en charge psychologique et psychotraumatique des enfants co-victimes de violences conjugales à partir de 16 ans

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à prendre en charge les enfants victimes ou co-victimes de violences conjugales à partir de 16 ans et poursuit un double objectif :
- Prendre en charge des enfants victimes ou co-victimes de violences conjugales en proposant un suivi individuel du psychotraumatisme notamment au travers de séances E.M.D.R : cette méthode utilise une stimulation sensorielle bi-alternée (droite-gauche) qui se pratique par mouvements oculaires et stimulis auditifs. Depuis près de 30 ans, la thérapie EMDR a prouvé son efficacité à travers de très nombreuses études scientifiques contrôlées et mises en place par des chercheurs et cliniciens du monde entier. Elle est principalement validée pour le trouble de stress posttraumatique ;
- Mettre en place un groupe de parole mensuel avec les victimes.

L'association recevra des bénéficiaires à partir de 16 ans et ayant été victimes ou co-victimes de violences conjugales dans leur enfance. La prise en charge sera possible sans l'accord des parents ce qui constitue souvent le frein principal à la prise en charge des plus jeunes. Les enfants seront reçus sur des temps différents de la prise en charge des femmes victimes de violences conjugales.

Un premier accueil sera mis en place par un psychologue qui recensera la demande de l'enfant co-victime de violences conjugales et lui proposera un accompagnement individuel et/ou collectif (groupe de parole). Les psychologues pourront définir avec lui sa prise en charge et le temps nécessaire à sa reconstruction.

Le public cible est estimé à 100 bénéficiaires directs et 200 bénéficiaires indirects.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	220,00	0,92%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	140,00	0,58%
Fournitures administratives	150,00	0,63%
Contrats prestations de services avec des entreprises	517,00	2,15%
Locations	3 290,00	13,71%
Charges locatives	321,00	1,34%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	657,00	2,74%
Publicité, publications, relations publiques, communication	340,00	1,42%
Transports - déplacements - missions	242,00	1,01%
Frais postaux et télécommunications	120,00	0,50%
Rémunérations du personnel	12 859,00	53,58%
Charges sociales et Frais de personnel	5 144,00	21,43%
Total	24 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	12 000,00	50,00%
Fonds de Développement de la Vie Associative	5 000,00	20,83%
Fondations Archipel des utopies	7 000,00	29,17%
Total	24 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047618 - Permanences psychotraumatiques, groupes de parole et ateliers reprise de confiance en soi

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	11 500,00 € TTC	43,48 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRES TERRES DES FEMMES
Adresse administrative : 111 BOULEVARD MACDONALD
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hélène DUREUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place de permanences psychotraumatiques, de groupes de parole et d'ateliers reprise de confiance en soi

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet se décompose en trois actions complémentaires qui visent la reconstruction des femmes victimes de violences conjugales accompagnées et accueillies à l'association.

1. Mise en place d'un atelier collectif de reprise de confiance en soi
Le projet vise au développement d'un atelier collectif mensuel qui permettra aux femmes de travailler sur leur voix, leur posture ou leur respiration. Ces ateliers seront animés par une professionnelle.

2. Mise en place de permanences psychotraumatiques pour les femmes victimes de violences conjugales
Le projet a également pour objet le développement de permanences psychotraumatiques individuelles afin d'accompagner les femmes dans leur reconstruction.

3. Animation de groupes de paroles
Des groupes de parole bi-mensuels généralistes autour des violences conjugales seront organisés. Ces groupes, d'une durée de deux heures, seront animés par la psychologue et l'assistante sociale de

l'association.

Le public cible est constitué de 120 bénéficiaires directs, principalement des femmes victimes de violence conjugale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	150,00	1,30%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	150,00	1,30%
Fournitures administratives	100,00	0,87%
Locations	500,00	4,35%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 000,00	43,48%
Publicité, publications, relations publiques, communication	100,00	0,87%
Frais postaux et télécommunications	600,00	5,22%
Rémunérations du personnel	2 785,00	24,22%
Charges sociales et Frais de personnel	2 115,00	18,39%
Total	11 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 500,00	13,04%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	2 500,00	21,74%
Région Ile-de-France	5 000,00	43,48%
FIPD	2 500,00	21,74%
Total	11 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047621 - Mise en place de groupes de parole à destination des femmes victimes de violences sexuelles

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	6 060,00 € TTC	49,50 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS VICTIMES 78
Adresse administrative : FRANCE VICTIMES 78 - SOS VICTIMES 78
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Louis-Pierre CORADIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place de groupes de parole à destination des femmes victimes de violences sexuelles

Dates prévisionnelles : 7 septembre 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à la mise en place de groupes de parole fermés dédiés aux femmes victimes de violences sexuelles.

Ces groupes de parole se dérouleront de la façon suivante :
- chaque victime sera reçue par un juriste et un psychologue. Ce premier entretien permettra de comprendre la demande de la victime, lui expliquer le fonctionnement du groupe de parole et effectuer une première évaluation psychologique ;
- mise en place du groupe de parole : les thématiques abordées lors du groupe sont ouvertes et sont introduites par les participantes (les violences, l'ambivalence des émotions, les émotions, les conséquences sur l'image de soi et l'estime de soi, les procédures juridiques et administratives etc).

Les animateurs garantissent le cadre, assurent l'échange entre les participants et veillent à la sécurité psychique de chacun des membres. 11 séances de 1h30 auront lieu tous les 15 jours jusqu'au mois de février 2021 puis une séance de 2h par mois sera programmée jusqu'à fin juin.

Le Comité de pilotage, composé de la directrice de l'association, des deux animateurs et de deux bénévoles, se réunira avant la mise en place du groupe de parole et à son issue afin d'évaluer l'action menée et d'y apporter les ajustements nécessaires.

Tout au long de ces groupes, les animateurs bénéficieront de quatre séances de supervision (analyse des pratiques) par une psychologue extérieure.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	630,00	10,40%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	115,00	1,90%
Fournitures administratives	105,00	1,73%
Locations	760,00	12,54%
Dépenses informatiques (pack office, hébergement...)	40,00	0,66%
Frais de colloques et séminaires	100,00	1,65%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 190,00	19,64%
Transports - déplacements - missions	30,00	0,50%
Frais postaux et télécommunications	30,00	0,50%
Rémunérations du personnel	1 910,00	31,52%
Charges sociales et Frais de personnel	1 150,00	18,98%
Total	6 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	3 060,00	50,50%
Région Ile-de-France	3 000,00	49,50%
Total	6 060,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047622 - Lutte contre les violences faites aux femmes handicapées et animation de la plateforme Ecoute Violences Femmes Handicapées

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	88 704,00 € TTC	22,55 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEMMES POUR LE DIRE FEMMES POUR AGIR
Adresse administrative : 2 RUE ARISTIDE MAILLOL 75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Brigitte BRICOUT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lutte contre les violences faites aux femmes handicapées et l'animation de la plateforme Ecoute Violences Femmes Handicapées

Dates prévisionnelles : 23 mars 2020 - 22 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à proposer un accompagnement aux femmes en situation de handicap victimes de violences via un ensemble d'actions :
- animation d'une plateforme d'écoute "Ecoute Violences Femmes Handicapées" ;
- une permanence juridique animée par une avocate ;
- une permanence sociale animée par une assistante de service social et une médiatrice ;
- une permanence d'écoute en présentiel animée par une psychologue ;
- une permanence d'écrivaine publique animée par une juriste ;
- des ateliers menés par une socio-esthéticienne et des arts-thérapeutes (médiation artistique et écriture).

Le projet vise également à accompagner les professionnels dans l'appréhension de ce public spécifique via des ateliers de sensibilisation sur les violences vécues par les femmes en situation de handicap.

Le public cible est estimé à 250 bénéficiaires directs et 1700 bénéficiaires indirects.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	2 160,00	2,44%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	480,00	0,54%
Locations	6 504,00	7,33%
Charges locatives	540,00	0,61%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 140,00	9,18%
Publicité, publications, relations publiques, communication	18 160,00	20,47%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	4 400,00	4,96%
Catalogues, imprimés, publications	1 500,00	1,69%
Transports - déplacements - missions	600,00	0,68%
Frais postaux et télécommunications	1 700,00	1,92%
Rémunérations du personnel	41 100,00	46,33%
Charges sociales et Frais de personnel	3 420,00	3,86%
Total	88 704,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 204,00	3,61%
Région Ile-de-France	20 000,00	22,55%
Ministère Egalité Femmes/Hommes	10 000,00	11,27%
Ville de Paris	18 000,00	20,29%
Fondation RAJA	15 000,00	16,91%
Fondation des Femmes	17 500,00	19,73%
Ministère de la Justice	5 000,00	5,64%
Total	88 704,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047623 - "Alerte Excision"

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	30 000,00 € TTC	50,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EXCISION PARLONS EN
Adresse administrative : 51 AVENUE GAMBETTA
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DIARYATOU BAH, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place de la campagne "Alerte Excision"
Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à développer l'action mise en place depuis 2017 et qui vise à informer et sensibiliser le public via la campagne "Alerte Excision". Celle-ci cible directement les adolescentes en menant une campagne de prévention sur l'ensemble du territoire, avec un focus sur l'Ile-de-France, région la plus concernée. Cette campagne a pour objectif d'informer et d'offrir des moyens de protection aux jeunes filles victimes, mais aussi à leur entourage, capable de détecter une situation à risque.

En 3 ans, ce sont près de 3 millions de personnes qui ont été sensibilisées dans toute la France, grâce aux réseaux sociaux (Instagram, Facebook et Twitter), aux médias, à l'affichage urbain JCDecaux, à l'implication des collèges et des lycées et aux actions de sensibilisation d'Excision, parlons-en !, ses adhérents et ses partenaires.

Le projet comprendra les étapes suivantes :
1) Préparation de la campagne Alerte Excision 2020 :
a. Mise à jour des outils existants et mise en place de la stratégie : affiches, site internet, vidéo, exposition de dessins et tchat numérique

b. Élaboration des nouveaux outils : développement de la présence d'Excision, parlons-en! sur YouTube, plateforme particulièrement utilisée par les jeunes
c. Début des interventions scolaires en Ile de France et en France.

2) Diffusion de la campagne
a. Lancement de la campagne 2020 en mars
b. Forte communication sur Instagram, Twitter, Facebook et YouTube
c. Relais par les influenceurs de la campagne sur les réseaux sociaux
d. Diffusion de la campagne dans les médias et partenariats avec plusieurs médias (Brut, Loopsider…)
e. Diffusion de la campagne sur le mobilier urbain
f. Poursuite des interventions scolaires, avec un fort accent dans le département de la Seine-Saint-Denis

3) Bilan de la campagne
a. Réunions des adhérents et des partenaires
b. Rédaction des rapports finaux
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et de fournitures	4 000,00	13,33%
Locations	500,00	1,67%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	21 340,00	71,13%
Publicité, publications, relations publiques	3 160,00	10,53%
Déplacements, missions et réceptions	1 000,00	3,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	50,00%
Ministère des droits des femmes	10 000,00	33,33%
Fondations des Femmes	5 000,00	16,67%
Total	30 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047624 - Prévention des violences sexistes et sexuelles en direction des adolescentes et des jeunes femmes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	43 100,00 € TTC	23,20 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION MAISON DE LA PREVENTION
Adresse administrative	:	55 AVENUE DU MARECHAL JOFFRE 94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Martine ANTOINE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévention des violences sexistes et sexuelles en direction des adolescentes et des jeunes femmes

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à prévenir les violences sexistes et sexuelles et est à destination du jeune public. Il poursuit, de ce fait plusieurs objectifs :
- Prévenir les violences sexuelles et sexistes dès l'adolescence ;
- Prendre en charge et accompagner les victimes et les co-victime de violences ;
- Promouvoir la santé positive des jeunes femmes ;
- Améliorer la connaissance des phénomènes de violences sexistes et sexuelles auprès des partenaires du territoire travaillant avec le public jeunes ainsi qu'auprès des familles.

L'action s'articule autour de 5 volets :
- Interventions dans les structures accueillant les adolescentes et les jeunes filles (collèges, lycées, les Services Jeunesse, les Clubs de prévention spécialisée, les Missions locales) pour informer sur les différentes formes de violences sexistes et sexuelles (harcèlement, insultes, hypersexualisation, agressions, prostitution, violences psychologiques et économiques) ;

- Prises en charge psychologiques des jeunes victimes et co-victimes des violences ;
- Accompagnement des victimes dans leurs démarches sociales et juridiques ;
- Sensibilisations de professionnels intervenant auprès des publics jeunes pour un meilleur repérage et une meilleure orientation ;
- Information auprès des parents sur les conséquences néfastes des violences intrafamiliales sur l'intégrité de leurs enfants.

Le public cible est estimé à 1600 bénéficiaires directs.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	3 000,00	6,96%
EDF	300,00	0,70%
Combustible, carburants, alimentation	1 700,00	3,94%
Locations	300,00	0,70%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	800,00	1,86%
Publicité, publications, relations publiques	1 000,00	2,32%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	200,00	0,46%
Frais postaux et télécommunications	300,00	0,70%
Rémunérations du personnel	35 300,00	81,90%
Déplacements, missions et réceptions	200,00	0,46%
Total	43 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	5 500,00	12,76%
Région Ile-de-France	10 000,00	23,20%
DDCS	6 000,00	13,92%
Préfecture du Val de Marne	5 000,00	11,60%
Département du Val de Marne	6 000,00	13,92%
EPT Paris Est Marne et Bois	3 200,00	7,42%
Commune de Fontenay-sous-bois	3 700,00	8,58%
Commune Saint Mandé	1 800,00	4,18%
ASP	1 900,00	4,41%
Total	43 100,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047625 - Dispositif d'accueil, d'écoute et d'orientation des femmes victimes de violences conjugales

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	115 982,00 € TTC	21,56 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PAROLES DE FEMMES LE RELAIS DE SENART
Adresse administrative	:	27 RUE DE L ETANG 77240 VERT-SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Stéphane REGIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'un dispositif d'accueil, d'écoute et d'orientation des femmes victimes de violences conjugales

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à proposer sur les territoires de l'Essonne et de la Seine et Marne des actions d'écoute, d'orientation et d'accueil des femmes victimes de violences conjugales et de leurs enfants.

Le projet a pour objet le développement des modalités d'accueil et d'écoute, soit :

- Des permanences d'écoutes téléphoniques, relais local du 3919, pour permettre aux femmes d'évoquer les violences et d'échanger avec un professionnel formé et solidement implanté dans un réseau local. Si besoin, l'écoute pourra être complétée d'un rendez-vous physique ou une mise en sécurité en urgence ;
- Des rendez-vous physiques dits d'accueil-écoute-orientation (AEO), dans un espace approprié. Les femmes seront reçues en entretien individuel, anonyme et gratuit ;

- Le développement de l'accueil de jour ;
- Des entretiens individuels, avec ou sans rendez-vous, réalisés par une intervenante sociale, formée aux violences conjugales ;
- Une solution d'hébergement d'urgence.

Les spécificités des territoires, ruraux et en politique de la ville, seront prises en compte. 250 bénéficiaires sont estimés.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à l'obligation de recrutement d'un stagiaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	440,00	0,38%
Combustible, carburants, alimentation	274,00	0,24%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	306,00	0,26%
Fournitures administratives	222,00	0,19%
Charges locatives	805,00	0,69%
Locations	3 144,00	2,71%
Documentation générale et technique	125,00	0,11%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 831,00	2,44%
Publicité, publications, relations publiques, communication	245,00	0,21%
Transports - déplacements - missions	6 693,00	5,77%
Frais postaux et télécommunications	928,00	0,80%
Rémunérations du personnel	65 744,00	56,68%
Charges sociales et Frais de personnel	34 225,00	29,51%
Total	115 982,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	49 400,00	42,59%
Région Ile-de-France	25 000,00	21,56%
DDCS	38 582,00	33,27%
Commune d'Etampes	3 000,00	2,59%
Total	115 982,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047626 - Lutte contre les violences faites aux jeunes filles et sensibilisation des jeunes à la notion de violences sexistes et sexuelles : diffusion d'un outil de prévention pour les 14-17 ans

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	20 100,00 € TTC	37,31 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LAPS EQUIPE DU MATIN
Adresse administrative : 8 RUE DU GENERAL RENAULT
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mickaël VITALI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lutte contre les violences faites aux jeunes filles et sensibilisation des jeunes à la notion de violences sexistes et sexuelles : diffusion d'un outil de prévention pour les 14-17 ans

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à la diffusion d'un outil de théâtre-forum de sensibilisation et de prévention des violences à destination des adolescents. Il poursuit, de ce fait, deux objectifs principaux :

1. Diffusion d'un outil de sensibilisation précoce (14-17 ans) adapté aux adolescents :
- aborder les violences faites aux femmes en s'appuyant sur des thématiques spécifiques aux adolescents (notion d'emprise, jalousie, michetonnage, réputation, domination, frustration, notion de couple, isolement, violences psychologiques et verbales, consentement, rapport au corps, hypersexualisation ; « culture du viol » etc) ;
- lutter contre les phénomènes de silence et d'occultation liées aux violences en ouvrant un débat entre pairs.
- s'appuyer sur la forme théâtrale et la fiction pour travailler sur des situations problématiques concrètes.

2. Développer des partenariats établissements scolaires/ associations ou structures publiques

spécialisées :
- améliorer le repérage des adolescents victimes par les professionnels du milieu scolaire ;
- renforcer l'école dans ses missions de promotion de l'égalité filles/garçons et de lutte contre les violences ;
- désigner l'école comme un lieu de diffusion d'information sur les droits des jeunes femmes et des victimes mineures.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	300,00	1,49%
Combustible, carburants, alimentation	140,00	0,70%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	350,00	1,74%
Fournitures administratives	150,00	0,75%
Locations	800,00	3,98%
Documentation générale et technique	40,00	0,20%
Frais de formation	200,00	1,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 000,00	4,98%
Publicité, publications, relations publiques, communication	250,00	1,24%
Transports - déplacements - missions	240,00	1,19%
Frais postaux et télécommunications	60,00	0,30%
Rémunérations du personnel	11 105,00	55,25%
Charges sociales et Frais de personnel	5 465,00	27,19%
Total	20 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 600,00	7,96%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	6 000,00	29,85%
Région Ile-de-France	7 500,00	37,31%
Ville de Paris	5 000,00	24,88%
Total	20 100,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047627 - Soutien à l'accompagnement numérique de jeunes femmes victimes de violences et à la prévention des violences en milieux scolaires

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	74 576,00 € TTC	26,82 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EN AVANT TOUTES
Adresse administrative	:	27 RUE ABEL HOVELACQUE 75013 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Céleste DANOS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'accompagnement numérique de jeunes femmes victimes de violences et à la prévention des violences en milieux scolaires

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 3 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à développer les actions d'accompagnement, d'écoute et d'orientation des jeunes femmes victimes de violences via trois axes d'action principaux :

1. Accompagner les jeunes femmes victimes de violences via un tchat numérique et soutenir leurs démarches de prise en charge psychologique et juridique. Le dispositif innovant mis en place par la structure vise à écouter, accompagner et orienter les jeunes femmes victimes, notamment celles isolées géographiquement et/ou socialement. Ce dispositif facilite également la mise en relation avec des structures ou des professionnels directement en ligne afin d'améliorer toutes les démarches qu'elles souhaitent entreprendre pour sortir de la violence.

2. Construire un réseau de redirection national, pour rediriger les jeunes femmes victimes de violences vers des dispositifs d'aide physiques proches de chez elles, identifier les manquements en termes de structures, et renforcer le maillage associatif existant En, 2020, En avant toute(s) souhaite contacter chaque structure vers laquelle elle redirige le public accueilli et créer ainsi une base de données

actualisée sous forme de carte interactive.

3. Sensibiliser les jeunes à l'égalité filles-garçons et à la sexualité à travers des ateliers en milieu scolaire.

Le public cible est estimé à 1360 bénéficiaires directs et 4080 bénéficiaires indirects.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Contrats prestations de services avec des entreprises	1 470,00	1,97%
Charges locatives	6 780,00	9,09%
Catalogues, imprimés, publications	100,00	0,13%
Rémunérations du personnel	66 226,00	88,80%
Total	74 576,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 076,00	4,12%
Région Ile-de-France	20 000,00	26,82%
SDFE	25 000,00	33,52%
FONGEP	7 500,00	10,06%
Fonds TOMS	15 000,00	20,11%
Ville de Paris	4 000,00	5,36%
Total	74 576,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047628 - Sensibiliser et informer les jeunes filles et garçons aux violences sexistes et sexuelles et les informer des moyens existants pour lutter contre ces violences

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	22 950,00 € TTC	32,68 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ELLE CAETERA
Adresse administrative : 44 B RUE DE L OURCQ
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Monique LEROND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sensibiliser et informer les jeunes filles et garçons aux violences sexistes et sexuelles et les informer des moyens existants pour lutter contre ces violences

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à la mise en place d'un partenariat avec l'association Handsaway pour développer les outils numériques de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, soit :

- Coopérer au niveau numérique : intégration de l'outil "chatbot" d'Elle Cætera à l'application HandsAway et redirection vers la cartographie d'HandsAway par Elle Caetera ;
- Sensibiliser le grand public à la place des femmes dans l'espace public et au harcèlement de rue, avec un focus sur le milieu rural, notamment au travers de la réalité virtuelle ;
- Présenter des outils d'information et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, tels que le chatbot d'Elle Cætera, l'application Handsaway ou encore la cartographie des différentes structures d'aide spécialisées ;
- Effectuer des campagnes de sensibilisation au sein des lycées : Elle Cætera interviendra plutôt sur les violences conjugales (au sein des jeunes couples) et sexuelles contre les très jeunes femmes, et HandsAway interviendra plutôt sur le harcèlement de rue et les violences dans l'espace public ;
- Informer et sensibiliser les jeunes sur les cyberviolences notamment sur les réseaux sociaux (Facebook/

Instagram/ Snapchat) mais également sur les sites de rencontre.

500 bénéficiaires directs sont estimés ainsi que 45000 bénéficiaires indirects.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Combustible, carburants, alimentation	200,00	0,87%
Fournitures administratives	100,00	0,44%
Contrats prestations de services avec des entreprises	2 500,00	10,89%
Locations	600,00	2,61%
Catalogues, imprimés, publications	300,00	1,31%
Transports - déplacements - missions	500,00	2,18%
Rémunérations du personnel	12 931,04	56,34%
Charges sociales et Frais de personnel	5 818,96	25,35%
Total	22 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	2 450,00	10,68%
Ville de Paris	13 000,00	56,64%
Région Ile-de-France	7 500,00	32,68%
Total	22 950,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047629 - Prévention des violences faites aux enfants

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	6 400,00 € TTC	46,88 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CLAF OUTILS COLLECTIF D ACTION FEMINISTE
Adresse administrative	:	114 AVENUE GAMBETTA 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Angeline GARCIA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévention des violences faites aux enfants

Dates prévisionnelles : 4 mai 2020 - 3 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet, conçu par des enseignantes et enseignants de l'éducation nationale, des professionnels de l'animation jeunesse et du secteur du médico-social ainsi que des universitaires, vise à prévenir les violences faites aux enfants. Il comprend trois types d'ateliers, destinés aux professionnels, aux enfants et à leurs parents.

1/ Les ateliers destinés aux personnels encadrants
Ces ateliers visent à former au repérage des différents signes de situation de violences et à la mise en place d'une posture d'écoute et d'accueil de la parole d'un enfant victime. Des informations sur les ressources locales et nationales de protection de l'enfance sont aussi proposées.

2/ Les ateliers destinés aux enfants
Ces ateliers visent à renforcer leur capacité d'agir en cas d'agressions et à repérer des adultes de confiance à qui dénoncer les violences dont ils seraient victimes ou témoins.

Ce sont des ateliers d'une heure et demie, interactifs, basés sur des jeux de rôles mettant en scène les

situations de violences envers les enfants. Ils offrent des stratégies simples et appropriées et utilisent un langage adapté aux différents groupes d'âge.

Ils se déroulent intégralement en présence de l'enseignant. Une attention particulière est mise sur la sécurité affective des enfants durant l'atelier. La forme du jeu de rôle a été choisie car elle constitue un moyen d'aborder les violences sans que l'enfant ne s'identifie directement à la situation afin d'éviter le déclenchement de traumatismes.

3/ Les ateliers destinés aux parents
Les ateliers destinés aux parents reprennent la structure des ateliers destinés aux personnels des écoles mais sont moins longs et laissent plus une place à l'échange avec les parents sur des situations et des préoccupations à propos desquelles ils et elles souhaitent discuter. Ils offrent un espace de discussion plus large sur la parentalité.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	200,00	3,13%
Combustible, carburants, alimentation	500,00	7,81%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	200,00	3,13%
Fournitures administratives	50,00	0,78%
Frais de formation	1 200,00	18,75%
Catalogues, imprimés, publications	200,00	3,13%
Transports - déplacements - missions	824,00	12,88%
Frais postaux et télécommunications	50,00	0,78%
Rémunérations du personnel	2 477,00	38,70%
Charges sociales et Frais de personnel	699,00	10,92%
Total	6 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 200,00	18,75%
Région Ile-de-France	3 000,00	46,88%
Commune d'Aubervilliers	1 200,00	18,75%
Dons de particulier	1 000,00	15,63%
Total	6 400,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047630 - Développer les actions de sensibilisation et de formation afin de prévenir les violences sexuelles et sexistes faites aux jeunes femmes et leur offrir un accompagnement renforcé

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	33 600,00 € TTC	29,76 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CFCV COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL
Adresse administrative	:	9 VILLA D'ESTE 75013 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Emmanuelle PIET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développer les actions de sensibilisation et de formation afin de prévenir les violences sexuelles et sexistes faites aux jeunes femmes et leur offrir un accompagnement renforcé

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à développer les actions de sensibilisation et de formation à destination des professionnels afin de prévenir les violences sexuelles et sexistes faites aux jeunes femmes et leur offrir un accompagnement renforcé. Il a ainsi pour objectif de permettre aux professionnels :
- de mieux repérer les jeunes femmes victimes de violences ;
- d' identifier les conséquences des violences sur leurs parcours de vie ;
- d'accompagner les femmes dans leur processus de reconstruction et d'accès aux droits en mettant en place les outils nécessaires pour leur permettre d'accéder à leurs droits.

De ce fait, plusieurs actions seront mises en place :
- Prévenir les violences sexuelles et sexistes faites aux jeunes femmes ;
- Développer les supports de formation et d'information ;
- Accompagner les associations et les institutions dans le développement des compétences des

professionnels accompagnant les jeunes femmes victimes de violences ;
- Favoriser le travail en réseau pour une réponse territoriale renforcée en direction du public.

Le public est estimé à 100 bénéficiaires directs et 200 bénéficiaires indirects.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	100,00	0,30%
Fournitures administratives	900,00	2,68%
Contrats prestations de services avec des entreprises	500,00	1,49%
Locations	1 000,00	2,98%
Documentation générale et technique	300,00	0,89%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 000,00	17,86%
Publicité, publications, relations publiques, communication	2 100,00	6,25%
Transports - déplacements - missions	4 000,00	11,90%
Frais postaux et télécommunications	200,00	0,60%
Rémunérations du personnel	15 500,00	46,13%
Charges sociales et Frais de personnel	3 000,00	8,93%
Total	33 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	2 000,00	5,95%
Région Ile-de-France	10 000,00	29,76%
DGCS Aide aux victimes	15 600,00	46,43%
Département du Val de Marne	3 000,00	8,93%
Ville de Paris	3 000,00	8,93%
Total	33 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX047631 - Prise en charge médico-psychologique de femmes exilées victimes de violations graves des droits de l'homme

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	125 000,00 € TTC	8,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PARCOURS D EXIL
Adresse administrative	:	12 RUE DE LA FONTAINE AU ROI 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Lorraine DE BOUCHONNY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prise en charge médico-psychologique de femmes exilées victimes de violations graves des droits de l'homme

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à mettre en place un accompagnement physique et psychologique à destination des femmes exilées victimes de violence.

Cet accompagnement est envisagé de manière holistique, comprenant :
- La prise en soins des patientes victimes de violations graves des droits de l'homme (excision, mariage forcé, viol en temps de guerre...) via des consultations de médecine générale. En effet, la prise en charge globale, physique et psychologique, par un médecin généraliste, permet de soigner le corps et contribue à une médiation vers les soins psychologiques ;
- L'orientation éventuelle vers les différents professionnels (psychologues, art thérapeute, ostéopathe, yogathérapeute) en parallèle du parcours de soin ;
- Un accompagnement à l'insertion, qui fait partie intégrante du parcours de soins, par la restructuration

de la pensée et qui contribue à la reprise de confiance en soi (apprentissage du Français, informatique, conseils personnalisés d'insertion professionnelle, participation à des activités culturelles...).

La prise en charge dure en moyenne de 12 à 18 mois mais s'étend pour certaines femmes sur plusieurs années. Le projet sera travaillé en collaboration avec les membres du réseau du psychotramatisme de Paris Centre et Sud qui regroupe des structures publiques et privées, dont l'APHP.
Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à l'obligation de recrutement d'un stagiaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	4 000,00	3,20%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	1 000,00	0,80%
EDF, autres fournitures	1 200,00	0,96%
Combustible, carburants, alimentation	300,00	0,24%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	3 500,00	2,80%
Fournitures administratives	1 200,00	0,96%
Contrats prestations de services avec des entreprises	3 500,00	2,80%
Locations	15 000,00	12,00%
Charges locatives	1 980,00	1,58%
Etudes et recherches	1 000,00	0,80%
Frais de formation	1 500,00	1,20%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 120,00	2,50%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 000,00	0,80%
Catalogues, imprimés, publications	500,00	0,40%
Frais postaux et télécommunications	1 200,00	0,96%
Rémunérations du personnel	50 000,00	40,00%
Charges sociales et Frais de personnel	35 000,00	28,00%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	25 000,00	20,00%
Région Ile-de-France	10 000,00	8,00%
Ville de Paris	30 000,00	24,00%
Fondation Servier	60 000,00	48,00%
Total	125 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047633 - Formation des acteurs de terrain d'Ile-de-France à la prise en charge des femmes exilées victimes de violences

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	4 200,00 € TTC	47,62 %	2 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ADRIC AGENCE DE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTERCULTURELLES POUR LA CITOYENNETE
Adresse administrative	:	7 RUE DU JURA 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Catherine KRIEGEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Formation des acteurs de terrain d'Ile-de-France à la prise en charge des femmes exilées victimes de violences

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à former les acteurs et actrices de terrain à l'accueil et l'accompagnement des femmes exilées victimes de violences et de discriminations. Il poursuit, de ce fait, plusieurs objectifs opérationnels :
1) Former les acteurs et actrices franciliens à l'accueil et l'accompagnement de ce public ;
2) Renforcer les savoirs, savoir-être et savoir-faire nécessaires à l'optimisation de l'accueil et l'accompagnement des femmes victimes de violences et de leurs enfants ;
3) Valoriser les ressources disponibles au niveau local et diffuser les outils méthodologiques conçus par l'ADRIC pour lutter contre les violences faites aux femmes ;
4) Engager la mutualisation des savoirs, des expériences et des pratiques entre les acteurs du territoire, pour optimiser le travail en réseau dans la lutte contre ces phénomènes.

Le projet se déroulera en 2 phases :

1) Phase de préparation du projet et de mobilisation des bénéficiaires qui prévoit :
- Un temps de travail préparatoire avec les partenaires ;
-Communication sur la formation auprès des acteurs franciliens qui oeuvrent auprès du public ;
- L'élaboration et la transmission de questionnaires de positionnement préalable.

2) Réalisation d'une session de formation interprofessionnelle pour les acteurs sur le thème qui s'appuiera sur la complémentarité des compétences des partenaires engagés dans la réalisation de l'action (l'ADRIC, le réseau des CIDFF, le GAMS et Voix de femmes). Le contenu de la formation articulera des apports théoriques et l'analyse de faits concrets, définis et adaptés sur la base des retours des questionnaires de positionnement préalable. Parallèlement, la démarche pédagogique proposée, axée sur la participation et l'interaction, engagera les participants dans la description des situations rencontrées et dans un échange d'expériences.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	1 800,00	42,86%
Fournitures administratives	223,00	5,31%
Locations	550,00	13,10%
Documentation générale et technique	220,00	5,24%
Frais de colloques et séminaires	50,00	1,19%
Transports - déplacements - missions	100,00	2,38%
Rémunérations du personnel	885,00	21,07%
Charges sociales et Frais de personnel	372,00	8,86%
Total	4 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	200,00	4,76%
DAIC	2 000,00	47,62%
Région Ile-de-France	2 000,00	47,62%
Total	4 200,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047634 - Prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes et aux enfants

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	16 800,00 € TTC	47,62 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FIAISM FEMMES INTER ASSOCIATION ISM
Adresse administrative : 21 TER RUE VOLTAIRE
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Thérèse AUCLAIR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes et aux enfants

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à mettre en place un ensemble d'actions en vue de prévenir et de lutter contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Il se décline en cinq parties :
1. Animation de 6 ateliers « violence faites aux femmes, comment lutter ? »
Ces animations seront menées de façon conjointe avec les associations de réseau et auront pour objectifs d'aider les associations à être à l'aise dans l'animation de ce type d'atelier et d'aider le public fréquentant les associations à libérer leur parole sur cette thématique. Plusieurs outils seront ainsi élaborés, tels qu'une fiche atelier « violence » destinée aux associations ou encore un document de diffusion et de présentation pour faciliter l'animation des ateliers ;

2. Animation de 3 ateliers de sensibilisation aux violences faites aux femmes
Ces temps d'animation seront réalisés sur la base d'un film pédagogique et d'une exposition créés en novembre 2019 portant sur les thématique du psychotrauma et du mécanisme de résilience ;

3. Une journée de formation sur le harcèlement sexuel
Cette session, dispensée par une psychologue et une juriste oeuvrant auprès de victimes de violences, traitera de la législation en vigueur et des recours possibles pour les victimes. La formation sera proposée

aux professionnels du secteur ;

4. Une manifestation collective à l'occasion de la journée de lutte contre les violences faites aux femmes
Cette journée sera conçue comme un temps de sensibilisation du public et des habitants via la diffusion d'un film pédagogique et des temps d'échanges ;

5. La mise en place d'une permanence
Cette permanence sera établie dans les locaux de la structure et auront pour objet d'accueillir et d'orienter les femmes victimes de violences et leur entourage.

Le public cible est estimé à 250 bénéficiaires directs et 500 bénéficiaires indirects.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	8 350,00	49,70%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	100,00	0,60%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	150,00	0,89%
Fournitures administratives	150,00	0,89%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 300,00	19,64%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 000,00	5,95%
Catalogues, imprimés, publications	200,00	1,19%
Transports - déplacements - missions	500,00	2,98%
Rémunérations du personnel	2 200,00	13,10%
Charges sociales et Frais de personnel	850,00	5,06%
Total	16 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	3 000,00	17,86%
Région Ile-de-France	8 000,00	47,62%
DDCS Essonne	2 000,00	11,90%
Département de l'Essonne	1 000,00	5,95%
Commune d'Evry-Courcouronnes	2 000,00	11,90%
CCFD	800,00	4,76%
Total	16 800,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047646 - "Plaintes et parcours"

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	42 600,00 € TTC	35,21 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DES FEMMES
Adresse administrative : 24-28 RUE DE L'EGLISE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Roselyne ROLLIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place du projet "Plaintes et parcours"
Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet a pour objectif de mettre en place un ensemble d'actions visant à favoriser le recueil de plainte et l'accompagnement des femmes victimes dans leur parcours.

De ce fait, le projet prévoit les actions suivantes :

1. Accès au droit des femmes victimes via des modules collectifs et semi-collectifs, d'ateliers et de permanences, comprenant notamment :
°« Ateliers d'Expression en langue Française » ;
° Les « Plateformes d'Accueils Collectifs Intersectoriels / femmes victimes de violences » (P.A.C.) ;
° Les « Petits déjeuners de la C.A.F » ;
° Les « Permanences mensuelles d'insertion sociale », pour aider les femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales à réintégrer la vie sociale, puis professionnelle ;
° Les divers temps culturels et de liens sociaux.

2. Accompagnement individuel des femmes victimes, comprenant notamment :
° Les entretiens de psycho-traumatologie ;
° Les accueils juridiques ;
° Les Suivis et Accompagnements individuels des « Parcours de Ruptures des violences".

3. Sensibilisation du grand public et des secteurs professionnels

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyer	7 000,00	16,43%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	19 000,00	44,60%
Rémunération du personnel	13 600,00	31,92%
Photocopies	3 000,00	7,04%
Total	42 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 600,00	3,76%
ASP	11 600,00	27,23%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	1 800,00	4,23%
Région Ile-de-France	15 000,00	35,21%
Contrat de ville Etat	2 600,00	6,10%
Commune de Montreuil	5 000,00	11,74%
Département de Seine-Saint-Denis	5 000,00	11,74%
Total	42 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX047653 - Formation des professionnels à l'impact des violences intra-familiales sur les enfants et les adolescents

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	20 000,00 € TTC	40,00 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	POINT ECOUTE CHAMPIGNY
Adresse administrative	:	27 RUE ALBERT THOMAS 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Geneviève VIDY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : formation des professionnels à l'impact des violences intra-familiales sur les enfants et les adolescents

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à sensibiliser les professionnels et acteurs du secteur à l'impact des violences intra-familiales sur les enfants et adolescents et les outiller pour dépasser les réactions sidérantes inopérantes, savoir repérer, interpréter les signes et les symptômes présentés par les enfants, savoir aborder ces questions avec eux et avec les familles et travailler en relais pour leur orientation.

Cette sensibilisation sera réalisée par le biais de sessions de formation auprès des services de l'aide sociale à l'enfance, des services de la protection judiciaire de la jeunesse, des structures institutionnelles et associatives dédiées à l'enfance et à l'adolescence.

Le public cible est ainsi estimé à 50 bénéficiaires directs et 150 bénéficiaires indirects.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Combustible, carburants, alimentation	150,00	0,75%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	200,00	1,00%
Fournitures administratives	150,00	0,75%
Locations	500,00	2,50%
Documentation générale et technique	150,00	0,75%
Frais de formation	200,00	1,00%
Frais de colloques et séminaires	100,00	0,50%
Publicité, publications, relations publiques, communication	150,00	0,75%
Transports - déplacements - missions	300,00	1,50%
Frais postaux et télécommunications	100,00	0,50%
Rémunérations du personnel	12 000,00	60,00%
Charges sociales et Frais de personnel	6 000,00	30,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 000,00	5,00%
ACSE	1 000,00	5,00%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	1 000,00	5,00%
Région Ile-de-France	8 000,00	40,00%
DDCS	3 000,00	15,00%
Département du Val-de-Marne	3 000,00	15,00%
Commune de Champigny-sur-Marne	1 500,00	7,50%
Organismes sociaux	1 000,00	5,00%
Commune Chennevières	500,00	2,50%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047654 - Mise en place d'ateliers d'art-thérapie : aide à l'accompagnement de femmes victimes de violences sexuelles en Ile-de-France

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	3 225,00 € TTC	46,51 %	1 500,00 €
	Montant total de la subvention		1 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARLER
Adresse administrative : 53 RUE BLANCHE
59800 LILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sandrine ROUSSEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'ateliers d'art-thérapie : aide à l'accompagnement de femmes victimes de violences sexuelles en Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 14 mars 2020 - 13 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à mettre en place des ateliers d'art-thérapie à destination des femmes victimes de violences sexuelles de la région Île-de-France.

1. Ateliers de danse-thérapie : chaque mois, 10 femmes auront la possibilité de participer à un atelier de danse. La thérapeute qui animera cet atelier le co-construira avec les femmes présentes ;

2. Ateliers d'écriture : chaque mois, une quinzaine de femmes pourra participer à un atelier d'écriture animé par une art-thérapeute.

Le projet poursuit plusieurs objectifs opérationnels :
- offrir aux femmes victimes un espace pour prendre soin d'elles ;
- permettre aux femmes accompagnées de s'exprimer d'une autre façon à travers l'écriture et la danse ;
- leur permettre de se réapproprier leur corps et leur image à travers la danse.

Le public cible est estimé à 250 bénéficiaires directs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	1 350,00	41,86%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	200,00	6,20%
Combustible, carburants, alimentation	400,00	12,40%
Locations	600,00	18,60%
Rémunérations du personnel	675,00	20,93%
Total	3 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	425,00	13,18%
Région Ile-de-France	1 500,00	46,51%
Fondations des Femmes	1 300,00	40,31%
Total	3 225,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX047798 - Sensibiliser le public jeune aux conséquences de l'hypersexualisation et au refus des violences sexuelles et sexistes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	56 500,00 € TTC	40,71 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ODYSSEE ART
Adresse administrative	:	36 BOULEVARD JOHN KENNEDY 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ADAM ZAIDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sensibiliser le public jeune aux conséquences de l'hypersexualisation et au refus des violences sexuelles et sexistes

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à sensibiliser le jeune public aux différentes formes de violence sexuelles et sexistes et à l'hypersexualisation via la mise en place d'ateliers adaptés et d'intervention en milieu scolaire. Ceux-ci prendront plusieurs formes :

1. Exposition-débat
Conçue et mise en place avec une sociologue et une graphiste, cette exposition-débat vise à sensibiliser aux risques de l'hypersexualisation. Cette exposition sera suivie d'un échange avec les jeunes et leur famille.
2.Film-débat
Grâce à la projection d'un extrait de film, il s'agira de décrypter l'image véhiculée par les mineurs et notamment les jeunes filles au cinéma. Ce vecteur culturel de masse a, en effet, souvent façonné l'image des adolescentes dans le sens d'une hypersexualisation. Grâce à une analyse filmique précise, l'association souhaite fournir aux jeunes participants les moyens d'un regard critique sur les archétypes rencontrés.

3. Théâtre interactif
De nouvelles pièces seront mises en place et seront directement inspirées de l'image des adolescents dans la publicité, les médias et la mode. Elles évoqueront l'impact de ces représentations sur la construction de leur personnalité mais également leur santé et leur parcours scolaire.

Le projet vise ainsi à :
- identifier et dénoncer les conséquences de l'hypersexualisation actuelle qui touche les mineurs et particulièrement les jeunes filles ;
- prévenir les violences sexistes auprès des mineurs, des jeunes et des familles ;
- établir le dialogue et le respect entre les sexes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	3 500,00	6,19%
EDF, autres fournitures	300,00	0,53%
Combustible, carburants, alimentation	850,00	1,50%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	350,00	0,62%
Fournitures administratives	2 800,00	4,96%
Locations	4 000,00	7,08%
Etudes et recherches	650,00	1,15%
Frais de formation	300,00	0,53%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 500,00	6,19%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 800,00	3,19%
Transports - déplacements - missions	2 800,00	4,96%
Frais postaux et télécommunications	850,00	1,50%
Rémunérations du personnel	24 000,00	42,48%
Charges sociales et Frais de personnel	10 800,00	19,12%
Total	56 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	7 000,00	12,39%
Fongep	1 500,00	2,65%
Région Ile-de-France	23 000,00	40,71%
ARS	18 000,00	31,86%
Département Seine-Saint-Denis	7 000,00	12,39%
Total	56 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - 2020-087

DOSSIER N° EX047570 - Accompagnement individualisé des jeunes franciliennes confrontées à un mariage forcé

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	137 732,86 € TTC	21,78 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VOIX DE FEMMES
Adresse administrative : PLACE DES LINANDES BEIGES
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dominique BARTHE-BOUGENAUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement individualisé des jeunes franciliennes confrontées à un mariage forcé

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise deux objectifs principaux :
1/ l'accompagnement inconditionnel des victimes de mariage forcé dans leur stratégie d'émancipation et d'autonomie ;
2/ le renforcement de l'effectivité de la prise en charge globale, de droit commun et spécifique, des jeunes exposées à cette violence.

Plusieurs actions seront ainsi mises en place :
- offrir une écoute spécifique prenant en considération l'ensemble des violences sexuelles et sexistes inhérentes au mariage forcé : contrôle de la virginité et de sexualité, violences intrafamiliales, déscolarisation, envoi forcé au pays d'origine des parents ou du « mari », danger de crime dit d'honneur ;
- apporter un suivi psycho-social des victimes dans les démarches spécifiques comme la recherche dune structure d'hébergement, d'un lieu de suivi psycho-traumatique, une aide au rapatriement ;
- fournir un appui juridique spécialisé au regard des législations française et des pays d'origine (protection de l'enfance, lutte contre les violences faites aux femmes et autres infractions pénales, dissolution du mariage forcé, droit de la famille des pays d'origine, droit des étrangers en matière de séjour et d'asile) ;

- proposer une orientation vers des professionnels spécialisés dans certains domaines (santé, emploi, insertion ...) ou types de violences (inceste, harcèlement sexuel et violences au travail, radicalisation...) ;
- conclure ou renforcer des partenariats avec les institutions et les associations qui garantissent l'inconditionnalité et l'effectivité de la prise en charge des victimes.

Par ailleurs, en 2020, Voix de Femme souhaite développer l'amplitude horaire de son dispositif dédié d'accompagnement « SOS mariage forcé », afin de recevoir davantage de victimes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	5 130,00	3,72%
Achat ordinateur et petit mobilier	1 235,00	0,90%
Achats non stockés de matières et fournitures	509,20	0,37%
Fournitures administratives	277,40	0,20%
Fournitures d'entretien - petit équipement	395,20	0,29%
Locations	7 985,70	5,80%
Entretien et réparations	874,00	0,63%
Documentation	169,10	0,12%
Frais de colloques et séminaires	53,20	0,04%
Frais de formation	4 370,31	3,17%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 400,40	3,19%
Catalogues, imprimés, publications	395,20	0,29%
Aide urgence et mise en sécurité	5 700,00	4,14%
Transports, missions, réception	3 116,00	2,26%
Frais postaux et frais de télécommunications	953,80	0,69%
Rémunérations du personnel	70 892,33	51,47%
Charges sociales et Frais de personnel	31 276,02	22,71%
Total	137 732,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CIPDR	13 955,00	10,13%
DGCS-SDFE	8 398,00	6,10%
DRJSCS	8 289,00	6,02%
FDVA	2 500,00	1,82%
FIPD	22 000,00	15,97%
Région Ile-de-France	30 000,00	21,78%
Département du Val d'Oise	15 000,00	10,89%
Département de la Seine-Saint-Denis	3 000,00	2,18%
Agglomération de Cergy-Pontoise	1 000,00	0,73%
Ville de Paris	6 750,00	4,90%
Commune de Cergy	1 862,50	1,35%
CDAD	3 000,00	2,18%
ARS	10 000,00	7,26%
CGET	11 750,00	8,53%
Adhésions et dons	228,36	0,17%
Total	137 732,86	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° 20004027 - Accompagnement des femmes victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)
Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	158 700,00 € TTC	9,45 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LEA LIEU ECOUTE ACCOMPAGNEMENT
Adresse administrative : 7 RUE DU STADE
91330 YERRES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle AHLERS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Accompagnement des femmes victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le projet vise à développer les actions d'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales. Il se compose de trois axes principaux :

1/ Mise en oeuvre d'un accompagnement individuel pluridisciplinaire en matière sociale, juridique, judiciaire et psychologique. Plusieurs partenariats locaux renforcés, (MDS, CCAS, Maisons de l'emploi, CAF, PMI, Missions locales, CMP, avocats partenaires, etc…), permettent d'assurer l'accompagnement transversal et global de la famille. Par ailleurs, une psychologue clinicienne et une psycho-praticienne assurent la prise en charge psychologique des femmes et des enfants ;

2/ Mise en oeuvre d'un accompagnement collectif via l'organisation de groupes de parole et d'ateliers collectifs ;

3/ Mise en oeuvre d'un accompagnement au sein de structures d'hébergement dédiées permettant la mise en sécurité des femmes et enfants victimes. A ce jour, l'association Léa dispose de 104 places d'hébergement, permettant la protection de 27 familles (femmes avec ou sans enfants). L'hébergement est proposé au sein de logements individuels ou collectifs diffus, intégrés au territoire Val d'Yerres - Val de Seine. Les femmes y sont prises en charge sur la base d'un projet individualisé. La durée moyenne d'hébergement est d'environ 10/11 mois. Le nombre de familles et de femmes accueillies a augmenté depuis l'année 2019.

Le public cible est estimé à 213 femmes victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales (physique, psychologique, sexuelle, administrative, économique, verbale).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CA VAL D'YERRES VAL DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	6 000,00	3,78%
EDF, autres fournitures	569,00	0,36%
Fournitures d'entretien - petit équipement	2 300,00	1,45%
Fournitures administratives	200,00	0,13%
Loyer	1 430,00	0,90%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	42 088,00	26,52%
Transports, déplacements, missions	4 500,00	2,84%
Frais postaux et frais de télécommunications	613,00	0,39%
Rémunération des personnels	55 550,00	35,00%
Charges sociales et Frais de personnel	45 450,00	28,64%
Total	158 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRDFE	32 000,00	20,16%
FIPD	27 000,00	17,01%
Etat : Politique de la Ville	12 350,00	7,78%
Région Ile-de-France	15 000,00	9,45%
Département de l'Essonne	15 000,00	9,45%
Val d'Yerres Val de Seine	13 850,00	8,73%
Etablissements Publics ARS	43 500,00	27,41%
Total	158 700,00	100,00%

ANNEXE 3 : TABLEAU DES PARTICIPANTS AU CONCOURS CHANTE NWEL 2019

LISTE DES ASSOCIATIONS FRANCILIENNES PARTICIPANTES AU CONCOURS "LES CHANTE NWEL EN ILE-DE-FRANCE" - ANNEE 2019

Code dossier	Bénéficiaire	Localisation
EX047871	ASSOCIATION MADRAS KA	**CERGY**
EX047971	COULEURS KREOLE	**VILLABE**
EX048162	HORIZON CREOLE	**VILLENEUVE-SAINT-GEORGES**
EX048163	DNA DEPI NOU ANSANM	**PARIS**
EX048219	CARAMBOLDESILES	**ORLY**
EX048165	FCTPIF FEDER DE CARNAV TROP PARIS ET D IDF	**PARIS**
EX048042	UNITYX	**VILLEPINTE**
EX048188	JARDINS FAMILIAUX DE STAINS	**STAINS**
EX048187	RISI RESEAU INITIATIV STRATEGIE INTELLIGENCE	**LE KREMLIN BICETRE**
EX048218	AMIS DES ILES NOUVEAU MONDE	**VILLENEUVE-LA-GARENNE**
20003186	FDOM 91 ASSOC FORUM DEMOCRATIE ET OUTRE MER 91	**SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS**

ANNEXE 4 : TABLEAU LAUREATS CHANTE NWEL 2019

LISTE DES ASSOCIATIONS LAUREATS DU CONCOURS
« LES CHANTE NWEL EN ILE DE FRANCE » - ANNEE 2019

Prix	Nom de l'association	Ville	N° dossier
1er prix 3 000 €	KA FRATERNITE	Bussy-Saint-Georges	20004035
2ème prix 2 000€	ADA AMICALE DES ANTILLAIS D EPINAY SUR SEINE	Epinay-sur-Seine	20004047
2ème prix 2 000€	CARREFOUR DU SOLEIL	Cergy	20004044
3ème prix 1 000 €	KARUKERA MADI ET KERA ILE BELLES EAUX	Argenteuil	20004048
3ème prix 1 000 €	AGORA KARAYIB DE CLICHY	Clichy	20004049
3ème prix 1 000 €	ACTION CREOLE	Stains	20004050
4ème prix 500 €	ASSOCIATION REFLET D OUTRE-MER	Fleury-Merogis	20004051
4ème prix 500 €	LBKDP LEKOL BELE KALENNDA DANMYE PARIS	Ivry-sur-Seine	20004052
4ème prix 500 €	HIBISCUS	Livry-Gargan	20004054
4ème prix 500 €	OTANTIKA	Rosny-Sous-Bois	20004055
4ème prix 500 €	ASSOCIATION 97 DEGRES	Fleury-Mérogis	20004056
4ème prix 500 €	ASSOCIATION GRANDE VIGIE	Villeneuve-Saint-Georges	20004057
4ème prix 500 €	JARDINS FAMILIAUX DE STAINS	Stains	20004058
4ème prix 500 €	ACCA ASSOCIATION CULTURELLE D ARCUEIL CŒUR DES ANTILLES WEST INDIES HEART	Arcueil	20004059

ANNEXE 5 : FICHE PROJET AU TITRE DU SOUTIEN AUX EXPRESSIONS CITOYENNES

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° EX048068 - Organisation du Carnaval Tropical de Paris en juin 2020

Dispositif : Soutien aux expressions citoyennes (n° 00000998)
Délibération Cadre : CR161-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	158 000,00 € TTC	31,65 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FCTPIF FEDER DE CARNAV TROP PARIS ET D IDF
Adresse administrative : 18 RUE RAMUS 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur TEDDY LACROIX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : L'objectif de ce projet vise à organiser l'édition 2020 du Carnaval Tropical de Paris en juin.

Dates prévisionnelles : 6 avril 2020 - 6 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'objectif de la Fédération du Carnaval Tropical de Paris est de transmettre la culture des DOM à la génération vivant en métropole et de valoriser les coutumes et traditions, via notamment le Carnaval qui se déroule chaque année, mais également via d'autres activités culturelles et intellectuelles.

Dans le cadre de ce projet, et forte de plusieurs années d'expérience, l'association souhaite organiser, le 28 juin 2020, un carnaval tropical sous une forme quelque peu différente, renouant avec ses objectifs premiers, à savoir un carnaval à son image et dans un lieu moins protocolaire que celui des Champs Elysées. Dix groupes ont déjà répondu présents à cette manifestation.

Parmi les axes forts de cette manifestation 2020 sont à noter :

- ✓ une plus grande proximité entre les carnavaliers et le public. Aux Antilles, les carnavaliers sont proches du public, et cette proximité est indéniablement le point manquant à Paris. Pour créer un véritable engouement, le public a besoin de ressentir chaque instrument, chaque mélodie et réciproquement, les carnavaliers s'appuient sur les forces vives du public pour s'exprimer pleinement. Pour permettre cette interactivité, les barrières seront éliminées sur une partie du parcours.

- ✓ la participation de plusieurs groupes d'Outre-Mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane), de Rotterdam et/ou de Londres. Ceux-ci se déplaceront à Paris pour participer à deux parades. Le projet inclue donc des frais de costumes, de déplacements et d'hébergements des différents participants.
- ✓ un cortège incluant un char musical en fin de parade. Tous les groupes inscrits et fédérés participeraient à ce moment fort du carnaval. Le souhait de la FCTPIF est de créer un final à la Mairie du 5ème (Panthéon)

En utilisant tous les réseaux sociaux à sa disposition et en faisant appel à différentes radios ou télévisions locales, une vraie fête se déroulerait en parallèle de la parade elle-même.

La Fédération a pour ambition de pérenniser cet événement pour fidéliser le public et l'ouvrir vers d'autres nationalités, telles que la Colombie, le Brésil, ou encore la Bolivie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (relatifs à mise en place de la scène)	46 000,00	29,11%
Annonces - insertions (pubs, annonces radios, TV, réseaux sociaux)	6 000,00	3,80%
Assurances liées au projet	3 000,00	1,90%
Autres services extérieurs (maintenance, location tentes, tables, chaises, installation électrique, chapiteau)	5 000,00	3,16%
Charges de personnel	8 000,00	5,06%
Contres prestations de services avec des entreprises (partie hébergement, transports des groupes de carnaval affiliés)	60 000,00	37,97%
Documentation générale et technique	3 000,00	1,90%
Frais postaux et télécommunications	3 000,00	1,90%
Locations (immobilières – mobilières)	12 000,00	7,59%
Publicité, publications, relations publiques, communication	12 000,00	7,59%
Total	158 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres produits (produits dérivés)	15 000,00	9,49%
Ressources propres	5 000,00	3,16%
Subvention Aides privées partenaires et sponsorings (sollicitée)	50 000,00	31,65%
Subvention Etat Ministère des Outre-Mers (sollicitée)	20 000,00	12,66%
Subvention Intercommunalité EPCI de Seine-Saint-Denis(sollicitée)	3 000,00	1,90%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	31,65%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	15 000,00	9,49%
Total	158 000,00	100,00%

ANNEXE 6 : AREB ASSOCIATION RESEAU ESPERANCE BANLIEUE - CONVENTION ET FICHES PROJETS

Convention de partenariat
entre
la Région Île-de-France et l'association Réseau Espérance banlieue

---

ENTRE

La Région Ile-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
Représentée par Madame Valérie PECRESSE,
Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
Ci-après dénommée « la Région »,
D'une part,

ET

L'association Réseau Espérance banlieue – le réseau de la FEB, située 9, rue des Grands Champs, 75020 PARIS
Représentée par Monsieur Florent DU PEYROUX, Président
Ci-après dénommée « Espérance banlieue »,
D'autre part,

« La Région » et « Espérance banlieue » sont communément dénommées « les Parties ».

Après avoir rappelé :

La délibération CR 161-16 du 13 octobre 2016, modifiée par délibération n° 2018-141 du 16 mars 2018 relative au soutien aux expressions citoyennes ;
La délibération n° CR 2017-093 du 18 mai 2017, modifiée par délibération n° CP 2019-075 relative au soutien aux quartiers populaires et aux territoires ruraux ;
La délibération CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative au rapport cadre « Région Île-de-France, Région solidaire », adoptant le dispositif « soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux » ;

La volonté de la Région de renforcer le partenariat avec Espérance banlieue et de soutenir les actions conduites par son réseau dans les domaines suivants :

- Axe 1 – Quartiers populaires : Réussite éducative, soutien à la scolarité et lutte contre le décrochage scolaire (dans le cadre du dispositif « soutien à la politique de la ville » adopté par délibération n° CR 2017-93 du 18 mai 2017 modifiée par délibération n° CP 2019-075, au titre des partenariats renforcés) ;
- Axe 2 – Expressions citoyennes : Education à la citoyenneté en faveur des jeunes, transmission des valeurs de la République et du principe de laïcité (dans le cadre du dispositif « soutien aux expressions citoyennes », adopté par délibération n° CR 161-16 du 13 octobre 2016, modifiée par délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018) ;
- Axe 3 – Tête de réseau : Structuration du réseau associatif (dans le cadre du dispositif « soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux » adopté par

délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative à la Région Ile-de-France, Région solidaire, au titre des partenariats renforcés).

L'attribution par la Région de subventions dans le cadre de ces dispositifs et de ce partenariat se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n°CR33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n°CR01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions qui suivent.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet de la convention

Cette convention a pour objet de définir les engagements respectifs de la Région d'Ile-de-France et de Espérance banlieue pour la mise en œuvre des actions relevant des axes 1, 2 et 3 dans le cadre d'un partenariat annuel.

Par délibération n° CP 2020-087 du 4 mars 2020, la Région d'Ile-de-France a décidé d'accorder les subventions suivantes à Espérance banlieue, pour les 3 opérations détaillées dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention :

- pour la mise en œuvre de l'Axe 1, dans le cadre du dispositif « soutien à la politique de la ville » adopté par délibération n° CR 2017-93 du 18 mai 2017, modifiée par délibération n° CP 2019-075 : 49,49 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 101 028.00 €, soit un montant maximum de subvention de 50.000 €.

- pour la mise en œuvre de l'Axe 2, dans le cadre du dispositif « soutien aux expressions citoyennes », adopté par délibération n° CR 161-16 du 13 octobre 2016, modifiée par délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018 : 49,28 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 101 471,00 €, soit un montant maximum de subvention de 50.000 €.

- pour la mise en œuvre de l'Axe 3, dans le cadre du dispositif « soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux » adopté délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 relative à la Région Ile-de-France, Région solidaire : 38,70 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 129.184 €, soit un montant maximum de subvention de 50.000 €.

Les plans de financement prévisionnels des opérations, précisant les montants TTC, sont détaillés dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage :
- à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les projets dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche projet » ;
- à remettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif des projets subventionnés (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects…). Ce compte-rendu sera complété le cas échéant de tout autre justificatif (articles de journaux ou photos témoignant de l'action, flyers et plaquettes, liste mentionnant les dates et lieux des manifestations, programme et CD Rom…).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter **6** stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois, soit 2 stagiaires par attribution de subvention.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2 .4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos…).

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Chaque subvention fait l'objet d'une affectation et d'un engagement différent et les modalités de la convention s'appliquent individuellement à chaque subvention.

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40% de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- **6** justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3. de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé), soit 2 justificatifs de recrutement par attribution de subvention.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3. (versement du solde) dans le délai indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **1er septembre 2019** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **4 mars 2020**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Ainsi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « fiche projet » adoptées par délibération n° CP 2020-087 du 4 mars 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le **/ /2020**

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le **/ /**

Le bénéficiaire
ASS RESEAU ESPERANCE BANLIEUES
Monsieur Florent DU PEYROUX, Président

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° 20003999 - Soutien scolaire à destination d'élèves en difficulté dans les quartiers populaires

Dispositif : Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville (n° 00001039)
Délibération Cadre : CR2017-093 modifiée du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 935-51-6574-151003-300
Action : 15100308- Actions en faveur des quartiers populaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux quartiers populaires - Politique de la ville	101 028,00 € TTC	49,49 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AREB - ASS RESEAU ESPER BANLIEUE - RESEAU FEB
Adresse administrative : 9 RUE DES GRANDS CHAMPS 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Florent DU PEYROUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la mise en œuvre d'un projet de soutien scolaire dans les quartiers populaires à destination d'élèves en difficultés

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet qui se déroule sur l'année scolaire, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Les associations du Réseau Espérance Banlieues ont pour objectifs principaux de :
- prévenir et lutter contre le décrochage scolaire des jeunes des zones péri-urbaines sensibles et de les remettre sur les rails de la réussite scolaire
- favoriser l'inclusion sociale de ces jeunes

Les jeunes accueillis dans les écoles Espérance banlieues présentent deux types de difficulté : des difficultés scolaires et des difficultés d'intégration dans la société française.
Les associations Espérance Banlieues ont donc mis en place des heures de soutien scolaire quotidiennes permettant de travailler plus spécifiquement les lacunes de chacun et de favoriser ainsi la remise à niveau de chaque élève.
Chaque jeune bénéficie ainsi d'un temps quotidien dédié avec un éducateur pour revoir les matières avec lesquelles ils ont le plus de difficulté, leur permettant ainsi progresser et de bénéficier également d'une

aide dans leurs devoirs.
Chaque jeune bénéficiera de 1h30 à 4h de soutien scolaire par semaine, en fin d'après-midi, en dehors du temps scolaire.

Ce projet concerne 380 jeunes âgés de 5 à 15 ans accueillis dans les cinq associations Espérance Banlieues d'Île de France : le Cours Alexandre Dumas à Montfermeil, le Cours Charles Péguy à Sartrouville, le Cours La Boussole à Mantes La Jolie, le Cours Charlemagne à Argenteuil et le Cours Antoine de Saint Exupéry à Asnières.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures scolaires et matériel pédagogique	500,00	0,49%
Frais de personnel	97 585,00	96,59%
Frais de structure (frais administratifs, loyers : proratisé au projet)	2 943,00	2,91%
Total	101 028,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	51 028,00	50,51%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	49,49%
Total	101 028,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° 20003997 - Mise en place d'ateliers citoyens et de sorties visant à éveiller l'esprit critique et développer le savoir-être en société

Dispositif : Soutien aux expressions citoyennes (n° 00000998)
Délibération Cadre : CR161-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-300
Action : 10200503 - Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	101 471,00 € TTC	49,28 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AREB - ASS RESEAU ESPER BANLIEUE - RESEAU FEB
Adresse administrative : 9 RUE DES GRANDS CHAMPS 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Florent DU PEYROUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'activités culturelles et citoyennes pour lutter contre le décrochage scolaire, éveiller l'esprit critique et aider au développement personnel des élèves

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Le présent projet vise à éveiller l'esprit critique, développer le savoir-être et favoriser la transmission des règles de vie en société et des valeurs de la République aux enfants des associations Espérance Banlieues d'Ile-de-France. L'idée est de donner à ces enfants, parfois en perte de repères, des outils pour s'épanouir et vivre en société.

Ses objectifs sont de transmettre les valeurs de la République et le savoir-être aux enfants et, à cette fin d'organiser des événements d'expressions citoyennes. Les enfants des associations Espérance Banlieues, principalement issus des quartiers prioritaires d'Ile de France, très majoritairement issus de l'immigration, et parfois en perte de repères, connaissent peu l'histoire de France. Par ce projet, l'association entend participer à la formation de citoyens français épanouis.

Elle a ainsi mis en place deux modules de citoyenneté et de développement personnel :
- mise en place d'ateliers « Fond et Forme de la Relation Humaine » (FFRH): Cet atelier FFRH aura lieu 1h par semaine en dehors du temps scolaire et sera animé par le directeur de l'établissement. Il s'appuie sur différentes disciplines : culture générale, civisme, art. Il s'agit de trouver un équilibre entre transmission et réflexion collaborative pour structurer les réponses à un questionnement. L'atelier, par sa forme et par le fond, permet d'expliquer les ressorts affectifs, psychologiques, sociaux et culturels des comportements humains et de mettre en pratique les attitudes respectueuses, responsables et positives (le « savoir-être »).

Exemples de thèmes abordés : la liberté, l'égalité, la fraternité, le travail, la religion, la justice, la vérité.
Supports utilisés : livres de fiction, films, documents.

- organisation d'événements d'expressions citoyennes à travers des sorties hebdomadaires en plein air :
Les activités de plein air et les petites difficultés rencontrées en nature (fatigue, chaleur, piqûres, …) permettront aux enfants d'appliquer dans un cadre pratique les valeurs et notions apprises pendant les ateliers de FFRH et de favoriser ainsi l'expression citoyenne et le savoir-être de chacun. Ces sorties auront lieu 2 à 3h par semaine dans l'après-midi et seront encadrées par des éducateurs, assistés de bénévoles ou de services civiques. Ces sorties en plein air peuvent se déployer sous plusieurs formes : randonnées, grands jeux, plongée dans l'imaginaire, création de tranchées pour illustrer la 1ère guerre mondiale, etc.

Ces deux modules de citoyenneté favorisent le respect des différences culturelles et religieuses, la responsabilisation individuelle et la prise de conscience de l'intérêt général. Les enfants apprennent aussi à collaborer et s'entraider au-delà des différences d'âge et d'origine. Cela permet notamment de prévenir les tensions interculturelles au sein des établissements. En apprenant à être des contributeurs fiables au bon fonctionnement de la vie en communauté, les enfants se préparent à être des citoyens utiles engagés dans la vie locale.

Le projet concerne 380 enfants âgés de 6 à 15 ans de 5 associations Espérance Banlieues franciliennes dont 4 implantées en quartiers populaires : Yvelines (Mantes-la-Jolie et Sartrouville), Seine-Saint-Denis (Montfermeil), Hauts-de-Seine (Asnières), Val d'Oise (Argenteuil).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	55 014,00	54,22%
Charges sociales	41 502,00	40,90%
Achats et fournitures (matériel pédagogique)	2 000,00	1,97%
Frais de structure (frais administratifs, loyers, ...)	2 955,00	2,91%
Total	101 471,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 000,00	49,28%
Fonds propres	51 471,00	50,72%
Total	101 471,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-087

DOSSIER N° 20004000 - Structuration du réseau Espérance Banlieues

Dispositif : Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux, et pour la structuration de la vie associative et du bénévolat (n° 00001121)
Délibération Cadre : CR2018-024 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 934-40-6574-300
Action : 14000101- Soutien aux réseaux solidaires, associations et bénévolat

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux réseaux solidaires et têtes de réseaux, et pour la structuration de la vie associative et du bénévolat	129 184,00 € TTC	38,70 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AREB - ASS RESEAU ESPER BANLIEUE - RESEAU FEB
Adresse administrative : 9 RUE DES GRANDS CHAMPS 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Florent DU PEYROUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Structuration du réseau Espérance Banlieues

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
La structuration du réseau Espérance Banlieues passe par le développement de trois sous-projets pour l'année 2019-2020 :

1) Le développement du pôle Animation et pilotage de réseau afin de créer une vraie dynamique pour le développement et la pérennité du réseau, de favoriser un accompagnement de proximité des associations et de faciliter la mise en place des nouveaux outils de gestion et d'évaluation. A cette fin, deux types d'actions sont prévus :
- Mise en place et animation d'événements réseaux favorisant la mise en relation des différents acteurs du réseau, le partage de bonnes pratiques et la circulation de l'information et nouveautés du réseau (séminaire, réunion des présidents d'association et des directeurs)
- Visites des associations pendant l'année par le Responsable du Pôle afin de faire un point sur la mise en œuvre du projet Espérance Banlieues, l'identification du soutien demandé et le partage des objectifs

communs entre association et réseau.

2) Le développement des outils informatiques du réseau avec notamment la mise en place d'un outil de gestion de la paie et de tenue de la comptabilité communs à toutes les associations afin de faciliter la mesure des indicateurs financiers des associations. La refonte du site internet de l'AREB avec la mise en place d'un module Intranet pour le partage d'information et de bonnes pratiques du réseau est également prévue pour l'année 2019-2020.

3) La formation des membres des associations permettant leur développement de compétences et indirectement celui du réseau (formation en gestion-comptabilité pour les trésoriers, aide à la levée de fonds pour les chargés de collecte, formation à la prise de parole pour les présidents, formation aux nouveaux outils informatiques, …)

Ce projet de structuration du réseau Espérance Banlieues concerne les 130 salariés et 280 membres bénévoles du réseau.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats – Prestations de services : honoraires prestataires externes pour outils informatiques	60 000,00	46,45%
Frais de formation	3 300,00	2,55%
Frais de colloques et séminaires	19 000,00	14,71%
Transports – déplacements - missions	12 000,00	9,29%
Frais de personnel	34 884,00	27,00%
Total	129 184,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 000,00	38,70%
Fonds privés	79 184,00	61,30%
Total	129 184,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-113

DU 4 MARS 2020

APPROBATION DE PRINCIPE D'UNE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC SUR L'ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 55-99 du 16 décembre 1999 relative aux actions régionales en faveur de la sécurité dans les BPAL et les propriétés régionales de l'AEV modifiée par la délibération n° CR 02-03 du 27 mars 2003 ;

VU la délibération CR 2017-201 du 20 décembre 2017 approuvant la signature du contrat de concession sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy pour la période 2018-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour Les jeunes franciliens ;

VU l'avis de la commission consultative des services publics locaux ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

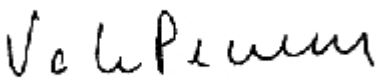
VU le rapport n°CP 2020-113 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : lancement d'une nouvelle délégation de service public sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy

Approuve le principe de la délégation de service public sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171118-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-084

DU 4 MARS 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT - 2ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU Le Code de la commande publique ;

VU La délibération n° CR 92-15 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 12-510 du 12 juillet 2012 relative à la l'attribution d'autorisation de programme dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France ;

VU La délibération n° CP 16-244 du 15 juin 2016 relative à l'attribution d'autorisation de programme dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Île-de-France » - Première partie ;

VU La délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 relative au « Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international » - Deuxième partie ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU la délibération n° CR 2018-039 du 21 septembre 2018 relative à la stratégie d'accompagnement de la Région Île-de-France à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ;

VU La délibération n° CP 2017-198 du 17 mai 2017 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 2017-397 du 20 septembre 2017 relative à l'attribution d'autorisations de programmes et d'engagements dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-471 du 17 octobre 2018 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 6ème rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-022 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 1er rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-363 du 18 septembre 2019 relatif au soutien au dispositif des clubs d'excellence – dispositif de fonds de soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2019-503 du 20 novembre 2019 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 6ème rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-503 du 20 novembre 2019 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 7ème rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 1er rapport pour 2020 ;

VU La délibération n° CP 2020-055 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France - Fonctionnement - 1er rapport pour 2020 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-084 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide au titre du dispositif « Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme » d'attribuer des bourses en faveur de **6** athlètes bénéficiaires dont la liste figure en annexe n° 1 de la présente délibération.

Prend acte que les bourses attribuées aux athlètes concernent les interventions réalisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2020.

Article 2 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Affecte une autorisation d'engagement de **460 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 « développement de la pratique sportive », action 13200202 « aide aux déplacements des jeunes sportifs » du budget 2020.

Décide, au titre de l'année 2020, de fixer le nombre de clubs éligibles par disciplines sportives conformément au tableau figurant en annexe n° 2 de la présente délibération.

Article 3 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

Décide au titre du dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France » de participer au financement des **14** projets détaillés en annexe n° 3 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **210 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-198 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **210 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 4 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

Décide de l'adhésion de la Région à l'association Cluster Grand Paris Sport à compter de l'année 2018 et de verser une cotisation annuelle de 50 euros.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **150 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », au titre du programme HP 32-003 « Evénements sportifs », action 13200303 « Promotion du sport » du budget 2020.

Article 5 : Programme HP 32-006 « Participation de la Région aux JOP 2024 »

Affecte une autorisation de programme de **8 437 500 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-006 « Participation de la Région aux JOP 2024 », action 13200601 « Participation de la Région au financement des JOP 2024 » du budget 2020.

Article 6 : Dérogations au recrutement de stagiaires

Accorde à la commune d'Attainville une dérogation exceptionnelle au recrutement de stagiaire pour l'aide financière qui lui a été attribuée en 2017 par délibération CP n° 2017-397 du 20 septembre 2017, dans le cadre du dispositif « équipements sportifs de proximité ».

Approuve en conséquence la modification de la fiche projet n° EX022615, tel que cela figure en annexe n° 4 de la présente délibération.

Accorde à la commune d'Issou une dérogation exceptionnelle au recrutement de stagiaire pour l'aide financière qui lui a été attribuée en 2019 par délibération CP n° 2019-022 du 24 janvier 2019, dans le cadre du dispositif « équipements sportifs de proximité ».

Approuve en conséquence la modification de la fiche projet n° EX040990, tel que cela figure en annexe n° 4 de la présente délibération.

Accorde à la commune d'Argenteuil une dérogation exceptionnelle au recrutement de stagiaire pour l'aide financière qui lui a été attribuée en 2019 par délibération CP n° 2019-022 du 24 janvier 2019, dans le cadre du dispositif « terrains synthétiques de grands jeux».

Approuve en conséquence la modification de la fiche projet n° EX039997, tel que cela figure en annexe n° 4 de la présente délibération.

Article 7 : Programme HP 32-001 Équipements sportifs d'intérêt régional

Décide de ramener le montant de la base subventionnable de la subvention accordée à la commune de Franconville-la-Garenne par délibération n° CP 2019-503 du 20 novembre 2019, à 579 000 HT. Le taux d'intervention régional est ramené à 17,27%, la subvention est maintenue à hauteur de 100 000 €.

Approuve la fiche projet modifiée correspondante telle qu'elle figure en annexe n° 5 de la délibération, ainsi que l'avenant à la convention conclue avec la commune de Franconville-la-Garenne, tel qu'il figure en annexe n° 6 de la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 8 : Programme HP 32-001 Équipements sportifs d'intérêt régional

Décide de participer au titre du dispositif « Achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique des personnes en situation de handicap » au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe n° 7 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **5 120 €**.

Affecte une autorisation de programme de **5 120 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt général », action 13200102 « Achat d'équipements en faveur du handisport » du budget 2020.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec le Comité régional Île-de-France Handisport d'une convention type adoptée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 9 : Hors dispositif

Décide d'attribuer une subvention de **512 000 €** à la Communauté de communes du Val d'Essonne (CCVE) correspondant au solde de la subvention attribuée initialement à cette collectivité par la délibération n° CP 12-510 du 12 juillet 2012, tel que cela figure dans la fiche projet jointe en annexe n° 8 de la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire de la convention jointe en annexe n° 9 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à la signer.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant de **512 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200103 « Plan piscines » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe n° 8 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 10 : Programme HP 32-001 Équipements sportifs d'intérêt régional

Décide de retirer la subvention n° EX046539 attribuée par délibération n° CP 2019-503 du 20 novembre 2019.

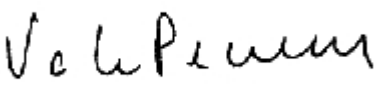
Désaffecte en conséquence l'autorisation de programme correspondante d'un montant de **200 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32« Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200106 « Construction et rénovation des équipements en faveur des lycées » du budget régional 2020.

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs mis à disposition des lycées » au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe n° 10 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **500 000 €**.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **500 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200106 « Construction et rénovation des équipements en faveur des lycées » du budget 2020.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération CP n° 2020-028 du 31 janvier 2020 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

05/03/2020 11:26:44

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172378-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1 - Ambassadeurs du sport

	Nom	Prénom	Sport	Olympique / Paralympique	Deuxième affectation des autorisations d'engagement de la bourse 2020 pour les Ambassadeurs du sport sous convention
1	AREZKI	Hakim	Football	Paralympique	1 500 €
2	COELHO	Jordan	Natation	Olympique	2 500 €
3	DALL'IGNA	Manoël	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
4	MONDIERE	Anne-Sophie	Judo	Olympique	1 500 €
5	OUBAALI	Nordine	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
6	TAMBADOU	Moussa	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
				TOTAL	**10 000 €**

Annexe n° 2 - Nombre de clubs éligibles par disciplines sportives

ANNEE 2020

Disciplines sportives éligibles	Nombre de clubs sélectionnés par la Région
Ligue Île-de-France de la Fédération Française d'Aïkido, d'Aïkidudo et Affinitaires	54
Ligue Île-de-France d'Athlétisme	75
Ligue Île-de-France d'Aviron	78
Ligue Île-de-France de Badminton	69
Ligue Île-de France de Baseball, Softball, Cricket	57
Ligue Île-de-France de Basket-Ball	78
Ligue Régionale Île-de-France de Bowling et des Sports de Quilles	54
Comité Régional Île-de-France de Boxe Anglaise	36
Comité Régional Île-de-France de Canoë-Kayak	48
Ligue Île-de-France de Course d'Orientation	48
Comité Régional d'Île-de-France de Cyclisme	48
Comité Régional Île-de-France de Cyclotourisme	75
Comité Régional Île-de-France de Danse	57
Ligue Île-de-France des Echecs	45
Comité Régional d'Equitation d'Île-de-France	63
Comité Régional d'Escrime d'Île-de-France	54
Comité Régional Île-de-France d'Etudes et de Sports Sous-Marin	78
Ligue de Paris Île-de-France de Football	171
Ligue Francilienne de Football Américain	72
Ligue de Golf de la Région Île-de-France	72
Comité Régional Île-de-France de Gymnastique	66
Comité Régional d'Île-de-France d'Haltérophilie - Musculation	96
Ligue Île-de-France de Handball	69
Comité Régional d'Île-de-France Handisport	60
Ligue Île-de-France de Hockey sur Gazon	48
Ligue Île-de-France de Hockey sur Glace	39
Ligue Île-de-France de Judo	120
Ligue Régionale Île-de-France de Karaté et Disciplines Associées	165
Ligue Île-de-France de Kick Boxing, Muay Thaï et Disciplines Associées	51
Comité Régional d'Île-de-France de Lutte et Disciplines Associées	81
Ligue Île-de-France de la Fédération Française de Montagne Escalade	27
Ligue Motocycliste d'Île-de-France	69
Ligue Île-de-France de Natation	57
Ligue Régionale d'Île-de-France de Pelote Basque	42
Comité Régional de Pentathlon Moderne d'Île-de-France	21
Comité Régional Île-de-France de Pétanque et Jeu Provençal	87
Comité Régional d'Île-de-France de Randonnée Pédestre	78
Ligue Île-de-France de Roller Sports	33
Ligue Île-de-France de Rugby	60
Ligue Île-de-France de Rugby à XIII	36
Ligue Île-de-France de Savate, Boxe Française et Disciplines Associées	45
Ligue Île-de-France de Ski Nautique et de Wakeboard	48
Ligue Île-de-France de Sport Adapté	60
Ligue Régionale du Sport Automobile d'Île-de-France	63
Ligue Île-de-France des Sports de Glace	42
Comité Régional du Sport en Milieu Rural d'Île-de-France	69
Ligue Régionale Île-de-France de Squash	30
Ligue Île-de-France de Taekwondo et Disciplines Associées	66
Ligue Île-de-France de Tennis	141
Ligue Île-de-France de Tennis de Table	75
Ligue Régionale de Tir d'Île-de-France	45
Comité Régional d'Île-de-France de Tir à l'Arc	63
Ligue Île-de-France de Triathlon	93
Ligue Île-de-France de Twirling Bâton FFSTB	60

Ligue Île-de-France de Voile	24
Ligue Paris Île-de-France de Vol Libre	45
Comité Francilien de Vol en Planeur	45
Ligue Île-de-France de Volley-Ball	45

Annexe n° 3 - Fiches projet Soutien aux évènements sportifs

DOSSIER N° EX047914 - CHAMPIONNAT DE FRANCE DE MUSCULATION 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	65 000,00 € TTC	7,69 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFHMFAC - FEDERATION FRANCAISE D'HALTEROPHILIE MUSCULATION FORCE ATHLETIQUE ET CULTURISME
Adresse administrative : 7 RUE ROLAND MARTIN
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Paul BULGARIDHES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Championnat de France de musculation 2020

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française d'Haltérophilie Musculation (FFHM) va organiser le championnat de France de musculation du 13 au 15 mars 2020 à Paris (Porte de Versailles), cela sera également l'occasion pour cette fédération de proposer différentes animations périphériques.

En effet, la journée du 13 mars sera consacrée à l'accueil des jeunes scolarisés (classes de CM2 le matin et classes de collèges l'après-midi), soit environ 150 enfants et adolescents. Les animations seront centrées autour de l'apprentissage des bonnes postures en utilisant les bons gestes pour porter son cartable ou sac à dos, et de la découverte d'un sport olympique : l'haltérophilie.

La journée du 14 mars aura lieu le championnat de France de Musculation individuels et par équipes, à partir d'épreuves sportives de musculation (tractions, squat, etc.). Il regroupera des compétiteurs qualifiés lors d'épreuves régionales et lors de qualifications en ligne (innovation numérique).

La journée du 15 mars, la FFMH proposera des animations de découverte et de perfectionnement de musculation pour le grand public (principalement des jeunes de -25 ans) dans un but éducatif et de santé.

Cette manifestation sportive se déroulera pendant le "Salon Body Fitness" qui devrait accueillir près de 30 000 visiteurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	13 100,00	20,15%
Aménagement du site et location de matériels	25 000,00	38,46%
Frais d'hébergement	2 900,00	4,46%
Frais de personnel (charges comprises)	10 000,00	15,38%
Frais de déplacement	2 500,00	3,85%
Frais d'encadrement	5 000,00	7,69%
Communication	1 300,00	2,00%
Gestion compétition / chronométrage	900,00	1,38%
Frais de sécurité	800,00	1,23%
Autres dépenses	3 500,00	5,38%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	7,69%
Subvention Commune	5 000,00	7,69%
Fonds propres	20 000,00	30,77%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	20 000,00	30,77%
Partenaires privés	8 000,00	12,31%
Inscriptions	2 000,00	3,08%
Vente produits finis	5 000,00	7,69%
Total	65 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-084

DOSSIER N° EX048107 - INTERNATIONAUX DE GYMNASTIQUE RYTHMIQUE DE THIAIS 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	150 000,00 € TTC	3,33 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMSE COMITE ORGANISATION MANIFESTATIONS SPORTIVES EXCEPTIONNELLES
Adresse administrative : 42 RUE GUSTAVE LEVEILLE 94320 THIAIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur José DE FREITAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation des Internationaux de gymnastique de Thiais 2020.

Dates prévisionnelles : 18 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Les 34ème Internationaux de Gymnastique Rythmique de Thiais, organisés les 28 et 29 mars 2020 à Thiais par le Comité d'Organisation des Manifestations Sportives Exceptionnelles (COMSE) est la seule compétition en France à réunir lors d'une même rencontre des épreuves individuelles et d'ensembles (5 gymnastes par équipe). Cette manifestation sportive inscrite au calendrier de la Fédération Internationale de gymnastique et agréée par la Fédération Française de Gymnastique va accueillir 25 délégations étrangères ce qui représente environ 200 personnes (gymnastes et encadrants).

Programme prévisionnel :

- le samedi 28 mars 2020 pour les éliminatoires,
- le dimanche 29 mars 2020 pour les finales des 2 catégories (individuel et ensembles).

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 3000 spectateurs.

Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- Promouvoir la pratique de la gymnastique rythmique.
- Proposer un spectacle festif rassemblant les meilleurs athlètes au niveau mondial.

Dans le domaine du développement durable, le COMSE va favoriser les actions suivantes :

- sensibilisation au respect des dirigeants et des arbitres,
- diffusion d'informations sur les risques cardio-vasculaires,
- communication autour du thème du développement du bien être par le sport.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- THIAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	500,00	0,33%
Aménagement du site et location de matériels	20 000,00	13,33%
Frais d'hébergement	34 500,00	23,00%
Frais de restauration	27 000,00	18,00%
Frais de personnel (charges comprises)	2 450,00	1,63%
Frais de déplacement	10 500,00	7,00%
Communication	15 000,00	10,00%
Redevance fédération internationale	6 450,00	4,30%
Réception VIP	5 500,00	3,67%
Logistique	11 100,00	7,40%
Frais de sécurité	6 000,00	4,00%
Autres dépenses	11 000,00	7,33%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	3,33%
Subvention Commune	65 000,00	43,33%
Partenaires privés	23 000,00	15,33%
Billetterie	48 000,00	32,00%
Vente produits finis	7 000,00	4,67%
Autres recettes	2 000,00	1,33%
Total	150 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048109 - CHALLENGE RESEAU FERRE SNCF TROPHEE MONAL 2020 - ESCRIME

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	120 000,00 € TTC	8,33 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE D'ESCRIME
Adresse administrative : 36 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE LAMOUR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Challenge réseau ferré SNCF Trophée Monal 2020

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française d'Escrime va organiser du 15 au 17 mai 2020 au stade Pierre de Coubertin, la 82ème édition du challenge Monal (challenge réseau ferré SNCF), épreuve de Coupe du monde individuelle et par équipes à l'épée messieurs. Les meilleurs épéistes au monde se sont donné rendez-vous à Paris avec les Italiens, Allemands, russes, coréens, américains et Français.
Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 7000 spectateurs.

Programme prévisionnel :

- le vendredi 15 Mai 2020 : les éliminatoires
- le Samedi 16 Mai 2020 : Coupe du Monde en individuel
- le Dimanche 17 Mai 2020 : Coupe du Monde par équipes.

Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- promouvoir l'escrime de haut niveau,
- faire connaitre les membres de l'équipe de France,
- découvrir et développer ce sport dans la Région d'Ile de France.

Voici les principales actions prévues dans le domaine du développement durable :

- information sur la lutte contre l'obésité,
- information sur la lutte contre le dopage,
- transport systématique des joueurs en covoiturage,
- benne à ordure avec tri sélectif, papier recyclé, couverts recyclables,
- inviter des jeunes lycéens, apprentis et licenciés pour assister à la compétition.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	5 000,00	4,17%
Aménagement du site et location de matériels	32 000,00	26,67%
Frais de restauration	10 000,00	8,33%
Frais de déplacement	18 500,00	15,42%
Communication	14 000,00	11,67%
Gestion compétition / chronométrage	22 000,00	18,33%
Arbitrage	13 500,00	11,25%
Autres dépenses	5 000,00	4,17%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	8,33%
Subvention Commune	7 500,00	6,25%
Fonds propres	50 000,00	41,67%
Partenaires privés	25 000,00	20,83%
Billetterie	4 000,00	3,33%
Inscriptions	19 000,00	15,83%
Vente produits finis	2 000,00	1,67%
Autres recettes	2 500,00	2,08%
Total	120 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047929 - FINALES REGIONALES DE BASKET-BALL 2020 - HOMMES ET FEMMES

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	50 000,00 € TTC	10,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF BASKET BALL
Adresse administrative : 117 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS
75013 PARIS 13 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN AUGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation des Finales régionales de Basket-ball 2020

Dates prévisionnelles : 27 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La ligue Île-de-France de Basket-ball va organiser les finales régionales (hommes et femmes) les 16 et 17 mai 2020 à Cergy pour les phases finales Jeunes et les 06 le 07 juin 2020 à Bourg-la-Reine pour les phases finales Seniors.

Ce sont des rassemblements des meilleures équipes d'Ile de France, des catégories de U13 à U20, pour les phases finales de leur championnat, cela consiste dans l'organisation des demi-finales et des finales de chaque catégorie avec délivrance des titres régionaux des championnats élites.

Il y aura 50 clubs franciliens pour près de 800 joueurs et joueuses ce qui va encourager la promotion de la pratique francilienne à travers les clubs franciliens, les organisateurs comptent sur la présence d'environ 3000 spectateurs.

Cette manifestation sportive a pour objectifs de :

- promouvoir et valoriser la pratique francilienne,
- rassembler les meilleures équipes régionales sur un même site,
- mettre en place une communication d'envergure pour cet évènement,
- décerner les titres de champion d'Île-de-France dans différentes catégories.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	12 000,00	24,00%
Frais de restauration	1 200,00	2,40%
Frais de personnel (charges comprises)	8 000,00	16,00%
Frais de déplacement	800,00	1,60%
Gestion compétition / chronométrage	10 000,00	20,00%
Arbitrage	15 000,00	30,00%
Frais de sécurité	2 000,00	4,00%
Autres dépenses	1 000,00	2,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	10,00%
Fonds propres	41 000,00	82,00%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	4 000,00	8,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047963 - OLYMPIADES DES ETABLISSEMENTS SPECIALISES 2020 - FORUM DE L'ACCESSIBILITE

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	35 000,00 € TTC	14,29 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDOS 95 - COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 106 RUE DES BUSSYS
95600 EAUBONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE PETIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation des Olympiades des établissements spécialisés 2020

Dates prévisionnelles : 10 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
En partenariat avec les comités départementaux Handisport du Val d'Oise et le comité départemental du Sport Adapté du Val d'Oise, le Comité Départemental Olympique et Sportif du Val d'Oise organise la 3ème édition des Olympiades des établissements spécialisés, le 28 mai 2020 au CFDAS d'Eaubonne.

A travers ce projet des Olympiades des établissements spécialisés, le CDOS 95 et les deux Comités ont pour objectif de toucher 28 établissements contre 16 l'an passé.

Il s'agit pour les établissements retenus (l'équipe encadrante et les personnes qui les fréquentent) :

- de promouvoir l'offre de pratique sportive départementale,
- de découvrir et de s'initier à de nouvelles pratiques sportives adaptées,
- d'être sensibilisé aux valeurs du sport, de l'Olympisme et du Paralympisme.

Les Olympiades sont mises en place dans les établissements spécialisés du Val d'Oise. Les ateliers culturels sont proposés en parallèle aux ateliers sportifs avec des activités sportives adaptées à chaque type de handicap rencontré dans les établissements.

Un forum d'accès aux sports est à destination des collectivités territoriales, des institutions, des professionnels du sport. Plusieurs thèmes y seront abordés (emploi, formation, santé, loisirs, sports....).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	1 500,00	4,29%
Aménagement du site et location de matériels	2 400,00	6,86%
Frais de restauration	900,00	2,57%
Frais de personnel (charges comprises)	23 100,00	66,00%
Frais de déplacement	800,00	2,29%
Frais d'encadrement	5 000,00	14,29%
Communication	500,00	1,43%
Frais de sécurité	800,00	2,29%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	14,29%
Subvention Département	7 500,00	21,43%
Fonds propres	3 000,00	8,57%
Autres subventions publiques	5 000,00	14,29%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	8 000,00	22,86%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	1 500,00	4,29%
Partenaires privés	5 000,00	14,29%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-084

DOSSIER N° EX048112 - COURSE LA CYCLO DE L'INTERIEUR 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	40 000,00 € TTC	12,50 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CYCLO DE L'INTERIEUR
Adresse administrative : HOTEL DE POLICE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ARNAUD VERHILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la course La cyclo de l'intérieur 2020

Dates prévisionnelles : 8 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Cette manifestation sportive "La cyclo de l'intérieur" a pour objet de rapprocher les forces de sécurité et de secours avec la population par la pratique du cyclisme.

Pour y parvenir, les organisateurs s'engagent à mettre leurs compétences en commun pour organiser une épreuve cycliste de masse de type cyclo sportive, elle se déroulera le 06 juin 2020.

Cette course va reposer sur l'organisation de deux courses cyclo sportives de 107 et 166 kms à travers les Yvelines et le Val d'Oise au départ de Mantes-la-Jolie.

L'organisation d'un village sportif départ/arrivée est prévue avec repas, animations et stands promotionnels commerciaux et de valorisation des carrières de la police, de la gendarmerie et des sapeurs-pompiers.

Cette course est ouverte à tous les pratiquants majeurs, licenciés ou non et le village sera accessible à tous les publics. Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1500 concurrents avec la présence de coureurs cyclistes professionnels et amateurs de haut niveau.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	4 000,00	10,00%
Aménagement du site et location de matériels	6 500,00	16,25%
Frais de restauration	7 500,00	18,75%
Indemnités bénévoles	8 000,00	20,00%
Communication	2 500,00	6,25%
Redevance fédération internationale	500,00	1,25%
Gestion compétition / chronométrage	3 000,00	7,50%
Arbitrage	3 000,00	7,50%
Frais de sécurité	5 000,00	12,50%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	12,50%
Subvention Département	10 000,00	25,00%
Partenaires privés	12 000,00	30,00%
Inscriptions	13 000,00	32,50%
Total	40 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048114 - CRITERIUM FEDERAL REGIONAL DE TENNIS DE TABLE 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	35 000,00 € TTC	14,29 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE REGIONALE ILE DE FRANCE TENNIS TABLE
Adresse administrative : 1-3 RUE DE LA POTERIE 93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK BEAUSSART, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du critérium régional de tennis de table 2020

Dates prévisionnelles : 12 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le Critérium Fédéral Régional est une compétition individuelle déroulant sur 4 week-ends dans une dizaine salles franciliennes avec une journée finale qui aura lieu le 07 juin 2020 à Viry-Châtillon. Cette dernière étape permettra d'obtenir un titre de champion régional individuel.

L'intérêt de cette opération est de faire participer le plus grand nombre de licenciés sans distinction de provenance, ni de sexe ou de niveau. La compétition se déroule sur plusieurs tours, tout au long de la saison sportive.

Cette compétition, à laquelle vont participer plus de 4 000 joueuses et joueurs sur toute l'année, nécessite une préparation et une organisation conséquentes, notamment sur le plan sportif.
Les catégories concernées par cette compétition sont au nombre de 10, tout en faisant participer les garçons et les filles (benjamin à senior).

Le critérium fédéral permet de valoriser la pratique individuelle de chaque participant. Il permet également un brassage des joueurs, sans distinction de catégories. La compétition est ouverte à tous les licenciés de la catégorie poussin à celle de vétéran.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VIRY-CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	500,00	1,43%
Aménagement du site et location de matériels	4 500,00	12,86%
Frais de restauration	1 300,00	3,71%
Frais de personnel (charges comprises)	3 800,00	10,86%
Frais de déplacement	3 000,00	8,57%
Frais d'encadrement	8 000,00	22,86%
Arbitrage	6 000,00	17,14%
Autres dépenses	7 900,00	22,57%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	14,29%
Fonds propres	18 000,00	51,43%
Inscriptions	12 000,00	34,29%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-084

DOSSIER N° EX048113 - CHAMPIONNAT DE FRANCE DE KARTING 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	67 000,00 € HT	29,85 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASK ROSNY 93 - ASSOCIATION SPORTIVE KARTING ROSNY
Adresse administrative : 27 BOULEVARD ANDRE CITROEN
93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE DESCHAMPS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du championnat de France de Karting 2020

Dates prévisionnelles : 13 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
L'association sportive de Karting Rosny va organiser le championnat de France FFSA Karting Long Circuit sur le circuit Carole en Seine-Saint-Denis du 12 au 14 juin 2020.

C'est une épreuve de niveau national : championnat de France de Karting Long, circuit KZ2 (essais libres, essais chronométrés, manches qualificatives, pré finales, finales, podiums) avec défilé des pilotes, mise en place d'un village de la sécurité routière et secourisme, démonstration et baptêmes de piste en kart biplace pour les personnes en situation de handicap.

Cet évènement sportif va mobiliser 150 pilotes, de 15 à 77 ans, dont 15 pilotes de haut niveau, venus de toute la France et de pays d'Europe ainsi que des personnes en situation de handicaps (10 à 20), hors compétition.

Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- Faire revenir les catégories de karting à boite de vitesse en Ile de France sur un circuit où se sont déroulés des Coupes du Monde et Championnats d'Europe.

- Réunir les meilleurs pilotes français des trois catégories (KZ2, KZ2 Master, KZ2 Gentleman).

- Ranimer l'intérêt des pilotes pour le circuit Carole (circuit mythique).

- Faire rayonner l'Ile de France par l'organisation d'une grande course (championnat de France FFSA).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	6 500,00	9,70%
Aménagement du site et location de matériels	21 000,00	31,34%
Frais d'hébergement	4 500,00	6,72%
Frais de restauration	4 500,00	6,72%
Frais de personnel (charges comprises)	3 000,00	4,48%
Indemnités bénévoles	2 200,00	3,28%
Frais de déplacement	7 000,00	10,45%
Communication	3 000,00	4,48%
Réception VIP	4 500,00	6,72%
Gestion compétition / chronométrage	800,00	1,19%
Frais de sécurité	8 000,00	11,94%
Autres dépenses	2 000,00	2,99%
Total	67 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	20 000,00	29,85%
Subvention Département	20 000,00	29,85%
Inscriptions	15 000,00	22,39%
Vente produits finis	7 000,00	10,45%
Autres recettes	5 000,00	7,46%
Total	67 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048111 - DONNONS DES ELLES AU VELO - EDITION 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	60 000,00 € TTC	8,33 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COC - CLUB OMNISPORTS DE COURCOURONNES
Adresse administrative : 8 RUE DU MARQUIS DU RAIES
91080 COURCOURONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS VECCHIARELLI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'opération Donnons des elles au vélo 2020

Dates prévisionnelles : 12 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le Club Omnisports de Courcouronnes (section cyclisme féminin) organise une course "Donnons des elle au vélo" de Mantes-la-Jolie et Paris (Champs Elysées) du 26 juin au 18 juillet 2020.

Un groupe composé de 15 femmes amateurs va réaliser un jour avant, les 21 mêmes étapes que les professionnels hommes du Tour de France.
Les cyclistes franciliens, femmes et hommes, pratiquants réguliers ou non, pourront rejoindre le groupe pour un tronçon ou la dernière étape entière d'environ 80 km entre Mantes-la-Jolie et Paris Champs Elysées le samedi 18 juillet 2020. Deux pauses sont prévues durant l'étape pour récupérer des cyclistes franciliens supplémentaires, afin de rendre la distance plus accessible à toutes et tous.

Les objectifs de cette opération sont :

- de favoriser les échanges sur le terrain,
- de promouvoir le cyclisme au féminin à travers une médiatisation internationale,
- d'inciter l'organisation d'un Tour de France féminin en parallèle du Tour de France masculin,
- de rassembler les cyclistes des clubs locaux et toutes les pratiquantes autour d'un évènement fédérateur,
- de fédérer des cyclistes et autres sportifs du peloton en popularisant l'accès des étapes à toutes et tous, de la débutante au plus haut niveau.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	20 000,00	33,33%
Frais d'hébergement	13 000,00	21,67%
Frais de restauration	10 000,00	16,67%
Frais de déplacement	7 000,00	11,67%
Frais d'encadrement	8 000,00	13,33%
Communication	2 000,00	3,33%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	8,33%
Subvention Département	5 000,00	8,33%
Subvention Commune	1 000,00	1,67%
Autres subventions publiques	12 000,00	20,00%
Partenaires privés	37 000,00	61,67%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048110 - CRITERIMUM CYCLISTE DE CHOISY LE ROI 2020 - CRITO' STAR

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	53 000,00 € TTC	18,87 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB OMNI SPORTS MORANGIS CHI
Adresse administrative : AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91420 MORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE SEGAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du critérium cycliste professionnel de Choisy-le-Roi 2020

Dates prévisionnelles : 12 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le club de team Cycliste Morangis va organiser le Critérium cycliste de Longjumeau "Crito'Star" le 23 juillet 2020 à Choisy-le-Roi, c'est un critérium professionnel d'après Tour de France qui va mobiliser près de 150 bénévoles.

L'épreuve regroupe un plateau de 20 coureurs professionnels de grande notoriété, comme le maillot jaune, et 5 amateurs élites réalisant des répétitions de boucles en centre-ville. Durant toute cette journée, il est prévu des animations l'après-midi, puis course féminine, et enfin le critérium professionnel en soirée.

Entre chaque manche, des animations autour du vélo seront mises en place :

- course élus / anciens coureurs professionnels,
- défilé vélos d'autrefois,
- véhicules d'époque de la caravane du Tour de France,
- courses jeunes.

Cet évènement majeur et populaire et les organisateurs comptent sur la présence d'environ 5 000 personnes. Le tracé du parcours a été défini en centre-ville pour rendre l'évènement le plus accessible et populaire en partenariat avec les commerçants locaux en passant devant l'hôtel de ville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	850,00	1,60%
Frais d'hébergement	2 000,00	3,77%
Frais de restauration	10 500,00	19,81%
Frais de déplacement	10 500,00	19,81%
Frais d'encadrement	5 900,00	11,13%
Communication	1 800,00	3,40%
Redevance fédération internationale	3 500,00	6,60%
Frais pour audiovisuel	8 800,00	16,60%
Logistique	4 850,00	9,15%
Frais de sécurité	1 500,00	2,83%
Autres dépenses	2 800,00	5,28%
Total	53 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	18,87%
Subvention Département	5 000,00	9,43%
Subvention Commune	10 000,00	18,87%
Partenaires privés	28 000,00	52,83%
Total	53 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047912 - CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FREE STYLE 2020 - CANOE KAYAK

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	200 000,00 € TTC	20,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFCK - FEDERATION FRANCAISE CANOE KAYAK
Adresse administrative : BASE OLYMPIQUE ET PARALYMPIQUE 2024
77360 VAIRES-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN ZOUNGRANA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du championnat d'Europe de Free Style 2020 en canoë kayak

Dates prévisionnelles : 4 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française de Canoë Kayak va organiser les Championnats d'Europe de Canoë Kayak Freestyle au stade nautique Olympique d'Ile de France à Vaires-sur-Marne du 05 au 10 octobre 2020.

Le Freestyle est une discipline en eaux vives. Les athlètes ont un délai déterminé pour effectuer le plus grand nombre de mouvements possibles, marquant des points supplémentaires pour leur style. Les finales sont jugées sur 3 manches de 45 secondes.

Il existe différentes catégories sur cette compétition :

- Kayak Homme
- Kayak Junior Homme
- Kayak Dame
- Kayak Junior Dame
- Canoë Mixte

Pendant cet événement, 3 journées seront réservées aux entraînements et les 3 autres journées seront réservées aux compétitions. Pour privilégier le spectacle, tout ou une partie des finales auront lieu en nocturne.

Des animations seront organisées, notamment sur les temps de pause, durant la compétition. Une cérémonie de clôture se déroulera après la remise des prix le samedi 10 octobre.

Cet évènement sportif va accueillir 100 athlètes issus de 15 nations.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAIRES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	13 500,00	6,75%
Aménagement du site et location de matériels	45 000,00	22,50%
Frais d'hébergement	9 000,00	4,50%
Frais de restauration	17 500,00	8,75%
Frais de déplacement	10 000,00	5,00%
Taxes diverses	1 500,00	0,75%
Communication	30 000,00	15,00%
Frais pour audiovisuel	13 000,00	6,50%
Réception VIP	5 000,00	2,50%
Logistique	10 000,00	5,00%
Gestion compétition / chronométrage	5 000,00	2,50%
Arbitrage	5 000,00	2,50%
Frais de sécurité	20 500,00	10,25%
Autres dépenses	15 000,00	7,50%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	40 000,00	20,00%
Subvention Département	20 000,00	10,00%
Subvention Commune	10 000,00	5,00%
Fonds propres	35 000,00	17,50%
Autres subventions publiques	10 000,00	5,00%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	20 000,00	10,00%
Partenaires privés	50 000,00	25,00%
Inscriptions	10 000,00	5,00%
Vente produits finis	5 000,00	2,50%
Total	200 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048173 - TOURNOI INTERNATIONAL DE GYMNASTIQUE RYTHMIQUE DE CORBEIL ESSONNES 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	100 000,00 € TTC	5,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPORT CORBEIL ESSONNES GYM DANSE GRS
Adresse administrative : ASCE GYM DANSE GR
91100 CORBEIL-ESSONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sophie MURGIA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de tournoi international de Gymnastique rythmique de Corbeil Essonnes 2020

Dates prévisionnelles : 7 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
La 46ème édition du tournoi de Gymnastique Rythmique de Corbeil-Essonnes, organisé par l'association sportive de Corbeil Essonnes Gym-danse Corbeil-Essonnes, se déroulera du 29/02/2020 au 01/03/2020 au Palais des Sports de Corbeil-Essonnes.

Ce tournoi va regrouper 65 athlètes de niveau international dont 32 juniors représentant 18 pays, c'est une compétition de gymnastique rythmique internationale individuelle, junior et senior. Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1500 spectateurs.

Pour les finales les sportives vont se succéder sur les quatre engins à raison de 6 finalistes par engin :

- cerceau,
- corde,
- ruban,
- massues.

Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- valoriser la présence de juniors pour cette nouvelle édition,
- promouvoir la gymnastique rythmique dans la région Île-de-France,
- proposer une manifestation sportive de haut niveau à Corbeil-Essonnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	6 200,00	6,20%
Aménagement du site et location de matériels	38 000,00	38,00%
Frais d'hébergement	25 000,00	25,00%
Frais de restauration	1 800,00	1,80%
Frais de personnel (charges comprises)	7 800,00	7,80%
Indemnités bénévoles	600,00	0,60%
Frais de déplacement	4 400,00	4,40%
Taxes diverses	200,00	0,20%
Redevance fédération internationale	700,00	0,70%
Logistique	1 600,00	1,60%
Gestion compétition / chronométrage	12 500,00	12,50%
Arbitrage	500,00	0,50%
Frais de sécurité	600,00	0,60%
Autres dépenses	100,00	0,10%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	5,00%
Subvention Département	8 000,00	8,00%
Subvention Commune	40 000,00	40,00%
Autres subventions publiques	15 000,00	15,00%
Partenaires privés	2 900,00	2,90%
Billetterie	5 000,00	5,00%
Inscriptions	24 000,00	24,00%
Autres recettes	100,00	0,10%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048233 - LES VOLLEYADES 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	50 000,00 € TTC	10,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIFVB
Adresse administrative : 36 RUE ETIENNE DOLET
94230 CACHAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN DE FABRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation des Volleyades 2020

Dates prévisionnelles : 10 octobre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La ligue Île-de-France de volley-ball va organiser les Volleyades 2020 qui est une compétition nationale annuelle entre les sélections régionales M17 (17 ans et moins).

Cette opération se déroulera les 16 et 17 mai 2020 au CREPS de Chatenay-Malabry et regrouper environ 1000 compétiteurs, entraineurs et dirigeants pour 15 délégations de 13 filles et 15 délégations de 13 garçons

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 2000 spectateurs.

Les objectifs de cette manifestation sportive sont :

- de promouvoir le volley-ball,
- de dynamiser localement le territoire francilien,
- d'organiser des rencontres entre les dirigeants et les instances régionales,
- de créer une finalité pour les équipes des centres régionaux d'entrainement,
- de favoriser les dynamiques territoriales, la formation de cadres et d'arbitres.

Le programme sera le suivant :

- accueil des délégations le vendredi 15 mai dans l'après-midi,
- début des rencontres le samedi 16 mai vers 8h30, fin des rencontres vers 21h,
- début des rencontres du dimanche 17 mai vers 8h30, finales à 16h,
- podium et remises des récompenses à partir de 17h.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	6 000,00	12,00%
Aménagement du site et location de matériels	6 000,00	12,00%
Frais d'hébergement	23 500,00	47,00%
Frais de personnel (charges comprises)	6 000,00	12,00%
Indemnités bénévoles	2 000,00	4,00%
Frais de déplacement	2 000,00	4,00%
Frais d'encadrement	2 500,00	5,00%
Communication	2 000,00	4,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	10,00%
Fonds propres	7 000,00	14,00%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	10 000,00	20,00%
Inscriptions	28 000,00	56,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048385 - TOURNOI DE QUALIFICATION OLYMPIQUE 2020 - HANDBALL

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	1 000 000,00 € HT	8,50 %	85 000,00 €
	Montant total de la subvention		85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL
Adresse administrative : 1 RUE DANIEL COSTANTINI
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOEL DELPLANQUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Tournoi de qualification Olympique 2020 de Handball

Dates prévisionnelles : 5 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française de Handball va organiser le Tournoi de Qualification Olympique (TQO) du 17/04/2020 au 19/04/2020 à l'Accor Hôtel Aréna afin de permettre à l'équipe de France masculine de participer aux Jeux Olympiques de Tokyo 2020.

Cet évènement sportif de dimension internationale repose sur la participation de 4 pays venant des continents Européen, Asiatique, Américain, Africain ou Océanie. Ces 4 équipes vont devoir se rencontrer durant 3 journées à l'issue desquelles les 2 premières équipes au classement seront qualifiées pour les Jeux Olympiques de Tokyo 2020.

Chacune des 4 équipes se rencontrera durant ces 3 journées.

Pendant les Jeux Olympiques de Tokyo 2020, les 12 nations qualifiées seront réparties en 2 groupes composés chacun de 6 équipes. Après la phase de poule, les 4 premières équipes de chaque groupe se qualifieront pour un tour à élimination directe jusqu'à la finale. Sur ces 12 équipes, 6 seront issues de 3 tournois de qualification Olympique (TQO).

Les principaux objectifs de cette opération sont également de proposer une rencontre populaire majeure autour de la pratique du handball au niveau international et de susciter et développer les partenariats économiques autour de cette discipline.

La Fédération Française de Handball compte sur la présence d'environ 30 000 spectateurs sur les 3 journées de cette compétition, elle représente environ 550 000 licenciés pour plus de 2 300 clubs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	335 000,00	33,50%
Frais d'hébergement	150 000,00	15,00%
Communication	110 000,00	11,00%
Réception VIP	91 000,00	9,10%
Logistique	213 000,00	21,30%
Arbitrage	51 000,00	5,10%
Autres dépenses	50 000,00	5,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	85 000,00	8,50%
Fonds propres	240 000,00	24,00%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	265 000,00	26,50%
Billetterie	350 000,00	35,00%
Vente produits finis	10 000,00	1,00%
Autres recettes	50 000,00	5,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Annexe n° 4 - Dérogations au dispositif des 100 000 stages

Commission permanente du 24 janvier 2019 – CP 2019-022
Commission permanente du 04 mars 2020 - CP 2020-084

DOSSIER N° EX039997 - ARGENTEUIL (95) - Réhabilitation du terrain de Football Alain Mimoun

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	558 882,14 € HT	15,00 %	83 832,32 €
	Montant total de la subvention		83 832,32 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARGENTEUIL
Adresse administrative : 12-14 BOULEVARD LEON FEIX
95100 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GEORGES MOTHRON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ARGENTEUIL (95) - Réhabilitation du terrain de football Alain Mimoun

Dates prévisionnelles : 18 juin 2018 - 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Moratoire sur les équipements sportifs.
Volonté de la commune d'effectuer les travaux durant la période estivale pour limiter la fermeture de l'équipement durant la saison sportive 2018/2019.

Description :
Ce nouveau terrain, qui se trouve en périphérie immédiate d'un Quartier Prioritaire de la Ville, permettra via les associations utilisatrices de proposer autour de la pratique sportive un projet de mixité sociale et générationnelle.

Il offre la possibilité de programmer des activités sportives autour du football par les différents services municipaux (jeunesse, centre de loisirs, maison de quartier) et participe à l'amélioration de la qualité de vie locale, en proposant une installation moderne et innovante en EPDM, (remplissage en matière organique, sans HAP).

La réhabilitation de ce terrain sera conforme aux normes de la Fédération Française de Football afin d'obtenir un classement 5 SYE (permettant le déroulement de compétions de ligue et district).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention bénéficie d'une dérogation exceptionnelle de l'administration régionale au recrutement de stagiaires, en raison de l'absence de réponse aux différentes offres de stage qui ont été proposées.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Terrains synthétiques de grands jeux

Montant HT des travaux : 602 110.10 €
Montant HT des travaux éligibles : 558 882.14 €
Taux d'intervention : 15%
Montant de la subvention : 83 832.32 €

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantier	11 768,30	1,95%
Travaux Préparatoires - Terrassements	149 439,78	24,82%
Réseau en attente Eclairage	15 378,01	2,55%
Terrain de football : drainage	32 026,76	5,32%
Terrain de football : pelouse en gazon synthétique avec procédé organique, autre que SBR	330 076,05	54,82%
Terrain de football : équipements	14 384,39	2,39%
Terrain de football : serrurerie et clôture	31 086,81	5,16%
Surface accompagnement	17 950,00	2,98%
Total	602 110,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	83 832,32	13,92%
Commune d'Argenteuil	518 277,78	86,08%
Total	602 110,10	100,00%

Commission permanente du 24 janvier 2019 – CP 2019-022
Commission permanente du 04 mars 2020 - CP 2020-084

DOSSIER N° EX040990 - ISSOU (78) - Réfection de 2 courts de tennis extérieurs en terre artificielle

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	61 954,00 € HT	15,00 %	9 293,10 €
	Montant total de la subvention		9 293,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ISSOU
Adresse administrative : PL F FAMY
78440 ISSOU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Martine CHEVALIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réfection de 2 courts de tennis extérieurs en terre artificielle

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Issou met à disposition de l'association Tennis Club d'Issou, un club house et 2 courts de tennis extérieurs. Cependant, ces derniers composés d'un revêtement en béton poreux souffrent d'une vétusté importante, notamment en période hivernal, où le temps de séchage dû aux précipitations rend les terrains impraticables.
Cette situation complique les entraînements ainsi que l'organisation des manifestations publiques type compétitions, dans des conditions optimales.

Le projet consiste à remplacer le revêtement existant en béton poreux par une terre artificielle certifiée selon les normes exigées par la Fédération Française de Tennis.

Les travaux à réaliser consistent en la démolition du béton poreux (hors dépenses éligibles), la fourniture et la pose d'un revêtement aiguilleté en fibre 100% polypropylène structuré, ainsi que le traçage des lignes de jeux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention bénéficie d'une dérogation exceptionnelle de l'administration régionale au recrutement de stagiaires, en raison de l'absence de réponse aux différentes offres de stage qui ont été proposées.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'équipement extérieur

Montant travaux HT : 62 654 €
Montant travaux éligibles HT : 61 954 € (sont exclues les dépenses relatives à la démolition du béton poreux)
Taux d'intervention : 15%
Montant subvention : 9 293,10 €

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	3 300,00	5,33%
Mise en conformité du support	7 700,00	12,43%
Installation revêtement terre artificielle	45 360,00	73,22%
Fourniture et pose accessoires	1 404,00	2,27%
Travaux système arrosage manuel	3 840,00	6,20%
Frais de mise en chantier	350,00	0,56%
Total	61 954,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	9 293,10	15,00%
Participation FFT	12 530,80	20,23%
Fonds propres de la commune	40 130,10	64,77%
Total	61 954,00	100,00%

Commission permanente du 20 septembre 2017 - CP 2017-397
Commission permanente du 04 mars 2020 - CP 2020-084

DOSSIER N° EX022615 – ATTAINVILLE (95) Réhabilitation et agrandissement de vestiaires, ainsi que la pose d'un sol Futsal dans le gymnase municipal

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	154 513,00 €	10,00 %	15 451,30 €
	Montant Total de la subvention		15 451,30 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ATTAINVILLE
Adresse administrative : 2 RUE DANIEL RENAULT
95570 ATTAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Odette LOZAIC, Maire
N° SIRET : 21950028700012

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation et agrandissement de vestiaires, ainsi que la pose d'un sol futsal dans le gymnase municipal

Date prévisionnelle de début de projet : 5 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réhabiliter, agrandir les vestiaires, construire un vestiaire arbitre, des toilettes publiques poser un sol FUTSAL

Description :
Le projet se déroulera en deux temps :
- Construire une entrée accueil, un club house buvette, un vestiaire joueurs de 16 m2 avec 6 pommeaux de douches, réaménager un vestiaire existant en créant des douches à 6 pommeaux, créer des toilettes publiques, en prenant en compte l'accessibilité PMR
- Poser un sol multi sports, adapté à la pratique sportive futsal, de 1080m2 sur les 1700 existants (terrain de futsal et 2 m de chaque côté)

Intérêt régional : Permettre l'accompagnement par la commune des activités sportives (Badminton, gymnastique volontaire, dodgeball, futsal (dont une école de futsal qui encadre 90 enfants), et mettre à disposition des utilisateurs un équipement qui réponde aux besoins règlementaires en termes d'accueil des joueurs, arbitres et spectateurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention bénéficie d'une dérogation exceptionnelle de l'administration régionale au recrutement de stagiaires, en raison de l'absence de réponse aux différentes offres de stage qui ont été proposées.

Public(s) cible(s) :
Sportifs badminton, futsal, gymnastique volontaire, dodgeball

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 10 % appliqués aux montants HT des dépenses retenues dans le cas de la réhabilitation ou construction d'un équipement couvert.

Localisation géographique :
- ATTAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrassement / gros œuvre	76 675,00	49,62%
Electricité	1 245,00	0,81%
Plomberie	10 600,00	6,86%
Travaux préparatoires sol sportif	4 482,34	2,90%
Fourniture et mise en œuvre sol sportif	61 510,66	39,81%
Total	154 513,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Réserve parlementaire	11 000,00	7,12%
CA Plaine Vallée	32 344,00	20,93%
CD95	33 913,00	21,95%
CRIF	15 451,30	10,00%
Commune d'Attainville	61 804,70	40,00%
Total	154 513,00	100,00%

Annexe n° 5 - Fiche projet modifiée Franconville la Garenne

Commission permanente du 20 novembre 2019 – CP 2019-503
Commission permanente du 04 mars 2020 – CP 2020-084

DOSSIER N° EX046513 - FRANCONVILLE LA GARENNE (95) - transformation d'un terrain de football en terrain naturel en terrain synthétique, réhabilitation de l'éclairage afférent et création de vestiaires

Dispositif : Terrains Synthétiques de grands Jeux (n° 00000647)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	579 100,00 € HT	17,27 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE FRANCONVILLE-LA-GARENNE
Adresse administrative	:	11 RUE DE LA STATION 95130 FRANCONVILLE CEDEX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Xavier MELKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : transformation d'un terrain de football en terrain naturel en terrain synthétique, réhabilitation de l'éclairage afférent et création de vestiaires

Dates prévisionnelles : 10 juin 2019 - 30 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Travaux programmés durant la période estivale pour limiter le temps de fermeture de l'équipement à la pratique footballistique des adhérents des clubs locaux (football / rugby) et des établissements scolaires utilisateurs.

Description :
Le projet se situe dans la plaine sportive du stade Jean Rolland sur les terrains de la ville de Franconville. Il s'agit de transformer le terrain N°1 en gazon naturel en gazon synthétique, de créer deux vestiaires supplémentaires modulaires et de réaliser un éclairage en LED.

L'installation d'un terrain en gazon synthétique, avec un remplissage sable et SBR encapsulé de couleur vert, répond :
- aux exigences particulières de protection des pratiquants
- aux exigences d'amélioration des conditions de pratiques et d'accès à un plus grand nombre d'activités physiques et sportives
- à la volonté d'améliorer la gestion et le rapport coût/avantages de cette infrastructure

Une solution de rétention des granulats sur la surface dédiée à l'équipement est programmée.

Le choix de la fibre permettra la pratique d'autres sports que le football, tel que le rugby ou le hockey sur gazon.

L'éclairage sera équipé de quatre mats de 18 mètres disposés sur ses flancs : Nord/Est, Nord/Ouest, Sud/Est, Sud/Ouest. Chaque mat sera équipé de trois projecteurs LED d'une puissance de 1500W.
Le terrain et l'éclairage sont conformes pour une homologation de la FFF au niveau E5.

Le Football Club Franconville, club résident de cet équipement compte 930 licenciés et développe la pratique du football féminin sur le territoire. A ce jour il a 3 équipes féminines en U11, U3, U16 et a programmé de créer deux autres équipes en U9 et en séniors, dès la saison 2019/2020.

Les deux nouveaux vestiaires seront mis en priorité à disposition des équipes féminines et ce afin de soutenir les objectifs du club, en matière de développement du football féminin.

Le Parisis Rugby club, utilisateur secondaire de ce terrain, a développé une section sport santé en direction des femmes en rémission du cancer et souhaite ouvrir pour la saison 2020-2021 une section sport adapté. L'encadrement suivant une formation spécifique actuellement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : terrains synthétiques de grands jeux

Pour le terrain synthétique :
Montant HT des travaux : 548 500 €
Montant HT des travaux éligibles : 438 500 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de démolition d'un montant de 110 000€)
Taux max d'intervention : 25%, (15% taux max dans le RI + 10% à la majoration liée à la solution de rétention)
Taux d'intervention ramené à : 18.01%
Montant de la subvention appliquée : 78 910 €

Pour l'éclairage :
Montant HT des travaux : 217 764.10 €
Plafond HT des travaux éligibles : 75 000 €
Taux d'intervention : 15%, (correspondant au taux maximum ciblé dans le RI)
Montant de la subvention appliquée : 11 250 €

Pour les vestiaires :
Montant HT des travaux : 100 000 €
Montant HT des travaux éligibles : 65 600 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais des locaux de réserve d'un montant de 34 500€)
Taux d'intervention : 15%, (correspondant au taux maximum ciblé dans le RI)
Montant de la subvention appliquée 9 840 €

Total HT des travaux du projet = 866 264.10 € (548 500 + 217 764.10 + 100 0000)
Total HT des travaux éligibles du projet = 579 100 € (438 500 + 75 000 + 65 600)
Montant de la subvention appliquée : 100 000 € = (78 910+ 11 250 + 9 840)

La subvention appliquée représente 11,54% du projet, soit 17,27% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrain synthétique	518 000,00	59,80%
Contrôle et honoraires MOE	30 500,00	3,52%
Eclairage	217 764,10	25,14%
Vestiaire	100 000,00	11,54%
Total	866 264,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	364 084,10	42,03%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	11,54%
Subvention Département (sollicitée)	144 780,00	16,71%
CNDS	172 400,00	19,90%
Participation Ligue ou Fédération	85 000,00	9,81%
Total	866 264,10	100,00%

Annexe n° 6 - Avenant convention Franconville la Garenne.doc

AVENANT A LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LA RÉGION

ÎLE-DE-FRANCE ET FRANCONVILLE-LA-GARENNE

N° EX046513

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE :

Par délibération n° CP 2019-503 du 20 novembre 2019, la Région Île-de-France et la commune de Franconville-la-Garenne ont conclu une convention pour la transformation d'un terrain de football en terrain naturel en terrain synthétique, la réhabilitation de l'éclairage afférent et la création de vestiaires.

IL EST EGALEMENT EXPOSE QUE :

Suite à une erreur matérielle, le projet de la commune de Franconville-la-Garenne, qui émarge sur le dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux», a été voté à partir d'une base subventionnable erronée. Au lieu de 709 709,10 € TTC, le plafond des travaux éligibles à prendre en compte est de 579 000 € HT et la base du taux de subvention est modifiée à 17,27 %. La subvention est maintenue à hauteur de 100 000 €

ARTICLE 1 :

L'alinéa 2 de l'article 3 de la convention est modifié comme suit :

« Conformément à la délibération n° CP 2019-503 du 20 novembre 2019 modifiée par la délibération n° CP 2020-084 du 4 mars 2020, la Région attribue une subvention d'un montant maximal de 100 000 € représentant 17,27 % du coût du projet retenu à 579 000 € HT, conformément à la fiche projet modifiée. ».

ARTICLE 2 :

L'ensemble des autres stipulations de la convention, non modifiées par le présent avenant, reste inchangé.

Fait à St Ouen en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour la commune de Franconville-la-Garenne Le Maire	**Pour le Conseil Régional Île-de-France**
Xavier MELKI	

Annexe n° 7 - Fiche projet achat de matériel handisport

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-084

DOSSIER N° EX048467 - Achat d'équipements spécifique en faveur des PSH - COMITÉ RÉGIONAL ILE DE FRANCE HANDISPORT

Dispositif : Achat d'équipement en faveur du handisport (n° 00000040)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-20421-132001-300
Action : 13200102- Achat d'équipements en faveur du handisport

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Achat d'équipement en faveur du handisport	6 400,00 € TTC	80,00 %	5 120,00 €
	Montant total de la subvention		5 120,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE HANDISPORT ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 44 RUE LOUIS LUMIERE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Murielle VANDECAPPELLE-SICLIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La demande de subvention concerne l'achat d'un « handifix » afin de favoriser la pratique de l'escrime de haut niveau en faveur d'un ambassadeur handisport de la Région Île-de-France. Cet appareil permettra d'améliorer sensiblement les conditions d'entrainement de cet ambassadeur paralympique en vue de sa sélection pour les Jeux Paralympiques de Tokyo 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un Handifix pour la pratique de l'escrime	6 400,00	100,00%
Total	6 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 120,00	80,00%
Autres recettes (préciser)	1 280,00	20,00%
Total	6 400,00	100,00%

Annexe n° 8 - Fiche projet Communauté de Communes du Val d'Essonne

DOSSIER N° 20004011 - Communauté de Communes du Val d'Essonne (CCVE) : réhabilitation avec extension de m² de plan d'eau équipement nautique interco M.Herzog

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200103- Plan piscines

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	14 199 400,00 € HT	3,61 %	512 000,00 €
	Montant total de la subvention		512 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL D'ESSONNE
Adresse administrative : RUE BLANCHARD
91610 BALLANCOURT-SUR-ESSONNE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Patrick IMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation avec extension de m² de plan d'eau de l'équipement nautique intercommunal Maurice Herzog.

Dates prévisionnelles : 3 décembre 2012 - 6 juin 2014
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à affecter le solde (512 000 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération n° CP 12-510 du 12 juillet 2012 dont le compte rendu d'exécution final nécessaire n'a pas pu être transmis avant l'échéance de caducité.
Le démarrage anticipé est justifié par l'avis favorable donné par le Médiateur en date du 16/09/2019 qui considère que la requérante a allégué chacun des motifs de retard, assorti des documents attestant la réalité les difficultés rencontrées dans la réalisation de cette opération complexe et leur caractère imprévisible.

Description :
L'analyse quantitative des besoins en termes de m² de plan d'eau pour les différents usages (scolaires, sportifs et grand public) a conduit la communauté à retenir la réhabilitation avec extension de m² de plan d'eau du stade nautique intercommunal sis sur la commune de Mennecy.

Cet équipement, construit en 1992 par le département de l'Essonne, a été conçu initialement pour accueillir le centre d'entrainement des équipes de France de natation et constituer un pôle de perfectionnement pour le haut niveau Francilien.

Il est fermé depuis 2008 pour vétusté, défauts de conception et non-respect des normes d'hygiène et de sécurité.

La fermeture de l'équipement de manière définitive dans sa configuration actuelle a nécessité l'accompagnement des personnels et associations et des explications en direction des populations utilisatrices de l'équipement.

Le département, afin de permettre à la Communauté de Communes de s'engager dans la réalisation d'une telle réhabilitation et d'en assumer le fonctionnement, cède à l'Euro symbolique cette propriété à la CC du Val d'Essonne, affecte une participation exceptionnelle à l'investissement et s'engage à verser une participation au fonctionnement de l'équipement pendant trois années d'un montant total de 1 M€.

La fréquentation maximale instantanée (FMI) de l'équipement en saison hivernale est de 1500 personnes.

Prise en compte des prérequis régionaux.

1) La démarche HQE :

Le projet de réhabilitation s'appuie sur la démarche HQE.

Les cibles 4 (gestion de l'énergie), 8 (confort hygrométrique), 9 (confort acoustique) et 14 (qualité de l'eau) sont traitées de façon très performante

Les cibles 1 (relation harmonieuse des bâtiments), 3 (chantier à faibles nuisances), 5 (gestion de l'eau), 7 (entretien et maintenance), 11 (confort olfactif), 12 (conditions sanitaires) et 13 (qualité de l'air) sont traitées de façon performante;

Les cibles 2 (choix intégrés des matériaux de construction), 6 (gestion des déchets d'activités), 10 (confort visuel) et sont traitées en base.

2) Les deux bassins :

La piscine comprend:

- un bassin de nage de 50 m x 20 m (1000 m²) de 8 lignes d'eau et d'une profondeur de 2.20 m à 3.10 m,
- un bassin d'apprentissage de 20 m x 10 m (200 m²) d'une profondeur de 0.50 m à 1,20 m.

3) L'accessibilité Handicapés :

L'équipement sera conforme à la règlementation concernant l'accessibilité des bâtiments et espaces extérieurs recevant du public. Une rampe d'accès au bassin d'apprentissage est prévue pour les personnes à mobilité réduite et un dispositif de mise à l'eau des personnes en situation de handicap, de type potence, est prévu pour le bassin de nage.

La réhabilitation avec extension de m² de plan d'eau de la piscine porte sur :

- la restructuration du hall d'accueil ;
- les locaux destinés à l'administration générale et salles de réunion;
- les espaces vestiaires, sanitaires, douches individuelles et collectives pour le public;
- les espaces vestiaires, sanitaires, douches et détentes pour le personnel;
- la halle bassin comprenant un bassin de nage et un bassin d'apprentissage;
- l'extension de 125 m² du bassin d'apprentissage;
- la réalisation d'une rampe d'accès au bassin d'apprentissage pour les personnes à mobilité réduite;
- les locaux annexes nécessaires au fonctionnement de l'équipe, MNS, et infirmerie;
- les locaux techniques;

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Lors de la CP 12-510 du 12 juillet 2012, une subvention avait été allouée de 2 560 000 € sur la base d'une dépense subventionnable de 8 000 000 € HT pour un taux de participation régional de 32%.

Le compte rendu d'exécution final nécessaire n'ayant pas pu être transmis avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à affecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 512 000 €.

Localisation géographique :
- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	12 347 304,00	86,96%
Honoraires de maîtrise d'œuvre	1 852 096,00	13,04%
Total	14 199 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat CNDS	500 000,00	3,52%
Région IDF	512 000,00	3,61%
CG 91	6 500 000,00	45,78%
CC du Val d'Essonne	4 639 400,00	32,67%
Région IDF subvention initiale votée et versée	2 048 000,00	14,42%
Total	14 199 400,00	100,00%

Annexe n° 9 - Convention Communauté de Communes du Val d'Essonne

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES PISCINES EN ILE-DE-FRANCE

CONVENTION ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET
……..

Dossier d'aide n°……

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-084 du 4 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La ……représenté(e) par ……,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de …….. , conformément au dossier d'Avant-Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement pour ……

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA RÉALISATION DU PROJET

2.1.1 EN MAÎTRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement aquatique visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses en incluant la mise en service et l'entretien de l'équipement aquatique,
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 20 ans à compter de sa réalisation,
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

2.1.2 EN MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE

Le bénéficiaire s'engage à :

- faire réaliser le projet de l'équipement aquatique visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- inscrire annuellement sur son budget les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération, sa mise en service et son entretien conformément au plan de financement prévu par son mandataire.

2.2 - MISE A DISPOSITION DE L'ÉQUIPEMENT

Après mise en service de l'équipement quel que soit le mode de gestion, le bénéficiaire s'engage à réserver des créneaux horaires, à des conditions tarifaires privilégiées aux lycées, et à favoriser l'ouverture de l'équipement aux clubs de sports aquatiques en implantant un club résident, possédant si possible une section féminine.

Le bénéficiaire communique à la Région, avant ouverture de l'équipement puis au début de chaque saison scolaire et sportive, l'ensemble des créneaux réservés aux lycées et clubs de sports aquatiques ainsi que les dispositions tarifaires appliquées. Un bilan concernant ces créneaux et tarifications sera adressé à la Région à la fin de chaque saison.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.3 – OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCÈS AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.).

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de …. % du montant global ». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,
- le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale,
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet de …….. (voir article 1) à ……..

Conformément à la délibération n° ……du ……. la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de …….. €, représentant ….. % du coût total HT ou TTC des travaux plafonnés ou éligibles à …… € HT ou TTC.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

4.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé à partir des dépenses hors TVA.

4.2 - RÉVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.3 – RÈGLES DE CADUCITÉ

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

4.4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement financier de la Région.

4.4.1 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.4.1.1 EN MAÎTRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE

Chaque demande de versement :

- précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée,

4.4.1.2 EN MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE

Chaque demande de versement :

- indique les dates et les montants des décaissements réalisés au titre de l'opération. Ces décaissements seront attestés par les services comptables du bénéficiaire confirmé en fin d'année par son commissaire au compte ;

- précise par le biais d'une attestation du maître d'œuvre, l'avancement des travaux confirmé par les services techniques de la collectivité ;

- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de l'avancement de l'opération.

4.4.2 - VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

- EN MAÎTRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération et de son paiement complet.

- EN MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération, de son paiement complet et de la copie du procès verbal de mise à disposition levé des réserves qui auraient pu être émises à cette occasion.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas de changement d'affectation des locaux financés par la Région d'Ile-de-France, le bénéficiaire remboursera à la collectivité, au prorata du temps d'utilisation, les sommes perçues ;
- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement ;

- **en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants** ;
- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.2 de la présente convention.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.2 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

<u>ARTICLE 11</u> : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le

Pour ……
Le……..

……..

Annexe n° 10 - Fiche projet Conflans Sainte Honorine

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-084

DOSSIER N° EX046539 - CONFLANS SAINTE-HONORINE (78) - Reconstruction du gymnase Foch

Dispositif : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées (n° 00000316)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	2 500 000,00 € HT	20,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Adresse administrative	:	3 PLACE JULES G VELOT 78700 CONFLANS SAINTE HONORINE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Laurent BROSSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : reconstruction du gymnase Foch

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet se situe sur une propriété communale de 4 400 m² implantée en bordure de l'avenue du Maréchal Foch. Le site bénéficie d'une situation géographique de qualité à proximité immédiate du centre-ville, à moins de 500 mètres de la gare SNCF, avec de nombreux équipements à proximité (bibliothèque, salle des fêtes, marché, pôle administratif des services à la population, théâtre, écoles et crèche).

Au niveau du bâti, la parcelle est occupée par un gymnase vétuste, construit dans les années 1970. Il représente 1 480 m2 de superficie et fait partie des équipements sportifs les plus anciens de la ville. En 2014, un épisode de grêle a entrainé d'importants dégâts dans la toiture. Depuis lors, le gymnase est fermé lors de fortes pluies en raison des infiltrations existantes. Une sur-toiture provisoire a été posée pour parer à l'urgence et l'équipement est utilisé de manière restreinte d'autant plus qu'il ne répond pas aux normes en vigueur en matière d'accessibilité.

En 2015, l'option de lancer des travaux de mise aux normes et de réhabilitation a été écartée car toute intervention sur le bâti est délicate et coûteuse en raison de la présence d'amiante dans la structure. C'est l'option d'une démolition/reconstruction du gymnase qui a été retenue.

Sur le plan urbain, la propriété communale s'insère dans un front bâti très hétérogène en termes de gabarit, de hauteur et d'écritures architecturales. La nécessité de reconstruire le gymnase conduit à s'interroger sur l'ensemble de ce foncier (son usage actuel, son intégration dans la Ville, sa valeur) et à réaliser une opération de valorisation urbaine.

Le projet porte sur la démolition reconstruction d'un gymnase mis à disposition du lycée Jules Ferry (38h30 hebdomadaires), mais aussi de l'AS du lycée et des associations et clubs de handball. Il est proposé de restituer un espace omnisports et de créer un mur d'escalade qui pourra être une nouvelle activité proposée pour les lycéens.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : gymnase 44x24

Montant HT des dépenses : 6 450 000 €
Montant HT des dépenses éligibles : 5 600 013 € (sont exclues les dépenses liées à la dépose et démolition)
Plafond HT des dépenses : 2 500 000 €
Taux d'intervention maximum du RI : 25%
Taux d'intervention ramené à : 20%
Montant de la subvention attribuée : 500 000 €

La participation régionale représente 7,75 % du montant global de l'opération.

Localisation géographique :
- CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	6 000 000,00	93,02%
Maitrise d'œuvre (Phase APS)	30 000,00	0,47%
Autres dépenses (préciser)	420 000,00	6,51%
Total	6 450 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	500 000,00	7,75%
Subvention Etat (sollicitée)	237 340,00	3,68%
Subvention Département (sollicitée)	300 000,00	4,65%
Fonds propres	2 862 660,00	44,38%
Autres recettes : cessions foncières	2 550 000,00	39,53%
Total	6 450 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-191

DU 4 MARS 2020

APPROBATION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET L'AGENCE FRANÇAISE DE LUTTE CONTRE LE DOPAGE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code du sport notamment ses articles L.114-7 et L.235-5 ;

VU le code civil, notamment son article 606 ;

VU l'article 133 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU l'acte de transfert de propriété conclu le 16 juillet 2018 entre l'Etat et la région Île-de-France relatif au CREPS de Châtenay-Malabry ;

VU l'avis de la commission des finances ;

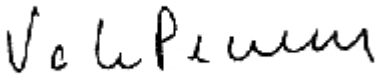
VU le rapport n°CP 2020-191 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve la convention d'occupation du domaine public entre la Région et l'Agence Française de Lutte contre le dopage, jointe en annexe à la présente délibération, et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc177838-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe n°1 - Convention d'occupation du domaine public régional entre la Région et l'Agence Française de Lutte contre le dopage

Convention d'occupation du domaine public

Entre les soussignés :

La Région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente Madame Valérie Pécresse, ci-après désignée par « le Propriétaire » ou « la Région »

D'une part,

et

L'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD), Autorité publique indépendante, sise 8 rue Auber, 75009 Paris, représentée par son Président en exercice, représentée par Madame Dominique LAURENT, ci-après désignée par l'«occupant » ou l'« AFLD »

D'autre part.

En présence du Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive d'Île-de-France, établissement public local de formation, sis 1 rue du Docteur le Savoureux, 92291 Châtenay-Malabry, représenté par son directeur en exercice, représenté par Monsieur Michel GODARD, ci- après désigné par le CREPS.

EXPOSÉ PRÉALABLE :

Depuis le 1er janvier 2016, la Région est propriétaire du CREPS d'Île-de-France, édifié sur une parcelle cadastrée Section U n°165, sises 2 place Voltaire à Chatenay-Malabry. Cet ensemble immobilier comprend l'immeuble n°17 occupé par l'AFLD pour son département des analyses, laboratoire accrédité par l'Agence mondiale antidopage, et objet de la présente convention d'occupation.

Le CREPS, a entamé une réorganisation de ses services afin de recentrer son accueil et son administration au centre des activités sportives. Il est également prévu de nouvelles prestations au service des sportifs.

La Région, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie d'établissement a adopté un programme pluriannuel d'investissement qui prévoit un projet ambitieux d'augmentation de la qualité et de la capacité d'accueil de l'établissement, de développement des activités et des infrastructures sportives afin de positionner le CREPS au niveau des standards internationaux à l'aune des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ce programme présenté au vote des élus régionaux le 20 novembre 2019 et présenté au Conseil d'Administration du CREPS le 27 novembre 2019, est établi pour la période 2020 - 2023.

Parallèlement, l'AFLD a initié, début 2018, un projet de relocalisation de son laboratoire antidopage afin, d'une part, d'améliorer ses conditions de fonctionnement grâce à des locaux et des infrastructures plus adaptés et, d'autre part, de donner une nouvelle impulsion à ses activités de développement et de recherche en l'insérant dans un environnement scientifique favorable.

Le laboratoire investira ses nouveaux locaux au cours du premier semestre 2023, une fois les travaux terminés, et afin de disposer du temps nécessaire à l'obtention de l'accréditation de l'Agence mondiale antidopage pour les JOP 2024.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'AFLD est autorisée, à occuper à titre précaire et révocable, les locaux définis à l'article 3 afin de lui permettre d'assurer les missions de service public définies par l'article L. 232-5 du code du sport, en particulier la réalisation des analyses antidopage mentionnées à l'article L. 232-18 du même code et de son accréditation par l'Agence mondiale antidopage jusqu'à son déménagement.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra se prévaloir d'une réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou quelque autre droit.

Article 3 : Mise à disposition

L'occupant est autorisé à occuper les bâtiments situés dans son enceinte dont la superficie totale est de 1688 m², répartie sur deux niveaux. La situation des locaux concernés est repérée sur le plan cadastral annexé à la présente convention.

Par ailleurs, 10 places de parking sont mises à disposition de l'occupant ainsi qu'une autorisation permanente d'accès au site.

Article 4 : Destination et usage des lieux mis à disposition

L'occupant ne peut affecter les lieux à une destination autre que l'exercice des missions qui lui sont confiées par l'article L. 232-5 du code du sport.

L'occupant ouvrira son laboratoire, dans le respect des prescriptions du code mondial antidopage et de ses standards, à des séances pédagogiques à destination des élèves des établissements locaux d'enseignement franciliens. Les modalités de mise en œuvre de cette ouverture seront précisées en comité de suivi de la convention visé infra.

L'accès principal aux locaux mis à disposition de l'occupant se fait par l'entrée située 143, avenue Roger Salengro. Il pourra être modifié avec un préavis de quinze jours par la Région.

Les modalités d'accès aux locaux pour les personnels de l'AFLD ainsi que la localisation des places de parking seront définies par voie de convention entre le CREPS et l'occupant. Elles pourront être modifiées avec un préavis de quinze jours en fonction des travaux conduits sur le bâtiment. L'AFLD assurera le contrôle de l'ensemble des personnes qu'elle autorise à accéder aux locaux (personnels, intervenants extérieurs, visiteurs, transporteurs …).

Les personnels de l'AFLD ont accès au restaurant du CREPS selon des modalités fixées par une convention de restauration entre l'AFLD et le CREPS. Celle-ci détermine également les conditions financières afférentes à cet accès. Elle pourra être modifiée avec un préavis de quinze jours en fonction des travaux conduits sur le bâtiment.

Les personnels de l'AFLD doivent respecter l'environnement du CREPS, notamment les espaces verts, et veiller au stationnement de leurs véhicules uniquement aux emplacements prévus à cet effet. Les personnels de l'AFLD s'engagent à respecter le règlement intérieur du CREPS, en dehors des espaces mis à leur disposition.

L'AFLD s'engage à respecter les dispositifs relatifs à la sécurité installés dans l'enceinte du CREPS et à faire respecter par ses personnels toute consigne de sécurité communiquée par le directeur du CREPS.

Article 5 : État des lieux

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, il est procédé à un état des lieux contradictoire. Ce document est joint en annexe à la présente convention.

A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, les locaux sont restitués libre de toute occupation et de tout mobilier. Il est tenu compte de la vétusté et de l'usure normale des locaux.

Toutefois, les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier réalisés, y compris aux frais de l'occupant, ne peuvent donner lieu à demande d'indemnisation ou de remise en état par l'une des parties.

Article 6 : Assurances

L'AFLD est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant les dommages liés à l'utilisation des locaux ou pouvant résulter des activités menées dans les installations faisant l'objet de la présente convention.

L'AFLD s'engage à souscrire auprès de compagnies notoirement solvables, les polices d'assurance qui garantissent, pendant la durée de la présente convention, tant à l'égard des tiers que de la Région, les dommages susceptibles d'être causés, soit de son fait, soit du fait de son personnel ou des prestataires dont il s'assure les services.

Ces assurances garantissent notamment contre :

- le vol, l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, les risques découlant du stockage et de la manipulation de produits dangereux, les catastrophes naturelles ;

- la responsabilité civile couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité, et de celle des intervenants dont il s'assure les services (y compris les risques locatifs de l'occupant et le recours des voisins et des tiers) à raison de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs pouvant être causés à tout tiers y compris la Région.

Article 7 : Redevance

Le montant de la redevance annuelle due par l'occupant est fixé à quatre cent mille euros (400 000 €).

La redevance est due pour chaque exercice comptable de l'occupant.

Elle est exigible au 1er janvier de l'année à laquelle elle se rapporte et pour le premier exercice, dès la prise d'effet de la présente convention.

Article 8 : Dépenses de fonctionnement

L'AFLD s'acquitte directement des factures d'électricité et d'eau, fluides pour lesquels sont installés des compteurs séparatifs.

Les charges liées à l'entretien des locaux, l'enlèvement des ordures ménagères, au téléphone, au service de courrier et à la sécurité incendie sont réglées directement par l'AFLD, sous réserve d'accords spécifiques conclus entre les parties.

Article 9 : Travaux

Article 9.1 : Travaux réalisés par l'occupant

La réalisation de travaux par l'occupant requiert l'accord préalable de la Région pour ce qui concerne : les finalités, les caractéristiques, les modalités de réalisation et de sécurisation du site durant les travaux. L'entretien courant et les réparations locatives au sens du droit civil sont à la charge de l'occupant pendant toute la durée de la convention.

L'exécution des travaux est à la charge de l'occupant et sous sa responsabilité.

Les installations et les équipements mis en place dans le cadre de la présente convention seront réalisés conformément aux normes techniques et aux règles de l'art.

L'occupant devra solliciter toutes les autorisations exigées par la réglementation en vigueur avant de commencer d'éventuels travaux. Il fera son affaire personnelle des autorisations administratives nécessaires, sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée à ce sujet.

L'occupant fournira copie de l'ensemble des autorisations ainsi que du document Ouvrage exécuté au propriétaire.

Article 9.2 : Travaux réalisés par le propriétaire

La Région a la charge des grosses réparations au sens de l'article 606 du code civil.

L'occupant supportera, sans indemnité ni diminution de la redevance, l'ensemble des travaux de toute nature, et quelle que soit leur durée, que le propriétaire serait amené à faire exécuter.

La Région est responsable, dans les conditions prévues par le droit de la responsabilité, des dommages causés à l'occupant par les travaux qu'elle réalise.

Le propriétaire n'a pas à obtenir l'approbation de l'occupant sur les travaux qu'il entend réaliser. Toutefois, le propriétaire veillera à respecter le fonctionnement normal de l'activité de l'occupant. Les parties se concerteront aux fins de minimiser la gêne occasionnée (notamment sur les créneaux horaires) pour l'occupant par la réalisation des travaux

Une information sur le déroulement et le calendrier des travaux sera transmise par le propriétaire à l'occupant préalablement à leur mise en œuvre.

L'occupant donnera accès aux locaux mis à disposition au propriétaire, à ses mandataires, architectes, entrepreneurs, et ouvriers pour toute visite, réparation ou tâche d'entretien. Sauf urgence, toute visite fera l'objet d'un préavis d'au moins deux (2) jours ouvrés.

Article 10 : Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2020.

Elle est conclue pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de prise d'effet.

Elle est renouvelable tacitement dans la limite d'une durée de trois (3) ans. Au-delà de cette période, le renouvellement de la convention doit être exprès, sans toutefois pouvoir excéder le 30 juin 2023.

Dans le cas où l'une des parties décide de ne pas renouveler la convention, elle en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de deux mois avant l'échéance souhaitée. Durant cette période, les relations entre les parties continuent d'être régies par les dispositions de la présente convention.

Article 11: Communication

Les actions de communication publique de l'occupant dans l'enceinte du CREPS IDF et à destination d'utilisateurs des installations du CREPS autres que les agents de l'AFLD, sont soumises à l'autorisation écrite et préalable du directeur du CREPS IDF, qu'elles soient permanentes ou temporaires, et ce, quelle que soit leur forme (affichage, tractage, ou autre).

Article 12 : Résiliation

Article 12.1 : Résiliation à l'initiative de la Région pour motif d'intérêt général

La Région peut à tout moment résilier unilatéralement la présente convention pour motif d'intérêt général.

La Région notifie sa décision à l'occupant par lettre recommandée avec avis de réception en indiquant ses motivations. La résiliation prend effet au terme d'un délai de préavis de trois (3) mois à compter de la réception de la décision notifiée.

Le cas échéant, la Région reverse à l'occupant le trop perçu éventuel de redevance pour l'exercice concerné par la résiliation de la présente convention, calculé au *prorata temporis*. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du préjudice éventuellement subi par l'occupant. La réparation implique, le cas échéant, la compensation du montant des investissements réalisés par l'occupant et non amortis ainsi que le gain manqué résultant de l'interruption de l'activité d'analyse du laboratoire.

Article 12.2 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception et sous réserve du respect d'un préavis de deux (2) mois.

Le cas échéant, la Région reverse à l'occupant le trop perçu éventuel de redevance pour l'exercice concerné par la résiliation de la présente convention, calculé *au prorata temporis*.

L'occupant ne saurait se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Article 12.3 : Résiliation sanction

Sans préjudice des cas de résiliation prévus ci-dessus, la présente convention sera résiliée de plein droit en cas de violation de dispositions de l'article 1er ou manquement de l'occupant à l'une de ses autres obligations.

Dans ce cas, la Région adresse à l'occupant une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'occupant la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision

Article 13 : Suivi de la convention

Afin de garantir la bonne application de la convention et de développer des actions de coopération entre la région et l'AFLD, un comité de suivi, composé de représentants des signataires de la présente convention et du CREPS, se réunit au moins deux fois dans l'année.

Un bilan de l'ouverture du laboratoire à destination des élèves des établissements locaux d'enseignement franciliens est fait par l'AFLD à chaque réunion du comité de suivi.

Article 14 : Élection de domicile

Les parties élisent domicile au lieu figurant en tête des présentes.

Article 15: Règlement des litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties peuvent saisir le Préfet de Région ou son représentant, chargé d'assurer une mission de médiation.

En cas d'échec de cette mission de médiation et à défaut d'accord amiable, les parties conviennent de s'en remettre au jugement du Tribunal administratif de Montreuil qui sera saisi par la partie la plus diligente.

Article 16 : Enregistrement

Si une des parties souhaite procéder à l'enregistrement de la présente convention, les frais correspondants seront à sa charge.

La présente convention est établie en deux (2) exemplaires originaux,

Fait à,

Le

Pour la Région Île-de-France Pour l'AFLD

En présence du CREPS d'Île-de-France

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-138
DU 4 MARS 2020

AIDES INDIVIDUELLES AU DAEU - SECONDE LISTE DE BÉNÉFICIAIRES 2019-2020
ET RÉSERVATION DE 77 LOGEMENTS À LA MAISON DE L'ÎLE-DE-FRANCE POUR L'ANNÉE 2020-2021

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;

VU la délibération n° CP 14-403, adoptant la convention entre la Région Ile-de-France et la Cité internationale universitaire de Paris (CiuP) relative à la Maison de l'Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relatives aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 relative à la politique régionale pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU la délibération n° CR 16-425 du 16 novembre 2016 « Relancer l'ascenseur social, valoriser l'excellence et le mérite – année 2016-2017 » ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU la délibération n° CP 2020-073 du 31 janvier 2020, relative à l'aide au passage du diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) – année 2019-2020 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-138 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

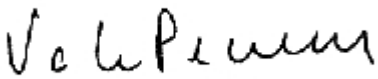
Article 1: Actions en faveur de l'aide régionale pour le DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires) – Année 2019-2020

Décide, au titre du dispositif « Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) » pour l'année universitaire 2019-2020, de soutenir 285 étudiants en reprise d'études, par l'attribution d'une aide financière d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 € par bénéficiaire, dont la liste est présentée en annexe à la délibération.

Article 2 : Réservation de chambres à la Maison de l'Ile-de-France – Année 2020-2021

Affecte une autorisation d'engagement de 71 175,72 euros disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement Supérieur », programme HP23-004 (123004) « Actions en faveur de la mobilité internationale », action 12300402 « Accueil des étudiants étrangers » du budget 2020, en vue de la passation d'un marché avec la Cité internationale universitaire de Paris pour la réservation d'unités d'hébergement visant l'accueil, l'information, différents services à l'étudiant, et l'hébergement du contingent des résidents sélectionnés par la Région Île-de-France.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171811-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

ANNEXE LA DELIBERATION : LISTE COMPLEMENTAIRE DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE REGIONALE AU PASSAGE DU DAEU – ANNEE 2019-2020

Liste non diffusable des bénéficiaires de l'aide au passage du DAEU
- Année universitaire 2019-2020 (seconde liste)

à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-104

DU 4 MARS 2020

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 1ERE AFFECTATION ENVA, CROUS DE VERSAILLES, EHESS, GRAND EQUIPEMENT DOCUMENTAIRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code de l'éducation;

VU le code de la commande publique

VU la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique modifiée et ses rapports avec la maitrise d'oeuvre privée;

VU la loi n° 2015-991 du 7 aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;

VU le Contrat de Plan entre l'Etat et la Région Ile-de-France signé le 18 mai 2000 et, notamment, son article 11 « enseignement supérieur, recherche et technologies de l'information et de la communication » ;

VU la délibération n° CR 31-07 du 16 février 2007 adoptant le Contrat de Plan Etat-Région 2007-2013 ;

VU la délibération n° CP 11-323 du 19 mai 2011 affectant une autorisation de programme nécessaire à la poursuite des études de programmation de 140 000 € nécessaire aux études de programmation relatives à l'opération du Grand Equipement Documentaire ;

VU la délibération n° CR 39-11 du 23 juin 2011 relative à l'adoption des ajustements au Contrat de projets Etat - Région 2007-2013 ;

VU la délibération n° CP 12-269 du 29 mars 2012 affectant une autorisation de programme de 130 000 € nécessaires à la poursuite des études du Grand Equipement Documentaire et une de 156 000 € nécessaire à la réalisation de l'étude de programmation relative à la construction de l'EHESS

VU la délibération n°CP13-357 du 30 mai 2013 affectant une autorisation de programme de 1 000 000 € pour la poursuite des études relatives à la construction de l'EHESS

VU la délibération n°CP13-467 du 11 juillet 2013 autorisant le Président du Conseil Régional à signer la convention de maîtrise d'ouvrage relative à la construction de l'EHESS

VU la délibération n°CP 13-467 du 11 juillet 2013 affectant une autorisation de programme de 15 730 000 € nécessaires à la poursuite des études du Grand Equipement Documentaire ;

VU la délibération n° CR 110-13 du 21 novembre 2013 portant prorogation du Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 pour l'année 2014 ;

VU la délibération n° CP 13-467 du 11 juillet 2013 relative à la construction d'un bâtiment de

recherche dédié à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, autorisation du Président à signer la convention de maîtrise d'ouvrage, et sa signature, le 11 octobre 2013 ;

VU la délibération n° CP 14-123 du 30 janvier 2014 affectant une autorisation de programme de 6 644 000 € pour la poursuite des études relatives à la construction de l'EHESS ;

VU la délibération n° CP 04-14 du 14 février 2014 relative au protocole d'accord relatif au campus Condorcet ;

VU la délibération n° CP 15-353 du 17 juin 2015 autorisant le Président du conseil régional d'Ile-de-France à attribuer le marché de maitrise d'œuvre à l'équipe lauréate et à signer les demandes d'autorisation d'urbanisme correspondant à l'opération ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 adoptant le Contrat de Plan Etat – Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relatives aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n° CP 2017-162 du 22 septembre 2017

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 16 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU la délibération n° CP 16-476 du 12 octobre 2016 affectant une autorisation de programme de 75 000 000 € nécessaires à la réalisation des travaux du Grand Equipement Documentaire ;

VU la délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 relative à la révision du CPER 2015-2020 ;

VU la délibération n° CP 2017-098 du 8 mars 2017 approuvant la convention type figurant en annexe 2 à la délibération relative au financement des projets immobiliers inscrits dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020

VU la délibération n° CP 2017-375 du 20 septembre 2017 relative au financement de la 1ère tranche des travaux des bâtiments Nocard et Chauveau de l'ENVA

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation 2017-2021

VU la délibération n° 18-123 du 16 mars 2018 affectant une autorisation de programme de 29 600 000€ pour la poursuite des études relatives à la construction de l'EHESS ;

VU la délibération n° CP n° 2018-482 du 17 octobre 2018 relative au financement de la 2ème tranche des travaux des bâtiments Nocard et Chauveau de l'ENVA

VU la délibération n° 19-423 du 17 octobre 2019 décidant de participer, au titre du CPER 2015-2020, au financement du premier équipement du bâtiment de l'EHESS par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 400 000 € et d'affecter une autorisation de programme d'un montant de 6 000 000 € pour le Grand Equipement Documentaire du Campus Condorcet

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-104 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du CPER 2015-2020 au financement des travaux de restructuration du Restaurant Universitaire « Les Etats-Unis » tel que détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 700 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par la délibération CP 2017-098 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 700 000 € pour le Crous de Versailles sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme PR 23-002 (423002) « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2020.

Cette affectation relève du Contrat de plan 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 21 « Enseignement supérieur, recherche »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21110 : « « Restructuration du restaurant universitaire les Etats-Unis à Versailles »
Axe de territorialité : Région Ile-de-France.
Localisation : Versailles (78)

Article 2 :

Décide de participer au titre du CPER 2015-2020 au financement des travaux de restructuration de l'ENVA (bâtiment Agora) tel que détaillé dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 2 800 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention spécifique figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 2 800 000 € prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR23-002 (423002) « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement

supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2020.

Cette affectation relève du Contrat de projets 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 21 « Enseignement supérieur, recherche »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21126 « Restructuration de l'ENVA (bâtiment Agora)»
Axe de territorialité : région Ile-de-France.
Localisation : Maisons-Alfort

Article 3 :

Propose que l'Etablissement Public Campus Condorcet prenne en charge les travaux de raccordement du bâtiment de l'EHESS en contrepartie d'une indemnisation à hauteur de 9 962,02 € TTC, coût d'intervention initialement prévu par le prestataire de la Région.

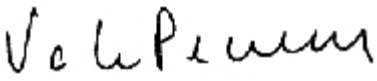
Approuve et subordonne le versement de cette indemnisation à la signature avec le bénéficiaire du protocole figurant en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Article 4 :

Propose que l'Etablissement Public Campus Condorcet prenne en charge les travaux de raccordement du GED en contrepartie d'une indemnisation à hauteur de 14 390,40 € TTC, coût d'intervention initialement prévu par le prestataire de la Région.

Approuve et subordonne le versement de cette indemnisation à la signature avec le bénéficiaire de la convention figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171254-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération: fiche-projet Crous de Versailles RU des Etats-Unis

DOSSIER N° 20002727 - RESTRUCTURATION DU RU LES ETATS-UNIS _CROUS DE VERSAILLES

Dispositif : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche (n° 00000252)
Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-1800
Action : 423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	4 316 000,00 € TTC	39,39 %	1 700 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CROUS VERSAILLES CTRE REG OEUVRES UNIV SCOL
Adresse administrative : 145B BD DE LA REINE BP 563 78000 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National Administratif
Représentant : Monsieur Alexandre AUMIS, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet envisagé par le Crous de l'académie de Versailles consiste en la réhabilitation du restaurant universitaire « Les Etats-Unis » avec :

Au RDC bas : La réception denrées/marchandises
- Les stockages secs et réfrigérés
- Les locaux de pré-traitement *légumerie et déboitage
- Les locaux sociaux
- Les locaux techniques

Au RDC haut : Une cuisine de production incluant les zones de stockages et de fabrication chaude, préparations froides et une sandwicherie/ saladerie (Export pour la cafétéria Descartes située également au sein de l'UFR mais aussi sur d'autres sites)
- Zone d'export
- Une laverie-vaisselle

- Une ligne de self commune aux étudiants et aux personnels administratifs afin de proposer un repas au pris social de 3.30 euros. Une offre diversifiée (pôle pizza, pôle grillade » sera également proposée sous forme de « scramble »
- Une salle de restauration étudiante
- Une salle de restauration administrative
- Un espace VIP

Afin de répondre aux besoins liés à la fréquentation croissante de la restauration, il est attendu la création d'un minimum de 240 places assises (étudiants).En effet, Le pôle restauration est amené à accueillir les étudiants de l'Université à raison de 550 contre 250 aujourd'hui . Les professeurs, personnels et invités de l'Université à raison de 150 repas/jour

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant global des dépenses s'élève à 5 050 000 € TTC. Le projet est financé par l'Etat et la Région à hauteur de 1 700 000€ chacun. Le complément de 1 650 000 € est apporté par le CNOUS. La base subventionnable considérée ne porte que sur le montant des travaux pour un montant de
3 771 000 euros TTC € et des études de maîtrise d'oeuvre liées au suivi des travaux pour un montant de 545 000 euros TTC soit un total de 4 316 000 € TTC. Les études de maîtrise d'oeuvre en conception, réalisées, ne sont pas prises en compte dans la base subventionnable.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/CROUS - Restructuration du Restaurant Universitaire Les Etats-Unis à Versailles

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de conception et dépenses non éligibles	734 000,00	14,53%
Travaux de réhabilitation	3 771 000,00	74,67%
Etudes de maîtrise d'oeuvre liées au suivi des travaux	545 000,00	10,79%
Total	5 050 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 700 000,00	33,66%
Etat	1 700 000,00	33,66%
Cnous	1 650 000,00	32,67%
Total	5 050 000,00	100,00%

Annexe 2 à la délibération : Fiche-projet ENVA bâtiment Agora

Commission permanente du 4 mars 2020 -

DOSSIER N° 20002723 - RESTRUCTURATION DE L'ENVA (BATIMENT AGORA) A MAISONS-ALFORT

Dispositif : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche (n° 00000252)
Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-1800
Action : 423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	8 930 000,00 € HT	31,35 %	2 800 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ENVA ECOLE NATIONALE VETERINAIRE D'ALFORT
Adresse administrative	:	7 AV DU GENERAL DE GAULLE 94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique	:	Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant	:	Monsieur Christophe Degueurce, directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La position centrale du bâtiment Agora au sein du site de l'ENVA et sa qualité architecturale avec le maintien d'éléments de façades Art déco de l'actuel bâtiment Brion, contribuera à son attractivité et à son rôle d'accueil des étudiants et d'enseignement. Le bâtiment se réalisera en 2 tranches.
La tranche ferme, pour 2050 m2 de SU, financée par la région, regroupera le secteur « Forum et vie de l'école » qui rassemble les espaces d'échange et de travail (hall, circulation), le secteur « enseignement » avec des espaces d'enseignement formels (2 amphithéâtres de 250 places, 6 salles de TD modulables), des espaces d'enseignement modernisé (dont simulation médicale) et des espaces pour la formation continue dont un amphithéâtre de 60 places. Le secteur "logistique" complète cette tranche ferme. La tranche conditionnelle pour 1003 m2 de SU, construite en extension de la tranche ferme regroupera l'administration, aujourd'hui logée dans un bâtiment vétuste et excentré, et la rendra directement accessible aux usagers.
Le maître d'ouvrage vise une démarche environnementale ambitieuse sans certification. A noter que le bâtiment s'inscrit dans le futur axe de la coulée verte de l'ENVA, et qu'il se distingue notamment par sa

structure entièrement réalisée en bois des amphis aux bureaux en passant par les porteurs et les planchers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des travaux seront réalisés dans le cadre d'un marché public de performance qui se décompose en 3 phases pour chaque tranche : Etudes et conception, Travaux, Entretien maintenance.
Le coût des travaux est évalué pour le bâtiment Agora pour les tranches ferme et conditionnelle à 19,4 M € TTC, financé dans le cadre du CPER 2015-2020, pour l'ensemble de la restructuration de l'ENVA, à hauteur de 30 M € pour l'Etat et 15 M € pour la Région, avec des abondemments supplémentaires de la Région dans le cadre de l'ajustement du CPER et de l'Etat.
La base subventionnable correspond au montant de la phase travaux de la tranche ferme soit
9 700 000 € HT diminué du montant de 770 000 € HT de travaux réalisés en janvier et février 2020, préalablement à la date de la CP du 4 mars. Il s'agit de travaux préparatoires, de curage (désamiantage, déplombage) et des démolitions .
Le montant base subventionnable retenu est de 8 930 000 € HT.

Localisation géographique :
- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Restructuration de l'ENVA àMaisons-Alfort

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et conception tranche ferme et conditionnelle . Non éligible	1 256 000,00	11,38%
Travaux préparatoires, curage, démolitions pour la tranche ferme,non éligible	770 000,00	6,98%
Travaux tranche ferme éligible	8 930 000,00	80,92%
Entretien et maintenance,non éligible	80 000,00	0,72%
Total	11 036 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	8 236 000,00	74,63%
Région	2 800 000,00	25,37%
Total	11 036 000,00	100,00%

Annexe 3 à la délibération : convention ENVA Agora

Convention N° 20002723

RESTRUCTURATION DE L'ENVA
BÂTIMENT AGORA

Entre

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen
Représentée par la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France**,** Madame Valérie PECRESSE
Dûment habilitée par la délibération de la Commission permanente n° 2020-104 du 4 mars 2020.
Ci-après dénommée la Région

D'une part,

Et

L'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort, maître d'ouvrage
Adresse 7 avenue du général de Gaulle 94704 MAISONS ALFORT CEDEX
Dont le statut juridique est « Etablissement Public National d'Enseignement »
Dont le N° SIRET est 19940608300014
Représentée par Monsieur Christophe Degueurce, directeur, dûment habilité,
ci-après dénommée le maître d'ouvrage, et bénéficiaire de la subvention

D'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du Contrat de plan, adopté en CR 53-15 du 18 juin 2015 pour la période 2015-2020, et révisé en CR 123-16 du 14 décembre 2016, entre l'Etat et la Région :

Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 21 « Enseignement supérieur, recherche »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21126 « Restructuration de l'ENVA (bâtiment Agora) »

Ce soutien financier est sollicité pour l'opération « Restructuration de l'ENVA – Bâtiment Agora », réalisée dans le cadre d'une mission de mandat de maîtrise d'ouvrage publique déléguée, dont le marché n° SVC 34/2015 a été attribué à EGIS le 30 juin 2016. Un avenant n°2 signé le 12 juillet 2019 a acté la modification du montage contractuel de l'opération AGORA de marché de maîtrise d'œuvre suivi de marchés de travaux en un marché public global de performance avec un coût d'objectif tranche ferme fixé à 11 944 767,88 HT soit 14 333 721,45 € TTC et TDC.

Considérant :
- la demande de mobilisation de la participation régionale pour la réalisation de l'opération
- le règlement budgétaire et financier de la Région Ile de France adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01.16 du 22 janvier 2016,
- la délibération de la Commission permanente n° 2020-104 du 4 mars 2020,
autorisant la Présidente du Conseil régional à signer la présente convention.
- l'engagement de la Région Ile-de-France, depuis 2009, dans une politique de développement durable. A ce titre, elle souhaite mettre en œuvre sur les opérations immobilières qu'elle finance une démarche de développement durable.

Cette démarche sera suivie avec attention par la Maîtrise d'Ouvrage et, en ce sens, le concepteur devra pouvoir justifier de ses choix architecturaux, paysagers et techniques tout au long de l'opération. Le « Guide aménagement et construction durable de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'apprentissage », élaboré en 2013 par la Région Ile-de-France est le référentiel approprié. A ce titre, il servira de base pour définir le profil environnemental du projet immobilier. Destiné à tous les acteurs participant au processus de construction des bâtiments de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'apprentissage, ce guide s'inscrit dans le prolongement du Référentiel Aménagement et Construction Durable de l'Agenda 21 régional dont la mise en œuvre progressive a été actée dans le Plan régional pour le Climat adopté en 2011.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-104 du 4 mars 2020, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'EnvA, maitre d'ouvrage pour le financement de l'opération de restructuration de l'ENVA (Bâtiment AGORA) par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 2 800 000 €.
Le descriptif du projet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 31,35 % du montant de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 8 930 000 €, soit un montant maximum de subvention de 2 800 000 €.

Le montant de la subvention constitue un plafond. La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation du bien pour la construction duquel est octroyée la subvention à l'activité d'enseignement et/ou de recherche pour une durée de 10 ans.

Le bénéficiaire devra intégrer dans l'opération immobilière des choix de performance environnementale (tableau de bord) définis en accord avec la Région au moment du préprogramme conformément au guide « Aménagement et Construction Durable ».

Le guide se compose de 5 axes, eux-mêmes déclinés en 25 objectifs pour lesquels des niveaux de performance environnementale seront définis. Les trois niveaux de performance sont a minima (= réglementaire), exigeant et exemplaire. Le niveau de performance a minima doit être atteint systématiquement, y compris pour les réhabilitations.

En amont de toute signature de convention, l'ensemble des 25 objectifs seront passés en revue par la Région et le bénéficiaire afin de décider de ceux qui vont s'appliquer au projet au regard de ses enjeux, du contexte et du niveau d'exigence fixé (a minima, exigeant ou exemplaire) pour chacun d'entre eux.

Le tableau de bord figurant à la fin du guide devra être mis à jour par le bénéficiaire et transmis aux étapes clés (esquisse/concours, APD, réception de l'ouvrage). Dans le cas où le niveau de performance préalablement fixé avec le bénéficiaire n'aurait pas été atteint, la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention.

ARTICLE 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire, maitre d'ouvrage et bénéficiaire de la subvention régionale s'engage à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois, sur la durée de la convention.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région, par écrit et documents à l'appui, dans les deux mois de sa survenance de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Associer la Région et les différents partenaires à la mise en œuvre et au suivi du projet sous la forme d'un Comité de Pilotage à réunir aux différentes phases de l'opération (programmation, APS/APD, réception).

Informer la Région, par écrit, documents à l'appui de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Appliquer, s'il y a lieu, le code des marchés publics.

ARTICLE 2.4 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée avec le soutien de la Région Ile-de-France » et par l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale. Pour obtenir ce logo, le porteur de projet doit adresser sa demande par mail à : mip@iledefrance.fr

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication édités par le bénéficiaire.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement visible, faisant apparaître la mention –« travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France » à hauteur de x % du montant global ».

En complément, la Région fournira à l'établissement un ou plusieurs panneaux d'information chantier. Le bénéficiaire s'engage à garantir le maintien de ces panneaux dans de bonnes conditions de lisibilité pendant toute la durée des travaux et à faire la demande de ces panneaux au moins 6 semaines avant le démarrage effectif des travaux. Un formulaire type de demande de panneau de chantier est joint à cette convention ou est disponible sur simple demande auprès de la Région. Ce panneau complémentaire est financé par la Région (fabrication, pose et dépose).

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région et sa disposition sera étudiée en accord avec le maître d'œuvre et l'université ou le centre de recherche. Elle devra respecter une charte définie par la Région.

Dans le cas où d'autres financeurs ont contribué à l'ouvrage, une plaque inaugurale rappelant la contribution des différents partenaires y sera substituée. La plaque sera réalisée par le bénéficiaire qui s'engage, alors, à associer en amont et à faire valider le support de communication par le service protocole du Cabinet. Cabinet@iledefrance.fr

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logotype est proportionnellement supérieure à celles des autres cofinanceurs.

Les services concernés de la Région, et notamment le service des projets immobiliers du Pôle TRESOR qui assure le suivi de cette convention, sont chargés de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche et de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai des 3 ans mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande est accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses, signé par le comptable public et précisant notamment les références, dates et montants des versements effectués auprès du mandataire au titre de l'opération.
La première demande de versement de subvention régionale doit s'accompagner d'une copie du marché de mandat signé, et des avenants modificatifs à ce marché.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation…) peut être demandée par la Région. En cas de non respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessous.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

ARTICLE 3.3 : Contrôle des opérations et versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un bilan de mission établi par le mandataire de l'opération, correspondant à la réalisation du bâtiment AGORA (tranche ferme), validé et signé par le représentant de l'organisme, ainsi que par le maître d'œuvre, ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses signé par le comptable public du bénéficiaire qui atteste la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est par ailleurs subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du ou des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

ARTICLE 3.4 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond de 31,35 % mentionné à l'article 1.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées à l'article 3.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.5 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 4 mars 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par la commission permanente de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 4 mars 2020. Elle prend fin à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la

décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution :

- de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées et en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptées par délibération n° CP 2020-104 du 4 mars 2020
.

Fait à Paris en deux exemplaires

Le.....	Le.....
Le maitre d'ouvrage, directeur de l'EnvA **Christophe DEGUEURCE**	La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France **Valérie PECRESSE**

Annexe 4 à la délibération : construction du grand équipement documentaire - protocole d'accord relatif à la participation financière de la Région île de France pour la réalisation des travaux de tirage de câbles

CONSTRUCTION DU GRAND EQUIPEMENT DOCUMENTAIRE :
PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF A LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA REGION ÎLE DE FRANCE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE TIRAGE DE CABLES

La Région Ile-de-France,
dont le siège est situé 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen,
représentée par la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
dûment habilitée par la délibération de la Commission permanente n° 20- 104 du 19 mars 2020,
ci-après dénommée la Région

D'une part,

et

L'Etablissement Public Campus Condorcet,
20 Avenue Georges Sand, 93210 Saint-Denis La Plaine
Représenté par son Président, M. Jean François Balaudé, autorisé aux présentes par délibération de son conseil d'administration en date du
Ci-après dénommé " le bénéficiaire "

D'autre part,

Il est impérativement rappelé ce qui suit par un préambule qui fait partie intégrante de la présente transaction :

La convention de maîtrise d'ouvrage conclue entre l'Etat et la Région Ile de France, signée le 11 octobre 2013, par laquelle la Région Ile de France s'engage à réaliser la construction du Grand Equipement Documentaire à Aubervilliers.

La convention notifiée le 12 octobre 2013 désignant « Ile de France Construction Durable », anciennement SAERP, mandataire de la Région Île-de-France pour mener à bien cette opération de construction.

La construction du Grand Equipement Documentaire (GED) est une opération inscrite au CPER 2015-2020 pour un budget de 101,98 M€ financé à 100 % par la Région Ile-de-France.

Cette opération s'insère à l'intérieur d'un périmètre plus vaste, le Campus Condorcet, constitué de 11 bâtiments, aménagements extérieurs et réseaux dont l'ensemble, excepté les 2 bâtiments réalisés par la Région Ile de France, a été livré en juillet 2019.

Pour la réalisation du Campus Condorcet, excepté pour les 2 bâtiments réalisés par la Région Ile de France, l'Etablissement Public Campus Condorcet a décidé de recourir à un Partenariat Public Privé avec le groupement Sérendicité-ADIM Concept qui a obtenu l'agrément du préfet de Région par arrêté du n°2016-75-0022 15 mars 2016.

Le GED est en cours de construction depuis le 25 mai 2018.

Pour sa mise en service prévue pour 2020, le GED doit être relié aux deux cœurs de réseau du Campus, situés à l'extérieur de son emprise chantier, par différents câbles courants faibles

Ces câbles sont initialement prévus pour être mis en place par l'entreprise en charge du chantier du GED à l'intérieur des fourreaux réalisés par le groupement Sérendicité-ADIM Concept dans le cadre du Partenariat Public Privé. Cependant, il s'avère que les fourreaux présentent un taux

d'occupation au-delà de la règle d'usage, ce point ayant fait l'objet d'un constat d'huissier le 18 septembre 2019 . Le cahier des charges élaboré sur ce sujet lors des réunions de coordination entre les différentes maîtrises d'ouvrage prescrivait pourtant la réservation de cheminements libres pour le passage des câbles du GED (annexe 8 de la note d'interface).

Ce manquement du groupement Sérendicité, titulaire du PPP, a fait l'objet d'une réserve émise par l'Etablissement Public Campus Condorcet lors de la mise à disposition des ouvrages.

L'encombrement des cheminements fait courir un risque de détérioration des réseaux déjà en place et propriétés du groupement Sérendicité lors des opérations de raccordement du GED.

Aussi, il est proposé que l'Etablissement Public Campus Condorcet prenne en charge ces travaux, en contrepartie d'une indemnisation à hauteur du coût d'intervention de l'entreprise qui aurait dû réaliser le tirage des câbles pour le GED.

Les parties ont convenu de se rapprocher, sachant que le coût d'intervention prévu initialement s'élève à 11 992 € HT soit 14 390,40 € TTC.

PAR CONSEQUENT, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er - Concessions de la Région Île-de-France

La Région accepte d'indemniser l'Etablissement Public Campus Condorcet et de lui verser la somme de 11 992 € HT soit 14 390,40 € TTC. (TVA 20%), pour la réalisation des travaux de tirage de câbles du GED vers les cœurs de réseaux du Campus Condorcet. L'indemnisation, ainsi convenue d'un commun accord, est globale et définitive.

Article 2. Obligations de l'établissement bénéficiaire

L'intervention devra être réalisée selon les dispositions suivantes :

- Restitution des linéaires de câbles non utilisés
- Confirmation des dates de tirage de câbles sur l'emprise chantier du GED
- Fourniture d'un PPSPS à valider par le CSPS du GED.
- Fourniture de plans de récolement des câbles tirés.
- Fourniture des fiches de test de continuité des câbles.
- état des lieux contradictoire à la fin de la campagne de tirage.
- Réception des travaux par l'entreprise titulaire du lot CFO-CFA du GED
- Engagement d'avertir la Région Île de France de tous travaux futurs sur les réseaux qui impacteraient ceux du GED avant réception du bâtiment.

L'établissement bénéficiaire a également pour obligation de :

- Fournir les factures justifiant de la dépense,
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans, à compter de l'achèvement de l'opération, pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les services concernés du Pôle TRESOR sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 3 - Renonciation à tous droits, actions et prétentions relatifs à l'indemnisation, objet du présent protocole

En contrepartie de l'exécution de la présente transaction, l'Etablissement Public Campus Condorcet se reconnaît pleinement rempli de ses droits, se désiste de toutes instances qui pourraient être en cours et renonce à tout recours quel qu'en soit la nature, à l'encontre de la Région ou de son mandataire, concernant les prestations visées par le présent protocole.

Article 4 – Modalités d'application

L'indemnisation est versée en une seule fois au bénéficiaire, par Île-de-France Construction Durable (anciennement SAERP), agissant au nom et pour le compte de la Région Île de France, comme suit :

Le paiement s'effectuera par virement au compte bancaire au bénéfice de l'Etablissement Public Campus Condorcet, dans les meilleurs délais, dès la délibération de la commission permanente du Conseil Régional d'Ile de France en autorisant la signature par sa Présidente.

Article 5. Restitution éventuelle

Le reversement total de l'indemnisation sera exigé en cas de non-respect de ses obligations par l'établissement bénéficiaire, d'utilisation des fonds non conforme à leur objet ou en cas d'absence de production du compte-rendu financier.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation du présent protocole dans les conditions prévues à l'article 7 - Résiliation du protocole.

Article 6. Durée du protocole

Le présent protocole prend effet à compter de la date de délibération et s'achève à la validation par la Région de l'arrêté définitif des comptes produit par l'Etablissement Public Campus Condorcet.

Article 7. Résiliation du protocole

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'indemnisation. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à un remboursement de la part non utilisée de la participation régionale.

La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité sous réserve de l'application de l'article 5 Restitution éventuelle.

Fait à Saint Ouen, en 2 exemplaires originaux,

Le ……

Pour l'Etablissement Public Campus Condorcet

Pour la Région Ile-de-France

Jean François BALAUDE
Président de l'Etablissement Public Campus Condorcet

Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil régional

Annexe 5 à la délibération : construction du bâtiment de recherche de l'EHESS, campus Condorcet - protocole d'accord relatif à la participation financière de la Région île de France pour la réalisation des travaux de tirage de câbles

CONSTRUCTION DU BATIMENT DE RECHERCHE DE L'EHESS – CAMPUS CONDORCET : PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF A LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA REGION ÎLE DE FRANCE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE TIRAGE DE CABLES

La Région Ile-de-France,
dont le siège est situé 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
dûment habilitée par la délibération de la Commission permanente n° 20- 104 du 19 mars 2020,
ci-après dénommée la Région

D'une part,

et

L'Etablissement Public Campus Condorcet,
20 Avenue Georges Sand, 93210 Saint-Denis La Plaine
Représenté par son Président, M. Jean François BALAUDE, autorisé aux présentes par délibération de son conseil d'administration en date du
Ci-après dénommé " le bénéficiaire "

D'autre part,

Il est impérativement rappelé ce qui suit par un préambule qui fait partie intégrante de la présente transaction :

Par convention de maîtrise d'ouvrage conclue entre l'Etat et la Région Ile de France, signée le 11 octobre 2013, la Région Ile de France s'est engagée à réaliser la construction du bâtiment de recherche de l'EHESS sur le campus Condorcet à Aubervilliers.

Par marché attribué le 29 novembre 2013, la Région a désigné ICADE PROMOTION comme son mandataire pour mener à bien cette opération de construction.

La construction du bâtiment de recherche de l'EHESS est une opération inscrite au CPER 2015-2020 pour un budget de 39,8 M€ financé à 100 % par la Région Ile-de-France.

Cette opération s'insère à l'intérieur d'un périmètre plus vaste, le Campus Condorcet, constitué de 11 bâtiments, aménagements extérieurs et réseaux dont l'ensemble, excepté les 2 bâtiments réalisés par la Région Ile de France, a été livré en juillet 2019. Pour la réalisation du Campus Condorcet, excepté pour les 2 bâtiments réalisés par la Région Ile de France, l'Etablissement Public Campus Condorcet a décidé de recourir à un Partenariat Public Privé avec le groupement Sérendicité-ADIM Concept qui a obtenu l'agrément du préfet de Région par arrêté du n°2016-75-0022 15 mars 2016.

Le bâtiment de recherche de l'EHESS est en cours de construction depuis le 25/02/2019.

Pour sa mise en service prévue pour 2020, le bâtiment de recherche de l'EHESS doit être relié aux deux cœurs de réseau du Campus, situés à l'extérieur de son emprise chantier, par différents câbles courants faibles

Ces câbles sont initialement prévus pour être mis en place par l'entreprise en charge du chantier du bâtiment de l'EHESS, à l'intérieur des fourreaux réalisés par le groupement Sérendicité-ADIM Concept dans le cadre du Partenariat Public Privé. Cependant, il s'avère que les fourreaux présentent un taux d'occupation au-delà de la règle d'usage, ce point ayant fait l'objet d'un constat d'huissier le 18 septembre 2019. Le cahier des charges élaboré sur ce sujet lors des réunions de coordination entre les différentes maîtrises d'ouvrage prescrivait pourtant la

réservation de cheminements libres pour le passage des câbles du bâtiment de l'EHESS (annexe 8 de la note d'interface).

Ce manquement du groupement Sérendicité, titulaire du PPP, a fait l'objet d'une réserve émise par l'Etablissement Public Campus Condorcet lors de la mise à disposition des ouvrages.

L'encombrement des cheminements fait courir un risque de détérioration des réseaux déjà en place et propriétés du groupement Sérendicité lors des opérations de raccordement du bâtiment EHESS.

Aussi, il est proposé que l'Etablissement Public Campus Condorcet prenne en charge ces travaux, en contrepartie d'une indemnisation à hauteur du coût d'intervention de l'entreprise qui aurait dû réaliser le tirage des câbles pour le bâtiment EHESS.

Les parties ont convenu de se rapprocher, sachant que le coût d'intervention prévu initialement s'élève à 8 301,68 € HT soit 9 962,02 € TTC.

PAR CONSEQUENT, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er - Concessions de la Région Île-de-France

La Région accepte d'indemniser l'Etablissement Public Campus Condorcet et de lui verser la somme de 8301,68 € HT soit 9 962,02 € TTC. (TVA 20%), pour la réalisation des travaux de tirage de câbles du bâtiment EHESS vers les cœurs de réseaux du Campus Condorcet. L'indemnisation, ainsi convenue d'un commun accord, est globale et définitive.

Article 2. Obligations de l'établissement bénéficiaire

L'intervention devra être réalisée selon les dispositions suivantes :

- Fourniture d'un PPSPS à valider par le CSPS du chantier du bâtiment EHESS.
- Confirmation des dates de tirage de câbles sur l'emprise chantier du bâtiment EHESS
- Fourniture des fiches de test de continuité des câbles.
- Etat des lieux contradictoire à la fin de la campagne de tirage.
- Réception des travaux par l'entreprise titulaire du lot CFO-CFA du bâtiment EHESS
- Fourniture de plans de récolement des câbles tirés.
- Restitution des linéaires de câbles non utilisés
- Engagement d'avertir la Région Île de France de tous travaux futurs sur les réseaux qui impacteraient ceux du bâtiment EHESS avant réception du bâtiment.

L'établissement bénéficiaire a également pour obligation de :

- Fournir les factures justifiant de la dépense,
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans, à compter de l'achèvement de l'opération, pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les services concernés du Pôle TRESOR sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 3 - Renonciation à tous droits, actions et prétentions relatifs à l'indemnisation, objet du présent protocole

En contrepartie de l'exécution de la présente transaction, l'Etablissement Public Campus Condorcet se reconnaît pleinement rempli de ses droits, se désiste de toutes instances qui pourraient être en cours et renonce à tout recours quel qu'en soit la nature, à l'encontre de la Région ou de son mandataire, concernant les prestations visées par le présent protocole.

Article 4 – Modalités d'application

L'indemnisation est versée en une seule fois au bénéficiaire, par ICADE PROMOTION, agissant au nom et pour le compte de la Région Île de France, comme suit :

Le paiement s'effectuera par virement au compte bancaire au bénéfice de l'Etablissement Public Campus Condorcet, dans les meilleurs délais, dès la délibération de la commission permanente du Conseil Régional d'Ile de France en autorisant la signature par sa Présidente.

Article 5. Restitution éventuelle

Le reversement total de l'indemnisation sera exigé en cas de non-respect de ses obligations par l'établissement bénéficiaire, d'utilisation des fonds non conforme à leur objet ou en cas d'absence de production du compte-rendu financier.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation du présent protocole dans les conditions prévues à l'article 7 - Résiliation du protocole.

Article 6. Durée du protocole

Le présent protocole prend effet à compter de la date de délibération et s'achève à la validation par la Région de l'arrêté définitif des comptes produit par l'Etablissement Public Campus Condorcet.

Article 7. Résiliation du protocole

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'indemnisation. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à un remboursement de la part non utilisée de la participation régionale.

La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité sous réserve de l'application de l'article 5 Restitution éventuelle.

Fait à Saint Ouen, en 2 exemplaires originaux,

Le ……

Pour l'Etablissement Public Campus Condorcet

Pour la Région Ile-de-France

Jean François BALAUDE
Président de l'Etablissement
Public Campus Condorcet

Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil régional

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-102

DU 4 MARS 2020

PROJET "PARIS REGION FELLOWSHIP PROGRAMME", SOUTIEN AUX DOMAINES D'INTÉRÊT MAJEUR (DIM) ET FONCTIONNEMENT DE LA M.I.S.S. EN 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°1290/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 définissant les règles de participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020) et les règles de diffusion des résultats ;

VU le règlement (UE) n°1291/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation 'Horizon 2020' (2014-2020) modifié par le règlement (UE) n° 2015/1017 du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2015 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 « Enseignement supérieur recherche » ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n CR 31-07 du 14 février 2007 relative à l'approbation du CPER 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération n°CP 15-504 du 8 octobre 2015 relative à la convention d'objectifs et de moyens de la Maison d'Initiation et de Sensibilisation aux Sciences ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 prorogeant le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 34-16 du 17 mars 2016 relative à la mise en place du nouveau Conseil Scientifique Régional (CSR) ;

VU la délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU la délibération n° CP 2017-071 du 8 mars 2017 relative au soutien aux nouveaux domaines d'intérêt majeur 2017-2020 et aux subventions d'amorçage 2017 ;

VU la délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CP 2017-266 du 5 juillet 2017 relative au soutien aux 9 DIM et aux 4 DIM émergents ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU la délibération n° CP 2018-143 du 16 mars 2018 relative au contrat de partenariat passé avec la Maison d'Initiation et de Sensibilisation aux Sciences ;

VU la délibération n° CP 2018-574 du 21 novembre 2018 relative notamment à la labellisation des Domaines d'Intérêt Majeur ;

VU la délibération n° CP2019-136 du 19 mars 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du soutien aux programmes 2019 des domaines d'intérêt majeur ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-102 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Signature d'une convention de subvention pour le projet « Paris Region fellowship Programme »

Autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à signer avec l'Agence exécutive pour la recherche (AER) de la Commission européenne une convention de subvention conformément à la convention type du programme – cadre « Horizon 2020 », afin de recevoir un co-financement européen de 3 825 120 € pour le projet « Paris Region fellowship Programme ».

Article 2 : Soutien aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des DIM

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux Domaines d'Intérêt Majeur, au financement du programme 2020 des treize DIM par l'attribution des subventions conformément à l'annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chacun des bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération CP 2017 - 266 du 5 juillet 2017 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **9 730 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt

majeur (DIM) » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **12 450 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)», Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur » du budget 2020.

Les annexes techniques et les axes scientifiques de recherche sont disponibles en annexe 2 à la présente délibération.

Article 3 : Soutien à la Maison d'Initiation et de Sensibilisation aux Sciences

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à la culture scientifique et citoyenne au financement du projet détaillé dans la fiche-projet en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Université Paris-Saclay d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 euros, conformément au Contrat de partenariat signé le 28 mai 2018.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 euros disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-007 (192007) « Soutien au dialogue Sciences-Société », Action 19200701« Diffusion de la culture scientifique et technique » du budget 2020.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de l'avenant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

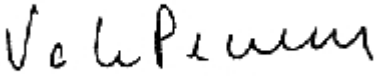
Article 4 : Démarrages anticipés

Autorise en raison du caractère pluriannuel des programmes DIM et du soutien à la M.I.S.S., la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions en fonctionnement, objet des articles 2 et 3, à compter du 1 janvier 2020 par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 5 : Avenant à la convention n° 19002442 du DIM Longévité et Vieillissement

Approuve l'avenant à la convention n°19002442 adoptée par délibération CP 2019- 136 du 19 mars 2019 et la fiche projet joints en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020

05/03/2020 11:26:42

(référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172398-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Répartition des subventions par DIM

Répartition des subventions régionales 2020

DIM	fonctionnement (en €)	Investissement (en €)	Total (en €)
Mathématiques (**Math'innov**)	1 250 000	-	1 250 000
Matériaux anciens et patrimoniaux (**MAP**)	800 000	1 000 000	1 800 000
Science et ingénierie pour les technologies quantiques (**SIRTEQ**)	800 000	1 900 000	2 700 000
Astrophysique et les conditions d'apparition de la vie (**ACAV+**)	800 000	1 500 000	2 300 000
Islam en Ile de France : histoire, culture et société (**PhasIF/Islam en IdF**)	480 000	100 000	580 000
Sciences des solides poreux (**Respore**)	800 000	1 000 000	1 800 000
Thérapie génique	800 000	1 400 000	2 200 000
Santé humaine et santé animale (**1Health**)	800 000	1 700 000	2 500 000
Technologies innovantes pour les Sciences de la Vie (**ELICIT**)	800 000	1 200 000	2 000 000
Sciences du texte et connaissances nouvelles (**STCN**)	600 000	500 000	1 100 000
Qualité de l'air : impacts sanitaires et innovations technologiques et politiques (**QI2**)	600 000	1 250 000	1 850 000
Longévité et vieillissement	600 000	800 000	1 400 000
Sciences Informatiques (**RFSI**)	600 000	100 000	700 000
Totaux (en €)	**9 730 000**	**12 450 000**	**22 180 000**

Annexes scientifiques et techniques

ANNEXE TECHNIQUE DIM ACAV+
Astrophysique et Conditions d'Apparition de la Vie+

Budget prévisionnel	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**800 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 500 000**
TOTAL	**2 300 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM ACAV+
Cosmologie et évolution de l'Univers
Phénomènes ultra--énergétiques dans l'Univers
Astrophysique des ondes gravitationnelles et des particules
Formation et évolution stellaire
Exoplanètes et formation des systèmes planétaires
Exploration du système solaire
Météorologie de l'espace, risques spatiaux
Cosmochimie
Milieu interstellaire
Conditions d'apparition de la vie

ANNEXE TECHNIQUE
DIM 1Health

Budget prévisionnel	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**800 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 700 000**
TOTAL	**2 500 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM 1 Health
Surveillance : anticiper les émergences
Prévenir et traiter les maladies infectieuses
Perceptions sociales de la prévention et de l'innovation en matière de maladies infectieuses

ANNEXE TECHNIQUE
DIM ELICIT

Budget prévisionnel	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**800 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 200 000**
TOTAL	**2 000 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM ELICIT
Microfluidique (lab-on-a-chip, impression 3D,....)
Biophotonique et ondes (microscopie optique, spectroscopie…)
Analyse d'images et de données biologiques massives (Big Data)
Biologie digitale, étude de la cellule et de molécule uniques (applications : immunologie, biologie du développement, cancer, etc…)
Organes sur puces (applications : modèles de maladie, toxicologie, criblage…)
Technologie pour la biologie in vivo (applications : neurosciences, biologie cellulaire, infectiologie, pharmacocinétique…)
Technologies biologiques bas coût et performantes, pour une dissémination dans des contextes économiquement défavorisés

ANNEXE TECHNIQUE TYPE DIM
DIM Thérapie Génique

Budget prévisionnel	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**800 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 400 000**
TOTAL	**2 200 000**

Axes Scientifiques de recherche

DIM Thérapie génique
Optimisation transduction vecteurs lent virales en vue de leur application dans la drépanocytose et HIV
Construction d'une plateforme AAV a Imagine
Plateforme d'imagerie du petit animal
Drépanocytose
Maladies métaboliques et mitochondriale
Audition et yeux

ANNEXE TECHNIQUE
DIM Islam

Budget prévisionnel		**Montant prévisionnel (en €)**
Projets de recherche en fonctionnement ; autres actions : animation et coordination du réseau, manifestation scientifiques, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	Volet « PhASIF » :	**280 000**
	Volet « Les Islamismes en Ile-de-France » :	**200 000**
Projets d'équipements en investissement		**100 000**
TOTAL		**580 000**

Axes scientifiques

DIM Islam
Description de la totalité des manuscrits philosophiques de langues arabe et syriaque de la BnF
Description de la totalité des manuscrits philosophiques de langues arabe et syriaque de la BULAC
Description de la totalité des manuscrits philosophiques de langues arabe et syriaque des autres bibliothèques de France
Description de manuscrits dans d'autres pays
Cerner les conditions socio-politiques de constitution et de maintien des institutions où le patrimoine arabe est actuellement conservé

ANNEXE TECHNIQUE
DIM Longévité et vieillissement

Budget prévisionnel	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**600 000**
Projets d'équipements en investissement	**800 000**
TOTAL	**1 400 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM Longévité et vieillissement
Recherche Clinique
Recherche sur les questions émergeantes du terrain
Recherche sur la prévention et les intentions psychosociales
Recherche dans le domaine des gérontechnologies
Recherche sur le vieillissement au service de l'emploi et des politiques publiques

ANNEXE TECHNIQUE TYPE DIM

DIM Matériaux Anciens et Patrimoniaux

Budget prévisionnel	**Montant prévisionnel (en €)**
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**800 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 000 000**
TOTAL	**1 800 000**

Axes scientifiques

MAP
Axe Objets : provenance, chaînes opératoires, pratiques
Axe Fossiles et témoins de vie ancienne
Axe Paléo-environnements et taphonomie
Axe Matériaux d'artistes et matérialité des œuvres
Axe Altération et conservation
Axe Analyses en toute sécurité
Axe Signal, calcul et statistiques
Axe Usages, archives et réflexivité

ANNEXE TECHNIQUE
DIM Math'Innov

Budget prévisionnel	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**1 250 000**
TOTAL	**1 250 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM Math'Innov
Energie
Banque, finance et assurance
Industrie
Santé
Réseaux, information, transport et télécommunications
Développement des villes

ANNEXE TECHNIQUE
DIM QI²

Budget prévisionnel	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**600 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 250 000**
TOTAL	**1 850 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM QI²
Qualité de l'air : science et applications
Impacts sanitaires
Politiques publiques et innovations technologiques

ANNEXE TECHNIQUE
DIM RESPORE

Budget prévisionnel	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**800 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 000 000**
TOTAL	**1 800 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM RESPORE
Energies renouvelables
Sciences environnementales et sécurité
Santé, bien-être, biotechnologies et industrie
Caractérisation en temps réel et multi-techniques
Modélisation à toutes les échelles

ANNEXE TECHNIQUE
DIM Réseau Francilien en Sciences Informatiques- RFSI

Budget prévisionnel	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**600 000**
Projets d'équipements en investissement	**100 000**
TOTAL	**700 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM RFSI
Sécurité, fiabilité et sûreté
Données massives
Objets communicants
Changements climatiques
Gestion de l'énergie
Sécurité des infrastructures
Santé connectée et bioinformatique
Transports autonomes et systèmes urbains
Protection de la vie privée

ANNEXE TECHNIQUE
DIM SIRTEQ

Budget prévisionnel	Montant prévisionnel (en €)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**800 000**
Projets d'équipements en investissement	**1 900 000**
TOTAL	**2 700 000**

Axes scientifiques de recherche

DIM SIRTEQ
Capteurs quantiques et métrologie
Simulateurs quantiques
Communications quantiques
Calcul et informatique quantiques
Ressources scientifiques et technologiques

ANNEXE TECHNIQUE

DIM Sciences du texte et connaissances nouvelles

Budget prévisionnel	**Montant prévisionnel (en €)**
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transferts et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau…	**600 000**
Projets d'équipements en investissement	**500 000**
TOTAL	**1 100 000**

DIM STCN
Conjuguer les ressources de la linguistique, de l'informatique, de la philologie et de l'histoire littéraire pour tenter d'identifier les articles que Barbey d'Aurevilly n'a pas signés de son nom
Fabriquer, dans le champ des humanités numériques, un outil transférable à d'autres corpus et capable de formuler des hypothèses d'attribution d'auteur, quels que soient le type de support, l'époque et le champ de la connaissance concernés
Constituer en Île de-France un réseau de laboratoires de recherche spécialisé dans ces questions d'attribution d'auteur, qui lui donne une visibilité et une attractivité internationale, en s'appuyant sur le potentiel scientifique de ses diverses composantes

Avenant au contrat de partenariat

Avenant n°1 au Contrat de partenariat

approuvé par la délibération CP 2018-143 du 16 mars 2018

Entre

La Région Île-De-France
2, rue Simone Veil
93 400 Saint Ouen-sur-Seine
Dûment représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CP 2020-102 du 4 mars 2020

Et
L'Université Paris-Saclay
dont le statut juridique est : Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
dont le n° SIRET est : 130 026 024 00013
dont le siège social est situé au
Représenté en la personne de Françoise MOULIN CIVIL, administratrice provisoire, dûment habilitée.
Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Après avoir rappelé :

Le Contrat de Partenariat, approuvé par la délibération CP 2018-143 du 16 mars 2018, a été signé le 28 mai 2018 par les 4 parties suivantes :

- Le Conseil Régional d'Île-de-France, dont le siège est situé dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération CP 2018-143 du 16 mars 2018

- La COMUE « Université Paris-Saclay », Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège social est situé Parc Technologique, Immeuble Discovery, route de l'Orme aux merisiers – RD 128 à Saint Aubin (91190), immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro R.C.S 130 020 746, représentée par Monsieur Gilles BLOCH, Président de l'Université,

- L'Université Paris Sud, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est au 15 rue Georges Clemenceau, 91400 Orsay, représentée par Madame la Professeure Sylvie RETAILLEAU, agissant en qualité de Présidente,

- Le Centre National de la Recherche Scientifique, Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique, 3 rue Michel-Ange, 75016 Paris, représenté par Monsieur Antoine PETIT en sa qualité de Président – Directeur général, qui, pour la présente convention, a délégué sa signature à Madame Marie-Hélène PAPILLON, Déléguée régionale de la circonscription Île-de-France Sud,

Considérant le décret au Journal Officiel n° 2019-1131 du 5 novembre 2019 portant création de l'Université Paris-Saclay et approbation de ses statuts,

Considérant en particulier son article 1, lequel transfère à l'Université Paris-Saclay « les biens, droits et obligations [...] de l'Université Paris-XI et de la communauté d'universités et établissements 'Université Paris-Saclay' »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : DISPARITION DE LA COMUE « UNIVERSITE PARIS-SACLAY » ET DE L'UNIVERSITE PARIS-SUD AU PROFIT DE L'UNIVERSITE PARIS-SACLAY

Les entités COMUE « Université Paris-Saclay » et Université Paris-Sud sont remplacées, dans le Contrat de Partenariat, approuvé par la délibération CP 2018-143 du 16 mars 2018, par l'Université Paris-Saclay,
dont le statut juridique est : Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
dont le n° SIRET est : 130 026 024 00013
dont le siège social est situé au :
IMMEUBLE TECHNOLOGIQUE ENTREE B
ROUTE DE L'ORME AUX MERISIERS
91 190 SAINT-AUBIN
Représenté en la personne de Françoise MOULIN CIVIL, administratrice provisoire, dûment habilitée.

ARTICLE 2 : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Sur la base du montant de la subvention annoncée pour 2020, la fiche projet jointe à l'avenant attribue la subvention à l'Université Paris-Saclay.

ARTICLE 3 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Le transfert prend effet à compter de la date de signature de cet avenant.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires, le

Le représentant légal
De l'Université Paris-Saclay,

La présidente du Conseil
régional d'Ile-de-France

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-102

DOSSIER N° 20002629 - M.I.S.S. - Maison d'Initiation et de Sensibilisation aux Sciences - subvention de fonctionnement 2020 (3ème et dernière tranche)

Dispositif : Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement (n° 00000172)
Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 939-92-65738-192007-1800
Action : 19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	128 860,00 € TTC	38,80 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNIVERSITE PARIS-SACLAY
Adresse administrative	:	IMMEUBLE TECHNOLOGIQUE ENTREE B 91190 SAINT-AUBIN
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Madame FRANCOISE MOULIN CIVIL, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La M.I.S.S. accueille des élèves dans ses murs depuis décembre 2017. Cette 3ème subvention a vocation à couvrir les frais liés à l'année civile 2020.

Description :
Les activités de la Maison d'Initiation et de Sensibilisation aux Sciences (M.I.S.S.) ont démarré dans une version hors-les-murs en septembre 2015, et se poursuivent désormais, depuis décembre 2017, dans le bâtiment rénové sur financement régional (3,7 millions d'euros attribués dans le cadre du CPER 2007-2013).

Offrant un parcours pédagogique et scénographique unique en France, la M.I.S.S. accueille tout au long de l'année des élèves de 8 à 15 ans à la découverte des sciences. A travers des expérimentations ludiques, conçues par des chercheurs et des enseignants-chercheurs de l'Université Paris-Saclay et animées par des doctorants, les classes sont invitées à découvrir la recherche en laboratoire autour d'ateliers thématiques spécifiquement conçus pour les publics jeunes :

- Molécules à cuisiner
- Energie : production d'électricité
- Vie dans le sol, A la découverte des insectes
- Bulles et mousses
- Programmation et instrumentation
- Histoire des nombres et des calculs mathématiques
- Science des Bateaux
- Archéologie préhistorique
- Mathématiques et botanique
- Communication animale
- Musique et science

et depuis 2019 :

- Astronomie
- Sciences Sociales ("comprendre et interpréter les sondages", pour les 14 ans et plus).

Alors qu'en 2018, 142 classes, soit environ 3640 élèves avaient été accueillis à la M.I.S.S., ce sont **163 classes** qui **ont été accueillies en 2019, soit près de 4 000 élèves**. Dans leur très grande majorité, ces classes sont issues de l'Essonne (65 % des classes accueillies en 2018-2019) puis des Yvelines (17%) et des Hauts-de-Seine (12%). Seules 2 classes de Paris ont fait le déplacement, de même que le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne, très peu représentés. A noter qu'environ 10 % des classes accueillies sont issues d'écoles ou d'établissements situés dans des territoires REP ou REP+ (Athis-Mons, Les Ulis, Chatenay-Malabry ou Grigny).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Comme indiqué dans le Contrat de Partenariat du 28 mai 2018, la Région apporte, au titre de sa politique en faveur de la promotion de la culture scientifique et citoyenne, une subvention triennale pour accompagner la montée en puissance de la M.I.S.S. : 60 000 € ont été attribués en 2018, 55 000 € en 2019 et 50 000 € sont proposés pour 2020.

Pour l'année 2020, la présente fiche-projet précise les dépenses de fonctionnement éligibles à la subvention régionale. Le budget global prévisionnel 2020 de la M.I.S.S. s'élève à 294 860 euros, dont 166 000 euros de frais de personnel mis à disposition. La subvention régionale est donc calculée sur une base des dépenses éligibles de 128 860 euros.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (mise à disposition) - non éligible	166 000,00	56,30
Frais de personnel (hors mise à disposition)	54 860,00	18,61
Fonctionnement du bâtiment	50 000,00	16,96
Petit matériel et consommables	13 000,00	4,41
Prestations de service et communication	11 000,00	3,73
Total	294 860,00	100,00

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Île-de-France	50 000,00	16,96
Université Paris-Saclay	156 860,00	53,20
CNRS	86 000,00	29,17
Autres produits	2 000,00	0,68
Total	294 860,00	100,00

Avenant à la convention DIM L&V

AVENANT N° 1

À LA CONVENTION N°19002442

relative au programme 2019 du DIM Longévité et Vieillissement

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu des délibérations n° CP 2017-266 du 5 juillet 2017 et CP 2020-102 du 4 mars 2020,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

GEROND'IF

N° SIRET : 822452181 - 00016

dont le siège social est situé au : 3 avenue Victoria, 75004 Paris

ayant pour représentant, Monsieur Olivier HANON, Président,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Après avoir rappelé que :

Après avoir rappelé que:

- par délibération CP 2019-136 du 19 mars 2019 la Région a attribué, au titre du dispositif Soutien aux domaines d'intérêt majeur, une subvention de fonctionnement de 600 000€ à l'association Gérond'If,
- l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016,

Afin de rectifier une erreur matérielle relative au régime du bénéficiaire par rapport à la TVA,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'annexe technique à la convention n°19002442 est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant.

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

L'avenant à la convention prend effet à compter de sa signature.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires, le

Le représentant légal
du bénéficiaire,

La présidente du Conseil
régional d'Ile-de-France

ANNEXE TECHNIQUE DIM Longévité et Vieillissement

Budget prévisionnel

Budget de fonctionnement	Montant prévisionnel (en €, TTC)
Projets de recherche en fonctionnement Autres actions : animation et coordination du réseau, animation scientifique, actions de valorisation, de transfert et de diffusion, gestion administrative et financière du réseau*…	
TOTAL	600 000

*Les frais de gestion ne peuvent pas dépasser 15% de la subvention régionale attribuée en fonctionnement

Budget d'investissement	Montant prévisionnel (en €)
Projets d'équipements en investissement	
TOTAL	600 000

Axes scientifiques de recherche

DIM Longévité et vieillissement
Recherche Clinique
Recherche sur les questions émergeantes du terrain
Recherche sur la prévention et les intentions psychosociales
Recherche dans le domaine des gérontechnologies
Recherche sur le vieillissement au service de l'emploi et des politiques publiques

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-101

DU 4 MARS 2020

POLITIQUE ÉNERGIE-CLIMAT - MISE EN ŒUVRE DU PLAN "CHANGEONS D'AIR" : 2ÈME AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides minimis ;

VU le plan d'investissement européen dit Plan Juncker adopté le 24 juin 2015 par le parlement européen ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'énergie ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives dite Loi Warsmann ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR ;

VU la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

VU le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie ;

VU la délibération n° CP 12-891 du 21 novembre 2012 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale cinquième affectation 2012 ;

VU la délibération n° CR 98-12 du 22 novembre 2012 relative à l'approbation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) ;

VU la délibération n° CR 16-14 du 13 février 2014 relative à la stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, l'approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Vallée de la Seine et à l'approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Plan de Seine ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 approuvant le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 18-223 du 30 mai 2018 relative à l'approbation de nouvelles conventions types pour des opérations en Délégation de Service Public dans le secteur de l'énergie ;

VU la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018 approuvant le nouveau règlement d'intervention relatif à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergie climat et l'approbation des conventions-types ;

VU la délibération n° CP 2019-177 du 22 mai 2019 relative à la 3ème affection 2019 – Mise en œuvre du plan « Changeons d'air » ;

VU la délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 relative à la 4ème affectation 2019 – Règlement d'intervention SLTE – Solde AIRPARIF pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-384 du 20 novembre 2019 relative à la politique énergie-climat : 6ème affectation 2019 – Mise en œuvre du plan « changeons d'air » ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 relative à la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour l'année 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-100 du 31 janvier 2020 portant approbation du budget participatif écologique ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU le rapport n°CP 2020-101 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, de participer au financement des **7** opérations, détaillées dans les fiches-projet correspondantes figurant en annexe n° 1 à la délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **4 739 700 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 4 739 700 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Article 2 :

Décide**, au titre de la Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France,** de participer au financement de 3 études de faisabilité, détaillées dans les fiches-projet correspondantes figurant en annexe n°1 à la délibération, pour un montant prévisionnel maximum **24 024,20 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 24 024,20 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Article 3 :

Décide **au titre du dispositif d'aide à l'acquisition de véhicules propres par les petites entreprises franciliennes**, d'affecter un montant prévisionnel maximum de **5 000 000 €** à l'Agence de Services et de Paiement.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 5 000 000 €, disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-003 (194003) « aide au renouvellement de véhicules utilitaires des artisans et des TPE », action 19400301 « aide au renouvellement de véhicules utilitaires des artisans et des TPE », du budget 2020.

***Article 4* :**

Décide de l'abondement du Fonds de Garantie de la Géothermie par une dotation à hauteur de **2 000 000 €** à cette commission permanente, afin de couvrir les risques de sinistralité des forages géothermaux et ainsi lever un frein à la montée en puissance des projets de chaleur renouvelable.

Subordonne le versement de cette dotation à la signature de la convention de gestion du Fonds de Garantie de la Géothermie avec la Société Auxiliaire de Financement de l'Environnement (SAFE), figurant en annexe n°2 à la délibération, pour la période 2020-2026, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 2 000 000 € disponible sur le chapitre 907 «Environnement», code fonctionnel 75 «Politique de l'énergie», programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique», sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Article 5 :

Décide de verser la cotisation annuelle de **7 000 €** au Comité 21 au titre de l'année 2017.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 7 000 €, disponible sur le chapitre 937, code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100803 « Soutien aux associations œuvrant pour l'environnement », du budget 2020.

Article 6 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **663 400 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Politique énergie-climat », action 17500101« Politique énergie-climat », du budget 2020.

- la réaffectation d'une subvention de **366 400 €** au SIPPEREC, précédemment votée par délibération n° CP12-891 du 21 novembre 2012 susvisée, pour la réalisation d'un doublet géothermique au dogger pour le réseau de chaleur d'Arcueil Gentilly,

- la réaffectation du solde de la subvention d'un montant de **297 000 €** au SIPPEREC précédemment votée par délibération n° CP12-891 du 21 novembre 2012 susvisée, pour la création du réseau de chaleur d'Arcueil Gentilly.

Les fiches-projet correspondantes figurent en annexe n° 3 à la délibération.

Article 7 :

Décide de transférer aux Fermes Solaires du Mont Valérien les subventions attribuées antérieurement à l'Association de préfiguration THERMIE pour la réalisation d'études de faisabilité d'installation de centrales solaires photovoltaïques votées par délibérations :

n° CP 2019-177 du 22 mai 2019 susvisée :
dossier EX044805 : Ecole des Cottages, Suresnes (92)
dossier EX044804 : Gymnase Cottages, Suresnes
n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 susvisée :
dossier EX045175 : Conservatoire de musique, Rueil Malmaison (92)).

Les fiches-projet correspondantes figurent en annexe n° 4 à la délibération.

Article 8 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 9 :

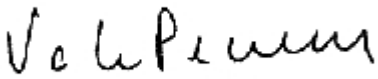
Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 400 000 € prélevés sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100806 « budget participatif », du budget 2020.

Article 10 :

Approuve la convention-type en annexe n°5 à la délibération.

Abroge en conséquence la convention-type approuvée par délibération n° CP 2020-100 du 31 janvier susvisée.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171876-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : FICHES-PROJET

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101

DOSSIER N° 20000166 - ETUDE DE FAISABILITE POUR UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE - VGB BIOGAZ - AUFFERVILLE (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	25 000,00 € HT	50,00 %	12 500,00 €
	Montant total de la subvention		12 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS VGB BIOGAZ
Adresse administrative	:	LA MARINIERE BUSSEAU 77570 AUFFERVILLE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Nicolas GUINET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 novembre 2019 - 8 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'étude de faisabilité doit être achevée prochainement, afin que le porteur de projet puisse candidater à la session d'appel à projets 'méthanisation' conjoint ADEME/Région qui va être lancée dans les prochaines semaines. De ce fait, le démarrage doit être anticipé compte-tenu des délais de réalisation.

Description :
Etudes de faisabilité en vue de la construction d'une unité de méthanisation sur les exploitations agricoles, alimentée par une ressource de produits agricoles issus des exploitations des porteurs de projet.
Les prestations se décomposent en :
- étude de gisement,
- dimensionnement,
- valorisation énergétique et du digestat,
- chiffrage de l'investissement et évaluation des coûts de fonctionnement

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Accompagnement des études de faisabilité d'unités de méthanisation : 50 % maximum du montant HT pour une subvention maximale de 250 000 €

Localisation géographique :
- AUFFERVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 500,00	50,00%
Fonds propres	12 500,00	50,00%
Total	25 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101

DOSSIER N° 20002688 - ETUDE DE FAISABILITE POUR UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE A CHATRES (77) - EARL LORIBEAU

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	10 580,40 € HT	50,00 %	5 290,20 €
	Montant total de la subvention		5 290,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EARL DU GRAND LORIBEAU
Adresse administrative	:	FERME DU GRAND LAURIBEAU 77610 CHATRES
Statut Juridique	:	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur François SAUSSIER

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 décembre 2019 - 1 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'étude doit être finalisée prochainement, de façon à ce que le porteur de projet puisse candidater à la prochaine session de l'AAP « méthanisation » conjoint Région / ADEME. De ce fait, le démarrage doit être anticipé compte-tenu des délais de réalisation.

Description :
Il s'agit d'une étude technico-économique de raccordement au réseau gazier en vue de la construction d'une unité de méthanisation sur les exploitations agricoles, alimentée par une ressource de produits agricoles issus des exploitations des porteurs de projet. L'étude est réalisée par le gestionnaire du réseau de gaz, conformément à la réglementation en la matière.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Accompagnement des études de faisabilité d'unités de méthanisation: 50% maximum du montant HT pour une subvention maximum de 250 000 €.

Localisation géographique :

- CHATRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de raccordement GRDF	10 580,40	100,00%
Total	10 580,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 290,20	50,00%
Fonds propres	5 290,20	50,00%
Total	10 580,40	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101

DOSSIER N° 20002695 - ETUDE DE FAISABILITE POUR UNE UNITE DE METHANISATION AGRICOLE A LARCHANT (77) - BIOGAZ DU PLATEAU

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	12 468,00 € HT	50,00 %	6 234,00 €
	Montant total de la subvention		6 234,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS BIOGAZ DU PLATEAU
Adresse administrative	:	12 RUE DES SABLONS 77760 LARCHANT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	PHILIPPE GIRARDOT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2019 - 15 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'étude doit être démarrée prochainement, de façon à ce que le porteur de projet puisse avancer dans son projet candidat à l'AAP « méthanisation » conjoint Région / ADEME en cours. De ce fait, le démarrage doit être anticipé.

Description :
Il s'agit d'une assistance et de conseils pour permettre aux trois associés d'effectuer les choix techniques et d'ingénieries pour optimiser la construction d'un méthaniseur agricole, candidat à l'appel à projet "méthanisation" en cours d'instruction.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Accompagnement des études de faisabilité d'unités de méthanisation: 50% maximum du montant HT pour une subvention maximum de 250 000 €.

Localisation géographique :

- LARCHANT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations d'accompagnement technique	12 468,00	100,00%
Total	12 468,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 234,00	50,00%
Fonds propres	6 234,00	50,00%
Total	12 468,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101

DOSSIER N° 20002033 - ETUDE TECHNICO-ECONOMIQUE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE UNITE DE CONVERSION DE COMBUSTIBLES SOLIDES DE RECUPERATION

Dispositif : Aides aux études (n° 00001147)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20421-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux études	31 400,00 € HT	50,00 %	15 700,00 €
	Montant total de la subvention		15 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEMARDEL
Adresse administrative : ECOSITE DE VERT LE GRAND
91810 VERT-LE-GRAND
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Guillaume LEROUX

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé en juillet 2019 pour une demande d'aide à une étude. Les services de la Région ont souhaité avoir un panorama complet de la filière pyrogazéification avant l'instruction du dossier.

Description :
La SEMARDEL dispose sur son site de Vert le Grand, d'une unité de transformation des Déchets d'Activités Economiques (DAE) en Combustibles Solides de Récupération (CSR). Elle souhaite procéder à une étude de faisabilité technico-économique pour la mise en oeuvre d'une unité de valorisation énergétique de ses CSR.
Il s'agit d'étudier la possibilité de production d'hydrogène pour de la mobilité urbaine et/ou la production de biométhane en vue d'une injection dans le réseau gaz.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
CP 2020-056 : aide aux études plafonnée à 50 % du montant de l'étude et à 50 000 €.

Localisation géographique :

- VERT-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude technico-économique	31 400,00	100,00%
Total	31 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 700,00	50,00%
Autres aides (GRDF)	7 753,00	24,69%
Fonds propres	7 947,00	25,31%
Total	31 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux études environnementales

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101

DOSSIER N° 20002927 - CA PARIS VALLEE MARNE GEOMARNE DOUBLET GEOTHERMIQUE AAP 2020

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	19 000 000,00 € HT	10,53 %	2 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PARIS VALLEE DE LA MARNE
Adresse administrative	:	5 COURS DE L'ARCHE GUEDON 77200 TORCY
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur Paul MIGUEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 décembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé en septembre 2019 pour un démarrage du forage du puit géothermique en décembre 2019. L'appel à projets 'Chaleur Renouvelable - 2020' coporté avec l'ADEME avait pour date limite le 5 novembre 2019 pour le dépôt des dossiers. La demande a été déposée en amont. Ceci est conforme aux règles de fonctionnement de l'appel à projets et les conditions d'instruction font que le passage en commission permanente se fait en 2020.

Description :
La société GEOMARNE S.A.S. (ENGIE - Délégation de Service Public - DSP), a pour vocation de réaliser, en Seine et Marne, un réseau de distribution la chaleur d'origine renouvelable.
L'implantation du projet dans le secteur Est de l'Île-de-France et son ampleur (97 GWh/an) ont naturellement conduit les études d'autonomie énergétique vers une solution géothermie profonde.
L'exploitation de cette ressource locale disponible au niveau Dogger francilien permettra d'assurer la fourniture de chauffage et d'eau chaude sanitaire pour un ensemble d'abonnés constitué de bailleurs sociaux, copropriétés, établissement communaux et bâtiments du secteur tertiaires.
La chaleur fournie par le réseau couvrira les besoins de 11 675 équivalent-logements, soit 1 million de m2 pour un taux de couverture ENR de 82% à terme.

Par une convention conclue le 18 avril 2019 la Communauté d'Agglomérations Paris Vallée de la Marne (CAPVM) a confié à la société GEOMARNE une mission globale ayant pour objet :
- Le financement, la conception et la réalisation d'un réseau de chaleur, de la centrale de production

géothermale dédiée et des postes de livraison ;
- L'exploitation technique de la centrale et du réseau de chaleur permettant la production, le transport et la distribution d'énergie calorifique ;
- La commercialisation de l'énergie auprès des abonnés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n°CP 2020-56 stipulant le règlement d'intervention de la stratégie énergie-climat de la Région Île-de-France:
- Aide régionale pour un doublet géothermique: 30% maximum des investissements, aide maximale de 3 000 000 €.
- Calcul de l'aide ADEME+Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :
- CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Forage géothermique	5 150 377,00	27,11%
Tubage des équipements	1 028 847,00	5,41%
MOE - prestation externe	1 223 807,00	6,44%
Bâtiment chaufferie	3 186 676,00	16,77%
Aménagement - VRD	254 250,00	1,34%
Installations annexes	2 113 000,00	11,12%
Travaux aménagement de plateforme	696 400,00	3,67%
Diagraphies	1 417 705,00	7,46%
Têtes de puits	735 273,00	3,87%
Surveillance géologique	81 918,00	0,43%
Assurance tous risques	1 037 349,00	5,46%
Equipements	2 074 398,00	10,92%
Total	19 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	2 000 000,00	10,53%
Subvention ADEME (estimée)	3 000 000,00	15,79%
Fonds propres et emprunts	14 000 000,00	73,68%
Total	19 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101

DOSSIER N° 20002929 - CA PARIS VALLEE MARNE GEOMARNE RESEAU CHALEUR AAP 2020

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	20 000 000,00 € HT	10,00 %	2 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS VALLEE DE LA MARNE
Adresse administrative : 5 COURS DE L'ARCHE GUEDON
77200 TORCY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Paul MIGUEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le réseau de chaleur créé par la société GEOMARNE (ENGIE - Délégation de Service Public DSP) fera à terme 19 kms et comptera 126 sous-stations. Il permettra de couvrir les besoins de 12.000 équivalent-logements.
Le taux de couverture des besoins en énegrie par la source géothermale sera de 90% en moyenne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n° CP 2020-56 stipulant le règlement d'intervention de la stratégie énergie-climat de la Région Île-de-France:
- Aide régionale pour un doublet géothermique: 30% maximum des investissements, aide maximale de 3 000 000 €.
- Calcul de l'aide ADEME+Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :

- CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, génie civil, tranchées	10 000 000,00	50,00%
Distribution hydraulique	4 400 000,00	22,00%
Sous-stations	3 400 000,00	17,00%
MOE	1 400 000,00	7,00%
Equipements	800 000,00	4,00%
Total	20 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	2 000 000,00	10,00%
Subvention ADEME (estimée)	3 000 000,00	15,00%
Fonds propres et emprunts	15 000 000,00	75,00%
Total	20 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101

DOSSIER N° 18013436 - SIPPEREC SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PERIPHERIE DE PARIS POUR L'ELECTRICITE ET LES RESEAUX DE COMMUNICATION - EXTENSION DU RESEAU DE CHALEUR BAGEOPS

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	5 899 674,00 € HT	12,27 %	724 000,00 €
	Montant total de la subvention		724 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SIPPEREC SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PERIPHERIE DE PARIS POUR L'ELECTRICITE ET LES RESEAUX DE COMMUNICATION
Adresse administrative	:	173 RUE DE BERCY 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant	:	Monsieur Jacques JP MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 mars 2018 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier coinstruit avec l'ADEME dans le cadre de l'appel à projets Chaleur renouvelable

Description :
Le projet consiste à développer le réseau de chaleur BAGEOPS en raccordant à ce dernier : 22 nouveaux abonnés (principalement des bâtiments faisant partie de la ZAC Victor Hugo). Ces derniers représentent une consommation totale de 19 241 MWh utiles par an, et nécessitent 4 140 mètres linéaires de canalisation (réseau eau chaude basse pression en pré-isolé) à tirer.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n°CP 2020-56 :
- Aide régionale pour une extension ou une création de réseau de chaleur : 30 % maximum des

investissements, aide maximale de 2 000 000 €.
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier.

Localisation géographique :

- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Extension du réseau de chaleur BAGEOPS	5 899 674,00	100,00%
Total	5 899 674,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	724 000,00	12,27%
fonds propres	5 175 674,00	87,73%
Total	5 899 674,00	100,00%

ANNEXE N° 2 : CONVENTION PARTICIPATION DE LA REGION ILE DE FRANCE AU FONDS DE GARANTIE DE LA GEOTHERMIE COUVRANT LES PROJETS FRANCILIENS SECONDE CONVENTION 2020-2026

PARTICIPATION DE LA REGION ILE-DE-FRANCE AU FONDS DE GARANTIE DE LA GEOTHERMIE COUVRANT LES PROJETS FRANCILIENS SECONDE CONVENTION 2020-2026

ENTRE,

La Région Île-de-France,
dont le siège est situé 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN SUR SEINE
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération **n° CP 2020-101 du 4 mars 2020**
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

ET,

La Société Auxiliaire de Financement de l'Environnement,
dont le siège social est situé 72 avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS,
agissant au nom et pour le compte du Fonds de garantie et en tant que gestionnaire de ce fonds,
représentée par son Président, Monsieur Alain CHILLIET, dûment habilité à cet effet par le Conseil d'Administration,
ci-après dénommée « la SAF-Environnement »,

d'autre part,

Vu la délibération n° CR 37-08 du conseil régional du 17 avril 2008, décidant la mise en œuvre d'un plan de relance de la géothermie sur la période 2008-2013 et autorisant son Président à signer la convention de participation financière de la Région Île-de-France au Fonds de garantie de la géothermie de l'ADEME,

Vu la délibération n° CR 46-12 du conseil régional du 22 novembre 2012 décidant la mise en œuvre de la politique énergie climat et décidant de prolonger le plan de relance de la géothermie profonde en Ile de France au-delà de 2013,

Vu la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 fixant la stratégie Energie-Climat de la Région Île-de-France,

Vu la délibération n° CP 56-2020 de la commission permanente du 31 janvier 2020, précisant les modalités du règlement d'intervention pour la géothermie profonde.

Après avoir exposé ce qui suit :

Dans le scénario permettant d'atteindre l'objectif « 3*20 » en 2020 du Schéma Régional Air Énergie climat d'Ile de France adopté par le conseil régional le 23 novembre 2012 puis arrêté par le Préfet le 14 décembre 2012, la production d'énergie thermique issue des aquifères profonds devrait passer de 1 000 GWh/an en 2009 à 2 000 GWh/an en 2020, correspondant à 250 000 équivalent-logements supplémentaires raccordés à des réseaux de chaleur. Par ailleurs, un amendement à la loi de transition énergétique de 2014 fixe comme objectif national de multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelable et de

récupération livrée par les réseaux d'ici à 2030. Les besoins de soutien à la filière géothermale sont donc confirmés pour a minima la décennie 2020-2030 et fait l'objet d'un soutien de la Région Île-de-France, chef de file de l'action territoriale sur les questions relatives à l'énergie et au climat.

Rappel du contexte historique

L'absence de couvertures d'assurance classiques pour la prise en charge du risque géologique caractéristique des projets géothermiques constitue un frein au lancement de tels projets.
En 1981, conscients de cet état de fait, les pouvoirs publics mettent en place un dispositif pour couvrir ce risque. Il s'agit d'un fonds de mutualisation des risques reconfiguré à plusieurs reprises.
L'objectif est de couvrir le risque géologique pris par le maître d'ouvrage lors du forage et de l'exploitation des aquifères profonds, compte tenu du montant important de l'investissement et de la durée d'amortissement auxquels ces derniers sont confrontés, tout en étant tributaires des caractéristiques de la ressource géothermal découverte. La garantie couvre la production de chaleur géothermale.

La garantie couvre le risque « court terme » (lors du forage) de ne pas obtenir une ressource géothermale (débit et/ou température) suffisante pour assurer la rentabilité de l'opération projetée. Elle couvre ensuite également le risque « long terme » (lors de l'exploitation) de voir diminuer ou disparaître la ressource, ainsi que le risque de sinistre affectant les puits, les matériels et équipements de la boucle, et ce pour une durée de 20 ans.

La mise en place et la gestion du fond de garantie ont été confiées par les pouvoirs publics à la société SAF-Environnement.
Créée en 1980 avec comme mission de concevoir, mettre en place et gérer le système de garantie, cette société, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, comporte également dans son capital des établissements financiers du secteur public et du secteur privé, tous directement concernés par le développement de la géothermie.
Une convention passée initialement avec le Ministère de l'Industrie, puis renouvelée avec l'ADEME, définit les règles de gestion et de fonctionnement du fond de garantie.

Les décisions d'agrément d'opérations nouvelles ou de versement d'indemnisations de sinistre relèvent exclusivement d'un Comité Technique institué par cette convention. Il est composé par des représentants de l'ADEME qui en assure la Présidence, un représentant de la SAF-Environnement, un représentant du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), un représentant des maîtres d'ouvrage publics, un représentant des maîtres d'ouvrage privés et un représentant des établissements financiers spécialisés dans le financement des projets d'énergies renouvelables.
Pour amorcer le système de garantie, ce Fonds a été doté initialement par l'Etat de 15 M€, auxquels se sont ajoutés par la suite plusieurs réabondements de la part de l'ADEME.
L'équilibre du Fonds est également assuré au moyen des cotisations des maîtres d'ouvrage bénéficiaires et des produits financiers provenant du placement de la trésorerie disponible (cotisation de 3,5 % à 5 % des montants assurés pour la garantie court terme ; cotisation fixe de 15 500 €/an pour la garantie long terme).

Il est rappelé que la responsabilité de la SAF-Environnement n'est pas engagée au-delà de sa mission de gestionnaire, ainsi qu'il est reconnu et accepté expressément.

Dans le cadre de cette convention, il a été créé un Comité Technique du Fonds qui est l'organe décisionnaire du système de garantie et dont les compétences sont décrites à l'article 2 de la présente convention.

En 2008, le Fonds Géothermie a pris le relais du Fonds « long terme » pour les opérations nouvelles et la Région Île-de-France s'est associée au Fonds pour contribuer à la couverture des risques géologiques des projets franciliens, en apportant un complément de garantie de 25 % s'ajoutant aux 65 % initialement assurés par le Fonds Géothermie.

Depuis 2008, le Fonds Géothermie a fait bénéficier 40 opérations franciliennes de sa couverture des risques géologiques renforcée à 90 % et ce développement devrait se poursuivre sur la période 2020/2021 au rythme de 2 à 3 opérations par an.

Fin 2019, l'ADEME a souhaité engager une étude pour définir les conditions d'intervention du Fonds Géothermie sur la période 2021-2030, son fonctionnement ainsi que son cadrage financier.

Pour sa part, la Région Île-de-France considère important de continuer à accompagner le Fonds Géothermie qui permet de soutenir des opérateurs qui s'engagent sur des projets à fort enjeux écologiques et énergétiques.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation de la Région Île-de-France à la couverture des risques géologiques en apportant un complément de garantie de 25 % s'ajoutant aux 65 % actuellement assurés par le Fonds alimenté par l'ADEME.

Cette convention ne concerne exclusivement que la couverture du risque dit « court terme » qui porte sur le risque de non-existence (échec total) ou d'insuffisance (échec partiel) de la ressource en débit et /ou en température, immédiatement à l'issue des travaux de forage.
La convention fixe également les modalités de versement par la Région de la dotation correspondante au Fonds.

Article 2 – Rôle et composition du Comité Technique :

Le Comité Technique a pour mission de fixer les conditions d'adhésion au système de garantie et de règlements des sinistres.
Les attributions du Comité sont notamment décrites aux articles 3 et 4 ci-après.
Il est présidé par l'ADEME et son représentant a droit de veto sur les décisions.
Outre l'ADEME, il est composé de personnes qualifiées désignées par celle-ci, notamment d'experts et des représentants des maîtres d'ouvrage d'opérations de géothermie.
Dans le cadre de la présente convention, il est prévu que la Région conforte son statut de membre du Comité avec la participation de deux représentants aux séances du Comité.

Article 3 – Fonctionnement de la garantie :

La garantie est accordée exclusivement aux projets franciliens et sur décision du Comité Technique.
La garantie intervient après accord du Comité qui statue sur la demande de garantie au vu d'un dossier technique et financier présenté par le maître d'ouvrage et établi suivant un cahier des charges approuvé par le Comité.

La couverture porte sur le coût réel des forages exécutés conformément au programme approuvé par le Comité Technique.
Le montant maximum de la garantie du Fonds est égal à 90 % du coût hors taxes du forage qui est lui-même plafonné à 4 880 000,00 € HT par forage.
La couverture du Fonds est assujettie au versement par le bénéficiaire d'une cotisation dont le montant est fixé de 3,50 à 5 % en fonction de l'aquifère exploité et du coût hors taxes prévisionnel du forage.
La garantie du Fonds prend effet à réception par la SAF-Environnement de la convention de garantie signée par le bénéficiaire avec le règlement de sa cotisation.
La garantie du Fonds cesse à réception du rapport final avec les résultats des essais de fin de forage.

A noter que suite aux conclusions d'une étude menée en 2020 par le BRGM pour le compte de l'ADEME sur l'exploitation de l'aquifère du Trias, des modulations aux modalités de recours à la garantie pourront être introduite par avenant afin de tenir compte des risques inhérents aux différents aquifères.

Lorsque la garantie est qualifiée d'aides d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la SAF Environnement l'octroiera dans le respect de la règlementation européenne des aides d'Etat en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne '

Article 4 – Procédure d'examen et d'indemnisation des sinistres :

En cas de déclaration de sinistre, la demande présentée par le maître d'ouvrage devra comporter la situation définitive et détaillée des dépenses du forage à laquelle devront être jointes toutes les pièces justificatives complémentaires, ainsi que les factures acquittées.
En cas d'échec total ou partiel, l'indemnisation est calculée en fonction de sa gravité et appréciée par le Comité Technique au vu des résultats obtenus lors des essais de fin de forage.
En cas d'échec total, l'indemnité versée par le Fonds au maître d'ouvrage est égale à 90 % du montant garanti.
En cas d'échec partiel, l'indemnité versée par le Fonds est une fraction de ce même montant, variable en fonction de la gravité de l'échec.
Le Comité Technique peut, en tant que de besoin, mandater un expert afin qu'il lui remette un rapport sur la cause et l'origine du sinistre.
Au vu des conclusions du rapport, le Comité statuera sur la recevabilité de la déclaration de sinistre ainsi que sur son degré de gravité et déterminera le montant de l'indemnisation à verser au maître d'ouvrage.

Article 5 – Dotation de la Région :

Le montant de la dotation de la Région Île-de-France sur la période 2020-2026 est de 2 M€.
En 2020, une étude pilotée par l'ADEME et réalisée par le BRGM permettra d'évaluer les caractéristiques de la sinistralité à l'aquifère du Trias. Les conclusions de cette étude pourront permettre d'envisager une répartition plus adaptée de la part Région du Fonds de Garantie de la Géothermie, en fonction de la réévaluation des risques par aquifères.

Si la situation réelle conduisait à ne plus pouvoir assurer un taux de garantie de 90 % (en raison d'un taux d'échec plus élevé ou d'un nombre d'opérations plus important), tout abondement du Fonds par la Région Île-de-France sera soumis à l'accord préalable de la commission permanente de la Région Île-de-France, qui sera pris sous réserve de la disponibilité des crédits au budget régional.

Article 6 – Modalités de versement :

« Les sommes mentionnées à l'article ci-dessus sont imputées au chapitre budgétaire 907 « Environnement » ligne 75 « Politique énergie climat », sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent comptable de la Région.
Elles seront versées sur le compte n° 339577 E, ouvert au nom du FONDS GEOTHERMIE, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, 56 rue de Lille – 75007 Paris.
Code IBAN FR53 4003 1000 0100 0033 9577 E39 Code BIC CDCGFRPPXXX

Article 7 – Règles de fonctionnement du Fonds :

Le Fonds est crédité :

- du montant des versements effectués par l'ADEME,
- du montant des versements prévus par la Région au titre de la présente convention,
- du montant des cotisations versées par chaque bénéficiaire des garanties,
- des produits financiers résultant du placement de la trésorerie disponible.

Le Fonds est débité :

- des indemnisations des sinistres pris en charge par le Comité Technique,
- des frais de gestion de la SAF-Environnement et des honoraires d'expertises, qui ne seront pas prélevés sur la participation de la Région Île-de-France au Fonds, mais qui seront à la charge unique de l'ADEME.

Article 8 – Limite des engagements imputables au Fonds de garantie :

Les engagements imputables au Fonds sont limités à la valeur du solde créditeur du Fonds à un moment donné.
Ce montant résiduel s'entend après provisions pour les indemnités non encore réglées ou déterminées et pour les frais de gestion et honoraires d'expertises déjà engagés et non réglés ou déterminés.
En cas d'arbitrage, il sera donné priorité au sinistre le plus ancien.

Article 9 – Obligations de la SAF-Environnement :

En tant que gestionnaire du système de garantie, la SAF-Environnement est chargée de la tenue de la comptabilité et s'engage à présenter au Comité Technique les états financiers trimestriels avec les engagements couverts et les diverses opérations ayant affectées le Fonds, ainsi que la situation de trésorerie de celui-ci.
A la clôture de chaque exercice, la SAF-Environnement produira un bilan financier avec le rapport annuel de gestion et la certification des comptes par un organisme agréé.
Elle soumettra pour approbation au Comité Technique le budget prévisionnel pour l'exercice à venir.

Article 10 – Durée de la convention et opérations de liquidation :

La présente convention est conclue pour une durée de six ans à compter de sa date de notification.

Elle pourra être reconduite par avenant.
A l'échéance de la présente convention, il sera procédé à l'arrêté des comptes.

Il est convenu que la quote-part régionale sera constituée par :

- la part restante et non utilisée de sa dotation,
- les produits financiers résultant du placement de tout ou partie de la dotation en valeurs émises ou garanties par l'Etat.

Etant entendu que les sommes ainsi placées seront affectées dans un compartiment spécifiques distinct de la trésorerie disponible du Fonds et de laquelle aura été déduit exclusivement le montant de sa participation au règlement des indemnisations, au prorata du pourcentage de celle-ci, soit 25 %.

Article 11 – Information et communication :

Les cocontractants de la Région Île-de-France s'engagent à mentionner la participation financière de la Région Île-de-France dans toutes les actions d'information et de promotion des opérations, objet de la présente convention.

Article 12 – Résiliation de la convention :

En cas d'inexécution par le cocontractant de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation de la dotation non conforme à son objet, la Région Île-de-France pourra demander la résiliation de la présente convention.

Dans ce cas la Région Île-de-France adressera au cocontractant une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé qui ne pourra être inférieur à un mois.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région Île-de-France adressera au cocontractant sa décision de résiliation.
Cette décision prendra effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

A cette date, il sera procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement du solde positif de la dotation.

Article 13 – Litiges et tribunal compétent :

Tout litige pouvant survenir entre les parties à l'occasion de l'interprétation ou de l'application de la présente convention sera réglé, dans toute la mesure du possible, à l'amiable.
En cas d'impossibilité, le litige sera soumis aux juridictions compétentes sises à PARIS.

Fait à SAINT OUEN SUR SEINE, en 2 exemplaires originaux, le

Le Président de la SAF-Environnement, agissant au nom et pour le compte du Fonds Géothermie,	La Présidente de la Région Île-de-France
Monsieur Alain CHILLIET	Madame Valérie PECRESSE

ANNEXE N° 3 : FICHES-PROJET REAFFECTATIONS

Commission permanente du 21 novembre 2012 – CP 12-891
Modifiée par la Commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-101

DOSSIER N° 12016106 - SIPPEREC : DOUBLET GEOTHERMIQUE AU DOGGER POUR LE RESEAU DE CHALEUR D'ARCUEIL GENTILLY

Dispositif : Aides Géothermie profonde (n° 00000153)
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500101- Politique énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides Géothermie profonde	15 856 152,00 € TTC	11,55 %	1 832 000,00 €
Montant versé			1 465 000,00 €
Solde			**366 400,00 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIPPEREC SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PERIPHERIE DE PARIS POUR L'ELECTRICITE ET LES RESEAUX DE COMMUNICATION
Adresse administrative : 173 RUE DE BERCY
75012 PARIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Jacques JP MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2013 - 30 septembre 2013
Démarrage anticipé de projet : Non

Description : La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 12-891 du 21 novembre 2012, d'un soutien régional à hauteur de 1 832 000 €. En raison d'une erreur matérielle régionale, le solde de la subvention est devenu caduc. Cette fiche-projet vise à réaffecter le solde d'un montant de 366 400 €.

Localisation géographique :
- ARCUEIL
- GENTILLY

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses	15 856 152,00	100,00%
Total	15 856 152,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Concessionnaire	12 462 525,30	78,60%
Région	1 832 000,00	11,55%
ADEME	1 561 626,70	9,85%
Total	15 856 152,00	100,00%

Commission permanente du 21 novembre 2012 – CP 12-891
Modifiée par la Commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-101

DOSSIER N° 12016217 - SIPPEREC : CREATION DU RESEAU DE CHALEUR D'ARCUEIL - GENTILLY

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500101- Politique énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	16 865 619,00 € HT	0,00 %	1 485 000,00 €
Montant versé			1 188 000,00 €
Solde			**297 000,00 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SIPPEREC SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PERIPHERIE DE PARIS POUR L'ELECTRICITE ET LES RESEAUX DE COMMUNICATION
Adresse administrative	:	173 RUE DE BERCY 75012 PARIS
Statut Juridique	:	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant	:	Monsieur Jacques JP MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2013 - 30 juin 2015
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 12-891 du 21 novembre 2012, d'un soutien régional à hauteur de 1 485 000 €. En raison d'une erreur matérielle régionale, le solde de la subvention est devenu caduc. Cette fiche-projet vise à réaffecter le solde d'un montant de 297 000 €.

Localisation géographique :
- ARCUEIL
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses	16 865 619,00	100,00%
Total	16 865 619,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Bénéficaire (délégataire)	13 895 619,00	82,39%
Région	1 485 000,00	8,80%
ADEME	1 485 000,00	8,80%
Total	16 865 619,00	100,00%

ANNEXE N° 4 : FICHES-PROJET MODIFIEES

Commission permanente du 22 mai 2019 – CP2019-177
Modifiée par la Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101

DOSSIER N° EX044804 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens
Etude de faisabilité installation de panneaux photovoltaïques
sur le Gymnase des Cottages à Suresnes

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	6 948,00 € TTC	79,99 %	5 558,00 €
	Montant total de la subvention		5 558,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : **FERMES SOLAIRES DU MONT VALERIEN**
Adresse administrative : 4 RUE CHEVALIER DE LA BARRE
92150 SURESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE LAKAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de financer une étude de faisabilité technique, juridique et économique pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur le Gymnase des Cottages à Suresnes (92).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Sur le montant total des dépenses éligibles de 6 948 €, il est proposé d'appliquer le taux maximum de 80 % soit une subvention de 5 558 € conformément au règlement de l'appel à projet.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
etude de faisabilité	6 948,00	100,00%
Total	6 948,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 558,00	79,99%
fonds propres	1 390,00	20,01%
Total	6 948,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux études environnementales

Commission permanente du 22 mai 2019 – CP2019-177
Modifiée par la Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101

DOSSIER N° EX044805 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens
Etude de faisabilité installation de panneaux photovoltaïques
sur le site de l'Ecole élémentaire des Cottages à Suresnes

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	6 948,00 € TTC	80,00 %	5 558,00 €
	Montant total de la subvention		5 558,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : **FERMES SOLAIRES DU MONT VALERIEN**
Adresse administrative : 4 RUE CHEVALIER LA BARRE
92150 SURESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE LAKAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 31 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Etude de faisabilité technique, juridique et économique pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur le site de l'Ecole élémentaire des Cottages, à Suresnes (92).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un montant total des dépenses éligibles de 6 940 €, il est proposé d'appliquer le taux maximum de 80 % soit une subvention de 5558 €.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
etude de faisabilité	6 948,00	100,00%
Total	6 948,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 558,00	79,99%
fonds propres	1 390,00	20,01%
Total	6 948,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux études environnementales

Commission permanente du 3 juillet 2019 – CP2019-347
Modifiée par la Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-101

DOSSIER N° EX045175 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens –
Etude de faisabilité installation photovoltaïque sur le toit du Conservatoire de Musique
Avenue Paul Doumer à Rueil Malmaison

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	6 948,00 € TTC	80,00 %	5 558,40 €
	Montant total de la subvention		5 558,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : **FERMES SOLAIRES DU MONT VALERIEN**
Adresse administrative : 4 RUE CHEVALIER DE LA BARRE
92150 SURESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe LAKAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : dépôt de dossier le 1er février permettant l'éligibilité des dépenses à cette date comme prévu dans le RI

Description :
Il s'agit de réaliser une étude de faisabilité d'une installation photovoltaïque sur le toit du Conservatoire de Musique Avenue Paul Doumer à Rueil-Malmaison.
L'étude est réalisée par l'Association THERMIE. Une société de projet sera constituée pour la réalisation des travaux.
Les projets citoyens sont exemptés des obligations en matière de recrutement des stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de l'étude est de 6948€ pour évaluer la faisabilité technique, économique et juridique de l'installation. Le taux de subvention qu'il est proposé d'appliquer est le taux maximum prévu par le dispositif soit 80 %. Le montant de la subvention proposé est de 5558,40 €.

Localisation géographique :
- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
étude de faisabilité	6 948,00	100,00%
Total	6 948,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 558,40	80,00%
fonds propres	1 389,60	20,00%
Total	6 948,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

ANNEXE N° 5: CONVENTION-TYPE

CONVENTION INVESTISSEMENT N°xxxxx
BUDGET PARTICIPATIF ECOLOGIQUE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CPXX du XX**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **XXXXX**
dont le statut juridique est : **XXXXX**
N° SIRET : XXXXX
Code APE : **XXXXX**
Représenté(e) par **XXXXXXX**
dont le siège social est situé au : **XXXXXX**
ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part,

PREAMBULE :

L'attribution par la Région de la subvention et son versement respectent les règles fixées par l'article 16 de la délibération n° CR 2019-075 du 18 décembre 2019 ainsi que les conditions suivantes.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération **N° CP xxxx-xxxx du xxxxxx**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention. L'aide régionale est au minimum de 1 000 € HT et ne pourra dépasser 10 000 € HT maximum.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une **subvention d'investissement** correspondant à **xxxx %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **xxxxx € HT,** soit un montant maximum de subvention de **xxxxx € HT.**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : BASE DE CALCUL

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA » uniquement.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 3-1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » ;
- conserver pendant 10 ans les documents administratifs, comptables et toutes pièces justificatives liés au projet financé par la Région, y compris le présent contrat qui ne fera l'objet d'aucune reproduction, sauf circonstances exceptionnelles ;
- supporter les conséquences financières des décisions des institutions européennes en cas de manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat portant sur la subvention régionale.

ARTICLE 3.2 - OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.3 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3.4 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire s'engage à :

- Indiquer explicitement la contribution régionale au titre du budget participatif écologique, dans toutes les actions d'information et de communication liées à l'objet de la présente convention en

apposant notamment la mention « Projet participatif financé par la Région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action

- Apposer systématiquement le logotype de la Région Île-de-France, en première de couverture, sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec l'objet de la présente convention. De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents de communication doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

- Contribuer à informer le public de l'état d'avancement du projet via la plateforme du budget participatif (dépôt de photos, textes…).

- Porter à la connaissance de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles des événements liés à l'opération subventionnée par la Région, en particulier les dates d'inauguration des projets ou des équipements financés, mais également les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention et à faire référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

- Apposer un panneau ou une plaque d'information sur l'équipement financé par la Région, visible du public et mentionnant le soutien régional accompagné du logotype de la Région. Ces supports doivent être transmis à la Région préalablement pour validation avant fabrication.

La Région peut faire implanter un ou des panneaux d'information, par une société d'affichage qu'elle désigne, en collaboration avec le bénéficiaire. Ce dernier met à disposition de la Région toutes informations utiles à la réalisation de ces panneaux.

- Coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la présente convention pouvant être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Exemple : autorisation de prise de vues ou tournage…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise la Région à utiliser, à titre gracieux, les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services de la Région pourront contrôler la bonne réalisation des obligations mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4-1 : ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES

La subvention régionale prend en compte les dépenses HT liées aux opérations qui ont débuté à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à savoir la date de la Commission Permanente d'attribution, jusqu'à l'achèvement de l'opération qui fait l'objet de la présente convention, sauf s'il est fait application des règles de caducités définies à l'article 4-2 ci-dessous.

ARTICLE 4-2 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Région une demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 1 année pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4-3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire disposant obligatoirement d'un numéro de SIRET.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme.

4.3.1 - Versement d'avance

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avance à valoir sur les paiements à effectuer, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle et sur présentation des documents justificatifs suivants :

- une justification du besoin de trésorerie
- une attestation de démarrage de l'opération
- une copie des devis relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet

4.3.2 - Versement d'acompte

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acompte à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention et sur présentation des documents justificatifs suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- un état récapitulatif des dépenses subventionnables en relation avec le projet, signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le cumul des acomptes et cas échéant des avances, ne peut excéder 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas où une avance a déjà été versée, l'état récapitulatif des dépenses précise l'utilisation qui en a été faite et le montant de l'avance est déduit du versement de l'acompte.

4.3.3 - Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- un état récapitulatif des dépenses dépenses subventionnables en relation avec le projet, signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux,

- le compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité mentionné à l'article 2.2 de la présente convention.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- un état récapitulatif des dépenses subventionnables en relation avec le projet, signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. L'état récapitulatif doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,

- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux.

Dans le cas où le versement du solde est sollicité après qu'une avance ait été versée, l'état récapitulatif des dépenses précise l'utilisation qui en a été faite et le montant de l'avance est déduit du versement du solde.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques de Paris et de la Région Île-de-France.

ARTICLE 4-4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 précité. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 5 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à savoir la date de la Commission Permanente d'attribution.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2 de la présente convention.

ARTICLE 6 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 7 – SUIVI DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire informe la Région de la date du commencement et de celle de la fin d'exécution de l'opération, afin de dresser le bilan des actions et travaux réalisés.

ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Par ailleurs, à l'issue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à communiquer tout élément permettant d'avoir un suivi financier et technique suite à la livraison de l'opération durant 2 ans, sous peine de la restitution de toute ou partie de la subvention perçue.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **n° CP xxxxx du XXXXX.**

ARTICLE 11 - LITIGE

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à SAINT-OUEN en 2 exemplaires originaux,

Le

La Présidente de la REGION ILE DE FRANCE

Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-108
DU 4 MARS 2020

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS 2ÈME AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 modifiée portant approbation de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation ;

VU la délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ;

VU la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif Île-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-108 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 1, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **854 483,74 €.**

Subordonne le versement des subventions définies ci-dessus à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016 susvisée, modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **854 483,74 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action 472001063 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 32 « économie circulaire et économie des ressources».

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets** », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 1, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **21 000,00 €.**

Subordonne le versement de la subvention définie ci-dessus à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016 susvisée, modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **21 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200107 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 1, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **558 225,00 €**.

Subordonne le versement des subventions définies ci-dessus à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **558 225,00 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Sous-fonction 72 « actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200109 « Fonds propreté », du budget 2020.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 1, par l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **200 000,00 €**.

Subordonne le versement des subventions définies ci-dessus à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **200 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200110 « Fonds propreté », du budget 2020.

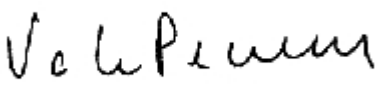
Article 5 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **15 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100804 « Etudes, prospective et valorisation », dans le cadre de la mise en œuvre des politiques régionales économie circulaire et déchets.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

05/03/2020 11:26:45

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171472-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Fiches-projet

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20002882 - DEPLOIEMENT DE POINTS D'APPORT VOLONTAIRE SUR LE TERRITOIRE DU SIOM DE LA VALLEE DE CHEVREUSE

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 855 989,00 € HT	12,43 %	230 755,50 €
	Montant total de la subvention		230 755,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SIOM SYNDICAT MIXTE DES ORDURES MENAGERES DE LA VALLEE DE CHEVREUSE
Adresse administrative	:	CHEMIN DEPARTEMENTAL 118 91140 VILLEJUST
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur JEAN-FRANCOIS VIGIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 juillet 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Afin d'accompagner le développement du Plateau de Saclay dont l'augmentation de la population devrait être de 15% entre 2013 et 2027, le Syndicat Intercommunal des Ordures Ménagères (SIOM) de la Vallée de Chevreuse souhaite déployer un programme d'implantation de conteneurs enterrés sur les 21 communes de son territoire.

Ce dispositif de collecte permet de répondre aux contraintes techniques et logistiques de manque de place dans les locaux poubelles, de trottoirs encombrés, de nuisances olfactives et visuelles et surtout de performances de collecte faibles.

Ces contenants seront implantés prioritairement :
- sur les nouveaux programmes immobiliers de grande envergure ou sur de nouveaux programmes immobiliers contigus à des secteurs desservis en apport volontaire ;
- lors de rénovation d'habitat ou de réaménagement de l'espace public ;
- dans le cadre d'optimisations de circuits de collecte (suppression de marches arrière, etc.).

Ces équipements s'inscrivent dans l'objectif du PRPGD qui vise 65% de valorisation de valorisation

matière et organiques des déchets à l'horizon 2031.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 - Renforcer les performances de recyclage et de valorisation organiques des déchets ménagers et assimilés :
- une aide de 30 755,50 € correspondant à 50% des dépenses d'études d'implantation s'élevant à 61 511 € HT ;
- une aide plafonnée à 200 000 € pour les dépenses des contenants et des travaux d'implantation plafonnées s'élevant à 1 794 478€ HT ;
soit un montant total d'aide de 230 755,50 € correspondant à 12,43 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Contenants d'apport volontaire	1 199 478,00	64,63%
Travaux	595 000,00	32,06%
Etude	61 511,00	3,31%
Total	1 855 989,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 625 233,50	87,57%
Région Île-de-France	230 755,50	12,43%
Total	1 855 989,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20000161 - HOP HOP FOOD : DEPLOIEMENT D'UN RESEAU DE 200 GARDE-MANGERS SOLIDAIRES POUR LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	239 400,00 € TTC	41,77 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HOP HOP FOOD
Adresse administrative	:	279 RUE DU FAUBOURG ST ANTOINE 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Michel MONTAGU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Hop Hop Food met à disposition des citoyens des outils digitaux (plateforme de dons alimentaires entre particuliers) et physiques (premier réseau pilote de garde-mangers solidaires) qui contribuent à lutter contre le gaspillage alimentaire.

Les garde-mangers visent à faciliter les échanges entre les personnes donatrices de nourriture et celles qui en cherchent. Ils sont construits sur mesure par des entreprises sociales, et s'adressent aux :
- utilisateurs de la plateforme digitale ;
- personnes en précarité alimentaire qui pourront trouver des aliments déposés par les habitants du quartier.

Ce sont des lieux de stockage :
- non réfrigérés et non électrifiés ;
- installés dans des lieux couverts et abrités, fermés la nuit et sous la bienveillance des personnes qui travaillent dans les lieux où ils sont installés.

Le réseau de garde-mangers solidaires est suivi par un réseau de volontaires en service civique et de bénévoles, la plupart du temps issus des structures où sont installés les garde-mangers, pour s'assurer de leur propreté et de la qualité des produits qui y sont déposés.

L'association estime que les 19 premiers sites d'expérimentation ont permis de faire transiter environ 4 tonnes de nourriture sur les 11 premiers mois de l'année 2019 (70 % pour éviter le gaspillage et 30 % par solidarité avec des personnes en précarité).

Hop Hop Food souhaite à présent, à l'appui de son expérience, déployer un réseau de 200 garde-mangers supplémentaires sur le territoire francilien avec le soutien de ses différents partenaires (Bio c'Bon, MGEN, Harmonie Mutuelle, Aurore, Singa, Groupe SOS …), ce qui permettrait de valoriser environ 118 tonnes et 300 000 produits, soit l'équivalent de 337 000 repas.

La répartition territoriale prévisionnelle prévoit l'installation de la moitié des garde-mangers à Paris, 30 % en petite couronne et 20 % en grande couronne.

Ce déploiement nécessitera de recruter deux salariés et deux volontaires en services civique.

Ce projet contribuera à l'atteinte de l'objectif du PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets) de réduction de moitié du gaspillage alimentaire en 2025 sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 : 41,77 % des dépenses éligibles en investissement

Le montant global du projet s'élève à 382 197 € TTC et fait l'objet d'un soutien prévisionnel de l'ADEME à hauteur de 200 000 € fonctionnement et investissement confondus.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition, installation et entretien des garde-mangers	225 900,00	94,36%
Matériel informatique	7 000,00	2,92%
Véhicules	6 500,00	2,72%
Total	239 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	49 400,00	20,63%
ADEME	90 000,00	37,59%
Région Île-de-France	100 000,00	41,77%
Total	239 400,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20002825 - TRAVAUX DE RENOVATION DU BATIMENT DE LA RESSOURCERIE LE CERCLE A NANTERRE (92)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	670 000,00 € TTC	29,85 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE CERCLE
Adresse administrative : 24 BD DE LA SEINE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Aubert ALLAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 2015, l'association le Cercle a une activité de ressourcerie à l'échelle du territoire de Paris Ouest La Défense. Elle permet le réemploi et la réutilisation d'objets, de mobiliers, de vêtements… tout en menant des actions de sensibilisation à l'environnement, et en participant au développement économique du territoire par l'insertion de personnes éloignées de l'emploi (une trentaine de salariés en insertion dans le cadre du dispositif Atelier Chantier Insertion). Un premier site est en exploitation depuis novembre 2015 à Nanterre, à proximité du centre-ville, et un deuxième site a ouvert en février 2018 au cœur de la résidence du Clos des Terres Rouges à Rueil-Malmaison. Le Cercle accueille sur ces deux sites, chaque mois plusieurs centaines de personnes, et valorise plus de 200 tonnes d'objets.

Le local situé à Nanterre, d'une superficie de 1 500 m2 répartis sur trois niveaux, est la propriété d'un bailleur privé qui souhaite le vendre. Une société civile immobilière (SCI) associant la Ville de Nanterre (15%) et Le Cercle (85%) en fera l'acquisition (après un portage foncier transitoire par l'EPFIF, établissement public foncier d'Île-de-France). Le Cercle sera le principal occupant du site et réalisera les travaux d'aménagement et de réhabilitation afin d'en assurer une exploitation optimale. Ces travaux consisteront en l'ouverture d'une façade pour la création de vitrines, l'isolation thermique et phonique, la mise aux normes des installations électriques, l'aménagement des espaces de valorisation et de vente, la création d'un espace de convivialité. Ils permettront d'accroitre la surface de vente et ainsi développer le chiffre d'affaires, d'aménager des ateliers équipés, et d'assurer la sécurité et le bien-être des

salariés/usagers du site.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 :
Aide régionale plafonnée à 200 000,00 € soit 29,85% des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation / chauffage / toiture	300 000,00	44,78%
Mise aux normes du bâtiment	70 000,00	10,45%
Installation électrique	130 000,00	19,40%
Travaux de second œuvre	130 000,00	19,40%
Maîtrise d'œuvre	40 000,00	5,97%
Total	670 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	270 000,00	40,30%
SYCTOM	200 000,00	29,85%
Région Île-de-France	200 000,00	29,85%
Total	670 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20002846 - DEVELOPPEMENT D'UNE FILIERE LOCALE POUR LE RECYCLAGE DU CARTON (78)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	143 024,92 € HT	15,00 %	21 453,74 €
	Montant total de la subvention		21 453,74 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUTUAL WASTE
Adresse administrative : 5 RUE SAINT JEAN MARIE VIANNEY
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ROGER BEAUFORT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mutual Waste est un acteur de l'économie sociale et solidaire dont l'ambition est de développer un système cohérent de gestion innovant des déchets en leur redonnant une seconde vie, qui soit rentable financièrement, écologiquement responsable et duplicable.

La filière du carton est actuellement en crise suite au refus de la Chine de continuer à recycler le carton. Le projet vise à développer un nouveau débouché par la transformation en un produit de litière pour les chevaux, les chats ou encore les nouveaux animaux de compagnie (NAC).

Mutual Waste envisage de collecter des cartons, principalement par l'apport volontaire de gros producteurs qui recherchent actuellement des solutions pour leur collecte. Un partenariat est déjà envisagé avec l'enseigne Mac Donald et plusieurs grandes surfaces situées à proximité devront permettre de capter le gisement nécessaire à la production de litière. Le projet comprend également la mise en place d'une collecte douce en vélo électrique auprès des commerçants de la ville de Saint-Germain-en-Laye dont les cartons font actuellement l'objet d'une collecte spécifique soumise à redevance spéciale. A terme, ce seront ainsi 9 tonnes par mois qui seront captées auprès d'une cinquantaine de commerçants.

Une étude de marché a permis d'identifier des débouchés auprès du zoo de Thoiry, d'un centre équestre et de plusieurs distributeurs de produits pour animaux, pour environ 30 tonnes par mois permettant de

garantir la viabilité économique du projet. Les excédents de production pourront être repris en vrac pour pellets, évitant le stockage et assurant une marge même réduite.
L'unité de transformation nécessite l'aménagement de 2 containeurs pour installer la chaine de production. Le porteur de projet aura ensuite besoin d'acquérir un chariot élévateur et un camion utilitaire avec remorque pour la manutention et la livraison des produits transformés.

Mutual Waste a prévu de s'installer sur le site du lycée agricole de Saint-Germain-en-Laye qui est partenaire du projet, avec le soutien de la ville de Saint-Germain-en-Laye.

Le modèle peut-être duplicable, sachant qu'au niveau francilien le nombre de chevaux est estimé entre 30 000 et 40 000, soit un besoin potentiel entre 21 600 et 28 800 tonnes de litière par an.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 4 - Mobiliser les entreprises et développer le tri et la valorisation de leurs déchets : 15% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicules (camion, remorque,vélo...)	37 362,92	26,12%
Matériel (transpalette, chariots, chaîne de production...)	85 307,00	59,64%
Containeurs	20 355,00	14,23%
Total	143 024,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	121 571,18	85,00%
Région Île-de-France	21 453,74	15,00%
Total	143 024,92	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20002899 - DEVELOPPEMENT D'ACTIONS DE PREVENTION PAR LE REEMPLOI ET OPTIMISATION DU TRI PAR L'INSERTION SOCIALE (91)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	180 995,00 € HT	50,00 %	90 497,50 €
	Montant total de la subvention		90 497,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CONCIERGERIE D'HERCULE
Adresse administrative : 24 RUE DANIELLE CASANOVA
91170 VIRY-CHATILLON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame DENISE BERNOLLIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La conciergerie d'Hercule est une entreprise d'insertion dont l'unique actionnaire est l'association Hercule Insertion. Elle s'organise autour d'un concept de conciergerie de territoire dont la vocation est de répondre aux besoins du client / partenaire (collectivités, bailleurs sociaux, aménageurs, entreprises, ménages) en propre ou en s'appuyant sur un réseau d'acteurs du territoire et plus particulièrement ceux de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.

Elle se positionne aujourd'hui sur plusieurs activités autour de la gestion des produits et des déchets en respectant la hiérarchie des modes de traitement.
Cette entreprise développe en priorité des activités autour du réemploi (activités fixes et activités test de sensibilisation) :
- Accompagnement sur des démarches de commande publique pour intégrer les notions de réemploi et d'insertion ;
- Réalisation d'opérations de sensibilisation à la prévention des déchets pour le compte de la CA Cœur d'Essonne ;
- Collectes d'encombrants préservantes, multiflux et non écrémantes pour des collectivités et des bailleurs ;
- Mise en place de collectes « 5 flux » auprès des professionnels notamment sur la zone commerciale de la Croix Blanche à Sainte-Geneviève-des-Bois qui se lance dans une démarche d'EIT (Ecologie Industrielle Territoriale).

Les objets collectés sont orientés prioritairement vers le réseau des ressourceries locales puis vers les filières à responsabilité limitée du producteur (REP - contrats avec les éco-organismes) à partir du site de massification de Sainte-Geneviève-des-Bois. Un second site est en projet en collaboration avec une entreprise partenaire déjà identifiée.

Hercule Insertion est aujourd'hui implanté sur 4 sites (Athis-Mons, Longjumeau, Sainte-Geneviève-des-Bois, Viry-Châtillon) et plus d'1/4 de ses activités sont réalisées dans le cadre de marchés publics.

Cette démarche s'inscrit parfaitement dans les objectifs du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de doubler le nombre des structures de réemploi et d'atteindre les 65% de valorisation matière en 2031.

L'objet de la présente demande de subvention est l'acquisition d'équipements pour favoriser le réemploi et le tri pour limiter au maximum l'envoi des déchets en filière de déchets résiduels : véhicule, bennes, matériel de chargement, logiciel de traçabilité…

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 - Soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets : 50% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicules	58 000,00	32,05%
Logiciel de traçabilité	2 000,00	1,11%
Matériel (caissons réemploi, bennes, pèse-essieux, compacteur, chargeur...)	120 995,00	66,85%
Total	180 995,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	90 497,50	50,00%
Région Île-de-France	90 497,50	50,00%
Total	180 995,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20002900 - CREATION ET MISE EN ŒUVRE D'UNE RECYCLERIE – FABRICOTHEQUE A ROMAINVILLE (93)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	172 590,00 € TTC	30,00 %	51 777,00 €
	Montant total de la subvention		51 777,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGO LA GRANDE OURCQ
Adresse administrative : 6 VILLA FLEURIE
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FREDERIQUE COUSIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association La Grande Ourcq souhaite ouvrir une recyclerie généraliste et une fabricothèque au cœur de la Plaine de l'Ourcq, dans un local proposé à la location pendant 2 ans par l'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF). D'une surface d'environ 420 m², ce local permettra le démarrage et la montée en charge progressive de ces activités, qui seront à terme réimplantées dans un local plus grand.

Le projet comprend :
- une recyclerie qui contribuera à réduire les déchets sur le territoire d'Est Ensemble en offrant à ses habitants une possibilité de donner une seconde vie aux objets et biens dont ils n'ont plus usage ;
- une fabricothèque qui vise à inciter les habitants à réparer leurs biens ou à en fabriquer de nouveaux via des matériaux de réemploi, en leur apportant des savoir-faire pratiques et le matériel nécessaire.
Ces nouvelles activités seront complétées par des animations « hors les murs » avec un atelier mobile permettant de proposer des animations dans divers lieux du territoire.

Pour ouvrir la recyclerie et la fabricothèque à l'été 2020, il est nécessaire d'engager des travaux et acquérir le matériel nécessaire (outillage de menuiserie, de couture, transpalette, rayonnages, matériel informatique…)

Ce projet s'inscrit dans l'objectif de mobilisation générale pour réduire les déchets du plan régional de

prévention et de gestion des déchets (PRPGD), notamment en doublant le nombre de structures de réemploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 de l'axe 1 : 30% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	71 190,00	41,25%
Aménagement des ateliers	73 320,00	42,48%
Equipements	26 880,00	15,57%
Licences logiciels	1 200,00	0,70%
Total	172 590,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	34 518,00	20,00%
Est Ensemble	43 147,50	25,00%
SYCTOM	43 147,50	25,00%
Région Île-de-France	51 777,00	30,00%
Total	172 590,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20002926 - CREATION D'UNE RECYCLERIE ET D'UNE BRICOTHEQUE PAR L'ARMEE DU SALUT (75)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	555 471,00 € TTC	28,80 %	160 000,00 €
	Montant total de la subvention		160 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DE L'ARMEE DU SALUT
Adresse administrative : 60 RUE DES FRERES FLAVIEN
75020 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Daniel NAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Armée du Salut gère depuis 2018, dans le 11ème arrondissement à Paris, un local dénommé le 230 Mcubes. Cet espace est un lieu de dons, dans lequel sont organisés des ateliers et évènements, et où se tient chaque mercredi la vente de petits objets réemployés et réutilisés (« la boutique des mercredis solidaires »).

A l'appui de cette expérience, l'Armée du Salut souhaite compléter ses activités en faveur du réemploi et de la réparation par une reyclerie généraliste et une bricothèque dans un local de Paris Habitat, en construction dans le 15ème arrondissement.

Ces deux nouvelles activités seront accessibles à tous les publics, sans conditions de ressource :

- une recyclerie généraliste, axée sur les petits objets, et gérée sous la forme d'un chantier d'insertion en lien avec le site 230 Mcubes ;
- une bricothèque proposant le prêt d'outillages, des ateliers libres, des ateliers thématiques payants, des ateliers d'upcycling animés par une designeuse - scénographe. Toutes les productions des ateliers seront vendues dans la recyclerie.

Un objectif de 100 tonnes a été fixé pour 2021 avec un taux de réemploi de 85 %. Le projet permettra la

création de 5 postes pérennes et de 12 postes en insertion.
Afin de démarrer ces nouvelles activités dès l'été 2020, la recyclerie et la bricothèque seront installées transitoirement dans 3 locaux de Paris Habitat (520 m² au total), et ce en attendant la livraison d'ici 3 à 4 ans du local définitif.

Pour la mise en œuvre de ce projet, l'Armée du Salut doit faire l'acquisition de matériels (transpalette, mobilier, matériel informatique, outillage, …) et d'un véhicule, en complément des travaux d'aménagement nécessaires dans les locaux provisoires (reprises menuiserie, serrurerie, revêtements, plomberie, électricité…).

Ce projet contribue à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de doublement de l'offre de réemploi et de réparation sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 (accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation) : 28,80 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux, frais d'architectes	462 071,00	83,19%
Matériel, outillage et logiciel	65 284,00	11,75%
Véhicule	28 116,00	5,06%
Total	555 471,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SYCTOM	124 000,00	22,32%
Ville de Paris	160 000,00	28,80%
Fonds propres	111 471,00	20,07%
Région Île-de-France	160 000,00	28,80%
Total	555 471,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° 20000139 - ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE VITRY-SUR-SEINE (94)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	217 000,00 € HT	60,00 %	130 200,00 €
	Montant total de la subvention		130 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-CLAUDE KENNEDY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pour stopper la progression du nombre de dépôts sauvages sur sa commune : + 50% entre 2000 et 2016, la commune de Vitry-sur-Seine s'est engagée en 2017, dans un plan de lutte contre ces derniers. A la suite de la mise en place des premières actions et notamment de la Brigade propreté, on peut noter une baisse du nombre de dépôts de 15% et de 9% en tonnage entre les 8 premiers mois de 2019 et ceux de 2018.

Ce plan s'articule autour de 4 axes d'intervention (1- l'information, la communication et la sensibilisation, 2- l'optimisation des services et des dispositifs existants, 3- le développement de nouveaux services, 4- le renforcement de la répression) qui sont ensuite déclinés en 9 fiches action qui identifient notamment les acteurs pilotes / les partenaires / les gisements de déchets visés / les cibles / le planning de mise en œuvre.

Les actions privilégiées pour 2020 et 2021 sont :
- Le déploiement de la vidéoprotection : 3 secteurs pourraient être engagés selon une étude technique réalisée par un cabinet spécialisé. Lancée en phase d'expérimentation conjointement avec le commissariat de police sur un secteur en bordure de Seine où des dépôts importants de déchets du BTP sont identifiés, la vidéoprotection pourrait ensuite être développée sur les secteurs 2 et 3 qui pourront faire l'objet d'une demande ultérieure de subvention.
- La mise à disposition de moyens d'actions pour la Brigade propreté constituée en janvier 2019 à travers

l'achat de véhicules motorisés leur garantissant une grande réactivité.
- La mise en place d'outils d'information (panneaux rappelant les interdictions de dépôts) et de campagnes de sensibilisation (opérations citoyennes de nettoyage).

Afin d'assurer la mobilisation de l'ensemble des relais locaux, la ville a associé à ses démarches : l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, les conseils de quartiers, les citoyens, le commissariat de police, les entreprises locales...

Cette démarche s'inscrit parfaitement dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) qui a inscrit la lutte contre les dépôts sauvages comme un des 9 piliers stratégiques pour la gestion des déchets en Île-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du Fonds propreté : 60% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Vidéoprotection secteur 1	172 000,00	79,26%
Achat de véhicules	30 000,00	13,82%
Signalétique / panneaux	10 000,00	4,61%
Petit matériel de collecte	5 000,00	2,30%
Total	217 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	56 732,14	26,14%
Etat - Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance	30 067,86	13,86%
Région Île-de-France	130 200,00	60,00%
Total	217 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20002922 - AMENAGEMENTS POUR LUTTER CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES A VILLIERS-LE-BEL (95)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	250 083,00 € HT	60,00 %	150 050,00 €
	Montant total de la subvention		150 050,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS-LE-BEL
Adresse administrative : RUE DE LA REPUBLIQUE
95400 VILLIERS LE BEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Louis MARSAC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ville de Villiers-le-Bel s'est engagée dans une politique de réduction des dépôts sauvages sur son territoire : sensibilisation des habitants, mise en place d'un numéro vert, premiers aménagements permettant de limiter les dépôts sauvages en 2017 et 2018...

La commune souhaite réaliser de nouveaux aménagements sur trois secteurs de dépôts récurrents, qui se situent au niveau des chemins ruraux au Nord de la commune, et en cœur de ville, aux abords d'espaces verts publics (Parc urbain du Mont Griffard et Parc Jean Vilar) :

- terrains cultivés au Nord (Chemin de la Petite Saint-Leu, classé Sentier de Grande Randonnée) ;
- RD10 et chemins perpendiculaires (protection des dépôts sur les pistes cyclables et chemins ruraux perpendiculaires qui permettent les accès aux terrains cultivés) ;
- parc Jean Vilar (Place Victor Hugo et Rue Gambetta).

Après le nettoyage complet de ces sites, des barrières et des enrochements seront installés, ainsi que des panneaux de signalisation et des pièges photographiques. L'accès au chemin de Grande Randonnée fera l'objet d'un aménagement spécifique limitant l'accès des véhicules.

Afin de procéder au retrait des futurs dépôts sauvages, la ville de Villiers-le-Bel souhaite également procéder au remplacement du véhicule qu'elle utilisait jusqu'à aujourd'hui.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté : 60 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et pose d'enrochement et barrières	137 500,00	54,98%
Pièges photographiques	1 333,00	0,53%
Panneaux de signalisation	1 250,00	0,50%
Aménagement accès piéton	20 000,00	8,00%
Véhicule	90 000,00	35,99%
Total	250 083,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	100 033,00	40,00%
Région Île-de-France	150 050,00	60,00%
Total	250 083,00	100,00%

DOSSIER N° 20002924 - RENFORCEMENT DE LA FLOTTE DE VEHICULES DU SYNDICAT AZUR POUR LUTTER CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES (95)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	270 833,00 € HT	60,00 %	162 500,00 €
		Montant total de la subvention	162 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT AZUR
Adresse administrative : 2 RUE DU CHEMIN VERT
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gilbert AH-YU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le syndicat Azur assure, par convention, la collecte et le traitement des dépôts sauvages sur le territoire des villes d'Argenteuil et Bezons depuis le 1er janvier 2016.

Ces deux communes, parmi les quatre que composent le syndicat Azur, sont particulièrement touchées par les dépôts sauvages avec près de 3 700 tonnes collectées en 2019.

Pour mettre en œuvre cette convention, le syndicat Azur :

- actualise deux fois par an sa cartographie des points récurrents de dépôts sauvages (80 lieux identifiés) ;
- travaille avec les services communication des villes afin de sensibiliser les habitants et les partenaires sur les différentes filières de traitement des déchets produits (panneaux d'affichages mobiles, campagne sur les panneaux d'affichage urbains…) ;
- s'appuie sur son équipe d'éco-conseillers qui a pour mission d'identifier les producteurs de dépôts sauvages et de les sensibiliser aux bonnes pratiques ;
- a mutualisé les postes de responsable administratif, qualité et amélioration continue du syndicat Azur avec celui de responsable de la brigade de l'environnement créée le 1er juin 2019 à la direction de la propreté de la ville d'Argenteuil. Cette brigade a pour mission de faire respecter le règlement de collecte, de sensibiliser les habitants lors des évènements organisés sur le territoire, et de verbaliser les personnes

dont les coordonnées ont été trouvées (269 procès-verbaux établis au 31 octobre 2019) ;
- réalise des aménagements pour limiter les dépôts ;
- utilise la vidéo-protection ;
- a renforcé sa flotte de véhicules pour la collecte.

Le syndicat Azur souhaite accentuer ses actions, tout en améliorant l'efficacité de ses collectes par l'acquisition de deux nouveaux véhicules :

- un véhicule de collecte de 16 tonnes pour accéder aux rues les plus étroites ;
- un camion de collecte polybras de 19 tonnes pour déposer des bennes sur les lieux des nouveaux programmes immobiliers, et sur les espaces illégalement occupés.

Un objectif de réduction des dépôts sauvages a été fixé pour 2020. Il s'agit de réduire la collecte à 135 tonnes par mois en moyenne (contre 185 tonnes en 2015 et 159 tonnes en 2018).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté : 60 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- ARGENTEUIL
- BEZONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de deux véhicules	270 833,00	100,00%
Total	270 833,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	108 333,00	40,00%
Région Île-de-France	162 500,00	60,00%
Total	270 833,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20003187 - ACQUISITION D'UN VEHICULE DE COLLECTE DES DEPOTS SAUVAGES A DANNEMOIS (91)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	26 168,00 € HT	60,00 %	15 700,00 €
	Montant total de la subvention		15 700,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DANNEMOIS
Adresse administrative : MAIRIE
91490 DANNEMOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FABIEN KESS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Dannemois en Essonne est confrontée à la problématique de la gestion des dépôts sauvages. En effet, sur 3 points noirs recensés, ce sont plus de 10 tonnes de déchets qui sont collectées chaque année par 2 agents municipaux 3 jours par semaine.
Ces dépôts, quand ils peuvent être triés, sont récupérés dans les bennes de la déchèterie de Milly-la-Forêt gérée par le SIREDOM. Pour les autres déchets (pneus, amiante…), la commune doit se charger de trouver des exutoires.

Aujourd'hui, la commune se lance dans une démarche globale de gestion de ces dépôts, en partenariat avec le SIREDOM et le Parc régional du Gâtinais. Elle va positionner des pièges photographiques et investir dans un véhicule, objet de la présente demande de subvention. Ce véhicule pourra être mutualisé avec les communes voisines ainsi d'optimiser les moyens et de limiter les reports de points noirs sur les périmètres limitrophes. Les supports de communication locaux sont utilisés pour communiquer sur cette démarche et notamment sur les points de collecte accessibles.

Cette démarche s'inscrit parfaitement dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) qui a inscrit la lutte contre les dépôts sauvages comme un des 9 piliers stratégiques pour la gestion des déchets en Île-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du Fonds propreté : 60% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- DANNEMOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de véhicules	26 168,00	100,00%
Total	26 168,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 468,00	40,00%
Région Île-de-France	15 700,00	60,00%
Total	26 168,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20002862 - PREVENTION DES DEPOTS SAUVAGES SUR LES MASSIFS FORESTIERS DE L'OUEST FRANCILIEN GERES PAR L'ONF (91/92/95/78)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204161-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	199 550,00 € HT	50,00 %	99 775,00 €
		Montant total de la subvention	99 775,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ONF - OFFICE NATIONAL DES FORETS - AGENCE ILE-DE-FRANCE OUEST
Adresse administrative : 27 RUE EDOUARD CHARTON 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Michel BEAL, Directeur d'Agence

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Après une 1ère aide de la Région en 2018 pour agir sur les forêts domaniales de Saint-Germain-en-Laye et de Marly, l'ONF dispose d'un retour d'expérience sur les actions à mettre en place pour prévenir les dépôts sauvages en forêt. L'agence territoriale de l'ONF Île-de-France Ouest souhaite étendre ces actions sur l'ensemble des forêts publiques qu'elle gère sur les départements des Yvelines, des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et de l'ouest de l'Essonne, soit 26 forêts domaniales et 133 forêts des collectivités représentant une surface de plus de 42 000 ha.

La propreté représente 50% du budget consacré à l'accueil du public, soit 900 000 € par an pour 1 500 tonnes de déchets. L'essentiel des dépôts sauvages se réalise à proximité des axes routiers qui traversent les forêts ou encore des parkings, et peut être empêché par des installations bloquantes (merlons, enrochements, barrières, portiques).

Pour faire face à ce problème, l'ONF a mis en place plusieurs actions, en partenariat avec les collectivités, les associations et la fédération Coderando 78 :
- Suppression des corbeilles avec une signalétique pour inciter les particuliers à rapporter leurs déchets avec eux ;
- Mise en place d'installations bloquantes ;
- Actions de verbalisation par les agents de l'ONF ;

- Campagnes de sensibilisation auprès du grand public et des scolaires ;
- Participation aux opérations « forêts propres ».
Le développement des installations bloquantes permettra de limiter les dépôts sauvages.

Le projet est programmé sur 3 années, de 2020 à 2022, et s'appuie sur un budget annuel de 66 517 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté : 50 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Blocs de pierre	26 500,00	13,28%
Merlons	42 900,00	21,50%
Barrières bois	18 750,00	9,40%
Barrières métalliques	18 000,00	9,02%
Panneaux d'information	25 000,00	12,53%
Pose	20 000,00	10,02%
Portiques	40 000,00	20,05%
Plots	2 000,00	1,00%
Appareils photographiques	6 400,00	3,21%
Total	199 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	55 625,00	27,88%
Métropole du Grand Paris	44 150,00	22,12%
Région Île-de-France	99 775,00	50,00%
Total	199 550,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20002928 - PROJET DE RECHERCHE APPLIQUEE SUR LA SENSIBILISATION A LA PREVENTION DES DECHETS PAR LE RECOURS AUX SCIENCES COMPORTEMENTALES

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement) (n° 00000356)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-1700
Action : 17200107- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	84 000,00 € HT	25,00 %	21 000,00 €
	Montant total de la subvention		21 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERRAVOX
Adresse administrative : 204 RUE DE CRIMEE
75019 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur FREDERIC WILLEMART, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La société Terravox est spécialisée dans la sensibilisation au geste du tri et à la prévention des déchets. Les missions de sensibilisation au porte à porte qu'elle a menées pour le compte de différentes collectivités franciliennes et bailleurs sociaux lui ont permis d'informer plus de 40 000 Franciliens sur ces sujets en 2019.

A l'appui de son expérience sur le territoire francilien, des résultats obtenus par les collectivités franciliennes, de l'absence d'évaluation de l'impact des campagnes de communication, Terravox s'est rapprochée de Mickaël Dupré, enseignant chercheur encadrant au laboratoire LEGO, qui travaille depuis de nombreuses années sur les applications de la psychologie sociale à la prévention des déchets.

L'objectif premier de ce projet de recherche est d'améliorer significativement la mobilisation du public sur le tri et la prévention des déchets en milieu urbain dense. La question centrale du projet de recherche appliquée portera sur la façon d'optimiser l'efficacité des campagnes de sensibilisation en matière de prévention des déchets. Pour cela, la thèse consistera à expérimenter différentes stratégies de mobilisations issues de la psychologie sociale et d'en mesurer rigoureusement les impacts.

Les réponses apportées reposeront sur :

- une méthode de ciblage des territoires ;
- l'identification des facteurs sociaux, cognitifs et situationnels qui influencent le geste de tri et d'achat ;
- l'expérimentation de techniques de sensibilisation issues des travaux sur l'économie comportementale et la psychologie expérimentale ;
- un processus d'évaluation d'impact des campagnes de sensibilisation.

La région Île-de-France sera intégrée au comité de suivi des travaux.

Ce projet est conforme à l'objectif du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de faire de l'Île-de-France un territoire leader en prévention des déchets et d'intégrer les sciences comportementales dans l'ensemble des actions portées par les parties prenantes franciliennes afin d'aboutir à un changement de paradigme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 8 : 25 % des dépenses éligibles en fonctionnement

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception du projet, recueil de données, analyse et identification des solutions	72 000,00	85,71%
Frais de déplacements	6 000,00	7,14%
Matériel (informatique, divers...)	6 000,00	7,14%
Total	84 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	21 000,00	25,00%
Etat - contrat CIFRE	42 000,00	50,00%
Région Île-de-France	21 000,00	25,00%
Total	84 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-108

DOSSIER N° 20002830 - RESORPTION D'UN DEPOT SAUVAGE D'IMPORTANCE REGIONALE A COURTRY (77)

Dispositif : Fonds propreté (fonctionnement) (n° 00001130)
Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018
Imputation budgétaire : 937-72-65734-172001-1700
Action : 17200110- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds propreté (fonctionnement)	367 905,60 € TTC	27,18 %	100 000,00 €
		Montant total de la subvention	100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS VALLEE DE LA MARNE
Adresse administrative : 5 COURS DE L'ARCHE GUEDON
77200 TORCY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Paul MIGUEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne (CAPVM) est propriétaire d'un terrain sur la commune de Courtry, en limite de Villeparisis et Vaujours, d'une surface totale de 16 hectares. Des dépôts sauvages importants sont présents sur au moins 8 hectares. Le site est illégalement occupé depuis juin 2019. Une ordonnance d'expulsion a été prise par le tribunal de grande instance de Meaux en septembre 2019. Dès que l'expulsion sera réalisée (possible à partir du 30 décembre 2019), la CAPVM procédera à la résorption des dépôts via un marché de prestation de service et ce afin d'éviter tout dépôt supplémentaire sur le site.

Description :
A ce jour, entre 200 à 300 tonnes de déchets ont été estimées.
La CAPVM sollicite le soutien de la Région pour réaliser le tri in situ des déchets afin de les séparer selon leur nature (déchets inertes, non dangereux non inertes et dangereux), puis de les évacuer et de les traiter dans les filières ad hoc, avec une traçabilité garantie. A l'issue du nettoyage, le site sera sécurisé et des panneaux d'information seront installés. Le projet de réaménagement est en cours de finalisation. Il s'agit de créer une centrale photovoltaïque dont le chantier devrait démarrer fin 2021.

Un comité de suivi mis en place dès janvier 2020 permet de réunir l'ensemble des partenaires (Région Île-de-France, Département 77, Préfecture 77, Office Central de Lutte contre les Atteintes à l'Environnement et à la Santé Publique (OCLAESP), communes concernées, gendarmerie…).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté - projets de résorption de dépôts sauvages d'importance régionale : aide plafonnée à 100 000 €, soit 27,18 % des dépenses éligibles en fonctionnement.

Localisation géographique :

- COURTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tri, collecte et traitement des déchets	367 905,60	100,00%
Total	367 905,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	267 905,60	72,82%
Région Île-de-France	100 000,00	27,18%
Total	367 905,60	100,00%

DOSSIER N° 20002875 - RESORPTION D'UN DEPOT SAUVAGE D'IMPORTANCE REGIONALE SUR L'ESPACE NATUREL DU CIRQUE DE L'ESSONNE (91)

Dispositif : Fonds propreté (fonctionnement) (n° 00001130)
Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018
Imputation budgétaire : 937-72-65734-172001-1700
Action : 17200110- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds propreté (fonctionnement)	1 395 000,00 € TTC	7,17 %	100 000,00 €
		Montant total de la subvention	100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SI D'AMENAGEMENT, DE RIVIERES ET DU CYCLE DE L'EAU
Adresse administrative : 58 RUE FERNAND LAGUIDE 91100 CORBEIL-ESSONNES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur XAVIER DUGOIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le cirque de l'Essonne fait l'objet d'un projet de préservation et de valorisation porté conjointement par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement, de Rivières et du Cycle de l'Eau (SIARCE), désigné maître d'ouvrage au titre de sa compétence GEMAPI sur les communes de Lisses, Villabé et Corbeil-Essonnes, et par la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud sur la zone non humide.

Ce site ayant fait l'objet d'occupations illicites (campements temporaires et permanents, jardins potagers...), il est indispensable au préalable de nettoyer des dépôts sauvages de grande ampleur.

Le bureau d'études techniques DEKRA (BET qui a travaillé sur les dépôts sauvages de Champlan et de Vauhallan) réalise actuellement une étude de diagnostic sur les caractéristiques et volumes de déchets à évacuer (cf. dossier CP du mois de novembre 2019). Des prélèvements de matériaux et des sondages de sols en surface vont aussi être effectués. Les résultats et conclusions de cette étude seront connus courant janvier 2020 et les travaux de retrait des déchets et de nettoyage des parcelles seront engagés dans la foulée sur les parcelles libres afin d'éviter toute nouvelle occupation, puis elles se poursuivront au fil de l'eau en fonction des parcelles libérées.

Ce projet est accompagné par le département de l'Essonne (service des Espaces Naturels Sensibles - ENS). Une réunion avec tous les partenaires et notamment les financeurs potentiels s'est tenue le 21

novembre 2019. La région Île-de-France et le département de l'Essonne sont les deux principaux partenaires financiers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du Fonds Propreté « Projets de résorption de dépôts sauvages d'importance régionale » : aide régionale plafonnée à 100 000,00 €, soit 7,17 % des dépenses éligibles en fonctionnement

Localisation géographique :
- LISSES
- CORBEIL-ESSONNES
- VILLABE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Opération de nettoyage du site	1 395 000,00	100,00%
Total	1 395 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	597 500,00	42,83%
Département de l'Essonne	697 500,00	50,00%
Région Île-de-France	100 000,00	7,17%
Total	1 395 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-116
DU 4 MARS 2020

EAU, MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES : PREMIÈRE AFFECTATION 2020 ; CONTRAT SEINE CENTRALE URBAINE ; CONTRAT CHAMPIGNY

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 210-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013, portant approbation du Schéma Directeur de la Région d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 relative à l'adoption du Schéma Directeur de la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, relative à l'approbation du contrat de plan Etat Région 2015-2020 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le comité de bassin et Arrêté le 1er décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, portant la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages » pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, portant sur la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU la délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 modifiée approuvant les nouvelles conventions types dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU la délibération n° CP 16-546 du 13 décembre 2016 portant approbation du règlement d'intervention en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017 portant approbation du Plan Vert de l'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-119 du 7 juillet 2017 modifiée portant approbation du règlement d'intervention du Plan Vert de l'Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2017-580 du 22 septembre 2017 approuvant la convention type du plan vert ;

VU la délibération n° CP 2019-103 du 19 mars 2019 portant adoption à l'Eau, milieux aquatiques et humides - Première affectation 2019 - Emplois d'Insertion pour l'Environnement - Dernière affectation ;

VU la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019, portant approbation de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-116 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer, ***au titre de la stratégie régionale relative aux milieux aquatiques et humides*****,** au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de 164 446,60 €.

Subordonne l'attribution des subventions supérieures à 23 000 € à la conclusion de conventions conformes à la convention type approuvée par la délibération n° CP 16-313 modifiée par délibération n° CR 2017-51 susvisées, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 164 446,60 €, disponible sur le chapitre 907 «Environnement» code fonctionnel 74 «politique de l'eau » programme PR 74006 (474006) «Milieux aquatiques et humides» - action 474006013 «Milieux aquatiques et humides» du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet « Transition écologique et énergétique », sous-volet « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 333 « Restauration des milieux ».

Article 2

Approuve le contrat de trame verte et Bleue ' Eau, trame verte et bleue, climat des plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine ' figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

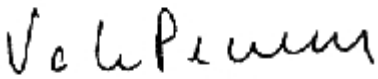
Article 3

Approuve le contrat de territoire ' eau et climat Champigny ' figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 4

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171235-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches-Projet Eau et milieux aquatiques

DOSSIER N° 19009354 - GENNEVILLIERS – AMENAGEMENT DE LA PLACE DU CADRAN SOLAIRE : DESIMPERMEABILISATION ET VEGETALISATION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	178 800,00 € HT	40,00 %	71 520,00 €
	Montant total de la subvention		71 520,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE GENNEVILLIERS
Adresse administrative	:	177 AVENUE GABRIEL PERI 92230 GENNEVILLIERS CEDEX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Patrice LECLERC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est nécessaire de débuter au plus tôt afin de faire les plantations avant la fin de la saison de végétation.

Description :
L'objectif est d'améliorer le cadre de vie et rafraîchir la ville tout en réduisant le volume d'eaux pluviales envoyé au réseau par leur infiltration partielle dans des espaces verts.

La place du Cadran solaire, lieu de passage et de rencontre au bout de la voie piétonne du quartier des Grésillons, couvre environ 3000 m2. Elle est aujourd'hui presque entièrement imperméabilisée, avec de multiples revêtements disparates et des jardinières ornementales surélevées. Les eaux de ruissellements vont toutes au réseau d'eaux pluviales.
Il est prévu : de supprimer toutes les jardinières et maçonneries, de créer 1571 m2 d'espaces verts de pleine terre (arbres, arbustes, vivaces, plantes à bulbe), de remplacer tous les revêtements en dirigeant les eaux pluviales vers ces espaces verts.
L'opération participe aux objectifs du contrat de bassin Plaine et coteaux de la Seine centrale urbaine et à ceux du Plan Vert.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : Dispositifs paysagers végétalisés concourant à la maîtrise à la source des ruissellements, à l'adaptation au changement climatique, et à la biodiversité

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 300 000 €.

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de désimperméabilisation et végétalisation	323 040,00	100,00%
Total	323 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	119 380,00	36,96%
Région Île-de-France	71 520,00	22,14%
Etat (Sub. prévisionnelle)	132 140,00	40,91%
Total	323 040,00	100,00%

DOSSIER N° 19009957 - REHABILITATION ET REVALORISATION ECOLOGIQUE DES 4 MARES DE CORBREUSE

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	53 142,00 € HT	30,00 %	15 942,60 €
	Montant total de la subvention		15 942,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CORBREUSE
Adresse administrative	:	RUE DES ECOLES 91410 CORBREUSE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Denis MOUNOURY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, vu les contraintes techniques et les plantations qui doivent être réalisées à l'automne/hiver.

Description :
Les mares possèdent une importance majeure pour les écosystèmes en tant que corridor écologique et habitat. Elles permettent le développement et la reproduction de nombreuses espèces floristiques et faunistiques, notamment les amphibiens qui restent extrêmement menacés.
Outre les aspects liés à la diversification écologique, la restauration des mares permet la rétention et l'épuration des eaux de ruissellement et la réduction des phénomènes d'inondation. Elle a également un rôle paysager et constitue un outil de sensibilisation à l'environnement qui pourra être valorisé sur le site.

En 2018, la commune de Corbreuse a décidé de lancer un projet visant à restaurer et mettre en valeur les milieux humides et aquatiques de son territoire afin d'en faire à la fois des lieux d'accueil de la biodiversité et de sensibilisation.

La présente demande de subvention concerne les travaux de restauration et de valorisation de 4 mares communales (la mare du Chemin des Ânes, la mare du Trou des Saules, la mare du Plessis et la mare de la Grenouillère).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : Protection, restauration et valorisation des milieux aquatiques, humides et des berges

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Localisation géographique :
- CORBREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires et généraux	8 400,00	15,81%
Travaux de la mare du Chemin des Ânes	5 678,00	10,68%
Travaux de la mare du Trou des Saules	14 775,00	27,80%
Travaux de la mare du Plessis	10 259,00	19,30%
Travaux de la mare de la Grenouillère	6 230,00	11,72%
Fourniture et pose de panneaux pédagogiques	7 800,00	14,68%
Total	53 142,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 942,60	30,00%
Département 91 (subvention prévisionnelle)	21 256,80	40,00%
Fonds propres	15 942,60	30,00%
Total	53 142,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-116

DOSSIER N° 19011561 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF A VILLENEUVE-SAINT-GEORGES : VEGETALISATION DU CIMETIERE ET ACHAT D'UNE BALAYEUSE PORTE-OUTILS AVEC BRAS DE DESHERBAGE

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	70 695,00 € HT	40,00 %	28 278,00 €
	Montant total de la subvention		28 278,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
Adresse administrative : PLACE PIERRE SEMARD
94190 VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie ALTMAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de respecter le plan zéro-phyto de la commune

Description :
La commune ville s'est engagée en 2013 dans la suppression de l'utilisation des produits phytosanitaires. Les agents communaux ont été formés, les espaces verts sont aujourd'hui en gestion différentiée, la commune n'utilise plus de pesticides sur les voiries. Des ateliers de formation/sensibilisation sont prévus pour les jardins familiaux.
Le projet est de végétaliser l'une des divisions du cimetière (la n°13) par enlèvement des gravillons et enherbement des allées (3177 m2 traités), et d'acquérir une balayeuse porte-outils avec bras et accessoires de désherbage pour faciliter le désherbage mécanique des voiries.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : Mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires pour la protection des milieux aquatiques, de la biodiversité et des personnes

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Il n'y a pas de plafond.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'une balayeuse porte-outils avec bras et accessoires de désherbage	56 693,00	80,19%
Terrassements : enlèvement de gravillons, surfaçage ainsi qu'engazonnement et amendement	14 002,00	19,81%
Total	70 695,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	42 417,00	60,00%
Région Île-de-France	28 278,00	40,00%
Total	70 695,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-116

DOSSIER N° 19011979 - AMENAGEMENTS DE GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES ET DES RUISSELLEMENTS – PHASE CONCEPTION

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204142-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	97 300,00 € HT	30,00 %	29 190,00 €
		Montant total de la subvention	29 190,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU MESNIL SAINT DENIS
Adresse administrative : 1 RUE HENRI HUSSON
78322 LE MESNIL SAINT DENIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Evelyne AUBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 7 décembre 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, en raison de risques pour les biens et les populations liés à des inondations régulières d'un quartier de la commune lors des événements pluvieux.

Description :
Du fait de dysfonctionnements des réseaux d'eaux pluviales existants, la commune doit régulièrement faire face à des inondations, avec notamment des débordements dans le quartier du Rodon lors des événements pluvieux.

Suite à un diagnostic de ces dysfonctionnements réalisé en 2017 dans le cadre de son Schéma Directeur d'Assainissement, la commune a fait le choix de s'orienter vers une gestion alternative des eaux pluviales, s'appuyant sur la désimperméabilisation et la végétalisation pour limiter les ruissellements, favoriser l'infiltration et réduire la pollution des eaux. Ces ouvrages permettent de limiter les inondations, tout en améliorant la qualité du cadre de vie et en créant des supports pour la biodiversité, grâce à des aménagements paysagers végétalisés (noues, bassins végétalisés, restauration de mares, désimperméabilisation de parkings…).

La présente demande de subvention concerne les études de conception des aménagements de gestion alternative des eaux pluviales et des ruissellements, s'appuyant sur la végétalisation et la désimperméabilisation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : Protection, restauration et valorisation des milieux aquatiques, humides et des berges

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Localisation géographique :

- LE MESNIL-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'études	97 300,00	100,00%
Total	97 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	29 190,00	30,00%
AESN (Sub. prévisionnelle)	38 920,00	40,00%
Fonds propres	29 190,00	30,00%
Total	97 300,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-116

DOSSIER N° 19011992 - PLAN DE GESTION GRAND TERRITOIRE, ORGE, REMARDE, PREDECELLE

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 907-74-204182-474006-1700
Action : 474006013- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	48 790,00 € HT	40,00 %	19 516,00 €
	Montant total de la subvention		19 516,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYORP SYNDICAT DE L'ORGE, DE LA REMARDE ET DE LA PREDECELLE
Adresse administrative : 163 ROUTE DE FLEURY
91170 VIRY-CHATILLON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur FRANCOIS CHOLLEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réalisation de l'étude dès le mois de novembre 2019 pour une mise en application du plan de gestion au deuxième semestre 2020.

Description :
Propriétaire d'un peu plus de 400 ha dans la vallée de l'Orge, le Syndicat de l'Orge gère et entretient ces milieux humides de fond de vallée qui concourent à la qualité des milieux, l'accueil de la biodiversité, la lutte contre les inondations.
A la suite de la fusion de trois syndicats et de l'arrivée à expiration de plusieurs plans de gestion, une évaluation de ces plans a été réalisée et a mis en avant la nécessité d'élaborer un document rassemblant des actions cohérentes et coordonnées sur la base d'un état des lieux commun à l'ensemble des territoires.

Ainsi, ce plan de gestion a pour objectifs de :
• Synthétiser les connaissances actuelles sur le territoire et identifier les lacunes,
• Définir les enjeux pour ce grand territoire et les objectifs à long terme,
• Définir un plan d'action, avec une programmation annuelle,
• Mettre de la cohérence dans la gestion et les travaux mis en œuvre sur l'ensemble du territoire.

L'élaboration de ce programme d'actions est réalisée en régie par le syndicat.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : Protection, restauration et valorisation des milieux aquatiques, humides et des berges

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.
Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etat des lieux et diagnostic	20 060,00	41,11%
Enjeux et objectifs à long terme	2 950,00	6,05%
Objectifs opérationnels et programme d'action	20 650,00	42,32%
Encadrement de projet	5 130,00	10,51%
Total	48 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	19 516,00	40,00%
AESN (Sub. prévisionnelle)	11 424,00	23,41%
Fonds propres	17 850,00	36,59%
Total	48 790,00	100,00%

Annexe 2 : Contrat "Eau, trame verte et bleue, climat des plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine"

Version provisoire - la validation définitive aura lieu lors des commissions des partenaires : Agence de l'eau Seine-Normandie, Conseil régional d'Île-de-France et Métropole du Grand Paris

PROGRAMME EAU & CLIMAT 2019 2024

Plaines et coteaux **Seine centrale urbaine**

CONTRAT

2020 - 2024

Eau, Trame verte & bleue, Climat



Plaines et coteaux de la **Seine centrale urbaine**

eau seine normandie – Agence de l'eau – Établissement public de l'État

Région îledeFrance

Métropole du Grand Paris

Seine Grands Lacs – Établissement public territorial de bassin

Association Espaces – L'insertion par l'écologie urbaine – Membre de Emmaüs France

En page de garde, le Jardin des eaux est illustré et a été réalisé par la ville de Fourqueux dans le cadre du Contrat de bassin 2014-2018.

SOMMAIRE

PRÉAMBULE....2
ÉTABLI ENTRE....4
IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT....10
TITRE I - OBJET DU CONTRAT EAU, TRAME VERTE & BLEUE, CLIMAT DES PLAINES ET COTEAUX DE LA SEINE CENTRALE URBAINE....10
Article I – Territoire concerné et enjeux associés....10
Article II – Objectifs et résultats attendus....11
Article III – Contenu du programme d'actions....11
Article IV – Durée du Contrat....13
TITRE II - MODALITES DE FONCTIONNEMENT, DE SUIVI, DE REVISION ET DE RESILIATION DU CONTRAT....13
Article V - Pilotage....13
Article VI – Animation....14
Article VII – Demandes de subventions....15
Article VIII – Modalités de suivi....15
Article IX – Modalités de révision et de résiliation du Contrat....15
TITRE III- ENGAGEMENTS DES PARTIES....16
Article X - Engagements des maîtres d'ouvrage....16
Article XI - Engagements des co-financeurs....16
Article XII – Engagements de la structure porteuse de l'animation....18
Annexes du Contrat Eau, Trame verte & bleue, Climat....29
ANNEXE 1 : Territoire concerné et enjeux eau, trame verte et bleue, climat associés du Contrat 2020-2024 des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine....30
ANNEXE 2 : Programme prévisionnel d'actions du Contrat....39
ANNEXE 3 : Indicateurs de suivi-évaluation....87
Préambule aux annexes 4, 5 et 6....90
ANNEXE 4 : Taux d'aide de l'Agence de l'eau Seine-Normandie pour les actions du Contrat 91
ANNEXE 5 : Taux d'aide du Conseil régional d'Île-de-France pour les actions du Contrat....96
ANNEXE 6 : Aides de la Métropole du Grand Paris pour les actions du Contrat....104

PRÉAMBULE

Le Contrat Eau, Trame verte & bleue, Climat des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine s'inscrit dans une démarche pour la préservation des ressources en eau, la protection et la restauration de la biodiversité et de la nature en ville ainsi que l'adaptation au changement climatique. Il permettra en particulier d'améliorer la gestion à la source des eaux pluviales, de restaurer et protéger les milieux naturels (écosystèmes aquatiques, zones humides, corridors et réservoirs terrestres) et de renforcer la résilience des territoires aux inondations avec une adaptation au changement climatique.

Ce Contrat est la formalisation de la mobilisation des acteurs pour développer et promouvoir au moyen d'un programme d'actions prioritaires et efficaces pour la préservation des ressources en eau, la biodiversité et l'adaptation au changement climatique, les opérations à mener pour atteindre ces objectifs. Ce Contrat se base sur deux diagnostics sur la ressource en eau et la Trame verte et bleue du territoire, partagé par l'ensemble des acteurs concernés, qui démontre l'opportunité de mettre en place un Contrat.

Ce Contrat Eau, Trame verte & bleue, Climat est la déclinaison du 11ème programme de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (S.R.C.E.) et du Plan Vert de l'Île-de-France en coordonnant les interventions auprès des collectivités territoriales. Il contribue également à la mise en œuvre de la Stratégie Nature de la Métropole du Grand Paris et du Plan Climat Air Energie Métropolitain.

En effet, le 11e programme de l'Agence de l'eau Seine Normandie, « eau et climat », qui engage la période 2019-2024, vise à encourager les acteurs à adapter dès maintenant leurs pratiques aux conséquences du changement climatique, pour mieux anticiper ses effets, qui sont maintenant certains. La politique contractuelle du programme « eau et climat » 2019-2024 de l'Agence de l'eau Seine-Normandie constitue un élément important de ce programme pour mobiliser les acteurs dans les territoires à enjeux eau et biodiversité, les plus exposés aux conséquences du changement climatique du fait de problèmes de qualité ou de quantité d'eau préexistants et répondre aux défis de l'adaptation au changement climatique.

Le Conseil régional d'Île-de-France impulse également une coordination des projets à l'échelle régionale et un accompagnement des acteurs pour le Plan Vert de l'Île-de-France entre autres pour les projets de création et requalification d'espaces verts ouverts au public, ceux réduisant les effets d'îlots de chaleur en ville et les projets de préservation et de restauration de la Trame verte et bleue en adéquation avec la Stratégie régionale de biodiversité et le Schéma de Cohérence Ecologique.

Dans une même optique, la Métropole du Grand Paris a adopté son Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM) le 12 novembre 2018. Ce PCAEM vise à adapter le territoire aux changements climatiques par la création d'îlots de fraicheur, la réintroduction de l'eau et de la nature en ville et l'utilisation raisonnée de la ressource en eau. Plus spécifiquement, la Stratégie nature de la Métropole du Grand Paris vise à préserver, valoriser et développer les espaces naturels.

Ce Contrat Eau, Trame verte & bleue, Climat des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine s'inscrit dans la continuité du Contrat précédent 2014-2018, dont l'animation était portée par l'association Espaces et soutenue par l'Agence de l'eau Seine-Normandie, le Conseil régional d'Île-de-France et l'EPTB Seine Grand-Lacs. Il fait également suite aux Chartes de l'eau et Trame verte et bleue lancées par Espaces respectivement en 2013 et 2018. Le lancement d'une Charte Trame verte et bleue et le diagnostic préalable à ce Contrat sur le bassin versant Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine a été soutenu

par la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Île-de-France (DRIEE), le Conseil régional d'Île-de-France et Eau de Paris, établissement public signataire du Contrat de bassin 2014-2018.

Cette double démarche pilotée par Espaces, devrait permettre, d'une part, de sensibiliser les acteurs du territoire aux bonnes pratiques en matière de gestion de l'eau et préservation de la biodiversité (Chartes) et, d'autre part, de mettre en œuvre des programmes d'actions pluriannuels opérationnels cofinancés (Contrat Eau, Trame verte & bleue, Climat).

Le périmètre du Contrat couvre la partie du bassin versant de la Seine, de sa confluence avec la Marne à sa confluence avec l'Oise et correspond d'une part aux masses d'eau 155A et 155B, et d'autre part à la grande pénétrante écologique forestière et fluviale rejoignant Paris depuis l'ouest, avec le ru de Buzot et sa vallée, sur un secteur urbain dense (4 millions d'habitants), et fortement imperméabilisé (35%), source d'importantes pressions.

Ce Contrat est un outil de programmation pluriannuel qui engage les parties sur les enjeux eau, biodiversité et climat de leur territoire.

L'ensemble des maîtres d'ouvrage s'engagent à mettre en œuvre au moins trois actions particulièrement pertinentes pour l'adaptation au changement climatique, au regard de ces enjeux et au moins une action de sensibilisation sur les thématiques eau/biodiversité/climat.

De son côté, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, le Conseil régional d'Île-de-France et la Métropole du Grand Paris, s'engagent à financer prioritairement les actions inscrites au Contrat, dans la limite de ses contraintes budgétaires et de ses programmes d'intervention ou politiques de financement.

La conduite de ces actions nécessite la mise en place d'une organisation et la mobilisation de moyens qui font l'objet du présent Contrat.

ÉTABLI ENTRE

L'Agence de l'Eau Seine-Normandie, établissement public à caractère administratif de l'Etat, créée par l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement, inscrit à l'INSEE sous le numéro 18 750 009 500 026, représentée par sa Directrice générale, Madame Patricia BLANC, dénommée ci-après « l'Agence de l'eau Seine-Normandie ».

Le Conseil régional d'Ile-de-France, inscrit à l'INSEE sous le numéro 237 500 079 000 15, représenté par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° XX en date du XX , dénommé ci-après « la Région Île-de-France ».

La Métropole du Grand Paris, inscrit à l'INSEE sous le numéro 200 054 781 000 22, représentée par le Président, Monsieur Patrick OLLIER, en vertu de sa délibération n°XXX en date du XXX, dénommée ci-après « la Métropole du Grand Paris » et « Maître d'ouvrage ».

L'association Espaces, inscrit sous le numéro de SIRET 399 241 090 00048, représentée par sa Présidente, Madame Pascale FLAMANT, en vertu de la décision du conseil d'administration n° XX en date du 11 décembre 2019, dénommée ci-après « Structure porteuse de l'animation » et « Maître d'ouvrage».

Le Conseil départemental de la Seine Saint Denis, inscrit à l'INSEE sous le numéro 229 300 082 000 18, représenté par son Président, Monsieur Stéphane TROUSSEL, en vertu de la délibération n° XX en date du XX, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

Le Conseil départemental du Val-de-Marne, inscrit à l'INSEE sous le numéro 229 400 288 000 10, représenté par son Président, Monsieur Christian FAVIER, en vertu de la délibération n° XX en date du XX, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

Le Conseil départemental des Yvelines, inscrit à l'INSEE sous le numéro 227 806 460 000 19, représenté par son Président, Monsieur Pierre BEDIER, en vertu de la délibération n° XX en date du XX , dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

L'Etablissement public territorial Est-Ensemble, inscrit à l'INSEE sous le numéro 200 023 430 00016, représenté par son Président, Monsieur Gérard COSME, en vertu de la délibération n° XX en date du 17 décembre 2019, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

L'Etablissement public territorial Grand Paris Seine Ouest, inscrit à l'INSEE sous le numéro 200 023 356 00013, représenté par son Président, Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, en vertu de la délibération n° XX en date du 5 février 2020 , dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

L'Etablissement public territorial Paris Ouest La Défense, inscrit à l'INSEE sous le numéro 200 026 979 000 19, représenté par son Président, Monsieur Jacques KOSSOWSKI, en vertu de la délibération n° XX en date du 12 décembre 2019, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Communauté d'Agglomération Saint-Germain Boucles de Seine, inscrit à l'INSEE, sous le numéro 200 058 519 000 71, représentée par son Président, Pierre FOND, en vertu de la délibération n°XX en date du 12 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc, inscrit à l'INSEE, sous le numéro 247 800 584 000 36, représentée par son Président, François DE MAZIERES, en vertu de la délibération n°XX en date du XXX, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Courbevoie, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 268 000 15, représentée par son Maire, Monsieur Jacques KOSSOWSKI, en vertu de la délibération n° XX en date du 9 décembre 2019 , dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Gennevilliers, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 367 000 15, représentée par son Maire, Monsieur Patrice LECLERC, en vertu de la délibération n° XX en date du 20 novembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Houilles, inscrit à l'INSEE sous le numéro 217 803 113 000 18, représentée par son Maire, Monsieur Alexandre JOLY, en vertu de la délibération n° XX en date du 19 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de La Garenne-Colombes, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 359 000 12, représentée par son Maire, Monsieur Philippe JUVIN, en vertu de la délibération n° XX en date du 16 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de l'Etang-la-Ville, inscrit à l'INSEE sous le numéro 217 802 248 000 13, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Yves BOUHOURD, en vertu de la délibération n° XX en date du 17 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Meudon, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 482 000 12, représentée par son Maire, Monsieur Denis LARGHERO, en vertu de la délibération n° XX en date du 3 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Montesson, inscrit à l'INSEE sous le numéro 217 804 186 000 13, représentée par son Maire, Monsieur Jean-François BEL, en vertu de la délibération n° XX en date du 19 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Nanterre, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 508 000 14, représentée par son Maire, Monsieur Patrick JARRY, en vertu de la délibération n° XX en date du 10 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Neuilly-sur-Seine, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 516 000 17, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Christophe FROMANTIN, en vertu de la délibération n° 20-20112019 en date du 20 novembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune du Pré-Saint-Gervais, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 300 613 000 11, représentée par son Maire, Monsieur Laurent BARON, en vertu de la délibération n° XX en date du 9 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Puteaux, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 623 000 11, représentée par son Maire, Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, en vertu de la délibération n° XX en date du 2 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Rueil-Malmaison, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 631 000 14, représentée par son Maire, Monsieur Patrick OLLIER, en vertu de la délibération n° XX en date du 10 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Saint-Cloud, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 649 000 16 représentée par son Maire, Monsieur Eric BERDOATI, en vertu de la délibération n° 2019-86 en date du 21 novembre 2019 , dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune nouvelle de Saint Germain-en-Laye, inscrit à l'INSEE sous le numéro 200 086 924 000 12 représentée par son Maire, Monsieur Arnaud PERICARD, en vertu de la délibération n° 19 I 16 en date du 21 novembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Sannois, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 505 823 000 19 représentée par son Maire, Monsieur Bernard JAMET, en vertu de la délibération n° XX en date du 19 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Suresnes, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 730 000 14 représentée par son Maire, Monsieur Christian DUPUY, en vertu de la délibération n° XX en date du 4 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Vanves, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 755 000 11, représentée par son Maire, Monsieur Bernard GAUDUCHEAU, en vertu de la délibération n° XX en date du 11 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Vaucresson, inscrit à l'INSEE sous le numéro 219 200 763 000 15, représentée par son Maire, Madame Virginie MICHEL-PAULSEN, en vertu de la délibération n° XX en date du 12 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Commune de Versailles, inscrit à l'INSEE sous le numéro 217 806 462 000 16, représentée par son Maire, Monsieur François DE MAZIERES, en vertu de la délibération n° XX en date du 12 décembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

Sénéo, inscrit sous le numéro de SIRET 259 200 210 000 21, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc LECLERCQ, en vertu de la délibération n° XX en date du 12 décembre 2019, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

Le Syndicat AQUAVESC, inscrit sous le numéro de SIRET 200 062 636 000 10, représenté par son Président, Monsieur Erik LINQUIER, en vertu de la délibération n° XX en date du 11 décembre 2019, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Boucle de la Seine (SIABS), inscrit à l'INSEE sous le numéro 257 801 514 000 15, représenté par son Président, Monsieur Abel VINTRAUD, en vertu de la délibération n° 380 en date du 5 décembre 2019, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

Le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Région de Saint-Germain-en-Laye, inscrit sous le numéro de SIRET 257801332 00012, représenté par son Président, Monsieur Arnaud PERICARD, en vertu de la délibération n° XX en date du 16 décembre 2019, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

Le Syndicat mixte d'assainissement HYDREAULYS, inscrit sous le numéro de SIRET 200 062 636 000 10, représenté par son Président, Monsieur Claude JAMATI, en vertu de la délibération n° XX en date du 10 décembre 2019, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

Le Syndicat Mixte Seine Ouest, inscrit sous le numéro de SIRET 200 010 692 000 16, représenté par son Président, Monsieur Daniel LEVEL, en vertu de la délibération n° XX en date du XX , dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

L'Etablissement public d'aménagement Paris la Défense, inscrit sous le numéro de SIRET 527 946 537 000 26, représenté par sa Directrice Générale, Madame Marie-Célie GUILLAUME, en vertu de la délibération n° XX en date du XX , dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

HAROPA Ports de Paris, inscrit sous le numéro de SIRET 712 032 143 000 18, représenté par sa Directrice Générale, Régine BREHIER, en vertu de la délibération n° XX en date du XX, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre (SEMNA), inscrit sous le numéro de SIRET 333 502 391 000 19, représentée par sa Directrice Générale, Madame Hélène CLÉDAT-VAGNE, en vertu de la délibération n° XX en date du 16 décembre 2019, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Société d'Economie Mixte Plaine commune Développement (SEM Plaine Commune Développement), inscrit sous le numéro de SIRET 381 666 924 000 34, représentée par sa Directrice Générale, Madame Catherine LEGER, en vertu de la délibération en date du 13 novembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre (SPLNA), inscrit sous le numéro de SIRET 794 379 875 000 14, représentée par sa Directrice Générale, Madame Hélène CLÉDAT-VAGNE, en vertu de la délibération n° XX en date du 16 décembre 2019, dénommé ci-après « Maître d'ouvrage ».

La Société publique locale Plaine commune Développement (SPL Plaine Commune Développement), inscrit sous le numéro de SIRET 790 298 152 000 14, représentée par sa Directrice Générale, Madame Catherine LEGER, en vertu de la délibération en date du 13 novembre 2019, dénommée ci-après « Maître d'ouvrage ».

Vu le code de l'environnement ;

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, publiée au Journal Officiel des Communautés Européennes le 22 décembre 2000 ;

Vu la loi n°2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 ;

Vu la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu le décret n°2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant une nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Seine-Normandie et le programme de mesures en vigueur ;

Vu l'adoption de la stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Seine-Normandie par le comité de bassin en date du 8 décembre 2016 ;

Vu le XIème programme d'intervention de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie validé le 9 octobre 2018 ;

Vu la délibération n° CA 18-45 du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie en date du 20 novembre 2018 approuvant le contrat type du contrat de territoire eau et climat et l'avis de la commission des aides du XXX ;

Vu le plan d'action pour la reconquête de la qualité de l'eau en vue de la baignade, établi sous l'égide du Préfet de la Région Ile-de-France, en date du 18 avril 2017 ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) désignant la Région chef de file « A la protection de la biodiversité » ;

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et son article 29 élargissant le champ de compétence des agences de l'eau à la biodiversité ;

Vu le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) approuvé par délibération n° CR 71-13 du Conseil régional du 26 septembre 2013, et adopté par arrêté n°2013294-0001 du Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris, le 21 octobre 2013 ;

Vu la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 adoptée par délibération n° CR XXXXX du Conseil régional le 21 novembre 2019,

Vu la stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides adoptée par délibération n° CR 103-16 du Conseil régional le 22 septembre 2016 et son règlement d'intervention modifié par délibération n° CP18-01-2018-01 du 24 janvier 2018 ;

Vu le Plan Vert de l'Île-de-France adopté par délibération n° CR 2017-50 du Conseil régional le 10 mars 2017 et son règlement d'intervention adopté par délibération n°CP 2018-101 le 24 janvier 2018 ;

Vu la Stratégie énergie climat de la Région Île-de-France adoptée par délibération n°CR 2018-016 du Conseil régional le 3 juillet 2018 ;

Vu la compétence Gestion des milieux aquatiques et Prévention des inondations (GEMAPI) prise par la Métropole du Grand Paris et son intérêt d'être partenaire de l'élaboration et la mise en œuvre des Contrats adoptés par délibération n° CM 2017/08/12/13 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 8 décembre 2017 ;

Vu l'institution de la taxe pour la Gestion des milieux aquatiques et la Prévention des inondations au 1er janvier 2019 adoptée par délibération n° CM 2018/09/28/06 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 28 septembre 2018 ;

Vu la fixation du produit de la taxe GEMAPI à un programme pluriannuel d'actions à compter de 2020 adoptée par délibération n° CM 2018/09/28/07 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 28 septembre 2018 ;

Vu la Stratégie nature de la Métropole adoptée par délibération n° CM 2017/10/19/02 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 19 octobre 2017 ;

Vu la compétence « Valorisation du patrimoine naturel et paysager » et l'intervention de la Métropole du Grand Paris pour les actions d'amélioration de la connaissance du patrimoine naturel et paysager et les action de sensibilisation, de communication et de formation adoptées par délibération n° CM 2017/08/12/12 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 8 décembre 2017 ;

Vu le lancement de l'appel à projets « Nature 2050 » adopté par délibération n° CM 2019/02/08/14 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 8 février 2019 ;

Vu le Plan Climat Air Energie Métropolitain adopté par délibération n° CM 2018/11/12/12 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 12 novembre 2018 ;

Vu l'élaboration du Schéma de Cohérence territoriale Métropolitain lancée par délibération n° CM 2017/06/23/05 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 23 juin 2017 ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectif et de financement entre la Métropole du Grand Paris et l'association agréée pour la protection de l'environnement (Espaces) adoptée par délibération n° CM 2019/04/11/12 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 11 avril 2019 ;

Vu l'adhésion à la Charte de l'eau et à la Charte Trame verte et bleue Plaine et coteaux Seine centrale urbaine adoptée par délibération n° BM 2018/09/19/05 du Bureau de la Métropole du Grand Paris du 18 septembre 2018 ;

Vu les délibérations de chaque signataire sur leur plan d'actions et la signature du Contrat Eau, Trame verte & bleue, Climat 2020-2024 des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

TITRE I - OBJET DU CONTRAT EAU, TRAME VERTE & BLEUE, CLIMAT DES PLAINES ET COTEAUX DE LA SEINE CENTRALE URBAINE

Le présent Contrat a pour objet de formaliser l'engagement des acteurs (collectivités locales et autres structures) et des partenaires financiers autour d'un projet collectif de gestion globale de l'eau et de protection de la biodiversité à l'échelle des masses d'eau du territoire des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine. L'objectif du Contrat est d'adapter le territoire aux changements climatiques et doit viser à l'atteinte du bon état des eaux, la préservation de la ressource en eau, le respect de la biodiversité et l'accroissement de la présence de nature en ville.

Il définit :
- Les objectifs et résultats à atteindre,
- Le programme d'actions à mettre en œuvre,
- Les modalités de suivi – évaluation,
- Les modalités de communication et de fonctionnement,
- Les engagements des parties.

ARTICLE I – TERRITOIRE CONCERNÉ ET ENJEUX ASSOCIÉS

Le présent Contrat s'applique au territoire des masses d'eau de la Seine centrale urbaine (FRHR155 A et FRHR 155 B) allant de la confluence de la Marne à la confluence de l'Oise, ainsi que la masse d'eau du ru de Buzot (FRHR155B-F7125000), qui constituent un périmètre cohérent vis-à-vis de la reconquête de la qualité de la Seine et de la grande connexion écologique venant de l'ouest par fleuve et les forêts royales vers le centre de l'agglomération.

Le périmètre affecte l'unité hydrographique Seine Parisienne Grands Axes (IF11a) sur le territoire des communes listées en annexe 1.

Les grands enjeux liés à l'eau, la biodiversité, la nature en ville et à l'adaptation au changement climatique de ce territoire sont :
- La gestion à la source des eaux pluviales et la lutte contre les îlots de chaleur ;
- L'amélioration de la qualité des eaux et la protection de la ressource ;
- La restauration du milieu naturel et la mise en œuvre d'une Trame verte et bleue régionale ;
- La sensibilisation, l'éducation à l'environnement, le suivi et la coordination des actions.

Ces enjeux sont issus des diagnostics sur le territoire réalisés en 2013 et en 2019 dont les figures sont disponibles en annexe 1.

ARTICLE II – OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTENDUS

Les actions à mener s'inscrivent dans un contexte de gestion globale des eaux et de la mise en œuvre de la nature en ville du bassin versant des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine et reposent sur les enjeux et objectifs suivants :

Enjeu A : Gérer à la source les eaux pluviales et lutter contre les îlots de chaleur en concourant à la mise en œuvre du Plan Vert d'Île de France

1. Améliorer les connaissances ;
2. Maîtriser à la source les ruissellements urbains, les pollutions par temps de pluie et le phénomène d'îlots de chaleur en renforçant notamment la place du végétal en ville ;
3. Contribuer à la désimperméabilisation de la ville en zone urbaine et à la végétalisation de ces espaces, notamment pour réduire l'effet d'îlot de chaleur.

Enjeu B : Améliorer la qualité des eaux, économiser et protéger la ressource

1. Elaborer des schémas directeurs d'assainissement et des zonages pluviaux au sein de chaque structure compétente ;
2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement par la mise en conformité des réseaux, des branchements publics et des branchements privés ;
3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie ;
4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau potable).

Enjeu C : Restaurer le milieu naturel et poursuivre la mise en œuvre d'une Trame verte et bleue régionale en adéquation avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique

1. Améliorer les connaissances ;
2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques par la mise à ciel ouvert des rus, la restauration et l'entretien des berges ainsi que de l'hydromorphologie des cours d'eau ;
3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide ;
4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés en faisant place à la nature en ville.

Enjeu D : Sensibilisation, éducation à l'environnement, suivi et coordination des actions

1. Sensibiliser, informer, encourager les actions relatives aux thèmes « Eau, Biodiversité, Climat »
2. Assurer la coordination et le suivi des actions du Contrat

ARTICLE III – CONTENU DU PROGRAMME D'ACTIONS

Le contenu du présent Contrat s'attache à répondre aux enjeux de la politique de l'eau et la biodiversité durable associés au territoire dans le cadre des orientations du SDAGE Seine-Normandie et de la stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Seine Normandie et au Plan Climat Air Energie Métropolitain. Ce Contrat répond également aux politiques de nature en ville de mise en œuvre d'une trame verte et bleue dans le cadre du Plan Vert d'Île-de-France, du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, de la Stratégie Régionale de la Biodiversité et de la Stratégie nature de la Métropole du Grand Paris.

Les parties s'engagent à mettre en œuvre le programme d'actions prévisionnel, détaillé en annexe 2, dans la limite des contraintes budgétaires des parties.
Ce programme d'actions définit les actions retenues en fonction des objectifs et des résultats attendus. Il identifie des actions au sein de chaque objectif. Il précise le calendrier indicatif de réalisation de ces actions.

Le montant prévisionnel des actions de ce Contrat est estimé à 272 535 984 d'euros H.T.

Nom de l'enjeu	Montant prévisionnel en € HT
Enjeu A : Gérer à la source les eaux pluviales et lutter contre les îlots de chaleur en concourant à la mise en œuvre du Plan Vert d'Île de France	109 547 621 € HT
Enjeu B : Améliorer la qualité des eaux, économiser et protéger la ressource	110 095 599 € HT
Enjeu C : Restaurer le milieu naturel et poursuivre la mise en œuvre d'une Trame verte et bleue régionale en adéquation avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique	49 027 631 € HT
Enjeu D : Sensibilisation, éducation à l'environnement, suivi et coordination des actions	3 865 113 € HT

Le programme retenu par les parties est ainsi constitué des principaux axes d'intervention suivants et d'actions prioritaires.

Les actions prioritaires du programme d'actions sont :

- **Enjeu A : Gérer à la source les eaux pluviales et lutter contre les îlots de chaleur en concourant à la mise en œuvre du Plan Vert d'Île-de-France**
  - Déconnexion de 15 ha de surface active dont 7 ha de surfaces désimperméabilisées et végétalisées.

- **Enjeu B : Améliorer la qualité des eaux, économiser et protéger la ressource**
  - Lancement de schémas directeurs de l'eau et de l'assainissement à l'échelle des intercommunalités comprenant un zonage assainissement et pluvial ;
  - Passage aux zéro-phyto sur les communes ;
  - Actions limitant les surverses des réseaux unitaires en vue de protéger la ressource.

- **Enjeu C : Restaurer le milieu naturel et poursuivre la mise en œuvre d'une Trame verte et bleue régionale en adéquation avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique**
  - Réalisation de travaux de réouverture du ru de Buzot ;
  - Lancement d'une étude globale sur la vallée du ru de Marivel comprenant un état des lieux et des scénarios de travaux (réouverture, restauration, gestion des eaux pluviales) ;
  - Création de 10 ha de surfaces végétalisées et espaces verts en ville.

- **Enjeu D : Sensibilisation, éducation à l'environnement et suivi et coordination des actions**
  - Animation pour la prise en compte de la gestion des eaux pluviales sur le bassin versant des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine ;
  - Sensibilisation des acteurs et des usagers du territoire pour restaurer la Trame verte et bleue et actions préservant les milieux aquatiques et la ressource en eau et coordination des actions amont/aval sur l'axe Seine par l'animation du Contrat.

ARTICLE IV – DURÉE DU CONTRAT

Le programme d'actions à réaliser couvre la période 2020-2024, soit une durée de 5 ans.

TITRE II - MODALITES DE FONCTIONNEMENT, DE SUIVI, DE REVISION ET DE RESILIATION DU CONTRAT

ARTICLE V - PILOTAGE

Il est institué un comité de pilotage composé de représentants des signataires du présent Contrat.

Le comité de pilotage (COPIL) est un organe de concertation et de coordination pour la mise en œuvre du programme d'actions et des animations associées.

Le COPIL est dirigé par un Bureau composé au minimum d'un Président et de quatre Vice-présidents. La présidence et les vice-présidences sont assurées par un représentant élu dont la collectivité est signataire du Contrat. Le mandat sera effectif sur la durée du Contrat.
Il est d'abord procédé à l'élection du Président puis à l'élection des Vice-présidents. L'élection des membres du Bureau s'effectue lors du comité de pilotage à la majorité absolue des voix des membres présents et représentés pour chaque scrutin. Chaque membre du comité de pilotage possède une voix délibérative et peut se faire représenter par un autre membre du comité de pilotage. Chaque membre ne peut détenir plus d'un mandat de représentation par réunion. En cas d'égalité, la voix du Président en exercice est prépondérante.
Les éléments constituant l'ordre du jour sont transmis par le président aux membres du comité au moins 15 jours avant la date de réunion.

Le COPIL assure les fonctions suivantes :

- coordonner l'application du Contrat avec un souci de gestion concertée et durable, informer les usagers. Il peut créer à cet effet un comité consultatif ;
- prendre connaissance de la programmation annuelle de travaux des maîtres d'ouvrage présentée par la cellule d'animation ;
- examiner et valider la programmation de la cellule d'animation du Contrat ;
- donner son avis sur les éventuels projets d'avenant et de résiliation du Contrat ;
- élire les membres du Bureau ;
- valider annuellement le suivi du Contrat (bilan financier, rapport d'activité), il en tire notamment les enseignements nécessaires pour renforcer les efforts et éventuellement réorienter les actions ;
- valider l'évaluation du Contrat à son issue.

De plus, pour le pilotage du Contrat, la cellule d'animation du Contrat assure les fonctions suivantes :

- suivre en continu les échéanciers de réalisation des actions programmées ;
- envoyer à l'Agence de l'eau Seine-Normandie, le Conseil régional d'Île-de-France et la Métropole du Grand Paris un tableau d'avancement des actions ;
- envoyer en fin de contrat un rapport technique et financier détaillé qui permette l'évaluation de ce Contrat avant juin 2025 ;
- s'assurer de la communication continue sur la réalisation des actions ;
- réunir annuellement le comité de pilotage, ainsi qu'en cas de non-respect des échéances prévues à l'article II ;
- assurer la coordination des animations associées.

L'avis du comité de pilotage ne s'impose ni à l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ni à la Région Île-de-France et ni à la Métropole du Grand Paris dans leurs choix d'éligibilité de leurs aides financières.

Le compte-rendu du Comité de pilotage est signé par le Président du COPIL, et transmis sous 3 mois après la date de réunion à tous les membres du comité de pilotage.

ARTICLE VI – ANIMATION

L'association Espaces assure une animation pour l'accompagner dans la mise en œuvre et le suivi du Contrat.
La cellule d'animation est composée par au minimum un animateur, soit un total minimal d'un Equivalent Temps Plein.
La cellule d'animation assure la cohésion du Contrat afin de dynamiser, susciter, organiser et suivre les actions qui concourent à l'atteinte des objectifs. Ses missions, définies ci-après, recouvrent à la fois celles définies par la Région Île-de-France au titre de son Contrat Trame verte et bleue, celles définies par l'Agence de l'eau Seine-Normandie dans son programme d'interventions et celles de la Métropole du Grand Paris définies dans la convention pluriannuelle de partenariat avec l'association Espaces pour la période 2019-2021.

La cellule d'animation assure les missions générales suivantes :

- la cohérence et le suivi des actions avec les enjeux du Contrat et avec le SRCE,
- les actions de sensibilisation et de communication, et appui aux maîtres d'ouvrage pour l'émergence et la réalisation des projets prévus au Contrat et pour atteindre les objectifs du Contrat,
- l'information continue des partenaires du Contrat sur l'état d'avancement des actions programmées,
- la mise en place d'un comité de pilotage composé des représentants des signataires du présent Contrat,
- le secrétariat du comité de pilotage,
- la préparation d'une proposition annuelle de programmation de travaux pour le comité de pilotage,
- la présentation aux membres du comité de pilotage de l'état d'avancement du Contrat et des propositions d'actions à réaliser. Il s'agit de tout élément permettant de se prononcer sur la mise en œuvre du Contrat et de son programme d'actions, et en donnant une vision globale de son déroulement,
- la rédaction d'un tableau d'avancement annuel des actions à l'Agence de l'eau Seine-Normandie, à la Région Île-de-France et à la Métropole du Grand Paris conformément aux modèles définis par l'Agence de l'eau Seine-Normandie,
- la rédaction de l'évaluation du Contrat en fin de contrat, conformément aux modèles définis par l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

L'animation du Contrat est placée sous l'autorité hiérarchique de la Présidente de l'association Espaces qui en assure et en assume la rémunération et le recrutement. La cellule d'animation est implantée dans les locaux de l'Association Espaces et bénéficie de la logistique de ses services.
La cellule d'animation peut également porter des missions d'animation thématique.

A côté et en appui de l'animation du Contrat Eau, Trame verte & bleue, Climat, l'animation thématique suivante peut contribuer à la mise en œuvre du programme d'actions :

- Animation de gestion à la source des eaux pluviales – Association Espaces

Les missions prioritaires et spécifiques de l'animation du Contrat et des animations rattachées au Contrat ainsi que les modalités de mises en œuvre de ces animations sont précisées dans les conventions pluriannuelles d'aides dédiées.

ARTICLE VII – DEMANDES DE SUBVENTIONS

Les dossiers de demandes de subventions restent à l'initiative des maîtres d'ouvrage pour chacune de leur opération. La procédure de demande de subventions et les éléments constitutifs des dossiers doivent être conformes aux règles en vigueur de chaque financeur.

ARTICLE VIII – MODALITÉS DE SUIVI

En complément des modalités de suivi précitées à l'article V, des indicateurs sont définis pour le suivi du programme d'actions et son évaluation.
Les indicateurs de moyens et de réalisation permettent de suivre la mise en œuvre des actions programmées. Les indicateurs de résultats permettent d'évaluer des objectifs en termes de résultats visés.
Ces indicateurs sont définis dans l'annexe 3.

A l'issue du Contrat, une évaluation est effectuée. Elle comporte un bilan technique et financier des réalisations.
Le suivi et l'évaluation sont réalisés par la cellule d'animation de l'association Espaces, après avoir recueilli les données des maîtres d'ouvrage.

ARTICLE IX – MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RÉSILIATION DU CONTRAT

Article IX.1 – Modalités de révision

Le présent Contrat peut faire l'objet d'avenants après consultation des membres du comité de pilotage, **en cas de changements majeurs** (périmètre du Contrat, programme prévisionnel d'actions, nouveaux signataires).
L'accord de l'ensemble des parties est requis. Pour ce faire, l'Association Espaces envoie le projet d'avenant par mail ou à défaut par courrier (avec accusé de réception) à chaque partie.
Après réception de la proposition, chaque partie doit donner son avis dans un délai de 3 mois. A l'expiration de ce délai, le silence d'une partie vaut acceptation implicite de l'avenant.

Article IX.2 - Modalités de résiliation

A l'initiative de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, d'un autre financeur ou de l'Association Espaces en tant que structure porteuse du Contrat, le Contrat peut être résilié dans les cas suivants :

- un engagement des parties prévu aux articles XI à XIII n'est pas respecté ;
- à mi-parcours (soit au 1er juillet 2022) s'il n'y a pas :
  - un engagement d'au minimum 40% de la masse financière des actions du programme, soit 109 014 393 d'euros
  - et un engagement d'au moins deux actions prioritaires « eau et climat ».

La structure à l'initiative de la résiliation doit au préalable avoir fait une demande écrite de réaliser l'engagement défaillant aux parties du Contrat concernées avec information à l'ensemble des autres signataires.

Si aucune action n'est engagée dans un délai de 3 mois après la réception de la mise en demeure, la résiliation pourra être prononcée.
La résiliation peut être partielle et concerner que l'un des signataires qui ne respecterait pas les engagements du Contrat.

TITRE III- ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les parties s'engagent à œuvrer à la bonne réalisation du programme d'actions selon le calendrier affiché. Dans le programme d'actions, détaillé en annexe 2, les partenaires financiers potentiels des projets sont précisés.

ARTICLE X - ENGAGEMENTS DES MAÎTRES D'OUVRAGE

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à
- réaliser les actions inscrites au Contrat et conformément aux termes de la programmation définie à l'article III et son annexe 2 ;
- informer la structure porteuse du Contrat de l'avancement de ces actions, soit la cellule d'animation du Contrat de l'association Espaces ;
- signer la charte d'engagement à la stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Seine-Normandie.

Les signataires s'engagent à mentionner l'intervention financière de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, de la Région Île-de-France et de la Métropole du Grand Paris dans toute communication ou publication relative au contrat ou à des actions incluses dans son cadre.

ARTICLE XI - ENGAGEMENTS DES CO-FINANCEURS

Article XI.1 – Engagements de l'Agence de l'eau Seine-Normandie

L'Agence de l'eau Seine-Normandie s'engage à étudier, de manière prioritaire par rapport aux autres dossiers analogues, mais dans le cadre normal de ses processus de décision, les dossiers relevant du programme prévisionnel d'actions du présent Contrat dès lors que les engagements des autres signataires définis à l'article X et XII sont respectés.

Les aides financières de l'Agence de l'eau Seine-Normandie s'effectuent selon les règles du programme en vigueur au moment de leur attribution, soit le 11ème programme pour la période 2020-2024 et dans la limite des contraintes budgétaires de l'Agence de l'eau Seine-Normandie. Au fur et à mesure du lancement effectif des actions, ces dernières font l'objet de conventions d'aides financières, dont les effets peuvent s'étaler sur plusieurs années. C'est dans ces conventions d'aide financière passées avec les Maîtres d'ouvrage qu'est

définie la participation financière de l'Agence de l'eau Seine-Normandie. Les aides financières de l'Agence de l'eau Seine-Normandie sont versées à chaque maître d'ouvrage selon les modalités précisées dans cette convention d'aide financière.
L'Agence de l'eau Seine-Normandie s'engage, par ailleurs, à soutenir la cellule d'animation du Contrat.

L'Agence de l'eau Seine-Normandie transmet à l'Association Espaces les informations relatives aux aides financières attribuées aux Maîtres d'ouvrage dans le cadre du présent Contrat.
L'Agence de l'eau Seine-Normandie s'engage à lui fournir les documents types (bilan financier, rapport d'activité) pour réaliser le suivi et le bilan du Contrat.

Le cas échéant : pour les dossiers de restauration de la continuité écologique relevant du présent Contrat, les aides à la suppression d'obstacles à la libre circulation pourront être portées à 90% au lieu de 80%.

Article XI.2 – Engagements de la Région Ile-de-France

La Région Île-de-France s'engage dans le cadre du Contrat de Trame verte et bleue, à considérer de manière prioritaire les dossiers qui lui seront soumis. Dans le cadre de ce Contrat, elle pourra intervenir sur les objectifs des enjeux, à l'exception de l'enjeu B « améliorer la qualité des eaux, économiser et protéger la ressource ».

Le Conseil Régional d'Île-de-France soutiendra les actions au titre des politiques suivantes :
- la Stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides (CR 103-16 du 22 septembre 2016) et son règlement d'intervention (CP 16-546 du 13 décembre 2016) ;
- le Plan Vert de l'Île-de-France (CR 2017-50 du 9 mars 2017) et son règlement d'intervention RI (CR 2017-119 du 6 juillet 2017) ;
- la Stratégie régionale de la biodiversité 2020-2030 adoptée par délibération n° CR2019-60 le 21 novembre 2019.

En cas de renouvellement des politiques, les nouvelles modalités d'aides qui s'appliqueront seront notifiées aux signataires du Contrat.

La Région Île-de-France ne peut subventionner les travaux que s'ils sont situés sur l'Île-de-France et dans la proportion qui la concerne. Le montant des travaux retenu pour le calcul de l'aide financière régionale peut faire l'objet d'un plafonnement. La participation financière régionale est fixée pour chaque opération par délibération de la Commission permanente.

Le versement des aides se fait sur demande du maître d'ouvrage et à mesure de la constatation des dépenses réalisées dans la limite du montant d'aide initialement défini.

Article XI.3 – Engagements de la Métropole du Grand Paris

La Métropole du Grand Paris est compétente en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie (Nature, climat, etc.) et en matière de « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI), sur la partie métropolitaine du bassin versant des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine. Son implication dans le Contrat lui permet d'être associée aux réflexions structurantes du territoire en matière d'amélioration de la qualité écologique des cours d'eau, de renaturation, de désimperméabilisation et de planifier ses engagements futurs en tenant compte du contexte du bassin.

Pour les actions relatives à la GEMAPI sur le territoire métropolitain dans le programme d'actions détaillé à l'annexe 2, la Métropole du Grand Paris est légitime à porter des actions en tant que maître d'ouvrage, ou à conventionner avec les porteurs de projet ou encore à apporter des concours financiers.
D'autre part, la Métropole du Grand Paris s'engage dans le cadre de ce Contrat, à considérer les dossiers qui lui seront soumis. Dans le cadre de ce Contrat et de ses compétences, elle interviendra sur tous les objectifs des enjeux exceptés pour l'enjeu B « améliorer la qualité des eaux, économiser et protéger la ressource ».

La Métropole du Grand Paris soutiendra les actions au titre des politiques suivantes :

- Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations, orientations adoptées par délibération n° CM 2017/08/12/13 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 8 décembre 2017 ;
- Stratégie nature de la Métropole adoptée par délibération n° CM 2017/10/19/02 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 19 octobre 2017 ;
- Compétence « Valorisation du patrimoine naturel et paysager » et l'intervention de la Métropole du Grand Paris pour les actions d'amélioration de la connaissance du patrimoine naturel et paysager et les actions de sensibilisation, de communication et de formation, orientations adoptées par délibération n° CM 2017/08/12/12 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 8 décembre 2017 ;
- Appel à projets « Nature 2050 » adopté par délibération n° CM 2019/02/08/14 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 8 février 2019 ;
- Plan Climat Air Energie Métropolitain adopté par délibération n° CM 2018/11/12/12 du Conseil de la Métropole du Grand Paris du 12 novembre 2018.

En cas d'évolution des orientations politiques, les nouvelles modalités d'aides qui s'appliqueront seront notifiées aux signataires du Contrat.

La Métropole du Grand Paris peut subventionner des études et travaux s'ils relèvent d'une compétence métropolitaine et dans une logique de bassin versant. La participation financière de la Métropole est fixée pour chaque opération par délibération de l'instance compétente.

En ce cas, le versement des aides se fait sur demande expresse du maître d'ouvrage selon les modalités définies par la délibération d'octroi.

Le programme d'actions, présenté en annexe 2, identifie pour chaque action quel partenaire financier peut être sollicité pour subventionner la mise en œuvre du projet.

ARTICLE XII – ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE PORTEUSE DE L'ANIMATION

L'Association Espaces s'engage à :

- réaliser les actions inscrites au Contrat conformément aux termes de la programmation définie à l'article III et son annexe 2 et tout mettre en œuvre pour faire réaliser par les autres co-signataires les autres actions ;
- réaliser en particulier les actions « eau, biodiversité et climat » et de sensibilisation des acteurs pour respecter les conditions du 11e programme pour la mise en place d'un Contrat ;
- signer la charte d'engagement à la stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Seine-Normandie ;
- assurer les missions de coordination avec le comité de pilotage définies à l'article V.

et le cas échéant à :

- assurer les missions d'animation du Contrat définies à l'article VI ;
- permettre que les animateurs bénéficient de l'appui technique de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, et participent aux sessions d'échange et d'information que l'Agence de l'eau Seine-Normandie peut organiser ;
- ce que les missions d'animation ne soient pas interrompues pendant une période de plus de 4 mois consécutifs.

Fait à……..,
Le……

En 4 exemplaires comprenant 108 pages recto et les annexes suivantes, parties intégrantes et indissociables du Contrat.
Un des 4 exemplaires originaux est remis à l'Agence de l'eau Seine-Normandie, au Conseil régional d'Île-de-France, à la Métropole du Grand Paris et à l'association Espaces, porteuse de l'animation du Contrat. Une copie est remise à chaque autre signataire.

Liste des annexes

Annexe 1 : Territoire concerné et enjeux eau, trame verte et bleue, climat associés du Contrat 2020-2024 des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine

Annexe 2 : Programme prévisionnel d'actions du Contrat

Annexe 3 : Indicateurs de suivi-évaluation

Annexe 4 : Taux d'aide de l'Agence de l'eau Seine-Normandie pour les actions du Contrat

Annexe 5 : Taux d'aide du Conseil régional d'Ile-de-France pour les actions du Contrat

Annexe 6 : Aides de la Métropole du Grand Paris pour les actions du Contrat

La Directrice générale de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie

Le …./…./……. à……

Patricia BLANC

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Le …./…./……. à……

Valérie PECRESSE

Le Président de la Métropole du Grand Paris

Le …./…./……. à……

Patrick OLLIER

La Présidente de l'Association Espaces

Le …./…./……. à……

Pascale FLAMANT

Le Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis

Le …./…./……. à……

Stéphane TROUSSEL

Le Président du Conseil départemental du Val-de-Marne

Le …./…./……. à……

Christian FAVIER

Le Président du Conseil départemental des Yvelines

Le …./…./……. à……

Pierre BEDIER

Le Président de l'Etablissement public territorial Est-Ensemble

Le …./…./……. à……

Gérard COSME

Le Président de l'Etablissement public territorial Grand Paris Seine Ouest

Le …./…./……. à……

Pierre-Christophe BAGUET

Le Président de l'Etablissement public territorial Paris Ouest La Défense

Le …./…./……. à……

Jacques KOSSOWSKI

Le Président de la Communauté d'Agglomération Saint-Germain Boucles de Seine

Le …./…./……. à……

Pierre FOND

Le Président de la Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc

Le …./…./……. à……

François De MAZIERES

Le Maire de la Commune de Courbevoie

Le …./…./……. à……

Jacques KOSSOWSKI

Le Maire de la Commune de Gennevilliers

Le …./…./……. à……

Patrice LECLERC

Le Maire de la Commune de Houilles

Le …./…./……. à……

Alexandre JOLY

Le Maire de la Commune de La Garenne-Colombes

Le …./…./……. à……

Philippe JUVIN

Le Maire de la Commune de L'Etang-la-Ville

Le …./…./……. à……

Jean-Yves BOUHOURD

Le Maire de la Commune de Meudon

Le …./…./……. à……

Denis LARGHERO

Le Maire de la Commune de Montesson

Le …./…./……. à……

Jean-François BEL

Le Maire de la Commune de Nanterre

Le …./…./……. à……

Patrick JARRY

Le Maire de la Commune de Neuilly-sur-Seine

Le …./…./……. à……

Jean-Christophe FROMANTIN

Le Maire de la Commune du Pré Saint-Gervais

Le …./…./……. à……

Laurent BARON

Le Maire de la Commune de Puteaux

Le …./…./……. à……

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Le Maire de la Commune de Rueil-Malmaison

Le …./…./……. à……

Patrick OLLIER

Le Maire de la Commune de Saint-Cloud Le …./…./……. à…… Eric BERDOATI	**Le Maire de la Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye** Le …./…./……. à…… Arnaud PERICARD
Le Maire de la Commune de Sannois Le …./…./……. à…… Bernard JAMET	**Le Maire de la Commune de Suresnes** Le …./…./……. à…… Christian DUPUY
Le Maire de la Commune de Vanves Le …./…./……. à…… Bernard GAUDUCHEAU	**Le Maire de la Commune de Vaucresson** Le …./…./……. à…… Virginie MICHEL-PAULSEN

Le Maire de la Commune de Versailles

Le …./…./……. à……

François DE MAZIERES

Le Président de Sénéo

Le …./…./……. à……

Jean-Luc LECLERCQ

Le Président du Syndicat AQUAVESC

Le …./…./……. à……

Erik LINQUIER

Le Président du Syndicat intercommunal d'assainissement de la Boucle de la Seine

Le …./…./……. à……

Abel VINTRAUD

Le Président du Syndicat intercommunal d'assainissement de la Région de Saint-Germain-en-Laye

Le …./…./……. à……

Arnaud PERICARD

Le Président du Syndicat mixte d'assainissement HYDREAULYS

Le …./…./……. à……

Claude JAMATI

Le Président du Syndicat mixte Seine Ouest Le …./…./……. à……. Daniel LEVEL	**La Directrice Générale de l'Etablissement public d'aménagement Paris la Défense** Le …./…./……. à……. Marie-Célie GUILLAUME
La Directrice Générale d'HAROPA Ports de Paris Le …./…./……. à……. Régine BREHIER	**La Directrice Générale de la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre** Le …./…./……. à……. Hélène CLEDAT-VAGNE
La Directrice Générale de la Société d'économie mixte Plaine Commune Développement Le …./…./……. à……. Catherine LEGER	**La Directrice Générale de la Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre** Le …./…./……. à……. Hélène CLEDAT-VAGNE

La Directrice Générale de la Société publique locale Plaine Commune Développement

Le …./…./……. à……

Catherine LEGER

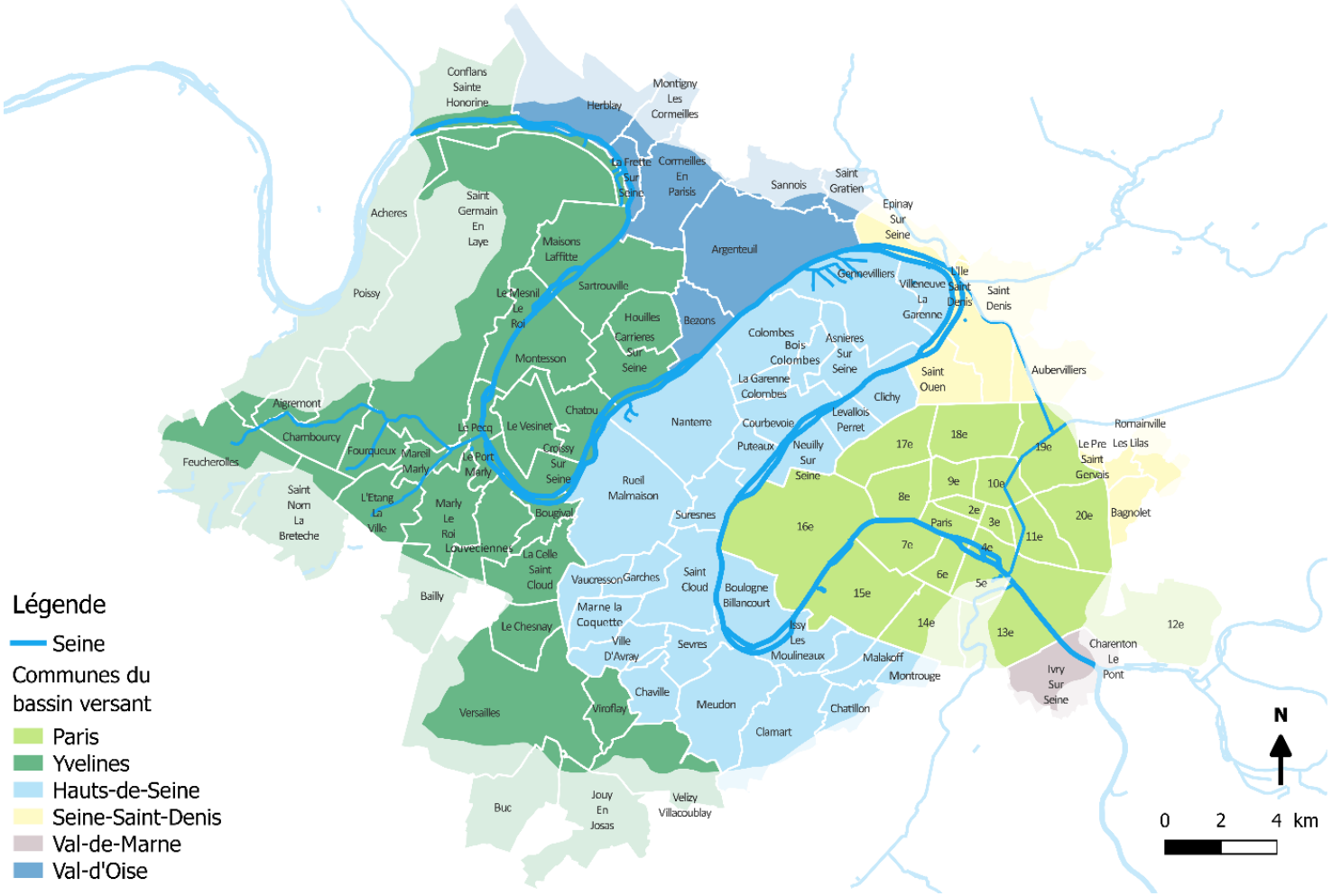
Annexes du Contrat Eau, Trame verte & bleue, Climat

ANNEXE 1 - Territoire concerné et enjeux eau, trame verte et bleue, climat associés du Contrat 2020-2024 des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine
ANNEXE 2 - Programme prévisionnel d'actions du Contrat
ANNEXE 3 - Indicateurs de suivi-évaluation
ANNEXE 4 - Taux d'aide de l'Agence de l'eau Seine-Normandie pour les actions du Contrat
ANNEXE 5 - Taux d'aide du Conseil régional d'Ile-de-France pour les actions du Contrat
ANNEXE 6 - Aides de la Métropole du Grand Paris pour les actions du Contrat

ANNEXE 1 : Territoire concerné et enjeux eau, trame verte et bleue, climat associés du Contrat 2020-2024 des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine

1. Bassin versant concerné

Périmètre du bassin versant des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine



2. Liste des communes

Département	Nom de la commune	Code INSEE	EPCI au 12 novembre 2019
75	PARIS	75056	Métropole du Grand Paris
92	ASNIERES-SUR-SEINE	92004	EPT Boucle Nord de Seine Métropole du Grand Paris
92	BOIS-COLOMBES	92009	EPT Boucle Nord de Seine Métropole du Grand Paris
92	BOULOGNE-BILLANCOURT	92012	EPT Grand Paris Seine Ouest Métropole du Grand Paris
92	CHATILLON *	92020	EPT Vallée Sud Grand Paris Métropole du Grand Paris
92	CHAVILLE	92022	EPT Grand Paris Seine Ouest Métropole du Grand Paris
92	CLAMART *	92023	EPT Vallée Sud Grand Paris Métropole du Grand Paris
92	CLICHY	92024	EPT Boucle Nord de Seine Métropole du Grand Paris
92	COLOMBES	92025	EPT Boucle Nord de Seine Métropole du Grand Paris
92	COURBEVOIE	92026	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris
92	GARCHES	92033	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris
92	GENNEVILLIERS	92036	EPT Boucle Nord de Seine Métropole du Grand Paris
92	ISSY-LES-MOULINEAUX	92040	EPT Grand Paris Seine Ouest Métropole du Grand Paris
92	LA GARENNE-COLOMBES	92035	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris
92	LEVALLOIS-PERRET	92044	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris
92	MALAKOFF	92046	EPT Vallée Sud Grand Paris Métropole du Grand Paris
92	MARNES-LA-COQUETTE	92047	EPT Grand Paris Seine Ouest Métropole du Grand Paris
92	MEUDON	92048	EPT Grand Paris Seine Ouest Métropole du Grand Paris
92	MONTROUGE *	92049	EPT Vallée Sud Grand Paris Métropole du Grand Paris
92	NANTERRE	92050	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris
92	NEUILLY-SUR-SEINE	92051	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris
92	PUTEAUX	92062	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris
92	SAINT-CLOUD	92064	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris
92	SEVRES	92072	EPT Grand Paris Seine Ouest Métropole du Grand Paris
92	SURESNES	92073	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris
92	RUEIL-MALMAISON	92063	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris

92	VANVES	92075	EPT Grand Paris Seine Ouest Métropole du Grand Paris
92	VAUCRESSON	92706	EPT Paris Ouest La Défense Métropole du Grand Paris
92	VILLE D'AVRAY	92077	EPT Grand Paris Seine Ouest Métropole du Grand Paris
92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	92078	EPT Boucle Nord de Seine Métropole du Grand Paris
78	ACHERES *	78005	CU Grand Paris Seine et Oise
78	AIGREMONT *	78007	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	BAILLY *	78043	CA Versailles Grand Parc
78	BUC *	78117	CA Versailles Grand Parc
78	BOUGIVAL	78043	CA Versailles Grand Parc
78	CARRIERES-SUR-SEINE	78124	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	CHAMBOURCY *	78133	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	CHATOU	78146	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	CONFLANS-SAINT-HONORINE *	78172	CU Grand Paris Seine et Oise
78	CROISSY-SUR-SEINE	78190	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	FEUCHEROLLES *	78233	CC Gally-Mauldre
78	HOUILLES	78311	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	JOUY-EN-JOSAS *	78322	CA Versailles Grand Parc
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	78126	CA Versailles Grand Parc
78	LE CHESNAY	78158	CA Versailles Grand Parc
78	LE MESNIL-LE-ROI	78126	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	LE PECQ	78481	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	LE PORT-MARLY	78502	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	LE VESINET	78650	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	L'ETANG-LA-VILLE	78224	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	LOUVECIENNES	78350	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	MAISONS-LAFFITTE	78358	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	MAREIL-MARLY	78367	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	MARLY-LE-ROI	78372	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	MONTESSON	78418	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	NOISY-LE-ROI *	78455	CA Versailles Grand Parc

78	ORGEVAL *	78466	CU Grand Paris Seine et Oise
78	POISSY *	78498	CU Grand Paris Seine et Oise
78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (commune nouvelle avec Fourqueux)	78551	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	SAINT-NOM-LA-BRETECHE *	78571	CC Gally-Mauldre
78	SARTROUVILLE	78586	CA Saint-Germain Boucles de Seine
78	VELIZY-VILLACOUBLAY *	78640	CA Versailles Grand Parc
78	VERSAILLES *	78646	CA Versailles Grand Parc
78	VIROFLAY	78688	CA Versailles Grand Parc
93	AUBERVILLIERS *	93001	EPT Plaine Commune Métropole du Grand Paris
93	BAGNOLET	93006	EPT Est Ensemble Métropole du Grand Paris
93	EPINAY-SUR-SEINE *	93031	EPT Plaine Commune Métropole du Grand Paris
93	LE PRE-SAINT-GERVAIS *	93061	EPT Est Ensemble Métropole du Grand Paris
93	LES LILAS	93045	EPT Est Ensemble Métropole du Grand Paris
93	L'ILE-SAINT-DENIS	93039	EPT Plaine Commune Métropole du Grand Paris
93	MONTREUIL *	93048	EPT Est Ensemble Métropole du Grand Paris
93	PANTIN *	93055	EPT Est Ensemble Métropole du Grand Paris
93	ROMAINVILLE *	93063	EPT Est Ensemble Métropole du Grand Paris
93	SAINT-DENIS *	93066	EPT Plaine Commune Métropole du Grand Paris
93	SAINT-OUEN	93070	EPT Plaine Commune Métropole du Grand Paris
95	ARGENTEUIL	95018	EPT Boucles Nord de Seine Métropole du Grand Paris
95	BEZONS	95063	CA Saint-Germain Boucles de Seine
95	CORMEILLES-EN-PARISIS	95176	CA Val Parisis
95	HERBLAY *	95306	CA Val Parisis
95	LA FRETTE-SUR-SEINE	95257	CA Val Parisis
95	MONTIGNY-LES-CORMEILLES *	95424	CA Val Parisis
95	SANNOIS *	95582	CA Val Parisis
95	SAINT-GRATIEN *	95555	CA Plaine Vallée
94	CHARENTON-LE-PONT *	94018	EPT Paris Est Marne et Bois Métropole du Grand Paris
94	IVRY-SUR-SEINE *	94041	EPT Grand-Orly Saine Bièvre Métropole du Grand Paris

*Communes partielles incluses dans le périmètre du Contrat

3. Enjeux eau, trame verte et bleue, climat associés

3.1. Enjeux eau et climat du bassin versant

Un diagnostic a été réalisé en 2013 par la cellule d'animation de l'association Espaces qui comprenait une description du territoire, un état des lieux sur quatre thématiques (les milieux naturels, les ressources en eau, le cycle de l'eau et l'aménagement et la gouvernance). Ce diagnostic a permis de définir les enjeux du Contrat de bassin 2014-2018 et ce Contrat Eau Trame verte & bleue, Climat intègre également ces objectifs à suivre.

a. Les masses d'eau superficielles concernées

Le bassin versant des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine se compose des 3 masses d'eau superficielles et se situe à la jonction de deux nappes d'eau souterraine. Le réseau hydrographique du territoire est donc principalement constitué du fleuve Seine et du ru de Buzot (*cf. Diagnostic de territoire réalisé par l'Association Espaces en 2013*).

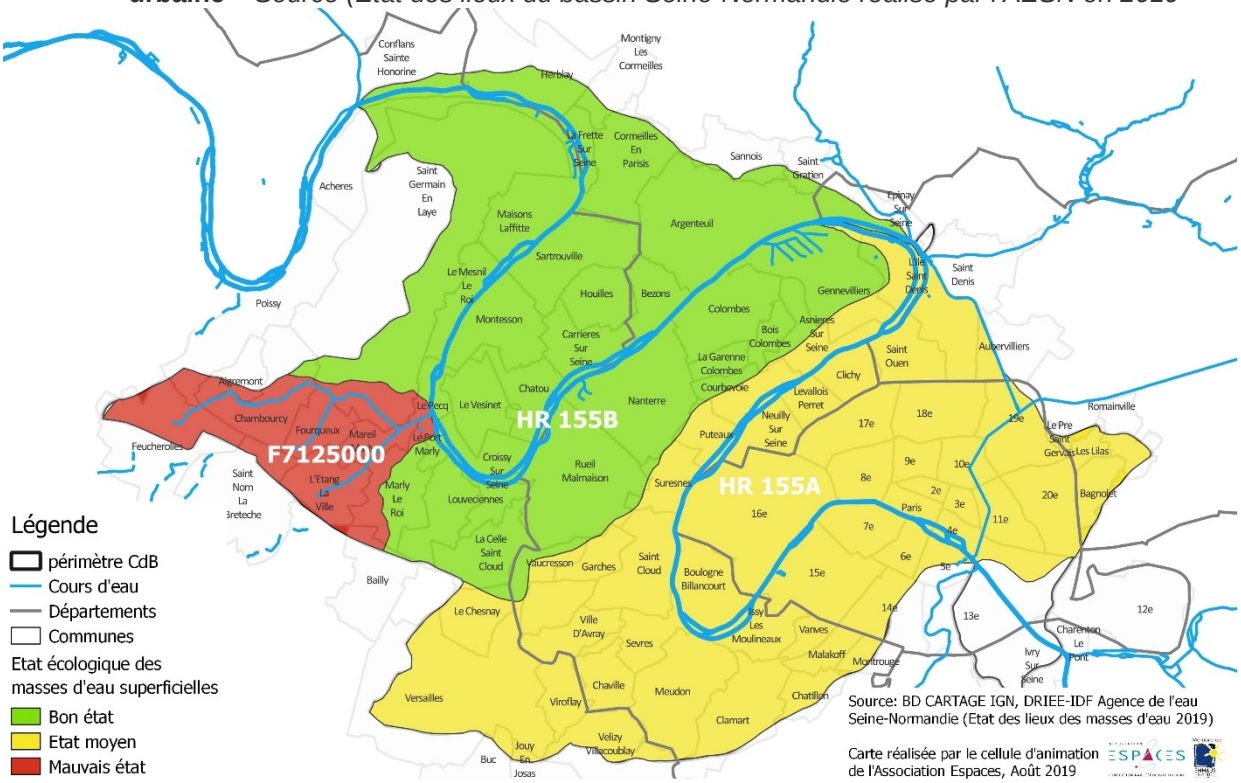
Le territoire est essentiellement traversé par deux tronçons de Seine, masses d'eau fortement modifiées, auquel il convient d'adjoindre la présence du ru de Buzot.

L'ensemble du linéaire de berges de Seine sur le territoire considéré est extrêmement artificialisé. Le cours de la Seine est fortement canalisé limitant les échanges entre milieu terrestre et milieu aquatique. Le ru de Buzot et les autres affluents potentiels de la Seine (ru de Marivel, ru de Saint-Cucufa, ru de Vaucresson) sont quant à eux busés sur une grande partie ou la totalité de leur linéaire limitant ainsi le bon développement de la faune et de la flore aquatique.

Code de la masse d'eau	Masse d'eau superficielle	Statut de la masse d'eau	Objectif global DCE	Paramètres cause de dérogation		
				Biologie	Hydro-morphologie	Chimie et physo-chimie
HR155A	Seine du confluent de la Marne (exclu) au confluent du ru d'Enghien (inclus)	Fortement modifiée	Bon potentiel 2027	Poissons, invertébrés, macrophytes phytoplancton	Régime hydrologique, continuité rivières conditions hydro-morphologiques	Nutriments nitrates *Substances prioritaires* : Métaux, HAP, Pesticides
HR155B	Seine du confluent du Ru d'Enghien (exclu) au confluent de l'Oise (exclu)	Fortement modifiée	Bon potentiel 2027	Poissons, invertébrés, macrophytes, phytoplancton	Régime hydrologique, Continuité rivières, Conditions hydro-morphologiques	Nutriments nitrates *Substances prioritaires* : Métaux, HAP, Pesticides
F7125000	Ru de Buzot	Naturelle	Bon état 2021	-	-	-

Les masses d'eau superficielles du territoire et leurs objectifs d'état DCE
- Source : SDAGE en vigueur en décembre 2019 (SDAGE 2010-2015 de l'AESN)

Etat des masses d'eau superficielles en 2019 du bassin versant Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine – *Source (Etat des lieux du bassin Seine-Normandie réalisé par l'AESN en 2019*



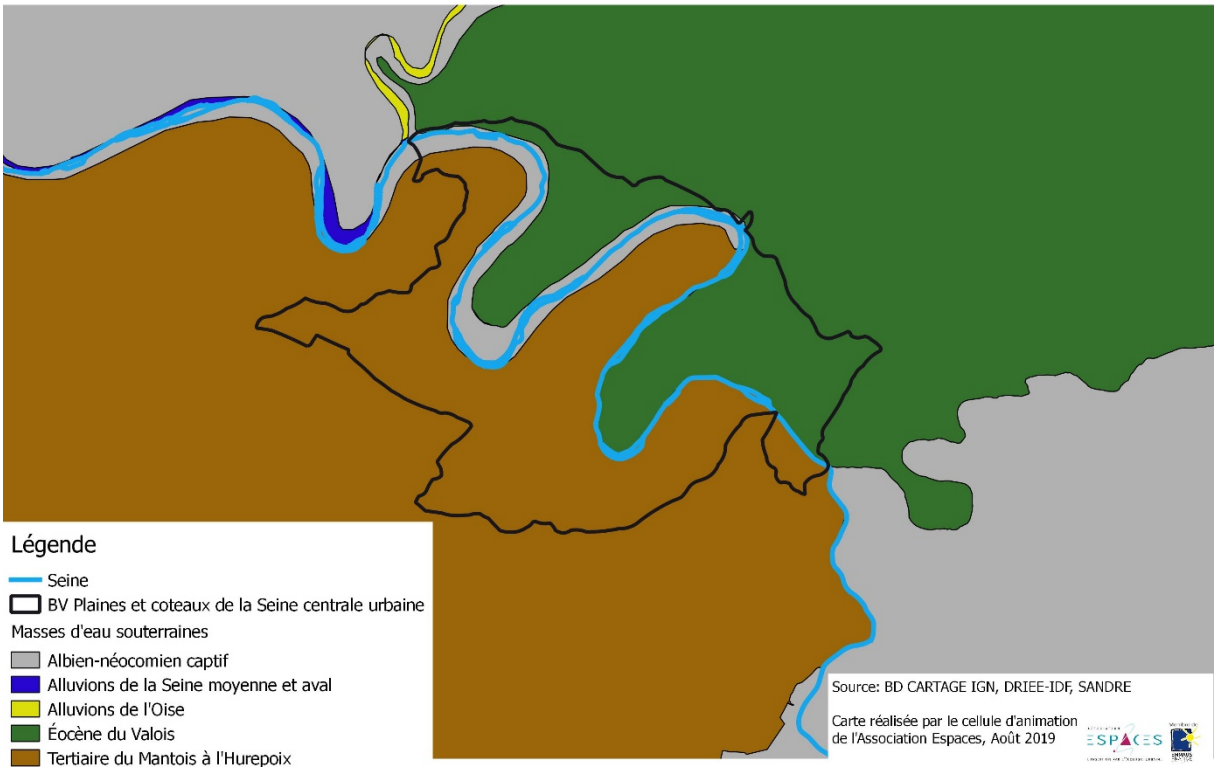
b. Les masses d'eau souterraines concernées

On retrouve trois masses d'eau souterraines sur le territoire du Contrat. Il convient de signaler la présence sur le territoire de la nappe de l'Albien-néocomien : cet aquifère s'étend sous l'ensemble de la région, sous la nappe de la Craie. (*cf. Diagnostic de territoire réalisé par l'Association Espaces en 2013*).

Code	Masse d'eau souterraine	Risque de non atteinte du bon état qualitatif	Surface en km²	Objectif global DCE
3102	Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix	Oui : NO3, Pesticides	2 423	Bon état 2027
3104	Eocène du Valois	Oui : NO3, Pesticides	2 963	Bon état 2015
3218	Albien-Neocomien	Non	2/3 du bassin SN	Bon état 2015

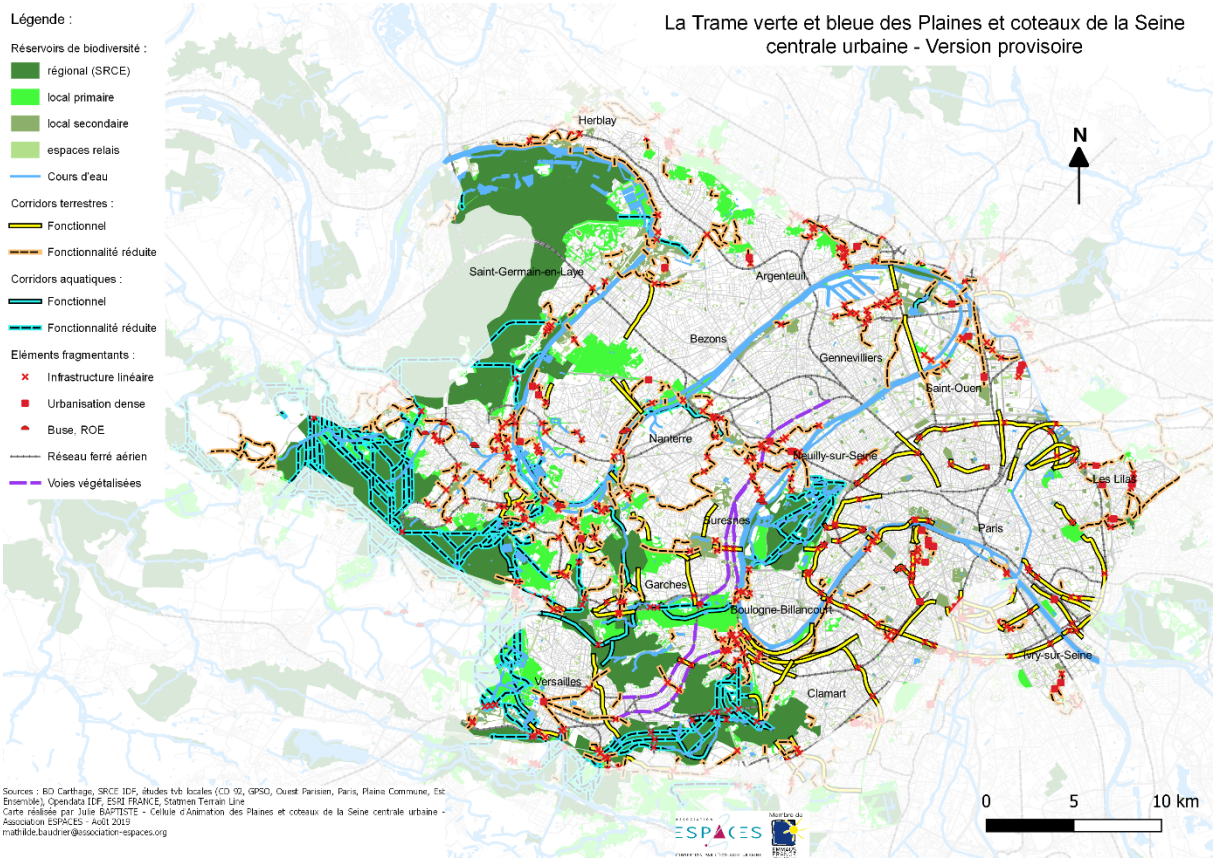
Les masses d'eau souterraines du territoire et leurs objectifs d'état DCE
- Source : SDAGE en vigueur en décembre 2019 (SDAGE 2010-2015 de l'AESN)

Les masses d'eau souterraines du bassin versant Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine



3.2. Enjeux Trame verte et bleue du bassin versant

Un diagnostic sur la Trame verte et bleue du bassin versant des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine a été réalisé entre décembre 2017 et août 2019 par la cellule d'animation des Chartes et du Contrat de l'association Espaces. L'élaboration du diagnostic a été soutenu par le Conseil régional d'Île-de-France, la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) et Eau de Paris et en partenariat technique avec l'Agence de l'eau Seine-Normandie.
Ce diagnostic a permis de faire l'état des lieux de la biodiversité existante sur le territoire mais aussi d'identifier les continuités écologiques et leurs obstacles.



Dans le cadre de ce diagnostic des enjeux et des actions ont également été définis portant sur la préservation et la restauration de la Trame verte et bleue. L'objectif était de définir une stratégie territoriale « Trame verte et bleue » pour les Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine qui a été prise en compte lors de l'élaboration des plans d'actions des maîtres d'ouvrages.

Le bassin versant des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine est concerné par deux grands types d'enjeux, divisés en sous-enjeux : les enjeux écologiques et les enjeux urbains.

Les enjeux écologiques correspondent aux enjeux relatifs au maintien de la qualité des habitats et des corridors écologiques au sein des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine. Nous en avons distingué cinq :

- Préserver les réservoirs de biodiversité
- Développer les réservoirs de biodiversité et les espaces relais
- Stopper la disparition des zones humides
- Préserver et restaurer les corridors terrestres et les espaces relais
- Préserver et restaurer les corridors aquatiques et humides

Les enjeux urbains correspondent aux enjeux relatifs aux problématiques sociales et économiques incluant les populations humaines dans leurs rapports à la nature et à sa gestion au sein des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine. Nous en avons distingué trois :

- Nature en ville et attractivité du territoire
- Maîtriser les risques et rafraichir les villes
- Participer à l'amélioration de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques

ANNEXE 2 : Programme prévisionnel d'actions du Contrat

Conformément à l'article III, dans cette annexe sont identifiées les actions à réaliser sur le territoire sous réserve du vote des budgets afférents.

Le montant global du programme prévisionnel d'actions est de 272 535 984 € HT.

Dans le respect du 11e programme, les actions en gras constituent les actions particulièrement pertinentes pour l'adaptation au changement climatique (au nombre minimum de 3) et celle(s) en italique l'action ou les actions de sensibilisation sur les thématiques eau/biodiversité/climat.

1. Objectifs visés et actions retenues

Enjeu A : Gérer à la source les eaux pluviales et lutter contre les îlots de chaleur en concourant à la mise en œuvre du Plan Vert d'Île de France

Le montant du programme prévisionnel des actions répondant à l'enjeu A est de 109 547 621 € HT. Ce montant correspond à une estimation des montants éligibles pour les actions inscrites par les maîtres d'ouvrage.

L'action prioritaire de l'enjeu A pour ce Contrat est la déconnexion de 15 ha de surface active dont 7 ha de surfaces désimperméabilisées et végétalisées.

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.1 : Améliorer les connaissances	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Etudes spécifiques de gestion des EP et du risque inondation dans le cadre de la requalification des ZAE de Bezons		40 000 €					40 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Programme pluriannuel d'études de requalification des ZAE intégrant une gestion à la source des eaux pluviales			50 000 €	50 000 €	50 000 €		150 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Etude de désimperméabilisation des Jardins de la Dalle Frontenac		100 000 €					100 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Etude d'aménagement en vue d'une gestion à la source des eaux pluviales du parking Kennedy (arrivée du T13)			80 000 €				80 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Etude préalable à la désimperméabilisation des voiries autour du Jardin des Arts				50 000 €			50 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.1 : Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Etude préalable à la désimperméabilisation de la place de la Grille		75 000 €	75 000 €				150 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Etude de déconnection des eaux de ruissellement du parking des Impôts vers le Parc du Viaduc		15 000 €	15 000 €				30 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Etude d'aménagement en vue d'une gestion à la source des eaux pluviales du parking de la piscine Intercommunale			50 000 €	50 000 €			100 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Programme pluriannuel d'études de désimperméabilisation des cours d'écoles (montant annuel)		6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	30 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Etude pour l'aménagement d'un cimetière désimperméabilisé sur la commune déléguée de Fourqueux			23 333 €	23 333 €	23 334 €		70 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Etudes globales de gestion des eaux à la parcelle, réouverture du ru de Buzot et de mise en valeur des sources - Projet "Cœur de sources"					100 000 €	100 000 €	200 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Bâtiments départementaux : étude de conformité des branchements, de déconnexion des EP et du potentiel de végétalisation des toitures				50 000 €	50 000 €	50 000 €	150 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Parc départemental de l'Île-Saint-Denis Etude sur la gestion et mise en scène des eaux pluviales du parc départemental de l'Ile-Saint-Denis et en particulier des aires de jeux, eaux de ruissellement quai de la Marine et de la maison du parc : création de noues et de deux mares (étude et travaux)		15 000 €	25 000 €				40 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.1 : Améliorer les connaissances	Grand Paris Seine Ouest	Etude : Création d'un référentiel de l'aménagement durable		41 667 €	20 833 €	20 833 €			83 333 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Paris La Défense	Etude d'aménagement pour la gestion des eaux pluviales sur le secteur des Groues - Secteur Hanriot		118 267 €					118 267 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Paris Ouest La Défense	Etude : Création d'un référentiel de l'aménagement durable			25 000 €				25 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Société publique locale Plaine Commune Développement	Etude d'aménagement de la ZAC Sud Confluence à Saint-Denis avec une déconnection des eaux pluviales du réseau unitaire d'assainissement		225 000 €	225 000 €				450 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Ville de La Garenne-Colombes	Etude de faisabilité et de réaménagement du cimetière : requalification d'espace vert avec la gestion des eaux pluviales et gestion écologique " trame verte et bleue ".		25 000 €					25 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Ville de La Garenne-Colombes	Etude de faisabilité technique et étude de conception sur la gestion des eaux pluviales et la végétalisation sur des toits des bâtiments communaux (Ecoles René Guest, Sagot Voltaire, André Marsault et Marché des Vallées)		25 000 €					25 000 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Ville de Saint-Cloud	Etude pour la création de toitures végétalisées dans les nouveaux projets		8 500 €					8 500 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Ville de Sannois	PLAN D'ACTION TRAME BLEUE : Etude d'identification des îlots de chaleur à déminéraliser et des aménagements durables		6 250 €					6 250 €
A.1 : Améliorer les connaissances	Ville de Vanves	Etude préliminaire de végétalisation et de désimperméabilisation du Grand cimetière		10 000 €					10 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.1 : Améliorer les connaissances	Ville de Vanves	Etude préliminaire de végétalisation et de désimperméabilisation du Petit cimetière		20 000 €					20 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Association ESPACES	Création d'une toiture végétalisée sur la commune d'Issy-les-Moulineaux (sur la ligne T2)		10 000 € (déjà subventionnée dans le cadre de l'AAP Biodiversité 2019)					10 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Programme pluriannuel de travaux de requalification des ZAE intégrant une gestion à la source des eaux pluviales				250 000 €	500 000 €	750 000 €	1 500 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Travaux de requalification des ZAE de Bezons intégrant une gestion à la source des eaux pluviales			200 000 €	200 000 €			400 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc	Mise en place de bâche de récupération d'eaux de pluie			20 000 €				20 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Désimperméabilisation des voiries autour du Jardin des Arts**				500 000 €			500 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Mise en place d'une cuve enterrée pour récupérer les eaux de toitures de l'Office du tourisme et des allées du jardin des arts				50 000 €			50 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Travaux de déconnection du réseau pour gérer les eaux de ruissellement du parking des Impôts vers le Parc du Viaduc		115 000 €	115 000 €				230 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Programme pluriannuel de gestion à la source des eaux pluviales par la nature en ville afin de créer des îlots de fraicheur**		100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	500 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Programme pluriannuel de création de toitures végétalisées sur les bâtiments communaux**		40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	200 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Travaux - Projet "Cœur de sources"**					850 000 €	850 000 €	1 700 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Parc départemental Jean Moulin les Guillands : Création d'une mare pour gérer les eaux pluviales d'une voirie interne au parc départemental Jean Moulin les Guillands		5 000 €	15 000 €				20 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Square Emile Dunois (BOULOGNE)		133 334 €					133 334 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Squares Carrier Belleuse et Madame Pompadour (SEVRES)				2 100 000 €			2 100 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Square Ferdinand Buisson (CHAVILLE)		12 500 €	237 500 €				250 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Square Léon Blum (BOULOGNE)		70 833 €	1 304 167 €				1 375 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Parc des Varennes (ILM)		54 167 €	987 500 €				1 041 667 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Square Mitterrand (/ Mairie) (VANVES)		50 000 €	900 000 €				950 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Square des Créneaux (CHAVILLE)		16 666 €		341 667 €			358 333 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Parc Brimborion (SEVRES)		250 000 €	250 000 €	200 000 €	200 000 €		900 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Square Général de Gaulle (VANVES)		41 667 €		791 667 €			833 334 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Parc Rothshild (BOULOGNE)		66 667 €					66 667 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Parc Henri Barbusse (ILM)		83 333 €		312 500 €	312 500 €	312 500 €	1 020 833 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux de déconnexion des eaux pluviales dans les parcs (yc études associées AMO, MOE, etc…) Square de l'Abbé Derry (ILM)			16 667 €	150 000 €			166 667 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux d'aménagement de toits-terrasses sur des bâtiments**		202 950 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	250 950 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Grand Paris Seine Ouest	Travaux d'aménagement de gestion à la source des eaux pluviales du parc Pic à Vanves (yc études associées AMO, MOE, etc…)		208 933 €	129 167 €	587 500 €	170 833 €	170 833 €	1 266 666 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Paris La Défense	**Mise en Parc soit végétalisation de l'esplanade de la Défense**		520 000 €	520 000 €	520 000 €	520 000 €	520 000 €	2 600 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Paris La Défense	**Travaux d'aménagement avec une gestion des eaux pluviales du secteur des Groues**			407 700 €	407 700 €	407 700 €	407 700 €	1 630 800 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Paris La Défense	**Création d'un parc et gestion à la source des eaux pluviales des voies nouvelles à Charlebourg, La Garenne-Colombes**				1 200 000 €	1 200 000 €	1 200 000 €	3 600 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Paris La Défense	Gestion des Eaux pluviales au niveau des Tours sisters			101 000 €	101 000 €	101 000 €	101 000 €	404 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	ZAC des GUILLERAIES - Déconnexion des eaux et aménagement d'ouvrages d'infiltration		176 000 €	704 000 €		880 000 €		1 760 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	**ZAC des Papeteries - Aménagement des espaces publics avec une gestion des eaux pluviales**		900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	4 500 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	**ZAC Petit Nanterre - Secteur Potagers : Aménagement d'ouvrages d'infiltration**			250 000 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €	1 000 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	**ZAC Petit Nanterre - Secteur des Muguets : gestion à la source des eaux de voiries lors de la requalification de la rue des Aubépines et réhabilitation de la Place des Muguets**				328 250 €	328 250 €	656 500 €	1 313 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Société publique locale Plaine Commune Développement	Travaux d'aménagement de la ZAC Sud Confluence à Saint-Denis avec une déconnection des eaux pluviales du réseau unitaire d'assainissement - Première phase de travaux				300 000 €	300 000 €		600 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Courbevoie	**Aménagement d'espaces verts et de toitures végétalisées dans l'Ecoquartier Delage**		680 000 €	360 000 €	220 000 €	240 000 €	500 000 €	2 000 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Courbevoie	Requalification et extension du Parc de Bécon		1 269 562 €	1 050 672 €	612 892 €	831 782 €	612 892 €	4 377 800 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Courbevoie	**Gestion à la source des eaux pluviales et végétalisation du Square de l'Hôtel de ville**			320 000 €	320 000 €			640 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Courbevoie	**Gestion à la source des eaux pluviales et végétalisation du Parc des Pléiades**			520 000 €	520 000 €			1 040 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Courbevoie	**Végétalisation de la dalle du centre commercial Charas**		52 000 €	52 000 €	624 000 €	936 000 €	936 000 €	2 600 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Gennevilliers	**Aménagement des toitures et d'espaces végétalisés sur l'école Joliot Curie**		264 000 €	264 000 €	72 000 €			600 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Gennevilliers	**Aménagement de toitures et d'espaces végétalisés sur les équipements multifonctionnel, culturel et intergénérationnel des Agnettes EMCI**		40 698 €	102 942 €	95 760 €			239 400 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Gennevilliers	**Mise en place de toitures végétalisées et d'espaces verts lors de la réhabilitation et extension du centre équestre**			242 216 €	493 748 €	195 636 €		931 600 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de La Garenne-Colombes	**Réalisation d'une toiture végétalisée : Ecole René GUEST**		347 140 €					347 140 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de La Garenne-Colombes	**Réalisation d'un toiture végétalisée : Ecole Sagot Voltaire**			282 115 €				282 115 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de La Garenne-Colombes	**Réalisation d'une toiture végétalisée: Ecole André Marsault**				229 500 €			229 500 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de La Garenne-Colombes	**Réalisation d'une toiture végétalisée: Marché des Vallées**					93 585 €		93 585 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de l'Etang-la-Ville	Récupération des eaux de pluie sur la route de Saint Nom			18 000 €				18 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Montesson	Aménagement d'un récupérateur d'eaux pluviales connecté à une noue lors de la construction d'un centre de loisirs à l'école Maternelle Marie Laurencin		15 000 €					15 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Montesson	**Aménagement d'éléments végétalisés lors de la construction d'une salle polyvalente dans le quartier de la Borde**		100 000 €					100 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Meudon	**Gestion à la source des eaux pluviales dans les cours d'école**		200 000 €					200 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Nanterre	**Réaménagement des locaux du stade Guimier avec une gestion à la source des eaux pluviales**			34 000 €				34 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Nanterre	**Installation d'une toiture végétalisée sur le toit du théâtre des Amandiers**				83 500 €			83 500 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Nanterre	**Aménagement de l'école Maxime Gorki avec une gestion à la source des eaux pluviales**				260 500 €			260 500 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Nanterre	**Gestion des eaux pluviales lors de la construction d'une école au niveau du nouveau quartier des Groues**				155 530 €	155 530 €	155 540 €	466 600 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Nanterre	**Installation d'une toiture végétalisée sur le nouveau gymnase Langevin**					135 000 €		135 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Puteaux	Etude et installation de récupérateurs d'eaux pluviales à la Crèche des Cèdres		550 000 €	550 000 €				1 100 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Rueil-Malmaison	**Mise en place de toitures végétalisées sur le groupe scolaire Robespierre**		80 000 €					80 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Rueil-Malmaison	**Mise en place de toitures végétalisées sur la Crèche Les Cigognes**				60 000 €			60 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Rueil-Malmaison	**Réalisation d'une terrasse végétalisée lors de la reconstruction de la piscine des Closeaux**					250 000 €		250 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Rueil-Malmaison	**Mise en place de toitures végétalisées lors de la reconstruction du groupe scolaire Les Trianons**						200 000 €	200 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Rueil-Malmaison	**Réalisation d'une terrasse végétalisée lors de la Création d'un ossuaire au cimetière des Bulvis**		15 000 €	15 000 €				30 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Saint-Cloud	Récupération des eaux de pluie des toits des bâtiments voisins pour l'arrosage du jardin partagé		4 500 €					4 500 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Saint-Cloud	**Végétalisation de la toiture du marché des Avelines**			450 000 €				450 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Saint-Cloud	**Végétalisation de la toiture de la toiture du cinéma - Théâtre des 3 Pierrots**			50 000 €				50 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Sannois	CENTRE HORTICOLE : Fourniture et pose de récupérateurs des eaux pluviales de toitures		13 000 €					13 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Sannois	ECOLE MATERNELLE GAMBETTA : Fourniture et pose d'une cuve de récupération des eaux pluviales de toitures de 5m3		5 000 €					5 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Sannois	ECOLE PASTEUR : Fourniture et pose d'une cuve de récupération des eaux pluviales de toitures de 5m3		5 000 €					5 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Sannois	**ECOLE PASTEUR : Installation d'une toiture végétalisée**		54 100 €					54 100 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Sannois	**ECOLE MATERNELLE GAMBETTA : Installation d'une toiture végétalisée**		30 100 €					30 100 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Sannois	RUE DAMIETTE : Agrandissement des fosses de plantations de 12 arbres			9 600 €				9 600 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Sannois	CENTRE CYRANNO : Fourniture et pose d'une cuve de récupération des eaux pluviales de toitures			67 380 €				67 380 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Sannois	**CENTRE CYRANNO : Installation d'une toiture végétalisée**				224 600 €			224 600 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Sannois	AVENUE GABRIEL PERI : Agrandissement des fosses de plantations de 15 arbres					12 000 €		12 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Suresnes	Récupération des eaux de toiture de la tribune et du tennis couvert au stade Jean Moulin pour un arrosage du terrain principal						100 000 €	100 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Suresnes	Déconnexion des eaux de la toiture de l'école du Parc					78 500 €		78 500 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Vaucresson	Récupération des eaux de pluies des bâtiments et des chaussées dans le cadre de la création des potagers partagés		10 000 €					10 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Vaucresson	**Création de toiture végétalisée dans le projet d'une médiathèque**				100 000 €			100 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Vaucresson	**Toiture végétalisée du centre culturel La Montgolfière**				60 000 €			60 000 €
A.2 : Maîtriser à la source les ruissellements urbains	Ville de Versailles	Récupération des eaux pluviales du Parking de Sceaux			60 000 €				60 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Travaux de désimperméabilisation des Jardins de la Dalle Frontenac**		150 000 €	150 000 €				300 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Désimperméabilisation, végétalisation et création de noues sur le parking Kennedy (arrivée du T13)**			400 000 €				400 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Travaux de désimperméabilisation et végétalisation de la place de la Grille**		600 000 €	600 000 €				1 200 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Végétalisation et désimperméabilisation de l'Ecoquartier du Bel Air**		400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	2 000 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Végétalisation et désimperméabilisation de l'Ecoquartier de l'Hôpital**		180 560 €	180 560 €	180 560 €	180 560 €	180 560 €	902 800 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Programme pluriannuel de désimperméabilisation des parkings et végétalisation drainante**		50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	250 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Programme pluriannuel de désimperméabilisation des cours d'écoles (montant annuel)**		100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	500 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Travaux de désimperméabilisation, végétalisation et création de noues sur le parking de la piscine Intercommunale**			375 000 €	375 000 €			750 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Désimperméabilisation de la cour d'école Bonnenfant**			127 750 €	127 750 €			255 500 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	**Travaux de désimperméabilisation pour la création du nouveau cimetière de la commune deleguée de Fourqueux**			100 000 €	100 000 €	100 000 €		300 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Lutte contre les îlots de chaleur urbains dans les collèges départementaux : programme de désimperméabilisation et de végétalisation des cours de collèges**		400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	2 000 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation et végétalisation de la RD914 (exRN14) Epinay sur Seine Av de Lattre de Tassigny & collège Robespierre**		40 833,33					40 833,33 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation et végétalisation de la RD115 Pantin (Mairie de Pantin à Rue de Lizy)**		17 500 €	17 500 €				35 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation de la RD 1 bis Quai du Châtelier - Ile St Denis (sud du FRISD à la RD20)**		17 500 €	81 666,67 €				99 166,67 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation de la RD932 Aubervilliers/Pantin (phase PMD1)**			29 167 €	320 833 €			350 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation de la RD 931 (exRN1) St Denis (T5 - RD29)**			29 166,67 €				29 166,67 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation de la RD940 (exRN401) St Denis Av du Docteur Lamaze - Av Marcel Cachin**			105 000 €				105 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation et végétalisation de la RD20 bis Bagnolet (Av Gambetta)**		17 500 €	37 916,66 €	37 916,67 €			93 333,33 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation et végétalisation de la RD20 Les Lilas (Av du marechal juin)**		17 500 €	5 833,33 €	5 833,34 €			29 166,67 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation de la RD 1 bis Quai du Châtelier - Ile St Denis (nord du FRISD à la RD986)**				157 500 €			157 500 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation de la RD932 Aubervilliers/Pantin (phase 4 chemins)**				175 000 €	175 000 €		350 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation de la RD1 St Ouen (Quai de Seine)**				61 250 €	61 250 €		122 500 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation et végétalisation de la RD410 St Ouen (Bd Victor Hugo)**			210 000 €	84 000 €			294 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation de la RD932 Aubervilliers/Pantin (phase Courtillieres)**		96 250 €	96 250 €				192 500 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation et végétalisation de la RD22 St Ouen (Rue Dhalenne)**			29 166,67 €	87 500 €			116 666,67 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Désimperméabilisation de la RD410 nord (Bd Jean Jaures - Bd Anatole France) St Ouen**			58 333,33 €	58 333,34 €			116 666,67 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Mail et avenue du Maréchal Juin (BOULOGNE)**		290 000 €					290 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Camille See (SEVRES)**			150 000 €				150 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Grande Rue (SEVRES)**			400 000 €				400 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Rue Leon Journault (SEVRES)**					225 000 €		225 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Avenue Henri Regnault (SEVRES)**						450 000 €	450 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Place Hotel de Ville (SEVRES)**						350 000 €	350 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Avenue Division Leclerc (SEVRES)**						116 667 €	116 667 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Rue de la Fontaine Henri IV (yc renouvellement des arbres) (CHAVILLE)**		41 200 €	782 800 €				824 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Rue Carnot (Paul Bert à Billancourt) (BOULOGNE)**		12 825 €	272 175 €				285 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Place Charles de Gaulle (VDA)**		41 700 €	792 300 €				834 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Rue d'Arthelon (MEUDON)**		38 850 €	388 500 €	349 650 €			777 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Rue de la Ronce (VDA)**		29 800 €	256 280 €	166 880 €	143 040 €		596 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Zone d'activités Meudon la Forêt (Maréchal Juin) (MEUDON)**		275 000 €	1 300 000 €	483 333 €	875 000 €	875 000 €	3 808 333 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Grand Paris Seine Ouest	**Travaux de désimperméabilisation de voirie (yc études associées AMO, MOE, etc.) Place Brossolette (SEVRES)**			8 500 €	76 500 €			85 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Paris La Défense	**Gestion des eaux pluviales des espaces publics du Croissant (phase 2)**			100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	400 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Paris Ouest La Défense	**Gestion des eaux de pluie dans l'Ecoquartier des Bergères**		530 000 €	530 000 €	200 000 €	130 000 €	130 000 €	1 520 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	**ZAC des Provinces Françaises - Désimperméabilisation et aménagement de l'emprise de l'ancienne école maternelle**		75 000 €	175 000 €				250 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Société d'économie mixte Plaine Commune Développement	**Désimperméabilisation des espaces et aménagement de l'Écoquartier de L'île Saint-Denis (2ème phase)**		2 048 898 €			540 551 €	540 551 €	3 130 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	**PARC SUD - Secteur Fontenelles : Désimperméabilisation des espaces publics**		140 000 €	560 000 €				760 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	**PARC SUD - Champs aux Melles : Aménagement des espaces publics aux abords du centre commercial Champs aux Melles avec une gestion à la source des eaux pluviales**				400 000 €	400 000 €	400 000 €	1 200 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Courbevoie	**Désimperméabilisation des sols lors du réaménagement de la rue Sébastopol (dans le cadre du quartier tranquille Gare de Courbevoie)**			300 000 €				300 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Courbevoie	**Désimperméabilisation des sols lors du réaménagement des espaces publics du secteur Gambetta (6 parcs et jardins situés au cœur de ville)**		1 400 000 €	840 000 €	1 680 000 €	630 000 €	2 450 000 €	7 000 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Gennevilliers	**Programme pluriannuel de désimperméabilisation des voiries et des espaces publics lors des travaux de rénovation**		1 500 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	7 500 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Gennevilliers	**Programme pluriannuel de désimperméabilisation des cours d'école**		300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	1 500 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Houilles	**Désimperméabilisation et végétalisation de la Place Michelet**		38 000 €					38 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Houilles	**Création d'un square ouvert au public (îlot vert) - Rue Koening**		50 800 €					50 800 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Houilles	**Végétalisation et aménagement d'un square ouvert au public au parc relais de la gare**					124 000 €		124 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de La Garenne-Colombes	**Jardin de la médiathèque : un îlot ou parcours de fraîcheur (désimperméabilisation de sol, végétalisation, espace vert inondable, etc).**		60 000 €					60 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de l'Etang-la-Ville	**Désimperméabilisation des allées dans les cimetières**		30 000 €					30 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Meudon	**Désimperméabilisation des allées pour la création d'ilot de fraicheur et de biodiversité au cimetière des Longs Réages**		200 000 €					200 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Meudon	**Désimperméabilisation de surfaces pour la création de jardins Meudonnais**		25 000 €					25 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Montesson	**Désimperméabilisation du parking de la rue des Marais pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales**		30 000 €					30 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Montesson	**Programme pluriannuel de désimperméabilisation des voiries pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales**			15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	60 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Nanterre	**Désimperméabilisation des fosses des arbres et restauration et extension de la trame verte arborée le long des voiries**		160 000 €	160 000 €	160 000 €	160 000 €	160 000 €	800 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Nanterre	**Programme pluriannuel de désimperméabilisation de cours d'école**		150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	750 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Nanterre	**Désimperméabilisation ponctuelle de trottoirs**		15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	75 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Nanterre	**Désimperméabilisation des sols pour la création de la percée Gallieni**				236 000 €			236 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Nanterre	**Désimperméabilisation des sols pour une extension du parc des anciennes mairies - Tranche 2**		118 500 €	118 500 €				237 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Nanterre	**Désimperméabilisation des sols pour une extension du parc des anciennes mairies - Tranche 3**					34 800 €	197 200 €	232 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Neuilly-sur-Seine	**Les Allées de Neuilly (Phase 2 à phase finale)**		816 760 €	816 760 €	816 480 €	350 000 €		2 800 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville du Pré-Saint-Gervais	**Désimperméabilisation d'un tronçon de l'avenue Jaures**		200 000 €					200 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville du Pré-Saint-Gervais	**Désimperméabilisation du plateau Vaillant**		12 500 €	12 500 €				25 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville du Pré-Saint-Gervais	**Programme pluriannuel de désimperméabilisation des voiries, des espaces publics et des cours d'école**		60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	300 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville du Pré-Saint-Gervais	**Désimperméabilisation et végétalisation du cimetière**			10 000 €	60 000 €			70 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville du Puteaux	**Aménagement de l'allée de l'Ecluse avec (végétalisation, gestion des eaux pluviales)**			450 000 €	450 000 €			900 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville du Rueil-Malmaison	**Travaux de désimperméabilisation de voiries**		100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	500 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville du Rueil-Malmaison	**Travaux de désimperméabilisation et de végétalisation des secteurs prioritaires identifiés par le Plan d'intervention gradué dans le cadre des ruissellements dus aux orages et achat de matériel anti-inondation**			20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	80 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Saint-Cloud	**Désimperméabilisation et végétalisation de l'avenue Eugénie**		85 000 €					85 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Saint-Cloud	**Désimperméabilisation et végétalisation des cours d'école**		85 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €	425 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Saint-Cloud	**Désimperméabilisation et végétalisation de l'avenue de Suresnes**			180 000 €				180 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Saint-Cloud	**Désimperméabilisation et végétalisation de l'avenue Bernard Palissy**				350 000 €			350 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Saint-Cloud	**Désimperméabilisation et végétalisation de la rue René Weil et Bucourt**					85 000 €		85 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Saint-Cloud	**Désimperméabilisation et végétalisation de la rue Vauguyon**					85 000 €		85 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Saint-Cloud	**Désimperméabilisation et végétalisation de l'avenue Belmontet**						350 000 €	350 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Sannois	**RUE DES CONCHES : Désimperméabilisation et végétalisation**		16 000 €					16 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Sannois	ECOLE MATERNELLE GAMBETTA : Désimperméabilisation des pieds des 4 arbres existants		4 800 €					4 800 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Sannois	**ECOLE MATERNELLE GAMBETTA : Végétalisation de la cour**		4 800 €					4 800 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Sannois	**ECOLE ELEMENTAIRE GAMBETTA : Végétalisation de la cour**		7 200 €					7 200 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Sannois	**ECOLE ELEMENTAIRE PASTEUR : Végétalisation de la cour**		9 600 €					9 600 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Sannois	**RUE DES PIRETINS : Désimperméabilisation et végétalisation du parking**			21 000 €				21 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Sannois	**RUE ALISON : Désimperméabilisation et végétalisation du parking**				28 000 €			28 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Sannois	**BLVD GAMBETTA - ENTREE DE VILLE : Désimperméabilisation et végétalisation d'un terre-plein central**				38 000 €			38 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Suresnes	**Programme pluriannuel de désimperméabilisation de cours d'école**		100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	500 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Suresnes	**Revégetalisation et gestion des eaux pluviales de la place Henri IV**		400 000 €					400 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Suresnes	**Désimperméabilisation d'un terrain en vue de création de jardin familiaux**		40 000 €	27 000 €				67 000 €

Objectif de l'enjeu A	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Suresnes	**Désimperméabilisation et déconnexion du réseau sur la rue Jean Jacques Rousseau/République**		240 000 €					240 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Suresnes	**Désimperméabilisation et déconnexion du réseau sur la rue Liberté**			160 000 €				160 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Suresnes	**Désimperméabilisation de voirie**					100 000 €	100 000 €	200 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Vanves	**Travaux d'aménagement, de végétalisation et de désimperméabilisation du Grand cimetière**		30 000 €					30 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Vanves	**Travaux d'aménagement, de végétalisation et de désimperméabilisation du Petit cimetière**		97 500 €					97 500 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Vaucresson	**Désimperméabilisation et végétalisation du cimetière**		75 000 €	75 000 €				150 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Versailles	**Programme pluriannuel de désimperméabilisation de voiries, de trottoirs et de place**		250 000 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €	1 250 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Versailles	**Désimperméabilisation des allées du cimetière de St Louis et des Gonards**			50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €
A.3. : Contribuer à la désimperméabilisation	Ville de Versailles	**Désimperméabilisation des trottoirs des cimetières**		20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	100 000 €

Enjeu B : Améliorer la qualité des eaux, économiser et protéger la ressource

Le montant du programme prévisionnel des actions répondant à l'enjeu B est de 110 095 599 € HT. Ce montant correspond à une estimation des montants éligibles pour les actions inscrites par les maîtres d'ouvrage.

Les actions prioritaires de l'enjeu B pour ce Contrat sont :

- Lancement de schémas directeurs de l'eau et de l'assainissement à l'échelle des intercommunalités comprenant un zonage assainissement et pluvial ;
- Passage aux zéro-phyto sur les communes ;
- Actions limitant les surverses des réseaux unitaires en vue de protéger la ressource.

Objectif de l'enjeu B	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
B.1. Elaborer des schémas directeurs d'assainissement et zonages pluviaux	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Elaboration du schéma directeur d'assainissement et zonage pluvial comprenant un diagnostic de l'état des réseaux d'assainissement		250 000 €	525 000 €	525 000 €			1 300 000 €
B.1. Elaborer des schémas directeurs d'assainissement et zonages pluviaux	Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc	Schéma directeur d'assainissement communautaire (avec zonage pluvial)		750 000 €	1 250 000 €				2 000 000 €
B.1. Elaborer des schémas directeurs d'assainissement et zonages pluviaux	Grand Paris Seine Ouest	Etude : Etablissement du schéma directeur d'assainissement territorial et élaboration du zonage pluvial		815 000 €	460 000 €				1 275 000 €
B.1. Elaborer des schémas directeurs d'assainissement et zonages pluviaux	Paris Ouest la Défense	Elaboration d'un Schéma directeur d'assainissement à l'échelle de POLD			750 000 €	750 000 €	750 000 €		2 250 000 €
B.1. Elaborer des schémas directeurs d'assainissement et zonages pluviaux	Syndicat intercommunal d'assainissement de la Région de Saint-Germain-en-Laye	Schéma directeur d'eaux pluviales		40 000 €					40 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc	Travaux de mise en conformité des réseaux d'assainissement pour améliorer la sélectivité EU /EP				233 333,33 €	233 333,33 €	233 333,34 €	700 000 €

Objectif de l'enjeu B	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc	Campagne annuelle des rejets non domestiques / recensement, mise en conformité et rédaction AAD pour les rejets non domestiques et assimilés				20 000 €	20 000 €	20 000 €	60 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Mise en séparatif du réseau rue Joffre - Epinay-sur-Seine						50 000 €	50 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Création de branchements neufs dans la partie publique pour raccorder les habitations qui se mettent en conformité à la suite de mutation.		60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	300 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de La Rapée		610 000 €					610 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports d'Alfortville		324 000 €					324 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de Charenton			1 064 000 €				1 064 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de Suffren		477 000 €	344 000 €				821 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de Saint-Bernard		349 000 €	394 000 €	482 000 €			1 225 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de Javel Bas		6 000 €	5 000 €	275 000 €			286 000 €

Objectif de l'enjeu B	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de National		6 000 €	9 000 €	692 000 €			707 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de Grenelle		558 000 €	901 000 €	0 €	6 000 €		1 465 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de Boulogne-Legrand/Boulogne-Studio / Boulogne Rive de Seine / Boulogne Pont de Saint-Cloud		4 000 €	502 000 €	616 000 €	608 000 €		1 730 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de Passy			419 000 €	103 000 €			522 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de La Bourdonnais / Gros Caillou Aval			527 000 €	713 000 €			1 258 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	HAROPA Ports de Paris/Agence Paris Seine	Raccordement sur le réseau EU des bateaux amarrés sur les ports de Sèvres				5 000 €	421 000 €		426 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	Ville de l'Etang-la-Ville	Réhabilitation de mauvais branchements sur la Place du Marché		36 374 €					36 374 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc	Travaux de réduction ou de suppression des déversements au milieu par temps de pluie				75 000 €	25 000 €	20 000 €	120 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement	Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc	Instrumentation du réseau aux points de déversements				50 000 €			50 000 €

Objectif de l'enjeu B	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Achat de matériels alternatifs pour la suppression des produits phytosanitaires sur les surfaces sportives	Région Ile-de-France	20 000 €					20 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Audit et diagnostic pour la suppression des produits phytosanitaires sur les surfaces sportives	Région Ile-de-France	15 000 €	15 000 €				30 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Modification du revêtement pour la suppression de l'usage des produits phytosanitaires sur les cimetières de la Commune Nouvelle	Région Ile-de-France	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	40 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Plan de gestion écologique et achat de matériels alternatifs pour l'entretien des cimetières sans produits phytosanitaires	Région Ile-de-France	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	30 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Mise en œuvre du plan gestion différenciée pluriannuel de l'ENS des Platrières (Plaine de la jonction) et de son observatoire de la permaculture	Région Ile-de-France	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	150 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Mise en œuvre du plan gestion différenciée pluriannuel du Gravier des Hezards	Région Ile-de-France	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	50 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Instrumentation de 3 déversoirs d'orage départementaux conformément à l'arrêté de 2015 + instrumentation d'un déversoir d'orage du SIAAP	eau Seine Normandie	42 000 €	14 000 €				56 000 €

Objectif de l'enjeu B	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Parc départemental de L'Île-Saint-Denis Création d'une microstation afin de gérer sur place les eaux usées de la maison du parc départemental de L'Île-Saint-Denis (études et travaux)		15 000 €	100 000 €				115 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	HAROPA Ports de Paris/Agence de Gennevilliers	Réalisation d'un ouvrage de traitement pour l'exutoire DA2-3			900 000 €	1 100 000 €			2 000 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	HAROPA Ports de Paris/Agence de Gennevilliers	Réalisation d'un ouvrage de traitement pour l'exutoire DA 6-2 : 2022/2023			350 000 €	900 000 €			1 250 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	HAROPA Ports de Paris/Agence de Gennevilliers	Réalisation d'un ouvrage de traitement pour l'exutoire DA 1-1 : 2022/2023				350 000 €	900 000 €		1 250 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	HYDREAULYS	Réhabilitation des collecteurs B et D		3 600 000 €	154 800 €	2 040 000 €	840 000 €		6 634 800 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	HYDREAULYS	Connexion SQY et réhabilitation Versailles Sud (pollution traitée à la source, soutien d'étiage du ru de Gally)		1 000 000 €	22 000 000 €	22 000 000 €			45 000 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	HYDREAULYS	Réhabilitation du collecteur rue de Glatigny au Chesnay-Rocquencourt		700 000 €					700 000 €

Objectif de l'enjeu B	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Paris Ouest La Défense	Guide zéro phyto à destination des acteurs de la copropriété	Région Ile-de-France	25 000 €					25 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Sénéo	Réhabilitation des stations d'alerte de Sèvres et de Pagès	eau seine normandie	258 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €	8 333 €	291 665 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Syndicat intercommunal d'assainissement de la Boucle de la Seine	Travaux de délestage du T130 pour réduire les déversements du réseau actuel en Seine	eau seine normandie	4 000 000 €	4 000 000 €	5 000 000 €			13 000 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Syndicat intercommunal d'assainissement de la Boucle de la Seine	Travaux de bassins de stockage/restitution	eau seine normandie					2 000 000 €	2 000 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Syndicat intercommunal d'assainissement de la Région de Saint-Germain-en-Laye	Création d'un bassin d'orage sur la commune du Pecq - Branche Nord	eau seine normandie	959 904 €	1 439 856 €				2 399 760 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Ville de La Garenne-Colombes	Achat de matériel pour le passage au zéro-phyto au cimetière de La Garenne-Colombes.	Région Ile-de-France	10 000 €					10 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Ville de Meudon	Modification du revêtement des allées pour le passage au zéro-phyto dans les jardins du Musée	Région Ile-de-France	200 000 €					200 000 €

Objectif de l'enjeu B	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Ville de Montesson	Passage au zéro phyto sur les terrains de sport	Région Ile-de-France				30 000 €	30 000 €	60 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Ville de Nanterre	Achat de matériel permettant de gérer en 0 phyto les deux cimetières de la ville tout en assurant une amélioration de la TVB au niveau de ces espaces	Région Ile-de-France		4 000 €				4 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Ville du Pré-Saint-Gervais	Réalisation d'un plan de gestion différenciée sur les espaces verts de la ville	Région Ile-de-France			15 000 €			15 000 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	Ville de Sannois	PLAN D'ACTION TRAME VERTE : Etude phytosanitaire du patrimoine arboré communal	Région Ile-de-France	25 000 €	25 000 €				50 000 €
B.4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau)	AQUAVESC	Lutte contre les fuites d'eau potable - Liaison Hubies-Louveciennes	eau seine normandie	605 400 €	1 513 500 €	908 100 €			3 027 000 €
B.4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau)	Grand Paris Seine Ouest	Etude : Gestion innovante des eaux urbaines pour une réduction de la consommation d'eau potable	eau seine normandie	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €		100 000 €
B.4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau)	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Unité de déferrisation	eau seine normandie	1 100 000 €	1 100 000 €				2 200 000 €
B.4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau)	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Sécurisation du réseau eau potable forage Albien	eau seine normandie	954 000 €	954 000 €				1 908 000 €

Objectif de l'enjeu B	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
B.4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau)	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Création d'un réservoir de stockage d'eau potable		650 000 €	650 000 €				1 300 000 €
B.4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau)	Sénéo	Mise hors crue de la station de pompage		166 667 €	833 333 €	1 250 000 €	1 083 333 €		3 333 333 €
B.4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau)	Sénéo	Création de nouvelles artères et interconnexions		416 667 €	416 667 €	833 333 €	1 250 000 €	1 250 000 €	4 166 667 €
B.4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau)	Ville du Pré-Saint-Gervais	Economie d'eau potable par le raccordement du futur CTM aux eaux brutes de la Ville de Paris			30 000 €				30 000 €
B.4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau)	Ville de Suresnes	Etude de captage des sources pour une économie d'eau potable				15 000 €	15 000 €		30 000 €

Enjeu C : Restaurer le milieu naturel et poursuivre la mise en œuvre d'une Trame verte et bleue régionale en adéquation avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Le montant du programme prévisionnel des actions répondant à l'enjeu C est de 49 027 631 € HT. Ce montant correspond à une estimation des montants éligibles pour les actions inscrites par les maîtres d'ouvrage.

Les actions prioritaires de l'enjeu C pour ce Contrat sont :

- Réalisation de travaux de réouverture du ru de Buzot ;
- Lancement d'une étude globale sur la vallée du ru de Marivel comprenant un état des lieux et des scénarios de travaux (réouverture, restauration, gestion des eaux pluviales) ;
- Création de 10 ha de surfaces végétalisées et espaces verts en ville.

Objectif de l'enjeu C	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
C.1. Améliorer les connaissances	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Etudes pour la renaturation et le confortement des berges dans le cadre de l'aménagement d'une voie verte sur les berges de Bezons		186 750 €					186 750 €
C.1. Améliorer les connaissances	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Etudes pour la renaturation de la berge lors de la création d'un aménagement cyclable sur la digue de Croissy-sur-Seine et pour la consolidation de la berge		40 000 €					40 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Etudes pour l'aménagement d'une noue pour la lutte contre les ruissellements agricoles et de consolidation des berges lors de la création d'une voie verte sur les berges du Mesnil-le-Roi		50 000 €					50 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Communauté d'agglomération Versailles Grand Parc	Etude de faisabilité de restauration, de réouverture et de récupération des eaux sur la vallée du ru de Marivel *(action en co-maîtrise d'ouvrage avec la Métropole Grand Paris)*		40 000 €					40 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Atlas de biodiversité communale et stratégie de préservation de la biodiversité à l'échelle de la commune nouvelle		20 000 €	20 000 €				40 000 €

Objectif de l'enjeu C	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
C.1. Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Etude de restauration de la continuité écologique et diminution de la fragmentation créée par la RN13			50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Etude de restauration écologique des berges du ru de Buzot			50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Etudes sur le développement de la Trame verte et bleue du Département de la Seine Saint Denis		15 000 €	15 000 €				30 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Lil'o : expérimentation sur les sols en vue de l'ouverture d'un parc au public		50 000 €	50 000 €	50 000 €			150 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Parc départemental de l'Île-Saint-Denis Etude pour rendre accessible une partie des berges de Seine dans le parc départemental de l'Ile-Saint-Denis			60 000 €				60 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Est Ensemble	Etude d'accompagnement à la mise en œuvre du Schéma de Trame verte et bleue		20 000 €	20 000 €				40 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Est Ensemble	Etude de faisabilité pour la création de forêts urbaines			15 000 €				15 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Grand Paris Seine Ouest	Etude d'assistance en aménagement et suivi de talus en biodiversité		800 €	3 300 €	3 300 €	3 300 €	3 300 €	13 200 €
C.1. Améliorer les connaissances	Métropole du Grand Paris	Etude de faisabilité de restauration, de réouverture et de récupération des eaux sur la vallée du ru de Marivel *(action en co-maîtrise d'ouvrage avec la Communauté d'agglomération Versailles Grand Parc)*		60 000 €	60 000 €				120 000 €

Objectif de l'enjeu C	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
C.1. Améliorer les connaissances	Métropole du Grand Paris	Etude globale sur le bassin versant du ru de Vaucresson *(action inscrite en partie également par la ville de Vaucresson)*		35 000 €	35 000 €				70 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Métropole du Grand Paris / Ville de Rueil-Malmaison	Etude pour la restauration du ru de Saint-Cucufa (*)			25 000 €	25 000 €			50 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Métropole du Grand Paris	Etude de faisabilité sur la restauration du ru d'Arthelon			35 000 €	35 000 €			70 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Paris La Défense	Etude d'aménagement de Paris la Défense afin de restaurer la TVB - partie forfaitaire		120 000 €					120 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Ville de Rueil-Malmaison	Etude de compréhension du fonctionnement hydraulique des écoulements de la trame bleue et de localisation sur les sources (cartographie, recensement)		30 000 €					30 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Ville de Saint-Cloud	Etude de la création d'un corridor écologique et cheminement partagé vélos/piétons rue Gounod			85 000 €				85 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Ville de Saint-Cloud	Etude pour la reconnexion du ru des Viris avec la Seine (*)			22 000 €				22 000 €
C.1. Améliorer les connaissances	Ville de Sannois	PLAN D'ACTION TRAME VERTE : Etude pour développer la biodiversité et maîtriser l'entretien des espaces verts		6 250 €					6 250 €
C.1. Améliorer les connaissances	Ville de Vaucresson	Etude sur la réouverture du rû de Vaucresson (*) *(action inscrite également par la Métropole du Grand Paris)*		20 000 €					20 000 €

Objectif de l'enjeu C	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Association ESPACES	Programme pluriannuel de création et restauration de la Trame bleue dans la forêt de Fausses Reposes (*)		40 000 €	40 800 €	41 616 €	42 448 €	43 297 €	208 161 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Association ESPACES	Restauration des berges de Seine entre Issy-les-Moulineaux et Rueil-Malmaison (*)		70 000 €	41 400 €	72 828 €	74 285 €	75 770 €	364 283 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Association ESPACES	Expérimentation de restauration de berges en génie végétal avec l'IRSTEA (*)		24 000 €	24 480 €	24 970 €	25 469 €	25 979 €	124 898 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Association ESPACES	Valorisation écologique des berges de Seine (*)		44 439 €	44 439 €	44 439 €	44 439 €	44 439 €	222 195 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Association ESPACES	Programme pluriannuel de création et restauration de mares, des rigoles et gestion des eaux de ruissellement dans le Domaine national de Saint-Cloud (*)		30 000 €	30 600 € €	31 212 €	31 836 €	32 473 €	156 121 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Travaux de renaturation et confortement de la berge lors de l'aménagement d'une voie verte sur les berges de Bezons			933 750 €	933 750 €			1 867 500 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Travaux de renaturation de la berge lors de la création d'un aménagement cyclable sur la digue de Croissy-sur-Seine			200 000 €				200 000 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Travaux d'aménagement d'une noue pour la lutte contre les ruissellements agricoles et de consolidation des berges lors de la création d'une voie verte sur les berges du Mesnil-le-Roi			133 333 €	133 333 €	133 334 €		400 000 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Travaux de réouverture du ru de Buzot - Projet "Cœur des sources"						400 000 €	400 000 €

Objectif de l'enjeu C	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Société d'économie mixte Plaine Commune Développement	Travaux de renaturation des berges dans le cadre de l'aménagement de l'Écoquartier de L'île Saint-Denis (2ème phase) (*)		133 574 €	133 574 €	0 €	0 €	44 880 €	312 028 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Syndicat mixte Seine Ouest	Travaux de restauration des berges à Chatou		180 000 €	180 000 €	180 000 €	180 000 €	180 000 €	900 000 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Syndicat mixte Seine Ouest	Travaux de restauration des berges à Croissy-sur-Seine		220 000 €	220 000 €	220 000 €	220 000 €	220 000 €	1 100 000 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Syndicat mixte Seine Ouest	Travaux de restauration des berges à Maisons-Laffitte		144 375 €	144 375 €	144 375 €	144 375 €		577 500 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Syndicat mixte Seine Ouest	Actions de réouverture, de restauration et de préservation de la ripisylve du ru de Buzot		2 000 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	10 000 000 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Syndicat mixte Seine Ouest	Aménagement des berges à La Frette sur Seine, Sartrouville et Cormeilles-en-Parisis			666 666,66 €	666 666,67 €	666 666,67 €		2 000 000 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Syndicat mixte Seine Ouest	Aménagement des berges à La Frette sur Seine, site de l'Eglise		90 000 €	90 000 €	90 000 €	90 000 €	90 000 €	450 000 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques	Ville de Puteaux	Réaménagement des berges au niveau des bateliers (*)		1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	5 000 000 €
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Association ESPACES	Restauration de l'étang de Saint-Cucufa (*)		30 000 €	70 000 €	71 400 €	72 828 €	74 285 €	318 513 €

Objectif de l'enjeu C	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Association ESPACES	Entretien des zones humides par de l'écopâturage		10 000 €	10 200 €	10 404 €	10 612 €	10 824 €	52 040 €
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Association ESPACES	Valorisation écologique des plans d'eau, des abords et du réseau hydrographique du bassin versant (*)		72 958 €	72 958 €	72 958 €	72 958 €	72 958 €	364 790 €
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	ZAC Petit Nanterre - Secteur Potagers : restauration d'une mare			50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Syndicat mixte Seine Ouest	Plan de gestion de la zone humide de Montesson		56 000 €	56 000 €	56 000 €	56 000 €	56 000 €	280 000 €
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Ville de Nanterre	Restauration écologique du bassin du parc des Chenevreux		50 000 €					50 000 €
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Ville de Rueil-Malmaison	Travaux de renaturation de berges de l'étang au Parc Richelieu alimenté par un ru souterrain		170 000 €					170 000 €
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Ville de Rueil-Malmaison	Travaux de restauration des points de blocage de la Trame bleue		75 000 € (subventionné à 80% par Nature 2050)	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Ville de Rueil-Malmaison	Création de zones humides et de zones d'expansion des crues sur la Plaine des Closeaux (*)			1 750 000 €	1 750 000 €	1 750 000 €	1 750 000 €	7 000 000 €
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Ville de Suresnes	Aménagement d'une zone humide dans le parc du Château (*)		100 000 €					100 000 €

Objectif de l'enjeu C	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	Ville de Versailles	Création de la mare au cimetière des Gonards		10 000 €					10 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Association ESPACES	Restauration et préservation de la Trame verte (préservation de zones enherbées, prairies, plantation de haies, restauration de talus,..)		240 000 € (subventionnés par l'AAP Biodiversité 2019)	250 000 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €	1 000 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Développement de la biodiversité par la mise en place de plan de gestion différenciée des espaces verts de la commune nouvelle		30 000 €					30 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Végétalisation des murs anti bruits de la RD98			25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	HAROPA Ports de Paris/Agence de Gennevilliers	Réaliser l'arboretum au niveau de Vailog en 2019 ce qui finalisera un corridor écologique depuis la rue Léo Hamon jusqu'au chemin des Burons, à proximité des fonds de darse		180 000 €					180 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	HAROPA Ports de Paris/Agence de Gennevilliers	Etudier, mettre en place des refuges de biodiversité sur la plateforme		7 000 €					7 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Paris Ouest La Défense	Mise en place d'un schéma directeur Trame verte et bleue (Axe vert)		50 000 €	50 000 €				100 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	ZAC des GUILLERAIES - végétalisation de l'avenue Jules Quentin		289 900 €	1 159 600 €	0 €	1 449 500 €		2 899 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	ZAC des Papeteries - Extension du parc du Chemin de l'Ile		680 000 €	680 000 €	680 000 €	680 000 €	680 000 €	3 400 000 €

Objectif de l'enjeu C	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	ZAC Petit Nanterre - Secteur Potagers : réaménagement du parc et ouverture au public			412 500 €	412 500 €	412 500 €	412 500 €	1 650 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	PARC SUD - Secteur Guimier Musiciens : création d'une voie verte					1 000 000 €	1 000 000 €	2 000 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	PARC SUD - Jardin Aillaud et Allée de l'Arlequin : Enrichissement de la biodiversité, réaménagement du jardin et des ouvertures au public				500 000 €	500 000 €	500 000 €	1 500 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Ville de Gennevilliers	Développement de la trame verte par la plantation d'arbre dans le cadre de la lutte contre les îlots de chaleur (2ème phase 2022-2024)				200 000 €	200 000 €	200 000 €	600 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Ville de La Garenne-Colombes	Prolongation du Jardin Partagé (végétalisation écologique "trame verte et bleue" et sensibilisation, éducation relative à l'environnement et pédagogie aux enjeux).		65 000 €					65 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Ville de Meudon	Végétalisation du cimetière Trivaux		50 000 €					50 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Ville du Pré-Saint-Gervais	Enrichissement de la biodiversité du plateau Vaillant			200 000 €				200 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Ville de Rueil-Malmaison	Elaboration d'un plan de Gestion écologique des Gallicourts pour la planification de plantations d'arbres, de haies, de vergers...		80 000 €					80 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Ville de Rueil-Malmaison	Elaboration d'un plan de gestion différenciée sur les espaces verts de la ville		50 000 €					50 000 €

Objectif de l'enjeu C	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Ville de Rueil-Malmaison	Création d'un parc naturel ouvert au public à la place d'une friche sur le terrain Desplanques		150 000 €	250 000 €				400 000 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés	Ville de Rueil-Malmaison	Travaux de restauration des points de blocage de la Trame verte		75 000 € (subventionné à 80% par Nature 2050)	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €

Enjeu D : Sensibilisation, éducation à l'environnement, suivi et coordination des actions

Dans le respect du 11e programme, les actions en gras constituent les actions particulièrement pertinentes pour l'adaptation au changement climatique (au nombre minimum de 3) et celle(s) en italique l'action ou les actions de sensibilisation sur les thématiques eau/biodiversité/climat.

Le montant du programme prévisionnel des actions répondant à l'enjeu D est de 3 865 133 € HT. Ce montant correspond à une estimation des montants éligibles pour les actions inscrites par les maîtres d'ouvrage.

Les actions prioritaires de l'enjeu D pour ce Contrat sont :

- Animation pour la prise en compte de la gestion des eaux pluviales sur le bassin versant des Plaines et coteaux de la Seine centrale urbaine ;
- Sensibilisation des acteurs et des usagers du territoire pour restaurer la Trame verte et bleue et actions préservant les milieux aquatiques et la ressource en eau et coordination des actions amont/aval sur l'axe Seine par l'animation du Contrat.

Objectif de l'enjeu D	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Association ESPACES	*Jardins, îlots de fraicheur, végétalisation en ville - Balades pédagogiques et ludiques à destination du grand public*		20 000 €	20 400 €	20 808 €	21 224 €	21 649 €	104 081 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Association ESPACES	*Journée de sensibilisation et retours d'expérience ("classes d'eau") sur les thèmes "Eau, Biodiversité, Climat" à destination des élus et des services techniques*			40 000 €	40 800 €	41 616 €		122 416 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Panneaux pédagogiques au Jardin des eaux sur le fonctionnement du jardin		4 000 €					4 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	Programme pluriannuel des animations pédagogiques sur l'ENS des Platrières (Plaine de la jonction) et son observatoire de la permaculture avec un parcours pédagogique sur les milieux humides et la biodiversité		11 000 €	11 000 €	11 000 €	11 000 €	11 000 €	55 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	*Création d'une maison de l'environnement pour des animations notamment sur la récupération des eaux pluviales, des pratiques économes en eau et la biodiversité*			500 000 €	500 000 €	500 000 €		1 500 000 €

Objectif de l'enjeu D	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Parc départemental de l'Île-Saint-Denis Création d'un programme sur 4 ans d'animations pour sensibiliser les différents publics du parc départemental de l'Ile-Saint-Denis aux différentes questions sur l'eau		10 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	10 000 €	80 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Extension du parcours « reporters pour la biodiversité » dans les collèges du périmètre du contrat			6 000 €	12 000 €	12 000 €	6 000 €	36 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Création d'un parcours « la biodiversité des friches »			3 000 €	6 000 €	6 000 €	3 000 €	18 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Est Ensemble	Création d'un guide sur les enjeux de la trame verte et bleue pour le grand public		2 500 €	2 500 €				5 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Grand Paris Seine Ouest	Création de panneaux pédagogiques dans les parcs et jardins de GPSO (réflexion gestion différenciée, zéro phyto…)		30 000 €	30 000 €				60 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Grand Paris Seine Ouest	Animation : Ateliers récupérateur d'eau de pluie		5 000 €	5 000 €				10 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Grand Paris Seine Ouest	*Animation : Ateliers de sensibilisation aux problématiques de l'eau et de la biodiversité*		25 000 €	25 000 €				50 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Grand Paris Seine Ouest	Etude : Edition d'un guide de l'Ecocitoyen.ne (maîtrise consommation d'eau,..)		17 000 €	17 000 €				34 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Grand Paris Seine Ouest	*Animation : Désimperméabilisation de coins nature au sein des établissements scolaires et périscolaires*		5 500 €	5 500 €				11 000 €

Objectif de l'enjeu D	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Grand Paris Seine Ouest	Animation : Balades urbaines pour sensibiliser à la culture du risque		2 000 €	2 000 €				4 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Grand Paris Seine Ouest	Animation : Défi éco-citoyen de réduction des consommations d'eau dans le logement		17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	85 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	HAROPA Ports de Paris/Agence de Gennevilliers	Suivre et mettre en place des actions de sensibilisation/animation sur les refuges de biodiversité de la plateforme en lien			2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	8 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Paris Ouest La Défense	Réalisation d'un parcours balisé "axe vert" de sensibilisation aux trames vertes et bleues sur le Territoire			25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Ville de Gennevilliers	Action de sensibilisation et d'éducation à l'environnement		5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	25 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Ville de Montesson	Panneaux pédagogiques de sensibilisation à l'environnement		8 500 €	8 500 €	9 000 €	10 000 €	10 000 €	46 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Ville de Nanterre	Parcours éducatifs liés à l'eau à destination des classes nanterriennes		5 280 €	5 280 €	5 280 €	5 280 €	5 280 €	26 400 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Ville de Puteaux	Sentier d'interprétation des berges			20 000 €	30 000 €			50 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Ville de Puteaux	Exposition et animations scolaires et périscolaires au Naturoscope sur les milieux et la mare pédagogique		5 000 €	10 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	30 000 €

Objectif de l'enjeu D	Maître d'ouvrage	Action	Partenaire(s) financier(s) potentiel(s)	Echéancier et montant annuel éligible (en k€ HT)					
				2020	2021	2022	2023	2024	Total coût estimatif
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Ville de Rueil-Malmaison	Campagne "gestion différenciée" pour expliquer les nouveaux modes de gestion en ville (acceptation de la flore spontanée) : panneaux, brochures, distribution de graines,,			30 000 €				30 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Ville de Rueil-Malmaison	*Réalisation de brochures de sensibilisation ou guides d'accompagnement à destination des écoles et du grand public sur les problématiques gestion de l'eau à la source, TVB*			15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	60 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Ville de Vanves	*Animations Natur'à Vanves (eau, biodiversité,…)*		15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	75 000 €
D.1. Sensibiliser, informer, encourage les actions relatives aux thèmes "Eau, Biodiversité, Climat"	Ville de Versailles	Communication sur la gestion différenciée/écologique avec préservation de la biodiversité (création livret sur flore et faune)		10 000 €	10 000 €				20 000 €
D.2. Assurer la coordination et le suivi des actions du Contrat	Association ESPACES	Animation du Contrat Eau, Trame verte & bleue, Climat		83 185 €	84 394 €	85 693 €	87 400 €	89 148 €	429 820 €
D.2. Assurer la coordination et le suivi des actions du Contrat	Association ESPACES	Animation de gestion à la source des eaux pluviales		69 906 €	71 300 €	72 700 €	74 150 €	75 600 €	363 656 €
D.2. Assurer la coordination et le suivi des actions du Contrat	Association ESPACES	Animation rivières (3 ETP)		171 119 €	173 581 €				344 700 €
D.2. Assurer la coordination et le suivi des actions du Contrat	Association ESPACES	Communication autour du Contrat		15 000 €	15 300 € €	15 606 €	15 918 €	16 236 €	78 060 €

2. Montant du programme prévisionnel d'actions

Le montant global du programme prévisionnel d'actions est de 272 535 984 €

- Répartition par année :

Enjeux	Coût estimatif en € HT sur la période du Contrat (2020-2024)					
	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
Enjeu A : Gérer à la source les eaux pluviales et lutter contre les îlots de chaleur en concourant à la mise en œuvre du Plan Vert d'Île-de-France	**19 864 610,33 €**	**27 287 417,33 €**	**25 005 799,34 €**	**18 343 851 €**	**18 945 943 €**	**109 547 621 €**
A.1. Améliorer les connaissances	730 684 €	595 166 €	250 166 €	229 334 €	156 000 €	1 961 350 €
A.2. Maîtriser à la source les ruissellements urbaines, les pollutions par temps de pluie et le phénomène d'îlots de chaleur en renforçant notamment la place du végétal en ville	6 791 550 €	11 657 626 €	13 774 314 €	10 000 316 €	8 774 965 €	50 998 771 €
A.3. Contribuer à la désimperméabilisation de la ville en zone urbaine et à la végétalisation de ces espaces, notamment pour réduire l'effet d'îlot de chaleur	12 342 376,33 €	15 134 625,33 €	10 981 319,34 €	8 114 201 €	10 014 978 €	56 587 500 €
Enjeu B : Améliorer la qualité des eaux, économiser et protéger la ressource	**19 127 345 €**	**41 797 489 €**	**39 116 099,33 €**	**6 328 999,33 €**	**3 725 666,34 €**	**110 095 599 €**
B.1. Elaborer des schémas directeurs d'assainissement et les zonages pluviaux au sein de chaque structure compétente	1 855 000 €	2 985 000 €	1 275 000 €	750 000 €	0 €	6 865 000 €
B.2. Améliorer la sélectivité des réseaux d'assainissement par la mise en conformité des réseaux, des branchements publics et des branchements privés	2 430 374 €	4 225 000 €	3 342 333,33 €	1 373 333,33 €	383 333,34 €	11 754 374 €
B.3. Protéger la ressource en eau des pollutions diffuses et réduire les déversements des réseaux au milieu par temps de pluie	10 924 237 €	29 064 989 €	31 467 333,33 €	1 832 333 €	2 092 333 €	75 381 225 €
B.4. Gérer la rareté de la ressource en eau (économie d'eau potable)	3 917 734 €	5 522 500 €	3 031 433 €	2 373 333 €	1 250 000 €	16 095 000 €
Enjeu C : Restaurer le milieu naturel et poursuivre la mise en œuvre d'une Trame verte et bleue régionale en adéquation avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique	**6 801 046 €**	**11 544 976 €**	**9 929 752 €**	**11 345 651 €**	**9 406 207 €**	**49 027 631 €**
C.1. Améliorer les connaissances	693 800 €	545 300 €	213 300 €	103 300 €	102 500 €	1 658 200 €
C.2. Restaurer, préserver et entretenir les milieux aquatiques par la mise à ciel ouvert des rus, la restauration et l'entretien des berges ainsi que l'hydromorphologie des cours d'eau	3 976 388 €	5 913 418 €	5 583 190 €	4 652 853 €	4 156 838 €	24 282 686 €
C.3. Restaurer, préserver et entretenir la sous-trame humide	498 958 €	2 034 158 €	2 035 762 €	2 037 398 €	2 039 067 €	8 645 343 €
C.4. Restaurer, préserver et entretenir les sous-trames des milieux herbacés et boisés en faisant place à la nature en ville	1 631 900 €	3 052 100 €	2 097 500 €	4 552 100 €	3 107 802 €	14 441 402 €
Enjeu D : Sensibilisation, éducation à l'environnement, suivi et coordination des actions	**536 990 €**	**1 194 755 €**	**912 887 €**	**888 588 €**	**331 913 €**	**3 865 133 €**
D.1. Sensibiliser, informer, encourager les actions relatives aux thèmes « Eau, Biodiversité, Climat »	197 780 €	850 180 €	738 888 €	711 120 €	150 929 €	2 648 897 €
D.2. Assurer la coordination et le suivi des actions du Contrat	339 210 €	344 575 €	173 999 €	177 468 €	180 984 €	1 216 236 €

- Répartition par maître d'ouvrage :

Maître d'ouvrage	Coût estimatif en € HT sur la période du Contrat (2020-2024)				
	Enjeu A	Enjeu B	Enjeu C	Enjeu D	TOTAL
Métropole du Grand Paris	0 €	0 €	310 000 € (1)	0 €	**310 000 €**
Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis	4 341 500 €	521 000 €	240 000 €	134 000 €	**5 236 500 €**
Etablissement public territorial Est Ensemble	0 €	0 €	55 000 €	5 000 €	**60 000 €**
Etablissement public territorial Grand Paris Seine Ouest	19 987 784 €	1 375 000 €	13 200 €	254 000 €	**21 629 984 €**
Etablissement public territorial Paris Ouest La Défense	1 545 000 €	2 275 000 €	100 000 €	100 000 €	**4 020 000 €**
Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine	2 090 000 €	1 300 000 €	2 744 250 €	0 €	**6 134 250 €**
Communauté d'agglomération Versailles Grand Parc	20 000 €	2 930 000 €	40 000 €	0 €	**2 990 000 €**
Commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye	10 848 300 €	5 728 000 €	970 000 €	1 559 000 €	**19 105 300 €**
Ville de Courbevoie	17 957 800 €	0 €	0 €	0 €	**17 957 800 €**
Ville de Gennevilliers	10 771 000 €	0 €	600 000 €	25 000 €	**11 396 000 €**
Ville de Houilles	212 800 €	0 €	0 €	0 €	**212 800 €**
Ville de La Garenne-Colombes	1 062 340 €	10 000 €	65 000 €	0 €	**1 137 340 €**
Ville de L'Etang-la-Ville	48 000 €	36 374 €	0 €	0 €	**84 374 €**
Ville de Meudon	425 000 €	200 000 €	50 000 €	0 €	**675 000 €**
Ville de Montesson	205 000 €	60 000 €	0 €	46 000 €	**311 000 €**
Ville de Nanterre	3 309 600 €	4 000 €	50 000 €	26 400 €	**3 390 000 €**
Ville de Neuilly-sur-Seine	2 800 000 €	0 €	0 €	0 €	**2 800 000 €**
Ville du Pré-Saint-Gervais	595 000 €	45 000 €	200 000 €	0 €	**840 000 €**
Ville de Puteaux	2 000 000 €	0 €	5 000 000 €	80 000 €	**7 080 000 €**
Ville de Rueil-Malmaison	1 200 000 €	0 €	7 980 000 € (1)	90 000 €	**9 270 000 €**
Ville de Saint-Cloud	2 073 000 €	0 €	107 000 €	0 €	**2 180 000 €**
Ville de Sannois	556 430 €	50 000 €	6 250 €	0 €	**612 680 €**
Ville de Suresnes	1 745 500 €	30 000 €	100 000 €	0 €	**1 875 500 €**
Ville de Vanves	157 500 €	0 €	0 €	75 000 €	**232 500 €**
Ville de Vaucresson	320 000 €	0 €	20 000 €	0 €	**340 000 €**
Ville de Versailles	1 610 000 €	0 €	10 000 €	20 000 €	**1 640 000 €**
Sénéo	0 €	7 791 665 €	0 €	0 €	**7 791 665 €**

Maître d'ouvrage	Coût estimatif en € HT sur la période du Contrat (2020-2024)				
	Enjeu A	Enjeu B	Enjeu C	Enjeu D	TOTAL
Syndicat AQUAVESC	0 €	3 027 000 €	0 €	0 €	**3 027 000 €**
Syndicat intercommunal d'assainissement de la Boucle de la Seine	0 €	15 000 000 €	0 €	0 €	**15 000 000 €**
Syndicat intercommunal de la Région de Saint-Germain-en-Laye	0 €	2 439 760 €	0 €	0 €	**2 439 760 €**
Syndicat mixte d'assainissement HYDREAULYS	0 €	52 334 800 €	0 €	0 €	**52 334 800 €**
Syndicat mixte Seine Ouest	0 €	0 €	15 307 500 €	0 €	**15 307 500 €**
Association Espaces	10 000 €	0 €	2 841 403 €	1 442 733 €	**4 294 136 €**
Etablissement public local Paris La Défense	8 753 067 €	0 €	120 000 €	0 €	**8 873 067 €**
HAROPA Ports de Paris	0 €	14 938 000 €	187 000 €	8 000 €	**15 133 000 €**
Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	250 000 €	0 €	0 €	0 €	**250 000 €**
Société d'économie mixte Plaine commune Développement	3 130 000 €	0 €	312 028 €	0 €	**3 442 028 €**
Société publique locale d'aménagement et de gestion de la ville de Nanterre	10 473 000 €	0 €	11 649 000 €	0 €	**22 122 000 €**
Société publique locale d'aménagement Plaine Commune Développement	1 050 000 €	0 €	0 €	0 €	**1 050 000 €**

(1) L'action « Etude pour la restauration du ru de Saint-Cucufa » estimée à 50 000 € HT est inscrite dans le plan d'actions de la Métropole du Grand Paris et de la ville de Rueil-Malmaison.

ANNEXE 3 : Indicateurs de suivi-évaluation

Les indicateurs suivants sont définis pour suivre et évaluer la mise en œuvre du programme d'actions du Contrat et des animations associées.

1. Indicateurs de moyen et de réalisation

Les indicateurs suivants sont renseignés obligatoirement dans le tableau d'avancement annuel et à la fin de contrat. Les indicateurs relatifs aux actions inscrites seront collectés chaque année et analysés pour le bilan annuel du Contrat.

Pour les actions inscrites au programme pluriannuel :	
Technique	Actions réalisées par rapport à l'échéancier prévisionnel, pour chacune des actions et en moyenne pour chacun des enjeux inscrits au Contrat : en nombre de mois d'écart au prévisionnel
Financier	Engagements financiers réalisés par rapport au prévisionnel : en montant et en %
Pour l'animation	
Financier Social	Montant de l'animation Montant de l'aide Nb d'ETP Nb de personnes sensibilisées

2. Indicateurs de résultats

Les indicateurs de résultat permettent de mesurer l'atteinte des objectifs de résultats visés, notamment concernant l'évolution de l'état des milieux naturels, de la surface de nature en ville et des pressions existantes.
Ces données sont collectées et analysées si possible lors des bilans annuels du Contrat et sinon lors de l'évaluation finale du Contrat.

N°	Indicateur de suivi
Enjeu A : Gérer à la source les eaux pluviales et lutter contre les îlots de chaleur en concourant à la mise en œuvre du Plan Vert d'Île de France	
1	Surface déconnectée des réseaux lors d'évènements pluvieux courants soit de 8 mm en m²
2	Surface d'espaces végétalisés créés en m²
3	Surface désimperméabilisée en m²
Enjeu B : Améliorer la qualité des eaux, économiser et protéger la ressource	
4	Nombre de schémas directeurs de l'eau et d'assainissement élaborés
5	Nombre de branchements mis en conformité
6	Volume de bassins de stockage/restitution créés (m3)
7	Linéaire de réseaux séparatifs ou de réseaux créés pour lutter contre les déversements en Seine ou dans les milieux (ml)
8	Nombre de maîtres d'ouvrage passés en zéro-phyto effectif également dans les stades et cimetières
9	Volume d'eau potable économisé (m3)

Enjeu C : Restaurer le milieu naturel et poursuivre la mise en œuvre d'une Trame verte et bleue régionale en adéquation avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique	
10	Linéaire de berges restaurées pour la fonctionnalité hydromorphologique (ml)
11	Linéaire de berges faisant l'objet d'un entretien raisonné (ml)
12	Linéaire de réouverture de ru (ml)
13	Surface de zones humides créées (m^2)
14	Surface de zones humides restaurées (m^2)
15	Nombre d'interventions de restauration ou de création de corridors et voies végétalisés
16	Nombre de sources valorisées
Enjeu D : Sensibilisation, éducation à l'environnement, suivi et coordination des actions	
17	Nombre d'interlocuteurs sensibilisés et formés

Préambule aux annexes 4, 5 et 6

La rédaction des cahiers des charges et la réalisation des dossiers de demande de subventions restent à l'initiative et à la charge des maîtres d'ouvrages pour chacune de leurs opérations. La procédure de demande de subvention et les éléments constitutifs des dossiers doivent être conformes aux règles en vigueur de chaque financeur.

Les opérations faisant l'objet d'une demande de subvention doivent être définies au niveau minimum de l'avant-projet et comprennent notamment :

- La délibération du conseil municipal, communautaire, d'administration ou conseil syndical du maître d'ouvrage, approuvant l'opération, présentant le plan de financement, et sollicitant les aides financières,
- Les délibérations et le cas échéant la convention, lorsque l'un des maîtres d'ouvrages délègue la maîtrise d'ouvrage à une autre collectivité (ces documents précisent notamment la propriété de l'ouvrage lorsque l'opération est achevée),
- Un mémoire explicatif, précisant notamment les critères d'efficacité retenus pour l'opération présentée,
- Un devis estimatif détaillé,
- Le dossier technique de la solution retenue : plans, croquis, notes de calcul, etc

Selon la nature du projet, d'autres éléments spécifiques pourront être demandés, par exemple :

- Notice présentant la procédure administrative et son niveau d'avancement pour les opérations nécessitant une Déclaration d'Utilité Publique (DUP), une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) ou une déclaration ou autorisation au titre de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA),
- Plan de zonage pour les opérations d'assainissement,
- Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) lorsque la demande porte sur des études,
- Rapport annuel sur le prix et la qualité des services de l'eau et de l'assainissement,
- Etc

Dans tous les cas, pour prétendre aux subventions, il faut que les conditions d'éligibilité de chaque partenaire financier soient remplies. Il est possible pour les maîtres d'ouvrages de faire appel à la structure porteuse de l'animation du Contrat pour un accompagnement auprès des partenaires financiers.

ANNEXE 4 : Taux d'aide de l'Agence de l'eau Seine-Normandie pour les actions du Contrat

Taux d'aide de l'Agence de l'eau Seine-Normandie pour les actions du Contrat entre 2020-2024 correspondants aux taux du XIème programme de l'Agence de l'eau Seine-Normandie

Figurent dans le tableau suivant, à titre indicatif, les taux d'aide de l'Agence de l'eau Seine-Normandie dans le cadre du XIème programme tels qu'ils ont été approuvé par le comité de bassin Seine-Normandie en date du 9 octobre 2018. Ces taux peuvent être modifiés par le conseil d'administration de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.
Les modalités d'aide affichées ici sont celles en vigueur en novembre 2019 et le conseil d'Administration de l'Agence de l'eau Seine-Normandie peut modifier à tout moment ces modalités. **Les aides financières de l'Agence de l'eau Seine-Normandie s'effectuent selon les règles du programme en vigueur au moment de leur attribution.**

La liste des aides indiquée ci-dessous est une liste non exhaustive, elle est susceptible d'être modifiée. En cas de doute quant à l'éligibilité ou non d'une opération aux aides de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, il convient de contacter le chargé d'opérations en charge de votre territoire de l'AESN.

ASSAINISSEMENT

Nature des travaux	Taux d'aide*	Prix de référence	Compte du programme
Etudes générales d'assainissement (zonages d'assainissement,…)	Subvention 80%	Non	1110
Etudes spécifiques – Réseaux d'assainissement	Subvention 50%	Non	1210
Opérations pilotes – Assainissement	Subvention 70%	Non	1110
Création de réseaux neufs de collecte et de transport d'eaux usées, création de toilettes permanentes sur le domaine public,	Subvention 40% + Avance 20% Mais minoré à Subvention 20% + Avance 40% pour agglomérations d'assainissement > 10 000 EH en v=cas de non-respect du critère de zonage pluvial	Oui (sauf création de toilettes permanentes)	1211
Mise en séparatif de réseaux d'assainissement	Subvention 40% + Avance 20% Mais minoré à Subvention 20% + Avance 40% pour agglomérations d'assainissement > 10 000 EH en v=cas de non-respect du critère de zonage pluvial	Oui	1212
Branchements (domaine privé) Seules les actions groupées conduites par la collectivité ou une personne morale mandatée par les propriétaires sont éligibles	Branchement d'une habitation au(x) réseau(x) public(s) : 3 500€ Immeuble et bâtiment public : 350€/EH en Ile-de-France Déconnexion des eaux de pluie : 1 000€	Non	1213

*Appliqué sur montant retenu après comparaison au prix de référence

REDUIRE LES REJETS POLLUANTS PAR TEMPS DE PLUIE EN ZONE URBAINE

Nature des travaux	Taux d'aide*	Prix de référence	Compte du programme
Etudes spécifiques – Réduction des pollutions par temps de pluie - Autosurveillance	Subvention 50%	Non	1620
Autosurveillance	Subvention 40% + Avance 20%	Non	1621
Réduction à la source des écoulements de temps de pluie en zones urbaines - Collectivités	Subvention 80%	Oui	1623
Dépollution des rejets urbains par temps de pluie - Collectivités	Subvention 40% + Avance 20%	Oui	1621

* Appliqué sur montant retenu après comparaison au prix de référence

GESTION DE LA RARETE DE LA RESSOURCE EN EAU (ECONOMIE D'EAU DES COLLECTIVITES)

Nature des travaux	Taux d'aide*	Prix de référence	Compte du programme
Etudes spécifiques (collectivités)	Subvention 50%	Non	2130
Etudes de réalisation et travaux d'économie d'eau des collectivités	Subvention 30% + Avance 20%	Oui	2131

* Appliqué sur montant retenu après comparaison au prix de référence

PROTEGER, RESTAURER ET GERER LES ECOSYSTEMES AQUATIQUES ET HUMIDES

Nature des travaux	Taux d'aide*	Prix de référence	Compte du programme
Etudes			
Etudes et suivi des milieux aquatiques, humides et des espèces associées	Subvention 80%		2410
Rétablissement de la continuité écologique latérale et longitudinale			
Suppression d'obstacles à la libre circulation et étude préalable Acquisition de droits réels	Subvention 80% + Subvention 10% pour les opérations inscrites dans un contrat de territoire « eau et climat » dont le maître d'ouvrage est signataire de ce contrat		2412
Dispositifs assurant la continuité écologique (libre circulation des organismes aquatiques et des sédiments) et étude préalable	Subvention 40% + Subvention 20% pour les enjeux migrateurs amphihalins en cohérence avec le PLAGEPOMI et le plan de gestion anguille		2412
Travaux de renaturation et de restauration des écosystèmes aquatiques, humides et de leurs milieux connectés			
Travaux de restauration des zones humides	Subvention 80%	Non	2411
Travaux de restauration/renaturation de cours d'eau	Subvention 80%	Non	2411
Entretien des milieux et la lutte contre les espèces exotiques envahissantes			
Entretien des cours d'eau	Subvention 40%	Oui**	2421
Entretien des milieux humides	Subvention 40%	Oui	2421

* Appliqué sur montant retenu après comparaison au prix de référence - ** jusqu'à hauteur de 20% du montant total du PPRE

ACQUISITION FONCIERE

Nature des travaux	Taux d'aide*	Prix de référence	Compte du programme
Etudes Foncières	Subvention 80%	Non	2330
Acquisition foncière de zones humides	Subvention 80%	Oui	2413
Mise en réserve foncière (préfinancement)	Avance 100%	Oui	Zones humides : 2413
Acquisition temporaire (aux fins de réalisation de travaux)	Avance 100% remboursée dans les 5 ans	Oui	Compte travaux : 2411 ou 2412
Mise en réserve foncière et acquisition temporaire (frais de portage et de gestion) Coût de mise en place d'une maîtrise foncière (zones humides et littorales)	Subvention 100%	Non	2413

* Appliqué sur montant retenu après comparaison au prix de référence

SENSIBILISATION – COMMUNICATION – EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT - ANIMATION

Nature des travaux	Taux d'aide*	Prix de référence	Compte du programme
Actions de communication liées à un projet de restauration des milieux aquatiques ou humides financé par l'Agence de l'eau Seine-Normandie	Subvention 80%	Non	2420
Actions liées à l'ouverture au public d'un site restauré ou remarquable (après des travaux de restauration des milieux)	Subvention 50%	Non	2420
Actions à la communication et de sensibilisation à la culture du risque	Subvention 80%	Non	2420
Education à la citoyenneté – relais classes d'eau	Forfait de 700€		3432
Education à la citoyenneté - Partenariats éducatifs - Classes d'eau non scolaires - Formations	Subvention jusqu'à 80%		3433
Animation de Contrat de territoire Eau et Climat	Subvention 50%**	Oui	2910

* Appliqué sur montant retenu après comparaison au prix de référence
** Les animations rivières comportant un volet « continuité écologique » peuvent être bonifiées à hauteur de 80% si et seulement si la structure qui emploie l'animateur exerce la compétence GEMA ou GEMAPI à l'échelle du bassin ou de la cellule hydrosédimentaire

ANNEXE 5 : Taux d'aide du Conseil régional d'Ile-de-France pour les actions du Contrat

Règlement d'intervention pour la mise en œuvre de la stratégie régionale en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides

Conformément aux termes de la délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, le règlement d'intervention est proposé ci-après pour la mise en œuvre de :

- La restauration et la valorisation des milieux aquatiques, humides et des continuités écologiques au regard de leur rôle dans la préservation de la biodiversité.
- La maîtrise préventive des ruissellements notamment par des techniques de désimperméabilisation des sols et de végétalisation, intégrées à l'urbanisme et au paysage et favorables à la biodiversité.
- La réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes et la maîtrise du risque inondation par débordement de fleuves et de rivières.

L'action régionale, conduite dans le cadre de sa compétence sur la biodiversité attribuée par l'article 8 n° 2016-1087 du 8 Août 2016 de la loi relative à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, s'inscrit dans un souci de cohérence territoriale et de mise en œuvre du Schéma régional de cohérence écologique. Il sera donc proposé aux collectivités territoriales et autres maîtres d'ouvrage de traduire ces priorités dans un nouveau contrat Trame Verte et Bleue. La signature de ce type de contrat n'est pas une obligation pour l'obtention des aides régionales dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides mais la Région Île-de-France privilégiera les aides accordées dans le cadre de ces contrats.

I. PREPARATION, ACCOMPAGNEMENT ET SUIVI DES CONTRATS TRAME VERTE ET BLEUE

A. OBJECTIF DU CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE

Le contrat Trame Verte et Bleue (TVB) est destiné à favoriser la réalisation d'actions en faveur des milieux naturels terrestres et aquatiques dans les territoires à forts enjeux, d'assurer la cohérence des interventions dans une démarche de réseau écologique et de permettre la mise en commun de moyens. Ce contrat multi-partenarial se déploie sur une unité de territoire pertinente (résultant d'une étude de diagnostic préalable, correspondant à tout ou partie d'un bassin versant ou correspondant à une unité administrative) et cohérente au regard des objectifs du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), et du plan de végétalisation de l'Ile-de-France dont la préparation a été lancée lors de la Conférence du 3 octobre 2016.

B. CONTENU DU CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE

Le contrat TVB est constitué à minima d'un diagnostic, d'objectifs et d'un programme d'actions global, partagés entre les signataires du contrat. Le programme global est élaboré sur la base d'un bilan de connaissance, ou d'un état des lieux partagé de la qualité des milieux. Il fixe par ailleurs des objectifs et des résultats à atteindre. Il se décompose en :

- **un programme d'actions de mise en œuvre de la trame verte et bleue** en référence à l'application du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) : définition des aménagements en faveur de la biodiversité inféodée au lit majeur, aux berges, aux cours d'eau, aux lacs et aux milieux humides et en faveur de la continuité écologique et sédimentaire des milieux naturels. Les aménagements relatifs à la trame verte et bleue qui ne relèveraient pas des milieux aquatiques et humides pourront être subventionnés dans le cadre de la stratégie régionale de la biodiversité,
- **un programme d'actions de maîtrise des ruissellements** par la désimperméabilisation et la végétalisation des sols, la mise en œuvre de modelés de terrains modérés, concourant au retour de la nature en ville et à l'adaptation au

changement climatique. Ce Conseil départemental du 6 avril 2018 programme peut être constitué d'expérimentations (sur un quartier, un territoire tel que par exemple un bassin versant) visant à démontrer l'intérêt de ces techniques pour tous les secteurs touchés par des phénomènes de ruissellement urbains (inondation par ruissellement urbain) et exposés potentiellement aux phénomènes d'îlots de chaleur urbains.

- **un programme de réduction d'usage des produits phytosanitaires** comportant un volet significatif de mesures allant au-delà de la mise en œuvre de la loi Labbé, vers une gestion différenciée, concourant aussi au retour de la nature en ville et à la biodiversité.

C. GOUVERNANCE DU CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE

Le contrat Trame Verte et Bleue s'adresse à tous les maîtres d'ouvrage (collectivités territoriales, établissements publics, organismes consulaires…) situés dans le territoire concerné, qu'ils soient signataires dès l'origine ou bien qu'ils approuvent le contrat en cours d'exécution. Le porteur du contrat Trame Verte et Bleue est désigné par les collectivités signataires du contrat.

Il est également signé par les financeurs potentiels du programme d'actions : l'Agence de l'eau, les Départements, la Métropole du Grand Paris, etc...

La gouvernance du contrat est donc fondée sur :

- un porteur identifié,
- des engagements de chaque partenaire précisés tant en termes d'objectifs de résultats, qu'en délais (durée maximale de 6 ans),
- un comité de pilotage multi-partenarial, un comité technique et une cellule d'accompagnement de la mise en œuvre du contrat TVB qui peuvent être communs à eux du contrat de bassin quand celui-ci existe de façon concomitante et complémentaire au contrat Trame Verte et Bleue,
- un tableau de bord de suivi des actions.

Le porteur du contrat assure le secrétariat du contrat. À ce titre, il convoque le comité de pilotage. Le comité technique réunit les techniciens des maîtres d'ouvrage et les partenaires financiers. Il prépare la présentation au comité de pilotage des comptes rendus annuels et du programme prévisionnel d'actions. Il propose des indicateurs simples et pertinents de suivi de l'efficacité des actions. Le comité de pilotage est un organe de concertation et de coordination. Il est composé des représentants des signataires du contrat. Il se réunit au moins une fois par an. Il assure les fonctions suivantes :

- validation du bilan annuel du contrat présenté par la cellule d'accompagnement à la mise en œuvre du contrat,
- approbation du programme prévisionnel d'actions à réaliser l'année suivante,
- suivi de l'information des usagers,
- validation de l'évaluation du contrat à son issue.

D. PREPARATION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DU CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE

Un accompagnement à la mise en œuvre est prévu pour chaque contrat. La mission d'accompagnement, encadrée par le porteur du contrat, consiste en particulier à :

- préparer le contrat sur la base d'un bilan de connaissance ou d'un état des lieux réalisé à partir des éléments disponibles dans le SRCE (Schéma régional de cohérence écologique) et le SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux),
- accompagner techniquement les maîtres d'ouvrage dans la définition de leur programme et la réalisation des actions, en lien avec les priorités de la politique régionale, et d'améliorer la qualité des projets,
- mettre en œuvre les actions de sensibilisation, information, formation et communication sur la trame verte et bleue décidées par le comité de pilotage,

- produire les éléments nécessaires aux prises de décisions du comité de pilotage quant à l'élaboration du contrat, à son pilotage et à son évaluation en fin de contrat.

La mission d'accompagnement peut donc démarrer dès la phase de préparation du contrat TVB et s'achèvera après la fin du contrat, une fois l'évaluation terminée.
Quand un contrat de bassin arrive à échéance, un contrat Trame Verte et Bleue sera proposé par la Région Île-de-France. Elle poursuivra sa contribution aux financements attribués pour l'accompagnement des contrats de bassin en cours jusqu'à leur échéance. Dans la période transitoire de passage d'un contrat de bassin à un contrat TVB, elle pourra assurer une contribution à l'accompagnement pour la préparation et l'élaboration du contrat TVB.

E. FINANCEMENT DU CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE
La préparation, l'accompagnement et le suivi du contrat TVB sont cofinancés par les signataires du contrat. Les actions prévues au programme global du contrat sont financées par les signataires selon les critères de leurs propres dispositifs d'aide.

1. Nature des actions subventionnables pour la préparation, l'accompagnement et le suivi du contrat TVB

1.1 Études (investissement)

Les études d'assistance technique nécessaires à la préparation et au suivi des contrats TVB, permettant de :

- réaliser un diagnostic ou un état des lieux,
- définir un programme d'actions, sa faisabilité sur un territoire pertinent,
- de compléter ou d'actualiser un tel programme.

1.2 Accompagnement et ingénierie territoriale (fonctionnement)

- Les missions d'accompagnement pour la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation d'un contrat TVB.
- De façon transitoire jusqu'à leur échéance, l'accompagnement pour la mise en œuvre et l'évaluation des contrats de bassin en cours.

2. Critères d'éligibilité

- Les missions d'accompagnement et d'assistance technique pour la préparation et la mise en œuvre d'un contrat TVB peuvent être aidées par la Région Île-de-France sur l'ensemble du territoire francilien.
- Les missions d'accompagnement et d'assistance technique liées à la mise en œuvre d'un contrat de bassin peuvent être aidées par la Région Île-de-France pour les territoires de l'espace rural.

Ce dispositif prendra fin à la date d'échéance des contrats de bassin en cours.

3. Modalités de financements : plafonds et taux de subvention

3.1 Études (investissement)

Les études d'assistance technique peuvent être subventionnées au taux maximum de 40 % des montants hors taxe des dépenses subventionnables.
Le montant de la subvention est plafonné à 80 000 €.

3.2 Accompagnement et ingénierie territoriale (fonctionnement)

- Pour les contrats TVB, l'aide s'inscrit dans une convention spécifique de trois ans maximum renouvelable, qui fixe les modalités financières d'aide au fonctionnement à un taux pouvant aller jusqu'à 50 % maximum.
  Le montant de la subvention est plafonné à 40 000 €/an.
- De façon transitoire jusqu'à l'échéance des contrats de bassin, l'aide s'inscrit dans une convention spécifique de trois ans maximum, qui fixe les modalités financières d'aide au fonctionnement à un taux pouvant aller jusqu'à 50 % maximum.

Le montant de la subvention est plafonné à 40 000 €/an.

Ce dispositif prendra donc fin à la date d'échéance des contrats de bassin.

II. LES DISPOSITIFS D'AIDE

Les dispositifs suivants permettent de financer des actions en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides, qu'elles soient ou non inscrites dans un contrat Trame Verte et Bleue.

A. PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Ce dispositif vise la reconquête du bon état écologique des milieux ainsi que la mise en œuvre du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et du plan de végétalisation de l'Ile-de-France en cours de préparation.

1. Nature des actions subventionnables (investissement)

- la protection et la restauration de l'ancien lit, du libre écoulement des eaux ; l'amélioration/aménagement du lit mineur (profil en travers, reméandrage…),
- la restauration écologique et l'aménagement des berges par techniques végétales, ou mixtes en cas de fortes contraintes ; la mise en place de bandes rivulaires végétalisées,
- la renaturation paysagère des espaces riverains (espace de liberté et milieux annexes), restauration de la ripisylve,
- la protection et restauration des marais, zones humides, annexes hydrauliques, mares,…
- les aménagements permettant d'assurer la libre circulation des poissons (ouverture de vannages, passes à poissons, suppression des ouvrages formant barrage et renaturation) et des espèces terrestres en lien avec les milieux aquatiques (continuités latérales le long des berges et franchissement des infrastructures de transport),
- la réouverture de rivière ou de ruisseau canalisé,
- le déplacement des réseaux de collecte des eaux usées et pluviales situées dans les berges des rivières, indispensable et préalable à leur réhabilitation (la réhabilitation des berges doit être obligatoirement programmée en amont du déplacement des réseaux).

Les actions visant spécifiquement la réduction du risque inondation relèvent du chapitre II C « Réduction de la vulnérabilité et maîtrise du risque d'inondation par débordement de fleuves et rivières de plaine ».

2. Critères d'éligibilité

Ces aides peuvent être attribuées sur l'ensemble du territoire francilien.
Les aides s'inscrivant dans le cadre de contrats Trame Verte et Bleue sont privilégiées.
Ces aides correspondent exclusivement à des dépenses d'investissement correspondant aux actions décrites au chapitre II A 1.

3. Modalités de financements : plafonds et taux de subvention

Le taux de subvention est plafonné à 40 % maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

B. DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT À LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Ce dispositif vise à favoriser l'infiltration de l'eau dans les sols et la végétalisation, répondant ainsi aux objectifs du plan de végétalisation en cours de préparation, contribuant à la trame verte et bleue et limitant les apports d'eau dans les rivières. Il contribue également à mettre en œuvre les orientations du SDRIF relatives à la maîtrise des ruissellements notamment

dans les aménagements des espaces publics en zone urbaine dense mais aussi en zone rurale.

1. Nature des actions subventionnables (investissement)

- La désimperméabilisation des sols et les actions concourant à l'infiltration des eaux.
- L'aménagement d'espaces publics urbains multifonctionnels par la mise en œuvre de modelés de terrains modérés et de couvertures végétales favorisant le retour de la nature en ville. Le parti pris d'urbanisme devra lier l'eau et la ville et concourir à la maîtrise des ruissellements urbains lors d'événements pluvieux exceptionnels, tout en préservant en dehors de ces périodes un usage mixte de l'espace, compatible avec les risques de submersion.
- Les opérations de maîtrise du ruissellement sur un bassin versant rural et péri urbain : noues, modelés de terrains modérés, bandes enherbées, haies, mares, fossés.
- A partir d'un plan d'actions établi à l'échelle d'un bassin versant, les opérations de protection, de valorisation et d'aménagement des zones d'expansion des crues hivernales intégrées au paysage et favorables à la biodiversité, situées en amont des zones urbanisées. Les ouvrages de génie civil ou hydrauliques sont exclus de ce dispositif. Le plan d'actions doit comporter un volet significatif de mesures préventives, en tête de bassin et à la parcelle.

2. Critères d'éligibilité

Ces aides peuvent être attribuées sur l'ensemble du territoire francilien.
Les aides dans le cadre de contrats TVB en élaboration ou en cours, et/ou permettant d'accompagner des opérations prioritaires du SDRIF sont privilégiées.
Ces aides correspondent exclusivement à des dépenses d'investissement correspondant aux actions décrites au chapitre II B 1.

3. Modalités de financements : plafonds et taux de subvention

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables.
Le montant de la subvention est plafonné à 300 000 €.

C. REDUCTION DE LA VULNERABILITE ET MAITRISE DU RISQUE D'INONDATION PAR DEBORDEMENT DE FLEUVES ET RIVIERES DE PLAINE

Ce dispositif vise à conforter la résilience de la région et à réduire la vulnérabilité face aux risques d'inondation, conformément aux recommandations du SDRIF.

1. Nature des actions subventionnables (investissement)

- Les diagnostics de vulnérabilité des bâtiments, aménagements, équipements publics situés en zone inondable accompagnés d'un programme d'actions et de travaux.
- Les actions de protection, restauration et valorisation des milieux aquatiques, humides et berges visant spécifiquement la réduction du risque inondation.

Sont exclus des actions, tous travaux d'équipement et d'infrastructure (digues, barrages, murettes anti-crues…) de protection contre les inondations.

2. Critères d'éligibilité

Ces aides sont attribuées aux territoires franciliens concernés par le risque inondation, hors des territoires de la Métropole du Grand Paris.
Ces aides correspondent exclusivement à des dépenses d'investissement correspondant aux actions décrites au chapitre II C 1.

3. Modalités de financements : plafonds et taux de subvention

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables.
Le montant de la subvention est plafonné à 100 000 €.

D. MESURES ALTERNATIVES À L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Ce dispositif concerne les solutions alternatives à l'usage des produits phytosanitaires en zone non agricole.

1. Nature des actions subventionnables

- Les diagnostics, élaborations et mises en œuvre de programme de gestion : État des lieux des pratiques et usages des produits phytosanitaires pour la gestion des parcs, jardins, voiries et autres espaces publics des collectivités, comprenant une évaluation du risque potentiel pour la qualité de l'eau, la biodiversité (aquatique, pollinisateurs) et les personnes (exposition et imprégnation). Ces bilans sont réalisés à une échelle pertinente, au minimum à l'échelle communale. Cet état des lieux s'accompagne obligatoirement d'un programme de gestion alternative visant le « Zéro phyto ». Ce programme comporte un volet significatif de mesures allant au-delà de la mise en œuvre de la loi Labbé, vers une gestion différenciée, concourant aussi au retour de la nature en ville et à la biodiversité. Il est souhaitable qu'il intègre des actions à destination des élus, des techniciens, des particuliers et des activités (commerciales, industrielles…).
- L'acquisition de matériels :
  - Matériels de désherbage, broyage, concourant à l'entretien « Zéro phyto ».
  - Investissements de première installation concourant à une gestion différenciée des espaces publics (paillages, désimperméabilisation des allées, végétalisation…).
  - Investissements en lien avec le biocontrôle et la lutte intégrée des espaces publics.

2. Critères d'éligibilité

Ces aides peuvent être attribuées sur l'ensemble du territoire francilien.

3. Modalités de financements : plafonds et taux de subvention

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables.

III. MESURES COMMUNES A L'ENSEMBLE DES DISPOSITIFS

Les aides régionales accordées aux collectivités locales concernent des opérations situées sur le domaine public en conformité avec les obligations administratives nécessaires (loi sur l'eau, etc…). Elles font l'objet d'une convention financière qui fixe notamment les modalités de versement de la subvention régionale et d'information relative à ce soutien par affichage public avec l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Lorsque les opérations concernent le domaine privé, elles doivent obligatoirement avoir fait l'objet d'une DUP (Déclaration d'Utilité Publique) ou d'une DIG (Déclaration d'Utilité Publique ou d'Intérêt Général). Les conditions d'entretien doivent alors être précisées et contractualisées par une convention.

Les demandes d'aide régionale sont appréciées principalement sur la notion de service rendu, d'efficacité vis-à-vis du milieu naturel et de la biodiversité au regard de critères technico-économiques.

L'assiette retenue pour le calcul de l'aide est déterminée à partir des critères d'éligibilité précisés aux paragraphes précédents.
Le taux cumulé des aides publiques aux collectivités ne peut dépasser 70 % du montant hors taxe des travaux.
Ces aides sont accordées dans la limite des dotations annuelles régionales en faveur de la politique de l'eau, des milieux aquatiques et humides.

A. BENEFICIAIRES DES SUBVENTIONS REGIONALES
Peuvent être bénéficiaires de subventions régionales les maîtres d'ouvrage suivants :

- les collectivités territoriales et leurs groupements,
- Les associations comportant des collectivités territoriales,
- les Ententes Interdépartementales,
- les bailleurs sociaux publics ou privés (OPHLM et SAHLM), les EPIC et les EPA, les établissements publics, les établissements privés d'enseignement secondaire général (sous réserve du respect des dispositions des lois Falloux du 15 mars 1850 et Astier du 27 juillet 1919),
- les entreprises publiques locales (EPL), les sociétés d'économie mixte (SEM), etc...
- Les subventions sont accordées au maître d'ouvrage des opérations. Dès lors qu'une collectivité intervient pour le compte d'une ou plusieurs collectivités, celle-ci doit avoir reçu délégation de la part de ces collectivités.

B. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION
Le dossier doit comprendre outre le courrier de saisine adressé à la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, les pièces suivantes :

- la délibération du maître d'ouvrage approuvant l'opération, présentant le plan de financement, et sollicitant les aides financières, les délibérations et le cas échéant la convention, lorsque l'un des maîtres d'ouvrage délègue la maîtrise d'ouvrage à une autre collectivité (ces documents précisent notamment la propriété de l'ouvrage lorsque l'opération est achevée),
- un mémoire explicatif détaillé ou une étude de faisabilité du projet précisant notamment les critères d'efficacité retenus basés sur la notion de service rendu, avant l'opération présentée et après sa réalisation, son opportunité au vu des objectifs du contrat Trame Verte et Bleue,
- le respect des mesures d'accompagnement d'ordre administratif, réglementaire ou technique,
- une notice présentant la procédure administrative et son niveau d'avancement pour les opérations qui nécessitent la prise d'une DUP ou d'une DIG, ou sont soumises à déclaration ou à autorisation au titre de la loi sur l'eau,
- les conventions passées avec les propriétaires fonciers lorsque l'ouvrage est réalisé sur domaine privé,
- un devis estimatif détaillé,
- le plan de financement prévisionnel du projet,
- le dossier technique de la solution retenue : plans, croquis, notes de calcul, etc., de niveau Avant-Projet Sommaire,
- le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération,
- la mention justifiant la demande de démarrage anticipé du projet,
- le certificat administratif de non récupération de la TVA le cas échéant,
- un RIB,
- le numéro de SIRET,
- la fiche SIREN,
- une lettre d'engagement de la structure à embaucher un ou plusieurs stagiaires pour une durée minimum de deux mois (Mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens (CR n° 08-16 du 18 février 2016).

Pour les associations, le dossier devra comprendre également :

- la copie des statuts de l'organisme,
- la copie certifiée du compte de résultats et du bilan du dernier exercice certifié par un commissaire aux comptes si nécessaire,
- les références des opérations réalisées en tant.

ANNEXE 6 : Aides de la Métropole du Grand Paris pour les actions du Contrat

Conformément aux orientations de la compétence GEMAPI, la Métropole du Grand Paris sera maître d'ouvrage ou co-maître d'ouvrage pour tous les projets relevant de :

- **L'aménagement des bassins versants** : aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau, comme notamment :
  - la définition et la gestion d'aménagements hydrauliques (rétention, ralentissement et ressuyages des crues ; barrages de protection ; casiers de stockage des crues...) ;
  - la création ou la restauration des zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement ;
  - la création ou la restauration de zones de mobilité d'un cours d'eau ;
  - la restauration hydromorphologique des cours d'eau intégrant des interventions visant le rétablissement de leurs caractéristiques hydrologiques et morphologiques ainsi qu'à la continuité écologique des cours d'eau.
- **La défense contre les inondations et contre la mer** : la création, la gestion, la régularisation d'ouvrages de protection contre les inondations et contre la mer (définition et gestion des systèmes d'endiguements, etc.)

Et pourra apporter un soutien financier pour tous les projets relevant de :

- **L'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau :** maintenir dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou à son bon potentiel écologique (en cas de défaillance du propriétaire riverain) soit l'enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non et en l'élagage ou recépage de la végétation des rives,
- **La protection et la restauration des sites et des zones humides :** la protection des zones humides et la restauration des zones humides dégradées au regard de leur intérêt pour la gestion intégrée du bassin versant, de leur valeur touristique, paysagère ou écologique.

De plus, dans le cadre de ce Contrat, la Métropole du Grand Paris, au titre de sa compétence « Valorisation du patrimoine naturel et paysager » et de son Plan Climat Air Energie Métropolitain, est susceptible de financer, notamment, les actions suivantes :

- L'amélioration de la connaissance de la biodiversité ;
- L'intégration des enjeux Trame verte et bleue dans les documents de planification (SCOT, PLUi) ;
- La création de nouveaux espaces de nature ;
- La préservation et la restauration d'espaces de biodiversité ;
- La désimperméabilisation des sols ;
- La végétalisation du bâti ;
- Lutte contre les îlots de chaleur.

Annexe 3 : Contrat "Eau et climat Champigny"

Direction Départementale
des Territoires
de Seine-et-Marne

CONTRAT DE TERRITOIRE EAU ET CLIMAT CHAMPIGNY

Novembre 2019

PREAMBULE

Le 11e programme de l'agence de l'eau Seine Normandie, « eau et climat », qui engage la période 2019-2024, vise à encourager les acteurs à adapter dès maintenant leurs pratiques aux conséquences du changement climatique, pour mieux résister à ses effets, qui sont maintenant certains.

La politique contractuelle du programme « eau et climat » 2019-2024 » de l'agence de l'eau Seine-Normandie constitue un élément important de ce programme pour mobiliser les acteurs dans les territoires à enjeux eau et biodiversité, les plus exposés aux conséquences du changement climatique du fait de problèmes de qualité ou de quantité d'eau préexistants et répondre aux défis de l'adaptation au changement climatique.
Elle se décline notamment par la mise en œuvre de contrats de territoire eau et climat. Ces contrats visent à obtenir, en priorité sur des territoires à enjeux « eau et climat » (bassin versant, aire d'alimentation de captage…), la mobilisation de maîtres d'ouvrage autour d'un programme d'actions prioritaires et efficaces pour la préservation des ressources en eau, la biodiversité et l'adaptation au changement climatique. Ils sont élaborés sur la base d'un diagnostic complet et cohérent du territoire, partagé par l'ensemble des acteurs concernés, qui démontre l'opportunité de mettre en place un contrat « eau et climat ».

Le contrat de territoire eau et climat Champigny s'inscrit dans une démarche de préservation et d'amélioration de la ressource en eau et de préservation de la biodiversité des milieux aquatiques et humides. Il est la formalisation de la mobilisation des acteurs pour développer et promouvoir, dans un contexte d'adaptation au changement climatique, au moyen d'un programme d'actions partagé, les opérations à mener pour atteindre cet objectif en déclinaison des enjeux du territoire et des priorités du programme d'intervention de l'Agence de l'Eau en vigueur.

Ce contrat est un outil de programmation pluriannuel, qui engage réciproquement les parties sur les enjeux eau de leur territoire.
Les maîtres d'ouvrage s'engagent à conduire les actions prévues selon leur importance et leur priorité, et l'Agence de l'Eau s'engage à apporter un financement prioritaire pour l'atteinte des résultats visés, dans la limite des contraintes budgétaires des parties.

Par ailleurs, les maîtres d'ouvrage s'engagent à mettre en œuvre au moins trois actions particulièrement pertinentes pour l'adaptation au changement climatique, au regard de ces enjeux et au moins une action de sensibilisation sur les thématiques eau/biodiversité/climat.

La conduite de ces actions nécessite la mise en place d'une organisation et la mobilisation de moyens qui font l'objet du présent contrat.

ETABLI ENTRE

L'Agence de l'Eau Seine-Normandie, établissement public à caractère administratif de l'Etat, créée par l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement, inscrit à l'INSEE sous le numéro 18 750 009 500 026, représentée par sa Directrice, Mme Patricia Blanc, dénommée ci-après "l'agence".

Et

La **Préfecture de Seine-et-Marne**, XXXXXXX, représenté par XXX, dénommé ci-après « l'Etat »

Et

La Région Ile-de-France inscrite à l'INSEE sous le numéro 237 500 079 00321 représentée par la Présidente du Conseil Régional, dont le siège est 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT OUEN SUR SEINE, ci-après dénommé « La Région »

Et

Le **Département de Seine-et-Marne**, inscrit à l'INSEE sous le numéro 22 77 000 10, représenté par le Président du Conseil Départemental, dont le siège est en l'Hôtel du Département, CS 50377 77010 MELUN, ci-après dénommé « le Département 77»

Et

Le **Département de l'Essonne**, inscrit à l'INSEE sous le numéro 229 102 280 000 18, représenté par le Président du Conseil Départemental, dont le siège est en l'Hôtel du département, 91000 EVRY, ci-après dénommé « le Département 91»

Et

EAU DU SUD PARISIEN, Société anonyme au capital de 2 887 500 euros dont le siège social se trouve au 9 chemin du Port Brun, 91270 Vigneux-sur-Seine, immatriculée au RCS d'Evry sous le n°SIREN 410 123 020, représenté par son Directeur Général, Laurent CARROT, ci-après dénommé « ESP »

Et

SOCIETE DES EAUX DE MELUN, Société en commandite par actions au capital de 4 903 235 euros, dont le siège est situé 198-398 rue Foch – Zone industrielle – 77 000 Vaux le Pénil, représentée par Bernard CYNA, en sa qualité de Directeur de la Région Ile de France, dûment habilité à l'effet des présentes.
Ci-après dénommée « VEOLIA EAU» ou « la SEM »,

Et

Le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France inscrit à l'INSEE sous le numéro 257 500 017, représenté par le Président du Syndicat des Eaux d'Ile-de-France, dont le siège est situé au 14 Rue Saint-Benoît, 75006 PARIS, ci-après dénommé « SEDIF »

Et

La ville de Nangis inscrite à l'INSEE sous le numéro 77327, représenté par le Maire de la commune, dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77370 NANGIS, ci-après dénommé « Nangis »

Et

Eau de Paris inscrit à l'INSEE sous le numéro 510 611 056, dont le siège est situé au 19, rue Neuve Tolbiac, 75214 Paris cedex 13, représentée par son Directeur général Benjamin Gestin, fonction à laquelle il a été nommé par une décision n°2016-10 du 17 novembre 2016 de la Présidente du Conseil d'administration d'Eau de Paris, ci-après dénommé « EDP »

Et

Le Syndicat des Eaux de l'Est Seine-et-marnais inscrit à l'INSEE sous le numéro 20008702100016, représenté par le Président du Syndicat de l'Est Seine-et-marnais, dont le siège est B.P. 9 – 23 rue Pasteur, 77510 REBAIS, ci-après dénommé « S2E77 »

Et

L'association de l'aquifère des calcaires de Champigny en Brie (sigle AQUI' Brie), inscrit à l'INSEE sous le numéro 439 041 856, régie par la loi de 1901, dont le siège social est situé au 145 quai Voltaire, 77190 DAMMARIE LES LYS, représentée par son Président, dûment habilité en vertu de ses statuts, ci-après dénommée « AQUI' Brie », structure porteuse du Contrat de territoire Eau et Climat Champigny.

Vu la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, publiée au journal officiel des communautés européennes le 22 décembre 2000,

Vu la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000,

Vu le code de l'environnement, la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA),

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle 2 »,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Seine-Normandie en vigueur,

Vu le XI^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie,

Vu la stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Seine-Normandie approuvée par le Comité de Bassin le 8 décembre 2016,

Vu le SAGE de l'Yerres, approuvé le 13 octobre 2011,

Vu le SAGE des 2 Morins approuvé par arrêté inter-préfectoral n°2016 DCSE SAGE 01 le 21 octobre 2016,

Vu la délibération n° CA 18-45 du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie en date du 20 novembre 2018 approuvant le contrat de territoire « eau et climat » type, et l'avis de la commission des aides du 3 décembre 2019,

Vu la délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 16-546 du 13 décembre 2016, portant approbation du règlement d'intervention en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides,

Vu la délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 relative à la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 et son règlement d'intervention qui sera décliné en 2020.

Vu la délibération du Conseil Départemental de Seine-et-Marne n°1/06 en date du 9 juin 2017 relative à l'adoption du 3ème plan départemental de l'eau,

Vu la délibération du Conseil Départemental de Seine-et-Marne n°1/03B, en date du 20 décembre 2018 approuvant la nouvelle politique départementale de l'eau et ses règles d'attribution,

Vu les délibérations de chaque signataire approuvant le présent contrat de Territoire Eau et Climat Champigny 2020-2025.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

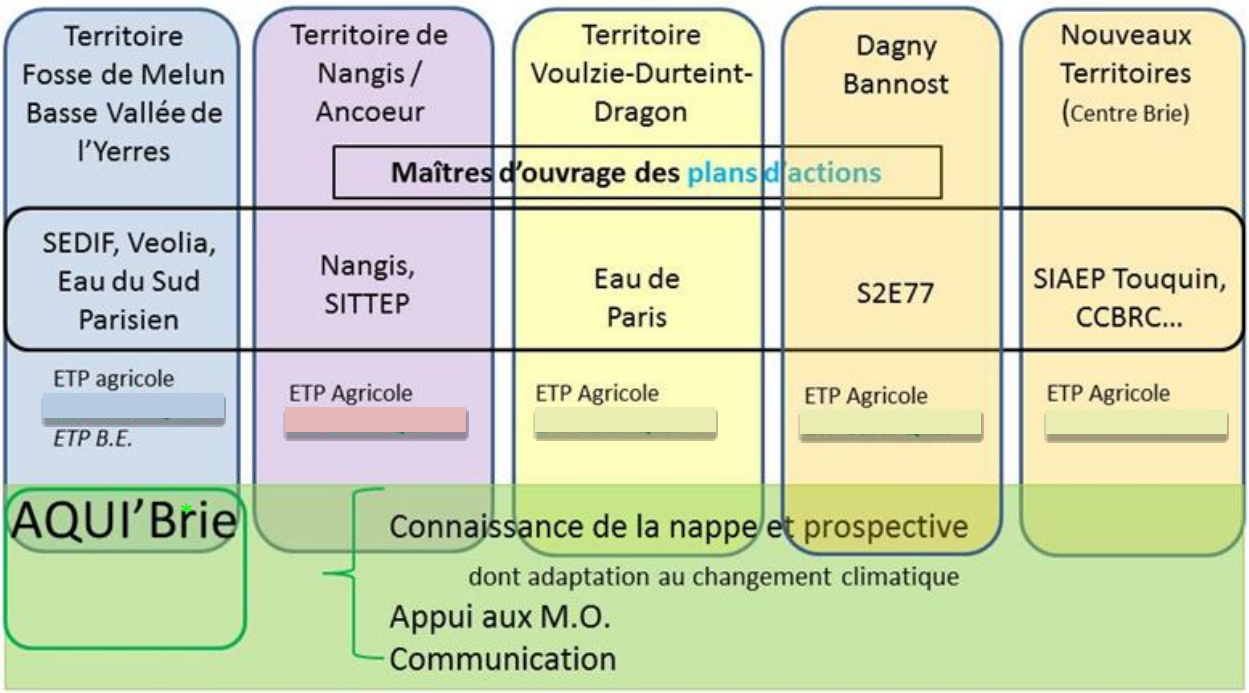
TITRE 1 - OBJET DU CONTRAT

L'objectif du contrat est d'adapter le territoire aux changements climatiques et doit viser à l'atteinte du bon état des eaux et la préservation de la ressource en eau et le respect de la biodiversité.

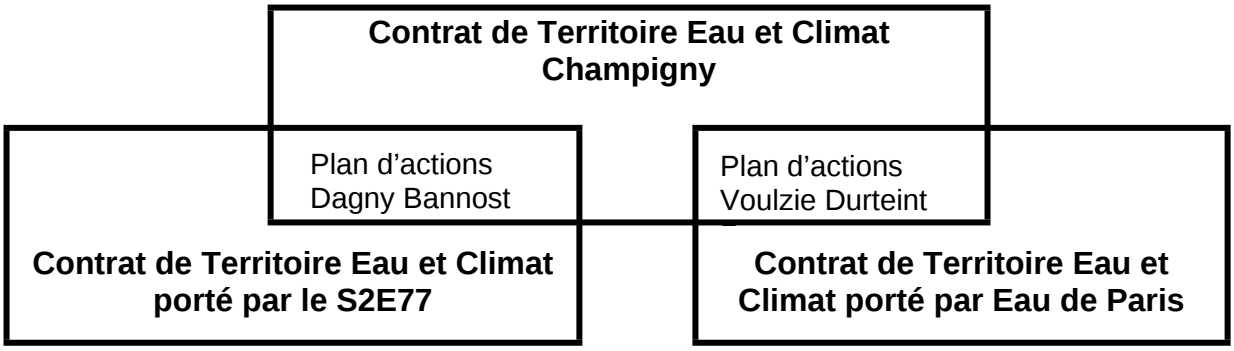
Le présent contrat a pour objet la reconquête de la qualité de la nappe des calcaires de Champigny, particulièrement en vue de l'atteinte du bon état qualitatif, la préservation de sa capacité de renouvellement en vue de l'atteinte du bon état quantitatif et ses capacités d'adaptation au changement climatique.

Les mesures préventives de la dégradation de l'eau sont à engager sur le long terme au-delà de la durée du présent contrat au vu des temps de réaction de cette masse d'eau souterraine.

Les mesures à mettre en place pour la nappe constituent le programme d'actions du présent contrat. Ce programme d'actions est décliné en plusieurs plans d'actions territoriaux/locaux portés par les maîtres d'ouvrage de captages prioritaires et sensibles ainsi qu'un plan d'actions transversales de connaissance, prospective et sensibilisation réalisées par AQUI' Brie sur l'ensemble du territoire décrit à l'article II.



Le présent contrat a certains plans d'actions en commun avec d'autres Contrat de Territoire : celui porté par le S2E77 et celui porté par Eau de Paris. Voici, schématiquement les zones d'intersection :



Article 1 – Territoire concerné et enjeux associés

Le présent contrat s'applique à l'ensemble des territoires des plans d'actions du programme d'actions. Ce territoire est constitué de la partie la plus contributive de la masse d'eau 3103, autrement dénommée Nappe des Calcaires de Champigny en Brie (carte figurant en annexe 1). Ce territoire est constitué par les 221 communes telles que listées en annexe 1.

Au regard des enjeux majeurs de la nappe du Champigny, ressource alimentant en eau potable environ un million de franciliens, des objectifs inscrits dans le SDAGE (plafond des prélèvements autorisés à 140 000m^3/j - bon état quantitatif et qualitatif en 2021), de la stratégie d'adaptation au changement climatique et des plans d'actions mis en place ou en cours de construction, il apparaît important que chacun des signataires s'engage à réaliser ou soutenir la réalisation d'actions de préservation et de protection de la nappe ainsi que l'élaboration de scénari prospectifs sur l'évolution de la ressource en particulier par rapport aux impacts du changement climatique.

Les signataires de ce contrat sont les Départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne, les producteurs d'eau porteurs de plans d'actions sur les aires d'alimentation de leurs captages situés sur le territoire de compétences d'AQUI' Brie (voir annexe 1) la Région Ile de France et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie. De même, l'Etat, garant des actions de protection pour les captages prioritaires, est signataire de ce Contrat en s'associant aux actions du programme.

Ce contrat de Territoire Eau et Climat Champigny précise toutes les actions réalisées en faveur de la nappe du Champigny par les acteurs locaux et leur planning prévisionnel. Chacun de ses signataires s'implique dans la réalisation de son plan. Ces actions sont à la fois un suivi de l'état de la ressource en eau mais aussi un accompagnement aux changements de pratiques des acteurs locaux pour protéger la ressource en eau.

Les actions préventives participent directement à la sécurisation de l'Alimentation en Eau Potable (AEP). En effet, si aucune mesure de prévention n'est mise en

œuvre, au-delà de 2 µg/l pour un pesticide ou de 5 µg/l pour l'ensemble des pesticides, ou bien au-delà de 100 mg/l de nitrates, la potabilisation de l'eau n'est plus possible. L'amélioration de la qualité de l'eau ne peut que faciliter son traitement de potabilisation et donc en réduire les coûts.

Ce contrat de Territoire Eau et Climat Champigny constitue, pour tous les porteurs de projet du territoire, l'affichage d'une volonté politique localement partagée de reconquête de la qualité des ressources en eau et de mesures d'accompagnement d'aide aux changements de pratiques. Il est en cohérence avec les politiques de l'eau menées par ses signataires, en particulier le troisième Plan Départemental de l'Eau (PDE).

Ce périmètre comprend plus de 700 000 habitants pour une superficie de 2 600 km². Les principales caractéristiques de ce périmètre sont résumées en annexe 1 et 1bis qui présente aussi la carte des masses d'eau concernées et des aires d'alimentations des captages prioritaires et sensibles qui couvrent 73.4% du périmètre du contrat. Ces captages alimentent près d'un million d'habitants en eau potable.

Article 2 - Contenu du programme d'actions

En application de la Directive Cadre Européenne (DCE), les objectifs fixés visent l'atteinte du bon état chimique et quantitatif des masses d'eau.

Les objectifs et résultats attendus :

- le maintien des niveaux de prélèvements tels qu'ils ont été définis en 2009 lors de la création de la Zone de Répartition des Eaux. Une étude de l'impact du changement climatique sur la nappe permettra de confirmer ou infirmer le plafond de prélèvement dans le futur et de proposer s'il y a lieu des marges d'adaptation
- la non-dégradation de la qualité de la nappe des calcaires de Champigny qui participe à l'alimentation en eau potable de près d'un million de franciliens. Au vu des coûts de traitement de potabilisation de la ressource en eau, le suivi des pressions qui s'exercent sur la ressource en eau et les mesures d'accompagnement pour faire diminuer, voire supprimer, l'usage de produits polluants sont indispensables.
- la résilience de la nappe et des milieux connectés par rapport aux pressions qui s'exercent dont les impacts du changement climatique.
- la mobilisation et l'accompagnement des acteurs locaux, producteurs d'eau et usagers de la ressource, objectif incontournable pour l'atteinte des objectifs précédents.

Des résultats en terme de qualité de l'eau souterraine ne seront sans doute pas visibles à l'issue du contrat du fait d'une part, de la difficulté d'engager durablement certains acteurs à des changements de pratiques plus respectueuses de l'environnement, d'autre part, du renouvellement lent des masses d'eau souterraines, et enfin, de certains captages prioritaires dont l'AAC concerne de

grands bassins versants à forte inertie naturelle des sols et sous-sols (transit lent de certains polluants dans le sol et la zone non saturée des aquifères). Cependant un bilan de la qualité de l'eau de la nappe et la synthèse du suivi de la qualité des eaux de surface sur des territoires ciblés permettront de lire des tendances et, peut-être dans un premier temps, de lire l'arrêt de la dégradation continue depuis plusieurs années de cette qualité.

Des objectifs de résultats sont définis par plan d'actions pour le suivi du contrat et son évaluation. Ces éléments sont définis dans les annexes détaillant chaque plan d'actions.

Actions à engager

Les parties s'engagent à mettre en œuvre le programme d'actions prévisionnel fixé en annexes 5 à 10 dans la limite des contraintes budgétaires des parties. Ce programme d'actions définit les actions retenues en fonction des objectifs et des résultats attendus.

Pour protéger les captages déclarés prioritaires ou sensibles, les maîtres d'ouvrage de ces captages mettent en place des plans d'actions avec différents volets selon les enjeux identifiés pour le(s) captage(s). Pour chacun des captages, il est indispensable, a minima, de mener des actions envers le monde agricole et de suivre la qualité des captages afin de voir l'impact de l'évolution des pratiques sur la qualité de l'eau aux captages.

Le programme d'actions est constitué des plans d'actions suivants (détaillés en annexe) :

- **Plan d'actions de la Fosse De Melun-Basse Vallée de l'Yerres** (FDM BVY)

Dans la continuité du premier contrat de captages (2014-2018) porté par Veolia Eau, Eau du Sud Parisien et le SEDIF, ce plan d'actions vise la non dégradation de la qualité de l'eau aux captages de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres pour les substances phytosanitaires, les nitrates, mais également l'élimination des pics de concentration, la surveillance et la limitation de l'émergence de nouvelles molécules. Pour ce faire, trois volets d'actions sont développés : agricole, suivi de la qualité et communication / assistant maître d'ouvrage. Les actions des 3 volets sont détaillées en annexe 3.

Les principaux objectifs de résultats sont notamment :

- Atteindre 12% (3 732 ha) de surfaces en cultures à bas niveaux d'intrants d'ici 3 ans et 15% (4 665 ha) d'ici 2025 (8% - 2488 ha en 2018), en fonction de la future PAC.
- Atteindre 3% (933 ha) de surface en AB d'ici 3 ans et 7% (1 555 ha) d'ici 2025 (2,8% - 870 ha en 2018 et une moyenne régionale de 3,5% de la SAU régionale en AB).
- Mettre en œuvre au minimum 2 projets de filières locales à bas niveaux d'intrants d'ici 2025

- **Plan d'actions de Nangis**

Dans la continuité du premier contrat de captages (2016-2018), porté par la ville de Nangis, ce plan d'actions vise la non dégradation de la qualité aux captages de Nangis pour les substances phytosanitaires et l'élimination des dépassements de concentration, l'inversion de la tendance à la hausse des concentrations en nitrates, et la non dégradation de la qualité pour les micropolluants autres que les pesticides. Pour ce faire, deux volets d'actions sont développés : agricole et communication /assistant maître d'ouvrage. Au cours du premier contrat de captages, une vraie dynamique s'est installée entre tous les acteurs du territoire en faveur de la protection de la ressource en eau ; elle est donc poursuivie dans ce plan d'actions auprès des agriculteurs et de tous les autres acteurs. Les actions des 3 volets sont détaillées en annexe 4.

Les principaux objectifs de résultats sont notamment :

- Atteindre 15% (2 084 ha) de surfaces engagées dans une démarche de réduction des intrants d'ici 3 ans et 25% (3 473 ha) d'ici 2025 (8% - 1 111 ha en 2018), en fonction de la future PAC.
- Mettre en place un système de rémunération valorisant un cahier des charges des pratiques engageant au moins 5 exploitations
- Accompagner 3 projets d'agriculteurs dans la mise en place de projets innovants associant la protection de la ressource, la biodiversité et la préservation des sols vivants d'ici 2025.

- **Eau de Paris** porte un Contrat de Territoire Eau et Climat sur tous les territoires où elle gère des captages d'eau potable. Sur le territoire du Champigny, Eau de Paris intervient sur trois aires d'alimentation de captages (AAC) : Voulzie, Durteint et Dragon. Des actions de protection de la ressource en eau sont menées depuis les années 90 pour les sources de La Voulzie et depuis 2016 pour les autres captages. Le plan d'actions comprend des volets d'animation territoriale, animation agricole, suivi et analyse de la qualité de l'eau et gestion des transferts à risque. Les actions de ce plan contribuent à la protection de la nappe du Champigny et sont intégrées dans le CTEC spécifique porté par Eau de Paris.

- **Le Syndicat des Eaux de l'Est de la Seine-et-Marne**, S2E77, porte un Contrat de Territoire Eau et Climat sur son territoire de compétences, étendu aux territoires du SIAEP de la région de Boissy-le-Châtel, Chauffry et Coulommiers, de l'AAC du champ captant de Noyen-sur-Seine, et de la commune des Ormes sur Voulzie. Un des plans d'actions de ce contrat, le « plan d'actions des vallées du Grand Morin et de l'Aubetin », concerne notamment des captages au Champigny (Dagny et Bannost-Villegagnon). Ce plan d'actions vise, dans un premier temps, à retrouver sur l'ensemble des captages sensibles des teneurs en nitrates et pesticides inférieures aux normes de potabilité et, dans un deuxième temps, à tendre vers des concentrations inférieures aux seuils de risque (nitrates : 37,5 mg/L, pesticides : 0,075 µg/L par molécule et 0,375 µg/L pour la somme des molécules). Pour ce faire, quatre volets d'actions sont développés : agricole, non agricole (assainissement et zéro-phyto), suivi de la qualité de l'eau,

communication. Les actions de ce plan contribuent à la protection de la nappe du Champigny et sont intégrées dans le CTEC spécifique porté par le S2EE77.

- **Plan d'actions transversales**

En appui aux autres plans d'actions mis en œuvre sur les zones prioritaires d'actions de chaque captage, des actions transversales sont mises en œuvre sur l'ensemble du territoire par AQUI' Brie. Il s'agit entre autres d'une étude menée par AQUI' Brie en partenariat avec les acteurs locaux et les signataires du contrat sur les impacts du changement climatique sur la nappe, *d'actions d'accompagnement des acteurs locaux à diminuer leurs pressions sur la nappe et au partage des enjeux de la nappe avec les acteurs locaux*[1] (annexe 5).

Le montant prévisionnel pour atteindre les objectifs visés par les plans d'actions mis en œuvre sur les zones prioritaires d'actions des aires d'alimentation de captages et par les actions transversales réalisées sur l'ensemble du territoire de ce contrat est estimé à 7,96 millions d'euros H.T pour 6 ans, réparti comme suit :

- le budget prévisionnel du plan d'actions sur la Fosse de Melun et la Basse Vallée de l'Yerres est d'environ de 2,843 millions d'euros sur 6 ans pour l'équivalent de 4,5 ETP par an ;
- le budget prévisionnel du plan d'actions sur Nangis est d'environ 778 335 euros sur 6 ans pour l'équivalent de 1,77 ETP par an ;
- le budget prévisionnel du plan d'actions transversales sur tout le Champigny est d'environ 4,343 millions d'euros sur 6 ans pour l'équivalent de 7,2 ETP par an dont 5,6 ETP financés par l'Agence de l'Eau.

Ce montant prévisionnel n'inclue pas les montants des actions de changements de pratiques ou d'investissements dans les filières reconnues à bas niveaux d'intrants qui seront mis en œuvre dans le cadre de ce contrat et des plans d'actions captages. En effet, ces actions telles que les aides directes à la conversion et au maintien en agriculture biologique, aux MAEC ou encore à la mise en place de Paiements pour Services Environnementaux, qui émergent grâce à l'animation, ne peuvent être chiffrées sur la durée du contrat en l'absence de visibilité sur la prochaine programmation PAC 2021-2027.
A titre informatif, la conversion à l'agriculture biologique sur les territoires de Nangis et de la Fosse de Melun a mobilisé près d'1 millions d'euros d'aides de l'Agence de l'Eau sur les 5 dernières années et 635 000 d'euros d'aides pour les MAEC en 2018.
De la même manière, des aides directes ont été apportées au développement des filières à bas niveaux d'intrants pour accompagner les débouchés sur le territoire, comme par exemple en faveur du projet de légumerie bio porté par la SCIC Coop Bio Ile de France, soutien à la filière chanvre (Planète Chanvre) et d'un silo pour des céréales biologiques de ValFrance à Vaux le Pénil

- **Actions particulièrement pertinentes pour l'adaptation au changement climatique**

[1] En italique, actions de sensibilisation sur les thématiques eau/biodiversité/climat

Le contrat dans son ensemble vise des actions pertinentes pour l'adaptation au changement climatique. On peut néanmoins souligner les actions phares suivantes :

- la réalisation d'une étude menée par Aqui'Brie qui apportera des précisions sur le comportement de la nappe vis-à-vis du changement climatique et qui définira, après concertation avec les acteurs de terrain, des actions à mettre en place. Ces actions viendront amender les programmes d'actions des territoires.
- la promotion et/ou l'accompagnement du développement de l'agriculture biologique ainsi que de techniques alternatives au désherbage chimique ou de protection des végétaux dans le cadre du plan d'actions de la Fosse de Melun,
- la promotion de techniques alternatives au désherbage chimique ou de protection des végétaux ainsi que la mise en place de systèmes de culture à bas niveau d'intrants via le développement ou le soutien de filières dans le cadre du plan d'action de Nangis.

Article 3 – Durée du Contrat

Le présent contrat prend effet à compter du 1er janvier 2020 et se termine le 31 décembre 2025.

TITRE 2 - ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Les parties s'engagent à œuvrer à la bonne réalisation du programme d'actions selon le calendrier affiché.

Article 4 - Engagements de l'Agence

L'Agence s'engage à étudier, de manière prioritaire par rapport aux autres dossiers analogues, mais dans le cadre normal de ses processus de décision les dossiers relevant du programme prévisionnel d'actions du présent contrat dès lors que les engagements des autres signataires définis à l'article 8 sont respectés et que le comité de pilotage a été informé de leur programmation.

Chaque plan d'actions porté par les maîtres d'ouvrage de captages prioritaires et sensibles ainsi que les actions transversales réalisées par AQUI' Brie font l'objet de conventions d'aides financières pluriannuelles propres. Elles définissent la participation financière de l'Agence pour chacun des plans d'actions et les modalités de versement des aides financières.

Les aides financières de l'Agence s'effectuent selon les règles du programme en vigueur au moment de leur attribution par la commission d'attribution des aides et dans la limite de ses contraintes budgétaires.

Article 5 – Engagements de la STRUCTURE PILOTE DU CONTRAT

En tant STRUCTURE PILOTE DU CONTRAT, AQUI' Brie s'engage à :

- réaliser les actions inscrites au contrat conformément aux termes de la programmation définie à l'article 2 pour la partie qui la concerne et son annexe 5
- assurer les missions de pilotage définies à l'article 8 et réaliser le rapportage annuel de l'ensemble des actions du contrat

Article 6 - Engagements des MAITRES D'OUVRAGE

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à soutenir financièrement la réalisation des actions inscrites au contrat et conformément aux termes de la programmation définie à l'article 2 et aux annexes associées.
Chaque maître d'ouvrage peut bénéficier de différents concours financiers dans les conditions de la réglementation en vigueur.
Les maîtres d'ouvrage s'engagent informer la structure pilote du contrat de l'avancement de ses actions.
Les signataires s'engagent à mentionner l'intervention financière de l'Agence dans toute communication ou publication relative au contrat ou à des actions incluses dans son cadre.
Chaque maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre le plan d'actions dont il assure le pilotage et le cas échéant à ce que la réalisation des actions ne soit pas interrompue pendant une période de plus de 4 mois consécutifs

Article 6.a – Engagements des maîtres d'ouvrage du plan d'action de la FDM BVY

Eau du Sud Parisien, Veolia Eau et le SEDIF s'engagent à mettre en œuvre le plan d'actions qui contribue aux objectifs du contrat en termes de qualité, quantité et de connaissance de la nappe du Champigny conformément à l'annexe 3.

Dans ce cadre, Eau du Sud Parisien, Veolia Eau et le SEDIF s'engagent à soutenir les actions d'AQUI' Brie en fournissant une contribution financière dont les modalités d'attribution sont définies par une convention pluriannuelle spécifique de même durée que le contrat de territoire eau et climat Champigny. Le montant est défini pour 3 ans.

Article 6.b Engagements de la commune de Nangis pour le plan d'actions Nangis

La commune de Nangis s'engage à mettre en œuvre le plan d'actions qui contribue aux objectifs du contrat en termes de qualité, quantité et de connaissance de la nappe du Champigny conformément à l'annexe 4.

La commune de Nangis s'engage à soutenir les actions d'AQUI' Brie en fournissant une contribution financière dont les modalités d'attribution sont définies par une convention pluriannuelle spécifique de même durée que le contrat de territoire eau et climat Champigny. Le montant est défini pour 3 ans.

Article 7 - Engagements des CO-FINANCEURS autres que l'Agence

Article 7.a - Engagements du Conseil départemental de Seine-et-Marne

Le Conseil départemental de Seine-et-Marne s'engage à soutenir les actions d'AQUI' Brie en s'appuyant sur une convention pluriannuelle d'une durée similaire au contrat et en fournissant une contribution financière dont les modalités d'attribution et les montants seront définis annuellement.

Le Département 77 s'engage également à :

- prendre en charge les dépenses de fonctionnement du réseau piézométrique de surveillance de la nappe de Champigny, réseau dont l'exploitation est confiée à AQUI' Brie,

- à transmettre à AQUI' Brie les données en sa possession et utiles pour l'exercice de ses missions dans le cadre d'une collaboration réciproque.

Article 7.b - Engagements du Conseil départemental de l'Essonne

Le Conseil départemental de l'Essonne s'engage à soutenir les actions d'AQUI' Brie en fournissant une contribution financière dont les modalités d'attribution sont définies par une convention pluriannuelle spécifique de même durée que le contrat de nappe.

Le Département 91 notifie chaque année le montant de sa participation financière.

Article 7.c Engagements du Conseil régional d'Ile-de-France

La Région Ile de France s'engage à soutenir les actions d'AQUI' Brie dont les objectifs concourent à la préservation et la restauration de la trame verte et bleue, ainsi qu'à l'atteinte du zéro phyto dans l'espace public, dans le cadre de ses dispositifs de droit commun, dans la limite de ses disponibilités budgétaires et sous réserve de leur attribution par la commission permanente du conseil régional.

Article 7.d – Engagements de l'Etat

Dans la suite des conclusions des assises de l'eau de juillet 2019, les services de l'Etat apporteront un appui au pilotage des plans d'actions et s'assureront de leur mise en œuvre. Ils faciliteront l'organisation des partages de retours d'expériences entre les différents maîtres d'ouvrage du département concernés par des plans d'actions. Ils s'efforceront d'intégrer la politique de préservation de la ressource en eau dans l'ensemble des politiques publiques.

En tant que garant réglementaire, les services de l'Etat transmettront et expliciteront à l'ensemble des signataires toutes les évolutions du cadre législatif et règlementaire qui pourraient concerner les plans d'actions et les politiques de préservation de la ressource en eau issues des ministères chargés de l'écologie, de l'agriculture ou de la santé

En cas de désaccord ou de difficultés entre les signataires de ce présent contrat, les services de l'Etat pourront assurer les médiations nécessaires afin de faciliter sa mise en œuvre.

TITRE 3 - MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE SUIVI, DE REVISION ET DE RESILIATION DU CONTRAT

Article 8.a - Pilotage du contrat

Il est institué un comité de pilotage composé des représentants des signataires du présent contrat (composition en annexe 2).

Il est présidé par le président d'AQUI' Brie. Il se réunit au moins une fois par an. Les éléments constituant l'ordre du jour sont transmis par le président aux membres du comité au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Le comité de pilotage est un organe consultatif, de concertation et de coordination. Chaque porteur de plan d'actions porte à connaissance du comité l'avancée des actions selon les indicateurs définis en annexe.

Il assure donc les fonctions suivantes :

- coordonner l'application du contrat dans un souci de gestion concertée et durable,
- examiner la programmation annuelle des travaux des maîtres d'ouvrage et d'AQUI' Brie en regard des autres plans d'actions et dans l'objectif de protection de la nappe du Champigny,
- donner son avis sur les éventuels projets d'avenant et de résiliation du contrat.
- valider annuellement le suivi du contrat (bilan financier, rapport d'activité). Il en tire notamment les enseignements nécessaires pour renforcer les efforts et éventuellement réorienter les actions,
- valider l'évaluation du contrat à son issue.

Le compte rendu du comité de pilotage est envoyé par le président aux membres de ce comité dans un délai de 2 mois.

L'avis du comité de pilotage ne s'impose ni à l'Agence, ni aux autres financeurs dans leurs choix d'éligibilité à leurs aides financières.

Article 8.b - Pilotage des plans d'actions

Chaque plan d'actions a sa propre gouvernance sous la responsabilité des maîtres d'ouvrage des captages concernés en lien avec Aqui'Brie en charge du rapportage du contrat

Pour le plan d'actions transversal, la gouvernance est assurée par le conseil d'administration d'AQUI' Brie.

Article 9 – Suivi - Evaluation

Des indicateurs sont définis pour le suivi du programme d'actions et son évaluation.

Chaque plan d'actions, territorial/local ou transversal, a ses propres indicateurs qui sont suivis dans le cadre du pilotage de chaque plan.

Le suivi annuel du programme d'actions est formalisé via un tableau d'avancement annuel. A mi-parcours du contrat, un bilan technique et financier du contrat est présenté. Ce bilan repose sur l'analyse des indicateurs précédemment cités.

A l'issue du contrat, une évaluation est effectuée. Elle comporte un bilan technique et financier des réalisations, qui en constituent le socle. Elle comporte aussi une série d'appréciations argumentées sur les résultats des actions réalisées au regard des objectifs initiaux de résultats. A partir de ces analyses, elle propose des recommandations d'amélioration, en vue d'une éventuelle reconduction du contrat.

Pour chaque plan d'actions, les maîtres d'ouvrage porteront à la connaissance du comité de pilotage du contrat l'avancée de la réalisation des actions de leur plan en mettant l'accent sur les principales réussites et difficultés. Un résumé de ces avancées sera joint au tableau d'avancement annuel et au bilan technique et financier. Chaque maître d'ouvrage de captage est responsable de l'atteinte des objectifs du plan d'actions propre à son territoire d'AAC.

La rédaction du tableau d'avancement annuel et du bilan technique et financier sera réalisée par AQUI' Brie. Ce tableau d'avancement sera ensuite diffusé à tous les partenaires et acteurs locaux concernés par l'état de la nappe.

Article 10- Modalités de révisions et de résiliation du contrat

- **Modalités de révision**

Le présent contrat peut faire l'objet d'avenants après consultation des membres du comité de pilotage, en cas de changements majeurs (périmètre du contrat, programme prévisionnel d'actions, nouveaux signataires).

Avenant d'entrée

Les modalités de cet article pourront être utilisées pour intégrer de nouveaux signataires au contrat en cours d'exécution. Le projet d'avenant est envoyé à tous les signataires pour consultation. Les signataires ont un délai de 2 mois pour se prononcer. A l'expiration de ce délai, le silence d'une partie vaut acceptation implicite de l'avenant.

Avenant de sortie

Si l'un des signataires souhaite quitter le contrat, un avenant de sortie doit être rédigé. Comme il implique un changement des contributions financières de

chacun, il doit être approuvé officiellement par chacun des signataires dans un délai de 6 mois.

- **Modalités de résiliation**

A l'initiative d'un ou de plusieurs signataires, le contrat peut être résilié, après information du comité de pilotage, dans les cas suivants :

- un engagement des parties prévu aux articles 4 à 8 n'est pas respecté
- à mi-parcours, soit le 31 décembre 2022, s'il n'y a pas :
    - au minimum 30% des objectifs de résultats fixés à 3 ans atteints pour chacun des plans d'actions locaux sur chacun des territoires AAC
    - engagement d'au minimum 40% de la masse financière des actions du programme, soit 3.18M€ d'euros
    - engagement d'au moins deux actions prioritaires « eau et climat ».

La structure à l'initiative de la résiliation doit au préalable avoir fait une demande écrite de réaliser l'engagement défaillant aux parties du contrat concernées avec information à l'ensemble des autres signataires.
Si aucune action n'est engagée dans un délai de 3 mois après la réception de la mise en demeure, la résiliation pourra être prononcée.

La résiliation peut être partielle et concerner l'un des signataires qui ne respecterait pas les engagements du contrat.

Litige

En cas de litige, les signataires du présent contrat s'engagent à rechercher une issue amiable. A défaut, le Tribunal compétent sera le tribunal administratif de Melun.

Fait à , le

En XX exemplaires comprenant XX pages recto et les annexes suivantes, parties intégrantes et indissociables du contrat.

Les signataires :

La **Préfecture de Seine-et-Marne**,
Le **Département de Seine-et-Marne**,
Le **Département de l'Essonne**,
EAU DU SUD PARISIEN,
SOCIETE DES EAUX DE MELUN,
Le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France
La ville de Nangis
Eau de Paris
Le Syndicat des Eaux de l'Est Seine-et-marnais
La Région Ile-de-France
L'association de l'aquifère des calcaires de Champigny en Brie (AQUI' Brie),
La Directrice de l'Agence de l'Eau Seine - Normandie

Annexes du contrat de territoire eau et climat

ANNEXE 1 - PERIMETRE DU CONTRAT DE TERRITOIRE

ANNEXE 1BIS - DESCRIPTION DU TERRITOIRE

ANNEXE 2 - COMPOSITION DU COMITÉ DE PILOTAGE

ANNEXE 3 : PLAN D’ACTIONS FDM BVY

ANNEXE 4 : PLAN D’ACTIONS NANGIS

ANNEXE 5 : PLAN D'ACTIONS TRANSVERSALES

Annexes au Contrat "Eau et climat Champigny"

ANNEXE 1 – Périmètre du contrat de territoire

1. Liste des communes :

Le tableau ci-dessous reprend la liste des 221 communes du périmètre d'intervention actuel, dont 198 en Seine et Marne, 17 en Essonne et 6 dans le Val de Marne.

N° Insee	Commune
77002	AMILLIS
77004	ANDREZEL
77007	ARGENTIERES
77010	AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS
77012	AUGERS-EN-BRIE
77018	BAILLY-ROMAINVILLIERS
77020	BANNOST-VILLEGAGNON
77026	BEAUCHERY-ST-MARTIN
77433	BEAUTHEIL - SAINTS
77029	BEAUVOIR
77031	BERNAY-VILBERT
77032	BETON-BAZOCHES
77033	BEZALLES
77034	BLANDY-LES-TOURS
77036	BOISDON
77038	BOISSETTES
77039	BOISSISE-LA-BERTRAND
77044	BOMBON
77052	BREAU
77053	BRIE-COMTE-ROBERT
77058	BUSSY-ST-GEORGES
77063	LA-CELLE-SUR-MORIN
77066	CERNEUX
77067	CESSON
77068	CESSOY-EN-MONTOIS
77072	CHALAUTRE-LA-GRANDE
77073	CHALAUTRE-LA-PETITE
77076	CHALMAISON
77079	CHAMPAGNE-SUR-SEINE
77080	CHAMPCENEST
77081	CHAMPDEUIL
77082	CHAMPEAUX
77086	LA-CHAPELLE-GAUTHIER
77087	LA-CHAPELLE-IGER
77089	LA-CHAPELLE-RABLAIS
77090	LA-CHAPELLE-ST-SULPICE
77091	LES-CHAPELLES-BOURBON
77096	CHARTRETTES
77098	CHATEAUBLEAU
77100	LE-CHATELET-EN-BRIE
77103	CHATILLON-LA-BORDE
77104	CHATRES

N° Insee	Commune
77275	LES-MARETS
77277	MARLES-EN-BRIE
77281	MAUPERTHUIS
77285	LE-MEE-SUR-SEINE
77286	MEIGNEUX
77288	MELUN
77295	MOISENAY
77296	MOISSY-CRAMAYEL
77298	MONS-EN-MONTOIS
77305	MONTEREAU-FAULT-YONNE
77306	MONTEREAU-SUR-LE-JARD
77311	MONTIGNY-LENCOUP
77317	MORMANT
77318	MORTCERF
77319	MORTERY
77326	NANDY
77327	NANGIS
77336	NEUFMOUTIERS-EN-BRIE
77337	NOISIEL
77350	OZOIR-LA-FERRIERE
77352	OZOUER-LE-VOULGIS
77354	PAMFOU
77357	PECY
77360	PEZARCHES
77365	LE-PLESSIS-FEU-AUSSOUX
77368	POIGNY
77371	POMMEUSE
77373	PONTAULT-COMBAULT
77374	PONTCARRE
77377	PRESLES-EN-BRIE
77379	PROVINS
77381	QUIERS
77383	RAMPILLON
77384	REAU
77390	ROISSY-EN-BRIE
77391	ROUILLY
77393	ROZAY-EN-BRIE
77394	RUBELLES
77396	RUPEREUX
77400	ST-AUGUSTIN
77403	ST-BRICE
77404	STE-COLOMBE

N° Insee	Commune
77107	CHAUMES-EN-BRIE
77109	CHENOISE - CUCHARMOY
77113	CHEVRU
77114	CHEVRY-COSSIGNY
77119	CLOS-FONTAINE
77121	COLLEGIEN
77122	COMBS-LA-VILLE
77127	COUBERT
77134	COURCHAMP
77135	COURPALAY
77136	COURQUETAINE
77137	COURTACON
77138	COURTOMER
77140	COUTENCON
77141	COUTEVROULT
77142	CRECY-LA-CHAPELLE
77144	CREVECOEUR-EN-BRIE
77145	CRISENOY
77146	CROISSY-BEAUBOURG
77147	LA-CROIX-EN-BRIE
77151	DAGNY
77152	DAMMARIE-LES-LYS
77154	DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX
77159	DONNEMARIE-DONTILLY
77164	ECHOUBOULAINS
77165	LES-ECRENNES
77169	EMERAINVILLE
77175	EVRY-GREGY-SUR-YERRES
77176	FAREMOUTIERS
77177	FAVIERES
77179	FERICY
77180	FEROLLES-ATTILLY
77181	FERRIERES-EN-BRIE
77188	FONTAINE-LE-PORT
77190	FONTAINS
77191	FONTENAILLES
77192	FONTENAY-TRESIGNY
77194	FORGES
77195	FOUJU
77197	FRETOY-LE-MOUTIER
77201	GASTINS
77210	LA-GRANDE-PAROISSE
77211	GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS
77215	GRETZ-ARMAINVILLIERS
77217	GRISY-SUISNES
77219	GUERARD
77222	GUIGNES
77223	GURCY-LE-CHATEL
77224	HAUTEFEUILLE
77226	HERICY
77229	LA-HOUSSAYE-EN-BRIE

N° Insee	Commune
77407	ST-FARGEAU-PONTHIERRY
77409	ST-GERMAIN-LAVAL
77410	ST-GERMAIN-LAXIS
77414	ST-HILLIERS
77416	ST-JUST-EN-BRIE
77418	ST-LOUP-DE-NAUD
77419	ST-MAMMES
77426	ST-MERY
77428	ST-OUEN-EN-BRIE
77439	SALINS
77442	SAMOREAU
77445	SAVIGNY-LE-TEMPLE
77446	SAVINS
77447	SEINE-PORT
77449	SERRIS
77450	SERVON
77453	SIVRY-COURTRY
77454	SOGNOLLES-EN-MONTOIS
77455	SOIGNOLLES-EN-BRIE
77456	SOISY-BOUY
77457	SOLERS
77459	SOURDUN
77466	TIGEAUX
77469	TOUQUIN
77470	TOURNAN-EN-BRIE
77480	VALENCE-EN-BRIE
77481	VANVILLE
77486	VAUDOY-EN-BRIE
77487	VAUX-LE-PENIL
77493	VERNEUIL-LETANG
77494	VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE
77495	VERT-ST-DENIS
77496	VIEUX-CHAMPAGNE
77508	VILLENEUVE-LE-COMTE
77509	VILLENEUVE-LES-BORDES
77510	VILLENEUVE-ST-DENIS
77519	VILLIERS-ST-GEORGES
77521	VILLIERS-SUR-MORIN
77527	VOINSLES
77528	VOISENON
77529	VOULANGIS
77530	VOULTON
77532	VULAINES-LES-PROVINS
77533	VULAINES-SUR-SEINE
77534	YEBLES
91097	BOUSSY-SAINT-ANTOINE
91114	BRUNOY
91191	CROSNE
91201	DRAVEIL
91215	EPINAY-SOUS-SENART
91225	ETIOLLES

N° Insee	Commune
77237	JOSSIGNY
77239	JOUY-LE-CHATEL
77245	LAVAL-EN-BRIE
77246	LECHELLE
77249	LESIGNY
77251	LIEUSAINT
77252	LIMOGES-FOURCHES
77253	LISSY
77254	LIVERDY-EN-BRIE
77255	LIVRY-SUR-SEINE
77256	LIZINES
77258	LOGNES
77260	LONGUEVILLE
77262	LOUAN-VILLEGRUIS-FONTAINE
77264	LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX
77266	MACHAULT
77269	MAINCY
77272	MAISON-ROUGE-EN-BRIE

N° Insee	Commune
91421	MONTGERON
91435	MORSANG-SUR-SEINE
91514	QUINCY-SOUS-SENART
91553	ST GERMAIN-LES-CORBEIL
91573	ST-PIERRE-DU-PERRAY
91577	SAINTRY-SUR-SEINE
91600	SOISY-SUR-SEINE
91617	TIGERY
91631	VARENNES-JARCY
91657	VIGNEUX-SUR-SEINE
91691	YERRES
94047	MANDRES-LES-ROSES
94048	MAROLLES-EN-BRIE
94056	PERIGNY
94060	LA QUEUE-EN-BRIE
94070	SANTENY
94075	VILLECRESNES



Le périmètre d'intervention d'AQUI' Brie s'étend sur 3 départements de l'Ile de France.

2. Masses d'eau concernées

La nappe des calcaires de Champigny, objet d'AQUI' Brie, est un sous-secteur de la masse d'eau 3103 présentant une unité hydrogéologique, régionale et à fort enjeu AEP.

Code de la ME	Nom de la masse d'eau souterraine	Territoire	Objectifs qualitatifs						Objectif quantitatif				
			Etat actuel Ver2007	Objectif	Délais	Paramètres anthropiques	Paramètres d'origine naturelle	Justification du report de délai	Etat actuel : bon état (oui, non)	Objectif Bon état quantitatif 2015 ou report de délai	Déséquilibre global : oui-non Nature (AEP, Irrigation,..)	Déséquilibre local Zones humides et/ou petits cours d'eau dont l'alimentation par les nappes est menacé	Propositions règles de gestion de niveau SDAGE SAGE ou Autre
3103	TERTIAIRE DU BRIE-CHAMPIGNY ET DU SOISSONNAIS	Ile-de-France / Vallées de la Marne	M	Bon état chimique	2027	NO3, Pesticides (Tendance à la hausse)		Inertie et vulnérabilité nappe ; agriculture intensive : difficultés sociale et économique pour évolution	NON	Bon état sous réserve	NON	Débits étiageYerres, Aubetin, Voulzie	ZRE sur sous secteur de la MES Règles de gestion à établir dans le cadre d'AQUI'Brie et du SAGE de l'Yerres

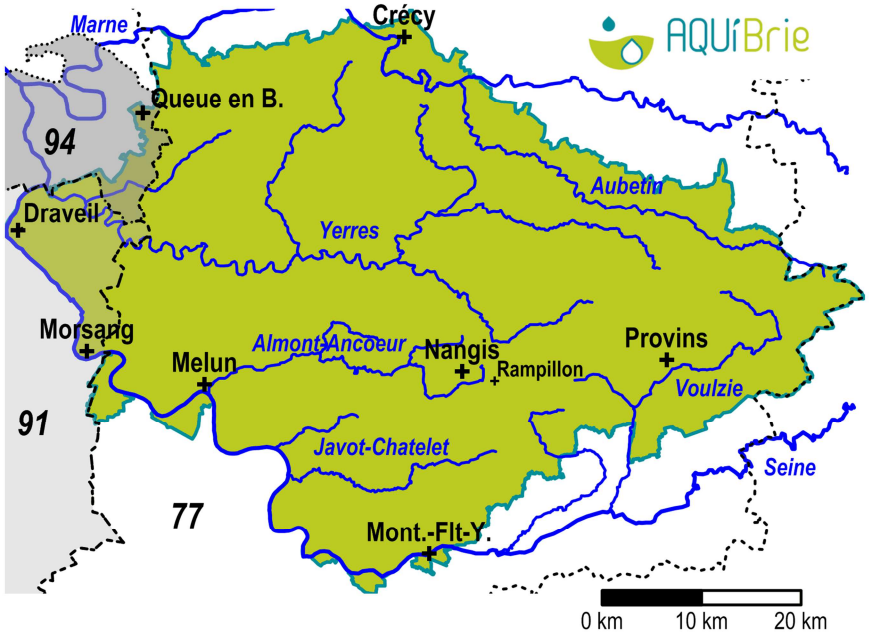
ANNEXE 1bis – Description du territoire

Le présent contrat s'applique dans un premier temps au périmètre constitué par les 221 communes telles que listées en annexe 1. 198 sont situées en Seine-et-Marne, 17 en Essonne et 6 dans le Val de Marne. Cela représente plus de 700 000 habitants pour une superficie de 2 600 km² (cf. carte 1). Ce périmètre pourrait être étendu à l'issue d'une étude d'opportunité de son extension à des fins d'actions de connaissance exclusivement.

L'occupation du sol (MOS 2003) est constituée à 61% d'espaces ruraux, 25% forestiers, 13% urbains et 1 % hydrologique. Environ 900 exploitants agricoles sont recensés.
La plaine agricole est donc la principale composante des surfaces sous lesquelles circule la nappe du Champigny. Elle correspond aux régions agricoles de la Brie boisée, de la Brie centrale, de la Brie humide, de la Brie française et du Montois. L'orientation technico-économique des exploitations agricoles est les grandes cultures céréalières et industrielles (betteraves notamment). Les principales cultures sont les céréales, avec 37% de l'assolement en blé, puis 12% en cultures industrielles, 11% en colza, 8% en protéagineux, 8% en maïs et 6.3 % en orge de printemps (source RGA 2000). Les exploitations orientées vers les grandes cultures représentent 80% des exploitations, avec une taille moyenne de 127 ha. Les exploitations orientées vers l'élevage représentent moins de 6% de l'activité agricole. A noter que, les sols étant très majoritairement hydromorphes, la plupart des terres sont drainées.

Une quinzaine d'établissements industriels présentant des risques pour l'environnement sont recensés sur le périmètre d'intervention : industrie de papiers, cartons et dérivés, dépôt de gaz, de liquides inflammables, d'hydrocarbures, industries agro-alimentaires, pétrochimie dont l'exploitation du pétrole et l'exploration des huiles de schistes… Cinq industriels (agro-alimentaire, chimie, pétrochimie) prélèvent dans la nappe.

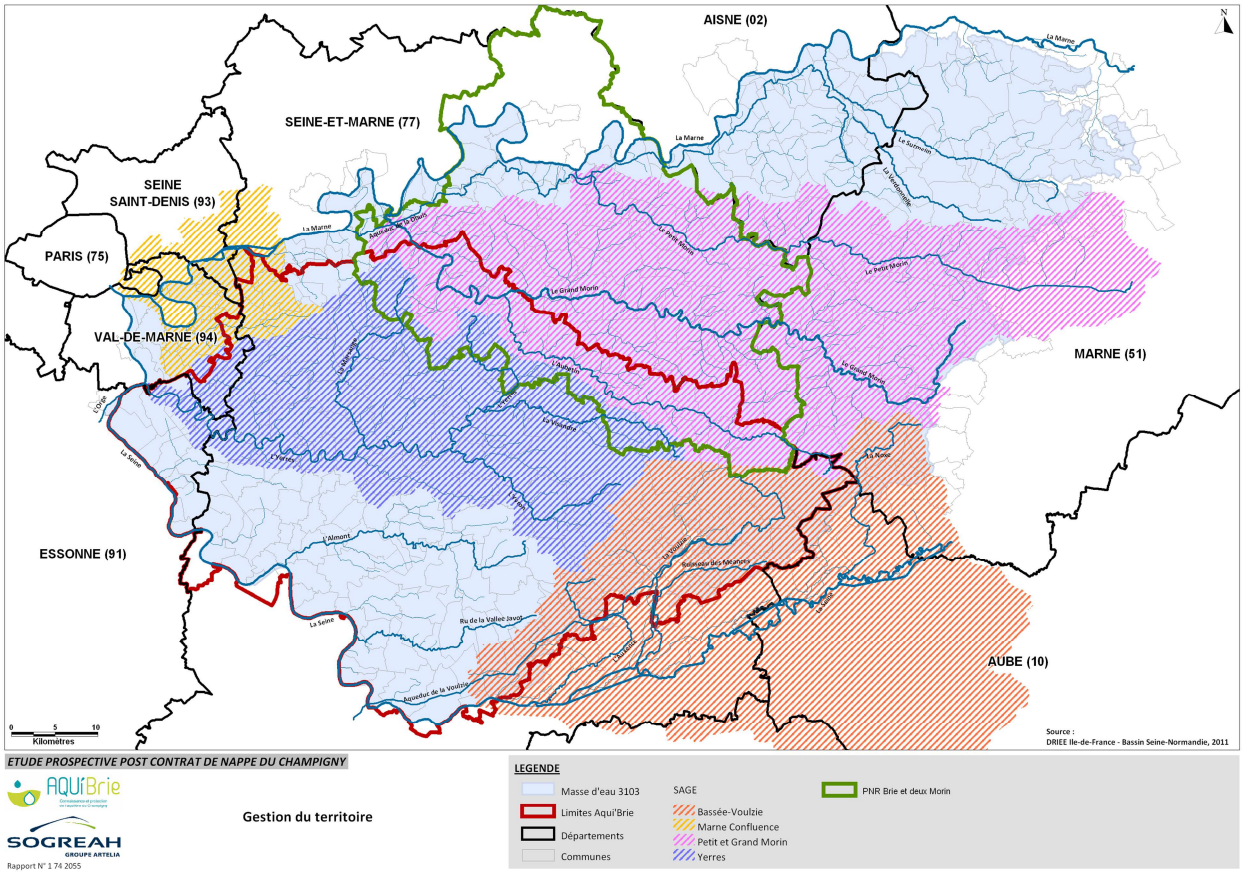
D'un point de vue hydrographique, la nappe est délimitée au nord par les vallées du Grand Morin et de l'Aubetin, au sud est par la cuesta de l'Ile de France séparant le plateau briard de la Bassée, à l'est par la limite régionale et à l'ouest par la confluence de l'Yerres et de la Seine. Son alimentation est assez complexe, liée à de nombreux phénomènes karstiques, des infiltrations là où les calcaires affleurent ou dans les fonds poreux des rivières, ainsi que par des gouffres (130 recensés dont une cinquantaine confirmés sur le terrain, restent 30 gouffres à vérifier). La nappe est sous-jacente à plusieurs bassins versants de surface dont l'Yerres, l'Aubetin, la Voulzie/Durteint/Dragon, l'Almont-Ancoeur et le Châtelet-Javot. Le bassin versant dominant comprend la vallée de l'Yerres.



Carte 1 : Périmètre, limites départementales et principales rivières sur le périmètre

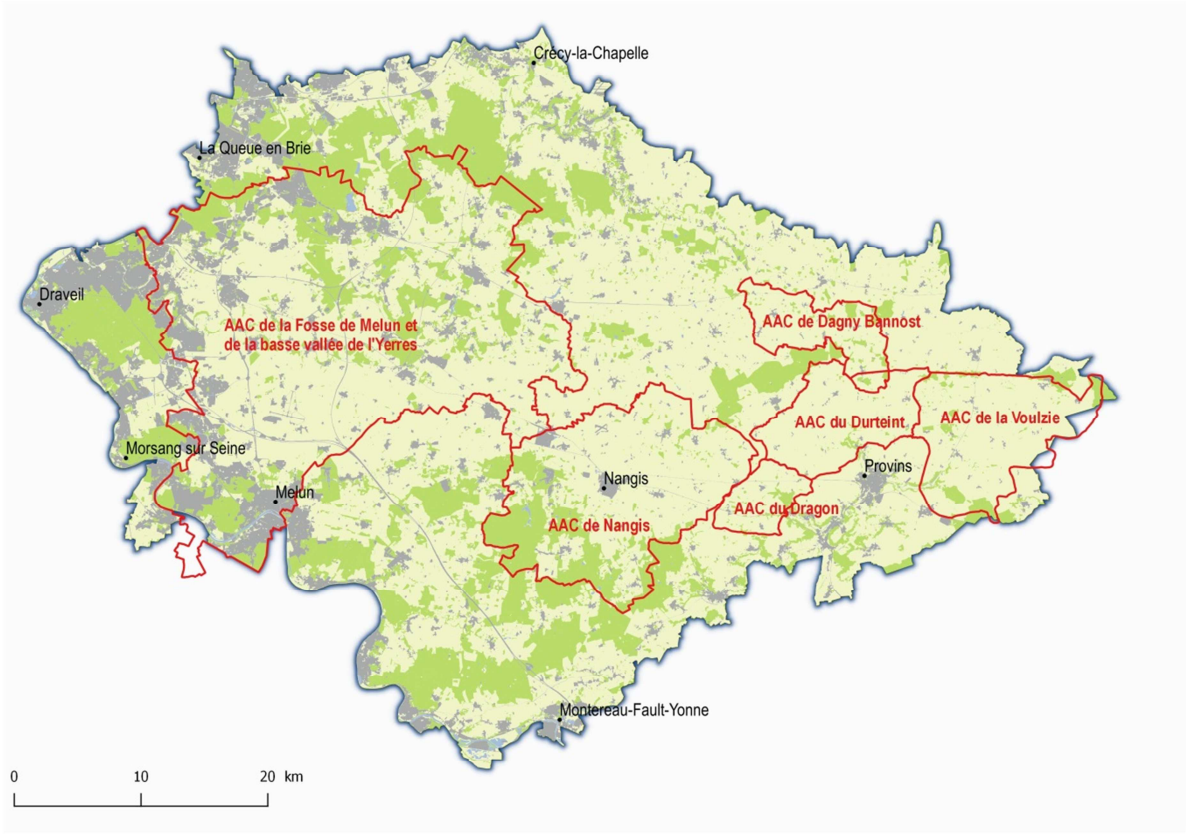
Le SAGE de l'Yerres, approuvé le 13 octobre 2011 dont le périmètre couvre partiellement celui d'AQUI' Brie (cf. carte 2 ci-dessous), inclut des objectifs d'amélioration de la qualité des eaux souterraines et de prévention de leur dégradation (enjeu n°2 du PAGD) ainsi que d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource (enjeu n°4 du PAGD). Cependant les plus gros prélèvements dans la nappe du Champigny (Fosse de Melun et sources du Provinois) sont hors de son périmètre.

Le SAGE des 2 Morins a été approuvé par arrêté inter-préfectoral n°2016 DCSE SAGE 01 le 21 octobre 2016. Son périmètre recoupe celui d'AQUI' Brie dans sa partie nord-est, essentiellement la vallée de l'Aubetin.



Carte 2 – Limites territoriales de la masse d'eau 3103 (en bleu), des structures de gestion de l'eau (en hachuré) et des départements (en noir), périmètre en rouge d'AQUI' Brie

Les aires d'alimentation des captages sensibles et prioritaires représentent 73,4% du périmètre (cf. carte 3).



Carte 3 – Aires d'alimentation des captages Grenelle ou prioritaire avec des plans d'actions sur le périmètre

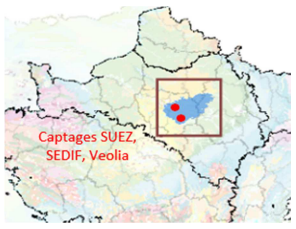
ANNEXE 2. Composition du comité de pilotage

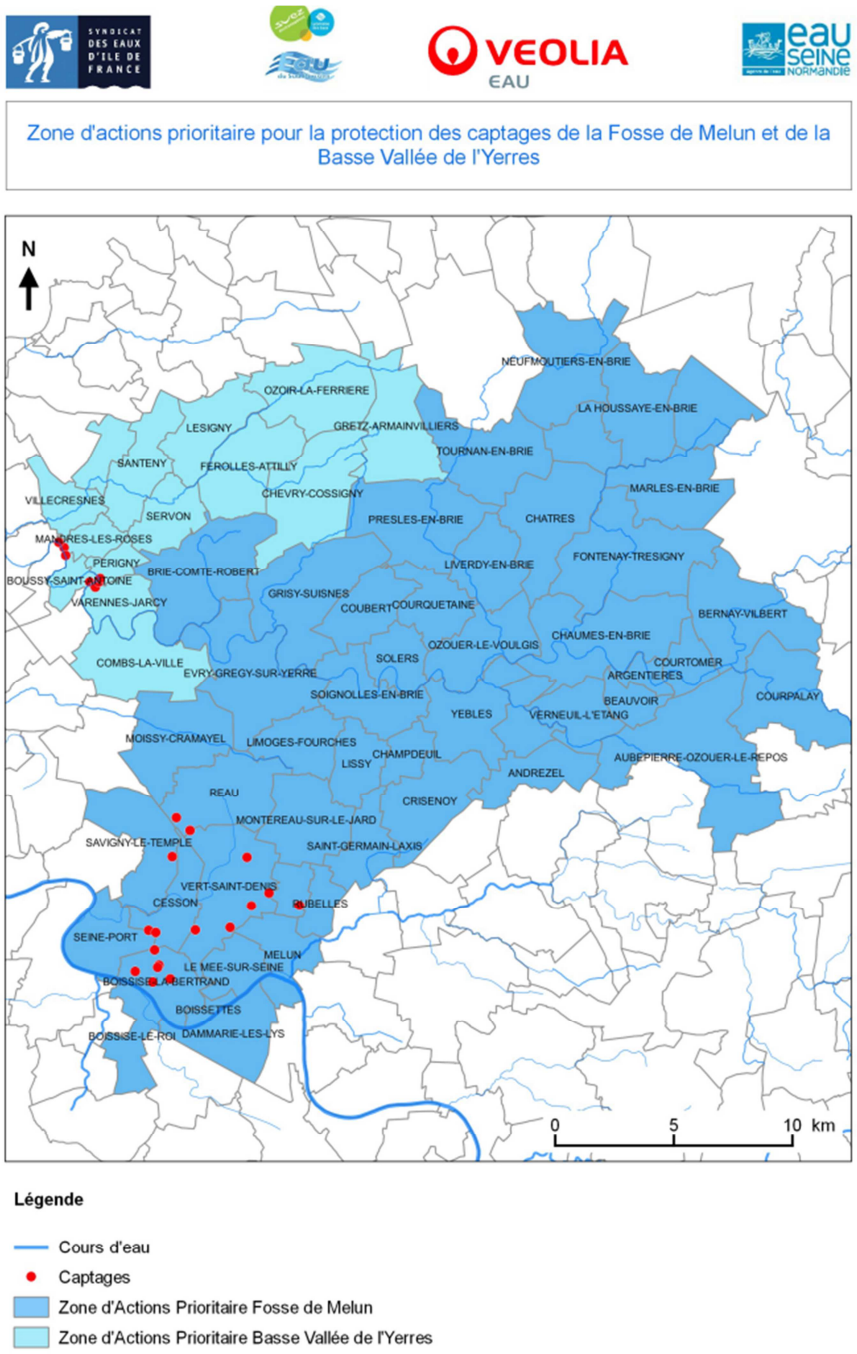
- M. le Préfet de Seine-et-Marne représenté par le directeur de la DDT 77
- M. le Directeur de la DRIEE Ile de France ou son représentant
- Le Directeur de la DRIAAF ou son représentant
- Le Directeur de l'ARS Ile de France ou son représentant
- Le Président du Conseil Régional Ile de France ou son représentant
- Le service départemental de l'AFB de Seine-et-Marne ou son représentant
- La Directrice de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ou son représentant
- Le président d'AQUI' BRIE et vice- président du département de 77
- Le Directeur de la DEEA du département de 77 ou son représentant
- Le Président du département 91 ou son représentant
- Le Président de l'Union des Maires 77 ou son représentant
- Le représentant de Veolia Eau ou son représentant
- Le Directeur d'Eau du Sud Parisien ou son représentant
- Le Directeur de EAU DE PARIS ou son représentant
- Le Maire de Nangis ou son représentant
- Le Président de la CCBRC ou son représentant
- Le président du syndicat de Verneuil-l'Etang ou son représentant
- La présidente du syndicat de la région de Touquin ou son représentant
- Le Maire de Lumigny-Nesles-Ormeaux ou son représentant
- Le Maire de Rozay-en-Brie ou son représentant
- La Présidente du S2E77 ou son représentant.

ANNEXE 3 : Plan d'actions FDM BVY

I) Présentation de la zone d'actions

Localisation : Seine-et-Marne, Ile-de-France
Masse d'eau souterraine : nappe des calcaires du Champigny





Captages concernés par le programme d'actions	Les captages prioritaires au titre du Grenelle dans le secteur Fosse de Melun : - le captage de Champigny Sud F1 exploité par Eau du Sud Parisien (BSS 0258-1X-0093), - le captage de Vert-Saint-Denis 2 exploité par le SEDIF (BSS 02582X0191/FCAVE), - le captage de Boissise-la-Bertrand P1 exploité par Veolia Eau (BSS02581X0082/P1). Les captages prioritaires au titre du SDAGE dans le secteur Basse Vallée de l'Yerres et dont l'AAC est en grande partie commune aux captages cités ci-dessus : - Champigny Nord - Périgny-sur-Yerres exploités par Eau du Sud Parisien (BSS 0220-1X-0014-P1, 0220-5X-0096-P5, 0220-5X-0097-P6, 0220-5X-0098-P10, 0220-5X-0041-P7, 0220-5X-0045-P8, 0220-5X-0042-P9), - Champigny Nord - Mandres-les-Roses exploités Eau du Sud Parisien (BSS 0220-1X-0013-P1, 0220-1X-0178-P2, 0220-1X-0012-P1). Les autres captages des maîtres d'ouvrage dans le secteur mais non classés sensibles : - 4 captages alimentant l'usine de Combs-la-Ville et exploités par Eau du Sud Parisien, - 3 captages de Champigny Sud exploités par Eau du Sud Parisien (F2, F3, F5) - 3 captages alimentant l'usine de Boissise la Bertrand (P2, P3 et P4) exploités par Veolia Eau - 6 captages sur la commune de Vert-Saint-Denis (Baudy, La Delaissée, Petit Jard, Pouilly, SNCF et Voisenon) alimentant l'usine d'Arvigny et exploités par le SEDIF Les captages des autres maîtres d'ouvrages, bénéficiant des actions du programme d'actions : - Communauté de Communes Brie Rivières et Châteaux : Captages de Coubert, Yebles, Ozouer le Voulgis, Guignes et Grisy Suisnes - CA Melun Val de Seine : Forages du Mée sur Seine, Livry sur Seine, Lissy, Seine Port
Etat d'avancement des DUP	Toutes les démarches DUP sont finalisées pour les captages des champs captant de la Basse Vallée de l'Yerres et de la Fosse de Melun
Maîtres d'ouvrages AEP	Eau du Sud Parisien, SEDIF, Veolia Eau
Structure porteuse	Eau du Sud Parisien, SEDIF, Veolia Eau

du programme d'actions	
Nombre de communes	63 communes
Superficie AAC et SAU	AAC FDM BVY : 2 741 km² ZPA FDM BVY : 638 km² SAU : 31 100 ha
Cours d'eau concernés	Yerres et affluents (rue Blanchard, la Marsange, Brabançonne, Rue des Cornillots, Réveillon, Ru du Bréon, Avon), Seine et affluents (Ru de Balory, Ru des Hauldres)
Nombre d'agriculteurs	263 agriculteurs
Enjeux prioritaires	Agricoles (herbicides)
Historique de la démarche de protection des captages	Délimitation de l'AAC : 2009 Diagnostic des pressions et ZAP (modélisation Armines) : 2010-2011 Premier programme d'actions (4 volets) : 2014-2018 Année de transition - bilan plan d'actions n°1 et rédaction du plan d'actions n°2 : 2019 Deuxième plan d'actions (2 volets + communication) : 2020 - 2025

II) Problématique de la qualité de l'eau et objectifs du programme d'actions

<table>
<tr><td>Enjeux qualité de l'eau</td><td>ENJEU NITRATES NO_3 :
En 2018, les concentrations en nitrates sont maintenues à la plupart des ouvrages de la Fosse de Melun ou la Basse Vallée de l'Yerres.
● de 28.5 à 35 mg/L pour le mélange d'eaux brutes de Boissise la Bertrand (Veolia Eau)
● de 27 à 41 mg/L pour le champs captant Champigny sud (Eau du sud Parisien)
● de 18 à 49 mg/l pour les champs captant de Mandres, Périgny et Combs la Ville (Eau du Sud Parisien)
● de 26 à 32 mg/l pour le mélange des 7 puits de Vert-Saint-Denis (SEDIF)

Sur les autres captages de la ZPA, pendant le plan d'actions 2014-2018, les concentrations en nitrates ont augmenté dans les secteurs où la nappe est remontée de plus de 3 mètres et sont stables dans les autres secteurs.

ENJEU PRODUITS PHYTOSANITAIRES :
<u>Atrazine</u>
L'atrazine et ses métabolites ainsi que simazine (interdits) représentent 80% des pesticides retrouvés dans les analyses.
La contamination par les triazines (historique) est encore très marquée sur les captages prioritaires de Fosse de Melun. Entre 2014 et 2018 la contamination par les triazines a évolué selon le sens d'écoulement de la nappe (baisse en amont, stabilisation/augmentation en aval de la Fosse de Melun), ce qui laisse à penser que ce "panache" est en train de passer.

<u>Autres pesticides</u>
Surveillance des matières actives phytosanitaires accrue depuis 2014, plus d'éléments retrouvés car plus d'éléments recherchés, ne signifiant pas pour autant une dégradation de l'état de la nappe.
Contamination de la nappe essentiellement par les herbicides :
● pollution de fond de l'ensemble des captages par la chloridazone (autorisé) et éthidimuron (interdit)
● produits de dégradation des chloroacétamides (métolachlore, alachlore, dimétachlore) (autorisés) dont des concentrations inquiétantes ont été mesurées dans les cours d'eau et dans la nappe à Ozouer le Voulgis. Peut-être la nouvelle pollution de fond en remplacement des triazines ?
● contaminations traces et ponctuelles sur certains captages (< 0.01 µg/l) d'herbicides autorisés et fongicides.

ENJEU SUBSTANCES AUTRES QUE PRODUITS PHYTOSANITAIRES
La pollution aux OHV est détectée. Des traces de tétrachloroéthène sont retrouvés à l'ensemble des captages (<0.3 µg/l), et d'autres OHV à certains captages prioritaires.
La contamination par les HAP est très limitée et se produit essentiellement dans les secteurs vulnérables. Ces micropolluants d'origine industrielle ou urbaine sont à surveiller.

>> Voir le bilan du plan d'actions n°1 2014-2018 ainsi que le rapport sur l'évolution de la qualité de la nappe du Champigny sur la ZPA durant le 1er contrat de captages FDM-BVY d'AQUi'Brie, pour plus de précisions.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du programme d'actions

indicateurs d'impact</td><td>OBJECTIFS NITRATES NO_3
Non dégradation de la situation de 2014, maintien de la tendance à des concentrations stabilisées en nitrates, en deçà du seuil d'action renforcée fixé à 37 mg/L et si possible l'atteinte du seuil de vigilance à 25 mg/L conformément aux objectifs fixés par le SDAGE Seine Normandie pour l'eau souterraine destinée à la production d'eau potable.

OBJECTIFS SUBSTANCES PHYTOSANITAIRES
Non dégradation de la situation de 2014 (début du premier plan d'actions) pour toutes les molécules détectées,
Élimination des pics de concentration pour les phytosanitaires de synthèse sur l'eau de nappe captée (eau brute) :
○ pour la somme des molécules < 0,5 µg/l
○ par molécule < 0,1 µg/l
Surveillance et limitation de l'émergence de nouvelles molécules quantifiables.

OBJECTIFS SUBSTANCES AUTRES QUE PRODUITS PHYTOSANITAIRES
Non dégradation de la situation de 2014 (début du premier plan d'actions) soit un maintien des concentrations observées en deçà des normes existantes pour chaque molécule.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du programme d'actions

indicateurs de résultats</td><td>
<table>
<tr><th><u>Axe</u></th><th><u>Etat 2018</u></th><th><u>Objectif à 1 an (2020)</u></th><th><u>Objectif à 3 ans (2022)</u></th><th><u>Objectif à 6 ans (2025)</u></th></tr>
<tr><td rowspan="2">Accompagnement pour l'optimisation et la réduction de l'utilisation des phytosanitaires</td><td>42 % des exploitations ayant accès à une aire de remplissage</td><td>45 %</td><td>70%</td><td>100 %</td></tr>
<tr><td>36 % d'exploitations conseillées (PA n°1)</td><td>40 CICC et 80 exploitations sensibilisées</td><td>65 CICC et 140 exploitations sensibilisées</td><td>80 CICC et 200 exploitations sensibilisées</td></tr>
<tr><td>Développement des cultures bas niveaux d'intrants</td><td>8% SAU en cultures bas intrants</td><td>9 % BNI
et
3 % AB</td><td>12% BNI
et
5 % AB</td><td>15 % BNI
et
7 % AB</td></tr>
</table>
</td></tr>
</table>

	2,8 % SAU en AB (grandes cultures)			
Développement de projets de territoires		Diagnostic des filières (BNI et Bio) et potentiel de développement	10 exploitations engagées dans une démarche d'aménagement paysager	Mise en oeuvre au minimum de 2 projets de filières locales en BNI
Observatoire des pratiques	IFT Groupe de référence : 5,97 (Total) dont 2,16 en herbicides			Baisse de l'IFT herbicides du groupe de référence et amélioration significative des pratiques dans l'observatoire des pratiques

III) Description du programme d'actions 2020-2025

Le programme d'actions est déployé sur le territoire de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres, dans la continuité d'un premier plan d'actions 2014-2018. **Le plan d'actions est annexé au Contrat Eau et Climat du Champigny**, ainsi il bénéficie d'une animation transversale au Champigny (mutualisation de la connaissance de la nappe, prospective changement climatique, communication) et poursuit sa propre animation sur son territoire d'actions.

Il se décline en **deux volets d'animation, le volet agricole et le volet de suivi de la qualité de l'eau,** respectivement animé par la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France et l'association AQUI'Brie, et **un volet transversal de communication/secrétariat de projet** géré par un bureau d'étude externe.

Le volet de communication sera particulièrement développé pour ce second plan d'action afin de valoriser les efforts des acteurs locaux, de faire connaître aux grand public le programme déployé et maintenir une dynamique territoriale d'engagement en faveur de la protection de la ressource en eau.

Des indicateurs de mise en oeuvre sont définis pour le suivi de l'avancement des volets d'actions (moyens déployés), et des indicateurs de résultats exclusivement pour les actions du volet agricole (réalisations mesurables), car non pertinents pour les actions du volet qualité de l'eau qualitatives et non quantitatives.

AXES	ACTIONS	MOYENS	Objectifs à 1 an (fin 2020)		Objectifs à 3 ans (fin 2022)		Objectifs à 6 ans (fin 2025)			TEMPS (jours)	AUTRES COÛTS (HT)	TEMPS (jours)	AUTRES COÛTS (HT)	TEMPS (jours)	AUTRES COÛTS (HT)	TEMPS (jours)	AUTRES COÛTS (HT)	TEMPS (jours)	AUTRES COÛTS (HT)	TEMPS (jours)	AUTRES COÛTS (HT)
			Mise en œuvre	Résultats	Mise en œuvre	Résultats	Mise en œuvre	Résultats													
1. ACCOMPAGNEMENT POUR L'OPTIMISATION ET LA REDUCTION DE L'UTILISATION DES PHYTOSANITAIRES	1.1. Conseil collectif	Tours de plaine / Visites de fermes *	4 tours de plaine et visites de fermes	● 45 % d'exploitations ayant participé à une animation ● Point de situation de l'accès à une aire de remplissage/nettoyage et lavage au champs ● 45 % d'exploitations ayant accès à une aire de remplissage sécurisée	12 tours de plaine et visites de fermes	● 55 % d'exploitations ayant participé à une animation ● 70 % d'exploitations ayant accès à une aire de remplissage sécurisée	24 tours de plaine et visites de fermes	● 70 % d'exploitations ayant participé à une animation ● 100 % d'exploitations ayant accès à une aire de remplissage sécurisée		25	2700 2150 1350	25	2700 2150 1350	25	2700 2150 1350	25	2700 2150 1350	25	2700 2150 1350
		Formations / Journées techniques sur la réduction des intrants, les leviers agronomiques associés et techniques alternatives (auxiliaires des cultures, produits de biocontrôle, désherbage mécanique)	1 formation		3 formations		6 formations														
		Réunions / Visites sur la qualité de pulvérisation, les bonnes pratiques lors du cycle d'utilisation du matériel (remplissage, épandage, vidange, nettoyage) et l'aménagement des cours de ferme	2 réunions / visites		6 réunions / visites		12 réunions / visites														
	1.2.Conseil Individuel (dans le cadre d'un CICC, suivi MAEC ou autre dispositif)	Sensibilisation individuelle en vue d'un engagement en CICC	30% d'exploitations rencontrées	80 exploitations sensibilisées	53% d'exploitations rencontrées	140 exploitations sensibilisées	76% d'exploitations rencontrées	200 exploitations sensibilisées		80		40		20		20		20		20	
		Diagnostic des pratiques	15 % d'exploitations diagnostiquées	40 diagnostics	25 % d'exploitations diagnostiquées	65 diagnostics	30 % d'exploitations diagnostiquées	80 diagnostics		80		40		10		10		10		20	
		Conseils techniques sur les systèmes de cultures	15 % d'exploitations conseillées	40 CICC	25 % d'exploitations conseillées	65 CICC	30 % d'exploitations conseillées	80 CICC		120		180		195		195		210		240	
		Suivi et pérennisation des engagements en MAEC Eau "réduction d'utilisation de produits phytosanitaires" (ou futurs dispositifs de contractualisation pluriannuels équivalents)		● 100 % des exploitations déjà engagées en MAEC eau ● Veille sur les nouveaux dispositifs et adaptabilité à la FDM		● 100 % des exploitations déjà engagées en MAEC eau ● Objectifs à établir après validation des nouveaux dispositifs		Objectifs à établir après validation des nouveaux dispositifs		35	250	35	250	35	250	35	250	35	250
	1.3. Accompagnement financier et contractualisation	Accompagnement au déploiement du dispositif MAEC (ou futurs dispositifs équivalents) (élaboration de documents, communication sur les financements, aide aux montage de dossiers...)		100 % des demandes d'aides au montage de dossiers satisfaites		100 % des demandes d'aides au montage de dossiers satisfaites		100 % des demandes d'aides au montage de dossiers satisfaites		25		25		25		25		25		25	
		Aide au montage des dossiers de subvention (hors MAEC) *									385		385		385		385		385		385
	1.4. Expérimentation et diffusion de documents techniques	Diffusion de documents techniques/fiches conseil accompagnée de supports de communication sur le plan d'actions *	1 guide cultures		3 guides cultures		6 guides cultures			50	9500 700	50	9500 700	50	9500 700	50	9500 700	50	9500 700	50	9500 700
		Expérimentation sur les techniques bas intrants	1 expérimentation		3 expérimentations		6 expérimentations														
										415		**395**		**360**		**360**		**375**		**415**	
2. DEVELOPPEMENT DES CULTURES BAS NIVEAU D'INTRANTS	2.1. Promotion des cultures bas niveau d'intrants (hors AB) *	Journées techniques sur les cultures bas niveau d'intrants (hors Agriculture Biologique)	1 journée technique	● 9 % de SAU en cultures bas niveau d'intrants dont : ● 3 % de SAU en AB ● 0,5 % de SAU engagée en MAEC Biodiversité	3 journées techniques	● 12 % de SAU en cultures bas niveau d'intrants dont : ● 5 % de SAU en AB ● Maintien, a minima, des surfaces en herbe	6 journées techniques	● 15 % de SAU en cultures bas niveau d'intrants dont : ● 7 % de SAU en AB ● Maintien, a minima, des surfaces en herbe		3	1350	3	1350	3	1350	3	1350	3	1350
		Suivi des engagements en MAEC Biodiversité (ou futurs dispositifs de contractualisation pluriannuels équivalents)								15	90	15	90	15	90	15	90	15	90	15	90
	2.2. Sensibilisation à l'Agriculture Biologique	Réunions thématiques et visites sur des exploitations biologiques	2 réunions ou visites		6 réunions ou visites		12 réunions ou visites			8	900	8	900	8	900	8	900	8	900	8	900
		Formations de sensibilisation à l'Agriculture Biologique	1 formation		3 formations		6 formations			4	450	4	450	4	450	4	450	4	450	4	450
	2.3. Accompagnement individuel	Etudes de conversion à l'Agriculture Biologique *	10 études de conversion		25 études de conversion		50 études de conversion			30	100	24	80	21	70	30	100	24	80	21	70
		Conseils techniques aux agriculteurs biologiques	85 % d'exploitations conseillées		90 % d'exploitations conseillées		100 % d'exploitations conseillées			20		20		20		20		20		20	
	2.4. Accompagnement collectif des agriculteurs biologiques	Formations	1 formation		3 formations		6 formations			6		6		6		6		6		6	
		Tours de plaine	1 tour de plaine		3 tours de plaine		6 tours de plaine														
	2.5. Coordination avec d'autres structures d'animation sur le territoire (GAB, Ubios, Planète chanvre...)	Retour d'informations sur les actions des autres structures d'animation sur le territoire via Pollabiosol, PTCAB	1 rencontre		3 rencontres		6 rencontres			1		1		1		1		1		1	
										87		**81**		**78**		**87**		**81**		**78**	
3. DEVELOPPEMENT DE PROJETS DE TERRITOIRE	3.1. Développement de filières bas niveaux d'intrants, projets de territoires et circuits courts	Veille et accompagnement sur le développement de filières bas niveaux d'intrants locales, départementales et régionales *	● Diagnostic des filières (BNI et Bio) et potentiel de développement (ZPA et IDF)		● Rencontre des communautés d'agglomération, ou structure compétente avant fin 2021 avec MO	Utilisateur Windows: 7 communautés d'agglo sur ZPA un projet de filière émergent avant fin 2022		Mise en œuvre d'au minimum 2 projets de filières bas niveau d'intrants locales		10	15200	20		20		20		20	
	3.2. Protection de la zone d'infiltration de l'Yerres	Visites de sensibilisation / Réunions d'information * (57 agriculteurs dans le secteur de l'Yerres) Coordination locale avec le SyAGE (PAPI, CTEC Yerres)	1 réunion	Définition du mode de rémunération des agriculteurs (ORE ? PSE ? Via les MO...)	3 réunions	50 % des agriculteurs concernés ont été sensibilisés	6 réunions	100 % des agriculteurs concernés ont été sensibilisés		20	90	20	90	20	90	20	90	20	90	20	90
		Accompagnement individuel ciblé * (57 agriculteurs dans le secteur de l'Yerres) en collaboration avec AQUI'Brie		3 exploitations identifiées et engagées dans une démarche d'aménagement		10 exploitations identifiées et engagées dans une démarche d'aménagement		20 exploitations identifiées et engagées dans une démarche d'aménagement													
										30		**40**		**40**		**40**		**40**		**40**	
4.OBSERVATOIRE DES PRATIQUES	4.1. Suivi des pratiques (observatoire)	Collecte pluriannuelle des pratiques du groupe de référence * (30 exploitations)	Renseignement de l'observatoire des pratiques	Utilisateur Windows: but: avoir un échantillon représentatif de la ZPA obj final est bien la diminution de l'IFT	Renseignement de l'observatoire des pratiques	Utilisateur Windows: but: avoir un échantillon représentatif de la ZPA obj final est bien la diminution de l'IFT	Renseignement de l'observatoire des pratiques	Utilisateur Windows: but: avoir un échantillon représentatif de la ZPA obj final est bien la diminution de l'IFT		90	300	90	300	90	300	90	300	90	300
		Synthèse des pratiques du territoire : CICC + groupe de référence *																			
										90		**90**		**90**		**90**		**90**		**90**	
5. COORDINATION / COMMUNICATION	5.1. Pilotage	Préparation et animation de COTECH/COTECH élargi *	2 COTECH + 1 COTECH élargi		6 COTECH + 3 COTECH élargis		12 COTECH + 6 COTECH élargis			18		18		18		18		18		18	
		Préparation et animation de COSUI	1 COSUI		3 COSUI		6 COSUI														
		Rapport annuel (dont livrables annexes) et coordination du plan d'actions	1 rapport		3 rapports		6 rapports			23	320	23	320	23	320	23	320	23	320	23	320
	5.2. Communication	Lettres d'information sur le volet agricole	3 lettres		9 lettres		18 lettres			13	500	13	500	13	500	13	500	13	500	13	500
		Newsletter annuelle du plan d'actions (minimum)	Au moins 1 newsletter		Au moins 3 newsletters		Au moins 6 newsletters														
		Réunions d'information / Réunions générales*	1 réunion générale (2019) 1 réunion d'information en 2020 *		3 réunions		6 réunions				450		450		450		450		450		450
	5.3. Echanges	Echanges annuels avec les producteurs d'eau et AMO								2		2		2		2		2		2	
		Participation à des animations avec d'autres partenaires								2		2		2		2		2		2	
		Transmission des données de l'année N-1 à Aqui'Brie								3	0	3	0	3	0	3	0	3	0	3	0
										61		**61**		**61**		**61**		**61**		**61**	

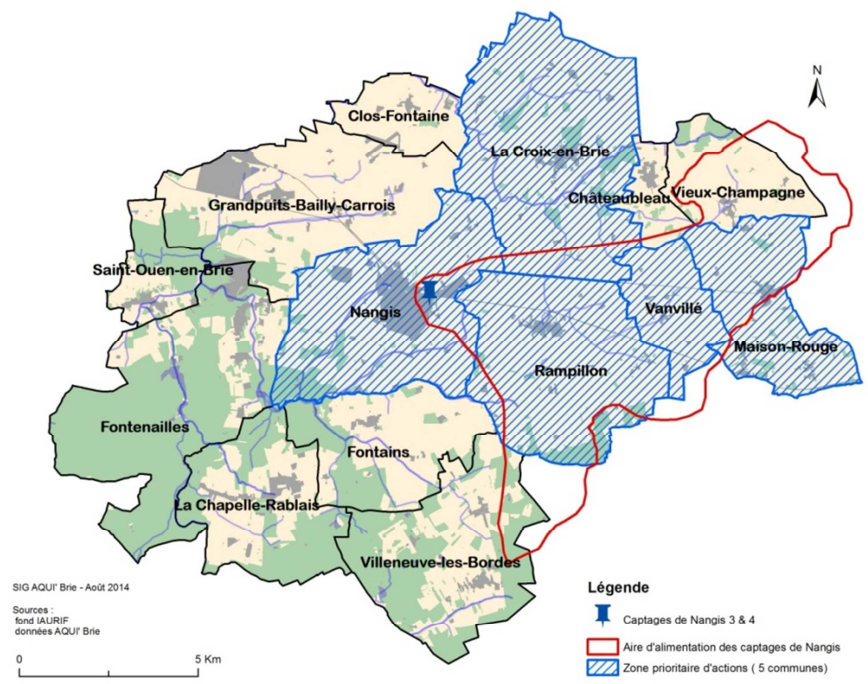
* : cf. lexique										**TOTAL TEMPS ANNUEL**	**683**		**667**		**629**		**638**		**647**		**684**	
										Dont temps CICC	**120**		**180**		**195**		**195**		**210**		**240**	
										Dont temps Plan Bio	**30**		**30**		**30**		**30**		**30**		**30**	
										COUT TOTAL ANNUEL	**519080**	**36785**	**506920**	**21565**	**478040**	**21555**	**484880**	**21585**	**491720**	**21565**	**519840**	**21555**
										Dont financement producteurs eau/AESN	**292997**		**299413**		**287111**		**290792**		**297713**		**319326**	
										Dont financement par le plan bio	15960		15960		15960		15960		15960		15960	
										Dont financement CARIDF	**210123**		**191547**		**174969**		**178128**		**178047**		**184554**	

			Indicateur d'actions	Indicateur de résultats	Partenaires	Matériel / couts autres (financer par les producteurs d'eaux)	Résultats attendus à 6 ans	Temps d'animation AQUI' Brie en jours (8 heures)					
Axe	**Actions**	**Découpage des actions**						2020	2021	2022	2023	2024	2025
Suivre et préciser son fonctionnement (qualité, quantité)	Récupération, bancarisation des analyses qualités (ESO & ESU) ainsi que les suivis quantitatifs (débits, niveaux,…) à différentes fréquences aux différents champs captants	Récupération, bancarisation des suivis quantitatifs aux champs captants (débits, niveaux)	Nombre de données validées					4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
		Récupération, bancarisation des suivis qualitatifs aux champs captants	Nombre de données validées					6,60	6,60	6,60	6,60	6,60	6,60
		Récupération du suivi de l'Yerres (analyses, débits)	Nombre de données validées		SyAGE			3,20	3,20	3,20	3,20	3,20	3,20
	Synchronisation des prélèvements ponctuels ESU/ESO	Plannification des analyses (RID, ARS, autosurveillance….)	Nombres de tournées synchrones		LDA77, services d'analyses des producteurs			3,50	0,50	0,50	3,50	0,50	0,50
	Planification et suivis de la nappe de Brie	Interventions terrain sur un cours d'eau	Nombre d'interventions			**32 965 € - 36 606 € (année 1), 27 479.184 (année suivantes)**		11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50
		Interventions terrain sur un puit	Nombre d'interventions					2,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
		Prélèvements complémentaires en rivières/ dans le puits	Nombres de prélèvements					4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00
		Validation et insertion des données de débits et analyses	Nombre de données validées					6,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
	Suivis en continu de la qualité du Champigny à quelques captages	Interventions terrain sur les captages	Nombre d'interventions		OTT, Hydroservices	**1941.6 /an**		15,00	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Validation, bancarisation des analyses	Nombre de données validées					50,60	21,70	21,70	0,00	0,00	0,00
Analyser	Rédaction de bilans sur la qualité de la nappe par champs captants (destinés aux producteurs et au COSUI) et sur la ZPA	Bilan par champ captant et 3 / an	Nombre de bilans					13,70	13,70	13,70	13,70	13,70	14,20
		Bilan annuel pour COSUI	Nombre de bilans					4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
	Bilan du suivi de la nappe de Brie	Bilan annuel	Nombre de rapports					17,20	16,60	16,60	16,60	16,60	16,60
	Bilan du suivi en continu des captages au Champigny	Bilan aux trois captages /an	Nombre de rapports					13,30	13,30	13,30	0,00	0,00	0,00
Prévoir son évolution (qualité, quantité)	Modéliser pour mieux prévoir les impacts sur la nappe en cas de situations de crises	Intégration, amélioration du modèle	Nombre de données intégrées				amélioration (niveaux, débits), meilleur compréhension du système	6,00	17,00	7,00	0,00	0,00	0,00
		Elaboration des scénarios	Nombre de scénarios					0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Simulations	Nombre de simulations					0,00	0,00	0,00	10,00	10,00	10,00
	Adapter le dispositif de suivi	Identification des (nouvelles) molécules utilisées par les usagers et non encore suivi (veille)	Liste de molécules					0,00	1,90	0,00	1,90	1,90	0,00
		Sélection parmi ces (nouvelles) molécules, de celles susceptibles d'atteindre les captages (du fait de leurs propriétés) (idéalement en octobre de chaque année afin de les intégrer au dispositif de suivi de l'année suivante)	Molécules intégrées au suivi					0,00	2,70	0,00	2,70	2,70	0,00
	Contribuer à évaluer l'efficacité des actions	Définition et ajustement des indicateurs pour le suivi de l'évolution de la qualité à court-terme	Nombre de rapports	1 synthèse annuelle (N-2)				12,50	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00
		Croisement pratiques d'entretien (phyto et biocontrôles) et qualité de la nappe du Brie	Nombre de rapports	1 synthèse annuelle (N-2)				0,00	0,00	10,00	0,00	0,00	10,00
Coordination/ Communication	Pilotage	Préparation et animation des COTECH / COSTRA	Nombre de réunions					9,60	9,60	9,60	9,60	9,60	9,60
		Préparation et animation des COSUI	Nombre de réunions					2,40	2,40	2,40	2,40	2,40	2,40
		Rapport annuel	Nombre de rapports					9,00	7,20	6,30	6,30	6,30	6,30
		Réunions de préparations du contrat eau-climat et réfléxions des actions à la mi-parcours du contrat	Nombre de réunions					0,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
	Communication	Réunions générales	Nombre de réunions					0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00
		Newsletter, lettres d'infos, …	Nombres de parutions					3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
	Echanges	Echanges annuels avec les producteurs d'eaux par champ captant	Nombre de réunions					9,10	9,10	9,10	9,10	9,10	9,10
		Participation à des animations avec d'autres partenaires	Nombre de réunions					8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
		Récupération et traitement des pratiques agricoles récupérées auprès de la CA de la campagne N-1	Superficie suivie sur la ZPA, Nombre d'applications unitaires					9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00
								224,2	**197**	**177,5**	**145,1**	**137,1**	**143**

ANNEXE 4 : Plan d'actions Nangis

Présentation de la zone d'actions

Localisation : Seine-et-Marne, Ile-de-France
Masse d'eau souterraine : nappe des calcaires de Champigny

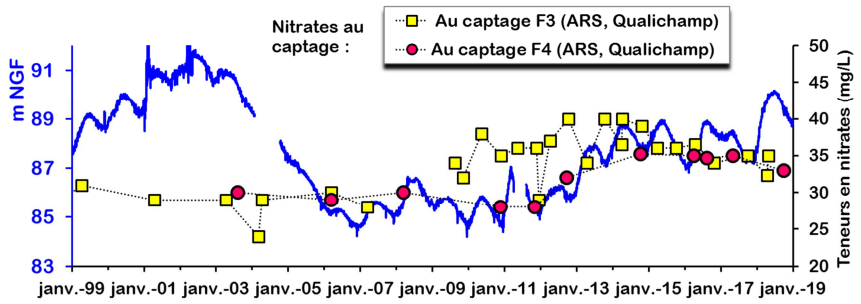


Captages concernés par le plan d'actions	Le captage Nangis 3, propriété de Nangis, BSS n° 0259X0075/F3 Le captage Nangis 4, propriété de Nangis, BSS n° 0259X0116/F4 Ces captages prélèvent dans la même nappe qui fait partie de la masse d'eau « Tertiaire du Brie-Champigny et du Soissonnais » (3103 au sens de la Directive Cadre sur l'Eau).
Etat d'avancement des DUP	Toutes les démarches DUP sont finalisées
Maître d'ouvrage AEP	Nangis
Structure porteuse du plan d'actions	Nangis
Nombre de communes	14
Superficie AAC et SAU	224 km² et SAU=13892 ha
Cours d'eau concernés	Ancoeur, Yvron, Effervettes, Courtenain, Grilles
Nombre d'agriculteurs	159
Enjeux prioritaires	Agricoles, urbains et industriels
Historique de la démarche	Contrat de captages 2016-2018 Plan d'actions 2020-2025

Problématiques de la qualité de l'eau et objectifs du programme d'actions

ENJEUX QUALITE DE L'EAU

Enjeu NITRATES NO_3 : En 2018, les concentrations en nitrates se sont maintenues à 34 mg/l aux captages Nangis 3 et 4. Sur d'autres captages de la ZPA plus vulnérables (Nangis 2), les concentrations en nitrates sont en revanche en hausse et supérieures à 40 mg/l (contre 35 mg/l en 2007).



Enjeu SUBSTANCES PHYTOSANITAIRES

Triazines : En 2018, les triazines historiques sont toujours présentes au captage (2-hydroxy atrazine, Atrazine, Atrazine déisopropyl, Atrazine déséthyl et Déisopropyl-déséthyl-atrazine), et représente plus de 90% de la contamination totale en pesticides. Les teneurs en Atrazine déséthyl sont toujours supérieures à la norme pour l'AEP.

Autres pesticides : La chloridazone a été quantifiée à l'état de trace en 2018, mais avec des teneurs en augmentation depuis 2016. Cet herbicide est actuellement très utilisé sur le bassin et désormais présent en bruit de fond. Les chloroacétamides, qui sont retrouvées en fortes concentrations sur d'autres ouvrages n'ont pas encore été recherchées sur ces ouvrages.

Enjeu SUBSTANCES AUTRES QUE PRODUITS PHYTOSANITAIRES :
Un bruit de fond en perchlorate est détecté au captage, entre 1,6 et 2 µg/l.

OBJECTIFS DU PROGRAMME D'ACTION

Indicateurs d'impact

Objectif NITRATES NO_3

Non dégradation de la situation de 2016 (début du premier plan d'actions) soit un maintien des concentrations observées en deçà du seuil d'action renforcée de 37 mg/l et si possible atteinte du seuil de vigilance à 25 mg/l conformément aux objectifs fixés par le SDAGE Seine Normandie pour l'eau souterraine destinée à la production d'eau potable.

Objectif SUBSTANCES PHYTOSANITAIRES

Non dégradation de la situation de 2016 (début du premier plan d'actions) pour toutes les molécules détectées

Non apparition de dépassements de concentration pour les phytosanitaires de synthèse sur l'eau de nappe captée (eau brute) :

	○ pour la somme des molécules < 0,5 µg/l ○ par molécule < 0,1 µg/l Surveillance et limitation de l'émergence de nouvelles molécules quantifiables

OBJECTIFS DU PROGRAMME D'ACTION

Indicateurs de résultats

Axe	Descriptif	Etat 2018	Objectif à 3 ans (2022)	Objectif à 6 ans (2025)
Connaitre et analyser les pratiques agricoles pour enclencher les changements	Grâce à un diagnostic des pratiques et un suivi des IFT, engager les agriculteurs dans une démarche de réduction des intrants, via la contractualisation en MAEC par exemple	9 contrats MAEC et 8% de la SAU engagée 30% de la SAU dont les pratiques sont connues IFT H connu : 1,40 (IFT de territoire : 2,2) IFT HH connu : 2,56 (IFT de territoire : 4,2)	15% de la SAU Selon la nouvelle PAC 40% de la SAU dont les pratiques sont connues IFT renseignés	25% de la SAU Selon la nouvelle PAC 50% de la SAU dont les pratiques sont connues IFT renseignés
Développer les cultures à bas niveaux d'intrants	Informer, sensibiliser et accompagner les agriculteurs vers des techniques agronomiques à bas niveaux d'intrants comme l'agriculture biologique, l'agriculture de conservation, par exemple	13 agriculteurs engagés 2 diagnostics de conversion à l'AB 10 tours de plaine et animations avec interventions d'experts	57 agriculteurs engagés en cumulé 6 diagnostics de conversion à l'AB en cumulé 10 tours de plaine et animations avec interventions d'experts par an	80 agriculteurs engagés en cumulé 10 diagnostics de conversion à l'AB en cumulé 10 tours de plaine et animations avec interventions d'experts par an
Innover et accompagner les projets de territoire	Accompagner les agriculteurs dans la formalisation et la mise en place de projets innovants associant protection de la ressource en eau, bioviversité et sol vivant.	0	1 projet accompagné et mis en place	3 projets accompagnés et mis en place en cumulé

Les objectifs des groupes issus du dialogue territorial ne sont pas quantitatifs : il s'agit de construire ensemble des projets pour la protection de la ressource en eau. Leurs objectifs à 6 ans seront fixés après l'évaluation réalisée au cours de la troisième année.

Axe	Descriptif	Etat 2018	Objectif à 3 ans (2022)
Mieux rémunérer les efforts des agriculteurs	A la demande des agriculteurs, mettre en place un système de rémunération basé sur un cahier des charges de bonnes pratiques	Proposition des agriculteurs	Système mis en place et 5 agriculteurs engagés
Partager le diagnostic d'un sous bassin versant	A la demande des acteurs du territoire, partager le diagnostic et établir des règles communes de pratiques	1 diagnostic réalisé	Mise en place de propositions pour le sous bassin diagnostiqué
Coordonner l'entretien des fossés/ bords de champs	Etablir un diagnostic des pratiques d'entretien avec tous les acteurs concernés et mettre en place des propositions	Constat établi	Diagnostic réalisé

Description du plan d'actions 2020-2025

Ce plan d'actions fait suite au premier contrat de protection des captages de Nangis qui s'est déroulé de 2016 à 2018 sur l'Aire d'Alimentation des captages de Nangis étendue à territoire de l'Ancoeur. A l'issue de ce premier contrat, la ville de Nangis a souhaité poursuivre la mise en œuvre des actions de protection de ses captages. En effet, en 3 ans, une dynamique s'est construite avec les acteurs du territoire en faveur de la protection de la ressource en eau.

Ce plan d'actions s'intègre dans le Contrat de Territoire Eau et Climat Champigny dont l'objet est la protection globale de la nappe du Champigny. Chaque plan d'actions visant à protéger des captages au Champigny participe à cette protection.

Ce plan d'actions se compose de 2 volets :

- Volet agricole : l'objectif de ce volet est de diminuer l'impact de l'activité agricole sur la ressource en eau en menant auprès des 159 agriculteurs du territoire, des actions de communication, de sensibilisation/information/formation, de conseil et d'accompagnement technique en faveur de pratiques plus respectueuses de l'environnement, de réduction des intrants agricoles et d'adaptation au changement climatique ;
- Volet dynamique territoriale : l'objectif de ce volet est de développer la dynamique territoriale créée lors du premier plan d'action grâce à la mise en œuvre des actions issues de la démarche de dialogue territoriale.

Axes	Partenaires	N°	Actions	Moyens-Leviers	Indicateurs	Etat	Objectifs			Temps prestation Chambre						Temps AQUI' Brie						Temps GAB					
						0	Objectif résultat année 1	Objectif résultat année 3	Objectif résultat année 6	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Connaissance et analyse des pratiques agricoles		A1	Mobilisation et sensibilisation des agriculteurs à la protection de la ressource en eau	Réalisation de diagnostics individuels d'exploitation (DAEG) & connaissance des pratiques (PEPA)	Nombre de diagnostics réalisés		Nombre d'agriculteurs rencontrés	Nombre d'agriculteurs rencontrés	Nombre d'agriculteurs rencontrés	5	5	5	5	5	5	48	48	48	48	48	48						
					% de SAU sur lesquelles on connait les pratiques	**34%**	40%	60%																		
		A2	Accompagnement et suivi de l'engagement des agriculteurs dans une contractualisation territorialisée	mobilisation /animation terrain/ suivi technique et administratif des dossiers	% de la SAU engagée dans une démarche territorialisée /	**13% 21 contrats**	20%	25%	30%							23	23	23	23	23	23						
		A3	Accompagnement des agriculteurs dans le positionnement annuel vis-à-vis des indicateurs de pression (IFT, Bilan azoté, ...) et sensibilisation à la nécessité de mise en œuvre de leviers agronomiques proposés dans le cadre de l'animation	Animation terrain / mobilisation / conseil technique / synthèse / restitution / diffusion	IFT/ bilan azoté / % de SAU engagée dans une démarche de réduction / % d'exploitations utilisant des techniques de désherbage mécanique	combien d'exploitations ont eu un calcul d'IFT?	IFT calculé pour toutes les exploitations engagées en MAEC et pour tous les membres du groupe de référence	suivi des exploitations en MAE + DAEG + tt exploitations suivies par partenaires et transmettant ses données		2	2	2	2	2	2	37,2	50	50	50	50	50						
		A4	Traitement et valorisation des données collectées pour l'évaluation des pressions	connaissance des pratiques	matières actives											2	2	2	2	2	2						
Agricultire économe en intrants et favorable à la biodiversité		B1-a	Information sur les principes de l'agriculture économe en intrants (agroforesterie,...)	animation de terrain/ Mobilisation/ expertise /conseil technique /tour de plaine/ suivi / diffusion	% cumulé des exploitations ayant participé à une action d'appropriation des leviers agronomiques	**34%**	3 tours de plaine Etat 0 1 synthèse résultats analysés	9 tours de plaine 35% 3 synthèses résultats analysés		3	3	3	3	3	3	22,5	22	22	22	22	22						
		B1-b	Accompagnement technique des agriculteurs aux leviers de l'agriculture économe en intrants	Conseil technique / diffusion	Nbre de fermes conseillées - % réduction nitrates et phytos par rapport à état initial	**0**	19 agriculteurs engagés	en cului 57 agriculteurs engagés		58	58	58	58	58	58												
Agriculture biologique		B2-a	Sensibilisation et information aux principes de l'agriculture biologique	Validation des thématiques / expertise technique /restitution collective / diffusion	itinéraitres techniques, synthèse des résultats, nb d'agri abonnés à bioplaine		X itinéraires techniques mis en place, nb de tour de plaine			3	3	3	3	3	3	8,75	8	8	8	8	8	3	3	3	3	3	3
		B2-b	Accompagnement technique des réflexions et des projets de conversion à l'agriculture biologique	diagnostic de conversion, conseil individuel	liste des exploitations diagnostiquées, nb de diagnostics de conversion					9	9	9	9	9	9							4	4	4	4	4	4
		B2-c	Sensibilisation aux filières courtes des collectivités et des agriculteurs																			2	2	2	2	2	2
agriculture de conservation		B3	Sensibilisation et accompagnement technique des agriculteurs vers l'agriculture de conservation	sessions de sensibilisation, itinéraire technique	Nb d'agriculteurs accomagnés, itinéraires techniques mis en place					6	6	6	6	6	6	13,5	12	12	12	12	12						
Expérimentation / Innovation		B4	Suivi des transferts via les drains		Nombre d'analyse effectuée, compte-rendu rédigé et réunions bilans											5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5						
		B5	Accompagnement des agriculteurs dans leur projet de GIEE			**0**	confirmation d'un GIEE									12											
		B6	Mise en place de ruchers comme outils de sensibilisation et de suivis des matières actives													3	3	3	3	3	3						
Diffusion	GAB/ Experts / CA 77 / Arvalis / instituts techniques	B7	Lettre de Liaison et invitations aux animations	retours d'expériences / diffusion des principes et leviers agronomiques/ mobilisation territoriale	Nombre de lettres de liaison	**49 lettres Ancoeur**	6 lettres	18 lettres		3	3	3	3	3	3	10,8	10,8	10,8	10,8	10,8	10,8						
Diminuer les risques de pollutions ponctuelles	conseil environnemental / CA77	C1-a	Accompagnement et suivi de la maitrise du risque de pollution ponctuelle dans les cours de fermes (enquêtes et bilan)	Enquêtes /conseil technique/ suivi des projets technique et administratif / diffusion de références/	% d'exploitations ayant réalisé un diagnostic, nb d'agriculteurs formés	-	Etat 0	50% des exploitations		2	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1						
	CRODIP / Experts / Arvalis / concessionnaires /conseil environnemental	C1-b	Accompagnement et suivi des bonnes pratiques de pulvérisation	Réunions de formation/démonstration	Nbre réunions - Nbre agris sensibilisés	-	1 réunion	3 réunions et 50% des agris sensibilisés		4	4	4	4	4	4	1	1	1	1	1	1						
Coordination			Point coordination (2 par an entre animateurs et 1 par an entre coordinateurs)							3	3	3	3	3	3	4	4	4	4	4	4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
			Participation aux COSUI (1 par an)		1 réunion par an					3	3	3	3	3	3	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
			Participation à la réunion générale		1 réunion par an					3	3	3	3	3	3	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5	2	2	2	2	2	2
			réalisation des bilans		1 bilan par an					6	6	6	6	6	6	7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	1	1	1	1	1	1
AMO			Accompagnement de la commune dans la gestion du plan d'actions (demande de subvention, suivi des actions,...)													2	2	2	2	2	2						
TOTAUX										110	110	110	110	110	110	217	215	215	215	215	215	16	16	16	16	16	16

Axes	Partenaires	N°	Actions	Moyens-Leviers	Indicateurs	Etat	Objectifs		Temps AQUI' Brie					
						0	Objectif résultat année 1	Objectif résultat année 3	Année 1	Année 2	Année 3	année 4	année 5	année 6
			Label agricole			**aucun**			27	25	16	8	8	8
			Entretien des fossés / bors de champs			**aucun**			4,5	8,5	10,5	11	5	3
			Diagnostic partagé par sous bassin versant			**aucun**			10	10	10	0	0	0
									41,5	43,5	36,5	19	13	11

ANNEXE 5 – PLAN D'ACTIONS TRANSVERSALES (Aqui'Brie)

Réaliser des mesures de terrain, exploiter les données collectées et disponibles afin de comprendre les phénomènes et ainsi analyser l'état de la nappe du Champigny avec les pressions qui s'exercent (cf ci-dessous exemples de productions). Diffuser l'information au plus grands nombre:

- établissement de bilans annuels
- présentations aux acteurs du territoire

Ces missions sont estimées à 1.6ETP

Bâtir les plans d'actions des autres AAC du territoire.

- plan d'actions de CCBRC,
- plan d'actions de SIAE de Touquin
- plan d'actions de SIAEP de Verneuil l'étang
- mobiliser et bâtir le plan d'actions de la CA de Fontainebleau

Ces missions sont estimées à 2ETP

Mener l'étude sur les solutions d'adaptation aux impacts du changement climatique pour la nappe du Champigny et ses usages.
Cette étude réalisée sur 3 ans en régie est estimée à 2ETP.

CHAMPIGNY 2060 - SOLUTIONS D'ADAPTATION AUX IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR LA NAPPE DU CHAMPIGNY ET SES USAGES

I CONTEXTE DE L'ETUDE

I.1 Particularités de la nappe du Champigny

I.2 Des acteurs locaux impliqués dans la gestion de la ressource

I.3 Structure porteuse de l'étude

II CONTENU GENERAL DE L'ETUDE

II.1 Objectif général de l'étude

II.2 Périmètre de l'étude

II.3 Recensement des données mobilisables

II.4 Outils utilisés

II.5 Equipe mobilisée

II.6 Interlocuteurs et parties prenantes

III PHASES DE L'ETUDE

III.1 Etudier le temps présent/passé pour anticiper l'avenir

III.2 Se projeter sur les changements futurs

III.3 Evaluer les solutions d'adaptation co-construites

III.4 Partager et diffuser

IV CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ETUDE

IV.1 Calendrier prévisionnel

IV.2 Réunions

IV.3 Livrables de l'étude

IV.4 Coût de l'étude

V Annexes

V.1 Présentation d'AQUI' Brie

V.2 Modèle Armines

V.3 Bibliographie

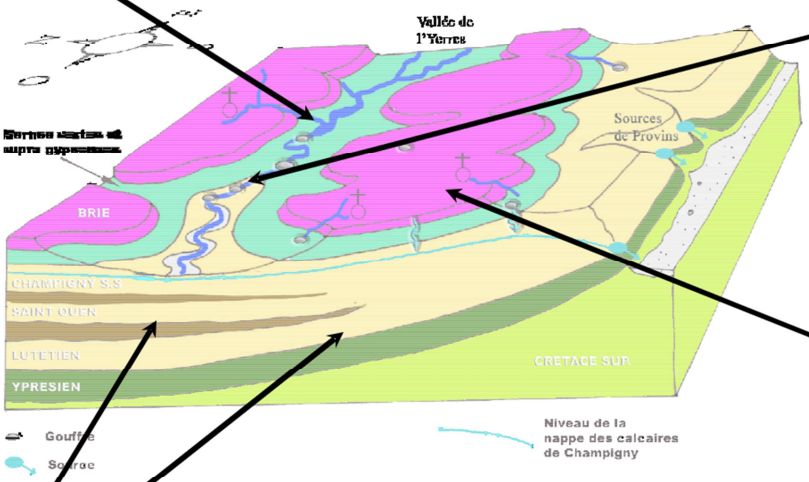
I CONTEXTE DE L'ETUDE

L'objet de cette étude, menée par AQUI' Brie, est de **co-construire avec les acteurs locaux et usagers de la nappe des calcaires de Champigny des solutions d'adaptation au Changement climatique,** à **l'horizon 2030-2060**, en prenant en compte les évolutions prévisibles du territoire, **et l'objectif d'atteinte du bon état quantitatif et qualitatif de la ressource.** Compte tenu de son mode de fonctionnement et du jeu d'acteurs qui accompagne sa gestion, la nappe des calcaires de Champigny se prête particulièrement à cette exercice prospectif.

I.1 Particularités de la nappe du Champigny

Remplissage et vidange

- **Des échanges nappe-rivière fluctuants** dans l'espace et le temps, selon le climat et les pompages: une nappe parfois alimentée par l'infiltration des rivières, et des rivières localement alimentées par la nappe.



- **Des phénomènes karstiques dans les vallées**, poreuses et infiltrantes lorsque les calcaires aquifères sont décapés. Les débits estivaux des cours d'eau sont donc très faibles. Les rejets de stations d'épuration et d'industriels dégradent la qualité des milieux et s'infiltrent vers la nappe.
- **Une nappe superficielle du Brie perchée** sur les plateaux, et qui selon les cas soutient le débit d'étiage des cours d'eau ou aggrave les crues.
- Un **empilement d'aquifères** avec des échanges variables dans le temps et l'espace.
- **Un réservoir penché comme un toboggan** en direction de la Seine, qui continue donc à s'y vidanger même si l'on diminue les prélèvements en période critique.

=> Une **nappe qui risque d'être très sensible au changement climatique** car elle connait déjà des périodes de baisse drastique de son niveau **lorsque plusieurs hivers secs se succèdent.**

Occupation du territoire et partage actuel de l'eau

- L'occupation du sol est majoritairement agricole, sur **des terres argileuses vite saturées, et drainées**, ce qui accentue les pics de crue à la période du drainage agricole ;
- Les **installations industrielles sont** implantées loin des fleuves. Au regard des exigences environnementales, leurs gestionnaires s'interrogent sur l'**impact futur de leurs rejets dans des petits cours d'eau dont ils dégradent la qualité autant qu'ils contribuent à en maintenir le débit d'étiage.** A l'opposé, d'autres activités sont depuis 2016 impactées par des inondations, notamment l'activité d'extraction de calcaires ;

➢ **92% des pompages dans la nappe sont destinés à l'AEP francilienne ;**

- L'agriculture irriguée se développe ;
- Seul le **plafonnement des prélèvements** à 140 000 m^3/jour sur la zone en tension quantitative maintient un niveau de nappe suffisant lorsque se succèdent 2 à 3 ans de faible recharge. Mais ce **plafond prête à caution**, car il a été défini d'après le climat des années 1990-2000, sans prise en compte du changement climatique.

I.2 Des acteurs locaux impliqués dans la gestion de la ressource

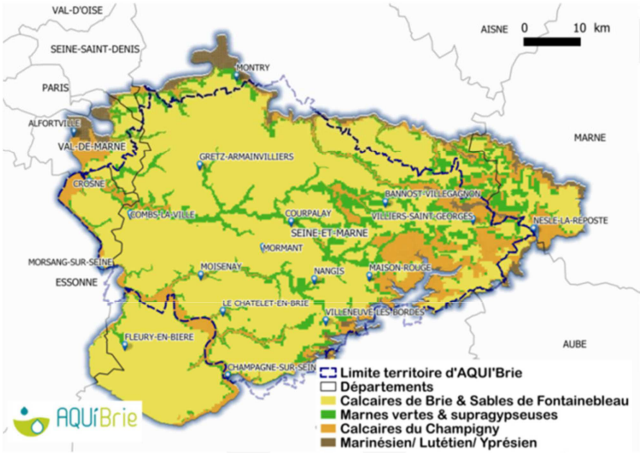
- La nappe est **stratégique pour l'AEP francilienne**. Elle est donc particulièrement suivie et fait l'objet de **concertation entre ses usagers** via l'association des usagers AQUI' Brie. Les règles de gestion de la ressource reprise dans le SDAGE ont ainsi été co-construites il y a 10 ans par les acteurs du territoire et testées sur un modèle mathématique.

- **Plusieurs lieux de débat sont actifs :** à l'échelle du Champigny, le **forum du Champigny** a décidé de réfléchir au changement climatique dès 2016. A l'échelle d'Aire d'Alimentation de Captages, des échanges locaux ont lieu (*Tous' Ancoeur !,* autour de Nangis, 100 km²) qui prennent en compte les spécificités et enjeux des territoires pour atteindre le bon état quantitatif et qualitatif.

- La profession agricole milite pour un meilleur accès à l'eau, par exemple grâce à la mise en place de **retenues collinaires. Un organisme unique teste la** Gestion Collective de l'Irrigation depuis 2009.

- Les activités professionnelles s'interrogent face aux impacts présents et à venir de l'évolution du climat (champs et carrières inondés, débordements sur sites industriels…), face aux intensités inédites de pluies connues depuis 2016 et aux **inondations** survenues dès les têtes de bassin versant (puis en 2017 et 2018).

I.3 Structure porteuse de l'étude



AQUI' Brie est une association loi 1901 agréée protection de l'Environnement en Ile-de-France, qui mobilise tous les usagers de la nappe des calcaires de Champigny pour **préserver sa capacité de renouvellement et reconquérir sa qualité**. Son périmètre d'intervention (en noir sur la carte ci-contre) est délimité à l'Ouest et au Sud par la Seine (moins la Bassée), au Nord par les vallées sèches de la Marne et au Nord-Est par la vallée de l'Aubetin, soit 221 communes en Seine-et-Marne, Val de Marne et Essonne. La nappe des calcaires de Champigny y alimente près d'**un million de franciliens** en eau potable. Les missions d'AQUI' Brie sont détaillées en annexe page 14.

II CONTENU GENERAL DE L'ETUDE

II.1 Objectif général de l'étude

Les impacts à venir du changement climatique sont diffusés à l'échelle du bassin Seine-Normandie, compte tenu de l'incertitude des scénarios climatiques pour la moitié Nord de la France et des pressions. Ce travail effectué à grande échelle ne reflète pas la complexité du fonctionnement et des solutions à trouver à l'échelle de plus petits territoires. Or nous constatons qu'il est compliqué, pour les acteurs locaux, de s'approprier des résultats à grande échelle et donc de se projeter dans des solutions d'adaptation.

Nous proposons ici d'évaluer les impacts du changement climatique et de rechercher les solutions pour les atténuer, à l'échelle de **la nappe des calcaires de Champigny**, une ressource stratégique pour l'AEP francilienne. Elle a l'avantage de disposer d'**historiques de suivis** ayant enregistré des épisodes climatiques contrastés (sécheresses de 2003 et 2005, inondations de 2016 à 2018…), d'**un modèle mathématique qui reproduit bien le fonctionnement présent**, et de structures de concertation multi-usagers dynamiques.

Par ce travail à l'échelle de la nappe du Champigny, nous chercherons :

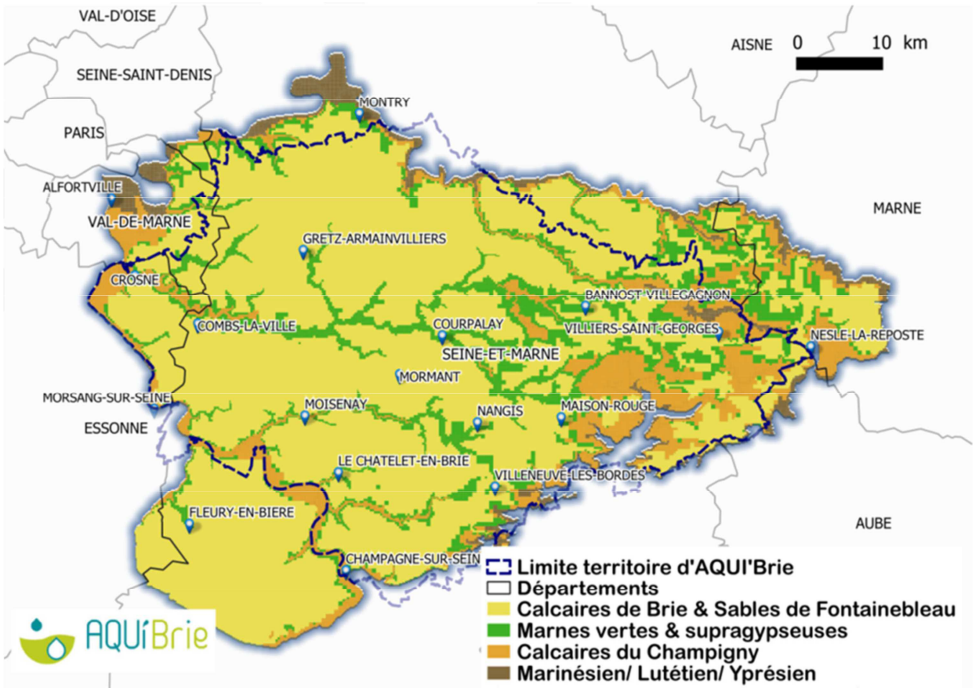
- **Une meilleure appropriation des résultats par les habitants des territoires**, appelés à modifier leurs comportements pour s'adapter aux changements à venir, par le biais d'informations locales prenant en compte leurs enjeux;
- La prise en compte des **spécificités locales de la masse d'eau** et les modifications attendues des équilibres entre nappes et cours d'eau, car notre modèle local peut les reproduire ;
- La prise en compte de l'impact du changement climatique **sur la qualité des nappes et rivières**, car les actions menées par AQUI' Brie montrent l'interdépendance de la gestion de la qualité et du niveau de la nappe.

Ce projet Champigny 2060 a vocation à envisager des solutions d'adaptation au changement climatique en plusieurs étapes :

- Suivre et analyser le **comportement actuel de la nappe face à des événements climatiques extrêmes** (sécheresse et inondations) **ou à des modifications d'autres pressions** sur le territoire : (artificialisation des sols, modification de la distribution de l'eau, ouverture/fermeture de gouffres, ...) ;
- **Anticiper les effets potentiels quantitatifs et qualitatifs du changement climatique à l'horizon 2030-2060**, ou dans le cadre d'événements climatiques particuliers;
- **Partager ces résultats** avec les acteurs locaux, en communiquant sur les **incertitudes** qui entourent ces prévisions, pour ensuite **débattre et co-construire de solutions d'adaptation ;**
- Hiérarchiser les bénéfices des solutions d'adaptation proposées au vu des incertitudes et de l'expertise sur le fonctionnement de la nappe.
- Editer le Guide *Champigny 2060* des effets attendus sur la nappe et des solutions d'adaptation préconisées, à destination des acteurs du territoire.

II.2 Périmètre de l'étude

Le périmètre de l'étude concerne la partie la plus exploitée de la masse d'eau de la nappe des calcaires de Champigny, qui correspond au territoire d'AQUI' Brie, étendue aux limites du modèle du Champigny soit 3648 km^2.



Etendue du domaine d'étude et délimitation des formations modélisées à partir des cartes géologiques au 1/50 000 vectorisées sous SIG

II.3 Recensement des données mobilisables

Mesures produites et/ou valorisées par AQUI' Brie

Données climatiques	
Structure géologique du réservoir Cartographie des zones infiltrantes et de résurgences Cartes piézométriques, Validation/bancarisation des suivis multi-acteurs de niveaux et des analyses de nappe et de cours d'eau Suivis température nappe et cours d'eau Pratiques phytosanitaires multi-acteurs Historique des prélèvements depuis 1970	
Suivi RCO/RCS des nappes et cours d'eau Redevances prélèvements	
Réseaux D'Intérêt Départemental Suivis Quantichamp et Qualichamp/captaban Débits de rejet des STEP 77 Autosurveillance de la qualité des captages Prélèvements mensuels aux champs captants	
Suivis piézométriques Débits de rejets dans le milieu naturel	
Rejets des STEP	
Profil bathymétrique du fond de l'Yerres et côte des seuils	
Historique de l'occupation du sol Historique de la population	

Scénarios climatiques

Les scénarios climatiques utilisés pour cette étude sont issus du **modèle régional ALADIN-Climat** dont les scénarios temps passés (1950-2005) et temps futurs (2006 – 2100) sont téléchargeables gratuitement sur le site de la DRIAS, et de **modèles climatiques globaux** issus du CMIP-5 désagrégés à l'échelle de la France sur la période 1950 - 2100. Les résultats du scénario RCP 8.5 à l'horizon 2060, seront utilisés dans un premier temps. Avec l'accord de J. Boé, ces dernières données seront récupérées gracieusement auprès du CERFACS.

II.4 Outils utilisés

AQUI' Brie utilisera les applications développées en interne pour bancariser, valider et exploiter les données : **AQUI' Quantité** pour les suivis quantitatifs (météo, débit des rivières, niveaux de nappes), **AQUI' Qualité** pour les suivis qualitatifs (analyses de cours d'eau et nappes).

Un modèle MODCOU (Ledoux, 1980) permet de simuler de façon couplée les écoulements de surface et en nappes. A l'issue du calage, les niveaux des nappes et les débits des cours d'eau y sont simulés depuis 1971. Il couvre une zone de 3648 km^2 (cf. carte page 5, et annexe page 15) et a été **adapté pour reproduire toutes les singularités du fonctionnement de la nappe du Champigny** (pertes en rivières, gouffres en plateaux et en rivières, nappes dénoyées …). Il a été utilisé pour simuler la contamination nitrique de la nappe du Champigny, et a notamment servi à définir la méthode de dimensionnement des zones contributives, reprise ensuite nationalement. Il a été recalé en 2018 avec les dernières données acquises, sur la nappe superficielle du Brie (Bellier, 2015).

Les traitements et représentations cartographiques seront réalisés avec le Système d'Information Géographique **QuantumGis**, les sorties du modèle étant interfaçables avec ce format. L'outil **Surfer** sera utilisé pour des représentations 3D du système.

II.5 Equipe mobilisée

Au sein d'AQUI' Brie, seront mobilisés des hydrogéologues en charge des suivis milieux, du modèle mathématique et du groupe changement climatique du Forum du Champigny, ainsi que l'informaticien en charge de la gestion des bases de données et du système d'information géographique. D'autres animateurs seront ponctuellement sollicités pour l'acquisition de connaissance et l'animation de la concertation.

II.6 Interlocuteurs et parties prenantes

Un **comité de suivi** sera mis en place, intégrant :

- Le pôle connaissance d'AQUI' Brie,
- Les délégations Gestion Quantitative des Ressources en Eau et Changement climatique et risques hydrauliques de la DRIEE
- L'Agence de l'Eau
- Armines-Géosciences (Pascal Viennot et/ou Nicolas Gallois, qui ont utilisé les mêmes scénarios à l'échelle du bassin Seine-Normandie)

Le projet s'ancre dans le partage des données et la concertation avec les acteurs locaux de la nappe, qui vont débattre et choisir les solutions d'adaptation à tester. Seront invités à ces **ateliers de concertation**, au-delà des membres du COSUI :

- Les membres du forum du Champigny (dont la société civile)
- Les usagers de la nappe (producteurs d'eau, association d'irrigants, industriels)
- La profession agricole (chambre d'agriculture d'Ile-de-France, OUGC Champigny, GAB, éventuellement les coopératives agricoles)
- La Direction de l'Eau et de l'Environnement du département de Seine-et-Marne et de l'Essonne La DDT 77
- Le SYAGE de l'Yerres
- France Nature Environnement
- 77 UFC Que choisir 77

III PHASES DE L'ETUDE

L'étude se déroulera en **3 principales phases**, pour **1) étudier le temps présent/passé**, **2) anticiper les impacts à venir** et **3) proposer des solutions d'adaptation pertinentes**. Si ces phases découlent en partie les unes des autres, les réflexions progresseront en parallèle, puisque tout au long de l'étude, AQUI' Brie s'appuiera sur des **ateliers de concertation** entre les acteurs et usagers de la nappe, pour **faire émerger des échanges des solutions adaptées au territoire et à ses habitants**. Une dernière phase est prévue pour diffuser, au-delà des participants aux échanges, les impacts attendus du changement climatiques et les solutions les plus pertinentes testées.



III.1 Etudier le temps présent/passé pour anticiper l'avenir

Parce que notre territoire a déjà connu des épisodes climatiques intenses (sécheresse de 2005, crues de 2016-2018) et est soumis à différentes pressions, qui continueront d'évoluer à l'avenir, on commencera l'étude par un état des lieux partagé de ces phénomènes et de leurs impacts sur les cours d'eau et nappes du territoire. Cette première phase est essentielle pour d'une part actualiser l'outil de modélisation et poser la problématique avec les acteurs locaux en vue des scénarios d'adaptation.

Impact des phénomènes climatiques du présent/passé sur les nappes et cours d'eau

Les réseaux d'acquisition de données (niveaux, débits, qualité…) sont exploités pour établir le constat qualitatif et quantitatif du territoire et **évaluer l'impact de phénomènes climatiques actuels ou passés** (baisse drastique du niveau de la nappe, modification des échanges nappe-rivière). On étudiera particulièrement sur ces données les impacts des épisodes répétitifs d'**années sèches** (notamment 2005-2010), et pour les **années très humides** la période 1999-2001. La piézométrie de la **nappe superficielle du Brie** est importante à préciser car elle régule les débits des cours d'eaux (soutien des étiages, crues) et participe aux inondations. Les suivis de débit de tête de bassin (couvrant notamment la crue de 2016) et la modélisation permettront de préciser la contribution de la nappe de Brie, en crue comme en étiage.

L'exploitation des **suivis de température de la nappe** à différentes échelles de temps et en différents points du territoire[1] permet de préciser l'impact de l'infiltration des eaux superficielles sur la température de la nappe, et donc d'évaluer l'impact à venir d'une augmentation du réchauffement sur la température de la nappe.

Le suivi fin d'un cours d'eau au Jarrier (Ancoeur au Jarrier) permet d'appréhender la **réponse d'un petit bassin versant** (100 km²) aux variations climatiques et aux pressions connues (rejets STEP, rejets industriels, pratiques phytosanitaires), d'autant que les acteurs locaux sont en attente d'échanges et de mise en œuvre de solutions adaptées sur ce territoire à enjeux.



[1] Suivi en continu du captage de Vert-Saint-Denis depuis juin 2018, suivis horaires des piézomètres de la nappe du Champigny depuis 2013, suivi discontinu de la température d'une tête de bassin versant (100 km²).

Actualisation du modèle et vérification de son comportement face aux phénomènes météo de 2016 et 2017

Avant d'engager les scénarios prospectifs, le modèle sera mis en œuvre sur les années les plus récentes, afin de s'assurer de sa bonne adaptation à la reproduction des phénomènes extrêmes connus en 2016-2017. Cette actualisation de l'outil nécessite l'achat de données (évapotranspiration, précipitations) issues de SAFRAN auprès de METEO-France[2]. D'autres données pourront être intégrées par la suite, en fonction du choix des solutions prospectives à tester (cf. page 11).

Impact d'autres pressions

Il y a **d'autres facteurs que le climat** qui sont voués à évoluer à l'avenir et dont il est important de regarder l'impact sur la nappe par le passé. Ces facteurs devront être discutés et validés en concertation avec les usagers de la nappe. On propose d'évaluer **la sensibilité de ces autres pressions sur le fonctionnement du milieu**. En fonction **de l'impact estimé sur le passé**, ils seront pris en compte, comme données de forçage, dans les scénarios prospectifs, en parallèle du changement climatique.

- **Impact de l'évolution de la distribution de l'AEP depuis 50 ans**: augmentation de la demande en eau avec l'augmentation de la population, densification des pompages dans la nappe du Champigny au détriment du Brie dès les années 70, diversification des ressources, dont certaines extérieures au territoire à partir des années 2000.

- **Impact de l'évolution des rejets de STEP** sur la réalimentation de nappe : la majeure partie de l'AEP retourne dans le milieu naturel via les stations d'épuration, qui soutiennent le débit d'étiage des cours d'eau en étiage sévère, et s'infiltrent dans les cours d'eau poreux. La substitution de forages au Champigny par des prises en Seine et Marne contribue donc, dans une part qu'on se propose d'estimer, à la réalimentation artificielle de la nappe du Champigny : est-elle négligeable ou significative en étiage ? Il est proposé d'évaluer a contrario, l'impact de l'exportation progressive des rejets de STEP de la partie occidentale de la nappe sur l'unité de Valenton, rejets qui jusqu'alors s'infiltraient en partie dans certains cours d'eau.

- **Impact de l'artificialisation du territoire**. elle joue plusieurs rôles, dans la modification de l'infiltration dans les sols (simulée par une fonction de transfert dans le modèle) et par les besoins en eau. Plusieurs voies d'entrée sont possibles pour en reconstituer l'historique : par l'évolution de la population (historiques chiffres INSEE) et par l'évolution du Mode d'Occupation des Sols (Corine Land Cover et MOS IAU-IDF).

III.2 Se projeter sur les changements futurs

Ce projet s'inscrit largement dans la **concertation avec les acteurs locaux** de la nappe, qui vont débattre et choisir les simulations à tester. Le nombre de simulations n'est donc pas encore arrêté, et sera adapté en fonction des échanges et du temps impartis.

Scénarios climatiques et scénarios d'évènements extrêmes

Pour chaque simulation, seront évalués les changements de certaines variables hydrogéologiques par comparaison entre le temps présent et temps futur : précipitations, débits des rivières, les niveaux des différentes nappes et les interactions entre elles, les zones d'ennoiement ou de dénoyage, conséquences sur l'extension des zones les plus contributives de captages concernés par des plans d'action, impact sur la qualité des eaux souterraines.

[2] 8 146 € pour les données quotidiennes de pluie et d'évapotranspiration sur les années 2015 à 2017 sur 93 mailles SAFRAN

Scénarios long terme

Les scénarios climatiques envisagés pour cette étude sont issus :

- du **modèle régional ALADIN-Climat** dont 3 scénarios d'émissions de gaz à effet de serre. Ce modèle climatique régional utilise une descente dynamique du modèle climatique global CNRM-CM5. Les scénarios temps passés sont disponibles de 1950-2005 et pour les temps futurs de 2006 à 2100. Ces données sont téléchargeables gratuitement sur le site de la DRIAS.

- de **modèles climatiques globaux issus du CMIP-5** désagrégés à l'échelle de la France par méthode statistique des années 50 à 2100. Une partie de ces données est issue de précédentes études réalisées pour l'AESN par le CERFACS. Les résultats du scénario RCP 8.5 à l'horizon 2060, pour les 8 variables nécessaires au calcul du bilan hydrique (température, vent, rayonnement, ETP, précipitations, …) seront utilisés dans un premier temps, au droit du périmètre du modèle pour 4 modèles climatiques différents. A posteriori, en fonction de l'évolution de la concertation, d'autres scénarios d'émissions comme le RCP4.5 ou d'autres modèles climatiques plus récents pourraient être envisagés. Avec l'accord de J. Boé, ces données seront récupérées gracieusement en début d'étude.

Il s'agit de projections déjà utilisées à l'échelle du bassin Seine-Normandie (BOE J. et al, 2018, Viennot P. et Gallois N., 2017) auxquels nos résultats pourront donc être confrontés. Ces scénarios donneront les grandes tendances à long terme (fréquence de retour de sècheresse hydrologique, baisse/hausse attendues du niveau de la nappe, etc…). La philosophie de l'étude n'est pas tant de moyenner les résultats très différents selon les modèles climatiques utilisés, pour définir des tendances (déjà établies depuis quelques années à l'échelle du bassin Seine-Normandie) mais bien de **caractériser pour chaque scénario qu'il soit plutôt optimiste ou pessimiste les différents changements sur la nappe, et si les solutions envisagées sont pertinentes dans chaque cas**. L'objectif n'est pas tant de caractériser l'évolution de la nappe du Champigny en 2060 et d'y trouver des solutions en choisissant le climat le plus « prévisible » et « réaliste » mais bien de faire cet exercice pour des conditions climatiques très différentes afin d'envisager toutes les possibilités (scénarios secs et humides).

Phénomènes extrêmes sur une courte durée

Il est proposé également de tester la réaction du système à des phénomènes climatiques extrêmes, sur la base de phénomènes qui se sont déjà produits dans le passé (crues 2016, sécheresse 1974….). Pour chaque scénario testé, un zoom des effets du climat sur la nappe sera réalisé sur des périodes clés. Une attention particulière sera portée sur la répétition de période de sécheresse ainsi que de pluies intenses. L'intérêt de ces scénarios établis à partir du passé est d'étudier la réaction plutôt rapide de la nappe (de quelques semaines à quelques mois) lors d'évènements météorologiques sur déroulant sur du très court terme (de quelques jours à quelques semaines).

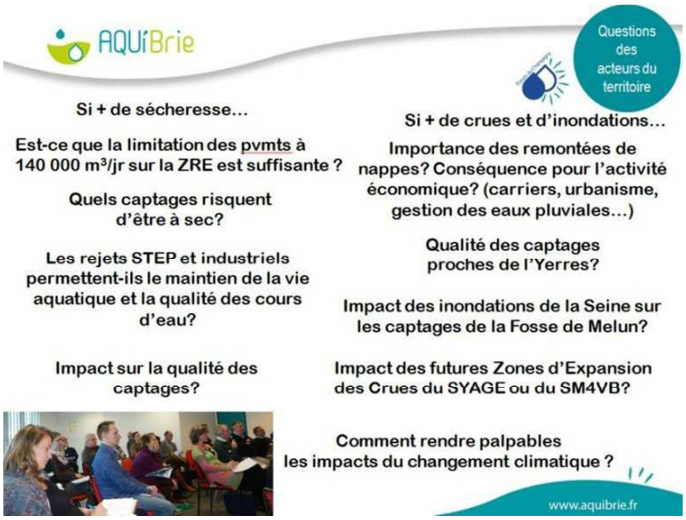
Scénarios d'évolution des autres pressions

Ces projections feront là encore l'objet de la concertation, en fonction des projets structurants du territoire et demandes des acteurs. On pense d'ores et déjà à :

- Evolution des prélèvements : finalisation des interconnexions AEP Brie Centrale et Provinois-S2E77, avec abandon de captages au Champigny et import d'eau de Seine et de Marne,
- Eventuelle évolution du schéma d'assainissement avec export d'eaux usées hors du territoire,
- Augmentation des besoins d'irrigation (cf. CLIMATOR 2010, EXPLORE 2070, et peut-être des estimations transmises par la profession agricole en cours de concertation),
- Déprise agricole et augmentation de l'artificialisation des sols au détriment de l'infiltration,
- Modification des prélèvements autres (industriels, golfs…).

III.3 Evaluer les solutions d'adaptation co-construites

La question des solutions d'adaptation aux impacts du changement climatique sera abordée tout au long des phases de constats sur l'état présent et futur de la nappe. Les ateliers du forum du Champigny ont déjà permis de recenser un certain nombre de questions et de préoccupations des acteurs du territoire, qui nous orientent sur les solutions d'adaptation à envisager, aux périodes de sécheresse mais aussi d'excès d'eau. Elles ne seront probablement pas toutes testables dans les 3 ans du projet, d'autant que l'expérience passée sur la gestion quantitative de la nappe (2005-2008) démontre la créativité des acteurs locaux à proposer de nouvelles solutions (70 scénarios testés au total).



Voici celles envisagées pour l'instant :

- Gestion intra-annuelle des prélèvements : alléger les prélèvements en période d'étiage,
- Gestion inter-annuelle des prélèvements : faire varier les prélèvements en fonction du niveau de la nappe et de la modularité des seuils de crises,
- Modifier la répartition géographique des prélèvements, avec quel impact sur la qualité de l'eau ?
- Concevoir des scénarios de gestion de crise des pompages au Champigny en cas d'inondation des prises en Seine (enjeu qualitatif et quantitatif) ,
- Prélever davantage dans la nappe profonde du Lutétien/Yprésien,
- Faire évoluer le plafond des prélèvements sur la zone en tension quantitative,
- Mettre en œuvre des retenues collinaires,
- Evaluer les impacts des projets les plus avancés sur l'Yerres[3] (développer les zones d'expansion des crues et abaisser les seuils),
- Réutiliser les eaux usées,
- Réduire ou exporter les rejets industriels de sucrerie/raffinerie (à l'échelle du bassin versant de l'amont de l'Ancoeur), avec quels impacts sur la qualité de l'eau et le débit d'étiage du ru?,
- Généraliser l'infiltration à la parcelle.

L'évaluation de ces solutions se fera soit à l'échelle de la nappe (gestion quantitative notamment) soit à une échelle plus locale (zones d'expansion de crue, impact des rejets…). Certaines seront évaluées sans forcément avoir recours à des simulations, mais sur la base des données disponibles…

III.4 Partager et diffuser

Travail pluridisciplinaire

Les ateliers de concertation permettront tout au long du projet la diffusion et la mise en débat des résultats acquis (constat du temps présent/passé, impacts à venir, solutions) et l'ajustement de l'étude aux attentes des acteurs. Les **outils d'animation** développés par AQUI' Brie, dans le cadre du forum du Champigny et du Dialogue Territorial autour de Nangis seront utilisés de manière à rendre plus fluides et productifs les échanges. Les résultats obtenus à l'échelle du bassin de l'Ancoeur seront débattus et valorisés dans le cadre des ateliers participatifs de *Tous Ancoeur !*



[3] sous réserve d'obtenir les côtes à venir et passées et les charges hydrauliques définies dans les études du syage

Documents produits pour le partage de la connaissance

Suivis et alertes temps présent/passé

Les **bulletins piézométriques** pédagogiques **de la nappe du Champigny** permettront aux acteurs locaux de s'organiser face à une sécheresse, permettant d'améliorer les délais d'alerte. De la même manière des **fiches synthétiques de la qualité des captages** permettront de faire le bilan des pollutions émergentes. La **carte piézométrique** de la nappe du Brie sera mise en ligne sur le site internet et intégrée au SIGES.

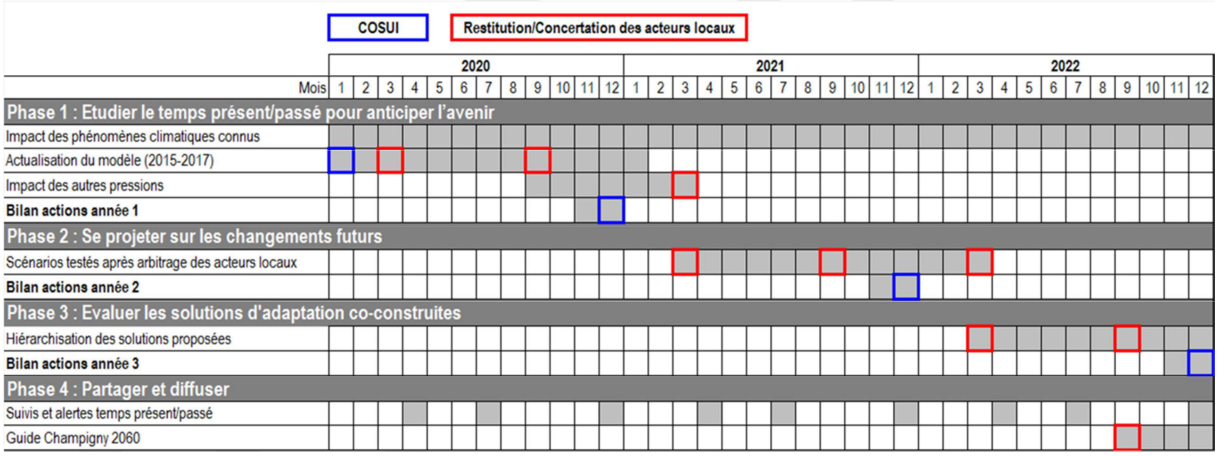
Sur l'impact du Changement climatique

Le guide **Champigny 2060** fera le bilan des résultats de la concertation et des solutions les plus pertinentes d'adaptation au changement climatique compte tenu des spécificités et des attentes du territoire. On s'attachera à y décrire les impacts quantitatifs et qualitatifs du changement climatique à différentes échelles.

IV CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ETUDE

IV.1 Calendrier prévisionnel

La durée de l'étude est prévue sur 3 ans, sous réserve de l'ampleur des discussions et propositions de solutions issues de la concertation. En l'état actuel du projet, le phasage est envisagé comme ceci :



IV.2 Réunions

Les comités de suivi se dérouleront à Nanterre, au siège de l'Agence de l'eau. L'étude et les ateliers de concertation se dérouleront dans les locaux d'AQUI' Brie à la Direction de l'Eau et de l'Environnement, 145 quai Voltaire à Dammarie les Lys.

Comités de suivi

Dans le cadre de cette étude, il est prévu la tenue de 4 COSUI :

- Au démarrage et à la fin de l'étude,
- En fin de chaque année,

Les **supports de réunion** seront diffusés au plus tard une semaine avant la réunion. Un **compte-rendu** de COSUI sera diffusé dans un délai maximum de 15 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

Ateliers de concertation avec les acteurs locaux

Au vu de notre expérience sur la mobilisation dans ce type de réunions, il est proposé 2 ateliers de concertation par an, au printemps et à l'automne. Les informations seront diffusées aux participants pendant la réunion. Un compte-rendu fera le point des discussions et des arbitrages.

IV.3 Livrables de l'étude

Un rapport fera chaque fin année le bilan des actions passées et à venir. Il sera transmis sous format numérique une semaine avant les comités de suivi.

IV.4 Coût de l'étude

L'étude étant réalisée en régie par l'association, les coûts concernent la rémunération des salariés impliqués dans l'étude (de l'ordre de 2 équivalents temps plein), ainsi que les coûts annexes.

Temps passés par ligne d'action

	Année 1	Année 2	Année 3
ETUDIER LE TEMPS PASSE/PRESENT	1.11	0.83	0.80
SE PROJETER SUR LES CHANGEMENTS FUTURS	0.13	0.34	0.18
EVALUER LES SOLUTIONS CO-CONSTRUITES	0.00	0.16	0.30
RESTITUER, PARTAGER	0.43	0.40	0.72
COORDINATION DU PROJET	0.08	0.08	0.08
TOTAL PAR AN	1.75	1.81	2.08
M OYENNE		**1.88**	

Coûts annexes

	Montant TTC
Mailles SAFRAN Météo-France 2015-2017	8 146 €
pluie/ETP à 5 Stations	90 €/an
Unité centrale dédiée à la modélisation	495 €
Disque dur spécifique de sauvegarde des résultats de simulations[4]	130 €
Frais ateliers de concertation sur 3 ans (fournitures, boissons)	200 €
Total	**9 061 €**

[4] la sauvegarde via le réseau de l'association n'est pas dimensionnée pour gérer les importants volumes générés par les simulations temps passés – futurs.

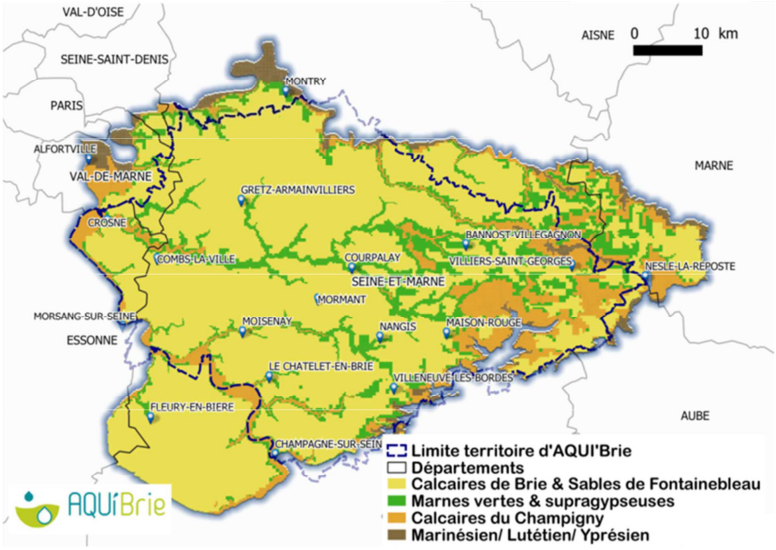
V Annexes

V.1 Présentation d'AQUI' Brie

AQUI' Brie est une association loi 1901 agréée protection de l'Environnement en Ile-de-France. Elle mobilise tous les usagers de la nappe des calcaires de Champigny pour **préserver sa capacité de renouvellement et reconquérir sa qualité**.

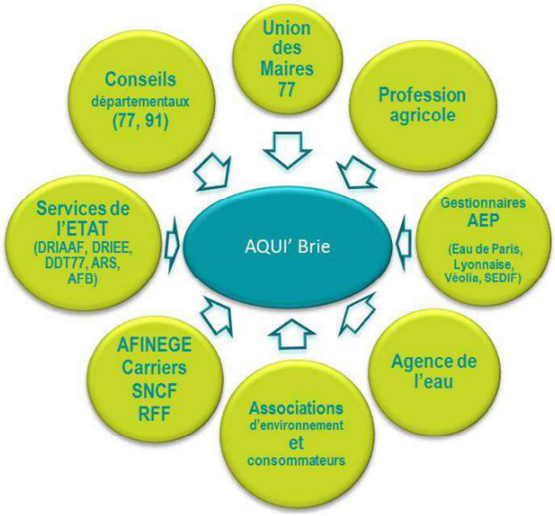
L'association assure des **missions de connaissance** du fonctionnement de la nappe dans le but d'une gestion patrimoniale de cette ressource francilienne : Comment se recharge-t-elle, en fonction du climat, de l'aménagement du territoire et des nombreux pompages répertoriés ? Quel plafond de prélèvement ne pas dépasser pour éviter les conflits d'usage? Quelles substances dégradent sa qualité? Quels impacts des pressions de tous ordres qui s'exercent (phytosanitaires, nitrates, rejets industriels et de station d'épuration, carriers…) ? Où mener en priorité des actions préventives ? Un **modèle mathématique** reproduit le fonctionnement de la nappe et permet de tester l'impact des scénarios de gestion préconisés.

L'association assure en parallèle des **missions d'accompagnement** des usagers professionnels, **pour réduire ou abandonner l'usage des pesticides**. Communes, golfs, gestionnaires de linéaires de transport routier et ferroviaire, agriculteurs, tous s'engagent à réduire leur impact sur l'environnement et conserver pour les générations futures cette ressource en eau. L'association s'appuie sur des **démarches innovantes**, comme l'installation de Zones Tampons pour abattre la pollution en pesticides avant qu'elle ne rejoigne la nappe, ou en 2019 le suivi des pesticides dans les eaux de drainage, à la demande d'agriculteurs volontaires. Les actions d'AQUI' Brie sont accompagnées, à différentes échelles, par des ateliers de **concertation et réflexion avec les usagers de la nappe** qui facilitent l'acceptation puis la mise en œuvre des actions. Le « forum du Champigny » a ainsi défini dès 2016 2 axes de travail que sont le changement climatique et les micropolluants.



Le périmètre d'intervention de l'association est délimité à l'Ouest et au Sud par la Seine (moins la Bassée), au Nord par les vallées sèches de la Marne et au Nord-Est par la vallée de l'Aubetin, soit 221 communes en Seine-et-Marne, Val de Marne et Essonne. Sur ce territoire, la nappe des calcaires de Champigny alimente près d'**un million de franciliens** en eau potable.

L'association mène ces actions depuis 2001, en prolongement du comité des usagers de la nappe, constitué dès les années 90 pour reconquérir la ressource, avec le soutien de l'Agence de l'Eau, des Conseils Départementaux de Seine-et-Marne et de l'Essonne, l'EPTB Seine-Grands Lacs, des producteurs d'eau, représentants de la profession agricole, industriels, associations de défense de l'environnement, et à partir de 2020, des communautés de commune qui prennent en charge la compétence eau potable.

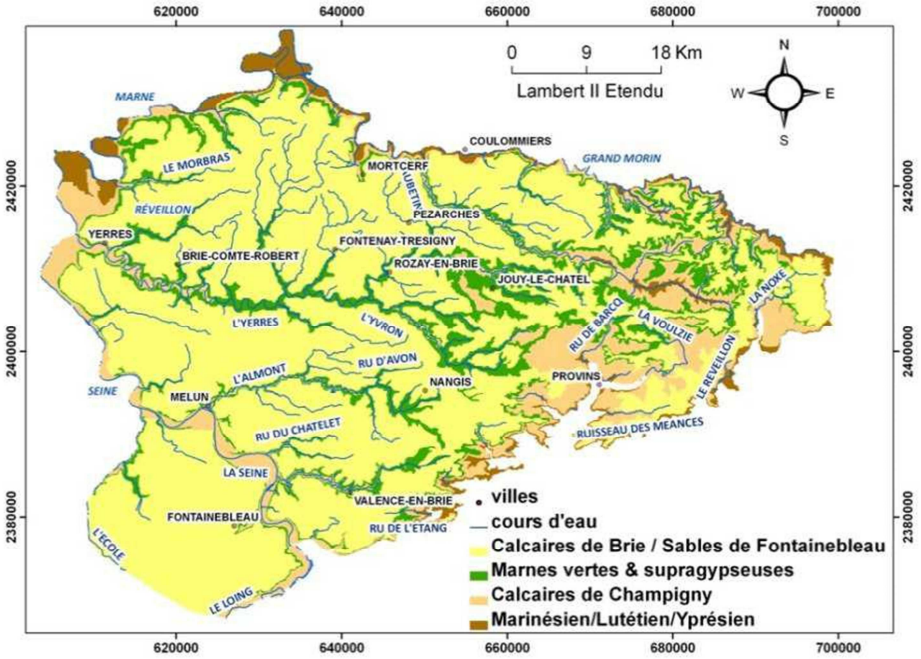


V.2 Modèle Armines

Le modèle mathématique de la nappe des calcaires de Champigny réalisé par l'Ecole des Mines (Bellier, 2013) a été testé et utilisé dans le cadre de l'étude AAC des captages de la fosse de Melun et ceux de la basse vallée de l'Yerres et a notamment servi à définir la méthode de dimensionnement des zones contributives, reprise ensuite nationalement. Il est régulièrement recalé et actualisé, au gré des nouvelles données disponibles, notamment sur la nappe superficielle du Brie (Bellier, 2015).

Le modèle couvre une zone comprise entre le Grand Morin au nord, la limite des affleurements tertiaires à l'Est, la Seine et la Marne à l'Ouest. Il intègre les formations géologiques du Tertiaire allant des calcaires de Brie aux formations du Lutétien-Yprésien. Le domaine étudié d'une superficie de 3648 km^2 est discrétisé en mailles carrées emboitées, formant une structure multicouche avec une couche de surface et 5 couches souterraines représentant les formations géologiques suivantes :

les calcaires de Brie et les Sables de Fontainebleau (Stampien)
les marnes vertes et supragypseuses (Stampien et Ludien supérieur)
les calcaires de Champigny (Ludien supérieur)
les marnes infraludiennes (Ludien inférieur)
le calcaire du St-Ouen (Marinésien) / les formations du Lutétien et de l'Yprésien



Etendue du domaine d'étude et délimitation des formations modélisées à partir des cartes géologiques au 1/50 000 vectorisées sous SIG (Bellier, 2013)

La modélisation hydrogéologique de la nappe a été réalisée en utilisant le modèle MODCOU (Ledoux, 1980). Il permet de simuler de façon couplée les écoulements de surface et en nappes. Il permet aussi de reproduire toutes les singularités du fonctionnement de la nappe (pertes en rivières, gouffres en plateaux et en rivières, nappes dénoyées …). Le maillage de surface sur lequel est calculé le bilan hydrique comporte 57 199 mailles. Le maillage souterrain comporte près de 132 091 mailles de 125 m à 1000 m de côté. Ce modèle a été calé sur une vingtaine d'année et la piézométrie et les débits aux stations hydrométriques ont été simulés depuis 1971. Par la suite ce modèle a été utilisé pour simuler du passé à l'actuel la contamination nitrique de la nappe du Champigny à l'échelle régionale.

BELLIER S., (2013). Modélisation de la contamination nitrique de la nappe des calcaires de Champigny. Application à la protection des captages prioritaires de la Fosse de Melun et de la Basse Vallée de l'Yerres, Thèse de doctorat, MINES Paristech, 325 p.

BELLIER S. (2015). Nappe du Champigny : Amélioration du modèle – Etudes et travaux complémentaires à la thèse de S. Bellier sur la nappe du Champigny. Rapport Armines R150901SBEL. 63 pages.

BOE J. et al (2018). Scénarios sécheresse sur le bassin Seine-Normandie. 36p.

COQUELET L. (2011). Relations entre la nappe des calcaires de Champigny et la Seine entre Livry/Seine et Morsang/Seine : Approche hydrogéologique et hydrogéochimique. Rapport AQUI' Brie, 134 pages, 99 figures, 17 tableaux.

DAYON G. (2015). Evolution du cycle hydrologique continental en France au cours des prochaines décennies.
Thèse de doctorat, CERFACS, 223 p.

DAYON G., BOE J. et al (2018) . Impacts of climate change on the hydrological cycle over France and associated uncertainties. Comptes Rendus Geoscience, Vol. 350, Issue 4, May–June 2018, pp. 141-153.

GALLOIS N., et al (2017). Modélisation mathématique du comportement hydrogéologique des formations tertiaires du bassin parisien, MINES Paris Tech, 166 p.

REYNAUD A., (2012). Synthèse des mesures de terrain et des données de la chimie de l'eau 2003-2011, édition 2012, rapport AQUI' Brie, 232 pages, 180 figures.

REYNAUD A. (2015). Qualité des cours d'eau et des nappes des calcaires de Champigny et de Brie – réseaux Qualichamp et autres - période octobre 1999 – octobre 2012, édition 2015, rapport AQUI' Brie, 326 pages, 379 figures.

VIENNOT P. et Gallois N., 2017. Modélisation de la pollution diffuse d'origine agricole des grands aquifères du bassin de Seine-Normandie. Scénarios d'évolution climatique – Impacts et incertitudes. ARMINSES Paris Tech, 117 p.

	ACTION	2020	2021	2022
COMMUNIQUER	INFORMER ET MOBILISER LES MO ET LES ACTEURS DE L'EAU A L'ETAT DE LA NAPPE ET DES COURS D'EAU	119,7	120,7	121,7
	FORUM DU CHAMPIGNY : FAVORISER L'APPROPRIATION DES ENJEUX DU TERRITOIRE PAR LES ACTEURS LOCAUX GRACE A DES METHODES PARTICIPATIVES	27,5	25,5	27,5
	COMMUNIQUER SUR AQUI' BRIE	43,5	37,5	37,5
APPUI MO / ACTIONS TRANSVERSALES	EVALUER LES PRESSIONS ET LEUR IMPACT SUR LES HYDROECOSYSTEMES	271	257	213
	MISE EN PLACE DE PROJETS MULTIFONCTIONNELS FONDES SUR LA NATURE	84	96	101
	ACTIONS ZNA ENVERS LES COLLECTIVITES	105,5	102,5	102
	ACTIONS ZNA ENVERS LES AUTRES ACTEURS	116,1	80,1	68,6
	INDUSTRIELS / GRANDES ENTREPRISES	7	7,5	7
	GESTION DU SYSTÈME D'INFORMATION	15	25	25
	DEMANDES D'EXPERTISES ET D'AVIS	16	17	17
	COORDINATION	46	47	47
GERER ET ANIMER	SUIVI ADMINISTRATIF	37	37	37
	SUIVI COMPTABLE ET FINANCIER	29	29	29
	REDACTION ET NEGOCIATION DES NOUVEAUX CONTRATS ET CONVENTIONS	58	57	83
	SUIVI JURIDIQUE	86,5	86,5	86,5
	SUIVI SOCIAL	53	57	53
	COORDINATION DES ACTIONS	57,5	57,5	57,5
	DIVERS	14	14	14
ETUDE CHAMPIGNY 2060	ETUDIER LE TEMPS PASSE/PRESENT	243	181,5	176
	SE PROJETER SUR LES CHANGEMENTS FUTURS	28	70	40
	EVALUER LES SOLUTIONS CO-CONSTRUITES	0	30	60
	RESTITUER, PARTAGER	96,5	87,5	157,5
	COORDINATION DU PROJET	18	18	18
		1571,8	1540,8	1578,8
		7,14454545	7,00363636	7,17636364

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-118

DU 4 MARS 2020

APPEL À PROJET PLAN VERT- POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ : 1ÈRE AFFECTATION POUR 2020 CONVENTIONS RÉGION - AEV ET LPO

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 210-1 et suivants ;

VU la délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 relative à l'adoption du schéma directeur de la Région Île-de-France ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013, portant approbation du Schéma Directeur de la Région d'Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014 relative à la convention quinquennale d'objectifs et de moyens conclue avec l'Agence des Espaces Verts, modifiée par 5 avenants approuvés respectivement par les délibérations n° CP 12-548 du 9 avril 2015, n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, n° CP 16-157 du 15 juin 2016, n° CP 16-116 du 18 mai 2016, n° CP 2017 405 du 20 septembre 2017 et CP 2018-555 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016 portant approbation de la convention type relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017 portant approbation du plan vert ;

VU la délibération n° CR 2017-119 du 7 juillet 2017 modifiée par délibération n° CP 2018-101 du 24 janvier 2018 portant approbation du règlement d'intervention du plan vert ;

VU la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

VU la délibération n° CP 2017-580 du 22 septembre 2017 approuvant la convention type du plan vert ;

VU la délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 portant approbation du Règlement d'intervention de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-118 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Propose, au titre du **septième appel à projets Plan Vert**, de participer au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution d'un montant maximum prévisionnel de **14 010,96 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-580 du 22 novembre 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **14 010,96 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600307 « Plan vert et biodiversité», du budget 2020.

Article 2 :

Décide au titre du « **Plan vert »**, de participer au financement de l'opération de création d'un jardin potager écoresponsable au siège de l'UNESCO, détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Commission nationale française pour l'UNESCO, d'un montant maximum prévisionnel de **36 404,16 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-580 du 22 novembre 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **36 404,16 €,** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600307 « Plan vert et biodiversité», du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer, au titre de la « **Stratégie régionale de la biodiversité** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention en fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **28 462 €**.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention biodiversité type approuvée par délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **28 462 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600302 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2020.

Article 4 :

Décide de participer, au titre de la «**Stratégie régionale de la biodiversité**» au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet, figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention en fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **110 000 €.**

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention biodiversité-type approuvée par délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **110 000 €,** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-03 (476003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 476003023 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 334 « Connaissance et animation ».

Article 5 :

Décide de participer, au titre des « **Réserves naturelles régionales** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe n° 1 à la délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant maximum prévisionnel de **74 710 €**.

Subordonne l'attribution de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention biodiversité-type approuvée par délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **74 710 €**, disponible sur le chapitre 907 «Environnement», code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-003 (476003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 476003053 « Réserves naturelles régionales-RNR », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, volet «Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 331 « Réservoirs ».

Article 6 :

Décide de participer, au titre des « **Réserves naturelles régionales** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution de subventions en fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **491 477 €**.

Subordonne l'attribution de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention biodiversité-type approuvée par délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de **491 477 €** disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-003 (476003) «Protection des milieux naturels et des paysages », action 476003053 « Réserves naturelles régionales-RNR », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, volet 3 « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 331 « Réservoirs ».

Article 7 :

Approuve la Convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'Agence des Espaces Verts fixant les orientation prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles et les obligations réciproques pour la période 2020-2024, ainsi que ses annexes figurant en annexe n° 2, 3, 4, 5, 6 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 *:*

Décide de participer, au titre du « **Soutien des structures dans le secteur de l'environnement** », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention en fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **24 705,50 €**.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la Convention-type « Tête de réseau » approuvée par la délibération n° CP 2018-555 du 21 novembre 2018 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de **24 705,50 €** disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Action transversale », action 17100803 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2020.

Article 9 :

Approuve la convention relative au projet de refuge LPO au siège de la Région Île-de-France à Saint-Ouen pour la période 2020-2024 ainsi que son annexe, figurant en annexe n° 7 et n° 8 à la délibération.

Article 10 :

Fixe au 21 novembre 2018 la date d'éligibilité des dépenses subventionnables de la fiche-projet EX042111, annexée à la délibération n° CP 2018-555 du 21 novembre 2018.

Approuve la modification de la fiche-projet précitée en conséquence figurant en annexe n° 9 à la délibération.

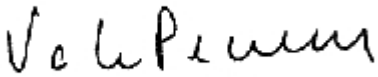
Article 11 :

Approuve la modification du code nature de la fiche-projet du dossier n° 17011636 figurant en annexe n° 10 à la délibération.

Article 12 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l' article 17 alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171244-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1 : Fiches-projet

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 20003067 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU GRAND VOYEUX : INVESTISSEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Investissement (n° 00000256)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-476003-1700
Action : 476003053- Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	48 560,00 € TTC	100,00 %	48 560,00 €
	Montant total de la subvention		48 560,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les études nécessitent une préparation dès le premier trimestre et une campagne de terrain qui débute également au cours du premier trimestre.

Description :
Les opérations 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion voté en CP n° 15-707 et consistent en :

- la mise en place d'études préalables à une opération de reprofilage de berges,
- la réouverture de secteurs boisés et la création d'une mare pédagogique.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à l'avenant n°4 à la convention AEV/Région, soit un total de 16 stagiaires.
Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :

- CONGIS-SUR-THEROUANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préalables – reprofilage berges	40 000,00	82,37%
Réouverture milieux naturels	8 560,00	17,63%
Total	48 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	48 560,00	100,00%
Total	48 560,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 20003069 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DE LA BOUCLE DE MOISSON : INVESTISSEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Investissement (n° 00000256)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-476003-1700
Action : 476003053- Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	15 000,00 € TTC	100,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La dernière opération du cycle de restauration écologique des milieux ouverts doit pouvoir être entamée dès le premier trimestre.

Description :
Les opérations 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion approuvé en commission permanente n° CP 16-593:

- Travaux de restauration écologique :
TU01 : évacuation des déchets verts issus des opérations de restauration écologique des milieux ouverts.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à l'avenant n°4 à la convention AEV/Région, soit un total de 16 stagiaires.
Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :

- MOUSSEAUX-SUR-SEINE
- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration écologique	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 20003070 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DES SEIGLATS : INVESTISSEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Investissement (n° 00000256)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-476003-1700
Action : 476003053- Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	2 650,00 € TTC	100,00 %	2 650,00 €
	Montant total de la subvention		2 650,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les opérations de gestion (entretien, sécurisation, inventaires) doivent être menées lors de période adéquate, pour la faune et la flore. Les actions proposées démarrent dès le premier trimestre 2020.

Description :
Les opérations engagées en 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion voté en CP n° 14-797 et consisteront en :

- Travaux de restauration écologique :
TU07 Mise en place et entretien d'une bande enherbée en limite de parcelle agricole
TU08 Coupes des ligneux, en prévision de la restauration des habitats connexes au plan d'eau.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à l'avenant n°4 à la convention AEV/Région, soit un total de 16 stagiaires.
Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :

- CANNES-ECLUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration écologique	2 650,00	100,00%
Total	2 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	2 650,00	100,00%
Total	2 650,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 20003071 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU MARAIS DE STORS : INVESTISSEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Investissement (n° 00000256)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-76-238-476003-1700
Action : 476003053- Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	8 500,00 € TTC	100,00 %	8 500,00 €
	Montant total de la subvention		8 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les opérations d'entretien et de sécurisation doivent être préparées en amont et menées lors de périodes adéquates, pour la faune et la flore. Les actions proposées démarrent dès le premier trimestre 2020.

Description :
Les opérations engagées en 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion voté en CP n° 16-593 et consisteront en :

- Opérations d'entretien et de sécurisation
TE13 : Entretien et sécurisation des chemins et voies de desserte

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à l'avenant n°4 à la convention AEV/Région, soit un total de 16 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :

- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Opérations d'entretien et de sécurisation	8 500,00	100,00%
Total	8 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 500,00	100,00%
Total	8 500,00	100,00%

DOSSIER N° 20002923 - EXTENSION DES ESPACES VERTS ET DES ACTIVITES LIEES A LA BIODIVERSITE ET A L'AGROECOLOGIE DE LA MAISON DE LA NATURE DE COUBRON

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-20422-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	47 438,60 € HT	29,53 %	14 010,96 €
	Montant total de la subvention		14 010,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COUBRON
Adresse administrative : 133 RUE JEAN JAURES
93470 COUBRON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Ludovic TORO, MAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Extension des espaces verts et des activités liées à la biodiversité et à l'agroécologie de la Maison de la Nature de Coubron.

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune doit démarrer les activités pédagogiques dès le début de l'année.

Description :
Le présent projet est proposé dans le cadre du Plan vert régional.
La Maison de la Nature de Coubron accueille le Service Environnement de la Commune, des animations nature et des ateliers pédagogiques sur des thématiques environnementales, dont bénéficient notamment de nombreux élèves de la commune et du département chaque année.
La commune a préempté deux terrains situés à proximité immédiate afin d'éviter une densification des abords du site et de permettre la réalisation, dans la continuité des équipements existants et des activités déjà proposées, de nouveaux projets liés à la biodiversité et à l'agro-écologie.
Le projet prévoit l'acquisition d'une serre d'aquaponie biologique, la mise en place d'un éco-pâturage (moutons), l'accueil de ruches, l'acquisition de lombriscopes, à double vocation : pédagogique et utilitaire (production de compost pour le site et d'autres terrains de la commune), l'installation de toilettes sèches pour l'accueil du public, la construction d'un carbet pour l'abri des visiteurs en cas d'intempéries. Sont également prévus la réfection et le réaménagement de la Sente de Derrière les Jardins dans sa section desservant la Maison de la Nature et les deux nouvelles parcelles, afin d'améliorer sa praticabilité et ainsi

permettre un cheminement dans de bonnes conditions entre les trois terrains pour les visiteurs.
1 270 m² sont créés par le projet dans une commune non carencée en espace verts. Le projet est favorable à la biodiversité (plantation d'une haie bocagère avec des espèces locales), aux liens sociaux, et permet l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COUBRON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de mise en accessibilité des parcelles, pose de clôtures et plantations	14 801,78	21,13%
Travaux de cheminement d'une sente en grave naturelle	986,00	1,41%
Mise en place d'une serre aquaponie	18 717,92	26,72%
Achat de lombriscopes	5 940,00	8,48%
Achat de 10 ruches	1 150,83	1,64%
Limite de 20% du montant global du projet : Achat de filet électrique, batterie avec panneau solaire pour éco-pâturage	462,08	0,66%
Installation de toilettes sèches	445,83	0,64%
Abri de toilettes sèches	465,83	0,66%
Acquisition abris en bois pour l'accueil du public	4 468,33	6,38%
Non retenu : Achat de 8 moutons d'Ouessant pour éco-pâturage	1 400,00	2,00%
Non retenu : Réalisation dalle béton	21 216,18	30,29%
Total	70 054,78	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région d'Île-de-France	14 010,96	20,00%
Métropole du Grand Paris (FIM)	35 027,39	50,00%
Fonds propres	21 016,43	30,00%
Total	70 054,78	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 20003047 - CREATION D'UN JARDIN POTAGER ECORESPONSABLE AU SIEGE DE L'UNESCO A PARIS

Dispositif : Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement (n° 00001051)
Délibération Cadre : CP2018-101 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 907-76-20422-176003-1700
Action : 17600307- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Ile-de-France - Investissement	91 010,40 € TTC	40,00 %	36 404,16 €
	Montant total de la subvention		36 404,16 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMISSION NATIONALE FRANCAISE POUR L UNESCO
Adresse administrative	:	57 BOULEVARD DES INVALIDES 75007 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Daniel JANICOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le présent projet est proposé au titre du Plan vert régional.

La Commission nationale française pour l'UNESCO propose la création d'un jardin potager écoresponsable au siège de l'UNESCO à Paris.

Réalisé avec le concours d'un jardinier français de renommée internationale, Louis Albert de Broglie, (Deyrolle), ce jardin sera ouvert au public (accès gratuit).
Symbole de la biodiversité, il offrira un espace pour des ateliers d'éducation au développement durable et des animations portant sur l'éducation aux sciences du vivant, l'alimentation durable et le changement climatique, à différentes occasions, telles que la journée internationale de la terre nourricière (22 avril), la journée internationale de la biodiversité (22 mai), la journée internationale de l'environnement (5 juin), la journée internationale de la Science (10 novembre). Ces activités pédagogiques et scientifiques impliqueront des écoles mais aussi les universités qui travaillent sur la thématique de l'alimentation durable et de la biodiversité.

Ce projet est l'occasion pour l'UNESCO de lancer un message fort au niveau international pour la

préservation de la biodiversité et la végétalisation des espaces. La CNFU prévoit de présenter ce projet lors du Congrès de l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) qui se tiendra en France, à Marseille en juin 2020 et lors de la COP 15 Biodiversité qui se tiendra en Chine (Beijing 2020).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale permettra de financer les coûts liés aux travaux d'aménagement des espaces : plantation de fruitiers, vivaces et prairie fleurie, bacs en plessis, cheminements en broyat de bois, arrosage automatique, paillage bio, gazon, mobilier, nichoirs, affichages pédagogiques, etc.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
préparation des travaux	5 760,00	6,33%
fourniture et mise en oeuvre de terre végétale	8 236,80	9,05%
fourniture et plantation de fruitiers	8 140,80	8,94%
fourniture et plantation de vivaces	3 758,40	4,13%
fourniture et plantation de prairie fleurie	5 299,20	5,82%
bacs en plessis avec geotextile	41 731,20	45,85%
fourniture et semi d'un gazon	2 160,00	2,37%
fourniture et mise en place d'un paillage organique	4 320,00	4,75%
fourniture de mobilier	6 624,00	7,28%
fourniture de nichoirs / hôtels à insectes	2 250,00	2,47%
fourniture cabane à outils	990,00	1,09%
aménagements pédagogiques	1 740,00	1,91%
Total	91 010,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	36 404,16	40,00%
Fonds propres et Commission Nationale Chinoise pour l'UNESCO	54 606,24	60,00%
Total	91 010,40	100,00%

DOSSIER N° 20002935 - PROGRAMME D'ACTION PLURIANNUEL – LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX (LPO)

Dispositif : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)
Délibération Cadre : CR108-13 du 21/11/2013
Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
Action : 17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	59 293,20 € TTC	50,00 %	24 705,50 €
	Montant total de la subvention		24 705,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX
Adresse administrative	:	62 RUE BARGUE 75015 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Alain BOUGRAIN-DUBOURG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Programme d'action pluriannuel

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'un soutien au programme d'actions annuel de l'organisme les dépenses sont à considérer sur l'ensemble de l'année civile.

Description :
En 2018 est née la délégation régionale LPO Île-de-France, suite à la fusion-absorption du CORIF (Centre Ornithologique Île-de-France) et de la LPO France.

Les missions de la délégation IdF s'articulent autour de la protection de la nature (connaissance, actions de protection des milieux et espèces, actions de nature de proximité), la mobilisation citoyenne (sensibilisation, éducation et formation à la nature) et la vie associative (développement d'activités initiées par les adhérents, actions de la vie associative, mise en œuvre de la stratégie de communication de la délégation…).

En tant que structure « tête de réseau », la LPO-IDF propose, dans le cadre d'un programme triennal, 8 actions qui s'inscrivent toutes dans la SRB 2020-2030, ainsi que dans le cadre du Plan Vert d'Île-de-France :
- Actions 1, 2 et 3 : Développement et animation d'un réseau de jardins écologiques « Refuges LPO »

auprès des particuliers, des collectivités et entreprises, mais aussi des établissements scolaires, avec un accompagnement pédagogique à destination de la communauté scolaire des lycées (objectifs A3, C2 et D3 de la SRB),
- Action 4 : Mobilisation, formation et animation de la communauté naturaliste avec les Rassemblements Ornithologiques du Printemps (objectif D4 de la SRB),
- Action 5 : Acquisition des connaissances naturalistes avec l'Observatoire Régional des Oiseaux Communs (objectif D4 de la SRB),
- Actions 6 et 7 : Animation de réseaux de suivi et de surveillance (Hirondelles et Martinets, Moineaux) (objectif D4 de la SRB).
- Action 8 : Valorisation des espaces naturels et espaces verts de proximités auprès des franciliens (Plan Vert, objectif B3 de la SRB).

Ce programme, reconductible annuellement, est proposé pour 3 années dans le cadre d'une convention tri-annuelle « tête de réseau ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le module "Soutien aux têtes de réseaux" prévu par le dispositif de soutien aux structures dans le secteur de l'Environnement.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coordination, préparation, animation et suivi de projets	34 679,00	70,18%
Formation	1 332,00	2,70%
Promotion	2 144,00	4,34%
Frais de gestion	740,00	1,50%
Frais de structure	7 876,00	15,94%
Frais de déplacements	2 640,00	5,34%
Total	49 411,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	24 705,50	50,00%
Fonds propres	9 882,20	20,00%
Autres financements	14 823,30	30,00%
Total	49 411,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 20002948 - GESTION DES RESERVES NATURELLES REGIONALES EN 2020 - AGENCE DES ESPACES VERTS

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003053- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	297 082,00 € TTC	100,00 %	297 082,00 €
		Montant total de la subvention	297 082,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Gestion des Réserves Naturelles Régionales en 2020

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le fonctionnement général des Réserves Naturelles Régionales implique une permanence de l'activité salariée. L'entretien et le suivi de sites démarrent dès janvier 2020.

Description :
La Région Île-de-France a confié la gestion de 5 Réserves Naturelles Régionales à l'Agence des Espaces Verts par le biais d'une convention quinquennale n° CR 12-14 du 13 février 2014 reconduite par courrier du 29 décembre 2016 : domaine régional du Grand Voyeux, domaine régional des Seiglats, Bruyères de Sainte-Assise, Boucle de Moisson et Marais de Stors.

Elle assure la mise en œuvre du plan de gestion sur chacun de ces sites et la présentation du rapport d'activités au comité consultatif de gestion, la connaissance du patrimoine naturel et culturel, la gestion des habitats naturels et des espèces, la surveillance, l'accueil des publics et la gestion administrative des réserves.
Cette affectation permet la prise en charge des salaires des agents intervenant sur ces réserves ainsi que les frais de structure afférents. Soit 5 postes (2 postes de conservateur, 2 postes de technicien, 1 poste d'éco-animateur).

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et frais de structure	297 082,00	100,00%
Total	297 082,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	297 082,00	100,00%
Total	297 082,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 20003053 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU GRAND VOYEUX : FONCTIONNEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003053- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	136 322,00 € TTC	100,00 %	136 322,00 €
	Montant total de la subvention		136 322,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les opérations de gestion (entretien, sécurisation, inventaires) et les suivis naturalistes doivent être menés lors de la période adéquate pour la faune et la flore. De plus, l'accueil du public s'effectue tout au long de l'année. Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2020.

Description :
Les opérations engagées en 2020 sont issues du plan de gestion voté en CP n°15-707 et consistent en :
• Suivis scientifiques : Suivi Floristique : suivi des gazons à Eleocharis (surface et état de conservation).
SE04, SE06, SE08, SE11, SE13, SE14, SE18, SE21 : Suivis avifaunistiques, batrachologiques et herpétologiques (reptiles). Estimation et suivi des populations de Bernache du Canada.
AD25 : Saisie des données naturalistes (observation courante et inventaires) dans SERENA et le SIG de l'AEV.

• Accueil du public
PI02 : Organiser des sorties pédagogiques pour les écoles.
PI03 : Organiser des visites thématiques pour le grand public.
P001 : Surveillance de la RNR par un personnel assermenté.

• Accueil du public (Maison de la Réserve)

TE20 : Entretien et maintenance des bâtiments

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à l'avenant n°4 à la convention AEV/Région, soit un total de 16 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :
- CONGIS-SUR-THEROUANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivis scientifiques	22 922,00	16,81%
Surveillance et accueil du public	113 400,00	83,19%
Total	136 322,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	136 322,00	100,00%
Total	136 322,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 20003058 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DE LA BOUCLE DE MOISSON : FONCTIONNEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003053- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	30 380,00 € TTC	100,00 %	30 380,00 €
	Montant total de la subvention		30 380,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : : Les opérations de gestion conservatoire (broyages, fauchage, gestion arborée) doivent être menées lors de périodes adéquates, pour la faune et la flore. Les suivis physiques doivent également pouvoir débuter dès le début de l'année (niveaux d'eau, météorologiques). Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2020.

Description :
Les opérations engagées en 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion voté en CP 14-797 et consisteront en :
• Des suivis naturalistes :
SE04 Suivi de l'avifaune patrimoniale
SE20 : Réalisation des campagnes de collectes de données sur la flore
SE06 : Suivi phytosociologique
• Une Mission de surveillance :
PO01 : Mise en place de tournées de surveillance.
• L'accueil du public :
PI04 Organisation de visites guidées pour le grand public

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à

l'avenant n°4 à la convention AEV/Région, soit un total de 16 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :
- MOUSSEAUX-SUR-SEINE
- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivis naturalistes	13 800,00	45,42%
Surveillance	14 000,00	46,08%
Accueil du public	2 580,00	8,49%
Total	30 380,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 380,00	100,00%
Total	30 380,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 20003062 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DES SEIGLATS : FONCTIONNEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003053- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	26 244,00 € TTC	91,65 %	20 043,00 €
	Montant total de la subvention		20 043,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les opérations de gestion (entretien, sécurisation, inventaires) doivent être menées lors de période adéquate, pour la faune et la flore.
Les actions proposées démarrent dès le début de l'année 2020.

Description :
Les opérations engagées en 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion voté en CP n° 14-797 et consisteront en :

• Travaux d'entretien et de restauration écologique :
TE01, TE04, TE07, TE08, TE09, TE10, TE11, TE12, TE13, TE14, TE15 : restauration des prairies humides, fauches, création de lisières, gestion de la mégaphorbiaie, entretien du chemin périphérique.

• Suivis scientifiques :
SE02, SE04 : suivi hydrologique et suivi des macrophytes et odonates
SE05 : Suivi de la qualité de l'eau
SE10, SE12, SE13, SE14 : suivis ornithologiques (hivernants et migrateurs, oiseaux cavicoles, Limicoles, avifaune paludicole)
AD22 : Saisie des données naturalistes (SERENE et SIG de l'AEV)

• Accueil du public :
PI02 : Mise en place de visites guidées thématiques pour le grand public.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à l'avenant n°4 à la convention AEV/Région, soit un total de 16 stagiaires.

Selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :
- CANNES-ECLUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivis scientifiques	8 500,00	38,87%
Accueil du public	1 100,00	5,03%
Travaux d'entretien et de restauration écologique	12 270,00	56,10%
Total	21 870,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 043,00	91,65%
Agence de l'Eau Seine - Normandie (AESN)	1 827,00	8,35%
Total	21 870,00	100,00%

DOSSIER N° 20003063 - OPERATIONS DE GESTION SUR LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU MARAIS DE STORS : FONCTIONNEMENT 2020

Dispositif : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003053- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	7 650,00 € TTC	100,00 %	7 650,00 €
	Montant total de la subvention		7 650,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame Anne CABRIT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les suivis et l'accueil du public démarrent dès le début de l'année 2020

Description :
Les opérations engagées en 2020 sont issues de la programmation du plan de gestion voté en CP n°16-593 et consisteront en :

• Suivis naturalistes
SE03 Suivi ornithologique

• Accueil du public
PIO6 Organisation d'animations pour le public scolaire et pour le grand public.
PI07 Mise en œuvre des opérations de communication relatives aux animations ou à la réserve.

Dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à l'avenant n°4 à la convention AEV/Région, soit un total de 16 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :

Selon l’action 3 du règlement d’intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :

- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivis naturalistes	3 500,00	45,75%
Accueil du public	4 150,00	54,25%
Total	7 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 650,00	100,00%
Total	7 650,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 19010277 - MOBILISATION DES DONNEES SUR LA FLORE EN ILE-DE-FRANCE ET PROGRAMME DE CONSERVATION 2020 - CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONALE DU BASSIN PARISIEN

Dispositif : Grands partenariats pour la biodiversité (n° 00001203)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476003-1700
Action : 476003023- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands partenariats pour la biodiversité	285 000,00 € TTC	38,60 %	110 000,00 €
	Montant total de la subvention		110 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MNHN MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NATURELLE
Adresse administrative	:	57 RUE CUVIER - CP 24 - 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant	:	Monsieur BRUNO DAVID, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Subvention pour l'année 2020 dans le cadre d'un contrat d'objectif Biodiversité 2015-2020.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Subvention dans le cadre d'un contrat d'objectif Biodiversité 2015-2020, laquelle débute chaque année au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Description :
Dans le cadre du contrat d'objectifs biodiversité 2015-2020 signé entre la Région Île-de-France et le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNB), la Région apporte son soutien à la réalisation des missions d'intérêt régional du CBNBP.

Ainsi, le CBNBP, organisme scientifique de haut niveau, en sa qualité d'animateur de la politique régionale de conservation de la flore menacée :
- Est l'expert régional sur la flore et les habitats naturels, et contribue à l'ensemble des politiques de connaissance, de gestion et de conservation du patrimoine naturel portées par la Région.
- Collecte, gère et met à jour les données sur la flore et les milieux naturels nécessaires au calcul d'indicateurs environnementaux, et alimente l'observatoire régional sur la biodiversité.

- Fournit gracieusement à l'ensemble des acteurs les informations nécessaires à la prise en compte de la flore et les habitats naturels dans leurs politiques et projets d'aménagement du territoire.
- Anime le réseau des gestionnaires de sites naturels franciliens pour la conservation de la flore et des milieux naturels et leur fournit des outils utiles à la définition de leurs objectifs de conservation.

Ainsi, au titre du programme d'activités pour l'année 2020 et la fin du contrat d'objectif sont prévues les actions suivantes :

1. Alimentation de l'observatoire de la flore d'Île-de-France
- Mise à jour continue de l'inventaire de la flore d'Île-de-France.

2.Stratégie de conservation de la flore menacée
- Animation et mise en œuvre de plans d'actions de conservation.
- Animation du réseau des acteurs régionaux concernés par la présence d'espèces menacées.
- Sécurisation de ressources génétiques d'espèces menacées.
- Suivis d'espèces ayant fait l'objet de transplantations/renforcement de populations par le passé.

3. Gestion de la base "flore" de l'observatoire régional, en partenariat avec l'ARB
- Production, intégration et validation scientifique de données sur la flore et les milieux naturels.
- Valorisation de ces données : mise à jour de cartes thématiques et d'indicateurs clés pour les acteurs franciliens.

4. Appui aux politiques publiques franciliennes
- Participation à l'école régionale de botanique organisée par l'ARB.
- Participation aux instances de l'ARB et par le biais de rencontres naturalistes, d'expertises.
- Appui à la Région : expertises et participation aux comités scientifiques des RNR et au CSRPN.
- Construction d'un indicateur d'évolution de la distribution d'espèces exotiques envahissantes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 4 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Alimentation de l'observatoire de la flore d'Ile-de-France	82 500,00	28,95%
Stratégie de conservation de la flore menacée d'Ile-de-France	93 000,00	32,63%
Données publiques dans le cadre du SINP	52 500,00	18,42%
Appui aux politiques franciliennes	57 000,00	20,00%
Total	285 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	110 000,00	38,60%
DRIEE	88 000,00	30,88%
Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN)	30 000,00	10,53%
Autofinancement	57 000,00	20,00%
Total	285 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-118

DOSSIER N° 20002662 - PROGRAMME D'ACTIONS 2020 DE L'UFBSN EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE AQUATIQUE DES RIVIERES D'ILE DE FRANCE

Dispositif : Grands partenariats pour la biodiversité (n° 00001203)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-176003-1700
Action : 17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands partenariats pour la biodiversité	56 924,00 € TTC	50,00 %	28 462,00 €
	Montant total de la subvention		28 462,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UFBSN UNION DES FEDERATIONS POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE DU BASSIN DE SEINE NORMANDIE
Adresse administrative : 6 RUE ETIENNE DOLET
94270 LE KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre MOURET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions débutent au 1er janvier et ont lieu toute l'année

Description :
En liens étroits avec l'Agence Régionale de la Biodiversité d'Île-de-France, l'Union des Fédérations de Pêche et de Protection des Milieux aquatiques du bassin Seine-Normandie (UFBSN) propose un programme d'actions ambitieux en 2020 visant à fédérer les 25 000 pêcheurs franciliens, les élus et gestionnaires de rivières autour de la préservation de la biodiversité aquatique des rivières franciliennes. Ces actions s'inscrivent directement dans le cadre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité (n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019) :

- Elaborer une liste rouge des poissons à l'échelle de la Région Ile de France afin de définir le statut de conservation des espèces présentes dans le réseau hydrographique régional (Objectif D1 de la SRB).

- Valoriser les travaux en faveur des milieux aquatiques réalisés par tous les acteurs d'Ile de France en rédigeant des fiches « Retours d'expériences » adaptées aux différentes thématiques (Objectif D2 de la SRB).

- Actualiser et mettre à jour les données piscicoles normalisées afin d'alimenter l'outil naturaliste régional CETTIA (objectif D4 de la SRB).

- Suivre le comportement des brochets sur la Seine en Seine et Marne par des techniques de télémétrie afin d'évaluer l'efficacité des travaux de restauration des zones humides mis en œuvre par les gestionnaires locaux (non inclus dans la présente demande : investissement).

- Développer l'Observatoire des poissons afin de mettre à la disposition des gestionnaires d'Ile de France un outil d'aide à la décision (objectif D4 de la SRB).
- Réaliser une étude de préfiguration sur la mise en œuvre d'un Plan Régional d'Actions en faveur des écrevisses autochtones (Objectif D1 de la SRB).

- Réaliser une étude de préfiguration sur la caractérisation de la dynamique de la population de silure glane dans les rivières d'Ile de France (Objectif D3 de la SRB).

- Produire un film sur la continuité écologique latérale en Île-de-France afin de sensibiliser les acteurs locaux sur cette thématique (Objectif D2 de la SRB).

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 4 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement de l'Observatoire des poissons	6 800,00	11,95%
Création d'une liste rouge des poissons d'Ile-de-France	8 160,00	14,33%
Production d'un film sur la continuité latérale en Île-de-France	6 104,00	10,72%
Actualisation et mise à disposition des données poissons en Île-de-France	5 440,00	9,56%
Valorisation des travaux des maîtres d'ouvrages d'Ile-de-France	10 500,00	18,45%
Plan régional d'actions sur les écrevisses autochtones (préfiguration)	8 160,00	14,33%
Etude sur le comportement du silure en Île-de-France (Préfiguration)	8 160,00	14,33%
Frais de fonctionnement	3 600,00	6,32%
Total	56 924,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	28 462,00	50,00%
Agence de l'Eau Seine Normandie	28 462,00	50,00%
Total	56 924,00	100,00%

Annexe n° 2 : Convention AEV-Région 2020-2024

CONVENTION QUINQUENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET L'AGENCE DES ESPACES VERTS FIXANT LES ORIENTATIONS PRIORITAIRES EN MATIÈRE D'ESPACES VERTS, NATURELS ET AGRICOLES ET LES OBLIGATIONS RÉCIPROQUES POUR LA PÉRIODE 2020-2024

La région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine 93400 – 2, rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération n° CPXX/XX/XXXX

Ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

L'Agence des espaces verts de la Région Île-de-France - AEV -, établissement public régional à caractère administratif, sise à Pantin 93500 - 90-92, avenue du Général Leclerc –, créée par la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 codifiée et agissant au nom et pour le compte de la Région Île-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente, Madame Anne Cabrit, dûment habilitée en vertu de la délibération n° xx-xxx de son conseil d'administration
Ci-après dénommée « *l'AEV* »

d'autre part,

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

L'Agence des Espaces Verts de la Région Île -de-France (AEV) est un établissement public régional à caractère administratif créé par la loi du 6 mai 1976 portant création et organisation de la Région Île-de-France (par transformation de l'ancien District de la Région Parisienne). L'article L.4413-2 du CGCT dispose que l'AEV a pour mission « *la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades* ».

Dans ce cadre, la présente convention a pour objet de définir les objectifs que la Région fixe à l'AEV pour la période 2020-2024, et les moyens qu'elle prévoit de lui allouer de façon pluriannuelle pour les atteindre sous réserve de ses performances au regard des objectifs fixés et des disponibilités budgétaires. Par ses actions, l'AEV contribue à l'objectif stratégique régional d'un développement équilibré entre la ville et la nature, composante centrale du projet d'aménagement et de développement porté par la Région.

Les actions de l'AEV s'inscrivent dans le cadre de la stratégie régionale, constituée en particulier par le Schéma directeur de la Région Île-de-France (SDRIF), adopté par délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013, le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) adopté par délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013, le Plan vert, adopté par délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2016, le Pacte agricole adopté par délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018, la Stratégie régionale pour la forêt et le bois, adoptée par délibération n° 2017-185 du 23 novembre 2017, ou encore la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adoptée par CR 2019-060 du 21 novembre 2019.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE I : Objectifs de l'AEV pour la période 2020-2024

L'objectif stratégique poursuivi par l'AEV est de garantir l'équilibre ville-nature dans la région Île-de-France, au service de la qualité de vie des Franciliens et de l'attractivité du territoire régional. L'action de l'AEV s'inscrit ainsi pleinement dans le projet spatial régional et contribue à la mise en œuvre des grandes politiques régionales que sont :

- le Pacte rural 2016-2019,
- la Stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides,
- le Plan vert de l'Île-de-France – la nature pour tous et partout (les forêts et espaces de nature régionaux contribuant à diminuer la carence en espaces de nature de proximité et de fin de semaine),
- la Stratégie francilienne pour la forêt et le bois 2018-2021,
- la politique régionale de valorisation du patrimoine (instaurant le label « Patrimoine d'intérêt régional »),
- le Pacte agricole - livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030,
- la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020- 2030,
- le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (incluant les actions relevant de l'économie circulaire),
- le Plan régional pour « reconquérir les friches franciliennes » (afin de contribuer à atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette », ZAN).
- la Stratégie énergie-climat de la région Île-de-France.

Pour atteindre cet objectif, la présente convention détermine trois axes d'intervention de l'AEV, et, pour chacun de ces axes, des objectifs opérationnels qui orientent et priorisent les actions et projets que l'AEV conduira pour la période de 2020 à 2024.

PRINCIPE MÉTHODOLOGIQUE : ARTICULER EFFICACEMENT LES RELATIONS ENTRE LA RÉGION ET L'AGENCE DES ESPACES VERTS AU SERVICE DES AMBITIONS REGIONALES

De façon générale, l'exécution de la présente convention se fait dans un esprit de travail fondé sur une coopération fructueuse et une coordination réciproque entre la Région et l'AEV. Des points d'information réguliers sont recherchés. Il appartient à la Région de fixer les orientations à poursuivre par l'AEV, en cohérence avec les stratégies qu'elle définit. L'AEV est force de proposition pour la réalisation de ces orientations. Ces modalités d'échanges président à l'ensemble des politiques régionales prioritaires pour laquelle est sollicitée la compétence de l'AEV.

AXE D'INTERVENTION 1 : ACCOMPAGNER DES PROJETS TERRITORIAUX POUR PRESERVER LES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Depuis le début des années 2000, la superficie d'espaces verts et boisés par habitant diminue en Île-de-France, notamment du fait de la croissance démographique de la région. Face à ce constat, le Plan vert d'Île-de-France 2017-2021, politique ambitieuse engagée par la Région et visant à augmenter l'offre en espaces verts et boisés ouverts au public et améliorer leur accessibilité, fixe pour objectif principal la réduction de la carence en espaces verts. L'AEV sensibilise ses partenaires territoriaux aux enjeux stratégiques régionaux, et les mobilise pour atteindre les objectifs régionaux.

1.1 Faire émerger des projets contribuant à l'atteinte des objectifs du Plan vert

Le travail d'aide aux collectivités territoriales et aux partenaires de l'aménagement du territoire assuré par l'AEV se poursuit sur la période de la présente convention. Il a pour but de permettre à ces acteurs de mener une politique locale de création d'espaces verts, à la fois par l'instruction et l'attribution de subventions dans le cadre des appels à projets Plan vert portés conjointement avec les services de la Région, mais aussi par la diffusion de conseils et de bonnes pratiques.

1.2 Veiller à la prise en compte des enjeux de préservation des espaces naturels et de la biodiversité dans l'aménagement du territoire

La Région est chef de file en matière de biodiversité, elle a été pionnière en créant la première Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) au sein de l'Institut Paris Region dont l'AEV est membre. Son rôle moteur se poursuit au travers du renouvellement de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité. Votée au CR du 21 novembre 2019, la Stratégie Régionale pour la Biodiversité est ambitieuse, partenariale et cohérente avec notamment les stratégies régionales énergie-climat, bois-forêt et le pacte agricole. Cette politique a pour objectif de guider les actions de la Région et de l'ensemble de ses partenaires - collectivités ou autres acteurs publics et privés - dans la reconquête de la biodiversité.
Dans ce cadre, l'AEV mène un travail de pédagogie et de diffusion de son expertise, afin de permettre un partage des enjeux et des objectifs de la Région en matière de préservation des espaces agricoles et naturels, de continuités écologiques et de biodiversité auprès des communes et des intercommunalités, notamment dans le cadre de leurs compétences en matière d'urbanisme. Dans la perspective d'un aménagement du territoire centré sur l'équilibre ville-nature, elle est force de proposition quant au développement de projets liés aux obligations de compensations environnementales, en lien avec les acteurs pertinents.

1.3 Favoriser une agriculture pérenne et diversifiée

L'action régionale en faveur de l'agriculture s'est traduite par l'adoption d'un nouveau Pacte agricole ambitieux visant à accompagner la transformation de l'agriculture francilienne à l'horizon 2030. Les principaux objectifs que la Région s'est fixés au travers de ce Pacte agricole sont le triplement en 5 ans des surfaces cultivées en agriculture biologique, l'installation de 200 nouveaux agriculteurs par an, l'augmentation de la part des exploitations diversifiées de 10 à 25% d'ici 2021, l'accroissement de 10 à 15% du nombre d'exploitations élevant des animaux, et la protection du capital foncier de la ferme francilienne.

L'AEV contribue à la mise en œuvre des priorités du Pacte agricole régional. Cela passe notamment par la montée en charge de l'outil régional de portage foncier, en lien avec la SAFER, permettant de faciliter l'installation de jeunes agriculteurs. L'AEV poursuit également son travail de veille foncière agricole dans les périmètres régionaux d'intervention, afin de prévenir le mitage des terres agricoles. Elle veille à la prise en compte des priorités fixées par la Région dans son Pacte agricole en privilégiant la diversification des exploitations, l'agriculture biologique et les circuits courts sur les propriétés agricoles régionales. En lien avec la Stratégie Régionale pour la Biodiversité, l'AEV peut également contribuer à encourager les pratiques respectueuses de l'environnement et favorables à la biodiversité.

AXE D'INTERVENTION 2 : AMÉNAGER ET GÉRER DE FAÇON EXEMPLAIRE LES ESPACES NATURELS RÉGIONAUX

L'AEV s'appuie, dans le cadre de la présente convention, sur son métier d'aménageur et de gestionnaire des espaces naturels et agricoles régionaux qui lui sont confiés, afin d'offrir aux

Franciliens un accès à l'ensemble des aménités qu'ils peuvent attendre de tels espaces, et de garantir la préservation écologique des milieux dont elle a la gestion. Cet axe d'intervention contribue à l'atteinte des objectifs du Plan vert, en ce qui concerne les espaces verts de fin de semaine et de proximité, et de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité.

2.1 Aménager les forêts et les espaces naturels régionaux pour les ouvrir au public

Cela passe, en premier lieu, par la réalisation d'opérations d'aménagement des propriétés régionales, afin d'y accueillir le public dans les meilleures conditions possibles. Les travaux menés par l'AEV sur les propriétés régionales sont en effet nécessaires à leur sécurisation, leur attractivité et leur accessibilité. L'AEV veille à ce que ces travaux soient cohérents avec les enjeux écologiques relevés sur ces espaces, et notamment la préservation de la biodiversité remarquable comme ordinaire, et intègrent autant que possible les principes de l'économie circulaire.
Ce rôle d'intervention directe de la Région, via son opérateur, pour l'atteinte des objectifs qu'elle a fixés s'inscrit ainsi en pleine cohérence avec l'exigence d'exemplarité que vise la Région. Dans cette perspective, l'effort porte prioritairement sur la constitution d'ensembles fonciers continus permettant l'accueil du public et une gestion optimisée de l'espace.

2.2 Gérer les espaces régionaux de façon exemplaire

En matière de gestion forestière, la démarche d'exemplarité environnementale, sociale et économique de l'AEV est confortée, en application des orientations fixées par la Stratégie régionale Forêt-Bois. Celle-ci, délibérée en novembre 2017, a pour ambition de produire des effets sur la structuration et l'économie de la filière francilienne, mais également de favoriser le stockage de carbone atmosphérique en forêt et dans les produits bois.
La gestion que l'AEV met en œuvre dans le cadre de la présente convention développe ainsi la gestion durable des forêts régionales. Il s'agit de développer la capacité productive des forêts et la valorisation des bois, tout en confortant leurs fonctions environnementales et sociales.
À cette fin, l'AEV définit et garantit, avec le soutien de la Région, les conditions essentielles à la gestion durable des massifs :

- **Doter l'ensemble des parcelles relevant du régime forestier de documents d'aménagement forestier** élaborés par l'ONF, conformément aux articles L 111-1 et L 141-1 du code forestier ;
- **Assurer un maillage de dessertes forestières dans les massifs à potentiel de production de bois**, en réalisant un programme pluriannuel d'investissements mobilisant autant que possible les contreparties du FEADER en prenant en compte les perspectives de recettes en fonctionnement issues des produits des coupes ;
- **Veiller à la santé et à la vitalité des massifs**, en réalisant des programmes de renouvellement et d'amélioration des parcelles soumises aux aléas climatiques et aux crises parasitaires. Pour ce faire, l'AEV mobilisera autant que possible des contreparties du FEADER et des financements innovants tels que les mesures de compensation forestière ou carbone.

Concernant les espaces naturels identifiés comme présentant des enjeux de régulation environnementale et de préservation de la biodiversité, l'AEV poursuit son travail :

- de gestionnaire des 5 Réserves naturelles régionales (RNR) dans le cadre des plans de gestion définis par la Région (GRAND-VOYEUX -77, BRUYÈRES DE SAINTE-ASSISE -77, LES SEIGLATS -77, MARAIS DE STORS -95 et BOUCLE DE MOISSON -78) ;
- et d'animation de 3 sites Natura 2000 (BOUCLES DE LA MARNE -77, BOIS DE VAIRES -77, BOUCLES DE MOISSON, GUERNES et FORÊT DE ROSNY -78).

2.3 Animer les espaces naturels régionaux

L'AEV poursuit par ailleurs son rôle d'animation des espaces dont elle a la gestion, afin d'y attirer un public plus large, et d'y accueillir les activités permettant de garantir la fonction sociale des espaces naturels régionaux. Cela peut passer par la conclusion de conventions d'occupation temporaire du domaine régional avec des acteurs associatifs, la tenue de comités locaux de concertation avec les usagers, et le développement d'outils de communication sur les animations associatives et les promenades offertes dans les espaces gérés par l'AEV. L'AEV, gestionnaire d'éléments bâtis qui présentent un intérêt patrimonial travaille également à leur valorisation, dans le cadre de la nouvelle politique régionale du patrimoine. Les bâtiments inscrits dans le cadre de ce travail au « patrimoine d'intérêt régional » peuvent ensuite faire l'objet de projets de mise en valeur.

AXE D'INTERVENTION 3 : RECONQUÉRIR DES ESPACES ET CRÉER DE GRANDES CONTINUITÉS

La réduction de la carence en espaces verts en Île-de-France et l'ouverture au public de 500 hectares supplémentaires constituent l'objectif principal du Plan Vert. L'AEV contribue directement à l'atteinte de cet objectif, en conduisant des projets de création de nouveaux espaces naturels régionaux, afin de résorber la carence en espaces verts, mais aussi de prévenir le développement de nouveaux secteurs carencés en espaces verts, dont la résorption est particulièrement complexe. Ces projets, qui vont de la maîtrise foncière à la gestion d'un espace constitué, en passant par son aménagement, mobilisent l'ensemble des métiers de l'AEV.

3.1 : Aménager des espaces délaissés ou clos en espaces verts d'intérêt régional

Dans les secteurs les plus carencés en espaces verts, généralement marqués par une forte urbanisation constituée, les opportunités de création de nouveaux espaces ouverts au public consistent principalement en la requalification d'espaces délaissés, souvent source de nuisances (dépôts sauvages, insécurité, occupations illégales,…).

Dans le cadre de la présente convention, l'AEV poursuit ses projets de reconquête d'espaces en cours notamment ceux faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique (Butte Pinson et Buttes du Parisis), en partenariat avec les collectivités territoriales et les services de l'État concernés. L'AEV réalise également l'acquisition et l'ouverture au public du BOIS-SAINT-MARTIN à NOISY-LE-GRAND, dernière forêt privée d'importance en petite couronne. Ce projet permet l'ouverture au public de 270 hectares supplémentaires.

3.2 : Aménager de grandes continuités vertes reliant les espaces entre eux et aux zones urbanisées

Dans la même optique, l'AEV doit s'attacher à relier les espaces naturels de la Ceinture verte de l'Île-de-France aux zones résidentielles denses. Pour ce faire, elle valorise des emprises linéaires délaissées, qui constituent une nouvelle offre d'espaces verts de proximité et favoriseront l'accès aux espaces verts de fin de semaine. Cela se traduit notamment par la finalisation du projet TÉGÉVAL entre CRÉTEIL et SANTENY. Un travail est également mené pour identifier des projets potentiels qui sont proposés à la Région, afin de garantir une meilleure respiration de la Région Métropole.

3.3 : Identifier les enjeux et projets de demain

L'AEV initie une démarche d'études prospectives en partenariat avec les intercommunalités franciliennes. Ce travail permet d'identifier, à l'échelle pertinente, les principaux enjeux liés au maintien de l'agriculture, de la nature en ville et de la biodiversité, et de proposer les projets permettant d'y répondre. Il conduit à définir et à prioriser les principaux projets à venir pour l'AEV à court, moyen et long terme. Par ailleurs, l'AEV inscrit ses actions et promeut des pratiques selon les principes de l'économie circulaire.

Ces axes d'interventions et les objectifs opérationnels qui leur sont attachés constituent le cadre d'intervention de l'AEV dans lequel s'inscrivent les actions et les projets mis en œuvre (annexe 1).

Leur réalisation est évaluée sur la base d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs qui ont été conjointement définis par la Région et l'AEV (annexe 2).

Le document bilan et perspectives de l'intervention territoriale de l'AEV (annexe 3) rappelle le cadre d'intervention de l'AEV et l'évolution de son action en parallèle du développement urbain de l'Île de France. Une actualisation de la stratégie d'intervention permet, au regard des nouveaux enjeux de la Région dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture et du paysage, de l'accueil du public et de la valorisation des aménités, de définir les nouvelles priorités d'action de l'AEV.

ARTICLE 2 : Engagements de l'AEV

2.1. Réalisation des objectifs assignés et maîtrise des dépenses de fonctionnement

L'AEV s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun tels que définis dans l'article 1 ;
- maîtriser l'évolution de ses charges de fonctionnement et améliorer son efficacité pour intégrer les contraintes pesant sur les finances régionales, en particulier la limite d'augmentation des dépenses réelles de fonctionnement prévue par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 ;
- chercher à diversifier ses sources de financement à travers :
  a) le confortement des partenariats avec les collectivités territoriales de situation avec lesquelles des partenariats sont établis ainsi que le développement du recours aux fonds structurels européens, pour lequel les services de la Région peuvent apporter leur appui ;
  b) l'exploration de nouveaux partenariats publics ou privés (appels à projets, mécénats, financements innovants) : les systèmes de compensation environnementale, agricole, forestière et carbone, les financements participatifs pour les plantations forestières, ou encore un partenariat avec l'Agence de l'eau ;
- optimiser, dans le cadre des orientations du plan d'actions pour la consolidation de l'AEV, annoncé le 6 décembre 2016, le patrimoine régional bâti et foncier dont elle a la gestion, notamment en cédant les propriétés non stratégiques et non enclavées dans des espaces naturels, et en participant à la démarche de mobilisation du foncier régional pour le logement conduite par la Région et l'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF) ;
- en matière agricole, là où la Région s'avèrerait le dernier recours, proposer des acquisitions foncières stratégiques au regard des objectifs définis à l'article 1 dans le cadre des crédits alloués au budget de chaque année.

2.2. La réalisation d'un programme général d'action (PGA)

En application de l'article R4 413-1 du code général des collectivités territoriales, l'AEV élabore chaque année le programme général d'action (PGA), accompagné du projet de budget de fonctionnement et l'adresse à la Région. Ces documents doivent permettre de définir, en commun avec la Région, le programme annuel de travail de l'AEV, pour la réalisation des objectifs définis à l'article 1, en adéquation avec les moyens qui lui sont alloués et en cohérence avec le plan pluriannuel d'investissement et le plan pluriannuel de fonctionnement, une fois ceux-ci approuvés.
Le PGA finalisé est transmis à la Région dès son vote par le CA de l'AEV, généralement fin février.
La réalisation du programme du PGA et des plans pluriannuels d'investissement et de fonctionnement fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région, sur la base des indicateurs définis dans la présente convention (annexe 2).

2.3. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En application du dispositif, adopté par délibération CR 08-16 du 8 février 2016, l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (entreprises, collectivités territoriales, associations) est subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois, dans le cadre de leur parcours de découverte, de formation ou d'insertion.
L'AEV s'engage à participer à la politique régionale de développement des offres de stage et d'alternance en recrutant des stagiaires et/ou alternants.

Pour l'année 2020, le nombre de stagiaires est fixé à 14. Puis chaque année, ce nombre est réévalué par les parties prenantes dans le cadre de l'affectation de la dotation annuelle.

L'AEV saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme « Mes Démarches » https://mesdemarches.iledefrance.fr selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

L'AEV doit informer, régulièrement, la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants ainsi que, le cas échéant, de toute difficulté qu'elle rencontre (absence de candidats, interruptions de conventions, etc.) dans leur déroulement.

2.4. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'AEV s'engage à :

- Présenter les projets de délibération lors d'une réunion préalable organisée par la Région, et inviter les services de la Région (pôle Cohésion territoriale) aux séances de son Conseil d'administration. L'AEV adresse à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (conseil d'administration, bureau délibérant…) au moins 3 jours ouvrés avant la réunion préalable ;
- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- Fournir les indicateurs d'évaluation de l'année N-1 tels que précisés à l'article 4.2, avant

le 20 juin de l'année N ;
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention, dans le cadre prévu par les plans pluriannuels d'investissement et de fonctionnement et le PGA ;
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle, etc..) et transmettre une copie du résultat des dits contrôles.

2.5. Obligations administratives

L'AEV s'engage à :

- conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- respecter les dispositions du code de la commande publique et soumettre les marchés de fournitures, services, travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par ce dernier ;
- définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement ainsi que des modalités de prise en charge des frais liés aux missions ;
- prendre en charge le règlement des taxes foncières relatives aux propriétés régionales dont la gestion a été confiée à l'AEV et identifier cette dépense au sein de son budget.

2.6. Obligations en matière de communication

La Région est informée du programme prévisionnel de communication de l'AEV.

L'AEV s'engage à appliquer la charte graphique des organismes associés élaborée par la Région, en concertation avec eux, dans un souci de cohérence à la fois graphique et institutionnel.

Cette charte est constituée de principes, règles et recommandations graphiques liant l'identité visuelle des organismes associés à celle de la région. Dans ce cadre, l'AEV s'engage à :

- la présence d'un bloc-marque conforme à la charte et comprenant la marque-institution Île-de-France, sur tous les supports physiques et numériques, de promotion, d'information, de publicité et de communication de l'AEV ;
- la mise en place sur le site internet de l'AEV, d'un lien hypertexte vers le site www.iledefrance.fr. Concernant les réseaux sociaux, l'AEV respectera les indications de la charte.

L'AEV s'engage également à transmettre à la Région :

- trois exemplaires minimum de chaque publication pour les éditions papier ou une version électronique de chaque édition multimédia ;
- des jeux de données pertinentes et publiables pour enrichir, dans le cadre de la démarche régionale de libération des données publiques (open-data), la base de données de la plateforme régionale data.iledefrance.fr. Les données peuvent être publiées sur la plateforme Smart Service, sur l'infrastructure de données géographiques, sur le site opendata de la Région ou sur le Portail environnemental, sous réserve de la conclusion d'une convention cadre et des conditions générales d'utilisation.
  En outre, l'AEV pourra rejoindre la communauté des partenaires Île-de-France Smart Services pour collaborer autour de la donnée dans une optique de co-

construction de services au bénéfice des publics, sous réserve de la conclusion de la convention-cadre Île-de-France Smart Services entre l'AEV et la Région.

La Région peut, à la demande de l'AEV, apporter son expertise et émettre des recommandations sur la conception et réalisation de stands, la conception de brochures et les modalités de leur diffusion.
Dans le cas d'une présence concomitante sur une même manifestation, salon ou festival, la Région et l'AEV collaborent, le plus en amont possible, en vue d'une mutualisation permettant la cohérence et la complémentarité de leurs espaces d'accueil et d'information du public.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région.

ARTICLE 3 : Engagements de la Région

3.1. Allocation de moyens en adéquation avec les objectifs assignés

La Région s'engage à soutenir financièrement l'AEV par le versement d'une subvention pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1, sous réserve du vote du budget annuel par l'assemblée régionale et dans la limite des crédits ouverts et affectés à l'AEV par la commission permanente du Conseil régional.

Dans le cadre de ses propres affectations, toute modification par l'AEV de la ventilation des montants de la dotation en autorisations de programme affectée par la commission permanente du Conseil régional, devra faire l'objet d'un accord préalable de la Région.
Par ailleurs, la Région s'engage à reverser à l'AEV chaque année N, via une dotation en autorisations de programme, les produits des cessions effectuées dans le cadre de l'optimisation du patrimoine et titrés au compte administratif de la Région de l'année N-1.

Ces autorisations de programme ont prioritairement vocation à abonder le fonds de portage foncier agricole « Île-de-France – Terre d'installation », confié à l'AEV dans le cadre du Pacte agricole. L'affectation éventuelle de tout ou partie de ces autorisations de programme à un autre objet par l'AEV, devra être autorisée préalablement par la Région.

La Région appuie l'AEV dans ses négociations avec les collectivités de situation des espaces naturels régionaux pour l'établissement de conventions de participation à l'entretien des propriétés régionales.

Dans le cadre de la prise en charge du règlement des taxes foncières, pesant sur les propriétés dont l'AEV a la gestion, le budget de fonctionnement affecté par la Région à l'AEV prend en compte cette dépense, sous réserve de l'affectation des crédits par la commission permanente. Une régularisation annuelle est mise en œuvre en année N+1, au vu du montant des taxes réglées au titre de l'année N. La Région conduit un travail avec l'AEV pour fluidifier le processus de transmission et de vérification des avis de taxes foncières, et établit une méthodologie de traitement des avis comprenant des propriétés relevant de différents gestionnaires.

La Région tient compte, dans la dotation annuelle d'investissement qu'elle attribue à l'AEV, des équipements nécessaires pour permettre à l'AEV de remplir ses missions. Cela concerne les bâtiments nécessaires au service (bureaux, locaux techniques), les véhicules et l'équipement informatique.

Pour couvrir les dépenses, la Région prend en considération le cas échéant dans les dotations annuelles de fonctionnement et d'investissement qu'elle attribue à l'AEV les dépenses supplémentaires engendrées dans le cadre des restructurations pour l'AEV :

- les surcoûts éventuels liés au GIP de Pantin,
- la prise en charge des règlements des taxes foncières,
- la dotation annuelle d'investissement liée aux dépenses d'équipement qui lui sont nécessaires.

La dotation en fonctionnement est imputée sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 «Patrimoine Naturel», programme HP 76-001 «Agence des Espaces Verts», action 17600104 «Soutien à l'AEV».

La dotation en investissement est imputée sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 «Patrimoine Naturel», programme HP 76-001 «Agence des Espaces Verts», action 17600101 «Acquisition d'espaces verts régionaux, action 17600102 « aménagements d'espaces verts régionaux », action 17600103 « aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, forêts et promenades », action 17600104 « Tégéval », action 17600105 « Acquisition d'espaces agricoles régionaux ».

3.2 Dispositions financières

3.2.1 Modalités de versement de la subvention de fonctionnement

La dotation régionale annuelle est mandatée en trois versements trimestriels, sur la base des affectations votées semestriellement par la commission permanente du conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région en vigueur.

Les mandatements et versements des avances sont réalisés sur présentation des pièces suivantes datées, signées par le représentant légal de l'organisme et revêtu du cachet de l'AEV :

- ✓ le courrier d'appel de fonds,
- ✓ le plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Le mandatement et le versement du solde sont réalisés sur présentation des pièces, datées, signées par le représentant légal de l'organisme et revêtu du cachet de l'AEV, suivantes :

- ✓ le courrier d'appel de fonds,
- ✓ le tableau financier précisant la répartition du montant demandé entre les différentes lignes et années d'affectation par la Région comme joint **en annexe 4**. S'il est constaté un dépassement du seuil des ressources non utilisées en N-1 prévu par la région (voir article 4.3 apurements des comptes annuels), le solde pourra être réajusté.
- ✓ Les conventions de stages correspondant au nombre de stagiaires recrutés.

Le versement du solde est soumis également à la transmission par l'AEV à la Région du Programme Pluriannuel de Fonctionnement (PPF) ainsi que :

a) Dès leur approbation par le conseil d'administration de l'AEV, le budget et le programme d'actions annuels définitifs, le budget supplémentaire et, le cas échéant, les décisions modificatives ainsi que les comptes administratifs et de gestion assortis du rapport d'activité de l'AEV pour l'exercice N-1
b) Au plus tard le 20 juin de l'année N, le projet de PGA et les demande de contribution régionale pour l'année N+1

3.2.2 Modalités de versement des subventions d'investissement

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue de la signature du représentant légal de l'organisme et du cachet de l'AEV.

3.2.2.1 : Versement d'acomptes

L'AEV peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal de l'AEV et revêtu du cachet de l'organisme.

3.2.2.1. Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'AEV de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.
Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal de l'organisme et revêtu du cachet de l'AEV. Il doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

L'AEV transmet également à la Région le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) et le tableau financier précisant la répartition du montant demandé entre les différentes lignes et années d'affectation par la Région comme joint en **annexe 4**.

Ce tableau devra distinguer les investissements en particulier ceux concernant les réserves naturelles régionales gérées par l'AEV dont le foncier est propriété régionale. Les avances sur immobilisations réalisées dans ce cadre doivent faire l'objet d'une déclaration auprès des services de la Région En effet, les fonds concernant ces acquisitions de terrains ou ces travaux contribuent à enrichir le patrimoine régional et doivent être inscrits dans notre inventaire (imputation en 238). A ce titre, l'AEV transmet chaque année son compte administratif aux services de la Région pour régularisation des écritures comptables, en particulier le transfert du compte 238 vers le compte de destination 21X.

Les autres investissements dont le foncier n'est pas régional ou gérés par d'autres entités que l'AEV doivent être imputés sur une nature comptable de type avances sur immobilisations incorporelles.

Les versements au titre de la dotation globale de fonctionnement ou des subventions d'investissement sont effectués sur le compte ouvert au nom de l'Agence des Espaces Verts à la Banque de France, RC Paris B 572104891, Code Banque 30001, Code Guichet 00064, numéro de compte C7510000000, Clé RIB 61.
Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et de Paris.

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard

significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'AEV, le montant de la dotation régionale est révisé à due–proportion–du niveau d'exécution constaté. La subvention fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, ou, le cas échéant, du reversement à la Région du trop-perçu.

3.3 Application de la caducité régionale

Des règles de caducité s'appliquent aux subventions régionales en investissement et fonctionnement conformément à l'article 10 du règlement budgétaire et financier de la Région.

- **Pour la subvention de fonctionnement** :

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

- **Pour les subventions d'investissement :**

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Région une demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

3.4 Ordres de recouvrer

L'AEV est chargée de son émission et son agent comptable, en qualité de Comptable Public, diligente les procédures de recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de recouvrement conformément au décret n° 2012-1246 du 7/11/2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

3.5 Accès à la Plateforme « *Mes démarches* »

Pour que l'AEV puisse disposer des dossiers de demande de subvention dans le temps imparti pour leur instruction technique, la Région lui donne accès à la plateforme «*Mes Démarches* ». Les conditions juridiques de cet accès seront formalisées dans une convention spécifique.

<u>ARTICLE 4</u> : Suivi de la Convention d'Objectifs et de Moyens et évaluation des actions

4.1 Compte-rendu de suivi annuel

Pour assurer le suivi de la présente convention, l'AEV produit chaque année le compte-rendu annuel de son activité, qui accompagne le compte administratif de l'exercice. Ce compte rendu est transmis et présenté à la Région, ainsi qu'au Conseil d'administration de l'AEV.
Le suivi budgétaire et financier ainsi que le rapport d'activités feront chaque année l'objet d'une présentation spécifique par l'AEV aux services de la Région.

4.2 Évaluation des actions et suivi des indicateurs

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par l'AEV au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs tels que précisés à l'annexe 2 à la présente convention.

Ces tableaux d'indicateurs sont assortis de la note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'AEV pour atteindre ses objectifs.

Ces documents doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'AEV ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'AEV.

Les tableaux d'indicateurs et la note d'analyse des résultats s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'AEV. Ils sont annexés au rapport soumis au vote des élus de la Région pour l'affectation du solde de la subvention régionale de l'année concernée.

4.3 Apurement des comptes annuels

Après la clôture de chaque exercice annuel et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante, l'AEV transmet à la Région :

- le compte d'emploi global annuel récapitulant les opérations de compte de tiers (reports à nouveau, versements de la Région, recouvrement sur OR émis) et des dépenses payées sur l'exercice N, établi et signé par l'Agent Comptable de l'AEV. Ce compte fait apparaître le solde de trésorerie au titre de l'année concernée ;

- la note générale analysant l'exécution comptable de chacun des dispositifs mis en œuvre au titre de la convention au cours de la même année ;

- le compte-rendu financier à l'appui de la demande du versement du solde de chaque compte d'emploi établi par l'Agent Comptable de l'AEV ;

- la liste des comptes d'emplois qui n'ont pas fait l'objet de mouvements au cours de l'exercice afin que la Région en prononce éventuellement la clôture, si la situation le justifie, et décide de l'affectation du solde.

L'AEV transmet l'état des décaissements et encaissements à rattacher au 31 décembre de l'année concernée.

La Région se réserve la possibilité d'émettre un titre de recettes en vue d'apurer la trésorerie excédentaire.

ARTICLE 5 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention, conclue pour une période de cinq ans, prend effet le 1er janvier 2020. Elle expire le 31 décembre 2024.

ARTICLE 6 : Contrôle de la Région

À tout moment, y compris à l'issue de la convention, l'AEV s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'AEV et par la commission permanente du conseil régional.
Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

La présente convention peut être révisée avant son terme si cela est jugé nécessaire par les deux parties, au vu de son exécution et des éventuelles évolutions législatives, notamment celles ayant trait à la répartition des compétences entre les différentes collectivités territoriales d'Île-de-France.

ARTICLE 8 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée :

- au regard de la qualité des actions réalisées ;
- en cas d'absence de production par l'AEV du compte rendu financier des actions subventionnées ;
- en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants transmis à la Région dans le respect des dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ;

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, l'AEV est invitée à présenter ses observations écrites dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande régionale.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de cette dernière.

ARTICLE 9 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande

d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse à l'AEV une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas :

- les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.
- La résiliation de la convention est effective après l'arrêté définitif des comptes, et la restitution, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, de tout ou partie de la subvention versée par la Région.
- La résiliation ouvre droit à aucune indemnisation de l'AEV par la Région.

ARTICLE 10 : Règlement des litiges

Les différents éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

La présente convention comporte les 4 annexes suivantes :

1. Les objectifs opérationnels
2. Les indicateurs qualitatifs et quantitatifs
3. Le bilan et les perspectives de l'intervention territoriale de l'AEV
4. Le tableau de suivi financier

Fait en deux exemplaires originaux

Le (date de signature)

Pour l'Agence des Espaces Verts,

La présidente de l'AEV
Anne CABRIT
Signature revêtue du cachet de l'AEV

Le (date de signature)

Pour la Région Île-de-France,

La présidente du conseil régional
Valérie PÉCRESSE

Annexe n° 3 : Annexe 1 à la convention AEV-Région

Annexe 1 : Objectifs opérationnels

Pour garantir l'équilibre Ville/Nature de la Région Ile-deFrance 9 objectifs opérationnels sont regroupés en 3 axes d'intervention.

AXE D'INTERVENTION 1 : ACCOMPAGNER DES PROJETS TERRITORIAUX POUR PRESERVER LES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Objectif opérationnel 1.1. Faire émerger des projets contribuant à l'atteinte des objectifs du Plan Vert

Objectif opérationnel 1.2. Veiller à la prise en compte des enjeux de préservation des espaces naturels et de la biodiversité dans l'aménagement du territoire

Objectif opérationnel 1.3. Favoriser une agriculture pérenne et diversifiée

AXE D'INTERVENTION 2 : AMENAGER ET GERER LES ESPACES NATURELS REGIONAUX DE FACON EXEMPLAIRE

Objectif opérationnel 2.1. Aménager les forêts et les espaces naturels régionaux

Objectif opérationnel 2.2. Gérer les espaces régionaux de façon exemplaire

Objectif opérationnel 2.3. Animer les espaces naturels régionaux

AXE D'INTERVENTION 3 : RECONQUÉRIR DES ESPACES ET CRÉER DE GRANDES CONTINUITES

Objectif 3.1. Aménager des espaces délaissés ou clos en espaces verts d'intérêt régional

Objectif 3.2. Aménager de grandes continuités vertes reliant les espaces entre eux et aux zones urbanisées

Objectif opérationnel 3.3. Identifier les enjeux et projets de demain par des études de territorialisation de la stratégie régionale

AXE D'INTERVENTION 1 : ACCOMPAGNER DES PROJETS TERRITORIAUX POUR PRESERVER LES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Objectif opérationnel 1.1. Faire émerger des projets contribuant à l'atteinte des objectifs du Plan vert

Le travail d'aide aux collectivités territoriales et aux partenaires de l'aménagement du territoire assuré par l'Agence a pour but de permettre à ces acteurs de mener une politique locale de création et de préservation d'espaces verts, à la fois par l'attribution de subventions dans le cadre des appels à projets Plan vert portés conjointement avec les services de la Région, mais aussi par la diffusion de conseils et de bonnes pratiques et la mise en œuvre d'actions partenariales.

Réalisation : Appels à projet Plan vert

Instruction des dossiers et accompagnement des collectivités par les délégués territoriaux.

Indicateurs : nombre de dossiers instruits, nombre de dossiers retenus

Actions: Appels à projet Plan vert

Autorisation de programme : Région (plan vert)

Réalisation : Identification de zones prioritaires d'intervention

À partir d'une connaissance fine du territoire, rencontre des territoires les plus carencés afin de faire émerger des projets en partenariat.

Indicateur : nombre de réunions territoriales

Actions: - animation du réseau des directeurs de l'environnement et des espaces verts

- rencontre des collectivités de situation

Autorisation de programme : sans objet (dépense de fonctionnement)

Réalisation : Périmètres régionaux d'Intervention foncière

Penser de façon partenariale et pragmatique les projets de création et de préservation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au sein des 55 périmètres régionaux d'intervention foncière : acquisition, échange, accessibilité, évolution du périmètre, création….

Indicateur : nombre de PRIF/surface **Autorisation de programme :** programme 12
Actions :

DUP PRIF Butte Pinson	Zone centre et Nord
DUP PRIF des buttes du Parisis	Promenade des buttes et continuité jusqu'à la plaine agricole et les bords de Seine
PRIF de Boissy	Continuités bois des Aulnaies – plaine de Boissy
DUP PRIF de la butte de Marsinval	Vernouillet
DUP Tégéval	De Créteil à villecresnes - 2ème tranche

PRIF de Rougeau et de Bréviande	Dernières acquisitions et valorisation du massif
PRIF de Brosse et Gondoire et de Ferrières	Vallée du Morbras
Ceinture verte de Cergy Pontoise	Réflexions sur un PRIF agricole
Plaine de Pierrelaye	Partenariat avec le SMAPP
Plaine de Montesson	ZAP, enjeux agricoles
Ecouen et vallée du Petit Rosne	Fonctionnalité écologique et agricole
Arc boisé Marne Nord, Coteaux de l'Aulnoye et de la Marne	Réflexion sur les continuités
Boucles et vallées de la Seine	Liaisons et valorisation des espaces en relation avec les collectivités
Plateaux du Hurepoix	DUP en cours continuités du massif boisé entre le bois des Charmeaux, le bois du déluge et le bois des Mocquets
Rosny	Enjeux en périphérie de la forêt régionale
Chevreuse - Saclay	Enjeu agricole, projet multipartenarial
Vallées de l'Yerres et Réveillon	Enjeu agricole et enjeu vallée
Plaine de France	Réflexions dans le cadre du SCoT et de la charte agricole
Orge Aval	Réflexions avec le syndicat de rivière et l'agglomération Cœur d'Essonne

Objectif opérationnel 1.2. Veiller à la prise en compte des enjeux de préservation des espaces naturels et de la biodiversité dans l'aménagement du territoire

L'Agence mène un travail de pédagogie et de diffusion de son expertise et de sa connaissance du territoire, afin de permettre un partage des enjeux et objectifs de la Région en matière de préservation des espaces agricoles et naturels, de continuités écologiques et de biodiversité auprès des communes et des intercommunalités, notamment dans le cadre de leurs compétences en matière d'urbanisme règlementaire. Elle engage aussi, dans la perspective d'un aménagement du territoire centré sur l'équilibre ville-nature, une réflexion sur un développement de projets liés aux obligations de compensations environnementales.

Réalisation : Avis sur les PLU, PLUi, SCOT

L'enjeu est de prendre en considération les projets des collectivités tout en maintenant les fronts urbains et en préservant les fonctionnalités des espaces naturels et agricoles.

Indicateur : nombre d'avis

Actions : Avis - 210 communes concernées auxquelles s'ajoutent les intercommunalités

Autorisation de programme : sans objet (fonctionnement)

Réalisations : Partage des enjeux avec les collectivités de situation / projets partenariaux

Rencontre des partenaires, pour partager une vision territoriale, hiérarchiser les priorités d'intervention ; agir en complémentarité sur le territoire considéré

Indicateurs : Nombre de réunions ; carte des enjeux par département, nombre de partenariats engagés

Actions: cf. méthodologie de la stratégie territoriale d'intervention de l'AEV. PPEANP Marne et Gondoire, PPEANP Ferrières, ZPNAF Saclay, charte forestière de l'Arc boisé, charte forestière de Sénart, charte agricole et forestière des deux rives de Seine, charte agricole du grand Roissy. Partenariat avec les PNR de la vallée de Chevreuse et du Vexin français, Syndicat de rivière

Autorisation de programme : sans objet (fonctionnement)

Réalisation : Mise en œuvre de compensations écologiques

L'Agence s'engage au côté du maître d'ouvrage qui la sollicite si le projet s'inscrit dans une démarche d'aménagement de niveau régional et s'assure de la plus-value écologique à court et à long termes des mesures compensatoires proposées. Une réflexion menée en partenariat avec le MNHN devrait permettre d'identifier des zones de compensation potentielles permettant de relier les PRIF réservoirs de biodiversité.

Indicateurs : Nombre de projets de compensation écologique pour lesquels l'AEV intervient en tant qu'opérateur/surfaces restaurées et gérées dans le cadre de compensations écologiques

Autorisation de programme : programme 13 (crédits spécifiques) et dépenses de fonctionnement

Actions : convention MNHN, réflexion avec IDF Mobilité

Maubué	2014_compensation villages nature_	Convention signée
Butte de Marsinval	2015_compensation terreal_	Convention signée
Grosbois	2016_compensation dirif_rn19_	Convention signée
Etrechy - Maubué	2016_Compensation sgp_ligne15_sud_	Convention signée
Coteaux de l'Aulnoye -	2017_Compensation zac_coubron_ _	Convention signée
Moisson	2016_Compensation sncf_ttme	Convention signée
Montguichet	2016_Compensation SGP_ligne16_	Convention signée
Claye-Souilly	Placoplatre	Convention signée
Moisson	2018 compensations SNCF Eole	Convention signée
Hurepoix, vallées de l'Yerres et du Réveillon	ratp_ligne14_sud_	Convention signée
Saint-Eutrope	Coca cola	Convention validée CA
Brou	IDF Mobilité	Instruction en cours
Butte du Parisis	Placoplâtre	Instruction en cours
Hautil et Oise	STIF tangentielle	Instruction en cours
Plaine de la Haye	Centre d'entrainement du Paris-SaintGermain à Poissy	Instruction en cours

Objectif opérationnel 1.3. Favoriser une agriculture pérenne et diversifiée

L'Agence développe ses actions en matière agricole, afin de contribuer à la mise en œuvre des priorités du pacte agricole régional notamment par le dispositif de portage foncier, en lien avec la SAFER, pour faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs. L'Agence poursuit également son travail de veille foncière agricole dans ses périmètres d'intervention, afin de prévenir le mitage des terres agricoles. Elle veille à la prise en compte des priorités fixées par la Région dans son Pacte agricole lors du choix des exploitants des propriétés agricoles régionales. Elle aménage aussi dans certains sites des jardins partagés et familiaux qu'elle met à disposition d'acteurs locaux.

Réalisation : Portage foncier

Le portage foncier est mis en place afin de favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs.

Indicateur : nombre d'opérations

Actions: une opération à Davron pour soutenir la renaissance des filières vigne vin, champignons, vergers et maraîchage de variétés franciliennes anciennes

Autorisation de programme : programme 12

Réalisations : Veille foncière et acquisition pour prévenir le mitage urbain

La veille foncière permet d'intervenir lorsqu'il y a un risque de mitage urbain remettant en cause la fonctionnalité et la pérennité des espaces agricoles, pour développer une exploitation en place ou installer de nouveaux agriculteurs.

Indicateurs : nombre de DIA traitées

Actions: Répartition des terres agricoles régionales par type de production

Type de production / Type de bail	Grandes cultures	Maraichage	Elevage	Equestre	Paturage	Viticulture	Contrat de polyculture-élevage (Arbori/Marai/GC)	Total	%
Bail rural notarié	18	10	1	2	0	0	7	38	29,92
Bail rural sous seing privé	32	19	3	4	1	0	5	64	50,39
Convention-type	1	3	7	4	1	0	2	18	14,17
Autorisation temporaire	1	0	0	0	0	0	0	1	0,79
Bail verbal	4	1	0	0	0	0	1	6	4,72
Total	56	33	11	10	2	0	15	127	100,00
%	44,09	25,98	8,66	7,87	1,57	0,00	11,81	100,00	

Autorisation de programme : programme 12

Réalisation : Baux ruraux avec des exploitants

Les baux sont signés après des appels à candidature, dans le cadre de transmissions familiales ou lors d'acquisition. Les appels à candidatures prennent en compte les objectifs du pacte agricole, notamment en permettant l'installation d'agriculteurs biologiques.

Indicateurs : nombre de baux en cours / typologie des exploitations

Actions: 127 baux

Répartition des terres agricoles régionales par type de bail

Type de bail / PRIF Agricole	Bail rural notarié	Bail rural sous seing privé	Bail verbal	Convention type	Autorisation temporaire	Total
Plaine de Pierrelaye	5	12	2	0	0	**19**
Plateau de Saclay	6	6	0	0	0	**12**
Plaine de Montesson	0	12	0	0	0	**12**
Hurepoix	1	6	3	2	0	**12**
Vallées de l'Yerres et du Réveillon	3	4	0	2	0	**9**
Boissy	4	1	0	0	0	**5**
Sous total des six PRIF principaux	**19**	**41**	**5**	**4**	**0**	**69**
Total des vingt-neuf PRIF agricoles	**38**	**64**	**6**	**18**	**1**	**127**

Autorisation de programme : programme 12

Réalisations : Développement de projets agricoles

Le maintien ou le développement de l'agriculture péri-urbaine nécessite des bâtiments agricoles, du logement, des aménagements spécifiques (irrigation, chemins,…), des analyses sur le potentiel agricole du site et la mise en place de partenariats pour voir le projet d'installation se concrétiser. L'AEV joue alors un rôle d'expertise, de conseil, d'animation et réalise des aménagements sur les parcelles concernées. Conformément à la stratégie régionale de la biodiversité, ce développement s'accompagne autant que possible d'une recomposition de la trame paysagère (alignement, bosquets, haies etc.) à des fins environnementales et d'agrément pour les riverains et les usagers. L'AEV peut également accompagner la réflexion des agriculteurs sur les circuits de commercialisation.

Indicateurs : nombre de projets agricoles en cours, nombre d'agriculteurs installés

Autorisation de programme : programme 13

Actions:

Plaine de Montjean	Mise en place d'un projet d'agriculture biologique et d'ouverture au public Partenariat GPAM, CD94, Rungis, mairie de Paris, Fresnes
Mont Guichet	Aménagement du site pour l'installation d'agriculteurs

Vallée de l'Yerres et du Réveillon : Périgny-sur-Yerres, Mandres les Roses	Autour de la gare Plan alimentaire territorial de GPSEA
Hurepoix Saulx les Chartreux	Les Champs du possible, Triangle Vert
Vallée de l'Orge	100 fermes durables
Plaine de la Haye	Circuits courts légumerie
Saclay / Chevreuse	ZPNAF / circuits courts
Plaine d'Argenteuil et plaine des bois Rochefort	Schéma directeur
Ceinture verte de Cergy Pontoise	PRIF agricole
Plaine de Pierrelaye	Réflexion avec les partenaires sur les franges de la forêt future (SMAPP, DDT95)
Plaine de Montesson	Prospection foncière ZAP
Domaine des Isles	Mise en place d'élevage bovin
Coteaux de Nézant	Prospective
Seiglats	Installations
Andilly	Mise en place d'élevage et ouverture au public

Objectif opérationnel 2.1. Aménager les forêts et les espaces naturels régionaux pour les ouvrir au public

L'Agence aménage les propriétés régionales, afin d'y accueillir le public dans les meilleures conditions possibles. Les travaux menés par l'Agence sur les propriétés régionales sont en effet indispensables à leur sécurisation, leur attractivité et leur accessibilité. L'Agence veille à ce que ces travaux soient cohérents avec les enjeux écologiques relevés sur ces espaces, et notamment la préservation de la biodiversité remarquable comme ordinaire. Ce rôle d'intervention directe de la Région, via son opérateur, l'AEV, pour l'atteinte des objectifs qu'elle a fixés s'inscrit ainsi en pleine cohérence avec l'exigence d'exemplarité que s'impose la Région. Le levier d'acquisition foncière est mobilisé dans cette perspective, de façon raisonnée, afin de permettre la constitution d'ensembles continus permettant l'accueil du public et une gestion optimisée de l'espace. L'exploitation forestière est menée en prenant en considération ces différents éléments.

Réalisations : Mise en sécurité des forêts et espaces régionaux

Il s'agit :

- de sécuriser les terrains régionaux vis-à-vis de risques naturels ou techniques : fontis, soutènements de terrain à conforter ;
- de réaliser des élagages et des abattages de sécurité; afin d'assurer la sécurité des usagers dans les massifs boisés ;
- de « prendre possession » des sites en menant des actions de démolition, de gestion de la pollution et des déchets présents sur les terrains en vue de les renaturer, de restaurer leurs fonctionnalités écologiques avant de les ouvrir au public en toute sécurité. Ces actions favorisent le tri et la valorisation des déchets de chantier et de la pollution - y compris sur place lorsque cela est possible - et respectent la réglementation liée à certains matériaux tels que l'amiante ;
- de sécuriser les terrains régionaux vis-à-vis d'intrusions et d'occupations de toutes sortes : dépôts sauvages, empiètements sur la propriété régionale, véhicules motorisés, installations illicites.

Indicateurs : nombre d'ha de sites concernés par au moins une opération de sécurité, nombre d'études commandées sur les sujets risques naturels, risques techniques, pollution

Actions: actions menées sur l'ensemble des espaces régionaux

Autorisation de programme : programme 13

Réalisation : Aménagement des forêts et des espaces régionaux pour améliorer l'accueil du public

Aménagement de cheminements pour l'accueil du public, création de nouvelles entrées et de nouveaux accès, requalification d'espaces par des aménagements paysagers qui s'inscrivent dans le paysage et le mettent en valeur : plantations et entretien de la végétation plantée. Ouverture de nouvelles propriétés régionales au public : Bois de Brou, parc ChabrandThibault, plateau d'Andilly…

Indicateurs : nombre d'entrées de sites/d'aires d'accueil (ré)aménagées, linéaires de chemins créés ou requalifiés

Actions : actions menées sur l'ensemble des espaces régionaux

Autorisation de programme : programme 13

En outre, un partenariat de longue date avec l'Office national des forêts (ONF) permet à l'AEV de financer, dans les forêts domaniales d'Ile-de-France, des travaux et des études favorisant l'accueil du public. La similitude de ces actions avec les projets menés par l'AEV dans les forêts régionales permet des échanges techniques et l'amélioration de continuités entre massifs boisés domaniaux et régionaux.

Indicateurs : nombre d'actions financées en forêt domaniale

Actions : actions menées sur l'ensemble des forêts domaniales franciliennes

Autorisation de programme : programme 15

Réalisations : Constitution de sites cohérents pour la gestion et l'accueil du public

Acquisition et échanges de parcelles assurant la fonctionnalité de ces espaces et permettant une optimisation de la gestion ainsi qu'une ouverture au public.

Indicateurs: surfaces acquises par massif

Autorisation de programme : programme 12
Actions :

Forêt de Rougeau et de Bréviande	Rougeau et Bréviande
Bois de Chigny	Brosse et Gondoire
Forêt d'Etrechy	Etrechy
Forêt de Cheptainville	Cheptainville
Forêt de Rosny	Rosny
Massif de Ferrières	Ferrières
La Roche Guyon	Roche Guyon
Bois de l'Hautil et Oise	Hautil et Oise
Bois des bergères et domaine de Marsinval	Butte de Marsinval
Grosbois	Grosbois
Forêt du Plessis-St Antoine	Plessis-Saint-Antoine
Buttes du Parisis	Buttes du Parisis / Chemin des crêtes
Vallée de l'Yerres	Vallée de l'Yerres et du Réveillon
Moulin des Marais	Moulin des Marais

Réalisations : Connecter les propriétés régionales aux réseaux de mobilité

Travail partenarial pour l'amélioration de l'accessibilité en transport en commun, en cohérence avec les circulations douces et les sentiers de randonnée.

Indicateurs : zone desservie/aire d'influence

Autorisation de programme : programme 13

Actions: réflexion avec Ile de France Mobilités et les Communautés d'agglomérations ….

Forêt de Saint-Eutrope	Circulations douces, transport en commun et cheminements en partenariat avec Grand Paris Sud
Forêts de Rougeau et de Bréviande	Liaison Pavillon royal jusqu'à Vaux- le-Vicomte Domaine des îles à Seine-Port
Seine-Saint-Denis	Chemin des parcs
Forêt de Bondy et Dhuis	Pôle Clichy-Montfermeil (réflexions avec Île-deFrance Mobilités et GPGE)
Boucles de la vallée de la Seine	PDIPR, circulations douces
Boissy	Requalification de la Chaussée Jules César en voie verte et liaison avec le bois de l'Aulnoye
Tégéval et câble A	Station Limeil Brevannes

Réalisations : Aménagements sylvicoles

Sur les 15 000 ha de propriétés régionales, 10 000 ha environ sont constitués de forêt, gérés par l'Agence des espaces verts en respectant sur tous ces sites les 3 axes du développement durables : préservation de l'environnement, accueil du public, et durabilité économique.

Comme le prévoit le régime forestier, ces espaces sont gérés en lien avec l'Office national des forêts qui a notamment pour mission de rédiger les documents de gestion durable (aménagements forestiers) sur l'ensemble des forêts relevant du régime forestier, et de procéder à la vente des bois qui en sont issus.

Afin d'améliorer la multifonctionnalité de ces forêts, l'Agence y mène de nombreuses actions parmi lesquelles :

- création de dessertes forestières permettant de mobiliser les produits bois, et d'améliorer la qualité des exploitations ;
- réalisation de travaux sylvicoles en faveur de la régénération des peuplements et de l'amélioration de leur qualité écologique et environnementale ;
- engagement dans des démarches de certification (FSC, PEFC), gage de transparence et de gestion durable auprès du grand public, et moteur de perfectionnement constant des pratiques de l'Agence (cf. 2.2.) ;
- Développement de nouvelles modalités d'exploitation (exploitation en régie) permettant à l'AEV de mieux maîtriser le calendrier, la qualité, et l'organisation des chantiers de travaux ou d'exploitation sylvicoles, ainsi que de mieux valoriser les bois qui en sont issus.

Indicateurs : Pourcentage de l'état d'assiette validé, linéaires de desserte forestière créés

Autorisation de programme : programme 13
Actions:

Aménagement	Produits attendus	Prix de vente au m³ (ordre de grandeur)
Vallières	Chêne, Frêne, autres feuillus	150€/m³ - 50€/m³
Maubué (Célie / Grange et Boulay / Bois Saint Martin) + Plessis Saint-Antoine	Chêne, Frêne, Bouleau	150€/m³ - 50€/m³ – 30€/m³
Verneuil	Chêne, Châtaignier	150€/m³ – 60€/m³
Grosbois étendu	Chêne, Bouleau, autres feuillus	150€/m³ - 30€/m³ – 55€/m³
Galluis	Douglas, Pins, Chêne, Châtaigniers	55€/m³ – 35€/m³ – 150€/m³ - 60€/m³
Bondy / Coteaux de l'Aulnoye	Chêne, Autres feuillus	150€/m³ - 55€/m³
Moisson	En attente du descriptif des peuplements	
Marcoussis	Chêne, châtaigniers	150€/m³ – 60€/m³
Roche-Guyon	Chêne, autres feuillus	150€/m³ – 55€/m³

Objectif opérationnel 2.2. Gérer les espaces régionaux de façon exemplaire.

En matière de gestion forestière, l'Agence applique la Stratégie régionale Forêt-Bois. La gestion que l'Agence met en œuvre développe de façon responsable la fonction économique des forêts régionales, en préservant ses fonctions sociale et environnementale. Pour les espaces naturels identifiés comme présentant des enjeux de régulation environnementale et de préservation de la biodiversité, l'Agence poursuit son travail de gestionnaire, notamment sur 5 Réserves naturelles régionales, dans le cadre des plans de gestion définis par la Région et d'animation de 3 sites Natura 2000.

Réalisations : Gestion et suivi des aires protégées (dont les réserves naturelles régionales)

Indicateurs : Surface d'aires protégées (RNN, RNR, APPB, RBI, Natura 2000) incluses dans des propriétés régionales

Autorisation de programme : programme 13, dépenses de fonctionnement

Actions:

Priorisation d'acquisitions foncières dans des espaces protégés en PRIF, visant à conforter leur statut et permettre une gestion favorable

Inscription des actions de l'AEV dans le cadre du volet 'aires protégées' de la stratégie régionale de la biodiversité : favoriser la création ou l'extension de nouvelles aires protégées dans les PRIF.

Seiglats	62 ha en RNR, 154 ha en APPB
Grand Voyeux	160 ha en RNR
Sainte-Assise	92 ha en RNR
Moisson	310 ha en RNR
Stors	47 ha en RNR
Ferrières	80 ha en RBI
Fosse aux carpes	26 ha en APPB
Gouaix	32 ha en RNN
Roche Guyon	50 ha en RNN
Bois Saint Martin sous réserve	248 ha en APPB

Réalisation : Acquisition, restauration et gestion d'espaces naturels reconnus d'intérêt écologique (hors aires protégées)

Des opérations de restauration écologiques puis de gestion sont menées dans ces espaces d'intérêt faunistique, floristique et d'habitats. Une priorisation des acquisitions foncières dans les espaces inventoriés comme remarquables est effectuée : Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1.

La gestion écologique et différenciée des milieux ouverts (prairies, landes, pelouses pour l'accueil du public, bord de chemin participe de cet effort d'enrichissement de la biodiversité.

Indicateur : Surface en ZNIEFF de type 1 incluses dans les propriétés régionales ; surface de milieux ouverts gérés de manière écologique (éco-pâturage, fauche ou broyage tardifs avec export…)

Actions: Revoir ou élaborer des plans de gestion favorables à l'expression de la biodiversité dans ces milieux (cf. expérience en cours à Célie et St Eutrope).

68 ZNIEFF1 intersectent les périmètres régionaux d'intervention foncière, sur une surface totale d'environ 9631 hectares.

Principales ZNIEFF1 intersectant des propriétés régionales :

PRIF	ZNIEFF1	Surface en ha
Les Seiglats	Plans d'eau de Cannes-Ecluse	237,80
Grand-Voyeux	Espace naturel du Grand-Voyeux et île l'Ancre	265,47
Précy-sur-Marne	Plans d'eau de Trilbardou	278,86
Maubué	Bois Saint-Martin	287,26
Vallières	Forêt de Vallières et carrières souterraines à Annet-sur-Marne	292,58
La Roche-Guyon	Coteaux de la Roche-Guyon	321,20
Vallée de la Marne	Bois de Brou, bois de Vaires et prairies associées	396,83
Vallières	Plan d'eau de la Boucle de Jablines	509,63
Bondy	Massif de l'Aulnoye et Carrières de Vaujours et Livry-Gargan	585,39
Moisson	Bois de Freneuse et Sablière de Moisson-Mousseaux	662,34
Montgé	Forêt de Montge-en-Goële	804,67
Rougeau-Bréviande	Landes de Ste-Assise et Bois de Boissise la Bertrand	833,78
Gouaix	Réserve de la Bassée et abords	1062,13

Réalisation : Restauration des milieux humides et cours d'eau

Études et travaux menés en faveur de la restauration de milieux humides ou de berges de cours d'eau, le cas échéant en lien avec le SDAGE et le 11ème programme de l'AESN, les comités de bassin, les gestionnaires de rivières.

Indicateurs : surfaces de zones humides restaurées (hors RNR), linéaires de berges renaturées

Autorisation de programme : Programme 13
Actions:

Bout du Monde	Restauration des fonctionnalités hydrauliques du site
Domaine des îles	Restauration écologique du site
Moulin des Marais	Restauration des fonctionnalités hydrauliques du site
Mandres les Roses	Restauration des fonctionnalités hydrauliques du ru

Réalisations : Inventaires – suivi –plan de gestion

Disposer d'outils de connaissance de la biodiversité et de son évolution sur les sites régionaux. Adapter les interventions en restauration de milieux, en gestion et les modalités d'accès du public en fonction de cette biodiversité, au travers de plans de gestion.

Indicateurs : nombre de sites couverts par un suivi de type IQE et IPE réalisé à intervalle régulier, nombre d'IQE réalisé par an dans le cadre du suivi régulier des sites, nombre d'études réalisées

Action: définition des sites à retenir pour les Indicateurs de qualité écologique (IQE)

Autorisation de programme : Programme 13 et dépenses fonctionnement

Réalisation : Certifications FSC et PEFC

Dans des contextes majoritairement péri-urbains, le maintien d'une gestion durable multifonctionnelle ne peut se faire sans l'association des différents usagers, et la garantie d'une gestion durable sur ces espaces. En apportant de la transparence auprès du grand public et en couvrant l'ensemble des aspects liés à la gestion multifonctionnelle des forêts régionales, les certifications PEFC et FSC, permettent d'attester de la qualité de la gestion mise en place par l'Agence, de maintenir les coupes sur des espaces particulièrement sensibles, et de plus en plus, de mieux valoriser les produits issus des coupes. En se plaçant dans une démarche de suivi et d'évaluation continue, la certification FSC constitue également un moteur de perfectionnement constant des pratiques de l'Agence.

Indicateur : nombre d'espaces certifiés, surfaces certifiées

Actions: Renouvellement FSC et audits annuels

Autorisation de programme : sans objet (dépenses de fonctionnement)

Réalisations : Gestion cynégétique et maintien de l'équilibre sylvo-cynégétique

La présence de gibier sur les propriétés régionales est une composante intrinsèque de ces espaces qu'il est indispensable de prendre en compte dans leur gestion.
En effet, cela peut potentiellement avoir un impact sur :

- La sécurité des usagers : particulièrement à proximité des grands axes routiers et dans les sites très fréquentés, une population top importante de gibier peut être un facteur supplémentaire d'accidents ;

- La viabilité des cultures agricoles : attirés par la source de nourriture qu'elles représentent, les cultures peuvent subir des dégâts de gibier importants en l'absence de protection ou de mesures de régulation
- La pérennité des peuplements forestiers : plus spécifiquement dans le cadre d'une gestion forestière irrégulière (à couvert forestier continu, une pression cynégétique trop importante peut bloquer la régénération naturelle du peuplement forestier).

Pour toutes ces raisons, l'Agence des espaces verts met en œuvre un ensemble de mesures préventives, parmi lesquelles la chasse occupe une place centrale pour maintenir le bon équilibre de ces espaces.

Indicateurs : nombre de journées de chasse organisées par l'AEV, nombre de baux de chasse, montant des taxes à l'hectare boisées payées par l'AEV.

Actions : 10 jours de chasse par an entre le 1ier novembre et le 15 février sur les sites les plus sensibles.

Autorisation de programme : sans objet (dépenses de fonctionnement)

Objectif opérationnel 2.3. Animer les espaces naturels régionaux

L'Agence poursuit son rôle d'animation des espaces dont elle a la gestion, afin d'y attirer un public plus large, et d'y accueillir les activités permettant de garantir la fonction sociale des espaces naturels régionaux. Cela passe par la conclusion de conventions d'occupation temporaire avec des acteurs associatifs, la tenue de comités locaux de concertation avec les usagers, et le développement d'outils de communication sur les animations associatives et les promenades offertes dans les espaces gérés par l'Agence. L'Agence, gestionnaire d'éléments bâtis qui présentent un intérêt patrimonial travaille également à leur valorisation en lien avec le service patrimoine de la Région. Les bâtiments inscrits dans le cadre de ce travail au « patrimoine d'intérêt régional » pourront ensuite faire l'objet de projets de rénovation, en accord avec la Région.

Réalisation : Indiquer et équiper les sites par une signalétique adaptée

Améliorer la signalétique et la valorisation du patrimoine régional : signalétique intra-site ou signalétique de rabattement vers les sites. La mise en œuvre d'éléments de signalétique doit être soigneusement étudiée et obéir à des principes de simplicité, de sobriété et d'efficacité.

Indicateur : Nombre d'opérations réalisées

Action: diagnostic

Autorisation de programme : programme 13

Réalisation : Réalisation d'outils de découverte des sites pour les différents types d'usagers

Il s'agira en premier lieu de produire des outils de mesure et d'analyse de la fréquentation des sites gérés par l'AEV et de les utiliser pour améliorer la connaissance du public, de sa diversité, de ses perceptions et de ses attentes.

Dans un second temps des outils de type parcours d'interprétation (mise en récit de la richesse du site), offre de promenade et de randonnée seront développés.

Indicateurs : nombre de sites dont la fréquentation a été étudiée, nombre d'outils proposés

Actions : stage méthodologie en 2018, balade branchée

Autorisation de programme : programme 16

Réalisation : Valorisation du patrimoine bâti régional remarquable

Valorisation du patrimoine régional : certains sites régionaux gérés par l'AEV comprennent des éléments bâtis remarquables par leur architecture, leur valeur historique ou la qualité de leur insertion paysagère. Aucun d'entre eux n'est cependant classé ou inscrit. La récente mise en place du dispositif « Patrimoine d'intérêt régional » a cependant permis la labellisation de deux d'entre eux : le Fort de Cormeilles et le kiosque de Rosny. La labellisation est une étape importante dans une démarche de mise en valeur de ces édifices.

Indicateurs : Nombre de bâtiments labellisés patrimoine d'intérêt régional

Action: Fort de Cormeilles et kiosque de Rosny

Autorisation de programme : programme 13

Réalisation : Organisation d'évènements sur les espaces naturels et communication

Il s'agit d'animer les sites en partenariat avec des associations, des collectivités, des entreprises et de faire connaitre ces animations. La Natur'box centralise une offre de plus de 150 animations sur les espaces régionaux. **Indicateurs :** nombre de conventions d'occupation

Actions : Natur'box, salon, fêtes….

Autorisation de programme : sans objet (dépenses de fonctionnement)

Réalisation : Sensibilisation du public au travers de la maison du Grand Voyeux

La maison du Grand Voyeux, ouverte en 2018, constitue un lieu unique pour les réserves naturelles régionales de sensibilisation du public à la nature. La maison et le parcours pédagogique dans la réserve sont ouverts au public en semaine, en week-end et vacances scolaires, et accueillent également des scolaires. Des évènements y sont organisés régulièrement : conférences, ateliers, etc. L'AEV, au travers d'un partenariat local, assure le développement de ce lieu auprès de différents publics et des écoles notamment.

Indicateurs : nombre de visiteurs annuels (dans la limite du plafond de 5000 visiteurs pour la partie en réserve)

Actions: encourager la découverte du site

Autorisation de programme : sans objet (dépenses de fonctionnement)

Réalisation : Accueillir, informer, et garantir la sécurité des usagers grâce à des patrouilles de surveillances

Dans des contextes périurbains parfois sensibles, l'Agence des espaces verts met en place des tournées de surveillance afin d'accueillir et informer les différents usagers. Ces patrouilles sont de trois types :

- Brigade équestre interne, composées de gardes particuliers assermentées, qui patrouillent par binôme sur la plupart des sites à l'Est de l'Île-de-France.
- Une brigade équestre externe, composées d'agents de sécurités, qui patrouillent majoritairement à l'Ouest et au Sud.
- Des éco-patrouilleurs, qui circulent à VTT sur des sites plus familiaux

Ces patrouilles ont pour principales missions d'informer et de guider les usagers, tout en garantissant leur bonne cohabitation ainsi que le respect du règlement intérieur de l'Agence des espaces verts.

Indicateurs : nombre de sites surveillés, nombre de tournées effectuées

Autorisation de programme : sans objet (dépenses de fonctionnement)

Actions:

Prestataire	Site	Total
Brigade Equestre AEV (interne)	Bondy	679
	Bréviande	45
	Célie	15
	La Grange	10
	Claye	43
	Ferrières	101
	Grosbois	13
	Montgé	23
	Rougeau	14
	Vallières	34
	Dhuis	34
Alize - Prestataire Brigade Equestre Externe	BUPA	300
	BUPI	232
	Bois Chardon, Fausse aux Carpes	16
	Bréviande	54
	Claye	33
	Grosbois	18
	Maubué	17
	Montgé	18
	Saint-Eutrope	27
	Vallières	26
	Rosny	
	Boissy	
	Verneuil	
Ecopatrouilleurs - Prestataire VTT	Maubué	4
	Dhuis	30
	Saint-Vrain	0
	Grosbois	17

Objectif opérationnel 3.1. Aménager des espaces délaissés ou clos en espaces verts d'intérêt régional

La réduction de la carence en espaces verts en Île-de-France et l'ouverture au public de 500 hectares supplémentaires constituent l'objectif quantitatif du Plan Vert. L'Agence contribuera directement à l'atteinte de cet objectif, en conduisant des projets de création de nouveaux espaces naturels régionaux, afin de résorber la carence en espaces verts, mais aussi de prévenir le développement de nouveaux secteurs carencés en espaces verts. Ces projets complexes, qui vont de la maîtrise foncière à la gestion d'un espace constitué, en passant par son aménagement, mobilisent l'ensemble des métiers de l'Agence et sont particulièrement emblématiques de son action.

Cette action peut se traduire par l'acquisition et l'ouverture au public d'un espace jusqu'alors privé, c'est le cas du Bois-Saint-Martin à Noisy-le-Grand, forêt d'importance en petite couronne.

Dans les secteurs les plus carencés en espaces verts, généralement marqués par une forte urbanisation constituée, les opportunités de création de nouveaux espaces ouverts au public consistent principalement en la requalification d'espaces délaissés, souvent source de nuisances (carrières, dépôts sauvages, insécurité, occupations illégales,…). L'Agence poursuit ses projets de reconquête d'espaces en cours notamment ceux faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique (Butte Pinson et Buttes du Parisis), en partenariat avec les collectivités territoriales et les services de l'État concernés.

Réalisation : Acquisition et ouverture au public du Bois Saint-Martin

Le Bois Saint-Martin, compris dans le PRIF du Maubué, est situé aux confins du département de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, en limite du département de Seine-et-Marne, sur les territoires respectifs de la commune de Noisy-le-Grand et des communes de Villiers-sur Marne et du Plessis-Trévise, à environ 20 kilomètres à l'est de Paris.

D'une superficie de 283 ha environ[1], le bois Saint-Martin jouxte le bois du Parc de Malnoue (62 ha privés), le bois de Célie (117 ha acquis par la Région) ainsi que le bois du Boulay et le bois de la Grange (153 ha acquis par la Région) avec lesquels il constitue un massif forestier de près de 600 hectares, dernier poumon vert subsistant entre le bois de Vincennes et la Ville Nouvelle de Marne-la-Vallée et élément majeur de la Ceinture Verte régionale de l'est parisien (cf. annexes 1 et 2).

L'acquisition et l'ouverture au public du bois Saint-Martin permettra de remplir une part significative des objectifs quantitatifs et qualitatifs du Plan Vert régional. En effet, le bois se situe dans un secteur carencé ou très carencé en espaces verts.

L'ouverture au public de 283 ha de bois est à mettre en regard de l'objectif de création de 500 ha d'espaces verts dans le cadre de la mandature régionale en cours.

Indicateur : avancement du projet

Autorisation de programme : programme 12-13

[1] Noisy-le-Grand (93) : 273 ha / Villiers-sur-Marne (94) : 5 ha / Le Plessis-Trévise (94) : 5 ha

Réalisation : Poursuite de l'ouverture au public de la Butte Pinson (95 et 93)

La Butte Pinson est située sur les communes de Pierrefitte-sur-Seine, Villetaneuse, Groslay et Montmagny, à cheval sur les départements de Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise. La remise en état de cet espace naturel dégradé et l'aménagement d'un espace ouvert au public d'une superficie finale de 120 hectares constitue un projet emblématique et historique, le partenariat entre l'agence et les communes ayant débuté en 1985. La Butte Pinson est ainsi progressivement aménagée et ré-ouverte au public depuis 2010, ce qui a déjà permis de mettre fin à la carence en espaces verts pour la commune de Montmagny (14 000 habitants). En 2018, un nouveau secteur est en cours d'aménagement, sur la partie sud de la Butte.

Les communes de Villetaneuse (12 400 habitants) et Groslay (8 600 habitants) sont encore en zone carencée et Pierrefitte-sur-Seine (28 300 habitants) en zone très carencée. De plus, la commune très carencée de Sarcelles (57 400 habitants) se situe en proximité immédiate de la Butte. Ces constats plaident pour la poursuite du schéma d'aménagement de la Butte en 2018, qui s'inscrit parfaitement dans les objectifs du Plan vert.

Ce projet est complexe (reconquête sociale, dépollution, sécurisation etc.), il s'inscrit sur le long terme et vise à révéler le grand paysage et la géographie du site, offrir des espaces verts diversifiés (de la parcelle cultivée, boisement, vergers, espaces naturel).

Le projet a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique permettant l'expropriation des parcelles restant à acquérir.

Indicateur : avancement du projet

Autorisation de programme : programme 12-13

Réalisation : Poursuite de l'ouverture des Buttes du Parisis

L'aménagement des Buttes du Parisis, anciennes carrières de gypse, pour les transformer en espaces naturels ouverts au public, constitue un autre projet emblématique de l'Agence répondant aux objectifs du Plan vert. Les buttes se situent en effet sur le territoire de plusieurs communes, dont deux sont identifiées comme carencées par le Plan vert : Franconville (35 000 habitants) et Sannois (27 000 habitants). Une partie des buttes est même située sur le territoire de la commune d'Argenteuil, quatrième commune d'Île-de-France avec 110 000 habitants et classée en zone très carencée.

L'action de l'Agence a déjà permis l'ouverture au public de plusieurs secteurs réaménagés, dont la partie sud de la Butte d'Orgemont (8 hectares), inaugurée au printemps 2017 par la Présidente de la Région Ile-de-France.

Indicateur : avancement du projet

Autorisation de programme : programme 12-13

Objectif opérationnel 3.2. Aménager de grandes continuités vertes reliant les espaces entre eux et aux zones urbanisées.

L'Agence attachera une importance particulière à relier les espaces naturels de la Ceinture verte de l'Île-de-France aux zones résidentielles denses. Pour ce faire, elle valorisa des emprises linéaires délaissées, qui constitueront une nouvelle offre d'espaces verts de proximité et favoriseront l'accès aux espaces verts de fin de semaine. Cela se traduira par la pérennisation de la promenade de la Dhuis, et la poursuite du projet Tégéval entre Créteil et Santeny. Un travail sera également mené pour identifier des projets potentiels qui seront proposés à la Région, afin de garantir une meilleure respiration de la Région Métropole et de contribuer à la mise en œuvre du schéma régional de cohérence écologique.

Réalisation : Aménagement et ouverture au public de coulées vertes (continuité écologique et piétonne)

Ces pénétrantes participent à la respiration des zones denses en offrant à la fois un espace vert de proximité pour les zones carencées (sur certaines portions la coulée devient large) et la possibilité de de rejoindre en 30 minutes un espace verts plus conséquents à pied ou à vélo. Ce sont aussi des continuités écologiques.

Indicateurs : linéaire ouvert et potentiel d'espace relié

Autorisation de programme : programme 13 - 14

Actions:

Tégéval	De Créteil à villecresnes - 2ème tranche tranche 2
Dhuis – Dhuis Ferrières_Dhuis Claye Souilly _ Moulin des marais	Continuités à créer
Cormeilles en Parisis et Coulée verte des bois Rochefort	De la Seine à la Seine
Liaison Rougeau Bréviande pavillon royal	Continuités à prolonger

Objectif opérationnel 3.3. Identifier les enjeux et projets de demain par des études de territorialisation de la stratégie régionale

L'Agence initiera une démarche d'études prospectives en partenariat avec les intercommunalités franciliennes. Ce travail permettra d'identifier, à l'échelle pertinente, les principaux enjeux liés au maintien de l'agriculture, de la nature en ville et de biodiversité et de proposer les projets permettant d'y répondre. Il conduira à définir et à prioriser les principaux projets à venir pour l'Agence.

Réalisations : Étude des continuités prioritaires avec le MNHN, cartes des enjeux territoriaux

Dans le cadre du partenariat avec le MNHN, une cartographie au 1/25000 ème des continuités permettra de hiérarchiser les liaisons les plus pertinentes à préserver et à aménager entre les PRIF en déclinaison du SRCE..

Indicateurs : pertinence des études menées et des cartes réalisées

Actions : études, cartes

Autorisation de programme : sans objet (dépenses de fonctionnement)

Réalisations : Étude des fonctionnalités agricoles et naturelles

Certains territoires nécessitent une analyse des fonctionnalités agricole et naturelle approfondie afin de réaliser des aménagements qui facilite l'activité agricole et participe au bon fonctionnement des écosystèmes présents. Une thèse CIFRE « agriculture et agriculteurs en ceinture verte en recherche de durabilité : entre stratégie paysanne et politiques publiques agricoles » permettra d'enrichir les réflexion de l'Agence sur ce sujet..

Indicateur: étude de fonctionnalité

Autorisation de programme : sans objet (dépenses de fonctionnement)

Actions : Territoire du Grand Roissy, Secteur Paris Villaroche, Porte de la Brie

Réalisations : Prospectives et études pour les projets de demain

Ces réflexions et études porteront sur des thèmes transversaux à développer au sein de l'AEV, par exemple l'économie circulaire et la prospective sur des secteurs à enjeux en termes de continuités et de carences.

Actions : Bois de Piple, liaison Forêt Notre Dame-Ferrières par la Vallée du Morbras, Plessis-Trévise

Réalisations : Inscrire l'action de l'AEV dans l'économie circulaire

Des pistes sont identifiées parmi les actions de l'AEV, dans les domaines de la gestion des déchets de chantier, de la gestion des sols pollués, des mouvements de terre, de la production de mobiliers en bois etc.

Indicateur : Suite aux études, nombre de chantiers réalisés avec une démarche en faveur de l'économie circulaire

NB : L'économie circulaire est intégrée dès que cela est possible aux axes d'intervention 1 et 2.

Autorisation de programme : Fonctionnement et programme 13

Annexe n° 4 : Annexe 2 à la convention AEV-Région

Annexe 2 : Indicateurs

Indicateurs de moyens

Communication et publications	
Catégorie	**Indicateurs**
Communication et publications	Nombre de publications
	Fréquentation du site internet (nombre de visites du site…) et communautés des réseaux sociaux
	Nombre d'évènements de promotion (salons, inaugurations, expositions…)
	Articles mentionnant l'AEV (retombées presse)

Ressources humaines	
Catégorie	**Indicateurs**
Effectifs (emplois permanents)	Effectifs des années n-2, n-1 et n
	Évolution des effectifs (en %)
	Évolution des effectifs (en valeur)
Dépenses de personnel	Dépenses de personnel totales en K€
	Évolution des dépenses de personnel (en %)
	Évolution des dépenses de personnel (en valeur)
	Part des charges de personnel dans les charges d'exploitation

Finances	
Catégorie	**Indicateurs**
Budget	Budget voté des années n-2, n-1 et n
	Budget réalisé des années n-2, n-1 et n (sur la base des comptes annuels)
Financement	Part des fonds publics par rapport au total des fonds
Contribution des partenaires aux dépenses de gestion des sites	Montant et % des contributions des partenaires au regard des dépenses de gestion des sites
	Nombre de conventions avec les partenaires et montants

Objectif Stratégique	Garantir l'équilibre Ville/nature de la Région Ile-de-France pour la qualité de vie et l'attractivité du territoire
Impact	Préservation de la biodiversité, lutte et adaptation au changement climatique, participation au bien-être, attractivité économique, production alimentaire de proximité, gestion des risques…

Axe d'intervention 1	**Accompagner des projets territoriaux pour préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers**	
Objectif opérationnel	**Réalisations**	**Indicateurs**
Objectif opérationnel 1.1.	***Faire émerger des projets contribuant à l'atteinte des objectifs du Plan Vert***	
	Appels à projet Plan Vert	Nombre de dossiers instruits, nombre de dossiers retenus
	Identification de zones prioritaires d'intervention	Nombre de réunions territoriales
	Périmètres régionaux d'intervention foncière	Nombre de PRIF, surface, nombre de communes concernées
Objectif opérationnel 1.2.	***Veiller à la prise en compte des enjeux de préservation des espaces naturels et de la biodiversité dans l'aménagement du territoire***	
	Avis sur les PLU, PLUi, SCOT	Nombre d'avis sur les documents stratégiques et de planification (SCOT, PLU, PLUi…)
	Partage des enjeux avec les collectivités de situation/ projets partenariaux	Carte des enjeux par département, liste des partenariats engagés
	Mise en œuvre des compensations écologiques	Nombre de projets de compensation écologiques pour lesquels l'AEV intervient en tant qu'opérateur, surfaces restaurées et gérées dans le cadre de compensations écologiques
Objectif opérationnel 1.3.	***Favoriser une agriculture pérenne et diversifiée***	
	Portage foncier	Nombre d'opérations
	Veille foncière et acquisition pour prévenir le mitage urbain	Nombre de DIA traitées
	Baux ruraux avec des exploitants	Nombre de baux en cours, typologie des exploitations
	Développement de projets agricoles	Nombre de projets agricoles en cours, nombre d'agriculteurs installés

Axe d'intervention 2	Aménager et gérer de façon exemplaire les espaces naturels régionaux	
Objectif opérationnel	**Réalisations**	**Indicateurs**
Objectif opérationnel 2.1.	***Aménager les forêts et les espaces naturels régionaux pour les ouvrir au public***	
	Mise en sécurité des forêts et espaces régionaux	Nombre d'hectares de sites concernés par au moins une opération de sécurité, nombre d'études commandées sur les sujets risques naturels, techniques, pollution
	Aménagement des forêts et des espaces régionaux pour améliorer l'accueil du public	Nombre d'entrées de sites, d'aires d'accueil (ré)aménagées, linéaires de chemins créés ou requalifiés / Nombre d'actions financées en forêt domaniale
	Constitution de sites cohérents pour la gestion et l'accueil du public	Surface des propriétés régionales ouvertes au public
	Connecter les propriétés régionales aux réseaux de mobilité	Population ayant accès aux espaces naturels régionaux (sous réserve des données de l'IAU)
	Aménagements sylvicoles	Pourcentage de l'état d'assiette validé, linaires de desserte forestière créés
Objectif opérationnel 2.2.	***Gérer les espaces régionaux de façon exemplaire***	
	Gestion et suivi des aires protégées (dont les réserves naturelles régionales)	Surface d'aires protégées (RNN, RNR, APPB, RBI, Natura 2000) incluses dans des propriétés régionales
	Acquisition, restauration et gestion d'espaces naturels reconnus d'intérêt écologique (hors aires protégées)	Surface en ZNIEFF de type 1 incluses dans les propriétés régionales, surface de milieux ouverts gérés de manière écologique (éco-pâturage, fauche ou broyage tardifs avec export…)
	Restauration des milieux humides et cours d'eau	Surfaces de zones humides restaurées (hors RNR), linéaires de berges renaturées
	Inventaires - suivis - plans de gestion	Nombre de sites couverts par un suivi de type IQE ou IPE réalisé à intervalle régulier, nombre d'IQE réalisé par an dans le cadre du suivi régulier des sites, nombre d'études réalisées
	Certifications FSC et PEFC	Nombre d'espaces certifiés, surfaces en hectares certifiées (FSC, PEFC…)
	Gestion cynégétique et maintien de l'équilibre sylvo-cynégétique	Nombre de journées de chasse organisées par l'AEV, nombre de baux de chasse, montant des taxes à l'hectare boisé payées par l'AEV
Objectif opérationnel 2.3.	***Animer les espaces naturels régionaux***	
	Indiquer et équiper les sites par une signalétique adaptée	Nombre de sites disposant d'une signalétique et d'opérations de rénovation de la signalétique
	Réalisation d'outils de découverte des sites pour les différents types d'usagers	Nombre de sites proposant des outils de découverte
	Valorisation du patrimoine bâti régional remarquable	Nombre de bâtiments labellisés patrimoine d'intérêt régional
	Organisation d'évènements sur les espaces naturels et communication	Nombre de conventions d'occupation, nombre d'animations nature (Natur'box)

Axe d'intervention 3	Reconquérir des espaces et créer de grandes continuités	
Objectif opérationnel	**Réalisations**	**Indicateurs**
Objectif opérationnel 3.1.	***Aménager des espaces délaissés ou clos en espaces verts d'intérêt régional***	
	Acquisition et ouverture au public du Bois Saint-Martin (93 et 77)	Nombre d'hectares ouverts au public
	Poursuite de l'ouverture au public de la Butte Pinson (95 et 93)	Nombre d'hectares ouverts au public
	Poursuite de l'ouverture des Buttes du Parisis	Nombre d'hectares ouverts au public
Objectif opérationnel 3.2.	***Aménager de grandes continuités vertes reliant les espaces entre eux et aux zones urbanisées***	
	Aménagement et ouverture au public de coulées vertes (continuité écologique et piétonne)	Linéaire aménagé permettant des relier des espaces naturels régionaux, linéaire de Tégéval ouvert au public
Objectif opérationnel 3.3.	***Identifier les enjeux et projets de demain par des études de territorialisation de la stratégie régionale***	
	Étude des continuités prioritaires avec le MNHN, cartes des enjeux territoriaux	Nombre de projets à enjeux identifiés
	Étude des fonctionnalités agricoles et naturelles	Nombre d'études de fonctionnalité
	Prospectives et études pour les projets de demain	Nombre de schémas ou documents d'orientation
	Inscrire l'action de l'AEV dans l'économie circulaire	Nombre d'opérations réalisés avec une démarche en faveur de l'économie circulaire
	Sensibilisation du public au travers de la maison du Grand Voyeux	Nombre de visiteurs annuels (dans la limite du plafond de 5000 visiteurs pour la partie en réserve)
	Accueillir, informer et garantir la sécurité des usagers grâce à des patrouilles de surveillance	Nombre de sites surveillés, nombre de tournées effectuées

Annexe n° 5 : Annexe 3 à la convention AEV-Région

Annexe 3 : Bilan et perspectives de l’intervention territoriale de l’Agence des Espaces verts

Table des matières

A. Le cadre d'intervention de l'AEV s'est adapté aux évolutions du contexte francilien....4

Une mission définie par la loi en 1976....4

Une prise en compte progressive depuis 1976 de l'ensemble des fonctions des espaces ouverts....4

Des résultats significatifs ont été obtenus, avec un souci d'amélioration continue....7

L'AEV inscrit aujourd'hui son action dans le cadre des politiques régionales approuvées depuis 2016....8

B. L'action territoriale de l'AEV se concentre prioritairement sur les périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) créés par le Conseil régional....10

Le périmètre régional d'intervention foncière (PRIF) est un outil original et pragmatique au service de l'aménagement du territoire régional....10

Au cours des 40 dernières années, 55 PRIF ont été créés, dont le dernier date de 2018....16

Le bilan des PRIF est positif en termes d'accueil du public, d'action environnementale et d'action agricole....19

L'action en termes d'accueil du public....19

L'action environnementale....20

L'action agricole....23

C. Une actualisation méthodique des stratégies d'intervention de l'AEV a été réalisée depuis 2016....26

L'optimisation du patrimoine régional (plus de 3 M€ de cessions en 3 ans)....26

La révision de la stratégie d'intervention territoriale de l'AEV....32

L'atteinte des objectifs fixés par la Région passe notamment par la structuration de la ceinture verte francilienne....32

Une analyse multicritères des PRIF existants et des projets de création ou d'extension de PRIF permet de cibler toujours mieux l'action publique....35

Les priorités et les modes d'action doivent être adaptés en fonction des enjeux de chaque territoire....38

Le budget d'entretien des espaces naturels régionaux a été optimisé depuis 2016....41

D. Propositions....43

Étudier la mise en réseau des espaces ouverts....43

Identifier des créations ou extensions de PRIF prioritaires à court et moyen termes....46

A. Le cadre d'intervention de l'AEV s'est adapté aux évolutions du contexte francilien

Une mission définie par la loi en 1976

L'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France (AEV) est un établissement public régional à caractère administratif créé par l'article 5 de la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 portant création et organisation de la Région d'Ile-de-France (par transformation du District de la Région Parisienne). L'article L4413-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que l'Agence a pour mission « la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades ».

Article L4413-2 du CGCT (créé par Loi 96-142 1996-02-21, jorf du 24 février 1996, reprenant l'article 5 de la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 portant création et organisation de la région d'Ile-de-France)

La région d'Ile-de-France définit la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades. Elle est obligatoirement consultée sur les programmes d'investissements correspondant à sa mise en œuvre. Elle peut également proposer d'autres programmes. La région d'Ile-de-France peut participer aux dépenses d'acquisition, d'équipement et d'entretien de ces espaces.

Une agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, est créée. Elle est chargée de mettre en œuvre la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades, et de coordonner en ces domaines les actions de la région avec celles de l'État et de ses établissements publics.

Le budget de l'agence reçoit les crédits votés par la région en faveur des espaces verts, forêts et promenades ainsi que les contributions de toute nature en provenance de l'État, des collectivités locales et des personnes publiques et privées. Le fonctionnement de l'agence est pris en charge par la région.

Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'organisation et de fonctionnement de cet établissement public.

Une prise en compte progressive depuis 1976 de l'ensemble des fonctions des espaces ouverts

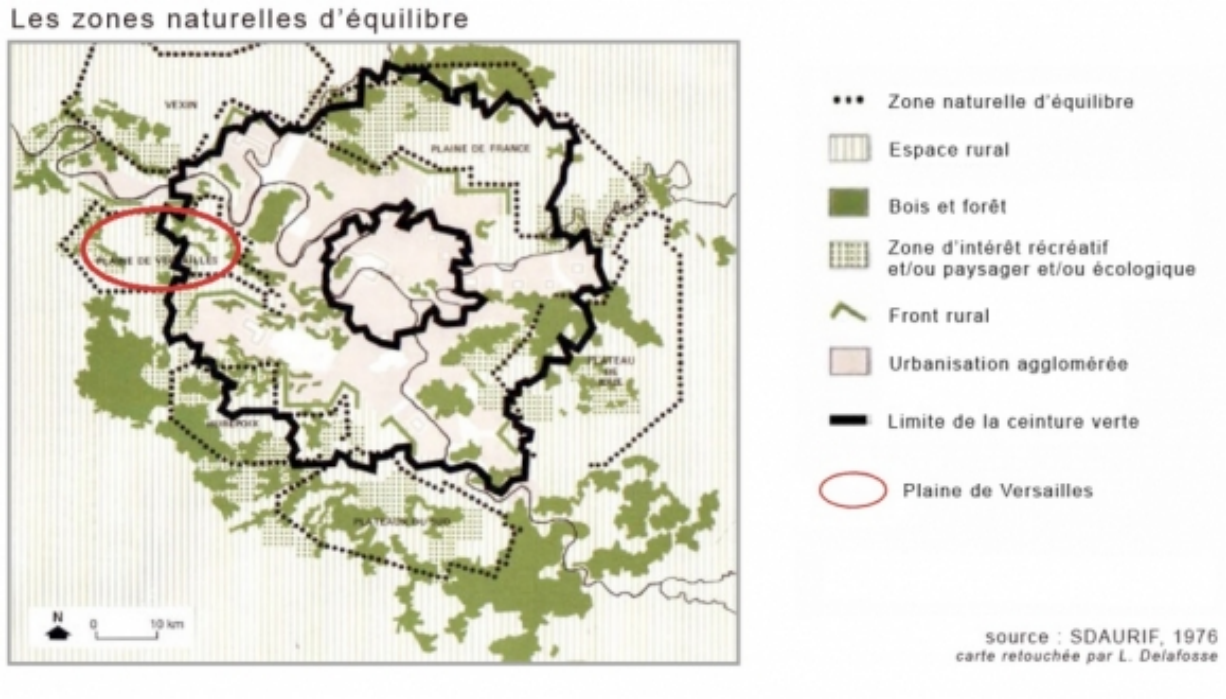
Depuis sa création en 1976, l'AEV a déployé son action en améliorant au fil du temps la prise en compte de l'ensemble des fonctions que les espaces ouverts peuvent remplir, c'est-à-dire les fonctions sociales (accueil du public), environnementales (adaptation au changement climatique et préservation de la biodiversité) et économiques (productions agricoles et sylvicoles.

Il convient aujourd'hui de privilégier la notion « d'espaces ouverts » : « Parler d' "espaces ouverts" permet de regrouper sous un même vocable l'ensemble des espaces agricoles, boisés et naturels, ainsi que les espaces ouverts urbains. […] Les espaces ouverts sont des espaces « ouverts » au plus vaste champ des possibles. Ce sont des espaces au sol vivant, par opposition aux espaces construits ou imperméabilisés aux potentialités de devenirs

beaucoup plus restreintes. » (*cf*. Les Carnets pratiques - Comment prendre en compte le fonctionnement des espaces ouverts ? p. 7, IAU Île-de-France - juin 2011).

L'AEV a d'abord concentré son action sur « les espaces verts, les forêts et les promenades » (notamment dans les six zones naturelles d'équilibre du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (SDAURIF) de 1976) reconnus principalement pour leurs fonctions sociales (offrir des espaces de détente et de loisirs), mais subissant la pression de l'urbanisation (en particulier les bois privé des abords de l'agglomération) et de la sur-fréquentation (particulièrement dans les secteurs où la population augmentait plus vite que l'offre de parcs et de forêts ouverts au public).

Carte : Les zones naturelles d'équilibre, SDAURIF, 1976



Puis, l'AEV a élargi ses champs d'intervention aux espaces agricoles, au moment où la spéculation foncière menaçait la viabilité économique de l'agriculture céréalière sur le plateau de Saclay et de l'agriculture spécialisée (maraîchage, arboriculture, horticulture) aux franges de l'agglomération centrale. Il s'agissait dès lors de prendre en compte les fonctions économiques des espaces agricoles et boisés (respectivement la moitié et le quart de la superficie de l'Île-de-France) et l'altération de ces espaces que pouvaient provoquer la déprise agricole et les conflits d'usages, par exemple entre promeneurs et producteurs maraîchers.

L'AEV est ensuite intervenue sur les espaces naturels, tels que les zones humides ou les pelouses calcaires. Au-delà de la préservation des milieux et des habitats, elle s'est intéressée à l'ensemble des fonctions environnementales susceptibles d'être remplies par les espaces naturels, boisés ou agricoles : la gestion durable des ressources naturelles (aires d'alimentation de captage d'eau, maillage des espaces ouverts…), la prévention des risques naturels (zones d'expansion des crues…), et la contribution à l'adaptation au changement climatique. L'Agence a ainsi mis en œuvre des projets de requalification de sites dégradés ou pollués, dont certaines anciennes zones d'extraction de matériaux du sous-sol, souterraines ou à ciel ouvert, par exemple la butte d'Orgemont.

Tandis que la consommation d'espace ralentissait mais que la construction d'infrastructures de transports (routes, voies ferrées) se poursuivait, l'AEV a accentué son action contre la fragmentation des espaces et ses effets sur la biodiversité, l'activité agricole ou l'accès aux espaces de détente et de loisirs. L'Agence a ainsi conduit des projets de grandes continuités vertes d'enjeu régional, par exemple la promenade de la Dhuis.

Une intervention territoriale d'abord centrée sur le concept de « ceinture verte » francilienne

La politique territoriale menée par l'Agence a toujours reposé sur les Schémas directeurs régionaux successifs (1976/1994/2008/2013). Elle s'est également appuyée sur de nombreuses études menées par l'IAURIF (puis IAU Île-de-France, désormais dénommé Institut Paris Région) sur la ceinture verte et les vallées. Ces études ont été fusionnées dans le Plan vert régional de 1994 qui a alimenté les orientations du SDRIF de 1994 en matière de protection des espaces forestiers, naturels et agricoles.

Dans la lignée du Plan vert, le schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux, approuvé en 1999, a également guidé certaines des réflexions et des actions menées par l'AEV.

Les schémas de programmation régionaux successifs (biodiversité, trame verte et bleue, agriculture périurbaine, orientations forestières, plans de circulations douces, patrimoine naturel,…) ont trouvé également leurs transpositions dans la politique et les actions de l'AEV.

Territorialement, l'action de l'AEV s'est inscrite essentiellement dans la ceinture verte (un « anneau » de 10 à 30 km autour de la capitale). À cheval sur sept départements de l'Île-de-France (tous sauf Paris), cet espace charnière entre la zone urbaine dense et la partie plus rurale de la région est celui de frictions intenses entre espaces urbanisés et espaces ouverts. Il est le lieu le plus convoité pour le développement économique et résidentiel, et l'installation des grandes infrastructures. Mais les espaces naturels qui composent la ceinture verte remplissent d'importantes fonctions pour la structuration de l'armature urbaine, la qualité du cadre de vie de plus de 4 millions de Franciliens qui y résident, la qualité des grands paysages, l'offre de loisirs de nature (notamment les forêts ouvertes au public) ou récréatifs, la production agricole de proximité, la préservation de la biodiversité et la régulation environnementale (phénomène d'ilots de chaleur urbain, inondations, bruits, etc.).

Progressivement, la demande sociale a évolué vers une plus grande naturalité des espaces verts ouverts au public. L'AEV doit donc adapter sa stratégie d'intervention à cette évolution. L'Agence a ainsi développé des modes d'aménagement et de gestion moins « équipés et jardinés » et plus multifonctionnels.

Au cours des cinquante dernières années, l'objectif de préservation des espaces naturels a été complété par un objectif de reconquête d'espaces naturels. Dans les années 1960/1970, le défi consistait à accompagner le développement des villes nouvelles pour éviter un étalement urbain non maîtrisé et préserver des espaces de nature fonctionnels dans la ceinture verte francilienne. Le général De Gaulle put compter sur le génie visionnaire de Paul Delouvrier, qui a eu l'intuition de marier la ville avec les espaces naturels et agricoles parce que chaque être humain a besoin de respirer et de se ressourcer au vert, au contact de la nature.

Aujourd'hui, le défi consiste notamment à accompagner la mise en œuvre du Grand Paris Express (GPE) en offrant des espaces de nature pour accompagner la densification autour des gares du Grand Paris, conformément aux prescriptions du schéma directeur d'aménagement d'Île-de-France (SDRIF). L'offre de nature doit être pensée en même temps que la densification des espaces urbains pour garantir leur acceptabilité dans la durée. « Paul Delouvrier fut le père des Villes Nouvelles, il nous revient à nous, ses héritiers, d'élever des Villes Humaines. » (Discours de la Présidente de Région lors de la l'inauguration de la biennale d'architecture et de paysage (BAP) à Versailles le 3/5/2019). En outre, le plan Biodiversité annoncé par le Gouvernement en juillet 2018 annonce un objectif de zéro artificialisation nette à terme, en lien avec la prise de conscience des enjeux associés à la perte de biodiversité et aux conséquences du changement climatique.

L'Agence des espaces verts (AEV) de la Région Ile-de-France est l'un des outils d'une volonté politique de concilier aménagement et environnement dans la construction de la Région-métropole du Grand Paris pour tendre vers l'objectif « zéro artificialisation nette ». En effet, l'AEV présente trois principaux intérêts vu de la Région : 1/ une expertise sur la préservation, l'aménagement et la gestion des espaces naturels, avec des succès récents en matière de reconquête d'espaces naturels sur d'anciennes friches industrielles (ex. : butte d'Orgemont à Argenteuil) ou de création de grandes continuités vertes (ex. : Projet « Tégéval la voie verte » de Créteil à Mandres-les-Roses, promenade régionale de la Dhuis, liaison Seine-Seine sur les buttes du Parisis dans le Val d'Oise) ; 2/ une capacité à nouer des partenariats avec l'ensemble des acteurs institutionnels de la région (les différents niveaux de collectivités territoriales et les opérateurs de l'État) ; 3/ une efficience de gestion, en mutualisant l'approche à l'échelle régionale et en partageant les bonnes pratiques avec l'ensemble des acteurs.

Des résultats significatifs ont été obtenus, avec un souci d'amélioration continue

Au-delà des instruments règlementaires (ex. : schéma directeur régional d'Île-de-France - SDRIF, commissions départementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, plans locaux d'urbanisme -PLU…) et des instruments économiques (ex. : mise en place progressive d'une fiscalité incitative, par exemple à travers la modulation de la taxe d'aménagement), il faut concevoir et mettre en œuvre concrètement des projets d'aménagements des espaces verts franciliens.

Le force de l'Ile-de-France, c'est d'articuler depuis plus de 40 ans une approche contraignante au niveau macro, le SDRIF, et une approche partenariale au niveau micro, les périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF), qui sont des projets partenariaux de territoire coordonnés par l'Agence des espaces verts (AEV) de la région Île-de-France pour mettre en synergie tous les acteurs dans un souci de cohérence et d'efficience.

À ce jour, 55 PRIF ont été créés pour mettre en œuvre les missions de l'AEV dans le cadre des schémas directeurs d'aménagement du territoire régional et des politiques régionales, au service des espaces naturels, forestiers et agricoles. Ces 55 PRIF représentent une surface de près de 41 000 hectares. Le plus grand PRIF, Rougeau-Bréviande, couvre 3 630 hectares (dont 2 043 hectares sont acquis) et le plus petit PRIF, l'Ile Saint-Louis, 3,8 hectares. Les deux tiers des PRIF présentent une dominante d'occupation naturelle (forêt, espaces verts, espaces naturels) et un tiers une dominante d'occupation agricole (19 PRIF sur 55). Avec 10 565 hectares d'espaces boisés acquis, la Région Ile-de-France est le deuxième propriétaire public d'espaces verts et de forêts de la région après l'État, sachant

que les espaces naturels régionaux sont essentiellement situés dans la ceinture verte francilienne au plus près du cœur d'agglomération densément urbanisé.

L'action de l'AEV a permis de protéger des espaces verts dans une région soumise à une forte pression démographique et de répondre à des enjeux nouveaux en matière d'agriculture et de protection de la biodiversité.

Les résultats obtenus doivent être mis en perspective au regard des priorités régionales : limiter la carence en espaces verts, favoriser le maintien de l'agriculture, préserver la biodiversité… L'action foncière est un des leviers importants pour atteindre les objectifs visés, mais il faut rappeler que l'action foncière est une action de long terme : elle répond aux enjeux présents mais doit aussi anticiper les enjeux à venir, car il faut de nombreuses années pour obtenir une maîtrise foncière permettant de réaliser des projets. Parmi les grands projets d'acquisitions foncières en cours, il est possible de citer par exemple la procédure déclarée d'utilité publique de la butte Pinson dans le Val d'Oise et le projet d'acquisition amiable du bois Saint-Martin, espace boisé de 270 ha essentiellement situé en Seine-Saint-Denis.

La Chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France relève dans son rapport de 2015 (Agence des espaces verts – Exercices 2009 et suivants – Observations définitives délibérées le 16 décembre 2015) que *1/3* des 46 fronts urbains sont couverts par un PRIF, que 7% des propriétés régionales sont en zone carencée et que 15% des nouveaux espaces verts à créer dans le SDRIF de 2013 en zone carencée sont dans les PRIF (p. 98). En outre, 12% des « marguerites » du SDRIF de 2013, c'est-à-dire « des espaces verts ou espaces de loisirs à ouvrir au public », soit 9 sites, sont situés en PRIF et l'AEV a contribué à la concrétisation de la majorité de ces espaces. Ces chiffres montrent l'importance de l'action de l'Agence au regard de la lutte contre la carence en espaces verts dans la région, mais il convient de rappeler que la carence n'est pas l'unique enjeu compte tenu de la multifonctionnalité des espaces naturels.

Le travail de l'AEV a permis de préserver les derniers grands massifs forestiers de la Ceinture verte, d'offrir des parcs et des espaces de nature aux franciliens, de contribuer au maintien de l'agriculture en zone périurbaine et de renforcer les fonctionnalités environnementales des espaces naturels. Toutefois, les modalités d'action de l'AEV pourraient être mieux explicitées et les résultats davantage valorisés sur les territoires. Il est essentiel de partager avec les parties prenantes le diagnostic et la hiérarchisation des actions à mettre en œuvre.

L'AEV inscrit aujourd'hui son action dans le cadre des politiques régionales approuvées depuis 2016

L'objectif stratégique poursuivi par l'AEV est de garantir l'équilibre ville-nature en Île-de-France, au service de la qualité de vie des Franciliens et de l'attractivité du territoire régional.

Les actions de l'Agence s'inscrivent dans le cadre de la planification stratégique régionale, constituée en particulier du Schéma directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) adopté le 18 octobre 2013 - confirmé en 2019 par l'adoption du bilan de l'évaluation du SDRIF de 2013 - et du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) voté le 26 septembre 2013, ainsi que de l'ensemble des politiques régionales approuvées depuis 2016, notamment le Plan Vert d'Île-de-France 2017-2021 « la nature pour tous et partout » (adopté le 10 mars 2017), la stratégie francilienne pour la forêt et le bois 2018-2021 (adoptée le 23 novembre 2017), le Pacte agricole 2018-2030 (adopté le 31 mai 2018) et la stratégie régionale pour la biodiversité 2020–2030 (adoptée le 21 novembre 2019). Il convient également de

mentionner le Pacte rural 2016-2019, le Plan régional pour « reconquérir les friches franciliennes » (afin de contribuer à atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette », ZAN), la Stratégie énergie-climat de la région Île-de-France (les forêts régionales contribuant à la lutte contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain et à la fixation de carbone au regard de l'objectif « zéro émission nette », ZEN), le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (incluant les actions relevant de l'économie circulaire), la Stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides, la politique régionale de valorisation du patrimoine (instaurant le label « Patrimoine d'intérêt régional »).

Pour atteindre les objectifs fixés à l'AEV, son action est désormais articulée autour de trois axes :

- Premier axe d'intervention, accompagner des projets territoriaux pour préserver les espaces naturels, forestiers et agricoles : faire émerger des projets contribuant à l'atteinte des objectifs du Plan Vert ; veiller à la prise en compte des enjeux de préservation des espaces naturels et de la biodiversité dans l'aménagement du territoire ; favoriser une agriculture pérenne et diversifiée. Des actions clés : études et instructions de projets proposés par les collectivités ; expertises et conseils auprès des collectivités ; veille et actions foncières ; soutien à l'agriculture francilienne.
- Deuxième axe d'intervention, aménager et gérer les espaces naturels régionaux de façon exemplaire : aménager les forêts et les espaces naturels régionaux ; gérer les espaces régionaux de façon exemplaire (y compris le maintien des certifications forestières FSC et PEFC) ; animer les espaces naturels régionaux. Des actions clés : travaux d'aménagement pour l'accueil du public ; entretien et gestion des sites ; préservation de la biodiversité francilienne ; gestion de cinq réserves naturelles régionales (RNR) sur les 12 présentes en Île-de-France ; animation des sites en partenariat avec les collectivités et les associations locales.
- Troisième axe d'intervention, reconquérir des espaces et créer de grandes continuités : aménager des espaces délaissés ou clos en espaces verts d'intérêt régional ; aménager de grandes continuités vertes reliant les espaces entre eux et aux zones urbanisées ; identifier les enjeux et projets de demain par des études de territorialisation de la stratégie régionale. Des actions clés : renaturation et valorisation d'espaces délaissées pour les ouvrir au public ; création de continuités vertes entre les espaces naturels et/ou urbains ; identification des projets de demain contribuant à la cohérence territoriale.



B. L'action territoriale de l'AEV se concentre prioritairement sur les périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) créés par le Conseil régional

Le périmètre régional d'intervention foncière (PRIF) est un outil original et pragmatique au service de l'aménagement du territoire régional

La force de l'Île-de-France consiste à articuler depuis plus de 40 ans une approche contraignante au niveau macro, le SDRIF, et une approche partenariale au niveau micro, les périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF), qui sont des projets partenariaux de territoire coordonnés par l'Agence des espaces verts (AEV) de la région Île-de-France pour mettre en synergie tous les acteurs dans un souci de cohérence et d'efficience.

La loi du 6 mai 1976 confie à l'Agence des espaces verts (établissement public régional à caractère administratif) une mission générale de préservation et de mise en valeur des espaces verts d'Ile-de-France, dont la définition recouvre aujourd'hui l'ensemble des espaces ouverts, soit l'ensemble des espaces boisés, agricoles et naturels c'est-à-dire ni bâtis, ni imperméabilisés (les espaces ouverts ne sont pas forcément « ouverts au publics » ni « ouverts au regard »).

À cet effet l'Agence dispose, entre autres, de la capacité d'acquérir des terrains au nom et pour le compte de la Région (*cf*. article R. 4413-1 du CGCT). La loi ne donne aucun moyen d'action réglementaire spécifique à l'AEV (notamment pas de droit de préemption en propre, à la différence du Conservatoire National du Littoral et des Rivages lacustres, créé peu avant l'AEV en 1975). Elle est seulement désignée pour mettre en œuvre la politique définie par la Région. Formellement, c'est donc le Conseil Régional qui prend la décision d'acquérir, et la propriété revient au domaine (privé) de la Région.

Éléments d'historique sur la constitution de l'outil PRIF

À l'origine, et dans la continuité de la politique menée par le précédent District de la Région Parisienne, les acquisitions foncières de l'AEV portaient essentiellement sur des massifs forestiers que leurs propriétaires souhaitaient vendre. La toute nouvelle Région d'Île-de-France a donc reçu, en transfert de propriété du District, près de 3 850 ha, repris en gestion par l'AEV[1].

Au début des années 1980, les champs d'action de l'AEV se sont diversifiés, et l'AEV souhaitait dépasser le cadre des simples opportunités d'acquisition. Mais l'outil juridique le mieux adapté à cette mission est le droit de préemption, dont l'AEV ne dispose pas.

L'AEV a d'abord cherché à intervenir via la procédure des ZAD (Zone d'Aménagement Différé) qui permettaient d'instaurer un droit de préemption. L'AFTRP (Agence Foncière et technique de la Région Parisienne), devenue depuis lors Grand Paris Aménagement (GPAm), en était le bénéficiaire et agissait pour le compte et au profit de l'AEV, sous le contrôle de la Région.

Puisqu'il ne s'agissait plus d'acquérir, en une seule opération, un ensemble foncier important, mais de prévoir l'acquisition de nombreuses parcelles et de négocier avec un ou des partenaires, la définition préalable d'un « périmètre d'acquisition » s'est imposée.

En outre, la recherche de l'adhésion des communes concernées (voir infra) et d'autres partenaires (notamment les Départements qui, à partir de 1985, disposent d'un droit de préemption sur les espaces naturels sensibles - ENS[2]), a conduit l'AEV à formaliser ces notions de « périmètre » et de « motifs » d'acquisition.

Enfin, les interventions de l'AEV se sont étendues à la protection des terres agricoles, avec la notion de « veille foncière », initiée en 1990 en coordination avec le District du Plateau de Saclay et la SAFER Ile-de-France (qui dispose d'un droit de préemption spécifique sur les terres agricoles).

Depuis la fin des années 1990, l'AEV s'est aussi investie dans la préservation des milieux naturels, dont les sites d'intérêt écologique majeur (ZNIEFF, RNR, sites Natura 2000).

C'est donc progressivement et avec pragmatisme, au fur et à mesure du développement de ses interventions, que l'AEV a mis en place l'actuel dispositif « Périmètre Régional d'Intervention Foncière » (PRIF), dénommé ainsi depuis 2001.

Pourquoi acquérir ?

Le recours à la maîtrise foncière des espaces ouverts par la Région est fondé sur plusieurs motifs :

---

[1] 3 846 ha 68 a 89 ca de forêt ont été acquis par le District de la région parisienne, de 1968 à 1975, répartis sur six massifs : Bondy, Rougeau, Bréviande, la Cour Roland, Ferrières, et Grosbois ; source : délibération CR-76-35 du 14 décembre 1976.

[2] ENS : Espaces Naturels Sensibles. Loi du 18 juillet 1985. Art L 142-1 et suivants du Code l'Urbanisme
Le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des ENS, boisés ou non. Il dispose, à cette fin, d'un droit de préemption qu'il peut déléguer notamment à l'AEV. Pour la mise en œuvre de cette politique, le Département peut instituer une taxe sur la construction.

- insuffisante stabilité des documents d'urbanisme locaux qui ne garantissent pas sur le long terme la protection des espaces et leur inconstructibilité,
- insuffisance des protections réglementaires à différents titres (classement des sites, arrêtés de biotope, espace boisé classé, etc.) par rapport à la dégradation des espaces (décharges, tempêtes, abandon, etc.),
- droit de mise en œuvre d'un projet d'aménagement, y compris la simple ouverture au public,
- intervention possible, par la suite, pour la préservation du site puisque l'AEV est informée, en tant que propriétaire, de tous les projets (par exemple le passage d'infrastructures) affectant le périmètre et ses abords.

Pour la protection des espaces agricoles périurbains, l'acquisition n'est pas systématiquement recherchée. Le partenariat entre l'AEV et la SAFER permet d'effectuer une surveillance foncière et de limiter les interventions à la lutte contre la spéculation foncière.

Comment acquérir ?

Les modalités d'acquisition diffèrent suivant :

- les opportunités foncières et la structure du parcellaire,
- la nature des terrains, notamment agricoles,
- les caractéristiques du projet d'aménagement à mettre en œuvre,
- les moyens financiers mis à disposition de l'AEV.

Ainsi l'AEV peut acquérir :

- par voie amiable (historiquement le principal moyen de maîtrise foncière pour l'Agence), avec le concours de la SAFER (terrains agricoles ou naturels hors ENS) ou celui de l'AFTRP/GPAm (dans le cadre des ENS). Des promesses de vente (unilatérales ou notariées) ou des accords juridiques assimilés (tels : décisions ministérielles d'attribution, engagements d'acquérir, protocoles d'accord ou procédures particulières liées aux successions) sont alors obtenus. Les transactions amiables sont générées au coup par coup ou suite à des prospections systématiques visant à contacter l'ensemble des propriétaires d'un secteur donné pour rechercher des accords amiables.
- par voie d'expropriation (Déclaration d'Utilité Publique - DUP) : cinq opérations déclarées d'utilité publique sont en cours : PRIF de la Butte Pinson, PRIF du Hurepoix, PRIF de la Butte de Marsinval, PRIF des Buttes de Cormeilles et la Tégéval[3],
- par l'exercice du droit de préemption au titre des ENS, délégué à l'AEV par les départements (38 zones de préemption au profit de l'AEV),
- dans le cadre de la convention de partenariat avec la SAFER réactualisée en 2019,
- exceptionnellement, par voie d'adjudication, suite à des ventes ou des liquidations judiciaires.

[3] En dehors de la DUP liée à l'opération de la Tégéval, qui vise à permettre la réalisation d'une liaison verte et qui relève du code de l'environnement, les autres procédures d'expropriation relèvent de la constitution de réserves foncières en vue de protéger des espaces boisés et de les aménager pour l'ouverture au public. Elles interviennent pour achever la maîtrise foncière des sites et ouvrir l'opportunité d'engager un projet d'aménagement et de gestion.

Au sein d'un PRIF, ces différentes procédures peuvent être mises en œuvre simultanément ou successivement.

Chaque acquisition est réalisée conformément aux estimations de la Direction Nationale des Interventions Domaniales (DNID) ou des commissaires du Gouvernement présents au Conseil d'administration de la SAFER.

Qui fait quoi ?

La Région prend totalement en charge les coûts d'acquisition et d'aménagement, mais l'acquisition est subordonnée[4] à la prise en charge de l'entretien et du fonctionnement par les communes et/ou les départements de situation. Même si l'AEV assure elle-même cet entretien (gage de qualité et de continuité du projet d'aménagement, ainsi que d'économies d'échelle), elle en « facture » ensuite le coût aux collectivités.

Lors des discussions, l'AEV rappelle, à chaque commune territorialement concernée par le projet de PRIF, les conditions de son élaboration :

- espaces reconnus inconstructibles selon le droit des sols local (POS/PLU et/ou SD local/SCOT),
- règles de financement régional,
- limites du périmètre intangibles[5] une fois que l'accord de la commune a été donné.

La négociation peut ne pas se conclure par un PRIF, s'il apparaît que d'autres moyens d'intervention sont plus adaptés ou si le parti d'aménagement souhaité par les collectivités ne correspond pas à ce que l'AEV souhaite ou peut mettre en œuvre. Le niveau d'intervention régional n'est pas approprié, par exemple, pour répondre à une demande sociale de fréquentation de proximité (fleurissement, aires de jeux, éclairage…).
A contrario, aucun PRIF n'a été créé sans l'accord des communes de situation concernées.

Une fois la négociation achevée, tant sur les limites de l'intervention foncière que sur les principes d'aménagement des espaces à mettre en œuvre, les conseils municipaux formalisent leur accord par une délibération. Cet accord peut être étendu au département en cas de création d'une zone de préemption au titre des ENS. Le Conseil départemental délibère alors pour créer la zone de préemption et déléguer son droit de préemption, au profit de l'AEV.

Puis, le PRIF est soumis à l'avis du Conseil d'Administration de l'AEV avant d'être créé par le Conseil Régional d'Ile-de-France. La commission permanente du Conseil régional approuve les limites du PRIF et mandate l'AEV pour y réaliser les acquisitions nécessaires.

La création d'un PRIF relève donc d'un projet partagé, dont l'aboutissement s'appuie autant sur les volontés locales que sur l'engagement régional, les aspects réglementaires (droit des sols) restant entre les mains des collectivités de situation, la mise en œuvre du projet dépendant des investissements réalisés par l'AEV grâce à des financements de la Région.

---

[4] Délibération du CRIF du 11 juillet 1978

[5] Sauf en cas exceptionnel de projet d'utilité publique ultérieur, débattu selon les règles des DUP.

Le dispositif actuel des PRIF

Les créations de PRIF ont résulté de plusieurs types d'initiatives :

- opportunité foncière proposée à l'AEV (principale source jusqu'à la fin des années 1980),
- alerte signalée par les acteurs de terrain (élus locaux ou autres partenaires) sur des espaces ouverts menacés, sans porteur de projet et sans gestionnaire clairement identifiables,
- démarche de l'AEV auprès des communes, notamment sur la base d'études préalables et de la « veille » exercée par les délégués territoriaux,
- appel à l'AEV, lors de négociation préalable dans le cadre de projets ayant un fort impact (exploitation de carrière, passage des TGV,…), comme garantie de bonne fin du réaménagement ou d'application des mesures compensatoires.

Des critères de l' « intérêt régional » des espaces ouverts se sont progressivement dégagés :

- un seuil minimum (40 ha)[6] s'est progressivement dégagé, en dessous duquel l'intervention éventuelle de l'AEV se faisait plutôt par subvention, selon le principe de subsidiarité (appui de politiques locales),
- espaces soumis à fortes pressions urbaines, menacés ou vulnérables, en particulier ceux situés dans le territoire de la Ceinture verte,
- espaces caractérisés par une forte identité géographique détachée des limites administratives (territoire à cheval sur plusieurs départements par exemple),
- espaces porteurs d'enjeux intéressant l'échelle régionale et dépassant les moyens et les outils des politiques locales, par exemple des espaces dégradés à réhabiliter,
- grandes liaisons ou coulées vertes,
- espaces d'intérêt écologique national ou européen. Par ailleurs, l'AEV assure l'animation de trois sites Natura 2000

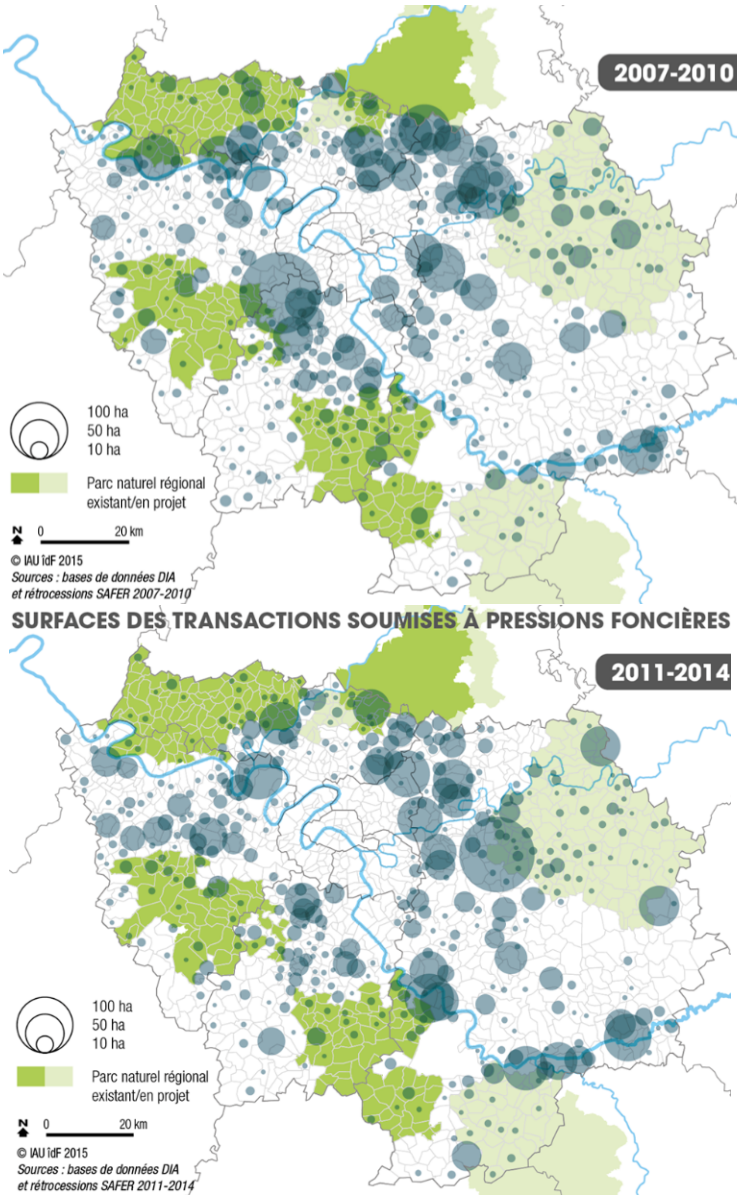
De fait, la préservation et la mise en valeur des espaces qui constituent la Ceinture verte est une priorité d'intérêt régional pour l'AEV. Fin 2018, la surface couverte par les PRIF atteint 40 795 hectares, répartis en 55 PRIF, dont les 3/4 en ceinture verte. L'Institut Paris Région (ex. IAUIF) a défini la ceinture verte comme un « espace devenu charnière dans le développement économique et résidentiel et dans le fonctionnement quotidien de la métropole francilienne : le lieu de tous les désirs (habitat, activités loisirs commerces transport et service) et donc celui de toutes les frictions entre espaces urbains construits et espaces ouverts (boisés agricoles et naturels mais aussi espaces urbains ouverts comme les parcs et les jardins) ». Les franciliens de la ceinture verte, c'est-à-dire une population d'environ 4 millions d'habitants, recherchent un accès facilité aux espaces verts et de nature qui les entourent, un espace mieux structuré, des liaisons plus qualitatives entre les espaces ; de façon plus globale, cette ceinture, où la pression urbaine est la plus forte, est un espace en quête d'identité où se jouent la qualité de vie et l'attractivité de l'Ile de France. La ceinture verte accueille des bois et des forêts qui annoncent les grands massifs boisés de la zone rurale.

Toutefois, il existe des effets « période », montrant que les pressions foncières ne sont pas toujours qu'en ceinture verte. Ainsi, les deux cartes ci-dessous montrent que si en 2007-2010 les pressions foncières étaient principalement en ceinture verte, en 2011-2014 les

[6] Hors cas particuliers, comme, par exemple, les bords de rivières et les îles.

pressions sont plus éparpillées, notamment le long des grandes vallées. La Ceinture verte et les vallées sont donc prioritaires pour l'AEV mais celle-ci reste attentive à la situation sur l'ensemble du territoire francilien.

Carte : surface des transactions soumises à pressions foncières, périodes 2007-2010 et 2011-2014 (source : SAFER)



L'action de l'AEV s'inscrit dans le cadre des schémas directeurs d'aménagement du territoire régional (notamment le SDRIF de 2013 et le Schéma régional de cohérence écologique) et des politiques régionales (plan vert de 2017, stratégie forêt-bois de 2017, pacte agricole de 2018, stratégies pour la biodiversité de 2019…).

Dans ce contexte, les PRIF peuvent avoir plusieurs « vocations » :

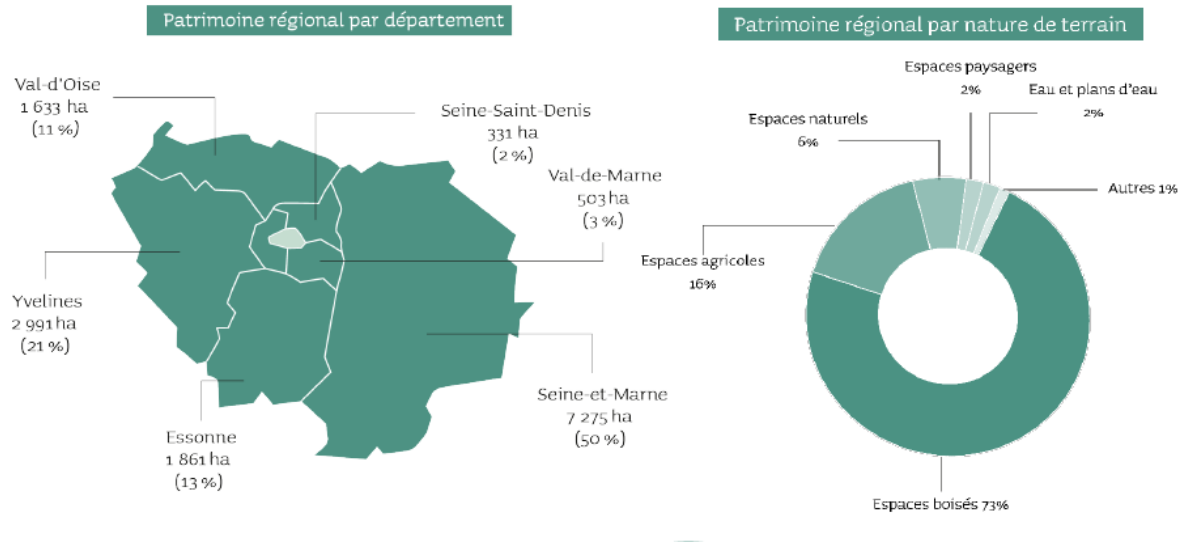
- protéger et étendre le domaine forestier,
- aménager de nouveaux parcs et liaisons vertes,
- restaurer des milieux dégradés,
- contribuer au maintien de l'agriculture péri-urbaine,

- protéger le patrimoine naturel, avec le classement en RNR de 5 sites gérés par l'AEV,
- préserver les ressources naturelles (zones prioritaires de captage d'eau potable),
- intervenir sur les secteurs à risque (maintien de zones d'expansion des crues…).

Le PRIF n'établit pas donc pas de nouvelles règles ou servitudes opposables aux tiers ou aux collectivités locales. Il est un signal rappelant la nécessaire préservation des espaces naturels, forestiers et agricoles stratégiques identifiés par le SDRIF et les stratégies régionales, qui doivent être pris en compte dans les documents d'urbanisme (SCoT et PLU). Il fournit un cadre spatial spécifique et non limité dans le temps, clairement défini dans ses objectifs, avec l'engagement des collectivités territoriales concernées. Cette « contractualisation » conforte la reconnaissance des espaces ouverts comme un élément structurant complémentaire des espaces urbanisés, et permet la mise en œuvre coordonnée d'actions de veille foncière, d'acquisition et de mise en valeur de ces espaces.

Au cours des 40 dernières années, 55 PRIF ont été créés, dont le dernier date de 2018

Aujourd'hui, l'AEV intervient sur 55 PRIF représentant un total de 40 795 ha, dont 14 629 ha ont été acquis (chiffres issus des bilans de l'année 2018) ; le dernier PRIF en date a été créé en 2018 (PRIF de la Dhuis). L'AEV gère 5 réserves naturelles régionales (RNR) sur les 12 que compte l'Île-de-France (il s'agit des RNR dont la Région possède le foncier), RNR elles-mêmes incluses dans des PRIF. En outre, l'AEV anime 3 sites Natura 2000 représentant une surface de 8 700 ha.



Ce foncier est très varié. 72% sont des espaces boisés (la forêt de Ferrières en Seine et Marne, de Rougeau en Essonne, de Rosny dans le Val d'Oise…) ; 16% des espaces agricoles (Plateau de Saclay en Essonne, Coteaux de l'Aulnoye en Seine-et-Marne) ; et 12% d'autres espaces naturels (dont certains en Réserves régionales comme le Grand-Voyeux en Seine-et-Marne).

Les plus grandes propriétés régionales sont des espaces boisés. 39 forêts régionales couvrent 10 5651 ha dont 8 193 ha dotés de documents de gestion forestière, 11 forêts régionales certifiées FSC® soit 7 368 ha, 100% des forêts régionales certifiées PEFC et une mobilisation de 54 395 m3 de bois pour la filière en 2018. Les trois plus grandes forêts régionales sont la forêt de Ferrières (2 739 hectares), la forêt de Rougeau-Bréviande (1 774 hectares) et la forêt de Rosny (1 151 hectares).

Par ailleurs, au sein des périmètres régionaux d'intervention foncière, 2302 ha de terres agricoles sont gérés par l'AEV, et loués à 135 agriculteurs.

Enfin, certains PRIF sont en eux-mêmes des connexions entre les espaces naturels. C'est le cas de la Tégéval ou de la Dhuis, qui connectent plusieurs PRIF entre eux. La maîtrise foncière totale est l'objectif poursuivi dans ces deux PRIF.

Tableau 1 : Surfaces acquises en jouissance et/ou gérées en hectares au 31/12/2018

PRIF	Surface des espaces acquis en jouissance et / ou gérés (ha)						
	Espace boisé	Espace agricole	Espace naturel	Espace paysager	Plan d'eau / Eau	Autre	Total
Bois Chardon	20,2	8,3	1,7	0,4	0,0	0,3	30,9
Boissy	49,6	51,1	3,2	5,0	0,0	2,4	111,3
Bondy	166,0	0,0	1,5	5,9	4,4	3,3	181,0
Bout du monde	2,8	90,8	1,1	0,3	6,9	0,4	102,3
Brosse et Gondoire	52,8	51,1	0,4	1,8	0,0	1,5	107,6
Butte de Marsinval	326,8	9,0	3,8	2,6	0,0	3,4	345,7
Butte Pinson	16,8	10,0	23,6	26,1	0,3	18,3	95,1
Buttes du Parisis	226,8	19,0	50,4	35,9	0,7	36,3	369,0
Cheptainville	75,0	0,1	5,4	5,0	0,0	0,6	86,1
Claye-Souilly	249,6	9,2	3,2	0,2	0,0	1,8	264,0
Coteaux de l'Aulnoye	42,9	48,1	6,4	0,1	0,0	3,3	100,7
Coteaux de Nézant	2,4	4,1	1,4	0,0	0,0	0,2	8,2
Dhuis	0,0	0,0	0,0	31,0	0,0	0,0	31,0
Ecouen et vallée du petit Rosne	81,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,5	81,8
Etréchy	101,8	4,0	0,0	0,0	0,0	0,2	105,9
Ferrières	2739,4	101,7	100,1	27,8	3,8	12,0	2984,9
Ricourt	5,7	0,0	20,9	0,0	7,3	2,6	36,4
Fosse aux Carpes	7,8	0,0	2,4	3,0	12,2	0,6	26,0
Galluis	218,2	0,6	0,7	0,0	0,1	0,4	219,9
Gouaix	10,9	0,1	5,7	0,0	15,0	0,0	31,6
Grand-Voyeux	20,2	5,0	45,7	0,3	75,9	11,8	159,0
Grosbois	219,1	28,4	8,9	5,5	0,1	2,4	264,3
Haute Vallée de Chevreuse	140,0	160,4	6,6	0,0	0,0	0,3	307,3
Hautil et Oise	48,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	48,6
Hurepoix	245,9	54,6	21,4	1,2	0,0	1,5	324,6
Ile Saint-Louis	3,6	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	3,8
La Tégéval	8,1	3,2	9,7	7,5	0,0	8,3	36,7
Marais de Stors	0,3	1,8	45,0	0,0	0,0	0,0	47,1
Maubué	261,7	0,0	5,2	1,7	0,3	2,0	270,9

PRIF	Surface des espaces acquis en jouissance et/ou gérés (ha)						
	Espace boisé	Espace agricole	Espace naturel	Espace paysager	Plan d'eau / Eau	Autre	Total
Moisson	252,6	48,7	147,7	0,1	0,8	2,6	452,4
Mont Guichet	34,2	39,9	4,4	13,1	0,0	0,9	92,5
Montgé	573,2	6,8	1,5	0,0	0,3	15,3	597,0
Montjean	0,0	22,1	2,6	0,1	0,0	0,2	24,9
Moulin des Marais	68,7	1,0	4,3	0,0	0,5	0,2	74,7
Orge Aval	41,1	17,9	13,9	0,4	0,0	6,8	80,1
Plaine de France	2,7	39,2	3,9	1,7	0,0	3,0	50,5
Plaine de la Haye	21,4	130,6	7,4	0,0	0,0	13,3	172,8
Plaine de Montesson	0,0	64,5	1,2	0,1	0,0	0,8	66,5
Plaine de Pierrelaye	43,9	107,4	25,4	1,0	0,2	3,3	181,0
Plateau d'Andilly	11,1	1,5	17,6	1,2	0,0	7,1	38,5
Plateau de Saclay	21,3	603,3	7,2	13,0	0,3	4,2	649,2
Plessis-Saint-Antoine	38,4	68,1	3,4	0,3	0,1	1,1	111,5
Précy-sur-Marne	0,6	0,5	2,7	0,0	2,2	2,6	8,5
Roche-Guyon	358,9	154,1	13,6	9,8	1,5	1,2	539,1
Rosny	1151,0	95,8	4,7	0,7	0,5	1,5	1254,3
Rougeau-Bréviande	1774,1	41,1	154,6	51,4	10,1	10,9	2042,2
Saint-Eutrope	157,9	13,4	23,2	6,4	0,0	0,8	201,8
Saint-Vrain	97,9	0,4	18,4	0,1	0,3	0,2	117,4
Seiglats	6,9	36,9	51,3	1,6	144,0	0,3	241,0
Vallée de la Marne	320,3	4,0	29,4	27,9	53,5	1,5	436,6
Vallée de l'Yerres et du Réveillon	14,5	102,6	8,8	0,7	0,8	2,0	129,4
Vallée du Morbras	1,5	0,2	0,4	0,0	0,0	0,3	2,3
Vallières	213,9	36,7	6,7	1,0	0,7	3,0	261,9
Vergers de Seine	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4
Hors PRIF	15,5	4,8	0,0	0,1	0,0	0,1	20,5
Total	10 565,4	2 302,2	928,6	292,3	343,2	197,5	14 629,0
	72,2%	15,7%	6,3%	2,0%	2,3%	1,3%	100%

Le bilan des PRIF est positif en termes d'accueil du public, d'action environnementale et d'action agricole

L'action en termes d'accueil du public

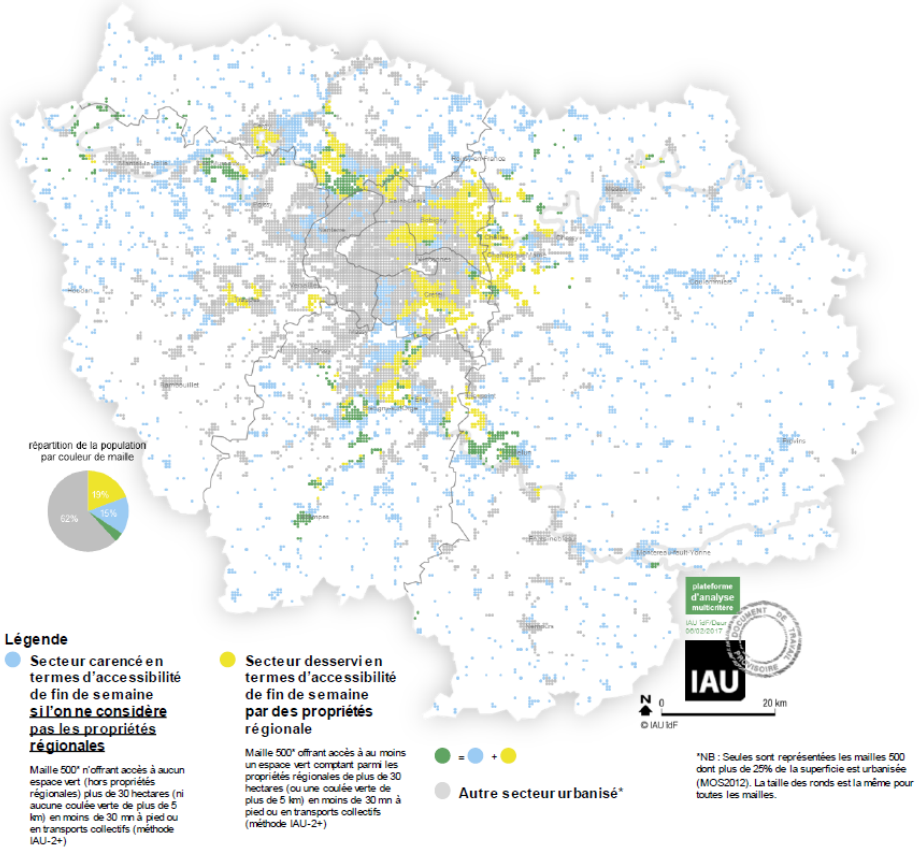
L'AEV améliore la qualité du cadre de vie des Franciliens en favorisant l'accès à des espaces verts de proximité. Son action consiste en l'aménagement des forêts, des milieux naturels, des parcs, des jardins familiaux et des coulées vertes. L'Agence œuvre également pour le retour de la nature en ville, aux côtés des collectivités territoriales.

L'indicateur 2018 « propriétés régionales ouvertes au public » c'est-à-dire la surface en hectare et le pourcentage des propriétés ouvertes au public par rapport à l'ensemble des propriétés aménageables (surface agricole et non aménageable exclue) est de 8 664 ha soit 77,6 % des surfaces aménageables. Il est en progression de 400 ha par rapport à 2016. Ces aménagements permettent des accès à de nouveaux espaces, l'amélioration des structures d'accueil et de nouvelles entrées pour certains sites : Buttes du Parisis, Rougeau-Bréviande, Saint-Eutrope, Butte Pinson, Montgé…

Cette nouvelle offre en espaces verts sur de grands espaces est complétée par un soutien aux collectivités territoriales et aux partenaires de l'aménagement du territoire qui souhaitent mener une politique locale de création d'espaces verts. Ce soutien passe à la fois par l'attribution de subventions dans le cadre des appels à projets Plan vert portés conjointement avec les services de la Région, mais aussi par la diffusion de conseils et de bonnes pratiques. Les subventions accordées au titre du Plan vert régional se sont élevées à 4 411 000 € en 2018 pour le soutien aux projets des collectivités, pour 31 projets subventionnés.

À travers les «animations nature», l'Agence propose la découverte de la faune et de la flore sur les propriétés régionales afin de sensibiliser le public, dès le plus jeune âge, à l'importance de préserver l'environnement.

Carte : carence en espaces verts en termes d'accessibilité de fin de semaine
(Source : Institut Paris-Région, 2017, données du MOS 2012)



Aujourd'hui, la quasi-totalité des espaces naturels régionaux sont ouverts au public pour le plus grand bénéfice des franciliens. De plus, la plupart de ces espaces sont multifonctionnels et répondent à la fois à des enjeux environnementaux, agricoles et d'accueil du public. Ainsi, l'analyse des PRIF ne peut se limiter au seul indicateur de la population carencée en espaces verts, même s'il s'agit d'une dimension très importante par rapport à l'objectif du Plan vert régional de la « nature partout et pour tous ». Un travail est en cours avec l'Institut Paris Région (ex. IAU) pour analyser de façon objective la part des différentes fonctions pour chaque espace naturel.

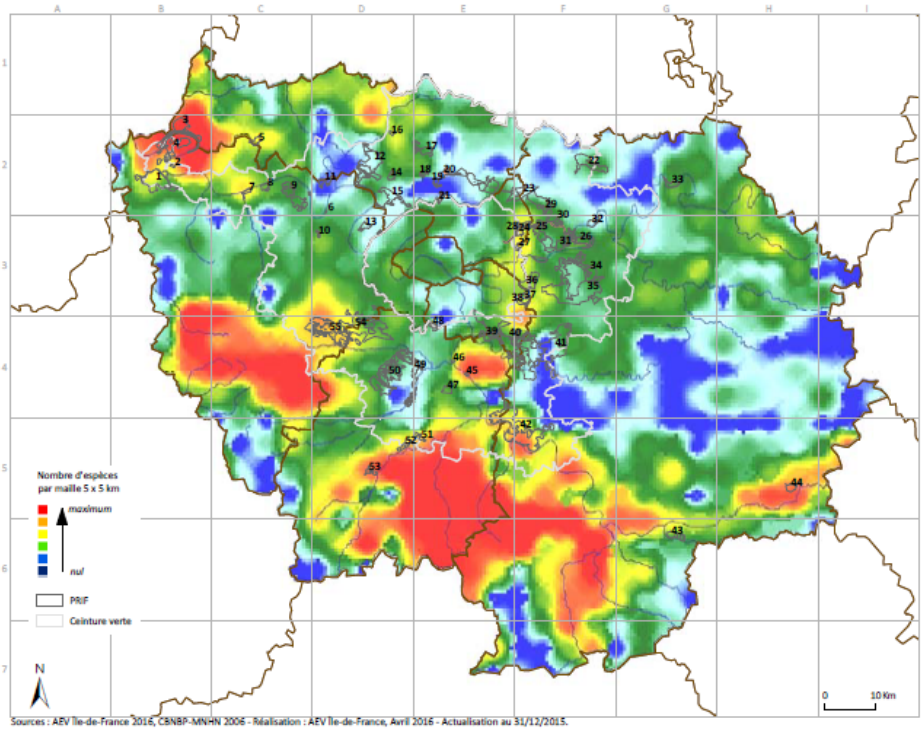
Par ailleurs, il convient de pallier certaines erreurs méthodologiques concernant l'analyse de l'impact des PRIF sur la carence. En particulier, le croisement de la couche de données de la carence en espaces verts et de celle des seuls espaces verts et boisés ouverts au public dans les PRIF donne une vision erronée, puisque l'ouverture au public de ces espaces a justement annulé la carence environnante (en revanche, on peut mettre en évidence les secteurs qui seraient carencés au titre du plan vert si les espaces verts ou boisés régionaux n'existaient pas).

L'action environnementale

Afin de valoriser le patrimoine environnemental et de préserver la biodiversité des espaces naturels, l'AEV a acquis des espaces à forte valeur environnementale (ZNIEFF 1 et 2, Natura 2000). La grande majorité des PRIF sont des réservoirs de biodiversité (*cf*. SRCE de 2013).

L'action de l'AEV consiste aussi à réhabiliter des friches, à lutter contre l'érosion des sols et à restaurer des continuités bleues et vertes de la région. Elle soutient les collectivités territoriales dans leurs actions de préservation des espaces fragiles. Les agents de terrain veillent quotidiennement à la protection de la faune et de la flore, à la surveillance et l'entretien des propriétés régionales (*cf*. atlas des PRIF 2016).

Carte : PRIF et densités végétales protégées et/ou déterminantes
(Source : Atlas des PRIF 2016)



L'AEV contribue à l'application du schéma régional de cohérence écologique via ses outils (notamment les PRIF, l'acquisition foncière, les choix d'aménagement et de gestion des sites et l'ingénierie au service de collectivités locales de l'ensemble de la région), en bonne articulation avec la politique des espaces naturels sensibles (ENS) des départements et avec les parcs naturels régionaux.

L'AEV s'est engagée depuis plusieurs années dans des actions qui, ensemble, constituent un cadre cohérent avec les grandes orientations de la stratégie régionale pour la biodiversité adoptée en novembre 2019. En particulier :

- L'AEV facilite l'accès des franciliens à des espaces de nature, au travers notamment de l'aménagement d'accès et de cheminements au sein des propriétés régionales, ainsi que la mise en place d'une signalétique dédiée. Sur ces sites, elle favorise l'immersion du public dans la nature via des dispositifs comme l'application mobile *« Balade branchée »* qui permet découvrir la nature environnante au fil de sa balade, ou encore les nombreuses animations nature gratuites proposées dans le cadre de la Natur'box tout au long de l'année. De plus, une maison de la nature a ouvert en 2018 sur la réserve naturelle régionale du Grand Voyeux (77), proposant une découverte guidée du site et de ses richesses.

- L'AEV prend sa part aux politiques et actions sectorielles visant à enrayer la perte de biodiversité. S'agissant des espaces protégés, elle s'est vue confier par la région la gestion de 5 réserves naturelles régionales (RNR du Grand Voyeux, Marais de Stors, Seiglats, Moisson, et Sainte-Assise) sur les 12 RNR en Ile-de-France (il s'agit des RNR dont la Région possède le foncier), au sein desquelles elle restaure des milieux et mène une gestion conservatoire favorable à de nombreuses espèces végétales ou animales, ainsi qu'à des habitats naturels remarquables. Elle est également, pour le compte de la région, structure animatrice de 3 sites Natura 2000. L'AEV contribue à une meilleure connaissance de la biodiversité sur l'ensemble des sites gérés, au travers d'inventaires et de suivi, y compris pour des groupes taxonomiques faisant l'objet de plans nationaux d'actions. Ce sont ainsi plus de 15 000 données naturalistes saisies sur la base de données régionale Cettia pour ou par l'AEV depuis la création de l'outil. Cette connaissance guide les choix d'aménagement, de gestion, de fréquentation et d'usage des sites. Par ailleurs, une réserve biologique intégrale est en cours de création, au sein de la forêt régionale de Ferrières, et l'AEV prend en compte de manière croissante les enjeux de biodiversité dans sa gestion des sites, avec par exemple le passage progressif en futaie irrégulière, la création d'îlots de sénescence de surface importante, ou encore une gestion différenciée des espaces ouverts dédiés à l'accueil du public.
- L'AEV contribue à la prise en compte des enjeux de biodiversité dans les politiques d'aménagement du territoire francilien, au travers de ses outils propres ou délégués (définition des PRIF et ciblage des acquisitions foncières en fonction du SRCE et de données locales…), d'intervention dans le cadre de consultations (avis sur documents d'urbanisme, appels à projets) ou encore de conseils aux collectivités locales… Elle intervient également de manière croissante dans le cadre de la démarche éviter-réduire-compenser, en tant que partenaire exigeant de maîtres d'ouvrage de projets contribuant à l'amélioration du cadre de vie régional.

Si l'on croise les causes principales d'érosion de la biodiversité avec les leviers d'actions de l'AEV, les axes d'améliorations de l'action de l'Agence sont les suivants :

- Accentuer l'entrée « biodiversité » de la stratégie territoriale de l'AEV, ainsi que des choix d'aménagement et de gestion, et ainsi se rapprocher des pratiques d'un conservatoire d'espaces naturels (avec toutefois des problématiques différentes pour les sites de zone dense pour lesquels l'accueil et l'agrément du public, dans les choix d'aménagement et de gestion, reste une composante prépondérante, bien que pas exclusive). Cela passe notamment par une politique active de maîtrise foncière puis de restauration de continuités écologiques intra et inter-PRIF, ainsi que de réservoirs de biodiversité identifiés comme prioritaires au vu des habitats et espèces présents.
- Favoriser, sur les zones agricoles dont elle est propriétaire, la reconstitution d'éléments de paysage favorables à la biodiversité, mais également à la gestion de l'eau, à l'adaptation au changement climatique, à la limitation des pollutions, et au paysage (par exemple la plantation de haies, arbres, bosquets, la création de bandes enherbées…).
- Inciter au travers des appels à projet, et au fil du renouvellement des baux et contrats, sur ces terres, à des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, en réduisant fortement ou supprimant les intrants chimiques, en mettant en place une rotation des cultures, etc.

- Renouveler les plans de gestion de certains sites afin notamment de généraliser un mode de gestion différencié des espaces ouverts dédiés à l'accueil du public et les bords de chemin.
- En poursuivant les actions de renaturation de sites, opportunités majeures de reconquête de la nature dans une région très urbanisée.
- En mettant en place les conditions d'un suivi plus standardisé de la biodiversité des sites gérés, au travers de dispositifs dédiés et également en mobilisant et en soutenant la connaissance des observateurs locaux.
- En faisant bénéficier l'ensemble des acteurs concernés de l'expérience de l'AEV dans la mise en place de compensations écologiques, et en améliorant encore les pratiques dans ce domaine.
- En étudiant, avec la région et les services de l'État compétents, l'opportunité et possibilité d'extension ou de création de nouvelles aires protégées (RNR, sites Natura 2000) et en s'engageant dans ces démarches.

Ces axes d'amélioration sont d'ailleurs déclinés dans les 4 orientations stratégiques et 15 objectifs prioritaires de la Stratégie Régionale de la Biodiversité (SRB) pour la région Ile de France 2020-2030.

L'action agricole

L'agriculture joue un rôle essentiel. Au-delà de ses valeurs économique, environnementale, culturelle et sociale, elle contribue à la qualité du cadre de vie de tous les franciliens. Or durant les 15 dernières années, la surface agricole francilienne a diminué de 30 000 ha ce qui correspond à la disparition de 250 fermes.

En partenariat avec la SAFER, l'AEV se mobilise pour contribuer à préserver une agriculture périurbaine durable et diversifiée. Pour cela, elle pratique une veille foncière sur 17 000 hectares de terres agricoles et acquiert, si nécessaire, des espaces agricoles dans la ceinture verte (entre 10 et 30 km de Paris).

L'Agence est aujourd'hui gestionnaire d'un patrimoine foncier agricole de plus de 2 000 hectares. Elle a un bail rural avec près de 130 agriculteurs avec des productions variées, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Bilan des baux par type de production (A. Dabo, 2019)

Type de production / Type de bail	Grandes cultures	Maraichage	Elevage	Equestre	Paturage	Viticulture	Contrat de polyculture-élevage (Arbori/Marai/GC)	Total	%
Bail rural notarié	18	10	1	2	0	0	7	**38**	**29,92**
Bail rural sous seing privé	32	19	3	4	1	0	5	**64**	**50,39**
Convention-type	1	3	7	4	1	0	2	**18**	**14,17**
Autorisation temporaire	1	0	0	0	0	0	0	**1**	**0,79**
Bail verbal	4	1	0	0	0	0	1	**6**	**4,72**
Total	**56**	**33**	**11**	**10**	**2**	**0**	**15**	**127**	**100,00**
%	**44,09**	**25,98**	**8,66**	**7,87**	**1,57**	**0,00**	**11,81**	**100,00**	

En favorisant le maintien et le développement de l'agriculture périurbaine, l'agence préserve les fronts urbains.

Les PRIF à vocation agricole sont de préférence destinés à faire l'objet d'une veille foncière plutôt qu'à être acquis. Cependant, l'AEV a pu acquérir des terrains par voie amiable. Dans les secteurs à très forte pression foncière, notamment en zone maraîchères au contact immédiat des fronts urbains, son action revêt une importance particulière.

La Chambre régionale des comptes relève dans son rapport de 2015 que « la stratégie d'acquisition des terres agricoles est plus simple que celle concernant les espaces naturels et les forêts. Celles-ci sont moins chères à l'achat, moins coûteuses à aménager, elles ne nécessitent pas d'entretien et dégagent même un loyer. Cette stratégie permet à l'agence d'assurer les acquisitions prévues sans générer les coûts pluriannuels propres aux autres espaces verts » (p. 138 du rapport).

L'AEV contribue par ses actions à la qualité du cadre de vie de nombreuses localités, et donc globalement à l'attractivité du territoire francilien. Elle permet par ailleurs le maintien et le développement de filières agricoles ou sylvicoles de proximité au travers notamment des appels à projet pour l'agriculture ou la vente de bois.

Enfin, l'AEV accueille un doctorant, jusqu'en 2021, qui réalise une thèse sur les politiques publiques agricoles et sur les stratégies des agriculteurs dans la grande région métropole agricole francilienne. Ses travaux viendront alimenter les réflexions de l'AEV sur son action en termes d'agriculture.

Le partenariat avec la SAFER

La Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) de l'Île-de-France, société anonyme, est un opérateur foncier assumant une mission de service public d'aménagement du territoire rural et périurbain sur la région Ile de France (à l'exclusion de Paris et des Hauts de Seine). Lieu de concertation, en particulier entre les collectivités territoriales, les services de l'État et les professionnels agricoles, elle dispose d'outils d'intervention foncière et de gestion de patrimoine immobilier permettant la mise en œuvre des politiques nationales et locales d'aménagement rural. En effet, le marché foncier rural d'Ile de France est fortement perturbé par une demande urbaine croissante, poursuivant

d’autres objectifs que l’exploitation agricole ou sylvicole des espaces naturels. Cette demande se traduit par de lourdes conséquences en termes d’occupation du sol : artificialisation illégale du sol, pollutions diverses, constructions et aménagements illégaux, morcellement d’îlots agricoles, défrichement illégal, …

Ces acquisitions par des acteurs sans rapport avec l’activité agricole se traduisent dans leur majorité par la pratique de prix excessifs au regard du marché habituellement constaté et des possibilités légales de valorisation des biens. Certaines acquisitions en secteur périurbain s’inscrivent en outre dans des logiques de spéculation foncière.

Le maintien d’une activité agricole dans les secteurs soumis à de fortes pressions foncières passe par la mise en œuvre de moyens spécifiques, en particulier l’intervention foncière à des fins de régulation du marché foncier et de protection foncière.

C’est sur la base de ce constat partagé que l’AEV et la SAFER ont signé une convention de partenariat pour la protection des espaces agricoles et naturels franciliens le 12 décembre 2018, faisant suite à celle signée 20 décembre 2008. Cette convention confirmait celle signée le 31 mars 2000 qui élargissait le périmètre du partenariat de la convention du 9 mai 1990 qui avait pour objet le maintien de l’agriculture et de la ceinture verte sur le plateau de Saclay.

La SAFER dispose en outre d'un droit de préemption dans les zones agricoles et naturelles des documents d'urbanisme. Cet outil lui permet d’être informée en temps réel des transactions immobilières dont elle peut informer les acteurs publics dans le cadre de partenariats. Ce droit permet la réalisation d’opérations de protection foncière préventive, de lutte contre la spéculation foncière, de reconquête d’espaces agricoles et naturels délaissés ou dégradés, ou encore la réalisation de projets environnementaux et paysagers. Le droit de préemption est utilisé sur autorisation des services de l’État. La SAFER réoriente le bien préempté vers l'acteur portant le projet le plus conforme à l’un des motifs de préemption (définis par l’article L143-2 du Code Rural) : l'attributaire du bien peut alors être un acteur privé (agriculteur dans le cadre de son exploitation) ou public (dans le cadre d'un projet d'intérêt général à vocation agricole ou environnementale). La pérennité de l’objectif poursuivi lors de la rétrocession est assurée grâce à un cahier des charges s’imposant pendant 20 ans à l’acquéreur choisi par la SAFER. La convention de partenariat a pour principal objet de faire bénéficier l’AEV de ces dispositifs et en décrit les modalités techniques et financières.

C. Une actualisation méthodique des stratégies d'intervention de l'AEV a été réalisée depuis 2016

L'optimisation du patrimoine régional (plus de 3 M€ de cessions en 3 ans)

La première des orientations pour consolider l'AEV présentées lors du Conseil d'administration de l'Agence du 6 décembre 2016 portait sur « une optimisation du patrimoine régional bâti et foncier géré par l'AEV ». Depuis lors, l'AEV agit pour optimiser le patrimoine régional qu'elle gère.

En ce qui concerne la méthodologie retenue, il convient de distinguer les espaces naturels d'une part et les bâtiments d'autre part.

La méthode retenue pour les espaces naturels est la suivante : compte tenu des critères appliqués pour la création des périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF), l'Agence a procédé à l'examen des possibilités de cession du patrimoine régional dans les secteurs suivants : 1/ propriétés situées hors PRIF ; 2/ propriétés situées dans des PRIF s'inscrivant en dehors de la Ceinture Verte régionale ; 3/ propriétés situées dans des PRIF couvrant moins de 40 ha.

Pour chaque propriété, les éléments d'analyse et d'aide à la décision sont les suivants : l'identité des partenaires de situation et l'historique ayant conduit à mettre en place une intervention régionale ; un rappel des services rendus par les propriétés régionales, notamment au regard des zones de carences ; les protections réglementaires s'appliquant aux sites ; un bilan financier des sites (coût/recette) ; les outils fonciers utilisés pour les acquisitions et pouvant constituer un frein aux cessions (droit de retour au propriétaire, cahier des charges SAFER, aide financière, mesures compensatoires, etc.). Concernant les terres agricoles, des informations spécifiques ont été prises en compte : surface agricole du PRIF ; surface agricole acquise ; nombre d'agriculteurs locataires.

Au total, ce sont 1 442 ha qui ont été analysés, soit 10 % environ du patrimoine régional, inclus dans 11 PRIF soit 20 % des PRIF. Il convient de rappeler que ces propriétés sont classées en zone inconstructible dans les documents d'urbanisme. Au final, il n'y a pas « d'erreur manifeste d'appréciation » dans la situation du patrimoine foncier géré par l'AEV. Quelques opportunités de cession ont été identifiées, par exemple la Cour Roland (32 ha). Cette démarche a été croisée avec les analyses de l'Institut Paris Région (ex Institut d'Aménagement et d'Urbanisme - IAU) au regard des ambitions du Plan Vert régional.

En ce qui concerne les bâtiments, l'AEV est gestionnaire d'un patrimoine bâti régional composé de 100 éléments, qui comprennent des bâtiments pour la gestion forestière, trois établissements recevant du public, des logements, des bâtiments agricoles ou cynégétiques, et un ensemble d'autres bâtisses aux usages très diversifiés (fort, chapelle, constructions légères…). Les bâtiments sont répartis sur l'ensemble de la région Ile-de-France, principalement dans les Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF). Les bâtiments inutiles au service et non enclavés ont vocation à être cédés.

Tableau : Le patrimoine bâti régional géré par l'AEV : 100 bâtiments, aux usages diversifiés

Catégorie	Nombre de bâtiments (mai 2017)
Catégorie 1 : les bâtiments utilisés par les agents de l'AEV dans le cadre de leurs fonctions (bureaux, brigade équestre…)	17
Catégorie 2 : les logements, pour utilité de service (US) et mis à disposition hors US	21
Catégorie 3 : les bâtiments agricoles ou cynégétiques	37
Catégorie 4 : autres bâtiments	25
Total (hors bâtiments à vendre) :	100

Les principaux éléments concernant les résultats obtenus sont les suivants.

Pour le bâti, 9 bâtiments inutiles au service et non enclavés sont à céder. L'AEV a vendu la maison de maître de Chatillon, à Rosny-sur-Seine, pour 720 K€ à un entrepreneur spécialisé dans l'événementiel. L'AEV a également vendu à l'EPFIF la maison forestière des Renardières à Ferrières-en-Brie pour 1,3 M€, dans le cadre du programme de mobilisation du foncier régional pour la construction de logements (construction de 60 logements sociaux). Il s'agit de deux opérations importantes de cession de bâtiments inutiles, dont les produits sont encaissés respectivement en 2019 et 2020. Les autres bâtiments à céder sont : la maison Godefroy dans le PRIF de l'Orge Aval, les maisons de l'Ermitage 1 et 2 et la maison forestière de Bondy dans le PRIF de Bondy, le Pavillon d'Hermières et la maison forestière de la Bretèche à Ferrières et la maison Tetart dans la Vallée de l'Yerres et du Réveillon.

La maison forestière des Renardières –PRIF Ferrières



Le domaine de Chatillon – PRIF Rosny



Pour le non bâti, grâce aux cessions foncières qu'elle a réalisées, l'AEV a perçu plus de 1,2 M€ de recettes en 2017 et 2018, qui ont été reversées à la Région. Le bilan des cessions/acquisitions de l'AEV en 2018 a été transmis au Pôle Finances de la Région dans le cadre de l'élaboration du compte administratif du Conseil régional : les cessions s'élèvent à 963 K€ (13 ha) et les acquisitions à 516 K€ (20 ha), soit plus de recettes que de dépenses (voir tableaux 3 et 4 ci-dessous).

Par ailleurs, l'AEV met en œuvre, à la demande du Conseil régional, la cession à l'euro symbolique de 130 ha de terrains régionaux au syndicat mixte d'aménagement de la plaine

de Pierrelaye (SMAPP) ; pour mémoire, le coût d’acquisition de ces terrains est de l’ordre de 1,3 M€. Enfin, un plan d’action devra être défini avec la Région concernant le domaine de la Cour Roland (32 ha).

Tableau 3 : bilan des cessions de 2016 à 2019 (extrait des comptes administratifs					
Commune	**Prix principal**	**Émission titre recettes**	**Surface**	**Procédure**	**Observations**
Roissy-en-Brie (77)	350 000,00 €	07/07/2016	0 ha 35 a 88 ca	Amiable	propriété bâtie cédée à un particulier à Roissy-en-Brie (77)
Les Mureaux (78)	136 174,00 €	04/02/2016	0 ha 81 a 93 ca	Amiable	cession des terrains nécessaires à l'extension d'une station d'épuration aux Mureaux (78)
Montesson (78)	10 588,00 €	-	0 ha 64 a 27 ca	Amiable	cession dans le cadre d'un échange, soulte à la charge de la Région
Favières (77)	145 000,00 €	12/01/2017	0 ha 12 a 00 ca	Amiable	cession d'un bâti (pavillon de la Réserve) à un particulier
Taverny (95)	3 020,00 €	12/01/2017	0 ha 01 a 51 ca	Amiable	cession à un particulier dans le cadre d'une régularisation foncière.
Roissy-en-France (95)	213 855,60 €	30/10/2017	2 ha 90 a 96 ca	Amiable	cession dans le cadre du projet dit de "Vallée Verte" déclaré d'utilité publique
La Roche-Guyon (95)	1,00 €	30/10/2017	1 ha 89 a 58 ca	Amiable	cession d'un terrain utilisé comme parc de stationnement
Tremblay-en-France (93)	103 913,30 €	03/01/2018	1 ha 41 a 38 ca	Expropriation	cession dans le cadre de la ZAC "sud Charles de Gaulle" déclarée d'utilité publique
Tremblay-en-France (93)	781 871,00 €	03/01/2018	10 ha 63 a 77 ca	Amiable	cession pour l'aménagement du vallon du ru du Sausset déclaré d'utilité publique
Ballainvilliers (91)	60 765,65 €	29/11/2018	0 ha 08 a 00 ca	Amiable	cession pour l'aménagement d'une ZAC des Hauts de Fresnay déclarée d'utilité publique
Chelles (77)	16 800,00 €	11/12/2018	0 ha 88 a 21 ca	Expropriation	cession pour le réseau du Grand Paris Express déclaré d'utilité publique
Vernouillet (78)	échange sans soulte	-	0 ha 03 a 30 ca	Amiable	échange sans soulte de terrains avec un propriétaire riverain pour une régularisation foncière
Argenteuil (95)	3 100,00 €	20/02/2019	0 ha 02 a 84 ca	Amiable	cession pour une régularisation foncière avec un propriétaire riverain
Ballainvilliers (91)	61 927,35 €	30/01/2019	0 ha 08 a 00 ca	Amiable	cession pour l'aménagement d'une ZAC des Hauts de Fresnay déclarée d'utilité publique

Rosny-sur-Seine (78)	720 000,00 €	06/06/2019	4 ha 00 a 13 ca	Amiable	cession de la propriété bâtie du domaine de Châtillon à un propriétaire privé
Vernouillet (78)	1 437,00 €	31/07/2019	0 ha 04 a 78 ca	Amiable	création d'une aire d'accueil des gens du voyage
Herblay (95)	8 700,00 €	06/08/2019	0 ha 24 a 09 ca	Amiable	échange de terrain avec un propriétaire privé exproprié
TOTAL	2 617 152,90 €				

Tableau 4 : bilan des acquisitions de 2016 à 2019 (transfert de propriété)					
PRIF	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Somme**
Brosse et Gondoire	2 ha 82 a 05 ca	0 ha 93 a 29 ca		0 ha 64 a 74 ca	4 ha 40 a 08 ca
Butte de Marsinval		2 ha 16 a 80 ca	1 ha 08 a 61 ca		3 ha 25 a 41 ca
Butte Pinson	0 ha 17 a 54 ca			5 ha 23 a 54 ca	0 ha 22 a 80 ca
Buttes du Parisis	0 ha 05 a 18 ca	17 ha 58 a 97 ca	0 ha 81 a 31 ca		18 ha 45 a 46 ca
Coteaux de l'Aulnoye	0 ha 30 a 35 ca	1 ha 60 a 21 ca		0 ha 07 a 13 ca	1 ha 97 a 69 ca
Coteaux de Nézant		0 ha 60 a 63 ca	0 ha 23 a 84 ca		0 ha 84 a 47 ca
Dhuis				9 ha 02 a 01 ca	9 ha 02 a 01 ca
Etréchy				3 ha 04 a 22 ca	3 ha 04 a 22 ca
Galluis		0 ha 19 a 07 ca			0 ha 19 a 07 ca
Grand-Voyeux			0 ha 20 a 08 ca	2 ha 27 a 29 ca	2 ha 47 a 37 ca
Haute Vallée de Chevreuse	15 ha 94 a 83 ca				15 ha 94 a 83 ca
Hautil et Oise	0 ha 05 a 46 ca				0 ha 05 a 46 ca
Hurepoix	7 ha 56 a 19 ca	18 ha 52 a 81 ca			26 ha 09 a 00 ca
La Tégéval	14 ha 57 a 68 ca		4 ha 85 a 01 ca		19 ha 42 a 69 ca
Maubué	8 ha 31 a 35 ca			0 ha 70 a 23 ca	9 ha 01 a 58 ca
Moisson	0 ha 28 a 29 ca	0 ha 23 a 09 ca		0 ha 05 a 75 ca	0 ha 57 a 13 ca
Mont Guichet	0 ha 10 a 38 ca	0 ha 10 a 33 ca		0 ha 07 a 25 ca	0 ha 27 a 96 ca
Montjean	24 ha 93 a 30 ca				24 ha 93 a 30 ca
Moulin des Marais	1 ha 92 a 76 ca	0 ha 66 a 45 ca	0 ha 24 a 31 ca		2 ha 83 a 52 ca
Orge Aval	3 ha 82 a 20 ca	0 ha 00 a 14 ca	1 ha 24 a 12 ca	0 ha 14 a 69 ca	5 ha 21 a 15 ca
Plaine de France			0 ha 58 a 64 ca		0 ha 58 a 64 ca
Plaine de Montesson	0 ha 99 a 38 ca	0 ha 09 a 50 ca	0 ha 20 a 30 ca	0 ha 27 a 41 ca	1 ha 56 a 59 ca
Plaine de Pierrelaye		0 ha 11 a 93 ca	2 ha 57 a 93 ca	0 ha 84 a 27 ca	3 ha 54 a 13 ca
Plateau d'Andilly			17 ha 98 a 39 ca		17 ha 98 a 39 ca
Plateau de Saclay	0 ha 75 a 49 ca	24 ha 48 a 01 ca			25 ha 23 a 50 ca
Roche-Guyon	0 ha 26 a	1 ha 82 a 78			2 ha 08 a 80

	02 ca	ca			ca
Rosny	1 ha 65 a 64 ca	2 ha 65 a 39 ca			4 ha 31 a 03 ca
Rougeau-Bréviande	10 ha 56 a 47 ca		9 ha 25 a 50 ca	6 ha 97 a 14 ca	26 ha 79 a 11 ca
Vallée de la Marne		0 ha 18 a 01 ca	0 ha 27 a 95 ca		0 ha 45 a 96 ca
Vallées de l'Yerres et du Réveillon	0 ha 84 a 75 ca	0 ha 08 a 88 ca	0 ha 13 a 64 ca		1 ha 07 a 27 ca
Vallières	7 ha 55 a 64 ca	0 ha 11 a 28 ca	0 ha 22 a 00 ca		7 ha 88 a 92 ca
TOTAL (ha)	**103 ha 50 a 95 ca**	**72 ha 17 a 57 ca**	**39 ha 91 a 63 ca**	**24 ha 17 a 39 ca**	**239 ha 77 a 54 ca**

Le bilan des acquisitions foncières pour les années 2016, 2017, 2018 et 2019 est estimé à 6.5M€. Le montant sera confirmé à la clôture du compte administratif 2019**.**

La révision de la stratégie d'intervention territoriale de l'AEV

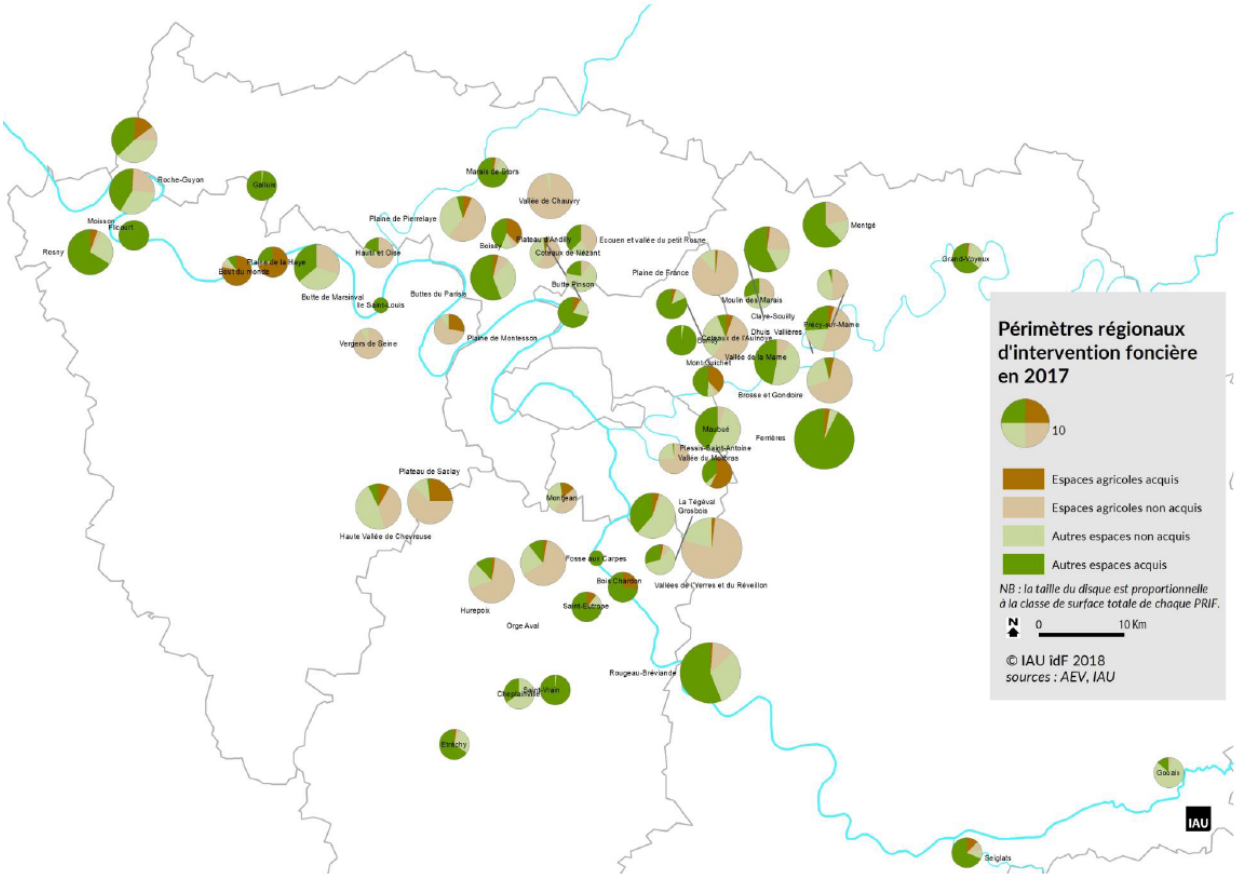
La méthode d'actualisation des stratégies d'intervention territoriale repose sur la clarification des priorités et l'analyse multicritères des enjeux afin d'adapter les modes d'action aux territoires

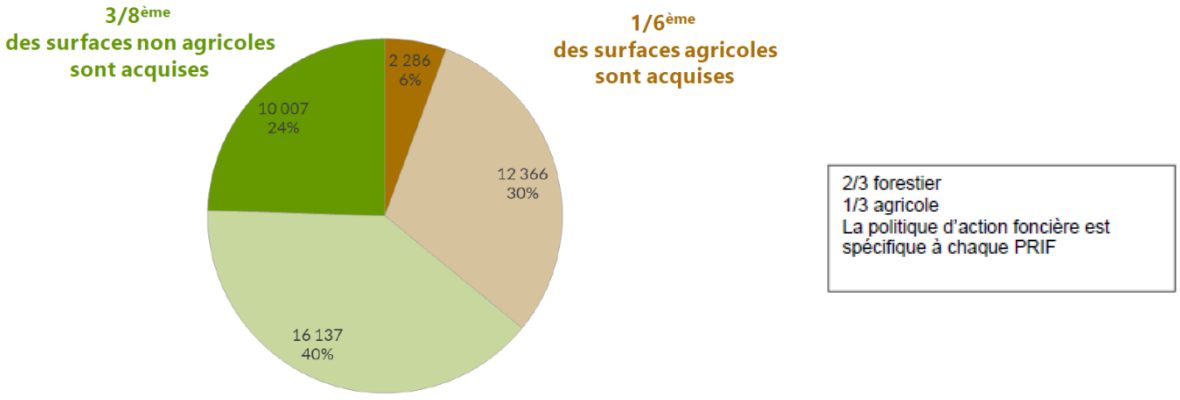
L'atteinte des objectifs fixés par la Région passe notamment par la structuration de la ceinture verte francilienne

Un séminaire de travail a eu lieu le 9 avril 2019 avec les services de l'Institut Paris Région et le Pôle Cohésion Territoriale (PCT) de la région, pour faire le point sur les stratégies d'intervention territoriale. Sur cette base, la méthodologie d'actualisation de la stratégie territoriale d'intervention a été présentée aux services de la Région.

55 périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) ont été créés, représentant une surface d'environ 45 000 ha, dont près de 15 000 ha ont été acquis ; le plus grand PRIF a une superficie de 3 157 ha (dont 2 986 ha acquis) et le plus petit s'étend sur 0,4 ha. L'action visant à prendre en compte la préservation des espaces naturels, forestiers et agricoles dans l'aménagement du territoire est une action qui s'inscrit dans le long terme et qui doit être évaluée à cet horizon.

Carte : Les périmètres régionaux d'intervention foncière en 2017 et les acquisitions par type d'espace. Source : Institut Paris-Région 2018



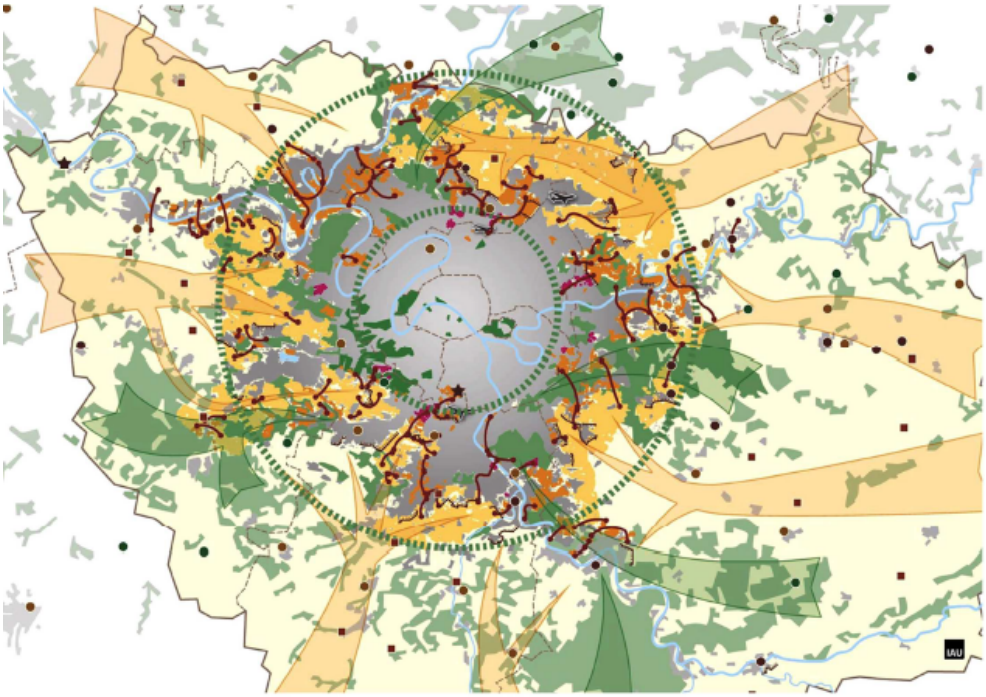


Les PRIF doivent avoir une superficie significative ou présenter un enjeu écologique fort pour justifier d'un intérêt régional. Pour les petites surfaces et les enjeux de moindre importance, le dispositif de subventions du « plan vert » vient naturellement compléter en « pas japonais » les PRIF. Une réflexion a été menée pour optimiser le patrimoine régional bâti et foncier géré par l'AEV. Ainsi, les stratégies foncières intègrent une analyse des possibilités de

cessions ou d'échanges « qui généreront des produits exceptionnels rétrocédés par la Région à l'AEV ». Les éventuelles cessions d'actifs concernant les terres agricoles accueillant des exploitations agricoles économiquement viables, doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec les chambres d'agriculture et la SAFER Île-de-France avant toute décision (*cf*. CA de l'AEV du 06/12/2016).

Les actions prioritaires à mener pour préserver la fonctionnalité des espaces et les continuités ont été identifiées. La préservation des espaces naturels, forestiers et agricoles signifie maintenir leur fonctionnalité, c'est-à-dire éviter le morcellement de ces espaces par de nouvelles infrastructures, relier les espaces ouverts ou de façon plus ambitieuse les intégrer comme une composante structurante du territoire. Cette réflexion est à décliner de l'échelle régionale à l'échelle du département, de l'agglomération et de la commune. Le PRIF devient alors le support d'un projet de territoire qui, d'une part, contribue à la structuration de la ceinture verte et, d'autre part, participe à la respiration du cœur dense grâce aux pénétrantes agricoles, aux continuités écologiques et aux liaisons douces.

Carte : Le fonctionnement régional des espaces agricoles et forestiers – espaces à préserver et pressions. Source : SDRIF 2013 – fascicule 2 « Défis, projet spatial régional et objectifs



Ce *continuum* permettra d'augmenter la capacité d'adaptation de l'Ile-de-France (résilience) et d'améliorer la lisibilité de l'action publique, de valoriser les grands sites et paysages et d'offrir de nouvelles aménités aux franciliens en facilitant l'accès à la nature.

Dans cet objectif, il est important d'analyser l'opérationnalité des PRIF par rapport aux autres politiques existantes, au besoin d'élargir certains périmètres dès lors qu'ils s'inscrivent dans des enjeux d'envergure régionale et d'identifier aux différentes échelles de territoire les zones à enjeux et les continuités à préserver ou à créer entre ces espaces. Ce travail doit s'appuyer sur la connaissance du terrain et l'expertise des services l'AEV, qui mettent en lien les enjeux régionaux et les attentes des acteurs locaux, tout en assurant la continuité entre les actions d'acquisition, d'aménagement et de gestion dans une logique partenariale. Cela

nécessite notamment une capacité de dialogue, une expertise technique et une co-élaboration des projets.

L'AEV ne peut pas intervenir partout et de la même façon, elle doit s'adapter aux territoires et à un contexte financier contraint et agir en complémentarité avec les acteurs du territoire.

Une analyse multicritères des PRIF existants et des projets de création ou d'extension de PRIF permet de cibler toujours mieux l'action publique

Chaque PRIF a vocation à s'inscrire dans l'un des enjeux régionaux identifiés par le schéma directeur de la région Île-de-France ou par les nouvelles stratégies régionales comme la protection de la ressource en eau et/ou la lutte contre les inondations, le maintien de la biodiversité, la résorption des secteurs carencés en espaces verts, la maîtrise des fronts urbains... « Un PRIF peut, le cas échéant, contribuer à plusieurs objectifs, apportant un éclairage complémentaire sur les différentes fonctionnalités remplies par une même propriété régionale » (rapport de la Chambre régionale des comptes, 2015 – p. 95).

Le Système régional des espaces ouverts (SREO) initié par l'IAUIF en 2008, caractérise les PRIF par fonction (sociale, économique, écologique, structurante), par type (espaces boisés, agricoles, naturels, verts) et selon la pression exercée (consommation, fragmentation, surutilisation, conflits d'usage). Cette classification est intéressante même si dans les faits les PRIF recoupent plusieurs fonctions ; par exemple les fonctions des espaces agricoles sont multiples : production, paysage, lien social…. De plus, si l'on peut faire ressortir une dominante d'occupation agricole (19 PRIF sur 55) ou naturels (forêt, espaces verts, espaces naturels), plusieurs types d'espaces cohabitent souvent au sein d'un même PRIF.

L'AEV travaille avec l'Institut Paris Région (IPR, ex IAU) sur une analyse multicritères des PRIF, qui permet de qualifier les périmètres existants en fonction des enjeux d'accueil du public, d'agriculture, d'environnement et de paysage. Cette analyse doit permettre à la Région et à l'AEV de positionner au mieux les futures interventions et créations de PRIF.

Pour cette analyse, plusieurs variables caractérisant les PRIF ont d'abord été identifiées. Ces variables doivent pouvoir justifier de façon pertinente un PRIF existant ou un projet de PRIF et éclairer sur son rôle dans l'équilibre territorial. À terme l'analyse pourra se faire à un temps t ou t+1 en fonction des prévisions démographiques et des projets connus.

THÉMATIQUE	ACCUEIL DU PUBLIC	ENVIRONNEMENT	AGRICULTURE	PAYSAGE
VARIABLES	Nombre de continuités vertes du SDRIF, distance des gares, nombre de gares à moins de 2 kms, nombre de petites et grandes marguerites du SDRIF, pression boisée maximale, pénétrante boisée (carte fascicule 2 du SDRIF, p. 157), population carencée en accessibilité de proximité, population carencée en ratio, population carencée en accessibilité de fin de semaine, espaces naturels sensibles (ENS) etc.	Nombre de continuités écologiques du SDRIF, nombre de continuités agricoles du SDRIF, nombre de pastilles d'urbanisation préférentielle du SDRIF à moins de 5kms, pression agricole, pression boisée, pénétrante agricole, pénétrante boisée, ruban du SRCE, trame verte, trame bleue, plus hautes eaux connues (PHECD), arrêté de protection de biotope, ENS, ZPNAF, PPEANP, Natura 2000 directive Oiseaux, Natura 2000 directive Habitats, ZNIEFF 1 etc.	Linéaire de front urbain, nombre de continuités agricoles du SDRIF, nombre de pastilles d'urbanisation préférentielle du SDRIF, nombre de pastilles d'urbanisation conditionnelle du SDRIF, pression agricole maximale, pénétrante agricole, mosaïque agricole (SRCE), zone agricole protégée (ZAP), zone de protection naturelle, agricole et forestière (ZPNAF), périmètre de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PPEANP) etc.	Linéaire de front urbain, nombre de continuités de respiration, nombre de pastilles d'urbanisation préférentielle, nombre de pastilles d'urbanisation conditionnelle, nombre de petites et grandes marguerites, pénétrante agricole, pénétrante boisée, mosaïque agricole, ZPNAF, PPEANP, sites classés etc.

Les données des variables sont complétées pour chaque PRIF et projet de PRIF. Elles sont principalement issues du Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) de 2013, du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de 2013 et de différentes données cartographiques à disposition de l'IPR et de l'AEV. La thématique paysage est plus difficile à appréhender car plus subjective. Cependant, elle permet de mettre en avant des sites emblématiques et remarquables.

Un outil cartographique permet de visualiser les dominantes par PRIF existant ou en création, que ce soit par variable ou par thématique.

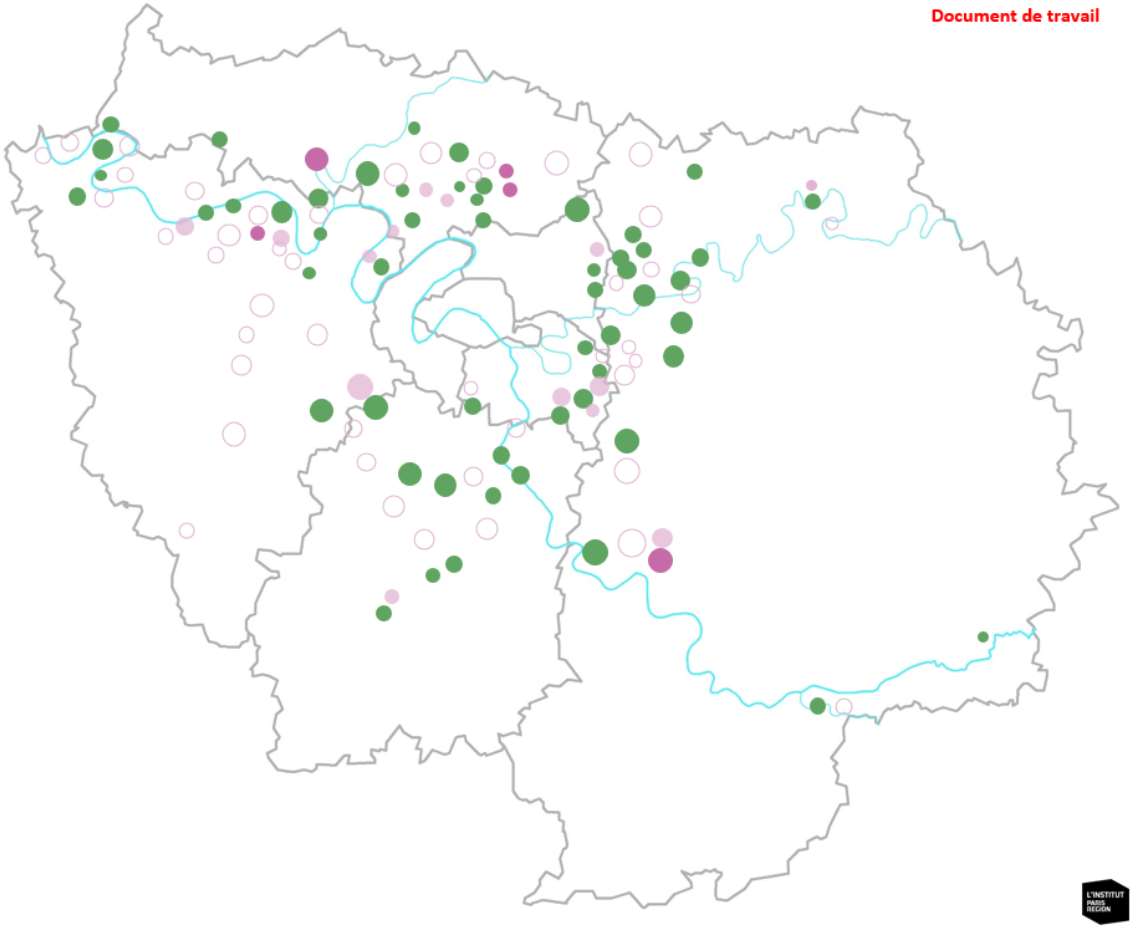
Avec cette analyse multicritères, il est possible de hiérarchiser l'action dans les PRIF existants et les projets de création/extension de PRIF. Ainsi en fonction des priorités souhaitées par la Région, l'accent pourra être mis sur une des thématiques et sur les PRIF les plus pertinents au regard de cette priorité d'intervention.

Toutefois, si ce type d'analyse permet d'avoir une vision de la qualité environnementale, agricole, paysagère ou de la capacité à accueillir du public d'un PRIF ou d'une zone considérée, il existe certains biais et certaines limites à cet exercice : prise en compte de l' « effet-taille » des PRIF (plus un PRIF est grand plus il aura une note élevée), de l' « effet-frontière » (un PRIF peut être concerné intégralement par une continuités ou une ZNIEFF ou de façon très partielle), effets de seuil, spécificités de chaque PRIF non représentées par les

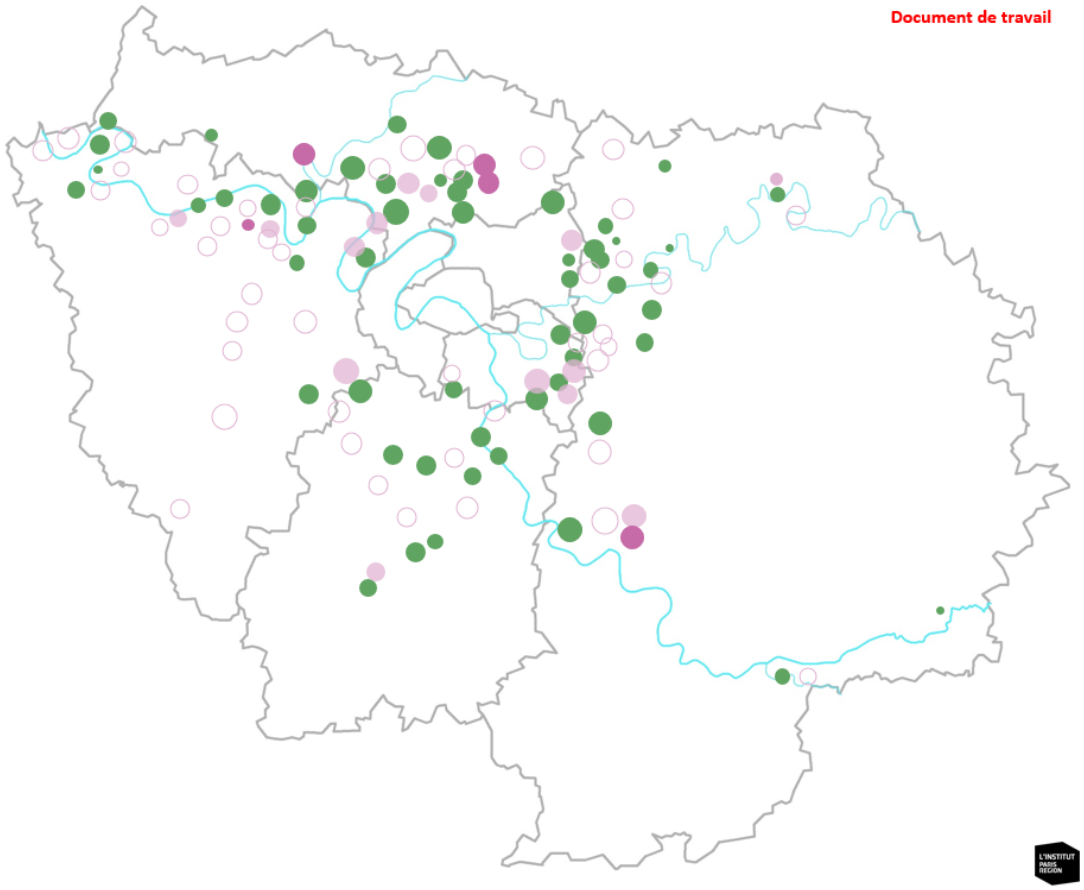
indicateurs choisis… L'analyse multicritères ne peut passer outre les « dires d'expert », c'est-à-dire les connaissances terrain plus qualitatives.

Enfin il convient de souligner que ce type d'outil d'aide à la décision nécessite des ajustements réguliers.

Carte : Analyse multicritère avec trois tailles de cercle selon le total brut obtenu (en vert, les PRIF existants ; en rose foncé les projets de PRIF délibérés ; en rose pâle les projets de PRIF prioritaires et encerclés en rose les prospectives de création de PRIF)



Carte : Analyse multicritère avec trois tailles de cercle selon les points obtenus en accueil du public



Les priorités et les modes d'action doivent être adaptés en fonction des enjeux de chaque territoire

Une fois l'analyse multicritères réalisée à l'échelle du territoire choisi, un document d'orientation est réalisé puis proposé à la Région et aux collectivités de situation, de façon à finaliser un programme d'actions partagé.

En effet, chaque territoire présente des enjeux spécifiques (accueil du public, environnement, agriculture, paysage), qui entraînent des priorités et des modes d'action différents. Cependant, de la même façon que le développement durable ne s'entend qu'en abordant ses trois composantes (économique, sociale, environnementale), il importe de traiter les axes non dominants dans chaque PRIF.

Pour rendre plus lisibles les principes d'intervention de l'AEV, chaque PRIF fera l'objet d'un document d'orientation concerté: état actuel du site et état visé, au regard de sa vocation dominante ; efforts envisagés pour atteindre cet état visé (extension, acquisition, aménagement, gestion… - voir tableau ci-dessous).

Tableau 5 : Éléments de base pour la construction des documents d'orientation

Nom du PRIF	
Raison d'être du PRIF	
Présentation	Création
	Extension(s)
	Superficie
	Surface acquise en superficie et % du total
	Occupation du sol
	Bilan financier
Partenaires	Communes
	Agglo
	Départements
	Acteurs autres que collectivités locales
Protection	PLU, SCOT, enjeux SDRIF, enjeux SRCE, connaissances autres
Dominante	Caractérisation
	Enjeux
Mineures	Mineure 1 (caractérisation et enjeux)
	Mineure 2 (caractérisation et enjeux)
Pressions	Internes PRIF
	Extérieures PRIF (en périphérie et externes)
	Risques naturels
Paysage	Enjeux
	Ressources
	Menaces
Accueil public	Fréquentation
	Signalétique
	Accessibilité
Foncier	Structure parcellaire
	Situation locative (nombre de baux, types de baux, conventions)
Actions (court terme)	Action prioritaire
	Actions à mener (à hiérarchiser)
	Actions d'acteurs autres impactant PRIF
Stratégie (moyen et long terme)	Actions (à hiérarchiser)
	Conventions
	Extensions
Cartes	Échelle large "continuités"
	Échelle PRIF "zones d'attentions"
	Échelle intermédiaire (extensions possibles)

Un tel document permet d'actualiser régulièrement les enjeux et de rappeler le sens de l'action de chaque partenaire, au-delà des délibérations initiales des collectivités qui ont créé le PRIF. Cet outil sera déployé en 2020, à la suite des élections municipales.

À titre d'illustration, on peut considérer que les **espaces boisés** sont destinés à être préservés et ouverts au public. Les acquisitions de ce type d'espace sont appelées à prendre une part moins importante à mesure que va s'achever dans les prochaines décennies l'acquisition des plus grands massifs d'intérêt régional. L'effort se portera alors sur l'aménagement et la gestion de ces espaces. La cohérence des massifs permettant des économies d'échelle en matière d'entretien et d'exploitation sylvicole est à rechercher.

En ce qui concerne les **espaces verts de proximité,** les besoins augmentent au fur et à mesure du développement des zones urbaines. La création de ces espaces doit être accompagnée d'une part d'une politique de subvention efficiente et d'autre part et d'une politique renforcée d'acquisition sur des zones prioritaires à la fois du point de vue de leur fonction et de la pression qui s'y exerce. L'effort doit porter en priorité sur les espaces qui répondent aux besoins des franciliens en situation de carence de proximité et de fin de semaine en ayant à l'esprit que la densification conduit à une augmentation de la population bénéficiant des mêmes espaces verts ce qui entraîne toutes choses égales par ailleurs une évolution négative du ratio. Il importe également de mettre en réseau des espaces existants pour réduire la carence et favoriser la biodiversité.

Les **espaces naturels** représentant un enjeu de régulation environnementale et de préservation de la biodiversité sont dans la plupart des cas identifiés (ENS, continuités, Natura 2000…) et doivent faire l'objet d'une répartition en termes d'acquisition et de gestion avec les partenaires (État, Département, structures intercommunales…) afin qu'ils soient protégés et valorisés. Les vallées peuvent davantage être prises en considération dans le cadre du partenariat qui lie l'AEV à l'Agence de l'eau Seine Normandie (AESN). En effet, les vallées comme les liaisons vertes relient la trame verte d'agglomération à la couronne rurale. De même, entrent dans la catégorie « espaces naturels » les zones d'expansion des crues et de protection des captages.

Sur les **espaces agricoles** la situation francilienne est exceptionnelle (concentration de population, foncier, production…), et justifie une intervention coordonnée des acteurs publics. Cette intervention peut prendre différentes formes : veille foncière, recours occasionnel à des acquisitions pour éviter le mitage et contribuer à l'équilibre du marché foncier, portage foncier (*cf*. dispositif Île-de-France terre d'installation), accompagnement de projets d'installation.

Le budget d'entretien des espaces naturels régionaux a été optimisé depuis 2016

Tableau 6 : Budget dédié à l'entretien des sites, sur la base de ce qui a été réellement consommé chaque année, en milliers d'euros.

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Surface totale des PRIF (en ha)	39 253	39 261	40 747	40 441	40 441	40 769	40 769
Surface acquise et en jouissance par année (en ha)	13 843	14 133	14 343	14 423	14 490	14 552	14 583
Budget dédié à l'entretien des sites (en €)	2 849	2 771	3 236	2 446	2 669	2 512	2 602

Le budget d'entretien global affecté à l'entretien des espaces naturels régionaux a diminué de 18% de 2009 à 2019, passant de 3,16 M€ à 2.60 M€. Il est important d'analyser plus finement ce chiffre global, car les réalités sont très contrastées selon les sites. Des sites emblématiques et très fréquentés, comme la Dhuis, Ferrières, Rougeau-Bréviande, Bondy, Maubué, historiquement peu financés par les collectivités de situation, ont vu leur budget diminuer de moitié ou davantage en peu de temps. Sur ces sites-là, les orientations suivantes ont été mises en œuvre :

- priorisation au maintien des interventions de sécurité, et au ramassage des déchets ;
- forte rationalisation des interventions, et hiérarchisation des sites à enjeux forts pour l'accueil du public ;
- fin des opérations « d'envergure », notamment paysagère, et destinés à des usages plus « variés » (suppression des aires de jeux par exemple) ;
- réflexion globale sur la fermeture de parkings, d'aires d'accueil, réflexion sur la présence de poubelles en forêts…

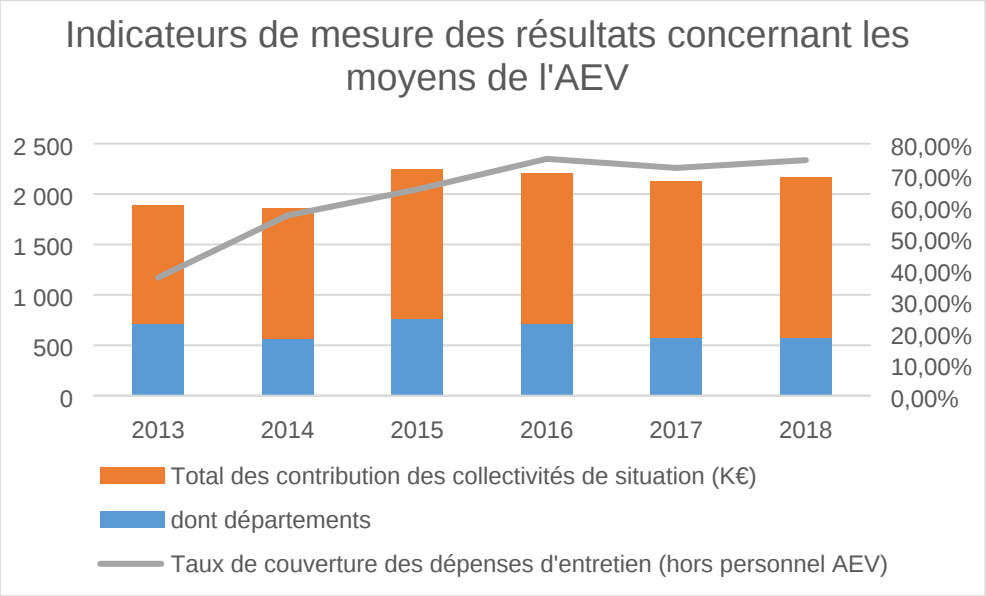
Ce travail de réflexion et d'optimisation mené par l'Agence et les techniciens a permis de maintenir un accueil du public de qualité et la préservation des enjeux environnementaux, avec des budgets très restreints, parallèlement à une fréquentation des sites qui ne diminue pas, tout comme les volumes de dépôts et ordures à évacuer, et des surfaces à gérer en augmentation. L'Agence atteint pour certains sites la limite de l'exercice, car la diminution des budgets limiterait la capacité à ramasser les déchets et à garantir la sécurité des usagers, entrainant potentiellement une fermeture de certaines zones.

D'autres sites ont vu leur budget stagner voire augmenter. Ces sites là (ex. : Verneuil, Flicourt, Andilly, Boissy…) bénéficient en effet de participations importantes de collectivités. Avec ce niveau de financement, ce sont plus de chemins, de panneaux, d'aires d'accueil du public qui sont entretenus, et des dépôts évacués régulièrement, évitant l'effet « les déchets appellent les déchets ».

Certaines grandes forêts appréciées du public nécessiteraient un budget complémentaire. On peut estimer que le budget d'entretien optimal global se situe entre 2,9 et 3 millions d'euros par an.

Enfin, un autre aspect important dans l'évolution de la gestion des sites est la surveillance (gardiennage/écopatrouilleurs) a très fortement diminué, passant d'un budget dédié de 1,1 M€ en 2009 à 440 K€ en 2019. La surveillance complémentaire effectuée par des prestataires se limite donc quasiment à la Butte Pinson et aux buttes du Parisis, alors que d'autres sites, comme Rougeau-Bréviande en auraient besoin.

Les efforts de réduction des dépenses ont été conjugués avec une action pour préserver les recettes de fonctionnement provenant des collectivités de situation des espaces naturels régionaux. En effet, la convention quinquennale 2014-2018 demandait à l'AEV de mobiliser au maximum les collectivités de situation pour contribuer aux charges d'entretien des espaces naturels régionaux. Deux indicateurs de suivi mesuraient ce paramètre : montant des contributions des collectivités, taux de couverture des dépenses d'entretien et mobilisation du partenariat financier avec les Départements. Le graphique ci-dessous montre que le taux de couverture des dépenses d'entretien hors personnel AEV (74,76 % en 2018) a été maintenu entre 2016 et 2018, malgré les contraintes croissantes pesant sur toutes les collectivités territoriales.



L'objectif de mobiliser l'ensemble des départements, qui perçoivent une part de la taxe d'aménagement dans le but de financer leur compétence en matière d'espaces naturels sensibles, n'a cependant pas pu être atteint : le département de l'Essonne a cessé son partenariat avec l'Agence en 2016 et les discussions avec le Département de Seine-et-Marne n'ont pas encore abouti ; en outre le Département des Yvelines semble vouloir remettre en cause son partenariat avec l'AEV en 2019 (150 K€/an).

D. Propositions

Il apparaît donc important de conforter les PRIF répondant à des enjeux prioritaires, d'en créer de nouveaux en déclinaison des stratégies régionales mais aussi de créer des liens entre ces PRIF, de favoriser l'accessibilité des sites et d'agir en partenariat avec les acteurs du territoire pour permettre à l'agglomération de respirer et aux franciliens de mieux vivre.

Étudier la mise en réseau des espaces ouverts

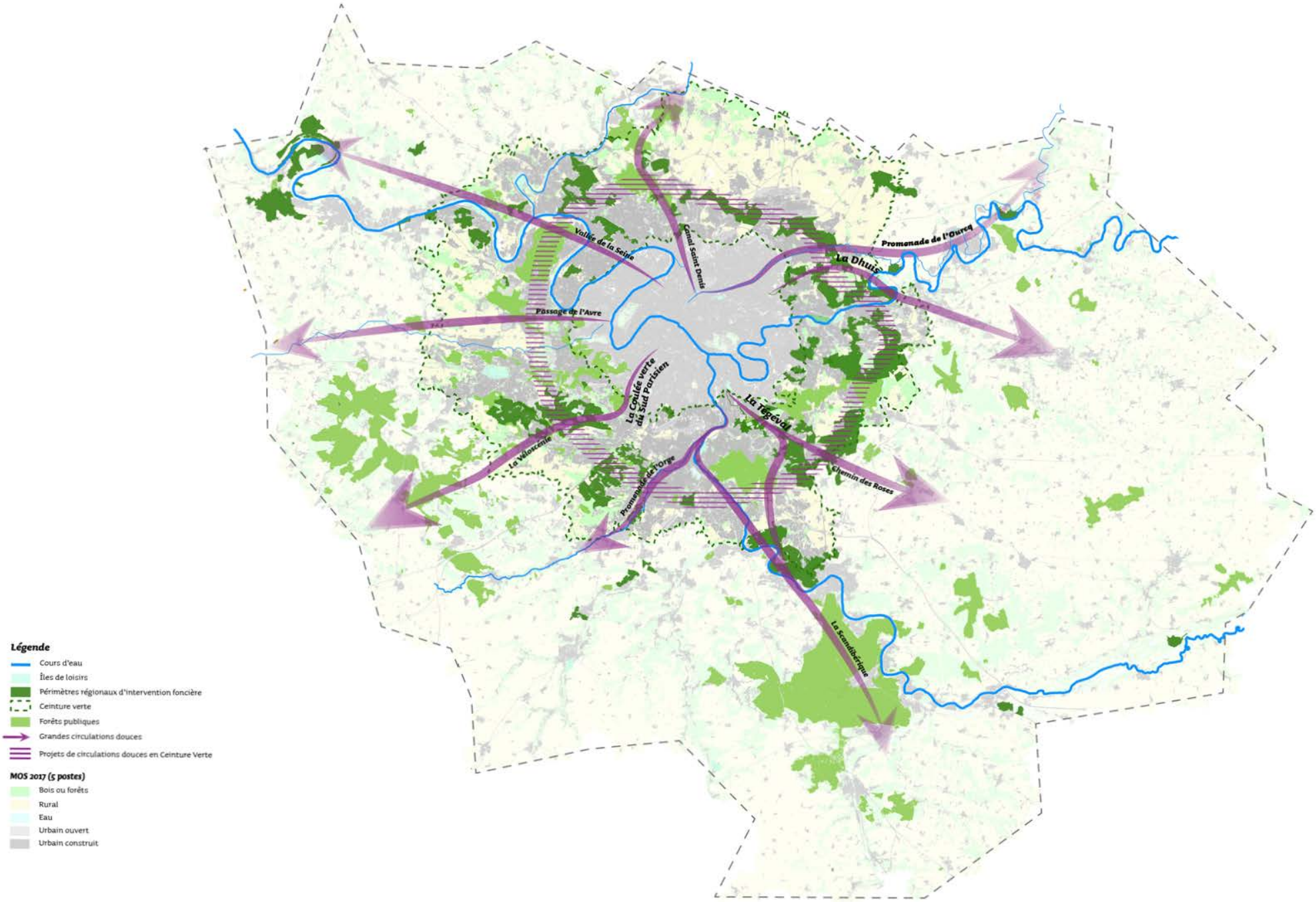
Pour diminuer la carence, préserver la biodiversité et maintenir l'agriculture périurbaine, la création ou la restauration de pénétrantes agricoles et boisées et de coulées vertes entre les PRIF et les grands espaces de nature permet d'agir efficacement et à moindre coût. En ce sens, l'AEV propose d'étudier les trois propositions suivantes, dans le cadre de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) de l'Agence sur la période 2021-2025, qui sera élaborée en 2020.

- Relier les PRIF par une coulée verte francilienne en lien avec les objectifs du SRCE

  Outre l'aspect écosystémique, ce continuum permettrait d'augmenter la capacité d'adaptation de l'Île-de-France (résilience) et d'améliorer la lisibilité de l'action publique, de valoriser les grands sites et paysages et d'offrir de nouvelles aménités aux Franciliens en facilitant l'accès à la nature.

- Préserver les grandes pénétrantes et créer des liaisons vertes majeures, telles que la voie verte « La Tégéval », la promenade régionale de la Dhuis, la promenade de l'Orge, la coulée verte du Sud Parisien ou la vallée de la Seine… (cf. carte ci-dessous).

Ces continuités et pénétrantes compléteraient le réseau de chemins de randonnées existants (PR – GR), les continuités aménagées par les communes, les agglomérations et les départements ou encore les projets tels que le Sentier métropolitain du Grand Paris.



Carte : Les liaisons vertes majeures en Ile-de-France

- Favoriser l'accessibilité des espaces naturels régionaux depuis les gares actuelles et à venir

Les lignes du Grand Paris Express (GPE), dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Société du Grand Paris (SGP), établissement public contrôlé par l'État, seront mises en service entre 2024 et 2030. Ces nouvelles lignes desserviront la plupart du temps des gares déjà existantes (gare de Bondy, Porte de Clichy…). D'autres gares sont à construire, que ce soit en zone urbaine dense (Bagneux) ou sur des zones majoritairement agricoles et peu urbanisées (gares du plateau de Saclay, Triangle de Gonesse).

Une analyse des futures gares du GPE a été menée pour identifier les possibilités de création de liaisons vertes entre celles-ci et de grands espaces de nature - en particulier les PRIF -, situés à des distances compatibles avec la marche. Il s'avère que peu de PRIF s'y prêtent directement, mais plusieurs cas intéressants ont été relevés, comme pour la gare de Chelles (future ligne 16), située à proximité de l'Ile de Vaires (PRIF de la Vallée de la Marne), en Seine-et-Marne. D'autres projets de liaisons vertes peuvent être envisagés pour les quelques projets de gares qui seront situées sur des espaces agricoles encore vierges de toute construction ou presque, et laissant davantage d'opportunités pour organiser l'espace. C'est le cas par exemple des quatre futures gares situées à proximité du PRIF de Saclay et du PRIF de la Haute Vallée de Chevreuse.

Les futures gares du Grand Paris Express se situent toutefois majoritairement en tissu urbain dense. La plupart sont déjà existantes, et pas toujours organisées pour accéder à des espaces de nature proches. Ainsi, le nombre de gares du GPE situées à des distances raisonnables de promenade, et pour lesquelles l'aménagement de circulations douces serait possible, est réduit.

En revanche, pour d'autres gares existantes en Ile-de-France, de tels projets de liaisons vertes sont envisageables, en grande couronne mais également en ceinture verte. Ces gares peuvent être concernées par des projets de nouveaux quartiers, encouragés par le SDRIF de 2013. En effet, celui-ci identifie des « secteurs de développement à proximité des gares »[7] dans un rayon de deux kilomètres autour des gares (voir CDGT). Ainsi, une partie des gares existantes pourrait aussi faire l'objet d'une analyse pour l'aménagement de continuités vertes. Cet examen plus précis pourrait nécessiter une étude particulière conduite avec l'Institut Paris Région.

Enfin, un travail a été initié avec Ile-de-France Mobilités et doit se poursuivre avec la RATP et la SNCF pour mieux signaler les sites et les cheminements à partir des gares existantes et futures.

[7] Dans ces secteurs, une extension de l'urbanisation de l'ordre de 5% de la superficie de l'espace urbanisé communal est possible, en continuité de l'espace urbanisé existant

Identifier des créations ou extensions de PRIF prioritaires à court et moyen termes

Ces premières créations ou extensions de PRIF répondent à la fois aux enjeux de maintien de l'activité agricole, de fronts urbains et de continuités vertes. De plus, elles sont attendues par le territoire : les communes ont délibéré en ce sens.

C'est le cas du projet de création de PRIF de la Boucle de l'Oise Franges du Vexin en périphérie de l'agglomération de Cergy-Pontoise, du projet d'extension du PRIF de la Plaine de France à Écouen, du projet d'extension du PRIF de Rougeau-Bréviande en périphérie proche de Melun, notamment, ou encore de la continuité entre la butte de Marsinval et la plaine de la Haye via les coteaux de Bouafle dans les Yvelines.

D'autres projets n'ont pas encore fait l'objet de délibération des communes concernées mais permettraient d'agir en complémentarité avec les acteurs du territoire et de dessiner des espaces naturels, forestiers et agricoles cohérents, fonctionnels et accessibles.

C'est le cas des projets d'extension sur la plaine du Bois Rochefort en bord de Seine et de Boissy et d'Andilly dans le Val d'Oise ; de Montesson, du Bout du monde et de la butte de Marsinval dans les Yvelines ;sur le plateau de Saclay en cohérence avec la Zone de protection naturelle agricole et forestière (ZPNAF), sur la forêt régionale d'Etrechy, sur les coteaux de l'Aulnoye, ainsi que sur la vallée du Morbras, liaison essentielle entre les massifs du Val-de-Marne et de la Seine-et-Marne.

Enfin, certains projets d'extension tel que celui de Grosbois à Limeil-Brévannes, relié à la voie verte « La Tégéval », visent à s'assurer que les derniers espaces de respiration potentiels en frange intérieure de la ceinture verte seront préservés et accessibles au public.

Si le principe de ces projets est confirmé, ils seront présentés au Conseil d'administration de l'Agence dès lors que le périmètre aura été finalisé et que les communes auront délibéré.

À plus long terme, les prolongements des PRIF de Maubué et de Brosse et Gondoire permettraient la constitution d'un arc boisé et agricole continu à l'Est de Paris, desservi par la liaison verte régionale de la Dhuis et le Chemin des parcs du département de la Seine-Saint-Denis. De même, en lien avec les projets de création de Zone Agricole Protégée (ZAP) des collectivités, des réflexions seront engagées.

Dans le cadre de la programmation pluriannuelle des investissements, qui sera élaborée en 2020 en lien avec la Région, un chiffrage affiné sera réalisé pour chaque PRIF, sur la base des références de prix constatées dans les zones naturelles, forestières et agricoles, et du rythme de mise en œuvre des orientations.

Conformément aux procédures, les programmes d'actions seront mis en œuvre en fonction des enveloppes budgétaires allouées par le conseil régional.

Annexe n° 6 : Annexe 4 à la convention AEV-Région : Tableau de suivi

ANNEXE N° 4 : Tableau de suivi

SITUATION DES FONDS VERSES A L'AGENCE DES ESPACES VERTS

Section investissement

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME					CREDITS DE PAIEMENT									
Délibération/dispositifs	**Millésime du programme**	**Montant de l'enveloppe allouée par la RIF au titre du budget 20XX (A)**	**Montants engagés à l'AEV (B)**	**enveloppe non engagée (A-B)**	**% (A-B)/A**	**Report Trésorerie Exercice N-1 (C)**	**Fonds reçus (D)**	**Montants versés (E)**	**Disponible (D-E) = F**	**% E/D**	**Situation de trésorerie (C+F) = G**	**Montants à recouvrir (H)**	**Montants recouverts (I)**	**Restes à recouvrir (H-I) = J**	**Solde Trésorerie (G+I)**
CP20-XXX															
Acquisition d'espaces verts régionaux															
Dispositif et/ou programme															
Aménagement d'espaces verts régionaux															
Dispositif et/ou programme															
CP20-XXX															
Acquisition d'espaces verts régionaux															
Dispositif et/ou programme															

Section fonctionnement

	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT					CREDITS DE PAIEMENT									
Délibération/dispositifs	**Millésime du programme**	**Montant de l'enveloppe allouée par la RIF au titre du budget 20XX (A)**	**Montants engagés à l'AEV (B)**	**enveloppe non engagée (A-B)**	**% (A-B)/A**	**Report Trésorerie Exercice N-1 (C)**	**Fonds reçus (D)**	**Montants versés (E)**	**Disponible (D-E) = F**	**% E/D**	**Situation de trésorerie (C+F) = G**	**Montants à recouvrir (H)**	**Montants recouverts (I)**	**Restes à recouvrir (H-I) = J**	**Solde Trésorerie (G+I)**
CP20-XXX															
XXXX															
Dispositif et/ou programme															
CP20-XXX															
Dispositif et/ou programme															

Annexe n° 7 : Convention entre la Région Île-de-France et la LPO

Mise en place d'un refuge LPO au siège de la Région Île-de-France

Convention
LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX (LPO) - et RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX, ASSOCIATION – N°SIRET 784 263 287 00 160, représentée par son Président, Allain BOUGRAIN-DUBOURG,

ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'une part,

La **RÉGION ÎLE-DE-FRANCE** sise à Saint Ouen - 93400 - 2 rue Simone Veil 93400, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération N° CP

ci-après dénommée « *la Région* »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

L'Île-de-France est la région la plus densément urbanisée de France, il en résulte une forte artificialisation des sols et une fragmentation importante des milieux naturels. Ainsi, les milieux naturels sont menacés, et cela se traduit mécaniquement sur les espèces.

Devant ce constat préoccupant d'une érosion rapide de la biodiversité, la région Île-de-France, chef de file en matière de biodiversité, est pionnière dans la lutte contre l'érosion et la reconquête de la biodiversité.

Première région de France à avoir créée son Agence Régionale de la Biodiversité (ARB), elle s'est mobilisée en engageant la réflexion autour du renouvellement de la Stratégie Régionale de Biodiversité (SRB), proposée au vote du conseil régional du 21 novembre 2019, afin d'aboutir à une politique biodiversité plus cohérente et plus concertée.

La Région agit également en ce sens via le Plan Vert (approuvé en 2017), qui vise à la création de 500 ha d'espaces verts, afin que chaque francilien puisse disposer de 10 m² d'espaces de nature de proximité. Le Plan Vert participe ainsi à la cohérence avec les autres dispositifs régionaux, notamment issus de la nouvelle politique de l'eau (2016), qui visent à transformer la ville de manière durable, dans un contexte de changement climatique, en réduisant l'effet îlot de chaleur urbain, par la maîtrise des ruissellements à la source, la désimperméabilisation et la végétalisation des tissus urbains.

La politique des Réserves Naturelles Régionales, permet la conservation des habitats et espèces remarquables sur le territoire francilien. La Région, en collaboration avec la DRIEE, porte également la mise en œuvre du SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique), en déployant dans les territoires des Contrats Trame Verte et Bleue, afin de constituer des réseaux écologiques fonctionnels essentiels aux cycles de vie et aux continuités de déplacements des espèces végétales et animales.

Ce sont là quelques exemples qui illustrent l'engagement de la région Île-de-France dans la reconquête de la biodiversité.

La LPO anime un programme national de préservation de la biodiversité et de découverte de la nature de proximité appelé Refuges LPO. Ce label (marque déposée) vise à mettre en valeur et en réseau, des espaces qui préservent et développent la biodiversité, tout en offrant à l'homme une qualité de vie.

Tout espace public ou privé engagé dans une démarche pédagogique de sensibilisation à la nature et/ou de conservation de la biodiversité peut bénéficier de ce label, lorsque celui-ci présente un potentiel d'accueil de la faune et de la flore sauvage et que son activité n'est pas contraire aux activités de la LPO. Par son inscription volontaire à ce programme, la Région s'engage dans une démarche de valorisation et d'amélioration de son patrimoine naturel et de sensibilisation de son public, tout en conservant la libre disposition de ses biens et de leur jouissance, dans le strict respect de son droit de propriété.

L'inscription au réseau Refuges LPO représente un engagement actif de la structure à respecter la Charte des Refuges LPO, en collaboration avec la LPO et son réseau. Cette convention définit le cadre et les modalités de l'attribution du label Refuge LPO aux espaces à préserver. La structure souhaite ainsi participer à l'effort collectif de protection de la nature en menant des actions concrètes avec la LPO, pour aider au maintien et au développement de la nature (faune, flore, paysage) sur ces zones de nature.

A la signature de la convention, la structure devient « Refuge LPO Collectivité/Entreprise ». Ce label ne représente pas une adhésion à la LPO qui est un autre type d'engagement.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la convention est la création d'un Refuge LPO au siège de la Région Île-de-France. Il s'agit de classer en tant que refuge LPO une partie des espaces verts du siège régional de Saint-Ouen, dont le parc Influence et les terrasses végétalisées.

Article 2 : CHARTE DES REFUGES LPO

En créant un Refuge LPO, la Région Île-de-France s'engage moralement à préserver la nature et améliorer la biodiversité sur son Refuge et à respecter les principes suivants :

Principe 1 : **Créer des conditions propices à l'installation de la faune et de la flore sauvages**
• En protégeant les oiseaux et la nature en veillant à la tranquillité des lieux, en particulier pendant les périodes sensibles comme lors de la nidification et des grands froids.
• En diversifiant et en aménageant, selon la surface du Refuge, des milieux favorables à la faune et à la flore sauvages, comme une haie champêtre, une mare ou un mur de pierres sèches.
• En privilégiant la plantation d'espèces qui poussent naturellement dans la région, plus résistantes aux conditions climatiques et adaptées à la faune locale.
Principe 2 : **Renoncer aux produits chimiques**
• En adoptant un mode de gestion écologique et en préférant les techniques manuelles de désherbage ou les produits biologiques si une intervention est vraiment nécessaire.
• En préférant les engrais naturels (compost, purin d'ortie, etc.) pour les plantes exigeantes comme les arbres fruitiers ou les légumes, en favorisant les associations de plantes et les auxiliaires réduisant les maladies.
Principe 3 : **Réduire l'impact sur l'environnement**
• En adoptant des gestes éco-citoyens, notamment en utilisant raisonnablement les ressources naturelles comme l'eau et en recyclant les déchets.

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

Afin de pouvoir être labellisée « Refuge LPO » et conformément à la convention d'engagement type de la LPO relative à la création d'un refuge LPO collectivité/entreprise jointe en annexe, la région Île-de-France s'engage pour la durée de la convention à :

- respecter la Charte des Refuges LPO sur le site inscrit ;
- avertir la LPO Locale lorsqu'elle rencontre des difficultés à respecter la Charte et appliquer ses recommandations ;
- prévenir la LPO en cas de changement de propriétaire et/ou de gestionnaire ;
- désigner un référent pour le suivi du Refuge LPO, qui sera l'interlocuteur privilégié de la LPO. Ce référent, au sein de la région Île-de-France, aura pour mission de veiller au respect de la Charte des Refuges LPO sur le site inscrit et d'en assurer le suivi ;
- répondre aux sollicitations de la LPO concernant le suivi des actions sur le Refuge LPO (bilan des animations, retours d'expériences, témoignages,…) ;
- informer son personnel de la création du Refuge LPO ;
- apposer le panneau Refuge LPO sur le site ;
- délivrer à la LPO les autorisations nécessaires pour entreprendre sur le site les actions à mener ;
- faire réaliser un diagnostic écologique du site permettant la réalisation d'un plan de gestion.
- respecter le plan de gestion proposé par la LPO locale. Le plan de gestion, conçu en collaboration avec la région Île-de-France définit les axes permettant de favoriser la biodiversité sur le site inscrit ;
- soutenir la LPO par le versement d'une subvention au regard de son accompagnement dans la réalisation du diagnostic écologique du siège de Saint-Ouen et de la mise en place d'un plan de gestion notamment ».
- consulter la LPO avant de mettre en œuvre des aménagements qui n'ont pas été prévus dans le plan de gestion. La LPO émettra alors son avis sur les modifications envisagées ;
- réaliser durant la dernière année de la convention une évaluation du Refuge LPO. Ce bilan de fin d'engagement permet d'évaluer les évolutions consécutives à l'application du plan de gestion. Il conditionne ensuite le renouvellement du label, en pouvant donner lieu à une nouvelle proposition technique et financière et à la signature d'une nouvelle convention.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE LA LPO FRANCE

Conformément à la convention d'engagement type de la LPO relative à la création d'un refuge LPO collectivité/entreprise jointe en annexe 1, la LPO France s'engage, pour la durée de la convention, à :

- répondre par courrier électronique ou par téléphone aux sollicitations de la structure concernant l'accueil et la connaissance de la faune et flore sauvage sur le Refuge LPO ;
- communiquer les coordonnées de la structure auprès des personnes (presse, autres collectivités, entreprises…) la sollicitant sur l'objet de la convention ;
- valoriser les projets les plus exemplaires sur ses supports de communication ;
- fournir un accès au site web Refuges LPO (https://refuges.lpo.fr/).

Article 5 : ENGAGEMENTS DE LA LPO ILE-DE-FRANCE

Conformément à la convention d'engagement type de la LPO relative à la création d'un refuge LPO collectivité/entreprise jointe en annexe 1,la LPO Île-de-France s'engage, pour la durée de la convention, à :

- réaliser le diagnostic écologique initial du site et remettre une proposition de plan de gestion ;
- accompagner la région Île-de-France sur la mise en place du plan de gestion ;
- collaborer avec les services techniques de la région Île-de-France pour leur apporter ses compétences, ses connaissances et ses informations dans les domaines du génie écologique et de l'éducation à l'environnement, selon les propositions financières validées ;
- échanger avec le(s) responsable(s) en charge du projet et des services techniques sur l'application des engagements mutuels ;
- désigner un référent Refuge (intermédiaire entre la LPO France et la région Île-de-France) qui aura pour mission de veiller au respect de la Charte des Refuges LPO sur le site inscrit et d'en assurer le suivi ;

- réaliser durant la dernière année de la convention une évaluation du Refuge LPO. Ce bilan de fin d'engagement permet d'évaluer les évolutions consécutives à l'application du plan de gestion. Il conditionne ensuite le renouvellement du label, en pouvant donner lieu à une nouvelle proposition technique et financière et à la signature d'une nouvelle convention ;
- fournir les nichoirs que la LPO Île-de-France aura considéré comme opportun d'installer sur le site de St-Ouen suite au diagnostic écologique initial et du plan de gestion.

Article 6 : MONTANT DU PROJET DE REFUGE-LPO

L'estimation de labellisation Refuge LPO du siège de Saint-Ouen, au titre de la présente convention, est évaluée à 9 971,00 € et fera l'objet d'une demande de financement ultérieure, dont l'attribution sera subordonnée à la signature d'une convention financière.

Article 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée initiale de cinq ans. En fonction de l'évolution du projet, les partenaires choisiront de la renouveler ou non. Ce renouvellement s'effectuera par le biais d'une nouvelle convention.

Article 8 : RESPONSABILITE DES PARTIES

Les Parties s'engagent mutuellement à conserver une discrétion sur l'ensemble des informations dont ils ont eu connaissance, de part et d'autre, pour la mise en place du Refuge LPO.

Les Parties font leur affaire personnelle de l'assurance responsabilité civile liée à la convention. La LPO ne pourra en aucun cas être tenue responsable en cas de dégâts, accidents ou nuisances survenant à la suite d'aménagements, d'activités ou d'un défaut d'apposition de signalétique sur le site du Refuge LPO.

Article 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par l'assemblée délibérante régionale.

Article 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Fait en 2 exemplaires, à Saint-Ouen

Le _____ Le _____

Pour **la Ligue pour la Protection des Oiseaux,**

Le président
Allain Bougrain-Dubourg
Signature revêtue du cachet de la société

Pour la **Région Ile-de-France**,

La présidente du conseil régional
Valérie Pécresse

2

Annexe n° 8 : Annexe à la convention Région-LPO

Convention d'engagement

Refuges LPO Personne morale

Collectivité/Entreprise

Entre les soussignées :

La LPO France, dont le siège est situé aux Fonderies Royales - 8 rue du Docteur Pujos CS 90263 17305 Rochefort Cedex, représentée par Vanessa Lorioux en qualité de Directrice du Pôle Mobilisation Citoyenne, dûment mandatée par le Président de l'Association, Allain Bougrain Dubourg,

ci-après désignée par « la LPO France », d'une part

La LPO		*Nom de la LPO locale*
dont le siège social est situé		*Adresse*
Adresse de correspondance		
représentée par		
en qualité de		

ci-après désignée par « la LPO Locale »,

ci-après désignées collectivement par « la LPO »

Et

		Nom de la structure
dont le siège est situé		*Adresse*
représentée par		
en qualité de		

ci-après désignée par « la Collectivité/l'Entreprise », d'autre part.

ci-après dénommées collectivement par « les Parties »

Préambule

La LPO anime un programme national de préservation de la biodiversité et de découverte de la nature de proximité appelé Refuges LPO. Ce label (marque déposée) vise à mettre en valeur et en réseau, des espaces qui préservent et développent la biodiversité, tout en offrant à l'homme une qualité de vie.

Tout espace public ou privé engagé dans une démarche pédagogique de sensibilisation à la nature et/ou de conservation de la biodiversité peut bénéficier de ce label, lorsque celui-ci présente un potentiel d'accueil de la faune et de la flore sauvage et que son activité n'est pas contraire aux activités de la LPO. Par son inscription volontaire à ce programme, la Collectivité/l'Entreprise s'engage dans une démarche de valorisation et d'amélioration de son patrimoine naturel et de sensibilisation de son public, tout en conservant la libre disposition de ses biens et de leur jouissance, dans le strict respect de son droit de propriété.

L'inscription au réseau Refuges LPO représente un engagement actif de la structure à respecter la Charte des Refuges LPO, en collaboration avec la LPO et son réseau. Cette convention définit le cadre et les modalités de l'attribution du label Refuge LPO aux espaces à préserver. La structure souhaite ainsi participer à l'effort collectif de protection de la nature en menant des actions concrètes avec la LPO, pour aider au maintien et au développement de la nature (faune, flore, paysage) sur ces zones de nature.

A la signature de la convention, la structure devient « Refuge LPO Collectivité/Entreprise ». Ce label ne représente pas une adhésion à la LPO qui est un autre type d'engagement.

ARTICLE 1 : CHARTE DES REFUGES LPO

En créant un Refuge LPO, la structure s'engage moralement à préserver la nature et améliorer la biodiversité sur son Refuge et à respecter les principes suivants :

Principe 1 : Créer des conditions propices à l'installation de la faune et de la flore sauvages

- En protégeant les oiseaux et la nature en veillant à la tranquillité des lieux, en particulier pendant les périodes sensibles comme lors de la nidification et des grands froids.
- En diversifiant et en aménageant, selon la surface du Refuge, des milieux favorables à la faune et à la flore sauvages, comme une haie champêtre, une mare ou un mur de pierres sèches.
- En privilégiant la plantation d'espèces qui poussent naturellement dans la région, plus résistantes aux conditions climatiques et adaptées à la faune locale.

Principe 2 : Renoncer aux produits chimiques

- En adoptant un mode de gestion écologique et en préférant les techniques manuelles de désherbage ou les produits biologiques si une intervention est vraiment nécessaire.
- En préférant les engrais naturels (compost, purin d'ortie, etc.) pour les plantes exigeantes comme les arbres fruitiers ou les légumes, en favorisant les associations de plantes et les auxiliaires réduisant les maladies.

Principe 3 : Réduire l'impact sur l'environnement

- En adoptant des gestes éco-citoyens, notamment en utilisant raisonnablement les ressources naturelles comme l'eau et en recyclant les déchets.

Principe 4 : Faire du Refuge LPO un espace sans chasse pour la biodiversité

- En s'engageant à ne pas chasser dans le Refuge LPO s'il se situe dans une zone où la chasse peut s'exercer.
- En entreprenant toute démarche utile, à son initiative et avec les conseils de la LPO, pour que la chasse puisse y être interdite dans les meilleurs délais.
- Si une battue administrative doit être organisée, prévenir la LPO qui pourra sensibiliser les usagers du site pour ne pas créer de confusion.

Note : La création du Refuge LPO ne remet pas en cause les droits sur la propriété, la structure conserve toujours la libre et entière disposition de son bien et la jouissance de celui-ci.

ARTICLE 2 : OBJET

L'objet de la convention est la création ou le renouvellement d'un Refuge LPO Collectivité/Entreprise sur le site identifié dans la fiche d'identification **(Annexe 1)**.

ARTICLE 3 : DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée initiale de trois à cinq ans **(se référer à l'annexe 1)** à compter de la date de sa signature par l'ensemble des Parties. En fonction de l'évolution du projet, les partenaires choisiront de la renouveler ou non. Ce renouvellement s'effectuera par le biais d'une nouvelle convention.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ/L'ENTREPRISE

La Collectivité/l'Entreprise s'engage pour la durée de la convention à :

- Respecter la Charte des Refuges LPO sur le site inscrit,
- Avertir la LPO Locale lorsqu'elle rencontre des difficultés à respecter la Charte et appliquer ses recommandations,
- Prévenir la LPO en cas de changement de propriétaire et/ou de gestionnaire,
- Désigner un référent pour le suivi du Refuge LPO, qui sera l'interlocuteur privilégié de la LPO. Ce référent, au sein de la Collectivité/l'Entreprise, aura pour mission de veiller au respect de la Charte des Refuges LPO sur le site inscrit et d'en assurer le suivi,
- Répondre aux sollicitations de la LPO concernant le suivi des actions sur le Refuge LPO (bilan des animations, retours d'expériences, témoignages,…),
- Informer son personnel de la création du Refuge LPO,
- Apposer le panneau Refuge LPO sur le site,
- Délivrer à la LPO les autorisations nécessaires pour entreprendre sur le site les actions à mener,
- Faire réaliser un diagnostic écologique du site permettant la réalisation d'un plan de gestion. L'ensemble de ces prestations fera l'objet d'un devis de la LPO,
- Respecter le plan de gestion proposé par la LPO locale. Le plan de gestion, conçu en collaboration avec la Collectivité/l'Entreprise définit les axes permettant de favoriser la biodiversité sur le ou les site(s) inscrit(s),
- Régler l'intégralité du devis signé, comprenant les frais de gestion, les coûts du/des panneau(x) et des prestations. Ce règlement se fera directement sur le compte de la LPO Locale qui fournira un RIB à la Collectivité/l'Entreprise,
- Consulter la LPO avant de mettre en œuvre des aménagements qui n'ont pas été prévus dans le plan de gestion. La LPO émettra alors son avis sur les modifications envisagées.
- Réaliser durant la dernière année de la convention une évaluation du Refuge LPO. Ce bilan de fin d'engagement permet d'évaluer les évolutions consécutives à l'application du plan de gestion. Il conditionne ensuite le renouvellement du label, en pouvant donner lieu à une nouvelle proposition technique et financière et à la signature d'une nouvelle convention.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE LA LPO FRANCE

La LPO France s'engage, pour la durée de la convention, à :

- Répondre par courrier électronique ou par téléphone aux sollicitations de la structure concernant l'accueil et la connaissance de la faune et flore sauvage sur le Refuge LPO,

- Communiquer les coordonnées de la structure auprès des personnes (presse, autres collectivités, entreprises…) la sollicitant sur l'objet de la convention,
- Valoriser les projets les plus exemplaires sur ses supports de communication,
- Fournir un accès au site web Refuges LPO (https://refuges.lpo.fr/).

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DE LA LPO LOCALE

La LPO locale s'engage, pour la durée de la convention, à :

- Réaliser le diagnostic écologique initial du site et remettre une proposition de plan de gestion,
- Accompagner la Collectivité/l'Entreprise sur la mise en place du plan de gestion,
- Collaborer avec les services techniques de la Collectivité/l'Entreprise pour leur apporter ses compétences, ses connaissances et ses informations dans les domaines du génie écologique et de l'éducation à l'environnement, selon les propositions financières validées,
- Échanger avec le(s) responsable(s) en charge du projet et des services techniques sur l'application des engagements mutuels,
- Désigner un référent Refuge (intermédiaire entre la LPO France et la Collectivité/l'Entreprise) qui aura pour mission de veiller au respect de la Charte des Refuges LPO sur le site inscrit et d'en assurer le suivi,
- Réaliser durant la dernière année de la convention une évaluation du Refuge LPO. Ce bilan de fin d'engagement permet d'évaluer les évolutions consécutives à l'application du plan de gestion. Il conditionne ensuite le renouvellement du label, en pouvant donner lieu à une nouvelle proposition technique et financière et à la signature d'une nouvelle convention.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

La Collectivité/l'Entreprise devra présenter à la LPO France, pour accord et bon à tirer, tout support mentionnant les références du programme Refuges LPO et ayant trait au seul objet de la présente.

Les modalités et éléments techniques de communication sont disponibles sur demande auprès de la LPO France (Service Refuges LPO).

La Collectivité/l'Entreprise s'engage à ne pas utiliser les références du programme et de la LPO (nom complet, logo, sigle) en dehors du cadre de la présente convention.

Toute communication précisera le site d'application du label tel qu'il est mentionné dans la fiche d'identification et la durée de la convention.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITÉS DES PARTIES

Les Parties s'engagent mutuellement à conserver une discrétion sur l'ensemble des informations dont ils ont eu connaissance, de part et d'autre, pour la mise en place du Refuge LPO.

Les Parties font leur affaire personnelle de l'assurance responsabilité civile liée à la convention. La LPO , ne pourra en aucun cas être tenue responsable en cas de dégâts, accidents ou nuisances survenant à la suite d'aménagements, d'activités ou d'un défaut d'apposition de signalétique sur le site du Refuge LPO.

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de différend grave et avant toute procédure de résiliation, les Parties conviennent d'engager une concertation afin de déterminer et d'acter un compromis. Si la concertation ne permet pas d'aboutir à un compromis, les Parties feront appel au tribunal compétent qui est celui du siège de la LPO France, à Rochefort.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION

Au-delà des dispositions des autres articles, la présente convention pourra être résiliée par l'une des Parties dans un délai de préavis de 3 mois, par envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception précisant les motifs de la résiliation.

Aucune compensation pécuniaire ne sera demandée ni acceptée par l'une ou l'autre des Parties. La résiliation entraîne automatiquement l'exclusion du réseau des Refuges LPO. En cas de résiliation de la présente, les financements versés à la LPO seront conservés par celle-ci, sauf dans le cas où sa responsabilité est engagée.

Signatures

Fait à | Le

Un exemplaire signé retourné à chaque Partie.

Pour la Collectivité/l'Entreprise,

Nom du représentant

En qualité de

Pour la LPO France,

Vanessa Lorioux, Directrice du Pôle Mobilisation Citoyenne

Pour la LPO Locale,

Nom du représentant

En qualité de

AGIR pour la BIODIVERSITÉ

Annexe 1

Refuges LPO ©

Fiche d'identification Refuges LPO

Collectivité/Entreprise

☐ 1ère inscription ☐ Renouvellement

D'une durée de ☐ 3 ans ☐ 5 ans

Identification du site Refuge LPO

Nom	
Adresse	
Complément	
Code Postal	Ville
Superficie	m²

Disponible sur www.cadastre.gouv.fr

	Référent administratif *Interlocuteur privilégié pour la LPO, veille au respect de la charte,…*	**Référent projet** *En charge du bon déroulement du projet Refuge (Compléter si différent)*
Prénom/Nom		
Fonction		
Mail		
Téléphone		

Projet Refuge LPO

Décrire ci-dessous en quelques lignes le projet Refuge prévu.

Annexe n° 9 : Fiche-projet modifiée relative à "La ligue pour la protection des oiseaux" (LPO)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011636

Commission permanente du 18 octobre 2017 modifiée par la Commission permanente du 4 mars 2020 n° 2020-XX

Objet : ACTIONS D'ANIMATION ET DE SENSIBILISATION POUR LE PROJET "COUPS D'CRAYON POUR LES HIRONDELLES" - LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX (LPO) - FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Education à l'environnement vers un développement durable	22 697,49 €	35,25 %	8 000,00 €
		Montant Total de la subvention	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100801- Education à l'environnement vers un développement durable

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX
Adresse administrative : 8 RUE DOCTEUR PUJOS
17300 ROCHEFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Allain BOUGRAIN-DUBOURG, Président

Date de publication au JO : 17 octobre 1980

N° SIRET : 78426328700103

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Education à l'environnement vers un développement durable
Rapport Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, animations prévues dès le début 2017.

Objectifs :
Ce projet de sensibilisation qui s'adresse directement aux enfants, doit venir compléter le travail de la Région sur la nécessaire présence d'espaces de nature dans les villes et les villages. Ces espaces fournissent nourriture et matériaux de construction aux hirondelles qui nichent sur les bâtis environnant.

Description :
En Ile-de-France, la biodiversité est présente dans les espaces verts, mais également dans les villes et

villages. Dans le cadre du plan vert, la Région souhaite soutenir les associations qui réalisent des projets d'éducation à la biodiversité.
La problématique des hirondelles concentre à la fois les enjeux de cohabitation Homme-Faune sauvage, mais également le besoin de mélanger nature et urbanisme pour le bien-être des humains et de la faune inféodée au bâti.

Les hirondelles sont au nombre de 3 espèces en Ile-de-France, territoire qui constitue un endroit de reproduction de ces migrateurs.

Ainsi, la Ligue pour la Protection des Oiseaux d'Ile-de-France propose aux enfants de réaliser eux-mêmes une bande dessinée sur les hirondelles qui sera diffusée dans les écoles élémentaires de la région.

Ce nouveau projet pédagogique a pour but de permettre aux apprenants de faire des recherches sur les différentes espèces d'hirondelles présentes dans la région et de trouver des moyens accessibles à tous pour les préserver. A la fin de celui-ci, une restitution des connaissances et des recherches des participants sera effectuée sur un support pédagogique, sous forme de bande dessinée.

Il s'applique à développer trois notions principales :
- la notion de valeur de la nature,
- la notion de respect de l'animal et de la vie,
- la notion de responsabilité à l'égard de la nature.

Intérêt régional :
Cette action s'inscrit dans les actions menées par la région notamment sur le SRCE et Plan Vert.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Les enfants d'écoles élémentaires.
- Les familles.
- Les lecteurs des médiathèques.
- Les habitants des communes franciliennes, et en particulier de la grande couronne.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le dispositif "projets pédagogiques" prévu par la politique d'aide régionale en matière d'Education à l'Environnement vers un Développement durable.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personel	6 114,79	26,94%
Regroupement et maquettage des enfants, création et maquette de couverture	890,00	3,92%
Relecture, génération PDF, suivi fabrication	353,00	1,56%
Impression et façonnage 5000 exemplaires	15 339,70	67,58%
Total	22 697,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	8 000,00	35,25%
Fondation Nature et découverte (sollicitée)	10 000,00	44,06%
CD 91 (sollicitée)	2 000,00	8,81%
Fonds propres	2 697,49	11,88%
Total	22 697,49	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	5 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	39 523,57 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	3 140,00 €
2016	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	40 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	7 894,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	10 500,00 €
	Montant total	116 057,57 €

Annexe n° 10 : Fiche-projet modifiée relative à "NATURESSONNE"

Commission permanente du 21 novembre 2018 - CP2018-555 modifiée par la Commission permanente du 4 mars 2020 n° CP 2020-118

DOSSIER N° EX042111 - ENTRETIEN ET RESTAURATION DE PELOUSES CALCAIRES DANS L'ESSONNE

Dispositif : Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement (n° 00000257)
Délibération Cadre : CR71-13 du 26/09/2013
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476006-1700
Action : 476006013- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	8 040,00 € HT	100,00 %	8 040,00 €
	Montant total de la subvention		8 040,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NATURESSONNE
Adresse administrative	:	10 PL BEAUMARCHAIS 91600 SAVIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JEAN CLAUDE DUVAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Entretien et restauration de pelouses calcaires dans l'Essonne

Dates prévisionnelles : 21 novembre 2018 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet s'inscrit dans une thématique TVB (trames vertes et bleues) de préservation des corridors calcaires au niveau local, propose la mise en place de travaux d'ouverture et de maintien du milieu pour conserver la fonctionnalité de la trame, implique des bénévoles et les propriétaires, permet de maintenir ou de recréer des milieux favorables à la biodiversité et en particulier les espèces des pelouses calcaires, de grand intérêt patrimonial en IDF (papillons, ascalaphes, flore, etc.

Le projet consiste à organiser les chantiers participatifs bénévoles pour maintenir ouvertes les pelouses calcaires qui, suite à la déprise pastorale et à l'absence de grands herbivores sauvages, tendent à se refermer pour devenir des boisements. Le budget demandé vise à permettre la réalisation de 60 chantiers bénévoles sur 3.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement de l’appel à projet, le matériel et les dépenses occasionnées pour la restauration ou la gestion de la biodiversité peuvent être subventionnées au taux de 100% si la mise en place est assurée par le bénévolat ce qui est le cas dans cette opération. L’aide porte sur le dédommagement kilométrique des bénévoles.

Le projet relève de l'action B (Création, préservation, restauration de continuités herbacée) du règlement d'intervention. Le montant de l'aide est donc plafonné à 100 000 € pour les travaux et entretien.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Indemnités kilométriques	8 040,00	100,00%
Total	8 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	8 040,00	100,00%
Total	8 040,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-109

DU 4 MARS 2020

100 QUARTIERS INNOVANTS ET ÉCOLOGIQUES ET AIDE À L'INGÉNIERIE TERRITORIALE: PREMIERS RAPPORTS POUR 2020 AUTORISATION DE LA CRÉATION DE LA SAS CITALLIOS PROMOTION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1524-5 alinéa 15 dudit code L. 2121-33, L. 21-22-25, L. 3221-7 et L. 4231-5 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code de commerce notamment l'article L227-1 ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 38-91 du 9 Juillet 1991 portant participation du conseil régional au capital de la SEM 92 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan État Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du contrat de plan Etat Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) du volet territorial du CPER Île-de-France 2015–2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 43-16 du 17 mars 2016 approuvant la création d'une aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CR 90-16 du 16 juin 2016 portant approbation du règlement d'intervention de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques ;

VU la délibération n° CR 139-16 du 16 juin 2016 relative à la fusion des sociétés d'économie mixte SEM 92, YVELINES AMÉNAGEMENT et SEMERCLI pour créer la société d'économie mixte CITALLIOS;

VU la délibération n° CP 16-609 du 16 novembre 2016 relative à la première session des 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats et affectations de crédits ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-272 du 5 juillet 2017 relatif à la deuxième session des 100 quartiers innovants et écologiques : désignation des lauréats et affectations de crédits (première et deuxième sessions);

VU la délibération n° CP 2017-314 du 5 juillet 2017 relative au soutien aux dynamiques territoriales: aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Île-de-France 2015-2020 – Conventions-cadres avec la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart.

VU la délibération n° CP 2018-290 du 4 juillet 2018 relative aux 100 quartiers innovants et écologiques - désignation des lauréats de la quatrième session et attribution de subventions ;

VU la délibération n° CP 2018-519 du 21 novembre 2018 relative aux 100 quartiers innovants : quatrième rapport pour 2018 - aide à l'ingénierie territoriale : troisième affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-183 du 22 mai 2019 relative à l'Ingénierie territoriale : 3e affectation - Contrats d'Aménagement Régionaux (CAR) : 3e affectation - Avenants à des Contrats Régionaux Territoriaux (CRT) ;

VU la délibération n° CR 2019-46 du 19-20 septembre 2019 portant sur le processus d'augmentation du capital de la société d'économie mixte CITALLIOS et modifiant la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2019-253 du 20 novembre 2019 relative aux 100 quartiers innovants : troisième rapport pour 2019 - aide à l'ingénierie territoriale : sixième rapport pour 2019 ;

VU la délibération du conseil d'administration de CITALLIOS du 5 décembre 2019 et ses annexes ;

VU les projets de statuts, de règlement intérieur et de plan d'affaires élaborés par CITALLIOS pour la SAS CITALLIOS PROMOTION ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-109 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, au titre de l'**aide régionale « 100 quartiers innovants et écologiques »**, de participer au financement des cinq opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe n°1 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de **7 700 897,60 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion de conventions conformes aux modèles-type adoptés par la délibération n° CP 2017-272 susvisée, soit la convention bipartite en cas de maîtrise d'ouvrage directe, soit la convention tripartite en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée à un aménageur, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de 7 700 897,60 € disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 «Agglomérations et villes moyennes», programme PR 52-001 (452001) «Territoires stratégiques », action 452001076 «Cent quartiers innovants et écologiques», du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 6 « Territorial », sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », action 611 « Accompagnement des territoires bâtisseurs ».

Article 2 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions définies à l'article 1 de la présente délibération à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet figurant en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 :

Décide au titre du dispositif **« Soutien aux dynamiques territoriales : aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015–2020 »**:

- de conclure avec l'Etat et la Communauté d'agglomération Paris Vallée de La Marne (77) la convention-cadre figurant en annexe n°2 à la présente délibération;

-de conclure avec l'Etat et la Communauté de communes Gally Mauldre (78) la convention-cadre figurant en annexe n°3 à la présente délibération;

-de conclure avec l'Etat et la Communauté de communes du Haut Val d'Oise (95) la convention-cadre figurant en annexe n°4 à la présente délibération;

-de participer au financement de quatre opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe n°5 à la présente délibération pour un montant total prévisionnel maximum de **236 000 €** et de subordonner l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec son bénéficiaire d'une convention conforme à la convention de financement-type adoptée par la délibération n° CP 15-605 du 8 octobre 2015 susvisée et modifiée par délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 stages nouveaux stages pour les jeunes franciliens.

Autorise la présidente du conseil régional à signer les conventions définies au présent article.

Affecte une autorisation de programme de 236 000 €, disponible sur le chapitre 905 «Aménagement des territoires», code fonctionnel 52 «Agglomération et villes moyennes», programme PR 52-001 (452001) «Territoires stratégiques», action 452001086 «Soutien aux dynamiques territoriales», du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015–2020, volet 6 «Volet territorial», sous-volet 62 «Accompagner les territoires péri-urbains, ruraux et les pôles de centralité», projet 621 «Soutien aux dynamiques territoriales».

Article 4 :

Autorise la création par la société d'économie mixte locale CITALLIOS, d'une filiale sous forme de société par actions simplifiée (SAS), dénommée CITALLIOS PROMOTION, pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation, au capital social d'un montant de 8 millions d'euros entièrement détenu par CITALLIOS et ayant pour principal objet social de réaliser des opérations de promotion immobilière.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171281-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE n°1 - Fiches-projet 100 Quartiers innovants et écologiques

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-109

DOSSIER N° EX048096 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE / DOJO DU GRAND PARC - BONDOUFLE (91)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	10 897 303,00 € HT	30,00 %	3 269 190,90 €
	Montant total de la subvention		3 269 190,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BONDOUFLE
Adresse administrative : 43 RUE CHARLES DE GAULLE
91070 BONDOUFLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN HARTZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2019 - 31 octobre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier (RBF), l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier « BONDOUFLE GRAND PARC », porté par la commune de Bondoufle, lauréat de la septième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP du 20 novembre 2019.
L'opération unique inscrite dans le programme de la convention-cadre du quartier totalise un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 269 190,90 € au regard des montants estimatifs présentés.
Le programme de l'équipement public comportera les fonctions suivantes :
- Un groupe scolaire de 8 classes comprenant : une école maternelle de 3 classes avec des espaces récréatifs et locaux associés, une école élémentaire de 5 classes avec ses espaces récréatifs et locaux associés, des locaux périscolaires et ALSH maternelle ainsi qu'une restauration scolaire mutualisée (maternelle et élémentaire) ;
- Un dojo, intégrant notamment : une salle dojo dédiée aux sports de combat, une salle polyvalente et des locaux de gestion et d'accueil associés.

La construction de cet équipement s'effectuera en respect de l'environnement et de ses usagers via :
- l'utilisation de matériaux biosourcés (environ 36kg/m² de surface de plancher en bois),
- une faible consommation en énergie (raccordement à un réseau de chaleur alimenté à plus de 50% par une énergie renouvelable ou de récupération, réseau mixte bois/gaz soit 80% d'ENR afin d'atteindre le Label E+C- Niveau C1 et le niveau RT2012 - 10%),
- la conception d'un bâtiment sain (lumière naturelle, matériaux le moins carbonnés possible, qualité acoustique des locaux, etc.)
- et une inscription du projet dans la démarche HQE Aménagement à l'échelle de la ZAC ainsi que "Chantier à faibles nuisances".
L'opération sera réalisée en une phase unique de travaux, pour une livraison souhaitée pour la rentrée 2021.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Bondoufle a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

L'opération "construction du groupe scolaire et dojo" du projet du Grand Parc représente un montant total de 11 183 531 € HT, plafonné à 10 897 303 € HT car les frais de maîtrise d'oeuvre sont plafonnés à hauteur de 10% conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Localisation géographique :
- BONDOUFLE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre et charpente	1 760 500,00	15,74%
Couverture et étanchéité	750 800,58	6,71%
Revêtements de façades	823 633,93	7,36%
Serrurerie / métallerie et menuiseries (int./ext.)	1 301 301,05	11,64%
Plomberie, électricité et ascenseur	1 332 649,40	11,92%
Aménagements et équipements intérieurs	1 460 652,04	13,06%
Mobilier intérieur	93 000,00	0,83%
Frais de maîtrise d'oeuvre	1 404 581,00	12,56%
Révision / aléas / frais divers	1 398 688,00	12,51%
Aménagements extérieurs (VRD, espaces verts)	857 725,00	7,67%
Total	11 183 531,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 269 190,90	29,23%
Ville de Bondoufle	7 914 340,10	70,77%
Total	11 183 531,00	100,00%

DOSSIER N° EX048100 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - LES BELLES VUES - AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS PHASE 1 - OLLAINVILLE / ARPAJON (91)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	3 937 926,75 € HT	30,00 %	1 181 378,03 €
	Montant total de la subvention		1 181 378,03 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORGEM SOC ECONOMIE MIXTE DU VAL D'ORGE
Adresse administrative : 157 ROUTE DE CORBEIL
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Frédéric PETITTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier des "BELLES VUES", porté par la Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne Agglomération, lauréat de la quatrième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 2018-290 du 4 juillet 2018.
Les 4 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier, totalisant un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 000 000 €.

Le projet urbain des Belles-Vues vise à créer le meilleur cadre possible pour les futurs habitants du quartier et pour les riverains. Pour ce faire, le projet prévoit la création de 14 hectares d'espaces publics, dont près de 5 hectares de parc.
Fondée sur les principes topographiques et le cheminement de l'eau, la conception paysagère du projet se développe selon plusieurs thématiques pour définir une grande variété d'ambiances, d'univers végétal et de lieux inspirés des qualités déjà existantes. Ainsi, la conception des espaces publics participera pleinement des trames verte, bleue et paysagère de la ZAC par l'aménagement de places et placettes et le réaménagement du ru à l'ouest d'Ollainville, la plantation d'espèces de plantes endogènes et non allergogènes ou encore d'autres infrastructures comme le parkway ou la ripisylve.

Le maillage viaire envisagé met en œuvre l'objectif d'une desserte paisible. La hiérarchie des voies nouvelles prévoit a minima une voirie mixte limitée de type « zone 30 » sur l'ensemble du projet, des pistes cyclables le long des voies, et un réseau de liaisons douces permettant de favoriser les modes

actifs (vélos, piétons). Conformément à la charte de développement durable, il est prévu l'installation de nombreux espaces de stationnements pour vélos sur l'espace public, particulièrement aux abords du parc et de l'équipement public.
Par ailleurs, l'éco-quartier entend également limiter sa consommation d'électricité en optimisant l'éclairage public. Celui-ci utilisera par exemple des moyens à faible consommation comme les LEDS (ou diodes électroluminescentes), couplées à des cellules crépusculaires (capteurs réagissant en fonction de la luminosité).
En matière de gestion des eaux pluviales, il s'agira d'atténuer l'impact du projet sur les zones inondables en aval en limitant le ruissellement et en privilégiant l'infiltration sur le site ; de respecter le débit imposé par le syndicat mixte local (SIVOA) pour une pluie d'occurrence vicennale à l'échelle de la ZAC et chercher à atteindre le 0 rejet ; réduire de 50% les consommations conventionnelles des bâtiments de la ZAC par rapport à une consommation conventionnelle de référence ; réutiliser les eaux pluviales des futurs bâtiments pour l'entretien d'espaces verts ; limiter l'imperméabilisation des sols : mise en place d'une gestion alternative à ciel ouvert sur les espaces publics (noues, infiltrations, etc.) ; l'ensemble des aménagements hydro-paysagers à proximité du parc conditionne toutes les opérations immobilières et l'aménagement des espaces publics de ce bassin versant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne Agglomération a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.
L'opération "aménagement des espaces publics - phase 1" du projet des Belles Vues représente un montant total de 9 306 596,00 € HT, plafonné à 3 937 926,75 € HT.

Localisation géographique :
- ARPAJON
- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation de chantier, démolitions et terrassements généraux	1 913 057,00	20,56%
Assainissement, bassin de stockage et gestion des eaux	2 843 818,50	30,56%
Eclairage, électricité, télécommunications et réseaux divers	838 105,00	9,01%
Revêtements, bordures et murets	2 157 746,50	23,19%
Travaux VDR carrefour sur RD	70 851,50	0,76%
Espaces verts	813 143,00	8,74%
Mobilier urbain et signalisation	669 874,50	7,20%
Total	9 306 596,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 181 378,03	12,69%
SORGEM	8 125 217,97	87,31%
Total	9 306 596,00	100,00%

DOSSIER N° EX048106 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - LES BELLES VUES - AMENAGEMENT DU PARC DES BELLES VUES - OLLAINVILLE / ARPAJON (91)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	2 972 495,58 € HT	30,00 %	891 748,67 €
	Montant total de la subvention		891 748,67 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORGEM SOC ECONOMIE MIXTE DU VAL D'ORGE
Adresse administrative : 157 ROUTE DE CORBEIL
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Frédéric PETITTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier des "BELLES VUES", porté par la Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne Agglomération, lauréat de la quatrième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" désigné par la CP 2018-290 du 4 juillet 2018.
Les 4 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier, totalisant un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 4 000 000 €.

Le projet urbain des Belles-Vues vise à créer le meilleur cadre de vie possible pour les futurs habitants, usagers et riverains du quartier. Pour ce faire, le projet prévoit la création d'un parc central de près de 5 hectares (47 563 m2), dont 83% d'espaces verts au sens strict (33 420 m2 composés de prairies et bosquets pour près de 30 000 m2 et 3 430 m2 d'espaces potagers et de vergers ; 7 550 m2 d'espaces en eaux, noues et de milieux humides). Le parc comportera également 6 593 m2 d'espaces de cheminements, placettes et de terrains de jeux/sports.
Fondée sur les principes topographiques et le cheminement de l'eau, la conception paysagère du projet se développe selon plusieurs thématiques pour définir une grande variété d'ambiances, d'univers végétal et de lieux inspirés des qualités déjà existantes. Ainsi, la conception du parc constituera la pierre angulaire des trames verte, bleue et paysagère de la ZAC, incluant le réaménagement du ru à l'ouest d'Ollainville, ainsi que la plantation d'espèces de plantes endogènes et non allergogènes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne Agglomération a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

L'opération "Aménagement du Parc des Belles Vues" représente un montant total de 4 016 743 € HT, plafonné à 2 972 495,58 € HT.

Localisation géographique :
- ARPAJON
- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation de chantier, démolition et terrassements généraux	407 820,50	10,15%
Assainissement et gestion des eaux pluviales et réseaux	464 293,50	11,56%
Bassins de stockage	474 098,00	11,80%
Espaces verts	682 310,00	16,99%
Revêtements, bordures et murets	1 144 446,00	28,49%
Mobilier urbain, éclairage et signalisation lumineuse	248 304,00	6,18%
Honoraires techniques	331 508,00	8,25%
Aléas et frais divers	263 963,00	6,57%
Total	4 016 743,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	891 748,67	22,20%
SORGEM	3 124 994,33	77,80%
Total	4 016 743,00	100,00%

DOSSIER N° EX048180 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - ESPACES PUBLICS PHASE 1- SORGEM (ORMOY - 91)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 905-52-20422-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	5 477 866,00 € HT	27,84 %	1 525 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 525 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SORGEM SOC ECONOMIE MIXTE DU VAL D'ORGE
Adresse administrative	:	157 ROUTE DE CORBEIL 91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant	:	Monsieur Frédéric PETITTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier (RBF), l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage. Les dépenses de travaux pourront être prises en compte à partir de la commission permanente du 20 novembre 2019 qui a retenu le quartier de la Plaine Saint-Jacques au titre du dispositif des 100 quartiers innovants et écologiques.

Description :
Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier ZAC « La Plaine Saint-Jacques », porté par la commune d'Ormoy lauréat de la septième session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" sélectionné par la CP 2019-471 du 20 novembre 2019. Dans le cadre du projet d'aménagement de la ZAC, réalisé par la SORGEM, les espaces publics de la phase 1 seront livrés et l'action sera portée par la SORGEM.

La conception de cet espace public est prévue en phase 1 de l'aménagement du quartier de la Plaine Saint Jacques à Ormoy. Les travaux concernés par la demande de subvention portent sur :
- les travaux préparatoires et de terrassement,

- l’assainissement (eaux pluviales, eaux usées),
- les voiries,
- le mobilier urbain dont éclairage public,
- les réseaux (télécommunication, adduction d’eau, desserte de gaz, moyenne et basse tension),
- les espaces verts,
- des travaux annexes.

La réalisation des espaces publics s’attache à créer un cadre de vie agréable au contact de la nature, à favoriser la biodiversité et à minimiser les opérations de gestion. Un travail fin sur l’intégration de l’eau dans les espaces publics et une gestion raisonnée et naturelle à l’échelle du quartier dans sa globalité est menée.
L'opération s'étend sur une surface totale d'environ 40 338m² d’espaces paysagers, 35 900m² de sols fertiles et vivants, 34000m² de voiries et 74 338 m² d’espaces publics. Plus de la moitié des espaces publics seront occupés par des sols fertiles et poreux ou par des bassins en eau permanente, accueillant des milieux diversifiés supports de biodiversité.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune d’ORMOY a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M € de subvention sur l'ensemble du quartier. Ce taux maximum est respecté par la SORGEM dans le cadre de cette demande de subvention.

Localisation géographique :
- ORMOY

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
honoraires de maitrise d'oeuvre	115 033,00	2,10%
travaux préparatoires et de terrassement	308 245,00	5,63%
assainisement (eaux pluviales, eaux usées)	1 321 376,00	24,12%
voiries	2 036 394,00	37,17%
mobilier urbain (dont éclairage public)	501 720,00	9,16%
réseaux (télécommunication, adduction d'eau, desserte de gaz, moyenne et basse tension)	664 020,00	12,12%
espaces verts	365 208,00	6,67%
travaux annexes	165 870,00	3,03%
Total	5 477 866,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 525 000,00	27,84%
SORGEM	3 952 866,00	72,16%
Total	5 477 866,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-109

DOSSIER N° EX048133 - 100 QUARTIERS INNOVANTS ET ECOLOGIQUES - PARTICIPATION AU GROUPE SCOLAIRE (TRAVAUX) - NOISY-LE-GRAND (93)

Dispositif : Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés) (n° 00001023)
Délibération Cadre : CR90-16 du 17/06/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452001-1700
Action : 452001076- Cent quartiers innovants et écologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	2 778 600,00 € HT	30,00 %	833 580,00 €
	Montant total de la subvention		833 580,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE NOISY LE GRAND
Adresse administrative	:	PLACE DE LA LIBERATION 93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Brigitte MARSIGNY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 1 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par l'urgence à débuter les travaux de réalisation du groupe scolaire René Navier dans des délais permettant sa livraison à la rentrée 2021.

Description :
La commune de Noisy-le-Grand (66 659 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Participation au groupe scolaire (travaux) ». Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions du quartier de l' "Île de la Marne", lauréat de la première session du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques" adopté en commission permanente du 16 novembre 2016 (CP N°16-609).

Le quartier "Île de la Marne" fait partie intégrante du projet global de Noisy-le-Grand de recréer une relation entre le tissu urbain du secteur Nord de son territoire et la Marne.
A ce titre, le groupe scolaire projeté est localisé rue Navier, à proximité de la ZAC "l'Île de la Marne", afin de répondre notamment aux futurs besoins de l'éco-quartier. Les besoins propres de l'opération sont estimés à 2 classes maternelles et 4 classes élémentaires.

Ces besoins s'intègrent au programme complet du groupe scolaire que la commune souhaite mettre en oeuvre, composé in fine de 18 classes (maternelles et élémentaires), d'une restauration scolaire et d'un accueil de loisirs. Ce projet a déjà fait l'objet d'une étude de faisabilité afin de définir un premier dimensionnement du bâtiment sur la base d'environ 5000 m² de planchers.

La commune a souhaité s'engager dans une démarche de qualité environnementale pour son projet de bâtiment.

Sur le quartier "Île de la Marne", 4 stagiaires ou alternants sont rattachés à des opérations déjà votées en commission permanente (CP N°16-609). Il n'y a donc pas d'obligation "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" attachée à cette action.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre du dispositif "100 quartiers innovants et écologiques", la commune de Noisy-le-Grand a retenu l'option de financement régional à hauteur de 30% maximum dans la limite de 4 M€ de subvention sur l'ensemble du quartier.

Les 13 opérations inscrites dans le programme de la convention-cadre du quartier totalisent un montant prévisionnel maximal de subventions régionales de 3 316 371,00 €.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : VOLET TERRITORIAL/Accompagnement des territoires bâtisseurs

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	2 778 600,00	100,00%
Total	2 778 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	833 580,00	30,00%
commune	1 945 020,00	70,00%
Total	2 778 600,00	100,00%

ANNEXE n°2 - Convention-cadre d'Aide à l'ingénierie territoriale sur le territoire de la Communauté d'agglomération Paris Vallée de La Marne (77)

CONVENTION-CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ÎLE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS VALLEE DE LA MARNE

régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatives aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaine, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)

Entre

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° CP 2020- XXX du XX-XX-XXXX

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris

La Communauté d'agglomération Paris Vallée de La Marne représentée par son Président, dûment habilité par délibération n° XXXXX du Conseil communautaire en date du XXX

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Île-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le Schéma Directeur de la Région d'Île-de-France (SDRIF), approuvé par décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013, pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du Schéma Directeur, du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).

Le volet territorial du CPER 2015-2020 permet à l'Etat et à la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Île-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin, dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020, une aide d'un montant total de 10 M€ financée, à parité, entre l'Etat et la Région.

Les orientations du Schéma Directeur et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;
- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;
- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;

- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du Schéma Directeur à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir le programme d'études et de prestations du territoire de la Communauté d'agglomération Paris – Vallée de La Marne au regard des objectifs du territoire, de l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du Schéma Directeur ;
- de prévoir les modalités de partenariat ;
- de définir les conditions d'attribution des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

Située 5, Cours de l'Arche Guédon à Torcy (77200), la Communauté d'agglomération Paris – Vallée de La Marne a été créée le 1er Janvier 2016 et compte 12 communes, 227 000 habitants et s'étend sur 96 km².

Ainsi, dans le contexte général de lutte contre le changement climatique, la Communauté d'agglomération Paris – Vallée de La Marne souhaite s'engager dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) à l'échelle de son territoire, document institué par le Plan Climat National et repris par les lois Grenelle I et II, et l'élaboration d'un schéma d'accueil des entreprises.

Article 3. Engagements de la Communauté d'agglomération Paris – Vallée de La Marne

La Communauté d'agglomération Paris – Vallée de La Marne s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,
- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,

- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations annexé dans la présente convention pour un montant prévisionnel maximum de **27 000** euros HT (annexe 1), représentant **30 %** du coût total des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de **60** % de la réalisation de l'étude du Schéma d'Accueil des Entreprises, d'un montant estimé à **45 000** euros HT.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagnée du/des cahiers des charges et d'une fiche synthétique. La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel maximum de **31 115 € (annexe 1),** représentant **35** % du coût total des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de **70** % de la réalisation de l'étude de Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'agglomération Paris – Vallée de La Marne, d'un montant estimé à **44 450 euros HT**.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique.

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, *a minima*, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Île-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires (PNR, EPA, agences d'urbanisme…) seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Le suivi technique a lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence des programmes d'études, de leur avancement, du respect du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales

s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires peuvent être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles peuvent donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Île-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2: Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Région Île-de-France, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Île-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Date d'effet et durée de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la convention cadre. Celle-ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Île-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après sa signature est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre peut être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations.
La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure,

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêt définitif des comptes et, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région et/ou par l'Etat.

Article 10.

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif.

Annexes

La présente convention comporte l'annexe suivante :
- à la présente convention est annexé le programme d'études et d'opérations.

Fait en 3 exemplaires originaux

A Torcy	A Paris	A Saint-Ouen-sur-Seine
Le_____	Le_____	Le_____
Pour la Communauté d'agglomération Paris Vallée de La Marne,	Pour l'Etat,	Pour la Région Île-de-France,
Le Président de la Communauté d'agglomération **Paul MIGUEL**	*Le Préfet de la région Île-de-France* **Michel CADOT**	*La Présidente du Conseil régional* **Valérie PECRESSE**

ANNEXE 1 : Programme d'études et de prestations

Intitulé	Maîtrise d'ouvrage	Calendrier de réalisation	Montant prévisionnel € HT annoncé	Montant de la part de la maîtrise d'ouvrage (€ HT)	Financement régional (€ HT)	Financement Etat (€ HT)	Financement Etablissement Public Foncier d'Île de France (€ HT)
Plan Climat Air Energie Territorial	CA Paris Vallée de La Marne	Lancement de l'étude : Juin 2018 Rendu de l'étude : Septembre 2020	44 450	13 335	0	31 115	0
Schéma d'Accueil des Entreprises	CA Paris Vallée de La Marne	Lancement de l'étude : Juin 2020 Rendu de l'étude : Octobre 2021	45 000	13 500	27 000	0	4 500

ANNEXE n°3 - Convention-cadre d'Aide à l'ingénierie territoriale sur le territoire de la Communauté de communes Gally Mauldre (78)

CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ÎLE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES GALLY MAULDRE

régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatives aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaine, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)

Entre

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° CP 2020- XXX du XX-XX 2020

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris

La Communauté de communes Gally Mauldre représentée par son Président, Laurent Richard, dûment habilité par délibération n° XXXXX du Conseil communautaire en date du XX/XX/ XXXX

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Île-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région (SDRIF) « l'Île-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du SDRIF, du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).
Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Île-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020 une aide d'un montant total de 10M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;
- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;

- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;
- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir le programme d'études et de prestations du territoire de la Communauté de communes Gally Mauldre au regard des objectifs du territoire, de l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF,
- de prévoir les modalités de partenariat,
- de définir les conditions d'attribution des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

Les objectifs identifiés sur le territoire de la Communauté de Communes Gally Mauldre, dans son projet de Territoire (SCOT), sont les suivants :

- Préservation agricole et paysagère
- Valorisation et préservation environnementale : répondre aux enjeux environnementaux
- Dynamiser le territoire en combinant la préservation de l'environnement et le maintien de la population
- Répondre aux défis de l'aménagement tout en préservant l'exceptionnelle qualité de vie du territoire
- Renforcer l'attractivité économique et commerciale
- Développer une offre de mobilités structurante et tournée vers l'avenir.

Article 3. Engagements de la Communauté de communes Gally Mauldre

La **Communauté de communes Gally Mauldre** s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,

- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,
- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations annexé dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **42 000 € HT (annexe 1),** représentant **38,88%** du coût total des études et prestations.

Ce montant correspond au financement :
- De 70% de l'étude pour l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial d'un montant estimé à 50 000€ HT
- De 70% de l'étude énergétique des bâtiments publics et privés d'un montant estimé à 10 000€ HT

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagnée du/des cahiers des charges et d'une fiche synthétique. La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **33 000 € HT (annexe 1),** représentant **15.8 %** du coût total des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de 70% de l'étude bilan stratégique du SCOT Gally Mauldre d'un montant estimé à 48 000 euros HT.

Une « convention de financement » est établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique.

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Île-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires (PNR, EPA, agences d'urbanisme…) seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Le suivi technique a lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence des programmes d'études, de leur avancement, du respect du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires peuvent être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles peuvent donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Île-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2: Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Région Île-de-France, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.

- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Île-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Date d'effet et durée de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la convention cadre. Celle-ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Île-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après sa signature est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre peut être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations.
La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure,

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêt définitif des comptes et, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région et/ou par l'Etat.

Article 10.

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif.

Annexes

La présente convention comporte l'annexe suivante :

- à la présente convention est annexé le programme d'études et d'opérations.

Fait en 3 exemplaires originaux

A Maule	A Paris	A Saint-Ouen-sur-Seine
Le_____	Le_____	Le_____
Pour la Communauté de communes Gally Mauldre	Pour l'Etat**,**	Pour la Région Île-de-France,
Le Président de la CC **Laurent RICHARD**	*Le Préfet de la région Île-de-France* **Michel CADOT**	*La Présidente du Conseil régional* **Valérie PECRESSE**

ANNEXE 1 : Programme d'études et de prestations

Intitulé de l'étude	Maîtrise d'ouvrage	Calendrier de réalisation prévisionnel	Montant prévisionnel €HT annoncé	Montant de la part de la maîtrise d'ouvrage €HT	Financement régional €HT	Financement Etat €HT	Autres co financements attendus
Etude PCAET	CC Gally Mauldre	1er S 2020 – 2ème S 2021	50 000	15 000	35 000	0	0
Etude énergétique des bâtiments publics et privés	CC Gally Mauldre	2ème S 2021 – 2ème S 2021	10 000	3 000	7 000	0	0
Etude bilan stratégique du SCOT	CC Gally Mauldre	2ème S 2020 – 2ème S 2021	48 000	15 000	0	33 000	0

ANNEXE n°4 - Convention-cadre d'Aide à l'ingénierie territoriale sur le territoire de la Communauté de communes du Haut Val d'Oise (95)

CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ILE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE « TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT VAL D'OISE »

Régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatives aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaine, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Valérie PECRESSE, dûment mandaté par délibération n° CP 20206 XXXdu XX-XX 2020

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

La Communauté de communes du Haut Val d'Oise (CCHVO) représentée par sa Présidente, Madame Catherine BORGNE, dûment mandaté par délibération n° 2017-95 du 23 octobre 2017 (Décision de la Présidente n° DEC-2019-036 du 18/12/2019),

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Ile-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région (SDRIF) « l'Ile-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du SDRIF, du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du futur schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).
Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Ile-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la future Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020 une aide d'un montant total de 10M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- La réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;
- Le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;

- Une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;
- L'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- La participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers à la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- De définir le programme d'études et de prestations du territoire de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise au regard des objectifs du territoire, de l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF,
- De prévoir les modalités de partenariat,
- De préciser les conditions des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2 : Rappel des objectifs du territoire

Située dans le nord du Val d'Oise, la Communauté de communes du Haut Val d'Oise créée le 25 octobre 2004 compte 9 communes, 38 498 habitants et s'étend sur 49 km².

Le territoire se situe pour partie sur le Parc naturel régional du Vexin français (Ronquerolles et Champagne-sur-Oise) et du périmètre d'extension du Parc naturel régional Oise Pays-de France pour les quatre communes de sa rive gauche (Beaumont-sur-Oise, Nointel, Noisy-sur-Oise, Mours) à l'exception de la zone urbanisée de Beaumont-sur-Oise. L'urbanisation est très résidentielle sur sa rive gauche autour de la commune de Beaumont-sur-Oise et plus mixte sur sa rive droite où se sont développées les zones industrielles de Persan, Bernes et Bruyères-sur-Oise et la centrale thermique de Champagne sur Oise (cependant détruite en 2016 et dont le site est en attente de réaffectation).

Ce territoire des franges de l'île de France, est particulièrement attractif par la richesse de ses espaces ouverts et boisés, offrant une destination touristique francilienne privilégiée. Il est traversé par la voie vélo route Paris-Londres longeant sa rive gauche et par le chemin de randonnée GR1, qui sont autant d'atouts majeurs du site.

Les objectifs de développement du territoire s'articulent autour des axes suivants :

Maîtrise du développement urbain en favorisant des pratiques qualitatives pour un urbanisme polarisé et adapté aux territoires ruraux et périurbains. Zone d'interface entre l'agglomération centrale (vallée de l'Oise) et les franges de l'arc rural francilien, le territoire de la CCHVO est soumis à de fortes pressions foncières. Il est particulièrement concerné par l'objectif d'intensification du tissu urbain autour des quartiers de gare, notamment autour de la gare de Persan, par la valorisation des berges de rivières et par la restructuration des anciennes zones industrielles.

Préservation et la valorisation des ressources naturelles, des espaces ouverts et des paysages, à travers le maintien et la restauration des liaisons fonctionnelles (continuités écologiques, fonctionnalités agricoles, liaisons vertes).
Plusieurs continuités agricoles, écologiques ou de respiration sont représentées sur la carte de destination générale des différentes parties du territoire (CDGDT) du schéma directeur. Dans cette interface entre ville et campagne, l'ambition est de traiter de façon qualitative les zones de contact entre ces deux types d'espaces en développant par exemple l'agriculture péri-urbaine, l'accès du public aux espaces boisés et naturels ainsi que les continuités écologiques.

L'accessibilité est un enjeu majeur du territoire pour les années à venir. Le territoire est desservi par l'autoroute A16 selon un axe nord-sud, entre Champagne-sur-Oise et Persan dont le prolongement est en cours au sud du territoire au niveau du secteur de la croix verte (Maffliers).

L'aménagement de la zone portuaire est en cours de réflexion. Des disponibilités foncières restent à valoriser sur le Port de Bruyères-sur-Oise qui occupe un positionnement traditionnel avec le transport des matériaux de construction, granulats et céréales.

Le renforcement des fonctions de centralité des communes de Persan et de Beaumont déjà engagé devrait se poursuivre par l'aménagement de liaisons douces et la redynamisation des commerces de proximité.

Ainsi, dans le contexte général de lutte contre le changement climatique, la Communauté de communes du Haut Val d'Oise souhaite préserver et valoriser son territoire en s'engageant dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) à son échelle, et en élaborant un plan guide d'aménagement sur tout le linéaire de l'Oise, incluant une circulation douce entre les neuf communes de l'EPCI.

Celui-ci comprendra des propositions :
-D'amélioration, d'aménagement ou de création de liaisons douces (piétonnes et cyclistes) continues entre les 9 communes de l'intercommunalité
-De création d'espaces de détente ou de loisirs (parcours santé, mobilier, halte fluviale...)
-De mise en valeur, de valorisation et de protection des sites (notamment contre les déchets sauvages)
-De développement d'une signalétique et de panneaux d'information le long des berges pour signaler les équipements, les points d'intérêts, les itinéraires …

Article 3 : Engagements de la Communauté de communes du Haut Val d'Oise

La Communauté de communes du haut Val d'Oise s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,

- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche.

Article 4 : Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **63 000 €uros Hors Taxes** (annexe 1 - PCAET), représentant 32% du coût total des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de 70 % de la réalisation du PCAET, d'un montant estimé à 90 000 euros HT.

Le financement de la Région pour cette étude ne présage en rien d'une participation à l'éventuelle réalisation des travaux de l'infrastructure, qui sera, le cas échéant examinée dans le cadre des futurs Contrats de Plans Etat-Région, au titre des infrastructures portuaires.

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et de bénéficiaire accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique (annexe 2). La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5 : Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de **74 900 €uros Hors Taxes** (annexe 1 – Berges de l'Oise), représentant 38 % du coût total des études et prestations.

Ce montant correspond au financement de 70 % de la réalisation de l'étude pour l'élaboration d'un plan guide d'aménagement des berges et circulation douce de la Communauté de communes du Haut Val d'Oise, d'un montant estimé à 107 000 euros HT.

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique (annexe 2).

Article 6 : Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Ile-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires (PNR, EPA, agences d'urbanisme…) seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Un suivi technique aura lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence du contenu des études, de leur avancement, de la tenue du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires pourront être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles pourront donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

Article 7.1 : Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Article 7.2 : Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs

(Conseil régional, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.

- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8 : Durée, exécution et révision de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la convention cadre. Celle-ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat et de la Région, un an après sa signature, est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre pourra être présentée dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations.
La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :

-Si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,

-Si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure,

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

La résiliation de la convention est effective après l'arrêt définitif des comptes et, le cas échéant au regard des conclusions dudit arrêté, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région et/ou par l'Etat.

Article 10 : Litige

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif.

Annexes

La présente convention comporte la pièce contractuelle suivante :

- Annexe 1 : Programme d'études et de prestations
- Annexe 2 : Fiches synthétiques des projets

Fait en 3 exemplaires originaux

A Beaumont-sur-Oise	A Paris	A Saint-Ouen-sur-Seine
Le_____	Le_____	Le_____
Pour la Communauté de communes du Haut Val d'Oise,	Pour l'Etat,	Pour la Région Île-de-France,
La Présidente de la CCHVO **Catherine BORGNE**	*Le Préfet de la région Île-de-France* **Michel CADOT**	*La Présidente du Conseil régional* **Valérie PECRESSE**

ANNEXE 1 : Programme d'études et de prestations

Intitulé	Maîtrise d'ouvrage	Objet	Calendrier de réalisation	Montant prévisionnel € HT annoncé	Montant de la part de la maîtrise d'ouvrage	Financement régional	Financement Etat	Autres co financemen ts attendus
PCAET	CCHVO	Elaboration d'un diagnostic	2020 2022	90 000 € HT	27 000 € HT + TVA	63 000 € HT	0 € HT	Néant
Plan guide d'aménagement des berges et circulation douce de la CCHVO	CCHVO	Elaboration d'un plan guide d'aménagement	2020 2021	107 000 € HT	32 100 € HT + TVA	0 € HT	74 900 € HT	Néant

ANNEXE 2 : Fiches synthétiques des projets

1. Projet n° 1

ELABORATION D'UN PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET)

I. Dispositions prévues par la convention-cadre

Dans le cadre de la convention tripartite citée, l'Etat et la Région proposent d'accompagner les territoires périurbains dans la définition et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement.

La loi de transition énergétique a renforcé le rôle des communes et intercommunalités dans le domaine de l'énergie (accompagnement à la maitrise de l'énergie, distribution de chaleur et de froid…).

En effet, les collectivités ont l'obligation de mettre en œuvre le PCAET (Plan Climat Air-Énergie Territorial) sur leur territoire, rendu obligatoire pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants par le décret 2016-849 du 28 juin 2016.

II. Objectif de l'étude

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCEAT) a été institué par la loi Grenelle II afin que les collectivités locales mettent en place des actions en matière de lutte contre l'effet de serre et de production d'énergies renouvelables.

Par ailleurs, il est rappelé que le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE), approuvé par le Conseil Régional d'Ile-de-France et l'Etat fin 2012, a fixé des objectifs importants en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables de récupération et de réduction de gaz à effet de serre.

Cette étude doit donc aboutir à la mise en œuvre du PCAET du territoire devant comporter un programme d'actions et fixer les objectifs que le territoire se propose d'atteindre en matière de :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre
- Réduction des consommations d'énergie
- Développement des énergies renouvelables
- Augmentation de la séquestration carbone
- Amélioration de la qualité de l'air
- Adaptation au changement climatique

Il est indiqué que dans tous ces domaines, des objectifs nationaux et régionaux ont été fixés.

La Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC), publiée en novembre 2015, propose une feuille de route pour atteindre le "Facteur 4", qui vise à diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 par rapport au niveau de 1990.

Diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre est un immense défi, aussi l'ambition du PCAET doit être bien comprise : il ne s'agit pas de trouver quelques pistes de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou d'économies d'énergie, tout en continuant à fonctionner à peu près comme avant.

Autrement dit, la question posée par le PCAET n'est pas seulement "Comment réduire les émissions de gaz à effet de serre ?" mais plutôt "Comment aller vers un nouveau fonctionnement du territoire, plus économe en énergie, moins émetteur de gaz à effet de serre et moins impactant sur la qualité de l'air ?"
Le PCAET amène en toute logique à dépasser les enjeux strictement environnementaux pour s'interroger sur le fonctionnement global du territoire. Il s'agit de commencer à

construire un territoire avec des déplacements mieux organisés, un habitat plus économe en énergie, des commerces et des équipements mieux répartis, une gestion des déchets optimisée, une amélioration de la qualité de l'air…

Ainsi compris, le PCAET devient un élément important du projet politique de la collectivité, puisqu'il amène à repenser la vision que les élus ont de l'avenir du territoire.

La mise en œuvre de ce document est donc essentielle pour permettre de mieux définir la stratégie et la feuille de route énergétique de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise et notamment d'améliorer la cohérence en matière de production, de distribution et de réduction des consommations d'énergie sur le territoire (planification, développement des énergies renouvelables, efficacité énergétique, lutte contre la précarité énergétique etc…).

III. Description de l'étude

Elaboration d'un diagnostic sur l'origine des émissions du territoire (Bilan Carbone) et présentation des actions envisagées pour les réduire comprenant la présentation des objectifs quantifiés dans le temps afin d'améliorer l'efficacité énergétique et de favoriser le développement des énergies renouvelables au sein du territoire, qui atteignent à minima les engagements de la France, notamment :

- Une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 14 % entre les niveaux de 2005 et 2020
- Une division par 4 des émissions à l'horizon 2050 par rapport à 1990 (« facteur 4 »)

Présentation des actions visant à anticiper les conséquences attendues à long terme du changement climatique (Exemples : conception d'infrastructures bioclimatiques, reconversion d'activités du territoire étroitement liées aux conditions climatiques…).

IV. Aire de rayonnement de l'étude

Ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise.

V. Partenariats

La maîtrise d'ouvrage de l'étude est assurée par la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise.
La conduite de l'étude sera confiée à un cabinet d'étude.
Elle sera menée en collaboration des 9 communes de l'intercommunalité.
Les instances de suivi de l'étude mises en place associeront les partenaires techniques et financiers.

VI. Montage financier

Le coût prévisionnel du programme d'étude est estimé à 90 000 €uros HT, soit 108 000 €uros TTC, répartis comme suit :

- 30 % du montant HT de l'étude, soit 27 000 €uros, à la charge de la maîtrise d'ouvrage, la CC du Haut Val d'Oise
- 70 % du montant HT de l'étude, soit 63 000 €uros, à la charge de la Région Ile-de France

VII. Calendrier prévisionnel de réalisation

L'étude sera lancée au 3ème trimestre 2020.

VIII. Modalités d'évaluation

Formalisation du document « Plan Climat Air-Énergie Territorial »

2. Projet n° 2

ELABORATION D'UN PLAN GUIDE D'AMENAGEMENT
SUR TOUT LE LINEAIRE DE L'OISE DU TERRITOIRE INCLUANT UNE CIRCULATION DOUCE ENTRE LES NEUF COMMUNES DE L'INTERCOMMUNALITE

I. Dispositions prévues par la convention-cadre

Dans le cadre de la convention tripartite citée, l'Etat et la Région proposent d'accompagner les territoires périurbains dans la définition et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement.

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise exerce plusieurs compétences dont les implications sont structurantes pour le territoire et notamment inscrites dans ses statuts aux articles :

- 6.1.1.3 Promotion du tourisme
- 6.1.2.1 Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
- 6.2.1 Protection et mise en valeur de l'environnement
- 6.3.2 Mobilité et plan de déplacement

Par ailleurs, le territoire communautaire a été retenu au titre du programme « Action Cœur de ville » (ACV) parmi les 19 villes éligibles en Ile-de-France, avec le « binôme » des communes de « Persan – Beaumont-sur-Oise » au regard de l'identification de ce pôle d'attractivité au Schéma Directeur de la Région Ile-de-France.

La gestion de ce dispositif a été confiée à la CCHVO, en qualité de porteur de projet, pour soutenir et assurer la cohérence, voire une complémentarité entre les actions essentielles à mener par les deux communes sur leur territoire, mais également pour mettre en œuvre des opérations participant au développement du territoire communautaire.

En effet, en ce qui concerne les modalités du soutien communautaire, au-delà de la coordination par un chef de projet, il a été prévu dans le cadre de la signature de la convention « ACV », une participation à des financements programmés, exclusivement pour des études ou des actions relevant plus directement des compétences intercommunales sur l'ensemble du territoire.

II. Objectif de l'étude

La mobilité douce ainsi que l'aménagement des Berges de l'Oise jouxtant 7 des 9 communes membres, permettent la mise en œuvre de plusieurs types d'actions relevant de divers domaines de compétences intercommunales et ont été clairement identifiés comme des axes prioritaires communautaires du dispositif « ACV ».

De plus, les berges de l'Oise avec le pont de la départemental 78, constituent une liaison forte pour le pôle de centralité des Villes de Beaumont-sur-Oise et de Persan. Aussi, un aménagement de celles-ci ne peut-être qu'un facteur de développement pour le territoire communautaire.

Cette étude doit donc aboutir à la mise en œuvre d'un plan guide d'aménagement sur tout le linéaire de l'Oise du territoire communautaire qui comprendra :

- Un aménagement des liaisons et des espaces notamment par leur mise en valeur et leur valorisation
- La création d'un lieu de passage avec des « points d'arrêts », voir de détente ou de loisirs pour les promeneurs mais également un itinéraire de circulation douce entre les 9 villes de l'intercommunalité (les communes de Nointel et de Ronquerolles n'ayant pas de frontière avec l'Oise).

III. Description de l'étude

Elaboration d'un plan guide d'aménagement sur tout le linéaire de l'Oise du territoire incluant une circulation douce entre les neuf communes de l'intercommunalité comprenant des propositions :

- D'amélioration, d'aménagement ou de création de liaisons douces (piétonnes et cyclistes) continues entre les 9 communes de l'intercommunalité
- De création d'espaces de détente ou de loisirs (parcours santé, mobilier, halte fluviale...)
- De mise en valeur, de valorisation et de protection des sites (notamment contre les déchets sauvages)
- De Développement d'une signalétique et de panneaux d'information le long des berges pour signaler les équipements, les points d'intérêts, les itinéraires…

IV. Aire de rayonnement de l'étude

Ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise.

V. Partenariats

La maîtrise d'ouvrage de l'étude est assurée par la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise.
La conduite de l'étude sera confiée à un cabinet d'étude.
Elle sera menée en collaboration des 9 communes de l'intercommunalité et du Syndicat Mixte du Bassin de l'Oise.
Les instances de suivi de l'étude mises en place associeront les partenaires techniques et financiers.

VI. Montage financier

Le coût prévisionnel du programme d'étude est estimé à 107 000 €uros HT, soit 128 400 €uros TTC, répartis comme suit :

- 30,00 % du montant HT de l'étude, soit 32 100 €uros, à la charge de la maîtrise d'ouvrage, la CC du Haut Val d'Oise
- 70,00 % du montant HT de l'étude, soit 74 900 €uros, à la charge de l'Etat

VII. Calendrier prévisionnel de réalisation

L'étude sera lancée au 2ème semestre 2020.

VIII. Modalités d'évaluation

Lancement d'une programmation de travaux répondant aux objectifs de l'étude

ANNEXE n°5 - Fiches-projet Aide à l'ingénierie territoriale

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-109

DOSSIER N° EX047960 - INGENIERIE TERRITORIALE - Etude PCAET - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES GALLY MAULDRE (78)

Dispositif : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (n° 00000945)
Délibération Cadre : CP15-605 du 08/10/2015
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	50 000,00 € HT	70,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNAUTE DE COMMUNES GALLY MAULDRE
Adresse administrative	:	PLACE DE LA MAIRIE 78580 MAULE
Statut Juridique	:	Communauté de Communes
Représentant	:	Monsieur Laurent RICHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté de Communes Gally Mauldre (21 844 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante : Etude Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

La communauté de communes Gally Mauldre souhaite répondre aux enjeux de lutte et d'adaptation face au changement climatique. Elle a l'ambition de construire un territoire résilient, robuste, adapté, au bénéfice des habitants et des actifs.

Institué par le Plan Climat National et repris par les lois Grenelle, le PCAET constituera un cadre d'engagement pour le territoire et visera à atténuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour limiter l'impact du territoire sur le changement climatique et réduire sa vulnérabilité.

Projet d'aménagement durable, cet outil de planification sera en lien avec les thématiques environnementales et périurbaines du projet de territoire Gally Mauldre et renforcera la dimension d'écologie environnementale de la stratégie d'aménagement et de développement de l'intercommunalité. Il tiendra compte du Schéma Directeur de la Région Île de France (SDRIF) et s'appuiera notamment sur le

SCoT Gally Mauldre. Il permettra d'intégrer les dispositions relatives à l'urbanisme de la communauté de Communes dans une dimension écologique raisonnée et à long terme (mobilité, consommation d'espace, respect de l'armature urbaine, multipolarité…), pour une meilleure qualité de vie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant estimé de l'étude pour l'élaboration d'un PCAET est de 50 000 € HT. La suvention est calculée au taux de 70%.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	35 000,00	70,00%
CC Gally Mauldre	15 000,00	30,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-109

DOSSIER N° EX048151 - INGENIERIE TERRITORIALE - SCHEMA D'AMENAGEMENT DE LA ZAE DE BUC - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE VERSAILLES GRAND PARC

Dispositif : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (n° 00000945)
Délibération Cadre : CP15-605 du 08/10/2015
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	150 000,00 € HT	70,00 %	105 000,00 €
	Montant total de la subvention		105 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAVGP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC
Adresse administrative	:	6 AVENUE DE PARIS 78000 VERSAILLES
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur FRANCOIS de MAZIERES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 15 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc (CAVGP), compte 18 communes (suite à la fusion des communes du Chesnay et de Rocquencourt en 2019) pour une population de 264 238 habitants (INSEE 2016).

La convention-cadre Etat-Région Île-de-France-CAVGP a été approuvée par délibération de la commission permanente n° CP 2019-183 du 22 mai 2019. Le programme proposé au titre du dispositif d'aide à l'ingénierie territoriale comprend cinq études : le schéma d'aménagement de la ZAE de Buc, une étude d'identification des potentiels pour la création de logements et d'activités, la reconversion de l'ancienne base aéronautique navale de Toussus-le-Noble, l'aménagement d'un centre d'exploitation et de maintenance sur le site des Matelots à Versailles et enfin l'élaboration d'un plan climat-air-énergie territorial.

Pôle économique majeur de l'ouest francilien avec ses zones d'activité et Inovel Parc, son quartier d'affaires de 49 000 emplois, Versailles Grand Parc souhaite mener une politique cohérente et ambitieuse

de requalification et de développement de ses espaces d'intérêt communautaire au premier rang desquels ses zones d'activités économiques. L'étude présentée ici porte sur la ZAE de Buc créée en 1972 sur 80 hectares (6 500 emplois / 260 entreprises) et s'inscrit dans cette perspective. Elle a pour objectif de formaliser un schéma d'aménagement des espaces publics de la ZAE de Buc, d'entrées de zone et de liaison avec la ZAE des Loges-en-Josas à proximité immédiate. Cette étude comprend une première phase de diagnostic notamment sur les espaces publics, les traversées d'îlots potentielles, les opportunités de réalisation de parkings publics et d'une zone logistique. Une deuxième phase porte sur la présentation d'orientations d'aménagement et des esquisses. Une troisième phase consiste en la réalisation d'études d'avant-projet sommaire uniquement sur la réfection de la rue Roland Garros, le rond-point de l'avenue Jean Casale (RD938) et la rue de la Croix blanche.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BUC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Schéma d'aménagement	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	105 000,00	70,00%
CA Versailles Grand Parc	45 000,00	30,00%
Total	150 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-109

DOSSIER N° EX047469 - INGENIERIE TERRITORIALE - CA GRAND PARIS SUD SEINE-ESSONNE-SÉNART - ELABORATION DU SCOT (phase 2 - DOO)

Dispositif : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (n° 00000945)
Délibération Cadre : CP15-605 du 08/10/2015
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	110 000,00 € HT	30,00 %	33 000,00 €
	Montant total de la subvention		33 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative	:	505 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91054 EVRY-COURCOURONNES CEDEX
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur Michel BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart est composée de 23 communes pour une population de 351 608 habitants.
Une convention cadre a été adoptée par la commission permanente n° CP 2017-314 du 5 juillet 2017 dans le cadre du dispositif de soutien à l'ingénierie territoriale. Le programme d'études prévoit un montant maximum d'aide régionale de 165 000 €. Cette affectation est la dernière à être présentée au vote.
Après l'achèvement d'une phase de diagnostic territorial, dont l'aide à l'ingénierie a contribué via le financement de 3 études thématiques (étude foncière générale, étude agricole et étude sur les équipements publics et besoins de la population du territoire), l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) a été prescrite par délibération du 19 décembre 2017 du Conseil communautaire de Grand Paris Sud.

Aujourd'hui, les principaux objectifs du SCOT ont été définis et sont les suivants :
· Conforter l'attractivité économique et le rayonnement du territoire
· Améliorer la qualité de vie de tous les habitants du territoire
· Construire un territoire qui s'adapte aux enjeux environnementaux du XXIème siècle en articulation avec

les orientations du Plan Climat Energie Air Territorial et du Programme Local de l'Habitat intercommunal.
· Favoriser la circulation des personnes et les échanges.

La présente affectation a pour vocation de soutenir les travaux dédiés à la phase 2 du SCOT: l'élaboration du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO), document qui doit être établi avec les élus, les personnes publiques associées, les partenaires et acteurs du territoire, en cohérence avec les démarches engagées sur les EPCI limitrophes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des études s'élève à 110 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 30 %, soit un montant d'aide régionale de 33 000 € HT.

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)
- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (77-SEINE ET MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Schéma de cohérence Territoriale - Phase 2 Document d'orientations et d'objectifs	110 000,00	100,00%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	33 000,00	30,00%
CA Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart	77 000,00	70,00%
Total	110 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-109

DOSSIER N° EX048098 - INGENIERIE TERRITORIALE ETUDE PCAET COMMUNAUTE DE COMMUNE HAUT VAL D OISE (95)

Dispositif : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (n° 00000945)
Délibération Cadre : CP15-605 du 08/10/2015
Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700
Action : 452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	90 000,00 € HT	70,00 %	63 000,00 €
	Montant total de la subvention		63 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNAUTE COMMUNES HAUT VAL D'OISE
Adresse administrative	:	16 RUE NATIONALE 95260 BEAUMONT SUR OISE
Statut Juridique	:	Communauté de Communes
Représentant	:	Madame Catherine BORGNE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le territoire de la Communauté de communes du Haut Val d'Oise (CCHVO), est organisé autour du pôle de centralité de Beaumont-sur-Oise et de Persan. L'intercommunalité souhaite renforcer les fonctions de centralité du pôle tout en préservant la qualité de l'environnement pour un projet territorial de développement durable, à la fois stratégique et opérationnel, tout en y associant les autres communes du territoire en favorisant notamment les circulations douces dans les déplacements intercommunaux.
Le plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) a été institué par la loi Grenelle II. En application du décret 2016-849 du 28 juin 2016, les intercommunalités de plus de 20 000 habitants ont l'obligation de mettre en œuvre le PCAET (plan climat air énergie territorial) sur leur territoire. La population du territoire couvert par la CCHVO est de 38 500 habitants répond à cette obligation.

A cet effet, la CCHVO présente une étude pour la mise en œuvre de son PCAET , fixant les objectifs suivants :
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre
- Réduction des consommations d'énergie
- Développement des énergies renouvelables

- Augmentation de la séquestration carbone
- Amélioration de la qualité de l'air
- Adaptation au changement climatique

Le PCAET tend à construire un territoire avec des déplacements mieux organisés, un habitat économe en matière d'énergie, de commerces et des équipements mieux répartis, une amélioration de la qualité de l'air.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BEAUMONT-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	90 000,00	100,00%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	63 000,00	70,00%
CCHVO	27 000,00	30,00%
Total	90 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-152

DU 4 MARS 2020

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2020-2022 ENTRE LA RÉGION ET L'INSTITUT PARIS RÉGION
AFFECTATION DE CRÉDITS POUR LA BIENNALE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE 2021

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la note technique NOR : ETLL1509571N du 30 avril 2015 du Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité, relative aux agences d'urbanisme ;

VU la délibération n° CP 15-397 du 9 juillet 2015 modifiée approuvant la convention avec l'IAU- Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 50-16 du 17 mars 2016 portant création d'une biennale de l'architecture et de l'urbanisme en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2018-055 du 22 novembre 2018 relative à l'adhésion et à l'approbation des statuts de l'association « Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France » ;

VU la délibération n° 2018-26 du 4 juillet 2018 du conseil d'administration de l'IAU relative à l'évolution de la forme juridique de l'IAU ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-152 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

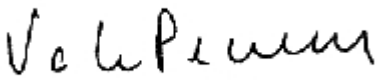
Article 1 :

Approuve la convention d'objectifs et de moyens 2020-2022 conclue entre la Région Île-de-France et l'Institut Paris Region figurant en annexe à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1,730 M€, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-001 (152001) « Territoires stratégiques », action 15200112 « Biennale », du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172909-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

CONVENTION TRIENNALE 2020-2022 ENTRE LA REGION ET L'INSTITUT PARIS REGION

CONVENTION TRIENNALE 2020 – 2022 D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET L'Institut PARIS RÉGION

Entre, d'une part,

La Région d'Île-de-France, dont le siège est au 2 avenue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, dûment habilitée en vertu de la délibération n° CP 2020-152 du 4 mars 2020
Ci-après dénommée la « Région »

Et d'autre part,

L'Institut Paris Région, *ayant comme raison sociale* ***L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France***, Association loi 1901 dont le n° SIRET est 849 810 155 00010 et dont le siège social est au 15 rue Falguière, 75740 PARIS CEDEX 15, représenté par son Directeur général, Monsieur Fouad AWADA,
Ci-après dénommé « L'Institut »

Il a été convenu de ce qui suit :

PREAMBULE

En 2020, l'Institut Paris Region, anciennement Institut d'Aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France, fêtera ses soixante ans. Soixante années au service des Franciliens, au service des politiques publiques qui contribuent au développement et à l'attractivité du territoire de la Région capitale.

La Région Île-de-France préside l'Institut et participe à son développement. Au cours du temps, la collectivité régionale n'est pas simplement devenue le premier financeur de l'Institut, elle a créé une réelle synergie de travail, de collaboration, entre les équipes des deux institutions afin de construire des politiques publiques toujours plus efficaces.

Cette nouvelle convention entre la Région et l'Institut marque l'entrée dans une nouvelle ère, celle d'un Institut consolidé et pleinement tourné vers de nouvelles activités au service de tous les territoires franciliens. Le changement de nom opéré l'année dernière est l'aboutissement d'un profond processus de transformation qui a consisté à étendre le champ de compétence de L'Institut et à en renouveler entièrement la gouvernance.

Dès 2016, la Présidente de la Région a souhaité étendre les moyens d'action de l'Institut en y intégrant des organismes associés environnementaux afin d'en faire une agence d'urbanisme et de l'environnement pluridisciplinaire qui puisse déployer son expertise dans les champs de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du développement économique et social, sous les regards croisés d'experts aux multiples talents.

Cette stratégie de regroupement de l'Institut avec des organismes environnementaux s'est traduite rapidement par l'arrivée de nouveaux partenaires et la signature de nouvelles conventions.

Cette extension du champ de compétences et l'appétence manifeste des nouveaux partenaires de l'Institut rendait encore plus nécessaire un changement profond du fonctionnement de l'Institut qui souffrait d'une gouvernance du passé l'empêchant de s'ouvrir aux collectivités franciliennes, aux opérateurs publics de réseaux, aux acteurs publics de l'aménagement du territoire… C'est pour cette raison qu'une nouvelle forme juridique et de

nouveaux statuts ont été adoptés en 2019 permettant d'ouvrir la gouvernance de l'Institut à de nouveaux acteurs.

Cette nouvelle convention triennale entre la Région et l'Institut entend donc prendre en compte cette profonde transformation tout en maintenant une relation de travail privilégié entre les deux institutions.

UNE NOUVELLE CONVENTION POUR UN NOUVEL INSTITUT

Initialement créé sous la forme d'une Fondation de recherche le 4 mai 1960, reconnue d'utilité publique par décret du 2 août 1960, l'Institut, organisme d'expertise, a été rattaché au District de la région parisienne dès 1961 puis à la Région Île-de-France dès 1976. Sa tutelle a été transférée de l'État à la Région en 1982, à l'occasion des lois de décentralisation.

L'Institut relève du régime juridique des agences d'urbanisme telles que définies par l'article L132-6 du code de l'urbanisme. Il a pour principal objet de *« susciter, mener ou suivre toutes réflexions et études susceptibles d'éclairer et de favoriser le développement durable et la qualité de l'aménagement et de l'environnement sur l'ensemble du territoire de la Région Île-de-France »*.

Le cadre régissant les relations entre la Région et l'Institut est composé d'une part des statuts de L'Institut, et d'autre part, de conventions bilatérales triennales d'objectifs et de moyens qui fixent les conditions du financement régional. La dernière convention conclue entre la Région et l'Institut avant le transfert de ses activités et de son personnel vers l'actuelle association couvrait la période 2016-2018 et avait été étendue à l'année 2019 du transfert. L'actuelle convention couvre la période 2020-2022.

ARTICLE 1 – Objet de la Convention triennale d'objectifs et de moyens

La présente Convention d'Objectifs et de Moyens fixe :

- Les objectifs généraux de L'Institut, et plus particulièrement les objectifs communs avec la Région pour les trois exercices 2020, 2021 et 2022 ;
- Les modalités d'élaboration et de de mutualisation de son programme partenarial annuel ;
- Les engagements de L'Institut en termes d'objectifs, de programme partenarial, de cadre budgétaire et comptable ainsi que d'obligations d'informations, administratives et comptables ;
- Les engagements de la Région, modalités de versement et de révision des subventions ;
- Les modalités de suivi et d'évaluation des actions ;
- Les modalités de contrôle de la Région ;
- Les dates d'effet et la durée de la convention ;
- Les modalités de modification et de résiliation de la convention.

ARTICLE 2 – Objectifs de l'Institut Paris Région et de la Région Île-de-France

La convention entre la Région et l'Institut est fondée en tout premier lieu sur les missions d'intérêt général et régional assurées par l'Institut, et sur l'organisation qu'il met en place à cet effet, aussi bien en termes de gouvernance et de modalités de travail, qu'en termes de

gestion et de développement de ses ressources humaines et de ses fonds de connaissance (données, cartes, etc.).

2-1 La gouvernance de l'Institut et le principe du programme partenarial

La gouvernance de l'Institut comprend deux instances : une assemblée générale et un conseil d'administration. Chacune de ces deux instances est composée de quatre collèges : Région dont CESER : 17 membres disposant de 17 voix ; État : 4 membres disposant de 4 voix ; Collectivités : nombre indéfini de membres disposant de 7 voix en AG et de 7 sièges en CA ; Organismes : nombre indéfini de membres disposant de 7 voix en AG et de 7 sièges en CA.

Le fonctionnement de l'Institut est fondé sur le principe du Programme Partenarial, co-construit par les membres et approuvé par le Conseil d'Administration. Les résultats des travaux réalisés dans le cadre de ce programme sont la propriété de L'Institut. Chaque membre peut en avoir communication et en utiliser les résultats.

2-2 Les champs d'expertise de L'Institut

A l'entrée en vigueur de l'actuelle convention, l'Institut est organisé afin de couvrir les champs d'expertise suivants :

<u>Expertise Urbanisme</u>

- Planification régionale et urbaine (SDRIF, SCOTs, PLUis, PLUs) ;
- Analyses urbaines ; conception de projets de territoire et de projets urbains d'aménagement ; plans de préservation du patrimoine ; sauvegarde des paysages ;
- Finances locales et évolutions institutionnelles ;
- Expertise juridique dans les domaines liés à l'aménagement.

<u>Expertise Transport</u>

- Statistiques de la mobilité ; modélisation des déplacements ; analyse des déplacements ; nouvelles mobilités ;
- Logistique ; analyse des mutations de la filière ; prise en compte de la question foncière.

<u>Expertise Environnement</u>

- Intégration de l'environnement dans les plans, les politiques et les projets ; appui à la planification et à formulation de stratégies environnementales ; évaluations environnementales ; travaux thématiques : parcs naturels régionaux, agriculture et alimentation, cours d'eau et berges, risques naturels et technologiques, transition écologique et solidaire… ;
- Fonctions d'Agence régionale énergie climat (AREC) : expertise énergie ; appui aux acteurs locaux sur la sobriété et l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et de récupération, les plans climat ; formations et sensibilisation en matière d'énergie ; Observatoire de l'énergie (ROSE) ;
- Fonctions d'Agence régionale de la biodiversité (ARB) : observatoire de la biodiversité ; connaissance des espèces et des milieux ; appui aux stratégies et plans d'action ; information et sensibilisation ;
- Fonctions d'Observatoire régional des déchets (ORDIF) ; études et expertises déchets, réemploi, valorisation ; animation des partenaires ; appui à l'élaboration de plans et de solutions.

Expertise Économie – Société

- Appui à la Région et aux territoires en matière de développement économique ; études économiques : attractivité, emploi, filières, immobilier d'entreprises, écosystèmes territoriaux, développement touristique et culturel ;
- Études et expertises en matière de démographie, de construction et de conditions de logement, de politique de la ville, d'équipements, de foncier ; exploration des évolutions sociétales ;
- Observation et analyse en matière de sécurité et de victimation, de politiques de prévention et de savoir-faire en sécurité urbaine ;
- Fonctions d'observatoire de la santé (ORS) : étude et suivi de l'ensemble des aspects de santé des franciliens, à différentes échelles géographiques, en éclairage des politiques publiques ; animation de la plateforme Santé-Environnement ;
- Fonctions d'Institut régional du sport (IRDS) : observatoire des pratiques sportives des franciliens, de leurs évolutions et des freins à leur développement ; appui à la définition de politiques publiques en faveur du sport.

Expertises transverses / communes

- Cartographie régionale y compris interactive, système d'information géographique régional ;
- Démarche de mutualisation, d'expertise et de partage en matière numérique (appui à la plateforme Smart Région 2030, expertise numérique…) ;
- Médiathèque : bibliothèque et photothèque à disposition des étudiants et chercheurs, fonds historiques ;
- Formations des techniciens et agrément pour la formation des élus ;
- Débats et échanges notamment entre le monde de la recherche et les décideurs ;
- Diffusion des données et des analyses ;
- Accueil et formation de stagiaires et d'apprentis ;
- Appui aux coopérations décentralisées, expertises et participation aux réseaux professionnels à l'international.

2-3 Les grandes missions de l'Institut

L'Institut, par la qualité et la diversité de ses ressources, et par ses modes d'intervention, remplit un ensemble cohérent de fonctions destiné à accompagner les territoires et les acteurs du développement durable de l'Île-de-France. Il est à la fois :

- Bureau d'études d'appui à l'élaboration et à l'évaluation de politiques publiques dans de nombreux domaines ayant pour finalité le développement durable du territoire ;
- Lieu d'échanges, de prospective et de benchmark national européen et international ;
- Centre de ressources en données, cartes, applications et ouvrages sur Paris et sa Région ;
- Centre de formation accueillant stagiaires, auditeurs, fonctionnaires et élus ;
- Lieu de documentation historique sur l'Île-de-France et son développement ;
- Centre de ressources expertes mobilisables à l'international pour faire rayonner le savoir-faire français de la ville durable et de l'environnement.

Le contexte actuel est marqué par la montée en puissance des politiques de transition écologique pouvant répondre aux défis du changement climatique et de la biodiversité. Il est également marqué par la révolution numérique qui bouleverse les modes de travailler, de se déplacer, de produire, de consommer, de consulter et de gouverner. Ces changements et adaptations accentuent la nécessité de disposer, à l'échelle de l'Île-de-France, d'un centre d'expertise capable de fournir les éclairages requis.

ARTICLE 3 : Engagements de L'Institut

3-1 Élaboration et réalisation du Programme Partenarial annuel

Conformément à la note technique du Ministère du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité du 30/04/2015 relative aux agences d'urbanisme, l'activité de l'Institut Paris Région s'organise autour d'un programme partenarial annuel, répondant à des enjeux intéressant l'ensemble des membres et à des besoins de connaissances partagées.

Ce programme est co-construit avec les membres de l'Assemblée Générale par des échanges bilatéraux avec la direction de l'Institut ou multilatéraux organisés par cette direction. Il est ensuite approuvé par son Conseil d'Administration. Le Programme Partenarial décline pour l'année les modalités de mise en œuvre des grandes missions de l'Institut, dans ses champs d'expertise, figurant à l'article 2 de la présente convention.

L'élaboration du Programme Partenarial de l'année (N+1) fait l'objet d'échanges itératifs :

- L'Institut s'engage à adresser ses premières propositions à la Région, au plus tard le 1er septembre de l'année N ;
- la Région s'engage à adresser à l'Institut une contribution régionale sous la forme d'une lettre d'intentions au plus tard le 30 novembre de l'année N, présentant ses attentes et propositions ;
- L'Institut associe la Région à tous les échanges multilatéraux de co-construction du programme partenarial avec les autres membres de sa gouvernance.

Afin de rendre lisible cette élaboration partenariale, l'Institut veillera dans le programme partenarial annuel à regrouper les études et travaux autour d'axes structurants ou de grands objectifs stratégiques.

Le programme partenarial finalisé est transmis à la Région dès son vote par le Conseil d'administration de l'Institut.

Il est rendu public, présenté à la commission permanente du conseil régional, à sa demande, et aux commissions thématiques du conseil régional, à la demande de leurs bureaux.

Le programme partenarial peut, le cas échéant, faire l'objet d'évolutions ciblées en cours d'année.

La réalisation du programme partenarial fait l'objet d'un **suivi et d'une évaluation** formalisée avec la Région, sur la base du rapport d'activités annuel de l'Institut ainsi que des modalités définies à l'article 5 de la présente convention (article 5-2 et annexe).

Au-delà de ces cadres, une réflexion partagée sera engagée afin de renouveler les modes de travail en commun des services de la Région et de l'Institut autour des travaux produits dans le cadre du programme partenarial, notamment à travers un renforcement des relations bilatérales entre les unités opérationnelles de la Région et les départements de l'Institut.

3-2 Développement des partenariats et diversification des financements

L'Institut s'engage à :

- **mettre en œuvre les moyens** nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions retenues en commun pour le partenariat avec la Région dans le champ d'application de l'article 2-3 ;
- **impliquer les membres qui ont rejoint sa gouvernance** à l'occasion de son changement de statuts en 2019, et **développer de nouveaux partenariats** publics, parapublics, sous l'autorité du Conseil d'administration auquel participent des représentants de la Région ;
- **renforcer ses ressources propres et donc ses sources de financement**, dans le respect de son statut d'association de personnes publiques relevant du régime des agences d'urbanisme. Cela passe notamment par la recherche de contrats commerciaux en France et à l'international.

3-3 Recrutement de stagiaires et d'alternants

L'Institut s'engage à recruter chaque année au minimum 36 jeunes en stage d'études ou en apprentissage ou en contrat de professionnalisation, pour une période minimale de deux mois par jeune.

L'Institut saisit les offres de stages ou de contrats d'apprentissage ou de professionnalisation découlant de cet engagement sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont fournies par la Région.

3-4 Cadre budgétaire et comptable à respecter

L'Institut s'engage :

1. **à respecter les dispositions en vigueur quant à l'utilisation des fonds publics** ;
2. **à présenter une programmation budgétaire triennale avec pour objectif la maîtrise des charges de structure**. Cette programmation peut faire l'objet d'échanges entre les unités opérationnelles et fonctionnelles de la Région et les services concernés de l'Institut **;**
3. **à présenter un cadre budgétaire** et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
4. **à poursuivre la comptabilité analytique** et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels et en actions, tels que décrit dans l'article 2 et en annexe ;
5. **à fournir annuellement à la Région :**
   a) avant le 1er décembre de l'année N, l'avant-projet de budget de l'année à venir et l'avant-projet du programme partenarial d'études annuel prévisionnel ;
   b) dès leur approbation par le Conseil d'administration, le budget annuel, le programme partenarial d'études annuel et le rapport d'activité ;
   c) au plus tard le 30 juin de l'année N, les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos (certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822 – 1 du Code de Commerce), et notamment un compte emploi–ressources (si l'organisme fait appel à la générosité du public) ; ainsi que le rapport d'activité annuel dudit exercice approuvé par le Conseil d'administration ;
   d) dans les délais utiles, tous les rapports émis par le commissaire aux comptes.

3-5 Obligation d'information et d'accès aux documents

L'Institut s'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à **l'ordre du jour** des réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration, quinze jours au moins avant leur tenue ;
- Faire parvenir les **procès-verbaux** de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur approbation **;**
- Transmettre les informations et documents nécessaires à **l'actualisation du dossier permanent tenu par les services** de la Région, et en particulier à porter à la connaissance de la Région toutes modifications concernant :
  - les statuts,
  - le Président de l'Association,
  - le Trésorier,
  - la composition du Conseil d'administration de l'Institut,
  - la composition des instances partenariales et de pilotage des départements dotés de telles instances non décisionnaires (à ce jour, les départements Santé, Sport, Biodiversité, Déchets, Énergie-Climat)
  - le règlement intérieur de l'Institut,
  - le nom du Commissaire aux comptes,
  - l'organigramme,
  - les éventuels comités de partenaires ou conseil scientifique s'il y a lieu.
- **Répondre à toute demande** d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire, auprès des services opérationnels et fonctionnels de la Région, une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- **Fournir avant le 30 juin de l'année N les indicateurs d'évaluation de l'année N -1** tels que précisés à l'article 5.2.a et listés en annexe ;
- Informer la Région des **autres subventions publiques ou privées** demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- **Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur** (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc.…) et transmettre une copie des notifications ;
- **Transmettre les informations** et documents nécessaires à la préparation des rapports établis par la Région et relatifs aux organismes associés.

3-6 Obligations administratives

L'Institut s'engage à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant dix ans ;
- Respecter les dispositions du code de la commande publique ;
- Fixer un barème et des modalités de prise en charge pour le remboursement des frais de mission des personnels (ordre de mission, remboursement des frais de mission et de représentation, sous réserve de la production d'un compte rendu de la mission) ;
- Soumettre les dépenses de fournitures, de services ou de travaux aux dispositions du guide des procédures d'achats que l'Institut a établi.
- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc…) dans leur déroulement.

3-7 Obligations en matière de communication

L'Institut, dans un souci de cohérence à la fois graphique et institutionnelle pourra, de son initiative, échanger avec la Région à chaque fois qu'il envisage de faire évoluer son identité visuelle.

- L'Institut a, d'ores et déjà, à ce titre et après consultation de la Région, fait évoluer ses identités graphiques et notamment son logo ;
- Ce nouveau logo est présent sur tous les supports physiques et numériques, de promotion, d'information, de publicité et de communication de L'Institut ;
- L'Institut ajoutera sur ses publications le logo de la Région à chaque fois qu'il s'agit d'un travail réalisé en lien avec des actions et dispositifs régionaux;
- L'Institut informera préalablement la Région de toute communication ou organisation de manifestation organisées à propos d'une demande régionale inscrite au programme partenarial ;
- le site internet de L'Institut intègre un lien hypertexte vers le site www.iledefrance.fr.

L'Institut s'engage également à transmettre à la Région (y compris Vice-Président et Directeur général adjoint concerné) :

- trois exemplaires minimum de chaque publication pour les éditions papier, ou une version électronique de chaque édition multimédia. L'Institut s'est engagé vers les publications numériques de ses productions et la *newsletter*, « 6 clics », renvoie régulièrement à ces documents. Conformément aux recommandations de la CNIL, L'Institut ne peut procéder de lui-même à l'inscription de destinataires à sa newsletter ;
- les données pertinentes et publiables pour enrichir la plateforme Smart Région 2030 et le portail Open Data de la Région.

La Région peut, à la demande de L'Institut, apporter son expertise et émettre des recommandations sur la conception et réalisation de stands, la conception de brochures et les modalités de leur diffusion. Dans le cas d'une présence concomitante sur une même manifestation, salon ou festival, la Région et L'Institut collaborent, le plus en amont possible, en vue d'une recherche de cohérence et de complémentarité de leurs espaces d'accueil et d'information du public.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région.

ARTICLE 4 : Engagements de la Région

4-1 Engagement à soutenir financièrement L'Institut

- La Région s'engage à soutenir financièrement l'Institut par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement, sur la durée de la convention, sous réserve du vote du budget et de l'affectation des autorisations d'engagement par sa commission permanente et dans la limite de la disponibilité des crédits de paiement de l'exercice.
- Ce soutien permet à L'Institut d'inscrire ses activités dans la durée, de les anticiper et de les faire évoluer en fonction des objectifs de la présente convention.
- Par ailleurs, pour optimiser la production de l'Institut, la Région veillera à :
    - informer L'Institut des travaux menés par les services régionaux, de l'évolution des politiques publiques, des dispositifs mis en œuvre et des études lancées par les services régionaux sur les domaines d'intervention de l'Institut ;

- faciliter la mutualisation des données entre les services de la Région et l'Institut ;
- inscrire l'action de L'Institut dans l'actualité régionale pour une meilleure valorisation de ses travaux (salons, événements organisés par la Région, etc.).

4-2 Modalités de versement de la subvention.

La subvention est versée sur le compte ouvert au nom de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France, à la B.N.P. Paris Maine-Montparnasse

- IBAN : FR76 3000 4002 7400 0101 3506 458
- BIC : **BNPAFRPPXXX**

La subvention régionale annuelle est mandatée en deux versements, un premier au premier semestre et le solde au second, sur la base des affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Chaque demande de paiement est accompagnée de la situation actuelle de trésorerie (cf. article 3.5), du plan de trésorerie et d'un appel de subvention, établis en trois exemplaires.

Au moment du versement du solde de la subvention, la Région doit être en possession des documents mentionnés aux articles 3.4 alinéa 5 c et 5.2.a, relatifs à l'exercice en cours et à l'exercice clos précédent. Un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 3.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

La subvention de fonctionnement versée à l'Institut est imputée sur le budget de fonctionnement de la Région comme suit (sous réserve de toute nouvelle répartition des imputations budgétaires) **:**

- Chapitre 935 « Aménagement des territoires » : part de la subvention dédiée au budget de L'Institut, cofinancé avec le Ministère en charge de l'Urbanisme, au titre des travaux pluridisciplinaires d'agence d'urbanisme ;
- Chapitre 937 « Environnement » : part de la subvention affectée au budget principal de l'Institut, au titre de ses travaux sur l'environnement, ces missions bénéficiant de subventions complémentaires de l'Office Français pour la Biodiversité (OFB), de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et de du Ministère en charge de l'Écologie ;
- Chapitre 934 « Santé et action sociale »: part de la subvention affectée au budget principal de l'Institut au titre de la fonction d'Observatoire régional de santé assurée par une équipe dédiée de L'Institut, cette activité étant cofinancée avec l'Agence Régionale de Santé (ARS).
- Chapitre 933 « Culture, sport et loisirs »: part de la subvention affectée au budget de l'Institut au titre d'un complément de travaux sur le développement du sport, réalisé par une équipe dédiée sous le vocable d'Institut Régional de Développement du Sport (IRDS).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Île-de-France et du Département de Paris.

4-3 Révision et Restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif non-justifié ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, le montant de la subvention régionale peut être révisée. En cas de trop perçu l'organisme le reverse à la Région.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 5 : Suivi de la Convention d'Objectifs et de Moyens, du programme d'études partenarial et évaluation des actions

5-1 Instances de suivi de la convention et du programme d'études partenarial

Pour assurer le suivi de la présente convention, **un comité de suivi du programme d'études partenarial** réunit les départements de l'Institut et les services de la Région (Pôles opérationnels et fonctionnels). Il assure le suivi et l'avancement du programme partenarial, il contribue, en tant que de besoin, à en préciser les orientations et la bonne exécution. Il participe aussi à identifier les grands axes du programme d'études partenarial de l'année suivante. Il peut également être le lieu, le cas échéant et afin de tenir compte d'éléments nouveaux, pour repréciser les priorités de l'Institut.

Ce comité se réunit au moins une fois par an, durant la période de préparation du programme partenarial, idéalement au mois de septembre ou octobre. Le compte rendu de cette réunion est transmis à l'Institut par les services de la Région (Pôle opérationnel concerné).

5-2 Modalités d'évaluation des actions et suivi des indicateurs

La démarche d'évaluation, adaptée à un organisme assurant des prestations intellectuelles non standardisées, comprend deux volets : d'une part, le suivi d'indicateurs et, d'autre part, une évaluation qualitative sur un échantillon de travaux.

a) **Des tableaux d'indicateurs** assortis d'une note d'analyse des résultats sont produits. Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs, portant sur l'année N-1, tels que précisés dans l'annexe de la présente convention viennent compléter la démarche d'évaluation spécifique à l'Institut et permettre un suivi renforcé du niveau d'atteinte des objectifs et actions. Ce tableau d'indicateurs transverses et spécifiques porte sur l'ensemble des travaux de l'Institut. Il s'agit :

- de disposer d'une description précise et étayée (par des données objectives et chiffrées) des actions menées grâce aux financements apportés à l'Institut ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'Institut.

Toutefois ces indicateurs ne peuvent à eux seuls refléter la nature et l'ampleur du travail de l'Institut. Ces tableaux d'indicateurs viennent en complément du rapport d'activité de l'organisme.

Ils sont présentés en annexe du rapport soumis au vote des élus de la Région pour **l'affectation du solde** de la subvention régionale de l'année N.

b) **Des entretiens d'évaluation qualitative :** 6 entretiens, portant sur des travaux représentatifs de l'activité de l'Institut de l'année N-1, sont réalisés au 1er semestre de chaque année. Ils associent les services régionaux intéressés à ces travaux, le Pôle Cohésion territoriale, la direction de l'Institut et les auteurs de ces travaux. Ces entretiens permettent d'aboutir à une appréciation partagée entre l'Institut et les

services de la Région de l'apport du travail réalisé, de sa diffusion & communication, mais aussi de ses conditions, aléas et difficultés éventuelles de réalisation. Les conclusions font l'état d'un *verbatim* dressé par la Région et qui, après itérations, est signé par les deux parties.

ARTICLE 6 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention est conclue pour 3 ans.

Elle prend effet à compter de la date de sa signature et expirera au 31 décembre 2022.

ARTICLE 7 : Contrôle de la Région

À tout moment, y compris à l'issue de la convention, l'Institut s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'organisme et par la commission permanente du conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 2.

ARTICLE 9 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. Dans ce cas, la Région adresse à L'Institut une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le ……	**Le ……**
Pour la Région, *la Présidente du conseil-régional d'Île-de-France*, **Valérie PÉCRESSE**	Pour L'Institut Paris Region *le Directeur général*, **Fouad AWADA**

ANNEXE : TABLEAU DES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET OPÉRATIONNELS, DES ACTIONS ET DES INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

I/ Indicateurs Transverses — **L'INSTITUT PARIS REGION - INDICATEURS**

Domaines	Catégories	Indicateurs	Mode de calcul	Mesures du résultat		Commentaires
	Outils d'évaluation : rapport d'activités (+ en annexe catalogue des publications : en cours de fabrication) Périodicité : annuelle (N-1)					
RESSOURCES HUMAINES	**Effectifs**	Effectifs des années n-2, n-1 et n	nombre d'agents en ETP au 31/12 des années n-2, n-1 et n	* Effectifs des années n-2, n-1 et n mode de calcul proposé : nb moyen d'ETP sur l'année n, n-1, n-2		Effectifs moyens en ETP et en CDI Source : tableau de suivi des effectifs en ETP
		Evolution des effectifs (en valeur et %)	(nb d'agents en ETP de l'année n - nb d'agents en ETP n-1) / nb d'agents en ETP n-1	* Evolution des effectifs (en valeur et %)		Source : tableau de suivi des effectifs en ETP
	Dépenses de personnel	Moyenne des plus hautes rémunérations (salaires + primes)	si < à 100 salariés : moyenne des 3 plus hautes si > à 100 salariés : moyenne des 5 plus hautes	* Moyenne des 5 plus hautes		Source :
		Dépenses de personnel totales en K€	masse salariale + charges afférentes	* Dépenses de personnel totales en K€ (salaires + charges sociales +taxes sur les salaires)		Source :
		Evolution de la masse salariale (en valeur et %)	(dépenses de personnel n - dépenses de personnel n-1) / dépenses de personnel n-1	* Evolution de la masse salariale (en valeur et %)		Source :
		Part des charges de personnel dans les charges d'exploitation	(total dépenses de personnel / total charges d'exploitation du compte de résultat)*100	* Part des charges de personnel dans le budget de fonctionnement		Source :
	Outils d'évaluation : bilan N-1 Périodicité : annuelle					
FINANCIERS	**Budget**	Budget voté des années n-2, n-1 et n	prévision budgétaire des dépenses et des recettes des années n-2, n-1 et n (en K€)	* Budget voté des années n-2, n-1 et n		Source :
		Budget réalisé des années n-2, n-1 et n	réalisation des dépenses et des recettes des années n-2, n-1 et n (en k€) sur la base des comptes annuels certifiés	* Budget réalisé des années n-2, n-1 et n		Source :
	Financement	Part du financement Régional par rapport aux fonds publics	subvention régionale / total des fonds publics	* Part du financement Régional par rapport aux fonds publics (N-1)		Source :
		Part des fonds publics par rapport aut total des fonds	(ensemble des subventions / total des produits d'exploitation) *100	* Part des fonds publics par rapport aut total des fonds (N-1)		Source :
	Ratios	Fonds propres	capitaux propres + réserves + report + résultat n-1 + provisions + sub investissement	* Fonds propres (au 01/01 de l'année en cours)		Source :
		Fonds de roulement	FR = ressources stables - actifs immobilisés	* Fonds de roulement (au 1/1 de l'année en cours)		Source :
		Besoin en fonds de roulement	BFR = actif circulant - passif circulant	* Besoin en fonds de roulement (au 1/1 de l'année en cours)		Source :
		Trésorerie nette	Trésorerie = FR - BFR	* Trésorerie nette (au 1/1 de l'année en cours)		Source :
	Outils d'évaluation : bilan N-1 + éléments prévsionnels de l'année N [yc outils en vue du dialogue de gestion pour l'année suivante] Périodicité : annuelle					

II/ Indicateurs Spécifiques

Domaines	Catégories	Indicateurs	Mode de calcul			Commentaires / propositions
SENSIBILISATON & VALORISATION	**Animations, évènements de sensibilisation et/ou de valorisation**	Nombre d'évènements/d'actions de sensibilisation ou de valorisation organisés	nombres d'évènements par catégories (colloques, séminaires, manifesttaions, groupe de travail, …)	* Nombre d'évènements/d'actions de sensibilisation ou de valorisation organisés par L'Institut : - nb de colloques et tables-rondes - nb de petits-déjeuners (public ciblé : chercheurs, professionnels, …) - nb de réunions des "ateliers" animés par L'Institut - nb d'expositions (articulation avec la médiathèque) * Nombre d'interventions formalisées de L'Institut à des évènements organisés par des partenaires de L'Institut * Nombre d'auditions en Commissions de la Région et du CESER		
		Nombre de participants aux évènements organisés	nombre de participants par type d'évènements	* Nombre de participants aux évènements organisés		
	Formations	Nombre de formations organisées et/ou animées	nombre de formations organisées dans le cadre de l'activité de l'organisme auprès d'un public exterieur	* Nombre de formations organisées par L'Institut * Nombre de formations co-organisées avec des partenaires de L'Institut		
		Nombre de stagiaires inscrits et présents		* Nombre de participants aux formations organisées par l'IAU îdF inscrits et présents		
ETUDES & EXPERTISES	**Etudes**	Nombre d'études prévues et réalisées par catégorie		* Nombre de travaux inscrits au programme partenarial) par grandes catégories : - Expertise et propositions - Prospective et recherche - Observations et ressources - Tisseur de réseaux → en distinguant activité permamente et études ponctuelles		
		Taux de réalisation des études par rapport au programme annuel	nb d'études réalisées / nb d'études prévues dans l'année	* Taux de réalisation du PP de l'année N-1 * Taux d'engagement du PP de l'année N à mi-année * Signalement des études réalisées mais non prévues		

Outils d'évaluation : rapport d'activités, catalogue des publications et rapport des "Entretiens annuels de l'évaluation" (NB.seul le tableau d'indicateurs et sa note d'analyse conditionne le versement de la deuxième partie de la subvention)

Périodicité : annuelle ou semestrielle

Pour mémoire - Cadre du tableau à annexer à la convention :

* Catégorie : représente une famille d'indicateurs
* Indicateur : donnée suivie afin d'évaluer et mesurer l'activité
* Mode de calcul : définition, périmètre de l'indicateur et de sa modalité de calcul
* Mesure du résultat : donnée renseignée par l'organisme, résultat de l'indicateur demandé
* Commentaire : toute donnée chiffrée ou qualitative renseignée devra être accompagnée d'un commentaire explicatif par l'organisme

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-130
DU 4 MARS 2020

AFFECTATION PROVISIONNELLE ' ASSISTANCE TECHNIQUE FESI ' ET ACTIONS EUROPÉENNES : PROROGATION CONVENTION IDFE 2ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds Européens Structurels et d'Investissement ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1301/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen (FSE) ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la commande publique ;

VU la loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 ;

VU le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 relative à la prise d'autorité de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de la période 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à l'autorité et mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission Permanente, modifiée ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la stratégie européenne de la Région Ile-de-France modifiée par délibération n° CP 2018-92 du 16 mars 2018 ;

VU le budget 2020 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-130 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

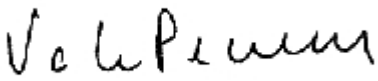
Article 1 :

Décide d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 165 000,00 € imputée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-012 (102012) «fonctionnement des services», Action 10201213 «Assistance technique » du budget 2020, pour les dépenses directes liées à la mise en œuvre de la gestion des fonds européens structurels et d'investissement.

Article 2 :

Approuve l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région et l'association Ile-de-France Europe joint en annexe n° 1 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171575-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et Île-de-France Europe (IDFE)

Avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens
entre la Région Île-de-France et
Île-de-France Europe (IDFE)

Entre :

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° CP 2020- ……. du …….,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'association Ile-de-France Europe association loi du 1er juillet 1901,
dont le n° SIRET est : 42418344000017
dont le siège social est situé : 2 rue Simone Veil, 93400 St Ouen,
ayant pour représentant son Président, Monsieur Franck CECCONI,
ci-après dénommé « l'association »

d'autre part,

PRÉAMBULE :
La convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et Île-de-France Europe (IdFE) a été approuvée le 8 mars 2017, pour une durée de trois ans. Quatre nouveaux accords de coopération avec des régions européennes ont été récemment finalisés ou sont en voie de l'être. Aussi, Il convient d'étudier l'adaptation des objectifs et missions de l'association suite à ces nouveaux accords. Dans cet objectif, il est nécessaire de proroger l'actuelle convention de 6 mois, soit jusqu'au 30 septembre 2020.

ARTICLE 1 :
Le présent avenant a pour objet de proroger la durée de la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région et IDFE jusqu'au 30 septembre 2020.

ARTICLE 2 :
Le présent avenant entre en vigueur à compter du 9 mars 2020.

ARTICLE 3 :
Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……
Pour la Région,
La Présidente du conseil régional
d'Île-de-France,
Valérie PECRESSE

Le ……
Pour *IDFE*
Le Président,
Franck CECCONI

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-132

DU 4 MARS 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DES ARTS PLASTIQUES, NUMÉRIQUES ET URBAINS EN ÎLE-DE-FRANCE
PREMIÈRE AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente modifiée par délibération n°CP 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017 relative à la politique régionale de promotion des arts plastiques, numériques et urbains ;

VU la délibération n°CP 2018-508 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de conventions type ;

VU la délibération n°CP 2019-234 du 22 mai 2019 relative à l'attribution d'une subvention pour la mise en œuvre de la Biennale d'arts numériques Némo ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-132 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Conventions de Développement culturel – affectation 2020 au titre des conventionnements annuelles 2018-2021

Décide de participer au titre du dispositif « Conventions de développement culturel» au

financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **350 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type annuelle « Convention de Développement Culturel» adoptée par délibération n° CP 2018-508, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **350 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2020.

Article 2 : Soutien aux fabriques arts visuels – affectation 2020 au titre d'un conventionnement annuel 2017-2020

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux fabriques arts visuels » au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention dont le montant maximum prévisionnel est de **53 580 € ;**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type annuelle « Convention Fabrique Arts Visuels » adoptée par délibération n° CP 2018-508, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **53 580 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2020.

Article 3 : Soutien aux fabriques arts visuels – affectation 2020 au titre d'un conventionnement annuel 2018-2021

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux fabriques arts visuels » au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subvention dont le montant maximum prévisionnel est de **20 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type annuelle « Convention Fabrique Arts Visuels » adoptée par délibération n° CP 2018-508, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2020.

Article 4 : Soutien aux fabriques arts visuels – affectation 2020 au titre d'un conventionnement annuel 2019-2022

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux fabriques arts visuels » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subvention dont le montant maximum prévisionnel est de **336 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type annuelle « Convention Fabrique Arts Visuels » adoptée par délibération n° CP 2018-508, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **336 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture,

sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2020.

Article 5 : Aides à la réalisation de manifestations et aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la réalisation de manifestations et aux réseaux d'arts plastiques, numériques et urbains» au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **78 000 € ;**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type « Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains» adoptée par délibération n° CP 2018-508, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer ;

Affecte une autorisation d'engagement de **78 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2020.

Article 6 : EPCC CENT QUATRE - NEMO

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 5 à la délibération, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de **257 128 €** à l'EPCC le Cent Quatre**.**

Approuve la fiche projet telle que présentée en annexe 4 à la présente délibération.

Approuve l'avenant à la convention n°19005176 tel qu'il figure en annexe 5 à la présente délibération.

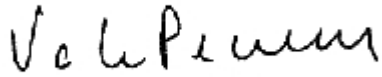
Subordonne le versement, en complément d'une première subvention de 613 221 € votée lors de la Commission permanente du 22 mai 2019 (CP 2019-234), de la subvention de **257 128 €** à la signature avec l'EPCC Le Cent Quatre de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **257 128 €,** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2020.

Article 7 : Autorisations de démarrages anticipés

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets annexées à la présente délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172316-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP 2020-132

DOSSIER N° 20001044 - CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL - 2018-2019-2020-2021 - ANNEE 3 = 2020 - ART 3000

Dispositif : Conventions de développement culturel (n° 00001044)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	292 590,00 € TTC	27,34 %	80 000,00 €
		Montant total de la subvention	80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ART 3000
Adresse administrative : 20 COURS ST VINCENT
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NILS AZIOSMANOFF, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
Pionnier sur la scène culturelle française, Le Cube est un lieu de référence pour l'art et la création numérique. Il a ouvert ses portes en septembre 2001.
Créé à l'initiative de la Ville d'Issy-les-Moulineaux, Le Cube est un espace de la communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest. Il est géré et animé par l'association ART3000, qui mène depuis 1988 ses activités dans le domaine des arts numériques. Ouvert à tous les publics, Le Cube est un espace de pratique, de production et de diffusion de la création numérique. Sa mission est de former les publics aux pratiques artistiques et culturelles du numérique, de soutenir des productions artistiques par la mise à disposition de moyens de création performants, d'offrir au public une programmation artistique présentant la richesse et la diversité des arts multimédias et de favoriser les relations entre les acteurs de la création numérique, de la recherche et de l'innovation technologique.

Les trois thématiques qui vont rythmer l'année 2020 seront :
- Réinventer un monde plus responsable face à l'urgence écologique
- Bâtir une société éthique et inclusive, l'importance des pratiques solidaires et collaboratives
- Coévoluer avec les machines, l'ère des nouvelles intelligences

Le Cube désire accompagner la transition numérique en incluant l'urgence écologique et le renouveau social.

C'est dans ce cadre que le Cube lance les trois cycles cités ci-dessus autour des arts numériques, de la réflexion prospective interdisciplinaire et des pratiques créatives où artistes, chercheurs, experts et innovateurs croisent leurs regards et transmettent
leurs savoirs.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le Cube au titre des Conventions de Développement Culturel à hauteur de 80 000 €, pour l'année 2020, sur une base subventionnable de 292 590 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 en dépenses artistiques et d'une quote-part des frais de fonctionnement, représentant 20% du budget.

Localisation géographique :
- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	298 250,00	20,41%
Personnel lié à la structure	617 500,00	42,26%
Dépenses artistiques	184 300,00	12,61%
Dépenses techniques	65 000,00	4,45%
Dépenses d'actions culturelles	229 850,00	15,73%
Dépenses communication	66 300,00	4,54%
Total	1 461 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Ministère Culture	90 000,00	6,16%
Subvention Région	80 000,00	5,47%
Subvention Département	28 000,00	1,92%
Subventon Ville d'Issy-les-Moulineaux	61 000,00	4,17%
Subvention GPSO	978 500,00	66,97%
Recettes propres	215 000,00	14,71%
Autres recettes	8 700,00	0,60%
Total	1 461 200,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 20001079 - CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL - 2018-2019-2020-2021 - ANNEE 3 =2020 - CREDAC

Dispositif : Conventions de développement culturel (n° 00001044)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	226 250,00 € TTC	35,36 %	80 000,00 €
		Montant total de la subvention	80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE D'ART CONTEMPORAIN D'IVRY - CREDAC
Adresse administrative : 1 PLACE PIERRE GOSNAT 94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-DENIS FRATER, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
Le Credac dirigé par Claire Le Restif et présidé par Martin Bethenot a fêté récemment ses 30 ans d'activité. Il a été labelisé Centre d'art d'intérêt national en 2018. Le Credac développe un programme ambitieux d'expositions d'artistes français et étrangers, accompagnées de nombreuses actions de médiation.

Le Crédac poursuit son programme d'exposition qui englobe tous les champs de la création visuelle contemporaine, avec trois expositions monographiques avec le photographe allemand Jochen Lempert (1958) de janvier à mars, l'artiste franco-canadienne Kapwani Kiwanga (1978) d'avril à juin et la première rétrospective en France du travail plastique de l'artiste britannique Derek Jarman (1942-1994) ainsi qu'une nouvelle saison de programmation dans la salle de projection du Crédac – le Crédakino – en lien ou non avec le programme d'expostions.

Après la 10ème édition en 2018-2019, le Crédac imagine un nouveau format pour son projet curatorial en ligne Royal Garden.

En 2020, le Crédac développe son projet de résidence d'artiste avec l'accueil de l'artiste francilien Simon Boudvin (1979) dans un nouvel espace dédié. Simon Boudvin bénéficie du Programme régional de résidences d'artistes pour ce projet.

Le Crédac poursuit son renforcement de l'action du Bureau des Publics au travers notamment d'un projet de recrutement destiné à développer de nouvelles modalités d'interaction entre les publics et le Crédac. En plus de son projet éducatif et culturel pluriannuel, le Bureau des Publics initie pour l'année scolaire 2019-2020 – avec le soutien de la Région (EAC) – un programme de résidence d'artiste avec la plasticienne libanaise (qui vit et travaille à Paris) Nour Awada (1985) dans deux lycées d'Ivry.

En septembre 2020, le Crédac achève sa réflexion sur le renouvellement de son identité graphique et la mise en ligne de son nouveau site internet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le CREDAC au titre des Conventions de Développement Culturel à hauteur de 80 000 €, pour l'année 2020, sur une base subventionnable de 226 250 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 en dépenses artistiques, techniques et d'actions culturelles, et d'une quote-part des frais de fonctionnement représentant 20% du budget, déduction faite des impôts et axes, des frais financiers, des dotations aux amortissements et de la mise à disposition gratuite des biens et prestations.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses fonctionnement	38 500,00	5,87%
Personnel lié à la structure	271 500,00	41,39%
Dépenses artistiques	129 000,00	19,66%
Dépenses techniques	14 000,00	2,13%
Dépenses d'action culturelle	13 000,00	1,98%
Communication édition	25 000,00	3,81%
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	165 000,00	25,15%
Total	656 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC	170 000,00	25,91%
Subvention Région (convention développement)	80 000,00	12,20%
Subvention Région (EAC)	6 000,00	0,91%
Subventon CD 94	40 000,00	6,10%
Ville d'Ivry-sur-Seine	170 500,00	25,99%
Autres apports	16 500,00	2,52%
Recette propre d'activité	4 000,00	0,61%
Autres recettes	4 000,00	0,61%
Dons en nature	165 000,00	25,15%
Total	656 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002039 - CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - ANNEE 3 = 2020 - MONTROUGE

Dispositif : Conventions de développement culturel (n° 00001044)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	326 883,33 € HT	6,12 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTROUGE
Adresse administrative : 4 RUE EDMOND CHAMPEAUD
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Etienne LENGEREAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention Fabrique arts visuels est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
La prochaine édition du Salon de Montrouge se déroulera du 25 avril au 20 mai 2020 au Centre culturel et des Congrès, «Le Beffroi ».

Comme en 2019, le prochain Salon souhaite renouveler son engagement envers la création actuelle pour mettre en perspective l'art en plein essor et tisser une cartographie de la scène émergente et de son excellence. Cette nouvelle édition gardera ainsi la forme d'une véritable exposition où la scénographie de Vincent Le Bourdon permettra aux artistes et à leurs œuvres d'entrer en résonance pour révéler les tendances majeures de l'art actuel.

Il sera par ailleurs question d'encourager l'émergence à tous les niveaux de la création et de favoriser son rayonnement à l'échelle nationale et internationale. Dans ce sens chaque édition du Salon de Montrouge est l'occasion de réaliser un projet artistique satellite autour des questions liées à l'actualité artistique. Cet ancrage dans l'actualité permet d'inscrire le travail des artistes sélectionnés dans les problématiques contemporaines et de les sensibiliser aux questionnements du domaine de l'art. Cette année grâce nous

fêtons les 65 ans du Salon en proposant une journée de performance avec les artistes de la sélection et des sélections précédentes.

Nous sollicitons pour cette nouvelle édition une aide de l'Ile-de-France afin de mieux promouvoir la jeune création auprès des différents publics, tout en faisant la promotion pérenne des artistes sélectionnés depuis plusieurs années. En effet, combiner exigence artistique et accessibilité au public le plus large rend incontournable le renforcement du dispositif de médiation, notamment la mise en place d'actions ciblées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le budget prévisionnel 2020 comprend 392 260€ TTC de dépenses éligibles (dépenses artistiques et dépenses d'action culturelle). La structure étant assujettie à la TVA, la base subventionnable sera considérée en HT. La Région soutient donc le Salon de Montrouge au titre des Conventions de Développement Culturel à hauteur de 20 000 €, pour l'année 2020 sur une base subventionnable de 326 833,33 € HT.

Localisation géographique :
- MONTROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	63 195,00	10,97%
Personnel lié à la struture	120 700,00	20,95%
Dépenses artistique	133 200,00	23,12%
Dépenses d'action culturelle	259 060,00	44,96%
Total	576 155,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère Culture	33 250,00	5,77%
Subvention Région	20 000,00	3,47%
Mécénat et sponsoring	41 000,00	7,12%
Autres	12 000,00	2,08%
Recettes propores	439 905,00	76,35%
Ventes de catalogues	5 000,00	0,87%
Département Hauts-de-Seine	25 000,00	4,34%
Total	576 155,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 20001053 - CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL - 2018-2019-2020-2021 - ANNEE 3 =2020 - BETONSALON

Dispositif : Conventions de développement culturel (n° 00001044)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	213 231,00 € TTC	37,52 %	80 000,00 €
		Montant total de la subvention	80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BETONSALON
Adresse administrative : 9 ESPLANADE PIERRE VIDAL NAQUET
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard BLISTENE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention de développement culturel est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
L'association Bétonsalon est Intégrée au sein de l'Université Paris 7 dans le 13ème arrondissement. Elle développe un programme d'expositions et de rencontres de haut niveau tout en cherchant à toucher des publics a priori éloignés de l'art, que ce soit dans le système éducatif (université, lycées, scolaires…), associatif ou citoyen. Inaugurée en février 2016, la Villa Vassilieff, située dans le 15ème arrondissement, est conçue comme une plateforme de recherche artistique dédiée à l'expérimentation de modèles non-linéaires de production et de distribution des savoirs. Elle permet de faire rayonner des artistes en résidence sur le territoire francilien. L'originalité du projet artistique de l'association réside dans une conception du programme d'actions qui se fonde dans une triple démarche :
- Un travail transdisciplinaire : à travers son programme, Bétonsalon créé des zones de contact qui permettent un enrichissement mutuel des disciplines.
- Une prise en compte du territoire au sein duquel Bétonsalon développe ses projets, ainsi que des publics qui le traversent.
- Une recherche constante qui nourrit la construction des activités : Bétonsalon élabore son programme dans une dynamique d'expérimentation des savoirs en constant lien avec chercheurs, enseignants et

théoriciens.

Fort de 15 ans d'existence, Bétonsalon est aujourd'hui une institution reconnue Centre d'art contemporain d'intérêt national par le ministère de la Culture. Cette distinction vient saluer notre engagement en faveur de la création contemporaine et de l'intérêt général mais conforte aussi notre expertise vis à vis de la scène contemporaine internationale. Au fur et à mesure des années nous avons multiplié nos interlocuteurs, nos partenaires, nos amis et nos visiteurs, ce qui nous a permis de bâtir un grand réseau en France et à l'international. C'est cela qui fait notre force, qui nous permet une agilité, une capacité d'adaptation et d'évolution, dans un monde souvent tiraillé et fracturé. Aujourd'hui, l'association gère deux lieux d'exposition et un lieu de résidence ; nous ne ressentons plus le besoin de nous agrandir physiquement, mais de grandir en nouant de nouveaux partenariats, de nouvelles amitiés, en inventant des manière de travailler et de collaborer avec l'existant.

Temps forts 2020

BETONSALON
29.01.2020 - 25.04.2020 /LE SURPLUS (exposition personnelle)
Ève Chabanon - Commissariat : Mélanie - Co-production : Westfälischer Kunstverein Münster
15.05.2020 - 18.07.2020 /PLAYTIME (exposition collective)
Giscard Bouchotte, Bill Kouelany, Dominique Malaquais, Okwui Enwezor
En collaboration avec La Fab. de agnès B. et d'autres lieux culturels de la ZAC PRG
08.09.2020 - 19.12.2020 / EXPOSITION COLLECTIVE DE JEUNES ARTISTES
En collaboration avec l'Ensba Paris et Ensapc Cergy
PROJETS PARTENAIRES / ACADÉMIE VIVANTE
En partenariat avec l'Université Paris Diderot et le CNRS Soutenu par la Fondation Daniel et Nina Carasso

VILLA VASSILIEFF
17.01.2020 - 11.04.2020 / Creative beginnings. Professional end (exposition collective)Kerry Downey, Lou Masduraud, Lorenza Longhi & Maria Toumazou Commisariat : Julia Gardener
28.04.2020 - 18.07.2020 / Exposition Collection SAM ART PROJECT
17.09.2020 - 19.12.2020 / Exposition personnelle
Euridice Kala

RÉSIDENCES - BOURSES /PERNOD RICARD FELLOWSHIP 2020
Bourse de recherche ADAGP & Villa Vassilieff : Euridice Kala
Séjour de recherche FMSH & Villa Vassilieff

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Bétonsalon au titre des Conventions de Développement Culturel à hauteur de 80 000 €, pour l'année 2020, sur une base subventionnable de 213 231 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 en dépenses artistiques, dépenses techniques, des dépenses d'action culturelle et d'une quote-part des frais de fonctionnement, représentant 20% du budget.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	133 763,00	18,73%
Personnel lié à la structure	409 887,00	57,38%
Dépenses artistiques	64 000,00	8,96%
Dépenses techniques	56 650,00	7,93%
Dépenses d'action culturelle	50 000,00	7,00%
Total	714 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC	100 000,00	14,00%
Subvention Région	120 000,00	16,80%
Ville de Paris	310 000,00	43,40%
ASP	4 800,00	0,67%
Mécénat et sponsoring	125 500,00	17,57%
Adagp	20 000,00	2,80%
Prestations de services	6 000,00	0,84%
Reprises sur provisions	28 000,00	3,92%
Total	714 300,00	100,00%

DOSSIER N° 20001042 - CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL - 2018-2019-2020-2021 - Année 3 = 2020 - COEUR D'ESSONNE

Dispositif : Conventions de développement culturel (n° 00001044)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	181 081,00 € HT	27,61 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY 91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur ERIC BRAIVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
Le CAC de Brétigny a réouvert ses portes à l'été 2016 après plusieurs mois de fermeture. Il est depuis dirigé par Céline Poulin qui en a redéfini la ligne artistique. La porosité avec l'environnement immédiat du centre d'art est un axe fort autour duquel est construit le projet. Fédérant les acteurs locaux, la programmation accorde ensemble des expositions dans les locaux du CAC et chez ses partenaires, des résidences, des moments de transmission (ateliers, conférences...) et un espace numérique.

A partir de septembre 2019, le CAC entamera un nouveau cycle de 3 ans intitulé "Esthétiques de l'usage". Continuant à faire de l'usage du lieu le centre de sont attention, et d'accentuer son attention aux usagers, le CAC souhaite chaque année s'associer à des artistes, des chercheurs, ou toute personne travaillant à la frontière de plusieurs disciplines, pour réfléchir à la connexion entre les formes et les usages qu'elles produisent et inversement. Esthétiques de l'usage et usages de l'esthétique, superstructures (2020)
1 «Bestiario de lengüitas», Mercedes Azpilicueta, commissaire invitée Virginie Bobin.

Les résidences : La rencontre avec le contexte particulier du CAC permet à un artiste de se découvrir et d'inventer des formes inédites. Certaines résidences sont de véritables espaces d'apprentissage réciproque entre les savoirfaire des acteurs du territoire et ceux des artistes invités. Ces résidences

d’artistes sur le territoire, en relation
avec les partenaires, investissent la pratique amateur qui devient un des acteurs principaux de l’œuvre. Les résidences résonnent avec les cycles thématiques, pouvant parfois donner lieu à une exposition, mais pouvant également en dépasser la emporalité.
3 «Stray Workers», Xavier Antin (2019—2020) : residence de recherche-création
4 «C.C.C (Club Colombophile du Coeur)», résidence-mission de Eric Giraudet de Boudemange (2019—2020) : residence de recherche-création collaborative
5 «Deux fois mille», Laura Burucoa (2019—2020) : residence de recherche-création collaborative
6 «Brétigny sur Terrasse», Mathis Collins (2019—2020) : residence de recherche-création collaborative
7 «Au-delà des angles du champ», Etienne de France (2019–2020) : residence de recherche-création collaborativ
1 «L’ABCC du CACB», Charles Mazé & Coline Sunier (2016—…) : résidence de recherche-création en graphisme

Les actions d’éducation artistique et culturelle permettent de développer l’appréhension de l’art contemporain auprès des publics du territoire par des ateliers de pratique, des visites, des rendez-vous adaptés à chacun (scolaires, centres de loisirs, seniors...). Plusieurs actions sont conçues en discussion avec les associations locales, l'Éducation nationale et les services municipaux concernés et tout autre partenaire intéressé afin que le CAC soit aussi un espace ressource pour les différents habitants qui composent la ville de Brétigny-sur-Orge, son agglomération et ses environs. Les actions se déplacent aussi chez nos partenaires pour des moments singuliers.

La revue en ligne : La partie «Revue» lancée en juin 2018 permet d’inviter des artistes et des auteurs à penser un contenu spécifique pour le site du CAC. Ce volet éditorial du site internet s'inscrit dans une volonté de penser la transmission comme un pilier de la programmation artistique et d'exploiter, voire d'inventer les nouvelles pratiques de la «médiation 2.0».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la CA Coeur d'Essonne Agglomération au titre des Conventions de Développement Culturel à hauteur de 50 000 €, pour l’année 2020, sur une base subventionnable de 181 081 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 en dépenses artistiques et d'une quote-part des frais de fonctionnement, représentant 20% du budget, déduction faite de l’écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	15 560,00	4,40%
Personnel lié à la structure	181 500,00	51,28%
Dépenses artistiques	156 865,00	44,32%
Total	353 925,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE-DE-FRANCE	68 370,00	19,32%
Subvention Région	65 000,00	18,37%
Subvention département 91	50 000,00	14,13%
Coeur Essonne d'Agglomération	170 555,00	48,19%
Total	353 925,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 20001052 - CONVENTION DE DEVELOPPEMENT CULTUREL - 2018-2019-2020-2021 - ANNEE 3 = 2020 - FETART

Dispositif : Conventions de développement culturel (n° 00001044)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Conventions de développement culturel	198 578,00 € TTC	20,14 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FETART
Adresse administrative	:	121 RUE DE CHARONNE 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jérôme KOHLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
Dédié à la jeune photographie européenne, le festival Circulation(s) propose pour la dizième année consécutive un regard croisé sur l'Europe à travers la photographie. Il a pour vocation de faire émerger les talents de la jeune photographie européenne et de faire découvrir à un large public la création artistique contemporaine innovante. Les objectifs fixés pour les 4 années de conventionnement sont de professionnaliser la structure (sortir du bénévolat et dégager des salaires pour la conception, la préparation et l'organisation du festival), développer les réseaux européens et consolider les liens d'échange déjà existants, développer les actions d'EAC.

L'édition 2019 du festival se déroulera au 104 et rassemblera 43 artistes émergents.

Le festival s'articule autour de plusieurs volets :
- La sélection du jury
- La galerie et l'école invitées
- Les artistes invités
- Focus BIÉLORUSSIE

La sélection du jury (15 artistes) :uUn appel à candidatures international a été diffusé auprès des structures européennes liées à l'image (institutions, festivals, écoles, galeries, médias) auquel plus de 1000 artistes ont répondu. Jugés sur leur qualité artistique, la pertinence de leur travail et la vision personnelle qu'ils expriment, les photographes ont été examinés par un jury de professionnels du monde de l'image, réuni sous la houlette de José Manuel Gonçalvès, directeur du Centquatre-Paris, et de la direction artistique, Audrey HOAREAU.

La galerie et l'école invitées (4 artistes) : pour sa dixième édition, le Festival Circulation(s) a invité à présenter respectivement deux artistes de la FAMU Prague Photography School (Prague), et la Galerie Persons Projects établie à Berlin.

Les artistes invités (20 artistes) : coups de cœur, découvertes, clins d'œil... Plusieurs artistes invités sont accueillis sous forme d'expositions et d'installations au sein du festival.

Focus Biélorussie (4 artistes) : Fort du lancement du projet FOCUS en 2019, cette année le festival a décidé de consacrer une mise en lumière du territoire Biélorusse et de son paysage photographique méconnue. Dans ce cadre, le festival invite 4 photographes biélorusses à exposer à Paris.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le festival Circulation(s) au titre des Conventions de Développement Culturel à hauteur de 40 000 €, pour l'année 2020, sur une base subventionnable de 198 578 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 en dépenses artistiques, techniques et d'actions culturelles, et d'une quote-part des frais de fonctionnement représentant 20% du budget.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnnement	30 690,00	9,83%
Salaires	122 727,00	39,30%
Production des oeuvres	27 100,00	8,68%
Production scénographique	44 500,00	14,25%
Logistique	14 210,00	4,55%
Evénements	36 253,00	11,61%
Communication	12 000,00	3,84%
Communication catalogue	11 500,00	3,68%
Partenariat	6 300,00	2,02%
Frais divers et imprévus	7 000,00	2,24%
Total	312 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	40 000,00	12,81%
Mairie de Paris	35 000,00	11,21%
Ministère de la Culture	59 000,00	18,89%
ADAGP	2 000,00	0,64%
La SAIF	6 000,00	1,92%
Mairie de Paris - Délégation générale aux relations internationale	8 000,00	2,56%
Location Hors les Murs	13 000,00	4,16%
Aide mobilité artistes	5 000,00	1,60%
Studio photo	30 000,00	9,61%
Recettes	61 380,00	19,66%
Catalogue	1 000,00	0,32%
Partenariat Mécénat	51 900,00	16,62%
Total	312 280,00	100,00%

ANNEXE 2 FABRIQUE ARTS VISUELS

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 20001045 - FABRIQUE ARTS VISUELS - 2017-2018-2019-2020- ANNEE 4 = 2020 - APONIA

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	52 380,00 € TTC	25,93 %	13 580,00 €
	Montant total de la subvention		13 580,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS PROMO OUVERT NOUVEAUTE IMAGIN ARTIST
Adresse administrative : 6 AVENUE MONTRICHARD 94350 VILLIERS SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Eva FRISON BARRET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en oeuvre de ce projet nécessite la réalisation de dépenses avant la date de la CP.

Description :
Aponia a été conventionné au titre des Fabriques arts visuels pour la période 2017-2020.

Projet pour l'année 2020:

Il est prévu 5 expositions avec les artistes suivants :
-Pierre-Marie Drapeau-Martin : vidéo - photo - Uniquement création et diffusion de Janvier à Février 2020 au sein de notre structure. Réalisation d'un catalogue à l'issue de l'expostion.

- Marilena Aligizaki : plasticienne - résidence - diffusion et mise à disposition de notre lieu en mars et mai.

- Panagiotis Kefalas : peintre - résidence - diffusion et mise à disposition de notre lieu en mars et mai. Réalisation d'un dépliant.

- Efsevia Michailidou : sculpture - installation - résidence - diffusion et mise à disposition de notre lieu en mars et mai. Réalisation d'un dépliant.

- Alexandra Pelaska : sculpture - céramique - résidence - diffusion et mise à disposition de notre lieu en mars et mai. Réalisation d'un dépliant.

- Evi Roumani : dessin - collage - acquarelle - résidence - diffusion et mise à disposition de notre lieu entre mai et juin. Réalisation d'un dépliant.

- Maria Ibanez : scénographe - peintre - graveur - diffusion et mise à disposition de notre lieu entre mai et juin. Réalisation d'un dépliant.

Chaque artiste sera accueilli au minimum 2 mois. Aponia est constitué d'un lieu d'exposition, de stokage, d'un espace de logement destiné aux artistes, de bureau, avec Wifi, de vidéo projecteurs, d'un espace de détente.

- Marilena Pelosi : dessin (art brut) - diffusion et mise à disposition de notre lieu entre novembre et décembre. Réalisation d'un dépliant.

- Soizic Stokvis : peintre plasticienne - diffusion et mise à disposition de notre lieu en mars et mai. Réalisation d'un dépliant septembre-octobre 2020.

- Faina Kremerman : peintre - résidence -diffusion et mise à disposition de notre lieu en mars et mai. Réalisation d'un dépliant.

- katia Kameneva : plasticienne - résidence -

- Andréas Vousouras : sculpture - installation - résidence - diffusion et mise à disposition de notre lieu en mars et mai. Réalisation d'un dépliant.

- Maria Arendt : art - textile - installation - diffusion et mise à disposition de notre lieu en mars et mai. Réalisation d'un dépliant.

- Georgios Tserionis : peinture - dessin - résidence - diffusion et mise à disposition de notre lieu en mars et mai. Réalisation d'un dépliant.

- Katia Kameneva : plasticienne - résidence - diffusion et mise à disposition de notre lieu en mars et mai. Réalisation d'un dépliant.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Aponia au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 13 580 € sur une base subventionnable de 52 380 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 proposé, déduction faite du différentiel entre l'aide demandée et l'aide obtenue.

Localisation géographique :
- VILLIERS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses fonctionnement	39 800,00	59,58%
Dépenses artistiques	14 000,00	20,96%
Dépenses techniques	8 000,00	11,98%
Dépenses action culturelle	5 000,00	7,49%
Total	66 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Education Nationale	200,00	0,30%
Subvention Région Ile-de-France	28 000,00	41,92%
Subvention commune	4 000,00	5,99%
Mécénat et sponsoring	33 700,00	50,45%
Autre SAIF	900,00	1,35%
Total	66 800,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-132

DOSSIER N° 20001054 - FABRIQUE ARTS VISUELS - 2017-2018-2019-2020 - ANNEE 4 = 2020 - SIANA

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	211 300,00 € TTC	18,93 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SIANA
Adresse administrative : 1 SQUARE DE LA RESISTANCE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HERV PERARD, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention Fabrique arts visuels est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
Pour l'année 2020, nous nous appuyons sur la résidence de Marie-Julie Bourgeois et Barthélémy Antoine-Lœff (octobre 2019-juin 2020, soutenue par la Région Ile de France) pour enrichir nos échanges avec le monde scolaire et étudiant, avec la complicité des enseignants/des chercheurs et des nombreux pédagogues qui font de la ville d'Évry-Courcouronnes un pôle éducatif et culturel attractif pour le sud-francilien

Nous proposons de nombreux workshops qui permettront à des associations étudiantes (clubs d'aéronautique, de réalité virtuelle…) ou d'Éducation populaire (Planète Sciences, Maisons de Quartiers…) de découvrir les enjeux de la conquête spatiale et ceux du changement climatique ; la seconde partie de la résidence sera d'ailleurs consacrée à la réalisation de maquettes (photos, posters, vidéos, dioramas…) qui seront présentées au public.

Cette exigence nous a placé au cœur de nombreux dispositifs éducatifs et d'innovation sociale : notre programme EAC (CRÉAC de la Région pour 2019-2021) les Cités Éducatives, le label Unesco de Ville Apprenante -tout au long de la vie-, l'inclusion numérique ou les Micro-folies (3 micro-folies sont en cours

de programmation sur l'Agglomération Grand Paris avec des projets de formation et d'expositions artistiques pilotés par SIANA).

Cette approche polyvalente des arts visuels et des arts et cultures numériques, nous a permis de débuter, dès 2019/2020, un dialogue fécond avec le Centre Pompidou qui cherche à renouveler son approche du public à l'occasion de son implantation à Massy ; nous pouvons ainsi envisager de diffuser un cycle « Punk et féminisme » dans les établissements d'enseignement supérieur qui connaissent une grande discrimination dans l'égalité F/H… et réfléchir avec des artistes comment créer un jeu vidéo qui évoque les réserves (cachées) de Massy.

Dans le même esprit, nous avons initié un rapprochement entre des structures porteuses de projets « Arts-sciences-société » autour des arts visuels/arts numériques : La Chaire Arts-Sciences (Polytechnique-ENSAD-Fondation Carasso), La Diagonale Paris-Saclay, le Collectif Culture 91 et le CAC de Brétigny, sous l'égide de SIANA et du Domaine Départemental de Chamarande. Ce projet, qui est soutenu par la Région au titre d'un Appel À Projet sur la Culture Scientifique et Technique, est pionner puisqu'il amène les artistes en position de chercheurs de nouvelles narrations et de nouveaux langages pour imaginer le monde de demain – et cela avec le même crédit que les scientifiques !

Cette démarche commune a permis à certains de s'engager plus résolument dans l'émergence artistique : commissariat artistique et accompagnement d'artistes dans la durée (et pas seulement sous forme d'Appels À Projets), pour d'autres, comme la Chaire Arts-Sciences, d'offrir des sorties de thèses/résidences en dehors des lieux universitaires ou pour SIANA d'élargir son dialogue avec les scientifiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'Association SIANA au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 40 000 € sur une base subventionnable de 211 300 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 et déduction faite des impôts et taxes (1 600 €), des charges diverses de gestion courante (3 000 €), des charges financières (600 €) et des dotations aux amortissements (3 000 €).

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	61 500,00	28,02%
Services extérieurs	3 900,00	1,78%
Autres services extérieurs	22 500,00	10,25%
Impôts et taxes	1 600,00	0,73%
Charges de personnel	123 400,00	56,22%
Charges diverses de gestion courante	3 000,00	1,37%
Charges financières	600,00	0,27%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 000,00	1,37%
Total	219 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Recettes propres	38 000,00	18,58%
DRAC	15 000,00	7,33%
Dicream	5 000,00	2,44%
Région Fabrique	40 000,00	19,56%
Région CREAC	20 000,00	9,78%
Région CSTI	30 000,00	14,67%
Conseil départemental 91	38 000,00	18,58%
Agglo Grand Paris sud	15 000,00	7,33%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 000,00	0,98%
Reprise dotations	1 500,00	0,73%
Total	204 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 20001043 - FABRIQUE ARTS VISUELS - 2018-2019-2020-2021 - ANNEE 3 = 2020 - PARTI POETIQUE

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	342 739,00 € TTC	5,84 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARTI POETIQUE
Adresse administrative : 25 RUE ROLAND VACHETTE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Uli SEHER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
C'est en considérant la cuisine comme un acte fondamental et majeur du patrimoine culturel que le projet Mieux ! a été développé par le Parti poétique, intégrant la création d'une Académie de cuisine avec Alain Ducasse, articulée à la reprise de la dernière Ferme maraîchère du 19e siècle encore en activité aux portes de Paris à Saint-Denis. Pensé comme un lieu de fabrique et de production à l'échelon régional, le projet du Parti Poétique se développe également à l'international (des partenariats se construisent avec d'autres lieux innovants en Europe, comme Campo Adentro en Espagne, ArtMill en République Tchèque…).

Après une première année d'ouverture ayant permis de réunir plus de 4500 personnes dans le cadre de la programmation annuelle à Zone Sensible – Ferme Urbaine de Saint-Denis, le Parti Poétique a fait le choix de renforcer sa programmation culturelle et pédagogique sur le site en 2019-2020, afin d'en faire un équipement culturel singulier sur le territoire Francilien et particulièrement Sequano-dionysien.

L'année 2020 sera articulée autour de deux grandes périodes:
• Novembre 2019 à Mars 2020 : travaux d'aménagements de Zone Sensible, amélioration de la capacité d'accueil du site, création de toilettes handicapées, création d'une cuisine professionnelle, création d'un espace d'accueil, éclairage du site etc.

• Fin mars à Octobre 2020 : ouverture de Zone Sensible les samedis et développement de la programmation pédagogique, culturelle et participative.

Une programmation culturelle pluridisciplinaire (rencontres, cinéma en plein air, expositions, concerts …) sera ainsi de nouveau développée en 2020 tout au long de l'année. Gratuite et ouverte à tous, cette programmation permettra de développer des partenariats avec des structures culturelles aux échelles à la fois locales et régionales, nationales et internationales (programme Européen avec Coal).

2020 sera également une année très importante quant au développement du projet MIEUX! avec notamment le lancement de la phase de réalisation de l'Académie de cuisine avec Alain Ducasse, et les partenaires publics et privés du projet… montage juridique, budgétaire, démarrage des études du programme de construction.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le Parti poétique au titre des Conventions Fabriques Arts visuels à hauteur de 20 000 €, pour l'année 2020, sur une base subventionnable de 342 739 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 déduction faite des frais financiers, des impôts et taxes et des contributions volontaires en nature.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	43 000,00	11,87%
Services extérieurs	77 409,00	21,36%
Autres services extérieurs	28 916,00	7,98%
Impôts et taxes	5 881,00	1,62%
Charges du personnel	192 414,00	53,10%
Frais financiers	745,00	0,21%
Emplois des contributions volontaires en nature	14 000,00	3,86%
Total	362 365,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Europe	15 000,00	5,78%
Subvention Etat	31 500,00	12,13%
Subvention Région	20 000,00	7,70%
Subventon Département	31 600,00	12,17%
Subvention ville de Saint Denis	5 000,00	1,93%
Autres subventions	141 500,00	54,51%
Autres produits	1 000,00	0,39%
Contributions volontaires en nature	14 000,00	5,39%
Total	259 600,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 19011703 - FABRIQUE ARTIS VISUELS - 2019-2022 - ANNEE 2 = 2020 - L'ABOMINABLE

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	161 221,00 € TTC	37,22 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ABOMINABLE
Adresse administrative : 30 RUE DE GENEVE
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Juliette WAGMAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce programme nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
L'Abominable est un laboratoire cinématographique partagé pour des cinéastes qui travaillent sur pellicule. Depuis l'avènement du numérique, le traitement des films en pellicule est un savoir très recherché (par les musées et les centres d'art). Le laboratoire est aussi souvent sollicité par des écoles de cinéma pour transmettre ce savoir argentique aux chefs opérateurs et réalisateurs.

L'activité principale de l'association est la "Fabrique cinématographique" qui accueille des artistes franciliens en résidence pour qu'ils réalisent in situ leurs projets. L'Abominable met à leur disposition des matériels et des produits qui leur permettent à la fois de développer leurs films, de les monter, de bénéficier de conseils de professionnels et d'effectuer sur place des projections afin d'évaluer leur travail.

Son activité intègre une dimension régionale dans l'accueil des artistes ainsi que dans la diffusion des œuvres en partenariat avec des cinémas et des festivals franciliens. Les actions culturelles sont en forte augmentation et la sensibilisation des scolaires touche les 3 niveaux (écoles, collèges, lycées). Le rayonnement de la structure dépasse largement le cadre régional, puisque L'Abominable met en place des partenariats avec des festivals et des cinémathèques à l'international.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de reconduire son soutien à L'Abominable au titre des Fabriques arts visuels. L'aide régionale est reconduite à l'identique, à hauteur de 60 000 € sur une base subventionnable de 161 221 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	95 444,00	57,42%
DEPENSES ARTISTIQUES	70 777,00	42,58%
Total	166 221,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION CNC	45 000,00	27,07%
CONTRAT DE VILLE	5 000,00	3,01%
REGION ILE-DE-FRANCE	65 000,00	39,10%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SEINE ST DENIS	15 000,00	9,02%
COMMUNE DE LA COURNEUVE	8 100,00	4,87%
Prestations de services	5 311,00	3,20%
Contributions du Lycée professionnell Denis Papin	1 100,00	0,66%
Produits de gestion courante	21 710,00	13,06%
Total	166 221,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 20001026 - FABRIQUES ARTS VISUELS -2019-2020-2021-2022- ANNEE 2 = 2020 - V3M

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	123 560,00 € HT	12,14 %	15 000,00 €
		Montant total de la subvention	15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : V3M
Adresse administrative : 5 RUE PERREE
75003 PARIS 03
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques FOLZENLOGEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
V3M est une association de plasticiens crée en 2001. Elle a pour but le développement de projets culturels dans l'espace public avec comme ligne directrice les arts urbains et les pratiques de création développées par des artistes autodidactes. L'association a été soutenue par le CD91 à partir de 2004 et par la Région Ile de France dès 2006. Elle a ensuite bénéficié de deux conventions trienales au titre des Fabriques de culture. Les projets de démolition des locaux occupés par l'association pendant 15 ans à Ris Orangis dans le cadre de l'aménagement d'une ZAC ont conduit l'association à chercher de nouveaux locaux. En novembre 2015 elle a signé une convention d'occupation de 9 ans avec l'AEV dans la réserve des bruyères de Saint Assises en Seine et Marne.Elle s'est installée en 2017 dans des locaux qu'elle réhabilite progressivement. En 2018, V3M a accueilli 5 équipes artistiques et 5 artistes, elle a organisé 13 expositions.

Dans le cadre d'un nouveau conventionnement, elle souhaite développer l'offre d'accueil destinée aux artistes, notamment les outils de production (machines à bois et métal, studio de prise de vue, labo de montage) et la coopérative pour l'achat de matériaux. Elle souhaite également augmenter le nombre de résidences, renforcer son ancrage local et son réseau, organiser des expositions dans les espaces culturels, des interventions dans les écoles, collèges et lycées.

Projet 2020 :

- développer les constructions monumentales en bois pour les festivals ;
Luluberlu à Blagnac 31, We love Green et Solidays à Paris 75 avec l'invitation d'artistes extérieurs en résidence liée à ces projets.
- plusieurs projets acquis, pour des réalisations de fresques sur l'espace public avec GRDF la SNCF et ENEDIS sur le département du 91.
- accueil des répétitions et des montages de décor pour des troupes du cirque de Slava avec le Moulin Jaune 77.
-réalisation d'une œuvre à la biennale d'art contemporain de Tbilissi en Géorgie.
- réalisation d'une sculpture pour la ville de Grigny : hommage aux ouvriers italiens des carrières de meulière.
- expositions du travail des artistes temporaires et permanent collectives ou personnels dans des communes d'Ile de France.
- développer un projet art et nature avec L'AEV et les associations de Naturalistes locales : Proposer des résidences sur ce thème et inviter des artistes à travailler sur un projet plastique intégrant ces deux composantes.

Action culturelle 2020 :
- poursuite des différents ateliers d'arts plastiques avec les écoles, collèges, Lycées, MJC et écoles spécialisés. Les publics visés sur cette partie de notre action sont des jeunes de 6 à 18 ans. Les ateliers se traduisent par la réalisation de fresque au sein même des établissements concernés. Les ateliers à l'IME saint Germain des Arpajon à lieu tout lundi. Les autres ateliers sont sous formes de prestation de 6 à 10 séances dans les différentes villes et établissements cités au chapitre D.
Nous allons faire des visites d'art urbain avec les élèves du collège de Champcueil 91.
Les ateliers sont organisés et réalisés par Mickael Esprin Peintre.

- organisation des stages de forge avec notre artisan coutelier Claude Dubois.
Des visites culturelles avec la paroisse de Ponthierry. Pour nos prochaine Portes ouverte fin juin 2020 et fin septembre 2020 : une journée mixte nature et culture avec visite des ateliers et rencontre avec les artistes de la fabrique ainsi qu'une visite de la réserve avec découverte de la faune et la flore locale avec l'association « le cercle des naturalistes de Corbeil Essonne » et le concourt de l'AEV.
Le public visé pour ces actions est un public local Senior.

Deux des artistes de la fabrique seront en résidence pendant deux ans sur la ville de Saint Michel sur Orge avec l'association la Lisière et le bailleur Toit et joie pour une réalisation avec les habitants.
Les publics visés sont des familles et des habitants de la résidence.

Mickael va commencer un atelier qui va s'étaler sur deux ans avec le lycée Jean-Pierre Timbaud à Brétigny-sur-Orge 91. Atelier de street-art et réalisation de fresques avec le concours des lycéens dans les parties communes du lycée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient V3M au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 15 000 € sur une base subventionnable de 123 560 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 proposé, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.

Localisation géographique :
- BOISSISE-LA-BERTRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnenment	26 560,00	19,17%
Dépenses artistiques	112 000,00	80,83%
Total	138 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	30 000,00	21,65%
Recettes propores d'acitivités	75 360,00	54,39%
Autres recettes	25 200,00	18,19%
Ventes	8 000,00	5,77%
Total	138 560,00	100,00%

DOSSIER N° 20001027 - FABRIQUES ARTS VISUELS -2019-2020-2021-2022- ANNEE 2 = 2020 - LA SOURCE VILLARCEAUX

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	350 027,00 € TTC	36,00 %	126 000,00 €
	Montant total de la subvention		126 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA SOURCE VILLARCEAUX
Adresse administrative : DOMAINE DE VILLARCEAUX
95710 CHAUSSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Magalie DEA-FESCHOTTE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention Fabrique arts visuels est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
Créée en 1991 à l'initiative du peintre Gérard Garouste, La Source est une association d'intérêt général à vocation sociale et éducative par l'expression artistique, à destination des enfants et des jeunes en difficulté et de leurs familles. Elle est née de la conviction que la création artistique peut venir en soutien de l'action sociale, afin de lutter contre l'exclusion sous toutes ses formes. Désormais implantée dans neuf départements, en milieu rural et, plus récemment en milieu urbain, elle porte l'idée que l'art est un acteur fondamental dans la construction de la société et contribue à la valorisation de l'individu dès son plus jeune âge. L'association intervient dans 9 lieux d'accueil en activité dans 9 départements. Depuis 2003, à la demande du Conseil régional d'Ile-de-France et du Conseil départemental du Val-d'Oise, La Source-Villarceaux est installée dans le Domaine de Villarceaux sur la commune de Chaussy et, plus particulièrement, sur le territoire du Vexin français. Son action se déroule en petits groupes d'une douzaine d'enfants, sous forme d'ateliers menés par des artistes professionnels, en lien avec des animateurs socioculturels, dans de nombreux domaines : peinture, gravure, sculpture (terre, bois, forge), photographie, vidéo, installation, arts de la scène, etc. Ces ateliers permettent aux jeunes de se construire en développant leur créativité, en les responsabilisant sur le plan personnel et collectif et en travaillant avec eux la confiance en soi et l'esprit d'initiative. Elle favorise la mixité sociale d'enfants de 6 à 18 ans, souvent confrontés à des difficultés d'adaptation sociale et/ou scolaire. La Source-Villarceaux

accompagne les enfants sur le long terme, parfois plus de dix ans. C'est un outil efficace pour le travail en lien avec les partenaires sociaux (éducateurs spécialisés, assistants sociaux…), c'est aussi un lieu bénéfique au renforcement du tissu familial. Elle est ouverte aux collectivités locales et aux établissements scolaires, avec lesquels elle développe des ateliers spécifiques. La Source-Villarceaux permet une reconnaissance effective des talents des jeunes à travers des manifestations publiques valorisant leurs travaux, et des spectacles. Le rôle de l'association est aussi de rendre accessible le monde de l'art et de la culture à l'ensemble des populations locales, par le biais d'expositions et en soutenant de jeunes artistes grâce à des résidences.

Une thématique artistique annuelle est retenue pour tous les sites de La Source (2019 : Les nouvelles tribus, 2020 : La Planète). En 2020, La Source Villarceaux organisera de nombreux ateliers, notamment en lien avec des structures sociales et éducatives du département . Elle accueillera également en résidence l'artiste Sophie Truant.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient La Source Villarceaux au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 126 000 € sur une base subventionnable de 350 027 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 et déduction faite des impôts et taxes (2 727 €).

Localisation géographique :
- CHAUSSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	50 400,00	14,13%
Impôts et taxes	2 727,00	0,76%
Personnel lié à la structure	124 042,00	34,77%
Dépenses artistiques	124 244,00	34,83%
Dépenses d'action culturelle	51 341,00	14,39%
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	3 987,00	1,12%
Total	356 741,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Subvention Acquis	20 000,00	5,61%
Subvention Région solicité	126 000,00	35,32%
Subvention Parc Naturel du Vexin sollicité	15 000,00	4,20%
Subvention département 95 sollicité	69 000,00	19,34%
Subvention département DSDEN 95 sollicité	15 000,00	4,20%
Communes CCVVS sollicité	2 000,00	0,56%
Mairie de Marines sollicité	3 300,00	0,93%
Autres apports	60 954,00	17,09%
Recettes propres d'activités	40 300,00	11,30%
Subvention investissement versée au résultat	1 200,00	0,34%
Contributions volontaires en nature	3 987,00	1,12%
Total	356 741,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 20001048 - FABRIQUE ARTS VISUELS 2019-2020-2021-2022- ANNEE 2 = 2020 - MU

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	2 257 100,00 € HT	2,22 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MU
Adresse administrative : 12 RUE D'ORAN
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur David GEORGES-FRANCOIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention Fabrique arts visuels est valable pour l'année civile 2020. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
Créé en 2002, le Collectif MU est une structure de production artistique spécialisée dans les domaines de l'art sonore, de la musique et des nouveaux médias. Il conçoit et produit des interventions artistiques caractérisées par leur rapport au territoire et mène une recherche aux frontières de la création, de la technologie et des sciences. Le Collectif MU accueille chaque année des artistes en résidence, développant des projets collectifs et favorisant le partage des savoir-faire et des outils. Parallèlement MU organise des ateliers et des workshops. En 2016, le Collectif MU a également ouvert les portes de La Station - Gare des Mines, dans le cadre des sites artistiques temporaires, démarche d'urbanisme transitoire initiée par SNCF Immobilier. Au carrefour de Paris, Saint-Denis et Aubervilliers, La Station — Gare des Mines est un laboratoire convivial et festif consacré aux scènes artistiques émergentes, fondé sur les vestiges d'une gare désaffectée. Depuis, L'association articule son activité autour de La Station et de son rôle de producteur artistique et d'incubateur culturel. À la fois pôle d'attraction et lieu de rencontre pour les riverains et habitants du quartier, La Station se conçoit comme un espace modulaire et flexible qui permet de mixer les usages possibles et les formes présentées : une programmation foisonnante prolongée d'un effort de désenclavement entre pratiques artistiques et publics avec des concerts, des

projections en plein air, des expositions et des animations culturelles de proximité. La Station a également inauguré en 2017 un incubateur culturel en développement, doté d'espaces de fabrique au service d'artistes et de projets accueillis en résidence. La Station - Gare des Mines se définit par la densité de sa programmation artistique et la flexibilité de ses usages créatifs et récréatifs, propices à générer des initiatives innovantes et de nouveaux liens sociaux : à la fois lieu de ressources mutualisées (studios de création et de répétition, fab-lab...), creuset de multiples initiatives innovantes en relation avec le territoire au sens large et lieu de vie ouvert sur le quartier (dimanche stationnaire, projections à prix libre…). Le Collectif MU construit son expertise autour d'un CA qualifié et d'un duo de co-fondateurs, issus de l'équipe pédagogique de l'école du Fresnoy.

Lors des quatre années de conventionnement, le colectif Mu souhaite continuer à impliquer et animer le territoire dans lequel il s'inscrit, tout autant qu'à plus grande échelle, métropolitaine et internationale, dans une stratégie de dissémination des savoir-faire artistiques et techniques qu'elle convoque depuis sa création. La Station cherchera à affirmer son identité particulière de "tiers lieux", tant par l'accueil de formes artistiques hybrides croisant musique et arts visuels, que par la volonté d'accueillir des publics diversifiés (projets avec des centres sociaux, des publics scolaires...). En tant que lieu de travail et de production où se croisent des savoir-faire mutualisés autour du son et de la musique, des pistes de développement issues de processus de fertilisation se concrétiseront à travers divers projets et recherches :
- un travail sur les émergences artistiques, l'interaction et la participation des habitants et des usagers afin de les faire participer au renouvellement de l'offre artistique et culturelle complété par un travail d'essaimage sur le territoire (hors les murs) notamment dans la perspective des mutations urbaines et des réaménagements liés aux JO 2024;
- réflexion sur une nouvelle offre de formations à destination des artistes et jeunes par le biais d'un travail mené en coopération avec d'autres tiers-lieux culturels en Ile-de-France;
- travail sur de nouveaux formats qui croisent musique, arts numériques et arts visuels, du niveau régional à l'international, que ce soit en tant que coordinateur, producteur, ou membre de plusieurs réseaux professionnels (MAP, Chambres Syndicale, réseau innovation & culture CLIC-France). Le collectif Mu participera également à la redéfinition du programme Europe Creative 2021-2027 et notamment son volet musical "Music Moves Europe" qui vise à identifier les potentiels d'innovation dans le renforcement des capacités du secteur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le Collectif MU au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 50 000 € sur une base subventionnable de 2 257 100 € correspondant au montant du budget prévisionnel HT 2020 déduction faite des dotations aux amortissements et des impôts et taxes.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses fonctionnnement	936 500,00	39,15%
Personnel lié à la strurcture	471 200,00	19,70%
Dépenses artistiques	727 700,00	30,42%
Dépenses techniques	180 300,00	7,54%
Dépenses actions culturelles	62 400,00	2,61%
Excedent	14 000,00	0,59%
Total	2 392 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture	47 500,00	1,99%
Autre subvention Etat	8 000,00	0,33%
Subvention Région	50 000,00	2,09%
Subvention Département 93	3 800,00	0,16%
Subvention commune de Paris	76 800,00	3,21%
Recettes propres	2 061 000,00	86,16%
Autres recettes	90 000,00	3,76%
Autres apports	55 000,00	2,30%
Total	2 392 100,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 – CP – 2020 -132

DOSSIER N° 20001025 - FABRIQUES ARTS VISUELS -2019-2020-2021-2022- ANNEE 2 = 2020 - SYNESTHESIE

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	197 900,00 € TTC	25,27 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNESTHESIE MMAINTENANT
Adresse administrative : 8 T PASSAGE DE JOUY
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCK LAMY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP. L'aide proposée dans le cadre de la convention Fabrique arts visuels est valable pour l'année civile 2019. Le démarrage anticipé permet de prendre en compte les dépenses réalisées entre le 1er janvier et la date de la CP.

Description :
De 1995 à 2015, l'association Synesthésie s'est imposée comme un pôle de recherche en accompagnant la révolution numérique dès ses prémices et a participé activement aux réflexions et débats sur les enjeux de société à l'ère du numérique. L'association s'est constituée comme une interface entre artistes, publics et territoire en collaborant avec plus d'une centaine d'artistes, organisant trente-cinq expositions et produisant une trentaine d'œuvres créées et diffusées spécifiquement pour le médium Internet, publiant douze numéros de la revue en ligne « Synesthésie », mettant en œuvre plus d'une trentaine d'ateliers « Art & numérique », plus de vingt conférences et rencontres publiques. En 2016, l'association a connu un changement de direction. Julien Duc-Maugé a pris la succession d'Anne-Marie Morice fondatrice de Synesthésie. Dès son arrivée, il a affirmé sa volonté de positionner Synesthésie comme un espace en projet, rompant en partie avec l'idée d'un centre d'art dédié exclusivement aux arts numériques, mais conservant ce qui a constitué son ADN depuis sa création : l'envie de penser les relations de la création et de l'expérimentation artistique au territoire et à ses habitants.

En 2018, Synesthésie pérennise son implantation dans le centre-ville de Saint-Denis avec l'ouverture d'un nouvel espace permanent de plain-pied de 150 m2. Le lieu et le projet artistique qui y est développé sont

dénommés MMAINTENANT.

Pour 2020, Synesthésie propose :

DES RESIDENCES DE CREATION :
- Bonjour Monde (Lucas Descroix et Arman Mohatdji) : graphistes (Fin de projet : printemps 2020)
- Clara Pacotte : artiste plasticienne (Période : Mars – Novembre 2020)
- Matthieu Saladin : artiste plasticien (Dates du projet : premier semestre 2020)
- Sandrine Honliasso : commissaire d'exposition (Dates : septembre – décembre 2020)

RESIDENCE TERRITORIALE : Clara Pacotte

PARCOURS D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE :
- Intervention de l'artiste Clara Pacotte au lycée Suger, Saint Denis.
- Intervention de l'artiste Sarah Garcin au collège Raymond Poincarré, la Courneuve:
du 13 au 19 janvier 2020
- Intervention de l'artiste Sarah Garcin Lycée Suger, Saint-Denis:

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Synesthésie au titre des Fabriques Arts visuels à hauteur de 50 000 €, pour l'année 2020, sur une base subventionnable de 197 900 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 déduction faite des services bancaires (300 €).

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	28 050,00	14,15%
Autres charges de fonctionnement	300,00	0,15%
Personnel lié à la structure	116 110,00	58,58%
Dépenses artistiques	28 400,00	14,33%
Dépenses d'action culturelle	25 340,00	12,79%
Total	198 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Total	0,00	100,00%

DOSSIER N° 20002665 - FABRIQUE ARTS VISUELS - 2019-2020-2021-2O22 - ANNEE 2 = 2020 - GLASSBOX

Dispositif : Fabriques arts visuels (n° 00001045)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fabriques arts visuels	115 275,90 € TTC	36,43 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GLASSBOX
Adresse administrative : 4 RUE MORET
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SABRINA ISSA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
Depuis sa création, le projet Glassbox s'est affirmé comme un programme d'actions collaboratives à destination des artistes, des publics et d'acteurs du secteur culturel. L'équipe de Glassbox propose des formats hybrides de production et de diffusion de l'art contemporain. Glassbox s'attache à mettre en lumière les mécanismes au cœur de la création et se pose comme un tremplin à destination des jeunes artistes en mettant à leur disposition un espace de production et d'exposition de 50m2 conçu en 2011 par l'agence Freaks Architecture (Frac Aquitaine, futures réserves deu Frac IDF à Romainville...) dans le 11ème arrondissement de Paris. Une centaine d'artistes et de créateurs sont invités à y travailler chaque année. Cette fabrique est un lieu ouvert sur l'extérieur et sur toutes les étapes de la création. Gérée depuis 1997 par des artistes Glassbox est membre du réseau des artist run spaces, qui compte près de 180 membres à travers le monde (Europe, Asie, Amériques...).

En 2020, Glassbox maintient ses différents programmes de production/exposition :
– 3 temps de résidences de 3 à 4 semaines suivis d'expositions de 2 à 3 semaines.
– 4 éditions « Grande Forme » : production d'expositions spontanées montées en quelques heures, visibles durant 3 jours ponctués de rencontres, évènements, performances, projections.
– 1 édition « Grande Forme Edition » : Idem, orienté édition indépendante et livre d'artiste, avec des propositions de mise en espace qui sont des installations à part entière.

– Différents lancement de revues (le soir, en fonction des propositions et du calendrier)
– 1 résidence longue d'été : l'Estive #6, 1mois et demi de résidence suivi d'un mois d'exposition à la rentrée.
– 3 temps « Equipe de Nuit » (programme à forte contrainte conçu par Glassbox) : projet d'intervention interstitiel avec les étudiants de 5eme année des Beaux-Arts d'Annecy, qui proposeront des oeuvres venant augmenter, pendant la nuit, les expositions en cours. Chaque « augmentation » est mise en place le soir et ôtée le matin.
– Polder #4 (programme à forte contrainte conçu par Glassbox) : Le programme se déroule en 2 temps. Le premier est une insertion discrète dans les expositions « officielles ». Pour chacune d'elles, une pièce, produite pour le Polder à venir, est déjà présentée mais occupe dans l'exposition une place ambiguë puisqu'il y possède une autre fonction que celle d'une oeuvre d'art. Qu'il s'agisse d'un bureau ou d'une bibliothèque, d'une machine à café ou d'un présentoir, il infiltre clandestinement une autre programmation.
Dans un second temps, ces objets sont rendu « visibles » à l'occasion d'une d'exposition rétrospective.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Glassbox au titre des Fabriques arts visuels à hauteur de 35 000 € sur une base subventionnable de 115 275,90 € TTC correspondant au montant du budget prévisionnel 2020 proposé, déduction faite des travaux et de l'emploi des contributions volontaires en nature.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	52 423,90	39,20%
Services extérieurs	14 040,80	10,50%
Autres services extérieurs	12 698,60	9,50%
Impôts et taxes	11 400,72	8,53%
Charges du personnel	24 711,88	18,48%
Emplois des contributions volontaires en nature	18 450,00	13,80%
Total	133 725,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	8 150,00	6,09%
Subvention DRAC	5 000,00	3,74%
Subvention Région Fabrique	35 000,00	26,17%
Subvention Région Forte	20 000,00	14,96%
Subvention région investissement (sollicité)	22 825,90	17,07%
Mairie de Paris Fonctionnement	12 000,00	8,97%
Mairie de Paris investissement (sollicitée)	10 000,00	7,48%
ASP Service civique	2 300,00	1,72%
Contributions volontaires en nature	18 450,00	13,80%
Total	133 725,90	100,00%

ANNEXE 3 AIDE AUX MANIFESTATIONS D'ARTS PLASTIQUES, NUMERIQUES ET URBAINS

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 20001056 - 3ème saison culturelle "Jardins Partagés" - LES MAGASINS GENERAUX

Dispositif : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains (n° 00001047)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	332 000,00 € HT	7,53 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES MAGASINS GENERAUX
Adresse administrative : 7 RUE DE L'ANCIEN CANAL
93500 PANTIN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Rémi BABINET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
" Jardins partagés " est la troisième saison culturelle d'été des Magasins généraux qui se déroulera du 26 juin au 20 septembre 2020. Dédiée à la transition écologique et sociale, cette saison est une invitation à repenser le vivre ensemble et notre rapport à l'environnement, en prenant l'échelle locale comme point de départ. Elle mêle une
exposition de jardins d'artistes, un festival en plein air, un colloque et la publication d'un livre.

Au cœur de cette troisième saison, l'exposition « Jardins partages » invite une dizaine d'artistes internationaux – plasticiens, paysagistes, architectes, designers, chefs cuisiniers, reconnus ou émergents – à créer ou à activer un jardin urbain en collaboration avec un comité´scientifique et une communauté´ de Pantin ou des alentours.
Ces œuvres-jardins seront présentées au sein des Magasins généraux et dans l'espace public, autour du bâtiment et le long du canal de l'Ourcq. Animées avec la participation éventuelle des visiteurs et d'acteurs locaux, elles seront autant que possible pérennisées ou réemployées dans la ville à l'issue de l'exposition.

Les jardins partagés sont des poèmes collectifs qui se dessinent au fil du temps, des lieux d'évasion et de

rêverie, de rencontre et de métamorphose, à la croisée des enjeux de la transition écologique et du développement durable. Ils condensent des réflexions essentielles à l'ère de l'Anthropocène, sur le lien social, le climat, la biodiversité´, les
ressources naturelles, la résilience, la santé, l'alimentation, l'urbanisme, ou les nouveaux modes de production et de consommation. Les points de vue s'y mêlent pour anticiper le futur et imaginer des solutions aux préoccupations contemporaines, du local au global, de la plante à la planète, en passant par l'écosystème, la communauté´et la
ville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient les Magasins Généraux au titre des aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 332 000 € correspondant au budget prévisionnel HT déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.
Cette subvention est allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la commission européenne, publiée au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	22 200,00	5,89%
Dépenses artistiques	212 600,00	56,39%
Dépenses tecniques	85 100,00	22,57%
Dépenses communication	34 400,00	9,12%
Dépenses d'actions culturelles	22 700,00	6,02%
Total	377 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	70 000,00	18,57%
Subvention commune	20 000,00	5,31%
Mécénat et sponsoring	275 000,00	72,94%
Billeterie	6 000,00	1,59%
Divers	6 000,00	1,59%
Total	377 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 20001070 - 20EME EDITION EXPOSITION PARCOURS SAINT-GERMAIN

Dispositif : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains (n° 00001047)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	104 000,00 € HT	2,88 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : API FEW
Adresse administrative : 12 RUE VISCONTI
75006 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame ANNE-PIERRE D'ALBIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
Crée en 2000 par Anne-Pierre D'Albis afin de repondre à une demande des acteurs du quartier en manque de visibilite culturelle, le Parcours est une initiative precurseur qui a contribué à redonner un souffle artistique à Saint-Germain-des-Pres.
Le Parcours installe chaque année pendant une dizaine de jours des œuvres d'art contemporain dans les lieux emblématiques du quartier: boutiques, cafés, hôtels, restaurants, squares et places.
Il a pour mission de redonner à Saint-Germain de son éclat culturel, et d'inscrire ce quartier dans la création contemporaine.
Depuis 20 ans, le Parcours a exposé plus de 600 artistes, francais et internationaux.
Les expositions sont gratuites et libre d'acces.
Initiative prive´e, le Parcours est soutenu par la Direction des Affaires Culturelles de la Ville de Paris et la Mairie du 6e.

Pour cette 20eme édition, nous souhaiterions pouvoir exposer plus d'œuvres en extérieur, dans l'espace public et cherchons des ressources pour ce faire.

Le Parcours Saint-Germain est un projet d'envergure local, il concerne les Parisiens et habitants d'Ile de France.
Ce projet a un rayonnement important, il permet a tout un chacun de découvrir des œuvres d'art dans un contexte inattendu et accessible facilement.

Fondatrice du Parcours Saint-Germain, Anne-Pierre d'Albis est commissaire d'expositions indépendantes. Collectionneuse a` titre personnel, elle est active dans le milieu de l'art contemporain et est membre de plusieurs comités influents dans le milieux de l'art contemporain.
Alice Gotheil rejoint Anne-Pierre en 2012 et prend la direction du¿Parcours Saint-Germain.¿ Après être passée par de grandes maisons tels que la FIAC puis le Centre Georges Pompidou, elle se lance à son compte en 2012.
Formation et organisation des équipes chargées de mettre en œuvre le projet :
Anne-Pierre d'Albis et Alice Gotheil travaillent ensemble. Chaque année, elles montent une équipe avec des prestataires externes (graphistes, médiatrices, régisseurs) et font appel à une assistante et des stagiares.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'API FEW au titre des aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 3 000 € sur une base subventionnable de 104 000 € correspondant au budget prévisionnel HT déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.
Cette subvention est allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la commission européenne, publiée au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	16 200,00	15,28%
Personnel lié à la structure	50 000,00	47,17%
Dépenses techniques	39 800,00	37,55%
Total	106 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région	5 000,00	4,72%
Subvention Mairie de Paris	3 000,00	2,83%
Mécénat et sponsoring	98 000,00	92,45%
Total	106 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-132

DOSSIER N° 20001055 - SAISON FEMME ET MONDE ARABE -INSTITUT DU MONDE ARABE

Dispositif : Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains (n° 00001047)
Délibération Cadre : CR2017-76 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
Action : 13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la réalisation de manifestations d'arts plastiques, numériques et urbains	1 243 700,00 € HT	4,02 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IMA INSTITUT DU MONDE ARABE
Adresse administrative	:	1 RUE DES FOSSES ST BERNARD 75005 PARIS
Statut Juridique	:	Fondation
Représentant	:	Monsieur Jack LANG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :
L'IMA organise d'avril à fin juillet 2020 une Saison Femmes et monde arabe

* Exposition « Divas arabes ». L'exposition Divas arabes proposera un fabuleux voyage au cœur de l'âge d'or de la musique et du cinéma arabes et rendra hommage à ses figures de légende : Oum Kalthoum, Leila Mourad, Samia Gamal, Fairuz, Warda.

* Forum économique sur les enjeux du leadership et de l'empowerment des femmes :
Le 7 avril, un grand forum économique réunira des dirigeantes de premier plan venues du Maghreb, du Golfe et du Levant pour explorer les enjeux de l'empowerment féminin et partager leurs expériences, leurs success stories et leurs conseils. A leurs côtés, l'IMA invitera également des entreprises françaises et internationales à mettre en lumière leurs initiatives innovantes en faveur de l'égalité des genres. Une mise en perspective inspirante et propice aux échanges et à la réflexion !

* Programmation culturelle :

- Projection du film “Looking for Um Kulthum” de Shirin Nashat
- Hommage à 3 divas tunisiennes, Hbiba Msika, Saliha et Oulayya, qui ont imposé leur personnalité de femmes libres de leur destin au début du XXe siècle. Abir Nasraoui, Zied Zouari, Ghassen Fendri et Nancy Naous raconteront en images et en musiques leurs histoire.
- Bachar Mar Khalifé, Tatiana Spivakova & co s’inspirent du livre de Lamia Ziadé, Ô Nuit, Ô mes yeux, pour raconter en musique et en dessin près d’un siècle de l’histoire du Proche-Orient avec Bachar Mar Khalifé dans le rôle d’Oum Kalsoum et Tatiana Spivakova dans le rôle de Gamal Abdel Nasser.
- Le Kabareh Cheikhats, une troupe où les cheikhates, femmes artistes populaires mais stigmatisées du Maroc, sont interprétées par des hommes.
- Hors les murs, au Trianon : Nouvelles divas du monde arabe : une rencontre artistique et musicale orchestrée par Arthur H, Gaël Faye et des artistes égyptiens et soudanais.

* Des ateliers proposés aux scolaires, aux jeunes et au champ associatif

- Atelier Rythme & Chant : initiation à la musique et au chant proposée à tous les publics avec une restitution dans l’exposition autour d’un parcours chanté en présence du public
- Jeux de rôles & Escape game : se mettre dans la peau des grandes divas en les incarnant le temps d’une soirée sur fond d’énigmes à résoudre dans l’exposition
- Contes autour des divas : l’association la Cour des Contes propose aux visiteurs de se plonger dans l’univers enchanteur des Divas à travers une création inédite interprétée dans les espaces de l’exposition en après-midi et en soirée
- Visites guidées à destination des publics scolaires et du champ social.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'Institut du monde Arabe au titre des aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 50 000 € sur une base subventionnable de 1 243 700 € correspondant au budget prévisionnel HT.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	697 500,00	56,08%
Dépenses techiques	351 200,00	28,24%
Dépenses d'action culturelle	195 000,00	15,68%
Total	1 243 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	50 000,00	4,02%
Mécénat et sponsoring	713 700,00	57,39%
Billerterie	480 000,00	38,59%
Total	1 243 700,00	100,00%

ANNEXE 4 NEMO

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP 2019-234
Commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-132

DOSSIER N° 19005176 - 104 : ORGANISATION DE LA BIENNALE INTERNATIONALE D'ARTS NUMERIQUES NEMO

Dispositif : Subvention spécifique culture, patrimoine et création (fonctionnement) (n° 00001111)
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique culture, patrimoine et création (fonctionnement)	335 187 € HT	77,00 %	257 128,00 €
	Montant total de la subvention		257 128,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 104 CENT QUATRE
Adresse administrative : 104 RUE D'AUBERVILLIERS
75019 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur JOSE-MANUEL GONCALVES, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 1er mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réalisation du projet nécessite l'engagement de dépenses avant la date de la CP.

Description :

La biennale internationale des arts numériques Némo présente le meilleur de la création à l'âge du numérique, avec une multitude de partenaires franciliens, dans un esprit de mutualisation rhizomique et de décloisonnement artistique à l'attention du plus grand nombre. Son périmètre artistique dépasse, de fait, la stricte notion « d'art numérique ». Elle présente un état de l'art contemporain numérique, les nouveaux enjeux du spectacle vivant augmenté par les nouvelles technologies, les hybridations des arts et des sciences, les musiques innovantes ainsi qu'une réflexion sociétale sur notre monde hyber-connecté, via le prisme de la création artistique. L'apport financier et en industrie des lieux partenaires est fondamental dans cette opération globale et fait l'objet d'une ingénierie au cas par cas avec chacun d'entre eux. Cette dimension partenariale apporte un fort effet multiplicateur indispensable à sa faisabilité et à sa réussite. L'équipe de la biennale assure la production exécutive et logistique d'une opération de 4 à 6 mois, avec environ 200 événements se déroulant chez 60 partenaires. Le projet était organisé depuis sa création par l'EPCC Arcadi.
Afin de permettre la réalisation de la seconde partie de la manifestation au premier trimestre 2020, il est proposé une subvention complémentaire, à la subvention de 613 221 € de la commission permanente de

mai 2019, d'un montant de 257 128 €.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le 104 pour l'organisation de la seconde partie de la biennale Némo à hauteur de 257 128 € sur une base subventionnable de 335 187 € correspondant au budget prévisionnel présenté.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

DEPENSES	€ HT	%	RECETTES	€ HT	%
DEPENSES ARTISTIQUES	**100 000 €**	**30%**	**SUBVENTIONS ETAT**	**10 000 €**	**3%**
Dépenses artistiques directes	**15 000 €**	**4%**	Subvention annuelle DRAC 1ère partie	**10 000 €**	**3%**
Frais techniques	**59 000 €**	**18%**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**257 128 €**	**77%**
Transport d'œuvre, de matériel	**40 000 €**	**12%**	**Région Ile-de-France**	**257 128 €**	**77%**
Location de matériel	**15 000 €**	**4%**			**0%**
Autres frais techniques (achat de petit matériel, prestation, etc.)	**4 000 €**	**1%**	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	**0 €**	**0%**
Frais d'accueil	**18 000 €**	**5%**			**0%**
Voyages et déplacements	**7 000 €**	**2%**	**AUTRES FINANCEMENTS**	**4 200 €**	**1%**
Hébergement	**7 000 €**	**2%**	Centre culturel tchèque	**1 500 €**	**0%**
Réception (catering, défraiements repas, cocktail, etc.)	**4 000 €**	**1%**	Mac de Créteil, Générateur Gentilly, Théâtre Paris Villette	**1 700 €**	**1%**
Frais de missions (repérage, rencontres de réseaux, jurys, etc.)	**5 000 €**	**1%**	Etablissement Public de la Grande Halle de La Villette	**1 000 €**	**0%**
Taxes et autres redevances (droits d'auteur, SACEM, SACD, etc.)	**3 000 €**	**1%**	**RECETTES PROPRES**	**63 860 €**	**19%**
DEPENSES COMMUNICATION	**49 000 €**	**15%**	Part billetterie 104 fin exploitation	**6 000 €**	**2%**

DEPENSES FONCTIONNEMENT	**123 592 €**	**37%**	Apports 104 sur expo fin exploitation	**57 860 €**	**17%**
Personnel temporaire et intermittents	**27 901 €**	**8%**			
Personnel permanent biennale	**63 115 €**	**19%**			
Provision pour risque et frais de procédure et ajustement grille sal.	**32 575 €**	**10%**			
COUTS DE STRUCTURE	**62 595 €**	**19%**			
frais de structure	**17 111 €**	**5%**			
Stockage supplémentaire (location extérieur 104) archives, œuvres…	**2 000 €**	**1%**			
abonnements sup.	**2 900 €**	**1%**			
Personnel permanent 104 quote part temps (Salaires + charges sociales)	**40 584 €**	**12%**			
TOTAL CHARGES (1)	**335 187 €**	**100%**	**TOTAL PRODUITS (1)**	**335 187 €**	**100%**

ANNEXE 5 AVENANT NEMO

Avenant n° 1 à la convention entre la Région Ile-de-France et le 104 CENTQUATRE (aide n°19005176) – Convention N° CP 2019-234 du 22 mai 2019

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-132 du 4 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : 104 CENT QUATRE
dont le statut juridique est : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
N° SIRET : 208 372 927 000 14
Code APE :
dont le siège social est situé au : 104 rue d'Aubervilliers – 75019 PARIS
ayant pour représentant M. José-Manuel GONCALVEZ - Directeur
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

En vertu de la délibération n° CP 2019-234 du 22 mai 2019, une première subvention d'un montant maximum de 613 221 € a été accordée au 104 CENT QUATRE pour l'organisation de la première partie de la Biennale d'Art Numérique Némo, qui se déroule sur le quatrième trimestre 2019.
Afin de permettre la réalisation de la seconde partie de la manifestation au premier trimestre 2020, il est proposé une affectation complémentaire d'un montant de 257 128 € qui fait l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1

Par délibération N° CP 2020-132 du 4 mars 2020, la Région a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation du projet tel que proposé dans la fiche projet n°19005176 annexée au présent avenant.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 77 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 335 187 €, soit un montant maximum de subvention de **257 128 €.**

Le plan de financement prévisionnel est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant.

ARTICLE 2

L'article 3.2. : Modalité de versement comme suit :

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les dépenses prévisionnelles du projet, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 80% de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.
Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention »

ARTICLE 3 :

L’article 8 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes : « Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite adoptée par délibération N°CP 2019-234 du 22 mai 2019, l’avenant n°1 et la fiche projet annexée au présent avenant (n°19005176). »

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
104 LE CENTQUATRE
Monsieur José-Manuel GONCALVES, Directeur

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-143

DU 4 MARS 2020

AFFECTATIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU LIVRE ET DE L'AMÉNAGEMENT CULTUREL EN ÎLE-DE-FRANCE - PREMIÈRE AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-61 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du livre et de la lecture ;

VU la délibération n° CP 2019-530 du 20 novembre 2019 approuvant les conventions-types relatives au programme de résidence d'écrivains et aux aides spécifiques du service livre ;

VU la délibération N° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la simplification de la politique régionale en matière d'investissement culturel ;

VU la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 approuvant les conventions-type relatives à l'aménagement culturel (investissement) ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2019 ;

VU la délibération CP 2019-530 du 3 juillet 2019 relative aux affectations dans le cadre de la politique régionale du livre ;

VU le code de la commande publique ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-143 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : SUBVENTIONS AUX ACTEURS DU LIVRE (FONCTIONNEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **528 636,00** € en autorisations d'engagement.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2019-530 du 20 novembre 2019, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **528 636,00 €,** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Aide au livre et à la lecture », action 13100801 « Aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2020.

ARTICLE 2 : SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA DIFFUSION NUMÉRIQUE (INVESTISSEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **120 817,00 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **120 817,00 €** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-007 (131007) « Soutien à la création et à la diffusion numériques », action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2020.

ARTICLE 3 : SUBVENTIONS AU TITRE DES AIDES A LA LIBRAIRIE ET DES STRUCTURES ITINERANTES (INVESTISSEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement du projet détaillé en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **4 000,00 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-278 du 05 juillet 2017, et autorise la

Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **4 000,00€** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la culture », action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture » du budget 2020.

ARTICLE 4 : CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET AMÉNAGEMENT DE MÉDIATHÈQUES (INVESTISSEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 955 818,00 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 955 818,00 €** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Actions en faveur du livre et de la lecture », action 13100802 « Construction et aménagement de médiathèques » du budget 2020.

ARTICLE 4 : PAIEMENT DES COTISATIONS SOCIALES POUR LES BOURSES AUX AUTEURS DU PROGRAMME REGIONAL DE RESIDENCES D'ECRIVAINS

Le précompte des cotisations dues par la Région, pour le compte des auteurs, à l'URSSAF, s'élève à **50 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 €, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2020.

ARTICLE 5 : REGLEMENT DU PRIX LITTERAIRE DES LYCEENS, APPRENTIS ET STAGAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

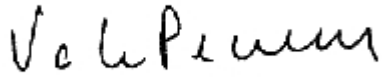
Approuve le règlement su prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle figurant en annexe 2.

ARTICLE 6 : DÉMARRAGE ANTICIPÉ

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions en fonctionnement, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 3310 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier, prorogée par la délibération n° CR 0116 du 21 janvier 2016.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions en investissement, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 3310 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier, prorogée par la délibération n° CR 0116 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc176054-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJET

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20000452 - CA GRAND PARIS SUD - NUMERISATION MEDIATHEQUE RAYMOND QUENEAU A RIS ORANGIS - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	55 790,00 € HT	40,00 %	22 316,00 €
	Montant total de la subvention		22 316,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 505 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91054 EVRY-COURCOURONNES CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : numérisation de la Médiathèque Raymond Queneau à Ris-Orangis

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Communauté d'agglomération et la ville se sont concertées pour envisager ce projet de relocalisation de la médiathèque Robert-Desnos dans la grande halle Freyssinnet, située dans le quartier des Docks à Ris Orangis, à proximité de la gare. Ce site, labellisé "Nouveau Quartier Urbain" par la Région, est un site érigé sur d'anciennes friches industrielles reconverties et où se développent des services publics, une offre culturelle et une vie associative.
L'agglomération souhaite y installer le futur équipement culturel pour accompagner le développement de cet éco-quartier.
L'équipement actuel d'une surface de 256m2 ouvert à la fin des années 70 est doté de locaux vieillissants et qui ne répondent plus aux normes et aux exigences actuelles et connaissent des problèmes d'infiltrations. La surface de la future médiathèque sera de 454m2.
La nouvelle médiathèque souhaite se doter d'un système de radio-identification (RFID) pour faciliter le prêt des documents et la circulation de ceux-ci. Elle souhaite également acquérir du matériel numérique (postes, espace jeux vidéos et en réseau) afin de s'adresser à un public jeune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au coût total de l'opération et s'élève à 55 790 € HT, comprenant l'acquisition d'un système RFID avec l'achat du matériel et des logiciels, ainsi que du matériel pour un espace jeux vidéos. La subvention proposée à 22 316 € représente 40% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- RIS-ORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RFID	23 610,00	42,32%
Matériel informatique, licences	32 180,00	57,68%
Total	55 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	22 316,00	40,00%
DRAC (S)	22 316,00	40,00%
GRAND PARIS SUD	11 158,00	20,00%
Total	55 790,00	100,00%

DOSSIER N° 20002584 - COMMUNE D'AVON - INFORMATISATION ET EQUIPEMENT INFORMATIQUE - MEDIATHEQUE - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	159 584,00 € HT	40,00 %	63 834,00 €
	Montant total de la subvention		63 834,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AVON
Adresse administrative : 8 RUE DU PERE MAURICE
77210 AVON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Charlotte NOUHAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : informatisation et équipement numérique de l'équipement numérique et RFID de la nouvelle médiathèque.

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La médiathèque souhaite proposer une offre numérique innovante en action culturelle (fabrication numérique, impression et flocage sur textile, programmation électronique et robotique, animation autour de la réalité virtuelle et ateliers jeux vidéos) et en équipement numérique et RFID.
L'utilisation du RFID s'accompagnera de l'automatisation partielle des prêts permettant des retours simplifiés ; deux automates de prêts et une étagère retours seront également installés.
Une boîte de retours automatique sera encastrée dans la façade extérieure pour permettre de rendre 24h/24h les documents empruntés.
Des actions culturelles en lien avec les événements littéraires, artistiques et scientifiques et une salle équipée de 6 ordinateurs pour la formation et l'autoformation viennent compléter l'offre de service.

La réalisation est prévue en mai-juin pour le RFID et l'encodage, et en juillet pour l'achat du matériel informatique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au coût total du projet et s'élève à 159 584 € HT. Le coût comprend l'acquisition de matériel et logiciel pour la mise en place de la RFID, ainsi que des matériels pour des actions culturelles numériques (robots pédagogiques, casques de réalité virtuelle, machines à floquer, casques, serveurs, réseau, consoles).
La subvention proposée de 63 834 € HT représente 40% du montant subventionnable.

Localisation géographique :
- AVON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RFID	92 361,00	57,88%
MATERIEL NUMERIQUE POUR ACTIONS CULTURELLES	67 223,00	42,12%
Total	159 584,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	47 875,00	30,00%
REGION	63 834,00	40,00%
COMMUNE	47 875,00	30,00%
Total	159 584,00	100,00%

DOSSIER N° 20002588 - CAVP VAL PARISIS - INFORMATISATION ET EQUIPEMENT INFORMATIQUE - MEDIATHEQUE ANDRE CANCELLIER - SANNOIS - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	54 787,00 € HT	40,00 %	21 915,00 €
	Montant total de la subvention		21 915,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : informatisation et l'équipement informatique des médiathèques de Sannois, Ermont et Le Plessis-Bouchard.

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

En engageant le programme de rénovation de la médiathèque André-Cancelier, inaugurée il y a 41 ans, la Communauté d'agglomération Val Parisis finalise la mise à niveau des médiathèques qui lui ont été confiées par voie de transfert. Elle dote son réseau de lecture publique de conditions d'accueil modernisées, le rend accessible en tout point et assure une égalité d'usage sur son bassin de lecture.

Dans le cadre des travaux de rénovation de la médiathèque André-Cancelier à Sannois, 90 000 documents seront pucés, des automates de prêts et des portiques antivols seront positionnés dans le hall d'accueil (rénové), des platines équiperont les postes de travail des bibliothécaires. De plus, pour finaliser leur équipement, la médiathèque Jean-d'Ormesson au Plessis-Bouchard et la bibliothèque annexe d'Ermont seront chacune équipées d'un automate.
L'encodage à Sannois se fera durant les travaux de rénovation à l'été 2020 ; l'installation des automates ne nécessitera pas la fermeture des deux autres bibliothèques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au coût de l'opération soit 54 787 € HT, comprenant l'acquisition d'un système RFID avec l'achat des logiciels, portiques et bornes informatiques et des automates de prêt.
La subvention proposée à 21 915 euros € représente 40% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- ERMONT
- LE PLESSIS-BOUCHARD
- SANNOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
GESTION DE PROJET	2 877,00	5,25%
MATERIELS	43 474,00	79,35%
INSTALLATION, PARAMETRAGE	7 119,00	12,99%
FORMATIONS	1 317,00	2,40%
Total	54 787,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	21 915,00	40,00%
DEPARTEMENT (S)	10 957,00	20,00%
CA VAL PARISIS	21 915,00	40,00%
Total	54 787,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20003093 - COMMUNE DE PRESLES - INFORMATISATION / NUMERISATION DE LA MEDIATHEQUE - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	31 881,00 € HT	40,00 %	12 752,00 €
	Montant total de la subvention		12 752,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PRESLES
Adresse administrative : 78 RUE PIERRE BROSSOLETTE
95590 PRESLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre BEMELS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : informatisation de la nouvelle médiathèque.

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La demande est faite dans le cadre de la construction d'un nouveau bâtiment pour accueillir le centre culturel qui regroupe notamment la médiathèque, le conservatoire de musique et des espaces associatifs.
La demande porte sur l'acquisition de matériel informatique destiné au public (postes informatiques, réseau, serveur, wifi).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global du projet s'élève à 33 678 €. La base subventionnable s'élève à 31 881 € et comprend le coût global moins les postes informatiques dédiés au personnel (1797 €).
La subvention de 12 752 € représente 40% de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- PRESLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Postes informatiques	5 391,00	16,01%
Autre dont mise en place réseau, serveur et wifi	28 287,00	83,99%
Total	33 678,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	5 725,00	17,00%
REGION	12 752,00	37,86%
DEPARTEMENT (S)	5 725,00	17,00%
COMMUNE	9 476,00	28,14%
Total	33 678,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 19009791 - PLAINE COMMUNE - CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUE VILLETANEUSE - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	4 877 221,00 € HT	20,00 %	975 444,00 €
	Montant total de la subvention		975 444,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de la médiathèque de Villetaneuse

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé en août 2019 et son instruction a été reporté en 2020. La construction de la médiathèque intervient dans le cadre d'un projet plus global de construction de logements qui constitue une opportunité pour implanter le futur équipement en utilisant les niveaux inférieurs. Le calendrier prévisionnel des travaux nécessite un démarrage avant la date de la décision. Compte tenu de l'urgence, en application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention.

Description :
Par ce projet de construction d'une nouvelle médiathèque à Villetaneuse, la Communauté d'agglomération poursuit et finalise le maillage de son territoire et la mise à niveau du réseau de lecture publique.
La ville est actuellement dotée de deux équipements d'une surface de 400m2 et 200m2 dans lesquels se répartissent les 9 agents. Cette configuration et la surface des équipements actuels n'étant plus satisfaisante au vu des besoins de la population, le nouvel équipement de 1385m2 se substituera aux deux médiathèques actuelles (Renaudie au Nord et Fouchet au Sud). L'équipement occupera les deux niveaux inférieurs d'un bâtiment qui comprendra également des logements sociaux, sur un terrain situé en face d'un arrêt du T8, à proximité d'un collège, de deux groupes scolaires et de l'Université Paris XIII.

Cette future médiathèque "troisième lieu" souhaite se positionner en tant que lieu social et fédérateur qui favorise le lien intergénérationnel.
Le projet vise à faire travailler ensemble un service municipal et un service territorial : ainsi, le nouveau bâtiment hébergera l'accueil municipal des adolescents, ce qui permettra de regrouper les équipes de la lecture publique et du service jeunesse.
De ce fait, l'accueil du public jeune et le lien avec leurs parents, constitue un axe fort du projet. Le futur bâtiment proposera un espace accueil/presse/cafétariat, un auditorium, des espaces d'ateliers collaboratifs, une cuisine pédagogique en plus des espaces dédiés aux collections (20 000 documents).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération s'élève à 5 182 162 euros HT. La base subventionnable de 4 877 221 euros HT correspond au coût des travaux sans les études ni l'assurance dommage ouvrage et avec un plafonnement du montant des honoraires MOE et MO à hauteur de 15% du coût des travaux. La subvention proposée à 975 444 € représente 20% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- VILLETANEUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (sans VRD)	4 241 062,00	81,84%
Honoraires MOE et MO	820 000,00	15,82%
Etudes	28 000,00	0,54%
Assurance Dommage Ouvrage	93 000,00	1,79%
Total	5 182 062,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	975 444,00	18,82%
DRAC (A)	1 813 722,00	35,00%
ANRU (S)	770 550,00	14,87%
Plaine Commune	1 622 346,00	31,31%
Total	5 182 062,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20000450 - CA GRAND PARIS SUD - RELOCALISATION DE LA MEDIATHEQUE RAYMOND QUENEAU A RIS-ORANGIS - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	2 481 657,00 € HT	20,00 %	496 331,00 €
	Montant total de la subvention		496 331,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 505 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91054 EVRY-COURCOURONNES CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaménagement de la médiathèque Raymond Queneau à Ris-Orangis

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté d'agglomération et la ville se sont concertées pour envisager ce projet de relocalisation de la médiathèque Robert-Desnos dans la grande halle Freyssinnet, située dans le quartier des Docks à Ris Orangis, à proximité de la gare. Ce site, labellisé "Nouveau Quartier Urbain" par la Région, est un site érigé sur d'anciennes friches industrielles reconverties et où se développent des services publics, une offre culturelle et une vie associative.
L'agglomération souhaite y installer le futur équipement culturel pour accompagner le développement de cet éco-quartier.
L'équipement actuel d'une surface de 256m2 ouvert à la fin des années 70 est doté de locaux vieillissants et qui ne répondent plus aux normes et aux exigences actuelles et connaissent des problèmes d'infiltrations. La surface de la future médiathèque sera de 454m2.

La médiathèque souhaite permettre l'accueil de tous les publics en portant une attention particulière à la visibilité et lisibilité de ses activités depuis l'extérieur ainsi que dès son entrée aux publics. Elle souhaite

renforcer la dimension de sociabilité , le séjour des usagers, l'accès aux collections et aux actions culturelles comme la formation numérique, les ateliers participatifs, les game-party... L'offre s'adaptera au futur public familial du quartier.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération s'élève à 2 626 847 € HT.
La base subventionnable qui s'élève à 2 481 657 € HT comprend le coût total moins la dépose de matériaux amiantés (54 000 €), les aménagements extérieurs (35 400 €) et l'équipement numérique (55790 €). La subvention proposée à 496 331 € représente 20% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- RIS-ORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	2 502 867,00	95,28%
mobilier	123 980,00	4,72%
Total	2 626 847,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	496 331,00	18,89%
DRAC (S)	1 294 827,00	49,29%
GRAND PARIS SUD (A)	835 689,00	31,81%
Total	2 626 847,00	100,00%

DOSSIER N° 20001075 - COMMUNE DE NEUILLY - CONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE DE NEUILLY SUR SEINE - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	6 500 000,00 € HT	10,00 %	650 000,00 €
	Montant total de la subvention		650 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEUILLY SUR SEINE
Adresse administrative : 96 AVENUE ACHILLE PERETTI
92200 NEUILLY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Christophe FROMANTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la construction d'une médiathèque dans la ville de Neuilly-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 1 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En 2016, à la suite de plusieurs études sur le développement du réseau de lecture publique, la décision est prise par la ville de Neuilly-sur-Seine de construire une nouvelle médiathèque lors d'une opération immobilière majeure, la reconstruction d'un îlot de services et logements de 7 835 m². Le projet prévoit des logements sociaux, la réinstallation du centre technique municipal et l'implantation d'un équipement public dédié à la culture et au savoir de 2 486 m².
La médiathèque centrale dotée de plus de 70 000 documents est le point d'accès central pour les usagers dans la ville. L'équipement propose une collection adulte, un espace jeunesse, un fonds musical et audiovisuel, un fonds pour les professionnels de la petite enfance et un fonds patrimonial. Un fonds dédié aux loisirs sera créé et l'ensemble des collections seront renforcées dans le cadre du nouveau projet.
Ce nouvel équipement prévu pour 2023 permettra la mise en place d'une offre de services et de collections adaptés et une meilleure appropriation par les publics.
Les équipements actuels manquent d'espace pour les collections et ne sont plus aux normes d'accessibilité. En outre, l'éclatement des structures et leur dispersion nuisent à la visibilité des actions.
Le projet prévoit sur deux niveaux, des espaces de lecture et d'animation plus vastes et une accessibilité

aux normes. La médiathèque souhaite par ailleurs mettre en place une démarche innovante d'écoute des usagers et d'intégration de leurs besoins et de processus de co-construction des collections et des services. Les espaces seront donc modulaires avec 5 espaces identifiés : au rez-de-chaussée, l'espace accueil, retrait, nouveautés ; au 1er étage des studios de musique et des carrels de travail ; le plateau du 2e étage sera consacré à la lecture et aux savoirs ; celui du 3e étage sera consacré à la fiction et aux loisirs. A cela s'ajouteront des salles dédiées aux animations dont une configurée en auditorium qui pourra accueillir jusqu'à 200 personnes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global du projet s'élève à 10 395 519 € HT . La base subventionnable correspond au coût global moins les coûts de VRD (464 775,95 €)et d'études (1 100 000 €) plafonné à 6 500 000 € HT. La subvention proposée à hauteur de 650 000 euros représente 10% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- NEUILLY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre	2 323 879,75	22,35%
Couverture étanchéité	278 865,57	2,68%
Menuiseries, revêtements, peintures, plomberies, autre	6 227 997,73	59,91%
Terrassements / VRD	464 775,95	4,47%
Etudes et recherches	1 100 000,00	10,58%
Total	10 395 519,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	650 000,00	6,25%
DRAC (S)	3 118 656,00	30,00%
DEPARTEMENT (S)	2 806 790,00	27,00%
COMMUNE	3 820 073,00	36,75%
Total	10 395 519,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002571 - COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE - CONSTRUCTION DU PÖLE CULTUREL - MEDIATHEQUE - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	5 769 324,00 € HT	10,40 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE
Adresse administrative	:	8 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE 95140 GARGES-LES-GONESSE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Maurice LEFEVRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'une médiathèque dans le cadre du projet de nouveau pôle culturel de la ville

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé en décembre 2019. Il fait suite à une première demande votée à la CP du 22 mai 2019. En effet, le projet fait partie d'un programme de construction plus vaste de centre culturel dont le calendrier prévisionnel avait déjà été présenté en mai 2019.
Compte tenu de l'urgence, en application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention.

Description :
Dans le cadre du développement de son projet culturel, Garges-lès-Gonesse, commune de 40 000 habitants, souhaite créer un pôle culturel rassemblant en un site unique différents équipements culturels présents sur son territoire. Le pôle rassemblera des équipements municipaux déjà existants (Espace Lino Ventura, Cinéma Jacques Brel, Conservatoire), la médiathèque intercommunale et un nouvel auditorium. Le pôle sera construit autour du bâtiment actuel de l'Espace Lino Ventura, et les différents équipements seront reliés par un vaste hall. Une convention de co-maîtrise d'ouvrage a été conclue entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Roissy–Pays-de-France, avec délégation de la maîtrise d'ouvrage à la ville pour la construction de la médiathèque.

MEDIATHEQUE : la nouvelle médiathèque, d'une surface de 2 300 m2 viendra remplacer l'actuelle médiathèque intercommunale Elsa Triolet, d'une surface de 700 m2. Elle devrait permettre d'adapter l'offre de lecture publique à la dimension du territoire et à sa population. Elle proposera notamment un fonds spécifique dédié à l'éducation artistique et culturelle en complémentarité avec les autres fonctions du pôle culturel.
Une première phase de travaux était prévue en 2019, pour laquelle la ville a présenté une première demande de subvention (cf. fiche 19002446).
La Ville présente la deuxième phase initialement prévue dans le projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 6 435 062 € HT pour la phase 2 et comprend les travaux, les espaces communs, les frais de maîtrise d'oeuvre et l'acquisition de mobilier. La base subventionnable correspond au coût global moins les espaces communs (hall, éclairage façade, installation de chantier) du Pôle. La subvention proposée à 600 000 euros représente 10,4% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux globaux	3 073 077,00	47,76%
Espaces communs	665 738,00	10,35%
Auditorium	1 495 023,00	23,23%
MOE	525 304,00	8,16%
Mobilier	675 920,00	10,50%
Total	6 435 062,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (A)	3 242 312,00	50,39%
REGION	600 000,00	9,32%
CARPF / VILLE	2 592 750,00	40,29%
Total	6 435 062,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002579 - COMMUNE D'AVON - AMENAGEMENT MOBILIER ET MATERIEL DE LA NOUVELLE MEDIATHEQUE - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	425 182,00 € HT	15,00 %	63 777,00 €
	Montant total de la subvention		63 777,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AVON
Adresse administrative : 8 RUE DU PERE MAURICE
77210 AVON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Charlotte NOUHAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement mobilier et matériel de la nouvelle médiathèque.

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette demande d'aménagement et acquisition de fonds fait suite à la construction de la médiathèque qui a bénéficié de l'aide régionale en 2018.

La ville d'Avon s'est engagée dans ce projet d'une surface de 1200m2 afin de remplacer l'ancienne médiathèque de 250m2. Cette construction permettra de contribuer à créer un véritable pôle culturel central et structurant au sein de la ville.
Cette demande d'aménagement et d'acquisition de fonds répond à la nécessité d'équiper entièrement la future médiathèque en mobilier design, modulaire, confortable et robuste ainsi que d'acquérir un fonds audiovisuel et de jeux vidéos, inexistants dans l'ancien équipement.
Le mobilier doit permettre de répondre aux enjeux de diversité des usages et de mixité des publics. Le mobilier comprend notamment un point accueil, un espace nouveautés, un espace convivialité, une salle d'actions culturelles, un espace parentalité, une zone d'éveil et de jeux, une salle d'études et de formation et les équipements pour les pôles littérature / BD / documentaire / loisirs ; ce projet doit permettre de toucher de nouveaux publics et de favoriser les liens générationnels.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au coût total de l'aménagement (acquisition de mobilier et matériel) et d'acquisition de fonds et s'élève à 425 182 € HT. La subvention proposée de 63 777 € représente un taux de 15% de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- AVON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
mobilier	279 500,00	65,74%
création de fonds audiovisuel et jeux vidéos	95 270,00	22,41%
Matériel informatique et spécifique	50 412,00	11,86%
Total	425 182,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	151 057,00	35,53%
REGION	63 777,00	15,00%
COMMUNE	210 348,00	49,47%
Total	425 182,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002587 - CAVP VAL PARISIS - RENOVATION MEDIATHEQUE ANDRE CANCELIER - SANNOIS - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	640 320,00 € HT	23,43 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de la médiathèque André Cancelier à Sannois

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

En engageant le programme de rénovation de la médiathèque André-Cancelier, inaugurée il y a 41 ans, la Communauté d'agglomération Val Parisis finalise la mise à niveau des médiathèques qui lui ont été confiées par voie de transfert. Elle dote son réseau de lecture publique de conditions d'accueil modernisées, le rend accessible en tout point et assure une égalité d'usage sur son bassin de lecture.

La médiathèque est adossée au centre culturel Cyrano de Bergerac, en centre-ville, à proximité immédiate de la mairie et de la place du marché. Transférée au 1er janvier 2017, c'est la 3e plus importante médiathèque de ce réseau, offrant plus de 90 000 documents et près de 1400m2 pour le fonctionnement du service.

Depuis 2017, de nombreuses interventions techniques ont été nécessaires pour pallier les dysfonctionnements générés par la vétusté des installations.

Les travaux doivent permettre de mettre le bâtiment aux normes d'accessibilité, de rénover l'ensemble des espaces publics, de réorganiser les collections et de moderniser la médiathèque tout en respectant l'identité du lieu. Ces aspects comprennent notamment la réfection des sols, la création d'une signalétique claire, la création de plusieurs espaces de confort, le décloisonnement des espaces.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération s'élève à 672 320 € HT, comprenant les travaux de rénovation et de mise en accessibilité ainsi que le coût du déménagement. La base subventionnable correspond au coût des travaux moins les coûts de déménagement (32 000 € HT).
La subvention proposée à 150 000 € représente 23% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- SANNOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
mise en accessibilité des locaux	245 520,00	36,52%
déménagement	32 000,00	4,76%
rénovation des locaux	394 800,00	58,72%
Total	672 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	268 928,00	40,00%
REGION	150 000,00	22,31%
DEPARTEMENT (S)	67 232,00	10,00%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION	186 160,00	27,69%
Total	672 320,00	100,00%

DOSSIER N° 20002736 - COMMUNE DE PRESLES - AMENAGEMENT MOBILIER MEDIATHEQUE DU CENTRE CULTUREL - LIVRE 2020

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
Action : 13100802- Construction et aménagement de médiathèques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	67 554,00 € HT	30,00 %	20 266,00 €
	Montant total de la subvention		20 266,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE PRESLES
Adresse administrative	:	78 RUE PIERRE BROSSOLETTE 95590 PRESLES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Pierre BEMELS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement mobilier de la médiathèque au sein du centre culturel

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La demande est faite dans le cadre de la construction d'une médiathèque au sein d'un centre culturel qui a bénéficié de subvention pour sa construction (CP du 3 juillet 2019).
La demande de mobilier porte sur un complément destiné à renforcer le parc mobilier actuel insuffisant et à remplacer certains meubles de l'ancien centre culturel qui ne sont pas fonctionnels (banque d'accueil). Cela comprend notamment des bureaux et fauteuils pour la salle de travail, des bacs et rayonnages pour les collections, des assises et des caissons.
L'ouverture au public est prévue en janvier 2021.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération s'élève à hauteur de 71 062 €. La base subventionnable correspond au coût total sans les dépenses liées au mobilier de l'équipe et de la direction, et s'élève à 67 554 € HT. La subvention proposée à 20 266 € représente 30% de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- PRESLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier espaces de travail, hall, salle de lecture	8 533,00	12,01%
Mobilier espaces jeunesse, petite enfance, autres espaces	62 529,00	87,99%
Total	71 062,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (S)	12 081,00	17,00%
REGION	20 266,00	28,52%
DEPARTEMENT (S)	12 081,00	17,00%
COMMUNE	26 634,00	37,48%
Total	71 062,00	100,00%

DOSSIER N° 20003088 - MARUANI - LIVRE 2020

Dispositif : Aide à la librairie indépendante - Investissement (n° 00001029)
Délibération Cadre : CR2017-61 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	22 991,00 € HT	17,40 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE NICOLE MARUANI - LIBRAIRIE NICOLE MARUANI
Adresse administrative : 171 BLD VINCENT AURIOL 75013 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame KATIA BIJAOUI, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de travaux

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La librairie Maruani entend réaliser des travaux afin de terminer sa rénovation.

Créée en 1989 dans le 13ème arrondissement, la librairie Maruani, d'une superficie de 75m2, est un acteur culturel dans le quartier Place d'Italie / Vincent Auriol et dispose aussi d'un salon de thé et d'un rayon papeterie. Elle organise régulièrement des rencontres avec des auteurs et participe à des salons et manifestations, tels que Paris Polar, Quartier du livre, Nuit de la lecture, Partir en livre, etc

Depuis 2017, date de la reprise par la fille de la gérante, des travaux de rénovation ont été entrepris. La librairie souhaite aujourd'hui poursuivre la rénovation en réalisant les travaux d'amélioration, de confort et d'accueil suivants qui, faute de moyens suffisants, n'ont pas pu être faits auparavant :
- Climatisation et chauffage
- Système de surveillance vidéo
- Extension de la terrasse

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (climatisation, terrasse)	19 700,00	85,69%
Matériels	3 291,00	14,31%
Total	22 991,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 291,00	23,01%
Ville de Paris (A)	13 700,00	59,59%
Région Ile-de-France	4 000,00	17,40%
Total	22 991,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20003156 - VILLE DE BUC - FESTIVAL BD BUC - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	97 000,00 € TTC	7,22 %	7 000,00 €
		Montant total de la subvention	7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUC MAIRIE
Adresse administrative : 3 RUE DES FRERES ROBIN
78530 BUC
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Marc LE RUDULIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : édition 2020 du festival BD Buc

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le festival BD Buc est une manifestation conviviale et familiale autour de la BD, qui se déroulera les 10 et 11 octobre 2020 dans un lieu du patrimoine local, le Chateau de Buc. Il est entièrement gratuit pour les visiteurs.

Une cinquantaine d'auteurs sont invités, parmi lesquels de nombreux auteurs étrangers. Le festival met en valeur de jeunes auteurs, des têtes d'affiches et des auteurs rares, avec une ouverture en direction du jeune public. Il propose des dédicaces et échanges entre visiteurs et professionnels de la BD et des animations pour les plus jeunes.

Un Prix "Buc en bulles" est organisé par l'association Culture et Bibliothèques pour tous Yvelines-Essonne.

Des actions sont développées toute l'année auprès des scolaires, en lien avec la Communauté d'agglomération Versailles Grand Parc et l'Education Nationale.

D'autres actions sont prévues en direction de publics éloignés de la lecture :
- organisation au premier semestre 2020, de mini-festivals BD dans deux communes rurales du département, un ESAT et la maison d'arrêt de Poissy
- organisation d'un atelier BD en milieu ouvert, en partenariat avec le SPIP des Yvelines

Les acteurs de la chaine du livre sont impliqués avec la présence d'éditeurs, de libraires (le Comptoir de la BD à Versailles, Mille-Feuilles à Bièvres, Bulles en tête à Paris) et de bibliothèques municipales (Viroflay, La Celle-Saint-Cloud, Jouy-en-Josas, Velizy-Villacoublay) et associatives.

En 2019, 8 000 visiteurs ont pu rencontrer une soixantaine d'auteurs. Un public plus large encore a été touché par les actions hors les murs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BUC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses logistiques et techniques	58 000,00	59,79%
Animations	33 000,00	34,02%
Communication	6 000,00	6,19%
Total	97 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC (S)	5 000,00	5,15%
Subvention Région Idf (S)	7 000,00	7,22%
Subvention département des Yvelines (S)	30 000,00	30,93%
Subvention CA Versailles Grand parc (S)	7 000,00	7,22%
Subvention SOFIA (S)	5 000,00	5,15%
Mécénat (S)	5 000,00	5,15%
Recettes (location des stands et ventes)	5 000,00	5,15%
Fonds propres	33 000,00	34,02%
Total	97 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20003163 - SAVIGNY-SUR-ORGE - SALON DU LIVRE D'HISTOIRE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	19 630,00 € TTC	25,47 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAVIGNY SUR ORGE
Adresse administrative : 48 AV CHARLES DE GAULLE
91600 SAVIGNY S/ORGE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric MEHLHORN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'édition 2020 du salon du livre d'histoire de Savigny-sur-Orge

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du salon, qui a lieu en mars, implique la réalisation de dépenses en amont. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Le salon a été créé en 2016. Il a pour objectif d'amener la connaissance de l'Histoire et la lecture au plus près des citoyens, notamment dans les quartiers périphériques de la ville, via les établissements scolaires. Sa prochaine édition se déroulera en mars 2020.

Le salon comprend deux volets :

- un volet en direction des scolaires, à travers l'organisation de rencontres avec des auteurs jeunesse dans les établissements scolaires de la ville (7 élémentaires et 3 collèges). Les élèves préparent la venue de l'auteur et lisent son livre au préalable. Le lycée J-B Corot pourrait aussi être impliqué.

- un volet en direction du grand public avec l'organisation sur un week-end d'un salon, dans la salle des fêtes de la ville, avec des auteurs et historiens jeunesse et adulte (Thierry Sarmant, Jean-Paul Bled, Jean Tulard...). Le salon accueillera également des conférences et des animations autour du 1er Empire, réalisées par l'association Histoire retrouvée (spécialisée dans la reconstitution d'événements historiques).

La librairie savinienne Atout Papier est partenaire du salon et assure la vente d'ouvrages pendant le week-end. La médiathèque de Savigny-sur-Orge (qui fait partie du réseau de lecture public de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre) est également présente à travers un stand.

En 2019, le salon a touché 1148 scolaires et accueilli 455 visiteurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAVIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'auteurs	8 000,00	40,75%
Animations	5 580,00	28,43%
Dépenses logistiques (hébergement, transport et restauration)	4 100,00	20,89%
Communication	950,00	4,84%
Dépenses de personnel	1 000,00	5,09%
Total	19 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IdF (S)	5 000,00	25,47%
Subvention département de l'Essonne (S)	4 500,00	22,92%
Fonds propres de la ville	10 130,00	51,60%
Total	19 630,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20003165 - COURTRY - SALON DU LIVRE DE REFERENCE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	7 300,00 € TTC	35,62 %	2 600,00 €
		Montant total de la subvention	2 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE COURTRY
Adresse administrative	:	52 RUE DU GENERAL LECLERC 77181 COURTRY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Xavier VANDERBISE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 2e édition du salon du livre de référence de la ville de Courtry

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du salon implique la réalisation de dépenses en amont. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Le salon du livre de référence de Courtry est organisé par la mairie, en lien avec la communauté d'agglomération Paris-Vallée de la Marne. Il a pour objectif d'une part d'encourager l'accès au livre et à la lecture d'un large public et notamment du jeune public et d'autre part de valoriser les auteurs du département. Le salon a pour ambition de devenir un événement de référence en matière littéraire sur le nord du département.

Le salon se déroule sur une journée, en avril 2020. Environ 70 auteurs sont invités à rencontrer le public et dédicacer leurs ouvrages, . Quelques auteurs plus connus permettent d'attirer le public, parmi lesquels : Didier Daeninckx, Eric Fouassier (Editions du Masque, JC Lattès...), Cicéron Angledroit, Antoine Blocier... Plusieurs catégories de livres sont représentées : livres jeunesse, BD, polars et romans, contemporains et historiques.

Au programme également : des conférences, des ateliers pour les plus jeunes, une dictée, des spectacles, la fabrication de boites à livres. Des interventions d'auteurs autour du polar sont prévues en amont dans les classes, ainsi que des ateliers BD.

La médiathèque de la ville participe au salon à travers des lectures pour les plus jeunes. La librairie Tournons les pages, de Chelles, assurera la vente de livres.

La 1ère édition du salon a eu lieu l'an dernier et a attiré un public qui dépasse celui du territoire communal.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COURTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (rémunération des artistes, achat de spectacles...)	4 410,00	60,41%
Dépenses logistiques (transport, hébergement, restauration, fournitures, assurance...)	1 090,00	14,93%
Communication (conception, impression...)	1 800,00	24,66%
Total	7 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IdF (S)	2 600,00	35,62%
Subvention département de Seine-et-Marne (S)	1 600,00	21,92%
Subvention CA Paris-Vallée de la Marne (S)	3 000,00	41,10%
Fonds propres de la ville	100,00	1,37%
Total	7 300,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047936 - CIRCE - 38e MARCHE DE LA POESIE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	238 000,00 € TTC	10,50 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CENTRE D'INFORMATION DE RECHERCHE DE CREATION ET D'ETUDES ARTISTIQUES LITTERAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES
Adresse administrative	:	12 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Vincent GIMENO, Délégué

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 38e Marché de la poésie

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du marché implique la réalisation de dépenses dès le début de l'année 2020. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Le Marché de la poésie est le plus grand rassemblement poétique en France. Il réunit tous les ans, place Saint-Sulpice à Paris, près de 500 éditeurs et revues de poésie, qui présentent leur actualité éditoriale et organisent plus de 500 signatures d'auteurs sur leurs stands. Une grande scène accueille une quarantaine d'animations. Il aura lieu du 10 au 14 juin 2020.

Les Outre-mer français seront les invités d'honneur de cette édition. Une 15aine de poètes ultra marins seront présents. La présidence d'honneur du marché sera confiée à Sylvie Glissant, avec une soirée autour des 30 ans du Prix Carbet de la Caraïbe et du Tout-Monde.

Des événements auront lieu en Île-de-France et ailleurs, dans le cadre de la Périphérie du Marché, notamment en Seine-et-Marne, en lien avec la bibliothèque départementale de prêt, à destination des médiathèques et lieux culturels du département.

Du 15 mai au 30 juin, des activités seront mises en place à destination de publics particuliers : autistes, jeunes sourds, prisonniers du centre pénitentiaire de Réau. Les élèves du lycée Racine (9e), accueilleront comme chaque année une rencontre. Une journée de formation de professionnels sur la poésie contemporaine sera organisée avec la bibliothèque départementale de prêt du 77 et le rectorat de Créteil.

Enfin, le Marché organisera en parallèle les 4e Etats généraux permanents de la poésie sur le thème "Finalités du poème".

En 2019, le marché de la poésie a accueilli près de 50 000 visiteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (honoraires, animations, etc.)	168 000,00	70,59%
Dépenses techniques et logistiques	50 000,00	21,01%
Communication	6 000,00	2,52%
Frais de personnel	14 000,00	5,88%
Total	238 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention CNL (S)	55 000,00	23,11%
Subvention ministère des Outre-mer (S)	15 000,00	6,30%
Subvention Région IdF (S)	25 000,00	10,50%
Subvention ville de Paris (S)	15 000,00	6,30%
Subvention SOFIA (S)	12 000,00	5,04%
Mécénat (S)	10 000,00	4,20%
Participation des éditeurs	106 000,00	44,54%
Total	238 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047937 - AIMER LIRE EN HAUTE-VALLÉE DE CHEVREUSE - LIRENVAL - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	50 000,00 € TTC	12,00 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIMER LIRE EN HTE VALLEE DE CHEVREUSE
Adresse administrative : RUE FABRE D'EGLANTINE
78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-NOELLE ROLLAND-DUAULT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 26e édition de Lirenval

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créé en 2001, le salon est l'aboutissement du travail réalisé tout au long de l'année par l'association "Aimer lire en Haute-Vallée de Chevreuse", avec les bibliothèques et les établissements scolaires du territoire. Il s'appuie sur des partenariats avec des communes de la Vallée de Chevreuse (participation de classes et centres de loisirs) et avec l'inspection départementale de l'éducation nationale. Sa prochaine édition se déroulera du 15 au 28 mars 2020.

Des actions sont menées toute l'année, en préparation du salon. Durant la semaine, le salon est destiné aux scolaires, avec plus de 150 rencontres avec des auteurs, des ateliers, expositions et spectacles. Le week-end, il est ouvert au grand public, avec notamment la remise du prix Michel Tournier qui récompense chaque année des ouvrages en lien avec la thématique du salon (en 2020 : "Les Temps forts").

3 librairies participent au salon ainsi qu'une quarantaine d'éditeurs indépendants et près de 100 auteurs. Environ 10 000 participants sont attendus dont 4 000 élèves (150 classes).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CC HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, achat de spectacles, location d'expos, ateliers)	37 500,00	75,00%
Dépenses techniques et logistiques (matériel, transport, hébergement,	7 500,00	15,00%
Communication	5 000,00	10,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC (S)	5 000,00	10,00%
Subvention Région IdF (S)	6 000,00	12,00%
Subvention département des Yvelines (S)	3 000,00	6,00%
Subventions des communes partenaires (A)	8 000,00	16,00%
Subvention de la CC de la Haute-vallée de Chevreuse (A)	13 000,00	26,00%
Subvention du Parc naturel régional de la Haute-vallée de Chevreuse (S)	5 000,00	10,00%
Recettes propres (location des stands et petite restauration)	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047939 - VIVRE LIRE - FESTIVAL QUARTIER DU LIVRE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	50 000,00 € TTC	20,00 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VIVRE LIRE
Adresse administrative	:	1 RUE FREDERIC SAUTON 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur GABRIEL ANTONOPOULOS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : édition 2020 du festival Quartier du livre

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du festival implique la réalisation de dépenses en amont. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Le festival Quartier du livre a pour but de mettre en lumière la richesse et la diversité des savoir-faire des libraires et éditeurs du quartier latin. Il fédère des événements et activités proposés par les professionnels du livre (éditeurs, libraires) et les lieux culturels de l'arrondissement : bibliothèques, établissements scolaires et universitaires, conservatoire... Il aura lieu du 13 au 20 mai 2020.

Au coeur du festival, une librairie éphémère est accueillie dans les locaux de la mairie du 5e arrondissement, avec un studio de radio dédié, pour des rencontres, débats et dédicaces avec des auteurs. Cette librairie accueille des stands d'éditeurs et de libraires.

Des balades littéraires sont organisées dans le quartier. Des parcours sont également mis en place pour les scolaires (dont des lycéens) afin de leur faire découvrir les lieux et les professionnels du livre de l'arrondissement.

Cette année, le fil rouge du festival sera l'écologie. Le festival sera parrainé par Pascal Bruckner, avec une carte blanche à Sylvain Tesson.

Les organisateurs comptent sur la participation d'une trentaine de librairies, d'une dizaine de bibliothèques et d'éditeurs. Plus d'une cinquantaine d'auteurs seront présents, parmi lesquels Joseph Ponthus, Line Papin, Murielle Magellan, Jérôme Leroy...

En 2019, le festival a accueilli 50 000 visiteurs et plus de 230 événements dans tout l'arrondissement, dont une centaine dédiés à la jeunesse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, rémunération des artistes, achat de spectacles, location d'expo, etc.)	17 000,00	34,00%
Dépenses de techniques et logistique (transport, restauration, hébergement...)	3 400,00	6,80%
Communication (relations presse, site, appli, stagiaire événement, impressions...)	28 850,00	57,70%
Fournitures	750,00	1,50%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IdF (S)	10 000,00	20,00%
Subvention SOFIA (S)	15 000,00	30,00%
Mécénat et dons d'entreprises (S)	25 000,00	50,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047940 - C TAIHI- LA GRIFFE NOIRE - FESTIVAL SAINT-MAUR EN POCHE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	250 000,00 € HT	4,00 %	10 000,00 €
		Montant total de la subvention	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : C TAIHI
Adresse administrative : 2 RUE DE LA VARENNE
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Edgar CASEL, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 12e édition du festival Saint-Maur en poche

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Partant du postulat que le livre de poche est abordable par son format et son prix, la librairie La Griffe noire organise chaque année depuis 2009, en lien avec la ville de Saint-Maur-des-Fossés, le salon « Saint-Maur en poche ». Les objectifs du festival sont d'amener le public vers le plaisir de la lecture et de recréer l'envie de lire chez ceux qui ne lisent plus, notamment à travers la rencontre avec les auteurs. Sa prochaine édition aura lieu les 13 et 14 juin 2020.

La librairie prévoit de mettre en place plusieurs actions dans le cadre de la manifestation :
- des rencontres et dédicaces avec 250 auteurs français et internationaux
- des cafés littéraires
- un village jeunesse avec des lectures et des ateliers
- la remise du prix Saint-Maur en poche
- un pique-nique géant du livre

Le festival est entièrement gratuit. La mairie intervient sur tout le volet logistique : emplacement, chapiteaux, matériel, sécurité, etc.

En 2019, la manifestation a rassemblé plus de 25 000 visiteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, rémunération des artistes)	30 000,00	12,00%
Dépenses techniques (hébergement, restauration...)	17 000,00	6,80%
Communication	31 000,00	12,40%
Frais de personnel	42 000,00	16,80%
Achat des livres	130 000,00	52,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention du CNL (S)	3 000,00	1,20%
Subvention Région IdF (S)	10 000,00	4,00%
Subvention SOFIA pour le forum du livre de poche (S)	32 000,00	12,80%
Recettes propres (vente des livres)	205 000,00	82,00%
Total	250 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047945 - SCENES DE LIVRES - SAPRISTI, FESTIVAL DU LIVRE DE JEUNESSE DE VILLECRESNES - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	18 200,00 € TTC	27,47 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SCENES DE LIVRES
Adresse administrative	:	2 RUE DU BOIS PRIE DIEU 94440 VILLECRESNES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Alain CASALI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 2e édition du festival du livre de jeunesse de Villescresnes

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du festival implique la réalisation de dépenses en amont, dès le mois de février. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Le festival a pour objectif de développer le goût de la lecture chez les enfants, adolescents et jeunes adultes, et de promouvoir le livre jeunesse sous toutes ses formes, à travers différentes actions : rencontres, ateliers, spectacles, expositions, dédicaces... Toutes les activités proposées sont gratuites.

Sapristi ! se déroule sur 2 journées, les vendredi 15 et samedi 16 mai. Le vendredi, des rencontres sont organisées dans les écoles, collèges et lycées avec 13 auteurs. Les élèves concernés recevront un chèque lire de 4 euros à utiliser sur le salon organisé le samedi.
En soirée, une conférence est prévue à destination des professionnels (bibliothécaires, enseignants, salariés des crèches et centres de loisirs...)
Le samedi, animations et rencontres auront lieu principalement dans une salle municipale, à destination du grand public. Près de 1 000 visiteurs sont attendus.

Les différents partenaires locaux liés au livre sont impliqués : librairie Au fil des Pages, à Villecrenes, bibliothèques et médiathèques du territoire, association Lire et faire lire et Les Petits Champions de la lecture.

Les écoles et collèges de Villecresnes et des villes alentours sont associés, ainsi que le lycée Guillaume Budé de Limeil Brévannes.

La ville de Villecresnes est le principal partenaire du festival, à travers la participation de la crèche et du conservatoire et l'implication de différents services municipaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LIMEIL-BREVANNES
- MAROLLES-EN-BRIE
- PERIGNY
- SANTENY
- VILLECRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Interventions en milieu scolaire	5 200,00	28,57%
Conférence professionnels	250,00	1,37%
Achat de spectacles et ateliers	3 600,00	19,78%
Dépenses de communication	450,00	2,47%
Dépenses logistiques (petit matériel divers, restauration, déplacements)	3 200,00	17,58%
Chèques lire	5 500,00	30,22%
Total	18 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention du territoire GPSEA (S)	5 000,00	27,47%
Subvention Région IdF (S)	5 000,00	27,47%
Subvention ville de Villecresnes (S)	2 000,00	10,99%
Subventions autres partenaires locaux (S)	1 700,00	9,34%
Subvention SOFIA (S)	3 000,00	16,48%
Subvention SAIF (S)	1 500,00	8,24%
Total	18 200,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047988 - ATLAS - PRINTEMPS DE LA TRADUCTION - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	39 400,00 € TTC	12,69 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATLAS ASSISES TRADUC LITTERAIRE EN ARLES
Adresse administrative : PLACE FELIX REY
13200 ARLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JÖRN CAMBRELENG, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 6e édition du Printemps de la traduction

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chaque année depuis 2015, l'Association pour la Promotion de la Traduction Littéraire (ATLAS), basée en Arles, organise en Île-de-France le Printemps de la traduction.
Cette manifestation a pour objet de permettre la rencontre entre lecteurs et traducteurs, à travers différentes actions : rencontres en librairie avec des traducteurs, conférences, et ateliers de traduction pour le grand public.

Chaque année, la manifestation s'appuie sur l'actualité de la littérature étrangère et met à l'honneur une thématique. Cette année : L'Humour en traduction.

Habituellement organisée sur une semaine, et essentiellement à Paris, la manifestation évolue cette année en se déroulant sur un temps plus long, du 2 au 20 juin 2020, et en développant des partenariats avec des médiathèques franciliennes mais aussi des centres culturels étrangers à Paris et d'autres institutions ayant leur propre public, afin de toucher un public plus large que le public habituel du festival.

Le Printemps se déroulera dans 3 lieux de référence de la vie littéraire (la maison de la poésie, la BPI et la SGDL), 5 centres culturels étrangers, des librairies (Le Comptoir des mots, Tschann et Le Divan à Paris, La Librairie nouvelle à Asnières et Liragif à Gif-sur-Yvette) et au moins 2 bibliothèques hors de Paris (Essonne, Val d'Oise ou Seine-et-Marne).

26 auteurs (écrivains ou traducteurs) sont invités.

En 2019, la manifestation a accueilli 600 spectateurs sur 4 jours de programmation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (auteurs, modérateurs, autres intervenants...)	10 360,00	26,29%
Dépenses logistiques (achat petit matériel, déplacements, hébergement, réceptions...)	11 000,00	27,92%
Communication	1 640,00	4,16%
Frais de personnel et de structure	16 400,00	41,62%
Total	39 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention CNL (S)	11 000,00	27,92%
Subvention Région IdF (S)	5 000,00	12,69%
Subvention SOFIA (S)	15 000,00	38,07%
Coproductions (S)	2 000,00	5,08%
Fonds propres	6 400,00	16,24%
Total	39 400,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047989 - LE LABO DES HISTOIRES - PROGRAMME D'ATELIERS D'ECRITURE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	280 000,00 € TTC	14,29 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE LABO DES HISTOIRES
Adresse administrative : 161 RUE SAINT-MARTIN
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHARLES AUTHEMAN, Délégué

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise en place d'ateliers d'écriture sur l'année 2020

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les ateliers se déroulant sur toute l'année, le Labo a devoir engager des dépenses dès le mois de janvier 2020. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Créé en 2011, le Labo des histoires a pour objectif de favoriser la pratique de l'écriture. Il propose des ateliers d'écriture gratuits pour tous les enfants, adolescents et jeunes adultes de moins de 25 ans. Il s'est déployé au niveau national et dispose de 3 antennes physiques en Île-de-France : Paris, IdF Ouest et IdF Est.

Ces 3 antennes mettent en œuvre des ateliers d'écriture, co-construits avec les structures d'accueil et les partenaires, qui peuvent se dérouler en milieu scolaire, en partenariat avec des structures culturelles ou sociales. Les ateliers sont encadrés par des professionnels de l'écriture, rémunérés.

Cette année, le Labo mettra l'accent sur le champ de l'insertion professionnelle (lycées professionnels, CFA, missions locales et espaces d'insertion). Il s'intéressera aussi aux mineurs sous main de justice.

Le Labo réalisera également des outils pédagogiques liés à des projets d'écriture locaux ou nationaux (par exemple Patrimoine en poésie) et formera des professionnels à la mise en place et l'animation

d'ateliers d'écriture auprès de publics variés.

En 2019, le Labo a touché environ 10 000 bénéficiaires en IdF dont plus de 6 000 à travers plus de 500 ateliers d'écriture.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des intervenants	95 000,00	33,93%
Dépenses logistiques et techniques	25 000,00	8,93%
Dépenses de personnel	150 000,00	53,57%
Frais divers (documentation, fourniture, assurance...)	10 000,00	3,57%
Total	280 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC (S)	60 000,00	21,43%
Subvention CNL (S)	45 000,00	16,07%
Subvention Région IdF (S)	40 000,00	14,29%
Subvention départements (S)	27 500,00	9,82%
Subvention ville de Paris (S)	15 000,00	5,36%
Mécénat et dons (S)	43 000,00	15,36%
Emplois aidés	6 000,00	2,14%
Recettes propres (prestations de service, adhésions...)	43 500,00	15,54%
Total	280 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047991 - CHANTEFABLE/FOLIES D'ENCRE - FESTIVAL VOX - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	94 000,00 € HT	7,45 %	7 000,00 €
		Montant total de la subvention	7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHANTEFABLE
Adresse administrative : 9 AVENUE DE LA R SISTANCE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Amanda SPIEGEL, GERANTE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : VOX, festival urbain du livre audio et de la lecture à voix haute

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réunion de deux événements distincts jusqu'en 2019, VOX est un festival dédié à la lecture à voix haute et au livre audio.
Il est organisé par la librairie Folies d'Encre, à Montreuil, en lien avec l'APLA (association pour la promotion des livres audio). Il aura lieu du 4 au 7 juin 2020.

Le festival invite des auteurs contemporains à faire découvrir leurs œuvres au public, à travers des lectures dans différents lieux de la ville : conservatoire, médiathèque Robert Desnos, cinéma Le Meliès, galerie commerciale Grand Angle, librairie Folies d'Encre) ainsi que dans l'espace public.
Dans le noir, musicales, déambulatoires ou sous forme de jeux, ces lectures poursuivent l'objectif de permettre à tous les publics de s'approprier la littérature et la pratique de la lecture. Une vingtaine d'auteurs sont invités.

Le salon du livre audio se tient sur la place de la mairie et accueille de nombreux éditeurs (25 en 2019).

Une partie des actions proposées s'adresse au jeune public et aux scolaires, avec notamment la remise d'un Prix des Lycéens auquel participent les lycées Jean-Jaurès à Montreuil et Eugène Henaff à Bagnolet.

Du fait de la réunion des deux événements, les organisateurs attendent environ 6 000 visiteurs cette année.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, rémunération des artistes, achat de spectacles, programmation...)	21 100,00	22,45%
Dépenses techniques et logistiques (location de tentes, prestations techniques, sécurité, transport et hébergements, etc.)	45 960,00	48,89%
Communication	20 440,00	21,74%
Frais de personnel	6 500,00	6,91%
Total	94 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC (S)	10 000,00	10,64%
Subvention Région IdF (S)	7 000,00	7,45%
Subvention ville de Montreuil (S)	6 000,00	6,38%
Subvention SOFIA (S)	12 000,00	12,77%
Subventions autres sociétés de perception de droits (S)	44 000,00	46,81%
Recettes propres (location de stands et vente de livres)	15 000,00	15,96%
Total	94 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047992 - CIBLE 95 - FESTIVAL DES PRINTEMPS SONORES - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	10 000,00 € TTC	25,00 %	2 500,00 €
		Montant total de la subvention	2 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIBLE 95
Adresse administrative : 9 RUE DE LA REPUBLIQUE
95120 ERMONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ingrid COLLET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 11e édition des Printemps sonores

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créé en 2009, le festival des Printemps sonores a lieu chaque année de mars à juin. Il a vocation à faire entrer la musique vivante en bibliothèque et s'est progressivement ouvert à d'autres formes d'expression culturelle ou artistique. Il est organisé par l'association CIBLE 95 (coopération inter bibliothèques pour la lecture et son expansion en Val d'Oise), en lien avec les bibliothèques du territoire.

Au sein de Cible 95, un comité composé de discothécaires élabore et met en oeuvre le festival. Chaque médiathèque partenaire conçoit sa programmation à partir des propositions de ce comité.

L'édition 2020 se déroulera entre mars et juin 2020 et sera consacrée à la Méditérranée. Une part importante sera dédiée au conte (avec un programme de contes mis en musique), au cinéma (projections et rencontres avec des réalisateurs), à la littérature (avec des rencontres d'auteurs - Mehdi Charef et Samira Sedira - et l'organisation d'un prix littéraire inter bibliothèques).

Les animations proposées sont gratuites à l'exception du concert d'ouverture du festival.

15 communes participent au festival, principalement à travers leurs bibliothèques.

En 2019, le festival a accueilli 2 800 visiteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (rémunération des artistes...)	3 000,00	30,00%
Dépenses techniques et logistiques (transport, hébergement, restauration...)	1 000,00	10,00%
Communication	5 200,00	52,00%
Frais de structure (forunitures, etc.)	800,00	8,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC (S)	2 000,00	20,00%
Subvention Région IdF (S)	2 500,00	25,00%
Subvention département du Val d'Oise (S)	2 500,00	25,00%
Recettes propres (adhésions)	3 000,00	30,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047994 - L'AMANDIER - FESTIVAL DE BANDE DESSINEE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	8 500,00 € HT	35,29 %	3 000,00 €
		Montant total de la subvention	3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L AMANDIER
Adresse administrative : BOULEVARD RICHARD WALLACE
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur THOMAS AUXERRE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du festival de bande dessinée de Puteaux

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 2006, la librairie L'Amandier est une librairie généraliste qui propose un large choix d'ouvrages particulièrement en littérature et en jeunesse, composé de 20 000 livres. Elle ambitionne d'être un lieu culturel au sein de la ville et d'aider à amener la lecture auprès de tous. Elle anime régulièrement des animations et des rencontres permettant aux lecteurs de rencontrer les auteurs et les éditeurs.

La librairie L'Amandier est partenaire du festival de bande dessinée de la ville de Puteaux. Elle y est chargée de la vente des livres et participe à la préparation de l'événement. Pour sa 10ème édition, le festival accueillera une trentaine d'auteurs. Il se déroulera au Palais de la Médiathèque de Puteaux et à l'Hôtel de du 12 au 14 juin 2020.

Le festival de bande dessinée a l'an dernier accueilli 70 auteurs en dédicaces et plus de 15 000 visiteurs sur deux jours et demi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres services externes (transports, honoraires, TPE, location caisses, déplcaments)	4 500,00	52,94%
Frais de personnel	4 000,00	47,06%
Total	8 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	3 500,00	41,18%
Centre National du livre (S)	2 000,00	23,53%
Région Ile-de-France	3 000,00	35,29%
Total	8 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047996 - FERRAILLE - FORMULA BULA - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	180 900,00 € TTC	6,63 %	12 000,00 €
		Montant total de la subvention	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FERRAILLE
Adresse administrative : 168 RUE SAINT-DENIS
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Raphaël BARBAN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 8e édition du festival de BD Formula Bula

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du festival implique la réalisation de dépenses en amont. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Formula Bula est un festival consacré à la BD, qui s'intéresse à la fois aux grands noms et aux jeunes pousses du secteur. Le festival se déroule dans plusieurs lieux parisiens et dyonisiens (médiathèque F. Sagan, BPI, Forum des images, Louvre, canal de l'Ourcq...)et multiplie les occasions de rencontre entre le public et les auteurs et éditeurs.
L'édition 2020 aura lieu du 22 au 28 septembre et prendra une ampleur particulière dans le cadre de l'année de la BD.

Au programme, des expositions, des rencontres avec les auteurs et éditeurs, des conférences, des ateliers, des spectacles.

Des visites guidées par des éditeurs sont prévues pour le grand public mais aussi pour les bibliothécaires avec l'association Bibliothèques en Seine-Saint-Denis.

Plusieurs librairies (de Paris, du 93 et du 91) sont associées au festival, à travers la vente des livres des auteurs invités et l'accueil de rencontres ou l'organisation d'ateliers.

Plus d'une 20aine d'éditeurs seront présents dans le cadre du village d'éditeurs installé dans le Carré Saint Lazare, situé à côté de la médiathèque F. Sagan (Paris 10e).

Près de 20 000 visiteurs sont attendus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de prestations de service	44 000,00	24,32%
Achat de marchandises	18 500,00	10,23%
Locations	21 900,00	12,11%
Transports, déplacements, réceptions	12 000,00	6,63%
Rémunération du personnel	42 000,00	23,22%
Droits d'auteur	41 600,00	23,00%
Frais divers	900,00	0,50%
Total	180 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention CNL (S)	15 000,00	8,29%
Subvention spéciale année de la BD (S)	23 000,00	12,71%
Subvention DRAC (S)	10 000,00	5,53%
Subvention Région IdF (S)	12 000,00	6,63%
Subvention département de Seine-Saint-Denis (S)	1 900,00	1,05%
Subvention Ville de Paris (S)	40 000,00	22,11%
Subvention SOFIA (S)	25 000,00	13,82%
Autres aides (sociétés de perceptions, fondations, structures partenaires, etc.) (S)	27 000,00	14,93%
Fonds propres	27 000,00	14,93%
Total	180 900,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047997 - LITTÉRATURE, ETC. - LES PARLEUSES SAISON 2 - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	33 000,00 € TTC	15,15 %	5 000,00 €
		Montant total de la subvention	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LITTERATURE ETC
Adresse administrative : 8 RUE DES SARRAZINS
59000 LILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Aurélie OLIVIER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : saison 2 des Parleuses

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La manifestation se déroule sur toute l'année. Des dépenses devront donc être réalisées dès le mois de janvier pour l'organisation des premières séances. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
La manifestation a pour objectif de faire connaître et valoriser les textes d'autrices du patrimoine littéraire, souvent peu visibles, et de sensibiliser le public à la question de la représentation des genres dans l'histoire littéraire. Elle se déroulera sur 10 séances (un samedi par mois) dont 7 en Île-de-France. La manifestation est entièrement gratuite pour le public.

Le principe est le suivant : une autrice contemporaine vient présenter une autrice du "matrimoine". Chaque séance dure 4 heures et se déroule en 2 temps :
- un temps d'atelier : un atelier d'écriture, basé sur des textes de l'autrice "historique", et animé par l'autrice contemporaine qui a choisi de la présenter, et un atelier de lecture, mené par une personne de l'association Littérature etc.
- un temps de rencontre, pendant lequel l'autrice contemporaine présente le travail de l'autrice historique, sous la forme qu'elle choisit : performance, conférence, lecture, etc. Cette rencontre est enregistrée et donne lieu à un podcast, accessible sur le site de l'association.

Une partie du contenu des séances de 2020 est déjà programmé : Simone Weil par Lydie Salvaire,

Béatrix Beck par Justine Arnal, Hélène Monette par Hélène Frédérick...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, programation...)	14 200,00	43,03%
Dépenses techniques et logistiques (captations, transport, hébergement, restauration, achats divers...)	9 900,00	30,00%
Communication	3 200,00	9,70%
Personnel et divers frais de structure	5 700,00	17,27%
Total	33 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC (S)	6 000,00	18,18%
Subvention CNL - Partir en livres (S)	2 000,00	6,06%
Subvention Région IdF (S)	5 000,00	15,15%
Subvention Région Hauts de France (S)	3 000,00	9,09%
Subvention métropole européenne de Lille (S)	2 000,00	6,06%
Subvention ville de Lille (S)	2 000,00	6,06%
Subvention SOFIA (S)	6 000,00	18,18%
Recettes propres	7 000,00	21,21%
Total	33 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX047998 - ENT'REVUES - UNE ANNE REVUE 2020 - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	150 500,00 € TTC	16,61 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENT'REVUES
Adresse administrative : 4 AVENUE MARCEAU
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yannick KERAVEC, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 30e salon de la revue et autres actions de valorisation des revues

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Ent'revues travaille tout au long de l'année à la valorisation des revues contemporaines. Cette valorisation passe essentiellement par l'organisation du Salon des revues, à l'espace des Blancs Manteaux, dans le 4e arrondissement.

L'édition 2020 du salon aura lieu du 9 au 11 octobre 2020. Elle accueillera près de 400 revues dont 1/3 de nouveaux exposants, et 5 000 visiteurs. Une trentaine d'événements (rencontres, tables rondes) sont prévues.

Outre le salon, Ent'revues :
- organise les soirées Marceau : huit à neuf soirées dans l'année, pour mettre en lumière de l'actualité de revues, via une rencontre
- organise le salon des revues plurielles, au Musée national de l'Histoire de l'immigration
- participe à des manifestations littéraires (Marché de la poésie, Festival VO-VF, Partir en livres) et avec d'autres structures (BPI pour le cycle "Place aux revues" et CNL pour des rencontres)

L'association anime également le site ent'revues.org qui recense et valorise près de 3000 revues, et rédige et publie la Revue des revues (deux numéros par an).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteurs, rémunération artistes, graphiste...)	3 800,00	2,52%
Dépenses techniques et logistiques (site web, locations salle et matériel, transport, hébergement et restauration, sécurité...)	67 450,00	44,82%
Communication	23 650,00	15,71%
Personnel et autres coûts de structure	55 600,00	36,94%
Total	150 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention CNL (S)	68 500,00	45,51%
Subvention DILCRAH (S)	10 000,00	6,64%
Subvention Région IdF (S)	25 000,00	16,61%
Recettes propres (location des stands, ventes revue, adhésions)	47 000,00	31,23%
Total	150 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX048000 - BAL BOOKS - FESTIVAL ROLLING PAPER - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	21 100,00 € HT	18,96 %	4 000,00 €
		Montant total de la subvention	4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE BAL BOOKS AND FOOD
Adresse administrative : 6 IMPASSE DE LA D FENSE
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame EMILIE LAURIOLA, Responsable de service

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du festival Rolling Paper dédié à l'édition photographique

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Magnum photos a pour ambition d'assurer la conservation, la gestion et la diffusion du patrimoine photographique et du travail des photographes, de défendre et de valoriser une éthique de la photographie documentaire, d'encourager la création photographique et la réflexion sur ces enjeux et de mener des actions pédagogiques et culturelles.

Dans ce cadre, l'association a créé le Bal dans le 18ème, lieu d'exposition qui comprend une librairie spécialisée dans l'image documentaire (photographie, vidéo et cinéma), le Bal Books. La librairie possède un fonds de plus de 2 500 références constitué de livres de photographie, d'éditions rares, de premiers livres, d'éditions auto-publiés. Elle joue un rôle important dans la promotion de l'édition photographique auprès des publics.

Le Bal Books organise, les 29 et 30 août 2020, un festival dédié à l'édition photographique indépendante intitulé « Rolling Paper », dans le prolongement de la mission du BAL de défrichage et de mise en avant des jeunes talents de la photographie et de l'édition.

A l'occasion du festival, seront proposés :
- un salon d'éditeurs qui rassemble 50 maisons d'édition dont de très jeunes éditeurs, avec des lancements de livres, des signatures
- des sessions de présentation de nouveaux projets par des jeunes photographes, des conférences

et des signatures
- un workshop
- une performance musicale

Le festival réunit une trentaine d'éditeurs, dont la plupart sont franciliens, par exemple, RVB Books, Macula, Filigranes, Chose Commune, Rue du Bouquet, etc.

Afin d'élargir son rayonnement, le BAL propose aux lycéens qui participent au programme « Mon Œil ! » de rencontrer les éditeurs et s'associe cette année avec le centre culturel et atelier d'artistes Villa Belleville.

En 2019, le festival a rassemblé 2 500 visiteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	4 900,00	23,22%
Droits d'auteurs	1 400,00	6,64%
Rémunération des artistes	600,00	2,84%
Location matériels	600,00	2,84%
Transports, hébergement, restauration	1 800,00	8,53%
Documentation	200,00	0,95%
Communication	7 500,00	35,55%
Frais de personnel	4 100,00	19,43%
Total	21 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 200,00	34,12%
Ventes de livres	7 400,00	35,07%
SOFIA (S)	2 500,00	11,85%
Région Ile-de-France	4 000,00	18,96%
Total	21 100,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20

juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

DOSSIER N° EX048001 - MAISON ELSA TRIOLET-ARAGON - SAISON CULTURELLE ET PROJETS SCOLAIRES - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	106 500,00 € TTC	23,47 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ELSA TRIOLET/LOUIS ARAGON
Adresse administrative	:	RUE DE VILLENEUVE 78730 SAINT ARNOULT EN YVELINES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CAROLINE BRUANT, Directrice générale adjointe

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : saison culturelle 2020 de la Maison Elsa Triolet-Aragon

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les activités et projets développés dans le cadre de la saison culturelle 2020 de la Maison débutent dès janvier et donneront lieu à des dépenses en amont de la commission permanente. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
La maison Elsa Triolet-Aragon proposera comme chaque année :
- des visites commentées de l'appartement musée des deux écrivains et de son parc qui accueille des oeuvres contemporaines. Ces visites sont ouvertes aux individuels et aux groupes, notamment scolaires
- des ateliers pendant les vacances à destination des enfants
- des expositions d'art contemporain (Olga Luna, Bernard Pras, Anna Kache, Jean-Luc Parant)

Rencontres et spectacles seront également programmés dans le cadre de sa saison culturelle, notamment la poursuite du cycle de conférences sur Aragon entamé en 2018 et la participation à la Nuit de la lecture en janvier avec une rencontre autour du roman d'Elsa Triolet : Le Rendez-vous des étrangers

La Maison prévoit aussi des actions dans le cadre d'événements nationaux : la Nuit des musées, les journées du Patrimoine, etc.

Le 13 juin, elle organisara un hommage à Elsa Triolet à l'occasion du 50e anniversaire de sa mort, avec plusieurs propositions (projection d'un film, installation artistique dans le parc et représentation d'une pièce de théâtre).

La majorité des événements organisés par la maison auront lieu dans ses murs, à l'exception de quelques soirées littéraires qui se dérouleront à Paris (auditorium de l'hôtel de ville, ENS, Cité de l'immigration...)

Chaque année, la maison reçoit entre 18 000 et 20 000 visiteurs dont environ 500 lycéens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques (droits d'auteur, rémunération des artistes, achat de spectacles...)	20 500,00	19,25%
Dépenses techniques et logistiques (prestations techniques, locations, transport, hébergement, sécurité...)	40 000,00	37,56%
Communcatoin	24 000,00	22,54%
Dépenses de personnel	22 000,00	20,66%
Total	106 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC (S)	4 000,00	3,76%
Subvention Région IdF (S)	25 000,00	23,47%
Subvention département des Yvelines (S)	10 000,00	9,39%
Subvention Ville de Paris (S)	5 000,00	4,69%
Subvention Ville de Saint-Arnoult-en-Yvelines (S)	15 000,00	14,08%
Mécénat (S)	47 500,00	44,60%
Total	106 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° EX048069 - SLAM PRODUCTIONS - GRAND POETRY SLAM - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux manifestations littéraires (n° 00000151)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux manifestations littéraires	54 400,00 € HT	27,57 %	15 000,00 €
		Montant total de la subvention	15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SLAM PRODUCTIONS
Adresse administrative : 103 RUE JULIEN LACROIX
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK BINARD, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : édition 2020 du Grand Poetry Slam

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du festival nécessite la réalisation de dépenses dans les six mois qui le précèdent. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cadre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Festival national et international de poésie, le Grand Poetry Slam regroupe le Grand Slam national, la Coupe du monde de poésie et le Grand Slam interscolaire. Il aura lieu du 18 au 24 mai 2020.

Le Grand Slam national réunira une vingtaine d'équipes de quatre poètes venus de la France entière. La Coupe du monde de poésie verra s'affronter une vingtaine de poètes du monde entier, sélectionnés dans le cadre de tournois de Slam nationaux. Enfin, le Grand slam interscolaire rassemblera des écoliers, collégiens et lycéens, venus de toute la France, qui se préparent tout au long de l'année dans le cadre d'ateliers animés par Slam Prod.

Au total, plus de 40 événements sont prévus (rounds de présélection, demi-finales, finales, ateliers, show-cases, master classes, colloques, scènes ouvertes, concerts, etc.) qui se tiendront principalement à Paris, dans différents lieux culturels des 19e et 20e arrondissements.
Quelques villes franciliennes accueilleront des rounds de préselection : Vernou-la-Celle sur Seine, Champagne sur Seine et Melun dans le 77, et Ivry-sur-Seine dans le 94.

Les organisateurs attendent environ 15 000 personnes. La plupart des événements sont gratuits, le tarif

des événements payants varie entre 5 et 8 €.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de fournitures, consommables, etc.	9 400,00	17,28%
Locations de salles, loyers, hébergements...	27 000,00	49,63%
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	6 000,00	11,03%
Déplacements, missions et réceptions	8 000,00	14,71%
Communication	4 000,00	7,35%
Total	54 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ministère de la culture (S)	4 000,00	7,35%
Subvention CGET (S)	10 000,00	18,38%
Subvention ministère de l'éducation nationale (S)	2 000,00	3,68%
Subvention ministère de la jeunesse et des sports (S)	12 000,00	22,06%
Subvention Ville de Paris (S)	7 500,00	13,79%
Subvention Région IdF (S)	15 000,00	27,57%
Recettes propres (billetterie)	3 400,00	6,25%
Adhésions	500,00	0,92%
Total	54 400,00	100,00%

DOSSIER N° 20002574 - MEDIATHEQUE DE GRIGNY - MARYAM MADJIDI - GRIGNY - 91 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	17 000,00 € HT	60,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 505 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91054 EVRY-COURCOURONNES CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Maryam Madjidi

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Née en Iran, réfugiée en France à l'âge de 6 ans, Maryam Madjidi a grandi à Drancy en Seine-Saint-Denis. Elle a publié un premier roman sur son exil, en 2017 aux éditions Attila, pour lequel elle a obtenu plusieurs prix dont le Goncourt du premier roman. Elle a également publié un premier texte jeunesse à l'Ecole des loisirs. Maryam Madjidi souhaite écrire un second roman sur son adolescence à Drancy ainsi qu'un roman jeunesse sur les souvenirs et les fantômes d'une enfant exilée.

La médiathèque de Grigny veut s'appuyer sur la présence de Maryam Madjidi en résidence pour valoriser la richesse de la culture et de la solidarité qui s'affirment dans la ville pauvre la plus jeune d'Essonne (89 communautés, une centaine de langues et une centaine d'associations). Maryam Madjidi proposera aux participants de partir sur la trace des héros du quotidien qui ont marqué Grigny et de se rêver en personnage célèbre. En lien avec les centres sociaux et culturels, l'Ephad, le centre de formation professionnelle, la classe UPE2A d'Evry et plusieurs établissements culturels de Ris Orangis et d'Evry, elle animera des ateliers d'écriture, des séances photos, et des ateliers d'affiches. Les travaux seront présentés dans différents lieux de la ville et une exposition sonore accessible aux malvoyants sera organisée à la médiathèque en fin de résidence. Plusieurs artistes tels que Barbara Cassin, Oxmo Puccinon, ou Houda Benyamina, viendront à la rencontre des habitants tout au long de la résidence.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Grigny en Essonne étant situé dans une zone géographique carencée, le taux d'intervention est majoré à 60%.

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture d'atelier ou d'activité	2 000,00	11,76%
Services externes (hébergements, locations, autres)	10 000,00	58,82%
Frais de personnel (stagiaire)	5 000,00	29,41%
Total	17 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention politique de la ville Etat	4 000,00	23,53%
EPCI GPS	3 000,00	17,65%
Subvention Région service livre sollicitée	10 000,00	58,82%
Total	17 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002671 - BIBLIOTHEQUE FONAINEBLEAU - BENOIT JACQUES - FONTAINEBLEAU - 77 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	12 500,00 € TTC	40,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 40 RUE GRANDE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FR D RIC VALLETOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Benoît Jacques

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur de livres conçus, édités et diffusés par ses soins, Benoît Jacques occupe depuis 30 ans une place singulière dans la création littéraire, reconnue par l'ensemble de la chaîne du livre. Il a pour projet d'écrire le dernier tome de sa saga en quatre épisodes "La légende de Pioung Fou", sur les relations entre un vieux sage et son jeune apprenti.

La ville de Fontainebleau souhaite approfondir la collaboration engagée avec Benoît Jacques à la faveur de l'inauguration de la médiathèque dont l'auteur-illustrateur a été le parrain. La médiathèque, en partenariat avec les librairies du département et le conservatoire de la ville, accueillera des classes élémentaires et une classe de Terminale spécialité "Arts plastiques" pour des ateliers d'écriture et d'illustration. Benoît Jacques proposera par ailleurs au public des rencontres avec des professionnels du livre autour de la fabrication du livre et de la traduction. Enfin, les bibliothécaires de Seine-et-Marne participeront à un atelier de formation sur les livres singuliers.

Durée : 10 mois

Genre : Roman

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (livres, intallations)	4 000,00	32,00%
Services externes (imprimeurs, intervenants)	6 000,00	48,00%
Autres services externes (distribution, déplacements, réceptions)	2 500,00	20,00%
Total	12 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 500,00	20,00%
Subvention Région IDF Service Livre	5 000,00	40,00%
Subvention Département Seine-et-Marne	5 000,00	40,00%
Total	12 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002732 - THEATRE BRETIGNY - VHAN OLSEN DOMBO - SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS - 91 - ESSONNE

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65735-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 € TTC	50,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D ESSONNE AGGLOMERATION ESPACE JULES VERNE
Adresse administrative : RUE HENRI DOUARD 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Olivier LEONHARDT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Vhan Olsen Dombo

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dramaturge, slameur et performer congolais récemment installé en France, Vhan Olsen Dombo a publié deux textes aux éditions Passage et Les Bruits de Mantsina. Il souhaite écrire une oeuvre poétique sur le supermarché comme lieu emblématique de notre rapport contradictoire à la consommation, provisoirement intitulée "Ouverture et fermeture".

Le théâtre Brétigny, situé dans le même bâtiment que la médiathèque, souhaite accueillir Vhan Olsen Dombo pour s'engager dans le soutien à l'écriture. Vhan Olsen Dombo s'adressera aux élèves des lycées professionnels de Saint-Michel-sur-Orge et de Sainte-Geneviève-des-Bois, aux enfants malentendants du Centre de La Norville, aux usagers de la bibliothèque et aux employés de la grande distribution. Il leur proposera des ateliers de slam-poésie et l'écriture d'une bande-dessinée collective sur la consommation. Il recueillera des témoignages sur le premier supermarché ouvert en France à proximité en 1963 et interviendra auprès des médiathécaires du réseau Coeur Essonne pour des temps de formation aux ateliers d'écriture.

Durée : 10 mois

Genre : Poésie

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures d'atelier)	1 500,00	15,00%
Services externes (interventions, maquettage, impression, hébergement)	5 700,00	57,00%
Autres services externes (déplacements, publicité)	2 800,00	28,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention IDF Livre sollicitée	5 000,00	50,00%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002607 - MAISON DE LA POESIE - ANNE MULPAS - PARIS - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	20 000,00 € HT	50,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE LA POESIE
Adresse administrative : 161 RUE SAINT-MARTIN
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD COMMENT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Anne Mulpas

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Anne Mulpas est poète et artiste performeuse publiée notamment chez Dumerchez, d'Ores et déjà, Tarabuste, et dans de nombreuses revues de poésie. Elle a également publié en littérature jeunesse chez Sarbacane et Nathan et en théâtre. Sa prochaine oeuvre poétique, provisoirement intitulée "L'Abécéd'Air et de Feu", se constituera au fil des 26 lettres de l'alphabet en autant de portraits-poèmes, inspirés chacun par une voix, élaborant une galerie de reflets-parlants de notre époque.

La Maison de la Poésie souhaite faire de la présence d'Anne Mulpas en résidence le ciment de ses actions de médiation en direction des publics des ateliers d'écriture. Anne Mulpas se propose d'y présenter son travail d'écriture en cours mais aussi d'y recueillir "Les bruits du monde" sous forme d'une série de 13 podcasts qui constitueront une collection de capsules sonores disponibles librement sur le site internet de la Maison de la Poésie. L'auteur interviendra avec l'artiste Rym Debbarh Mounir auprès des élèves de plusieurs établissements notamment en lien avec Radio Clype (diffusion écoles, collèges et lycées de la ville de Paris). Elle présentera son projet d'écriture l'Abécéd'Air et de Feu à la bibliothèque Marguerite Audoux et interviendra à la librairie l'Atelier pour plusieurs rencontres. Le projet sera l'occasion pour 4 jeunes gens de se former à la captation sonore. Un événement sera organisé à la Maison de la Poésie en fin de résidence pour donner à voir et à entendre les créations polyphoniques réalisées par l'auteur comme par les publics.

Genre littéraire : poésie

Durée de la résidence : 10 mois
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (mixage)	3 000,00	15,00%
Services externes (Etudes et recherches)	1 500,00	7,50%
Autres services externes (déplacements, missions, réceptions, honoraires)	7 450,00	37,25%
Frais de personnel (Stagiaire)	8 050,00	40,25%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 000,00	50,00%
Subvention Région livre sollicitée	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002673 - LIBRAIRIE DES ABBESSES - JEAN-MARC FIESS - PARIS - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	13 000,00 € HT	50,00 %	6 500,00 €
	Montant total de la subvention		6 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRAIRIE DES ABESSES - ASSOCIATION VERBES
Adresse administrative : 30 RUE YVONNE LE TAC
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MARIE-ROSE GUARNIERI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Jean-Marc Fiess

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Jean-Marc Fiess est auteur, illustrateur jeunesse. Il a réalisé de nombreux livres photo puis des Pop up, publiés notamment aux éditions Albin Michel, Thierry Magnier, Le Baron Perché. Il veut travailler à un livre de Pop up pour enfants, sur le rapport de l'enfant à la possession et à la consommation, provisoirement intitulé "L'être et l'avoir".

La librairie des Abbesses est installée depuis 23 ans dans le quartier Montmartre. Elle est à l'origine du prix Wepler-Fondation La Poste et de la journée de la Librairie indépendante (San Jordi). Elle souhaite accueillir Jean-Marc Fiess en résidence afin de permettre une découverte de la magie du livre par le papier et le pliage et proposer au public une initiation à l'histoire de la culture du livre. Jean-Marc Fiess animera 5 ateliers en direction de classes primaires du quartier et 1 atelier tout public. Il invitera les participants à découvrir la librairie des Abbesses et les éditions Thierry Magnier, et organisera des rencontres dans la librairie avec des auteurs de littérature jeunesse. Une exposition des Pop up réalisés en atelier avec les enfants viendra conclure la résidence au Musée Montmartre ou à la Halle Saint-Pierre.

Genre littéraire : littérature jeunesse

Durée de la résidence : 10 mois

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures	4 000,00	30,77%
Services externes	4 000,00	30,77%
Autres services externes	3 000,00	23,08%
Frais de personnel	2 000,00	15,38%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	6 500,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	6 500,00	50,00%
Total	13 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002700 - LIBRAIRIE LA PETITE EGYPTE - MARIE VOIGNIER - PARIS - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	20 000,00 € HT	50,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRAIRIE PETITE EGYPTE
Adresse administrative : 35 RUE DES PETITS CARREAUX
75002 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Alexis ARGYROGLO

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Marie Voignier

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Artiste et cinéaste, Marie Voignier a publié un premier texte en 2017 aux éditions B42. A partir de son dernier documentaire Na China, elle souhaite écrire un second texte sur la circulation des vêtements et des modes entre le Cameroun, Guangzhou en Chine, le Sentier à Paris, et Aubervilliers, aujourd'hui plus grand pôle de vente de textile en gros d'Europe.

Après deux résidences réussies, la librairie Petite Egypte veut continuer à soutenir la création et la recherche sur les circuits migratoires dans le domaine textile et à valoriser le patrimoine local du Sentier parisien. Marie Voignier mènera un travail de repérages, collectera des matériaux visuels et conduira des entretiens. En lien avec l'Ecole Duperré, le centre social Cerise, Les Laboratoires d'Aubervilliers ainsi que la galerie Marcelle Alix, Marie Voignier proposera au public de rencontrer des auteurs tels que Lieve Joris, Manuel Charpy, Armelle Choplin et Olivier Pliez et de découvrir à cette occasion son travail d'écriture en cours.

Genre littéraire : essai

Durée de la résidence : 10 mois
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures de bureau et d'activités, acquisition d'ouvrages de consultation)	900,00	4,50%
Services externes (Impression, fabrication, autres)	10 550,00	52,75%
Autres services externes (déplacements, honoraires)	4 950,00	24,75%
Frais de personnel	3 600,00	18,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRAC sollicitée	1 000,00	5,00%
Subvention CNAP sollicitée	3 000,00	15,00%
Contributions entreprises sollicitées	5 000,00	25,00%
Fonds propres	1 000,00	5,00%
Subvention Région livre et lecture sollicitée	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002712 - LIBRAIRIE LES BEAUX LENDEMAINS - COLOMBE BONCENNE - BAGNOLET - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Organismes) (n° 00000538)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable de l'organisme	10 000,00 € HT	50,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DE BEAUX LENDEMAINS
Adresse administrative : 8 ALLEE ROSA PARKS
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame ROSALIE ABIRACHED, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec Colombe Boncenne

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Colombes Boncenne est l'auteur d'un premier roman sur la littérature aux éditions Buchet Chastel suivi d'un second sur la vie de bureau à paraître en 2021. Elle souhaite se consacrer à l'écriture d'un troisième texte provisoirement intitulé "Roman des arbres" sur les liens familiaux et l'enracinement, à partir des archives de son grand-père collectées dans le cadre du projet Bagatelle, dans lesquelles sont relatés les abus sur la mère et la tante de l'auteur.

La librairie Les beaux lendemains vient d'ouvrir à Bagnolet et souhaite travailler avec Colombe Boncenne sur la question de l'enracinement. L'auteur interrogera son roman familial au contact des lectrices et lecteurs de la librairie, de la bibliothèque, ainsi que du lycée Hénaff. Elle organisera avec les participants un prix littéraire "De beaux lendemains" qui récompensera un roman et une bande-dessinée sur le thème de "nos racines". Des ateliers de lecture à voix haute permettront aux élèves de lire des extraits de livres au moment de la remise des prix au théâtre de l'Echangeur. Enfin Colombe Boncenne partagera l'avancée de son travail d'écriture lors de rencontres avec des auteurs à la librairie sur les questions des racines.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 600,00	26,00%
Services externes	2 500,00	25,00%
Autres services externes	3 700,00	37,00%
Frais de personnel	1 200,00	12,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 19006148 - SABYL GHOUSSOUB - LIBRAIRIE ATOUT LIVRE - PARIS - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 16 776,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GHOUSSOUB SABYL
Adresse administrative	:	24 RUE DU COTENTIN 75015 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur SABYL GHOUSSOUB

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à la librairie Atout Livre

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Sabyl Ghoussoub a publié un premier roman aux Edtions de l'Antilope où il a un second texte à paraître en 2020. Il souhaite écrire un troisième roman, à partir de son histoire personnelle entre la France et le Liban, sur la question d'actualité de la diaspora en littérature.

Atout livre accueillera Sabyl Ghoussoub pour animer une réflexion sur la littérature et les écrivians de la diaspora. Sabyl Ghoussoub organisera des rencontres dans la librairie avec des auteurs tels que Omar Youssef Souleimane, Zeina Abirached ou Valérie Zenatti. Il interviendra au sein d'une classe du lycée Paul Valéry (75012) et développera avec les élèves une revue sur le thème de la diaspora en lien avec le Musée National de l'Histoire de l'Immigration et le quotidien franco-libanais L'Orient-Le jour. Il partagera enfin avec les élèves les réflexions consignées sur son blog "En attendant la guerre" qu'il anime avec Laura Schwartz dans le quotidien Libération.

Genre littéraire : Roman

Durée de la résidence : 9 mois

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002581 - KOUAM TAWA - COLLECTIF 12 - MANTES-LA-JOLIE - 78 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 640,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	KOUAM TAWA CONSTANTIN LIBERTE
Adresse administrative	:	BP 349 BAFOUSSAM 99999 ETRANGER
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur KOUAM TAWA

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence au Collectif 12

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Kouam Tawa est un poète, dramaturge et auteur jeunesse camerounais, dont les textes ont été édités notamment chez Al Dante, Lanskine ou Rue du Monde. Après un recueil de poèmes sur "Les Errants", victimes de la guerre de décolonisation (1955-1971), Kouam Tawa souhaite écrire un roman sur les descendants des héros et des victimes afin de lever l'amnésie entretenue sur cette période.

Après une résidence réussie avec Jean-Charles Masséra, Le Collectif 12 souhaite accueillir Kouam Tawa en résidence pour lui permettre d'écrire son roman, faire connaître son oeuvre aux habitants et développer les liens avec les équipements du Mantois. Kouam Tawa partagera l'avancée de son écriture par des lectures à la bibliothèque suivies de "causeries" avec les habitants. Il animera des ateliers d'écriture poétique au Collectif 12 et dans les lieux partenaires tels que le Centre de Vie Sociale, Emmaüs ou les lycées du territoire. Enfin, une rencontre autour de la poésie sera organisée en fin de résidence et permettra d'inscrire le projet dans l'événement Africa 2020.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002602 - ANNE MULPAS - MAISON DE LA POESIE - PARIS - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 640,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MULPAS ANNE
Adresse administrative	:	46 RUE LEON 75018 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame Anne MULPAS, Auteure

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à la Maison de la poésie de Paris

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Anne Mulpas est poète et artiste performeuse publiée notamment chez Dumerchez, d'Ores et déjà, Tarabuste, et dans de nombreuses revues de poésie. Elle a également publié en littérature jeunesse chez Sarbacane et Nathan et en théâtre. Sa prochaine oeuvre poétique, provisoirement intitulée "L'Abécéd'Air et de Feu", se constituera au fil des 26 lettres de l'alphabet en autant de portraits-poèmes, inspirés chacun par une voix, élaborant une galerie de reflets-parlants de notre époque.

La Maison de la Poésie souhaite faire de la présence d'Anne Mulpas en résidence le ciment de ses actions de médiation en direction des publics des ateliers d'écriture. Anne Mulpas se propose d'y présenter son travail d'écriture en cours mais aussi d'y recueillir "Les bruits du monde" sous forme d'une série de 13 podcasts qui constitueront une collection de capsules sonores disponibles librement sur le site internet de la Maison de la Poésie. L'auteur interviendra avec l'artiste Rym Debbarh Mounir auprès des élèves de plusieurs établissements notamment en lien avec Radio Clype (diffusion écoles, collèges et lycées de la ville de Paris). Elle présentera son projet d'écriture l'Abécéd'Air et de Feu à la bibliothèque Marguerite Audoux et interviendra à la librairie l'Atelier pour plusieurs rencontres. Le projet sera l'occasion pour 4 jeunes gens de se former à la captation sonore. Un événement sera organisé à la Maison de la Poésie en fin de résidence pour donner à voir et à entendre les créations polyphoniques réalisées par l'auteur comme par les publics.

Genre littéraire : poésie

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002604 - IVAN SEGRÉ - LYCÉE FRAGONARD - L'ISLE-ADAM - 95 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 640,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SEGRE IVAN
Adresse administrative	:	31 RUE JEAN MERMOZ 78620 L'ETANG-LA-VILLE
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur IVAN SEGRE, MONSIEUR

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence au lycée Fragonard de L'Isle-Adam

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ivan Segré a publié plusieurs ouvrages aux éditions Lignes, La Fabrique, Libertalia et l'Éclat, où il traite généralement des liens entre philosophie et judaïsme. Il a pour projet l'écriture d'un livre provisoirement intitulé "Parodie de la morale", dont l'objet sera l'examen des origines de la règle d'or de la morale : ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fasse.

Le lycée Fragonard de l'Isle-Adam, qui accueille 900 élèves, souhaite accueillir Ivan Segré autour du thème "La présence de l'homme sur Terre". Au cours d'ateliers hebdomadaires en lien avec un professeur de philosophie, le CDI et la bibliothèque municipale, Ivan Segré accompagnera les élèves dans une réflexion sur la façon dont peuvent s'articuler deux enjeux contradictoires : le désir de préservation de la planète et la fascination pour la technologie. Cette réflexion donnera lieu à l'écriture d'un livre collaboratif.

Durée : 10 mois

Genre : Essai

Localisation géographique :
- L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002668 - BENOÎT JACQUES - BIBLIOTHEQUE FONTAINEBLEAU - FONTAINEBLEAU - 77 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 640,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JACQUES BENOIT
Adresse administrative	:	33 RUE DES ROUISSES 77690 MONTIGNY-SUR-LOING
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur BENOIT JACQUES

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à la bibliothèque de Fontainebleau

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur de livres conçus, édités et diffusés par ses soins, Benoît Jacques occupe depuis 30 ans une place singulière dans la création littéraire, reconnue par l'ensemble de la chaîne du livre. Il a pour projet d'écrire le dernier tome de sa saga en quatre épisodes "La légende de Pioung Fou", sur les relations entre un vieux sage et son jeune apprenti.

La ville de Fontainebleau souhaite approfondir la collaboration engagée avec Benoît Jacques à la faveur de l'inauguration de la médiathèque dont l'auteur-illustrateur a été le parrain. La médiathèque, en partenariat avec les librairies du département et le conservatoire de la ville, accueillera des classes élémentaires et une classe de Terminale spécialité "Arts plastiques" pour des ateliers d'écriture et d'illustration. Benoît Jacques proposera par ailleurs au public des rencontres avec des professionnels du livre autour de la fabrication du livre et de la traduction. Enfin, les bibliothécaires de Seine-et-Marne participeront à un atelier de formation sur les livres singuliers.

Durée : 10 mois

Genre : Roman

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002672 - JEAN-MARC FIESS - LIBRAIRIE DES ABBESSES - PARIS - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 640,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FIESS JEAN MARC
Adresse administrative	:	40 RUE D'ORCEL 75018 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur JEAN MARC FIESS

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à la librairie des Abbesses

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Jean-Marc Fiess est auteur, illustrateur jeunesse. Il a réalisé de nombreux livres photo puis des Pop up, publiés notamment aux éditions Albin Michel, Thierry Magnier, Le Baron Perché. Il veut travailler à un livre de Pop up pour enfants, sur le rapport de l'enfant à la possession et à la consommation, provisoirement intitulé "L'être et l'avoir".

La librairie des Abbesses est installée depuis 23 ans dans le quartier Montmartre. Elle est à l'origine du prix Wepler-Fondation La Poste et de la journée de la Librairie indépendante (San Jordi). Elle souhaite accueillir Jean-Marc Fiess en résidence afin de permettre une découverte de la magie du livre par le papier et le pliage et proposer au public une initiation à l'histoire de la culture du livre. Jean-Marc Fiess animera 5 ateliers en direction de classes primaires du quartier et 1 atelier tout public. Il invitera les participants à découvrir la librairie des Abbesses et les éditions Thierry Magnier, et organisera des rencontres dans la librairie avec des auteurs de littérature jeunesse. Une exposition des Pop up réalisés en atelier avec les enfants viendra conclure la résidence au Musée Montmartre ou à la Halle Saint-Pierre.

Genre littéraire : littérature jeunesse

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002689 - MARYAM MADJIDI - MEDIATHEQUE DE GRIGNY - GRIGNY - 91 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 640,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MADJIDI MARYAM
Adresse administrative	:	4 RUE MAURICE BERNARD 93700 DRANCY
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame MARYAM MADJIDI

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à la médiathèque de Grigny

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Née en Iran, réfugiée en France à l'âge de 6 ans, Maryam Madjidi a grandi à Drancy en Seine-Saint-Denis. Elle a publié un premier roman sur son exil, en 2017 aux éditions Attila, pour lequel elle a obtenu plusieurs prix dont le Goncourt du premier roman. Elle a également publié un premier texte jeunesse à l'Ecole des loisirs. Maryam Madjidi souhaite écrire un second roman sur son adolescence à Drancy ainsi qu'un roman jeunesse sur les souvenirs et les fantômes d'une enfant exilée.

La médiathèque de Grigny veut s'appuyer sur la présence de Maryam Madjidi en résidence pour valoriser la richesse de la culture et de la solidarité qui s'affirment dans la ville pauvre la plus jeune d'Essonne (89 communautés, une centaine de langues et une centaine d'associations). Maryam Madjidi proposera aux participants de partir sur la trace des héros du quotidien qui ont marqué Grigny et de se rêver en personnage célèbre. En lien avec les centres sociaux et culturels, l'Ephad, le centre de formation professionnelle, la classe UPE2A d'Evry et plusieurs établissements culturels de Ris Orangis et d'Evry, elle animera des ateliers d'écriture, des séances photos, et des ateliers d'affiches. Les travaux seront présentés dans différents lieux de la ville et une exposition sonore accessible aux malvoyants sera organisée à la médiathèque en fin de résidence. Plusieurs artistes tels que Barbara Cassin, Oxmo Puccinon, ou Houda Benyamina, viendront à la rencontre des habitants tout au long de la résidence.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :

- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002699 - MARIE VOIGNIER - LIBRAIRIE LA PETITE EGYPTE - PARIS - 75 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 640,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VOIGNIER MARIE
Adresse administrative	:	10 RUE JEAN-FRANCOIS LEPINE 75018 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à la librairie La Petite Egypte

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Artiste et cinéaste, Marie Voignier a publié un premier texte en 2017 aux éditions B42. A partir de son dernier documentaire Na China, elle souhaite écrire un second texte sur la circulation des vêtements et des modes entre le Cameroun, Guangzhou en Chine, le Sentier à Paris, et Aubervilliers, aujourd'hui plus grand pôle de vente de textile en gros d'Europe.

Après deux résidences réussies, la librairie Petite Egypte veut continuer à soutenir la création et la recherche sur les circuits migratoires dans le domaine textile et à valoriser le patrimoine local du Sentier parisien. Marie Voignier mènera un travail de repérages, collectera des matériaux visuels et conduira des entretiens. En lien avec l'Ecole Duperré, le centre social Cerise, Les Laboratoires d'Aubervilliers ainsi que la galerie Marcelle Alix, Marie Voignier proposera au public de rencontrer des auteurs tels que Lieve Joris, Manuel Charpy, Armelle Choplin et Olivier Pliez et de découvrir à cette occasion son travail d'écriture en cours.

Genre littéraire : essai

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002710 - COLOMBE BONCENNE - LIBRAIRIE LES BEAUX LENDEMAINS - BAGNOLET - 93 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 640,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BONCENNE COLOMBE
Adresse administrative	:	36 AVENUE DE BELLEVUE 93170 BAGNOLET
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame Colombe BONCENNE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence à la librairie Les Beaux Lendemains

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Colombes Boncenne est l'auteur d'un premier roman sur la littérature aux éditions Buchet Chastel suivi d'un second sur la vie de bureau à paraître en 2021. Elle souhaite se consacrer à l'écriture d'un troisième texte provisoirement intitulé "Roman des arbres" sur les liens familiaux et l'enracinement, à partir des archives de son grand-père collectées dans le cadre du projet Bagatelle, dans lesquelles sont relatés les abus sur la mère et la tante de l'auteur.

La librairie Les beaux lendemains vient d'ouvrir à Bagnolet et souhaite travailler avec Colombe Boncenne sur la question de l'enracinement. L'auteur interrogera son roman familial au contact des lectrices et lecteurs de la librairie, de la bibliothèque, ainsi que du lycée Hénaff. Elle organisera avec les participants un prix littéraire "De beaux lendemains" qui récompensera un roman et une bande-dessinée sur le thème de "nos racines". Des ateliers de lecture à voix haute permettront aux élèves de lire des extraits de livres au moment de la remise des prix au théâtre de l'Echangeur. Enfin Colombe Boncenne partagera l'avancée de son travail d'écriture lors de rencontres avec des auteurs à la librairie sur les questions des racines.

Genre littéraire : roman

Durée de la résidence : 10 mois

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002716 - Vhan Olsen Dombo - Théâtre Brétigny - Sainte-Geneviève-des-Bois - 91 - LIVRE 2020

Dispositif : Programme de résidences d'écrivains (Auteurs) (n° 00000539)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	18 640,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DOMBO VHAN OLSEN
Adresse administrative	:	CITE INTERNATIONALE DES ARTS 75004 PARIS
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Monsieur VHAN OLSEN DOMBO

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : résidence avec le théâtre de Brétigny

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 30 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dramaturge, slameur et performer congolais récemment installé en France, Vhan Olsen Dombo a publié deux textes aux éditions Passage et Les Bruits de Mantsina. Il souhaite écrire une oeuvre poétique sur le supermarché comme lieu emblématique de notre rapport contradictoire à la consommation, provisoirement intitulée "Ouverture et fermeture".

Le théâtre Brétigny, situé dans le même bâtiment que la médiathèque, souhaite accueillir Vhan Olsen Dombo pour s'engager dans le soutien à l'écriture. Vhan Olsen Dombo s'adressera aux élèves des lycées professionnels de Saint-Michel-sur-Orge et de Sainte-Geneviève-des-Bois, aux enfants malentendants du Centre de La Norville, aux usagers de la bibliothèque et aux employés de la grande distribution. Il leur proposera des ateliers de slam-poésie et l'écriture d'une bande-dessinée collective sur la consommation. Il recueillera des témoignages sur le premier supermarché ouvert en France à proximité en 1963 et interviendra auprès des médiathécaires du réseau Coeur Essonne pour des temps de formation aux ateliers d'écriture.

Durée : 10 mois

Genre : Poésie

Localisation géographique :
- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002568 - L'ANTILOPE - PROJETS EDITORIAUX EXCEPTIONNELS - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	93 340,00 € HT	21,43 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES EDITIONS DE L ANTILOPE
Adresse administrative	:	102 BOULEVARD VOLTAIRE 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur GILLES ROZIER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une collection de poche

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les éditions de L'Antilope publient des textes littéraires rendant compte de "la richesse et des paradoxes de l'existence juive". Créée en 2014, avec un rythme de publication de 5 titres par an, la maison d'édition compte 21 titres à son catalogue.

Aujourd'hui, les éditions de L'Antilope envisagent de créer une collection de livres de poche intitulée "L'Antilopoche" afin d'assurer son développement, de proposer aux auteurs une déclinaison de leurs titres en format poche et de publier des rééditions de textes littéraires patrimoniaux. Elle prévoit de publier cinq titres par an, trois issus du catalogue de l'Antilope et deux textes littéraires patrimoniaux, par exemple :
- Prisons, de Ludovic-Hermann Wanda, roman paru en grand format à l'Antilope
- Entre les murs du ghetto de Wilno, de Yitskhok Rudashevski, journal paru en grand format à l'Antilope
- Discours sur les Juifs de M. le comte Stanislas de Clermont-Tonnerre, député de Paris, prononcé le 23 décembre 1789
- Le nez juif, de Sabyl Ghoussoub, roman paru en grand format à l'Antilope
- Aquarium vert, d'Avrom Sutzkever
- Et Wolf fils de Hersh devint Willy, d'Israël Joshua Singer, paru en grand format à l'Antilope
- Guitel Pourishkevitsh et autres héros dépités, de Sholem-Aleikhem, paru à l'Antilope

- …et Compagnie, roman de Jean-Richard Bloch
- Une place à table, roman de Joshua Halberstam, paru en grand format à l'Antilope
- Contes juifs : récits de famille, de Leopold de Sacher-Masoch

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures d'ateliers ou d'activités, de fournitures de bureau	27 200,00	29,14%
Services externes (études et recherche, salons, droits d'auteurs, maquettiste, graphiste)	6 400,00	6,86%
Autres services externes (diffusion, déplacements, frais postaux, honoraires, poublicité)	8 900,00	9,54%
Frais de personnel	50 840,00	54,47%
Total	93 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	66 840,00	71,61%
Fonds propres	6 500,00	6,96%
Région Ile-de-France	20 000,00	21,43%
Total	93 340,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002600 - EDISENS - PROJETS EDITORIAUX EXCEPTIONNELS - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	40 269,00 € HT	17,38 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EDISENS
Adresse administrative : 5 RUE DE TURBIGO
75001 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PHILIPPE LAURENT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : publication d'un livre de photographie de Pentti Sammallahti dans la collection Panoramiques

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les éditions Edisens publient des ouvrages sur l'environnement, les medias, le droit, les collectivités territoriales, le français et l'histoire. Créée en 2016 avec le rachat du fonds de Victoire Edition, avec un rythme de publication de 5 à 6 titres par an, la maison d'édition compte 85 titres à son catalogue.

Aujourd'hui, Edisens envisage de créer une collection de livres de photographes de renom intitulée "Panoramiques" dédiée à la photographie panoramique. Le lancement de la collection s'est fait avec la publication de "Au hasard du vent" de Pierre de Villombreuse. Le prochain livre de la collection, qui fait l'objet de la demande de subvention, est un livre de Pentti Sammallahti, poète, photographe finlandais.
Cette collection se distingue par la très haute qualité d'impression de photographies panoramiques noir et blanc sur papier texturé, dans un format en ouverture à plat (reliure à la chinoise) qui nécessite une fabrication manuelle pour chaque ouvrage et qui offre au lecteur une vue intégrale des photographies en double page, ce grâce à la suppression de la pliure centrale du livre.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures de bureau	243,00	0,60%
Services externes (déplacements, droits d'auteurs, imprimeur, photogravure, fabrication)	17 362,00	43,12%
Autres services externes (diffusion, distribution, déplacements, frais de communication et publicité)	15 594,00	38,72%
Frais de personnel	7 070,00	17,56%
Total	40 269,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	33 269,00	82,62%
Région Ile-de-France	7 000,00	17,38%
Total	40 269,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002620 - RUE DE L ECHIQUIER - AIDE A LA PROMOTION -SALON ET FESTIVALS 2020 - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	22 040,00 € HT	45,37 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RUE DE L ECHIQUIER
Adresse administrative : 12 RUE DU MOULIN JOLY
75011 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur THOMAS BOUT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Programme de promotion

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rue de l'échiquier

Maison d'édition créée en 2008 (30 titres par an, 160 titres au catalogue). Ligne éditoriale : sciences humaines et sociales liées à l'écologie, au développement durable et à l'économie sociale et solidaire. Bande dessinée depuis 2018 (12 titres au catalogue)

Rue de l'échiquier compte participer à plusieurs salons et événements autour de la Bande dessinée et organiser des tournées d'auteurs en France, notamment:
- Cycle de conférences BD - Musée des arts premiers du Quai de Branly (mars 2020) pour les titres coréens
- Palais de la BD - Paris, organisé par Place Grand Public, le SNE et le Grand Palais (mai 2020)
- Tournée en France de plusieurs auteurs du catalogue : Cédric Taling, Claire Duplan, Choi Kyo-sok etc. (mai/juin 2020)
- Lyon BD (juin 2020)
- Quai des Bulles - Saint-Malo (octobre 2020)

- Festival de la BD d'Angoulême (janvier 2021)
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (location de stands)	3 850,00	17,47%
Autres services externes (déplacements, transports de livres, frais divers)	12 430,00	56,40%
Frais auteurs et interprétariat	5 760,00	26,13%
Total	22 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de livres	12 040,00	54,63%
Région	10 000,00	45,37%
Total	22 040,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20002663 - MAUCONDUIT - PROJETS EDITORIAUX EXCEPTIONNELS - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	27 940,00 € HT	23,26 %	6 500,00 €
	Montant total de la subvention		6 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES EDITIONS DU MONCONDUIT
Adresse administrative	:	17 RUE DE LA FONTAINE AU ROI 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame Laurence SANTANTONIOS

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une collection intitulée Ecritures ordinaires

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les éditions du Mauconduit publient des récits littéraires, romans autobiographiques, échos intimes d'événements historiques, récits d'expériences singulières, mémoires, correspondances, etc.

Créées en 2011, avec un rythme de publication de 2-3 titres par an, la maison d'édition compte 21 titres à son catalogue.

Aujourd'hui, les éditions du Mauconduit envisagent de créer une collection, intitulée "Ecritures ordinaires", d'anthologies thématiques à partir de textes inédits déposés à l'Association pour l'autobiographie et le patrimoine autobiographique. Il s'agit de reconstituer une sorte d'histoire des français ordinaires à travers leurs récits autobiographiques. Chaque titre de la collection concerne un genre (journal, correspondance, récit...) et suit une thématique (exil, amour, évasion, violences féminines, secrets de famille, etc).
Lors de la publication des premiers titres, un lancement médiatique de la collection est prévu, avec des soutiens de personnalités, telles que Annie Ernaux, Arlette Farge, Mathieu Simonet, etc.

Les éditions Mauconduit prévoient, par exemple, de publier les titres suivants :
- Evadés (sous-titre : Récits de prisonniers de guerre), présentés par Philippe Lejeune (chercheur, spécialiste de l'autobiographie)

- Amoureux (sous-titre : lettre d'amours), présenté par Véronique Leroy-Hugon (conservatrice en chef des bibliothèques)
. - Exilés (sous-titre : vivre loin de sa patrie), présenté par Elisabeth Legros-Chapuis, écrivaine
- Occupés (sous-titre : vivre sous l'occupation allemande pendant la seconde guerre mondiale), présenté par Hélène Gestern (écrivaine)
- Ados (sous titre : Journaux intimes), présenté par Claudine Krishnan, professeur agrégée
- Rencontres (sous-titre : Histoires vraies et furtives), présenté par Gérald Cahen, journaliste et Véronique Leroy-Hugon (conservatrice en chef des bibliothèques)
- Indochine (récits de Français pendant la guerre d'Indochine), présenté par Claudine Krishnan

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (documentation recherche, salons, droits d'auteurs, maquettiste, graphiste)	19 764,00	70,74%
Autres services externes (diffusion, distribution, frais postaux et télécommunications, publicité, déplacements)	8 176,00	29,26%
Total	27 940,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	21 440,00	76,74%
Région Ile-de-France	6 500,00	23,26%
Total	27 940,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20003022 - L'AUTRE LIVRE - ACTIONS DES GROUPEMENTS - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	65 700,00 € TTC	12,18 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION L AUTRE LIVRE
Adresse administrative : 5 RUE PERREE
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN GORIUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation des salons du livre de 2020

Dates prévisionnelles : 5 décembre 2019 - 5 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 5 décembre. Compte tenu de la date de la manifestation qui se déroule en avril et de la nécessité d'engager les dépenses dès le 5 décembre et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit être prise afin de verser la subvention.

Description :
Créée en 2002, L'Autre livre est une association d'éditeurs indépendants qui a pour objet la défense et la promotion de l'édition indépendante. Rassemblant près de 250 éditeurs adhérents, dont plus de la moitié sont franciliens, L'Autre Livre mène des actions pour la défense et la promotion de l'édition indépendante. Elle a ouvert, en 2015, un local de 28 m² dans le 5ème, afin d'améliorer la visibilité des éditeurs adhérents toute l'année.

L'Autre livre organise deux salons de l'édition indépendante, le premier, du 3 au 5 avril, au Palais de la femme, et le second, du 13 au 15 novembre aux Blancs-Manteaux.
Ces salons réunissent 160 éditeurs indépendants et constituent une vitrine pour les éditeurs indépendants auprès du public, des librairies et des bibliothèques franciliennes. Ils proposeront des débats, des lectures, des rencontres et des tables-rondes professionnelles.

En 2019, le salon de l'Autre livre a rassemblé plus de 160 éditeurs et 6 300 visiteurs.

Depuis 2018, un autre salon au Palais de la femme est organisé. En 2019, ce 2ème salon a rassemblé plus de 120 éditeurs et 6 000 visiteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de spectacle	600,00	0,91%
Prestations techniques	5 000,00	7,61%
Location salle, éclairage	15 250,00	23,21%
Transports, hébergement, restauration	10 000,00	15,22%
Assurance	1 100,00	1,67%
Communication	20 550,00	31,28%
Frais de personnel	12 100,00	18,42%
Achat de fournitures adminsitratives	1 100,00	1,67%
Total	65 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Recettes propres	49 700,00	75,65%
DRAC (S)	8 000,00	12,18%
Région Ile-de-France	8 000,00	12,18%
Total	65 700,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20003023 - TEXTUEL - PROJETS EDITORIAUX EXCEPTIONNELS - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	107 615,00 € HT	18,58 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES EDITIONS TEXTUEL
Adresse administrative : 13 QUAI DE CONTI
75006 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame MARIANNE THERY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : publication d'un ouvrage intitulé L'histoire mondiale des femmes photographes

Dates prévisionnelles : 22 novembre 2019 - 22 novembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de l'ampleur du projet, notamment en terme de recherche et documentation, des dépenses ont été engagées à partir du 22 novembre 2019 . Afin d'apporter une aide à la réalisation de l'ouvrage et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit être prise afin de permettre le versement de la subvention.

Description :
Les éditions Textuel publient des beaux livres et des essais. Créée en 1994, avec un rythme de publication de 25 titres par an, la maison d'édition, aujourd'hui associée à Actes Sud, compte 600 titres à son catalogue.

Aujourd'hui, les éditions Textuel envisagent de publier un ouvrage intitulé "L'histoire mondiale des femmes photographes", dirigé par 2 historiennes françaises, Luce Lebart et Marie Robert. Le livre réunira 300 photographes et sera co-construit par 160 autrices de toutes nationalités (historiennes, curatrices, conservatrices). Il s'agit du premier livre consacré aux femmes photographes à l'échelle internationale depuis l'origine de la photographie jusqu'aux années 2000. Son objectif est de faire découvrir l'immense contribution des femmes photographes à la naissance, au développement et aux transformations de ce medium.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de fournitures d'activités et de bureau	47 250,00	43,91%
Services externes (location, assurance, documentation, recherche, salons)	2 210,00	2,05%
Autres services externes (diffusion, distribution, frais postaux, publicité, honoraires, déplacements)	44 048,00	40,93%
Frais de personnel	14 107,00	13,11%
Total	107 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	38 615,00	35,88%
Centre National du Livre (A)	17 000,00	15,80%
Entreprises (A)	32 000,00	29,74%
Région Ile-de-France	20 000,00	18,58%
Total	107 615,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-143

DOSSIER N° 20003029 - EDITIONS CA ET LA - AIDE A LA PROMOTION - SALON ET FESTIVALS 2020 - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	14 180,00 € HT	49,37 %	7 000,00 €
		Montant total de la subvention	7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EDITIONS CA ET LA
Adresse administrative : 6 RUE JEAN BAPTISTE VACHER
77600 BUSSY SAINT GEORGES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur SERGE EWENCZYK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : participation à plusieurs salons

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Editions çà et là

Maison d'édition créée en 2005 (12 titres par an, 150 titres au catalogue). Ligne éditoriale : adaptations de bandes dessinées étrangères

A l'occasion de leur quinzième anniversaire, les éditions çà et là entendent asseoir leur notoriété en participant à plusieurs salons.

Salons envisagés :
- Salon du livre d'expression populaire et de critique sociale d'Arras (mai 2020)
- Festival Formula Bula - Paris (septembre 2020)
- Festival Quai des bulles - Saint Malo (octobre 2020)
- Salon SoBD - Paris (décembre 2020)
- Festival de la BD d'Angoulême (janvier 2021)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BUSSY-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (locations stands)	6 000,00	42,31%
Autres services externes (déplacements, transports de livres...)	8 180,00	57,69%
Total	14 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	7 180,00	50,63%
Région	7 000,00	49,37%
Total	14 180,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

ANNEXE 2 : Règlement Intérieur Prix Lycéen

PRIX LITTÉRAIRE DES LYCÉENS, APPRENTIS ET STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN ÎLE-DE-FRANCE
REGLEMENT VOTE

Article 1 – Objectifs

La Région Île-de-France propose aux participants de son Prix littéraire des lycéens, des apprentis et des stagiaires de la formation professionnelle de :

- découvrir la littérature contemporaine ;
- développer une relation vivante à la lecture et à l'écriture, grâce à la rencontre des auteurs ;
- se familiariser avec les métiers et lieux du livre, en bibliothèque et en librairie.

Article 2 – Fonctionnement

Le Prix rassemble, dans chacun des 8 départements d'Île-de-France, 5 classes de 5 lycées en lien avec autant de librairies indépendantes et bibliothèques, autour de 5 livres et leurs auteurs. Soit, à l'échelle régionale, 40 classes, autant de librairies et bibliothèques et les auteurs de 40 livres publiés dans l'année. Le vote se fait à l'échelle de chaque classe, sur la base d'une voix par élève, avec un décompte à l'échelle départementale en vue d'aboutir à 8 auteurs lauréats.

Calendrier

Début juillet : publication de la liste des 40 livres en compétition et de leur répartition par départements.

Septembre : lancement de l'opération, en présence des professeurs, formateurs, bibliothécaires et libraires participants. Les classes reçoivent les livres et commencent les lectures.

Décembre : dans chaque département, un forum rassemble les 5 classes et les 5 auteurs pour un échange de deux heures.

Mi-février : dans chaque classe, vote des élèves à bulletin individuel et secret, pour aboutir à un décompte des votes qui permettra de désigner un lauréat par département.

Mi-mars : les quelque 1 000 jeunes jurés, leurs enseignants et partenaires se réunissent une matinée pour la remise des prix aux 8 lauréats.

Tout au long de l'année : chaque classe est invitée à accueillir de un à trois auteurs pour une séance de deux heures.

Choix des livres

La sélection est composée de 40 livres de littérature générale et graphique, francophones, parus durant l'année scolaire précédente. Elle est réalisée sur l'avis d'un comité composé de professeurs, formateurs, bibliothécaires et libraires franciliens.

Conditions de participation des établissements

L'action s'adresse à des classes entières. Peuvent participer :

- les lycées publics ou privés sous contrat Éducation nationale ou Enseignement agricole, avec des classes de 2de, 1re ou Tle, toutes séries ;
- les centres de formation d'apprentis, avec des classes de niveau V, IV et III ;
- les stagiaires de la formation professionnelle.

Un même établissement peut participer au Prix plusieurs années de suite mais avec une seule classe.

Pour le recrutement des lycées, un appel à candidatures est lancé au mois de mai précédent l'action.

Dotations des établissements

En septembre, chaque classe reçoit en fonction du nombre d'élèves concernés :

- plusieurs lots des 5 livres de son département, à faire tourner parmi les élèves ;
- un lot des 40 livres de la sélection régionale.

Chaque jeune-juré reçoit :

- en septembre, un chèque-lire de 18 € à utiliser chez la librairie partenaire de sa classe ;
- lors de la remise des prix, au titre de leur visite du salon Livre Paris, un chèque-lire de 12 € à utiliser sur place.

Article 3 – Modalités de vote des lycéens

Dès la réception des différents lots, les élèves des classes retenues deviennent « jurés » du Prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle de la région Île-de-France. Ils sont invités à lire et à choisir leur œuvre préférée parmi les 5 titres de leur sélection départementale.

L'étape des votes est réservée aux élèves des classes désignées comme faisant partie du jury du concours et dont un enseignant coordinateur a été choisi comme référent.
Un seul vote par élève sera pris en compte.

Le vote a lieu en classe, au CDI ou à la bibliothèque partenaire, à bulletin secret et individuel. Les résultats devront être communiqués à la mi-février, à une date fixée chaque année par la Région. La feuille de dépouillement, signée par deux scrutateurs, est scannée et envoyée à l'adresse indiquée par l'opérateur chargé de la mise en œuvre de l'action.

À cet effet, chaque enseignant coordinateur a reçu en septembre un « kit » de vote : bulletins de vote, feuille de dépouillement. Les enseignants doivent organiser une procédure stricte de dépouillement. Ils peuvent également organiser un débat au préalable au vote, se procurer une urne et utiliser des isoloirs.

La proclamation des 8 lauréats a lieu à la mi-mars, dans un lieu choisi par la Région, en présence des lycéens participant.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-133
DU 4 MARS 2020

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DU SPECTACLE VIVANT INCLUSIVE SUR TOUT LE TERRITOIRE FRANCILIEN (PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2020)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-52 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien, modifiée par la délibération n°CR2019-040 du 19 septembre 2019 ;

VU la délibération n° CP 2018-456 du 17 octobre 2018 relative à l'adoption des conventions types de soutien aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional

VU la délibération n° CP2018-524 du 21 novembre 2018 relative aux nouveaux conventionnements quadriennaux de permanence artistique et culturelle, notamment à l'attribution de la subvention du Théâtre des Quartiers d'Ivry (EX 038768) ;

VU la délibération n° CP 2019-091 du 19 mars 2019 relative à l'adoption de la convention type de soutien aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant et à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens 2019-2021 entre la Région Ile-de-France et l'association RIF Réseaux en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP2019-234 du 22 mai 2019 relative à l'adoption de l'aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement ARCADI IDF ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-133 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Approuve l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens triennale 2019-2021 entre la Région Ile-de-France et le réseau régional RIF, figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de participer au titre des dispositifs de soutien à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement ARCADI IDF, de soutien aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant et de soutien aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional, au financement des projets détaillés dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de **47 subventions** d'un montant maximum prévisionnel de **1 578 048 €.**

Subordonne le versement de la subvention annuelle de 200 000 € en faveur du réseau régional RIF à la signature d'un avenant n°1 à la convention triennale (2019-2021) tel qu'approuvé à l'article 1 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibérations n°CP2018-456 du 17 octobre 2018, n°CP2019-091 du 19 mars 2019 et n° CP2019-234 du 22 mai 2019, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **1 578 048 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2020.

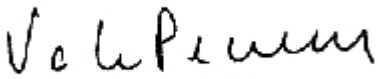
Article 3 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 4 :

Décide de modifier la base subventionnable, le taux d'intervention et le montant de la subvention inscrit sur la fiche projet n°EX038768 relative au théâtre des quartiers d'ivry, votée par la délibération n° CP2018-524 du 21 novembre 2018, tel que cela figure dans la fiche projet jointe en annexe 4 à la présente délibération. Le montant de la base subventionnable est de 265 500 € HT, le taux d'intervention est de 20,72% et le montant de la subvention est de 55 000 €. Cette modification est sans impact financier.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172329-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX048014 - AVANT SCENE Effervescence - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	68 028,00 € TTC	11,76 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVANT SCENE
Adresse administrative : PL FRANCOIS MITTERAND
94140 ALFORVILLE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-HELENE SURIG, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Description :
Le festival Effervescence est dédié à la création contemporaine, mêlant spectacles en salle, performances, lectures, installations et spectacles en espace public. Il existe depuis 2016 et se déroule sur une semaine au mois de mai au Pôle Culturel d'Alfortville et en lien avec différentes structures locales (l'ONDIF, le CAC la Traverse, la librairie l'Etabli, la Médiathèque du POC ou les associations locales). Il se développe chaque année suivant une thématique, fil rouge à la programmation et associe pour chaque édition un partenaire du territoire. De plus, le festival renouvelle chaque année un partenariat avec des lycées (notamment le lycée Maximilien Perret d'Alfortville).
L'édition 2019 a accentué les circulations sur le territoire. Ainsi 8 représentations ont eu lieu hors-les-murs, 6 en extérieur sur le Parvis du théâtre, 1 au jardin partagé Rosa Parks et 1 à la Maison de la Culture arménienne. L'édition 2019 a présenté 10 spectacles pour 14 représentations pour 1160 spectateurs. Des actions de sensibilisation ont rassemblé 133 participants notamment des scolaires, dont 2 lycées.
L'édition 2020 mettra en place un nouveau partenariat avec le Théâtre Studio de Vitry et sa directrice artistique Berangère Vantusso (présentation de l'installation "Personne(s)" tout au long du festival et du

spectacle "Longueur d'ondes" pour 2 représentations ainsi qu'un atelier d'écriture autour de ses marionnettes qui aura lieu à la librairie l'Etabli). Egalement, l'artiste François Tizon, accueilli en résidence croisée entre les 2 structures créera "Par les passés", une déambulation dans la ville . Au total 12 représentations de 9 spectacles dont la moitié d'équipes émergentes seront proposées. La tarification est entre 5 et 8 € en scolaire, 17 € en tarif jeune à 22 € en tarif plein.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	50 478,00	66,39%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	11 650,00	15,32%
ACTION CULTURELLE	2 500,00	3,29%
COMMUNICATION	3 700,00	4,87%
COÛTS DE STRUCTURE	7 700,00	10,13%
Total	76 028,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	16 000,00	21,04%
Commune : Alfortville (Sollicité)	45 528,00	59,88%
AUTRES FINANCEMENTS / ONDA	3 000,00	3,95%
RECETTES PROPRES	11 500,00	15,13%
Total	76 028,00	100,00%

DOSSIER N° EX048015 - CIBOC CTRE INT BAGNOLET OEUVRES CHOREGRAPHIQUE Rencontres chorégraphiques internationales de Seine-Saint-Denis - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	596 202,00 € HT	6,71 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIBOC CTRE INT BAGNOLET OEUVRES CHOREGRAPHIQUE
Adresse administrative : 96 BIS RUE SADI CARNOT 93170 BAGNOLET CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUY RUAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Festival chorégraphique de référence à l'échelle nationale et internationale, Les Rencontres chorégraphiques internationales proposent une trentaine de pièces chaque année, soit une cinquantaine de représentations dans une dizaine de villes du 93, avec une large part de créations originales et une place importante faite à la jeune création. Parallèlement et tout au long de l'année, le festival conduit un ambitieux programme d'action culturelle dans une quinzaine de villes du 93 et à Paris, notamment avec des jeunes en milieu scolaire.

Bilan 2019 : 46 représentations (dont 3 scolaires et 2 jeunes public), 23 chorégraphes de 19 nationalités dont 14 émergents. 2 temps forts au Nouveau Théâtre de Montreuil, 1 autre à la MC93 de Bobigny. 26 spectacles dont 9 créations accueillis ou coproduits dans 13 théâtres et 10 villes de Seine-Saint-Denis. Le taux de fréquentation a augmenté (82 % de remplissage), 7 205 spectateurs ont assisté à la dernière édition. 16 projets de sensibilisation ont été menés dans 8 lycées, représentant 1199 heures et touchant

453 lycéens.

Edition 2020 : 24 équipes seront programmées, dont 17 émergentes, 4 franciliennes, et de 14 nationalités différentes, pour 40 représentations sur 23 jours dans 12 lieux dont 2 nouveaux, situés dans 10 villes dont 1 nouvelle, Clichy-sous-Bois aux Ateliers Médicis. 5 représentations seront destinées au jeune public. 9 créations seront accueillies, dont 6 seront coproduites par les Rencontres. Cette édition sera marquée par une présence féminine forte avec 19 femmes pour 9 hommes. 12 projets d'actions culturelles sont prévus notamment dans 4 lycées (3 en Seine-Saint-Denis, 1 en Seine-et-Marne) et devraient toucher 161 lycéens en plus de 700 jeunes, habitants et personnes âgées, totalisant 959 heures pour 86 ateliers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée. Les coûts de structure sont limités à 20 % du budget.

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	302 100,00	49,03%
Dépenses techniques / Logistiques et sécurité	127 036,00	20,62%
Action culturelle	65 738,00	10,67%
Communication	102 919,00	16,70%
Coûts de structure	18 409,00	2,99%
Total	616 202,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide festivals	60 000,00	9,74%
DRAC Île-de-France (acquis)	139 200,00	22,59%
Etat - DGCA (acquis)	24 000,00	3,89%
Département de la Seine-Saint-Denis (acquis)	219 466,00	35,62%
Ville de Bagnolet (sollicité)	35 000,00	5,68%
Mécénat	25 000,00	4,06%
Recettes propres	113 536,00	18,43%
Total	616 202,00	100,00%

DOSSIER N° EX048017 - COLLECTIF ESSONNE DANSE- RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	213 000,00 € TTC	14,08 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COLLECTIF ESSONNE DANSE
Adresse administrative	:	PLACE DU MARECHAL LECLERC 91260 JUVISY SUR ORGE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur BRUNO BOSSARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Collectif Essonne Danse, association fondée en 2000, rassemble aujourd'hui 14 structures culturelles du Département de l'Essonne. Il organise les "Rencontres Essonne Danse", festival de danse, qui propose une programmation alliant jeune génération chorégraphique nationale et internationale, tout public et jeune public.Chaque année, le festival accueille pendant un mois des compagnies locales et internationales dans une vingtaine de lieux de diffusion du Département. Outre la diffusion de spectacles, des actions culturelles, une rencontre professionnelle et des temps d'échanges sont proposés à chaque édition.En 2020, la chorégraphe Johann Leighton entame sa dernière année de résidence d'implantation de trois ans avec le Collectif Essone Danse. Le Collectif accueille cette année 2 nouveaux lieux au sein de son réseau : L'Espace Marcel Carné (Saint Michel sur Orge) et l'établissement public de santé (EPS) Barthélemy Durand.
Bilan Edition 2019 : 18 compagnies - 24 spectacles - 41 représentations - 15 lieux - 4594 spectateurs - 135 heures d'actions culturelles.
Edition 2020: Le festival se déroulera du 1er mars au 2 avril, proposera 22 spectacles de 24 compagnies (compagnie libertivore, benjamin millepide, Cie Ben aim...) pour 47 représentations dans 15 lieux. Le volet

action culturelle compte 116 heures.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	157 600,00	67,64%
Dépenses techniques et logistiques	7 000,00	3,00%
Action Culturelle	18 000,00	7,73%
Communication	14 500,00	6,22%
Cout de fonctionnement	35 900,00	15,41%
Total	233 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département de l'Essonne (acquis)	50 000,00	21,46%
Région Ile de France	30 000,00	12,88%
Drac Ile de France acquis	25 000,00	10,73%
Adami sollicité	15 000,00	6,44%
Rectorat de Versailles sollicité	1 080,00	0,46%
Recettes propres	111 920,00	48,03%
Total	233 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048019 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MARNE ET GONDOIRE - Festival PrinTemps de paroles - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	332 800,00 € TTC	6,61 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG 77603 BUSSY SAINT MARTIN
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le festival printemps de paroles a été créé en mai 2004, dans le parc naturel de Rentilly afin de proposer au plus grand nombre des spectacles gratuits de la création artistique contemporaine. Il se tient sur 2 jours et rend accessible certains spectacles aux déficients auditifs ou visuels. La programmation du festival est assurée par un collectif de professionnels de la programmation composé de la directrice de la coordination culturelle en Marne et Gondoire, de directeurs de centres culturels / de salles de spectacles ou de directeurs de la culture du territoire et de professionnels ressources (programmateurs) .Chaque année, des classes ou structures du territoire bénéficient de parcours culturels et de rencontres avec des artistes programmés et il est proposé des stages à des élèves de lycées professionnels et CFA d'Île-de-France pour à participer à l'organisation du festival.
En 2019 : le festival s'est déroulé du 20 au 26 mai 2019 dans 6 communes du territoire : Collégien, Lesches, Pomponne, Chanteloup-en-Brie, Conches sur Gondoire etau Parc culturel de Rentilly à Bussy-Saint-Martin. Le festival a programmé 32 compagnies et 91 représentations La fréquentation est en hausse 11850 personnes .

En 2020 , le festival se déroulera du 26 au 31 mai 2020 dans plusieurs communes de Marne et Gondoire (programmation en cours) et le week-end, au Parc culturel de Rentilly à Bussy-Saint-Martin. Des parcours culturel sont proposés sur l'année en milieu scolaire dont 5 classes d'un lycée professionnel, Une chorale d'enfants amateurs ouvrira le festival.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival déduction faite du différentiel de subventionnement régional. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :
- BUSSY-SAINT-MARTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	166 250,00	49,51%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES ET SECURITE	90 000,00	26,80%
COMMUNICATION	12 450,00	3,71%
ACTION CULTURELLE	1 100,00	0,33%
COUTS DE STRUCTURE LIMITE 20%	66 000,00	19,65%
Total	335 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT REGION IDF	25 000,00	7,44%
DEPARTEMENT 77 SOLLICITE	25 000,00	7,44%
C AGGLOMERATION MARNE ET GONDOIRE ACQUIS	283 300,00	84,37%
AUTRES FINANCEMENTS	2 500,00	0,74%
Total	335 800,00	100,00%

DOSSIER N° EX048028 - ASS POUR DEVELOP MUSIQUE CHAMBRE HARPE -Les Rencontres Internationales de la Harpe en Ile-de-France

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	49 200,00 € TTC	20,00 %	9 840,00 €
	Montant total de la subvention		9 840,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASS POUR DEVELOP MUSIQUE CHAMBRE HARPE
Adresse administrative	:	9 RUE KLEBER 77240 VERT-SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SYLVIE PRUDHOMME, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Les rencontres internationales de la harpe et de la musique de chambre créé en 2017 vise à faire redécouvrir, vivre et enrichir la harpe et son répertoire (seule et avec d'autres instruments) au moyen d'une sensibilisation et d'une diffusion, notamment d'œuvres rares et nouvelles (création), ainsi que de favoriser le partage entre musiciens confirmés et émergents. La programmation incluant des pièces du répertoire sortant des sentiers battus, ainsi que quelques créations musicales, tout un programme de sensibilisation et de rencontres y est associé. Le festival organise un concours qui attire des candidats de l'Europe entière, Chine, Japon et Amérique du sud. Des ateliers et masterclass sont organisés. La Région a apporté son premier soutien en 2019 dans le cadre du développement de ce festival en territoire rural et péri urbain.
Bilan 2019 : du 30 mai au 9 juin 2019, 11 concerts ont réuni 650 spectateurs dans des lieux patrimoniaux et culturels de Moret sur Loing Savigny le temple et Versailles à Moret-sur-Loing (Centre culturel, Eglise, Musée du Sucre d'Orge), Flagy (Eglise), Villecerf (Eglise), La Ferté-sous-Jouarre (Eglise), Paris (l'Instrumen-tarium). Des concerts sont prévus Des actions de sensibilisation sont organisées pour le

jeune public scolaire ou non, et avec le Lycée Galilée de Combs-la-Ville
Edition 2020 : la prochaine édition se déroulera du 25 mai au 14 juin à Moret-sur-Loing (Eglise, Musée du Sucre d'Orge, Centre culturel), St Mammès (Eglise), Villecerf (Eglise), La Ferté sous Jouarre (Eglise et Espace d'art), Paris (Intrumentarium). Comme en 2019, la programmation comprends 50% d'artistes émergents, 12 concerts seront programmés avec des rencontres et actions culturelles notamment pour les scolaires. 2 représentations sont prévues dans le lycée de La Ferté sous Jouarre avec la présentation des instruments. le tarif plein et de 15 à 18 € et 10 à 12 € en tarif réduit, un pass concerts est aussi proposé de 30 € (3 concerts) à 70€ (9 concerts).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival. Les coûts de structure sont limités à 20% du budget.

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	44 000,00	89,43%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	500,00	1,02%
COMMUNICATION	2 700,00	5,49%
COUTS DE STRUCTURE LIMITE 20%	2 000,00	4,07%
Total	49 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT REGION IDF	9 840,00	20,00%
DEPARTEMENT 77 SOLLICITE	2 000,00	4,07%
VILLE DE FERTE SOUS JOUARRE ACQUIS	1 500,00	3,05%
VILLE DE MORET SUR LOING ACQUIS	4 000,00	8,13%
VILLE DE ST MAMMES ACQUIS	1 000,00	2,03%
FONDS LEADER sollicité	17 760,00	36,10%
AUTRES FINANCEMENTS	8 500,00	17,28%
RECETTES PROPRES	4 600,00	9,35%
Total	49 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX048030 - ASSOCIATION CHROMA Les Scènes Zebrock - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	237 428,00 € HT	21,06 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CHROMA
Adresse administrative : IMMEUBLE LE TERMINAL
93130 NOISY-LE-SEC
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANTOINE DE GALZAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Depuis 30 ans, l'association Chroma est un acteur majeur de l'accompagnement des pratiques musicales émergentes et amateurs en Île-de-France autour de la chanson et des musiques actuelles. Elle développe un projet d'éducation artistique et culturelle, et accompagne des artistes émergents en Seine-Saint-Denis, et plus largement en Île-de-France. Le Grand Zebrock accompagne le développement scénique des groupes/artistes franciliens émergents. Une quinzaine de groupes sont sélectionnés chaque année sur audition. Ces groupes jouent ensuite dans différents lieux de musiques actuelles franciliens (Le Hangar à Ivry ; FGO – Barbara, La Maroquinerie à Paris), 3 sont sélectionnés par le public et les professionnels lors d'une finale en juin et jouent ensuite sur la scène Zebrock aux côtés d'artistes confirmés, à la Fête de l'Humanité. Beaucoup de groupes repérés par le Grand Zebrock ont ensuite développé leur carrière à l'échelle nationale.

Edition 2019 : 30 ans de Zebrock .15 groupes émergents accompagnés, sur 42 dates attirant 32 000 spectateurs sur l'ensemble des dates dont une majorité sur la scène Zebrock de la Fête de l'Humanité.

Les concerts organisés à FGO et à La Maroquinerie à l'occasion des demies-finales et finales ont attiré plus de public que les années précédentes en faisant salle comble. Des master class et rencontres étaient organisées avec les collèges et lycées. Par ailleurs, Zebrock dispense depuis le printemps 2019 des formations à la médiation musicale à l'attention des personnels municipaux.

En 2020, la scène Zebrock de la Fête de l'Humanité poursuivra sa programmation d'artistes nationaux renommés, des lauréats du Grand Zebrock et au moins 3 artistes anciens lauréats. Par le nouveau dispositif « Les Scène en ville de Zebrock », Chroma met l'accent sur la diffusion des artistes lauréats ou repérés lors des auditions afin de soutenir leur inscription dans le secteur professionnel et leur permettre de se produire dans de bonnes conditions. Ces scènes reposent sur des soirées montées et produites par Zebrock ou sur des coopérations avec le réseau professionnel. Elles concernent 15 artistes, pour des 1res parties ou des petites formes pouvant être présentées dans des lieux non dédiés aux musiques actuelles, comme des médiathèques. D'autre part, Zebrock s'appuiera sur la plateforme web Mélo comme un outil pédagogique de sensibilisation et de connaissance musicale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire. Les coûts de structure sont limités à 20 % du budget.

Localisation géographique :
- DUGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	50 882,00	21,43%
Dépenses techniques / Logistiques et sécurité	111 681,00	47,04%
Communication	28 299,00	11,92%
Coûts de structure	46 566,00	19,61%
Total	237 428,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide manifestations	50 000,00	21,06%
Département de la Seine-Saint-Denis (acquis)	141 448,00	59,58%
FONJEP (sollicité)	4 503,00	1,90%
SACEM	15 000,00	6,32%
FCM	10 000,00	4,21%
Recettes propres	16 477,00	6,94%
Total	237 428,00	100,00%

DOSSIER N° EX048032 - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL BRIARD - Festi'Val Bri'Art - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	278 550,00 € TTC	6,46 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL BRIARD
Adresse administrative	:	2 RUE DES VIEILLES CHAPELLES 77610 LES CHAPELLES BOURBON
Statut Juridique	:	Communauté de Communes
Représentant	:	Madame ISABELLE PERIGAULT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le festival du Val Briard a été créée en 2012 sur ce territoire semi rural dont il contribue à l'animation, il s'implante pendant un mois chaque année dans une nouvelle commune et propose une programmation de danse, théâtre, musique, cirque (française et européenne) sous chapiteau. Initialement sur les week end, sur 3 semaines, le festival se déroule depuis 3 ans sur 5 semaines en continu. Une à deux créations est portée par le festival qui présente des compagnies indépendantes, mène des actions culturelles et associe des structures amateures. L'entrée est gratuite.
L'édition 2019 a accueilli à Voinsle du 18 mars au 21 avril 2019 12 000 spectateurs sur 49 représentations de 10 spectacles dont 2 compagnies émergentes. Des actions culturelles ont été menées avec Le Lycée la Tour des dames à Rozay-en-Brie et 2 Lycées du CMPA à Neufmoutiers-en-Brie.
L'édition 2020 se déroulera dans le village des Chapelles bourbons, du 2 mars au 5 avril avec plus d' une quarantaine de représentations de 12 spectacles sur des formes plus importantes et accueillera plus de publics avec un espace chapiteau plus grand, parmi les actions culturelles menées, la compagnie des souffleurs présentera sur 3 représentations son cabaret de l'impossible qu'elle aura préparé sur plusieurs

mois avec 120 amateurs des 21 communes. Des ateliers et stages sont organisés pendant le festival avec les artistes de chaque spectacle avec différents publics. Des actions culturelles en lycéens sont menées autour de 3 spectacles de la programmation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles déduction faite du différentiel de subventionnement régional. Les coûts de structure sont plafonnés à 20%.

Localisation géographique :
- LES CHAPELLES-BOURBON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	148 150,00	52,81%
DEPENSES LOGISTIQUES GESTION SECURITE	70 200,00	25,02%
COMMUNICATION	8 000,00	2,85%
ACTIONS CULTURELLES	14 200,00	5,06%
COUTS DE STRUCTURE	40 000,00	14,26%
Total	280 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT REGION IDF	20 000,00	7,13%
DEPARTEMENT 77 SOLLICITE	20 000,00	7,13%
CC VAL BRIARD SOLLICITE	231 050,00	82,36%
AUTRES FINANCEMENTS	9 500,00	3,39%
Total	280 550,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048034 - FESTIVAL DE SAINT-DENIS RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	2 908 040,00 € HT	4,13 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FESTIVAL SAINT-DENIS
Adresse administrative	:	16 RUE DE LA LEGION D'HONNEUR 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame NATHALIE RAPPAPORT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Depuis 1969, le Festival de Saint-Denis est l'un des festivals de musique classique de référence en Île-de-France. Il accueille des grands noms de la scène internationale et des jeunes talents qui interprètent ou dirigent des concerts symphoniques au sein de la Basilique de Saint-Denis, des récitals ou des concerts de musique de chambre dans la Maison de la Légion d'Honneur. Depuis 2004, la programmation s'est élargie aux musiques du monde (« Métis »), décentralisée dans les quartiers d'une dizaine de villes de l'agglomération Plaine commune dans des lieux culturels et de proximité. La programmation réunit un large public. De nombreuses actions culturelles sont organisées impliquant notamment les ensembles accueillis en résidence, en milieu scolaire, avec les conservatoires, le tissu associatif et les services municipaux. Le festival organise des retransmissions en direct sur écran géant permettant de toucher un public plus large.

Bilan 2019 : 42 562 spectateurs pour 56 manifestations de décembre 2018 à novembre 2019. Poursuite de la collaboration avec le Chœur de Radio France et l'ONIF sur une création avec Renaud Capuçon. 11 concerts dans les villes du programme Métis. 6 parcours culturels et 4 répétitions générales ouvertes pour

les scolaires, 4 master-classes et un projet de création avec des migrants. Une résidence territoriale en milieu scolaire dans un collège de Stains. La tarification s'étend de 5 à 65 €.
Bilan 2019 « Concerts jeunes talents » dans les lycées :
Grace au financement de la Région, 6 concerts ont pu être donnés dans les lycées suivants : Romain Rolland à Goussainville, Saint-Exupéry à Mantes-la-Jolie, Charlotte Delbo à Dammartin en Gouële, Nadia et Fernand Léger à Argenteuil, Fragonard à L'Isle-Adam, Paul Eluard à Saint-Denis.

Projet 2020 : Le festival invite de grandes formations symphoniques dont, l'Orchestre de Sir John Eliot Gardiner et poursuit sa collaboration avec les orchestres, le Chœur et la Maitrise de Radio France. La musique ancienne tiendra une place importante, une création avec Angélique Kidjo et le violoncelliste Yo-Yo Ma sera une première pour le festival. La jeune génération sera mise en avant avec de jeunes chef.fe.s. La musique contemporaine sera présente à travers l'association de Q. Guerillot, titulaire du Grand Orgue de la Basilique, de la soprano B. Hannigan et des musiciens de l'Orchestre Philharmonique de Radio France. Le Festival développera ses actions de sensibilisation en direction des scolaires et des habitants du territoire avec une résidence territoriale, des concerts dans les maisons de quartiers, dans les écoles primaires, l'ouverture des générales en Basilique ainsi que des parcours CAC (le Philharmonique de Radio France…) pour les collégiens. Le Malher Chamber Orchestra, en résidence, donnera des master classes pour les jeunes musiciens (Pôle Sup 93) et participera au projet « Feel the music » autour du handicap.
Programme 2020 « Concerts jeunes talents » dans les lycées : le festival réitère cette opération autour de la thématique « Patrimoine architectural et patrimoine musical » dans les 6 mêmes lycées qu'en 2019, établissements situés dans le Val d'Oise, les Yvelines, la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée. Les coûts de structure sont limités à 20 % du budget.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	1 305 000,00	44,42%
Dépenses techniques / Logistiques et sécurité	625 000,00	21,27%
Action culturelle	85 800,00	2,92%
Communication	320 000,00	10,89%
Coûts de structure	567 000,00	19,30%
TVA collectée sur recettes	35 240,00	1,20%
Total	2 938 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide festivals	150 000,00	5,11%
DRAC Île-de-France (acquis)	26 000,00	0,88%
Centre des Monuments Nationaux (sollicité)	15 000,00	0,51%
Département de la Seine-Saint-Denis (acquis)	388 980,00	13,24%
Ville de Saint-Denis (acquis)	484 866,00	16,50%
EPCI Plaine Commune (acquis)	313 000,00	10,65%
Mécénat	1 200 000,00	40,84%
Recettes propres	360 194,00	12,26%
Total	2 938 040,00	100,00%

DOSSIER N° EX048035 - FESTIVAL DJANGO REINHARDT - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	902 500,00 € HT	7,42 %	67 000,00 €
	Montant total de la subvention		67 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL DJANGO REINHARDT
Adresse administrative : 5 RUE VICTOR CHEVIN
77920 SAMOIS S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUYARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Depuis 1968, l'association organise au début de l'été, le festival de jazz renommé Django Reinhardt ainsi que depuis quelques années le festival de Jazz au théâtre de fontainebleau en fin d'année.Figurant parmi les deux festivals de jazz d'envergure du département, la programmation du festival Django Reinhardt reste dans la tradition du jazz manouche, et associe artistes confirmés, émergents ainsi que des amateurs de tous pays et tous styles de jazz. Initialement à Samois, le festival se tient désormais à Fontainebleau avec un week-end inaugural à Samois. La scène des Luthiers est consacrée aux talents émergents depuis 4 ans, un lauréat y est sélectionné pour se produire sur la grande scène l'année suivante avec un cachet de 1 500 €. Des ateliers de sensibilisation au jazz manouche sont menées chaque année avec les écoles de musique, écoles, collèges, lycées, le monde associatif local, les unions de commerçants, les communautés d'agglomération du « Pays de Fontainebleau ». Des masterclass de guitare sont proposées pendant le festival, dont une animée par le petit fils de Django Reinhardt. Une étude des publics répertorie 34 nationalités.

L'édition 2019 s'est déroulée du 29 juin au 7 juillet : 38 concerts, ont attiré 17000 festivaliers, les actions culturelles ouvertes à un large public, ont concerné plus spécifiquement 90 lycéens.

L’édition 2020 présentera, du 2 au 5 juillet, 35 concerts (JAMIE CULLUM, IBRAHIM MAALOUF, STOCHELO ROSENBERG…) ,une scène sera dédiée aux talents émergents. Un artiste samoisien sera en résidence de création.Le programme d’actions culturelles et de masterclass est renouvelé avec des masterclass de guitare en français et en anglais.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L’aide régionale de 47 000 € est portée en 2020 à titre exceptionnel à hauteur de 67 000 € (soit plus 20 000€) afin d’accompagner le festival dans la résorption de son déficit, en considération des engagements de soutien exceptionnel du département de Seine-et-Marne, de la Communauté de communes et de la Commune de Fontainebleau.

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival, déduction faite du diférentiel de subventionnement régional. Les coûts de structures sont limités à 20%.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU
- SAMOIS-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	413 000,00	45,61%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES ET SECURITE	387 500,00	42,79%
ACTION CULTURELLE	9 000,00	0,99%
COMMUNICATION	50 000,00	5,52%
COUTS DE STRUCTURE LIMITE 20%	46 000,00	5,08%
Total	905 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT REGION IDF	70 000,00	7,73%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	60 000,00	6,63%
COMMUNE DE SAMOIS SOLLICITE	30 000,00	3,31%
COMMUNE DE FONTAINEBLEAU SOLLICITE	50 000,00	5,52%
COMMUNE DE SAMOREAU SOLLICITE	3 000,00	0,33%
C.COMMUNES CCPT SOLLICITE	65 000,00	7,18%
AUTRES FINANCEMENTS	117 500,00	12,98%
RECETTES PROPRES	510 000,00	56,32%
Total	905 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048036 - FONDS SOC JUIF UNIF : 16e FESTIVAL DES CULTURES JUIVES / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	122 800,00 € TTC	8,14 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDS SOC JUIF UNIF
Adresse administrative : 39 RUE DE BROCA
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ARIEL GOLDMANN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Créé en 2005 à l'initiative de la Direction de l'Action culturelle du Fonds Social Juif Unifié (FSJU) et des mairies des 3e et 4e arrondissements de Paris, le Festival des Cultures Juives existe depuis 16 ans. Ce festival pluridisciplinaire à dominante musicale est axé sur le patrimoine culturel juif et la création contemporaine, il se déroule dans différents lieux de la capitale. Il programme des artistes de renom comme de jeunes artistes et rassemble environ 15 000 spectateurs. Lors de chaque édition, le festival programme, lors d'une journée, des chorales amateurs.
Depuis l'édition 2019, dans un souci d'ouverture au public le plus large, des invitations sont mises à disposition de bénéficiaires des œuvres sociales du FSJU.
En 2019,15 000 spectateurs se sont répartis sur les 24 représentations parisiennes et 3 projets d'actions artistiques avaient été mis en place.

La programmation 2020, bâtie autour du thème de la famille, prévoit de présenter une vingtaine de spectacles dans 18 lieux parisiens. Deux projets d'actions artistiques sont en cours d'élaboration :
- une projection avec présentation du film par une institutrice suivies d'un goûter pour les enfants de 7 à

13 ans
- un atelier un jour de Shabbat famille autour de la fabrication du pain en Europe de l'Est accompagné par de la musique.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite des 20%.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	32 500,00	24,71%
Technique, logistique, sécurité	27 500,00	20,91%
Action culturelle	6 500,00	4,94%
Communication	35 000,00	26,62%
Structure	30 000,00	22,81%
Total	131 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 000,00	11,41%
Ville de Paris (sollicité)	20 000,00	15,21%
Mairie du 3e arrondissement de Paris (acquis)	6 500,00	4,94%
mécénats	60 000,00	45,63%
Recettes propres	30 000,00	22,81%
Total	131 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048038 - FRMJC-IDF FEDERATION REGIONALE DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE EN ILE DE FRANCE - VIVE L'ART RUE - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	47 000,00 € TTC	25,53 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRMJC-IDF FEDERATION REGIONALE DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 65 RUE VOLTAIRE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Carole SPRANG, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Ce festival est co-organisé par un réseau de MJC et de centres sociaux et porté par la Fédération régionale des MJC en Ile de France. Créé en 1999 il valorise les pratiques amateurs. La programmation compte une majorité de créations amateurs, réalisées en amont avec des intervenants et/ou artistes professionnels et des créations de compagnies professionnelles franciliennes. Cette manifestation gratuite se développe sur 4 territoires, Paris, Val de Marne, Essonne depuis l'édition 2018 et Seine et Marne depuis l'édition 2019. Sur chaque territoire, l'idée est d'associer les partenaires associatifs et municipaux. L'édition 2019 s'est ouverte à une nouvelle MJC, celle de Torcy en Seine et Marne et s'est donnée une nouvelle expérimentation, une création amateur inter-départemental, co-portée par « Les Guinguettes de l'Yvette » (91) et « Le Printemps des rues » (Paris 10ème) et « Vive l'art rue ! » (94 + 75). Parmi les 25 équipes artistiques accueillies, 3 compagnies professionnelles ont été programmées (Les Goulus, la compagnie Opos Opos et Le Lieu exact).

Pour l'édition 2020, il s'agit de pérenniser l'entrée de la Seine et Marne par la présence de la MJC André Philip de Torcy, de poursuivre l'expérience de la création partagée au niveau régional qui impliquera des amateurs issus de structures participantes et dont les temps de répétition et de restitution circuleront entre l'Essonne, Paris et le Val de Marne. On citera parmi les compagnies professionnelles programmées la présence de la danse verticale avec la compagnie Retouramont et la présence reconduite de la compagnie Les Goulus qui proposera en plus d'une création partagée, un parcours de pratiques artistiques et de sorties culturelles sur des festivals « arts de la rue».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	27 000,00	54,00%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	4 300,00	8,60%
ACTION CULTURELLE	11 000,00	22,00%
COMMUNICATION	2 200,00	4,40%
COUTS DE STRUCTURE	5 500,00	11,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	15 000,00	30,00%
État - CGET (Sollicité)	5 000,00	10,00%
Commune : Créteil (Sollicité)	6 000,00	12,00%
Commune : Gosciny/Oudinet (Acquis)	3 000,00	6,00%
Commune : Torcy (Sollicité)	2 000,00	4,00%
Commune : Bonneuil (Acquis)	7 000,00	14,00%
RECETTES PROPRES	12 000,00	24,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048039 - HIP HOP CITOYENS FESTIVAL - PARIS HIP HOP 2020 - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	584 500,00 € HT	14,54 %	85 000,00 €
	Montant total de la subvention		85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HIP HOP CITOYENS
Adresse administrative	:	14 RUE SAINT BLAISE 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SAKINA MOULA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
L'association Hip hop citoyens est reconnue pour l'accompagnement des pratiques émergentes du hip hop. Elle développe depuis 2006 un festival de cultures urbaines et organise également un tremplin national de repérage et d'accompagnement. Le festival a une programmation pluridisciplinaire (danse streat art) à dominante musicale dans Paris et plusieurs villes. Diverses actions culturelles sont mises en place avec les villes partenaires dans le cadre d'une programmation « off », notamment sur la pratique amateure. Initialement sur 15 jours en juin, le format a évolué, depuis 2018, en deux temps forts en juin et en décembre. La moitié des évènements sont gratuits et la tarification oscille entre 5 ET 35€. Les actions culturelles sont menées avec les scolaires et lycéens, le hip hop Winter met en place une plateforme professionnelle pour la valorisation de la scène musicale émergente hip-hop (concert, showcases, rencontres professionnelles…). Des actions sont menées avec les lycéens autour de la danse en partenariat avec l'UNSS.
L'édition 2019 a rassemblé 33 020 personnes (fréquentation globale en baisse sensible depuis les deux dernières éditions) sur une programmation de 58 représentations dans 30 lieux de 15 villes franciliennes, des actions culturelles ont concerné 830 scolaires dont 100 lycéens.

L'édition 2020 sera sous le même format avec 60 représentations prévues dans une quinzaine de villes franciliennes, sur deux temps le Paris Hip hop du 12 juin au 05 juillet 2020 sur 25 sites dans toute l'Ile de France, et le Paris Hip hop Winter début décembre 2020 sur 11 sites franciliens. Les rencontres professionnelles seront dédiées à la structuration du secteur hip hop.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival déduction faite du différentiel de subventoinnement régional. Les coûts de structure sont limités à 20% du budget.

Cette manifestation revêt un caractère exceptionnel.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	236 000,00	39,37%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	152 500,00	25,44%
COMMUNICATION	87 000,00	14,51%
COUTS DE STRUCTURE LIMITE 20%	112 000,00	18,68%
ACTIONS CULTURELLES	12 000,00	2,00%
Total	599 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT	100 000,00	16,68%
ETAT SOLLICITE (Culture jeunesse CGET...)	112 500,00	18,77%
VILLE DE PARIS SOLLICITE	80 000,00	13,34%
RECETTES PROPRES	262 000,00	43,70%
SOCIETES CIVILES	10 000,00	1,67%
MECENATS, SPONSORING	35 000,00	5,84%
Total	599 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048043 - VERVEINE PRODUCTION : MACKI MUSIC FESTIVAL / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	442 024,00 € HT	4,98 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VERVEINE PRODUCTION
Adresse administrative	:	119 AVENUE ARISTIDE BRIAND 92120 MONTROUGE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur THEO VERET, Associé

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
"Le Macki Music festival a connu 6 éditions. Il propose une programmation variée mêlant concerts live et DJ's et associant jeunes talents et artistes confirmés de la musique électronique ainsi que de la musique pop, de la musique du monde et du hip hop. L'événement principal se déroule début juillet dans les Yvelines à Carrières-sur-Seine, l'espace du Parc de la Mairie étant mis à la disposition par la commune sur 2 jours. Le Macki Music Festival est organisé par une équipe associant le collectif La Mamie's (Verveine Productions) et Cracki Records, label de production musicale. Le festival est soutenu par le CNV. Il réunit 4 000 festivaliers par jour et propose une soirée d'ouverture dans une salle parisienne. La manifestation se veut éco-responsable (toilettes sèches, matériaux recyclés, consigne pour les gobelets...) et accessible aux personnes handicapées. Le festival offre 250 places aux habitants de Carrières-sur-Seine et propose une manifestation off gratuite au Parc de la Bergère à Bobigny début août, le Macki ""off"". Pour l'édition 2020, la billetterie est la suivante : pass 1 jour 27 euros, pass 2 jours 45 euros ou 35 euros en prévente, la soirée d'ouverture 18 euros ou 20 euros surplace; macki off: gratuit
Bilan 2019 : 44 groupes programmés dont 20 équipes émergentes; 44 spectacles sur 3 lieux différents; 14 000 spectateurs sur les 3 sites et 88 heures d'actions culturelles."

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 442 024 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- CARRIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	76 710,00	17,05%
Dépenses techniques	203 853,00	45,30%
Action culturelles	67 527,00	15,01%
Communication	14 342,00	3,19%
Coûts de structure	87 592,00	19,46%
Total	450 024,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Festivals	30 000,00	6,67%
Sacem	15 000,00	3,33%
CNV (sollicité)	15 000,00	3,33%
Mécénat	17 500,00	3,89%
Recettes propres	372 524,00	82,78%
Total	450 024,00	100,00%

DOSSIER N° EX048044 - THEATRE EN STOCK: 14ème Festival des Tréteaux / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	68 830,00 € HT	11,62 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION THEATRE EN STOCK
Adresse administrative	:	PLACE DE LINANDES 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur THOMAS LE MORVAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Théâtre en stock est une compagnie de théâtre de tréteaux installée depuis 1985 à Cergy. Elle crée des spectacles, anime des cours et organise depuis 2006 le Festival des Tréteaux dans 7 villes de l'agglomération de Cergy-Pontoise (Cergy, Neuville, Menucourt, Pontoise,Vauréal, Osny et Magny-en-Vexin). Le Festival propose une quinzaine de spectacles principalement créés par la compagnie autour de grands textes du répertoire, notamment à destination du jeune public. En paralllèle, le festival mène de nombreuses actions culturelles notamment avec des collégiens et lycéens(3 lycées de Cergy-Pontoise en 2019) et conduit de nombreux partenariats avec des enseignants et des structures associatives et relais du territoire (bibliothèques, maisons de quartier, structures jeunesse, maisons de retraite, IME...). Le Festival des Tréteaux bénéficie du soutien de la Ville de Cergy et du département du Val d'Oise.
Bilan 2019 :18 spectacles et 40 représentations accueillies, 7000 spectateurs. Projet 2020 : 17 spectacles (dont 4 créations), 43 représentations prévues dans 7 villes, 50 heures d'action culturelle prévues.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	39 274,00	55,45%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	8 541,00	12,06%
COMMUNICATION	9 081,00	12,82%
COÛTS DE STRUCTURE	13 934,00	19,67%
Total	70 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	10 000,00	14,12%
DEP 95 sollicité	2 000,00	2,82%
MAIRIE DE CERGY acquis	11 750,00	16,59%
Agglo Cergy-Pontoise acquis	4 739,00	6,69%
RECETTES PROPRES	42 341,00	59,78%
Total	70 830,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048046 - 1.9.3. SOLEIL ! : RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	150 000,00 € TTC	13,33 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 1 9 3 SOLEIL THEATRE GEORGES SIMENON
Adresse administrative : HELOISE PASCAL
93110 ROSNY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LUCILE MAITRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
1.9.3. Soleil ! est une structure de référence pour le spectacle vivant en direction du très jeune public (0-4 ans). Elle travaille avec des professionnels de la petite-enfance, des professionnels de la culture, des artistes et des familles. Le festival se déroule durant trois semaines et organise plus d'une centaine de représentations accueillies dans 28 lieux, structures ou parcs répartis sur 15 communes de Seine-Saint-Denis. Tout au long de l'année, l'association développe un important travail d'action culturelle à destination des équipes de centres de loisirs et de crèches, d'enseignants d'écoles maternelles, d'assistantes maternelles et de parents/enfants.
Le succès et l'identification du festival tant auprès des professionnel que du grand public vont croissant au fil des années.

L'édition 2020 confirme le déploiement et l'identification solide du festival : Le nombre de structures partenaires se développe avec la participation des réseaux de médiatèques et de conservatoires de l'EPT Est ensemble et la mise en place d'un partenariat avec le CFA de l'Académie Fratellini afin de sensibiliser les apprentis à l'existence d'un champ du spetacle vivant pour le très jeune public.

En lien avec les Olympiades culturelles des JO 2024, le corps aura la part belle dans l'édition 2020 avec de nombreux spectacles de cirque et un dispositif particulier de soutien à la création pour le très jeune public en extérieur : les rencontres à ciel ouvert (il y en aura 4). Au total cette édition accueillera 20 spectacles dont 8 créations, 20 équipes artistiques dont 7 compagnies émergentes. Il y aura 11 représentations dans 28 lieux, structures ou parcs répartis sur 15 communes de Seine-Saint-Denis.
Tout au long de l'année, ce sont 2400 participants qui bénéficient des 33 projets d'action culturelle nécessaitant 400 heures d'intervention artistique.

Parallèlement à l'organisation du festival, l'association 1.9.3. Soleil ! coordonne le réseau Courte échelle qu'elle a initié. Ce réseau professionnel regroupe des structures de programmation qui s'associent pour une coproduction mutualisée et la tournée d'un projet à destination du très jeune public. La structure a été aidée en octobre 2018 pour un projet mutualisé avec la Seine-et-Marne, preuve de son ouverture sur les territoires au-delà de la Seine-Saint-Denis.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 150 000 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	92 500,00	61,67%
Technique, logistique, sécurité	11 200,00	7,47%
Action culturelle	7 500,00	5,00%
Communication	8 800,00	5,87%
Coûts de structure	30 000,00	20,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
État (CGET) / sollicité	5 000,00	3,33%
Région (aide au festival)	20 000,00	13,33%
CD 93 / acquis	20 000,00	13,33%
Aide à l'emploi (FONJEP) / acquis	5 000,00	3,33%
Recettes propres	100 000,00	66,67%
Total	150 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048047 - 11EME EVENEMENTS : Festival Onze Bouge -24e édition / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	145 000,00 € TTC	13,79 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	11EME EVENEMENTS
Adresse administrative	:	240 BD VOLTAIRE 75011 PARIS 11
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur GIL TAIEB, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Pour sa 23e édition, le festival Onze Bouge poursuit sa nouvelle formule dans l'espace public et propose des spectacles gratuits dans plusieurs lieux et espaces du 11ème arrondissement de Paris. La volonté d' "Onze Bouge" est de soutenir la création artistique au moyen d'une programmation électique qui associe artistes émergents et confirmés.Des temps d'échanges et de rencontres viennent également ponctuer le festival. Onze Bouge est membre de 2 réseaux : la fédération des arts de la rue et Risotto.
Bilan 2019 : Le festival a programmé 15 équipes artistiques (dont 5 émergentes) sur 21 représentations. Il a rassemblé 11 000 spectateurs.
Edition 2020 : 15 équipes pour une vingtaine de réprésentations sur 9 sites. Poursuite de la battle de danses urbaines initiée en 2019. Renouvellement du partenariat avec le lycée Paul Poiret (Paris 11e) pour l'embauche et la formation de stagiaires technique (régie son & lumière).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	71 500,00	46,13%
Dépenses techniques et logistiques	46 700,00	30,13%
Action Culturelle	2 500,00	1,61%
Communication	3 300,00	2,13%
Coûts de structure	31 000,00	20,00%
Total	155 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	30 000,00	19,35%
Ville de Paris acquis	125 000,00	80,65%
Total	155 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048048 - FESTIVAL D'AUVERS SUR OISE - RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	818 100,00 € HT	8,56 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FESTIVAL D'AUVERS SUR OISE
Adresse administrative	:	RUE DE LA SANSONNE 95430 AUVERS SUR OISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur DAMIEN MAURICE, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Le Festival d'Auvers-sur-Oise, créé 1981, propose une programmation de concerts de musique classique par des interprètes de renommés nationales et internationales et des jeunes talents dans des lieux patrimoniaux du Val d'Oise. Chaque année, le festival passe commande auprès d'un compositeur invité et accueille les oeuvres d'un plasticien. Depuis 1990, le Festival accompagne également un jeune ensemble en résidence (avec production et diffusion d'un enregistrement original sur son label DiscAuverS).
Le Festival organise des actions de sensibilisation auprès de divers publics (scolaires, détenus, patients du centre hospitalier, résidents d'un EHPAD, concerts décentralisés dans des ESAT, des écoles, collèges et lycées) ainsi que depuis 2007 un atelier de formation tout au long de l'année "L'orgue Aux Enfants" à Auvers-sur-Oise.
En 2019 le festival programmait 23 équipes dont 6 émergentes, 23 concerts dont 6 création dans 9 villes.
En 2020 il est prévu l'accueil de 28 équipes dont 9 émergentes pour 28 concerts dont 10 création dans 10 villes. 120h d'intervention en actions culturelles sont prévues.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite des 20%.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Cette manifestation revêt un caractère exceptionnel.

Localisation géographique :
- AUVERS-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	287 500,00	29,03%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	226 000,00	22,82%
ACTION CULTURELLE	32 000,00	3,23%
COMMUNICATION	104 500,00	10,55%
COÛTS DE STRUCTURE	340 500,00	34,38%
Total	990 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	100 000,00	10,10%
Etat DRAC IDF (sollicité)	25 000,00	2,52%
Etat EAC (sollicité)	20 000,00	2,02%
Dep 95 (sollicité)	250 000,00	25,24%
Commune : AUVERS (sollicité)	20 000,00	2,02%
Commune : L'ISLE ADAM sollicité)	2 500,00	0,25%
Commune : MERIEL (acquis)	5 000,00	0,50%
EPCI : Communauté de communes Sausseron Impressionistes (sollicité)	3 000,00	0,30%
Sociétés civiles	14 000,00	1,41%
Mécénats, sponsoring	314 000,00	31,70%
RECETTES PROPRES	237 000,00	23,93%
Total	990 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048049 - ASSOCIATION LE MOULIN JAUNE EN FÊTES Festival de printemps du Moulin Jaune - RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	64 100,00 € TTC	15,60 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION LE MOULIN JAUNE EN FETES
Adresse administrative	:	1 SENTE DU MOULIN NICOLE 77580 CRECY LA CHAPELLE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SARA LUBTCHANSKY, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Slava Polunin (Le célèbre clown Slava) a créé ce festival original en 2017 à Crécy la chapelle, qui mêle petites formes de spectacles, déambulations, ateliers participatifs (culinaires) et œuvres plastiques inédites au coeur du "jardin remarquable" le Moulin Jaune". Le public est invité à participer, déambuler et s'immerger dans les espaces, devenant lui-même acteur du jardin-théâtre aux côtés d'artistes qui proposent des formes de courte durée. Des partenariats sont menés avec des producteurs et artisans locaux (reconduits et en cours) ainsi que des acteurs culturels de Seine et Marne tels que la Galleria Continua ou d'Ile de France (Musée des arts Forains en2019).
Du 8 au 16 juin 2019, 80 déambulations ou petites formes ont été présentées sur le thème du mariage sur 3 jours Une journée est réservée aux scolaires réunissant plus de 350 enfants (12 classes). Le tarif est entre 38 et 50 € en tarif plein pour les adultes et 10 à 18 € pour les enfants.

En 2020, le Festival de printemps se déroulera du 19 au 24 mai sur le thème « la Vie de Bohème » Il comprendra des installations, des oeuvres immersives et des spectacles en lien avec le thème que le

public sera invité à venir co créer et découvrir dans les espaces du jardin. Elle mêlera créations plastiques éphémères ou pérennes réalisées pour le festival, artistes en résidence présentant leurs derniers travaux, artistes invités à présenter des petites formes ou extraits de spectacle, des créations expérimentales. Une dizaine de représentations sont prévues, le Moulin jaune accueillera notamment dès le 10 avril le Cirque Bidon, célèbre en Italie mais méconnu en France, pour une résidence de 6 semaines en vue de la création de leur nouveau spectacle. Des ateliers et des séances pour les scolaires sont prévues, notamment avec des lycéens .

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival, les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :
- CRECY-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	28 000,00	43,68%
DEPENSES LOGISITIQUES TECHNIQUES SECURITE	19 150,00	29,88%
ACTION CULTURELLE	2 200,00	3,43%
COMMUNICATION	4 500,00	7,02%
COUTS DE STRUCTURE	10 250,00	15,99%
Total	64 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT REGION IDF	10 000,00	15,60%
DEPARTEMENT 77 SOLLICITE	7 500,00	11,70%
PAYS CRECOIS SOLLICITE	10 000,00	15,60%
MECENAT	2 000,00	3,12%
RECETTES PROPRES	34 600,00	53,98%
Total	64 100,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048051 - ESPRIT JAZZ-Festival Jazz à Saint-Germain-des-Près PARIS - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	400 117,00 € HT	5,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	L'ESPRIT JAZZ
Adresse administrative	:	78 RUE BONAPARTE 75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MYRIAM SOLVES, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Depuis 2001, le festival Jazz à St- Germain-des-prés présente une programmation internationale, nationale et francilienne, avec des scènes dédiées aux jeunes talents et artistes féminins. Il se déroule dans une vingtaine de lieux culturels, festifs et patrimoniaux de Paris (La Sorbonne, Lucernaire, Théâtre de L'odéon, Amphithéâtre d'Assas...). C'est le premier festival de jazz à avoir créé une scène consacrée au femmes, il est depuis 2017 labélisé dans le programme égalité hommes femmes, il programme également des concerts jazz à la Maison d'arrêt des femmes de Versailles en partenariat avec le SPIP (Ministère de la Justice) . Des rencontres culturelles sont proposées en milieu scolaire, dans les lycées de toute la région Ile de France, en prison et au conservatoire, ainsi que des rencontres réunissant journalistes, professionnels du jazz et le public.

Du 16 au 27 mai 2019, le festival a présenté 30 concerts, la fréquentation est stable avec 8 500 festivaliers, les actions culturelles (concerts scolaires, conférences) ont touché différents publics dont une soixantaine de lycéens.

L'édition 2020 se déroulera sur le même format avec une part plus importante d'artistes franciliens. Parmi les premiers artistes programmés : Kyle Eastwood, Vincent Peirani, Thomas de Pourquery…. Le tarif moyen augmente légèrement de 25 à 27 € et un tarif réduit est maintenu pour les jeunes et plus modestes (15 €). Un Prix de la jeune musicienne de jazz est créé dans le cadre du Tremplin Jeunes Talents et une table ronde sera dédiée aux jeunes talents féminins. Une conférence sera dédiés sciences (lien musique et cerveau) seront organisées pour tous publics et les lycéens, sous le parrainage du Ministère de la Culture et du Droit des femmes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival, les coûts de structure sont plafonnés à 20% du budget. Le différentiel de subventionnement régional est déduit de la base subventionnable.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	131 050,00	32,75%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	87 390,00	21,84%
COMMUNICATION	117 316,00	29,32%
COUTS DE STRUCTURE LIMITE 20%	64 361,00	16,09%
Total	400 117,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF DEMANDE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT	20 000,00	5,00%
VILLE DE PARIS CULTURE JEUNESSE...SOLLICITE	30 000,00	7,50%
DEPARTEMENT DE PARIS SOLLICITE	2 500,00	0,62%
MECENAT	191 743,00	47,92%
RECETTES PROPRES	116 148,00	29,03%
SOCIETES CIVILES	39 726,00	9,93%
Total	400 117,00	100,00%

DOSSIER N° EX048053 - NADJASTREAM: Festival Les Nuits des Arènes / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	53 000,00 € HT	15,09 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NADJASTREAM
Adresse administrative	:	79 QUAI PANHARD ET LEVASSOR 75013 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ELSA SITRUK, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
L'association Nadjastream a été créée en 2007 et organise le festival depuis 2015. Le Festival Les Nuits des Arènes construit sa programmation autour de quatre objectifs :
1 - Favoriser la pluridisciplinarité et la diversité des esthétiques ;
2 - Soutenir la création contemporaine ;
3 - Favoriser l'émergence grâce à des appels à projets et des accompagnements artistiques en partenariat avec des structures jeunesse dédiées aux pratiques amateur ;
4 - Proposer de mettre en résonnance la parole artistique et la parole politique des citoyens, en thématisant chaque édition.

Le festival fonctionne avec un comité des jeunes bénévoles, de 18 à 30 ans. Ils participent aux prises de décisions en amont du festival.
La manifestation se déroule dans les Arènes de Lutèce dans le 5e arrondissement de Paris. La 5e édition a été organisée du 13 au 16 juin 2019, elle a réuni 4 000 personnes. Même si les recettes de billetterie sont indispensables à l'équilibre économique de la manifestation, la politique tarifaire prévoit des tarifs

réduits attractifs pour les jeunes notamment et permet l'accès gratuit à quelques représentations.
La prochaine édition aura lieu du 11 au 14 juin 2020. Structurée autour du thème de l'égalité femmes/hommes, la programmation pluridisciplinaire de 14 propositions artistiques pour 19 représentations sera environnée d'actions de sensibilisation pendant et en amont du festival. Des temps de débat sont également prévus autour de la thématique du festival.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	37 000,00	56,92%
Technique, logistique, sécurité	16 900,00	26,00%
Action culturelle	600,00	0,92%
Communication	6 500,00	10,00%
Structure	4 000,00	6,15%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	30,77%
Ville de Paris (sollicité)	25 000,00	38,46%
Sociétés civiles (sollicité)	5 000,00	7,69%
Recettes propres	15 000,00	23,08%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048054 - Piano Campus - RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	156 100,00 € TTC	6,41 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AEUROPAA PIANO CAMPUS
Adresse administrative : 31 RUE DE MARTIMPREY
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PASCAL ESCANDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
La manifestation est née en 2002 et se déroule chaque année durant un mois entre janvier et mars, à Pontoise et dans trois autres villes de l'agglomération de Cergy-pontoise (Cergy, Vauréal, Osny). La programmation du festival est principalement constituée par des récitals de piano donnés par de jeunes musiciens, lauréats des années précédentes du concours international et qui ont moins de 30 ans. La fréquentation est de 3400 spectateurs.
La manifestation est constituée par la programmation d'une douzaine de concerts majoritairement en accès libre, par plusieurs actions de sensibilisation musicale (une master-class, une projection, trois tremplins (« Bouffées d'art frais ») pour jeunes musiciens amateurs issus du conservatoire de Cergy ou d'écoles associatives, des concerts-rencontre dans les écoles primaires et dans deux lycées) et enfin par l'organisation d'un concours international pendant trois jours avec 12 candidats auditionnés et qui peuvent prétendre à une douzaine de prix dont 3 grands prix qui récompensent les 3 finalistes (prix compris entre 3 et 5000 €)
En 2019 le festival a programmé 9 artistes émergents pour 22 concerts dont 3 créations dans 7 villes. En 2020 la programmation s'étend sur 8 villes. 25h d'actions culturelles sont prévues.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	56 190,00	36,00%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	21 500,00	13,77%
ACTION CULTURELLE	2 910,00	1,86%
COMMUNICATION	47 000,00	30,11%
COÛTS DE STRUCTURE	28 500,00	18,26%
Total	156 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	10 000,00	6,41%
DEP 95 (sollicité)	28 000,00	17,94%
Commune : Pontoise (sollicité)	46 400,00	29,72%
Communauté d'agglo Cergy Pontoise (sollicité)	30 500,00	19,54%
Sociétés civiles (Sacem)	5 000,00	3,20%
Mécénats, sponsoring	14 500,00	9,29%
RECETTES PROPRES	21 700,00	13,90%
Total	156 100,00	100,00%

DOSSIER N° EX048055 - WDS WELL DONE SIMONE: Maisons Laffitte Jazz festival / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	116 635,00 € HT	10,29 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	WDS WELL DONE SIMONE
Adresse administrative	:	3 RUE DE LA PREVOYANCE 94300 VINCENNES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame HELENE CHARREIRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
"Ce festival programme des artistes confirmés de jazz dans une salle polyvalente et à l'ancienne église de Maisons-Laffitte, des showcases sont organisés dans les gares, lieux partenaires et le conservatoire. L'association a repris l'organisation du festival en 2014 qui a réuni 5 artistes et 2200 festivaliers. Bénéficiant d'un important soutien de la Ville de Maison Laffitte (40 000 euros), le Festival s'est bien développé depuis sa reprise par l'association Well Done Simone.
Avec 14 spectacles sur 10 jours de festival la fréquentation totale s'élève à 4 000 spectateurs pour la dernière édition.
La programmation de l'édition 2020 de ce festival de jazz s'étend en partenariat avec le Centre des monuments nationaux au parc du chateau de Maisons-Laffitte et comprend 13 équipes artistiques pour 14 représentations dont une création. Elle comprend la programmation d'artistes émergents et confirmés : carte blanche André Ceccarelli, la Fanfare Batunga, un duo Sylvain Gontard et Dominique Fillon, le Trio Django..."

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 116 635 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	55 600,00	46,47%
Dépenses techniques	20 325,00	16,99%
Action culturelle	4 400,00	3,68%
Communication	24 050,00	20,10%
Coûts de structure	15 260,00	12,76%
Total	119 635,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Festivals	15 000,00	12,54%
Ville de Maisons-Laffitte (sollicité)	40 000,00	33,44%
Sociétés civiles	33 500,00	28,00%
Recettes propres	31 135,00	26,02%
Total	119 635,00	100,00%

DOSSIER N° EX048056 - SONIC PROTEST

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	164 500,00 € HT	8,51 %	14 000,00 €
	Montant total de la subvention		14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SONIC PROTEST
Adresse administrative : 39 QUAI DE L'HORLOGE
75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HERV GOLUZA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Le festival Sonic Protest a été créé en 2003 par les Instants Chavirés et l'association Sonic Protest qui en assume seule l'organisation depuis 2006. La ligne artistique est dédiée aux musiques électroniques et formes expérimentales, avec un volet arts visuels. Le festival met en avant les pratiques émergentes, et les créations de figures historiques et de pionniers. Il a formé en 2019 un pôle de ressource et d'accompagnement des musiques électroniques avec les instants Chavirés et le collectif Coax, avec le soutien de la Drac.Un volet d'actions culturelles y est associé et depuis deux éditions le festival développe un axe dédié à l'art brut en impliquant des publics en situation de handicap. La gratuité est proposée à des publics accompagnés par l'association Culture du Cœur.
En 2019, du 2 mars au 6 avril 2019 33 artistes ou groupes se sont produits, réunissant 3563 spectateurs dans différents lieux à Paris, Vanves et Bagnolet. La politique tarifaire reste accessible de 10 à 20 €.
La prochaine édition se déroulera du 6 au 22 mars 2020 dans différents lieux de Paris et sa banlieue Les Voûtes (Paris), La Dynamo (Pantin), La Station (Paris), La Muse en Circuit (Alfortville), L'Echangeur (Bagnolet), La BPI Centre Pompidou (Paris), L'Ecole des Beaux Arts de Cergy (Cergy), Paris 8 (Saint-Denis), Eglise St Merry (Paris), La Marbrerie (Montreuil), Le Générateur (Gentilly), Le Théâtre Berthelot (Montreuil). La programmation présentera 45 formations des musiques électroniques expérimentales dont

14 émergentes. Des rencontres autour des pratiques brutes de la musique seront proposées ainsi que des installations sonores, performances scéniques, sound-system, transmissions radio, ateliers de pratique musicale, culinaire…

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles du budget du festival, les coûts de structures sont limités à 20%.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	68 326,00	41,54%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	61 884,00	37,62%
COMMUNICATION	4 500,00	2,74%
ACTION CULTURELLE	3 000,00	1,82%
COUTS DE STRUCTURE LIMITE 20%	26 790,00	16,29%
Total	164 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE REGION IDF AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT	14 000,00	8,51%
ETAT CULTURE DICREAC SOLLICITE	14 500,00	8,81%
VILLE DE PARIS ACQUIS	25 000,00	15,20%
AUTRES FINANCEMENTS (STES CIVILES MECENAT...)	41 500,00	25,23%
RECETTES PROPRES	69 500,00	42,25%
Total	164 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 -

DOSSIER N° EX048057 - ESPACE DES ARTS PAVILLONS JAZZ FESTIVAL - RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	68 000,00 € HT	11,76 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CENTRE CULTUREL CECAS
Adresse administrative	:	144 AVENUE JEAN JAURES 93320 LES PAVILLONS SOUS BOIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SEVERINE HOUY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Créé en 2006 et organisé par une association animée par des passionnés de jazz et qui gère également l'Espace des Arts, la salle de spectacles municipale des Pavillons-sous-Bois, le festival représente le temps fort de la ville (23 000 habitants), située dans l'est du 93 sur le territoire de l'EPT Grand Est. Il propose une programmation d'une dizaine de concerts de jazz des années 20 aux années 50 dont des grands noms du jazz de la scène américaine ou française et s'attache à associer des artistes venus d'horizons différents à d'autres issus du territoire, notamment en partenariat avec l'IMEP Paris College of Music. La tarification est modique 10 € pour les plus jeunes et un pass 3 jours à 57 €. Des concerts gratuits hors les murs sont également proposés.

L'édition 2019 a présenté 10 concerts et rassemblé 1499 spectateurs dont 500 pour les concerts gratuits en extérieur. Une collaboration pérenne avec le conservatoire permet à ses élèves un travail sur les musiques actuelles et le jazz tout au long de l'année.

La programmation 2020 mettra à l'honneur le voyage ; de la soul britannique à la chanson napolitaine en

passant par Memphis ou les rues de Montreuil. Au cours de 12 concerts cette édition métissera le jazz des années 30 au plus contemporain. La ligne artistique répond à l'objectif de rendre accessible la musique jazz aux plus grands nombre. Cette prochaine édition verra se poursuivre son partenariat avec des écoles de formation musicales, le conservatoire municipal qui travaille chaque année autour de la programmation. Afin de sensibiliser le public jeune et le grand public, le festival va organiser 3 master class menées par un musicien reconnu internationalement spécialiste du Washboard. Les enfants et le public pourront pratiquer l'improvisation en groupe et comprendre les fondamentaux du jazz. Elles se termineront par une création musicale originale qui fera l'objet d'un concert de restitution.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.
Les coûts de structure sont limités à 20 % du budget présenté.

Localisation géographique :

- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	42 000,00	56,00%
Dépenses techniques / Logistiques et sécurité	12 000,00	16,00%
Action culturelle	3 000,00	4,00%
Communication	3 000,00	4,00%
Coûts de structure	15 000,00	20,00%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide manifestations	15 000,00	20,00%
Ville Les Pavillons-sous-Bois (acquis)	20 000,00	26,67%
SACEM	15 000,00	20,00%
Mécénat	10 000,00	13,33%
Billetterie	15 000,00	20,00%
Total	75 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048059 - COMMUNE DE VERSAILLES : Festival Le Mois Molière / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	300 500,00 € TTC	14,98 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VERSAILLES
Adresse administrative	:	4 AVENUE DE PARIS 78000 VERSAILLES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
"Le Mois Molière est organisé par la Ville de Versailles depuis plus de 20 ans. L'édition 2020 est la 25ème édition. La programmation comprend principalement du théâtre, professionnel et amateur, du répertoire classique et contemporain, de la commedia dell'arte, mais aussi des spectacles chorégraphiques, de la musique, du cirque, des propositions jeune public. Présentant plus de deux cents spectacles, le Mois Molière propose trente jours de programmation, en plein-air, sur les places et dans les jardins, et dans de nombreux lieux de la ville : Auditorium du Conservatoire à rayonnement régional, Chapelle royale, Hôtel de Ville, Cathédrale Saint Louis, Eglise Sainte Bernadette, Grande Ecurie, Théâtre Montansier, Centre culturel 3.ND, Librairie la Vagabonde, Chapiteau de Porchefontaine, Musée Lambinet, Lycée Notre-Dame de Grandchamp… La Ville de Versailles accueille des compagnies en résidence tout au long de l'année (11 compagnie en 2020) en lien avec cet événement, notamment l'Académie internationale des Arts du spectacle et développe avec elles un conséquent travail d'action culturelle avec les publics : scolaires, amateurs, maisons de quartier, détenus. La fréquentation s'élève à près de 120 000 spectateurs pour une majorité de spectacles gratuits. Le public vient pour 60% de Versailles, mais aussi pour 15% des Yvelines et pour 20% de la région Ile-de-France dans son ensemble. La manifestation est membre de l'Union

Européenne du nouveau théâtre populaire. L'édition 2019 s'est déroulée au mois de juin. Elle a proposé 325 représentations de 210 spectacles dont 60% en entrée libre et un tarif de 10 euros en moyenne pour les spectacles payants.
L'édition 2020 s'inscrit dans la continuité."

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnale s'élève à 300 500 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	197 000,00	64,48%
Dépenses techniques	70 500,00	23,08%
Action culturelle	5 000,00	1,64%
Communication	33 000,00	10,80%
Total	305 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Festivals	50 000,00	16,37%
CD 78 (sollicité)	30 000,00	9,82%
Mécénat	5 000,00	1,64%
Commune de Versailles (acquis)	220 500,00	72,18%
Total	305 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048060 - JAZZ EN PAYS FERTOIS - FERTE JAZZ FESTIVAL - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	423 000,00 € HT	20,09 %	85 000,00 €
	Montant total de la subvention		85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JAZZ EN PAYS FERTOIS
Adresse administrative : 9 RUE 103E RI
77138 LUZANCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MAGALIE LASSELIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Le festival Ferté Jazz dédié à tous les styles de jazz a été créé en 2012 par le trompettiste et compositeur Nicolas Folmer en partenariat avec la ville de Ferté-sous-Jouarre et le pays Fertois. Il présente une programmation internationale d'artistes confirmés comme émergents, en plein air et dans des lieux culturels et de la Ferté-sous-Jouarre, territoire peu doté en évènements culturels. Des pôles de soutien la scène jazz émergente sont organisés en partenariats avec les acteurs locaux dans des départements franciliens grâce à l''identification des jeunes artistes par le biais de concert-tremplin, des rencontres entre artistes amateurs et professionnels, l'accompagnement artistique, des actions de diffusion dans les lieux identifiés. Des actions culturelles sont proposées pour le grand public et les scolaires, notamment les lycées, ainsi qu'un marché artisanal. Arnaud Bel (ex blues sur Seine) a repris la direction artistique du festival depuis un an.

Du 21 au 23 Juin 2019 20 concerts ont rassemblé près de 10 000 festivaliers, des ateliers ont été menés avec deux lycées.

La prochaine édition se tiendra du 26 au 28 juin. La programmation présentera artistes confirmés et émergents du jazz, du blues… : Deluxe et Lee Fields & The expressions, Paul personne et Lucky Peterson. Un hommage aux Femmes de Jazz et aux musiques du monde Morcheeba, Sarah Nkaké, Mélissa Laveaux ,Sarah McCoy et Airelle Besson… Les tarifs varient de 25 à 30 € en tarif plein jour, 65à 80 € en pass 3 jours, une tarification sociale est proposée.
Des ateliers seront menés avec les lycées Jules Ferry à Coulommiers, Samuel Beckett à La Ferté-sous-Jouarre, Jehan de Chelles et Saint-Exupéry à Mantes-la-Jolie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival, déduction faite du différentiel de subventionnement régional. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Cette manifestation revêt un caractère exceptionnel.

Localisation géographique :
- LA FERTE-SOUS-JOUARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	126 625,00	29,93%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	161 555,00	38,19%
COMMUNICATION	40 350,00	9,54%
ACTION CULTURELLE	10 000,00	2,36%
COUTS DE STRUCTURE LIMITE 20%	84 470,00	19,97%
Total	423 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT REGION IDF	85 000,00	20,09%
ETAT DRAC POLITIQUE DE LA VILLE SOLLICITE	32 000,00	7,57%
DEPARTEMENT 77 ACQUIS	44 000,00	10,40%
VILLE DE FERTE SOUS JOUARRE ACQUIS	35 000,00	8,27%
Coulommiers Pays-de-Brie ACQUIS	35 000,00	8,27%
AUTRES FINANCEMENTS (s civiles, mécénat...)	115 000,00	27,19%
RECETTES PROPRES	77 000,00	18,20%
Total	423 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048063 - ECOLE NATIONALE DES ARTS DU CIRQUE DE ROSNY-SOUS-BOIS / L'ENACR en pistes - RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	502 500,00 € TTC	19,90 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ENACR ECOLE NAT DES ARTS DU CIRQUE ROSNY
Adresse administrative	:	22 RUE JULES GUESDE 93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JOSE -MANUEL GONCALVES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Fondée en 1988 à Rosny-sous-Bois, l'ENACR est une école supérieure des arts du cirque, jumelée dans un même cycle de formation professionnelle avec le CNAC à Châlons-en-Champagne, dont sont issus 80% des artistes de cirque reconnus aujourd'hui. L'ENACR délivre également le BATC ainsi que le Diplôme d'Etat de professeur de cirque.
Parallèlement aux enseignements, l'ENACR produit 3 à 5 spectacles avec les élèves, qui sont mis en scène par des artistes professionnels, joués sous le chapiteau et en diffusion extérieure chez des partenaires : Centquatre, cirque Electrique à Paris, Espace Simenon à Rosny-sous-Bois, festival La Seyne-sur-Mer hors Île-de-France. Sont aussi proposés des ateliers de pratique amateur pour les adultes et les enfants ainsi que des parcours de découverte du cirque pour les scolaires de Rosny-sous-Bois et du 93, pour des résidents de l'hôpital de jour du Perreux-sur-marne, de l'IME de Noisy-le-Sec, des éducateurs de rue et des jeunes avec l'association Ville et avenir. En 2018, l'ENACR a lancé une classe "étoile" pour les amateurs souhaitant se professionnaliser et une réflexion est en cours pour construire une filière "cirque" de l'élémentaire jusqu'au bac, une section sportive cirque a été ainsi ouverte au collège

Langevin Wallon de Rosny.
En 2017, la Région a financé, aux côtés de l'Etat - DGCA des premiers travaux d'urgence de rénovation et d'aménagement, une 2ème tranche de travaux plus conséquents est prévue.
La politique tarifaire est modique, allant de 5 à 10 €.

Bilan 2019 : 3 spectacles produits avec les étudiants (Cie Bazar Palace, aérien), 16 représentations dont 10 au chapiteau, 1 carte blanche aux étudiants donnée sous le chapiteau et au Cirque Electrique, 1 création avec les amateurs. Les 4 lieux impliqués ont accueilli 4 550 spectateurs. L'ENACR a initié un travail à destination du très jeune public dans 2 PMI et reconduit ses actions avec un foyer de personnes handicapées à Montfermeil. 3 projets ont été mis en œuvre avec des lycées : reconduction des partenariats avec les lycées J. Moulin et C. de Gaulle et nouveau projet avec le lycée Mansart à Varennes Saint-Hilaire.

Projet 2020 : Le Cirque Electrique et le CENTQUATRE accueilleront à nouveau les créations des DNSP, cette année pensées sur l'année entière. Les étudiants en BATC présenteront plusieurs petites formes au fil de l'année, ouvertes aux publics touchés par les actions culturelles de l'établissement. L'ENACR accueillera les rencontres régionales des écoles de cirque fin mars pour 2 spectacles. Un nouveau partenariat verra le jour avec la Ferme du Buisson, qui présentera plusieurs petites formes en itinérances à l'automne. Un projet CREAC a débuté en 2019 avec 3 lycées (Villemomble, Pantin et Montreuil), et se poursuivra jusqu'en 2022 autour de la pratique des arts du cirque. Ce CREAC prévoit un parcours du spectateur sous le chapiteau, au Théâtre Monfort et à La Villette. Entre autres actions, celles menées auprès du foyer Agecet de Montfermeil en direction d'adultes en situation de handicap sont reconduites.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire. Les coûts de structure sont limités à 20 % du budget.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Cette manifestation revêt un caractère exceptionnel.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	271 380,00	54,01%
Dépenses techniques / Logistiques et sécurité	110 470,00	21,98%
Action culturelle	13 750,00	2,74%
Communication	6 400,00	1,27%
Coût de structure	100 500,00	20,00%
Total	502 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide manifestations	100 000,00	19,90%
Etat - fonctionnement et aide au projet (acquis)	88 000,00	17,51%
Département de Seine-Saint-Denis (sollicité)	134 000,00	26,67%
Ville de Rosny-sous-Bois (sollicité)	164 000,00	32,64%
Recettes propres	16 500,00	3,28%
Total	502 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048064 - COMPAGNONS D'ORPHEE: Festival du Vexin / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	100 285,00 € TTC	5,98 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNONS D'ORPHEE
Adresse administrative : 1 RUE DU PONT D'AINCOURT
60240 PARNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE PARAIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Créé en 2003 et animé principalement par des bénévoles, le Festival du Vexin a pour objectif d'associer musique et découverte du patrimoine du Vexin. Il se déroule dans les églises ou les salles polyvalentes d'une vingtaine de petites communes, à cheval sur trois départements : le Val d'Oise en IDF, l'Eure en Normandie et l'Oise dans les Hauts-de-France. Sont programmées de la musique classique, lyrique et jazz par des artistes confirmés et des jeunes artistes lauréats de concours. Le festival propose des concerts pour le jeune public à destination des écoles primaires et collèges, ainsi que des visites guidées dans les villages et au Château de Guiry-en-Vexin. Le festival bénéficie du soutien de collectivités franciliennes et de collectivités hors IDF.
Bilan 2019 : 37 musiciens et un orchestre 21 spectacles dont 2 créations dans 21 villes. Projet 2020 : une trentaine d'artistes et un orchestre, 20 concerts dans 20 villes dont 7 en Île-de-France

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des coûts de structure dépassant la limite des 20%.

Localisation géographique :
- MARINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	58 665,00	58,50%
DEPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITE	17 975,00	17,92%
COMMUNICATION	3 500,00	3,49%
COUTS DE STRUCTURE	20 145,00	20,09%
Total	100 285,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	6 000,00	5,98%
Région Normandie (sollicité)	4 000,00	3,99%
Région Hauts-de-France (sollicité)	4 000,00	3,99%
Dep 95 (sollicité)	5 300,00	5,28%
Dep 60 (sollicité)	6 000,00	5,98%
Dep 27 (sollicité)	6 500,00	6,48%
Hérouville-en-Vexin (acquis)	500,00	0,50%
Montreuil-sur-Epte (acquis)	300,00	0,30%
Marines (acquis)	1 500,00	1,50%
Arronville (acquis)	500,00	0,50%
Communes hors idf (acquis)	7 400,00	7,38%
EPCI Vexin-Val de Seine (sollicité)	1 000,00	1,00%
EPCI hors IdF (sollicité)	12 400,00	12,36%
Mécénats	12 000,00	11,97%
SPEDIDAM	10 000,00	9,97%
autres financements	660,00	0,66%
RECETTES PROPRES	22 225,00	22,16%
Total	100 285,00	100,00%

DOSSIER N° EX048066 - VILLE DE PANTIN : La BUS - Biennale Urbaine de spectacles / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	104 300,00 € TTC	17,26 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE PANTIN
Adresse administrative	:	84/88 AVENUE DU GENERAL LECLERC 93500 PANTIN
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Bertrand KERN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
La Biennale Urbaine de Spectacles est une manifestation pilotée par la ville de Pantin avec le soutien du département de la Seine-Saint-Denis et en partenariat avec la Coopérative De Rue et De Cirque et les villes des Lilas, de Romainville, du Pré Saint-Gervais. Festival de la création en espace public, elle s'est largement développée depuis sa première édition en 2012 et fait partie intégrante du projet du théâtre à l'année. La manifestation propose des spectacles dans l'espace public, et pense de manière globale les liens entre l'art et la ville. Une « mini-bus » est maintenant organisée les années où le festival n'a pas lieu.
La BUS défend les écritures contemporaines dans les arts de la rue en allant à la rencontre d'autres champs artistiques. Des ateliers et des rencontres impliquent les partenaires locaux dans le projet, afin de mettre en place des résidences de longue durée, de collaborer avec des centres sociaux. La programmation s'articule autour de rendez-vous fédérateurs, de petites formes, de résidences, de commandes spécifiques à des équipes artistiques, de diffusion de projets de création, d'actions culturelles structurantes.
La Région Île-de-France a soutenu les deux dernières éditions.

Edition 2018 : 2 projets phares ont associé des amateurs du territoire. Le premier par la compagnie Adhok en lien avec le conservatoire de Pantin, un lycée des Lilas, un collège, et d'autres structures associatives. Un second projet initié par la compagnie Komplex Kapharnaüm a associé 15 amateurs pantinois pour une performance sur le sujet de l'immobilité. Des actions culturelles ont été mises en œuvre avec des lycées de Pantin.

Edition 2020 : Sont prévus 18 temps de déambulation, installation, danse, cirque, dont 8 portés par des équipes émergentes. Elle accueillera la nouvelle création déambulatoire de la Cie Adhok, la grande forme de la Cie Opus, une déambulation en poussette par Olivier Debelhoir. Les relations avec le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas et Romainville se pérennisent. L'accompagnement en résidence s'affirme. Un temps de présentation de maquettes et de réflexion sera organisé à destination des professionnels. Un prix BUS sera décerné en partenariat avec la Fondation Beaumarchais. Une attention sera portée à la résonnance de la programmation du théâtre et de celle de la Biennale. Le travail entamé de formation des animateurs de centres de loisirs et du personnel en maison de quartier sera poursuivi. Des actions culturelles seront menées sous forme de créations participatives, de parcours du spectateur, intervention en milieu scolaire…

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée. Les coûts de structure sont limités à 20 % du budget.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	81 000,00	76,20%
Dépenses techniques / Logistiques et sécurité	8 000,00	7,53%
Action culturelle	2 000,00	1,88%
Coût de structure	15 300,00	14,39%
Total	106 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide manifestations	20 000,00	18,81%
Département 93 (acquis)	15 000,00	14,11%
Ville de Pantin (acquis)	45 300,00	42,62%
Ville de Romainville (acquis)	7 000,00	6,59%
Ville Les Lilas (acquis)	5 000,00	4,70%
Ville Le Pré-Saint-Gervais (sollicité)	4 000,00	3,76%
Recettes propres	10 000,00	9,41%
Total	106 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX048067 - MAIRIE DE SAINT GRATIEN: Festival Un monde... Des cultures - RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	110 700,00 € TTC	22,58 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SAINT GRATIEN
Adresse administrative	:	1 PLACE GAMBETTA 95210 SAINT GRATIEN
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur JULIEN BACHARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Festival pluridisciplinaire organisé depuis 2009 par la Ville de Saint-Gratien autour d'une culture différente chaque année (2018 : La Colombie / 2019 L'Océan Indien) mise en lumière à travers des propositions artistiques et culturelles destinées à faire découvrir la création contemporaine, mais aussi les pratiques culturelles traditionnelles, l'histoire, la gastronomie... Le festival se déroule dans les équipements culturels de la ville et en extérieur (soit une dizaine de sites) et toutes les propositions sont gratuites. La programmation inclut chaque année des artistes confirmés et d'autres plus émergents, des projets menés avec les habitants en amont du festival et divers ateliers (danse, cuisine...)
En 2019, le festival a proposé 15 représentations de 10 spectacles sur 5 jours et totalise environ 10 000 spectateurs.
En 2020 le festival sera consacrée aux Balkans 14 représentations de 10 spectacles, dont 2 créations sont prévues dans 7 lieux de la ville. 3 équipes émérgentes et 7 équipes franciliennes sont programmées. Le projet avec le CFA est renouvellé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- SAINT-GRATIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	44 500,00	40,20%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	31 700,00	28,64%
ACTION CULTURELLE	5 400,00	4,88%
COMMUNICATION	7 100,00	6,41%
COÛTS DE STRUCTURE	22 000,00	19,87%
Total	110 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	25 000,00	22,58%
État - Contrat de Ville CGET (sollicité)	10 000,00	9,03%
SAINT GRATIEN (acquis)	73 700,00	66,58%
Mécénats	2 000,00	1,81%
Total	110 700,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048071 - COMMUNE DE NANTERRE : Festival Parade(s) / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	540 065,00 € TTC	4,63 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE NANTERRE
Adresse administrative	:	88 RUE DU 8 MAI 1945 92000 NANTERRE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur MICHEL LE COENT, CONTACT (sans fonction particulière)

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
"Depuis plus de 25 ans, durant tout un week-end début juin, Nanterre devient une grande scène à ciel ouvert avec du théâtre de rue, des déambulations, des performances, du cirque, de la musique, de la danse, des marionnettes et des ateliers pour enfants. Au total, chaque année, une quarantaine de compagnies sont programmées par la Ville de Nanterre. Une centaine de représentations, toutes gratuites, sont accessibles au public pendant trois jours début juin. Le festival accueille des équipes artistiques en amont du festival pour des ateliers et la participation des habitants de Nanterre à des propositions artistiques. La fréquentation du festival avoisine les 18 400 personnes.
L'édition 2019 a proposé 168 représentations sur 10 jours avec 48 spectacle pour environ 30 000 spectacteurs. L'édition 2020 est la 31ème du Festival Parade(s). Parmi les 46 spectacles programmés, on compte des propositions de Satchie Noro, de la Cave à Théâtre ou des Grandes Personnes."

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 540 065 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	281 436,00	51,63%
Dépenses techniques	107 300,00	19,69%
Action culturelle	13 320,00	2,44%
Communication	42 800,00	7,85%
Coûts de structure	100 209,00	18,38%
Total	545 065,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Festivals	30 000,00	5,50%
IF Africa 2020 (acquis)	7 000,00	1,28%
CD 92 (sollicité)	36 124,00	6,63%
Ville de Nanterre (acquis)	464 941,00	85,30%
Mécénat	5 000,00	0,92%
CD 92 EVP (acquis)	2 000,00	0,37%
Total	545 065,00	100,00%

DOSSIER N° EX048093 - COOPERATIVE DE RUE ET DE CIRQUE : LES SAISONS DE "DE RUE ET DE CIRQUE" - RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	606 400,00 € HT	21,44 %	130 000,00 €
	Montant total de la subvention		130 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COOP DE RUE ET DE CIRQUE
Adresse administrative	:	4 RUE MOUFLE 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur REMY BOVIS, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Crée en 2005, la Coopérative De Rue et De Cirque (2r2c), labellisée scène conventionnée par la DRAC, articule son projet autour de 3 axes : le soutien à la création, la diffusion et l'accompagnement.
Elle organise deux saisons de diffusion (de 20 à 30 spectacles) dédiées, pour l'une, aux arts de la rue au printemps et, pour l'autre, au cirque sous chapiteau à l'automne ("Village de cirque" à la pelouse de Reuilly).
2R2C s'engage en coproduction en accueillant de nombreuses créations (50% des spectacles programmés) ou encore en production déléguée. Depuis 2017, 2R2C initie des ateliers et des tournées en lycées (Pôle innovant lycéen, lycées J. Ferry, Bachelard, V. Duruy..). Par ailleurs, depuis 2018, la coopérative a initié un nouveau volet d'activité en Seine-et-Marne en lien avec Act'art (Zones de confiance) qui prend la forme de résidences artistiques en milieu rural et un temps fort de diffusion arts de la rue/cirque . Fortement ancré sur le territoire du 13ieme arrondissment, 2R2C a ouvertRue Watt, lieu de fabrique pour la rue, le cirque et l'espace public.
Bilan 2019 : 34 spectacles dont 20 créations, 66 représentations sur 16 sites (dont 8 nouveaux), 8222 spectateurs, 13 projets d'action culturelle avec 785 participants, particpation à la première Nuit du Cirque,

incendie dans les locaux de la Rue Watt.
Projet 2020 : 30 équipes artistiques pour 79 représentations (Anna Weber, la briche foraine, cie furinkai,....) dans 7 villes, 16 projets d'action culturelle. 16ieme saison avec 4 temps forts : printemps dans l'espace public, la biennale Urbaine de spectacles, Village de Cirque, We Cirk.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Cette manifestation revêt un caractère exceptionnel.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	301 900,00	48,20%
Dépenses techniques et logistiques	143 000,00	22,83%
Action culturelle	13 500,00	2,16%
Communication	63 000,00	10,06%
Côut de structure	105 000,00	16,76%
Total	626 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	150 000,00	23,95%
Etat acquis	35 000,00	5,59%
Ville de Paris acquis	373 900,00	59,69%
Département 77 sollicité	10 000,00	1,60%
Fonpeps	8 000,00	1,28%
Onda	4 500,00	0,72%
Recettes propres	45 000,00	7,18%
Total	626 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX048119 - PRODUCENE THÉÂTRE DE LONGJUMEAU: Festival de Jazz de Longjumeau / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	143 000,00 € HT	6,99 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PRODUCENE
Adresse administrative	:	20 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 91160 LONGJUMEAU
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur PHILIPPE BELLOT, DIRECTEUR GENERAL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Le théâtre de Longjumeau, après avoir programmé dans sa saison et acceuilli des artistes jazz en résidence (Isabelle olivier et Denis Collin) décide en 2018 d'organiser une 1ère édition d'un festival de Jazz.
Des actions de sensibilisation sont organisées en amont du festival en direction des élève de l'école de musique (masterclass), du conservatoire (harmonie des élèves en ouverture du festival dans le hall), des habitants (chorale gospel réunie pour le festival), des enfants et des lycéens de Longjumeau. Le festival pratique une politique tarifaire abordable (de 5 à 55 euros)..
Bilan 19 : le festival a proposé une programmation de 7 artistes ou formations (Malia, Francis Lockwood, Lisa Simone....) présentant chacun un concert dans la grande salle ou à l'auditorium avec des avants concerts. Des concerts gratuits et hors les murs ont également eu lieu. 4 800 spectateurs ont été réunis.
Edition 2020 : La troisième édition se tiendra du 13 au 17 mai 2020 se voit étoffer.Elle prévoit 6 représentations (Kyle eastwood, China Moses, Barbara Hendricks...) dont la création d'une oeuvre mêlant jazz et musique africaine confié à Sylvain Bouef pour l'ouverture du festival. Le stage "Jazz & Rap" à destination de collégiens et lycéens sera étendu aux villes de Massy et des Ulis dans le cadre d'une

démarche "politique de la ville".
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- LONGJUMEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	86 300,00	48,48%
Dépenses techniques et logistiques	25 200,00	14,16%
Communication	18 000,00	10,11%
coûts de structure	26 500,00	14,89%
Action culturelle	22 000,00	12,36%
Total	178 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département de l'Essonne sollicité	9 000,00	5,06%
Agglo PAris Saclay acquis	9 000,00	5,06%
Région IDF	45 000,00	25,28%
Recettes propres	115 000,00	64,61%
Total	178 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048178 - ASSOCIATION TOUMÉLÉ : Festival Toumélé - RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	30 700,00 € TTC	19,54 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TOUMELE
Adresse administrative	:	MAIRIE DE MAULE 78580 MAULE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame YVETTE ST PANIAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Festival pluridisciplinaire du nord des Yvelines accueillant dans la commune de Maule jusqu'à 2 000 personnes (musiques actuelles, arts de la rue, cirque, danse...), le festival est porté par l'association Toumélé qui a une activité à l'année et a fêté ses 20 ans en 2018. Il a été porté à l'origine par les Blérots de Ravel. Le festival qui touche un public de proximité est membre du RIF, partenaire de l'association La Tambouille et compte environ 110 bénévoles. Il bénéficie du soutien de la Ville de Maule (9000 €). Le public du festival est un public jeune. L'édition 2019 du festival s'est déroulée du 11 au 18 mai à Maule. Elle a proposé 22 représentations de 13 spectacles. Elle a réuni 1500 spectateurs dans la clairière Saint Vincent à Maule. L'édition 2020 se déroulera de mai à décembre 2020 . Elle se déroulera sur 6 jours. Elle prévoit 20 représentations de 16spectacles dont 2 à 3 créations. Le partenariat avec le lycée Buat est reconduit.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 30 700 euros et correspond au budget prévisionnel.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	17 670,00	57,56%
Dépenses techniques	8 700,00	28,34%
Communication	4 000,00	13,03%
Coûts de structure	330,00	1,07%
Total	30 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Festivals	6 000,00	19,54%
CD 78 (sollicité)	4 000,00	13,03%
Commune de Maule (acquis)	9 000,00	29,32%
Mécénat et itinérance	2 700,00	8,79%
Recettes propres	9 000,00	29,32%
Total	30 700,00	100,00%

DOSSIER N° EX048206 - ASSOCIATION PETITS OISEAUX PRODUCTION: Festival Les Nocturbaines / RENOUVELLEMENT FESTIVAL - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	29 500,00 € TTC	23,73 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POP ASSOCIATION PETITS OISEAUX PRODUCTION
Adresse administrative : 5 RUELLE DES PECHEURS
93450 L'ILE SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN FRANCOIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 décembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande : 16/12/2019.

Description :
Les Nocturbaines est l'un des festivals historiques des arts de la rue co-organisé par l'association POP et la compagnie Impondérables dans le 20ème arrondissement de Paris depuis 1996. Il présente gratuitement une diversité d'esthétiques et de formes : déambulations, clowns,cirque, théâtre de plein air, théâtre forain, spectacles familiaux, spectacles interactifs, fanfare. Le Festival, qui se déroule désormais, dans 3 quartiers du 20ieme, s'inscrit dans des partenariats locaux avec un centre social et des associations de quartier.
Bilan 2019 : 11 compagnies dont 3 émergentes - 13 représentations dont 4 créations, 3000 spectateurs. 1 action culturelle réalisée pour 60 lycéens.
Projet 2020 : 14 représentations de 10 compagnies (cie les grandes personnes, cie les goulus, cie bouche à bouche, le petit collosan théâtre...)sont prévues ainsi que 2 actions culturelles dont 1 avec les lycées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	24 900,00	76,62%
Dépenses techniques et logistiques	3 200,00	9,85%
Comunication	1 500,00	4,62%
Coût de structure	2 900,00	8,92%
Total	32 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	10 000,00	30,77%
Ville de Paris acquis	12 500,00	38,46%
Mairie du 20ieme sollicité	7 000,00	21,54%
Mécénat	2 000,00	6,15%
Recettes propres	1 000,00	3,08%
Total	32 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048005 - COLLECTIF MUSIQUES & DANSES DU MONDE EN ÎLE-DE-FRANCE - RENOUVELLEMENT RESEAUX - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001014)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	63 400,00 € TTC	23,66 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MDM IDF ASSOCIATION COLLECTIF MUSIQUES ET DANSES DU MONDE EN IDF
Adresse administrative	:	65 RUE VOLTAIRE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur MAX LEGUEM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
L'association Collectif MDM IdF, crée en 2015, rassemble 62 personnes morales (associations, collectivités, entreprises) et personnes physiques, acteurs à tous les niveaux des musiques et danses du monde en Ile-de-France. Présidé par Max leGuem, le collectif emploie 1 salarié et rassemble10 bénévoles.
Elle a pour objet l'animation du réseau des musiques et danses du monde en Ile-de-France, la coordination des actions de formation, de diffusion, de création et de recherche susceptibles de développer les pratiques professionnelles et amateurs et celles des arts et des techniques qui leur sont associées. Adossé à la MJC de Ris-Orangis de 2011 à 2014, le Collectif s'est constitué en association en 2014 en poursuivant ses objectifs :
- valorisation des expressions culturelles appelées communément Musiques et Danses du Monde pour que les acteurs de ces expressions culturelles puissent se reconnaître, trouver un espace d'échange, un lieu de concertation dans une région riche d'une très grande diversité culturelle (base de données).
- préoccupation d'une mise en oeuvre des droits culturels défendus par l'Unesco.
Le collectif est soutenu depuis 2017 par la DRAC . Il est l'antenne francilienne de la FAMDT et adhère à la FRMJC IDF. En 2017 et 2018, il a lancé et coproduit le Prix des Musiques d'Ici avec le Festival Villes et musiques du monde.
Bilan 2019 : Le collectif a mené un travail de recherche sur la transmission et l'enseignement des pratiques de musiques et danses traditionnelles enseignées au sein des conservatoires agrèes en Ile-de-France qui a fait l'objet d'une autopublication. En 2019, le prix Musique d'ici, en partenariat avec Ville et

musique du monde et la FAMDT, s'est déroulé dans le cadre du MAMA.
Projet 2020 : le collectif sollicite une augmentation. Il souhaite revoir sa structuration en créant un poste dédié à l'accompagnement à l'accession aux aides et refondre son site Internet. Des projets de résidence d'artiste avec VMDM ou encore le festival terre de mixes de limours sont en cours de finalisation. L'étude sur les questions de transmission menée en 2019 sera étendue en partenariat avec le CD 93, ce dans l'optique notamment de la tenue d'assises oragnisés avec la FAMDT en 2021.Enfin, Le Collectif participe au projet d'aménagement du fort d'aubervilliers en vue de la création et l'ouverture d'un lieu dédié aux danses et musiques traditionnelles et du monde.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Le budget est TTC						
CHARGES	**TTC €**	**%**	**PRODUITS**	**Indiquer si acquis ou sollicité**	**TTC €**	**%**
ACHATS	**36 750 €**	**47 %**	**SUBVENTIONS ÉTAT**		**0 €**	
Fournitures administratives + impressions	750 €		DRAC ÎLE-DE-FRANCE	Sollicité	**15 000 €**	**19 %**
Fournitures et petits équipements			DGCA - Ministère de la culture	à remplir		**0 %**
Achats de spectacle, prestations artistiques	6 000 €		**SUBVENTIONS COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**		**70 000 €**	
Autres prestations de service	30 000 €		**Région Île-de-France** **Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	sollicité	**30 000 €**	**38 %**
SERVICES EXTÉRIEURS	**700 €**	**1 %**	Région Île-de-France autre dispositif : (à préciser)	à remplir		**0 %**
Assurance	600 €		**Département 1** (préciser lequel) Seine Saint Denis	Acquis	*40 000 €*	**51 %**
Documentation	100 €		**Département 2** (préciser lequel) ……..	à remplir		**0 %**
Sous-traitance, maintenance, location immobilière			**Commune 1** (préciser lauelle) ……..	à remplir		**0 %**
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	**8 450 €**	**11 %**	**Commune 2** (préciser laquelle) ……..	à remplir		**0 %**
Honoraires	1 500 €		**EPCI** (préciser) ……..	à remplir		**0 %**
Publicité	2 000 €		**EPCI** (préciser) ……..	à remplir		**0 %**
Voyages et déplacements, défraiements	2 000 €		**SUBVENTIONS EUROPÉENNES**		**0 €**	**0 %**
Réceptions	2 500 €		Préciser……..	à remplir		
Téléphone, frais postaux	300 €		**AUTRES FINANCEMENTS**		**0 €**	**0 %**
Cotisations, formations, séminaires, frais bancaires	150 €		SOCIÉTÉS CIVILES : ……	à remplir		
IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	**0 €**	**0 %**	SOCIÉTÉS CIVILES : ……	à remplir		
……..			Aides à l'emploi	à remplir		
CHARGES DE PERSONNEL	**32 500 €**	**41 %**	Autres :……	à remplir		
Salaires et charges personnel permanent	30 000 €		**RECETTES PROPRES**		**900 €**	**1 %**
Salaires et charges personnel non permanent	1 500 €		Recettes d'activité :……			
Autres charges de gestion courante :			Adhésions		**900 €**	
Amortissement, fonds dédiés			Autres recettes:…… ……			
Indemnités de stage	1 000 €					
TOTAL CHARGES	**78 400 €**		**TOTAL PRODUITS**		**78 400 €**	

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048006 - ACTES IF - RENOUVELLEMENT RESEAUX - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001014)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	126 964,00 € TTC	35,44 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ACTES IF
Adresse administrative : 221 RUE DE BELLEVILLE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LUCIE LAMBERT, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Fondé en 1996, le réseau Actes If rassemble 32 lieux artistiques et culturels franciliens indépendants, issus de la société civile, à but non lucratif, répartis sur l'ensemble des départements et qui accompagnent la création contemporaine, et notamment la jeune création, et la diversité artistique et culturelle. On compte 3 nouveaux adhérents en 2019 (L'annexe, Méli Mélo et 59 Rivoli) tous signataires de la Charte d'Actes If.
L'activité du réseau s'organise autour de trois axes : la concertation et la co-élaboration des politiques publiques ; la mutualisation des expériences, savoirs, savoir-faire et des services et du matériel ; l'accompagnement à la structuration par le conseil et la ressource. Dans le cadre de l'accompagnement de ses membres, Actes-If organise de nombreux temps d'information et de formation par groupe de travail thématique (administration, actions culturelles, politiques publiques, artistique).
Des accompagnements thématiques ciblés sont également proposés selon les besoins des membres (gestion sociale/droit du travail, de l'administration, de la communication, des relations partenariales, de la gouvernance interne). Le réseau est dirigé collégialement depuis 2016 par 12 coprésidents élus au conseil d'administration. Il emploie 3 salariés et 60 bénévoles sont impliqués dans le fonctionnement de l'association.
Bilan 2019 : Actes If a participé à l'étude exploratoire menée par la CRESS IDF afin de recenser l'ensemble des acteurs franciliens de l'accompagnement et de la coopération. 2019 a vu également la mise en oeuvre des deux premières éditions de " Sur un plateau".
Perspectives 2020 : Actes if continuera à mener ses missions historiques avec entre autre la publication de l'état des lieux du réseau et la constitution d'une base de données des équipes accueillies par l'ensemble des lieux du réseau. Il poursuit également son inscription dans une démarche transversale avec notamment un chantier sur l'accès au foncier en lien avec le labo de l'ESS.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des autres aides régionales sollicitées.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Le budget est TTC						
CHARGES	**TTC €**	**%**	**PRODUITS**	**Indiquer si acquis ou sollicité**	**TTC €**	**%**
ACHATS	**21 590 €**	**15 %**	**SUBVENTIONS ÉTAT**		**39 000 €**	
Fournitures administratives + impressions	600 €		DRAC ÎLE-DE-FRANCE	acquis	**27 000 €**	**18 %**
Fournitures et petits équipements	1 395 €		DRAC ÎLE-DE-France : projet d'accompagnement artistique mutualisé	à remplir	**12 000 €**	**8 %**
Achats de spectacle, prestations artistiques	19 595 €		**SUBVENTIONS COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**		**64 500 €**	
Autres prestations de service			**Région Île-de-France Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	sollicité	**55 000 €**	**38 %**
SERVICES EXTÉRIEURS	**12 328 €**	**8 %**	Région Ile-de-France Dispositif : Aide à la diffusion annexe 2	à remplir	**9 500 €**	**6 %**
Assurance	314 €		**Département 1** (préciser lequel) ……	à remplir		**0 %**
Documentation	1 880 €		**Département 2** (préciser lequel) ……	à remplir		**0 %**
Sous-traitance, maintenance, location immobilière	10 134 €		**Commune 1** (préciser lauelle) ……	à remplir		**0 %**
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	**9 586 €**	**7 %**	**Commune 2** (préciser laquelle) ……	à remplir		**0 %**
Honoraires	3 800 €		**EPCI** (préciser) ……	à remplir		**0 %**
Publicité	1 000 €		**EPCI** (préciser) ……	à remplir		**0 %**
Voyages et déplacements, défraiements	1 000 €		**SUBVENTIONS EUROPÉENNES**		**0 €**	**0 %**
Réceptions	1 000 €		Préciser……..	à remplir		
Téléphone, frais postaux	700 €		**AUTRES FINANCEMENTS**		**13 264 €**	**9 %**
Cotisations, formations, séminaires, frais bancaires	2 086 €		FDVA	sollicité	**6 000 €**	
IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	**0 €**	**0 %**	FONJEP	sollicité	**7 264 €**	
……..			Aides à l'emploi	à remplir		
CHARGES DE PERSONNEL	**102 960 €**	**70 %**	Autres :……	à remplir		
Salaires et charges personnel permanent	99 670 €		**RECETTES PROPRES**		**29 700 €**	**20 %**
Salaires et charges personnel non permanent			Recettes d'activité : vente de spectacles		**12 200 €**	
Autres charges de gestion courante :			Adhésions		**17 500 €**	
Amortissement, fonds dédiés			Autres recettes:…… ……..			
Indemnités de stage	3 290 €					
TOTAL CHARGES	**146 464 €**		**TOTAL PRODUITS**		**146 464 €**	

DOSSIER N° EX048007 - UFISC UNION FEDERALE D'INTERVENTION DES STRUCTURES CULTURELLES CO MAISON DES RESEAUX - RENOUVELLEMENT - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001014)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	90 800,00 € TTC	27,53 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UFISC UNION FEDERALE D'INTERVENTION DES STRUCTURES CULTURELLES CO MAISON DES RESEAUX
Adresse administrative	:	221 RUE DE BELLEVILLE 75019 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame STEPHANIE THOMAS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Depuis 2008, L'UFISC (Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles) fédère des organisations du secteur culturel de toutes les disciplines des arts vivants autour de valeurs partagées.Elle emploie 3 salariés et compte 50 bénévoles. L'UFISC en Ile-de-france fédère 5 réseaux représentant près de 500 structures réparties sur l'ensemble des départements franciliens (équipes artistiques, lieux de spectacles, lieux de pratiques…) : Actes-if , la Fédération des arts de la rue Ile-de-France, le RIF, le SYNAVI Ile-de-France, et RAVIV. L'UFISC en Ile-de-France accompagne la structuration du secteur artistique et culturel et notamment les TPE de moins de 5 salariés, très nombreuses dans le secteur, dans une perspective mêlant le champ culturel et le champ économique de l'ESS - l'UFISC est par ailleurs un membre actif de la CRESS IDF. Le réseau est également un interlocuteur référencé concernant la mise en oeuvre de DLA. L'UFISC soutient les acteurs culturels franciliens à travers la mise à disposition de ses moyens et de ses ressources, en particulier l'espace de travail mutualisé et de coopération qu'est la Maison des Réseaux artistiques et culturels d'Ile-de-France (300 m² à Paris 19ème) (qui accueille près de 5 000 structures par an). L'UFISC est aussi un outil d'analyse et d'accompagnement des enjeux des acteurs, tels que le modèle socio-économique, la consolidation des emplois, les formes de coopération, les droits et la diversité culturels, la co-construction de l'action publique. Des sessions de formation et des ateliers sont régulièrement organisés sur des sujets d'actualité (méthodes de concertation territoriale, évolution de la formation professionnelle, politiques européennes, politique de la ville, gestion comptable et sociale, outils nmériques, intermittence, aides à l'emploi, sûreté dnas l'espace public, décret sur le son...etc). En 2018, l'UFISC a participé à l'organisation de l'étude menée par l'observatoire régional de l'ESS (CRESS IDF) sur

l'accompagnement des structures culturelles et artistiques en IDF.
Bilan 2019 : L'Ufisc a mené un travail exploratoire dans les réseaux membres sur les parcours des jeunes adultes dans les projets artistiques et culturels et a initié une expérimentation sur les territoires ruraux (AJITeR) . Elle a participé également à l'enquête menée par Opale sur les structures culturelles de l'ESS.Enfin, de nouveaux outils de travail ont été mis en place à la maison des réseaux (matériel audiovisuel, cloud, ...).
Projet 2020 : L'Ufisc souhaite toujours pouvoir reloger la MRAC au sein d'un espace plus grand et plus adapté. Elle travaille à la réalisation d'un site internet spécifique à l'Ufisc IDF. Le chantier sur la structuration des acteurs culturels de l'ESS va donner lieu notamment à la création d'un outil de recensement des acteurs de l'accompagnement du secteur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

CHARGES	Budget TTC €	%	PRODUITS	Indiquer si acquis ou sollicité	Budget TTC €	%
ACHATS	**2 200 €**	**2%**	**SUBVENTIONS ÉTAT**		**0 €**	
Fournitures administratives + impressions	1 000 €		DRAC ÎLE-DE-FRANCE	à remplir		**0%**
Fournitures et petits équipements	1 200 €		DGCA - Ministère de la culture	à remplir		**0%**
Achats de spectacle, prestations artistiques	0 €		**SUBVENTIONS COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**		**50 000 €**	
Autres prestations de service	0 €		**Région Île-de-France** **Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	sollicité		**0%**
SERVICES EXTÉRIEURS	**57 100 €**	**60%**	Région Île-de-France autre dispositif : (à préciser)	sollicité	**30 000 €**	**31%**
Assurance	400 €		**Département 1** ……PARIS……	sollicité	*20 000 €*	**21%**
Documentation	700 €		**Département 2** (préciser lequel) ……	à remplir		**0%**
Sous-traitance, maintenance, location immobilière	56 000 €		**Commune 1** (préciser lauelle) ……	à remplir		**0%**
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	**2 000 €**	**2%**	**Commune 2** (préciser laquelle) ……	à remplir		**0%**
Honoraires	0 €		**EPCI** (préciser) ……	à remplir		**0%**
Frais de communication	2 000 €		**EPCI** (préciser) ……	à remplir		**0%**
Voyages et déplacements, défraiements			**SUBVENTIONS EUROPÉENNES**		**0 €**	**0%**
Réceptions			Préciser……..	à remplir		
Téléphone, frais postaux			**AUTRES FINANCEMENTS**		**0 €**	**0%**
Cotisations, formations, séminaires, frais bancaires			SOCIÉTÉS CIVILES : ……	à remplir		
IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	**0 €**	**0%**	SOCIÉTÉS CIVILES : ……	à remplir		
……..			Aides à l'emploi	à remplir		
CHARGES DE PERSONNEL	**34 500 €**	**36%**	Autres :	à remplir		
Salaires et charges personnel permanent	33 000 €		**RECETTES PROPRES**		**45 800 €**	**48%**
Salaires et charges personnel non permanent			Recettes d'activité :……			
Autres charges de gestion courante :			Adhésions			
Amortissement, fonds dédiés			Autres recettes:……		**45 800 €**	
Indemnités de stage	1 500 €					
TOTAL CHARGES	**95 800 €**		**TOTAL PRODUITS**		**95 800 €**	

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048010 - RESEAU DES ARTS VIVANTS EN IDF - RENOUVELLEMENT - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001014)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	119 400,00 € TTC	33,50 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RESEAU DES ARTS VIVANTS EN IDF
Adresse administrative	:	204 RUE DE CRIMEE 75019 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame EUGENIA ATIENZA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Fondé en 2008, le Réseau des Arts Vivants en Ile-de-France est un réseau de compagnies qui rassemble 69 structures. Ses objectifs sont de contribuer à la professionnalisation et à la structuration des compagnies à travers l'accompagnement à la mise en œuvre de projets collectifs et mutualisés et de répondre aux besoins des compagnies : partage d'espaces de répétition sur les mois d'été (47 compagnies accueillies dans 4 lieux en 2019), partage d'un local de stockage et de matériel (86 m², 7 cies), partage d'un bureau administratif et accompagnement administratif de cies émergentes (24 m², 10 cies), animation d'ateliers critique solidaire (en 2019, 4 ateliers pour 22 participants) et de rencontres (3 Apéraviv en 2019).
Son conseil d'administration est composé de 10 membres. En 2019, l'équipe de Raviv était composé de 2 salariées à temps plein qui coordonnent l'implication de 80 bénévoles. Son budget est autofinancé à un tiers par des recettes propres et aux deux tiers par des subventions publiques.
Bilan 2019 : Le bureau mutualisé ne correspondant plus aux besoins des compagnies, Raviv réfléchit à un nouveau projet plus adapté. En terme de développement des partenariats, des rendez-vous ont eu lieu avec les DAC du 91, du 77 et du 95 mais aussi avec les mairies d'arrondissement de Paris (en particulier la mairie du 19ème). Dans le cadre de leur projet de modules destinés à accompagnés la professionnalisation des jeunes diplômés, Raviv a rencontré différents conservatoires (Paris, La Courneuve, Aubervilliers), l'ETD 91 et l'école Auvray Nauvroy.
Projet 2020 : L'équipe de Raviv est en cours de renouvellement et évolue dans sa composition. Le réseau va bénéficier d'un DLA dont l'enjeu principal est de revoir le positionnement du réseau (valorisation du volet accompagnement et structuration). Un forum sur la mutualisation en partenariat avec le Synavi et la FRAIF aura lieu au printemps prochain. Raviv réfléchit à une extension à l'année du partage d'espaces de

répétitions avec des présentations publiques de travaux avec des lieux situés en grande couronne (FTVO, Collectif 77...). Suite à l'étude sur les compagnies adhérentes dans le cadre d'une observation participative et partagée (19 entretiens menés en 2019), Raviv prévoit de produire un rapport courant 2020 sur l'ensemble des compagnies qui sont passées par le réseau pour lequel ils vont solliciter la DRAC IDF. Enfin, Raviv souhaite nouer de nouveaux partenariats, notamment côté ESS.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales sollicitées.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Le budget est TTC (net de taxe selon l'article 294 bis du CGI)						
CHARGES	**TTC €**	**%**	**PRODUITS**	**Indiquer si acquis ou sollicité**	**TTC €**	**%**
ACHATS	**74 688 €**	**56%**	**SUBVENTIONS ÉTAT**		**5 000 €**	
Fournitures administratives + impressions	1 000 €		DRAC ÎLE-DE-FRANCE	sollicité	**2 000 €**	**1%**
Fournitures et petits équipements	1 500 €		FDVA - DRJCS	sollicité	**3 000 €**	**2%**
Achats de spectacle, prestations artistiques	0 €		**SUBVENTIONS COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**		**94 200 €**	**70%**
Projets de mutualisation	72 188 €		**Région Île-de-France** **Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	sollicité	**40 000 €**	**30%**
SERVICES EXTÉRIEURS	**5 926 €**	**4%**	Région Île-de-France autre dispositif : Aide à l'incubation et au compagnonnage	à remplir	**15 000 €**	**11%**
Assurance	276 €		**Département 1** (préciser lequel) …….	à remplir		**0%**
Documentation	150 €		**Département 2** (préciser lequel) ……..	à remplir		**0%**
Mutualisation et bureaux du réseau	5 500 €		**Commune 1** (préciser lauelle) ……. …..	à remplir		**0%**
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	**5 475 €**	**4%**	**Commune 2** (préciser laquelle) Ville de Montreuil	sollicité	**39 200 €**	**29%**
Honoraires	2 200 €		**EPCI** (préciser) …….	à remplir		**0%**
Publicité	900 €		**EPCI** (préciser) …….	à remplir		**0%**
Voyages et déplacements, défraiements	350 €		**SUBVENTIONS EUROPÉENNES**		**0 €**	**0%**
Réceptions	1 200 €		Préciser……..	à remplir		
Téléphone, frais postaux	700 €		**AUTRES FINANCEMENTS**		**0 €**	**0%**
Cotisations, formations, séminaires, frais bancaires	125 €		SOCIÉTÉS CIVILES : …….	à remplir		
IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	**0 €**	**0%**	SOCIÉTÉS CIVILES : …….	à remplir		
……..			Aides à l'emploi	à remplir		
CHARGES DE PERSONNEL	**48 311 €**	**36%**	Autres :……	à remplir		
Salaires et charges personnel permanent	35 993 €		**RECETTES PROPRES**		**35 200 €**	**26%**
Salaires et charges personnel non permanent	9 918 €		Recettes d'activité : Participation des compagnies		**22 000 €**	
Autres charges de gestion courante :	0 €		Adhésions		**3 200 €**	
Amortissement, fonds dédiés	0 €		Autres recettes: Fondation de France	**sollicité**	**10 000 €**	
Indemnités de stage	2 400 €					
TOTAL CHARGES	**134 400 €**		**TOTAL PRODUITS**		**134 400 €**	

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048011 - FEDERATION DES ARTS DE LA RUE EN ILE DE FRANCE - RENOUVELLEMENT RESEAUX - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001014)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	110 000,00 € TTC	50,00 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION DES ARTS DE LA RUE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 221 RUE DE BELLEVILLE 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MAXIME COUDOUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
"La Fédération des arts de la rue en Île-de-France a été créée en 2005 afin de structurer et de rassembler le secteur des arts de la rue sur le territoire francilien. En 2019, le réseau compte 47 adhérents.
La Fédération intervient sur les enjeux professionnels des arts de la rue et plus largement sur les usages de l'espace public, soit des problématiques aux confins de la culture et d'autres secteurs tels que l'urbanisme, l'aménagement, la citoyenneté…Forum d'échanges et d'actions ainsi que force de proposition auprès des institutions dans la définition des politiques publiques, elle organise des rencontres professionnelles départementales et régionales, coordonne la journée Rue Libre, initie et participe à de nombreux débats et réalise une observation permanente du secteur sur le territoire francilien. Le réseau emploie 4 salariés, dont la coordinatrice en CDI temps plein et une directrice techique et compte une centaine de bénévoles.
Bilan 19 : La Férue a adopté une nouvelle identité visuelle pour permettre une meilleure identification du réseau. Elle continue sont .rapprochement avec les réseaux d'aménagement du territoire (ANPU, ESOPA, POLAU....) en vue d'un séminaire commun pour 2021.
Projet 2020 : La Férue poursuit son laboratoire autour du ""1% Travaux publics"" et participe à l'élaboration d'un livre blanc qui fera l'objet d'un temps fort au premier semestre et à la construction d'un espace de ressources et d'expérimentations autour de la création en espace public, création de l'espace public. Les résultats de l'enquête d'Observation Participative et partagée sur les compagnies franciliennes en partenariat avec OPALE seront publiés en début d'année, une restitution est également prévue. Parmi les autres chantier menés par la Férue une réflexion sur un SODAREP (schéma d'orientation pour le développement des arts de la rue et de l'espace public) n lien avec les collecitivités territoriales ou encore

l'organisation d'évènements sur la thématique ""égalité FH dans les arts de la rue"".
"

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides région sollicitées.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

le budget est TTC						
CHARGES	**TTC €**	**%**	**PRODUITS**	**Indiquer si acquis ou sollicité**	**TTC €**	**%**
ACHATS	**16 500 €**	**15%**	**SUBVENTIONS ÉTAT**		**20 000 €**	
Fournitures administratives + impressions	1 500 €		DRAC ÎLE-DE-FRANCE	sollicité	**20 000 €**	**18%**
Fournitures et petits équipements	1 000 €		DGCA - Ministère de la culture	à remplir		**0%**
Achats de spectacle, prestations artistiques			**SUBVENTIONS COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**		**72 000 €**	
Autres prestations de service	14 000 €		**Région Île-de-France Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	sollicité	**55 000 €**	**50%**
SERVICES EXTÉRIEURS	**8 100 €**	**7%**		à remplir		**0%**
Assurance	500 €		**Département 1** (préciser lequel) 93 Saint Denis	à remplir	*2 000 €*	**2%**
Documentation	600 €		**Département 2** (préciser lequel) …… ……..	à remplir		**0%**
Sous-traitance, maintenance, location immobilière	7 000 €		**Commune 1** Paris …… ……..	sollicité	**15 000 €**	**14%**
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	**17 400 €**	**16%**	**Commune 2** (préciser laquelle) …… ……	à remplir		**0%**
Honoraires	4 500 €		**EPCI** (préciser) …… ….	à remplir		**0%**
Publicité	3 000 €		**EPCI** (préciser) …… ….	à remplir		**0%**
Voyages et déplacements, défraiements	4 500 €		**SUBVENTIONS EUROPÉENNES**		**0 €**	**0%**
Réceptions	4 000 €		Préciser…… ..	à remplir		
Téléphone, frais postaux	600 €		**AUTRES FINANCEMENTS**		**10 000 €**	**9%**
Cotisations, formations, séminaires, frais bancaires	800 €		SOCIÉTÉS CIVILES : ……	à remplir		
IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	**0 €**	**0%**	SOCIÉTÉS CIVILES : ……	à remplir		
……..			Aides à l'emploi FONJEP Culture	sollicité	**7 000 €**	
CHARGES DE PERSONNEL	**68 000 €**	**62%**	Autres : FDVA	à remplir	**3 000 €**	
Salaires et charges personnel permanent	56 500 €		**RECETTES PROPRES**		**8 000 €**	**7%**
Salaires et charges personnel non permanent	10 500 €		Recettes d'activité :…… …….			
Autres charges de gestion courante :			Adhésions		**8 000 €**	
Amortissement, fonds dédiés			Autres recettes:…… ……			
Indemnités de stage	1 000 €					
TOTAL CHARGES	**110 000 €**		**TOTAL PRODUITS**		**110 000 €**	

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048016 - RIF RESEAUX EN ILE-DE-FRANCE - RENOUVELLEMENT - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001014)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	813 741,00 € TTC	24,58 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RIF RESEAUX EN ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative	:	221 RUE DE BELLEVILLE 75019 PARIS 19
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Elodie GUITOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Depuis 2001, Le réseau RIF fédère les réseaux départementaux franciliens des musiques actuelles sur l'accompagnement à la structuration, la mise en réseau des acteurs, la mutualisation de moyens, l'observation et l'information, la valorisation de la filière. Il représente plus de 220 lieux et structures en Île-de-France. Le réseau régional s'est restructuré en 2018, en fusionnant avec les réseaux départementaux (92, 78, 91,77) sans changement de structure juridique. Les moyens humains et financiers seront réunis au sein du réseau régional. Les réseaux Maad 93, Combo 95 et réseau parisien MAP garderont leur entité associative propre. Le conseil d'administration élu par l'assemblée générale se compose d'une trentaine de membres territoriaux, des comités territoriaux ont été mis en place dans chaque département, avec un rôle de coordination et d'animation territoriale. Une convention triennale a été proposée afin de structurer le développement du réseau dans sa nouvelle organisation sur l'ensemble du territoire francilien, sur des axes prioritaires partagés structuration, couverture territoriale, développement des partenariats de l'ensemble du secteur et acteurs de la filière, accompagnement des musiciens, articulation avec les politiques régionales.
En 2019 le RIF se positionne comme un espace collectif de ressource, d'accompagnement, d'expérimentation autour d'enjeux sociétaux, comme une plateforme de coopération et de mutualisation autour des projets (ressources auprès des artistes, formation, diffusion, action culturelle…), enfin comme un outil de concertation au service d'un développement pérenne des musiques actuelles sur l'ensemble des territoires franciliens. Par ailleurs, le réseau réfléchit à la mise en place d'un fonds de trésorerie mutualisé. Un partenariat avec la Sacem tend à se structurer. Le RIF évoque également le principe d'un contrat de filière avec le CNM, suite au projet d'expérimentation avec la Seine-et-Marne proposé par le passé par la Région.

Il compte 10 adhérents de plus en 2020, dont 5 structures parisiennes. Le nombre d'actions menées a prévu d'augmenter notamment auprès des non-membres. Afin de donner de la visibilité aux projets accompagnés, le RIF sera présent sur des événements repérés en Île-de-France, sans en être l'opérateur mais plutôt le coordinateur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Non assujetti à la TVA						
CHARGES	**HT OU TTC €**	**%**	**PRODUITS**	**Indiquer si acquis ou sollicité**	**HT OU TTC €**	**%**
ACHATS	**84 000 €**	**10%**	**SUBVENTIONS ÉTAT**		**343 380 €**	
Fournitures administratives + impressions	4 000 €		DRAC ÎLE-DE-France - Service Musique et Danse	sollicité	80 000 €	**10%**
Fournitures et petits équipements	5 000 €		DRAC ÎLE-DE-France - SDAT	sollicité	20 000 €	**2%**
Achats de spectacle, prestations artistiques	45 000 €		Agence Régionale de Santé	acquis	150 000 €	**18%**
Autres prestations de service	30 000 €		DDCS/DRJSCS - Fonjep	acquis	49 700 €	**6%**
			DDCS/DRJSCS - FDVA/ appel à projets jeunes	sollicité	22 500 €	**3%**
SERVICES EXTÉRIEURS	**22 100 €**	**3%**	Ministère justice (FIPD, SPIP)	sollicité	14 500 €	**2%**
Assurance	3 500 €		Education / Rectorats (Versailles, Créteil)	sollicité	6 680 €	**1%**
Documentation	600 €		**SUBVENTIONS COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**		**347 000 €**	
Sous-traitance, maintenance, location immobilière	18 000 €		**Région Île-de-France** **Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	sollicité	200 000 €	**25%**
			Département 1 (préciser lequel) Seine-et-Marne (77)	sollicité	40 000 €	**5%**
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	**86 000 €**	**11%**	**Département 2** (préciser lequel) Essonne (91)	sollicité	56 000 €	**7%**
Honoraires	25 000 €		**Département 3** (préciser lequel) Haust-de-Seine (92)	sollicité	41 000 €	**5%**
Publicité	1 500 €		**Communauté de communes/d'agglomération** Agglo GPS&O (78)	sollicité	8 000 €	**1%**
Voyages et déplacements, défraiements	30 000 €		**Communauté de communes/d'agglomération** Paris Ouest la Défense	sollicité	2 000 €	**0%**
Réceptions	12 000 €		**SUBVENTIONS EUROPÉENNES**		**0 €**	**0%**
Téléphone, frais postaux	7 500 €		Préciser……..	à remplir		
Cotisations, formations, séminaires, frais bancaires	10 000 €		**AUTRES FINANCEMENTS**		**32 468 €**	**4%**
IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	**16 000 €**	**2%**	SOCIÉTÉS CIVILES : SACEM	sollicité	10 000 €	
……..	16 000 €		SOCIÉTÉS CIVILES : CNV	à remplir	5 000 €	
CHARGES DE PERSONNEL	**605 641 €**	**74%**	Aides à l'emploi : ASP/ service civique	sollicité	2 968 €	
Salaires et charges personnel permanent	430 000 €		Autres : mécénat	à remplir	14 500 €	
Salaires et charges personnel non permanent	120 000 €		**RECETTES PROPRES**		**90 893 €**	**11%**
Autres charges de gestion courante :	47 000 €		Recettes d'activité : ventes de spectacles, ateliers		57 000 €	
Amortissement, fonds dédiés	5 141 €		Adhésions		32 000 €	
Indemnités de stage	3 500 €		Autres recettes: transfert de charges		1 893 €	
TOTAL CHARGES	**813 741 €**		**TOTAL PRODUITS**		**813 741 €**	

Commission permanente du 4 mars 2020 -

DOSSIER N° EX048092 - MAP - RÉSEAU DES MUSIQUES ACTUELLES DE PARIS 2020 - Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant - RENOUVELLEMENT - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001014)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	95 650,00 € TTC	26,14 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAP LE RESEAU DES MUSIQUES ACTUELLES DE PARIS
Adresse administrative : 8 RUE BOYER 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THOMAS KOFFI, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Le MAP représente la diversité de la filière musicale, dont les structures ont leur siège majoritairement à Paris.
En 2019, le nombre d'adhérents est passé de 53 à 56 dont 3 sorties 7 entrées, majoritairement sur Paris 2 dans le 93 et un dans le 91. Une double adhésion RIF et MAP est possible. Parmi les principales actions menées : des permanences et d'informations pour les adhérents, deux résidences de création artistique et prestations scéniques de 2 jours pour des artistes du dispositif d'accompagnement du MAP dans le cadre des JIRAFE et du festival MAAD In 93, à FGO - Barbara, au 6B à Saint-Denis. Le projet de communication numérique sur les évènements des salles et opérateurs adhérents « music in paris » s'amplifie, avec de nouveaux partenaires dont le Disquaire Day, la chambre syndicale des lieux musicaux et festifs, le réseau zone franche, des outils d'information et de communication (liste des adhérents, livret des adhérents réunissant toutes les informations du réseau, newsletter et réseaux sociaux. Le réseau a mené une enquête sur la situation de ses adhérents diffusée en 2020. Il participe au conseil de la nuit et de la musique et autres instances de médiation parisiennes. Le réseau est présent sur d'autres évènements régionaux tels la JIMI, culture au quai à la fois sur une présence de stand d'information mais aussi sur la présentation d'artistes du Give Me Five !, notamment dans le cadre de culture au quai où le réseau a produit les deux scènes musicales présentées ce avec le soutien de la SACEM. Il participe aussi au projet égalité hommes, femmes
Le réseau a reconduit l'organisation de son salon dédié aux musiciens la JIRAFE réunissant 306 participants et 57 structures adhérentes. Le dispositif d'accompagnement d'artistes en développement Give Me Five ! a été révisé, la sélection se fait en deux temps, 10 groupes se produisent sur scène où 5 lauréats sont désignés pour un programme d'accompagnement.

Ces actions seront poursuivies en 2020 avec des évolutions : refonte du site web, la création d'un livret sur les salles de spectacles, arrêt de la présence à Culture au quai, renforcera son partenariat avec les réseaux RIF et Mila.
Un nouveau partenariat sera mis en place avec le festival Rock en Seine dont le contenu est en cours de définition : promotion de la finale Give Me Five ! avec un prix Rock en Seine qui permettra à un groupe de jouer sur la scène Région Île-de-France, d'autres actions pourraient être envisagées pour renforcer la professionnalisation des musiciens : organisation de speed-meetings avec des pros adhérents et partenaires…

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Le budget est TTC						
CHARGES	**TTC €**	**%**	**PRODUITS**	**Indiquer si acquis ou sollicité**	**TTC €**	**%**
ACHATS	**1 300 €**	**1%**	**SUBVENTIONS ÉTAT**		**0 €**	
Fournitures administratives + impressions	700 €		DRAC ÎLE-DE-FRANCE	Sollicité	**20 000 €**	**20 %**
Fournitures et petits équipements	600 €		DGCA - Ministère de la culture	à remplir		**0%**
Achats de spectacle, prestations artistiques			**SUBVENTIONS COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**		**60 000 €**	
Autres prestations de service			**Région Île-de-France** **Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	sollicité	**30 000 €**	**30 %**
SERVICES EXTÉRIEURS	**10 150 €**	**10 %**	Région Île-de-France autre dispositif : (à préciser)	à remplir		**0%**
Assurance	350 €		**Département 1** (préciser lequel) ……	à remplir		**0%**
Documentation	100 €		**Département 2** (préciser lequel) ……..	à remplir		**0%**
Sous-traitance, maintenance, location immobilière	9 700 €		**Commune 1** Ville de Paris	Sollicité	**30 000 €**	**30 %**
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	**11 000 €**	**11 %**	**Commune 2** (préciser laquelle) ……	à remplir		**0%**
Honoraires	1 500 €		**EPCI** (préciser) ……	à remplir		**0%**
Publicité	4 000 €		**EPCI** (préciser) ……	à remplir		**0%**
Voyages et déplacements, défraiements	500 €		**SUBVENTIONS EUROPÉENNES**		**0 €**	**0%**
Réceptions : permanences, MAP'tinale, réunion bureau & CA	3 500 €		Préciser……..	à remplir		
Téléphone, frais postaux	1 000 €		**AUTRES FINANCEMENTS**		**18 000 €**	**18 %**
Cotisations, formations, séminaires, frais bancaires	500 €		SOCIÉTÉS CIVILES : ……SACEM……	à remplir	**10 000 €**	
IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	**0 €**	**0%**	AUDIENS et AFDAS	à remplir	**4 000 €**	
……..			Aides à l'emploi (fin de CUI avril 2020)	à remplir	**1 600 €**	
CHARGES DE PERSONNEL	**78 200 €**	**78 %**	Service Civique	à remplir	**2 400 €**	
Salaires et charges personnel permanent	68 000 €		**RECETTES PROPRES**		**12 650 €**	**13 %**
Salaires et charges personnel non permanent	7 500 €		Recettes d'activité :……			
Autres charges de gestion courante :	2 700 €		Adhésions		**12 650 €**	
Amortissement, fonds dédiés			Autres recettes:…… ……			
Indemnités de stage						
TOTAL CHARGES	**100 650 €**		**TOTAL PRODUITS**		**100 650 €**	

DOSSIER N° EX048084 - THÉÂTRE D'IVRY ANTOINE VITEZ - Léopoldine HH "On voudrait revivre" - DIFFUSION / CP MARS 2020

Dispositif : Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France (n° 00001159)
Délibération Cadre : CP2019-234 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France	19 170,00 € HT	43,14 %	8 270,00 €
	Montant total de la subvention		8 270,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE D'IVRY A VITEZ
Adresse administrative : 1 RUE SIMON DEREURE
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Monsieur Christophe ADRIANI, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation du projet à compter du 1er janvier 2020.

Description :
Léopoldine Hummel est comédienne chanteuse. Elle se produit en concert accompagnée de deux comédiens musiciens. En 2017 elle crée son premier spectacle, « Blumen im Topf », puis un deuxième d'après Gérard Manset, « On voudrait revivre », en 2019. Elle a été soutenue par Arcadi en 2018 dans le cadre de l'aide aux résidences mutualisées chanson, projet porté par le Théâtre d'Ivry Antoine Vitez qui continue à associer la Manufacture Chanson à Paris et la Grange Dîmière à Fresnes. Ce spectacle s'est construit autour des travaux de Gildas Milin, auteur compositeur dramaturge, et de ceux de Florent Gouëlou, cinéaste, et de Calypso Baquey, photographe.
Le Théâtre d'Ivry suit la diffusion de ce spectacle en lien avec son tourneur. La demande porte sur 11 dates, dont 2 en grande couronne. Des actions culturelles sont envisagées, avec le lycée professionnel Léonard de Vinci à Paris (75 heures), en maisons de quartier à Ivry, à la maison d'arrêt de Fresnes…

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire. Les coûts de structure sont limités à 20 % du budget.

Selon la délibération cadre CP 2019-234, dans le règlement d'intervention du dispositif, le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	10 970,00	57,22%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	3 000,00	15,65%
Communication	1 700,00	8,87%
Coûts de structure (dans la limite des 20%)	3 500,00	18,26%
Total	19 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 270,00	43,14%
Arcadi (attribuée)	1 000,00	5,22%
Recettes propres	9 900,00	51,64%
Total	19 170,00	100,00%

DOSSIER N° EX048086 - LES ARPENTEURS DE L'INVISIBLE: Fahrenheit 451 - Diffusion / CP MARS 2020

Dispositif : Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France (n° 00001159)
Délibération Cadre : CP2019-234 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France	53 497,00 € HT	11,22 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ARPENTEURS DE L'INVISIBLE
Adresse administrative : 23 RE GRENETA
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE DETALLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation du projet à compter du 1er janvier 2020.

Description :
Florian Goetz et Jérémie Sonntag ont créé la compagnie Les Arpenteurs de l'invisible en 2011 ; ils travaillent essentiellement à partir d'adaptations de textes non théâtraux. Leurs mises en scène mêlent théâtre, art vidéo, musique, cinéma d'animation et magie nouvelle.

Créé en janvier 2019 à la Ferme de Bel Ébat à Guyancourt (78), Fahrenheit 451 est leur quatrième création. Sa mise en scène et la disponibilité de l'équipe artistique pour des rencontres environnant les représentations sont très bien reçues par le public jeune notamment.

En Île-de-France, le spectacle a déjà été joué à Taverny, Herblay, Meudon, Saint-Maur, et Villeneuve Saint-Georges.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Selon la délibération cadre CP 2019-234, dans le règlement d'intervention du dispositif, le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Localisation géographique :
- LES ULIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	22 606,00	42,26%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	28 541,00	53,35%
Communication	500,00	0,93%
Coûts de structure (dans la limite des 20%)	1 850,00	3,46%
Total	53 497,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée) au titre de la présente demande	6 000,00	11,22%
Autres apports (mécénat; crowfunding…)	47 497,00	88,78%
Total	53 497,00	100,00%

DOSSIER N° EX048088 - MAJOR.ETTE - Diffusion / CP MARS 2020

Dispositif : Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France (n° 00001159)
Délibération Cadre : CP2019-234 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France	6 876,00 € TTC	50,00 %	3 438,00 €
	Montant total de la subvention		3 438,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MAJOR ETTE
Adresse administrative	:	107 RUE DES COURONNES 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CLAIRE BOURDIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation du projet à compter du 1er janvier 2020.

Description :
Major.ette est une structure d'accompagnement et de management d'artistes créée en 2018 par Laura Marquez (ancienne programmatrice à l'Entrepôt, et actuellement chef de projet et bookeuse chez Adone Productions) et Carole Chichin (anciennement membre de l'équipe de direction et de programmation de La Menuiserie et du Festival TaParole actuellement chargée de projet culturels à la Ville de Pantin). Elles ont été amenées depuis plus de dix ans à travailler au plus près des équipes artistiques, tant en accueil du côté organisateur, que sur un accompagnement en développement - production sur le long terme. Elles accompagnent aujourd'hui trois artistes féminines, Gisèle Pape, La Fonta, Estelle Meyer.
Estelle Meyer est comédienne, chanteuse, formée au lyrique, et auteure. Elle a publié en octobre 2018 le livre-disque "Sous ma robe, mon cœur". Un concert hybride décline cet ouvrage en unissant la littérature, la poésie, le chant lyrique, le concert, les harmonies gitanes et orientales, le théâtre, le rituel, l'humour, accompagnée de ses deux musiciens (piano, batterie, chœurs). Le spectacle peut également être joué sous une forme concert simple.
Après une re-création de son spectacle et une série aux Plateaux Sauvages en novembre 2019, une tournée est s'organise sur la saison en cours et celle à venir. La demande porte sur 11 dates en Île-de-

France dont 1 en grande couronne, en formation trio ou duo.
10 heures d'actions culturelles sont prévues à FGO – Barbara à Paris, adressées à des enfants dans le cadre d'ateliers d'écriture chanson.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire. Les coûts de structure sont limités à 20 % du budget.

Selon la délibération cadre CP 2019-234, dans le règlement d'intervention du dispositif, le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	2 109,00	30,67%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	1 295,00	18,83%
Communication	2 100,00	30,54%
Coûts de structure (dans la limite des 20%)	1 372,00	19,95%
Total	6 876,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée) au titre de la présente demande	3 438,00	50,00%
FONPEPS	511,00	7,43%
Recettes propres	2 927,00	42,57%
Total	6 876,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048158 - LE PRINCIPE D'INCERTITUDE: Maps et Stereo - Diffusion / CP MARS 2020

Dispositif : Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France (n° 00001159)
Délibération Cadre : CP2019-234 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-300
Action : -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France	18 856,00 € HT	10,61 %	2 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE PRINCIPE D'INCERTITUDE
Adresse administrative	:	27 RUE ETIENNE DOLET 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CLAIRE GUIEZE, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation du projet à compter du 1er janvier 2020 telle que prévu dans l'article 6 par délibération CP 2019-234 du 22 mai 2019.

Description :
Depuis 2011, Pierre Godard et Liz Santoro élaborent des pièces qui déjouent les tropismes de notre attention et proposent au spectateur l'expérience d'une étrangeté perceptive.Ils ont créé 4 pièces de groupe, We Do Our Best (2012), Relative Collider (2014), For Claude Shannon (2016) et Maps (2017), Noisy channel (2018), Stereo (2019) ainsi que trois pièces in situ, Watch It (2012), Quarte (2014), Mass over Volume (2017), Learning (2018). Leur travail a été nominé plusieurs fois aux Bessie Awards et Watch It a reçu un Bessie en 2013 dans la catégorie "Outstanding Production for a work at the forefront of contemporary dance".
Leur compagnie a été associée au CDC - l'Atelier de Paris- Carolyn Carlson de 2016 à 2018. La demande porte sur deux pièces aidées par Arcadi, MAPS une pièce pour 6 danseurs créés à June Events à l'Atelier de Paris en 2017 et STEREO un solo créé aux Rencontres chorégraphiques de Seine Saint Denis en juin 2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Selon la délibération cadre CP 2019-234, dans le règlement d'intervention du dispositif, le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	12 179,00	64,59%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	3 217,00	17,06%
Coûts de structure (dans la limite des 20%)	3 460,00	18,35%
Total	18 856,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée) au titre de la présente demande	2 000,00	10,61%
Autres apports (mécénat; crowfunding…)	16 856,00	89,39%
Total	18 856,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048159 - ODETTA: Labourer - DIFFUSION / CP MARS 2020

Dispositif : Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France (n° 00001159)
Délibération Cadre : CP2019-234 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-300
Action : -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la diffusion spécifique pour les bénéficiaires des Parcours d'accompagnement EPCC ARCADI Île-de-France	13 500,00 € TTC	18,52 %	2 500,00 €
	Montant total de la subvention		2 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ODETTA
Adresse administrative	:	10 RUE DU DOCTEUR PAQUELIN 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame LESLIE PERRIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation du projet à compter du 1er janvier 2020 telle que prévu dans l'article 6 par délibération CP 2019-234 du 22 mai 2019

Description :
Après une formation à la danse au CNR de Paris et au CNDC d'Angers sous la direction d'Emmanuelle Huynh, Madeleine Fournier a mené conjointement une carrière d'interprète (notamment dans les pièces d'Odile Duboc, de Loic Touzé, Emmanuelle Huynh ou de Fabrice Lambert) et de chorégraphe, d'abord en collaboration avec Jonas Chéreau avec qui elle a créé 3 pièces entre 2008 et 2016, ensuite en solo avec son association ODETTA à partir de 2017. "Labourer" est sa première pièce au sein de son association, un solo que Madeleine Fournier danse autour du sens du mot labourer. Ce solo a été créé en novembre 2018 à l'Atelier de Paris, il a depuis tourné plus d'une dizaine de fois notamment sur la scène belge et suisse. Ce solo est repris pour 4 représentations en mars 2020 au Théâtre de la Bastille et pour 1 représentation au Centre Culturel Marque Page La Norville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Selon la délibération cadre CP 2019-234, dans le règlement d'intervention du dispositif, le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	6 000,00	44,28%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	4 000,00	29,52%
Communication	800,00	5,90%
Coûts de structure (dans la limite des 20%)	2 750,00	20,30%
Total	13 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée) au titre de la présente demande	2 550,00	18,82%
Autres apports (mécénat; crowfunding…)	11 000,00	81,18%
Total	13 550,00	100,00%

ANNEXE 2 AVENANT RIF

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2019-2021 ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET L'ASSOCIATION RIF RÉSEAUX EN ÎLE-DE-France (Convention N°CP 2019- 091 du 19 mars 2019)

N°CP 2020-133 du 4 mars 2020 (dossier n° EX048016)

La Région d'Île-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, agissant en vertu de la délibération n°**CP 2020-133 du 4 mars 2020,**
Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

L'association RIF Réseaux en Île-de-France
N° SIRET : 44321659300048
Adresse : Maison des réseaux artistiques et culturels, 221 rue de Belleville - 75019 PARIS
Représentée par Madame Elodie GUITOT, Présidente.
Ci-après dénommée " l'association "

d'autre part.

Préambule

En l'application de la délibération n° CP 2020-133 du 4 mars 2020 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens 2019-2021 entre la Région Ile-de-France et l'association RIF Réseaux en Île-de-France,

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir un soutien financier au titre du dispositif « Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CR2017-52 du 10 mars 2017, relatif à la mise en œuvre du FESTIVAL SOLIDAYS 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 1

L'article 3 de la convention est complété comme suit :

« Pour l'année 2020, par délibération N°CP 2020-133 du 4 mars 2020, une subvention globale de fonctionnement d'un montant maximum de 200 000 euros lui est attribuée et correspond à 24.58% du budget de l'année 2020 (dossier N° EX048016).
Le projet 2020 et le budget prévisionnel annuel afférent sont détaillés dans l'annexe de la présente convention, dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2

L’article 4.1 de la convention est complété comme suit :
Pour l’année 2020, deuxième année de la convention triennale, l’association s’engage à recruter 2 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

ARTICLE 3

L’article 9 de la convention est complété comme suit :
« S’ajoutent aux pièces contractuelles le présent avenant et son annexe dénommée « fiche projet », adoptés par la délibération n° CP 2020-133 du 4 mars 2020. »

ARTICLE 4

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le ......
Pour l’association RIF – Réseaux en Île-de-France

Le.....
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

M.
(*signature et cachet*)

ANNEXE A L'AVENANT ANNUEL N°CP 2020-133 du 4 mars 2020 (dossier n° EX048016)

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX048016 - RIF RESEAUX EN ILE-DE-FRANCE - RENOUVELLEMENT - CP MARS 2020

Dispositif : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001014)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	813 741,00 € TTC	24,58 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	RIF RESEAUX EN ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative	:	221 RUE DE BELLEVILLE 75019 PARIS 19
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Elodie GUITOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Depuis 2001, Le réseau RIF fédère les réseaux départementaux franciliens des musiques actuelles sur l'accompagnement à la structuration, la mise en réseau des acteurs, la mutualisation de moyens, l'observation et l'information, la valorisation de la filière. Il représente plus de 220 lieux et structures en Île-de-France. Le réseau régional s'est restructuré en 2018, en fusionnant avec les réseaux départementaux (92, 78, 91,77) sans changement de structure juridique. Les moyens humains et financiers seront réunis au sein du réseau régional. Les réseaux Maad 93, Combo 95 et réseau parisien MAP garderont leur entité associative propre. Le conseil d'administration élu par l'assemblée générale se compose d'une trentaine de membres territoriaux, des comités territoriaux ont été mis en place dans chaque département, avec un rôle de coordination et d'animation territoriale. Une convention triennale a été proposée afin de structurer le développement du réseau dans sa nouvelle organisation sur l'ensemble du territoire francilien, sur des axes prioritaires partagés structuration, couverture territoriale, développement des partenariats de l'ensemble du secteur et acteurs de la filière, accompagnement des musiciens, articulation avec les politiques régionales.
En 2019 le RIF se positionne comme un espace collectif de ressource, d'accompagnement, d'expérimentation autour d'enjeux sociétaux, comme une plateforme de coopération et de mutualisation autour des projets (ressources auprès des artistes, formation, diffusion, action

culturelle…), enfin comme un outil de concertation au service d'un développement pérenne des musiques actuelles sur l'ensemble des territoires franciliens. Par ailleurs, le réseau réfléchit à la mise en place d'un fonds de trésorerie mutualisé. Un partenariat avec la Sacem tend à se structurer. Le RIF évoque également le principe d'un contrat de filière avec le CNM, suite au projet d'expérimentation avec la Seine-et-Marne proposé par le passé par la Région.
Il compte 10 adhérents de plus en 2020, dont 5 structures parisiennes. Le nombre d'actions menées a prévu d'augmenter notamment auprès des non-membres. Afin de donner de la visibilité aux projets accompagnés, le RIF sera présent sur des événements repérés en Île-de-France, sans en être l'opérateur mais plutôt le coordinateur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

BUDGET PRÉVISIONNEL ANNÉE 2020

AIDES AUX RÉSEAUX FRANCILIENS DE SPECTACLE VIVANT - RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

NOM DU RÉSEAU : RIF, RESEAU EN ÎLE-DE-FRANCE

Non assujetti à la TVA

CHARGES	HT OU TTC €	%	PRODUITS	Indiquer si acquis ou sollicité	HT OU TTC €	%
ACHATS	**84 000 €**	**10 %**	**SUBVENTIONS ÉTAT**		**343 380 €**	
Fournitures administratives + impressions	4 000 €		DRAC ÎLE-DE-France - Service Musique et Danse	sollicité	80 000 €	**10 %**
Fournitures et petits équipements	5 000 €		DRAC ÎLE-DE-France - SDAT	sollicité	20 000 €	**2%**

Achats de spectacle, prestations artistiques	45 000 €		Agence Régionale de Santé	acquis	150 000 €	**18 %**
Autres prestations de service	30 000 €		DDCS/DRJSCS - Fonjep	acquis	49 700 €	**6%**
			DDCS/DRJSCS - FDVA/ appel à projets jeunes	sollicité	22 500 €	**3%**
SERVICES EXTÉRIEURS	**22 100 €**	**3%**	Ministère justice (FIPD, SPIP)	sollicité	14 500 €	**2%**
Assurance	3 500 €		Education / Rectorats (Versailles, Créteil)	sollicité	6 680 €	**1%**
Documentation	600 €		**SUBVENTIONS COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**		**347 000 €**	
Sous-traitance, maintenance, location immobilière	18 000 €		**Région Île-de-France** **Aide aux réseaux franciliens de spectacle vivant**	sollicité	200 000 €	**25 %**
			Département 1 (préciser lequel) Seine-et-Marne (77)	sollicité	40 000 €	**5%**
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	**86 000 €**	**11 %**	**Département 2** (préciser lequel) Essonne (91)	sollicité	56 000 €	**7%**
Honoraires	25 000 €		**Département 3** (préciser lequel) Haust-de-Seine (92)	sollicité	41 000 €	**5%**
Publicité	1 500 €		**Communauté de communes/d'agglomération** Agglo GPS&O (78)	sollicité	8 000 €	**1%**
Voyages et déplacements, défraiements	30 000 €		**Communauté de communes/d'agglomération** Paris Ouest la Défense	sollicité	2 000 €	**0%**
Réceptions	12 000 €		**SUBVENTIONS EUROPÉENNES**		**0 €**	**0%**
Téléphone, frais postaux	7 500 €		Préciser……..	à remplir		
Cotisations, formations, séminaires, frais bancaires	10 000 €		**AUTRES FINANCEMENTS**		**32 468 €**	**4%**
IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	**16 000 €**	**2%**	SOCIÉTÉS CIVILES : SACEM	sollicité	10 000 €	
…….. ……..	16 000 €		SOCIÉTÉS CIVILES : CNV	à remplir	5 000 €	
CHARGES DE PERSONNEL	**605 641 €**	**74 %**	Aides à l'emploi : ASP/ service civique	sollicité	2 968 €	
Salaires et charges personnel permanent	430 000 €		Autres : mécénat	à remplir	14 500 €	
Salaires et charges personnel non permanent	120 000 €		**RECETTES PROPRES**		**90 893 €**	**11 %**
Autres charges de gestion courante :	47 000 €		Recettes d'activité : ventes de spectacles, ateliers		57 000 €	

Amortissement, fonds dédiés	5 141 €		Adhésions		32 000 €	
Indemnités de stage	3 500 €		Autres recettes: transfert de charges		1 893 €	
TOTAL CHARGES	**813 741 €**		**TOTAL PRODUITS**		**813 741 €**	

ANNEXE 3 FICHE PROJET RECTIFIEE THEATRE DES QUARTIERS D IVRY

Commissions permanentes du 21 novembre 2018 - CP2018-524
et du 4 mars 2020 - CP2020-133

DOSSIER N° EX038768 - THEATRE DES QUARTIERS D'IVRY NOUVELLE PAC NOV 18

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	265 500,00 € HT	20,72 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DES QUARTIERS D'IVRY
Adresse administrative : 1 PLACE PIERRE GOSNAT
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : SCOP
Représentant : Monsieur MICHEL BEREZOWA

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Dirigé par Elisabeth Chailloux jusqu'en décembre 2018 et par Jean-Pierre Baro à compter de Janvier 2019, Le Théâtre des Quartiers d'Ivry (TQI) est le Centre Dramatique National du Val-de-Marne installé depuis 2016 dans le bâtiment rénové de la Manufacture des œillets à Ivry-sur-Seine. Le Théâtre dispose désormais de plusieurs salles : La Fabrique, salle modulable de 397 places, le Lanterneau, salle de 90 places, la salle de l'Atelier Théâtral, La Halle destinée à l'accueil du public, avec un bar, une librairie, un espace pour lectures et concerts. Le projet TQI s'organise autour de la création (résidence, production et exploitation de spectacles sur de longues durées), de l'atelier théâtral (école de spectateurs fréquentée par près de deux cents personnes/amateurs) et du Théâtre des Quartiers du Monde (échanges et rencontres artistiques entre la France et l'étranger). Le TQI est soutenu par la DRAC Ile-de-France, la Ville d'Ivry-sur-Seine et le Département du Val-de-Marne
Le projet de permanence artistique et culturelle présenté par le TQI s'inscrit dans le cahier des charges des CDN, et en particulier s'agissant de la permanence artistique – il s'agit de favoriser l'ancrage territorial du projet et le travail en direction des habitants d'Ivry et du Val-de-Marne et de poursuivre l'Atelier théâtral. Parmi les résidences prévues par la direction en place au premier semestre 2019, Gaëtan Vassart (compagnie La Ronde de nuit), Richard Brunet (comédie de Valence), Jean-Claude Fall (compagnie La Manufacture) bénéficieront de temps de répétition, d'apport en coproduction et d'une série de 10 représentations. D'autres compagnies seront également accueillies pour des temps de résidences : Sandrine Attar/Compagnie le Temps des possibles et de Cléa Pétrolesi /compagnie Amonine. Les projets et résidences pour l'automne 2019 seront établis par la nouvelle direction.
La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 17 septembre 2018. Elle a rendu un avis favorable à la demande de conventionnement de permanence artistique et culturelle portée

par le bénéficiaire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir le Théâtre des Quartiers d'Ivry - Centre Dramatique National du Val-de-Marne à hauteur de 55 000 € dans le cadre d'une convention quadriennale de permanence artistique et culturelle. La base subventionnable s'élève à 265 500 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et subvention proposée.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences/création/diffusion	148 000,00	52,76%
Dépenses d'action culturelle	97 500,00	34,76%
dépenses de fonctionnement	35 000,00	12,48%
Total	280 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (ec)	6 500,00	2,32%
Région Ile-de-France - PAC	70 000,00	24,96%
Recettes propres d'activité (dont financement TQI)	204 000,00	72,73%
Total	280 500,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-134

DU 4 MARS 2020

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT CULTUREL POUR LE SPECTACLE VIVANT (PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2020)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ; et par la délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la politique régionale en matière d'investissement culturel ;

VU La délibération n° CP 12-314 du 29 mars 2012 relative à l'attribution du soutien régional au Centre d'Etudes et de Mémoire du Judaïsme (12002098) et à l'adoption de la convention afférente ;

VU La délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 approuvant les conventions-type relatives à l'aménagement culturel (investissement) ;

VU La délibération n° CP 2018-195 du 30 mai 2018 relative à l'attribution du soutien régional au Centre d'Etudes et de Mémoire du Judaïsme (12002098) et à l'adoption de l'avenant n°1 à la convention ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU le rapport n°CP 2020-134 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Investissement culturel

Décide de participer au titre du dispositif « Investissement culturel » au financement des projets détaillés en annexe à la délibération, par l'attribution de 13 subventions pour un montant maximum prévisionnel de **4 270 318,00 €.**

Subordonne le versement des subventions, lorsque le montant attribué est supérieur à 23 000 €,

à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 032 758,30 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **502 849,70 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-007 « Aide à la création et diffusion numériques » - action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **2 694 210 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Enseignement artistique », programme HP 311-001 « Aménagement des structures d'accueil », action 13100101 « Conservatoires et écoles de musique contrôlés » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **40 500 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 « Fonds d'investissement pour la culture » - action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture » au titre de l'acquisition, la construction et la restauration des structures itinérantes du budget 2020.

Article 2 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : Attribution d'une subvention suite à la caducité de l'association Centre Etudes Mémoire Judaïsme (12002098)

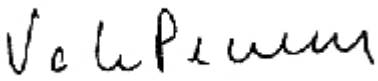
Décide d'attribuer une subvention de 266 311,43 € à l'association Centre Etudes Mémoire Judaïsme correspondant au solde de la subvention attribuée initialement à l'association Centre Etudes Mémoire Judaïsme par délibération n° CP 12-314 du 29 mars 2012.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant de 266 311,43€ sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe n°1 à la délibération, par dérogation à l'article 17 , alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR01- 16 du 21 janvier 2016 ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172525-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHE PROJET

Commission permanente du 29 mars 2012 -
Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-134

DOSSIER N° 12002098 - CONSTRUCTION DU CENTRE EUROPEEN DU JUDAISME

Dispositif : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle (n° 00000145)
Délibération Cadre : CR19-99 du 01/07/1999
Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	887 704,77 € HT	30,00 %	266 311,43 €
	Montant total de la subvention		266 311,43 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE ETUDES MEMOIRE JUDAISME
Adresse administrative : 17 RUE SAINT GEORGES
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MURIEL SCHOR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction du centre européen du judaïsme

Dates prévisionnelles : 2 avril 2012 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (266 311,43 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 12-314 du 29 mars 2012 dont le compte rendu d'exécution final nécessaire n'a pas pu être transmis avant l'échéance de caducité.

Description :
Le projet est situé dans le 17eme arrondissement de Paris, à l'angle du boulevard de Reims et de la rue de Courcelles, sur un terrain mis à disposition par la Mairie de Paris.
Un concours européen organisé en 2009 a permis de désigner deux jeunes architectes : Bruno Fléchet et Stéphane Maupin.
D'une architecture contemporaine, le bâtiment se compose d'un socle surmonté d'une synagogue et de deux bâtiments d'activités (R+5 à R+7) sur un sous-sol complet doté d'un vaste parking. La toiture de la synagogue accueille un jardin intérieur.
L'édifice est pensé pour une consommation énergétique optimisée conforme à la RT2005 grâce à une double peau sur les parties vitrées pour éviter les surchauffes intérieures, une isolation extérieure performante, une récupération des eaux de pluie.
Les espaces culturels se composent d'un centre de ressources et d'un vaste espace évènementiel pouvant accueillir des spectacles, débats et colloques, mais aussi un espace d'expositions.
> Le centre de ressources (archives, bibliothèque et espace multimédia)

La bibliothèque dispose d'un vaste fonds ancien et d'un lieu d'exposition temporaire propre au livre. Le Centre européen du judaïsme constitue également un fonds de préservation et de conservation de la mémoire des communautés juives européennes (objets, documents papier et iconographie). L'espace multimédia donne accès aux grandes références européennes sur tous les aspects de la thématique juive.
> L'espace évènementiel
Située au rez-de-chaussée (sous la synagogue), une salle d'une capacité de 600 personnes, prolongée d'un espace d'expositions, est destinée à devenir un lieu important d'organisation de concerts, de présentations d'art cantoral, de représentations théâtrales, de projections cinématographiques, de colloques et de débats

Détail du calcul de la subvention :
La surface totale du projet est de 4950m².
Les espaces pouvant être considérés comme culturels sont la bibliothèque-centre de ressources et la salle "évènementiel", pour une surface de 1600m².

Le budget du projet est estimé à 9 630 250 € HT.
La base subventionnable comprend uniquement les travaux, à l'exclusion des frais d'honoraires, mobilier, aléas, assurances (2 180 250 € HT), relatifs aux espaces culturels, soit 1600m²
La base subventionnable s'élève donc à 2 408 080 € HT.

Lors de la CP 12-314 du 29 mars 2012, une subvention avait été allouée de 722 424,00 € sur la base d'une dépense subventionnable de 2 408 080,00 € HT pour un taux de participation régional de 30 %. Le compte rendu d'exécution final nécessaire n'ayant pas pu être transmis avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 266 311,43 €.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2012

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	7 450 000,00	77,36%
HONORAIRES D'ARCHITECTE	596 000,00	6,19%
HONORAIRES (AUTRE)	335 250,00	3,48%
MOBILIER	600 000,00	6,23%
ALEAS	500 000,00	5,19%
ASSURANCES	149 000,00	1,55%
Total	9 630 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
GRANDS DONATEURS	1 000 000,00	10,38%
REALISATION D'ACTIFS	2 000 000,00	20,77%
SUBVENTION MINISTERE INTERIEUR (sollicité)	2 000 000,00	20,77%
REGION ILE DE FRANCE (sollicité)	722 424,00	7,50%
EMPRUNT	3 907 826,00	40,58%
Total	9 630 250,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-134

DOSSIER N° 20003118 - RECONSTRUCTION DU CONSERVATOIRE DE PALAISEAU - CA PARIS SACLAY

Dispositif : Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés (n° 00000146)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-311-204142-131001-300
Action : 13100101- Conservatoires et écoles de musique contrôlés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	6 500 000,00 € HT	23,08 %	1 500 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY
Adresse administrative	:	1 RUE JEAN ROSTAND 91400 ORSAY
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur MICHEL BOURNAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2019 - 10 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Située à 20 km de Paris, la communauté d'agglomération de Paris-Saclay (CAPS), rassemble 27 villes du nord-ouest de l'Essonne et compose un bassin de vie de 313 000 habitants. Elle assure notamment la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels d'intérêt communautaire : conservatoires, salles de diffusion culturelle, médiathèques.
Le Conservatoire à rayonnement intercommunal de Palaiseau est un des 7 conservatoires dont elle a la charge. Il s'appuie sur une équipe de 56 enseignants pour dispenser des cours de 35 disciplines différentes (musique, danse et théâtre) à plus de 900 élèves avec des tarifs adaptés. Il propose également une programmation d'environ 80 manifestations professionnelles et amateures chaque année.
Le CRI rencontre des difficultés avec ses locaux actuels. Ceux-ci sont répartis sur 4 sites différents, dans des bâtiments des années 1950 peu adaptés aux activités d'enseignement, aux qualités acoustiques et thermiques insuffisantes, et ne permettent pas de respecter les obligations ERP et PMR.
Le projet de la CAPS s'implante sur le site d'une ancienne école primaire. Il prévoit la réhabilitation d'anciens bâtiments et la construction de nouveaux éléments pour constituer un ensemble de 2370m²

dédiés au conservatoire. Ce nouveau site offrira au CRI de plus grands espaces (1400m² supplémentaires) parfaitement adaptés à ses activités permettant à termes d'élargir et de renforcer son offre. A terme, le nombre d'élèves devrait augmenter à plus de 1100. Le site comprendra également une « fabrique culturelle » de 190m² pour des expositions et des résidences.
La maîtrise d'oeuvre sera assurée par Deshoullières Jeanneau Architectes. Le projet est soutenu par la Ville de Palaiseau et l'ADEME.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des travaux et aux dépenses d'équipement, soit un montant de 6 500 000 € HT.

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses gros oeuvre (subventionnable - plafond des dépenses)	6 500 000,00	64,57%
Dépenses gros oeuvre	1 718 371,00	17,07%
Dépenses de démolition (non éligible)	389 819,00	3,87%
Dépenses VRD (non éligible)	334 283,00	3,32%
Frais de concours MOE (non éligible)	60 259,00	0,60%
Etudes géotechniques	22 636,00	0,22%
Assurance et annonces (non éligible)	60 336,00	0,60%
Maitrise d'oeuvre	914 135,00	9,08%
Bureau de contrôle	32 154,00	0,32%
CSPS	21 096,00	0,21%
Système sécurité incendie	13 578,00	0,13%
Total	10 066 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	1 950 000,00	19,37%
CA Paris-Saclay (acquis)	6 475 525,00	64,33%
ADEME	22 260,00	0,22%
Commune de Palaiseau (acquis)	1 618 882,00	16,08%
Total	10 066 667,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-134

DOSSIER N° 20003123 - CONSTRUCTION D'UN ESPACE CULTUREL - CONSERVATOIRE DE PRESLES

Dispositif : Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés (n° 00000146)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-311-204142-131001-300
Action : 13100101- Conservatoires et écoles de musique contrôlés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	647 390,00 € HT	30,00 %	194 210,00 €
	Montant total de la subvention		194 210,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE PRESLES
Adresse administrative	:	78 RUE PIERRE BROSSOLETTE 95590 PRESLES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Pierre BEMELS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 1 novembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
La Ville de Presles est une commune de 3 800 habitants située dans le nord du Val-d'Oise. Elle dispose d'un centre culturel qui réunit la médiathèque, le conservatoire de musique et l'espace associatif. L'ensemble est installé dans un bâtiment du XIXème siècle d'environ 1000m² qui nécessite d'importants travaux de rénovation sans répondre pleinement aux besoins actuels.
Par ailleurs, la commune souhaite recréer une centralité sur son territoire autour de la gare SNCF via une opération programmée d'aménagement comprenant logements, commerces et services publics. Dans ce cadre, elle souhaite relocaliser son espace culturel dans une nouvelle construction intégrée à cette nouvelle centralité et plus adaptée aux besoins de la médiathèque et du conservatoire.
Le projet inscrit le conservatoire dans une dynamique d'ouverture sur la commune en lien avec cette nouvelle centralité : ouvertures au public (concerts, etc.), actions intergénérationnelles, partenariats avec les autres espaces du centre culturel. Etant une antenne du conservatoire à rayonnement communal de la ville voisine de Persan (12¿590 habitants), le conservatoire de Presles s'inscrit également dans une dynamique territoriale plus large.

Le projet de la ville de Presles est partiellement financé par la vente du bâtiment actuellement occupé par le centre culturel. La maîtrise d'œuvre du projet est assurée par MAAJ Architectes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des travaux du conservatoire, aux honoraires de maitrise d'œuvre dans la limite de 15% du coût des travaux HT, et aux dépenses d'équipement, soit un montant de 647 390 € HT.

Localisation géographique :

- PRESLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses des travaux du conservatoire	569 886,00	22,15%
Dépenses des travaux de la médiathèque	1 480 954,00	57,55%
Dépenses de la construction associations et police municipale	265 988,00	10,34%
Architectes	201 410,00	7,83%
AMO	39 958,00	1,55%
Déménagement	15 000,00	0,58%
Total	2 573 196,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	615 252,00	23,91%
DRAC IDF (acquis)	486 450,00	18,90%
CD95 (acquis)	528 157,00	20,53%
Ville de Presles - Ressources propres	943 337,00	36,66%
Total	2 573 196,00	100,00%

DOSSIER N° 20003126 - RENOVATION DU CONSERVATOIRE DE MONTGERON- CA VAL D'YERRES VAL DE SEINE

Dispositif : Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés (n° 00000146)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-311-204142-131001-300
Action : 13100101- Conservatoires et écoles de musique contrôlés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	4 418 500,00 € HT	22,63 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAVY COMMUNAUTE AGGLOMERATION DU VAL D YERRES
Adresse administrative	:	78 RTE NATIONALE 6 91800 BRUNOY
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 novembre 2019 - 6 novembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Les conservatoires des villes de Draveil, Montgeron et Vigneux- sur-Seine bénéficient de l'agrément Conservatoire à Rayonnement Intercommunal (CRI).
Les Conservatoires à Rayonnement Intercommunal du Val d'Yerres Val de Seine ont vocation à enseigner trois spécialités (musique, danse, théâtre) avec au moins les deux premiers cycles du cursus. En outre, ils assurent le 3e cycle de formation des amateurs. Créé en 1976 par la ville de Montgeron, le conservatoire est installé depuis 1989 dans les locaux actuels à Montgeron. Ce conservatoire spécialisé d'enseignement artistique agréé participe au rayonnement culturel à l'échelle du territoire ainsi que de sa commune. Il propose l'enseignement de la musique, de la danse et du théâtre et compte actuellement 1 000 élèves et 38 professeurs.
La réhabilitation du conservatoire a pour objectif de s'agrandir et de regrouper toutes ses activités sur un même lieu, sur le site de Chalandray. La maitrise d'œuvre est confiée à Vermeulin Architectes.
Le conservatoire prévoit de l'action culturelle en partenariat avec les publics scolaires (écoles, collèges et

lycées), ainsi qu'un projet d'installation du projet DEMOS (Philharmonie de Paris) sur le territoire en 2020.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des travaux du conservatoire et aux dépenses d'équipement, soit un montant de 4 418 500 € HT, déduction faite des dépenses non éligibles.

Localisation géographique :
- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de travaux de démolition - non éligible	166 500,00	3,63%
Dépenses de gros-oeuvre (éligible)	1 609 800,00	35,11%
Dépenses de charpente (éligible)	260 000,00	5,67%
Dépenses de menuiserie (éligible)	416 900,00	9,09%
Dépenses de cloisons (éligible)	330 000,00	7,20%
Dépenses de menuiserie (éligible)	283 000,00	6,17%
Dépenses de revêtement de sols (éligible)	205 000,00	4,47%
Peinture (éligible)	133 200,00	2,91%
Electricité (éligible)	480 000,00	10,47%
Chauffage (éligible)	450 000,00	9,81%
élévateur (éligible)	55 000,00	1,20%
Espaces extérieurs (non éligible)	195 600,00	4,27%
Total	4 585 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	1 325 550,00	28,91%
CA Val d'Yerres - Val de Seine (acquis)	3 259 450,00	71,09%
Total	4 585 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20002608 - THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS - MATERIELS SCENIQUES ET GRADIN MODULABLE

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	113 576,83 € HT	30,00 %	34 073,10 €
	Montant total de la subvention		34 073,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE D'AUBERVILLIERS THEATRE DE LA COMMUNE
Adresse administrative	:	2 RUE EDOUARD POISSON 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame ANNE POLLOCK, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Commune, Centre dramatique national d'Aubervilliers est un lieu emblématique de la création théâtrale, dirigé depuis 2014 par Marie-José Malis. Son projet s'appuie sur deux axes : d'une part, un engagement fort auprès des artistes dans une logique de partage de l'outil de travail du CDN, et de garantie de conditions de travail permettant l'invention d'œuvres nouvelles, et d'autre part une volonté affirmée de réinvestir le territoire et d'initier une nouvelle relation avec la population locale, notamment les personnes les plus éloignés du théâtre, dans une réflexion autour du rôle du théâtre comme lieu public.
Le projet comprend un nouveau gradin aux usages et aux configurations multiples pour la petite salle du Théâtre de la Commune. Le gradin existant de la petite salle, construit en 2000, ne permet pas de modularité, en raison de la lourdeur et de l'encombrement de l'ouvrage. Le nouveau gradin plus léger et modulable permettra d'installer 155 places dans sa configuration maximale et quantité d'autres formes possibles avec des jauges variable. Le projet vise également à équiper la salle de répétition du théâtre en enrichissant le matériel son et vidéo.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'équipement du gradin et du matériels scéniques	113 576,83	100,00%
Total	113 576,83	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	34 073,10	30,00%
DRAC IDF (sollicité)	56 788,42	50,00%
Fonds propres	22 715,31	20,00%
Total	113 576,83	100,00%

DOSSIER N° 20003132 - MAIRIE D'HERBLAY-SUR-SEINE - THEATRE ROGER BARAT - ACQUISITION NACELLE

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	8 491,50 € HT	40,00 %	3 396,60 €
	Montant total de la subvention		3 396,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HERBLAY
Adresse administrative : 43 RUE DU G N RAL DE GAULLE
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe ROULEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 août 2019 - 14 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Le Théâtre Roger Barat, est un équipement municipal de création de diffusion disposant de deux salles de spectacles d'une capacité de 500 places pour l'une et de 120 à 320 places pour l'autre. Inauguré en 1991, il est situé en plein cœur de ville. Le théâtre propose une programmation lyrique tout en maintenant le caractère pluridisciplinaire des spectacles présentés.
Le projet d'équipement prévoit l'acquisition d'une nacelle permettant de faciliter le réglage en hauteur des lumières lors des montages des spectacles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de l'équipement	8 491,50	100,00%
Total	8 491,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	3 396,60	40,00%
CD95 (acquis)	1 103,90	13,00%
Ville d'Herblay-sur-Seine - Fonds propres	3 991,00	47,00%
Total	8 491,50	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-134

DOSSIER N° 20003133 - MAIRIE DE VILLABE - ESPACE CULTUREL LA VILLA - EQUIPEMENT GRADINS AMOVIBLES ET MATERIELS SCENIQUES

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	178 700,00 € HT	40,00 %	71 480,00 €
	Montant total de la subvention		71 480,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLABE
Adresse administrative : 34 B AV DU 8 MAI 1945
91100 VILLABE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Karl DIRAT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 août 2019 - 14 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
L'Espace Culturel La Villa a été inauguré en janvier 2007. Il est géré par la Mairie de Villabé et animé par la comagnie Atelier de l'orage, soutenue par la Région au titre des festivals. Conçu comme un espace polyvalent, il accueille des spectacles, des conférences, réunions et réceptions. Chaque saison le théâtre accueille une dizaine de spectacle, se déclinant en représentations scolaires et/ou tout public. L'Espace Culturel La Villa travaille en partenariat avec les Scènes Nationales de l'Essonne Agora/Desnos et de Sénart, le Théâtre de Corbeil.
Le projet comprend un nouveau gradin amovible de 280 places ainsi que du matériel lumière et multimédias.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- VILLABE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'équipement gradins et matériels scéniques	178 700,00	100,00%
Total	178 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	71 480,00	40,00%
CD91 (acquis)	30 000,00	16,79%
Ville de Villabé - Fonds propres	77 220,00	43,21%
Total	178 700,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-134

DOSSIER N° 20003134 - THEATRE FIRMIN GEMIER LA PISCINE - EQUIPEMENT SCENIQUES MULTIMEDIA ET MOBILIERS - CP MARS 2020

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	803 850,00 € HT	17,90 %	143 900,00 €
	Montant total de la subvention		143 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE FIRMIN GEMIER THEATRE DE LA PISCINE
Adresse administrative	:	254 AV DE LA DIVISION LECLERC 92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Anne-Françoise TIXIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 novembre 2019 - 4 novembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Situé dans les des Hauts-de-Seine, le Théâtre Firmin Gémier/La Piscine, regroupement du Théâtre Firmin Gémier d'Antony et de La Piscine de Chatenay-Malabry, propose une programmation pluridisciplinaire mêlant théâtre, danse, musique et cirque contemporain.
Sous la direction de Marc Jeancourt, l'association est en charge de l'animation de quatre sites à Antony et à Châtenay-Malabry : le Théâtre La Piscine et Le Pédiluve à Châtenay-Malabry, l'Espace Cirque et le Théâtre Firmin Gémier « Nomade » à Antony (en remplacement du Théâtre Firmin Gémier, actuellement en cours de réhabilitation).
Conçu par le cabinet Blond et Roux, le Théâtre Firmin Gémier se situera en plein cœur d'Antony à quelques pas du RER B et du centre historique. La livraison du nouvel équipement est actuellement prévue en juillet 2020 et son ouverture au public en mars 2021. Le Théâtre Firmin Gémier sera livré vide, sans équipement scénique, sans mobilier et sans équipement informatique. Le projet d'équipement scénique prévoit du matériel son et lumières, multimédia, piano, etc.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'équipement sceniques mutimédia et mobiliers	803 850,00	100,00%
Total	803 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	143 900,00	17,90%
Commune d'Antony (acquis)	80 000,00	9,95%
CD92 (sollicité)	150 000,00	18,66%
CA Vallée Sud Grand Paris (sollicité)	219 180,00	27,27%
Métropole du Grand Paris	50 000,00	6,22%
Fonds propres	160 770,00	20,00%
Total	803 850,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-134

DOSSIER N° 20003135 - VITRY SUR SEINE - THEATRE JEAN VILAR - EQUIPEMENT GRADINS

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	603 053,00 € TTC	33,16 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-CLAUDE KENNEDY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 août 2019 - 5 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
Le Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine est un théâtre de ville créé en 1972 sur la base du travail d'implantation de Jacques Lassalle (fondateur du Studio-Théâtre de Vitry puis directeur du Théâtre National de Strasbourg et administrateur général de la Comédie Française) et de Michel Caserta (fondateur de la Biennale de Danse du Val-de-Marne).
Après 35 ans de direction par Gérard Astor, le Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine est dirigé depuis 2014 par Nathalie Huerta. Son projet est fortement inscrit sur le territoire et en lien étroit avec la population, il accentue encore les liens au territoire, aux habitants et aux jeunes en particulier, l'ouverture au multiculturel (notamment à la Méditerranée) et les questionnements sur la société. La jeunesse est une préoccupation centrale du Théâtre qui développe de nombreux projets en direction des jeunes et des écritures pour la jeunesse en lien avec les compagnies en résidence. Le Théâtre affirme ainsi son projet artistique autour de trois axes : les écritures multiculturelles, les écritures du réel et les écritures pour la jeunesse.
Le théâtre accompagne, chaque saison, plusieurs équipes artistiques dans le cadre de résidences longues. Dans le respect de la singularité des artistes et en résonnance avec leur projet de création, chaque résidence donne lieu à une implantation forte de l'artiste sur le territoire qui développe divers

projets d’action culturelle.
Les actuels gradins datent de 1972. Le nouveau projet consiste à mettre en place un nouveau système de gradins téléscopiques permettant la modularité de l'espace scénique avec possibilité de démontage total ou partiel selon la jaune souhaitée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'équipement de gradins	603 053,00	100,00%
Total	603 053,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	241 221,00	40,00%
Ville de Vitry-sur-Seine - Fonds propres	361 832,00	60,00%
Total	603 053,00	100,00%

DOSSIER N° 20003136 - GRAND PARIS SUD REGIE LE PLAN RIS ORANGIS - EQUIPEMENT MATERIELS SON ET LUMIERE

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	304 901,75 € HT	16,40 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 505 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91054 EVRY-COURCOURONNES CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Plan est une salle Musiques actuelles du département de l'Essonne aujourd'hui régie autonome de la grande agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart (23 communes-343 000 habitants), à cheval sur le département de Seine-et-Marne. La salle de Ris Orangis, en cours de labellisation SMAC, s'est transformée en 2014 en Plan II, nouvel équipement de grande qualité technique avec un soutien régional en investissement de 5 millions d'euros, aujourd'hui dirigée par Fabien Lhérisson.
Le Plan propose une programmation internationale éclectique pour tous les publics : du rock, de la pop au hip-hop, en passant par le reggae, la soul, le blues, les musiques électroniques, la chanson ou le jeune public. Ses missions s'étendent de la diffusion de concerts dans la grande salle d'une capacité de 830 places ou dans le club de 150 places aux activités de résidences d'artistes, de répétition, d'accompagnement des musiciens amateurs, préprofessionnels ou professionnels, de sensibilisation et de formation de toutes les populations aux musiques actuelles.
La salle de concert est devenue en 3 ans une des quatre salles les plus sollicitées en France pour l'accueil en résidence des groupes professionnels de musiques actuelles (avec La Paloma de Nîmes, La Sirène de La Rochelle et l'EMB de Sannois en Ile de France). 40 groupes de notoriété locale, nationale ou internationale ont été accueillis en résidences courtes ou longues représentant 145 jours de résidences sur l'année.

Le projet prévoit l'achat de consoles son et lumière, projecteurs traditionnels et automatisés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- RIS-ORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'équipement matériels son et lumière	304 901,75	100,00%
Total	304 901,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	50 000,00	16,40%
CD91 (acquis)	24 000,00	7,87%
DRAC IDF (sollicité)	50 000,00	16,40%
CNM	75 000,00	24,60%
CA Grand Paris Sud Seine Essonne - Fonds propres	105 901,75	34,73%
Total	304 901,75	100,00%

DOSSIER N° 20003128 - CONSTRUCTION DU THEATRE DE FONTENAY-SOUS-BOIS

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	6 500 000,00 € HT	15,38 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY SOUS BOIS
Adresse administrative : 4 ESP LOUIS BAYEURTE
94120 FONTENAY /S BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VOGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Fontenay-sous-Bois est une commune du nord du Val-de-Marne de 53 000 habitants. En partenariat avec l'association Fontenay-en-Scènes (soutenue en PAC à hauteur de 50 000€), elle développe une importante programmation de spectacle vivant : une trentaine de représentations, 2 résidences longues, de nombreuses actions culturelles notamment avec les lycéens.
La Ville de Fontenay-sous-Bois ne dispose pas jusqu'à présent d'un théâtre. La programmation de spectacle vivant prend place dans une salle des fêtes peu adaptée à des représentations professionnelles. Elle ne dispose pas non plus d'espaces de répétition ce qui limite fortement les possibilités d'accueil en résidence et de soutien à la création.
La Ville de Fontenay-sous-Bois souhaite renforcer sa politique en faveur du spectacle vivant par la construction d'un théâtre. Celui-ci sera mitoyen de la salle Jacques Brel avec laquelle il formera un pôle culturel qui accueillera également la direction municipale de la culture et un espace de convivialité. Le théâtre comprendra une salle de spectacle de 350 places et deux salles de répétition. Le nouvel équipement devrait permettre de renforcer le travail de diffusion avec davantage de représentations et des accueils en série, et de développer l'accueil en résidence et la présence artistique sur le territoire. La Ville espère une fréquentation en hausse de 50% (de 13 à 19 000 spectateurs) tout en maintenant une

politique tarifaire sociale.
La maîtrise d'œuvre du projet est assurée par la cabinet d'architectes Wilmotte et associés. La Ville a sollicité le soutien de l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local et le soutien de la Métropole du Grand Paris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses éligibles prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses éligibles des travaux	6 500 000,00	65,62%
Dépenses non éligibles des travaux	3 405 000,00	34,38%
Total	9 905 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	1 950 000,00	19,69%
Métropole du Grand Paris (sollicité)	1 980 000,00	19,99%
D.S.I.L. (acquis)	1 980 000,00	19,99%
Ville de Fontenay-sous-Bois - Fonds propres	2 000 000,00	20,19%
Emprunt	1 995 000,00	20,14%
Total	9 905 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20003130 - TRAVAUX ET EQUIPEMENT THEATRE DUNOIS - LA MAISON OUVERTE

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	16 476,00 € HT	30,00 %	4 942,80 €
	Montant total de la subvention		4 942,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON OUVERTE
Adresse administrative : 108 RUE DU CHEVALERET
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE FRANCOISE CABANIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre Dunois est soutenu au titre de la Permanence Artistique et Culturelle depuis 2006 à hauteur de 40 000€. Il est situé dans le 13e arrondissement de Paris, rue du Chevaleret. A l'origine haut lieu du jazz et des musiques improvisées (« le Dunois »), le lieu a longuement été dirigé par Nelly Le Grévellec, qui a développé le projet du lieu autour du jeune public avec l'exigence d'un haut niveau artistique. Dans un contexte de forte demande de la part des familles et des éducateurs et en l'absence à Paris d'un théâtre destiné aux enfants, le Théâtre Dunois est devenu très rapidement un lieu de référence pour le jeune public, qui propose à la fois un éveil à l'art vivant, la découverte de formes artistiques exigeantes et qui se veut également un outil de valorisation pour les artistes.
Entre 2011 et 2014, le Théâtre était en partenariat avec l'Amin Théâtre, compagnie implantée en Essonne. Ce partenariat a donné lieu à l'accueil des spectacles de la compagnie, des coproductions, de l'action culturelle et artistique en direction des publics du Théâtre Dunois.
En septembre 2018, Christophe Laluque devient directeur du Théâtre Dunois à la suite de Nelly Le Grévellec avec un projet s'inscrivant dans la continuité.

Le projet de travaux du théâtre consiste à la mise en conformité de la zone d'accueil du public pour les

personnes en situation d'handicap, ainsi que dans l'accès à la salle et aux sanitaires. La maitrise d'œuvre sera effectuée par la société Okeena Bâtiment. Le projet porte également sur l'acquisition d'équipement scénique et multimédia.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses des travaux et d'équipement	16 476,00	100,00%
Total	16 476,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris (acquis)	8 238,00	50,00%
Région IDF	4 942,80	30,00%
Fonds propres	3 295,20	20,00%
Total	16 476,00	100,00%

DOSSIER N° 20003131 - AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT SCENIQUE - GRANGE DIMIERE - FRESNES

Dispositif : Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels (n° 00001097)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-300
Action : 13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction, rénovation et aménagement de bâtiments culturels	92 718,35 € TTC	30,00 %	27 815,50 €
	Montant total de la subvention		27 815,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE FRESNES
Adresse administrative	:	1 PLACE PIERRE ET MARIE CURIE 94260 FRESNES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame MARIE CHAVANON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La grange Dîmière – Théâtre de Fresnes est un théâtre municipal en régie directe, ouvert en 1986 en tant que théâtre. Le bâtiment initial existe depuis le XVIIIe siècle et s'inscrit dans un corps de ferme qui accueille également un écomusée et un conservatoire à rayonnement départemental. Des travaux d'extension ont été effectué en 2012-2013 afin d'améliorer l'accueil des artistes et du public (création d'un espace d'accueil, d'un espace bar, de bureau administratifs, d'un espace billetterie, loges,…) et rendre l'ensemble du bâtiment accessible aux PMR. La Grange Dîmière développe une programmation pluridisciplinaire axée sur le théâtre contemporain, la chanson francophone, le nouveau cirque, la marionnette et le jeune public. Elle propose environ 25 spectacles et plus d'une quarantaine de représentations par saison.
Le projet d'aménagement comprend la réhabilitation du plancher de scène du théâtre ainsi que du parc de projecteur. La municipalité souhaite ainsi anticiper la mise aux normes des projecteurs LED bientôt en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'aménagement et d'équipement	92 718,35	100,00%
Total	92 718,35	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune de Fresnes (acquis)	55 631,01	60,00%
Région IDF	37 087,34	40,00%
Total	92 718,35	100,00%

DOSSIER N° 20003137 - COLLECTIF SURNATURAL ORCHESTRA - ACQUISITION D'UN CHAPITEAU

Dispositif : Investissement culturel – Acquisition, construction et restauration de structures itinérantes (n° 00001098)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel – Acquisition, construction et restauration de structures itinérantes	135 000,00 € HT	30,00 %	40 500,00 €
	Montant total de la subvention		40 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COLLECTIF SURNATURAL
Adresse administrative	:	59 AV GENERAL DE GAULLE 93170 BAGNOLET
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame STEPHANIE BARBAROU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le « Surnatural Orchestra » est un orchestre grand format créé en 2001. Il rassemble 19 musiciens permanents qui créent collectivement et interprètent des compositions originales où se mêlent musiques populaires, jazz, écriture et improvisation. L'une de ses spécialités est la pratique du « soundpainting » (improvisation collective dirigée). Le Collectif est installé depuis mars 2018 dans un espace nommé « Caracol », mis à disposition par la Cie Public Chéri au Théâtre de l'Echangeur à Bagnolet et collabore régulièrement avec celui-ci. Labellisée compagnie nationale depuis 2017 par le Ministère de la Culture, le Surnatural Orchestra bénéficie du soutien régulier des sociétés civiles.
Le projet d'investissement prévoit l'acquisition d'un chapiteau pour mener plusieurs projets de diffusion. Il permettra un temps d'exploitation en profondeur, la création de spectacles variés. La jauge choisie d'environ 700 places est une jauge en adéquation avec le coût de cession (21 à 23 artistes sur le plateau) et le taux de remplissage moyen et de la moyenne des jaunes (668 places). L'implantation d'un chapiteau permettra de toucher un public plus éloigné des lieux de diffusion habituels.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses du chapiteau	135 000,00	100,00%
Total	135 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region IDF	40 500,00	30,00%
CD93 (acquis)	9 500,00	7,04%
DGCA (acquis)	20 000,00	14,81%
DRAC IDF (acquis)	8 000,00	5,93%
CNM	17 000,00	12,59%
Fonds propres	40 000,00	29,63%
Total	135 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-125

DU 4 MARS 2020

POLITIQUE D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LES LYCÉES ET CFA - AFFECTATIONS 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales

VU le Code de la Commande publique

VU la délibération n°CR92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n°CP CR 2017-131 du 06 juillet 2017 portant création du Fonds Régional des Talents Emergents (FoRTE) ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par la délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n°CR 2017-189 du 23 novembre 2017 relative à « Pour une politique d'éducation artistique et culturelle ouverte, organisée et inclusive dans les lycées et CFA d'Ile-de-France » ;

VU la délibération n°CP 2018-237 du 30 mai 2018 relative au « Fonds Régional des Talents Emergents (FORTE) – Soutien 2018 à la jeune création artistique et culturelle » ;

VU la délibération n°CP 2018-425 du 19 septembre 2018 relative à la « Politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA – Attribution de subventions pour l'année scolaire 2018-2019 » ;

VU la délibération n°CP 2019-408 du 18 septembre 2019 relative à la « Politique d'éducation artistique et culturelle dans les lycées et les CFA – Attribution de subventions pour l'année scolaire 2019-2020 » ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU le rapport n°CP 2020-125 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000€** pour les opérations menées au Louvre, au Centre Pompidou et à la Philharmonie, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 «Activités culturelles et artistiques», programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire » Action 13101302 – « Education artistique des lycéens », du budget 2020.

Article 2

Décide d'attribuer une subvention de 30 000 € à l'association Centre des Bords de Marne correspondant au montant de la subvention attribuée initialement à cette association par délibération n° CP 2018-425 du 19 septembre 2018.
Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2019-408 du 18 septembre 2019 et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte pour ce faire une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 «Activités culturelles et artistiques», programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire » Action 13101302 – « Education artistique des lycéens », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe n°1 à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR01- 16 du 21 janvier 2016.

Article 3

Modifie le taux d'intervention de la subvention accordée à l'association PROQUARTET (aide n° EX031231), votée par la délibération n°CP2018-237 du 30 mai 2018, tel que cela figure dans l'avenant n°2 à la convention EX031231 joint en annexe 2 à la présente délibération. Le taux d'intervention modifié est de 58,17 %. Le montant de la subvention et le montant la base subventionnable restent inchangés.

Approuve l'avenant figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171421-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHE PROJET CENTRE DES BORDS DE MARNE

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-125

DOSSIER N° EX038193 – CREAC Attribution suite à caducité

Dispositif : Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC) (n° 00001086)
Délibération Cadre : CR2017-189 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101302- Education artistique des lycéens

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention régionale pour l'éducation artistique et culturelle (CREAC)	46 215,00 € HT	64,91 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDBDM CENTRE DES BORDS DE MARNE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA PRAIRIE
94170 LE PERREUX SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PAUL ALEGRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : CREAC

Dates prévisionnelles : 3 septembre 2018 - 8 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter la subvention (30 000,00 €) initialement allouée par la délibération CP 2018-425 du 19 septembre 2018 dont le compte rendu d'exécution final nécessaire n'a pas pu être transmis avant l'échéance de caducité

Description :
MUSIQUE DANSE THEATRE

La structure culturelle présente un projet d'actions d'éducation artistique et culturelle dont la réalisation s'étend sur trois ans et dont la première année se décline comme suit :

LYCEENS ET SPECTATEURS est un projet d'action culturelle proposé par le Centre des Bords de Marne à 3 lycées de proximité, destiné à faire le lien entre la pratique collective de l'éducation artistique et culturelle, liée à la dynamique d'une classe et d'une équipe pédagogique, et la construction d'une identité de spectateur. L'objectif est de favoriser le passage à une fréquentation autonome du spectacle vivant et de la pratique artistique.

Le projet propose trois types de parcours :
- un parcours de spectateur ou un module découverte destiné à des classes pour lesquelles des enseignants ont construit avec le Cdbm un projet d'EAC. Un effort particulier sera conduit en direction des

classes de Seconde, afin que chaque élève accède au programme Lycéens et spectateurs dès son arrivée dans l'établissement.
- un parcours individuel qui s'adresse à des élèves dont la classe ne participe pas à un projet d'EAC avec le Cdbm, mais qui souhaitent se construire individuellement un parcours de spectateur. Ils pourront s'inscrire directement sur un site et bénéficier d'ateliers hors temps scolaire, de visites et de spectacles. Les documentalistes seront des relais importants pour ces élèves.
Le projet concerne donc l'ensemble des élèves d'un établissement partenaire. Il s'agit par-là d'encourager la participation de tous les élèves à une activité en lien avec le spectacle vivant au fil de la saison. Plusieurs thèmes sont proposés en 2018-2019 : musique jazz-baroque, danse contemporaine, théâtre autour du pouvoir et des masques, contes alliant musique et danse.
En fonction de la construction du projet par classe et lycée, le parcours pourra comprendre un parcours de spectateur, des actions de sensibilisation autour des spectacles, des visites techniques avec atelier de pratique « machinerie/son/lumière », une découverte des métiers du spectacle (rencontres, interviews), des modules découverte (pour les classes qui ne suivront pas un parcours annuel), des ateliers de pratique artistique et d'écriture autour des impressions de théâtre, une journée d'intégration pour le niveau seconde…Un site dédié à l'action culturelle sera conçu par le CDBM qui mettra à disposition des enseignants et des élèves des ressources documentaires sur les spectacles, des vidéos sur les métiers de la culture, un espace d'inscription pour les parcours individuels, l'actualité des compagnies…

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Lors de la CP 2018-425 du 19 septembre 2018, une subvention avait été allouée de 30 000,00 € sur la base d'une dépense subventionnable de 46 215,00 € HT pour un taux de participation régional de 64,91%.

Le compte rendu d'exécution final nécessaire n'ayant pas pu être transmis avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à réaffecter la subvention initiale d'un montant de 30 000,00 €.

3 lycées de 3 départements limitrophes, 675 élèves :

Le lycée polyvalent Paul Doumer de Le Perreux (94)

Le lycée polyvalent E. Galois de Noisy le Grand (93)

Le lycée LGT ML King de Bussy St Georges (77)

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses liées au parcours d'éducation artistique et culturel (interventions, billetterie, défraiements et transports, fournitures, communication...)	28 715,00	56,07%
Dépenses liées au déploiement d'outils pédagogiques innovants	14 200,00	27,73%
Dépenses de fonctionnement de la structure	8 300,00	16,21%
Total	51 215,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	35 000,00	68,34%
Ville de Le Perreux (attribué)	16 215,00	31,66%
Total	51 215,00	100,00%

ANNEXE 2 - AVENANT ET FICHE PROJET PROQUARTET

AVENANT N°2 A LA CONVENTION
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET PROQUARTET
AU TITRE DU DISPOSITIF FORTE

La Région d'Ile-de-France dont le siège est situé 2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP 2020-125 du 4 mars 2020
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

la structure dénommée : PROQUARTET
dont le statut juridique est : Association
dont le numéro SIRET est : 342704665
dont le siège social est situé au 62 Boulevard Magenta 75010 PARIS
ayant pour représentant : Monsieur BAZIN Benoît, Président
ci-après dénommée " le bénéficiaire "
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n° CP 2018-237 du 30 mai 2018, une subvention d'un montant maximum de 30 000 € correspondant à une base subventionnable de 51 572 € a été attribuée à PROQUARTET dans le cadre du dispositif FORTE.

A la suite d'une erreur matérielle intervenue dans la fiche projet n° EX031231, le taux d'intervention initial est erroné et doit être modifié. Le montant maximum de la subvention et le montant de la base subventionnable demeurent inchangés.

ARTICLE 1 : Objet du présent avenant

Le 3ème paragraphe de l'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 58,17% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 51 572 € soit un montant maximum de subvention de 30 000 €. »

ARTICLE 2 : Modification de l'annexe à la convention

Le tableau récapitulatif de la fiche projet est remplacé par le tableau suivant :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	51 572,00 € TTC	58,17 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le .....

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

M.
(*nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire*)

Commissions permanentes du 30 mai 2018 et du 4 mars 2020

DOSSIER N° EX031231 - PROQUARTET- Quatuor Akilone - Louise Desjardins, Emeline Conce, Elise de Bendelac, Lucie Mercat

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	51 572,00 € TTC	58,17 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PRO QUARTET CTRE EUR MUSIQUE CHAMBRE
Adresse administrative : 62 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FABIENNE MASONI

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Accompagnement du jeune Quatuor Akilone dans la réalisation de 3 projets : un film documentaire, une lecture concert, des concerts d'insertion

Dates prévisionnelles : 12 décembre 2017 - 30 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Structure accompagnatrice :

ProQuartet – Centre européen de musique de chambre est une Association loi de 1901, déjà soutenue par la Région. Existant depuis trente ans, à la fois producteur et diffuseur de concerts, laboratoire artistique et centre de formation et création, c'est une structure reconnue pour son travail de formation, production et diffusion auprès des jeunes ensembles de musique classique.

Projet
Née en 1993, Louise Desjardins est, comme les trois autres membres du quatuor, Emeline Conce, Elise De Bendelac, Lucie Mercat, diplômée d'un Master du CNSM de Paris obtenu en 2016.
Constitué à Paris en 2011 à partir de la rencontre de quatre personnalités défendant avec

musicalité, intelligence et fantaisie le vaste répertoire du quatuor à cordes, le Quatuor Akilone se distingue rapidement comme lauréat du Premier Grand Prix du 8e concours international de Quatuor à cordes de Bordeaux et du Prix ProQuartet. Se produisant désormais en France mais aussi à l'étranger (en 2017 : RU, Japon, Italie, Allemagne, Hongrie, pays-Bas…), il est reconnu pour sa vision profonde et poétique des œuvres qu'il aborde, comme pour son engagement dans des actions socio-culturelles originales et fécondes. Son souhait de créer des ponts entre les arts transparait notamment dans sa participation aux spectacles « Aventures surréalistes » et « Le violon virtuose qui avait peur du vide ».
Le principe est d'accompagner ce très jeune ensemble constitué de 4 musiciennes dans trois projets très différents leur permettant d'aller au-devant de professionnels et de publics très variés, et de découvrir la transdisciplinarité.

- Projet de film documentaire Ulysse : Le 15 mars 2017, ProQuartet s'est associé avec la Fondation Abbé Pierre pour organiser au sein de l'accueil de jour de Gagny, en Seine-Saint-Denis, un concert-médiation à destination des bénéficiaires, des bénévoles et des équipes du lieu. Le réalisateur Samuel Albaric a souhaité réalisé un film documentaire, sur et avec les personnes recueillies, autour du mythe d'Ulysse, la correspondance entre l'aventure d'Ulysse et celle des migrants, « rescapés de la vie », constitue le point de départ du film.
- Lecture concert dans le cadre de l'exposition Louis Philippe au château de Fontainebleau : dans le cadre de cette exposition prévue pour Octobre 2018, le quatuor Akilone s'associe aux comédiens Nicolas Lormeau et Pierre Hancisse pour élaborer une lecture concert répondant à l'un de ses thèmes (L'Histoire de France ; La vie de Cour au château sous Louis Philippe ; La vie intime et domestique).
- Concerts d'insertion ProQuartet

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Budget demandé par le bénéficiaire 50 000€, montant de 30 000€ proposé en subvention Région.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques et Rémunération des jeunes artistes	34 563,00	67,02%
Dépenses techniques et de communication	8 004,00	15,52%
Coûts de structure	9 005,00	17,46%
Total	51 572,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	14 325,00	27,78%
Subvention Région FoRTE (sollicitée)	30 000,00	58,17%
Subvention Région PAC (sollicitée)	2 359,00	4,57%
Subvention Commune Villecerf (sollicitée)	400,00	0,78%
Autres financements	2 488,00	4,82%
Recetes propres	2 000,00	3,88%
Total	51 572,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-094
DU 4 MARS 2020

DEUXIÈMES AFFECTATIONS 2020 POUR LE CINÉMA ET L'AUDIOVISUEL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la commande publique ;

VU la délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

VU la délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n°CR2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Présidente en matière de marchés publics ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération CP2018-140 du 16 mars 2018 portant sur l'aménagement culturel en Ile-de-France ;

VU la délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 portant refonte du fonds de soutien cinéma et audiovisuel et amélioration de l'Aide à l'écriture de scénario ;

VU la délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 adoptant notamment les conventions-types du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel ;

VU la délibération n° CP 2019-311 du 3 juillet 2019 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide à l'écriture de scénario ;

VU les délibérations, CP 2017-465 du 18 octobre 2017 et CP 2018-238 du 30 mai 2018 relatives aux évolutions du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par les délibérations n°CP2017-191 du 17 mai 2017 et CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-238 du 30 mai 2018 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide après-réalisation ;

VU la délibération n°CP2018-352 du 19 septembre 2018 attribuant une subvention à l'auteur Alexandre LABARUSSIAT dans le cadre du soutien de l'aide à l'écriture de scénario ;

VU la délibération CP2019-511 du 20 novembre 2019 adoptant les conventions-type relatives aux manifestations et réseaux cinématographiques franciliens ;

VU l'avis des comités de lecture audiovisuel des 28 novembre et 4 décembre 2019 et l'avis du comité de lecture cinématographique du 26 novembre 2019 ;

VU l'avis de la commission de visionnage de l'Aide après réalisation du 3 décembre 2019 (longs métrages) et du 10 janvier 2020 (courts métrages) ;

VU l'avis des comités de lecture de l'aide à l'écriture de scénario des collèges débutants et confirmés des 21 janvier 2020 et 11 février 2020 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-094 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif Soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de **12** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **722 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par délibération CP n° 2019-511 du 20 novembre 2019 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **722 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100902 "Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles " du budget 2020.

Article 2 : Fonds de soutien audiovisuel et cinéma

Décide de participer au titre du Fonds de soutien audiovisuel et cinématographique, au financement de 33 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de **33 aides** remboursables d'un montant maximum prévisionnel de **5 158 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **5 158 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101502 « Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle » du budget 2020.

Article 3 : Dispositif d'Aide après réalisation

Décide de participer au titre du dispositif d'Aide après réalisation, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de 15 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **324 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération CP2018-238 du 30 mai 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **324 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100905 « Aide après réalisation » du budget 2020.

Article 4 : Education à l'image – Dispositif Lycéens et apprentis au cinéma en Ile-de-France

Affecte un montant global d'autorisation d'engagement, incluant les frais éventuels d'insertions pour les avis d'appel public à la concurrence, de **810 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel » action 13100902 « Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle» du budget 2020, afin de renouveler pour une troisième année le marché relatif au dispositif Lycéens et Apprentis au cinéma pour l'année scolaire 2019-2020.

Article 5 : Aide à l'écriture de scénario

Décide de participer au titre de l'aide à l'écriture de scénario, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de 23 bourses (17 projets) d'un montant maximum de **196 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP2019-311 du 3 juillet 2019 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **196 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget 2020. »

Article 6 : Aide à l'écriture de scénario - Accompagnement des auteurs

Décide d'affecter un montant global d'autorisation d'engagement, de **60 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel » action 13100904 «Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle » du budget 2020 pour la reconduction pour la troisième année d'exécution du marché d'accompagnement des auteurs soutenus au titre du dispositif d'Aide à l'écriture de scénario.

Article 7 : Cotisations sociales à verser à l'AGESSA

Affecte une autorisation d'engagement de **40 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget 2020 au titre des cotisations AGESSA dues par la Région aux auteurs soutenus dans le cadre du dispositif de l'Aide à l'écriture de scénario.

Article 8 : Projections en plein air et cinéma itinérant

Décide d'affecter une autorisation d'engagement **de 30 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturels », programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100902 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles » du budget 2020 pour la procédure de marché public pour la mise en œuvre des projections d'été 2020.

Article 9 : Aide à l'écriture de scénario – avenant n° 1 à la convention CP2018-352 (EX034555) prolongeant la date de fin de remise du scénario.

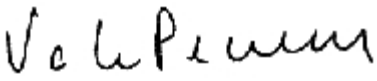
Décide de prolonger d'une durée maximale d'un an la remise du scénario « CELUI QUI DIRIGE » en faveur de l'auteur Alexandre LABARUSSIAT, en référence à l'aide attribuée par délibération CP2018-352 du 19 septembre 2018 (dossier n°EX034555) dans le cadre du soutien à l'aide à l'écriture de scénario.

Approuve l'avenant n° 1 à la convention CP2018-352 (EX034555) en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 10 : dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172504-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047336 - PAPA DOC, L'ONCLE SAM ET LES TONTONS MACOUTES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: BCI COMMUNICATION
Adresse administrative	: 25 RUE COQUILLIERE 75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur FREDERIC TYRODE SAINT LOUIS, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel PAPA DOC, L'ONCLE SAM ET LES TONTONS MACOUTES (2x52mn) de de Nicolas Jallot et Émile Rabaté

Dates prévisionnelles : 14 juin 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs et réalisateurs : de Nicolas Jallot et Émile Rabaté

Résumé : Papa Doc, l'Oncle Sam et les Tontons Macoutes est un film historique qui raconte comment la dictature des Duvalier a bénéficié des armes, des hommes et de l'argent de Washington. Au nom de l'anticommunisme, les grandes puissances, dont les États-Unis, ont soutenu pendant près de trente ans le régime le plus sanguinaire d'Haïti, pour faire rempart à l'influence de Cuba dans la Caraïbe. Régime dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui.

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 28 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	212 556,00	76,15%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	27 793,00	9,96%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	38 774,00	13,89%
Total	279 123,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	33 561,00	12,02%
préa achat et apport copro de chaine française 1	93 962,00	33,66%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	75 000,00	26,87%
CNC développement	6 000,00	2,15%
Procirep Angoa	30 600,00	10,96%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 1	40 000,00	14,33%
Total	279 123,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047343 - LES LYCEENS, LE TRAITRE ET LES NAZIS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 48 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMPAGNIE DES PHARES ET BALISES
Adresse administrative	:	108 AVENUE LEDRU ROLLIN 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Jean LABIB, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire LA FIEVRE ET LE SANG, DES LYCEENS DANS LA RESISTANCE (60mn) réalisé par David André

Dates prévisionnelles : 21 juin 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur et réalisateur : David André

Résumé : Le 6 juin 44, 150 lycéens quittent Paris pour rejoindre les maquis de Corrèze. Engagés dans des réseaux de Résistance depuis les premières heures de l'occupation, ils ont reçu la consigne de se retrouver en Sologne. Mais un traitre fait route avec eux. Le 10 juin à l'aube, plusieurs dizaines de ces garçons sont surpris par les Nazis. Au fil de la journée, 42 jeunes sont fusillés, une dizaine d'autres seront déportés. Un véritable massacre ne figurant pas dans les livres d'histoire.

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 28 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	302 536,00	74,87%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	29 835,00	7,38%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	71 689,00	17,74%
Total	404 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	56 160,00	13,90%
préa achat et apport copro de chaine française 1	150 000,00	37,12%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	7 000,00	1,73%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 2	7 000,00	1,73%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 3	4 400,00	1,09%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	80 000,00	19,80%
Procirep Angoa	13 500,00	3,34%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	60 000,00	14,85%
Autres collectivités locales 2, préciser le type d'aide	20 000,00	4,95%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 1	6 000,00	1,48%
Total	404 060,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047368 - LA BASE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	54 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: YAMI 2
Adresse administrative	: 5 PASSAGE PIVER 75011 PARIS
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur Christophe NICK, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel LA BASE (2x52mn) d'Adèle Flaux et Alizée Chiappini

Dates prévisionnelles : 25 juin 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure : Adèle Flaux

Réalisatrices : Adèle Flaux et Alizée Chiappini

Résumé : La Base, c'est le quartier général éphémère de la mobilisation de la jeunesse sur les questions climatiques, 700 mètres carrés en plein Paris. Ils ont moins de 30 ans, ont tout lâché pour fédérer leurs collectifs. Dans le sillage de Greta Thunberg, ils se donnent un an, de mars 2019 à mars 2020 pour sauver la planète. Entre utopie folle et engagement ultra concret, nous suivons dix personnages s'emparer de la politique, tenter de convaincre leur génération d'entrer en action. Y parviendront-ils ?

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 28 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	379 640,00	79,05%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	5 400,00	1,12%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	95 214,00	19,83%
Total	480 254,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	46 744,00	9,73%
préa achat et apport copro de chaine française 1	280 000,00	58,30%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	81 510,00	16,97%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	72 000,00	14,99%
Total	480 254,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047384 - AFRICAN EMPIRES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SPECIAL TOUCH STUDIOS
Adresse administrative	: 27 MAIL DU MARECHAL LECLERC 41100 VENDOME
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur SEBASTIEN ONOMO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel AFRICAN EMPIRES (4x52mn) réalisé par Jean-Claude BARNY, Moussa TOURÉ, Alain GOMIS et Daouda COULIBALY

Dates prévisionnelles : 25 juin 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur : Laurent Mizrahi
Réalisateurs : Jean-Claude BARNY, Moussa TOURÉ, Alain GOMIS et Daouda COULIBALY

Présentation : Cette série évènement de 4 x 52' propose de découvrir l'histoire des plus grands royaumes d'Afrique avant la colonisation, comme elle n'a jamais été racontée.

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 28 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PLAISIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 762 424,25	70,46%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	462 894,00	18,51%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	276 081,75	11,04%
Total	2 501 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	40 000,00	1,60%
1er coproducteur étranger (merci préciser le pays)	410 000,00	16,39%
préa achat et apport copro de chaine française 1	200 000,00	8,00%
préa achat et apport copro de chaine française 2	240 000,00	9,59%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	280 000,00	11,19%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 2	40 000,00	1,60%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 3	20 000,00	0,80%
Préa achat et apport copro de plateforme web 1 préciser la nationalité	516 200,00	20,64%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	310 000,00	12,39%
Procirep Angoa	13 200,00	0,53%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	100 000,00	4,00%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 1	190 000,00	7,60%
Fonds privés, Fondations, mécénat, 1	45 000,00	1,80%
Autres (préciser)	93 000,00	3,72%
Autres (préciser)	4 000,00	0,16%
Total	2 501 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047398 - ALBERT CAMUS, L'HOMME REVOLTE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SIECLE PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 49 RUE DE TURENNE 75003 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur GEORGES-MARC BENAMOU, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel ALBERT CAMUS, L'HOMME REVOLTE (90mn) de Georges-Marc Benamou.

Dates prévisionnelles : 25 juin 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur-réalisateur : Georges-Marc Benamou

Présentation : Ni un film sur un intellectuel, ni une hagiographie, ce «Camus» le raconte comme un aventurier du XXe siècle, avec ses succès et ses dépressions ; sa gloire et ses origines misérables ; sa liberté qui vient toujours contrarier les ordres établis, et sur l'Algérie le colonialisme droitier comme les dangereuses chimères de Sartre, qui finira par son ennemi intime.
Camus, en magnifique héros contrarié par cette mort si jeune à 46 ans.

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 28 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	549 737,00	79,67%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	2 235,00	0,32%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	138 007,00	20,00%
Total	689 979,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	57 979,00	8,40%
préa achat et apport copro de chaine française 1	450 000,00	65,22%
préa achat et apport copro de chaine française 2	12 000,00	1,74%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	10 000,00	1,45%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	90 000,00	13,04%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	70 000,00	10,15%
Total	689 979,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047401 - PARIS POLICE 1900

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 480 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: TETRA MEDIA FICTION
Adresse administrative	: 60 RUE MARCEL DASSAULT 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur Emmanuel DAUCE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production de la série de fiction PARIS POLICE 1900 (8x52mn) réalisée par Julien Despaux.

Dates prévisionnelles : 16 juillet 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Fabien Nury, Benjamin Adam, Thibault Valetoux, Alain Ayroles et Agathe Loison-Balac

Réalisateur : Julien Despaux

Avec : Jérémy Laheurte, Evelyne Brochue, Thibaut Evrard, Marc Barbet..

Présentation : Paris, 1899. Le Préfet de police Louis Lépine est rappelé aux affaires, en urgence : le Président de la République Félix Faure vient de mourir. Un gouvernement chute, un autre le remplace... Dans un Paris au bord de l'explosion, pris entre les ligues nationalistes et antisémites et la menace anarchiste, entre meurtres, chantages, émeutes, complots et coups d'Etat, bienvenue à la Belle Epoque...

Avis favorable du comité de lecture de la première session 2020 le 28 novembre 2019
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	13 582 733,00	77,68%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	875 636,00	5,01%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 027 090,00	17,31%
Total	17 485 459,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	2 446 601,00	13,99%
1er coproducteur français (uniquement société de production, pas de chaines en coproduction)	611 650,00	3,50%
préa achat et apport copro de chaine française 1	11 280 000,00	64,51%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	36 000,00	0,21%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	856 000,00	4,90%
CNC autre aide préciser	200 000,00	1,14%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	600 000,00	3,43%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 1	135 208,00	0,77%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 2	200 000,00	1,14%
Autres (préciser)	1 120 000,00	6,41%
Total	17 485 459,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047406 - LES NAZIS ET L'ARGENT : AU COEUR DU IIIEME REICH

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 64 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: GOGOGO FILMS
Adresse administrative	: 42 BOULEVARD SAINT-MARCEL 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame CARINE RUSZNIEWSKI, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel LES NAZIS ET L'ARGENT (90mn) de Gil Rabier.

Dates prévisionnelles : 22 juillet 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur - réalisateur : Gil Rabier

Présentation : En s'appuyant sur les travaux d'une nouvelle génération d'historiens, Les nazis et l'argent: au coeur du IIIème Reich, par son approche économique, industrielle et financière de la période du IIIème Reich, permet de pénétrer au coeur du système nazi en explorant cet alliage peu connu de rationalité et de folie idéologique qui caractérise le régime hitlérien.

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 4 décembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	435 741,00	70,93%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	72 500,00	11,80%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	106 075,00	17,27%
Total	614 316,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	51 576,00	8,40%
préa achat et apport copro de chaine française 1	250 000,00	40,70%
préa achat et apport copro de chaine française 2	10 000,00	1,63%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	120 000,00	19,53%
CNC autre aide préciser	30 000,00	4,88%
Procirep Angoa	7 740,00	1,26%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	80 000,00	13,02%
Sofica 1	40 000,00	6,51%
Autres (préciser)	25 000,00	4,07%
Total	614 316,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047440 - LES MYSTERES DU RHONE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ECLECTIC
Adresse administrative	: 132 RUE DE BILLANCOURT 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur JEAN-LUC ORABONA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel LES MYSTERES DU RHONE (90mn) de Saleha Guerdane.

Dates prévisionnelles : 23 août 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure-Réalisatrice : Salélha Gherdane

Présentation : Une équipe d'archéologues mène des fouilles hors normes dans le Rhône, à Arles, pour mettre à jour un trésor inestimable. Nous allons suivre leurs aventures et nous serons au cœur de cette mission scientifique unique. Ces découvertes seront un point de départ pour comprendre le passé et plus particulièrement le monde romain. Les reconstitutions 3D mêlées aux scènes de vie des archéologues participeront à ces révélations extraordinaires.

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 4 décembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	262 166,00	58,23%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	103 990,00	23,10%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	84 039,00	18,67%
Total	450 195,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	33 695,00	7,48%
1er coproducteur français (uniquement société de production, pas de chaines en coproduction)	57 500,00	12,77%
préa achat et apport copro de chaine française 1	171 000,00	37,98%
préa achat et apport copro de chaine française 2	10 000,00	2,22%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	80 000,00	17,77%
Procirep Angoa	13 000,00	2,89%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	65 000,00	14,44%
Autres (préciser)	20 000,00	4,44%
Total	450 195,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047442 - DESSINE-MOI UN VISAGE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES FILMS DU HUITIEME JOUR
Adresse administrative	:	226 RUE SAINT DENIS 75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame SARAH LEBAS, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel DESSINE MOI UN VISAGE (70mn) réalisé par Maud Vazquez et Caroline Darroquy.

Dates prévisionnelles : 25 août 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure : Maud Vazquez

Réalisatrices : Maud Vazquez et Caroline Darroquy

Présentation : "Dessine-moi un visage" se propose de suivre le quotidien d'enfants qui grandissent avec des visages que certains diraient «¿monstrueux¿». Atteints de maladies rares et douloureuses, la vie de Lola, Hugo, Ninon et Arthur, est jalonnée par les allers-retours dans le service de chirurgie maxillo-faciale de l'hôpital Necker.
Mois après mois, année après année, les chirurgiens, devenus leurs anges gardiens, se penchent sur leur petit visage en lambeau et le redessinent pièce par pièce.

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 4 décembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	191 336,00	74,93%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	16 400,00	6,42%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	47 610,00	18,65%
Total	255 346,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	22 689,00	8,89%
préa achat et apport copro de chaine française 1	118 000,00	46,21%
préa achat et apport copro de chaine française 2	7 000,00	2,74%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	56 657,00	22,19%
Procirep Angoa	11 000,00	4,31%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	20 000,00	7,83%
Fonds privés, Fondations, mécénat, 1	20 000,00	7,83%
Total	255 346,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047448 - WILLY RONIS, UN REPORTER ET SES BATAILLES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DAY FOR NIGHT PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	33 RUE DE TLEMCEN 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur JAN VASAK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel WILLY RONIS, UN REPORTER ET SES BATAILLES (60mn) réalisé par Vladimir Vasak.

Dates prévisionnelles : 26 août 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Vladimir Vasak et Gabrielle de la Selle

Réalisateur : Vladimir Vasak

Présentation : Dix ans après son décès en 2009, l'œuvre de Willy Ronis est enfin accessible pour y porter un nouveau regard et une analyse de son engagement militant. Parmi les photographes dits humanistes, Ronis a injustement vécu dans l'ombre de Robert Doisneau ou d'Henri Cartier Bresson. Et pourtant, sa sensibilité fait la force de ses images. Plus que tous les autres, il a su capter avec tendresse ces instants magiques qui nous touchent encore aujourd'hui.

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 4 décembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	275 526,95	73,38%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	10 490,61	2,79%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	89 469,04	23,83%
Total	375 486,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	31 048,60	8,27%
1er coproducteur français (uniquement société de production, pas de chaines en coproduction)	34 238,00	9,12%
préa achat et apport copro de chaine française 1	160 000,00	42,61%
préa achat et apport copro de chaine française 2	6 100,00	1,62%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	12 000,00	3,20%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	52 000,00	13,85%
Procirep Angoa	20 100,00	5,35%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	53 000,00	14,12%
Autres (préciser)	2 000,00	0,53%
Autres (préciser)	5 000,00	1,33%
Total	375 486,60	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047449 - WHITEWASH

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 29 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: TS PRODUCTION
Adresse administrative	: 73 RUE NOTRE-DAME DES CHAMPS 75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame MILENA POYLO, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel WHITEWASH (70mn) d'Ahmet Necdet Cupur

Dates prévisionnelles : 27 août 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur-réalisateur : Ahmet Necdet Cupur

Présentation: Dans un village en Turquie, un jeune homme, Mahmut, veut divorcer de sa jeune mariée. Au même moment, sa soeur Zenep, décide de rompre ses fiancailles, de reprendre des études et de travailler à l'usine. Filmés par leur frère, Mahmut et Zenep cherchent la voie de leur émancipation mais qu'adviendra-t-il de Nezahat, la femme de Mahmut, divorcée à l'âge de 17 ans ?

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 4 décembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	178 352,00	57,53%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	66 036,00	21,30%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	65 637,00	21,17%
Total	310 025,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	3 000,00	0,97%
1er coproducteur étranger (merci préciser le pays)	1 000,00	0,32%
2ème coproducteur étranger (merci préciser le pays)	1 525,00	0,49%
préa achat et apport copro de chaine française 1	28 800,00	9,29%
préa achat et apport copro de chaine française 2	20 000,00	6,45%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	18 000,00	5,81%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 2	7 000,00	2,26%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 3	30 000,00	9,68%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	44 000,00	14,19%
CNC développement	15 000,00	4,84%
Procirep Angoa	18 200,00	5,87%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	29 000,00	9,35%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 1	7 500,00	2,42%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 2	18 000,00	5,81%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 3	19 000,00	6,13%
Fonds privés, Fondations, mécénat, 1	20 000,00	6,45%
Fonds privés, Fondations, mécénat, 2	12 000,00	3,87%
Autres (préciser)	18 000,00	5,81%
Total	310 025,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047466 - ME TOO SECOUE (AUSSI) LA FRANCE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CINETEVE
Adresse administrative	: 82 RUE DE RIVOLI 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société Anonyme
Représentant	: Madame Fabienne SERVAN SCHREIBER, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel ME TOO SECOUE (AUSSI) LA FRANCE d'Anne Richard.

Dates prévisionnelles : 27 août 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteures : Anne Richard et Annette Levy Willard

Réalisatrice : Anne Richard

Présentation : Plus d'un million de tweets en France dans la version #Metoo ou #Balance ton porc : c'est une onde de choc que personne n'avait vu venir, ni les journalistes, ni les associations ou sympathisants féministes , qui malgré leur combat constant n'avaient jamais réussi à mobiliser autant de monde.
Est-ce à dire que la France entre dans ce mouvement mondial de la même façon ? La patrie des droits de l'homme et de 1789 fait-elle enfin, elle aussi, sa révolution des mœurs ?

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 4 décembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	227 703,00	75,95%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	23 050,00	7,69%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	49 048,94	16,36%
Total	299 801,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	47 301,94	15,78%
préa achat et apport copro de chaine française 1	123 000,00	41,03%
préa achat et apport copro de chaine française 2	6 500,00	2,17%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	6 000,00	2,00%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	67 000,00	22,35%
Procirep Angoa	10 000,00	3,34%
Autres aides publiques françaises ou étrangères (préciser) 1	5 000,00	1,67%
Autres (préciser)	35 000,00	11,67%
Total	299 801,94	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047812 - SIDONIE AU JAPON

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 130 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: 10 15 PRODUCTIONS
Adresse administrative	: IMPASSE DU PILIER 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur SEBASTIEN HAGUENAUER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min SIDONIE AU JAPON de Elise Girard

Dates prévisionnelles : 20 juin 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisatrice : Elise Girard

Auteures : Elise Girard et Maud Ameline

Synopsis : Sidonie Perceval, 60 ans voyage pour la première fois au Japon, à l'occasion de la réédition du livre qui l'a fait connaître à 18 ans. Écrivaine célèbre, elle n'écrit plus depuis la mort de son mari, disparu accidentellement quinze
ans auparavant. L'éditeur qui la reçoit, Kenzo Mizoguchi, 60 ans est un homme mystérieux. Il lui fait penser à son mari Antoine, dont le fantôme apparaît bientôt. Durant les six jours qu'elle passe avec lui, elle fait le deuil de son passé et renoue avec la vie, grâce à leur histoire d'amour.

Commentaires : Elise Girard réalise ici son 3e long métrage, construit autour de Isabelle Huppert.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	866 168,00	51,03%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	589 614,00	34,74%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	241 495,00	14,23%
Total	1 697 277,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont Credit d'impôts	118 100,00	6,96%
Fonds Bunchako (acquis)	322 177,00	18,98%
Apport Film in Evolution coproducteur	32 000,00	1,89%
Apport en industrie Mikino (acquis)	20 000,00	1,18%
CNC divers (en cours)	435 000,00	25,63%
Arte Cofinova (acquis)	80 000,00	4,71%
TV (en cours)	380 000,00	22,39%
Droits France - Les Films du Losange (acquis)	50 000,00	2,95%
Droits Monde - Playtime (en cours)	50 000,00	2,95%
Aides Japon (en cours) cumulés via Coproducteur japonais Krishima 1945 (en cours)	80 000,00	4,71%
Aide régionale proposée	130 000,00	7,66%
Total	1 697 277,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047813 - L'ILE DES PERDUS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MAKE
Adresse administrative	: 61 BOULEVARD DE BELLEVILLE 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur FRANCOIS FARELLACCI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage documentaire d'environ 90min L'ILE DES PERDUS de Laura Lamanda - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 13 juin 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisatrice - Auteure : Laura Lamanda

Synopsis : Le flux ne s'arrête jamais, pendant toute la journée les perdants approchent l'accueil du Service des Objets Trouvés. Avec eux c'est aussi une marée de chagrins, cœurs brisés, égarements et récits qui submerge le hall et les guichets. Entre-temps les objets investissent par vagues l'entrepôt. Ils échouent ici comme conséquences d'actions interrompues, contretemps, distractions, actes manqués.

Commentaires : Un premier long-métrage situé au coeur des objets trouvés parisiens.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	133 222,00	74,81%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	20 000,00	11,23%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	24 850,00	13,96%
Total	178 072,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	62 372,00	35,03%
CNC développement (acquis)	14 000,00	7,86%
CNC ASR Après réalisation (en cours)	55 000,00	30,89%
Région Grand Est (en cours)	12 000,00	6,74%
Droits salle (en cours)	8 000,00	4,49%
Fonds privé - Apport Richard Grigny (acquis)	3 700,00	2,08%
Aide régionale proposée	23 000,00	12,92%
Total	178 072,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047837 - LES SORCIERES DE L'ORIENT

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: UFO PRODUCTION
Adresse administrative	: 135 BOULEVARD DE SEBASTOPOL 75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur WILLIAM JEHANNIN, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage documentaire d'environ 90min LES SORCIERES DE L'ORIENT de Julien Faraut

Dates prévisionnelles : 14 juin 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur - Réalisateur : Julien Faraut

Synopsis : Voyage à la rencontre d'anciennes joueuses de volley-ball japonaises aujourd'hui septuagénaires, surnommées dans le passé les Sorcières de l'Orient, du fait de leur performance et de leur entraînement extraordinaire. Depuis la formation de l'équipe à la fin des années 50 au sein de l'usine textile qui les emploie, jusqu'à leur victoire aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964, les souvenirs réels et les récits légendaires remontent à la surface et se mélangent inextricablement.

Commentaires : Julien Faraut réalise ici son 3e long métrage documentaire après Regard neuf sur Olympia 52 (2013) et L'Empire de la Perfection (2018 - soutenu par la région Île-de-France au nom de l'Aide Après Réalisation)

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Budget total prévisionnel de l'œuvre (en €) : 353 356,30 €
Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) de l'œuvre : 281 113,93 €

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) dépensé en Ile-de-France : 166 613,93 €
Pourcentage du budget (hors frais généraux, imprévus et poste 9) dépensé en Ile-de-France : 59,27 %

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	166 613,00	47,15%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	114 500,00	32,40%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	72 243,00	20,44%
Total	353 356,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont Crédits d'Impôts	104 696,00	29,63%
FAIA documentaire (acquis)	23 500,00	6,65%
CNAP (acquis)	10 000,00	2,83%
Procirep - Angoa (acquis)	5 160,00	1,46%
CNC ASR (en cours)	90 000,00	25,47%
Droits Monde (en cours)	25 000,00	7,08%
Droits France : UFO Distribution (acquis)	50 000,00	14,15%
Aide régionale proposée	45 000,00	12,74%
Total	353 356,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047838 - DE HUMANI CORPORIS FABRICA

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	63 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: NORTE PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 12 RUE CALMELS 75018 PARIS
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame VALENTINA NOVATI, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage documentaire d'environ 90min DE HUMANI CORPORIS FABRICA de Verena Paravel & Lucien Castaing-Taylor

Dates prévisionnelles : 24 juin 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateurs - Auteurs : Verena Paravel & Lucien Castaing-Taylor

Synopsis : Remake augmenté version XXIe siècle du travail de Vesale, De Humani Corporis Fabrica ausculte le corps humain et fait, à travers lui, le portrait des avancées de la médecine, du milieu hospitalier et du monde contemporain.

Commentaires : Verena Paravel & Lucien Castaing-Taylor poursuivent ici leur exploration des abysses humaines, confrontant aussi le passé et le présent.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	444 100,00	82,44%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	94 613,00	17,56%
Total	538 713,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	55 713,00	10,34%
Pré-achat et apport coproduction - Free TV (en cours)	150 000,00	27,84%
Pré-achat et apport coproduction Pay Tv (en cours)	50 000,00	9,28%
CNC ASR (en cours)	140 000,00	25,99%
Fond privé/mécénat (en cours)	80 000,00	14,85%
Aide régionale proposée	63 000,00	11,69%
Total	538 713,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047839 - L'HOMME AUX MILLE VISAGES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CHAZ PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 9 AVENUE VERDIER 92120 MONTROUGE
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame ELISABETH PEREZ, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage documentaire d'environ 90min L'HOMME AUX MILLE VISAGE de Sonia Kronlund

Dates prévisionnelles : 26 août 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure - Réalisatrice : Sonia Kronlund

Synopsis : Marianne découvre un jour que l'homme qu'elle aime et dont elle attend un enfant est un imposteur, affabulateur et mythomane, qui n'est pas plus chirurgien qu'il ne s'appelle Alexandre comme il le prétend. Il vit en même temps quatre autres histoires d'amour avec des femmes du monde entier, sous différentes identités, dotées chacune de biographies et de professions imaginaires. Enquête et portrait, à la recherche de cet homme aux mille vies et aux mille visages.

Commentaires : Sonia Kronlund réalise ici son 2e film documentaire après Nothingwood (Soutenu par la région Île-de-France au titre de l'Aide Après Réalisation)

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	397 131,00	57,92%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	112 596,00	16,42%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	175 980,00	25,66%
Total	685 707,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur (dont Crédits d'Impôts)	100 707,00	14,69%
CNC ASR (acquis)	160 000,00	23,33%
CNC FAIA (acquis)	15 000,00	2,19%
Centre Val de Loire / Développement (acquis)	15 000,00	2,19%
Tous droits France et Monde : Pyramide (acquis)	80 000,00	11,67%
TV France (en cours)	100 000,00	14,58%
Coproducteur Pologne (Nem Corps -en cours- et apport -en cours- : Polish film Institute et HBO cumulés)	85 000,00	12,40%
Coproducteur Brésil (Desvia Filmes et apport Globo TV -en cours)	50 000,00	7,29%
Aide régionale proposée	80 000,00	11,67%
Total	685 707,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047840 - GILLES ET LOUISE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	140 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: 12H07
Adresse administrative	: 42 RUE TOURNELOUP 71000 MACON
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur VINCENT MICHAUD, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min GILLES ET LOUISE de Iphigénie Kotsoni - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 23 août 2019 - 4 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure - Réalisatrice : Iphigénie Kotsoni

Synopsis : Gilles Lacombe jeune écrivain Romantique cherche l'inspiration et l'amour dans sa mansarde parisienne, un étrange colis lui parvient au nom de l'ancienne locataire , c'est en fait un très vieux livre " magique " qui va transformer son existence en un véritable roman policier

Commentaires : Iphigénie Kotsoni réalise ici son premier long-métrage.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	914 580,00	46,68%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	592 200,00	30,23%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	452 274,00	23,09%
Total	1 959 054,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédit d'impôts	192 054,00	9,80%
Crédit d'impôt (le cas échéant)	150 000,00	7,66%
Droits auteurs en participation (acquis)	11 000,00	0,56%
Apports en industries techniques (acquis)	37 000,00	1,89%
Region Aura (en cours)	150 000,00	7,66%
Pré achat TV France divers (en cours)	350 000,00	17,87%
Sofica Coficiné (en cours)	135 000,00	6,89%
Aide aux coproductions étrangères (en cours)	290 000,00	14,80%
Droits France (en cours)	140 000,00	7,15%
Soul France - Coproduction - Grèce (acquis)	44 000,00	2,25%
Fonds National Grec (en cours)	150 000,00	7,66%
TV ERT et Nova cumulés - Grèce (en cours)	170 000,00	8,68%
Aide régionale proposée	140 000,00	7,15%
Total	1 959 054,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047841 - LA MORT D'ALBINO RODRIGUE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 263 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ZADIG FILMS
Adresse administrative	: 70 RUE AMELOT 75011 PARIS
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Paul ROZENBERG, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min LA MORT D'ALBINO RODRIGUE de Christine Dory - 2e long métrage

Dates prévisionnelles : 27 août 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisatrice : Christine Dory

Auteures : Christine Dory et Lise Macheboeuf

Synopsis : Rosemay, 15 ans, endormie par un somnifère, est présente lors de l'assassinat de son père dans une chambre d'hôtel. A son réveil, sa mère ment sur la disparition du père. Habitée au plus profond par l'intuition de la vérité, elle apprendra à s'écouter, à écrire, et à trahir ceux qu'elle aime.

Commentaires : Christine Dory signe ici son second long métrage, plus de 10 ans après LES INSEPARABLES (2008).

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 052 344,00	70,95%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	448 837,00	15,52%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	391 319,00	13,53%
Total	2 892 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont Crédit d'impôts	419 500,00	14,50%
Procirep - Développement (acquis)	20 000,00	0,69%
CNC ASR (acquis)	550 000,00	19,01%
Pay et TV Free (en cours)	1 200 000,00	41,49%
Région AURA (en cours)	200 000,00	6,91%
Droits France et Monde (en cours)	140 000,00	4,84%
Sofica (en cours)	100 000,00	3,46%
Aide régionale proposée	263 000,00	9,09%
Total	2 892 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047842 - LA TROISIEME GUERRE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 266 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CAPRICCI PRODUCTION
Adresse administrative	: 3 RUE DE CLERMONT 44000 NANTES
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur FARID LOUNAS, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min LA TROISIEME GUERRE de Giovanni Aloi - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 27 août 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Giovanni Aloi

Auteurs : Dominique Baumard et Giovanni Aloi

Synopsis : Dans les rues de Paris, trois militaires de l'opération Sentinelle font leur tour de garde. Aux aguets, ils attendent un danger imminent et invisible. Plus linaction augmente, plus les rapports se tendent, en particulier avec Léo, qui est en proie aux doutes. Et le jour où une manifestation dérape, il dérape aussi.

Commentaires : Giovanni Aloi signe ici son 1er long métrage, un film de genre rare dans le paysage cinématographique français.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 436 546,00	66,24%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	337 716,00	15,57%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	394 313,00	18,18%
Total	2 168 575,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédits d'impôts	462 107,00	21,31%
Accord de coproduction Bien ou Bien (cession droits scénario sans apport mais confirmé)	0,00	0,00%
Droits 1ere Pay TV - Canal+ (acquis)	419 628,00	19,35%
Droits 2de Pay TV - Ciné+ (acquis)	80 840,00	3,73%
Arte Cofinova (acquis)	60 000,00	2,77%
CNC ASR (acquis)	420 000,00	19,37%
Pays de la Loire - Production (acquis)	100 000,00	4,61%
Nouvelle Aquitaine - fonds F.I.L.M (acquis)	110 000,00	5,07%
Droits France - Capricci (acquis)	100 000,00	4,61%
Droits Monde - Wild Bunch (acquis)	150 000,00	6,92%
Aide régionale proposée	266 000,00	12,27%
Total	2 168 575,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047843 - SEIZE PRINTEMPS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	47 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: AVENUE B PRODUCTIONS - AVENUE B
Adresse administrative	: RUE GEOFFROY-MARIE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame CAROLINE BONMARCHAND, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min SEIZE PRINTEMPS de Suzanne Lindon - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 27 août 2019 - 4 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure - Réalisatrice : Suzanne Lindon

Synopsis : Suzanne est une jeune fille de seize ans qui s'ennuie avec les gens de son âge. Tous les jours, elle passe devant un théâtre pour aller au lycée. Elle y rencontre un homme de 35 ans. Ensemble, malgré ou grâce à leur différence d'âge, ils ne s'ennuieront plus. Sans se le dire ils tombent amoureux.

Commentaires : Suzanne Lindon réalise ici un premier long métrage personnel, avec un petit budget proche de celui d'un court métrage.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	310 301,00	79,44%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	80 331,00	20,56%
Total	390 632,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédit d'impôts	113 483,00	29,05%
Droits France - Paname Distribution (acquis)	20 000,00	5,12%
Apport 1er coproducteur français - Bangumi productions (acquis)	50 000,00	12,80%
Apport 2ème coproducteur français - Eskwad (acquis)	50 000,00	12,80%
Mécenat - Chanel (acquis)	50 000,00	12,80%
Investissement privé non précisé (en cours)	60 149,00	15,40%
Aide régionale proposée	47 000,00	12,03%
Total	390 632,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047844 - TOKYO QUI TANGUE (ex TOKYO SHAKING)

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 312 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES FILMS DU LENDEMAIN
Adresse administrative	:	17 QUAI DES GRANDS AUGUSTINS 75006 PARIS
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Madame Kristina LARSEN, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min TOKYO QUI TANGUE (ex TOKYO SHAKING) de Olivier Peyon

Dates prévisionnelles : 5 juin 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Olivier Peyon

Auteurs : Olivier Peyon et Cyril Brody

Synopsis : Le 11 mars 2011, Tokyo connaît le plus grand tremblement de terre de son histoire, puis un tsunami qui déclenche la catastrophe de Fukushima. Inspiré d'une histoire vraie, ce film raconte cet épisode de panique à travers les yeux d'Alexandra, française fraichement débarquée à Tokyo pour travailler dans une grande banque française. 3 ans après la crise des subprimes où tous les risques avaient été pris, Alexandra est à nouveau plongée dans une crise, nucléaire cette fois.

Commentaires : Olivier Peyon réalise ici une fiction, après le documentaire LATIFA, LE COEUR AU COMBAT (2017) coréalisé avec Cyril Brody et soutenu par le dispositif Fonds de soutien de la région Île-de-France.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 457 070,00	74,56%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	342 069,00	7,38%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	837 513,00	18,06%
Total	4 636 652,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédit d'impôts	1 549 136,00	33,41%
Apport coproducteur belge - Scope Pictures (acquis)	300 000,00	6,47%
Pré-achat et apport coproduction - 1ère Pay TV - Canal+ (acquis)	842 256,00	18,17%
Pré-achat et apport coproduction - 2de Pay TV - Ciné+ (acquis)	121 260,00	2,62%
Droits France - ARP (acquis)	300 000,00	6,47%
Droits Monde - Le Pacte (acquis)	300 000,00	6,47%
Procirep Angoa (en cours)	40 000,00	0,86%
CNC ASR Après Réalisation (en cours)	100 000,00	2,16%
CNC Création visuelle et sonore (en cours)	100 000,00	2,16%
CNC Musique (en cours)	12 000,00	0,26%
CNC Media (en cours)	60 000,00	1,29%
Pool Soficas (acquis)	600 000,00	12,94%
Aide régionale proposée	312 000,00	6,73%
Total	4 636 652,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047846 - POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	292 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: NORD OUEST FILMS NOTV
Adresse administrative	: 41 RUE DE LA TOUR D AUVERGNE 75009 PARIS 09
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur Christophe ROSSIGNON, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE de Stéphane Brizé

Dates prévisionnelles : 20 août 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Stéphane Brizé

Auteurs : Stéphane Brizé et Olivier Gorce

Synopsis : Philippe Lemesle, 57 ans, est en train de voir sa femme partir. Elle s'en va parce que l'homme qu'elle aime s'est lentement laissé engloutir par la pression de son travail. Cadre dirigeant dans un groupe industriel américain, pris entre le marteau et l'enclume, il ne sait plus comment répondre aux injonctions de ses supérieurs. Aujourd'hui, il est à bout de souffle.

Commentaires : Stéphane Brizé poursuit ici sa collaboration avec Vincent Lindon.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 246 669,00	73,49%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	556 459,00	12,60%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	614 473,00	13,91%
Total	4 417 601,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédit d'impôts	1 123 120,00	25,42%
Droits France - Diaphana (acquis)	400 000,00	9,05%
Pré-achat et apport coproduction Free TV - France 3 (acquis)	750 000,00	16,98%
Pré-achat et apport coproduction 1ère Pay TV - Canal+ (acquis)	844 856,00	19,12%
Pré-achat et apport coproduction 2e Pay TV - Ciné+ (acquis)	252 625,00	5,72%
Soficas divers	285 000,00	6,45%
Nouvelle-Aquitaine (en cours)	120 000,00	2,72%
Lot-et-Garonne (en cours)	50 000,00	1,13%
Droits Monde - Wild Bunch (en cours)	300 000,00	6,79%
Aide régionale proposée	292 000,00	6,61%
Total	4 417 601,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047847 - UNE FEMME DE NOTRE TEMPS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 292 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MOBY DICK FILMS
Adresse administrative	: 22 B RUE DE PARADIS 75010 PARIS
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur FREDERIC NIEDERMAYER, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min UNE FEMME DE NOTRE TEMPS de Jean Paul Civeyrac

Dates prévisionnelles : 22 août 2019 - 4 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur - Auteur : Jean Paul Civeyrac

Synopsis : Juliane Deroux est commissaire de police à Paris. C'est une femme d'une grande intégrité morale, et d'une grande force intérieure. Mais la découverte de la double vie de son mari va soudain lui faire perdre pied et la conduire à des comportements et des actes dont elle ne se serait jamais crue capable...

Commentaires : Jean Paul Civeyrac propose un rôle trouble et complexe à Sophie Marceau, qui revient ici à des partitions éloignées des comédies qu'elle a portées avec succès ces dernières années.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 906 950,00	75,60%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	363 200,00	9,45%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	575 000,00	14,95%
Total	3 845 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédits d'impôts	803 150,00	20,89%
CNC ASR (acquis)	500 000,00	13,00%
Pré-achat et apport coproduction - Pay et Free TV (en cours)	1 450 000,00	37,71%
Région PACA (en cours)	200 000,00	5,20%
Droits France Salles et Vidéo (en cours)	300 000,00	7,80%
Droits Monde (en cours)	200 000,00	5,20%
Sofica (en cours)	100 000,00	2,60%
Aide régionale proposée	292 000,00	7,59%
Total	3 845 150,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047848 - VIENS JE T'EMMENE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 227 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CHARLES GILLIBERT CG CINEMA
Adresse administrative	: 7 RUE DES PETITES ECURIES 75010 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur CHARLES GILLIBERT, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min VIENS JE T'EMMENE de Alain Guiraudie

Dates prévisionnelles : 23 août 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Alain Guiraudie

Auteurs : Alain Guiraudie et Laurent Lunetta

Synopsis : Médéric tombe amoureux d'Isadora, une prostituée de 50 ans. Elle est lasse de son travail et de son mari. Dans le même temps, Clermont-Ferrand a été´ le théâtre d'une attaque terroriste et Médéric trouve en bas de chez lui, Selim, un jeune sans-abri arabe. Il l'héberge mais se retrouve en proie a` une vraie paranoïa alimentée par ses voisins, par la télé ou par lui-même. Tout se complique quand Isadora s'installe chez lui. Gérard son mari l'aime trop pour la laisser partir. D'autant plus que la prostituée se rapproche du jeune Selim qui divise à l'extrême la copropriété de l'immeuble, on le soupçonne de djihadisme et tout dégénère. Médéric essaie de pacifier les esprits, mais tout son univers bascule entre guerre civile et complexes raisons des cœurs.

Commentaires : Alain Guiraudie propose une comédie dramatique.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 517 608,00	74,04%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	430 810,00	12,67%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	451 926,00	13,29%
Total	3 400 344,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont Crédit d'impôts	823 344,00	24,21%
Droits France et Monde - Les Films du Losange (acquis)	550 000,00	16,17%
Pré-achat et apport coproduction Free TV - Arte (acquis)	700 000,00	20,59%
Pré-achat et apport coproduction Pay TV - OCS (acquis)	300 000,00	8,82%
CNC ASR (acquis)	500 000,00	14,70%
Région AURA (acquis)	300 000,00	8,82%
Aide régionale proposée	227 000,00	6,68%
Total	3 400 344,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047849 - LES DEUX ALFRED

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	291 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: WHY NOT PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 3 RUE PAILLET 75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société Anonyme
Représentant	: Monsieur PASCAL CAUCHETEUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min LES DEUX ALFRED de Bruno Podalydès

Dates prévisionnelles : 26 août 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur - Auteur : Bruno Podalydès

Synopsis : Trouver un nouveau travail est devenu une nécessité absolue pour Alexandre, père de deux enfants et sur la sellette niveau couple. Il se voit embauché dans une start-up dont il ne saisit pas les codes. Épaulé tant bien que mal par un travailleur ubérisé aux 1001 casquettes et une collègue aussi dépassée que lui, Alexandre essaie de trouver sa place dans ce nouveau monde.

Commentaires : Bruno Podalydès propose ici une nouvelle comédie absurde et burlesque sur le monde contemporain.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 230 646,00	83,20%
01 Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	652 170,00	16,80%
Total	3 882 816,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédit d'impôts	2 461 816,00	63,40%
Pré-achat et apport coproduction 1ere Pay TV - Canal+ (acquis)	790 000,00	20,35%
Pré-achat et apport coproduction 2e Pay TV - OCS (acquis)	200 000,00	5,15%
Soficas diverses (en cours)	140 000,00	3,61%
Aide régionale proposée	291 000,00	7,49%
Total	3 882 816,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047850 - LES CINQ DIABLES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 260 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: F COMME FILM
Adresse administrative	: 16 RUE DE LA CURE 75016 PARIS
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur Jean-Louis LIVI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min LES CINQ DIABLES de Léa Mysius - 2ème long métrage

Dates prévisionnelles : 26 août 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisatrice - Auteure : Léa Mysius

Synopsis : L'histoire prend place dans une petite ville montagneuse de France autour d'un grand lac : « Les Cinq diables ». Vicky, sept ans, voue à Joanne, sa mère, un amour fou et exclusif. Elles habitent avec Jimmy, le père de Vicky, qui a du mal à trouver sa place dans la famille. Un jour, débarque Julia, la soeur de Jimmy, qui sort de prison. Cette arrivée va faire éclater le noyau fusionnel mère-fille et donne l'occasion au passé de ressurgir de manière violente, magique et ludique.

Commentaires : Léa Mysius réalise ici son second long métrage après AVA, présenté à la Semaine de la Critique au Festival de Cannes 2017.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 611 121,00	64,71%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	708 579,00	17,56%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	715 686,00	17,74%
Total	4 035 386,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteurs cumulés F for Film/Trois Brignads dont crédit d'impôts	1 165 936,00	28,89%
Pré-achat et apport coproduction Free TV (en cours)	400 000,00	9,91%
Pré-achat et apport coproduction 1ere Pay TV - Canal+ (acquis)	579 450,00	14,36%
Pré-achat et apport coproduction 2ème Pay TV - Ciné+ (acquis)	80 000,00	1,98%
Région AURA (en cours)	300 000,00	7,43%
CNC ASR (en cours)	500 000,00	12,39%
Soficas cumulés (en cours)	150 000,00	3,72%
Droits France - Le Pacte (acquis)	300 000,00	7,43%
Droits Monde - Wild Bunch (en cours)	300 000,00	7,43%
Aide régionale proposée	260 000,00	6,44%
Total	4 035 386,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047851 - SUPREMES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	256 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: NORD OUEST FILMS NOTV
Adresse administrative	: 41 RUE DE LA TOUR D AUVERGNE 75009 PARIS 09
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur Christophe ROSSIGNON, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min SUPREMES de Audrey Estrougo

Dates prévisionnelles : 21 août 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisatrice : Audrey Estrougo

Auteures : Audrey Estrougo et Marcia Romano

Synopsis : Didier Morville et Bruno Lopes, la vingtaine, sont passionnés de culture hip-hop, qu'ils explorent grâce au breakdance et au graffiti. Lorsque le groupe de rap "Assassin" leur lance le défi de monter sur scène, leur alchimie et leurs textes enragés séduisent le public. Mais le chemin vers la gloire sera pavé d'embûches... Du succès en galères, de scandales en victoires, ce film raconte la naissancce du groupe NTM, qui deviendra un mythe.

Commentaires : Une plongée dans la genèse de NTM.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	4 882 078,00	75,95%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	836 164,00	13,01%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	709 777,00	11,04%
Total	6 428 019,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur dont crédit d'impôts	1 796 394,00	27,95%
Région AURA	250 000,00	3,89%
Apport coproducteur Belgique - Artemis (en cours)	100 000,00	1,56%
Pré-achat et apport coproduction - 1ere Pay TV Canal+ (acquis)	950 000,00	14,78%
Pré-achat et apport coproduction - 2eme Pay TV Cine+ (acquis)	252 625,00	3,93%
Pré-achat et apport coproduction - Free TV - France 2 (acquis)	823 000,00	12,80%
Tous droits France et Monde - Sony (acquis)	2 000 000,00	31,11%
Aide régionale proposée	256 000,00	3,98%
Total	6 428 019,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047852 - EIFFEL

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 530 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: VVZ PRODUCTION
Adresse administrative	: 8 RUE DE L'ODEON 75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame VANESSA VAN ZUYLEN, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage fiction d'environ 90min EIFFEL de Martin Bourboulon

Dates prévisionnelles : 26 juillet 2019 - 4 mars 2030
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Martin Bourboulon

Auteurs : Caroline Bongrand, Thomas Bidegain, Martin Bourboulon et Martin Brossollet

Synopsis : Venant tout juste de terminer sa collaboration sur la Statue de la Liberté, Gustave Eiffel est au sommet de sa carrière. Le gouvernement français veut qu'il crée quelque chose de spectaculaire pour l'Exposition Universelle de 1889 à Paris, mais Eiffel ne s'intéresse qu'au projet de métropolitain. Tout bascule lorsqu'il recroise son amour de jeunesse. Leur relation interdite l'inspire à changer l'horizon de Paris pour toujours.

Commentaires : Un film entre récit historique et romanesque autour de construction de la mythique tour Eiffel.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 1ère session 2020 du 25 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	19 841 668,00	85,12%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	581 345,00	2,49%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 886 711,00	12,38%
Total	23 309 724,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur cumulés WZ/Pathé dont crédit d'impôts	7 525 057,00	32,28%
Tous droits France et Monde - Pathé Films (acquis)	3 675 000,00	15,77%
Apport coproducteur Allemagne - Constantin (acquis)	4 661 945,00	20,00%
Pré-achat et apport coproduction 1ere Pay TV - Canal+ (acquis)	2 203 047,00	9,45%
Pré-achat et apport coproduction 2eme Pay TV - Cine+ (acquis)	353 675,00	1,52%
Pré-achat et apport coproduction Free TV - M6 acquis)	2 400 000,00	10,30%
Pré-achat et apport coproduction - W9 (acquis)	400 000,00	1,72%
CNC CVS (acquis)	100 000,00	0,43%
CNC CVSA (en cours)	481 000,00	2,06%
Pool Soficas (acquis)	580 000,00	2,49%
Placements de produits (en cours)	400 000,00	1,72%
Aide régionale proposée	530 000,00	2,27%
Total	23 309 724,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047927 - 10% SAISON 4

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MON VOISIN PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 31 RUE DE TREVISE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur DOMINIQUE BESNEHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction DIX POUR CENT - Saison 4 (6x52mn) réalisée par Marc Fitoussi et Antoine Garceau.

Dates prévisionnelles : 26 août 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Victor Rodenbach, Vianney Lebasque, Judith Havas, Benjamin Havas, Angela Soupe, Hélène Lombard, Cécile Ducrocq, Frédéric Rosset, Clémence Dargent et Martin Douaire

Réalisateurs : Marc Fitoussi et Antoine Garceau

Avec : Camille Cottin, Thibault de Montalembert, Grégory Montel, Assaad Bouab, Liliane Rovère, Fanny Sidney, Laure Calamy, Nicolas Maury, Stefi Celma et Ophélia Kolb

Présentation: Au petit jeu des stratégies masquées de la saison 3, Andrea et Gabriel ont gagné leur bataille contre Mathias et l'agent double Camille-Hervé a finalement été démasqué. En saison 4, il est temps d'assumer : s'il faut se battre, la guerre sera ouverte et chacun devra faire face au changement en se posant la question de la personne et de l'agent qu'elle ou il souhaite devenir.
Cette saison 4 est la 3e soutenue par la Région.

Avis favorable du comité de lecture de la première session 2020 le 28 novembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	7 044 322,00	83,33%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 409 220,00	16,67%
Dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Total	8 453 542,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	1 019 542,00	12,06%
préa achat et apport copro de chaine française 1	4 860 000,00	57,49%
préa achat et apport copro de chaine française 2	730 000,00	8,64%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	667 000,00	7,89%
Crédit d'impôt (le cas échéant)	936 000,00	11,07%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	241 000,00	2,85%
Total	8 453 542,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047928 - LE MONDE DE DEMAIN

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 380 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LES FILMS DU BELIER
Adresse administrative	: 65 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur JUSTIN TAURAND, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction LE MONDE DE DEMAIN 6x52 minutes, réalisée par Katell Quillévéré & Hélier Cisterne

Dates prévisionnelles : 27 août 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Katell Quillévéré, Hélier Cisterne, Vincent Poymiro, Laurent Rigoulet, David Elkaïm, Nour Ben Salem et Ruddy Kabuiki.

Réalisateurs : Katell Quillévéré et Hélier Cisterne

Présentation : Le Monde de Demain est un projet de série sur la naissance du mouvement hip-hop français, à travers le destin de Kool Shen, Joey Starr, leaders du duo NTM, et Dee Nasty, premier importateur et DJ de musique rap en France. A travers leur chemin, c'est la saga joyeuse, dangereuse, explosive d'une jeunesse française issue de l'immigration, rejetée aux marges du monde moderne, qui crée à partir de rien une forme d'expression rebelle et euphorique devenue aujourd'hui un courant artistique majeur...

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 4 décembre 2019

Le montant de l'aide remboursable proposé, s'élève à d'un montant de 380 000€ composé d'une aide de base de 300 000€ et d'un bonus de 80 000€

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	9 327 619,00	82,40%
dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Autres dépenses	1 992 082,00	17,60%
Total	11 319 701,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	1 361 597,00	12,03%
préa achat et apport copro de chaine française 1	3 900 000,00	34,45%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	3 300 000,00	29,15%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	750 000,00	6,63%
CNC développement	100 000,00	0,88%
CNC autre aide préciser	80 000,00	0,71%
Procirep Angoa	10 000,00	0,09%
Crédit d'impôt (le cas échéant)	1 345 000,00	11,88%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	473 104,00	4,18%
Total	11 319 701,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047932 - LADY SAPIENS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 72 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LITTLE BIG STORY
Adresse administrative	: 3 VLA DES LILAS 75019 PARIS
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame Valérie MONTMARTIN, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel LADY SAPIENS (90mn) de Thomas Cirotteau.

Dates prévisionnelles : 23 août 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Thomas CIROTTEAU, Eric PINCAS et Jacques MALATERRE

Réalisateur : Thomas CIROTTEAU

Présentation :La place de la femme dans la préhistoire n'a tout simplement jamais été racontée dans un film. En s'attachant aux découvertes scientifiques les plus récentes, dans les laboratoires des généticiens, sur les sites de fouilles, dans les réserves des centres de recherches et les collections des musées, Lady Sapiens balaie les clichés et révèle le portrait d'une femme chasseresse, artiste, puissante... Pour la première fois, Lady Sapiens raconte son histoire.

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 4 décembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	442 720,00	55,09%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	190 748,00	23,74%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	170 187,00	21,18%
Total	803 655,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	20 655,00	2,57%
1er coproducteur étranger (merci préciser le pays)	220 000,00	27,37%
préa achat et apport copro de chaine française 1	188 000,00	23,39%
préa achat et apport copro de chaine française 2	10 000,00	1,24%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	50 000,00	6,22%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 2	32 000,00	3,98%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 3	16 000,00	1,99%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	72 500,00	9,02%
CNC développement	7 500,00	0,93%
Procirep Angoa	15 000,00	1,87%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	90 000,00	11,20%
Autres (préciser)	42 000,00	5,23%
Autres (préciser)	40 000,00	4,98%
Total	803 655,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX047935 - LA PARISIENNE DEMYSTIFIEE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: DACP DE L AUTRE COTE DU PERIPH
Adresse administrative	: DACP 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame LAURENCE LASCARY, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel LA PARISIENNE DEMYSTIFIEE de Rokhaya Diallo.

Dates prévisionnelles : 6 novembre 2019 - 4 mars 2025
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure-réalisatrice : Rokhaya Diallo

Présentation : Ce documentaire a pour but de nuancer l'image de la "Parisienne", cette femme parfaite, grande, mince, cigarette à la bouche, tout en noir et à vélo... et de rendre aux Parisiennes un visage plus réaliste.

Avis favorable du comité de lecture Audiovisuel de la première session 2020 le 4 décembre 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	136 246,50	85,95%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	22 269,63	14,05%
Total	158 516,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	3 660,00	2,31%
Crédit d'impôt (le cas échéant)	23 235,00	14,66%
Apports en industrie (préciser l'origine et la nature) 1	14 592,13	9,21%
Pré-achat et apport copro de chaine française 1	27 536,00	17,37%
Pré-achat et apport copro de chaine française 2	14 000,00	8,83%
CNC autres (merci de préciser le détail des aides et si automatique ou sélectif)	40 000,00	25,23%
Procirep Angoa	13 000,00	8,20%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	22 493,00	14,19%
Total	158 516,13	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

DOSSIER N° 20003107 - FESTIVAL LES IMAGES VAGABONDES - 9EME EDITION- 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	30 757,00 € TTC	32,51 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONTRECHAMPS
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
78820 JUZIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CECILE GIRAUD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 9EME EDITION DU FESTIVAL LES IMAGES VAGABONDES EN 2020
Du 29 février au 28 mars 2020 dans plusieurs communes des Yvelines et dans le Vexin

Dates prévisionnelles : 29 octobre 2019 - 29 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Le festival Images vagabondes se déroule dans plusieurs communes du département des Yvelines et dans le Vexin, entre le 29 février et le 28 mars 2020. Cette année la thématique retenue est celle des femmes rebelles. Le festival s'implantera dans une vingtaine de points de diffusion sur les 2 départements (78 & 95) : cinémas, bibliothèques, médiathèques, comités des fêtes, écoles, lieux culturels .....

Ce festival participatif et convivial, est le point d'orgue de l'activité de l'association Contrechamps et se présente comme un rendez-vous annuel. Il touche tous les publics grâce à une programmation riche et diversifiée. Sont prévus au programme : des projections de courts et longs métrages tous genres confondus, des animations, des rencontres et des expositions, des ateliers d'éducation à l'image...

Le festival est un événement collaboratif permettant une pluralité d'échanges entre les spectateurs et des professionnels du cinéma. Le spectateur devient aussi acteur du festival en accueillant notamment des séances de cinéma chez l'habitant ou en participant en tant que candidat ou juré du concours de courts-

métrages du festival.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 230,00	4,00%
Services extérieurs	150,00	0,49%
Autres services extérieurs	8 810,00	28,64%
Charges de personnel	20 267,00	65,89%
Autres charges de gestion courante	300,00	0,98%
Total	30 757,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	8 293,00	26,96%
DRAC (EC)	3 000,00	9,75%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	32,51%
Communes	5 800,00	18,86%
Autres produits	3 664,00	11,91%
Total	30 757,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003111 - FESTIVAL DU FILM RUSSE - 6EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	145 000,00 € TTC	13,79 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIVAGES RUSSIE EVENEMENTS
Adresse administrative : 26 RUE DE NAVARIN
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Marc RUSCART, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 6EME EDITION DU FESTIVAL DU FILM RUSSE EN 2020
du 2 au 10 mars 2020 à Paris (75)

Dates prévisionnelles : 24 octobre 2019 - 10 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Ce festival présente des films russes, récents et de patrimoine. Il diffuse les films dans 4 cinémas à Paris (Le Balzac, Le Studio 28, Le Max Linder & Le Christine 21). Il accompagne les projections de rencontres. Des séances devront être organisées pour des lycéens franciliens.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation	12 000,00	8,28%
Equipe	44 000,00	30,34%
Bureaux	2 000,00	1,38%
Films	17 000,00	11,72%
Publicité/Presse	24 000,00	16,55%
Invités	42 000,00	28,97%
Autres dépenses	4 000,00	2,76%
Total	145 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Sponsors russes	65 000,00	44,83%
Sponsors français	32 000,00	22,07%
Ville de Paris (EC)	7 000,00	4,83%
Région IdF (sollicitée)	30 000,00	20,69%
Autres recettes	11 000,00	7,59%
Total	145 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003115 - PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB - 15EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	104 000,00 € TTC	19,23 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INDIGENES FILMS
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Kamal EL MAHOUTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 15EME EDITION DU PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB EN 2020
Du 3 au 21 MARS 2020 dans une quinzaine de lieux culturels en Île-de-France

Dates prévisionnelles : 19 octobre 2019 - 21 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Depuis 15 ans, le Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient fait découvrir la cinématographie en plein essor en provenance de ces pays, et fait rencontrer au public francilien leurs auteurs et réalisateurs. Le festival programme des films tous genres et formats confondus (courts et longs métrages, documentaires, fictions, expérimental, films du patrimoine...). Un hommage sera rendu à la réalisatrice Marjane Satrapi ainsi qu'à l'actrice Golshifteh Farahani.

Dans l'objectif de valoriser l'ensemble de la culture maghrébine et moyen-orientale, les autres disciplines artistiques seront également à l'honneur : concert de musique et rencontres littéraires avec des auteurs. Par ailleurs, le jeune public et les scolaires seront particulièrement sensibilisés et un jury de lycéens remettra un prix à un court métrage. Les centres sociaux et les associations familiales seront aussi étroitement liés à l'organisation et au déroulement de la manifestation.

En amont et en aval du festival des séances de sensibilisation à ces cinématographies sont organisées

tout au long de l'année dans des cinémas partenaires franciliens, pour le grand public et les lycéens ainsi qu'un ciné-club. La fréquentation et le nombre de lieux de diffusion n'ont pas cessé de progresser (9 000 entrées pour la saison 2017/2018 et 10 000 entrés sur 2018/2019).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges externes	42 000,00	40,38%
Impôts et taxes	1 000,00	0,96%
Charges de personnel	55 000,00	52,88%
Frais de structure	6 000,00	5,77%
Total	104 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billeterie	1 200,00	1,15%
Ville de St-Denis (acquis)	14 500,00	13,94%
CD 93 (EC)	20 000,00	19,23%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	19,23%
DRAC (EC)	7 000,00	6,73%
CGET (EC)	5 000,00	4,81%
Ville de Paris (EC)	3 000,00	2,88%
Autres partenariats	33 300,00	32,02%
Total	104 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003116 - LA FÊTE DU COURT-METRAGE - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	1 020 000,00 € TTC	2,94 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAITES DES COURTS FETES DES FILMS
Adresse administrative : 6 RUE BRAQUE
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Roland NGUYEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FÊTE DU COURT-METRAGE EN 2020
Du 25 au 31 mars 2020 en Île-de-france

Dates prévisionnelles : 21 octobre 2019 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
La Fête du court métrage est conçue comme une opération de communication visant à faire mieux connaître au grand public le court-métrage dans toute sa diversité, en organisant une grande fête ouverte à tous autour de la programmation de films courts.

Cette opération de valorisation du court-métrage se déroule pendant le mois de mars sur tout le territoire national (et à l'international) et se décompose en plusieurs volets :
- Diffusion de programmes de CM dans les salles de cinéma (salles A&E et circuits) et autres lieux culturels ou institutionnels ;
- Rencontres avec de jeunes réalisateurs de CM ;
- Volet professionnel : colloque qui est une fenêtre de visibilité pour parler des problèmes du CM avec l'ensemble des professionnels ;
- Villes ambassadrices : lieux de diffusion emblématiques du CM qui présentent en plus des films, des expositions, des ateliers, des rencontres

L'association Faites des Courts Fêtes des Films propose de mettre en place des actions spécifiques en Ile-de-France afin de donner une ampleur inédite à la manifestation et de toucher une centaine de lycées franciliens. Des programmes éditorialisés de films courts seront proposés à l'ensemble des lycées de la Région avec un suivi personnalisé pour les établissements participants (aide à la programmation, livraison des contenus et des outils de communication, suivi du bon fonctionnement technique, édition d'un cahier pédagogique adapté à la tranche d'âge ciblée…). Les séances seront organisées au sein du lycée (salle polyvalente, salle de classe, amphithéâtre...) ou en partenariat avec un cinéma de la ville.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de fonctionnement	87 000,00	8,53%
Charges de personnel	325 000,00	31,86%
Organisation	80 000,00	7,84%
Programmation	57 000,00	5,59%
Prestations	375 000,00	36,76%
Communication	96 000,00	9,41%
Total	1 020 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (acquis)	600 000,00	58,82%
Région IdF (sollicitée)	30 000,00	2,94%
Autres régions (EC)	150 000,00	14,71%
Partenariats privés	240 000,00	23,53%
Total	1 020 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003119 - PARTENARIAT FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE CANNES 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	21 640 000,00 € TTC	0,35 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FRANCAISE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM
Adresse administrative : 5 RUE CHARLOT 75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre LESCURE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTENARIAT AVEC LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE CANNES DU 12 AU 23 MAI 2020

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 23 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
PARTENARIAT AVEC LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE CANNES EN 2020

Le Festival de Cannes est l'événement mondial incontournable pour les professionnels du cinéma comme pour tous les cinéphiles. Au fil des années, l'Association Française du Festival International du Film a évolué tout en conservant la passion du cinéma, la découverte de nouveaux talents, l'enthousiasme des festivaliers et des professionnels du monde entier venant contribuer à la naissance et à la diffusion des films.

La sélection officielle, au cœur du Festival, comprend différents volets représentant un florilège d'œuvres singulières, d'approches cinématographiques originales, de découvertes ou de confirmation de talents, mises en valeur et récompensées par les jurys : la Compétition, Un Certain Regard, les films Hors Compétition, les Séances Spéciales, et la compétition des courts métrages.

Il contribue au rayonnement international du cinéma français dans le monde et indirectement aux créateurs, prestataires techniques et savoir-faire francilien, l'Ile-de-France étant la principale terre de tournage en France.

La Région est un acteur majeur du financement du cinéma, contribuant ainsi à conforter la création artistique et sa diversité, la diffusion des œuvres, mais aussi à soutenir, par l'aide à la localisation des tournages en Ile-de-France, une industrie de pointe qui fabrique le cinéma, reconnue mondialement et représentant 140 000 emplois sur le territoire francilien.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- Alpes-Maritimes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	155 000,00	0,72%
Services extérieurs	8 780 000,00	40,57%
Autres services extérieurs	6 705 000,00	30,98%
Impôts et taxes	320 000,00	1,48%
Charges de personnel	4 930 000,00	22,78%
Autres charges de gestion courante	100 000,00	0,46%
Dotations aux amortissements et aux provisions	650 000,00	3,00%
Total	21 640 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	12 100 000,00	55,91%
CNC (acquis)	2 365 000,00	10,93%
Région IdF (sollicitée)	100 000,00	0,46%
Région Sud (EC)	150 000,00	0,69%
CD 06 (EC)	135 000,00	0,62%
Ville de Cannes (EC)	6 240 000,00	28,84%
Autres produits	550 000,00	2,54%
Total	21 640 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003120 - PARTENARIAT QUINZAINE DES REALISATEURS - EDITION 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	1 540 000,00 € TTC	1,62 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOC DES REALISATEURS DE FILMS
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christophe LEPARC, Secretaire général Quinzaine des Réalisateurs

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTENARIAT AVEC LA QUINZAINE DES REALISATEURS EN 2020
La Quinzaine en actions : séances spéciales pour les lycéens franciliens accompagnées de rencontres avec les réalisateurs et l'équipe du festival tout au long de l'année scolaire 2020/2021.

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 23 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
PARTENARIAT AVEC LA QUINZAINE DES REALISATEURS - EDITION 2020
LA QUINZAINE EN ACTIONS : SEANCES SPECIALES POUR DES LYCEENS FRANCILIENS

Dès sa première édition en 1969, la Quinzaine des Réalisateurs, organisée durant le Festival de Cannes par la Société des Réalisateurs de Films s'est fixée pour objectif d'aider les cinéastes et de favoriser leur découverte par le public et la critique. La Quinzaine des Réalisateurs se distingue par sa liberté d'esprit, son caractère non compétitif et son souci d'ouverture aux spectateurs non professionnels qui fréquentent le Festival de Cannes.

Les objectifs de la Quinzaine sont non seulement de révéler les talents de la cinématographie mondiale et les grands cinéastes de demain mais aussi d'accueillir des auteurs confirmés ou encore méconnus en

Occident. Dans un désir d'ouverture à toutes les formes de création cinématographique, la Quinzaine des Réalisateurs est attentive à la production annuelle des longs métrages de fiction, des courts métrages et des documentaires, à l'émergence des cinémas indépendants et marginaux comme aux films populaires, du moment que ces œuvres témoignent de l'expression d'un talent singulier et d'une écriture cinématographique originale.

Depuis 2008, l'équipe de la Quinzaine va à la rencontre des lycéens et des apprentis franciliens sélectionnés par la Région pour leur expliquer le rôle, la vocation et les particularités de la Quinzaine des Réalisateurs au sein du Festival de Cannes.

Pendant l'année scolaire 2020/2021, la Quinzaine va mettre en place sur 4 départements franciliens (75, 93, 94 & 95) son nouveau projet "La Quinzaine en actions" qui augmente considérablement son activité de diffusion en direction des lycéens : de 2 projections en 2019/2020 à 8 projections en 2020/2021. Par exemple, en Val d'Oise le cinéma de St-Gratien sera associé. Au moment de la sortie en salle de films présentés à Cannes, la Quinzaine organisera des projections pour les lycéens et les publics de quartiers prioritaires accompagnées d' interventions de réalisateurs et de l'équipe du festival.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	708 000,00	45,97%
Autres charges de personnel	19 000,00	1,23%
Droits d'auteur	3 000,00	0,19%
Impôts et taxes	14 000,00	0,91%
Salles de visionnage	7 500,00	0,49%
Logistique festival	196 000,00	12,73%
Frais techniques	141 000,00	9,16%
Communication	42 000,00	2,73%
Frais de mission	180 000,00	11,69%
Frais de réception	128 000,00	8,31%
Charges de fonctionnement	101 500,00	6,59%
Total	1 540 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	460 000,00	29,87%
Ville de Cannes (EC)	31 000,00	2,01%
Région Sud (EC)	42 000,00	2,73%
DRAC PACA (EC)	12 000,00	0,78%
Autres DRAC (EC)	15 000,00	0,97%
Région IdF (sollicitée)	25 000,00	1,62%
CGET (EC)	25 000,00	1,62%
Programme Média (EC)	20 000,00	1,30%
Recettes propres	70 000,00	4,55%
Partenariats privés	840 000,00	54,55%
Total	1 540 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003122 - PARTENARIAT SEMAINE DE LA CRITIQUE - EDITION 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	735 000,00 € TTC	2,72 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND FRANCAIS DE LA CRITIQUE DE CINEMA
Adresse administrative : 17 RUE DES JEUNEURS
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Syndicat Patronal
Représentant : Monsieur PHILIPPE ROUYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTENARIAT AVEC LA SEMAINE DE LA CRITIQUE EN 2020
Atelier d'initiation à la critique pour les lycéens franciliens en 2020/2021

Dates prévisionnelles : 20 décembre 2019 - 10 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
PARTENARIAT AVEC LA SEMAINE DE LA CRITIQUE EN 2020
Atelier d'initiation à la critique pour les lycéens franciliens en 2020/2021

Section parallèle du Festival de Cannes, la Semaine de la Critique se consacre, depuis ses débuts, à la découverte des jeunes talents. Dès sa création par le Syndicat Français de la Critique de Cinéma en 1962, elle s'est fixée pour mission de mettre à l'honneur les premières et deuxièmes œuvres des cinéastes du monde entier.

Au regard de la qualité de la programmation et de sa cohérence avec les films soutenus par la Région le partenariat avec la Semaine de la Critique est très naturel et assez porteur de sens. Par ailleurs, la Semaine de la Critique est très investie dans des actions d'éducation à l'image dont des ateliers de sensibilisation à la critique de cinéma.

En 2020 la Semaine de la Critique continuera de mettre en place un accompagnement des films sélectionnés lorsqu'ils sortiront en salle pendant l'année scolaire 2020/2021 avec l'organisation d'un atelier d'initiation à la critique de cinéma pour des lycéens franciliens avec la participation de critiques de cinémas et de membres de l'équipe du festival..

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	24 000,00	3,27%
Services extérieurs	68 000,00	9,25%
Autres services extérieurs	340 000,00	46,26%
Charges de personnel	284 000,00	38,64%
Impôts et taxes	7 000,00	0,95%
Autres charges de gestion courante	12 000,00	1,63%
Total	735 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	50 000,00	6,80%
CNC (EC)	177 000,00	24,08%
Région Sud (EC)	35 000,00	4,76%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	2,72%
CD 06 (EC)	5 000,00	0,68%
Ville de Cannes (EC)	3 500,00	0,48%
Partenariats privés	444 500,00	60,48%
Total	735 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003146 - FESTIVAL CINEMA(S) D'IRAN - 8EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	50 000,00 € TTC	14,00 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CINEMA S D IRAN
Adresse administrative : 44 RUE MONTCALM
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NADER TAKMIL HOMAYOUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 8EME EDITION DU FESTIVAL CINEMA(S) D'IRAN EN JUIN 2020
Dans les cinémas Nouvel Odéon à Paris (75) et Le Palais à Créteil (94)

Dates prévisionnelles : 7 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Le festival propose pour sa 8ème édition une programmation de courts et longs métrages (de fiction ou documentaires) réalisés par des cinéastes iraniens indépendants. La programmation comporte des films récents, des films de patrimoine et des grands classiques inédits. Une trentaine de films sera projetée : elle confirmera la vitalité du cinéma iranien. Il sera composé aussi bien de films de grands réalisateurs primés dans les festivals prestigieux, que de films de jeunes réalisateurs en devenir.

Cette année, le festival sera centré autour de la nature, avec des films de réalisateurs très connus en Iran comme Ali Nassirian mais aussi de nombreux inédits de réalisateurs peu connus en France. Les organisateurs effectuent un véritable travail de prospection pour présenter au public francilien les meilleures productions du cinéma iranien. A noter que le festival procède à la traduction et au sous-titrage des films inédits qui est effectué en Île-de-France.

Les projections seront accompagnées par des rencontres et des tables rondes avec la participation de

réalisateurs et de spécialistes du cinéma iranien. Le festival se déroule pendant une semaine dans 2 salles de cinémas franciliennes. Les organisateurs mènent avec ces salles de cinéma un travail de sensibilisation tout au long de l'année (avant-premières, ciné-clubs) ce qui leur a permis de développer et fidéliser leur public autour de cette cinématographie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	6 000,00	12,00%
Moyens techniques	36 000,00	72,00%
Missions, réceptions	7 000,00	14,00%
Frais généraux	1 000,00	2,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	3 000,00	6,00%
Région IdF (sollicitée)	7 000,00	14,00%
Ville de Paris (EC)	6 000,00	12,00%
DRAC (EC)	4 000,00	8,00%
Titra Films	26 000,00	52,00%
Autres partenariats	4 000,00	8,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003148 - FESTIVAL SERIE SERIES - 9EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	657 825,00 € TTC	41,04 %	270 000,00 €
	Montant total de la subvention		270 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KANDIMARI
Adresse administrative : 31 RUE ADRIEN CRAMAIL
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MARIE BARRACO, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 9EME EDITION DU FESTIVAL SERIE SERIES EN 2020
Du 30 juin au 2 juillet 2020 à Fontainebleau (77)

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 2 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
FESTIVAL SERIE SERIES - 9EME EDITION - 2020
Du 30 juin au 2 juillet 2020 à Fontainebleau (77)

Exclusivement consacré aux séries, cet événement est basé sur l'organisation de rencontres professionnelles, de tables rondes, de projections et d'ateliers sans aucune compétition ni remise de prix. Quelques séances en direction des lycéens. Diffusion centrée uniquement sur Fontainebleau.

Sont invités au festival les scénaristes mais aussi tous leurs partenaires de la filière de création audiovisuelle : les réalisateurs, producteurs, diffuseurs, comédiens qui se retrouveront pour échanger, faire évoluer les méthodes et les contenus. "Série Séries" se veut un lieu d'échanges et de collaboration entre professionnels de l'audiovisuel français et étrangers autour des préoccupations qui les réunissent.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programmation	165 500,00	25,16%
Régie	215 500,00	32,76%
Communication	115 500,00	17,56%
Missions, réceptions	130 000,00	19,76%
Imprévus	31 325,00	4,76%
Total	657 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR IdF (sollicité)	300 000,00	45,60%
Fontainebleau (EC)	40 000,00	6,08%
CD 77 (EC)	10 000,00	1,52%
Média (EC)	30 000,00	4,56%
CNC (EC)	30 000,00	4,56%
SACD	70 000,00	10,64%
Procirep	28 500,00	4,33%
Sacem	15 000,00	2,28%
Adami	12 000,00	1,82%
Diffuseurs	20 000,00	3,04%
Accréditations	70 000,00	10,64%
Partenaires privés	32 325,00	4,91%
Total	657 825,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003149 - 22EME SESSION D'EMERGENCE - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	550 000,00 € TTC	36,36 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UEIC UNIV ETE INTE CINE EMERGENCE
Adresse administrative : 27 RUE BLEUE
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NATHALIE BESSIS, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 22EME SESSION D'EMERGENCE EN 2020 A MARCOUSSIS (91)

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Ce projet a pour objectif d'aider des réalisateurs en devenir à faire leur premier long métrage. Cette session d'Emergence est un lieu d'apprentissage et de brassage des expériences. Cette résidence est accueillie à Marcoussis en Essonne.

Sélectionnés par un jury de personnalités du cinéma, parmi une centaine de dossiers comprenant un scenario et les courts métrages réalisés préalablement, 5 jeunes candidats français et étrangers testent dans des conditions réelles leur projet de premier film.

Une importante phase de préparation d'environ 3 mois permet aux lauréats-jeunes réalisateurs, en collaboration avec l'équipe artistique d'Emergence, de retravailler sur le scénario, de construire un casting, de réfléchir aux méthodes de tournage. A cette phase succède ensuite une période de tournage d'une vingtaine de jours durant laquelle ils ont l'opportunité de réaliser, monter et mixer deux des scènes de leur projet de long métrage et une scène imposée. Là encore, les lauréats sont accompagnés par une équipe artistique et des équipes de techniciens bénévoles et ils bénéficient de moyens techniques mis à

disposition. L'association leur permet de prendre contact avec de nouveaux talents et des professionnels de tous horizons, de rencontrer les différents corps des métiers du cinéma, de bénéficier des conseils d'experts. Un travail spécifique, mené avec la SACEM, favorise plus particulièrement les rencontres entre réalisateurs et jeunes compositeurs de musique

En 2020, Emergence continuera le programme d'éducation à l'imageen direction des lycéens d'Essonne dans le cadre duquel des réalisateurs ayant participé à Emergence présenteront leur premier long-métrage dans des salles de cinéma avec un technicien de leur choix, afin de débattre aussi de la fabrication des films. Ce programme sera mené auprès d'une vingtaine de classes de lycées généraux, technologiques et professionnels.

Par ailleurs, Emergence continuera en 2020 son nouveau projet "Résidence Séries" qui consiste à accompagner et soutenir 9 jeunes scénaristes de séries audiovisuelles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	104 000,00	18,91%
Services extérieurs	63 500,00	11,55%
Autres services extérieurs	72 600,00	13,20%
Charges de personnel	290 400,00	52,80%
Autres charges de gestion courante	15 000,00	2,73%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 500,00	0,82%
Total	550 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF (sollicitée)	200 000,00	36,36%
CNC (EC)	125 000,00	22,73%
CD 91 (EC)	20 000,00	3,64%
Marcoussis (EC)	2 000,00	0,36%
SACEM	30 000,00	5,45%
Procirep	15 000,00	2,73%
SACD	8 000,00	1,45%
Ressources propres	150 000,00	27,27%
Total	550 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003150 - LA JOURNEE DES JEUNES PRODUCTEURS INDEPENDANTS - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	110 000,00 € TTC	18,18 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FJPI FEDERATION DES JEUNES PRODUCTEURS INDEPENDANTS
Adresse administrative : 14 RUE CHARLES V
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin BONNET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : LA JOURNEE DES JEUNES PRODUCTEURS INDEPENDANTS EN 2020

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
LA JOURNEE DES JEUNES PRODUCTEURS INDEPENDANTS EN 2020
En septembre 2020 au cinéma Le Méliès à Montreuil (93)

La Journée des Jeunes Producteurs Indépendants (JJPI) sont des rencontres organisées par la Fédération des Jeunes Producteurs Indépendants (FJPI) pour permettre à de jeunes producteurs de venir présenter leurs projets innovants à des décideurs du cinéma, de la télévision et du web, pour bénéficier de conseils et d'aides éventuelles.

Les JJPI ont pour objectif de créer un dialogue, une passerelle entre des jeunes talents qui n'ont pas eu de formation et des professionnels peu disponibles, et d'être un accélérateur de diversité. L'autre but recherché est de professionnaliser ces structures débutantes. La manifestation se déroule autour de 3 axes complémentaires : le marché aux producteurs, les conférences et master class et des séances de projections (films) et de visionnages (trailers de projets).

De plus en 2020, la FJPI organisera régulièrement les rencontres entres des jeunes producteurs et des professionnels dans des festivals et manifestations franciliennes (Fête du Court Métrage, Court Devant, Série Séries ...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 800,00	3,45%
Services extérieurs	11 500,00	10,45%
Frais logistiques	48 500,00	44,09%
Communication	9 800,00	8,91%
Charges de personnel	35 200,00	32,00%
Impôts et taxes	1 200,00	1,09%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cotisations	19 000,00	17,27%
CR IdF (sollicité)	20 000,00	18,18%
CGET (EC)	10 000,00	9,09%
Est-Ensemble (EC)	5 000,00	4,55%
Fondation Audiens	20 000,00	18,18%
Autres partenariats	36 000,00	32,73%
Total	110 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003153 - CENTRE DE RESSOURCE POUR LA CREATION CINEMATOGRAPHIQUE EMERGENTE - 2020

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	406 000,00 € TTC	6,16 %	25 000,00 €
		Montant total de la subvention	25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MAISON DU FILM
Adresse administrative	: 10 PASSAGE DE FLANDRE 75019 PARIS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame Isabelle SEGOVIA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RESSOURCE POUR LA CREATION CINEMATOGRAPHIQUE EMERGENTE EN 2020

Description :
FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RESSOURCE POUR LA CREATION CINEMATOGRAPHIQUE EMERGENTE EN 2020
Du 1er janvier au 31 décembre 2020

A l'origine, la Maison du Film est un centre de ressource dédié au court métrage : elle aide les jeunes auteurs, réalisateurs, producteurs, acteurs et techniciens à mettre en œuvre leurs projets. Elle a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes franciliens dans ce secteur, de développer les actions de formation et de proposer aux porteurs de projets des conditions optimales de développement de leurs projets. Depuis 2018, son activité englobe également les projets de longs métrages.

Pour remplir ses missions, la Maison du Film propose les services et outils suivants :
- un fichier complet des adhérents : acteurs, techniciens, auteurs, réalisateurs, producteurs ainsi que tous les projets de films en cours. Les adhérents peuvent ainsi se constituer un réseau, partager des expériences ;
- un centre de documentation, une maison d'édition, un site internet, qui relaye un grand nombre d'informations sur le milieu du court métrage (financement, festivals, appels à films, espaces de formation...) ;
- plusieurs dispositifs d'accompagnement des projets, constitué des départements scénario, production, et réalisation ; ainsi qu'un département Formation, qui organise des stages de formation continue et des

stages d'initiation et de sensibilisation ;
- un espace de diffusion des films des adhérents, des dispositifs d'aides à la production et un programme de rencontres professionnelles.

En 2020, la structure continuera de développer ses activités, de renforcer les services aux adhérents et d'intensifier sa vie associative. Notamment en ce qui concerne les actions de formation, les services d'accompagnement des jeunes auteurs émergents et les outils de suivi et d'évaluation.

NB : par ailleurs, la Maison du Film est attributaire du marché d'accompagnement des scénaristes lauréats de l'Aide à l'Ecriture de Scénarios de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	27 000,00	6,65%
Services extérieurs	39 000,00	9,61%
Autres services extérieurs	72 000,00	17,73%
Charges de personnel	268 000,00	66,01%
Total	406 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	142 000,00	34,98%
CNC (EC)	107 000,00	26,35%
Région IdF (sollicitée)	25 000,00	6,16%
Ville de Paris (EC)	12 000,00	2,96%
Sacem	29 000,00	7,14%
Sacd	6 000,00	1,48%
Procirep	7 000,00	1,72%
Scam	5 000,00	1,23%
Autres partenariats	73 000,00	17,98%
Total	406 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048170 - TAJAMUL PART (ou LES VOIX DE TAJ) - LA VOIE LACTEE

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LA VOIE LACTEE
Adresse administrative	: 46 RUE DES ROSIERS 93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame LILIANE MORAIN ALGAZI, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 juin 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : TAJAMUL PART (ou LES VOIX DE TAJ)
Nature du film : Long métrage documentaire
Réalisatrice : Dominique CHOISY
Auteure : Dominique CHOISY
Producteur : LA VOIE LACTEE
Budget prévisionnel : 208 899 €
Durée du film : 120 mn
Résumé : A 14 ans, Tajamul a fui l'Afghanistan. 7 ans plus tard, avec son père adoptif, il décide de refaire son voyage passe mais à l'envers. D'Amiens a Kaboul, en passant par l'Autriche, la Hongrie, la Serbie, la Macédoine, la Turquie et l'Iran, il raconte et montre ce qu'il a vécu, rencontrant d'autres personnes en cours de migration. Plus que le portrait d'un jeune migrant, le film est celui d'un jeune homme de maintenant, qui porte en lui le chaos du monde.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE du 03 décembre 2019
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	145 419,00	69,61%
Finalisation	63 480,00	30,39%
Total	208 899,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	32 619,00	15,61%
Apports Co-producteurs (Les Amis de Jimy - acquis)	10 000,00	4,79%
CNC (fonds innovation et Image Diversité - acquis)	38 280,00	18,32%
REGION ILE-DE-FRANCE (sollicité)	35 000,00	16,75%
Région HAUTS-DE-FRANCE (acquis)	4 000,00	1,91%
PROCIREP (acquis)	12 000,00	5,74%
San Francisco Film M (sollicité)	22 000,00	10,53%
Préventes et minima garantis (Salle Contre Allée - acquis)	15 000,00	7,18%
Préventes et minima garantis (Vidéo - sollicité)	25 000,00	11,97%
Préventes et minima garantis (à l'étranger - sollicité)	15 000,00	7,18%
Total	208 899,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048171 - FILS DE GARCHES - THE KINGDOM

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THE KINGDOM
Adresse administrative	:	19 AVENUE D ITALIE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur NICOLAS GAZIN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 juillet 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : FILS DE GARCHES
Nature du film : Long métrage documentaire
Réalisatrice : REMI GENDARME
Auteure : GENDARME REMI et WSZELAKI MORGANE
Producteur : THE KINGDOM
Budget prévisionnel : 608 675 €
Durée du film : 86 mn
Résumé : Quand j'étais petit, ceux qui me voyaient pouvaient se dire « cet enfant handicapé tellement mignon, il ne va pas vivre bien longtemps ». Alors il fallait aller à Garches. Là-bas, on soignait, on soignait... on réparait. Tordre un petit peu pour essayer de me remettre droit. Ce film est l'histoire de deux voyages. Des rencontres avec d'anciens enfants que je n'avais qu'à peine croisés, et qui comme moi sont nés dans les années 80 avec un corps bizarre et des envies à peu près similaires à celles de tout le monde. Et un retour à Garches, une plongée dans ce lieu plein de fantômes, pour tenter d'y voir un peu clair dans ce que je ne comprenais qu'à peine..."

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 03 DECEMBRE 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	573 012,97	94,14%
Finalisation	35 662,03	5,86%
Total	608 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	46 714,00	7,67%
Apports AGEFIPH (acquis)	8 961,00	1,47%
Apports Co-producteur (WAG production Bretagne - acquis)	35 000,00	5,75%
AGM (acquis)	35 000,00	5,75%
CNC (acquis)	210 000,00	34,50%
Region Ile-de-France (sollicité)	35 000,00	5,75%
Région Nouvelle Aquitaine (acquis)	12 000,00	1,97%
Région Bretagne (acquis)	60 000,00	9,86%
Procirep/angoa (acquis)	6 000,00	0,99%
TV5 MONDE FRANCETV (sollicité)	100 000,00	16,43%
Andana (acquis)	60 000,00	9,86%
Total	608 675,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048172 - APRES TA REVOLTE TON VOTE - LES VALSEURS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LES VALSEURS
Adresse administrative	: 40 RUE BOURET 75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur DAMIEN MEGHERBI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 juillet 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : APRES TA REVOLTE TON VOTE
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisatrice : KABORÉ, Kiswendsida Parfait
Auteure : KABORÉ, Kiswendsida Parfait
Producteur : LES VALSEURS
Budget prévisionnel : 143 384 €
Durée du film : 85 mn
Résumé : Suite à l'insurrection populaire d'octobre 2014, le Burkina Faso s'engage dans un scrutin historique : c'est la première fois que le pays assiste à un changement de pouvoir à travers les urnes. Le Balai citoyen, acteur majeur de l'insurrection, joue sa partition en tant que force de mobilisation des jeunes et sentinelle pour une véritable
démocratie.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 03 DECEMBRE 2019
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	91 438,65	63,77%
Finalisation	51 945,35	36,23%
Total	143 384,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (Acquis)	22 187,00	15,47%
Région Ile-de-France (sollicité)	45 000,00	31,38%
La Chaine Parlementaire - 1ère fenêtre (sollicité)	25 000,00	17,44%
Apports Co-producteur étranger (Brand Images - Etalon Films : acquis)	51 197,00	35,71%
Total	143 384,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048174 - LEUR ALGERIE - AGAT FILMS & CIE

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AGAT FILMS ET CIE
Adresse administrative	:	11 RUE JEAN-PIERRE TIMBAUD 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Madame Marie BALDUCCHI, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 septembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : Leur Algérie
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisatrice : Lina Soualem
Auteure : Lina Soualem
Producteur : AGAT FILMS & CIE
Budget prévisionnel : 228 667 €
Durée du film : 80 mn
Résumé : Suite à la séparation de mes grands-parents après 62 ans de vie commune, je m'interroge sur leur passé. Tous les deux nés en Algérie, cela fait plus de soixante ans qu'ils vivent à Thiers, petite ville médiévale en Auvergne. Avec eux, et avec l'aide de mon père Zinedine, je pars à la recherche de cette douloureuse histoire d'exil, qui a
profondément marqué mes grands-parents, et toute une génération d'Algériens immigrés en France.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 03 DECEMBRE 2019
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	180 870,27	79,10%
Finalisation	47 796,73	20,90%
Total	228 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	37 667,00	16,47%
Apports Making of Productions (acquis)	5 000,00	2,19%
Institut Français d'Algérie (acquis)	5 000,00	2,19%
CNC (sollicité)	80 000,00	34,99%
Région Ile-de-France (sollicité)	45 000,00	19,68%
IMS (acquis)	4 000,00	1,75%
Takmil Carthage (Acquis)	3 000,00	1,31%
Marché du film à Cannes - Doc Corner (acquis)	10 000,00	4,37%
Doha Film Fund (sollicité)	25 000,00	10,93%
Juste Doc (acquis)	14 000,00	6,12%
Total	228 667,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048175 - LA FLEUR DE L'AGE - HOUSE ON FIRE

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: HOUSE ON FIRE
Adresse administrative	: 56 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur VINCENT WANG, PRODUCTEUR

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 juillet 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : La fleur de l'âge
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisatrice : Wang Bing
Auteure : Wang Bing
Producteur : HOUSE ON FIRE
Budget prévisionnel : 547 000 €
Durée du film : 120 mn
Résumé : Zuguo, Shennan, Xiaowei, Xiang Xiang, Wangqian, Xiaoyun, Chen Qing Tao, Zhangling et Deyuqing ont 20 ans. Ils sont originaires des provinces agricoles du centre de la Chine. Ouvriers du textile, ils travaillent sans relâche pour pouvoir un jour élever un enfant, monter leur propre atelier, s'acheter une maison. Entre eux, les amitiés et les liaisons amoureuses se nouent et se dénouent au gré des saisons, des faillites et des pressions familiales.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 03 DECEMBRE 2019
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	485 392,00	88,74%
Finalisation	61 608,00	11,26%
Total	547 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	30 052,00	5,49%
Apports Co-producteurs (acquis)	271 948,00	49,72%
CNC (acquis)	80 000,00	14,63%
Région Ile-de-France (sollicité)	45 000,00	8,23%
CNAP (acquis)	10 000,00	1,83%
FAMS (acquis)	80 000,00	14,63%
Les Accacias (acquis)	20 000,00	3,66%
Pyramide (acquis)	10 000,00	1,83%
Total	547 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048176 - LE KIOSQUE - LES FILMS DE L'OEIL SAUVAGE

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES FILMS DE L'OEIL SAUVAGE
Adresse administrative	:	10 RUE DENFERT ROCHEREAU 84160 CADENET
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame V RONIQUE PUVILLAND, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 août 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : Le Kiosque
Nature du film : Long métrage documentaire
Réalisatrice : Pianelli Alexandra
Auteure : Pianelli Alexandra
Producteur : LES FILMS DE L'OEIL SAUVAGE
Budget prévisionnel : 188 418 €
Durée du film : 80 mn
Résumé : Le Kiosque est le journal filmé d'une jeune artiste parisienne venue prêter main forte à sa mère dans le kiosque à journaux familial.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 03 DECEMBRE 2019
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	141 512,00	75,11%
Finalisation	46 906,00	24,89%
Total	188 418,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	40 406,00	21,44%
Apports Ad Libitum (acquis)	16 022,00	8,50%
Apports Tënk (acquis)	22 900,00	12,15%
Apports Via Grand Paris (acquis)	3 250,00	1,72%
CNC FAIA (acquis)	15 000,00	7,96%
Région Ile-de-France (sollicité)	25 000,00	13,27%
Région PACA (acquis)	20 000,00	10,61%
Région AURA (acquis)	25 000,00	13,27%
PROCIREP-ANGOA (acquis)	15 840,00	8,41%
Damned ou Juste Doc (sollicité)	3 000,00	1,59%
Andana Films (acquis)	2 000,00	1,06%
Total	188 418,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048177 - MAUDIT! - SPECTRE PRODUCTIONS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SPECTRE PRODUCTIONS
Adresse administrative	:	11 ALLEE MAURICE RAVEL 35000 RENNES
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur OLIVIER MARBOEUF, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 juillet 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : Maudit !
Nature du film : Long métrage de fiction
Réalisatrice : Parraud Emmanuel
Auteure : Parraud Emmanuel
Producteur : SPECTRE PRODUCTIONS
Budget prévisionnel : 353 122,48 €
Durée du film : 75 mn
Résumé : À La Réunion, après une nuit arrosée, Alix ne retrouve plus son ami Marcellin... Il part à sa recherche dans une île hantée par les fantômes du passé.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 03 DECEMBRE 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	293 211,38	83,03%
Finalisation	59 911,10	16,97%
Total	353 122,48	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	59 822,48	16,94%
Apports Co-producteurs (acquis)	57 300,00	16,23%
CNC – Aide au programme (acquis)	56 000,00	15,86%
CNC – Outre-Mer (acquis)	30 000,00	8,50%
CNC – Images de la diversité (acquis)	25 000,00	7,08%
Région Ile-de-France (sollicité)	55 000,00	15,58%
REGION REUNION	70 000,00	19,82%
Total	353 122,48	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048179 - L'HIVER INTERIEUR - ACROBATES FILMS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACROBATES FILMS
Adresse administrative	:	49 RUE DES POISSONNIERS 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame Claire-Agnès QUEVA, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 août 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : L'HIVER INTERIEUR
Nature du film : Long métrage de fiction
Réalisatrice : BASHIR Aamir
Auteure : BASHIR Aamir, RAMAN Shanker
Producteur : ACROBATES FILMS
Budget prévisionnel : 333 994 €
Durée du film : 90 mn
Résumé : A Srinagar, capitale d'hiver de l'état indien du Cachemire, Nargis (26 ans) est employée de maison d'une famille aisée. Son mari, Manzoor, militant pour indépendance du Cachemire a disparu. Nargis est convaincue qu'il est détenu dans le camp militaire. Elle multiplie les démarches, en vain. Sa patronne découvrant cette situation, la licencie par crainte de représailles.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 03 DECEMBRE 2019

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	255 093,00	76,38%
Finalisation	78 901,00	23,62%
Total	333 994,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteurs (acquis)	23 000,00	6,89%
Apports Co-producteurs (acquis)	131 994,00	39,52%
Participations auteurs (Aamir Bashir, Shanker Raman) : acquis	32 000,00	9,58%
Participations techniciens (Aamir Bashir, Shanker Raman) : acquis	32 000,00	9,58%
Région Ile-de-France (sollicité)	50 000,00	14,97%
Doha Film Institut (sollicité)	65 000,00	19,46%
Total	333 994,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048239 - PARTICULES FINES - APACHES FILMS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	APACHES FILMS
Adresse administrative	:	49 RUE NOTRE DAME DE NAZARETH 75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame FREDERIQUE ROUAULT, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : PARTICULES FILMS
Nature du film : Court métrage fiction
Réalisatrice : Anne-Claire Jaulin
Auteur(s) : Anne-Claire Jaulin, Marlène Poste, Nyima Cartier
Producteur : APACHES FILMS
Budget prévisionnel : 66 113 €
Durée du film : 17 mn
Résumé : Delphine vit seule avec Louise, sept ans. Lors d'un pic de pollution, les crises d'asthme de sa fille s'intensifient, et contraignent Delphine à rester à domicile pour s'occuper d'elle. Face à une promiscuité inhabituelle, mère et fille vont devoir apprendre à s'apprivoiser.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE du 10 janvier 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	45 490,00	68,81%
Finalisation	20 623,00	31,19%
Total	66 113,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports Producteur (acquis)	14 113,00	21,35%
CNC (acquis)	15 000,00	22,69%
Région Ile-de-France (sollicité)	15 000,00	22,69%
PROCIREP - ANGOA (acquis)	2 000,00	3,03%
France 3 (acquis)	20 000,00	30,25%
Total	66 113,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048245 - MARTIN EST TOMBE D'UN TOIT - LES VALSEURS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LES VALSEURS
Adresse administrative	: 40 RUE BOURET 75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur DAMIEN MEGHERBI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 juillet 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : MARTIN EST TOMBE D'UN TOIT
Nature du film : Court métrage de fiction
Réalisateur : GANZ Matias
Auteure : GANZ Matias
Producteur : LES VALSEURS
Budget prévisionnel : 89 531 €
Durée du film : 14 mn
Résumé : Alors qu'il travaille sur un chantier, Martin tombe d'un toit. Immobilisé par un plâtre à la jambe et au bras, il est licencié et reçoit une indemnité dérisoire. Sa femme, Jeanne, enceinte, décide de prendre la situation en mains.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE du 10 janvier 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	75 989,00	84,87%
Finalisation	13 542,00	15,13%
Total	89 531,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	17 531,00	19,58%
CNC (acquis)	25 000,00	27,92%
Région Normandie (acquis)	35 000,00	39,09%
Région Ile-de-France (sollicité)	12 000,00	13,40%
Total	89 531,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

DOSSIER N° EX048248 - DIX ANS - QUARTETT PRODUCTION

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: QUARTETT PRODUCTION
Adresse administrative	: 4 IMP CHARLES PETIT 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur Ethan SELCER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 août 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : DIX ANS
Nature du film : Court métrage fiction
Réalisatrice : : Schaeffer Clélia
Auteur(s) : : Schaeffer Clélia
Producteur : QUARTETT PRODUCTION
Budget prévisionnel : 64 794 €
Durée du film : 17 mn
Résumé : Au cours de l'anniversaire de Léo, un jouet disparaît. Romain, 10 ans, est accusé par ses camarades de l'avoir volé.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE du 10 janvier 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	40 409,00	62,37%
Finalisation	24 385,00	37,63%
Total	64 794,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	20 022,00	30,90%
Eurométrople de Strasbourg (acquis)	27 272,00	42,09%
REGION ILE-DE-FRANCE (sollicité)	15 000,00	23,15%
PROCIREP-ANGOA (acquis)	2 500,00	3,86%
Total	64 794,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048249 - KAOLIN - ENVIE DE TEMPÊTE PRODUCTIONS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ENVIE DE TEMPETE PRODUCTION
Adresse administrative	: 38 RUE REN BOULANGER 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur FREDERIC DUBREUIL, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 septembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : KAOLIN
Nature du film : Court métrage fiction
Réalisateur: Corentin Lemetayer Le Brize
Auteur : Corentin Lemetayer Le Brize
Producteur : ENVIE DE TEMPETE PRODUCTIONS
Budget prévisionnel : 66 559 €
Durée du film : 22 mn
Résumé : Jade, onze ans, n'a qu'une idée en tête, participer à nouveau au Grand Prix des Kaolins, le championnat de motocross qu'organise chaque été son père au sein de la carrière qu'il dirige. Mais pour une petite fille paraplégique, monter à nouveau sur une moto, c'est délicat. Sauf que Jade, elle, est têtue…

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE du 10 janvier 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	50 399,00	75,72%
Finalisation	16 160,00	24,28%
Total	66 559,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	17 059,00	25,63%
TVR (acquis)	3 500,00	5,26%
Région Ile-de-France (sollicité)	15 000,00	22,54%
Région Bretagne (acquis)	31 000,00	46,58%
Total	66 559,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048251 - UNE HISTOIRE DE REGLES - DOLCE VITA FILMS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DOLCE VITA FILMS
Adresse administrative	:	13 BD DE ROCHECHOUART 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame GABRIELLE IRMER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 septembre 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : UNE HISTOIRE DE REGLES (A PERIOD PIECE)
Nature du film : Court métrage fiction
Réalisatrice : Talati Suchi
Auteur(s) : Talati Suchi

Producteur : DOLCE VITA FILMS
Budget prévisionnel : 55 283 €
Durée du film : 13 mn
Résumé : GEETHA et VEHD sont amants. Aujourd'hui, ils se retrouvent dans une chambre, mais les choses ne vont pas se passer comme d'habitude...

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE du 10 janvier 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	36 895,35	66,74%
Finalisation	18 387,65	33,26%
Total	55 283,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	3 423,00	6,19%
Apports du Co-producteur (Astray Films LLC - acquis)	22 784,00	41,21%
Participations (A la Plage - sollicité)	2 000,00	3,62%
Participations des Acteurs (acquis)	2 241,00	4,05%
Participations des techniciens (acquis)	7 335,00	13,27%
Région Ile-de-France (sollicité)	15 000,00	27,13%
Crowdfunding (sollicité)	2 500,00	4,52%
Total	55 283,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048253 - SERGUEI - A TRAVERS LE MIROIR

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	A TRAVERS LE MIROIR
Adresse administrative	:	10 B RUE BISSON 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur PASCAL BARBIER, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 juillet 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : SERGUEI
Nature du film : Court métrage fiction
Réalisateur: FABIANI Lucas
Auteur(s) : FABIANI Lucas et BERTRAND Gilles
Producteur : A TRAVERS LE MIROIR
Budget prévisionnel : 88 317 €
Durée du film : 19 mn
Résumé : A l'est de l'Ukraine, Terry et son équipe de médecins légistes travaillent sur le crash du vol MH17 de l'avion de la Malaysia Airlines. Pressés par la proximité des combats en cours, ils doivent identifier au plus vite les corps afin de déterminer leur nationalité. Entre les soldats russes qui supervisent l'opération et l'équipe de Terry, la tension est palpable : ils ne sont pas d'accord sur l'identité d'un des corps. Sur fond de choc des cultures et d'homophobie, une discussion violente et inattendue conduira chacun à se confronter à la dure réalité.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE du 10 janvier 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	72 066,00	81,60%
Finalisation	16 251,00	18,40%
Total	88 317,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports du Producteur (acquis)	2 971,00	3,36%
Apports des Co-producteurs (Pierre Fabiani et Proarti - acquis)	34 346,00	38,89%
Région Ile-de-France (sollicité)	15 000,00	16,98%
Région Grand Est (acquis)	23 000,00	26,04%
Département des Vosges (acquis)	8 000,00	9,06%
Réseau des télévisions du Grand Est (acquis)	5 000,00	5,66%
Total	88 317,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048255 - UNE CHANCE UNIQUE - WRONG FILMS

Dispositif : Aide après réalisation (n° 00000761)
Délibération Cadre : CR46-15 du 10/07/2015
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100905- Aide après réalisation

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: WRONG FILMS
Adresse administrative	: 8 RUE BONOUVRIER 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Monsieur THOMAS CARILLON, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 août 2019 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Description :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Film : UNE CHANCE UNIQUE
Nature du film : Court métrage fiction
Réalisateur : Joël Curtz
Auteur(s) : Joël Curtz

Producteur : WRONG FILMS
Budget prévisionnel : 56 811 €
Durée du film : 15 mn
Résumé : C'est l'été. Les deux jeunes auto-stoppeuses que Lazare a récupérées vont lui faire changer ses plans. Pour elles, il semble prêt à sortir de sa zone de confort..

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE du 10 janvier 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	39 594,00	69,69%
Finalisation	17 217,00	30,31%
Total	56 811,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports Co-producteurs (Le Fresnoy et Micro Climat - acquis)	15 791,00	27,80%
Apports VIA VOSGES (acquis)	6 020,00	10,60%
Région Hauts de France (acquis)	20 000,00	35,20%
Région Ile-de-France (sollicité)	15 000,00	26,40%
Total	56 811,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048398 - Philippe POTHON - Projet : Lettres persanes d'un Français au Kurdistan irakien (co-auteur : Bernard MATHIEU)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: PHILIPPE POTHON
Adresse administrative	: 19 RUE RAYMOND LEFEVRE 94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur PHILIPPE POTHON

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Philippe Pothon est diplômé de l'ESEC, option documentaire et plongeur professionnel, il commence sa carrière en 1999 et collabore entre autres à des films traitant du monde maritime et des océans, puis écrit et réalise des documentaires de découverte.

Titre : Lettres persanes d'un Français au Kurdistan irakien
Genre : documentaire TV (70')
Résumé : Philippe, un réalisateur français, découvre les lieux emblématiques du Kurdistan irakien en compagnie de Gérard Chaliand, expert en géostratégie. Gérard décrypte pour son compagnon, la complexité retorse de l'histoire. Durant le voyage, comme Usbek le héros des Lettres Persanes de Montesquieu, Philippe entretient, une correspondance naïve et suivie avec sa mère décédée peu avant son départ. Il lui fait part de ce qu'il découvre, des interrogations que ces découvertes éveillent en lui.

Ateliers : Les auteurs souhaitent mettre en place des ateliers autour de l'image de soi dans la pratique documentaire avec le centre d'hébergement Emmaüs Solidarité d'Ivry-sur-Seine.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048400 - Clara ELALOUF - Projet : Ni d'Eve ni d'Adam

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ELALOUF CLARA
Adresse administrative	: 25/27 RUE DE LA GRANGE AUX BELLES 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Madame CLARA ELALOUF

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Clara Elalouf est autrice de fiction pour des séries et unitaires TV avant de s'orienter vers des court métrages documentaires plus personnels et développe actuellement 3 projets de long métrages pour le cinéma, deux documentaires donc celui-ci et une fiction.

Titre : Ni d'Eve ni d'Adam
Genre : Long métrage documentaire (90')
Résumé : 2018. Un événement secoue le lycée Couffignal à Strasbourg : une bagarre entre deux lycéens à propos d'une jeune fille plonge l'un des garçons dans le coma. A l'initiative du lycée, le temps d'une année scolaire, une expérience inédite est mise en place. Didier Valentin, intervenant en santé sexuelle, pilote un groupe de jeunes adolescents âgés de 15 à 17 ans, la plupart d'entre eux volontaires pour interroger leurs croyances, leurs désirs et leurs stéréotypes.

Ateliers : Clara Elalouf envisage de mener des ateliers-rencontres pédagogiques autour des problématiques de harcèlement scolaire avec une classe de CM2 de l'école Vaucanson à Paris 3ème

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

DOSSIER N° EX048402 - Elodie MONLIBERT - Projet : Frondeuses

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ELODIE MONLIBERT
Adresse administrative	: 3 RUE DE LA LOUISIANE 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Madame ELODIE MONLIBERT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Elodie Monlibert sort diplômée en scénario de la Fémis en 2001 et travaille pour le cinéma (co-scénariste des films Gazelles et Voie Rapide) et la télévision (deux épisodes de Fais pas ci, fais pas ça), et comme lectrice, formatrice et script-doctor pour France Télévisions, Emergence ou le CNC.

Titre : Frondeuses
Genre : Série TV de fiction (6 épisodes de 52')
Résumé : Paris, 1897. L'aventure de la création par Marguerite Pelletier, Séverine et Marguerite Durand, du premier quotidien fait par et pour les femmes. 9 ans de parution chaotique qui marquent le début du mouvement féministe.

Ateliers : Elodie Monlibert envisage de réaliser des ateliers-rencontres d'écriture d'une bible de série dans un Centre d'animation ou un lycée à Paris.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048403 - Karine MORALES - Projet : Les Reines du Palace

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: KARINE MORALES
Adresse administrative	: 3 SQUARE BOLIVAR 75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Madame KARINE MORALES

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Karine Morales est réalisatrice et chef opératice depuis 2011, elle a notamment réalisé Les Fleurs du bitume en 2017, diffusé sur France Télévisions et primé en festivals, et A nos aïeux en 2012.

Titre : Les Reines du palace
Genre : documentaire TV (90')
Résumé : Dans l'espace d'une lutte sociale réelle et dans l'espace fictif d'une chambre de palace, des femmes de chambre « sous-traitées » se réapproprient le sens des mots « reconnaissance » et « dignité », en s'opposant à la direction du palace qui leur refuse d'être intégrées à son personnel. Elles ont décidé de faire l'inverse de ce que l'on exige d'elles habituellement : désobéir, se mettre en grève, laisser trace de leur passage, se rendre visibles aux yeux des clients, aux yeux du monde extérieur.

Ateliers : Karine Morales souhaite organiser des ateliers de réalisation autour du portrait documentaire avec les élèves du Collège Paplo Neruda à Aulnay-sous-bois.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048405 - Ariane LILA - Projet : Amour lointain a joli son

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ARIANE LILA
Adresse administrative	:	118 BIS RUE PELLEPORT 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	:	Madame LILA ARIANE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Après avoir suivi une formation en écriture scénaristique et dramatique en 2012 et mené divers projets de front comme des installations d'art contemporain, la réalisation de clips et une activité en laboratoire de post-production, Ariane Lila s'attèle activement à l'écriture depuis deux ans, son scénario de court-métrage Viva la Macchina ! a notamment été sélectionné au Festival Premiers Plans d'Angers en 2019. Il s'agit ici de son premier projet de moyen-métrage.

Projet : Amour lointain a joli son
Genre : moyen-métrage fiction (45')
Résumé : Gisèle, martiniquaise d'une cinquantaine d'années est contrôleuse à la RATP. Elle est divorcée et ses enfants désormais grands ont quitté la maison. Elle récupère du temps pour elle et en profite pour suivre un atelier d'écriture. Un jour, son amour de jeunesse la contacte depuis la Martinique, un océan d'émotions remonte alors à l'âme de Gisèle, guidant son écriture au son de sa créolité enfouie. Souvenirs, réalité et fantasmes d'un retour prochain s'entremêlent.

Ateliers : Ariane Lila envisage de mener des ateliers de création et réalisation d'un court-métrage en milieu associatif avec de jeunes adultes dans le 20ème arrondissement parisien où elle vit.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutant, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048406 - Simon FRENAY - Projet : Youssou et Malek

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SIMON FRENAY
Adresse administrative	: 9 RUE LORGET 93200 SAINT DENIS
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur SIMON FRENAY

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Simon Frenay est comédien, formé au Cours Florent, il a joué dans plusieurs films et court métrages, ainsi que pour des fictions TV. Il a réalisé un premier court-métrage en 2017, Scred, et son projet Youssou et Malek a été sélectionné au workshop du Festival de Brive.

Titre : Youssou et Malek
Genre : court-métrage fiction (35')
Résumé : C'est le dernier jour de l'année scolaire dans un lycée de Saint-Denis. Youssou et Malek s'aiment, mais ils vont devoir se dire adieu car Youssou a été sélectionné dans une grande université américaine.

Ateliers : Simon Frenay souhaite mener un atelier théorique et pratique autour de la déconstruction des stéréotypes à l'image au lycée Henri Valbon à Aubervilliers.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutant, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048407 - Yoann DE MONTGRAND - Projet : Les Foyers imaginaires

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: YOANN DE MONTGRAND
Adresse administrative	: 44 RUE DE L'HERMET 93400 SAINT OUEN SUR SEINE
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur DE MONTGRAND YOANN

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Yoann DE MONTGRAND sort diplômé de la Fémis section Image en 2007, il a travaillé comme opérateur de prise de vues et directeur de la photographie pour des œuvres de fiction avant de revenir au documentaire. Il a par exemple collaboré avec Valérie Mréjen sur la série de court métrages documentaires Villette sur courts en 2013.

Titre : Les Foyers imaginaires
Genre : long-métrage documentaire (90')
Résumé : Le foyer c'est à la fois le pays natal et le lieu de la famille. C'est l'histoire d'un foyer familial - Sara, Pierre et leurs enfants - qui rencontre le foyer d'accueil de Gergovie où des hommes leur racontent leur pays natal. Comprendre l'autre pour se comprendre soi-même, telle est leur quête mutuelle. Un foyer hybride se crée alors sous nos yeux. Mais à l'horizon point la réhabilitation prochaine du foyer de Gergovie.

Ateliers : Yoann De Montgrand envisage un atelier d'initiation au film documentaire au sein du foyer Gergovie, à Paris 14ème, avec l'Association Parcours.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutant, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048409 - Isidore BETHEL - Projet : Acts of Love (co-auteur : Francis LEPLAY)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ISIDORE BETHEL
Adresse administrative	: 67 RUE CHAMPIONNET 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur ISIDORE BETHEL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Détail du calcul de la subvention :
L'auteur : Isidore Bethel est un cinéaste franco-américain, formé à l'ENS en études cinématographiques et en réalisation à Chicago. Auteur du court-métrage Liam en 2018, primé au Festival Chéris-Chéris, il travaille également comme monteur, notamment du long-métrage Of Men and War de Laurent Bécue-Renard en 2014, et comme enseignant en cinéma.

Titre : Acts of Love
Genre : long-métrage documentaire (80')
Résumé : Après une rupture douloureuse avec un homme rencontré en ligne à Mexico, l'auteur demande à des étrangers, via une application, de le rejoindre dans mon studio à Chicago pour passer une demi-heure avec lui de la manière qu'ils souhaitent. Avec certains d'entre eux, la rencontre est magnétique et il leur propose de faire de leur future histoire un projet de film. À partir de ces relations, il écrit alors un scénario dans lequel ils joueront des versions fonctionnalisées d'eux-mêmes.

Ateliers : Les auteurs souhaitent organiser des ateliers consacrés à la découverte de mouvements artistiques et d'initiation à la réalisation au lycée Voillaume d'Aulnay-sous-Bois.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutant, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

DOSSIER N° EX048414 - Olivier RICHE - Projet : Georges et Fernand (co-auteur : David MERLIN-DUFEY)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: OLIVIER RICHE
Adresse administrative	: 19 RUE SIMART 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur OLIVIER RICHE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Olivier Riche et David Merlin-Dufrey se rencontrent à l'EICAR puis s'associent pour écrire et réaliser leurs projets, notamment des courts métrages dans le cadre du Nikon Film Festival. Leur premier long métrage L'Assiette de mon voisin sort en 2017 dans quelques salles en France.

Titre : Georges et Fernand
Genre : Série TV de fiction (15 épisodes de 5')
Résumé : Georges et Fernand est une comédie burlesque qui dépeint les aventures de deux rêveurs un peu naïfs prisonniers de leurs désirs.

Ateliers : Les auteurs souhaitent organiser des ateliers-rencontres pour présenter le métier de réalisateur et les étapes de création d'un film au sein d'un lycée francilien.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048531 - Asmae EL MOUDIR - Projet : Le Mensonge Originel

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ASMAE EL MOUDIR
Adresse administrative	: 16 AVENUE REILLE 75014 PARIS
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Madame ASMAE EL MOUDIR

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Asmae EL MOUDIR est née au Maroc en 1989 où elle travaille comme réalisatrice, monteuse et productrice, après des études en réalisation documentaire. Elle a également suivi l'Université d'été de la Fémis en 2013 et vit entre Paris et Rabat. Elle a réalisé 4 courts-métrages de fiction et des documentaires, il s'agit ici de son premier projet de long-métrage cinéma.

Projet : Le Mensonge Originel
Genre : Long-métrage documentaire (90')
Résumé : Asmae EL MOUDIR est née au Maroc en 1989 où elle travaille comme réalisatrice, monteuse et productrice, après des études en réalisation documentaire. Elle a également suivi l'Université d'été de la Fémis en 2013 et vit entre Paris et Rabat. Elle a réalisé 4 courts-métrages de fiction et des documentaires, il s'agit ici de son premier projet de long-métrage cinéma.

Ateliers : Asmae El Moudir envisage de mener des ateliers d'éducation à l'image et de production de 4 courts-métrages avec les élèves d'un lycée professionnel, répartis en groupes de 5, en partenariat avec la Micro-Folie de Noisy-le-Sec.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 11 février 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048532 - Margaux GUILLEMARD - Projet : Les Quatre Saisons

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MARGAUX GUILLEMARD
Adresse administrative	:	30 RUE REGNAULT 75013 PARIS
Statut Juridique	:	
Représentant	:	Madame MARGAUD GUILLEMARD

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Margaux GUILLEMARD est théoricienne du cinéma, elle a publié des essais sur Marguerite Duras et Chantal Akerman, réalisatrice et metteuse en scène. Son court-métrage '26 rue Saint-Fargeau' a été sélectionné dans de nombreux festivals documentaires.

Projet : Les Quatre Saisons
Genre : Long-métrage documentaire (80')
Résumé : Les Quatre Saisons est un film sur les traces que l'amour laisse en nous - la manière dont certaines choses s'ancrent, s'effacent, se transforment, nous transforment. Le film explore une zone de l'intime - celle invisible, silencieuse, des souvenirs, des images intérieures, des regrets tus, liés à l'amour. En utilisant en fil rouge les étapes de son propre deuil amoureux, la réalisatrice fait émerger des témoignages de personnes âgées sur ce qui, finalement après tant d'années, « demeure ».

Ateliers : Margaux Guillemard souhaite organiser un atelier autour du travail du son et du rapport entre son et image dans le cinéma documentaire avec les lycées de l'établissement Jacques Decour à Paris 9ème arrondissement.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 11 février 2020.

Localisation géographique :
- PARIS
- IVRY-SUR-SEINE
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048533 - Clara TEPER et co-auteur Paul PIRRITANO - Projet : Chaylla

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CLARA TEPER
Adresse administrative	:	34 RUE DE SAMBRE-ET-MEUSE 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	
Représentant	:	Madame CLARA TEPER

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Clara TEPER est titulaire d'un Master en Ecriture documentaire de l'université d'Aix-Marseille et travaille notamment comme assistante à la réalisation et au montage. Son film d'école, Demain l'usine, a été primé et sélectionné en festivals.

Projet : Chaylla
Genre : Long-métrage documentaire (70')
Résumé : Les cheveux courts et le verbe haut, Chaylla a 23 ans et un petit garçon. Victime de violences conjugales, elle a quitté William après 3 ans de vie commune et s'est réfugiée au foyer du 9 de Cœur à Lens. Dans cette grande bâtisse habitent près de soixante femmes, qui s'installent ici afin d'échapper à leur compagnon, à la rue ou à leurs propres démons. Avec son fils, Chaylla va s'offrir une nouvelle chance, et peut-être, forcer un destin jusque-là trop prévisible.

Ateliers : Les auteurs souhaitent animer un atelier d'initiation à la théorie et la pratique du cinéma documentaire, en réfléchissant notamment sur le pouvoir des images et en faisant découvrir le genre documentaire aux élèves d'un lycée francilien.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 11 février 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048534 - Valenin HENAULT - Projet : A l'ombre du périphérique

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: VALENIN HENAULT
Adresse administrative	: 45 RUE DES TROIS FRERES 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:
Représentant	: Monsieur VALENIN HENAULT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Valentin HENAULT est titulaire d'un Master en Ecriture documentaire de l'université Paris Diderot. Il a travaillé comme assistant de production chez Agat Films et a réalisé un premier court-métrage documentaire, L'Homme du sous-sol, sélectionné au Cinéma du Réel en 2019.

Projet : A l'ombre du périphérique
Genre : Moyen-métrage documentaire (50')
Résumé : Un voyage autour du périphérique de Paris. Un réfugié somalien, un prêtre des beaux-quartiers, un sans-abri bulgare, un vieux peintre aux yeux bleus, une boîte de nuit branchée... Ni navires, ni tempêtes dans cette odyssée. Mais des bagnoles, des klaxons, et, en guise de mer, une route circulaire où grondent mille moteurs. La vie et la mort, le plaisir et la souffrance, la beauté et la laideur, tout a lieu en marge de la vitesse. A l'ombre du périphérique.

Ateliers : Valentin Hénault souhaite mettre en place un atelier ayant pour objectif de raconter les non-lieux nichés dans les interstices du maillage urbain, mêlant matière fictionnelle et documentaire, destiné à un public de lycéens.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 11 février 2020.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° EX048535 - Marina RUSSO et co-auteur Victor MISSUD - Projet : A qui le monde

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MARINA RUSSO
Adresse administrative	:	12 IMPASSE DU PAOUR 31700 BLAGNAC
Statut Juridique	:	
Représentant	:	Madame MARINA RUSSO

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Marina RUSSO est diplômée en scénario de l'université de Nanterre. Son premier court-métrage, Les Restes, a été produit par le G.R.E.C. et sélectionné au Festival de Brest. Elle est également photographe en parallèle de ses activités cinématographiques.

Projet : À qui le monde
Genre : Moyen-métrage documentaire (45')
Résumé : Fondé il y a trois cents ans pour fuir les esclavagistes, Ganvié, au Bénin, est devenu le plus grand village sur pilotis d'Afrique et attire désormais des milliers de touristes. Mais les gens de l'eau, qui autrefois ont lutté contre la Colonisation, sont colonisés aujourd'hui par un nouvel envahisseur, la jacinthe d'eau. Introduite pour décorer les hôtels et les maisons de luxe, cette plante se reproduit à une vitesse vertigineuse et incontrôlable. Elle étouffe le lac. Une petite entreprise franco-belgo-béninoise a réussi à transformer cette plaie en ressource, mais au prix d'un travail exténuant, qui nuit à la santé des ouvriers. Réalisme cru et imaginaire se mêlent alors, comme si l'un n'était compréhensible ou tolérable qu'en raison de l'autre.

Ateliers : Les auteurs envisagent de mettre en place des ateliers-rencontres dans un centre de détention francilien, permettant aux détenus d'aborder l'écriture et la réalisation d'un court-métrage.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 11 février 2020.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003960 - Bernard MATHIEU - Projet : Lettres persanes d'un Français au Kurdistan irakien (co-auteur : PHILIPPE POTHON)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: BERNARD MATHIEU
Adresse administrative	: 147 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur BERNARD MATHIEU

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Bernard Mathieu est auteur de documentaires pour Arte (Orient Express, le voyage d'une légende) et France Télévisions (La Loi des lionnes, Omo circus), scénariste et écrivain, dont certains romans ont paru chez Gallimard en série noire.

Titre : Lettres persanes d'un Français au Kurdistan irakien
Genre : documentaire TV (70')
Résumé : Philippe, un réalisateur français, découvre les lieux emblématiques du Kurdistan irakien en compagnie de Gérard Chaliand, expert en géostratégie. Gérard décrypte pour son compagnon, la complexité retorse de l'histoire. Durant le voyage, comme Usbek le héros des Lettres Persanes de Montesquieu, Philippe entretient, une correspondance naïve et suivie avec sa mère décédée peu avant son départ. Il lui fait part de ce qu'il découvre, des interrogations que ces découvertes éveillent en lui.

Ateliers : Les auteurs souhaitent mettre en place des ateliers autour de l'image de soi dans la pratique documentaire avec le centre d'hébergement Emmaüs Solidarité d'Ivry-sur-Seine.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003963 - Francis LEPLAY - Projet : Acts of Love (co-auteur : Isidore BETHEL)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LEPLAY (nom légal : LEPLÉ) FRANCIS
Adresse administrative	: 33 AVENUE GAMBETTA 75020 PARIS
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: FRANCIS LEPLE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Francis Leplay est écrivain et acteur. Il a publié deux romans au Seuil, Après le spectacle en 2006 et Samuel et Alexandre en 2009, et a notamment tourné dans des films de Sofia Coppola, Arnaud Depleschin, Noémie Lvovsky et Benoît Jacquot et dans la série Engrenages.

Titre : Acts of Love
Genre : long-métrage documentaire (80')
Résumé : Après une rupture douloureuse avec un homme rencontré en ligne à Mexico, l'auteur demande à des étrangers, via une application, de le rejoindre dans mon studio à Chicago pour passer une demi-heure avec lui de la manière qu'ils souhaitent. Avec certains d'entre eux, la rencontre est magnétique et il leur propose de faire de leur future histoire un projet de film. À partir de ces relations, il écrit alors un scénario dans lequel ils joueront des versions fonctionnalisées d'eux-mêmes.

Ateliers : Les auteurs souhaitent organiser des ateliers consacrés à la découverte de mouvements artistiques et d'initiation à la réalisation au lycée Voillaume d'Aulnay-sous-Bois.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutant, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003966 - Alexis TAILLANT - Projet : Inimaginables

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: TAILLANT ALEXIS
Adresse administrative	: 226 RUE DES PYRENNEES 75020 PARIS
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur ALEXIS TAILLANT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Alexis Taillant est producteur et réalisateur. Après avoir réalisé deux documentaires en 2005 et 2008, il écrit et réalise Le Vertige de Stendhal en 2015 qui a notamment été diffusé sur la Radiotélévision Suisse. En parallèle, il a fondé la société de production Wendigo Films avec laquelle il a produit une vingtaine de documentaires depuis 2009. Il s'est en outre formé à l'Atelier scénario de la Fémis en 2012. Inimaginables est son premier projet de longue durée.

Projet : Inimaginables
Genre : documentaire TV (70')
Résumé : A Paris et en région parisienne, Francis, Maurice, Micheline, Yves, seniors LGBTQ+, qui ont lutté toute leur vie pour leur droit à exister selon leurs désirs particuliers, se battent encore aujourd'hui pour ne pas être stigmatisés, mis de côté à nouveau. Le film raconte leurs amours, leur sexualité, leur combat pour protéger leur désir et élaborer une autre image de la vieillesse.

Ateliers : Alexis Taillant envisage de mener des ateliers d'initiation à l'écriture et à la réalisation, en lien avec le sujet de son documentaire, avec l'Association Grey Pride (fondée par l'un des protagonistes du film), située à Paris 3ème.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutant, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003968 - Claudia NEUBERN - Projet : Mon Fleuve Rio Doce

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: NEUBERN CLAUDIA
Adresse administrative	: 7 RUE FRANKLIN ROOSEVELT 13001 MARSEILLE
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Madame CLAUDIA NEUBERN

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Claudia Neubern est originaire du Brésil, formée comme scripte et assistante à la réalisation, elle réalise son premier documentaire en 2000, Perpétua 664. Suivent Paroles d'un autre Brésil en 2006 et Il Canto del Mare en 2017, sélectionné au FID Marseille.

Titre : Mon Fleuve Rio Doce
Genre : Long métrage documentaire (90')
Résumé : En novembre 2015, un barrage minier de rétention de déchets toxiques s'est rompu dans l'Etat de Minas Gerais, au Brésil. Jusqu'à présent, c'est le plus important crime environnemental de l'histoire du pays. La boue toxique déversée sur le fleuve Rio Doce l'a contaminé sur ses 650 kms jusqu'à l'embouchure dans l'océan Atlantique. Dans ce film, nous irons à la rencontre de ceux qui vivent sur ces rives et qui se démènent, depuis presque quatre ans, pour reconstruire leurs vies.

Ateliers : Claudia Neubern souhaite mener des ateliers d'initiation au travail documentaire au Centre de réadaptation professionnelle de Coubert en Seine-et-Marne.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003969 - Davis MERLIN-DUFEY - Projet : Georges et Fernand (co-auteur : Olivier RICHE)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MERLIN-DUFEY DAVID
Adresse administrative	: 201 RUE DU FAUBOURD SAINT-ANTOINE 75011 PARIS
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur DAVID MERLIN-DUFEY

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Olivier Riche et David Merlin-Dufrey se rencontrent à l'EICAR puis s'associent pour écrire et réaliser leurs projets, notamment des courts métrages dans le cadre du Nikon Film Festival. Leur premier long métrage L'Assiette de mon voisin sort en 2017 dans quelques salles en France.

Titre : Georges et Fernand
Genre : Série TV de fiction (15 épisodes de 5')
Résumé : Georges et Fernand est une comédie burlesque qui dépeint les aventures de deux rêveurs un peu naïfs prisonniers de leurs désirs.

Ateliers : Les auteurs souhaitent organiser des ateliers-rencontres pour présenter le métier de réalisateur et les étapes de création d'un film au sein d'un lycée francilien.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003970 - Lévon MINASIAN - Projet : Si tu étais mort (co-auteur : Audrey ESTERMANN)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MINASIAN LEVON
Adresse administrative	: 5 RUE LEON BLOY 92260 FONTENAY-AUX-ROSES
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur LEVON MINASIAN

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Originaire d'Arménie, Lévon Minasian est comédien, romancier et cinéaste. Ses courts métrages, dont Lux Aeterna, Terra Emota et Le Piano, ont été remarqués dans de nombreux festivals à travers le monde. Ses deux longs métrages Bravo Virtuose et Moskvitch, mon amour sont sortis en salles en 2018 et 2019. Il collabore régulièrement avec Audrey Estermann (dite Ester Mann).

Titre : Si tu étais mort
Genre : long métrage de fiction (100')
Résumé : La tranquillité de Marc, ex-photographe de guerre reconnu, et de sa compagne Hélène est troublée par l'intrusion menaçante dans leur vie d'un jeune homme venu de très loin. Cet étranger semble avoir des comptes à régler avec Marc, pourtant ce dernier nie tout rapport avec celui-ci. Très vite, un climat de tension et de paranoïa s'installe et le passé refoulé sera ramené peu à peu.

Ateliers : Les auteurs souhaitent mettre en place des ateliers-rencontres avec les élèves des différents niveaux de la Cité scolaire Marie Curie à Sceaux dans les Hauts-de-Seine.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20003971 - Audrey ESTERMANN - Projet : Si tu étais mort (co-auteur : Lévon MINASIAN)

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ESTERMANN AUDREY
Adresse administrative	: 5 RUE LEON BLOY 92260 FONTENAY-AUX-ROSES
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Madame AUDREY ESTERMANN

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Audrey Estermann, dite Ester Mann, est agrégée de lettres, écrivaine et scénariste. Son recueil Contes d'Arménie a paru aux éditions Cipango et elle a écrit Le Fil des Anges avec Lévon Minasian, collaborateur régulier, lauréat du prix Léopold Senghor en 2019.

Titre : Si tu étais mort
Genre : long métrage de fiction (100')
Résumé : La tranquillité de Marc, ex-photographe de guerre reconnu, et de sa compagne Hélène est troublée par l'intrusion menaçante dans leur vie d'un jeune homme venu de très loin. Cet étranger semble avoir des comptes à régler avec Marc, pourtant ce dernier nie tout rapport avec celui-ci. Très vite, un climat de tension et de paranoïa s'installe et le passé refoulé sera ramené peu à peu.

Ateliers : Les auteurs souhaitent mettre en place des ateliers-rencontres avec les élèves des différents niveaux de la Cité scolaire Marie Curie à Sceaux dans les Hauts-de-Seine.

Avis favorable du comité de lecture, collège confirmés, du 21 janvier 2020.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20004114 - Victor MISSUD et co-auteure Marina RUSSO - Projet : A qui le monde

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MISSUD VICTOR
Adresse administrative	: 12 IMPASSE DU PAOUR 31700 BLAGNAC
Statut Juridique	:
Représentant	: Monsieur VICTOR MISSUD

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Victor MISSUD a étudié le cinéma à la Sorbonne Nouvelle puis à Lisbonne où il a réalisé des documentaires expérimentaux autoproduits. Son court-métrage, LA Forêt de l'espace, a été produit par le G.R.E.C. et sélectionné au Festival de Visions du Réel.

Projet : À qui le monde
Genre : Moyen-métrage documentaire (45')
Résumé : Fondé il y a trois cents ans pour fuir les esclavagistes, Ganvié, au Bénin, est devenu le plus grand village sur pilotis d'Afrique et attire désormais des milliers de touristes. Mais les gens de l'eau, qui autrefois ont lutté contre la Colonisation, sont colonisés aujourd'hui par un nouvel envahisseur, la jacinthe d'eau. Introduite pour décorer les hôtels et les maisons de luxe, cette plante se reproduit à une vitesse vertigineuse et incontrôlable. Elle étouffe le lac. Une petite entreprise franco-belgo-béninoise a réussi à transformer cette plaie en ressource, mais au prix d'un travail exténuant, qui nuit à la santé des ouvriers. Réalisme cru et imaginaire se mêlent alors, comme si l'un n'était compréhensible ou tolérable qu'en raison de l'autre.

Ateliers : Les auteurs envisagent de mettre en place des ateliers-rencontres dans un centre de détention francilien, permettant aux détenus d'aborder l'écriture et la réalisation d'un court-métrage.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 11 février 2020.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-094

DOSSIER N° 20004111 - Paul PIRRITANO et co-auteure Clara TEPER - Projet : Chaylla

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: PIRRITANO PAUL
Adresse administrative	: 34 RUE DE SAMBRE ET MEUSE 75010 PARIS
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur PAUL PIRRITANO

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'auteur : Paul PIRRITANO est originaire de Lens où se déroule le projet. Il est sorti diplômé de l'ENSAV à Toulouse en 2010 et travaille comme monteur sur des films documentaires et des fictions.

Projet : Chaylla
Genre : Long-métrage documentaire (70')
Résumé : Les cheveux courts et le verbe haut, Chaylla a 23 ans et un petit garçon. Victime de violences conjugales, elle a quitté William après 3 ans de vie commune et s'est réfugiée au foyer du 9 de Cœur à Lens. Dans cette grande bâtisse habitent près de soixante femmes, qui s'installent ici afin d'échapper à leur compagnon, à la rue ou à leurs propres démons. Avec son fils, Chaylla va s'offrir une nouvelle chance, et peut-être, forcer un destin jusque-là trop prévisible.

Ateliers : Les auteurs souhaitent animer un atelier d'initiation à la théorie et la pratique du cinéma documentaire, en réfléchissant notamment sur le pouvoir des images et en faisant découvrir le genre documentaire aux élèves d'un lycée francilien.

Avis favorable du comité de lecture, collège débutants, du 11 février 2020.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

AVENANT AES

AVENANT N°1 A LA CONVENTION N° CP 2018-352

(DOSSIER N°EX034555)

ENTRE

LA REGION ILE-DE-FRANCE

ET

ALEXANDRE LABARUSSIAT

BENEFICIAIRE DE L'AIDE A L'ECRITURE DE SCENARIO

AVENANT ENTRE LES SOUSIGNES :

LA REGION ILE-DE-FRANCE, représentée par sa Présidente, Valérie Pécresse agissant en vertu de la délibération n° CP 020-094 du 04 mars 2020,
Ci-après dénommé « La Région »

Et,

L'Auteur dénommé : **ALEXANDRE LABARUSSIAT**
Dont l'adresse est : **104 RUE DES DAMES 75017 PARIS**
Ci- après dénommé «auteur principal »

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n° CP2018-352 en date du 19 septembre 2019, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir **ALEXANDRE LABARUSSIAT** pour l'écriture du scénario **CELUI QUI DIRIGE** et la réalisation d'ateliers rencontres hebdomadaire de 4 à 6 mois.

Dans cet objectif, elle a accordé à l'auteur principal du scénario une bourse d'aide à la création d'un montant global de 12 000 €.

Compte tenu des difficultés rencontrées par l'auteur susvisé pour remettre une V1 de la continuité dialoguée dans les délais impartis par la convention (19 mars 2020) – et dans la mesure où les éléments artistiques et culturels, qui ont conduit la commission permanente à retenir le projet demeurent inchangés, il est proposé, afin de préserver la finalité de l'aide régionale, de prolonger d'un an le délai initial de la convention afin de permettre à l'auteur la remise d'une continuité dialoguée du projet **CELUI QUI DIRIGE** au plus tard le **19 mars 2021**.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de prolonger d'un an supplémentaire la durée initiale de la convention qui doit prendre fin le 19 mars 2020. La convention s'achèvera donc **le 19 mars 2021.**

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès le vote du présent avenant en commission permanente du Conseil Régional le 04 mars 2020.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les autres dispositions prévues par la convention initiale demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux

Le

La Présidente de la Région Ile-de-France

Le

L'auteur (Nom, prénom et signature)

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-119

DU 4 MARS 2020

1ÈRES AFFECTATIONS 2020 POUR LA RESTAURATION ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE EN ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la propriété intellectuelle ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Présidente en matière de marchés publics ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, modifiée par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-84 du 6 juillet 2017 approuvant l'évolution du soutien régional à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la nouvelle politique d'investissement culturel régional ;

VU la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 relative à l'aménagement culturel approuvant la convention-type ;

VU la délibération n° CP 2018-244 du 30 mai 2018 approuvant la convention-type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CP 2018-507 du 21 novembre 2018 approuvant l'avenant de modification de la convention-type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CP 2019-128 du 4 mars 2019 approuvant la convention N°19001021 avec la ville de Versailles pour les travaux de rénovation du grand orgue de l'église Notre-Dame ;

VU la délibération n° CP 2019-316 du 3 juillet 2019 approuvant la convention avec la Fondation du patrimoine ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-119 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à la restauration du patrimoine

Décide de participer au titre des dispositifs de soutien à la restauration du patrimoine au financement des projets détaillés en annexe 1 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de 1 161 670 €.

Subordonne le versement des subventions à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 161 670 € disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région », action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2020.

Article 2 : Adhésion à la Fondation du Patrimoine

Décide de renouveler l'adhésion à la Fondation du patrimoine et de verser la cotisation de 15 000 € pour l'année 2020.

Affecte, à ce titre, une autorisation d'engagement de 15 000 € sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », Section 31 « Culture », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 « développement du patrimoine en Région », action 13100405 « connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2020.

Article 3 : Avenant rectificatif à la convention n° 17015033 entre la Région et la commune de Colombes

Approuve l'avenant à la convention n°17015033 adoptée par délibération n°CP 2017-547 du 22 novembre 2017 relative aux travaux de restauration et de mise en valeur de l'ancien clocher Saint-Pierre - Saint-Paul, joint en annexe n° 2, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 4 : Retrait et désaffectation d'autorisation de programme – nouvelle affectation pour la ville de Versailles

Retire la subvention n° 19001021 attribuée à la commune de Versailles par la délibération n° CP 2019-128 du 19 mars 2019 et désaffecte le montant de 85 500 € correspondant, sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région », action 13100402 « valorisation du patrimoine » au titre de l'acquisition, de la construction et de la restauration des orgues.

Décide de participer, au titre du dispositif Investissement culturel - Construction et restauration des orgues, au financement du projet figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention à la commune de Versailles pour un montant maximum prévisionnel de 125 049 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 125 049 €, sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région », action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2020.

Article 5 : Soutien aux Musées

Décide de participer au titre des dispositifs « Construction, rénovation et aménagement des musées » et « Numérisation des collections » au financement des projets détaillés en annexe 1 à présente délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de 30 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 30 000 € disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 « Développement du patrimoine en Région » - action 13100403 « Construction, rénovation et aménagement des musées» du budget 2020.

Article 6 : Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine » au financement du projet détaillé en annexe 1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de 2 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine, approuvée par la délibération n° CP 2018-244 du 30 mai 2018, modifiée par les dispositions de la délibération CP 2018-507 du 21 novembre 2018, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Section 31 « Culture », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 « développement du patrimoine en Région », action 13100405 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2020.

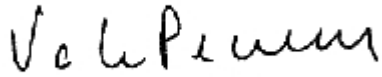
Article 7 : Protocole d'accord de l'ESSEC

Approuve le protocole d'accord en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 8 : Dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc172559-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1_FICHES PROJET

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-119

DOSSIER N° 20004064 - COMMUNE DE VERSAILLES - TRAVAUX DE RESTAURATION DE L'ORGUE DE L'EGLISE NOTRE-DAME

Dispositif : Investissement culturel - Construction et restauration des orgues (n° 00000149)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction et restauration des orgues	416 828,00 € HT	30,00 %	125 049,00 €
	Montant total de la subvention		125 049,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de restauration du grand orgue de l'église Notre-Dame de Versailles

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'études à réaliser pour les travaux de restauration de l'orgue ont débuté avant le démarrage des travaux. Aussi convient-il de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
Le grand orgue de l'Eglise Notre-Dame de Versailles a été construit de 1686 à 1690 en réponse à une commande de Louis XIV pour équiper cette nouvelle église. L'instrument a de ce fait une importante valeur historique, et son buffet a été classé Monument Historique en 1930. Depuis sa construction l'orgue a fait l'objet à 6 reprises de travaux, la dernière fois en 1967-1970. L'instrument s'est depuis peu à peu dégradé. Un premier rapport sur l'état de l'instrument réalisé en 2013 a préconisé une restauration importante de l'instrument mais l'opération n'a pu être réalisée faute de financements suffisants. La situation de l'orgue s'est ensuite aggravée jusqu'à la chute en juillet 2017 d'un tuyau de la façade dans la nef de l'église. Des travaux de sécurisation ont alors eu lieu en urgence avec la dépose de la majorité des tuyaux de façade.

Un nouveau rapport a été commandé à Christian Lutz, technicien-conseil auprès des Monuments Historiques, avec une proposition de restauration d'ampleur plus limitée, assurant le bon fonctionnement de l'instrument pour 20 à 25 ans. L'aide régionale permettra le développement de diverses propositions

culturelles autour de l'instrument : participations au festival « Versailles au son des orgues » et au Mois Molière, mise en place d'une résidence artistique, actions culturelles à destination des scolaires et mise à disposition de l'instrument pour le Conservatoire à Rayonnement Régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux coûts des études et des travaux de restauration du grand orgue de Versailles. Sont déduits de la base subventionnable les dépenses liées aux travaux annexes.

Il est proposé d'accorder un montant de subvention de 125 049 € à ce projet.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RESTAURATION ET ETUDES	416 828,00	83,73%
DEPENSES NON ELIGIBLES	81 000,00	16,27%
Total	497 828,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	125 049,00	25,12%
VILLE DE VERSAILLES	272 779,00	54,79%
PAROISSE NOTRE-DAME	100 000,00	20,09%
Total	497 828,00	100,00%

DOSSIER N° EX047931 - COMMUNE DE MELUN (77) - TRAVAUX DE RESTAURATION DU CHOEUR ET DE L'ABSIDE DE L'EGLISE NOTRE-DAME (TRANCHE 2)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	512 970,00 € HT	19,49 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE MELUN
Adresse administrative	: 16 RUE PAUL DOUMER 77000 MELUN
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Louis VOGEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 2 : du choeur et de l'abside de l'église Notre-Dame de Melun.

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 1 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Eglise Notre Dame est un des témoins architecturaux et patrimoniaux les plus importants de la commune de Melun, elle se situe sur l'ile Saint Etienne, au cœur du site historique du développement de la ville de Melun.
Construite à partir du XIème siècle, elle est classée au titre des monuments historiques.
Jusqu'au XX ème siècle elle fut restaurée lors de quelques interventions ponctuelles particulièrement sur ses couvertures et ses vitraux, dont les dommages furent aussi bien causés par les affaires du temps que par les guerres.

Dans le cadre de l'avant-projet détaillé, l'état des lieux de l'Eglise établi en phase de diagnostic, a permis de définir la nécessité de restaurer le clos et le couvert du chevet et le chœur et abside de la collégiale.
La tranche ferme portait sur la restauration des chapelles du chevet Nord et Sud. Elle a déjà bénéficié d'une subvention régionale. La tranche 2 porte actuellement sur la restauration du chœur et de l'abside. Il convient notamment de déposer en totalité de la couverture en ardoises, de la remplacer par une couverture en tuiles plates. L'opération portera également sur le remplacement des actuelles liaisons entre la couverture du chœur et des tours et la pose d'une couverture en tuiles plates à deux pans, dont la ligne de faitage sera perpendiculaire aux tours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La tranche 2 du programme de restauration de l'église Notre-Dame porte sur des travaux de maçonnerie, charpente et menuiserie.
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 512 970 € HT. La base subventionnable s'élève à 512 970 € HT. Une subvention de 100 000 € est proposée pour ce projet.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RESTAURATION EXTERIEURE	512 970,00	100,00%
Total	512 970,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	100 000,00	19,49%
DRAC (sollicité)	205 188,00	40,00%
FONDS PROPRES	207 782,00	40,51%
Total	512 970,00	100,00%

DOSSIER N° EX048102 - COMMUNE D'AUTOUILLET (78) - RESTAURATION DE L'EGLISE NOTRE DAME DE L'ASSOMPTION A AUTOUILLET (TRANCHE 3 & 4)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	136 000,00 € HT	19,85 %	27 000,00 €
	Montant total de la subvention		27 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUTOUILLET
Adresse administrative : 33 ROUTE DES CH TEAUX
78770 AUTOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame FRAN OISE LENARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 3 et 4 des travaux sur la boiserie, le mobilier la sacristie et les combles de l'église Notre-Dame

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
L'église Notre-Dame de l'Assomption est implantée sur la commune d'Autouillet dans les Yvelines. Datée du XIIème siècle, elle comporte, en son enceinte, un vaisseau unique rectangulaire. Son clocher, érigé entre la nef et le chœur du sanctuaire, comprend un étage couvert d'un toit en bâtière. Ses combles sont percés de baies romanes. Des contreforts consolident la masse du chœur et du clocher. Son aspect extérieur peut être caractérisé de très modeste alors que l'intérieur de l'église abrite un mobilier très riche en partie classé et en partie inscrit conférant à l'ensemble un équilibre harmonieux. Depuis 1946, le chœur de l'église est classé tandis que le bâtiment est inscrit Monuments historiques.

Suite à une première restauration intérieure de l'église réalisée entre 1995 et 1997, la petite commune d'Autouillet souhaite poursuivre sa politique de sauvegarde et de mise en valeur de son patrimoine. Pour y parvenir, la 1ère tranche de travaux relative aux extérieurs de l'église a été réalisée et soutenue financièrement par une subvention régionale. La seconde tranche de l'opération de restauration qui portait

sur des travaux intérieurs a également été réalisée. Dans la continuité, il s'agit pour la municipalité d'embrayer sur les phases 3 et 4 du programme de restauration. Les interventions porteront sur les sols, les plafonds et les murs ainsi que sur les combles.

La DRAC finance les travaux dans le cadre du fonds incitatif et partenarial pour les monuments historiques situés dans les petites communes à faible potentiel économique. Les travaux envisagés permettront une réouverture quotidienne de cette église, qui n'est, actuellement, ouverte que très ponctuellement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La tranche 3 et 4 des travaux de restauration d'intérieur de l'église d'Autouillet nécessite diverses interventions sur les sols, les murs ainsi que dans les combles. Il s'agit pour l'essentiel de lot de maçonnerie.
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 130 332 € HT. La base subventionnable s'élève à 136 000 € HT, études et honoraires de MOE compris. Une subvention de 27 000 € est proposée pour ce projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	130 332,00	95,83%
Autres dépenses (préciser)	804,00	0,59%
Frais d'honoraires MOE	4 864,00	3,58%
Total	136 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	25 823,00	18,99%
DRAC (sollicité)	46 424,00	34,14%
REGION ILE-DE-FRANCE	27 000,00	19,85%
Subvention Département (sollicitée)	36 753,00	27,02%
Total	136 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-119

DOSSIER N° EX048103 - COMMUNE DE RAMBOUILLET (78) - TRAVAUX DE RESTAURATION INTERIEURE DU PAVILLON DU VERGER - PHASE 2

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	214 577,00 € HT	19,57 %	42 000,00 €
		Montant total de la subvention	42 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAMBOUILLET
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIB RATION
78120 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marc ROBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Phase 2 : travaux de restauration du Pavillon du Verger de la ville de Rambouillet

Dates prévisionnelles : 16 juin 2020 - 16 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Pavillon dit "du Verger" se situe au cœur du centre-ville de Rambouillet dans le parc du Palais du roi de Rome, ancien hôtel du Gouvernement. Le pavillon initial a été construit sur deux niveaux en 1718 par le premier valet de chambre du comte de Toulouse, Valentin Gotting. En 1727, le pavillon est acheté par le comte de Toulouse et il est ainsi rattaché au domaine de Rambouillet. A l'occasion de cette acquisition le pavillon a subi d'importantes transformations qui sont répétées au cours des XIXème et XXème siècles. La Ville de Rambouillet en a fait l'acquisition en 1989. Le pavillon est classé MH depuis 1992.

Le programme de restauration comporte deux phases de travaux. La phase 1 a fait l'objet d'une subvention de la Région (CP du 21/11/2018). La phase 2 porte sur la restauration des décors intérieurs (qui datent du XVIIIème) du pavillon ainsi que sur la remise en état de l'annexe. Ainsi le décor Ancien Régime sera entièrement restauré. La cheminée en marbre du Languedoc sera déposée pour partir en atelier afin d'être totalement restaurée. Le sol retrouvera son dallage pierre de liais et cabochons noirs aux dimensions anciennes moulé sous le parquet bois qui sera déposé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La phase 2 représentant les travaux de restauration intérieure englobent les lots suivants :
- maçonneries
– pierre de taille,
- plâtrerie.

Le montant total annoncé par le maître d'ouvrage pour la 2ème phase s'élève à 214 577 € HT, études et les honoraires de maîtrise d'œuvre compris. Une subvention de 42 000 € HT est proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	179 502,00	83,65%
Autres dépenses	17 825,00	8,31%
Frais d'honoraires MOE	17 250,00	8,04%
Total	214 577,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	43 832,00	20,43%
DRAC (sollicité)	85 830,00	40,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	42 000,00	19,57%
DEPARTEMENT (sollicité)	42 915,00	20,00%
Total	214 577,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-119

DOSSIER N° EX048156 - COMMUNE DE VILLIERS LE BEL (95) - RESTAURATION DU CHŒUR ET DU BRAS NORD DU TRANSEPT DE L'EGLISE SAINT-DIDIER (TRANCHE 2/2)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	1 000 000,00 € HT	20,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS-LE-BEL
Adresse administrative : RUE DE LA REPUBLIQUE
95400 VILLIERS LE BEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN LOUIS MARSAC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : restauration du chœur et du bras nord du transept de l'église Saint-Didier de Villiers-le-Bel

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2019 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
Les premiers éléments connus de l'église Saint-Didier remontent au XIIème siècle mais l'édifice date essentiellement du dernier quart du XVe siècle et de la seconde moitié du XVIe siècle. Les influences gothiques et Renaissance se superposent parfois même si l'église reste harmonieuse et d'une grande homogénéité. Les voûtes flamboyantes et les finitions Renaissance, dont les contreforts aux couronnements sont richement décorés, en font un édifice remarquable. L'église est classée au titre des Monuments Historiques en 1931.

Une première phase de travaux a été réalisée en 2009 et 2010 portant sur la consolidation du clocher et sur des travaux d'aménagement intérieur. La commune a souhaité mettre en œuvre la restauration du clos et couvert (hors clocher). Une autorisation de travaux a été accordée pour l'ensemble de l'opération dont la réalisation a été programmée en deux tranches :
- T1 : 1 069 751 € : Restauration de la nef et du bras sud du transept.

- T2 : 856 014,35 € : Restauration du chœur et du bras nord du transept

La présente demande porte sur la réalisation de la deuxième tranche, la première tranche ayant été financée en 2018 par la Région à hauteur de 200 000 €.

La DRAC finance cette opération à hauteur de 40%.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des travaux et honoraires de maitrise d'œuvre annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 1 128 048 € HT. La base subventionnable est plafonnée à 1 000 000 d'euros. Au taux de 20%, une subvention de 200 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	1 081 229,00	95,85%
Frais d'honoraires MOE	46 819,00	4,15%
Total	1 128 048,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	127 778,00	11,33%
Subvention Etat (sollicitée)	451 219,00	40,00%
Subvention Région	200 000,00	17,73%
Subvention Département (sollicitée)	220 000,00	19,50%
Subvention EPCI (sollicitée)	112 805,00	10,00%
Différence entre le montant de subvention demandé et la subvention proposée	16 246,00	1,44%
Total	1 128 048,00	100,00%

DOSSIER N° EX047920 - COMMUNE DE CHAILLY-EN-BIERE - TRAVAUX DE RESTAURATION EXTERIEURE DE L'EGLISE SAINT-PAUL (TRANCHE 1/4)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	390 000,00 € HT	30,00 %	117 000,00 €
		Montant total de la subvention	117 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAILLY EN BIERE
Adresse administrative : 2 PLACE G N RAL LECLERC
77930 CHAILLY EN BIERE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick GRUEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 1 : travaux de réfection des couvertures et des parements extérieurs de la nef de l'église Saint-Paul

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
L'église Saint-Paul de Chailly-en-Bière est située au centre du village, sur un promontoire. Une première église y avait été construite en 808, remplacée au cours du XIIème siècle par un nouvel édifice qui est inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments historiques depuis 1926. Les peintres de l'illustre Ecole de Barbizon (alors hameau de Chailly) ayant séjourné dans la commune, la silhouette de l'église est visible dans l'œuvre mondialement connue de Jean François Millet, « l'Angélus ».

Une étude préalable réalisée par un architecte du Patrimoine a mis en exergue des désordres sur lesquels il est nécessaire de déployer diverses interventions. Quatre tranches de travaux ont été validées en vue de restaurer l'église.
La première tranche, objet de la présente demande, a pour objet la réfection des couvertures et des parements extérieurs de la nef.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La tranche conditionnelle deux du programme de restauration de l'église Notre-Dame de la Nativité porte sur des travaux de maçonnerie, d'électricité, de mise aux normes sécurité et incendie, etc.
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 339 200 € HT. La base subventionnable s'élève à 390 000 € HT, honoraires de MOE et les études compris. Une subvention de 117 000 € est proposée pour ce projet.

Localisation géographique :
- CHAILLY-EN-BIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RESTAURATION EXTERIEURE	339 200,00	86,97%
ETUDE DE CSPS	26 050,00	6,68%
FRAIS HONORAIRES MOE	24 750,00	6,35%
Total	390 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	117 000,00	30,00%
DRAC (attribué)	101 000,00	25,90%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	90 000,00	23,08%
FONDATION DU PATRIMOINE	32 000,00	8,21%
FONDS PROPRES	50 000,00	12,82%
Total	390 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047925 - COMMUNE DE FONTAINEBLEAU (77) - TRAVAUX DE RESTAURATION INTERIEURE DE L'EGLISE SAINT-LOUIS (TRANCHE 3/3)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	682 335,00 € HT	29,31 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative	: 40 RUE GRANDE 77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur FR DERIC VALLETOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 3 : Travaux du choeur et du transept de l'église Saint-Louis de Fontainebleau.

Dates prévisionnelles : 28 novembre 2016 - 15 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
L'église Saint-Louis de Fontainebleau n'était à l'origine qu'une grande chapelle, construite au début du XVIIe siècle par le maître maçon Claude Martin à la demande de Marie de Médicis, et embellie par Anne d'Autriche au moment de son érection en paroisse, en 1663. Elle doit une grande partie de son aspect actuel aux travaux menés sous Napoléon III : l'église a alors été pourvue d'un déambulatoire, d'une chapelle axiale dédiée à la Vierge (« chapelle de Franchard »), et d'un grand portail en pierre de taille. L'édifice est ainsi très lié au souvenir des souverains qui ont fréquenté le château de Fontainebleau, au XVIIe comme au XIXe siècle. L'église est inscrite au titre des Monuments Historiques depuis 1949.

A la suite du dramatique incendie criminel de 2016, fatal à la statue de Notre-Dame de Franchard (XIVe siècle), d'importants travaux de restauration ont permis de restaurer la chapelle axiale qui l'abritait, ainsi que le déambulatoire. Cette première tranche de travaux, inaugurée le 23 décembre 2018, a été suivie par la restauration intérieure du reste de l'édifice, d'abord dans la nef, puis dans le chœur et le transept, qui font l'objet de la subvention demandée pour l'année 2020.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La tranche 3 de l'opération de travaux porte sur des travaux de maçonnerie-pierre de taille, décors peints, menuiseries, serrurerie, lots de maçonnerie et électricité.
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 633 111 € HT. La base subventionnable s'élève à 682 335 € HT, honoraires de MOE compris. Une subvention de 200 000 € est proposée pour ce projet.

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RESTAURATION INTERIEURE	633 111,00	92,79%
FRAIS HONORAIRES MOE	49 224,00	7,21%
Total	682 335,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	200 000,00	29,31%
DRAC (sollicité)	136 467,00	20,00%
DEPARTEMENT 77 (acquis)	69 664,00	10,21%
FONDS PROPRES	276 204,00	40,48%
Total	682 335,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-119

DOSSIER N° 19006530 - COMMUNE DE SARTROUVILLE (78) - TRAVAUX DE RESTAURATION EXTERIEURE DE L'EGLISE SAINT-MARTIN

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	1 000 000,00 € HT	15,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SARTROUVILLE
Adresse administrative : 2 RUE BUFFON
78500 SARTROUVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre FOND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de restauration extérieure de l'église Saint-Martin de Sartrouville

Dates prévisionnelles : 2 mai 2019 - 28 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte les dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre, ainsi que les travaux d'urgences réalisés avant la date de la présente commission permanente.

Description :
L'église Saint-Martin a été édifiée en l'An 1009, sous le règne de Robert II le Pieux. Erigée au milieu des vignes, sur la butte qui domine la ville et la vallée de la Seine, l'église est un témoignage de l'histoire de cette ville. L'église abrite en son sein des œuvres classées telles que "La charité de Saint-Martin" ainsi que le "Christ aux liens", L'édifice est, quant à lui, inscrit au titre des Monuments Historiques depuis 1933.

Pour fêter dix siècles d'histoire, la ville a initié, en 2008, un vaste chantier de restauration intérieure. Aujourd'hui ce sont les parties extérieures qui montrent des signes de faiblesse. Le diagnostic qui a été réalisé par un cabinet expert a pointé un certain nombre de désordres (fissures) et recommande des interventions sur le clocher et la flèche. L'opération concerne des interventions sur la maçonnerie, le beffroi et le paratonnerre. Seront également englobées dans cette phase de restauration, la reprise des extérieurs et des charpentes ainsi que la restauration des contreforts qui s'affaissent. La commune souhaite réaliser ces travaux dans un souci de mise en sécurité du public mais également dans le but de

conserver et de préserver son patrimoine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 1 380 000 € HT. La base subventionnable est plafonnée à 1 000 000 € (règlement d'intervention CR 2017-084). Une subvention de 250 000 € est proposée à ce projet.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RESTAURATION	1 000 000,00	72,46%
Montant de travaux et frais de MOE non pris en charge	380 000,00	27,54%
Total	1 380 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	250 000,00	18,12%
AUTOFINANCEMENT	1 130 000,00	81,88%
Total	1 380 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-119

DOSSIER N° 20002609 - COMMUNE D'ACHERES-LA-FORET (78) - TRAVAUX DE REFECTION DE LA COUVERTURE DE LA PETITE NEF DE L'EGLISE SAINTE FARE (Tranche 3/3)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	328 865,00 € HT	28,89 %	95 000,00 €
	Montant total de la subvention		95 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE ACHERES LA FORET MAIRIE
Adresse administrative : 58 RUE DU CLOSEAU
77760 ACHERES-LA-FORET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice MALCHERE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Tranche 3 : travaux de réfection de la couverture de la petite nef, réfection des gouttières.

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
La juxtaposition du clocher, de la nef, et du chœur, qui ne sont ni alignés ni d'égale hauteur fait la particularité de l'église Sainte-Fare d'Achères-la-Forêt. La nef et le portail datent du XIIème siècle et le chœur du XVe siècle. Les clefs de voûte du chœur reçoivent les armes des seigneurs d'Achères et de Malvoisine qui ont contribué à l'édification de l'église. La commune est propriétaire de l'église Sainte Fare, inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques en 1926.

Une étude de diagnostic réalisée en amont du démarrage des travaux avait mis en évidence de nombreux désordres : travaux d'assainissement, de restauration, de mise en conformité. Un programme de travaux avait donc été mis en place avec pour objectif la préservation de l'édifice protégé. Les deux premières tranches ayant été réalisées, la commune d'Achères-la-Forêt souhaite entamer la 3ème et ultime tranche qui portera sur la réfection de la couverture de la petite nef, la réfection des gouttières et des enduits extérieurs et intérieurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La tranche 3 des travaux de l'église Sainte-Fare englobe des lots de :
- maçonnerie,
- menuiserie, huisserie,
- charpente, couverture.

Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 294 154 € HT. La base subventionnable incluant les frais de MOE s'élève à 328 865 € HT. Une subvention de 95 000 € est proposée à ce projet.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX + HONORAIRES MOE	328 865,00	100,00%
Total	328 865,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	95 000,00	28,89%
DRAC (sollicité)	64 733,00	19,68%
DEPARTEMENT (sollicité)	90 000,00	27,37%
FONDS PROPRES	79 132,00	24,06%
Total	328 865,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-119

DOSSIER N° EX047924 - COMMUNE DE CERGY (95) - RESTAURATION DE LA STATUE SAINT-CHRISTOPHE ET SA REMISE EN PLACE DANS L'EGLISE

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine mobilier classé MH (n° 00001050)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine mobilier classé MH	6 700,00 € HT	10,00 %	670,00 €
		Montant total de la subvention	670,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CERGY
Adresse administrative	:	INES ZMAMI 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur JEAN PAUL JEANDON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet a fait l'objet d'un démarrage anticipé au regard du calendrier des commissions 2020 et de l'urgence a démarré l'opération.

Description :
Il s'agit d'une statue en bois polychrome, classée Monument Historique en 1908, volée dans l'église en 1973 puis retrouvée par les services de police et le Ministère de la Culture en 2017 sur le marché de l'art en Allemagne, à Francfort. Elle a été restituée à la commune en 2018 et mise en réserve à la conservation départementale des antiquités et objets d'art.

Sa remise en place dans l'église nécessite au préalable deux interventions techniques :
La statue en bois est en bon état, mais la polychromie ancienne et probablement d'origine doit être restaurée. Les soulèvements et les écailles de la couche picturale seront refixés et consolidés; les lacunes et les manques les plus importants seront réintégrés à l'acrylique.
En raison de la qualité de cette œuvre, qui s'inscrit dans le courant maniériste de la Renaissance, la commune a souhaité restituer la croix manquante sur la sphère terrestre tenue par l'enfant Jésus pour une meilleure adéquation avec l'iconographie et réaliser l'étude stratigraphique de la polychromie.

Pour être installée à nouveau dans l'église, il est nécessaire de créer un socle, en chêne, muni d'une fixation anti vol intégrée. Le restaurateur assurera la mise en place de la console et de la statue à un emplacement qui permettra la meilleure mise en valeur possible.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La demande de subvention à la Région vient en complément des subventions de la DRAC et du Département. Afin de respecter une participation de 20% de la commune, la subvention régionale ne peut être supérieure à 10%.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	6 700,00	100,00%
Total	6 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 340,00	20,00%
Subvention Etat (acquis)	3 350,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	670,00	10,00%
Subvention Département (acquis)	1 340,00	20,00%
Total	6 700,00	100,00%

DOSSIER N° EX047923 - COMMUNE DE MANTES-LA-JOLIE (78) RESTAURATION DES FACADES DU PAVILLON DUHAMEL

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	444 832,00 € HT	29,22 %	130 000,00 €
	Montant total de la subvention		130 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE MANTES LA JOLIE
Adresse administrative	: 31 RUE GAMBETTA 78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur RAPHA L COGNET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de restauration des façades du Pavillon Duhamel de Mantes-la-Jolie.

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2018 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions d'étude de l'architecte débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
Situé dans l'enceinte du square Brieussel-Bourgeois et donné à la Ville de Mantes-la-Jolie en 1906, le Pavillon Duhamel est né de la volonté d'un couple de collectionneurs d'abriter leur collection universaliste et d'offrir un musée aux Mantais en ce début du XXème siècle. Le Pavillon Duhamel possède un style architectural encore très inspiré par le néo-classicisme et l'architecture publique monumentale. Il est un élément fort du parc central de la ville.

Cet édifice remarquable bénéficie du label Patrimoine d'intérêt régional depuis novembre 2018.

Après avoir été tour à tour un musée, une bibliothèque, puis une école de musique, ce bâtiment accueille aujourd'hui la Maison de la Mémoire, ainsi que des rencontres thématiques et des expositions temporaires.

L'obtention de la labellisation fait partie d'une démarche globale de redynamisation du centre-ville. Les bâtiments implantés dans l'enceinte du parc seront également rénovés y compris le Pavillon Duhamel.

Le Pavillon Duhamel nécessite le déploiement d'un programme de restauration de ses façades et de remplacement des couventines en toitures et des eaux pluviales ainsi que d'une révision des chenaux en toiture et de la remise en état de l'escalier d'accès à l'édifice côté parc. L'objectif est de limiter l'aggravation des dégradations sur le bâtiment, de préserver et de mettre en valeur l'édifice.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération de travaux engagée pour la restauration du Pavillon Duhamel porte sur des lots de :
- maçonnerie,
- couvertures, charpente
- nettoyage, etc

Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 389 326 € HT. La base subventionnable incluant les frais de MOE ainsi que les études s'élève à 444 832 € HT. Une subvention de 130 000 € est proposée à ce projet.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	389 326,00	87,52%
Honoraires de maîtrise d'œuvre (CSPS, bureau d'études…) hors études préalables et diagnostics divers	36 040,00	8,10%
Autres dépenses (préciser)	19 466,00	4,38%
Total	444 832,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	163 604,00	36,78%
REGION ILE-DE-FRANCE	130 000,00	29,22%
DEPARTEMENT (acquis)	151 228,00	34,00%
Total	444 832,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-119

DOSSIER N° 20003048 - COMMUNE DE JOUY EN JOSAS - NUMERISATION DES COLLECTIONS DU MUSEE DE LA TOILE DE JOUY

Dispositif : Soutien à la numérisation des collections des musées (n° 00001054)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100403- Construction, rénovation et aménagement des musées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la numérisation des collections des musées	153 543,00 € HT	19,54 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE JOUY EN JOSAS
Adresse administrative	: 19 AVENUE JEAN JAURES 78350 JOUY-EN-JOSAS
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur JACQUES BELLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Numérisation des fonds du musée de la Toile de Jouy de Jouy-en-Josas.

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 28 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le musée de la toile de Jouy a été créé en 1977 pour valoriser l'histoire et l'héritage de la célèbre "Manufacture des Toiles de Jouy"". Situé au sein du château de l'Eglantine à Jouy-en-Josas dans les Yvelines, ce musée est consacré aux toiles imprimées très à la mode au XVIIIème siècle, que fabriquait la manufacture Oberkampf.

Animé par le désir d'utiliser, diffuser et d'améliorer l'accès à ses collections, le Musée de la Toile de Jouy entame une campagne de numérisation. Cette mission donne lieu en parallèle à un chantier des collections visant à classer la documentation des collections, à améliorer de ses outils de gestion, et à établir un plan préventif de conservation et de restauration. Ainsi, le chantier des collections alimentera l'inventaire, le récolement décennal, le PSC (politique des collections), le catalogue raisonné, le programme de restauration annuel. En outre, le chantier des collections est indispensable en vue de l'élaboration du Plan de sauvegarde des collections, amorcé en juin 2019. Le projet de chantier des collections et leur numérisation répond aussi aux fondamentaux de la vie et du développement du Musée de la Toile de Jouy.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet concerne la numérisation des collections du Musée de la Toile de Jouy. Le temps pour la réalisation des prises de vue est estimé à 40 jours. Le projet prévoit plusieurs prestations et le recrutement d'un assistant de conservation durant 20 mois. Le montant de la dépense est estimé à 153 543 € HT. Une subvention de 30 000 € est proposée.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Numérisation, assurance, transport, coordination	56 532,00	36,82%
Assistant de conservation (recrutement sur 20 mois)	50 136,00	32,65%
Logiciel gestion des collections	28 975,00	18,87%
Poste informatique	900,00	0,59%
Prestation de restauration	7 500,00	4,88%
Prestation de mannequinage	7 500,00	4,88%
Fournitures	2 000,00	1,30%
Total	153 543,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	30 000,00	19,54%
DRAC	76 771,00	50,00%
AUTOFINANCEMENT	46 772,00	30,46%
Total	153 543,00	100,00%

DOSSIER N° EX048099 - CONFLANS SAINTE-HONORINE (78) - EXPOSITION TEMPORAIRE VOYAGE FLUVIAL AU MUSÉE DE LA BATELLERIE

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-313-65734-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	10 000,00 € TTC	20,00 %	2 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Adresse administrative : 3 PLACE JULES G VELOT
78700 CONFLANS SAINTE HONORINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent BROSSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Exposition temporaire Voyage fluvial au musée de la Batellerie de Conflans-Sainte-Honorine du 5 avril 2020 au 28 juin 2020.

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 28 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution.

Description :
Le musée de la batellerie et des voies navigables de Conflans-Sainte-Honorine est un musée municipal, estampillé Musée de France.
Le musée de la Batellerie et des voies navigables est né en janvier 1967, à l'initiative de Madame Louise Weiss à une époque où l'importance historique, sociale et économique de la navigation intérieure n'était pas valorisée.
Le musée compte actuellement cinq espaces d'exposition correspondant à autant de thématiques muséales portant sur l'art de la navigation.

Le Musée de la Batellerie monte sa programmation d'expositions 2020, notamment la future exposition temporaire « Voyage fluvial » qui aura lieu du 25 avril au 28 juin 2020.
Traditionnellement, la voie d'eau a de multiples avantages pour les voyageurs : elle est moins chère, plus

sûre que la route et elle offre un certain confort. Le milieu du XIXème siècle symbolise la grande époque du voyage fluvial que fera disparaitre le chemin de fer. On assiste néanmoins aujourd'hui à un regain d'intérêt pour ce mode de transport. La future exposition aura pour objectif de faire découvrir aux enfants et aux adultes la fonction de la voie d'eau fluviale parfois oubliée.
Il s'agit d'une exposition destinée aux enfants (cœur de la cible, grande section de maternelle jusqu'au collège). Elle sera animée par de nombreuses animations thématiques : reconstitution d'un coche d'eau, film animé, textes adaptés, jeux, outils interactifs, etc. Cette exposition a par ailleurs été conçue en partenariat avec un professeur des écoles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût du projet intègre l'ensemble des dépenses liées à l'organisation de l'exposition temporaire dont le Petit journal de l'exposition" (4 pages grand format) tiré à 1500 exemplaires, remis à chacun des jeunes visiteurs.

Localisation géographique :

- CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	4 500,00	45,00%
Publication	1 000,00	10,00%
Communication	1 500,00	15,00%
Action culturelle	600,00	6,00%
Autres dépenses en fonctionnement liées au projet	2 400,00	24,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	2 000,00	20,00%
FONDS PROPRES	8 000,00	80,00%
Total	10 000,00	100,00%

ANNEXE 2_AVENANT RECTIFICATIF A LA CONVENTION N°17015033

AVENANT RECTIFICATIF A LA CONVENTION N°17015033

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, présidente du Conseil régional, dont le siège social situé 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, en application des délibérations n° CP 2017-547 du 22 novembre 2017, n° CP 2018-285 du 4 juillet 2018 et n° CP 2020-119 du 4 mars 2020
ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

Et

Le bénéficiaire dénommé : COMMUNE DE COLOMBES
dont le statut juridique est : Commune
N° SIRET : 219200250 00013
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : PLACE DE LA REPUBLIQUE 92701 COLOMBES CEDEX
ayant pour représentant Madame Nicole GOUETA, Maire
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par délibération n° CP 2017-547 du 22 novembre 2017, la Région Ile-de-France a accordé à la commune de Colombes, une subvention de 300 000 € pour la réalisation de l'opération suivante :
Restauration et mise en valeur de l'ancien clocher Saint-Pierre - Saint-Paul (référence dossier n°17015033).

En conformité avec le règlement d'intervention « Soutien à la restauration du patrimoine protégé » définit par la délibération-cadre n° CR 2017-084 du 6 juillet 2017, la dépense subventionnable est plafonnée à 1M€ de travaux.
Aussi, il convient de mettre en correspondance le montant de la dépense subventionnable dans la convention et la fiche projet, c'est l'objet du présent avenant.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Le présent avenant, sans conséquence financière, rectifie les modalités prévues par l'article 1 de la convention adoptée par délibération n° CP 2017-547 du 22 novembre 2017.

ARTICLE 1

Modifie le montant de la dépense subventionnable dans le paragraphe comme suit :

« Dans cet objectif elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 30% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 000 000 € », soit un montant maximum de subvention de 300 000 €.

ARTICLE 2

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite adoptée par délibération n° CP 2017-547 du 22 novembre 2017 et l'avenant n°1 et l'annexe dénommée « ' fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2020-119 du 4 mars 2020.

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris en deux exemplaires,

Le	**Le** .....
La présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	**La commune de Colombes**
	Madame Nicole GOUETA, Maire

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-119
Commission permanente du 22 novembre 2017 - CP2017-547

DOSSIER N° 17015033 - COMMUNE DE COLOMBES (92) - RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DE L'ANCIEN CLOCHER SAINT PIERRE - SAINT-PAUL

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)
Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
Action : 13100402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	1 000 000,00 € HT	30,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COLOMBES
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
92700 COLOMBES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nicole GOUETA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : restauration et mise en valeur de l'ancien clocher Saint-Pierre - Saint-Paul

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2017 - 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :
'église Saint-Pierre et Saint-Paul a été construite au XIIe siècle et agrandie aux XIIIe et XVIe siècles. Au XVIIe siècle, elle a subi un premier remaniement avec la suppression de sa partie occidentale. Mais c'est surtout en 1968 que l'édifice s'est trouvé profondément amputé pour autoriser l'élargissement des voies le jouxtant. Il n'en reste aujourd'hui que le clocher, inscrit au titre des Monuments historiques en 1937, la travée de la nef et l'abside ainsi qu'une partie du bras sud du transept.

Ces vestiges sont restés dans un état d'instabilité notoire du fait de la démolition des éléments participants à la stabilité générale. De plus, suite à la dépose des charpentes et de la couverture de la 1ère travée de la nef et malgré une protection de la voûte découverte, les intempéries et à la pollution ont sensiblement affecté l'édifice. L'altération des pierres et des sculptures mais également des désordres ont amené à une consolidation d'urgence en 2009 dont des travaux d'étaiement et des travaux de stabilisation des piliers.

Depuis cette intervention, l'instabilité de l'édifice est contenue provisoirement mais aucunement pérenne. Les dégradations côté ouest se sont intensifiées, les restes de sculptures les plus exposées ayant pratiquement disparues.

Aujourd'hui sur les bases des conclusions d'une étude de mise en sécurité, assortie d'une campagne de sondages remises en 2011, la commune envisage la reconversion de l'édifice, conduisant à une réhabilitation pérenne et à de nouveaux usages du lieu, actuellement désaffecté. Tout en préservant l'aspect général du lieu dans le respect des vestiges, la ville souhaite que l'ancien clocher, de par sa centralité, devienne une vitrine à vocation artistique et culturelle et un instrument de médiation et de sensibilisation aux enjeux architecturaux, patrimoniaux et urbanistiques de la ville. Une restauration complète est donc envisagée pour pouvoir rendre accessible au public l'édifice.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 1 814 352 € HT honoraires de maitrise d'œuvre compris. La base subventionnable portant sur les travaux et honoraires est de 1 416 502 € HT hors lots d'aménagement extérieurs des bassins, de fontaineries et du Phylactère. Au taux de 30% des travaux, plafonnés à 1M€, une subvention de 300 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cout ce l'opération (travaux + honraires)	1 416 502,00	78,07%
Travaux non éligibles (bassins, fontainnerie, phylactère)	397 850,00	21,93%
Total	1 814 352,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	187 705,00	10,35%
DEPARTEMENT 92 (contrat de développement local et culturel)	500 000,00	27,56%
REGION IDF	300 000,00	16,53%
FONDATION DU PATRIMOINE	217 000,00	11,96%
PART COMMUNALE	609 647,00	33,60%
Total	1 814 352,00	100,00%

ANNEXE 3_ PROTOCOLE D'ACCORD DE L'ESSEC

PROTOCOLE D'ACCORD
EXPERIENCE PROJET

Entre les soussignés,

L'ESSEC Grande Ecole – Groupe ESSEC
3 Avenue Bernard Hirsch, 95021 Cergy-Pontoise CEDEX
Représentée par Félix Papier**,** Directeur Adjoint en charge de la Formation Initiale, d'une part,

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-119 du 4 mars 2020,
ci-après dénommée « la Région »
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

1. *ENGAGEMENT*

Nom et prénom des étudiants

- _____
- _____
- _____
- _____
- _____
- _____

étudiants en Pré- Master de l'ESSEC Grande Ecole, s'engagent à réaliser, dans le cadre de l'Expérience Projet une étude.

Intitulé du sujet : _____

Nom du collaborateur représentant à la Région: _____

Nom du référent ESSEC, délégué par la Direction de l'ESSEC :
_____

Toute modification substantielle du programme de l'étude suppose l'accord préalable de la Direction de l'ESSEC.

2. *DUREE*

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée respectant le calendrier indicatif suivant :

- 15 janvier 2020 : Remise de la proposition d'intervention à la Région
- 20 mars 2020 : remise du rapport intermédiaire à la Région
- 30, 31 mars ou 01 avril : 2020 : Soutenance Intermédiaire
- 10 juin 2020 : remise du rapport final à la Région
- Les soutenances finales se dérouleront dans la semaine du 23 juin 2020.

Ce calendrier est indicatif et peut être aménagé, en fonction de l'avancée du projet et en accord avec le référent ESSEC.

3. *OBLIGATIONS*

La Région s'engage à recevoir les étudiants du groupe dans ses locaux chaque fois que nécessaire et au minimum une fois par mois et à leur fournir tous les renseignements utiles à la réalisation de l'étude.

Les étudiants sont tenus de respecter les délais prévus au point 2.

4. *OBJECTIFS*

L'étude définie au point 1 donne lieu à un rapport qui comprendra les éléments suivants :

- présentation du projet
- présentation de la collectivité
- éléments constitutifs du déroulement de la mission et de la résolution du problème (problématique, méthodes, outils, analyse…)
- dimension appliquée du projet, c'est-à-dire le lien fait entre les observations dans la collectivité et les enseignements du cycle pré-master de l'ESSEC Grande Ecole
- éléments relatifs à la gestion du projet
- recommandations issues des analyses
- mention exhaustive des sources utilisées (article, livre, presse, entretien…)
- références bibliographiques rigoureusement présentées
- référence des personnes rencontrées

5. *ASSURANCE*

Si un accident survient dans la collectivité ou en cours de trajet, il sera considéré comme un accident de droit commun ou accident de la voie publique et sera pris en charge par la Sécurité Sociale de l'étudiant.

6. *CONFIDENTIALITE ET DIFFUSION*

Les étudiants s'engagent à respecter scrupuleusement le caractère confidentiel des informations qui leur seront communiquées dans le cadre de l'Expérience Projet par la collectivité d'accueil.

Les étudiants s'engagent à ne conserver, emporter ou prendre copie d'aucun document, de quelque nature que ce soit, appartenant à la collectivité, sauf accord de cette dernière.

Les étudiants s'engagent par ailleurs à ne pas divulguer les rapports issus de leur étude à des tiers sur quelque support que ce soit, ceux-ci restant la propriété de la collectivité d'accueil.

Les étudiants s'exposent à des sanctions disciplinaires dans l'hypothèse d'une divulgation de quelque information que ce soit. Cet engagement vaudra non seulement pour la durée de la mission, mais également après son expiration.

Néanmoins, les étudiants pourront utiliser le nom de la collectivité partenaire dans le cadre de la présentation de leur expérience professionnelle à des fins de recherche de stage / apprentissage / VIE / premier emploi.

L'Ecole ainsi que le référent ESSEC conserveront une copie du rapport final, à d'éventuelles fins pédagogiques.
Après accord de la Région, le référent professeur permanent de l'ESSEC, pourra utiliser les données brutes recueillies par les étudiants dans le cadre de projet de recherche académique.

La Région bénéficie d'une licence d'utilisation gratuite pour la France des rapports issus de l'étude. Elle pourra reproduire, diffuser et adapter le rapport final rédigé par les étudiants sur tout support.

7. EVALUATION

Comme le règlement pédagogique le prévoit, les étudiants seront évalués à trois moments distincts qui donneront lieu à trois notes :

- une note sanctionnant la **proposition d'intervention** (dans sa version initiale). Toute note inférieure à 12/20 donne lieu à refonte totale de ce document qui est, à nouveau évalué, la note finale, obtenue dans ce cas est la moyenne de ces 2 notes. Cette note compte pour 20% de la note finale.
- une note sanctionnant la **soutenance intermédiaire** (qualité du document remis à la collectivité et qualité de la présentation orale qui est faite à la collectivité). Cette note compte pour 30% de la note finale.
- enfin, une note sanctionnant le **rapport définitif** et la **soutenance finale** (qualité de l'analyse et des recommandations, qualité du rapport et de la présentation). Cette note compte pour 50% de la note finale.

Par ailleurs, la Direction de l'ESSEC Grande Ecole demandera à la Région son appréciation sur le travail des étudiants lors de la soutenance finale à laquelle les représentants de la Région (Responsable Ressources Humaines et collaborateur ayant suivi le projet au minimum) s'engagent à participer.

Le référent ESSEC reste néanmoins souverain quant à la note finale octroyée et à la validation de l'équivalent d'un mois d'expérience professionnelle.

Le ……

La présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France
Lu et approuvé
Signature

p/o Le Directeur de l'ESSEC
Lu et approuvé
Signature

Les étudiants
Lu et approuvé
Signatures

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-177
DU 4 MARS 2020

CONSTITUTION DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC (GIP) MAISON JEAN COCTEAU À MILLY-LA-FORÊT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le Code du patrimoine ;

VU la délibération n° CR 2017-084 de juillet 2017 relative à la politique régionale en faveur du patrimoine ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 2019-005 du 20 mars 2019 actant la donation de la Maison Jean Cocteau à la Région Ile-de-France ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU le rapport n°CP 2020-177 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

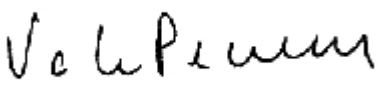
Article 1 : Participation de la Région à la gouvernance du GIP de la Maison Cocteau

Décide de participer à la gouvernance du GIP de la Maison Jean Cocteau.

Article 2 : Convention constitutive du GIP

Approuve la convention constitutive du groupement d'intérêt public figurant en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

05/03/2020 12:03:03

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc176692-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

CONVENTION DU GIP DE LA MAISON JEAN COCTEAU

CONVENTION CONSTITUTIVE
DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (GIP)

MAISON JEAN COCTEAU A MILLY-LA-FORÊT

PREAMBULE

Personnalité atypique du monde des lettres et des arts du XXème siècle, Jean Cocteau est à la fois une personnalité connue du grand public, célébrée de son vivant, et l'auteur d'une œuvre prolifique extrêmement diverse touchant à tous les arts.

L'ensemble patrimonial de Milly-la-Forêt dont est propriétaire la Région Île-de-France est imprégnée de l'empreinte de l'artiste, tant dans les pièces de vie de sa maison, qui dégagent une atmosphère de mystère et de fantastique, que dans le jardin, ouvert sur un château entouré de douves.

Le projet scientifique et culturel a pour ambition de faire mieux connaître les facettes de l'œuvre de Jean Cocteau et son inscription dans les mouvements artistiques du XXème siècle.

Il s'adresse en premier lieu aux publics locaux et régionaux, aux scolaires dans le cadre d'un projet d'éducation artistique et culturelle actif et en lien avec le Conseil départemental de l'Essonne.

Le projet scientifique et culturel (ci-après « PSC ») prévoit également de contribuer au rayonnement national et international de l'œuvre de Jean Cocteau et de mettre en valeur les œuvres prêtées par le Centre Pompidou.

L'ambition est en outre de créer un point d'attractivité touristique pour le sud Essonne en lien avec le Conseil départemental de l'Essonne, le Comité Départemental du Tourisme de l'Essonne ainsi que le Comité Régional du Tourisme.

TITRE 1- COMPOSITION DU GIP

1- Membres du GIP :

- La Région Île-de-France, Hôtel de région, 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen
- Le Département de l'Essonne, Hôtel du département, boulevard de France, 91012, Evry Cedex
- La Ville de Milly-la-Forêt, Hôtel de ville, place de la République, 91490 Milly-la-Forêt
- Le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, établissement public national à caractère administratif, Numéro SIRET 180 046021 00028, Code APE 9103Z, dont le siège social est situé : 75191 Paris cedex 04

- Le Comité Régional du Tourisme d'Île-de-France, association déclarée, SIREN 301 072 880, 11 rue du faubourg Poissonnière 75009 Paris.

2- Dénomination et siège social :

Le GIP prend la dénomination suivante :

« Maison Jean Cocteau »

Son siège est situé :

15 rue du Lau

91490 Milly-la-Forêt

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'Assemblée Générale.

3- Durée :

Le GIP est constitué pour une durée indéterminée.

4- Objet :

Le GIP a pour objet la présentation au public de la maison, du jardin et des œuvres et objets de la maison de Jean Cocteau.

A ce titre, le GIP assure la conservation et la mise en valeur de la maison, du jardin et des œuvres et objets de la maison.

Le GIP, par son action contribuera au rayonnement artistique, culturel et touristique de la ville de Milly-la-Forêt, du département, et de la Région.

Le GIP aura la charge du développement de partenariats culturels au niveau local, régional et national, notamment avec le Centre Pompidou, voire au niveau international.

Il assurera la gestion du musée de la maison Jean Cocteau et notamment :

- la mise en œuvre des orientations définies dans le PSC par le Conseil scientifique ;

- le développement des prêts en rapport avec l'activité et enrichissement des collections par achat ou don ;

- l'organisation d'actions culturelles de différentes natures visant à promouvoir la mémoire et l'œuvre de Jean Cocteau ;

- la contribution à l'étude scientifique de l'œuvre de Jean Cocteau ;

- la conception et la mise en œuvre d'actions d'éducation, de médiation et de diffusion visant à développer et diversifier les publics, notamment les jeunes ;

- la mise en œuvre d'activités, sur place, dans des lieux extérieurs et sur le site internet, ouvertes à un public le plus large possible ;

- la mise en place d'une boutique et le développement de produits dérivés dans le respect des règles de la propriété intellectuelle.

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées par les présentes, le GIP est habilité à faire toutes les démarches utiles à la recherche de financements propres et de partenariats financiers lui permettant de mener à bien ses missions.

Le GIP s'assure en outre de la mise en conformité de l'équipement situé à Milly-la-Forêt avec le label Musée de France.

Le GIP peut participer à la création de toute structures (notamment associations, sociétés civiles et commerciales, GIP…) dont l'objet apparaît être le complément normal et nécessaire de ses attributions.

Il peut en outre créer des régies d'avances ainsi que des régies de recettes et d'avances dans les conditions et selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

5- <u>Adhésion, retrait ou exclusion d'un membre :</u>

5.1 – Adhésion

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en vigueur l'adhésion d'un membre au GIP est soumise au vote de l'Assemblée Générale du GIP. Le principe et les modalités financières et patrimoniales de l'adhésion doivent être soumis à l'Assemblée Générale au moins trois mois avant son entrée en vigueur effective.

L'adhésion suppose de réunir l'accord de la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée présents ou représentés.

L'admission d'un nouveau membre donne lieu à l'actualisation de la convention constitutive dans les formes prévues par la loi. Sauf s'il en est disposé autrement par la délibération de l'Assemblée Générale l'adhésion est effective à compter du premier jour de l'exercice suivant l'adoption des modalités financières et patrimoniales par l'Assemblée Générale.

5.2 – Retrait

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en vigueur tout membre peut demander à se retirer du GIP pour motif légitime sous réserve qu'il ait notifié, par lettre recommandée avec avis de réception ou exploit d'huissier, sa volonté de se retirer huit mois avant la fin de l'exercice en cours. Cette notification doit être accompagnée de la décision de l'organe compétent du membre compétent demandant le retrait.

L'acceptation de la demande de retrait fait l'objet d'une délibération de l'Assemblée générale du groupement, au moins trois mois avant son entrée effective, constatant que le membre intéressé a satisfait à toutes ses obligations envers le groupement, en particulier ses obligations financières échues à la date de son retrait.

Aucun retrait ne peut être demandé pendant une période de cinq ans suivant l'approbation de la convention constitutive par les autorités compétentes pour les membres d'origine ou pendant une période de cinq ans à compter de leur adhésion pour les autres membres.

Le retrait d'un membre donne lieu à l'actualisation de la convention constitutive dans les formes prévues par la loi. Sauf s'il en est disposé autrement par la délibération de l'Assemblée Générale, le retrait est effectif à compter du premier jour de l'exercice suivant l'adoption des modalités financières et patrimoniales par l'Assemblée Générale.

5.3 - Exclusion

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en vigueur l'exclusion d'un membre du GIP est soumise au vote de l'Assemblée Générale du GIP.

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'Assemblée générale en cas d'inexécution de ses obligations ou faute grave, à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée présents ou représentés. Le membre concerné est entendu au préalable. Il ne participe pas au vote. Les modalités financières de l'exclusion sont fixées par délibération de l'assemblée générale.

Sauf s'il en est disposé autrement par la délibération de l'Assemblée Générale l'exclusion est effective à compter du premier jour de l'exercice suivant l'adoption des modalités financières et patrimoniales par l'Assemblée Générale.

TITRE 2- DOTATION INITIALE, CONTRIBUTIONS DES MEMBRES ET PROPRIETE

6- Capital :

Le GIP est constitué sans capital.

7- Ressources du GIP :

Les ressources du GIP sont composées notamment :

- des contributions financières des membres ;
- de la mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux, de collections ou d'équipements ;
- de la billetterie et des ventes ;
- de subventions ;
- des produits des biens propres, notamment la location, ou des biens mis à disposition, produits des prestations et produits de la propriété intellectuelle ;
- des produits des emprunts ou autres ressources d'origine contractuelle ;
- des dons et legs.

Les modalités d'apports initiaux des membres sont définies lors de la première Assemblée Générale.

La mise à disposition de personnels, de locaux, d'équipements donne lieu à des conventions conclues entre le GIP et les personnes mettant à disposition.

Le nombre d'emplois, en équivalent temps plein travaillé, au titre de la participation financière de chaque membre, figure en annexe de la présente convention.

8- Propriété des équipements :

Les matériels, immeubles ou équipements mis à la disposition du groupement par un de ses membres restent propriété du membre. En cas de dissolution ils leurs sont restitués.

Le GIP est propriétaire des matériels achetés après sa création et en commun.

En cas de dissolution du groupement, ils sont dévolus à d'autres personnes conformément aux règles établies par les présentes.

9- Propriété des collections :

Les collections de la Maison Jean Cocteau sont composées d'une part des œuvres et objets faisant l'objet de prêts à usage ou de dépôt consentis à la Région Île-de-France et mis à la disposition du GIP par convention, et d'autre part de toutes les œuvres acquises par le groupement, à titre gratuit ou onéreux.

10- Contribution et responsabilités des membres :

10-1. Apports des membres :

Au jour de la création du GIP, sur la base de 505 000€ les apports des membres sont répartis comme suit :

- Région : 64% (325 000€)
- Département : 20% (100 000€)
- Ville : 6% (30 000€)
- CRT : 8% (40 000€)
- Centre Pompidou : 2% (apport non financier valorisé à 10 000€).

10-2. Contributions des membres

Le montant de la contribution annuelle des membres est arrêté par l'Assemblée Générale du GIP.

Chaque membre du groupement contribue aux charges du groupement à proportion de ses apports.

Les contributions peuvent être :

- des contributions financières ;

- des contributions non-financières sous la forme notamment de mise à disposition sans contrepartie de personnels, de locaux ou d'équipements ou encore de valorisation du temps passé pour la préparation d'une exposition ou d'un ouvrage. Elles font alors l'objet d'une évaluation établie entre le directeur et le membre et validée par l'Assemblée Générale.

Les contributions du Centre Pompidou seront exclusivement non financières.

Les subventions de fonctionnement ou d'investissement qu'un membre peut verser, le cas échéant, au groupement ne sont pas regardées comme des contributions annuelles.

10-3. Obligations des membres à l'égard des tiers et entre eux

Sauf convention particulière, les membres ne sont pas tenus envers les tiers des engagements du GIP.

Ils ne sont pas solidaires à l'égard des tiers.

La contribution des membres aux dettes du groupement est déterminée à raison de leur part contributive aux charges du GIP.

Dans leur rapport entre eux, les membres sont tenus des obligations du groupement à proportion de leurs contributions annuelles.

Le nouveau membre n'est tenu que des dettes échues à compter de son admission, au prorata de sa contribution aux charges du GIP.

En cas de retrait ou d'exclusion, et sauf décision contraire de l'assemblée générale, prise à l'unanimité, un membre est responsable des dettes du groupement, échues à la date du retrait ou de l'exclusion, à raison de ses contributions aux charges du GIP.

TITRE 3- ORGANISATION ET ADMINISTRATION DU GIP

11- Assemblée générale :

L'Assemblée générale est l'organe délibérant du GIP. Elle prend toutes décisions relatives à l'administration du GIP sous réserve des dispositions prévues par les présentes.

Elle est composée des représentants des membres du GIP dans le respect des dispositions de la loi du 17 mai 2011 et dans les conditions suivantes :

-Région : 8 représentants désignés par le Conseil régional en son sein ;

-Département : 3 représentants désignés par le Conseil départemental en son sein ;

-Ville de Milly-la-Forêt : 1 représentant désigné par le conseil municipal en son sein ;

-CRT : 1 représentant désigné par le conseil d'administration du CRT ;

-Centre Pompidou : 1 représentant désigné par le Président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Chaque représentant dispose d'une voix à l'Assemblée générale. En cas d'égalité des voix, le Président a une voix prépondérante.

L'Assemblée générale est présidée par un Président, élu parmi les représentants de la Région. Elle comprend 2 Vice-Présidents.

Le Président et les Vice-Présidents sont élus à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Sans préjudice des dispositions de la présente convention constitutive, le fonctionnement de l'Assemblée Générale, les modalités de son organisation et de son fonctionnement sont fixées par un règlement intérieur.

L'Assemblée Générale prépare et vote son règlement intérieur après chaque renouvellement des représentants. Il est modifié dans les mêmes conditions.

L'Assemblée générale est compétente pour :

- modifier la convention constitutive ;

- décider de la dissolution du groupement ;

- prendre les mesures nécessaires à sa liquidation ;

- décider de l'admission ou de l'exclusion de membres ;

- affecter les éventuels excédents ;

- décider des prises de participation du groupement ainsi que de son association à d'autres structures ;

- désigner et révoquer les administrateurs et renouveler leur mandat.

12- <u>Bureau</u> :

Le Bureau du GIP est composé du Président et des vice-présidents désignés.

Il se réunit sur convocation de son président au moins 4 fois par an et chaque fois que le président le juge utile.

Les modalités de fonctionnement et d'élection seront établies dans le Règlement intérieur.

Il est compétent pour réaliser l'ensemble des actes nécessaires aux procédures d'enrichissement des collections de la maison de Milly-la-Forêt.

Il autorise le Directeur à signer les transactions.

13- Directeur :

Le Directeur assure, sous l'autorité de l'Assemblée générale, le fonctionnement du GIP. Il en est le représentant légal.

A ce titre, il est chargé de :

- Mettre en œuvre le projet artistique et culturel de l'établissement

- Définir et mettre en œuvre la programmation artistique et culturelle

- L'ordonnancement des recettes et des dépenses

- La préparation du budget et de ses décisions modificatives, de son exécution

- Diriger l'ensemble du personnel

- La passation de tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le Bureau

- La représentation de l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile

- Le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement

- Soumettre à l'Assemblée générale un rapport d'activité

- En général, mettre en œuvre les décisions de l'Assemblée générale et du Bureau.

Il est nommé par l'Assemblée générale sur proposition du Président.

Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer une partie de ses compétences aux agents placés sous son autorité.

TITRE 4- PERSONNEL DU GIP

14- Régime du personnel :

Les personnels du groupement et son directeur sont soumis au régime défini par le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public.

15- Reprise du personnel :

Le personnel permanent de l'association gérant la maison en poste le jour de la publication du décret sera intégralement repris par le GIP conformément aux dispositions de l'article 111 de la loi du 17 mai 2011 et du code du travail.

Il est placé sous l'autorité du Directeur du GIP.

16- Mise à disposition de personnels :

Des personnels peuvent être mis à disposition par les membres du GIP ou des personnes publiques non membres selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur (article 109 de la loi du 17 mai 2011). Des agents publics peuvent en outre être détachés auprès du GIP dans le respect des dispositions du statut général de la fonction publique.

17- Recrutement de personnels complémentaires :

Le GIP peut également recruter directement, à titre complémentaire, des personnels. Les conditions de recrutement et d'emploi sont décidées par l'Assemblée Générale, conformément au régime des personnels du GIP prévu par la présente convention et aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE 5- GESTION DU GIP

18- Budget :

Le budget, présenté par le directeur du GIP, est approuvé chaque année, par l'Assemblée Générale.

Des décisions modificatives du budget, présentées par le directeur, peuvent être adoptées en cours d'exercice dans les mêmes conditions.

L'exercice budgétaire commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de l'année civile.

Le budget inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice.

Un règlement financier, adopté par l'Assemblée Générale, précise, dans le respect de la réglementation budgétaire applicable, les autres règles relatives à la préparation, à l'adoption et à la présentation du budget initial et des budgets rectificatifs.

19- Comptabilité :

Les dispositions des titres Ier et III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, dit GBCP, sont applicables au GIP.

La comptabilité du GIP est tenue et gérée par un agent comptable nommé par un arrêté du ministre chargé du budget (II de l'article 7 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public).

L'agent comptable est seul chargé du recouvrement des recettes, du paiement des dépenses, de la garde et de la conservation des fonds et valeurs appartenant ou confiés au GIP.

Il est également chargé du maniement des fonds et du mouvement des disponibilités, de la conservation des pièces justificatives des opérations et des documents de comptabilité.

20- Bénéfices et déficits :

Le GIP ne donne pas lieu au partage de bénéfices.

Les excédents annuels de la gestion ne peuvent qu'être utilisés à des fins correspondant à l'objet du GIP tel que prévu par les présentes dispositions ou mis en réserve.

TITRE 6- DISSOLUTION ET LIQUIDATION

21- Dissolution :

Le groupement d'intérêt public est dissous

- par décision de l'Assemblée générale. La dissolution suppose de réunir l'accord de la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée présents ou représentés.

- par décision de l'autorité administrative qui a approuvé la convention constitutive, notamment en cas d'extinction de l'objet.

La dissolution du GIP entraîne sa liquidation.

22- Liquidation :

L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine les règles relatives à leur rémunération.

Les attributions et l'étendue des pouvoirs du liquidateur sont fixées par délibération de l'Assemblée Générale.

23- Dévolution des biens :

Après paiement des dettes et, le cas échéant, reprise des apports, l'excédent d'actif est attribué à un ou plusieurs bénéficiaires conformément aux décisions prises par l'assemblée générale du groupement.

24- Autres modifications de la convention constitutive du GIP :

Les décisions de modification ou de renouvellement de la présente convention, de transformation du GIP en une autre structure ou de dissolution anticipée du GIP ne peuvent être prises que par l'Assemblée Générale.

Ces décisions sont prises à la majorité des deux tiers, dans des conditions prévues par la convention constitutive.

Elles font l'objet des transmissions et publicités légales et réglementaires selon les dispositions en vigueur.

TITRE 7- LITIGES

25- Litiges :

Les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée du GIP ou lors de sa liquidation, soit entre les membres et le GIP, soit entre des tiers et le GIP, soit entre membres eux-mêmes relativement au GIP seront réglées de manière prioritaire de façon amiable.

En cas d'échec des voies amiables, elles seront soumises à la juridiction compétente dans le ressort duquel se trouve le siège social du GIP.

TITRE 8- DIVERS

26- Annexes :

La présente convention constitutive est constituée du présent document ainsi que des documents en annexe qui en font partie intégrante :

- Le nombre d'emplois, en équivalent temps plein travaillé, au titre de la participation financière de chaque membre, joint en Annexe 1.
- Le programme d'activités du GIP pour les trois années à venir, joint en Annexe 2.
- Les comptes prévisionnels du GIP pour les trois années à venir, retraçant au moins les apports financiers, en nature et en industrie, de chacun des membres du GIP, joints en Annexe 3.

27- Condition suspensive :

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation et de sa publication par les autorités compétentes.

Fait à…… ., le …….., en …….exemplaires

Signatures des membres :

La Région Île-de-France

Le Conseil départemental de l'Essonne

La Ville de Milly-la-Forêt

Le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou

Le Comité Régional du Tourisme d'Île-de-France

ANNEXE 1 A LA CONVENTION
EMPLOIS PREVISIONNELS (EN ETP) DE LA MAISON JEAN COCTEAU

EMPLOIS	Type contrat	2020	2021	2022	2023
Directeur	MAD CRT	33%	33%	33%	33%
Conservateur	MAD CD91	50%	50%	50%	50%
Secrétaire général	CDI GIP	100%	100%	100%	100%
Chargé des publics	CDI GIP	100%	100%	100%	100%
Régisseur	CDI GIP	100%	100%	100%	100%
Vacataires accueil	CDI GIP	20%	20%	20%	20%
Vacataires gardiens	CDI GIP	20%	20%	20%	20%
Agent technique	MAD Milly	20%	20%	20%	20%
TOTAL APPROCHE		**4,5 ETP**	**4,5 ETP**	**4,5 ETP**	**4,5 ETP**

ANNEXE 2 A LA CONVENTION
PROGRAMME D'ACTIVITES 2020 A 2022

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
MAISON DE JEAN COCTEAU A MILLY-LA-FORET
PROGRAMME D'ACTIVITES POUR TROIS ANS

I- Préambule :

La Maison de Jean Cocteau, artiste, poète, cinéaste, écrivain, à Milly-la-Forêt (Essonne), est un lieu d'habitation et un musée, entouré d'un jardin. Au centre du village, l'ancienne maison du Bailli avec ses deux tourelles en brique qui encadrent le porche d'entrée au fond de la rue du Lau, a obtenu le label « *Maison des Illustres* ». La façade sur rue et la toiture correspondante ont été inscrites à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques en 1969.

Jean Cocteau l'a acquise en 1947 et y a écrit une partie de son œuvre. Il y résida durant 17 ans, préférant le calme de la campagne à l'agitation parisienne. Le 11 octobre 1963 Cocteau y meurt à 74 ans. Il est enterré dans la chapelle Saint-Blaise-des-Simples, toute proche, qu'il a décorée de fresques.

Après la mort d'Édouard Dermit, le dernier compagnon de Jean Cocteau, Pierre Bergé acquiert la maison et lance, avec l'aide de l'Etat, du conseil régional et du conseil départemental, une importante campagne de rénovation qui aboutit, en 2010, à l'ouverture de la maison-musée au public.

La maison est constituée de trois pièces de vie : le grand salon au rez-de-chaussée, la chambre et le bureau au premier étage ; ils sont tels que Cocteau les a laissés à sa disparition, avec meubles, objets de décoration, photos, manuscrits, lettres, journaux… . A l'étage, une salle d'exposition d'environ 100 m^2 permet de présenter ses œuvres, essentiellement des dessins.

Le fonctionnement de la maison-musée est assuré jusqu'en 2018 par les recettes de billetterie et essentiellement par un apport en mécénat de Pierre Bergé qui permet d'équilibrer les comptes. Après la mort de ce dernier, l'ouverture au public est de ce fait menacée.

Par lettre du 9 mars 2018, le Président de l'association Maison de Jean Cocteau a proposé à la Région la donation de la maison, le prêt à usage de son mobilier, et d'une partie des œuvres qu'elle abrite. Ce transfert de la propriété et de la gestion constituait en effet l'issue favorable pour poursuivre l'ouverture au public de ce lieu. Cette donation a été acceptée par délibération du Conseil régional de mars 2019, et signée le 11 septembre 2019. Elle est assortie de trois obligations :

- sur l'ouverture au public,
- sur l'obligation d'honorer la mémoire et l'œuvre de Jean Cocteau
- sur la création d'un comité scientifique.

Par ailleurs, les héritiers Dermit, propriétaires des quelque 500 œuvres graphiques et picturales qui étaient conservées dans la maison, ont sollicité une procédure de dation qui a abouti en octobre 2018. 282 œuvres de cette collection, constituée essentiellement de dessins réalisés avant 1950, sont ainsi entrées dans les collections nationales, et font désormais partie du fonds du musée national d'art moderne du Centre Pompidou.

La création d'un GIP pour gérer la maison-musée correspond à plusieurs objectifs :

- En premier lieu, la volonté de la Région d'associer les collectivités territoriales : Région, Département et Ville dans une structure de gestion collégiale, pour que ce

lieu culturel et touristique participe pleinement des stratégies locales et régionales dans ces deux domaines,
- La volonté d'associer le Centre Pompidou à la gestion d'un lieu ayant vocation à devenir un lieu de prêt à long terme d'œuvres conservées au Centre, et de bénéficier de son expertise,
- L'intérêt d'y associer le Comité régional du Tourisme, structure de droit privé, ce qui permettra de faire de la Maison un point d'appui de la stratégie touristique régionale.
- Enfin, de permettre la gestion de l'établissement dans un cadre juridique adapté à la gestion d'activités d'intérêt général à but non lucratif, financé majoritairement par des fonds publics.

II- Axes de travail

Pour les trois prochaines années, de 2020 à 2022, l'objectif est la reprise et le développement de la Maison-Musée constituer un point d'appui de la politique culturelle et touristique locale et régionale.

Axe 1 : Reprise de la gestion de l'ouverture au public

Objectif :
Construire avec les partenaires du GIP une stratégie de gestion de l'établissement et de son ouverture au public, appuyée sur les travaux du Conseil scientifique.

Programme d'actions :
- *Action 1 : organisation :*
    - Mettre en place une organisation fonctionnelle assurant les conditions d'une gestion rigoureuse, et d'un budget maitrisé.
- *Action 2 : ouverture au public :*
    - Assurer une ouverture au public la plus large possible compte tenu des moyens alloués, tant sur la période d'ouverture annuelle que sur les plages horaires journalières et hebdomadaires.
- *Action 3 : financements complémentaires :*
    - Rechercher des financements complémentaires, publics et privés, dans le cadre des actions menées.

Axe 2 : Développement du projet scientifique et culturel

Objectif :
L'échéance de la validation d'un Projet scientifique et culturel, qui pourrait être fixée a minima à environ 1 an, oblige le GIP à la mise en place d'objectifs intermédiaires, liés au développement scientifique et culturel du site

Programme d'actions :
- *Action 1 : Expositions temporaires :*
    - Produire une exposition annuelle illustrant un pan de l'activité artistique et intellectuelle de Jean Cocteau et de son entourage, à vocation tous publics.
- *Action 2 : Actions en direction de publics spécifiques :*
    - Mettre en place des outils de prospection de visites de groupes. Concevoir et mettre en œuvre des visites adaptées à des publics ciblés, en particulier tous les publics scolaires, en dehors et pendant les plages d'ouverture annuelles.
- *Action 3 : Viser l'obtention de l'appellation Musée de France :*
    - Cette appellation, délivrée par le Ministère de la culture, permettant de bénéficier de dépôts et prêts des Musées nationaux, territoriaux, ou de fonds publics, se décline en trois volets :

- Fixer un cadre et une échéance aux travaux du Conseil scientifique afin de bénéficier à échéance de 12 à 18 mois d'un PSC validé.
- Développer les compétences scientifiques et de gestion des publics au sein de l'équipe
- Définir et mettre en œuvre avec les collectivités locales et territoriales partenaires un programme de travaux permettant d'assurer les conditions adéquates de conservation d'œuvres, ainsi que la préservation et la mise en valeur de la maison et du site.

Axe 3 : Développement du rayonnement culturel et touristique

Objectif :
La personnalité de Jean Cocteau, dont le nom est attaché à tous les arts, aux courants artistiques du XXème siècle, permet de concevoir la maison comme lieu culturel global de référence pour le sud-francilien, dans un territoire qui compte peu d'équipements culturels. C'est également l'opportunité de construire un point d'attractivité touristique

Programme d'actions :

- *Action 1 : Animations :*
  - Mettre en place un programme annuel d'animations, dans la Maison et hors les murs. Le Festival de cinéma en plein air, comme les représentations proposées en 2019, doivent servir de base à l'élaboration d'un programme permettant de renouveler l'intérêt des visiteurs, et de valoriser le site, y compris le jardin. A terme, l'aménagement de la prairie attenante au jardin pour créer site ouvert au public peut être envisagé.
- *Action 2 : Enrichir la visite et développer les outils numériques :*
  - Améliorer le circuit de visite par la mise en place de compléments audio et vidéo. Mettre en place un audio-guide, en y intégrant la visite du jardin. Développer des outils numériques de promotion et de compléments à la visite.
- *Action 3 : Stratégie touristique :*
  - La situation de Milly-la-Forêt, à proximité de Fontainebleau, du Cyclop de Jean Tinguély, de la Chapelle Saint-Blaise-des-Simples et du château de Courances, permet de concevoir un circuit cohérent de « destination » valorisant la qualité des sites et monuments et la connaissance des artistes qui y ont séjourné. Il va sans dire que ces circuits devront prendre en compte la question de l'accessibilité.

A*ction 4 : Création d'un fonds d'œuvres :*

- La possibilité de créer un fond d'œuvres de Jean Cocteau, par acquisition ou donation, au fur et à mesure des opportunités et des expositions présentées, doit être envisagé dans la mesure où les conditions de conservation le permettront.

ANNEXE 3 A LA CONVENTION
BUDGET PREVISIONNEL DU GIP

Dépenses

EMPLOIS	2020 (1)	2021	2022	2023
Equipe de permanents	153 600	307 200	307 200	307 200
Vacataires	9 600	19 200	19 200	19 200
Agent technique	4 800	9 600	9 600	9 600
TOTAL	**168 000**	**336 000**	**336 000**	**336 000**
PRESTATIONS	**2020 (1)**	**2021**	**2022**	**2023**
Fluides	10 000	20 000	20 000	20 000
Maintenance	9 750	19 500	19 500	19 500
Fonctionnement courant	19 500	39 000	39 000	39 000
Site internet	600	1 200	1 200	1 200
Impots et taxes	3 500	7 000	7 000	7 000
Comptable et CAC	6 500	13 000	13 000	13 000
Fournitures diverses	1 500	3 000	3 000	3 000
Bureautique	4 250	8 500	8 500	8 500
TOTAL	**55 600**	**111 200**	**111 200**	**111 200**
EXPOS ET ANIMATIONS	**2020 (1)**	**2021**	**2022**	**2023**
Eclairage	1 000	2 000	2 000	2 000
Transport	12 500	25 000	25 000	25 000
Assurance	2 500	5 000	5 000	5 000
Communication	3 500	7 000	7 000	7 000
Encadrement, restaurations	12 500	25 000	25 000	25 000
Animations	15 000	30 000	30 000	30 000
TOTAL	**47 000**	**94 000**	**94 000**	**94 000**
TOTAL DEPENSES GIP	**270 600**	**541 200**	**541 200**	**541 200**

Recettes

	2020 (1)	2021	2022	2023
CONTRIBUTIONS DES MEMBRES				
Région Ile-de-France	162 500	325 000	325 000	325 000
CD 91	50 000	100 000	100 000	100 000
Ville Milly La Forêt	15 000	30 000	30 000	30 000
Centre Pompidou (apport en nature)		6 200	6 200	6 200
Comité Régional du Tourisme	20 000	40 000	40 000	40 000
TOTAL	**247 500**	**501 200**	**501 200**	**501 200**
RECETTES PROPRES				
Billetterie	20 000	40 000	40 000	40 000
Autres	3 100	6 200	6 200	6 200
TOTAL	**23 100**	**40 000**	**40 000**	**40 000**
TOTAL RECETTES GIP	**270 600**	**541 200**	**541 200**	**541 200**

(1) Hypothèse démarrage de l'activité du GIP au 1er juillet 2020

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-114

DU 4 MARS 2020

MESURES POUR LA MOBILITÉ DES JEUNES : GRATUITÉ DES TRANSPORTS - DÉVELOPPEURS DE L'APPRENTISSAGE TERRITORIAL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code des transports ;

VU le code du travail, notamment sa sixième partie ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;

VU la décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du 6 juillet 2011, portant sur la gratuité des transports pour les jeunes suivis dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du Schéma régional de la formation initiale et continue, tout au long de la vie 2007/2013 ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ; dispositifs régionaux « Deuxième chance » à destination des 16/25 ans ; Avenir jeunes ; Écoles de la 2ème chance ; aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;

VU la élibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 relative à une politique d'apprentissage réactive et qualitative ;

VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif unique des forfaits Navigo, Navigo solidarité et Imagine R étudiant « toutes zones » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure 100 000 stages pour les

jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 relative au plan d'action régional pour un nouvel engagement pour l'apprentissage ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 14-766 du 20 novembre 2014, relative à l'adoption des conventions type des développeurs en CFA, territoriaux, sectoriels et thématiques ;

VU la délibération n° CP 16-610, du 16 novembre 2016**,** portant mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage, modification et renouvellement de conventions portant création de CFA, mise à jour des règlements d'intervention et financement des développeurs de l'apprentissage territoriaux, sectoriels et thématiques ;

VU la délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 relative à la stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelle 2017-2021 et au contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU la délibération n° CP 13-784 du 20 novembre 2013 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU la délibération n° CP 14-766 du 20 novembre 2014 relative à l'adoption des conventions-type des développeurs en CFA, territoriaux, sectoriels et thématiques ;

VU la délibération n° CP 16-051 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale de l'apprentissage ;

VU la délibération n° CP 16-614, du 13 décembre 2016, portant adoption du renouvellement du conventionnement « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion » entre la Région et le STIF pour la période 2017-2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-256 du 3 juillet 2019, relative aux aides aux stagiaires : rémunération, remises gracieuses, gratuité des transports, frais de publicité des marchés ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) – Année 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020, relative au soutien régional à l'association régionale des missions locales et aux missions locales : conventions, avances et avenant de transfert hub de la réussite ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-114 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, au titre du solde de la subvention 2019 allouée à Île-de-France Mobilités(ex. STIF) pour la mise en oeuvre de la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion », une autorisation d'engagement de 506 396,80 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres », programme HP 116-004 (111 004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100404 « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion » du budget de 2020.

Article 2 :

Approuve la convention figurant en annexe 1 à la présente délibération entre la Région, Île-de-France Mobilités (ex. STIF) et le GIE Comutitres, et fixant les conditions d'attribution du droit à la gratuité, de la délivrance du titre et des modalités de financement de la mesure pour les années 2020, 2021 et 2022 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2020.

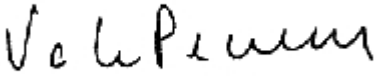
Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Développeur de l'apprentissage territorial » au financement des postes détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 550 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'un avenant à la convention triennale des missions locales 2020-2022, approuvée par la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 susvisée, conforme à l'avenant type présenté en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 550 000 €, disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres » programme HP 116-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « Soutien aux missions locales » du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 6 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 6 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc174006-DE-1-1) et affichage ou notification le 6 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Projet de convention Gratuité des transports pour les jeunes en insertion, entre la région Île-de-France, le STIF et Comutitres pour 2020-2022

CONVENTION

relative aux conditions d'attribution de la gratuité accordée aux jeunes, stagiaires de la formation professionnelle continue, engagés dans l'un des dispositifs du Service public régional de formation et d'insertion professionnelles, et aux modalités de financement de cette mesure pour les années 2020, 2021 et 2022.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des transports,
Vu l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France et notamment son article 1er,
Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France,
Vu la délibération n° CR 18-10 du 17 juin 2010 du conseil régional d'Île-de-France relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelle, dispositifs régionaux de la 2e chance à destination des 16-25 ans,
Vu la délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion,
Vu la délibération n° CP 13-784 du 20 novembre 2013 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion : nouvelle convention régissant la mesure pour 2014-2016,
Vu la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 du conseil régional d'Île-de-France portant prorogation du règlement budgétaire et financier,
Vu la délibération n° CP 16-614 du 13 décembre 2016 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion : renouvellement du conventionnement pour 2017-2019,
Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2007/0053 du 14 février 2007 relative à la création du titre gratuit relatif à la carte solidarité transport,
Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2007/0702 du 10 octobre 2007 relative au passage de la carte solidarité transport sur Navigo,
Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011-622 du 6 juillet 2011 relative à la gratuité des transports accordée aux jeunes stagiaires de la formation professionnelle continue, engagés dans l'un des dispositifs du service public régional de formation et d'insertion professionnelle,
Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015-467 du 7 octobre 2015 approuvant le contrat entre le STIF et la RATP pour la période 2016-2020,
Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015-466 du 7 octobre 2015 approuvant le contrat entre le STIF et SNCF Mobilités pour la période 2016-2019,
Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016/302 en date du 13 juillet 2016.

ENTRE

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE,

ci-après désigné « Région »,

ET

Le Syndicat des Transports d'Île-de-France (ci-après dénommé Île-de-France Mobilités), établissement public à caractère administratif, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fin des présentes par délibération du conseil n°2016/302 en date du 13 juillet 2016.

ci-après désigné « Île-de-France Mobilités »,

ET

Comutitres, groupement d'intérêt économique au capital de 0 €, inscrit au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n°433 136 066 dont le siège est à Paris (9ème), 21, Boulevard Haussmann, représenté par Monsieur Christophe LEMAIRE, en qualité d'Administrateur,

ci-après désigné « Comutitres ».

PREAMBULE

Le conseil régional d'Île-de-France a décidé le 19 juin 2009 de la création du Service public régional de formation et d'insertion professionnelles destiné à intégrer les dispositifs financés par la Région, d'une part, pour la formation qualifiante pour des demandeurs d'emploi, d'autre part, pour l'insertion pour des jeunes de 16 à 25 ans. Le service public régional de formation et d'insertion professionnelles inclut également l'accompagnement social des bénéficiaires des formations dont, notamment, la rémunération des stagiaires. La gestion et le versement des aides aux stagiaires de la formation professionnelle continue sont confiés par convention à l'Agence de services et de paiement (ASP).

Cette démarche a nécessité une refonte des dispositifs de formation et d'insertion professionnelles régionaux. En particulier :

* Le dispositif « Avenir Jeunes » intègre depuis le 1er janvier 2011 l'ensemble des actions régionales visant à favoriser l'insertion socioprofessionnelle par l'acquisition de savoirs de base des demandeurs d'emploi âgés de 16 à 25 ans inclus, sortis du système scolaire. « Avenir Jeunes » repose sur deux composantes complémentaires :
  - les espaces dynamiques d'insertion (EDI) qui forment et accompagnent des jeunes en grande difficulté d'insertion dans la perspective d'un projet professionnel et d'une orientation vers la formation ou l'emploi ;
  - les parcours d'entrée dans l'emploi (PEE) qui visent à appuyer les jeunes dans la construction d'un projet professionnel, dans la remise à niveau des savoirs de base et sur les compétences linguistiques.
* Les dispositifs de type Qualifiants : Programme Régional de Formation pour l'Emploi (PRFE), Programme Régional Qualifiant « Compétences » (PRQC), Groupement de Commande Région-Pôle emploi (GCRP) et Programme Régional Formations Métiers (PRFM). Ces programmes constituent le cœur principal de l'action régionale pour renforcer les compétences des demandeurs d'emploi, jeunes ou adultes, en vue d'un accès ou d'un retour à l'emploi. Le périmètre d'action du programme « Qualifiant » est identique à celui qui était précédemment identifié sous le nom de « Compétences » et est donc conforme aux termes définis par la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011/0622 du 6/07/2011.

Outre les dispositifs « Avenir Jeunes » et « Qualifiant », la Région complète son action en faveur de la formation des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire en vue de leur insertion sociale et professionnelle, notamment par le soutien apporté aux Ecoles de la Deuxième Chance (jusqu'à 30% du budget de chaque Ecole et rémunération des stagiaires).

La Région souhaite renforcer l'aide apportée aux jeunes âgés de 16 à 25 ans inclus, sans emploi, sortis du système scolaire, ayant le statut de stagiaires de la formation professionnelle continue et engagés dans l'un des dispositifs du Service public régional de formation et d'insertion professionnelles, en les faisant bénéficier de la gratuité des transports collectifs pendant la durée de leur formation.

Cette mesure, intitulée « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion », est mise en œuvre à travers le Forfait Navigo Gratuité délivré à ce public.

Le gestionnaire de la délivrance, de la gestion et du suivi du Forfait Navigo Gratuité est identifié du public sous la dénomination « Agence solidarité Transport » (AST). Comutitres assure la gestion de l'Agence Solidarité Transport depuis le 1er mai 2017.

Dans la suite de cette convention, les termes « gestionnaire de l'Agence Solidarité Transport » désignent donc Comutitres.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

CHAPITRE I – Dispositions générales

ARTICLE I.1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- d'encadrer les conditions d'attribution pendant les années civiles 2020, 2021 et 2022 du droit à la gratuité des transports publics franciliens à certains jeunes, stagiaires de la formation professionnelle continue, engagés dans l'un des dispositifs du Service public régional de formation et d'insertion professionnelle ;
- de fixer les conditions dans lesquelles la Région participe au financement de ce dispositif pour les années 2020, 2021 et 2022 ;
- de définir les responsabilités de la Région Île-de-France et d'Île-de-France Mobilités dans la l'organisation de l'attribution de ce droit, de la délivrance du Forfait Gratuité Transport et de l'information du public qui en est faite.

ARTICLE 1.2 – Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des signataires et prend fin le 31 juin 2023.

Avant l'échéance de la présente convention, les parties s'engagent à se rencontrer afin d'envisager ensemble les modalités de poursuite de l'objet de cette convention.

CHAPITRE II – Définition, attribution, délivrance du titre et suivi

ARTICLE 2.1 : Conditions d'attribution de la gratuité

Conformément aux délibérations du Syndicat des Transports d'Île-de-France 2011/0622 du 06/07/2011, la gratuité des transports publics franciliens est accordée aux jeunes, âgés de 16 à 25 ans inclus, résidant en Île-de-France, sans emploi, sortis du système scolaire, et engagés avec le statut de stagiaire de la formation professionnelle continue dans l'un des dispositifs suivants du Service public régional de formation et d'insertion professionnelles : Avenir Jeunes, programmes Qualifiant, Ecole de la Deuxième chance.

Le droit à la gratuité est attribué pour une durée mensuelle. Il s'interrompt à la fin du mois de sortie du dispositif en vertu duquel le jeune bénéficiaire a été reconnu ayant droit.

Toute modification de ces critères d'attribution doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 2.2 : Moyens mis en œuvre pour l'attribution du droit et la délivrance des titres

Le droit à la gratuité d'un jeune est examiné par l'Agence Solidarité Transport au regard de données fournies par les services de la Région (ou par l'Agence de services et de paiement agissant pour leur compte) qui attestent du statut de stagiaire de la formation professionnelle continue du jeune.

L'Agence Solidarité Transport assure le processus d'attribution et de renouvellement des droits.

Les interventions attendues de la Région (ou de l'Agence de services et de paiement (ASP) agissant pour son compte) et de l'Agence Solidarité Transport dans la gestion du dispositif sont précisées dans l'article 2.3 ci-après.

Il revient à la Région d'apporter, le cas échéant, des adaptations à sa convention avec l'Agence de services et de paiement. Il revient au gestionnaire de l'Agence Solidarité Transport de veiller au bon exercice des responsabilités et missions dévolues à l'Agence Solidarité Transport, y compris en apportant, le cas échéant, les adaptations nécessaires aux marchés de prestations de l'Agence Solidarité Transport.

Une plateforme Internet est dédiée au dispositif de gratuité des transports pour les jeunes en insertion.

* L'Agence Solidarité Transport :
    - prend en charge la gestion de la plateforme internet ;
    - récupère et traite les informations mises à disposition par les services de la Région, ou par l'ASP, ou par les jeunes susceptibles de bénéficier de la mesure ;
    - met à jour les données de suivi des dossiers.
* Les jeunes susceptibles de bénéficier de la mesure se connectent à la plateforme pour entrer les informations non renseignées dans les fichiers fournis par les services de la Région ou l'ASP (notamment le N° de client Navigo et l'acceptation des conditions générales d'utilisation) et suivre l'état d'avancement de leur dossier.

ARTICLE 2.3 : Modalités de l'attribution du droit à la gratuité et de délivrance du Forfait Navigo Gratuité

Le droit à la gratuité des transports est attribué aux jeunes munis d'une carte Navigo. Les titulaires de cartes Navigo Annuel et Navigo imagine R doivent se procurer une carte Navigo par leurs propres moyens, notamment auprès des transporteurs d'Île-de-France.

L'Agence Solidarité Transport attribue le droit à la gratuité sur la base des fichiers d'inscription et de sortie de formation des stagiaires ayants-droit à la mesure fournis par les services de la Région (ou l'Agence de services et de paiement agissant pour son compte). Les services de la Région (ou l'Agence de services et de paiement agissant pour leur compte) mettent à disposition de l'Agence Solidarité Transport un fichier hebdomadaire des stagiaires ayants-droit. Ce fichier comprend un

identifiant unique par stagiaire, son identité, sa date de naissance, ses coordonnées postales, la formation suivie, les dates d'entrée et de fin prévisionnelle du stage, conformément aux spécifications définies par le gestionnaire de l'Agence Solidarité Transport et la Région.

L'Agence Solidarité Transport récupère et traite ces fichiers.

Lorsqu'un jeune est identifié comme nouvel entrant, son dossier est créé. Afin d'achever l'instruction de la première attribution au droit, le jeune doit se connecter à la plateforme dédiée pour renseigner son dossier en indiquant notamment son numéro client Navigo et en validant son acceptation des conditions générales d'utilisation. L'Agence Solidarité Transport accorde le droit à la gratuité après avoir vérifié que les noms et prénoms figurant sur la carte Navigo concordent avec ceux du stagiaire.

L'Agence Solidarité Transport informe le stagiaire, directement ou par l'intermédiaire des organismes de formation, du fonctionnement du dispositif, des modalités d'attribution ou de renouvellement du droit à la gratuité, et des conditions de délivrance du Forfait Navigo Gratuité.

A la fin de chaque mois, le droit est renouvelé pour le mois suivant tant que le mois connu de fin du stage est postérieur au mois en cours.

Il revient aux stagiaires d'aller charger le Forfait Navigo Gratuité sur leur carte Navigo sur un automate de distribution ou au guichet d'une gare ou d'une station de métro.

L'Agence Solidarité Transport prend en charge la réponse aux stagiaires et aux organismes de formation sur les questions relatives aux difficultés de chargement du titre sur la carte Navigo.

ARTICLE 2.4 : Suivi de la mesure « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion »

Le gestionnaire de l'Agence Solidarité Transport fournit à la Région les éléments de reporting mensuel et le bilan annuel nécessaire au suivi du dispositif.

Ces éléments seront communiqués par voie électronique à la Région et à Île-de-France Mobilités au plus tard le 15 du mois M+1 pour le reporting du mois M et au plus tard le 15 janvier N+1 pour le bilan annuel de l'année N.

Le contenu et le format de ces éléments sont détaillés en annexe à la convention.

Ils peuvent être modifiés d'un commun accord entre la Région et Île-de-France Mobilités. Toute demande de modification devra faire l'objet d'un envoi de courriel au gestionnaire de l'Agence Solidarité Transport, qui répondra sous un mois sur la faisabilité et le délai de réalisation.

Par ailleurs, le Gestionnaire de l'Agence Solidarité Transport tient à la disposition de la Région la liste non-nominative des mensualités attribuées chaque mois, par stagiaire.

CHAPITRE III – Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion », les Parties assument chacune en ce qui la concerne la qualité de responsable de traitement (ci-après désignés respectivement « Responsable de traitement ») au sens de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée (ci-après la « **Loi informatique et libertés** ») et du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données(règlement général sur la protection des données ci-après le « **RGPD** ») – ci-après désignés ensemble « la **Réglementation** » :

- la Région pour le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre au titre de la gestion de l'octroi et du suivi des aides au Jeunes en formation éligibles au dispositif,

- Comutitres pour le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre au titre de la gestion de la délivrance des titres de transports gratuits aux jeunes en formation éligibles au dispositif, en ce compris les opérations conduites par l'Agence Solidarité Transport.

A ce titre, chaque Partie s'engage, en sa qualité de Responsable des traitements décrits ci-dessus, à respecter les obligations de la Réglementation.

En regard des modalités de mise en œuvre de la mesure « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion », la Région déclare et garantit que les jeunes bénéficiaires de ladite mesure qualifiant les personnes concernées par les traitement des données à caractère personnel au sens de la Règlementation ci-dessus identifiés, ont été informés et ont consenti à communiquer leurs données à l'Agence Solidarité Transport et à COMUTITRES en vue de la gestion de de la délivrance gratuite d'un titre de transports.

A cet égard, la Région déclare et garantit s'être assurée auprès de l'Agence de services et de paiement (ASP) agissant pour son compte et des organismes de formation ou tout autre sous-traitant ou partenaire désigné par la Région, que chaque jeune bénéficiaire de la mesure « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion » a reçu une information individuelle conforme aux exigences de l'article 13 RGPD et a émis un consentement explicite au titre du traitement de ses données à caractère personnel et notamment à la communication de leurs données à l'Agence Solidarité Transport et à COMUTITRES en vue de la gestion de de la délivrance gratuite d'un titre de transports.

COMUTITRES s'engage à informer et à recueillir le consentement des jeunes bénéficiaires de la mesure « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion » au titre du traitement de données à caractère personnel mis en œuvre au titre de la gestion de la délivrance des titres de transports lors de leur première communication avec eux.

Plus généralement, chaque Responsable de traitement s'engage à :

- Mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que les traitements décrits ci-dessus sont effectués conformément à la Règlementation,

- Mettre en œuvre et, le cas échéant, s'assurer de la mise en œuvre par ses sous-traitants de mesures permettant la protection des données à caractère personnel dès la conception,

- Mettre en œuvre et, le cas échéant s'assurer de la mise en œuvre par ses sous-traitants de mesures permettant la protection des données à caractère personnel par défaut,

- Avoir recours à des sous-traitants présentant des garanties suffisantes au regard des exigences de la Règlementation et de la protection des droits des personnes concernées et avoir conclu avec eux un contrat conforme aux exigences de l'article 28 RGPD,

- Mettre en œuvre et, le cas échéant, s'assurer de la mise en œuvre par ses sous-traitants de mesures permettant de garantir la sécurité des traitements décrits ci-dessus, et en particulier à constituer et mettre en œuvre une politique de sécurité et de confidentialité, et à vérifier que chacun de ses sous-traitants dispose et met en œuvre une telle politique,
- Mettre en œuvre et, le cas échéant, s'assurer de la mise en œuvre par ses sous-traitants d'une analyse de risques de sécurité associée aux mesures de sécurité ci-dessus mentionnées, et à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et d'organisations appropriées pour protéger les des données à caractère personnel contre la perte, l'utilisation impropre et l'accès non autorisé, la diffusion, l'altération et la destruction. La nature et le niveau de ces mesures de sécurité devront tenir compte du caractère sensible ou particulier des données à caractère personnel,
- Constituer et tenir à jour un registre des activités des traitements décrits ci-dessus au sens de la Règlementation,
- Coopérer, le cas échéant, avec toute autorité de contrôle compétente, et notamment la CNIL,
- Satisfaire aux obligations de notification à la CNIL et le cas échéant de communication auprès des personnes concernées d'une violation de des données à caractère personnel,
- Réaliser une analyse de l'impact relative à la protection des données chaque fois que l'exige la Règlementation,
- Consulter préalablement la CNIL chaque fois que l'exige la Règlementation,
- Désigner un délégué à la protection des données.

CHAPITRE IV – Dispositions financières.

ARTICLE 4.1 : Valeur de la contribution de la Région par mensualité de gratuité attribuée à un jeune en insertion

Une mensualité de gratuité attribuée à un jeune en insertion correspond à l'attribution du droit à la gratuité pendant un mois.

Si le droit à la gratuité est attribué à un jeune en cours de mois, cela est compté comme une mensualité complète.

La valeur de la contribution de la Région par mensualité de gratuité attribuée à un jeune en insertion est égale à la valeur du Navigo mois toutes zones en vigueur au 1er du mois concerné.

ARTICLE 4.2 : Comptabilisation des mensualités et contribution financière de la Région

Pour l'année N, la subvention de la Région est égale à :

Nombre de mensualités de gratuité attribuée à un jeune en insertion telles que définies à l'article précédent, attribuées au cours de l'année N

multiplié par

la Valeur de la mensualité de gratuité attribuée à un jeune en insertion le mois en cause.

ARTICLE 4.3 : Modalités de versement de la contribution financière de la Région.

* Versement d'un acompte au titre de la subvention pour les années 2020, 2021 et 2022

A partir des 1er juillet 2020, 2021 et 2022, Île-de-France Mobilités émet un titre de recette d'acompte qui est égal à :

80% du nombre de mensualités (arrondi mathématique à l'entier) de gratuité attribuées à un jeune en insertion telles que définies à l'article 3.1 au cours de l'année N-1,

multiplié par

Tarif du Navigo mois toutes zones en vigueur au 1er juillet de l'année N

* Versement du solde des subventions pour les années 2020 , 2021 et 2022

A partir du 1er mars de l'année N+1, Île-de-France Mobilités émet un titre de recette correspondant au solde de la subvention de la Région pour l'année N. Sont joints à ce titre de recette un état précisant le nombre de mensualités attribuées au cours de l'année N et un tableau détaillant la répartition de ce nombre par mois et par dispositif de formation (Avenir Jeunes / Programmes Qualifiants / Ecole de la Deuxième chance).

A réception d'un titre de recettes, le paiement du par la Région au Île-de-France Mobilités sera effectué dans un délai de 45 jours calendaires.

La contribution régionale sera versée sur le compte établi au nom du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

Les coordonnées bancaires d'Île-de-France Mobilités sont les suivantes :

Adresse bancaire :	TP PARIS RGF
Titulaire du compte :	Syndicat des transports d'Île-de-France
N° de Banque :	10071
N° de guichet :	75000
N° de compte :	00001005079 Clé 72

La dépense correspondante sera imputée sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », 116 « Autres », programme 11004 « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100404 « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion » du budget de la région Île-de-France.

CHAPITRE V – Dispositions diverses

ARTICLE 5.1 : Dispositions relatives à la communication

La Région organise les actions d'information et communication appropriées pour faire connaître la mesure aux jeunes susceptibles d'en bénéficier. Elle s'appuiera autant que de besoin sur le relais des missions locales et des organismes de formation dans lesquels les bénéficiaires sont stagiaires. En particulier, elle veillera à fournir aux organismes de formation les éléments nécessaires pour qu'ils puissent informer les jeunes sur la démarche à suivre pour obtenir la gratuité.

ARTICLE 5.2 : Données personnelles

Les Parties s'engagent à respecter leurs obligations découlant de la règlementation relative à la protection des données personnelles, notamment le règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 5.3 : Evaluation de la mesure

Une évaluation de la mesure depuis le début de la mise en œuvre de la convention sera réalisée avant le 1er novembre 2022 par les services d'Île-de-France Mobilités en lien avec ceux de la Région.

ARTICLE 5.4 : Modification de la convention

Toute modification de la convention, notamment en cas d'élargissement de l'assiette des publics éligibles, fait l'objet d'un avenant dont la signature devra être autorisée par l'assemblée délibérante régionale et celle d'Île-de-France Mobilités. Le gestionnaire de l'Agence Solidarité Transport informe Île-de-France Mobilités et la région Île-de-France des contraintes de faisabilité technique.

ARTICLE 5.5 : Résiliation, non renouvellement

Si l'une des parties souhaite ne pas renouveler l'objet de cette convention, elle en informera les autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception reçue au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente convention.

D'un commun accord, les parties peuvent résilier la présente convention par échange de courriers adressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, la résiliation prendra effet à compter de la date fixée par les parties.

En cas de résiliation de la convention, Île-de-France Mobilités s'engage à transmettre à la Région l'état de solde visé à l'article 4.3 à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention, sachant que la subvention de la Région prend en compte les droits attribués par l'Agence Solidarité Transport avant la date de résiliation et les éventuels frais consécutifs à l'interruption de la présente convention.

Si le montant des paiements déjà effectués par la Région est inférieur au montant de la subvention due à Île-de-France Mobilités au titre de la convention, la Région devra verser à Île-de-France Mobilités le complément de subvention au titre de cette année dans un délai de 45 jours à compter de la transmission de l'état de solde par Île-de-France Mobilités. Dans le cas contraire, Île-de-France Mobilités devra reverser à la Région les sommes trop perçues dans un délai de 45 jours à compter de la détermination du solde.

ARTICLE 5.6 : Litiges

Les litiges éventuels entre les parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Paris le ……

en trois exemplaires originaux dont un sera remis à chaque signataire.

Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France,
Le Directeur Général

Laurent PROBST

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Pour Comutitres,
L'Administrateur du GIE,

Christophe LEMAIRE

Annexe :

Reporting mensuel et bilan annuel
de la mesure « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion »

Le reporting mensuel présente (format excel) :

- Le nombre de mensualités
  - par dispositif
  - par programme
  - par provenance
  - et par mois

- Pour chaque mois le nombre d'organismes de formation
  - identifiés
  - référencés
  - ayant des stagiaires éligibles
  - ayant des stagiaires en gratuité

  Avec la liste des codes programmes rattachés.

- La liste des organismes de formation ayant déclaré un référent et ayant des stagiaires éligibles avec pour chaque organisme :
  - le nombre de stagiaires éligibles
  - le nombre de stagiaires en attente de numéro Navigo
  - le nombre de stagiaires en incomplétude
  - et le nombre de stagiaires rejetés.

- La liste des organismes de formation n'ayant pas déclaré de référent avec le nombre de stagiaires éligibles
- La liste non-nominative des mensualités attribuées chaque mois, par stagiaire, en format Access

Le bilan annuel présente :

- Le nombre de stagiaires ayant eu au moins une mensualité attribuée au cours des douze derniers mois au total et par programme, croisé par organisme de formation et provenance
- La distribution du nombre de stagiaires selon le nombre de mensualités attribuées dans l'année
- Le nombre de stagiaires par genre,

- Le nombre de stagiaires ayant reçu au moins une mensualité dans l'année, par année de naissance et par classes d'âges (16-17, 18-20 et 21-25)
- Le nombre de stagiaires ayant reçu au moins une mensualité par département de résidence

Annexe 2 : Projet d'avenant type n° 1 à la convention triennale 2020-2022 des missions locales

REGION ILE DE FRANCE
Pôle Développement Economique, Emploi et Formation
Direction de la Formation Professionnelle Continue

Avenant n° 1 à la convention triennale 2020-2022

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-058 du 31 janvier 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé :
dont le statut juridique est : .....
dont le n° SIRET est .....
dont le siège social est situé au : .....
.....
ayant pour représentant (nom et qualité) : .....
.....
ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

d'autre part,

VU la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 relative au soutien régional aux Missions Locales
VU la délibération n° CP 2020-114 du 4 mars 2020 portant mesures pour la mobilité des jeunes : gratuité des transports - Développeurs de l'apprentissage territorial

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 – Titre 3 : Ajout du dispositif « développeur de l'apprentissage »

Objectif

Pour promouvoir l'apprentissage en tant que voie de formation au service de l'insertion professionnelle des jeunes, la présente convention a pour objet le recrutement par l'organisme de développeurs territoriaux, pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2020 et dont les missions sont définies dans le règlement d'intervention du dispositif approuvé par la délibération n° du **CP 16-610** du **16 novembre 2016**.

Ces missions visent principalement :

- L'animation de réseaux de partenaires, pour renforcer le maillage des acteurs de l'apprentissage sur le territoire.
- Le développement de l'accès à l'apprentissage et sécurisation des parcours.
- La promotion de l'apprentissage.

Périmètre d'intervention

Le périmètre d'intervention des développeurs territoriaux d'un même département se définit en concertation avec les missions locales porteuses du dispositif, selon un partage observé lors des précédents exercices. Les développeurs se mobilisent prioritairement pour intervenir

auprès du public jeune et des prescripteurs de leur territoire, ce-dernier s'étendant au-delà de celui des seules structures porteuses des postes.

Modalités de financement

La subvention régionale est une aide à la rémunération de poste(s) de développeur(s) de l'apprentissage territoriaux, présent(s) dans les effectifs au 31 décembre 2019. Cette aide couvre le coût annuel d'un poste de développeur (salaire brut et charges patronales) dans la limite d'un plafond de dépenses éligibles fixées à 50 000 € par an et par équivalent temps plein (ETP).

Le financement attribué à la structure est détaillé ci-dessous :

Nombre de poste(s) ETP	**Montant de la subvention attribuée**

ARTICLE 2 – dispositions diverses

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Fait en 3 exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le ..... Le .....

Pour la Structure ([1])
(Nom du signataire, titre, signature
et cachet de la structure support)

La présidente du conseil régional,

Annexe 3 : Postes de développeurs de l'apprentissage territorial financés

DISPOSITIF DEVELOPPEURS DE L'APPRENTISSAGE TERRITORIAUX (DAT)
FINANCEMENT 2020

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Montant proposé de la décision
19010059	INSERTION ET DEVELOPPEMENT DU VAL D YERRES VAL DE SEINE	INSERTION ET DEVELOPPEMENT DU VAL D YERRES VAL DE SEINE - DAT 2020	50 000,00
19010062	MISSION LOCALE DINSERTION SOCIALE PROFESSIONNELE DES JEUNES	MISSION LOCALE DINSERTION SOCIALE PROFESSIONNELLE DES JEUNES - DAT 2020	50 000,00
19010064	CLLAJ - AIFP MISSION LOCALE PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE	CLLAJ - AIFP MISSION LOCALE PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE - DAT 2020	50 000,00
19010066	MISSION LOC MAISONS ALFO	MISSION LOC MAISONS ALFORT - DAT 2020	50 000,00
19010067	MISSION LOC POUR L EMPLOI DE MARNE LAV	MISSION LOC POUR L EMPLOI DE MARNE LAV - DAT 2020	50 000,00
19010068	MDEF MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART	MDEF MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART - DAT 2020	50 000,00
19010069	MISSION LOCALE PARIS	MISSION LOCALE PARIS - DAT 2020	100 000,00
19010071	MISSION LOC SUD ESSONNE	MISSION LOC SUD ESSONNE - DAT 2020	50 000,00
19010072	MISSION LOCALE DU MANTOIS	MISSION LOCALE DU MANTOIS - DAT 2020	50 000,00
19010076	MISSION LOCALE DE LA BRIE ET DES MORINS	MISSION LOCALE DE LA BRIE ET DES MORINS - DAT 2020	50 000,00
		Total	550 000,00

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-098

DU 4 MARS 2020

PRIC 2020 : ABONDEMENT FORMATIONS TRANSVERSALES - PARCOURS ENTRÉE DANS L'EMPLOI - AFFECTATION ACTIONS PRIC - SUBVENTION ACTIONS EXPÉRIMENTALES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n° SA.40207, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le règlement (CE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU la décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Île-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n° 1303/2013 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelle ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-099 du 16 mars 2018 relative au soutien régional aux actions expérimentales ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 26 mars 2018 relative à la mise en œuvre du Plan Investissement Compétences : approbation de la convention et la mobilisation du programme acquisition des savoirs de base ;

VU la délibération n° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 relative aux actions expérimentales – Première affectation ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-295 du 3 juillet 2019 relative à la mise en œuvre du Pacte régional pour l'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-305 du 3 juillet 2019 relative à la consultation « formations e-learning et multimodales », à la mise en œuvre du Pacte et aux subventions « actions territorialisées » et « actions expérimentales » ;

VU la délibération n° CP 2019-444 du 16 octobre 2019 relative au Programme régional de formations transversales 2020 ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) – Année 2020 ;

VU la délibération n° CP 2019-545 du 20 novembre 2019 relative au programme Compétences + : lauréats de l'appel à projet Pacte Régional Investissement dans les Compétences (PRIC) – Deuxième Vague ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-098 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectation dans le cadre du* Pacte régional d'investissement dans les compétences *pour le Programme régional de formations transversales

Affecte 30 000 000 € disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle apprentissage et emploi », code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi » programme HP 111-005 « Mesures d'insertion professionnelle » action 11100501 « Accès aux savoirs de base » du budget 2020.

Article 2 : Affectation dans le cadre du* Pacte régional d'investissement dans les compétences *pour le Programme régional Parcours Entrée dans l'Emploi

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 12 000 000 € sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi », programme HP111-005 « Mesures d'insertion professionnelle » action 11100501 « Accès aux savoirs de base » du budget 2020.

Article 3 : Affectation dans le cadre du* Pacte régional d'investissement dans les compétences *pour le nouvel outil numérique Carte de Compétences 3.0

Affecte 100 000 € disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle apprentissage et emploi », code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP 10-002 « Mesures transversales », action 11000202 « Évaluation, études et promotion» du budget 2020.

Article 4 : Affectation dans le cadre du* Pacte régional d'investissement dans les compétences *pour la création du MOOC « Compétences »

Affecte 100 000 € disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle apprentissage et emploi », code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP 10-002 « Mesures transversales », action 11000202 « Évaluation, études et promotion » du budget 2020.

Article 5 : Appel à Projet* Pacte régional d'investissement dans les compétences *: modification de fiche projet et avenant à une convention initiale

Approuve l'avenant n° 1 à la convention « Pacte régional d'investissement dans les compétences », entre la Région et Impulsion 75, visant à compléter les modalités de versement et joint en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve la modification de la fiche projet « DOSSIER N° EX047180 - Appel à projets Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)» initialement votée par la délibération n° CP 2019-545 du 20 novembre 2019 susvisée visant à rectifier l'effectif prévu. La fiche modifiée figure en annexe 2 à la présente délibération.

Article 6 : Appel à Projet* Pacte régional d'investissement dans les compétences *: modification de fiche projet et avenant à une convention initiale

Approuve l'avenant n° 1 à la convention « Pacte régional d'investissement dans les compétences », entre la Région et Amuplie94, en annexe 3 à la présente délibération, visant à modifier l'annexe 4 à la présente délibération nommée « Fiche projet Amuplie94 » et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve la modification de la fiche projet N° EX047546 - Appel à projets Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) - AMUPLIE94 - initialement votée par la délibération n° CP 2019-545 du 20 novembre 2019 susvisée visant à rectifier l'effectif prévu. La fiche modifiée figure en annexe 3 à la présente délibération.

Article 7 : Affectation dans le cadre du PRIC pour la promotion des actions engagées

Affecte 300 000 € de crédits disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle apprentissage et emploi », code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP 10-002 « Mesures transversales », action 1 10 002 02 « Evaluation, études et promotion » du budget 2020.

Article 8 : Affectation pour une prestation d'appui conseil dans le cadre de l'appel à projets PRIC 2020

Affecte 100 000 € de crédits disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle apprentissage et emploi », code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP 10-002 « Mesures transversales », action 1 10 002 02 « Évaluation, études et promotion » du budget 2020.

Article 9 : Action expérimentale

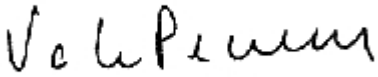
Décide de participer au titre du dispositif Actions expérimentales, au financement du projet détaillé « les Cadets de la Gendarmerie d'Île-de-France » dans la fiche projet en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 25 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type jointe en annexe à la délibération n° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 25 000 € disponible sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 112 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 112-006 (111 006) « Formations qualifiantes et métiers », Action 11100605 « Formations complémentaires », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe 5 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc173986-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Avenant à la convention Impulsion 75

INVESTIR
DANS VOS
COMPÉTENCES

Région îledeFrance

CONVENTION: **19-EX047180-001-PRIC**

ACTION SAFIR: **S19PRIC75013NR**

Pôle Formation professionnelle et apprentissage

Avenant n°1 à la Convention

«Pacte régional d'investissement dans les compétences»

Entre

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° **CP 2020-098 du 04/03/2020**, ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

L'organisme dénomination : **IMPULSION 75**
dont le statut juridique est : **ASSOCIATION**
dont le n° SIRET et code APE sont : **50537729100024**
dont le siège social est situé au : **16 boulevard Pasteur – 75015 PARIS**
ayant pour représentant : **AMIROUCHE AIT DJOUDI, Directeur**
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier dans le cadre du «Pacte régional d'investissement dans les compétences» tel qu'adopté par la délibération n° CR 2019-11 du 20 mars 2019.

Par délibération N° CP 2019-545 du 20 novembre 2019, la région Île-de-France a décidé de soutenir **IMPULSION 75** au titre de l'année 2019 pour la réalisation du projet présenté dans le cadre de l'appel à projets Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences.

Le présent avenant, pris en application de l'article 7 « Modification de la convention » de la convention initiale, a pour objet d'une part de rectifier les effectifs visés dans le cadre du projet et d'autre part de compléter les modalités de versement prévues dans l'article 3 « Dispositions financières » de la convention initiale.

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE LA FICHE PROJET

La fiche projet annexée à la convention initiale est modifiée et remplacée par la fiche projet annexée au présent avenant afin de rectifier les effectifs visés par le projet mis en œuvre par IMPULSION 75.

ARTICLE 2. : MODALITES DE VERSEMENT

L'article 3.2 « Modalités de versement » de la convention initiale est complété comme suit :

« Le versement de l'avance à valoir sur les paiements est également subordonné à la communication par le bénéficiaire du plan de financement précisé sur la base d'une prestation d'appui conseil ».

Le paragraphe 2 de l'article 3.2.1 « Versement d'un acompte » est modifié et complété comme suit :

« Le versement de l'acompte est subordonné à la production (3 ou 4 documents) :

- *de la demande de versement d'acompte, générée à partir du système d'information de la Région*
- *du compte-rendu financier intermédiaire*
- *rapport d'activité intermédiaire*
- *du plan de financement précisé sur la base d'une prestation d'appui conseil, si le bénéficiaire n'a pas sollicité d'avance et communiqué cette pièce.*

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant, la fiche projet modifiée ci-annexée, l'annexe RGPD. Toutes les autres clauses prévues dans la convention initiale demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celles-ci.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le..... **Le.....**

L'organisme nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire	**La présidente du conseil régional d'Île-de-France**

Annexe 2 : Fiche projet Impulsion 75

Commission permanente du 20 novembre 2019 - CP2019-545

DOSSIER N° EX047180 - Appel à projets Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) - IMPULSION 75

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)
Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019
Imputation budgétaire : 931-112-6574-111006-400
Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	705 246,34 € TTC	49,63 %	350 000,00 €
	Montant total de la subvention		350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMPULSION 75
Adresse administrative : 16 BD PASTEUR
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur AMIROUCHE AIT DJOUDI, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Lancement de 2 sessions pilotes avant le déploiement.

Description :
Le projet a pour objet la remobilisation et de formation par le sport de jeunes en situation de totale démobilisation scolaire ou professionnelle, inscrits dans une pratique sportive amateur ou confirmée.

Le projet « Classe Préparatoire à la Performance Professionnelle par le Sport (C3PS) » vise l'insertion socio-professionnelle des publics cibles à travers 2 volets :
o une pédagogie réflexive favorisant un transfert des compétences notamment sportives mobilisables dans le monde professionnel.
o un accompagnement au renforcement de compétences liées au savoir-être, à l'anglais et à la relation-client.
o Un accompagnement à la concrétisation du projet professionnel vers une formation ou emploi ou création d'entreprise

• Axes et orientations :

Axe 2 : garantir l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants par la consolidation des compétences clés

• Caractère innovant et expérimental des projets :

Un projet expérimental comportant :
- un repérage d'un public exclusivement sportif
- une modalité pédagogique de type blended learning et MOOC Accueil/Relation Client.
- un ancrage des actions de formation sur des lieux à valeurs symbolique (INSEP, lycée Henri IV, lycée Buffon), et par des intervenants issus du monde économique, sport de haut niveaux et des stagiaires de Sciences po => choix d'éviter "l'effet quartier".
- un parcours intégré vers l'emploi à travers un laboratoire Réalité Virtuelle animée par le GIP EMPLOI-ROISSY,
- intervention des TPE-PME par les Développeurs de l'emploi de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises Paris/Ile de France (CPME).
- des actions de communication dédiées et multicanales

Partenariat :

• Partenariat financier :
Le fonds de dotation de la communauté aéroportuaire de Paris

• les membres du consortium :
- Impulsion 75
- L'Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance
- La Confédération des Petites et Moyennes Entreprises Paris/Ile de France
- La Fédération Sportive et Culturelle de France
- Le GIP Emploi-Roissy
- Tourism Academy

• Partenariats avec les prescripteurs :
- Missions locales
- Pôle emploi etc.

• Acteurs de repérage :
- Impulsion 75
- INSEP
- Fédérations et clubs sportifs

• Autres acteurs
- DRJSCS Ile-de-France
- Sciences PO Paris
- Lycées Buffon, Henri IV et Louis-Le-Grand
- Cervelle de Canut
- Duarte coaching
- City one
- Le Socialab

• Effectif visé :
90 bénéficiaires sur 7 sessions
70% de sorties positives

Localisation géographique :
- o Plaine Commune
- o Grand Roissy le Bourget
- o Est Ensemble
- o Paris
- o Paris Est Marne et Bois

Localisation géographique :
- Grand Roissy
- Est Ensemble
- Bords de Marne
- Paris
- Est Ensemble - Grand Roissy

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fonctionnement	69 808,84	9,90%
Dépenses de personnel	381 037,50	54,03%
dépenses d'équipement	254 400,00	36,07%
Total	705 246,34	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	150 000,00	21,27%
Fonds privés (préciser)	56 400,00	8,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	350 000,00	49,63%
Apports matériels	48 692,03	6,90%
Apports immatériels	11 400,00	1,62%
Apports en personnel	88 754,31	12,58%
Total	705 246,34	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Annexe 3 : Avenant à la convention AMUPLIE94

INVESTIR
DANS VOS
COMPÉTENCES

Région îledeFrance

CONVENTION: **S19PRIC94005NR**

ACTION SAFIR: **19-EX047546-001-PRIC**

Pôle formation professionnelle et apprentissage

Avenant n°1 à la Convention

«Pacte régional d'investissement dans les compétences»

Entre

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° **CP 2020-098 du 04/03/2020**, ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

L'organisme dénomination : **AMUPLIE94**
dont le statut juridique est : **Association**
dont le n° SIRET et code APE sont : **539 813 535 000 25**
dont le siège social est situé au : **85/87 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE**
94000 CRETEIL
ayant pour représentant : **Madame DANI LE CORNET, Présidente**
ci-après dénommée « le bénéficiaire » d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier dans le cadre du «Pacte régional d'investissement dans les compétences» tel qu'adopté par la délibération n° CR 2019- 11 du 20 mars 2019.

Par la délibération n° CP 2019-545 du 20 novembre 2019, la région Île-de-France a décidé de soutenir **AMUPLIE94** au titre de l'année 2019 pour la réalisation du projet présenté dans le cadre de l'appel à projets Pacte Régional d'Investissement dans les Compétence.

Le présent avenant, pris en application de l'article 7 « Modification de la convention » de la convention initiale, a pour objet de rectifier les effectifs visés dans le cadre du projet.

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE LA FICHE PROJET

La fiche projet annexée à la convention initiale est modifiée et remplacée par la fiche projet annexée au présent avenant afin de rectifier les effectifs visés par le projet mis en œuvre par AMUPLIE94.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant, la fiche projet modifiée ci-annexée, l'annexe RGPD.

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celles-ci.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le..... **Le.....**

L'organisme nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire	**La présidente du conseil régional d'Île-de-France**

Annexe 4 : Fiche projet AMUPLIE94

DOSSIER N° EX047546 - Appel à projets Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) - AMUPLIE94

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)
Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019
Imputation budgétaire : 931-112-6574-111006-400
Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	674 460,00 € TTC	70,00 %	472 122,00 €
	Montant total de la subvention		472 122,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AMUPLIE94
Adresse administrative	:	85/87 AVENUE DU G N RAL DE GAULLE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame DANI LE CORNET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet nécessite un travail d'ingénierie et de sourcing.

Description :
Les trois PLIE du Val de Marne en collaboration avec la startup Gojob, l'entreprise VELOGIK, le CECAP club d'entreprises et les partenaires locaux des PLIE souhaitent
expérimenter un modèle d'action de formation innovant de parcours intégrés comprenant la mobilisation, l'acquisition des compétences clés (linguistique, numérique) la levée des freins, l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi stable et durable.

Un grand volume d'offres d'emploi non pourvues sur le territoire avec les chantiers du Grand Paris Express, le nouveau plan de rénovation urbaine, la forte implication des EPT dans l'achat socialement responsable (clauses insertion) et l'implantation d'entreprises qui ont des besoins important de recrutement. Le projet propose de renforcer la mobilisation des publics par l'intégration d'outils innovants pour le repérage et le suivi
des candidats.

Le projet cible 350 demandeurs d'emploi. L'objectif est de :
- former les demandeurs d'emploi sur des parcours innovants tels que la maintenance connectée de technicien/réparateur de cycles,
- former les professionnels afin de faire évoluer leurs pratiques en digitalisation.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses d'accompagnement	263 400,00	39,05%
Dépenses de formation	19 500,00	2,89%
Dépenses d'ingénierie	37 500,00	5,56%
Autres démarches	167 912,00	24,90%
Ingénierie Gojob	49 950,00	7,41%
Ingénierie Velogik	100 000,00	14,83%
Ingénierie Envergure	2 400,00	0,36%
Autres démarches	33 798,00	5,01%
Total	674 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds privés Gojob	99 938,00	14,82%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	472 122,00	70,00%
Fonds privés Velogik	100 000,00	14,83%
Fonds privés Envergure	2 400,00	0,36%
Total	674 460,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Annexe 5 : Fiche projet Les cadets de la gendarmerie

DOSSIER N° 20003059 - Les Cadets de gendarmerie d'Île-de-France

Dispositif : Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)
Délibération Cadre : CR17-12 du 17/02/2012
Imputation budgétaire : 931-112-65738-111006-400
Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	62 500,00 € TTC	40,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FEDERATION NATIONALE DES RESERVISTES OPERATIONNELS ET CITOYENS DE LA GENDARMERIE NATIONALE
Adresse administrative	:	12 RUE DE LA BANQUE 75002 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur RENAUD RAMILLON-DEFFARGES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Recrutement des bénéficiaires durant l'année scolaire

Description :
Le projet « Les cadets de la gendarmerie d'Île-de-France » proposé par la fédération nationale des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie nationale (ANORGEND) vise à préparer des jeunes citoyens aux concours et sélection de la gendarmerie grâce à un accompagnement aux concours et des stages de découverte de la gendarmerie et de ses métiers.

Les territoires de réalisation ciblés par ce projet sont les départements des Yvelines et du Val d'Oise.

Seront sollicités les partenaires suivants : la région de gendarmerie d'Île-de-France et le rectorat de l'académie de Versailles.

Les bénéficiaires de ce dispositif, les « Cadets » sont des jeunes femmes et hommes âgés entre 17 et 21 ans, demandeurs d'emploi recrutés sur des critères scolaires, sociaux et géographiques. En 2020, il est prévu un recrutement de 25 Cadets. Ils seront encadrés par 5 réservistes opérationnels, 4 bénévoles

ANORGEND et 8 professeurs de l'éducation nationale.

Le dispositif des Cadets de la gendarmerie d'une durée moyenne de 225 heures se compose de :

- 3 stages en gendarmerie d'une durée moyenne de 128 heures : un stage d'intégration de 4 jours (8 heures par jour), un stage de découverte des métiers de la gendarmerie de 6 jours (8 heures par jour), un stage sur les institutions républicaines et déontologie avec une sensibilisation sur les violences intrafamiliales de 6 jours (8 heures par jour) ;
- Cours préparatoire aux concours de la gendarmerie (60 heures) ;
- Activités de solidarité (15 heures) : préparation des colis pour les opérations intérieur et extérieur et visite dans hôpitaux militaires ;
- Activités patriotiques (8 heures) : participation aux cérémonies patriotiques, nettoyage de tombes militaires de soldats ;
- Travaux de groupe sur des thèmes d'études comme la citoyenneté, les institutions républicaines (14 heures) : entraînement à l'oral en vue de la préparation des épreuves orales des concours.

A la sortie du dispositif, les objectifs fixés sont :

- pour 80% des « Cadets » une intégration en gendarmerie, en police nationale, dans les fonctions publiques d'Etat et territoriale liée au service public de la sécurité et dans le secteur de la sécurité privée ;
- pour 20% des « Cadets », proposition d'un contrat de réservistes opérationnel de la gendarmerie nationale afin de leur assurer une expérience professionnelle et une rémunération le temps de trouver un emploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais administratifs	1 000,00	1,60%
Frais mise en oeuvre de l'action : habillement	16 000,00	25,60%
Hébergement et frais de repas	13 000,00	20,80%
Frais de déplacement	6 000,00	9,60%
Divers : ouvrage gendarmerie, matériel pédagogique, gerbes cérémonie patriotique, formation en secourisme	16 000,00	25,60%
Assurance	500,00	0,80%
Communication : site internet, flyer, affiche	10 000,00	16,00%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenaire public : Préfecture du Val d'Oise	5 000,00	8,00%
Subvention Région IDF (sollicitée)	25 000,00	40,00%
Partenaires privés : Mondial Protection, Unéo, Banque française mutualiste, Schneider consummer groupe	32 500,00	52,00%
Total	62 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-061

DU 4 MARS 2020

DISPOSITIF D'AIDE INDIVIDUELLE RÉGIONALE VERS L'EMPLOI - AFFECTATION - MODIFICATION DU RÈGLEMENT D'INTERVENTION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'Education ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du Travail, notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU le décret n° 88-368 du 15 avril 1988 modifié fixant les taux et les montants des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au rapport cadre vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelle ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 2018-007 du 15 mars 2018 modifiée portant création d'un nouveau dispositif expérimental d'aide à la formation : aides individuelles régionales vers l'emploi ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-060 du 22 mai 2019 relative au bilan et évolution du dispositif expérimental d'aides individuelles régionales vers l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 relative à la convention entre la Région et l'agence de services et de paiement (ASP) – Année 2020 ;

VU la délibération n° CP 2019-485 du 20 novembre 2019 relative à la deuxième affectation sur le dispositif des Aides individuelles régionales vers l'emploi ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-061 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Adopte le règlement d'intervention relatif au dispositif « aide individuelle régionale vers l'emploi (AIRE) » joint en annexe à la délibération. Il entre en vigueur à compter du 1er juillet 2020.

Article 2

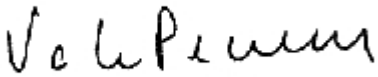
Affecte au titre du dispositif « aide individuelle régionale vers l'emploi (AIRE) », une première autorisation d'engagement de **3 000 000 €** prévue au budget 2020 de la Région.

- Cette autorisation d'engagement est disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle », code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP113-006 (111 006) « Formations qualifiantes et métiers », code action 1 1100608 « Aides individuelles régionales (AIR) » sur le budget 2020.

L'échéancier des crédits de paiement se répartit comme suit :

1ère affectation 2020 au dispositif AIRE en € Fiche IRIS 20 000211	Crédits de paiement en €		
3 000 000 €	2020	2021	2022
	900 000 €	1 500 000 €	600 000 €

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc173984-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Règlement d'intervention modifié du dispositif AIRE

REGLEMENT D'INTERVENTION MODIFIE RELATIF AUX AIDES DU DISPOSITIF EXPERIMENTAL « AIDE INDIVIDUELLE REGIONALE VERS L'EMPLOI »

1) Objectifs

L'objectif est de favoriser la mise en œuvre de projets professionnels des demandeurs d'emploi franciliens en finançant des parcours de formation, dont l'initiative revient à l'individu, et pour lesquels la réponse en termes d'action de formation n'existe pas dans l'offre collective, justifiant l'attribution d'aides individuelles.

Ces aides individuelles doivent ainsi permettre :
- de répondre rapidement et de manière souple à des demandes de formation professionnelle qui ne peuvent trouver de réponse dans l'offre collective ;
- de répondre à des besoins en formation identifiés sur les secteurs en tension, sur un bassin d'emploi ou sur des métiers émergents ou rares ;
- dans la perspective d'un retour, de l'accès à l'emploi ou de la hausse du niveau de qualification.

2) Bénéficiaires

Ces aides s'adressent aux :
- demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle Emploi ; à ce titre, les créateurs d'entreprise et indépendants inscrits à pôle emploi peuvent bénéficier du dispositif ;
- jeunes franciliens en recherche d'emploi inscrits et suivis en Mission Locale francilienne.

3) Formations éligibles

- formations de niveau 3 à 7 (anciennement V à I) ;
- formations menant à une certification. ;
- modules de certification/blocs de compétences permettant d'acquérir une certification partielle, de compléter une partie de certification déjà acquise ou complémentaire à une expérience professionnelle d'un an ou plus :
- actions de formations en situation de travail (AFEST);
- formations professionnalisantes relevant de métiers nouveaux en tension en particulier ceux relevant de nouvelles technologies

L'effet incitatif de l'aide étant recherché sur le territoire francilien, le lieu de formation doit en conséquence être situé en Ile-de-France (sauf pour les formations spécifiques non présentes sur le territoire francilien).
Les formations peuvent être dispensées par tout organisme de formation présent en Ile-de-France (exception faite ci-dessus) dès lors qu'il a un numéro de déclaration d'activité valide et qu'il répond aux exigences de qualité des articles L 6316-1 et R 6316-1 et suivants du code du travail.

Les actions de formation en situation de travail (AFEST) sont définies aux articles L 6313-2 et D 6313-3-2 du code du travail. Elles ne sont éligibles que si elles ont une durée inférieure ou égale à 12 mois, qu'il s'agisse de périodes de développement des apprentissages en entreprise ou en centre de formation.

<u>Ne sont pas éligibles :</u>
- les formations déjà financées par la Région dans son offre collective (sauf situation très spécifique : absence de places disponibles, sessions déjà commencées, temps d'attente supérieur ou égal à 4 mois pour intégrer une place disponible, lieu de la réalisation de la formation situé à plus de 60 minutes, de porte à porte, en transports en commun du lieu de résidence) ;
- les formations règlementaires obligatoires (FIMO, FCOS, CACES) ;
- les tests déterminant un niveau de langue ou de bureautique (TOEIC, TOEFL, BULATS, TOSA) ;

- les formations relevant du secteur du développement personnel ou de l'accompagnement des personnes à visée thérapeutique ou de bien-être non reconnues au RNCP ;
- les formations relevant du schéma des formations sanitaires et sociales déjà couvertes dans le cadre de la politique régionale pour ces actions.

4) Modalités de l'aide

L'initiative de la demande relève de l'individu. L'organisme de formation choisi par le bénéficiaire établit la demande d'aide pour le compte de celui-ci.
A cet effet, il vérifie que le bénéficiaire potentiel répond bien aux conditions du présent règlement (inscrit au service public de l'emploi notamment), collecte les données, documents et justificatifs afférents et dépose la demande de soutien sur le système d'information dédié de la Région au plus tard 4 semaines avant le début de la formation.

Les modalités de transmission, d'éligibilité de la demande (documents et justificatifs à transmettre) et d'intervention sont précisées dans le mode d'emploi disponible sur le site et le système d'information dédié de la Région Ile-de-France.

Seules les demandes complètes sont instruites par les services.

Les demandes sont examinées dans la limite d'un délai de 4 semaines à compter de la réception de la demande complète. En conséquence, il appartient à l'organisme de prendre toutes dispositions nécessaires pour s'assurer de cette complétude au regard de ce délai et de la date d'entrée en formation souhaitée.
En cas de demandes multiples donnant lieu à un nombre d'abandons répétés, la Région se réserve le droit de ne plus accorder l'aide au bénéficiaire ou à l'organisme considéré.

Les frais pédagogiques, d'inscription (y compris les saisies sur les différents SI : dépôt de la demande, dossier de rémunération), de certification ou de petits matériels nécessaires au déroulement de la formation, hors frais de transport et d'hébergement, sont pris en compte dans le calcul de l'aide.

Le montant de l'aide attribuée est arrêté, après instruction des dossiers et dans la limite des crédits disponibles, sur la base du devis de l'organisme dispensant la formation et limité à
12 000 €.
Le montant horaire devra être cohérent avec les montants constatés par ailleurs sur des formations du même secteur, la Région se réservant le droit, en cas de constat d'écarts trop importants, de négocier à la baisse ou de refuser l'octroi de l'aide en cas de désaccord.

La Région notifie sa décision (accord, réorientation vers un autre dispositif ou refus) au demandeur et en informe l'organisme de formation et l'ASP (Agence de Services et de Paiement).

Le versement de l'aide s'effectue à terme, sur la base des heures effectivement réalisées et par subrogation à l'organisme de formation. Le paiement est confié à l'ASP, en charge pour le compte de la Région du règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle.

Ces aides individuelles ouvrent droit au statut de stagiaire de la formation professionnelle rémunéré. L'organisme de formation est dès lors en charge de saisir les informations sur le système informatique dédié par l'ASP, dès l'entrée en formation du stagiaire.

Dans l'attente de la mise en œuvre du nouveau système de dépôt et de traitement automatisé de la demande, le processus actuel est maintenu pour garantir la continuité de service jusqu'au 30 juin 2020.

Un bilan régulier de ce dispositif sera réalisé en Commission thématique.

5) Modalités de pilotage et de suivi

Les actions financées font l'objet d'un suivi et de contrôles sur pièces ou sur place pour s'assurer des conditions matérielles, des moyens pédagogiques et des moyens humains mis en place et nécessaires aux formations. Une enquête de satisfaction est réalisée sur la qualité de la formation reçue et sur l'impact en termes d'insertion professionnelle effective du bénéficiaire.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-032

DU 4 MARS 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE L'APPRENTISSAGE - DÉVELOPPEURS TERRITORIAUX

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment les livres II et III de la sixième partie ;

VU la délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;

VU la délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;

VU la délibération n° CP 13-790 du 20 novembre 2013 relative à la politique régionale d'apprentissage ;

VU la délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 relative à une politique d'apprentissage réactive et qualitative ;

VU la délibération n° CP 14-766 du 20 novembre 2014 portant modification des règlements d'intervention et de la convention type des développeurs de l'apprentissage ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 16-051 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale de l'apprentissage ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 portant nouvel engagement pour l'apprentissage : plan d'action ;

VU la délibération n° CP 16-610 du 16 novembre 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage – Modification et renouvellement de conventions portant création de CFA – Mise à jour des règlements d'intervention – Financement des développeurs de l'apprentissage territoriaux, sectoriels et thématiques ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-217 du 17 mai 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-032 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement 2020 de postes de développeurs de l'apprentissage

Décide de participer, au titre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage », au financement des postes détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 350 000 €.

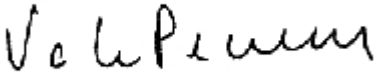
Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 14-766 du 20 novembre 2014, modifiée et susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 350 000 €, au titre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage », prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage», action 11200302 « Accompagnement de la politique de l'apprentissage » du budget 2020.

Article 2 : Correctif apporté dans le cadre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage »

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 25 000 € au titre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage », prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc174127-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Financement 2020 des postes de développeurs de l'apprentissage

DISPOSITIF DEVELOPPEURS DE L'APPRENTISSAGE TERRITORIAUX (DAT)
FINANCEMENT 2020

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Montant proposé de la décision
19010057	CONVERGENCE 93	CONVERGENCE 93 - DAT 2020	100 000,00 €
19010058	GIP GROUPEMENT D INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE	GIP GROUPEMENT D INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE - DAT 2020	50 000,00 €
19010073	RESEAU ML92	RESEAU ML92 - DAT 2020	100 000,00 €
19010074	MLAVO MISSIONS LOCALES ASSOCIEES DU VAL D OISE	MLAVO MISSIONS LOCALES ASSOCIEES DU VAL D OISE - DAT 2020	100 000,00 €
		Total	**350 000,00 €**

Annexe 2 : Correctif apporté dans le cadre du dispositif "Développeurs de l'apprentissage"

DISPOSITIF DEVELOPPEURS DE L'APPRENTISSAGE TERRITORIAUX (DAT)

SOLDE 2016 - CORRECTIF

Dossier - Code	Bénéficiaire	Dossier	Solde 2016
16000217	INSERTION ET DEVELOPPEMENT DU VAL D YERRES VAL DE SEINE	INSERTION ET DEVELOPPEMENT DU VAL D YERRES VAL DE SEINE - SOLDE DAT 2016	25 000,00
			25 000,00

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-044

DU 4 MARS 2020

RÉMUNÉRATION DES STAGIAIRES ET FRAIS DE GESTION 1ÈRE AFFECTATION, CONVENTION ENTRE LA RÉGION ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (CE) n° 1998/2006 de la commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis publié au JOUE du 28 décembre 2006 n° L. 379 ;

VU le règlement (UE) n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le régime d'aide exempté n°SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L. 313-I et suivants ;

VU le code du travail, notamment sa sixième partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU l'ordonnance n° 2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de services et de paiement ;

VU le décret n° 88-368 du 15 avril 1988 modifié fixant les taux et les montants des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007/2013, prolongé ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion, versement des aides individuelles de mobilité européenne et internationale ;

VU la délibération n° CP 15-464 du 9 juillet 2015 relative à l'aide aux transports des jeunes en insertion ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « La Région s'engage : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 : « Changeons d'air en Île-de-France : Plan régional pour la qualité de l'air : 2016-2021 » ;

VU la délibération n° CR 113-16 du 7 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du Pacte rural : sauvegarder les commerces de proximité ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 162-16 du 23 septembre 2016 portant nouvel engagement pour l'emploi : création du Fonds de transition ESS – Accord cadre régional IAE ;

VU la délibération n° CP 16-651 du 16 novembre 2016 portant nouvel engagement pour l'emploi – Affectation de subventions au titre du Fonds de transition ESS 2016 - avenant à la convention avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 relative à la stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelle 2017-2021 : une ambition pour l'emploi et la croissance ; Contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 modifiée relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2017-137 du 6 juillet 2017 relative à l'amélioration de la qualité de l'air : dispositif d'accompagnement des petites et moyennes entreprises franciliennes, tout particulièrement artisanales, pour l'acquisition de véhicules « propres » ;

VU la délibération n° CR 2018-007 du 15 mars 2018 portant adoption d'un nouveau dispositif expérimental d'aide à la formation : aides individuelles régionales vers l'emploi (AIRE) ;

VU la délibération° CP 2018-484 du 17 octobre 2018 relative à Paris Région UP, attribution des subventions PM'up, TP'up et INNOV'up PROTO, ajustement des modalités de TP'UP et d'INNOV'up LEADER PIA et cession d'Île-de-France capital ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 portant adoption de la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) – Avenant 2018 et convention 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) ;

VU la délibération n° CR 2019-035 du 28 mai 2019 portant affectation de crédits dans les secteurs de la formation professionnelle et des lycées ;

VU la délibération n° CP 2019-353 du 18 septembre 2019 portant diverses mesures pour l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant adoption de l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) – Année 2020 ;

VU la délibération n° CP N° 2020-056 du 31 janvier 2020 adoptant le nouveau règlement d'intervention d'aide à l'acquisition de véhicules propres par des petites et moyennes entreprises franciliennes ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-044 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte au titre de la rémunération des stagiaires dans le cadre de la convention, une autorisation d'engagement d'un montant de 15 000 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 115 « Rémunération des stagiaires » programme HP 115-008 (111008) « Rémunération des stagiaires et frais annexes » action 11100801 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », du budget régional 2020.

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
20002566	REMUNERATION DES STAGIAIRES 1ère AFFECTATION 2020 (CONVENTION)	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2020

Article 2 :

Affecte au titre de la rémunération des stagiaires dans le cadre du marché, une autorisation d'engagement d'un montant de 60 000 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 115 « Rémunération des stagiaires » programme HP 115-008 (111008) « Rémunération des stagiaires et frais annexes » action 11100801 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », du budget régional 2020.

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
20001080	REMUNERATION DES STAGIAIRES 1ère AFFECTATION 2020 (ACCORD CADRE)	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2020

Article 3 :

Affecte au titre de la rémunération des stagiaires, dans le cadre du marché et du PRIC, une autorisation d'engagement d'un montant de 15 000 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 115 « Rémunération des stagiaires » programme HP 115-008 (111008) « Rémunération des stagiaires et frais annexes » action 11100801 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », du budget régional 2020.

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
20002697	REMUNERATION DES STAGIAIRES 1ère AFFECTATION PRIC 2020 (ACCORD CADRE)	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2020

Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 1 057 974,77 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP 10-002 (110002) « Mesures transversales », Action 11000201 « Frais de gestion et publicité des marchés » du budget 2020 pour couvrir les dépenses des frais de gestion du marché rémunération (D2000160).

Article 5 :

Accorde les remises gracieuses, dont le détail figure en annexe 1 à la présente délibération, relatives à des trop perçus ayant donné lieu à des ordres de reversement émis par le comptable public de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle.

Article 6 :

Approuve la convention et ses annexes entre la région Île-de-France et l'Agence de Services et de Paiement (ASP), figurant en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

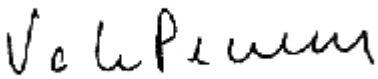
Article 7 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 150 000 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP 10-002 (110002) « Mesures transversales », Action 11000202 « Evaluation, études et promotion » du budget 2020 pour couvrir par la participation à des salons, des évènements locaux ou des initiatives dans le domaine de la formation et l'insertion professionnelle (D2000216).

Article 8 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 30 000 € disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP10-002 (110002) « Mesures transversales » - action 11000201 « Frais de gestion et publicité des marchés » du budget 2020 (D2000211).

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc173977-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : REMISES GRACIEUSES

ANNEXE RECAPITULATIVE

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT DE STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

RELATIVE A DES TROP PERCUS AU TITRE DE LEUR REMUNERATION

ORDRES DE REVERSEMENT- REMISES GRACIEUSES ACCORDEES

Année d'entrée en formation	N° de l'ordre de reversement	Montant de l'OR initial émis par l'ASP	Remise gracieuse PARTIELLE accordée sur solde OR	Remise gracieuse TOTALE accordée sur solde OR
2018	19019313	147,05 €		147,05 €
2016	16102725	1 655,53 €		1 655,53 €
2016	17078514	1 651,60 €	651,60 €	
2015	16059930	656,09 €	626,09 €	
2018	19033452	608,55 €		608,55 €
2018	19033555	652,01 €		652,01 €
2018	18062550	1 346,09 €		1 346,09 €
	TOTAL	***6 716,92 €***	***1 277,69 €***	***4 409,23 €***

ANNEXE 2 : CONVENTION ENTRE LA REGION ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

RÉGION ILE-DE-FRANCE **L'Agence de Services et de Paiement (ASP)**

CONVENTION ENTRE LA REGION ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP)

La région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° CP 2020-044 du 4 mars 2020,
Ci-après dénommée « la région »

D'une part,

ET :

L'Agence de Services et de Paiement (ASP), établissement public administratif dont le siège est situé 2, rue du Maupas à Limoges (87), représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur Stéphane LE MOING,
ci-après dénommée « l'ASP ».

D'autre part,

Après avoir rappelé :

Les dispositions du Code Rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L313-I à L313 7 et D313-13 et suivants relatifs à l'ASP ;

L'arrêté du 15 janvier 2010 modifié par l'arrêté du 29 janvier 2015 relatif aux modalités opérationnelles de contrôle par sondage des dépenses d'intervention par l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement ;

Les dispositions du décret n°2012-1246 du 7/11/2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L1611-7 Alinéa II, et son article D. 1611-26-1 ;

Les dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par la délibération 01-16 du 21 janvier 2016.

Sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de confier, sous la forme d'une convention de mandat, la gestion administrative et financière et ce jusqu'au versement des demandes d'aides, des subventions et le règlement des paiements de marchés conclus dans le cadre des politiques régionales relatives à la formation professionnelle continue, de l'emploi et du développement économique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement à compter du 1er avril 2020.

Cette convention porte plus spécifiquement sur :

- La gestion administrative et financière jusqu'au versement des aides aux stagiaires de la formation professionnelle continue des dossiers rattachés à des agréments dont la date de début est antérieure au 01/09/2018;

- La gestion administrative et financière jusqu'au versement des subventions aux organismes soutenus au titre des politiques régionales dans le cadre de la formation professionnelle continue, de l'apprentissage, de l'emploi et du développement économique (ESS), transport ;

- La gestion financière jusqu'au versement des subventions aux organismes soutenus au titre des politiques régionales dans le cadre de l'apprentissage, de l'emploi et du développement économique, de l'aménagement ;

- La gestion financière jusqu'au versement des dispositifs (subventions et marchés) en faveur des Missions Locales, dans le cadre des conventions de partenariat, et des autres partenariats d'accueil, d'information et d'orientation ;

- La gestion administrative et financière jusqu'au versement du stock des décisions budgétaires antérieures à 2020, soit l'ensemble des dossiers non soldés à cette date (Cf article 10 de la présente convention) ;

- La gestion financière jusqu'au versement des règlements des prestations aux organismes titulaires de marchés publics dans le cadre de la formation professionnelle continue ;

En outre, il est demandé de :

- réaliser la constitution du fichier des ayants droit à la gratuité des transports ;
- réaliser la restitution de données comptables et budgétaires et la production de statistiques physiques, financières et de nature socio démographique ;

Les dites missions s'exercent conformément aux dispositions annexées à la présente convention et dans le respect des règles spécifiques imposées par l'Union Européenne pour les actions éligibles au titre du Fonds Social Européen.

Le Président-Directeur Général de l'ASP agit en qualité d'ordonnateur. L'Agent Comptable de l'ASP, comptable public, agit en qualité de comptable assignataire de la dépense réalisée au titre de cette convention.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 1er avril 2020 jusqu'au 31 décembre 2021. Tous les dossiers pris en charge au titre de cette convention seront gérés jusqu'à leur terme par l'ASP.

La présente convention s'inscrit dans la continuité de la précédente convention signée entre les parties le 29 décembre 2019, en vigueur du 1er janvier au 31 mars 2020. Le calcul et la facturation des frais de gestion 2020 s'effectueront en totalité dans le cadre de la présente convention, sur la base des données actualisées de l'annexe financière jointe en annexe.
La présente convention fera l'objet d'un avenant financier pour l'année 2021 afin de tenir compte de l'évolution des frais de gestion.

Toute autre modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'organe délibérant de la collectivité. En effet, un avenant pourrait notamment intervenir dans le cours de l'année 2020 afin d'intégrer la gestion de projets en cours de réflexion, tels qu'une prime incitative pour les stagiaires intégrant des formations sur des métiers en tension ou une expérimentation sur des aides au permis de conduire.

ARTICLE 3 : Définition des missions confiées à l'ASP

Article 3.1 : Gestion administrative et financière des aides aux stagiaires de la formation professionnelle

Conformément aux dispositions de l'article L1611-7 III du CGCT, la région confie à l'ASP la gestion des aides aux stagiaires bénéficiaires des programmes régionaux de formation professionnelle. Cette gestion s'exécute conformément aux dispositions de l'annexe I.

- La rémunération et la protection sociale des stagiaires admis à suivre les formations financées dans le cadre des programmes régionaux de formation professionnelle bénéficiant de l'agrément de la Présidente du Conseil régional ou admis à titre individuel ou collectif sur décision de la Région, dans le respect du Règlement d'intervention régional adopté le 7 juillet 2016 (CR n°149-16 – article 4) dans la limite du périmètre défini à l'article 1
- Le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs régionaux.
- Le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs chéquiers V.A.E (Validation des Acquis de l'Expérience).
- Le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs chéquiers qualifiants et Aides Individuelles Régionales vers l'Emploi – AIRE.
- Les indemnités d'hébergement et de transport aux stagiaires qui bénéficient du régime de rémunération au forfait.
- Les cotisations de protection sociale pour les bénéficiaires non rémunérés.

Article 3.2 : Gestion administrative et financière des subventions accordées aux organismes soutenus au titre des dispositifs de la politique régionale en matière de formation professionnelle, de développement économique et d'aménagement du territoire

Conformément aux dispositions de l'article L1611-7 II du CGCT, la région confie à l'ASP la gestion des subventions accordées aux organismes bénéficiaires des dispositifs régionaux

de formation professionnelle, apprentissage, développement économique, aménagement du territoire et transports. Cette gestion comprend :

- l'instruction des demandes,
- la préparation des décisions d'attribution,
- le paiement des dépenses relatives aux aides accordées par la région pour les dispositifs suivants :
  - les Emplois-tremplin : aide à la rémunération
  - le dispositif Valorisation et optimisation de l'insertion par l'apprentissage
  - les primes versées aux employeurs d'apprentis et l'aide au recrutement d'apprentis pour les contrats signés avant le 1er janvier 2019
  - PM'up,
  - TP'up
  - l'aide aux commerces de proximité en milieu rural
  - le fonds de transition ESS
  - l'aide à l'acquisition de véhicules propres par les petites et moyennes entreprises franciliennes
  - les subventions et compensations de formation professionnelle dans le cadre de l'accès aux savoirs de base, des dispositifs d'accompagnement, des actions expérimentales, innovantes ou territorialisées ou du soutien à d'autres organismes partenaires, etc… tels qu'énumérés dans l'annexe 2 de la présente convention.

Elle est également chargée de la constitution du fichier des ayants droit à la gratuité des transports.

Article 3.3 : Gestion administrative et financière jusqu'au versement des règlements des prestations aux organismes titulaires de marchés publics dans le cadre de la formation professionnelle continue

L'ASP assure, pour le compte de la Région, le règlement des prestations aux organismes de formation titulaires de marchés publics conclus au titre des politiques régionales dans le cadre de la formation professionnelle continue.

A ce titre, il est demandé à l'ASP de :

- Vérifier les comptes rendus d'exécution (CRE) intermédiaires :
  - Collecter et vérifier les pièces justificatives exigées par les CCAP ;
  - Assurer un contrôle de cohérence entre les informations contenues dans les pièces, les données de la base SAFIR relatives aux factures générées et les données de la base ASP relatives aux paiements déjà effectués ;
  - Vérifier l'exactitude des calculs de liquidation.

- Vérifier les comptes rendus d'exécution (CRE) finaux :
  - Collecter et vérifier les pièces justificatives exigées par les CCAP et transmises par la Région ;
  - Assurer un contrôle de cohérence entre les informations contenues dans les pièces, les données de la base SAFIR et de la base ASP relatives aux paiements déjà effectués ;
  - Vérifier l'exactitude des calculs de liquidation.

- Préparer la validation du solde des marchés publics :

- Sur la base du document récapitulatif de l'exécution du marché fourni par l'ASP et après vérification globale de service fait par la Région, des pénalités, bonus ou récupération d'indus sont appliqués le cas échéant.

ARTICLE 4 : Données et statistiques physiques et financières

L'ASP fournit à la Région les comptes rendus physiques et financiers, les statistiques quantitatives et qualitatives socio-démographiques conformément aux stipulations des annexes I à IX de la présente convention.

ARTICLE 5 : Suivi de l'exécution financière de la convention

Article 5.1 : Suivi financier infra-annuel

Chaque fin de mois, l'ASP produit le compte d'emploi de la convention, signé par le comptable public (cf. tableau X6 de l'annexe VIII) retraçant par dispositif (nomenclature du comptable public de l'ASP) les recettes et les dépenses de la période. Les données sont par ailleurs mises à disposition à la même périodicité dans la base de restitution des données référencées à l'article 9.

Une réunion de revue semestrielle permet le suivi financier, comptable et opérationnel de l'exécution de la convention. Les données utilisées dans les tableaux supports de la réunion sont produits à partir des informations mises à jour dans la base de données référencée à l'article 9.

Article 5.2 : Apurement des comptes annuels

Après clôture de l'exercice n et au plus tard au 31 janvier n+1, l'ASP transmet à la Région :

- un compte d'emploi global annuel récapitulant les opérations de compte de tiers (reports à nouveau, versements de la Région, recouvrement sur OR émis) et des dépenses payées sur l'exercice n, établi et signé par l'Agent comptable de l'ASP. Ce compte fait apparaître le solde de trésorerie de la convention ;
- une note générale analysant l'exécution comptable de chacun des dispositifs mis en œuvre au titre de la convention ;
- un compte-rendu financier qui justifie, notamment, le solde de chaque compte d'emploi établi par l'Agent comptable de l'ASP ;
- la liste des comptes d'emplois qui n'ont pas fait l'objet de mouvements au cours de l'exercice afin que la région en prononce éventuellement la clôture, si la situation le justifie, et décide de l'affectation du solde.

Par ailleurs, l'ASP transmet un état des décaissements et encaissements à rattacher au 31 décembre n.

La région se réserve la possibilité d'émettre un titre de recettes en vue d'apurer une trésorerie excédentaire.

Article 5.3 : Restitution complémentaire d'informations financières et vérification des opérations

Un tableau de suivi comptable par dispositif (type année ASP ou par année de dépenses et n° de dossier IRIS) et par autorisations d'engagement millésimées votées et affectées fait apparaître les niveaux de conventionnement par l'ASP, les paiements effectués et les restes à payer (cf. tableau X7 annexe VIII). Ce tableau sera à transmettre avant chaque acompte demandé par l'ASP.

Article 5.4 : Ordres de recouvrer

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer et son Agent comptable, en qualité de comptable public, diligente les procédures de recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de recouvrer selon les règles fixées par le décret n°2012-1246 du 7/11/2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Pour les remises gracieuses :
L'ASP instruit les demandes de remises gracieuses exprimées par les débiteurs. Elle établit une fiche individuelle d'instruction (cf. tableau X5 de l'annexe VIII) des ressources du demandeur qu'elle transmet par voie électronique à la région accompagnée d'un état récapitulatif. Ces fiches mentionnent son avis favorable ou non pour une remise totale ou partielle. Les demandes de remise gracieuse des personnes morales ne sont pas admises, ces dernières pouvant bénéficier des dispositions relatives aux procédures collectives.

La Commission permanente de la Région décide soit d'accorder une remise gracieuse totale ou partielle, soit de rejeter la demande. La Région en informe l'ASP qui notifie les décisions aux débiteurs. L'Agent Comptable de l'ASP procède à l'apurement des prises en charge en fonction des décisions exprimées. L'absence de réponse de la collectivité dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet de la demande gracieuse du débiteur.

Pour les ordres de recouvrer auprès des organismes de formation :
L'ASP est chargée de procéder au recouvrement des trop-perçus par les organismes résultant du remboursement d'avance ou d'application de pénalités par la Région. Elle émet alors un ordre de recouvrer auprès des organismes concernés, et en informe la Région via l'outil Safir.

Dispositions communes :
Lorsque l'Agent comptable de l'ASP a diligenté toutes les procédures de recouvrement amiables et contentieuses, celui-ci saisit la région de propositions d'admissions en non-valeur en motivant sa proposition (disparition du débiteur, insolvabilité du débiteur, créances inférieures au seuil économique de recouvrement forcé etc.). Afin de permettre à l'Assemblée régionale de délibérer, l'ASP transmet à la Région la liste des dossiers concernés et les justificatifs relatifs aux procédures de recouvrement engagées (relances effectuées, délais accordés, poursuites diligentées) sur demande explicite de la Région.

En cas de désaccord, l'ASP procédera à l'annulation du titre de recette afin que la Région puisse poursuivre le recouvrement.

Les sommes admises en remise gracieuse ou en non-valeur sont à la charge de la Région.

ARTICLE 6 : Suivi des organismes bénéficiaires en difficulté

La Région et l'ASP s'informent mutuellement de l'ouverture d'une procédure collective à l'encontre d'un organisme. L'ASP alerte sans délai la Région, par messagerie électronique puis par courrier.

Dès lors qu'un organisme est en difficulté (cessation de paiement, procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation – dissolution, liquidation amiable, etc.), l'ASP communique immédiatement à la Région le tableau récapitulatif de tous les dossiers en cours ou non encore soldés concernant l'organisme.

Dans les délais légaux, l'ASP déclare auprès du mandataire judiciaire les éventuelles créances dues par l'organisme à la Région. Elle en informe la Région.

ARTICLE 7 : Application de la caducité régionale

Des règles de caducité s'appliquent aux subventions régionales en investissement et fonctionnement conformément à l'article 10 du règlement budgétaire et financier de la région. Un travail conjoint avec l'ASP sera engagé en 2020 sur chacun des dispositifs régionaux dont la gestion déléguée est susceptible d'être concernée par les règles de caducité, de manière à mettre en place une organisation qui permette à l'ASP de garantir le bon respect de ces règles. Ces modalités d'organisation seront susceptibles de faire l'objet d'un avenant.

Pour les subventions d'investissement :

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Pour les subventions de fonctionnement :

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Pour les dépenses directes, les engagements restent valables jusqu'à l'achèvement de l'opération conformément aux dispositions inscrites au sein de chaque marché public.

ARTICLE 8 : Précontentieux

L'ASP communique à la région tout élément permettant à la collectivité territoriale de répondre dans les meilleurs délais aux requêtes des services judiciaires.

Dans l'hypothèse d'une saisine directe de l'ASP par les services judiciaires, cette dernière en informe immédiatement la Région.

Si un blocage des paiements doit être envisagé, l'ASP l'effectue avec l'accord préalable de la Région et sauf avis contraire des autorités judiciaires.

ARTICLE 9 : Restitution des données relative à la convention (livrable)

L'ASP, par la présente convention, gère les dispositifs régionaux en délégation. Il lui revient d'informer cette collectivité de son activité de gestion.

Pour ce faire, elle met à disposition de la Région toutes les données relatives à l'exécution budgétaire, comptable, financière et opérationnelle des crédits qu'elle gère.

Après la clôture de l'exercice, une synthèse volumétrique par dispositif est transmise à la Région (cf. tableau X8 de l'annexe VIII).

Ces données, différenciées par dispositif, comportent des indicateurs tant physiques que financiers. Ils sont décrits dans chacune des annexes à la présente convention.

De plus, l'ASP met à disposition de la Région une base de données mise à jour tous les 15 jours et consolidant l'ensemble de ces indicateurs afin de permettre le suivi multicritères décrit en annexe VIII. Les parties conviennent de la nécessité de faire évoluer cet outil de restitution, d'une part en organisant l'archivage des données numérique tel que décrit à l'article 12, et d'autre part en engageant les chantiers d'évolution vers de nouvelles solutions informatiques (transmission de flux financiers, développements de nouvelles solutions par l'ASP ou par la Région). Ces travaux démarreront au 1er trimestre 2020, et feront le cas échéant l'objet d'un avenant à la convention.

Pour l'aide aux employeurs d'apprentis, l'ASP met à disposition une base de données (CLEA).

L'ensemble des données élaborées ou traitées au titre de la présente convention par l'ASP sont la propriété de la Région et sont mises à disposition sans coût supplémentaire sur une plateforme sécurisée mise en œuvre par l'ASP. La Région est informée de la mise à disposition des données au moins une fois par trimestre.

Au terme de la gestion d'une mesure confiée à l'ASP, l'ensemble des données seront restituées à la Région selon les modalités qui seront conjointement définies à l'issue de la mesure.

A la fin de l'année, les partenaires conviennent d'avoir arrêté les modalités d'échanges des données brutes des dispositifs gérés par l'ASP.

ARTICLE 10 : Dispositions complémentaires

L'ASP poursuit la gestion et le paiement des dossiers non soldés au titre des précédentes conventions(2019 et antérieures) ou des précédents règlements d'intervention. Elle poursuit la fourniture des données et statistiques relevant de ces dispositifs.

ARTICLE 11 : Obligation de communication

Afin de participer à la notoriété et la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, l'ASP s'engage à faire clairement apparaître le financement régional pour toutes les actions relatives à la présente convention, sur les supports de communication, sur les courriers adressés aux organismes bénéficiaires de concours régionaux et aux stagiaires par apposition du logo type.

Ces supports doivent préalablement être validés par les services de la Région.

S'agissant des documents relatifs aux dispositifs cofinancés par le FSE, le logo de l'Union Européenne doit également être apposé.

ARTICLE 12 : Conservation des pièces justificatives

12.1 : Statut des données et documents produits pour le compte de la région

Tous les documents et données procédant de la gestion administrative et financière exercée par l'ASP pour le compte de la région relèvent du régime juridique des archives publiques dès leur création.

12.2 : Durées de conservation et sorts finaux des données et documents

L'ASP s'engage à conserver toutes les pièces justificatives relatives aux dispositifs confiés et à l'utilisation des crédits dont elle assure la gestion et le versement pour le compte de la Région et de l'Union Européenne au titre des actions éligibles au Fonds Social Européen (FSE) pendant une durée de 15 ans à compter du solde des dossiers.

Les pièces justificatives relatives aux dispositifs ne comportant pas d'actions éligibles au titre du FSE doivent être conservées pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

Les données des dossiers de rémunération et de la protection sociale des stagiaires sont conservées en vue de la constitution des dossiers de validation des acquis de l'expérience et des dossiers de retraite pendant 60 ans.

Au cours de l'année 2020, des réunions de travail auront lieu entre l'ASP et la Région pour définir conjointement les modalités d'archivage de ces documents et données. Le cas échéant, un avenant à la convention précisera ces modalités d'archivage et ses éventuelles conséquences tarifaires en cas de travaux prévus à la charge de l'ASP.

12.3 : Procédure d'élimination des données et documents

Pour les données et documents listés au 12.2 dont la durée légale de conservation a expiré, l'ASP s'engage à transmettre à la Région un bordereau d'élimination selon le modèle fourni par les archives régionales (archives@iledefrance.fr), et à passer par un prestataire de destruction sécurisée, qui émettra un certificat de destruction.

12.4 : Externalisation de la conservation des données et documents par l'ASP

En cas de conservation des données et documents chez un tiers archiveur, l'ASP s'engage à faire appel à un prestataire agréé pour la conservation d'archives publiques dont la liste est disponible sur le site des Archives de France https://francearchives.fr/fr/section/24437377

12.5 : Stockage et conservation des données sur le territoire français

En tant qu'établissement public produisant des archives publiques, l'ASP stocke et traite ses données sur le territoire français.

12.6 : Devenir des données et documents en cas de résiliation de la convention

A la clôture ou à la résiliation de la convention, les données et documents en cours de durée légale d'archivage doivent être transmis au nouvel opérateur choisi par la Région.

ARTICLE 13 : Modalités de gestion financière de la convention

Article 13.1 : Modalités d'information budgétaire

Le montant des crédits d'intervention de la Région sur les actions et dispositifs couverts par la convention sera notifié par courrier simple à l'ASP, dès le vote du budget primitif 2020 par les élus du Conseil régional.

La région verse à l'ASP dans la limite des crédits ouverts et affectés :

- le montant nécessaire au règlement :
  - des aides aux stagiaires de la formation professionnelle définies à l'article 3.1, ci-dessus, ;
  - des prestations sur marché public et des subventions et compensations versées aux organismes conventionnés définies aux articles 3.2 et 3.3, ci-dessus ;

- le montant des frais de gestion facturés à la Région conformément aux dispositions de l'article 16.2 de la présente convention et à l'annexe financière.

Article 13.2 : Délégations de signature

Pour permettre à l'ASP d'effectuer un contrôle efficace avant paiement en vue de garantir les intérêts de la Région, celle-ci transmet à l'ASP avant tout commencement d'exécution, la liste des agents habilités à signer par délégation de la Présidente, les documents permettant la liquidation et le paiement des prestations prévues par la présente convention, ainsi qu'un spécimen de leur signature.

La Région s'engage à actualiser ces délégations et spécimens de signature au fur et à mesure des nouvelles nominations et/ou changements de fonction.

En l'absence de communication de documents à jour, la responsabilité de l'ASP serait dégagée en cas de contentieux portant sur l'habilitation des signataires concernés.

Article 13.3 : Modalités de mise à disposition des fonds par la Région à l'ASP

La Région met à disposition de l'ASP les crédits nécessaires à l'exécution des missions visées à l'article 1 par l'intermédiaire d'un appel de fonds. Celui-ci doit nécessairement comporter l'indication du numéro de dossier IRIS (hors dispositif Emploi-tremplin projet) ou le numéro de dossier Mes démarches (dispositif Véhicule propre).

Cette mesure s'applique aux délibérations prises par la Région depuis l'année civile 2012.

Article 13.4 : Fonds de roulement et avances

Afin d'éviter toute rupture dans les paiements, la Région met, en outre, à disposition de l'ASP, un fond de roulement égal au 1/36ème des dépenses constatées l'année précédente hors frais de gestion, primes et marchés du secteur de la formation professionnelle, ainsi qu'une avance égale au 1/12ème des dépenses liées aux marchés publics, constatées l'année précédente.

En cours d'exécution, en cas de tensions sur le compte d'emploi, un versement complémentaire de fonds de roulement, calculé sur la base de 1/36ème des dépenses constatées l'année précédente sur les marchés publics du secteur de la formation professionnelle, pourra être mis à disposition de l'ASP par la région.

La gestion des fonds versés fait l'objet par l'ASP d'une imputation distincte retraçant chaque tirage de crédit en précisant la destination de la dépense.

Ces tirages sont à considérer comme une recette abondant le crédit des comptes opérationnels par dispositif. Le tableau X4 joint en annexe VIII renseigne ces mouvements.

Dans l'hypothèse où ce compte ferait apparaître un besoin de financement inférieur ou égal à 25 % du versement du 1/36ème initial, il pourra être reconstitué au vu du tableau X4 mis à jour et signé du Délégué Régional de l'ASP.

Article 13.5 : Dispositions financières complémentaires

L'ASP s'engage, conformément à l'article L.1511-1 du code général des collectivités territoriales, à communiquer à la région toutes les aides qu'elle aurait versées sur le fondement d'un régime d'aide d'Etat.

L'ASP transmettra au mois de décembre de l'année n les informations suivantes (les plus à jour dont elle dispose) sur les entreprises et associations ayant bénéficié d'un financement au titre d'un dispositif relevant de la présente convention avec la région Île-de-France.

Pour cette dernière liste, l'ASP transmettra ces informations au format de données Excel en complétant le tableau qui lui sera transmis par la Région Ile-de-France.

Liste des informations :

- Raison sociale (en minuscule, sauf la 1ère lettre et les acronymes – Si acronyme, pas de point en séparation des lettres)
- N° Siren (9 chiffres)
- Adresse (n° et nom de rue)
- Code postal (ne pas indiquer le cedex le cas échéant)
- Montant versé (deux décimales – ex. : 25 425,56)
- Type d'aide (subvention, garantie, avance, prêt)

Article 13.6 : Dispositions financières complémentaires

L'ASP assure le versement des aides dans la limite des crédits reçus au titre de l'ensemble des dispositifs visés à l'article 1 de la présente convention.

Le règlement dû à l'ASP par la Région est effectué par virement sur le compte ouvert :

A LA RECETTE GENERALE DES FINANCES AU NOM DE MONSIEUR L'AGENT COMPTABLE DE L'ASP
COMPTE n°10071 75000 00001005165 08

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur d'Ile-de-France.

ARTICLE 14 : Système d'Information

La Direction de la formation professionnelle de la Région dispose depuis 2010 dans le cadre de son système d'information du secteur de la formation professionnelle continue d'un outil de gestion, SAFIR qui sera remplacé progressivement à partir de juin 2020 par l'outil ZEFIR. La mise en place de ce nouvel outil nécessite de remettre en place les flux informatiques existants, et implique une réflexion plus large sur la modernisation des outils et des échanges d'informations nécessaires aux paiements entre la Région et l'ASP. Ces travaux feront le cas échéant l'objet d'un avenant à la convention.

L'ASP dispose d'un outil SI plateforme dématérialisée permettant le suivi des stagiaires de formation professionnelle.

ARTICLE 15 : Intérêts moratoires pour les prestations de règlement aux organismes de formation payées dans le cadre d'un marché public

Article 15.1 : Respect des délais de paiement

Les sommes à verser dans le cadre d'un marché public doivent l'être dans le respect du délai global de paiement conformément aux textes en vigueur.

Le délai de paiement maximum est fixé à 30 jours, conformément aux articles L2192-10 et R2192-10 du code de la commande publique.
Le délai commence à courir à compter de la réception, par tout moyen permettant de donner une date certaine, des demandes de paiement par l'ASP ou directement par la Région selon la nature de celles-ci.

En ce qui concerne les versements des soldes clôturant comptablement les marchés, lesquels passent par une validation des services de la Région, ce délai global de règlement est de 30 jours dont 10 jours pour le Comptable Public de l'ASP, les 20 jours restants se répartissent en 17 jours pour la Région et 3 jours pour l'ASP en qualité d'ordonnateur.

Article 15.2 : Paiement des intérêts moratoires

Dans le cadre des marchés publics, en cas de non-respect des délais de paiement, les intérêts moratoires sont liquidés par l'ASP dans les conditions prévues par les articles R3133-25 et suivants du code de la commande publique.

En cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a le droit à une indemnité forfaitaire de 40 €.

Le point de départ du délai sera la date de réception de la facture en bonne et due forme, après service fait, à l'ASP.

ARTICLE 16 : Coût des missions confiées à l'ASP

Article 16.1 : Coût des missions confiées à l'ASP

Les frais de gestion facturés par l'ASP sont détaillés dans l'annexe financière nommée « Tarification ASP ».

Article 16.2 : Modalités de versement des crédits destinés à rémunérer l'ASP

Les crédits destinés à rémunérer l'ASP sont estimés annuellement à partir du nombre constaté de dossiers pris en charge en l'année n-1 ou de la volumétrie prévisionnelle de dossiers pour l'année n.

Sur cette base, une avance correspondant à 25 % du montant total prévu est versée à l'ASP, sur présentation du premier appel de fonds, au début du premier trimestre et d'un tableau présentant le nombre prévisionnel de gestion de dossiers.

Pour l'année 2020 et conformément aux dispositions de l'article 2, les fonds correspondants au 1er trimestre seront versés à compter du 2ème trimestre.

Sur cette base, deux acomptes correspondant à 25 % du montant total prévu sont versés à l'ASP, sur présentation d'un appel de fonds, au début du deuxième et troisième trimestre.

Un quatrième acompte est effectué en novembre, sur présentation d'un appel de fonds. Il est égal à la différence entre le coût total des prestations réalisées et des sommes déjà versées à cette date jusqu'à la fin du mois de décembre et les sommes déjà versées.

Le solde, donnant lieu à un appel de fonds, est versé sur présentation du compte d'emploi définitif de l'exercice. Il est calculé en fonction du nombre réel de dossiers gérés sur l'année civile.

Dans le cadre de la présente convention, la région se réserve le droit d'opérer les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations effectuées par l'ASP pour son compte.

A ce titre, l'ASP s'engage à transmettre sous un délai maximum de dix jours tout document (tableaux ou autre documents) et/ou tout justificatif au paiement de ses frais de gestions nécessaire aux opérations de contrôle. Une pénalité égale à 200€ jour calendaire de dépassement sera appliquée de plein droit, sans mise en demeure, à l'ASP pour tout retard dans la transmission de ces documents.

Les frais de gestion sont révisés au 1er janvier de chaque année dans le cadre d'avenant à conclure conformément aux dispositions de l'article 2.

ARTICLE 17 : Modalités de résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des deux parties. La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prend effet à l'issue d'un préavis de 3 mois. Pendant ce délai, les parties restent tenues par leurs obligations respectives.

ARTICLE 18 : Echanges et réversibilité des données

L'ensemble des données numériques élaborées ou traitées par l'ASP dans le cadre de la présente convention est mis à disposition de la région, sans coût supplémentaire, sur une plateforme sécurisée de l'ASP accessible par la Région. Les modalités d'échange de fichiers sont précisées dans l'annexe VIII à la présente convention. Ceci n'exonère pas l'ASP de ses obligations de mise à disposition de données notamment statistiques telles que décrites au sein de la présente convention.

Pour faciliter la mise en place du prélèvement à la source, l'ASP a fait le choix de reprendre les dossiers de rémunération régis par la convention dans l'outil Défi. Il est demandé que les données correspondantes à ces dossiers soient consolidées avec les données de la base Access relatives à la formation professionnelle.

ARTICLE 19 : Clôture de la convention

Après le dernier paiement, l'ASP poursuit le recouvrement des ordres de recouvrer.

A chaque fin d'exercice comptable postérieur à la date du dernier paiement, le solde des sommes recouvrées est reversé à la Région déduction faite d'éventuels frais de gestion. La clôture de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement de tous les ordres de recouvrer.

ARTICLE 20 : Confidentialité et respect des normes en matière de traitement des données à caractère personnel

La région est le responsable de traitement dans la limite des textes pour lesquels cette responsabilité est prévue. L'ASP, au titre de cette convention, est considérée comme sous-traitant au sens de l'article 28 du Règlement (UE) 2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.
Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « ***le règlement européen sur la protection des données*** »).

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services décrits en articles 3 et 4.
Les opérations réalisées sur les données sont la collecte des données, la vérification de la validité des données, le traitement des données en vue d'assurer le paiement de dossiers, l'archivage ou la suppression des données.
La ou les finalité(s) du traitement sont décrites dans les articles 3 et 4.
Les catégories de données à caractère personnel traitées sont les données d'identification du bénéficiaire individuel de l'aide régionale (nom, prénom, adresse physique, adresse électronique, autres identifiants) et des données nécessaires à l'éligibilité au dispositif (justificatifs de situation prévus dans chaque dispositif).
Les catégories de personnes concernées sont les stagiaires de la formation professionnelle, les bénéficiaires des dispositifs indiqués à l'article 3.2.
Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations à sa disposition et nécessaires pour en assurer le traitement.

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une

organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. garantir la **confide**ntialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
4. veiller à ce que les **p**ersonnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

    - s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
    - reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par **défaut.**

Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « ***le sous-traitant ultérieur*** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 72h à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Droit d'information des personnes concernées

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à

la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par messagerie électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Une adresse mail d'alerte sera fournie à l'ASP par le responsable du traitement.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la

violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données (à compter de sa désignation) ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par sa propre PSSI (Politique de sécurité des systèmes d'information).

Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement

Sauf cadre règlementaire spécifique lié notamment à la compatibilité et à l'archivage publics, le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, dès sa désignation conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit et à compter de mai 2018, un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

    - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
    - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
    - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
    - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. En cas de niveau de confidentialité important, les documents demandés seront consultés exclusivement dans les locaux de l'ASP.

IV. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

ARTICLE 21 : Règlement des litiges

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

La Région est compétente pour exercer tout contentieux relatif aux dispositifs dont le paiement ou la gestion sont confiés à l'ASP par la présente convention.

Cette disposition ne fait pas obstacle à l'action de l'ASP en matière de recouvrement par son agent comptable.

ARTICLE 22 : Pièces contractuelles

Sont considérées comme pièces contractuelles :

La présente convention qui comprend une annexe financière dénommée « Tarification ASP » et les annexes suivantes :

Annexe I: Dispositions relatives à la gestion et au règlement des aides aux stagiaires de la formation professionnelle

Annexe II : Dispositions relatives à la gestion et au règlement des prestations et subventions aux organismes

Annexe III : Dispositions relatives aux dispositifs spécifiques mis en œuvre par la Région dans le cadre de la formation professionnelle continue et des emplois-tremplin

Annexe IV : Dispositions relatives à la gestion et au paiement des dispositifs en direction de l'apprentissage

Annexe V : Dispositions relatives à la gestion et au paiement des aides au développement économique

Annexe VI : Dispositions relatives à la gestion et au paiement des aides régionales au titre du dispositif d'aides aux commerces de proximité en milieu rural

Annexe VII : Dispositions relatives à la gestion et au paiement des aides à l'acquisition de véhicules propres par des petites entreprises franciliennes notamment artisanales

Annexe VIII : Dispositions relatives aux comptes rendus physiques et financiers, aux échanges de données, aux statistiques et à la valorisation des données

Annexe IX : Description relatives aux données des personnes physiques concernées par la convention

Fait en 3 exemplaires originaux

Le

_____

Pour l’ASP,
le Président-Directeur Général

Stéphane LE MOING

Le

_____

Pour la région Île-de-France,
la présidente du conseil régional

Valérie PECRESSE

ANNEXE FINANCIERE A LA CONVENTION

		Tarifs 2019 HT	Tarifs 2020 HT	Evolution en %
Marchés publics	Marché : instruction dossier	78,28 €	79,69 €	
	Marché : CRE intermédiaire	36,69 €	37,35 €	
	Marché : CRE final	24,44 €	24,88 €	
Subventions	Convention : instruction dossier	57,49 €	58,52 €	
	Convention : instruction dossier sport	61,16 €	62,26 €	
	Convention : CRE et paiement	18,11 €	18,44 €	
	TOTAL frais de gestion de la Formation continue			**1,80%**
Missions locales et chéquiers mobilité	Missions locales : instruction dossier	55,04 €	56,03 €	
	Missions locales : demande de paiement	26,92 €	27,40 €	
	Missions locales : traitement stagiaire	3,68 €	3,75 €	
	Chèque mobilité par structure	379,17 €	386,00 €	
	Chèque mobilité par milliers de remises	451,35 €	459,47 €	
	Forfait- Traitement des registres des chèques mobilité	0,00 €	3 000,00 €	
	Fichiers gratuité des transports	1 311,93 €	1 335,54 €	
	TOTAL frais de gestion Missions locales, chéquiers mobilité			**1,81%**
Emplois tremplins	Emplois tremplin suivi	20,80 €	21,17 €	
	TOTAL frais de gestion emplois tremplin			**1,78%**
Chéquier	Dispositif AIRE	46,48 €	47,32 €	
	Chéquier VAE	46,48 €	47,32 €	
	TOTAL frais de gestion chéquier qualifiant et VAE			**1,81%**
PM UP	tarif instruction dossier	37,85 €	38,53 €	
	tarif traitement ordre de paiement	7,27 €	7,40 €	
	restitutions	1 421,26 €	1 446,84 €	
	TOTAL frais de gestion PM UP			**1,79%**
TP UP	tarif instruction dossier	37,85 €	38,53 €	
	tarif traitement ordre de paiement	7,27 €	7,40 €	
	restitutions	1 421,26 €	1 446,84 €	
	TOTAL frais de gestion TP UP			**1,80%**
Valorisation	Forfait valorisation données	30 512,45 €	56 300,00 €	
	Forfait purge de la base access *	0,00 €	6 756,00 €	
	*Forfait mise en œuvre outil SERAPIS - Dispositif AIRE ** *	*0,00 €*	*11 260,00 €*	
	TOTAL frais de maintenance et de valorisation des données			**106,66%**
Primes aux employeurs d'apprentis	Tarif instruction (aide régionale ou au recrutement)	12,23 €	12,45 €	
	Tarif par paiement effectué	2,20 €	2,24 €	
	Forfait maintenant / hébergement	37 404,46 €	38 077,74 €	
	TOTAL frais de gestion primes aux employeurs d'apprentis			**1,81%**
Fonds de transition ESS	dossiers créés	25,03 €	25,48 €	
	paiements	6,30 €	6,41 €	
	restitutions des données	1 421,26 €	1 446,84 €	
	TOTAL frais de gestion fonds de transition ESS			**1,80%**
Aide aux commerces de proximité	dossiers créés	25,03 €	25,48 €	
	traitement des factures	6,85 €	6,97 €	
	paiements	6,30 €	6,41 €	
	restitutions des données	1 393,55 €	1 418,63 €	
	TOTAL frais de gestion commerces de proximité			**1,77%**
Aide à l'achat de véhicules propres	dossiers instruits phase 1	24,79 €	25,24 €	
	dossiers instruits phase 1 nouveau règlement		30,95 €	
	dossiers instruits phase 2	10,67 €	10,86 €	
	dossiers instruits phase 2 nouveau règlement		16,72 €	
	traitement pièces complémentaires	7,92 €	8,06 €	
	paiements	2,17 €	2,21 €	
	forfait de mise œuvre nouveau règlement		18 016,00 €	
	restitutions des données	3 048,00 €	3 102,86 €	
	TOTAL frais de gestion véhicules propres			**248,52%**
	TOTAL ESTIMATIF 2020 HT hors rémunération des stagiaires			**20,77%**
REMU	Traitement d'un dossier de rémunération et /ou droits annexes pour un stagiaire classique	14,40 €	14,66 €	
	Traitement d'un dossier de rémunération et /ou droits annexes pour un stagiaire catégorisé RQTH	37,80 €	38,48 €	
	Traitement d'un dossier de rémunération et /ou droits annexes pour un stagiaire catégorisé PPSMJ	6,10 €	6,21 €	
	Traitement d'un dossier de protection sociale	6,00 €	6,11 €	
	Traitement d'un paiement de rémunération et /ou droits annexes ou protection sociale	3,27 €	3,33 €	
	TOTAL ESTIMATIF 2020 HT rémunération des stagiaires			**1,83%**

* prestation ayant pour objectif de sécuriser la base de données, puis à terme de diminuer la charge de maintenance et donc les coûts supportés dans le forfait "maintenance de la base de valorisation des données

** prestation optionnelle qui pourra être commandée par la Région par simple courrier au cours de la validité de la convention

ANNEXES A LA CONVENTION

ANNEXE I: DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION ET AU REGLEMENT DES AIDES AUX STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La présente annexe a pour objet de déterminer les modalités de réalisation des missions confiées à l'ASP par l'article 3.1 de la convention.

Ces prestations concernent l'instruction, la gestion et le règlement :
- de la rémunération et la protection sociale des stagiaires
- d'aides individuelles dans le cadre des chéquiers VAE
- d'aides individuelles dans le cadre des chéquiers qualifiants
- d'aides individuelles dans le cadre du nouveau dispositif d'Aides Individuelles Régionales vers l'Emploi - AIRE

I - REMUNERATION ET PROTECTION SOCIALE DES STAGIAIRES

La Région confie à l'ASP la rémunération des stagiaires qui suivent un stage de formation agréé.

Pour mémoire, cet agrément de la Présidente du conseil régional conditionne le financement par la région de la rémunération des dits stagiaires, à condition qu'il soit délivré selon les modalités prévues par le Code du Travail (Articles L.6341-3 et L.6341-4 du Code du Travail).

Le marché n° 1800123 notifié à l'ASP le 28/06/2018, modifie les modalités de gestion de la rémunération et protection sociale des stagiaires et impacte le périmètre de la présente convention. Cette dernière ne concerne donc que la gestion et les paiements des dossiers rattachés à des agréments délivrés par la Région antérieurement au 1er septembre 2018.

A ce titre l'ASP est chargée :

- *d'informer les stagiaires et les organismes de formation sur la réglementation en vigueur et les montants liquidés ;*
- *de verser pour les dossiers en cours le montant mensuel ou horaire attribué à chaque stagiaire conformément aux bases de rémunération fixées par décret, bases complétées, le cas échéant, par un barème régional.*

I.1 Précisions sur les modalités de prise en charge des dossiers :

Pour les jeunes de 16 à 25 ans ou pour les jeunes de 15 à 30 ans dans le cadre du dispositif d'accès à l'apprentissage, les dossiers sont obligatoirement accompagnés d'une fiche « statistiques » complétée par les stagiaires. Cette fiche « statistiques » n'est pas exigée dans les dossiers de demandes de rémunération des stagiaires du dispositif d'accès à l'apprentissage.

- *pour la rémunération,* l'ASP *:*
  - s'assure que la décision d'agrément est bien respectée;
  - fixe le montant mensuel ou horaire attribué à chaque stagiaire conformément au livre III du Code du Travail et, le cas échéant, par application du barème régional;

- *pour la protection sociale,* l'ASP*:*
  - détermine le régime de sécurité sociale des stagiaires.

- *pour les frais de transport et d'hébergement,* l'ASP*:*
  - fixe le montant mensuel d'hébergement et/ou de transport attribué au stagiaire. Seuls les stagiaires rémunérés sur une base forfaitaire peuvent bénéficier d'indemnités d'hébergement et/ou de transport calculées sur la base des montants prévus par décret n°89-210 du 10 avril 1989 ou tout décret qui viendrait le modifier ou le remplacer.

- l'ASP *liquide et paye :*
  - aux stagiaires les sommes dues au titre de la rémunération et des avantages annexes, en particulier les frais de transport remboursés sur frais réels ;
  - aux organismes de sécurité sociale, les cotisations forfaitaires horaires dues au titre de la protection sociale.

Calcul de la rémunération et des indemnités d'hébergement ou de transport

Les sommes dues au titre de la rémunération sont calculées d'après un état de fréquentation établi par le responsable de l'organisme de formation.

Pour tous les stages se déroulant en Centre de Rééducation Professionnelle (CRP) rattachés à un agrément délivré par la région antérieurement au 1er septembre 2018 :

La réception de l'état de fréquentation permet à l'ASP de régulariser les absences du mois concerné et d'engager le paiement du mois suivant.

Le paiement des quinze derniers jours de stage n'est engagé qu'après établissement par l'organisme de formation du dernier état de fréquentation.

Pour tous les autres stages : la rémunération des stagiaires (hors CRP) est versée à terme échu. La réception de l'état de fréquentation du mois M permet de payer la rémunération de ce même mois.

La rémunération est versée dans la limite des droits ouverts par l'agrément.

En cas de fermeture du centre de formation, l'ASP peut verser aux stagiaires l'équivalent de 8 jours ouvrés de vacances rémunérées par an sauf pour les stagiaires des centres handicapés et les stagiaires « jeunes » dont le nombre de jours est fixé à 15 jours calendaires par période de 6 mois par an.

Les stagiaires sont payés par l'intermédiaire de séries de paiement planifiées par l'ASP.

Lors de chaque paiement, l'ASP délivre à chaque stagiaire un avis de paiement détaillant de la somme versée.

- L'ASP *émet les ordres de reversement, l'Agent Comptable de l'ASP en effectuant le recouvrement.*

Le responsable du centre de formation déclare au plus tôt dans l'outil de gestion, tous les abandons et départs en cours de stage. Si l'ASP est prévenue tardivement et qu'il ne reste aucun versement à faire au stagiaire, un ordre de reversement est émis pour le montant des sommes perçues à tort.

Lorsqu'un stagiaire abandonne une formation sans motif légitime ou est exclu pour faute lourde, la région peut donner instruction à l'ASP de faire rembourser l'intégralité des sommes perçues indûment.

I. 2- APPELS DE FONDS :

L'ASP établit en même temps que le premier appel de fonds, une hypothèse de dépense mensuelle par comparaison avec les crédits payés les années précédentes (cf. tableau X1 de l'annexe VIII).

Les prévisions de dépense sont ajustées mensuellement au regard des rémunérations effectivement versées le mois précédent par l'ASP. Il en est tenu compte dans les appels de fonds successifs.
Semestriellement, une analyse rétrospective des écarts constatés entre les dépenses prévisionnelles et les dépenses réalisées est menée conjointement par l'ASP et la Région.

Avant le 10 de chaque mois, l'ASP transmet à la région, par courrier électronique, un appel de fonds avec indication du numéro de dossier IRIS précisant le montant appelé pour le mois suivant calculé de la manière suivante :

le montant des avances versées – les dépenses réalisées + le besoin prévisionnel

Ces données figurent dans le tableau X2 de l'annexe VIII.
A cet envoi, est joint le tableau X1 actualisé.

Au vu des informations, la région détermine le montant du versement mensuel de la dépense de l'ASP. Les fonds sont versés au plus tard le premier jour du mois.

II – CAS PARTICULIER DES AIDES INDIVIDUELLES DANS LE CADRE DES CHEQUIERS QUALIFIANTS ET DU DISPOSITIF D'AIDES INDIVIDUELLES REGIONALES VERS L'EMPLOI-AIRE

Le dispositif « chéquier qualifiant » permettait de répondre à des besoins individuels de formation principalement non encore couverts et dans des secteurs d'activité liés à l'évolution constante du marché du travail où de nouveaux métiers et services apparaissent chaque jour.

A compter du 01/05/2015, cette démarche de soutien régional individualisé a été déléguée à Pôle Emploi. La Région transmettant les moyens d'assurer l'attribution financière du soutien régional à Pôle Emploi, ce dernier assure ainsi une forme de guichet unique, plus lisible et plus rapide dans ses décisions pour les demandeurs d'emploi.

Le déroulé présenté ci-après concerne donc les anciens dossiers chéquiers qualifiants accordés par la région *jusqu'à apurement de ce dispositif* et les dossiers relatifs au dispositif d'Aide Individuelle régionale vers l'Emploi (AIRE) voté en mars 2018 (CP 2018-007), révisé le 22 Mai 2019 (CP 2019-060)
La présente annexe définie les modalités de traitement des dossiers dans le cadre du dispositif AIRE :.
Les dossiers sont examinés selon 2 règlements d'interventions relatifs aux dispositifs AIRE:

- Celui en vigueur jusqu'au **29 juin 2020** (indication « ancien règlement » dans la suite du texte) qui a été approuvé en commission permanente CP 2019-060 du 22 mai 2019 relevant de la convention conclue avec l'ASP en vigueur jusqu'au 31 mars 2020.
- Celui en vigueur au plus tard **le 30 juin 2020** (indication « nouveau règlement » dans la suite du texte) en prévision de la délibération CP 2020-061 du 4 mars relative à la modification du règlement d'intervention.

II- Chapitre A : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DEMANDES RELEVANT DE l'ANCIEN REGLEMENT DU DISPOSITIF AIRE : (CP 2019-060)

Le dispositif Aides Individuelles Régionales vers l'Emploi – AIRE a pour objectif de soutenir des demandes visant :

- une des formations ciblées relevant de secteurs en tension avec un fort potentiel de recrutement,
- ou des formations assorties d'une promesse d'embauche,
- ou des formations non couvertes par les dispositifs de droit commun et répondant à des besoins de compétences collectif au sein d'une branche ou d'une entreprise

Les stagiaires sont:
- les demandeurs d'emploi de plus de 26 ans inscrits à Pôle Emploi ou à l'APEC ;
- les demandeurs d'emploi de moins de 26 ans du réseau d'accueil des Missions Locales ;
- les publics fragilisés (personnes reconnues RQTH, salariés d'entreprises reconnues en difficulté, public issu des quartiers politiques de la ville …).

Ces aides individuelles renvoient à plusieurs exigences :
- répondre rapidement et de manière souple à des demandes de formation professionnelle qui ne trouvent pas de réponse actuellement ;
- financer des formations qui relèvent de métiers émergents ou rares, de secteurs en forte tension de recrutement ou de besoins identifiés sur un bassin d'emploi ;
- intervenir quand la demande de formation est cohérente et vise un retour, maintien ou accès à l'emploi ou la hausse du niveau de qualification ;
- intervenir ponctuellement sur des besoins de formation des salariés d'entreprises en difficulté en complément des dispositifs de droit commun ;
- répondre aux besoins spécifiques de formation de publics prioritaires au titre de la politique régionale ;
- prendre en charge les formations nécessaires définies à la suite d'une démarche de validation des acquis de l'expérience.

Ces subventions doivent permettre de financer des projets individuels de formation de Franciliens et en particulier ceux relevant des politiques du Conseil régional (demandeurs d'emploi, jeunes en insertion professionnelle, personnes reconnues RQTH, salariés d'entreprises en difficulté, public issu des Quartiers Politique de la Ville,…) et sont adressées directement par les Franciliens.
En outre le dispositif, suite au vote en CP du 22 mai 2019 (CP 2019-060) a été complété ainsi :

1. Les demandes individuelles sont adressées directement par les franciliens. La contractualisation s'effectue entre le bénéficiaire et la région par une notification d'accord de financement. Le financement régional de la formation visée vient abonder l'apport issu du CPF du demandeur.

2. Les demandes collectives de formation portées par un opérateur de compétences OPCO (ou une entreprise) ou Pôle emploi, sont déposées pour l'ensemble des projets individuels de formation concernés. Le dispositif AIRE peut venir en cofinancement de ces projets.
Le montant de l'aide ne peut excéder 25% du montant du coût réel des actions de formation dans le cadre d'un OPCO. Ce montant est limité à 10% lorsque le cofinancement intervient dans le cadre du dispositif prévu à l'article L. 6326-3 du code du travail (POEC : Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective).

II- Chapitre B : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DEMANDES RELEVANT DU NOUVEAU REGLEMENT DU DISPOSITIF AIRE (CP 2020-061):

Objectif du dispositif :
- de répondre rapidement et de manière souple à des demandes de formation professionnelle qui ne peuvent trouver de réponse dans l'offre collective ;
- de répondre à des besoins en formation identifiés sur les secteurs en tension, sur un bassin d'emploi ou sur des métiers émergents ou rares ;
- dans la perspective d'un retour, de l'accès à l'emploi ou de la hausse du niveau de qualification.

Les stagiaires sont:
- demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle Emploi ; à ce titre, les créateurs d'entreprise et indépendants inscrits à pôle emploi peuvent bénéficier du dispositif ;
- jeunes franciliens en recherche d'emploi inscrits et suivis en Mission Locale.

L'initiative de la demande relève de l'individu. L'organisme de formation choisi par le bénéficiaire établit la demande d'aide pour le compte de celui-ci.

A cet effet, il vérifie que le bénéficiaire potentiel répond bien aux conditions du présent règlement (inscrit au service public de l'emploi notamment), collecte les données, documents et justificatifs afférents et dépose la demande de soutien sur le système d'information dédié de la Région au plus tard 4 semaines avant le début de la formation.

L'abondement du CPF, les cofinancements par les OPCO ne sont plus applicables dans le nouveau Règlement d'intervention du dispositif AIRE.

II. 1 OBJET

Le Conseil régional confie à l'ASP la gestion et le paiement des aides accordées dans le cadre de ces dispositifs. Ces aides sont :

- une aide individuelle au coût de formation des stagiaires ainsi qu'aux coûts annexes (inscription, matériel, certification...) en application du Règlement d'Intervention régional,
- Ces aides ouvrent droit au statut de stagiaire de la formation professionnelle non rémunéré et aux droits y afférents pour la VAE.
- En prévision du nouveau règlement d'intervention du dispositif AIRE en délibération de la CP du 4 mars (CP 2020-061), ces aides ouvrent droit au statut de stagiaire de la formation professionnelle rémunéré.

II. 1.1 L'aide à la formation des stagiaires

- La Région finance l'attribution d'une aide individuelle au coût de formation ainsi qu'aux coûts annexes (inscription, matériel, certification,...) si le Règlement d'intervention régional concerné le prévoit ;

Pour le dispositif chéquier qualifiant, la décision d'aide individuelle signée par le stagiaire et la Présidente du Conseil régional indique : l'identité du stagiaire et son adresse ainsi que sa date de naissance, les coordonnées du prescripteur, l'intitulé de la formation à suivre, l'organisme de formation et son adresse (accompagné du numéro de SIRET et du numéro de déclaration d'activité), la durée de la formation, la période de déroulement de la formation, l'obligation de la signature d'un contrat de formation, le montant de l'aide individuelle attribuée, la part de prise en charge ale et les modalités de versement de l'aide régionale ainsi que la durée de validité de la décision.

Pour le dispositif AIRE, la notification d'accord de financement indique : l'identité du stagiaire et son adresse, l'intitulé de la formation à suivre, l'organisme de formation et son adresse (accompagné du numéro de SIRET), la durée totale de la formation, la période de déroulement de la formation, l'obligation de la signature d'un contrat de formation, le montant de l'aide individuelle attribuée ainsi que la part de prise en charge régionale et les modalités de versement de l'aide régionale.

Pour le dispositif chéquier qualifiant cette aide sera versée par l'ASP :

- directement au stagiaire au fur et à mesure des paiements effectués par ce dernier à l'organisme de formation ;
- ou bien à l'organisme de formation au fur et à mesure de la réalisation du stage.

Le mode de versement choisi ne pourra pas faire l'objet de modification s'il a déjà été procédé à des paiements auparavant.

Le versement de l'aide individuelle sera effectué par l'ASP dans la limite d'un montant de 4 100 € et sur présentation des pièces suivantes :

En cas de versement à l'organisme de formation :

- présentation de la facture-attestation de présence indiquant les heures effectivement réalisées envoyée par l'organisme accompagnée :

- de la copie de la décision d'aide individuelle précisant l'acceptation de la subrogation;
- d'un RIB et une copie de la carte d'identité ou de séjour du stagiaire.

En cas de versement direct au stagiaire

- présentation de la facture-attestation de présence indiquant les heures effectivement réalisées par le stagiaire envoyée par l'organisme ou le stagiaire accompagnée :
  - de la copie de la décision d'aide individuelle ;
  - d'un RIB et une copie de la carte d'identité ou de séjour du stagiaire.

Le montant à régler à chaque versement sera calculé par l'ASP en fonction du nombre d'heures réalisées et de la prise en charge régionale. Le versement du solde correspondra au reliquat de l'aide régionale attribuée. Un avis de paiement est adressé par l'ASP au bénéficiaire du versement, stagiaire ou organisme de formation.

Pour le dispositif AIRE :

Chapitre A : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DEMANDES RELEVANT DE l'ANCIEN REGLEMENT DU DISPOSITIF AIRE (CP 2019-060) :

L'aide est versée par subrogation à l'organisme de formation.

Le versement sera effectué par l'ASP dans la limite de 7 000 € ou 80 % du coût de la formation lorsqu'il dépasse 8 750 € avec un plafond à 12 000 € et sur présentation des pièces suivantes :

- la « Facture-attestation de présence » dûment renseignée, datée et signée indiquant les heures effectivement réalisées par le stagiaire envoyée à la fin de la formation par l'organisme et accompagnée;
- de la copie du contrat/convention de formation professionnelle signée avec le stagiaire et l'organisme ;
- de la copie lisible de la pièce d'identité du stagiaire ou de son titre de séjour autorisant son titulaire à travailler ;
- d'un RIB original de l'organisme de formation.
-

Le montant à régler sera calculé par l'ASP en fonction du nombre d'heures réalisées et de la prise en charge régionale. Un avis de paiement est adressé par l'ASP à l'organisme de formation.

Dans le cas des cofinancements OPCO, ou de cofinancement POEC avec pôle emploi s'ajoute aux éléments précédents, la convention signée entre la région et l OPCO ou Pôle emploi,

Chapitre B : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DEMANDES RELEVANT DU NOUVEAU REGLEMENT DU DISPOSITIF AIRE (CP 2020-061):

L'aide est versée par subrogation à l'organisme de formation.

Le versement sera effectué par l'ASP dans la limite 12000 € sur présentation des pièces :

- la « Facture-attestation de présence » dûment renseignée, datée et signée indiquant les heures effectivement réalisées par le stagiaire envoyée à la fin de la formation par l'organisme et accompagnée;
- de la copie du contrat/convention de formation professionnelle signée avec le stagiaire et l'organisme ;
- de la copie lisible de la pièce d'identité du stagiaire ou de son titre de séjour autorisant son titulaire à travailler ;
- d'un RIB original de l'organisme de formation.

Le montant à régler sera calculé par l'ASP en fonction du nombre d'heures réalisées et de la prise en charge régionale. Un avis de paiement est adressé par l'ASP à l'organisme de formation.

II. 1.2 La rémunération

Pour le dispositif chéquier qualifiant, l'organisme de formation adresse à l'ASP une demande d'admission à la rémunération, accompagnée d'une copie de la décision d'aide individuelle et établit chaque mois un état de fréquentation.

En prévision du vote en CP du 4 mars 2020 (CP 2020-061) relatif à la modification du règlement d'intervention du dispositif AIRE, celui-ci ouvre les droits du stagiaire au statut de la formation professionnelle et à la rémunération au plus tard le 30 juin 2020.

II. 1.3 Appel de fonds

Chaque quinzaine, l'ASP effectue et transmet à la région, par courrier électronique, un appel de fonds récapitulant par dispositif, pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et par année de lancement, les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final permettant aux services de la région d'effectuer automatiquement le rapprochement et la ventilation par action des mandats versés à l'ASP pour couvrir cette dépense. Le modèle du tableau est joint en annexe VIII (cf. tableaux X3).

La région détermine le montant de la dépense et verse à l'ASP les sommes correspondantes après réception de l'appel de fonds

II. 2 ORDRE DE REVERSEMENT

Dans le cas où les états transmis par les organismes de formation font apparaître un trop perçu, l'ASP émet un ordre de reversement au nom du bénéficiaire des paiements désigné par la région, stagiaire ou organisme de formation, conformément à l'article 5.4 de la convention. Le montant de l'ordre de reversement est égal au montant du trop-perçu.

III AIDES INDIVIDUELLES DANS LE CADRE DES CHEQUIERS VAE

Le dispositif « chéquier VAE » a été créé en 2005 pour accompagner et répondre à des besoins individuels tant en accompagnement qu'en formation pour l'obtention d'une certification par la voie de la validation des acquis de l'expérience.

Les bénéficiaires peuvent être :
- des demandeurs d'emploi ;
- des salariés en cours de licenciement ;
- d'autres publics spécifiques (détenus, travailleurs handicapés…).

La Région confie notamment à Pôle Emploi et aux Centres de conseils VAE d'Ile-de-France, la prescription du « chéquier unique VAE » sous son contrôle.

La région confie à l'ASP le paiement des aides accordées dans le cadre de ce dispositif qui comprend les prestations suivantes :
- l'accompagnement à la VAE ;
- la formation avant et/ou après jury de VAE.

Il n'est accordé qu'un seul accompagnement VAE par année civile, sauf dérogation régionale.
L'aide à la formation avant et/ou après jury est accordée dans la limite du plafond défini (1 600 €) par an et par individu sauf dérogation régionale.

La Région finance ces prestations à hauteur d'un montant maximum précisé dans le rapport relatif au dispositif et permettant l'affectation des crédits nécessaires à son fonctionnement.

Les pièces requises pour le paiement des prestations sont les suivantes :
- Le formulaire de décision d'aide individuelle, actuellement intitulé chéquier unique VAE, signé par la région.
- La facture/attestation de présence signée par le bénéficiaire attestant avoir suivi la prestation et l'organisme prestataire attestant sa réalisation. Elle mentionne les coordonnées de l'organisme prestataire, le nom du bénéficiaire, le nombre d'heures, le montant total demandé, les dates de début et de fin de la prestation.

FONCTIONNEMENT :

Le ou les prescripteurs désignés par la région, actuellement Pôle Emploi et les Centres de Conseil VAE prescrivent le chéquier unique VAE en adressant à la région le formulaire dûment renseigné :
- après contrôle et signature de la région, les copies du formulaire et l'original de la facture attestation de présence sont adressés au bénéficiaire ;
- le demandeur les remet à l'organisme prestataire ;
- une fois la prestation réalisée, l'organisme prestataire, ou le bénéficiaire adresse ces documents accompagnées d'un RIB du demandeur du versement de l'aide et d'une copie de la pièce d'identité ou de séjour du stagiaire à l'ASP qui procédera au paiement.

Chaque quinzaine, l'ASP effectue et transmet à la région, par courrier électronique, un appel de fonds récapitulant par dispositif, pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et par année de lancement, les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final permettant aux services de la région d'effectuer automatiquement le rapprochement et la ventilation par action des mandats versés à l'ASP pour couvrir cette dépense. Le modèle du tableau est joint en annexe VIII (cf. tableaux X3).

La région détermine le montant de la dépense et verse à l'ASP les sommes correspondantes après réception de l'appel de fonds.

ANNEXE II : DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION ET AU REGLEMENT DES PRESTATIONS ET SUBVENTIONS AUX ORGANISMES

I. FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

1. Marchés publics

Les contrats sont conclus par la région avec les organismes de formation conformément
- au Code des Marchés Publics issu du décret n°2006-275 du 1er août 2006 pour les consultations lancées avant le 1er avril 2016,
- à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour les consultations lancées à compter du 1er avril 2016,
- au code de la commande publique 2019 entré en vigueur le 1er avril 2019 et publié le 5 décembre 2018 au Journal officiel de la République française, pour les consultations lancées à partir du 1er avril 2019.

Dès l'adoption par la région des dispositifs concernés, l'ASP est destinataire de la délibération d'affectation des crédits ainsi que du numéro de dossier IRIS associé, et du dossier de consultation des entreprises.

La Région élabore les imprimés relatifs aux pièces de paiement et les transmet aux organismes de formation attributaires d'un marché.

Après notification, la Région transmet à l'ASP une copie de l'acte d'engagement accompagnée d'un RIB/IBAN du titulaire du marché et la liste des attributaires extraite des rapports d'analyse des offres (RAO).

L'organisme de formation transmet à l'ASP toutes les pièces en deux exemplaires dont au moins un exemplaire original.

Les factures erronées ou incomplètes sont renvoyées aux organismes par l'ASP avec une information sur le ou les motifs.

Les programmes ou dispositifs régionaux de formation professionnelle continue régis en 2020 selon les règles des marchés publics conformément aux textes cités ci-avant sont ceux rappelés dans les délibérations cadre suivantes :

- CR 58-08 « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles » adoptée par le conseil régional en juin 2008 ;
- CR 59-08 « Promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels – soutien régional à la formation professionnelle des salariés dans le cadre du schéma régional des formations » adoptée par le conseil régional en octobre 2008 ;
- CR 54-09 « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles - refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » adoptée par le conseil régional en juin 2009 ;
- CR 18-10 « Dispositifs régionaux deuxième chance à destination des 16/25 ans » adoptée par le conseil régional en juin 2010 ;
- CP 14-268, CP 15-672, CP 16-249, CP 16-485, CP 2017- 218 et CP 2017-438 « Avenir Jeunes (ce dispositif regroupe les Pôles de Projets Professionnels et les Parcours Entrée dans l'Emploi) » CP 2018-169 relative au Programme d'information, d'entretiens conseil et de promotion de la VAE;
- CR 54-09, CR 48-15, CR 58-08, CP-16-246, CP 16-264, CP 16-143, CP 2017-255, CP 2018-225, CP 2019-210 « Le Programme Régional Qualifiant y compris les actions du programme qualifiant territorialisé ainsi que le programme Compétences (en continuité du PRQ ci avant) et ses compléments, les Formations Métiers, le groupement de commande Région Pôle Emploi, le

Programme Régional de formation vers l'Emploi, les formations à destination des Personnes Placées Sous-Main de Justice »
- CR 89-14, CR 48-15, CR 56-16, CP 16-166, CP 16-249, CP 16-613, CP 2017-444 CP 2017-515, CP 18-135 « Formations aux compétences de base (Cap Compétences et Formations Transversales) » ;
- CR 58-08, CR 54-09 La VAE ;
- CR 89-14 du 21 novembre 2014 « Décentralisation de la formation professionnelle : clarifier les compétences de la Région pour en simplifier l'accès » ;
- CR 35-15 du 10 juillet 2015 : «Adoption du règlement d'intervention du dispositif de participation régionale au programme Erasmus+, volet « formation professionnelle », action clé 1 « mobilité à des fins d'apprentissage »
- CR 48-15 du 10 juillet 2015 : « Mise en œuvre de la décentralisation et partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle » ;
- CR 2018-007 du 15 mars 2018 « Un nouveau dispositif expérimental d'aide à la formation : aides individuelles régionales vers l'emploi (AIRE) révisé le 22 mai 2019 (CP 2019-060) et en prévision du vote le 4 mars 2020 (CP 2020-061) ;
- CR 2019-011 du 20 mars 2019 « Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences ».

2. Subventions

L'ASP verse aux organismes les subventions, ou les compensations dans le cas de dispositifs en SIEG (A ce jour les E2c et les Espaces de Dynamique d'Insertion), prévues par les conventions selon les modalités de gestion suivantes :

- la Région élabore les imprimés et annexes aux conventions et les transmet aux organismes de formation ;
- dès l'adoption par la Région des dispositifs confiés à l'ASP, cette dernière est destinataire de la délibération d'affectation des crédits ainsi que du numéro de dossier IRIS associé, et de la convention-type ;
- dès signature de la convention, la région adresse à l'ASP un exemplaire de la convention accompagné d'un RIB/IBAN de l'organisme de formation ;
- l'ASP effectue le règlement des subventions conformément aux dispositions de la convention-type de chaque dispositif, notamment aux dispositions relatives à l'application de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens» adoptée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

En cas de non-production des documents visés ci-dessus ou de transmission incomplète ou erronée, le paiement est suspendu.

Chaque versement de subvention aux bénéficiaires est accompagné de l'envoi d'un état détaillé précisant par action de formation concernée, outre le montant, s'il s'agit d'une avance, d'un acompte ou d'un solde.

Quand un trop-perçu est constaté à la clôture de la convention, un ordre de reversement est émis par l'ASP conformément à l'article 5-4 de la convention.

Les programmes ou dispositifs régionaux de formation professionnelle continue régis en 2020 sous forme de subventions sont ceux présentés dans les délibérations cadre suivantes et leurs ajustements éventuels :
- CR 58-08 « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles » adoptée par le conseil régional en juin 2008 ;
- CR 59-08 « Promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels – soutien régional à la formation professionnelle des salariés dans le cadre du schéma régional des formations » adoptée par le conseil régional en octobre 2008 ;
- CR 54-09 « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles- refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » adoptée en conseil régional en juin 2009 ;

- CR 18-10 « Dispositifs régionaux deuxième chance à destination des 16/25 ans » adoptée par le conseil régional en juin 2010 ;
- CR 17-12 « Renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles » adoptée en conseil régional le 16 février 2012 ;
- CR 41-13 « La Région s'engage pour l'emploi » adoptée en conseil régional le 20 juin 2013 ;
- CR 17-14 et CP 2019-088 « Soutien à l'association régionale des missions locales » du 14 février 2014 ;
- CR 89-14 « Décentralisation de la formation professionnelle : clarifier les compétences de la Région pour en simplifier l'accès » du 21 novembre 2014 ;
- CR 50-15 du 10 juillet 2015 : « L'action régionale en faveur des personnes placées sous-main de justice en matière d'insertion et de formation professionnelle »,
- CR 2019-011 du 20 mars 2019 « Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences ».

Suite aux nouvelles modalités de mise en œuvre et de financement votées en 2013 pour les Actions d'Initiative Territoriale (délibération cadre du conseil régional n° CR 41-13 du 20 juin 2013), les « actions d'accompagnement au placement », rebaptisées « Passerelles entreprises » dès la programmation 2014, ainsi que les Chantiers école, continueront à faire l'objet en 2020 d'un suivi par l'ASP selon les mêmes modalités que celle opérées dans le cadre de la programmation précédente.

Les conventions relatives au financement suivant :

- Avenir Jeunes : Espaces de Dynamique d'Insertion ;
- Les sessions d'examen ;
- L'Accompagnement du mouvement sportif ;
- Les centres régionaux du Conservatoire National des Arts et Métiers ;
- Les Diplômes d'Accès aux Etudes Universitaires, DUMI, BM, BCCEA etc. ;
- Les Ateliers et Chantiers-insertion ;
- Les Ecoles de la Deuxième Chance ;
- Les Actions d'Initiative Territoriale en faveur de l'emploi : actions d'accompagnement vers l'emploi et action d'accompagnement au placement ;
- Les chantiers école ;
- Le dispositif Clubs Formateurs ;
- Le programme qualifiant territorialisé ;
- Le groupement des créateurs d'entreprises ANGC ;
- Les actions expérimentales ;
- Les actions pour l'emploi des publics les plus fragiles ;
- Les missions locales : subvention de fonctionnement, Parrainage et éventuel appel à projet (fonds spécifiques) ;
- Formation des personnes sous-main de justice ;
- Actions territorialisées
- Les actions retenues dans le cadre de l'appel à projets PRIC

Chaque quinzaine, l'ASP effectue et transmet à la région, par courrier électronique, un appel de fonds récapitulant par dispositif, pour les prestations aux organismes (type année ASP et n° IRIS), pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et par année de lancement, les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final permettant aux services de la Région d'effectuer automatiquement le rapprochement et la ventilation par action des mandats versés à l'ASP pour couvrir cette dépense. Le modèle du tableau est joint en annexe VIII (cf. tableaux X3).

La Région détermine le montant de la dépense et verse à l'ASP les sommes correspondantes après réception de l'appel de fonds.

La Région verse à l'ASP pour le 1er janvier N, une provision égale au 1/36ème des dépenses constatées l'année précédente hors frais de gestion, primes et marchés du secteur de la formation professionnelle, ainsi qu'une avance égale au 1/12ème des dépenses liées aux marchés publics, constatées l'année précédente. Cette avance est imputée par la région sur les autorisations d'engagement des dispositifs concernés. Lors des premiers appels de fonds de l'ASP sur les dites imputations budgétaires, la région impute ces dépenses sur les autorisations d'engagement qui ont servi à financer l'avance du 1/12ème. Une situation comptable est tenue par la Région.

II. LES MISSIONS LOCALES ET LES AUTRES PARTENARIATS EN MATIERE D'ACCUEIL, D'INFORMATION ET D'ORIENTATION

1. Objet

Le conseil régional confie à l'ASP la gestion, le suivi et le paiement des subventions, en matière d'Accueil, d'Information et d'Orientation, dont les dispositifs d'accompagnement, aux Missions Locales dans le cadre des conventions conclues avec la Région.

Dès notification de la convention relative à la délégation de l'instruction, de la gestion, du suivi et du paiement, signée entre la région et l'ASP, cette dernière est destinataire des délibérations, des numéros de dossier IRIS associés aux affectations de crédits, des conventions régionales de partenariat et de financement et de l'ensemble des pièces de suivi, s'agissant des Missions Locales et des conventions et pièces afférentes pour les projets relatifs à l'orientation professionnelle des actifs.

L'ASP assure la gestion, le suivi et le paiement des subventions dès réception des pièces, dans les conditions décrites ci-après conformes aux évolutions des dispositifs votées par la commission permanente ou le conseil régional (votes en CR de novembre 2016, modifiant les dispositions votées en CP du 20 novembre 2014 (CP 14-768), ou figurant dans la délibération cadre « Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles » en date du 26 juin 2008 (CR 58-08) ajusté par la CP 2019-107).

Chaque quinzaine, l'ASP effectue et transmet à la région, par courrier électronique, un appel de fonds récapitulant par dispositif, pour les prestations aux organismes (type année ASP et n° IRIS), pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et par année de lancement, les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final permettant aux services de la région d'effectuer automatiquement le rapprochement et la ventilation par action des mandats versés à l'ASP pour couvrir cette dépense. Le modèle du tableau est joint en annexe VIII (cf. tableaux X3).

La Région détermine le montant de la dépense et verse à l'ASP les sommes correspondantes après réception de l'appel de fonds.

2. Dispositifs concernés

Missions Locales :
- le fonctionnement ;
- le parrainage ;
- les chèques mobilité

3. Modalités de gestion relatives au partenariat avec les Missions Locales

Le service régional compétent arrête le montant global de la subvention attribuée à chaque mission locale et le propose au vote de la commission permanente. Dès l'adoption de la

délibération affectant les crédits au titre de l'avance, la région transmet une notification unique pour chaque mission locale ordonnant les paiements à l'ASP.

Le paiement de l'avance fait l'objet d'un versement unique au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année N.

Le paiement du complément fait l'objet de deux versements :

- un premier versement au plus tard à la fin du deuxième semestre de l'année N correspondant à la part des crédits affectés au fonctionnement de base de la mission locale ;
- un second versement au plus tard au deuxième semestre de l'année N+1 correspondant au solde des dispositifs d'accompagnement.

Chaque versement aux missions Locales est accompagné de l'envoi par l'ASP d'un état détaillé précisant, outre l'objet, le montant, le numéro de paiement, la date d'émission et l'année budgétaire concernée :
- s'il s'agit du versement unique de l'avance (1ère tranche) ;
- du premier versement du complément (2de tranche) ;
- ou du second versement du complément (2de tranche).

4. Le parrainage

La Région réceptionne au plus tard à la fin du premier semestre, avant le 30 mars de l'année N le bilan annuel d'activité de l'année N-1 transmis par chaque structure pour leurs jeunes effectivement parrainés.

L'ASP s'engage à payer, dès réception de l'appel de fonds, les ordres de paiement signés par la région.

III. DISPOSITIONS COMMUNES

1. L'information

La Région est l'unique interlocuteur des missions locales sur l'ensemble des dispositifs gérés par l'ASP qui doit être en mesure de répondre à toute demande téléphonique ou écrite de la Région.

Après chaque versement, l'ASP notifie au tiers le montant payé et son objet conformément aux procédures décrites ci-avant pour chaque dispositif.

Dans le mois qui suit le terme d'une année, l'ASP transmet à chaque mission locale un état réel des paiements réalisés sur l'année civile écoulée en précisant :
- les montants ;
- les dates de mise en paiement ;
- les dispositifs concernés ;
- leurs objets ;
- les contrats ou conventions considérés.

2. Mise à disposition d'un référent « Missions Locales »

L'ASP s'engage à nommer un référent identifié « Missions Locales», en charge de l'instruction, du suivi, de la gestion et du paiement des dispositifs décrits ci-dessus, interlocuteur privilégié du service compétent de la région et des missions locales.

ANNEXE III : DISPOSITIONS RELATIVES AUX DISPOSITIFS SPECIFIQUES MIS EN ŒUVRE PAR LA REGION DANS LE CADRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE ET DES EMPLOIS-TREMPLIN

Pour les dispositifs suivants, l'ASP a pour mission d'effectuer la gestion et le règlement des aides accordées par la région :
- Emplois–tremplin ;
- Chèques mobilité ;
- Gratuité des transports pour les jeunes.

L'ASP effectue le règlement des subventions conformément aux dispositions de la convention-type de chaque dispositif, notamment aux dispositions relatives à l'application de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens» adoptée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

I. EMPLOIS-TREMPLIN

L'ASP a pour mission d'effectuer la gestion et le règlement des aides accordées par la Région relatives aux Emplois-tremplin dont le programme et les modalités d'intervention ont été définis par la délibération n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, modifiée par les délibérations n° CR 27-06 du 17-18 mai 2006, n° CR 92-08 du 20 novembre 2008 et n° CR 08-13 du 14 février 2013.

En 2015, un nouveau règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015 qui vient ajuster les règles de fonctionnement des Emplois-tremplin, suite aux évolutions législatives et à l'évaluation des dispositifs régionaux. Toutefois, ce dispositif ayant été supprimé à la fin de l'année 2015, seuls les postes encore actifs et financés ainsi que les remplacements font encore l'objet d'actes de gestion conformément aux modalités détaillées ci-dessous.

1- DESCRIPTIF DE LA MESURE

Il convient de se reporter au contenu du règlement d'intervention tel qu'il a été adopté par les délibérations n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, n° CR 27-06 du 17 mai 2006 et du CR 92-08 du 20 novembre 2008 concernant les postes votés par la Commission permanente de la région entre le 1er janvier 2005 et le 31 décembre 2012.

Pour les postes votés à partir du 1er janvier 2015, l'ASP devra se reporter au règlement d'intervention adopté par la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015.

2- MODALITES DE GESTION DES AIDES EMPLOIS-TREMPLIN PROJET ET EMPLOIS-TREMPLIN INSERTION-CDI

2.1. Constitution du dossier

Après accord de la région (délibération en commission permanente d'affectation des crédits) d'attribuer une subvention au titre des Emplois-tremplin, les documents et justificatifs nécessaires au paiement sont transmis par l'employeur à l'ASP :
- une copie de la convention conclue avec la région et son annexe n°1 « fiche de présentation du poste » ;
- une copie du contrat de travail signé par les parties ;
- un RIB ou un RIP original ;
- l'annexe n°2 bis, preuve du dépôt de l'offre d'emploi par l'employeur auprès de Pôle Emploi ;
- l'attestation de l'Agence Pôle Emploi ou la Mission Locale déclarant le salarié éligible (annexe n°2) ;
- la déclaration originale d'embauche, de remplacement ou de départ d'un salarié (annexe n°3).

N.B. : pour les missions locales recrutant elles-mêmes un salarié dans le cadre du dispositif, c'est Pôle Emploi qui délivrera l'attestation.

L'ASP vérifie que :
- le contrat de travail de chaque bénéficiaire est à durée indéterminée et que le montant du salaire est au moins égal au SMIC ;
- en cas de contrat de travail à temps partiel, qu'une dérogation a bien été accordée à l'employeur par la Région ;
- dans le cas des Emplois-tremplin insertion-CDI (catégorie d'Emplois-tremplin qui a disparu du nouveau règlement d'intervention adopté par la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013[1]), vérifie que l'annexe 2 est bien accompagnée de l'attestation sur l'honneur signée par l'employeur justifiant que le niveau de qualification du salarié ne dépasse pas le niveau V. Au moindre doute sur ce point précis, l'ASP en réfère directement à la Région ;
- le ou les postes sont pourvus dans un délai de 6 mois à compter de la validation du projet en Commission permanente du Conseil régional ;
- en cas de remplacement, le ou les postes sont pourvus dans un délai de 3 mois à compter du départ effectif de la personne initiale ;
- toute embauche est effectuée après la signature de la convention (N.B. la date de la signature de la convention correspond à la date de la Commission permanente ayant permis l'affectation du ou des postes Emplois-tremplin).

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'ASP ne procède pas au paiement et informe l'employeur du motif de non versement de la subvention en lui retournant les pièces qu'il lui a envoyées.

En cas de contrôle et sur demande expresse de la Région, l'ASP tiendra à sa disposition dans les meilleurs délais :
- une copie de chaque contrat de travail signé ;
- une copie des annexes 2 et 2 bis ;
- une copie de l'annexe 3, c'est-à-dire la déclaration d'embauche ou de remplacement.

D'autre part, l'ASP fournira tous les trimestres à la région, la liste des conventions qu'elle gère avec la date de recrutement de la (des) personne(s) ainsi que la date de la déclaration d'embauche sur les postes Emplois-tremplin.

Enfin, l'ASP relance par courrier les structures qui ont dépassé le délai des 6 mois de recrutement et fournit la liste à la région des structures qui renoncent au poste qui leur a été affecté par délibération

La mise en œuvre des différents règlements d'intervention nécessite de la part de l'ASP une vigilance particulière sur le contrôle de la constitution des dossiers, préalablement à tout paiement effectué par l'ASP. En effet, en fonction de l'année du vote de la création de poste, un règlement distinct s'applique avec des critères spécifiques d'éligibilité du public.

Ainsi,
- si le remplacement concerne un poste Emploi-tremplin voté avant le 1er janvier 2013, l'ASP vérifie que l'attestation de l'entité locale de Pôle Emploi ou la mission locale déclarant le salarié éligible (annexe N°2) est bien relative aux critères d'éligibilité des publics visés par la délibération n° CR 92-08 du 20 novembre 2008 ;
- dans le cas des Emplois-tremplin insertion-CDI, vérifie que l'annexe 2 est bien accompagnée de l'attestation sur l'honneur signée par l'employeur justifiant que le niveau de qualification du salarié ne dépasse pas le niveau V ou infra. Au moindre doute sur ce point précis, l'ASP en réfère directement à la Région ;
- si le remplacement concerne un poste Emploi-tremplin voté entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2014, l'ASP vérifie que l'attestation de l'entité locale de Pôle Emploi ou la mission

[1] Néanmoins, en cas de remplacement du salarié sur cette catégorie d'Emplois-tremplin, l'ASP peut être amenée à gérer encore de tels dossiers pour les employeurs dont la convention court toujours.

locale déclarant le salarié éligible (annexe N°2) est bien relative aux critères d'éligibilité des publics visés par la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013 ;
- si le remplacement concerne un poste Emploi-tremplin voté à partir du 1er janvier 2015, l'ASP vérifie que l'attestation de l'entité locale de Pôle Emploi ou la mission locale déclarant le salarié éligible (annexe n°2) est bien relative aux critères d'éligibilité des publics visés par la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015.

2.2. Déclenchement des paiements

Le déclenchement des paiements est conditionné par :

- l'envoi à l'ASP par la Région, après acceptation du dossier, sous format Excel, de la liste des postes affectés avec les éléments suivants :

    - numéro de délibération, date de délibération, année d'affectation, chapitre budgétaire (libellé et code), référence à la fonction (libellé et code), référence au programme (libellé et code), référence à l'action (libellé et code) ;
    - numéro de dossier IRIS associé à la délibération d'affectation des crédits concernée ;
    - numéro de la convention, intitulé du poste, numéro du poste, montant de la subvention affecté ;
    - nom de l'employeur, adresse complète, Code NAF, numéro SIRET ;
    - la transmission à l'ASP par l'employeur des documents mentionnés au 2-1.

2.3. Versement de l'aide

L'aide est versée mensuellement et par avance.

En cas de départ d'un salarié, non remplacé, l'employeur informe immédiatement l'ASP via la déclaration d'embauche, de remplacement ou de départ du salarié. Celui-ci suspendra alors les paiements.

En cas de remplacement temporaire ou définitif sur le poste, l'employeur transmettra à l'ASP une nouvelle déclaration d'embauche accompagnée de l'attestation de l'Agence Pôle Emploi ou de la mission locale justifiant l'éligibilité du salarié.

Le remplacement temporaire (C.D.D.) du titulaire du poste est autorisé s'il résulte d'un congé maternité, congé parental et maladie longue durée mais doit concerner une personne issue des publics visés.

Dans tous les cas de remplacement, l'employeur dispose d'un délai de trois mois à compter du départ de la personne pour procéder au recrutement du ou des remplaçants.

2.4. Suivi des conventions employeurs.

Chaque année à la date anniversaire du recrutement, les employeurs doivent fournir à l'ASP :

- les comptes certifiés par l'association (un bilan comptable et un compte de résultats relatifs à l'activité de la structure de l'année n-1) ;

- un budget prévisionnel pour l'année N.

Par ailleurs, pour les postes votés avant le 1er janvier 2013, *la troisième année d'aide et la dernière année d'aide,* les employeurs fournissent également :

- un accusé de réception du bilan qualitatif Emplois-tremplin qui sera généré suite au remplissage du questionnaire sur la Plate-forme des Aides Régionales.

Pour les postes votés après le 1er janvier 2013, l'accusé de réception du bilan qualitatif Emplois-tremplin, généré suite au remplissage du questionnaire sur la Plate-forme des Aides Régionales, est fourni *la deuxième année d'aide et la dernière année d'aide.*

L'ASP :

- relance par courrier les structures pour récupérer l'ensemble de ces documents ;
- suspend le versement de l'aide en cas de non réception de ces documents ;
- communique régulièrement ces données à la région et fournit à la région une liste des structures qui n'ont pas envoyé les documents et dont le versement de l'aide est suspendu.

L'ASP fait parvenir à la Région par voie postale (un envoi par mois) les bilans qualitatifs annuels ainsi que les bilans financiers, comptes de résultats et budgets prévisionnels récupérés auprès des employeurs.

2.5. Appels de fonds

Les appels de fonds de l'ASP devront être adressés à la région selon les modèles joints.

La Région met à disposition de l'ASP les crédits nécessaires au versement des aides à la rémunération sur appel de fonds, présenté tous les trois mois, conformément aux modèles établis en concertation et ci-joints annexés à la convention.

La Région procède au versement des crédits nécessaires.

Les appels de fonds résultent des calculs suivants :
- la différence entre le montant versé par la région à l'ASP (intégrant l'avance constituée en fonds de roulement de 150 000 €) et les dépenses réellement effectuées au titre de ce programme ;
- un forfait de trois mois de rémunération pour les postes effectivement pourvus, en gestion par l'ASP ;
- et au vu du solde, reconstitution de l'avance de 150 000 €.

3- SUIVI ET CONTROLE DU DISPOSITIF

Un contrôle a posteriori est exercé par l'ASP au bout de douze mois à compter de la date de recrutement, sur la base d'un état récapitulatif des recettes liées au financement du poste, tous financeurs confondus et des dépenses liées au poste Emploi-tremplin (annexe n°4 originale), accompagné de la copie de la fiche de paye du dernier mois de la période concernée.

L'annexe n°4 est envoyée tous les douze mois en original par l'employeur à l'ASP, cette période étant décomptée à partir du mois de la première embauche :

- l'aide régionale devra être ajustée le cas échéant au prorata des mois au cours desquels le salarié est effectivement présent et rémunéré ;
- la subvention régionale est à recalculer si le total des aides régionales et/ou départementales Emploi-tremplin, liées au poste, dépasse 90 % de la dépense réellement supportée. Dans ce cas, la subvention est réduite en conséquence et donne lieu à ordre de reversement, au titre de l'année N.

La dépense encourue concerne le titulaire du poste Emploi-tremplin et le remplaçant éventuellement recruté pour pallier une absence.

L'ASP transmet ce document aux employeurs, l'annexe n°4 étant pré-renseignée par l'ASP du montant versé au titre de l'aide de la région. Ce document sera envoyé une fois le 12ème mois payé. Les versements mensuels se poursuivent jusqu'au 14ème mois inclus et sont interrompus en cas de non réponse de l'employeur.

L'ASP procède aux régularisations éventuelles.

Les états de présence et les feuilles d'émargement seront tenus à disposition de la Région par l'organisme de formation, en cas de contrôle.

4- SUIVI STATISTIQUE ET FINANCIER

La Région transmettra à l'ASP, après l'adoption de chaque délibération, les données relatives au poste, à l'employeur et à la convention, en version électronique

4.1 Suivi statistique :

L'ASP assure la production de statistiques et tableaux de bord.

Outre les tableaux de suivi prévus pour les autres dispositifs à l'annexe VIII à la convention, l'ASP assure mensuellement la production de tableaux de bord et de statistiques spécifiques à ce dispositif qui sont transmis sous forme électronique et font apparaître :

- la démographie des bénéficiaires (hommes/femmes, tranches d'âge, publics éligibles visés par les délibérations n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, n° CR 27-06 du 17 mai 2006 et du CR 92-08 du 20 novembre 2008, et les publics éligibles visés par les délibérations n° CR 08-13 14 février 2013 et n° CR 05-15 du 13 février 2015, département et commune de résidence, niveaux d'études, et domaine de spécialité des formations suivies) ;
- le nombre de postes par secteurs d'activités visés par les délibérations n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, n° CR 27-06 du 17 mai 2006 et n° CR 92-08 du 20 novembre 2008, et les publics éligibles visés par les délibérations n° CR 08-13 14 février 2013 et n° CR 05-15 du 13 février 2015, par type - création ou transformation -, par commune et par département, par délibération et par date d'embauche ;
- la typologie des employeurs (statut juridique, effectif salarié, code APE, commune et département) ;
- le suivi du turn-over sur les postes Emplois-tremplin (démission, CDD, CDI, licenciement ou autre).

4.2 Suivi financier :

Un compte-rendu financier mensuel, annuel et pluriannuel devra être établi par l'ASP par catégorie d'employeur et communiqué à la Région afin de lui permettre de connaître, au regard des autorisations d'engagement affectées et votées dans les délibérations, les montants engagés (à travers les conventions réellement signées), et les montants payés.

Le détail de ces données est communiqué par transmission en version électronique d'une copie de la base informatique.

L'ASP transmet également à la région en fin d'année, la liste des postes qui n'ont pas été pourvus au-delà de 6 mois pour les recrutements initiaux et au-delà de 3 mois pour les remplacements.

5- MODALITES DE GESTION CONCERNANT LES EMPLOIS-TREMPLIN INSERTION-I.A.E.

5.1 Constitution du dossier

Après accord de la région (délibération en Commission permanente d'affectation des crédits) d'attribuer une subvention au titre des Emplois-tremplin insertion par l'activité économique (I.A.E.), les documents et justificatifs nécessaires au paiement sont transmis par l'employeur à l'ASP :

- une copie de la convention conclue entre la région et la Structure d'Insertion par l'Activité Economique (S.I.A.E.) ;

- l'annexe 1 de cette convention ;
- le RIB ;
- l'annexe 2 de cette convention.

L'ASP vérifie :
- le montant de la subvention inscrit dans la convention Emplois-tremplin insertion-I.A.E. (article 2.1) et sa conformité avec le montant voté ;
- le contenu de l'annexe 1 ;
- le contenu de l'annexe 2.

Si ces conditions ne sont pas remplies (présence des documents et contenu), l'ASP ne procède pas au paiement et informe la S.I.A.E. du motif de non versement de la subvention en lui retournant les pièces qu'elle lui a envoyées. Une copie de ce courrier est transmise à la Région.

5.2 Déclenchement des paiements

Le déclenchement des paiements est conditionné par :

- l'envoi à l'ASP par la région, sous format Excel, de la liste des S.I.A.E. soutenues avec notamment les éléments suivants :

    - numéro et date de délibération, année et montant d'affectation, référence au chapitre budgétaire, code programme, code action ;
    - nom, adresse de la structure, nom du représentant de la S.I.A.E., numéro de SIRET, numéro de la convention Emplois-tremplin-insertion-I.A.E. ;
    - montant total de la subvention allouée ;
    - la transmission à l'ASP des documents mentionnés au paragraphe 5-1.

5.3 Versement de l'aide

- *pour les Associations* Intermédiaires (A.I.) : un premier versement représentant 60 % du montant total de la subvention allouée et votée est effectué au vu de l'annexe 1. Le solde sera réajusté au vu des heures effectivement réalisées par des personnes non allocataires du RSA socle sur l'année N au vu de l'annexe 2 de chaque convention signée avec les structures ;
- pour les Ateliers Chantier d'Insertion (A.C.I.) : un premier versement représentant 70 % du montant total de la subvention allouée et votée est effectué au vu de l'annexe 1. Le solde sera réajusté au vu du nombre réel de Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (C.D.D.I) pour des personnes non allocataires du RSA Socle qui ont été recrutées au sein de la structure sur l'année N, au vu de l'annexe 2 et des pièces justificatives demandées aux structures ;
- *pour les Entreprises d'Insertion (E.I.) et les régies de quartier* : un premier versement représentant 60 % du montant total de la subvention allouée et votée est effectué au vu de l'annexe 1. Le solde sera réajusté au vu du bilan des pièces justificatives demandées aux structures.

5.4 Appels de fonds

Par quinzaine, l'ASP fait parvenir à la région un état récapitulatif destiné à appeler les fonds et faisant apparaître en conséquence par type de S.I.A.E. le nom de la structure, le montant de la subvention allouée, le montant du 1er versement et le montant du solde.

5.5 Suivi financier et statistique

Un compte-rendu financier mensuel, annuel et pluriannuel devra être établi par l'ASP par catégorie de S.I.A.E. et communiqué à la région afin de lui permettre de connaître, au regard des autorisations d'engagement affectées et votées dans les délibérations, les sommes effectivement dépensées par l'ASP par type de S.I.A.E.

Le détail de ces données est communiqué par transmission en version électronique d’une copie de la base informatique.

II. CHEQUES MOBILITE

1 – OBJET

La Région Ile-de-France a décidé de mettre en œuvre une aide au transport des jeunes en Ile-de-France de 16 à 25 ans sans emploi.

Elle est distribuée aux jeunes par les missions locales sous forme de chèques mobilité. D'une valeur nominale de 8 € et 4 €, ces chèques mobilité sont utilisés pour l'achat de titres de transport en Ile-de-France auprès de la RATP, de la SNCF-Transilien et des sociétés de l'Organisation Professionnelle du Transport en Ile-de-France (OPTILE). Ils sont donc acceptés par l'ensemble des transporteurs agréés en Ile-de-France.

Il s'agit d'une aide accordée aux jeunes sans emploi engagés dans un parcours d'insertion élaboré avec l'aide de la mission locale. Les jeunes qui suivent des stages de formation professionnelle pour lesquels des aides au transport spécifiques existent déjà n'ont pas accès au chèque mobilité, afin d'éviter les doubles financements (excepté, à titre dérogatoire, pour le premier mois).

S'agissant des dispositifs Avenir Jeunes, Ecoles de la 2ème Chance et dispositifs de type Qualifiants (Programme Régional de Formation pour l'Emploi – PRFE ; Programme Régional Qualifiant Compétences – PRQC ; Groupement de Commande Région-Pôle emploi – GCRP ; Programme Régional Formations Métiers - PRFM)**,** le chèque mobilité peut être distribué autant que de besoin et dans la limite des plafonds disponibles, dans l'attente de l'activation effective de la gratuité des transports pour les jeunes en insertion.

Cette aide au transport est plafonnée à 80 % du prix du titre de transport et pour une durée de trois mois maximum, en une ou plusieurs périodes. Son attribution et sa modulation sont effectuées par les conseillers qui suivent les jeunes en fonction des instructions fixées par la région. Dès lors, si le parcours d'insertion du jeune le justifie, la durée de l'aide pourra être portée à six mois.

L'ASP est chargée du suivi des registres détaillant la distribution et l'utilisation des chèques mobilité, de la fourniture des données statistiques correspondantes, du contrôle de cette aide et du paiement des factures.

2 MODALITES DE GESTION

2.1 Paiement des factures

Les paiements sont réalisés sur factures mensuelles. Trois transporteurs sont actuellement conventionnés.

Les factures sont transmises par la Région à l'ASP.

La Région transmet à l'ASP la convention accompagnée d'un RIB/RIP original, la délibération d'affectation des crédits avec le numéro de dossier IRIS associé.

L'ASP s'engage à payer les versements dès réception des justificatifs de paiement signés par la Région.

Chaque versement aux bénéficiaires est accompagné d'un envoi par l'ASP d'un état détaillé précisant, outre l'objet, le montant, le numéro de paiement, la date d'émission et l'année budgétaire concernée.

2.2 Suivi des registres mensuels

L'ASP met à disposition des missions locales une version informatique des registres qui contient :

- le nom, prénom, sexe, date de naissance et domicile de chaque bénéficiaire ;
- la date de remise des chèques, le nombre de chèques remis, le motif d'attribution, les titres achetés, les zones du titre et le prix ;
- du numéro au numéro de chèques remis.

Ces registres sont remplis chaque mois par les missions locales, et transmis à l'ASP. Ils sont exploités statistiquement selon les conditions prévues à l'annexe VIII de la présente convention.

2.3 Contrôle de l'aide régionale au transport

A ce titre, l'ASP veille au respect des règles relatives :

- au non-cumul des chèques mobilité avec l'aide forfaitaire prévue en matière de transport pour les jeunes bénéficiaires d'une rémunération dans le cadre de stages et formation continue. L'ASP transmet trimestriellement à la région, pour chaque mission locale, une information sur l'ensemble des jeunes ayant bénéficié de chèques mobilité et de frais de transport. Elle effectue un rapprochement informatique du nom, prénom, sexe et date de naissance ;
- au non dépassement de la période maximum d'utilisation des chèques mobilité par jeune (trois mois renouvelables une fois). L'ASP transmet trimestriellement à la région, pour chaque mission locale, une information sur les jeunes ayant bénéficié de chèques mobilité pendant plus de 90 jours et plus de 180 jours.

L'ASP transmet à la région tous les éléments nécessaires (registres, statistiques, commandes, etc.) à d'éventuels contrôles sur place qui pourront être effectués par la région.

III. GRATUITE DES TRANSPORTS POUR LES JEUNES DANS LE CADRE D'UN DISPOSITIF D'INSERTION DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

1. OBJET

La gratuité des transports publics franciliens est accordée aux jeunes, âgés de 16 à 25 ans inclus, résidant en Ile-de-France, sans emploi, sortis du système scolaire, engagés avec le statut de stagiaire de la formation professionnelle dans l'un des dispositifs du Service Public Régional de Formation et d'Insertion Professionnelles de la Région Ile-de-France. Les dispositifs concernés sont les suivants :

- Avenir Jeunes ;
- Ecoles de la 2ème chance ;
- dispositifs de type Qualifiants : Programme Régional de Formation pour l'Emploi – (PRFE) - Programme Régional Qualifiant Compétences (PRQC) - Groupement de Commande Région-Pôle emploi (GCRP) - Programme Régional Formations Métiers (PRFM).

La gratuité est accordée aux jeunes, âgés de 16 à 25 ans inclus au moment de leur entrée en formation. Les stagiaires de 25 ans continuent à bénéficier de la gratuité au-delà de leur 26ème anniversaire si la formation sur laquelle ils sont inscrits s'achève après cette date**.**

2. RAPPEL DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA GRATUITE DES TRANSPORTS POUR LES JEUNES DANS LE CADRE D'UN DISPOSITIF D'INSERTION DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Le principe général est l'inscription du jeune bénéficiaire, par l'Agence Solidarité Transport (AST), sur une « liste verte » à partir de la liste des stagiaires de la formation professionnelle continue bénéficiaires de la mesure, mise à disposition par l'ASP. Cette « liste verte » est constituée par l'AST, conformément à la réglementation sur les données nominatives.

Cette « liste verte » permet au bénéficiaire y figurant de charger le Forfait Navigo Gratuité chaque mois sur sa carte Navigo.

La gratuité des transports est accordée au bénéficiaire sur la durée de son stage de formation. Son renouvellement est effectué par l'AST par défaut tous les mois. Elle cesse à la fin du mois de sortie de la formation.

Il revient aux stagiaires d'indiquer en ligne à l'AST leur numéro de carte Navigo, puis d'aller charger leur carte Navigo sur un automate de distribution (au guichet d'une gare ou d'une station de métro).

Il revient aux organismes de formation retenus dans le cadre des dispositifs Avenir Jeunes ; Ecoles de la 2ème chance ; dispositifs de type Qualifiants (PRFE, PRQC, GCRP, PRFM) ;

- d'informer les stagiaires de la marche à suivre pour obtenir la gratuité en leur remettant les supports d'information produits par la région ;
- d'inscrire les stagiaires :
    - s'agissant de ceux qui sont rémunérés par la région via l'ASP : pas de démarche particulière, l'inscription des stagiaires dans le cadre de cette rémunération suffit ;
    - s'agissant de ceux qui sont indemnisés par Pôle Emploi : saisir les données demandées sur un extranet dédié mis à disposition par l'ASP ;
- d'accompagner les stagiaires :
    - pour l'obtention de la carte Navigo en leur transmettant le courrier explicatif nominatif émanant de l'AST ;
    - pour l'activation de la carte Navigo, en les accompagnant, si nécessaire pour effectuer la demande de gratuité en ligne.
- d'assurer le lien avec l'AST : en cas d'incomplétude ou d'incohérence du dossier, le stagiaire et son organisme de formation en sont informés par l'AST.

3. ROLE DE L'ASP

Le rôle de l'ASP est de mettre à disposition de l'AST deux fichiers hebdomadaires des stagiaires ayants-droit, un pour les stagiaires indemnisés par la région au titre de la partie 6 du code du travail et un pour les stagiaires non indemnisés par la région.

Les étapes sont les suivantes :

1) L'ASP constitue un fichier des stagiaires rémunérés par la région à partir de son fichier des demandes de rémunérations publiques au titre de la formation professionnelle continue relevant de la partie 6 du code du travail.

Rappel : une demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle ne peut être traitée que si toutes les pièces justifiant de l'éligibilité du demandeur sont jointes à l'appui de cette dernière.

L'ASP constitue un fichier des stagiaires non indemnisés par la région, à partir des données saisies par les organismes de formation sur un extranet dédié que l'ASP met à leur disposition.

Il revient donc à l'ASP, quel que soit le statut des stagiaires au regard de leur rémunération ou indemnisation, de constituer puis d'actualiser la liste complète de tous les stagiaires inscrits sur les formations relevant de l'un des trois dispositifs concernés.

Le repérage des bénéficiaires au sein des dispositifs concernés est effectué comme suit :

- s'agissant d'Avenir Jeunes, de l'Ecole de la 2ème Chance l'intégralité des stagiaires inscrits en formation sont de droit bénéficiaires ;

- s’agissant des dispositifs de type Qualifiants (PRFE, PRQC, GCRP, PRFM) : seuls les stagiaires âgés de 16 à 25 ans inclus, à la date d’entrée en stage, sont éligibles à la gratuité.

2) L’ASP met chaque semaine à disposition de l’AST, sur son serveur FTP sécurisé les deux fichiers actualisés des stagiaires ayant droit, nouvellement inscrits, ou dont la date de fin de stage a été modifiée.

Les fichiers comprennent :
- un identifiant unique par stagiaire ;
- le n° d’agrément (n° de convention ou de marché public selon le dispositif) ;
- son identité ;
- sa date de naissance ;
- son sexe ;
- ses coordonnées postales ;
- le libellé de la formation suivie ;
- le nom et l’adresse de l’organisme de formation ;
- le statut de la rémunération ;
- l’indicateur de la création de dossier (indique s’il s’agit d’une création ou modification de dossier) ;
- la date de début de stage ;
- la date de fin de stage prévisionnelle et réelle. Cette date est actualisée par l’ASP en fonction des renseignements que lui adressent les organismes de formation.

3) L’ASP met à la disposition de la Région un état mensuel du nombre de bénéficiaires par sexe et par dispositif inscrits sur le fichier transmis à l’AST.

Appel de fonds de la 1ére quinzaine de XXXXXXX

EMPLOIS-TREMPLINS INSERTION-IAE

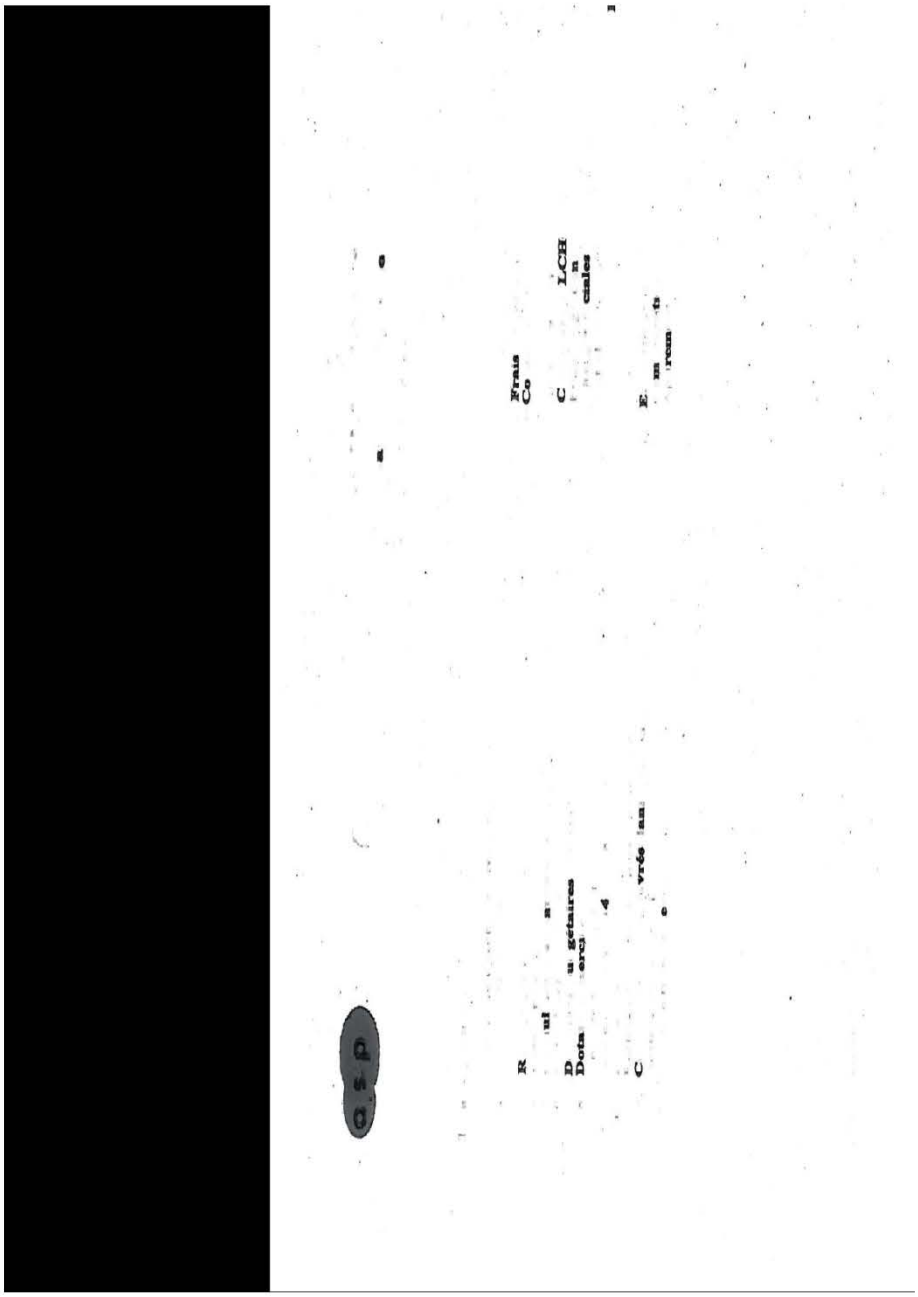
ASP Type Année	Dispositif	Année de délibération	MONTANT APPEL DE FONDS Montant Payé	N° Délibération	Date de Délibération	Imputation complète	Imputation mandats RIF	N° DOSSIER IRIS	N° ENGAGEMENT	Programme	Fonction	Action	Nature	Contrat de Projet	ASP Imputation budgétaire	ASP Unité Suivi FILLE	Paiements effectués du au
			0,00 €														

Détail - Appel de fonds de la 1ére quinzaine de XXXXXXX

EMPLOIS-TREMPLINS INSERTION-IAE

N° Délibération	Date de délibération	N° DOSSIER IRIS	Année et type SIAE	DENOMINATION	N° SIRET	N° CONVENTION	MONTANT DE LA SUBVENTION (A)	MONTANT APPEL DE FONDS (B)	Rapport (A) / (B)	Type de paiement (Avance / Solde)	Date de paiement ASP	CNASEA-Type Année	Imputation complémentaire M71	Imputation mandats RIF	N° ENGAGEMENT	ASP-Imputation budgétaire	ASP Unité fille

Modèle d'appel de fonds pour les Emplois-tremplin projet														
Secteur	Postes (A)	Postes clôturés (B)	A-B	Montant payé	Dont payé en N-6	Dont payé en N-5	Dont payé en N-4	Dont payé en N-3	Dont payé en N-2	Dont payé en N-1	Dont payé en N	Montant	Nombre de mois	Nombre de postes
Accompagnement dans l'emploi														
Action internationale														
Action sociale														
Administration générale														
Aménagement du territoire														
CFA														
Culture														
Démocratie régionale														
Economie sociale et solidaire														
Enseignement supérieur														
Environnement														
ET insertion CDI														
Logement														
Loisirs														
Mission locale														
Politique de la ville														
Prévention														
Recherche														
Socio culturel														
Sport														
Tourisme														
Transports														
TOTAL GENERAL														



ANNEXE IV : DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION ET AU PAIEMENT DES DISPOSITIFS EN DIRECTION DE L'APPRENTISSAGE

La présente annexe a pour objet de déterminer les modalités des missions confiées à l'ASP à l'article 1 de la convention.

I PRIME REGIONALE VERSEE AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS

1. OBJECTIF ET DESCRIPTIF DU DISPOSITIF

Ce dispositif s'appuie sur les délibérations n° CR 31-06 du 17 mars 2006, CR 07-11 du 7 avril 2011, CR 05-14 du 13 février 2014 et du CR 28-16 du 18 février 2016, CR 28-16 du 18 février 2016, CP 16-103 du 18 mai 2016.

Toute nouvelle délibération sera communiquée à l'ASP qui mettra en œuvre les décisions prises par l'exécutif régional.

2. PRINCIPE

Cette prime est destinée aux employeurs du secteur privé et du secteur public (pour ces derniers, à compter de la campagne d'apprentissage 2011 et à l'exception des apprentis employés au conseil régional d'Ile de France) ayant conclu un contrat d'apprentissage de 6 à 36 mois avec un(e) jeune d'au moins 16 ans à la date de début du contrat ou 15 ans avec une dérogation des services instructeurs.

Le règlement d'attribution transitoire adopté par délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 s'applique en principe à tous les contrats d'apprentissage signés avant le 1er janvier 2014. Cependant, conformément à ce texte :

- les contrats relevant des campagnes 2009 et 2010 sont soumis au règlement d'attribution adopté par délibération n° CR 31-06 du 17 mars 2006 ;
- s'agissant des contrats de la campagne 2011, les primes dues au titre de la deuxième année de formation sont soumises au règlement d'attribution adopté par délibération n° 07-11 du 7 avril 2011 lorsque le dossier était complet au 31 décembre 2013.

Le règlement d'attribution définitif de la prime à l'apprentissage, également adopté par délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014, s'applique à tous les contrats d'apprentissage signés à partir du 1er janvier 2014.

La prime régionale de 1 000€ pour 12 mois de contrat, est versée à chaque fin d'année du cycle de formation. Elle est due à taux plein pour une durée de contrat de 12 mois. Elle est proratisée entre 6 et 36 mois, selon la durée du contrat ainsi qu'en cas de rupture de contrat selon les modalités indiquées dans le règlement d'attribution applicable au contrat considéré.

La prime régionale est versée à l'employeur à condition que la période d'essai soit effectuée, que l'employeur ait retourné son attestation dûment complétée et son RIB et que le CFA ait validé l'assiduité de l'apprenti sur l'outil informatique de l'ASP.

Á compter de la campagne d'apprentissage 2016, la prime régionale est versée en 2 fois pour chaque année du cycle de formation (12 mois).

Pour un contrat inférieur ou égal à 12 mois :

- 500 € après confirmation de la période d'essai par l'employeur (celle-ci est de 4mois minimum à compter du 1er juillet 2015), du retour par l'employeur de l'attestation complétée et de son RIB ;
- 500 € ou montant proratisé, après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin d'année du cycle de formation.

Pour un contrat supérieur à 12 mois et inférieur ou égal à 24 mois :

- 1ère année :
  - 500 € après confirmation de la période d'essai par l'employeur (celle-ci est de 4 mois minimum à compter du 1er juillet 2015), du retour par l'employeur de l'attestation complétée et de son RIB ;
  - 500 € après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin d'année du cycle de formation.

- 2ème année :
  - 500 € automatiquement, 18 mois après la date de début du contrat, si l'assiduité de l'année 1 a été validée par le CFA
  - 500 € ou montant proratisé, après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin de la 2ème d'année du cycle de formation.

Pour un contrat supérieur à 24 mois et inférieur ou égal à 36 mois.

Pour les 2 premières années, idem que pour un contrat de 24 mois :

- 3ème année :
  - 500 €, automatiquement, 30 mois après la date de début du contrat, si l'assiduité de l'année 2 a été validée par le CFA ;
  - 500 € ou montant proratisé, après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin de la 3ème d'année du cycle de formation.

Si le CFA indique que l'apprenti n'a pas été assidu durant son année de formation, l'employeur conserve la somme de 500 € qui lui a été versée au titre des 6 premiers mois, mais perd son droit au solde de la prime de l'année de formation concernée.

3. MODALITES DE GESTION

La Région confie à l'ASP la gestion et le paiement des primes versées aux employeurs d'apprentis pour tous les contrats d'apprentissage conclus entre le 1er juin 2009 et le 31 décembre 2018. Conformément à la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018, la prime régionale versée aux entreprises de moins de 11 salariés ne peut être versée qu'au titre des contrats d'apprentissage conclus avant le 1er janvier 2019 (article 27 I.B de la loi du 5 septembre 2018 précitée).

A ce titre, l'ASP est chargée de :

- la récupération informatique de l'ensemble des données des contrats d'apprentissage conclus à compter du 1er juin 2009 sur la base nationale ARIANE ou auprès des chambres consulaires (chambres de commerce, chambres de métiers et chambres d'agriculture), tous les 15 jours ;
- l'envoi des attestations aux employeurs et des relances (jusqu'à trois) ;
- la saisie du RIB de l'employeur et de la date de réception de l'attestation de l'employeur ;
- l'assistance téléphonique technique pour les CFA ;
- la relance des CFA qui n'ont pas validé l'assiduité des apprentis *au mois de novembre* ;
- effectuer les opérations conduisant au calcul de la prime régionale à partir des critères d'attribution définis par la Région et des informations complémentaires transmises par le Centre de Formation d'Apprenti-e-s ;
- du virement de la prime sur le compte bancaire de l'entreprise ;

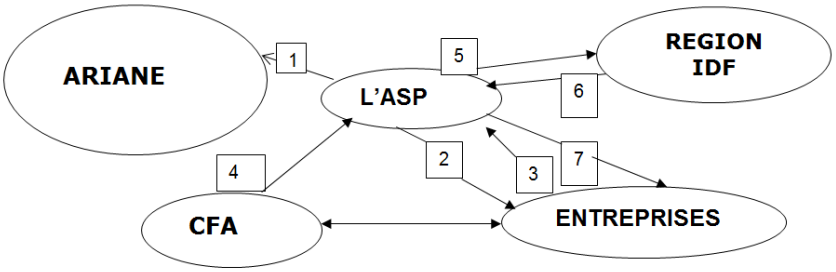
- de l'envoi à l'employeur, pour chaque versement, d'un avis de paiement où figurent les nom et prénom de l'apprenti-e- ainsi que l'année de formation visée et le montant de la prime versée ;
- de l'envoi à l'employeur d'un courrier lui indiquant qu'il ne peut prétendre au versement de la prime dans le cas de la non-assiduité de l'apprenti au CFA (cf. règlement d'attribution) ;
- produire des éléments statistiques actualisés consultables à partir de son outil (nombre de contrats enregistrés par campagne, nombre de contrats en attente de l'attestation et du RIB de l'employeur, nombre de contrats en attente de la validation de l'assiduité du CFA, nombre de primes à devoir au titre de chaque campagne, et par campagne le nombre de primes versées en 2010 *et au-delà*).

L'ASP met à la disposition de la région l'ensemble des éléments des contrats enregistrés dans sa base de données, permettant à la région d'effectuer les requêtes qu'elle souhaite.

Pour ces missions, l'ASP utilisera son outil informatique extranet dont l'accès devra être possible pour chaque intervenant (région, services d'enregistrement, CFA, employeurs) repéré grâce à une habilitation qui définira les droits de l'utilisateur : consultation, saisie ou mise à jour, requêtes.

Cet outil informatique devra s'adapter au règlement d'attribution voté par la région et à toute disposition réglementaire.

Schéma du circuit



1) L'ASP récupère sur ARIANE les données des contrats d'apprentissage enregistrés par les Chambres de commerce, de métiers, d'agriculture et des unités territoriales.

Afin d'assurer la qualité de ces données, l'outil informatique de l'ASP devra prévoir des contrôles pour garantir la cohérence, l'intégrité des données et l'absence de doublons ainsi que des mises à jour régulières liées à la vie du contrat.

Concernant les modifications des contrats ayant une incidence sur le versement de la prime (avenant au contrat initial, rupture, changement de coordonnées bancaires ou de CFA …), l'outil de l'ASP devra permettre l'intégration automatique ou la saisie manuelle de ces données avec la date de la mise à jour par les services d'enregistrement.

Chaque campagne devra comporter 2 comptes de suivi :

- un pour les contrats privés ;
- un pour les contrats publics avec une reddition des comptes pour le comptable public.

2) L'ASP adresse aux employeurs une attestation à compléter, une demande de RIB, le règlement d'attribution ainsi qu'un courrier d'accompagnement.

L'ASP a la responsabilité de relancer l'employeur à compter de 60 jours après la date d'envoi de l'attestation. En cas de non réponse dans le délai de 60 jours, une seconde relance est effectuée par l'ASP auprès de l'employeur. En cas de non réponse dans le délai de 20 jours suivant la 2ème relance, l'ASP en informe la Région et le CFA.

Le CFA et la Région auront la possibilité de télécharger une attestation pour l'adresser à l'employeur qui ne l'aurait pas reçue.

3) L'employeur retourne son attestation complétée et son RIB à l'ASP qui les enregistre dans son outil avec la date de réception.

4) A chaque fin d'année du cycle de formation, le CFA valide, sur l'outil de l'ASP, l'assiduité de l'apprenti et éventuellement renseigne le motif et la date de rupture du contrat.

L'outil doit permettre une requête pour identifier les CFA qui n'ont pas renseigné l'assiduité de leurs apprentis.

L'ASP devra relancer les CFA concernés *au mois de novembre*.

5) L'ASP transmet à la Région les lots de primes à verser pour validation selon les modalités de la présente convention.

6) La région valide les lots, et met à la disposition de l'ASP les fonds nécessaires au versement des primes.

L'ASP effectue le paiement des primes et adresse aux employeurs un avis de paiement selon le modèle fourni par la région.

L'ASP transmet numériquement aux services de la région un lot de dépenses exigibles : contrats donnant lieu à versement de primes référencées à l'année N, N+1, N+2 du contrat dont les conditions de liquidation ont été réunies et validées par l'ASP (production des pièces justificatives : RIB de l'entreprise, attestation de l'employeur signée et assiduité de l'apprenti(e) renseignée par le Centre de Formation d' Apprentis).

Ces lots sont présentés sous forme de tableaux numériques, par campagne et par année du contrat, et comportent les éléments indiqués dans le tableau A1 « Extraction vue d'ensemble des primes par campagne ».

Les services de la Direction de l'Apprentissage (DA) valident sur la base CLEA les lots et transmettent à l'ASP, par courriel, un accord sur l'exigibilité des primes à verser correspondant aux dits lots.

L'ASP transmet à la Direction de l'Apprentissage, par courrier, les pièces justificatives suivantes, par campagne et, à partir de la campagne 2011 par secteur (privé ou public) :

- un appel de fonds correspondant au montant validé par la Région et comportant le n° de dossier IRIS ;
- le tableau de situation (Recettes/Dépenses) ;
- le tableau A1 « Extraction vue d'ensemble des primes par campagne »;
- le compte d'emploi du comptable public de l'ASP.

La DA certifie le service fait et au regard des documents transmis, procède au versement des fonds par virement bancaire sur le compte du comptable public de l'ASP.

L'ASP effectue le versement sur le compte de l'employeur d'apprentis, bénéficiaire de la prime, et lui adresse un avis de paiement.

En cas exceptionnel de paiement indu, le comptable public de l'ASP est chargé de l'émission des ordres de reversement et du recouvrement en application des dispositions de l'article 5.4.

A la fin de l'exercice, et avant le 31 janvier de chaque année, un décompte général et définitif est présenté à la Région afin de pouvoir procéder à la reddition des comptes.

Cette reddition comprend le document suivant : l'état de situation des fonds confiés dûment signé par le comptable public de l'ASP.

4. ELEMENTS STATISTIQUES ATTENDUS

L'ASP met à la disposition de la région des éditions statistiques multicritères et notamment dans sa base CLEA les tableaux A2 et A3 :

Tableau A1 : « Extraction vue d'ensemble des primes par campagne » par secteur (privé ou public), transmis numériquement à chaque livraison de lots pour validation, selon les modalités prévues dans la convention.

Tableau A2 : « Tableau de bord par campagne » par secteur (privé ou public) sur le nombre de contrats intégrés en distinguant les contrats rompus en période d'essai, les contrats rompus hors période d'essai, les contrats pour lesquels l'employeur a retourné l'attestation et son RIB, les contrats pour lesquels l'assiduité a été validée par le CFA.

Tableau A3 : « Suivi de la réalisation par campagne » par secteur (privé ou public) permettant le suivi des primes à verser pour chaque année d'une campagne avec le nombre de primes versées effectivement et les montants associés, en précisant le nombre de primes versées avec une rupture de contrat au cours de l'année.

Tableau A4 : « Etat de situation cumulée des fonds confiés à l'ASP » faisant apparaître les versements de la Région, les paiements effectués par l'ASP par campagne et le solde de trésorerie pour une année civile (Compte d'emploi signé par le comptable de l'ASP selon les modalités prévues dans la convention.

II GESTION ET PAIEMENT DE L'AIDE AUX RECRUTEMENT D'APPRENTIS

1. OBJET DU DISPOSITIF

Ce dispositif s'appuie sur la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015 et la CP 16-103 du 18 mai 2016 par laquelle la Région a voté un règlement d'attribution relatif à l'aide au recrutement d'apprentis.

Il a pour objet le versement d'une aide de 1000 € aux employeurs de moins de 250 salariés qui recrutent un premier apprenti ou un apprenti supplémentaire.

2. CONTRATS ET EMPLOYEURS CONCERNES

Ouvrent droit à l'aide les contrats d'apprentissage signés entre le 1er juillet 2014 et le 31 décembre 2018 par des employeurs de moins de 250 salariés, d'une durée de 6 à 36 mois, avec un(e) jeune d'au moins 16 ans à la date de début du contrat ou de 15 ans avec une dérogation des services instructeurs.

En outre, les employeurs concernés doivent répondre à l'une des conditions suivantes :

- Justifier, à la date de conclusion du contrat, ne pas avoir employé d'apprentis en contrat d'apprentissage ou en période d'apprentissage depuis le 1er janvier de l'année précédente ;

- Justifier, à la date de conclusion du contrat, employer dans le même établissement au moins un apprenti dont le contrat est en cours à l'issue de la période d'essai. Le nombre de contrats en cours dans cet établissement après le recrutement de ce nouvel apprenti doit être supérieur au nombre de contrats en cours dans ce même établissement le 1er janvier de l'année de conclusion du nouveau contrat.

Si la date de conclusion fait défaut, la date de début du contrat sera retenue pour l'instruction du dossier.

La prime régionale est versée à l'employeur à condition que la période d'essai soit effectuée et que l'employeur ait retourné à l'ASP son attestation dûment complétée et son RIB.

L'ASP devra prendre en compte toute modification susceptible d'intervenir dans les conditions d'attribution et de versement de l'aide.

Elle s'engage également, en cas de difficulté d'interprétation du règlement d'attribution de l'aide, à demander par écrit des éclaircissements à la région.

3. MODALITES DE GESTION

La Région confie à l'ASP la gestion et le paiement des aides au recrutement d'apprentis pour les contrats d'apprentissage mentionnés à l'article précédent.

A ce titre, l'ASP est chargée :

- de la récupération informatique de l'ensemble des données des contrats d'apprentissage signés entre le 1er juillet 2014 et le 31 décembre 2018 sur la base nationale ARIANE ou auprès des chambres consulaires (chambres de commerce, chambres de métiers et chambres d'agriculture) ;
- de l'envoi des attestations aux employeurs et des relances (jusqu'à trois) ;
- de la saisie du RIB de l'employeur et de la date de réception de l'attestation de l'employeur ;
- du calcul de l'aide régionale à partir des critères d'attribution définis par la Région ;
- du virement de la prime sur le compte bancaire de l'entreprise ;
- de l'envoi à l'employeur d'un avis de paiement où figurent les nom et prénom de l'apprenti-e ainsi que l'année du contrat et le montant de la prime versée ;
- de la production d'éléments statistiques actualisés consultables à partir de son outil (nombre de contrats enregistrés par campagne, nombre de contrats en attente de l'attestation et du RIB de l'employeur, nombre de primes à devoir au titre de chaque campagne, nombre de primes versées).

L'ASP met à la disposition de la région l'ensemble des éléments des contrats enregistrés dans sa base de données, permettant à la Région d'effectuer les requêtes qu'elle souhaite.

Pour ces missions, l'ASP utilisera son outil informatique extranet dont l'accès devra être possible pour chaque intervenant (Région, services d'enregistrement, CFA, employeurs) grâce à une habilitation qui définira les droits de l'utilisateur : consultation, saisie ou mise à jour, requêtes.

Cet outil informatique devra s'adapter au règlement d'attribution voté par la région et à toute disposition réglementaire.

<u>Procédure d'attribution de l'aide</u>

1) L'ASP récupère sur ARIANE les données des contrats d'apprentissage enregistrés par les Chambres de commerce, de métiers et d'agriculture.

Afin d'assurer la qualité de ces données, l'outil informatique de l'ASP devra prévoir des contrôles pour garantir la cohérence, l'intégrité des données et l'absence de doublons ainsi que des mises à jour régulières liées à la vie du contrat.

Concernant les modifications des contrats ayant une incidence sur le versement de l'aide (avenant au contrat initial, rupture, changement de coordonnées bancaires ou de CFA …), l'outil de l'ASP devra permettre l'intégration automatique ou la saisie manuelle de ces données avec la date de la mise à jour par les services d'enregistrement.

2) L'ASP adresse aux employeurs une attestation à compléter, une demande de RIB, le règlement d'attribution ainsi qu'un courrier d'accompagnement.

L'ASP a la responsabilité de relancer l'employeur à compter de 60 jours après la date d'envoi de l'attestation. En cas de non réponse dans le délai de 60 jours, une seconde relance est effectuée par l'ASP auprès de l'employeur. En cas de non réponse dans le délai de 20 jours suivant la 2ème relance, l'ASP en informe la Région et le CFA.

3) L'employeur retourne son attestation complétée et son RIB à l'ASP qui les enregistre dans son outil avec la date de réception.

4) L'ASP transmet à la région les lots d'aides à valider selon les modalités fixées à la présente convention.

5) La région valide les lots, et met à la disposition de l'ASP les fonds nécessaires au versement des aides.

6) L'ASP effectue le paiement des aides et adresse aux employeurs un avis de paiement selon le modèle fourni par la région.

L'ASP transmet numériquement aux services de la région un lot de dépenses exigibles : contrats donnant lieu à versement de primes référencées à l'année du contrat dont les conditions de liquidation ont été réunies et validées par l'ASP (production des pièces justificatives : RIB de l'entreprise, attestation de l'employeur signée).

Ces lots sont présentés sous forme de tableaux numériques, par campagne, et comportent les éléments indiqués dans le tableau A1 « Extraction vue d'ensemble des primes par campagne ».

Les services de la région valident sur la base CLEA les lots et transmettent à l'ASP, par courriel, un accord sur l'exigibilité des aides à verser correspondant auxdits lots.

L'ASP transmet à la Région, par courrier, les pièces justificatives suivantes, par campagne :

- un appel de fonds correspondant au montant validé par la Région et comportant le n° de dossier IRIS ;
- le tableau de situation (Recettes/Dépenses) ;
- le tableau A1 « Extraction vue d'ensemble des primes par campagne » ;
- le compte d'emploi du comptable public de l'ASP.

La Région certifie le service fait et au regard des documents transmis, procède au versement des fonds par virement bancaire sur le compte du comptable public de l'ASP.

L'ASP effectue le versement sur le compte de l'employeur d'apprentis, bénéficiaire de l'aide, et lui adresse un avis de paiement.

En cas exceptionnel de paiement indu, le Comptable Public de l'ASP est chargé de l'émission des ordres de reversement et du recouvrement en application des dispositions de l'article 5-4

Avant le 31 juillet 2020, l'ASP adresse à la Région un décompte général des aides au recrutement d'apprentis par campagne d'apprentissage versées aux employeurs entre le 1er juillet 2019 et le 30 juin 2020 afin que l'Etat puisse procéder à la compensation.

4. ELEMENTS STATISTIQUES ATTENDUS

L'ASP met à la disposition de la région des éditions statistiques multicritères et notamment, dans sa base CLEA, les tableaux A2 et A3 :

Tableau A1 : «Extraction vue d'ensemble des aides par campagne», transmis numériquement à chaque livraison de lots pour validation, selon les modalités prévues dans la convention.

Tableau A2 : « Tableau de bord par campagne » par secteur (privé ou public) sur le nombre de contrats intégrés en distinguant les contrats rompus en période d'essai, les contrats rompus hors période d'essai, les contrats pour lesquels l'employeur a retourné l'attestation et son RIB, les contrats pour lesquels l'assiduité a été validée par le CFA.

Tableau A3 : «Suivi de la réalisation par campagne » permettant le suivi des aides à verser pour chaque campagne avec le nombre d'aides versées effectivement et les montants associés, en précisant le nombre d'aides versées avec une rupture de contrat au cours de l'année.

Tableau A4 : « Etat de situation cumulée des fonds confiés à l'ASP » faisant apparaître les versements de la région, les paiements effectués par l'ASP par campagne et le solde de trésorerie pour une année civile (Compte d'emploi signé par le comptable de l'ASP selon les modalités prévues dans la convention.

III - LE DISPOSITIF Valorisation et optimisation de l'insertion par l'alternance

En 2019, la Région Île-de-France a adopté une délibération cadre (délibération du 20 mars 2019 n° CR 2019-011 relatif au Pacte régional d'investissement dans les compétences)) portant un règlement d'intervention pour un nouveau dispositif « Valorisation et optimisation de l'insertion par l'alternance» applicable aux subventions attribuées à compter du 1er janvier 2019.
Ainsi, le dispositif « Valorisation et optimisation de l'insertion par l'alternance » a proposé un soutien aux organismes de formation qui se sont engagés à développer, outre l'activité spécifique de formation des apprenti(e)s et pré-apprenti(e)s, des actions visant l'accès à l'alternance et le soutien des jeunes présentant des difficultés d'insertion en entreprise ou dans les acquisitions de base.

L'aide financière a porté sur l'année civile 2019
Le dispositif « Valorisation et optimisation de l'insertion par l'alternance » n'étant pas reconduit en 2020, c'est l'ASP qui assure le versement des soldes des subventions relatives à la programmation 2019.

Modalités de gestion

Le règlement de la participation financière de la région a fait l'objet d'un premier versement en 2019 : l'avance, après transmission d'un document attestant du démarrage du programme, à hauteur de 50 % maximum du montant prévisionnel de l'année concernée.
Courant 2020, le solde devra être versé, après agrément par la région du compte-rendu d'exécution final, appelé « état nominatif ». Ce compte-rendu d'exécution est établi par les services de la Région dès réception des attestations de sorties positives transmises par l'organisme de formation.

Un ajustement est prévu au moment du solde en fonction du nombre de sorties positives obtenues par type de parcours. Toutefois, le montant de l'aide financière versée ne pourra être supérieur au montant prévisionnel de la subvention qui a été attribuée par la Commission permanente.

La région transmet à l'ASP l'état des sommes à payer.
L'ASP appelle les fonds conformément à l'article 13.3 de la présente convention.

Dès réception des fonds, l'ASP verse les montants déterminés par la région et avise l'organisme de formation par l'envoi d'un état détaillé, indiquant outre le montant, l'action et l'année budgétaire, le numéro de dossier IRIS, la délibération concernée, et la précision qu'il s'agit du solde.

En outre, les restitutions attendues de la part de l’ASP sont conformes à celles de l’annexe VIII, à savoir les dispositions relatives aux comptes rendus physiques et financiers, aux statistiques socio-démographiques et à la valorisation des données.

ANNEXE V : DISPOSITIFS D'AIDES AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

I. PAIEMENT DES SUBVENTIONS ATTRIBUEES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF PM'up

Sur la base du décret n°2015-909 du 23 juillet 2015 pris pour application de l'article L 1611-7 du CGCT, la présente annexe a pour objet de déterminer les modalités des missions confiées à l'ASP concernant le règlement des subventions attribuées aux bénéficiaires du dispositif PM'up.

L'ASP s'engage, conformément à l'article L.1511-1 du code général des collectivités territoriales, à communiquer à la région toutes les aides qu'elle aurait versées sur le fondement d'un régime d'aide d'Etat.

L'ASP transmettra au mois de décembre de l'année n les informations suivantes (les plus à jour dont elle dispose) sur les entreprises et associations ayant bénéficié d'un financement relevant de la présente convention avec la région Île-de-France.

1) Objectif et descriptif du dispositif

Ce dispositif s'appuie sur les délibérations suivantes :

- Délibération n° CR 40-10 du 30 septembre 2010 « Plan Priorité PME» approuvant le règlement d'attribution PM'up pour les lauréats des appels à projets de janvier 2012, juillet 2012 et janvier 2013 ;
- Délibération n° CR 23-13 du 25 avril 2013 « Pour une haute Qualité Sociale en Ile-de-France » approuvant le règlement d'attribution PM'up amendé ensuite par la délibération n° CP 15-271 du 17 juin 2015 pour les lauréats des appels à projets de juillet 2013 (totalité des aides), janvier 2014 (aides des années 1 et 2), septembre 2014 (aides des années 1 et 2) et janvier 2015 (aides de l'année 1) approuvant le règlement d'attribution PM'up ;
- Délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 « Les aides régionales aux entreprises : PM'UP – INNOV'UP – TP'UP – BACK'UP » approuvant le règlement d'attribution PM'up pour les lauréats de l'appel à projet de septembre 2015 et les lauréats ultérieurs,
- Délibération n° CP 2017-496 du 18 octobre 2017 « Paris Région UP – Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, TP'up et BACK'up, INNOV'up Proto »,
- Délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 « Paris Région UP – Subventions PM'up, TP'up, INNOV'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ».

PM'up accompagne les PME-PMI franciliennes à fort potentiel de croissance dans leur développement en France et à l'international. L'ambition de la région est de leur permettre d'atteindre la taille critique nécessaire pour innover et exporter, et, *in fine*, créer de la valeur et des emplois sur le territoire francilien.

Suite à la refonte du dispositif en juin 2016 (délibération CR 105-16), les modalités de l'aide ont été profondément modifiées avec notamment :
- Instruction « au fil de l'eau » et non plus par appels à projets semestriels ;
- Attribution de l'aide en une tranche unique et non plus en trois tranches annuelles ;
- Simplification des règles de calcul de la subvention.

Les lauréats PM'up bénéficient d'une subvention pouvant atteindre 250 000 € sur trois ans. Ils sont suivis tout au long du projet par un conseiller de la région Île-de-France.

Les subventions allouées jusqu'en 2013 sont imputées sur les sections budgétaires d'investissement et/ou de fonctionnement en fonction de la nature des projets soutenus. L'attribution se fait sur un rythme annuel, si bien qu'un même projet peut être concerné par un maximum de 6 attributions (1 par section budgétaire et par année). A compter de 2014, les

subventions sont imputées sur la seule section d'investissement. A compter de 2016, l'aide fait l'objet d'une attribution unique pour l'ensemble de la durée du projet.

2) Modalités de gestion

La région confie le règlement des subventions aux bénéficiaires du dispositif PM'up pour toutes les subventions attribuées à compter de la commission permanente du 11 octobre 2012.

A ce titre l'ASP verse aux bénéficiaires du dispositif PM'up les subventions prévues par les conventions signées entre la région et les bénéficiaires, selon les modalités de gestion suivantes :

Le service régional compétent instruit les demandes de subventions du dispositif PM'up et les propose au vote de la commission permanente, après consultation du Jury de sélection.

Après attribution des subventions en commission permanente, la Région adresse à l'ASP les délibérations d'affectation des crédits et d'attribution des subventions

Après signature des conventions entre la région et les bénéficiaires de subventions régionales, la région en adresse un exemplaire à l'ASP, accompagné du RIB.

Après réception et instruction des appels de fonds des bénéficiaires par la région, celle-ci adresse à l'ASP un ordre de paiement listant les bénéficiaires et les montants de subventions que l'ASP se doit de régler.

L'ASP envoie, par voie postale, un courrier de notification du paiement aux bénéficiaires, selon le modèle fourni par la région.

Quand la région constate un trop-perçu, elle en informe l'ASP qui est chargée d'émettre un ordre de reversement conformément à l'article 5.4 de la convention.

Chaque quinzaine, l'ASP transmet à la région, par courrier électronique, un appel de fonds, par section budgétaire (investissement et fonctionnement), par « cohorte » et par délibération d'affectation. Une « cohorte » correspond à l'ensemble des entreprises lauréates d'un même appel à projet. Cet appel de fonds récapitule pour le dispositif PM'up les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final (tableaux P1 et P2).

La région détermine le montant de la dépense et verse à l'ASP les sommes correspondantes après réception de l'appel de fonds.

3) Eléments statistiques attendus

Afin de permettre le contrôle de l'utilisation des fonds régionaux, le pilotage et l'évaluation du dispositif, l'ASP tient à jour des tableaux de bord qu'elle transmettra à la région de façon bimensuelle. Ces tableaux de bord comprennent un état financier consolidé de la convention, les données de suivi individuel des bénéficiaires et les statistiques d'activité, tels que décrits ci-dessous :

- Etat financier (tableaux P3 et P4) :
    - Une ligne par délibération par section budgétaire avec enveloppe globale allouée, fonds reçus, montant cumulé des ordres de paiement, montant des aides versées aux bénéficiaires, montant des fonds à recouvrir, montant des fonds reversés ;
    - Sous-totaux par appels à projet et par secteurs d'activité.

- Etat des versements (tableau P5) :

- Une ligne par versement avec N°IRIS, délibération, raison sociale du bénéficiaire, date de l'ordre de paiement, montant, date du versement ;
- Sous-totaux par appels à projet et par secteurs d'activité.

- Fiche de suivi par bénéficiaire (tableau P6) :
  - Coordonnées du bénéficiaire (bancaires, administratives), date de l'appel à projet, secteur d'activité, suivi des délibérations (N°, date, enveloppe allouée, aides versées et enveloppe disponible), date et montant des ordres de paiement reçus, date et montant des versements réalisés.

II. PAIEMENT DES SUBVENTIONS ATTRIBUEES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF TP'up

1) Objectif et descriptif du dispositif

Voté par délibération n° CR 105-16 des 16-17 juin 2016 , remplacé par la délibération CR 2017-101 du 19 mai 2017 et modifié par la délibération CP 2018-484 du 17 octobre 2018, TP'up est un dispositif de soutien au développement des TPE de moins de 5 salariés, artisanales ou commerciales. Le soutien régional est une subvention unique, prélevée soit en section de fonctionnement, soit en section d'investissement.
Les dossiers sont instruits par les services de la région au fil de l'eau (un même projet peut être concerné par deux attributions – une en fonctionnement, une en investissement).

Paiement des subventions : modalités identiques à celles de Pm'up

2) Modalités de gestion

La région confie le règlement des subventions aux bénéficiaires du dispositif TP'up pour toutes les subventions attribuées en Commission Permanente.

A ce titre l'ASP verse aux bénéficiaires du dispositif TP'up les subventions prévues par les conventions signées entre la région et les bénéficiaires, selon les modalités de gestion suivantes :

Le service régional compétent instruit les demandes de subventions du dispositif TP'up et les propose au vote de la commission permanente, après consultation du Jury de sélection.

Après attribution des subventions en commission permanente, la région adresse à l'ASP les délibérations d'affectation des crédits et d'attribution des subventions

Après signature des conventions entre la Région et les bénéficiaires de subventions régionales, la région en adresse un exemplaire à l'ASP, accompagné du RIB.

Après réception et instruction des appels de fonds des bénéficiaires par la région, celle-ci adresse à l'ASP un ordre de paiement listant les bénéficiaires et les montants de subventions que l'ASP se doit de régler.

L'ASP envoie, par voie postale, un courrier de notification du paiement aux bénéficiaires, selon le modèle fourni par la région.

Quand la région constate un trop-perçu, elle en informe l'ASP qui est chargée d'émettre un ordre de reversement conformément à l'article 5.4 de la convention.

Chaque quinzaine, l'ASP transmet à la région, par courrier électronique, un appel de fonds, par section budgétaire (investissement et fonctionnement), Cet appel de fonds récapitule pour le dispositif TP'up les dépenses des 15 jours écoulés.

Cet appel de fonds comporte un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final (tableaux P1 et P2).

La région détermine le montant de la dépense et verse à l'ASP les sommes correspondantes après réception de l'appel de fonds.

3) Eléments statistiques attendus

Afin de permettre le contrôle de l'utilisation des fonds régionaux, le pilotage et l'évaluation du dispositif, l'ASP tient à jour des tableaux de bord qu'elle transmettra à la Région de façon bimensuelle. Ces tableaux de bord comprennent un état financier consolidé de la convention, les données de suivi individuel des bénéficiaires et les statistiques d'activité, tels que décrits ci-dessous :

- Etat financier (tableaux P3 et P4) :
  - Une ligne par délibération par section budgétaire avec enveloppe globale allouée, fonds reçus, montant cumulé des ordres de paiement, montant des aides versées aux bénéficiaires, montant des fonds à recouvrir, montant des fonds reversés ;
  - Sous-totaux par secteurs d'activité.

- Etat des versements (tableau P5) :
  - Une ligne par versement avec N°IRIS, délibération, raison sociale du bénéficiaire, date de l'ordre de paiement, montant, date du versement ;
  - Sous-totaux par secteurs d'activité.

- Fiche de suivi par bénéficiaire (tableau P6) :

  - Coordonnées du bénéficiaire (bancaires, administratives), date de l'appel à projet, secteur d'activité, suivi des délibérations (N°, date, enveloppe allouée, aides versées et enveloppe disponible), date et montant des ordres de paiement reçus, date et montant des versements réalisés.

III. DISPOSITIF FONDS DE TRANSITION ESS

1 – DESCRIPTIF DE LA MESURE

Pour le dispositif Fonds de transition ESS, l'ASP a pour mission d'effectuer la gestion et le règlement des aides accordées par la Région. Le programme et les modalités d'intervention du Fonds de transition ESS ont été définis par la délibération n° CR 162-16 du 23 septembre 2016.

L'ASP prendra en charge toutes modifications et évolutions du dispositif qui pourraient être décidées par la région par un vote en Commission permanente ou en Conseil régional. Toute modification et évolution fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

L'ASP doit se reporter au contenu du cadre d'intervention tel qu'il a été adopté par délibération n° CR 162-16 du 23 septembre 2016.

Les subventions du Fonds de transition ESS ont été votées lors de la commission permanente du Conseil régional en date du 16 novembre 2016, elles ont fait l'objet de 2 appels à projet ouverts simultanément :

- axe n°1 Améliorer l'employabilité des salariés en insertion et augmenter la proportion de sorties positives, pour accroître leurs chances d'accéder durablement au marché du travail ;

- axe n°2 Encourager l'accroissement d'activité par le lancement de projets mutualisés entre plusieurs structures.

2 - MODALITES DE GESTION DU FONDS DE TRANSITION ESS

2-1 Constitution du dossier

Après délibération en commission permanente relative à l'attribution d'une subvention au titre du Fonds de transition ESS, les documents et justificatifs nécessaires au paiement sont transmis par le bénéficiaire de la subvention à l'ASP :

- une copie de la convention conclue avec la région,
- l'accusé de réception du dépôt de l'offre 100.000 stages déposée sur la PAR (plateforme des aides régionales),
- un RIB ou un RIP original.

2-2 Déclenchement des paiements

Le déclenchement des paiements est conditionné par l'envoi à l'ASP :
- par la région, sous format Excel de la délibération relative aux subventions affectées en Commission permanente.

La délibération fait état des :
- nom et adresse du bénéficiaire,
- de l'axe de l'appel à projet (1 ou 2),
- du montant de la subvention.

- par le bénéficiaire des documents mentionnés au 2.1.

2-3 Versement de l'aide

L'aide est versée différemment selon qu'il s'agit de la subvention accordée au titre de l'axe n°1 ou n°2. Dans tous les cas pour ce qui concerne le solde de la subvention, l'ASP ne doit pas procéder aux paiements sans accord écrit de la Région :

- pour l'axe n° 1, les modalités de versement sont :

  - avance de 50 % de la subvention après l'envoi à l'ASP par le bénéficiaire, des éléments du point 2.1 ;
  - deuxième versement de 25 % de la subvention après l'envoi à l'ASP par le bénéficiaire de l'annexe 1, à partir du 2ème semestre de l'année N+1 ;
  - solde de 25 % de la subvention sur transmission de l'annexe 2 validée et signée de la Région.

- pour l'axe n° 2, les modalités de versement sont :

  - avance de 50 % de la subvention après l'envoi à l'ASP par le bénéficiaire, des éléments du point 2.1 ;
  - solde de 50 % de la subvention sur transmission du bilan de l'action validée et signée de la Région ;
  - Ces subventions ne sont pas soumises à une règle de reversement, elles sont acquises au bénéficiaire soit après leur affectation en Commission permanente, soit après le contrôle fait par la Région pour ce qui concerne leur solde, en application des modalités définies dans le cadre d'intervention voté en CR 162-16 le 23 septembre 2016.

2-4 Suivi des paiements

L'ASP communique par trimestre à la Région, sous forme de tableau, une liste détaillée du versement des subventions par bénéficiaire et par tranche (50% - 25 % et solde).

2-5 Appels de fonds

A la signature de la convention avec le bénéficiaire, la Région verse 50 % du montant du budget voté pour l'année 2020.

Chaque mois, l'ASP transmet à la Région, par courrier électronique un appel de fonds. Ce dernier récapitule les dépenses du mois écoulé, ventilées par axe, selon les modèles ci –après :

Agence de Services et de Paiement

CONVENTION REGION /ASP du

APPEL DE FONDS RELATIF AU DISPOSITIF 'FONDS DE TRANSITION ESS'

PERIODE : Mois de :

		Axe 1	Axe 2	total
1. Report : Trésorerie disponible au 01/01		0,00	0,00	0,00
2. Cumul des recettes encaissées par l'ASP au titre de l'exercice N		0,00	0,00	0,00
3. Reversements et remboursements d'indus sur la période		0,00	0,00	0,00
4. Total des recettes (1+2+3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
5. Cumul des mandatements effectués par l'ASP au titre de l'exercice N		0,00	0,00	0,00
Dont au titre du mois précédent	0,00			
9. Demande de versement (5-4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Tableau P1

Appel de fonds de la 1ère quinzaine de XX

DISPOSITIF PM'UP

N° DELIBERATION	DATE DELIBERATION	ANNEE DE DELIBERATION	SECTION BUDGETAIRE (F/I) (1)	DISPOSITIF / COHORTE	N° DOSSIER IRIS	MONTANT APPEL DE FONDS
						0,00 €

(1) F= fonctionnement ; I = investissement

Tableau P2

Appel de fonds de la 1ère quinzaine de XX

ETAT RECAPITULATIF DES VERSEMENTS EFFECTUES PAR L'ASP AUX BENEFICIAIRES DU DISPOSITIFS "PM'UP"

N° DELIBERATION	DATE DELIBERATION	ANNEE DE DELIBERATION	SECTION BUDGETAIRE (F/I)	DISPOSITIF / COHORTE	DENOMINATION (TIERS BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION)	N° SIRET	N° CONVENTION	N° DOSSIER IRIS	MONTANT DE LA SUBVENTION	MONTANT APPEL DE FONDS	Date de l'ordre de paiement Région	Date de paiement par l'ASP
			F									
			F									
			I									
			I									
									TOTAL	**0,00 €**		

onnement ; I = investissement

Etat financier PM'up

Tableau P3 **Fonctionnement**

Délibération	enveloppe allouée (A)	aides à verser (ordres de paiements) (B)	Enveloppe non engagée (A-B)	% (A-B)/A	Aides versées (C)	Reste à payer (B-C)	% (B-C)/B	fonds reçus (D)	Situation de trésorerie (D-C)	aides à recouvrir (E)	montants recouverts (F)	reste à recouvrir (E-F)
CP XX-XX												
NUMérique (NUM)												
INDustrie (IND)												
Tourisme, Sports, Loisirs (TSL)												
Région - Ville Durable et Intelligente (VDI)												
SANté (SAN)												
Agriculture, Agro-alimentaire et Nutrition, Sylviculture (ANS)												
Aéronautique, Spatial et Défense (ASD)												
Automobile et MObilités (AMO)												
AUTre (AUT)												
Total dispositif												

Tableau P4 **Investissement**

Délibération	enveloppe allouée (A)	aides à verser (ordres de paiements) (B)	Enveloppe non engagée (A-B)	% (A-B)/A	Aides versées (C)	Reste à payer (B-C)	% (B-C)/B	fonds reçus (D)	Situation de trésorerie (D-C)	aides à recouvrir (E)	montants recouverts (F)	reste à recouvrir (E-F)
CP XX-XX												
NUMérique (NUM)												
INDustrie (IND)												
Tourisme, Sports, Loisirs (TSL)												
Région - Ville Durable et Intelligente (VDI)												
SANté (SAN)												
Agriculture, Agro-alimentaire et Nutrition, Sylviculture (ANS)												
Aéronautique, Spatial et Défense (ASD)												
Automobile et MObilités (AMO)												
AUTre (AUT)												
Total dispositif												

Tableau P5

Etat des versements CPAA-XX

période du :

au :

Raison sociale	N° IRIS	Cohorte/CP	Secteur	date ordre de paiement	date versement	montant versé

Tableau P6

Fiche de suivi PM'up

Entreprise X

Coordonnées :

Adresse

SIREN

Dirigeant

RIB

Plafond des aides sur trois ans

Délibérations d'attribution des aides

N°	date	montant attribué		montant à verser		montant versé		enveloppe disponible	
		F	I	F	I	F	I	F	I

suivi des paiements F

CP	date ordre de paiement	montant	date versement	montant
Total			**Total**	

suivi des paiements I

CP	date ordre de paiement	montant	date versement	montant
Total			**Total**	

Tableau P4	Investissement											
Délibération	enveloppe allouée (A)	aides à verser (ordres de paiements) (B)	Enveloppe non engagée (A-B)	% (A-B)/A	Aides versées (C)	Reste à payer (B-C)	% (B-C)/B	fonds reçus (D)	Situation de trésorerie (D-C)	aides à recouvrir (E)	montants recouverts (F)	reste à recouvrir (E-F)
CP XX-XX												
NUMérique (NUM)												
INDustrie (IND)												
Tourisme, Sports, Loisirs (TSL)												
Région - Ville Durable et Intelligente (VDI)												
SANté (SAN)												
Agriculture, Agro-alimentaire et Nutrition, Sylviculture (ANS)												
Aéronautique, Spatial et Défense (ASD)												
Automobile et MObilités (AMO)												
AUTre (AUT)												
Total dispositif												

Tableau P5

Etat des versements CPAA-XX

période du :

au :

Raison sociale	N° IRIS	Cohorte/CP	Secteur	date ordre de paiement	date versement	montant versé

Tableau P6

Fiche de suivi PM'up

Entreprise X

Coordonnées :

Adresse

SIREN

Dirigeant

RIB

Plafond des aides sur trois ans

Délibérations d'attribution des aides

N°	date	montant attribué		montant à verser		montant versé		enveloppe disponible	
		F	I	F	I	F	I	F	I

suivi des paiements F

CP	date ordre de paiement	montant	date versement	montant
Total			Total	

suivi des paiements I

CP	date ordre de paiement	montant	date versement	montant
Total			Total	

ANNEXE VI : AIDE AUX COMMERCES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL

I. OBJECTIFS DE L'AIDE REGIONALE

L'aide régionale a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Ce dispositif s'appuie sur la délibération n° CR 113-16 du 7 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du Pacte rural, modifiée par la délibération n° CP 2019-297 du 3 juillet 2019.

II. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. TERRITOIRES ELIGIBLES

Les commerces de proximité bénéficiaires de l'aide régionale doivent implanter ou maintenir leur activité, dans les centres villes et centres bourgs :

- des communes de moins de 10 000 habitants, hors Métropole du Grand Paris ;
- ou d'un EPCI rural, dont le siège est situé hors unité urbaine de Paris.

b. BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les commerces de proximité dont l'établissement est situé dans un territoire éligible, et remplissant les conditions suivantes :

- commerces de proximité inscrits au registre du commerce et des sociétés ou justifiant d'une double immatriculation au répertoire des métiers et au registre du commerce et des sociétés ;
- en création, reprise ou développement ;
- sédentaires et non sédentaires ;
- dont le CA est inférieur à 1 M€, et dont le projet porte sur une surface de vente n'excédant pas 300 m² ;
- exerçant une activité de commerce de « quotidienneté » telle que définie par l'INSEE : activité sédentaire ou non sédentaire, pour laquelle les achats des consommateurs sont quotidiens, ou du moins très fréquents :
  - le commerce alimentaire spécialisé (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuteries, poissonneries, commerces de fruits et légumes, de boissons, de tabac et autres commerces de détail alimentaires), alimentation générale, supérettes, commerces sur éventaires et marchés, traiteurs, cafés-tabacs, librairies, marchands de journaux, papeteries, et pharmacies ;
  - auxquels s'ajoutent les cafés, de même que les restaurants lorsque leurs prestations s'adressent majoritairement à la population locale. Si tel n'est pas le cas, ces restaurants peuvent être pris en compte à condition qu'ils aient un caractère permanent (ouverture au moins 10 mois sur 12, 5 jours par semaine) et que leurs exploitants exercent, en sus, une activité commerciale complémentaire dans leur établissement (épicerie, point poste, dépôt de pain….) ;
  - et de manière générale, toute activité concourant à favoriser la revitalisation et l'animation commerciales des territoires ruraux : par exemple, les salons de coiffure, les opticiens, les activités de nettoyage (blanchisserie, teinturerie), fleuristes et jardineries, les commerces d'équipement de la personne ou de la maison.

Sont exclues du bénéfice de l'aide, les entreprises exerçant une activité relevant des secteurs suivants : distribution de carburant et stations-services, banques et assurances, agences immobilières, agences de voyage, activités touristiques, professions libérales, BTP.

c. INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

Les investissements liés à l'acquisition des murs et ceux financés par crédit-bail sont exclus des dépenses éligibles.

Les dépenses éligibles à l'aide régionale correspondent aux investissements liés à :

- la mise aux normes (environnementales, sanitaires) et l'accessibilité des personnes handicapées et personnes à mobilité réduite ;
- l'immobilier : aménagement, extension ou modernisation des locaux professionnels (y compris rénovation des vitrines), acquisition de fonds commerciaux et artisanaux ;
- mobiliers/équipements et matériels professionnels (neufs ou d'occasion) : acquisition d'équipements professionnels, acquisition d'équipements destinés à la sécurisation des entreprises, acquisition d'équipements destinés à améliorer l'empreinte carbone de l'activité ;
- les études et prestations d'ingénierie spécifiques à la réalisation du projet et doivent comprendre les éléments suivants : étude sur la viabilité économique, réponse à un besoin local, évaluation financière de l'entreprise reprise, notamment.

Les investissements immatériels (licence de logiciel spécialisé, création d'un site internet) sont intégrés aux dépenses éligibles.

Les dépenses de réparation des dégâts subis par les commerces touchés par les inondations intervenues entre fin mai et début juin 2016, et s'avérant nécessaires pour maintenir leurs activités, sont aussi éligibles. Sont exclus les investissements couverts par les assurances ou pris en charge par les fonds d'urgence régional et/ou national.

Les investissements liés à l'acquisition des murs et ceux financés par crédit-bail sont exclus des dépenses éligibles.

III. MONTANT, TAUX ET PLAFOND DE L'AIDE REGIONALE

Pour les dépenses d'investissement :

La région intervient à hauteur de 30 % maximum des dépenses d'investissement. Le montant maximum de subvention est de 50 000 €. Le montant minimum des dépenses subventionnables est de 10 000 € pour les activités sédentaires et de 7 000 € pour les non sédentaires.

Lorsque l'aide est d'un montant au moins égal à 23 000 €, son versement est subordonné à la signature d'une convention avec la région.

Pour les aides d'un montant inférieur, le versement s'opère en une seule fois, sur production des factures d'investissements réalisés.

Pour les dépenses d'investissement liées aux études et prestations d'ingénierie spécifiques à la réalisation du projet : la subvention est d'un montant forfaitaire de 800 € par projet.

L'instruction qui consiste en l'examen de l'éligibilité des demandes de subventions est assurée par les services de la région.

La gestion et le versement des aides sont confiés à l'ASP.

IV MODALITES DE GESTION

L'ASP effectue le règlement des subventions conformément aux dispositions de la convention-type de chaque dispositif, notamment aux dispositions relatives à l'application de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens» adoptée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

a. Pour les subventions d'un montant au moins égal à 23 k€

La convention type adoptée par la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 prévoit le versement de l'aide en 2 temps :

- 50% à la signature de la convention entre la Région et l'entreprise bénéficiaire ;
- 50% sur présentation des factures d'investissements réalisés.

L'ASP procède au versement de l'avance de 50% du montant de l'aide, sur présentation des pièces suivantes, fournies par la région :

- Délibération CP mentionnant l'entreprise bénéficiaire (nom, adresse, nom du dirigeant, montant de l'aide) ;
- Convention signée entre la Région et l'entreprise bénéficiaire, accompagnée de son annexe (fiche projet IRIS) ;
- RIB au nom de l'entreprise (raison sociale), extrait Kbis.

Le versement de l'avance, après vérification des pièces, intervient dans un délai de 15 jours, après leur transmission par la région.

Concernant le solde des 50% :

- Le solde est versé en une seule fois par l'ASP, sur présentation par l'entreprise bénéficiaire des factures acquittées d'investissements réalisés : ces factures sont envoyées, accompagnées d'une copie de la convention signée avec la région, par l'entreprise à l'ASP qui procède à la vérification/conformité de la nature et du montant des investissements soutenus, à partir des documents fournis par la région ;
- L'ASP adresse à la région un état récapitulatif des demandes de soldes, sous la forme d'un tableau de bord, et par voie électronique ;
- La région atteste le service fait et valide le versement du solde ou demande à l'ASP d'émettre un ordre de reversement si les réalisations sont inférieures au montant de l'avance versée.

L'ASP procède au versement du solde de la subvention, dans un délai de 15 jours.

b. Pour les aides d'un montant inférieur à 23 k€

Le versement s'opère en une seule fois :

- Sur production des pièces suivantes transmises à l'ASP, qui procède à la vérification/conformité de la nature et du montant des investissements soutenus, à partir des documents fournis par la région par l'entreprise: factures acquittées d'investissements réalisés, RIB au nom de l'entreprise (raison sociale), extrait Kbis ;
- Sur production par la région : délibération CP mentionnant la liste des entreprises bénéficiaires (nom, adresse, nom du dirigeant, montant de l'aide), fiche projet IRIS, tableau de bord extrait d'IRIS mentionnant, pour chaque bénéficiaire, le numéro de dossier IRIS, le montant de l'aide, et autres informations) ;
- L'ASP adresse à la région un état récapitulatif des demandes de subventions, sous la forme d'un tableau de bord, et par voie électronique ;
- La région atteste le service fait et valide le versement de la subvention.

DONNEES ET STATISTIQUES

Tous les semestres, l'ASP adresse à la région, par courrier électronique un état récapitulatif (sous format Excel) :

- des subventions versées aux entreprises, par commune et par secteur d’activité ;
- de la nature des investissements financés (reprise de fonds de commerce, mise aux normes, achat d’équipement…).

ANNEXE VII : AIDE A L'ACQUISITION DE VEHICULES PROPRES PAR DES PETITES ENTREPRISES FRANCILIENNES NOTAMMENT ARTISANALES

La présente annexe définie les modalités de traitement des dossiers dans le cadre du dispositif d'aides régionales « véhicules propres ».
Les dossiers sont examinés selon 2 règlements d'interventions :

- Celui en vigueur actuellement (indication « ancien règlement » dans la suite du texte) qui a été approuvé en commission permanente N° 2018-289 du 4 juillet 2018 et CP N°2019-051 du 24 janvier 2019
- Celui adopté en CP N° 2020-056 du 31 janvier 2020 (indication « nouveau règlement » dans la suite du texte)

CHAPITRE A - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DEMANDES RELEVANT DE L'ANCIEN REGLEMENT

I OBJECTIFS DE L'AIDE REGIONALE

L'aide régionale a pour objectif d'augmenter la part des véhicules « propres » dans le parc de véhicules professionnels des petites entreprises franciliennes notamment artisanales. Ce dispositif s'appuie sur les délibérations n° CR 137-2017 du 7 juillet 2017, modifié par les délibérations n° CP 17-481 du 18 octobre 2017, n° CP 2018-121 du 16 mars 2018, n° CP 2018-289 du 4 juillet 2018 et n° CP 2019-051 du 24 janvier 2019.

II CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. Bénéficiaires

Sont éligibles les entreprises (y compris les taxis), comptant au plus 50 salariés, ayant leur siège en Île-de-France et dont le chiffre d'affaire annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'€. Les entreprises de transport de marchandises pour le compte d'autrui ne sont pas éligibles à ce dispositif pour l'acquisition de véhicules de transport de marchandises par route.

b. Investissements éligibles

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles doivent concerner les véhicules professionnels, neufs ou d'occasion, électriques, à hydrogène ou au GNV dont les codes nationaux (colonne P3 de la carte grise) sont EL, H2, HH, HE et GN ainsi que les véhicules de code national EN de PTAC (Poids Total Autorisé en Charge) supérieur à 3,5 tonnes.

Sont éligibles les véhicules dont les codes nationaux (colonne J1 de la carte grise) sont VP, CTTE, VASP, CAM, TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 et MTT2.
Sont notamment exclus de ce dispositif les vélos électriques ou à assistance électrique.

Sont également éligibles les taxis hybrides rechargeables (code EE dans la colonne P3 de la carte grise)

L'acquisition de ce véhicule peut être effectuée par un achat directement ou via une location longue durée, location avec option d'achat ou un crédit-bail.

Les véhicules d'occasion sont éligibles à l'aide régionale à la condition supplémentaire de n'avoir pas déjà fait l'objet d'une subvention au titre de ce même dispositif lors d'une précédente acquisition.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées postérieurement à la date de notification de l'attribution de l'aide.

Dans le cas de la location, le preneur doit s'engager à immobiliser cette dépense dans son bilan. La durée du contrat doit être de 2 ans minimum si le locataire acquiert le véhicule loué à l'issue de cette période ou de 5 ans minimum dès lors que le véhicule loué n'est pas destiné à être vendu. Le locataire s'engage à restituer l'aide dans les trois mois suivant la modification du contrat de location si celui-ci déroge aux conditions ci-dessus.

III MODALITES DE L'AIDE

L'aide régionale est imputée au chapitre budgétaire 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerces et autres services »

Dans le cas où l'aide octroyée dans le cadre de ce dispositif est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions au sens de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, elle est attribuée sur le fondement du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de *minimis.*

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire :

- 1 500 € pour les deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles électriques dont le code est TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 ou MTT2 et dont l'énergie de batterie est inférieure ou égale à 10 kWh ;
- 3 000 € pour les deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles électriques dont le code est TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 ou MTT2 et dont l'énergie de batterie est supérieure à 10 kWh ;
- 6 000 € pour un véhicule professionnel léger (code VP, CTTE, VASP) électrique, GNV ou à hydrogène, de PTAC inférieur ou égal à 3,5 tonnes ;
- 9 000 € pour un véhicule professionnel (code CAM) électrique, GNV ou à hydrogène de PTAC supérieur à 3,5 tonnes.

L'aide régionale est cumulable avec les aides de l'Etat mais non cumulable avec les autres aides de collectivités ayant le même objet.

Le cumul d'aides publiques est plafonné à 70 % du prix d'achat du véhicule. En cas de dépassement de ce taux, l'aide régionale est revue à la baisse à due concurrence.

Une même entreprise ne peut prétendre à une aide régionale pour plus de 5 véhicules.

Dans le cas de la location longue durée ou du crédit-bail, l'aide est versée au loueur ou à l'organisme financeur qui la répercute obligatoirement en totalité au bénéficiaire final (locataire) via baisse sur les loyers. Le devis du contrat de location ou dde l'offre en crédit-bail doit faire apparaître le coût d'achat du véhicule et l'impact de l'aide sur les loyers.

Les véhicules utilisant des batteries au plomb ne sont pas éligibles à ce dispositif régional.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.. Ils sont de plus exonérés de l'obligation de recruter des stagiaires ou alternants, prévue initialement par la délibération CR 08-16.

IV ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le véhicule concerné dans un délai de 5 ans à compter de la date d'acquisition. Dans le cadre d'une location, le preneur doit s'engager à immobiliser cette dépense dans son bilan.

Le bénéficiaire s'engage à coller, de manière visible depuis l'extérieur, sur le pare-brise avant de chaque véhicule subventionné par la région Île-de-France au titre du présent dispositif, un autocollant fourni par la Région mentionnant cette participation financière.

V MODALITES DE GESTION

a) Réception des dossiers

Les entreprises déposent leur dossier de demande d'aide pour 1 à 5 véhicules sur la Plateforme des Aides Régionales (PAR), dans un fichier compressé (zip) contenant l'ensemble des pièces justificatives. Ces dossiers sont automatiquement transférés dans IRIS, le logiciel régional de gestion des aides.

La région, **au minimum une fois par semaine**, procède pour chacun de ces dossiers sur Mes Démarches (disponibles via un tableau de bord) à une demande d'avis d'un tiers, l'ASP, puis envoie la liste des dossiers concernés à l'ASP.

L'ASP peut ensuite se connecter sur la PAR grâce aux identifiants créés spécifiquement à son attention par l'administration IRIS, et télécharger chaque fichier compressé de demande d'aide.

b) Contrôle de l'éligibilité des entreprises

Suite à la transmission des dossiers par la Région à l'ASP, les entreprises reçoivent une réponse dans **un délai de 3 semaines**.

Le formulaire contient toutes les informations permettant de s'assurer de l'éligibilité de l'entreprise :

- Son siège est en Île de France et elle emploie moins de 50 salariés ;
- Ce n'est pas une entreprise de transport de marchandises pour le compte d'autrui (exclues de minimis pour l'achat de véhicules destinés à de tels transports) ;
- Engagements répondant aux impératifs du dispositif, qui pourront faire l'objet de contrôles a posteriori.

Rôle de l'ASP :

- Vérifier la complétude du dossier (formulaire, KBis, RIB, attestation de minimis, devis, copie de la carte professionnelle pour les taxis) ;
- Envoyer un accusé de réception complet ou incomplet avec demande de pièces complémentaires, modèles fournis par la Région ;
- Relances éventuelles et réponses téléphoniques concernant l'instruction des dossiers.

En cas d'éligibilité :

- L'ASP détermine le montant de l'aide d'après le type de véhicule ; L'ASP envoie la notification d'attribution de l'aide accompagnée de l'autocollant correspondant au bénéficiaire (courriers type Région).

Le bénéficiaire peut désormais acheter son véhicule ou faire son contrat de location (modalités spécifiques décrites ci-dessous).

En cas d'inéligibilité :

L'ASP envoie un courrier de refus expliquant les motifs de non-éligibilité (modèle fourni par la Région).

c) Précisions pour la gestion des aides

Dans le cadre d'un achat :

La notification d'attribution de l'aide est envoyée par l'ASP au bénéficiaire final et l'aide est versée au bénéficiaire final.

Dans le cadre d'une location longue durée, location avec option d'achat ou crédit-bail :

Le devis du contrat de location longue durée, avec option d'achat ou l'offre de crédit-bail, signé entre le loueur et le locataire, envoyé pour la demande de l'aide, fait apparaître le coût d'achat du véhicule sur lequel sera calculé le montant de subvention.

La notification d'attribution est envoyée par l'ASP au locataire et au loueur.

Le contrat de location signé entre le loueur et le locataire, ou le contrat de crédit-bail entre l'organisme financeur et l'acquéreur, envoyé pour le paiement de l'aide, fait mention de l'impact de l'aide sur les loyers et fait apparaître le coût d'achat du véhicule sur lequel est calculé le montant de subvention.

L'aide est versée au loueur ou à l'organisme financeur qui la répercute sur les loyers du véhicule et un avis de paiement est envoyé au loueur.

Les courriers :

Chaque document (accusé réception, notification, refus, *etc.*) fait l'objet d'un modèle type pré-signé électroniquement par la direction générale adjointe du pôle Cohésion territoriale, par délégation de la Présidente du Conseil régional.

d) Le paiement de l'aide

L'ASP procède au versement en une seule fois, sur production par le bénéficiaire des pièces suivantes transmises à l'ASP, qui procède à la vérification/conformité du véhicule acheté et de la nature et du montant des investissements soutenus :

- factures acquittées d'investissements réalisés ;
- copie de la carte grise des véhicules.

L'ASP réalise le versement de l'aide et envoie un avis de paiement.

L'ASP adresse à la Région un état récapitulatif des aides versées sous la forme d'un tableau de bord, et par voie électronique (cf. données statistiques)

e) Appels de fonds pour le versement des aides

Au fur et à mesures des besoins en trésorerie pour le versement des aides, l'ASP transmet à la Région un fichier électronique d'appel de fonds accompagné d'un courrier signé par l'ASP ainsi que le compte d'emploi des crédits alloués.

f) Contrôles

L'unicité de la subvention pour le véhicule est contrôlée au moment du paiement (suivi des subventions grâce au numéro de série des véhicules (colonne E sur la carte grise) sur la durée de vie du dispositif). Si un véhicule fait doublon :

- Soit cela fait moins de 5 ans, le 1er bénéficiaire n'a pas respecté ses engagements et l'ASP émet un titre de recette pour récupérer la subvention, le 2nd bénéficiaire est éligible ;
- Soit cela fait plus de 5 ans et le nouveau bénéficiaire n'est pas éligible.

L'ASP contrôle le nombre de véhicules financés par entreprise via le numéro SIRET dans le tableau de suivi de l'attribution des aides (ensemble des aides attribuées à un même SIRET).

Afin de contrôler le plafond d'aides publiques (70% du prix d'achat du véhicule), l'ASP, payeur également du bonus écologique sur financement Etat, transmettra tous les semestres au service de la Région concerné, la liste des bénéficiaires de l'aide régionale pour lesquels ce plafond est dépassé.

Cette liste comprendra les informations suivantes :

- N°IRIS
- N°SIRET de l'entreprise
- Nom de l'entreprise
- Nom et prénom du représentant de l'entreprise
- N° de série du véhicule
- Coût d'achat du véhicule
- Montant d'aide régionale versé
- Montant du bonus écologique versé
- Pourcentage d'aide
- Montant de l'aide régionale à régulariser.

Après validation de cette liste par les services de la Région, l'ASP émettra les ordres à recouvrer à l'encontre des entreprises concernées.

g) Données et statistiques

Tous les mois, l'ASP adresse à la Région, par courrier électronique, un état récapitulatif (sous format Excel) des aides versées comprenant :

- Les données des entreprises (noms, SIRET, nombre d'employés, coordonnées) ;
- Le montant et la nature des investissements (nombre de véhicules, motorisation, PTAC, numéro de série du véhicule).

CHAPITRE B : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DEMANDES RELEVANT DU NOUVEAU REGLEMENT

Ce dispositif s'appuie sur les délibérations n° CR 137-2017 du 7 juillet 2017, modifié par les délibérations n° CP 17-481 du 18 octobre 2017, n° CP 2018-121 du 16 mars 2018, n° CP 2018-289 du 4 juillet 2018, la CP 2019-051 du 24 janvier 2019, et la CP 2020-056 du 31 janvier 2020.

Les nouvelles dispositions ci-dessous s'appliquent aux dossiers envoyés par la Région, relevant du nouveau règlement d'intervention adopté par la Région par la délibération CP 2020-056 du 31 janvier 2020.

I. OBJECTIFS DE L'AIDE RÉGIONALE

L'aide régionale a pour objectif d'augmenter la part des véhicules plus propres en termes de polluants atmosphériques dans le parc de véhicules professionnels des petites entreprises franciliennes notamment artisanales.

II. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

a. Bénéficiaires

Sont éligibles les entreprises (y compris les taxis et voiture de transport avec chauffeur, VTC), comptant au plus 20 salariés, ayant leur siège en Île-de-France et dont le chiffre d'affaire annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 000 000 €. Les entreprises de transport de marchandises pour le compte d'autrui ne sont pas éligibles à ce dispositif.

b. Dépenses éligibles

L'acquisition de ce véhicule pourra être effectuée par son achat directement ou via une location longue durée, location avec option d'achat ou crébit-bail.
Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles doivent concerner l'acquisition de véhicules professionnels, neufs ou d'occasion ( ), électriques, à hydrogène ou au GNV dont les codes nationaux (champ P3 de la carte grise) sont EL, H2, HH, HE et GN ainsi que les véhicules de code national EN de PTAC (Poids Total Autorisé en Charge) supérieur à 3,5 tonnes.
Dans le cadre d'une location longue durée, l'aide est versée au loueur qui la répercute en totalité sur les loyers. Le contrat de location doit faire apparaitre le coût d'achat du véhicule et l'impact de l'aide sur les loyers.
Sont éligibles :

- les taxis et VTC ( ), y compris les motorisations hybrides rechargeables (code EE dans le champ P3 de la carte grise),
- les autres véhicules professionnels dont les codes nationaux (champ J1 de la carte grise) sont VP, TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 et MTT2, CTTE, VASP, CAM.

Sont exclus de ce dispositif :

- les vélos électriques ou à assistance électrique,
- les trottinettes électriques,
- les véhicules électriques dont l'énergie pour la motorisation est fournie par des batteries au plomb,

Les véhicules d'occasion ([1]) sont éligibles à l'aide régionale s'ils n'ont pas déjà fait l'objet, lors d'une précédente acquisition :

- d'une subvention au titre de ce même dispositif,
- d'une aide publique autre que celles de l'Etat (subvention de collectivités territoriales notamment).

Dans le cas de la location, le preneur doit s'engager à immobiliser cette dépense dans son bilan. La durée du contrat doit être de 2 ans minimum si le locataire acquiert le véhicule loué à l'issue de cette période ou via une location longue durée de 5 ans minimum dès lors que le véhicule loué n'est pas destiné à être vendu. Le loueur s'engage à restituer l'aide dans les trois mois suivant la modification du contrat de location si celui-ci déroge aux conditions ci-dessus.
Les véhicules subventionnés devront présenter une immatriculation française.
Dans le cas de l'achat d'un véhicule, sa commande, son paiement et la demande de carte grise devront intervenir postérieurement à la date de notification de l'aide au bénéficiaire.
Dans le cas de la location, la date de signature du contrat avec le locataire du véhicule devra être postérieure à la date de notification de l'aide au bénéficiaire.

Les véhicules subventionnés devront être achetés et présenter une immatriculation française. La commande du véhicule, son paiement et la demande de carte grise devront intervenir postérieurement à la date de notification de l'aide au bénéficiaire.

III. MODALITES DE L'AIDE

Dans le cadre de ce dispositif, l'aide est attribuée sur le fondement du règlement n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.
Le montant de l'aide régionale est plafonnée à :

- 1 500 € pour les deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles électriques (dont le code est TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 ou MTT2) et 3 000 € si la puissance du véhicule est supérieure ou égale à 11 kilowatts,
- 6 000 € pour un véhicule professionnel léger (code VP, CTTE, VASP) électrique, GNV ou à hydrogène, ainsi que les taxis hybrides rechargeables (code EE) de PTAC inférieur ou égal à 3,5 tonnes,
- 9 000 € pour un véhicule professionnel (code CAM) électrique, GNV ou à hydrogène de PTAC supérieur 3,5 tonnes.

L'aide régionale est cumulable avec les aides de l'Etat mais non cumulable avec d'autres aides publiques (notamment celles des collectivités territoriales), ayant le même objet.

Le cumul d'aides publiques est plafonné à 50 % du prix d'achat du véhicule TTC. En cas de dépassement de ce taux, l'aide régionale est revue à la baisse à due concurrence.

Au titre de ce dispositif, une même entreprise ne peut prétendre à une aide régionale pour plus de cinq véhicules. Pour les entreprises individuelles (auto-entrepreneurs, professions libérales etc), ce dispositif ne peut être sollicité que pour l'achat d'un seul véhicule.
Une même personne physique ([2]), représentante légal, de plusieurs entreprises ne pourra solliciter ce dispositif régional qu'au titre d'une seule d'une entreprise.
Pour l'acquisition de deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles électriques et de véhicules de tourisme (champs J1 de la carte grise TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 et MTT2, VP), l'entreprise devra justifier d'une ancienneté supérieure à un an ([3]).
Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité. Ils sont de plus, exonérés de l'obligation de recruter de(s) stagiaire(s) ou alternant(s), prévue initialement par la délibération CR 08-16.

IV. ENGAGEMENT DU BÉNÉFICIAIRE

A compter de la date de notification de l'aide, le bénéficiaire dispose de neuf mois pour envoyer les documents nécessaires au paiement de l'aide ([4]). Il est recommandé aux bénéficiaires de faire parvenir dans les plus brefs délais ces documents afin de pouvoir réaliser, pendant ce délai de 9 mois, le traitement d'éventuelles non-conformités détectées lors de l'analyse des pièces par l'ASP.
Le non-respect de ce délai de 9 mois entrainera la caducité du dossier et donc l'annulation de l'aide. A noter que le délai de caducité débute en phase 1 de l'instruction du dossier (la date prise

---

[2] Une copie de la carte d'identité, du passeport ou du titre de séjour devra être fournie

[3] Fourniture d'un justificatif émanant d'un organisme officiel comportant cette information

[4] Les pièces nécessaires pour déclencher le paiement de l'aide devront être envoyées exclusivement par mail, en format PDF, à l'Agence de Services et de Paiement : copie de la nouvelle carte grise définitive, bon de commande et facture acquittée. C'est la date du mail d'envoi de la notification qui sera prise en compte pour le calcul des délais.

en compte sera soit la date de notification, soit la date de l'émission du courrier de demande de complément de pièces (pièces exigées dans le cadre du dépôt du dossier émis par l'ASP)

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le(s) véhicule(s) concerné(s) dans un délai de deux ans (24 mois) à compter de la date d'acquisition. A défaut, le bénéficiaire devra rembourser l'aide perçue pour chaque véhicule sur la base suivante
[montant du remboursement] = [montant de l'aide] x [24 –M]/24
« M » étant le nombre de mois complets où le véhicule a été conservé depuis son acquisition jusqu'à sa revente. En cas de vente moins d'un mois après son acquisition, la subvention doit donc être remboursée en totalité.
Les bénéficiaires, recevront un autocollant, fourni par la Région, pour faire la promotion de cette démarche et s'engagent à le coller sur chaque véhicule subventionné, au titre du présent dispositif, de manière visible depuis l'extérieur.

V. MODALITES DE GESTION DU DISPOSITIF

a) Réception des dossiers

Les entreprises déposent leur dossier de demande d'aide pour 1 à 5 véhicules sur la plateforme des aides régionales.
La région, envoie la liste des dossiers à instruire à l'ASP.
L'ASP peut ensuite se connecter sur la plateforme « Mes Démarches ») pour télécharger les dossiers concernés.
Les échanges avec les demandeurs se font exclusivement par mail, les échanges téléphoniques resteront occasionnels. Il n'est pas prévu de transmissions de documents par voie postale. Chaque courrier (notification, refus, *etc.*) fait l'objet d'un modèle type approuvé par la Région et signé par l'ASP.

b) Contrôle de l'éligibilité du dossier

A compter de la date de réception, les dossiers, sont instruits par l'ASP les entreprises reçoivent une réponse dans **un délai de 3 semaines**.

L'ASP vérifie l'éligibilité de la demande au regard du règlement d'intervention et des pièces justificatives transmises.

Les vérifications portent sur les points suivants :
- La présence et la conformité des documents,
- La cohérence entre le contenu des justificatifs et les déclarations dans le formulaire de demande notamment sur les points suivants :
    - Les justificatifs (KBis ou pour les micro entreprises un avis de situation au répertoire SIRENE ou un extrait de situation URSAFF) indiquent une adresse du siège social de l'entreprise en Île-de-France,
    - Eléments figurant dans le (ou les) devis du (ou des) véhicule(s) correspondant à des véhicules éligibles à l'aide dans le cadre du règlement d'intervention. Dans le cas de la location, le devis du contrat de location longue durée, avec option d'achat ou l'offre de crédit-bail, signé entre le loueur et le locataire, envoyé pour la demande de l'aide, fait apparaître le coût d'achat du véhicule sur lequel sera calculé le montant de subvention
    - Pour les taxis et VTC, justificatifs avec un code NAF approprié et/ou copie de la carte professionnelle en cours de validité fournie.
    - Dans le cas d'un véhicule pris en location, le formulaire utilisé pour la demande sera celui relatif à la location longue durée, location avec option d'achat ou location en crédit-bail.

<u>Pour les dossiers éligibles :</u>

- L'ASP

- o détermine le montant de l'aide en appliquant le règlement d'intervention ;
- o envoie la notification d'attribution de l'aide prévisionnelle, accompagnée du courrier de la Présidente de la Région.

Dans le cas d'une location, la notification d'attribution est envoyée par l'ASP au locataire et au loueur.

Pour les dossiers non inéligibles :

L'ASP envoie la notification de refus indiquant le ou les motifs de non-éligibilité

c) Le paiement de l'aide et la gestion des caducités

L'ASP procède, pour chaque véhicule, aux vérifications pour déclencher le versement de l'aide au regard des pièces communiquées par les demandeurs (copie de la nouvelle carte grise définitive, bon de commande et facture acquittée), du règlement d'intervention et des informations communiquées précédemment.

Il est notamment vérifié que les informations suivantes sont cohérentes avec celles communiqués pour la demande d'aide :

- caractéristiques du véhicule figurant sur la carte grise, en particulier les champs P3 et J1,
- contenu de la facture acquittée,
- dates figurant sur la facture et le bon de commande respectant le règlement d'intervention.

Dans le cas de la location, l'aide est versée au loueur ou à l'organisme financeur qui la répercute sur les loyers du véhicule et un avis de paiement est envoyé au loueur. Le contrat de location signé entre le loueur et le locataire, ou le contrat de crédit-bail entre l'organisme financeur et l'acquéreur, envoyé pour le paiement de l'aide, fait mention de l'impact de l'aide sur les loyers et fait apparaître le coût d'achat du véhicule sur lequel est calculé le montant de subvention.

De manière exceptionnelle, un dossier pourra être réexaminé si le véhicule acheté, bien que n'ayant pas les caractéristiques communiquées pour constituer la demande d'aide, est toutefois éligible à l'aide régionale au regard du règlement d'intervention en vigueur.

L'ASP devra suivre les caducités des aides. A compter de la date de notification de l'aide, le bénéficiaire dispose de neuf mois pour envoyer les documents nécessaires au paiement de l'aide ([5]). Le non-respect de ce délai de 9 mois entraine la caducité du dossier et donc l'annulation de l'aide.
Si les pièces envoyées comportent d'éventuelles non-conformités détectées lors de leur analyse, l'ASP demande un complément d'information. L'ASP est autorisé, à permettre de manière exceptionnelle le dépassement du délai des 9 mois lorsqu'il s'agit de procéder à un dernier échange par retour de mail pour finaliser cette dernière étape avant le versement de l'aide.
L'ASP envoie par mail la notification de caducité.

d) Appels de fonds pour le versement des aides

Au fur et à mesures des besoins en trésorerie pour le versement des aides, l'ASP transmet à la Région un fichier électronique d'appel de fonds accompagné d'un courrier signé par l'ASP ainsi que le compte d'emploi des crédits alloués.

e) Contrôles

[5] Les pièces nécessaires pour déclencher le paiement de l'aide devront être envoyées exclusivement par mail, en format PDF, à l'Agence de Services et de Paiement : copie de la nouvelle carte grise définitive, bon de commande et facture acquittée. C'est la date du mail d'envoi de la notification qui sera prise en compte pour le calcul des délais.

L'unicité de la subvention pour le véhicule est contrôlée au regard des indications de la carte grise.
Si un véhicule fait doublon :

- soit cela fait moins de 2 ans, le 1er bénéficiaire n'a pas respecté ses engagements et l'ASP émet un titre de recette pour récupérer la subvention perçue à tort, selon les modalités prévues par le règlement d'intervention,
- le nouveau bénéficiaire n'est pas éligible.

L'ASP, payeur également du bonus écologique sur financement Etat contrôle également le plafond d'aides publiques (50% du prix d'achat du véhicule) et émettra si nécessaire les ordres à recouvrer à l'encontre des entreprises concernées.

Au moins une fois par trimestre, l'ASP vérifiera

- que les personnes physiques, indiquée dans les formulaires de demandes, n'ont pas sollicité ce dispositif au titre de représentant légal de plusieurs entreprises,
- qu'aucune des entreprises n'a bénéficié de l'aide pour un plus grand nombre de véhicules que ce qui est prévu par le règlement d'intervention.

Le cas échéant, l'ASP émet un titre de recette pour récupérer la subvention indue auprès des bénéficiaires concernés.

f) Données et statistiques

Tous les mois, l'ASP adresse à la Région, par mail, un état récapitulatif (sous format Excel) des aides versées comprenant :

- Les données des entreprises (noms, SIRET, nombre d'employés, coordonnées)
- Le montant et la nature des investissements (nombre de véhicules, motorisation, PTAC, type de véhicule, numéro de série du véhicule).
- Un état récapitulatif mensuel (du 1er au dernier jour de chaque mois) du dispositif avec un état réel (à l'instant T) détaillé comme suit :
  - ✓ Synthèse du mois MM/AA
  - ✓ Nombre de dossiers reçus par l'ASP

  Dont nombre de dossiers notifiés : XX, avec
  - Détail : motorisation des véhicules, PTAC ou puissance des batteries, nombre de véhicules, montant prévisionnel aidé, montant réel aidé

  Dont nombre de dossiers rejetés: XX, avec
  - Détail : motorisation des véhicules, PTAC ou puissance des batteries, nombre de véhicules

  Dont nombre de dossiers en cours d'instruction: XX, avec
  - Détail : motorisation des véhicules, PTAC ou puissance des batteries, nombre de véhicules

  Dont nombre de dossiers payés : XX, avec
  - Détail : motorisation des véhicules, PTAC ou puissance des batteries, nombre de véhicules, montant prévisionnel aidé, montant réel aidé

- les champs figurant dans les dossiers de demande d'aide (entreprise reconnue artisanale (oui / non), catégorie de véhicule éligible (faisant référence aux champs J1 et P3 de la future carte grise),
- les dossiers caducs pourront être sélectionnés,
- les entreprises individuelles devront pouvoir être repérées facilement,
- Les dossiers concernant les taxis et VTC devront pouvoir être repérés facilement avec le code NAF
- La date du mail (date de transmission du dossier par la Région) à l'ASP devra également figurer dans cet état ainsi que la date de dépôt de la demande (par le demandeur sur le site « Mes Démarches » qui figure sur l'état récapitulatif du dossier.

ANNEXE VIII : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMPTES RENDUS PHYSIQUES ET FINANCIERS, AUX ECHANGES DE DONNEES, AUX STATISTIQUES ET A LA VALORISATION DES DONNEES

ECHANGES DE DONNÉES

L'ensemble des données élaborées ou traitées par l'ASP pour accomplir les tâches relatives à la présente convention sont mises à disposition de la région y compris pour les données à caractère personnel pour lesquelles la région est responsable de traitement. Elles sont mises à disposition de la région sur une plateforme sécurisée mise à disposition par l'ASP et la région est informée de la mise à jour des données. Les données sont mises à jour à minima tous les trimestres ou plus fréquemment.

Le format des fichiers et les données transmises par l'ASP sont mis au point afin de permettre l'échange de fichiers vers les systèmes d'information régionaux.

CONTENU DES RESTITUTIONS STATISTIQUES

Tableaux de suivi administratif et financier

Afin d'apprécier le déroulement des programmes de formation, l'ASP s'appuie sur les dossiers relatifs au règlement des frais de fonctionnement et des dossiers de rémunération :

- données démographiques de chaque stage (marché ou subvention, hors pôle) figurant sur les listes de stagiaires adressées par les organismes de formation au démarrage puis au cours du déroulement du stage afin de recenser l'intégralité des stagiaires entrés en formation ;
- données physiques et pédagogiques.

Tableaux de suivi général

Tableaux des données financières et budgétaires :

Conformément au règlement budgétaire et financier en vigueur à la région IDF, ces tableaux doivent permettre de suivre les dispositifs de formation et les enveloppes budgétaires à partir des données suivantes :

- Données prévisionnelles

- Les délibérations (référencées et datées) adoptées par la région pour mettre en œuvre ses programmes de formation sur l'ensemble du chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » ;
- La répartition des engagements budgétaires au sein de ses délibérations en distinguant le cas échéant le ou les dispositifs de formation concernés ;
- L'imputation budgétaire complète comprenant :

- l'année d'engagement du programme (année d'autorisation d'engagement) ;
- la fonction ;
- le programme ;
- l'action ;
- la nature de la dépense (marchés, subventions, aide à la personne) ;
- le contrat de plan ou de projet ;
- la répartition prévisionnelle des crédits de paiement figurant dans le rapport.

- Données sur les réalisations

L'exécution des paiements correspondant aux délibérations précitées est suivie conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Région, il fait au minimum l'objet d'une actualisation mensuelle :

Les données de prévision et de réalisation sont restituées dans les tableaux de bord suivants :

- tableau de suivi de l'exécution des délibérations adoptées ;
- tableau de suivi budgétaire par dispositif ;
- tableau de détail mensuel d'exécution des dispositifs ;
- tableau de suivi de l'exécution du budget par dispositif ;
- tableau de suivi budgétaire des autorisations d'engagements votées, affectées et réalisées.

Suivant la base de données ASP – formation professionnelle continue et apprentissage pour le dispositif d'accès à l'apprentissage « 9 – situation détaillée des dispositifs (réalisations physiques et financières) ».

Tableaux de suivi général des dispositifs « tableaux de direction »

- par mois calendaire (tableau A) ;
- par année civile (tableau B) ;
- par année de programme (tableaux C : par année de programme et D : par année de programme et avec année(s) de réalisation) ;
- tableau E : par dispositif et par année de programme ;
- tableau F : « suivi des marchés et conventions par dispositif et par année de programme ».

Les tableaux mentionnent :

- le montant de la ou des délibérations mettant en œuvre le programme (3C et 3D) ;
- la/les références de la ou des délibérations mettant en œuvre le programme (à partir des délibérations votées) (3D) ;
- l'année de programme ;
- l'intitulé des dispositifs ;
- le nombre de marchés ou conventions, reçus, soldés et non soldés ;
- l'année de mise en paiement (3D uniquement) ;
- les montants cumulés payés au titre (et ventilés par année de réalisation – tableau 3 D, tel que renseignés actuellement) :
- du fonctionnement ;
- des frais de stage ;
- de la rémunération (cumul, dont jeunes et adultes) ;
- le nombre et le montant des ordres de reversement émis (fonctionnement, rémunération) ;
- le nombre et le montant des ordres de reversement perçus (fonctionnement, rémunération) ;
- le montant de non-réalisation constaté (fonctionnement) ;
- le nombre et le montant des admissions en non-valeur (rémunération) ;
- le nombre de places de stage occupées (entrées), ou de prestations réalisées (cumul, dont jeunes et adultes) ;
- le nombre de stagiaires rémunérés par la Région (cumul, dont jeunes et adultes) ;
- la durée entre la date de réception des dossiers de demandes de rémunération transmis par les organismes et la date de paiement de la rémunération aux stagiaires.

Tableaux de suivi par dispositif et par année de programme (tableau n°4)

Au titre des marchés et conventions (fonctionnement) :

- le nombre de marchés, de conventions prévu, pris en charge et soldé ;
- le montant prévisionnel total à payer ;
- le montant des paiements réalisés : total, par année, au cours du mois écoulé ;
- le nombre et le montant des ordres de reversement émis ;
- le montant des non-réalisations constaté.

Dans ce tableau est précisé le numéro du lot et pas seulement le numéro de l'action ainsi que le montant de l'avance versée au titre du marché.

Au titre des formations, sont précisés :

- le nombre de stages (ou de prestations) prévu, commencé, terminé, non encore commencé ;
- le nombre d'heures ou de semaines de stages prévu, réalisé, non réalisé (total, en centre, en entreprise) ;
- le nombre de stagiaires, rémunérés ou non (ou de prestations) prévu, entré (ou prestations réalisées), non entré (ou prestations non réalisées).

Au titre des rémunérations et aides aux stagiaires prises en charge par la région, sont précisés :

- le nombre de stagiaires prévu (un fichier sera transmis à l'ASP par la région, à cet effet), effectivement pris en charge, non encore pris en charge ;
- le montant total à payer prévisionnel (base de rémunération journalière x nombre de jours de formation prévisionnel), payé, restant à payer ;
- le nombre et le montant des ordres de reversement émis et perçus ;
- le nombre et le montant des admissions en non-valeur.

Pour chaque dispositif, les données renseignées au titre des réalisations, font l'objet :

- de cumuls depuis son démarrage, ventilés par années civiles :
- lorsqu'un dispositif s'adresse à des publics différents : jeunes, adultes, d'une ventilation par types de public ;
- d'une ventilation par types de prestations, lorsqu'un dispositif est composé de prestations spécifiques ;
- de pourcentages par rapport aux données prévisionnelles ;
- d'une ventilation par rubrique budgétaire pour les réalisations d'ordre financier ;
- d'un rappel des cinq dispositifs antérieurs (le cas échéant).

Tableaux de suivi des rémunérations des dispositifs par année civile et par année de programme (tableau n°5)

Ces données pour chaque dispositif, qui distinguent les publics jeunes et adultes, sont établies par année de programme ou par année civile pour le dispositif « Valorisation et optimisation de l'insertion par l'alternance », elles comportent, notamment :

- le montant total payé, ventilé par année de paiement ;
- le nombre de stagiaires rémunérés, par dispositif depuis son origine ;
- le nombre de mois – stagiaires consommés ;
- les dépenses de rémunération ;
- le montant des charges sociales ;
- les dépenses d'hébergement et des frais de transport ;
- le coût moyen par mois - stagiaire calculé depuis l'origine du dispositif ;
- l'état des dépenses du mois écoulé ;
- le cumul des dépenses de l'année et depuis l'origine du dispositif.
- d'une ventilation par types de prestations, lorsqu'un dispositif est composé de prestations spécifiques ;

Tableaux de suivi des marchés, conventions et avenants – par dispositif et par année de programme (tableau n°6)

Au titre de chaque programme ou dispositif, sont précisés :

- le nom de l'organisme ;
- le numéro du marché ou de la convention ;

- le montant prévisionnel par catégories de prix et cumul ;
- le montant payé (montant et date de chaque paiement effectué par catégories de prix et cumul) ;
- le montant restant à payer par catégories de prix et cumul ;
- le taux de réalisation par catégories de prix et cumul ;
- le nombre et le montant des ordres de reversement émis, perçus.

Tableaux relatifs aux données physiques et pédagogiques de chaque dispositif

Afin d'apprécier le déroulement des programmes de formation :

Dispositifs relevant d'une prise en charge régionale au titre du fonctionnement :

- pour chaque dispositif ou programme, l'ASP saisit ou récupère les données démographiques de chaque stage (marché ou subvention, hors pôle) figurant sur les listes de stagiaires adressées par les organismes de formation au démarrage puis au cours du déroulement du stage afin de recenser l'intégralité des stagiaires entrés en formation.

Donnés pédagogiques et financières issues des dossiers de rémunération :

- pôles de mobilisation, d'accès à la qualification, linguistiques ;
- rémunération des stagiaires handicapés dans les CRP ;
- stagiaires handicapés inscrits dans les dispositifs autres que les CRP ;
- quotas sanitaires et sociaux.

Ces données doivent, notamment, permettre de rendre compte, pour chaque programme ou dispositif sous la forme de tableaux distincts :

- par domaines d'activités professionnelles et niveau de stage (**tableau n°7**) ;

- du déroulement des stages (**tableau n°8)** ventilés par :

- le nombre de stagiaires (places) ou de prestations : prévu et entré ou réalisé ;
- le nombre d'heures-stagiaires : prévu et réalisé (centre, entreprise, cumul) ;
- le nombre de stagiaires rémunérés et leur statut de rémunération ;
- le flux des entrées et sorties des stagiaires, par département.

- de la situation des stagiaires à l'entrée du stage avec distinction hommes/femmes :

- statut des stagiaires (AREF, rémunération Région, autres, non demandeurs d'emploi) (tableau n°9) ;
- niveau de la dernière classe fréquentée (tableau n°10) ;
- origine des stagiaires par département de résidence (tableau n°11) ;
- nationalité des stagiaires : France, Union Européenne, autres (tableau n°12) ;
- tranches d'âge : 16-18 ans, 19-25 ans, 26-49 ans, 50 ans et plus dont stagiaires jeunes (16 à -26 ans avec fiche de liaison) (tableau n°13) ;
- stagiaires handicapés (tableau n°14) ;
- mobilité géographique des stagiaires entre départements, pour l'Ile-de-France et France Métropolitaine (**tableau n°15**) ;

- de la situation des stagiaires à l'issue du stage (poursuite de formations, emplois, retour Pôle Emploi) **(tableau n°16**).

DONNÉES SPÉCIFIQUES RELATIVES À CERTAINS PROGRAMMES OU DISPOSITIFS

Tableaux spécifiques

- tableau des stagiaires rémunérés par la région (flux et stock) pour l'ensemble des dispositifs concernés, ventilé par années de programme et par mois (**tableau n°17**) ;
- tableau de restitutions des données relatives au public handicapé, ventilé par années de programme, renseigné à partir des dossiers de rémunération, précisant les montants payés et les données pédagogiques et démographiques (**tableau n°18**) ;
- tableau de l'origine des stagiaires par commune de résidence (**tableau n°19**).

Pour les dispositifs PM'up et TP'up :

- Raison sociale (en minuscule, sauf la 1ère lettre et les acronymes – Si acronyme, pas de point en séparation des lettres)
- N° Siren (9 chiffres)
- Code NAF (niveau 5 - ex. : 03.11Z)
- Nom du dirigeant (en minuscule, sauf la 1ère lettre)
- Adresse (n° et nom de rue)
- Code postal (ne pas indiquer le cedex le cas échéant)
- Montant voté (deux décimales – ex. : 32 256,00)
- Montant versé (deux décimales – ex. : 25 425,56)

Données spécifiques

Pour certaines demandes spécifiques, le pôle Développement économique, emploi et formation définira ses besoins en liaison avec l'ASP, comme la communication de l'ensemble des informations parvenues pour plusieurs stages d'un programme.

Au titre de l'aide au transport des jeunes (chèques mobilité), l'ASP transmet :

- un récapitulatif par structure du montant total des commandes et du nombre de chèques distribués et de leur montant ;
- une analyse statistique par structure par département et sur l'ensemble de la région :
- de la population des bénéficiaires des chèques ;
- des montants par bénéficiaire et de la durée d'attribution ;
- des motifs d'attribution

Statistiques annuelles demandées par l'Etat

Conformément au décret 94-571 du 11/07/1994 codifié aux articles R1614-10 et suivants du code général des collectivités territoriales et relatif aux modalités d'établissement par la Région de statistiques en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage, demandées par la Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques (DARES) du Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, l'ASP doit fournir au plus tard à la fin du mois d'avril de chaque année, un fichier détaillé par stagiaires entrés en formation l'année n-1 de l'ensemble des dispositifs dont il a la charge, ainsi qu'un fichier globalisant, pour chaque organisme, les montants payés pour l'année par dispositif et par marché ou convention.

Le fichier des stagiaires contient l'ensemble des éléments relatifs aux stagiaires provenant des fichiers de rémunération et des listes de stagiaires au démarrage et à la fin du stage ainsi que le numéro de convention ou de marché auquel est attaché le stagiaire.

- N° de stagiaire
- Type-année de programme
- Libellé court programme
- N° Dossier
- N° Action
- Libellé du stage
- Département du stage
- Code INSEE lieu stage
- Niveau du stage

- Groupe de spécialités
- Public
- Statut
- Nationalité
- Date de naissance
- Sexe
- Handicapé
- Niveau du stagiaire
- Dernière classe
- Dernière année d'école
- Date entrée
- Date sortie
- Département de résidence
- Code Postal
- Commune de résidence
- Heures en centre
- Heures en entreprise
- Durée totale
- Indicateur FSE

Le fichier des organismes comporte les données suivantes :
- Type-année de programme
- Dispositif
- Année de paiement
- N° de dossier
- Organisme
- Code postal
- Code INSEE
- Commune
- Montant payé
- Type Bénéficiaire
- Code statut juridique
- Statut juridique

MODALITÉS ET FREQUENCES DES RESTITUTIONS

Modalités des restitutions

- l'ASP communique sous forme électronique, les tableaux mentionnés au paragraphe : « contenu des restitutions » de la présente annexe et l'intégralité des données saisies, actualisées relatives aux dispositifs qui lui sont confiés par la Région ;
- dès l'adoption d'un dispositif, la Région communique à l'ASP, sous forme électronique, les données prévisionnelles relatives aux actions de formation pour le fonctionnement (nombre de places de stage prévu, niveau de la formation, groupe de spécialité …) et pour la rémunération (nombre de stagiaires rémunérés prévu, nombre de mois stagiaire, durée hebdomadaire ….) ;
- les évolutions fonctionnelles de la base ASP intégrant le numéro de dossier IRIS dans les restitutions prévues à cette annexe seront réalisées au fur et à mesure de l'analyse des demandes formulées par la Région au cours de l'année 2020.

Fréquence des restitutions

- mensuelles : le 15 de chaque mois, pour les tableaux n°1 à n° 6, n°8 à 15, n°17 et 18 ;
- à l'issue des dispositifs, les tableaux n°7, n°16 et n°19 ;
- sur demande expresse de la Région :
- des statistiques croisant les données pédagogiques et démographiques ;
- les bilans demandés dans le cadre des actions éligibles au FSE.

Agence de Services et de Paiement

Montreuil, le 2020 — TABLEAU X2 annexe VIII

CONVENTION 2020 CRIF/ASP

APPEL DE FONDS REMUNERATION DES STAGIAIRES : Mois

Situation au	Adultes	Jeunes	Cumul Adultes et Jeunes
1.Cumul des recettes encaissées par l'ASP au titre de l'exercice 2020..... (+)			
2. Crédits à recevoir au profit de l'ASP, non encaissés sur la période ..... (+)			
3. Recettes pour prescription sur la période ..... (+)			
4. Recettes gestion reliquat..... (+)			
5. Reversements et remboursements d'indus sur la période ..... (+)			
6. Total Recettes (1+2+3-4+5) ..... (=)			
7. Cumul des mandatements effectués par l'ASP au titre de l'exercice 2020..... (-)			
dont			
8. Prévisions de dépenses pour le mois de 2020 ..... (-)			
9. Total Dépenses (7+8) ..... (=)			
10. Solde (6-7) ..... (=)			
11. Prévisions de dépenses pour le mois de 2020..... (+)			
dont protection sociale			
12. Demande de versement pour le mois 2020 (11-10) ..... (=)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
N° DE DOSSIER IRIS : -Délibération n° CP N/XX -Délibération n° CP N/XX			

[date] **TABLEAU X3-1 annexe VIII**

Convention ASP

Gestion 2020

Appel de fonds de la XXXX quinzaine de XXXXXXXX 2020 - Formation Continue

ASP - Type année	N° dossier IRIS	Année autorisation d'engagement	Programme	Action	Nature	Imputation complète	Imputation mandats RIF	Contrat de plan	Marché public	Code dispositif IRIS	Libellé dispositif	Montant payé	CP concernée(s)	Imputation complète sans année	Fonction	ASP unité suivi FILLE	ASP imputation budgétaire	Année de programme	Intérêts moratoires	Service gestionnaire de la Région	Date paiement	Paiements effectués du	Au	N° mandat RIF	Montant mandat RIF	Liste des CP concernées par ce dispositif

TABLEAU X3-2 annexe VIII

Convention ASP
Gestion 2020
FP UFACG - Appel de fonds de la XXXX quinzaine de XXXXXXXX 2020 - Formation Continue

Reprise	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Paiements effectués du	Au	Intérêts Moratoires
0,00 €	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**			

TABLEAU X4 annexe VIII

JJ/MM/AAAA

CONVENTION RIF / ASP
GESTION AAAA

FONDS DE ROULEMENT

DATE	*DEPENSES (K€)*	*RECETTES (K€)*	*SOLDE (K€)*	*COMMENTAIRES*

TABLEAU X5 annexe VIII

SYNTHESE INSTRUCTION REMISE GRACIEUSE POUR AVIS CONFORME

Nom :		N° OR :	
Prénom :		Stage :	
Montant OR initial :	0,00 €	Entrée :	
Solde de l'OR :	0,00 €	Sortie :	

Ressources mensuelles	Montants	Charges mensuelles	Montants
Salaire/rémunération nette du débiteur		Loyer mensuel	
Salaire/rémunération nette du conjoint		Remboursement emprunt immobilier	
ASSEDIC du débiteur		Pension alimentaire à verser	
ASSEDIC du conjoint		Autres	
AF (Allocations Familiales)			
APJ E (Allocation Pour J eune Enfants)			
APE (Allocation Parentale Education)			
AL/APL (Allocation Logement ...)			
CF (Complément Familial)			
API (Allocation Parent Isolé)			
AAH (Allocation Adulte Handicapé)			
RMI (Revenu Minimum d'Insertion)			
PA (Pension Alimentaire)			
IJ (Indemnités J ournalières)		**TOTAL CHARGES (2)**	**0,00 €**
Autres			
TOTAL RESSOURCES (1)	**0,00 €**	**RESSOURCES NETTES (1-2)**	**0,00 €**

Situation de famille:	Adultes	Enfants	Observation :

Proposition de l'ASP

REMISE TOTALE			
REMISE PARTIELLE		Montant	0,00 €
REJET			

Avis conforme du financeur

REMISE TOTALE			
REMISE PARTIELLE		Montant	€
REJET			

Observation:

Observations:

Fait à:	le	Fait à:	le
l'Agent comptable		Signature:	
Par procuration			

Les montants des charges et ressources indiquées dans cette fiche de synthèse sont certifiées conformes aux justificatifs fournis par le débiteur

Après avoir complété cette fiche, la retourner pour instruction à la délégation régionale de l'ASP

TABLEAU X7 annexe VIII

[DATE]

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS ET DES PAIEMENTS
ASP - RIF

Dispositif 1

	AE votées	AE affectées	AE conventionnées à l'ASP	AE payées par l'ASP	AE mandatées par la RIF	Reste à payer à l'ASP	Reste à payer par la RIF
Dispositif Type Année ASP							
Chapitre							
Programme							
Action							
N° de dossier IRIS							
Délibération 1							
Délibération 2							
Délibération 3							

Dispositif 2

	AE votées	AE affectées	AE conventionnées à l'ASP	AE payées par l'ASP	AE mandatées par la RIF	Reste à payer à l'ASP	Reste à payer par la RIF
Dispositif Type Année ASP							
Chapitre							
Programme							
Action							
N° de dossier IRIS							
Délibération 1							
Délibération 2							
Délibération 3							

Dispositifs gérés par l'ASP **TABLEAU X 8 annexe VIII**

Volumétrie AAAA par dispositif et année de programme - Situation au 31/12/AAAA

Année	Service gestionnaire CRIDF	Dispositifs et année de programme	Type année	Montant AE fonctionnement	Nature des dépenses	Nbre de mandats aux bénéficiaires payés	Nombre de bénéficiaires payés	Nbre moyen de mandats par bénéficiaire	Nbre de paiements prestations (1 mandat = plusieurs prestations payées)	Nbre d'OR émis Fontionnement	Nbre paiements stagiaires	Nbre stagiaires ayant été payés	Nbre d'OR émis Rémunération

ANNEXE IX : DISPOSITIONS RELATIVES AUX DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données à caractère personnel sont les données définies dans l'article 4 du Règlement (UE) 2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE. Ce document décrit les traitements qui sont concernés par la présente convention ainsi que les droits et obligations de chacune des parties relativement à ces derniers.

La liste des traitements :

- la gestion des aides aux stagiaires bénéficiaires des programmes régionaux de formation professionnelle ;
- le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs chéquiers VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) ;
- le versement d'aides individuelles dans le cadre des dispositifs chéquiers qualifiants et Aides Individuelles régionales vers l'Emploi – AIRE ;
- la gestion des subventions accordées aux organismes bénéficiaires des dispositifs régionaux de formation professionnelle ;
- les Emplois-tremplin : aide à la formation et aide à la rémunération ;
- le dispositif d'accès à l'apprentissage ;
- le dispositif chèques mobilité ;
- les primes versées aux employeurs d'apprentis et l'aide au recrutement d'apprentis ;
- PM'up ;
- TP'up ;
- l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;
- le fonds de transition ESS ;
- l'aide à l'acquisition de véhicules propres par les petites et moyennes entreprises franciliennes.
- Le dispositif de valorisation et optimisation de l'insertion par l'apprentissage (VOIA)

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-110

DU 4 MARS 2020

AIDE RÉGIONALE AUX INVESTISSEMENTS DANS LES ORGANISMES DE FORMATION - 1ÈRE AFFECTATION 2020 ET DIVERSES MESURES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 pour une politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-147 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage ;

VU la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2017-078 du 8 mars 2017 relative aux attributions de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – Première affectation 2017 – Institut des métiers et de l'artisanat de Cergy (95) – Décision de l'arrêt de la construction de cet institut – Modification des conventions-types investissement travaux et équipements – Avenant n° 1 à la convention n° CP 16-491 02 relative à l'acquisition de nouveaux locaux pour le CFA ADAFORSS ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CP 2018-194 du 30 mai 2018 relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – 2ème affectation 2018 – Avenant n° 1 à la convention n° CR 2017-101 01 relative à la construction de l'Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris ;

VU la délibération n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018 relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – 5ème affectation 2018 – Modification des conventions-types investissement travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-110 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Règlement d'attribution de l'aide régionale aux investissements dans les organismes de formation dispensant des actions de formation par apprentissage

Adopte le règlement d'attribution de l'aide régionale aux investissements dans les organismes de formation dispensant des actions de formation par apprentissage tel que figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Abroge le précédent règlement adopté par la délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 susvisée.

Article 2 : Modification des conventions types investissements travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis adoptées par les délibérations n° CR 07-11 du 7 avril 2011, n° CP 2017-078 du 8 mars 2017 et n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018

Approuve les conventions types « Investissement travaux » et « Investissement équipements » telles que figurant en annexes 2 et 3 à la présente délibération.

Article 3 : Convention de transfert type aux conventions type investissement travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis adoptées par les délibérations n° CR 07-11 du 7 avril 2011, n° CP 2017-078 du 8 mars 2017 et n° CP 2018-552 du 21 novembre 2018

Approuve la convention type de transfert de subvention régionale jointe en annexe 4 à la présente délibération.

Article 4 : Avenant n° 2 à la convention n° CR 2017-101 01 relative à la construction de l'Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris

Approuve l'avenant n° 2 à la convention n° CR 2017-101 01 relative à la construction de l'Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris tel que joint en annexe 5 à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

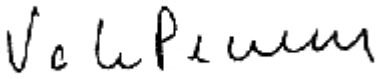
Article 5 : Construction de l'Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement du projet, détaillé en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 5 295 506 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion de l'avenant n° 2 à la convention n° CR 2017-101 01 relative à la construction de l'Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris joint en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de 5 295 506 € disponible sur le chapitre 901 « Formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « Apprentissage», programme HP 12-001 (112001) « Constructions et travaux CFA », action 11200101 « Constructions et travaux CFA » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc174000-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Règlement d'attribution de l'aide régionale aux investissements

REGLEMENT D'ATTRIBUTION
DE L'AIDE REGIONALE AUX INVESTISSEMENTS
DANS LES ORGANISMES DE FORMATION DISPENSANT DES ACTIONS DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE

Le présent règlement a pour objectif de confirmer l'implication de la Région dans le développement de l'apprentissage et d'adapter les modalités de son intervention au titre des investissements sur les points suivants :

- Financer les projets lorsque l'organisme de formation dispensant des actions de formation par apprentissage (OF-CFA) est le propriétaire des biens ou titulaire d'un bail locatif et assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération avec obligation pour l'organisme de faire figurer l'ensemble des immobilisations et les subventions régionales au bilan de l'OF-CFA.

- Donner une priorité aux projets qui sont en adéquation avec les objectifs régionaux : favoriser les premiers niveaux de qualification, les formations répondant aux enjeux de conversion écologique de l'économie, les métiers en tension et les projets compatibles avec les filières prioritaires de la Stratégie Régionale de Développement Economique, d'innovation et d'internationalisation d'Innovation (SRDEII) et du Schéma régional des formations, initiales et continues tout au long de la vie.

- Individualiser l'aide régionale aux investissements dans les OF-CFA en modulant le taux de prise en charge de chaque opération en fonction de sa nature, de sa capacité financière et de la participation d'autres financeurs.

En vue d'atteindre ces objectifs, l'OF-CFA demandeur de la subvention d'investissement au titre du dispositif d'aide approuvé par délibération n° CP 2020-110 s'engage à :

- fournir un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)

- transmettre les données patrimoniales de son (ses) établissement(s). En fonction de la nature des investissements, l'OF-CFA pourra être amené à fournir des données foncières, des éléments sur les bâtiments (surfaces, plans), les consommations de fluides, les avis des commissions de sécurité.

- Mettre en cohérence les demandes de subvention liées au bâti et à l'équipement avec le projet d'établissement de l'OF-CFA et le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).

- Impliquer et accompagner les OF-CFA dans une politique de développement durable avec obligation de prévoir dans le cahier des charges des opérations, et à toutes étapes, une démarche Qualité Environnementale conformément au guide aménagement et construction durable de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'apprentissage ou de la démarche BDF (Bâtiments Durables Franciliens).

- Respecter les règles de transparence et de mise en concurrence auxquelles il serait soumis en tant que pouvoir adjudicateur, conformément au Code de la commande publique.

Le présent règlement d'attribution de l'aide régionale aux investissements est approuvé par la délibération n° CP 2020-110 du 4 mars 2020.

AIDE REGIONALE AUX EQUIPEMENTS ET A L'IMMOBILIER DANS LES ORGANISMES DE FORMATION DISPENSANT DES ACTIONS DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE

1) CONTEXTE ET OBJECTIFS

L'amélioration des conditions d'accueil et de travail des apprentis est une priorité de l'action régionale dans le cadre de la modernisation et du développement de l'apprentissage en Ile-de-France.

L'aide financière de la Région doit permettre aux OF-CFA d'engager des investissements pour remplir cet objectif en matière d'équipements pédagogiques et d'immobilier.

Les projets s'inscriront dans les orientations et priorités régionales et devront être présentés dans le cadre d'un Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI) sur 3 à 5 ans.

L'aide régionale se traduit par l'attribution de subventions d'investissement votées par la Commission permanente dans le cadre du budget adopté chaque année par le Conseil régional.

Les projets s'inscrivent dans les orientations et priorités régionales permettant notamment :

- l'augmentation du nombre d'apprentis dans les premiers niveaux de qualification et dans les métiers en tension,
- le développement cohérent des formations dans le territoire concerné,
- l'équipement des territoires dépourvus d'offre de formation,
- la mise en œuvre de projets compatibles avec les filières du SRDEII,
- l'amélioration des conditions d'accueil et de travail des apprentis (enseignement, hébergement, restauration, vie scolaire, sport) et des personnels travaillant dans les OF-CFA,
- Le respect du guide aménagement et construction durable de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'apprentissage.

AIDE AUX INVESTISSEMENTS EN IMMOBILIER DANS LES OF-CFA

L'aide régionale prend en compte les études, les travaux de construction, de rénovation, d'aménagement et de maintenance lourde dans les OF-CFA.

Le dossier d'un investissement immobilier doit s'appuyer sur des études préalables pour identifier les besoins et établir un chiffrage optimal du projet. L'OF-CFA devra s'adjoindre les compétences d'assistance à Maîtrise d'ouvrage nécessaires à la définition de l'opération, de l'étude de faisabilité technique et financière et du préprogramme.
Sur demande et après acceptation, la Région pourra prendre en charge tout ou partie des études préalables.

Le présent dispositif est destiné à permettre aux OF-CFA d'engager des études, avec l'aide financière de la Région, avant de réaliser un investissement immobilier et /ou de réaliser des travaux de construction, de rénovation, d'aménagement et de maintenance lourde dans les OF-CFA.

AIDE AUX EQUIPEMENTS DES OF-CFA

L'amélioration des conditions d'accueil et de travail des apprentis est une priorité de l'action régionale dans le cadre de la modernisation et du développement de l'apprentissage en Île-de-France.

L'aide régionale aux équipements doit permettre aux OF-CFA d'engager des investissements pour remplir cet objectif et en particulier réaliser l'acquisition d'équipements pédagogiques des locaux destinés à l'accueil des apprentis.

2) BENEFICIAIRES

Les organismes gestionnaires de CFA existants à la date de publication de la loi du 5 septembre 2018 sont assimilés à des OF-CFA.

EN IMMOBILIER
Sont éligibles les OF-CFA situés en Île-de-France, tels que définis dans le Code du Travail qui sont, en Ile-de-France, propriétaires d'un bien subventionné ou titulaires d'un bail et qui assurent la maîtrise d'ouvrage des travaux d'investissement.

EN EQUIPEMENT
Sont éligibles les OF-CFA situés en Île-de-France, tels que définis dans le Code du Travail, qui sont, en Île-de-France, propriétaires d'un bien ou titulaires d'un bail.

3) CONDITIONS ET MODALITES DE L'AIDE

Le montant des subventions d'investissement ne peut dépasser un plafond de 80 % du coût hors taxes de la base éligible.
Il est calculé sur le coût toutes taxes comprises, l'OF-CFA ne récupérant pas la TVA.

Le montant des subventions est calculé en fonction :

- de l'affectation des bâtiments ou équipements subventionnés
- de la participation d'autres financeurs à la réalisation de l'investissement
- des moyens financiers mobilisables par les OF-CFA en particulier :
    - de leurs fonds propres,
    - de leur capacité éventuelle d'emprunt,
- du niveau d'engagement de l'OF-CFA dans la démarche environnementale de l'opération concernée
- des missions complémentaires de maitrise d'œuvre
- du prorata d'apprentis dans les effectifs de l'OF-CFA.

Les UFA ne sont pas éligibles aux subventions en investissement immobilier.

4) DEPENSES ELIGIBLES

EN IMMOBILIER

Les dépenses constituant la base éligible concernent toutes les dépenses d'investissement liées à l'acte de construire et notamment :

a) Pour les organismes propriétaires du bien subventionné :

- L'acquisition de terrain ou d'immeuble,
- Les études de faisabilité,
- Les études de programmation,
- Les audits énergétiques,
- Les études de sol,
- Les diagnostics réseaux,
- Les frais de géomètre,

- Les diagnostics avant travaux
- Les frais de concours de maîtrise d'œuvre,

- Les études de conception (esquisse, APS, APD, PRO, DCE),
- Les études de réalisation (études d'exécution et direction des travaux),
- Les honoraires du bureau de contrôle, du coordinateur santé-sécurité et de l'OPC,
- Les honoraires de mandataire ou de conducteur d'opération,
- Les frais d'assurances dommage ouvrage,
- Les travaux de construction, de réhabilitation et de maintenance lourde,

b) Pour les organismes locataires :

- Les travaux d'aménagement intérieur pour les titulaires d'un contrat de bail dans le respect des dispositions dudit contrat.

EN EQUIPEMENT

Ces dépenses constituent la base éligible et concernent notamment l'acquisition, la mise en conformité et le renouvellement des équipements destinés à :

- un usage pédagogique :
    - les mobiliers et l'équipement bureautique,
    - le matériel informatique et audiovisuel (y compris les logiciels informatiques, leur installation, les équipements de réseau, les salles multimédia),
    - les machines, matériels et outils,
    - les plateformes intégrées de travaux pratiques.

- l'hébergement, la restauration, la vie scolaire, le sport :
    - les mobiliers et l'équipement des salles à manger et cuisines (appareils et matériels),
    - l'équipement des salles et terrains de sport (appareils et matériels),
    - l'équipement des espaces de vie scolaire.

- un usage administratif :
    - les mobiliers et l'équipement bureautique,
    - le matériel informatique et audiovisuel (y compris les logiciels informatiques, les équipements de réseau).

5) PRESENTATION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

L'OF-CFA remet avant le 30 juin de l'année en cours, ou par exception à chaque demande d'aide, son Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).

EN IMMOBILIER

- La présentation générale de l'opération au regard du projet d'établissement et de son inscription dans les objectifs et programmes régionaux.
- Le programme fonctionnel de l'opération intégrant la répartition des surfaces et une proposition de la démarche environnementale qui sera mise en œuvre dans le cadre de l'opération

- Le montant estimatif de l'opération. En fonction de l'importance et de la complexité de l'opération, soit une estimation qui sera établie par un bureau d'étude compétent, soit des devis établis sur la base d'une mise en concurrence adaptée.
- Le coût total de l'opération et son plan de financement sera détaillé en dépenses (toutes tranches et toutes dépenses confondues : études, frais, travaux et équipements) et en recettes (part de chaque cofinanceur, modalités de financement du maitre d'ouvrage –fonds propres, emprunt…),
- Le cas échéant, l'estimation en pourcentage d'utilisation des surfaces partagées avec d'autres publics que les apprentis ;
- Le calendrier prévisionnel de l'opération ;
- Le calendrier prévisionnel de réalisation de l'investissement ;
- Le niveau et l'effectif (en pourcentage) d'apprentis concernés par l'investissement ;
- Une étude d'impact des investissements engagés sur le fonctionnement de l'OF-CFA sur 5 ans et la production d'un budget de fonctionnement prévisionnel pluriannuel intégrant les coûts indirects de l'investissement réalisé ;
- Le dernier bilan et compte de résultat de l'OF-CFA,
- Les lettres d'intention des autres cofinanceurs, le cas échéant.

EN EQUIPEMENT

Il présente sa demande conformément à un dossier-type de demande de subvention d'équipements qui comprendra notamment :

- Une présentation générale de l'opération projetée,
- Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)
- L'inscription du projet dans les objectifs du projet d'établissement
- Une attestation sur l'honneur du respect des règles de transparence et de mise en concurrence auxquelles il serait soumis, en tant que pouvoir adjudicateur, conformément au code de la commande publique, ou s'il n'y est pas soumis les éléments justificatifs faisant preuve du contraire
- Le chiffrage détaillé des équipements avec le devis retenu après mise en concurrence,
- Le plan de financement détaillé des équipements,
- Le nombre et l'effectif d'apprentis en pourcentage, concerné par l'utilisation des équipements faisant l'objet de l'investissement,
- Le calendrier prévisionnel d'acquisition des équipements.
- Le dernier bilan et compte de résultat de l'OF-CFA.

6) INSTRUCTION DES DEMANDES DE SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

L'examen de la demande de subvention permet de vérifier la faisabilité technique et financière, son adéquation avec les objectifs régionaux et sa conformité au présent règlement.

Il est tenu compte notamment de :

- L'utilisation des subventions d'investissement déjà votées par la Région.
- L'analyse des crédits consommés.
- L'examen des comptes financiers de l'OF-CFA permettra notamment de vérifier sa capacité à supporter l'investissement projeté et les répercussions sur le budget de fonctionnement. L'OF-CFA précise l'origine des fonds alimentant sa participation financière : fonds propres, ou souscription d'un emprunt porté par l'OF-CFA auprès

d'un organisme bancaire. Cette distinction doit être mentionnée au plan de financement.

7) ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement sont attribuées par la commission permanente dans le cadre du budget adopté chaque année par le Conseil régional.

Le versement des subventions est conditionné à la signature d'une convention d'investissement entre la Région et l'organisme bénéficiaire qui fixe les droits et obligations des parties signataires.

8) DISPOSITIONS FINANCIERES D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les conditions financières sont celles contenues dans le règlement budgétaire et financier.

9) MODIFICATION DE LA NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Des modifications, ne remettant pas en cause la nature et l'économie générale de l'investissement peuvent être autorisées.

Les modifications envisagées doivent faire l'objet d'une demande écrite préalable et motivée indiquant la nature et les motifs des modifications demandées.

L'accord de la Région interviendra après examen de la demande. Les modifications autorisées ne peuvent pas entraîner une augmentation de la subvention initiale.

- Les modifications remettant en cause la nature de l'investissement et l'économie de l'investissement ne peuvent intervenir que sous forme d'avenant à la convention d'investissement, soumis à l'approbation préalable de la Commission permanente du Conseil régional. Elles seront instruites de la même façon qu'une nouvelle demande de subvention.

10) MODALITES DE REGLEMENT DES LITIGES

Si un litige survient entre les parties à la présente convention et qu'il ne peut être réglé par des voies amiables, il pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Paris.

Annexe 2 : Conventions types investissement travaux dans les organismes de formation dispensant des actions de formation par apprentissage

CONVENTION D'INVESTISSEMENT TRAVAUX
relative à (libellé de l'opération)
n° (CP)

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP xxxx du xxxx

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

(Nom organisme)
(Statut juridique)
dont le siège est situé :
représentée par :
en vertu du procès-verbal du Conseil d'Administration du
ci-après dénommé «le bénéficiaire»

d'autre part,

Après avoir rappelé :

Le règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France, approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 applicable à tout versement de subvention par la Région y compris celle versée au titre de la présente convention, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.
Les termes de la délibération n° CP 2020-110 du 4 mars 2020, et plus particulièrement son article 1 et son annexe 1 portant règlement d'attribution de l'aide régionale aux investissements dans les organismes de formation dispensant des actions de formation par apprentissage.

Sont convenu(e)s de ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'opération, relative à (libellé de l'opération), que la région Île-de-France, par délibération n° CP (référence de la délibération) précitée, a décidé de soutenir financièrement, est décrite de façon détaillée dans la «fiche projet» ci-jointe en annexe 1 à la présente convention.

Cette «fiche projet» comporte le descriptif complet de l'opération, ainsi que son plan de financement.

Pour la réalisation de ladite opération, la Région attribue au bénéficiaire une subvention correspondant à (taux de prise en charge) du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à (montant base subventionnable €), soit un montant maximum de subvention de (montant de la subvention €).

Le programme d'exécution technique et financier de la subvention régionale est détaillé en annexe 2 à la présente convention.

Article 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OPERATION SUBVENTIONNEE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, l'opération définie dans la «fiche projet» précitée.

Pendant la durée d'amortissement des biens subventionnés par la Région, soit pendant xx ans commençant à courir à compter de la date d'effet de la présente convention, les biens ci-dessus définis sont affectés exclusivement à la formation d'apprentis. Ils sont inscrits à l'inventaire de l'organisme de formation dispensant des actions de formation par apprentissage (OF-CFA) auquel ils sont destinés ainsi qu'à l'actif du bilan comptable de ce dernier.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans une démarche environnementale et à respecter les choix de performance définis en accord avec la Région lors du préprogramme à partir du guide «Aménagement et Construction Durable» qui sera remis au bénéficiaire. Pour ce faire, le bénéficiaire pourra se faire accompagner par une assistance à maîtrise d'ouvrage. Les subventions seront allouées au bénéficiaire, sous réserve de la validation des étapes clés lors de la démarche. La Région se réserve le droit de contrôler le suivi de la bonne exécution de cette démarche.

Le bénéficiaire s'engage à respecter s'il y a lieu la législation relative aux marchés publics en vigueur et en particulier les procédures de publicité et de mise en concurrence. La Région se réserve le droit de contrôler le suivi de la bonne exécution de cette démarche.

Dans le cadre de grosses opérations de construction neuve, si la Région subventionne l'opération à hauteur de 50 % minimum, elle souhaite que le bénéficiaire se conforme à une mise en concurrence par procédure de concours d'architecture, en référence à la loi Maîtrise d'Ouvrage Publique (MOP), désormais inclus dans le code de la commande publique sans pourtant être tenu à l'anonymat.

Quel que soit le type de procédure, le bénéficiaire s'engage à inviter la Région aux différents jurys de sélection de Maîtres d'œuvre.

Le bénéficiaire, le cas échéant, est tenu d'informer la Région de tout projet de vente du bien immobilier réalisé en totalité ou en partie par une ou des subventions de la région Île-de-France.

En cas de cession avant l'expiration de la présente convention, le bénéficiaire est tenu :

- d'en informer au préalable la Région,

- de porter à la connaissance de l'acquéreur les obligations résultant de la présente convention qui lui sont intégralement transférées, dont celles relatives à l'objet et à la durée de l'affectation des dits biens. En cas de refus du repreneur de se voir transférer ces obligations, une partie de la subvention sera restituée à la Région.

En cas de cessation d'activité, totale ou partielle, du bénéficiaire, le bien immobilier sur lequel porte la présente convention doit être cédé à un organisme qui s'engage à poursuivre l'affectation, ci-dessus définie, pour la durée restant à courir.

À défaut du respect des dispositions, ci-dessus, le bénéficiaire reverse à la région Île-de-France l'intégralité de la subvention perçue au titre de la présente convention au prorata des années restant à courir.

2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme Mes démarches selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire. Cette communication doit être réalisée, dans les deux mois de la survenance de la modification correspondante, par écrit et accompagnée de la copie «authentique» du ou des document(s) probant(s) correspondant(s),

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à la situation juridique et financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,

- conserver pendant dix ans, à compter de l'achèvement de l'opération objet de la présente convention, les documents comptables et les pièces justificatives qui s'y rapportent,

- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement,

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

- respecter la nomenclature comptable des OF-CFA : hormis les financements sur emprunt, toutes les subventions, y compris la participation de l'OF-CFA sur fonds propres , doivent faire l'objet d'une reprise de l'amortissement au compte de résultat ,

- respecter les obligations en matière d'Etablissement recevant du Public (ERP) et en particulier de sécurité, d'accessibilité et contrôles techniques obligatoires

- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale en mentionnant expressément «action financée par la Région Ile-de-France» et en apposant le logo régional conformément à la charte graphique régionale qui lui est communiquée à sa demande par les services de la Région.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire implante un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) visible de la voie publique et en bon état d'entretien, portant la mention *«Travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de (taux de prise en charge) % du coût total de l'opération*».

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale la demande de paiement d'une avance ou du premier acompte, ladite subvention devient caduque et la convention est résiliée.

Avant son expiration ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement (avance ou acompte), le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre ans pour présenter le solde de l'opération A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement d'acompte d'une partie de la subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention régionale par rapport au montant total prévisionnel du coût de l'opération.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production du compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier est revêtu de la signature du représentant du bénéficiaire ou du commissaire aux comptes.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, il est en outre subordonné à la production de l'état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la région Île-de-France.

3.3 : REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention, tel que défini à l'article 1 ci-dessus, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est avérée inférieure au montant prévisionnel de la dépense subventionnable mentionné à l'article 1 ci-dessus, le montant de la subvention régionale attribué est révisé, en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Il fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, ou d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années défini au paragraphe 3.1 ci-dessus donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région aux fins de reversement par le bénéficiaire.

3.4 : ÉLIGIBILTE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 4 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution :

- de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisée et notamment du respect des performances définies à l'annexe 2 de la présente convention et /ou du non-respect des procédures de mises en concurrences telles qu'elles auront été définies en accord avec la région Île-de-France.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

En cas de non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de bénéficiaire la résiliation de la présente convention implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région au prorata de la durée d'amortissement restant à courir et dont le montant est calculé comme suit :

$$Sr = \frac{Sv \times (Dc - Da)}{Dc}$$

Dans laquelle :

Sr représente le montant de la part de la subvention qui doit être restituée à la Région,
Sv : montant de la subvention versée,
Dc : la durée contractuelle de la convention,
Da : durée effective d'affectation des biens subventionnés.

Par ailleurs, la Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées,
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le *(date de la délibération)*.

Elle prend fin à l'expiration de l'obligation d'affectation des biens subventionnés définie à l'article 2, paragraphe 2.1.

Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Article 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par

la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette dernière.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

La présente convention est publiée au bureau des hypothèques [(1)] aux frais du bénéficiaire.

La convention comprend les deux annexes suivantes
- Annexe 1 : «fiche projet»
- Annexe 2 : «Programme d'exécution technique et financier de l'opération»

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le _____ *(date de signature)* Le _____ *(date de signature)*

Pour *(Nom de l'organisme)*

Signature, qualité, revêtue du cachet de l'organisme bénéficiaire

Pour la région Île-de-France,

La présidente du Conseil régional d'Île-de-France

[1] *Stipulation applicable si la durée de la convention est égale ou supérieure à 12 années.*

Annexe 3 : Convention type investissement équipements dans les organismes de formation dispensant des actions de formation par apprentissage

CONVENTION D'INVESTISSEMENT équipements
relative à (libellé de l'opération)
n° (CP)

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP du xxxx
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

(Nom organisme)
(Statut juridique)
dont le siège est situé :
représentée par :
en vertu de

ci-après dénommé «*le bénéficiaire*»

d'autre part,

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

Le règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France, approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 applicable à tout versement de subvention par la Région y compris celle versée au titre de la présente convention, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.
Les termes de la délibération n° CP 2020-110 du 4 mars 2020, et plus particulièrement son article 1 et son annexe 1 portant règlement d'attribution de l'aide régionale aux investissements dans les organismes de formation dispensant des actions de formation par apprentissage.

SONT CONVENU(E)S DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'opération, relative à (*libellé de l'opération),* que la région Île-de-France, par délibération n° CP *(référence de la délibération)* précitée, a décidé de soutenir financièrement, est décrite de façon détaillée dans la «fiche projet» ci-jointe en annexe 1 à la présente convention.

Cette «fiche projet» comporte le descriptif complet de l'opération, ainsi que son plan de financement.

Pour la réalisation de ladite opération, la Région attribue au bénéficiaire une subvention correspondant à *(taux de prise en charge)* du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à *(montant base subventionnable €),* soit un montant maximum de subvention de *(montant de la subvention €).*

Le programme d'exécution technique et financier de la subvention régionale est détaillé en annexe 2 à la présente convention.

Article 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OPERATION SUBVENTIONNEE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, l'opération définie dans la «fiche projet» précitée.

Pendant la durée totale d'amortissement des biens subventionnés par la Région, soit pendant 10 ans, commençant à courir à compter de la date d'effet de la présente convention, les biens ci-dessus définis sont affectés exclusivement à la formation d'apprentis.

Les équipements financés, en totalité ou en partie, par la région Île-de-France sont inscrits à l'inventaire de l'organisme de formation dispensant des actions de formation par apprentissage (OF-CFA) auquel ils sont destinés et à l'actif du bilan comptable de ce dernier ; cette inscription est vérifiée régulièrement au moyen d'un inventaire physique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter s'il y a lieu la législation relative aux marchés publics en vigueur et en particulier les procédures de publicité et de mise en concurrence. La Région se réserve le droit de contrôler le suivi de la bonne exécution de cette démarche.

En cas de cessation d'activité, totale ou partielle, du bénéficiaire, le ou les équipements sur lequel/lesquels porte(nt) la présente convention doit/doivent être cédé(s) à un organisme qui s'engage à poursuivre une activité similaire, pour la durée d'affectation ci-dessus définie, restant à courir.

À défaut le bénéficiaire reverse à la Région le montant de la subvention perçue au titre de la présente convention, au prorata des années restant à courir.

2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme Mes démarches selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

  Cette communication doit être réalisée, dans les deux mois de la survenance de la modification correspondante, par écrit et accompagnée de la copie « authentique » du ou des document(s) probant(s) correspondant(s),

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,

- conserver pendant dix ans, à compter de l'achèvement de l'opération objet de la présente convention, les documents comptables et les pièces justificatives qui s'y rapportent,

- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

- respecter la nomenclature comptable des OF-CFA) : hormis les financements sur emprunt, toutes les subventions, y compris la participation de l'OF-CFA) sur fonds propres, doivent faire l'objet d'une reprise de l'amortissement au compte de résultat),

- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale en mentionnant expressément «action financée par la région Île-de-France» et en apposant le logo régional conformément à la charte graphique régionale qui lui est communiquée à sa demande par les services de la Région.

Le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale la demande de paiement d'une avance ou du premier acompte, ladite subvention devient caduque et la convention est résiliée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement (avance ou acompte), le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement d'acompte d'une partie de la subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

3.2.1 : VERSEMENT d'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

3.2.2 : VERSEMENT d'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention régionale par rapport au montant total prévisionnel du coût de l'opération.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

3.2.3 : VERSEMENT du SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production du compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier est revêtu de la signature du représentant du bénéficiaire ou du commissaire aux comptes.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, il est en outre subordonné à la production de l'état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la région Île-de-France.

3.3 : REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention, tel que défini à l'article 1 ci-dessus, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est avérée inférieure au montant prévisionnel de la dépense subventionnable mentionné à l'article 1 ci-dessus, le montant de la subvention régionale attribuée est révisé, en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, ou d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années défini au paragraphe 3.1 ci-dessus donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région aux fins de reversement par le bénéficiaire.

3.4 : ÉLIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 4 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas de non respect de l'affectation des biens subventionnés, ou d'un changement de bénéficiaire, la résiliation de la présente convention implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région au prorata de la durée d'amortissement restant à courir et dont le montant est calculé comme suit :

$$Sr = \frac{Sv \times (Da1 - Da2)}{Da1}$$

Dans laquelle :

Sr *représente* le montant de la part de la subvention qui doit être restituée à la Région

Sv : montant de la *subvention* versée

Da1 : durée *d'amortissement* de l'équipement concerné telle que mentionnée dans l'annexe aux comptes annuels

Da2 : durée effective d'affectation desdits biens

Étant précisé que l'amortissement d'un bien ne peut débuter qu'à compter de l'exercice suivant son acquisition.

Par ailleurs, La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées,

- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le *(date de la délibération).*

Elle prend fin à l'expiration de l'obligation d'affectation des biens subventionnés définie à l'article 2, paragraphe 2.1.

Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Article 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette dernière.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

La convention comprend les deux annexes suivantes

Annexe 1.«*fiche projet*»

Annexe 2. «*Programme d'exécution technique et financier de l'opération*»

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le _____ *(date de signature)*

Pour *(Nom de l'organisme)*

Signature, qualité, revêtue du cachet de l'organisme bénéficiaire

Le _____ *(date de signature)*

Pour la région Île-de-France,

La présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Annexe 4 : Convention de transfert de subvention aux conventions investissement travaux et équipements dans les centres de formation d'apprentis

CONVENTION DE TRANSFERT DE LA SUBVENTION ATTRIBUEE PAR DELIBERATION N° CP XX-XXX DU XX XX XX ET DONT LE VERSEMENT ETAIT SUBORDONNE A LA CONVENTION N° CP XXX RELATIVE A L'AIDE FINANCIERE REGIONALE DE *NOM OG*

La région Île-de-France,
dont le siège est situé au 2, rue Simone-Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP xx-xxx du xx xxx xx
ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

NOM ORGANISME DE FORMATION
dont le siège est situé au : xxxx
représentée par : , en vertu de sa qualité de
ci-après dénommé « l'organisme »

D'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions rappelées aux règlements d'intervention, adoptés par délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 et n° CP 16-364 du 12 juillet 2016, relatifs au dispositif « aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

La Région Ile-de-France et *NOM OG* ont signé une convention d'investissement (délibération n° CR/CP xx xxx du xx xxx xxx), ayant pour objet l'attribution d'une aide financière régionale d'un montant de xxxx € en faveur du CFA xxxx pour des travaux/équipements xxxxx.

Le *NOM OG* a cessé son activité et a fermé son établissement le xx xxxx. L'assemblée générale extraordinaire du xxx xxx xxx a acté le transfert d'apport partiel d'actif de *NOM OG* vers *NOM ORGANISME DE FORMATION*.

Considérant la reprise de *NOM OG* par *NOM ORGANISME DE FORMATION*, la commission permanente de la région d'Île-de-France a, par délibération n° CP xxxx-xx xxxx, décidé de lui transférer le reliquat non versé de la subvention attribuée initialement à *NOM OG* par la délibération n° CP xx-xxx du xx xxx xx.

Les parties s'entendent pour signer une convention de transfert reprenant les stipulations de la convention d'investissement n° CP xxxx du xxx conclue entre la Région et *NOM OG*, pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert du reliquat de la subvention à *NOM ORGANISME DE FORMATION*, pour un montant de xxx € correspondant au solde de la subvention initiale de xxx € représentant xx % des dépenses éligibles estimées à xxxx €.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de transférer la convention d'investissement n° CP xxxxx du xxxx de *NOM OG* vers *NOM ORGANISME DE FORMATION*.

Le *projet de travaux xxx ou équipements* xxx pour *NOM ORGANISME DE FORMATION*, initialement portée par *NOM OG*, est désormais porté par *NOM ORGANISME DE FORMATION*, qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention d'investissement n° CP xxxx du xx xxx xx.

Article 2 : Références administratives et financières de *NOM ORGANISME DE FORMATION*

Le versement de la subvention sera effectué sur le compte :

Etabli au nom de :……..

Ouvert à :……

RIB :……

Article 3 : Clauses financières

Les dépenses acquittées par NOM OG au titre du projet et dont les factures sont datées sur la période du xxx au xxx sont prises en compte pour le calcul de subvention transférée à *NOM ORGANISME DE FORMATION*.

Les demandes de règlement seront effectuées sous l'entête de *NOM ORGANISME DE FORMATION* à compter de la date de notification du présent avenant.

Article 4 : Attribution du solde de la subvention initiale

La subvention votée initialement par la délibération n° xx était d'un montant de xxx €.

Le *NOM OG* avait obtenu le versement d'un acompte d'un montant de xxx €.

Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés, le reliquat de la subvention à verser à *NOM ORGANISME DE FORMATION* s'élève à xxx €.
Les délais de caducité courent à compter de la date d'attribution de la subvention par délibération n° CP *(référence de la délibération initiale)*.

Article 5 : Transfert des obligations de la convention au nouveau bénéficiaire

A compter de la date du transfert, le *NOM ORGANISME DE FORMATION* s'engage à reprendre et à respecter les droits et obligations de *NOM OG* à l'égard de la région Île-de-France conformément aux dispositions de la convention d'investissement n° CP xx-xxx du xx xxx xx.

Annexe :

- Convention d'investissement n° CR ou CP xx-xxxx du xxxxx

Fait en 2 exemplaires originaux.

Le _____*(date de signature)*

Pour *NOM ORGANISME DE FORMATION*
Le Président

signature revêtue du cachet
de l'organisme bénéficiaire

Le _____*(date de signature)*

Pour la région Île-de-France,
La présidente du Conseil régional
d'Île-de-France

Annexe 5 : Avenant n° 2 à la convention n° CR 2017-101 01 relative à la construction de l'Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION D'INVESTISSEMENT TRAVAUX
N° CR 2017-101 01
RELATIVE A LA CONSTRUCTION DE L'ECO-CAMPUS
DU BATIMENT GRAND PARIS

La région Île-de-France,
dont le siège est situé au 2 rue Simone-Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP 2020-110 du 4 mars 2020
ci-après dénommée «la Région»,

d'une part,

L'Association Eco-Campus du Bâtiment – Grand Paris
Association loi 1901
dont le siège est situé : 10, rue du Débarcadère 75017 Paris
représentée par son Président :
en vertu du procès-verbal du conseil d'administration du

ci-après dénommé «*le bénéficiaire*»

et

La SCI Delépine-Maximilien Perret
Société civile immobilière
dont le siège est situé : 10, rue du Débarcadère 75017 Paris
représentée par son gérant :
en vertu du procès-verbal de l'assemblée du

ci-après dénommé « la SCI » ou « maître d'ouvrage »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017, la Région a décidé de soutenir financièrement la construction de l'Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris à Vitry-sur-Seine (94).

La convention n° CR 2017-101 01 prenait en compte les honoraires, frais divers et l'acquisition du terrain.

L'avenant n° 1 à la convention n° CR 2017-101 01 précisait le schéma financier mis en place pour permettre la déduction de la TVA sur les travaux et prenait en compte la première tranche de travaux.

Le présent avenant a pour objet le soutien de la région Île-de-France concernant la deuxième tranche de travaux.

Article 1 : **Deuxième tranche de travaux**

La région Île-de-France a décidé de soutenir financièrement les opérations relatives à la construction de l'Eco-Campus du Bâtiment – Grand Paris, par délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 précitée, dans la limite des crédits disponibles et sous réserve de l'attribution d'une subvention par l'assemblée délibérante.

L'opération, relative à la construction de la première tranche de l'Eco-Campus du Bâtiment – Grand Paris, que la région Île-de-France, par délibération n° CP 2018-194 précitée, a décidé de soutenir financièrement, est décrite de façon détaillée dans la 'fiche projet' ci-jointe en annexe 1 à l'avenant n°1 à la convention.

Pour la réalisation de ladite opération, la Région attribue au bénéficiaire une subvention correspondant à 51 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 10 654 653,00 € HT, soit un montant maximum de subvention de 5 433 873, 00 € HT. Cette opération est réalisée par le maître d'ouvrage, la SCI Delépine-Maximilien Perret.

L'opération, relative à la construction de la deuxième tranche de l'Eco-Campus du Bâtiment – Grand Paris, que la région Île-de-France, par délibération n° CP 2020-110 précitée, a décidé de soutenir financièrement, est décrite de façon détaillée dans la 'fiche projet' ci-jointe en annexe 1 à l'avenant n°2 à la convention.

Pour la réalisation de ladite opération, la Région attribue au bénéficiaire une subvention correspondant à 50,91 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 10 401 847 € HT, soit un montant maximum de subvention de 5 295 506 € HT. Cette opération est réalisée par le maître d'ouvrage, la SCI Delépine-Maximilien Perret.

Les 'fiches projets' comportent le descriptif complet des opérations, ainsi que leurs plans de financement.

Au titre de la présente convention et de ses avenants, le bénéficiaire est autorisé à reverser le montant des subventions au maître d'ouvrage. Ces reversements prennent la forme d'apports en compte courant versés au fur et à mesure de la construction des locaux de l'opération.

Le programme d'exécution technique et financier de la subvention régionale est détaillé en annexe au présent avenant.

Article 2 :

Toutes les autres dispositions de la convention n° CR 2017-101 01 non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Le _____ *(date de signature)*

L'Association Eco-Campus du Bâtiment – Grand Paris
Le Président

Signature revêtue du cachet de l'organisme bénéficiaire

Le _____ *(date de signature)*

Pour la région Île-de-France,

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le _____ *(date de signature)*
Pour la SCI Délépine-Maximilien Perret
Le Gérant

Signature revêtue du cachet du maître d'ouvrage

Annexe 6 : Fiche projet travaux deuxième tranche contruction de l'Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris

Commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-110

DOSSIER N° 20002829 - CONSTRUCTION DE L'ECO-CAMPUS DU BATIMENT GRAND PARIS A VITRY-SUR-SEINE (94) - TRAVAUX DEUXIEME TRANCHE

Dispositif : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage (n° 00000442)
Délibération Cadre : CP 16-364 du 12/07/2016
Imputation budgétaire : 901-12-20422-400
Action : 11200101- Construction et travaux dans les CFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	10 401 847,00 € HT	50,91 %	5 295 506,00 €
	Montant total de la subvention		5 295 506,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ECO-CAMPUS DU BATIMENT - GRAND PARIS
Adresse administrative	:	10 RUE DU DEBARCADERE 75017 PARIS
Statut Juridique	:	Association

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de l'Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris à Vitry-sur-Seine (94) - Travaux deuxième tranche.

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet consiste à construire un éco-campus dénommé «Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris» sur la thématique de l'efficacité énergétique et situé sur le domaine de Chérioux à Vitry-sur-Seine (94). Ce nouveau campus vise à développer la formation de jeunes alternants dans le domaine de l'éco-construction afin de répondre aux besoins générés par le projet du Grand Paris. Une convention d'investissement a été votée par le conseil régional des 18 et 19 mai 2017 entre la région Île-de-France, l'Association Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris et la SCI Delépine-Maximilien Perret comprenant les honoraires et frais divers ainsi que le foncier. La première tranche de travaux comprenant l'installation de chantier, gros oeuvre, charpente, terrassements a été votée par la commission permanente du 30 mai 2018. Il convient dorénavant de prendre en compte la deuxième tranche de travaux, d'un montant de 5 295 506 € HT, qui comprendra les façades, couverture et étanchéité, second œuvre, fluides, la pose de panneaux photovoltaïques, les ascenseurs et les aménagements extérieurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux façades	1 051 030,00	10,10%
Travaux couverture et étanchéité	741 345,00	7,13%
Travaux second œuvre	3 490 569,00	33,56%
Travaux fluides	4 269 611,00	41,05%
Pose de panneaux photovoltaïques	461 002,00	4,43%
Fourniture et pose ascenseurs	145 016,00	1,39%
Aménagements extérieurs	243 274,00	2,34%
Total	10 401 847,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	5 295 506,00	50,91%
Subvention PIA	2 898 059,00	27,86%
Subvention EPT Grand Orly	189 370,00	1,82%
SCI Eco-Campus	638 153,00	6,13%
Apport fonds propres Association Eco-Campus	19 837,00	0,19%
Apport fonds propres CSEEE	302 016,00	2,90%
Apport fonds propres GESTES	151 346,00	1,45%
Apport fonds propres IREF	151 346,00	1,45%
Apport fonds propres QUALIGAZ	756 214,00	7,27%
Total	10 401 847,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-122

DU 4 MARS 2020

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : AGRÉMENTS DES FORMATIONS SOCIALES ET AUTORISATIONS DES FORMATIONS PARAMÉDICALES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU le code du travail, et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU le décret n°2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social ;

VU le décret n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplôme du travail social ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 «une ambition pour répondre aux défis de demain» ;

VU la délibération n° CR 2017-187 du 22 novembre 2017 adoptant le règlement d'intervention pour les agréments des établissements de formation en travail social ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU la délibération n° CP 2019-118 du 19 mars 2019 relative aux formations sanitaires et sociales – avenant pour les formations en travail social ;

VU la délibération n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 relative aux règlements d'intervention des autorisations des formations paramédicales et à la simulation santé ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-122 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

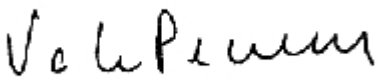
Article 1 :

Autorise la présidente du conseil régional à signer avec les établissements de formation mentionnés dans l'annexe 1 de la présente délibération un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération N° CP 2019-118 du 19 mars 2019.

Article 2 :

Approuve la modification du règlement d'intervention régional d'autorisation des formations paramédicales tel qu'il figure en annexe n°2 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171294-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Organismes de formation bénéficiant d'un nombre de places financées en formation initiale au titre des formations en travail social de niveau 6

Organismes de formation en travail social bénéficiant d'un nombre de places financées en formation initiale et pour lesquels un avenant à la convention d'objectifs et de moyens est à signer

		DEASS	DEEJE	DEES	DEETS	DECESF
75	Ecole de service social - Université de Paris - Paris 16ème	40				
	ETSUP - Paris 14ème	75	40	28	10	
	Association Institut Parmentier IRTS Paris Ile-de-France - Paris 10ème	49	50	97		26
	Ecole de travail social de la CRAMIF - Paris 19ème	35				
	ENS - Ecole Normale Sociale - Paris 18ème	35				
	STHO - Centre de formation Saint Honoré - Paris 19ème		110	35		
	EFPP - Ecole de Formation Psycho Pédagogique - Paris 15ème		43	55		
	Institut supérieur Clorivière - Paris 12ème					24
Total pour le 75		**234**	**243**	**215**	**10**	**50**
77	Association Institut Parmentier IRTS Paris Ile-de-France - MELUN	20	25	42		
Total pour le 77		**20**	**25**	**42**	**0**	**0**
78	Sauvegarde de l'enfant de l'adolescent et de l'adulte en Yvelines Buc Ressources - BUC		25	116		
Total pour le 78		**0**	**25**	**116**	**0**	**0**
91	CFE - Centre de Formation de l'Essonne - GRIGNY			10		
	IRFASE - EVRY	35	35	80		
Total pour le 91		**35**	**35**	**90**	**0**	**0**
92	Institut de Travail Social et de Recherches Sociales - ITSRS - IRTS Ile de France - MONTROUGE	25	30	85		18
	L'HORIZON - MALAKOFF		62			
	INITIATIVES			0		
Total pour le 92		**25**	**92**	**85**	**0**	**18**
93	Institut de Travail Social et de Recherches Sociales IRTS Ile de France IRTS Ile de France - NEUILLY-SUR-MARNE	20	50	80		
	CEMEA - AUBERVILLIERS			47		
	CERPE - Centre d'Etudes et de Recherche de la Petite Enfance - AUBERVILLIERS		65			
	Université Paris XIII - IUT Bobigny - BOBIGNY	26				
Total pour le 93		**46**	**115**	**127**	**0**	**0**
94	INFA - Institut National de Formation et d'Application - NOGENT SUR MARNE		0	0		
Total pour le 94		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
95	EPSS - Ecole Pratique de Service Social - CERGY	40	30	60		16
Total pour le 95		**40**	**30**	**60**	**0**	**16**
Total Ile-de-France		**400**	**565**	**735**	**10**	**84**

Annexe 2 - Règlement d'autorisation des formations paramédicales

REGLEMENT D'AUTORISATION
DES FORMATIONS PARAMEDICALES

Les formations paramédicales réglementées donnent accès aux diplômes d'Etat qui sont obligatoires pour exercer les professions paramédicales relevant du code de la santé publique.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a confié aux Régions la responsabilité de délivrer les autorisations à tout organisme désireux de dispenser une formation paramédicale, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé (ARS). Les Régions assurent le pilotage de la carte des formations.

La Région a établi des préconisations sur l'offre de formation qui ont été adoptées dans le schéma régional des formations sanitaires et sociales (délibération CR 225-16), sur la base d'une analyse des travaux d'études réalisées par Défi-Métiers, des résultats d'insertion des formés (données nationales et expérimentation régionale), ainsi que des besoins en emploi exprimés par les représentants du secteur et des territoires.

Pour que les évolutions de la carte des formations répondent aux enjeux et aux objectifs du schéma francilien, la Région fixe, au travers du règlement d'intervention, des critères de sélection et de qualité pour autoriser la création ou l'extension de places de formation au sein des instituts ou écoles dispensant des formations paramédicales.

Ce règlement reprend les conditions et les modalités d'autorisation prévues au code de la santé publique.

Ce règlement d'intervention, tout en visant la réalisation des objectifs quantitatifs du schéma régional, permet :

- d'objectiver le choix des établissements autorisés,
- de définir la carte des formations répondant aux enjeux et aux besoins en emploi des territoires,
- d'adapter aux besoins la répartition des places financées par la Région.

Ce règlement s'applique pour la délivrance d'autorisations relatives à :

- une nouvelle demande (création d'institut ou d'école),
- une augmentation de l'offre de formation (extension de capacité d'accueil).

Les demandes d'autorisation sont déposées dans le cadre d'appels à projets publiés par la région Ile-de-France.
Ne sont pas concernées par la procédure d'appel à projets, les répartitions de capacités totales d'accueil par formation inférieures ou égales à 10 places par an.

1 - Le périmètre

Les formations concernées par le règlement d'intervention sont les suivantes :

- ambulancier
- aide-soignant
- auxiliaire de puériculture
- psychomotricien
- technicien de laboratoire d'analyse biomédicale
- préparateur en pharmacie hospitalière
- pédicure-podologue
- ergothérapeute
- infirmier
- masseur-kinésithérapeute
- infirmier de bloc opératoire
- puériculture
- infirmier anesthésiste
- cadre de santé
- manipulateur d'électroradiologie médicale.

2 - La demande d'autorisation des formations paramédicales

Le dossier de demande est établi par le représentant légal de l'institut ou de l'école.

2.1 Dépôt du dossier

- L'autorisation est demandée à la Région du lieu d'implantation du site de la formation, par formation.
- Le dossier est téléchargeable sur le site de la région Ile-de-France.
- La demande d'autorisation est adressée à la Région par voie électronique sur un extranet dédié de la région Ile-de-France. La mention de protection des données personnelles (RGPD) est alors portée à la connaissance du déposant. Un accusé de réception est transmis automatiquement à l'issue de la validation du dépôt par le demandeur. L'envoi par voie postale n'est recevable qu'en cas de force majeure et après accord de la Région.
- Une copie est adressée, par voie postale, au directeur général de l'agence régionale de santé (ARS Ile-de-France), et, pour les lycées, une copie est également adressée au rectorat.

2.2 Composition du dossier de demande

Le dossier est établi par le représentant légal de l'institut ou de l'école. La demande d'autorisation est constituée de cinq parties : la première partie est commune à toutes les formations, les autres parties sont spécifiques à chaque formation. Le dossier se présente sous forme de formulaires à renseigner et de listes de pièces à joindre.

Il est composé de la manière suivante :

- 1ère partie : informations générales communes à toutes les formations ;
- 2ème partie : formation – projet pédagogique – gouvernance ;
- 3ème partie : ressources humaines et matérielles ;
- 4ème partie : place de l'institut dans le schéma régional des formations sanitaires et sociales ;
- 5ème partie : éléments à caractère financier.

1ère PARTIE - INFORMATIONS GENERALES COMMUNES A TOUTES LES FORMATIONS

1ère Partie – Informations à transmettre conformément à l'arrêté du 31 juillet 2009 :

Formulaire à renseigner	Dénomination sociale de l'organisme gestionnaire
	Adresse du site principal et le cas échéant des sites annexes
	Nom des personnes engageant la responsabilité de l'organisme

1ère Partie – Informations supplémentaires demandées par la Région et l'ARS :

Formulaire à renseigner	Les coordonnées de l'institut ou école : dénomination, adresse du lieu de formation.
	Nom, prénom du directeur de l'institut ou école
	Les identifiants de l'organisme de formation : SIRET, code NAF, n° FINESS, code UAI, etc…
	Les coordonnées de communication de l'organisme gestionnaire, du représentant légal, de l'institut ou école : téléphone, e-mail, etc…

1ère Partie - Pièces à joindre conformément à l'arrêté du 31 juillet 2009 :

1.1	Les plans détaillés précisant la répartition et l'affectation des locaux (dont l'accessibilité aux personnes handicapées, le service de restauration, l'internat, les espaces de convivialité, etc.).
1.2	Description des activités.
1.3	Organigramme administratif et fonctionnel.
1.4	Attestation d'assurance en vigueur au titre de la responsabilité civile couvrant les activités de contrôle entrant dans le champ d'application de la demande d'autorisation.
1.5	Avis favorable de la commission départementale ou communale de sécurité et d'accessibilité. *Ne seront pas valables, les procès-verbaux datant de plus de 3 ans pour les ERP de type R des catégories 1, 2, 3, et 4 (avec hébergement) et datant de plus de 5 ans pour la 4ème catégorie sans hébergement.* *Pour les ERP de type R classés en 5ème catégorie, non soumis à l'obligation de visite par une Commission de sécurité, fournir un document attestant de sa classification ERP (procès-verbal délivré après travaux ou attestation Préfecture établie par l'exploitant d'un ERP de 5ème catégorie sans locaux à sommeil ou courrier de la Mairie…).*

2.2 (suite) - Composition du dossier de demande

1ère Partie - Pièces complémentaires demandées par la Région et l'ARS :

1.6	Statuts
1.7	Copie de la déclaration au journal officiel.
1.8	Extrait K-Bis, en fonction du statut
1.9	Liste des membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance.
1.10	Attestation d'assurance en vigueur relative aux biens (locaux, matériel…).
1.11	Attestation d'accessibilité.
1.12	Les dispositifs mis en place pour l'accueil des personnes en situation de handicap pour chaque site : quelles sont les dispositions spécifiques mises en place pour assurer l'accueil des personnes handicapées, qu'il s'agisse des étudiants, des formateurs, des intervenants et des visiteurs ?
1.13	(facultatif) les accréditations et/ou certificats du système d'assurance de la qualité obtenue.

2ème PARTIE
FORMATION – PROJET PEDAGOGIGUE – GOUVERNANCE

La demande de création ou d'extension

Une fiche de demande de création ou d'extension d'un institut ou d'une école de formation, doit être renseignée, datée et signée

Elle indique :

- l'intitulé du diplôme objet de la demande,
- le nom et l'adresse du site de formation,
- la capacité d'accueil demandée ; une mention précise qu'elle est annuelle, par formation et à l'entrée en 1ère année de formation,
- l'année d'ouverture ou de démarrage,
- le nombre de promotion(s) dans l'année civile,
- le mois de rentrée de chaque promotion,
- la voie ou statut de formation demandé : formation initiale par voie scolaire ou par voie d'apprentissage, la formation continue,

2.2 (suite) - Composition du dossier de demande

Le projet pédagogique de l'institut

Introduire par un sommaire

2ème Partie - Pièces à joindre conformément à l'arrêté du 31 juillet 2009 :

2.1	Les orientations de la formation.
2.2	La conception générale de la formation et les choix pédagogiques en lien avec les métiers préparés : les valeurs, les finalités visées avec le profil attendu et les compétences pour exercer le métier.
2.3	Les objectifs d'apprentissage et de professionnalisation.
2.4	L'individualisation des parcours.
2.5	La planification de l'alternance.
2.6	La liste des lieux et places de stage négociés en lien avec les obligations réglementaires.
2.7	Les modalités d'encadrement et de tutorat négociées avec les responsables des structures d'accueil.
2.8	Les prestations offertes à la vie étudiante.
2.9	Les indicateurs d'évaluation du projet.

2ème Partie - Pièces complémentaires demandées par la Région et l'ARS :

2.10	L'articulation avec les autres formations au sein de l'organisme gestionnaire.
2.11	L'articulation avec d'autres formations sanitaires sur le même territoire : actions mutualisées, partenariats, etc.
2.12	Décrire les conditions offertes aux élèves-étudiants pour obtenir l'attestation AFGSU de niveau 2 dans le cas où elle est obligatoire à la délivrance du diplôme préparé.
2.13	Une maquette du dossier scolaire de l'étudiant.
2.14	Les conditions d'admission ou d'accès à la formation.
2.15	Le règlement intérieur de l'institut de formation.
2.16	Les modalités d'intervention de l'université dans le dispositif pédagogique, le cas échéant.
2.17	Pour les instituts de formation regroupés au sein d'un groupement hospitalier de territoire (GHT), le projet pédagogique de territoire ainsi que l'avis du GHT sur le projet de création ou d'extension de capacité d'accueil.

La gouvernance de l'institut de formation

2ème Partie - Pièces à joindre conformément à l'arrêté du 31 juillet 2009 :

2.18	Les missions du directeur et de l'équipe de direction.
2.19	Les membres des instances représentatives (instance compétente pour les orientations générales de l'institut, section compétente pour le traitement pédagogique des situations individuelles des étudiants, section compétente pour le traitement des situations disciplinaires, cf arrêté du 17 avril 2018 modifié). *Joindre la copie du dernier arrêté. Les instituts pour lesquels un arrêté n'est pas obligatoire joignent la liste des membres de ces instances.*
2.20	Rapport d'activité – (conformément à l'annexe V de l'arrêté du 17 avril 2018).
2.21	Tableau de suivi des indicateurs du rapport d'activité sur les 5 dernières années.
2.22	L'engagement dans une démarche qualité de dispositifs de formations professionnelles supérieures.
2.23	Développement d'une stratégie de communication interne et externe.
2.24	La mise en place d'un dispositif d'évaluation à travers des indicateurs types.
2.25	Les ressources financières : le compte de résultat prévisionnel annexe (art. R. 6145-12 du code de la santé publique) pour les établissements publics et l'état des prévisions des recettes et des dépenses ou les comptes certifiés par le commissaire aux comptes (art. L. 6161-3 et R. 6161-9 et suivants du code de la santé publique), les tableaux de suivi d'affectation des ressources ; la mise en place d'indicateurs de suivi.

2ème Partie - Pièces complémentaires demandées par la Région et l'ARS :

2.26	Pour le directeur en poste ; - Curriculum vitae comportant entre autres titre(s), diplômes, travaux, expérience en management et/ou en pédagogie - Copie de l'agrément de direction si délivré avant 2006 Pour les instituts en lycée, fournir les pièces du responsable pédagogique issu d'une profession paramédicale, titulaire de l'agrément de direction ou désigné en tant que responsable pédagogique. Décrire ses missions en vertu de l'article 6 de l'arrêté du 31 juillet 2009 ainsi que celles du proviseur en tant que chef d'établissement chargé de l'Institut.
2.27	Appréciations des élèves ou descriptif du projet en cours d'élaboration.
2.28	Information au public sur l'offre de formation : nombre de supports ou évènements de communication, organisation de journées portes ouvertes, participation à des salons d'orientation, supports de communication utilisés, sites internet, communication sur les modalités de sélection, d'inscription et de financement
2.29	Le rapport du commissaire aux comptes ou les comptes financiers arrêtés par l'agent comptable, du dernier exercice.

3ème PARTIE – RESSOURCES HUMAINES ET MATERIELLES

3ème Partie - Pièces à joindre conformément à l'arrêté du 31 juillet 2009 :

3.1	Liste nominative des membres de l'équipe pédagogique, technique et administrative et leurs qualifications professionnelles (CV et titres de formation).
3.2	Le centre de ressources multimédia et documentaire : ordinateurs, accès internet, appareils multimédias, matériels de travaux pratiques.
3.3	Les matériels pédagogiques : ordinateurs, accès internet, appareils multimédias, matériels de travaux pratiques.

3ème Partie - Pièces complémentaires demandées par la Région et l'ARS :

3.4	Ajouter à la liste 3.1, la quotité de travail et travaux des membres de l'équipe pédagogique.
3.5	Renseigner un tableau recensant les diplômes de l'équipe pédagogique.
3.6	Liste des intervenants extérieurs (domaines d'intervention, temps de formation, mode de rémunération).
3.7	Conditions d'accès pour les étudiants au centre de ressources multimédias et documentaire.
3.8	Les salles de cours, salles de travaux dirigés et de travaux pratiques en regard de la formation concernée (photos, description).
3.9	Les hébergements : existence et description le cas échéant de l'offre d'hébergement disponible.
3.10	La restauration : existence et description le cas échéant de l'offre de restauration disponible.
3.11	Etat des frais engagés par les candidats et étudiants : - montant des frais d'inscription pour les épreuves de sélection, - montant des droits d'inscription et montant des frais de scolarité, - frais d'accès ou de rémunération de certains services (ex : photocopie, internet, ressources documentaires…), - les modalités d'information relatives aux divers frais au moment des épreuves de sélection et de leur entrée dans le cycle de formation.

2.2 Composition du dossier de demande (suite)

4ème PARTIE
PLACE DE L'INSTITUT DANS LE SCHEMA REGIONAL DES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES

4ème Partie - Pièces à joindre conformément à l'arrêté du 31 juillet 2009 :

4.1	Le positionnement de l'institut dans l'environnement territorial au regard des besoins de la population et des professionnels formés.
4.2	Le positionnement de l'institut dans l'environnement économique et social de la région.
4.3	Le positionnement de l'institut dans les démarches de partenariat et de réseaux interprofessionnels.
4.4	La convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (GCS) dont les instituts ou écoles adossés à un établissement public de santé font partie. Pour les instituts ou écoles non adossés à un établissement public de santé, la convention constitutive, le cas échéant, de la structure juridique de regroupement.
4.5	La convention entre l'institut, l'école ou la structure juridique de regroupement et l'université ou le groupement d'université, sur la base d'une convention type établie au niveau national par le ministère chargé de la santé et le ministère chargé de l'enseignement supérieur.

4ème Partie - Pièces complémentaires demandées par la Région et l'ARS :

4.6	Les annexes financières de la convention de partenariat avec l'université citée au 4.5. Si la convention est à l'état de projet, fournir : 🕐 les courriers, courriels, démontrant l'intention de partenariat entre l'institut/école et l'université ; 🕐 le projet de convention (annexes comprises) dont la version dûment signée doit être transmise impérativement avant le début de la formation.
4.7	Autres conventions éventuelles (Greta, UFA, CFA…) et leurs annexes financières.

Les références réglementaires

Les conditions dans lesquelles sont délivrés les autorisations et les agréments de direction des instituts et des écoles sont fixées par voie réglementaire.
Toute demande devra répondre aux textes en vigueur à la date de dépôt.

5ème PARTIE – ELEMENTS A CARACTERE FINANCIER

La demande de subvention globale de fonctionnement Région

Pour les établissements sollicitant un financement régional dans le cadre de la subvention globale de fonctionnement en vertu de l'article L 4383-5 du code de la santé publique, il est demandé une déclaration, datée et signée, confirmant la demande et les éléments financiers transmis.

Prévisions budgétaires de la montée en charge du coût de la formation

La progression budgétaire de la formation jusqu'à l'année pleine charge est chiffrée au moyen d'un échéancier financier par tranches de capacité d'accueil demandée :

- inférieure ou égale à 15 (tableau 1) – chiffrer un tableau
- entre 15 et 25 (tableau 2) - chiffrer un 2ème tableau
- supérieure à 25 places (tableau 3) - chiffrer un 3ème tableau.

Ces simulations sont à produire en fonction des capacités d'accueil demandées pour éclairer les hypothèses que la Région pourra retenir.

Eléments financiers	*1ère année*	*2ème année*	*3ème année*	*4ème année*	*5ème année*
Total des charges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
** Personnel*					
** Locaux*					
** Autres charges*					
Total des produits	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
** Demande de subvention régionale globale de fonctionnement*					
** Autres financeurs*					
** Autres produits*					
Equilibre (charges-produits)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Effectif étudiant prévisionnel					
Coût moyen (total charges / effectif)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Reste à charge éventuel pour l'étudiant					
Total des investissements liés à la demande					

3 - L'instruction de la demande

3.1 Capacité d'accueil et financement

L'analyse de la demande se fait à deux niveaux :

- **la capacité d'accueil** qui correspond à l'autorisation donnée par la Région à l'établissement, l'habilitant à dispenser une formation paramédicale pour un nombre de places défini à l'entrée en formation (cf. § 3.3 infra).
- **le financement** par la Région d'un nombre de places à l'entrée en formation indiqué au niveau de la capacité d'accueil. La convention d'objectifs et de moyens précise les modalités d'éligibilité du public et les modalités d'octroi de la subvention globale de fonctionnement (cf. § 3.4 infra).

L'établissement, qui a obtenu l'autorisation, et dont la formation paramédicale initiale [1] est financée par la subvention globale de fonctionnement conformément à l'article L 4383-5 du code de la santé publique, conclut avec la Région une convention d'objectifs et de moyens.

3.2 Le circuit de la demande

- **Publicité**

La Région publie sur son site Internet un appel à projets pour une ou plusieurs formations. Il est publié pour une durée déterminée. Toute demande qui arrive en dehors de la période d'ouverture n'est pas examinée.

L'appel à projets définit la période de réception des candidatures et d'instruction des dossiers, le volume de places, le calendrier.

Cette procédure ne concerne pas le cas exceptionnel de redéploiement des étudiants suite à une fermeture d'une formation ou à une erreur d'affectation, ainsi que les répartitions de capacités totales d'accueil par formation inférieures ou égales à 10 places.

- **Recevabilité**

Le dossier complet, c'est-à-dire contenant toutes les pièces listées précédemment et les pièces complémentaires demandées, est adressé à la Région avec copie à l'ARS et pour les lycées à leur rectorat.

La Région vérifie la complétude du dossier. La Région adresse au demandeur, par voie électronique avec accusé de réception l'avis de réception d'un dossier complet, sinon la liste des pièces et informations manquantes assortie d'un délai raisonnable pour leur production. Au-delà de ce délai, le dossier est considéré comme incomplet et non recevable. Il ne sera pas instruit.

Un courrier notifie au demandeur la date de complétude à partir de laquelle prend effet le délai de réponse de la présidente du conseil régional, fixé à quatre mois. Dans le cas d'un dépassement du délai, le nouveau calendrier sera précisé dans le courrier de complétude.

La Région sollicite l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé qui vérifie la capacité de l'établissement à préparer les candidats à l'obtention du diplôme et s'assure des conditions du fonctionnement pédagogique et des moyens mis en œuvre pour y parvenir.

[1] Telle que définie dans la convention d'objectifs et de moyens.

3.3 Les critères d'examen pour l'ensemble des dossiers, hors financement

Dans l'examen des dossiers une attention particulière est portée au respect des orientations et aux préconisations définies dans le Schéma des formations sanitaires et sociales 2016-2022, adopté en Conseil régional du 15 décembre 2016 (délibération CR 225-16).

La Région statue sur la demande d'autorisation après examen des pièces du dossier. Chaque demande sera analysée en application des 3 critères suivants :

A. Qualité

- Respect des dispositions réglementaires (décrets et arrêtés relatifs aux formations paramédicales) :
  - l'ARS s'assure de la capacité pédagogique de l'établissement à dispenser la formation.
  - La Région contrôle les aspects relatifs aux locaux.

- Qualité pédagogique :
  - L'ARS s'assure que les modalités pédagogiques prévues garantissent une formation de qualité.
  - La Région vérifie la convention ou le projet de convention avec une université, notamment l'annexe financière prévue.
  - L'ARS analyse la qualité pédagogique en lien avec l'université (ingénierie de formation, modalités pédagogiques…), avec les étudiants et avec les employeurs.

- Densité du lien avec les employeurs
  - L'ARS contrôle la conformité et l'adéquation des offres de stage par rapport au référentiel de formation.
  - L'ARS examine la maquette du dossier scolaire de l'étudiant démontrant la construction du parcours.
  - La Région examine l'organisation du lien avec les structures d'accueil, en collaboration avec l'ARS (courriers de demande d'accueil, partenariats…).

- Information du public
  - L'ARS contrôle la conformité réglementaire des modalités de sélection prévues, le déroulement de la formation, les résultats obtenus.
  - La Région étudie les moyens mis en œuvre par l'organisme de formation pour délivrer l'information au public sur l'offre de formation, les tarifs et les modalités de prise en charge financière du coût de la formation, les résultats obtenus, l'accès au site de formation.

B. Equilibre territorial

La Région examine ce critère au regard des demandes d'autorisation des formations. Il s'agit d'assurer l'équilibre territorial de l'offre de formation en fonction des besoins en emplois identifiés dans le schéma des formations sanitaires et sociales mais aussi de l'existence historique de l'offre de formation et des nouveaux enjeux.

- Prise en compte du maillage territorial de l'offre de formation existante et des demandes reçues.
- Maillage universitaire pour les formations paramédicales du supérieur (lettres d'engagement des employeurs ou autre document).
- Intérêt territorial et professionnel d'une création ou d'une extension de la formation.

- Remplissage des autorisations existantes.

C. Diversité des financements et équilibre financier

La viabilité des financements prévus par le centre de formation (hors subvention régionale globale) est examinée pour mettre en œuvre la formation : projet d'apprentissage, de contrat de professionnalisation, de financement d'OPCO, opérateurs de compétence, employeurs ou tout autre organisme prenant en charge la formation des salariés et des demandeurs d'emploi.

A noter :
L'analyse des critères s'arrête à ce stade pour les établissements qui ont fait exclusivement une demande d'autorisation de capacité d'accueil sans solliciter un financement régional.

3.4 Les critères d'examen des dossiers sollicitant un financement régional

La demande de financement régional fait l'objet d'une procédure d'analyse complémentaire par les services de la Région. Chaque demande sera analysée en application des 3 critères suivants :

A. Coût de formation par étudiant

B. Equilibre territorial de l'offre financée par la subvention régionale globale de fonctionnement

- Prise en compte de l'offre de formation faisant l'objet d'une demande de financement sur le territoire francilien et effet structurant de la demande d'autorisation : maillage territorial.
- Historique du remplissage de la formation si elle était financée par la Région dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement.
- Intérêt territorial et professionnel d'une création ou d'une extension de la formation demandée.

C. Qualité de la formation

- Parcours des élèves et étudiants au sein de l'établissement :
  - information précise du public sur les conditions d'éligibilité à un financement de la formation par la Région, sur les tarifs de formation selon le statut des étudiants et les aides régionales pour les étudiants ;
  - résultats obtenus (taux de réussite aux examens et abandons) ;
  - prise en compte des appréciations rendues par les élèves et étudiants, ou du moins ce que l'établissement prévoit de mettre en place s'il ne l'a pas encore instauré.

- Moyens mis en œuvre pour ouvrir la formation aux innovations pédagogiques, pour le soutien à la recherche, et le partenariat entre les établissements, le décloisonnement.

Le cahier des charges de chaque appel à projets pourra préciser ces critères.

4 La délivrance de l'autorisation

4.1 L’arrêté

La décision d'acceptation ou de rejet de la demande d'autorisation est notifiée par la présidente du conseil régional à l'auteur de la demande. L'autorisation est délivrée par un arrêté de la présidente du conseil régional, publié au recueil des actes administratifs de la Région et transmis en copie au représentant de l’Etat dans la Région ainsi qu’au directeur général de l'agence régionale de santé (ARS Ile-de-France).

4.2 Le rejet

En l'absence de réponse de la présidente du conseil régional au demandeur dans un délai de quatre mois à compter de la réception du dossier complet, la demande d'autorisation est réputée rejetée. Toutefois, lorsque la complexité de la procédure de l’appel à projets lancé par la Région le justifie, un délai implicite de rejet supérieur à 4 mois peut être prévu expressément par la Région et signifié au demandeur lors de la notification de la complétude de son dossier.

4.3 La durée

L’autorisation est attribuée pour une durée de 5 ans. Toutefois, cette durée peut être réduite à titre exceptionnel et dûment justifié.

5 Le contrôle, le retrait de l’autorisation et la radiation

5.1 Le contrôle

L’ARS contrôle le suivi des programmes, la qualité de la formation, le respect des textes relatifs aux diplômes, la qualification du directeur, du responsable pédagogique et des formateurs de l'établissement.

La Région contrôle le respect des textes relatifs à l’organisation et au financement.

La Région se réserve la possibilité de visiter, sur place, les centres de formation ayant déposé une demande, en complément de l’analyse des dossiers.

L'établissement dispensant une formation préparant à un diplôme des professions paramédicales mentionnées supra sans être titulaire d'une autorisation fait l'objet d'une mise en demeure de cessation d'activité par la présidente du conseil régional, qui en informe le représentant de l'Etat dans la Région.

5.2 Le retrait de l’agrément

La présidente du conseil régional procède, après mise en demeure et par décision motivée, au retrait de l'autorisation de l'établissement en cas de non-respect des dispositions législatives ou réglementaires régissant l'organisation des formations et d'incapacité ou de faute grave des dirigeants de ces instituts ou écoles.

Cette décision vaut opposition à la poursuite de la mise en œuvre de la formation. Elle est notifiée à la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation et au représentant de l'Etat dans la Région. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

En cas de retrait de l'autorisation de l'établissement, les élèves et étudiants en cours de formation sont redéployés par la Région au sein des structures existantes.

5.3 La radiation

La cessation d'activité de l'établissement de formation est portée sans délai à la connaissance de la présidente du conseil régional par la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation. La présidente du conseil régional informe le représentant de l'Etat dans la Région qui procède à la radiation de l'établissement du fichier national des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux.

Il est également procédé à cette radiation lorsque l'autorisation de l'établissement est arrivée à échéance sans renouvellement.

En cas de non-renouvellement de l'autorisation ou de cessation de l'activité de l'établissement, les élèves et étudiants peuvent, sur décision de la présidente du conseil régional, être redéployés au sein de structures existantes. Les élèves et étudiants en cours de formation peuvent la poursuivre dans l'établissement de formation jusqu'à leur première présentation aux épreuves de certification.

6 La modification de l'autorisation

Toute demande de modification de la décision d'autorisation est déposée à la Région avec copie à l'ARS par la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation. Un nouvel arrêté pourra être délivré.

Toute modification de l'autorisation, notamment celle rendue nécessaire par une réforme substantielle du diplôme, donne lieu au dépôt d'une demande d'autorisation dans les conditions prévues dans le règlement d'intervention et dans le respect des textes en vigueur.

La modification d'une autorisation en cours de validité (changement de locaux ou d'organisme gestionnaire, fusion,..) fait l'objet d'une procédure dite « allégée ». Seules les informations explicitant la modification et ses impacts sont requis. Un nouvel arrêté est délivré dans la limite de l'échéance de validité du précédent arrêté.

7 Le renouvellement

A l'issue de la période de validité, l'autorisation peut être renouvelée. Le dossier de demande de renouvellement est déposé dans les mêmes conditions qu'au paragraphe 2.1 supra, au plus tard douze mois avant l'échéance de l'autorisation.

La composition du dossier de renouvellement est identique au dossier de demande de création-extension tel que présenté à au paragraphe 2.2 supra, hormis la 5ème partie relative au financement traité séparément dans le cadre du dialogue de gestion.

8 Entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement prendra effet à compter du 4 mars 2020.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-123

DU 4 MARS 2020

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 2ÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;

VU la délibération n° CR 03-12 modifiée du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de santé en Île-de- France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération n° CP 2018-064 du 24 janvier 2018 relative à l'approbation de la COM entre la région et le CRIPS pour les années 2018, 2019 et 2020 ;

VU la délibération n°CR2018-024 du 3 juillet 2018 relative à l'approbation à « Région Île-de-France, Région solidaire »;

VU la délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 - la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2018 – approbation de la convention-type en investissement santé ;

VU la délibération n° CP 2018-433 du 17 octobre 2018 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 - la politique régionale de santé 1ère affectation pour 2019 – approbation de la convention-type en fonctionnement santé ;

VU la délibération n° CP 2019-081 19 mars 2019 - la politique régionale de santé en Île-de- France – Seconde affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 - la politique régionale de santé en Île-de-France – Troisième affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP2019-238 du 3 juillet 2019 - la politique régionale de santé en Île-de-France – Quatrième affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP2019-482 du 20 novembre 2019 relative à la politique régionale de santé en Île-de- France – septième affectation pour 2019 ;

VU le budget de la Région pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-123 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé»

Décide de participer au titre du dispositif « *Fonds régional de résorption des déserts médicaux »* au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution de 6 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **670 584,45 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **670 584,45 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* », action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2020.

Article 2: Dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG »

Décide de participer au titre du dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG *»* au financement de 1 projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **25 040 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **25 040 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-008 (141 008) « *Soutien aux centres d'IVG* », action 141 008 01 « Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG » du budget 2020.

Article 3 : Dispositif « Prévention santé jeunes »

Décide de participer au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes » au financement de 3 projets détaillés en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **125 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **125 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2020.

Article 4 : Convention de partenariat avec la Fédération Régionale d'Ile-de-France du Planning Familial

Approuve dans le cadre du règlement d'intervention « Région Solidaire en santé » adopté par la CP n° 2019-160 du 22 mai 2019, dispositif « Contraception grossesses précoces IVG », la

convention de partenariat renforcé relative au soutien régional en fonctionnement avec la Fédération Régionale d'Ile-de-France du Planning Familial, présentée en annexe 4 de la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Décide dans le cadre de ce partenariat renforcé, de participer au financement d'un projet détaillé en annexe 4 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **99 968€.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **99 968 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 12 « Contraception – grossesses précoces - IVG » du budget 2020.

Article 5 : Dispositif « Une région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité » au financement d'un projet en fonctionnement par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **9 000 €,** conformément à la fiche projet présentée en annexe 5 de la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **9 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2020.

Article 6 : Dispositif « Soutien aux grandes vulnérabilités »

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux grandes vulnérabilités » au financement d'un projet détaillé en annexe 6 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **30 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 11 « Région Solidaire en santé » du budget 2020.

Article 7 : Dérogation pour démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 aliéna 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR01-16 du 22 janvier 2016.

Article 8 : Dispositif « Bourse régionale d'aide à l'installation médicale »

Décide de participer au titre du programme « Prévention et éducation à la santé », au financement de **2 bourses** régionales d'aide à l'installation médicale par l'attribution d'allocations de fin d'études d'un montant maximum prévisionnel de **700 €** par mois et par bénéficiaire, pour une durée maximale de 24 mois.

Subordonne le versement de ces allocations à la signature des conventions conforme à la convention-type adoptée par la délibération CP n°2018-433 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **16 800 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et Action Sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » - Action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2020.

Article 9 : Avenant n°1 à la convention avec le Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida Ile de France (CRIPS)

Approuve l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens avec le Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida Ile de France (CRIPS) présenté en annexe 7 de la délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Article 10 : **Rectification de fiches projets votée en commissions permanentes du 19 mars 2019 – CP2019-081, du 22 mai 2019 - CP2019-160 et 20 novembre 2019 - CP 2019-482**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention en investissement octroyée par délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019, à compter du 01/05/2019 par dérogation à l'article 29 alinéa /article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Décide de modifier en conséquence les dates de projet de la fiche projet n° 19002898 relative à la subvention attribuée au titre du dispositif « centre de planification-contraception-IVG » au Conseil départemental de l'Essonne lors de la n° CP2019-160 du 22 mai 2019, telle que présentée en annexe 8 à la présente délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention en investissement octroyée par délibération n° CP 2019-081 du 19 mars 2019, à compter du 29/01/2019 par dérogation à l'article 29 alinéa /article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Décide de modifier en conséquence les dates de projet de la fiche projet n° 19001786 relative à la subvention attribuée au titre du dispositif « centre de planification-contraception-IVG » à centre de santé municipal Louis Fernet de la commune de Sevran lors de la CP2019-081 du 19 mars 2019, telle que présentée en annexe 8 à la présente délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention en investissement octroyée par délibération n° CP 2019-482 du 20 novembre 2019 à compter du 01/04/2019 par dérogation à l'article 29 alinéa /article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Décide de modifier en conséquence les dates de projet de la fiche projet n° EX046989 relative à la subvention attribuée au titre du dispositif « lutte contre les déserts médicaux – aide à l'installation et au maintien des professionnels de santé » à la maison de santé pluri professionnelle des Bayonnes - Herblay (95) lors de la CP 2019-482 du 20 novembre 2019, telle que présentée en annexe 8 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171645-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-123

DOSSIER N° EX046608 - Acquisition d'équipements et de matériel dédiés destinés au nouveau centre municipal de santé - ORLY (94)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	429 600,00 € HT	23,28 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORLY
Adresse administrative : 7 AVENUE ADRIEN RAYNAL
94319 ORLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine JANODET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements et de matériel dédiés destinés au nouveau centre municipal de santé - ORLY (94)

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats d'équipements en anticipation et en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Aide au financement d'équipements dédiés au nouveau centre municipal de santé d'Orly.

- Zonage ARS : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Conventionnement des médecins généralistes : secteur 1

Dans le cadre des politiques et dispositifs territorialisés en matière de santé et d'accompagnement médico-social, la ville d'Orly s'est engagée à définir un projet de santé, qui garantisse une offre de soins coordonnée et renforcée, en réponse aux besoins prioritaires de santé et sociaux de la population et qui fixe les priorités d'actions en santé sur le territoire. L'un des leviers de la politique municipale de santé est la création d'un centre municipal unique de santé en coeur de ville.

Ce centre de santé a vocation à maintenir l'offre de soins de premier recours actuellement proposée sur deux sites différents, à offrir des conditions d'accueil et de soins que la vétusté et l'inadaptation des locaux et des équipements spécialisés actuels ne permettent plus.

Il regroupera :
- un pôle de 6 médecins généralistes
- un pôle infirmerie : 6 infirmières dont 1 pour le secteur médecine sportive et actions de préventions, 1 aide-soignante,
- un pôle dentaire : 7/8 chirurgiens-dentistes et orthodontistes, 4 assistantes dentaires
- Un pôle de kinésithérapie : 2 kinésithérapeutes
- Un pôle de médecins spécialistes : 2 oto-rhinos laryngologistes, 1 ophtalmologue, 1 cardiologue, 1 médecin du sport, 1 sage-femme

À la fonction des soins s'ajoutent des activités de prévention :
- une consultation de médecine du sport : 1 médecin du
sport et une infirmière,
- deux consultations en tabacologie,
- des séances vaccinales bimensuelles, conventionnées avec l'ARS, activités assurées par des médecins généralistes ou un médecin de santé publique
- des actions de préventions grand public pilotées par la direction santé en appui sur le pôle infirmerie et le centre médico-sportif portant sur les thématiques buccodentaire,
cancers féminins, Plan National Nutrition Santé, prévention du cancer colorectal, prévention des addictions

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	185 000,00	43,06%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	244 600,00	56,94%
Total	429 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	255 900,00	59,57%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	23,28%
Autres subventions publiques	73 700,00	17,16%
Total	429 600,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-123

DOSSIER N° EX047889 - Création d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle - LE PRE SAINT GERVAIS (93)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	367 221,00 € TTC	30,00 %	110 166,00 €
		Montant total de la subvention	110 166,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCM MSP DU PRE
Adresse administrative : 30 RUE GABRIEL PERI
93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS
Statut Juridique : Société Civile de Moyen
Représentant : Madame Marie CHEVILLARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle - LE PRE SAINT GERVAIS (93)

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2020 - 15 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle au Pré-Saint-Gervais.

Cette structure regroupera initialement l'activité de 2 médecins généralistes et 2 professionnels paramédicaux. D'autres professionnels rejoindront, à terme, la MSP : un médecin généraliste associé, un médecin généraliste collaborateur, deux infirmières dont une coordonnatrice de cas complexes.

Zonage : zone d'action complémentaire (ZAC)
Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

A ce jour, la commune du Pré-Saint-Gervais compte 12 médecins généralistes exclusifs, soit une densité de 6,7 médecins pour 10 000 habitants contre 5,4 pour la Seine-Saint-Denis et 7,2 pour l'Ile-de-France. Parmi ces médecins, 2 sont âgés de plus de 60 ans et sont amenés à prendre leur retraite dans les 5 prochaines années, ce qui représente 17 % des effectifs en médecine générale. L'offre en médecine générale devrait donc se fragiliser à court terme dans un contexte d'augmentation des soins.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	367 221,00	100,00%
Total	367 221,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	110 167,00	30,00%
Subvention Région Ile-de-France	110 166,00	30,00%
ARS	146 888,00	40,00%
Total	367 221,00	100,00%

DOSSIER N° EX047905 - Acquisition d'équipements pour la Maison de Santé Pluriprofessionnelle des Arcades à PERSAN (95)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	57 764,00 € TTC	50,00 %	28 882,00 €
	Montant total de la subvention		28 882,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOCIETE INTERPROFESSIONNELLE DE SOINS AMBULATOIRES DE LA MAISON DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLE DE PERSAN
Adresse administrative	:	AVENUE JACQUES VOGT 95340 PERSAN
Statut Juridique	:	Sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires
Représentant	:	Monsieur ERIC ESPIE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements pour la Maison de Santé Pluriprofessionnelle des Arcades à PERSAN (95)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Aide à l'équipement de la Maison de santé pluri-professionnelle (MSP) située à Persan notamment une salle dédiée exclusivement aux petites urgences.

- Zonage ARS : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Conventionnement des médecins généralistes : secteur 1

La MSP initialement composée de 2 médecins généralistes et 4 infirmières vient d'accueillir un nouveau médecin généraliste ainsi que 2 sage-femmes. La ville de Persan n'avait aucune sage femme en exercice sur sa commune.

Le bassin de vie de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise (dont Persan est la commune la

plus peuplée) compte 38 326 habitants. La MSP est située en bordure du quartier prioritaire Le Village. Depuis 2016, il n'y a plus de cabinet de médecine généraliste au sein du quartier prioritaire. 8,5%des habitants de Persan bénéficient de la CMU-C.

Le non-recours aux soins dans les 24 derniers mois est en hausse, à Persan passant de 6,8 à 8,5% des assurés du régime général, de 10% à 14,8% pour les consultations de médecins généralistes et de 40% à 61,4% pour les soins dentaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	45 675,00	79,07%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	12 089,00	20,93%
Total	57 764,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	28 882,00	50,00%
Fonds propres	28 882,00	50,00%
Total	57 764,00	100,00%

DOSSIER N° 20003106 - Installation d'une sage-femme échographe au Perreux-sur-Marne (94)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	3 072,89 € TTC	50,00 %	1 536,45 €
	Montant total de la subvention		1 536,45 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FOUGERE ADELINE
Adresse administrative : 50 AVENUE LEDRU ROLLIN
94170 LE PERREUX-SUR-MARNE
Statut Juridique : Madame
Représentant : ADELINE FOUGERE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une sage-femme échographe au Perreux-sur-Marne (94)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La sage femme s'installe dans son cabinet à partir du mois de janvier et doit acquérir son équipement en urgence afin de ne pas retarder le début de ses consultations.

Description :
Installation d'une sage-femme échographe au sein d'une maison de santé au Perreux-sur-Marne afin de compléter l'offre existante sur cette commune.
Actuellement il y a deux sage-femmes dans cette structure mais aucune ne sont qualifiées pour pratiquer des échographies pré-natales.
L'arrivée de cette sage-femme échographe au Perreux-sur-Marne a permettre aux femmes enceintes de la commune et des environs d'éviter d'avoir recours à l'hôpital pour pratiquer leurs échographies pré-natales.

De plus la commune du Perreux-sur-Marne a été définie comme par l'ARS comme zone sous dotée (ZAC).
Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chaises	96,98	3,16%
Stores fenêtres	69,50	2,26%
Imprimante	38,99	1,27%
Pack Office	69,00	2,25%
Logiciel de télétransmission	495,00	16,11%
Lecteurs carte vitale	44,70	1,45%
Lecteur carte bancaire	19,00	0,62%
Téléphone professionnel	159,99	5,21%
Porte manteaux	18,99	0,62%
Appareil échographie	1 350,00	43,93%
Bureau	59,06	1,92%
Table d"examen	365,78	11,90%
Tabourets	47,90	1,56%
Logiciel échographie	109,00	3,55%
Logiciel Doctolib	129,00	4,20%
Total	3 072,89	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 536,45	50,00%
Fonds propres	1 536,45	50,00%
Total	3 072,90	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-123

DOSSIER N° EX047534 - Création d'une maison médicale - MAROLLES-EN-BRIE (94).

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	971 470,00 € TTC	25,73 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROLEMA
Adresse administrative : 5 RUE PIERRE BEZANCON
94440 MAROLLES EN BRIE
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame JESSICA LANGLOIS, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une maison médicale - MAROLLES-EN-BRIE (94).

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création d'une maison médicale à Marolles-en-Brie.

Cette structure regroupera, à terme, l'activité de 5 médecins généralistes dont deux primo-installations, 3 infirmières, 1 masseur-kinésithérapeute, 2 sages-femmes, 1 podologue, 1 diététicienne nutritionniste, 1 psychologue, 1 ostéopathe. Tous les médecins généralistes sont tous âgés de moins de 35 ans.

- Zonage ARS : zone d'action complémentaire (ZAC)
- Conventionnement des médecins généralistes : secteur 1

Depuis 2009, la commune a perdu 50 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte actuellement 3 médecins généralistes exclusifs, ce qui représente une densité de 6,2 médecins pour 10 000 habitants contre 7 dans le Val-de-
Marne et 7,2 en en Ile-de-France. Parmi ces 3 médecins, 1 est âgé de 60 ans ou plus et est donc amené à prendre sa retraite dans les 5 prochaines années, ce qui représente 33 % des effectifs en médecine générale.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- MAROLLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	696 500,00	71,70%
Travaux et charges afférentes	274 970,00	28,30%
Total	971 470,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	471 470,00	48,53%
Subvention Région Ile-de-France	250 000,00	25,73%
ARS	250 000,00	25,73%
Total	971 470,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-123

DOSSIER N° EX048122 - Création d'un cabinet de groupe - LE PERREUX-SUR-MARNE (94).

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	600 000,00 € TTC	30,00 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI LAL
Adresse administrative : 38 AVENUE DE JOINVILLE
94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame BARBARA MAMANE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet de groupe - LE PERREUX-SUR-MARNE (94)

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Soutien à l'acquisition d'un local pour la création d'un cabinet médical au Perreux-sur-Marne composé de 2 médecins généralistes et 2 médecins spécialistes.

- Zonage : zone d'action complémentaire (ZAC)
- Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

Depuis 2009, la commune a perdu 50 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte actuellement 3 médecins généralistes exclusifs, ce qui représente une densité de 6,2 médecins pour 10 000 habitants contre 7 dans le Val-de- Marne et 7,2 en en Ile-de-France.
Parmi ces 3 médecins, 1 est âgé de 60 ans ou plus et est donc amené à prendre sa retraite dans les 5 prochaines années, ce qui représente 33 % des effectifs en médecine
générale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	600 000,00	100,00%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	180 000,00	30,00%
Subvention Région Ile-de-France	180 000,00	30,00%
ARS	240 000,00	40,00%
Total	600 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - FICHE PROJET RELATIVE AU CENTRE DE PLANIFICATION - CONTRACEPTION – IVG

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-123

DOSSIER N° 20002850 - Acquisition d'un échographe pour le planning familial de l'hôpital Pierre Rouques - Les Bluets

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	31 300,00 € TTC	80,00 %	25 040,00 €
	Montant total de la subvention		25 040,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AMBROISE CROIZAT
Adresse administrative : 60 RUE DE LA REPUBLIQUE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CANOVAS MICHAEL, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un échographe pour le planning familial de l'hôpital Pierre Rouques - Les Bluets

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le planning familial de l'hôpital Pierre Rouques-Les Bluets souhaite une aide à l'acquisition d'un échographe permettant de faciliter la prise en charge des parcours des femmes engagées dans une démarche d'interruption volontaire de grossesse.

L'activité d'orthogénie des IVG proche du terme de 14 SA nécessite une prise en charge rapide des patientes. Cette acquisition permet la datation des grossesses sur place évitant aux femmes parfois en situation de grande détresse de devoir faire cet examen par un cabinet extérieur.

Les femmes accueillies au sein du centre sont accompagnées par une conseillère conjugale dans leurs démarches d'interruptions volontaire de grossesses.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition d'échographes à hauteur de 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € par appareil.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'échographe avec 1 table d'examen et 3 paravents	31 300,00	100,00%
Total	31 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	25 040,00	80,00%
Fonds propres	6 260,00	20,00%
Total	31 300,00	100,00%

ANNEXE 3 - FICHES PROJET RELATIVES A LA PREVENTION SANTE JEUNES

DOSSIER N° 20002934 - E-congrès IST chez les jeunes : 1ère conférence virtuelle à destination des adolescents, des jeunes adultes, des parents et des enseignants.

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	123 370,00 € TTC	20,26 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL
Adresse administrative : 4 SQUARE STE IRENEE 75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Carine FAVIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : E-congrès IST chez les jeunes : 1ère conférence virtuelle à destination des adolescents, des jeunes adultes, des parents et des enseignants.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La mise en oeuvre du e-congrés a nécessité un travail préparatoire (création du programme, recherche des intervenants, création et lancement des questionnaires…) en amont de la mise en ligne.

Description :
À l'ère du numérique, le Planning familial innove en inscrivant la lutte contre les IST (infections sexuellement transmissibles) et le VIH sur un nouveau territoire : les plateformes d'information et de formation virtuelles. Le e-congrès IST chez les jeunes a pour objectifs de :
- Faciliter l'accès des adolescents, des jeunes adultes, des parents et des enseignants à une information fiable et de qualité sur les IST et la santé sexuelle via un outil pédagogique innovant, adapté et accessible sur internet ;
- Susciter des changements de comportements afin de prévenir les IST et les aider à mieux connaitre et comprendre les enjeux de la santé sexuelle.

L'e-congrès IST chez les jeunes est la première conférence virtuelle abordant les thématiques des IST et

de la santé sexuelle chez les jeunes de 15 à 25 ans, au travers d'une philosophie de réduction des risques et de promotion de la santé. Par le biais de clips et de vidéos, ce nouveau dispositif pédagogique permettra aux jeunes ainsi qu'à leurs parents et aux enseignants d'avoir accès à des informations et d'obtenir des réponses à leurs questionnements et ceci avec leur concours.
Cette conférence dématérialisée permettra aussi d'apprendre au travers des échanges entre les jeunes, les personnes de référence (parents, éducateurs, professeurs, membres d'association, Youtubeurs, personnalités influentes, acteurs des services publics...), et d'avoir accès à des informations validées par des professionnels de santé et experts dans le domaine de l'épidémiologie, des moyens de prévention, de dépistage et des traitements des IST.
Ce e-congrès reproduit en 3D l'environnement d'un congrès en présentiel et sera accessible gratuitement. Cet outil pédagogique, nouvel espace d'échange et d'information, pourra également être visionné dans le cadre scolaire lors de séances d'éducation à la sexualité.

Les thématiques du programme ont été définies à partir des retours aux questionnaires pour lesquels 4105 jeunes de 15 à 25 ans ont répondu. Ce programme a donc été co-construit avec la participation des principaux intéressés et reflète leurs besoins en matière de prévention. Le programme comprendra des tables rondes, et des vidéoclips pédagogiques réalisés par des Youtubeurs plébiscités par les jeunes et choisis par les jeunes du Planning Familial.

La plateforme pédagogique pourrait être lancée sur internet à la date prévisionnelle du 07/04/2020 qui est la journée mondiale de la santé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Déplacements, missions et réceptions	6 500,00	5,27%
Honoraires	66 500,00	53,90%
Publicité	1 550,00	1,26%
Divers : conception et impression de flyers	1 450,00	1,18%
Rémunération des personnels et charges	47 370,00	38,40%
Total	123 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	25 000,00	20,26%
Ministère Outre Mer	25 000,00	20,26%
SPF	20 000,00	16,21%
Entreprises	5 000,00	4,05%
Autres	38 370,00	31,10%
Participation des adhérents	10 000,00	8,11%
Total	123 370,00	100,00%

DOSSIER N° 20003172 - Sensibilisation des professionnels en contact avec les jeunes adolescents et jeunes adultes âgés de 13 à 25 ans en souffrance psychique

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	412 560,00 € TTC	12,12 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LAVITA
Adresse administrative : 3 RUE CHARLES BAUDELAIRE
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GUY BENAMOZIG, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Sensibilisation des professionnels en contact avec les jeunes adolescents et jeunes adultes âgés de 13 à 25 ans en souffrance psychique.

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Une étude a démontré que le risque de suicide tombait considérablement après une psychothérapie de court terme.
Le projet de l'association Lavita se décline selon plusieurs temps :
- une prise de contact avec les différents professionnels de terrain auprès des Missions locales d'Ile-de-France, de groupes de professionnels de l'éducation nationale (infirmières, assistantes sociales, médecins scolaires), de foyers de jeunes travailleurs et de jeunes filles, etc.
- une action de sensibilisation lors de la présentation du dispositif
- la proposition de formation si ces professionnels le souhaitent pour les mobiliser à repérer un jeune en mal-être
- une orientation des jeunes vers le dispositif par les professionnels sensibilisés
- la prise en charge des jeunes par les psychologues de proximité
- un soutien psychologique de 4 mois
- une évaluation à l'arrivée et à la sortie du suivi par des auto-questionnaires référencés et validés par la profession.

Ce projet concerne les adolescents et jeunes adultes âgés de 13 à 25 ans, fragiles, vulnérables, décrocheurs scolaires, certains ayant des conduites à risques, d'autres de de dépendances, parfois déviantes. L'objectif est d'accompagner environ 300 jeunes en 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
sont déduits de la base subventionnable les dotations aux amortissements.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats fournitures administratives	3 600,00	0,87%
Services extérieurs : location, assurance, documentation	22 440,00	5,42%
honoraires	363 350,00	87,77%
publicités	6 450,00	1,56%
Autres services extérieurs : déplacements, missions, frais postaux et de télécommunication	16 140,00	3,90%
Autres charges de gestion courante : licences	580,00	0,14%
Dotations aux amortissements	1 440,00	0,35%
Total	414 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 000,00	12,08%
Education nationale	20 000,00	4,83%
CPAM	100 000,00	24,15%
CRAMIF	50 000,00	12,08%
Participation des adhérents	19 000,00	4,59%
Fondations	175 000,00	42,27%
Total	414 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-123

DOSSIER N° 20003205 - Soutien aux permanences d'écoutes psychologiques pour les étudiants franciliens

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NIGHTLINE PARIS
Adresse administrative : 45 RUE D ULM
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick SKEHAN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien aux permanences psychologiques à destination des étudiants franciliens.

Dates prévisionnelles : 25 mars 2020 - 25 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Nightline Paris est une association étudiante qui travaille sur des questions de santé mentale. Existante dans plusieurs pays européens, elle propose un service unique d'aide psychologique aux étudiants, population particulièrement exposée aux risques psychologiques. Le suicide est la deuxième cause de mortalité chez les 18-25 ans et la première si l'on tient compte des accidents et des prises de produits toxiques. Les services d'aides psychologiques universitaires ne sont pas en mesure de répondre à toutes les demandes.
En plus de son activité d'écoute téléphonique et d'accompagnement, elle gère plusieurs projets, notamment deux services d'écoute gratuits, l'un en français et l'autre en anglais, à destination des étudiants qui ressentent le besoin de parler. Ces services sont tenus par des étudiants bénévoles, formés à l'écoute en lien avec des professionnels de santé.
Elle mène également depuis plusieurs années des actions de communication et de sensibilisation autour des problématiques de santé mentale étudiante. Ces actions ont lieu sur les réseaux sociaux, sur les campus et les résidences universitaires avec des actions de formation à destination des étudiants et des professeurs.
En partenariat avec les universités et plusieurs acteurs publics, l'association connaît un fort

développement avec une hausse de 100% des appels pour 2019, soit un total de plus de 3 000 entretiens téléphonique qui durent en moyenne 37 minutes. Le projet de cette année entend offrir de nouveaux services comme un accompagnement personnalisé approfondi, le recrutement de nouveaux bénévoles ainsi que l'ouverture de nouveaux espaces d'accueil situés dans Paris et dans le nord parisien.
La Région Ile-de-France fait de la santé mentale des jeunes une des priorités de son action en 2020. Le soutien au projet de développement face à la croissance de l'activité et à l'implantation dans de nouvelles universités représente une opportunité d'aider de manière concrète la population étudiante et jeune en valorisant l'engagement de ces derniers au service de la collectivité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations	10 000,00	10,00%
Rémunération des personnels	60 000,00	60,00%
Charges sociales	30 000,00	30,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	50,00%
Subvention Commune (attribuée)	35 000,00	35,00%
Subvention Autres établissements publics (sollicitée)	15 000,00	15,00%
Total	100 000,00	100,00%

ANNEXE 4 - CONVENTION ET FICHE PROJET MFPF

Convention de partenariat renforcé

Entre

La Région Île-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la Région »
D'une part,

et

La Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial, situé au 4, Square Saint-Irénée 75011 PARIS
Représentée par Madame Marianne Niosi, présidente du Mouvement Français pour le Planning Familial – Fédération Régionale d'Île-de-France,
Ci-après dénommé « **Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial** »,
D'autre part,

« La Région » et « la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial » sont communément dénommés « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Pour la Fédération d'Île-de-France du Planning familial

Le Planning Familial lutte pour construire une société d'égalité entre les femmes et les hommes, et pour les droits des femmes et contre toute forme de discrimination liée au genre, en toute indépendance politique.

Membre de la confédération nationale du Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF), le Mouvement Français pour le Planning Familial - Fédération régionale d'Île-de-France (MFPF IDF) est un mouvement féministe et d'éducation populaire, qui lutte pour le droit à l'information et à l'éducation permanente afin de créer les conditions d'une sexualité vécue sans répression ni dépendance, dans le respect des différences, de la responsabilité et de la liberté des personnes. Il encourage à promouvoir une éducation à la sexualité dès le plus jeune âge et à favoriser des relations égalitaires entre filles et garçons.

La Fédération MFPF IDF lutte contre les inégalités sociales et les oppressions et agit pour le changement des mentalités et des comportements. Elle lutte contre l'oppression spécifique des femmes et toutes les formes de discriminations et de violences, notamment sexuelles dont elles sont l'objet. Elle défend le droit à la contraception et à l'avortement. La Fédération IDF du MFPF entend défendre les conditions d'une prise de conscience individuelle et collective pour que l'égalité des droits et des chances soit garantie à toutes et tous, fille-garçon, femme-homme sur tout le territoire d'Île-de-France qu'elle couvre, aussi bien en milieu urbain que rural.

Pour la Région Île-de-France

La Région Île-de-France est pleinement engagée de façon résolue et énergique dans la lutte contre les fractures territoriales et sociales de santé, et agit tout particulièrement en faveur des femmes, de leur santé et notamment de leur droit à disposer librement de leur corps et de leur émancipation. La Région Île-de-France a ainsi mis en œuvre de nombreux dispositifs en ce sens.

Par ailleurs, la Région Île-de-France porte une attention toute particulière au libre choix des femmes et au respect de leurs droits en matière de contraception et d'accès à l'information en santé sexuelle et vie affective. C'est dans cette optique que le site internet, **iPassContraception**, a été conçu. Il permet de localiser et de prendre contact directement avec les structures spécialisées et ainsi de les aider à trouver le bon professionnel pour répondre à leurs besoins de santé, notamment en matière de santé sexuelle. Ce site réunit l'ensemble des informations relatives à la contraception, au dépistage, à l'IVG ou au suivi de la grossesse.

La Région Île-de-France agit pour le quotidien des femmes et n'a de cesse de renforcer son action en faveur de celles-ci et notamment de leur santé. De nombreuses actions de terrain sont conduites sur le terrain comme par exemple l'expérimentation d'un centre d'hébergement à l'hiver 2018 pour une dizaine de mères sans solution de logement qui sortaient de maternité et ce en lien avec La Croix Rouge et la maternité de Saint-Denis. En outre des partenariats structurants sont noués avec des acteurs clés pour la santé des femmes, à l'instar de la Maison des femmes de Saint-Denis ou encore de la Maternité des Lilas.

La Région Île-de-France est aussi au même titre que le mouvement du planning familial totalement engagé en faveur de l'**égalité Femmes/Hommes**. De nombreuses mesures sont ainsi prises dans différents champs d'action de la Région que ce soit par exemple en matière d'éducation, de solidarité ou encore de sport. La Région peut aussi s'appuyer sur son organisme associé le **Centre Hubertine Auclert**, dont l'expertise sur ces sujets est unanimement reconnue.

En outre, la Région Île-de-France peut aussi compter sur la mobilisation **d'Île-de-France Prévention-santé-sida** impliqué dans la prévention santé des jeunes, intervenant auprès de près de 100 000 lycéens et apprentis chaque année.

Enfin, la Région Île-de-France est aujourd'hui un acteur incontournable de la lutte contre les violences faites aux femmes déclarée grande cause régionale en 2017. Cette action résolue

pour combattre ce fléau a permis depuis 2016 d'engager près de 3 M€ pour soutenir les acteurs associatifs intervenant dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Cette action a ainsi permis, entre autre, de doubler le nombre de logements sociaux en lien avec la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF), de soutenir les structures d'accueil des femmes victimes, de renforcer la sécurité dans les transports en commun avec la mise en place en lien avec la SNCF d'un numéro d'appel unique 3117 ou encore de proposer aux femmes victimes de violences et à leurs enfants un accompagnement juridique dans leurs parcours judiciaire. Le téléphone grand danger, désormais disponible sur l'ensemble des 8 départements qui composent le territoire francilien, vient compléter le dispositif.

Pour la Région Île-de-France et le planning familial

La Région Île-de-France a fait le choix de s'appuyer sur l'expertise de grands acteurs de la santé pour résorber les fractures sociales et territoriales en Île-de-France et ainsi développer des projets communs sur le territoire de l'Île-de-France.

Ce partenariat renforcé s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Région solidaire en santé » n° CP 2019-160 du 22 mai 2019.

Dans cette perspective, la Région Île-de-France et la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial souhaitent engager une coopération renforcée afin notamment d'améliorer la santé des femmes et d'engager des actions structurantes sur l'ensemble du territoire régional. C'est l'objet de la présente convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet et mise en œuvre de la convention

La Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial et la Région Île-de-France s'engagent, à travers la présente convention de partenariat, à travailler conjointement pour une Région solidaire en santé, au sein de laquelle la lutte contre les fractures territoriales et sociales de santé est une priorité.

Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour la région Île-de-France et les Franciliens, et tout particulièrement pour les personnes les plus vulnérables, en matière d'accès aux droits et à la santé, de promotion, d'éducation et d'accompagnement. Ce partenariat vise ainsi à la réalisation d'actions en partenariat concrètes et efficaces au service d'une région innovante et solidaire.

L'objectif est d'installer un partenariat durable, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité en Île-de-France pour les bénéficiaires. Egalement, ce partenariat offrira aux actions conduites un potentiel de réussite accru, avec une méthode de travail partagée.

Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent du champ de la santé et des solidarités. Ce partenariat s'articulera sur trois axes principaux :

- ✓ le soutien aux missions essentielles et fondamentales de la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial ;
- ✓ l'accès à la santé et promotion du bien-être des femmes vulnérables, notamment en sortie de maternité ;
- ✓ la lutte contre les violences faites aux femmes.

Ce partenariat impliquera également une démarche de recherche d'autres financements complémentaires pour nourrir les actions initiées.

ARTICLE 2 – Comité de pilotage

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de pilotage, qui aura en charge le suivi des relations entre la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et les projets en cours de chacune des Parties, les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les Parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Le comité de pilotage est présidé par la Vice-Présidente en charge des Solidarités, de la santé et de la famille, avec la participation éventuelle d'autres Vice-présidents, en fonction des thématiques concernées. Il se réunit à minima une fois par an.

Le comité de pilotage peut aussi être organisé sous forme de groupes de travail, s'il le juge nécessaire, réunissant les services de la Région et les équipes de la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial, afin d'approfondir les possibilités de partenariat sur d'autres sujets.

ARTICLE 3 – Engagements de la Région Île-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de la santé, la Région s'engage à :

- Informer la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial des différents dispositifs en droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés pour ses actions dans les domaines de la citoyenneté, de la santé, des loisirs, du sport, des solidarités, du numérique, de la culture et de l'engagement citoyen.

- Soutenir en particulier l'engagement de la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial en faveur d'actions spécifiques dans le champ de la santé des plus précaires, notamment des femmes, afin de favoriser l'accès à la santé au plus grand nombre.

- Soutenir la diffusion et la communication du numéro vert national 0 800 08 11 11 « Sexualité, Contraception, IVG » du MFPF, et ce pour faciliter l'accès à l'information des franciliennes et franciliens.

- Soutenir les formations proposées autour de la « Promotion de la santé sexuelle et reproductive ».

- Informer la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de la santé et des violences faites aux femmes.

- Apporter son concours aux actions menées par la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial, notamment en organisant des événements communs qui pourront se tenir dans les locaux régionaux, sous réserve de disponibilité et de nécessité de service public.

Le soutien régional s'entend sous réserve du vote des élus et dans la limite des crédits disponibles au budget régional.

ARTICLE 4 – Engagements de la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial

En contrepartie, la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial s'engage à :

- **Coordonner à l'échelon de l'Île-de-France les diverses actions de ses structures départementales en matière de prévention et de sensibilisation des publics et professionnels sur la santé sexuelle**, l'égalité femmes/hommes et la prévention des violences faites aux femmes, la lutte contre les discriminations ; Renforcer la coordination régionale interne de manière à favoriser une meilleure connaissance des actions conduites sur le territoire francilien par les bénévoles et établissements de la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial.

- **Renforcer l'accès à la contraception et à l'IVG en Île-de-France**, notamment à travers le dispositif national du Numéro Vert « Sexualités, Contraception, IVG ».

- **Intervenir plus spécifiquement sur les questions de vie affective et sexuelle à destination des femmes** : améliorer la prévention de la santé des femmes et de leur bien-être, lutter contre la précarité menstruelle, engager des actions pour améliorer l'information des femmes sur l'endométriose, soutenir des projets en faveur de la prévention des violences faites aux femmes.

- **Travailler spécifiquement sur la question de la santé et du bien-être des femmes en situation de handicap.**

- Participer avec la Région Île-de-France à développer une région solidaire à partir des thématiques prioritaires et les actions communes identifiées.

- Fournir régulièrement à la Région Île-de-France les bilans de son activité à travers des données quantitatives et qualitatives pouvant contribuer aux différentes politiques publiques régionales.

- Se rendre disponible pour être auditionné sur des questions liées à son champ d'expertise et de compétences, afin d'alimenter les travaux de la Région et produire

des propositions liées à la connaissance du terrain, afin de porter à connaissance de bonnes pratiques.

- Informer la Région Île-de-France de ses projets d'évènements et manifestations en lien avec la présente convention et si nécessaire l'associer.

L'ensemble de ces projets sont mis en place parallèlement aux missions des Etablissements d'Information, de Consultation et de Conseil Familial (EICCF) ou du planning familiale des huit associations départementales.

ARTICLE 5 – Communication

Les deux parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication qui entrent dans le champ de la présente convention.

La Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région, ainsi qu'à assurer la présence du logo de la Région sur l'ensemble des supports d'information et de communication traitant des actions qu'elle soutient.

ARTICLE 6 – Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 – Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prend effet le jour de sa signature par les parties.

ARTICLE 8 – Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant de mise en demeure.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France	**Pour la Fédération Régionale d'Île-De-France du Planning Familial**
Valérie Pécresse	Marianne Niosi
Présidente de la Région Île-de-France	Présidente de la Fédération Régionale d'Île-de-France du Planning Familial

DOSSIER N° 20003180 - « Genre et Santé Sexuelle » – Information - Prévention - Formation

Dispositif : Contraception - Grossesses précoces - IVG - Partenariats renforcés (n° 00001192)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100112- Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contraception - Grossesses précoces - IVG - Partenariats renforcés	225 496,00 € HT	44,33 %	99 968,00 €
	Montant total de la subvention		99 968,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL - FEDERATION REGIONALE D'ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 4 SQ STE IRENEE 75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIANNE NIOSI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : « Genre et Santé Sexuelle » – Information - Prévention - Formation

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action se déroulant sur l'année civile.

Description :
Les thématiques d'interventions de la structure sont liées à la santé, aux droits des femmes et aux sexualités. Elles visent la réduction des inégalités en matière de santé sexuelle, l'éducation à la sexualité et la lutte contre les violences faites aux femmes.
Le projet présenté se décline en quatre actions :
- Plateforme téléphonique : dans le cadre du Numéro vert national "sexualités - contraception - ivg" (0 800 08 11 11), anonyme et gratuit, la permanence est ouverte 6 jours sur 7, de 9h à 19h ; elle permet une écoute et information relative à l'IVG, la contraception et toutes les questions liées à la sexualité. Pour les IVG, une orientation vers les lieux proposant une IVG dans les meilleurs délais en tenant compte du souhait des femmes (méthode, lieu) ... environ 7700 personnes ont appelé en 2019.
- Prévention et sensibilisation des publics et professionnels : le MFPF IDF organise des animations pour groupes de jeunes et d'adultes sur la santé sexuelle, l'égalité femmes/hommes et la prévention des violences faites aux femmes, la lutte contre les discriminations. Ces sensibilisations/formations visent les professionnels du secteur social, médical, de l'éducation nationale... cet axe vise environ 1700 personnes.

- Programme « Handicap et alors ? » : il vise à faire reconnaître et à promouvoir la vie relationnelle, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap et à changer le regard social sur leur sexualité. Egalement un des objectifs de ce programme est de rendre autonome tous les acteurs d'une institution pour que soit réellement pris en compte le champ de la santé sexuelle dans la vie de l'établissement. Un accent particulier est mis sur la connaissance du corps, les émotions, le rapport espace intime/espace privé. 270 personnes sont visées.
- Formations et analyse de la pratique : afin de permettre aux équipes de la Fédération d'Ile-de-France de se former, échanger sur leurs pratiques, réactualiser leurs connaissances, des formations sont proposées autour de la "Promotion de la santé sexuelle et reproductive". Cette action vise 80 personnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont déduits de la base subventionnable les frais bancaires et dotations.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats Matière et fournitures	2 123,00	0,87%
Achats Autres fournitures	792,00	0,32%
Sous-traitant Associations Départementales	147 997,00	60,30%
Location	2 079,00	0,85%
Assurance	208,00	0,08%
Documentation	198,00	0,08%
Rémunération d'inter. et honoraires	12 326,00	5,02%
Publicité, publications, relations publiques	6 980,00	2,84%
Déplacements, missions et réceptions	5 935,00	2,42%
Services bancaires postaux	2 475,00	1,01%
services bancaires	13 000,00	5,30%
Taxes sur les salaires	199,00	0,08%
frais de personnels	46 659,00	19,01%
Dotations	4 455,00	1,82%
Total	245 426,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	99 968,00	40,73%
Etat FDVA formation	7 000,00	2,85%
Etat FDVA finovation	5 400,00	2,20%
ARS	112 148,00	45,70%
CRAMIF	14 910,00	6,08%
produits, services, ventes	6 000,00	2,44%
Total	245 426,00	100,00%

ANNEXE 5 - FICHE PROJET RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT DES PROFESSIONNELS DE SANTE

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-123

DOSSIER N° 20003085 - Aide à l'ouverture des stages territoriaux en médecine de ville en Seine-Saint-Denis en lien avec l'Université Paris XIII

Dispositif : Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité (n° 00001140)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100107- Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité	18 000,00 € TTC	50,00 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMITE EDUCATION SANTE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative	:	74 RUE MARCEL CACHIN 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur LAURENT BAUER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à l'ouverture des stages territoriaux en médecine de ville en Seine-Saint-Denis en lien avec l'Université Paris XIII

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Aide à l'ouverture de stages territoriaux en médecine de ville pour le trimestre d'été 2020.

Dans le cadre de la délibération Région Solidaire en santé, la Région s'est engagée à soutenir les actions qui permettent une meilleure coordination sur le territoire entre les différents acteurs de la santé et de soutenir les structures de prévention et de promotion de la santé.
Le CODES 93, association de prévention et de promotion de la santé en Seine-Saint-Denis, à produit avec l'aide de la Région en octobre 2019, une étude de faisabilité pour permettre à des étudiants en médecine de réaliser des stages en médecine de ville dans un territoire défini, la Seine Saint Denis. La première phase de cette expérimentation a permis de trouver des terrains de stage dans l'ensemble des disciplines de la médecine de ville : cabinets, maisons de santé, CPTS (communautés professionnelles territoriales de santé), EHPAD etc.
Aujourd'hui ce projet vise à enclencher la deuxième phase du projet toujours en partenairat avec l'UFR Santé de l'université Paris 13: participer à l'ouverture de stages territoriaux en médecine de ville.

Ce projet se déroulera comme suit :
- Pédagogie :
Présentation du projet pédagogique et des différentes fiches de poste : commission des stages du 27 avril 2020
Présentation du projet de formation : commission pédagogique juin 2020
- Étape d'affectation en stages :
Choix des D4 (6ème année = dernière année du second cycle) : début septembre pour stage de premier trimestre octobre – décembre 2020
Répartition cible : 12 à 16 étudiants (environ 8% à 10% de la promotion) dans 3 à 4 CPTS partenaires
- Étape de formation des intervenants :
Formation universitaire des encadrants d'étudiants au sein des CPTS : mai 2020
Préparation des étudiants aux fonctions de coordination en CPTS : septembre 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	600,00	3,33%
Charges diverses de gestion courante : charges de personnels et charges sociales	17 400,00	96,67%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	9 000,00	50,00%
Université Paris XIII	9 000,00	50,00%
Total	18 000,00	100,00%

ANNEXE 6 - FICHE PROJET RELATIVE AU SOUTIEN AUX GRANDES VULNERABILITES

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-123

DOSSIER N° 20003084 - Ateliers d'accompagnement des femmes dans l'après-cancer à la Maison Rose

Dispositif : Soutien aux grandes vulnérabilités (n° 00001163)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100111- Région solidaire en santé

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux grandes vulnérabilités	358 790,00 € TTC	8,36 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROSE
Adresse administrative : 9 RUE CONDE
33000 BORDEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine VEILLET-MICHELET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ateliers d'accompagnement des femmes dans l'après-cancer à la Maison Rose

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet est inscrit sur toute l'année 2020. Certaines femmes ont déjà commencé leur accompagnement dès le mois de janvier.

Description :
25 000 nouveaux cas de cancer en Ile-de-France sont détéctés chez la femme chaque année. Pour le seul cancer du sein, Paris est le département de France présentant la plus forte incidence de cancer du sein. Pour faire face, la Maison Rose agit pour accueillir, informer et accompagner ces femmes de l'annonce du cancer jusqu'après la maladie.

Ce projet vise à accompagner 350 femmes par an sur l'après-cancer. L'objectif est de permettre aux femmes de reprendre le travail dans de bonnes conditions et d'éviter le recours à une polongation de l'arrêt maladie. Il s'agit de leur donner un nouvel élan grâce à un cadre qui les aidera à préparer leur retour à l'emploi sereinement via des ateliers de coaching, de nutrition, de sport, de gestion du stress ainsi qu'une meilleure connaissance de leurs droits. Enfin, il s'aigt également de les accompagner pour réintégrer le droit commun.
Les ateliers proposés sont effectués en petit nombre afin de garantir un accompagnement personnalisé et de qualité pour toutes.

Exemple d'ateliers : Lutte contre les traumatismes post cancer, hygiène de vie pour lutter contre les récidives, retour à l'emploi ...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclus de la base subventionnable les frais bancaires, pour un montant de 500€, portant celle-ci à 358.790€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyer	24 100,00	6,71%
Internet-Téléphonie	500,00	0,14%
Electricité	5 100,00	1,42%
Eau	600,00	0,17%
Assurance	800,00	0,22%
Achat ateliers	1 500,00	0,42%
Frais bancaire	500,00	0,14%
Frais cabinet RH et compabilité	8 400,00	2,34%
Achat de fonctionnement (fournitures)	3 000,00	0,83%
Frais de restauration / évènementiel	1 500,00	0,42%
Informatique / Infogérence	3 000,00	0,83%
Maintenance incendie	500,00	0,14%
Téléphonie	150,00	0,04%
Impression	1 500,00	0,42%
Charges salariales	220 000,00	61,23%
Formations	4 000,00	1,11%
Intervenant ateliers	74 840,00	20,83%
Frais postaux et frais de télécommunications	500,00	0,14%
Frais de ménage	6 800,00	1,89%
Communication	2 000,00	0,56%
Total	359 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-france	30 000,00	8,35%
Fondation L'Oréal	100 000,00	27,83%
Astra Zeneca	30 000,00	8,35%
Fondation MACIF	20 000,00	5,57%
ARS	8 000,00	2,23%
Ville de Paris	30 000,00	8,35%
Participation des adhérentes	1 000,00	0,28%
Dons	450,00	0,13%
Report 2019	139 840,00	38,92%
Total	359 290,00	100,00%

ANNEXE 7 - AVENANT N°1 MODIFICATIF A LA CONVENTION AVEC LE CRIPS

AVENANT MODIFICATIF N°1
à la Convention d'objectifs et de moyens entre
la Région Île-de-France et le CRIPS Île-de-France
pour la période 2018-2020

La Région d'Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

le Centre régional d'information et de prévention du sida (CRIPS) Île-de-France,
association loi 1901,
dont le n° SIRET est : 354000689 00043 - CODE NAF : 94.99Z
dont le siège social est situé : 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN,
ayant pour représentant son Président, Monsieur Jean SPIRI,
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2018-064 du 24 janvier 2018, la Région a adopté la convention fixant le contenu et les modalités de collaboration entre la Région et le Centre régional d'information et de prévention du sida (CRIPS) Île-de-France, et qui définit les objectifs et les modalités de suivi des réalisations du CRIPS Île-de-France, ainsi que le soutien de la Région apporté à cet organisme qui contribue, par ses actions, à la prévention des comportements présentant des risques pour la santé.

Cette convention a été signée pour une période de 3 ans, à compter du 1er janvier 2018.

Le présent avenant vise à modifier l'article 3.4 « *Obligations administratives* » en son point 4 de la convention actuelle afin de modifier les capacités de paiement de l'organisme.

ARTICLE 1

Le point 4 de l'article 3.4 est modifié comme suit :

«Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires…).»

ARTICLE 2

Tous les autres articles de la convention sont inchangés.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en deux exemplaires originaux,

Le,
…….....

Pour la Région

La Présidente du Conseil régional d'Île-De-France

Valérie PECRESSE

Le,
…….....

Pour le Centre régional d'information et de prévention du sida (CRIPS) Île-de-France,
Le Président

Jean SPIRI

ANNEXE 8 - FICHES PROJET RECTIFICATIVES RELATIVES A L'AUTORISATION ET A LA RECTIFICATION DE DATES DE DEMARRAGE ANTICIPE

Commission permanente du 22 mai 2019 - CP2019-160
Modification le 4 mars 2020 – CP 2020-123

DOSSIER N° 19002898 - Renouvellement du parc des échographes des structures de la protection maternelle et infantile du CD 91

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-204131-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	304 614,00 € TTC	50,23 %	153 000,00 €
	Montant total de la subvention		153 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur François DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats de l'équipement en anticipation et en urgence permettant d'assurer la continuité des soins.

Description :
Avec ses 16 centres de planification et d'éducation familiale, le Conseil départemental de l'Essonne accompagne au quotidien les femmes et les couples sur des sujets relatifs à la contraception, la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) ou encore la prévention des violences.

S'agissant de la liberté de choix des femmes en matière de sexualité, les CPEF pratiquent des IVG médicamenteuses depuis 2010. Ce dispositif permet aux femmes de trouver au sein de ces centres une écoute adaptée répondant à leurs besoins en termes de délais, de proximité et de qualité de la prise en charge.

Dans le cadre de cette activité, la précision et la fiabilité des échographes utilisés par les professionnels départementaux constitue un préalable indispensable. Le parc départemental est aujourd'hui vieillissant et nécessite d'être renouvelé. Celui-ci a été acquis entre 2010 et 2011.

Dans le cadre de ce renouvellement de matériel échographique, la Région apporte son soutien au département de l'Essonne pour l'équipement des 15 centres listés ci-dessous :

- CPEF de Massy (8bis place Schoëlcher, 91 300 Massy)
- CPEF de Longjumeau (142 rue Pierre et Marie Curie, 91 160 Longjumeau)
- CPEF des Ulis (20 résidence "Le Bosquet", 91 940 Les Ulis)
- CPEF de Vigneux (115 rue Brossolette, 91 270 Vigneux)
- CPEF de Quincy-sous-Sénart (8 résidence le Vieillet, 91 480 Quincy-sous-Sénart)
- CPEF d'Athis Mons (10 rue des Picardeaux, 91 200 Athis Mons)
- CPEF de Savigny sur Orge (28 rue des Prés Saint Martin, 91 600 Savigny sur Orge)
- CPEF de Corbeil (Chemin des Mozards, 91 100 Corbeil)
- CPEF d'Evry (11 bd de l'Europe, 91 090 Evry)
- CPEF de Grigny (10 rue Rol Tanguy, 91350 Grigny)
- CPEF de Brétigny-sur-Orge (18 place Fédérico Garcia Lorca, 91 220 Brétigny sur Orge)
- CPEF de Morsang sur Orge (31 rue de l'Epargne, 91 390 Morsang sur Orge)
- CPEF d'Arpajon (25 bis route d'Egly, 91 290 Arpajon)
- CPEF de Doudan (1 rue Saint Pierre, 91 410 Dourdan)
- CPEF d'Etampes (21 rue Jean-Baptiste Eynard, 91 150 Etampes)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
15 échographes avec sondes convexes et sondes endocavitaires	304 614,00	100,00%
Total	304 614,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	151 614,00	49,77%
Région IDF	153 000,00	50,23%
Total	304 614,00	100,00%

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-081
Modification le 4 mars 2020 – CP 2020-123

DOSSIER N° 19001786 - Acquisition d'un échographe pour le centre de santé municipal Louis Fernet de la commune de Sevran

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-204141-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	63 899,41 € TTC	78,25 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SEVRAN
Adresse administrative : 28 AVENUE DU GENERAL LECLERC
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane BLANCHET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un échographe pour le centre de santé municipal de la commune de Sevran

Dates prévisionnelles : 29 janvier 2019 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats de l'équipement en anticipation et en urgence permettant d'assurer la continuité des soins.

Description :
Le Centre Municipal de Santé Louis Fernet de Sevran héberge dans ses locaux le Planing Familial et l'Atelier Santé Ville (ASV). Le centre de planing familial a vu son activité augmenter de 32% entre 2017 et 2018.

Les médecins exerçant au sein du CMS ont réalisés 31 039 actes médicaux dont 1 524 en Gynécologie et 1519 en échographie (chiffres au 19 décembre 2018).

L'échographe actuel du centre, aujourd'hui obsolète, est utilisé à la fois par un médecin spécialisés en échographie, un cardiologue et un phlébologue.

Les femmes accueillies au sein du centre sont accompagnées par une conseillère conjugale dans leurs démarches d'interruptions volontaire de grossesses.

L'acquisition d'un nouveau matériel de qualité doit permettre de répondre au mieux aux besoins de la population sevranaise et de faciliter la prise en charge des parcours des femmes engagées dans une démarche d'interruption volontaire de grossesse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Pour l'acquisition d'échographes, la subvention est plafonnée à 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € par appareil.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Echographe	63 899,41	100,00%
Total	63 899,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune	13 899,41	21,75%
Région Île-de-France	50 000,00	78,25%
Total	63 899,41	100,00%

Commission permanente du 20 novembre 2019 - CP2019-482
Modification le 4 mars 2020 – CP 2020-123

DOSSIER N° EX046989 - Aide à l'équipement de la maison de santé pluriprofessionnelle des Bayonnes - Herblay (95)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	135 970,46 € TTC	22,06 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MAISON DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLE DES BAYONNES
Adresse administrative	:	43 RUE DU GENERAL DE GAULLE 95220 HERBLAY SUR SEINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ASMA GHOMARI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à l'équipement de la maison de santé pluridisciplinaire des Bayonnes - Herblay (95)

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats d'équipements en anticipation et en urgence permettant une installation des professionnels au sein de la structure à la date prévue.

Description :
La Maison de santé pluriprofessionnelle des Bayonnes sollicite une aide à l'équipement. Elle regroupera à terme 2 médecins généralistes dont 1 formé à la pédiatrie, 1 gynécologue en secteur 1, plusieurs spécialistes effectuant des vacations en secteur 1 (dermatologie, cardiologie, gastro-entérologie), 3 IDE, 1 kinésithérapeute et 2 sage-femmes.

- Zonage : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

Cette structure s'établit dans un nouveau quartier en plein essor avec nombreux besoins notamment dans le cadre du suivi des femmes, des enfants et des maladies chroniques.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	28 625,87	21,05%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	107 344,59	78,95%
Total	135 970,46	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	22,06%
Autres recettes (préciser)	105 970,46	77,94%
Total	135 970,46	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-112

DU 4 MARS 2020

MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 2E RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8 modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 publié au JOUE L 313 du 10/12/2018 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 » ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 22 janvier 2016 « portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 » ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération CR 38-16 du 17 mars 2016 modifiée par la CP 16-428 du 21 septembre 2016 et par la CP 2017-242 du 5 juillet 2017 ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération n° CP 2018-063 du 24 janvier 2018 relative à la « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2018 – 1ère affectation pour 2018 » ;

VU la délibération n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région Solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n°CP 2018-258 du 4 juillet 2018 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 5e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 7e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 « Politique régionale en faveur du

Handicap et des MDPH – 5eme affectation pour 2018 » ;

VU la délibération n°CP 2019-478 du 20 novembre 2019 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 7ème rapport pour 2019 » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-112 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Partenariat avec la Fédération nationale solidarité femmes

Décide d'attribuer une subvention de 40 000 €, présentée en annexe 1, en faveur de la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) dans le cadre de la convention approuvée par délibération CR38-16 du 17 mars 2016 modifiée, pour l'accès au logement locatif social des femmes victimes de violences conjugales ou familiales.

Affecte une autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles», au titre du budget 2020.

Article 2 : Soutien régional aux actions associatives pour les enfants en précarité et leur famille - réaffectation

Décide de participer, au titre du Soutien régional aux actions associatives pour les enfants en précarité et leur famille, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 32 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018- 537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 32 000 € disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles», au titre du budget 2020.

Article 3 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Accueils de jour, établissements et services accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants

Décide de participer, au titre du programme « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 198 300 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 198 300 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 142 003 01 « Etablissements et services pour femmes en difficulté» au titre du budget 2020.

Article 4 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 385 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 385 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2020.

Article 5 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif de soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Décide de participer, au titre du programme «Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance», au financement des projets détaillés en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 200 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n°CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 200 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-001 (142 001) « Dispositif en faveur de la petite enfance », action 14200101 « Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance » au titre du budget 2020.

Article 6 : Convention spécifique à la demande des Restaurants du cœur pour le soutien aux concerts des Enfoirés 2020 (Dossier n°19011615)

Approuve la convention spécifique figurant en annexe n°6 de la présente délibération.

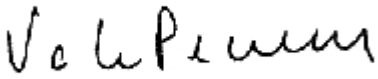
Abroge partiellement le deuxième alinéa de l'article 1 de la délibération n° CP 2019-478 du 20 Novembre 2019 en tant qu'il subordonne le versement de la subvention n° 19011615 aux Restaurants du Cœur à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 2018-537 du 21 novembre 2018.

Subordonne le versement de l'aide de 35 000 € attribuée par délibération n° CP 2019-478 du 20 Novembre 2019 aux Restaurants du Cœur à la signature avec ce bénéficiaire, de la convention spécifique figurant en annexe n°6 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 7 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171075-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 PARTENARIAT FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-112

DOSSIER N° 20000421 - Mise en oeuvre de la convention de partenariat FNSF-Région pour l'accès au logement locatif social des femmes victimes de violences conjugales ou familiales

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR 38-16 du 17 mars 2016
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	96 277,00 € TTC	41,55 %	40 000,00 €
		Montant total de la subvention	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FNSF FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES
Adresse administrative : 75 BOULEVARD MACDONALD 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : MADAME BIN-HENG MARYVONNE, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre de la convention de partenariat FNSF-Région pour l'accès au logement locatif social des femmes victimes de violences conjugales ou familiales

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de prendre en charge les dépenses de manière anticipée dès le début de l'année civile.

Description :
Le Conseil régional, par délibération n° CR 38-16 du 17 mars 2016, a décidé de renouveler son engagement en faveur du relogement des femmes victimes de violences conjugales et familiales et de l'amplifier.

Dans le cadre de la convention partenariale 2016-2020 conclue avec la Fédération Nationale Solidarité Femmes "pour l'accès au logement locatif social des femmes victimes de violences conjugales ou familiales", la Région prévoit une subvention de 40 000€, dans la limite de 60% des dépenses de fonctionnement nécessaires à la réalisation des actions visées par la convention.

La Région a décidé, en 2016, de doubler la part minimum du contingent régional réservé aux femmes victimes de violences conjugales dans le parc social de la Région (plus de 100 logements par an). La mobilisation de ces logements permet de désengorger les structures d'hébergement collectif ou temporaire, et d'améliorer des situations de détresse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Une somme de 8 346€, correspondant aux frais financiers, dotations aux amortissements et impôts et taxes, est exclue de la base subventionnable, portant celle-ci à 96 277€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 814,00	2,69%
Services extérieurs (locations, documentation)	6 260,00	5,98%
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires, publicité)	27 300,00	26,09%
Impôts et taxes	4 994,00	4,77%
Charges de personnel	59 903,00	57,26%
Charges financières	30,00	0,03%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 322,00	3,18%
Total	104 623,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ministère du Logement	25 000,00	23,90%
Subvention Région (sollicitée)	40 000,00	38,23%
FONJEP	7 107,00	6,79%
Aides privées (fondation)	20 000,00	19,12%
Mécénat	12 516,00	11,96%
Total	104 623,00	100,00%

ANNEXE 2 FICHE PROJET "FONDS REGIONAL DE SOLIDARITE ET SOUTIEN AUX FAMILLE"

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-112

DOSSIER N° EX036883 - Accompagnement individuel auprès de 350 enfants scolarisés en primaire

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)
Délibération Cadre : CP 2018-063 du 24 janvier 2018
Imputation budgétaire : 934-42-6574-300
Action : - : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	264 120,00 € TTC	12,12 %	32 000,00 €
	Montant total de la subvention		32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AFEV - ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE
Adresse administrative	:	26 BIS RUE DE CHATEAU LANDON 75010 PARIS 10
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Nathalie MENARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement individuel auprès de 350 enfants scolarisés en primaire afin de soutenir leur réussite, prévenir le décrochage et soutenir leurs parents dans leur rôle. REAFFECTATION

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2018 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Réaffectation de la subvention EX036883 devenue caduque.

Description :
Depuis de nombreuses années, l'AFEV contribue à la réussite éducative des enfants en difficulté et à réduire les inégalités éducatives. Cette année encore, l'AFEV souhaite développer son action « Accompagnement individuel » auprès de 350 enfants franciliens scolarisés en primaire.

Le projet vise à mobiliser et former des bénévoles qui vont mettre en œuvre l'action d'accompagnement individuel. Il s'agit d'étudiants dans le supérieur qui s'engagent par le biais de l'AFEV à accompagner un enfant en fragilité scolaire et sociale par un soutien à domicile, 2 heures par semaine, sur toute l'année scolaire. L'objectif est de soutenir la confiance en soi du jeune, de redonner du sens aux apprentissages, renforcer le rapport positif entre l'enfant, sa famille et l'école, et contribuer à l'ouverture culturelle de l'enfant.

Centré sur ses besoins et ses centres d'intérêts, l'accompagnement englobe et dépasse le cadre scolaire pour travailler sur la motivation, la confiance en soi, l'ouverture culturelle, la mobilité, l'autonomie, avec

des activités ludiques de lecture, d'expression… Outre les devoirs : il s'agit d'utiliser la pédagogie du détour. Le contenu des accompagnements prend en compte les besoins spécifiques de l'enfant (difficultés avec la lecture, difficulté d'expression en français / méconnaissance du territoire pour les enfants nouvellement arrivés, etc).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un projet au coût total de 568 620€, sont exclues de la base subventionnable les contributions volontaires en nature pour un montant de 304 500€ .
Soit une base subventionnable de 264 120€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (dont fournitures, alimentation, sorties...)	10 280,00	1,81%
Locations	9 000,00	1,58%
Entretien et réparations	204,00	0,04%
Primes d'assurance	675,00	0,12%
Etudes et recherches	800,00	0,14%
Documentation	800,00	0,14%
Services extérieurs (formation, séminiare...)	5 250,00	0,92%
Publicité, publications, relations publiques	6 000,00	1,06%
Déplacements, missions et réceptions	5 781,00	1,02%
Frais postaux et frais de télécommunications	3 250,00	0,57%
Frais de personnel liés au projet	222 080,00	39,06%
Emplois des contributions volontaires en nature (non-subventionnable)	304 500,00	53,55%
Total	568 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Crédits Politique de la Ville	32 000,00	5,63%
Education nationale	3 000,00	0,53%
Jeunesse et Sport (EC)	15 000,00	2,64%
Emplois aidés par l'Etat (attribué)	5 011,00	0,88%
FONJEP (attribué)	3 554,00	0,63%
Agence du service civique (attribué)	16 295,00	2,87%
Région (EC)	32 000,00	5,63%
Intercommunalités (Casqy)(attribué)	11 000,00	1,93%
Communes (droit commun) (EC)	26 350,00	4,63%
Communes (réussite éducative) (attribué)	60 000,00	10,55%
Département 94 (EC)	2 800,00	0,49%
Caisse d'allocations familiales (attribué)	37 320,00	6,56%
Organismes privés	19 790,00	3,48%
Contributions volontaires en nature (non-subventionnable)	304 500,00	53,55%
Total	568 620,00	100,00%

ANNEXE 3 FICHES PROJET "ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR FEMMES EN DIFFICULTE"

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-112

DOSSIER N° EX047831 - Création d'un centre d'accueil de jour pour femmes isolées avec ou sans enfant, victimes de violences à La Courneuve (93)

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	515 725,00 € TTC	19,39 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMICALE DU NID
Adresse administrative : 21 RUE DU CHATEAU D EAU
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Hélène FRANJOU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un centre d'accueil de jour pour femmes isolées avec ou sans enfant, victimes de violences à La Courneuve (93).

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
L'Amicale du Nid est une association qui mène des actions de soutien à destination des femmes victimes de violences.

Le présent projet vise à ouvrir un centre d'accueil de jour pour femmes isolées avec ou sans enfant, victimes de violences à La Courneuve (93). Ce centre propose des services de première nécessité, un accompagnement social, un soutien à la parentalité et des activités conviviales.

Le lieu permet également aux femmes accueillies de pouvoir parler des violences qu'elles ont subies elles et leurs enfants. Il leur propose de les accompagner et de les soutenir pour la reconnaissance et le traitement de ces situations par le droit, l'accès à la santé et la revalorisation de l'estime d'elle-même avec les partenaires idoines.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobilier et matériel	41 850,00	8,11%
Travaux et charges afférentes	432 375,00	83,84%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	25 000,00	4,85%
Véhicule	16 500,00	3,20%
Total	515 725,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	200 000,00	38,78%
Emprunt	135 725,00	26,32%
Autres recettes (préciser)	70 000,00	13,57%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	19,39%
Subvention Commune (sollicitée)	10 000,00	1,94%
Total	515 725,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-112

DOSSIER N° EX048125 - Réaménagement de l'accueil de jour « Boutique Solidarité » (93)

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	196 604,64 € TTC	50,00 %	98 300,00 €
	Montant total de la subvention		98 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIDE SOCIALE HEBERGEMENT HOTEL SOCIAL 93
Adresse administrative : 28-30 CHEMIN DES 22 ARPENTS 93220 GAGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame JEANINE SOULIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaménagement de l'accueil de jour « Boutique Solidarité » (93).

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Hôtel Social 93 gère l'accueil de jour « Boutique Solidarité » à Gagny (93).

Afin de pouvoir proposer aux femmes un accueil adapté, l'association souhaite réaménager les locaux de la Boutique et créer un espace sanitaire dédié aux femmes. Ce nouvel agencement permettra aux femmes, et aux enfants les accompagnant, de bénéficier d'un espace sécurisant et sécurisé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- GAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobilier et matériel	98 970,08	50,34%
Travaux et charges afférentes	97 634,56	49,66%
Total	196 604,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	98 300,00	50,00%
Subvention et aide privée (attribuée)	60 000,00	30,52%
Autres subventions publiques (préciser)	38 304,64	19,48%
Total	196 604,64	100,00%

ANNEXE 4 FICHES PROJET "INNOVATION SOCIALE"

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-112

DOSSIER N° EX047431 - Modernisation des conditions d'accueil d'un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale à Colombes (92)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	260 000,00 € TTC	32,69 %	85 000,00 €
	Montant total de la subvention		85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARJA 92 MAIS ACCUEIL RECLASSEMENT JEUNES ADULTE
Adresse administrative : 89 RUE ESTIENNE D'ORVES 92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Erik FOUQUIN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : modernisation des conditions d'accueil d'un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale à Colombes (92)

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La démonstration de l'intérêt de créer des espaces individuels dans la collectivité du CHRS MARJA92 repose sur les constats suivants :
- Evolution des normes d'habitabilité par habitant
- Evolution des besoins des usagers en matière d'autonomie
- Evolution des demandes d'usagers orientés par le Service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO).

Le projet consiste donc à dédoubler les chambres existantes pour créer des chambres individuelles, et permettre ainsi un suivi individuel des personnes hébergées. En proposant une chambre par personne hébergée, on participe à la lutte contre l'enfermement dans les communautés d'origine.
L'adaptation au plus près des besoins des personnes hébergées et la volonté de promouvoir la laïcité à travers l'aménagement des lieux caractérisent l'innovation sociale du projet.

La subvention a pour objet de participer au financement des travaux nécessaires à ces aménagements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	31 500,00	12,12%
Travaux et charges afférentes	197 300,00	75,88%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	31 200,00	12,00%
Total	260 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	100 000,00	38,46%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	85 000,00	32,69%
Subvention DRIHL (attribuée)	75 000,00	28,85%
Total	260 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-112

DOSSIER N° 20002945 - Création de la maison de parents "MARG'HOME"

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	781 035,00 € TTC	38,41 %	300 000,00 €
		Montant total de la subvention	300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION PRINCESSE MARGOT
Adresse administrative	:	3 RUE DE L'ABB POUCHARD 94160 SAINT MANDE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame HATTAB Muriel, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de la maison de parents Marg'home.

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis plus de deux ans, l'association Princesse Margot a pour projet de créer dans une maison située à Saint-Mandé un lieu d'accueil pour les parents d'enfants atteints de cancer.
Le projet consiste à y transférer l'accueil de jour que l'association Princesse Margot anime déjà à Vincennes et à y adjoindre un nouveau lieu d'hébergement qui serait constitué de 6 chambres.
Cet hébergement sera destiné aux familles d'enfants hospitalisés atteints d'un cancer, suivis dans les services d'oncologie et d'hématologie pédiatrique et adolescente de quatre hôpitaux franciliens (Robert Debré, Saint Louis, institut Gustave Roussy et Institut Curie), et qui n'ont pas les ressources pour se loger en région parisienne par leurs propres moyens.

Ce projet présente une dimension d'innovation sociale dans la mesure où il répond aux carences en matière d'hébergement des familles d'enfants malades en Île-de-France, il ne sera pas adossé à un mais à plusieurs hôpitaux différents, et enfin il mêlera hébergement et accueil de jour avec des activités d'éveil et de dialogue, dans un lieu chaleureux pour la famille et la fratrie de l'enfant concerné.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MANDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préopérationnelles	13 800,00	1,77%
Honoraires Architecte /Maître d'oeuvre	60 955,00	7,80%
Travaux	461 280,00	59,06%
Equipements mobiliers et matériels numériques	226 000,00	28,94%
Actions numériques	4 000,00	0,51%
Véhicule	15 000,00	1,92%
Total	781 035,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dons des particuliers	60 000,00	7,68%
Dons des entreprises	250 000,00	32,01%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	38,41%
Autres subventions publiques	101 035,00	12,94%
Autres produits	20 000,00	2,56%
Fonds propres	50 000,00	6,40%
Total	781 035,00	100,00%

ANNEXE 5 FICHES PROJET "SOUTIEN AUX MODES DE GARDE INNOVANTS POUR LA PETITE ENFANCE EN INVESTISSEMENT"

DOSSIER N° EX048146 - Création d'un pôle dédié à la petite enfance dans la commune de Jouy-en-Josas (78)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-204142-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	1 130 000,00 € TTC	13,27 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE JOUY EN JOSAS
Adresse administrative	:	19 AVENUE JEAN JAURES 78350 JOUY-EN-JOSAS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur JACQUES BELLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un pôle dédié à la petite enfance dans la commune de Jouy-en-Josas

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Aujourd'hui, la ville de Jouy-en-Josas compte 2 crèches municipales et une trentaine d'assistantes maternelles. Les locaux de l'une des deux crèches, mutualisés avec ceux du centre de loisirs, sont mal adaptés à l'accueil de jeunes enfants.

Le projet consiste donc à regrouper dans un même lieu l'ensemble de l'offre de la commune destinée aux jeunes enfants, à leurs parents et aux professionnels de la petite enfance.

Ce lieu comptera ainsi :
- un multi-accueil de 14 berceaux
- un relai d'assistantes maternelles
- la création d'un relai pour les auxiliaires parentaux
- la création d'un Lieu Accueil Parents et d'un lieu de ressources pour les parents (où seront organisés des permanences régulières de différents partenaires (PMI, CMP, sage-femme, psychologue, associations, conseil familial et conjugal,...), des conférences de spécialistes (neurosciences, bienveillance, éducation positive,...), des activités et ateliers: café des parents, ciné-débats, baby-gym,

sophrologie, massages bébés, chants bébés, ateliers pour les futurs papas, bibliothèque/ludothèque, des actions de prévention / santé: dépistage de la vue pour les tout-petits, gestes de premiers secours, usage des écrans).
Le projet sera également en lien avec le service municipal en charge de l'éducation, pour le développement de pratiques fondées sur la bienveillance envers l'enfant.

Le lieu dans lequel ce pôle sera installé est une ancienne maison forestière, située en lisière de forêt, qui permettra donc de créer des activités autour de la nature : création d'un jardin pédagogique (potager bio, jardin des senteurs,...) et utilisation de produits naturels pour l'entretien des locaux en s'inscrivant dans la démarche développement durable de la ville.
L'ensemble ces traits caractérisent l'innovation du projet.

La subvention contribuera aux coûts de construction et d'aménagement du lieu, qui consistera en un bâtiment à consommation d'énergies maitrisée, aux locaux modulables pour s'adapter à l'évolution de la démographie de la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- JOUY-EN-JOSAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	1 100 000,00	97,35%
Equipements (aménagement et mobilier)	30 000,00	2,65%
Total	1 130 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	150 000,00	13,27%
Subvention Département (sollicitée)	330 000,00	29,20%
Fonds propres	352 400,00	31,19%
Autres subventions publiques	297 600,00	26,34%
Total	1 130 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-112

DOSSIER N° EX047635 - Création d'une micro-crèche à Asnières-sur-Seine (92)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	170 000,00 € HT	29,41 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LUDIMINI
Adresse administrative : 12 RUE ARMAND NUMES
92600 ASNIERES SUR SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame OLIVIA TOANA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une micro-crèche à Asnières-sur-Seine (92)

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association a comme projet la création d'une micro-crèche de 10 berceaux, intitulée Ludimini, qui ouvrira à la rentrée de septembre 2020 dans la ZAC située à proximité du quartier prioritaire Grésillons Voltaire II d'Asnières-sur-Seine.

Le local se trouve dans une résidence de 250 logements livrés début 2020, qui compte 25% de logements sociaux.

L'association prévoit un montage financier original, qui consiste en la réservation d'un berceau pour une place Entreprise, ce qui permet de proposer pour 2 autres berceaux des tarifs beaucoup plus bas que le barème établi par la CAF.
Ces places seront proposées à des mères en recherche d'emploi. Ludimini fait en effet partie du réseau Crèche pour tous qui porte un programme, en partenariat avec Pole Emploi, pour les parents qui cherchent un emploi.
Enfin, des places seront réservées aux enfants qui ont une maladie chronique ou sont porteurs de handicap.
Cette recherche de mixité réelle des publics et l'action d'accompagnement de mères en situation de

recherche d'emploi caractérisent l'innovation de ce projet.
Recherche de vraie mixité : sur les 10 berceaux, réservation de 2 berceaux pour les personnes en situation de difficulté.

La subvention demandée a pour objet de participer à l'aménagement et l'équipement du lieu.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	155 000,00	91,18%
Equipements (mobilier et aménagement)	15 000,00	8,82%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	29,41%
Emprunt	85 000,00	50,00%
Fonds propres	35 000,00	20,59%
Total	170 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

ANNEXE 6 CONVENTION SPECIFIQUE

Région îledeFrance
Conseil régional

CONVENTION N°19011615

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2019-478 du 20 novembre 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LES RESTAURANTS DU COEUR
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 339863417 00418
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au : 42 RUE DE CLICHY 75009 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Patrice BLANC, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR23-11 modifiée du 7 avril 2011.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

L'ensemble des modalités ci-dessous s'entendent par projet/action.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2019-478 du 20 novembre 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LES RESTAURANTS DU COEUR pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : soutien aux concerts des Enfoirés 2020. (référence dossier n°19011615).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 3,51 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 996 450,00 €, soit un montant maximum de subvention de 35 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	996 450,00 €	3,51 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		**35 000,00 €**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects…).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme suivante :

- L'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale, avec un lien vers le site institutionnel www.iledefrance.fr, sur le site officiel rubrique partenaire https://www.enfoires.fr/nos-partenaires/ avec redirection sur le site Internet de la région,
- L'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale dans la jaquette du CD et DVD des Enfoirés 2020,
- La mention de la Région Ile-de-France dans le générique TV,
- La mention de la Région Ile-de-France dans le générique du DVD.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale sous réserve de l'accord préalable des Restos du Cœur et du service Enfoirés. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le BAT des supports de communication (print ou web ou RS) doit être soumis à validation des deux parties avant production.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Pour ce faire, le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et la cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera la réalisation de l'action : le mode d'évaluation et les indicateurs utilisés, la méthodologie appliquée pour

atteindre l'objectif attendu, les types de bénéficiaires, le nombre de bénéficiaires directs et indirects, et une évaluation de son impact, ainsi que les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 janvier 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet 19011615 » adoptée par délibération N° CP2019-478 du 20 novembre 2019.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur Général Adjoint
Pôle des politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

Le

Le bénéficiaire
LES RESTAURANTS DU COEUR
Monsieur Patrice BLANC, Président

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-095

DU 4 MARS 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU TOURISME EN ÎLE-DE FRANCE DEUXIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 221-16 du 15 décembre 2016 relative à la création du Fonds pour le tourisme, modifiée par délibération n° CP 2018-299 du 4 juillet 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée ;

VU la délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017 portant approbation de conventions relatives au dispositif du fonds régional pour le tourisme ;

VU la délibération n° CR 2017-179 du 23 novembre 2017 relative à l'approbation du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017-2021 ;

VU la délibération CP 2019-349 du 18 septembre 2019 portant attribution de subventions au titre du Fonds régional pour le tourisme – quatrième affectation 2019 ;

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-095 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement des projets détaillés en annexe n°1 de la présente délibération par l'attribution de **7** subventions d'un montant maximum de **777 992 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement » ou « fonctionnement » adoptée par délibération n°CP 2017-155 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **577 992 € €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500109 « Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme » du budget 2020.

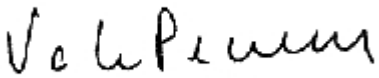
Affecte une autorisation d'engagement de **200 000 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 «Fonds de soutien au tourisme» du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles indiquées dans les fiches projet en annexe de la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 :

Approuve le «Contrat Régional de Destination Yerres, Fontainebleau, Vallées de la Seine, du Loing et de l'Essonne» présenté en annexe 2 de la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171617-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projet

FONDS TOURISME

AXE MODERNISATION ET TRANSITION NUMÉRIQUE

Commission permanente du 4 mars 2020 – CP 2020-095

DOSSIER N° EX047946 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS - VALLÉE DE LA MARNE
Office de Tourisme mobile

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204182-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	120 000,00 € TTC	30,00 %	36 000,00 €
		Montant total de la subvention	36 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS - VALLEE DE LA MARNE / REGIE OFFICE DE TOURISME
Adresse administrative	:	5 COURS DE L'ARCHE GUEDON 77200 TORCY
Statut Juridique	:	EPCI
Représentant	:	Monsieur PAUL MIGUEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Communauté d'agglomération souhaite mettre en place un Office de Tourisme mobile sur le territoire de Paris – Vallée de la Marne. Cet accueil mobile couvrira l'ensemble du territoire, soit 12 villes, accueillant notamment le château de Champs-sur-Marne, la Ferme du Buisson, l'Ile de Loisirs de Vaires-Torcy, la cité Menier (Noisiel ville d'art et d'histoire). Cet accueil mobile permettra d'être également présent durant les manifestations locales : l'Oxytrail, les Festivals PULP et TOUT OUI sur la Ferme du Buisson, les journées du Patrimoine au château de Champs sur Marne, le Salon du chocolat à Courtry, la Fête des plantes à Jossigny et le Salon du livre à Courtry.

Il proposera une information sur le patrimoine touristique de la Communauté d'agglomération.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La communauté d'agglomération souhaite doter l'Office de Tourisme d'un camion aménagé afin de devenir un Office de Tourisme mobile. Il se déplacera sur tout le territoire de Paris - Vallée de la Marne afin d'accueillir les visiteurs. La subvention régionale contribuera à l'achat du camion aménagé comprenant :
- un comptoir d'accueil haut et permettant l'installation de bureaux de travail pour 2 agents avec des espaces de rangement,
- le mobilier nécessaire à l'installation des deux postes de travail (fauteuils),
- des présentoirs pour la documentation touristique,
- des espaces de rangements en sous bassement

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un camion aménagé	120 000,00	100,00 %
Total	120 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	84 000,00	70,00%
Région	36 000,00	30,00%
Total	120 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048134 - COMMUNE DE JOUY EN JOSAS
Modernisation du Parcours visiteurs pour diversifier le public cible et augmenter la fréquentation du Musée de la Toile de Jouy

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	607 540,00 € HT	30,00 %	182 262,00 €
	Montant total de la subvention		182 262,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUY EN JOSAS
Adresse administrative : 19 AVENUE JEAN JAURES
78350 JOUY-EN-JOSAS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JACQUES BELLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le musée de la toile de Jouy (nom des toiles peintes ou imprimées), Musée de France, a été installé au château de l'Eglantine, à la suite d'une importante opération de rénovation et d'extension dans les années 1990. Le musée est doté d'une riche collection textile et de documents provenant majoritairement de la manufacture Oberkampf. Les œuvres et objets qu'il accueille sont représentatifs d'un patrimoine et d'un savoir-faire français exceptionnels. Ce Musée conserve environ 10 000 motifs différents sous forme de toiles peintes, dessins, empreintes préalables à l'impression, et échantillons (textiles à plat, costumes, garnitures de lits, dessins, empreintes, tableaux, objets, etc.) qui en font le centre de référence international de la Toile de Jouy. Pour conforter sa mission première (conserver, restaurer, étudier et enrichir les collections), le musée a déjà amélioré l'équipement des réserves, engagé un chantier des collections et repris la rédaction du projet scientifique et culturel.
Pour assurer les autres missions (accès aux collections, actions d'éducation et de diffusion), un ensemble de mesures a fait l'objet d'une étude technique qui va permettre :
- d'actualiser l'exposition permanente en renouvelant ses contenus et sa scénographie,
- de recevoir plus de visiteurs et notamment les groupes qui ne disposent pas d'espace dédié pour des activités pédagogiques,
- de développer les ressources propres du musée (extension de la boutique et des espaces privatisables) en disposant d'une offre nouvelle susceptible d'attirer d'autres publics, d'autres activités et formes de médiation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Pour accompagner le musée dans son projet de développement, les actions faisant l'objet de cette demande de subvention sont :
1. la **création d'une salle multi-usages privatisable** (séminaires, conférences, ateliers, projections, rencontres, …) pour la programmation du musée,
2. le réaménagement de la boutique et du Foyer, avec la rénovation de l'ancien **salon de thé** et un nouvel agencement **des espaces d'accueil**,
3. la création et l'aménagement de trois salles d'époque pour évoquer la vie de la famille Oberkampf à Jouy, leur influence toujours présente sur la création et les productions de la Manufacture. Il s'agira d'une suite de trois salles (un salon, un bureau et une chambre) qui mettront en scène la Toile de Jouy de manière spectaculaire (tentures, rideaux, garnitures de meubles, écrans de cheminée, paravents) dans un décor et une ambiance se situant entre la fin du XVIIIe s. et le début du XIXe s.

Localisation géographique :
- JOUY-EN-JOSAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création d'une salle de séminaires (travaux et équipement mobilier/multimédia)	101 400,00	16,69%
Réaménagement de l'accueil, de l'orangerie et de la boutique	64 660,00	10,64%
Création de 3 salles d'époques (travaux et production immersive)	370 000,00	60,90%
Scénographie	51 480,00	8,47%
Création d'un espace de restauration légère (équipement)	20 000,00	3,29%
Total	607 540,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 78	133 600,00	21,99%
Commune	291 678,00	48,01%
Région	182 262,00	30,00%
Total	607 540,00	100,00%

DOSSIER N° EX048184 - OFFICE DE TOURISME DE NANTERRE
Modernisation de l'espace Accueil et création de nouveaux outils

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	41 100,00 € TTC	30,00 %	12 330,00 €
	Montant total de la subvention		12 330,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE DE TOURISME DE NANTERRE
Adresse administrative : 4 RUE DU MARCHE 92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE CAMPOS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Crée en 1992, l'Office de Tourisme de Nanterre (OTN) travaille à la promotion et au développement du tourisme sur l'ensemble du territoire nanterrien. Depuis 2017, l'OTN s'est lancé dans un grand projet de modernisation avec la création de nouveaux outils, l'amélioration de sa présence en ligne (réseaux sociaux, refonte de son site web, présence sur APIDAE en collaboration avec la Mairie) et le développement de nouveaux partenariats avec les acteurs locaux : l'école de danse de l'Opéra de Paris, collection d'art de la Société Générale, Mémorial du Mont Valérien, Nanterre 92... Son dynamisme s'est traduit par une forte augmentation de sa fréquentation: +11.57% entre 2017 et 2018 et +50.81% entre 2018 et 2019. Pour finaliser ce projet, l'OTN souhaite offrir aux visiteurs de Nanterre (touristes ou locaux) une meilleure expérience de séjour/visite en les accompagnant tout au long de leur parcours « client » en :
1. améliorant la qualité de son accueil (réaménagement des locaux avec la création d'un espace boutique et un espace consultation/détente avec accès gratuit à la wifi pour lutter contre la « fracture numérique », modernisation du mobilier de l'espace de travail et mise en place d'une signalétique),
2. poursuivant sa transition numérique avec la création de nouveaux outils de promotion en version multilingue (notamment en chinois, espagnol et russe en vue des JOP 2024), la mise en place d'une veille numérique pour améliorer l'e-reputation, développer la billetterie en ligne et avoir une présence en ligne en anglais (Facebook,Instagram, site web),
3. développant une offre proposant de nouveaux services innovants pour le tourisme d'affaires,
4. améliorant l'accessibilité (notamment création de supports accessibles en braille).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale couvrira les frais liés à :
1. L'aménagement de l'espace, de la signalétique et du mobilier,
2. La création d'outils en version multilingue et le développement de la billetterie en ligne,
3. Au développement des services et outils pour la clientèle d'affaires et professionnels,
4. L'acquisition d'un triporteur,
5. La création de supports et outils adaptés pour obtenir le Label "Tourisme et Handicap".

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réaménagement des espaces et numérique (WIFI et tablettes)	**12 000,00**	**17,14%**
Billetterie en ligne	**5 000,00**	**7,14%**
Triporteur	**4 000,00**	**5,71%**
Conception et développement d'outils adaptés	**1 100,00**	**1,57%**
Développement application circuits balade et traduction	**19 000,00**	**27,14%**
Conception graphique (site, guides, cartes)	6 000,00	8,57%
Formation	8 000,00	11,43%
Impression (site, guides, cartes)	14 900,00	21,29%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune	30 000,00	42,86%
Fonds propres	20 170,00	28,81%
Mécénat	7 500,00	10,71%
Région	12 330,00	17,61%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048389 - MUSÉE DE L'ARMÉE
Modernisation des dispositifs de médiation de l'Historial Charles de Gaulle

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204182-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	1 158 000,00 € TTC	30,00 %	347 400,00 €
	Montant total de la subvention		347 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSEE DE L'ARMEE
Adresse administrative : 129 RUE DE GRENELLE
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : GENERAL ALEXANDRE D'ANDOQUE DE SERIEGE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la réalisation d'évènements commémoratifs à partir de mai 2020 (80ème anniversaire de l'Appel du 18 juin) nécessite un démarrage des travaux le 6 février 2020.

Description :
Le 9 novembre 2004, jour anniversaire de la mort du Général, le Président de la République, Jacques Chirac, annonce la création, aux Invalides, au sein du musée de l'Armée, d'un Historial de 2 800 m2 dédié à Charles de Gaulle, inauguré en 2008. La quasi-absence de collections gaulliennes, au sein du Musée et plus largement en mains publiques et privées en raison de la volonté même du Général, a conduit à la réalisation d'un équipement culturel sans aucun objet original, entièrement conçu autour d'archives audiovisuelles, de photographies et d'interviews d'historiens. L'Historial est donc un «centre d'interprétation», véritable espace interactif où le visiteur organise son parcours comme il l'entend grâce à un audioguide qui lui offre l'accès à 400 documents audiovisuels et 20 heures de contenus audios. Depuis son ouverture, si l'Historial Charles de Gaulle est toujours perçu comme un espace moderne et que son contenu historique est apprécié, il n'en demeure pas moins que ses équipements se sont détériorés et nécessitent de revisiter le parcours scénographique. Il s'agira ainsi de renforcer son attractivité et sa visibilité et profiter de cette période commémorative pour augmenter sa fréquentation (216 000 visiteurs annuels) en particulier, auprès :
- des publics scolaires et périscolaires,
- des publics jeunes (étudiants),
- du public familial francilien,
- du public international (20 % des touristes étrangers).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est articulé autour de trois axes majeurs innovants :
1. la modernisation de la scénographie et des équipements,
2. L'enrichissement des contenus de médiation,
3. l'amélioration de l'expérience de visite en termes d'ergonomie, de confort et d'accessibilité:
- renouvellement du parcours audioguidé (système de diffusion infrarouge),
- traduction intégrale du parcours audioguidé et scénographié en anglais,
- refonte de l'ergonomie des interfaces des dispositifs multimédia.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accès à l'historial (peinture, lumière, signalétique)	**48 143,00**	**3,50%**
Agencement et médiation du mobile d'Alexander Calder	**130 000,00**	**9,46%**
Accueil (agencement et signalétique)	**50 400,00**	**3,67%**
Salle multi-écrans (agencement et signalétique)	**6 000,00**	**0,44%**
Eclairage scénographique, signalétique et revêtements murs	**338 288,00**	**24,62%**
Renouvellement dispositifs multimédias (livre interactif, mur interactif, mappemonde...)	**168 069,00**	**12,23%**
Equipements de la Régie audiovisuelle et multimédia	**77 100,00**	**5,61%**
Audioguide et traductions	**193 560,00**	**14,09%**
Equipements et médiation du dispositif « La guerre froide »	**18 300,00**	**1,33%**
Equipements et médiation de 3 dispositifs "Histoire en débat"	**69 280,00**	**5,04%**
Equipements et médiation de 5 dispositifs "Banques d'archives audiovisuelles"	**27 900,00**	**2,03%**
Mobilier	**30 960,00**	**2,25%**
Honoraires Maîtrise d'Œuvre	216 000,00	15,72%
Total	1 374 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
mécénat financier	50 000,00	3,64%
mécénat de compétence	42 000,00	3,06%
Fonds propres	934 600,00	68,02%
Région	347 400,00	25,28%
Total	1 374 000,00	100,00%

FONDS TOURISME

AXE PROMOTION ET COMMUNICATION

DOSSIER N° EX047711 - ASSOCIATION SUIVEZ LA FLECHE
Volet promotion/communication du chantier de remontage de la Flèche

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	244 500,00 € HT	40,90 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION SUIVEZ LA FLECHE
Adresse administrative	:	1 RUE DE LA REPUBLIQUE 93200 SAINT DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Patrick BRAOUZEC, président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La basilique Saint-Denis, édifiée sur la tombe de Denis, abrite les tombeaux des rois et reines de France depuis le VIIe siècle. Ce monument pionnier de l'architecture médiévale possède une collection de sculptures funéraires unique au monde et ouvre un accès direct au Moyen Age et à l'histoire de France. Ce monument historique majeur, qui a bénéficié d'une première rénovation extérieure entre 2012 et 2015 est cependant amputé d'un élément structurant de l'édifice : la tour nord et sa flèche.
Le projet consiste à faire du remontage de la flèche un chantier unique et vivant, qui sera visitable et permettra de découvrir des artisans exceptionnels (tailleurs de pierre, forgerons, charpentiers…), ainsi que l'avancée des travaux au sein d'un parcours visiteurs. Ouvert aux publics scolaires et de centres de loisirs, il constituera également un outil pédagogique pour tous les jeunes du territoire. Ce chantier vise à doubler voire tripler le nombre de touristes de la basilique Saint-Denis qui accueille d'ores et déjà 130 000 visiteurs par an. Il devra contribuer à renforcer le rayonnement de la ville et la création d'emplois.
Cette action constitue le volet promotion/communication du chantier de reconstruction financé au titre de la Culture.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La phase opérationnelle d'accueil du public (3 000 visiteurs par jour) ne sera active que fin 2021-début 2022. En effet, les installations constituées du « village-chantier » de visite ne seront implantées qu'après les nécessaires fouilles archéologiques préventives (6 mois) et la consolidation du massif occidental de la basilique (12 mois). Avec pour ambition de doubler l'accueil actuel de visiteurs de la basilique, et en particulier des touristes internationaux, il y a donc un enjeu fort à assurer une promotion et une communication adaptées.
Cette action de promotion et de communication vise ainsi à :
- préparer un accueil optimisé des visiteurs par une meilleure maîtrise des facteurs favorables à la mise en tourisme du chantier visitable de la flèche (étude des parcours touristiques en interaction avec l'existant)
- engager une démarche de conquête des publics en concevant des supports et évènements qui vont assurer une valorisation du projet et du site pendant toutes les étapes préparatoires à l'ouverture (actions d'accueil et diffusion de supports et messages de communication auprès de cibles stratégiques).

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité des parcours	**30 000,00**	8,20%
Conception offre pour des visites thématiques	**9 000,00**	2,46%
Etude de sécurité pour la visite du chantier	**10 000,00**	2,74%
Système vidéo jusqu'à l'ouverture du chantier	**12 500,00**	3,42%
Supports communication (conception graphique, maquette, bâches,…)	**19 500,00**	5,34%
Traduction 5 langues	**3 500,00**	0,96%
Campagne de presse	**47 000,00**	12,86%
formalisation du produit touristique BtoB	**17 000,00**	4,65%
Conception, réalisation de films et matériels	**70 000,00**	19,15%
Stand dédié aux salons	**8 000,00**	2,19%
Evènements occasionnels	**18 000,00**	4,92%
Frais personnel, salons et concours	121 000,00	33,11%
Total	365 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune	50 000,00	13,68%
EPT Plaine Commune	40 000,00	10,94%
Mécénat	175 500,00	48,02%
Région	100 000,00	27,36%
Total	365 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX047712 - ASSOCIATION EXÉCUTIVE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	625 000,00 € HT	11,20 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS EXECUTIVE CDT93
Adresse administrative : 140 AVENUE JEAN LOLIVE
93695 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER MEIER, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les préparatifs de cette manifestation s'étendent tout au long de l'année et la préparation de l'édition 2020 débute dès janvier 2020.

Description :
Le Comité départemental du tourisme de la Seine-Saint-Denis organise depuis 2008 un événement L'Eté du Canal destiné à faire rayonner auprès des franciliens et des touristes français et étrangers le potentiel touristique du canal de l'Ourcq et du canal Saint-Denis. Cette manifestation jouit d'un large succès public avec 250 000 participants, 130 croisières, 750 départs de navettes fluviales et des pôles d'activités sur les berges. En 2019, l'Eté du Canal a bénéficié de l'aide du Fonds Régional pour le tourisme, permettant ainsi la mise en place d'un nouveau pôle d'activités sur le canal Saint-Denis, l'organisation de croisières et d'un système de navettes fluviales sur l'Ourcq.
En 2020, le CDT 93 sollicite de nouveau une aide auprès du Fonds régional afin de développer de nouveaux pôles d'activités à quai et de nouvelles animations sur l'eau, en s'appuyant sur les transformations du canal importantes en 2020, pour attirer de nouveaux touristes et porter la part des touristes qui y participent de 20 à 30%, voire à 40% à l'horizon 2024.
Trois secteurs sont l'objet de ce projet de développement promotionnel, en 2020 :
- le canal de l'Ourcq, avec la création de 3 nouveaux pôles d'activités :
* autour du futur bassin d'entrainement olympique, au niveau du pont de Bondy : avec le démarrage des travaux, un nouveau pôle sera créé, avec des animations destinées à valoriser la vocation olympique du secteur.

* autour de Bobigny-Pantin-Raymond Queneau avec l'arrivée de nouveaux acteurs et l'ouverture de lieux à Romainville (Paddock Paris, Fondation Fiminco, Réserves du FRAC) : dès l'Eté du Canal 2020, ce nouveau pôle devra attirer les touristes internationaux en bateau.
* autour du nouveau port de plaisance dans le bassin de Pantin : de nouvelles activités seront programmées pour cette nouvelle zone allant du port jusqu'aux Magasins Généraux, en y intégrant les anciennes usines Pouchard en reconversion.
- le canal Saint-Denis, avec 2 pôles d'activités
* le pôle autour de la darse du Millénaire sera renforcé.
* un nouveau pôle sera créé, face au Stade de France, au niveau du bassin de la Maltournée, avec la Ville de Saint-Denis
- la Seine, avec de nouveaux parcours en bateau, à vélo et à pied
* entre Saint-Ouen, L'Ile-Saint-Denis, Saint-Denis et Epinay, sur le secteur du village olympique : des croisières et balades à pied seront menées pour présenter les transformations liées aux JOP 2024. Ces produits touristiques débuteront au niveau de la future Maison du projet de la Solidéo présentant les ouvrages olympiques, à destination d'une cible de franciliens et de touristes. Les parcours cyclistes seront développés pour diversifier les usages touristiques sur les berges de Seine.

L'Eté du Canal 2020 pourra ainsi créer de nouvelles activités touristiques mettant en lumière les transformations et les nouveaux lieux à vocation touristique. Ces développements constitueront une étape importante de la réorientation des activités touristiques qui accompagneront les travaux d'infrastructure sur ces zones, pour en faire des atouts touristiques majeurs en 2024 et au-delà.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses d'intervention (loc bateaux et prestations, etc...)	389 000,00	62,24%
communication	47 000,00	7,52%
personnels d'accueil (vet vente billets)	24 000,00	3,84%
conception, pilotage et autres charges de structures	165 000,00	26,40%
Total	625 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département 93	130 000,00	20,80%
Subvention Région (sollicitée)	70 000,00	11,20%
subvention Ville de Paris	50 000,00	8,00%
Subvention EPT Est Ensemble & Plaine Commune	33 000,00	5,28%
Subvention Autres établissements publics	72 500,00	11,60%
fonds privés entreprises partenaires	150 000,00	24,00%
auto financement : billeterie	95 000,00	15,20%
Fonds propres CDT 93	24 500,00	3,92%
Total	625 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048087 - OFFICE DE TOURISME DE CERGY-PONTOISE PORTE DU VEXIN

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-65735-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	100 000,00 € HT	30,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OT DE CERGY PONTOISE PORTE DU VEXIN
Adresse administrative : PLACE DE LA PISCINE 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur LUC RAIMBAULT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 mars 2020 - 15 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le No Mad festival, festival du voyage responsable d'Ile de France, est un jeune événement d'intérêt régional en croissance régulière dont la 6ème édition se tiendra en juin 2020.
Rendez-vous des passionnés du voyage et de ceux, toujours plus nombreux, qui veulent s'inscrire dans des démarches d'éco-tourisme et de tourisme équitable et solidaire, en Ile-de-France comme à l'autre bout du monde, le No Mad festival propose pendant quatre jours des rencontres, conférences, expositions, débats, projections, ateliers et concerts pour échanger sur les valeurs qui fondent le voyage responsable: respecter la Terre, les hommes et leurs cultures, mettre l'humain et la rencontre au cœur du voyage, être un acteur conscient de l'impact d'un séjour sur les populations locales, l'environnement et l'économie de la région d'accueil. L'objectif du festival est d'être une plateforme de référence d'échanges et de rencontres à l'échelle de l'Ile-de-France pour comprendre les enjeux du développement spectaculaire du tourisme mondial et pour découvrir et promouvoir les nombreuses réponses apportées par les acteurs du tourisme responsable. En effet, la Région est riche d'initiatives et de nouvelles offres adoptant une approche écoresponsable pour la découverte et la connaissance du territoire. Le développement du tourisme fluvial et fluvestre en Ile-de-France, notamment, s'inscrit dans cette dynamique.

La promotion de ces initiatives toujours plus nombreuses et innovantes permettra de construire l'offre touristique de demain privilégiant la rencontre, la découverte et la connaissance du territoire. Les nouveaux outils du monde digital auront toute leur place.

Le festival a adopté dès l'origine une stratégie de communication créative, faisant largement appel aux réseaux sociaux et à internet. Sa notoriété grandissante, le public toujours plus large qu'il touche chaque année et la réputation de certains de ses invités comme Yann Arthus Bertrand et Pierre Rabhi en 2020 - lui imposent d'adopter une stratégie tous publics à l'échelle de la Région Ile-de-France, déclinée sur des supports à grande diffusion nécessitant des compétences externes et des moyens financiers importants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Pour mettre en œuvre cette stratégie de promotion et de communication dépassant l'échelle locale de Cergy-Pontoise, d'importants moyens doivent être mobilisés :
• des prestations spécialisées pour assurer la direction de la communication et l'élaboration d'une stratégie de promotion globale pour un événement de niveau régional,
• des prestations de web master et de community manager couvrant à la fois la période du festival mais également les mois précédents pour animer la web community du festival et organiser les « Rendez-vous No Mad » qui précèdent chaque édition,
• des prestations d'infographistes et de concepteurs multimedias,
• des locations d'espaces publicitaires à large diffusion : gares franciliennes, affichages dans les transports franciliens, journaux de compagnie aérienne (Transavia) et à diffusion régionale (Le Parisien),
• des frais d'impression élevés pour les nombreuses affiches déclinées dans de multiples formats adaptés à chaque support,
• l'impression du programme du festival, document clé de l'événement, très qualitatif, élaboré en interne, dont la diffusion est chaque année plus importante et sera confiée à un prestataire,
• Une captation vidéo à destination des sites et réseaux web, des télévisions locales et de la promotion.

Localisation géographique :
- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
intervenants, photographes, carnettistes	10 000,00	10,00%
programmation, organisation	10 000,00	10,00%
prestataires (sono, éclairage, restauration, gardienage,...)	20 000,00	20,00%
installations logistique	30 000,00	30,00%
communication	30 000,00	30,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Aides privées (attribuée)	13 000,00	13,00%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	30,00%
Vente produits et services	17 000,00	17,00%
Subvention CD95 et ville de Cergy Pontoise	20 000,00	20,00%
Fonds propres OT Cergy Pontoise	20 000,00	20,00%
Total	100 000,00	100,00%

Annexe 2 : Contrat Régional de Destination Yerres-Fontainebleau-Vallées de la Seine, du Loing et de l'Essonne

CONVENTION-CADRE

CONTRAT REGIONAL DE DESTINATION

YERRES-FONTAINEBLEAU-VALLEES DE LA SEINE,

DU LOING ET DE L'ESSONNE

Les contractants

Le Conseil régional d'Île-de-France, représenté par sa Présidente,

Le Conseil départemental de l'Essonne, représenté par son Président ou son représentant,

Le Conseil départemental de Seine-et-Marne, représenté par son Président ou son représentant,

La Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine, représentée par son Président ou son représentant,

La Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau, représentée par son Président ou son représentant,

La Communauté d'agglomération Melun Val de Seine, représentée par son Président ou son représentant,

La Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, représenté par son Président ou son représentant,

La Communauté de communes des Deux Vallées, représentée par son Président ou son représentant,

La Communauté de communes Moret Seine-et-Loing, représentée par son Président ou son représentant,

La Communauté de communes du Pays de Nemours, représentée par son Président ou son représentant,

La Communauté de communes Gâtinais Val-de-Loing, représentée par son Président ou son représentant,

Le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France, représenté par son Président ou son représentant,

Le Comité Départemental du Tourisme de l'Essonne, représenté par sa Présidente ou son représentant,

L'Agence d'Attractivité de Seine-et-Marne, représentée par son Président ou son représentant,

L'Office de Tourisme Intercommunal de Moret Seine-et-Loing, représenté par son Président ou son représentant,

L'Office du Tourisme Intercommunal du Pays de Fontainebleau, représenté par son Président ou son représentant,

L'Office du Tourisme Intercommunal de Pays de Nemours, représenté par sa Présidente ou son représentant,

L'Office du Tourisme Intercommunal de Gâtinais Val de Loing, représenté par son Président ou son représentant,

L'Office de Tourisme Intercommunal de Melun Val de Seine, représenté par son Président ou son représentant,

L'Office de Tourisme Intercommunal de Milly-la-Forêt, représenté par son Président ou son représentant,

L'Office du Tourisme Intercommunal de Seine-Essonne-Sénart, représenté par son Président ou son représentant,

Le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français, représenté par son Président ou son représentant.

PREAMBULE

Constitué autour de huit intercommunalités, deux départements, de villes majeures et de leurs offices du tourisme intercommunautaires respectifs, ce territoire s'inscrit dans l'élaboration d'un « Contrat Régional de Destination» destiné à renforcer l'offre touristique régionale, à favoriser une mobilisation concertée des acteurs locaux et à accroître le rayonnement et la visibilité de ce territoire à l'international conformément aux orientations du « Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017-2021 » voté en novembre 2017 (CR 2017-179).

L'enjeu du présent contrat sera la mise en cohérence des actions de développement touristique sur les territoires de la destination « Yerres-Fontainebleau-Vallée de la Seine, du Loing et de l'Essonne » et l'accompagnement de l'offre tant d'un point de vue qualité que visibilité au sein de la destination. Ce document acte la volonté des Partenaires de collaborer en toute cohérence sur le territoire de la destination « Yerres-Fontainebleau-Vallée de la Seine, du Loing et de l'Essonne » ; document dont le plan d'action sera alimenté par les Partenaires durant sa durée d'exécution

1. LES CARACTERISTIQUES DE LA DESTINATION YERRES-FONTAINEBLEAU-VALLEES DE LA SEINE, DU LOING ET DE L'ESSONNE

En s'éloignant de Paris au sud de l'Ile-de-France, du val d'Yerres au val de Seine jusqu'à la vallée du Loing, de la ville impériale de Fontainebleau aux châteaux de Vaux-le-Vicomte et de Nemours, ainsi que de la vallée de l'Essonne en passant par Milly-la-Forêt dans le Gâtinais, c'est un ensemble de lignes d'itinérances et de points d'intérêts qui fait des huit intercommunalités Val d'Yerres Val de Seine, Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, Melun Val de Seine, Les Deux Vallées, Pays de Fontainebleau, Moret Seine et Loing, Pays de Nemours et Gâtinais Val de Loing une destination touristique régionale.

1.1 Itinérance à travers le patrimoine et la nature au sud de l'Ile-de-France

La nouvelle euro-véloroute n°3, la « Scandibérique », traverse sept des huit intercommunalités sur son parcours entre Trondheim en Norvège et Saint-Jacques de Compostelle, en passant par Paris. Elle traverse l'Ile-de-France et relie le Loiret et la région

Centre-Val de Loire, en suivant la Seine puis le Loing et son canal entre Saint-Mammès et Souppes-sur-Loing.

Des perspectives sont également ouvertes avec la future poursuite en Seine Amont des itinéraires de la V16 – Paris Londres et de la V33 – La Seine à Vélo.

Cette destination peut s'appuyer de la richesse d'un patrimoine naturel et culturel commun.

L'héritage des peintres impressionnistes, entre Gustave Caillebotte dont la maison est à Yerres, Alfred Sisley qui vécut et peint à Moret-sur-Loing, et les peintres de l'école de Barbizon, Corot, Rousseau, Millet, Daubigny ainsi que le précurseur Simon-Mathurin Lantara à Oncy-sur-Ecole. Ou même Cézanne qui a peint le pont de Maincy.

Les forêts domaniales de Sénart et de Milly (Massif des 3 Pignons) en Essonne comme celle de Fontainebleau sont les poumons verts de la destination et une terre d'écotourisme. La forêt de Fontainebleau est labellisée « Forêt d'exception » depuis 2012 et forme par ailleurs avec le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français la « Réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais ».

Du département de l'Essonne à la Seine-et-Marne, la destination compte plusieurs communes au patrimoine historique et culturel remarquable, comme Yerres, la médiévale Moret-sur-Loing, devenue Moret-Loing-et-Orvanne en 2017, et bien sûr Fontainebleau, ville royale et impériale avec son célèbre château, qui constitue un pôle d'attraction majeur qui irrigue le sud francilien. Sans oublier bien sûr le château de Vaux-le-Vicomte, à Maincy près de Melun, modèle du Château de Versailles, qui est devenu plus grand monument privé de France, le Château « Louis XIII » de Courances et la forteresse du XIIe siècle le long du Loing, aujourd'hui château-musée à Nemours. Parmi le patrimoine religieux qui jalonnent ces territoires, la cathédrale de la Résurrection à Evry est la seule construite en France métropolitaine au XXe siècle dans un style totalement contemporain. Les maisons-musées d'artistes, Stéphane Mallarmé à Vulaines sur Seine, Jean-François Millet à Barbizon, Rosa Bonheur à Thomery et celle de Jean Cocteau vient de réouvrir au public à Milly-la-Forêt dont la forêt abrite une sculpture contemporaine aussi monumentale qu'étonnante, le Cyclop, et aussi le village de Grez-sur-Loing, point de rencontres d'artistes internationaux. Beaucoup plus proche de nous, le Moulin de Dannemois, où vécut le chanteur Claude François,

accueille des touristes français et étrangers. Enfin le territoire compte un grand nombre de villages de caractère à découvrir.

La destination compte plus de soixante hôtels pour un total de 3200 chambres et près de 2000 lits en résidences de tourisme. Les quelques hôtels « gros porteurs » de plus de cent chambres sont principalement sur Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart et Melun Val de Seine. Il y a 18 campings sur ce large territoire.

L'Office du Tourisme Intercommunal Fontainebleau Tourisme, peut s'appuyer sur trois bureaux d'information à Fontainebleau, à Bourron-Marlotte et à Barbizon. Val d'Yerres Val de Seine dispose d'un office du tourisme communautaire à Brunoy et une structure d'accueil touristique communale à Montgeron. Les communes de Corbeil-Essonnes, Milly-la-Forêt, Melun, Moret-sur-Loing et Nemours abritent chacune un Office du Tourisme pour leur intercommunalité. L'office du tourisme de Gâtinais Val-de-Loing dispose de trois bureaux d'informations touristiques à Château-Landon, Egreville et Souppes-sur-Loing.

A l'ouest de Val d'Yerres Val de Seine, l'île de Loisirs régionale du Port aux Cerises est à cheval sur les communes de Draveil et de Vigneux-sur-Seine, celle de Bois-le-Roi se situe au nord du Pays de Fontainebleau, tandis que Pays de Nemours bénéficie de l'ile de loisirs de Buthiers.

La Seine coule en amont de Paris à travers cinq des huit intercommunalités. Elle est rejointe par l'Yerres, affluant de la rive droite. Alors que sur la rive gauche, le Loing, passe à Souppes-sur-Loing, Nemours et Moret-Loing-et-Orvanne peu avant son confluent avec la Seine.

Yerres, Corbeil-Essonnes, Milly-la-Forêt et Melun sont desservies depuis Paris par le RER D ainsi que par la ligne R du Transilien qui relie aussi Fontainebleau, Moret-sur-Loing, Nemours et Souppes-sur-Loing-Château Landon.

1.2 Des coopérations d'ores et déjà engagées entre les acteurs

Les deux départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne ont défini chacun une stratégie touristique. Ils sont également signataires, avec l'office du tourisme intercommunal Fontainebleau Tourisme et la commune de Yerres, la Région et le CRT Paris Île-de-France ainsi que de nombreux autres acteurs institutionnels, touristiques et culturels normands et franciliens du « Contrat de Destination Impressionnisme » signé avec l'Etat. Elles sont à ce

titre membres de l'Assemblée des Partenaires, qui a défini dans sa stratégie 9 « archipels territoriaux impressionnistes », parmi lesquels celui de « Yerres, Barbizon et les environs de Fontainebleau » qui réunit les sites impressionnistes du présent Contrat régional de Destination.

Sous l'appellation « Voyages impressionnistes », marque de la Destination Impressionnisme, les acteurs de l'archipel ont donc entrepris un rapprochement et un certain nombre d'actions communes pour faire la promotion internationale de leur offre.

Les acteurs institutionnels portent également le projet très fédérateur d'étendre le classement actuel du Château et du parc à l'Unesco à l'ensemble du « domaine de Fontainebleau » incluant la forêt.

L'Office national des forêts, parce qu'il est en charge de la problématique touristique dans les forêts domaniales, ainsi que Haropa et Voies Navigables de France sont également des acteurs stratégiques dont les projets seront structurants pour le futur de cette destination.

L'association Les PARIS PLUS, regroupant le château de Vaux-le-Vicomte, les Offices de Tourisme de Provins, Pays de Fontainebleau, Moret Seine & Loing, Melun Val de Seine, Pays de Meaux et Seine-et-Marne Attractivité travaillent sur des actions partagées de promotion et communication (campagne numérique, édition de flyers et de brochures, participation à des salons…).

2. LES OBJECTIFS DU CONTRAT REGIONAL DE DESTINATION

L'ambition de la présente Convention-Cadre porte uniquement sur les engagements des contractants de travailler collectivement pour le renforcement, la structuration de l'offre touristique et sa promotion dans l'objectif d'accroitre les retombées touristiques et la qualité de l'expérience du visiteur.

Ce qui fera de ce vaste territoire du sud francilien une destination touristique structurée à part entière résidera dans la conjonction entre des thématiques qui intéressent les touristes et reposent sur une offre tangible, une offre complémentaire qualitativement homogène, une chaine coordonnée de services autour de ces thématiques, des outils marketings communs, et un collectif d'acteurs partageant la même ambition.

L'identification des points d'intérêts touristiques et des cibles prioritaires communs devra être réalisée, pour une coopération optimale des structures.

En outre ce contrat constitue une opportunité pour faire émerger et vivre la communauté des acteurs du tourisme de ce territoire et pour certains d'amplifier le travail de coopération déjà engagé autour de l'Impressionnisme et des illustres, plus largement, par la structuration des acteurs culturels et touristiques de cet « archipel impressionniste ».

Sur l'ensemble des thématiques identifiées, les contractants se fixent comme ambition commune de renforcer l'attractivité de la destination en enrichissant et qualifiant les services touristiques proposés sur le territoire, en mettant en œuvre des actions de promotion partagées, ce qui aura à terme des retombées positives tant en termes de chiffres d'affaires que d'emplois pour les professionnels et les institutions culturelles concernés.
Toutes les thématiques définies sont partagées par plusieurs mais pas nécessairement par l'ensemble des contractants. Chacun des contractants reste donc libre de ne pas participer aux travaux sur une thématique ne concernant pas son territoire.

Chaque Partenaire signataire s'engage à renforcer l'offre de la destination touristique « Yerres, Fontainebleau, Vallées de la Seine, du Loing et de l'Essonne» et sa structuration, chacun sur son propre territoire, pour tous les projets dont il est maître d'ouvrage en cherchant à renforcer l'ensemble de la destination et la satisfaction globale des touristes. Les différents maîtres d'ouvrage gardent leur liberté d'intervention dans le cadre des lois, règlements et dispositifs en vigueur.

Le comité technique du contrat régional de destination « Yerres, Fontainebleau, Vallées de la Seine, du Loing et de l'Essonne» constitue un espace de dialogue, de présentation des projets, afin de favoriser leur enrichissement par l'échange d'informations entre les maîtres d'ouvrage. Chacun, pour sa part, sera sensibilisé aux axes de développement de la destination. C'est le travail collectif et collaboratif qui permettra de mettre en action les projets structurants pour le territoire.

Pour permettre la réalisation de ces objectifs, les partenaires du Contrat Régional de Destination « Yerres, Fontainebleau, Vallées de la Seine, du Loing et de l'Essonne» travailleront collectivement à l'élaboration d'un Plan d'actions pluriannuel concernant les thématiques suivantes.

3. LES THEMATIQUES DU CONTRAT REGIONAL DE DESTINATION

3.1 Les itinérances « multimodales »

L'inauguration de la nouvelle euro-véloroute n°3, appelée « Scandibérique », est une opportunité à saisir pour développer le cyclotourisme à portée internationale, comme le futur développement des parcours en Seine amont de la V16 Paris Londres et de la V33 La Seine à Vélo. Epousant le tracé de la Seine, connectée à des bassins de vie majeurs, des sites touristiques emblématiques et des itinéraires cyclables d'intérêt européen et national, la Seine à Vélo présente tous les atouts pour devenir un itinéraire cyclable longue distance à succès. La structuration de l'offre touristique autour des grands itinéraires de cyclotourisme ainsi que les connections avec des boucles et sentiers sur l'ensemble de la destination.
Le plan d'actions devra aussi développer les itinérances douces comme l'équitation, la randonnée, le canoé-kayak ou bien l'escalade et la varappe pour laquelle la forêt de Fontainebleau et Milly-la-Forêt (massif des 3 Pignons) sont renommés.

Concernant l'équitation, avec le Grand Parquet, l'Ecole Militaire d'Equitation, l'hippodrome de la Solle, les nombreux centres équestres, il y a une forte opportunité de retombées économiques.

Faciliter les déplacements des visiteurs depuis Paris comme entre les différents sites touristiques (notamment les impressionnistes) du territoire comme dans le reste de la destination Paris Ile-de-France, est un enjeu majeur du présent contrat régional de destination. Le plan d'actions devra explorer des moyens d'améliorer la desserte, les liaisons et la signalétique des transport en commun depuis les gares parisiennes, notamment par l'action commune des collectivités du présent contrat auprès d'Ile-de-France Mobilités, avec l'ensemble des transporteurs ainsi que par la recherche d'autres solutions alternatives et innovantes.

3.2 Le patrimoine architectural, culturel, historique et naturel et l'offre impressionniste

La présence sur le territoire de nombreux sites patrimoniaux et culturels, de rayonnement international ou d'une aura plus locale, comme la présence de paysage remarquables ou de

curiosités naturelles peut constituer des parcours touristiques et de weekends « au vert ». La mise en tourisme de ces sites privilégiés sera donc recherchée.

Il en est de même pour les lieux de création et les maisons d'artistes ou d'Illustres et aussi les sites et paysages en lien avec l'impressionnisme qui peuvent être un moteur d'image et de fréquentation touristique française et internationale pour le territoire. A ce titre le contrat régional de destination de « Yerres, Fontainebleau, Vallée de la Seine, du Loing et de l'Essonne» sera un outil de mise en application de la stratégie du contrat de destination impressionniste dans ses « archipels », notamment par l'appropriation et la mise en valeur par l'ensemble des acteurs de territoire concernés de la marque des « Voyages impressionnistes ».

Labellisée Forêt d'Exception, la forêt de Fontainebleau représente un enjeu d'image et un enjeu d'offre touristique. De plus, autrefois zone de chasse royale, la forêt domaniale de Sénart est aujourd'hui sillonnée de sentiers et de pistes cyclables, et prisée des amateurs de marche, de jogging, de vélo, de roller et d'équitation. La présence des forêts domaniales positionne donc la destination sur le segment de l'éco-tourisme et des escapades hors Paris et même « week-ends au vert » avec nuitées à proximité de la capitale, pour les clientèles internationales, notamment les repeaters.

Le plan d'actions devra trouver des moyens de préserver les écosystèmes et gérer les flux tout en améliorant les retombées d'un afflux croissants de visiteurs.

3.3 Le tourisme fluvial et fluvestre

La Seine Amont et ses affluents sont peu développés à ce jour en matière de tourisme fluvial, fluvestre et de circulations douces, en comparaison de la Seine aval. Le nombre de croisières itinérantes et à la journée reste réduit. Certaines spécificités techniques l'expliquent, comme par exemple les horaires des écluses qui ne permettent pas aux usagers le transport de nuit, tel que dans la Seine-Aval. Les canaux, comme le canal du Loing, sont peu exploités.

Une étude des Voies Navigables de France préconise une mise en tourisme afin de proposer une offre structurée de tourisme et loisirs à destination des habitants, excursionnistes et touristes.

Le plan d'actions devra aider au développement plus coordonné et structuré d'infrastructures et d'une offre fluviale et fluvestre à vocation touristique et de loisirs sur la

Seine, l'Essonne, le Loing et les canaux. L'objectif sera aussi de réfléchir avec des opérateurs de croisières et les organismes régulateurs des fleuves et des berges à de nouveaux modèles économiques rentables pour des produits d'excursion ou d'itinérances et de produits innovants dans cette filière.

3.4 Hébergements, séminaires et rencontres professionnelles

L'activité de séminaires, évènements d'entreprise et rencontres professionnelles, et plus spécialement des séminaires résidentiels, est un axe de développement potentiel de la destination.

Le plan d'actions visera à développer une offre spécifique MICE par la mise en relation des acteurs de ce secteur en lien avec les autres filières et atouts tant culturel que naturel.

La distance avec Paris et l'opportunité de créer une destination de tourisme d'affaires et de loisirs « au vert » nécessite de réfléchir à une montée en capacité et en gamme de l'offre hôtelières et d'hébergements touristiques.

Le plan d'actions établi dans le cadre du contrat régional de destination devra permettre de développer une offre d'hébergements pertinente en termes de produit, de catégorie, de capacité et de localisation en adéquation avec les besoins des clientèles actuelles et ciblées.

4. LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Les exécutifs élus de la Région, des départements, intercommunalités (EPCI) et communes, ou leurs représentants, approuvent et signent la convention de lancement du contrat Régional de Destination, via des délibérations de leurs assemblées délibérantes si nécessaire, ainsi que la stratégie et le plan d'actions à l'issue de la phase d'initialisation.

Pour atteindre les objectifs présentés, les Partenaires signataires s'engagent à coopérer et à s'organiser pour mettre en œuvre les 4 axes d'intervention définis, à compter de la date de signature du présent contrat.

Ils s'engagent à coopérer avec le cabinet d'études choisi par le CRT pour accompagner la démarche de constitution des contrats régionaux de destination et des archipels impressionnistes en Ile-de-France et à élaborer ensemble une stratégie et un plan d'actions communs du Contrat Régional de Destination.

Les moyens nécessaires pour la mise en œuvre des actions du Contrat régional de destination sont laissés à l'appréciation de chacun des partenaires.

D'autres partenaires publics, privés ou associatifs et regroupements de partenaires pourront accompagner par ailleurs les Partenaires signataires pour la mise en œuvre du présent Contrat-Cadre de Destination et intégrer le comité technique le cas échéant.

5. LES MODALITES DE PILOTAGE DU CONTRAT REGIONAL DE DESTINATION

Le « Contrat Régional de Destination Yerres, Fontainebleau, Vallée de la Seine, du Loing et de l'Essonne » se déroule en 3 phases : une étape préalable de concertation ayant abouti à la signature de la convention ; une deuxième phase de définition d'un plan d'actions partagé; une troisième phase de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des actions.
La déclinaison opérationnelle du « Contrat Régional de Destination Yerres, Fontainebleau, Vallée de la Seine, du Loing et de l'Essonne» s'appuie sur :

5-1 Un Comité de pilotage

Constitué des signataires de la présente convention-cadre et/ou de leur représentant dûment mandaté, le comité de pilotage décide des orientations et évalue les réalisations. Il est garant du respect des objectifs et de l'atteinte des résultats.
A cet effet, il approuve et engage les processus de signature de la convention-cadre du « Contrat Régional de Destination Yerres, Fontainebleau, Vallée de la Seine, du Loing et de l'Essonne», via des délibérations de leurs assemblées délibérantes si nécessaire, ainsi que la stratégie et le plan d'actions à l'issue de la phase d'initialisation.

5-2 Un Comité technique

Constitué des représentants techniques des signataires de la convention, le comité technique a pour mission de décliner opérationnellement les axes stratégiques du contrat régional de destination. Le comité technique peut, autant que de besoin, accueillir de nouveaux acteurs, (communes, sites et institutions culturelles et touristiques structurant le territoire), dans l'objectif de contribuer à l'atteinte des objectifs tel que visés à l'article 2. Il met en œuvre les décisions du Comité de pilotage et est force de propositions techniques. Il rend compte de son action au Comité de pilotage qui valide les livrables du Contrat Régional de Destination.

Le Comité technique s'appuie sur une équipe projet chargée de l'animation et du pilotage technique.

5-3 Une Equipe Projet

Constituée par le CRT avec les Départements de l'Essonne et de Seine-et-Marne et leurs comités départementaux du tourisme, l'équipe projet est chargée d'animer et de piloter techniquement la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation technique du « Contrat Régional de Destination Yerres, Fontainebleau, Vallée de la Seine, du Loing et de l'Essonne». Il est garant de la coordination technique et de la mise en application des stratégies touristiques concernant le territoire de contrat.

6. LES FINANCEMENTS

Le présent Contrat ne donne pas lieu à un engagement financier des contractants. Les actions qui découleront de sa mise en œuvre devront faire l'objet d'une demande au titre du droit commun conformément aux règlements d'intervention de chacun des financeurs.

Les missions de pilotage de l'équipe projet sont prises en charge dans le cadre des budgets de fonctionnement ordinaires de la Région, des Départements et de leurs organismes associés en charge du Tourisme. Chaque organisme financeur restant toutefois souverain et responsable des moyens qui le concernent.

7. L'EVALUATION ET SUIVI DU CONTRAT REGIONAL DE DESTINATION

Afin de garantir l'efficacité des actions envisagées, et permettre une utilisation des moyens humains et financiers engagés par toutes les parties, un dispositif d'évaluation est établi collectivement, dans le même temps que le plan d'actions. Une liste d'indicateurs, globaux ou propre à chaque action envisagée, est ainsi établie et servira de base à l'évaluation, de façon régulière. Le document final devra comporter une partie quantitative sous la forme d'un tableau de bord et une synthèse qualitative permettant de mesurer l'atteinte des objectifs tels que visé au chapitre 2.

8. LA COMMUNICATION

Dans toutes les actions de communication, les évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation tels que décidés dans le cadre du Comité de pilotage de la présente convention-cadre, les signataires s'engagent à communiquer en apposant la marque Paris Région.

Le ,

Pour le Conseil régional Ile-de-France,
La Présidente

Pour le Conseil départemental de Seine-et-Marne,
Le Président

Pour le Conseil départemental de L'Essonne
Le Président

Pour la Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine,
Le président

Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau,
Le Président

Pour La Communauté d'agglomération Melun Val de Seine,
Le Président

Pour la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart,
Le Président

Pour la Communauté de communes des Deux Vallées,
Le Président

Pour la Communauté de communes Moret Seine-et-Loing,
Le Président

Pour la Communauté de communes du Pays de Nemours,
Le Président

Pour la Communauté de communes Gâtinais Val-de-Loing,
Le Président,

Pour Seine et Marne Développement
Le Président

Pour le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France,
Le Président

Pour le Comité Départemental De l'Essonne,
Le Président

Pour l'Office de tourisme de Moret Seine-et-Loing,
Le Président

Pour l'Office de tourisme du Pays de Fontainebleau,
Le Président

Pour l'Office de tourisme du Pays de Nemours,
La Présidente

Pour l'Office de tourisme de Gâtinais Val-de-Loing,
Le Président

Pour l'Office de tourisme de Melun Val de Seine,
Le Président

Pour l'Office de tourisme de Milly la Forêt,
Le Président

Pour l'Office de tourisme de Seine-Essonne-Sénart,
Le Président

Pour le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français,
Le Président

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-124

DU 4 MARS 2020

BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 2ÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU la délibération modifiée n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération modifiée n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « soutien à l'équipement des polices municipales » ;

VU la délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;

VU la délibération n° CP 2017-073 du 8 mars 2017 adoptant la convention type relative au soutien à l'équipement immobilier des polices municipales ;

VU la délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité et adoptant le règlement d'intervention « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-124 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés dans les fiches projets en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **579 160 €.**

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **579 160 €**, disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « bouclier de sécurité », action 15700103 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics », au financement d'équipements détaillés dans les fiches projets en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **314 208 €**.

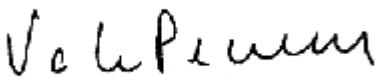
Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité et adoptant le règlement d'intervention « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **314 208 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « bouclier de sécurité », action 15700104 « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » du budget 2020.

Article 3 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171279-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX047438 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE ARNOUVILLE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	349 083,00 € HT	15,47 %	54 000,00 €
	Montant total de la subvention		54 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARNOUVILLE
Adresse administrative : RUE ROBERT SCHUMAN
95400 ARNOUVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal DOLL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Arnouville

Dates prévisionnelles : 10 octobre 2019 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Après une première installation en 2012, puis une première extension en 2018, la ville d'Arnouville souhaite compléter son dispositif afin de renforcer le maillage de son territoire. La gestion des caméras de la ville est assurée par le Centre de Supervision Urbaine Intercommunale (CSUI) de la Communauté d'Agglomération de Roissy-Pays-de-France (CARPF) qui regroupe également les villes de Garges-les-Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel. La méthode d'évaluation et cette mutualisation ont permis de déterminer des emplacements qui permettent, en plus du maillage initial, d'interagir plus efficacement sur les déplacements opérés sur les villes dans le périmètre du CSUI. Une concertation entre les services de la ville, les services de la CARPF et les forces de l'ordre ont permis de valider la nécessité de la mise en place de 12 nouvelles caméras.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention

s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors dépense de maintenance pour 987 € HT.
Le coût de revient à la caméra ayant été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention de 54 000 € pour 12 caméras.

Localisation géographique :

- ARNOUVILLE-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 12 caméras	42 859,00	12,24%
Raccordement (fibre optique : électricité, liens radios, pose)	184 132,00	52,60%
Travaux (génie civil...)	104 833,00	29,95%
Ecrans de contrôle - serveur	17 259,00	4,93%
Maintenance fibre (dépense non éligible)	987,00	0,28%
Total	350 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	54 000,00	15,43%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	204 966,00	58,55%
Subvention Département (sollicitée)	91 104,00	26,02%
Total	350 070,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-124

DOSSIER N° EX047519 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNAUTE AGGLOMERATION PLAINE VALLEE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	151 851,00 € HT	30,00 %	45 555,00 €
		Montant total de la subvention	45 555,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAPV COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE VALLEE
Adresse administrative	:	2 AVENUE FOCH 95160 MONTMORENCY
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur LUC STREHAIANO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la communauté d'agglomération Plaine Vallée

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Lors des derniers travaux menés de concert avec les commissaires de police, chefs de circonscription d'agglomération, le colonel de la compagnie de gendarmerie de Montmorency et des chefs des bridages de Domont et d'Ecouen, il a été évoqué le fait de déployer pour chacune des communes de Plaine Vallée une caméra dite "nomade".
11 caméras nomades seront donc destinées à être installées en première intention lors de l'apparition de phénomènes délinquants sur des secteurs non couverts par le dispositif de vidéoprotection fixe. Elles permettront aux forces de sécurité de répondre à une problématique d'évolution, mais aussi d'y trouver des moyens complémentaires en matière de résolution.
Elles pourront aussi, en deuxième instance, servir aux communes dans l'organisation des manifestations, puisque elles seront un élément supplémentaire mis en œuvre dans les dispositifs de sécurisation venant encadrer ces événements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors frais d'études, de DOE, de formation.

Localisation géographique :

- ANDILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose de 11 caméras	142 078,00	91,62%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement...)	9 773,00	6,30%
Frais d'études (dépenses non éligibles)	3 218,00	2,08%
Total	155 069,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 555,00	29,38%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	62 990,00	40,62%
Subvention Département (sollicitée)	46 524,00	30,00%
Total	155 069,00	100,00%

DOSSIER N° EX047820 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE SURESNES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	16 916,00 € HT	30,00 %	5 074,00 €
		Montant total de la subvention	5 074,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Suresnes

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 1 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Achat d'une caméra nomade et installation de quatre caméras fixes sur la voie publique induites par l'ouverture d'une galerie artisanale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (4 caméras fixes + 1 caméra nomade)	15 140,00	89,50%
Ecrans de contrôle	1 776,00	10,50%
Total	16 916,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 074,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	8 644,00	51,10%
Subvention Département (sollicitée)	3 198,00	18,91%
Total	16 916,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-124

DOSSIER N° EX047833 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'ORSONVILLE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	23 495,00 € HT	35,00 %	8 223,00 €
	Montant total de la subvention		8 223,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORSONVILLE
Adresse administrative : 1 RUE DES ECOLES
78660 ORSONVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne CABRIT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Orsonville

Dates prévisionnelles : 28 novembre 2019 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune d'Orsonville souhaite diminuer les actes d'incivilité publics, les dégradations des biens publics, restreindre les actes liés à la petite criminalité, et aider les services de la gendarmerie nationale. Ces diminutions passent par l'acquisition d'un système de vidéoprotection répondant aux attentes de la commune et des forces de l'ordre, composé de 10 caméras.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :
- ORSONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 10 caméras	15 995,00	68,08%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	7 500,00	31,92%
Total	23 495,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 223,00	35,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	15 272,00	65,00%
Total	23 495,00	100,00%

DOSSIER N° EX047845 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE SAINT JUST EN BRIE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	8 640,00 € HT	30,00 %	2 592,00 €
		Montant total de la subvention	2 592,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-JUST-EN-BRIE
Adresse administrative : MAIRIE
77370 SAINT-JUST-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sébastien DROMIGNY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Saint-Just-en-Brie

Dates prévisionnelles : 28 novembre 2019 - 1 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Suite à l'installation d'un système de vidéoprotection sur la commune, il s'avère que 2 points stratégiques n'ont pas été initialement équipés. Face à la demande de réquisitions régulières de la gendarmerie nationale de Provins et pour obtenir une diminution encore plus efficace des atteintes à la sécurité des administrés, de leurs biens et des biens communaux, la collectivité fait le choix de se doter de 2 caméras supplémentaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (2 caméras)	6 390,00	73,96%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	2 250,00	26,04%
Total	8 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	2 592,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	1 728,00	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	4 320,00	50,00%
Total	8 640,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-124

DOSSIER N° EX047957 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE SAINT PIERRE DU PERRAY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	252 963,00 € HT	30,00 %	75 889,00 €
		Montant total de la subvention	75 889,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT PIERRE DU PERRAY
Adresse administrative : 8 RUE DE VIVALDI
91280 SAINT-PIERRE-DU-PERRAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Catherine ALIQUOT-VIALAT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Saint-Pierre-du-Perray

Dates prévisionnelles : 3 décembre 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Confrontée à des difficultés axées sur les atteintes aux biens et aux personnes, la commune de Saint-Pierre-du-Perray a décidé de s'engager dans la mise en place d'un dispositif de vidéoprotection sur voie publique.
En effet, située sur des axes routiers stratégiques dans le département de l'Essonne et de la Seine-et-Marne, la ville est sujette au développement de la délinquance, des cambriolages et trafics de toutes sortes. Il est prévu l'installation de 33 caméras.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30 % des seules dépenses éligibles (252 963 € HT, hors dépenses d'études, de formation et de maintenance). Soit un montant de subvention proposé à 75 889 €.

Localisation géographique :

- SAINT-PIERRE-DU-PERRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 33 caméras	65 620,00	24,77%
Logiciels	48 600,00	18,34%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	123 743,00	46,70%
Ecrans de contrôle	15 000,00	5,66%
Etudes, formations, maintenance,… (dépenses non éligibles)	12 000,00	4,53%
Total	264 963,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	75 889,00	28,64%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	189 074,00	71,36%
Total	264 963,00	100,00%

DOSSIER N° EX047999 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE PUTEAUX

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	1 110 119,00 € HT	30,00 %	333 035,00 €
	Montant total de la subvention		333 035,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUTEAUX
Adresse administrative : 131 RUE DE LA R PUBLIQUE
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Puteaux

Dates prévisionnelles : 13 décembre 2019 - 15 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Ce projet consiste à l'aménagement du nouveau CSU de la commune de Puteaux :
- distribution électrique et câblage : ensemble des câbles électriques et VDI pour le CSU, la salle de crise, la salle blanche, le local de relecture et le local onduleur, ainsi que les onduleurs et les baies informatiques,
- postes informatiques : ensemble des postes opérateurs et leurs moniteurs, les serveurs d'affichage,
- contrôle d'accès pour les niveaux R+3 et R+4 avec les lecteurs de badges, les routeurs radios de communication et les unités de traitement local,
- mobilier du CSU,
- mur d'images permettant d'observer les images filmées par les différentes caméras implantées dans la Commune. (actuellement 185 caméras avec ajout de 50 caméras en 2020).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Ne sont pas éligibles les études, les Dossiers des Ouvrages Executés (DOE), la formation, le transport et logistique, la garantie, la maintenance et la formation pour 120 017 €

Localisation géographique :

- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	198 814,00	16,16%
Ecrans de contrôle	833 384,00	67,75%
Mobiliers	77 921,00	6,33%
Etudes, Dossiers des Ouvrages Executés (DOE), formation, transport et logistique, garantie, maintenance et formation (non éligibles)	120 017,00	9,76%
Total	1 230 136,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	333 035,00	27,07%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	897 101,00	72,93%
Total	1 230 136,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-124

DOSSIER N° EX048097 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE VILLECRESNES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	104 228,00 € HT	30,00 %	31 268,00 €
		Montant total de la subvention	31 268,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLECRESNES
Adresse administrative : 68 RUE DU LIEUTENANT DAGORNO
94440 VILLECRESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gérard GUILLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Villecresnes

Dates prévisionnelles : 16 mai 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Déploiement de la phase 2 de la vidéoprotection pour permettre une couverture complète des sites stratégiques de la commune. 15 caméras vont être ajoutées au dispositif existant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- VILLECRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (15 caméras)	80 447,00	77,18%
Logiciels	12 176,00	11,68%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	11 605,00	11,13%
Total	104 228,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	31 268,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	72 960,00	70,00%
Total	104 228,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-124

DOSSIER N° EX048150 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE REBAIS

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	78 415,00 € HT	30,00 %	23 524,00 €
	Montant total de la subvention		23 524,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE REBAIS
Adresse administrative : 2 RUE DE L'HOTEL DE VILLE
77510 REBAIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Germain TANIERE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Rebais

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune souhaite installer 20 caméras supplémentaires de vidéosurveillance pour sécuriser les biens et les personnes sur tout le territoire de la commune :
- Protection des bâtiments et installations publics et leurs abords,
- Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens,
- Protection des abords immédiats des commerces et entreprises (agression, vol),
- Sécurité des installations sportives,
- Prévention des incivilités, des dégradations et propreté de la ville.

Toutes les caméras seront connectées à un stockeur numérique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention

est de 30%.

Localisation géographique :

- REBAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (20 caméras)	10 410,00	13,28%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	68 005,00	86,72%
Total	78 415,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	23 524,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	15 683,00	20,00%
DETR 2020 (sollicitée)	39 208,00	50,00%
Total	78 415,00	100,00%

DOSSIER N° EX046680 - Soutien équipement forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'ETAMPES

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	30 143,00 € HT	30,00 %	9 043,00 €
	Montant total de la subvention		9 043,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : 4 RUE SAINT ANTOINE
91152 ETAMPES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur BERNARD LAPLACE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Etampes

Dates prévisionnelles : 12 août 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Dans le cadre de l'accroissement des moyens humains, il est nécessaire pour la commune de financer un véhicule sérigraphié de police municipale (Peugeot Expert Combi Standard), et d'équiper les agents par l'acquisition de 6 gilets pare-balles et 2 bâtons de défense.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 6 gilets pare-balles	2 766,00	9,18%
Achat de 2 bâtons de défense	412,00	1,37%
Achat d'un véhicule Peugeot Expert	26 965,00	89,46%
Total	30 143,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 043,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	3 069,00	10,18%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	18 031,00	59,82%
Total	30 143,00	100,00%

DOSSIER N° EX047826 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'ASNIERES-SUR-SEINE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	75 205,00 € HT	35,00 %	26 321,00 €
	Montant total de la subvention		26 321,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'ASNIERES-SUR-SEINE
Adresse administrative	:	1 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE 92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Manuel AESCHLIMANN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Asnières-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 28 novembre 2019 - 2 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La politique de sécurité urbaine mise en place au sein d'Asnières-sur-Seine répond aux préoccupations des Asniérois. Ainsi, la Ville s'engage constamment dans l'amélioration de la sécurité de ses administrés dans leur milieu de vie mais également de sa police municipale. Plusieurs équipements vont être achetés :
- 38 gilets pare-balles
- 5 bâtons de défense
- 46 radios
- 2 véhicules Peugeot Rifter équipés et sérigraphiés

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire en ZSP, le taux maximum est de 35%.

Localisation géographique :

- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
38 Gilets pare-balles	15 912,00	21,16%
5 Bâtons de défense	583,00	0,78%
46 Terminaux portatifs de radiocommunication	21 097,00	28,05%
2 véhicules Peugeot Rifter (hors frais de mise en service et carte grise)	25 074,00	33,34%
Equipement et sérigraphie des 2 véhicules (hors frais de livraison et déplacement)	12 539,00	16,67%
Total	75 205,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	26 321,00	35,00%
Subvention Etat (sollicitée)	26 321,00	35,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	22 563,00	30,00%
Total	75 205,00	100,00%

DOSSIER N° EX048104 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE CHELLES

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	9 500,00 € HT	30,00 %	2 850,00 €
	Montant total de la subvention		2 850,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHELLES
Adresse administrative	:	PARC DU SOUVENIR EMILE FOUCHARD 77500 CHELLES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Brice RABASTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Chelles

Dates prévisionnelles : 17 avril 2019 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Au cours des interventions des agents de la police municipale, les 10 caméras piétons favorisent le constat des infractions et la poursuite de leurs auteurs par la collecte de preuves.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
10 caméras piétons	9 500,00	100,00%
Total	9 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	2 850,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	1 550,00	16,32%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	5 100,00	53,68%
Total	9 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-124

DOSSIER N° EX048115 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE CHILLY MAZARIN

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	20 121,00 € HT	30,00 %	6 036,00 €
	Montant total de la subvention		6 036,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN
Adresse administrative : 5 PL DU 8 MAI 1945
91380 CHILLY-MAZARIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul BENEYTOU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Chilly-Mazarin

Dates prévisionnelles : 20 décembre 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Les effectifs de la police municipale étant en hausse, la municipalité de Chilly-Mazarin souhaite investir dans un nouveau véhicule Dacia Logan afin de répondre aux besoins et faciliter le travail des agents sur le terrain.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicule Dacia Logan	20 121,00	100,00%
Total	20 121,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 036,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	14 085,00	70,00%
Total	20 121,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-124

DOSSIER N° EX048135 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE CESSON

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	702 000,00 € HT	30,00 %	210 600,00 €
	Montant total de la subvention		210 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CESSON
Adresse administrative : 8 ROUTE DE SAINT LEU
77240 CESSON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier CHAPLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Cesson

Dates prévisionnelles : 20 décembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le projet de construction de la nouvelle police municipale est localisé dans le nouveau quartier urbanisé de la Plaine du Moulin à Vent, accueillant déjà des équipements publics à vocation intercommunale. Il est rendu nécessaire notamment par la vétusté du poste actuel, et l'évolution progressive des effectifs, aujourd'hui à l'étroit dans des locaux non réhabilitables. La sécurité des agents est parfois engagée en fonction des situations auxquelles ils peuvent être confrontés. Les moyens de riposte restent limités compte tenu d'un local exigu. Celui-ci n'offre pas suffisamment d'espace libre et de garanties pour envisager l'installation d'une armurerie pour le stockage des armes de poing ou tout autre moyen de défense intermédiaire. Il permettra ainsi d'accueillir les services en toute confidentialité dans un lieu sécurisé, à la fois pour le public mais surtout pour les agents de PM. Le diagnostic de sécurité joint au présent dossier précise que ce nouveau poste sera également synonyme : d'accueil et d'accompagnement des administrés dans leurs démarches, de mise en commun des effectifs de PM des 2 communes (Cesson et Vert-Saint-Denis), de lutte plus efficace contre la délinquance de proximité,

d’actions plus larges en matière de prévention et de dissuasion, d’accompagnement en sécurité de la future offre de transport en commun TZEN2.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- CESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction d'un poste de Police Municipale (pour améliorer la sécurité des agents dans le cadre de l'exercice de leur missions) hors études (non éligibles)	702 000,00	100,00%
Total	702 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	210 600,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	491 400,00	70,00%
Total	702 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048140 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE SAINTE GENEVIEVE DES BOIS

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	128 260,00 € HT	30,00 %	38 478,00 €
	Montant total de la subvention		38 478,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Adresse administrative : PLACE ROGER PERRIAUD
91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FREDERIC PETITTA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Sainte-Geneviève-des-Bois

Dates prévisionnelles : 30 décembre 2019 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le 18 décembre 2018, le Conseil municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois délibérait pour la création d'un service de police municipale. Dans une 1ère phase, le service de police municipale a été constitué de 4 personnes, effectif amené à évoluer au cours des années. L'équipe est ainsi opérationnelle en ce début d'année 2020 et un poste de police municipale sera créé pour permettre un fonctionnement efficient de cette équipe.
Il sera installé dans un bâtiment communal qui devra faire l'objet de travaux de rénovation et de mise aux normes, pour assurer la sécurité des agents dans l'exercice de leurs missions :
- mise aux normes accessibilité,
- peinture,
- revêtements de sols,

- création vestiaire, sanitaires,
- mise en sécurité : alarme et installation de radiocommunication numérique et analogique, conformes à l'interopérabilité des réseaux de radiocommunication entre la police municipale et la police nationale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Radiocommunication, téléphonie	11 590,00	9,02%
Travaux intérieurs (plomberie, électricité, peinture, sas d'entrée, chauffage,...)	107 570,00	83,71%
Sécurité (alarmes, dispositif anti-intrusion...)	9 100,00	7,08%
Etudes pour radiocommunication (dépenses non éligibles)	250,00	0,19%
Total	128 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	38 478,00	29,94%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	90 032,00	70,06%
Total	128 510,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-124

DOSSIER N° EX048168 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE SAINT MICHEL SUR ORGE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	69 602,00 € HT	30,00 %	20 880,00 €
	Montant total de la subvention		20 880,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
Adresse administrative : 16 RUE DE L'EGLISE
91240 SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sophie RIGAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Saint-Michel-sur-Orge

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2019 - 28 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Face à la recrudescence de petits actes d'incivilités, la commune de Saint-Michel-sur-Orge a décidé de créer une Police municipale qui sera déployée progressivement sur deux exercices, afin d'atteindre un total de 6 agents de la filière Police municipale. Elle permettra de soutenir l'action de la Police nationale, de mieux prévenir la commission d'infractions et sera un outil supplémentaire pour protéger et accompagner les Saint-Michellois dans leur quotidien.
Sont prévus l'achat des équipement suivants :
1 véhicule Renault Grand Scénic, 12 bâtons de défense, 6 gilets pare-balles, 1 caméra piétons, 12 terminaux radio.
Les travaux immobiliers suivants :
- sécurité : contrôle d'accès,
- matériel incendie, prévention, protection, grille de défense,

- électricité,
- charpente,...

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%, hors frais de formation pour 400 €, ce qui ramène les dépenses éligibles à 69 602 € HT.

Localisation géographique :

- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
6 gilets pare-balles	3 664,00	5,23%
12 bâtons de défense	416,00	0,59%
1 caméra piéton	933,00	1,33%
1 véhicule Renault Grand Scénic	23 754,00	33,93%
12 terminaux portatifs de radiocommunication	15 667,00	22,38%
Travaux immobiliers nécessaires au renforcement de la sécurité des agents de police municipale	25 168,00	35,95%
Frais de formation pour les terminaux (dépenses non éligibles)	400,00	0,57%
Total	70 002,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 880,00	29,83%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	49 122,00	70,17%
Total	70 002,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-072

DU 4 MARS 2020

AIDE AU PARC PRIVÉ - PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2020 - APPROBATION DE CINQ LABELS CDSR

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement ;

VU la délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé et portant approbation de la convention type d'aide aux travaux ;

VU la délibération n° CP 14-679 du 20 novembre 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé et approuvant notamment la labellisation de la copropriété Sadi Carnot à Aubervilliers ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente et modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé portant approbation de la convention type d'appui en ingénierie ;

VU la délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé et approuvant notamment les labellisations des copropriétés Quétigny 1, 2 et 3 à Epinay-sur-Seine et Chalands 1 à Sevran ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 intitulée « Région Île-de-France Région solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2018-520 du 20 novembre 2018 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé portant approbation de la convention type d'aide aux travaux en parties privatives ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-072 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Accorde cinq labels régionaux « Copropriété en difficulté soutenue par la Région » d'une durée de 5 ans, aux copropriétés suivantes :

- Copropriété Evriel sise 204-206-208 rue des Pyramides à Evry-Courcouronnes (91000),
- Copropriété V Bastides sise 201 rue Bonaparte, 301-302 allée des Loges, 201-203 rue Champollion à Evry-Courcouronnes (91000),
- Copropriété Evry Point IV sise 405-409 square du Dragon à Evry-Courcouronnes (91000),
- Copropriété Les Caravelles sise 210 avenue du 8 mai 1945 au Blanc-Mesnil (93150),
- Copropriété Anotéra sise rue de la Remise aux Faisans à Orly (94310).

Subordonne l'octroi de ces labels à la conclusion de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012, intégrant les plans de redressement figurant en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement – Aide au parc privé », au financement du programme de travaux détaillé dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'1 subvention d'un montant maximum prévisionnel de 264 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **264 000 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagements des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement - Aide au parc privé », au financement des travaux en parties privatives détaillés dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel 26 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération CP 2018-520 du 20 novembre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **26 000 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2020.

Article 4:

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement – Aide au parc privé », au financement de 8 mesures d'ingénierie détaillées dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 8 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 68 811 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **68 811 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagements des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2020.

Article 5:

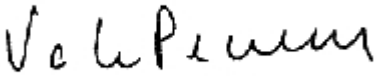
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe à la délibération en application de l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 6 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement provisionnelle de 2 700 € pour la transcription des débats dans le cadre des séances plénières du comité régional pour l'habitat et l'hébergement (CRHH) ou de ses diverses formations (bureau, groupes de travail, Observatoire de l'habitat et de l'hébergement notamment) à compter du 28 février 2020.

Cette somme disponible est prélevée sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat - Logement », du budget 2020, au titre du programme HP 54-005 « Actions en faveur du logement des jeunes », action 15400501 « Soutien au logement des jeunes ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc167153-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 - PLANS DE REDRESSEMENT DES 5 LABELS CDSR

ANNEXE A LA CONVENTION VALANT PROTOCOLE DE REDRESSEMENT DE LA COPROPRIETE
EVRY PYRAMIDES - EVRIEL

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
INTERVENTIONS TECHNIQUES ET THERMIQUES SUR LE BATI Travaux en parties communes : - ravalement ITE - étanchéité et isolation des toitures-terrasses accessibles et inaccessibles - isolation des planchers hauts du parking - VMC - menuiseries extérieures privatives - chauffage : isolation et régulation **Total du projet :** **3 057 380,40€ TTC**	2020 à 2022	- Réaliser les travaux et assurer leur suivi avec le syndic et le maitre d'œuvre. - Programme de travaux voté en juin 2019 - Souscrire à un contrat d'entretien du chauffage avec une clause d'intéressement. - Tenir un tableau de bord des consommations d'énergie de la copropriété avec l'exploitant.	- Favoriser le portage immobilier - Mettre en œuvre des événements d'information et de formation à destination des copropriétaires **Ville** : 1% du montant total TTC des travaux éligibles soit 29 000 €	**Aide totale (montant estimatif) :** Aides aux travaux en parties communes (réhabilitation et amélioration thermique) : 391 000 €	**ANAH (Plan Initiatives Copropriétés)** : Aide totale : 2 144 956,15 € dont : - aide aux travaux d'urgence (100%) : 300 000 € - aide autres travaux : 1 250 000 € - abondement X+X : 594 956 € **Département de l'Essonne** : 230 000 €

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES MENAGES • -Renforcement du travail sur la résorption des impayés • -Mobilisation du partenariat social • -Identification des ménages ayant des dettes naissantes • -Stratégie de communication : faire connaître le travailleur social • -Collaboration étroite avec les membres du CS et syndic (suivi, échéanciers) • -Instruction des subventions individuelles pour les travaux (copropriété, handicap…) -Repérage de familles	2019 à 2022	- Assurer le suivi des impayés et du recouvrement contentieux en lien étroit avec la chargée de mission sociale de l'opérateur - Transmettre les documents et informations nécessaires au suivi contentieux. - Faciliter l'information et le lien entre les propriétaires (et locataires) et les divers intervenants sociaux en présence sur le territoire	- Mise en œuvre et le suivi d'actions de recouvrement des impayés de charges - Mobilisation les services de la ville pour accompagner le travail social		Conseil départemental : Dispositif FSL

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
souhaitant vendre ou dans l'impossibilité de se maintenir (portage)					
GESTION ET FONCTIONNEMENT - Recherche de solutions de préfinancement gratuite et de financements complémentaires pour sécuriser le plan de financement - Renforcement du suivi et traitement des impayés en lien avec la mise en œuvre d'une stratégie de portage - Remobilisation des copropriétaires et d'autres membres du conseil syndical	2019 à 2022	- Poursuite de la collaboration avec l'opérateur dans la recherche de solutions de financement - Poursuite de la participation active aux Commissions Impayés, suivi rigoureux des échéanciers et procédures, notamment dans la période d'appels de fonds - Participation à la mise en œuvre d'actions de remobilisation des copropriétaires	- Soutient et facilite le travail de l'opérateur en charge du suivi du Plan de sauvegarde - Prépare et signe la prolongation du plan de sauvegarde 2020-2022 - Favorise le portage immobilier provisoire par la filiale CDC Habitat / EPFIF des 4 logements actuellement ciblés	Aide au surcoût de gestion (selon délibération cadre CR 09-11 du 10 février 2011) Aide à l'engagement des procédures juridiques et contentieuses (selon délibération cadre CR 09-11 du 10 février 2011)	ANAH : Aide à la gestion à l'opérateur : 5000€HT/ bâtiment et 150€HT/lot

ANNEXE A LA CONVENTION VALANT PROTOCOLE DE REDRESSEMENT DE LA COPROPRIETE
EVRY PYRAMIDES - EVRY POINT IV

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
INTERVENTIONS TECHNIQUES ET THERMIQUES SUR LE BATI Travaux en parties communes : - Ravalement ITE - VMC - Menuiseries extérieures privatives **Total du projet TTC : 3 585 894,86 €**	novembre 2020 à décembre 2021	- Réaliser les travaux et assurer leur suivi avec le syndic et le maître d'œuvre. - Programme de travaux voté en décembre 2018	- Favoriser le portage immobilier - Mobiliser les services du CCAS communal pour accompagner le travail social - Mettre en œuvre des événements d'information et de formation à destination des copropriétaires **Ville** : 1% du montant total TTC des travaux éligibles soit 33 800 €	**Aide totale (montant estimatif) :** Aides aux travaux en parties communes: 532 000€ Aides aux travaux en parties privatives (selon délibération cadre CR 09-11 du 10 février 2011)	**ANAH (Plan Initiatives Copropriétés)** : Aide totale : 2 612 236,78 € Dont : - aide aux travaux d'urgence (100%) : 375 000 € - aide autres travaux : 1 387 000 € - abondement x+x : 850 236 € **Département de l'Essonne** : 351 609,64 €

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES MENAGES • Mobilisation du partenariat social • Identification des ménages ayant des dettes naissantes • Stratégie de communication : faire connaître le travailleur social • Collaboration étroite avec les membres du CS et syndic (suivi, échéanciers) • Instruction des subventions individuelles pour les travaux (copropriété, handicap…) • Repérage de familles souhaitant vendre ou dans l'impossibilité de se maintenir (portage)	2019 à 2022	- Assurer le suivi des impayés et du recouvrement contentieux en lien étroit avec la chargée de mission sociale de l'opérateur - Transmettre les documents et informations nécessaires au suivi contentieux. - Faciliter l'information et le lien entre le propriétaires (et locataires) et les divers intervenants sociaux en présence sur le territoire	- Mise en œuvre et le suivi d'actions de recouvrement des impayés de charges - Mobilisation les services de la ville pour accompagner le travail social		Conseil départemental : Dispositif FSL

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
GESTION ET FONCTIONNEMENT - Renforcement du suivi et traitement des impayés en lien avec la mise en œuvre d'une stratégie de portage - Renforcement du suivi des dépenses et du travail sur la baisse des charges (groupe de travail renforcé à partir de septembre 2019) - Renouvellement du partenariat avec la nouvelle gestionnaire - Remobilisation des copropriétaires	2019 à 2022	- Améliorer le suivi et traitement des impayés ; - Renforcer le contrôle des dépenses et en particulier agir sur le poste ménage et réfléchir à la vente du logement gardien pour générer des fonds ; - Participer aux groupes de travail Gestion - Renforcer la participation aux assemblées générales	- Soutient et facilite le travail de l'opérateur en charge du suivi du Plan de sauvegarde - Prépare et signe la prolongation du plan de sauvegarde 2020-2022 - Favorise le portage immobilier provisoire par la filiale CDC Habitat / EPFIF des 8 logements actuellement ciblés	Aide à la gestion (selon délibération cadre CR 09-11 du 10 février 2011) Aide aux procédures juridiques et contentieuses (selon délibération cadre CR 09-11 du 10 février 2011)	ANAH : Aide à la gestion à l'opérateur : 5000€HT/ bâtiment et 150€HT/lot

ANNEXE A LA CONVENTION VALANT PROTOCOLE DE REDRESSEMENT DE LA COPROPRIETE
EVRY PYRAMIDES - V BASTIDES

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	**ECHEANCE**	**ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE**	**ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE**	**ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION**	**ENGAGEMENTS PREVISONNELS DES AUTRES FINANCEURS**
INTERVENTIONS TECHNIQUES ET THERMIQUES SUR LE BATI Travaux en parties communes : - Ravalement ITE - Etanchéité et isolation des toitures-terrasses inaccessibles - Menuiseries extérieures privatives **Total projet** **2 674 259,66 € TTC**	Janvier 2020 à Juin 2021	- Réaliser les travaux et assurer leur suivi avec le syndic et le maitre d'œuvre. - Programme de travaux voté en septembre 2018	- Favoriser le portage immobilier - Mettre en œuvre des événements d'information et de formation à destination des copropriétaires **Ville** : 1% du montant total TTC des travaux éligibles soit 22 000 €	**Aide totale (montant estimatif) :** Aides aux travaux en parties communes (travaux d'amélioration thermique): 392 000€	**ANAH (Plan Initiatives Copropriétés)** : Aide totale : 1 812 972,50 € <u>Dont :</u> - aide aux travaux d'urgence (100%) : 0 € - aide autres travaux : 1 198 000 € - abondement x+x : 614 972,5 € **Département de l'Essonne** : 250 000 €

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES MENAGES • Renforcement du travail sur la résorption des impayés • Mobilisation du partenariat social • Identification des ménages ayant des dettes naissantes • Stratégie de communication : faire connaître le travailleur social • Collaboration étroite avec les membres du CS et syndic (suivi, échéanciers) • Instruction des subventions individuelles pour les travaux (copropriété, handicap…) Repérage de familles souhaitant vendre ou dans l'impossibilité de se maintenir (portage)	2019 à 2022	- Assurer le suivi des impayés et du recouvrement contentieux. - Transmettre tous les documents et informations nécessaires au suivi contentieux -Faciliter l'information et le lien entre les propriétaires et les acteurs sociaux du territoire	- Mobilise les services de la ville pour accompagner le travail social (via les commissions sociales notamment) - la mise en œuvre et le suivi d'actions de recouvrement des impayés de charges - optimisation des charges, notamment sur le volet énergétique - travail sur les comptes de la copropriété - dynamisation des instances de gestion - mobilisation et renforcement de la mobilisation des propriétaires Ces actions seront traitées dans des groupes de travail « gestion » et « impayés »		Dispositif FSL « maintien ». Micro crédits, prêts sociaux et aides complémentaires (CAF, caisses de retraites, etc.)

GESTION ET FONCTIONNEMENT - Redressement de la situation financière de la copropriété, notamment pendant les appels de fonds travaux - Suivi des impayés de charges et suivi social des ménages - Poursuite de l'optimisation des charges de copropriété (notamment les postes dits de consommation et point sur les contrats et sur renégociation possible) -Dynamisation des instances de gestion	2019 à 2022	- Renforcement du contrôle des dépenses et en particulier agir sur le poste ménage et réfléchir à la vente du logement gardien pour générer des fonds ; - Amélioration du suivi et traitement des impayés ; - Réunion des fonds pour permettre la mise en œuvre du Plan de Patrimoine . - Renforcement de la participation aux assemblées générales - Participation aux réunions et commissions organisées par l'opérateur (suivi contentieux, maitrise des charges, suivi des consommations énergétiques) et assurer un suivi efficace. - Suivi de la situation financière de la copropriété. - Communication sur les économies d'énergie possibles notamment au niveau des consommations d'eau et de chauffage.	- Soutient et facilite le travail de l'opérateur en charge du suivi du Plan de sauvegarde - Favorise le portage immobilier provisoire par la filiale CDC Habitat / EPFIF des logements	Aide au surcoût de gestion (selon délibération cadre CR 09-11 du 10 février 2011) Aide à l'engagement de procédures juridiques et contentieuses (selon délibération cadre CR 09-11 du 10 février 2011)	Aide à la gestion à l'opérateur : 5000€HT/ bâtiment et 150€HT/lot

ANNEXE A LA CONVENTION VALANT PROTOCOLE DE REDRESSEMENT DE LA COPROPRIETE LES CARAVELLES AU BLANC-MESNIL

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
INTERVENTIONS TECHNIQUES ET THERMIQUES SUR LE BATI 1-Mise en œuvre phase 1 (travaux prioritaires concourant à la sécurité du bâtiment) 2-Mise en œuvre phase 2 (traitement thermique) 3-Mise en œuvre phase 3 (aménagements extérieurs) Total Projet TTC : 6 200 000 € -**<u>Travaux en parties privatives</u>** -remplacement des portes palières - mise aux normes des installations électriques -travaux d'adaptation au handicap et au vieillissement des ménages	2020/2021 2023/2024 2024/2025 2020/2025	1-2-3 Mise en œuvre du programme pluriannuel de travaux en AG	1-2-3 Subventions au SDC (566 000 €) Aides à la réalisation de projets privatifs (à définir)	1-2-3 Aides aux travaux en parties communes (50% soit 1 950 000 €) 2-Aides aux travaux de lutte contre la PES (25% soit 780 000 €) Aides aux travaux en parties privatives (20 à 40% soit 240 000 €)	1-2 Aides ANAH travaux (enveloppe 2.925.000 €) 3-Aides ANAH (enveloppe prime Habiter Mieux 390.000 €) Aides ANAH parties privatives (environ 191.000 €)

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES MENAGES					
1-Aide au maintien des PO	2019/2025	1-Mise en place d'un paiement mensuel des charges (syndic)			1-Mobilisation du FSL
2-Aide à la renégociation des prêts immobiliers	2019/2022	2-Mise en place d'échéanciers de remboursement des dettes (syndic)			2-Aide à la renégociation des prêts immobiliers, rachat de crédit
3-Accompagnement vers la vente volontaire + relogement	2021/2023		3-Appui au relogement des ménages dans le parc social		
4-Mise en place d'un portage temporaire	2020/2021		4- Etude du portage		4- Participation à l'étude du portage par Coprocoop et/ou la CDC Habitat
5-Apurement des dettes de loyers					5- Mobilisation du FSL
6-Financement des quotes-parts résiduelles (après déduction des subventions)	2020/2025				6- Prêts travaux CAF, subvention Fondation Abbé Pierre, subventions Caisses retraites, etc

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
GESTION ET FONCTIONNEMENT 1-Améliorer le fonctionnement et la gouvernance 2-Maîtriser les charges 3-Mettre à jour le règlement de copropriété 4-Etudier la suppression du poste de gardiens 5- Développer des actions pour la GUP (enlèvement des voitures ventouses, etc.).	2019-2025	1-structuration du CS, participation aux formations (copropriétaires), participation aux groupes de travail, aux réunions du PDS, mise en œuvre et suivi des actions (syndic +CS), traitement des impayés et prévention (syndic) 2- Mise en concurrence, renégociation contrats entretiens 3-Faciliter le travail de l'expert (syndic) 4- Validation étude en AG 5- autorisation AG à la police municipale et nationale de pénétrer dans la copropriété	1-aider à la traduction des documents d'information en direction de la communauté tamoule 5- Porter et initier des projets de GUP financés par l'ANAH dont l'enlèvement de véhicules ventouses	1-Aide pour le financement du surcoût de gestion (29 250 € maximum/an)	1-Aide ANAH au SDC pour le financement du surcoût de gestion (54 250 € /an) 5- Aide ANAH pour le financement des actions de GUP (aide maximale de 87750 €)

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
6-Mettre en place un fonds provisionnel de financement des procédures et d'apurement créances douteuses 7. Créer un fonds travaux ALUR 8- Mettre en place des actions d'entretien et d'usage d'un logement éco-rénové	2020 Prochaine AG	6- Vote en AG et évaluation annuelle par le syndic 7. Vote en AG 8-Rédaction livret et traduction en sri lankais, participation formations (copropriétaires)		6-Aide pour le financement des procédures contentieuses et de recouvrement des impayés (50%). 8- Aide à la formation (50% de la dépense limitée à 150€/personne), soit environ 15.000 €	
MESURES D'INSERTION SOCIO-URBAINE 1- Traiter les bâtiments de commerces 2-Requalification de la voirie et des abords de la copropriété	2024/2025	1- Faciliter la mise en œuvre	2-Informer les copropriétaires sur le projet		1-ANAH (étudier le financement) 2-Financement dans le cadre du projet urbain
MESURES DIVERSES -Renforcer la sécurité et l'action de prévention contre la délinquance	2019-2025	Participer à la réflexion	Aider à la réflexion et mobiliser les services municipaux concernés		Prendre des mesures de sécurité publique et mobiliser les services de l'Etat

ANNEXE A LA CONVENTION VALANT PROTOCOLE DE REDRESSEMENT DE LA COPROPRIETE « ANOTERA » A ORLY

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
INTERVENTIONS TECHNIQUES ET THERMIQUES SUR LE BATI					
- Mission de maîtrise d'œuvre	2019 en cours	Mission d'un maître d'œuvre pour diagnostic et élaboration d'un programme de travaux 296 040€ TTC votés à l'AG 2019		99 750 € aide à l'ingénierie (50% plafonnée à 500 €/lot)	123 350 € ANAH (50% du HT)
- Audit Énergétique et AMO chauffage	2019 en cours	Mission votée pour un montant de 32 640 € TTC		16 320 € aide à l'ingénierie (50%)	13 600 €
- Phase 1 : travaux prioritaires et de sécurité Garde-corps et balcons, réseaux divers, sécurité incendie, reprises structurelles diverses	2020	En cours d'étude. Vote des travaux prévus pour juin 2020. Travaux estimés à 4,5 M€ TTC (avec honoraires)	Aide ville (en cours de définition)	1 M € (50% dans la limite de 10 000 € /lot)	1,8 M€ ANAH (50% du HT) En dehors d'une subvention majorée pour certains travaux (100 %)
- Phase 2 : réhabilitation globale avec travaux liés à la précarité énergétique Toiture, ITE, remplacement des menuiseries extérieures,	2022-2024	Travaux estimés 6 M€ TTC à voter en AG (2021)	Aide ville et/ou EPT (à définir)	1 M € (50% dans la limite de 10 000€/lot) + 1,6 M€ (25% PES dans la limite de 4 000€/lot)	3,2 M€ ANAH (50% du HT) dont 1 M€ de X + X

ventilations, parties communes intérieurs **- Phase 3 : résidentialisation des bâtiments et traitement des espaces extérieurs** **Total du projet TTC : 10 570 000 €** **- Travaux en parties privatives** Mise en conformité des installations électriques, plomberie sanitaire… **ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES MENAGES** **Repérage des familles en difficultés** **Assainissement financier** FSH **Sécurisation des parcours** Relogement, portage (besoins à évaluer), etc**.** **Solvabilisation des travaux**	A partir de 2024 2019-2024 2019-2024 2019-2024 2020-2024	Vote des travaux avant 2023 Objectif : 50 copropriétaires En cours Signature du protocole du plan de sauvegarde pour l'adhésion des ménages	Mise en œuvre d'une commission sociale (1/trimestre) avec les services sociaux et partenaires locaux Mise en place de l'accompagnement social en lien avec le CCAS Mobilisation du service logement pour l'examen sous conditions des candidatures de	100 000 € (40% dans la limite de 5000 € par logement, pour 50 logements)	ANAH à définir ANRU à définir ANAH à définir Engagement du département Mobilisation d'un organisme de portage (CDC par exemple) Préfinancement Caisse d'épargne / CNAV / Micro-crédits /

			demandeurs de logement en incapacité économique de conserver leur statut de copropriétaires		SACICAP / Fondation Abbé Pierre / caisses complémentaires
GESTION ET FONCTIONNEMENT **Veiller à l'équilibre budgétaire**	2019-2024 2019-2024			22 748 € aides à la gestion (estimation : 30% de 75 828 €, montant des honoraires 2018-2019)	ANAH : aides à la gestion à définir dans la limite de 150 €/lot + 5000 €/bâtiment 89 850 € notifié en 2019
Suivi des dépenses et des contrats	2019-2024	Renforcer l'implication du conseil syndical (CS) et du syndic Commission gestion 2/an	Mise en place, financement et coordination d'une mission de suivi-animation d'un plan de sauvegarde sur une durée de cinq ans par un opérateur dédié		
Lutte contre les impayés	2019-2024	Renégociation éventuelle des contrats (ascenseurs, assurance, chauffage, eau…)		15 000 € aides aux procédures : 50 % de 30 000 €. (frais budgétisés en 2018)	
Mobilisation des copropriétaires et amélioration de la gouvernance de la copropriété Formation et information		Renforcer l'implication du CS et du syndic Commission impayés 1/trimestre			

des copropriétaires *(accompagnement dans le cadre du suivi-animation)* **MESURES D'INSERTION SOCIO-URBAINE** **Projet d'aménagement des espaces extérieurs**	2023-2025	- mise en place d'outils de communication (lettre du conseil syndical, charte de bon voisinage…) - mise en place d'actions de formation (2/an) : recouvrement des impayés, fonctionnement de la copro, budget et maîtrise des charges (en cours), autres thèmes en fonction du souhait des copropriétaires Participation de la copropriété à la requalification du quartier. Vote en AG de mesures en faveur de la cohésion urbaine.	Articulation du projet de réhabilitation avec le projet ANRU. Etudes en cours.	Aides à la formation (à estimer, dans la limite de 150€ par personne)	ANRU à définir

ANNEXE N° 2 - FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX047387 - AIDE A LA GESTION - SDC LES CHALANDS 1 - SEVRAN (93270)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	15 259,17 € HT	30,00 %	4 578,00 €
		Montant total de la subvention	4 578,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET CAZALIERES
Adresse administrative : 12 RUE EUGENE FLACHAT
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GAETAN HOUILLE, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la gestion de la copropriété Les Chalands 1, 21-23-25 avenue Youri Gagarine et 2 allée Marco Polo à Sevran (93270).

Dates prévisionnelles : 10 octobre 2019 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété Les Chalands 1 sise 21, 23, 25 avenue Youri Gagarine et 2 allée Marco Polo à Sevran (93270).
Projet validé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label 16535CDSR9327001).

Description :
Soutien à l'activité de gestion menée par le syndic pour l'exercice d'octobre à décembre 2019, dans le cadre du redressement de ladite copropriété au titre du contrat de gestion en cours.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 66) s'élève à 4 578 €.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	18 311,00	100,00%
Total	18 311,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 578,00	25,00%
Fonds propres	13 733,00	75,00%
Total	18 311,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-072

DOSSIER N° EX047657 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE QUETIGNY II A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	30 916,67 € HT	30,00 %	9 275,00 €
		Montant total de la subvention	9 275,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MANUEL POLO CANTERO, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement du surcoût de gestion lié aux actions de redressement de la copropriété mises en place par le syndic de la copropriété Quétigny II à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 25 juin 2019 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label 16-535 CDSR 93800-02).

Description :
Soutien à l'activité de gestion menée par le syndic de la copropriété Quétigny 2, pour l'exercice 2019-2020, dans le cadre du redressement de ladite copropriété, au titre du contrat de gestion en cours.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum d'une dépense subventionnable annuelle limitée à 150 € par lot (en l'occurrence 164) est fixée à 9 275 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	37 100,00	100,00%
Total	37 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 275,00	25,00%
Fonds propres	27 825,00	75,00%
Total	37 100,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-072

DOSSIER N° EX047663 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE QUETIGNY III A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	31 000,00 € HT	30,00 %	9 300,00 €
	Montant total de la subvention		9 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NEXITY LAMY
Adresse administrative : 83 BOULEVARD VINCENT AURIOL
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MOHAMED KAH, GESTIONNAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement du surcoût de gestion lié aux actions de redressement de la copropriété mises en place par le syndic de la copropriété Quétigny III à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de redressement et de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label n° 16-535 CDSR 93800-03).

Description :
Soutien à l'activité de gestion menée par le syndic de la copropriété Quétigny III, pour l'exercice 2019-2020, dans le cadre du redressement de ladite copropriété, au titre du contrat de gestion en cours.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide régionale au taux de 30 % maximum d'une dépense subventionnable limitée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 153) est fixée à 9 300 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	37 200,00	100,00%
Total	37 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 300,00	25,00%
Fonds propres	27 900,00	75,00%
Total	37 200,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-072

DOSSIER N° EX047723 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE QUETIGNY I A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	35 866,00 € HT	30,00 %	10 760,00 €
		Montant total de la subvention	10 760,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative	:	26 CHEMIN DE LA MADELEINE 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Monsieur
Représentant	:	Monsieur PHILIPPE BLERIOT, MAITRE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement du surcoût de gestion lié aux actions de redressement de la copropriété mises en place par l'administrateur judiciaire de la copropriété Quétigny I à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2019 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label 16-535 CDSR 93800-01).

Description :
Soutien à l'activité de gestion menée par l'administrateur judiciaire de la copropriété Quétigny I dans le cadre du redressement de ladite copropriété, au titre de la mission qui lui a été attribuée par le tribunal de grande instance de Bobigny pour l'exercice 2019-2020.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30% maximum d'une dépense subventionnable limitée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 162) est fixée à 10 760 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	43 039,00	100,00%
Total	43 039,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 760,00	25,00%
Fonds propres	32 279,00	75,00%
Total	43 039,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-072

DOSSIER N° EX047740 - TRAVAUX EN PARTIES PRIVATIVES - COPROPRIETE SADI CARNOT A AUBERVILLIERS (93300)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Parties privatives (n° 00000746)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Parties privatives	67 161,00 € TTC	38,71 %	26 000,00 €
	Montant total de la subvention		26 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AJASSOCIES
Adresse administrative	:	46 PROMENADE JEAN ROSTAND 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame DELPHINE ZARKA, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de travaux en parties privatives au profit de certains copropriétaires dans le cadre du plan de sauvegarde de la copropriété 60/62 rue Sadi Carnot à Aubervilliers (93300).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à réaliser la mise aux normes électriques et le remplacement du système de production d'eau chaude sanitaire.

Projet approuvé par délibération n° CP 14-676 du 20 novembre 2014 (label 14-676CDSR9330001)

Description :
- mise aux normes électriques,
- remplacement du système de production d'eau chaude sanitaire,
- travaux d'adaptation au handicap et au vieillissement, au profit de 13 copropriétaires.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 40 % maximum d'une dépense subventionnable limitée à 5 000 € par copropriétaire occupant (en l'occurrence 13) est fixée à 26 000 €.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation	67 161,00	100,00%
Total	67 161,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	26 000,00	38,71%
Fonds propres	7 580,00	11,29%
Autres subventions (sollicitées)	33 581,00	50,00%
Total	67 161,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-072

DOSSIER N° EX047659 - TRAVAUX D'AMELIORATION THERMIQUE - SDC LES CHALANDS 1 - SEVRAN (93270)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 056 038,54 € TTC	25,00 %	264 000,00 €
	Montant total de la subvention		264 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET CAZALIERES
Adresse administrative : 12 RUE EUGENE FLACHAT
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GAETAN HOUILLE, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise en œuvre de travaux d'amélioration thermique de la copropriété Les Chalands 1 à Sevran (93270).

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
- maçonnerie,
- ravalement des façades avec isolation thermique par l'extérieur,
- travaux de peinture,
- pose de profils aluminium laqués.

Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label 16535CDSR9327001).

Le résultat de l'audit thermique avant intervention montre une consommation énergétique de 150 kWhep/m²/an (classe D).
La mise en œuvre du programme de travaux permettra d'atteindre une consommation énergétique de 90kWhep/m²/an (classe B), soit un gain de 42 %.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 25 % maximum d'une dépense éligible dans la limite de 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 66) s'élève à 264 000 €.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'amélioration thermique	984 651,32	93,24%
Honoraires liés aux travaux	71 387,22	6,76%
Total	1 056 038,54	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	500 492,00	47,39%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	264 000,00	25,00%
Fonds propres	217 623,54	20,61%
Autres subventions (sollicitées)	73 923,00	7,00%
Total	1 056 038,54	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-072

DOSSIER N° EX047388 - AIDES AUX PROCEDURES JURIDIQUES ET CONTENTIEUSES DU SDC LES CHALANDS 1 A SEVRAN (93270)

Dispositif : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses (n° 00000748)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	14 796,26 € TTC	50,00 %	7 398,00 €
	Montant total de la subvention		7 398,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET CAZALIERES
Adresse administrative : 12 RUE EUGENE FLACHAT
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GAETAN HOUILLE, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement du recouvrement contentieux engagé au titre du redressement de la copropriété Les Chalands 1 à Sevran (93270).

Dates prévisionnelles : 10 octobre 2019 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label 16535CDSR9327001).

Description :
Cette demande d'aide aux procédures concerne l'ensemble des actions contentieuses envisagées par le syndicat des copropriétaires et son mandataire sur la période du 10/10/2019 au 31/12/2019 destinées au recouvrement des impayés (relances, mises en demeure, saisies immobilières, honoraires d'avocats et d'huissiers).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'un coût annuel plafonné à 1500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 7) est fixée à 7 398 €.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	14 796,26	100,00%
Total	14 796,26	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	7 398,00	50,00%
Fonds propres	7 398,00	50,00%
Total	14 796,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-072

DOSSIER N° EX047658 - AIDE AUX PROCEDURES JURIDIQUES ET CONTENTIEUSES ENGAGEES PAR LA COPROPRIETE QUETIGNY II A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses (n° 00000748)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	35 000,00 € TTC	50,00 %	17 500,00 €
	Montant total de la subvention		17 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MANUEL POLO CANTERO, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement des procédures juridiques et contentieuses engagées pour le redressement de la copropriété Quétigny II à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 25 juin 2019 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label n° 16-535 CDSR 93800-02).

Description :
Cette demande d'aide aux procédures concerne l'ensemble des actions contentieuses envisagées par le syndicat des copropriétaires et son mandataire sur la période du 24/06/2019 au 25/06/2020 destinées au recouvrement des impayés (relances, mises en demeure, saisies immobilières, honoraires d'avocats et d'huissiers).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'un coût annuel plafonné à 1500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 164) est fixée à 17 500,00 €.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	17 500,00	50,00%
Fonds propres	17 500,00	50,00%
Total	35 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-072

DOSSIER N° EX047726 - AIDE AUX PROCEDURES JURIDIQUES ET CONTENTIEUSES DE LA COPROPRIETE QUETIGNY I A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses (n° 00000748)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	2 000,00 € TTC	50,00 %	1 000,00 €
		Montant total de la subvention	1 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLERIOT PHILIPPE HENRI ROGER
Adresse administrative : 26 CHEMIN DE LA MADELEINE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Madame NADINE KOZYRTCHOUK, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement des procédures juridiques et contentieuses engagées pour le redressement de la copropriété Quétigny I à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2019 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16/11/2016 (label 16-535 CDSR 93800-01).

Description :
Cette demande d'aide aux procédures concerne l'ensemble des actions contentieuses envisagées par le syndicat des copropriétaires et son mandataire sur la période du 30/10/2019 au 29/10/2020 destinées au recouvrement des impayés (relances, mises en demeure, saisies immobilières, honoraires d'avocats et d'huissiers).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'un coût annuel plafonné à 1500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 162) est fixée à 1000,00 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	2 000,00	100,00%
Total	2 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 000,00	50,00%
Fonds propres	1 000,00	50,00%
Total	2 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-072

DOSSIER N° EX047672 - AIDE AUX PROCEDURES JURIDIQUES ET CONTENTIEUSES DE LA COPROPRIETE QUETIGNY III A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses (n° 00000748)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	18 000,00 € TTC	50,00 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NEXITY LAMY
Adresse administrative	:	83 BOULEVARD VINCENT AURIOL 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur MOHAMED KAH, GESTIONNAIRE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement des procédures juridiques et contentieuses engagées pour le redressement de la copropriété Quétigny III à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 4 mars 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de redressement et de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label n° 16-535 CDSR 93800-03).

Description :
Cette demande d'aide aux procédures concerne l'ensemble des actions contentieuses envisagées par le syndicat des copropriétaires et son mandataire sur la période du 01/07/2019 au 30/06/2020 destinées au recouvrement des impayés (relances, mises en demeure, saisies immobilières, honoraires d'avocats et d'huissiers).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'un coût annuel plafonné à 1500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 153) est fixée à 9 000,00 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	18 000,00	100,00%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 000,00	50,00%
Fonds propres	9 000,00	50,00%
Total	18 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-083
DU 4 MARS 2020

ACTION RÉGIONALE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

VU l'arrêté du 29 avril 2015 du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain ;

VU la délibération n° CR 66-15 du 19 juin 2015 relative à l'action régionale en faveur de la politique de la ville et du renouvellement urbain ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 16 décembre 2015 modifiée relative aux « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement pour l'emploi de la Région « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain, soutien régional au Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-276 du 4 juillet 2018 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain – première affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-286 du 3 juillet 2019 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain – première affectation pour 2019 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020.

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-083 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Développement urbain, soutien au NPNRU » de la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017, au financement de deux opérations détaillées en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **801 667 €.**

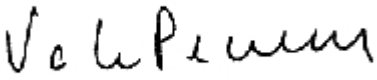
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de deux conventions financières dont le modèle type a été approuvé par délibération n° CP 2018-276 en date du 4 juillet 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **801 667 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 51 « Politique de la ville », programme HP 51-002 (151002) « Requalification urbaine : actions contractualisées », action 15100204 « sites contractualisés ANRU » du budget 2020.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans chacune des fiches projet en annexe à la présente délibération, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc167795-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJET

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-083

DOSSIER N° EX047818 - 95-SANNOIS – BAS DES AULNAIES/CARREAUX FLEURIS/ FONTAINE BERTIN - CRÉATION DU GROUPE SCOLAIRE GAMBETTA - RUE DE LA SABERNAUDE - (PRIR)

Dispositif : Développement urbain - financement PRIR (n° 00001043)
Délibération Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
Action : 15100204- Sites contractualisés ANRU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement urbain - financement PRIR	3 211 568,65 € HT	14,79 %	475 000,00 €
	Montant total de la subvention		475 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SANNOIS
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL LECLERC
95110 SANNOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard JAMET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création du groupe scolaire Gambetta

Dates prévisionnelles : 14 novembre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à réaliser les travaux pour ouverture du groupe scolaire à la rentrée scolaire 2020.

Description :
Les opérations du renouvellement urbain du PRIR Bas-des-Aulnaies/Carreaux Fleuris/Fontaine Bertin, partagé entre les villes de Sannois et de Franconville, visent à améliorer le cadre et la qualité de vie des habitants par :
- la requalification de logements sociaux et la diversification de l'habitat, vecteur de mixité sociale ;
- la lutte contre l'exclusion et l'insécurité par le désenclavement : amélioration des maillages inter-quartiers et des débouchés sur les axes structurants, création d'espaces publics qualitatifs et sécurisation des parcours piétons ;
- une ouverture et une attractivité favorisées par une action sur les équipements publics, notamment scolaires.

C'est dans ce cadre que la ville de Sannois souhaite améliorer l'offre de service scolaire par la création d'un nouveau groupe scolaire Gambetta, lequel sera situé dans le secteur des Carreaux Fleuris et disposera à la fois d'un accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), d'une nouvelle école maternelle de trois classes, d'une école élémentaire agrandie de trois classes en extension du bâtiment existant sur le site et d'une cantine scolaire mutualisée.

Cet équipement mutualisé répondra à la croissance des effectifs scolaires et parascolaires induits par les programmes immobiliers des secteurs Bas-des-Aulnaies, Carreaux Fleuris et du quartier vécu des Loges. La nouvelle école maternelle viendra aussi atténuer la saturation des effectifs de l'école maternelle Magendie.
Le nouvel équipement disposera d'une cantine mutualisée qui répondra mieux aux besoins d'accueil des élèves et aux normes de sécurité.

Ainsi, les espaces extérieurs et l'aménagement intérieur de cet ensemble permettront une cohérence de fonctionnement sur une parcelle clause et sécurisée.

La subvention régionale concerne les travaux de construction du bâtiment réunissant les écoles maternelle et élémentaire, la cantine mutualisée et l'ALSH ainsi que les espaces extérieurs. Elle prendra en compte les travaux de gros œuvre (lot 1 partiel – sans installation chantier, démolition, terrassement, fondation) ainsi que les travaux concernés par les lots 2 à 10.

Cette opération bénéficie de la part de l'Etat d'une autorisation de démarrage anticipé des travaux et est financée sur le même modèle par la Région préalablement à la signature de la convention PRIR entre le territoire, l'Etat et l'ANRU.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SANNOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût prévisionnel de l'opération	3 211 568,65	100,00%
Total	3 211 568,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département (attribuée)	580 420,00	18,07%
Subvention Région développement urbain (sollicitée)	475 000,00	14,79%
Subvention ANRU	899 345,16	28,00%
Participation PUP (attribuée)	215 000,00	6,69%
Subvention CAF (attribuée)	68 500,00	2,13%
Fonds propres	973 303,49	30,31%
Total	3 211 568,65	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-083

DOSSIER N° EX047895 - 77 - TORCY - ARCHE GUEDON - ACQUISITION DE LOCAUX POUR RESTRUCTURATION URBAINE (1ère PHASE) - PASSAGE DE LA MOGOTTE (PRIR)

Dispositif : Développement urbain - financement PRIR (n° 00001043)
Délibération Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
Action : 15100204- Sites contractualisés ANRU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement urbain - financement PRIR	1 024 200,00 € TTC	31,89 %	326 667,00 €
	Montant total de la subvention		326 667,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TORCY
Adresse administrative : MAIRIE DE TORCY
77200 TORCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guillaume LE LAY-FELZINE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de locaux pour restructuration urbaine

Dates prévisionnelles : 23 octobre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le calendrier de réalisation du projet urbain rend urgente l'acquisition des coques commerciales éligibles à partir du 23-10-2019.

Description :
Les priorités du PRIR de l'Arche Guédon, quartier historique de la ville nouvelle de Torcy, résident dans la restructuration des espaces publics et commerciaux, ainsi que la poursuite de la diversification de l'offre de logements (385 logements neufs, 400 logements résidentialisés).

Sur le secteur 1, le projet est d'affirmer un pôle de centralité de quartier avec la restructuration de l'appareil commercial, le désenclavement du quartier par un remaillage viaire et la diversification de l'habitat et des fonctions urbaines (démolition de 29 logements et construction de 106 logements en accession).

Sur le secteur 2, le projet permet une restructuration foncière pour optimiser l'espace urbain avec la réorganisation du stationnement et la diversification de l'offre de logements sociaux (PLS, accession) après la démolition de 25 d'entre eux. Le projet permet aussi la réalisation d'un parc public.

Dans ce cadre, la ville de Torcy souhaite procéder à l'acquisition de 6 locaux en rez-de-chaussée, pour permettre la requalification de l'offre commerciale du secteur 1.

La dépense subventionnable comprend les frais d'acquisition, d'indemnisation (transfert/éviction), ainsi que les frais notariés. Le projet présenté concerne l'achat des quatre premières coques.

Cette opération permet la relocalisation de commerces de proximité et la réalisation de logements à destination de publics PMR.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût prévisionnel de l'opération	1 112 780,00	100,00%
Total	1 112 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région développement urbain (sollicitée)	326 667,00	29,36%
Fonds propres	786 113,00	70,64%
Total	1 112 780,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-090
DU 4 MARS 2020

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS POUR LA CRÉATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX FAMILIAUX, JEUNES ET ÉTUDIANTS - 1ÈRE AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les délibérations n° CR 132-09 du 26 novembre 2009 relative au schéma régional du logement des étudiants et n° CR 39-15 du 19 juin 2015 portant notamment actualisation du Schéma régional du logement étudiant ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée relative à la production de logements et à l'amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;

VU la délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017 portant notamment approbation de la convention-type relative à la mise en œuvre du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » prévu par la délibération n° CR 08-16 du 16 février 2016 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 portant notamment approbation de la convention type relative à l'aide régionale en faveur de la production de résidences conventionnées pour jeunes, apprentis et étudiants ;

VU la délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 portant notamment approbation de la convention-type relative à l'aide régionale en faveur de la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires, modifiée par délibération n° CP 2018-183 du 30 mai 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-252 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution de subventions pour la création de logements locatifs sociaux familiaux, jeunes et étudiants ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le rapport n°CP 2020-090 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien régional à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée, au financement des projets détaillés dans les fiches projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 039 600 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **1 039 600 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400505 « Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée, au financement des projets de logements détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 7 903 896 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 modifiée par la délibération n° CP 2018-183 du 30 mai 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **7 903 896 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social », action 15400210 « Soutien à la production de logements locatifs sociaux » du budget 2020.

Article 3 :

Modifie la délibération n° CP 2019-252 du 3 juillet 2019 concernant la réalisation de logements PLUS située 10/14 rue du Mail à Saint-Ouen-l'Aumône par la SA d'HLM Immobilière 3F, conformément à la fiche projet n° EX044914 jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Désaffecte en conséquence partiellement l'autorisation de programme d'un montant de 18 257 € sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social », action 15400210 « Soutien à la production de logements locatifs sociaux » du budget 2019.

Subordonne le versement de cette subvention ainsi modifiée à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 modifiée par la délibération n° CP 2018-183 du 30 mai 2018 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 4 :

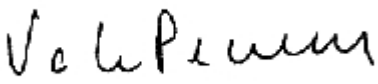
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets annexées à la délibération, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 5 :

Approuve l'engagement pris par la SA d'HLM Immobilière 3F d'accueillir 45 stagiaires en contrepartie des subventions susceptibles de lui être affectées par la Région au titre de l'exercice budgétaire 2020 dans le cadre de ses actions en faveur de la production de logements sociaux et de logements pour jeunes et étudiants (chapitre 905-54).

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer avec la SA d'HLM Immobilière 3F une convention relative à la mise en œuvre du dispositif « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » tenant compte du nombre de stagiaires fixé au précédent alinéa, conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc169915-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches projets logements étudiants

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047934 - 94 - FONTENAY SOUS BOIS - RUE DU CLOS D'ORLEANS - RESIDENCE ETUDIANTE 88 PLS / 93 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
Action : 15400505- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	6 220 501,00 € TTC	7,47 %	464 600,00 €
	Montant total de la subvention		464 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP HABITAT
Adresse administrative : 158 RUE DE BAGNOLET
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Louis HOUPERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une résidence étudiante de 93 logements PLS dont 88 finançables par la Région, offrant 106 places dont 101 finançables par la Région, située 1 bis, rue du Clos d'Orléans à Fontenay-sous-Bois

Dates prévisionnelles : 2 août 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des risques d'occupation illégale du bâtiment inhabité.

Description :
La résidence sera composée de 52 T1, 23 T1', 5 T1'' et 13 T1 bis pour couples.
Les 5 T1'' ne sont pas subventionnés par la Région en raison d'un niveau de redevance trop élevé.

Chauffage/ECS : collectif gaz

L'ALJT assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles des logements subventionnés par la Région varieront de 430,05 € à 597,40 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 6.220.501 € x 20% = 1.244.100 €

Plafond : 101 places x 4 600 € = 464.600 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	10 799 617,00	100,00%
Total	10 799 617,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLS	464 600,00	4,30%
Emprunt CDC foncier	3 371 899,00	31,22%
Emprunt CDC travaux	5 793 073,00	53,64%
Autres emprunts	300 000,00	2,78%
Fonds propres	870 045,00	8,06%
Total	10 799 617,00	100,00%

DOSSIER N° EX047933 - 94 - SAINT MAUR DES FOSSES - BD CRETEIL/QUAI DU PORT AU FOUARRE - RESIDENCE ETUDIANTE DE 84 PLUS/PLS

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
Action : 15400505- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	6 256 925,00 € TTC	9,19 %	575 000,00 €
	Montant total de la subvention		575 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACIL HABITAT
Adresse administrative : 1 RUE DU SCORFF
35042 RENNES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre VAUZANGES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'une résidence étudiante de 84 logements (46 PLUS / 38 PLS), offrant 91 places (46 PLUS / 45 PLS), située 2 bis boulevard de Créteil / quai du Port au Fouarre à Saint-Maur-des-Fossés

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 77 T1 et 7 TI bis pour couples.

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Espacil Habitat assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 281,99 € à 522,02 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 6.256.925 € x 20% = 1.251.385 €

Plafond : (46 places x 8.000 €) + (45 places x 4 600 €) = 575.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	6 958 881,00	100,00%
Total	6 958 881,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (sollicitée)	100 000,00	1,44%
Subvention Région PLUS	368 000,00	5,29%
Subvention Région PLS	207 000,00	2,97%
Emprunt CDC foncier	1 198 810,00	17,23%
Emprunt CDC travaux	3 442 540,00	49,47%
Emprunt Action logement	500 000,00	7,19%
Autres emprunts	460 000,00	6,61%
Fonds propres	682 531,00	9,81%
Total	6 958 881,00	100,00%

Annexe 2 - Fiches projets logements familiaux

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047769 - 75 - PARIS 17EME - RUE LABIE - 19 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 638 148,00 € TTC	3,36 %	88 583,00 €
	Montant total de la subvention		88 583,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS HABITAT OPH
Adresse administrative : 21 BIS RUE CLAUDE BERNARD
75005 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Roger MADEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 7 logements PLUS et 12 PLAI situés 9-9 bis rue Labie à Paris 17ème

Dates prévisionnelles : 19 septembre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard des contraintes de livraison d'un équipement pour la petite enfance situé en rez-de-chaussée du bâtiment

Détail du calcul de la subvention :
Taux de logements sociaux : 19,6 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : H et E RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 415,55 m²
Logements PLAI : 677,2 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2015)
Logements PLUS : 8,28 €
Logements PLAI : 7,47 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.003.235 € x 2,80 % = 28.091 €
Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.634.913 € x 3,70 % = 60.492 €
Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 777 632,00	100,00%
Total	4 777 632,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	67 244,00	1,41%
Subvention Etat PLAI	183 187,00	3,83%
Prime spécifique PLAI	222 045,00	4,65%
Subvention Commune (sollicitée)	658 736,00	13,79%
Subvention Action logement	294 000,00	6,15%
Subvention Région PLUS	28 091,00	0,59%
Subvention Région PLAI	60 492,00	1,27%
Emprunt CDC foncier	796 414,00	16,67%
Emprunt CDC travaux	2 083 423,00	43,61%
Emprunt Action logement	384 000,00	8,04%
Total	4 777 632,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047885 - 75 - PARIS 17 EME - 15 RUE SAINT JUST PENSION DE FAMILLE - 30 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 150 410,00 € TTC	16,30 %	350 517,00 €
	Montant total de la subvention		350 517,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 3F RESIDENCES
Adresse administrative : 1 BOULEVARD HIPPOLYTE MARQU S
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur JEAN TOURNOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une pension de famille, sans charge foncière, de 30 logements PLAI sis 15 rue Saint-Just à Paris 17ème

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,08 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz – PAC

Caractéristiques techniques :
Certification NF Habitat HQE Effinergie+ (RT 2012 -20%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 581,69 m²

Redevance : valeur juin 2017

Typologie Redevance Reste à charge après perception APL (estimation)

T1 394 € de 118,85 € à 394 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement d'habitat adapté de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.150.410 € x 16,30 % = 350.517 €

Plafond : 20.000 € x 30 = 600.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 978 957,00	100,00%
Total	2 978 957,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	1 500 000,00	50,35%
Subvention Commune (attribuée)	11 800,00	0,40%
Subvention Région PLAI	350 517,00	11,77%
Emprunt CDC travaux	827 519,00	27,78%
Fonds propres	289 121,00	9,71%
Total	2 978 957,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047492 - 77 - BAGNEAUX-SUR-LOING - RUE FROMONCEAUX - TRANCHE 1 - 32 PLUS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 286 428,00 € TTC	1,50 %	64 296,00 €
	Montant total de la subvention		64 296,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL DU LOING HABITAT
Adresse administrative : 31 AV J F KENNEDY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Claude JAMET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 32 logements PLUS situés 13-25 rue Fromonceaux - tranche 1 à Bagneaux-sur-Loing

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 44,26%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : BEE+ - RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 2.154,99 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)
Logements PLUS : 6,49 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 4.286.428 € x 1,50 % = 64.296 €
Plafond : 10.000 € x 32 = 320.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAGNEAUX-SUR-LOING

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 224 568,00	100,00%
Total	5 224 568,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	12 800,00	0,24%
Subvention Région PLUS	64 296,00	1,23%
Emprunt CDC foncier	499 326,00	9,56%
Emprunt CDC travaux	2 037 009,00	38,99%
Emprunt Action logement	259 504,00	4,97%
Emprunts	151 377,00	2,90%
Fonds propres	2 200 256,00	42,11%
Total	5 224 568,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047608 - 77 - CESSON - AVENUE CHARLES MONIER - 23 PLUS/PLAI/25 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 577 230,00 € TTC	5,17 %	133 329,00 €
	Montant total de la subvention		133 329,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HABITATION A LOYER MODERE
TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS et 9 PLAI situés 96 avenue Charles Monier à Cesson

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 859,25 m²
Logements PLAI : 534,5 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)

Logements PLUS : 7,1 €
Logements PLAI : 6,35 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.556.384 € x 4,50 % = 70.037 €
Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.020.846 € x 6,20 % = 63.292 €
Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 071 283,00	100,00%
Total	4 071 283,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	8 400,00	0,21%
Subvention Etat PLAI	103 500,00	2,54%
Subvention Commune (sollicitée)	80 500,00	1,98%
Subvention Région PLUS	70 037,00	1,72%
Subvention Région PLAI	63 292,00	1,55%
Emprunt CDC foncier	1 315 268,00	32,31%
Emprunt CDC travaux	1 029 785,00	25,29%
Emprunt Action logement	300 000,00	7,37%
Autres emprunts	368 000,00	9,04%
Fonds propres	732 501,00	17,99%
Total	4 071 283,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047944 - 77 - CHESSY - ZAC BOURG - LOT CHL1Bb - 50 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 316 425,00 € TTC	4,14 %	220 301,00 €
	Montant total de la subvention		220 301,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 32 logements PLUS et 18 PLAI situés ZAC de Chessy Bourg - lot CH L1 Bb à Chessy

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,32%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.903,57 m²
Logements PLAI : 986,62 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2017)
Logements PLUS : 7,46 €

Logements PLAI : 6,63 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.501.565 € x 3,70 % = 129.558 €
Plafond : 10.000 € x 32 = 320.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.814.860 € x 5 % = 90.743 €
Plafond : 12.000 € x 18 = 216.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHESSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 415 575,00	100,00%
Total	7 415 575,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	128 000,00	1,73%
Subvention Etat PLAI	72 000,00	0,97%
Subvention Région PLUS	129 558,00	1,75%
Subvention Région PLAI	90 743,00	1,22%
Emprunt CDC foncier	1 419 558,91	19,14%
Emprunt CDC travaux	5 052 509,27	68,13%
Fonds propres	523 205,82	7,06%
Total	7 415 575,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX041597 - 77 - CHEVRY COSSIGNY - RUE DE BEAUVERGER 16 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	489 743,00 € TTC	7,20 %	35 261,00 €
	Montant total de la subvention		35 261,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MEND S FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLAI sis rue de Beauverger à Chevry Cossigny

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,4%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 256,17 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,56 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 489.743 € x 7,20 % = 35.261 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHEVRY-COSSIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	714 813,00	100,00%
Total	714 813,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	57 500,00	8,04%
PRIME SPECIFIQUE	2 500,00	0,35%
PRETS CDC	619 552,00	86,67%
SUBVENTION REGION	35 261,00	4,93%
Total	714 813,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX041598 - 77 - CHEVRY COSSIGNY - RUE DE BEAUVERGER 16 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	751 402,00 € TTC	4,70 %	35 316,00 €
	Montant total de la subvention		35 316,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MEND S FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA de 7 logements PLUS sis rue de Beauverger à Chevry Cossigny

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Détail du calcul de la subvention :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 391,99 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 7,38 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 751.402 € x 4,70% = 35.316 €

Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHEVRY-COSSIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 097 097,00	100,00%
Total	1 097 097,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	4 200,00	0,38%
PRIME SPECIFIQUE	3 500,00	0,32%
PRETS CDC	653 619,00	59,58%
FONDS PROPRES	400 462,00	36,50%
SUBVENTION REGION	35 316,00	3,22%
Total	1 097 097,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047834 - 77 - COUPVRAY - ZAC DES TROIS ORMES LOT N04C - 39 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 946 189,00 € TTC	4,60 %	227 718,00 €
	Montant total de la subvention		227 718,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 3F SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 32 COURS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 24 logements PLUS et 15 PLAI situés ZAC des Trois Ormes - lot N04C à Coupvray

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 4,2%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : chaufferie bois

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.573,22 m²
Logements PLAI : 847,89 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2019)
Logements PLUS : 7,37 €

Logements PLAI : 6,54 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.217.374 € x 3,80 % = 122.260 €
Plafond : 10.000 € x 24 = 240.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.728.815 € x 6,10 % = 105.458 €
Plafond : 12.000 € x 15 = 180.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COUPVRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	9 274 392,18	100,00%
Total	9 274 392,18	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	27 600,00	0,30%
Subvention Etat PLAI	161 250,00	1,74%
Subvention Région PLUS	122 260,00	1,32%
Subvention Région PLAI	105 458,00	1,14%
Emprunt CDC foncier	3 050 000,00	32,89%
Emprunt CDC travaux	3 350 000,00	36,12%
Emprunt Action logement	594 000,00	6,40%
Autres emprunts	441 000,00	4,76%
Fonds propres	1 422 824,18	15,34%
Total	9 274 392,18	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047677 - 77 - SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY - AVENUE DE FONTAINEBLEAU 30 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 703 153,00 € TTC	2,87 %	134 966,00 €
	Montant total de la subvention		134 966,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HABITATION A LOYER MODERE TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS 77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 18 logements PLUS et 12 PLAI situés 69 avenue de Fontainebleau à Saint-Fargeau-Ponthierry

Dates prévisionnelles : 14 novembre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard de l'inscription de cette opération dans le cadre d'un projet plus global et du risque d'occupation illicite du terrain

Description :
Taux de logements sociaux : 19,55%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.362,87 m²

Logements PLAI : 799,35 m²

LOYERS (m² SU valeur février 2019)
Logements PLUS : 6,97 €
Logements PLAI : 6,19 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.964.447 € x 2,5 % = 74.111 €
Plafond : 10.000 € x 18 = 180.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.738.706 € x 3,50 % = 60.855 €
Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 801 913,00	100,00%
Total	5 801 913,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	10 800,00	0,19%
Subvention Etat PLAI	138 000,00	2,38%
Subvention EPCI (sollicitée)	60 000,00	1,03%
Subvention Région PLUS	74 111,00	1,28%
Subvention Région PLAI	60 855,00	1,05%
Emprunt CDC foncier	1 236 978,00	21,32%
Emprunt CDC travaux	2 909 905,00	50,15%
Emprunt Action logement	360 000,00	6,20%
Autres emprunts	216 000,00	3,72%
Fonds propres	735 264,00	12,67%
Total	5 801 913,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047606 - 77 - SERRIS - RUE SCANDINAVES - 28 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 570 886,00 € TTC	4,42 %	157 943,00 €
	Montant total de la subvention		157 943,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 89 RUE DE TOCQUEVILLE
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 20 logements PLUS et 8 PLAI situés rue Scandinaves à Serris

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,4%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.176 m²
Logements PLAI : 358 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2018)
Logements PLUS : 7,21 €

Logements PLAI : 6,43 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.737.991 € x 3,70 % = 101.306 €
Plafond : 10.000 € x 20 = 200.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 832.895 € x 6,80 % = 56.637 €
Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SERRIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 627 257,00	100,00%
Total	7 627 257,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	113 532,00	1,49%
Subvention Etat PLAI	72 108,00	0,95%
Subvention Action logement	654 360,00	8,58%
Subvention Région PLUS	101 306,00	1,33%
Subvention Région PLAI	56 637,00	0,74%
Emprunt CDC foncier	2 333 540,00	30,59%
Emprunt CDC travaux	3 441 414,00	45,12%
Emprunt Action logement	854 360,00	11,20%
Total	7 627 257,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047603 - 77 - TORCY - ZAC DES COTEAUX LOT 5A - 23 PLUS/PLAI/PLS/25 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 838 302,00 € TTC	2,25 %	63 809,00 €
	Montant total de la subvention		63 809,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 3F SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 32 COURS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS, 6 PLAI et 7 PLS situés ZAC des Coteaux de la Marne lot 5a à Torcy

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 37,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016
Exception mesure anti-ghettos (projet NPNRU/PNRU)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel électrique

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 324,26 m²
Logements PLUS : 606,64 m²
Logements PLAI : 527,30 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2019)
Logements PLS : 10,89 €
Logements PLUS : 7,32 €
Logements PLAI : 6,50 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 627.306 € x 5 % = 31.365 €
Plafond : 5.000 € x 7 = 35.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.182.277 € x 1,70 % = 20.099 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.028.719 € x 1,20 % = 12.345 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 391 418,00	100,00%
Total	4 391 418,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	21 500,00	0,49%
Subvention Etat PLAI	6 900,00	0,16%
Subvention ANRU PLAI	104 400,00	2,38%
Subvention EPCI (sollicitée)	29 164,00	0,66%
Subvention Région PLUS	20 099,00	0,46%
Subvention Région PLAI	12 345,00	0,28%
Subvention Région PLS	31 365,00	0,71%
Emprunt CDC foncier	1 240 000,00	28,24%
Emprunt CDC travaux	1 520 000,00	34,61%
Emprunt Action logement	572 800,00	13,04%
Autres emprunts	225 000,00	5,12%
Fonds propres	607 845,00	13,84%
Total	4 391 418,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047617 - 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC DE LA CENTRALITE - 16 PLUS/PLAI / 23 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 754 916,00 € TTC	2,98 %	52 240,00 €
	Montant total de la subvention		52 240,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLS et 9 PLUS situés ZAC de la Centralité (lot L11), rue Daniel Blervaque à Carrières-Sous-Poissy

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 30,7 %
Source DRIHL Inventaire RPLS 2017 hors PLS

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : granulé bois collectif
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 361,11 m²
Logements PLUS : 569,48 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 10,75 €
Logements PLUS : 6,94 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 679.006 € x 5 % = 33.950 €
Plafond : 5.000 € x 7 = 35.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.075.910 € x 1,7 % = 18.290 €
Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 027 000,00	100,00%
Total	4 027 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	53 000,00	1,32%
Subvention Etat PLAI	20 000,00	0,50%
Prime spécifique PLAI	21 000,00	0,52%
Subvention Région PLUS	18 290,00	0,45%
Subvention Région PLS	33 950,00	0,84%
Emprunt CDC foncier	1 689 050,00	41,94%
Emprunt CDC travaux	914 000,00	22,70%
Emprunt Action logement	726 000,00	18,03%
Fonds propres	551 710,00	13,70%
Total	4 027 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047795 - 78 - CHAMBOURCY - ROUTE DE MANTES - 30 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 209 648,00 € TTC	4,05 %	129 868,00 €
	Montant total de la subvention		129 868,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LSVO - LE LOGIS SOCIAL DU VAL D'OISE
Adresse administrative	:	2 RUE DES CORDELIERS 95300 PONTOISE
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Thierry TRON LOZAI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 21 logements PLUS et 9 PLAI situés 83/85 route de Mantes à Chambourcy

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,08%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : RT 2012 -10% BEE

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.130,13 m²
Logements PLAI : 458,22 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,05 €

Logements PLAI : 6,36 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.283.712 € x 3,70 % = 84.497 €
Plafond : 10.000 € x 21 = 210.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 925.936 € x 4,90 % = 45.371 €
Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMBOURCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 533 171,00	100,00%
Total	5 533 171,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	117 117,00	2,12%
Subvention Etat PLAI	131 587,00	2,38%
Prime spécifique PLAI	133 296,00	2,41%
Subvention Commune (sollicitée)	180 000,00	3,25%
Subvention Région PLUS	84 497,00	1,53%
Subvention Région PLAI	45 371,00	0,82%
Emprunt CDC foncier	1 736 760,00	31,39%
Emprunt CDC travaux	1 943 411,00	35,12%
Emprunt Action logement	240 000,00	4,34%
Autres emprunts	270 000,00	4,88%
Fonds propres	651 132,00	11,77%
Total	5 533 171,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047566 - 78 - LE CHESNAY - RUE DE VERSAILLES - RESIDENCE SOCIALE DE 30 LOGEMENTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 953 336,00 € TTC	18,00 %	351 600,00 €
	Montant total de la subvention		351 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM IRP HLM INTERPROFESSIONNELLE REGION PARIS
Adresse administrative : 46 RUE DU COMMANDANT LOUIS BOUCHET 92360 MEUDON
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur JEAN-REN POILLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une résidence sociale de 30 logements PLAI située 86/88 rue de Versailles au Chesnay

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,07 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 703,11 m²

Redevance : valeur janvier 2019

Typologie Redevance Reste à charge après perception APL (estimation)
T1 505,09 € de 123 € à 319 €
T1 bis 573,73 € de 191 € à 387 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement d'habitat adapté de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.953.336 € x 18 % = 351.600 €

Plafond : 20.000 € x 30 = 600.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 149 759,00	100,00%
Total	3 149 759,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	300 000,00	9,52%
Subvention Département (sollicitée)	300 000,00	9,52%
Subvention Commune (sollicitée)	300 000,00	9,52%
Subvention Région PLAI	351 600,00	11,16%
Emprunt CDC foncier	664 435,00	21,09%
Emprunt CDC travaux	1 035 324,00	32,87%
Fonds propres	198 400,00	6,30%
Total	3 149 759,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047762 - 78 - ECQUEVILLY - RUE SAINT ANTOINE LOT 11 - LE PARC - 40 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 883 732,00 € TTC	3,56 %	174 104,00 €
	Montant total de la subvention		174 104,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 145 RUE YVES LE COZ 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Arnaud LEGROS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 28 PLUS et 12 PLAI situés rue Saint-Antoine - Le Parc - lot 11 à Ecquevilly

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 24,8%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.953,2 m²
Logements PLAI : 658,45 m²

LOYERS (m² SU valeur juin 2019)
Logements PLUS : 6,76 €
Logements PLAI : 5,88 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.445.909 € x 3,30 % = 113.715 €
Plafond : 10.000 € x 28 = 280.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.437.823 € x 4,20 % = 60.389 €
Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ECQUEVILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 080 860,92	100,00%
Total	7 080 860,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	182 000,00	2,57%
Subvention Etat PLAI	78 000,00	1,10%
Subvention Région PLUS	113 715,00	1,61%
Subvention Région PLAI	60 389,00	0,85%
Emprunt CDC foncier	1 994 657,00	28,17%
Emprunt CDC travaux	2 374 203,92	33,53%
Emprunt Action logement	1 080 000,00	15,25%
Fonds propres	1 197 896,00	16,92%
Total	7 080 860,92	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047918 - 78 - EPONE - ROUTE DE VELANNES 33 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 374 664,00 € TTC	4,08 %	137 816,00 €
	Montant total de la subvention		137 816,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MEND S FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLUS, 10 PLAI et 6 PLS, situés route de Velannes à Epône

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,54%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : électrique

Certification/Label : BEE + RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 324,95 m²
Logements PLUS : 972,40 m²
Logements PLAI : 516,29 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)
Logements PLS : 9,80 €
Logements PLUS : 6,74 €
Logements PLAI : 5,99 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 601.513 € x 3 % = 18.045 €
Plafond : 5.000 € x 6 = 30.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.813.742 € x 3 ,80 % = 68.922 €
Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 959.409 € x 5,30 % = 50.849 €
Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- EPONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 382 662,00	100,00%
Total	5 382 662,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	189 000,00	3,51%
Subvention Région PLUS	68 922,00	1,28%
Subvention Région PLAI	50 849,00	0,94%
Subvention Région PLS	18 045,00	0,34%
Emprunt CDC foncier	1 770 180,00	32,89%
Emprunt CDC travaux	1 941 817,00	36,08%
Fonds propres	1 343 849,00	24,97%
Total	5 382 662,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047458 - 78 - GUERVILLE - GRANDE RUE - 12 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 808 448,00 € TTC	3,83 %	69 353,00 €
	Montant total de la subvention		69 353,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 1001 VIES HABITAT
Adresse administrative : 18 AVENUE D'ALSACE - 92091 LA D FENS
92091 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Philippe BRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLUS et 4 PLAI situés 6 Grande Rue à Guerville

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 1,49 %
Source DRIHL Inventaire SRU

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel électrique
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 396,85 m²
Logements PLAI : 199,55 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2016)
Logements PLUS : 6,81 €
Logements PLAI : 6,06 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.203.358 € x 3,4 % = 40.914 €
Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 605.090 € x 4,7 % = 28.439 €
Plafond : 12.000 € x 4 = 28.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GUERVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 172 609,00	100,00%
Total	2 172 609,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	35 200,00	1,62%
Subvention Etat PLAI	17 608,00	0,81%
Prime spécifique PLAI	38 991,00	1,79%
Subvention Département (sollicitée)	300 000,00	13,81%
Subvention Région PLUS	40 914,00	1,88%
Subvention Région PLAI	28 439,00	1,31%
Emprunt CDC foncier	475 229,00	21,87%
Emprunt CDC travaux	601 581,00	27,69%
Emprunt Action logement	300 000,00	13,81%
Fonds propres	334 647,00	15,40%
Total	2 172 609,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047689 - 78 - ISSOU - RUE DES HAUTES FRILEUSES - 17 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 096 214,00 € TTC	4,71 %	98 800,00 €
	Montant total de la subvention		98 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MEND S FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLUS et 6 PLAI situés 25 rue des Hautes Frileuses à Issou

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,3%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 757,56 m²
Logements PLAI : 343,36 m²

LOYERS (m² SU valeur octobre 2018)
Logements PLUS : 6,8 €
Logements PLAI : 6,09 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.440.539 € x 3,90 % = 56.181 €
Plafond : 10.000 € x 11 = 110.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 655.675 € x 6,50 % = 42.619 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ISSOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 070 780,00	100,00%
Total	4 070 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	42 000,00	1,03%
Prime spécifique PLAI	77 000,00	1,89%
Subvention Région PLUS	56 181,00	1,38%
Subvention Région PLAI	42 619,00	1,05%
Emprunt CDC foncier	1 349 172,00	33,14%
Emprunt CDC travaux	809 914,00	19,90%
Emprunt Action logement	480 000,00	11,79%
Autres emprunts	198 000,00	4,86%
Fonds propres	1 015 894,00	24,96%
Total	4 070 780,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047678 - 78 - JUZIERS - RUE LEVIEIL PAZOT 37 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 513 693,00 € TTC	3,83 %	211 444,00 €
	Montant total de la subvention		211 444,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 26 logements PLUS et 11 PLAI situés rue Levieil Pazot à Juziers

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 4,70%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.635,2 m²
Logements PLAI : 666 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 6,25 €

Logements PLAI : 7,03 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.915.146 € x 3,40 % = 133.115 €
Plafond : 10.000 € x 26 = 260.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.598.547 € x 4,90 % = 78.329 €
Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- JUZIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 229 500,00	100,00%
Total	7 229 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	182 000,00	2,52%
Subvention Etat PLAI	77 000,00	1,07%
Subvention Région PLUS	133 115,00	1,84%
Subvention Région PLAI	78 329,00	1,08%
Emprunt CDC foncier	1 596 000,00	22,08%
Emprunt CDC travaux	2 647 500,00	36,62%
Emprunt Action logement	1 080 000,00	14,94%
Autres emprunts (préciser)	600 000,00	8,30%
Fonds propres	835 556,00	11,56%
Total	7 229 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047585 - 78 - MARLY LE ROI - ROUTE DE L'ETANG - 16 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 676 316,00 € TTC	5,55 %	92 953,00 €
	Montant total de la subvention		92 953,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MEND S FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS et 6 PLAI situés 47 Route de l'Etang à Marly-le-Roi

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,77 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : BEE+, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 699,07 m²
Logements PLAI : 278,84 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2018)

Logements PLUS : 6,93 €
Logements PLAI : 6,16 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.206.573 € x 4,2 % = 50.676 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 469.743 € x 9 % = 42.277 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MARLY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 153 641,00	100,00%
Total	3 153 641,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	104 000,00	3,30%
Subvention Région PLUS	50 676,00	1,61%
Subvention Région PLAI	42 277,00	1,34%
Emprunt CDC foncier	1 330 937,00	42,20%
Emprunt CDC travaux	838 294,00	26,58%
Fonds propres	787 457,00	24,97%
Total	3 153 641,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047906 - 78 - LE MESNIL SAINT DENIS - RUE DE LA LOUVETERIE ET DE LA NOUETTE - 28 PLUS/PLAI / 40 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 793 098,00 € TTC	4,39 %	166 468,00 €
	Montant total de la subvention		166 468,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLUS et 12 PLAI situés rue de la Louveterie et de la Nouette au Mesnil-Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 4,73 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.173,57 m²
Logements PLAI : 857,69 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 6,36 €

Logements PLAI : 5,65 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.404.111 € x 3,4 % = 81.740 €
Plafond : 10.000 € x 16 = 160.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.388.987 € x 6,1 % = 84.728 €
Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- LE MESNIL-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 995 353,00	100,00%
Total	5 995 353,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	144 000,00	2,40%
Subvention Etat PLAI	108 000,00	1,80%
Subvention Région PLUS	81 740,00	1,36%
Subvention Région PLAI	84 728,00	1,41%
Emprunt CDC foncier	2 903 392,00	48,43%
Emprunt CDC travaux	1 762 664,00	29,40%
Fonds propres	910 829,00	15,19%
Total	5 995 353,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° 19009959 - 78 - LES MUREAUX - RUE PIERRE CURIE - 80 PLUS/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 649 971,00 € TTC	4,38 %	160 000,00 €
	Montant total de la subvention		160 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur BRUNO LUCA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 32 logements PLS sis rue Pierre Curie aux Mureaux

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel électrique - PAC (ballons thermodynamiques)
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 1 909,81 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 9,00 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 3.649.971 € x 5% = 182.499 €

Plafond : 5.000 € x 32 = 160.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 349 884,00	100,00%
Total	5 349 884,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	802 483,00	15,00%
PRETS CDC	4 387 401,00	82,01%
SUBVENTION REGION	160 000,00	2,99%
Total	5 349 884,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° 19009958 - 78 - LES MUREAUX - RUE PIERRE CURIE - 80 PLUS/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 555 702,00 € TTC	1,75 %	97 225,00 €
	Montant total de la subvention		97 225,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 48 logements PLUS sis rue Pierre Curie aux Mureaux

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel électrique - PAC (ballons thermodynamiques)
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 872,14 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,73 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 5.555.705 € x 1,75 % = 97.225 €

Plafond : 10.000 € x 48 = 480.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	8 142 399,00	100,00%
Total	8 142 399,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	1 220 135,00	14,98%
PRETS CDC	6 825 039,00	83,82%
SUBVENTION REGION	97 225,00	1,19%
Total	8 142 399,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047823 - 78 - VAUX SUR SEINE - 47-51 AVENUE DE PARIS - 26 PLUS/PLAI / 33 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 906 443,00 € TTC	5,19 %	150 975,00 €
	Montant total de la subvention		150 975,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 14 BD GARIBALDI
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLUS et 10 PLAI situés 47-51 avenue de Paris à Vaux-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,93 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 966,88 m²
Logements PLAI : 629,58 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)

Logements PLUS : 6,58 €
Logements PLAI : 5,79 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.754.532 € x 4,6 % = 80.708 €
Plafond : 10.000 € x 16 = 160.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.151.911 € x 6,1 % = 70.267 €
Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 853 239,00	100,00%
Total	5 853 239,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	156 910,00	2,68%
Subvention Région PLUS	80 708,00	1,38%
Subvention Région PLAI	70 267,00	1,20%
Emprunt CDC foncier	2 200 715,00	37,60%
Emprunt CDC travaux	1 747 628,00	29,86%
Emprunt Action logement	720 000,00	12,30%
Fonds propres	877 011,00	14,98%
Total	5 853 239,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047687 - 78 - VOISINS-LE-BRETONNEUX - BLAISE PASCAL 7 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	454 532,00 € TTC	6,04 %	27 454,00 €
	Montant total de la subvention		27 454,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative	:	159 RUE NATIONALE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLUS et 3 PLAI situés 2 rue Blaise Pascal à Voisins-le-Bretonneux

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,90%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 144,13 m²
Logements PLAI : 118,1 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 8,08 €

Logements PLAI : 6,93 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 248.968 € x 5 % = 12.448 €
Plafond : 10.000 € x 4 = 40.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 205.564 € x 7,30 % = 15.006 €
Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- VOISINS-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 086 870,00	100,00%
Total	1 086 870,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	28 000,00	2,58%
Subvention Etat PLAI	21 000,00	1,93%
Subvention Région PLUS	12 448,00	1,15%
Subvention Région PLAI	15 006,00	1,38%
Emprunt CDC foncier	352 405,00	32,42%
Emprunt CDC travaux	313 778,00	28,87%
Emprunt Action logement	232 000,00	21,35%
Fonds propres	112 233,00	10,33%
Total	1 086 870,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047774 - 91 - BAULNE - RUE DE L'ESSONNE - 7 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	581 191,00 € TTC	6,00 %	34 859,00 €
	Montant total de la subvention		34 859,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALL E EUG NE MOUCHOT
91131 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLUS et 2 PLAI situés 12 rue de l'Essonne à Baulne

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 223,63 m²
Logements PLAI : 89,17 m²

LOYERS (m² SU valeur juin 2019)
Logements PLUS : 7,32 €
Logements PLAI : 6,5 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 415.511 € x 5 % = 20.776 €
Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 165.680 € x 8,5 % = 14.083 €
Plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAULNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	850 461,00	100,00%
Total	850 461,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	19 000,00	2,23%
Prime spécifique PLAI	6 000,00	0,71%
Subvention Département (sollicitée)	67 500,00	7,94%
Subvention Région PLUS	20 776,00	2,44%
Subvention Région PLAI	14 083,00	1,66%
Emprunt CDC foncier	217 060,00	25,52%
Emprunt CDC travaux	211 476,00	24,87%
Emprunt Action logement	120 000,00	14,11%
Fonds propres	174 566,00	20,53%
Total	850 461,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047900 - 91 - CHILLY MAZARIN - RUE DE LA PASSERELLE ET PAUL BERT - 10 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 405 154,00 € TTC	3,04 %	42 738,00 €
	Montant total de la subvention		42 738,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLUS, 4 PLAI et 2 PLS situés 2 rue de la Passerelle et rue Paul Bert à Chilly Mazarin

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,06 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 106,22 m²
Logements PLUS : 338,03 m²
Logements PLAI : 284,71 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)

Logements PLS : 9,91 €
Logements PLUS : 6,81 €
Logements PLAI : 6,26 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 204.837 € x 3 % = 6.145 €
Plafond : 5.000 € x 2 = 10.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 651.624 € x 2,5 % = 16.291 €
Plafond : 10.000 € x 4 = 40.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 548.693 € x 3,7 % = 20.302 €
Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 231 665,00	100,00%
Total	2 231 665,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	38 000,00	1,70%
Subvention Région PLUS	16 291,00	0,73%
Subvention Région PLAI	20 302,00	0,91%
Subvention Région PLS	6 145,00	0,28%
Emprunt CDC foncier	913 082,00	40,91%
Emprunt CDC travaux	665 833,00	29,84%
Emprunt Action logement	240 000,00	10,75%
Fonds propres	332 012,00	14,88%
Total	2 231 665,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047490 - 91 - LINAS - RUE DE LA LAMPE - 117 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	14 659 503,00 € TTC	4,63 %	678 219,00 €
	Montant total de la subvention		678 219,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 14 BD GARIBALDI 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 73 logements PLUS et 44 PLAI situés 34 rue de la Lampe à Linas

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,38%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -20 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 4,943,55 m²
Logements PLAI : 2.839,70 m²

LOYERS (m² SU valeur juin 2019)

Logements PLUS : 7,1 €
Logements PLAI : 6,39 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 9.299.062 € x 3 ,95 % = 367.313 €
Plafond : 10.000 € x 73 = 730.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 5.360.441 € x 5 ,80 % = 310.906 €
Plafond : 12.000 € x 44 = 528.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LINAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	22 854 146,00	100,00%
Total	22 854 146,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	440 000,00	1,93%
Prime spécifique PLAI	28 000,00	0,12%
Subvention Département (sollicitée)	856 500,00	3,75%
Subvention Région PLUS	367 313,00	1,61%
Subvention Région PLAI	310 906,00	1,36%
Emprunt CDC foncier	5 544 369,00	24,26%
Emprunt CDC travaux	9 184 155,00	40,19%
Emprunt Action logement	2 700 000,00	11,81%
Fonds propres	3 422 903,00	14,98%
Total	22 854 146,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047830 - 91 - LONGJUMEAU - RUE GABRIEL BERTILLON - 14 PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 588 937,00 € TTC	3,29 %	52 314,00 €
	Montant total de la subvention		52 314,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative	:	74 RUE JEAN JAURES 59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI et 10 PLS situés 11-15 rue Gabriel Bertillon à Longjumeau

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 29,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 504,10 m²
Logements PLAI : 315,20 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 10,16 €

Logements PLAI : 6 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 977.861 € x 4,1 % = 40.092 €
Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 611.076 € x 2 % = 12.222 €
Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LONGJUMEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 523 306,00	100,00%
Total	2 523 306,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	38 000,00	1,51%
Subvention Région PLAI	12 222,00	0,48%
Subvention Région PLS	40 092,00	1,59%
Emprunt CDC foncier	1 187 657,00	47,07%
Emprunt CDC travaux	669 153,00	26,52%
Emprunt Action logement	198 000,00	7,85%
Fonds propres	378 182,00	14,99%
Total	2 523 306,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047887 - 91 - OLLAINVILLE - RUE DE LA ROCHE - 18 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 277 000,00 € TTC	4,54 %	103 355,00 €
	Montant total de la subvention		103 355,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLUS et 6 PLAI situés 25 rue de la Roche à Ollainville

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,47 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel électrique et pompe à chaleur
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 860,08 m²
Logements PLAI : 361 m²

LOYERS (m² SU valeur juin 2019)
Logements PLUS : 6,91 €

Logements PLAI : 6,4 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.603.828 € x 3,8 % = 60.945 €
Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 673.172 € x 6,3 % = 42.410 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 535 500,00	100,00%
Total	3 535 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	57 000,00	1,61%
Prime spécifique PLAI	18 000,00	0,51%
Subvention Région PLUS	60 945,00	1,72%
Subvention Région PLAI	42 410,00	1,20%
Emprunt CDC foncier	1 290 000,00	36,49%
Emprunt CDC travaux	1 030 500,00	29,15%
Emprunt Action logement	480 000,00	13,58%
Fonds propres	556 645,00	15,74%
Total	3 535 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047607 - 91 - ORSAY - RUE ALEXANDRE FLEMING 6 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	609 653,00 € TTC	5,92 %	36 073,00 €
	Montant total de la subvention		36 073,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALL E EUG NE MOUCHOT
91131 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLUS et 3 PLAI sis 21 bis rue Alexandre Fleming à Orsay

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 153,8 m²
Logements PLAI : 159,70 m²

LOYERS (m² SU valeur mai 2019)
Logements PLUS : 7,54 €
Logements PLAI : 6,7 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 299.090 € x 5 % = 14.955 €
Plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 310.563 € x 6,80 % = 21.118 €
Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 224 469,94	100,00%
Total	1 224 469,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	4 000,00	0,33%
Subvention Etat PLAI	34 000,00	2,78%
Subvention Région PLUS	14 955,00	1,22%
Subvention Région PLAI	21 118,00	1,72%
Emprunt CDC foncier	405 813,00	33,14%
Emprunt CDC travaux	387 654,00	31,66%
Emprunt Action logement	156 000,00	12,74%
Fonds propres	200 929,00	16,41%
Total	1 224 469,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047868 - 91 - SAINT GERMAIN LES CORBEIL - CHEMIN DE VILLOUVETTE - 56 PLUS/PLAI / 80 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 724 078,00 € TTC	4,96 %	333 199,00 €
	Montant total de la subvention		333 199,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 32 logements PLUS et 24 PLAI situés 23 chemin de Villouvette à Saint-Germain-lès-Corbeil

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 11,80 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 2.187,08 m²
Logements PLAI : 1.502,90 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLUS : 7,05 €
Logements PLAI : 6,26 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.985.414 € x 4,1 % = 163.402 €
Plafond : 10.000 € x 32 = 320.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.738.664 € x 6,2 % = 169.797 €
Plafond : 12.000 € x 24 = 288.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	14 655 022,00	100,00%
Total	14 655 022,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	228 000,00	1,56%
Subvention Département (sollicitée)	345 600,00	2,36%
Subvention Région PLUS	163 402,00	1,11%
Subvention Région PLAI	169 797,00	1,16%
Emprunt CDC foncier	4 896 425,00	33,41%
Emprunt CDC travaux	5 891 495,00	40,20%
Emprunt Action logement	1 500 000,00	10,24%
Fonds propres	1 460 303,00	9,96%
Total	14 655 022,00	100,00%

DOSSIER N° EX047943 - 91 - SAINT GERMAIN LES CORBEIL - RUE DARBLAY ET RUE TIGERY - 26 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 152 556,00 € TTC	4,74 %	149 347,00 €
	Montant total de la subvention		149 347,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur JEAN-FRAN OIS GRILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 17 logements PLUS et 9 PLAI situés 2-4 rue Darblay et 6 ter rue Tigery à Saint-Germain-lès-Corbeil

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 11,80 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.012,72 m²
Logements PLAI : 477,85 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,33 €

Logements PLAI : 6,51 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.141.903 € x 4 % = 85.676 €
Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.010.653 € x 6,3 % = 63.671 €
Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 700 103,43	100,00%
Total	4 700 103,43	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	90 000,00	1,91%
Prime spécifique PLAI	14 000,00	0,30%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	303 971,43	6,47%
Subvention Région PLUS	85 676,00	1,82%
Subvention Région PLAI	63 671,00	1,35%
Emprunt CDC foncier	1 415 452,99	30,12%
Emprunt CDC travaux	1 876 679,01	39,93%
Emprunt Action logement	540 000,00	11,49%
Fonds propres	310 653,00	6,61%
Total	4 700 103,43	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047605 - 91 - SAULX-LES-CHARTREUX - RUE DE LUNEZY - 17 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 411 527,00 € TTC	4,13 %	99 623,00 €
	Montant total de la subvention		99 623,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALL E EUG NE MOUCHOT
91131 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS et 7 PLAI situés rue de Lunezy à Saulx-les-Chartreux

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,76%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Réseau de chaleur urbain
Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -20 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 674,90 m²
Logements PLAI : 422,15 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,08 €
Logements PLAI : 6,29 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.483.560 € x 3,4 % = 50.441 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 927.967 € x 5,30 % = 49.182 €
Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAULX-LES-CHARTREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 741 044,00	100,00%
Total	3 741 044,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	66 500,00	1,78%
Subvention Département (sollicitée)	129 000,00	3,45%
Subvention Région PLUS	50 441,00	1,35%
Subvention Région PLAI	49 182,00	1,31%
Emprunt CDC foncier	1 214 689,00	32,47%
Emprunt CDC travaux	1 495 853,00	39,98%
Emprunt Action logement	300 000,00	8,02%
Fonds propres	435 379,00	11,64%
Total	3 741 044,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047434 - 92 - CHAVILLE - 34 RUE CARNOT - 19 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 482 783,00 € TTC	5,32 %	78 930,00 €
	Montant total de la subvention		78 930,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH SEINE OUEST HABITAT
Adresse administrative : 71 BOULEVARD GALLIENI
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur André SANTINI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS, 8 PLAI et 1 PLS sis 34 rue Carnot à Chaville

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 23,71 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE Effinergie+ et E+C-

SURFACES UTILES :
Logements PLS : 47,05 m²
Logements PLUS : 336,70 m²
Logements PLAI : 315,20 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)
Logements PLS : 14,08 €

Logements PLUS : 7,97 €
Logements PLAI : 7,08 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 99.814 € x 3,10 % = 3.094 €
Plafond : 5.000 € x 1 = 5.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 714.290 € x 5 % = 35.715 €
Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 668.679 € x 6 % = 40.121 €
Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 738 238,00	100,00%
Total	2 738 238,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	80 000,00	2,92%
Prime spécifique PLAI	119 000,00	4,35%
Subvention EPCI (attribuée)	95 400,00	3,48%
Subvention Région PLUS	35 715,00	1,30%
Subvention Région PLAI	40 121,00	1,47%
Subvention Région PLS	3 094,00	0,11%
Emprunt CDC foncier	1 057 288,00	38,61%
Emprunt CDC travaux	1 012 240,00	36,97%
Fonds propres	295 380,00	10,79%
Total	2 738 238,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047476 - 92 - COURBEVOIE - RUE DU MOULIN DES BRUYERES/AVENUE DE L'EUROPE - 25 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 052 973,00 € TTC	3,77 %	115 249,00 €
	Montant total de la subvention		115 249,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 12 logements PLUS et 13 PLAI situés 70-78 rue du Moulin des Bruyères, 39 avenue de l'Europe à Courbevoie

Dates prévisionnelles : 24 octobre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux au regard des risques d'occupation illégale du site qui a déjà fait l'objet de plusieurs incursions.

Description :
Taux de logements sociaux : 21,62 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 850,15 m²
Logements PLAI : 466,20 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)
Logements PLUS : 7,77 €
Logements PLAI : 6,9 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.971.728 € x 2,5 % = 49.293 €
Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.081.245 € x 6,1 % = 65.956 €
Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 102 623,00	100,00%
Total	7 102 623,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	69 751,00	0,98%
Subvention Etat PLAI	50 000,00	0,70%
Subvention ANRU PLAI	96 000,00	1,35%
Prime spécifique PLAI	38 249,00	0,54%
Surcharge foncière Etat PLAI	43 200,00	0,61%
Subvention Commune (attribuée)	280 000,00	3,94%
Subvention Région PLUS	49 293,00	0,69%
Subvention Région PLAI	65 956,00	0,93%
Emprunt CDC foncier	3 903 000,00	54,95%
Emprunt CDC travaux	1 881 000,00	26,48%
Emprunt Action logement	314 000,00	4,42%
Fonds propres	312 174,00	4,40%
Total	7 102 623,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047685 - 92 - COURBEVOIE - AVENUE DE VERDUN 34 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 401 944,00 € TTC	4,81 %	163 487,00 €
	Montant total de la subvention		163 487,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 1001 VIES HABITAT
Adresse administrative : 18 AVENUE D'ALSACE - 92091 LA D FENS
92091 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Philippe BRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS et 25 PLAI situés avenue de Verdun à Courbevoie

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,65%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -20 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 542,50 m²
Logements PLAI : 1.482,50 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,13 €

Logements PLAI : 6,33 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 910.154 € x 4 % = 36.406 €
Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.491.790 € x 5,1 % = 127.081 €
Plafond : 12.000 € x 25 = 300.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	6 392 088,00	100,00%
Total	6 392 088,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	63 000,00	0,99%
Subvention Etat PLAI	250 000,00	3,91%
Prime spécifique PLAI	175 000,00	2,74%
Subvention Région PLUS	36 406,00	0,57%
Subvention Région PLAI	127 081,00	1,99%
Emprunt CDC foncier	2 584 389,00	40,43%
Emprunt CDC travaux	1 544 699,00	24,17%
Emprunt Action logement	900 000,00	14,08%
Fonds propres	711 513,00	11,13%
Total	6 392 088,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047488 - 93 - LE BLANC MESNIL - AV CHARLES DE GAULLE / AV DIVISION LECLERC - 49 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 913 120,00 € TTC	1,70 %	100 523,00 €
	Montant total de la subvention		100 523,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 21 logements PLUS et 28 PLAI situés avenue de la Division Leclerc et avenue Charles de Gaulle au Blanc-Mesnil

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 35,44 %
Source RPLS 2017 hors PLS
Exception mesure anti-ghettos (projet NPNRU/PNRU)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain - géothermie

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.283,62 m²
Logements PLAI : 1.624,86 m²

LOYERS (m² SU valeur mai 2019)
Logements PLUS : 6,36 €
Logements PLAI : 5,65 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.608.003 € x 1,70% = 44.336 €
Plafond : 10.000 € x 21 = 210.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 3.305.117 € x 1,70 % = 56.187 €
Plafond : 12.000 € x 28 = 336.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 277 191,00	100,00%
Total	8 277 191,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	487 200,00	5,89%
Subvention Région PLUS	44 336,00	0,54%
Subvention Région PLAI	56 187,00	0,68%
Emprunt CDC foncier	2 692 197,00	32,53%
Emprunt CDC travaux	2 755 816,00	33,29%
Emprunt Action logement	1 198 400,00	14,48%
Fonds propres	1 043 055,00	12,60%
Total	8 277 191,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047402 - 93 - GOURNAY SUR MARNE - 30 RUE DES FOUGERES - 10 PLUS/PLAI / 12 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 266 927,00 € TTC	4,79 %	60 741,00 €
	Montant total de la subvention		60 741,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 14 BD GARIBALDI 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLUS et 5 PLAI sis 30 rue des Fougères à Gournay-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 6,39 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -20%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 271,23 m²
Logements PLAI : 227,98 m²

LOYERS (m² SU valeur mai 2018)

Logements PLUS : 7,40 €
Logements PLAI : 6,91 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 797.164 € x 3,20 % = 25.509 €
Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 469.763 € x 7,50 % = 35.232 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GOURNAY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 972 086,00	100,00%
Total	1 972 086,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	15 000,00	0,76%
Subvention Etat PLAI	85 000,00	4,31%
Subvention EPCI (sollicitée)	114 816,00	5,82%
Subvention Commune (attribuée)	80 000,00	4,06%
Subvention Action logement	240 000,00	12,17%
Subvention Région PLUS	25 509,00	1,29%
Subvention Région PLAI	35 232,00	1,79%
Emprunt CDC foncier	69 863,00	3,54%
Fonds propres	1 306 666,00	66,26%
Total	1 972 086,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047378 - 93 - MONTFERMEIL - RUE HENRI BARBUSSE - 36 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 960 436,00 € TTC	2,90 %	143 900,00 €
	Montant total de la subvention		143 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 21 logements PLUS, 6 PLAI et 9 PLS sis 24-28 rue Henri Barbusse à Montfermeil

Dates prévisionnelles : 25 novembre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux au regard de l'imbrication de cette opération dans un projet global d'aménagement incluant des travaux de prolongement du tramway T4 en bordure de la parcelle d'implantation du programme

Description :
Taux de logements sociaux : 24,93 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz – panneaux solaires thermiques
Certification/Label : Habitat & Environnement (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES :
Logements PLS : 469,50 m²
Logements PLUS : 1 200,10 m²
Logements PLAI : 389,35 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 10,28 €
Logements PLUS : 7,15 €
Logements PLAI : 6,35 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.131.515 € x 2,40 % = 27.156 €
Plafond : 5.000 € x 9 = 45.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.890.991 € x 3 % = 86.730 €
Plafond : 10.000 € x 21 = 210.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 937.930 € x 3,20 % = 30.014 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- MONTFERMEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	6 660 062,00	100,00%
Total	6 660 062,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	61 977,00	0,93%
Subvention Etat PLAI	20 107,00	0,30%
Prime spécifique PLAI	36 138,00	0,54%
Subvention Région PLUS	86 730,00	1,30%
Subvention Région PLAI	30 014,00	0,45%
Subvention Région PLS	27 156,00	0,41%
Emprunt CDC foncier	1 484 966,00	22,30%
Emprunt CDC travaux	3 802 673,00	57,10%
Emprunt Action logement	980 000,00	14,71%
Fonds propres	130 301,00	1,96%
Total	6 660 062,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047881 - 93 - LES PAVILLONS SOUS BOIS - 246 AVENUE ARISTIDE BRIAND - 14 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 792 646,00 € TTC	3,17 %	56 740,00 €
	Montant total de la subvention		56 740,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIGERE
Adresse administrative : 141 AVENUE DE CLICHY
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur STEPHANE BUFFETAUT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLUS, 4 PLAI et 4 PLS sis 246 avenue Aristide Briand aux Pavillons-sous-Bois

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,38 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES :
Logements PLS : 231,67 m²
Logements PLUS : 351,98 m²
Logements PLAI : 246,50 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2019)
Logements PLS : 9,72 €

Logements PLUS : 6,75 €
Logements PLAI : 6,00 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 480.401 € x 2,50 % = 12.010 €
Plafond : 5.000 € x 4 = 20.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 764.606 € x 3,20 % = 24.467 €
Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 547.639 € x 3,70 % = 20.263 €
Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 685 547,00	100,00%
Total	2 685 547,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	81 606,00	3,04%
Subvention Région PLUS	24 467,00	0,91%
Subvention Région PLAI	20 263,00	0,75%
Subvention Région PLS	12 010,00	0,45%
Emprunt CDC foncier	900 741,00	33,54%
Emprunt CDC travaux	510 526,00	19,01%
Emprunt Action logement	348 000,00	12,96%
Autres emprunts (prêt Booster et PHB)	224 000,00	8,34%
Fonds propres	563 934,00	21,00%
Total	2 685 547,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047670 - 93 - LE RAINCY - ALLEE GAMBETTA / AV DE LA RESISTANCE - 23 PLUS/PLAI / 29 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 180 123,00 € TTC	5,71 %	124 385,00 €
	Montant total de la subvention		124 385,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	14 BD GARIBALDI 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Jérôme BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS et 9 PLAI situés 66, allée Gambetta / 62, avenue de la Résistance au Raincy

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 5,63%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel et collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 500,73 m²
Logements PLAI : 394,84 m²

LOYERS (m² SU valeur octobre 2018)

Logements PLUS : 8,17 €
Logements PLAI : 6,78 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.218.948 € x 5 % = 60.947 €
Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 961.175 € x 6,60 % = 63.438 €
Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 000 228,00	100,00%
Total	3 000 228,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	54 964,00	1,83%
Subvention Etat PLAI	61 116,00	2,04%
Prime spécifique PLAI	66 137,00	2,20%
Subvention Région PLUS	60 947,00	2,03%
Subvention Région PLAI	63 438,00	2,11%
Emprunt CDC foncier	1 326 283,00	44,21%
Emprunt CDC travaux	401 947,00	13,40%
Emprunt Action logement	600 000,00	20,00%
Fonds propres	365 396,00	12,18%
Total	3 000 228,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047480 - 94 - ALFORTVILLE - 2 RUE DE BUDAPEST - 9 PLUS/14 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 552 480,00 € TTC	2,98 %	46 189,00 €
	Montant total de la subvention		46 189,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGIAL OPH OHSA
Adresse administrative : 86 BIS QUAI BLANQUI
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Julien BOUDIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 9 logements PLUS et 14 PLAI sis 2 rue de Budapest à Alfortville

Dates prévisionnelles : 3 mai 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux au regard de la nécessité de procéder à la reconstitution de l'offre locative sociale dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain

Description :
Taux de logements sociaux : 39,7 %
Source DRIHL RPLS 2017 hors PLS
Exception mesure anti-ghettos : projet NPNRU n° 542

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat Effinergie rénovation

SURFACES UTILES :
Logements PLUS : 385 m²
Logements PLAI : 640 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)
Logements PLUS : 8,02 €
Logements PLAI : 6,30 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 583.502 € x 3,10 % = 18.089 €
Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 968.978 € x 2,90 % = 28.100 €
Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 419 182,00	100,00%
Total	2 419 182,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	487 200,00	20,14%
Subvention Département (sollicitée)	189 000,00	7,81%
Subvention Commune (attribuée)	83 500,00	3,45%
Subvention Région PLUS	18 089,00	0,75%
Subvention Région PLAI	28 100,00	1,16%
Emprunt CDC foncier	257 163,00	10,63%
Emprunt Action logement	1 114 400,00	46,07%
Fonds propres	241 730,00	9,99%
Total	2 419 182,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047451 - ARCUEIL - RUE ASPASIE JULES CARON - 22 PLAI/PLUS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 206 876,00 € TTC	12,53 %	527 070,00 €
	Montant total de la subvention		527 070,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCA FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative : 69 CHEMIN DE VASSIEUX
69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique : Société En Commandite Par Actions
Représentant : Monsieur Bernard DEVERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 13 logements PLAI et 9 PLUS situés 5-9 rue Aspasie Jules Caron à Arcueil

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 42,1%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016
Exception mesure anti-ghettos : opération sous maîtrise d'ouvrage d'insertion

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain géothermie
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 327,70 m²
Logements PLAI : 699,50 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2019)
Logements PLUS : 8 €
Logements PLAI : 7,05 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 3.032.070 € x 30 % = 909.621 €
Plafond : 660 € x 699,50 m² = 461.670 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.174.806 € x 5 % = 58.740 €
Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Prime :
Subvention toiture/mur végétalisé : 6.660 €
(19.280 € x 50% = 9.640 € - plafond : 45 € x 148 m² = 6.660 €)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 830 025,00	100,00%
Total	4 830 025,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	101 555,00	2,10%
Subvention Etat PLAI	82 176,00	1,70%
Prime spécifique PLAI	100 426,00	2,08%
Subvention PLAI adapté	37 260,00	0,77%
Subvention Département (attribuée)	204 600,00	4,24%
Subvention Commune (sollicitée)	200 000,00	4,14%
Prime Région toiture végétalisée	6 660,00	0,14%
Subvention Région PLUS	58 740,00	1,22%
Subvention Région PLAI	461 670,00	9,56%
Emprunt CDC foncier	919 427,00	19,04%
Emprunt CDC travaux	758 768,00	15,71%
Fonds propres	1 898 743,00	39,31%
Total	4 830 025,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047486 - 94 - BONNEUIL-SUR-MARNE - BUTTES COTON LOT N1 - 60 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 843 077,00 € TTC	1,80 %	123 175,00 €
	Montant total de la subvention		123 175,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 24 logements PLUS et 36 PLAI situés Buttes de Coton lot N1 - angle avenues de la République/Jean Rostand/Paul Eluard à Bonneuil-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 18 octobre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard des contraintes de calendrier imposées dans le cadre de la convention de rénovation urbaine

Description :
Taux de logements sociaux : 61%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016
Exception mesure anti-ghettos (projet NPNRU/PNRU)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain

Certification/Label : NF habitat HQE – RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.478,25 m²

Logements PLAI : 2.036,30 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,53 €
Logements PLAI : 6,69 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.805.691 € x 1,80 % = 50.502 €
Plafond : 10.000 € x 24 = 240.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 4.037.386 € x 1,80 % = 72.673 €
Plafond : 12.000 € x 36 = 432.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BONNEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	9 833 930,27	100,00%
Total	9 833 930,27	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLUS	672 000,00	6,83%
Subvention ANRU PLAI	1 411 200,00	14,35%
Subvention Département (sollicitée)	360 000,00	3,66%
Subvention Région PLUS	50 502,00	0,51%
Subvention Région PLAI	72 673,00	0,74%
Emprunt CDC foncier	1 666 178,49	16,94%
Emprunt CDC travaux	4 344 551,78	44,18%
Fonds propres	1 256 825,00	12,78%
Total	9 833 930,27	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047543 - 94 - CHAMPIGNY SUR MARNE - GERMINAL/PRAIRIAL/MESSIDOR - 36 PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 889 736,00 € TTC	3,68 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 36 logements PLS par surélévation sur le groupe Prairial sis 1-7 rue Germinal, 18-24 rue Prairial, 2-8, 1-9 et 11-19 rue Messidor à Champigny-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 8 avril 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux au regard de la complexité de la surélévation d'étages et de l'imbrication des programmes de construction neuve et de réhabilitation du groupe Prairial

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 2 486,66 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 7,77 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 4.889.736 € x 5 % = 244.487 €
Plafond : 5.000 € x 36 = 180.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 056 114,00	100,00%
Total	5 056 114,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département (sollicitée)	216 000,00	4,27%
Subvention Région PLS	180 000,00	3,56%
Emprunt CDC foncier	144 545,00	2,86%
Emprunt CDC travaux	3 555 569,00	70,32%
Emprunt Action logement	960 000,00	18,99%
Total	5 056 114,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047601 - 94 - CHAMPIGNY-SUR-MARNE - RUE JEAN JAURES - 20 PLUS/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 125 816,00 € TTC	3,31 %	70 435,00 €
	Montant total de la subvention		70 435,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS et 10 PLS situés 42 rue Jean Jaurès à Champigny-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 41,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 566,31 m²
Logements PLUS : 631,96 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLS : 7,05 €
Logements PLUS : 10,61 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.368.968 € x 5 % = 68.448 €
Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 756.848 € x 2,70 % = 20.435 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 057 180,00	100,00%
Total	4 057 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	38 762,00	0,96%
Subvention Région PLUS	20 435,00	0,50%
Subvention Région PLS	50 000,00	1,23%
Emprunt CDC foncier	1 381 946,00	34,06%
Emprunt CDC travaux	1 122 894,00	27,68%
Emprunt Action logement	355 000,00	8,75%
Autres emprunts	480 000,00	11,83%
Fonds propres	608 143,00	14,99%
Total	4 057 180,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047068 - 94 - IVRY SUR SEINE - RUE COUDERCHET - 27 PLUS/PLS / 36 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 353 714,00 € TTC	2,46 %	82 621,00 €
	Montant total de la subvention		82 621,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IDF HABITAT
Adresse administrative	:	59 AVENUE CARNOT 94507 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques GUIGNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 18 logements PLUS et 9 PLS sis 21-25 rue Maurice Couderchet à Ivry-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -20%)

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 587,29 m²
Logements PLUS : 1 377,60 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 12,99 €
Logements PLUS : 7,47 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.002.398 € x 5 % = 50.120 €
Plafond : 5.000 € x 9 = 45.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.351.316 € x 1,60 % = 37.621 €
Plafond : 10.000 € x 18 = 180.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 401 172,00	100,00%
Total	8 401 172,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	25 761,00	0,31%
Subvention Etat PLAI	57 995,00	0,69%
Prime spécifique PLAI	64 954,00	0,77%
Surcharge foncière Etat PLUS	43 278,00	0,52%
Subvention Département (sollicitée)	232 200,00	2,76%
Subvention Commune (sollicitée)	81 000,00	0,96%
Subvention Région PLUS	37 621,00	0,45%
Subvention Région PLS	45 000,00	0,54%
Emprunt CDC foncier	3 504 592,00	41,72%
Emprunt CDC travaux	2 530 000,00	30,11%
Emprunt Action logement	420 000,00	5,00%
Autres emprunts (PHBB2)	324 000,00	3,86%
Fonds propres	1 034 771,00	12,32%
Total	8 401 172,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047691 - 94 - NOGENT-SUR-MARNE - RUE CHARLES DE GAULLE - 13 PLUS/PLAI/ 17 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 610 036,00 € TTC	4,69 %	75 508,00 €
	Montant total de la subvention		75 508,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLUS et 5 PLAI situés 167 Grande rue Charles de Gaulle à Nogent-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,55%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : BEE + RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 438,28 m²
Logements PLAI : 244,45 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)
Logements PLUS : 7,98 €

Logements PLAI : 7,09 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.032.016 € x 3,90 % = 40.249 €
Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 578.020 € x 6,10 % = 35.259 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 055 384,00	100,00%
Total	3 055 384,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	22 571,00	0,74%
Prime spécifique PLAI	27 085,00	0,89%
Surcharge foncière Etat PLUS	14 568,00	0,48%
Autres subventions publiques	350 000,00	11,46%
Subvention Région PLUS	40 249,00	1,32%
Subvention Région PLAI	35 259,00	1,15%
Emprunt CDC travaux	2 107 853,00	68,99%
Fonds propres	457 799,00	14,98%
Total	3 055 384,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047482 - 94 - LE PLESSIS TREVISE - 41 AVENUE LEFEVRE - 16 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 709 822,00 € TTC	14,10 %	241 085,00 €
	Montant total de la subvention		241 085,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM EMMAUS HABITAT
Adresse administrative : 92/98 BD VICTOR HUGO
92110 CLICHY LA GARENNE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur François DELARUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une pension de famille, hors charge foncière, de 16 logements PLAI sis 41 avenue Lefèvre au Plessis-Trévise

Dates prévisionnelles : 18 novembre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux au regard de l'imbrication de ce programme dans un projet plus vaste de restructuration de la communauté Emmaüs du Plessis-Trévise

Description :
Taux de logements sociaux : 19,23 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : non certifiée (RT 2012 -20%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 330 m²

Redevance : valeur janvier 2018

Typologie Redevance Reste à charge après perception APL (estimation)

T1	378,61 €	de 378,61 € à 34,61 €
T1bis	517,91 €	de 517,91 € à 40,91 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement d'habitat adapté de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.709.822 € x 14,10 % = 241.085 €

Plafond : 20.000 € x 16 = 320.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-TREVISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 106 007,00	100,00%
Total	2 106 007,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	67 915,00	3,22%
Prime spécifique PLAI	101 743,00	4,83%
Subvention PLAI adapté	119 680,00	5,68%
Autres subventions publiques (Emmaüs France programme amélioration de l'habitat)	127 500,00	6,05%
Subvention Région PLAI	241 085,00	11,45%
Emprunt CDC foncier	313 817,00	14,90%
Emprunt CDC travaux	1 134 267,00	53,86%
Total	2 106 007,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047501 - 94 - VILLEJUIF - RUE BIZET/SENTIER EMILE ZOLA - 45 PLUS/PLS / 183 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 598 955,00 € TTC	3,00 %	198 080,00 €
	Montant total de la subvention		198 080,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 89 RUE DE TOCQUEVILLE
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS et 36 PLS sis, 54 à 60 et 80 à 84 rue Bizet / 18 à 40 sentier Emile Zola à Villejuif

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz (chauffage en production de chaleur numérique QARNOT + ECS ballon thermodynamique)

Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 2.143 m²
Logements PLUS : 522 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)
Logements PLS : 12,52 €
Logements PLUS : 6,77 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 5.307.509 € x 5 % = 265.375 €
Plafond : 5.000 € x 36 = 180.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.291.446 € x 1,40 % = 18.080 €
Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 798 607,00	100,00%
Total	8 798 607,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	21 840,00	0,25%
Subvention Région PLUS	18 080,00	0,21%
Subvention Région PLS	180 000,00	2,05%
Emprunt CDC foncier	3 842 434,00	43,67%
Emprunt CDC travaux	4 251 309,00	48,32%
Autres emprunts (prêt CDC BOOSTER)	315 000,00	3,58%
Fonds propres	169 944,00	1,93%
Total	8 798 607,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047489 - 95 - EAUBONNE - SENTE DES PERROTTES 13 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 680 006,00 € TTC	3,58 %	60 132,00 €
	Montant total de la subvention		60 132,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLUS et 7 PLAI situés 5 sente des Perrottes à Eaubonne

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,39%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 284,93 m²
Logements PLAI : 419,83 m²

LOYERS (m² SU valeur août 2019)
Logements PLUS : 7 ,07 €

Logements PLAI : 6,17 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 741.650 € x 3,30 % = 24.474 €
Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 938.356 € x 3,80 % = 35.658 €
Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 744 263,00	100,00%
Total	2 744 263,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	90 000,00	3,28%
Subvention Région PLUS	24 274,00	0,88%
Subvention Région PLAI	35 658,00	1,30%
Emprunt CDC foncier	908 342,00	33,10%
Emprunt CDC travaux	1 028 495,00	37,48%
Emprunt Action logement	384 000,00	13,99%
Fonds propres	273 494,00	9,97%
Total	2 744 263,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047669 - 95 - ENGHIEN LES BAINS - AVENUE D'ENGHIEN / RUE MALLEVILLE - 16 PLUS/PLAI / 23 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 896 895,00 € TTC	4,98 %	94 530,00 €
	Montant total de la subvention		94 530,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MEND S FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS et 7 PLAI situés 208-212 avenue d'Enghien-rue de Malleville à Enghien-les-Bains

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,79 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, BEE+

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 523,33 m²

Logements PLAI : 481,65 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)
Logements PLUS : 7,1 €
Logements PLAI : 6,31 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 987.783 € x 4,6 % = 45.438 €
Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 909.112 € x 5,4 % = 49.092 €
Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 599 251,00	100,00%
Total	4 599 251,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	17 000,00	0,37%
Subvention Etat PLAI	88 000,00	1,91%
Subvention Région PLUS	45 438,00	0,99%
Subvention Région PLAI	49 092,00	1,07%
Emprunt CDC foncier	2 187 112,00	47,55%
Emprunt CDC travaux	364 257,00	7,92%
Emprunt Action logement	690 000,00	15,00%
Fonds propres	1 158 352,00	25,19%
Total	4 599 251,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047561 - 95 - LE PLESSIS BOUCHARD - 60/62 CHAUSSEE JULES CESAR - 22 PLUS/PLAI / 47 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 502 740,00 € TTC	5,10 %	127 672,00 €
	Montant total de la subvention		127 672,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MEND S FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Hervé SILBERSTEIN, Président du directoire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS et 8 PLAI sis 60/62 chaussée Jules César au Plessis-Bouchard

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,04 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 890,61 m²
Logements PLAI : 387,99 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)
Logements PLUS : 7,24 €
Logements PLAI : 6,43 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.743.343 € x 4,10 % = 71.477 €
Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 759.397 € x 7,40 % = 56.195 €
Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-BOUCHARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 011 430,00	100,00%
Total	4 011 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	22 000,00	0,55%
Subvention Etat PLAI	108 000,00	2,69%
Subvention Région PLUS	71 477,00	1,78%
Subvention Région PLAI	56 195,00	1,40%
Emprunt CDC foncier	1 250 378,00	31,17%
Emprunt CDC travaux	128 194,00	3,20%
Emprunt Action logement	1 176 000,00	29,32%
Autres emprunts (prêt PHB 2.0)	198 000,00	4,94%
Fonds propres	1 001 186,00	24,96%
Total	4 011 430,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047942 - 95 - LE PLESSIS BOUCHARD - RUE MARCEL CLERC - 28 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 729 514,00 € TTC	4,33 %	161 381,00 €
	Montant total de la subvention		161 381,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 1001 VIES HABITAT
Adresse administrative : 18 AVENUE D'ALSACE - 92091 LA D FENS
92091 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Philippe BRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 18 logements PLUS et 10 PLAI sis 1-3 rue Marcel Clerc au Plessis-Bouchard

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,04 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1 101,85 m²
Logements PLAI : 486,60 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,25 €
Logements PLAI : 6,44 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.587.019 € x 3,50 % = 90.546 €
Plafond : 10.000 € x 18 = 180.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.142.495 € x 6,20 % = 70.835 €
Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-BOUCHARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 466 582,00	100,00%
Total	5 466 582,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	90 000,00	1,65%
Prime spécifique PLAI	30 000,00	0,55%
Autres subventions publiques (prime complémentaire PLAI)	9 000,00	0,16%
Subvention Région PLUS	90 546,00	1,66%
Subvention Région PLAI	70 835,00	1,30%
Emprunt CDC foncier	1 345 049,92	24,60%
Emprunt CDC travaux	2 267 151,84	41,47%
Emprunt Action logement	840 000,00	15,37%
Fonds propres	723 999,24	13,24%
Total	5 466 582,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-090

DOSSIER N° EX047721 - 95 - SANNOIS - RUE DES FOSSES TREMPES - 27 PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 230 673,00 € TTC	2,60 %	109 997,00 €
	Montant total de la subvention		109 997,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MEND S FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 27 logements PLS sis rue des Fossés Trempés à Sannois

Dates prévisionnelles : 6 novembre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux au regard de l'imbrication de ce programme dans un projet global de rénovation incluant la réhabilitation de la résidence Bel Air

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : NF Habitat HQE labels : BBCA et E+C- (RT 2012 -20%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 1 524,40 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2019 : 10,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 4.230.673 x 2,60 % = 109.997 €

Plafond : 5.000 € x 27 = 135.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SANNOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 949 654,00	100,00%
Total	4 949 654,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLS	109 997,00	2,22%
Emprunt CDC foncier	438 656,00	8,86%
Emprunt CDC travaux	2 805 585,00	56,68%
Emprunt Action logement	360 000,00	7,27%
Fonds propres	1 235 416,00	24,96%
Total	4 949 654,00	100,00%

Annexe 3 - Fiche projet modifiée

Commission permanente du 4 mars 2020 -

DOSSIER N° EX044914 - 95 - SAINT OUEN L'AUMONE - RUE DU MAIL - 5 PLUS / 15 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	716 879,00 € TTC	1,40 %	10 036,00 €
	Montant total de la subvention		-18 257,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLUS situés 10/14 rue du Mail à Saint-Ouen-l'Aumône

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -20%

Projet initial présenté dans le rapport n° CP2019-252 du 3 juillet 2019 :

Nombre de logements : 10
SURFACES UTILES : 570,16 m²
LOYERS (m² SU valeur janvier 2018) : 7,28 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.571.841 € x 1,80 % = 28.293 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Projet modifié :

Nombre de logements : 5
SURFACES UTILES : 347,92 m²
LOYERS (m² SU valeur janvier 2018) : 7,28 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 716.879 € x 1,4 % = 10.036 €
Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Montant de subvention à régulariser : -18.257 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 169 557,00	100,00%
Total	3 169 557,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	10 000,00	0,32%
Subvention Etat PLAI	60 000,00	1,89%
Subvention Région PLUS	10 036,00	0,89%
Emprunt CDC foncier	567 430,00	17,90%
Emprunt CDC travaux	2 068 154,00	65,25%
Emprunt Action logement	120 000,00	3,79%
Autres emprunts (Préfecture de Police)	141 769,00	4,47%
Fonds propres	192 168,00	5,49%
Total	3 169 557,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-096

DU 4 MARS 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU HANDICAP 2ÈME AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L114-1 et suivants ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi :100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée relative à « Région Île-de-France, Région solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 7ème rapport pour 2018

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale en faveur du handicap et des MDPH, 5ème affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CR 2019-33 du 28 mai 2019 relative au règlement d'intervention « aide pour l'effectivité des droits culturels pour les personnes en situation de handicap » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-096 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien dans le cadre du dispositif « Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance »

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance», au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de **6** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **737 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type relevant de la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **737 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2020.

Article 2 : Soutien dans le cadre du dispositif « Aide à l'effectivité des droits culturels pour les personnes en situation de handicap »

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide à l'effectivité des droits culturels pour les personnes en situation de handicap », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de **3** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **75 000 €** au titre du budget 2020.

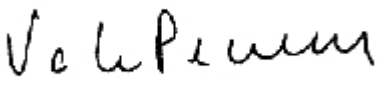
Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **75 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », l'action 14200304 « fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2020.

Article 3 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 et 29 alinéa 3 à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 mars 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 mars 2020 (référence technique : 075-237500079-20200304-lmc171557-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 mars 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

annexe 1 : fiches projets investissement

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-096

DOSSIER N° 19012045 - Rénovation et équipements des locaux de l'ehpad au 28, rue auguste bailly, à Asnières (92).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-204182-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	6 996 163,93 € TTC	2,86 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIS RETRAITE ASNIERES S/SEINE FOND AULAGNIER
Adresse administrative : 30 RUE AUGUSTE BAILLY 92600 ASNIERES S/SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public Local Social et Médico-social
Représentant : Madame Audrey VATAN, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation et l'équipement des locaux de l'établissement d'hébergement pour personnes agées au 28, rue auguste bailly, à Asnières (92).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 1 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ces travaux, d'une durée de 21 mois, vont se dérouler en site occupé. Ces derniers devant être livrés en mai 2021 la Fondation a dû les commencer en urgence.

Description :
La Fondation AULAGNIER, créée le 15 février 1890, est un Etablissement public local social et médico-social composé de 160 lits d'hébergement en EHPAD, de 107 places de Service de Soins infirmiers à Domicile, de 30 places d'Accueil de Jour, d'une plateforme d'accompagnement et de répit pour les aidants, d'un EHPAD à domicile de 30 places .
La Fondation AULAGNIER souhaite améliorer la prise en charge des résidents et notamment ceux atteints d'Alzheimer par la création d'un PASA (Pôle d'activités et de soins adaptés) destiné à accueillir les résidents atteints d'Alzheimer durant la journée. Les PASA proposent des activités individuelles ou collectives. Le programme d'activités est élaboré par un ergothérapeute ou un psychomotricien, sous la responsabilité du médecin coordonnateur. Il a pour objectif d'offrir un accompagnement spécifique et personnalisé en fonction des besoins des résidents, notamment pour faire diminuer les manifestations de l'humeur et les troubles du comportement.

Il s'agit également de mettre les locaux et équipements en conformité pour garantir la confection des repas au sein de l'établissement avec techniques et menus adaptés (manger mains) aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

Ce projet répond au règlement d'intervention dans sa dimension innovante pour l'accueil des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et pour l'accueil des aidants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	6 943 413,93	99,25%
Acquisition d'équipements matériels et mobiliers	52 750,00	0,75%
Total	6 996 163,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	200 000,00	2,86%
Subvention Autres établissements publics (attribuée)	1 724 000,00	24,64%
Emprunts	3 500 000,00	50,03%
fond propres	1 572 163,93	22,47%
Total	6 996 163,93	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-096

DOSSIER N° EX047949 - Achat d'un véhicule électrique pour le dispositif d'emploi accompagné « ACCESSYL » dans le département de l'Essonne.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	18 000,00 € TTC	50,00 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CFBS FONDATION FRANCO BRITANNIQUE DE SILLERY
Adresse administrative : RUE DE CHARAINTRU 91360 EPINAY SUR ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Geoffrey CARDOZO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Achat d'un véhicule électrique pour le dispositif d'emploi accompagné « ACCESSYL » dans le département de l'Essonne.

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Fondation Franco-Britannique de Sillery (FFBS), fondée en 1919, gère neuf établissements et services à destination de personnes en situation de handicap psychique. Elle détient une expertise en matière de formations, d'insertion et d'emploi pour ces publics.

Ainsi, elle a été retenue, en juin 2019, par l'ARS et la DIRECCTE d'Ile-de-France avec l'Etablissement Public National Antoine Koenigswarter (EPNAK) qui assure un accompagnement dans l'emploi de personnes présentant un trouble du spectre autistique, pour développer un des deux dispositifs d'emploi accompagné du département. Ce dispositif baptisé « ACCESSYL » vise à assurer un accompagnement au plus près des personnes en situation de handicap dans leur démarche de formation, d'orientation et de maintien dans l'emploi.

Pour mener à bien projet La Fondation Franco-Britannique de Sillery souhaite acquérir un véhicule à carburation propre afin de permettre à l'équipe « « ACCESSYL » d'intervenir au plus près des personnes

et de leur environnement de travail.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicule à carburation propre.	18 000,00	100,00%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 000,00	50,00%
Fonds propres	9 000,00	50,00%
Total	18 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-096

DOSSIER N° EX047950 - Achat de deux véhicules à carburation propre pour le SESSAD situé au 6, rue de Charaintru à Épinay sur Orge (91).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	36 000,00 € TTC	50,00 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CFBS FONDATION FRANCO BRITANNIQUE DE SILLERY
Adresse administrative : RUE DE CHARAINTRU 91360 EPINAY SUR ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Geoffrey CARDOZO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : achat de deux véhicules à carburation propre pour le SÉSSD situé au 6, rue de Charaintru à Épinay sur Orge (91).

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Fondation Franco-Britannique de Sillery (FFBS), fondée en 1919, gère neuf établissements et services à destination de personnes en situation de handicap psychique Parmi lesquels le Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) de Sillery (91).
Il accompagne des adolescents et jeunes majeurs de 13 à 20 ans présentant des troubles cognitifs et/ou psychiques. L'objectif de ce service vise à l'inclusion professionnelle et sociale des personnes en situation de handicap. Ainsi le SESSAD propose des actions favorisant la mobilité et en particulier une aide pour l'obtention du permis de conduire. Cependant, très peu de jeunes ayant obtenu le permis peuvent maintenir leurs acquis en conduite faute d'avoir accès à un véhicule. Partant de ce constat, ce service souhaite acquérir deux véhicules à carburant propre pouvant être prêtés au jeunes afin qu'ils puissent maintenir leurs acquis en matière de conduite, gage d'une mobilité et d'une inclusion efficientes.
Compte tenu de la finalité de ce projet, ces véhicules peuvent être considérés comme des véhicules de service.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de deux véhicules à carburation propre ou adapté TPMR	36 000,00	100,00%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	18 000,00	50,00%
Fonds propres	18 000,00	50,00%
Total	36 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-096

DOSSIER N° EX048136 - Travaux d'aménagement et équipement du foyer de vie «La résidence des amis », situé au 17, rue de l'égalité à Châtenay-Malabry (92).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	5 038 230,00 € TTC	3,97 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FONDATION DES AMIS DE L'ATELIER
Adresse administrative	:	59 BOULEVARD DE STRASBOURG 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame GHYSLAINE WANWANSCAPPEL, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux d'aménagement et équipement du foyer de vie «La résidence des amis », situé au 17, rue de l'égalité à Châtenay-Malabry (92).

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 1 février 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la nature des travaux et des délais impartis pour réaliser ces derniers, la fondation des amis de l'atelier a commencé les travaux en urgence avant la date de la commission permanente.

Description :
En 2018, la Fondation des amis de l'atelier, reconnue d'utilité publique le 3 février 2011, gère 80 établissements et services à destination de personnes handicapées psychiques et mentales, sur 9 départements français. Elle accueille ainsi près de 3000 personnes.
Parmi ses établissements et services, elle gère le foyer « La résidence des amis », à Châtenay-Malabry. Cet établissement est composé de 25 places de foyer de vie, dont une place d'accueil temporaire, et de 12 places de foyer d'hébergement. Afin de répondre aux mieux à l'avancée en âge des personnes accueillies, l'association a été autorisée par le conseil départemental des hauts de Seine à transformer 12 places de foyer d'hébergement en places de foyer de vie. Ce projet vise à répondre aux besoins d'accompagnement spécifique des personnes adultes handicapées mentales et psychiques vieillissantes, de plus de 40 ans (besoins de médicalisation, prévention et compensation du vieillissement, développement d'un réseau de partenaires, adaptation des locaux…).

Cette opération répond au règlement d'intervention et en particulier aux critères passerelles entre dispositifs adultes et dispositifs personnes handicapées vieillissantes. Il est donc proposé ici de financer les travaux et les équipements de cette nouvelle unité de vie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

Localisation géographique :
- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	4 690 040,00	93,09%
Achats équipements et fournitures diverses	348 190,00	6,91%
Total	5 038 230,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	5,95%
Fonds propres	20 040,00	0,40%
Emprunt	4 718 190,00	93,65%
Total	5 038 230,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-096

DOSSIER N° 19009344 - Travaux d'extension de 7 places, de l'IME « Alphée », situé au 9, rue Lino VENTURA, à Guyancourt (78).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	1 306 743,00 € TTC	22,96 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ARISSE ACTIONS ET RESSOURCES POUR L'INSERTION SOCIALE PAR LE SOIN ET L'EDUCATION
Adresse administrative	: 10 CHE DE LA BUTTE AU BEURRE 78350 JOUY-EN-JOSAS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Guy DREANO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux d'extension de 7 places, de l'IME « Alphée », situé au 9, rue Lino VENTURA, à Guyancourt (78).

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Actions et Ressources pour l'insertion Sociale par le Soin et l'Education (ARISSE) a pour mission d'accueillir et d'accompagner de façon adaptée les enfants et adolescents souffrant de dysfonctionnements intellectuels et/ou psychiques, par le soin et l'éducation spécialisée.
L'association assure la gestion de près de 40 établissements médico-sociaux et sanitaires sur plusieurs départements franciliens.
Parmi ses établissements, l'ARISSE gère l'Institut Médico Educatif « Alphée » situé à Guyancourt (78). Ce dernier accueille, depuis 2002, 21 jeunes adolescents avec des Troubles du Spectre Autistique et syndromes associés. L'IME souhaite procéder à une augmentation de sa capacité de 7 places, afin de pouvoir répondre aux demandes non couvertes sur le département. Elle souhaite également créer 2 nouvelles places pour des cas complexes et accueillir en internat de semaine de jeunes personnes handicapées, permettant à leurs aidants familiaux des temps de répit. L'accompagnement ainsi proposé sera en accord avec les recommandations de bonnes pratiques de l'Agence nationale de l'évaluation et

de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM) et de la Haute Autorité de santé (HAS). Le présent dossier vise à financer les travaux d'extension de l'établissement.
Le projet proposé par l'association ARISSE répond aux critères des « structures innovantes » par sa dimension « réponse accompagnée pour tous» et « passerelles entre dispositifs enfants et dispositifs adultes »
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

Localisation géographique :
- GUYANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 306 743,00	100,00%
Total	1 306 743,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	22,96%
Subvention Département (sollicitée)	50 000,00	3,83%
Subvention Autres établissements publics (sollicitée)	750 000,00	57,39%
Emprunts	206 743,00	15,82%
Total	1 306 743,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-096

DOSSIER N° 20002035 - Acquisition d'un véhicule électrique pour l'Esat « des Muguets » situé au 53, rue commandant Roland au Bourget (93).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	34 960,00 € TTC	28,60 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ASSOCIATION DES ETABLISSEMENTS DU DOMAINE EMMANUEL
Adresse administrative	: 5 ROUTE DE PEZARCHES 77515 HAUTEFEUILLE
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame CLAIRE-LISE DOS SANTOS-GRABER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule électrique pour l'Esat des Muguets situé au 53, rue commandant Roland au Bourget (93).

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En 2018, l'Association des Etablissements du Domaine Emmanuel (AEDE) gère 27 établissements et services médico-sociaux implantés en Ile-de-France et en Alsace. Ainsi elle accompagne près de 1500 enfants, adolescents, adultes en situation de handicap.
Parmi ces établissements elle gère l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) « des Muguets » situé sur la commune du Bourget en Seine-Saint-Denis. Cet ESAT accueille 130 travailleurs présentant un trouble cognitif et 15 travailleurs porteurs d'une déficience auditive. L'établissement souhaite acquérir un nouveau véhicule de service électrique afin de pouvoir accompagner ces travailleurs au quotidien dans leur démarche d'inclusion professionnelle et sociale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000€ par véhicule.

Localisation géographique :

- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule de service électrique	34 960,00	100,00%
Total	34 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	28,60%
Fonds propres	24 960,00	71,40%
Total	34 960,00	100,00%

Annexe 2 : fiches projets fonctionnement

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-096

DOSSIER N° EX047537 - Parcours culturels destinés aux personnes Alzheimer

Dispositif : Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap (n° 00001170)
Délibération Cadre : CR2019-033 du 28/05/2019
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap	46 900,00 € TTC	42,64 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CULTURE ET HOPITAL
Adresse administrative : 21 RUE RAYMOND LOSSERAND
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL FERLONI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organiser des parcours culturels pour les personnes victimes d'Alzheimer

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est urgent de prendre en compte les dépenses dès le début de l'année pour la bonne cohérence des parcours.

Description :
Culture & Hôpital a initié des parcours reposant sur une conception médico-psycho-sociale de l'accompagnement, au travers de pratiques culturelles et artistiques exercées en réseau inter professionnel.
Leur modèle économique repose sur un maillage des secteurs hospitalier, médico social et culturel mutualisant leurs ressources (temps de professionnels dédiés, lieux et services,…). Ensemble, ils constituent une Equipe mobile pluridisciplinaire Artistes / Soignants.

Le DUCA – Dispositif Urbain Culture Alzheimer. Il s'adresse aux personnes atteintes de troubles de la maladie d'Alzheimer et apparentés ainsi qu'à leurs aidants.

Les professionnels accompagnants ont constitué une équipe mobile comprenant ergothérapeutes, psychomotriciens, psychologues, soignants et auxiliaires de vie, intervenants culturels, artistes et arthérapeutes.
L'équipe mobile est en mesure de se déplacer en ville, dans les musées, centres culturels et jardins,

dans les accueils de jour, à l'hôpital ou à domicile.
Leur spécificité est d'agir en territoire, car délégués par les structures hospitalières et médico-sociales.

Les personnes sont accompagnées pendant 6 mois renouvelable 1 fois à raison d'une séance de 1 heure tous les 15 jours. Les activités sont adaptées au degré de handicap. Pour les handicaps les plus lourds, l'équipe intervient au domicile de la personne.

Les DUCADE – Dispositif Urbain Culture Dépression appelé aussi Détente et Expression
Il s'adresse aux personnes atteintes de troubles anxio-dépressifs.
Ce parcours part le plus généralement du Domicile (DUCADEDOM) et conduit les personnes vers l'extérieur. Il suit le même protocole que les DUCA.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet relève de l'axe 2 du dispositif.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	33 900,00	72,28%
Frais postaux et frais de télécommunications, achat petit matériel	1 500,00	3,20%
artistes et intervenants	9 000,00	19,19%
transports, frais de mission, communication	2 500,00	5,33%
Total	46 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	42,64%
Ville de Paris (attribuée)	20 000,00	42,64%
autres subventions	3 900,00	8,32%
Prestations de services	3 000,00	6,40%
Total	46 900,00	100,00%

DOSSIER N° EX047911 - Retour d'Image : Actions éducatives inclusives dans le domaine du cinéma.

Dispositif : Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap (n° 00001170)
Délibération Cadre : CR2019-033 du 28/05/2019
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap	60 200,00 € TTC	16,61 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ASSOCIATION RETOUR D'IMAGE
Adresse administrative	: 17 RUE LACHARRIERRE 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame MARIE-PIERRE WARNAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : actions éducatives inclusives dans le domaine du cinéma

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant principalement d'accompagnement de scolaires, il est nécessaire de faire démarrer la subvention en tout début d'année.

Description :
Retour d'image est un centre de ressources Cinéma et handicap qui oeuvre depuis plus de 15 ans en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap, à travers des actions culturelles de cinéma exigeantes.
L'association favorise la rencontre et l'échange entre les publics, en salle de cinéma (festivals, ciné-débats) ou dans le cadre d'actions éducatives adaptées (ateliers
d'audiodescription, de programmation, de création sonore et audiovisuelle, de sous-titrage). Elle accompagne également les professionnels souhaitant proposer une
offre de cinéma accessible à tous.

Le projet est d'accompagner principalement les professionnels de structures SEGPA (Section d'enseignement général et professionnel adapté) et classes ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire) en leur proposant des démarches pédagogiques adaptées aux besoins spécifiques des publics qu'ils accompagnent et de permettre l'accès des personnes en situation de handicap à des expériences

artistiques et culturelles inclusives.

Le projet entend développer et valoriser les talents de jeunes en situation de handicap dans une démarche pédagogique adaptée, à travers la découverte de métiers du cinéma et une dynamique de création collective.

Afin de répondre à ces objectifs, Retour d'image proposera aux structures partenaires plusieurs types d'atelier tels l'écriture d'une audiodescription, la création visuelle qui bénéficieront à une centaine de participant-e-s, dont une soixantaine de jeunes en situation de handicap. Sur ces 10 ateliers, 8 se tiendront sur différents sites de la Région Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable retenue tient compte du différentiel entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Ce projet répond à l'axe 2 du dispositif.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	40 000,00	56,98%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	12 900,00	18,38%
Frais de mission (déplacements, restauration, ...)	4 045,00	5,76%
Frais de communication	880,00	1,25%
Frais de fonctionnement (20% max. du fonctionnement global)	12 375,00	17,63%
Total	70 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	28,49%
Subvention Etat (attribuée)	4 000,00	5,70%
Subvention Commune (sollicitée)	14 100,00	20,09%
Subventions privées (sollicitée)	32 100,00	45,73%
Total	70 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX047951 - CRTH

Dispositif : Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap (n° 00001170)
Délibération Cadre : CR2019-033 du 28/05/2019
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap	76 200,00 € HT	59,06 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPE SOS SOLIDARITES
Adresse administrative : 163 RUE DE CHARENTON
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EMILIE BOUGOUIN, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : actions pour le droit à la culture et l'inclusion sociale

Dates prévisionnelles : 4 mars 2020 - 4 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Basé à Paris, le CRTH (centre ressource théâtre handicap) est une association qui a pour mission de favoriser l'accès à la culture des personnes en situation de handicap ou qui en sont éloignées. Le CRTH accompagne quotidiennement la rencontre et la création de liens pérennes entre acteurs culturels et médico-sociaux et publics en situation
de handicap ou d'exclusion.
Le CRTH, en partenariat avec le Théâtre du Cristal (95) et autres acteurs agissant sur différents territoires d'Ile-de- France (L'UGECAM 77, ESAT Théâtre Eurydice 78, le Théâtre du Reflet 91, association Cultures du Coeur 92, la MC93 etc.) a développé pendant 3 années consécutives le pôle « Art et handicap » parisien, dans une volonté de création d'un réseau francilien d'accès à la culture pour tous. Le projet avait pour objectif de favoriser la mise en lien d'établissements médico-sociaux (EMS) et
d'établissements culturels (EC) afin de promouvoir la mise en place de projets communs.
L'un des enjeux majeur du réseau francilien est de favoriser une meilleure connaissance en organisant rencontres, formations et mise à disposition d'outils.
Il s'agira concrètement :
- d'impliquer les publics des établissements médico-sociaux pour définir les besoins et
prendre en compte les projets de vie de chaque individu afin de proposer

une offre culturelle adaptée.
- d'encourager la mise en place d'un référent culture et d'un volet culturel dans le projet d'établissement des EMS.
- de sensibiliser et accompagner les équipes encadrantes dans la mise en oeuvre d'actions artistique et culturelles.
- d'accompagner les professionnels des Etablissements Culturels dans la mise en
place d'actions et de médiations artistiques et culturelles dédiées et accessibles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Cette action s'inscrit dans l'axe 1 du dispositif.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	45 220,00	59,34%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 980,00	13,10%
Frais de mission (déplacements, restauration, ...)	1 000,00	1,31%
Frais de communication	6 100,00	8,01%
Frais de fonctionnement (20% max. du fonctionnement global)	13 900,00	18,24%
Total	76 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 000,00	59,06%
Subvention Département (sollicitée)	4 300,00	5,64%
Subvention Commune (sollicitée)	5 000,00	6,56%
Fonds propres	6 900,00	9,06%
Autres recettes (préciser)	10 000,00	13,12%
Subventions privées (sollicitée)	5 000,00	6,56%
Total	76 200,00	100,00%

Envoyé en préfecture le 09/03/2020
Reçu en préfecture le 09/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20191030-2019_295-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Réf. : I20-CRIDF-00052

ARRETE N°2019-295 du 30 octobre 2019

portant délégations de signature du Pôle Logement et Transports

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Christophe SAINTILLAN, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Logement et Transports, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Direction des transports

Article 2 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Paul BEAUVALLET, Directeur des Transports, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/03/2020
Reçu en préfecture le 09/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20191030-2019_295-AR

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul BEAUVALLET, délégation est donnée à Monsieur Vincent MOUTARDE, Directeur-adjoint de la Direction des Transports, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Madame Caroline COUTERET, cheffe du service Budget, à l'effet de signer tous actes ou décisions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline COUTERET, délégation est donnée à Madame Anissa IKKENE, adjointe à la cheffe du service Budget, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Madame Charlotte CHARBONNIAUD, cheffe du service Transports collectifs ferrés, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Charlotte CHARBONNIAUD, délégation est donnée à Monsieur Clément MOLINA, adjoint à la cheffe du service Transports collectifs ferrés, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Madame Nathalie GRANES, cheffe du service Fret et entreprises de transport, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jérôme CHIASSON, chef du service Pôles et voiries, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme CHIASSON, délégation est donnée à Madame Claire SOUET, adjointe au chef du service Pôles et voiries, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Cédric AUBOUIN, chef du service Mobilité et politique de transports, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Direction du Logement et du renouvellement urbain

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Angelo ZAGALOLO, Directeur du Logement et du renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction.

Envoyé en préfecture le 09/03/2020
Reçu en préfecture le 09/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20191030-2019_295-AR

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jérôme de VIVIES, chef du service Logement social, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Loïc GANDAIS, chef du service Parc privé, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Srinouvelou ADY, chef du service Renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que tous les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Eric MONTUCLARD, Chef du service Coordination budgétaire, CRHH et partenariats, à l'effet de signer tous actes ou décisions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 7 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°18-110 du 03 mai 2018.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 05/03/2020
Reçu en préfecture le 05/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200302-2020_54-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-54 du 2 mars 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 18-262 du 5 octobre 2018 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Commission d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val-d'Oise.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val-d'Oise du 19 mars 2020 :

- **Madame Samira SAKI-AIDOUD,** *Conseillère régionale d'Ile-de-France*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 06/04/2020
Reçu en préfecture le 06/04/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200406-2020_55-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-55
du 3 mars 2020

portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au conseil d'administration de l'école supérieure des mines de Paris (Mines ParisTech).

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU le Décret n° 91-1033 du 8 octobre 1991 relatif à l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris (Mines Paris) version consolidée au 18 février 2020,

VU le Décret n° 2019-1371 du 16 décembre 2019 portant transformation de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris (Mines ParisTech) en établissement à caractère scientifique, culturel et professionnel.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 16-198 du 16 juin 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Est désigné en qualité de représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au Conseil d'Administration de Mines ParisTech :

- **Jean-Pierre LECOQ,** *Conseiller régional d'Ile-de-France*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France**.**

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/04/2020
Reçu en préfecture le 09/04/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200309-2020_56-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-56

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS)
Lycée polyvalent des Métiers de la Santé et
de l'Accompagnement à la Personne Louise Michel
7 rue Pierre Marie Derrien – 94500 Champigny-sur-Marne

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional d'autorisation des formations paramédicales ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'arrêté n° 15-118 du 20 juillet 2015 portant renouvellement de capacité d'accueil de l'institut de formation d'aides-soignants du lycée des métiers de la santé et de l'accompagnement à la personne Louise Michel à Champigny-sur-Marne (94) ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposé le 27 novembre 2019 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 12 février 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 24 places en formation initiale par voie scolaire à raison d'une session par an, pour l'institut de formation d'aides-soignants du lycée des métiers de la santé et de l'accompagnement à la personne Louise Michel, institut situé 7, rue Pierre Marie Derrien à Champigny-sur-Marne (94).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 mars 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/04/2020
Reçu en préfecture le 09/04/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200309-2020_57-AR

ARRETE N° 2020-57

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT-AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de Formation d'Auxiliaire de Puériculture (IFAP)
Lycée des Métiers de la Santé et de l'Accompagnement à la Personne Louise Michel
7 rue Pierre Marie Derrien - 94500 Champigny-sur-Marne

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional d'autorisation des formations paramédicales ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'arrêté n° 15-117 du 20 juillet 2015 portant renouvellement de capacité d'accueil de l'institut de formation d'auxiliaires de puériculture du lycée des métiers de la santé et de l'accompagnement à la personne Louise Michel à Champigny-sur-Marne (94) ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposé le 27 novembre 2019 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 12 février 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 52 places pour l'institut de formation d'auxiliaires de puériculture du lycée des Métiers de la Santé Louise Michel à Champigny-sur-Marne (94) ;

Article 2

Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 6 places en formation initiale par voie scolaire, pour l'institut de formation d'auxiliaires de puériculture du lycée des métiers de la santé et de l'accompagnement à la personne Louise Michel à Champigny-sur-Marne (94).

Envoyé en préfecture le 09/04/2020
Reçu en préfecture le 09/04/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200309-2020_57-AR

Région îledeFrance

Sa capacité totale d'accueil est ainsi portée à 58 places à raison d'une session annuelle pour les voies de formation continue (20 places) et de formation initiale par voie scolaire (18 places), et 2 sessions annuelles pour la voie de l'apprentissage (20 places).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 mars 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT



Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/04/2020
Reçu en préfecture le 09/04/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200309-2020_58-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-58

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE
Institut de formation Cadres de Santé (IFCS)
Etablissement Public de Santé Ville Evrard
202, avenue Jean Jaurès - 93332 Neuilly-sur-Marne

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.438-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU les arrêtés n° 17-22, 17-23 et 17-24 du 23 février 2017 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation de cadres de santé de l'Etablissement Public de Santé Ville Evrard ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposé le 16 décembre 2019 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 10 février 2020 ;

Article 1

Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 5 places en formation continue, pour l'institut de formation des cadres de santé de l'Etablissement Public de Santé Ville Evrard, institut situé 202, avenue Jean Jaurès à Neuilly-sur-Marne (93).

Ces places sont réparties entre les filières suivantes :
- Technicien de laboratoire médical : 2 places
- Préparateur en pharmacie hospitalière : 1 place
- Psychomotricien : 1 place
- Ergothérapeute : 1 place

Sa capacité totale d'accueil est ainsi portée à **40 places**.

Article 2

Les autres dispositions des arrêtés du 23 février 2017 susvisés restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 9 mars 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 13/03/2020
Reçu en préfecture le 13/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200310-2020_59-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Ref.: I20-CRIDF-00070

ARRETE N°2020-59
du 10 Mars 2020

portant délégations de signature
du Pôle Formation professionnelle et apprentissage

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Frédérique MOREL, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Formation professionnelle et apprentissage, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du Pôle, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Frédérique MOREL, délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry BRIFFAULT, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Formation professionnelle et apprentissage, à l'effet de signer, dans la limite que l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du Pôle, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 13/03/2020
Reçu en préfecture le 13/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200310-2020_59-AR

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Thierry BRIFFAULT, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Formation professionnelle et apprentissage, et Madame Marie BRION, Cheffe du service Performance, à l'effet de signer les avances, fonds de roulement et appels de fonds concernant les dispositifs du Pôle dont la gestion a été confiée à l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultanée de Madame Marie-Frédérique MOREL et de Monsieur Thierry BRIFFAULT, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à :

- Monsieur Vincent VERGES, Directeur de l'Apprentissage dans les limites des attributions de la Direction de l'Apprentissage,
- Monsieur Jean-Philippe BOULINEAU, Directeur de la Qualification et des métiers dans les limites des attributions de la Direction Qualification et métiers,
- Madame Sandrine LERAY-BODARD, Directrice des Parcours professionnels dans les limites des attributions de la Direction Parcours professionnels,
- Madame Marie BRION, Cheffe du service Performance dans les limites des attributions du service Performance.

Direction de l'Apprentissage

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Vincent VERGES, Directeur de l'Apprentissage, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la direction.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent VERGES, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 5 du présent arrêté à :

- Madame Brigitte TREHEN, Chef du service Financement, dans les limites des attributions du service Financement ;
- Madame Pascale BOUET, Chef adjointe du service Financement, dans les limites des attributions du service Financement ;
- Madame Anne LE-RHUN-HABIB, Chef du service Investissement, dans les limites des attributions du service Investissement.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée, à Madame Brigitte TREHEN, Chef du service Financement et à Madame Pascale BOUET, Chef adjointe du service Financement, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 5 et de ses attributions, tous actes entrant dans la compétence du service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000 € HT et des décisions défavorables.

Envoyé en préfecture le 13/03/2020
Reçu en préfecture le 13/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200310-2020_59-AR

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Madame Anne LE-RHUN-HABIB, Chef du service Investissement, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 5 et de ses attributions, tous actes entrant dans la compétence du service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000 € HT et des décisions défavorables.

Direction Qualifications et métiers

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean-Philippe BOULINEAU, Directeur de la Qualification et des métiers, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la direction

Article 10 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 9 du présent arrêté à :

- Madame Sihame SBAI, Chef du service Conception et mise en œuvre des dispositifs métiers, dans les limites des attributions du service Conception et mise en œuvre des dispositifs métiers ;
- Monsieur William PINARD, Chef du service Administratif et financier métiers, dans les limites des attributions du service Administratif et financier métiers.

Article 11 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William PINARD, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 10, à Madame Daouya AGOUNE, Chef adjointe du service Administratif et financier métiers.

Direction des parcours professionnels

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Madame Sandrine LERAY-BODARD, Directrice des Parcours professionnels, à l'effet de signer, dans la limite de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la direction.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 12 du présent arrêté à :

- Madame Adeline DIEUDONNE, Chef du service Conception et mise en œuvre des dispositifs socle dans les limites des attributions du service Conception et mise en œuvre des dispositifs socle ;
- Madame Magali THALMANN, Chef du service Administratif et financier socle dans les limites des attributions du service Administratif et financier socle.

Envoyé en préfecture le 13/03/2020
Reçu en préfecture le 13/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200310-2020_59-AR

Article 14 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Adeline DIEUDONNE, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 13, à Madame Alix HUMBERT, Chef adjointe du service Conception et mise en œuvre des dispositifs socle, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, dans les limites des attributions du service Conception et mise en œuvre des dispositifs socle.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 12 du présent arrêté, à Monsieur Hubert BONNEAU, Chef du service Aides individuelles et VAE, à l'effet de signer les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Service Performance

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie BRION, Chef du service Performance, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, contrats ou marchés, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service à l'exception des actes, contrats ou marchés supérieurs à 40 000 € HT et des décisions défavorables.

Article 17 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 2020-15 du 08 janvier 2020.

Article 18 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 11/03/2020
Reçu en préfecture le 11/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200310-2020_60-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°20-60

PORTANT REVALORISATION DES TARIFS DE RESTAURATION SCOLAIRE
DANS LES LYCEES PUBLICS FRANCILIENS

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La délibération n° CP 2018-541 du 21 novembre 2018 relative à l'évolution de la politique de restauration scolaire dans les lycées publics ;

VU La délibération n° CP 2020-115 du 4 mars 2020 relative à l'évolution de la politique de la restauration scolaire dans les lycées publics ;

VU L'arrêté n°2019-206 du 27 juin 2019 portant délégations de signature du Pôle Lycées ;

Considérant le mécanisme d'indexation annuel des tarifs prévu approuvé par délibération n° CP 2018-541 du 21 novembre 2018 ;

Considérant la hausse de 1,03% de l'indice des prix à la consommation en 2019 ;

ARRÊTE

Article unique :

Décide de revaloriser de 1,03% les tarifs de restauration des élèves, des commensaux et autres usagers de la restauration scolaire ainsi que le tarif régional de référence à compter de la rentrée scolaire 2020 tel que détaillé en annexe I au présent arrêté.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,
Le 10 mars 2020

Pour Madame la Présidente du Conseil Régional
et par délégation,

Sarah KOWAL
La Directrice Générale Adjointe
en charge du Pôle lycées

Envoyé en préfecture le 11/03/2020
Reçu en préfecture le 11/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200310-2020_60-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Annexe I – Tarifs de restauration applicables à la rentrée scolaire 2020

En application de la délibération n° CP 2018-541 du 21 novembre 2018, les tarifs de restauration sont revalorisés à compter de la rentrée scolaire 2020 sur la base de l'indice annuel des prix à la consommation retenu. Tous les tarifs sont concernés, tarifs élèves, commensaux et autres usagers ainsi que le tarif de référence régional.

➢ Indice 2019 et taux d'évolution des tarifs

Indice annuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1.2.0.1 - Cantines - Repas dans un restaurant scolaire ou universitaire		
Nomenclature. COICOP :	11.1.2.0.1	
Identifiant. Insee :	001765066	
Année civile	**Base**	**Evolution N/N-1**
2019	106,94	**1,03 %** (1)
2018	105,85	

(1) calcul du taux d'évolution 2019: ((106,94 / 105,85) – 1)*100 = **1,03 %**

➢ Tarifs « élèves » rentrée 2020

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
TRANCHE QF	≤ 183	≤ 353	≤ 518	≤689	≤ 874	≤ 1078	≤ 1333	≤1689	≤ 2388	> 2388
POUR RAPPEL TARIFS AU TICKET RENTREE 2019 (*)	*1,52 €*	*1,72 €*	*1,92 €*	*2,13 €*	*2,33 €*	*2,53 €*	*2,73 €*	*3,04 €*	*3,54 €*	*4,05 €*
TARIFS AU TICKET REVALORISES RENTREE 2020 (*)	**1,54 €**	**1,74 €**	**1,94€**	**2,15 €**	**2,35 €**	**2,56 €**	**2,76 €**	**3,07 €**	**3,58 €**	**4,09 €**

(*) L'EPLE APPLIQUE UNE REDUCTION DE 30 CENTIMES PAR REPAS SUR LES TARIFS DE LA GRILLE CI-DESSUS DANS LE CADRE D'UNE FORMULE D'INSCRIPTION AU FORFAIT

Envoyé en préfecture le 11/03/2020
Reçu en préfecture le 11/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200310-2020_60-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

➢ Tarifs « commensaux et autres usagers » rentrée 2020 :

	Tarifs rentrée 2019	Tarifs revalorisés rentrée 2020
Elève occasionnel	*4,05 €*	**4,09 €**
Stagiaires formation GRETA	*4,05 € ticket* *3,75 € forfait*	**4,09 €**
Commensaux et formateurs GRETA :		
Indice ≤380 : 2,65 €	*2,68 €*	**2,71 €**
Indice >381 et ≤466 : 4,20 €	*4,25 €*	**4 ,29 €**
Indice >466 : 5,20 €	*5,27 €*	**5,32 €**
Les publics hébergés dans les restaurations scolaires des lycées franciliens ou des cités mixtes régionales (collégiens, élèves d'école élémentaire, commensaux…) *(1)*	*4,05 € ticket* *3,75 € forfait*	**4,09 € ticket** **3,79 € forfait**
Passagers adultes	*6,28 €*	**6,34 €**

(1) DISPOSITION APPLICABLE HORS DISPOSITION SPECIFIQUE PREVUE DANS LES CONVENTIONS REGION/DEPARTEMENT RELATIVES A LA GESTION DES CITES SCOLAIRES.

➢ Tarifs de référence régional rentrée 2020

Tarif de référence régional en vigueur à la rentrée 2019	*Tarif de référence revalorisé rentrée 2020*
3,00 € (*)	***3,03 €***

**TARIF DE REFERENCE DANS LE CADRE DES FORMULES D'INSCRIPTION AU FORFAIT : - 0,30 €.*

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200311-2020_61-AR

ARRETE N°2020-61 du 11 mars 2020
de désignation des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de la reconstruction et restructuration sur site du CREPS de Châtenay-Malabry 92

Région îledeFrance

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Vu le code des collectivités territoriales et son article L 4231-3, 1er alinéa et L 1411-5 ;

Vu le code de la commande publique et notamment l'article L. 2171-1 et suivant ;

Vu le code de la commande publique et notamment les articles R.2171-15 à R.2171-22 ;

Vu la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015, relative à la délégation du Conseil Régional à sa présidente en matière de marchés publics ;

Vu la délibération n° CR 2019-037 du 19 septembre 2019, désignant les membres de la commission d'appel d'offres, jury de concours et jury de conception-réalisation ;

Vu l'arrêté n°17-227 du 24 novembre 2017, désignant Monsieur Jean-François LEGARET, pour représenter la Présidente du Conseil Régional à la présidence des jurys de conception-réalisation ;

Vu les procès-verbaux des jurys de marché public global de performance en date des 26 février et 11 mars 2020, admettant à participer au dialogue compétitif les trois candidats ;

Après avoir délibéré, le jury propose conformément à l'article R. 2171-18 du code de la commande publique, la liste suivante :

1) BOUYGUES BATIMENT Ile de France / CELNIKIER & GRABLI ARCHITECTES / COLAS Ile de France Normandie / LOXAM MODULES / TRIBU / MIZRAHI / CRAM (pli n°4)
2) CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION / VERDOIA / AMELLER DUBOIS ARCHITECTES / ARCHITECTURE FOURNIER-BATHELLIER / ARTEIS / TPF Ingénierie / ETAMINE / ARWYTEC / ATELIER TOURNESOL / IM-PACT / EXPERTAM (pli n°3)
3) GCC / BVL ARCHITECTURE / ATELIER ACONCEPT / INCET / IDEX ENERGIES (pli n°10)

ARRETE

Article unique :
La liste des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de la reconstruction et restructuration sur site du CREPS de Châtenay-Malabry 92 est établie comme suit :

- BOUYGUES BATIMENT Ile de France / CELNIKIER & GRABLI ARCHITECTES / COLAS Ile de France Normandie / LOXAM MODULES / TRIBU / MIZRAHI / CRAM
- CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION / VERDOIA / AMELLER DUBOIS ARCHITECTES / ARCHITECTURE FOURNIER-BATHELLIER / ARTEIS / TPF Ingénierie / ETAMINE / ARWYTEC / ATELIER TOURNESOL / IM-PACT / EXPERTAM
- GCC / BVL ARCHITECTURE / ATELIER ACONCEPT / INCET / IDEX ENERGIES

Le Président du jury
Jean-François LEGARET

Envoyé en préfecture le 13/03/2020
Reçu en préfecture le 13/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200312-2020_62-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-62 du 12 mars 2020
Portant délégation temporaire de signature
LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONALD'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Achats Performance Commande Publique Juridique et Transformation Numérique, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/04/2020
Reçu en préfecture le 16/04/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200313-2020_63-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N° 2020-63 MODIFIANT L'ARRETE N° 16-326

Fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 4231-3 et L 4134-5 ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional modifié ;

ARRETE

Article 1er :

L'article 1er de l'arrêté n° 16-326 modifié est remplacé comme suit :

« Les services de la Région se composent de la Direction Générale des Services et des pôles suivants, sous la direction de Directeurs Généraux Adjoints :

Pôles fonctionnels :

- Finances ;
- Ressources humaines ;
- Patrimoine et moyens généraux ;
- Juridique, achats, données.

Pôles opérationnels :

- Politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation ;
- Lycées ;
- Logement et transports ;
- Cohésion territoriale ;
- Transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation en réseaux ;
- Entreprises et emploi ;
- Formation professionnelle et apprentissage ;
- Affaires européennes, coopération internationale et tourisme.

Envoyé en préfecture le 16/04/2020
Reçu en préfecture le 16/04/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200313-2020_63-AR

Les services de la Région comprennent également la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER), ainsi que l'inspection générale. »

Article 2 :

Le paragraphe I. de l'article 6 de l'arrêté n° 16-326 modifié est remplacé comme suit :

« I. Le **Pôle Juridique, Achats, Données** est, d'une part, chargé dans tous les domaines d'une mission de conseil, d'assistance et d'expertise juridique auprès des autorités et des services de la Région. Il apporte une expertise et des ressources sur les achats régionaux notamment sur les aspects : connaissance du marché fournisseurs, sourcing, travail sur le besoin, négociation, mesure de la performance et suivi des consommations. Il est chargé de la passation et du contrôle des marchés publics.

Il est en charge d'autre part de la mise en œuvre de la stratégie Smart Région et les projets qui s'y inscrivent et la gouvernance des projets Information Technology (IT) de l'institution.

Il se compose de quatre directions : la direction des achats, la direction de la commande publique, la direction juridique et la direction donnée, numérique et Smart Région et d'une mission pilotage des projets de transformation numérique de la Région. »

Article 3 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le 13 Mars 2020

David BONNEAU
Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_64-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-64
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel DAEHN, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, Directeur des Services aux Utilisateurs, et Madame Guylène ROTTIER, Directrice du Soutien des sites, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_64-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_65-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-65
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, de Madame Sarah KOWAL qui assure les fonctions de Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Lycées, délégation à titre temporaire est donnée à Catherine DUBOSCQ, adjointe à la Directrice Générale Adjointe, et Madame Marianne DEMAISON, Directrice de la Performance, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Lycées, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_65-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_66-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-66
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Transfert Recherche Enseignement Supérieur Orientation en Réseaux, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Simon LARGER, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Transfert Recherche Enseignement Supérieur Orientation en Réseaux, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_66-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_67-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-67
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul BERARD, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Finances, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Madame Sylvie VIDAL, Adjointe au Directeur Général Adjoint et Directrice du Budget et à Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, Directrice de la Comptabilité, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Finances, y compris ceux relatifs aux emprunts, aux crédits et avances de trésorerie contractés par la Région Ile-de-France et aux garanties d'emprunts accordées par elle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_67-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_68-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-68
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude ROTHENBURGER, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Affaires Européennes Coopération Internationale et Tourisme, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Didier JEAN, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe, et Monsieur Cédric GUILLON-LAVOCAT, Directeur des Affaires Européennes, à l'effet de signer tous actes, arrêtés et décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Affaires Européennes Coopération Internationale et Tourisme, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_68-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_69-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-69
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe SAINTILLAN, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Logement et Transports, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Paul BEAUVALLET, Directeur des Transports, et Monsieur Angelo ZAGALOLO, Directeur du Logement et du renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Logement et Transports, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_69-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_70-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-70
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion ZALAY, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Cohésion Territoriale, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Nicolas PERRIN, Directeur Agriculture, ruralité et forêt, et à Monsieur Sébastien MAES, Directeur de l'Environnement, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Cohésion Territoriale, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_70-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_71-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-71
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Frédérique MOREL, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Thierry BRIFFAULT, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe, et Monsieur Jean-Philippe BOULINEAU, Directeur des Qualifications et Métiers, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_71-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_72-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-72
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Achats Performance Commande Publique Juridique et Transformation Juridique, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique, et Madame Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Achats Performance Commande Publique Juridique et Transformation Juridique, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_72-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_73-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-73
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cédric ARCOS, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Politiques Sportives de Santé de Solidarité et de Modernisation, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Madame Karine LACOUR, Adjointe au Directeur Général Adjoint, et Madame Line DESCOURRIERE, Responsable de la Mission Administrative et Appui Transverse, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Politiques Sportives de Santé de Solidarité et de Modernisation, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_73-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_74-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-74
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GROSS, Directeur de la Culture, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Madame Martine FERNEX, Directrice Adjointe, et Madame Catherine CORTEVILLE, Cheffe du service de l'inventaire et du patrimoine, à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction de la Culture, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_74-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_75-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-75
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Fabienne CHOL, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Ressources Humaines, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Madame Aline RIDET, Adjointe à la Directrice Générale Adjointe, et à Madame Claire FOUCQUIER, Directrice de l'Administration du Personnel, à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Ressources Humaines, à l'exception des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_75-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_76-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-76
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François SUBRENAT, Directeur des Systèmes d'Information, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Silvain CLOULAS, Adjoint au Directeur et Chef du service Système d'Information Applications Métiers, et à Monsieur Richard DESCAS, Chef du service Projets Techniques et Bureautiques, à l'effet de signer tous actes ou décisions, les bons de commande, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction des Systèmes d'Information, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_76-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_77-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-77
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Perrine DANMANVILLE, Directrice de la Communication, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Madame Maud DESBROUSSES, Adjointe à la Directrice, et à Monsieur Gildas CROSNIER, Chef du service Campagnes et événements, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction de la Communication, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_77-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_78-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-78
du 16 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie ESNAULT-BERTRAND, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Entreprises et Emploi, pendant la période du lundi 16 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Sylvain LECLANCHER, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe, et à Madame Nathalie LEFEVRE, Directrice de la Politique Economique, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Entreprises et Emploi, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_78-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 17/03/2020
Reçu en préfecture le 17/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_79-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-79
du 16 mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, pendant la période du mardi 17 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Paul BERARD, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Finances, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 17/03/2020
Reçu en préfecture le 17/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200316-2020_79-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 20/03/2020
Reçu en préfecture le 20/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200320-2020_80-AR

ARRETE 2020-80 du 20 mars 2020

Arrêté portant interdiction temporaire d'accès du public à la forêt de Bondy

Vu le code pénal,

Vu le code de la santé publique, notamment son article L.3131-1,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.4231-4,

Vu le décret n° 2020-260 modifié du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19,

Vu l'arrêté modifié du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19,

Considérant que par décret du premier ministre du 16 mars 2020, le Premier ministre a réglementé les déplacements de toute personne hors de son domicile,

Arrête

Article 1 : Accès

L'accès à la forêt de Bondy est interdit au public jusqu'au 31 mars 2020
Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules de sécurité et de secours

Article 2 : Infractions

Les infractions au présent arrêté seront poursuivies en application du code pénal

Article 3 : Exécution

Monsieur le Préfet du Département de la Seine-Saint-Denis sera chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le 20 mars 2020

Valérie Pécresse

Présidente de la Région Ile-de-France

Envoyé en préfecture le 25/03/2020
Reçu en préfecture le 25/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200323-2020_81-AR

Région îledeFrance

ARRETE N°2020- 81 du 23 mars 2020

portant modification de la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, modifié par le décret n°2012-170 du 3 février 2012 ;

VU les résultats des élections des conseillers régionaux d'Ile-de-France du 13 décembre 2015 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 42-14 du 19 juin 2014 relative aux instances statutaires et élections professionnelles au comité technique du 4 décembre 2014 ;

VU l'arrêté du 3 juin 2014 fixant la date des élections professionnelles dans la fonction publique territoriale ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel au comité technique de la Région Ile de France du 5 décembre 2014 et la proclamation des résultats de l'élection du 4 décembre 2014 ;

VU l'arrêté n°14-124 du 16 décembre 2014 fixant la répartition des sièges des organisations syndicales au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 18-221 du 20 août 2018 portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région Ile-de-France ;

VU le jugement du Tribunal Administratif de Montreuil n°1808653enjoignant à la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France de prendre acte de la désignation par le syndicat FA-FTP de Madame EL OURAOUI en qualité de membre titulaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Envoyé en préfecture le 25/03/2020
Reçu en préfecture le 25/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200323-2020_81-AR

SUR la proposition du directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : La composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Ile-de-France est modifiée comme suit pour la période du 20 août 2018 au 15 janvier 2019

Représentants de la collectivité

Titulaires :

- Mme Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente en charge des lycées et de l'administration générale
- Mme Béatrice DE LAVALETTE, conseillère déléguée auprès de la Présidente en charge du Dialogue social
- M. Jean-François LEGARET, conseiller régional
- M. David BONNEAU, directeur général des services
- Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe du Pôle ressources humaines
- M. Patrick TONDAT, directeur général adjoint du Pôle lycées
- M. Daniel DAEHN, directeur général adjoint du Pôle patrimoine et moyens généraux
- M. Marc SAUVAGE, directeur général adjoint du Pôle achats performance marchés et juridique
- Mme Aline RIDET, adjointe à la directrice générale adjointe du Pôle ressources humaines
- M. Robin MONNIER, directeur grands projets du Pôle lycées

Suppléants :

- M. Pierre DENIZIOT, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap
- Mme Christel ROYER, conseillère régionale
- M. Arnaud LE CLERE, conseiller régional
- Mme Sarah KOWAL, adjointe au directeur général adjoint du Pôle lycées en charge des partenariats économiques, maitrise d'ouvrage et patrimoine
- Mme Guylène ROTTIER, directrice soutien des sites du Pôle patrimoine et moyens généraux
- Mme Gwenaelle NUN, directrice adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du Pôle ressources humaines
- Mme Claire FOUCQUIER, directrice de l'administration du personnel du Pôle ressources humaines
- Mme Catherine ODIN, responsable de la Mission Administration Pilotage et Projets Transverses (MAPPT) du Pôle développement économique emploi et formation
- Mme Emmanuelle PASTUREAU, responsable de la Mission Administration Pilotage et Projets transverses (MAPPT) du Pôle achats performance marchés et juridique
- M. Guillaume AUBIN, Directeur adjoint Transformation et Responsable Mission Administration Pilotage et Projets Transverses (MAPPT) du Pôle ressources humaines

Envoyé en préfecture le 25/03/2020
Reçu en préfecture le 25/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200323-2020_81-AR

Représentants du personnel

. Syndicat Force Ouvrière du Personnel de la Région Ile-de-France (FO)

Titulaires :

- Mme Michèle FUMA
- M. Olivier FRANCOIS
- Mme Christine SILVA
- M. Patrice CAUNET

Suppléants :

- M. Gilles RUFF
- M. Tony SAUVAGE
- Mme Hatoumoussa KONARE
- M. Pascal LE CUFF

. Syndicat des personnels du Conseil régional d'Ile-de-France - Confédération Générale du Travail (SPERCRIF - CGT)

Titulaires :

- M. Dominique MARE
- M. Gino BESNARD

Suppléants :

- Mme Christine LONCLE
- M. Pascal HUBERLAND

. Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale / syndicat des personnels des départements franciliens et de la Région Ile-de-France (FA-FPT / SYNPER IDF)

Titulaire :

- M. Eric DESROCHES
- Mme Léa EL OURAOUI

Suppléant :

- M. Said HAMIDALLAH
- Mme Korotoumou DIAGOURAGA

. Syndicat des services publics parisiens - Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT INTERCO-SPP)

Envoyé en préfecture le 25/03/2020
Reçu en préfecture le 25/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200323-2020_81-AR

Titulaire :

- M. Frédéric FLASCHNER

Suppléant :

- Mme Géraldine LHOPITEAU

. Fédération des syndicats solidaires, unitaires, démocratiques (SUD EDUCATION)

Titulaire :

- Mme Delphine BAYA

Suppléante :

- Mme Fabrine BORD

Article 2 : L'arrêté n°18-221 du 20 août 2018 portant composition du comité d'hygiène et de sécurité de la Région d'Ile-de-France est annulé et remplacé par le présent arrêté.

Il s'exécute du 20 août 2018 au 15 janvier 2019.

Article 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France et par délégation :
Le Directeur Général des Services,

David BONNEAU

La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Envoyé en préfecture le 30/03/2020
Reçu en préfecture le 30/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200330-2020_82-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N° 2020-82 du 30 Mars 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Transfert Recherche Enseignement Supérieur Orientation en Réseaux, pendant la période du lundi 30 mars au vendredi 19 juin 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Simon LARGER, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe, et à Madame Cendrine CRUZILLE, Directrice de la Recherche et du transfert de technologie, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Transfert Recherche Enseignement Supérieur Orientation en Réseaux, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PECRESSE

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_005-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-005

Délégation consentie à la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts en matière de marchés publics, accords-cadres et avenants

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n°18-022 du 28 mars 2018 relative à l'adaptation des procédures de gestion des marchés publics de l'Agence des espaces verts ;

VU les règlements délégués 2019/1828, 2019/1829, 2019/1830 de la commission modifiant des directives du parlement européen et du conseil en ce qui concerne les seuils pour les marchés ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration, pour la durée de son mandat, à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la conclusion, l'exécution et le règlement :

- des marchés et accords-cadres de fournitures d'un montant inférieur à 214.000 € HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- des marchés et accords-cadres de services d'un montant inférieur à 214.000 € HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- des marchés et accords-cadres de travaux d'un montant inférieur à 500.000 € HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

ARTICLE 2 : DIT que la Présidente du Conseil d'administration rendra compte des décisions prises en vertu de la présente délibération au Conseil d'administration pour les marchés conclus en deçà des seuils précités et ce *a minima* une fois par an.

Nombre de présents..... :	14
Nombre de mandats..... :	0
Nombre de votants..... :	9
Votes POUR ..... :	9
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_006-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-006

Approbation du Programme Général d'Action et des orientations budgétaires pour 2020

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le règlement budgétaire et financier de l'Agence des espaces verts adopté par délibération n°16-007 du 8 mars 2016 et notamment son article 3 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : PREND ACTE du Programme Général d'Action et des orientations budgétaires de l'Agence des espaces verts pour l'année 2020.

ARTICLE 2 : SOLLICITE du Conseil régional les contributions suivantes :

INVESTISSEMENT	
Autorisations de programme	**10.147.760 €**
dont autorisations de programme hors Tégéval	8.347.760 €
dont autorisations de programme Tégéval	1.800.000 €
Crédits de paiement	**14.700.000 €**
dont crédits de paiement hors Tégéval	12.900.000 €
dont crédits de paiement Tégéval	1.800.000 €
FONCTIONNEMENT	
Crédits de paiement	**8.600.000 €**

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_007-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-Fra

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-007

Modification du tableau des effectifs

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les articles 34, 38 et 88 ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°19-110 du 10 décembre 2019 portant fin de la mission d'étude et d'analyse du financement et de la gestion des espaces naturels et ajustement du tableau des effectifs ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la suppression de 4 emplois à temps complet avec effet au 1er mars 2020 :

Filière	Cadre d'emplois	Grade	Effectif actuel	Évolution	Nouvel effectif
Emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels sur le fondement de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 modifié	Responsable mission gestion (CAT. A)	Ingénieur	1	-1	0
	Chargé de mission agriculture (CAT. A)	Ingénieur	1	-1	0
	Chargé de projet paysagiste (CAT. A)	Ingénieur	3	-1	2
	Assistante gestionnaire des subventions (CAT. C)	Adjoint administratif	1	-1	0

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_007-DE

ARTICLE 2 : APPROUVE la création de 4 emplois à temps complet avec effet au 1er mars 2020 :

Filière	Cadre d'emplois	Grade	Effectif actuel	Evolution	Nouvel effectif
Technique	Ingénieurs territoriaux	Ingénieur	9	+3	12
Administrative	Rédacteurs territoriaux	Rédacteur	5	+1	6

ARTICLE 3 : MODIFIE la date d'effet de l'article 2.1. de la délibération du Conseil d'administration n°19-110 du 10 décembre 2019 portant suppression du poste de directeur territorial au 6 mars 2020 à 0h00 au lieu du « 29 février 2020 à minuit ».

ARTICLE 4 : DIT que les crédits correspondants à la rémunération et aux charges des emplois sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	17
Nombre de mandats ..... :	2
Nombre de votants ..... :	19
Votes POUR..... :	19
Votes CONTRE ..... :	-
Abstentions..... :	-
Ne prend pas part au vote..... :	-

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_007-DE

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS AU 1er MARS 2020
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FEVRIER 2020)

Grade (ou emplois)	Catégorie	Effectifs budgétaires actuels	Emplois créés	Emplois supprimés	Effectifs budgétaires après modification	Effectifs pourvus
Agents titulaires :						
. Filière technique						
- ingénieur-en-chef hors classe	A	2			2	2
- ingénieur-en-chef	A	1			1	1
- ingénieur principal	A	7			7	7
- ingénieur	A	9	+ 3		12	10
- technicien principal de 1ère classe	B	11			11	10
- technicien principal de 2ème classe	B	7			7	5
- technicien	B	7			7	3
- agent de maîtrise principal	C	4			4	3
- agent de maîtrise	C	4			4	3
- adjoint technique principal de 2ème classe	C	4			4	2
- adjoint technique	C	4			4	2
. Filière administrative						
- administrateur	A	1			1	0
- directeur territorial	A	0			0	0
- attaché principal	A	2			2	2
- attaché	A	9			9	9
- rédacteur principal de 1ère classe	B	4			4	3
- rédacteur principal de 2ème classe	B	1			1	1
- rédacteur	B	5	+ 1		6	5
- adjoint administratif principal de 1ère classe	C	6			6	6
- adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1			1	1
- adjoint administratif	C	8			8	6
. Filière culturelle						
- adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	2			2	2
- adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	2			2	2
- adjoint du patrimoine	C	2			2	1
Total agents titulaires et stagiaires		**103**	**+ 4**	**0**	**107**	**86**
Agents contractuels :						
- directeur / directrice général(e)	A	1			1	1
- chef du service action foncière	A	1			1	1
- responsable mission aménagement	A	1			1	1
- responsable mission gestion	A	1		- 1	0	0
- chargé(e) de projet	A	1			1	0
- chef de projets informatique	A	1			1	1
- chargé(e) d'opérations foncières	A	1			1	1
- chargé(e) de mission agriculture	A	1		- 1	0	0
- chargé(e) de projet paysagiste	A	3		- 1	2	2
- chargé(e) de projet Natura 2000	A	1			1	1
- conservateur RNR	A	1			1	1
- attaché pôle secrétariat général	A	1			1	1
- chargé(e) de communication	A	2			2	2
- chargé(e) de mission aménagement espaces naturels	A	1			1	1
- doctorant (CIFRE)	A	1			1	1
- chargé(e) de mission animation des RNR	B	1			1	1
- adjoint(e) responsable Bâti	B	1			1	0
- technicien APEN	B	2			2	2
- technicien SIG	B	1			1	1
- assistante gestionnaire des subventions	C	1		- 1	0	0
Total agents contractuels sur emploi permanent		**24**	**0**	**- 4**	**20**	**18**
TOTAL EMPLOIS PERMANENTS		**127**	**4**	**-4**	**127**	**104**
Emploi de collaborateur de cabinet		1	0	+ 0	1	1
TOTAL GÉNÉRAL		**128**	**4**	**- 4**	**128**	**105**

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_007-DE

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020
(REPORT SESSION DU 26 FEVRIER 2020)

Tableau des emplois non permanents

Grade	Catégorie	Effectifs budgétaires	Contrat (loi 26/01/1984)	Motif du contrat
- Ingénieur territorial	A	1	art.3-I-1	Accroissement temporaire d'activité
- Adjoint administratif	C	1	art.3-I-1	Accroissement temporaire d'activité
- Adjoint du patrimoine	C	1	art.3-1	Remplacement temporaire de fonctionnaire
- Adjoint du patrimoine	C	1	art.3-I-2	Accroissement temporaire saisonnier
- Apprentis			loi N°97-940 du 16 octobre 1997	
TOTAL EMPLOIS NON PERMANENTS		**4**		

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

Envoyé en préfecture le 04/03/2020

Reçu en préfecture le 04/03/2020

Affiché le

ID : 075-287500052-20200303-20_008-DE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-008

Approbation de l'avenant n°1 au protocole relatif à l'intervention d'un psychologue du travail du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

VU la délibération n°18-147 du 11 décembre 2018 autorisant la Présidente du Conseil d'administration à signer la convention d'intervention d'un psychologue du travail du CIG grande couronne ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE l'avenant n°1 au protocole n°2018-751104 relatif à l'intervention d'un psychologue du travail du CIG annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer l'avenant au protocole et tout document en découlant.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à la prise en charge de ces prestations sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	: 7
Nombre de mandats	: 2
Nombre de votants	: 9
Votes POUR	: 9
Votes CONTRE	: -
Abstentions	: -
Ne prend pas part au vote	: -

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_008-DE

AVENANT AU PROTOCOLE N° 2018-751104 RELATIF A L'INTERVENTION D'UN PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE ET L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE FRANCE

Entre le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France, ci-dessous appelé CIG dont le siège est situé 15 rue Boileau – 78000 Versailles, représenté par son Président, Monsieur Jean-François Peumery, en application de l'article 28 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985

D'une part,

Et l'Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France, ci-dessous appelée la collectivité, représentée par son Présidente, Anne CABRIT habilité à signer le présent avenant en vertu de l'autorisation donnée par le conseil municipal en date du ..03/03/2020..... .

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

L'article 6 : Conditions financières - est modifié comme suit :

Il a été décidé par le conseil d'administration du CIG, par délibération du 14 octobre 2019, de n'appliquer désormais qu'un tarif unique d'intervention.

C'est pourquoi, à compter du 1er janvier 2020 : la collectivité s'acquitte, pour l'intervention du psychologue, d'une « vacation » d'1h30, facturée 160 euros.

Le reste du protocole demeure inchangé.

Fait en deux exemplaires

A Versailles le 17 décembre 2019

Pour le Centre de Gestion

Le Président,

Jean-François Peumery
Maire délégué de Rocquencourt
1er Vice-président de la Communauté
d'Agglomération de Versailles Grand Parc

Pour la Collectivité

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_009-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-009

Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire entre l'AEV et le SMER La Tégéval pour la réalisation de travaux à Limeil-Brévannes (PRIF Tégéval)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les articles L. 2121-1 à L. 2122-4 et les articles R. 2122-1 à R. 2122-7 du code de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine public des personnes publiques ;

VU la convention de mise à disposition du domaine régional ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la convention entre l'AEV et le SMER La Tégéval ci-annexée de mise à disposition, pour la réalisation de travaux à Limeil-Brévannes.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer la convention annexée.

Nombre de présents..... :	24+7
Nombre de mandats..... :	
Nombre de votants..... :	24+7
Votes POUR ..... :	24+7
Votes CONTRE..... :	-
Abstentions ..... :	-
Ne prend pas part au vote..... :	-

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_009-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

la Tégéval
SYNDICAT MIXTE D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION TEMPORAIRE DE TERRAINS REGIONAUX EN VUE DE LA REALISATION DES TRAVAUX DE L'OPÉRATION « 2.5 - AVENUE DESCARTES ET LISIÈRE DU BOIS DE GRANVILLE » A LIMEIL-BREVANNES DANS LE CADRE DE LA COULEE VERTE « LA TEGEVAL »

ENTRE les soussignés :

Le SMER LA TEGEVAL, syndicat mixte d'étude et de réalisation la Tégéval dont le siège est sis Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France – Cité régionale de l'environnement - 90-92, Avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, représenté par son Président en exercice, dûment habilité en vertu de la délibération n° 19-001 du 14 février 2019

Ci-après dénommé « le SMER »

Et

L'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région d'Île-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°
Ci-après dénommée « l'AEV »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le SMER a été constitué conformément aux articles L. 5721-1 à L. 5722-6 du code général des collectivités territoriales.

Ce syndicat mixte est composé de la Région d'Île-de-France, du Département du Val-de-Marne et de l'AEV. La création du syndicat mixte a été autorisée par arrêté du Préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris. Le SMER est compétent pour mener les études et conduire les travaux d'aménagement du projet de coulée verte la Tégéval.

Les communes dont le territoire est concerné par le projet de la Coulée verte sont Créteil, Valenton, Limeil-Brévannes, Villecresnes, Marolles-en-Brie, Mandres-les-Roses, Santeny dans le Val-de-Marne et Yerres dans l'Essonne sont consultées dans le cadre d'un Comité de consultation des villes.

Le projet qui s'étend de l'île de loisirs de Créteil à la forêt domaniale de Notre-Dame et au chemin des Roses à Santeny, sur une longueur d'environ 20 kilomètres et une surface d'environ 96 hectares, a été déclaré d'utilité publique entre la commune de Créteil et la commune de Villecresnes par arrêté inter-préfectoral n° 2013/1267 du 9 avril 2013, prorogé par arrêté inter-préfectoral n°2018/376 du 7 février 2018.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_009-DE

L'opération « 2.5 - Avenue Descartes et lisière du bois de Granville » dont la maîtrise d'œuvre est portée par la Direction expertise technique de l'AEV pour le compte du SMER, programmée entre janvier 2020 et décembre 2021, concerne notamment du foncier régional.

En vue de la réalisation de cette opération, le SMER sollicite de l'AEV la mise à disposition des propriétés régionales concernées, pour partie ou en totalité selon le périmètre annexé de la déclaration d'utilité publique arrêté le 9 avril 2013 et prorogée le 7 février 2018.

Ces terrains sont libres de toute occupation et de toute construction.

Il est ainsi décidé de conclure une convention de mise à disposition temporaire afin de définir les modalités de réalisation des travaux.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition au SMER des propriétés régionales énumérées ci-après, en vue de la réalisation de l'opération « 2.5 - Avenue Descartes et lisière du bois de Granville » à Limeil-Brévannes. Ces travaux consistent en l'aménagement d'une promenade piétonne. L'opération prévoit des travaux d'abattage, de débroussaillage, de terrassement, de structure et revêtement de voirie, de fourniture et pose de mobiliers et de plantations.

ARTICLE 2 - DESIGNATION DES BIENS MIS À DISPOSITION

La propriété régionale, objet de la présente mise à disposition, est composée des parcelles cadastrales suivantes, pour partie ou en totalité selon le périmètre de la déclaration d'utilité publique ci-annexé arrêté le 9 avril 2013 et prorogée le 7 février 2018.

COMMUNE	SECTION	N°	SUPERFICIE (en m²)	Observation
Limeil-Brévannes	D	135	1841,36	*Sera mise à disposition après acquisition par l'AEV*
Limeil-Brévannes	D	318	134,37	*Sera mise à disposition après acquisition par l'AEV*
Limeil-Brévannes	D	320	400,26	*Sera mise à disposition après acquisition par l'AEV*
Limeil-Brévannes	D	488	2929,72	
Limeil-Brévannes	D	612	1485,37	
Limeil-Brévannes	D	615	3751,05	
Limeil-Brévannes	D	616	2531,71	
Limeil-Brévannes	D	619	2206,11	
Limeil-Brévannes	D	621	19272,78	
Limeil-Brévannes	D	622	4504,02	
Limeil-Brévannes	D	624	3096,32	
Limeil-Brévannes	D	625	1196,84	
Limeil-Brévannes	D	627	2284,36	
Limeil-Brévannes	D	628	2871,50	
Limeil-Brévannes	D	630	1342,25	
Limeil-Brévannes	D	631	14845,89	
Limeil-Brévannes	D	632	630,84	
		TOTAL	6532,75	

ARTICLE 3 – DUREE

La présente convention est conclue pour la durée des travaux réalisés par le SMER, jusqu'à la date de parfait achèvement de l'opération d'aménagement, soit au plus tard le 31 décembre 2021.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_009-DE

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU SMER

4.1. Utilisation du bien mis à disposition
Toute utilisation du bien à d'autres fins que celles visées à l'article 1 est interdite.

4.2. Cession et Sous-location
Toute cession ou sous-location des parcelles mises à disposition du SMER sont interdites, même à titre gratuit.

4.3. Assurances
Le SMER s'engage à contracter toutes les assurances pour la mise à disposition des parcelles. Une attestation de ces assurances sera remise au Service des Affaires Foncières de l'AEV.

Dans le cadre de cette mise à disposition, le SMER demeure seul et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de l'ensemble de ses activités, des travaux qu'il aura engagés et des matériels utilisés, que ce soit de son fait personnel ou de l'un de ses commettants.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE L'AEV

L'AEV s'engage à mettre à la disposition du SMER qui l'accepte, les parcelles visées à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 6 - REDEVANCE

Les parties conviennent expressément que la présente mise à disposition est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 7 - DOMMAGES

Le SMER prendra à sa charge tous les dommages qui résulteraient de l'application de la présente convention.

Les dégâts seront évalués à l'amiable entre les parties signataires de la présente convention.

Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci serait fixée par un arbitre choisi d'un commun accord ou désigné, à défaut d'entente, par le juge du Tribunal d'Instance du lieu de situation de la parcelle.

ARTICLE 8 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

À défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la parcelle.

Fait à Pantin, le

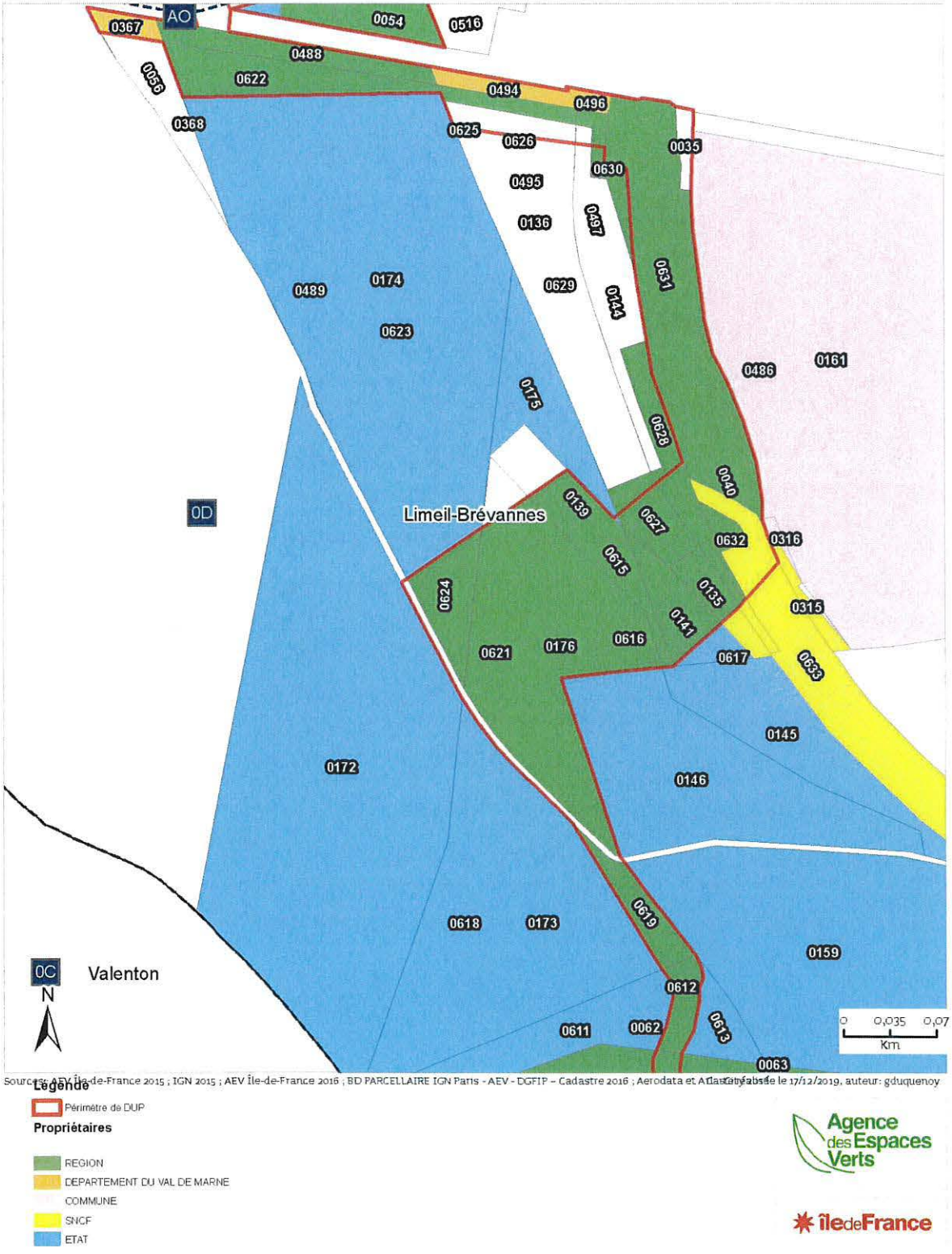
Pour l'Agence des espaces verts De la Région d'Île de France	**Pour le syndicat mixte d'étude et de réalisation (SMER) la Tégéval,**
La Présidente Anne CABRIT,	**Le Président, Pierre-Jean GRAVELLE,**

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_009-DE

ANNEXE – Périmètre de DUP et situation des parcelles mises à disposition

OPERATION 2.5 - DESCARTES LISIERE GRANVILLE

ETAT PARCELLAIRE (SEPTEMBRE 2019)



Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France
le : 04 MARS 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-010

Approbation d'une convention de mise en place de mesures compensatoires et de gestion de parcelles rétrocédées par la société Placoplatre (PRIF des Buttes du Parisis)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU l'arrêté n°2017-DRIEE-037 du 26 avril 2017 portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées, dans le cadre du projet d'exploitation de la société Placoplatre en souterrain, sous la Butte de Cormeilles ;

VU la convention relative au déploiement de la carrière de gypse de Cormeilles-en-Parisis et à sa rétrocession à l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France, en date du 10/09/1990 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires, imposées par l'administration à la Société Placoplatre dans le cadre du projet de carrière souterraine de gypse sous la butte de Cormeilles, ainsi que les mesures de gestion proposées pour les parcelles rétrocédées permettront de valoriser sur les potentialités écologiques du PRIF des Buttes du Parisis ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la convention de compensation avec Placoplatre ci-annexée.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer la convention.

ARTICLE 3 : DIT que les recettes afférentes aux mesures de compensation seront imputées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	7
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	9
Votes POUR	7
Votes CONTRE	/
Abstentions	2
Ne prend pas part au vote	/

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

CONVENTION DE MISE EN PLACE DE MESURES COMPENSATOIRES DE LA CARRIERE PLACOPLATRE DE LA BUTTE DE CORMEILLES-EN-PARISIS

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

ENTRE :

La Société PLACOPLATRE, Société Anonyme au capital de 10.000.000 euros, dont le siège social est 34 avenue Franklin Roosevelt, à Suresnes (92150), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 729 800 706,
Représentée par son Directeur Général, Monsieur Hervé de Maistre

Ci-après désigné (e) « PLACOPLATRE »

D'une part,

ET

L'Agence des espaces verts de la région Ile de France, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1 du code général des collectivités territoriales, sise 90-92 avenue du général Leclerc - 93500 Pantin, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°19-001 du conseil d'administration du 14 février 2019,

Ci-après désignée « AEV »,

D'autre part,

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

PREAMBULE :

Placoplatre a été autorisée :

- à poursuivre l'exploitation de sa carrière à ciel ouvert sur les communes de Cormeilles-en-Parisis, Argenteuil et Franconville par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 n°13 648,
- à exploiter sous talus de la carrière à ciel ouvert, sur les communes de Cormeilles-en-Parisis et Franconville par l'arrêté du 2 aout 2016 n°13 462,
- et à étendre en souterrain sa carrière sur les communes de Franconville, Cormeilles-en-Parisis et Montigny-lès-Cormeilles par arrêté préfectoral du 3 février 2017 n°13 856.

La mise en œuvre du projet a nécessité l'obtention d'une dérogation à la législation sur les espèces protégées au titre des articles L. 411-2 et R. 411-6 du Code de l'environnement. Cette dérogation a été accordée par l'arrêté no 2017-DRIEE – 037 du 26 avril 2017 (cf. ANNEXE 2), après l'avis favorable sous conditions, du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) du 26 janvier 2016. La demande de Placoplatre concernait essentiellement des batraciens remarquables : Alyte accoucheur et Crapaud calamite. À cet effet, sont demandées des mesures compensatoires et d'accompagnement dont certaines au sein de la butte de Cormeilles, dépendant du domaine de la Région Ile-de-France, dans laquelle l'AEV exerce les missions définies par l'article L. 4413-2 du Code général des collectivités territoriales.

Les besoins en compensation ainsi définis par l'arrêté no 2017-DRIEE – 037 du 26 avril 2017 (cf. ANNEXE 2) consistent en l'entretien de 68 ares d'anciens boisements du bois d'Hédoit, l'aménagement d'une dépression humide à Franconville au pied du chemin de corniche, ainsi que la gestion écologique sur la carrière à ciel ouvert, jusqu'au 31 décembre 2046. Ces mesures sont précisées dans la note technique du Plan de Gestion (cf. ANNEXE 1). Cette note technique sur le Plan de Gestion fait suite à des visites sur site et échanges techniques avec l'AEV.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir, entre PLACOPLATRE et l'AEV, les conditions et modalités de coopération pour la mise en œuvre des mesures compensatoires prévues dans les propriétés régionales de la butte du Parisis dans le cadre du projet de renouvellement et d'extension de la carrière PLACOPLATRE sur les communes de Cormeilles-en-Parisis, Argenteuil, Franconville et Montigny-lès-Cormeilles (domaine régional des Buttes du Parisis).

Ces mesures compensatoires sont prescrites par l'arrêté préfectoral no 2017-DRIEE – 037 du 26 avril 2017 (cf. ANNEXE 2) et précisées dans la note technique du Plan de Gestion (cf. ANNEXE 1). Elles incluent des travaux d'entretien d'anciens boisements du bois d'Hédoit, l'aménagement d'une dépression humide à Franconville et la gestion écologique des espaces restaurés sur la carrière à ciel ouvert.

L'AEV agit en qualité d'opérateur de compensation au sens de l'article L. 163-1-III du Code de l'environnement.

La mise en place de cette convention s'inscrit dans le cadre de la délibération 18-097 du 3 juillet 2018 relative à l'approbation de critères, barèmes et de tarifs pour les conventions de mise en place de mesures compensatoires environnementales et à la convention-type s'y rattachant.

ARTICLE 2 : Désignation et caractéristiques des biens objet de la convention

Les mesures compensatoires décrites à l'article 4, ainsi que, le cas échéant, les mesures additionnelles, seront réalisées par l'AEV, pour le compte de PLACOPLATRE, sur tout ou partie des parcelles de la forêt régionale des buttes du Parisis, situées :

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

- en ce qui concerne les mesures du bois d'Hédoit :

Commune	Section	N° de parcelle
Argenteuil	AB	52
		54
		60
		264
		282
		301
		303
		332
		336

- en ce qui concerne la dépression humide au pied du chemin de corniche :

Commune	Section	N° de parcelle
Cormeilles-en-Parisis	AB	196
Franconville	D	134
		135

- en ce qui concerne les mesures de gestion écologique de la carrière à ciel ouvert: voir le tableau de l'annexe 1.

Les plans de localisation figurent dans la note technique du plan de gestion en annexe 1.

Ces parcelles sont affectées pour la durée de la convention à la réalisation de l'ensemble des mesures prévues par la présente convention, et ce sans préjudice de l'accessibilité de *l'espace régional des buttes du Parisis* au public.

ARTICLE 3 : Durée et date d'effet de la convention

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2046. Elle fera l'objet d'une révision par avenant en 2027 afin d'intégrer la gestion prévue pour les parcelles dont la rétrocession est envisagée à l'horizon 2028 et au-delà.

ARTICLE 4 : Programme de mesures

Les objectifs des mesures qui seront mises en œuvre dans le cadre de la présente convention sont les suivants :
- Amener à maturité un îlot forestier de vieillissement et conserver les arbres morts, dépérissant, crevassés, afin de favoriser leur fréquentation par les espèces cavernicoles, xylophages et les chiroptères ;
- Améliorer les capacités d'accueil pour les espèces aquatiques (amphibiens) en améliorant le maillage des mares du territoire par la création et l'entretien d'une dépression humide forestière ;
- Réaliser une gestion écologique des espaces restaurés de la carrière à ciel ouvert au fur et à mesure de leur cession à l'AEV.

Les mesures à mettre en œuvre devront rester compatibles avec le maintien des usages du site par le public. Il est également prévu une information par panneautage sur les mesures de gestion engagées.

L'AEV réalisera, pour le compte de PLACOPLATRE, les mesures compensatoires prescrites sur les terrains lui appartenant par l'Arrêté Préfectoral no 2017-DRIEE – 037 du 26 avril 2017 (cf. ANNEXE 2).
La note technique du Plan de gestion, détaille les mesures de restauration initiale des milieux et les mesures de gestion écologique et forestière. L'ensemble des travaux d'aménagement et de gestion correspondants seront réalisés par l'AEV.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Les parties prenantes s'accordent sur le programme d'actions suivant, déclinés à partir des objectifs identifiés ci-dessus, en fonction des compétences travaux, dont la mise en œuvre permettra de garantir la nature effectivement compensatoire des mesures.

Cinq postes sont distingués :

- Terrassement ;
- Gestion de la végétalisation ;
- Maintenance des habitats ;
- Principe de précaution ;
- Diverses prestations.

Un 6eme poste tient compte des besoins d'encadrement et de suivi des travaux.

IV-1 Définition et mise en œuvre des mesures compensatoires

Les mesures compensatoires qui seront réalisées par l'AEV, pour le compte de PLACOPLATRE, sont définies comme suit.

IV-1.1 Gestion conservatoire d'un îlot de sénescence de 68 ares constituant la lisière de la zone 6

L'AEV assurera la continuité de l'entretien de ce peuplement, ancien et composé essentiellement de Frênes, de Robiniers, d'Erables et d'un sous étage de Sureaux, à la fois pour :

- sécuriser la parcelle riveraine de la partie du bois accessible au public (débitage des arbres en chablis),
- préserver l'état boisé de ce petit massif (élagage et coupe de formation des arbres dépérissant et limitation de l'envahissement par le lierre),
- favoriser la régénération naturelle (dégagement des semis naturels),
- développer un îlot de vieillissement.

Pour ce dernier cas, des arbres morts sur pieds seront maintenus soit parce qu'ils présentaient déjà des loges créées par des oiseaux cavernicoles, soit parce qu'ils pouvaient constituer des supports favorables pour cette avifaune, pour le développement d'insectes xylophages ou comme refuge pour les chiroptères.

Des amas de bûches continueront à être constitués pour servir de gîte à des petits mammifères (hérissons), ou de refuge à des reptiles et amphibiens (crapauds), pour devenir un support aux insectes xylophages.

La litière forestière continuera à être maintenue et la strate herbacée à être dégagée pour laisser s'exprimer la biodiversité avec des lentilles ou massifs de Violette élevée, d'Epiaire des bois, de Sceau de Salomon, de Muguet... ou des tapis de Fétuque ovine sur les affleurements sablonneux.

IV-1.2 Aménagement et entretien d'une mare forestière à amphibiens à Franconville, au pied du chemin de corniche

L'AEV réalisera, pour le compte de PLACOPLATRE, les travaux de création d'une dépression humide dans le but d'améliorer le maillage des mares du territoire. Elle mandatera, pour ce faire, les entreprises de travaux titulaires des marchés à bon de commande.

Les préconisations de création de la dépression humide sont les suivantes :

- Tenir compte de l'organisation des fossés de collecte et des surfaces d'alimentation pour dimensionner la dépression ;
- Adapter le mode d'alimentation de la dépression ;

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

- Compartimenter la dépression pour créer une fosse de décantation et préserver une noue en eau favorable aux amphibiens ;
- Constituer une étanchéité du fond de la noue ;
- Assurer l'intégration paysagère et écologique pour adapter l'ouvrage de décantation en mesure compensatoire écologique.

Les conditions d'accès sont aisées mais l'aire de chantier est restreinte et au bord d'un cheminement récemment aménagé.
Les berges sablonneuses pourront être aménagées de façon à pouvoir accueillir les espèces d'amphibiens, notamment le Crapaud calamite et l'Alyte accoucheur, inventoriées sur la carrière.

Une fois la dépression humide créée, l'AEV effectuera les mesures d'entretien suivantes :

- Stabilisation (premières années) ;
- Dégagement des embâcles ;
- Restauration du bief d'apport d'eau et de l'exutoire ou du trop-plein ;
- Collecte des éventuels déchets.

IV-1.3 Suivi écologique des terrains de la carrière à ciel ouvert

Un bureau d'études spécialisé dans l'expertise écologique désigné et financé par PLACOPLATRE se chargera du suivi écologique des parcelles de la carrière à ciel ouvert listées en ANNEXE 3, tous les ans pendant dix ans puis tous les trois ans jusqu'en 2045.

Ce suivi écologique aura pour objet le recensement et suivi des populations d'espèces protégées, le contrôle de la bonne mise en place des mesures prescrites par l'Arrêté Préfectoral n° 2017-DRIEE – 037 du 26 avril 2017 (cf. ANNEXE 2) ainsi que l'évaluation de l'efficacité de ces mesures.

En particulier sera mis en place un suivi des déplacements prénuptiaux des batraciens protégés pendant les phases de construction de l'accès à la carrière souterraine.

Les rapports intègreront les données d'observation des espèces animales et végétales, à savoir les données brutes, les métadonnées et les données de synthèse, conformément aux dispositions de l'article L. 163-5 du Code de l'environnement. Les données comportant des points d'observation seront transmises à l'AEV au format numérique, géo-référencées en Lambert 93 et devront comprendre a minima le nom du taxon, la quantité, l'auteur et la localisation.

Les rapports, préalablement revus par PLACOPLATRE, seront transmis à l'état de projet à l'AEV qui pourra émettre des observations.

Les rapports finaux seront adressés par PLACOPLATRE au service d'inspection (DRIEE) de sorte que la date du 31 décembre de chaque année de suivi prescrite par l'Arrêté Préfectoral pour la remise des rapports puisse être respectée. Ils seront également communiqués à l'AEV afin de compléter ses connaissances naturalistes des milieux concernés.

De plus, une réunion annuelle avec l'AEV, le bureau d'études susmentionné et PLACOPLATRE, sera organisée sur le terrain à l'initiative de PLACOPLATRE, afin de constater la mise en œuvre des mesures compensatoires et leur efficacité.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

IV-2 Calendriers

IV-2.1 Calendrier des mesures de gestion

En ce qui concerne le bois d'Hédoit, les actions d'entretien (débroussaillage, taille, coupe, organisation des habitats écologiques...) ont été renouvelées tous les trois ans environ depuis 2004, soit depuis 15 ans. Elles seront reconduites pour 10 années supplémentaires : en 2020, 2023 et 2026.

En ce qui concerne la dépression humide le long du chemin de corniche à Franconville, celle-ci sera créée en 2020.
Des actions d'entretien seront ensuite conduites tous les ans jusqu'en 2030, puis tous les 3 ans pendant les 15 années suivantes, c'est-à-dire en 2033, 2036, 2039, 2042 et 2045.

En ce qui concerne la gestion écologique des terrains restaurés de la carrière à ciel ouvert, le calendrier est présenté dans la note technique du plan de gestion en Annexe 2. Il indique pour chaque espèce les périodes de suivi (première et dernière lignes), et les zones de remise en état concerné (2e ligne).

IV-2.2 Calendrier des suivis écologiques

Le suivi écologique aura lieu tous les ans pendant cinq ans (de 2017 à 2022) puis tous les trois ans jusqu'en 2045. Ils sont pris en charge directement par Placoplatre. Les résultats en sont communiqués annuellement à l'AEV.

IV-3 Contrôle par PLACOPLATRE

PLACOPLATRE ou le bureau d'études missionné par ses soins pourra accéder à tout moment aux parcelles énumérées à l'article II et contrôler l'état d'avancement des mesures compensatoires ainsi que le respect du Plan de gestion 2018-2027.
Cette faculté ne dispense pas l'AEV de ses propres obligations de contrôle des conditions d'exécution des mesures compensatoires.

La réception des mesures compensatoires sera réalisée par l'AEV en présence de PLACOPLATRE.

IV-4 Adaptation des mesures compensatoires et mesures additionnelles

Dans le cas où les suivis écologiques prévus à l'article IV-1.4 feraient apparaître que les travaux ne sont pas suffisamment efficaces, et ce sans préjudice des dispositions de l'article VII de la présente convention, l'AEV définira en concertation avec PLACOPLATRE et le bureau d'études missionné par cette dernière conformément à l'article IV-1.3 ci-dessus, les mesures additionnelles. Ces modifications ou mesures additionnelles pourront faire l'objet d'un cahier des charges complémentaires, ainsi que d'un avenant à la présente convention si les conditions techniques et financières de mise en œuvre étaient modifiées de manière substantielle (c'est-à-dire supérieure à 10%).

Ces mesures additionnelles seront prioritairement réalisées sur les parcelles mentionnées à l'article II et/ou, si nécessaire, après concertation et accord de l'AEV, sur d'autres parcelles que celles énumérées audit article.

Il est convenu entre les parties que les mesures additionnelles n'ont pas pour objet de pallier les insuffisances, manquements ou retards dans la réalisation des mesures, qui seraient de la responsabilité de l'AEV.
PLACOPLATRE pourra exercer les mesures de contrôle des mesures additionnelles dans les conditions prévues à l'article IV-4.

Les mesures additionnelles sont susceptibles également être prescrites par un arrêté préfectoral complémentaire ou être requises par les services de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

ARTICLE 5 : Estimation du coût des mesures

L'estimation du coût des travaux et mesures explicités à l'article 4 s'établit comme suit :

Montants forfaitaires (pour toute la durée de la convention)					
Dénomination et localisation	**objectifs**	**Nature des travaux**	**quantité**	**Prix unitaire € HT.**	**Prix total en € HT**
	Montage de la convention	Définition du projet, réunions, élaboration de la convention, chiffrage, etc	15 jours	600	**9000 €**
Bois d'Hédoit (domaine régional des Buttes du Parisis)	**Amener à maturité un îlot forestier de vieillissement et conserver les arbres morts au Bois d'Hédoit**	Entretien Et perte d'exploitation	6 800 m²	2000 € / ha	**1260 €**
Sous-total					**10 260 €**

Travaux de restauration écologique initiaux					
Dénomination et localisation	**objectifs**	**Nature des travaux**	**quantité**	**Prix unitaire € HT.**	**Prix total en € HT**
Domaine régional des Buttes du Parisis	**Améliorer les capacités d'accueil pour les batraciens en améliorant le maillage des mares du territoire**	Création d'une dépression humide le long du chemin de corniche à Franconville	1 dépression	*13 278*	**13 278 €**
	Provision pour aléa travaux de restauration	Taux de 10% appliqué sur le montant des travaux	10%	*1 328*	**1 328 €**
	Lancement et pilotage du chantier	Délimitation des travaux, commande, suivi de chantier, réception, ...	4 jours	400	**1600 €** (pas de TVA applicable)
Sous-total travaux de restauration écologique					**16 206 €**
TOTAL interventions 2020					**26 466 €**

Travaux de gestion pour la période 2020-2027 * (mare + parcelles 1 à 7 rétrocédées soit 14,48 ha)					
Dénomination et localisation	**Objectifs**	**Nature des travaux**	**Quantité**	**Prix unitaire € HT.**	**Prix total période 2020-2027 € HT**
Domaine régional des Buttes du Parisis	**Gestion des abords de la mare restaurée** (annuelle les 10 1ères années)	Débroussaillage avec export d'une couronne de végétation d'environ 250 m² autour de la mare	500 m²	*2500 € /ha*	**131 € x 8 = 1 048 €**
	Provision pour aléa travaux de gestion 10%	Taux de 10% appliqué sur le montant des travaux (mare)	10%		**105 €**

Abords de la Carrière de Cormeilles en Parisis (parcelles rétrocédées et intégrées au domaine régional des Buttes du Parisis)	**Réaliser une gestion écologique des espaces restaurés de la carrière à ciel ouvert au fur et à mesure de leur cession à l'AEV** *(zones 1 à 7)*	Terrassement	forfait		**11 360 €**
		Gestion végétation	Forfait		**18 511 €**
		Aménagement habitat	Forfait		**8 891 €**
		Principe de précaution	Forfait		**13 946 €**
		Diverses prestations (déchets)	Forfait		**3 776 €**
	Provision pour aléa travaux de gestion 10%	Taux de 10% appliqué sur le montant des travaux (parcelles rétrocédées)	10%		**5 649 €**
	Lancement et pilotage des chantiers de gestion	Délimitation des travaux, commande, suivi de chantier, réception, ...	4 jours / an	400 €	**1 678 x 8 = 13 424 €**
Sous-total gestion annuelle abords de la mare et parcelles rétrocédées					**76 710 €**
Rapportage annuel sur la période 2020-2027*					
	Rapportage annuel	Rédaction, transmission	1 jour	400	**420€ x 8 = 3 360 €** (pas de TVA applicable)
Sous-total rapports					**3 360 €**
TOTAL TRAVAUX ET INTERVENTIONS ANNUELS PERIODE 2020-2027					**80 070 €**

**** Voir tableau en annexe 1 pour l'estimation des coûts annuels des différentes actions.***

Ces montants annuels sont basés sur les prix en vigueur en décembre 2019. Ils feront l'objet d'une révision sur la base de l'indice EV4 pour les travaux et coût du travail INSEE pour le temps d'agent à compter de 2021. Sera utilisée pour le calcul la dernière valeur connue au moment de l'élaboration du budget annuel. *En cas de suppression de ces indices au profit d'autres indices, ces derniers se substitueront de plein droit aux précédents, dès leur publication et sans qu'il soit nécessaire de joindre un avenant à la présente.*

Les indices applicables sont les suivants :

- Indice EV4 pour les travaux de restauration ou de gestion écologiques
- Indice coût du travail – tous salariés, de l'INSEE pour le temps d'agent AEV

Voir le tableau en annexe 1 pour l'estimation des coûts annuels des différentes actions.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

ARTICLE 6 : Modalités de paiement

PLACOPLATRE s'engage à prendre en charge l'intégralité du coût supporté par l'AEV pour les mesures compensatoires, et le cas échéant, les mesures additionnelles prévues à l'article 5, et du tableau en annexe 1.

L'AEV étant soumise à la TVA, les montants indiqués en hors taxe feront l'objet d'un paiement toutes taxes comprises (selon le taux de TVA alors en vigueur)

Sous réserve de la parfaite exécution de ses obligations par l'AEV, l'indemnité sera versée comme suit :

- Paiement annuel (année n) des sommes dépensées (année n-1), sur présentation des factures et d'un bilan de réalisation

Le versement sera effectué à l'ordre du Comptable public responsable de la Trésorerie de Paris des établissements publics locaux, comptable assignataire de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 7 : Engagement de l'AEV sur la mise en œuvre des actions

L'AEV s'engage à assurer, pendant toute la durée du présent contrat, l'efficacité et la pérennité des Mesures de Gestion Ecologique et, le cas échéant, des Mesures Additionnelles qu'elle réalisera sur les parcelles mentionnées à l'article II ou sur toute autre parcelle sur lesquelles des Mesures Additionnelles seraient mises en œuvre en application de l'article V. L'AEV est tenue à ce titre à une obligation de résultat afin de satisfaire aux dispositions prévues à l'article L. 163-1-I du code de l'environnement. Les résultats attendus correspondent aux objectifs indiqués au début de l'article IV, ceci sur les propriétés régionales listées à l'article II. L'obligation exclut tout résultat dont l'obtention résulterait de facteurs indépendants de la volonté de l'AEV (facteurs climatiques, environnementaux).

Ainsi l'AEV s'engage à réaliser, pour le compte de PLACOPLATRE, les mesures compensatoires telles que définies par l'arrêté préfectoral (ANNEXE 2).

Dans ce cadre, l'AEV mettra en œuvre les moyens nécessaires, notamment de contrôle, de suivi et d'encadrement des entreprises, permettant la réalisation des travaux.

De façon à assurer, pendant toute la durée du présent contrat, l'efficacité et la pérennité des mesures compensatoires, et le cas échéant, des mesures additionnelles qu'elle réalisera sur les parcelles mentionnées à l'article II ou sur toute autre parcelle sur lesquelles des Mesures Additionnelles seraient mises en œuvre en application de l'article IV-4, l'AEV s'engage à :

- réaliser, pendant toute la durée de la présente convention, dans les conditions prévues à l'article IV les mesures compensatoires, ainsi que les mesures additionnelles le cas échéant, pour le compte de PLACOPLATRE. L'AEV est responsable à l'égard de PLACOPLATRE de la bonne exécution des Mesures compensatoires et, le cas échéant, des Mesures Additionnelles, conformément à ce qui est prévu à la présente convention, et, à ce titre, des prestataires et entreprises qu'elle missionnera pour l'exécution et la maitrise d'œuvre de ces mesures (ci-après les Co-contractants). En conséquence, l'AEV prendra toute mesure, à ses frais et sous sa responsabilité, pour remédier à tout manquement, insuffisance ou retard de ses Co-contractants, le tout de sorte que PLACOPLATRE respecte à tout moment les prescriptions de l'Arrêté Préfectoral ainsi que de tout arrêté préfectoral complémentaire ou demande émanant des services de l'Etat qui ont été portés à la connaissance de l'AEV ;
- Réaliser les travaux préalables nécessaires à la mise en œuvre des mesures compensatoires, puis mettre en place une gestion écologique conformément aux termes de l'article 4 ;
- Ne mener aucune action allant à l'encontre des objectifs des mesures de compensations ou susceptible d'empêcher ou de gêner la réalisation de ces mesures. Toutefois, pour des raisons de sécurité, ou pour respecter une réglementation s'imposant à elle, (ou encore dans le cadre de la gestion courante de parcelles contiguës à des sites ou milieux restaurés et gérés dans le cadre de la présente convention) l'AEV pourra réaliser de manière exceptionnelle des travaux non prévus dans la présente convention. Dans ce cas, elle en avertira PLACOPLATRE au moins deux semaines à l'avance (sauf cas de force majeure menaçant la sécurité de manière imminente) ;

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

- Faire respecter les termes de la présente convention par les éventuels ayant-droits des propriétés faisant l'objet des mesures compensatoires (droit d'occupation, d'usage ou d'accès temporaire ou permanent aux propriétés concernées)
- Autoriser le personnel de PLACOPLATRE ainsi que toute personne mandatée par ses soins à réaliser, dans le périmètre d'action ou ses abords immédiats, les actions (inventaire, expertise, contrôle...) nécessaires au suivi des travaux ; PLACOPLATRE s'engageant à informer l'AEV au moins 2 semaines à l'avance de toute visite.
- communiquer à PLACOPLATRE les données naturalistes récoltées par ses soins dans le cadre d'inventaires ou de suivis sur butte de Cormeilles et susceptible d'être utiles à l'analyse faite des résultats de la mise en place des mesures compensatoires ;
- Assurer un reporting annuel (en fin d'année) à l'attention de PLACOPLATRE.
- Faire toute diligence pour répondre à toute sollicitation écrite ou téléphonique du partenaire concernant la convention en cours.

ARTICLE 8 : Obligation de PLACOPLATRE

PLACOPLATRE s'engage à :

- Respecter les conditions financières de la convention précisées aux articles 5 et 6 ;
- Faire respecter les termes de la présente convention auprès des prestataires, et/ou de ses sous-traitants et personnels
- Faire toute diligence pour répondre à toute sollicitation écrite ou téléphonique de l'AEV.

ARTICLE 9 : Communication, confidentialité, utilisation des données et reporting

Les informations ou données dont chaque partie aurait eu connaissance au cours de l'élaboration de la présente convention, puis lors de sa mise en œuvre (en dehors de celles déjà diffusées au public) revêtent un caractère confidentiel. Chaque partie s'engage à ne pas la divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de l'autre partie.

L'AEV se réserve le droit d'utiliser l'intégralité des données brutes de prospection collectées sur le site, en vue de toute adaptation de ses actions de restauration, de gestion écologique (hors mesures spécifiques prévues dans le cadre de la convention) au site concerné. Pour toute communication relative au site concerné, elle mentionnera le contexte des suivis réalisés (Préciser : mesures compensatoires du projet XXX avec le partenaire PLACOPLATRE).

De la même manière, PLACOPLATRE se réserve le droit d'utiliser les données relevées par l'AEV pour communiquer sur les mesures compensatoires liées au projet. Elle mentionnera son partenariat avec l'AEV pour la restauration et la gestion de ces milieux.

Par ailleurs, les données éventuellement collectées participeront à l'enrichissement de l'observatoire régional de la biodiversité et de programmes publics de connaissance et conservation du patrimoine naturel. Elles seront ainsi versées dans l'outil de saisie « CETTIA », base de données compatible au format SINP et intégrant les données de programmes publics (ou l'outil le remplaçant en cas d'évolution intervenant pendant la durée de la présente convention.

L'AEV rédigera des notes informatives annuelles synthétiques, reprenant les travaux de gestion réalisés et les faits marquants, les dépenses correspondantes aux actions, et présentera des photos des interventions et/ou de l'état du site avant et après intervention. Ces notes seront transmises à PLACOPLATRE et à la DRIEE IdF en fin d'année. En l'absence d'action planifiée dans l'année, aucun bilan ne sera transmis.

ARTICLE 10 : Modification de la convention

Si l'une des parties souhaite modifier les modalités de la convention, elle devra en aviser l'autre partie. Les parties se rapprocheront alors pour étudier ces modifications et leurs conséquences sur la convention et le respect de

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

l'autorisation administrative prévoyant les mesures compensatoires. Elle pourra, en cas d'accord, faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

À défaut d'accord entre les parties dans les conditions susvisées, la convention sera considérée comme non modifiée.

Si PLACOPLATRE venait à être dissous, ou si la gestion et l'exploitation du projet ayant donné lieu à la mise en place de mesures compensatoires était confié à une autre structure, il conviendra, dans la mesure du possible, d'avertir l'AEV au moins 3 mois avant l'évènement et, dans le deuxième cas, de substituer le nouveau partenaire par la conclusion d'un avenant.

Les droits et obligations de la présente convention seront transférés de plein droit à toute entité qui succèderait à l'AEV, dans ses missions telles que définies par l'article L. 4413-2 du Code général des collectivités publiques en ce qui concerne la forêt régionale de Cormeilles. L'AEV s'engage à transmettre à cette entité la présente convention et à informer PLACOPLATRE, dans un délai maximum de deux mois, de ce transfert.

Article 11 : Cas de force majeure ou circonstances nouvelles

En cas de circonstances de force majeure (intempéries, incendies, évolutions climatiques, etc...), et dès lors que ces circonstances rendraient impossible tout ou partie des actions au-delà d'une période de 5 ans à compter de la survenance de ces circonstances, les parties se consulteront pour définir si l'application de la présente convention doit être poursuivie et dans quelles conditions. Elles en informeront l'autorité administrative ayant délivré l'autorisation. À défaut de solution mettant d'accord les deux Parties dans un délai de 2 mois, la convention pourra être résiliée de plein droit à la demande de la Partie la plus diligente.

Article 12 : Assurances

A la demande de PLACOPLATRE, l'AEV justifiera bénéficier de polices d'assurance couvrant l'intégralité des dommages susceptibles d'être causés par les entreprises intervenant pour son compte ainsi que par des tiers aux mesures mises en œuvre en application de l'article IV, et ce à tout moment.

Article 13 : Mutation de parcelles

Dans le cas où, pendant la durée de la présente convention, la butte de Cormeilles ferait, en tout ou partie, l'objet d'une mutation ou d'une constitution de droits réels au profit d'une personne publique ou encore en cas de cession à titre gratuit ou onéreux, de transfert de propriété ou de constitution de droits réels portant sur une ou plusieurs parcelles désignées à l'article II ci-dessus pendant la durée de la présente convention, au profit d'une personne de droit privé, l'AEV s'engage à ce que la Région d'Ile-de-France porte, à la connaissance de l'entité bénéficiaire, la présente convention, dans tout acte opérant ou constatant la mutation, la cession, le transfert de propriété ou encore la constitution de droits réels.

Cette mutation, cession, transfert de propriété ou constitution de droits réels, devra être notifiée à PLACOPLATRE par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de deux mois après la signature ou l'édiction de l'acte.

L'AEV s'engage à ce que la Région Ile-de-France impose à l'entité bénéficiaire le respect des obligations prévues à l'article VII de la présente convention, et ce sans contrepartie financière, jusqu'à l'expiration de la présente convention, et ce afin que PLACOPLATRE puisse réaliser ou faire réaliser les mesures compensatoires, les mesures additionnelles ainsi que les suivis écologiques prévus par la présente convention.

De même, cette entité bénéficiaire devra s'engager, jusqu'à l'expiration de la présente convention à ne pas prendre et/ou n'autoriser aucune mesure telle que notamment coupes et abattages d'arbres, défrichements, aménagement de pistes ou d'aires d'accueil du public, susceptible de porter atteinte aux mesures compensatoires et/ou aux mesures additionnelles ou plus généralement de compromettre leur efficacité et leur pérennité.

Dans le cas où il serait constaté par les Parties que la mission d'opérateur de compensation confiée à l'AEV ne peut se poursuivre consécutivement à la mutation, cession, transfert de propriété ou constitution de droits réels prévus aux alinéas qui précèdent, le contrat sera résilié de plein droit par la partie la plus diligente, sans que l'une ou l'autre des Parties puisse solliciter de quelconques dommages-intérêts. En cas de résiliation, PLACOPLATRE réalisera ou fera

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

réaliser les mesures compensatoires, les mesures additionnelles et les suivis écologiques prévus par la présente convention sur les parcelles mentionnées à l'article II ou sur toute autre parcelle visée par l'article IV-4.

Article 14 : Dénonciation – Litiges

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'AEV, en cas de non-respect de l'une de ses obligations par PLACOPLATRE, ou faute grave de la part de PLACOPLATRE, mettant gravement en cause la sécurité et la santé des personnes.
En cas de résiliation de la convention par l'AEV pour l'une des causes susvisées, aucune indemnité financière ne sera versée à PLACOPLATRE.

La convention pourra être résiliée à tout moment par PLACOPLATRE :

- En cas de non-respect, par l'AEV et/ou toute autre personne ayant obtenu de ce dernier un droit d'accès temporaire ou permanent à sa propriété d'un quelconque de ses engagements au titre des présentes ;
- Dans le cas où l'AEV, par une de ses actions, entraverait de façon définitive ou prolongée (pour une durée supérieure à 6 mois) la réalisation des mesures à la charge de PLACOPLATRE.

En cas de résiliation par PLACOPLATRE, pour l'une des causes susvisées, aucune indemnité financière ne sera versée à l'AEV.

Cette notification relative à la résiliation de la convention devra, pour être valable, être transmise par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse de la partie défaillante.

En cas de contestations ou de litiges pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher, préalablement à tout recours, un accord amiable.

À défaut d'accord amiable constaté par l'une ou l'autre des parties à l'issue d'un délai de trois mois, pouvant être prorogé d'un commun accord entre les parties, tous les litiges afférents à la validité, l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront soumis au Tribunal de Grande Instance territorialement compétent.

La présente convention est régie par le droit français.

Annexes à la convention :

- *Annexe 1 : Note technique du plan de gestion (mise à jour en octobre 2019) – comprenant le tableau récapitulant pour chaque phase de 5 ans les actions prévues et l'estimation de coût.*
- *Annexe 2 : Arrêté préfectoral portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées.*
- *Annexe 3 : Liste des parcelles concernées par les mesures de gestion écologique de la carrière à ciel ouvert.*

Fait en deux exemplaires, à .....

Le.....

Pour PLACOPLATRE	**Pour L'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France**

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Placo
SAINT-GOBAIN

Carrière de Cormeilles-en-Parisis (95)

NOTE TECHNIQUE SUR LE PLAN DE GESTION ECOLOGIQUE ET FORESTIERE



Janvier 2017

NB : Pages 14 et 15 mises à jour en mars 2019

SAINT-GOBAIN

Placoplatre
Société Anonyme au capital de 10.000.000 € • RCS Nanterre 729 800 706 • APE 2362Z • N° identification intracommunautaire FR 95 729 800 706
Siège Social : 34 avenue Franklin Roosevelt • 92282 Suresnes Cedex • France • Tél 33 (0) 1 46 25 46 25 • Fax 33 (0) 1 41 38 08 08 •
www.placo.fr

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

1 – CONTEXTE

La présente note fait suite à la demande de dérogation à la législation sur les espèces protégées sollicitée par la société Placoplatre pour le renouvellement partiel à ciel ouvert et l'extension en souterrain de la carrière de Cormeilles-en-Parisis dans le Val d'Oise.

A la suite du passage en Commission « faune » du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN), le 18 janvier 2016, qui a donné un avis favorable « à cette demande de dérogation qui concerne essentiellement les batraciens remarquables : Alyte accoucheur et Crapaud calamite », cette note a pour objet de préciser les mesures proposées par la société Placoplatre permettant la mise en œuvre des conditions émises par la CNPN.

La définition des mesures de compensation et d'accompagnement proposées répondent à des objectifs précis de gestion et de conservation en faveur des espèces protégées concernées par le projet de Placoplatre en l'occurrence la remise en état de la carrière à ciel ouvert après exploitation qui est terminée.

Conformément à l'avis favorable du CNPN daté du 26 janvier 2016, il a été recommandé de :

- « passer un accord avec la Région Ile-de-France, propriétaire d'une large partie des Bois du Parisis par le biais d'une convention précisant le plan de gestion forestier favorable aux espèces cavernicoles (oiseaux et chiroptères) et préconisant l'aménagement de mares forestières à batraciens et amphibiens » sur le site de la forêt des buttes du Parisis,
- « réaliser un plan de gestion écologique des terrains avec travaux réalisés avant remise de la gestion à l'AEV » sur l'ancienne carrière à ciel ouvert.

Une première rencontre entre les directions de Placoplatre et de l'AEV a eu lieu le 29 mars 2016, suivie d'une visite de terrain avec l'agent technique de l'AEV responsable du site des Buttes du Parisis, l'expert écologique de Placoplatre et le responsable développement des Carrières de Placoplatre en avril 2016, d'une part pour présenter les engagements de Placoplatre en matière de mesures correctives pour la protection des espèces sur les terrains qui seront cédés à l'AEV, d'autre part pour évoquer les possibilités d'engagement de Placoplatre sur des mesures compensatoires complémentaires dans le massif forestier de la Butte de Cormeilles.

La présente note, à l'attention de l'AEV, a pour objectif de servir de support en vue de la définition de ce plan de gestion, et de constitution de la convention.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

2 – PLAN DE GESTION FORESTIERE FAVORABLE AUX ESPECES CAVERNICOLES

2a - Contexte

Le CNPN recommande qu'un accord soit passé entre PLACOPLATRE et la Région Ile de France et "*conventionner avec elle un Plan de gestion favorable aux espèces cavernicoles…*".

Certaines des espèces d'oiseaux cavernicoles ont été identifiées (pics, mésanges…) dans des anciens boisements.

La mesure en faveur des espèces cavernicoles peut être mise en place dans des boisements suffisamment anciens pour contenir des arbres dépérissant ou morts sur pied, pouvant faire l'objet de percement et avec déjà des cavités, favorables à l'accueil des espèces cavernicoles comme le Pic vert, le Pic épeiche…

Certains de ces espaces font déjà l'objet d'une action de préservation et la mesure semble efficace puisque les espèces suivantes y ont déjà été observées de passage (Pic noir) ou de nidification probable (Pic mar).

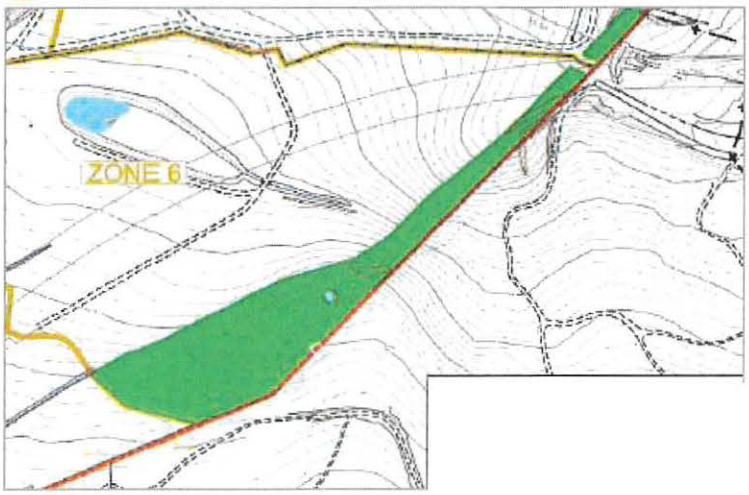
La mesure proposée ici concerne l'appendice du "Bois d'Hédoit", en zone n°6 de cession à l'AEV prévue en 2017.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

2b - Localisation



Localisation de l'appendice du Bois d'Hédoit, en zone n°6



C'est la partie inférieure des anciens boisements constituants la lisière de la zone 6 *, qui compte des arbres morts, dépérissants, crevassés, qui peut offrir des habitats à des chiroptères ou à des espèces d'oiseaux cavernicoles.

Elle représente 68 ares sur les 84 ares des anciens boisements.

** ces anciens boisements se situent dans la zone 6 qui a fait l'objet d'un PV de récolement de fin de travaux le 16 mars 2016 et qui doit faire l'objet d'une prochaine cession à l'AEV en début d'année 2017. Voir le planning de cession prévisionnel en annexe.*

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

2c - Mesure

Depuis 2004, le peuplement ancien, composé essentiellement de Frênes, de Robiniers, d'Erables et d'un sous étage de Sureaux, fait l'objet d'un entretien à la fois pour :

- sécuriser la parcelle riveraine de la partie du bois accessible au public (débitage des arbres en chablis),
- préserver l'état boisé de ce petit massif (élagage et coupe de formation des arbres dépérissant et limitation de l'envahissement par le lierre),
- favoriser la régénération naturelle (dégagement des semis naturels),
- développer un îlot de vieillissement.

Pour ce dernier cas, des arbres morts sur pieds ont été et seront maintenus soit parce qu'ils présentaient déjà des loges créées par des oiseaux cavicoles, soit parce qu'ils pouvaient constituer des supports favorables pour cette avifaune, pour le développement d'insectes xylophages ou comme refuge pour les chiroptères.





Des amas de bûches ont été constitués pour servir de gîte à des petits mammifères (Hérisson), ou de refuge à des reptiles et amphibiens (crapauds), pour devenir un support aux insectes xylophages…




La litière forestière a été maintenue et la strate herbacée a été dégagée pour laisser s'exprimer la biodiversité avec des lentilles ou massifs de Violette élevée, d'Epiaire des bois, de Sceau de Salomon, de Muguet… ou des tapis de Fétuque ovine sur les affleurements sablonneux.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

2d – Justifications de la compensation

Il s'agit d'une mesure compensatoire pour les raisons suivantes :

- des arbres morts sur pied ou dépérissant ont été préservés dans l'intention de participer à cet îlot de vieillissement, dépassant ainsi la simple mesure de remise en état de la carrière, et améliorant les mesures envisagées initialement par l'exploitant de la carrière dans les précédentes autorisations d'exploiter ;
- l'îlot proposé est adapté et opérationnel pour l'objectif envisagé puisque des espèces d'oiseaux cavernicoles y ont déjà été observées, avec régulièrement le Pic vert et le Pic épeiche, plus occasionnellement le Pic noir probablement seulement de passage, et plus récemment le Pic mar relevé comme nicheur probable. Ces deux dernières espèces étant inscrites à l'Annexe I de la Directive Oiseaux, la mesure déjà engagée apparaît donc pertinente et répondre aux demandes du CNPN.

Cette mesure est présentée au titre des mesures compensatoires en faveur de la préservation et de l'enrichissement de la biodiversité, et en particulier au titre d'une mesure favorable aux espèces cavernicoles. Elle fera bien l'objet d'une convention avec la Région à travers le Plan de gestion écologique qui accompagnera l'acte de cession de la zone n°6 à l'AEV.

L'ambiance boisée de cet espace, constatée il y a une dizaine d'année, a conduit à préserver la litière forestière et la state herbacée, et à maintenir des arbres sénescents voire morts pour les espèces cavernicoles. Des observations occasionnelles lors de l'engagement des travaux d'entretien ont constitué les premiers inventaires.

2e - Calendrier

Les actions d'entretien (débroussaillage, taille, coupe, organisation des habitats écologiques...) ont été renouvelées tous les trois ans environ depuis 2004, soit depuis plus de 10 ans.
Placoplatre propose de renouveler ces actions pour 10 années supplémentaires : en 2017, 2020, 2023 et 2026.

2f – Coût de la mesure

Le coût de la mesure est estimé à 3000 € tous les 3 ans jusque 2026, soit 12 000 € HT en tout (4 x 3000).

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

3 – PLAN DE GESTION PRECONISANT L'AMENAGEMENT DE MARE FORESTIERE A BATRACIENS ET AMPHIBIENS

3a – Contexte

Le CNPN recommande qu'un accord soit passé entre PLACOPLATRE et la Région Ile de France et "*conventionner avec elle un Plan de gestion… préconisant l'aménagement de mares forestières à batraciens et amphibiens*".

Lors de la visite sur terrain le 28 avril 2016, l'agent technique de l'AEV a proposé quatre sites sur lesquels la contribution de PLACOPLATRE pourrait être intégrée.

Le projet retenu (Aménagement d'une dépression humide au pied du chemin de corniche) apparait comme étant la mesure la plus appropriée car réalisable à court terme d'une part et permettant d'améliorer le maillage des mares sur le territoire d'autre part.

Le tableau suivant présente le contexte de l'aménagement proposé (aménagement d'une dépression humide à Franconville au pied du chemin de corniche), le cadre de la conception, les travaux, la concordance en tant que mesure compensatoire. PLACOPLATRE s'appuiera sur cette analyse pour orienter ses engagements sur cette mesure compensatoire supplémentaire.

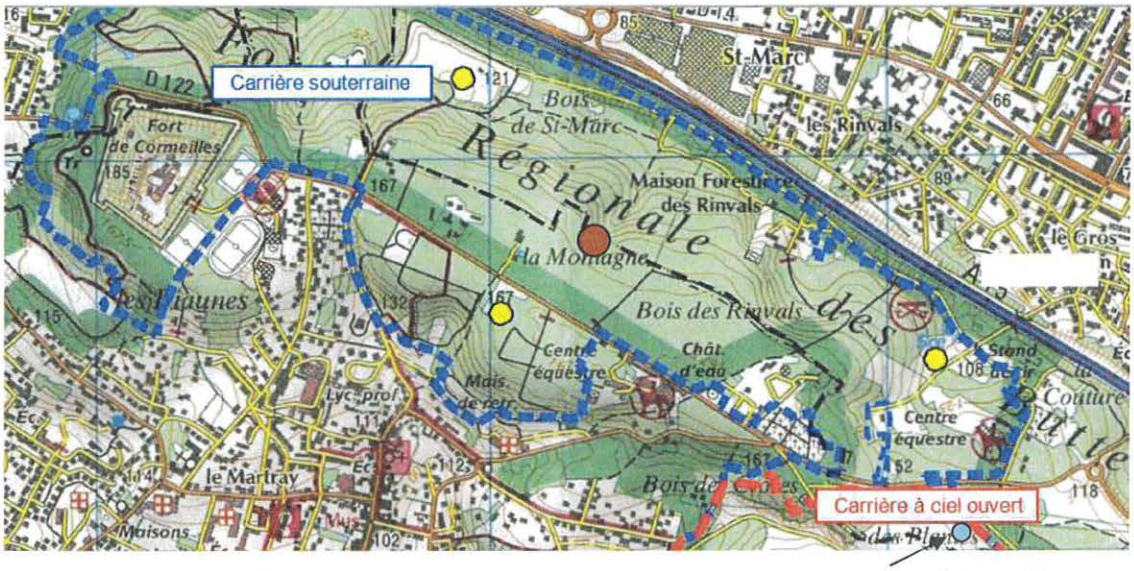
Aménagement proposé	**Aménagement d'une dépression humide**
Localisation	Franconville Chemin de corniche de la butte (voir les coordonnées au paragraphe 3.b)
Objectif AEV	Participer à la collecte des eaux de ruissellement d'un chemin aménagé récemment.
Connaissance préalable du contexte	Implantation topographique du chemin de corniche à fournir (données connues car réalisation récente AEV).
Conception des travaux	Conception simple. Il s'agit de deux dépressions côte à côte avec déversement de la surverse de la dépression « amont » dans la seconde. Définition de la surface afférente, modalités collecte et restitution, perméabilité des terrains. Analyse sol pour étanchéité.
Domaines de compétence (*)	Terrassement. Hydraulique. Intégration paysagère (forêt).
Complexité des travaux	Travaux simples. Nécessité d'un apport d'argile ou marne. Terrassement et aménagement
Intérêt – Efficacité Espèces protégées (autres intérêts)	Amphibiens.
Représentativité de la mesure envirt. (Autres intérêts)	Effet visible car en bordure du chemin de corniche, fréquenté par les promeneurs. Site nouveau qui maille le territoire.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Indépendance de l'action	Projet indépendant.
Avis Expert	Intéressant pour la biodiversité. Conception et réalisation simples dans le domaine des Buttes du Parisis Réalisation à court terme.
Illustration du site	

3b – Localisation

Les projets proposés par l'AEV sont situés sur la "Butte du Parisis" sur des terrains acquis par la Région Ile de France. Le projet retenu par Placoplatre est repéré en marron sur la carte ci-dessous.



Projet retenu par Placoplatre

Coordonnées Lambert 93 :
X 642 205 Y 6 876 194

Mares ou zones humides

Coordonnées Lambert 93 :
X 641 646 Y 6 876 580
X 642 001 Y 6 875 920
X 643 163 Y 6 875 851

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

3c - Mesure

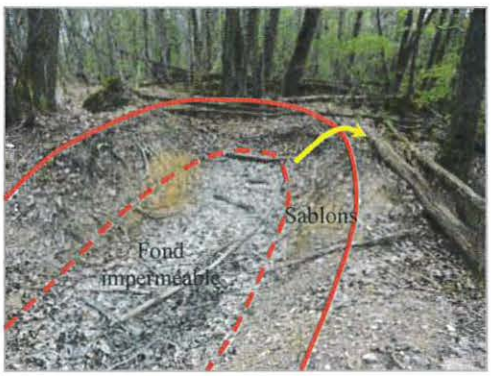
Les préconisations de création de cette dépression humide sont les suivantes :



Tenir compte de l'organisation des fossés de collecte et des surfaces d'alimentation pour dimensionner la dépression.



Adapter le mode d'alimentation de la dépression.



Terrassements nécessaires pour : Compartimenter la dépression pour créer une fosse de décantation et préserver une noue en eau favorable aux amphibiens. Constituer une étanchéité du fond de la noue.



Assurer l'intégration paysagère et écologique pour adapter ouvrage de décantation en mesure compensatoire écologique.
Conditions d'accès aisées mais aire de chantier restreinte et au bord d'un cheminement récemment aménagé.

Projet associé au cheminement du chemin de corniche

Les berges sablonneuses pourront être aménagées de façon à pouvoir accueillir les espèces d'amphibiens, notamment le Crapaud calamite et l'Alyte accoucheur, inventoriées sur la carrière.

Une fois la dépression humide créée, les mesures d'entretien seront les suivantes :

- stabilisation (premières années)
- dégagement des embâcles
- restauration du bief d'apport d'eau et de l'exutoire ou du trop-plein
- collecte des éventuels déchets

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

3d - Calendrier

La dépression humide sera créée en 2017.
Des actions d'entretien seront ensuite conduites tous les ans pendant 10 ans de 2018 à 2027, puis tous les 3 ans pendant les 20 années suivantes, c'est-à-dire en 2030, 2033, 2036, 2039, 2042 et 2045.

3e – Coût de la mesure

La création de la dépression humide aura un coût d'environ 15 000 € HT. Ce prix, défini par Octobre environnement, comprend le coût des travaux (y compris les aléas et dispositions générales du chantier) et de la maîtrise d'œuvre (conception, cahier des charges, suivi de chantier).

Un coût supplémentaire d'environ 1000 € HT est à prévoir pour les levés topographiques.

Le coût de forfait d'entretien est de 1000 € HT par campagne, ce qui représente 16 000 € HT sur les 30 ans (10 campagnes annuelles + 6 campagnes les 20 années suivantes).

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

4 – PLAN DE GESTION ECOLOGIQUE SUR LA CARRIERE A CIEL OUVERT

4a – Contexte et mesures

Le CNPN demande la réalisation d'un Plan de gestion écologique des terrains remis en état, avant cession à l'AEV.

PLACOPLATRE propose l'élaboration d'un Plan de gestion organisé comme suit :

- une présentation spécifique pour chacune des zones de cession à l'AEV puisque le document doit suivre les échéances de cession ;
- la description des travaux réalisés par l'exploitant de carrière (engazonnement, plantations, assainissement, mise en place de mesures environnementales, gestion différenciée...) ;
- l'indication des mesures de gestion que l'AEV devrait poursuivre pour préserver les habitats reconstitués et les espèces protégées installées, pérenniser les mesures engagées, notamment en ce qui concerne les habitats sablonneux de l'Alyte accoucheur et du Crapaud calamite ;
- l'affichage des espèces protégées identifiées au cours de la remise en état et des périodes d'entretien à travers le suivi écologique ;
- la cartographie des habitats particuliers comme les zones humides reconstituées pour les amphibiens annoncés dans la demande de Dérogation, ou les îlots boisés de vieillissement.

Placoplatre propose les principales actions de gestion écologique suivantes :

- la gestion des milieux favorables aux espèces :
    - Mares et zones humides : dégagement des embâcles et sédiments, restauration des ornières, noues et dépressions, faucardage, entretien des milieux associés, effarouchement lors des travaux
    - Milieux ouverts et semi-ouverts : fauche, effarouchement, débroussaillage, absence de pesticide
    - Boisements : Entretien général des plantations, effarouchement, préservation des arbres morts
    - L'entretien des abris sur les franges restaurées et des gites artificiels
- la capture et le déplacement éventuel d'individus pour favoriser la recolonisation des habitats reconstitués, si un échec de peuplement naturel est constaté
- le suivi écologique avec le bilan formalisé.

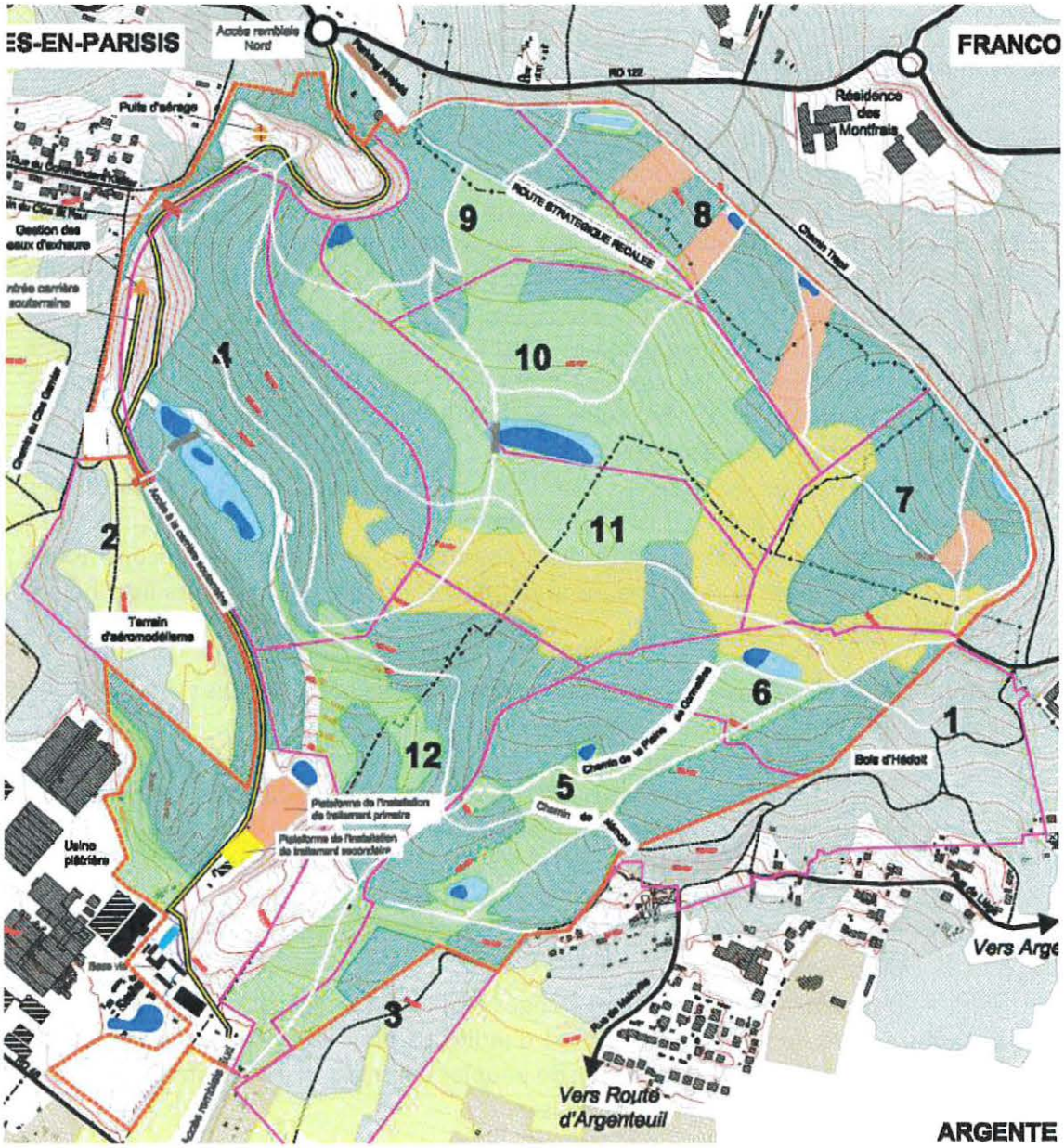
Les éléments constitutifs de ce Plan de gestion seront détaillés lors de réunion préalable à la cession administrative des terrains.

Une première étape de rédaction et de communication du Plan de gestion écologique sera réalisée avec la cession prochaine à l'AEV des zones n°6 et 7, avec un document portant à la fois sur les zones n°6 et 7 et intégrant également la zone n°5 puisque l'ouverture au public est annoncée prochainement.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

4b – Localisation

Le plan suivant permet de repérer les habitats qui sont reconstitués pour chaque zone de cession à l'AEV (délimité en rose).



Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Périmètre de renouvellement partiel à ciel ouvert

Topographie en fin de phase

Courbe de niveau projetée (1 mètre)

Courbe maîtresse projetée (5mètres)

Trames végétales

Boisement continu

Plantation mixte paysage semi-ouvert

Prairie ouverte sur relief

Prairie ouverte sur replat

Effet de clairière enherbée

Bassin de régulation hydraulique

Zone humide

Chemins et équipements

Route / chemin existant

Chemin primaire / secondaire créé

Route stratégique recalée (piéton)

Accès remblais + piste d'exploitation

Passerelle

Caillebotis

Accès piéton

Point de vue

4c – Coût

Il est proposé que l'AEV intervienne en tant qu'opérateur de compensation, dans le cadre d'une convention qui sera établie entre l'AEV et Placoplatre.
Le tableau de la page suivante présente par période les coûts prévisionnels pour l'AEV.

4d – Calendrier

Le tableau présenté ensuite est le calendrier indiquant pour chaque espèce les périodes de suivi (première et dernière lignes), et les zones de remise en état concernée (2e ligne).

Code tâche BE	Type de prestation bureau d'études (BE)	Code article	Intitulé	Fréquence estimée	Unité	Prix unitaire HT	Quantités AEV	Prix HT	Prix TTC	montant HT par année - 1ère phase de la convention							
										2020	2021 (à réviser)	2022 (à réviser)	2023 (à réviser)	2024 (à réviser)	2025 (à réviser)	2026 (à réviser)	2027 (à réviser)
1. TERRASSEMENT																	
1.1	Scalpage des milieux steppiques sablo-graveleux	B-1-23	Etrépage avec exportation des produits de déblais, selon les prescriptions du CCTP.	-	M3	104 €	50	5 193 €	6 231 €	0	0	0	0	0	0	0	0
1.2	Restauration ornières, noues, dépressions	G-3-10	Mise à disposition d'une pelle à chenille de moins de 20 tonnes, selon les prescriptions du CCTP	1 fois tous les 3 ans	J	1 028 €	1	1 028 €	1 234 €	1 028 €			1 028 €			1 028 €	
1.3	Extraction des sédiments et vases des bassins et marais	B-1-23	Etrépage avec exportation des produits de déblais, selon les prescriptions du CCTP.	1 fois tous les 6 ans	M3	104 €	25	2 596 €	3 116 €	2 596 €						2 596 €	
1.4	Reconstituion de sol meubles	G-3-10	Mise à disposition d'une pelle à chenille de moins de 20 tonnes, selon les prescriptions du CCTP	1 fois tous les 3 ans	J	1 028 €	1	1 028 €	1 234 €	1 028 €			1 028 €			1 028 €	
							Coût total :	9 845 €	11 814 €	**4 652 €**	**0 €**	**0 €**	**2 056 €**	**0 €**	**0 €**	**4 652 €**	**0 €**
2. GESTION DE LA VEGETATION																	
2.1	Coupe, éclaircissement ligneux	F-5-2	Abattage de 10 arbustes de diamètre inférieur ou égal à 10 cm à 1,30 m du sol	1 fois tous les 5 ans	F	42 €	1	42 €	50 €	42 €					42 €		
2.1	Coupe, éclaircissement ligneux	F-5-3	Abattage d'arbre à partir du sol de diamètre strictement supérieur à 10 cm et inférieur ou égal à 30 cm à 1,30 m du sol	1 fois tous les 5 ans	U	16 €	10	157 €	189 €	157 €					157 €		
2.1	Coupe, éclaircissement ligneux	F-5-4	Abattage d'arbre à partir du sol de diamètre strictement supérieur à 30 cm et inférieur ou égal à 60 cm à 1,30 m du sol	1 fois tous les 5 ans	U	57 €	10	566 €	680 €	566 €					566 €		
2.2	Débroussaillage	E-1-1	Débroussaillage de végétation herbacée et ligneuse	1 fois tous les 5 ans	F	1 521 €	1	1 521 €	1 825 €	1 521 €					1 521 €		
2.3	Fauche avec exportation	E-2-6	Fauche de végétation herbacée ou ligneuse	1 fois tous les 3 ans	Ha	629 €	1	629 €	755 €	629 €			629 €			629 €	
2.3	Fauche avec exportation	E-5-8	Ramassage et évacuation des produits de fauche	1 fois tous les 3 ans	Ha	1 206 €	1	1 206 €	1 448 €	1 206 €			1 206 €			1 206 €	
2.4	Fauche précoce et tardive	E-2-6	Fauche de végétation herbacée ou ligneuse	annuel	Ha	629 €	1	629 €	755 €	629 €	629 €	629 €	629 €	629 €	629 €	629 €	629 €
2.5	Faucardage	E-2-7	Faucardage de végétation herbacée ou ligneuse de l'année en bord de pièce d'eau, selon les prescriptions du CCTP.	1 fois tous les 6 ans	M2	1 €	800	1 056 €	1 267 €	1 056 €						1 056 €	
2.5	Faucardage	D-3-1	Ramassage et évacuation de dépôts de végétaux et de bois	1 fois tous les 6 ans	M3	43 €	15	645 €	774 €	645 €						645 €	
							Coût total :	6 453 €	7 744 €	**6 451 €**	**629 €**	**629 €**	**2 464 €**	**629 €**	**2 915 €**	**4 165 €**	**629 €**
3. AMENAGEMENT D'HABITAT																	
3.1	Mis en tas de buches	F-7-17	Façonnage des bois et mise en pile de bois façonné	1 fois tous les 3 ans	M3	59 €	10	587 €	705 €	587 €			587 €			587 €	
3.2	Mise en andain branchages	G-5-2	Mise à disposition d'un ouvrier qualifié, comprenant le véhicule de transport et le petit outillage manuel ou électrique, en heures normales	1 fois tous les 3 ans	DJ	367 €	2	734 €	881 €	734 €			734 €			734 €	
3.3	Mise en andain des feuilles et des produits de fauches	G-5-2	Mise à disposition d'un ouvrier qualifié, comprenant le véhicule de transport et le petit outillage manuel ou électrique, en heures normales	1 fois tous les 3 ans	DJ	367 €	2	734 €	881 €	734 €			734 €			734 €	
3.4	Restauration pierrés et tas de cailloux	G-3-11	Mise à disposition d'un dumper de moins de 2 tonnes de charge utile, selon les prescriptions du CCTP	1 fois tous les 5 ans	J	629 €	1	629 €	755 €	629 €					629 €		
3.4	Restauration pierrés et tas de cailloux	G-5-2	Mise à disposition d'un ouvrier qualifié, comprenant le véhicule de transport et le petit outillage manuel ou électrique, en heures normales	1 fois tous les 5 ans	DJ	367 €	1	367 €	441 €	367 €					367 €		
3.5	Gestion des autres gîtes artificiels	G-5-2	Mise à disposition d'un ouvrier qualifié, comprenant le véhicule de transport et le petit outillage manuel ou électrique, en heures normales	1 fois tous les 5 ans	DJ	367 €	1	367 €	441 €	367 €					367 €		
							Coût total :	3 420 €	4 104 €	**3 418 €**	**0 €**	**0 €**	**2 055 €**	**0 €**	**1 363 €**	**2 055 €**	**0 €**

Page modifiée en janvier 2020

4. PRINCIPE DE PRECAUTION																		
4.1	Adaptation de la gestion en raison de l'absence d'usage de pesticides	G-5-2	Mise à disposition d'un ouvrier qualifié, comprenant le véhicule de transport et le petit outillage manuel ou électrique, en heures normales	annuel	DJ	367 €	2	734 €	881 €	734 €	734 €	734 €	734 €	734 €	734 €	734 €	734 €
4.2	Effarouchement préalable avant intervention	G-5-2	Mise à disposition d'un ouvrier qualifié, comprenant le véhicule de transport et le petit outillage manuel ou électrique, en heures normales	annuel	DJ	367 €	2	734 €	881 €	734 €	734 €	734 €	734 €	734 €	734 €	734 €	734 €
4.3	Maintien des arbres morts et soins apportés	G-5-2	Mise à disposition d'un ouvrier qualifié, comprenant le véhicule de transport et le petit outillage manuel ou électrique, en heures normales	1 fois tous les 3 ans	DJ	367 €	2	734 €	881 €	734 €			734 €			734 €	
							Coût total :	2 203 €	2 643 €	**2 202 €**	**1 468 €**	**1 468 €**	**2 202 €**	**1 468 €**	**1 468 €**	**2 202 €**	**1 468 €**
5. DIVERS PRESTATIONS																		
5.1	Collecte des déchets de chantier	D-1-1	Ramassage et évacuation de déchets épars	annuel	Ha	472 €	1	472 €	566 €	472 €	472 €	472 €	472 €	472 €	472 €	472 €	472 €
							Coût total :	472 €	566 €	**472 €**	**472 €**	**472 €**	**472 €**	**472 €**	**472 €**	**472 €**	**472 €**
6. ENCADREMENT																		
6.1	Programmation et suivis de chantier		***Lancement et pilotage des chantiers de gestion (selon délibération AEV du 3 jlt 2018) A ne compter que en 2020.***		DJ	420 €	4	1 678 €	1 678 €	1 678 €	1 678 €	1 678 €	1 678 €	1 678 €	1 678 €	1 678 €	1 678 €
6.2	Coordination technique durant le chantier		rapportage annuel (selon délibération AEV du 3 jlt 2018)	annuel	DJ	420 €	1	420 €	420 €	420 €	420 €	420 €	420 €	420 €	420 €	420 €	420 €
							Coût total :	2 098 €	2 098 €	**2 098 €**	**2 098 €**	**2 098 €**	**2 098 €**	**2 098 €**	**2 098 €**	**2 098 €**	**2 098 €**
ENTRETIEN DES ABORDS DE LA MARE RESTAUREE																		
	débroussaillage avec export d'une couronne d'environ 500 m² autour de la mare	E-1-1 E-5-4	Débroussaillage de végétation herbacée et ligneuse Ramassage en milieu portant et évacuation vers une plateforme de traitement de produits de broyage et débroussaillage	annuel	ha	2 623 €	0.05	131 €	157 €	131 €	131 €	131 €	131 €	131 €	131 €	131 €	131 €
							coût total	131 €	157 €	**131 €**	**131 €**	**131 €**	**131 €**	**131 €**	**131 €**	**131 €**	**131 €**
								Coût annuel HT		19 424 €	4 798 €	4 798 €	11 478 €	4 798 €	8 447 €	15 775 €	4 798 €

Page modifiée en janvier 2020

Phases d'exploitation Période (années)	Etat initial 2010-2015	1 2016-2020	2 2021-2025	3 2026-2030	4 2031-2035	4 2036-2040	6 2041-2045	Remise en état final
n° de zone remise en état	7	8a	8b	9	10	11+12	-	

Crapaud calamite	Incidence Perturbation par…	Entretien bassins techniques Circulation	Entretien Circulation	Remblt. fond exploit.	Entretien bassins techniques Mortalité lors des déplacements par circulation		Remblaimt bassin bord exploitation	Aucune			Habitats concernés cédés à l'AEV	Sans objet
	Evitemt.	Maintien bassins techniques	Maintien bassins techniques	-	Maintien bassin technique		-	Sans objet				
	Réduction	Adaptation saisonnièère intervention	Adaptation saisonnièère intervention	Adapt. saison. Tx.	Adptation saisonnièère intervention		Adapt. saison. Tx.	Sans objet				
		Effarouchement par fractiont Tx.	Effarouchement par fractionnement des travaux					Sans objet				
	Compenst.	Restauration habitat zone n°8a	Restauration habitat zone n°8b		Entretien habitats reconstitués avant cession		Déplacemt. population si nécessaire	Entretien habitats reconstitués avant cession				
	Suivi	Inventaire initial	Contrôle avant, pendant, après travaux					1 fois tous les 3 ans (site de reproduction)				

Alyte accoucheur	Incidence Perturbation par…	Circulation Assèchement ornières	Mortalité lors des déplacements par circulation Assèchement ornières			Comblemt. talus remblais	Mortalité lors des déplacements par circulation	Comblemt. talus remblais	Aucune		Habitats concernés cédés à l'AEV	Sans objet
	Evitemt.	Maintien talus avec caches + dépressions	Maintien talus avec caches + dépressions			-	Maintien talus avec caches + dépressions	-	Sans objet			
	Réduction	Absence circulation nocturne	Absence circulation nocturne			Adapt. saison. Tx.	Absence circulation nocturne	Adapt. saison. Tx.	Sans objet			
						Effaroucht. fractiont. Tx.		Effaroucht. fractiont. Tx.				
	Compenst.	Restauration habitat zone n°8a	Restauration habitat zone n°8b		Entretien des habitats reconstitués avant cession	Déplacemt. population si nécessaire	Entretien habitats avant cession	Déplacemt. population si nécessaire	Entretien			
	Suivi	Inventaire initial	Contrôle avant, pendant, après travaux				1 fois tous les 3 ans (site de reproduction)					

Abréviations

Evitemt. = Evitement, Compenst. = Compensation, Suivi = Suivi écologique, Défricht. = Défrichement, Terrassemt. = Terrassement, Tx. = Travaux
Adaptat. = Adaptation, Saison. = Saisonnière, Effaroucht. = Effarouchement, Déplacemt. = Déplacement, Aménagt. = Aménagement

Phases d'exploitation Période (années)	Etat initial 2010-2015	1 2016-2020	2 2021-2025	3 2026-2030	4 2031-2035	4 2036-2040	6 2041-2045	Remise en état final
n° de zone remise en état	7	8a	8b	9	10	11+12	-	

Crapaud commun (zone n°4)	Incidence Perturbation par…	Aucune	Tx terrasst. bassin n°4	Mortalité lors du franchissement par circulation sur voie accès tunnel et piste accès concassage			Proximité remise en état piste	Mortalité lors du franchissement par circulation sur voie de liaison accès tunnel (usine plâtrière - carrière souterraine)				Remblais voie liaison
	Evitemt.	Sans objet	Absence vidange et Tx. dans bassin	-			-	-				sans objet
	Réduction		Adaptation saisonnière des Tx. Effaroucht. par fractionnement Tx.	Absence circulation nocturne			Adapt. saison. Tx. Effaroucht. fractiont. Tx.	Absence circulation nocturne				Adapt. saison. Tx. Effaroucht. fractiont. Tx.
	Compenst.	Aménagt. Bassins 7+ 8E	Aménagement bassin 4 diversification zones humides	Entretien habitats	Aménagt. noue 8W	Entretien habitats	Aménagt. bassin 9	Entretien habitats	Aménagt. bassin 10	Entretien habitats reconstitués	Habitats cédés AEV	Aménagt. dépressions
	Suivi	Inventaire initial	Contrôle avant, pendant, après Tx.	1 fois tous les 3 ans (sites reproduction) Annuel (axes passages périodes pré et post nuptiales)							Annuel (axes passages)	Contôle

Crapaud commun (zone n°12)	Incidence Perturbation par…	Mortalité lors du franchissement par circulation	Mortalité lors du franchissement par circulation sur piste carrière							Comblemt. bassin par remblais	Aucune	Habitats concernés cédés à l'AEV	Sans objet
	Evitemt.	-	-							-	Sans objet		
	Réduction	Absence circulation nocturne	Absence circulation nocturne							Adapt. saison. Tx. Effaroucht. fractiont. Tx.	Sans objet		
	Compenst.	Aménagt. Bassins 7+ 8E	Aménagt. bassin 8W	Entretien habitats reconstitués	Aménagt. noue 8W	Entretien habitats	Aménagt. bassin 9	Entretien habitats	Aménagt. bassin 10	Entretien habitats reconstitués			
	Suivi	Inventaire initial	Contrôle avant, pendant, après Tx.	1 fois tous les 3 ans (sites reproduction) Annuel (axes passages périodes pré et post nuptiales)									

Grenouille rieuse	Incidences	Circulation piste carrière	Mortalité lors du franchissement par circulation sur piste carrière		Comblemt. bassin	Aucune	Habitats concernés cédés à l'AEV	Sans objet
	Mesures Suivi	Idem Crapaud commun	Espèce "généraliste" pouvant prospecter toutes les dépressions en eau et bassins. Mêmes mesures que pour Crapaud commun					

Phases d'exploitation Période (années)	Etat initial 2010-2015	1 2016-2020	2 2021-2025	3 2026-2030	4 2031-2035	4 2036-2040	6 2041-2045	Remise en état final
n° de zone remise en état	7	8a	8b	9	10	11+12	-	

Triton palmé	Incidence Perturbation par…	Aucune	Proximité Tx terrasst.	Mortalité lors du franchissement par circulation sur voie de liaision accès tunnel (RD122 - carrière souterraine)									Proximité Tx terrasst.
	Evitemt.	Sans objet	Pas emprise sur site reproduction	Pas de voie d'accès au pied du site de reproduction									Pas emprise sur site reproduction
	Réduction		Adaptation saison. Tx.	Pas de circulation nocturne									Adapt. saison. Tx.
	Compenst.	Confortement dépression humide	Aménagt. bassin 8W	Entretien habitats reconstitués		Aménagt. noue 8W	Entretien habitats	Aménagt. bassin 9	Entretien habitats	Aménagt. bassin 10	Entretien habitats reconstitués		Aménagt. dépressions
	Suivi	Inventaire initial	Contrôle avant, pendant, après Tx.	1 fois tous les 3 ans (sites reproduction)									Contôle

Triton pontué (zone n°4)	Incidence Perturbation par…	Aucune	Tx terrasst. bassin n°4	Mortalité lors du franchissement par circulation piste accès concassage			Proximité remise en état piste	Aucune				Habitats concernés cédés à l'AEV	Sans objet
	Evitemt.	Sans objet	Absence vidange et Tx. dans bassin	-			-	Sans objet					
	Réduction		Adaptation saisonnière des Tx.	Absence circulation nocturne			Adapt. saison. Tx.						
			Effaroucht. par fractionnement Tx.				Effaroucht. fractiont. Tx.						
	Compenst.	Confortement dépression humide	Aménagement bassin 4 diversification zones humides	Entretien habitats	Aménagt. noue 8W	Entretien habitats	Aménagt. bassin 9	Entretien habitats	Aménagt. bassin 10	Entretien habitats reconstitués			
	Suivi	Inventaire initial	Contrôle avant, pendant, après Tx.	1 fois tous les 3 ans (sites reproduction)									

Phases d'exploitation Période (années)	Etat initial 2010-2015	1 2016-2020	2 2021-2025	3 2026-2030	4 2031-2035	4 2036-2040	6 2041-2045	Remise en état final
n° de zone remise en état	7	8a	8b	9	10	11+12	-	

Couleuvre à colier	Incidence Perturbation par…	Aucune	Proximité Tx terrasst. (tunnel + bassin 4)	Dérangement par proximité circulation sur voie de liaision accès tunnel (usine plâtrière - carrière souterraine)				Proximité Tx terrasst.
	Evitemt.	Sans objet	Emprise dans carrière Milieux ext. préservés	Circulation dans carrière, milieux naturels externes préservés				Sans objet
	Réduction		Adaptation saison. Tx.	Circulation modérée				Adapt. saison. Tx.
			Effaroucht. fractiont. Tx.	Site de la descenderie inhospitalier pour la petite faune				Effaroucht. fractiont. Tx.
	Compenst.	Restauration habitat identique (bassin + prairie)	Diversification zones humides bassin 4	Aménagement bassins, dépressions humides, prairies... Entretiien habitats avant cession AEV			Habitats cédés à l'AEV	Aménagt. dépressions
	Suivi	Inventaire initial	1 fois tous les 3 ans					Contôle

Lézard des murailles	Incidence Perturbation par…	Terrassement zone n°8a	Terrassement zone n°8	Aucune	Terrasst. zone 12	Habitats concernés cédés à l'AEV	Sans objet
	Evitemt.	Maintien talus sablonneux	Maintien talus sablonneux	Sans objet	-		
	Réduction	Adaptation saisonnièère intervention	Adaptation saisonnièère intervention		Adapt saison. Tx.		
		Effarouchement par fractiont Tx.	Effarouchement par fractiont. Tx.		Effaroucht. fractiont. Tx.		
	Compenst.	Restauration habitat identique	Maintien et restauration talus et placages sablonneux ensoleilés	Entretien des habitats reconstitués avant cession	Entretien habitats		
	Suivi	Inventaire initial	Contrôle avant, pendant, après travaux	1 fois tous les 3 ans			

Phases d'exploitation Période (années)	Etat initial 2010-2015	1 2016-2020	2 2021-2025	3 2026-2030	4 2031-2035	4 2036-2040	6 2041-2045	Remise en état final
zone remise en état	7	8a	8b	9	10	11+12	-	

Hérisson d'Europe	Incidence Perturbation par…	Aucune	Proximité défricht.+ terrasst.	Dérangement par proximité circulation sur voie de liaision accès tunnel (usine plâtrière - carrière souterraine)		Proximité Tx terrasst.
	Evitemt.	Sans objet	Emprise dans carrière	Circulation dans carrière, milieux naturels externes préservés		Sans objet
	Réduction		Adaptation saison. Tx.	Circulation modérée Pas de circulation nocturne		Adapt. saison. Tx.
			Effaroucht. fractiont. Tx.	Site de la descenderie inhospitalier pour la petite faune		Effaroucht. fractiont. Tx.
	Compenst.	Restauration habitat identique (prairie+ bosquet)	-	Poursuite de la remise en état avec prairies, bosquets, fossés... Entretiien habitats avant cession AEV	Habitats cédés à l'AEV	Remise en état
	Suivi	Inventaire initial	1 fois tous les 3 ans			Contrôle

Hibou moyen duc	Incidence Perturbation par…	Aucune	Proximité défricht.+ terrasst.	Emergence sonore du site de la descenderie (circulation) Dérangement par proximité circulation voie de liaision accès tunnel (usine plâtrière - carrière souterraine)		Proximité Tx terrasst.
	Evitemt.	Sans objet	Pas emprise sur site nidification	Pas de circulation au pied du site de nidification		Sans objet
	Réduction		Adaptation saison. Tx.	Circulation modérée Pas de circulation noctrne		Adapt. saison. Tx.
			Effaroucht. fractiont. Tx.	Physionomie encaissée de la descenderie et merlon de protection acoustique pour limiter les émergences sonores des activités liées à la circulation dans l'accès au tunnel.		Effaroucht. fractiont. Tx.
	Compenst.	Plantations variées en carrière + prairies (chasse)	-	Poursuite de la remise en état avec prairies, bosquets, plantations adaptées... Entretiien habitats avant cession AEV	Habitats cédés à l'AEV	Remise en état
	Suivi	Inventaire initial	1 fois tous les 3 ans			Contrôle

Phases d'exploitation Période (années)	Etat initial 2010-2015	1 2016-2020	2 2021-2025	3 2026-2030	4 2031-2035	4 2036-2040	6 2041-2045	Remise en état final
n° de zone remise en état	7	8a	8b	9	10	11+12	-	

	Incidence Perturbation par…							
Buse variable **Bouvreuil pivoine** **Linotte mélodieuse**	Evitemt.	Sans objet	Hors site nidification Buse	Sans objet	Hors site nidification Buse	Sans objet		Sans objet
	Réduction		Adaptation saison. Tx.		Adapt. saison Tx			Adapt. saison. Tx.
			Effaroucht. fractiont. Tx.		Effaroucht. fraction Tx			Effaroucht. fractiont. Tx.
	Compenst.	Plantations variées en carrière + prairies (chasse)	-	Poursuite de la remise en état avec prairies, bosquets, plantations adaptées (fruits)... Entretiien habitats avant cession AEV			Habitats cédés à l'AEV	Remise en état
	Suivi	Inventaire initial	1 fois tous les 3 ans					Contrôle

	Incidence Perturbation par…				
Tarier pâtre **Bergeron--nette printanière** **Bruant jaune**	Evitemt.	Sans objet	Sans objet	-	Habitats concernés cédés à l'AEV	Sans objet
	Réduction			Adaptation saisonnière Tx.		
				Effarouchement fractionnement Tx.		
	Compenst.	Remise en état + bosquets + friches + prairies	Poursuite de la remise en état avec pelouses, prairies, bosquets, plantations adaptées... Entretiien habitats avant cession AEV			
	Suivi	Inventaire initial	1 fois tous les 3 ans			

Abréviations

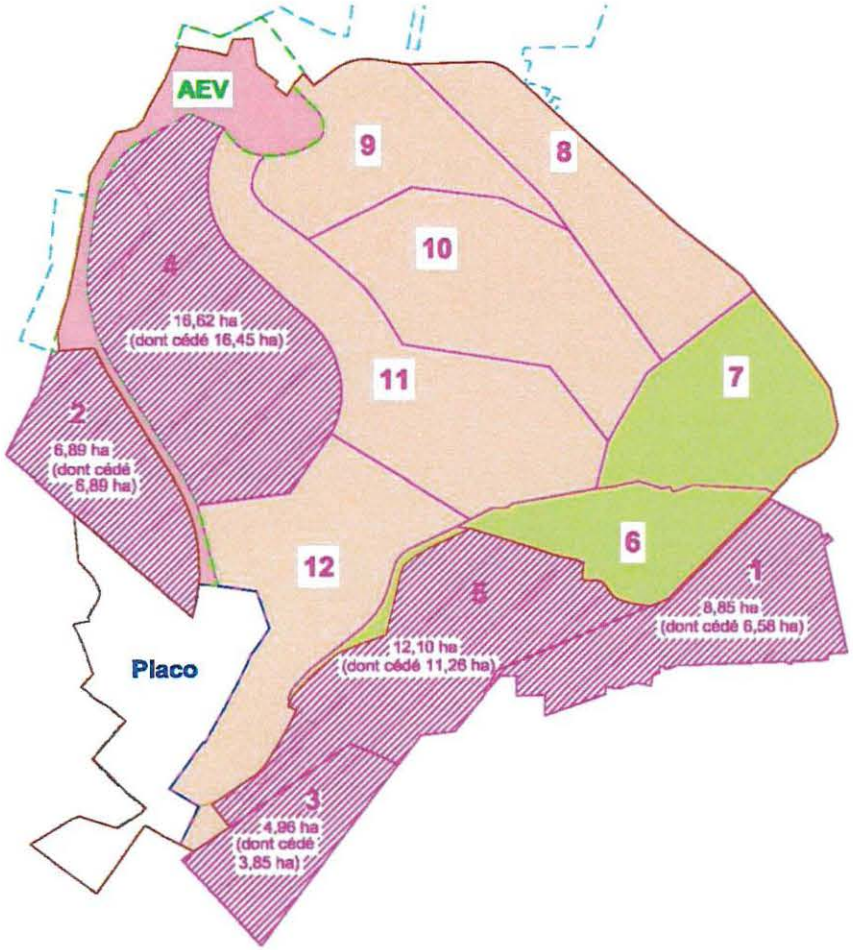
Evitemt. = Evitement, Compenst. = Compensation, Suivi = Suivi écologique, Défricht. = Défrichement, Terrassemt. = Terrassement, Tx. = Travaux
Adaptat. = Adaptation, Saison. = Saisonnière, Effaroucht. = Effarouchement, Déplacemt. = Déplacement, Aménagt. = Aménagement

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe :

Planning de cession prévisionnel

Planning de cession prévisionnel



Zone de cession	Surface Placoplatre concernée (ha)	Surface Placoplatre concernée cumul (ha)	Échéance de la cession
zone 1	6,58	6,58	1993
zone 2	6,89	13,47	1993
zone 3	3,85	17,32	1996
zone 4	16,45	33,77	2000*
zone 5	11,26	45,03	2009
zone 6	6	51,03	2017
zone 7	2,2	53,23	2017
zone 8	6,6	59,83	2028**
zone 9	6,9	66,73	2034**
zone 10	11,8	78,53	2038**
zone 11	12,9	91,43	2039**
zone 12	11,8	103,23	2040**
zone AEV	5,1	108,33	après la fin d'exploitation en souterrain

* cession usufruit en 2030

** fin de remblayage + 3 ans

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET du Val d'Oise

Direction régionale et interdépartementale

de l'environnement et de l'énergie

ARRÊTÉ n° 2017-DRIEE-037

Portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées, dans le cadre du renouvellement partiel de la carrière de gypse à ciel ouvert et d'extension en souterrain sous la butte de Cormeilles

Le Préfet du Val d'Oise,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1, L.411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14 ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu les arrêtés d'autorisation d'exploiter n°13462 du 2 août 2016 portant autorisation d'exploiter une carrière souterraine sous talus, Société PLACOPLATRE, à Cormeilles-en-Parisis et Franconville, n°13648 du 14 novembre 2016 portant autorisation de poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert, d'exploiter des installations de traitement, de transit de produits minéraux et de stockage des stériles d'extraction non inertes et non dangereux et modifiant les conditions de réaménagement de

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

cette carrière, Société PLACOPLATRE, à Cormeilles-en-Parisis et n°13856 du 3 février 2017 portant autorisation d'exploiter un carrière souterraine et une installation de concassage primaire, Société PLACOPLATRE, à Cormeilles-en-Parisis, Franconville et Montigny-les-Cormeilles ;

Vu la demande de dérogation au régime de protection des espèces datée du 24 juillet 2015 et le dossier joint à cette demande daté de juillet 2015 établis par la société PLACOPLATRE représentée par Hervé de MAISTRE, directeur général ;

Vu les avis du Conseil National de la Protection de la Nature, datés du 09 octobre 2015 et du 26 janvier 2016, portant sur la faune protégée ;

Vu l'absence de remarques du public lors de la consultation menée du 12 octobre au 2 novembre 2015 inclus via le site Internet de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France ;

Vu les éléments de réponse apportés par la société PLACOPLATRE en date du 18 août 2016 ;

Considérant que pour la faune protégée, la demande de dérogation porte sur la capture de spécimens et le transport en vue de les relâcher dans la nature, de Crapaud calamite, Alyte accoucheur et Crapaud commun, ainsi que sur la destruction, l'altération et la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos de Crapaud calamite, Alyte accoucheur, Hérisson d'Europe, Lézard des murailles, Couleuvre à collier et 8 espèces d'oiseaux ;

Considérant que la demande porte également sur la destruction, altération, dégradation de l'Orvet fragile et de 5 espèces d'amphibiens, mais dont l'habitat n'est pas réglementairement protégé ;

Considérant que le renouvellement partiel de la carrière de gypse à ciel ouvert et d'extension en souterrain sous la butte de Cormeilles vise à remettre en état la carrière existante ainsi qu'à poursuivre l'extraction du gypse sur le site de Cormeilles-en-Parisis, ressource essentielle pour la fabrication du plâtre et qu'il relève donc d'une raison d'intérêt public majeur ;

Considérant qu'il n'existe pas de solution alternative satisfaisante au sens de l'article L.411-2 du code de l'environnement, du fait de la localisation du gisement de gypse et de la carrière actuelle et du parti retenu d'une exploitation en souterrain ;

Considérant les mesures proposées dans le dossier joint à la demande de dérogation, en particulier la re-création d'habitats pour les espèces impactées ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir que le projet ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées par la demande dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant que le Conseil National de la Protection de la Nature a rendu un avis défavorable puis un avis favorable sous réserve, auxquels la société PLACOPLATRE a apporté des éléments de réponse satisfaisants ;

Considérant l'accord de principe de l'AEV en date du 30 mars 2017 ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

ARRETE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Article 1 : Bénéficiaire de la dérogation

La société PLACOPLATRE, 34 avenue Franklin Roosevelt, 92282 Suresnes, représentée par son directeur général Hervé de MAISTRE, est bénéficiaire de la dérogation définie à l'article 2 ci-dessous et est dénommée ci-après "le bénéficiaire".

Article 2 : Objet de la dérogation

Le bénéficiaire est autorisé à déroger à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées dans le cadre du renouvellement partiel de la carrière de gypse à ciel ouvert et de l'extension en souterrain sous la butte de Cormeilles sur les communes de Cormeilles-en-Parisis, Argenteuil, Franconville et Montigny-lès-Cormeilles.

La dérogation porte sur :

- la capture de spécimens et le transport en vue de les relâcher dans la nature, de *Bufo calamita* (Crapaud calamite), de *Alytes obstetricans* (Alyte accoucheur) et *Bufo bufo* (Crapaud commun) ;

- la destruction, l'altération, la dégradation des sites de reproduction, ou d'aires de repos des espèces protégées suivantes :

Bufo calamita	Crapaud calamite
Alytes obstetricans	Alyte accoucheur
Erinaceus europaeus	Hérisson d'Europe
Podarcis muralis	Lézard des murailles
Natrix natrix	Couleuvre à collier
Asio otus	Hibou moyen duc
Buteo buteo	Buse variable
Dendrocopos minor	Pic épeichette
Pyrrhula pyrrhula	Bouvreuil pivoine
Carduelis cannabina	Linotte mélodieuse
Emberiza citrinella	Bruant jaune
Motacilla flava	Bergeronnette printanière
Saxicola rubicola	Tarier pâtre

La dérogation est valable jusqu'au 31 décembre 2046 et uniquement sous réserve de la mise en œuvre par le bénéficiaire des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 3 : Caractéristiques et localisation

Le projet consiste en un renouvellement partiel de l'autorisation actuelle d'exploitation à ciel ouvert de la carrière de gypse, dont l'activité principale deviendra la finalisation de la remise en état du site sur 86ha et en une extension de l'exploitation en souterrain sous la butte de Cormeilles, sur 160ha sur les communes de Cormeilles-en-Parisis, Argenteuil, Franconville et Montigny-lès-Cormeilles.

Les impacts concernent la destruction des habitats d'amphibiens et de reptiles, en fond de carrière à ciel ouvert, du fait de la remise en état du site ainsi que la dégradation et l'altération de sites de reproduction et d'aires de repos du hérisson d'Europe et 8 espèces protégées d'oiseaux du fait du

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

défrichement prévu.

Article 4 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celle relative aux espèces protégées.

Article 5 : Mesures d'évitement et de réduction des impacts :

Les différentes mesures d'évitement et de réduction concernent principalement la remise en état de la carrière à ciel ouvert et sont mises en œuvre au fur et à mesure, au cours de cinq phases. La localisation et la temporalité à respecter pour les mesures sont traduites dans la cartographie par phases, avec des codes par mesure, présentée en annexe I.

Deux mesures concernent l'activité habituelle de la carrière :

- l'exploitation nocturne est proscrite sur tout le site ;
- en période de migration des amphibiens (Crapaud commun), soit entre mi-février et fin mars, une signalisation pour la réduction de la vitesse des engins est mise en place (mesure G).

Dès lors que des travaux sont nécessaires sur des espaces favorables aux espèces pour le remblaiement, le défrichement, ou l'entretien annuel, un certain nombre de précautions sont prises pour réduire au maximum les impacts sur les individus :

- les emprises sont réduites au minimum pour le défrichement nécessaire à la création de la descenderie (mesure K), la voie de liaison depuis l'accès Nord (mesure J) et du puits d'aérage (mesure N) ;
- les milieux sont rendus impropres à la colonisation avant le retour des espèces : curage et remblaiement des bassins techniques à l'étiage (même localisation que les mesures Bt), enlèvement à l'automne des abris favorables à l'hivernage et la reproduction des reptiles et du hérisson, débroussaillages et défrichements entre octobre et février inclus, période qui pourra être restreinte sur indication de l'écologue en charge du suivi écologique du site ;
- les travaux sont fractionnés de manière à provoquer la fuite des individus par des opérations dérangeantes avant de mener les opérations supprimant définitivement le milieu (exemple pour les zones à défricher : essouchage progressif, dépôt aux abords de la zone défrichée des souches, maintien temporaire des dépressions des souches, le terrassement n'est donc pas immédiat) ;
- les interventions pour l'entretien sont limitées au maximum et réalisées en dehors des périodes sensibles aux espèces de ces milieux : le talus abritant l'Alyte accoucheur fait l'objet du minimum de nivellement et débroussaillage (mesure M, à l'est de Bt2), les bosquets (au sein des zones figurées en jaune) sont peu entretenus et les boisements (zones figurées en vert foncé) font l'objet de coupes seulement aux abords. Ces opérations sont réalisées entre octobre et février inclus, période qui pourra être restreinte sur indication de l'écologue en charge du suivi écologique du site ;

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Pour accueillir les individus qui perdent leur milieu, des espaces de report favorables aux espèces concernées sont maintenus tout au long des différentes phases de remblaiement :

- des boisements sont maintenus (mesure H, mesure F), avec des arbres morts sur pied sur les franges boisées ;
- des pelouses et prairies (mesure D), des franges sablo-graveleuses (mesure E) et d'autres espaces ouverts (mesure I) sont maintenus ;
- des milieux en eau et humides sont maintenus : bassins techniques (mesures Bt, notamment maintien le plus longtemps possible de Bt2), bassins réaménagés (mesures Br), fossé (mesure A), préservation des talus et boisements autour de ces bassins et de la dépression humide du puits d'aérage (mesure C).

De plus, les milieux en eau font l'objet d'une gestion favorable aux amphibiens : limitation de la turbidité des eaux (Bt), amélioration des capacités d'accueil du bassin réaménagé par reprofilage des talus de berges et développement des banquettes immergées (Br4), confortement de la dépression humide à proximité du puits d'aérage.

Article 6 : Mesures de remise en état, mesures compensatoires et accompagnement :

La compensation et la remise en état visent à restaurer puis gérer des habitats et des corridors favorables aux espèces impactées, dès 2017 puis au fur et à mesure du remblaiement de la carrière jusqu'en 2045. Les terrains sont cédés au fur et à mesure du remblaiement à l'AEV, qui assure la gestion de ces espaces restaurés. Avant chaque cession, le plan de gestion précis du terrain cédé est réalisé en concertation avec l'AEV. La convention qui cadre ce partenariat est transmise à la DRIEE avant le 31 décembre 2017.

La localisation et la temporalité à respecter pour les mesures sont traduites dans la cartographie par phases, avec des codes par mesure, présentée en annexe II.

6.1. Création puis gestion de plusieurs mares et zones humides

- création de plusieurs mares ou de zones humides à faciès variés (notamment sablonneux) (mesures Br), reliées entre elle par un continuum de fossés ;
- aménagement d'une mare forestière dans le boisement de la butte du Parisis, au pied du chemin de la corniche (annexe III) ;
- en accompagnement, les amphibiens pourront être déplacés pour favoriser la recolonisation des habitats reconstitués en cas d'échec du peuplement naturel (mesures I) ;

6.2. Restauration puis gestion de milieux ouverts et semi-ouverts

- restauration de landes sablo-graveleuses (mesure A) ;
- reconstitution d'espaces enherbés avec différentes physionomies (prairies, friches de hautes herbes, pelouses, etc.) et aménagés de manière à diversifier les milieux (arbres isolés, talus, fossés). Les prairies et les friches font l'objet d'une gestion différenciée, Cette mesure concerne les zones figurées en jaune et vert clair : plantation mixte et prairies ouvertes ;
- plantation de haies de différentes essences avec différentes strates et épaisseurs (mesure F)

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

6.3. Restauration puis gestion de milieux boisés

- reboisement compensatoire au sein du périmètre de la carrière (mesure G). Les mesures de gestion prévues sont notamment le confortement des lisières par plantations et l'amélioration des boisements (strates, essences) ;
- mise en place d'un îlot de vieillissement au sein de l'appendice du bois d'Hédoit (mesure H).

6.4. Constitution et entretien d'abris sur les franges des espaces restaurés et de gîtes artificiels

- dépôts de tas de sable, cailloux et gravats, en faveur du Lézard des murailles (mesure B) ;
- dépôts de résidus de végétaux (feuilles mortes, branchages) en faveur du Hérisson d'Europe (mesure E) ;
- maintien de terrains meubles sur les franges des espaces restaurés (talus, banquette) pour favoriser le fouissage et la constitution de gîte par le Hérisson d'Europe ;
- installation d'abris artificiels de type plaque, en faveur du Lézard des murailles, de la Couleuvre à collier et de l'Orvet fragile (mesure C) ;
- installation d'un nid ou gîte artificiel en faveur du Hérisson d'Europe (mesure D).

Article 7 : Mesures de suivi :

La mise en œuvre des prescriptions du présent arrêté fait l'objet d'un suivi écologique et d'une évaluation tous les ans pendant 5 ans puis tous les trois ans jusqu'en 2045 (de 2017 à 2022).

Ce suivi aura pour objet le suivi des populations d'espèces protégées, le contrôle de la bonne mise en place des mesures d'évitement, de réduction et de compensation, ainsi que l'évaluation de l'efficacité de ces mesures.

En particulier est mis en place un suivi des déplacements pre-nuptiaux pendant les phases de construction de l'accès à la carrière souterraine

Le bénéficiaire transmet à la DRIEE, avant le 31 décembre de chaque année, un bilan des actions mises en œuvre et le cas échéant, une synthèse du suivi des espèces protégées.

Par ailleurs, dans le cadre du Système d'Information Nature Paysages, le bénéficiaire participe à l'enrichissement de l'observatoire régional de la biodiversité et de programmes publics de connaissance et de conservation du patrimoine naturel par la saisie ou la transmission de données naturalistes. Il veillera à transmettre à la DRIEE les données d'observation des espèces animales et végétales : données brutes, métadonnées et données de synthèse.

Les données d'observation devront répondre aux exigences du SINP : données géo-référencées au format numérique, avec une liste de champs obligatoires.

Article 8 : Mesures de contrôle et sanctions

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement. Ces infractions sont punies de 150 000 euros d'amende au plus ou deux ans d'emprisonnement au plus.

Elle peut faire également l'objet de contrôles administratifs conformément aux articles L.170-1 et

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

suivants du code de l'environnement. Le non-respect des conditions fixées par le présent arrêté peut conduire à la suspension ou la révocation de celui-ci, dans les conditions de l'article R.411-12 du code de l'environnement.

Article 9 : Formalités de publicité

Le présent arrêté est notifié au bénéficiaire et publié au registre des actes administratifs de la Préfecture du Val d'Oise.

Article 10 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux aux fins d'annulation devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité, dans les conditions de l'article R.421-1 du code de justice administrative. Elle peut également faire l'objet d'un recours administratif, gracieux ou hiérarchique dans le même délai de deux mois. L'absence de réponse au recours administratif, au terme du délai de deux mois, vaut rejet implicite de celui-ci.

Article 11 : Exécution

Le préfet du Val d'Oise et le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 26 AVR. 2017

Le préfet du Val d'Oise

Pour le préfet du Val d'Oise et par délégation, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région Île-de-France

La Directrice adjointe

Aurelie VIEILLEFOSSE

P.J. : annexes

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe I : Mesures d'évitement et de réduction, au cours des différentes phases

Légende :

*** Mesures :**

A	Préservation de fossé
Br	Préservation du bassin réaménagé
Bt	Préservation des bassins techniques et favorisation de la décantation
C	Préservation des talus et boisements autour du bassin ou de la dépression
D	Préservation de pelouses et maintien de prairies non perturbées
E	Maintien de franges sablo-graveleuses
F	Maintien de boisements anciens
G	Réduction de la vitesse des véhicules en période de migration
H	Maintien de boisements non perturbés et travaux d'entretien en automne
I	Maintien d'espaces ouverts
J	Réduction au minimum de l'emprise de la piste et effarouchement des individus
K	Réduction au minimum du défrichement nécessaire à la création de la descenderie
M	Limitation des interventions nécessaires
N	Réduction au minimum de l'emprise des travaux de création du puits d'aérage

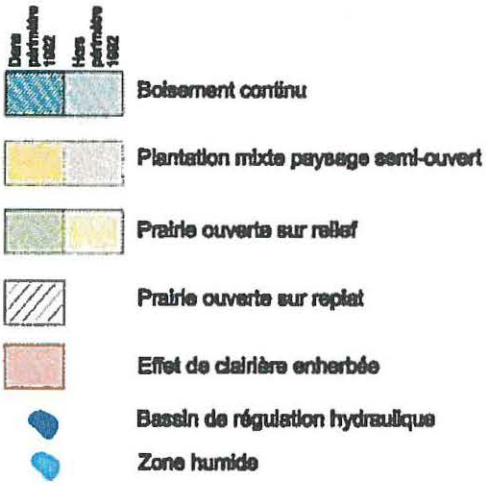
*** Figurés :**



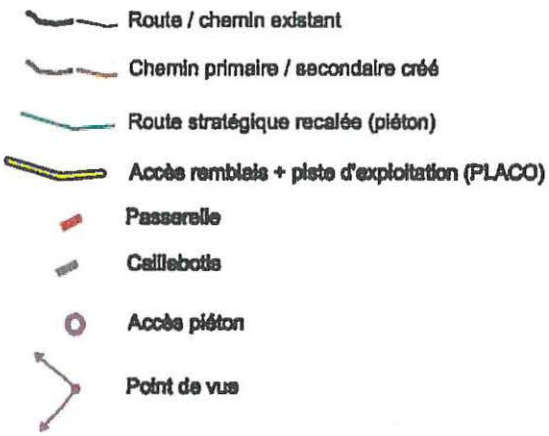
Topographie en fin de phase



Trames végétales



Chemin et équipements



Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE



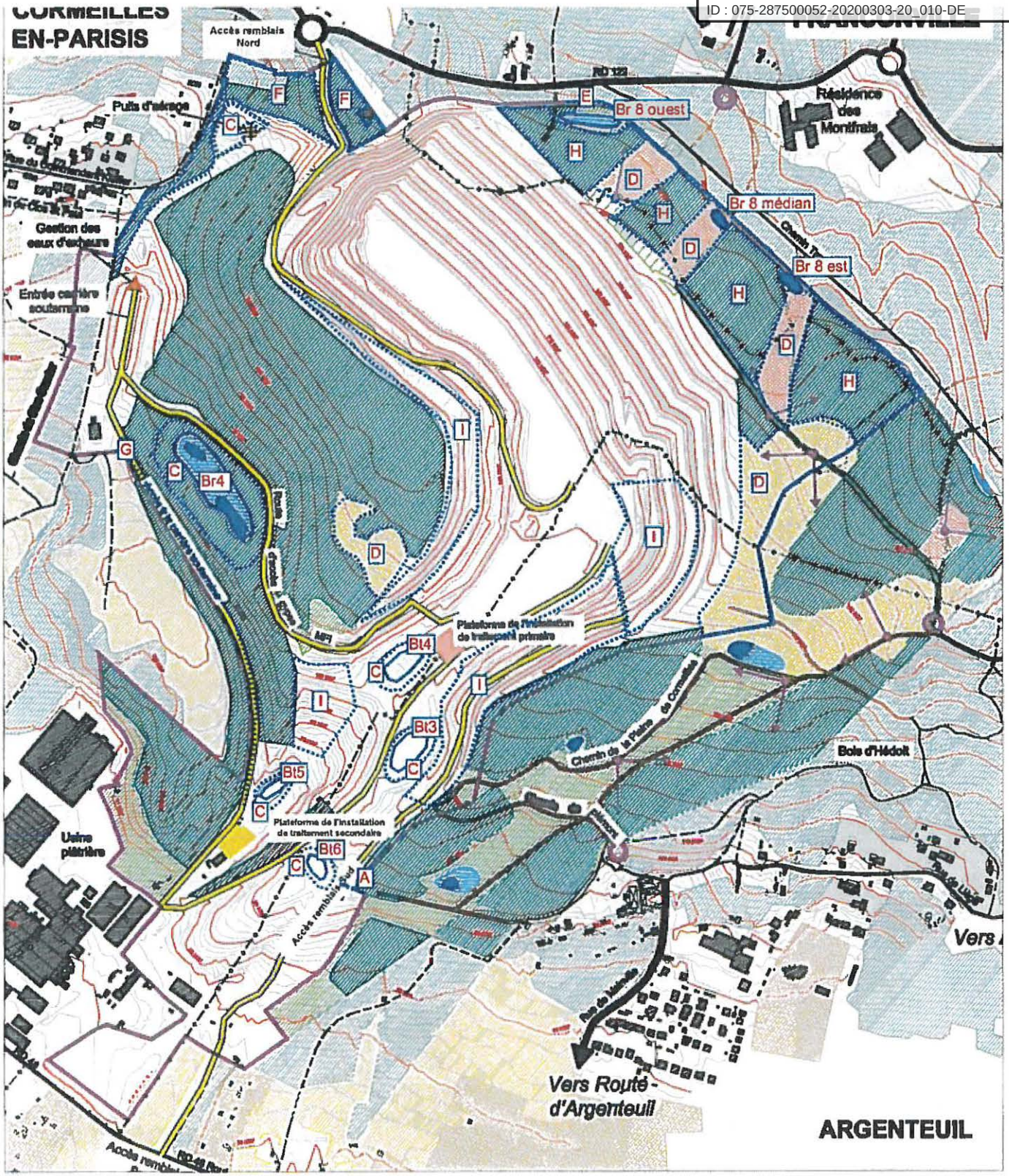
Mesures d'évitement et de réduction

Situation en fin de phase 1 (2020)

0 m 50 m 200 m N

Echelle au 1 / 5 000

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE



Mesures d'évitement et de réduction

Situation en fin de phase 2 (2025)

0 m 50 m 200 m N

Echelle au 1 / 5 000

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE



Mesures de compensation et d'accompagnement

Situation en fin de phase 3 (2030)

0 m 50 m 200 m N

Echelle au 1 / 5 000

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE



Mesures d'évitement et de réduction

Situation en fin de phase 4 (2035)

0 m 50 m 200 m N

Echelle au 1 / 5 000

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE



Mesures d'évitement et de réduction

Situation en fin de phase 5 (2040)

0 m 50 m 200 m N

Echelle au 1 / 5 000

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe II : Mesures de remise en état, de compensation et d'accompagnement, au cours des différentes phases

Légende :

*** Mesures :**

A Restauration de landes sablo-graveleuses
B Constitution de dépôt de sables, cailloux et gravats en faveur du Lézard des murailles
C Installation d'abris artificiels type plaque, aux abords de bassins réaménagés en faveur du Lézard des murailles, de la Couleuvre à collier et de l'Orvet fragile
D Installation d'un nid ou gîte artificiel en faveur du Hérisson d'Europe
E Dépôt de résidus de végétation (feuilles mortes, branchage) en faveur du Hérisson d'Europe
Reconstitution d'espaces enherbés avec différentes physionomie
Br Reconstitution de zones humides et création de plusieurs mares à faciès variés
F Plantation de haies
G Reboisement compensatoire au sein du périmètre de carrière
H Mise en place d'îlots de vieillissement au sein du bois d'Hédoit
I Déplacement d'amphibiens pour favoriser la recolonisation des habitats reconstitués en cas d'échec du peuplement naturel (Ia pour l'Alyte accoucheur, Ib pour le Crapaud Commun et Ic pour le Crapaud calamite)

*** Figurés :**

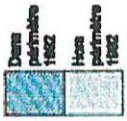

Périmètre de renouvellement partiel à ciel ouvert

Topographie en fin de phase

Courbe de niveau projetée (1 mètre)


Courbe maîtresse projetée (5 mètres)

Trames végétales



Boisement continu


Plantation mode paysage semi-ouvert


Prairie ouverte sur relief


Prairie ouverte sur replat


Effet de clairière enherbée


Bassin de régulation hydraulique


Zone humide

Chemin et équipements


Route / chemin existant


Chemin primaire / secondaire créé


Route stratégique recalée (piéton)


Accès remblais + piste d'exploitation (PLACO)


Passerelle

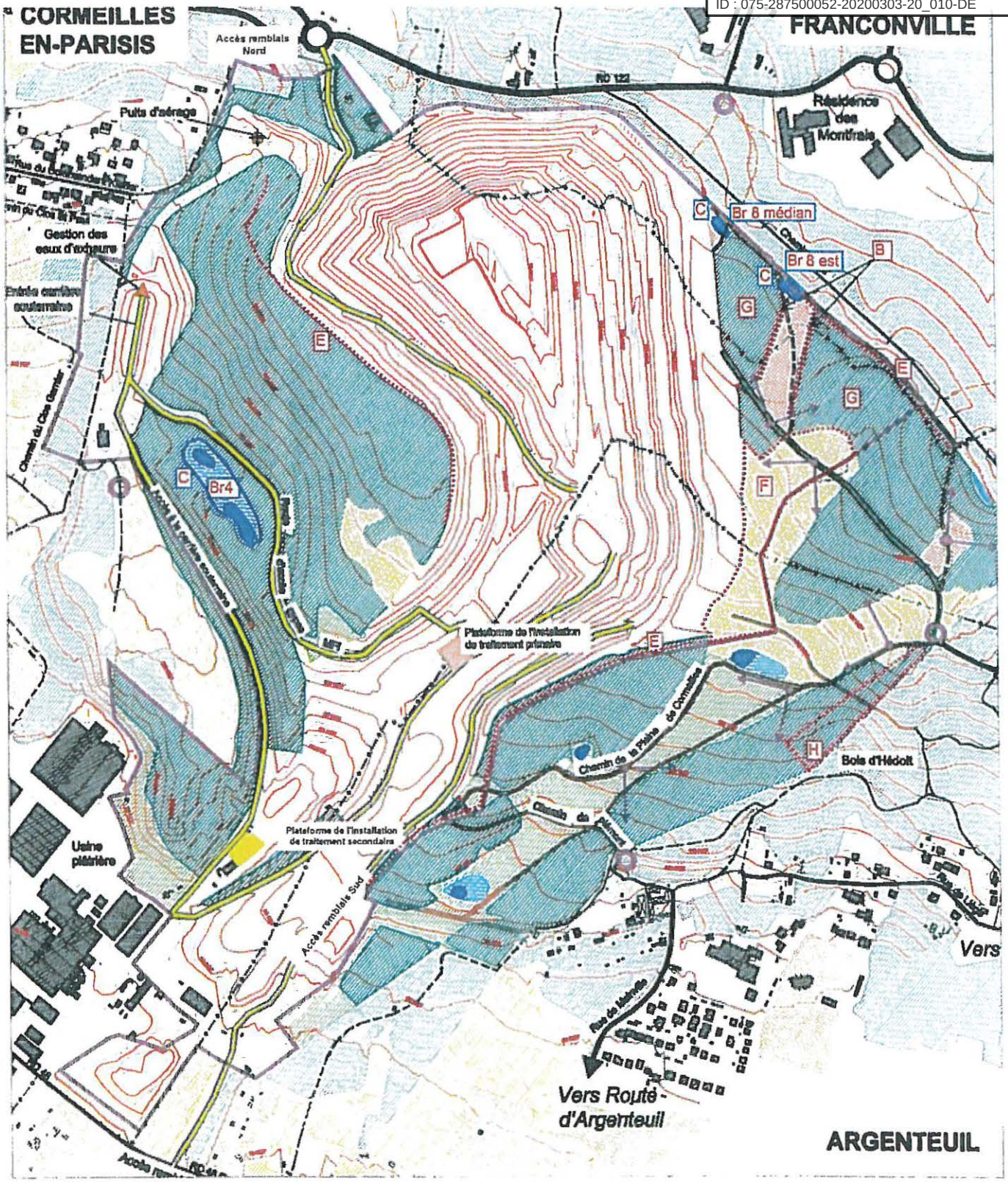

Cailleboti


Accès piéton


Point de vue

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE



Mesures de compensation et d'accompagnement

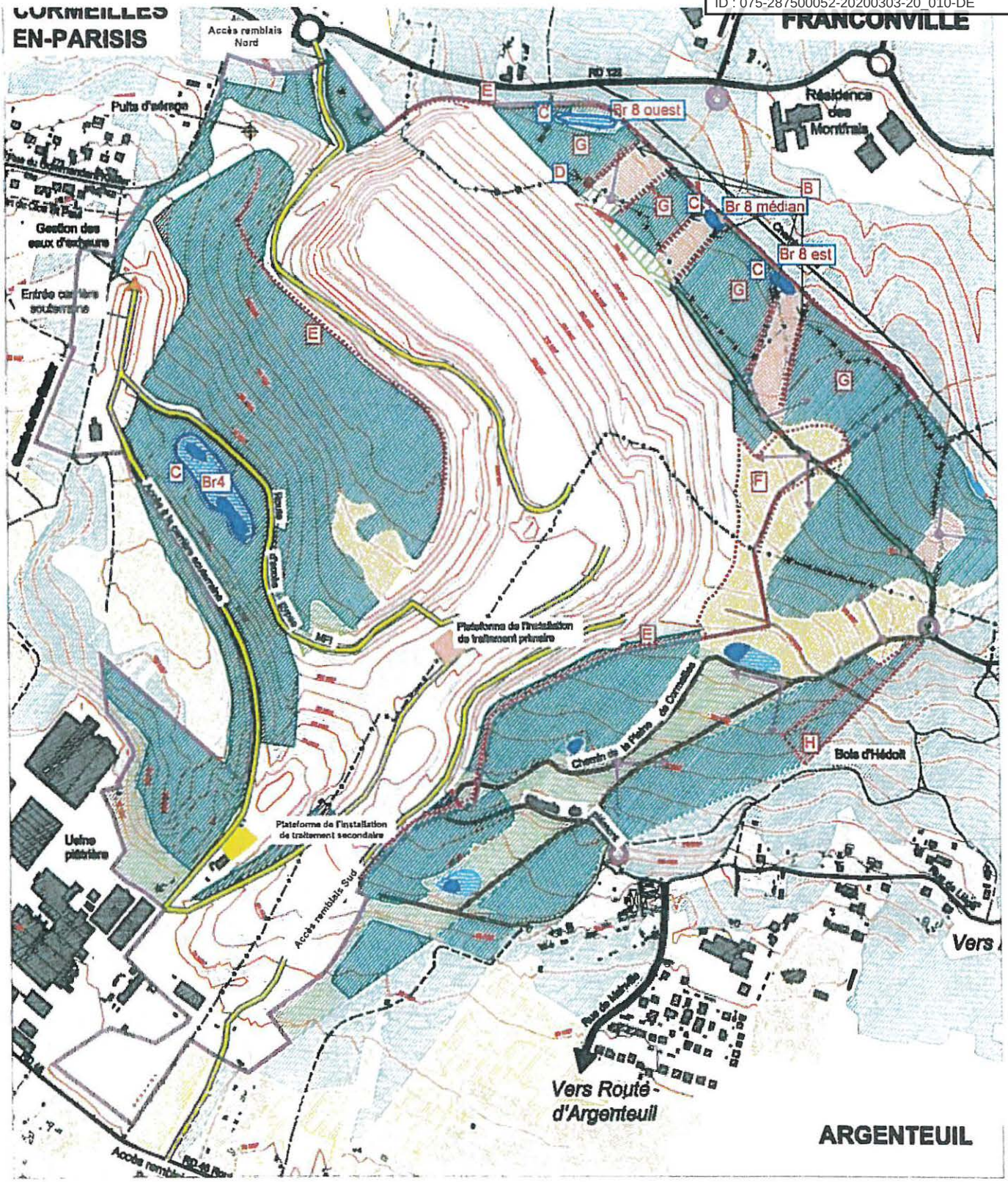
Situation en fin de phase 1 (2020)

0 m 50 m 200 m N

Echelle au 1 / 5 000

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE



Mesures de compensation et d'accompagnement

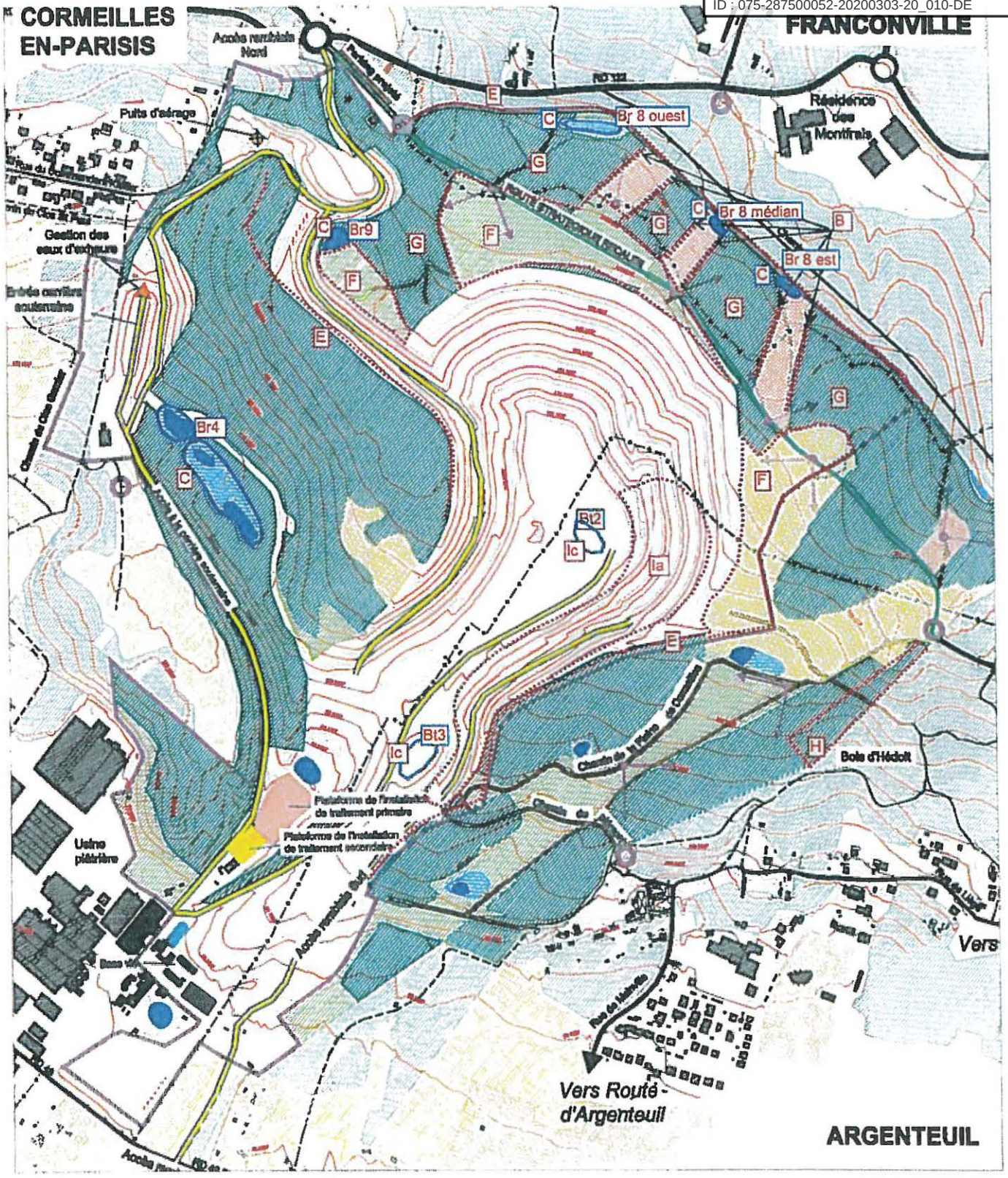
Situation en fin de phase 2 (2025)

0 m 50 m 200 m N

Echelle au 1 / 6 000

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

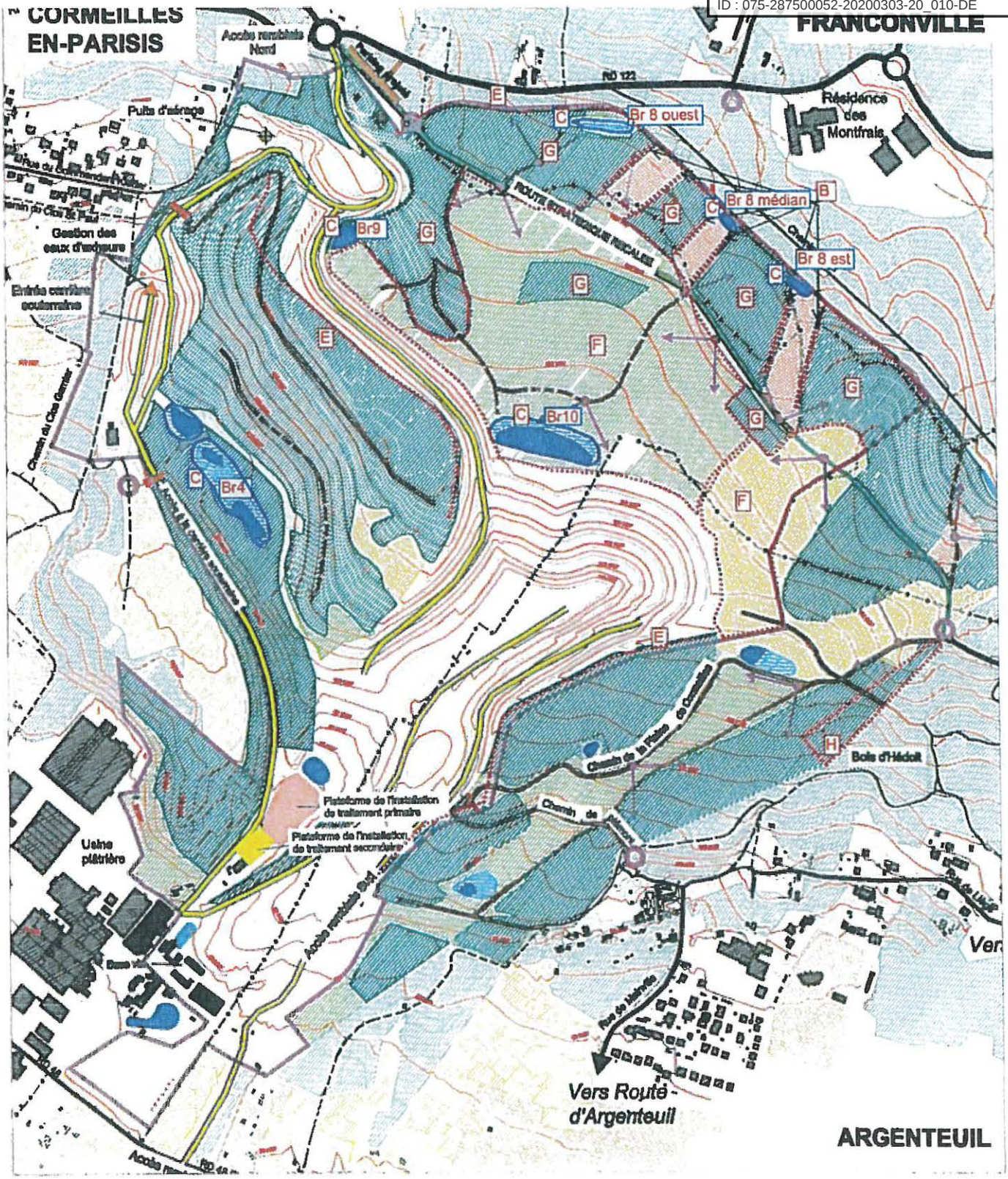


Mesures de compensation et d'accompagnement

Situation en fin de phase 3 (2030)

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE



Mesures de compensation et d'accompagnement

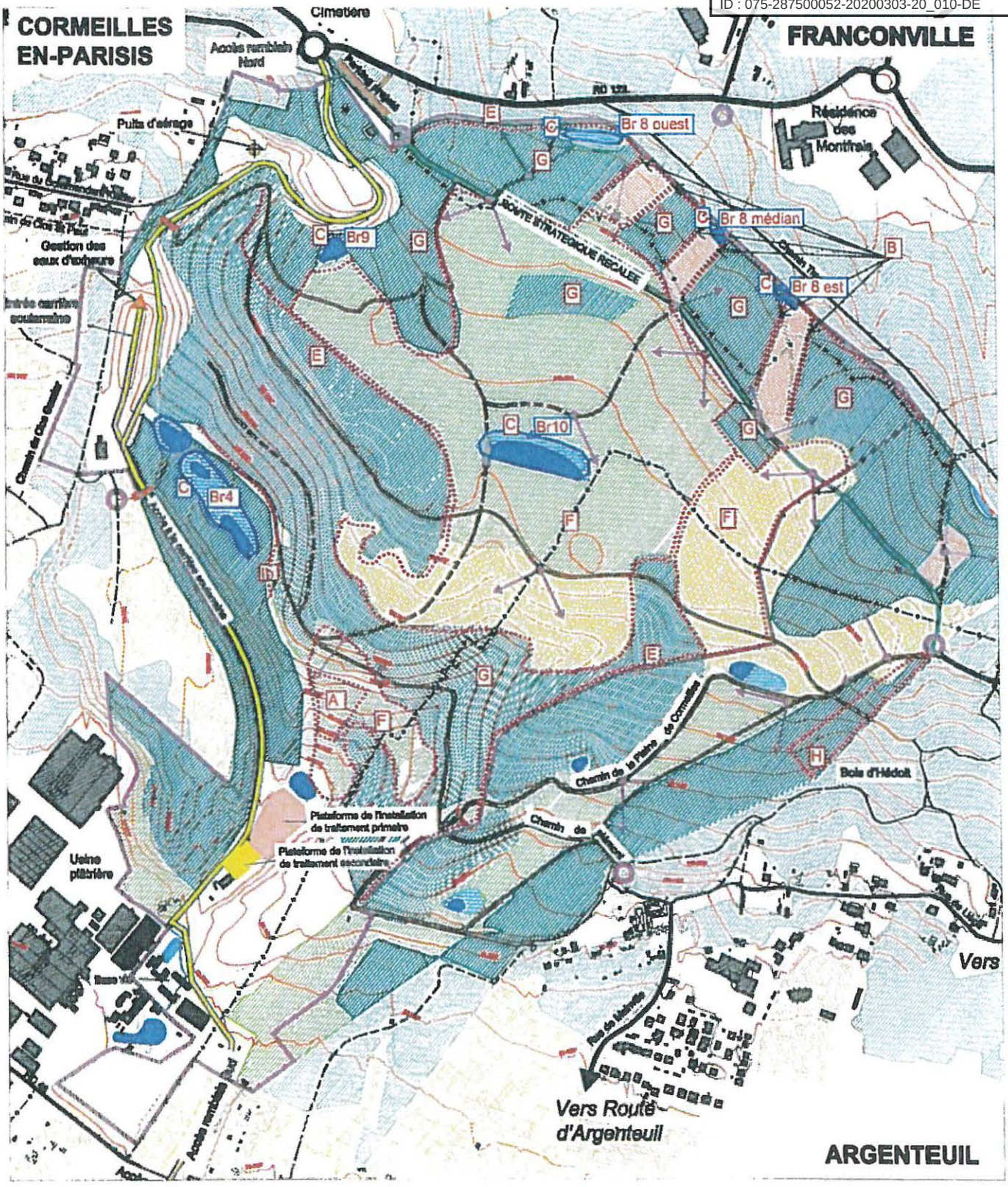
Situation en fin de phase 4 (2035)

0 m 50 m 200 m N

Echelle au 1 / 5 000

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE



Mesures de compensation et d'accompagnemen

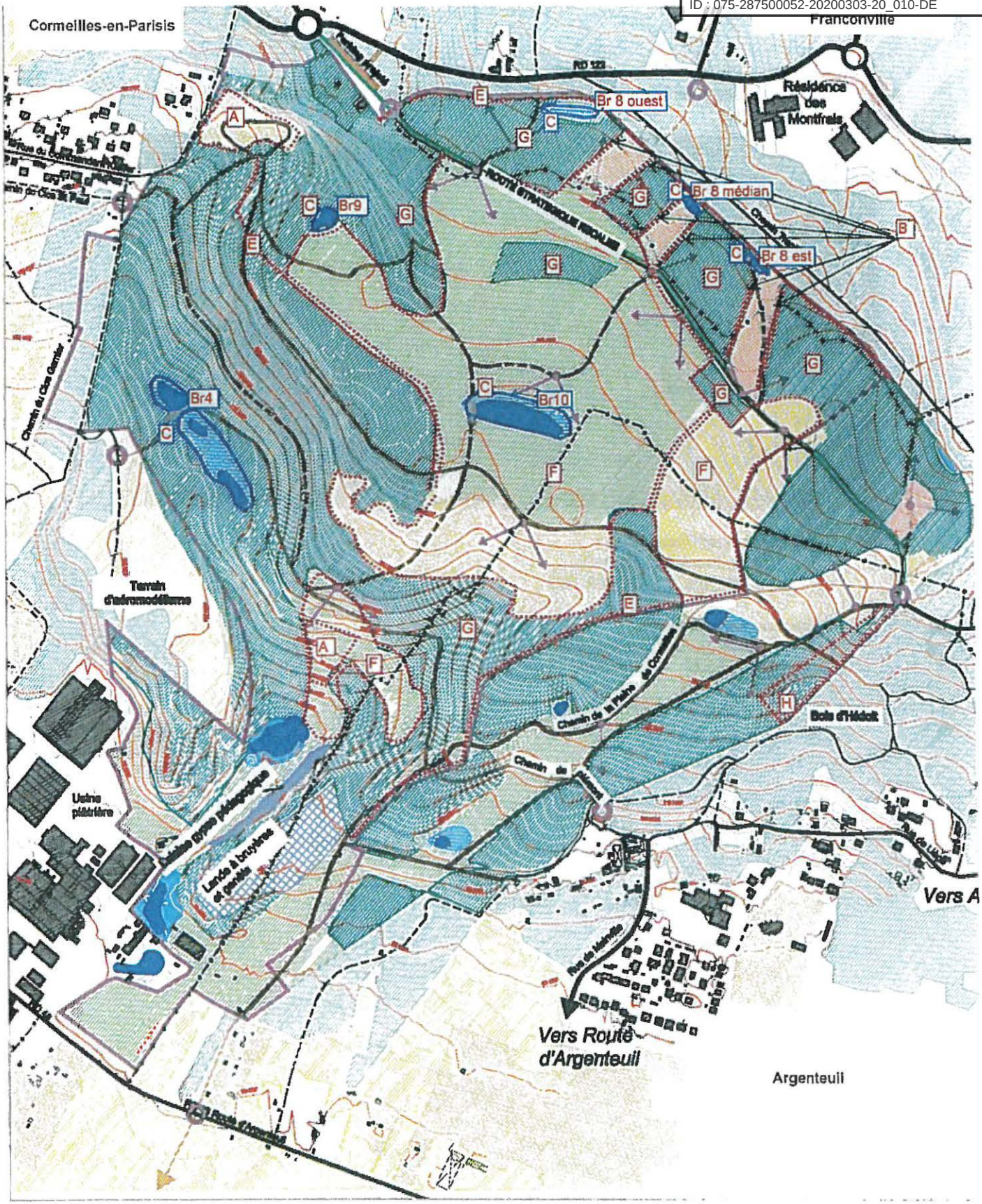
Situation en fin de phase 5 (2040)

0 m 50 m 200 m N

Echelle au 1 / 5 000

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE



Mesures de compensation et d'accompagneme

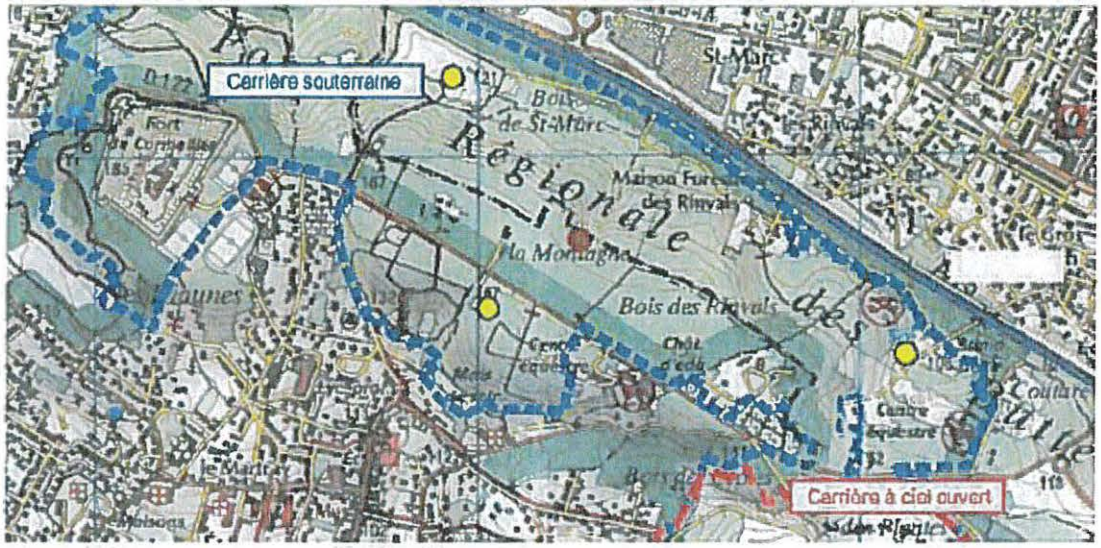
Situation finale

0 m 50 m 200 m N

Echelle au 1 / 5 000

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe III : Localisation de l'aménagement d'une dépression humide dans la forêt des Buttes du Parisis à Franconville



Projet retenu par Placoplatre

Coordonnées Lambert 93 :

X 642 205 Y 6 876 194

Mares ou zones humides

Coordonnées Lambert 93 :

X 641 646 Y 6 876 580

X 642 001 Y 6 875 920

X 643 163 Y 6 875 851

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe 3 liste parcelles ciel ouvert

Commune	Section	Parcelle	nom de la parcelle mère	Lieu-Dit	Renouvellement à ciel ouvert(m²)
Argenteuil	AB	1		Caillot	945
Argenteuil	AB	2		Caillot	526
Argenteuil	AB	3		Caillot	278
Argenteuil	AB	4		Caillot	214
Argenteuil	AB	5		Caillot	681
Argenteuil	AB	6		Caillot	181
Argenteuil	AB	7		Caillot	73
Argenteuil	AB	8		Caillot	216
Argenteuil	AB	9		Caillot	295
Argenteuil	AB	10	F459	Caillot	369
Argenteuil	AB	11		Caillot	311
Argenteuil	AB	12		Caillot	122
Argenteuil	AB	13	F427	Caillot	122
Argenteuil	AB	14		Caillot	135
Argenteuil	AB	15		Caillot	475
Argenteuil	AB	16p		Caillot	371
Argenteuil	AB	17p		Caillot	1030
Argenteuil	AB	31p		Caillot	140
Argenteuil	AB	180p		Grand Terrier	16889
Argenteuil	AB	181		Grand Terrier	159
Argenteuil	AB	185		Caillot	304
Argenteuil	AB	186p		Caillot	267
Argenteuil	AB	187		Caillot	264
Argenteuil	AB	210		Caillot	264
Argenteuil	AB	228p		Hédoit	5035
Argenteuil	AB	307p	211&214	Caillot	61365
Argenteuil	CV	1		Buffet Sud	275
Argenteuil	CV	330	316	Buffet Sud	26804
Argenteuil	CW	275	F2135	Buffet Nord	205
Argenteuil	CW	276	F2135	Buffet Nord	206
Argenteuil	CW	277	F2135	Buffet Nord	201
Argenteuil	CW	426p	372	Buffet Nord	26233
Cormeilles-en-P	AC	4		Les Platrières	308
Cormeilles-en-P	AC	5		Les Platrières	23503
Cormeilles-en-P	AC	6		Les Platrières	138
Cormeilles-en-P	AC	7		Les Platrières	151
Cormeilles-en-P	AC	8		Les Platrières	530
Cormeilles-en-P	AC	9		Les Platrières	139
Cormeilles-en-P	AC	10		Les Platrières	164
Cormeilles-en-P	AC	11		Les Platrières	287
Cormeilles-en-P	AC	12		Les Platrières	417
Cormeilles-en-P	AC	13		Les Platrières	526
Cormeilles-en-P	AC	15	B750	Les Platrières	154
Cormeilles-en-P	AC	17		Les Moussets	240
Cormeilles-en-P	AC	89		Les Moussets	196

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe 3 liste parcelles ciel ouvert

Commune	Section	Parcelle	nom de la parcelle mère	Lieu-Dit	Renouvellement à ciel ouvert(m²)
Cormeilles-en-P	AC	90		Les Moussets	29
Cormeilles-en-P	AC	91		Les Moussets	164
Cormeilles-en-P	AC	92		Les Moussets	256
Cormeilles-en-P	AC	94		Les Moussets	277
Cormeilles-en-P	AC	95		Les Crôles	28475
Cormeilles-en-P	AC	97		Les Crôles	398
Cormeilles-en-P	AC	98		Les Crôles	168
Cormeilles-en-P	AC	99		Les Crôles	132
Cormeilles-en-P	AC	100		Les Crôles	526
Cormeilles-en-P	AC	103		Les Crôles	103
Cormeilles-en-P	AC	104		Les Crôles	158
Cormeilles-en-P	AC	105		Les Crôles	128
Cormeilles-en-P	AC	106		Les Crôles	284
Cormeilles-en-P	AC	107		Les Crôles	82
Cormeilles-en-P	AC	108		Les Crôles	222
Cormeilles-en-P	AC	109		Les Crôles	266
Cormeilles-en-P	AC	110		Les Crôles	686
Cormeilles-en-P	AC	111		La Côte à Pérotin	173
Cormeilles-en-P	AC	112		La Côte à Pérotin	176
Cormeilles-en-P	AC	113		La Côte à Pérotin	1342
Cormeilles-en-P	AC	114		La Côte à Pérotin	719
Cormeilles-en-P	AC	115		La Côte à Pérotin	431
Cormeilles-en-P	AC	116		La Côte à Pérotin	219
Cormeilles-en-P	AC	117		La Côte à Pérotin	400
Cormeilles-en-P	AC	118		La Côte à Pérotin	447
Cormeilles-en-P	AC	119		La Côte à Pérotin	184
Cormeilles-en-P	AC	120		La Côte à Pérotin	153
Cormeilles-en-P	AC	121		La Côte à Pérotin	197
Cormeilles-en-P	AC	122		La Côte à Pérotin	110
Cormeilles-en-P	AC	123		La Côte à Pérotin	146
Cormeilles-en-P	AC	124		La Côte à Pérotin	248
Cormeilles-en-P	AC	125		La Côte à Pérotin	358
Cormeilles-en-P	AC	126		La Côte à Pérotin	232
Cormeilles-en-P	AC	127		La Côte à Pérotin	180
Cormeilles-en-P	AC	128p		La Côte à Pérotin	62278
Cormeilles-en-P	AC	129p		La Montagne Est	40230
Cormeilles-en-P	AC	130		La Montagne	5921
Cormeilles-en-P	AC	131p		La Montagne	34328
Cormeilles-en-P	AC	132p		La Montagne	954
Cormeilles-en-P	AC	137		Les Plâtrières	163
Cormeilles-en-P	AC	138		Les Moussets	190
Cormeilles-en-P	AC	139		Les Moussets	641
Cormeilles-en-P	AC	140		Les Moussets	335

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe 3 liste parcelles ciel ouvert

Commune	Section	Parcelle	nom de la parcelle mère	Lieu-Dit	Renouvellement à ciel ouvert(m²)
Cormeilles-en-P	AC	141		Les Moussets	563
Cormeilles-en-P	AC	142		Les Plâtrières	235
Cormeilles-en-P	AC	143		Les Crôles	160
Cormeilles-en-P	AC	144		Les Plâtrières	191
Cormeilles-en-P	AC	153		Les Plâtrières	5766
Cormeilles-en-P	AC	157		Les Plâtrières	640
Cormeilles-en-P	AC	159		Les Plâtrières	250
Cormeilles-en-P	AC	167		Les Moussets	314
Cormeilles-en-P	AC	190		Route Stratégique	80
Cormeilles-en-P	AC	195p		Route stratégique	10536
Cormeilles-en-P	AC	200		Les Plâtrières	66614
Cormeilles-en-P	AC	232	16	Les Moussets	30
Cormeilles-en-P	AC	233	16	Les Moussets	113
Cormeilles-en-P	AC	234	18	Les Moussets	7039
Cormeilles-en-P	AC	235p	18	Les Moussets	8792
Cormeilles-en-P	AC	236	18	Les Plâtrières	646
Cormeilles-en-P	AC	237	151	Les Plâtrières	1778
Cormeilles-en-P	AC	238p	151	Les Plâtrières	1098
Cormeilles-en-P	AC	239	152	Les Plâtrières	5591
Cormeilles-en-P	AC	240	152	Les Plâtrières	1328
Cormeilles-en-P	AC	241	154	Les Plâtrières	673
Cormeilles-en-P	AC	242p	154	Les Plâtrières	165
Cormeilles-en-P	AC	243	154	Les Plâtrières	3275
Cormeilles-en-P	AC	244	156	Les Plâtrières	541
Cormeilles-en-P	AC	245p	156	Les Plâtrières	71
Cormeilles-en-P	AC	246	156	Les Plâtrières	358
Cormeilles-en-P	AC	247	158	Les Plâtrières	7
Cormeilles-en-P	AC	248	158	Les Plâtrières	203
Cormeilles-en-P	AC	249	160	Les Crôles	3
Cormeilles-en-P	AC	250	160	Les Crôles	9710
Cormeilles-en-P	AC	251	174	Les Plâtrières	120
Cormeilles-en-P	AC	252	174	Les Plâtrières	160
Cormeilles-en-P	AC	253	176	Les Plâtrières	435
Cormeilles-en-P	AC	254	176	Les Plâtrières	1785
Cormeilles-en-P	AC	255	182	Les Plâtrières	172
Cormeilles-en-P	AC	256	182	Les Plâtrières	3584
Cormeilles-en-P	AC	257	184	Les Plâtrières	346
Cormeilles-en-P	AC	258	184	Les Plâtrières	188
Cormeilles-en-P	AC	259	184	Les Plâtrières	290
Cormeilles-en-P	AC	260	187	Les Plâtrières	14
Cormeilles-en-P	AC	261	187	Les Plâtrières	147569
Cormeilles-en-P	AC	262	187	Les Plâtrières	3836
Cormeilles-en-P	AC	263 p	187	Les Plâtrières	1957

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe 3 liste parcelles ciel ouvert

Commune	Section	Parcelle	nom de la parcelle mère	Lieu-Dit	Renouvellement à ciel ouvert(m²)
Cormeilles-en-P	AC	264 p	187	Les Plâtrières	127531
Franconville	C	22 p		Bois des Monts Frais	2035
Franconville	C	23		Bois des Monts Frais	486
Franconville	C	24		Bois des Monts Frais	76
Franconville	C	25		Bois des Monts Frais	2384
Franconville	C	26		Bois des Monts Frais	468
Franconville	C	27		Bois des Monts Frais	482
Franconville	C	28		Bois des Monts Frais	277
Franconville	C	29		Bois des Monts Frais	341
Franconville	C	30		Bois des Monts Frais	824
Franconville	C	31		Bois des Monts Frais	291
Franconville	C	32		Bois des Monts Frais	280
Franconville	C	33		Bois des Monts Frais	293
Franconville	C	34		Bois des Monts Frais	282
Franconville	C	36		Bois des Monts Frais	252
Franconville	C	37		Bois des Monts Frais	268
Franconville	C	38		Bois des Monts Frais	305
Franconville	C	39		Bois des Monts Frais	530
Franconville	C	40		Bois des Monts Frais	260
Franconville	C	41		Bois des Monts Frais	274
Franconville	C	42		Bois des Monts Frais	530
Franconville	C	43		Bois des Monts Frais	530
Franconville	C	44		Bois des Monts Frais	476
Franconville	C	45		Bois des Monts Frais	473
Franconville	C	48p		Bois des Monts Frais	1342
Franconville	C	49		Bois des Monts Frais	598
Franconville	C	50		Bois des Monts Frais	786
Franconville	C	51		Bois des Monts Frais	326
Franconville	C	52		Bois des Monts Frais	184
Franconville	C	53		Bois des Monts Frais	216
Franconville	C	54		Bois des Monts Frais	265
Franconville	C	55		Bois des Monts Frais	547
Franconville	C	56		Bois des Monts Frais	310
Franconville	C	57		Bois des Monts Frais	323
Franconville	C	58		Bois des Monts Frais	610
Franconville	C	59		Bois des Monts Frais	313
Franconville	C	60		Bois des Monts Frais	316
Franconville	C	61		Bois des Monts Frais	319
Franconville	C	62		Bois des Monts Frais	302
Franconville	C	63		Bois des Monts Frais	968
Franconville	C	64		Bois des Monts Frais	1280
Franconville	C	65		Bois des Monts Frais	318
Franconville	C	66		Bois des Monts Frais	1070

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe 3 liste parcelles ciel ouvert

Commune	Section	Parcelle	nom de la parcelle mère	Lieu-Dit	Renouvellement à ciel ouvert(m²)
Franconville	C	67		Bois des Monts Frais	1568
Franconville	C	68		Bois des Monts Frais	500
Franconville	C	69p		Bois des Monts Frais	283
Franconville	C	70p		Bois des Monts Frais	105
Franconville	C	84p		Bois des Monts Frais	1273
Franconville	C	464		Bois des Plantes	2555
Franconville	C	465		Bois des Plantes	125
Franconville	C	466		Bois des Plantes	59
Franconville	C	467		Bois des Plantes	127
Franconville	C	468		Bois des Plantes	212
Franconville	C	469		Bois des Plantes	155
Franconville	C	470		Bois des Plantes	74
Franconville	C	471		Bois des Plantes	129
Franconville	C	473		Bois des Plantes	13
Franconville	C	485		Bois des Plantes	239
Franconville	C	486		Bois des Plantes	161
Franconville	C	487		Bois des Plantes	74
Franconville	C	488		Bois des Plantes	173
Franconville	C	489		Bois des Plantes	267
Franconville	C	490		Bois des Plantes	29
Franconville	C	491		Bois des Plantes	189
Franconville	C	492		Bois des Plantes	143
Franconville	C	493		Bois des Plantes	217
Franconville	C	494		Bois des Plantes	102
Franconville	C	495		Bois des Plantes	668
Franconville	C	496		Bois des Plantes	408
Franconville	C	497		Bois des Plantes	566
Franconville	C	498		Bois des Plantes	258
Franconville	C	499		Bois des Plantes	112
Franconville	C	500		Bois des Plantes	218
Franconville	C	501		Bois des Plantes	189
Franconville	C	503		Bois des Plantes	144
Franconville	C	504		Bois des Plantes	142
Franconville	C	506		Bois des Plantes	9
Franconville	C	507		Bois des Plantes	205
Franconville	C	508		Bois des Plantes	198
Franconville	C	509		Bois des Plantes	67
Franconville	C	510		Bois des Plantes	281
Franconville	C	511		Bois des Plantes	115
Franconville	C	512		Bois des Plantes	85
Franconville	C	513		Bois des Plantes	109
Franconville	C	514		Bois des Plantes	135
Franconville	C	515		Bois des Plantes	123

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe 3: liste parcelles ciel ouvert

Commune	Section	Parcelle	nom de la parcelle mère	Lieu-Dit	Renouvellement à ciel ouvert(m²)
Franconville	C	516		Bois des Plantes	185
Franconville	C	517		Bois des Plantes	204
Franconville	C	518		Bois des Plantes	8
Franconville	C	519		Bois des Plantes	154
Franconville	C	520		Bois des Plantes	484
Franconville	C	521		Bois des Plantes	332
Franconville	C	522		Bois des Plantes	284
Franconville	C	523		Bois des Plantes	369
Franconville	C	524		Bois des Plantes	380
Franconville	C	525		Bois des Plantes	753
Franconville	C	526		Bois des Plantes	125
Franconville	C	527		Bois des Plantes	145
Franconville	C	528		Bois des Plantes	140
Franconville	C	529		Bois des Plantes	315
Franconville	C	530		Bois des Plantes	86
Franconville	C	531		Bois des Plantes	3705
Franconville	C	533		Bois des Plantes	300
Franconville	C	534		Bois des Plantes	625
Franconville	C	535		Bois des Plantes	520
Franconville	C	536		Bois des Plantes	196
Franconville	C	537		Bois des Plantes	145
Franconville	C	549		Bois des Plantes	11
Franconville	C	550		Bois des Plantes	17
Franconville	C	551		Bois des Plantes	27
Franconville	C	558		Bois des Plantes	214
Franconville	C	559		Bois des Plantes	289
Franconville	C	569		Bois des Plantes	160
Franconville	C	844		Bois des Monts Frais	343
Franconville	C	850		Bois des Monts Frais	477
Franconville	C	1098		Bois des Monts Frais	552
Franconville	C	1099		Bois des Monts Frais	402
Franconville	C	1100		Bois des Monts Frais	525
Franconville	C	1103p		Bois des Monts Frais	621
Franconville	C	1107		Bois des Monts Frais	351
Franconville	C	1108		Bois des Monts Frais	236
Franconville	C	1121		Bois des Monts Frais	2070
Franconville	C	1458		Bois des Plantes	333
Franconville	C	1460		Bois des Plantes	469
Franconville	C	1462		Bois des Plantes	171
Franconville	C	1464		Bois des Plantes	169
Franconville	C	1466		Bois des Plantes	184
Franconville	C	1468		Bois des Plantes	119
Franconville	C	1470		Bois des Plantes	232

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Annexe 3 liste parcelles ciel ouvert

Commune	Section	Parcelle	nom de la parcelle mère	Lieu-Dit	Renouvel-lement à ciel ouvert(m²)
Franconville	C	1472		Bois des Plantes	191
Franconville	C	1474		Bois des Plantes	294
Franconville	C	1476		Bois des Plantes	286
Franconville	C	1478		Bois des Plantes	291
Franconville	C	1480		Bois des Plantes	1691
Franconville	C	1482		Bois des Plantes	62
Franconville	C	1484		Bois des Plantes	501
Franconville	C	1486		Bois des Plantes	83
Franconville	C	1488		Bois des Plantes	257
Franconville	C	1490		Bois des Plantes	238
Franconville	C	1492		Bois des Plantes	126
Franconville	C	1494		Bois des Plantes	112
Franconville	C	1496		Bois des Plantes	107
Franconville	C	1564		Bois des Monts Frais	338

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_010-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200304-20_011-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France,
le : 04 MARS 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-011

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de recherche et de développement entre l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 – Patrinat

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération 17-121 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'une convention de recherche et de développement entre l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 – Patrinat et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention ;

CONSIDÉRANT que le programme de recherche et développement élaboré conjointement par l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 Patrinat (outil d'évaluation de la biodiversité sous le prisme biodiversité, étude des potentialités du foncier de l'AEV dans une optique d'offre de compensation écologique et de restauration de continuités écologiques), devant permettre une prise en compte optimisée des enjeux de biodiversité dans les missions principales de l'AEV, nécessite que les dates envisagées de remise de certains des livrables et des paiements soient modifiées au vu de la date de signature initiale de la convention, du démarrage effectif des travaux et des nouvelles pistes de travail validées conjointement ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec MNHN – UMS 2006 - Patrinat ci-annexé.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ledit avenant.

ARTICLE 3 : DIT que les conditions financières de la convention ne sont pas modifiées, hormis le décalage de certains des paiements à la remise effective des livrables selon le calendrier modifié.

Nombre de présents	: 7
Nombre de mandats	: 2
Nombre de votants	: 9
Votes POUR	: 9
Votes CONTRE	: /
Abstentions	: /
Ne prend pas part au vote	: /

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200304-20_011-DE

MNHN SJ 1060-19

AVENANT 1 A LA
CONVENTION RELATIVE À UN PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
-
METHODOLOGIE D'EVALUATION DES ACTIONS BIODIVERSITE DE L'AEV, DEFINITION D'UNE DEMARCHE « COMPENSATION » ET ANALYSE DES POTENTIALITES DE RESTAURATION DE CONTINUITES ECOLOGIQUES

ENTRE :

L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,
Établissement public régional à caractère administratif,
Situé 90-92 avenue du général Leclerc, 93500 PANTIN,
Représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée à signer la présente convention en vertu de la délibération N°19-001 du 14 février 2019
Désignée ci-après par le sigle « **AEV** »,

D'une part,

ET :

Le Muséum national d'histoire naturelle
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
57, rue Cuvier- 75005 PARIS,
Représenté par son Président, Monsieur Bruno DAVID,
Ci-après désigné comme « **le Muséum** »,

D'autre part,

Ci-après désignées collectivement « **les Parties** » et individuellement « **la Partie** ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

les parties ont conclu le 20 décembre 2017 une convention (792-17) de coopération visant à développer un projet conjoint et innovant en vue d'une prise en compte optimisée des enjeux de biodiversité dans les missions principales de l'AEV : création d'un outil d'évaluation des PRIF sous le prisme *biodiversité,* étude des potentialités du foncier de l'AEV dans une optique d'offre de compensation écologique et de restauration de continuités écologiques (ci-après le Projet).

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200304-20_011-DE

Ce projet fait appel à l'expertise scientifique du Muséum / UMS 2006 - PATRINAT dans le cadre de son engagement biodiversité et à la connaissance territoriale et à l'expérience de gestion des milieux naturels de l'AEV.

Le calendrier initialement prévu ne correspondant plus au calendrier actuel du à un décalage initial de 6 mois par rapport au calendrier prévisionnel qui débutait au 2ème semestre 2017,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE I : OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier le calendrier des livrables concernant les années 2019 et 2020, énumérés en article 6 de la convention initiale, comme suit :

ARTICLE VI : RÉMUNÉRATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT

VI.I. Montant et échéances des paiements

Ladite somme sera allouée par l'AEV aux fins de réalisation de l'Étude, par application des montants fractionnés et forfaitaires synthétisés dans le tableau ci-après :

Année 2017

Désignation		Montant total TTC (€)
Second semestre	Signature de la convention en décembre 2017 (avance)	50 000 €
	Total TTC	**50 000 €**

Année 2018

Désignation		Montant total TTC (€)
1er semestre	à la remise des livrables suivants : - Note d'objectifs sur la mise à jour méthodologique (volet1) - Outil opérationnel d'évaluation (avant test) (volet 1)	50 000 €
2nd semestre	à la remise des livrables suivants : - Production d'un cadre de référence ERC version préliminaire (volet 2) - Note méthodologique sur l'analyse de la connectivité (volet 3)	50 000 €
	Total TTC	**100 000 €**

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200304-20_011-DE

Année 2019

Désignation		Montant total TTC (€)
2ème semestre 2019	à la remise des livrables suivants : - Rapport sur le retour des tests terrains (volet 1) - Outil opérationnel d'évaluation validé (volet1)	50 000 €
	Total TTC	**50 000 €**

Année 2020

Désignation		Montant total TTC (€)
1ème semestre 2020	à la remise des livrables suivants : - Rapport de synthèse sur l'application du cadre ERC (volet 2) - Rapport d'étude de l'insertion des sites AEV dans les réseaux écologiques (volet 3)	50 000 €
2ème semestre 2020 (à l'issue de la convention)	- Organisation d'une session de formation à la méthodologie (volet 1) - Rapport sur les retours des analyses prospectives sur les réseaux écologiques (volet 3) - Capitalisation, finalisation et remise de l'ensemble des livrables de l'étude	50 000 €
	Total TTC	**100 000 €**

ARTICLE II : DUREE

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature jusqu'à la fin du projet au 31 décembre 2020.

Fait à Paris, en deux (2) exemplaires, le

Pour le MNHN
Le Président
Bruno DAVID

Pour l'AEV
La présidente
Anne CABRIT

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France,
le : 04 MARS 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-012

Approbation de la convention cadre de mise en œuvre d'activités sportives, culturelles et de loisirs en Forêt de Bondy, dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la convention-cadre de mise en œuvre d'activités sportives, culturelles et de loisirs en Forêt de Bondy avec les villes de Clichy-sous-Bois, Livry-Gargan et Monfermeil ci-annexée.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer la convention.

Nombre de présents..... :	16
Nombre de mandats ..... :	
Nombre de votants ..... :	
Votes POUR..... :	14
Votes CONTRE ..... :	
Abstentions..... :	1
Ne prend pas part au vote..... :	1

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

CONVENTION CADRE DE MISE EN ŒUVRE D'ACTIVITES SPORTIVES, CULTURELLES ET DE LOISIRS DISPOSITIF VILLE-VIE-VACANCES-FORET DE BONDY

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L.4413-2 et R.4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°

Dénommée ci-après « l'Agence »,

D'une part,

et

La Ville de Clichy-sous-Bois, sise à Clichy-sous-Bois 93390, Place du 11 Novembre 1918, identifiée sous le numéro SIRET 219 300 142 000 11,
représentée par Monsieur Olivier KLEIN, agissant en qualité de Maire en exercice, dûment habilité à cet effet en vertu de l'arrêté municipal n° 2020.76

La Ville de Montfermeil, sise à Montfermeil 93370, 7/11 place Jean Mermoz, identifiée sous le numéro SIRET 219 300 472 000194,
représentée par Monsieur Xavier LEMOINE, agissant en qualité de Maire en exercice, dûment habilité à cet effet en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 22 janvier 2020

La Ville de Livry-Gargan, sise à Livry-Gargan – 93190, 3 place François Mitterrand, identifiée sous le numéro SIRET 219 300 464 000 19,
représentée par Monsieur Pierre-Yves MARTIN, agissant en qualité de Maire en exercice, dûment habilité à cet effet en vertu de la délibération n°2019-12-27 du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2019

Dénommées ci-après « le Bénéficiaire »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

L'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France, établissement public régional à caractère administratif, met en œuvre la politique régionale des espaces verts, des forêts et des promenades.

Dans ce cadre, elle gère le domaine régional constitué de bois et forêts qu'elle peut mettre à disposition afin de favoriser son ouverture au public et le développement d'activités récréatives, sportives et culturelles dans les espaces naturels.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

Depuis l'été 2000, dans le cadre du dispositif national « Ville V[illegible] fructueux initié par les villes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil, ensuite rejointes par Livry-Gargan, s'est mis en place avec le milieu associatif local, ainsi que le département de Seine-Saint-Denis à travers son dispositif « L'été en Herbe ».

L'objectif de ce projet dénommé « VVV-Forêt de Bondy » est de permettre à des milliers de jeunes d'accéder gratuitement à des activités sportives, culturelles et de loisirs pendant les vacances scolaires estivales dans un cadre forestier privilégié.

Chaque année, une convention de mise en œuvre d'activités sportives en forêt régionale de Bondy, est signée avec la ville organisatrice, chacune de ces trois communes organisant tour à tour cet événement local.

Face à ce succès constant et à l'aube de la 20ème édition, ces trois villes et l'Agence souhaitent poursuivre ce partenariat de façon pérenne à travers une convention d'une durée de 10 ans.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre de la mise à disposition partielle et non exclusive de la forêt régionale de Bondy aux trois villes co-contractantes, pour la mise en œuvre, en période de vacances scolaires estivales, d'activités sportives, culturelles et de loisirs.

Ces trois villes désigneront chaque année laquelle d'entre elles organise l'opération. Celle-ci est mentionnée ci-après « le Bénéficiaire ».

Ces activités s'inscrivent, plus largement dans le cadre de l'opération « L'été en Herbe » portée par le département de Seine Saint Denis, et celui du projet « Ville-Vie-Vacances (VVV) » porté par le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales qui a pour objectif de :

- Permettre prioritairement aux jeunes de 11 à 18 ans, aux enfants et leur famille qui ne partent pas en vacances, de se retrouver dans un cadre opportun pour découvrir, redécouvrir et être initiés à une multitude d'activités en toute gratuité.

- Proposer un encadrement de qualité, par une équipe qualifiée, pour une découverte ludique, plaisante, qui favorise la progression tout en assurant une plus-value éducative.

- Favoriser l'estime de soi notamment en valorisant les différents acquis initiés sur le dispositif, auprès des familles ou par le biais de différentes distinctions significatives.

- Favoriser la prise en compte de savoirs locaux, en valorisant des partenaires présents sur le département et des acteurs associatifs du territoire, tout en assurant auprès du public la promotion de la mixité de toute nature.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa signature par les parties.

Elle pourra être reconduite une fois, de manière expresse à la demande des co-contractants, pour une période similaire de 10 ans, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée 6 mois avant la date prévue pour l'échéance.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DE L'OCCUPATION

3-1 OCCUPATION PRECAIRE ET NON EXCLUSIVE

L'Agence autorise le Bénéficiaire à mettre en œuvre, sur le site de la Forêt Régionale de Bondy, le dispositif VVV-Forêt de Bondy.

Cette occupation est conclue à titre précaire.
En raison de son caractère précaire et au regard de la spécificité de l'immeuble mis à disposition (forêt), la présente autorisation ne confère au Bénéficiaire qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucun droit ou avantage reconnus au locataire d'immeuble à usage commercial.

L'occupation est non exclusive, l'Agence se réservant le droit d'accorder à d'autres bénéficiaires des autorisations d'occupation temporaires sur un espace délimité en collaboration avec le Bénéficiaire.

L'Agence tiendra compte du programme d'actions annuel mentionné à l'article 5 et informera le Bénéficiaire des modalités de ces autorisations dans un délai de un mois avant leur commencement.

3-2 PERIODE ANNUELLE D'OCCUPATION

Les activités ouvertes au public se déroulent l'été entre le 1er juillet et le 31 août et un « pré-lancement » du dispositif peut s'effectuer courant juin. Par ailleurs, eu égard aux contraintes logistiques d'installation et un de rangement des activités, la période d'occupation totale pourra donc se dérouler entre le 1er juin et le 31 août de chaque année.

Le Bénéficiaire devra communiquer à l'Agence pour validation un planning prévisionnel des activités programmées ainsi que la liste des intervenants au plus tard le 31 mars de chaque année.

3-3 CARACTERISTIQUES DES ACTIVITES AUTORISEES

Les activités, de nature sportive, culturelle ou de loisir devront se réaliser dans le respect de la règlementation, notamment vis-à-vis des normes de sécurité en vigueur. L'Agence pourra refuser certaines des activités en cas de non-respect de la réglementation.

Le Bénéficiaire souhaite offrir un large panel d'activités mentionnées dans la liste indicative suivante (non exclusive d'activités nouvelles innovantes) :
-pratique de sports collectifs (Rugby, Football,…), du vélo et autres véhicules non motorisés, de sports de raquettes (badminton…), de combat (Capoeira, Taekwondo…), de l'accrobranche, du tir à l'arc / Archery tag, de l'art du cirque (trampoline, trapèze volant,…), de la danse.
-initiation aux gestes des premiers secours et à la formation diplômante PSC1
-participation au Parcours Aventure et au jeu de piste numérique.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

4.1 ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Le Bénéficiaire s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisque) couvrant les risques encourus avec extension de garantie sur le territoire forestier concerné et aux vues des activités pratiquées.
Dès la signature de la présente convention par le Bénéficiaire, ce dernier devra fournir les attestations annuelles d'assurance susvisées.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir les équipements en bon état de sécurité pour la sécurité des usagers et des tiers. Il veille à ce que les équipements soient conformes aux normes françaises et européennes applicables en matière de sécurité.

Le Bénéficiaire demeure seul et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des activités réalisées sur le territoire mis à sa disposition, de son fait personnel ou de ses commettants ou des choses dont il a la garde.

Le Bénéficiaire devra informer le public des risques liés à l'exercice de chaque activité.
En cas de danger manifeste et imminent, le Bénéficiaire doit prendre toutes les mesures conservatoires utiles et nécessaires et notamment annuler les activités sportives.

4.2 RESPECT DU CLASSEMENT NATURA 2000 DU SITE

Le Bénéficiaire doit réaliser une évaluation d'incidence au titre du classement Natura 2000 dont fait l'objet la forêt régionale de Bondy. Le dossier complet doit être déposé auprès des services de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) suffisamment en amont de la date de commencement des activités.

4.3 ORGANISATION ET DEROULEMENT DES ACTIVITES

Le déroulement des activités respectera les horaires d'ouverture et de fermeture de la forêt.

Le Bénéficiaire est tenu de se conformer au règlement intérieur de la forêt (dont un exemplaire est joint à la présente convention) qui fait référence en matière de réglementation pour cet espace ouvert au public.

Les espaces fréquentés devront chaque jour être maintenus en bon état de propreté. Le Bénéficiaire nettoiera, notamment, les aires utilisées avec les enfants bénéficiaires des structures et des lieux afin de les sensibiliser au respect du milieu forestier. Les animateurs devront être sensibilisés à une approche de l'éco-citoyenneté.

En dehors des poubelles de la forêt, les sacs poubelles recevant les déchets des activités du dispositif devront être fournis par le Bénéficiaire.

La sécurité des pratiquants et des promeneurs reste la priorité quant à la mise en place des activités.

Chaque activité exige un encadrement sérieux et efficace conformément aux normes réglementaires en vigueur. L'accès au site pourra être refusé à un groupe qui ne présenterait pas un encadrement satisfaisant, se mettant eux-mêmes ou mettant les autres en situations de dangers.

Les plans de circulation de cyclistes et autres conducteurs sont définis par les services techniques de l'Agence et autorisés uniquement sur les allées et chemins stabilisés dont la largeur est égale ou supérieure à 2,50 mètres.
La vitesse doit être réduite de manière à ne pas créer un danger pour la circulation des piétons.

Les équipements sont amovibles et sont repliés à la fin de chaque saison ou chaque soir si nécessaire. Toutes les mesures et moyens de sécurité doivent être mis en place par le Bénéficiaire pour assurer le bon déroulement de l'activité.

Seuls sont autorisés à pénétrer en forêt, les véhicules nécessaires à la mise en place et au repli des installations.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

La localisation précise des lieux d'activités et des places à container est définie en accord avec les techniciens de l'Agence.

L'ensemble des activités sera coordonné depuis le « pôle accueil » du dispositif, situé sur le chalet à proximité du parking 3 de la forêt.

Les activités se déroulent sur les espaces de pelouse et chemins stabilisés désignés par les services techniques de l'Agence et encadrés par le Bénéficiaire.

Le programme proposé étant susceptible de s'enrichir par de nouvelles activités, le Bénéficiaire devra solliciter, par tout moyen (courrier/courriel) l'accord préalable et écrit de l'Agence au moins une semaine à l'avance.

4.4 MATERIEL - MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS

Le Bénéficiaire a la charge de l'entretien, de la surveillance et du maintien en état des équipements mis en place sur le site pour le déroulement des différentes activités.

Aucun matériel ne sera déposé dans les bâtiments liés au fonctionnement de la forêt, même à titre provisoire, si ce n'est dans le chalet d'accueil en bois situé près de l'entrée principale de la forêt.

L'essentiel du matériel sera stocké dans les containers fournis par le Bénéficiaire et disposés à proximité des pôles d'activités en accord avec les techniciens de l'Agence.

Le Bénéficiaire pourra installer provisoirement des sanitaires pendant la durée du dispositif. L'installation, l'entretien et la vidange de ceux-ci sont à la charge du Bénéficiaire. Il veillera particulièrement au bon état de propreté aux abords des cabines. Leurs emplacements seront définis en accord avec les techniciens de l'Agence.

L'Agence assurera la mise en place de la fontaine située à proximité du chalet d'accueil.

Les Bénéficiaires solliciteront par le biais d'un courriel l'autorisation préalable de l'Agence pour tous nouveaux aménagements ou toute nouvelle mise en place d'équipements envisagés.

ARTICLE 5 – ECHANGES ET SUIVI DU PARTENARIAT

Le Bénéficiaire s'engage à communiquer à l'Agence, au plus tard :

- le 1er novembre le bilan de l'opération passée,
- le 31 décembre un pré-projet mentionnant notamment les nouvelles activités envisagées, pour une pré-validation du technicien du site ainsi que son programme animation Nature pour son insertion éventuelle dans le guide annuel de l'Agence « Natur' Box »
- le 1er mars le programme de l'ensemble des activités,
- au service communication, avant l'inauguration, les projets d'invitation à l'inauguration, d'affiches, de bannières web ou tout autre support, avant impression ou diffusion, pour validation de la bonne intégration du logo de l'Agence,
- un mois avant l'inauguration, plusieurs invitations aux services communication, administratif et technique de l'Agence,

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

- le jour de l'inauguration, l'Agence est autorisée, si elle le souhaite, à prendre part aux discours institutionnels et à avoir une visibilité (kakémonos).

Les parties conviendront d'au moins d'une réunion annuelle en présence notamment du technicien de l'Agence responsable du site.

Le Bénéficiaire informera préalablement et sollicitera l'autorisation de l'Agence pour toute manifestation, tout reportage qu'il organisera sur le site mis à sa disposition.

ARTICLE 6 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Le Bénéficiaire ne pourra céder sous quelque forme que ce soit, les droits et obligations découlant de la présente convention.

Il ne pourra sous-louer tout ou partie des biens mis à disposition, ni même les prêter.

ARTICLE 7 : RESILIATION - DENONCIATION

7.1 – RESILIATION

En cas de non-exécution par le Bénéficiaire de l'une des obligations décrites dans la présente convention cette dernière pourra être résiliée de plein droit à tout moment, avec effet immédiat et aux torts exclusifs du Bénéficiaire.

L'Agence met en demeure chacun des co-contractants par lettre recommandée avec accusé de réception, soit de cesser l'activité non conforme à la convention, soit de se conformer à ses obligations.

A défaut de réponse de leur part dans un délai de 15 jours, la convention est résiliée.

Les co-contractants ne pourront prétendre à aucune indemnité de résiliation.

7.2 – DENONCIATION

Les co-contractants reconnaissent le caractère temporaire et précaire de la mise à disposition des parcelles.

Ainsi, la convention pourra être dénoncée par l'Agence, par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chacun des co-contractants, en respectant un délai de six mois à compter de la notification de la dénonciation.

Les co-contractants ne pourront prétendre à aucune indemnité suite à cette dénonciation.

Les co-contractants pourront mettre fin à la présente convention, par simple lettre recommandée avec accusé réception, adressée à l'Agence en respectant un préavis de trois mois.

ARTICLE 8 : DROIT DE COMMUNICATION

Le Bénéficiaire s'engage à citer l'Agence dans toutes les opérations de communication et de diffusion (quel que soit le support) qu'il mènera lors des activités organisées sur le site mis à disposition.
Tout support de communication devra présenter le logo de l'Agence et devra être soumis au service communication de l'Agence pour validation de son intégration en bonne et due forme.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

ARTICLE 9 – ETAT DES LIEUX

Le Bénéficiaire s'engage à prendre en l'état les espaces mis à disposition. Il sera procédé à un état des lieux des sites accueillant le public de façon fixe.

Tout dommage ou toute dégradation causé aux équipements de la forêt et lié aux activités organisées par le Bénéficiaire sera réparé aux frais de ce dernier après constat contradictoire des parties.

ARTICLE 10 – REDEVANCE

La présente autorisation est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige portant sur l'exécution du présent contrat devra être porté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait en deux exemplaires originaux, à

Le

Pour la Ville de Clichy-sous-Bois,
Le Maire,

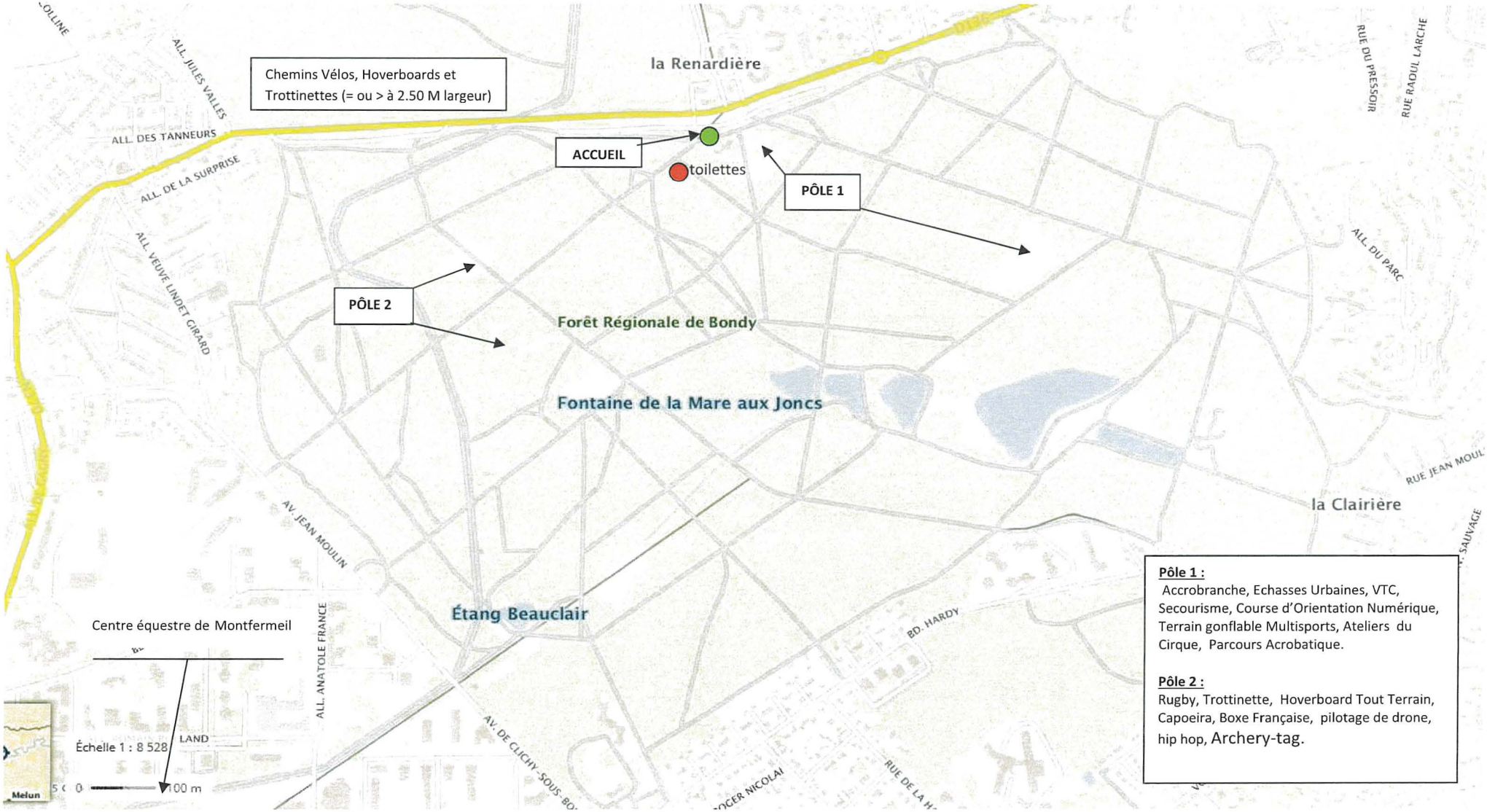
Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Île-de-France,

Pour la Ville de Montfermeil,
Le Maire,

Pour la Ville de Livry-Gargan
Le Maire,

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

PLAN ACTIVITES VILLE VIE VACANCES (liste des activités non exhaustives)



Pôle 1 :
Accrobranche, Echasses Urbaines, VTC, Secourisme, Course d'Orientation Numérique, Terrain gonflable Multisports, Ateliers du Cirque, Parcours Acrobatique.

Pôle 2 :
Rugby, Trottinette, Hoverboard Tout Terrain, Capoeira, Boxe Française, pilotage de drone, hip hop, Archery-tag.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_012-DE

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_013-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020
(REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-013

Approbation de la convention-cadre pour la valorisation des espaces naturels régionaux avec l'EPCC Ateliers Médicis (PRIF de la Dhuis)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la convention-cadre avec l'EPCC Ateliers Médicis ci-annexée.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer la convention.

ARTICLE 3 : DIT que les recettes résultant de la conclusion de cette convention seront constatées sur le budget de l'Agence des Espaces Verts.

Nombre de présents	17
Nombre de mandats	2
Nombre de votants	19
Votes POUR	19
Votes CONTRE	-
Abstentions	-
Ne prend pas part au vote	-

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_013-DE

Convention-cadre pour la valorisation culturelle

des espaces naturels régionaux

situés dans le périmètre d'action des Ateliers Médicis

Entre

L'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°19-001 du Conseil d'administration du 14 février 2019,

Dénommée ci-après « L'AEV »,

D'une part,

et

Les Ateliers Médicis, établissement public de coopération culturelle, dont le siège est allée Françoise N'Guyen 93390 Clichy-sous-Bois, représenté par sa Présidente en exercice,

Dénommé ci-après « les Ateliers Médicis »

Préambule

L'Agence des espaces verts (AEV) met en œuvre la politique régionale en matière d'espaces naturels, de forêts et de promenades.

Elle est en particulier propriétaire, pour le compte de la Région et gestionnaire de la Forêt régionale de Bondy (181 ha), sise sur les communes de Clichy-sous-Bois, Montfermeil et Coubron, dans le département de la Seine-Saint-Denis.

De plus, par voie de convention avec l'EPIC Eau de Paris, l'AEV est gestionnaire de la promenade aménagée par ses soins sur l'emprise de l'aqueduc souterrain de la Dhuis, entre Le Raincy (Seine-Saint-Denis) et Dampmart (Seine-et-Marne), sur une longueur de 27 km.

Après avoir créé le Périmètre régional d'intervention foncière de la Dhuis en 2018 (délibération 2018-107 du 3 juillet 2018), l'AEV se portera acquéreur du foncier de la Dhuis en 2020.

Les missions principales de l'AEV sur ces deux espaces naturels régionaux sont l'accueil du public et la préservation de la biodiversité.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_013-DE

Dans un contexte de renouvellement urbain particulièrement marqué, comme on peut l'observer au niveau du secteur central de Clichy-Montfermeil, le principal enjeu pour l'AEV est de maintenir, voire de renforcer les qualités patrimoniales et récréatives des espaces de nature qu'elle gère, au premier rang desquels, la Forêt régionale de Bondy et la Promenade de la Dhuis.

Certaines des actions mises en place par les Ateliers Médicis depuis 2016 avec l'appui de l'AEV ont permis de faire connaître et de promouvoir ces espaces auprès du public local.

La période actuelle de transformation urbaine intense du secteur central de Clichy-Montfermeil doit être l'occasion de renforcer ces actions en direction du public local et des futurs usagers des équipements programmés. Il s'agit de comprendre et d'accompagner les mutations urbaines pour assurer la bonne coexistence du futur secteur central et de son environnement naturel. C'est pourquoi, une nouvelle convention cadre, succédant à la convention-cadre signée en 2017, est nécessaire.

Les Ateliers Médicis

Créé en décembre 2015, l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Médicis-Clichy-Montfermeil, réunissant l'Etat et les partenaires territoriaux, a pour objet de préparer la création à l'horizon 2025 d'un grand lieu culturel, ancré localement et agissant aux plans francilien, national, et international.

Le futur équipement sera implanté à proximité immédiate du métro Grand Paris Express et constituera avec son arrivée une porte emblématique du Grand Paris. Sa vocation sera culturelle et artistique, mais aussi éducative, sociale, économique et d'aménagement du territoire. La proximité de la Forêt régionale de Bondy et de la promenade de la Dhuis permettent également de penser les actions culturelles du futur établissement dans une relation féconde avec une offre de loisirs orientée vers la nature, présente et riche sur le territoire, dans le cadre de l'Arc Paysager.

Création, production, recherche, enseignement, formation, éducation artistique et culturelle ainsi que des fonctions connexes à déployer en phase avec le territoire et la future gare du Grand Paris Express fondent le cadre stratégique de cet établissement de référence dont le projet est appelé à se déployer de manière innovante et progressive.

Acte concret d'un Grand Paris de la culture, les Ateliers Médicis déploient leur activité et leurs missions en portant une attention particulière aux usages, habitants et territoires de son implantation. Ils veillent au respect d'un principe permanent, celui de l'exigence au cœur des territoires, le rayonnement métropolitain ainsi que l'innovation sociale et culturelle.

La future structure aura pour vocation d'accueillir des artistes en résidence, mais aussi de déployer, à partir de cette fonction centrale et en lien avec le territoire, un projet culturel fort, fondé sur le partage et la transmission.

Ce grand projet culturel se projette dans le temps. Il se met en place à travers un processus innovant d'élaboration par l'expérimentation, par une nouvelle ingénierie et par la mise en œuvre d'une programmation et la création d'un lieu temporaire, pavillon du projet.

Un lieu éphémère de préfiguration du projet a été construit le long de la promenade de la Dhuis, au niveau de l'allée des Cinq Continents et de l'allée Françoise Nguyen, à 200 mètres environ, par la Dhuis, des futurs chantiers de la gare et du futuréquipement culturel. Cette implantation est idéale pour envisager, en partenariat avec l'AEV, des actions culturelles et artistiques valorisant en particulier la forêt de Bondy et le tronçon de la Dhuis allant du lieu éphémère aux futurs chantiers, et plus largement, l'offre de nature présente sur le territoire.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_013-DE

Article 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les modalités d'un partenariat entre l'AEV et les Ateliers Médicis pour permettre la réalisation d'actions culturelles dans les espaces de nature gérés par l'AEV dans l'environnement proche du secteur central de Clichy-Montfermeil, au premier rang desquels la Promenade de la Dhuis et la Forêt régionale de Bondy.

Elle décrit également les conditions de mise à disposition, dans le cadre de ce partenariat, de certaines propriétés régionales relevant des espaces naturels précités.

Quatre axes de coopération sont identifiés :

1. La mise à disposition non exclusive par l'AEV du Pavillon des Forestiers Juniors, dénommé ci-après « le Pavillon » en Forêt régionale de Bondy, pour l'accueil d'artistes en résidence et d'ateliers participatifs associant artistes et habitants de Clichy et de Montfermeil.
2. La mise à disposition par l'AEV d'une portion de la Forêt régionale de Bondy, pour la réalisation de projets portés par les Ateliers Médicis.
3. La mise à disposition par l'AEV de la parcelle section AL n°33 à Clichy-sous-Bois, comprenant la Promenade de la Dhuis et jouxtant le site des Ateliers Médicis, pour la tenue d'événements extérieurs permettant d'animer la Promenade.
4. La remise par l'AEV de préconisatoins auprès des Ateliers Médicis et de leurs prestataires, dans le cadre de la réflexion sur la place du végétal et des continuités écologiques dans le projet du futur siège des Ateliers Médicis.

Article 2. DUREE

La présente convention-cadre est conclue à partir de la date de sa signature et jusqu'à la mise en service effective du bâtiment siège des Ateliers Médicis à Montfermeil prévue à la fin de l'année 2025.

Article 3. DESCRIPTION DE L'OCCUPATION ET DES BIENS MIS A DISPOSITION

3-1 Mise à disposition du Pavillon des Forestiers Juniors

Le Pavillon est un bâtiment situé sur la parcelle cadastrée section AK n°3, commune de Clichy-sous-Bois.

Il s'agit d'un établissement recevant du public de type R (établissement d'enseignement primaire) de 5ème catégorie, avec des activités de type L (salle d'audition, de conférence, de réunion multimédia) pour des effectifs maximum de 60 pour le public, 5 pour le personnel soit au total 65 personnes.

Le bien mis à disposition est constitué du Pavillon et de son terrain d'assiette, délimité selon le plan en annexe. Il est à noter qu'un logement pour utilité de service attribué à un agent de l'AEV jouxte le Pavillon ; ce-dernier ne fait pas partie du bien mis à disposition.

L'accès à la mezzanine est exclusivement réservé aux artistes suivis par les Ateliers Médicis.

Le terrain d'assiette du Pavillon (cf annexe 1) pourra être utilisé pour la mise en œuvre des projets portés par les Ateliers Médicis qui veilleront à laisser libre d'accès le chemin menant au logement et à son parking.

3-2 Mise à disposition de la Forêt régionale de Bondy

La Forêt régionale de Bondy fait partie du réseau Natura 2000 ; elle est partie intégrante des sites classés dans la Zone de Protection Spéciale FR1112013 « Sites de la Seine-Saint-Denis » au titre de la Directive européenne « Oiseaux ». Elle est également concernée par deux périmètres de ZNIEFF

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_013-DE

(Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique). Elle est, par ailleurs, soumise au régime forestier. De nombreux travaux écologiques sont menés sur cette forêt périurbaine.

Elle possède un réseau viaire très dense : 13.2 km d'allées et de chemins, parmi lesquels on peut signaler le GR14 et la promenade de la Dhuis, qui la traverse. La fréquentation estimée de cette forêt est d'un million de visiteurs par an, principalement des habitants des communes de situation. De nombreuses manifestations y sont organisées, au premier rang desquelles la manifestation Ville-Vie-Vacances qui accueille les enfants des communes proches pendant les congés d'été.

L'AEV y a installé un bâtiment pédagogique : le Pavillon des Forestiers Juniors, dédié jusqu'en 2018 à l'éducation à l'environnement. Ce bâtiment, conçu pour recevoir du public, est disponible pour de nouvelles utilisations.

Enfin, l'AEV a également installé sur place les écuries de sa brigade équestre, qui est chargée de la surveillance et du gardiennage des sites régionaux.

Le bien mis à disposition des Ateliers Médicis consiste en une occupation ponctuelle et non exclusive de la fôret.

3-3 Mise à disposition de la Promenade de la Dhuis

La Promenade de la Dhuis commence au Raincy (93) et traverse le secteur central de Clichy-Montfermeil, avant de pénétrer en Forêt régionale de Bondy et de poursuivre un itinéraire qui aboutit à Dampmart (77) au bord de la Marne. C'est une promenade aménagée sur le tracé de l'aqueduc de la Dhuis, aujourd'hui désaffecté sur ce parcours.

Comme la Forêt régionale de Bondy, elle est intégrée au réseau Natura 2000 de la Seine-Saint-Denis. Elle passe également à proximité de cinq ZNIEFF et de quatre Périmètres régionaux d'intervention foncière, dans son parcours entre Seine-Saint-Denis et Seine-et-Marne. De nombreuses espèces faunistiques et floristiques liées à ces espaces se retrouvent également sur la Promenade.

L'aménagement du linéaire en promenade date des années 2005-2008 et consiste en une double piste stabilisée destinée aux piétons et aux vélos. Cette double piste est bordée de bandes enherbées et jalonnée de bornes hectométriques et de regards maçonnés remontant à la construction de l'aqueduc. Aux intersections avec les axes de circulation, l'aménagement a prévu l'installation de « sauts de loup », constitués de pavés en grès assemblés pour former des vagues, et la mise en place d'arceaux métalliques interdisant l'accès de la Promenade aux véhicules à moteur. Ces deux éléments constituent une signature visuelle reconnaissable tout au long du parcours.

Le bien mis à disposition des Ateliers Médicis consiste en une portion de la Promenade de la Dhuis située sur la parcelle cadastrée section AL n°33, commune de Clichy-sous-Bois.

Article 4. OBLIGATIONS GENERALES

4-1 Assurance et Responsabilité :

Les Ateliers Médicis s'engagent à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) nécessaires dans le cadre de la présente mise à disposition.

Ces assurances couvriront notamment les œuvres réalisées dans le cadre de ce projet et comporteront une extension de garantie sur le territoire forestier.

Les attestations d'assurance afférentes seront communiquées à l'AEV, chaque année, par les Ateliers Médicis.

Les Ateliers Médicis s'assureront également de la conformité aux normes de sécurité de toutes les installations et matériels utilisés dans le cadre du projet et implantés sur le bien mis à disposition. Le cas échéant, un bureau de contrôle et / ou la Commission de sécurité compétente devra être consultée.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_013-DE

Les Ateliers Médicis demeurent seuls responsables de tous dommages résultant des activités accueillies dans ce cadre de leur fait personnel ou de leurs commettants ou des choses dont ils ont la garde.

En cas de danger manifeste et imminent, les Ateliers Médicis devront prendre toutes les mesures conservatoires utiles et nécessaires et notamment annuler l'(es)activté(s).

4-2 Respect des sites, du règlement interieur et du classement Natura 2000

Les Ateliers Médicis sont tenus de se conformer au règlement intérieur des sites gérés par l'AEV et notamment celui de la forêt de Bondy (dont un exemplaire est joint à la présente convention) qui fait référence en matière de réglementation pour cet espace ouvert au public.

Les Ateliers Médicis veilleront à ce qu'aucune atteinte au végétal ne soit portée, les équipements techniques mis en place ne devant en aucun cas blesser les arbres ou nuire à leur croissance (aucun clou ni vis sur le végétal…) et tout projet d'installation utilisant des arbres comme support devra être validé par un expert ayant vérifié la solidité de ces arbres.

Les espaces fréquentés devront être maintenus quotidiennement en bon état de propreté. Les Ateliers Médicis nettoieront, notamment, les lieux utilisés afin de sensibiliser les intervenants et le public au respect du milieu forestier.

En dehors des poubelles de la forêt, les sacs poubelles recevant les déchets des activités du dispositif devront être fournis par les Ateliers Médicis.

Les Ateliers Médicis devront respecter le classement Natura 2000 de la forêt régionale de Bondy et réaliser une évaluation d'incidence à ce titre. Le dossier complet devra, le cas échéant, être déposé auprès des services de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) suffisamment en amont de la date de commencement des actions culturelles qui devront respecter les horaires d'ouverture et de fermeture de la forêt.

Seuls sont autorisés à pénétrer en forêt les véhicules nécessaires à la mise en place et au repli des installations.

La circulation sera interdite aux véhicules de plus de 3,5t sur le passage de l'aqueduc de la Dhuis.

4-3 Cession et sous-location :

Les Ateliers Médicis ne pourront céder sous quelque forme que ce soit, les droits et obligations découlant de la présente convention et ne pourront sous-louer tout ou partie des biens mis à disposition.

4-4 Etat des lieux

Les Ateliers Médicis s'engagent à prendre en l'état les espaces mis à dispositon.

Un état des lieux contradictoire sera dressé en début et fin de la présente convention et autant de fois que l'AEV le jugera nécessaire, en fonction des autorisations d'occupation délivrées au titre de l'article 5.1.

Les Ateliers Médicis s'engagent à respecter les locaux et à les rendre tels que mis à leur disposition.

Si des réparations sont à effectuer au terme de chaque mise à disposition et qu'elles résultent de dégradations causées par les Ateliers Médicis, les artistes en résidence ou le public accueilli au Pavillon, elles seront à la charge des Ateliers Médicis

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_013-DE

Article 5. CONDITIONS PARTICULIERES

5.1 Suivi du partenariat et validations

Les parties se rapprocheront au moins deux fois par an afin d'établir conjointement le planning d'occupation du Pavillon pour le semestre à venir, en indiquant le projet concerné, la période souhaitée, le nom du porteur de projet, le nombre de participants et les espaces et horaires souhaités. Un compte-rendu valant autorisation d'occupation sera rédigé et communiqué par l'AEV.

Les Ateliers Médicis solliciteront l'AEV, par voie de courrier ou de courriel, pour toute autre demande d'occupation ou toute modification d'occupation validée précédemment.

En cas d'acceptation, l'AEV transmet ensuite l'autorisation d'occupation par voie de courrier ou de courriel, assujettie, le cas échéant, de prescriptions particulières.

L'AEV se réserve toutefois le droit de refuser la mise à disposition dans les cas où le projet pour lequel elle est demandée ne correspondrait pas à l'accueil d'artistes en résidence aux Ateliers Médicis ou d'ateliers participatifs associant artistes et habitants de Clichy ou de Montfermeil.

Les Ateliers Médicis soumettent à l'AEV, au moins 2 mois à l'avance, leur demande de mise à disposition de la Promenade de la Dhuis, en indiquant le projet concerné, la période souhaitée, le nom de l'interlocuteur unique, un descriptif technique du projet comportant le détail des installations et du matériel à installer sur les lieux et un plan de l'emprise souhaitée. Ils fournissent également les attestations d'assurance nécessaires.

Ce délai peut être ramené à 15 jours pour des événements très ponctuels (d'une durée maximum de trois jours), concernant un public restreint (sur invitation) et pour des installations légères (tables, bancs, petit barnum avec plancher).

Jusqu'à l'acquisition du foncier correspondant au bien mis à disposition par l'AEV, les Ateliers Médicis devront également faire une demande d'autorisation auprès de l'EPIC Eau de Paris.

5-2 La Dhuis

Les conditions d'occupation suivantes s'appliquent à tout projet impliquant une mise à disposition de la Promenade de la Dhuis :

- Jauge inférieure à 300 personnes
- Passage préservé pour les piétons et cyclistes empruntant la Dhuis
- Respect, pour les installations temporaires et les engins nécessaires à leur mise en place, du tonnage autorisé sur la Promenade de la Dhuis, soit 3.5 tonnes, sauf dérogation émise soit par Eau de Paris, soit par l'AEV, une fois l'acquisition de la Promenade de la Dhuis réalisée.
- Pas de fondations dans le sol, sauf avis favorable émis soit par Eau de Paris, soit par l'AEV, une fois l'acquisition de la Promenade de la Dhuis réalisée.
- Respect des obligations et des procédures liées au classement Natura 2000 de la Promenade de la Dhuis en prenant contact avec l'animateur Natura 2000 de la Zone de Protection Spéciale « Sites de Seine Saint-Denis »
- Remise en état à l'identique à l'issue de la manifestation

L'AEV se réserve le droit de refuser la mise à disposition dans les cas où le projet pour lequel elle est demandée ne correspondrait pas à la tenue d'événements culturels permettant d'animer la Promenade.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_013-DE

5.3 Interlocuteur unique désigné par les Ateliers Médicis

Les Ateliers Médicis désigneront parmi leur personnel (et/ou un artiste associé) un interlocuteur (ou son remplaçant en période de congés) qui sera l'unique référent de l'AEV durant la période de mise à disposition du Pavillon.

Cette personne conduit aussi le projet pour lequel la mise à disposition de la Promenade de la Dhuis est demandée. Il – elle est l'interlocuteur-trice de l'AEV durant la période de mise à disposition.

5-4 Comité technique

Un comité technique constitué de représentants de l'AEV et des Ateliers Médicis se réunit au moins une fois par an pour :

- étudier les futurs projets d'action culturelle à réaliser dans le cadre de la présente convention et examiner les conditions de leur réalisation ;
- faire un bilan des projets réalisés et proposer des perspectives d'amélioration.

5-5 Accès et sécurité

5-5-1 Accès au parking

Les Ateliers Médicis et leurs prestataires sont autorisés à accéder au Pavillon en véhicules depuis le parking n°1 de la forêt de Bondy et à stationner jusqu'à trois véhicules sur le parking extérieur à l'enceinte du Pavillon.

Aucun véhicule ne pourra stationner dans l'enceinte du Pavillon plus longtemps que le temps nécessaire au chargement et déchargement de matériel.

Il est à noter que l'accès à la forêt de Bondy est fermé de 17h45 à 7h45 en période d'hiver, de 18h45 à 7h 45 en période de printemps et d'automne et de 19h45 à 7h45 en période d'été.

Les Ateliers Médicis se voient remettre un jeu de clés pour l'accès au Pavillon. Le porteur de projet est responsable de l'ouverture et de la fermeture des lieux. Les clés sont remises à l'AEV lors de l'état des lieux de sortie (cf. article 4.4).

5-5-2 Ouverture/fermeture du bâtiment

Le Pavillon pourra être ouvert le matin à partir de 8H00, ce qui correspond à l'heure d'ouverture de la Forêt régionale. Le Pavillon sera fermé au plus tard suivant les horaires de fermeture de la forêt, soit à 17h45 l'hiver, à 18h45 le printemps et l'automne, à 19h45 l'été.

Par dérogation et en fonction des autorisations délivrées par l'AEV conformément à l'article 5.1 de la présente convention, les Ateliers Médicis pourront occuper le Pavillon en dehors des horaires définis ci-dessus et sans que les activités ne génèrent de nuisances sonores.

Les Ateliers Médicis veilleront, après chaque départ du Pavillon, y compris pour un court instant, à enclencher l'alarme, fermer le rideau de fer et verrouiller le portail d'enceinte.

Article 6. AVIS SUR LA PLACE DU VEGETAL DANS LE FUTUR BATIMENT, SIEGE DES ATELIERS

Sur sollicitation des Ateliers Médicis, l'AEV pourra fournir un avis sur la place du végétal dans la programmation et la conception du futur siège des Ateliers Médicis. Cette prestation ne saurait toutefois se substituer au travail de professionnels, missionnés pour les phases de programmation ou de conception de cet ouvrage. L'AEV se prononcera sur des documents de projet fournis par les Ateliers Médicis, au regard de son expertise en matière de continuités écologiques et d'aménagement paysager et en sa qualité de gestionnaire de la Forêt régionale de Bondy et de la Promenade de la Dhuis.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_013-DE

Article 10. REDEVANCE-FRAIS D'ENTRETIEN

La présente autorisation est consentie à titre gratuit, l'AEV et les Ateliers Médicis convenant de n'échanger au titre de la présente convention que des mises à disposition de terrain, de bâtiment et du temps de personnel sans aucun échange financier autre qu'une participation forfaitaire aux frais d'entretien du pavillon.

En contrepartie de la gratuité de la mise à disposition, les Ateliers Médicis s'engagent à régler une participation forfaitaire aux frais engendrés par la consommation d'eau, d'électricité et de gaz, ainsi qu'aux frais de nettoyage des lieux, fixés forfaitairement à 5 500,00 euros annuels.

Un avis de paiement pour la participation aux frais sera émis par l'AEV et transmis aux Ateliers Médicis qui devront s'acquitter du montant réclamé auprès du Trésor Public, à l'attention du Trésorier Principal des Etablissements Publics Locaux de Paris – 26 rue Bénard, 75675 Paris cedex 14.

Article 11. REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige portant sur l'exécution du présent contrat devra être porté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait en deux exemplaires originaux, à

Le

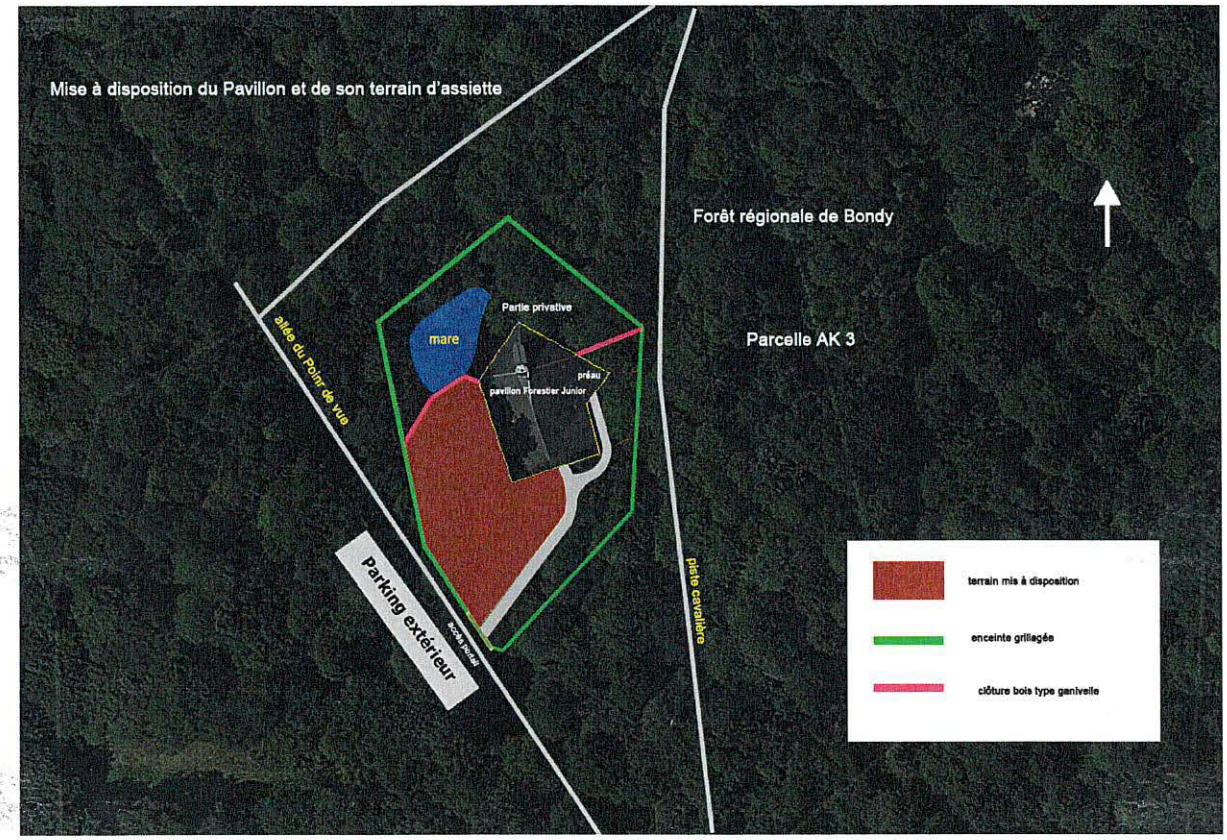
Pour l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France,

Pour les Ateliers Médicis,

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_013-DE

ANNEXE 1

Plan de la zone mise à disposition – Pavillon des Forestiers Juniors



Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_014-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-Fra

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020
(REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-014

Approbation de la convention de projet ingénieur 3ème année avec AgroParisTech pour le développement d'un projet agricole sur le PRIF des Coteaux de Nézant (95)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de valoriser l'agriculture sur le PRIF des Côteaux de Nézant ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la convention avec AgroParisTech ci-annexée.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer la convention.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	19
Nombre de mandats..... :	
Nombre de votants..... :	19
Votes POUR ..... :	17
Votes CONTRE..... :	1
Abstentions ..... :	1
Ne prend pas part au vote..... :	

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_014-DE

CONVENTION DE PROJET INGÉNIEUR 3ÈME ANNÉE POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN PROJET AGRICOLE SUR LE PRIF DES COTEAUX DE NÉZANT (95)

Entre :

le département d'enseignement et de recherche SIAFEE de l'Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement, dénommé AgroParisTech
16 rue Claude Bernard - 75231 Paris Cedex 05, représenté par : Jean ROGER-ESTRADE, en sa qualité de président du département en charge des questions d'enseignement

De première part,

et l'Agence des espaces verts d'Île-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 Avenue du Général Leclerc - 93500 Pantin, agissant pour le compte de la Région Île-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n° 19-001 du 14 février 2019

Ci-après dénommée « AEV »,

De deuxième part,

Et l'équipe d'élèves ingénieurs composée de Perinne WEFFLING, Thomas ANTOINE, Axelle RANDONNET,

Désignée ci-après par « l'équipe projet »,

De troisième part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er – Objet de la convention

Dans le cadre de la pédagogie par projets, les élèves ingénieurs d'AgroParisTech inscrits en 3ème année de formation IEVU option Agricultures urbaines ont l'obligation de réaliser un projet ingénieur d'une durée programmée de 10,5 jours en janvier et février.
Dans ce contexte, l'AEV décide de confier à l'équipe projet l'étude suivante : Développement d'un projet agricole sur le PRIF des Coteaux de Nézant.

Article 2 – Responsabilité des travaux

L'étude confiée à AgroParisTech est exécutée dans le cadre de la dominante d'approfondissement IEVU (Ingénierie des Espaces Végétalisés Urbains).
Le référent AgroParisTech de l'équipe projet est Xavier GUIOMAR, enseignant-chercheur.
Christelle ANGENIOL, responsable de la mission agriculture au sein du Service Expertise Technique, et Louise DESMAZIERES, chargée de mission agriculture, sont chargées du suivi de ces travaux au sein de l'AEV.

Article 3. Engagements d'AgroParisTech

Les travaux prévus à l'article 1er se traduisent par la réalisation :

- D'une méthodologie présentée à l'AEV et validée,
- D'un rapport final et d'une présentation orale le 28 février 2020 à AgroParisTech.

Le rapport est rédigé par l'équipe projet et intègre les éventuelles observations de l'AEV (confidentialité de certains entretiens). Il est relu et amendé par le référent d'AgroParisTech. Il est remis à l'AEV, qui peut en assurer la diffusion, l'utiliser à sa convenance et le compléter si elle le juge nécessaire.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_014-DE

AgroParisTech ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des résultats de cette étude car elle est menée dans un contexte purement pédagogique.

Article 4. Engagements de l'AEV

L'AEV s'engage à fournir une fiche de projet plaçant l'opération dans les politiques régionales en vigueur, notamment le Pacte Agricole.
L'AEV s'engage à fournir les données internes disponibles nécessaires à l'étude, à faciliter les contacts avec les partenaires professionnels et associatifs de l'AEV concernés par cette étude et à consacrer le temps nécessaire au suivi du travail.
L'AEV s'engage à citer AgroParisTech dans les différentes utilisations et communications relatives à l'étude réalisée par l'équipe projet.

Article 5 – Engagements de l'équipe projet

L'équipe projet s'engage à :

- respecter la méthodologie définie en accord avec l'AEV,
- conduire un minimum de 5 entretiens,
- respecter le planning des différentes réunions, des remises de compte rendu détaillés et du rapport, à informer dans les plus brefs délais l'AEV et AgroParisTech de tout problème mettant en péril la poursuite de l'étude
- participer à 3 réunions (emplacements à définir) : visite du site, réunion intermédiaire avec l'équipe projet, réunion de restitution.
- ne demander, à l'AEV, aucune rémunération pour l'étude.

Article 6 – Modalités financières

L'AEV s'engage à rembourser dans la limite de 500 € TTC les frais engagés par l'équipe projet et le référent d'AgroParisTech pour l'exécution de la mission (frais de déplacements, frais de repas).
Le règlement de ces frais par l'AEV sera effectué sur présentation d'une facture établie par le département SIAFEE d'AgroParisTech, à hauteur des dépenses réellement prises en charge pour l'équipe projet et le référent, à l'issue de l'étude.
Le paiement se fera sur présentation de facture adressée à l'adresse suivante : efinances@aev-iledefrance.fr.

La demande de paiement doit indiquer :

- L'intitulé de la convention
- La date d'émission et le n° de la facture
- La référence du ou des bon(s) de commande établi(s) par l'AEV
- La date de réalisation de la prestation
- Les noms et l'adresse du créancier
- Le détail des frais engagés accompagné de leurs justificatifs
- Le RIB du créancier

Le paiement dû au titre de la présente convention sera effectué par virement auprès de :
Monsieur l'Agent Comptable d'AgroParisTech – 16, rue Claude Bernard 75231 Paris Cedex 05
N° SIRET : 130 002 850 001 00118
RGF Finances Paris compte 00001005016
Code établissement : 10071 – Guichet 75000 – Clé : 67

AgroParisTech assurera le remboursement aux étudiants et au référent dans le cadre de la réglementation applicable.

Article 7 – Assurances

En cas d'accident survenant à un ou plusieurs membres de l'équipe projet lors d'un déplacement effectué dans le cadre de l'étude avec un véhicule personnel, seul l'assureur de ce dernier intervient.
Les dommages corporels survenus à un ou plusieurs membres de l'équipe projet sont couverts par la Sécurité Sociale.
A l'occasion de l'étude, dans ou en dehors des sites appartenant à l'AEV, ce dernier renonce à tous recours contre l'équipe projet, AgroParisTech et leurs assureurs en cas de préjudice causé par un membre de l'équipe projet aux intérêts de l'AEV de quelque nature que ce soit, sauf en cas de confidentialité signée.
L'assurance du matériel transporté pour les besoins de l'étude est à la charge de son propriétaire.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_014-DE

Article 8 – Durée et résiliation

Les dispositions de la présente convention s'appliquent à compter de la date de signature de la convention, pour une durée de 2 mois (du 2 janvier 2020 au 1er mars), correspondant à la fin de l'étude, date à laquelle elle sera résiliée de plein droit.

Toutefois, la résiliation de la présente convention pourra intervenir à tout moment d'un commun accord entre les parties, ou à la demande d'une des parties, après préavis d'un mois. En cas de résiliation, le paiement des frais de déplacements est effectué au prorata des frais effectivement engagés.

Article 9 – Différends, litiges

Il est tenté de remédier à l'amiable à tout différend ou à tout litige, issu de l'exécution de la présente convention. À défaut, les tribunaux administratifs sont compétents.

Fait à Paris, en 5 exemplaires[1],

Le représentant d'AgroParisTech, Président du département SIAFEE, Jean ROGER-ESTRADE	La représentante de l'Agence des Espaces Verts, Présidente, Anne CABRIT	L'équipe projet, Perinne WEFFLING, Thomas ANTOINE, Axelle RANDONNET

[1] AEV (1), AgroParisTech (1), équipe projet (X-3)

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_015-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-015

Approbation d'acquisitions foncières au titre d'opérations déclarées d'utilité publique et au titre d'opérations amiables

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°18-171 du 11 décembre 2018 approuvant la convention cadre de partenariat pour la protection des espaces agricoles et naturels franciliens avec la SAFER ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2011 d'un montant de 1.713.501,61 € relatives à la DUP de la Butte Pinson ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2019, d'un montant de 3.531.468,51 € ;

VU les opérations d'acquisition envisagées, présentées en annexes de la présente délibération ;

VU les avis des Domaines sur chaque acquisition envisagée ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer les traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation mentionnés en annexe 1.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente à mandater, en vue de leur paiement ou de leur consignation, les indemnités correspondant aux opérations mentionnées en annexe 1 et à mandater les frais d'opérateur foncier liées à ces opérations.

ARTICLE 3 : APPROUVE les acquisitions listées en annexes 1 et 2.

ARTICLE 4 : HABILITE la Présidente à signer les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées aux annexes 1 et 2 et à mandater, en vue du paiement, les prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à ces transactions.

ARTICLE 5 : HABILITE la Présidente à mandater, dans le cadre d'un préfinancement, l'opération d'acquisition auprès de la SAFER, énumérée à l'annexe 2, conformément à l'article 4 de la convention de partenariat signée le 12 décembre 2018.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_015-DE

ARTICLE 6 : DIT qu'un montant de 64.673,50 € d'autorisations de programme du budget 2019, programme 12, est affecté aux opérations présentées en annexe.

ARTICLE 7 : DIT que le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2019, programme 12, s'élève à 3.466.795,01€.

ARTICLE 8 : DIT que les crédits nécessaires seront imputés sur le budget de l'Agence des espaces verts.

ARTICLE 9 : DIT que l'acquisition au sein du PRIF de la Tégéval, référencée dossier 314, approuvée par délibération du Conseil d'administration n°19-136 du 10 décembre 2019 porte sur les parcelles C 622, C 623, C 570 et D 320 à Limeil-Brévannes et non C 188 comme indiqué par suite d'une erreur matérielle.

ARTICLE 10 : DIT que l'acquisition au sein du PRIF Vallée de la Marne référencée dossier 28, approuvée par délibération du Conseil d'administration n° 19-096 du 1er octobre 2019 porte sur la parcelle A 163 d'une surface de 66 a 49 ca et non d'une surface 00 a 00 ca comme indiqué par suite d'une erreur matérielle.

Nombre de présents..... :	17 sept
Nombre de mandats..... :	
Nombre de votants..... :	17
Votes POUR..... :	17
Votes CONTRE..... :	
Abstentions..... :	
Ne prend pas part au vote..... :	

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_015-DE

ANNEXE 1

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 470 () BERTHE/JONES

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	01/01/02	04/11/19	

Prix total : 1 778,00 € Surface : 0 ha 02 a 54 ca Prix au m² : 7,00 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95427	MONTMAGNY	AC	171	0 ha 01 a 16 ca	182
95427	MONTMAGNY	AE	175	0 ha 01 a 38 ca	430

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 552 () SIMONEAU-SIMON

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	04/07/07	09/03/18	

Prix total : 11 658,00 € Surface : 0 ha 09 a 92 ca Prix au m² : 11,75 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95427	MONTMAGNY	AE	49	0 ha 03 a 50 ca	465
95427	MONTMAGNY	AE	50	0 ha 03 a 28 ca	465
95427	MONTMAGNY	AE	51	0 ha 03 a 14 ca	465

Total Butte Pinson 0 ha 12 a 46 ca 13 436,00 € Nb dossiers : 2

TOTAL	**0 ha 12 a 46 ca**	**13 436,00 €**	**Nombre de dossiers : 2**
	Prix moyen au m²	**10,78 €**	

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_015-DE

ANNEXE 2

Hurepoix (31)

N° de Dossier : 303 () SAFER Ile de France Attribution SAFER préemption

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
08/11/19		06/03/19	0 ha 60 a 55 ca
15 373,50 €			Prix principal au m² : 2,06 €/m²

Prix total :	15 373,50 €	dont prix principal :	12 500,00 €	dont honoraires**	2 873,50 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
91666	VILLEJUST	E	8	0 ha 60 a 55 ca	

Total Hurepoix	0 ha 60 a 55 ca	15 373,50 €	Nb dossiers : 1

Orge Aval (29)

N° de Dossier : 127 () JOCHMANS Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
02/01/20	10/12/19	16/01/13	0 ha 12 a 21 ca
5 000,00 €			Prix principal au m² : 4,1 €/m²

Prix total :	5 000,00 €	dont prix principal :	5 000,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
91103	BRETIGNY SUR ORGE	C	798	0 ha 12 a 21 ca	

Total Orge Aval	0 ha 12 a 21 ca	5 000,00 €	Nb dossiers : 1

Rougeau-Bréviande (01)

N° de Dossier : 225 () OFFREDI JEAN CLAUDE Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
15/01/20			0 ha 71 a 80 ca
4 300,00 €			Prix principal au m² : 0,6 €/m²

Prix total :	4 300,00 €	dont prix principal :	4 300,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77039	BOISSISE LA BERTRAND	A	91	0 ha 05 a 87 ca	
77039	BOISSISE LA BERTRAND	A	103	0 ha 05 a 70 ca	
77039	BOISSISE LA BERTRAND	A	122	0 ha 02 a 55 ca	
77039	BOISSISE LA BERTRAND	A	193	0 ha 11 a 01 ca	
77039	BOISSISE LA BERTRAND	A	197	0 ha 11 a 50 ca	
77039	BOISSISE LA BERTRAND	AI	67	0 ha 04 a 97 ca	
77039	BOISSISE LA BERTRAND	B	20	0 ha 30 a 20 ca	

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_015-DE

Total Rougeau-Bréviande	0 ha 71 a 80 ca	4 300,00 €	Nb dossiers : 1

Seiglats (12)

N° de Dossier : 18 () DOSSCHE Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
18/12/19			8 ha 02 a 02 ca
40 000,00 €			Prix principal au m² : 0,5 €/m²

Prix total : 40 000,00 € dont prix principal : 40 000,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77061	CANNES ECLUSE	A	91	0 ha 44 a 71 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	93	1 ha 37 a 06 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	161	0 ha 11 a 68 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	173	0 ha 70 a 70 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	237	0 ha 31 a 91 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	240	0 ha 43 a 22 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	246	0 ha 70 a 71 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	256	0 ha 13 a 10 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	286	0 ha 38 a 64 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	305	0 ha 13 a 05 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	307	0 ha 35 a 65 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	465	0 ha 23 a 32 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	469	0 ha 43 a 15 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	750	1 ha 69 a 81 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	924	0 ha 50 a 32 ca	
77061	CANNES ECLUSE	A	978	0 ha 04 a 99 ca	

Total Seiglats	8 ha 02 a 02 ca	40 000,00 €	Nb dossiers : 1

TOTAL annexe	9 ha 46 a 58 ca				
TOTAL annexe	64 673,50 €	Dont Prix principal	61 800,00 €	dont honoraires	2 873,50 €
	Soit 0,68 €/m²			Nb dossiers :	4

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_016-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-016

Approbation de préemptions au titre des Espaces Naturels Sensibles

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU la délibération N°3-20 du conseil départemental du Val d'Oise du 27 octobre 2000 relative à la zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles dite du Plateau d'Andilly ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT que les acquisitions, envisagées par voie de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles, sont réalisées en vue de leur ouverture au public et de leur protection par leur caractère d'espaces naturels et boisés ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : AUTORISE l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour les biens décrits à l'annexe 1 ci-jointe, à un prix compatible avec l'avis des Domaines.

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles, pour les opérations décrites à l'annexe N°1 ci-jointe.

Article 3 : HABILITE également la Présidente à saisir le juge de l'expropriation pour ces opérations, en cas de fixation judiciaire du prix, ainsi qu'à procéder à la consignation.

Nombre de présents	17
Nombre de mandats	
Nombre de votants	17
Votes POUR	15
Votes CONTRE	1
Abstentions	1
Ne prend pas part au vote	

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_016-DE

ANNEXE 1

Plateau d'Andilly

N° de Dossier : 42 (Plateau d'Andilly 44) KUCZEWSKI PORAY MARTINE SUZANNE

Montant de la DIA : 60 000,00 €	Surface : 1 ha 00 a 08 ca	Prix moyen : 6 €/m²

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95014	ANDILLY	AB	26	1 ha 00 a 08 ca	

Total Plateau d'Andilly	**1 ha 00 a 08 ca**	**60 000,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL	**1 ha 00 a 08 ca**	**60 000,00 €**	**Nb dossiers : 1**
	Prix moyen au m²	**6,00 €**	

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_017-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020
(REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-017

Approbation de la soumission au régime forestier de propriétés régionales situées sur les Buttes de Marsinval

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les articles L.111-1 et L.141-1 du code forestier ;

VU la délibération n° 78-31 du 14 décembre 1978 relative à la procédure de soumission au régime forestier des forêts, bois et terrains à boiser, acquis par l'Agence des espaces verts, au nom et pour le compte de la Région Île-de-France ;

VU le plan des lieux et l'extrait cadastral annexés ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : SOLLICITE la soumission au régime forestier des propriétés régionales désignées ci-après :

Département (N°)	Commune de situation	Section	Parcelle numéro	Lieu-dit	Surface
78	LES MUREAUX	AL	37	Les Grands Closeaux	0 ha 10 a 99 ca
78	LES MUREAUX	AL	57	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 04 ca
78	LES MUREAUX	AL	62	Les Grands Closeaux	0 ha 06 a 71 ca
78	LES MUREAUX	AL	65	Les Grands Closeaux	0 ha 02 a 15 ca
78	LES MUREAUX	AL	77	Les Grands Closeaux	0 ha 13 a 88 ca
78	LES MUREAUX	AL	88	Les Grands Closeaux	0 ha 07 a 92 ca
78	LES MUREAUX	AL	94	Les Grands Closeaux	0 ha 08 a 55 ca
78	LES MUREAUX	AL	95	Les Grands Closeaux	0 ha 08 a 22 ca
78	LES MUREAUX	AL	162	Les Bruyères Grillantes	0 ha 06 a 24 ca
78	LES MUREAUX	AL	169	Les Bruyères Grillantes	0 ha 03 a 08 ca
78	LES MUREAUX	AL	170	Les Bruyères Grillantes	0 ha 03 a 52 ca
78	LES MUREAUX	AL	173	Les Bruyères Grillantes	0 ha 10 a 20 ca
78	LES MUREAUX	AL	174	Les Bruyères Grillantes	0 ha 08 a 78 ca
78	LES MUREAUX	AL	228	Les Grands Closeaux	0 ha 02 a 60 ca
78	LES MUREAUX	AL	300	Les Bruyères Grillantes	0 ha 19 a 18 ca
78	LES MUREAUX	AL	313	Les Bruyères Grillantes	0 ha 10 a 05 ca
78	LES MUREAUX	AK	69	Les Petits Closeaux	0 ha 07 a 28 ca
78	LES MUREAUX	AK	70	Les Petits Closeaux	0 ha 09 a 66 ca
78	LES MUREAUX	AK	73	Les Petits Closeaux	0 ha 09 a 67 ca
78	LES MUREAUX	AK	77	Les Petits Closeaux	0 ha 04 a 62 ca
78	LES MUREAUX	AK	109	Les Petits Closeaux	0 ha 04 a 72 ca
				Total des surfaces	**1 ha 65 a 06 ca**

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_017-DE

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente à réaliser tout acte nécessaire.

Nombre de présents..... :	29
Nombre de mandats ..... :	9
Nombre de votants ..... :	38
Votes POUR..... :	37
Votes CONTRE ..... :	1
Abstentions..... :	/
Ne prend pas part au vote..... :	/

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-Fran

le : 04 MARS 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 MARS 2020 (REPORT SESSION DU 26 FÉVRIER 2020)

Affaire n°20-018

Habilitation donnée à la Présidente à solliciter des subventions afin de financer des opérations sur des propriétés régionales classées en Réserves Naturelles Régionales

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDÉRANT la volonté de l'Agence des espaces verts de mettre en œuvre les opérations de fonctionnement et d'investissement sur les réserves naturelles régionales dont elle assure la gestion ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : HABILITE la Présidente à solliciter des subventions au titre de l'exercice 2020, auprès du Conseil régional d'Île-de-France et à d'autres financeurs potentiels (AESN, N2000, Europe…), pour financer les opérations de fonctionnement et d'investissement sur les propriétés régionales classées RNR, proposées sur la base du budget prévisionnel joint en annexe.

Nombre de présents	: 7
Nombre de mandats	: 2
Nombre de votants	: 9
Votes POUR	: 9
Votes CONTRE	: -
Abstentions	: -
Ne prend pas part au vote	: -

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

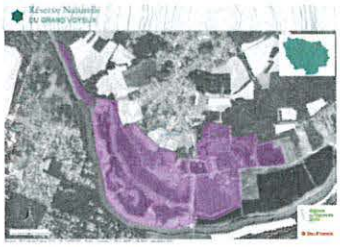
ANNEXE

Au titre des prévisions de demande de subventions en fonctionnement et investissement, il est nécessaire de préciser qu'une clef de financement pour les opérations d'entretien est à l'étude. Dans le cas de financement par un tiers la demande formulée auprès du Conseil Régional pourrait être différente que le montant indiqué dans les tableaux ci-après.

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

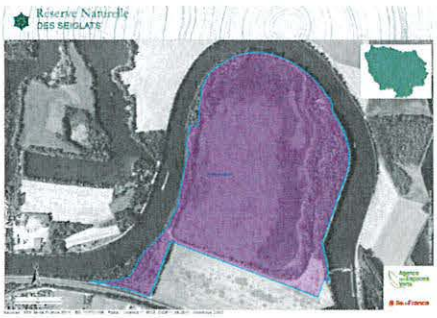
Intitulé des opérations		

Réserve Naturelle Régionale du Grand Voyeux

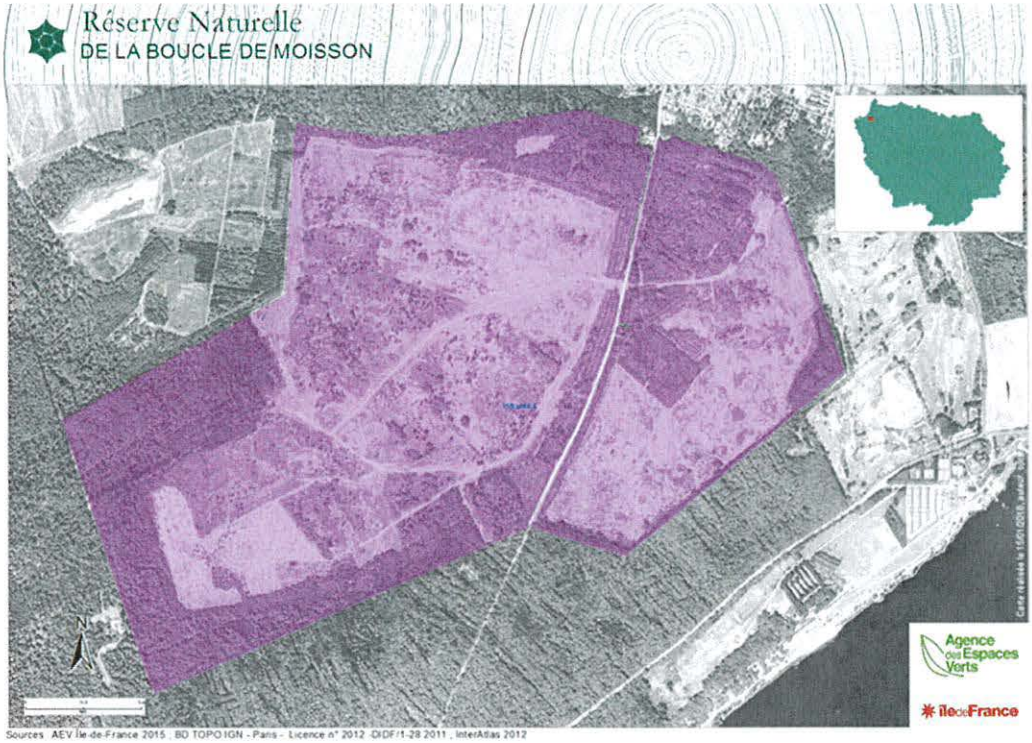


Investissements 2020		
Travaux de restauration écologique		
TU04	Reprofilage de berges) en créant des hauts fonds en priorité à proximité des roselières existantes	40 000,00 €
TU11	Coupe des ligneux de hauts jets, entretien du fourré	8 000,00 €
TU18	Création et entretien d'une mare pédagogique	560,00 €
Fonctionnement 2020		
Suivis scientifiques		
SE04	Suivi standardisé des oiseaux inféodés aux roselières	3 588,00 €
SE06	Suivi standardisé des sternes pierregarin et des mouettes mélanocephales	1 230,00 €
SE08	Suivi standardisé de la nidification de l'Oedicnème	1 230,00 €
SE11	Suivi des niveaux d'eau dans les mares de reproduction - suivi des pontes et têtards	1 575,00 €
SE13	Suivi annuel des orthoptères et des papillons de jour	1 050,00 €
SE14	Suivi standardisé du Pic noir et du Milan noir	1 230,00 €
SE18	Suivi de l'accroissement de la population de Bernaches et de son impact sur la réserve	2 047,00 €
SE21	Suivi de la réponse de l'avifaune à la fréquentation	1 942,00 €
AD25	Saisie des données naturalistes (observation courante et inventaires) dans SERENA et le SIG de l'AEV	9 030,00 €
Accueil du public		
PI02	Organiser des sorties pédagogiques pour les écoles	4 900,00 €
PI03	Organiser des visites thématiques pour le Grand public	3 500,00 €
PO01	Surveillance de la RNR par un personnel assermenté	15 000,00 €
Accueil du public (Maison)		
AD05	Organiser la vie de la maison de la Réserve	90 000,00 €
Gestion conservatoire		
TE03	Entretien des ouvrages hydrauliques (buses, vannes, fossés, échelles limni,…)	1 000,00 €
TE07	Coupe ou arrachage des saules dans les secteurs non accessibles aux moutons	8 500,00 €
TE08	Restauration de deux îlots par sarclage - coupe et/ou arrachage de la végétation ligneuse	1 500,00 €
TE09	Scarification annuelle d'une surface de 4000 m²	1 000,00 €
TE10	Bûcheronnage d'éclaircie- élagage - taille têtard dans la saulaie	1 000,00 €
TE11	Coupe ou arrachage des ligneux	3 500,00 €
TE14	Gestion des refus (broyage…)	2 000,00 €
TE15	Coupe d'éclaircies et sélections des tiges d'avenir, élimination des espèces non indigènes	1 000,00 €
TE19	Coupes ligneux indésirables et arrachages répétés des rejets jusqu'à épuisement - destruction par incinération des résidus	1 000,00 €
TE20	Entretien et maintenance des bâtiments	6 000,00 €
TE21	Entretien du platelage et des chemins	10 000,00 €
TE22	Entretenir les haies et pares-vue (haies secteur Bois-Maury)	5 523,00 €
TE22	Entretenir les haies et pares-vue	9 000,00 €
TE23	Entretien des panneaux et de la signalétique	1 500,00 €
TE24	Entretenir les mobiliers d'architectures	3 000,00 €
TE25	Maintien de la propreté de la RNR (déchets épars, évacuation des dépôts sauvages,…)	3 000,00 €
TE26	Entretien des clôtures du périmètre de la RNR et des zones pâturées, y compris barrières, portails, etc…	2 500,00 €
	Total investissement annuel	**48 560,00 €**
	Total fonctionnement annuel	**197 345,00 €**
	Cofinancement en fonctionnement commune de Congis-sur-Thérouanne	9 000,00 €
	Cofinancement en fonctionnement AESN	4 000,00 €
	Cofinancement en fonctionnement Natura 2000 à confirmer	3 451,00 €

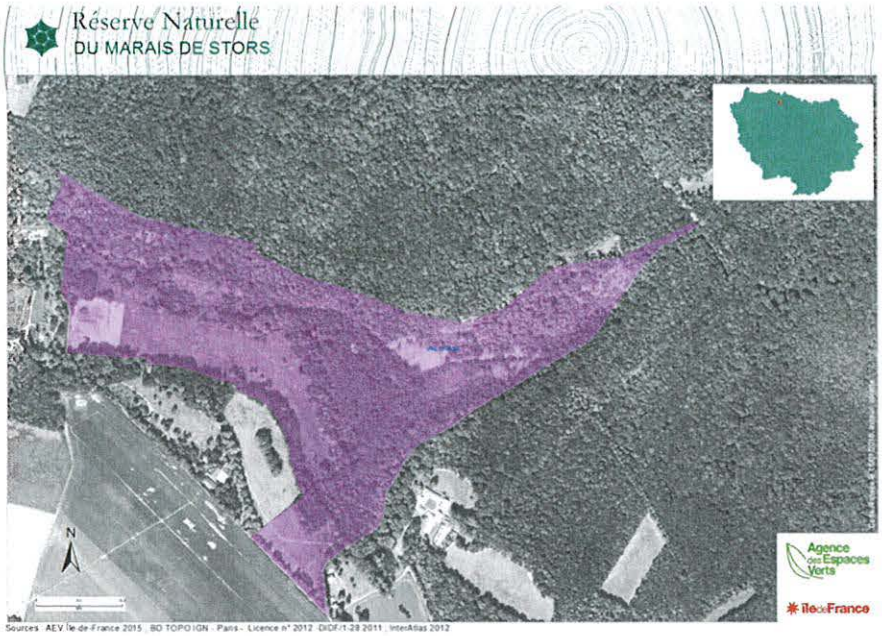
Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

Intitulé des opérations		
Réserve Naturelle Régionale des Seiglats		
		
Investissements 2020		
Travaux de restauration écologique		
TU01	Mise en place et entretien d'une bande enherbée en limite de parcelle agricole	650,00 €
TU08	Coupe des ligneux (restauration des habitats connexes au plan d'eau et optimisation de leur gestion)	2 000,00 €
Fonctionnement 2020		
Suivi scientifiques		
AD22	Saisie des données naturalistes (observation courante et inventaires) dans SERENA et le SIG de l'AEV	500,00 €
SE02	Mise en application de suivis préconisés dans le cadre de l'étude hydrologique	400,00 €
SE04	Suivi standardisé des odonates	1 650,00 €
SE10	Suivi annuel de l'avifaune hivernante et migratrice	1 350,00 €
SE12	Suivi des oiseaux paludicoles	500,00 €
SE13	Suivi des oiseaux limicoles	300,00 €
SE14	Suivi des oiseaux cavernicoles patrimoniaux	300,00 €
SE09	Suivi des poissons patrimoniaux	3 500,00 €
Accueil du public		
PI02	Mise en place de visites guidées thématiques pour le grand public	1 100,00 €
Gestion conservatoire		
TE04	Entretien des panneaux pédagogiques dans la réserve et du sentier	112,00 €
TE07	Restauration de prairies humides par fauches annuelles exportées	2 030,00 €
TE08	Faucardage tardif de la végétation se développant dans les mares une fois tous les 3 ans	1 000,00 €
TE09	Gestion conservatoire de la mégaphorbiaie par fauche exportée tous les deux ans	840,00 €
TE10	Contrôle des ligneux	1 000,00 €
TE12	Fauche des pelouses avec exportation de la matière	2 030,00 €
TE13	Création et entretien des lisières	2 030,00 €
TE14	Entretien du chemin périphérique	2 730,00 €
TE15	Mise en œuvre si nécessaire de coupes de sécurité des arbres dangereux	498,00 €
	Total investissement annuel	**2 650,00 €**
	Total fonctionnement annuel	**20 043,00 €**
	Cofinancement en fonctionnement AESN à confirmer	1 827,00 €

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

Intitulé des opérations	
Réserve Naturelle Régionale de la Boucle de Moisson	
	
Investissements 2020	
Travaux de restauration écologique	
TU01 Évacuation des déchets verts en place	15 000,00 €
Fonctionnement 2020	
Gestion conservatoire :	
TE01 Fauche annuelle exportée	35 000,00 €
TE02 Broyage hivernal des secteurs de pelouse en restauration	23 000,00 €
TE03 Élimination des espèces invasives et envahissantes (Buddleia du père David, du Cerisier noir ou Cerisier tardif)	5 600,00 €
TE04 Fauche exportée des friches et ourlets tous les deux ans	15 000,00 €
TE05 Broyage de lande à callune et fourré à genêts (ourlets)	2 000,00 €
TE06_1 Contrôle des ligneux sur les ourlets	4 500,00 €
TE07_1 Échelonnement des classes d'âge de la lande par rotation des zones broyées avec exportation_ callunes et genêts	13 000,00 €
TE07_2 Échelonnement des classes d'âge de la fruticées par rotation des zones broyées	3 000,00 €
TE11 Entretien des cheminements /zones ouvertes (broyage, tailles lisières)	9 800,00 €
Suivis naturalistes	
SE04 Suivi de l'avifaune patrimoniale	7 700,00 €
SE20_5 Réalisation des campagnes de collectes de données sur la flore	2 100,00 €
SE06 suivi phytosociologique par transect	4 000,00 €
Accueil du public	
PI04 Organisation de visites guidées pour le grand public	2 580,00 €
PO01 Mise en place de tournées de surveillance	14 000,00 €
Total investissement annuel	15 000,00 €
Total fonctionnement annuel	141 280,00 €
Cofinancement en fonctionnement demandé Natura 2000 (part FEADER + Etat)	35 072,35 €

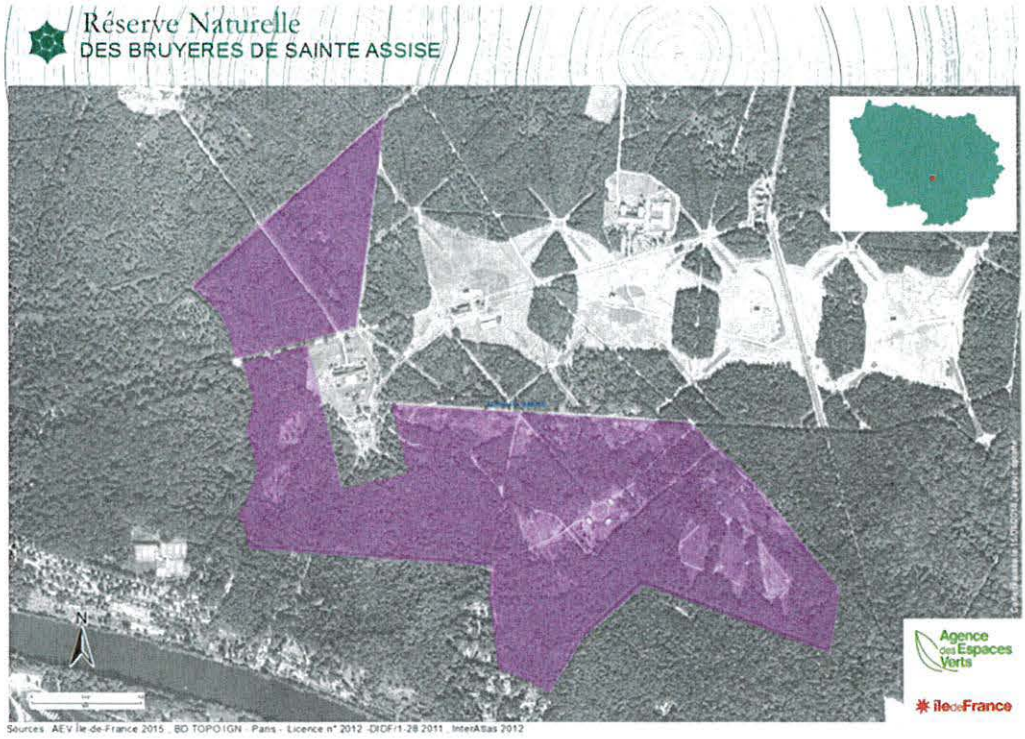
Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

intitulé des opérations		
Réserve Naturelle Régionale du Marais de Stors		
		
Investissements 2020		
Travaux de restauration écologique		
TE13	Entretien des voies de desserte	8 500,00 €
Fonctionnement 2020		
Gestion conservatoire		
TE01	Fauche annuelle tardive sur milieu portant avec exportation ou pâturage fauche annuelle tardive sur milieu non portant avec exportation ou pâturage Entretien des zones étrépées	6 000,00 €
TE02	Fauche alternée de la végétation en bord de ru Fauche alternée de la roselière Fauche des abords	60 000,00 €
TE06	Contrôle des ligneux : par coupe ou arrachage manuel des ligneux	5 000,00 €
TE07	Fauche et faucardage tardif par tronçons des secrteurs où l'Agrion se reproduit	1 064,00 €
TE09	Intervention sur les espèces invasives découvertes	3 000,00 €
TE15	Ramassage des déchets	500,00 €
Suivis naturalistes		
SE07	Suivi ornithologique	3 500,00 €
Accueil du public		
PI06	Organisation d'animations pour le public scolaire et pour le grand public	3 100,00 €
PI07	Mise en œuvre des opérations de communication relatives aux animations ou à la réserve	1 050,00 €
	Total investissement annuel	**8 500,00 €**
	Total fonctionnement annuel	**83 214,00 €**
	Cofinancement en fonctionnement AESN à confirmer	4 400,00 €

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

Intitulé des opérations

Réserve Naturelle Régionale de Saint-Assise



Investissements 2020		
Travaux de restauration écologique		
TU07	Limiter le développement des espèces végétales invasives et des exogènes	1 050,00 €
TU06	Curage et reprofilage des mares	3 000,00 €
Accueil du public		
PI01	Réalisation d'un schéma d'interprétation	30 000,00 €
Études		
SE06	inventaire avifaune	19 000,00 €
SE12	inventaire des papillons de jour	19 000,00 €
Acquisition matériel		
AD09	Acquisition de matériel nécessaire au suivi faune flore – loupe binoculaire	1 000,00 €
Fonctionnement 2020		
Suivis scientifiques		
SE16	Surveillance des espèces exogènes	175,00 €
SE10	Suivi des amphibiens - achat matériel	350,00 €
SE04	Suivi par transect de la remontée des niveaux d'eau au niveau des mares	350,00 €
SE02	Collecte annuelle des données météo afin de réaliser un bilan hydrique	700,00 €
SE01	Suivi piézométrique de la remontée des niveaux d'eau	2 800,00 €
Gestion conservatoire		
TE07	Suivi des installations à risque et de la perméabilité des clôtures	2 100,00 €
TE06	Gestion des arbres à risque (axé mise en chandelle)	350,00 €
TE04	Entretien des clôtures	700,00 €
TE03	Fauche avec exportation	13 000,00 €
TE01	Mise en place d'une gestion différenciée par broyage tournant	8 575,00 €
Accueil du public		
PI02	Poursuite des visites guidées	1 000,00 €
	Total investissement annuel	**73 050,00 €**
	Total fonctionnement annuel	**30 100,00 €**

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

1 RNR du Grand Voyeux :

Total salaires **59 619.73 €**

TE01	Gérer les niveaux d'eau de manière à garantir une immersion prolongée des grèves alluviales
SE01	Pose d'échelles limnimétriques et suivi des niveaux d'eau par lecture
TE02	Surveillance de la digue dans le cadre de tournées annuelles
TE04	Gérer les niveaux d'eau au sein des roselières
SE02	Suivi de la roselière (surface, densité) selon protocole standardisé
TE06	Augmenter la pression de pâturage par utilisation de parcs mobiles
SE05	Suivi de la colonisation des ligneux par placettes
TE12	Prise en compte des besoins des amphibiens et reptiles lors des opérations de gestion
TE17	Régulation des populations de lapins par tirs si nécessaire
TE13	Entretenir le secteur ouest par pâturage
TE16	Régulation des sangliers (5 jours/an)
SE17	Surveillance annuelle des espèces végétales non indigènes / invasives
AD04	Se rapprocher des groupes de réflexion régionaux sur la thématique de la régulation de la Bernache du Canada
AD02	Partenariat avec la FDC77, ONCFS…
AD03	Bilan annuel sur la population de sangliers et de lapins (à l'échelle du territoire et de la réserve)
PI01	Fixer un nombre maximum de visiteurs en fonction de l'impact sur le site et de la demande
SE19	Suivi de satisfaction du public par sondage d'opinion
SE20	Suivi du nombre de personnes sur le site
AD08	Programmation annuelle des opérations
AD09	Participation aux réunions internes à l'organisme de gestion
AD10	Préparation et participation aux réunions des instances consultatives (comité consultatif, conseil scientifique territorial)
AD11	Participation au réseau des réserves d'Ile de France
AD12	Participation au réseau des réserves naturelles de France
AD08	Programmation annuelle des opérations
AD13	MOE et suivi des opérations de restauration
AD14	MOE et suivi des opérations d'entretien
AD15	MOE et suivi des études et suivis scientifiques
AD16	Participation à des stages de formations
AD17	Évaluation annuelle du plan de travail
PI04	Rédaction d'articles dans des médias divers (revues, presse écrite...)
PI05	Création d'une plaquette de présentation du site
PI02	Organiser des sorties pédagogiques pour les écoles
PI06	Créations et actualisation de pages web sur les sites de l'AEV et de l'Observatoire Régionale de la Biodiversité
AD21	Montage administratif et financier des opérations
AD22	Suivi administratif et financier des opérations
AD23	Acquisition de matériel nécessaire au suivi faune/flore
AD24	Entretien et renouvellement des équipements et du matériel
AD26	Saisie de l'ensemble des travaux réalisés dans le SIG de l'AEV
AD27	Saisie les données administratives dans ARENA
AD28	Synthèse des données et diffusion des résultats

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

2 RNR des Seiglats :

Total salaires : **53 039.18 €**

TE04	Entretien des panneaux pédagogiques de la réserve et du sentier
AD01	Définition avec l'agriculteur d'un mode de culture compatible avec les objectifs de la réserve
AD02	Proposition de rachat de la parcelle agricole
AD03	Prise de contact avec VNF (entretien des berges de l'Yonne et projet de passe à poissons)
AD04	Prise de contact avec Réseau Ferré de France (entretien du talus SNCF et accès au site)
AD05	Prise de contact avec le propriétaire de l'Ile de Cresle (autorisation d'accès dans le cadre des études, inventaires et suivis et proposition de rachat)
AD06	Réunions de concertation avec la Fédération de pêche (pêche sur les rives de l'Yonne et le plan d'eau)
AD07	Règlementation de la pêche sur la RNR
PI01	Campagne de communication locale sur les motivations de la règlementation de la pêche
TE13	Création et entretien des lisières
TE11	Fauche tardive avec maintien d'îlots refuge
AD08	Accompagner le réaménagement du parking à l'entrée du site (signalétique, matérialisation au sol, accès en bus pour les scolaires)
PO01	Assermentation des agents chargés de la surveillance du site
PO02	Mise en place d'un plan de surveillance du site en partenariat avec les institutionnels ayant en charge une mission de police (ONEMA, ONCFS)
AD09	Animation d'un réseau local de diffusion d'information sur la vie de la réserve
AD10	Rédaction d'articles dans divers médias (revues, presse locale...)
PI05	Actualisation de pages web sur les sites de l'AEV et de l'Observatoire Régional de la Biodiversité
PI03	Développement de programmes pédagogiques spécifiques avec les scolaires des localités proches (Cannes-Ecluse, Montereau Fault-Yonne, Esmans, La Brosse Montceaux)
SE20	Suivi de la fréquentation
AD11	Participation aux réunions internes à l'organisme de gestion
AD12	Préparation et participation aux réunions des instances (comité consultatif de gestion, conseil scientifique territorialisé, CSRPN, copil Natura 2000) : préparation des bilans annuels, budgets et programmation des opérations
AD13	Contribuer aux réseaux des réserves naturelles d'Ile-de-France et des réserves naturelles de France
AD14	MOE et suivi des opérations de restauration, d'entretien, des études et suivis scientifique
AD16	Entretien et renouvellement des équipements et du matériel
AD17	Participation à des stages de formations
AD20	Montage administratif et financier des opérations
AD21	Suivi administratif et financier des opérations
AD23	Saisie de l'ensemble des travaux réalisés dans le SIG de l'AEV
AD24	Saisie les données administratives dans ARENA
AD25	Synthèse des données et diffusion des résultats

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

3 RNR de la boucle de Moisson :

Total salaires : **65 183.64 € €**

TE12 Entretien des équipements
SE13 Enquête de fréquentation et de satisfaction des usagers pour cibler les usages et attentes du public
PI12 Un schéma d'interprétation pédagogique sera réalisé pour mette en valeur les intérêts écologiques, patrimoniaux, culturels et paysagers de la réserve
SE13 Enquête de fréquentation et satisfaction du site pour cibler les usages et attentes du public
AD07 Collaboration avec les institutions dotées de force de police
SE20 Suivi des visites guidés pour le grand public
PI05 Proposition d'un programme annuel d'accueil des scolaires sur la RNR
PI06 Contact avec les écoles locales pour communiquer et mettre en place un partenariat pour réaliser des programmes forestier juniors sur la RNR
SE20 Suivi du programme Forestier Junior par le SEE
PI07 Coordination des moyens du Service Éducation à l'Environnement du gestionnaire avec la Base de Loisirs de Moisson-Mousseaux
PI08 Formation des encadrants de la base de loisirs sur les enjeux de la RNR
PI09 Diffusion des calendriers natures et affiches "Animation nature" sur la Base de Loisirs de Moisson-Mousseaux
SE20 Suivi du partenariat avec la BPAL
AD05 Déclenchement d'une procédure d'étude d'incidence si les conditions l'exigent
PI10 Sensibilisation des organisateurs et/ou particuliers
AD06 Encadrement des manifestations extérieures
AD02 Développer le partenariat avec la cellule sanitaire de l'ONF pour réaliser des prélèvements et diagnostics sur les peuplements
SE12 Suivi sanitaire des peuplements forestiers
PI03 Diffusion des informations sur le lancement des opérations annuelles aux instances consultatives et aux citoyens
SE13 Enquete de satisfaction à l'attention des usagers
SE20 Revue de presse, compilation de la communication du gestionnaire, Nombre d'outils de communications distribués ou affichés (panneaux, tracts, mails) »
AD04 Développement de partenariats extérieurs cadrés par des conventions pour la programmation d'animation nature
AD18 Accompagnement de l'ONF afin d'élaborer un document d'aménagement compatible avec les enjeux de la réserve à l'occasion de la révision de l'aménagement prévue en 2017
SE09 Suivi herpétologique
AD01 Réunions bisannuelles de bilans cynégétiques et définition du plan de chasse au Sanglier et au Chevreuil
PI01 Information et concertation sur les opérations annuelles de gestion aux sociétés de chasse en place
SE08 "Suivi cynégétique Recueil et analyse des données des carnets de chasse"
SE08 "Suivi cynégétique Évaluation de la population de lapins (effectifs/abondance, localisation des terriers …)"
SE07 Suivi des travaux
SE02 Accompagnement du pâturage extensif ovin et suivi des indices de pression de pâturage
PI13 Information du public sur les risques encourus
SE12 Suivis et recensement des nids
SE12 Recensement des plaintes des riverains
SE09 Mise en place d'un protocole de suivi de l'herpetofaune
SE09 Exploitation des résultats des observations de reptiles
SE18 Mise à jour de la cartographie des zones de nidification
AD11 Participation aux réunions internes
AD12 Préparation et participation aux réunions des instances consultatives (comité consultatif, conseil scientifique territorial)
AD13 Participation au réseau des réserves d'Ile de France
AD14 Participation au réseau des réserves naturelles de France
AD15 Recherche d'éleveurs potentiels et suivi des dossiers de pâturage
AD16 Suivi de l'éleveur, du cahier des charges et de la convention
AD17 Animation du contrat de chasse
AD18 Accompagnement de l'ONF afin d'élaborer un document d'aménagement compatible avec les enjeux de la réserve à l'occasion de la révision de l'aménagement prévue en 2016
AD19 Mise à jour des documents d'aménagement forestier avec les enjeux du DOCOB Natura2000 à l'occasion de la révision de l'aménagement prévue en 2016
AD20 Programmation annuelle des opérations
AD21 MOE et suivi des opérations de restauration
AD22 MOE et suivi des opérations d'entretien
AD23 MOE et suivi des études et suivis scientifiques
AD24 Participation à des stages de formations
AD25 Évaluation annuelle du plan de travail
AD30 Entretien et renouvellement des équipements et du matériel
AD31 Rédaction d'articles dans des médias divers (revues, presse écrite...)
PI15 Distribution de plaquettes sur le site
SE21 Suivi de la communication sur la vie de la réserve

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

AD32 Montage administratif et financier des opérations
SE22 Suivi administratif et financier des opérations
AD33 Saisie des données naturalistes (observation courante et inventaires) le SIG de l'AEV
AD34 Saisie de l'ensemble des travaux réalisés dans le SIG de l'AEV
SE23 Suivi des bases de données
AD35 Saisie des données administratives dans ARENA
AD36 Synthèse des données et diffusion des résultats

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

4 RNR du Marais de Stors :

Total salaires : **59 619.73 €**

AD04	Bilan des animations
AD04	bilan sommaire des opérations de communication
SE17	Mise en place de tournées de surveillance
SE17	tournée de signalement
TE08	Évolution libre des boisements et conservation du bois mort
SE01	cartographie des zones pâturées
SE08	suivi par IPP
SE13	Suivi des populations d'Écrevisse à pattes blanches
SE23	Suivi des chaumes de la roselière
AD01	veille sur le maintien des accès par les chemins communaux
AD03	Formation du personnel à la reconnaissance et à la lutte contre les espèces invasives
SE17	Mise en place de tournées de détection
SE18	Suivi cartographique des stations découvertes
SE06	Suivi de la colonisation par les ligneux
SE01	Suivi cartographique des travaux réalisés
PO01	bilan des tournées (nombre, dates, personnes)
PO01	Suivi et analyse des infractions
PO01	Mise en place de mesures de diminution des infractions
PI08	Mise en place d'une collaboration avec les institutions dotées de force de police
PO01	bilan des infractions
RE01	Collecte de données sur les usages anciens (bibliographie, experts, entretiens avec des habitants, archives …)
SE28	réalisation de fiches par élément du petit patrimoine architectural
SE20	Cartographie des nouvelles espèces patrimoniales découvertes
PI04	Définition de secteurs potentiels avec la commune et suivi de l'aménagement de zones de stationnements
PI05	Accompagner la mise en place d'une signalétique d'accès au site
TE02	Fauche annuelle tardive avec exportation ou pâturage
SE10	Suivi des niveaux d'eau
SE06	Suivi de la colonisation par les ligneux (taux de recouvrement)
PI02	Animation territoriale auprès des propriétaires riverains
PI03	Animation territoriale à l'échelle du bassin versant et de ses instances
SE31	Suivi régulier de la qualité physico-chimique des eaux du marais et IBDCE (fait aujourd'hui par la DRIEE)
SE09	S'assurer de la pérennité des ouvrages créés entre l'Oise et le marais
TE12	entretien par fauche et/ou débroussaillage de la prairie ouverte
SE34	identifier et suivre les éléments du patrimoine remarquable
TU01	Mise en valeur des arbres anciens par débroussaillage ou abattage de ligneux
AD05	Participation aux réunions internes
AD06	Préparation et participation aux réunions des instances consultatives (comité consultatif, conseil scientifique territorial)
AD07	Participation au réseau des réserves d'Ile de France
AD08	Participation au réseau des réserves naturelles de France
AD09	Programmation annuelle des opérations
AD10	Assurer la MOE et le suivi des opérations de restauration
AD11	Assurer la MOE et le suivi des opérations d'entretien
AD12	Assurer la MOE et le suivi des études et suivis
AD03	Assurer la formation du personnel
AD13	Demande d'autorisations préfectorales nécessaires à la capture des espèces protégées pour le personnel AEV
AD14	Évaluation annuelle du plan de travail
AD17	réintégration des nouvelles données au futur plan de gestion
AD19	Entretien et renouvellement des équipements et du matériel
AD20	Montage administratif et financier des opérations
AD22	Suivi administratif et financier des opérations
AD25	gestion administrative de la chasse
TE16	Organiser des chasses de régulation fonction de la pression exercée par le grand gibier
AD23	Saisie des données d'observation courante et d'inventaires dans ArcGis & CETTIA
AD24	Synthèse des données et diffusion des résultats

Envoyé en préfecture le 04/03/2020
Reçu en préfecture le 04/03/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200303-20_018-DE

5 RNR des bruyères de Sainte Assise :

Total salaires : **59 619.73 € €**

SE04	Suivi par transect de la remontée des niveaux d'eau au niveau des mares
SE16	Surveillance des espèces végétales exogènes
PI04	Veille scientifique et médiatique
TE05	Gestion des installations à risque (Bâtis divers)
TE06	Gestion des arbres à risque (axé mise en chandelle)
TE07	Suivi des installations à risque et de la perméabilité des clôtures
TE08	Suivi des arbres à risque
PO01	Organisation des tournées de surveillance
PO02	Mise en place d'un tableau de suivi des infractions
PI03	Mise en place d'un tableau de fréquentation grand public et scolaires
AD04	Participation au réseau des réserves naturelles de France
AD05	Programmation annuelle des opérations
AD06	MOE et suivi des opérations de restauration
AD07	MOE et suivi des opérations d'entretien
AD08	MOE et suivi des études et suivis scientifiques
AD09	Acquisition de matériel nécessaire au suivi faune/flore
AD10	Entretien et renouvellement des équipements et du matériel
AD11	Participation à des stages de formations
AD12	Evaluation annuelle du plan de travail
AD16	Montage administratif et financier des opérations
AD17	Suivi administratif et financier des opérations
AD18	Saisie des données naturalistes (observation courante et inventaires) dans SERENA et le SIG de l'AEV
AD19	Saisie de l'ensemble des travaux réalisés dans le SIG de l'AEV
AD20	Saisie les données administratives dans ARENA
AD21	Synthèse des données et diffusion des résultats